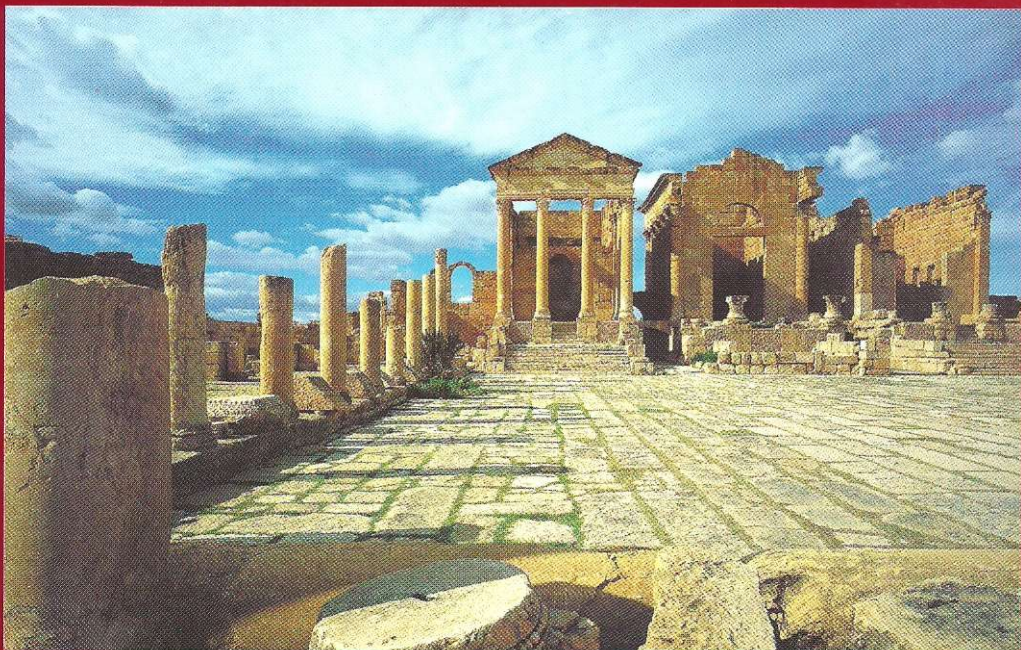


HISTOIRE GÉNÉRALE DE LA TUNISIE

TOME I

L'Antiquité



Hédi Slim Ammar Mahjoubi
Khaled Belkhoja Abdelmajid Ennabli

Sud Éditions - Tunis

HISTOIRE GÉNÉRALE DE LA TUNISIE

TOME I

L'antiquité

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

MEZGHANI Ali, *Lieux et non-lieu de l'identité*, Tunis 1998.

MANSTEIN-CHIRINSKY Anastasia, *La dernière escale, le siècle d'une exilée russe à Bi^erte*, Tunis 2000.

SMIDA Mongi, */lux origines du commerce français en Tunisie*, Tunis **2001**.

JAÏBI Fadhel, *Les amoureux du Café désert (théâtre)*, Tunis 1977.

FONTAINE Jean, *Propos sur la littérature tunisienne*, Tunis 1998.

KHAYAT Geroges, *Sfax, ma jeunesse*, Tunis 1997.

KARIM Houda, *Lézardes (roman)*, Tunis 1999.

RANDOM Michel, *Maivlana, le Soufisme et la Danse*, Postface : Maurice Béjart, Tunis 1980.

CHEMKHI Sonia, *Cinéma tunisien nouveau, parcours autres*, Tunis 2002

KRIDIS Nouredine, *Communication et famille*, Tunis 2002

GHARBI Jalel, *Le poète que je cherche à lire, Lissai sur l'œuvre de Michel Deguj*, Tunis 2002

*Demandez le catalogue de nos publications en arabe
et en français à l'adresse suivante :
Sud Éditions, service commercial
e-mail : sud.edition@planet.tn*

HISTOIRE GÉNÉRALE DE LA TUNISIE

TOME I

L'antiquité

Hédi SLIM

Directeur de recherche
Ancien Conservateur du site de Thysdrus
Kljem

Ammar MAHJOUBI

Professeur Emerite des Universités
Ancien Directeur de l'Ecole Normale Supérieure
de Tunis

Khaled BELKHODJA

Ancien Professeur à l'Université de Tunis
Ancien Professeur à l'Université de Moncton - Canada

106 illustrations - 24 cartes et plans
réunis et commentés par

Abdelmajid ENNABLI

Directeur de recherche
Ancien Conservateur du site de Carthage

Sud Éditions - Tunis

© Sud Editions - Tunis Mars 2010
sud_edition@planet.tn

***Tous droits de reproduction, de traduction
et d'adaptation sont réservés
pour toutes les langues et tous les pays***

Avant-propos de l'éditeur

Il y a plus d'une trentaine d'années un groupe de jeunes historiens et archéologues tunisiens, stimulés par l'Autorité nationale, avaient publié une « Histoire de la Tunisie » en quatre volumes. L'ouvrage fut bien accueilli, car il répondait à une attente ; l'ensemble était bien documenté, rigoureux, clair et bien rédigé. Ce livre aurait dû faire une longue carrière mais il ne fut pas réédité et disparut des librairies.

Convaincus de l'utilité d'une réédition, nous nous sommes adressés aux auteurs, devenus pour la plupart les grands maîtres de l'Histoire et de l'Archéologie en Tunisie aujourd'hui. Ils accueillirent favorablement l'idée et beaucoup acceptèrent d'apporter leur contribution à ce projet.

Il est certain que, trente ans après sa première publication, l'ouvrage ne pouvait être réédité sans les mises à jour rendues nécessaires en raison des progrès de la recherche historique. Pour ce premier volume, consacré à l'Antiquité, les fouilles, notamment la campagne internationale de fouille de Carthage parrainée par l'UNESCO et les moissons annuelles de textes épigraphiques ont éclairé, et parfois corrigé, nos connaissances.

Notre vision du site de Carthage par exemple a changé fondamentalement. Aussi les auteurs ont-ils été amenés autant que nécessaire à corriger et à compléter leurs textes.

C'est ainsi que dans ce volume les professeurs Hédi Slim pour l'époque punique et Ammar Mahjoubi pour l'époque romaine ont réécrit plus d'un chapitre, et réalisé une véritable synthèse des travaux les plus récents, dans les domaines de l'archéologie et de l'histoire ancienne de la Tunisie. Le professeur Khaled Belkhodja a apporté à son texte initial des retouches de forme. Il a préféré, pour cette nouvelle édition présenter un « état de la question » dans lequel il a consigné (voir p. 421) les principaux apports de la recherche relatifs à l'Antiquité tardive. Il invite ainsi le lecteur à prendre en considération les lumières nouvelles que les chercheurs ont apportées ces dernières années sur la situation particulière, en Afrique, des villes du Bas-Empire.

La présente édition se distingue aussi de l'ancienne par la documentation illustrée qu'elle propose au lecteur. Cette tâche a été confiée à Abdelmajid Ennabli, ancien conservateur du site de Carthage. Cent six documents photographiques, dûs au talent de Nicolas Fauqué, et relatifs à la vie économique, sociale, culturelle et artistique, vingt-quatre cartes et plans, tous accompagnés de légendes appropriées, enrichissent le texte. Ils complètent les exposés des historiens et permettent au lecteur ce contact privilégié avec le document, matériau essentiel de la connaissance historique.

C'est donc un livre nouveau destiné à un large public ; il est aussi, par ses apports inédits, par sa riche iconographie et par ses annexes un outil de travail appréciable pour les chercheurs.

M. Masmoudi

Le cadre naturel

Les conditions naturelles sont parmi les facteurs essentiels qui déterminent les péripéties de l'histoire de tout pays. Cela est particulièrement évident pour la Tunisie.

Ce pays occupe la partie orientale de l'Afrique du Nord et se situe presque à égale distance du détroit de Gibraltar et de Suez. Sa façade nord - ouverte sur le bassin occidental de la Méditerranée - et sa façade sud - qui s'ouvre sur le bassin oriental - développent plus de 1200 km de côtes offrant des plages et des criques appréciées, depuis les temps les plus reculés, par les navigateurs. Si la mer délimite au nord et à l'est les frontières du pays, on chercherait en vain, à l'ouest et au sud, quelque élément naturel qui marquerait la limite entre le territoire tunisien et celui des pays voisins.

Le relief

La Tunisie est partie intégrante de l'Afrique du Nord : on y retrouve en effet les éléments du relief qui structurent celle-ci. C'est ainsi que les deux grandes chaînes de l'Atlas tellien et de l'Atlas saharien viennent ici se rencontrer.

L'Atlas tellien s'achève au nord de la Mejerda par les Monts de Khroumirie et les Mogods. L'Atlas saharien occupe un espace beaucoup plus important. Depuis la vallée de la Mejerda au nord et la dépression des chotts au sud, il développe une série de massifs

montagneux qui forment la Dorsale. Ces massifs sont dirigés sud-ouest, nord-est et vont s'achever dans la région de Tunis et au Cap Bon. Ils ne sont pas très élevés (le point culminant, le Chambi atteint à peine 1544 m) et ne sont nulle part impénétrables.

Depuis cette Dorsale on passe progressivement à des terres moins élevées (hautes steppes) et à une succession de plaines qui commencent dans la région de Tunis et de Grombalia et occupent tout le centre et le sud du pays. Ces vastes plaines qui s'ouvrent sur la mer sont de temps en temps interrompues par des systèmes collinaires, comme le Sahel, et plus souvent par des dépressions dans lesquelles l'écoulement endogène des eaux a formé au cours des siècles des lacs salés ou sebkhas (Kelbia, Sidi Hénî...)

Au niveau de Matmata au sud, affleure le vieux socle continental africain, il prend sous l'effet de l'érosion l'aspect d'une chaîne de montagne dénudée et sauvage malgré sa faible altitude.

C'est à son relief que la Tunisie doit cette particularité d'être perméable aux influences extérieures, climatiques et historiques.

Le climat :

Située entre la Méditerranée et le Sahara, la Tunisie subit l'influence des masses d'air frais et humide de la première et celle des masses d'air chaud et sec du second. Les variations des températures, de la pluviométrie, de l'hydrographie et de la végétation naturelle s'expliquent par cette double influence. D'autres facteurs interviennent aussi, comme l'altitude et l'éloignement par rapport à la mer.

Fondamentalement, ce climat est caractérisé par des étés chauds et sans pluies et par des hivers froids et pluvieux. Mais dans ce tableau trop général, il faut introduire beaucoup de nuances.

C'est ainsi que la moyenne des températures annuelles les plus basse n'est pas dans l'extrême nord, elle est à Maktar (14°,2) et la

moyenne des températures les plus élevées est à Tozeur ($21^{\circ},3$) au sud mais loin de la côte. Il faut aussi corriger ces moyennes, somme toute abstraites, en signalant que la thermomètre peut descendre très bas l'hiver (-9° à Thala) et monter très haut l'été ($+54^{\circ}$ à Kébili). Ni Thala, ni Kébili ne profitent de l'effet modérateur de la mer, et d'une façon générale la façade orientale du pays jouit, malgré des contrastes évidents, d'un climat plutôt doux.

On constate les mêmes contrastes pour la pluviométrie. Ici les reliefs jouent un rôle plus net. Les régions les plus arrosées se situent au nord de la Mejerda (Aïn Drahem = 1500 mm/an — Tabarka = 1000 mm/an).

Dans leur ensemble, les régions situées au nord de la Dorsale reçoivent entre 400 et 600 mm par an. Nous sommes ici dans le Tell, région dont les hauteurs sont couvertes de belles futaies de chênes liège et chênes zen. De même les cultures annuelles sont plus régulières et généralement assurées et l'arboriculture est prospère.

Les cours d'eau — oueds — coulent toute l'année avec des étiages très faibles certes, mais arrivent jusqu'à la mer. La Mejerda, principal cours d'eau du pays (460 km de longueur), prend sa source en Algérie à 1200 m d'altitude. Elle reçoit des affluents qui descendent de l'Adas tellien et du versant nord de l'Adas saharien, et termine son cours dans la plaine côtière de la région de Tunis, charriant chaque année des matériaux qui au cours des siècles ont modifié le dessin de la côte. Utique qui aux époques punique et romaine était un port actif se trouve aujourd'hui à 12 km de la mer.

Entre Le Dorsale et la dépression des chotts, la Tunisie centrale (haute et basse steppe) reçoit entre 200 et 400 mm an. Ici la végétation est moins dense ; nous sommes davantage dans le domaine de l'alfa que dans celui de l'arbre. Les oueds qui descendent des versants sud de la Dorsale, déversent leurs eaux en période de crues — qui peuvent être très fortes — dans la sebhka (Kelbia et Sidi Hénî).

Exceptionnellement ces eaux atteignent la mer par Oued El Menfes qui joint la Kelbia à la mer.

Ici on cultive davantage l'orge que le blé ; l'olivier et l'amandier sont aussi cultivés en raison de leur résistance à la sécheresse.

Au sud de la dépression des chotts, la Tunisie saharienne a un climat beaucoup plus sec (100 à 200 mm par an) et les chaleurs de l'été, loin des côtes sont très élevées. À Kébili la moyenne du mois le plus chaud atteint 32,4 degrés alors qu'à Gabès qui est sensiblement à la même latitude, mais situé au bord de la mer, cette moyenne tombe à 27,5 degrés.

C'est du reste dans cette partie orientale de la Tunisie subdésertique que la culture de l'olivier reste possible (Zarzis). Ailleurs seules les sources artésiennes ont permis depuis une antiquité reculée l'existence d'oasis réputées par leurs cultures étagées : le palmier dattier, à l'ombre duquel pousse l'arbre fruitier, qui à son tour protège les cultures potagères.

Ces caractéristiques du relief et du climat, évoqués ici à grands traits semblent avoir été sensiblement les mêmes au cours des temps historiques. Il est vrai que l'armée carthaginoise utilisait les éléphants, que la Carthage romaine approvisionnait Rome en blé et en animaux sauvages pour les jeux du cirque ; il est vrai aussi que le dernier lion aurait été tué en Tunisie au milieu du siècle dernier. Les forêts ont du être — s'il faut croire les géographes arabes — plus étendues et plus denses. Mais toutes ces évolutions semblent être le fait de l'homme plus que le fait d'un changement climatique.

C'est donc dans un cadre naturel sensiblement comparable au nôtre qu'ont vécu les hommes des époques antiques.

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉPOQUE PUNIQUE

CHAPITRE PREMIER

Les temps préhistoriques

Les conditions générales

Lorsque vers le milieu du XIX^e s., Jacques Boucher de Perthes découvrit, au milieu d'ossements d'animaux appartenant à des espèces disparues depuis fort longtemps, des pierres dont les formes trop régulières ne pouvaient avoir été façonnées par la nature, il émit l'hypothèse que l'homme existait depuis des centaines de millénaires. Le monde savant se montra très sceptique : il était généralement admis que les premiers hommes ne remontaient pas plus haut que les premières civilisations connues comme celles de Sumer et de l'Egypte.

La découverte de Boucher de Perthes allait marquer la naissance d'une science qui donnera à l'histoire de l'humanité une nouvelle dimension.

Cependant, de cette longue et obscure période qui précéda l'histoire, seules de rares traces subsistèrent, permettant de projeter de vagues lueurs sur l'humanité primitive. Quelques squelettes, des ossements d'animaux ayant servi de nourriture à nos premiers ancêtres, des outils grossièrement taillés dans le silex et des gravures

rupestres laissent quelque peu entrevoir certains genres de vie et certaines croyances. L'absence totale de documents écrits ne permet pas d'atteindre une plus grande précision. Il est évident que dans ces conditions la seule approche qu'on peut espérer concernera les genres de vie essentiellement conditionnés, d'ailleurs, par les données géographiques et climatiques. Certaines régions dotées d'un climat plus doux que d'autres, semblent avoir été plus tôt habitées. Dans l'état actuel de nos connaissances, l'Afrique est considérée comme le berceau de l'humanité : c'est en effet près de Dar Es-Salem (Soudan) que le squelette le plus ancien - vieux de deux millions d'années paraît-il - a été découvert. Le bassin de la Méditerranée a également fourni, de très bonne heure, un cadre propice au développement de l'homme. La Tunisie, qui est incontestablement un domaine privilégié de la recherche en matière d'archéologie classique, offre un aussi vaste champ de prospection aux préhistoriens. Tour à tour, Giuseppe Bellucci (1875), G. Schweinfurth (1906), Collignon Couillault, Paul Boudy, Jacques de Morgan, Marcel Solignac, Etienne Dumon, Gruet, Schoumovitch, Diard, Harson, Bardin, explorent les stations préhistoriques tunisiennes. Mais le grand homme de la recherche préhistorique sur la Tunisie demeure le Docteur E. Gobert qui entreprit ses premiers travaux à Rédeyef vers 1920 et dont l'inlassable activité se poursuit sans relâche éclairant chaque jour davantage un domaine des plus complexes. D'autres grands savants, tels R. Vaufrey ou L. Balout, travaillant chacun dans son secteur, contribuèrent à leur tour à nous faire mieux connaître notre préhistoire. Depuis, la relève a été assurée par une équipe tunisienne, très active, comprenant notamment Mounira Harbi-Riahi, Abderrazek Gragueb, Ali Mtimet et Jamel Zoughlami.

Cependant, en dépit des efforts conjugués de ces éminents savants, beaucoup reste encore à faire dans le domaine de la fouille et de la recherche avant de prétendre voir clair dans la préhistoire du pays. Car c'est à peine si quelques lumières commencent à succéder à une nuit presque totale. D'autre part, une plus grande explo-

ration du sol nous réservera sans doute de nouvelles découvertes qui, à chaque instant, pourront remettre en cause plus d'une hypothèse. Le préhistorien, comme l'a si bien dit Charles-André Julien, bâtit son fragile édifice sur un sol mouvant. Aussi les vérités d'aujourd'hui ne peuvent-elles être considérées comme immuables, et on ne peut prétendre faire davantage qu'une mise au point assez provisoire.

Ceci dit, le premier fait frappant auquel des savants appartenant à diverses disciplines aboutirent après de longues recherches, est que les données climatiques et géographiques de l'ensemble de l'Afrique du Nord ont considérablement changé et ce, à plusieurs reprises au cours des temps préhistoriques. Il est par exemple admis que nos premiers ancêtres vécurent dans une Tunisie bien différente de la nôtre. Non pas que l'aspect général du relief ait beaucoup changé depuis, les fluctuations de paysages n'ayant affecté que des aspects secondaires et souvent limitées aux côtes, mais c'est le climat qui, tantôt très sec et tantôt humide, a conditionné les zones d'occupation humaine et les genres de vie. Au gré de ces variations, la vie se concentrait autour des sources et points d'eau ou se dispersait sur de plus vastes zones. Paysages et genres de vie subissaient d'ailleurs largement l'influence du Sahara qui de son côté connut de notables changements climatiques tout au long des millénaires de la Préhistoire. Il est surtout à noter qu'à certaines époques, il y fit moins chaud et plus humide qu'aujourd'hui. Parcouru par de grands oueds, le Sahara offrait l'aspect d'une vaste steppe.

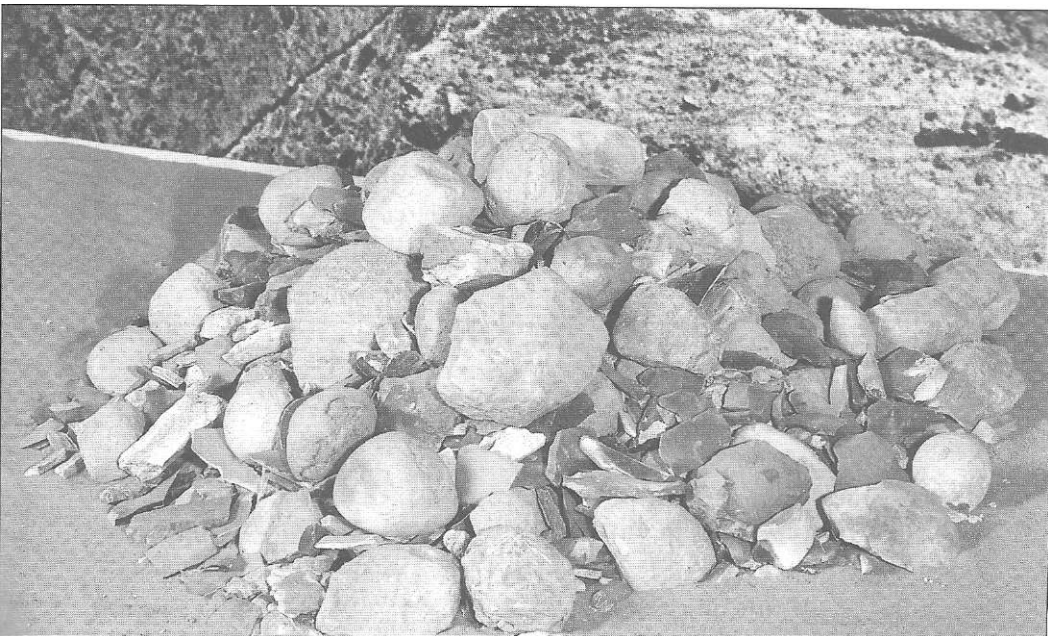
C'est dans ce contexte précis que vécurent les chasseurs d'autruches et de girafes que nous représente l'art rupestre qui évoque également des guerriers, des pasteurs, des agriculteurs et divers animaux, comme les éléphants, les hippopotames, les rhinocéros, les girafes et les autruches. Ces diverses représentations attestent des conditions de vie révolues et une grande humidité dans des régions aujourd'hui totalement sèches. Les conditions actuelles ne se sont en effet que progressivement établies, à partir du X^e millénaire au plus tôt.

Ainsi, il n'y a rien d'étonnant à ce que la Tunisie préhistorique, subissant diverses influences, connût à certaines périodes un climat plus humide, de plus grandes précipitations et une érosion plus active. Tout cela se répercutait sur la flore et au cours de multiples investigations, on n'a pas manqué de relever des traces de végétaux disparus depuis longtemps (le lac Ichkeul en fournit bien des preuves.) La faune était également bien plus riche que celle d'aujourd'hui. Le Sahara, ne jouant pas le rôle de barrière qu'on lui connut par la suite, favorisait les échanges zoologiques entre l'Afrique du Nord et le reste de l'Afrique. Ce n'est qu'avec le dessèchement du Sahara que ces échanges cessèrent et que certaines espèces animales coupées de l'Afrique tropicale prirent l'aspect d'une faune résiduelle et isolée. Conditions climatiques et historiques se conjuguèrent par la suite pour en hâter la disparition.

Quant aux premiers hommes, ils connurent, comme partout ailleurs, des conditions de vie fort pénibles. Exposés à toutes les intempéries, vivant dans l'insécurité la plus totale, n'obéissant qu'à leur instinct de survivre, condamnés à de perpétuels déplacements, ils erraient, à la recherche d'une nourriture incertaine et semblaient presque perdus au milieu d'immensités vides. Ils étaient trop peu nombreux et trop isolés pour entretenir des rapports féconds et profitables. Cela explique l'extrême lenteur des progrès qui caractérisèrent leur évolution au cours des âges. Il suffit de savoir, pour s'en convaincre, qu'il fallut plus d'un million d'années à l'homme pour passer de la technique de la pierre taillée à celle de la pierre polie.

Les principales phases de la préhistoire

La préhistoire se divise en plusieurs périodes de durée fort variable, mais de moins en moins longues au fur et à mesure qu'on se rapproche de l'histoire. C'est à l'image même du rythme des progrès réalisés par l'homme. L'âge le plus reculé, caractérisé par la fabrication d'outils en pierre taillée, s'appelle le paléolithique. Il



Hermaïon d'El Guettar

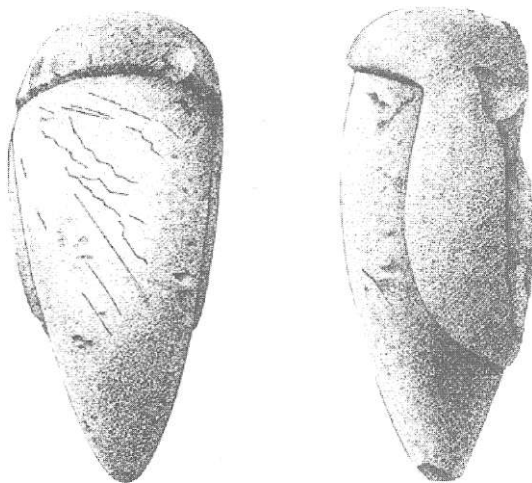
Il s'agit d'un amoncellent d'objets préhistoriques remontant à plus de 40 000 ans et constitué de pierres sphériques, de silex taillés, de dents et d'ossements d'animaux qui ont été rassemblés intentionnellement auprès d'une source. Cet amas est considéré comme l'une des premières manifestations religieuses de l'homme.

Il a été trouvé dans le gisement d'El Guettar situé à 20 km à l'est de Gafsa. Ce site est réputé en raison de la longue occupation qu'il a connu à travers le temps, du paléolithique au néolithique.

Pierre sculptée

(civilisation capsienne)

Elle provient du gisement capsien d'El Mekta situé à proximité de Gafsa. En calcaire tendre, de forme conique, cette sculpture représente une figure humaine. Les traits du visage ne sont pas indiqués, mais la face porte quelques incisions. En revanche la chevelure, qui est longue, est particulièrement bien traitée : une frange épaisse, soigneusement coupée au-dessus du front est associée à deux lourdes masses de cheveux descendant de chaque côté en cachant les oreilles.



semble que les premières traces de ce paléolithique ancien soient ces galets taillés qui ont été trouvés mêlés à des ossements de tigres et d'éléphants géants dans l'extrême sud tunisien, aux environs de Kébili. D'autres traces aussi anciennes auraient été repérées en Tunisie centrale.

L'Acheuléen (vers 300 000 à 100 000 avant J.-C.)

L'Acheuléen qui est la dernière phase du paléolithique inférieur ou ancien se trouve en général à la base des reliefs. L'industrie de cette période produite par l'espèce dite pithécanthrope (homme-singe) est caractérisée par ces bifaces aux patines rougeâtres trouvés au pied de la colline d'El Mekta, mais aussi par ceux recueillis à Rédeyef et à Gafsa. On a remarqué que ces industries se trouvent en général localisées vers le parallèle de Gafsa. Les seuls vestiges de cette époque, trouvés ailleurs, l'ont été dans un gisement près du Kef, Sidi Zin, où on a pu déterminer la présence d'animaux comme l'éléphant, le rhinocéros, le zèbre, la gazelle et l'antilope, ce qui dénote un climat chaud et humide.

Le Moustérien (100 000 à 35 000 avant J.-C.)

Le Moustérien, civilisation du paléolithique moyen, se trouve très étroitement circonscrit au contact immédiat des sources, ce qui laisse supposer que la Tunisie traversait alors une phase d'aridité telle que les hommes cherchèrent refuge près des seuls points d'eau. Cinq gisements sont à signaler : Oued Akarit près de Gabès ; El Guettar près de Gafsa ; Ain Methherchem au Nord-Ouest du Chambi ; Aïn Mrhotta près de Kairouan et enfin Sidi-Zin.

L'outillage moustérien, essentiellement constitué de pointes et de racloirs, forme une industrie à éclats qui diffère, par la technique de la taille, de l'industrie acheuléenne. Mais le gisement le plus intéressant provient d'El Guettar où on a trouvé, près d'une source fossile, un amoncellement conique formé de boules, de plus de 4000 silex et d'ossements d'animaux, résultant de dépôts successifs d'of-

frandes au génie de la source. Cet « hermaïon », datant d'environ 40 000 ans avant J.-C. est considéré comme le plus vieil édifice religieux du monde.

L'Atérien (35 000 à 25 000 avant J.-C.)

Bir El Ater, au Nord-Est de Constantine, a donné son nom à une industrie caractéristique du paléolithique récent dont les traces couvrent toute l'Afrique du Nord depuis l'Atlantique jusqu'à la vallée du Nil. L'Atérien dérive de la tradition moustérienne enrichie d'apports nouveaux ; sa large diffusion à travers toute la Tunisie traduit un climat beaucoup plus clément que celui du Moustérien. En effet, l'Atérien affleure partout, sur les croupes dénudées, sur les dunes, sur les rivages et plus exactement dans les régions de Tozeur, Gafsa, Gabès, Monastir, Hergla, Bizerte etc... L'industrie atérienne se caractérise en gros par la forme pédonculée de ses outils dont l'auteur est l'homo-sapiens, proche de l'homme actuel.

L'Ibéromaurusien (25 000 à 8 000 avant J.-C.)

Antérieure au IX^e millénaire, la civilisation ibéromaurusienne se caractérise par un outillage riche en lamelles, pauvre en silex géométriques. Avec le Capsien qu'il précède, l'Ibéromaurusien appartient à l'Épipaléolithique du Maghreb.

Le Capsien (7 000 à 4 500 avant J.-C.)

C'est ensuite le Capsien qui retient l'attention, tant il a été plus marquant que d'autres phases comme l'Ibéromaurusien. Ce Capsien a suscité un engouement tel parmi les savants que le Docteur Gobert n'a pas hésité à parler de « mirage du Capsien ». C'est de Gafsa, autrefois Capsa, qu'il tire son nom, et c'est Jean de Morgan qui le signala le premier. La civilisation capsienne semble pourtant venue de loin : on en a trouvé des traces dans une grotte de Cyrénaïque. Il n'est pas possible, dans l'état actuel des connaissances, de

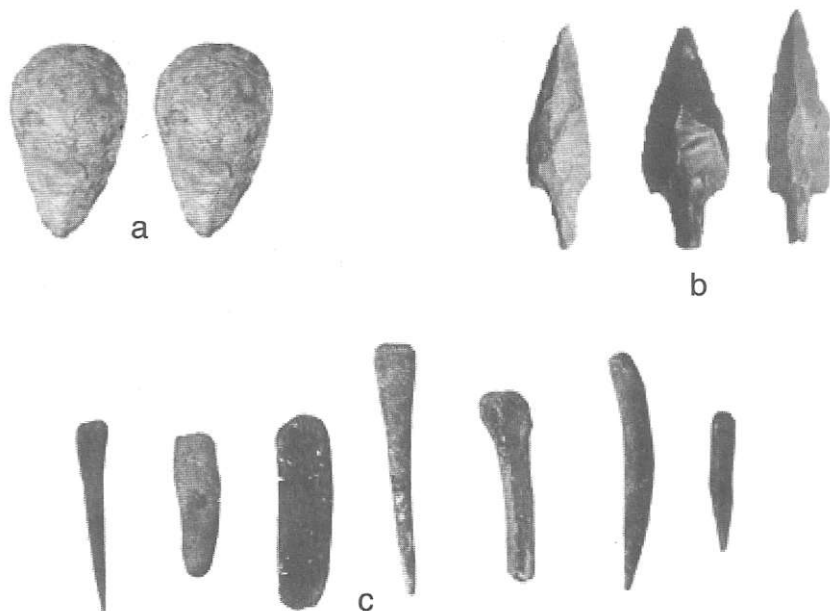
préciser ses origines exactes. On pense cependant qu'elle a gagné la Tunisie par l'est ; son aire d'expansion est assez étendue et le peuplement qu'elle a suscité a été particulièrement dense dans la région de Gafsa-Tébessa où elle a laissé de très nombreuses traces préservées de l'usure par l'assèchement du climat. Il semble bien, en effet, que la civilisation capsienne se soit déroulée dans un paysage très proche du nôtre. On a également pensé que le Capsien a envahi l'Afrique puis l'Europe et sa vogue fut telle qu'on a voulu le voir partout, aussi bien en Espagne qu'en Egypte et même dans l'Inde. Il semble aujourd'hui plus raisonnable d'abandonner ces points de vue.

Des charbons capsiens provenant d'El Mekta soumis à des analyses de laboratoire se révélèrent vieux de quelque 8 000 ans. C'est grâce au carbone 14, dont la destruction s'effectue suivant un processus régulier, qu'on a pu dater, avec une relative précision, ces témoins de la civilisation capsienne.

Le Capsien est essentiellement caractérisé par les escargotières ou rammadyat, sorte de monticules artificiels de 10 mètres de haut et dont les dimensions fort variables atteignent parfois jusqu'à 50 mètres de large et 150 mètres de long.

Ces monticules se sont formés sur l'emplacement des campements d'autrefois et par suite de l'accumulation de cendres, d'outils divers, d'ossements humains et animaux et surtout de coquilles d'escargots dont l'homme du Capsien semble avoir fait une abondante consommation. Il y aurait peut-être un rapport entre l'existence des escargotières et des noms de lieux tels que : Ramada, Aïn Babouch etc...

On distingue sur le plan de l'outillage deux formes de Capsien : le Capsien typique caractérisé par des burins et des lames à bord rabattu et le Capsien supérieur riche en formes géométriques et d'une manière plus particulière remarquable par la présence de grandes quantités de microburins qu'on a ramassés dans les centaines d'escargotières qui jalonnent l'Afrique du Nord. Les hommes, vivant exclusivement de chasse et de cueillette, en étaient encore au stade de l'économie destructive mais on note chez eux



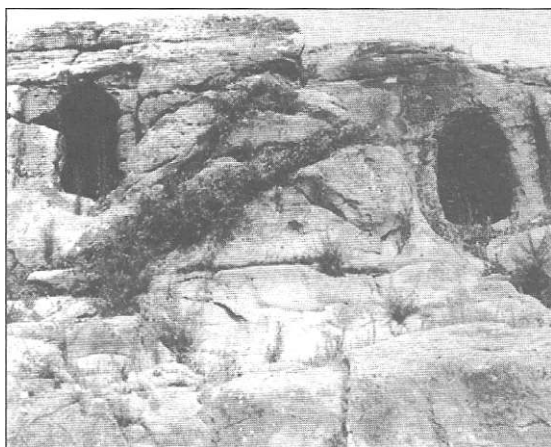
Outillage préhistorique

Divers types d'outils préhistoriques : a) biface du Paléolithique ;
 b) flèches pédonculées de l'Atérien et
 c) pierres taillées du Capsien. Ces derniers ont été recueillis
 sur le site de El Mekta, gisement princeps de cette
 période de la préhistoire en Tunisie. Ce sont des grattoirs,
 burins, grosses lames et petites lamelles taillées finement dans le silex.
 Ce matériel est extrait des gisements capsienens dénommés
 ramadya ou escargotières en raison de la
 présence de cendres et de coquilles d'escargots, débris
 des foyers d'occupation de ces hommes du Capsien qui ont vécu dans
 la région de Gafsa — Tébessa, à proximité de points d'eau.

Haouanet

(pluriel de hanout)

C'est le nom donné à des tombes
 ayant la forme de chambres cubiques
 creusées dans le roc et s'ouvrant sur
 les parois de certaines collines. Leur
 datation est encore mal assurée,
 s'étendant de la protohistoire à la
 période punique. Leur localisation,
 surtout dans le nord-est de la
 Tunisie, montre une influence
 venue des îles méditerranéennes,
 en particulier de la Sicile.



l'éveil de la sensibilité artistique comme le montre, en particulier une figurine féminine dont la chevelure encadre le front et les deux côtés du visage mais dont les traits n'ont pas été fixés.

Néolithique (4500 à 2000 environ avant J.-C.)

Le Néolithique ou « âge de la pierre polie » commence assez tard pour la Tunisie. Traditions locales et apports extérieurs se conjuguent pour donner au pays un nouveau visage et, à côté des formes évoluées du Capsien, on trouve des outils en pierre polie et des poteries. Ce Néolithique se prolongera jusqu'à l'arrivée des Phéniciens et même au-delà puisqu'on continuera pendant longtemps à utiliser des flèches en pierre et des modes de sépulture néolithiques et proto-historiques comme les mégalithes, les dolmens et les haouanets creusés aux flancs des rocs et particulièrement abondants dans le Cap Bon. Le plus grand changement à l'époque néolithique c'est le dessèchement du climat qui devient à peu près ce qu'il est aujourd'hui. Certaines espèces animales comme l'hippopotame et le rhinocéros disparaissent, par contre les animaux domestiques comme le chien et le cheval font leur apparition.

Bien que notre connaissance des temps néolithiques demeure incomplète, il ne semble pas que l'on puisse dater de cette époque l'apparition d'une vraie agriculture. St. Gsell se contente, pour sa part, d'affirmer prudemment que les indigènes de l'Afrique du Nord n'ont pas attendu la venue des Phéniciens pour pratiquer l'élevage et l'agriculture. D'autres savants, comme G. Camps, tout en admettant que l'agriculture nord-africaine est ancienne, hésitent à la faire remonter au Néolithique. Ils fondent leur doute sur l'absence de graines et de plantes cultivées dans les gisements néolithiques. Ils considèrent que certaines scènes de vannage ou de broyage représentées sur des peintures rupestres peuvent tout aussi bien se rapporter au traitement de graines sauvages que de graines de céréales. Les documents archéologiques et historiques permettent uniquement d'affirmer, que l'agriculture apparaît et commence à s'organiser entre la fin du Néolithique et l'époque punique. C'est une agri-

culture protohistorique qui ne doit rien aux Carthaginois. Le problème est complexe et seules de nouvelles découvertes et une meilleure connaissance du Néolithique permettront de le résoudre. Contentons nous donc, en attendant, d'affirmer ce qui paraît acquis : aucune certitude absolue en ce qui concerne l'existence d'une agriculture réellement Néolithique mais des données incontestables, confirmées notamment par l'archéologie et la linguistique, et montrant que les autochtones de la protohistoire pratiquaient des cultures antérieurement à la pénétration phénicienne.

Parmi les cultures les plus anciennement connues en Afrique du Nord, on peut citer le blé dur auquel les Berbères donnent le nom de «irden». E. Laoust a montré que ce même mot est employé par tous les Berbères depuis l'oasis Siouah (à l'est de l'Égypte) jusqu'aux îles Canaries. Cela prouverait l'ancienneté de l'appartenance du blé à l'économie nord-africaine. Les botanistes pensent que ce blé était venu d'Abyssinie, ce qui confirmerait quelque peu le point de vue des anthropologistes qui tendent à rattacher l'origine des Berbères à l'Afrique orientale. Des arguments du même genre peuvent montrer que l'orge, les céréales secondaires et certains fruits ou légumes préexistaient à la conquête phénicienne. Ainsi on peut affirmer que les fèves, l'ail, les pois chiches, les melons, les courges et les navets sont très anciennement connus.

Les Berbères de la protohistoire ne cultivaient peut être pas l'olivier, mais les anciens habitants de Djerba savaient déjà tirer l'huile de l'olivier sauvage et le vin des fruits du jujubier. L'amandier, le figuier, la vigne et le palmier sont aussi très anciens. De même l'utilisation de la houe, de l'araire et de certains autres instruments de travail de la terre ne semble pas être due à une quelconque influence étrangère.

Parmi les vestiges les plus intéressants du Néolithique et de la protohistoire nous trouvons les gravures rupestres, tantôt creusées au silex et représentant des sujets aux traits réguliers, tantôt grossièrement pointillées et très schématiques. Certains animaux auxquels on semble avoir voué un culte ont été plus volontiers représentés que d'autres. Les quelques portraits humains qu'on y trouve

sont généralement ceux de personnages vêtus de peaux de bêtes et portant l'étui phallique. Dans certains cas, ils ont la tête couverte d'une couronne de plumes, ou bien ils portent des colliers et des bracelets ou sont armés d'arcs, de flèches et de boomerangs.

Les œufs d'autruche furent utilisés comme bouteilles, coupes et parures depuis le Capsien. Souvent ils présentent aussi un décor gravé ou peint fait de motifs géométriques et parfois, comme à Redeyef, de motifs figuratifs.

De cette même époque semblent dater des poteries de facture certes médiocre mais témoignant d'un certain souci esthétique et quelques statuettes d'aspect primitif.

Au total nos connaissances sur les modes de vie, les croyances, les goûts et la production de cette époque demeurent bien vagues.

Les Berbères

On dispose de ressources plus faibles encore quand il s'agit d'étudier les hommes qui habitèrent notre pays avant l'arrivée des Phéniciens. Quelle que soit la période de la préhistoire à laquelle nous tentons de nous placer pour dégager des données précises nous nous heurtons à de sérieux obstacles. On a beaucoup de peine à tirer la moindre conclusion claire de toutes les études, anciennes ou récentes, consacrées à ce difficile problème. Il est cependant admis que les Berbères ne sont, à l'origine, que des étrangers venus, vers le Néolithique, se fixer dans un pays jusqu'alors peuplé d'hommes sur lesquels nous ne possédons presque pas de renseignements sinon qu'ils ont été métissés d'éléments plus ou moins négroïdes vers l'époque capsienne. L'hypothèse la plus vraisemblable, dans l'état actuel des études, considère les Berbères comme une race d'hommes proto-méditerranéens analogues aux populations méditerranéennes actuelles d'Orient ou d'Europe. Apparus au VIII^e millénaire, ils sont les auteurs de la civilisation capsienne. Toutefois c'est l'Orient qui semble avoir joué le rôle principal pour ces Berbères dont la langue se rattache au groupe chamito-sémitique du Proche-Orient. Leur nom de Berbères (ou Barbares), leur

a été donné par les Grecs et les Romains qui avaient l'habitude de qualifier ainsi tous les étrangers à leur civilisation.

Les peuples anciens les appelaient aussi les Libyens. Ce nom semble dériver du mot égyptien Lebu utilisé dès le XIII^e s. avant J.-C. pour désigner un peuple africain, puis étendu par les Grecs à tous les Berbères.

Plus tard, seuls les habitants de l'Afrique du Nord-Est conservèrent ce nom avant de devenir les *Afri* des Latins, et leur pays *l'Africa*. Cependant, comme l'a noté G. Camps, il se peut que le véritable nom du peuple berbère provienne de la racine MZG ou MZK qui se retrouve dans les noms des Mazices, Mazaces, Mazazeces des Romains, Maxyes d'Hérodote, Mazyes d'Hecatée, et Meshwesh des Égyptiens. Il semble ainsi que les Imuzagh de l'ouest du Fezzan, les Imagighen de l'Air, les Imazighen de l'Aurès, du Rif et du Haut Atlas ne soient que des survivances d'un même nom ancien donné aux Berbères.

Avec la formation de peuples, puis de royaumes berbères, les distinctions et les nuances se multiplient chez les auteurs anciens. C'est ainsi que les Berbères, sujets de Carthage, conservèrent le nom de Libyens ; ceux du Maghreb central furent appelés Numides, et ceux du Maroc Maures. Dans le Sud de ces pays vivaient des Berbères appelés Gétules. Cependant certains auteurs parlent de Pharusiens au Sud du Maroc, de Garamantes au Fezzan.

Les uns et les autres semblent avoir parlé une langue commune qui est probablement à l'origine des dialectes berbères modernes et qui semble être de la même famille que l'Égyptien ancien. D'ailleurs l'Afrique du Nord de cette époque a subi l'influence de l'Égypte pharaonique qui fut un des premiers berceaux de la civilisation. Ce fait peut être mis en rapport avec les multiples tentatives de pénétration libyenne en Égypte commencées dès 3300 avant J.-C. et qui aboutirent à la conquête du Delta vers 950.

Il semble enfin que notre pays fut, au lendemain du Néolithique, en relation avec la Sicile, la Sardaigne et même le Sud de l'Italie. C'est par ces relations que l'on explique la diffusion au Cap Bon de ces haouanets qui étaient connus en Sicile et en Sardaigne

depuis l'âge du bronze. De même les dolmens de la région de l'Enfida et du Cap Bon seraient venus d'Italie et d'Orient avec un relais à Malte. On a noté également certaines similitudes entre la céramique et la poterie peinte de ce pays et celles de l'Italie de l'âge du bronze et du fer.

En définitive malgré ces contacts, ces influences et certains progrès réels, la Tunisie, à la veille de l'histoire, demeure par son économie et sa civilisation un pays modeste et quelque peu attardé. L'arrivée des Phéniciens vers la fin du second millénaire va incontestablement hâter son évolution. Il faut d'ailleurs préciser que seuls de rares endroits privilégiés favorisèrent, au début de l'histoire, le développement de brillantes civilisations. Il s'agit essentiellement des vallées des grands fleuves subtropicaux qui, grâce à leur fertilité exceptionnelle, avaient procuré aux hommes, en plus de leur nourriture indispensable, une marge de confort assez large stimulant toutes sortes de progrès.

CHAPITRE II

Les Phéniciens et la fondation de Carthage

Les échelles phéniciennes

La Tunisie était encore dans sa phase protohistorique et vivait donc à l'écart des grands courants de la civilisation méditerranéenne, lorsque vers la fin du XII^e s. avant l'ère chrétienne, les premiers Phéniciens vinrent s'y installer.

Si les nouveaux venus sont relativement bien connus, les conditions et les étapes de leur installation demeurent, par contre, obscures. Ils paraissent avoir fondé leur plus ancienne colonie, Utique, vers 1101 avant J.-C. L'absence de données chronologiques précises nous empêche d'avancer des dates pour leurs divers autres établissements. On peut cependant admettre que, dès cette époque lointaine, les Phéniciens avaient établi un réseau de stations et d'escales le long des rivages tunisiens afin de pouvoir relâcher chaque soir après une étape de quarante kilomètres environ. Ces « abris » coïncidaient souvent avec des points d'eau où ils pouvaient se ravitailler et en même temps réparer leur navire, ou se réfugier en cas de tempête.

Pour ces grands navigateurs doublés de commerçants habiles, la Tunisie ne constituait pas une fin en soi. Rien de prime abord, ne pouvait les y attirer. Le sous-sol n'était doté d'aucun métal précieux, et si le sol était riche de possibilités, il était exploité d'une manière si rudimentaire qu'il ne livrait encore aucun produit agricole sus-

ceptible de les intéresser au point de les faire venir d'aussi loin. En fait, l'Espagne était le but ultime de cette aventure phénicienne en Méditerranée occidentale. Le pays de Tartessos, véritable Eldorado du monde antique, fournissait, en abondance, l'étain et le cuivre dont le transfert en Orient constituait une des bases de la richesse phénicienne. Les rivages de l'Afrique du Nord étaient providentiels, parce que, d'une part ils rendaient l'accès à l'Espagne singulièrement facile en supprimant les aléas de la navigation en haute mer, à une époque où on ne pratiquait que le cabotage, et d'autre part, ils permettaient de surveiller et de contrôler la route du métal précieux.

Le site d'Utique, se trouvant à mi-chemin entre le point de départ et le point d'arrivée de ce long parcours eut le privilège de susciter le premier grand établissement phénicien en Tunisie. Cette grande cité antique ne cessera de jouer un rôle important que le jour où la Medjerda aura entièrement comblé ses ports de nombreuses alluvions qui modifieront le paysage côtier de toute la région.

Elissa et la fondation de Carthage

Carthage ne devait voir le jour que de nombreuses années après Utique. Plus jeune également qu'Hadrumète, semble-t-il, elle est plus vieille que Rome, puisque divers textes indiquent qu'elle a été fondée en 814 avant J.-C.

Son site est très avantageux, car il se trouve dans un golfe ouvert sur le détroit qui unit les deux bassins, occidental et oriental, de la Méditerranée. D'autre part, des lagunes séparent la zone de Carthage du continent et lui assurent une certaine sécurité contre les attaques pouvant venir de l'intérieur. La tradition place, d'ailleurs, un premier établissement, phénicien, antérieur à Carthage et sur son emplacement même. Dans l'état actuel des fouilles archéologiques ce fait ne peut être confirmé. Pendant longtemps on s'est fondé sur l'archéologie qui n'avait pas fourni de documents antérieurs à la deuxième moitié du VIII^e s., pour avancer la date de la fondation de la cité à la deuxième moitié du VIII^e s. ou au début du VII^e s. Mais les découvertes récentes tendent à confirmer la date de 814 avant J.-C.

En ce qui concerne les origines et les circonstances de la fondation de Carthage, nous disposons de plusieurs textes anciens, mais la réalité s'y mêle étroitement à la légende. Les récits les plus circonstanciés nous rapportent que le roi de Tyr avait institué comme héritiers son fils Pygmalion et sa fille Elissa. Celle-ci, écartée du trône au profit de son frère, épousa Acherbas, prêtre de Melquart et, de ce fait, second personnage du royaume après le souverain. Acherbas était de surcroît immensément riche. Ses richesses ne tardèrent pas à éveiller la convoitise du jeune roi Pygmalion qui, dans l'espoir de s'en emparer, se débarrassa d'Acherbas en le tuant. La belle Elissa conçut contre son frère une haine implacable. Elle décida de fuir en compagnie de quelques puissants citoyens qui avaient accumulé contre Pygmalion autant de haine que sa propre sœur. Celle-ci décida d'agir avec prudence : elle informa son frère de son désir de s'installer chez lui et de quitter la maison de son mari qui lui rappelait trop son triste deuil. Pygmalion s'empessa d'accepter dans l'espoir de voir arriver en même temps que sa sœur l'or pour lequel il n'avait pas hésité à tuer son beau-frère. Il mit à la disposition d'Elissa de fidèles serviteurs, chargés de l'aider à transporter ses biens. Le soir, Elissa fit embarquer ses biens, gagna la haute mer et là elle obligea les serviteurs du roi à jeter dans les flots des sacs pleins de sable leur faisant croire qu'ils renfermaient la fortune d'Acherbas. Elle manœuvra ensuite si habilement que les serviteurs se crurent menacés des plus cruels supplices s'ils retombaient sous la main de leur redoutable maître qui n'avait pas hésité à tuer un proche parent pour s'emparer de ces mêmes richesses qu'ils venaient de jeter à la mer. Ils n'eurent alors rien de plus pressé que d'accompagner Elissa dans sa fuite. Ils ne tardèrent pas à être rejoints par tous ceux qui désiraient fuir et qui étaient au courant du projet d'Elissa. Après un sacrifice à Melqart, le convoi se dirigea vers Chypre. Dans cette île, les fugitifs embarquèrent avec eux le grand prêtre de Junon-Astarté ainsi que quatre-vingts jeunes filles, enlevées au moment où elles venaient sur le rivage pour offrir leur virginité à Vénus et se constituer une dot, comme c'était la coutu-

me à Chypre. Cette opération était destinée à procurer des femmes aux jeunes gens parmi les fugitifs phéniciens et une abondante progéniture à leur future ville.

Après un long périple, les Phéniciens débarquèrent sur le site de Carthage où ils ne tardèrent pas à établir de bonnes relations avec les autochtones. Les coutumes locales interdisaient l'acquisition par les étrangers de terrains plus vastes qu'une peau de bœuf. Elissa découpa la peau en lanières si minces qu'elles suffirent à cerner les plus vastes espaces. Elle réussit, grâce à cette ruse, à tourner la loi et à avoir autant de terrain qu'elle voulait.

Il ne restait plus alors qu'à fonder la ville pour laquelle ces Phéniciens étaient venus de si loin. C'était l'acte le plus important que l'on pût accomplir dans un monde antique dominé par la superstition. Les origines de Rome ou d'Athènes ont, selon les Anciens, continuellement pesé sur le destin de ces grandes métropoles, et le premier acte dans la fondation d'une ville est toujours considéré comme un présage.

Les premiers travaux de fondation de la nouvelle colonie mirent au jour une tête de bœuf, symbole d'une vie de labeur et de servitude que ne souhaitaient ni Elissa ni ses compagnons. Ils creusèrent le sol plus loin et déterrèrent une tête de cheval, présage d'un destin belliqueux et puissant qui correspondait aux vœux des fondateurs. Le choix se fixa donc sur ce deuxième emplacement.

Cependant Hiarbas, roi autochtone, ébloui par l'éclatante beauté et la vive intelligence d'Elissa, voulut l'épouser et déclara aux Carthaginois qu'il leur ferait la guerre si l'illustre princesse lui refusait sa main. Prévenue des intentions d'Hiarbas, Elissa se trouva fort embarrassée, partagée qu'elle était entre le désir de demeurer fidèle à la mémoire de son premier mari et le souci d'épargner à sa jeune patrie les dures épreuves d'une guerre qui pourrait lui être fatale. Elle décida néanmoins d'accepter la proposition d'Hiarbas et ordonna à ses hommes d'entamer les préparatifs de la cérémonie de mariage. Quand tout fut prêt, elle fit dresser un bûcher pour effacer par un dernier sacrifice le souvenir de son ancien mari ; puis, après avoir immolé de nombreuses victimes, elle monta sur le bûcher et se jeta dans le feu après avoir déclaré qu'elle allait rejoindre son

époux comme le voulaient ses compatriotes. Ce geste lui valut d'être, par la suite, honorée comme une divinité.

Plus tard, le poète latin Virgile l'associant à Enée, en fit une héroïne de l'Enéide sous le nom de Didon. Ce nom semble dû aux Libyens pour les nombreuses pérégrinations d'Elissa. Il semble signifier en langue punique « femme virile », voire « meurtrière de Baâl », « génie protecteur du bien », ou « celle qui donne ».

Virgile situe ainsi son histoire longtemps avant la date traditionnelle de la fondation de Carthage et ceci, dans le but de rendre possible la rencontre entre les deux personnages, impliqués dans la fondation des deux villes destinées à se disputer l'hégémonie du monde méditerranéen.

Légende et réalité

En tout cas, le premier récit de la fondation de Carthage semble s'être constitué dans un milieu culturel grec ou carthaginois hellénisé. Ce récit, en dépit de son caractère légendaire, contient un certain nombre de données historiques telles que l'importance du culte voué à Melqart à Tyr, l'existence d'une aristocratie carthaginoise originaire de Tyr et la mention du lieu appelé Byrsa.

Cependant le recours à la ruse de la peau de bœuf semble reposer sur un jeu de mots : « Byrsa », signifiant peau de bœuf en grec, existait en phénicien mais avait un sens tout à fait différent (forteresse ?).

De même, l'épisode de la tête de cheval déterrée lors des travaux de fondation et considérée comme un bon présage semble avoir été inventé après coup et inspiré par la présence sur les monnaies carthagoises d'une tête de cheval. En tout cas, on peut penser que, malgré la légende, qui entoure sa fondation, Carthage est due à l'initiative de Phéniciens venus de Tyr. Plusieurs facteurs se conjuguèrent pour les pousser à réaliser cette fondation : attrait des métaux précieux d'Espagne sur des commerçants ; pression démographique à Tyr ; pression tyrannique des Assyriens ; avantage du site...

Aucun élément ne permet de confirmer qu'Elissa, la sœur de Pygmalion, ait participé à la fondation de Carthage. Cette ville au nom prestigieux (Qart Hadasht signifie capitale nouvelle) connut des débuts assez modestes.

Longtemps, tout comme Utique et les autres comptoirs phéniciens, elle vécut sous la dépendance de Tyr, lui payant des dîmes et faisant des offrandes au temple d'Hérakles (Melqart). L'archéologie, pour sa part, confirme des liens étroits avec l'Orient et l'Egypte (poteries d'Orient et divers bijoux et amulettes d'Egypte).



Médaillon en terre cuite.

Musée de Carthage

Ce médaillon trouvé dans la nécropole punique de Carthage, représente un cavalier armé d'une lance et d'un bouclier. Sont représentés également un chien, une fleur de lys ainsi que le disque solaire et le croissant lunaire.

VI^e s. av. J.-C.

CHAPITRE III

Formation de l'empire carthaginois et conflit avec les Grecs

L'empire carthaginois

Grâce à sa position avantageuse et à l'esprit d'entreprise de sa puissante aristocratie représentée par la famille des Magon, Carthage ne tarda pas à se développer.

Favorisée par sa position, auréolée de ses prestigieuses origines, servie par des hommes politiques de grande valeur comme Malchus et les Magonides, Carthage, demeurée à l'écart des grands cataclysmes qui secouèrent l'Orient et les cités phéniciennes, profita du déclin de Tyr (qui n'échappa aux Babylonien que pour retomber sous la coupe des Perses) et recueillit l'héritage impressionnant de la malheureuse métropole. Non seulement elle se tailla un immense empire maritime en Méditerranée occidentale, en regroupant sous son hégémonie toutes les cités phéniciennes d'Occident, chose que Tyr n'a jamais réussi à réaliser en Orient, mais elle s'assura l'exclusivité du transit vers l'Orient. En même temps, elle amorça un mouvement d'expansion appuyé par une inlassable action militaire et diplomatique en vue d'occuper des positions stratégiques un peu partout en Méditerranée occidentale, ce qui était de nature à favoriser le développement de son commerce.

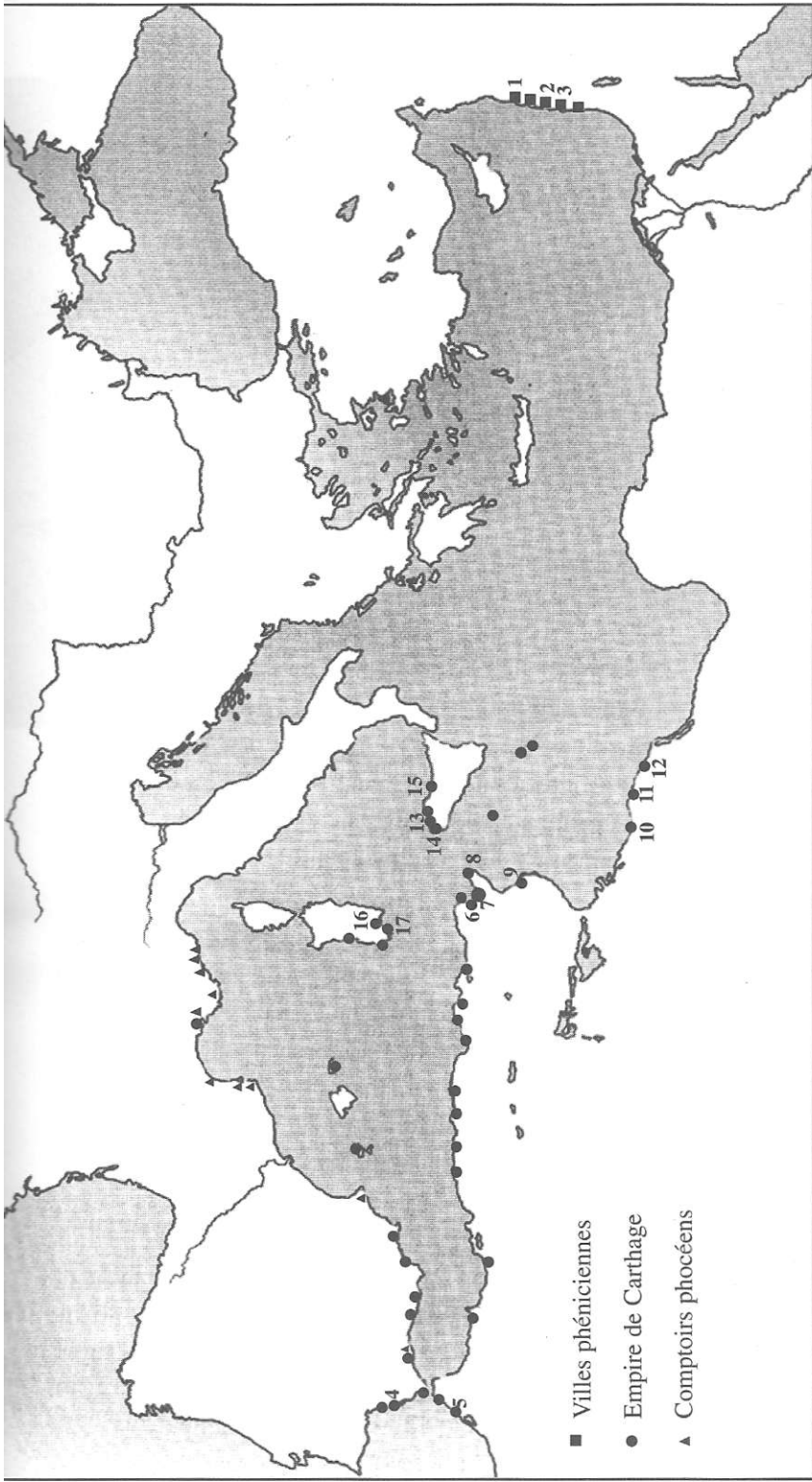
Elle prit pied d'abord en Sicile : à en croire Thucydide, l'installation des Phéniciens dans cette île aurait été antérieure à celle des Grecs. Ceux-ci, arrivés plus tard, n'avaient fait que refouler les Phéniciens vers l'ouest de l'île où ils auraient conservé simplement une mince frange côtière. Si l'archéologie confirme la présence des Phéniciens dès le *VIP* s. à Motyé et dans d'autres endroits de l'ouest de l'île, aucune trace, par contre, n'a été trouvée dans l'est ou dans le sud-est de la Sicile qui soit de nature à prouver que les Phéniciens s'y étaient installés avant les Grecs. On est donc obligé de douter de l'affirmation de Thucydide tant que les fouilles n'auraient pas mis au jour un niveau phénicien au-dessous du niveau grec.

A la fin du *VI*^e s., Carthage s'installa en Sardaigne. Les découvertes archéologiques le prouvent bien ; et il serait prudent de retenir cette date plutôt que celle plus lointaine de 654 avant J.-C. que nous donne la tradition mais que rien ne confirme.

C'est vers la même époque, également, qu'elle s'installe aux Baléares (Ibiza) et au sud-est de l'Espagne. Les Phocéens qui avaient fondé Massalia (Marseille) vers 600 avant J.-C. et qui connurent la plus rapide des ascensions, se présentaient comme de sérieux rivaux des Carthaginois. Puissants militairement et économiquement grâce à un commerce florissant, ils s'installèrent en Corse et tentèrent d'essaimer en Méditerranée. Ils se heurtèrent à Carthage qui stoppa brutalement leur expansion à la suite de la fameuse bataille d'Alalia (535). Chassés de Corse, ils furent aussi éliminés d'Espagne et se confinèrent au seul golfe du Lion.

Ainsi, à la fin du *VI*^e s. avant J.-C., la puissance carthaginoise s'étendait sur toutes les colonies phéniciennes d'Afrique, depuis la Tripolitaine jusqu'à l'Atlantique, et avait des points stratégiques en Sicile, en Sardaigne, en Corse, aux Baléares et en Espagne. Sa position était renforcée par un traité d'alliance qu'elle avait signé avec les Étrusques, une autre puissance de l'époque.

Cependant, dans cette politique d'expansion militaire et économique, tendant à lui assurer l'exclusivité du commerce en Occi-



La Méditerranée au V^e s. avant J.-C.

Sur la côte est, les villes phéniciennes de Byblos (1), Sidon (2) et Tyr (3).

Sur la côte atlantique, à l'ouest : Gadés (4) en Espagne et Lixus (5) au Maroc.

En Méditerranée centrale, sur la côte africaine : Utique (6), Carthage (7), Kerkouane (8), Hadrumète (9), Sabratha (10), Oea (11), Leptis Magna (12). Sur la côte ouest de la Sicile : Motyé (13), Lilybée (14), Palerme (15). Au sud de la Sardaigne : Cagliari (16) et Nora (17).

dent, Carthage finit par se trouver face à face avec son premier grand rival méditerranéen : les Grecs.

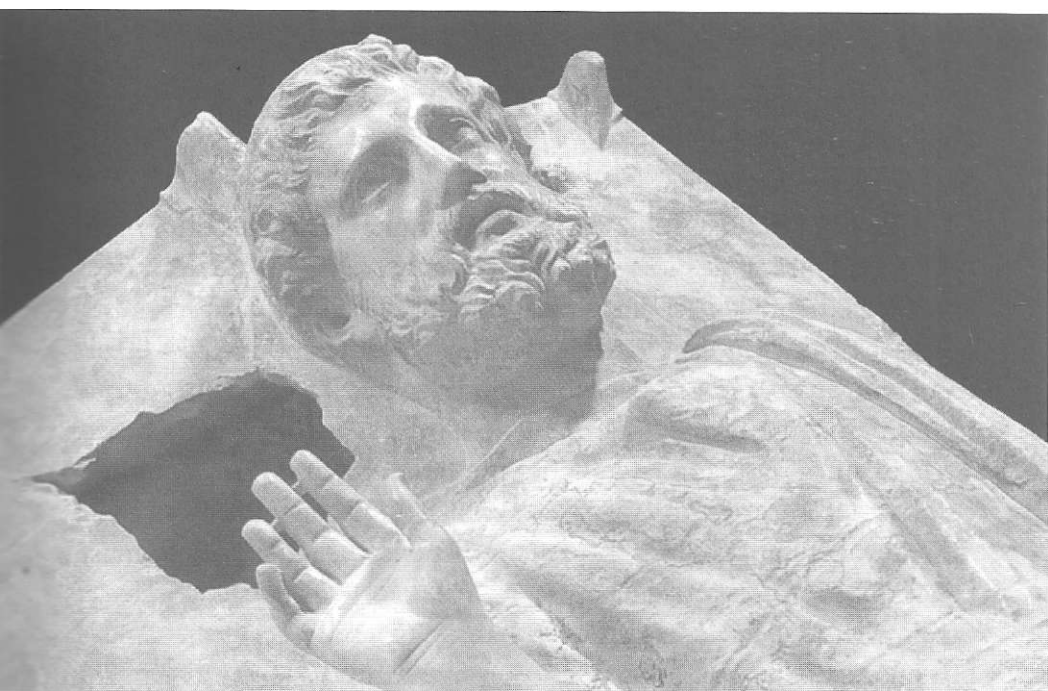
La bataille d'Himère et ses conséquences

L'expansion carthaginoise se heurte donc aux Grecs et un long conflit se développa pendant plusieurs années avant de dégénérer en choc sanglant qui mit aux prises les deux puissances en Sicile, le jour même, semble-t-il, où la marine grecque affrontait celle des Perses à Salamine.

Les Grecs parlèrent d'une armée carthaginoise de 300 000 hommes, habitués qu'ils étaient à parler de « hordes barbares ». Pour la critique moderne, les effectifs carthaginois, composés essentiellement de Libyens, de Corses, d'Ibères et de Sardes et commandés par le Magonide Amilcar, ne dépassaient guère 30 000 hommes. À en croire les sources grecques cette expédition se solda par une véritable catastrophe militaire, l'armée et la flotte carthaginoises ayant été quasiment anéanties par Gélon près d'Himère en 480 avant J.-C.

Dans le même temps, les Grecs triomphaient à Salamine et les deux événements furent liés et interprétés comme le symbole du triomphe des lumières sur les forces de la barbarie. Les Grecs, imbus de la supériorité de leur civilisation et grisés par l'importance de leurs succès en Occident et en Orient, exagérèrent, bien entendu, leur triomphe et eurent l'impression de vivre un moment exaltant. Mais, même si la défaite d'Himère n'eut pas sur Carthage les conséquences catastrophiques qu'on s'est plu à mettre en relief, elle n'en constitua pas moins un tournant dans son histoire.

La main mise de plus en plus grande des Grecs sur les deux bassins de la Méditerranée qui eurent tendance à se fermer au commerce punique, entraîna des changements affectant un grand nombre de secteurs. La transformation la plus importante semble être une austérité draconienne qui caractérisa le mode de vie des Carthaginois à cette époque. Les archéologues ont été frappés par



Sarcophage du Prêtre

Musée de Carthage

*Sarcophage à statue dit du « Prêtre »
trouvé dans un caveau de la nécropole punique de Carthage.*

*Le couvercle, à double pente, est sculpté en haut-relief
le personnage représente probablement un prêtre appartenant à
l'aristocratie carthaginoise.*

*Vêtu d'une longue tunique sacerdotale, son visage, encadré d'une
chevelure et d'une barbe, dégage une expression de sérénité
majestueuse. La main gauche, qu'on ne voit pas sur la photographie,
tient une boîte à encens.*

*La main droite est levée en signe de bénédiction. Ce sarcophage
en marbre blanc, trouvé en compagnie d'un autre sarcophage (voir p. 84)
représentant une prêtresse, illustre à travers l'art, les échanges fructueux que
Carthage entretenait avec le monde grec.*

*L'œuvre est probablement grecque, mais le destinataire est bien carthaginois.
(Fin du IV^e - début du III^e s. av. J.-C.)*

la pauvreté relative des tombes carthagoises du V^e s. où les objets importés comme les céramiques corinthiennes ou attiques et autres objets égyptiens deviennent assez rares.

Le goût du luxe semble avoir été banni et les riches donnèrent même l'exemple : des lois somptuaires limitèrent le faste des noces et on réglementa les dépenses des funérailles. Même les bijoux fabriqués sur place sont rares dans les tombes de cette époque. Cet effort d'austérité n'épargna pas le domaine religieux, et on constate que monuments et offrandes perdent de leur faste et de leur richesse.

D'autre part, son isolement et le tarissement de son commerce posaient à Carthage de graves problèmes de ravitaillement : elle ne recevait plus certaines denrées indispensables à sa vie. Pour se procurer tout cela et, en même temps, réorganiser ses forces et éventuellement faire face à de probables assauts grecs, Carthage se mit en devoir de conquérir un arrière-pays qui correspond en gros au territoire tunisien actuel.

Cette conquête se fit au prix de durs combats avec les autochtones, mais dota l'aristocratie carthaginoise de vastes domaines agricoles. Dion Chrysostome, évoquant plus tard ce phénomène, parla de « *transformation des Carthagoins, de Tyriens qu'ils étaient, en Africains* ».

Ces multiples difficultés avec les Grecs et l'isolement qui en résulta poussèrent Carthage à chercher de nouveaux débouchés et à intensifier son commerce avec les populations primitives dans le temps même où ses importations de produits grecs ou égyptiens se raréfiaient. Elle entendait consacrer les profits tirés de ce nouveau commerce à refaire les bases de sa puissance. En effet, les Carthagoins échangeaient avec les peuples primitifs des objets fabriqués sans grande valeur contre d'importantes quantités de métal précieux ou de l'ivoire. Hérodote nous a décrit le procédé pittoresque que les Carthagoins utilisaient dans ce commerce fort lucratif : ils descendent leurs marchandises et les rangent le long du rivage puis, après avoir fait beaucoup de fumée, ils remontent sur leurs vaisseaux ; les autochtones avertis par la fumée viennent apprécier la marchandise, déposent la quantité d'or qui leur paraît correspondre à la valeur de

la marchandise proposée, puis s'en vont. Si cette quantité d'or paraît satisfaisante aux Carthaginois, ils l'emportent et s'en vont après avoir laissé la marchandise aux autochtones, sinon ils attendent de nouvelles offres. Personne ne touche à rien avant l'accord total des deux parties. La plus grande loyauté semble avoir présidé à ce procédé de troc muet qui s'est d'ailleurs prolongé sur la côte africaine jusqu'au XIX^e s. L'enjeu était si considérable que nul n'eut songé à tricher.

Les périples de Hannon et de Himilcon

C'est à la recherche de tels profits, à la fois considérables et faciles, que Hannon entreprit vers le milieu du V^e s. un fameux périple dont il a décrit les étapes et dont les Grecs nous ont conservé une traduction.

«Relation de Hannon, roi des Carthaginois, sur les contrées libyques au delà des colonnes d'Héraclès, qu'il a dédiée dans le temple de Kronos et dont voici le texte :

1-11 a paru bon aux Carthaginois qu'Hannon naviguât en dehors des Colonnes d'Héraclès et fondât des villes liby-phéniciennes. Il navigua donc, emmenant 60 vaisseaux à 50 rames, une multitude d'hommes et de femmes, au nombre d'environ 30 000, des vivres et d'autres objets nécessaires.

2- Après avoir passé le long des Colonnes et avoir navigué au delà pendant deux jours, nous fondâmes une première ville que nous appelâmes Thj-miatérion ; au-dessous d'elle était une grande plaine.

3- Ensuite, nous dirigeant vers l'Occident, nous parvînmes au lieu dit Soloeis, promontoire libyque couvert d'arbres.

4- Ayant établi là un sanctuaire de Poséidon, nous naviguâmes dans la direction du soleil levant pendant une demi-journée après laquelle nous arrivâmes à une lagune située non loin de la mer, couverte de roseaux abondants et élevés ; des éléphants et d'autres animaux, très nombreux y paissaient.

5- Après avoir dépassé cette lagune et navigué pendant une journée, nous fondâmes sur la mer des colonies (nouvelles?) appelées le Mur Carien, Gytte, Aéra, Melita et Arambys.

6- Étant partis de là, nous arrivâmes au grand fleuve Lixos qui vient de la Libye. Sur ses rives, des nomades, les Lixites faisaient paître des troupeaux. Nous restâmes quelque temps avec ces gens, dont nous devînmes les amis.

7- Au-dessus d'eux, vivaient des Ethiopiens inhospitaliers, habitant une terre pleine de bêtes féroces, traversée par des grandes montagnes, d'où sort, dit-on, le Lixos. On dit aussi qu'autour de ces montagnes vivent des hommes d'un aspect particulier, les Troglodytes ; les Lixites prétendent qu'ils sont plus rapides à la course que des chevaux.

8- Ayant pris des interprètes chez les Lixites, nous longeâmes le désert, dans la direction du Midi, pendant un jour. Alors nous trouvâmes, dans l'enfoncement d'un golfe, une petite île, ayant une circonférence de cinq stades ; nous l'appelâmes Cerné et nous y laissâmes des colons.

D'après notre voyage, nous jugeâmes qu'elle était située à l'opposite de Carthage. Car il fallait naviguer autant pour aller de Carthage aux Colonnes que pour aller des Colonnes à Cerné.

9- De là, passant par un grand fleuve, le Chrétès, nous arrivâmes à un lac qui renfermait trois îles plus grandes que Cerné. Variant de ces îles, nous fîmes un jour de navigation et arrivâmes au fond du lac que dominaient de très grandes montagnes pleines d'hommes sauvages, vêtus de peaux de bêtes qui, nous lançant des pierres, nous empêchèrent de débarquer.

10- De là, nous entrâmes dans un autre fleuve, grand et large, rempli de crocodiles et d'hippopotames. Puis nous rebroussâmes chemin et nous retournâmes à Cerné.

11- Nous naviguâmes de là vers le Midi, pendant douze jours, en longeant la côte toute entière occupée par des Ethiopiens qui fuyaient à notre approche. Ils parlaient une langue incompréhensible, même pour les Lixites qui étaient avec nous.

12- Le dernier jour nous abordâmes des montagnes élevées couvertes d'arbres dont les bois étaient odoriférants et de diverses couleurs.

13- Ayant contourné ces montagnes pendant deux jours, nous arrivâmes dans un golfe immense, de l'autre côte duquel il y avait une plaine ; là nous vîmes, la nuit, des feux s'élevant de tous côtés par intervalles avec plus ou moins d'intensité.

17- A partir de là, nous longeâmes, pendant trois jours, des flammes, et nous arrivâmes au golfe nommé la Corne du Sud. Dans l'enfoncement était une île, semblable à la première, contenant un lac, à l'intérieur duquel, il y avait une autre île, pleine d'hommes sauvages. Les femmes étaient de beaucoup les plus nombreuses. Elles avaient le corps velu et les interprètes les appelaient gorilles. Nous poursuivîmes des mâles, sans pouvoir en prendre aucun, car ils étaient bons grimpeurs et se défendaient. Mais nous nous emparâmes de trois femmes mordant et égratignant ceux qui les entraînaient ; elles ne voulaient pas les suivre. Nous les tuâmes et nous enlevâmes leur peau que nous apportâmes à Carthage. Car nous ne naviguâmes pas plus avant, faute de vivres.

Ce texte a été diversement commenté par les nombreux savants qui ont eu à l'examiner. Il semble acquis qu'il ait été originellement falsifié par Hannon lui-même qui ne voulait communiquer aucune donnée précise sur la fameuse route de l'or.

Il n'a probablement publié que ce qui était de nature à flatter l'immense orgueil qu'avaient retiré les Carthaginois de cette lointaine expédition sans toutefois compromettre l'exclusivité de l'accès à une zone prodigieusement enrichissante. Dans ces conditions, de nombreuses identifications de lieux demeurent hasardeuses et les chiffres de navires ou de passagers sont fortement sujets à caution.

D'autre part, si certains historiens admettent que Hannon parvint jusqu'au Golfe de Guinée en vue du volcan Cameroun, beaucoup tendent à limiter dans l'espace la portée de cette expédition. Les prochaines années pourraient nous apporter de nouvelles lumières concernant ce fameux périple.

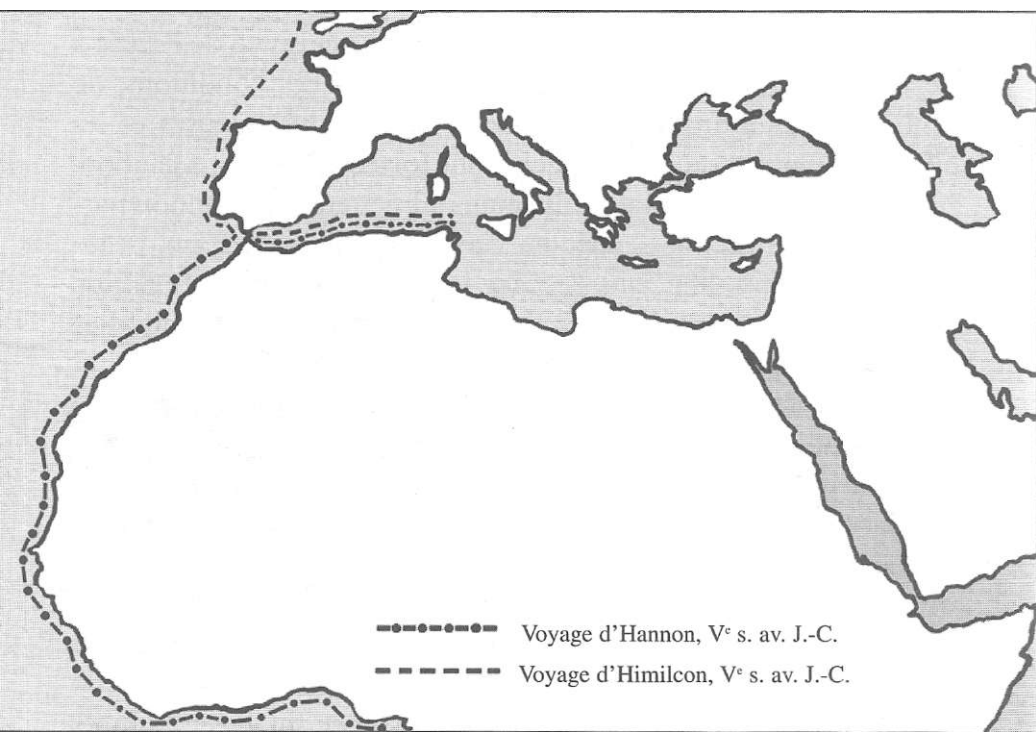
A la même époque, répondant aux mêmes préoccupations économiques, un autre Carthaginois, Himilcon, a exploré la côte atlantique de l'Europe de l'Ouest à la recherche de l'étain et de l'argent. Il semble que ce deuxième périple ait conduit les Carthaginois jusqu'aux îles britanniques.

Ces efforts gigantesques entrepris dans les divers domaines de l'économie carthaginoise et les changements survenus dans la vie sociale, religieuse et politique donnèrent à Carthage un aspect nouveau et la hissèrent au rang de grande puissance méditerranéenne.

14- Après avoir fait provision d'eau, nous continuâmes notre navigation le long de la terre pendant cinq jours, au bout desquels nous arrivâmes à un grand golfe que les interprètes nous disent s'appeler la Corne de l'Occident. Dans ce golfe se trouvait une grande île et, dans l'île, une lagune, qui renfermait une autre île. Y étant descendus, nous ne vîmes, le jour, qu'une forêt, mais, la nuit, beaucoup de feux nous apparurent et nous entendîmes des sons de flûtes, un vacarme de cymbales et de tambourins et un très grand bruit, la peur nous prit et les devins nous ordonnèrent de quitter l'île.

15- Nous partîmes donc en hâte de ce lieu, et nous longeâmes une contrée embrasée pleine de parfums ; des ruisseaux de flammes sortaient et venaient se jeter dans la mer. Tm. terre était inaccessible à cause de la chaleur.

16- Saisis de crainte, nous nous éloignâmes rapidement. Pendant quatre journées de navigation, nous vîmes, la nuit, la terre couverte de flammes ; au milieu était un feu élevé, plus grand que les autres et qui paraissait toucher les astres. Mais le jour, on reconnaissait que c'était une très grande montagne appelée le char des dieux.



Périple d'Hannon et d'Himilcon

CHAPITRE IV

L'apogée de Carthage et le premier conflit avec Rome

Battue par les Grecs, écartée de la Méditerranée orientale, Carthage avait réussi à rétablir une situation chancelante et, grâce à la nouvelle orientation de son empire et de son économie, elle revint, peu à peu, en surface et commença de nouveau à faire figure de grande puissance sur l'échiquier de la politique méditerranéenne. Exploitant les querelles entre les cités grecques, elle essaya de reconquérir les positions qu'elle avait perdues en Sicile et parvint à contrôler une bonne partie de l'île malgré l'hostilité de Denys de Syracuse et de ses successeurs qui tentèrent à plusieurs reprises de mettre un frein à son expansion.

L'essor de Carthage

La fin du IV^e s. voit Carthage reprendre pied dans le bassin oriental de la Méditerranée en nouant des relations commerciales intenses avec les nouveaux Etats d'Orient issus de la conquête d'Alexandre et, en particulier, avec le royaume des Ptolémées d'Egypte qui fondait sa nouvelle monnaie sur l'étalon phénicien, le même donc que celui adopté par Carthage où l'apparition des émissions monétaires proprement carthaginoises n'est guère antérieure au milieu du IV^e s. Sa puissance économique s'en trouva singulière-

ment renforcée. Au cours de la dernière décennie du IV^e s. Carthage connut une brève mais sérieuse alerte due à un nouveau tyran syracusien, Agathocle, qu'elle contribua, au début, à installer solidement au pouvoir. Dès qu'il se sentit fort, Agathocle s'empressa d'empiéter sur le territoire sicilien de Carthage. Au prix d'un grand effort militaire celle-ci réussit à refouler Agathocle vers Syracuse et l'y assiégea. Mais le tyran syracusain tenta une diversion hardie qui sera plus tard reprise par les Romains : trompant le blocus carthaginois, il réussit, à la tête de 14 000 hommes, à s'échapper de Syracuse et débarqua dans le sud du Cap Bon en 310. Il brûla sa flotte vraisemblablement pour enlever à ses soldats tout espoir de retour, puis, grâce à ses talents militaires, il parvint à se maintenir pendant trois ans dans le pays où il s'empara de plusieurs cités ; mais n'ayant pas réussi à inquiéter Carthage, bien en sécurité à l'abri de ses remparts, il vit bientôt sa tentative tourner court. Agathocle eut l'intelligence de ne pas s'enfermer trop longtemps dans cette conquête sans issue et préféra traiter avec les Carthaginois après avoir regagné discrètement la Sicile. Carthage put ainsi conserver sa province sicilienne. L'entreprise d'Agathocle, même si elle s'était soldée par un échec, avait eu le mérite de relâcher quelque peu la pression punique sur Syracuse sans compter qu'elle constitua un dangereux précédent que les Romains n'hésitèrent pas à suivre lors de la première, puis de la deuxième guerre punique. Agathocle avait peut-être l'intention de reprendre la lutte contre Carthage, mais sa mort en 289 l'empêcha de réaliser ses projets. Les Carthaginois en profitèrent pour consolider leur position d'autant plus que les dissensions entre cités grecques de Sicile favorisèrent leurs interventions et ils s'imposèrent souvent en arbitres de la situation. En 278, ils bloquèrent Syracuse qui ne fut délivrée que grâce à l'intervention de Pyrrhus, roi d'Épire et champion d'un hellénisme occidental en pleine décadence.

Pyrrhus réussit néanmoins à reconquérir toutes les possessions carthaginoises de Sicile sauf Lilybée. Cependant les cités grecques commencèrent à se méfier de Pyrrhus, voyant en lui un tyran en puissance, et certaines d'entre elles se rallièrent à Carthage. Devant cette hostilité déclarée, Pyrrhus abandonna en 276 l'île, et

Collier punique

Musée de Carthage

Découvert dans une tombe de Carthage. Il est constitué de nombreux éléments de matières et de formes diverses : or et pierres précieuses tels que lapis, turquoise, hyacinthe et perles. Notez en particulier deux pendentifs l'un circulaire, l'autre rectangulaire. Tous ces éléments jouent le rôle d'amulettes protectrices. Datable du VII^e s. av. J.-C.



Monnaie punique

Sur la face est représentée une tête de femme pouvant être celle de Coré, déesse des moissons. Deux épis de blé décorent ses cheveux, elle est parée d'un collier et de boucles d'oreilles. Au revers sont représentés un cheval et un globe rayonnant flanqué de deux cobras.

Cette pièce est datée du milieu du III^e s. av. J.-C. Elle est en électrum, alliage d'or et d'argent dans les proportions d'un tiers et deux tiers.

Les motifs reproduits sont des emblèmes de Carthage.

les Carthaginois purent reprendre leurs positions. Puis profitant à nouveau des rivalités, jamais éteintes entre les diverses cités grecques de Sicile, ils ne tardèrent pas à étendre leur influence dans le reste de l'île. Un effort militaire vigoureux aurait permis aux Carthaginois l'occupation rapide de l'île bien avant le début du III^e s. Carthage ne le fit pas et, lorsqu'en 269 elle s'installa à Messine, elle se trouva face à face avec la nouvelle force méditerranéenne : Rome.

La première guerre punique

La cause directe de la guerre qui va se déclencher a été l'appel lancé à Rome par les Mamertins. Ceux-ci, bloqués à Messine par le syracusain Hiéron, demandent d'abord du secours aux Puniques qui accèdent à leur sollicitation mais pour occuper aussitôt la ville ; un deuxième parti mamertin, mécontent de cette occupation punique, fait appel aux Romains.

Rome avait, à cette époque-là, réussi à imposer son hégémonie à toute l'Italie et venait également de s'installer à Rhégion, de l'autre côté du détroit.

Beaucoup d'historiens, repensant l'histoire après coup, en conclurent que cette situation mettant deux impérialismes face à face, devait fatalement dégénérer en choc qui aboutirait nécessairement à la disparition d'une des deux forces en présence. C'est une vue très séduisante, à coup sûr, mais qui ne tient pas assez compte de la complexité de la situation car le déclenchement du conflit avait quelque chose de paradoxal : les deux puissances qui n'allaient pas tarder à se transformer en forces hostiles, avaient eu jusque-là des rapports pacifiques et amicaux. La puissance maritime et commerciale de Carthage ne pouvait gêner la puissance terrestre et agricole de Rome. Les deux États semblaient s'être engagés dans deux voies parallèles sinon complémentaires.

Plusieurs traités dont le premier remonterait à 509 avant J.-C. avaient déjà concrétisé une volonté assez nette de coexistence fon-

dée sur une limitation raisonnable des ambitions et la nécessité de lutter contre l'ennemi commun : les Grecs, à la veille de la première guerre punique, la décadence de l'hellénisme occidental supprimait certes un facteur important d'entente mais ne rendait nullement le conflit inévitable, car un clivage de la Méditerranée en deux domaines suffisamment distincts aurait bien pu résoudre le problème. Carthage en tout cas ne pouvait, à cette époque, engager une politique véritablement impérialiste. C'était incompatible avec son régime politique et son organisation militaire. Tout ceci explique l'extrême lenteur qui marquera le début de la guerre. De même, à Rome on hésita longuement avant de se résoudre à engager les hostilités : deux partis, l'un pacifiste, l'autre belliqueux, le premier représenté par la puissante famille des *Claudii*, le second par celle des *Fabii* s'affrontèrent sur la scène politique. Les sénateurs ne parvenaient pas à se mettre d'accord, et l'affaire, d'après Polybe, fut portée devant le peuple qui vota en faveur d'une intervention en Sicile. En fait, conformément à des usages établis, il appartenait au Sénat et non au peuple de décider. Mais même si le peuple n'a pas décidé seul, en l'occurrence, il a dû faire pression sur le Sénat pour le pousser à ratifier l'expédition de Sicile. Les *Fabii* agitaient devant l'opinion populaire la menace d'un impérialisme punique envahissant et appâtaient les foules par l'évocation des trésors fabuleux que détenaient les cités siciliennes ; enfin, ils avaient réussi à convaincre les Romains que la guerre serait rapide et limitée. Il faut aussi tenir compte du fait que les grandes familles romaines d'origine campanienne étaient pour la guerre, car la fermeture du détroit de Messine par les Puniques aurait été néfaste pour l'industrie et le commerce capouan ; or le consul *Appius Claudius Caudex*, champion du parti de la guerre, était entièrement lié à l'aristocratie capouane par des intérêts et par certaines parentés. En 264, il tint garnison à Messine. Jusque-là il n'y avait eu aucune déclaration de guerre, mais celle-ci paraissait difficilement évitable, en dépit des hésitations de Carthage qui semblait vouloir éviter le conflit et qui réagissait mollement devant les initiatives romaines.

C'est ainsi, par exemple, que l'amiral punique Hannon, craignant d'aggraver la tension entre les deux états punique et romain et n'ayant pas reçu d'instructions précises de la part de son gouvernement, évacua Messine. Cette attitude fut jugée trop conciliante par Carthage qui crucifia son amiral puis s'entendit avec Hiéron de Syracuse pour bloquer le détroit et isoler les Romains dans la citadelle de Messine. Une première négociation entre les deux belligérants échoua et fut suivie par une tentative romaine de forcer le blocus. Les Carthaginois, décidément trop conciliants et voulant garder pour eux le bon droit, se contentèrent de repousser le convoi romain et allèrent jusqu'à rendre à leurs ennemis les navires pris au cours de l'engagement. De nouveau, ils préférèrent la négociation à la guerre et ils eurent beau avertir les Romains qu'en cas de rupture « *ils ne pourraient même plus se laver les mains dans la mer* », ils ne purent éviter la guerre. Celle-ci dura 23 ans (264-241). Elle peut se diviser, dans ses grandes lignes, en quatre phases assez distinctes.

La première se situe entre 264 et 260. Peu de faits saillants hormis le passage de Hiéron de Syracuse dans le camp romain, ce qui eut pour effet d'isoler les Puniques, la prise d'Agrigente par les troupes romaines, et enfin la décision que s'imposa le Sénat romain de construire une flotte. Jusque-là, les Romains n'avaient eu qu'une marine tout à fait rudimentaire. Grâce au concours de nombreux alliés aguerris dans le domaine de la navigation, tels les Syracusains, et à une quinquérème punique prise en 264 qui servit de modèle, les Romains purent improviser une flotte de cent quinquérèmes et vingt trirèmes.

Avec la construction d'une flotte romaine, la guerre entra dans sa seconde phase et fut rapidement marquée par l'important avantage pris par les Romains sur leurs adversaires. En effet, la flotte romaine improvisée va s'attaquer à une des flottes les plus réputées du monde antique, et, grâce à un stratagème qui consista à pourvoir les navires de grappins et de passerelles de manière à pouvoir monter à l'abordage des bateaux ennemis, le consul *Duilius* surprit les Carthaginois et réussit à les battre près de Mylae (Milazzo), en 260.

Stèle punique votive

Musée de Carthage

Cette stèle provient du tophet de Carthage.

Dans le fronton, est gravé le signe dit de Tanit. Dans le premier registre, représentation d'une proue de navire année d'un éperon en trident.

Dans le registre inférieur, est gravée la dédicace votive.

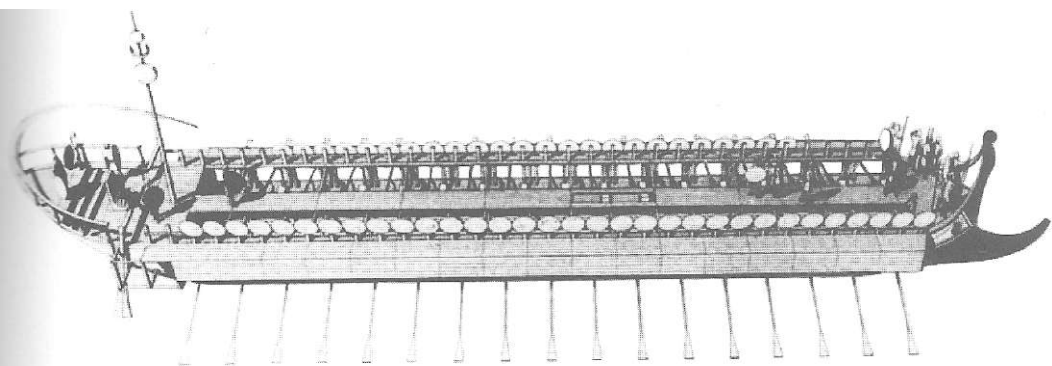


Restitution d'une galère antique

La trière (ou trirème) était le navire de guerre par excellence du V au III^e s. av. J.-C. Long de 35 à 36 m et large de 5 à 5,50 m, le navire était manœuvré par 170 rameurs répartis sur trois rangs superposés par bord.

L'ensemble de l'équipage, rameurs et matelots, atteignait les 200 hommes. C'était un véritable cuirassé, armé d'un éperon trilame destiné à enfoncer la coque des navires adverses. La trirème sera supplantée à partir du III^e s. par la quinquérème ou pentère qui sera le navire de la première guerre punique. Longue de 37 m, large de 7 m, elle comporte cinq rangs de rameurs superposés et nécessite 300 hommes répartis par deux pour chaque aviron.

Elle embarque aussi 120 soldats. L'abordage du navire adverse était préféré à l'éperonnage.



Ce fut une cruelle désillusion pour les Puniques qui perdirent quarante cinq navires sans que toutefois leur potentiel guerrier soit sérieusement entamé. Du côté romain, l'effet moral de la victoire fut considérable mais l'opération a été fort coûteuse sur le plan financier, et les Romains montraient malgré tout une certaine répugnance pour les expéditions maritimes. Aussi une certaine accalmie succéda-t-elle à cette première grande offensive maritime et il fallut attendre l'année 256 pour voir les Romains mûrir puis exécuter un projet de débarquement en Afrique destiné surtout à pousser les Carthaginois à relâcher leur effort en Sicile en ébranlant les bases quelque peu fragiles de leur empire africain. Suivant la voie déjà tracée par Agathocle, les légions romaines, dirigées par *Regulus*, débarquèrent près de Clupea (Kélibia). Le Cap Bon fut razzîé, les Berbères commencèrent à se soulever et Carthage connut des difficultés de ravitaillement. Mais un officier Spartiate à la solde de Carthage, Xanthippe, réorganisa l'armée punique et parvint presque à écraser les 15 000 romains dont 2 000 seulement réussirent à s'échapper. L'expédition d'Afrique dirigée par *Ikegulus* tourna court et Rome se résolut à concentrer ses efforts en Sicile.

La guerre entra alors dans sa troisième phase qui devait durer de 255 à 247 et qui fut marquée par une nouvelle tactique romaine tendant à arracher aux Puniques leurs places fortes siciliennes. Panorme commença par succomber aux Romains qui purent alors porter leurs efforts sur Lilybée qu'ils bloquèrent. Mais, au cours de l'année 249, les Romains allaient subir coup sur coup, une série de désastres qui les affaiblirent tant sur le plan matériel que moral. Voulant attaquer la flotte punique à Drepane, les Romains subirent un premier désastre auquel vingt sept navires seulement échappèrent ; les Puniques s'emparèrent quelque temps après d'un convoi de transport romain se dirigeant vers Lilybée. Une tempête fit ensuite le reste, et la flotte romaine se retrouva en 249 avec vingt navires seulement. Carthage venait de rétablir une incontestable supériorité sur mer et détenait une chance exceptionnelle sinon de forcer la victoire, du moins d'obtenir une paix avantageuse. Mais pour des raisons de politique intérieure, Carthage ne fit pas l'effort qui s'imposait, permettant ainsi à son ennemi de reconstituer ses forces.

L'année 247 inaugura la dernière phase de la première guerre punique marquée par l'entrée en scène d'Amilcar Barca qui mena contre les Romains une habile guerre de harcèlements, les inquiétant sérieusement à plusieurs reprises, mais qui, faute de moyens et de renforts, ne put emporter la décision. Les opérations traînèrent en longueur. Rome réussit à imposer à ses riches un lourd sacrifice financier qui lui permit d'accroître ses forces et de porter aux Puniques, épuisés par une guerre trop longue, le coup décisif au large des îles Aegates en 241. Carthage n'eut plus d'autre alternative que la paix et Amilcar reçut les pleins pouvoirs pour la négocier.

Au terme de cette guerre, Carthage dut évacuer la Sicile, abandonner les îles Aegates et Lipari, accepter de payer une indemnité de 3 200 talents en trois ans et s'engager à ne plus recruter de mercenaires en Italie et chez les alliés de Rome.

Il est remarquable de noter que Rome n'avait pas cherché à ruiner irrémédiablement un rival gênant son impérialisme puisqu'elle n'exigea pas de Carthage de détruire ou de livrer sa flotte et qu'elle ne toucha pas à son empire, mise à part la Sicile que les Romains voulaient contrôler.

Il serait également intéressant d'analyser les causes de l'échec carthaginois dans cette guerre qui était presque exclusivement maritime alors même que les Puniques passaient pour les maîtres de la mer.

Beaucoup d'historiens qui se sont penchés sur la question ont attribué la victoire finale des Romains sur les Puniques aux qualités morales dont les premiers ont fait preuve ; suivant en cela la tradition ancienne, ils n'ont pas douté de la supériorité d'une armée de citoyens animée de patriotisme sur une armée de mercenaires diletantes. Mais on peut penser aussi à l'attrait du butin et des primes qui constituait un extraordinaire stimulant pour des soldats de métier, des professionnels de la guerre, supérieurement expérimentés et ayant au plus haut point le goût du risque et de l'aventure. Au cours des opérations et en dépit de leur courage indéniable, les soldats romains n'ont fait preuve d'aucune qualité guerrière exception-

nelle. Xanthippe qui avait du talent et des moyens n'a pas eu beaucoup de peine à tailler en pièces l'armée de *Regulus*. Certes les amiraux romains purent remporter quelques victoires sur la flotte punique en la surprenant par des procédés insolites, mais les mêmes amiraux prouvèrent leur inexpérience des choses de la mer en laissant la tempête détruire leur flotte à trois reprises et, d'une manière générale, la supériorité des cadres carthaginois sur ceux de Rome parut évidente. En réalité ce qui a causé la perte de Carthage, c'est en premier lieu un défaut de coordination flagrant entre l'appareil gouvernemental et le commandement militaire. Si l'on excepte Amilcar, tous les chefs de l'armée punique semblèrent timorés et se cantonnèrent souvent dans une attitude défensive laissant toute l'initiative des opérations à leurs adversaires. Ils étaient vraisemblablement paralysés par la crainte d'un tribunal extraordinaire qui, à Carthage, jugeait impitoyablement toute défaillance dans la conduite de la guerre. C'est ainsi qu'ils ratèrent de multiples occasions de pousser plus loin certains avantages acquis sur le terrain de la lutte et qu'ils perdirent de précieux alliés comme Hiéron de Syracuse. D'autre part, ces mêmes généraux manquèrent de renforts et de soutiens dans les moments les plus décisifs ; et les raisons d'une telle faille sont à rechercher dans la structure même du système politique carthaginois où une caste de nobles dominant la situation s'est toujours méfiée des généraux vainqueurs et, de ce fait, prestigieux et susceptibles de tenter de s'appuyer sur les mercenaires pour s'emparer du pouvoir. Ce sont donc les contradictions mêmes du régime carthaginois qui expliquent, en grande partie, la carence des Puniques. Cette longue guerre ébranla sérieusement l'économie de Carthage. Le commerce fut paralysé et les ressources manquèrent quand il fallut payer les mercenaires. Le paiement de ces mercenaires créait de véritables hémorragies budgétaires occasionnant à Carthage de multiples difficultés de trésorerie qui eurent leur poids dans l'évolution de la guerre. Rome, n'ayant pas eu à affronter de tels obstacles, eut beaucoup plus de souffle.

La révolte des mercenaires et l'entre-deux-guerres

Certaines difficultés rapidement entrevues au cours de la guerre prirent une acuité tout à fait dramatique pour Carthage au lendemain de sa défaite. Ces difficultés vont dégénérer en crise qui, en même temps qu'elle révélera tous les vices de l'état carthaginois, ébranla terriblement les fondements de la puissance punique.

En effet, Carthage qui avait à payer les indemnités de guerre dut, en plus, faire face à une situation générale épouvantable. La guerre, en entravant le trafic et le commerce, avait tari les sources mêmes de la prospérité. L'expédition de *Regulus* avait ravagé le plus riche des territoires puniques, le Cap Bon. La révolte grondait parmi les paysans berbères durement exploités par Carthage qui, de surcroît, n'avait pas pu payer la solde de ses mercenaires. Ceux-ci au nombre de 20 000 étaient concentrés à Lilybée et attendaient le règlement de leurs arriérés. En 241, ils furent ramenés en Afrique en vue d'être payés puis démobilisés. Normalement, on aurait dû payer les contingents au fur et à mesure de leur arrivée puis les licencier. Mais le trésor de Carthage étant vide, le gouvernement les concentra tous près de Sicca (Le Kef) et voulut négocier avec eux pour obtenir une réduction de solde ou quelque arrangement qui lui aurait accordé un certain répit. Mais des contestations s'élevèrent, accentuées par la diversité des origines, des ethnies et des langues. Cela ne tarda pas à dégénérer en mouvement de masses qui prit, de jour en jour, de plus en plus d'ampleur. Carthage comptait précisément sur les diversités ethniques qui empêchaient les contingents de s'entendre et sur les cadres subalternes formés d'officiers indigènes, souvent conciliants, pour maintenir la discipline et imposer son point de vue. Or tous ses calculs s'avérèrent faux, et elle ne tarda pas à réaliser l'imprudence commise en opérant le rassemblement de plus de 20 000 hommes qui avaient de sérieuses raisons de lui en vouloir et qui, le cas échéant, n'éprouveraient aucun scrupule à faire valoir leur droit par la force.

Le mercenaire qui vit en marge de la société, est tout naturellement porté à se révolter contre une autorité qui n'a pas respecté les engagements pris à son égard. D'autre part l'armée punique comprenait un grand nombre d'esclaves et d'affranchis fugitifs ou de déserteurs qui étaient des révoltés en puissance contre l'ordre social régnant. Tout cela se place dans un contexte de guerres serviles qui ne cessent d'éclater en Orient et qui commencent à gagner l'Occident. Aussi la diversité ethnique n'empêcha pas les mercenaires conscients de leurs intérêts et de leur force de se révolter. Ils furent d'ailleurs presque tout aussitôt rejoints par la masse des paysans berbères, toujours à l'affût de la moindre possibilité de secouer le joug carthaginois, et d'autant plus mécontents qu'ils avaient dû livrer la moitié de leur récolte en guise de tribut à Carthage pendant la guerre. Ainsi, d'un simple conflit de salaires on passe à un véritable conflit de classes, mettant aux prises un double prolétariat militaire et agricole uni par l'exploitation commune dont il est victime et une aristocratie exploitante qui est, de surcroît, immigrée.

Les révoltés quittèrent le Kef, marchèrent sur Tunis et s'y installèrent. Carthage se tourna alors vers les cadres subalternes de l'armée mercenaire, essayant de trouver avec eux un arrangement qui lui aurait permis d'avoir les mains libres et de mater aussitôt les Berbères. Le carthaginois Giscon tint une série de réunions avec ces officiers, parvint à trouver un accord avec eux et commença même à payer leur solde. Dès que la nouvelle se répandit un mouvement de masse se déclencha, aboutissant rapidement à l'élimination des cadres moyens jugés trop conciliants et qui furent débordés par des éléments absolument intransigeants. Deux chefs nouveaux, surgis de la masse et élus par elle, se dressèrent devant Carthage et prirent la direction de la révolte : Spendios, ancien esclave romain, qui redoutait d'être rendu à son maître en cas d'arrangement et Mathô, un libyen qui savait que tout règlement de l'affaire des mercenaires entraînera l'écrasement des Berbères ; l'un et l'autre étaient décidés à aller jusqu'au bout. Ils montrèrent leur intransigeance en faisant massacrer tous les officiers qui avaient accepté de négocier avec Carthage et en jetant en prison Giscon et sa suite.

La guerre entra alors dans sa phase active : 70 000 Libyens répondirent à l'appel de Mâtho pour mettre fin à tous les abus de Carthage et venger l'acte sanglant qu'elle venait d'accomplir en exécutant 3000 déserteurs berbères rendus par Rome. Les femmes berbères firent don de leurs bijoux, ce qui permit de régler l'arriéré de solde des mercenaires. On sollicita l'appui de toutes les cités hostiles à Carthage dont le commerce souffrait de la concurrence punique.

Carthage, ruinée, sans armée et sans alliés, se trouva dans une situation alarmante. Au prix d'un extraordinaire effort, elle mobilisa ses citoyens, enrôla de nouveaux mercenaires, les plaça sous le commandement de Hannon et les dirigea vers Utique et Hippo Diarrhytus (Bizerte) que les révoltés venaient d'assiéger. Hannon ne s'étant pas montré à la hauteur de la tâche, ce fut à Amilcar que l'on confia une seconde armée et le soin de diriger les opérations contre les rebelles. Celui-ci réussit à surprendre Spendios et à le battre grâce à une manœuvre qui annonce la tactique d'Hannibal. Ce succès valut à Carthage le ralliement d'un chef berbère, Naravas, et permit aux Carthaginois de remporter une nouvelle victoire sur Spendios. Amilcar voulut exploiter ce nouveau succès pour obtenir de nouveaux ralliements parmi ses anciens soldats. Il traita les prisonniers avec beaucoup de mansuétude, leur proposant soit de s'enrôler dans l'armée carthaginoise, soit de rentrer dans leur pays. Cette indulgence inquiéta fort les chefs de l'armée rebelle qui ripostèrent en massacrant Giscon et 700 prisonniers carthaginois, creusant ainsi un fossé de sang entre les deux adversaires et rendant toute réconciliation impossible. Les Carthaginois, exaspérés, décidèrent que les rebelles prisonniers seraient écrasés par les éléphants et la guerre prit la tournure « inexpiable » qui devait désormais la caractériser.

Cependant, les rebelles mirent à profit certaines mésententes entre Hannon et Amilcar et réussirent à reprendre l'avantage. Utique et Bizerte passèrent de leur côté. Carthage fut de nouveau dans une position critique. Elle eut beau limoger Hannon et donner tous les pouvoirs à Amilcar, elle ne se retrouva pas moins en proie à la famine, et c'est de Rome et de Syracuse que le secours vint. Ces deux cités interdirent à leurs marchands d'approvisionner les révol-

tés et les invitèrent à vendre des vivres à Carthage. Ainsi les ennemis de la veille, oubliant leur querelle, décidèrent de ne considérer que leur intérêt commun qui était de lutter sans merci contre un soulèvement qui prenait, à leurs yeux de défenseurs de l'ordre établi, des allures subversives et qui menaçait de faire tâche d'huile en cas de succès. Les mercenaires se rendirent compte de la vanité de leurs efforts et abandonnèrent le siège de Carthage. Pendant ce temps-là, Amilcar parvint à enfermer l'armée de Spendios dans le « Défilé de la Scie » (situé vraisemblablement entre Zaghouan et Grombalia), s'empara de ses chefs, au cours de pourparlers, remporta sur elle une grande victoire et d'après Polybe fit écraser les 40 000 survivants par ses éléphants. La cause semblait entendue malgré la victoire que remporta Mathô sur les Puniques, quand ceux-ci tentèrent de reprendre Tunis. Mais Mathô fut battu, quelque temps après, près de Lemta (Lepti Minus), pris et atrocement supplicié. Bizerte et Utique se rendirent et Carthage rétablit toute son autorité sur les Libyens.

Cette guerre inexpiable dont certains épisodes furent décrits et romancés par Flaubert dans « Salammbô », faillit sonner le glas pour Carthage. Elle en sortit épuisée. Rome avait exploité sa faiblesse pour la déposséder de la Sardaigne, mais la conquête de l'Espagne allait inaugurer pour elle une ère nouvelle qui la conduira à grands pas vers une nouvelle prospérité.

CHAPITRE V

Hannibal et la deuxième guerre punique

Les Barcides en Espagne et le déclenchement de la guerre

La première guerre punique et la révolte des mercenaires ont fait apparaître Amilcar Barca comme un grand stratège doublé d'un habile politicien, c'est-à-dire comme l'homme providentiel indispensable au rétablissement de la puissance carthaginoise. Ayant beaucoup réfléchi aux diverses causes de la défaite de sa patrie, celui-ci va essayer de remédier aux deux défauts qui lui ont paru caractériser le régime carthaginois, à savoir la faiblesse du commandement militaire et l'instabilité économique.

Des exemples de solution s'offraient à lui chez les rois hellénistiques dont le pouvoir était intimement lié à l'autorité militaire. Les rois hellénistiques s'assuraient un indiscutable ascendant sur leurs troupes de mercenaires grâce à une mystique tendant à les faire passer pour détenteurs de dons divins et surnaturels leur conférant l'invincibilité militaire. La leçon hellénistique a été bien retenue par Amilcar auquel il ne restait plus qu'à adapter ces idées à la réalité punique tant sur le plan politique qu'idéologique. Or les conditions de réalisation se trouvaient facilitées par la grande crise de la

guerre des mercenaires et par la victoire d'Amilcar sur les révoltés. Sorti auréolé de prestige et de gloire, il aurait pu imposer à Carthage une espèce de tyrannie. Il ne le fit pas, car il avait également tiré la leçon de précédentes tentatives malheureuses de dictature à Carthage et, de plus, il voyait loin et sentait que les besoins en ressources économiques et militaires primaient tout pour l'immédiat. Tout ce qu'il fit à Carthage c'est, peut-être, une modification de la constitution dans un sens plus démocratique en diminuant la toute-puissance de l'oligarchie. Les Barcides utilisèrent, au sein de Carthage, le parti démocratique qui commença à se manifester dès la fin du IV^e s., pour assurer la liaison entre leur pouvoir militaire et le gouvernement intérieur de Carthage.

Cependant, ce n'est pas dans sa patrie qu'Amilcar va fonder son pouvoir mais en Espagne, province suffisamment éloignée de Rome et de Carthage, et suffisamment riche pour pallier l'étouffement de l'économie punique en cas de guerre.

Carthage avait déjà des intérêts en Espagne dont Amilcar connaissait la richesse et la valeur militaire. Il comprit qu'il trouverait là les bases du pouvoir monarchique et militaire et les ressources économiques et en hommes dont il avait besoin. Il partit donc pour l'Espagne et parvint à soumettre une grande partie du pays et à l'organiser en s'inspirant dans son action des grands fondateurs d'empire comme Alexandre. Il fonda son pouvoir politique sur l'armée et développa la mystique de la victoire due au chef inspiré et invincible. Il pratiqua une politique d'assimilation des indigènes par l'enrôlement des soldats vaincus et de nombreux mariages mixtes.

Les Barcides s'orientent nettement vers le pouvoir monarchique en Espagne comme le prouvent l'évolution monétaire et le comportement d'Hasdrubal, gendre et successeur d'Amilcar qui fonde une seconde Carthage, appelée par les Romains Carthagène : c'est « Qart Hadasht », la ville nouvelle mais aussi la capitale, donc une « nouvelle Tyr », ce qui enlève à Carthage le privilège d'être la seule « nouvelle Tyr ». Le même Hasdrubal construit un palais et se fait saluer du titre de roi. Il faut bien noter que ce pouvoir royal, les Barcides ne l'exercent qu'en Espagne et non à Carthage. Un autre

trait mérite également d'être souligné, c'est l'indépendance de plus en plus grande que les Barcides prennent par rapport à Carthage. D'habitude les généraux étaient désignés par le Sénat ou l'assemblée populaire de Carthage, avec les Barcides c'est désormais l'armée qui désigne son chef, puis le Sénat ratifie. Ainsi Hannibal jouit d'une liberté complète au point de vue diplomatique : il négocie avec les différents peuples, traite avec le roi de Macédoine et semble ainsi diriger la politique extérieure et militaire ; le gouvernement intérieur restant entre les mains des anciens organes du pouvoir. C'est une politique qui s'apparente bien plus avec les régimes monarchiques qu'avec les institutions traditionnelles de Carthage.

La position personnelle des Barcides se renforçait donc de jour en jour et les bienfaits de la conquête de l'Espagne ne tardèrent pas à se faire sentir dans tout le monde carthaginois. Les progrès de la conquête et la prospérité qui en résulta finirent par inquiéter Rome qui, sous la pression de son alliée, Marseille, dont les intérêts en Méditerranée et en Espagne étaient de plus en plus menacés, obtint, en 226, d'Hasdrubal l'engagement de ne pas dépasser l'Ebre dans ses conquêtes.

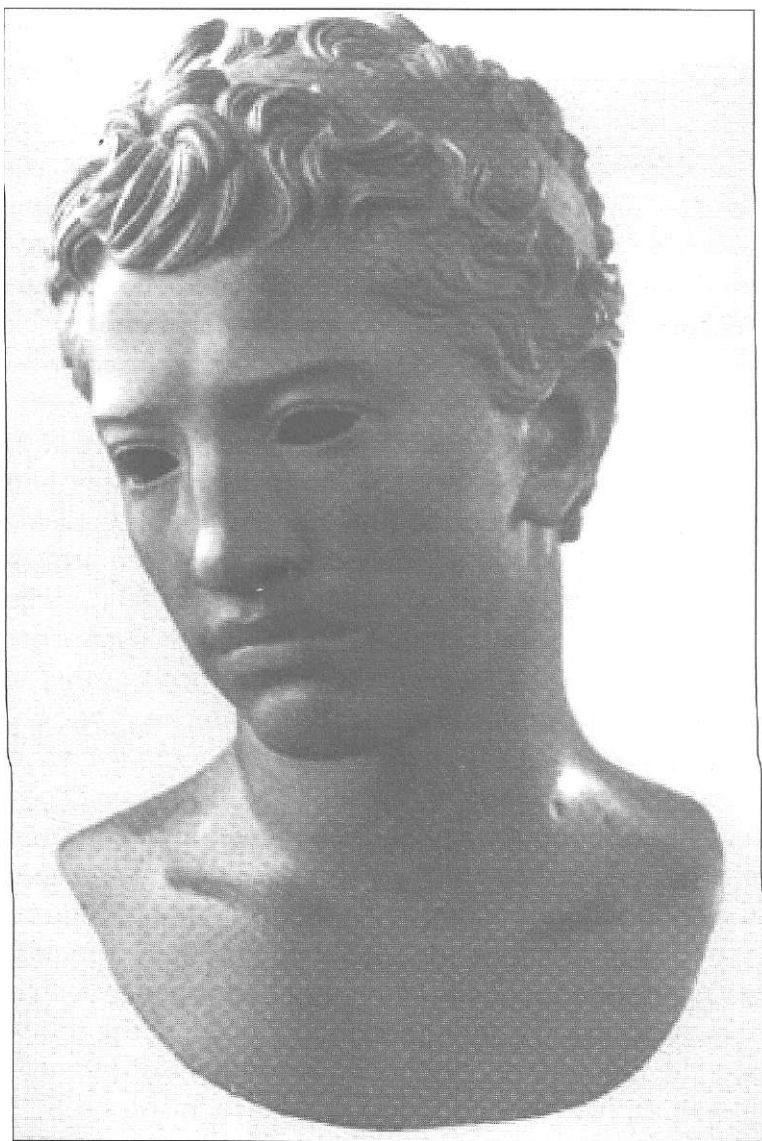
À la mort d'Hasdrubal, l'armée désigna Hannibal, alors âgé de 26 ans, pour lui succéder. Celui-ci montra un talent exceptionnel dans la poursuite de l'action de ses prédécesseurs. En moins de vingt ans, les Barcides avaient réussi à alimenter abondamment le trésor de Carthage et à rénover sa puissance économique et militaire. De vastes horizons s'ouvraient désormais devant elle. Mais en 219, un incident éclata qui allait plonger Rome et Carthage dans les affres d'une nouvelle guerre. L'affaire de Sagonte fut à l'origine des hostilités. Rome et Marseille intervinrent dans les affaires intérieures de la petite cité pour intriguer et pousser au pouvoir une faction hostile aux Carthaginois. Le plan réussit et les amis de Carthage qui gouvernaient la ville furent massacrés. Les Sagontais ne tardèrent pas à entrer en conflit avec un peuple voisin allié de Carthage dont Hannibal prit le parti, ce qui le poussa à s'emparer de Sagonte. Sous la pression de Marseille et d'un groupe politique activiste, prédominant au Sénat et partisan d'une intervention immédiate contre Car-

thage dont la puissance, grâce à ses nouvelles bases d'Espagne, devenait menaçante, Rome décida d'exploiter l'affaire de Sagonte et de réagir. Elle somma le Sénat carthaginois de sévir contre Hannibal qui à ses yeux, venait de violer le traité de 226 en portant atteinte à une alliée de Rome. Le Sénat carthaginois fit valoir que Sagonte se trouvait au sud de l'Ebre et qu'en 226 elle n'était pas l'alliée de Rome et accepta la déclaration de guerre romaine. La responsabilité du déclenchement de ce conflit a alimenté d'abondantes discussions entre les historiens. La tradition historique favorable à Rome rejette toute la responsabilité sur Carthage. En fait, il semble bien qu'les Carthaginois envisagèrent, à long terme, la revanche, mais en 219 ils ne s'estimaient pas prêts à la tenter. En attaquant Sagonte, ils pensaient être forts de leur bon droit et, agissant au sud de l'Ebre, ils ne violaient d'aucune manière le traité de 226, sauf si on suppose que l'Ebre en question n'est en fait que le Jucar d'aujourd'hui, comme on a pu le prétendre sans toutefois le prouver.

En tout cas, du côté punique il restait encore beaucoup à faire pour consolider l'œuvre de conquête de l'Espagne et achever de forger une force militaire capable de battre Rome. Carthage n'avait presque pas de flotte. Elle ne souhaitait donc nullement la guerre, mais elle ne pouvait pas non plus ignorer le défi que lui lançait Rome sans compromettre son prestige aux yeux des Espagnols.

Les victoires d'Hannibal et ses échecs

Les Romains semblaient croire qu'une rapide campagne sur deux fronts, en Espagne et en Afrique, les débarrasserait de la puissance carthaginoise. Rome comptait sur l'incontestable supériorité de ses forces navales pour opérer des débarquements en Afrique et en Espagne et assurer des liaisons continues avec les troupes en guerre. Les Carthaginois, déçus par le comportement de leur flotte lors de la première guerre, l'avaient quelque peu délaissée pour reporter tous leurs efforts sur l'armée de terre. Aussi, Hannibal qui prit l'initiative d'imposer la guerre en Italie, fut-il obligé d'emprun-



Buste en bronze

Découvert à Volubilis en 1944.
Conservé au musée de Rabat, au Maroc.

C'est le portrait présumé d'Hannibal jeune. Il est représenté à la mode hellénistique sur le modèle d'Alexandre le Grand, au moment où il est proclamé chef de l'état barcide d'Espagne : jeune homme imberbe, aux traits gracieux et énergiques à la fois, la tête ceinte du diadème royal. Certains attribuent toutefois ce bronze à Juba II, dernier roi de Maurétanie.

ter la voie terrestre malgré les nombreux problèmes que cela posait et les risques de perte de temps et d'hommes que cela comportait. Après avoir assuré ses arrières en faisant venir d'Afrique des troupes destinées à protéger l'Espagne contre une éventuelle attaque romaine, il envoya de nombreux émissaires dans le monde celtique en plein éveil et prit ses dispositions pour utiliser les forces vives de ce monde contre les Romains.

Au printemps de l'année 218, il s'ébranla vers l'Italie à la tête d'une armée composée de 50 000 fantassins, 9 000 cavaliers et 37 éléphants. Après de longs mois d'une marche pénible et pleine d'embûches, il déboucha dans la vallée du Pô en septembre 218. Son armée ne comptait plus que 20 000 fantassins, 6 000 cavaliers et 21 éléphants. L'ampleur des pertes dispense de tout commentaire sur les difficultés auxquelles se heurta le grand général carthaginois. La traversée des Alpes eut probablement lieu dans une zone comprise entre le col du petit Saint Bernard et celui du mont Genève et frappa les esprits depuis l'antiquité. En fait, ce ne fut pas un exploit hors série et à plusieurs reprises des bandes celtiques avaient réussi à franchir cette montagne. La principale difficulté de l'entreprise résidait dans le double fait qu'il s'agissait cette fois-ci de faire traverser les Alpes à une armée flanquée de cavalerie et de train d'équipages au moment où les premières chutes de neige rendaient la marche particulièrement meurtrière et de faire face à l'hostilité des tribus montagnardes qui ne cessèrent de harceler les troupes d'Hannibal. Mais celui-ci avait accepté tous les risques en vue de réaliser son plan qui était d'éviter de se heurter aux armées romaines avant d'avoir atteint l'Italie du Nord où Rome n'avait pas encore bien affermi son installation et où il était susceptible de trouver de nombreux alliés contre ses adversaires. Dès que les Romains réalisèrent la gravité de la situation, ils annulèrent leur expédition en Afrique et se contentèrent d'envoyer une armée en Espagne afin de couper Hannibal de ses réserves en hommes et en richesses puis ils essayèrent d'arrêter la progression d'Hannibal en Italie du Nord. Ils subirent un premier échec à l'ouest du Tessin, en décembre, puis se firent écraser sur la Trébie, perdant les trois quarts des forces qu'ils avaient engagées dans la bataille.

Cet éclatant succès et l'exploitation qu'il en fit par une habile propagande valurent à Hannibal le ralliement de nombreux Gaulois de la Cisalpine. Les Romains abandonnèrent à leurs rivaux la plaine du Pô tout en décidant de leur défendre l'accès de l'Italie centrale à l'abri de l'Apennin. Hannibal franchit péniblement cette chaîne, y laissant bon nombre de ses soldats et la presque totalité de ses éléphants puis, laissant sur sa gauche l'armée romaine, il se dirigea vers Pérouse. Bientôt, les légions adverses commandées par *Elaminius* se lancèrent à ses trousses, le poursuivant sans relâche et surveillant de très près ses mouvements. Hannibal finit par s'engager dans un étroit défilé séparant le lac de Trasimène et les collines dominant ce lac. Il campa à la sortie de ce passage alors que les Romains campaient à son entrée pour passer la nuit. Mais le lendemain de ce jour, au petit matin du 21 juin 217, alors qu'un épais brouillard recouvrait le paysage, Hannibal, qui avait auparavant embusqué ses hommes sur les hauteurs et laissé les Romains s'engager largement dans l'insidieux couloir, fit soudainement barrage avec ses cavaliers en avant et en arrière des colonnes romaines en marche pendant que ses autres troupes, dévalant des hauteurs se précipitaient sur l'ennemi l'attaquant de toutes parts. En deux ou trois heures, 15 000 Romains et leur chef *Elaminius* furent massacrés et noyés dans le lac où, affolés, ils avaient cherché refuge ; 15 000 autres furent faits prisonniers. Presque toute l'armée romaine a été mise hors de combat alors qu'Hannibal avait perdu à peine deux milliers de Gaulois. Les Romains s'étaient laissés prendre dans cette souricière qu'avait conçue un Hannibal supérieurement doué sur le plan de la stratégie et de la tactique militaire et doté d'un sens aigu de l'utilisation des éléments topographiques et naturels dans l'accomplissement de ses plans. Au reste, il n'allait pas tarder à donner un nouvel aperçu de l'immensité de son talent guerrier et de l'étonnante variété de ses ressources mentales en matière de conception et de conduite des opérations militaires.

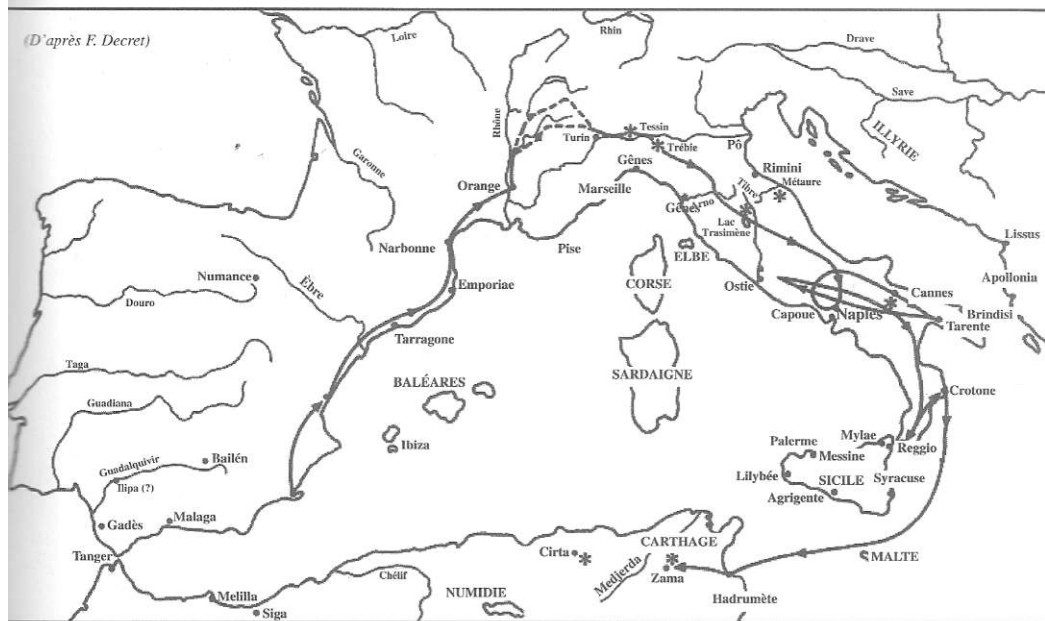
Au lendemain de Trasimène, le plan d'Hannibal n'était pas de tenter d'assiéger Rome bien en sécurité à l'abri de ses fortifications mais de s'engager dans l'Italie afin de susciter, parmi les peuples

alliés ou soumis à Rome, des révoltes qui renforceraient singulièrement sa position et feraient du même coup le vide autour de sa rivale qu'il avait décidé d'étouffer. D'ailleurs, à la suite de chaque bataille, il avait pris l'habitude de libérer les prisonniers italiens sans rançon afin de les détacher de la cause romaine.

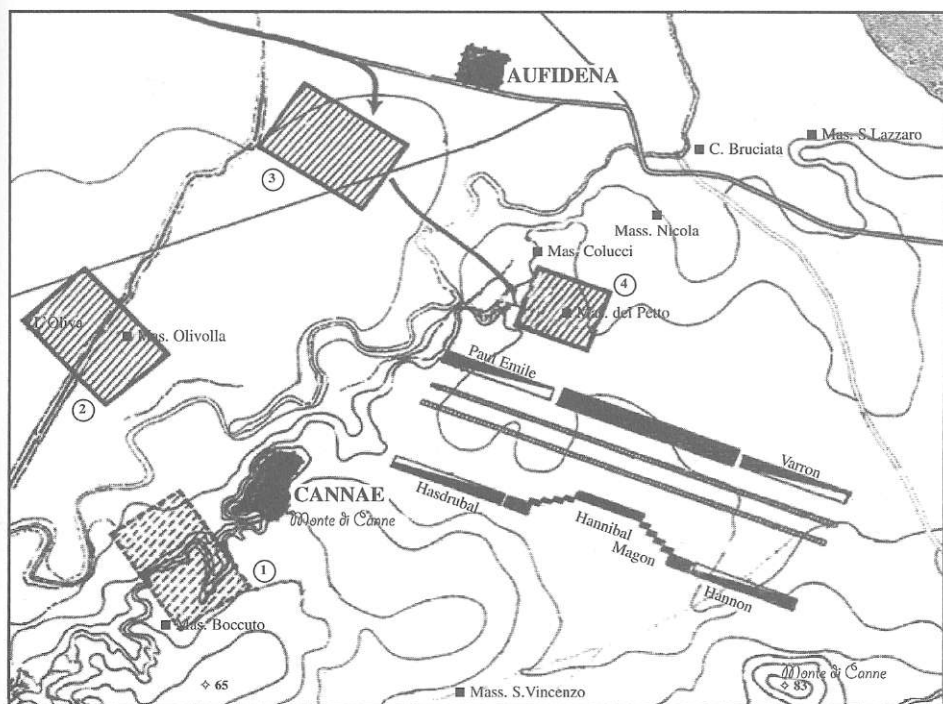
En août 216, Hannibal avait réussi à gagner l'Apulie et se trouvait près de Cannes, au sud de l'Italie, lorsqu'une imposante armée romaine composée de 80 000 hommes et 6 000 cavaliers l'y rejoignit. Menant une véritable guerre de nerfs contre ses ennemis, il finit par les exaspérer et les amener à se battre au jour et à l'endroit choisis par lui. Le 2 août 216, lorsque la bataille s'engagea dans la vallée de l'Aufide sur de vastes espaces unis et propices aux évolutions de la cavalerie, Hannibal eut soin de mettre de son côté tous les éléments naturels : le soleil dardant ses rayons sur les légionnaires et gênant considérablement leur vue et le vent qui leur fouettait le visage et les aveuglait de ses nuages de poussières.

La bataille, bien décrite par les historiens anciens et modernes, se déroula selon une manœuvre géniale devenue un sujet de méditation classique pour les stratèges de tous les temps. Hannibal tint compte, dans la disposition de ses troupes en rang de bataille, aussi bien des diversités ethniques que des différences de valeur guerrière. Les frondeurs baléares placés à l'avant-garde face aux premières lignes du chef romain Varron devaient rapidement se replier sur les ailes après avoir multiplié les escarmouches. Derrière cette première ligne d'infanterie légère étaient disposés des cavaliers gaulois et espagnols appelés à attaquer l'aile droite romaine. Aux extrémités était massée l'élite africaine représentée par les escadrons numides. Très rapidement, toute l'armée apparut disposée sur une seule ligne, présentant en son milieu une saillie en arc dont la convexité regardait l'ennemi comme pour le narguer et en provoquer les coups. Le plan d'Hannibal était de pousser le fougueux et impulsif Varron à se jeter de toutes ses forces sur cet insolite front en saillie de l'armée punique composé essentiellement d'éléments gaulois dont il prévoyait tout le comportement : après s'être défendus rageusement, ils finiraient par se décourager et reculer devant l'ennemi, transfor-

(D'après F. Decret)



Opérations navales et terrestres de l'armée d'Hannibal : →
*Grandes batailles : **



Cannae : position des deux armées et ordre de bataille (d'après J. Kromayer).

1. Premier camp d'Hannibal ; 2. deuxième camp d'Hannibal ; 3. grand camp romain ;
 4. petit camp romain

mant petit à petit le dispositif convexe initialement mis en place en une sorte de poche où se précipiteraient les Romains avec l'illusion d'être les plus forts et où ils seraient rapidement enveloppés par la cavalerie numide dont Hannibal dirigeait personnellement les mouvements.

Toute la bataille se déroula comme s'il ne s'agissait que d'un simple exercice de répétition théâtrale et J. Carcopino écrit dans « *Profils de conquérants* » : « *Le résultat fut exactement celui qu'Hannibal avait prévu : en s'acharnant sur les Gaulois, les Romains s'étaient laissés envelopper par les Africains. Coincés entre les volets de la trappe que le Carthaginois leur avait insidieusement préparée, les légionnaires, incapables de maintenir leur ordre de bataille, ne pouvaient plus lutter que par groupes incohérents et disloqués d'avance contre des attaques prononcées de tous les côtés à la fois, en tête, en queue et sur flancs. La bataille de Cannes était gagnée et pour transformer la défaite romaine en un désastre sans précédent, Hannibal sonna la charge à ses Numides qui, par une conversion de l'aile droite, accoururent sabrer dans le dos un adversaire désarmé* ».

Le bilan de la bataille est très éloquent et permet d'apprécier le talent militaire et l'exceptionnelle virtuosité d'un homme qui, à Cannes, alignait à peine 40 000 soldats, ce qui représente la moitié du chiffre des effectifs dont disposaient ses adversaires. Au terme des hostilités de cette journée du 2 août, 67 000 Romains avaient mordu la poussière et ceux qui, échappant au carnage, avaient réussi à regagner Cannes ou ses environs à la faveur de la nuit furent à leur tour cueillis par la cavalerie numide. Seuls quelques dizaines de fuyards devaient réussir avec Varron à rejoindre Rome. Les pertes d'Hannibal s'élevèrent à 4 800 tués : 3000 Gaulois, 300 Numides et 1 500 Espagnols ou Africains. Commentant cette bataille, J. Carcopino écrit : « *Jamais encore les principes de l'économie des forces n'avaient été appliqués avec autant de précision et de bonheur. Jamais non plus on n'avait assisté à une boucherie où l'armée victorieuse avait à ce point épargné son sang, tandis que l'hémorragie de l'armée vaincue l'avait, pour ainsi dire, saigné à blanc... l'admiration de Cannes, chef d'œuvre des conceptions d'Hannibal, est aujourd'hui celle de l'histoire. Il y a soixante ans, en Allemagne, cette bataille*

Stèle punique à l'éléphant.

Calcaire. 41,5 cm x 14 cm, III-IP s. av. J.-C.,
Musée de Carthage.

Il s'agit d'un exemplaire parmi plus de 6000 stèles votives recueillies dans le tophet ou à travers le site de Carthage. Toutes sont consacrées aux deux divinités suprêmes de Carthage : Baâl Hammon et Tanit qui forment un couple divin. L'inscription rituelle commence par la formule :

"A la Dame, à Tanit, Face de Baâl et au seigneur Baâl Hammon, c'est ce qu'a voué, suivent les noms du dédicant et sa filiation avec parfois l'indication de son titre et de son métier. La formule finale est habituellement rédigée comme suit : Parce qu'il (le dieu) a entendu ma voix, c'est-à-dire qu'il a exaucé mon vœu. Il m'a béni (ou qu'il me bénisse).

En dehors de l'inscription, la stèle comporte des décors sculptés ou gravés. Ici c'est un éléphant, animal célèbre dans l'histoire de Carthage en raison de son usage comme «tank» au cours de la deuxième guerre punique menée par Hannibal.



Cuirasse en bronze doré

Musée de Bardo

Découverte dans un
tombeau punique, près de
Ksour Essaf, en 1909.

H. 30 cm.

*Elle comprend un plastron
et une dossière presque
identiques, ornés d'un décor
similaire, remarquable par la
tête de Minerve casquée.*

*De fabrication campanienne,
cette armure aurait appartenu
à un soldat de l'armée
carthaginoise de la
fin du III^e s. av. J.-C.*



était considérée comme le modèle encore inégalé de la victoire intégrale, celle qui par l'encerclement complet de l'ennemi, non seulement le bat mais le supprime ».

En 1914 encore, précise J. Carcopino, les Allemands devaient essayer la même tactique d'enveloppement inspiré du modèle de Cannes.

C'est au lendemain de Cannes que Maharbal, un des officiers carthaginois suggéra la marche sur Rome. Hannibal, refusant l'opération, se vit adresser la fameuse réplique : *« Les dieux n'ont pas tout donné au même homme Hannibal ! tu sais vaincre mais tu ne sais pas profiter de la victoire »*. En fait Hannibal avait de sérieuses raisons de rejeter le projet. Il n'était pas armé pour une guerre de siège qui risquait d'être longue, peu rentable pour ses mercenaires et de se dérouler au sein d'une région tout à fait hostile. Rome était solidement fortifiée et ses habitants célèbres pour leur farouche résistance à tout envahisseur. N'était-il pas préférable, dans ces conditions, d'exploiter militairement et politiquement les succès obtenus puis, de conquête en conquête, de procéder à l'isolement total puis à la réduction de Rome. Les premiers lendemains de Cannes confirmèrent nettement la façon de voir d'Hannibal : impressionnés par l'ampleur de sa victoire, de nombreux alliés firent défection à Rome et rallièrent ses rangs. Capoue, la deuxième grande ville d'Italie, ouvrit ses portes pour accueillir le triomphateur. Fort de cet appui et de celui des peuples de l'Apulie, du Samnium, de la Lucanie et du Bruttium, Hannibal n'attendait plus que l'arrivée des renforts pour forcer le destin. Grâce à son habileté diplomatique, il fit de Philippe V de Macédoine un précieux allié disposé à lui apporter son concours. Même en Sicile, l'influence de Carthage se développa considérablement après la mort de Hiéron. La situation était en tous points favorable, mais seule l'arrivée rapide des renforts pouvait permettre à Hannibal d'en tirer des avantages décisifs.

Cependant deux facteurs importants allaient peser lourdement dans la balance de la guerre et ruiner les plans d'Hannibal. L'infériorité de la flotte punique et l'incapacité notoire de son ami-

ral Bomilcar empêchèrent Carthage et Philippe V d'envoyer des renforts en Italie et mirent fin à l'influence carthaginoise en Sicile. Deux diversions hardies opérées par les Romains à quelques années d'intervalle, allaient s'avérer efficaces : la conquête de l'Espagne par *P. Cornélius Scipion* et la défaite et la mort d'Hasdrubal qui volait au secours de son frère, achevèrent presque de sonner le glas pour Hannibal qui ne pouvait plus compter sur aucun secours extérieur. Sur un autre plan, les Romains avaient peu à peu réussi à rétablir une situation lourdement compromise après Cannes. Au lendemain de la défaite, le Sénat romain soucieux de relever le moral des citoyens, n'hésita pas à accueillir Varron, vaincu et fugitif, en le félicitant de n'avoir pas désespéré de la République. S'appuyant sur des alliés fidèles en Italie centrale, les Romains s'imposèrent d'immenses sacrifices et inaugurèrent une nouvelle tactique de guerre personifiée par la temporisation de *Fabius* dit *Cunctator* (le temporisateur) qui désormais refusait tout engagement rangé avec Hannibal et s'évertuait à harceler les troupes puniques, à tenter des coups de main contre ceux qui s'étaient ralliés aux Carthaginois. Hannibal n'avait pas suffisamment de troupes pour défendre toutes ses nouvelles positions à la fois. Capoue, tombée entre les mains de ses adversaires, fut châtiée de sa défection avec la dernière cruauté, et cela constitua un exemple qui ne manqua pas d'impressionner tous les alliés italiens d'Hannibal. Bientôt l'expédition carthaginoise commença à tourner à l'aventure ; et, pour précipiter le cours des événements, les Romains opérèrent une deuxième diversion : sous l'impulsion de Scipion, surnommé l'Africain après sa victoire, on décida de porter la guerre en Afrique afin d'obliger Hannibal à quitter l'Italie et d'éliminer Carthage comme grande puissance méditerranéenne.

Scipion avait déjà établi des contacts en Espagne avec des princes numides qui lui avaient promis leur concours. Mais Syphax, roi des Massyles, épousa entre temps une fille de l'aristocratie carthaginoise et du même coup devint l'allié de Carthage. Quant à Massinissa, roi des Massyles, il demeurait bien fidèle à Scipion, mais

il avait été chassé de son royaume par Syphax et menait une vie de proscrit tenant le maquis et nourrissant l'espoir que l'invasion romaine lui permettrait de recouvrer son royaume. Il sera d'un concours fort précieux pour Scipion. Celui-ci débarqua en Afrique en 204. Les Carthaginois et Syphax ratèrent l'occasion de le cueillir à son débarquement et ne profitèrent pas de ses premières difficultés, lui laissant le temps de s'installer dans le pays et d'y fortifier ses positions. Bientôt, avec le concours de Massinissa, il réussit à infliger de cuisante défaites à ses adversaires. Hannibal fut rappelé de toute urgence d'Italie. Après avoir franchi la mer sans encombre, il débarqua à *Épti Minus* (Lemta). Il leva quelques recrues à la hâte puis livra bataille à Scipion près de Zama, dont l'emplacement précis vient d'être connu. Scipion, grâce à Massinissa, disposait d'une cavalerie numide dont l'absence se fit cruellement sentir dans les rangs d'Hannibal qui ne put éviter la défaite. Celui-ci conseilla à sa patrie de faire la paix.

L'effacement de Carthage et la fin d'Hannibal

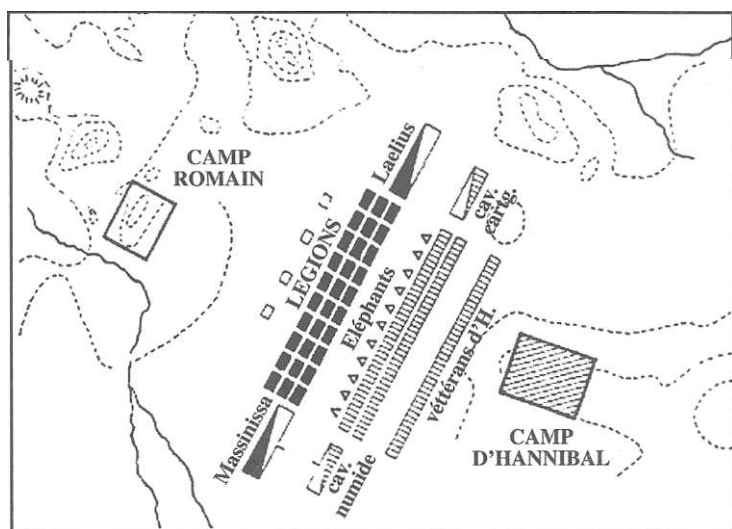
Au printemps 201, la paix fut signée. Carthage devait payer une indemnité de 10 000 talents échelonnés sur 50 ans et livrer ses éléphants et sa flotte à l'exception d'une dizaine de navires. Elle conservait son territoire africain mais laisserait à Massinissa les territoires qui lui appartenaient ou avaient appartenu à ses ancêtres. Carthage en outre ne devait plus faire la guerre hors d'Afrique et, en Afrique même, elle ne pouvait la faire qu'avec l'accord de Rome. Ce traité sonnait le glas de Carthage en tant que puissance méditerranéenne ; elle perdait sa place sur le plan international, ses moyens et sa liberté d'action tant sur le plan extérieur qu'intérieur. C'est à peine si elle disposait d'une certaine autonomie pour la conduite de ses affaires intérieures.

Le premier problème sérieux qui se posa à Carthage au lendemain de la paix était le paiement de l'indemnité de guerre. Or le gouvernement aristocratique multiplia les pratiques de corruption,



Paysage de la région de Zama

Vaste plaine autour de Zama, en Tunisie centrale. C'est dans cette région qu'eut lieu la bataille décisive entre Rome et Carthage, entre Scipion et Hannibal, deux grands capitaines à la tête de deux grandes armées. 80 000 fantassins et 10 000 cavaliers s'y affrontèrent. La défaite de Carthage en 202 av. J.-C. marque la fin de la deuxième guerre punique.



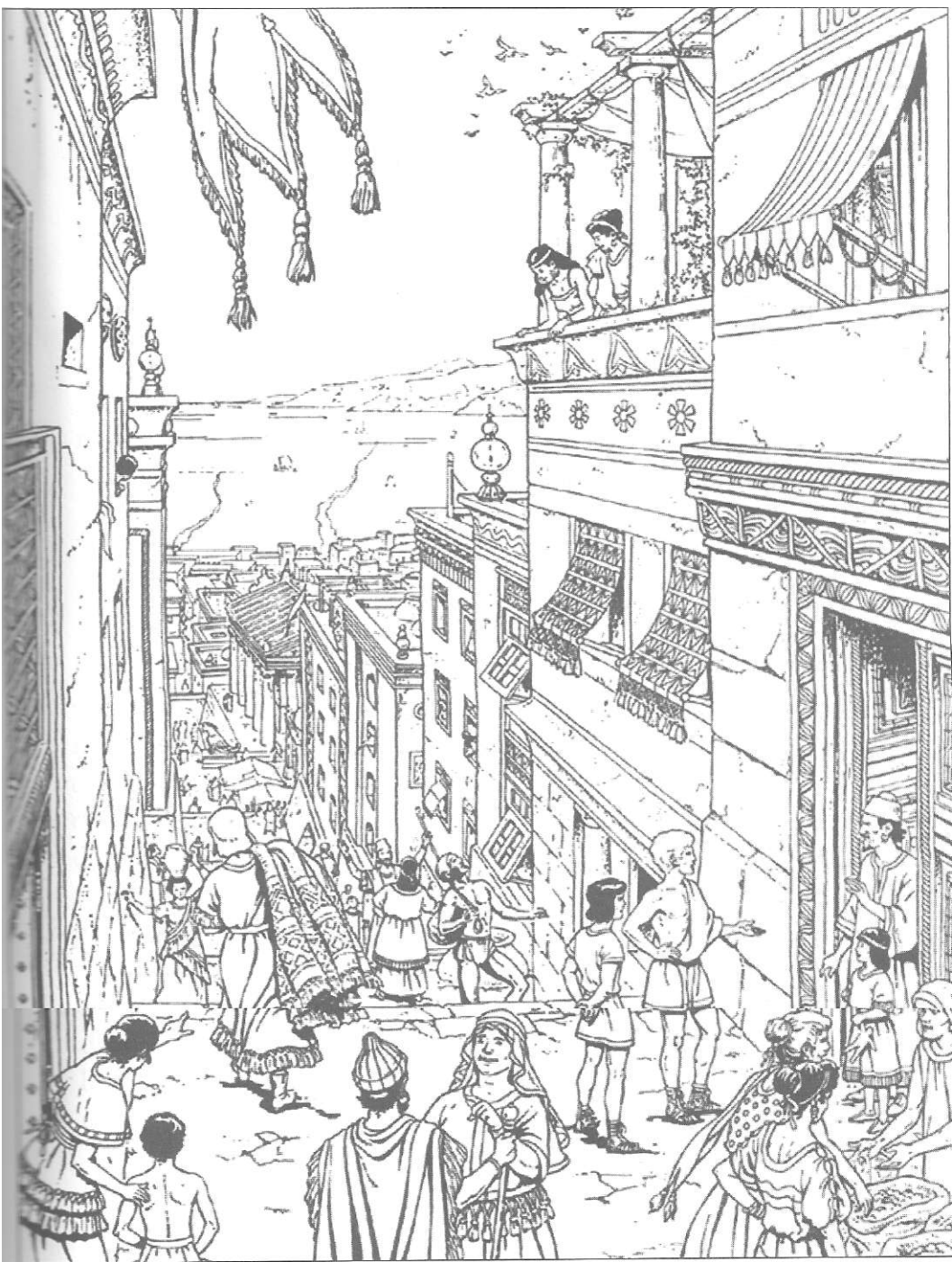
Croquis de la bataille de Zama

*Dispositif des armées avant les combats (croquis par S. Lance l
d'après H. H. Scullard)*

allant jusqu'à détourner au profit de ses membres l'argent destiné à être versé à Rome. Mécontentes, les masses populaires tirèrent Hannibal de la retraite où il s'était confiné dès l'année 200 et le portèrent au pouvoir en l'élisant suffète en 196. Hannibal frappa durement les concussionnaires, mit fin aux malversations et assainit les finances publiques. Il tenta en même temps de réorganiser la constitution carthaginoise par des réformes tendant à briser l'omnipotence de l'aristocratie et à introduire plus de démocratie dans la vie politique de la cité. Soutenus par le peuple, ses efforts faillirent être couronnés de succès, mais l'aristocratie plus soucieuse de ses privilèges que des intérêts réels de l'état, dénonça à Rome son action révolutionnaire, l'accusant de surcroît de préparer une nouvelle guerre de revanche. Hannibal, conscient de la versatilité des foules qui le soutenaient et désireux, semble-t-il, d'éviter à son pays de nouvelles épreuves, préféra s'enfuir.

Pendant plusieurs années il parcourut l'Orient, cherchant à pousser à la guerre contre Rome, les souverains de divers pays. Mais la haine implacable des Romains le poursuivit partout et, en 181, il préféra se suicider en Bithynie plutôt que de tomber entre les mains de ses adversaires.

Ce fut incontestablement l'un des plus grands hommes de l'antiquité. Les Romains, ses pires ennemis, ne purent s'empêcher d'exprimer leur admiration devant certaines de ses qualités. Ses dons de chef et d'entraîneur d'hommes constituent un sujet d'étonnement pour tout le monde. Tite-Live écrivait : « *Hannibal, pendant 16 ans qu'il lutta contre les Romains en Italie, n'accorda aucun congé à ses troupes... Il les garda constamment sous sa main sans que le moindre trouble éclatât entre elles ou contre lui. Pourtant son armée était composée de gens appartenant, non seulement à des peuplades, mais à des races très diverses. Il avait avec lui des Libyens, des Ibères, des Ugures, des Phéniciens, des Italiens, des Grecs entre lesquels n'existaient aucune communauté de lois, de mœurs, de langues, aucun lien naturel. Il eut l'habileté de plier à la même pensée des hommes si différents malgré les vicissitudes de la guerre et les caprices de la fortune... Jamais il ne fut en butte à un complot. Jamais il ne fut trahi par ses compagnons d'armes* ».



Dessin de J. Martin, réalisé en 1986, pour le 28^{ème} centenaire de la fondation de Carthage, proposant, à partir de la disposition des vestiges en place, une restitution imaginaire de la rue principale du quartier punique de Byrsa,

Il y a en histoire peu de noms aussi prestigieux que celui d'Hannibal qui devint rapidement un héros d'épopée, chanté depuis l'antiquité. Hommes politiques, historiens, philosophes parlent de lui en termes très admiratifs. Montesquieu l'appelle « le colosse de l'antiquité » ; Thiers « l'homme à qui Dieu dispensa tous les dons de l'intelligence » ; Michelet « la plus formidable machine de guerre de l'antiquité » ; Napoléon « le plus grand capitaine du monde ».

Gsell écrivait : « aucun homme de guerre, sauf Napoléon, n'a été plus favorisé de dons qui s'excluent : l'imagination, le jugement et la volonté ». Enfin, Dodge l'appelle « le père de la stratégie ».

CHAPITRE VI

La civilisation carthaginoise : les bases de la puissance

Les guerres puniques ont donc abouti à la défaite des Carthaginois. Cependant, les revers subis ne doivent pas masquer toute la vitalité dont Carthage fit preuve au cours de son histoire mouvementée. Elle se hissa au rang de puissance non seulement capable de jouer les premiers rôles politiques mais même d'influer sur le destin du monde antique. L'insuffisance, voire parfois l'absence de documents relatifs à la civilisation punique a entraîné certains historiens à imaginer Carthage comme une nation figée, uniquement préoccupée de ses intérêts matériels et presque sans civilisation. De nos jours, on tend de plus en plus à montrer qu'elle ne fut pas seulement une pépinière de guerriers valeureux comme Amilcar, Hasdrubal ou Hannibal mais aussi le foyer d'une civilisation originale, brillante par certains aspects, qui a rayonné en Afrique et qui s'est même propagée dans certains pays d'Europe.

L'empire et le commerce

Au début du III^e s. avant J.-C., les Carthaginois étaient certainement la plus forte puissance maritime et commerciale du bassin occidental de la Méditerranée.

Cette puissance reposait, en premier lieu, sur un vaste empire : les Carthaginois possédaient en effet toutes les côtes d'Afrique du Nord depuis la grande Syrte jusqu'au détroit de Gibraltar, une zone territoriale étendue comprenant à peu près toute la Tunisie, le rivage atlantique du Maroc, les rivages de l'Algérie et de l'Espagne méridionale, les Baléares, Malte, la Sicile occidentale et centrale, la Sardaigne, les côtes de la Corse.

Plusieurs cités jalonnent cet immense empire. Les principales sont :

- En Tripolitaine : *Lepcis*, *Oea* et *Sabratha*.
- Sur la côte est de la Tunisie : *Acholla*, *Sullectum*, *Thapsus*, *Leptis*, *Hadrumentum*, *Neapolis*, *Clupea*, *Gigthis*.
- Sur la côte nord de la Tunisie : *XJtica*, *Hippo Diarrhjtus* (Bizerte).
- En Algérie : *Icosium* (Alger), *Tipasa*, *loi* (Cherchel).
- Au Maroc : *Tingi* (Tanger), *Lixus*.
- En Espagne : Gadès.

La puissance carthaginoise entretenait des relations commerciales étendues, tant en Méditerranée que dans l'Atlantique. C'étaient de véritables « rouliers des mers » qui vivaient essentiellement du commerce.

Au début, l'économie carthaginoise reposait essentiellement sur un commerce exclusivement tourné vers la concentration, l'entrepôt et la redistribution, puis, grâce à la conquête du territoire tunisien, ce commerce s'enrichit considérablement par les produits d'une agriculture savamment mise au point et méthodiquement exploitée et d'un artisanat très riche et très diversifié.

Il y avait deux grands courants commerciaux. Carthage détenait presque le monopole du commerce atlantique qu'elle pratiquait dans deux directions essentielles.

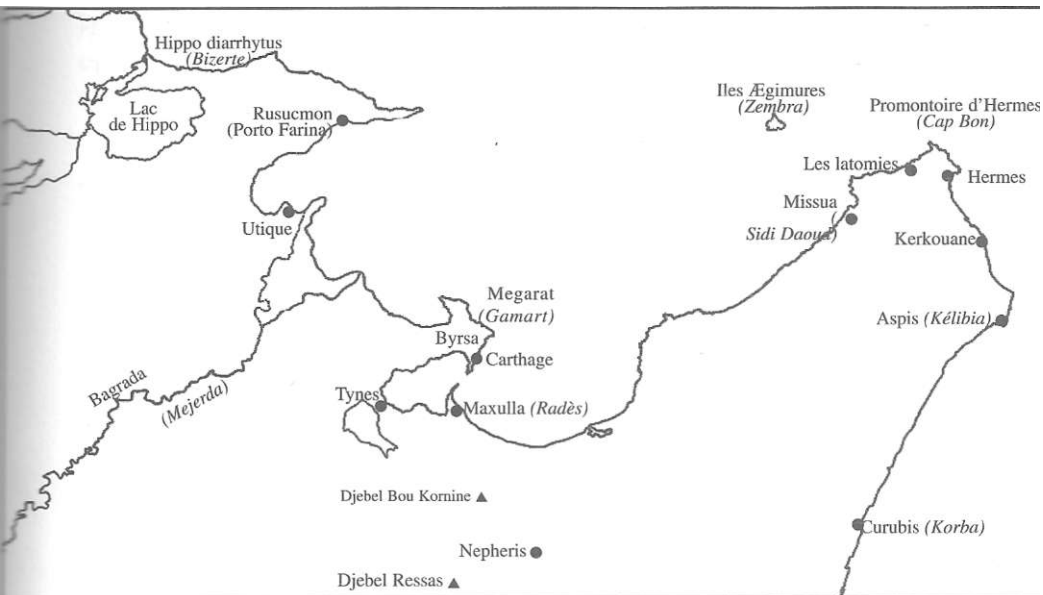
Les rivages de l'Afrique Noire : ce commerce était très lucratif car il semble que Carthage échangeait des produits brillants mais sans grande valeur, de la pacotille, contre de l'or, des peaux, de l'ivoire et des esclaves. Le fameux périple de Hannon n'était évidemment pas étranger à ce type d'échanges. Ce même type de com-



Carthage au début du II^e siècle av. J.-C.

Reconstitution par J.-C. Golvin

La reconstitution, présentée à partir du fond du golfe, montre la ville installée dans la partie sud-est de la presqu'île, la colline de Byrsa, les deux ports. Les nécropoles sont étalées au nord sur les versants des collines formant un arc autour du centre. Au-delà, c'est la zone rurale, Mégara, faubourg de Carthage. Celle-ci est intégrée dans l'enceinte de la ville constituée par la muraille maritime le long de la côte avec, comme avant-poste renforcé, les bassins portuaires et la muraille intérieure barrant l'isthme qui rattache la presqu'île au continent.



Carte du Golfe de Carthage à l'époque punique

On observe que la presqu'île de Carthage se détache plus nettement qu'aujourd'hui.

merce avec l'Afrique tropicale se faisait également par caravanes qui, partant des ports de Tripolitaine, empruntaient une voie terrestre passant par le Fezzan.

Les rivages européens : essentiellement ceux d'Armorique, d'Angleterre et d'Irlande. C'était surtout la recherche de l'étain qui avait poussé Himilcon et les commerçants carthaginois vers ces lointains rivages.

Carthage avait des relations beaucoup plus soutenues avec les pays méditerranéens et en particulier avec le monde grec. Malgré une coupure assez longue au V^e s., marquée par la rareté relative de la céramique attique à figures rouges dans les vestiges puniques, le commerce avec les Grecs reprit son cours le plus actif après la conquête d'Alexandre. De nombreux objets alexandrins et des amphores rhodiennes trouvés dans les nécropoles puniques de **Carthage prouvent** la prospérité de ce commerce avec l'Egypte lagide ou Rhodes. Les échanges étaient aussi nombreux avec bien d'autres régions méditerranéennes telles la Campanie, l'Étrurie, l'Espagne, la Sicile, Délos etc... Avec ces divers clients ou fournisseurs méditerranéens, Carthage échangeait matières premières, produits fabriqués et produits agricoles. Grâce à leur remarquable esprit d'entreprise et à leur recherche constante d'ouvertures sur le monde extérieur, mis au service des richesses de l'agriculture et de l'artisanat, les Carthaginois ont fait de leur métropole, la plaque tournante du commerce méditerranéen.

Il faut cependant signaler le fait, quelque peu insolite, que Carthage, grande puissance commerçante, n'ait commencé à utiliser la monnaie que vers la seconde moitié du IV^e s. Jusqu'à cette date le troc semble avoir été la base de ses échanges.

L'agriculture

Depuis la conquête puis l'exploitation du territoire tunisien, Carthage était devenue un des plus grands producteurs agricoles de la Méditerranée. Deux zones essentielles sont à distinguer en matière d'agriculture.

« La chora » : comprenant la campagne de Carthage, le Cap Bon et une partie du Sahel (appelée alors *Bj^adum*). C'était une zone d'agriculture spéculative exploitée directement par les grands propriétaires puniques selon une technique savamment mise au point par des agronomes dont le plus célèbre était Magon. Les Carthaginois y pratiquaient l'élevage, l'oléiculture, la viticulture sans oublier la culture des arbres fruitiers tels les figuiers, les amandiers et surtout les grenadiers qui, transplantés des jardins de Tyr et inconnus des Romains, reçurent de ceux-ci le nom de « pommes puniques ». Les soldats d'Agathocle et de *Regulus* furent éblouis par la richesse des campagnes du Cap Bon en bétail et en arbres fruitiers. Nul doute que l'extension des fouilles dans la cité punique de Kerkouane apporteront de nouvelles lumières sur cette richesse dont parlent les textes.

« L'hinterland » : c'est une zone s'étendant à l'ouest et au sud de la « chora », habitée et cultivée par des sujets libyens, elle était consacrée à la céréaliculture. Ces paysans indigènes y vivaient misérablement, astreints au servage, exploités et livrant une large proportion de leurs récoltes à Carthage au titre de tribut. Ils étaient toujours prêts à la révolte. La production céréalière de cette région contribuait largement à alimenter les exportations carthaginoises vers certains pays méditerranéens.

Les hautes performances de l'agriculture carthaginoise sont en grande partie dûes à l'œuvre magistrale de Magon (IV^e s. avant J.-C.), considéré à juste titre comme le « père de l'agronomie », par le spécialiste romain Columelle (I^{er} s. après J.-C.). Ses ouvrages forment une véritable encyclopédie en vingt huit volumes largement diffusée dans tout le monde antique grâce à des traductions intégrales grecques et latines et grâce à la mise en circulation de versions abrégées. Sa doctrine, très technique et très détaillée, touche à tous les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la gestion rurale d'une façon générale. Il a mis au point des procédés de culture particulièrement adaptés aux conditions géographiques et climatiques de la Tunisie antique. Ses recommandations et ses recettes sont

riches en indications précises sur la culture de l'olivier et de la vigne et notamment sur la production des vins, et en particulier d'un vin liquoreux à partir des raisins séchés au soleil et qui s'apparente au *passum* des Romains. En tout cas de nombreuses amphores puniques ont été trouvées sur de multiples sites méditerranéens et surtout sur les côtes d'Afrique du Nord, d'Andalousie, de Catalogne et de Corse ainsi qu'à Marseille, à Vintimille, à Rome et Athènes. Ces amphores, ayant servi sans doute à l'exportation de l'huile et du vin, témoignent des succès de l'agriculture punique.

L'artisanat

Les Carthaginois s'étaient surtout spécialisés dans les constructions navales et l'outillage des ports. Mais ils se livraient également à d'autres activités fort variées. Les verriers fabriquait des perles, des masques minuscules, des flacons à parfum multicolores.

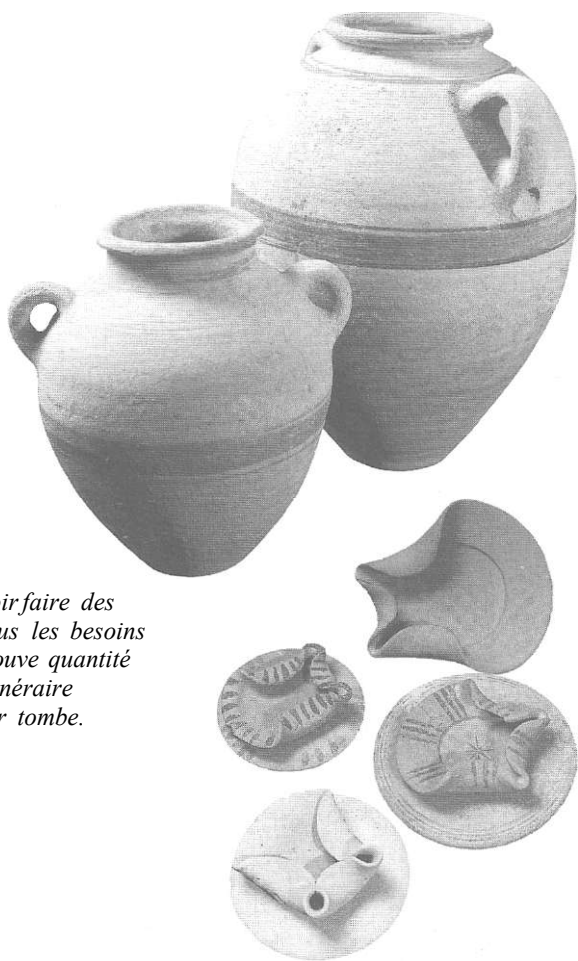
Les produits tissés, brodés ou teints en pourpre surtout jouissaient d'une grande réputation sur les marchés méditerranéens. Le travail du cuir, des métaux, du bois complétait cette production de valeur qui était destinée à l'exportation ou à la consommation d'une aristocratie restreinte. La masse de la population s'adressait à des artisans médiocres qui, souvent, imitaient maladroitement les modèles empruntés à la Grèce ou à l'Égypte.

Les textes anciens et surtout l'épigraphie témoignent d'une intense activité artisanale qui a été confirmée par les fouilles et notamment par la mise au jour à Carthage de nombreux vestiges d'installations artisanales s'échelonnant du VIII^e au II^e s. avant J.-C. Les traces d'industries métallurgiques sont à cet égard considérables comme le montrent plusieurs découvertes et surtout celle d'une importante aire d'ateliers de traitement du fer et du cuivre dans le secteur sud de la colline de Byrsa. De son côté, la céramique, portant à la fois la marque de ses racines phéniciennes et orientales et

Vases puniques en terre cuite

Les vases en poterie étaient d'un usage courant et multiple répondant à tous les besoins de la vie quotidienne. Aussi leurs formes et leurs volumes étaient-ils très diversifiés : amphores pour contenir l'eau, pour transporter le vin et l'huile, pour conserver les produits agricoles ou ceux de la pêche. La vaisselle commune comme les lampes, les plats, les coupes, les cruches était très diversifiée et son usage était très répandu.

La plasticité de l'argile et le savoir-faire des potiers ont permis de satisfaire tous les besoins de la vie quotidienne. On en retrouve quantité d'exemplaires dans le mobilier funéraire accompagnant les morts dans leur tombe.



Four à pain punique.

Musée de Carthage. H. 19 cm.

Cette terre cuite miniature reproduisant un four à pain rustique a été trouvée dans une nécropole punique de Carthage. Le four, déformé tronconique présente une ouverture au-dessus de laquelle une ménagère est penchée pour plaquer la galette contre la paroi intérieure préalablement chauffée. Il s'agit d'une technique de cuisson simple remontant à la nuit des temps et qui n'a pas totalement disparu en Afrique du Nord. C'est la «tabouna» de la campagne tunisienne.

subissant l'influence de divers modèles méditerranéens, est aussi riche que variée. On peut mentionner également la tabletterie, déjà en vogue dès le ^V^e s., et donnant lieu à une riche production d'objets en os et en ivoire : épingles à cheveux, peignes, jetons, stylets, charnières, rondelles, garnitures de meubles et autres objets de décoration.



Sarcophage dit de la «prêtresse»

Musée de Carthage

*Il a été trouvé dans le même caveau que le sarcophage
dit du «prêtre» reproduit p. 39*

CHAPITRE VII

La civilisation carthaginoise : les instruments de la puissance

La flotte et l'armée

Carthage possédait une flotte de premier plan. Héritière de la célèbre flotte tyrienne, elle comptait plusieurs milliers de navires construits par des artisans expérimentés et habiles. Les arsenaux de Carthage furent parmi les plus célèbres de toute l'Antiquité ; les marins eux-mêmes avaient une profonde connaissance de la mer et quoique ignorant la boussole, ils arrivaient à se guider d'après la grande Ourse. En temps de guerre, l'État réquisitionnait les navires de commerce et leurs équipages pour le transport des troupes et du matériel. Il semble bien, qu'en temps de paix, la marine officielle ne fût jamais très nombreuse, servant simplement à protéger les convois contre les pirates ou à garder les abords des zones d'exclusivité carthaginoise en matière de commerce. Mais, en temps de guerre, l'État peut mettre en circulation jusqu'à 350 navires à la fois.

L'État carthaginois était d'ailleurs plein d'initiatives et donnait un appui sans réserve à tous les efforts d'expansion économique ou de créations de monopoles. Ainsi, il n'hésita pas à organiser les audacieux périples d'Hannon et d'Himilcon, s'ingéniant à dépister les suiveurs et à les effrayer en répandant des bruits terrifiants sur les routes maritimes menant aux zones d'influence carthagoises,

veillant ainsi jalousement à ce que ces expéditions soient enveloppées du secret et du mystère les plus totaux. Enfin il intervenait souvent par la diplomatie ou par la force pour protéger les intérêts de ses ressortissants.

Lorsque l'intérêt l'exigeait, l'État intervenait donc, soutenant sa politique d'expansion par l'armée. Celle-ci était essentiellement constituée de mercenaires. Certes, il y avait au début des corps d'élite composés de citoyens, tels les 2 500 jeunes aristocrates du bataillon sacré qui se firent tuer jusqu'au dernier en Sicile. Mais soucieuse de ménager le sang de ses citoyens, Carthage ne voulut plus les mobiliser qu'en cas de danger imminent menaçant l'existence même de la ville.

Pendant les guerres puniques, par exemple, le gros de l'armée était constitué par des mercenaires, des contingents composés de sujets à qui était imposée une sorte de service militaire et des troupes auxiliaires fournies par les rois vassaux de Carthage. Le concours des cavaliers numides était particulièrement précieux pour cette armée qui posait de nombreux problèmes d'organisation et de maniement. En effet, en son sein se groupaient les représentants des races, des langues, des religions et des traditions les plus diverses. Le grand mérite d'Hannibal, ce fut d'avoir réussi à donner une âme à cette mosaïque de soldats qu'était l'armée carthaginoise. Il groupa ses hommes en corps nationaux encadrés par des officiers de leur race, mais commandés à l'échelon supérieur par des chefs carthaginois et affectés à des tâches spécialisées selon leur armement et leurs traditions nationales.

Les Carthaginois firent, d'autre part, progresser l'art des sièges et des fortifications. Les remparts de leur ville, longs de 34 km, hauts de 13 m, larges de 8 m et comportant une tour tous les 60 m avec de multiples casernes et des écuries pour 300 éléphants et 4000 chevaux plongèrent tous les contemporains dans l'admiration.

De même, les Carthaginois firent figure originale en transportant en Occident cette pratique de guerre qui n'existait qu'en Orient et qui consistait à utiliser les éléphants comme « chars d'assaut » dans les affrontements.

Cependant cette armée carthaginoise posait deux problèmes :

- Un problème financier : elle était d'un entretien fort coûteux.
- Un problème politique : celui des chefs, de leur place dans

l'État ou de leurs rapports avec les civils.

Le recours à des mercenaires conférait une gravité particulière à ces deux problèmes car, d'une part les mercenaires pouvaient faire valoir leurs exigences financières par la force (la guerre des mercenaires qui mit Carthage en difficulté le prouva bien) ; d'autre part, étrangers et soldats de métier, ils pouvaient, obéissant aveuglement à leur chef, l'aider à tenter un coup d'État.

Les institutions politiques

La constitution de Carthage était considérée par les anciens comme le type même de la constitution mixte groupant les meilleurs éléments des trois principaux régimes politiques, monarchique, aristocratique et démocratique. N'était-elle pas, en effet, caractérisée par un pouvoir exécutif fort, de type monarchique, un conseil restreint mais permanent de type aristocratique et une assemblée populaire de type démocratique ?

En fait, État colonial et commerçant, Carthage a été dès sa fondation dans la dépendance d'une aristocratie de commerçants, de marins et de prêtres. Il est vrai qu'étant donné le caractère insuffisant et très vague des renseignements que nous fournit Aristote, dans sa *Politique*, sur la constitution de Carthage, on peut difficilement en évoquer le mécanisme avec précision. Cependant, il semble bien que la cité ait connu un régime monarchique au début auquel avaient succédé par la suite les deux suffètes. C'étaient à la fois des juges et des « leaders politiques » qui étaient élus pour un an par l'assemblée populaire et qui devaient remplir certaines conditions de naissance et de fortune. Ces suffètes réunissaient et présidaient le Sénat et l'assemblée populaire et rendaient la justice, mais n'avaient aucune attribution militaire. Le commandement des armées revenait à des généraux élus pour une période déterminée (la durée d'une

guerre par exemple). Tous les citoyens pouvaient, en théorie, être élus généraux, mais en fait le commandement militaire revenait traditionnellement aux membres de certaines grandes familles comme les Magonides ou les Barcides.

La situation des généraux avait quelque chose de périlleux dans la mesure où l'aristocratie carthaginoise, soucieuse de préserver ses privilèges, se méfiait des hommes de génie et châtiait les médiocres. Cette attitude était parfois paralysante pour les généraux en campagne qui, souvent, évitaient de prendre des initiatives dont ils pourraient avoir à rendre compte.

Un Sénat groupant 300 membres choisis dans la classe aristocratique et se renouvelant probablement par cooptation discutait des affaires intéressant la politique étrangère, la guerre et la paix, le recrutement des armées et l'administration des colonies. En cas de conflit entre le Sénat et les suffètes, on faisait intervenir, semble-t-il, l'assemblée populaire. Dès le III^e s. trente sénateurs siégeaient en permanence pour régler au jour le jour, les questions urgentes.

Une large part du pouvoir revenait à de multiples comités de cinq membres, « les pentarchies », qui se recrutaient par cooptation et étaient chargés du contrôle de certains domaines administratifs. Une surveillance générale était dévolue à un tribunal de cent quatre membres dont le rôle était comparable à celui des éphores à Sparte et qui faisait régner la terreur partout. Ce tribunal devait essentiellement parer à toute tentative de coup d'état ou de tyrannie. Il arrivait également qu'il expédiât les généraux vaincus au supplice. On connaît assez mal le rôle de l'assemblée populaire qui élisait les généraux et les suffètes, arbitrait les conflits éventuels entre Sénat et suffètes, mais qui, avant le II^e s., ne semble pas avoir joué de rôle politique important.

Il est cependant certain qu'à la veille de sa chute, Carthage avait réformé sa constitution dans un sens résolument démocratique en élargissant la compétence de son assemblée populaire, dont le rôle était restreint, jusque là, à « l'élection » de généraux et de suffètes qui devaient remplir certaines conditions de naissance et de fortune et qui appartenaient donc à la noblesse. D'autre part, il était



Inscription punique de Carthage

Musée de Carthage

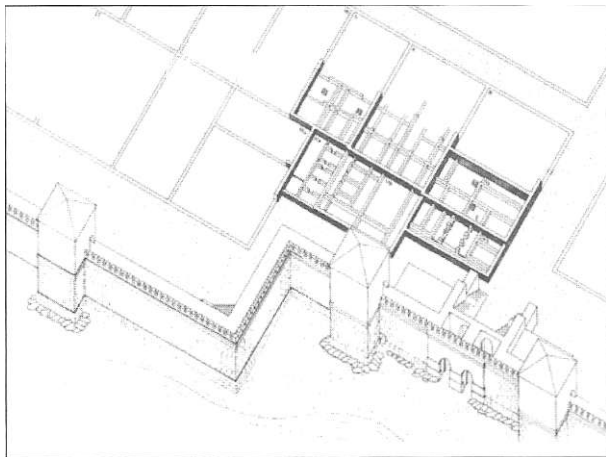
Texte de plusieurs lignes gravé sur une dalle de calcaire noir découverte en 1964, hors de son contexte. Elle est tronquée à gauche. Ce texte a fait l'objet de plusieurs traductions non définitives pour certains mots.

Il commémore la réalisation d'un grand ouvrage édilitaire et plus précisément, semble-t-il, le percement d'une rue, à moins qu'il ne s'agisse d'une muraille et de la construction d'une porte. L'inscription date de l'époque des guerres puniques (III^e s. av. J.-C.).

Quartier punique de Carthage (V^e - IV^e s.

Cet essai de restitution d'un quartier d'habitat en bordure de mer est réalisé à partir des fouilles dans un secteur aujourd'hui habité.

L'urbanisation du quartier s'est faite durant la période allant du V^e au III^e s. av. J.-C. : on remarque la muraille maritime renforcée de tours et percée d'une porte monumentale. Derrière elle, s'abritent les imités d'habitation implantées selon un schéma régulier. Ce sont des maisons de proportions modestes, mais pourvues de commodités et de confort.



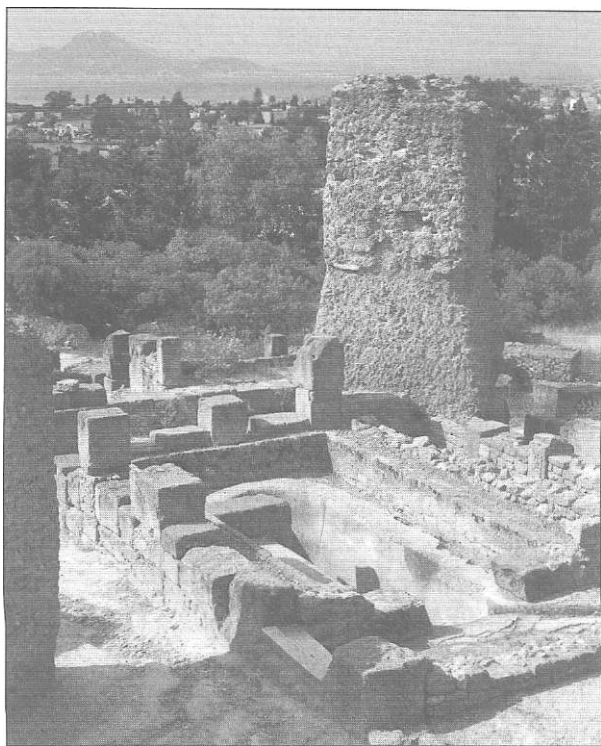
rare que sénateurs et suffètes, membres d'une même classe, entrent en conflit pour qu'on puisse avoir recours à l'arbitrage de l'assemblée. Finalement la constitution punique apparaît comme typiquement aristocratique et ne groupait pas réellement, comme l'affirmait Aristote, les meilleurs éléments des divers régimes politiques. Il est même probable qu'Aristote ne l'a appréciée à ce point que parce qu'elle était résolument aristocratique. Néanmoins, il convient de souligner l'attachement des Carthaginois aux structures collégiales et leur méfiance constante à l'égard du pouvoir personnel.

La cité et la société

Importante métropole africaine, Carthage était, au moment de son apogée, une des plus grandes et des plus belles villes de la Méditerranée occidentale. Jusqu'à une date récente, sa configuration urbanistique demeurait presque inconnue par suite des destructions subies en 146 avant J.-C. et de la réoccupation du site à l'époque romaine qui entraîna de gigantesques travaux d'arasement, de comblement et de réaménagement occasionnant notamment la disparition totale de toute trace de la Ville Haute à l'emplacement de laquelle s'élevèrent la colonie augustéenne et le forum. Cependant, grâce aux acquis des fouilles menées dans le cadre de la campagne internationale de sauvegarde de Carthage depuis 1972, les textes littéraires et l'épigraphie aidant, les grandes lignes de l'évolution de la cité punique commencent à être mieux connues. On sait, à présent, que la ville était, dès ses débuts, bien structurée. Elle comprenait, outre la citadelle occupant une position dominante sur l'acropole de Byrsa et constituant le centre névralgique de la cité, un important habitat couvrant la plaine littorale et intégrant un secteur industriel qui a laissé de nombreuses traces d'activités métallurgiques, de teinturerie et de foulage. Les nécropoles occupaient les zones périphériques. De nombreux sondages ont montré que les édifices s'alignaient parallèlement à la côte et que l'urbanisme était déjà dense et structuré à l'époque archaïque.

Le site de la colline de Byrsa à Carthage.

La photographie montre, à l'arrière-plan, la plaine littorale avec le golfe dominé par le mont Boukornine; au premier plan, un palier du versant de la colline de Byrsa avec des vestiges puniques. Le pilier massif qui se dresse au centre appartient aux fondations d'un monument romain disparu. L'enlèvement des remblais l'entourant a mis au jour les vestiges puniques jusque-là ensevelis : c'est tout un quartier d'habitat révélant un pan de l'urbanisme carthaginois : des îlots d'habitation construits suivant un plan régulier, probablement sous le gouvernement d'Hannibal au début du II^e s. av. J.-C. Le quartier sera détruit lors de la prise de la ville par Scipion en 146 av. J.-C.

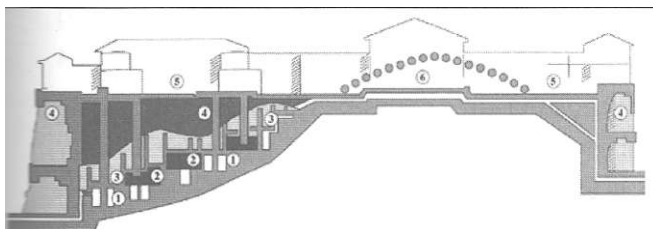


Coupe de la colline de Byrsa

(S. Lancel)

Le dessin montre une coupe nord-sud de la colline de Byrsa au niveau du quartier punique précédent. Elle illustre, à travers les profondes transformations qui ont affecté le sommet de la colline à l'époque romaine, la situation des vestiges puniques subsistants. Pour la période romaine, on observe la plateforme créée pour recevoir les édifices du forum : sommet arasé, versants surélevés et entourés d'un grand mur de

soutènement pour contenir les remblais. Ensevelis sous la masse de ces remblais, les vestiges de l'habitat punique qui ont réapparu au jour après enlèvement de ces terres par les fouilles archéologiques récentes.



Versant méridional de la colline de Byrsa

Siveaux puniques

- 1- nécropole*
- 2- ateliers de métallurgistes*
- 3- rez-de-chaussée des immeubles*

Niveaux romains

- 4- fondations*
- 5- forum*
- 6- arasement du sommet*

À la trame géométrique orthogonale de l'habitat de la plaine, s'opposait un tissu urbain plus souple, de type rayonnant dit en « éventail », imposé par la topographie escarpée des pentes de la colline de Byrsa. L'articulation entre les deux systèmes était assurée par l'agora, grande place publique.

Tout au long de son évolution, Carthage s'agrandissait sans cesse tantôt au-delà des zones industrielles et des nécropoles, tantôt à leur détriment. Jusqu'au V^e s. avant J.-C., seul l'espace urbain de l'acropole était fortifié puis, à partir de cette date, une grande muraille de 5,20 m d'épaisseur protégea l'ensemble de la cité du côté de la mer, entre la colline de Borj-Jedid et la baie de Kram. La plus grande extension de la ville se fit vers le nord, atteignant et dépassant les hauteurs de Sidi Bou Saïd par son faubourg de Mégara. Au IV^e s., une ère de grande prospérité favorisa l'embellissement de la cité et de sa parure monumentale. Loin de se ralentir à l'époque des guerres puniques (III^e et II^e s.), cet essor s'accéléra notablement comme en témoigne un quartier d'habitation aménagé à proximité immédiate de la mer et comportant de somptueuses demeures, couvrant chacune 1000 à 1500 m², agrémentées de péristyles et de galeries et dont les sols et les murs étaient richement décorés.

Carthage devait alors impressionner ses visiteurs avec sa façade maritime protégée par une importante muraille en pierre de taille stuquée et surmontée de corniches moulurées, son acropole à l'aspect grandiose, dominée par le majestueux temple d'Eschmoun desservi par un escalier monumental de soixante marches et ses divers autres édifices publics dont notamment le sanctuaire de Reschef (Apollon) admiré par Appien qui le situait au bord de l'agora et dont les vestiges semblent avoir été repérés par l'équipe allemande. Celle-ci a mis au jour un monument important, dont la vaste cour, outre des fûts de colonnes et de grands chapiteaux stuqués, a révélé des centaines de sceaux d'argile avec « *des empreintes de cartouches de pharaons égyptiens et des gemmes grecques destinées à sceller des documents de papyrus qui ont brûlé lors de l'incendie de 146 avant J.-C.* ». D'après les textes, la cella de ce temple - s'il s'agit bien de celui de Reschef -,

avait les murs revêtus de feuilles d'or et contenait une statue du culte dorée qui fut emportée à Rome en 146 où elle était encore visible au II^e s. après J.-C. en bordure du *circus flaminus*. Non loin de ce sanctuaire se trouvaient les célèbres ports puniques.

Ces ports, que de récents travaux font beaucoup mieux connaître, ont été aménagés vers la fin du III^e ou au début du II^e s.

avant J.-C. Auparavant, on suppose qu'on utilisait des installations qui existaient au même emplacement ou peut-être en bas de la colline de Borj Jedid, là où se trouvent les vestiges des thermes d'Antonin. Considérés comme l'une des grandes réalisations du monde antique à leur époque, ces ports étaient constitués de deux bassins, l'un à vocation marchande, l'autre militaire. Un chenal de 20 mètres de large les reliait.

Creusé artificiellement et ouvert sur le large auquel il était relié par un chenal d'accès, le premier port était de forme rectangulaire et couvrait une surface de sept hectares ; sa profondeur était de 2,50 m. Il était flanqué d'un terre-plein aménagé de main d'homme, dit « quadrilatère de Falbe », qui était à la fois un avant-port contre les vents dominants et un espace de manœuvres, d'embarquement et de débarquement des marchandises.

Situé plus au nord que le port de commerce, le port militaire, de forme circulaire, a mieux conservé ses structures de base. Sa profondeur atteint 2 m environ et sa surface utilisable est supérieure à six hectares. Au milieu se dressait l'îlot de l'amirauté sur lequel était aménagé le pavillon du commandant de la flotte et la tour de surveillance du mouvement des navires au large. Trente cales de radoub et d'hivernage d'une longueur de 30 à 50 mètres environ permettaient d'abriter une trentaine de navires qu'on faisait glisser sur des traverses en bois. Sur le pourtour du port circulaire où les quais ont été établis, cent trente cinq à cent quarante autres cales d'une longueur de 40 mètres chacune ont été mises en place. L'ensemble formait cent soixante cinq à cent soixante dix cales pouvant accueillir un nombre de navires à peu près équivalent au chiffre de deux cent vingt avancé par Appien.

Cet important aménagement naval, fruit d'une prospérité retrouvée, aurait, semble-t-il, inquiété Rome et suscité son attitude belliqueuse qui devait aboutir à la destruction de Carthage.

Au sein de cette ville énorme se pressaient, selon Strabon, 700 000 habitants. Ce chiffre considérable pour une cité antique paraît quelque peu exagéré, mais on pense que Carthage ne comptait pas moins de 3 à 400 000 habitants.

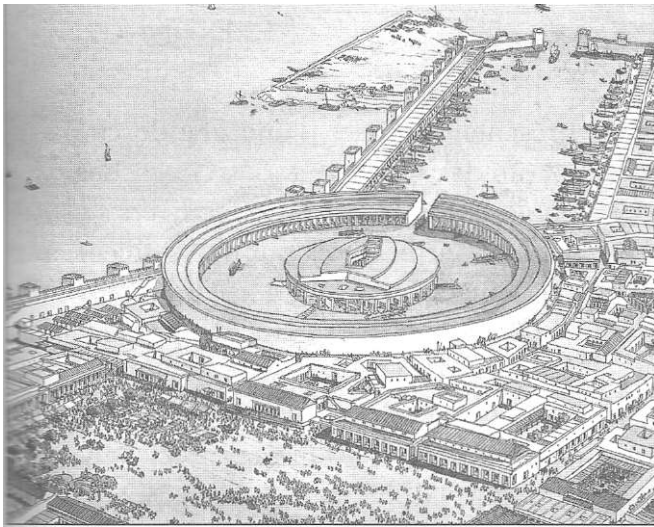
À la tête de la hiérarchie sociale on trouvait une aristocratie de prêtres, de grands commerçants, d'armateurs et de gros propriétaires fonciers détenant l'essentiel du pouvoir politique, égoïstes et jalousement attachés à tous leurs privilèges.

En dehors de ces nobles, on comptait beaucoup de commerçants moyens et petits, des artisans et ouvriers métallurgistes, menuisiers, tisserands, potiers, verriers, fondeurs et des indigènes africains attirés par les nombreuses ressources que pouvait offrir un grand port. Groupés au sein de corporations, ils s'entassaient dans la ville basse, comme nous l'apprend une inscription carthaginoise.

Il y avait également de nombreux esclaves. Leur mariage était reconnu par la loi et ils étaient parfois affranchis. Ceux qui servaient comme domestiques en ville étaient généralement bien traités et demeurèrent fidèles à leurs maîtres.

En revanche, différente était l'attitude adoptée à l'égard de la masse des sujets réduits à l'esclavage ou au servage, travaillant dans les domaines des aristocrates carthaginois, odieusement exploités et vivant dans des conditions insupportables. Aucune considération humaine ne venait adoucir le sort de ce prolétariat misérable, entièrement à la merci d'employeurs égoïstes et exclusivement soucieux d'augmenter la rentabilité de leurs entreprises. L'histoire sociale de Carthage est avant tout celle des révoltes explosives de ces Berbères déshérités qui, par ailleurs, ne ratèrent pas une occasion de faire cause commune avec les envahisseurs et ennemis de la cité punique.

A ces divers éléments s'ajoutait la masse turbulente et redoutable des mercenaires souvent disposés à s'emparer des richesses de leurs employeurs.



Carthage punique (Esquisse de J.-C. Golvin)

Dessin présentant une restitution de la ville basse à l'époque punique, faite à partir du paysage actuel et d'après les textes antiques et les découvertes archéologiques récentes.

A l'arrière-plan, le port marchand, bassin rectangulaire s'ouvrant sur une petite anse. Il est bordé de quais et d'entrepôts.

Il est accosté, en pleine mer, d'une large plateforme artificielle servant de débarcadère, le «chôma » signalé par les auteurs anciens.

En arrière du port marchand, le port militaire : c'est un bassin circulaire dont le centre est occupé par un îlot dit de l'«Amirauté». C'est un port secret et fortifié, entouré sur tout le pourtour d'une série de loges destinées à abriter les navires de guerre. Autour des deux bassins, les quartiers commerciaux, artisanaux et d'habitation avec, figurée au premier plan, la place commerciale de l'agora.

L'îlot de l'Amirauté,

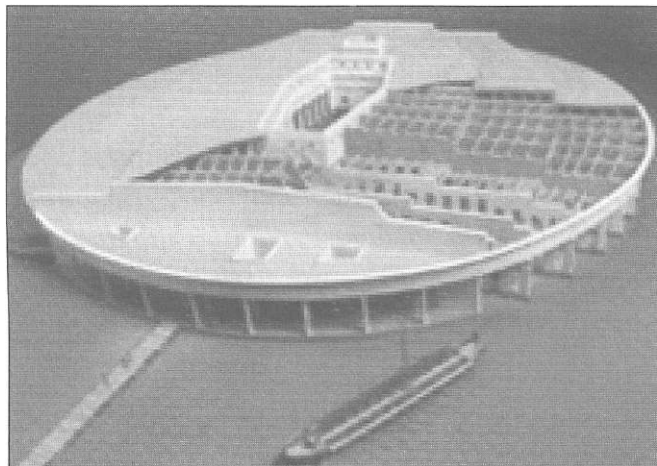
Port militaire de Carthage punique. (Antiquarium des ports)

Reconstitution à partir de l'état des lieux, à la lumière des textes anciens et des fouilles archéologiques récentes.

C'est un immense hangar couvrant des alignements de cales construites en rampes de carénage

inclinaées, disposées en éventail. Elles rayonnent depuis une cour hexagonale à ciel ouvert, surmontée du pavillon de vigie où se trouve l'amiral de la flotte de guerre.

D'après l'historien Appien, le port militaire pouvait contenir 220 navires constitués essentiellement de trirèmes ou trières.



En définitive Carthage présentait l'aspect d'une grande cité cosmopolite où vivaient côte à côte des Orientaux, des Grecs, des Maltais, des Siciliens, des Espagnols. Souvent même les étrangers s'y installaient et y faisaient souche. Les Carthaginois qui ne semblent pas avoir été racistes leur réservaient un excellent accueil et ceux parmi eux qui faisaient preuve de valeur personnelle pouvaient même obtenir la citoyenneté carthaginoise. Les mariages mixtes étaient d'autre part admis par la loi et fréquents.

Enfin les femmes semblent avoir joui à Carthage de beaucoup de considération. Elles avaient accès aux plus hautes charges, surtout dans le domaine religieux. Partant de la constatation que les tombes, les plus anciennes surtout, contenaient des couples on a pensé que la polygamie n'existait pas. En tout cas, le fait que les quelques noms de Carthaginoises parvenus jusqu'à nous étaient étroitement liés au destin de la ville montre bien la place importante occupée par celles-ci dans la cité. Elissa symbolise la naissance de Carthage, et Sophonisbe sa mort.

Sur le plan des mœurs et du genre de vie, les Carthaginois étaient demeurés attachés à l'Orient. Ils parlaient et écrivaient une langue sémitique qui est un phénicien plus ou moins altéré. Ils étaient orientaux par leur costume, leurs bijoux, leurs poids et mesures, leur calendrier. Les Romains et les Grecs leur trouvaient bien des défauts, mais ils reconnurent en eux d'excellents hommes d'affaires polyglottes et intelligents.

CHAPITRE VIII

La civilisation carthaginoise : la vie religieuse, artistique et intellectuelle

Il est devenu classique, désormais, de distinguer deux phases dans ce domaine : une première marquée par la prépondérance des éléments orientaux et archaïques et une deuxième pendant laquelle Carthage commence à s'ouvrir largement aux courants d'influence hellénistique.

Les dieux et les cultes

Intensément croyants, les Carthaginois adoraient plusieurs divinités organisées en un panthéon aussi riche que complexe. La plupart de leurs dieux bien qu'originaires de Phénicie, apparaissent fortement marqués par des influences locales et méditerranéennes diverses.

Melqart, patron de Tyr, assimilé à Héraklès par les Grecs, était protecteur de Carthage et jouissait d'un culte important. Eshmoun, dieu guérisseur et équivalent punique de l'Esculape latin, était adoré dans un majestueux sanctuaire qui fut, au sommet de la colline de Byrsa, le dernier bastion de la résistance punique aux assauts romains de 146 avant J.-C.

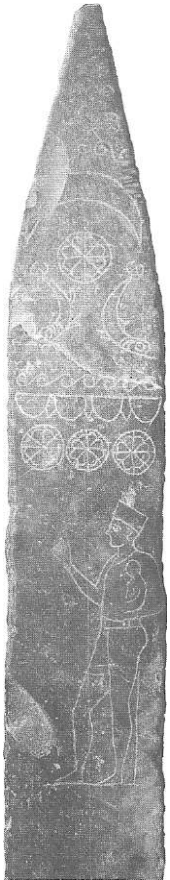
Cependant deux divinités finirent par dominer toutes les autres et par régner sur le panthéon punique : Baâl Hammon et Tanit. Il est curieux de noter qu'elles ne furent l'objet d'aucun culte important en Phénicie. Connaissant l'attachement des Puniques à leurs traditions nationales, les historiens de la religion ont proposé d'identifier Baâl Hammon à El, le père des dieux en Phénicie ; et, dans ce cas, sa parèdre Elat ou Asherat serait Tanit. On explique le fait que ces deux divinités n'aient pas été adorées à Carthage sous leur véritable nom par une tendance à éviter de prononcer le nom du dieu, chargé d'une trop grande force sacrée et à le remplacer par des épithètes. Cependant, malgré d'importants progrès dus à l'exploitation littéraire des auteurs classiques, aux apports des plus récentes trouvailles archéologiques et aux multiples études actuelles, on n'est pas encore en mesure de combler certaines lacunes dans notre connaissance de la religion punique.

Pour certains Baâl Hammon résulterait de la fusion de deux divinités, l'une phénicienne et l'autre africaine. Pour d'autres, son nom serait bien phénicien et signifierait « Le seigneur des autels à parfums » (Baâl signifiant seigneur et Hammon autel à encens ou brûle-parfum). A l'appui de cette deuxième thèse on peut invoquer le rôle très important de l'offrande d'encens dans le culte punique et la persistance de cette pratique pour Saturne, successeur de Baâl Hammon, à l'époque romaine. Toutefois la racine sémitique HMN évoque la notion de protection et Baâl Hammon apparaît comme le dieu protecteur de la cité par excellence. C'était aussi un dieu solaire, garant de prospérité et de bien-être. Malgré la répugnance traditionnelle des Sémites à prêter à leurs divinités des apparences humaines et en dépit de l'absence des types canoniques précis comme ceux adoptés par les Grecs ou les Romains pour leurs dieux, on a pu identifier, avec plus ou moins de certitude, Baâl Hammon et même Tanit sur certains monuments puniques. C'est ainsi qu'une statuette en terre cuite d'époque romaine trouvée dans les ruines d'un sanctuaire de Thinissut près de Bir Bou Regba, représente Baâl Hammon barbu, assis sur un trône flanqué de deux sphinx, la tête coiffée d'une tiare de plumes, la main droite ouverte et levée. Le

Baâl Hammon.

Musée du Bardo. H. 40 cm.

Statuette en terre cuite, représentant le dieu Baâl Hammon, découverte dans le sanctuaire néopunique à Thinissut dans le Cap Bon. Le dieu est assis sur un trône dont les accoudoirs sont des sphinx. Il est vêtu d'une longue tunique et coiffé d'une tiare haute laissant dégagées les boucles de cheveux encadrant le visage dont l'expression est calme et sereine. Baâl Hammon est le seigneur omniprésent, omnipotent, protecteur des hommes et garant de leur prospérité. D'origine punique, il a survécu à l'époque romaine sous le culte de Saturne.



Stèle dite du « prêtre à l'enfant »

Musée du Bardo. H. 1,18 m L. 0,18 m.

Cette stèle qui provient du tophet de Salammbô est l'une des plus remarquables autant par sa forme élancée en obélisque que par l'interprétation accordée à son décor.

Elle apparaît comme le signe emblématique de ce sanctuaire. Gravé sur la face polie de la stèle, un personnage imberbe, coiffé d'une tiare haute, vêtu d'une longue robe transparente, tient dans son bras un enfant, tandis que sa main droite est levée en geste d'adoration. On interprète cette figure comme un prêtre portant l'enfant voué au sacrifice.

II^e s. av. J.-C.

même dieu apparaît sur une stèle du tophet de Sousse, coiffé d'une tiare conique, tenant une lance et assis sur le trône aux sphinx face à un adorant auquel il semble donner la bénédiction en levant la main droite. C'est sans doute Baâl Hammon aussi qui est représenté sur une bague d'or trouvée à Utique, et sur de nombreuses terres cuites de Carthage. C'est à lui seul qu'on dédia les plus anciennes inscriptions sur cippes du tophet de Salammbô et il occupa pendant longtemps le premier rang devant sa parèdre Tanit dite « Pené Baâl » ou « face de Baâl » voire « tenant le rôle de Baâl », ce qui semble signifier qu'elle lui était subordonnée à l'origine. D'ailleurs, en Phénicie, la divinité mâle a toujours eu la préséance sur la femelle. Cependant une curieuse révolution spirituelle se produisit à Carthage au cours du V^e s. faisant passer Tanit, semble-t-il, au premier rang.

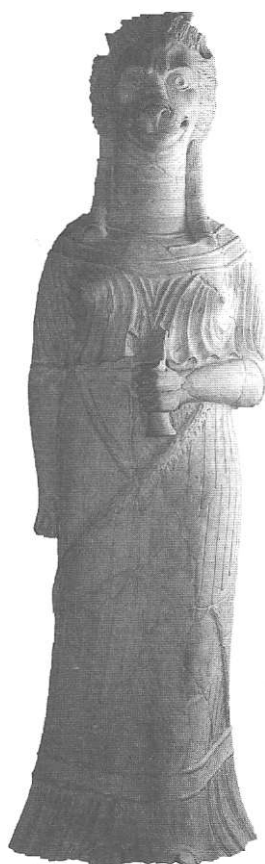
Tanit pose encore plus de problèmes que Baâl Hammon ; son nom est inexpliqué et semble d'origine libyque si l'on tient compte du fait que dans les langues berbères les noms féminins commencent et se terminent par « t ». On pensait qu'elle aussi résultait de la fusion entre une divinité phénicienne qui serait Elat ou Asherat et une déesse africaine de la fertilité. Devenus agriculteurs, les Puniques auraient paré Asherat d'attributs empruntés à la déesse-mère dont le culte était alors très en vogue en Méditerranée. Aujourd'hui ses origines orientales paraissent plus sûres grâce à des documents trouvés dans la région de Sidon. Les Grecs l'ont identifiée avec Héra et, d'une manière générale, elle fut adorée comme déesse de la fécondité présidant aux moissons et protégeant les accouchements. Son caractère chthonien et fécond est souligné sur de nombreuses stèles par la représentation de grenades, de figes, d'amandes, de palmiers, de colombes, de poissons. La lune figure aussi parmi ses nombreux symboles, car Tanit était également adorée comme une déesse céleste.

Certaines dédicaces la qualifient de « mère » et de « dame » ; elles étaient généralement ainsi conçues : « À la Mère, à la Dame, à Tanit Pené Baâl... ». Nous ne disposons d'aucune inscription nous permettant d'identifier d'une manière sûre une Tanit représentée

Statue léontocéphale du « Genius terrae Africae »

Sanctuaire de Thinissut
(terre cuite, hauteur 1,50 m
Musée du Bardo.

La déesse est représentée avec une tête de lion et un corps humain. Le mufle, très saillant, est barré par des moustaches ; les yeux sont énormes et proéminents. La gueule fermée, esquisse un rictus, ce qui donne une expression féroce. Le corps est vêtu d'une longue tunique qui s'évase vers le bas, laissant découverts les pieds nus. D'abord assimilée à la déesse égyptienne Skhmet, cette divinité semble bien être le Genius terrae Africae, le génie de la terre d'Afrique, comme l'indiquent les trois lettres GTA incisées à l'arrière. Elle est l'illustration de la complexité du syncrétisme religieux africain à l'époque romaine.



Déesse nourricière.

Musée du Bardo.
(1,18 m x 55 cm x 51 cm)



Cette statue en terre cuite provient du sanctuaire de Thinissut, près de Bir Bou Regba, qui a fourni un ensemble abondant de statuettes, dont celles de Baâl Hammon et de la déesse à tête de lion. La déesse Nutrix est assise, coiffée d'un bonnet et vêtue d'une tunique : elle offre le sein à l'enfant étendu sur ses genoux. Le sanctuaire d'où ces objets de culte proviennent est daté du début de l'empire et représente la persistance des cultes des divinités puniques auprès des populations rurales.

par une statue ou figurée sur une stèle ou un cippe. On croit cependant reconnaître l'image de la déesse sur un certain nombre de monuments. On l'a représentée en femme pressant ses seins, en femme nue et ailée, en déesse assise sur un trône dont les accoudoirs étaient sculptés en forme de sphinx. Ce dernier type a survécu jusqu'à l'époque romaine et on a trouvé dans les sanctuaires de Thinissut et d'El Kenissia, à côté de la déesse, des sphinx avec des seins accentués et portant les bretelles croisées de la déesse mère pour rappeler le caractère chthonien de Tanit. Cependant, notre divinité était plus couramment représentée par des symboles dont le plus célèbre est le « signe dit de Tanit ». C'est généralement un triangle surmonté d'une barre horizontale et d'un disque suggérant la silhouette d'une divinité bénissante. Quant au « signe de la bouteille », symbole assez fréquent de Tanit, il représenterait d'une manière schématique une silhouette féminine à la poitrine et au bassin accentués.

Les Carthaginois adoraient également de nombreuses autres divinités comme Astarté (Aphrodite), Reschef (Apollon), Shadraps (Bacchus), Yam (Poséidon) et Haddad (Arès).

Il faut enfin signaler les larges emprunts que les Puniques firent à l'Égypte et la popularité dont jouirent certaines divinités égyptiennes comme Isis, Osiris et Bès dans le monde carthaginois. De même les déesses grecques Déméter et Coré, introduites dans la métropole punique en 396 avant J.-C., furent l'objet d'un culte fervent. Les divinités libyques étaient sans doute présentes à Carthage.

La religion punique était servie par un clergé nombreux, fortement organisé et dont les membres se recrutaient parmi les familles aristocratiques les plus renommées. De nombreuses femmes ont été investies de dignités religieuses. Bien que jouissant d'un grand prestige, les prêtres n'ont jamais formé de caste ni prétendu exercer quelque influence politique importante. Ils ne semblent pas non plus, avoir disposé d'attributions en matière de justice, d'instruction, de surveillance des mœurs ou de direction des consciences. Attachés aux temples, ils se contentaient de célébrer le culte et de présider aux cérémonies religieuses et aux sacrifices.

Joueuse au tympanon.

Musée de Carthage. H. 33 cm.

Cette statuette en terre cuite polychrome a été découverte dans la nécropole punique de Carthage en 1917. Elle est datée du VII^e s. av. J.-C. On a l'habitude de reconnaître dans cette statuette une Astarté tenant dans ses mains, contre sa poitrine, le tympanon, qui est un attribut rituel. Dans ce personnage se croisent les influences orientales et grecques. L'hiératisme oriental de l'attitude est corrigé par le sourire ionien des yeux et de la bouche. Il est probable que la présence d'une telle figure dans la tombe joue un rôle de talisman protecteur.



Prêtre carthaginois

Musée de Carthage.

Ce couvercle d'ossuaire représente un prêtre carthaginois sous les traits d'un vieillard couché sur le dos, la tête reposant sur un coussinet. Il porte une barbe fournie et un bandeau lui serre les cheveux. Le corps est vêtu d'une tunique ample et longue. Sur l'épaule gauche, passe une large épitoge qui est probablement un insigne sacerdotal. La main droite est levée en geste d'adoration, la main gauche tient la cassolette à encens.

Cet ossuaire, sarcophage de dimension réduite, est l'imitation du fameux grand sarcophage du prêtre qui a été trouvé dans la même nécropole à Carthage. Fin du IV^e - début du III^e s.



Les « Tophets » et les pratiques funéraires

La réputation faite aux Carthaginois de pratiquer largement les sacrifices humains, avait suscité l'horreur et la révolte de leurs contemporains grecs et romains. Ces pratiques étaient connues chez certains peuples de l'ancien Orient qui les jugeaient nécessaires pour s'attirer la faveur des dieux.

On croyait couramment en Orient que le roi, en particulier, possédait une sorte d'énergie sacrée indispensable à la vie de la communauté. Il était donc nécessaire qu'il se sacrifiât lui-même, au bout d'un certain nombre d'années de règne, pour communiquer à la nature l'énergie qu'il détenait. Il assurait ainsi, par la régénérescence des forces naturelles, salut et prospérité à sa patrie. C'est dans ce sens qu'il faut peut-être interpréter le geste légendaire d'Elissa se jetant dans le feu. Les successeurs de la célèbre reine de Carthage n'ont pas dû échapper à cette terrible exigence selon certains. Cependant, peu à peu, une mystique nouvelle fit substituer au roi une autre victime. Celle-ci devait être aussi proche que possible du dédicant, donc généralement son fils, qu'il offre tout en étant censé se sacrifier lui-même. Lorsque le régime monarchique disparut de Carthage et fut remplacé par la République, les membres du Sénat se trouvèrent dans l'obligation de sacrifier leurs fils aînés, généralement en bas âge. D'ailleurs cette pratique se serait étendue petit à petit à tous les nobles et même aux masses populaires, au fur et à mesure que les institutions se démocratisaient. Les sacrifices revêtaient un caractère particulièrement impérieux en cas de défaites militaires ou de catastrophes quelconques. On estimait que la charge du sacré sur la ville s'était affaiblie, et on sacrifiait les enfants pour revigorer les dieux protecteurs de la patrie. C'était aussi une façon de confesser ses fautes aux dieux et de les expier. En 310, nous raconte Diodore de Sicile, alors que Agathocle poursuivait la conquête de leur territoire, les Puniques prirent conscience de la gravité de la situation, attribuèrent leurs revers à la colère des dieux et décidèrent de se racheter en sacrifiant deux enfants choisis dans les familles les plus nobles. Trois cents autres citoyens offrirent

volontairement leurs enfants probablement parce qu'ils avaient mauvaise conscience. La description par Diodore de cette cérémonie au cours de laquelle tous ces enfants, préalablement égorgés ou étouffés, furent livrés aux flammes, inspira à Flaubert son célèbre chapitre, « Moloch », dans « *Salammbô* ».

Il semble qu'on sacrifiait souvent aussi pour faire cesser la sécheresse ou promouvoir la fertilité. Nombreuses sont les stèles où figurent des symboles de fertilité et de fécondité comme le palmier, l'olivier, le grenadier, ou encore certains animaux.

Partant du principe que les dieux ont droit à une part de tous les produits, on a pu penser aussi qu'en leur offrant le premier-né des enfants, on pourrait jouir plus tranquillement du reste de la progéniture. Pour donner à l'acte toute sa valeur, on exigeait des parents d'assister au sacrifice de leurs enfants.

Ces sacrifices, mentionnés par quelques textes seulement, ont été rendus plausibles par la découverte, notamment à Carthage et à Sousse, de tophets ou enceintes sacrées, à l'intérieur desquelles les Puniques enterraient leurs enfants. A l'origine, ce nom de tophet a été donné par la Bible à un endroit précis de la banlieue de Jérusalem où les Israélites faisaient des sacrifices humains.

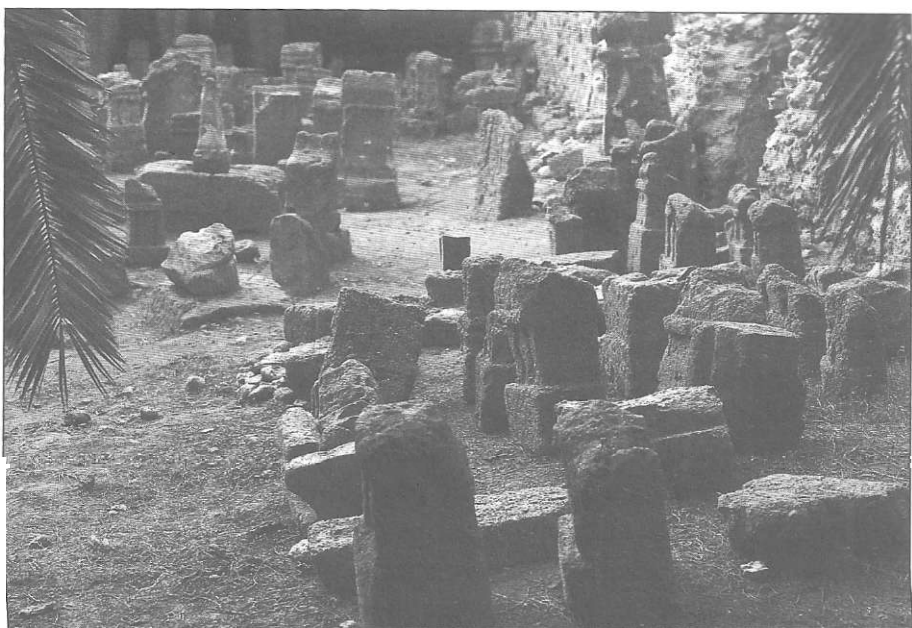
Le tophet de Carthage se développa autour et au-dessus d'un monument primitif constitué par un dépôt contenant de la céramique égéenne du VIII^e s. et protégé par une chapelle. On pense qu'il y avait à cet endroit même un tombeau de roi ou de héros dont le culte aurait subsisté pendant longtemps. En tout cas on a cru que c'est dans ce tophet que, pendant près de six siècles, les Carthaginois avaient égorgé, brûlé et enterré leurs enfants. Flaubert avait décrit ces cérémonies sanglantes à sa manière, cherchant ostensiblement, à épouvanter le lecteur : « *Ees bras d'airain allaient plus vite. Ils ne s'arrêtaient plus... Ees victimes, à peine au bord de l'ouverture, disparaissaient comme une goutte d'eau sur une plaque rougîe et une fumée blanche montait dans la grande couleur écarlate. Cependant l'appétit du dieu ne s'apaisait pas. Il en voulait toujours. Afin de lui en fournir davantage, on les empila sur ses mains avec une grosse chaîne par-dessus qui les retenait* ». Comme on peut le voir, Flaubert a entièrement lâché la bride à son imagination.

Il a fait du sacrifice une cérémonie tellement horrible que beaucoup de savants ont eu de la répugnance à y croire jusqu'à la découverte des tophets.

Pendant longtemps, les savants ont cru que les Punique sacrifiaient au dieu Moloch ; en fait il a été montré que le mot Molk, très fréquent sur les stèles, désigne le sacrifice lui-même et non une divinité quelconque. Seuls Baâl Hammon et Tanit ont été concernés par les monuments votifs du tophet. Les cendres des enfants brûlés en leur honneur étaient recueillies dans des vases et enterrées dans le tophet à des emplacements marqués par des cippes et des stèles. Quand tout l'espace se remplissait et que la place venait à manquer, on remblayait tout et on passait à un niveau supérieur. Le tophet est, ainsi, fait de couches superposées de terre, d'urnes et d'ex-votos. Fouiller un tel monument, c'est fatalement le détruire. Cependant dans le cas de Carthage, les archéologues ont réussi à laisser quelques buttes témoins qui montrent aux visiteurs l'évolution du tophet.

C'est ainsi qu'au fur et à mesure qu'on passe des couches inférieures aux couches supérieures, on voit des sortes de sarcophages en grès stuqué succéder à de véritables petits dolmens ; puis apparaissent les urnes directement enfouies dans le sol. Les monuments votifs suivent également une évolution intéressante. Au VI^e s. on a utilisé des cippes en grès sculpté imitant des temples égyptiens ou présentant l'aspect d'un trône portant un ou plusieurs bétyles. A la fin du V^e s. c'est l'influence grecque qui commence à se manifester à travers des cippes pilastres coiffés de chapiteaux doriques ou ioniques. Enfin dans les couches supérieures, on adopte les obélisques et surtout les stèles. Celles-ci portent généralement des inscriptions et un décor gravé représentant des motifs religieux ou prophylactiques : prêtre portant l'enfant destiné au sacrifice, animaux, matériel cultuel, symboles et attributs divins, signes de Tanit et de la bouteille etc....

Plus tard, à l'époque néo-punique, on substitue des animaux aux victimes humaines en indiquant que c'était « *anima pro anima, sanguine pro sanguine, vita pro vita* » (âme pour âme, sang pour sang et

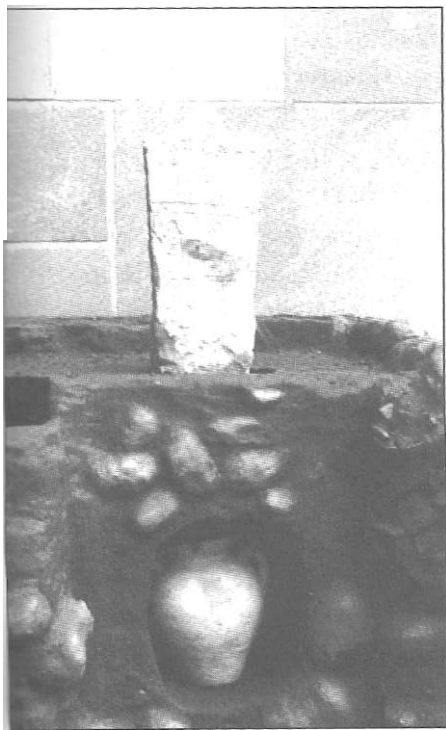


Le tophet, sanctuaire de Tanit et Bâal Hammon

Vue sur une partie du tophet de Salammbô, situé à proximité des ports antiques de Carthage ; on y voit, au fond d'une dépression creusée par les fouilles, un groupe de cippes assemblés, conservés en place. C'est ce qui apparaît aujourd'hui d'un lieu sacré entre tous de l'époque punique, découvert fortuitement en 1921. L'endroit a fait l'objet de plusieurs fouilles par divers spécialistes mais les interprétations restent encore ouvertes : lieu de sacrifices sanglants ou simplement nécropole d'enfants ?

Restitution du tophet

Musée de Carthage



*La maquette montre une coupe stratigraphique faite à travers l'épaisseur des couches du sanctuaire. On constate que l'urne contenant les cendres et les ossements est enterrée et est surmontée d'un cippus ou d'une stèle votive portant gravée la formule consacrée à Tanit et à Baâl Hammon. S'agissant d'un lieu sacré ayant fonctionné durant toute la durée de la Carthage punique, l'emplacement du tophet a constamment été occupé. Aussi les fouilles ont-elles retrouvé trois grandes couches d'occupation superposées, les plus anciennes étant les plus profondes. Ces couches ont été dénommées par les spécialistes :
 Tanit I pour la couche la plus ancienne, datant des VIII-VII s. av. J.-C.
 Tanit II, datée du VI^e au IV^e s. av. J.-C.
 Tanit III, datée du III^e et de la première moitié du II^e s. av. J.C*

vie pour vie). Il semble cependant que ce sacrifice de substitution ou « Molchomor » attesté par les stèles de N'gaous (en Algérie), ne soit qu'une partie d'un rite plus complexe qui vise essentiellement à obtenir une naissance.

Aujourd'hui, de nombreux savants commencent à se demander si l'on peut continuer à voir en ces tophets des espaces de « meurtres sacrés » en l'honneur des dieux. Déjà, au moment de la découverte du sanctuaire de Carthage, un éminent historien, Charles Saumagne, avait réagi contre les interprétations abusives des archéologues et du public en écrivant : « *l'imagination du public que hante le souvenir de Flaubert a promptement dramatisé la découverte : ces enfants, a-t-on dit et écrit aussitôt, ce sont les victimes des cruels holocaustes que Carthage offrait à Moloch. Voilà un pas qu'il est imprudent et grave de franchir à la légère... Nos nerfs s'irritent et réagissent à l'idée que rituellement des mères ont pu livrer au feu un enfant pour acquérir des mérites* ». La prudence s'impose d'autant plus que ces pratiques ont été rapportées essentiellement par Diodore de Sicile et Plutarque, auteurs connus pour leur hostilité envers Carthage alors que d'autres écrivains anciens parmi les plus célèbres et les mieux renseignés sur la métropole punique comme Hérodote, Thucydide, Polybe, Tite-live n'ont fait aucune allusion à ce genre de sacrifices. D'un autre côté, les analyses faites au cours des dernières décennies, si elles ont confirmé la présence dans les urnes d'ossements calcinés d'enfants très jeunes morts-nés ou morts en très bas âge, ne permettent guère de savoir si ces enfants ont été incinérés après une cérémonie de sacrifice ou au terme d'une mort naturelle. Enfin on a constaté que les tombes d'enfants dans les nécropoles de Carthage étaient, sinon totalement absentes, du moins d'une rareté extrême alors que la mortalité infantile était très élevée. Face à tous ces arguments d'éminents savants ont proposé de considérer le tophet comme un cimetière d'enfants morts de manière naturelle mais prématurée et voués de ce fait aux dieux suprêmes de Carthage. Les stèles votives consacraient une soumission à la volonté divine et en même temps un appel à ces divinités pour jouir du restes de la progéniture et bénéficier d'autres naissances.

Les pratiques funéraires étaient fort diverses. En règle générale on inhuma les morts avant le V^e s. puis, à partir de cette époque et sous l'influence grecque, on commença à les incinérer. Au début, les tombes étaient de vastes chambres dont l'entrée était bloquée par une dalle et les morts étaient généralement déposés dans des sarcophages de bois ou de pierre, s'ils ne gisaient à même le sol. On utilisa ensuite les puits funéraires où étaient enterrés un, deux ou plusieurs morts. Enfin, dans les derniers temps, on eut recours à des mausolées pour les morts illustres. On employa aussi de nombreux sarcophages en marbre dont les couvercles portaient parfois une ornementation d'un grand intérêt iconographique. L'incinération, particulièrement répandue à Carthage à l'époque hellénistique surtout, n'était pas courante ailleurs. En dehors de la métropole et notamment dans le Sahel et le Cap Bon, l'inhumation des morts dans des hypogées creusés dans le rocher était de règle. Des puits à escalier permettaient d'accéder à une ou deux chambres funéraires aménagées dans les parois. Parmi les rites les plus fréquents on peut noter l'application sur les morts de l'ocre rouge rappelant la couleur du sang et se fixant sur les os après la décomposition des chairs. De même on remarque la pratique de l'enterrement en position latérale contractée dite fœtale et caractérisée par une flexion complète des membres inférieurs, obtenue sans doute par un ligotage préalable du cadavre, position rappelant l'origine de la vie et augurant pour le défunt d'un renouveau vital. Ces pratiques relèvent de traditions libyennes. En revanche, dans les tombes à inhumation de Carthage et d'Hadrumète, fortement marquées par le sceau de la Phénicie, les squelettes sont toujours allongés sur le dos.

Les chambres funéraires contenaient parfois un matériel très riche ; mais généralement il était constitué d'objets courants comme Les poteries, diverses,, les statuettes, les amulettes etc.

Il est possible que les Puniques aient cru en la survie des morts. Nos informations à ce sujet sont trop vagues et nous ne pouvons que demeurer dans le domaine des hypothèses. En tout cas il n'y a rien eu de comparable à ce qui se passait en Egypte ancienne où l'on vouait un véritable culte aux morts.

Au total, si la religion de Carthage contient certains éléments empruntés à l'Égypte ou à l'Afrique, elle subit aussi l'influence de l'hellénisme qui connut un rayonnement exceptionnel dans tout le bassin méditerranéen à partir du IV^e s. Comme l'a montré G.-Ch. Picard, le mysticisme hellénistique offrait des perspectives beaucoup plus consolantes que la religion de Carthage dans la mesure où des divinités comme Dionysos, Aphrodite et Déméter apparaissaient plus humaines, plus secourables, servies, par des prêtres qui ne sont pas des fonctionnaires désignés par la cité, mais le plus souvent des mages et des poètes errants qui forment des thiasés ouverts « *aux étrangers, aux esclaves, à tous les isolés qui fourmillent dans les grandes villes hellénistiques en marge de cadres sociaux réguliers... leur seul espoir est, qu'en une autre vie, un thiasé éternel, transporté dans les hauteurs du ciel, leur fera goûter sans terme les joies de ces orgies* ». Carthage, ville cosmopolite par excellence, accueille largement ces cultes aux perspectives si mystérieuses et si douces.

En tout cas il est certain que les Puniques importèrent de Sicile pour le rendre officiel le culte de Déméter et Coré, divinités agraires, et de Dionysos, assimilé à Shadrappa, et dont les symboles ne tardèrent pas à apparaître sur les stèles du tophet associés à ceux de Baâl Hammon et de Tanit. De même, Hannibal paraît ouvert aux influences grecques si l'on se réfère au pacte qu'il passa avec Philippe V de Macédoine au lendemain de Cannes.

La vie artistique et intellectuelle

En dépit des destructions et des pillages systématiques subis par Carthage en 146 avant J.-C. et qui ont privé les historiens d'une masse de documents susceptibles de mener à une bonne connaissance de la civilisation punique, on est en mesure, aujourd'hui, grâce aux nouvelles découvertes et aux progrès des recherches et des études, d'apporter d'importants éclairages sur la vie intellectuelle et artistique de cette grande métropole africaine. Le rôle de celle-ci,

sans être tout à fait comparable, à celui de la Grèce ou de Rome, n'en est pas moins considérable.

Grâce à des liens étroits et multiformes noués avec la plupart des pays du monde antique, Carthage devint un véritable creuset des civilisations de l'époque. Nantie d'un précieux legs oriental, elle a notamment réussi à développer un art fait de créations propres et d'emprunts à un riche répertoire méditerranéen.

L'architecture punique demeure relativement mal connue du fait des destructions déjà évoquées et de l'expansion de l'urbanisme romain au détriment des édifices antérieurs. Toutefois, les fouilles de Carthage et surtout de Kerkouane ont été d'un apport considérable dans ce domaine. Elles ont montré que dans ces deux villes, les trames urbaines procédaient de plans géométriques, rigoureux et étaient agrémentées de vastes places aux fonctions économiques, sociales et politiques. À l'intérieur de ces espaces, les édifices privés et à un degré bien moindre publics, commencent à être mieux connus. Les maisons s'ordonnaient toujours autour d'une cour centrale, parfois agrémentée d'un péristyle, et flanquées, côté rue, de boutiques et d'ateliers. Équipées de citernes et de puits, elles disposaient d'éléments de confort comme les baignoires assez élaborées de Kerkouane.

De leur côté, les temples étaient sans podium ni pronaos mais organisés autour d'une cour, avec ou sans portiques, et comprenant au fond une *cella* principale et deux *cellae* latérales. Ces sanctuaires à enclos favorisaient le déroulement de processions adaptées au rituel liturgique de la religion punique. Ce type de maison et de temple survécut à la destruction de Carthage et se maintint dans le pays à l'époque romaine et même beaucoup plus tard. La même pérennité devait caractériser les modes et les matériaux de construction en vogue à l'époque punique : notamment les techniques de la brique crue et du pisé avec coffrage en bois et de *Yopus africanum*, procédé caractéristique du pays qui consistait à conforter les murs en moellons par des harpes posées verticalement à égale distance les unes des autres.

De nombreux autres documents fournissent de précieux compléments d'information sur l'architecture et l'art puniques. Il s'agit de *centaines de cippes et de stèles à caractère architectural et des ex-voto* en forme de petites chapelles déposées par les fidèles dans les temples et qui sont conçues à l'image de ceux-ci. Les stèles et les cippes du tophet de Carthage dénotent au début une grande fidélité à l'héritage oriental puis, à partir du IV^e s., ils portent la marque d'emprunts fait à l'archaïsme grec, avec un penchant pour le style éolien. L'ordre ionique ne connaîtra une certaine vogue qu'au III^e s. et caractérisera notamment le décor architectural des portiques circulaires du port de guerre de Carthage. Cependant le modèle réduit de temple le plus suggestif de l'art monumental de la métropole punique demeure le « *naïskos* » de *Thuburbo Majus*, chapelle en miniature dédiée en ex-voto à Déméter (exposé au musée du Bar-do).

Comme pour l'architecture, destructions et pillages limitent considérablement le champ des connaissances sur la sculpture punique. Cependant deux documents donnent une haute idée du niveau atteint dans ce genre d'activité artistique. Il s'agit de deux grands sarcophages mis au jour dans la nécropole dite de Sainte-Monique / Saïda à Carthage et dont les couvercles sont décorés de deux personnages en haut-relief remarquables par leur grande finesse d'exécution et leur puissant intérêt iconographique.

De leur côté, les stèles dont les canons diffèrent de ceux de l'art classique, sont intéressantes dans la mesure où elles sont le reflet d'un savoir-faire authentiquement populaire. D'une grande simplicité à l'époque archaïque, elles s'ornent du fameux « signe dit de Tanit » au V^e s. Des transformations majeures interviennent, un siècle plus tard : adoption d'un matériau plus dense et plus dur, mieux adapté à la sculpture, et d'un nouveau profil avec un fronton triangulaire et des registres séparés par des oves et des perles ; la dédicace occupe le milieu de la stèle et le registre inférieur, encadré de colonnes à chapiteaux éoliques, est orné de motifs végétaux, animaux ou religieux. Vers le milieu du III^e s., le décor incisé remplace le relief et l'art de la stèle atteint son apogée avec notamment le bus-

Masque grimaçant

Trouvé à Carthage. H. 18 cm. Musée du Bardo.

*Masque grimaçant, en terre cuite.
Les yeux et la bouche sont évidés.
Des sillons griffés parcourent le visage
tandis que des pastilles posées sur
le front figurent des verrues. Tout ceci
pour accroître la laideur du masque.
Déposé dans la tombe, il était destiné
à effrayer les mauvais esprits.*



Masque d'homme

Musée du Bardo

*En terre cuite polychrome.
Provient de la nécropole
archaïque de Douimès à Carthage.
Le nez portait le nezem.
Le masque avait un rôle
prophylactique.*



Pendentifs en pâte de verre

Musée du Bardo

*Représentant des masques
masculins caractérisés par
des cheveux et une barbe
formés de tortillons surmontés
de bélière, ils jouent le rôle
d'amulettes. C'est une production
caxtbasynmse... Trouvés
dans la nécropole punique
de Ardh El Kheraïb à Carthage.
IV^e s. av. J.-C.*

te d'un éphèbe en chlamyde au visage particulièrement expressif, gravé au trait ainsi que la stèle du prêtre à l'enfant qui dénote une grande maîtrise artistique.

La même maîtrise peut se constater dans l'exécution des hachettes-rasoirs, objets rituels fréquents dans des tombes à partir de la fin du VII^e s. et dont l'usage et la destination sont énigmatiques — peut-être les utilisait-on pour des toilettes sacrées — mais qui ne manquent ni d'originalité ni de finesse. Leur décor, incisé et gravé, puise son inspiration aussi bien dans le répertoire oriental et égyptien que classique. Ainsi le dieu Melqart, fréquemment représenté sur ce genre d'objets, est-il tantôt figuré à la manière orientale qui le fait apparaître debout sur un podium, au dessus d'une fleur de lotus, vêtu d'une longue tunique, coiffé d'une tiare ou d'un bonnet conique et tenant une hache, soit autant d'éléments déjà présents sur une stèle des environs d'Alep du IX^e s. avant J.-C., et tantôt évoqué en « Heraklès — Melqart » avec la dépouille ou la tête de lion et la massue, selon un modèle inspiré des monnaies grecques. Des motifs végétaux, animaux et divers ornent également ces hachettes-rasoirs.

Dans le domaine de la tabletterie, sculpteurs et graveurs rivalisèrent d'habileté pour fabriquer toutes sortes d'objets en os ou en ivoire destinés à un usage utilitaire ou décoratif : épingles à cheveux, peignes, bracelets, boîtes à fard, charnières, manches de miroir, statuettes, plaquettes entrant dans la composition de frises décoratives, masques et taslimans etc. Souvent, artisans et artistes donnent libre cours à leur propre imagination pour exécuter des œuvres originales, mais on note aussi une grande fidélité aux traditions égyptiennes et orientales qui se prolonge jusqu'à la fin de l'époque punique. C'est ainsi qu'on a trouvé dans une maison tardive de la colline de Byrsa une plaquette représentant en relief une scène d'offrande où un personnage présente à une déesse debout sur un sphinx un vase et un épi, modèle s'inscrivant tout à fait dans la tradition orientale. Que l'objet soit un bien de famille ancien exécuté depuis des siècles et pieusement conservé ou tout simplement une réalisation de la fin de l'ère carthaginoise, il ne témoigne pas moins d'un attachement à la tradition orientale. Cet attachement est confir-

mé par les récentes fouilles françaises des tombes de la colline de Byrsa qui ont permis la mise au jour d'un ensemble d'objets en ivoire dont notamment des éléments de plaquettes ajourées ayant pour motif principal un cervidé évoluant au milieu d'un enroulement végétal de palmettes et de volutes. Exécutés à Carthage au milieu du *VIP* s. avant J.-C., ces objets avaient été inspirés d'exemplaires de Nimrud et de Chypre. Ils faisaient partie du mobilier funéraire d'un artisan qui avait tenu à conserver dans sa tombe des morceaux d'ivoire bruts et des pièces finies qui témoignent de son activité artistique. En outre, provenant du même secteur et datant de la même époque, une plaquette en ivoire figurant un personnage masculin et un autre féminin dans une attitude d'adoration du disque solaire, dénotent une influence égyptisante nette qui est également présente à travers les peignes ouvragés qui apparaissent dès le *VIP* s. avant J.-C. Parmi ceux-ci, les modèles gravés les plus anciens semblent rattachables à la tradition ornementale syro-palestinienne, quoique produits à Carthage, voire au sud de l'Espagne. Cependant, il convient de souligner que cet attachement à l'Orient n'a jamais exclu l'ouverture la plus large à toutes sortes d'autres influences méditerranéennes.

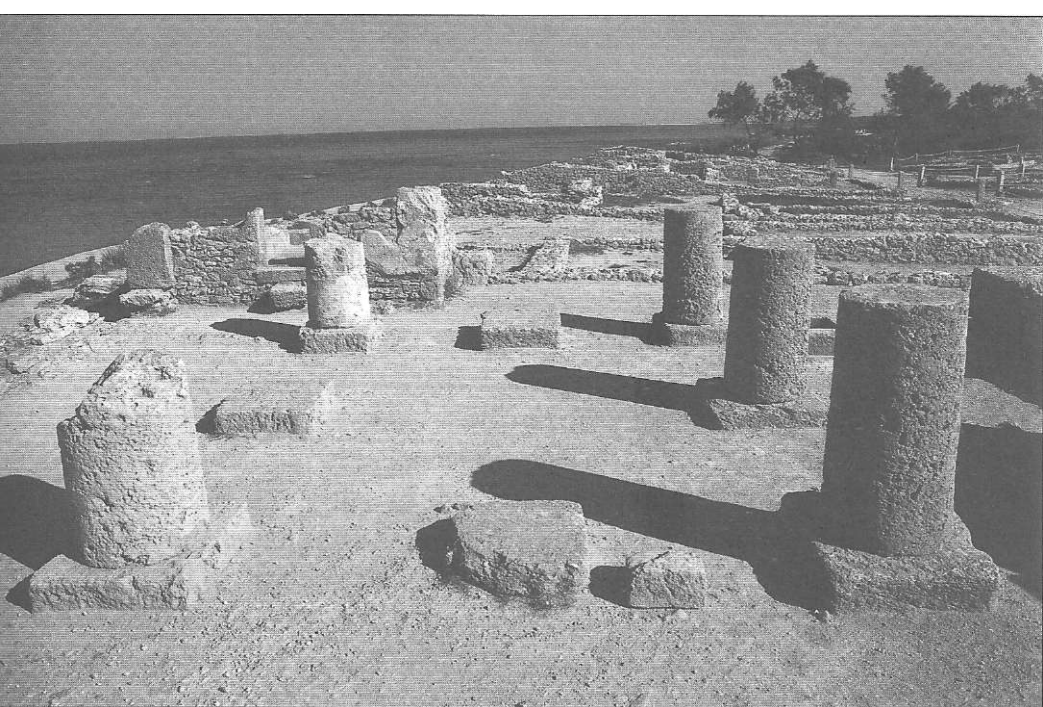
Carthage s'est également illustrée par une production d'excellente facture dans le domaine de la céramique. Ce sont surtout les terres cuites et en premier lieu les masques qui se détachent de l'ensemble du travail des potiers. Les plus anciens parmi ces masques ont été trouvés dans un contexte funéraire datable de la fin du *VIII^e* s. avant J.-C. ou du début du *VII^e* : hérités de Phénicie et diffusés par Carthage, ils sont tantôt de type négroïde avec une bouche tordue, tantôt grotesques avec un visage grimaçant et fortement ridé. Placés dans les tombes, ils sont censés protéger les morts contre les démons. À partir du *VI^e* s. avant J.-C., on commence à fabriquer également des masques pleins ou « protomés » où la bouche et les yeux ne sont guère perforés. Les cheveux et la barbe sont figurés par de petits cercles gravés. A la même époque apparaissent des « protomés » caractérisés par une barbe allongée et creusée en son milieu par une sorte de sillon. Parallèlement à ces types masculins, sont produits des modèles féminins de belle facture. Les uns ont une

allure égyptienne notamment par leur klaft, les autres, tout en demeurant fidèles à l'Orient dans leur schéma de base, ne comportent pas moins des traits empruntés à l'art grec archaïque ; enfin une troisième catégorie est dite « rhodienne » tellement elle paraît apparentée à des spécimens fabriqués à Rhodes dès le VI^e s. avant J.-C. et diffusés dans tout le monde grec. Ces « protomés », parfois retouchés au sortir du moule, sont souvent rehaussés de peinture.

Le peintre et le décorateur interviennent également pour orner des figurines de terre cuite représentant des « déesses enceintes » de tradition orientale, des statuettes de style égyptisant « d'une raideur de momie » et d'autres où commence à se sentir l'influence ionienne. Le modèle le plus représentatif de cette dernière catégorie est la « déesse au tympanon » caractérisée par des traits moins figés, une chevelure traitée à la manière grecque et des vêtements qui se réfèrent à l'Orient, tout comme le tympanon que la déesse serre contre sa poitrine. L'influence grecque se fait de plus en plus nette avec l'introduction du culte de Déméter à Carthage à partir de 396 avant J.-C. De nombreuses figurines sont alors produites, représentant la déesse soit assise sur un trône soit en « kernophoros », portant sur la tête un brûle-parfum. D'autres divinités comme Baâl Hammon et Tanit surtout ont été également représentées. Une place à part doit être faite à une grande statuette de déesse de 0,33 m de haut richement décorée, bien conservée et donnant une idée assez précise de la parure féminine à Carthage. De nombreuses autres statuettes figurant des musiciennes, des danseuses et des acteurs présentent un intérêt documentaire et esthétique certain.

Il est, toutefois, à noter que l'influence grandissante du monde grec, ne parvint pas à effacer l'attachement aux modèles hérités de l'Orient. Jusqu'à la veille de sa disparition, Carthage continua à décorer ses moules dits à gâteaux de la palmette phénicienne, de l'ibis ou de l'œil « oudja ».

Par ailleurs, considérés comme de véritables pionniers dans l'art de façonner le verre, les Carthaginois s'illustrèrent par une production aussi riche que diversifiée dans ce domaine ainsi que par une qualité artistique remarquable. Leur maîtrise des divers procédés de fabrication se constate dans toutes sortes d'amphorettes,



Maison d'habitation de Kerkouane

La photographie montre des alignements de colonnes reposant sur des bases carrées au-dessus d'un sol bétonné, en bordure du rivage. Ce sont les restes d'une cour entourée de portiques : c'est le type dit « maison à péristyle » dont la formule fut diffusée tout autour de la Méditerranée. La construction en était soignée : le plan était carré ou rectangulaire; les murs, aujourd'hui arasés, étaient construits en moellons recouverts d'un crépis stuqué avec un décor de moulurations.

Kerkouane, une salle de bain

La photographie montre un détail intéressant d'une maison punique fouillée à Kerkouane: une salle de bain. On y voit la baignoire en forme de sabot, avec des accoudoirs et la cuvette devant contenir les ingrédients du bain. Tout ceci est construit avec un béton de tuileau rouge très résistant.

Un vestiaire précède cette pièce. L'eau est fournie par un puits situé dans la cour de la maison. A n'en point douter, il s'agit d'un perfectionnement révélant un véritable art de vivre. La maison fait partie de tout un groupe de vestiges dégagés dans le site punique de Kerkouane découvert à la pointe du Cap Bon. Ce site a été détruit au III^e siècle av. J.-C. et n'a jamais été réoccupé.



d'œnochoés, d'aryballes et d'alabastres, inspirés de prototypes grecs et servant de vases à parfum ou à fard. Leur décor en filets concentriques se transformant parfois en ondulations ou en bandes de chevrons est rehaussé de couleurs chatoyantes où le jaune, le blanc et le turquoise se détachent sur fond bleu, noir ou brun.

Le même souci esthétique se remarque dans les masques pendentifs en miniature fortement « typés » et fidèles au fond artistique oriental avec leurs visages au teint blanc, jaune ou bleu, leurs yeux écarquillés, leurs sourcils abondants et leurs barbes en forme de tortillons. Ils semblent représenter des divinités puniques appelées à protéger les vivants qui les portent dans des colliers et les morts auprès desquels on les déposait. Le verre servait également à fabriquer toutes sortes d'animaux et de volatiles, ainsi que de grosses perles polychromes, des clochettes, des grappes de raisin et divers autres éléments de colliers.

Enfin, il convient de rappeler le grand attachement des Carthaginois aux amulettes et aux bijoux. Là encore, l'influence de l'Égypte et de l'Orient est prépondérante comme on peut le voir à travers ces amulettes multiformes où apparaissent souvent l'œil « Oudja », l'uraeus, le dieu Ptah-Patèque, Bès et Anubis ou les scarabées et scaraboïdes et autres motifs constituant des talismans censés protéger les vivants et surtout les morts. Les bijoux en or, en argent ou en pierres précieuses se réfèrent tantôt à l'Égypte avec des motifs classiques d'uraei, de croissants lunaires ou de disques solaires tantôt à la Phénicie avec les boucles d'oreilles en « nacelle », les bracelets en or tressé, ou les perles avec décor en filigrane.

Des éléments phénicisants sont également présents sous forme de fleur de lotus, de palmette et d'arbre de vie sur des coquilles d'œufs d'autruche retrouvées en abondance dans les nécropoles et qui sont généralement décorées d'un visage aux yeux immenses destinés à veiller sur le mort, soit de motifs inspirés du monde animal ou végétal.

Si tous les éléments qui viennent d'être évoqués montrent que Carthage a été d'un apport considérable à la vie artistique du monde antique, les données deviennent moins nombreuses quand il

s'agit de mesurer l'importance de son rôle sur le plan intellectuel. Sa fin dramatique a été, comme on le sait, à l'origine de l'incendie de ses bibliothèques et au pillage et à la dispersion de ses manuscrits. Affirmer, comme on n'a pas hésité à le faire, que les Puniques étaient essentiellement des commerçants et des hommes d'affaires peu enclins aux activités intellectuelles, est une attitude peu objective que même les données incomplètes qui nous sont parvenues dans ce domaine, permettent de nuancer considérablement.

Il suffit de rappeler, à cet égard, que les Carthaginois ont hérité de leurs ancêtres phéniciens l'alphabet qu'ils ont eu le mérite de diffuser en Méditerranée occidentale. Le punique, sans supplanter tout à fait les langues autochtones, connut une très large diffusion sur toute l'étendue de l'empire carthaginois et dans ses zones d'influence. Il devint la langue officielle des royaumes numides et maures qui l'utilisèrent pour les légendes de leurs monnaies. L'influence de l'alphabet punique sur le libyque fut également considérable. Mais l'apport punique dépassait largement ce niveau de base pour s'étendre à d'autres domaines de la vie spirituelle comme l'avait noté saint Augustin qui affirmait que les livres puniques étaient pleins de science et de sagesse « comme le rapportent les docteurs les plus savants ». Scipion Emilien en avait offert une bonne partie aux princes numides, après la chute de Carthage. Les auteurs grecs et latins y puisèrent de nombreux renseignements sur le Maghreb antique et notamment sur les campagnes militaires d'Hannibal décrites par ses deux professeurs grecs Sosylos et Silénos. De même, Salluste y trouva de quoi enrichir sa *Guerre de Jugurtha* en données diverses ethnographiques et historiques. Cependant, l'œuvre carthaginoise la plus remarquable, dans l'état actuel de nos connaissances, demeure l'ouvrage de Magon qui est un traité d'agronomie en vingt-huit livres consacrés à l'agriculture et à l'élevage et contenant des recommandations techniques qui ont dû contribuer largement à la prospérité des campagnes carthagoises. L'agronome latin Columelle considérait Magon comme le père de la science rurale. Ses travaux faisaient alors autorité chez les Grecs et

les Romains et leur réputation dépassait de loin celle de tous les écrits antiques en la matière au point que le Sénat romain décida de les traduire en latin en dépit de l'existence, à Rome, d'un ouvrage semblable composé par Caton.

Ce livre fut véritablement un classique dont les enseignements ne se limitèrent pas à la seule antiquité selon le grand historien du Maghreb ancien, Stéphane Gsell qui a écrit : « *Si l'on avait le texte de Magon, l'on constaterait sans doute aussi que ses enseignements s'étaient transmis aux Arabes par l'intermédiaire des géopolitiques, peut-être aussi par d'autres traités grecs, traduits en syriaque, en persan et en arabe* ».

On peut signaler aussi un autre Carthaginois, Hasdrubal, qui parvint à une certaine notoriété intellectuelle à Athènes et qui, en 129 avant J.-C., se hissa sous le nom grec de Clitomaque, à la tête de l'Académie d'Athènes.

Ville cosmopolite, largement ouverte au grand commerce, Carthage était un haut lieu de brassage social et culturel et ses habitants étaient polyglottes.

CHAPITRE IX

L'émergence du royaume numide

Le destin de Carthage, pendant les deux derniers siècles avant l'ère chrétienne, est aussi tragique que curieux. Ce fut la phase la plus tourmentée de son histoire. Après une lente agonie au cours de laquelle elle faillit devenir numide, elle devait disparaître, complètement détruite et rasée par les Romains. Puis, après une éclipse d'un siècle, elle renaîtra de ses cendres par la volonté même de ces Romains qui la promurent au rang de capitale provinciale.

Massinissa et l'essor du royaume numide

Massinissa profita des dernières phases du conflit punico-romain pour récupérer son royaume et mettre la main sur celui de son ancien rival Syphax. Il se retrouva donc, au lendemain de Zama, à la tête d'un vaste territoire s'étendant de la Moulouya, à l'ouest, à la frontière tunisienne actuelle, ou à peu près, à l'est. Il avait désormais pour voisins les Carthaginois du côté est et le royaume de Maurétanie à l'ouest.

Au cours d'un règne exceptionnellement long, marqué par l'ordre et la sécurité, en dépit de quelques guerres de conquête, Massinissa réussit à accomplir une œuvre d'un puissant intérêt économique, humain et politique. Strabon et Polybe parlèrent en termes très élogieux des réalisations colossales dont il dota son

pays. *Voici, dit Polybe, ce qu'il fit de plus grand et de plus merveilleux. Avant lui toute la Numidie était inutile et considérée comme incapable par sa nature de donner des produits cultivés. C'est lui le premier, lui seul qui montra qu'elle peut les donner tous, autant que n'importe quelle autre contrée, car il mit en pleine valeur de très grands espaces*». Strabon, qui ne fut pas moins élogieux que Polybe à l'égard de Massinissa, dit que c'était également lui qui civilisa les Numides et les rendit sociables. Actuellement la tendance est de ramener l'œuvre de Massinissa à de plus justes proportions. G. Camps écrit notamment : *« Il est facile, je le sais, de déboulonner les statues et on peut avoir mauvaise conscience à le faire, mais, est-il plus difficile et plus juste de tout rapporter à un homme parce que cet homme fut encensé par le grec Polybe ? Après un examen, que j'ai voulu impartial, des conditions de vie antérieures à Massinissa, de ce qui caractérisait son règne et de ce qui pouvait être porté à l'actif de ses successeurs, je suis contraint de refuser au souverain Massyle le mérite de certaines initiatives ou réalisations qui lui sont traditionnellement rapportées »*. G. Camps a en effet bien montré que, si l'agriculture connut un développement appréciable en Numidie sous le règne de Massinissa, elle n'en existait pas moins avant lui. Cependant, il demeure certain, et G. Camps le reconnaît, que c'est grâce à la forte personnalité de leur chef que les Numides ont réussi à jouer un rôle dans l'histoire méditerranéenne. Il y a également le remarquable essor urbain et de civilisation que G. Camps ne nie pas non plus mais qu'il refuse d'attribuer au seul Massinissa. Peu importe finalement si tout est dû à celui-ci ou s'il faut considérer que l'ascension des Numides a été préparée par ses prédécesseurs et achevée par ses successeurs ; le plus important, ici, c'est de déterminer l'état du royaume numide au moment où il va entrer en conflit avec Carthage.

S'il est difficile de croire en une transformation totale de la Numidie grâce aux seuls efforts de Massinissa, on peut néanmoins admettre que de gros progrès furent réalisés, sous son règne, dans le domaine agricole. Le pays n'était certes pas en friche, comme le prétendait Polybe, et la culture des céréales y remontait à des temps très anciens, mais l'apport de Massinissa fut considérable, tout de

même, dans la mesure où il multiplia les conquêtes et annexions de terres à blé tant à l'ouest qu'à l'est de son propre territoire. Le développement des campagnes doit également beaucoup à la paix et à la sécurité qui caractérisèrent le long règne du prestigieux souverain. Lui-même semblait, d'ailleurs, s'être intéressé à l'agriculture. Ajoutant à ses propres biens de nouvelles terres arrachées soit aux Masaessyles soit aux Puniques, il disposa bientôt d'immenses domaines qu'il exploita avec beaucoup de soin. Veillant jalousement à la mise en valeur de ses propres terres, il chercha à servir d'exemple à tous ses sujets. Diodore de Sicile nous apprend qu'à sa mort, Massinissa laissa à chacun de ses quelques cinquante fils, 874 hectares munis de tout le matériel nécessaire à l'exploitation. Il se pourrait même que certaines villes qualifiées de *Regia* ou *Regius* aient fait partie des domaines royaux et appartenu en toute propriété au roi.

Il est possible que, profitant de conditions aussi favorables, l'arboriculture et l'élevage se développèrent à leur tour, mais la Numidie demeura essentiellement une terre à blé. Les quantités produites durent être tout à fait considérables. A plusieurs reprises, Massinissa fournit à l'armée romaine des dizaines de milliers d'hectolitres de blé provenant de ses domaines ou des impositions. En 170, les Romains l'offusquèrent en voulant lui payer les quelques 90 000 hectolitres qu'il venait de leur offrir. Sans doute, jugeait-il la quantité plutôt négligeable. Quoi qu'il en soit, il était un des principaux fournisseurs en blé de Rome et de la Grèce.

D'autre part, le commerce numide se développa d'autant plus que par suite des victoires remportées sur les Puniques et des annexions qui en résultèrent, Massinissa s'assura le contrôle de nombreux ports commerciaux et détruisit, peu à peu, le monopole que Carthage exerçait dans ce domaine. Le royaume numide développe alors des échanges fructueux et des liens multiformes avec divers pays méditerranéens.

Les exportations vers l'Italie, la Grèce et l'Égypte, de blé, de laine, de marbre, d'ivoire et d'animaux de cirque constituèrent d'importantes sources de revenus pour le budget de l'État.

Au départ, la tribu, groupant un certain nombre de familles à ancêtre commun, était la cellule de base de toute vie économique, sociale, religieuse et politique. De la confédération de plusieurs tribus sous l'égide d'un roi ou « aguellid » sont nés les premiers royaumes. La réalité se diversifia, ensuite, par le jeu complexe de l'évolution interne, des contacts, des conquêtes et des annexions. Au second siècle, les territoires de Massinissa groupaient des cités à population mixte, des communautés rurales et des tribus de pasteurs nomades. Durant de nombreuses années, le roi numide, qui voulait être un puissant souverain, s'employa à fixer les tribus errantes, les poussant à défricher le sol et leur en donnant la propriété. Ainsi put-il transformer grand nombre d'entre elles en communautés agricoles groupées dans des villages fortifiés, à l'abri des continuelles incursions des nomades pillards. Le pays devint plus stable et ses ressources moins aléatoires. Les nouveaux sédentaires, jusque-là « matière fiscale morte », devinrent des contribuables payant régulièrement à l'État le prix de la protection qu'il leur assurait.

La stabilité politique, le développement de l'agriculture et l'accroissement du commerce intérieur et extérieur entraînèrent un rapide essor urbain. *Cirta* (Constantine), capitale de Massinissa, dépassa les 100 000 habitants et attira, grâce à sa grande activité économique et à ses foires, de nombreux autochtones et étrangers. En Tunisie, *Tbugga*, *Sicca Veneria* (Le Kef) et surtout *Zama* devinrent d'importantes capitales régionales. L'ascension est plus remarquable encore pour certains bourgs ou de simples marchés qui se transformèrent en véritables villes. G.-Ch. Picard écrit à ce sujet : « *On ne saurait assez marquer l'importance de l'œuvre de Massinissa et ses descendants. Avec le Sahel, le pays Massyle est, de toute la Tunisie, celui où les traces de la civilisation antique sont les plus nombreuses. Les villes qui les parsèment sont romaines : mais on voit clairement qu'elles se sont développées sur les fondations des rois numides* ». Il est certain que des cités comme Mactar, Bulla Regia et d'autres doivent beaucoup aux Numides. Le pouvoir avait, certes par intérêt, favorisé la sédentarisation. Il cherchait à rendre les

populations plus dociles, plus riches et d'un meilleur rendement fiscal. Les bourgs n'ont peut-être été conçus que comme des résidences pour accueillir les agriculteurs et des forteresses pour les protéger, mais ils constituèrent en même temps un cadre propice pour le développement et le rayonnement de la culture et de la civilisation.

Aujourd'hui, c'est sans doute à Dougga qu'on peut le mieux apprécier l'apport de la civilisation numide à certaines villes antiques de Tunisie. Avec ses vestiges impressionnants qui surgissent de loin, accrochés à la falaise dominant la vaste et riche vallée de l'Oued Khalled, Dougga est, à l'origine, une vieille citadelle berbère, comme l'indique son nom dont la racine TBG suggérerait la notion de protection et non de pâturage comme on le croyait autrefois. Le site occupe, en effet, une position facile à défendre, protégé qu'il est à l'est et au nord-est par une falaise abrupte et au sud par des pentes rapides. La défense était complétée par des remparts en gros appareil dont subsiste un tronçon de 150 m au nord. Cet avantage appréciable et d'autres atouts ont non seulement favorisé l'implantation de la cité dès avant le V^e s. avant J.-C. mais aussi contribué à assurer son rapide essor par la suite puisqu'au IV^e s. elle était d'une belle grandeur selon le témoignage de Diodore de Sicile. Cela lui a probablement valu de devenir la capitale de la dynastie massylyenne pendant quelque temps avant d'être annexée au territoire carthaginois. Reconquise par Massinissa au II^e s., elle devint sans doute une des résidences royales comme *Bulla Regia* et *Zama Regia* sans toutefois avoir le titre de *Regia* (royale). La cité s'étendait alors sur près de 80 hectares et disposait, en son centre, d'une agora numide qui sera transformée plus tard en forum romain. Une inscription bilingue, libyque et numide, nous apprend qu'un sanctuaire dédié à Massinissa, divinisé après sa mort, y a été érigé. Quelques vestiges de l'époque numide ont subsisté jusqu'à nos jours. On peut citer, à cet égard, les éléments architecturaux préromains encastrés dans les murailles de la forteresse byzantine attenante au forum ; il s'agit de chapiteaux de pilastres d'angles aux volutes décorées de fleurs, ensemble très analogue au décor architectural du célèbre mausolée

qui sera évoqué plus loin ; d'autres éléments de décor hellénistiques en même temps que le soubassement d'un monument quadrangulaire, comparables à l'autel sanctuaire de Chemtou ont été trouvés à proximité immédiate du capitolé ; enfin, sous le temple de Saturne, les fouilles ont révélé l'existence d'un sanctuaire plus ancien dédié à Baâl Hammon et contenant, outre des urnes, des stèles portant le signe dit de Tanit et des symboles solaires et lunaires ainsi que des tables à libation et des fioles à parfum.

La prospérité économique du royaume numide s'est traduite par la multiplication, dans les villes, de monuments publics et privés souvent grandioses. L'exemple le plus spectaculaire de cet essor architectural demeure sans doute le mausolée de Dougga qui s'insère dans la série des grands mausolées dynastiques dont l'Algérie possède de prestigieux modèles comme le Medracen ou le « Tombeau de la chrétienne ». Les uns et les autres dérivent du célèbre mausolée d'Halicarnasse, érigé en Asie Mineure au IV^e s. avant J.-C. pour le satrape Mausole, ainsi que celui d'Alexandre le Grand à Alexandrie. Par ces prestigieux monuments, les rois numides cherchaient à souligner leur dimension surhumaine, à l'instar des grands souverains hellénistiques, et à affirmer leur suprématie.

Le mausolée de Dougga, datable du second siècle avant J.-C., est un tombeau turriforme composé de trois étages couronnés d'un pyramidion et atteignant 21 m de haut. Le premier étage repose sur un soubassement de cinq gradins et contient la chambre sépulcrale dont la majesté est signalée, de l'extérieur, par des pilastres d'angle à chapiteaux éoliens aux volutes garnies de fleurs de lotus. La face nord comporte une fenêtre que condamnait une dalle et les trois autres faces sont ornées de fausses fenêtres. Le second étage, disposé sur un piédestal de trois gradins, présente l'aspect d'un temple avec ses quatre colonnes ioniques cannelées et engagées, son architrave et sa gorge égyptienne, conférant un caractère sacré au défunt. Le troisième étage repose sur un socle de gradins interrompus aux angles par des piédestaux qui portaient des cavaliers dont il ne reste que quelques fragments. Chaque face est décorée d'un bas-relief



Mausolée libyco-punique de Dougga

Haut de 21 mètres, il comprend trois étages. Ce mausolée est l'un des rares exemples d'architecture princière à avoir survécu. Il est le résultat d'un syncrétisme architectural mélangeant les influences grecques et égyptiennes sur fond libyco-punique.

représentant un quadriga monté par deux personnages. Le monument se termine par un pyramidion ayant à ses angles des statues mutilées de femmes ailées tenant une boule à la main gauche. Enfin, au sommet de l'édifice, se trouve un lion qui serait le symbole du soleil et des zones célestes. Les femmes ailées, pourraient être considérées comme des « porteuses d'âmes », les cavaliers constitueraient l'escorte pour le voyage terrestre du défunt, tandis que le char, conduit par un aurige, l'emmènerait vers sa dernière demeure.

Le mausolée de Dougga est demeuré presque intact jusque vers le milieu du XIX^e s. (1842), date à laquelle il fut démoli par Thomas Reed, consul d'Angleterre à Tunis qui enleva et transporta au British Muséum la célèbre inscription bilingue, en libyque et en punique, qui se trouvait à gauche de la fenêtre du premier étage selon des indications d'auteurs des siècles précédents. Auparavant, cette inscription dont l'intérêt n'avait pas échappé aux explorateurs les plus anciens, avait attiré la convoitise de Thomas d'Arcos en 1631 mais le savant français Peresc, dont il était le correspondant, l'empêcha de « *commettre cette irréligion, pour ne pas dire impiété, de faire courir fortune à un si noble et si ancien monument de périr tout à fait* ».

Une première lecture de cette inscription a été à l'origine d'une idée persistante tendant à considérer le mausolée de Dougga comme le fastueux tombeau d'Ateban, nommé en tête du texte et pris pour un important chef numide. Une relecture plus récente a permis de voir en Ateban l'architecte et l'entrepreneur qui a dirigé l'équipe de constructeurs chargée de l'exécution des travaux. Celle-ci était composée de trois artisans tailleurs de pierre, dont le fils d'Ateban — ce qui confirme que celui-ci peut difficilement être le destinataire d'un ouvrage d'architecture funéraire de la qualité du mausolée — de deux menuisiers et de deux ferronniers. L'apport le plus important de l'inscription réside, ainsi, dans le fait que le somptueux monument a été réalisé par une équipe entièrement numide depuis l'architecte jusqu'aux artisans.

Les exemples d'architecture royale de Dougga et de Chemtou ainsi que ceux des grands mausolées d'Algérie montrent la familia-

rite des Numides avec l'art hellénistique et leur maîtrise de techniques propres à cet art. Certaines options majeures comme la prédilection pour la version égyptisante prouvent que les emprunts sont sélectionnés, voire repensés en fonction du désir du commanditaire, ce qui dénoterait de la maturité et une certaine autonomie de l'hellénisme numide. Analysant ces aspects et soulignant le fait que le mausolée de Dougga est l'œuvre d'autochtones, Y. Thébert écrit : *« la puissance du prince africain est célébrée par l'emprunt et la recomposition d'un type d'architecture élaborée en Orient pour exalter la dimension divine des souverains et qui devient d'actualité en Numidie lorsque s'y affirme un pouvoir royal de nature semblable à celui des monarchies orientales. Rien ne témoigne d'une influence passivement subie : tout au contraire, on devine un accaparement avec des pratiques de sélection et de synthèse. L'hellénisme numide est numide »*.

À l'époque préromaine, la langue maternelle des autochtones de tout le Maghreb était le libyque qui se rattachait à l'ensemble linguistique chamito-sémitique comprenant notamment l'arabe, l'hébreu, l'égyptien et le phénicien. Cependant, le bilinguisme était d'autant plus couramment pratiqué que la langue officielle des royaumes berbères était le punique et que les légendes des monnaies étaient libellées en punique. L'alphabet libyque était, comme on le sait, profondément marqué par l'influence phénicienne. L'écriture était essentiellement consonantique et les lettres présentaient des formes géométriques, rectilignes et anguleuses, proches du répertoire de l'art géométrique berbère ; disposées en colonnes parallèles, elles se lisaient verticalement de bas en haut et de gauche à droite. Toutefois, à ce système ancien, s'est substituée, sous l'influence punique, une orientation horizontale et de droite à gauche que l'on retrouve surtout à Dougga.

Dans l'état actuel des recherches, plus de 1300 inscriptions libyques ont été découvertes dans les différents pays du Maghreb. Cependant, les trouvailles les plus nombreuses, de très loin, ont été faites dans l'est algérien et le nord-ouest tunisien dont la langue et l'écriture appartiennent au groupe libyque oriental. Extrêmement

rares, voire totalement absentes dans la zone littorale tunisienne où s'étaient implantés les premiers établissements phéniciens puis les cités puniques qui avaient exercé une influence rayonnante sur leur territoire et leur arrière-pays, ces inscriptions deviennent nombreuses sur les plateaux et les hauteurs où les autochtones avaient trouvé une eau relativement abondante, des conditions assez propices à l'agriculture et des facilités de protection et de défense contre les incursions nomades.

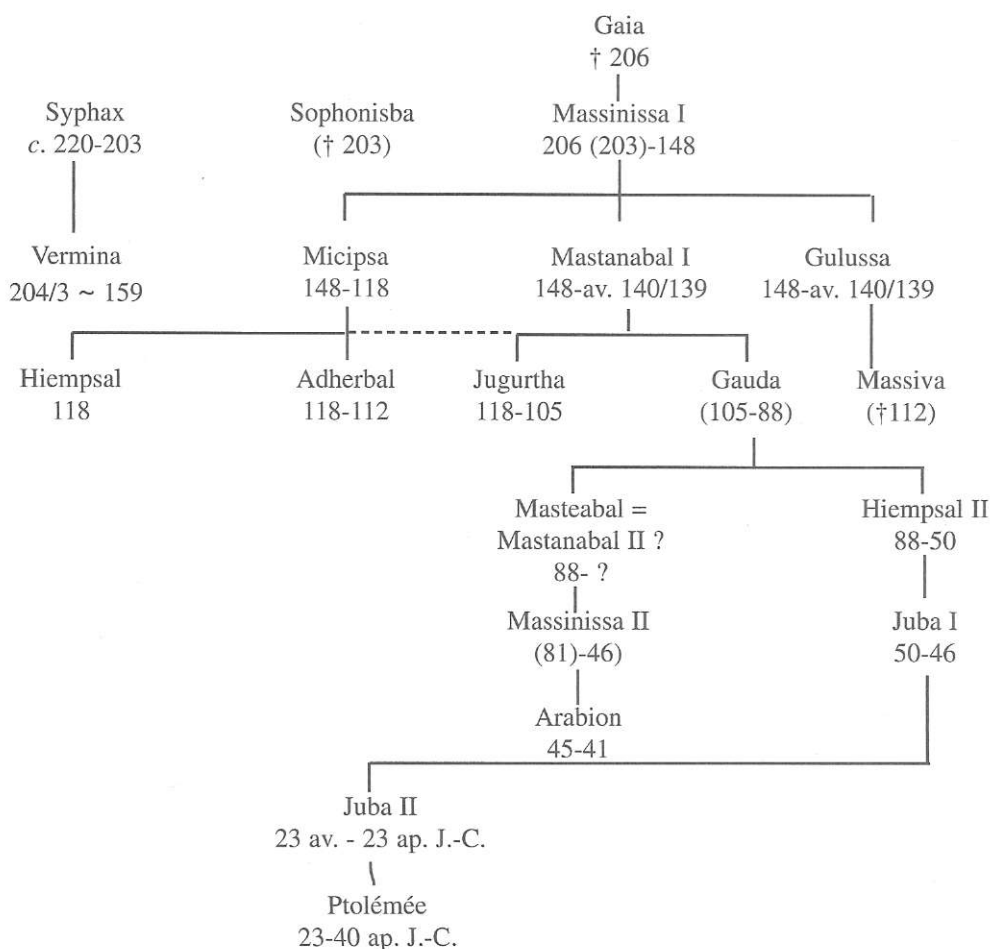
L'épigraphie libyque est essentiellement funéraire avec des textes courts et stéréotypés se limitant au nom du défunt et de son père. Seule Dougga a livré quelques inscriptions publiques, dites officielles, apportant de brefs renseignements sur la société de la cité et son organisation politique et administrative.

L'organisation municipale de Dougga à l'époque numide semble ne rien devoir aux Puniques. Le document le plus important à cet égard est le texte bilingue déjà évoqué et qui consacre l'édification d'un sanctuaire à Massinissa. Dotée avec une remarquable précision de la dixième année du règne de Micipsa (139-138 avant J.-C.), la dédicace de ce sanctuaire est faite au nom d'un conseil des citoyens ou des notables appelé « CKN » en libyque et « BL » en punique, organe sans doute important à l'échelle municipale puisqu'il prend une initiative de haute portée politique et religieuse, consacrant un « temple » à Massinissa, chef charismatique et prestigieux roi des Numides, divinisé après sa mort. Ces « Baali », dont on connaît mal les attributions précises, sont attestés également à Mac-tar, Ellès, Mididi, autres cités du royaume numide. D'autres fonctions sont aussi évoquées par le texte de Dougga. En effet, la dédicace est, en outre, datée de l'année du roi (GLD, aguellid en libyque), Shafot, fils du roi Afshan : ces « rois » sont apparemment des magistrats municipaux éponymes, dont la fonction est annuelle. Ils portent curieusement le même titre que Micipsa mais celui-ci est nanti d'un titre plus prestigieux encore, et surtout qui lui est propre : MNKDH, chef suprême. Détenteur de cette fonction, le souverain

Les dynasties numides

MASAESYLES

MASSYLES



Hiarbas : usurpateur en Numidie vers 80 av. J.-C.

À la fin du III^e s. avant J.-C., coexistent deux royaumes numides avec pour rois, Syphax chez les Masaesyles (c. 220-203) à l'ouest, Gaia chez les Massyles (mort en 206) à l'est, Massinissa, fils de Gaia, lui succède à partir de 206 et durant son long règne de 203 à 148 unifie la Numidie en un seul royaume en éliminant le fils de Syphax, Vermina (203-159). À sa mort, en 148, le royaume de Massinissa est partagé entre ses héritiers.

numide commande alors aux chefs locaux dits « rois » et aux princes des tribus. Il est le maître des princes et des cités.

Beaucoup d'incertitudes planent sur la nature précise d'autres fonctions évoquées par l'inscription : MWSN, deux chefs de cent, GLDMCK, chef de cinquante, accomplissant des tâches militaires ou para militaires. D'autres fonctions, sans équivalents dans le monde punique, ont été translittérées et non traduites : MSSKW, un trésorier, GLDYLM, un chef des prêtres. Une approche plus récente propose d'autres interprétations : MWSN serait plutôt un sage, GLDMCK, un chef de maçons, MSSKW, un architecte, GLDYM, un chef d'artisans etc...

On connaît mal les institutions des autres cités du royaume numide. Tout ce qu'on peut dire c'est qu'elles ont été, peu à peu, gagnées à la punicisation. L'existence de suffètes, fonctions d'origine punique, en pleine période romaine et notamment aux I^{er} et II^e s. avant J.-C. dans des villes de Tunisie comme *Althihuros*, *Capsa*, *Limisa*, *Mactar.*, *Masculula* et même *Thougga* (en 48-49 après J.-C., d'après une inscription latine), impliquent des changements, du moins au niveau de cette dernière cité. Il convient de rappeler, à cet égard, que si Carthage et les autres cités puniques avaient à leur tête deux suffètes, les villes numides comme *Mactar*, *Althiburos* et *Thougga* en eurent trois lorsqu'elles adoptèrent le modèle punique. Cette option s'expliquerait par l'existence de traditions autochtones d'administration triumvirale. On sait qu'à la mort de Massinissa, le royaume numide fut partagé entre ses trois fils Micipsa, Mastanabal et Gulusa. Le même principe présida à la désignation d'Adherbal, Hiempsal et Jugurtha pour succéder à Micipsa.

Par ailleurs, d'autres documents nous apprennent que le royaume numide était divisé en régions ou districts ayant à leur tête des préfets responsables devant le roi. Certaines villes royales, ou importantes comme Dougga, étaient sans doute les chefs-lieux de ces provinces. Une inscription de Jbel Massouge évoque un responsable ou préfet du territoire de Tusca (région de Mactar-Dougga) qui comptait une cinquantaine de cités. Signalés à plusieurs

reprises dans le royaume numide, ces préfets levaient les impôts et assuraient, le cas échéant, le commandement de garnisons.

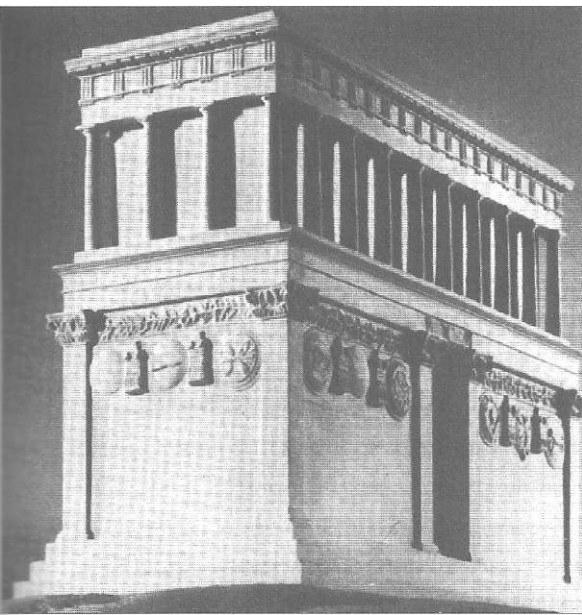
En revanche, on ne sait rien sur les institutions qui régissaient les communautés rurales si ce n'est qu'à l'époque romaine, certaines tribus étaient dirigées par des comités de onze membres qui n'ont d'équivalents ni chez les Puniques, ni chez les Romains. On a pu, toutefois, supposer l'existence dans le monde rural numide, d'institutions communautaires assez démocratiques et plus ou moins analogues aux conseils régissant les villages kabyles (*jemaa*). Il semble, en outre, admis que la tribu qui possédait des marchés et quelques hameaux ou villages, n'exerçait aucun pouvoir sur la ville. Son chef n'était pas le « maître de la cité », dans la mesure où celle-ci s'était créée et organisée en dehors du cadre tribal. Les villes, quand elles n'étaient pas sous l'autorité directe des préfets, s'administraient elles-mêmes selon un statut numide, punique ou mixte, ces éléments étant souvent imbriqués de façon plutôt inextricable.

L'ouverture au monde punique et grec

De toute façon, l'essor du royaume numide est essentiellement lié aux villes devenues d'importants foyers de rayonnement de la civilisation méditerranéenne grâce à une grande ouverture aux mondes punique et grec, notamment. En effet, la mainmise de Massinissa sur de nombreuses villes maritimes phénico-puniques et l'essor de l'économie numide favorisèrent les contacts entre autochtones et marchands italiens, grecs, égyptiens et syriens dont beaucoup n'hésitèrent pas à s'installer en terre africaine rejoignant ceux qui s'y étaient déjà fixés aux siècles précédents. Ces communautés contribuèrent certes à l'enrichissement du patrimoine humain et culturel du royaume numide, mais l'éveil du monde libyque est un phénomène dû essentiellement aux Puniques et aux Grecs.

L'entité punique est née du brassage et des croisements entre une immense majorité d'autochtones et une minorité de Phéniciens. À Carthage, les contacts et les échanges entre les deux communau-

tés remontent pratiquement à la naissance de la cité : de la céramique locale trouvée dans des couches archéologiques du VIII^e s. avant J.-C. atteste une présence libyque dès cette époque lointaine. Cette présence est confirmée par l'existence dans des tombes typiquement orientales du VIP s. avant J.-C. d'ossements peints à l'ocre rouge selon le rite caractéristique des traditions funéraires libyques. En outre, on trouve des Libyens associés à l'expansion carthaginoise en Méditerranée comme le suggère une inscription de Motyé (en Sicile) du VI^e s. qui commémore le sacrifice offert par un Libyen à une divinité phénicienne. Ce phénomène de fusion et d'assimilation culturelle réciproque se développe avec le temps et l'extension de l'autorité carthaginoise à la majeure partie de la Tunisie actuelle. La symbiose devint alors telle entre les deux éléments que les auteurs anciens donnent le nom de libyphéniciens à cette population ethniquement libyque mais également phénicienne par l'assimilation des immigrants phéniciens et de leur culture. L'onomastique montre que l'élément autochtone a joué un rôle considérable au sein de la société punique, participant activement à la vie agricole, artisanale, commerciale et culturelle. Des suffètes de souche libyque ont pu se hisser à la tête de nombreuses cités puniques et des fonctions religieuses importantes ont été exercées par des citoyens de même souche. On cite le cas d'une prêtresse, au nom libyque, unie à un descendant de Phéniciens. On connaît aussi de nombreuses stèles votives dédiées aux deux grandes divinités phéniciennes Baâl Hammon et Tanit par des fidèles portant eux-mêmes et leurs ancêtres des noms berbères ou des noms sémitiques mais avec une filiation trahissant une origine libyque ; certains, enfin, malgré la consonance betbète <ie Leuf> noms révèlent une ascendance sémitique, voire mixte. Ce phénomène ne se limite d'ailleurs pas au territoire de Carthage : des découvertes faites au sanctuaire de Baâl et de Tanit à El Hofra (Cirta-Constantine), la capitale du royaume numide, montrent une prédominance de l'élément punique. La plupart des dédicants portent des noms puniques et exercent des fonctions identiques à celles qu'on trouve dans tout l'univers carthaginois : prêtres, prêtresses, militaires, scribes, médecins, menuisiers et autres arti-



Autel-sanctuaire de Chemtou. Musée de Chemtou.

Restitution réalisée à la suite des fouilles, des découvertes et des recherches archéologiques faites sur le site de Chemtou.

Long de 12 m, large de 6 m, le monument devait s'élever sur une hauteur de 10 m ; il est constitué de deux étages.

Le massif du rez-de-chaussée comporte une fausse porte encadrée de pilastres et supporte un élément architectural figurant le disque solaire accosté de deux serpents couronnés. Une frise sculptée d'armes court dans la partie supérieure. Le second

étage est entouré d'une colonnade dorique. Le monument est construit en grand appareil avec le marbre qui a fait la célébrité de la carrière du site : le numidicum marmor. Ce monument appartient à l'architecture royale numide influencée par la civilisation égyptienne et alexandrine pour ce qui concerne le décor. Il a été construit dans les premières années du règne de Micipsa, après la confiscation de cette région à Carthage par Massinissa, autour de 152 av. J.-C.

Stèle du cavalier numide.

H. 94 cm. Musée de Chemtou.

Sculptée dans un calcaire schisteux, cette stèle qui représente un cavalier, provient de Henchir Abassa, près de Chemtou.

Le personnage est figuré de trois quarts. Il porte la barbe et a une chevelure coiffée en mèches. La tête est ceinte d'un bandeau. Il est vêtu d'une tunique et d'un manteau retenu à l'épaule par une fibule ronde ; ses pieds sont chaussés de socques.

L'harnachement est riche, la selle est à pommeau. Devant le cheval, s'élève un palmier. La stèle ne comprend aucune inscription ; aussi l'interprétation reste-t-elle encore peu sûre : le bandeau ceignant les cheveux, sorte de diadème, permettrait d'identifier le personnage à un prince numide. On a avancé celui de Juba, dernier roi numide. D'autres pensent qu'il s'agit d'un dieu cavalier. I^{er} s. av. J.-C.



sans. Des chefs de tribus, des habitants venus des bourgades environnantes et même des étrangers offrent des sacrifices au dieu punique Baâl Hammon. De multiples stèles y attestent la présence de nombreux marchands grecs et italiens. Les historiens ont beaucoup insisté sur le fait que cette capitale numide revêtait alors un aspect essentiellement punique et qu'à part ses origines berbères, elle ne se distinguait en rien des autres villes du Maghreb punique.

En fait, les rois numides, et en premier lieu Massinissa, héritier des fameux manuscrits carthaginois, étaient imprégnés de culture punique et avaient favorisé la punification de leur royaume. D'après Appien, Massinissa fut même élevé à Carthage qui, sans doute, cherchait par ce biais à s'assurer la docilité des pères tout en formant les jeunes princes de manière à gagner leur fidélité. Pendant des siècles, semble-t-il, les cercles dirigeants numides considéraient Carthage comme leur métropole. Des mariages mixtes étaient très fréquents notamment au niveau de la famille royale dont les membres recherchaient les mariages avec les filles de l'aristocratie carthaginoise : pendant la guerre des mercenaires, une des filles d'Amilcar était promise à Naravas, chef berbère qui, à la tête de 2000 hommes, avait combattu les Carthaginois avant de s'allier à eux, Oesalas, oncle de Massinissa, avait épousé une nièce d'Hannibal ; Sophonisbe, fille d'Hasdrubal eut pour époux Siphax, roi des Massyles puis Massinissa avant de s'empoisonner pour ne pas être livrée aux Romains, Massinissa lui-même donna une de ses filles à un Carthaginois qui en eut un fils nommé Adherbal. Ces mariages ne pouvaient que consolider l'influence punique en pays numide d'autant plus que les illustres épouses amenaient avec « leurs parfums et leurs bijoux » les cultes puniques ainsi que les mœurs et les coutumes de Carthage.

Ainsi la punification du royaume fut d'autant plus profonde qu'elle toucha des domaines aussi divers que l'artisanat et notamment la production céramique, les croyances religieuses, et la langue dans sa version écrite et parlée. Le punique était, comme on l'a vu, la langue officielle utilisée tant pour les légendes des monnaies numides que pour les textes administratifs ou encore pour les dédi-

caces religieuses et les épitaphes. Pourtant il existait une écriture libyque assez répandue dans le domaine privé et qui a connu une grande pérennité puisqu'elle existe de nos jours encore chez les Touaregs, mais seule Dougga l'a utilisée dans quelques-unes de ses inscriptions publiques, encore que celles-ci étaient accompagnées de traductions puniques. D'ailleurs, l'empreinte de cette punicisation était telle qu'au VI^e s. après J.-C., certains Maures se disaient descendants des Cananéens, selon Procope.

L'influence de la culture carthaginoise était donc prédominante en Numidie, mais non exclusive. Le monde grec y exerce une influence notable avec ses artistes, ses architectes, ses marchands et ses artisans, présents un peu partout dans le royaume comme ils l'étaient partout ailleurs dans le monde méditerranéen, alors profondément marqué par l'hellénisation. Massinissa favorisa considérablement les contacts et les échanges avec les Grecs dont la langue et la culture devinrent familières aux élites numides. Mastanabal, fils de Massinissa, était selon Tite-Live « *savant dans les lettres grecques* ». Plus tard, Juba II (25 avant J.-C. - 23 - 24 après J.-C.) devint un helléniste distingué, dotant sa capitale, *Caesare* (Cbercbell) de beaux monuments et d'une grande bibliothèque. Son initiation à toutes les sciences lui permit d'écrire de nombreux ouvrages en grec et non en latin ou en punique, langues qu'il maîtrisait aussi à la perfection. Mastanabal n'hésita pas à prendre part aux jeux panhelléniques et remporta entre 168 et 163 la victoire sur l'hippodrome d'Athènes au cours des Panathénées.

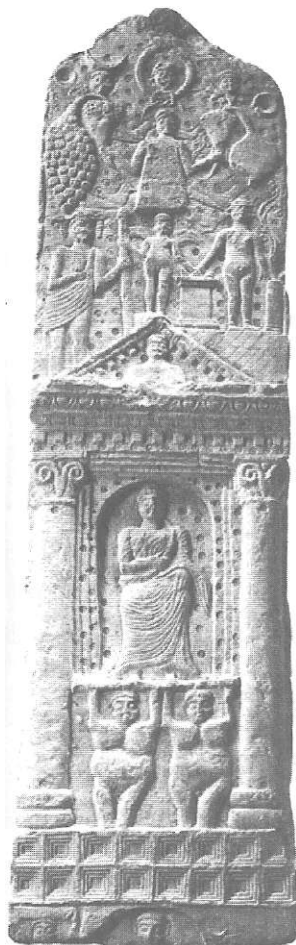
La dimension politique de ces relations est bien illustrée par des échanges de bons procédés entre les souverains numides et les Grecs que Massinissa cherchait à attirer chez lui en leur réservant le meilleur accueil. Il honora Polybe d'une hospitalité qui lui valut une grande admiration de la part de celui-ci. De même, il reçut avec beaucoup de faste Ptolemée VIII d'Égypte. En outre il fit preuve d'évergétisme à l'égard de prestigieuses cités grecques, offrant de l'ivoire et du bois de thuya à Rhodes, du blé à Délos au profit du temple d'Apollon. De leur côté, les Grecs ne furent pas insensibles à la générosité de Massinissa : ils lui érigèrent des statues notam-

ment à Rhodes et à Délos ; le roi de Bithynie, Nicomède, en fit de même, en témoignage de reconnaissance au roi numide qui lui avait, semble-t-il, fourni son appui pour accéder au trône. Massinissa se comportait d'ailleurs en souverain hellénistique. Il fit frapper des monnaies sur lesquelles il portait le diadème et la couronne laurée et organisait des banquets rehaussés par la participation de musiciens grecs. Micipsa, son successeur, vécut également « *dans le commerce de lettrés et consacra ses loisirs à s'instruire, particulièrement en matière de philosophie* ». Rappelons, enfin, que ces dynastes numides se faisaient construire des mausolées prestigieux, dignes de la grande tradition hellénistique.

La religion et les coutumes funéraires

Sur le plan religieux, le monde berbère attirait l'attention par sa grande diversité. Le divin était, au début, organiquement lié à la nature, d'où le culte des grottes, des roches et des montagnes. La zoolâtrie était également pratiquée et des animaux comme le bélier, le taureau ou le lion étaient adorés. De même la terre, les fleuves, l'eau et la végétation, sources de toute vie, étaient vénérés. Les génies attachés à ces divers phénomènes faisaient l'objet d'hommages religieux. L'astrolâtrie était également répandue et, selon le témoignage d'Hérodote, « *les Libyens sacrifiaient à la lune et au soleil... Ce sont là des divinités à qui tous les Ubjens offrent des sacrifices* ». La fréquence du croissant et du disque solaire sur les stèles votives libyques, dans les hypogées funéraires (haouanet) et dans les dolmens confirment ce témoignage.

Cependant, à côté de génies ou de dieux topiques régnant sur des territoires limités et auxquels l'univers rural demeurerait attaché, on relève l'existence de divinités autochtones réunies en panthéons et objets de cultes locaux ou régionaux. Des bas-reliefs des II^e et I^{er} s. avant J.-C. attestent l'importance de ces divinités. Le premier de ces bas-reliefs provient des alentours de *Simitthus* (Chemtou). Huit personnages en buste y sont représentés. Il s'agit de sept dieux et d'une



Stèle dite de la « Ghorfa »

Elle appartient à un groupe de pièces rassemblées par un collectionneur tunisien à la fin du XIX s. et dispersées entre plusieurs musées européens. Une série de 12 exemplaires est conservée au musée du Bardo. L'identification du lieu de trouvaille a été précisée au lieu-dit Maghraoua, dans la région de Mactar.*

Ce sont des grandes pièces spécifiques, sculptées selon une composition en registres dominée par un souci décoratif très poussé.

Leur décor constitue en effet une phase essentielle de la pensée religieuse africaine par la représentation hiérarchisée du cosmos : le monde céleste, le monde terrestre et le monde infernal sont disposés en trois registres superposés. Au milieu, le monde terrestre est représenté par un personnage drapé s'avançant devant un temple.

Au registre supérieur, diverses divinités avec leurs attributs. Au registre inférieur, dans une crypte, deux caryatides soutiennent le sol du temple. Cette représentation, riche et ordonnée, révèle l'évolution de la religion libyco-punique ayant subi les influences religieuses méditerranéennes et ayant adopté un syncrétisme ouvert sur le monde extérieur, marqué par la pensée néo-platonicienne.

Bas-relief des sept divinités numides,

Provenant de la région de Béja. Musée du Bardo.
Calcaire, 0,99 m x 0,70 m.

Sept divinités sont représentées de face avec différents attributs et l'inscription de leurs noms respectifs. Il s'agit d'un panthéon de divinités locales qu'on désigne souvent sous le terme collectif de «dii Mauri», dieux maures, différents des divinités majeures de l'Olympe. Ce sont de petits dieux ou génies locaux, vénérés et craints, objets d'une grande ferveur auprès des populations paysannes ou militaires en raison de leur caractère protecteur et bienveillant.



déesse. Celle-ci dont la poitrine est assez nettement indiquée par delà la tunique ornée de dessins géométriques qu'elle porte, est coiffée d'un bandeau semblable au klaft égyptien. Les dieux, à l'exception d'un seul, portent barbe et moustache et arborent une impressionnante chevelure touffue et crépue. Ils sont habillés d'une tunique plissée recouverte d'un manteau qui n'est pas sans rappeler la chlamyde grecque. Sur le plan esthétique, ce bas-relief appartient incontestablement à l'art populaire africain, mais certains détails le rattachent à la tradition orientalisante.

Un autre document, tout à fait analogue à ce bas-relief dans la mesure où il représente également huit divinités en buste, a été trouvé à Henchir Ouled Abid, près de Bou Salem et non loin de Chemtou (à 40 km environ). Plus intéressant encore, est le bas-relief mis au jour en 1987 à Thunusida (Borj Hellal, à 10 km de Chemtou). Il représente un panthéon de huit divinités, sept dieux et une déesse et qui sont représentés non pas en buste mais à cheval ou à pied. Cinq parmi les dieux chevauchent l'animal, deux le tiennent par les rênes et la déesse qui occupe une position centrale est sans monture. Sa longue chevelue est retenue par un bandeau et elle porte un vêtement, retenu par une fibule au milieu de la poitrine, et une sorte de « double jupe ». Unique en son genre dans le répertoire iconographique religieux libyco-punique, ce document a été rapproché d'une stèle de la région de Chemtou figurant un cavalier doté d'une abondante chevelure calamistrée et portant barbe et moustaches. Identifié de prime abord à un dynaste numide, on a pu y voir aussi un dieu cavalier isolé tant certains de ses traits et son attitude hiératique évoquant les divinités du bas-relief de Borj Hellal.

Quoi qu'il en soit, tous ces bas-reliefs montrent une tendance au regroupement des divinités en un panthéon homogène. Cependant, les attributs de ces divinités n'étant pas indiqués, on ignore le rôle et l'importance de chacune d'elles. Il faudra attendre la période romaine et la découverte de la stèle dite des sept dieux de Béja pour être mieux informé dans ce domaine. Il s'agit d'un bas-relief votif, épigraphe, témoignant d'un culte voué à des « *dii mauri* » (dieux maures) dont les images et les noms figurent sur le document où ils



Tête de libyen.

Musée du Bardo. H. 80 cm.

Cette tête berbère en calcaire noir, a été découverte avec un autre pilier représentant un noir, dans les thermes d'Antonin à Carthage en 1946.

C'est sans doute la plus remarquable représentation d'un libyen-gétule que l'art antique nous ait légué.

La figure est puissante par ses traits. Le crâne apparaît entièrement rasé, à l'exception d'une longue natte rituelle de cheveux tressés qui occupe le milieu de la tête et se termine par une pendeloque en forme de croissant sur le front.

Stèle de huit divinités libyques.

Musée de Chemtou. H. 0,65 m, L. 1,59 m.

Cette stèle en pierre calcaire vert-noir provient de Borj Hellal, près de Chemtou. Elle représente en bas-relief un alignement de huit bustes dont le quatrième est un buste féminin.

Ils portent tous une chevelure abondante à mèches parallèles et sont revêtus d'une tunique retenue à l'épaule par une fibule circulaire. Il s'agirait d'un panthéon de divinités libyques. La stèle est datée entre les règnes de Massinissa (202-148) et Juba 1^{er} (60-46) s. av. J.-C.



sont représentés siégeant dans une palmeraie, à l'abri d'une tenture. De part et d'autre d'un dieu suprême, Bonchor, occupant la place d'honneur au centre, sont assises deux déesses : Vihinam qui veille, semble-t-il, sur les accouchements et Varsissima qui est sans attribut. On trouve ensuite Macurgam dont le bâton rappelle Esculape et Matilam à qui on sacrifie un bœuf, enfin deux dieux cavaliers Macurtam et Iunam. Le culte voué à ce panthéon remonte sans doute à l'époque numide mais la stèle qui l'atteste est en latin et les noms des dédicants sont romains. La date proposée pour le document est le III^e s. après J.-C.

À côté de ces panthéons autochtones, il conviendrait d'insister sur la place prépondérante qui revient à une divinité africaine ornant souvent l'avvers des monnaies numides ou maures de Juba I^{er}, Bogud, Juba II et Ptolémée. Coiffée d'une dépouille d'éléphant surmontée d'une trompe, attribut qui permet de l'identifier à la déesse *Africa*, dispensatrice de richesses et de fertilité, elle était le symbole de la prospérité de la province à l'époque romaine et l'objet d'un culte public et privé particulièrement fervent que soulignait Pline en écrivant : « *En Afrique, personne ne prend une résolution sans avoir au préalable invoqué Africa* ».

Carthage, dont l'influence sur les royaumes numides fut immense dans tous les domaines, avait également réussi à marquer la vie religieuse de son empreinte en transmettant le culte des principaux dieux de son panthéon aux Berbères dont les classes dirigeantes adoptèrent avec ferveur Baâl Hammon et Tanit. Elle a été également pour beaucoup dans la pénétration de l'hellénisme dans l'ensemble du Maghreb et en particulier de certains cultes grecs dont Massinissa devait favoriser l'expansion au II^e s. avant J.-C. Des monnaies numides ornées des têtes de Déméter et Coré portant une couronne d'épis prouvent l'attachement officiel et privé à ces divinités devenues très populaires. Les annexions opérées par Massinissa sur le territoire de Carthage accélérèrent le mouvement d'adoption de ces déesses dans le reste de son royaume dont la vocation céréalière ne pouvait qu'en être stimulée comme le soulignait l'historien français J. Carcopino en écrivant : « *cette religion hellénique pion-*

geait de lointaines racines dans le vieux fonds naturiste de l'ancienne civilisation méditerranéenne auquel les Numides s'étaient attardés, et il était infailible que, transportée che^ eux, elle s'y épanouit en vivaces floraisons ».

L'univers religieux numide est ainsi caractérisé par un fonds autochtone vivace sur lequel se sont greffés des apports puniques, grecs et méditerranéens divers qui reflètent l'ouverture au monde extérieur et le brassage culturel qui distingue le Maghreb de l'époque préromaine marqué par le rayonnement de Carthage et l'émergence de royaumes berbères puissants.

Dans le domaine funéraire, les monuments libyco-puniques sont caractérisés par une assez grande diversité typologique. Le plus simple de tous se présente sous forme de tumulus composé d'une fosse ou d'une modeste chambre funéraire recouvertes de terre et de cailloux. Cependant certains parmi ces tumuli peuvent atteindre des proportions assez considérables comme ceux d'Enfida, près de Sousse, ou d'El Bazina, près de Séjnane, à 118 km au nord-ouest de Tunis).

Les tombeaux mégalithiques, plus variés, sont également plus imposants. Les plus simples sont construits à l'aide de trois grandes dalles, posées de chant et recouvertes par une quatrième, souvent plus grande. Les plus intéressants et les mieux conservés parmi eux sont dans les régions de Bulla Regia, Dougga, Kesra et Mididi où quatre dalles recouvertes par une cinquième protègent l'espace funéraire accessible par une ouverture pratiquée dans l'une d'elles. A Maghraoua et à Hammam Zouakra, les chambres funéraires sont délimitées par d'énormes dalles et précédées d'un auvent. A Ellès et à Mactar les mégalithes forment des ensembles comportant plusieurs chambres groupées autour de couloirs de 1,50 m de hauteur environ. Ils sont parfois particulièrement imposants, atteignant jusqu'à 15 m de long, 7,5 m de large et comprenant de six à sept cellules disposées par groupes de trois avec une au fond.

Les bazinas, ayant une chambre souvent enfouie, se distinguent par leur forme circulaire. Un des meilleurs exemples du genre se trouve dans la nécropole de Chemtou, datable du III^e s. avant J.-C. et remarquable par certains de ses tombeaux aménagés sur

podium avec quatre marches et comportant deux auges où ont été trouvés de nombreux squelettes appartenant probablement à la même famille.

Plus intéressants encore sont les haouanets qu'on trouve en abondance dans le Cap Bon et notamment à Sidi Mhamed Latrech, dans les régions de Sejnane, de Mateur, de Zaghouan et de Monastir où ils sont creusés dans le roc, sur les flancs des collines ou sur les berges des oueds. Composés essentiellement d'une chambre funéraire accessible par une baie, ils sont parfois dotés de banquettes, niches, alcôves etc...

Exclusivement utilisés par les autochtones, leur origine pose des problèmes. L'idée la plus courante la situe dans le cadre des échanges humains et culturels établis par l'intermédiaire des îles entre les rives nord et sud de la Méditerranée, dès le Néolithique. Le répertoire des motifs décoratifs de ces haouanets révèle trois origines différentes : un fonds local où prédominent les ornements géométriques simples ainsi que les représentations d'animaux et de scènes de la vie quotidienne et surtout rurale ; un emprunt à l'iconographie punique avec le signe dit de Tanit, le mausolée et le coq, image de l'âme du défunt ; une influence égyptisante et surtout hellénistique faite de décor architectonique avec notamment des colonnes et des chapiteaux doriques, ioniques ou éoliens ainsi que d'éléments divers dus à l'Égypte ancienne.

Enfin, les mausolées constituent les monuments funéraires les plus spectaculaires et les plus prestigieux des royaumes numides. Le modèle le plus représentatif de ce genre d'édifices en Tunisie reste celui de Dougga, déjà décrit. Le mausolée de Bourgou à Djerba, moins bien conservé et moins connu, n'est pas moins digne d'intérêt.

Vouant un véritable culte à leurs morts, les Libyens leurs réservaient d'immenses nécropoles où on a souvent relevé des aménagements accolés aux monuments funéraires et destinés à l'accomplissement de certains rites. Cependant, l'originalité libyque s'affirme surtout au niveau du mode de sépulture. Alors que les

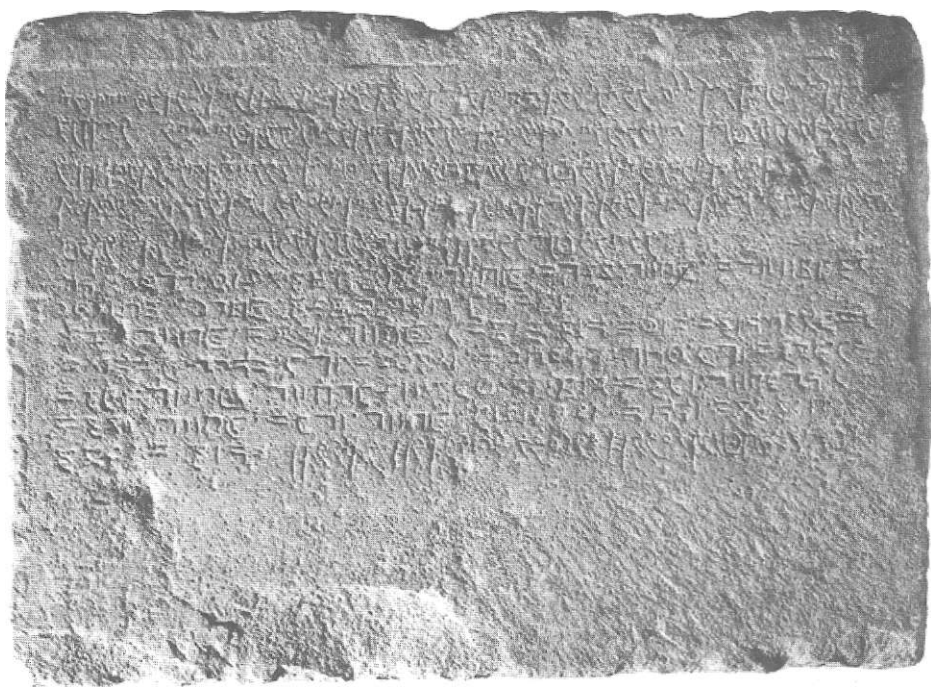
cités d'origine phénicienne se caractérisent par l'adoption pour les morts de la position dorsale allongée, la vieille tradition libyque consacre la position latérale droite fléchie qui est celle du sommeil. Ces pratiques, particulièrement courantes dans les tombeaux typiquement libyques comme les dolmens, les tumuli, les hypogées etc..., sont également présentes dans les nécropoles puniques du Sahel dont les habitants sont issus du substrat local. L'autre caractéristique principale qui permet de distinguer les sépultures libyques est comme on l'a vu, l'application sur le mort de l'ocre rouge qui se fixe sur les os après la dissolution des chairs et qui rappelle la couleur du sang. Cette même couleur est utilisée pour peindre les sarcophages en bois et décorer les chambres funéraires et notamment les haouanet.

G. Camps interprète ce fard funéraire comme un « *reconstituant magique qui donne au mort la force qui lui permet de poursuivre une vie nouvelle* ». En outre les tombes libyques, comme celles des autres peuples antiques, sont riches en mobilier funéraire et surtout en céramiques. Celle-ci est modelée, lorsqu'il s'agit de populations de modeste condition, et importée pour les classes les plus aisées, telle la campanienne, l'arétine et celle à paroi fine, ou des imitations locales de ces modèles. A cela s'ajoutent aussi d'autres éléments et notamment des colliers en pâte de verre et des monnaies.

En définitive on peut dire que l'univers des morts et des rites funéraires paraît presque entièrement dominé par l'attachement aux traditions ancestrales. L'influence des Phéniciens et des Grecs, omniprésente dans d'autres domaines, y a été très faible.

Néanmoins, ce qu'il faut surtout souligner c'est que la civilisation punique, née dans le pays du croisement entre les traditions autochtones ancestrales et la culture orientale véhiculée par les Phéniciens, s'est enrichie par les contacts multiformes avec la civilisations hellénistique dont le rayonnement était alors considérable dans toute la Méditerranée. Les historiens expliquent le caractère vivace de la tradition punique chez les Maghrébins de l'antiquité par le fait qu'elle ne leur était nullement étrangère mais qu'elle s'était

constituée au milieu d'eux. Évoquant Massinissa, G. Camps écrit :
« Ce Numide est aussi un Punique ; ni physiquement, ni culturellement il ne se distinguait de ses adversaires carthaginois. Il coulait dans ses veines autant de sang carthaginois qu'il coulait de sang africain dans celles d'Hannibal ».



Inscription bilingue de Massinissa

Découverte à Dougga en 1904

Conservée au musée du Bardo

Gravée sur un bloc calcaire de 51 x 75 x 28 cm, l'inscription est bilingue : punique et libyque, 5 lignes puniques suivies de 5 autres libyques, la dernière ligne étant à la fois punique et libyque.

C'est assurément l'une des inscriptions les plus importantes du monde numide. C'est la dédicace d'un temple à Massinissa.

Elle est exceptionnelle d'abord par l'éclairage qu'elle permet dans le déchiffrement des lettres libyques à partir des lettres puniques, ensuite par l'établissement de la généalogie de la dynastie

massyle : MICIPSA : fils de MASSINISSA, lui-même fils de GAIA, lui-même fils de ZILALSAN.

L'inscription donnant comme référence l'année X du règne de Micipsa, le document date donc de 138 av. J.-C.

CHAPITRE X

La troisième guerre punique, la chute de Carthage et le triomphe de Rome

La puissance numide face à Carthage affaiblie

La puissance numide paraît reposer sur une économie prospère, une paix intérieure rarement troublée et une population politiquement stable et de plus en plus évoluée sur le plan social et culturel. Mais elle doit beaucoup également à la personnalité et au prestige de Massinissa qui, de surcroît, a su doter le pays d'une importante force armée et d'institutions assez solides.

Au début, les bases de la puissance du roi ne reposaient que sur l'allégeance personnelle des communautés vis-à-vis de lui. La mort du souverain pouvait tout remettre en question. La succession se faisait régulièrement à l'intérieur d'une même famille et le pouvoir passait au plus âgé des descendants mâles de l'ancêtre commun. Il s'agit en général du chef de la tribu autour de laquelle s'était constitué le royaume. Cependant, pour exercer pleinement son autorité et maintenir dans la soumission et la fidélité tous les groupes de la communauté, le roi devait toujours avoir du prestige et de l'autorité.

A partir de Massinissa, les souverains massyles vont s'efforcer de doter cette monarchie d'institutions plus solides. Ils semblent s'être inspirés du pouvoir créé par les Barcides en Espagne. Au titre

d'aguellid, ils ajoutent celui, essentiellement militaire et guerrier, de MNKDH (imperator). Le souverain paraît également revêtu d'une puissance religieuse : il est en quelque sorte l'intermédiaire entre les dieux et les hommes. D'autre part si les rois numides ne furent pas adorés comme des dieux de leur vivant, ils semblent avoir connu l'apothéose après leur mort. Ceux d'entre eux qui avaient été enterrés dans le Medracen ou au Tombeau de la Chrétienne jouirent certainement d'un culte funéraire important.

Pour freiner l'ambition de certains chefs de tribus, faire régner l'ordre, réaliser ses projets d'expansion en Afrique et avoir du prestige à l'extérieur, Massinissa veilla avec un soin particulier à la constitution d'une puissante armée et même d'une flotte. Les nombreuses ressources en hommes et en argent dont disposait le souverain lui permirent d'organiser une armée régulière formée d'un noyau permanent de 50 000 hommes, semble-t-il, auxquels venaient se joindre, en temps de guerre, les nombreux contingents fournis par les tribus. Hannibal et les conceptions puniques semblent avoir servi de modèles à l'armée numide. Les éléphants étaient utilisés comme force de rupture et la cavalerie jouait un rôle important dans la conduite des batailles.

Parallèlement à cette remarquable ascension du royaume numide, Carthage, au lendemain de sa défaite, entra dans une phase de régression militaire et politique. Le seul homme capable de redresser quelque peu la situation, Hannibal, ayant été éliminé de la scène politique, la métropole punique devint une proie facile pour son ambitieux voisin Massinissa.

Le traité de paix imposé par Rome à Carthage en 201 garantissait aux Punique leurs frontières de l'année 218. Mais, à l'intérieur de ces mêmes frontières, Massinissa était autorisé à revendiquer tous « les édifices, champs, villes et toute autre chose » qui, par le passé, avaient appartenu à lui-même ou à ses ancêtres.

Cette clause rendait toutes les contestations et tous les abus possibles. C'était, dans le fond, ce que Rome cherchait. Tout ce qui était de nature à affaiblir Carthage ne pouvait que l'arranger et elle ne semblait pas encore redouter que son allié, Massinissa, ne devint à son tour trop puissant.

La conjoncture était donc favorable, en tous points, au souverain numide. Il savait qu'en manœuvrant habilement, il pouvait mettre la main sur tout ce que ses voisins avaient de plus précieux : campagnes fertiles et bien exploitées, villes, ports et richesses de toutes sortes. Carthage n'avait pas le droit, même à titre défensif, de lui faire la guerre. Elle ne pouvait lui résister qu'en se plaignant à Rome dont le soutien lui était acquis. Il ne lui restait plus qu'à exploiter tous les arguments et tous les prétextes pour s'agrandir aux dépens d'un adversaire diminué.

Massinissa agit avec la plus grande prudence au début. Pendant six années, de 201 à 195, il s'abstint de toute attaque. Peut-être, était-il occupé à organiser son royaume, ou craignait-il d'affronter Carthage qui disposait encore d'Hannibal. Il chercha bien à pénétrer en Cyrénaïque avec son armée pour poursuivre un prince numide rebelle, nommé Aphter, qui s'y était réfugié, mais Carthage lui en refusa l'autorisation et l'affaire s'arrêta là.

Deux ans plus tard, en 193, les conditions changèrent. Hannibal était parti en Orient. Massinissa n'hésita plus et, par un audacieux coup de main, il s'empara de la région côtière sur la petite Syrté. Il força quelques villes à lui payer le tribut qu'elles versaient jusque-là à Carthage. Il mettait Romains et Puniques devant le fait accompli. De leur attitude allait dépendre tout l'avenir du pays. Les réactions furent conformes aux vœux de Massinissa. Le Sénat romain, saisi de l'affaire par une plainte carthaginoise, jugea bon de ne pas mettre fin au conflit.

Fort de ce précédent, Massinissa revint à la charge en 182. Il s'empara d'un territoire enlevé jadis par Gaïa aux Carthaginois puis restitué à ceux-ci par Syphax. Rome se contenta de rassurer Carthage en lui donnant de vagues garanties de paix non seulement de sa part mais aussi de celle de Massinissa. Ce dernier n'en garda pas moins ses conquêtes.

En 172, le Sénat romain réagit aussi mollement à une nouvelle plainte carthaginoise au sujet des empiétements de Massinissa. En l'espace de deux ans, celui-ci se serait emparé de plus de soixante-dix villes et lieux fortifiés situés probablement en Tunisie centrale.

En 162, Massinissa frappa de nouveau un grand coup : il devint maître des cités des emporia et en particulier de Leptis Magna. Ce nouveau succès, couvert, une fois de plus par le Sénat romain, encouragea le souverain numide à accélérer le rythme de ses empiétements. Ces contestations et les conflits devinrent alors de plus en plus fréquents.

En 153-152, Massinissa jeta son dévolu sur la moyenne vallée de la Medjerda et le territoire de Tusca. Il s'agit des plus riches terres à céréales de la région de Jendouba (Souk el Arba) et de Bou Salem (Souk el Khémis) ainsi que des campagnes autour de Mactar. Carthage essaya de faire constater aux Romains la violation du traité de 201, puis implora, vainement, leur intervention.

Ainsi au cours de cette longue période, Massinissa réussit à enlever à ses voisins de vastes territoires aussi bien sur le littoral des Syrtes que dans l'ouest et le centre de la Tunisie. Ses empiétements n'avaient pas de fondement légitime, mais ils avaient été considérablement favorisés par l'impuissance de Carthage et la complaisance de Rome.

Cependant les relations entre Massinissa et ses voisins devenaient de plus en plus tendues et on sentait que le conflit, latent depuis une cinquantaine d'années, n'allait pas tarder à éclater. Les Carthaginois, à bout de patience, expulsèrent tous ceux qui, au sein de leur ville, étaient gagnés à la cause du roi numide et préconisaient une entente avec lui. Les exilés se réfugièrent chez Massinissa qui envoya ses fils Micipsa et Gulussa plaider leur cause et demander leur rappel. Mais les princes numides furent éconduits et l'un d'eux, Gulussa, fut même attaqué et perdit quelques soldats de son escorte.

Massinissa réagit en assiégeant Oroscopa (ville non encore identifiée), et Carthage se décida à lui faire la guerre. Celle-ci éclata en 150 et ne dura pas longtemps. Rome envoya des députés chargés, selon Appien, d'arrêter les hostilités si Massinissa était en position d'infériorité, de le stimuler s'il avait le dessus. St. Gsell pense que c'était plutôt pour constater officiellement la violation du traité de 201 par les Carthaginois et non pour aider Massinissa dont la puis-

sance commençait à inquiéter sérieusement Rome. De toute manière, le roi numide vainquit Carthage et lui imposa des conditions très dures.

En faisant cette guerre, les Carthaginois avaient violé le traité de 201 et donné à Rome le prétexte qu'elle cherchait pour intervenir.

La troisième guerre punique

Les députés romains qui se sont succédés en Afrique pour arbitrer les incessants conflits punico-numides avaient fini par être frappés par l'ambition et la puissance croissante de Massinissa devant un état punique de plus en plus incapable de lui résister. Un royaume numide fort porterait ombrage à la toute puissance romaine. Il fallait donc réagir sans trop tarder.

Appien et Plutarque racontent qu'en 153, Caton, s'étant rendu en Afrique à la tête d'une commission d'enquête, fut frappé par le relèvement de Carthage. Inquiet, il ne songea plus qu'à délivrer Rome d'une menace de revanche et à débarrasser l'économie romaine d'une concurrente dangereuse. Dès son retour d'Afrique, il se présenta devant le Sénat romain et, exhibant une belle figue fraîche cueillie à Carthage, symbole de la proximité de cette ville et de son renouveau économique, il aurait déclaré à ses collègues : « *nous avons un ennemi si près de nos murs !* ». D'autre part, il ne cessa d'alerter ses concitoyens en ponctuant toutes ses interventions par la fameuse phrase : « *Delenda est Karthago* » (Carthage doit être détruite).

En réalité, Carthage, sans marine et sans empire, réduite par les empiètements de Massinissa à l'angle nord-est de la Tunisie et à une mince bande côtière allant du golfe de Tunis au golfe de Gabès, n'était plus la puissante cité qu'elle fut jusqu'à la deuxième guerre punique. On ne voit pas du tout comment elle pouvait inquiéter Rome ou songer à une quelconque revanche. C'était de Massinissa que les Romains avaient peur. Celui-ci, selon Tite Live, ne cessait d'afGxmet ojae L'Afrir^jÊ devait appartenir aux Africains.

Il fallait, par conséquent, l'empêcher de réunir tous les territoires nord-africains en un seul royaume ayant pour capitale Carthage, ville riche et d'un puissant intérêt stratégique. La réalisation d'un tel projet dresserait devant Rome, à plus ou moins longue échéance, un état berbère plus homogène et certainement plus redoutable que son héréditaire rival punique. La logique aurait voulu qu'on s'attaquât directement au roi numide, mais il était difficile de justifier pareille attitude vis-à-vis d'un fidèle et vieil allié et l'on décida froidement de détruire Carthage. Ce fut la troisième guerre punique.

Épuisés et pleinement conscients de leur infériorité, les Carthaginois essayèrent de se concilier les bonnes grâces de Rome et de la fléchir. Ils condamnèrent à mort les auteurs de la guerre contre Massinissa, puis se déclarèrent prêts à accepter toutes les conditions qu'on leur imposerait. Mais Rome se montra peu disposée à traiter.

Au début du printemps de l'année 149, elle envoya d'importantes forces en Afrique : 80 000 fantassins, 4 000 cavaliers et une flotte de cinquante quinquérèmes et cent autres navires de guerre. Effrayés, les Carthaginois essayèrent, une fois de plus de désarmer leurs adversaires par une soumission totale. Ils remirent aux Romains 200 000 armes, 2 000 machines et 300 jeunes aristocrates en otage. Ce fut alors seulement que Carthage put prendre connaissance de la décision du Sénat romain : les Carthaginois étaient tenus d'abandonner leur cité, qui serait détruite, et de la rebâtir à 15 kilomètres à l'intérieur des terres.

Les Romains se montrèrent insensibles aux prières et au désespoir des députés carthaginois. D'après St. Gsell, citant Polybe, l'un des Carthaginois, Banno, fit un discours qui n'eut pas plus de succès : *« Il n'était plus temps, aurait-il dit, de discuter la question de droit ; à cette heure, les Carthaginois ne s'adressaient qu'à la pitié des Romains. Ils n'en étaient pas indignes, car ils avaient, pendant de longues années, observé le traité de Scipion et ils venaient de se soumettre à tout ce qu'on avait exigé d'eux. De son côté, le Sénat romain s'était engagé à leur laisser leurs lois. Comment leur tiendrait-il cette promesse, si Carthage était détruite ? Quels hommages rece-*

vraient désormais leurs dieux et leurs morts, pourtant innocents ? Quels moyens d'existence eux-mêmes trouveraient-ils loin de la mer, dont ils vivaient pour la plupart ? Home ne voudrait pas ternir sa gloire par une action aussi injuste ». Les Romains répondirent à l'auteur de ce pathétique discours que l'ordre du Sénat était irrévocable.

Renonçant à plaider une cause qu'ils savaient désormais perdue, les Carthaginois ne songèrent plus qu'à vendre chèrement leur peau en luttant avec l'énergie du désespoir. Dans la ville où régnait une atmosphère d'exaltation générale chacun trouva en lui-même les ressources pour lutter avec héroïsme. Même les femmes, disaient-on, sacrifièrent leurs cheveux et en firent don aux guerriers pour tresser des cordes de catapulte. On tira ingénieusement parti de ce qu'on trouva dans la ville pour fabriquer des armes : boucliers, épées, lances, traits de catapultes.

Seules parmi les cités importantes *Hippo Diarrhjtus* (Bizerte), *Clupea* (Kélibia) et *Neapolis* (Nabeul) demeurèrent fidèles à Carthage. *Utica*, *Hadrumentum* (Sousse), *Thapsus* (Ras Dimas), *Éepti Minus* (Lemta) et *Acholla* (Boutria) se rallièrent à Rome. Insensible à tous ces malheurs comme à l'adversité, Carthage redoubla de résistance. Ch. A. Julien écrit à ce sujet « *Trois ans durant (de 149 à 146), comme une bête forcée, elle fit tête aux chasseurs, avec une vigueur que le Sénat n'avait pas prévu dans son plan* ».

Après deux années d'échecs, les Romains confièrent le commandement de leurs troupes à Scipion Emilien, fils de Paul Emile, le vaincu de Cannes, et fils adoptif de Scipion l'Africain.

La destruction de Carthage et le triomphe de Rome

Scipion Emilien parvint, peu à peu, à resserrer le blocus autour de la ville. Il l'isola complètement et, l'empêchant de se ravitailler, l'affama. Au printemps de l'année 146, il lui donna l'assaut final. Il parvint, d'abord, à s'emparer du port militaire, puis, après de longs combats de rue, la ville basse tomba entre ses mains, maison par maison, les luttes corps à corps se poursuivant jusque sur les

toits. Scipion incendia ensuite les maisons et les rues qui entouraient l'enceinte de la colline de Byrsa afin de permettre à ses troupes d'avancer plus rapidement. La citadelle demeura bientôt le seul noyau de résistance. Au bout de six jours et six nuits d'assaut, 55 000 habitants se livrèrent enfin, à Scipion. Le temple d'Eshmoun servit d'ultime bastion aux derniers combattants. Épuisé, torturé par la faim, ne pouvant endurer davantage, le chef carthaginois Hasdrubal se rendit à son rival et implora sa pitié. Sa femme, Sophonisbe, lui reprocha sa lâcheté et sa trahison, puis parée de ses habits de fête, elle se jeta dans les flammes avec ses deux fils.

Un gigantesque incendie allumé par Scipion fit rage pendant dix jours dans la cité en ruines. Le bourreau de Carthage lui-même, semble-t-il, en fut touché au point de pleurer. Après d'amères considérations sur la précarité des choses de ce monde, il récita à haute voix les fameux vers d'Homère : « *Un jour viendra où périra Ilion, la ville sainte, où périront Priam et le peuple de Priam, habile à manier la lance* ». A Polybe qui l'interrogeait sur le sens de ces paroles, il répondit : « *je ne sais pourquoi j'ai peur qu'un autre ne les répète un jour, à propos de ma patrie* ».

Les Romains eurent beaucoup de mal à triompher d'une ville qu'ils avaient privée de ses armes de façon déloyale dès avant la guerre, qui leur résista avec héroïsme et dont les hommes ne cédèrent qu'épuisés par la famine. Les vainqueurs se livrèrent à un pillage effréné avant de réduire en esclavage la presque totalité des survivants de la cité. Puis, tout ce qui n'a pas été consumé par les flammes fut rasé ; selon les auteurs anciens le sol de la ville fut labouré, semé de sel et déclaré maudit pour que personne ne songât plus jamais à y bâtir.

Toutes les villes qui avaient été fidèles à Carthage furent condamnées à être détruites. Celles qui soutinrent Rome furent déclarées libres et leurs territoires agrandis. Utique qui fut la première à faire défection vit ses possessions s'étendre jusqu'à Bizerte au nord et Carthage au sud. Elle ne tarda pas à devenir la capitale de la province de *V'Africa* que les Romains se taillèrent sur l'ancien territoire que possédait Carthage à la veille de la troisième guerre punique.

Carthage détruite et son territoire transformé en province romaine, le sort de l'Afrique ne va plus désormais dépendre que des Romains et des Numides qui régnaient sur une bonne partie de la Tunisie actuelle.

Fort peu étendu, le territoire de cette province ne dépassait guère 25 000 kilomètres carrés et était limité par la *fossa regia*, fossé creusé par Scipion Emilien. La frontière partait des environs de Tabarka, se dirigeait vers le sud-est en passant notamment à l'est des régions de Béja, Tébour Souk et Dougga, atteignait le Jebel Fkirin, puis évitant la steppe, elle longeait la côte jusqu'au sud de Thaenae (Thina).

Dès le lendemain de la conquête, le sol fut soigneusement cadastré et divisé en centuries carrées d'environ 50 hectares. On essaya à plusieurs reprises d'y installer des colons italiens. *Caius Gracchus* (122 av. J.-C.) fut l'auteur malheureux de la plus célèbre de ces tentatives puisque ses ennemis politiques n'hésitèrent pas à le discréditer puis à le perdre, l'accusant d'avoir provoqué la colère des dieux en implantant une colonie (*Colonia Iunonia Karthago*) sur le sol maudit de Carthage.

Les autochtones durent payer un tribut fixe pour conserver la propriété précaire de certaines terres et Rome transforma en domaine public la presque totalité du territoire cadastré.

Rome confia enfin l'administration de la province à un magistrat qui, à partir de Sylla, reçut le titre de proconsul. Ce gouverneur se faisait assister par des légats et des attachés qu'il choisissait lui-même et confiait la trésorerie à un questeur désigné par le Sénat. Nommé pour une année, il devait administrer la province, défendre ses frontières et y maintenir l'ordre et la sécurité.

Au total si cette province ne contribuait pas encore de manière sensible à accroître la puissance et les richesses de Rome, elle ne constituait pas moins un obstacle sérieux à toute progression numide.

À la mort de Massinissa en 148 avant J.-C., les Romains s'arrangèrent pour régler sa succession en partageant son royaume

entre ses trois fils : Micipsa reçut l'administration, Gulussa l'armée et Mastanabal la justice. Rome divisait pour régner et elle écartait ainsi pour un certain temps le péril numide.

Cependant, profitant de la mort de ses deux frères, Micipsa ne tarda pas à disposer de tout le pouvoir. Au cours d'un long règne de 30 ans (148-118) sans troubles, il réussit à poursuivre l'œuvre de son père, développant le pays, organisant les cités, attirant commerçants, artistes et hommes de lettres grecs et romains et consacrant ses loisirs aux études et particulièrement à la philosophie. Il eut pour successeurs ses deux fils Adherbal et Hiempsal I^{er}, et son neveu Jugurtha. Personnalité de premier ordre, intelligent, habile et ambitieux, celui-ci ne pouvait se satisfaire d'un partage : il fit tuer Hiempsal, vainquit Adherbal, qui s'enfuit à Rome, et mit la main sur toute la Numidie en 116 avant J.-C. Rome intervint pour résoudre le conflit entre les deux rois, et Jugurtha dut attendre près de quatre années avant d'envahir le territoire d'Adherbal mettant à profit les circonstances de Rome, menacée par l'invasion des Teutons. Il réussit à s'emparer de Cirta, à tuer son rival et des marchands italiens pris les armes à la main.

A Rome, tous les partis furent alors d'accord pour déclarer la guerre à Jugurtha. Jusque là l'aristocratie sénatoriale était plutôt favorable au maintien d'une formule de « protectorat » sur la Numidie tandis que le parti populaire et les chevaliers, attirés par les richesses du royaume, étaient partisans de sa conquête, ce qui est dans la logique du partage du pouvoir intervenu, à l'initiative de Scipion Emilien, au lendemain de la mort de Massinissa.

La guerre éclata en 111 avant J.-C. et ne dura pas moins de six années au cours desquelles elle fut marquée par des moments de grande intensité et des périodes de relâchement ainsi que par de rapides et fréquents déplacements des théâtres des opérations. En outre l'évolution de la situation intérieure à Rome et les conflits d'intérêt entre ses différents partis eurent un poids considérable sur le déroulement des événements.

Au cours de la première phase, les Romains conduits par le consul *L. Calpurnius Bestia* et le prince du Sénat, *Scaurus*, envahirent

le royaume, s'emparèrent de quelques cités secondaires et ouvrirent au commerce romain l'important port de Lepcis Magna qui avait fait défection au royaume ; puis la paix fut conclue avec Jugurtha moyennant une certaine somme d'argent et des livraisons d'éléphants, de chevaux et de bétail. Selon la version de Salluste, fondée sur les accusations du parti populaire, Jugurtha aurait corrompu les généraux romains pour obtenir la paix. On peut penser également que la perspective d'une guerre longue et incertaine, sans l'appui d'un prince local, avait pesé du côté romain sur la décision d'engager des pourparlers de paix. Appelé à comparaître comme témoin à Rome, Jugurtha manœuvra habilement et évita un verdict de culpabilité : c'est alors qu'il prononça sa fameuse phrase, à propos de Rome : « *Ville à vendre et condamnée à périr, si elle trouve un acheteur* ». Cependant cela n'empêcha pas les Romains de songer à une nouvelle campagne en Numidie : ils poussèrent un prince numide réfugié à Rome à revendiquer des droits sur le royaume. Jugurtha réagit en le faisant assassiner, ce qui provoqua une grande colère dans la métropole romaine et amena la poursuite de la guerre. Confiée à *Postumius Albinus*, puis à son frère *Aulus*, celle-ci aboutit à une écrasante défaite pour les Romains près de Calama (Guelma) en 110-119 avant J.-C.

Devant ces preuves de vénalité et d'incompétence de la part de ses généraux, Rome réagit en désignant à la tête de son armée le consul *Metelhts*, connu pour son intégrité et sa valeur militaire. Celui-ci réussit à battre les troupes de jugurtha près du Muthul (Oued Mellègue) avant d'échouer dans son entreprise de s'emparer de Zama. Mais la guerre de harcèlement pratiquée par les Numides, leur grande mobilité et la force de frappe de leur cavalerie posaient de gros problèmes aux Romains qui essayèrent en vain de dresser les tribus contre leur roi. *Metelhts* a eu beau s'emparer de Thala, puis avec l'aide de son légat *Marins* d'autres villes et surtout de Cirta, Jugurtha ne continuait pas moins la lutte contre les Romains, aidé par les tribus Gétules et par son beau-père Bocchus I^{er}, roi de Maurétanie.

En 107, Marius fut élu consul et reçut le commandement de

la guerre de Numidie. Ce nouveau général brillait beaucoup plus par son courage et son habileté dans la pratique de la guerre que par son intelligence. Cicéron disait de lui que c'était « *un homme inculte mais vraiment un homme* ». Il recruta d'importants contingents et entraîna ses hommes à la guérilla et aux raids sur les villes. A la fin de l'été 107, il s'empara par surprise de la cité de *Capsa* (Gafsa), qu'il incendia et dont il massacra les habitants en âge de porter les armes. Ensuite, il tenta une expédition vers l'ouest, aux confins du royaume maure, près de la Moulouya, où il s'empara d'un château fort qui renfermait le trésor du roi, ce qui entraîna le soulèvement des tribus maures contre les Romains. Aussi, au retour, se heurta-t-il aux armées de Jugurtha et de Bocchus, n'évitant la catastrophe que grâce à la grande habileté de son questeur Sylla. Jugurtha réussit même à reprendre quelques cités, dont surtout la capitale Cirta mais il ne la conservera pas longtemps, *Marius* ayant pu la reprendre.

Au cours de l'année 105 Sylla parvint à convaincre l'entourage de Bocchus à pousser celui-ci à abandonner la cause de Jugurtha qui, à la faveur d'un guet-apens, fut livré aux Romains. Cet épisode mit fin à une guerre jusque là indécise.

Après cette longue lutte contre l'impérialisme romain, Jugurtha connut une fin triste et Bocchus qui l'avait trahi, reçut le titre d'ami et d'allié du peuple romain, le tiers occidental de la Numidie, tandis que la partie orientale revint à Gauda. Rome ne se préoccupa pas d'agrandir sa province d'Afrique, n'ayant plus rien à craindre des rois numides et ayant rétabli sa prépondérance politique et économique en terre numide désormais largement ouverte aux convoitises des commerçants et financiers romains et italiens. En outre *Marius* dota les vétérans de son armée de riches terres agricoles notamment dans les régions de *Thibaris* (Thibar), *Uchi Maius* (Hen-Jr.-i-i Dwafflsii*, <zk. *Thubumica* ^S-i/di. AIL Tâelkaefro^j, [flS Grétilles cmi s'étaient ralliés à ses troupes reçurent, de leur côté, de vastes terres à Oued Siliana et Oued Tessa.

L'Afrique ne devait revenir au premier plan des préoccupations romaines que lors de la lutte sanglante qui opposa dans tout l'empire les partisans de Pompée à ceux de César. Le chef des Pom-

péens d'Afrique, Caton, réussit à rallier à sa cause le roi numide Juba I^{er} qui caressait secrètement l'espoir de reconquérir l'ancien territoire de Carthage et de faire, à son profit, l'unité de l'Afrique du Nord.

L'intervention de César va mettre fin à ce rêve et renforcer la main mise de Rome sur l'Afrique. Dans les derniers jours de l'année 47 avant J.-C., César débarqua près d'*Hadrumetum* (Sousse) et s'installa dans une position forte à *Ruspina* (près de Monastir) ; les premiers temps furent très difficiles pour lui : mal ravitaillé, ne recevant pas le renfort sur lequel il comptait, il fut, de surcroît, bloqué à *Ruspina*. Mais il réussit peu à peu à rétablir la situation et parvint même à mettre en déroute les troupes pompéennes et celles de Juba le 6 avril 46 près de *Thapsus* (Ras Dimas).

Dès lors, il ne rencontra plus de résistance sérieuse : Utique lui ouvrit ses portes et Caton s'y donna la mort ; Juba, poursuivi jusque vers Zama, se suicida et son territoire fut annexé à l'empire romain.

Ainsi en 46 toute la Tunisie et une partie de l'Algérie devinrent romaines. César projeta de fonder une nouvelle colonie (*Colonia Julia Karthago*) sur l'ancien emplacement de Carthage. Mais son assassinat en 44 avant J.-C. l'empêcha de réaliser ce projet.

En définitive, il apparaît clairement que la Tunisie a perdu avec Carthage ce rôle de puissance méditerranéenne de premier plan qu'elle a joué pendant longtemps. Cependant, à l'aube de l'ère chrétienne, certains éléments fondamentaux de sa personnalité historique commencent déjà à se dégager : pays africain situé en plein cœur de la Méditerranée, elle est déjà une terre d'échanges, de contact et de rencontres entre des mondes aussi divers et aussi riches que l'Afrique, l'Occident et l'Orient. Sur un fond de vieille civilisation africaine des influences sémitiques, latines et méditerranéennes diverses s'y étaient tour à tour greffées.

DEUXIÈME PARTIE

ÉPOQUE ROMAINE

CHAPITRE PREMIER

La résistance armée à la domination romaine et l'organisation défensive de la province

Après la mort de César, la guerre civile, à Rome, reprit de plus belle, et l'Afrique connut une période de troubles. La lutte pour le pouvoir opposa aux Républicains les partisans de César, conduits par Antoine, consul en 44 av. J.-C., et Octave, petit neveu et fils adoptif de César. Le gouvernement de *l'Africa vêtus* et de *l'Africa nova* passa alors, au hasard des accords ou des conflits entre Césariens et Républicains, aux mains d'Octave, d'Antoine et du grand pontife Lépide.

Le sénat avait confié le gouvernement de *l'Africa vêtus* à un républicain, ami de Cicéron, *O. Cornificius* ; il s'était en même temps empressé de priver de ses légions *T. Sextius*, le gouverneur de *l'Africa nova* déjà nommé par César. Le conflit, inévitable, entre les tenants des deux politiques adverses, éclata au lendemain de la constitution du triumvirat par Octave, Marc Antoine et Lépide. Dans le partage des provinces, l'Afrique échut à Octave, avec la Sicile et la Sardaigne. *T. Sextius*, qui s'était aussitôt rallié aux triumvirs, leva des troupes dans sa province, et envahit les territoires de *Q. Cornificius* qui ne reconnaissait d'autre autorité que celle du Sénat. Après avoir

essuyé un premier échec, il réussit grâce au concours de contingents berbères à tuer *Cornificius* et à devenir maître des deux Afriques.

Le nouveau *partage des provinces*, en 42 av. J.-C., promettait les provinces africaines à Lépide. Mais *l'Africa vêtus* fut réservée, en fait, à Antoine et *l'Africa nova* à Octave. Le conflit qui opposa bientôt les deux triumvirs entraîna de nouvelles luttes qui se terminèrent à l'avantage du gouverneur désigné par Antoine. Mais celui-ci dut céder les deux Afriques à Lépide qui gouverna de 40 à 36 av. J.-C., sans utiliser ses gros effectifs pour de nouvelles conquêtes.

À partir de 36, Octave devint le maître incontesté des deux provinces africaines et des territoires accordés par César au condottiere italien *P. Sittius* ; bientôt, en 27 av. J.-C., l'ensemble ne forma plus qu'une seule province proconsulaire et sénatoriale.

Ce fut le point de départ d'une nouvelle période de notre histoire.

Les expéditions contre les Garamantes, les Musulames et les Gétules, sous Auguste

L'établissement de la domination romaine et son expansion vers le sud se heurtèrent, cependant, à des révoltes successives dont nous ne connaissons que les épisodes les plus saillants. Il fallut des expéditions incessantes pour assurer ce qu'on appelle, par un euphémisme colonial, la « pacification » du pays ; malgré les défaites apparentes, la résistance berbère - d'abord dans le sud de la Proconsulaire, puis dans le centre et l'ouest du Maghreb - ne fut jamais entièrement subjuguée.

Sous Auguste, les actions militaires les mieux connues furent menées par les proconsuls *L. Cornélius Balbus* et *Cossus Cornélius Lentulus*. Le premier dirigea en 21-20 av. J.-C. son expédition vers le sud, contre les Gétules du sud de la Numidie et les Garamantes qui

avaient participé aux guerres entreprises, au cours des années précédentes, par les Numides et les Gétules. L'action de *Balbus* réussit, du moins pour un temps, à empêcher ces Garamantes du Fezzan de poursuivre leurs harcèlements et à entraîner l'armée romaine en plein Sahara ; en effet, plus de vingt ans séparent son « triomphe » de celui de *Passienus Rufus* qui, à l'issue d'une nouvelle expédition, célébra à son tour sa victoire sur le même ennemi en 3 ap. J.-C.

La campagne de *Cossus* trouve une place plus large dans les textes littéraires. Par suite du soulèvement des Gétules contre Juba II, installé par Rome sur le trône de Maurétanie, les révoltes ne se limitèrent pas au sud de la Maurétanie et atteignirent les steppes de la Tunisie méridionale. *Cossus* dut combattre l'importante tribu des Musulames, installée au sud de la Méjerda, et les Gétules « voisins des Syrtes » ; il mérita les honneurs du triomphe et le surnom de « Gétulique », après avoir, en 6 ap. J.-C., réussi à réprimer la révolte. Le nombre et les détails de ces opérations sont cependant mal connus. Ils indiquent clairement que l'occupation des régions méridionales fut une œuvre longue et difficile, seulement ébauchée sous Auguste.

La révolte de Tacfarinas (17-23 ap. J.-C.)

Au temps de Tibère, la révolte de Tacfarinas troubla pendant huit ans la province. Tacite la résume en quelques lignes :

« Cette même année (17 ap. J.-C.) la guerre commença en Afrique. Les insurgés avaient pour chef un Numide, nommé Tacfarinas, qui avait servi comme auxiliaire dans les troupes romaines et avait ensuite déserté. Il rassembla, d'abord, quelques bandes de brigands et de vagabonds qu'il mena au pillage ; puis il parvint à les organiser en infanterie et cavalerie régulières. Bientôt, de chef de bandits, il devint général des Musulames, peuplade vaillante qui parcourt les régions dépourvues de villes, en bordure des déserts d'Afrique. Les Musulames prirent les armes et entraînèrent les Maures, leurs voisins, qui

avaient pour chef Ma[^]ippa. Les deux chefs se partagèrent l'armée : Tacfarinas garda l'élite des soldats, tous ceux qui étaient armés à la romaine, pour les rompre à la discipline et les habituer au commandement, tandis que Ma[^]ippa, avec les troupes légères, porterait partout le fer, la flamme et l'effroi » (Ann. II, 52).

Au début, il ne s'agissait sans doute que de l'effervescence habituelle des tribus méridionales, manifestée par des révoltes et des incursions en territoire sous domination romaine. Mais la présence d'un chef d'envergure, rompu au métier des armes, permit de transformer en armée régulière la cohue des guerriers, d'organiser le mouvement et de l'étendre jusqu'à la Maurétanie à l'ouest et à la petite Syrte à l'est. Ce fut une révolte générale des tribus du sud dressées contre la domination romaine.

Malgré la victoire du proconsul *M. Furius Camillus* qui, à la tête de la III^e légion Auguste et de contingents auxiliaires, réussit à battre Tacfarinas en bataille rangée (17 ap. J.-C.), la situation ne cessa de s'aggraver. Tacfarinas adopta avec habileté la tactique éternelle de la guérilla, que ses troupes appliquaient à la perfection. Les Romains s'épuisaient vainement contre un ennemi insaisissable ; une fois cependant, les Romains réussirent à surprendre Tacfarinas et le réduisirent à se réfugier au désert. Mais ce fut encore un succès sans lendemain, qui n'empêcha pas le chef numide de reprendre ses razzias et de menacer Tibère d'une « guerre interminable », s'il refusait de lui céder de bonne grâce des terres. Somme toute, qui témoigne, avait-on pensé, de la nécessité vitale pour les Numides de se ravitailler dans les plaines fertiles confisquées par la colonisation romaine.

Mais cette résistance à l'occupation n'avait pas concerné, c'est un fait, les régions du nord, où la colonisation avait commencé à se développer. Elle s'opposait principalement au contrôle que l'armée romaine cherchait à imposer aux semi-nomades ; leurs déplacements venaient, en effet, d'être clairement menacés par la construction, en 14 ap. J.-C., d'une route stratégique qui reliait *Ammaedara*

(Haïdra), siège alors du camp de la légion romaine, à *Caspa* (Gafsa) et *Tacapae* (Gabès). Supportant mal les vexations inhérentes, sans doute, à un contrôle qui cherchait à limiter leurs parcours, ces populations habituées à l'indépendance opposèrent ainsi une résistance farouche.

Un nouveau proconsul, *Q. Julius B/aeus*, comprit la nécessité d'adapter sa tactique aux conditions de la guérilla africaine ; il organisa des colonnes mobiles qui harcelèrent les Numides, tout en installant ses troupes dans des camps fortifiés, le long des frontières. Il réussit aussi, par des promesses et des concessions, à provoquer des défections dans les rangs des insurgés, mais ne put satisfaire le désir de l'empereur qui lui avait prescrit de capturer Tacfarinas. Ce fut le proconsul *P. Cornélius Dolabella* qui mit un terme à la révolte. Après avoir adopté la tactique de *Blaesus*, il réussit à surprendre Tacfarinas près d'un fortin ruiné et brûlé jadis par les Numides, au milieu d'une forêt où il se croyait en sûreté. Les soldats romains massacrèrent sans pitié les Numides surpris au repos ; et la fin de Tacfarinas qui « *se déroba à la captivité par une mort qu'il fit payer cher* » marqua la fin de la guerre. Dans le sud de la Tunisie actuelle, Rome contrôlait désormais le pays jusqu'aux confins du Sahara.

La fin de la « pacification »

Il n'y eut pas d'autres troubles graves sous Caligula, du moins en ce qui concerne la province d'Afrique. Mais, sous le principat de Claude (41-54), les troubles de Maurétanie gagnèrent le sud de la Numidie, et le proconsul *Ser. Sulpicius Galba*, le futur empereur, fut chargé à titre exceptionnel d'une expédition qu'il mena difficilement à bien.

Au cours de la période troublée qui suivit la mort de Néron, le légat qui commandait la légion stationnée en Afrique, *L. Claudius*

Macer, ainsi que le procureur *Lucceius Albinus*, qui gouvernait alors les deux provinces de Maurétanie, et le proconsul *L. Calpurnius Piso*, s'engagèrent successivement dans la voie de la rébellion. *Macer* réussit même à étendre son pouvoir sur toute la province africaine et à battre monnaie. Mais ces épisodes ne suscitèrent aucun écho parmi les populations africaines.

Par contre, le légat *Aalerius Fesius*, instigateur du meurtre de *Piso*, dut intervenir en l'année 85 contre les Garamantes du Fezzan qui, à l'appel des habitants d'*Oea* (Tripoli), avaient dévasté les terres des riches propriétaires de *Lepcis Magna* et entrepris même le siège de cette ville. Des souvenirs de cette campagne sont, a-t-on pensé, perpétués par une mosaïque de Zliten - datée par certains archéologues, probablement à tort, de la fin du I^{er} s. - qui représente des prisonniers libyens exposés aux bêtes de l'amphithéâtre. C'est au cours de cette guerre que *Festus* découvrit une nouvelle route de Tripoli à Mourzouk. Celle-ci, qui traverse les solitudes désertiques de la Hamada el-Hamra, est moins bien pourvue de points d'eau, mais plus courte de dix jours que la route traditionnelle par la Sokna et le mont Ater. Quand à la mosaïque de Zliten, elle daterait plutôt du début du II^e s., et serait en relation avec la répression d'une révolte de la tribu des Nasamons, sur les rives de la Grande Syrte.

Les textes littéraires ne nous font pas connaître d'autres soulèvements sous Vespasien (69-79), le premier empereur de la dynastie flavienne. Des textes épigraphiques en laissent cependant supposer, notamment celui qui révèle un ouvrage de défense construit dans les premiers mois de l'année 76, près du pont de Tibère, au confluent de l'oued Béjà avec la Mejerda. Mais la destination réelle de ce monument ne peut être affirmée avec certitude.

Domitien (81-96) dut réprimer des soulèvements sur le littoral de la Grande Syrte, où les Nasamons avaient massacré les collecteurs d'impôts. Sous son règne, les Romains envoyèrent, peut-être de concert avec le roi des Garamantes, une expédition jusqu'au Soudan.

À partir du règne de Trajan, la province africaine, parvenue à un degré de romanisation supérieur, ne connut pratiquement plus de soulèvements ; en effet, ce fut surtout sur les frontières de l'ouest qu'Hadrien (117-138), Antonin le Pieux (138-161), Marc Aurèle (161-180), et Commode (180-192) eurent à intervenir. L'insurrection qui éclata en 118, en Maurétanie, se prolongea durant plusieurs années, et dut se propager jusqu'à l'Aurès. Ces troubles ne devaient guère cesser sous Septime Sévère (193-211) et Sévère Alexandre (222-235) qui connurent, à leur tour, des difficultés avec les « peuplades très belliqueuses » qui harcelaient les Maurétanies.

Le limes et l'avance vers le sud

Les révoltes successives furent, chaque fois, suivies par une extension de l'occupation romaine. Dès le règne d'Auguste, Rome renonçait au système défensif ; *YAfrica* engloba d'abord la région des Syrtes, prélevée sur la Cyrénaïque. Après la guerre de Tacfarinas, elle annexait, sous Tibère, les contrées voisines des Chotts.

Parallèlement à cette expansion, était entamée une oeuvre de consolidation et de valorisation de la possession, grâce à un nouveau développement de la centuriation déjà réalisée dès l'époque républicaine, pour les territoires de l'ancienne *Africa Vetus*, et à l'époque triumvirale ou augustéenne en *Africa Nova*. Cette vaste entreprise de cadastration, qui permettait notamment d'assurer l'assiette des impôts, fut étendue par les arpenteurs militaires, sous Tibère, jusqu'au sud de la province, à l'ouest de *Tacapae* (Gabès). Plusieurs bornes, découvertes près du Chott el Féjjj perpétuent le souvenir de ce dernier arpentage dont le *decumanus maximus* orienté nord-ouest - sud-est joignait un point situé entre Philippeville et Annaba à un autre près de Gabès ; le *cardo maximus*, venant du Cap Bon, coupait la ligne du *decumanus* à angle droit à *Ammaedara* (Haïdra).

Les arpenteurs divisèrent ainsi tout le territoire de la Tunisie actuelle en centuries quadrangulaires d'environ 50 ha, en laissant de côté les régions boisées ou montagneuses. Les parcelles, qui constituèrent un damier gigantesque, impliquaient qu'il y eut, lors de l'opération, remembrement des propriétés et des exploitations. Leurs limites furent inscrites sur le sol par des chemins, des levées de terre ou de pierres sèches, ce qui a permis de laisser leur empreinte visible, de nos jours, sur les photographies aériennes. Mais la plupart des régions cadastrées ne reçurent pas de colons : l'opération n'était pas, en effet, liée prioritairement à une colonisation éventuelle, mais avait pour but la répartition de l'impôt foncier et permettait de résoudre aisément les problèmes liés à la propriété foncière.

Quant au *limes*, ce n'était pas, comme on l'avait longtemps considéré, une ligne fortifiée que l'on aurait rapportée toujours plus en avant, à mesure que progressait la romanisation. Comme l'ont montré les travaux de J. Baradez, fondés sur l'étude des photographies aériennes, c'était un ensemble complexe qui comprenait trois éléments essentiels :

- 1) Un *fossatum*, fossé jalonné de murs, de tours, de forts ou de fortins en pierre ou en toub.
- 2) Des éléments de défense isolés en avant ou en arrière de ce *fossatum*.
- 3) Un réseau routier stratégique.

Ainsi, bien que le *limes* d'Afrique n'ait pas encore été l'objet, comme celui de Numidie, d'une étude approfondie, il semble désormais acquis qu'il s'agit d'un ensemble complexe, dont l'établissement a été une création continue, même si le plan d'ensemble a pu être préalablement établi.

La mise en place du dispositif de défense s'accompagnait de colonisation et d'assignation de terres. Aussi, selon que Rome avait annexé plus ou moins complètement les zones « utiles » qu'elle se proposait d'intégrer dans les limites de la province, le système défensif était définitif ou provisoire.

Dès le début du règne de Tibère, l'aménagement de la frontière avait commencé, comme on l'a déjà signalé, par l'établissement de la route stratégique qui unissait *Tacapae* (Gabès) à *Ammaedara* (Haïdra) où s'était établie l'armée d'occupation, la III^e légion Auguste, au cœur du pays des Musulames, pour protéger la région de *Cirta* (Constantine) et la Proconsulaire. Une autre route partit de *Tacapae* en direction de *Repris Magna*. Sous Vespasien, et probablement avant le printemps 76, le camp de la légion fut transféré à *Theveste* (Tébessa). Ce déplacement de 40 km environ vers l'ouest permettait d'assurer la défense du centre de la Numidie, au sud de *Cirta*, et correspondait à une extension vers le midi des régions pacifiées. Après le transfert de la légion, une colonie de vétérans fut déduite à *Ammaedara*. On construisit une nouvelle route stratégique qui relia *Theveste* à *Hippo Regius* (Annaba).

En 81, sous Titus, un détachement fut transporté de *Theveste* à *Lambaesis* (Lambèse), située à 170 km plus à l'ouest, à proximité de l'Aurès et de l'un des passages les plus fréquentés entre le Sahara et le Tell. C'est vers 115-117 sous le règne de Trajan, et après avoir peut-être séjourné quelque temps à *Thamugadi* (Timgad), que l'ensemble de la légion s'établit à Lambèse, dans le cadre d'un transfert total. Le massif de l'Aurès fut entouré d'un réseau stratégique, complété par des fortifications qui vinrent épauler la forteresse d'*Ad Majores* (Hr Besseriani) fondée en 105. Comme Vespasien l'avait fait à *Ammaedara*, Trajan créa une colonie romaine à *Theveste*.

Ainsi, la conquête romaine s'était assignée des limites qu'elle ne franchira que pour des raisons exceptionnelles, surtout dans le but de contrôler le commerce trans saharien, qui permettait de fournir au monde romain une partie des richesses tropicales. Ce territoire protégé par le *limes*, la III^e légion et les troupes auxiliaires, n'englobait que les terres cultivées susceptibles d'être exploitées par des agriculteurs sédentaires.

L'armée romaine d'Afrique

Après la fin des guerres civiles, Auguste maintint en Afrique deux légions ; mais à partir de 6 ap. J.-C., il n'en resta qu'une, la troisième légion Auguste (*legio tertia augustà*). Pour la défense du territoire annexé, Rome ne disposait ainsi que d'une faible armée d'occupation : cette légion de 5 500 hommes et un nombre légèrement supérieur d'auxiliaires à pied et, surtout, à cheval ; au total, 11 000 hommes environ.

La légion était composée de 10 cohortes de fantassins - la première cohorte avec un effectif deux fois plus important que les autres - et d'une cavalerie réduite de cent vingt hommes. Elle n'était ouverte qu'aux citoyens romains. Les premiers soldats de la III^e légion étaient originaires des provinces occidentales de l'Empire, notamment de Gaule ; puis, à la fin du I^{er} s., ils vinrent de l'Orient grec et furent aussi levés, en partie, en Afrique même. Ces effectifs africains devinrent de plus en plus importants, et, dès l'époque d'Hadrien, finirent par l'emporter sur ceux d'Orient. Le recrutement fut facilité par l'incorporation massive des fils de légionnaires, déjà habitués à la vie des camps, et dont la situation juridique incertaine se trouvait normalisée par l'entrée dans la légion.

Les corps auxiliaires étaient aussi recrutés, au début, hors d'Afrique ; si bien que les cohortes et les ailes de cavalerie, qui les composaient, conservèrent longtemps leurs noms d'origine : les inscriptions attestent ainsi la présence, en Numidie, d'Espagnols, de Lusitaniens, de Chalcidéniens, de Commagéniens. Mais au milieu du II^e s., le recrutement local devint la règle, aussi bien pour les légionnaires que pour les auxiliaires dont certains corps ne comportèrent plus que des éléments exclusivement africains, tels, en Numidie, *Yala numidica* et la *cohors Maurorum*. D'autres troupes auxiliaires furent chargées de la surveillance des steppes et des confins du Sahara. Habituees à la défense des régions désertiques et appelées *numeri*, elles comptaient surtout, parmi leurs effectifs, des soldats originaires de Palmyre et d'Emèse.

La légion, stationnée en Numidie, était placée sous le commandement d'un légat de rang sénatorial. Avec le commandement de l'armée d'Afrique il cumulait le gouvernement de cette province de Numidie et était assisté, à la tête de la légion, par six tribuns. Seul, l'un d'entre eux faisait ses premiers pas dans la carrière sénétoriale, en exerçant ce commandement, alors que les cinq autres étaient de rang équestre.



Virgile et les muses

Mosaïque découverte en 1896 dans une maison romaine à Sousse.

Exposée au Musée du Bardo

Dans un cadre carré de 1,22 m de côté, Virgile est représenté trônant, vêtu d'une ample tunique, tenant sur ses genoux un rouleau de manuscrit sur lequel est écrit l'un des premiers vers de l'Enéide : Musa mihi causas memora quo numine laeso...

La tête haute, les yeux fixés, l'ai inspiré, le poète écoute ses deux inspiratrices, debout à ses côtés : à gauche, Clio, muse de l'histoire, tenant un manuscrit ; à droite Melpomène, muse du théâtre, tenant un masque tragique.

La scène est empreinte de gravité. Par le portrait de Virgile, ce tableau a une valeur inappréciable, car il s'agit de la seule présentation antique que l'on ait retrouvée du plus grand poète latin. (70-19 av. J.-C.)

Il est daté du III^e s. ap. J.-C.

Virgile était très populaire auprès des Africains. C'est par l'apprentissage de l'Enéide célébrant les amours de Didon et Enée qu'ils acquerraient les premiers éléments de leurs humanités. Ce poème n'a cessé d'être admiré, étudié, cité et récité durant toute l'antiquité.

CHAPITRE II

L'organisation provinciale et municipale et les conditions des individus

La Proconsulaire et son administration

Le 13 Janvier 27 av. J. C., l'Empire romain fut partagé entre le Sénat et l'empereur. Celui-ci, chef unique des armées, confiait, dans les provinces que la romanisation n'avait pas encore entièrement gagnées, ses pouvoirs à un gouverneur militaire, qui avait le titre de légat, et était choisi parmi les sénateurs, ou à des procureurs pris parmi les chevaliers ; dans chacune de ces provinces, ceux-ci cumulaient, avec le commandement de la garnison locale, l'autorité administrative et judiciaire.

Quant à l'administration des provinces anciennes et profondément romanisées, elle était assurée par le Sénat qui y déléguaient un proconsul. La partie orientale du Maghreb, qui correspond à peu près à la Tunisie actuelle, était, parmi les provinces africaines, la seule à porter officiellement le nom à *"Africa"* ; c'était aussi, avec l'Asie Mineure occidentale, la plus importante des provinces sénatoriales ; leur proconsul devait être choisi au début de l'Empire parmi les anciens consuls, alors que ceux des autres provinces étaient seulement d'anciens préteurs.

Depuis le moment où Caligula sépara le gouvernement civil de l'autorité militaire, en enlevant au proconsul d'Afrique les prérogatives militaires de ses prédécesseurs, il créa pratiquement une province de Numidie ; mais celle-ci ne fut effectivement distincte de la Proconsulaire et gouvernée par le légat qui commandait la troisième légion auguste qu'au début de l'époque sévérienne. *UAfrica* ou Proconsulaire n'engloba donc plus que la Tunisie actuelle presque toute entière, jusqu'au Chott el Jerid, la Tripolitaine, qui lui était rattachée et comprenait toute la plaine côtière de la Jeffara, et enfin une bande du territoire algérien. La frontière occidentale commençait au nord-ouest d'*Hippo Regius* (Annaba) et aboutissait près de Medjez-Ahmar, à 12 km au sud-ouest de Guelma. Puis elle devait suivre l'Oued Cherf jusqu'au sud-ouest de Sedrata, à 53 km au sud-ouest de Souk-Ahras.

C'est à l'époque de Trajan, que la frontière méridionale fut établie de manière quasi définitive. Au sud-est de la Tripolitaine, à hauteur des places défensives des Gheriat (Gheria el-Gharbia et Gheria es-Sherguia), elle s'éloignait de la mer de 150 km environ, pour s'en rapprocher sur le littoral désertique de la grande Syrte. Dans le sud tunisien, elle passait entre les chotts et la limite nord du grand erg oriental ; et en Numidie, elle s'étendait entre les chotts présahariens et le versant sud des monts des Némenchas et de l'Aurès. Par la suite, sous Septime Sévère, on établit une série de postes sahariens avancés : *Gholaia* (Bou Njem), *Cydamus* (Ghdamès, capitale des Garamantes, dans le Fezzan) et *Castellum Dimmidi* (Messad) entre Jelfa et l'oued Jedi, dans le sud algérien. Ces positions furent évacuées après le milieu du III^e s. et l'on revint à la frontière trajane, qui demeura stable jusqu'à l'époque vandale, au V^e s.

La Proconsulaire groupait ainsi les régions les plus évoluées, dont les populations étaient déjà gagnées à la civilisation méditerranéenne, grâce à l'épanouissement de la civilisation carthaginoise, aussi bien le long des côtes, dans le cas des cités fondées soit par Carthage, soit jadis par les Phéniciens, ou à l'intérieur des terres,

dans les cités du territoire dominé par Carthage, comme dans celles du territoire des rois numides. Bien avant l'arrivée des Romains, des cités actives, dont les habitants avaient adopté les institutions de Carthage et étaient formés aux pratiques commerciales et agricoles des Puniques, s'étaient développées pacifiquement. Une province aussi calme pouvait donc être confiée à un proconsul, dont l'autorité procédait du Sénat, d'autant plus que ses pouvoirs étaient de plus en plus limités par les agents directs de l'empereur.

Ce proconsul, qui débarquait en Juillet à Carthage, ne restait en fonction que pendant une année. Seules des circonstances exceptionnelles provoquaient le renouvellement de son mandat, pour une deuxième ou une troisième année. Ses pouvoirs, qui étaient immenses, en faisaient d'abord le juge suprême des affaires importantes, au civil comme au criminel. Il ne se déchargeait sur des juges délégués que des affaires insignifiantes. Sur le plan administratif, le proconsul devait surtout assurer la communication des lois et règlements impériaux aux communes, et veiller à leur application, tout en surveillant de près l'action de ces municipalités. Il devait aussi présider aux travaux publics d'intérêt général, tels que les routes et les aqueducs ; ces tâches étaient assurées directement par ses deux légats, choisis parmi ses proches et qui résidaient l'un à Carthage, l'autre à Hippone (Annaba). Il dirigeait aussi les finances, gérant une caisse spéciale qui recevait les recettes, et ordonnait les dépenses payées par le questeur. Il lui arrivait enfin d'intervenir dans la vie économique, surtout pour assurer le ravitaillement de Rome en céréales et aussi, parfois, pour éviter les hausses de prix exagérées ou pallier, pendant les années de sécheresse, au danger de disette.

Le proconsul devait cependant tenir compte de l'attitude de l'assemblée provinciale. Celle-ci était composée des députés de tous les conseils municipaux ; au terme de chaque mandat, elle avait le droit de voter certes des félicitations ou des honneurs au proconsul, mais elle pouvait également critiquer, théoriquement du moins, sa gestion.

Bien que ne disposant plus, depuis Caligula, que de forces dérisoires - une cohorte urbaine détachée de la garde municipale de Rome et forte d'un millier d'hommes, était renforcée par une cohorte de six cents hommes détachés de la III^e légion auguste - le proconsul, membre éminent du sénat romain, était a priori l'objet de la suspicion du prince, chaque fois que la politique impériale s'opposait à celle de la haute assemblée. Aussi était-il étroitement surveillé. Un agent personnel de l'empereur exerçait des pouvoirs qui ne manquaient pas d'ébranler ceux du proconsul. Ce procurateur, qui appartenait à l'ordre équestre et sortait souvent de la « bourgeoisie » provinciale, administrait directement les services des mines et des carrières et percevait les impôts indirects, comme les droits de douane et ceux du vingtième sur les héritages, qui étaient destinés au trésor militaire placé directement sous le contrôle de l'empereur. Ainsi son ressort était, au départ, distinct de celui du questeur qui administrait, sous l'autorité du proconsul, la caisse (*fiscus*) de la province, recueillant les revenus des impôts directs, qui étaient adressés au trésor du sénat conservé, à Rome, dans le temple de Saturne.

Le procurateur exerçait aussi un pouvoir judiciaire, limité théoriquement au contentieux fiscal, mais qui n'avait cessé d'empiéter sur la juridiction du gouverneur. Ses attributions étaient si vastes qu'elles furent, semble-t-il, partagées dès le milieu du II^e s. entre le directeur des domaines et celui des contributions indirectes. Mais le rôle de ces fonctionnaires ne diminua pas pour autant.

Une administration particulière régissait, en effet, les biens fonciers de l'empereur dans la province. Ces domaines impériaux étaient constitués de vastes exploitations agricoles appelées *saltus*, groupées dans des circonscriptions régionales appelées *trartus* ou *regio*, à l'exemple des circonscriptions domaniales de Carthage, d'*Hadrumetum* (Sousse), d'Hippone, de *Theveste* (Tébessa) et de *Lepcis Magna* (Lebda). Sous Antonin le Pieux (138-161) on distingua les

biens privés de l'empereur (*resprivatà*), de ceux de la couronne impériale (*patrimonium*) que les empereurs recueillaient en héritage.

Les institutions municipales

Les pouvoirs du proconsul et des fonctionnaires impériaux étaient, d'autre part, limités par ceux des magistrats élus des villes. En effet, le rôle politique des cités romaines était considérable. Le pouvoir autonome local, exercé par ces magistrats sur le centre construit et le territoire rural de la cité, était tel que l'Empire tout entier apparaissait comme un ensemble de petites républiques liées entre elles, en principe, par des rapports de droit international ; ces « patries » minuscules, ainsi appelées dans des textes épigraphiques, reconnaissaient cependant la suprématie incontestée de la plus gigantesque et de la plus puissante d'entre elles : Rome. Or, de toutes les provinces occidentales de l'Empire romain, l'Afrique est celle où l'on a dénombré le plus de cités ; et comme celles-ci étaient les foyers essentiels de la vie politique, l'Afrique se trouvait ainsi animée d'une vie publique intense. C'est sans doute cette densité de l'implantation urbaine, qui explique le succès de la romanisation, et justifie le rôle exceptionnel que l'Afrique a tenu dans la vie politique de l'Empire.

A l'époque républicaine, aucune cité de droit romain n'existait encore sur le sol africain. Seules sept villes d'origine phénicienne jouissaient du statut autonome de *civitas libéra* : *Theudalis* et *U[^]alis* (El Alia), situées au nord de la province, près de Bizerte, *Utica* où résidait le propréteur, *Hadrumentum* (Sousse), *~Lepti Minus* (Lemta), *Thapsus* (Ras Dimas) et *Acholla* (Boutria). Toutes les autres communes étaient pérégrines ou stipendiaires, peuplées de pérégrins, c'est-à-dire de sujets étrangers presque exclusivement berbères, et soumises à l'autorité du gouverneur de la province ; leur territoire, considéré comme sol provincial, devait payer un impôt fixé par

Rome, le *stipendium*. L'autorité romaine tolérait cependant leurs institutions traditionnelles ; elles continuaient ainsi de s'administrer comme, jadis, la capitale de l'état carthaginois, en élisant un conseil de notables et des suffètes.

Ce fut César qui, reprenant le projet avorté de *Caius Gracchus*, décida la création de colonies romaines proprement dites. La plus importante devait occuper l'emplacement de Carthage ; César mourut avant d'avoir pu l'installer. La fondation fut réalisée en 44, suivant l'opinion la plus couramment admise, mais la nouvelle colonie ne reçut son assiette définitive que grâce à l'envoi de nouveaux colons par Octave, en 29 av. J.-C.

Auguste continua l'œuvre de son père adoptif, tout en appliquant une politique plus libérale. Il confirma ou accorda donc, à une trentaine de cités, le statut de *civitas libéra*. En même temps, il fonda plusieurs colonies romaines peuplées, en règle générale, d'anciens soldats ou de propriétaires italiens dépossédés

D'autres groupes plus restreints de citoyens romains s'installèrent dans de vieilles cités pérégrines, et retrouvèrent d'anciens colons déjà établis par Marius. Ils formaient comme à *Thugga* (Dougga), *unpagus* rattaché à la colonie de Carthage. Cette sorte de petite cellule municipale vivait en symbiose avec la cité pérégrine ; et les immigrés italiens qui la constituaient, comme ceux qui formaient les colonies dispersées dans la province, entretenaient avec les autochtones les rapports les plus étroits. Ce qui favorisa l'extension de la romanisation, recherchée par les autochtones eux-mêmes, ou du moins par leurs notables, désireux de participer pleinement à la vie publique de l'Empire, dont ils voulaient être citoyens et non plus sujets.

Bien que le problème du statut municipal des cités soit très complexe, nous pouvons suivre l'évolution des diverses catégories de communes vers une assimilation progressive. Dès le début du II^e s., alors que l'immigration italienne était presque complètement arrêtée, les statuts de municipes ou de colonies furent octroyés à des

cités pérégrines de plus en plus nombreuses. Le premier conférait aux habitants un statut intermédiaire entre celui de citoyen et celui d'étranger ; appliqué en 338 av. J.-C. aux membres de la confédération latine que Rome venait de dissoudre, il accordait la citoyenneté romaine à titre individuel, soit aux membres du sénat municipal et aux magistrats, soit seulement à ces derniers. Mais on connaît aussi des *municipia civium romanorum* dont tous les habitants possédaient la citoyenneté romaine. Quant au statut de colonie, il prenait ainsi une signification toute nouvelle ; il ne s'agissait plus d'immigrés installés sur le sol africain, mais d'une communauté autochtone parvenue à une assimilation complète ; tous les habitants libres devenaient citoyens romains et l'organisation municipale imitait celle de Rome.

La différence principale entre le statut de colonie et celui de municipe réside surtout dans le fait que ce dernier permet le maintien des institutions et des coutumes préromaines, qui régissaient auparavant ces communautés, mais sans les reconnaître *de jure*. Tout en adoptant une constitution romaine, les municipes pouvaient ainsi bénéficier des avantages conférés par leurs lois et coutumes.

Municipes romains et colonies copiaient les institutions de la cité maîtresse. La souveraineté était, en principe, détenue par l'assemblée populaire qui se réunissait sur le *forum*, la grande place qui était le centre de la vie publique. Au sein de cette assemblée, les citoyens se groupaient en *curies*, placées sous le patronage d'un dieu ou d'une personnalité, et régies par des règlements stricts. C'étaient de véritables clubs qui tenaient réunions et banquets et avaient leurs magistrats et leurs prêtres ; soumis à l'influence des notables locaux, ils n'étaient pas ouverts à tous les citoyens et leurs votes fixaient l'orientation de l'assemblée du peuple municipale. Les décisions du *populus* ne concernaient d'ailleurs que des sujets d'importance limitée : élection des membres du sénat local et des magistrats municipaux, parmi les candidats disposant d'une fortune suffisante pour faire face à des charges parfois très lourdes ; vote d'éloges ou octroi

d'honneurs à quelque grand personnage, dont une statue érigée sur le forum immortalisait souvent la mémoire et les traits.

La réalité du pouvoir appartenait cependant au sénat municipal et aux magistrats. Le sénat comptait généralement une centaine de membres appelés décurions et répartis en classes hiérarchisées. En tête venaient les membres honoraires dont la cité recherchait le précieux patronage : sénateurs ou chevaliers romains parvenus aux plus hautes charges de l'Empire ; ces personnages tout puissants étaient souvent des enfants du pays qui, grâce à la fortune paternelle, à la situation familiale on aussi à leur propre mérite, avaient vu leur carrière dépasser le cadre étroit de leur petite cité et occupaient même parfois un poste important qui les rapprochait, plus ou moins, de l'empereur ; toujours attachés au souvenir du sol natal, ils ne manquaient donc pas d'intervenir devant les plus hautes instances pour protéger leurs compatriotes et défendre leurs intérêts. A la suite de ces membres honoraires, venaient les décurions qui avaient déjà exercé les magistratures municipales : anciens duumvirs ou quattuorvirs, anciens édiles et questeurs ; les simples décurions, c'est-à-dire les sénateurs municipaux qui n'avaient revêtu encore aucune autre dignité, venaient en dernier lieu.

Dans quelques cités moins profondément romanisées, la constitution municipale portait la trace d'une influence punique persistante ; un comité restreint de onze membres, présidé par un *prince* ou *prieur*, détenait l'autorité effective.

La fonction sénatoriale, de même que les magistratures, n'étaient pas rétribuées. Au contraire, les magistrats étaient tenus, à leur entrée en charge, de verser à la caisse de la cité une *somme honoraire* dont le taux variait selon leur rang et l'importance de la ville. Mais ils ne manquaient pas de dépasser le « tarif » obligatoire ; rivalisant de « générosités » ostentatoires, qui ne pouvaient d'ailleurs que leur assurer un surcroît de popularité et de crédit ; les nouveaux magistrats offraient des festins, organisaient des jeux, bâtissaient des monuments publics : thermes, théâtres, marchés, fontaines monumentales, portiques, arcs de triomphe...

En contrepartie, ces donations ne pouvaient que favoriser la carrière du jeune décurion qui devait briguer tout d'abord la questure. Cette charge en faisait le gérant de la caisse municipale, alors que l'édilité lui donnait la direction des travaux publics et des marchés. La charge suprême était partagée entre deux et parfois quatre magistrats ; ces duumvirs ou quattuorvirs ordonnaient les dépenses, jugeaient les petites affaires ; ils étaient aussi les responsables du maintien de l'ordre public et étaient chargés de l'exécution des lois et ordonnances du pouvoir central. Il leur appartenait enfin d'assurer la répartition individuelle et la levée des impôts. Pour ce faire, on dressait tous les cinq ans le cens, c'est-à-dire qu'on déterminait la fortune de chaque citoyen et son rang dans la hiérarchie sociale. On appelait *quinquennales* les duumvirs ou quattuorvirs élus pour l'année du recensement ; cette charge couronnait la carrière municipale. Ces magistratures étaient, toutes, annuelles et collégiales.

En dehors de ces dignités qui remplaçaient, dans toutes les cités jouissant de l'organisation romaine, les anciennes magistratures locales, il existait dans la plupart des *colonies* différentes charges spéciales : leurs titulaires avaient, par exemple, la responsabilité du ravitaillement, ou de la distribution des eaux. De même il existait différentes fonctions religieuses, les unes communes à toutes les municipalités de l'Empire romain, les autres propres aux cités africaines. Elles sont rappelées, comme les autres dignités, dans les *cur-sus honorum* municipaux, qui contiennent l'ensemble des magistratures ou des fonctions exercées par un citoyen dans sa ville ou même dans une association particulière.

Les conditions des individus

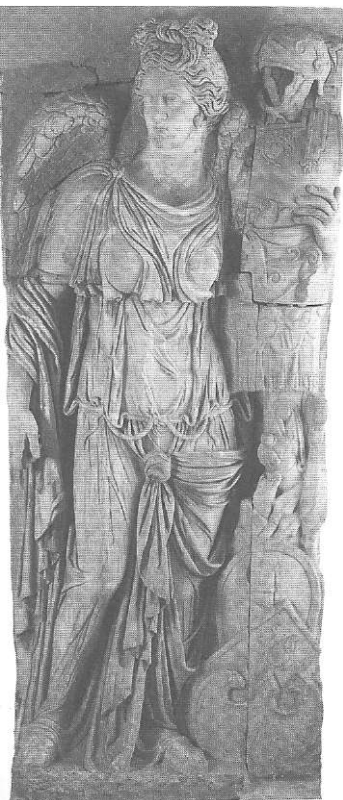
Au début de l'Empire, les individus peuvent être classés, selon une hiérarchie juridique, dans trois catégories ethniques différentes que distinguent non seulement le droit qui les régit, mais aussi la

langue et la religion : les Libyens, les Puniques et les Romains immigrés. La diffusion de la civilisation punique était telle, toutefois, que beaucoup de Libyens à *Mactaris* par exemple ou dans les cités du littoral sahélien, avaient été largement punicisés. Les immigrés italiens, par ailleurs, à l'exemple des membres du *pagus* de Thugga, n'avaient établi aucune cloison entre eux et les autochtones, tandis que les notables puniques et libyens aspiraient surtout à s'intégrer en accédant à la citoyenneté romaine. La politique suivie à cet égard par les empereurs, de même que l'évolution de la situation économique, ne firent que favoriser cette aspiration. Si bien que la hiérarchie de la fortune ne tarda pas à se substituer à la distinction ethnique. Grâce à la diffusion du droit de citoyenneté romaine, toute la bourgeoisie municipale achèvera ainsi de se romaniser.

Quant à la plèbe urbaine, et surtout rurale, si on note sous l'influence de la romanisation une transformation des mœurs, de la langue et du costume, la masse resta, semble-t-il, longtemps confinée dans le statut pérégrin, même si quelques artisans ou paysans avaient obtenu le droit de cité.

Le gouvernement impérial usa, semble-t-il, de ce droit et des promotions individuelles et municipales comme d'un stimulant, qui lui permit de multiplier le personnel indispensable pour développer la romanisation du pays, à chaque échelon de la hiérarchie. Si bien qu'en 212, l'édit de Caracalla paracheva l'assimilation, et consacra l'accomplissement de l'œuvre de romanisation poursuivie depuis un siècle, en proclamant citoyens tous les habitants de l'Empire à l'exclusion, essentiellement, des esclaves.

Dès le milieu du II^e s., on constate que la bourgeoisie municipale ne cesse de fournir à l'Empire un grand nombre de hauts dignitaires. L'entrée dans l'ordre équestre ouvrait la voie à une brillante carrière militaire d'officier ou, civile, d'administrateur. Déjà sous Hadrien, nous pouvons compter plusieurs milliers de chevaliers en Proconsulaire et en Numidie ; leur nombre ne cessera de s'accroître



Allégorie de la Victoire

Bas-relief en marbre blanc. Carthage
H. 3 m ; L. 1,20 m. - Musée de Carthage

Ce bas-relief découvert sur la colline de Byrsa représente l'allégorie de la Victoire sous l'image d'un personnage féminin ailé, à la chevelure relevée en chignon, vêtu d'une longue tunique plissée et tenant un imposant trophée. En haut, figurent les armes de type romain : un casque et une cuirasse ornée d'une tête de Méduse et de deux griffons affrontés. En bas, un arc, un carquois, une épée, des boucliers et une pelta évoquant les armes parthes. Inspirée de l'art hellénistique, cette œuvre pourrait commémorer la victoire de Marc Aurèle et de Lucius Vérus sur les Parthes (163-165).

Statue colossale d'impératrice

Carthage ; marbre blanc.
H. 2,65 m - Musée du Bardo

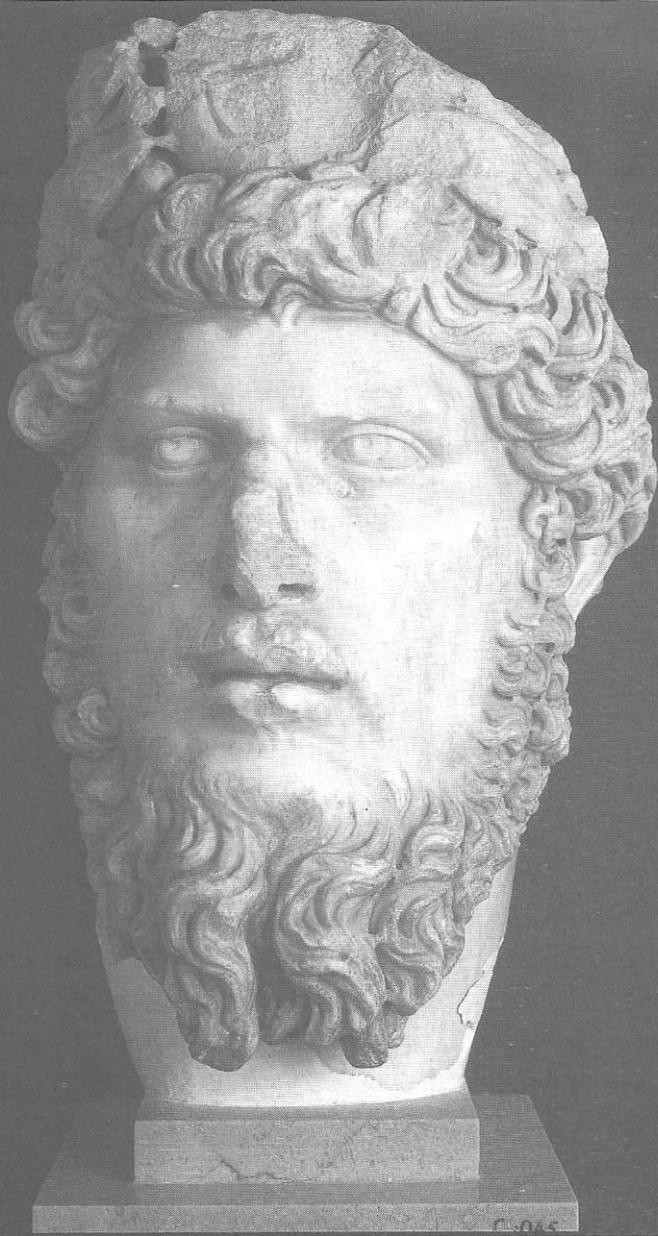
La statue procède d'un type iconographique d'origine grecque représentant Aphrodite Vénus, déesse de l'Amour. Les mains et les avant-bras qui manquent ici devaient tenir soit une phiale, soit une pomme ou une grenade qui sont habituellement les attributs de cette divinité. Ici, la déesse est représentée sous les traits d'une impératrice.



par l'adjonction de nouveaux promus. Au début du III^e s., on a recensé que sur l'ensemble des membres connus de l'ordre équestre, dont les procureurs les plus influents géraient les plus hautes charges administratives de l'Empire, 30% étaient d'origine africaine. Beaucoup terminaient leur carrière en occupant les postes les plus importants, comme la préfecture du prétoire, avec le commandement des troupes d'Italie, et la justice suprême d'appel. D'autres notables municipaux, parmi les plus riches, obtenaient l'accès au sénat romain, sans même passer par le grade intermédiaire des carrières équestres.

Vers la fin du II^e s., le nombre de sénateurs africains connus jusqu'à présent grâce, surtout, à l'épigraphie, atteignait la centaine : 15% des membres connus de l'ordre sénatorial étaient ainsi d'origine africaine. Ce furent Marc Aurèle, et surtout Commode, qui donnèrent aux Africains les nombreuses charges qui leur permirent de constituer un véritable clan qui évinça celui des Espagnols, prépondérant durant les premières années du II^e s. ; la solidarité qui unissait, à Rome, les hauts dignitaires issus d'une même province les amenait aussi à favoriser la carrière des parents et des amis demeurés dans la province natale, pour s'entourer d'une clientèle sûre et dévouée. Ils arrivaient ainsi à exercer leur influence sur le pouvoir de façon déterminante : ainsi le « parti » des Africains parvint-il à évincer la dynastie des Antonins, sortie de Bétique, pour les supplanter par les Sévères de *Lepcis Magna*.

Un grand nombre de riches commerçants, de propriétaires fonciers et aussi d'orateurs et de juristes africains se hissaient de la sorte au premier rang de la société impériale. Certains s'agrégeaient aux autres familles sénatoriales par des mariages, des adoptions, des associations d'intérêt, et se détachaient ainsi peu à peu de leurs origines, mais sans en perdre totalement le souvenir ; tandis que d'autres, surtout les représentants de l'ordre des chevaliers, auquel appartenait notamment la famille des Sévères, conservaient des



Tête de Lucius Verrus

Marbre blanc ; H. 52 cm. Musée du Bardo

Cette tête colossale, d'une très belle facture, a été découverte en 1904 dans le théâtre de Dougga. Couronnée de lauriers, emblème impérial, la tête est encadrée d'une chevelure et d'une barbe traitées avec exubérance. Les traits du visage sont harmonieux et les yeux creusés au foret expriment la fixité du regard et contribuent à faire de ce portrait un chef-d'œuvre de la sculpture officielle. Il s'agit en effet du portrait de l'empereur Lucius Verrus qui a régné avec Marc Aurèle de 151-159.

attaches plus solides avec le pays natal. Beaucoup connurent la célébrité. Ainsi Fronton, consul en 143, est demeuré officiellement patron de sa ville natale *Calama* (Guelma) ; il fut chargé par Hadrien de l'éducation du futur empereur Marc Aurèle. Son contemporain et compatriote, le juriste *Salvius Julianus*, issu d'une famille de chevaliers qui paraît avoir habité Hadrumète, entra très tôt au sénat et ne tarda pas à siéger au conseil du prince ; c'est dans le cadre de cette assemblée, qui détenait en fait l'essentiel du pouvoir législatif, que cet Africain entreprit la préparation de cet édit perpétuel qui assura sa notoriété. Il revint à son pays natal en Juillet 168 avec le titre de proconsul et présida, en cette qualité, à la dédicace du capitole de *Thuburbo Ma/us*. Le légat qui l'assistait dans son gouvernement n'était autre qu'un parent proche, *M. Didius Julianus*, qui régna quelques mois au cours des troubles qui suivirent la mort de Commode.

Mais si quelques représentants de la bourgeoisie municipale étaient promus aux plus hautes destinées, il ne faut pas oublier que les 5/6 de la population, au moins, constituaient les classes populaires divisées en deux éléments : les esclaves et les hommes libres, artisans ou paysans. Les historiens considèrent que le nombre des esclaves n'a cessé de décroître depuis le début de l'Empire ; et ils expliquent ce fait par la diminution des guerres, fournisseuses de captifs, et par la fréquence des affranchissements. En Afrique, l'esclavage rural devait être, jusqu'à la fin du I^e s., extrêmement répandu. Les latifundiaires, surtout, utilisaient principalement la main-d'œuvre servile. C'est ainsi qu'en Tripolitaine, où la grande propriété *piri-réc* était cricorc rpancJuc au I^{er} s., *TépOUSC* d'ApuïCC, *Vudentilla*, employait sur ses terres un nombre considérable d'esclaves. Mais après la confiscation, sous Néron, de la plupart des grands domaines privés, puis la promulgation, sous Hadrien, de la « */ex manciiana* », de petits métayers libres, les *coloni*, prirent en grande partie la place des esclaves. Quant aux domestiques de condition

servile, il semble que les villes africaines n'en possédaient qu'un nombre relativement peu élevé ; importés, au début, d'Italie méridionale, puis directement d'Orient, ils avaient déjà reçu une éducation appropriée et étaient, sans doute, traités moins durement que ceux des champs. Ceux-ci étaient en partie sans doute procurés par les expéditions menées contre les tribus dissidentes, ainsi que par le commerce transaharien.

La condition des esclaves n'était pas cependant très différente de celle de beaucoup d'hommes libres. La position sociale établissait, en effet, une ligne de démarcation très nette entre deux catégories de citoyens : les « honnêtes » gens (*honesti', honestiores*) et les « humbles » (*plebeiï, humiliores, tenuiores*). Les deux ordres supérieurs, le sénatorial et l'équestre, dotés d'un statut spécifique à l'échelle de l'empire, ainsi que l'ordre décurional des notables municipaux, dont le statut était purement local, appartenaient bien entendu à la première catégorie. Comprenant, dans chaque cité, un nombre réduit de familles, celle-ci détenait l'essentiel de la richesse foncière. Par contre, les *tenuiores* de la deuxième catégorie étaient exclus de toute responsabilité dans la cité. Beaucoup de petits marchands, artisans et ouvriers étaient même considérés, dans certaines cités, comme des étrangers domiciliés, des *incolae*, privés de tout droit politique et maintenus dans une dépendance étroite, voisine du servage.

La multitude des journaliers, qui battaient la campagne à la recherche d'un emploi, était placée encore plus bas. Enfin, les *coloni* des domaines impériaux ou des propriétés privées pouvaient certes se prévaloir de quelques droits garantis par une législation agraire, comme ce *ius manciandum* dont il sera question plus loin ; mais nous verrons aussi que ce droit ne manquait pas d'être bafoué et qu'ils étaient souvent livrés à l'exploitation des concessionnaires ou des propriétaires.

Ingénu ou esclave, chaque individu était pris, cependant, dans un réseau de solidarités et de dépendances qui, reliant directement ou non les membres des différentes catégories sociales, établissait entre eux des rapports horizontaux associatifs et des liens verticaux.

Ces derniers, toutefois, avaient la prééminence, reliant l'esclave au maître, l'affranchi à l'ancien maître, maintenant le notable municipal dans la clientèle des grandes familles de la cité et des aristocrates locaux. Toute entière, la cité se reconnaissait, par ailleurs, cliente de l'un ou de quelques-uns de ces aristocrates : chaque cité avait, en effet, son patron, et certaines multipliaient les contrats de patronage les liant au grand propriétaire local, militaire ou administrateur civil, sénateur ou chevalier, ancien proconsul ou ancien légat, parmi ceux qui avaient gouverné la province ou commandé la légion d'Afrique.



Mosaïque figurant au centre la déesse AFRICA
Musée d'El Jem

Dans un tableau carré de 1,60 m de côté, Africa est représentée sous les traits d'un personnage féminin coiffé de la dépouille d'éléphant qui est son attribut distinctif.

Elle est entourée des quatre saisons représentées sous l'aspect de personnages féminins aux divers âges de la vie. C'est l'illustration du cycle de la fécondité et de l'abondance autour de la représentation centrale, Africa, déesse dispensatrice de la fertilité et de la richesse. Cette mosaïque a été découverte dans une grande demeure aristocratique de la cité de Thysdrus, pavée de tout un ensemble de mosaïques, dont celle-ci est une des plus remarquables. Elle est datée de la deuxième moitié du II^e s. ap. J.-C.

CHAPITRE III

Le développement économique

La population

Bien que les opérations de recensement indispensables à l'établissement et à la répartition des impôts aient été couramment pratiquées à l'époque romaine, aucune statistique qui intéresse la population de la province d'Afrique ne nous est parvenue. C'est pourquoi toute appréciation du chiffre de la population repose sur des déductions et des conjectures dont les résultats restent discutables. Les historiens sont arrivés cependant à montrer que la population de l'Afrique atteignait, dans certaines régions, une grande densité, supérieure même à cent habitants au km². Le développement intense de l'agriculture et de la vie urbaine, au cours du II^e s. et de la première partie du III^e, permet même d'imaginer pour toute la zone tellienne de la Tunisie, au moins, une situation comparable à celle du Sahel actuel.

Mais malgré la densité de l'implantation urbaine - plus de deux cents cités pour la Proconsulaire qui couvrait une superficie de 100 000 km² environ - le peuplement rural restait important, dispersé loin du centre construit des cités et gravitant tout autour d'elles, dans les fermes de leur territoire rural, ou dans des hameaux

dont beaucoup, avec leurs monuments publics, plus ou moins développés, s'efforçaient d'avoir des allures de cités plus ou moins minuscules. En tenant compte de l'accroissement démographique considérable dont témoignent aussi bien les sources littéraires que les données archéologiques, la population totale de la Proconsulaire, à l'apogée de sa prospérité entre le IP et le début du IIP s., a pu être évaluée, plus ou moins arbitrairement, à plus de 2 500 000 habitants.

Cette population était surtout formée de Berbères. En effet, dans cette province romaine qui constituait une colonie d'exploitation plutôt que de peuplement, les étrangers, surtout italiens, ne formaient qu'une petite minorité : hauts fonctionnaires, grands commerçants, grands propriétaires et, surtout, descendants des premiers colons, principalement des vétérans de la légion. Encore ceux-ci s'étaient-ils mélangés rapidement à la population grâce à de nombreux mariages.

L'agriculture

Le développement agricole, amorcé par Carthage et les rois numides, fut poursuivi par la colonisation. Tout en maintenant la paix, l'organisation romaine réussit à multiplier les moyens de production, à vivifier les terres de parcours et à permettre, grâce aux progrès de l'hydraulique agricole, l'exploitation de nouvelles régions. Elle s'attacha, enfin, à organiser et à développer les débouchés.

Dès l'époque carthaginoise on pratiquait, selon les régions, la culture des céréales et l'arboriculture combinées souvent avec l'élevage. Dans le Cap Bon et les environs immédiats de la capitale punique, on préférait la vigne, l'olivier, les arbres fruitiers, les cultures maraîchères et l'élevage du bétail ; tandis que les plaines de la Mejerda et de l'oued Miliane constituaient, comme les fonds de vallons de la Byzacène, des régions céréalières.



Cérès-Pomone

Marbre ; Carthage ; H. 1,42 m ;
Musée de Carthage

Déesse des récoltes et de l'abondance, Cérès est représentée portant une corbeille de fruits et une gerbe d'épis. Sous l'Empire, son culte connaît un grand développement en raison de la richesse essentiellement agricole de l'Africa, « province toute vouée à Cérès », selon l'écrivain Salluste.

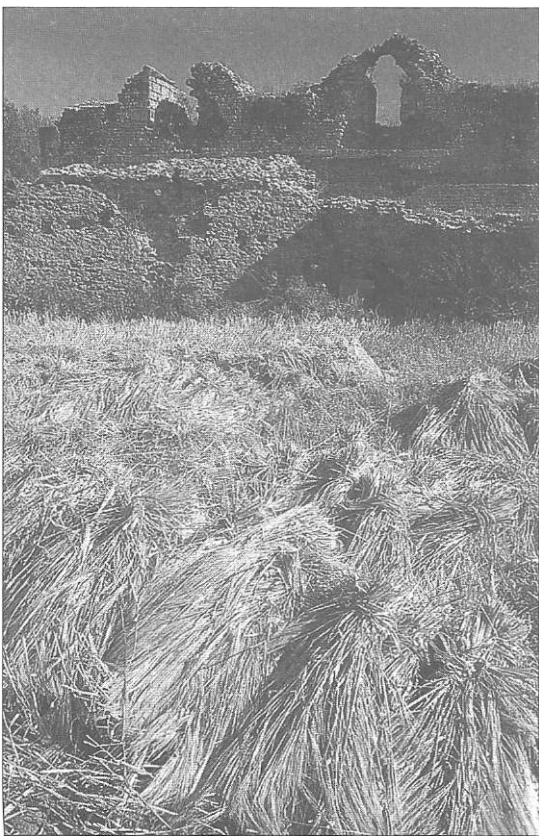
Champ de blé moissonné sur fond de vestiges archéologiques

*Pline l'Ancien définissait déjà
« le sol de l'Afrique qui porte les
céréales. La nature l'a livré tout
entier à Cérès ; quant au vin
et à l'huile, elle s'est contenté de ne
pas les lui refuser, jugeant les
moissons suffisantes à sa gloire ».*
*De fait, l'Africa fut le « grenier de
Rome » et eut la redoutable
charge de fournir l'annone destinée
à nourrir la population romaine.*

*Elle fit aussi sa fortune et
l'élévation de sa condition politique
comme en témoigne la célèbre
épitaphe du moissonneur de Mactar.*

*« Je suis né d'une famille pauvre...
Depuis le jour de ma naissance, j'ai
toujours cultivé mon champ.*

*Ma terre et moi n'avons pris aucun
repos... Aujourd'hui je vis dans l'ai-
sance et j'ai atteint les honneurs ... ».*



Mais la prospérité de l'Afrique n'est passée à l'état de proverbe que parce qu'elle assumait, sous le Haut Empire, la plus grande part du ravitaillement en blé de la capitale romaine. La sécheresse du climat ne permettait certes pas de rendements régulièrement élevés ; mais la fécondité des terres africaines devenait prodigieuse lorsque les pluies étaient suffisantes. Pline signale des semences qui donnaient du cent et même cent cinquante pour un ; si elles sont exceptionnelles, ces récoltes sont de nos jours encore possibles, lorsque l'année est particulièrement favorable ; elles s'expliquent par le fait que, maintenant encore, on ensemeence très clair dans les terres légères du Sahel et de la Steppe.

La conquête romaine favorisa la culture du blé que l'Italie exigeait en abondance. Au contraire, on ne songea nullement à reconstituer les vignes et les olivettes dévastées à la fin de la période punique, car l'Italie dominait alors le marché du vin et de l'huile, et prenait soin d'éviter toute concurrence. L'Afrique régressa alors vers la monoculture.

Des impératifs d'ordre politique provoquèrent ainsi l'accroissement de la culture du blé dur, que l'on distribuait gratuitement à 200 000 citoyens de Rome. Ce blé annonaire n'était pas acheté par Rome, mais lui était cédé à titre de tribut de subordination, ou de redevance. La quantité indispensable au ravitaillement de Rome avait été d'abord amenée d'Egypte. Mais, dès le règne de Néron, on jugea possible de réclamer à l'Afrique les deux tiers du blé exigé. Dès lors, on a calculé que 1 260 000 quintaux de blé africain, qui représentaient le montant de la dîme imposée à toutes les terres ainsi que le fermage du tiers versé en nature par les *coloni* des domaines impériaux, furent exportés annuellement vers le port italien d'Ostie. Prélèvement considérable si l'on songe que la Proconsulaire toute entière, Numidie et Tripolitaine comprises, fournissait au temps de Néron une production globale qu'on a estimée à 9 ou 10 millions de quintaux. Une partie de la population

devait donc se contenter, pour sa nourriture, de millet ou d'orge, tandis que les sécheresses devaient sans doute provoquer des famines. L'économie africaine avait donc, au I^{er} s. après J.-C., un caractère typiquement colonial ; contrainte de fournir gratuitement le blé nécessaire à l'innombrable population italienne, la province était aussi forcée d'abandonner à la métropole les cultures rentables de la vigne et de l'olivier. Cependant, la conquête de nouvelles terres en Numidie et dans les Maurétanies allait bientôt dégrever la Proconsulaire d'une partie de ses charges fiscales. A partir du II^e s., elle put développer plus librement son agriculture.

Cette évolution fut rendue possible par la crise qui avait, dès la fin du I^{er} s., précipité le dépeuplement de l'Italie et provoqué sa décadence politique. L'avènement, en 96, des empereurs d'origine provinciale permit aussi, parfois, l'adoption d'une politique économique plus libérale. Des avantages substantiels furent accordés aux métayers des domaines impériaux qui acceptaient de planter des oliviers et des arbres fruitiers. Ces mesures étaient d'abord destinées à récupérer les zones boisées ou marécageuses, que les arpenteurs avaient jugées impropres à la culture des céréales ; mais elles provoquèrent également la multiplication de la vigne et des vergers dans les montagnes du Tell, tandis que les régions qui reçoivent moins de 300 mm de pluies annuelles, et même les steppes qui s'étendent de *Sujetula* (Sbeitla), à *Thelepte* et à *Theveste* (Tebessa), ne tardèrent pas à devenir le domaine de l'olivier. Aujourd'hui encore s'y dressent, par dizaines, les grands piliers de pierres qui maintenaient les leviers des pressoirs.

L'oléiculture connut alors une extension qui marqua toute l'évolution économique et sociale de la province. L'huile représentait pratiquement le seul combustible d'éclairage, en même temps que le principal aliment gras, et le seul produit de toilette utilisé comme support des parfums. Elle fut exportée en abondance avec tous les produits des industries annexes, comme la céramique qui

produisait les lampes, ainsi que l'emballage des jarres et des amphores, qui servaient au transport du précieux liquide. Les avantages accordés aux oléiculteurs africains, propriétaires, transporteurs et commerçants, ne firent que s'accroître sous Commode, qui leur avait ouvert tout grand l'accès aux plus hauts postes de l'administration impériale. On aboutit même, sous le règne de l'africain Septime Sévère, à un affranchissement total de la redevance d'huile instituée depuis l'époque de César.

Nous avons vu que c'est à titre de tribut ou de redevance que le gouvernement impérial prélevait d'énormes quantités de blé. En effet, à part les territoires des cités libres et quelques domaines appartenant à de gros propriétaires, tout le sol de la province, transformé en *ager publicus* après la conquête, était devenu juridiquement propriété du peuple romain. Celui-ci, tout en laissant la possession effective soit aux provinciaux, soit aux immigrants romains, exigeait des premiers le paiement de la dîme de leurs récoltes, et des seconds une taxe d'usage sans doute plus modique. C'est pour assurer l'assiette de ces impôts qu'on procéda, comme nous l'avons vu, à la cadastration du territoire, l'enserrant dans un réseau de centuries rectangulaires de 50 ha environ, qui ne délaissaient que les parcelles aux contours trop irréguliers, ainsi que les régions impropres à la culture : bois, forêts ou marécages.

Mais la terre n'appartenait pas seulement aux habitants des cités indigènes et des cités romaines. En dehors des territoires des villes, et de ceux sans cesse limités des tribus, d'immenses domaines avaient été achetés par de riches sénateurs. Au I^{er} s. ap. J.-C., six d'entre eux se partageaient, selon Pline, la moitié du sol provincial. Après les avoir mis à mort, Néron confisqua leurs biens ; il subsista cependant, à côté des vastes domaines impériaux, un certain nombre de *saltus* privés. Mais seule une faible proportion de ces *latifundia* était cultivée directement par le propriétaire ; tout le reste était loué à des métayers.



Installations d'huilerie dans le site de Sbeïtla.

À l'arrière, les deux montants du pressoir coiffés d'une dalle appelés « jumelles ». C'est entre eux que passait le « présumé » arbre de presse, portant à l'autre bout le contrepoids destiné à presser les olives déjà broyées pour en extraire l'huile.

À l'avant, cuve de broyage des olives : C'est un plateau circulaire incurvé autour d'un axe central fixant la meule broyant les olives. La rotation était effectuée par un homme ou généralement un animal grâce à un essieu horizontal.

Spécimens de la production céramique africaine

Musée du Bardo

1- cruche cylindrique décorée de représentations de scènes mythologiques en relief.

2- Vase plastique représentant la tête d'un vieil homme.

Ces deux pièces ont été trouvées dans la nécropole d'El Aouja parmi le mobilier funéraire recueilli dans les tombes.

Toutes deux portent la marque de l'atelier NAVIGIUS qui est connu comme un centre de production de

toutes sortes de céramiques de qualité dite « sigillée claire africaine ». Ainsi, ces œuvres sont-elles représentatives de la production africaine à son apogée au III^e s. ap. J.-C. Par leurs formes élégantes, la finesse de leur pâte d'un rouge vif, la variété de leurs décors, ces objets illustrent l'exceptionnelle activité des ateliers africains qui prennent leur essor à la fin du II^e siècle et perdurent jusqu'au VII^e siècle diffusant leurs productions autour de la Méditerranée.



Nous sommes suffisamment renseignés sur ce système, grâce surtout à quatre grandes inscriptions qui nous ont permis de connaître l'organisation des *saltus* impériaux de la vallée de la Méjerda aux II^e et III^e s. : l'empereur propriétaire affermait chaque domaine à des concessionnaires (*conductores*), isolés ou groupés en compagnies, qui en exploitaient directement une partie, et concédaient l'autre à des métayers (*coloni*) dont le statut était défini par une loi, la *lex manciiana*. A ces *coloni*, occupants héréditaires du sol, était garanti l'usage de leur parcelle moyennant la remise du tiers de leur récolte et la prestation d'un nombre fixé de jours de corvée sur la partie du domaine exploitée directement par le *conductor* à l'aide d'une main-d'œuvre servile ; ce droit d'usage était transmissible par vente et par héritage, à condition cependant que le nouveau bénéficiaire n'interrompe pas la culture pendant plus de deux années consécutives. Des fonctionnaires impériaux [*procuratores Augusti*] administraient les domaines et devaient veiller à l'application des règlements.

Au bas de l'échelle, les procurateurs des *saltus*, qui ne sont souvent que de simples affranchis, étaient aux ordres des procurateurs des *regiones*. Ceux-ci appartenaient souvent à l'ordre équestre. Au sommet de la hiérarchie, les procurateurs de *tractus*, sont des chevaliers de haut rang. Ils représentent l'empereur, contrôlent et dirigent les autres procurateurs, disposent de la force armée. Cependant, en surveillant la bonne application des règlements, les procurateurs étaient souvent soumis à de fortes pressions ; les *conductores*, capitalistes puissants et influents, avaient souvent recours à leur appui pour briser toute velléité de révolte des *coloni* contre l'exploitation dont ils étaient l'objet. D'autant plus qu'à partir du règne d'Hadrien, ces administrateurs des domaines impériaux, qui se recrutaient au I^{er} et au début du II^e s. parmi les affranchis de l'empereur, généralement originaires d'Orient, furent de plus en plus choisis parmi les propriétaires locaux, c'est-à-dire dans la même classe que les *conduc-*

tores qui avaient tout intérêt à exploiter au maximum les *coloni*. C'est de cette collusion que se plaignent, en particulier, les *coloni* du *Saltus Burunitanus*, près de Souk el-Khémis.

Les règles juridiques de la *lex manciiana* s'appliquaient non seulement aux domaines impériaux, mais aussi à ceux des grands propriétaires. Les tablettes Albertini, documents rédigés à l'époque vandale, qui concernent un grand domaine situé à l'est de Tébessa, prouvent qu'elles restèrent en vigueur jusqu'à la fin du V^e s. Sous Hadrien, ces règles furent confirmées et étendues, afin de favoriser la récupération de nouvelles terres et l'implantation des cultures plus rentables de la vigne et de l'olivier ; les *coloni* purent ainsi s'installer sur les parcelles exclues du cadastre, comme sur les terres réputées impropres à la culture ; bénéficiant du droit d'usage transmissible, ils étaient dispensés de toute redevance, durant l'époque nécessaire au développement des nouvelles plantations. Encouragés par les avantages de cette législation, les agriculteurs africains entreprirent des travaux hydrauliques gigantesques, dont beaucoup de monuments sont parvenus jusqu'à nous.

Certes, on a trop souvent rapporté à l'époque romaine des installations qui appartenaient, notamment dans les régions steppiques, autour de Kairouan, au haut Moyen Âge arabe. Beaucoup de techniques également, étaient traditionnelles et dataient de l'époque pré-romaine, comme la construction de barrages et de terrasses. Cependant, le creusement d'un nombre considérable de puits, la lutte contre l'érosion torrentielle par l'aménagement de terrasses de retenue qui fixaient la terre végétale, la régularisation des oueds et la construction de petits barrages dont le trop plein permettait de recueillir l'eau dans des bassins ou des citernes gigantesques, enfin l'organisation, dans certaines régions, de tout un système traditionnel de canaux d'irrigation destiné, selon des règles minutieuses, à la répartition du précieux liquide entre les propriétaires, tous ces facteurs ont permis de conquérir de grandes étendues.

On s'était surtout préoccupé, à l'époque romaine, de l'alimentation en eau des cités par la construction d'aqueducs. Celui de Carthage charriait à lui seul, semble-t-il, 32 000 litres d'eau par jour. Des quantités d'eau considérables étaient ainsi emmagasinées dans des citernes, dont certaines étaient gigantesques. Celles de Rougga, l'antique *Bararus*, constituées par deux énormes bassins circulaires communicants, pouvaient contenir 7600 m³.

Mais chaque extension de l'agriculture avait pour contrepartie la restriction des terres de parcours abandonnées aux pasteurs nomades. Considérée sous cet angle, la révolte de Tacfarinas n'est que l'exaspération, dans des circonstances particulières, d'une situation qui privait sans cesse les tribus des terres abandonnées aux pasteurs. La grande tribu des Musulames, qui avait constitué l'âme de la révolte, se vit petit à petit dépouillée, sans doute, de ses terres. Tout au long du II^e s., on distribua aux agriculteurs de nouveaux territoires, jusqu'aux fonds d'oueds cultivables, situés aux limites du désert. On en vint ainsi à cantonner les tribus dans des régions trop exigües pour assurer leur subsistance : sous Trajan, les terres de la tribu des *Njbgemi*, amputées au profit des propriétaires de *Tacapae* (Gabès) et de *Capsa* (Gafsa), furent réduites à un maigre territoire proche du chott El Fejj. Nombre de nomades furent ainsi contraints de choisir, pour subsister, la condition misérable du journalier qui, n'ayant pour tout bien que ses bras, errait à la recherche de l'embauche.

L'industrie et le commerce

On a souvent noté que l'Afrique, quoiqu'exploitée de façon plus méthodique à partir du II^e s., était surtout exportatrice de matières premières, plus particulièrement de blé et d'huile, de laine, de marbre, de bois, ainsi que de bêtes fauves et d'éléphants dont l'amphithéâtre faisait grosse consommation. On ne tira pas grand parti, semble-t-il, des minerais, dont les mines étaient cependant



Officine de salaison de poisson et de fabrication de garum à Neapolis

Cette série de bassins creusés dans le sol à proximité du rivage, c'est ce qui reste de toute une installation industrielle ayant servi à obtenir, à partir du poisson, deux produits très appréciés dans l'antiquité : les salsamenta qui sont des salaisons et le garum qui est une liqueur proche de noak-man. Dès qu'il est débarqué, le poisson est préparé et traité, puis versé dans les grandes cuves pour mariner ou macérer au soleil. Il s'agit de poissons migrateurs

longeant la côte en bancs serrés à certaines périodes de l'année. L'activité de ce genre d'officine est donc saisonnière, mais le nombre d'installations similaires repérées le long de la côte tunisienne permet d'affirmer que l'exploitation des ressources halieutiques a été prospère. Les denrées obtenues de cette ressource ont généré un commerce florissant que les nombreuses découvertes d'amphores ayant contenu salsamenta et garum prouvent désormais abondamment.



nombreuses, mais moins riches que celles qui, en Europe, ravitaillaient abondamment l'Empire. Mais on reste, en réalité, très mal informé sur la métallurgie de la Proconsulaire. On a aussi remarqué que l'épigraphie ne nous révèle que rarement des activités artisanales ou industrielles, dont la liste est beaucoup plus longue dans d'autres provinces occidentales de l'Empire. Nous enregistrons cependant l'existence de foulons, fabricants de vêtements, de tanneurs, de teinturiers dont l'industrie avait été introduite par les Carthaginois grâce à l'exploitation du murex qui fournissait la pourpre, de charpentiers, de forgerons et d'orfèvres.

Mais si ce témoignage épigraphique est précieux, il ne suffit pas à démontrer le peu d'importance des artisans et des ouvriers : ceux du bâtiment, qui ont édifié les monuments dont les ruines constituent les vestiges les plus importants de l'époque romaine, étaient manifestement fort nombreux ; or à peine si les inscriptions nomment un architecte ou un « constructeur ».

L'oléiculture occupait naturellement une place de choix dans l'économie africaine, et dominait aussi bien l'industrie que le commerce, à cause de la multitude d'activités annexes qu'elle suscitait autour d'elle. La production d'huile était massive et véritablement industrielle ; les pressoirs, dont les vestiges sont toujours en place, s'élevaient partout, dans les montagnes de Numidie et jusque dans les campagnes qui s'étendent entre Sbeïtia et Tébessa.

Liée à l'oléiculture, l'industrie de la céramique était florissante. La terre cuite était d'ailleurs considérée comme la plus importante des industries antiques, puisque, à part la vaisselle précieuse en verre ou en métal, tout le domaine ménager était pratiquement fourni par le potier ; sans compter les jarres et les amphores, dans lesquelles on transportait les grains, les vins et l'huile et les lampes de terre cuite utilisées presque exclusivement pour l'éclairage. A l'époque carthaginoise, la production massive des nombreux potiers se proposait surtout de satisfaire la demande quotidienne de vaisselle courante et

relativement grossière. La céramique de luxe était généralement importée : d'abord de Grèce et d'Etrurie, et plus tard du sud de l'Italie. Une céramique à vernis noir locale, d'excellente facture, commença cependant à concurrencer les produits italiens. La destruction de Carthage, qui amena un ralentissement considérable de toute l'activité économique, provoqua un arrêt presque total de la production de la céramique africaine ; la conquête romaine entraîna ainsi l'intensification de l'importation étrangère. On continua à importer une poterie d'un noir brillant fabriquée en Campanie et, vers le milieu du I^e s., des vases rouges et des lampes élégantes fabriquées notamment à Arezzo, en Toscane.

Mais dès la deuxième moitié du I^e s. ap. J.-C., une nouvelle industrie de la céramique africaine marqua une renaissance économique générale et prit vite le pas sur la production du sud de la Gaule qui avait, entre temps, envahi les marchés des deux Maurétanies (Maroc et Algérie Occidentale) et commencé à se répandre en Proconsulaire. Les ports de la province exportèrent à leur tour vers l'Italie poterie de cuisine et vaisselle d'usage courant. Puis, à partir de la fin du siècle, la sigillée claire A, fabriquée dans la région de Carthage, fut largement exportée, et le commerce de la céramique prit, à partir du II^e s., des proportions étonnantes. A la sigillée A s'ajoutèrent la A/D, diffusée à partir de 190/200, puis la C, originaire de la région actuelle de Kairouan.

A Ostie, l'avant port de Rome, la céramique de table était, dans la deuxième moitié du II^e s., aux 2/3 africaine ; elle le devint totalement vers 230-240. Innombrables également étaient les lampes à huile africaines qui, jusqu'à la fin de l'époque romaine, poursuivirent l'évolution de leurs formes et de leurs décors.

Les principaux centres de production sont connus : ils se trouvaient dans les principales villes, notamment Hadrumète, où de grandes familles accroissaient les bénéfices tirés de leurs domaines avec ceux de nombreuses fabriques de lampes ; d'autres ateliers

s'établirent dans la steppe kairouanaise, aux environs d'el-Aouja et de Hajeb-el-Aïoun ; leurs propriétaires, possessionnés dans cette région peu fertile, trouvèrent là un moyen ingénieux d'accroître leurs revenus. On y fabriquait, dès le début du II^e s., une poterie rouge-orange qui ne tarda pas, au III^e s., à être exportée jusqu'aux confins occidentaux de l'Empire. Dès la première moitié du III^e s., on utilisait, pour la décoration des vases, des appliques en relief dont les motifs étaient inspirés, le plus souvent, par les jeux d'amphithéâtre. Plusieurs de ces potiers nous ont laissé leur signature : les artisans de la céramique sigillée C notamment, comme *Septus*, *Navigius*, *Olitresis*, *Saturninus* etc... Les ateliers fabriquaient aussi, outre la vaisselle et les lampes, des statuettes de terre cuite qui étaient déposées dans les tombeaux à titre d'offrandes.

Ainsi l'Afrique avait réussi à s'affranchir de sa dépendance économique ; même pour les produits fabriqués, ses importations, qui comprenaient probablement des objets de métal, se trouvaient semble-t-il, au III^e s., largement équilibrées par ses exportations de céramique et aussi de vases en verre, d'étoffes de luxe teintées de pourpre.

Et à côté de la céramique, c'était le commerce de l'huile qui procurait aux armateurs africains leurs plus gros profits. On constate que l'activité portuaire s'était concentrée dans les villes qui disposaient de larges débouchés vers l'intérieur du pays. Citons les ports de *Hippo Regius* (Annaba) à l'embouchure de *VUbus* (Seybouse), de *Thabraca* (Tabarca) débouché des carrières de marbre de *Simitthu* (Chemtou) ; ouvertes par les rois numides, elles devinrent une énorme entreprise impériale organisée militairement, qui fonctionna jusqu'au IV^e s. Mentionnons encore, au nord, le port d'*Utique* qui resta longtemps, malgré les alluvions de la Méjerda, plus important que celui d'*Hippo Diarrhjtus* (Bizerte). Au Cap Bon, les ports de *Clypea* (Kélibia), *Missua* (Sidi Daoud), *Carpi* (Mraïssa) et *Neapolis* (Nabeul) exportaient des denrées agricoles ; *Missua* servait

aussi de débouché aux grandes carrières de calcaire coquillier d'El-Haouaria, qui, depuis l'époque punique, fournissaient Carthage en matériaux de construction.

La capitale de la province conserva son vieux cothon punique, bassin artificiel creusé à l'intérieur des terres ; mais on construisit peut-être à côté, au-dessus du sanctuaire punique de Tanit et Baâl Hammon, de vastes entrepôts. Sur la côte orientale, *Hadrumète* (Sousse) conserva aussi son cothon et n'eut pas besoin de grands aménagements ; de même que la rade de *Ruspina* (Monastir), bien protégée par ses îlots. On ne sait pas encore si Mahdia a pris la place de l'antique *Gummi* ; dans ce cas, son port fatimide, qui présente certains caractères d'un cothon de tradition phénicienne, a peut-être été creusé dès l'antiquité. Le port de *Sullectum* (Sallacta) fut doté d'un phare, tandis qu'à *Acholla* (Boutria) on construisit un grand môle qui demeure toujours visible, bien que recouvert par les eaux. Ajoutons à cette liste les ports de *Taparura* (Sfax), *Thaenae* (Tina), *Tacapae* (Gabès) et enfin *Gigthis*, situé en Tripolitaine où s'élevaient encore, sur le rivage des Syrtes, trois villes qui atteignirent leur apogée sous la dynastie africaine des Sévères : *Oea* (Tripoli) au centre, *Sabratha Vulpia* (Sabrata) vers l'ouest et *Lepcis Magna* (Lebda) vers l'est.

Les exigences du ravitaillement de la capitale romaine faisaient que les armateurs africains étaient surtout en relation avec le grand port d'Ostie, abandonnant aux Orientaux le trafic avec l'est, qui avait connu un grand développement sous Carthage et les rois numides. S'acquittant ainsi, avec le transport du blé de l'annone, d'un service public, ces armateurs se trouvaient soumis de plus en plus au contrôle de l'état, tout en bénéficiant de privilèges tels que Commode finit par donner, à la flotte de Carthage, le même statut officiel que celui qui était reconnu à celle d'Alexandrie. Ce contrôle officiel laissait cependant aux armateurs (les *navicularii*) une marge bénéficiaire importante puisqu'au IV^e s., elle atteignait 9 à 10% du prix du blé transporté, perçu à titre de frêt. Sans compter le coût du transport des autres denrées africaines débarquées à Ostie.

La forme et le gréement des navires sont relativement bien connus, grâce notamment à une mosaïque découverte à *Althiburos* (Medeina), qui dresse un véritable catalogue de la batellerie de l'époque : « vaisseaux ronds » à la poupe et à la proue également relevées, d'autres à l'avant effilé, chalands destinés au transport des amphores ou aménagés pour porter les chevaux, navires de guerre munis à la fois de voiles et de rames, enfin simples canots et barques de pêche. Les gros navires de commerce, dont la charge utile pouvait atteindre près de 250 tonnes, pouvaient transporter des frêts considérables.

Quant au commerce intérieur, il reste encore assez mal connu. Nous savons cependant que les campagnards tenaient des « *nundines* », foires rurales hebdomadaires échelonnées sur les différents jours de la semaine, qui ne devaient guère différer des souks de nos villages. Paysans et nomades y vendaient leurs récoltes ou leurs bêtes et achetaient les quelques produits fabriqués qui leur étaient indispensables.

La plupart des cités possédaient aussi, en dehors de la place du forum, une place du marché, bordée comme à Thuburbo Majus de portiques sous lesquels ouvraient les échoppes des marchands ; sans compter les magasins qui bordaient souvent, comme à *Musti* (Le Krib), une rue importante. Des *basilicae vestiariae* ont été reconnus en Algérie, à *Thamugadi* (Timgad) et *Cuicul* (Djemila) ; elles témoignent de l'importance de l'industrie textile et du commerce des vêtements.

La taxation n'était pas lourde ; les quatre impôts indirects qu'on appelait les *quattuor publica Africae* comprenaient le *portorium*, droit de douane considéré comme une source fiscale et non comme un moyen de réglementer les échanges, le droit sur les affranchissements des esclaves, celui sur les héritages et enfin le droit sur les ventes aux enchères. Affermés au début de l'Empire à une société privée qui les récupérait sur les contribuables, ils furent soumis, à

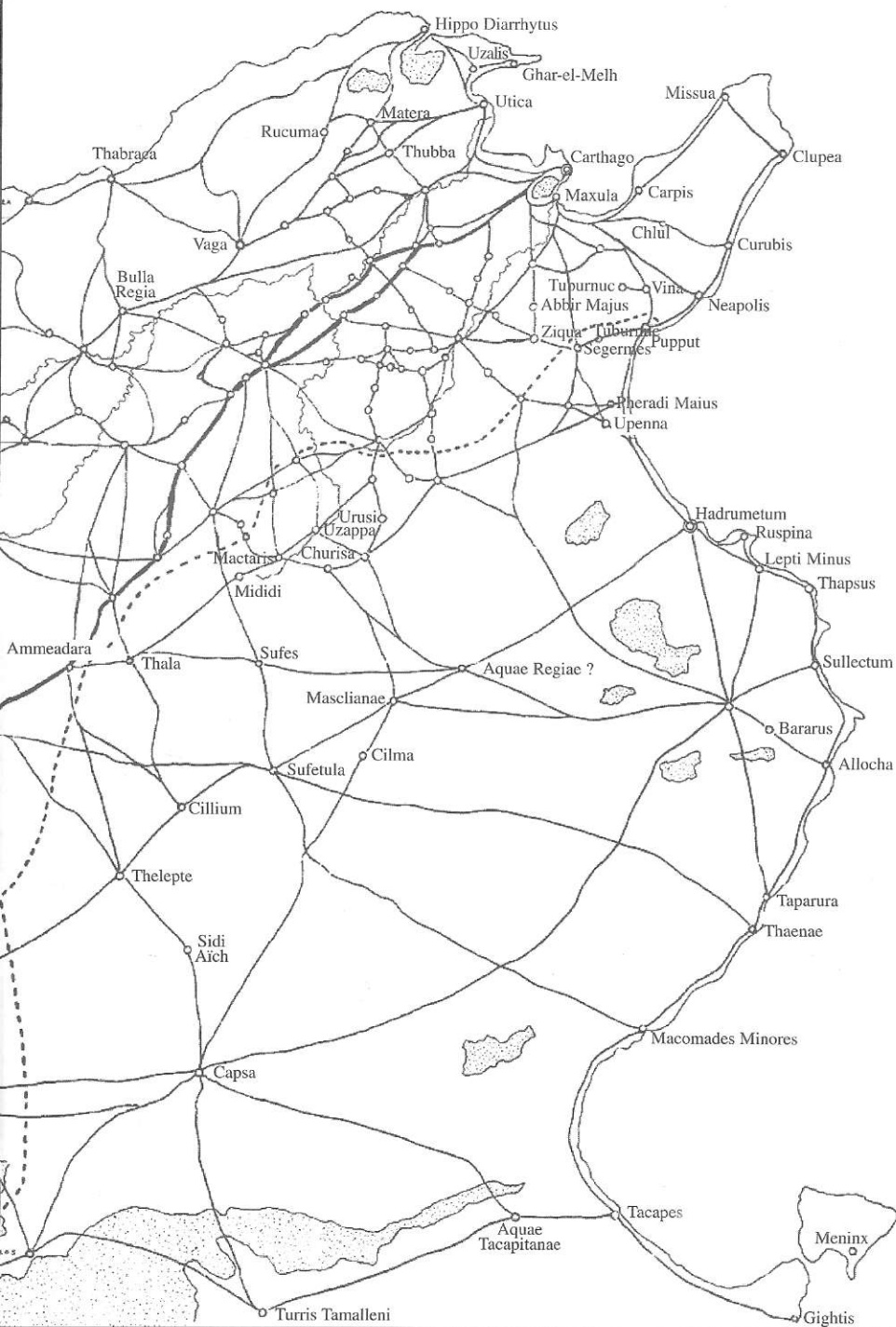
partir du II^e s., au régime de la perception directe. Une inscription, qui date de 202, reproduit le tarif douanier qui était appliqué au poste de Zaraï, à la frontière des deux Maurétanies. Cette inscription constitue un document capital sur les prix pratiqués à cette époque, tout en donnant de précieux renseignements sur la nature des échanges entre ces deux provinces africaines : c'étaient les esclaves, le bétail, les vêtements, les peaux, le vin, le *garum*, les fruits secs (dattes et figes), la glu et les éponges. L'huile et le blé sont curieusement omis. Évalués de 3/1000 à 3/800 pour les esclaves et le bétail, les droits étaient, semble-t-il, de 2% sur les textiles et 2,5% sur les denrées alimentaires.

Quant au transport des denrées, si le cabotage offrait souvent des facilités, le trafic le plus important se faisait par la route dont le réseau nous est connu grâce à la carte routière, dite « Table de Peutinger », qui date de la fin du II^e s., et à l'Itinéraire d'Antonin qui remonte au début du IV^e s., à l'époque de la Tétrarchie. On en retrouve encore plusieurs tronçons, jalonnés par des bornes milliaires espacées de 1500 m et gravées d'une inscription, qui précise généralement le nom et la titulature de l'empereur sous le règne duquel elles furent dressées, ainsi que la ville la plus proche. Ce réseau était particulièrement dense en Proconsulaire. Carthage constituait un carrefour d'où rayonnaient plusieurs voies ; deux d'entre elles se dirigeaient vers *Hippo Regius* (Annaba) ; l'une suivant le littoral par *Utique*, *Hippo Diarrhytus*, *Thabraca* et *Thuni*^a (La Calle) ; l'autre desservant la rive gauche de la Méjerda par *Thuburbo Minus* (Tébourba), *Cincari* (Henchir Toungar), *Bulla Regia* (Hammam Darraji), *Simitthu* (Chemtou). Mais c'est la voie Carthage-Théveste qui était la plus importante voie de pénétration, sur laquelle s'articulait une toile d'araignée de routes secondaires ; longue de 275 km, elle passait par *Membressa* (Medjez el-Bab), *Tichîîa* (Testour), *Tignica* (Aïn Tounga), *Thubursicu Bure* (Téboursouk), *Musti* (Le Krib), *Rares* (Lorbeus), *Althiburos* (Medeina), *Ammaedara* (Haïdra). Une autre

voie littorale, vers le sud, reliait Carthage à *Lepàs Magna* en Tripolitaine, en passant par *Pupput* (Souk el-Abiod), *Hadrumentum* (Sousse), *Acholla* (Boutria), *Tacapae* (Gabès), *Gigthis* (Bou Ghrara), *Oea* (Tripoli). Elle permettait, avec la voie qui suivait la côte septentrionale, de longer sans interruption le littoral, du Maroc à la Tripolitaine. Une autre route stratégique et commerciale, marquait la limite méridionale des provinces africaines et aboutissait à *Tacapae*.

Seules les grandes voies étaient solidement construites ; celle de Carthage à *Theveste*, pavée sous Hadrien, comprenait quatre couches superposées ; d'abord des pierres brutes, puis successivement un lit de mortier, un lit de cailloux et, en surface, un pavement de pierres irrégulières. Mais le voyage était loin d'être confortable, surtout lorsqu'on utilisait le char qui était privé de ressorts. On avait souvent recours à des travaux d'art importants : routes en corniche ou en remblais pourvues de murs de soutènement, ponts nombreux et solidement construits, comme celui de *Vaga* (Béja) qui, long de 70 m et large de 7 m 30, franchissait la Méjerda en trois arches, enfin chaussées coupant des bras de mer, comme celle qui réunissait Jerba au continent, et celle qui reliait les deux îles Kerkennah. Construites soit par la main-d'œuvre militaire, soit par des réquisitions imposées aux cités, ces voies avaient eu pour premier but d'assurer le cheminement du tribut et de permettre les mouvements rapides des troupes. Mais le commerce ne tarda pas à en recueillir tous les avantages, ainsi que le *cursus publicus*, service de poste, qui transmettait les directives gouvernementales aux rouages locaux, assurait les voyages des fonctionnaires et acheminait les denrées versées à titre de tribut. Ce service possédait des postes de relais et employait des courriers ainsi que de véritables unités militaires.

Le commerce transaharien, auquel l'économie punique avait réservé un rôle important, avait conservé sa place à l'époque romaine. Les Carthaginois parvenaient jusqu'au Niger soit par caravanes, qui traversaient le Fezzan et le Hoggar, soit par la voie maritime, en



Carte du réseau routier de l'Afrique Proconsulaire.

Réalisée par P. Salama en 1951, révisée et complétée en 1986 à la lumière de nouvelles découvertes de bornes milliaires et d'autres découvertes épigraphiques.

suivant la côte d'Afrique Occidentale. Mais seule la première route se maintint à l'époque romaine. L'autorité romaine imposa une sorte de protectorat aux Garamantes du Fezzan, dès la fin du I^{er} s., et, sous les Sévères, un détachement de la légion s'établit à Ghadamès et à *Gholaia* (Bou Njem). Les caravaniers de Tripolitaine, qui avaient progressivement substitué le chameau au cheval, retiraient de grands profits de ce trafic dont les itinéraires sont jalonnés, de Tripolitaine au Niger, par des graffiti gravés ou peints sur les parois rocheuses des montagnes sahariennes, notamment dans le Tassili des Ajjers et le Hoggar.

Ce commerce fournissait surtout de l'or, mais aussi des esclaves, de l'ivoire, des plumes d'autruche, des fauves et, au Sahara même, des émeraudes et des escarboucles. Les fouilles du Fezzan ont montré qu'en échange, les indigènes recevaient du vin, des textiles, des objets de métal et de la verrerie.

Ainsi l'économie africaine suit, sous le Haut Empire, une courbe nettement ascendante ; du milieu du II^e s. au milieu du III^e, la production agricole ne cesse d'augmenter grâce à la conquête ou à la bonification de nouvelles terres, au développement de la vigne et de l'olivier ; les progrès de l'artisanat permettent de s'affranchir de la dépendance économique et de compenser largement les importations de produits fabriqués ; enfin le commerce extérieur, maritime et transaharien, procure des bénéfices substantiels.

Mais on a reproché à la « bourgeoisie » africaine d'avoir dissipé follement les sommes d'argent considérables dont elle a disposé. Les inscriptions montrent qu'elle en gaspilla beaucoup en dépenses somptuaires, banquets et grands spectacles, parure, esclaves et œuvres d'art. Elle en pétrifia une grande partie dans une parure monumentale des villes, en édifiant des demeures somptueuses, aussi magnifiques que stériles économiquement. Il faudrait cependant noter qu'à côté des constructions purement somptuaires, publiques et privées, il en est d'autres qui contentaient des préoccupations religieuses ainsi que des besoins édilitaires et utilitaires :

temples, rues et places publiques, portiques, ports, routes, et installations hydrauliques pour l'alimentation en eau des cités ; ajoutons aussi que certains investissements, qui ne présentaient pas d'utilité économique, procuraient cependant aux habitants des différentes couches sociales des possibilités de culture en même temps que de loisirs : c'était le cas des bibliothèques, thermes, salles et lieux de spectacles.

Ce furent cependant ces dépenses exagérées qui, en tarissant le numéraire, alors que la pauvreté de l'Empire en métaux précieux ne cessait de s'aggraver, provoquèrent l'altération et la dévaluation de la monnaie. Sans excuser pour autant cet esprit de jouissance, il faudrait aussi tenir compte des structures économiques de l'époque. **L'agriculture**, principale source de richesse, exigeait une main-d'œuvre nombreuse et ne rapportait généralement pas beaucoup. Quant aux possibilités d'investissements créateurs, elles étaient singulièrement limitées par la lenteur du progrès technique. Seules les industries alimentaires pouvaient, dans l'antiquité, connaître un grand développement : ce fut le cas en Afrique, surtout pour l'oléiculture et l'industrie annexe de la céramique. On doit même admettre, à propos de la céramique, l'existence d'une véritable production de masse. Mais il était difficile, en l'absence d'une industrie mécanique, d'employer l'argent plus efficacement.

La colonisation et le problème social

La politique colonisatrice de César et d'Auguste, poursuivie par leurs successeurs de façon inégale, jusqu'à la fin du I^{er} s., aboutit à la dispersion de plusieurs petites colonies sur le territoire de la province, alors que d'autres groupes d'Italiens et de Romains de souche étaient installés dans le territoire même des cités indigènes. Les immigrants et leurs descendants furent ainsi amenés à vivre dans une compénétration étroite avec les autochtones.

Mais en fait, le nombre total de ces colons ne devait guère être

important. On a calculé, en additionnant les chiffres dont on dispose, depuis la refondation de Carthage en 44 av J.-C. jusqu'à la mort de Trajan en 117, qui marqua la fin de la colonisation de peuplement, que le nombre de Romains et d'Italiens définitivement établis n'aurait guère dépassé quelques 15000 personnes. Ils furent sans doute, en raison notamment des alliances matrimoniales, rapidement assimilés par l'ensemble de la population.

Ce qui caractérisait en réalité cette société, dans l'ensemble de l'Empire, c'étaient ses classements censitaires. Comme on l'avait déjà mentionné, on peut affirmer qu'à la hiérarchie ethnique s'était superposée, puis peu à peu substituée, une hiérarchie sociale fondée sur la fortune.

En haut de l'échelle, la petite caste des grands propriétaires romains de *latifundia* a été vite remplacée, surtout après la mise à mort, sur l'ordre de Néron, des six grands latifundiaires d'Afrique, par les propriétaires locaux ou immigrés. Mais le plus important latifundiaire était, de loin, l'empereur lui-même. Une centaine de familles appartenant à l'aristocratie africaine, surtout originaires de Proconsulaire, étaient parvenues à la fin du II^e s. à l'honneur suprême : être reçues au sénat romain ; le cens minimum exigé pour y être admis était d'un million de sesterces ; mais ces nouveaux sénateurs en possédaient, en fait, bien davantage. Au second rang parmi les *honestiores* venaient les chevaliers. On a estimé que le nombre de familles qui avaient obtenu l'anneau d'or et la bande de pourpre étroite, qui distinguaient les membres de l'ordre équestre, dépassait peut-être le millier. Leur fortune, selon les exigences du cens, devait être comprise entre 400 000 et 1 million de sesterces ; mais beaucoup dépassaient également ce cens. À l'époque des Antonins, les chevaliers africains, presque tous originaires de Proconsulaire ou de Numidie, occupaient, à l'échelle de l'ensemble de l'Empire, le 1/8 environ des procuratelles de la haute administration romaine.

Venait ensuite la catégorie de la bourgeoisie municipale, estimée à quelques dizaines de milliers de familles. La somme honorai-

re, dont le versement était requis pour accéder au Sénat municipal ou aux magistratures variait selon l'importance des cités. Elle était de 38 000 sesterces à Carthage, de 4 à 5000 dans une ville moyenne comme *huila Regia* et de 2000 dans une petite ville comme *Althiburos*. On a calculé, en se fondant sur cette base, que la fortune des magistrats municipaux devait se situer entre 30 et 40 000 sesterces dans les petites cités, et entre 50 000 et 100 000 sesterces dans les villes moyennes ; alors que dans la capitale Carthage, le cens exigé pour faire partie du conseil des décurions et exercer une magistrature était de 400 000 sesterces.

Ces fortunes reposaient essentiellement sur la terre, qui était la principale source de richesse ; ce qui n'exclut pas que parmi les plus grosses d'entre elles, certaines appartenaient à des commerçants et à des industriels qui, d'ailleurs, possédaient en outre des terres agricoles.

Mais même avec les calculs les plus optimistes, nous avons vu que les 5/6 de la population vivaient dans la pauvreté ou dans une misère à peine atténuée, dans les villes, par les sportules distribuées par les riches et la viande consommée à l'occasion des sacrifices publics. Quant à l'immense plèbe rurale, esclaves, colons ou ouvriers agricoles des domaines de l'aristocratie de souche romaine ou indigène, ou même paysans propriétaires d'un petit lopin de terre, ils ne « connurent des bienfaits de la paix romaine qu'une organisation plus rationalisée de leur labeur ». La plupart demeuraient sans doute dans des huttes de paille, comme on en voit sur la mosaïque dite du « Seigneur Julius », ou dans de simples tentes qu'on reconnaît sur la mosaïque agricole d'Oudhna. Alors que les citadins s'entassaient dans des faubourgs misérables, comme le quartier des *mapalia* à Carthage, formé de gourbis de terre crue.

CHAPITRE IV

L'urbanisation intense de la province

Les documents historiques et archéologiques, accumulés depuis le 19^e s., n'ont cessé d'insister sur l'importance prise par l'urbanisation du Maghreb oriental, à l'époque romaine. Textes de la tradition historique et découvertes épigraphiques, prospections et fouilles archéologiques renseignent tour à tour ou insistent sur les créations urbaines et les réalisations urbanistiques, sur les campagnes de construction successives, des débuts du II^e s. jusqu'au milieu du III^e, comme sur les restaurations et les reconstructions de monuments publics au IV^e s.

La carte des cités romano-africaines présente cependant des zones où l'urbanisation est dense, sur le littoral oriental, d'*Hippo Diarrhjtus* (Bizerte) jusqu'à la Tripolitaine, ainsi que dans tout le Nord-Est du pays. Pas moins de 150 cités se pressent dans cette région, dans les vallées de la Mejerda et de l'Oued Miliane et dans un rectangle qui n'excède pas 175 sur 120 km ! Par contre, les agglomérations sont quasi absentes au Centre-Est et au Sud-Est de la province ; malgré les petites oasis et les installations à caractère militaire, ces régions font figure de zones peu habitées. Dans le détail toutefois, et en examinant ces régions avec minutie, on ne peut tirer de conclusions définitives, faute d'enquêtes systématiques,

combinant analyses de la couverture aérienne et vérifications sur le terrain.

Cet épanouissement, sous l'empire romain, de la civilisation urbaine a laissé un nombre considérable de ruines et une profusion d'inscriptions latines qui, tout naturellement, ont accaparé l'attention des chercheurs. Mais l'intérêt suscité par l'époque romaine s'est rapidement doublé de considérations dictées, à l'ère coloniale, par le présent. Sous l'influence des militaires de l'armée d'occupation, mués en fouilleurs, et des milieux scientifiques et religieux acquis à l'idéologie coloniale, l'archéologie s'est mise au service de la colonisation : matériellement en menant, par exemple, une enquête sur les installations hydrauliques antiques susceptibles de favoriser l'agriculture et les exploitations des colons ; et idéologiquement, en s'appropriant l'héritage romain. Cette première approche de l'histoire ancienne du Maghreb est ainsi restée, trop longtemps, prisonnière d'une vision singulière, celle d'une occupation romaine promue au rang de modèle de l'action de la puissance coloniale et de sa « mission civilisatrice ».

Au reste, cette urbanisation intense et cet urbanisme florissant n'étaient pas nés avec Rome, *ex nihilo* et sans ascendance préromaine. L'histoire de la Tunisie était longue de près de sept siècles lorsque, en 146 av. J.-C., Rome commença par établir sa domination sur le nord-est de son territoire. Il suffit de rappeler l'origine punique de la plupart des villes du littoral, depuis *Hippo Regius* (Annaba), *Hippo Diarrhytus*, *Utica* et *Carthago* jusqu'à *Lepcis Magna* en Tripolitaine, et de retracer les débuts de l'urbanisation à l'intérieur du pays, sur le territoire de l'état carthaginois comme sur celui des royaumes numides.

Quant aux origines de l'urbanisme, et au développement de l'aménagement urbain, avant l'intervention de Rome, il a fallu attendre les fouilles de Carthage, dans les années soixante-dix, et celles de Kerkouane, au milieu du siècle, pour en avoir une idée



Restitution de la Carthage romaine.

Certes, cette restitution synthétise en les télescopant les diverses phases de l'histoire d'une grande cité et peut induire en erreur ; mais elle permet d'avoir une vue globale de la ville et de son territoire et, par-là, de se faire une idée générale de cette métropole antique.

La restitution présente ce territoire à vol d'oiseau : la presqu'île donnant sur le golfe avec le cap Sidi Bou Saïd au nord-est, la zone portuaire à Salammbô au sud-est et le départ du cordon menant à la Goulette.

A l'ouest, limité par la Sebkhia Ariana et la Behira, se détache l'isthme rattachant la presqu'île au continent. A travers l'étendue de la presqu'île on distingue l'empreinte des deux cadastres romains : la centuriation rurale qui découpe le territoire en lots carrés de 700 m de côté, et implantée par-dessus, pour n'occuper que la partie littorale, la cadastration urbaine dont le centre se trouve sur la colline de Byrsa avec le decumanus maximus, est-ouest et le kardo maximus, nord-sud déterminant un découpage orthogonal

Dans ce maillage rigoureux, matérialisé sur le sol par le passage des avenues et des rues, et délimitant des îlots, s'implantent les monuments publics et privés.

On distingue parmi les monuments les plus importants, ceux du forum au sommet de Byrsa, à l'ouest l'amphithéâtre et le cirque, au sud-est les bassins portuaires, à l'est les thermes d'Antonin, le temple de Borj Jédid, au nord l'odéon, le théâtre et la Rotonde, les villas aristocratiques.

Dans la plaine à l'ouest, on distingue le tracé de l'aqueduc de Zaghouan qui arrive aux grandes citernes de la Malga.

moins vague et, surtout, pour écarter les préjugés et les jugements hâtifs. On a pu alors vérifier, par exemple, que loin d'avoir substitué à Carthage, au moment de sa refondation, un plan régulier, « chef-d'œuvre d'arpentage des *gromatici* romains », à l'urbanisme présumé anarchique et irrégulier de la métropole punique, la cadastration romaine n'avait fait que suivre et se plier à une organisation antérieure : des axes des constructions de la Carthage romaine coïncident pratiquement, en effet, avec les axes des édifices puniques sous-jacents dans la plaine côtière, près du littoral.

Une documentation, aussi nombreuse que diverse, permet d'étudier l'épanouissement de ces agglomérations à l'époque romaine, et de saisir à la fois les détails de leur urbanisme et sa connexion avec la vie matérielle et politique de la cité romano-africaine. Pour les recenser, tout d'abord, nous disposons des cartes routières que nous avons mentionnées. Nous possédons aussi des listes de villes dressées soit par des géographes anciens, tels Pline l'Ancien et Ptolémée, soit à l'occasion des assemblées épiscopales ; ces dernières mentionnent les évêques qui dirigeaient les églises des villes africaines. Mais c'est surtout grâce aux découvertes archéologiques - qui permettent souvent de localiser, en l'identifiant, une cité - et aussi grâce aux indications diverses des innombrables inscriptions latines exhumées par les fouilles, qu'on a pu avancer un chiffre : dans les limites de la seule Proconsulaire se pressaient dans l'Antiquité environ deux cents villes romaines.

Ces cités disparues, mais bien identifiées par leur nom, leur site et parfois même, grâce aux travaux des archéologues, par l'histoire de leur naissance, de leur épanouissement et de leur déclin, sont parfois presque entièrement effacées au ras du sol. Beaucoup cependant sont encore plus ou moins bien conservées : les unes, toujours enfouies sous un amoncellement de décombres et de remblais attendent l'intervention des fouilleurs ; les autres, mises au jour et complètement dégagées, retrouvent en quelque sorte une vie

nouvelle. Celles-ci, plus d'une vingtaine, laissent voir encore les derniers restes de leurs demeures, et surtout, dressent toujours les murs de leurs nombreux monuments publics - forums, temples, thermes, théâtres... - qui constituent la plus solide et la plus spectaculaire partie de leur architecture. Elles portaient les noms aujourd'hui encore célèbres à *Utica*, *Thuburbo Majus*, *Thugga*, *Bu/la Regia*, *Mactaris*, *A-lthiburos*, *Hadrumetum*, *Thjsdrus*, *Sufetula*, *Thelepte*, *Cillium*, *Ammaedara*, *Gigthi*, *Sabratha*, *Hepcis Magna*...

Nous n'avons malheureusement aucun chiffre précis pour évaluer la population de ces villes, et nous devons nous contenter d'estimations globales fondées surtout sur l'étude topographique. Carthage, la plus importante, et qui après avoir évincé Utique était rapidement redevenue capitale, était, selon plusieurs auteurs anciens, une ville très grande et fort peuplée au milieu du IIP s. On nous assure même qu'elle était dépassée seulement par Rome, la capitale de l'Empire, et qu'elle disputait ainsi le second rang à Alexandrie. Mais comme les spécialistes ne sont toujours pas d'accord sur le nombre des habitants de la métropole romaine, il reste très difficile de dénombrer avec précision la population carthaginoise. Les historiens avancent pour la période de prospérité, qui va du milieu du II^e au milieu du III^e s., un chiffre approximatif fixé d'abord à 300 000 habitants, puis ramené à 100 000, répartis entre la ville et ses faubourgs fort étendus. Ceux-ci occupaient toute la péninsule, de la pointe de Gammarth à la bourgade de *Galabra*, qui correspond à l'actuelle Goulette. Deux autres villes se distinguent par l'étendue de leur site : *Thjsdrum* (El Jem) et *Hadrumetum* (Sousse). On accorde à chacune de 25 000 à 30 000 habitants, ainsi qu'à la vieille cité punique d'Utique, restée longtemps prospère à l'époque romaine, et à certaines cités importantes comme *Hippo Regius* (Annaba), "*Lepcis Magna* ou *Oea* (Tripoli).

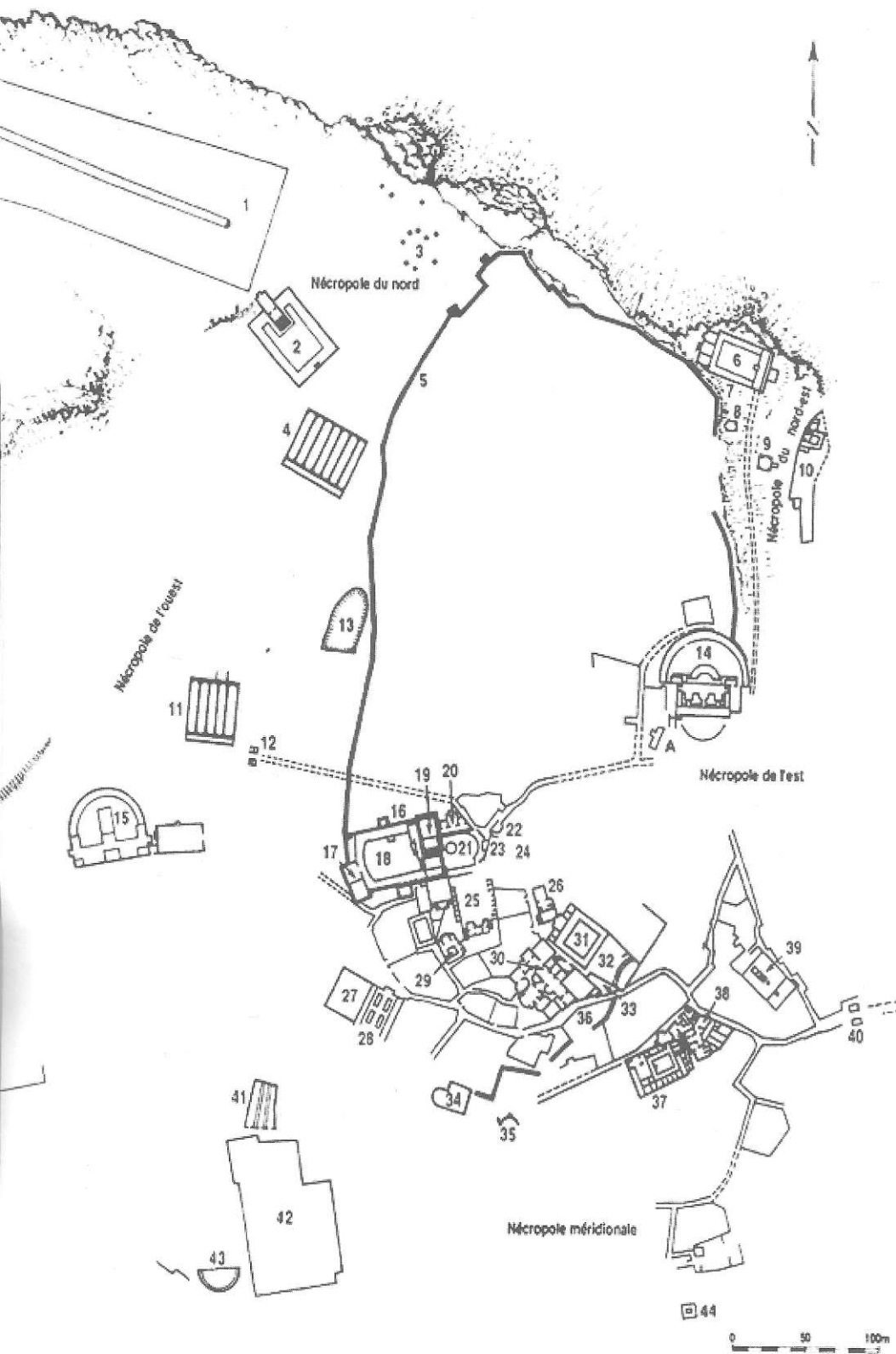
Vient ensuite la foule innombrable des moyennes et petites cités : les plus importantes atteignaient peut-être 10 000 habitants,

Plan du site de Dougga

*Le site archéologique de Dougga couvre environ 25 hectares.
C'est un site d'importance moyenne mais très célèbre en raison de
l'état de conservation de ses monuments.
Sa réputation lui vient aussi de sa situation topographique, étagée
à flanc de colline, dominant le paysage.
L'ancienneté de ses origines et la continuité de son occupation à travers les
périodes numide, punique et romaine ont fait la richesse de son
histoire. A cela s'ajoutent les travaux archéologiques, de recherches,
de fouilles et de restaurations qui en ont fait un des sites dont
la visite est à la fois instructive et attrayante.
Vieille cité numide, Thugga, a subi l'influence punique dont l'élément
le plus remarquable est le fameux mausolée libyco-punique
qui se dresse en bas de la ville.
A l'époque romaine, la ville abrite deux communautés, l'une indigène et
l'autre de citoyens romains. C'est ce que l'on a appelé une commune double. La
romanisation progressive de la ville est marquée par la construction
de monuments imitant ceux de Rome. La fusion de la civitas et du
pagus en municipe s'opère sous Septime-Sévère.
Toute l'histoire architecturale de la cité est une illustration de son
élévation à ce statut politique.*

Principaux monuments du site

1. Cirque. 2 : Temple de Minerve. 3 : Dolmens. 4 : Citernes d'Aïn Mizeb. 5 : Enceinte préromaine. 6 : Temple de Saturne. 7 : Temple de Neptune. 8 : Temple anonyme. 9 : Hypogée chrétien. 10 : Basilique chrétienne. 11 : Citernes d'Aïn el Hammam. 12 : Arc de Sévère Alexandre. 13 : Amphithéâtre ? 14 : Théâtre. 15 : Temple de Caelestis. 16 : Enceinte byzantine. 17 : Temple de Saturne ? Curie ? 18 : Forum. 19 : Capitole. 20 : Temple de Mercure. 21 : Place de la Rose des Vents. 22 : Chapelle de la Piété Auguste. 23 : Temple de la Fortune ? 24 : Mosquée. 25 : Marché. 26 : Temple A. 27 : Temple de la Victoire Germanique de Caracalla. 28 : Dar el Acheb (ou Dar El Achheb ou Dar Lachhab). 29 : Temple de Tellus. 30 : Thermes liciniens. 31 : Templum Concordiae. 32 : Auditorium, 33 : Temple anonyme. 34 Temple de Minerve. 35 : Nymphée. 36 : Maison du Labyrinthe. 37 : Maison du trifolium. 38 : Thermes des Cyclopes. 39 : Temple dit de Pluton. 40 : Arc de Septime Sévère. 41 : Citernes d'Aïn Doura. 42 : Thermes d'Aïn Doura. 43 : Latrines publiques. 44 : Mausolée libyco-punique. A : Maison des fouilles.



tandis que la plupart d'entre elles n'étaient que des bourgades de 1 000 à 3 000 âmes, à l'instar des nombreux *via* ou *castella* disséminés dans les territoires ruraux qui relevaient des grandes cités.

En dehors des ports principaux déjà mentionnés, qui se succédaient sur la côte, c'est dans la vallée de la Méjerda que les cités abondaient, peut être plus nombreuses encore que de nos jours, malgré le grand essor de l'urbanisation qui n'a cessé de se développer depuis le début du siècle et, surtout, depuis les années soixante. Citons *Simitthu* (Chemtou), *Huila Régla*, *1/aga* (Béjà), *Membressa* (Mejez-el-Bab), *Thuburbo Minus* (Tébourba) et, au sud de l'oued, une foule de petites villes serrées autour de *Musti* (Le Krib), *Thugga* (Dougga), *Thubursicu Bure* (Téboursouk) et *Tignica* (Aïn Tounga).

Les agglomérations étaient tout aussi nombreuses dans la vallée de l'Oued Miliane, de *Seressi* (Oum el Abouab) à *Uthina* (Oudhna), en passant par *Thuburbo Majus*. Les environs de *Sicca Veneria* (le Kef), *A-lthiburos* (Medeina), *Mactaris* (Mactar) et *Umisa* (Ksar Lemsâ) gardaient une densité urbaine relativement forte, mais qui diminue considérablement surtout au sud d'*A^mmaedara* (Haidra), *Theveste* (Tebessa), *Thelepte* (El Medina el Kdima), *Cillium* (Kasrine) et *Sufetula* (Sbeïtla). Ajoutons à cette liste, dans le sud-ouest, *Capsa* (Gafsa), *Tusuros* (Tozeur) et *Nepte* (Nefta), en ne citant ainsi que quelques-unes parmi les agglomérations identifiées avec certitude.

Si on considère les cités nouvelles, sans passé préromain, l'emplacement recherché relevait de la décision de l'autorité fondatrice, et l'organisation de l'espace du plan directeur choisi par les urbanistes. Mais la fondation d'une cité était aussi un acte sacré, soumis à un vieux rituel scrupuleusement observé et maintenu jusqu'à l'époque impériale. Le récit en a été fait maintes fois, d'après les auteurs anciens. Le magistrat fondateur détermine d'abord, aidé par un arpenteur, le centre de l'agglomération future. Grâce à l'instrument de visée, appelé *groma*, il trace le *decumanus maximus* dans la direction du soleil levant ; il trace ensuite le *cardo*, ligne perpendicu-



Le forum de Sufetula (Sbeïtla)

Dominant la place centrale entourée de portiques, se dresse le capitole de la triade capitoline, constitué non pas d'un seul, mais de trois temples séparés et juxtaposés, consacré chacun à un seul dieu : Jupiter au centre, Junon et Minerve de chaque côté.

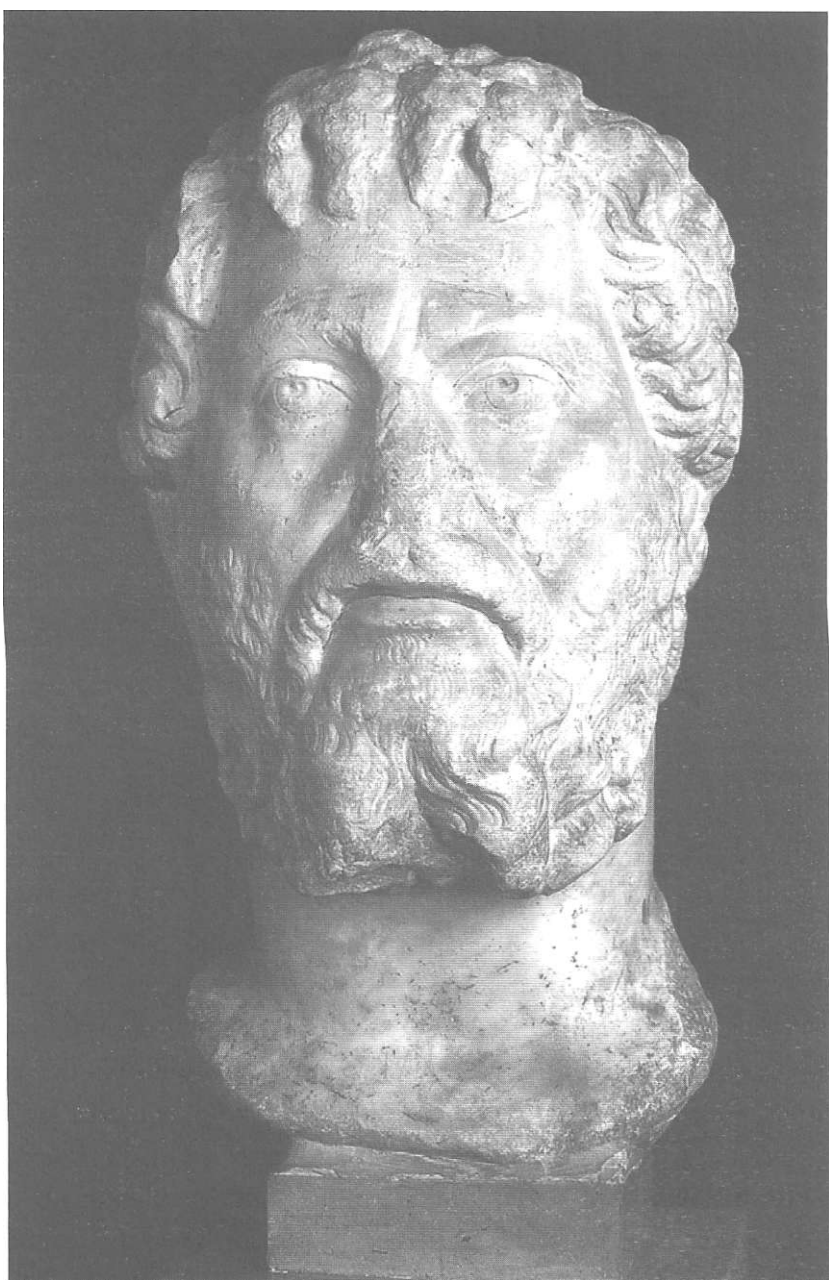
Ils sont construits en blocs de taille, parfaitement équarris. Ils s'élèvent chacun sur un podium. Ils sont prostyles, trétrasyles, c'est-à-dire précédés d'un portique de quatre colonnes supportant un fronton, et pseudo-périptères, c'est-à-dire entourés d'une fausse colonnade, accolée aux murs de la cella.

Le temple central, un peu plus grand, est d'ordre composite, les deux autres sont d'ordre corinthien. Ils ne comportent pas d'inscriptions mais on date l'ensemble du forum par la dédicace gravée sur l'attique de la porte monumentale située en face : 139 ap. J.-C. Le forum de Sufetula occupe le centre de la cité qui est construite selon un plan cadastré. Préservée du pillage de ses pierres, Sbeïtla a gardé l'aspect d'un site intact qui est aujourd'hui l'un des plus spectaculaires de la Tunisie.

laire à la précédente. Selon la superficie que l'on veut donner à la colonie, on mesure sur les axes ainsi obtenus des distances égales à partir de leur intersection. Là s'ouvriront les portes principales, au nombre de quatre, et correspondant à chacun des points cardinaux. Il suffit ensuite de tracer des voies secondaires ; ce sont les *decumani* et les *cardines*, respectivement parallèles aux deux axes principaux. On obtient ainsi un plan en damier, dont les îlots - qui portent précisément le nom d'*insulae* - sont partagés entre les demeures particulières et les monuments publics.

Les caractères de ce plan sont les mêmes que ceux du camp militaire. Il est vrai que ces cités nouvelles prenaient parfois la place d'un ancien camp. L'exemple le plus caractéristique à cet égard, en Afrique, est celui de Timgad. Cet idéal de régularité, conçu dès le VI^e s. av. J.-C. par l'école ionienne et appliqué par Hippodamos de Milet au milieu du V^e s., fut repris par Rome pour ses fondations coloniales à caractère militaire. La régularité de Timgad se retrouve, en effet, dans les colonies flaviennes fondées à la fin du I^{er} s. au sud de la dorsale tunisienne : *Sufetula*, *Cillium*, *A.mmaedara*, et *Thelepte*.

Le rituel de fondation, qui est décrit par les auteurs anciens, aurait été pratiqué par *Romulus*, lors de la fondation de Rome. On sait que *Remus* fut tué par son frère pour avoir franchi, d'un bond, le fossé et le talus que la charrue venait de tracer autour de la future cité. Cette ligne assure en effet un rempart de protection magique dont les divinités infernales, qui jaillissent de la terre déchirée par le soc, prennent possession, le rendant infranchissable. Quiconque ne pénètre pas par les portes devient *sacer* ; c'est-à-dire qu'il est voué aux divinités infernales et doit être mis à mort, car il constitue une menace pour la collectivité. Ce rite, sous ses aspects pratique et religieux, a été sans doute enseigné aux Romains par les Étrusques, dont l'influence se manifeste surtout par l'importance accordée aux divinités souterraines. De même, l'instrument de visée utilisé porte un nom probablement étrusque.



Tête de Septime-Sévère.

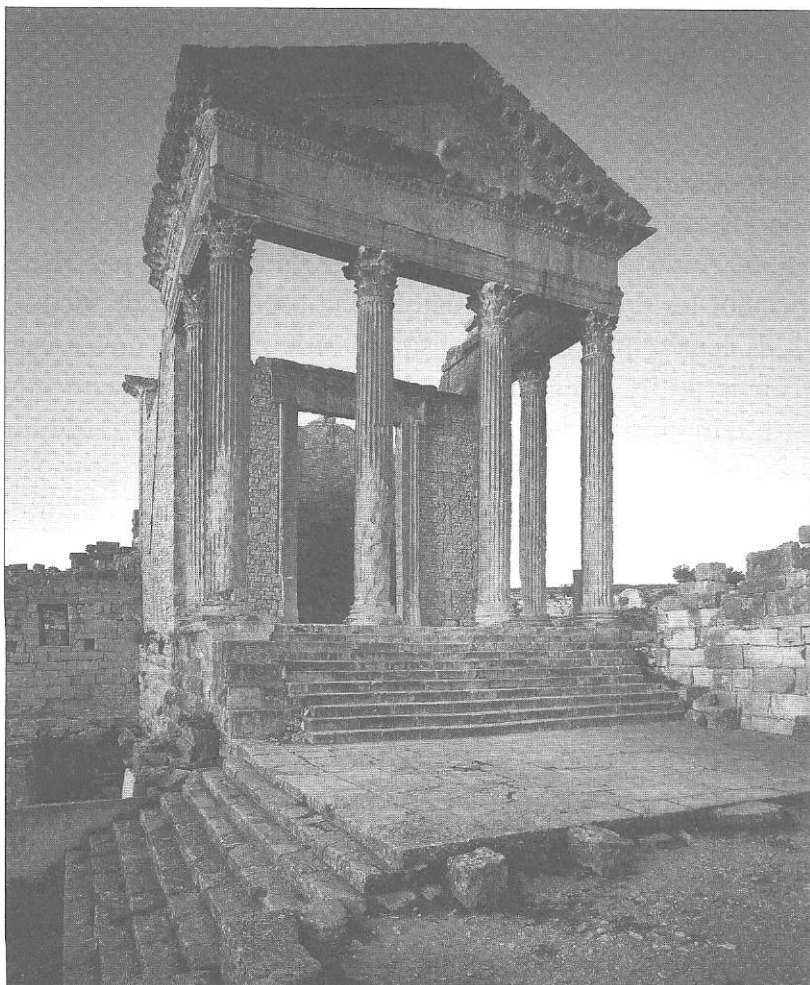
Musée de Bardo. H. 43 cm

Né en 146 à Leptis Magna en Syrte, empereur de 193 à 211, il est le fondateur de la dynastie sévérienne qui exerça le pouvoir jusqu'en 235.

Il s'agit d'un portrait officiel destiné à représenter l'autorité du pouvoir suprême et est porteur d'une signification idéologique, celle des vertus qui veillent à la prospérité de l'empire.

La grande colonie de Carthage fut fondée selon le même principe. L'opération de cadastration régulière a été, dans ce cas, rendue possible parce qu'on avait pu disposer sans obstacle du terrain devenu désert après la destruction de la ville punique. La colonie couvrit un grand carré de 1776 mètres de côté, dont le centre se trouve aujourd'hui à proximité du chevet de l'ancienne cathédrale de Carthage. Le *cardo maximus* et le *decumanus maximus*, larges chacun de 12 mètres, déterminaient quatre grands rectangles qui contenaient, respectivement, 120 *insulae* rectangulaires, délimitées par les *cardines* et les *decumani* secondaires larges chacun de 6 mètres. Seul l'angle nord-ouest était occupé par des constructions qui obéissaient à une orientation différente, celle d'une cadastration précédente, définie probablement lors de la tentative de *C. Gracchus*. On fut ainsi amené, en conservant ces constructions, à ajouter quelques *insulae* supplémentaires le long du rivage.

Mais l'organisation politique et administrative, dont Rome dota la province, provoqua surtout le développement des villes déjà existantes qui bénéficièrent aussi, considérablement, de l'essor économique. Les anciennes villes puniques occupaient généralement des positions côtières remarquables : îlots, presque îles ou embouchures de cours d'eau, faciles à défendre contre une attaque éventuelle des populations de l'intérieur. Quant aux fondations des rois numides, elles étaient généralement établies sur des hauteurs protégées par leurs pentes abruptes comme *Thugga* ou *Sicca Veneria* ; c'étaient, avait-on pensé, des forteresses destinées à abriter les trésors du roi, et à protéger les agriculteurs contre les incursions des nomades. Mais les sites de plaine n'étaient pas absents, comme celui de la ville royale de *Zama Régla*. Ne pouvant s'affranchir, dans les deux cas, ni des contingences historiques, ni des irrégularités du site, les urbanistes furent obligés de tenir compte du terrain et des constructions préexistantes et de remanier leur plan. Si, pour ne pas altérer la régularité et la rectitude de leurs rues, ils furent amenés, à Carthage, à écrêter le sommet de la colline de Byrsa, à entailler les



Capitole de Dougga

Dédié à la triade capitoline, le capitole est le symbole du loyalisme de la cité envers la métropole.

Par sa position topographique, par son architecture majestueuse et aussi par son état de conservation exceptionnelle et la patine de sa pierre, le capitole de Dougga est considéré comme l'un des plus beaux monuments de l'Afrique antique. C'est un temple prostyle, tétrastyle, pseudo-periptère. La cella abritant les statues des divinités est précédée d'un portique d'ordre corinthien s'élevant sur un podium accessible par un escalier monumental. Le portique est formé de quatre colonnes cannelées en façade et de deux en retour, monolithes et hautes de 8 mètres. Sur la frise architravée est gravée la dédicace pour le salut des empereurs Marc Aurèle et Lucius Vérus. Le tympan du fronton est orné d'un bas-relief représentant un homme enlevé par un aigle : c'est la figuration symbolique de l'apothéose d'Antonin le Pieux. Construit en 166-167, ce capitole est l'hommage éclatant rendu à Rome, par la population de Thugga.

hauteurs par trop escarpées et à remblayer les dépressions trop profondes, ils ne purent entreprendre partout ce travail colossal et fort onéreux. Aussi choisirent-ils souvent de s'adapter à la nature tout en respectant les données de l'histoire : conservant ici de vieux quartiers, ils étagèrent là des édifices nouveaux sur les pentes escaladées par un labyrinthe des rues sinueuses ; Dougga, la vieille cité numide, illustre remarquablement ces dérogations imposées à l'ordonnance classique habituellement appliquée par les urbanistes romains.

Cependant quelle que soit leur origine, les cités africaines reproduisaient, aussi exactement que possible, les caractères essentiels de la capitale romaine qui demeurait *YUrbs*, la Ville par excellence. Les prescriptions des traités d'urbanisme classiques, notamment celui de Vitruve, étaient largement suivies tant pour l'emplacement que pour l'agencement des principaux monuments. Dans chaque cité on retrouve, avec des formes comparables, les installations publiques ou officielles caractéristiques de la ville romaine : la place du forum, généralement entourée par les mêmes bâtiments civils ou religieux, curie, basilique civile, capitole et temples des divinités gréco-romaines ; d'autres temples encore consacrés à ces dieux ou aux divinités africaines, à l'intérieur de la cité ou dans sa périphérie ; des thermes gigantesques ou de modestes bains de quartier, des monuments de jeux, au complet dans les grandes villes, les cités moyennes se contentant des jeux scéniques. Les monuments des eaux, les portiques et les arcs, avec leurs sculptures, participent souvent, aussi, à cette parure monumentale.

CHAPITRE V

Les monuments publics à caractère politique, social et religieux

Les Fora

Le *forum*, place publique officielle, doit occuper autant que possible le centre de la cité. Les axes principaux - *cardo maximus* et *decumanus maximus* - aboutissent ainsi au *forum* qu'ils bordent sur deux côtés ; c'est une place dallée, interdite aux charrois. Une enceinte l'isole fréquemment des constructions limitrophes. On y accède souvent par un arc monumental.

Héritée de l'agora grecque, cette place romaine répond comme elle aux fonctions politiques de la cité. Les dimensions sont ainsi proportionnées à l'importance de la ville : de 700 m² à un hectare environ. C'est là que le peuple se réunit pour ses affaires devenues seulement municipales, pour l'élection de ses magistrats, pour les diverses manifestations de sa vie collective. Les magistrats tiennent aussi leurs assises au *forum* ou dans les bâtiments qui le bordent. Ils lisent là leurs communications, célèbrent les sacrifices, procèdent aux adjudications, rendent la justice. Le *forum* joue ainsi un rôle social important.

Mais cette vie sociale est empreinte d'un caractère religieux : les cultes officiels de la Triade capitoline, de Rome et des empereurs

divinisés étaient inséparables de la vie politique ; ce caractère est parfois prédominant et confère alors à la place un caractère sacré. A ces cultes officiels s'ajoutent souvent ceux des vieilles divinités africaines, protectrices de la cité depuis l'époque préromaine.

L'esplanade, généralement rectangulaire, était entourée sur trois côtés de galeries couvertes surélevées d'une ou de plusieurs marches, qui offraient un abri contre la pluie et le soleil et donnaient accès à des bâtiments publics comme la curie et la basilique, à des chapelles et des locaux qui servaient peut être de sièges à des associations religieuses ou professionnelles, ainsi qu'à des boutiques et des débits de boissons. La curie abritait les réunions du sénat municipal, tandis que dans la basilique, qui comprenait dans les cités importantes une grande nef rectangulaire bordée de portiques à deux étages, les duumvirs rendaient la justice et les commerçants traitaient les affaires. Sous la colonnade des galeries, comme sur la place même, se dressaient les piédestaux qui portaient les statues des empereurs, des personnages illustres, des magistrats, prêtres, bienfaiteurs et patrons de la cité. Le forum était ainsi le centre de la vie publique.

Pour la commodité des citoyens, le marché, devenu une place indépendante lorsque celle du *forum* ne suffit plus au trafic local, le théâtre et les thermes principaux se dressaient généralement à côté de la place officielle, au centre de la cité.

À Carthage, la nécessité de trouver un espace plat, assez étendu, avait, semble-t-il, obligé les urbanistes romains à déplacer largement la place primitive vers l'est, près du littoral, en l'intégrant peut être aux installations portuaires. C'était à elle, sans doute, que saint Augustin, au début du V^e s., donnait le nom de *platea maritima*.

Il y avait cependant, au milieu de la ville, une place à laquelle on accédait, d'après un texte tardif, par des gradins. Comme elle est qualifiée de *platea nova*, on y a vu assez tôt le *forum* d'époque impériale, implanté au centre de la cité, sur la colline de Byrsa, et bordé de tous côtés par des plates formes qui s'étagaient sur les pentes



Vue des grands thermes de Mactar

*Construits à la fin du II^e s.,
les thermes sud de Mactar comptent parmi les
établissements balnéaires les plus importants et les mieux conservés de Tunisie.
Couvrant près de 400 m², l'édifice reproduit l'archétype des thermes
consistant en une succession de salles répondant aux phases successives
du bain : frigidarium, tepidarium, caldarium ainsi que des annexes
dont la palestra qui sert de préambule au bain. Alors que
le cœur du système thermal est construit en blocage et béton permettant
de réaliser de grandes voûtes solides, dans la palestra, qui est une sorte de
gymnase consistant en une cour à ciel ouvert entourée de
portiques, c'est la pierre taillée en blocs qui est en usage pour faire les
piliers et les arcades. On remarquera l'élégance de cette architecture
en blocs appareillés sans mortier.*

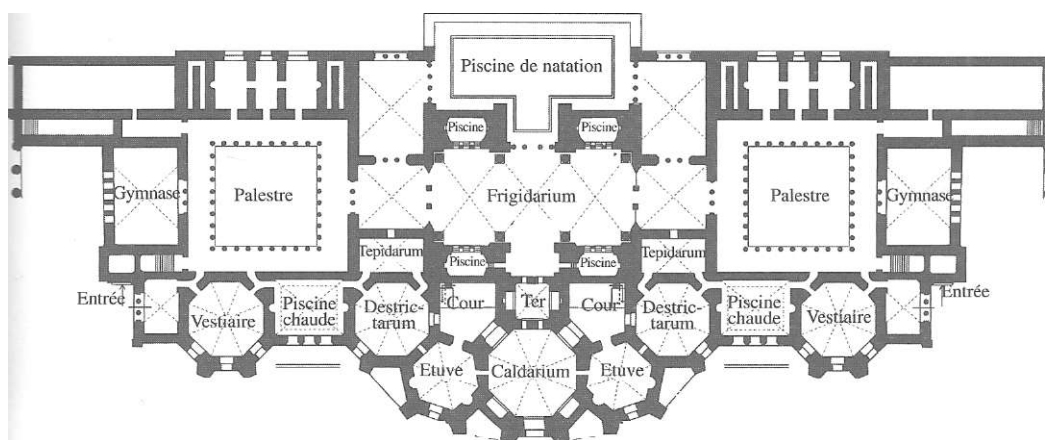
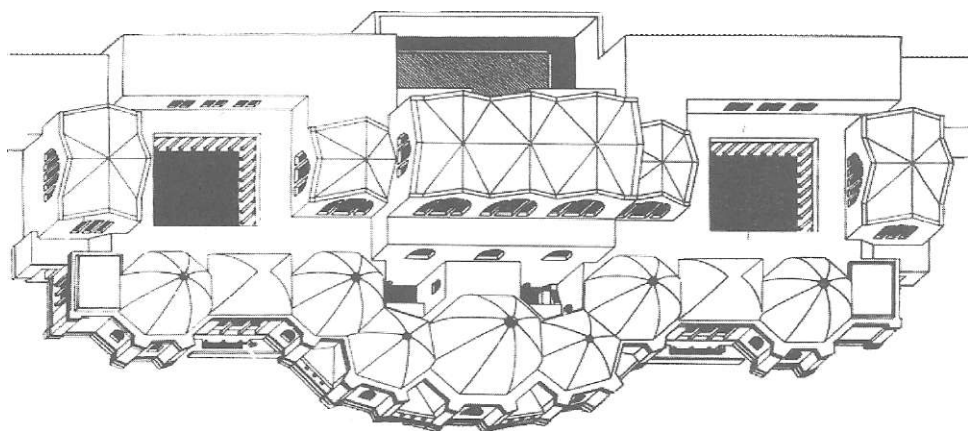
par ressauts successifs. Les fouilles menées dans le cadre de la campagne organisée par l'UNESCO ont confirmé ce diagnostic : sur le sommet décapé de la colline l'esplanade rectangulaire du *forum* fut bordée, sous le règne d'Antonin (138-161), par une basilique judiciaire de dimensions gigantesques. Lui faisant face, sur l'axe longitudinal, l'autre petit côté de la place était réservé au capitole. C'est donc seulement à cette date, et en profitant de l'incendie qui ravagea vers la fin des années 140 le centre de la ville, que furent commencés, sinon réalisés, les grands monuments du centre civique, ainsi d'ailleurs que l'ensemble des complexes monumentaux, qui rendirent Carthage digne de son rang de métropole des provinces africaines.

Par contre, les forums de plusieurs autres cités sont depuis longtemps connus. On a dégagé notamment ceux d'*Althiburos*, de *Huila Regia*, de *Simitthu*, de *Thugga*., de *Belalis Maior*, de *Thuburbo Ma/us*, de *Mactaris*, de *Sufetula*, de *Gigthi*, de *Lepcis Magna*, d'*Oea* et de *Sabratha*. Les emplacements des forums à *Aggar* (Foum el Affrit), de *Mididi* (Henchir Meded), de *Thigibba* (près de Souk el Jema'a) et de *Meninx* dans l'île de Jerba, sont aussi connus.

Certaines villes, parmi les plus riches, comme *Mactaris* et *Lepcis Magna*, ne se contentaient pas d'un seul *forum*. Elles disposaient, d'une part, d'une vieille place irrégulière, sans portiques, inspirée peut être des vieilles « agorai » des cités grecques, qui remonte au moins au I^{er} s. et probablement aux origines mêmes de la cité ; et elles avaient, d'autre part, un nouveau *forum*, régulier, plus vaste et plus somptueux que le premier, ajouté à l'occasion d'une progression avantageuse intervenue dans le statut municipal.

Les sanctuaires

Chaque cité possédait aussi plusieurs temples. La plupart, construits selon le modèle gréco-romain, comportent essentielle-



Les thermes d'Antonin à Carthage

Plan d'ensemble et restitution d'après A. Lézine

Edifié en bordure de mer, occupant près de 3 hectares, le monument se présente selon un plan axial et symétrique avec quatre salles polygonales entourant le caïdarium et offrant une façade en demi-couronne dominant une esplanade. Ces thermes étaient alimentés par l'aqueduc de Zaghouan.

ment une salle qui abrite la statue du culte (*naos*, *cella*), haussée sur une plateforme artificielle (*podium*) et souvent précédée d'un vestibule ouvert entre les colonnes de la façade et la porte de la *cella* (*pro-naos*).

Le temple principal était dédié à la Triade capitoline, Jupiter, Junon et Minerve. À l'image du capitol de Rome, ce sanctuaire se dressait à l'endroit le plus élevé possible de la ville, tout en restant à proximité du *forum*, dont il occupait souvent l'un des petits côtés. D'autres temples consacrés à des cultes officiels, celui de la famille régnante par exemple, se dressaient au voisinage.

Les sanctuaires consacrés à des divinités africaines présentaient des dispositions spéciales. L'architecture religieuse héritée de l'époque numido-punique avait, en effet, résisté très longtemps aux transformations qui s'opéraient dans d'autres domaines. Les temples des dieux patrons de la cité, vieilles divinités issues le plus souvent d'une assimilation d'un dieu indigène, généralement d'origine phénicienne, et d'un dieu romain, conservaient plusieurs particularités ; certains comportaient une crypte, tandis qu'un plus grand nombre présentait un plan de tradition orientale : une cour à ciel ouvert entourée de portiques, au fond de laquelle sont aménagées des *cellae*, généralement au nombre de trois, jouait un rôle essentiel et rappelait peut être l'aire sacrée à ciel ouvert des sanctuaires puniques. Les processions rituelles s'y déroulaient, à l'intérieur d'une enceinte qui isolait le temple. Souvent ces sanctuaires de tradition préromaine s'élevaient, comme le temple de Baâl Hammon-Saturne à Dougga, à la périphérie de la ville.

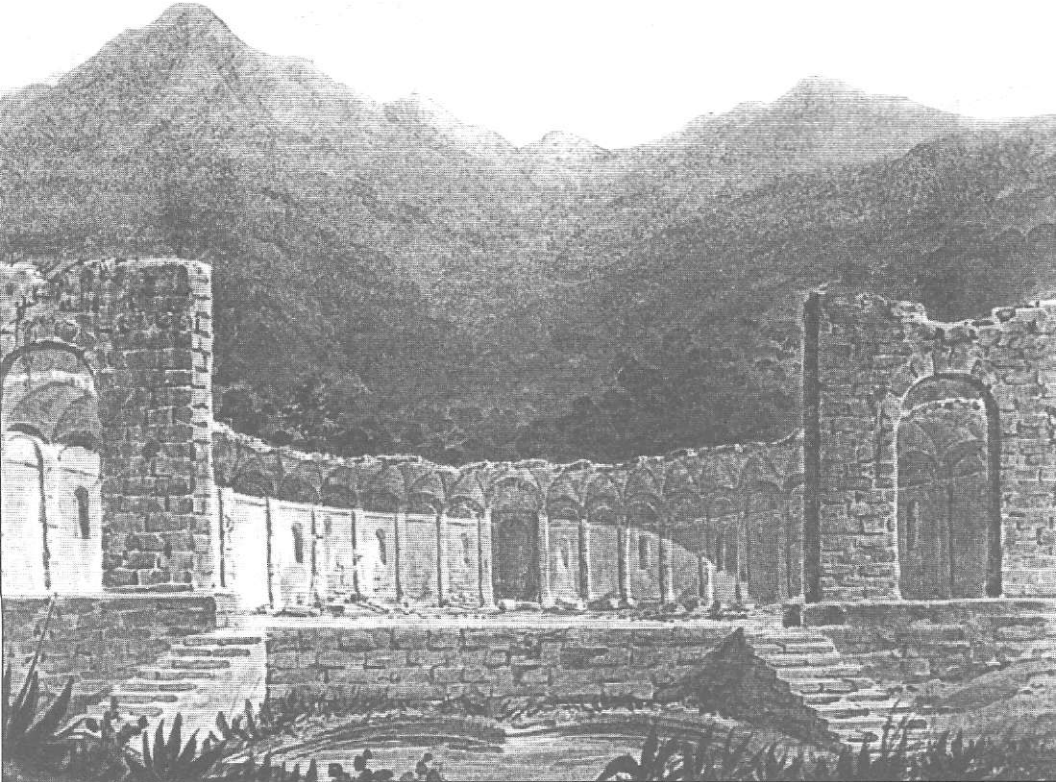
Les thermes

Les thermes publics occupaient dans les villes une place qui correspondait à leur rôle dans la vie des Romains. D'autant plus nécessaires à l'hygiène corporelle que les demeures particulières, à l'exception des plus luxueuses, étaient dépourvues de bains et de

latrines, c'étaient aussi des centres de l'activité sportive, ainsi que de la vie sociale et intellectuelle. Ils étaient ouverts aux habitants de toutes les conditions et des deux sexes, moyennant une redevance très modique. Chaque cité possédait donc des thermes de quartier, plus ou moins modestes, ainsi qu'un établissement central, plus important, qui comptait parmi ses édifices les plus vastes, les plus solides et les plus richement décorés. Très souvent on construisait comme à *Thuburbo Maius*, Mactar et Sbeitla, deux établissements centraux distincts, exposés de façon à servir l'un en hiver et l'autre en été.

L'aménagement des grands thermes correspond à la série d'opérations qu'exige un bain complet. Un vestiaire (*apodyterium*) permet soit de passer directement aux opérations du bain, soit de les précéder par le passage, si on le désire, par un local réservé aux onctions d'huile mêlée de résine, dont on s'enduit le corps avant de pénétrer dans une palestre découverte dans les thermes d'été, ou une salle de gymnastique close, dans les thermes d'hiver, pour se livrer à divers exercices. L'arrêt dans une étuve sèche (*laconicum*), pour activer la sudation, et dans le *destrictarium*, où s'effectue le nettoyage à l'eau chaude, est nécessaire avant d'aller s'immerger dans le bain chaud collectif du *caldarium*. Un rapide plongeon dans la piscine froide du *frigidarium* procurait enfin une réaction salutaire. Pour éviter cependant une brutale différence de température entre les salles froides et chaudes, on aménageait des *tepidaria*, salles tièdes de passage ou de séjour.

Le déroulement des différentes opérations du bain impose ainsi une circulation qui détermine la disposition des différentes salles dans le bâtiment. Si le plan des petits thermes présente généralement un plan dissymétrique, celui des établissements importants est d'une symétrie parfaite, qui répond surtout au souci de faciliter l'accès et la circulation de la foule des usagers. L'ensemble des salles s'ordonne autour de l'immense pièce centrale voûtée du *frigidarium*. Les baigneurs, divisés en deux groupes, empruntent deux circuits à sens unique, qui respectent également la règle de la progressivité du



Le Temple des eaux et l'aqueduc de Zaghouan

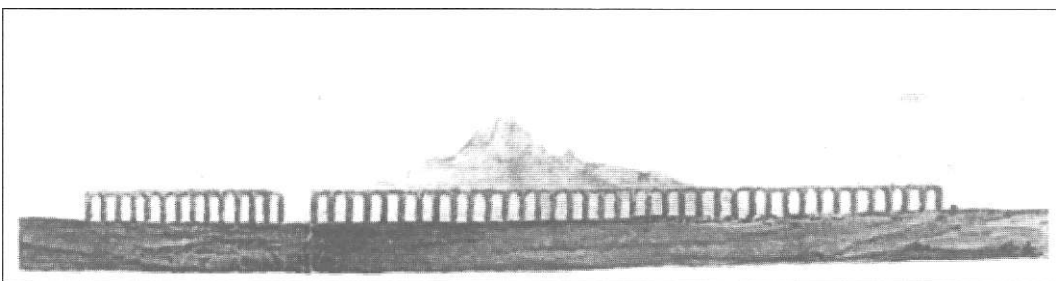
Les deux documents qui illustrent cette page ont été exécutés par C.T.Fable en 1838. La première gravure montre le temple des eaux avec le nymphée construit au-dessus de la source, au flanc de la montagne de Zaghouan.

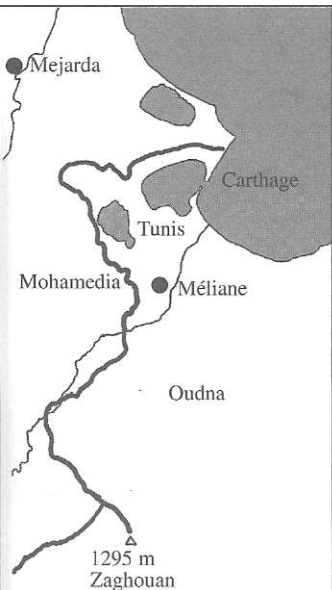
C'est un sanctuaire entouré d'un bassin qui reçoit l'eau jaillissante avant qu'elle s'engouffre dans la conduite en direction de Carthage.

La seconde gravure montre la file des hautes arches supportant la conduite et traversant la plaine, avec au fond la montagne majestueuse de Zaghouan.

En dehors de ses talents de peintre, C.T.Falbe qui fut consul du Danemark à Tunis, est célèbre surtout par la réalisation de la première carte archéologique du site de Carthage éditée en 1833.

Le nymphée de Zaghouan, avec son écrin de verdure luxuriante au flanc de l'une des montagnes les plus hautes de Tunisie, est un monument très réputé. Il a inspiré de nombreux peintres dont Sir Grenville Temple qui voyagea en Tunisie dans la première moitié du XIX^e s.





L'aqueduc de Zaghouan et les citernes de la Malga à Carthage

Cet aqueduc qui amène l'eau depuis les Jebel Zaghouan jusqu'à Carthage est considéré comme l'une des réalisations à la fois techniques et monumentales les plus remarquables de l'empire romain. Longue de 132 km, la conduite, tantôt aérienne reposant sur un alignement de hautes arcades pour traverser les vallées, tantôt souterraine pour traverser les collines, amène l'eau de manière gravitaire, c'est-à-dire en pente douce depuis les sources du flanc de la montagne jusqu'aux réservoirs des thermes monumentaux de Carthage situés en bordure de mer. On a calculé que 32 000 m³ étaient déversés par jour, soit 270 litres à la seconde.

Sa construction est attribuée à l'empereur Hadrien. (117-138 ap. J.-C.)

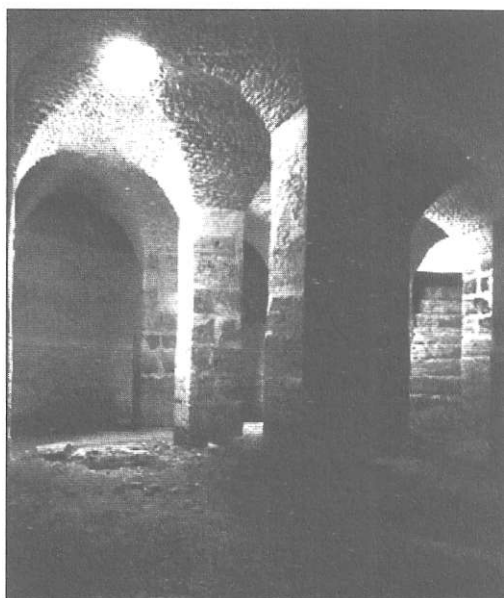
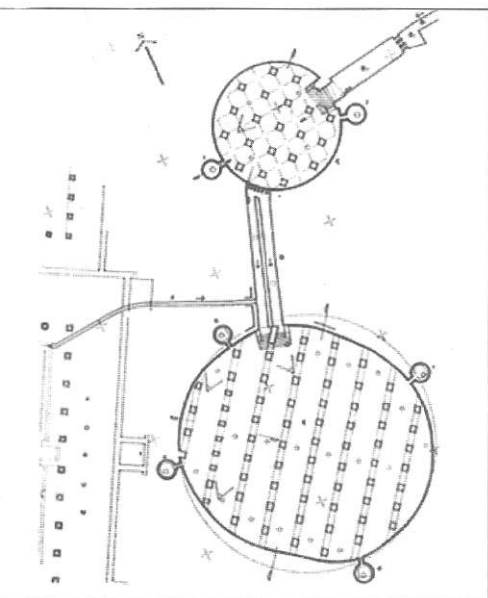


degré de chaleur ; ce qui entraîne le dédoublement de certaines salles.

Quant au chauffage, il était assuré par l'air chaud qui, à la sortie des foyers, circulait aussi bien entre les piles de laves ou de carreaux de terre cuite qui surélevaient le sol, que derrière les parois fixées à la maçonnerie par des clous de terre cuite, dans les salles les plus chaudes.

Les thermes d'Antonin, à Carthage, qui se classent aux premiers rangs des grands établissements romains connus, s'élèvent en front de mer, sur une esplanade de 300 m de long sur 100 m de large. Une partie fut occupée par un parc entouré de portiques sous lesquels ouvraient une suite de pièces tantôt carrées, tantôt arrondies, ainsi que de vastes latrines dont subsiste seulement l'ossature ; il s'agit de deux exèdres semi-circulaires longées par un canal d'écoulement sur lequel étaient établis les sièges. Ceux-ci ont disparu, ainsi que les accoudoirs qui les séparaient. Une vidange permanente était assurée par un courant d'eau qui circulait dans le canal ; eaux usées et déchets étaient ainsi charriés vers le collecteur de l'égout. Face aux sièges se dressait aussi une fontaine pour les ablutions.

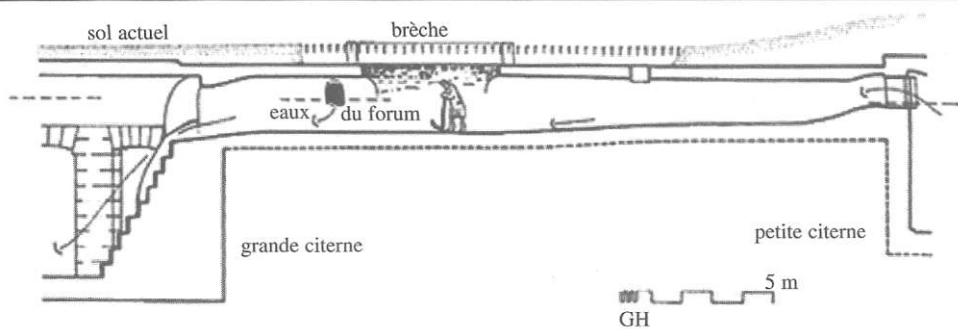
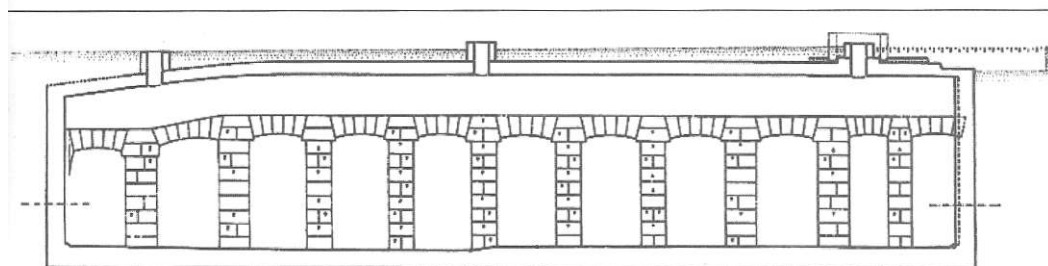
Au centre de l'esplanade, l'édifice colossal des thermes comprenait deux étages, un rez-de-chaussée de niveau avec la plage, occupé par des magasins et des salles de repos obscures, et un premier étage qui constituait l'établissement de bains véritable. Face à la mer, des murs énormes supportaient une piscine froide, découverte sans doute ; et au centre de l'édifice était aménagé le *frigidarium*, une immense salle aux voûtes soutenues par huit colonnes corinthiennes jumelées de granit gris, de plus de 12 m de haut ; leurs chapiteaux colossaux de marbre blanc dépassaient la taille d'un homme. On entrait dans l'établissement par les deux façades latérales. A ces deux extrémités deux vastes palestres, entourées de portiques flanquaient la grande salle centrale du *frigidarium*. À l'ouest, dans des



Citernes de Rougga

Souterraines comme toutes les citernes, celles de Rougga sont célèbres par leur forme circulaire et leur architecture monumentale : les voûtes en berceau et d'arêtes qui les couvrent reposent sur une forêt de piliers massifs donnant un aspect impressionnant. Mieux que de simples réservoirs, les deux citernes constituent un système hydraulique élaboré. Elles sont reliées entre elles par une double galerie et l'alimentation se faisait par des canalisations amenant l'eau puisée dans une nappe phréatique abondante. La grande citerne a un diamètre variant entre 37 et 41 m et sa hauteur dépasse les 6 m, soit une contenance de 7 600 m³.

La seconde a un diamètre de 17 m et un volume de 1650 m³.



salles polygonales dédoublées, étaient groupés les bains chauds, de part et d'autre du grand *caldarium*.

Quelques vestiges du décor architectural du premier étage sont parvenus jusqu'à nous : belles colonnes cannelées en marbre blanc à veines violettes, chapiteaux corinthiens admirablement sculptés, corbeaux, éléments de corniche, plafonds à caissons... Le sol, dont on trouve d'importants morceaux effondrés, était notamment couvert d'une mosaïque géométrique à gros cubes noirs et blancs.

Ce plan ambitieux rattachait les thermes d'Antonin de Carthage aux grands thermes de Rome, ceux de Néron et de Titus, au I^{er} s. et ceux, améliorés depuis, de Trajan, au début du II^e s. On a déjà indiqué que le centre civique de la capitale provinciale avait bénéficié d'un programme édilitaire fastueux, à la suite de l'un de ces incendies dévastateurs, qui ravageaient périodiquement les cités antiques aux bâtiments couverts en charpente. C'est aussi dans le cadre de ce programme, entrepris dans la dernière décennie du règne d'Antonin, à partir de 150 environ, qu'on imita le gigantisme des réalisations architecturales de la capitale de l'Empire, en dotant Carthage de ces thermes aux dimensions colossales.

L'approvisionnement en eau des cités

Ces établissements balnéaires gigantesques exigeaient beaucoup d'eau et un approvisionnement régulier, qui était fourni, généralement, par des adductions et des captages très importants. Comme aujourd'hui, le problème de l'eau était capital, et de sa solution dépendait, dans les villes de la province, confort et bien-être. La Carthage punique et les autres villes de l'hinterland carthaginois s'étaient contentées de l'eau des sources, plus ou moins rares, de puits et surtout de citernes. A l'époque romaine on utilisa d'abord, en les multipliant, ces modestes moyens de ravitaillement. Chaque

maison, quelle que soit la ville antique considérée, avait au moins une citerne dont les dimensions étaient parfois gigantesques. Certaines avaient la forme d'une baignoire aux extrémités arrondies ; d'autres avaient l'aspect d'une carafe à la panse très large ; la plupart cependant étaient rectangulaires et couvertes d'une voûte en berceau. Cette forme, ainsi que l'enduit étanche et très dur, dont elles sont revêtues, permettent de les reconnaître facilement, même si aucun vestige de maison ne les surmonte plus. Ces citernes recueillaient l'eau de pluie ruisselant sur les toits et les terrasses aménagées à cet effet.

Mais la technique de l'époque sut trouver d'autres solutions, souvent au prix de travaux qui ne cessent d'être un sujet d'admiration. C'est ainsi que d'énormes bassins souterrains furent alimentés par des conduites qui y amenaient les eaux puisées dans les nappes profondes : à cet égard, l'ensemble le plus impressionnant se trouve à Rougga, l'antique *Bararus*, au sud-est d'El Jem : deux bassins souterrains monumentaux, dont les voûtes retombent sur des piliers massifs, recueillaient le précieux liquide.

On n'hésitait pas non plus à aller chercher l'eau jusque dans les montagnes voisines, parfois fort éloignées. Les sources qui jaillissent sur les flancs de ces montagnes étaient ainsi acheminées par des aqueducs jusqu'à la ville. L'écrivain latin Frontin, qui vécut à la fin du I^{er} s. ap. J.-C., nous a laissé un petit traité sur les aqueducs qu'il place, parce que plus utiles, au-dessus de toutes les réalisations de l'art grec et de l'art égyptien.

L'aqueduc pouvait être alimenté de différentes façons ; s'il s'agissait d'une eau de source, il fallait qu'elle jaillît en un point assez élevé par rapport à la ville, même s'il en était fort éloigné ; car la technique de l'époque romaine n'était pas encore parvenue à assurer convenablement l'élévation de l'eau. Pour assurer l'alimentation de Carthage, on n'avait donc pas hésité à construire un aqueduc extrêmement long : Zaghouan est à plus de 70 km à vol d'oiseau, et

la longueur réelle de l'aqueduc dépasse 132 km. Aucun texte épigraphique ou littéraire ne nous renseigne sur la date de sa construction, mais comme la fonction essentielle de cette conduite était de ravitailler les thermes d'Antonin, on estime qu'elle devait se situer aux environs de 160.

Carthage utilisait en fait plusieurs sources : on a retrouvé, au Jouggar, des vestiges de captarions qui rejoignaient le grand aqueduc. Toutefois la source principale était bien celle de Zaghouan, située à environ 2 km au sud du village actuel, et près de la source utilisée aujourd'hui pour le ravitaillement de Tunis. La falaise fut taillée en forme d'hémicycle de 30 m de diamètre et bordée de niches, qui s'ouvraient derrière un portique et abritaient les statues des nymphes. L'eau s'écoulait dans un bassin de forme ovale, étranglé au centre, dessiné sur la base de deux cercles sécants. De là, elle empruntait une conduite fermée (*specus*) qui constitue la partie essentielle de l'aqueduc. Ses dimensions sont si grandes, qu'un homme debout peut y circuler. Mais, de façon générale, le calibre de la conduite était fonction du débit de la source captée, et des besoins en eau de la ville alimentée.

Une fois la captation réalisée, il fallait surtout établir pour la conduite une pente régulière de la source au point d'utilisation. Pour y parvenir, le canal était tantôt enterré, là où l'altitude du sol devenait trop forte, tantôt surélevé sur des arches, lorsqu'il fallait franchir une vallée ou une dépression. Nous connaissons bien ces arcades construites en blocage avec un revêtement de grand appareil ; elles traversent toujours la vallée de l'oued Miliane, et on les retrouve aux environs du Bardo ; mais ces dernières ne remontent pas à l'époque romaine. En effet, l'aqueduc de Zaghouan fut maintes fois restauré au cours de notre histoire, et était encore utilisable, il y a un siècle, grâce aux réfections apportées par les architectes arabes. C'est le Hafside El Mostancir qui ajouta la dérivation du Bardo ; celle-ci amenait les eaux jusqu'à ses jardins de la banlieue de la capitale. Et aujourd'hui encore, la conduite qui amène l'eau de



Théâtre de Dougga

Le théâtre de Dougga est l'un des mieux conservés d'Afrique.

*Adossé à la colline, il est de dimensions moyennes,
pouvant contenir 3 500 spectateurs.*

*L'achèvement de sa construction en 168-169 aux frais d'un
notable de la cité est commémorée par quatre inscriptions qui donnent
un luxe de détails sur les éléments composant*

l'édifice lui-même et ses annexes ainsi que son ornementation.

Le théâtre romain comprend quatre parties principales :

La cavea est constituée de l'ensemble des gradins.

L'orchestre au pied de la cavea est réservé aux fauteuils des notables.

*La scène est surélevée par un pulpitum. Le mur de fond,
décoré de colonnes superposées est percé de trois portes. Le théâtre
est un édifice important dans
l'équipement urbain de la cité antique.*

Zaghouan jusqu'à Tunis utilise des parties enterrées du *specus* de l'époque romaine.

Arrivée à proximité de la ville, l'eau se déversait dans de grandes citernes, dont les bassins de décantation permettaient de l'épurer. De là partaient des conduites qui suivaient les rues principales et alimentaient les thermes, les fontaines publiques et quelques maisons particulières appartenant à des notables riches et de haute condition.

Dans la province africaine, les aqueducs étaient très nombreux. La plupart des villes en possédaient, et on en construisait même pour alimenter des bourgades et des fermes. Si, dans la plupart des cas, c'était l'eau des sources qui était ainsi captée, d'autres aqueducs pouvaient être alimentés aussi par les cours d'eau grâce à une retenue, qui avait parfois l'aspect d'un véritable barrage pourvu de vannes.

CHAPITRE VI

Les monuments des « jeux » et des spectacles

Les cités importantes possédaient un théâtre, et souvent même un amphithéâtre et un cirque. En effet, quelle que soit leur nature, les jeux étaient une nécessité impérieuse pour les foules urbaines. Mais le plus frappant c'est que les Romains, et avant eux les Grecs, estimaient qu'il était du devoir des autorités publiques d'organiser les loisirs des citoyens. Les ressources publiques des cités étaient donc officiellement utilisées pour mettre à la disposition des habitants divers moyens de distraction.

Les théâtres

Les théâtres étaient réservés aux représentations scéniques. Les textes anciens comme les découvertes archéologiques prouvent que les Africains d'époque impériale appréciaient encore les pièces classiques, grecques ou latines ; mais le goût de la plupart d'entre eux les portait plutôt vers le mime, un genre à grand spectacle, d'invention romaine : dans un décor luxueux alternaient sketches comiques et danses ; puis venait le tour de la pantomime qui constituait le clou de la représentation : c'était une sorte de ballet, et les



L'amphithéâtre de Thysdrus - El Jem

Toute cité digne de sa romanité doit se doter d'un amphithéâtre destiné à divertir sa population par l'organisation de jeux de gladiateurs et de combats avec des animaux sauvages.

Le modèle de référence est le cotisée de Rome mais chaque cité construisait le sien en fonction de ses moyens et de la générosité des ses donateurs.

Thysdrus a possédé tout au long de son histoire trois amphithéâtres successifs dont le dernier, par sa monumentalité et sa solidité,

a survécu jusqu'à nos jours. Il est en effet l'un des joyaux de l'architecture romaine d'Afrique. Construit en terrain plat conformément au

prototype romain, le grand amphithéâtre d'El Jem apparaît comme une immense ellipse constituée de gradins s'élevant sur trois

étages entourant une arène de même forme comportant des aménagements au sous-sol. Suivant les deux grands axes, le monument

mesure 148 m sur 122 m développant ainsi un périmètre extérieur de 427 m.

L'arène mesure 64 x 39 m. La capacité des gradins est de

27 000 places. Le plan de l'amphithéâtre est conçu

comme une structure rayonnante divisée en travées régulières, permettant l'accès vers les places et l'évacuation rapide d'une foule nombreuse. L'arène est un vaste terre-plein de forme ovale.

Pour le spectacle lui-même, il convient de se reporter à la représentation

illustrée dans la mosaïque de Smirat (p. 249).

De l'extérieur, l'allure du monument est massive mais l'architecture qui développe une façade rythmée par trois niveaux de colonades où les vides des 64 arcs plein cintre alternent avec les piles décorées de colonnes engagées lui conférant une élégance monumentale.

S'y ajoute l'appareillage des murs en pierre de taille patinés avec le temps. Aussi le monument apparaît-il comme un chef-œuvre de l'architecture romaine d'une maîtrise parfaite parce qu'il a résolu les problèmes techniques et les contraintes de tout ordre, tout en offrant une allure architecturale faite de puissance et d'harmonie.

Ce monument, édifié entre 230 et 250, serait l'œuvre d'évergètes thysdrutains enrichis dans une cité ayant atteint son apogée économique sous les Sévères grâce au développement de l'oléiculture et au commerce de l'huile : les fouilles et les découvertes archéologiques réalisées depuis un demi-siècle ont révélé de telles richesses que l'on ne s'étonne plus aujourd'hui de la présence d'un pareil monument s'élevant aujourd'hui en rase campagne.

La restitution de paysage esquissée par J.-C. Golvin à la lumière de ces découvertes est éloquente à cet égard. C'est une perspective aérienne montrant le parfait ovale creux du monument s'élevant à la périphérie de la cité qui s'étend à ses pieds, autour du centre urbain constitué par le forum. Et tout autour, s'étalant jusqu'à l'horizon, les vergers d'oliviers qui ont fait la fortune de la cité et les routes qui ont convoyé le précieux produit jusqu'aux ports de la côte.

Restitution par J. C. Golvin

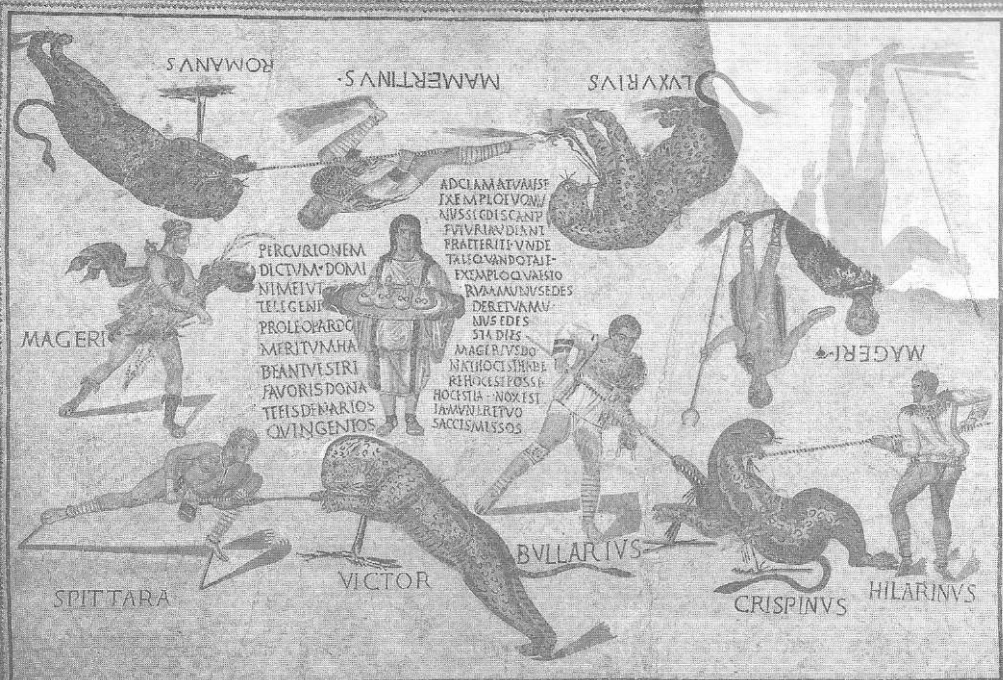


artistes parvenaient à exprimer par leurs évolutions et leurs gestes les péripéties du récit et les états d'âme des héros.

Un théâtre romain consiste essentiellement en un espace semi-circulaire, *Yorchestra*, où sont placés des sièges pour les grands personnages de la cité. Le reste des spectateurs prend place sur les gradins étagés de la *cavea* semi-circulaire quienserre l'orchestre. Face aux gradins se dresse l'édifice de la scène dont le mur de fond, appelé *frons scenae*, se compose de quatre massifs de maçonnerie percés généralement par trois portes reliant la scène aux coulisses, et décorés de colonnades superposées. Ce qui donnait à la scène l'apparence d'un palais majestueux dont la façade atteignait, comme au théâtre de *Sabratha* en Tripolitaine, une hauteur de trois étages. Devant la scène et la séparant de l'orchestre, un mur bas que creusent alternativement des niches rectangulaires et circulaires, décorées de statues ou de fontaines. Une rainure creusée dans la partie antérieure de ce mur permet de faire surgir du sol ou d'escamoter un rideau qui s'abaisse au début de la représentation et se lève à la fin.

Le *frons scenae* est l'un des éléments les plus caractéristiques du théâtre romain ; même si son caractère monumental, empêchait toute modification d'une représentation à une autre, supprimant tout réalisme du décor, du moins il présentait un avantage considérable et toujours apprécié par les troupes qui utilisent encore de nos jours les théâtres romains : répercutée par ce mur, la voix des acteurs couvre facilement toute la *cavea*.

Parmi les théâtres africains, seul celui de *Sabratha*, restauré par les archéologues italiens, montre encore son ancienne ordonnance. En Tunisie, le théâtre de Dougga, dont quelques gradins ont été restaurés et la colonnade remise en place, est le mieux conservé. La *cavea*, qui pouvait contenir environ 3 500 spectateurs, fut creusée dans le rocher de la colline, ce qui diminuait considérablement les



Mosaïque des jeux d'amphithéâtre

Découverte en 1962 à Smirat. Conservée au musée de Sousse.

Cette remarquable mosaïque relate par l'image et le texte une journée du jeux d'amphithéâtre : le spectacle des Venatores s'attaquant à de grands fauves, munis d'armes de traits.

Le combat oppose quatre bestiaires. Spittara, Bullarius, Hilarinus, Mamertinus c, quatre léopards dont on montre les diverses phases dramatiques.

Pareil spectacle est pris en charge par un riche notable, Magerius, qui verse la récompense au vainqueur : quatre sacs de 1000 deniers chacun sont présentés su un plateau. En retour, la foule des spectateurs acclame sa générosité.

Ainsi le souvenir de ce spectacle mémorable est-il perpétué par la mosaïque qui ornait sans cloute la somptueuse demeure du donateur.

Pareils spectacles étaient organisés par des entreprises spécialisées connues sou. le nom de Telegeni, Pentasii, Tauricei, et qui jouaient un rôle important dans le domaine économique.

frais par rapport aux théâtres construits comme celui de *Bulla Resta*, dont les gradins sont supportés par une série de voûtes étagées concentriques.

Le théâtre de Carthage fut aussi aménagé dans la pente d'une colline. Il serait à peu près acquis aujourd'hui que le monument ne fut construit que sous le règne d'Antonin le Pieux, dans le cadre du grand projet édilitaire dont bénéficia alors la grande capitale africaine. Le théâtre se serait alors ajouté à l'ensemble monumental, sur les hauts de Byrsa, et au gigantesque complexe thermal des thermes d'Antonin ; et c'est dans les années 160-170 qu'Apulée, le plus célèbre des écrivains africains, y prononça la plupart des discours d'apparat qui forment les *Florides* dont un passage est consacré à la description de ce magnifique édifice : « *Du reste dans un auditoire comme celui-ci, ce qu'il faut considérer ce n'est pas le marbre des pavements, l'architecture du proscaeniurn, la colonnade de la scène, ce ne sont pas les combles surélevés, les caissons aux brillantes couleurs, les gradins en demi-cercle ; ce n'est pas davantage le fait qu'à d'autres jours on voit à cette place un mime jouer des rôles burlesques, un comédien dialoguer, un tragédien déclamer, un danseur de corde risquer sa vie, un escamoteur exécuter des tours de passe-passe, un histrion gesticuler, bref tous les genres d'acteurs se produire en public, chacun selon son art,* » (*Florides*, XVIII).

L'amphithéâtre

Mais de tous les monuments romains exhumés en Tunisie le plus célèbre est sans doute le grand amphithéâtre d'El Jem, l'antique *Thysdrus*. Dans le classement par ordre de grandeur des amphithéâtres romains connus, il se classerait au troisième rang, avec celui de Vérone, en Italie, et ne serait dépassé que par le colisée de Rome et l'amphithéâtre de Capoue. Il reste cependant le plus grand parmi

les amphithéâtres africains. Les dimensions globales de l'ellipse sont de 148 x 122 m, tandis que l'arène mesure 64 mètres sur 39. Le nombre de spectateurs que le monument pouvait recevoir semble avoir été jusqu'ici exagéré ; on le ramène actuellement à 27 000 environ, contre 43 000 à l'amphithéâtre flavien de Rome et 35 000 à celui de la cité italienne de Capoue. Le monument s'élevait jusqu'à 36 mètres de hauteur avec trois séries superposées de soixante-quatre arcades décorées latéralement de demi-colonnes corinthiennes ou composites, et surmontées d'un mur de couronnement orné de pilastres. Le sol de l'arène est creusé de deux galeries en croix, bordées de chambres voûtées destinées aux combattants et aux bêtes, qui surgissaient par des trappes. Comme il constitue, chronologiquement, l'une des dernières réalisations du genre dans l'Empire, l'amphithéâtre d'El Jem a pu bénéficier des ultimes améliorations dans la construction de cette catégorie d'édifices.

On avait proposé, pour sa construction, le règne de Gordien III (238-244), qui s'était montré fort généreux à l'égard des habitants de *Thysdrus*. Mais depuis, la richesse de cette ville, qui fut le grand centre économique de l'huile, et disputa à *Hadrumetum* le rang de capitale régionale du Sahel et de la Basse Steppe, a été amplement démontrée. On estime donc généralement qu'il fut édifié au début du III^e s., avant 238, c'est-à-dire à l'époque de la grande prospérité de *Thysdrus*, capitale de l'olivier.

La ville possédait d'ailleurs deux autres amphithéâtres plus anciens et plus petits. Le premier d'entre eux paraît se rattacher à l'ère des balbutiements de ce type d'édifices, et paraît dater de l'époque où César débarqua en Afrique. Le second serait datable de l'époque flavienne (69-96).

Seul l'amphithéâtre de Carthage, agrandi, sinon construit, au cours des grands travaux dont la ville a fait l'objet au II^e s., était aussi gigantesque que celui d'El Jem. Les dimensions de l'arène attei-

gnaient 64, 66 m sur 36, 70 m. D'après les auteurs arabes, qui l'ont décrit alors qu'il était encore intact, il comprenait environ cinquante arcades qui constituaient l'ellipse du rez-de-chaussée ; au-dessus, s'élevaient cinq rangées d'arcades superposées de même forme et de mêmes dimensions, construites en pierres de taille. Mais, aujourd'hui, on n'en voit plus que l'arène, et les installations du sous-sol ont été bouleversées par la construction d'une chapelle moderne dédiée aux saintes Perpétue et Félicité, qui auraient d'ailleurs été livrées aux bêtes non pas dans cet édifice, mais dans un deuxième amphithéâtre, qui existait alors à Carthage. Quant aux nombreux amphithéâtres des autres cités, encore enfouis pour la plupart sous les remblais, ils avaient des dimensions nettement plus modestes.

Les amphithéâtres ont été conçus pour servir de cadre à des spectacles sanglants, qui opposaient des gladiateurs. Inconnus en Grèce, c'est à l'Étrurie et à la Campanie que les Romains les empruntèrent. L'engouement pour les spectacles de l'amphithéâtre dépassait l'attrait exercé par les jeux scéniques. Les milieux populaires, comme les notables y prenaient un plaisir qui confinait à la passion. Aussi les sujets des mosaïques reproduisent-ils souvent les représentations données dans l'arène. Mais les combats de gladiateurs, couramment donnés en Italie, étaient beaucoup plus rares en Afrique. C'est que le spectacle de ces affrontements meurtriers était d'origine italienne, et ne trouvait sa justification que dans la religion italique. En outre, il était très coûteux de louer les services des gladiateurs, de faire appel à leurs vedettes, pour combattre et s'entrégorger. Beaucoup plus fréquemment que des combats de gladiateurs, les pavements africains figurent ainsi des spectacles de chasse au cours desquelles des *venatores* affrontaient dans l'arène des fauves, ou poursuivaient des antilopes et des autruches. Mais on en vint rapidement à présenter au public des attractions odieuses : le supplice des condamnés de droit commun livrés aux bêtes.

Le cirque

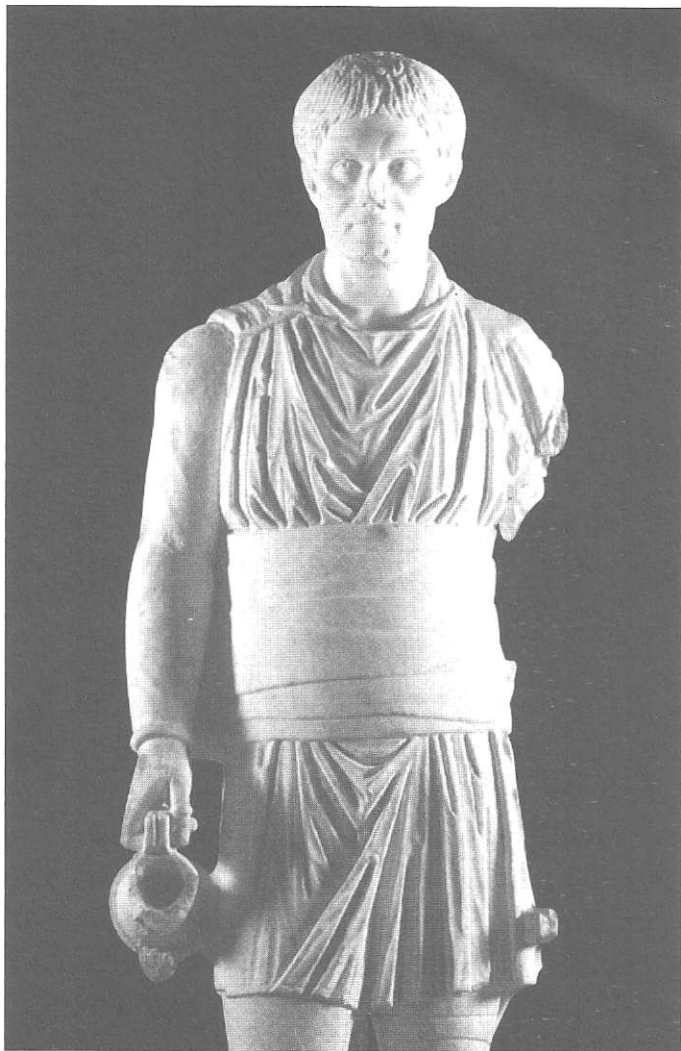
Plus prisées encore que les représentations théâtrales et les jeux de l'amphithéâtre, les courses du cirque tenaient une grande place dans la vie romaine. Toutes les classes de la société, des plus hautes aux plus basses, s'y intéressaient avec enthousiasme. On a même pu dire que la passion des courses avait pris la place des passions politiques disparues.

Quatre écuries se distinguaient par leur couleur, portée par les cochers, les chars, les harnachements des chevaux : les Blancs, les Verts, les Rouges et les Bleus. Les Blancs étaient plus ou moins associés aux Verts, tandis que les Rouges étaient liés avec les Bleus. C'étaient des associations, qui se chargeaient d'organiser les courses et les paris, d'engager un personnel nombreux et spécialisé, en se disputant les meilleurs cochers à prix d'or. Des prix de valeur, offerts par des générosités de toute origine, récompensaient les vainqueurs ; les cochers célèbres finissaient par amasser des fortunes appréciables.

Le modèle des cirques provinciaux fut évidemment le *anrus maximus* de Rome. Cet édifice affectait la forme d'un quadrilatère allongé, avec deux côtés parallèles de très grandes dimensions, et deux petits côtés dont l'un avait la forme d'un demi-cercle. Les grands côtés étaient garnis d'une série de gradins qui se terminaient, au-dessus de l'arène, par un *podium*, où des places étaient réservées aux personnages importants. L'arène était divisée en deux parties, dans le sens de la longueur, par un mur ou même une simple levée de terre, la *spina* ; les chars devaient évoluer tout autour. A chaque bout se dressaient, sur un soubassement demi-cylindrique, trois bornes hérissées de pyramides.

Les inscriptions, les mosaïques et même les intailles montrent d'une façon éloquente l'importance considérable que le cirque tenait dans les préoccupations quotidiennes des foules. Une intaille conservée au musée de Carthage figure les quadriges lancés en plei-

ne course sur la piste divisée en son milieu par la *spina* ; celle-ci est décorée de statues, d'obélisques, d'autels, d'édicules. Les cochers devaient, à chaque tour de piste, accomplir des prouesses pour éviter les bornes qui marquent l'extrémité de la *spina* : entreprise difficile et dangereuse car plus d'un char ne terminait pas les sept tours réglementaires. Le moindre choc risquait, en effet, de provoquer le *naufragium* fatal : très fragile, l'essieu de la roue se brisait, le char versait, et la vie du cocher ne tenait qu'à la rapidité de ses réflexes ; s'il ne tranchait pas rapidement, avec le coutelas qu'il portait à la ceinture, les liens de rênes attachées au milieu du corps, il était traîné par ses chevaux lancés en pleine course, et rebondissait entre le muret de la *spina* et les barrières extérieures de la piste.



Statue d'aurige vainqueur

Découverte à Carthage, à proximité du cirque
Exposée au musée de Carthage

*C'est le portrait en pied d'un conducteur de char de course comme
le prouve le fouet qu'il tenait de la main gauche.*

*L'athlète est vêtu d'une tunique courte, la taille entourée d'une large ceinture
destinée à protéger l'abdomen en cas de chute du quadriges
(char tiré par quatre chevaux).*

*Le jeu consiste à parcourir une longue arène entourant la spina
centrale avec des concurrents devant un public assis sur les gradins du cirque
souvent enflammés par les rivalités et les paris des supporters.*

*Quatre grandes factions se partagent les équipes de cochers et de leurs
écuries ; les bleus, les verts, les rouges et les blancs. Les vainqueurs
étaient de véritables vedettes. Ces jeux étaient très populaires
et étaient souvent reproduits sur les mosaïques.*

CHAPITRE VII

La parure architecturale des cités et l'architecture domestique et funéraire

Les archéologues ont exhumé aussi les ruines de plusieurs monuments secondaires - arcs, colonnes, fontaines - destinés essentiellement à l'ornementation des villes. Les arcs sont souvent dressés sur les voies principales, à l'entrée de la ville qui, sous le Haut Empire, n'éprouvait pas encore la nécessité de s'enfermer dans des remparts. On en voit aussi à l'entrée des places publiques et surtout du *forum*. Ce sont alors de véritables portes monumentales, mais qui ont aussi une valeur religieuse car elles appartiennent à un dieu ; celui-ci protège ainsi l'accès contre toute ingérence néfaste. Il s'agit aussi, parfois, d'arcs de triomphe élevés en l'honneur de l'empereur et dont le décor sculpté célèbre une victoire impériale. D'autres fois, l'arc est destiné à commémorer l'octroi de quelque privilège à la communauté.

On a retrouvé aussi des colonnes dédiacées, dont le fût était orné d'un décor sculpté, qui servaient souvent de support à des statues divines.

Quant aux fontaines publiques, leurs dimensions comme leur forme étaient variables. Les plus simples comprenaient un bassin rectangulaire qui recueillait l'eau crachée par un masque ou une statue représentant un dieu, une nymphe, un enfant, voire un animal.

D'autres fontaines, plus monumentales, prenaient les proportions de véritables nymphées. Comme celui de *Lepcis Magna* qui affecte la forme d'une grande abside richement décorée de colonnades et de statues ; l'eau jaillissait de niches alternativement carrées et arrondies, décorées de mosaïques et revêtues de marbre.

Les maisons

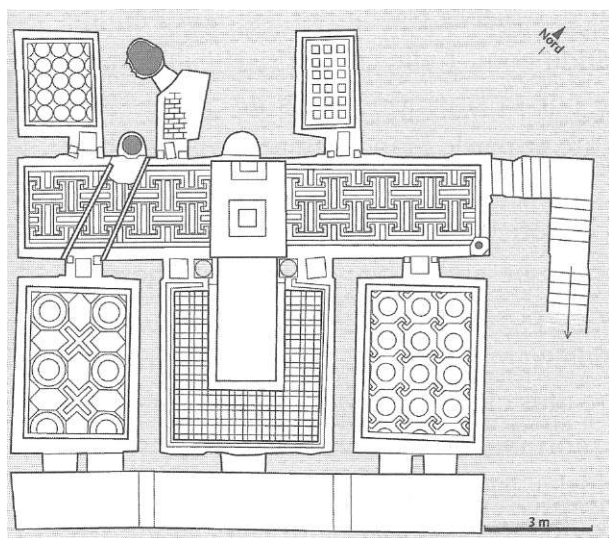
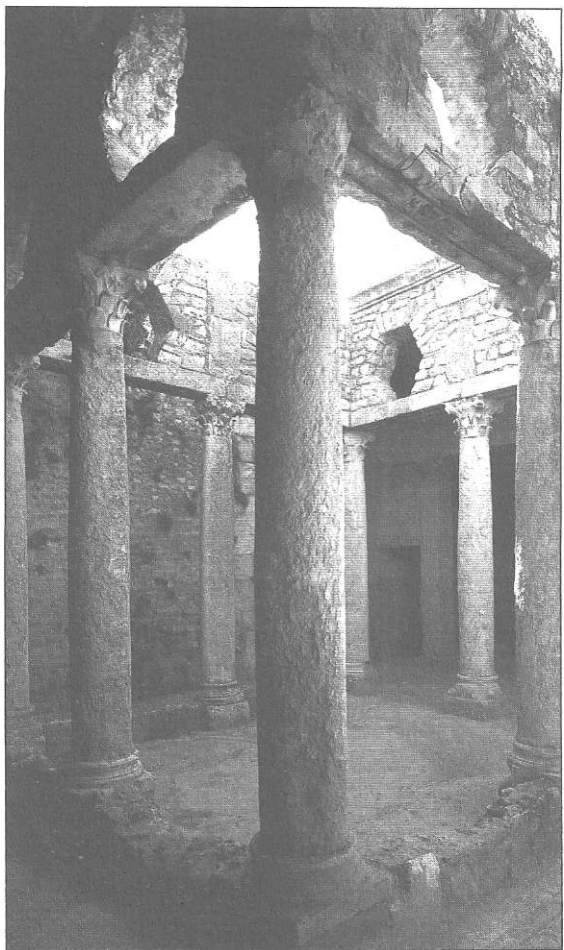
Si les monuments publics étaient les édifices les plus solidement construits et partant les mieux conservés, les archéologues ont cependant exhumé un grand nombre de grandes et robustes maisons antiques. La plupart étaient richement décorées, et appartenaient à la bourgeoisie municipale.

La maison romano-africaine d'époque impériale n'est pas sans présenter des ressemblances frappantes avec la maison arabe, le *dar*. Elle est caractérisée par la présence constante d'une cour ou plutôt d'un jardin central, autour duquel sont disposés les bâtiments, et sur lequel ouvrent les diverses pièces. On retrouve tout aussi constamment la pièce principale, destinée aux réceptions, qui portait le nom d'*oecus* ; elle fait généralement face à une fontaine, décorée et pavée de mosaïque, qui orne et rafraîchit le portique qui entoure la cour.

Cette ordonnance des bâtiments autour d'une cour intérieure est née, semble-t-il, à l'époque hellénistique. Elle s'est répandue, dès le III^e s. av. J. C., dans tout le bassin méditerranéen. En Italie, on avait vite abouti à une combinaison originale entre ce type de maison et le vieil *atrium* romain ; c'est le cas de la maison classique de type pompéien. Mais en Afrique, la maison à cour intérieure avait été importée dès l'époque carthaginoise : en effet, dès le IV^e s. av. J.-C., les influences helléniques n'avaient pas tardé à marquer de leur sceau la civilisation punique, et nous savons maintenant, grâce aux fouilles de la ville punique de Kerkouane, que la cour intérieure, avec ou sans péristyle, avait été adoptée par les Carthaginois. Elle

Péristyle de l'étage souterrain d'une maison à Bulla Regia

La demeure, de type traditionnel, s'organise autour de la cour centrale entourée de portiques sur les quatre côtés, permettant la distribution des pièces. La particularité de certaines maisons à Bulla Regia, dont celle-ci, est d'avoir un étage souterrain. L'éclairage vient de la cour centrale. La construction enterrée a permis une bonne conservation du niveau souterrain qui se présente intact avec son plafond en voûte, ses murs et ses colonnes et son sol mosaïqué. Cette demeure est l'une des plus célèbres par la qualité du décor de ses mosaïques, en particulier celui de la pièce centrale. Il s'agit d'un triclinium : il comprend une composition géométrique polychrome qui enserre sur trois côtés un tapis central orné d'un magnifique triomphe de Vénus marine.



Plan de la maison de Bulla Regia Niveau souterrain

Le sous-sol est situé à 4,80 m de profondeur par rapport au niveau du sol. Trois pièces, éclairées à l'arrière par un couloir, s'ouvrent sur un vestibule. La pièce centrale qui donne sur le vestibule par trois baies est un triclinium, c'est-à-dire une salle à manger d'apparat. Elle est pavée de mosaïques, dont celle du triomphe de Vénus. La construction d'étages souterrains est exceptionnelle.

devait persister jusqu'à la fin de l'Antiquité et au-delà, jusqu'à nos jours.

Tout en subissant cependant des influences extérieures, la maison romano-africaine s'était rapidement adaptée aux conditions climatiques locales. Elle présentait ainsi, très tôt, un certain nombre de particularités, qui ont fait son originalité par rapport au modèle hellénistique, et sont presque toutes destinées à combattre la chaleur. L'aménagement d'un espace découvert, cerné par les galeries pavées de mosaïques et encadré par les marbres de la colonnade, était de règle. Les moins riches se contentaient, toutefois, d'une cour en terre battue, où se côtoyaient les margelles d'un puits et d'une citerne. Plus rarement, la cour était pavée de mosaïque ; mais le parti le plus fréquent, dans les riches demeures, était une association d'éléments végétaux et aquatiques, dans des combinaisons diverses de jardins agrémentés de fontaines, ou de piscines accostées de plantes.

À Dougga, la maison du *trifolium* comprenait deux étages. Au niveau de la rue supérieure - la ville, en effet, étageait ses édifices sur la pente de la colline - le premier étage devait rassembler surtout la cuisine et les communs. Quant au rez-de-chaussée, qui ouvrait sur la rue inférieure, il groupait des pièces fraîches et agréables en été, disposées autour d'une grande cour. Celle-ci était particulièrement protégée contre la canicule par sa situation à plus de 5 mètres en contrebas de la rue supérieure et par le grand bassin semi-circulaire qui faisait face à *Yoecus*.

Le souci de protéger l'intérieur des maisons contre la chaleur a même entraîné l'adoption d'une architecture très particulière ; à *Bulla Regia* les demeures superposaient deux étages de plan identique : un étage inférieur souterrain, obscur et frais, qui favorisait la recherche d'une température plus clémente, et un étage supérieur au niveau de la rue. Cette solution ingénieuse aux désagréments de la canicule n'est pas sans rappeler les demeures collectives, creusées dans le sol, des berbères troglodytes des Matmata. Dans la lumière

violente et la chaleur suffocante de l'été, dans la région de Jendouba, la fraîcheur et la pénombre de ces étages souterrains devaient être recherchées et étaient particulièrement reposantes.

Les monuments funéraires

La forme des sépultures obéit, principalement, à des traditions ancestrales et à des rites funéraires, qui se rattachent aux croyances religieuses relatives à la mort et à la vie d'outre-tombe. C'est ainsi que les traditions libyennes et carthaginoises se sont perpétuées à l'époque romaine, surtout dans les campagnes et dans les vieilles cités numides qui avaient été fortement marquées par l'empreinte punique.

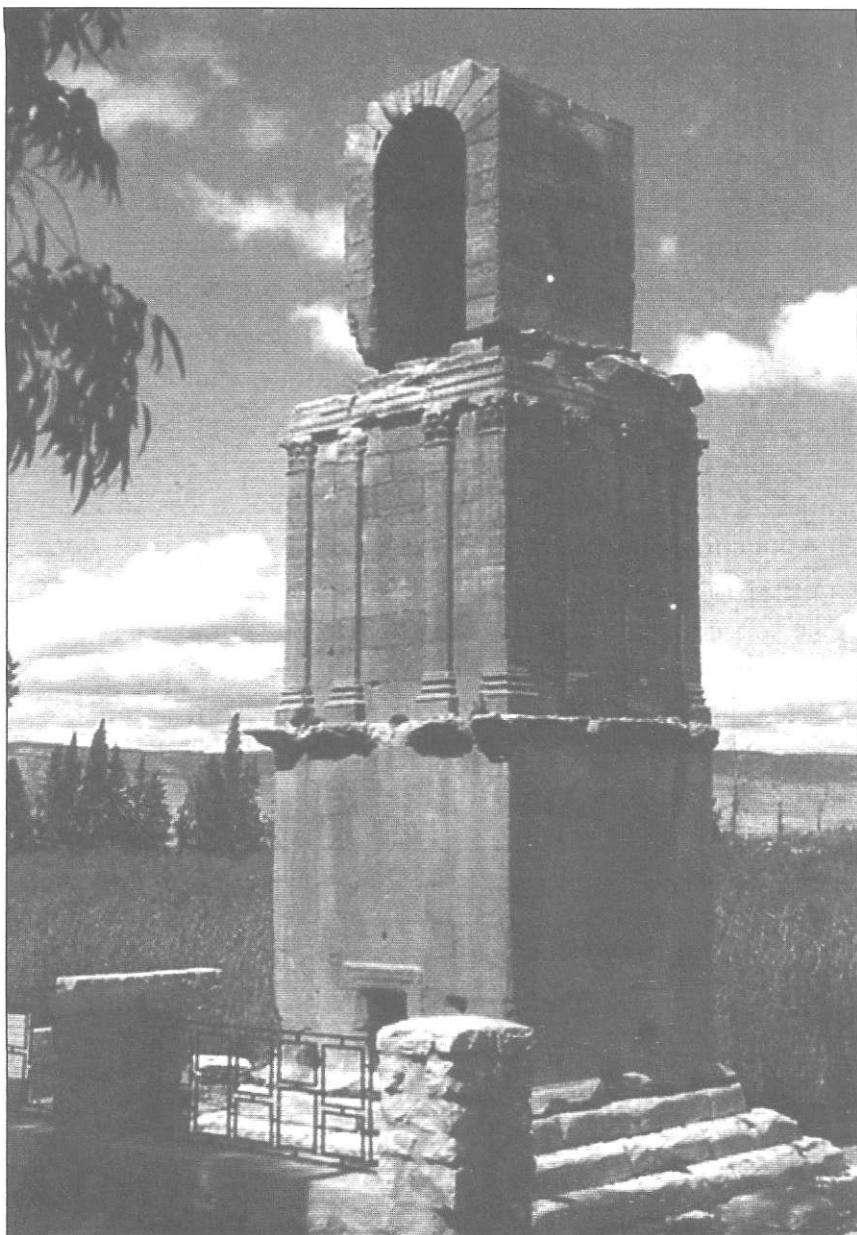
Les coutumes romaines ne tardèrent pas à être adoptées à leur tour ; à partir du I^{er} s., les villes se doublèrent d'une cité des morts. La plupart des sépultures étaient signalées, au cours des deux premiers siècles de l'ère chrétienne, par des cippes ou par des stèles. Les premiers imitaient les autels funéraires et étaient souvent munis, comme eux, d'un tuyau de libation relié à l'urne qui conservait les cendres du mort. Ce tuyau était destiné à l'acheminement des liquides qui devaient éteindre la soif du défunt. Les cippes avaient parfois une forme rectangulaire ou polygonale ; mais la plupart étaient demi-cylindriques et portaient un décor de feuillage, de fleurs et de fruits. Ces ornements étaient en relation avec une vieille croyance qui accordait aux morts soit le pouvoir d'entretenir dans le tombeau une vie diminuée, soit celui de ressusciter grâce à la puissance vitale enfermée dans les végétaux. Les guirlandes et les rinceaux sculptés n'étaient d'ailleurs que l'image d'offrandes végétales réelles accomplies, notamment, à l'occasion de la fête des Rosalies.

Les stèles funéraires, qui remplaçaient souvent les cippes, étaient ornées du portrait du défunt et étaient destinées à conserver

sa mémoire ; mais ces bas-reliefs étaient généralement dans la tradition de l'art préromain et c'est seulement dans le courant du II^e s. que l'usage romain substitua le portrait réaliste aux images stylisées à l'extrême de l'art punico-numide. La plupart des stèles funéraires africaines ne portent cependant qu'une épitaphe succincte, précisant le nom et l'âge du défunt. Mais innombrables étaient aussi les sépultures qu'aucune stèle ne signale à l'attention.

Vers la fin du III^e s., l'inhumation des morts réapparaît et remplace l'incinération largement répandue au cours des siècles précédents ; les urnes surmontées de cippes ou de stèles laissent alors la place aux sarcophages. Ces cercueils de marbre étaient importés d'ateliers situés en Asie Mineure, en Grèce ou en Italie ; c'est pourquoi seuls les plus riches pouvaient en acquérir. Beaucoup se contentaient de sarcophages de pierre et la grande majorité utilisait soit la tombe à caisson, soit la tombe à ciste. Des dalles ou des tuiles, placées de champ, étaient accolées de telle sorte qu'elles formaient une caisse recouverte de tuiles posées à plat ou en dos d'âne. Un autre genre de sépulture se rencontre aussi assez fréquemment : la jarre ou les fragments de jarre qui enveloppent le corps ; une superstructure construite constituait, généralement, la partie apparente de la tombe. Quant aux sarcophages de marbre, ils avaient un style et un décor qui ont varié avec la mode et les époques, et dont la signification se rapportait soit à des croyances philosophiques ou religieuses, soit plus simplement à la vie terrestre du défunt.

Cependant, dès l'époque punique et jusqu'à l'abandon de l'incinération, les familles les plus riches édifiaient, pour perpétuer la mémoire de leurs morts, des sépultures monumentales dont la forme présentait toutes sortes de variantes ; celles qui remontent à l'époque romaine et longent souvent les voies principales, à l'entrée des villes, semblent inspirées des mausolées monumentaux que l'aristocratie carthaginoise avait transmis aux rois numides. C'est au III^e s. avant J.-C. que cette forme architecturale - une tour à plan



Mausolée de Kasserine

*De type traditionnel, à trois niveaux, s'élevant encore à 14 m,
ce mausolée est célèbre
par les deux longs poèmes gravés sur la façade et servant d'épithaphe à
F. FLAVIUS SECUNDUS. Ils retracent la carrière d'un ancien soldat devenu
citoyen romain, ayant créé un domaine agricole et aspirant à l'immortalité
par l'élévation de ce tombeau spectaculaire lui permettant d'être sauvé de l'oubli.
Le monument qui se dresse dans la ville de Kasserine dont il est le symbole,
est datable du règne de Marc Aurèle.*

carré terminée par une pyramide - avait été empruntée par Carthage à la Phénicie : on pense en effet que les mausolées puniques appartiennent à un type de monuments qui fut créé par les architectes de l'Orient hellénistique et connu depuis une aire de diffusion qui a englobé tout le bassin méditerranéen. Le prototype, qui devait donner son nom à toute la catégorie architecturale, était le tombeau du prince carien Mausole, bâti au début du IV^e s. avant J.-C.

C'est ce type d'édifice funéraire qui a donc survécu jusqu'à l'époque romaine. Comme l'aire de diffusion de ces monuments n'englobe chronologiquement la Méditerranée occidentale que sous l'Empire romain, réserve faite de certains monuments de Sicile et d'Italie, on constate que seuls les mausolées puniques sont antérieurs, dans cette région, à l'ère chrétienne. On peut donc se demander si les mausolées puniques de Tunisie, qui sont antérieurs aux tours funéraires d'Occident, n'ont pas constitué l'une des sources de l'architecture funéraire romaine.

CHAPITRE VIII

L'épanouissement de la civilisation romano-africaine. Le développement culturel

L'enseignement

Si le problème de la survie du punique ne soulève plus de controverses, il n'en demeure pas moins que la seule langue admise par l'état romain était la sienne, imposée aux provinciaux, notamment, dans toutes leurs relations officielles. Il ne fait pas de doute, cependant, que dans les régions occidentales, surtout, et notamment dans la région de *Mactaris*, les Africains continuèrent à utiliser entre eux une langue composée d'éléments libyques et puniques mêlés avec des termes techniques latins, tandis que, dans les villes, des noyaux de lettrés fidèles à la tradition phénicienne pratiquaient peut être toujours la *lingua punica*. Toutefois, la date des dernières inscriptions puniques, dont la langue est encore correcte, n'est guère plus récente que la fin du I^{er} s. ap. J.-C.

La diffusion du latin est due surtout à l'enseignement. En dehors de toute intervention de l'État, c'est grâce au zèle des instances municipales ou de quelques riches citoyens que dans les plus petites bourgades le *litterator* apprenait aux écoliers à lire, écrire et

compter. Mais les méthodes, évoquées avec amertume par saint Augustin, étaient des plus brutales. C'est aussi grâce à ces modestes instituteurs africains qu'est due, semble-t-il, une invention très importante : celle d'une graphie, appelée « minuscule primitive », qui est à l'origine de l'écriture manuscrite actuelle.

Sans quitter, en général, sa cité natale, l'enfant poursuivait ses études chez le grammairien ; tout en enseignant les règles grammaticales, celui-ci faisait expliquer et apprendre les textes classiques, surtout les plus archaïques, et aussi Cicéron, Ennius et Virgile, dont les vers se glissaient souvent au milieu des épitaphes versifiées, dont l'épigraphe nous a conservé plusieurs exemples.

Il inculquait aussi à ses élèves des notions de mathématiques, d'astronomie, de philosophie, de musique et de métrique. Certains grammairiens connurent la célébrité : *Nonius Marcellus*, de *Thubursicu Numidarum* (Khamissa, en Algérie), rédigea un lexique ; *Terentius et Juba*, qui enseignèrent en Maurétanie, laissèrent des ouvrages de métrique, qui firent autorité au Moyen Âge.

Le cycle supérieur de l'enseignement était assuré, dans les grandes villes, par le rhéteur. Celui-ci développait surtout chez l'étudiant la technique de l'éloquence, si prisée et indispensable dans la vie publique. Mais les rhéteurs réputés devaient briller dans tous les domaines ; leur érudition englobait aussi bien le droit, la littérature et la philosophie, que l'histoire et les sciences. Seules les cités les plus riches arrivaient à se doter de ces lumières. Et notamment Carthage, capitale intellectuelle où l'enthousiasme d'Apulée ne voyait « *dans la cité entière, que des hommes cultivés, et où tous (étaient) versés dans toutes les sciences : enfants pour s'en instruire, jeunes gens pour s'en parer, vieillards pour les enseigner. Carthage, école vénérable de notre province, Carthage muse céleste de l'Afrique, Carthage enfin Camène (,nymphé inspiratrice du peuple qui porte la toge* ». (*Florides*, XX).

En sus des bibliothèques, présentes parfois dans les thermes, ces grandes cités offraient aussi aux fils de la bourgeoisie municipa-



Statue d'initié

Marbre ; H. 2,02 m ; Borj El Amri.
Musée du Bardo.

Étonnante statue représentant un homme héroïsé en Hercule. Alors que le corps est privé de tout relief, animé seulement par les incisions dessinant les plis de la courte tunique, le visage est sculpté avec le souci d'exprimer non seulement la ressemblance du modèle mais aussi ses préoccupations spirituelles : front creusé de rides, lèvres serrées.

Cette expression sévère est soulignée par certains symboles : le mufle de la peau de lion qui enveloppe la tête, les épis et le pavot qu'il tient et, à ses pieds, la présence du chien Cerbère, gardien du royaume infernal de Pluton-Hadès. C'est évidemment la représentation d'un initié aux mystères agraires de Déméter et Coré. Assimilé à Hercule, il s'apprête à franchir le seuil de la mort. Cette statue est un chef-d'œuvre de la sculpture. Elle se rattache à un courant expressionniste reflétant la « tristesse des temps » que l'on retrouve dans certains portraits d'empereurs de cette époque. Elle est datée à la deuxième moitié du III^e siècle.

le de riches bibliothèques publiques. Les étudiants, qui les fréquentaient, venus de toutes les cités de la province, étaient fort nombreux à Carthage. Mais il n'est guère étonnant de voir ces jeunes gens, échappés à la vie paisible de leur petite ville, fréquenter avec plus d'assiduité encore le théâtre, l'amphithéâtre et le cirque, ou même plonger dans la débauche. Non sans exagération, sans doute, non exempté de sévérité rigoriste, saint Augustin, vieillissant et usant du calembour, qualifie même *Carthago* de *sartago*, la « chaudière des amours honteuses ».

L'humanisme

A Carthage, parvenue au rang des grands centres culturels d'Orient, la tradition humaniste revivait, grâce à de grands maîtres qui inculquaient à leurs compatriotes le goût du néoplatonisme et du mysticisme. Cet enseignement renouait d'ailleurs avec de vieilles tendances qui remontent à l'époque punique et que les stèles dites de la Ghorfa, dans la région de Mactar, illustrent d'une façon remarquable. Datées du début du II^e s., elles figurent un cosmos dominé par une divinité suprême et par les astres, et communiquant avec le monde terrestre par l'intermédiaire de divinités secondaires. Plusieurs pavements de mosaïques évoquent aussi la théorie platonicienne, ainsi que certaines spéculations philosophiques, exprimées de façon plus ou moins explicite.

Parmi les maîtres africains établis à Rome les plus illustres étaient *Cornutus*, rhéteur et philosophe stoïcien, qui devint chef d'école au temps de Claude et de Néron, *F/orus* auquel Domitien refusa injustement le prix de poésie aux Jeux Capitolins, mais qui écrivit plus tard une histoire des guerres de Rome qui en fit le panégyriste de l'Empire, *Fronton*, le précepteur de Marc Aurèle et L. Verus, qui fut au II^e s. l'Africain le plus en vue, *Salvius Julianus*, le plus éminent des juristes de l'époque. Mais l'écrivain qui marqua nette-

Stèle à Saturne datée du 8 novembre 323

*Trouvée à El Ayada, près de Béja en 1965.
En calcaire. Mesurant 1,15 x 0,50 x 0,14 m
Bien conservée.*

Cette stèle provient sans doute d'un temple. Dans le registre supérieur, Saturne est représenté trônant. Il tient la « harpé » et de la main gauche, un sceptre. A sa droite, figure la tête radiée du Soleil. Le registre du milieu montre une scène de sacrifice : un victimciire et un bœuf devant l'autel embrasé. Enfin vient l'inscription. Le texte gravé rappelle le sacrifice fait par un prêtre en l'honneur de Saturne le 8 novembre 323. Cette stèle, qui est dans la tradition des œuvres populaires, est remarquable par le soin apporté au décor. Par sa date, elle confirme la persistance du culte de Saturne dans les campagnes. Saturne est l'héritier du dieu punique Baäl Hammon.



Stèle à Saturne

*Trouvée aux environs de Siliana en 1943
1,55 x 0,61 x 0,15 m. Conservée au musée de Bardo*



La stèle représente la commémoration de l'exécution d'un vœu fait par un propriétaire terrien en l'honneur du grand dieu Saturne : la cérémonie est rapportée par des images sculptées suivant la tradition artistique de l'époque : en registres superposés, suivant le mode axial et frontal. Le sommet est consacré à la divinité suprême.

Un aigle aux ailes éployées au-dessus d'une banderole reproduisant la consécration : SATURNO AUG(usto) SACRUM accompagnée de la prière « BONIS BENI » : Bonheur aux gens de bien. Saturne est assis en majesté sur un taureau entouré des Dioscures. Sous cette image, l'inscription : P(atronus) N(oster) CUTTINUS VOT(um) SOL(vit) CUM SUIS « Le patron du domaine, CUTTINUS, s'est acquitté de son vœu avec les siens ». Les trois registres sculptés à la suite constituent l'illustration de cette cérémonie.

1- CUTTINUS offre un sacrifice

2- Scènes de la vie rurale : scène de labour et scène de moisson

3- Scène de transport de la récolte.

Ainsi le dur travail des champs est récompensé par une récolte abondante qui rentre triomphalement à la ferme.

Tout cela sous la bénédiction de Saturne. Ce document est daté de la fin du III^e - début du IV^e siècle après J.-C.

ment l'école de Carthage fut incontestablement *Apulée*. Né vers 125 à Madaure (M'daourouch, actuellement en Algérie orientale), il appartenait à la bourgeoisie municipale ; grâce à la fortune considérable de son père dont il recueillit en héritage un million de sesterces, il acheva à Carthage des études commencées dans sa ville natale, et put compléter sa culture par de nombreux voyages, tout particulièrement en Grèce où il fréquenta, à Athènes, les cours des sophistes renommés. C'est là qu'il reçut les enseignements des cercles platoniciens, acquit le goût des sciences, et se fit initier à la plupart des religions à mystères.

Lors d'un séjour à *Oea* (Tripoli), il fut accusé d'avoir ensorcelé une riche veuve qu'il avait réussi à épouser. C'est à cette occasion qu'il prononça une brillante plaidoirie, dont nous avons conservé, sous le titre d'*Apologie*, la version littéraire.

De retour à Carthage, ses conférences attiraient une foule qui remplissait la *cavea* du théâtre où il prononça la plupart de ses *Florides*. Son activité inlassable lui permettait de se vanter, avec sa suffisance coutumière, d'exceller dans les sujets les plus variés, de composer « *des poèmes dans tous les genres, aussi appropriés à la baguette épique qu'à la lyre, au brodequin ou au cothurne. En outre, satires et énigmes, histoires variées, discours loués des orateurs, dialogues goûtés des philosophes, sais-je encore? Je fais de tout, en grec comme en latin, avec un même espoir, un %è/e égal, un style semblable* » (*Florides*, IX, 27, 28, 29).

Mais le talent littéraire d'*Apulée* s'épanouit surtout dans ses *Métamorphoses*, où, tout en contant les aventures innombrables d'un certain *Fucius* métamorphosé en âne, il entremêle sans arrêt, dans la narration, épisodes secondaires et digressions. Si son goût pour la magie, l'irrationnel et le fantastique, le mysticisme exalté, les spéculations compliquées et l'hermétisme, est parfois excessif, par contre, sa profonde intelligence des phénomènes sociaux, son sens du pittoresque et sa tendance à observer avec curiosité et décrire avec précision la réalité des individus et des choses, enchantent le lecteur et

rendent les plus grands services à l'historien. Pour juger des dons d'observation et de la sensibilité d'*Apulée*, comme de son goût esthétique, voici un passage souvent cité des *Métamorphoses* (II, IV) :

« atrium était magnifique. A chacun de ses quatre angles s'élevait une colonne qui supportait une statue de la Victoire. La déesse, les ailes éployées, n'était pas en marche : effleurant de la fraîche plante de ses pieds l'instable point d'appui d'une boule mobile, elle s'y posait sans s'y fixer et semblait prendre son vol. Un bloc de marbre de Paros, figurant une Diane, occupait le milieu de la salle, qu'il partageait symétriquement. Chef-d'œuvre sans défaut, la déesse, tunique au vent, semblait, dans sa course agile, se porter au-devant des entrants et, par sa majesté, inspirait la vénération. Elle était flanquée à droite et à gauche de chiens, eux aussi de pierre ; ils avaient les yeux menaçants, les oreilles dressées, les naseaux béants, la gueule prête à mordre : si, dans le voisinage, avait retenti un aboiement, on l'aurait cru sorti de ces gosiers de marbre. Mais où le merveilleux sculpteur s'était surpassé lui-même : ces chiens, le poitrail haut, avaient les membres postérieurs au repos, les pattes de devant dans l'attitude de la course. Derrière la déesse s'élevait un rocher creusé en forme de grotte, avec des mousses, des herbes, des feuilles, des branches flexibles, ici des pampres, là des arbustes - toute une floraison sortie de la pierre. L'ombre de la statue, dans l'intérieur de la grotte, s'éclairait des reflets du marbre. Sous la corniche du rocher pendaient des fruits et des grappes de raisin d'un travail si achevé que l'art, rival de la nature, avait su leur donner l'apparence de la réalité. On eût dit qu'au temps des vendanges, quand le souffle de l'automne les aurait dorés et mûris, on en pourrait cueillir pour en manger, et quand on se penchait pour regarder la source qui répandait aux pieds de la déesse son onde au doux frémissement, on avait l'illusion que, telles des grappes se balançant dans la nature, des attributs de la vérité il ne leur manquait pat même le mouvements Du milieu du feuillage, un Actéon de pierre avançait la tête en posant sur la déesse un regard curieux ; déjà presque changé en bête sous la forme d'un cerf, on le voyait à la fois dans la pierre du rocher et l'eau de la fontaine, qui guettait le bain de Diane ».

Les arts dans la province

La sculpture

Après la chute de Carthage, les traditions de l'art préromain persistent, dans le domaine de la sculpture, jusqu'à la fin du I^{er} s. La stèle punique, notamment, se maintint dans les sanctuaires de plusieurs villes et surtout dans celui d'El Hofra, près de Constantine. Mais elle connut une dégénérescence plus ou moins rapide, qui se manifesta par la rupture complète de l'ordonnance du décor. En même temps, les premières influences de l'art religieux de Rome apparurent dans des stèles qui étaient pourtant consacrées dans un tophet, à Hadrumète. Cet art, qu'on pourrait qualifier de néopunique, nous a laissé quelques ex-votos appréciables, comme la Tanit à tête de lion et la déesse nourricière de *Thinissut*, près de Bir Bou Regba.

On décèle aussi la naissance, aux environs de l'ère chrétienne, d'un courant populaire considéré comme la première manifestation artistique originale du génie autochtone. La sculpture puissante de deux lions trouvés à Mactar en est le plus bel exemple. Cet art numide arrive à son apogée au II^e s. ap. J.-C., avec les grandes stèles votives dites de la Ghorfa. Ces monuments, qui proviennent aussi de la région de Mactar, et auxquels nous avons déjà fait allusion, allient la tradition religieuse punique aux enseignements du spiritualisme grec. Elles se différencient des stèles puniques par l'anthropomorphisme des divinités et le naturalisme fantaisiste du décor, qui figure des animaux et des végétaux ; caractères qui s'opposent à l'abstraction et à la sécheresse du décor punique, et dénotent les premières influences de l'art gréco-romain. Celles-ci se manifestent aussi dans le décor architectural des temples, qui figurent en bonne place sur ces stèles, dans le costume des dédicants, et dans la langue des inscriptions rédigées en latin. Mais la conception

Statue de *CREPEREIA*

Marbre blanc, Haïdra

H. 1,82 m -Musée du Bardo.



Portrait en pied d'une dame de la bourgeoisie municipale. L'inscription gravée sur le socle qui portait la statue révèle son nom : CREPEREIA INNULA, et décline ses vertus. C'est l'hommage rendu par TITUS ARRANIUS COMMODUS citoyen de la ville d'Ammaedara à son épouse, représentée en jeune femme, debout et drapée dans une attitude empreinte de dignité et de tristesse. II^e s. ap. J.-C.

mystique de l'univers s'éloigne de ces influences : rien ne distingue le réel du surnaturel, et le fronton des temples, surmonté de statues acrotères, constitue en même temps la zone inférieure du monde céleste, domaine des dieux. L'emploi, par ailleurs, du relief plat, l'absence totale de perspective, l'indifférence absolue aux proportions, le souci exagéré du détail comme la fidélité à la symétrie et à la frontalité, éloignent aussi ces oeuvres des tendances classiques.

Jusqu'à la fin de l'Antiquité, les influences préromaines se maintiennent également dans le style des stèles votives artisanales, fabriquées en série pour l'usage des fidèles campagnards, et caractérisées surtout par un traitement rudimentaire, l'emploi simultané du relief plat et de la gravure, l'abstraction et la schématisation. Mais dès le milieu du II^e s., la facture des innombrables monuments votifs du pays numide dédiés à Baâl-Saturne acquiert, si l'on excepte ce courant populaire, un caractère romain provincial. Les proportions des représentations humaines et des figures décoratives sont respectées, l'architecture des temples représentés et leur décor se romanisent, la demi-bosse remplace le relief plat. Malgré tout, un certain nombre de caractères anciens subsistent : frontalité, symétrie, accentuation du regard et, surtout, refus d'exprimer le mouvement.

C'est dans les villes, cependant, que la bourgeoisie romanisée adopte au cours du II^e s. l'art classique officiel, commun à tout le monde romain. Les sculptures du décor architectural - dont certaines sont fort remarquables, comme le chapiteau orné de quatre figures de géants atlantes découvert à Carthage aux thermes d'Antonin -, les grandes statues divines destinées aux temples, celles des empereurs et des personnages importants, qui devaient se dresser sur les forums ou dans les édifices publics, ne se différencient guère de leurs semblables, érigées en Italie ou dans d'autres provinces. A l'instar des photographies qui s'affichent sur les murs, les panneaux publicitaires et les journaux de nos villes, ces bustes et ces

statues participent, en diffusant dans toutes les provinces l'image de l'empereur et de la famille impériale, voire des personnages les plus importants, à l'affermissement de l'idéologie et de la cohésion de l'Empire, à la consolidation du pouvoir impérial.

On distingue, cependant, à côté de beaucoup de poncifs, quelques beaux portraits de personnages officiels, et, surtout, l'émouvant portrait de cet Hercule de Massicault, conservé au Musée du Bardo, ainsi que deux bustes qui trahissent une inspiration locale, ne serait-ce que par le sujet adopté : il s'agit des deux Hermès de calcaire noir, trouvés aux thermes d'Antonin. Ils représentent un Libyen et un noir, et symbolisent peut être les territoires qui s'étendent au sud de la province romaine. Le Libyen surtout, avec son crâne rasé, orné d'une mèche rituelle, constitue, dans l'art romano-africain, le type le plus remarquable des hommes du pays. Quant à la statue-portrait funéraire trouvée à Borj el Amri (ex-Massicault), c'est avec un réalisme saisissant que l'artiste a sculpté le front haut, le nez busqué, le regard sévère sous les sourcils froncés, la barbe rude et les rides amères d'un homme désabusé.

La mosaïque

Dans les demeures fastueuses construites en dur des cités du nord, comme dans les régions où la pierre est rare et les murs des maisons bâtis en briques crues sur une base de maçonnerie, c'est la mosaïque qui permettait aux intérieurs africains d'être somptueusement décorés. Les fouilles de Kerkouane, notamment, ont montré que c'était là une technique de tradition punique, pour orner aussi bien les maisons que les édifices publics. À l'époque romaine, la peinture pariétale joua avec la mosaïque un grand rôle. Mais en Tunisie, nous n'avons retrouvé que quelques fragments de fresques murales. La pauvreté du décor pictural est, cependant, très largement compensée par le nombre et la richesse des mosaïques, qui

décoraient les maisons, les thermes, les monuments publics, voire les tombes.

Dès le IV^e s. av. J.-C., les Carthaginois ornaient les sols de béton rose de leurs maisons avec de petits cubes de marbre qui dessinaient un décor géométrique, une fleur de lotus ou un signe de Tanit. Et c'est dès la fin du I^{er} s. ap. J.-C., qu'apparaît un art tout différent, un courant artistique dont la vitalité admirable se prolonge jusqu'au Moyen Âge, avec les dernières basiliques, puis les palais arabes de l'époque fatimide.

Parmi les demeures les plus somptueuses, une villa de Zliten, en Tripolitaine, a fourni une série de mosaïques, dont la qualité technique et stylistique révèle une perfection rarement atteinte par les autres mosaïques africaines. Outre les sols couverts *d'opus sectile*, c'est-à-dire de plaques de marbre polychrome artistiquement découpées et disposées, la maison a fourni aussi des mosaïques à décor géométrique noir et blanc, et des pavements figurés polychromes d'une grande finesse. Elles appartiennent à un courant entièrement distinct de celui qui prévalait au I^{er} s. en Italie, où dominait un style qui évitait autant que possible la polychromie et préférait les motifs géométriques. C'est qu'en effet, parallèlement au «style sévère» de l'école italienne, survivait dans quelques centres orientaux la tendance picturale et ses nuances chromatiques, héritées de la tradition hellénistique.

Les motifs représentés à cette époque étaient d'abord empruntés à des sujets idylliques et mythologiques ; la plupart se référaient à des prototypes orientaux : paysages du Nil et répliques de *Yasarôtos oikos* (restes d'un repas éparés sur le sol) que Soços de Pergame, un des plus célèbres mosaïstes de l'époque hellénistique, représenta avec une fidélité à la nature considérée comme exemplaire.

L'évolution de ces ateliers pourrait être suivie grâce à la découverte d'une série de pavements sur le site d'*Acholla* (Boutria), à 40 km environ au nord de Sfax où le grand ensemble des thermes



Mosaïque de Neptune et des Saisons, milieu du II^e siècle

La Chebba ; 4,85 m x 4,90 m. - Musée du Bardo

Au centre, dans un médaillon circulaire, le dieu de la mer, nimbé et tenant un poisson et un trident, monte un quadriga attelé d'hippocampes que dirigent un Triton et une Néréide. Aux quatre angles du tableau, les Saisons, figures féminines dont l'âge, le costume et les attributs varient suivant les divisions de l'année qu'elles représentent : Le Printemps, adolescente presque nue. L'Été, jeune fille, toute nue. L'Automne, jeune femme drapée. Enfin l'Hiver, en vieille femme totalement recouverte d'une draperie.

C'est toute l'illustration du cycle agricole avec « ses travaux et ses jours » qui est présenté dans cette mosaïque qui pavait une grande salle à colonnes dans une maison située en bord de mer à la Chebba, sur la côte du Sahel.

de Trajan, réalisé entre 115 et 120, est d'une richesse et d'une variété remarquables. Les pavements non figurés s'apparentent, par l'élégance sévère de leurs motifs, au style géométrique italien, mais sont, tout comme les panneaux figurés, polychromes.

Sous le règne d'Antonin le Pieux (138-160), une évolution se dessine où s'affirme le réalisme pictural : c'est de cette époque que dateraient les pavements de la maison du triomphe de Neptune, toujours *zA.cholla*. La scène principale, qui décorait *Yoecus*, montre le dieu conduisant son char, au milieu des flots déchaînés. La composition est fondée sur une trame géométrique simple, et la musculature puissante de Neptune, mise en mouvement par le geste du bras levé, est détaillée avec une précision qui dénote une science anatomique réelle. Autour du dieu, des médaillons circulaires encadrent les corps gracieux de ses nymphes. Cette mosaïque forme un groupe homogène avec un autre triomphe de Neptune, découvert à la Chebba, et les pavements de la maison de la procession dionysiaque d'El Jem. La maîtrise du mosaïste est si extraordinaire qu'il arrive à égaler le peintre pour rendre les dégradés de couleur, et suggérer la vie intense du regard, par le simple assemblage de cubes de pierre plus ou moins minuscules.

Vers la fin du II^e s., des différences locales, qui se manifestent dans le style et l'exécution des mosaïques africaines, indiquent l'installation d'ateliers locaux, le long de la côte et dans les cités du nord comme en Byzacène, à l'intérieur du pays. En même temps, l'imitation de la peinture, qui caractérisait les œuvres de l'époque précédente, laisse la place à un traitement plus libre des motifs. L'observation directe se substitue de plus en plus au III^e s. à la tradition d'atelier. Les diverses manifestations de la vie sociale romano-africaine - comme la chasse, la pêche, la navigation, les jeux du cirque et de l'amphithéâtre, la vie domestique et les scènes agricoles - sont représentées d'une façon très vivante, rendue parfois encore plus actuelle par les inscriptions qui commentent l'image. Il en est de même pour les thèmes à connotations culturelles, et ceux relatif



Statue colossale d'Esculape

Musée du Bardo

Elle provient de Bulla Regia ainsi que tout un groupe de statues représentant d'autres divinités. Le dieu est reconnaissable au caducée.

Il se présente de manière classique : chevelure abondante et bouclée, barbe épaisse, le corps drapé laissant le torse découvert. Il s'agit d'un type gréco-latin.

Grande statue de Saturne

Trouvée dans le temple d'Apollon à Bulla Regia en 1906.

Exposée au Musée de Bardo.

Statue en marbre blanc, haute de 1.92 m.

Elle représente Saturne en divinité poliade, c'est-à-dire en protecteur de la cité de Bulla Regia.

La tête barbue et voilée, il tient une corne d'abondance. C'est le prototype du Saturne africain, synthèse du dieu gréco-romain et de Bâal punique.



à la mer et aux eaux. Dans le style, l'exploitation très poussée des possibilités impressionnistes, offertes par les points de couleur de la technique du mosaïste, ne se soucie pas de dessiner avec précision les contours des figures ; elle esquisse plutôt leurs silhouettes par des tâches colorées et utilise habilement les jeux de lumière et les effets de clair-obscur.

Pour le décor non figuré, on commence à dessiner de savantes combinaisons de fleurons et d'entrelacs ; les tresses ou les guirlandes qui servaient d'abord seulement d'encadrement, prennent de plus en plus d'importance ; elles enveloppent souvent des médaillons représentant des natures mortes et les motifs végétaux foisonnent, jusqu'à envahir tout le champ. Cette tendance à la surcharge ne tardera pas à s'affirmer avec excès.

Dans la deuxième moitié du III^e s., au cours de cette période troublée et inquiète, les motifs réalistes et matériels sont fortement concurrencés par des motifs d'inspiration mystique, symbolique et irrationnelle. C'est ainsi que le répertoire, qui s'appauvrit sans cesse, a tendance à se limiter à des thèmes inlassablement répétés : scènes marines, chasses à courre plus ou moins réalistes, qui illustrent cependant les distractions des grands propriétaires, et surtout série des triomphes dionysiaques et des thèmes littéraires consacrés généralement à Apollon et aux Muses. D'autre part, les préoccupations superstitieuses, nées de la croyance populaire, la crainte des forces malignes, et, surtout, du mauvais oeil, imposent des thèmes prophylactiques où se multiplient les motifs bénéfiques pour détourner les maléfices.

Bien qu'issue en droite ligne de la tradition gréco-romaine, après les premiers balbutiements de l'époque punique, la mosaïque africaine a donc réussi à conquérir une certaine indépendance et à acquérir une grande originalité. Elle les doit à une nette extension des sujets issus des formules traditionnelles, à un élargissement considérable du répertoire, à un style propre et à une polychromie admirable.

CHAPITE IX

L'épanouissement de la civilisation romano-africaine.

Les religions romano-africaines et les débuts du christianisme

Cultes officiels, cultes africains et cultes orientaux

Partie intégrante de la civilisation romaine, les cultes officiels de l'Empire furent rapidement adoptés par les populations africaines. En expliquant la concession du droit de cité à l'ensemble des hommes du monde romain, par le désir de les faire participer au culte des dieux de Rome, l'édit de 212 met intentionnellement l'accent sur l'unité morale des habitants de l'Empire et leur adhésion unanime à l'idéologie et aux principes spirituels du régime. En effet, le loyalisme à l'égard de Rome devait s'exprimer partout sous forme religieuse, car les anciens ne séparaient jamais la religion de la politique. Si, du point de vue juridique, l'empereur n'est qu'un magistrat exceptionnel, il est aussi pourvu d'une sorte de grâce accordée par les dieux, qui lui confère *Yauctoritas* et le place ainsi, du fait de ce pouvoir absolu, au-dessus des lois. Ses vertus héroïques - courage, justice, clémence, et surtout piété - assurent le bonheur de ses sujets,

et la victoire sur les Barbares ennemis de la communauté spirituelle de l'Empire.

Les membres de la bourgeoisie municipale parvenus, dans leur cité, à l'apogée de leur carrière administrative, s'empressaient ainsi de revêtir la dignité de flamine perpétuel, prêtre à laquelle était dévolu le devoir et l'honneur d'offrir au couple impérial divinisé les prières et les vœux de leurs concitoyens. De même, l'assemblée provinciale, composée des députés de tous les conseils municipaux, qui se réunissait annuellement à Carthage, élisait le flamine provincial, grand prêtre chargé de célébrer au nom de toute la province le culte officiel, celui de Rome et d'Auguste.

D'autre part, dans chaque cité, le culte de la triade capitoline, Jupiter, Junon et Minerve, celui de Mars, père et protecteur du peuple romain, de Vénus, Cérès, Apollon, Mercure, Hercule et Bacchus constituaient aussi des formes officielles de la religion d'Empire et du spiritualisme gréco-romain.

Partout, temples, autels et statues célébraient ces divinités, glorifiaient en même temps des divinités abstraites comme la Paix, la Concorde, la Fortune, le Génie de l'Empire, celui du sénat etc... La population toute entière prenait part aux réjouissances populaires qui accompagnaient les cérémonies, les processions et les sacrifices célébrés en l'honneur de ces cultes officiels.

Mais la domination romaine n'empêcha nullement les autochtones de manifester la plus grande fidélité à leurs vieilles traditions. Les ruraux continuaient à honorer traditionnellement les génies des sources, des forêts, des grottes et des montagnes, et ces vieux cultes berbères avaient souvent conservé, dans d'humbles sanctuaires, leur forme primitive. Ils furent aussi, parfois, remplacés par des divinités gréco-romaines. Les génies des eaux fertilisantes ou salutifères virent ainsi leurs cultes recouverts par ceux de Neptune, de Serapis ou d'Esculape, dont les forces sacrées avaient pris la place de celles des génies bienfaisants.

Beaucoup d'autres campagnards avaient cependant, depuis longtemps, accédé à un stade supérieur de la croyance ; dans les régions de l'ancien royaume numide profondément pénétrées par l'influence punique, ils étaient rapidement parvenus au concept d'une divinité personnelle, et s'étaient constitués un véritable panthéon indigène. Plusieurs découvertes archéologiques, notamment un bas-relief trouvé près de Bêjâ, nous ont conservé l'image et les noms des divinités qui étaient l'objet de la dévotion de ces populations à demi-romanisées ; elles continuaient encore à adorer, sous l'Empire, des divinités qui étaient sans doute celles de leurs ancêtres de l'époque numido-punique, quoique certaines aient commencé à être plus ou moins assimilées à des dieux gréco-romains.

La domination romaine n'entrava donc nullement la pratique et la diffusion des cultes libyques et puniques ; elle reconnut même, dès le début, à Tanit et Baâl Hammon la qualité de maîtres de l'Afrique. Les syncrétismes, qui avaient assimilé les divinités de Carthage à des équivalents gréco-romains, facilitèrent les choses. On savait parfaitement que Junon-Caelestis, divinité principale de la Carthage romaine, n'était autre que Tanit, la déesse protectrice de la première Carthage. De même, Saturne était identique au Baâl Hammon punique. Il était resté le dieu terrible, omnipotent et transcendant, célébré par des milliers de stèles votives qui commémoraient le sacrifice « molk », par lequel le dédicant était censé s'offrir lui-même à la divinité.

Sans doute de grandes transformations romanisèrent-elles définitivement la religion africaine : la langue punique disparut des ex-voto, les symboles abstraits figurés sur les stèles furent remplacés par des figures humaines et par des types divins dérivés en général de l'art hellénique ou hellénistique, la forme extérieure des sanctuaires se modifia peu à peu sous l'influence de l'architecture gréco-romaine ; mais malgré ces transformations, le sens profond de la religion ne fut guère atteint. On conserva même parfois, en les aménageant, les anciens *tophet*, ou en construisant des temples à l'archi-

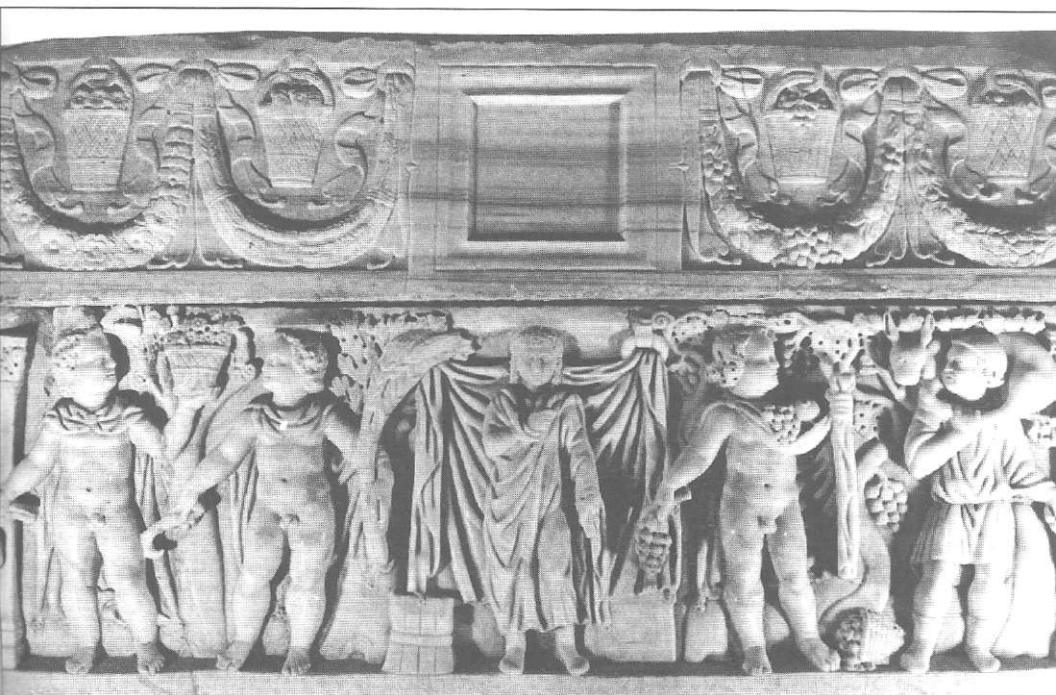
tecture gréco-romaine en leur lieu et place ; tandis que le rituel, les représentations figurées des stèles et même le texte des dédicaces latines gardaient avec une constance remarquable le souvenir de l'époque punique.

Comme la Rome impériale accueillait de plus en plus largement, par ailleurs, les divinités des régions orientales - Egypte, Asie Mineure, Syrie, Perse - celles-ci furent honorées aussi en Afrique, introduites par des fonctionnaires, des soldats, des marchands qui se faisaient les missionnaires d'Isis, de Mithra ou de Cybèle, la Grande Mère des Dieux. Mais tout en se laissant gagner par le grand courant mystique qui a englobé tout le monde romain, du II^e au IV^e s., la religion africaine a conservé son originalité : les dieux d'Orient ne furent souvent accueillis en Afrique que dans la mesure où ils s'identifiaient plus ou moins à des divinités locales, comme Cybèle à Caelestis ou Isis à Déméter. D'autre part, et plutôt que d'adhérer d'emblée aux religions de salut orientales, les élites africaines, gagnées par ce retour au mysticisme, n'avaient qu'à revenir aux anciennes sectes grecques, naturalisées à Carthage dès le IV^e s. avant J.-C., et devenues ainsi nationales ; les thiasés bachiques et démétriques se multiplièrent donc dans tout le pays. De même, les doctrines spiritualistes, et surtout le néoplatonisme, furent favorablement accueillies. Nous avons vu qu'avec les stèles dites de la Gorfa , par exemple, elles furent, elles aussi, conciliées avec les traditions puniques.

Ainsi, les divinités orientales ne sauvegardèrent pratiquement leur entité propre que parmi les fidèles que leur fournissait la population cosmopolite des ports, ou parmi les contingents orientaux, dans les territoires militaires de la frontière saharienne.

Les débuts du christianisme

Venu d'Orient, le christianisme se répandit d'abord parmi les petites communautés juives qui vivaient dans les ports, et plus par-



Sarcophage romain dit de « l'enfant initié »

Musée du Bardo

Ce sarcophage en marbre blanc a été trouvé dans la région de Carthage. La face de la cuve est sculptée d'un bas-relief représentant au centre un jeune garçon défunt tenant un volumen, symbole du savoir intellectuel.

Il est entouré des génies des quatre saisons évoquant les « temps du bonheur » du cycle de la vie.

(Fin du III^e - début du IV^e s. ap. J.-C.)

ticulièrement à Carthage. Il ne tarda pas à trouver en Afrique un terrain favorable. En effet, la conception d'un Dieu transcendant et exclusif, affirmée en particulier par la religion de Baâl Hammon-Saturne, le grand dieu de l'Afrique romaine, prépara probablement, selon certains, la voie au monothéisme. Les stèles de la Ghorfa, par exemple, illustrent ces tendances monothéistes influencées par le néoplatonisme, mais qui remontent à l'époque punique ; telle qu'elle est exprimée par ces monuments, l'idée d'un dieu suprême, qui agit sur le monde terrestre par l'intermédiaire d'hypostases, constituait peut-être, pense-t-on, une véritable préparation aux dogmes du christianisme.

Mais si la religion nouvelle fit des progrès très rapides, son triomphe ne fut pas soudain ; car plus d'un siècle sépare l'époque des premiers martyrs de celle où les derniers païens furent à leur tour en butte aux violences de l'Église et à la répression du pouvoir. Entre temps, l'Église ne manqua pas de composer, sous l'empire de la nécessité, avec les rites locaux et les habitudes ancestrales ; c'est ainsi que jusqu'au VI^e s. un bon nombre d'épitaphes avaient conservé le sigle *D.M.S.*, qui marquait la consécration aux Dieux Mânes. Toutefois, dès le début du III^e s., un concile tenu à Carthage groupait soixante-dix évêques qui représentaient les groupes chrétiens répartis dans autant de cités de Proconsulaire et de Numidie.

Les progrès du christianisme constituaient sans aucun doute un grave danger pour l'Empire. Le système politique romain était fondé, comme nous l'avons vu, sur une idéologie et une conception du monde et des dieux qui était fondamentalement opposée à la théologie chrétienne. Par leur refus d'accepter cette idéologie, et de s'associer notamment au culte impérial, les chrétiens se rangeaient donc résolument parmi les ennemis de l'Empire. Malgré son libéralisme et sa tolérance habituelle pour les cultes nouveaux, celui-ci ne pouvait que manifester une intransigeance absolue à l'égard de cette secte qui menaçait la cohésion et l'unité morale de l'Empire, voulait

créer, dans toutes les provinces, des groupements de plus en plus nombreux qui se voulaient hors des cadres du régime et cultivaient un idéal différent.

Mais le gouvernement impérial ne croyait nullement aux délits abominables imputés publiquement aux chrétiens ; les rigueurs de la répression ne visaient d'ailleurs qu'à provoquer l'apostasie qui mettait fin aux poursuites. Dès l'année 180, le proconsul fit décapiter douze chrétiens de la ville numide de *Scilli*, tandis que l'année 203 fut marquée par le martyre des saintes Perpétue et Félicité et de leurs compagnons, qui furent livrés aux bêtes à Carthage même, dans l'arène de l'amphithéâtre. Le récit de leur passion, qui nous a été conservé, compte parmi les documents les plus authentiques et les plus émouvants de l'Église persécutée. Mais les mesures de répression, qui étaient d'ailleurs sporadiques et conjoncturelles, ne pouvaient arrêter, malgré leur horreur, le zèle et l'ardeur des fidèles dont beaucoup recherchaient avidement le martyre.

Les apologistes chrétiens

Les premiers groupements chrétiens de Rome et de la partie occidentale du monde romain, évangélisés par les Orientaux, avaient d'abord adopté la langue grecque ; mais le latin ne tarda pas à l'emporter et les livres sacrés furent traduits. Dès la fin du II^e s., la littérature latine chrétienne eut l'un de ses plus grands écrivains, l'apologiste Tertullien dont l'influence rayonna sur tout l'Occident. Fils d'un officier romain, ce grand écrivain chrétien d'expression latine naquit à Carthage, vers 155 ou 160, et y reçut une formation de rhéteur. Il approfondit sa connaissance du grec et du latin et acquit une érudition fort étendue. La philosophie, l'histoire et la littérature lui étaient aussi familières que les sciences naturelles et la médecine ; mais il s'appliqua surtout à l'étude du droit, dont il voulut peut-être faire sa carrière. Il resta païen pendant la plus grande

partie de sa jeunesse, et sa conversion fut soudaine. Séduit par l'énergie des martyrs, conquis par le mystère, les dogmes et la morale du christianisme, il se dressa rapidement en champion de la foi nouvelle qu'il défendit non seulement en apôtre convaincu et ardent, mais aussi en chrétien instruit qui avait une profonde connaissance de la doctrine et des livres saints.

Dans son livre fondamental, *YApologétique*, il se proposait, puisque les juges refusaient d'écouter en public la défense des chrétiens accusés, de démontrer leur innocence par la réfutation des calomnies païennes. Son but n'était pas de faire cesser les poursuites, mais de faire connaître les chrétiens tels qu'ils étaient, c'est-à-dire des hommes qui acceptaient de mourir héroïquement pour confesser leur foi, et non pour expier des crimes imaginaires. Cependant, le plaidoyer tournait souvent au réquisitoire : Tertullien protestait avec sa véhémence éloquence contre la haine inique vouée au nom de chrétien. En proclamant l'innocence de ses coreligionnaires, il demandait aux autorités de leur permettre d'adorer leur Dieu, le seul vrai Dieu, comme on permettait à tous les peuples d'adorer leurs faux dieux ; et de flétrir alors sans retenue la mythologie païenne. Mais il ne semble pas que Tertullien ait compris qu'il ne s'agissait pas, pour l'état romain, d'interdire une quelconque religion nouvelle, mais plutôt de défendre une conception de l'ordre contre une secte dont la doctrine, des plus dangereuses, était génératrice d'anarchie.

Tertullien s'attaqua ensuite, avec la même éloquence passionnée et dans le même style brutal, vivant et imagé, aux autres ennemis de l'Église : les Juifs et les sectes hérétiques. Devenu prêtre, il se consacra à l'éducation des fidèles ; ses sermons et ses traités de tout genre discutaient âprement des problèmes de morale ou de discipline, fulminaient contre les abus, prônaient une règle intransigeante. Il abordait aussi les plus hauts sujets comme l'existence de Dieu, la nature de l'âme et le jugement dernier ; théologien subtil et formé aux disciplines philosophiques, il n'opposait pas la raison et la foi.

Mais ses positions sentimentales et extrémistes ne tardèrent pas à le mettre en marge de l'Église, obligée de s'adapter aux nécessités du siècle. Sa nature fougueuse et passionnée poussait tout à l'extrême, et n'admettait aucun ménagement, aucune compromission si bien qu'il finit par tourner sa polémique acerbe et son esprit caustique contre le christianisme lui-même, ou du moins contre ses chefs auxquels il reprochait surtout une modération coupable. Il se sépara enfin de l'Église pour se rapprocher de l'hérésie pragmatique du montanisme, soucieuse surtout d'idéal moral et d'action, tout en admettant les prédictions, les visions et les extases. Mais l'Église triomphante lui garda une grande indulgence, sans doute en souvenir de son ardente sincérité, ainsi que des services rendus dans son offensive contre le paganisme.

Très différent de Tertullien, dont il n'avait ni la puissance ni la fougueuse originalité, un autre écrivain africain a une place à part dans la littérature chrétienne d'expression latine : c'est *Minucius Félix* qui écrivit un dialogue, l'*Octavius* où, dans le cadre d'un débat plus ou moins fictif, il montre aux prises la religion romaine officielle et la nouvelle religion du Christ. Mais tout est calculé pour détruire les préventions des païens instruits et les amener à admettre que le déisme de leurs philosophes est l'introduction naturelle au christianisme. L'originalité de *Minucius Félix* fut d'écrire, à l'usage des lettrés, une apologie du christianisme aimable et habilement structurée. Quant aux nombreuses ressemblances qu'on a relevées entre *YOctavius* et *YApologétique* de Tertullien, elles posent toujours aux érudits le problème historique et littéraire des rapports entre les deux auteurs, ainsi que celui de l'antériorité de l'un ou de l'autre de ces deux ouvrages.

Aussi nombreuses que diverses, les données historiques accumulées depuis le début du XX^e s., et accrues considérablement par les découvertes archéologiques et épigraphiques innombrables des dernières décennies, ont permis de saisir à la fois la vie matérielle, politique et culturelle de l'Afrique antique. Grâce aux progrès de l'archéologie, on s'est aperçu que bien avant la conquête romaine, l'empreinte multiforme du monde hellénistique avait marqué profondément l'ensemble des pays de la Méditerranée, et que l'intégration économique et culturelle du Maghreb oriental à ce monde était largement réalisée. On a même souligné que ce n'était pas seulement le territoire de l'état carthaginois et, principalement, sa frange littorale qui constituaient, au moment du rattachement à l'Empire romain, un partenaire actif du monde méditerranéen, mais que la Numidie des II^e et I^{er} s. av. J.-C., de par l'option de ses princes, en faisait également partie. Il n'a donc pas fallu attendre Octave, comme l'affirmait P. Romanelli dans son ouvrage *Storia delle province romane dell'Africa*, pour que le pays soit « mis sur la voie du progrès matériel et spirituel qui le portera, en l'espace de trois siècles, à l'épanouissement »⁰¹; car une fois réalisée l'intégration à l'Empire de Rome, la civilisation de la province africaine ne pouvait être que l'héritière d'une longue histoire.

Il est vrai, cependant, qu'après un désintérêt suivi d'un déclin qui, s'ajoutant à la destruction de Carthage, a duré tout un siècle, Rome ou plutôt les Romano-Africains ont fait fructifier l'héritage. En témoignent encore les sites archéologiques innombrables et la profusion des inscriptions latines, les manifestations de l'activité et de la richesse matérielles, l'éloquence des textes littéraires et des réalisations artistiques.

1- P. Romanelli, *Storia delle province romane dell'Africa*, «L'Erma» di Bretschneider, Roma, 1959. p. 153.

TROISIÈME PARTIE

DE LA CRISE DE LA CIVILISATION
ROMAINE À L'ISLAM

A. - LES DERNIERS SIÈCLES DE ROME

CHAPITRE PREMIER

La crise du III^e siècle

I. - Aspects généraux

Succès de la romanisation sous les Sévères :

Le règne des Sévères a vu en Afrique, comme dans tout l'Empire, l'apogée de la puissance impériale et de la civilisation romaine. La paix sur les frontières et à l'intérieur, l'essor urbain et la vie municipale, la promotion massive des provinciaux à la citoyenneté romaine, l'activité économique et culturelle, tout cela contribuait à la prospérité du pays et soulignait l'importance de l'œuvre entreprise par Rome. Cet édifice si brillant demeurait pourtant fragile. Certes, la Tunisie fut l'une des provinces les plus romanisées de l'Occident romain et elle l'était bien davantage que le reste du Maghreb, comme l'attestent ses villes plus nombreuses, son réseau routier plus dense, ses plaines plus vastes qui favorisaient depuis toujours l'agriculture sédentaire, enfin l'absence de graves troubles intérieurs et la sécurité plus grande qui régnait dans le pays. Les effectifs de l'armée romaine stationnés en Tunisie n'avaient jamais été importants : seule une cohorte de six cents hommes, détachée de la III^e légion de Numidie, formait une force de police sous les ordres des proconsuls de Carthage. Depuis la fin du I^{er} s., la paix s'était étendue aux régions montagneuses de l'ouest où, à l'exemple de Mactar, les villes

étaient nombreuses et prospères. Les frontières sahariennes étaient calmes, Rome ayant refoulé vers le sud les tribus nomades et développé l'agriculture sédentaire et le peuplement dans les confins méridionaux où se multipliaient en outre les relations commerciales avec les oasis sahariennes. Tant du point de vue géographique que social l'œuvre de Rome fut sans doute plus achevée, plus profonde en Tunisie que dans les autres provinces du Maghreb. L'ancienneté de la conquête, l'héritage phénicien qui a légué une forte tradition urbaine et une agriculture savante, la configuration du pays, qui l'ouvrait largement aux influences extérieures, tout cela a contribué au succès de la romanisation.

Ses limites

Cette œuvre considérable avait pourtant des limites et portait en elle les germes de la crise ultérieure. Quelque soit le prestige - et il fut immense - par lequel Rome et sa civilisation ont fasciné les peuples conquis, l'adhésion de ceux-ci ne pouvait avoir la même spontanéité dans tous les milieux sociaux. Il ne faut certes pas opposer systématiquement les villes aux campagnes et faire, des populations rurales, les victimes de la conception urbaine de l'impérialisme romain ; des cités ont, en effet, vécu en relations étroites avec leur domaine rural et l'agriculture connut une prospérité certaine. C'était pourtant la bourgeoisie municipale qui détenait l'essentiel des richesses et qui participait vraiment à la romanisation ; l'ambition suprême était d'y accéder et les promotions furent innombrables mais elles se faisaient aux échelons supérieurs de la hiérarchie sociale. Les masses rurales demeuraient dans leur majorité étrangères à la romanisation, parlaient toujours les dialectes berbères et adoraient les vieilles divinités libyques ou libyco-puniques.

L'autorité de l'État sur les provinces s'est d'autre part considérablement durcie dès le règne des Sévères. Au libéralisme des **Antonins** succéda peu à peu une **administration dirigiste** qui tendait à réglementer durement la condition des biens et des hommes. Les guerres accroissaient sans cesse les besoins du trésor impérial, ce

qui aggravait d'autant les redevances fiscales imposées aux provinces. Dans les cités, les honneurs municipaux deviennent des charges coûteuses que l'on brigue moins facilement ; dans les campagnes, l'exploitation de la terre demeure régie par la vieille loi manicienne qui donne aux colons la propriété effective de la terre, mais les prestations et les impôts sont plus lourds. Déjà sous Commode, les paysans du *saltus burunitanus* se plaignaient à l'empereur de la rigueur des agents du fisc et les romans de l'Africain Apulée laissaient apparaître les difficultés qui menaçaient la société rurale.

La Tunisie antique était en outre fatalement solidaire du reste du Maghreb où la paix romaine demeura toujours plus précaire car les régions montagneuses comme l'Aurès, les Kabylies, l'Ouarsenis formaient des îlots d'insécurité qu'il a fallu isoler en les ceinturant de postes militaires et les Maurétanies connurent des troubles sérieux même à l'époque de la Paix romaine. Rome put conjurer les périls tant que la paix et la prospérité générales dans l'Empire n'avaient pas imposé de trop rudes efforts à ses armées et à ses finances. Or cet équilibre fut rompu avec la crise du III^e s. qui, au lendemain de la mort de Sévère. Alexandre et pendant de longues et terribles années, jeta l'Empire dans une anarchie où il faillit sombrer. Le danger perse en Orient, les invasions germaniques en Occident, la crise économique et l'effondrement de la monnaie, les épidémies et la dépopulation, les troubles religieux liés aux progrès du christianisme, l'anarchie dans l'armée et la cascade de « pronunciamientos », tout cela conduisit l'Empire au bord de la catastrophe.

L'Afrique, bien que moins atteinte que d'autres provinces, fut cependant secouée par la tourmente du III^e s.

II- Les troubles civils et militaires

Révolte de Thysdrus et usurpation de Gordien

Elle se trouva d'abord mêlée aux troubles civils et militaires et participa dès 238, aux compétitions sanglantes pour la conquête du

pouvoir impérial. L'avènement des Gordiens ne fut pourtant pas le résultat d'un « *pronunciamento* », c'est-à-dire d'une révolte de soldats portant leur général à l'Empire. Les choses commencèrent en février 238 à *Thysdrus* (El Jem), au cœur d'une région qui avait particulièrement bénéficié de la prospérité que le pays connut sous les Sévères. Une riche bourgeoisie de négociants d'huile s'était rapidement élevée au gouvernement de la cité grâce aux progrès remarquables de la culture de l'olivier. Ces nouveaux riches étaient très remuants et s'opposaient à l'accroissement des charges fiscales exigé par l'empereur Maximin qui semblait vouloir abolir les privilèges dont ils avaient bénéficié du temps des Sévères ; ils trouvaient en outre l'appui du sénat de Carthage et des notabilités municipales hostiles à la tyrannie fiscale de l'État. Lorsque le procureur impérial, accompagné du proconsul Gordien, un vieillard de 80 ans, se rendit à *Thysdrus* pour lever les taxes sur la vente des huiles, une émeute éclata et le procureur fut assassiné ; la bourgeoisie locale appuyée par les paysans de la région qui souffraient aussi des nouveaux impôts, obligea le vieux Gordien à prendre la pourpre et le ramena triomphalement à Carthage. De là, l'usurpateur envoya une députation au sénat à Rome qui, en l'absence de Maximin retenu dans le nord de l'Italie par la guerre contre les Barbares, légittima le coup de force et reconnut à Gordien ainsi qu'à son fils la dignité d'Augustes. Mais l'affaire était mal engagée car il manquait aux Gordiens l'appui décisif et indispensable des légions. Ce soulèvement purement civil demeurait circonscrit à la Proconsulaire et il ne trouva pas d'échos en Maurétanie et pas davantage en Numidie où stationnait la III^e légion qui représentait le gros des troupes romaines d'Afrique. Son commandant, le légat *Capellianus*, prit les armes contre l'usurpateur ; il marcha d'abord sur *Thysdrus* qui fut prise et frappée de représailles violentes ; beaucoup de maisons appartenant aux bourgeois rebelles furent incendiées et détruites ; le légat partit ensuite pour Carthage et, sur sa route, soumit aux mêmes rigueurs les populations qui avaient embrassé le parti des Gordiens. Ceux-ci connurent une fin tragique ; le vieux Gordien se pendit et son fils fut tué lors de la prise de Carthage sur laquelle s'abattit une répression sanglante. L'usurpation avait duré vingt jours.

Mais la crise rebondit après l'assassinat de Maximin sous les murs d'Aquilée ; la réaction sénatoriale proclame alors un petit fils de Gordien âgé de treize ans qui revêtit la pourpre sous le nom de Gordien III. Les mesures de représailles frappèrent cette fois les partisans de *Capellianus* et en premier lieu la III^e Légion qui fut dissoute et ses débris dispersés jusqu'au moment où, en 253, l'empereur Valérien la reconstituera en récompense des services que ses troupes lui avaient rendus dans la guerre civile contre Émilien.

L'anarchie continua pendant le règne de Gordien III ; en 240 le proconsul *Sabinianus* tenta de se faire proclamer empereur et il fallut faire marcher contre lui les troupes de Maurétanie Césarienne, tout en menaçant la population de Carthage de représailles terribles si elle ne livrait pas l'usurpateur. D'autres troubles du même ordre éclatèrent par la suite, notamment sous Gallien qui dut briser une nouvelle tentative d'usurpation en 265.

Ces crises soulignaient l'affaïssement de l'autorité de l'État. Par les représailles qu'elles déchaînèrent, elles ont appauvri le pays et facilité le réveil de l'agitation berbère.

Les insurrections berbères

Celles-ci n'ont pas affecté directement la Proconsulaire, elles se sont déroulées en Maurétanie et en Numidie, mais elles ne pouvaient manquer d'avoir des répercussions sur l'ensemble du Maghreb. Elles inauguraient les graves difficultés que Rome allait désormais affronter pour imposer sa domination aux tribus berbères et compromettaient à jamais l'équilibre si instable de la paix romaine. Les troubles commencèrent en 253 et ne sont pas étrangers à la crise qui opposa Valérien à l'usurpateur Émilien dont l'autorité s'était sans doute fait reconnaître dans les provinces occidentales du Maghreb l'affaiblissement des troupes impériales à la suite de la dissolution de la III^e Légion a permis à l'insurrection de s'étendre à une grande partie de la Kabylie et de durer plusieurs années ; avec Faraxen, on vit reparaître le type du grand chef berbère, à l'exemple de l'éternel Jugurtha ; la guerre se limitait le plus souvent à une suite de razzias, de coups de main, sans coordination, sans unité entre

les tribus, d'où le succès final de Rome en dépit des effectifs militaires relativement faibles dont elle disposait. L'amélioration de la situation générale de l'Empire sous Gallien précipita le retour au calme car les troubles étaient des conséquences spontanées de l'anarchie beaucoup plus qu'une action concertée contre Rome.

III- Les difficultés économiques

L'Afrique souffrit aussi de la crise économique et monétaire, aggravée par les terribles épidémies de peste qui ravagèrent l'Empire. A Carthage, l'évêque Cyprien déploya une grande activité pour secourir les malades et combattre le fléau. Les rigueurs de la fiscalité et le ralentissement des échanges extérieurs entraînèrent un déclin de la production dans certaines régions, en particulier celles qui avaient souffert des suites de la crise de 238. On note ainsi une interruption de la construction à *Iladrumetum* et à *Thysdrus*, mais ce n'est pas le cas d'autres cités comme *Thuburbo Majus*, et *Thugga* (Dougga) où l'on trouve de belles mosaïques contemporaines de Gallien. La grande route Carthage-Théveste est jalonnée de nombreuses bornes milliaires datant de la deuxième moitié du III^e s. Dans l'ensemble la Tunisie n'a pas beaucoup souffert de la crise sauf au moment de l'expédition punitive de Capellien. Il faut cependant noter le durcissement de l'oppression fiscale et la hausse très rapide des prix en raison de la crise monétaire qui ralentit considérablement la circulation des espèces et vit une régression vers une économie naturelle. L'effondrement de la monnaie fut l'une des causes de la chute de Rome en Occident

IV. - La crise religieuse

Progrès du christianisme africain au III^e s.

Depuis le milieu du II^e s., le christianisme voyait s'accroître le nombre de ses adeptes ; la religion nouvelle demeurait pourtant

interdite car elle menaçait la cohésion et la sécurité de l'État. Rejetant le polythéisme traditionnel et le culte impérial, indifférents à la « Cité terrestre » qu'ils jugeaient éphémère et illusoire, les chrétiens formaient au sein même de l'Empire, une sorte de sécession et tournaient leurs regards vers le royaume de Dieu alors que l'État, secoué par la crise exigeait l'adhésion de tous aux valeurs morales et politiques qu'il représentait. Dans une civilisation fondée sur le dévouement à la cité et à ses dieux, le christianisme constituait un ferment de dissolution.

En Tunisie, la religion nouvelle avait fait de grands progrès depuis les dernières années du II^e s. La fin de la persécution après Septime Sévère fit régner une paix d'un demi-siècle que l'Église mit largement à profit pour faire de nouveaux adeptes et renforcer son organisation. A l'époque de saint Cyprien il y avait plus d'évêques en Proconsulaire que dans toute la Gaule, et Carthage jouait le rôle de métropole du christianisme africain et contribuait aux progrès de la religion du Christ dans l'Occident latin.

Saint Cyprien, évêque de Carthage

Ce prestige exceptionnel de l'Église d'Afrique était personnifié au milieu du III^e s. par l'évêque de Carthage Cyprien qui fut, avec Tertullien et Augustin, l'une des trois grandes figures du christianisme africain. C'était un provincial et il passa toute sa vie en Proconsulaire. Né vers 210 à Carthage, il était issu donc d'une famille de la haute bourgeoisie africaine. Païen de naissance, il reçut une éducation complète, apprit le grec et la rhétorique, et débuta comme avocat à Carthage où il se distingua par son éloquence brillante, ses relations mondaines, et son ardeur à défendre l'idolâtrie païenne. Sa brusque conversion au christianisme à l'âge de trente-cinq ans fut accueillie avec surprise et entraîna un changement complet dans sa vie. Il se mit à pratiquer la charité et la chasteté, ce qui étonna beaucoup les Carthaginois. La vente de ses biens personnels lui permit de faire l'aumône et de secourir les victimes de la persécution et de la peste. Il se détourna de la littérature profane qui avait nourri sa

culture classique pour se consacrer totalement aux Écritures. Ordonné prêtre peu après son baptême, il fut élu évêque de Carthage en 249.

Son épiscopat dura neuf ans et tient une place considérable dans l'histoire de l'Église d'Afrique et de la Chrétienté occidentale. Cyprien trouvait une Église nombreuse, prospère, mais engourdie par la longue paix qui, mettant fin aux persécutions, avait tempéré l'ardeur militante du clergé et des fidèles ; les progrès du christianisme dans la haute société contribuaient à ce relâchement du zèle et de la discipline. L'évêque de Carthage s'en plaignait amèrement :

" Plus de dévotion chez les prêtres, écrit-il, plus de foi chez les ministres du culte, plus de miséricorde dans les oeuvres, plus de discipline dans les mœurs. Les hommes se teignaient la barbe, les femmes se fardaient... on s'unissait aux infidèles par les liens du mariage, prostituant ainsi aux gentils les membres du Christ... L,a plupart des évêques méprisaient leurs divines fonctions et se faisaient intendants des grands de ce monde ».

La persécution de Dèce

Cette église corrompue manquait de l'énergie nécessaire pour résister au brusque réveil de la persécution sous l'empereur Dèce. Beaucoup de fidèles apostasièrent et acceptèrent de sacrifier au culte impérial ; d'autres, sans aller jusqu'à renier leur foi, achetaient des certificats de sacrifice qui leur étaient vendus par des confesseurs indignes. Ce fut une véritable déroute dans l'Église d'Afrique ; craignant d'être arrêté Cyprien quitta Carthage pendant plus d'un an, ce qui lui valut les critiques acerbes de ses adversaires, mais de son refuge secret il continua de s'occuper activement des affaires de son diocèse. Rentré au printemps 251, après la mort de Dèce, il trouva une situation confuse et tendue en raison des graves problèmes posés par le grand nombre d'apostasies. Parmi ceux qui avaient faibli devant la persécution beaucoup voulaient réintégrer l'Église sans subir de pénitence ; ils trouvaient l'appui du prêtre Novat qui accordait la réconciliation à tous les apostats alors que Cyprien, tout en admettant le principe de celle-ci préconisait une pénitence dont la durée serait fonction de la gravité du péché.

Saint Cyprien en conflit avec l'évêque de Rome

La crise rebondit en 254 à propos de la question du baptême des hérétiques, et mit Cyprien en conflit avec l'évêque de Rome, Etienne, traduisant l'autonomisme de cette Église d'Afrique qui, depuis Tertullien, affirmait avec force son indépendance. Il s'agissait de savoir si les prêtres qui avaient apostasié pouvaient administrer le sacrement du baptême.

Cyprien le niait, alors que le pape Étienne, suivi par l'Église d'Alexandrie, invoquait la tradition antique selon laquelle la grâce du sacrement ne procédait pas de celui qui l'administre mais du Christ. C'est en fait le Christ qui baptise, que le ministre soit Pierre ou Judas, et l'argument sera repris plus tard par saint Augustin contre les donatistes qui, au nom de cette exigence sectaire de la pureté, se sont réclamés de l'ecclésiologie cyprianique. Celle-ci insistait pourtant sur la notion fondamentale d'unité dans l'Église que devait incarner le corps épiscopal tout entier et l'idée de sectarisme était absente de la pensée de saint Cyprien. Mais la polémique avec Rome soulignait cette tendance autonomiste de l'Église africaine.

La persécution de Valérien et le martyre de saint Cyprien (258)

La lutte s'apaisa avec la mort d'Étienne et le réveil de la persécution sous Valérien qui allait coûter la vie à l'évêque de Carthage. Les progrès du christianisme dans les hautes classes et l'accroissement des richesses de l'Église en un moment de grave pénurie financière ont donné au ministre Macrien l'idée de tirer parti de la législation anti-chrétienne pour renflouer les caisses de l'État. Un premier édit interdisait en 257 la pratique du culte chrétien et ordonnait au clergé de sacrifier aux divinités impériales. Cyprien fut alors convoqué par le proconsul et déclara qu'il ne pouvait obéir, d'où sa condamnation à l'exil dans une résidence de *Curubis* (Korba) où il passa une année. En 258, le deuxième édit de Valérien

ordonnait de mettre à mort tous les prêtres qui n'avaient pas sacrifié et de confisquer les biens des chrétiens de la haute société.

Appelé de nouveau auprès du Proconsul dans sa résidence de *l'Ager Sexti*, Cyprien après l'interrogatoire et les sommations d'usage, refusa encore une fois de renier le Christ et fut condamné à mort ; on le livra aussitôt au bourreau en présence d'une foule nombreuse qui, dans la nuit, ramena son corps à Carthage où il devait être enterré. Avec lui disparaissait l'un des grands évêques du christianisme antique. Son prestige demeura immense à Carthage ; deux basiliques lui furent consacrées : l'une sur son tombeau, à proximité de la mer, l'autre sur les lieux du martyre ; chaque année une fête populaire était célébrée à sa mémoire et elle le sera jusqu'à la conquête arabe. L'historien grec Procope qui écrit au V^e s. rapporte que « *Cyprien est de tous les saints celui que les Carthaginois honoraient le plus* ». Les marins de Carthage ont parlé de « vents cypriens » pour désigner ceux qui soufflaient en septembre, mois où l'évêque avait été exécuté. A Rome on rendit des honneurs officiels à sa mémoire et ses œuvres eurent une influence considérable sur l'Église latine. Ce fut une forte personnalité qui donna à Carthage son plus grand évêque et contribua aux progrès du christianisme dans le pays.

CHAPITRE II

Organisation administrative et problèmes militaires de la fin du III^e s. à la conquête vandale

À la fin du III^e s. commence une période communément appelée Bas Empire au cours de laquelle l'État subit de profondes transformations pour s'adapter aux conditions nouvelles créées par la crise. Les réformes de Dioclétien et de Constantin donnèrent à l'Empire une physionomie nouvelle, mais elles n'ont finalement pas empêché le déclin de Rome en Occident. L'Afrique vit se poursuivre et s'aggraver l'évolution commencée au III^e s. : autorité sans cesse plus tyrannique de l'appareil d'État sur la vie provinciale et municipale, violence des crises religieuses, tendance à un certain particularisme africain qui se traduit par les insurrections berbères, les usurpations, et peut être aussi le schisme donatiste.

Pendant cette période la Tunisie gardait toujours une relative prospérité et fut encore moins atteinte par la crise que le reste du Maghreb, mais elle subissait fatalement les conséquences de la ruine de l'Empire en Occident.

I. - Les réformes administratives

Les réformes de Dioclétien et de Constantin avaient pour but de renforcer l'autorité de l'État dans les provinces, de mettre fin à

l'anarchie qui résultait des insurrections et des usurpations, d'accroître les ressources fiscales pour affronter les menaces extérieures.

Les nouvelles provinces

Il y eut d'abord des bouleversements dans l'organisation territoriale des provinces ; en Afrique les troubles du III^e s. et leurs prolongements lors des premières années de la Tétrarchie amenèrent Dioclétien à évacuer les régions les plus menacées afin de mieux défendre les zones où l'implantation de Rome était la plus forte ; c'était le cas de la Tunisie dont les frontières ne furent pas modifiées, sinon aux confins de la Tripolitaine où Dioclétien, après avoir évacué les régions désertiques à l'Ouest de *Leptis Magna*, limita l'occupation romaine aux villes de la côte et renforça les abords méridionaux de la Tunisie par une sorte de marche frontière qui s'étendait au sud d'une ligne reliant Gabès aux chotts. Cette zone tampon où se trouvait la fameuse trouée de Mareth verrouillait le pays contre les éventuelles incursions de tribus nomades venues du désert. Mais l'évacuation de la Tripolitaine intérieure portait un rude coup aux villes côtières et en particulier à *Leptis Magna* qui avait connu une grande prospérité sous les Sévères, grâce au commerce saharien, dont elle ne contrôlait plus désormais les routes. Isolées les unes des autres et acculées sur le rivage, les villes du littoral étaient en outre à la merci des razzias dévastatrices ; ce danger ne menaçait pas encore la Tunisie qui demeurait entièrement romaine.

À l'intérieur du pays, Dioclétien procéda à de nouvelles divisions administratives afin de rendre plus efficace la perception de l'impôt et d'amoindrir l'autorité des anciens proconsuls dont l'omnipotence pouvait faire le jeu des usurpateurs. La Tunisie qui formait sous les Sévères la seule province d'Afrique proconsulaire fut morcelée en trois provinces autonomes placées chacune sous l'autorité d'un gouverneur : au sud, la Tripolitaine qui empiétait largement sur le territoire actuel de la Tunisie puisqu'elle englobait la Jeffara, les Matmatas et atteignait le Jerid ; au centre, la Byzacène qui s'étendait de Gabès jusqu'aux abords du golfe de Hammamet et



La Schola des Juvenes à Mactar

Tel qu'elle se présente aujourd'hui avec ses alignements de colonnes debout, il s'agit d'une basilique chrétienne avec ses nefs, son abside, son chœur et même sa contre-abside. Mais c'est là le dernier état, après transformation d'un édifice païen dont l'identification comme local de réunion de l'association des Juvenes a fait la célébrité du monument au moment de sa découverte. En réalité, il s'agirait simplement d'une grande maison à cour centrale sur laquelle s'ouvriraient les pièces, dont une avec abside reprise par l'église ultérieurement. Ce sont les inscriptions païennes gravées sur des bases récupérées qui ont été cause de l'erreur dans l'interprétation. À travers la longue continuité d'occupation du site, cet exemple illustre les transformations des monuments inhérentes à l'évolution de la société.

couvrait toutes les steppes de l'intérieur ; au nord, la Proconsulaire proprement dite ou Zeugitane qui se limitait à la Tunisie du nord et mordait sur l'Algérie au nord-est et vers le centre jusqu'à Tébessa (*Thevestej* (*Tebessa*). Ces provinces faisaient partie du diocèse d'Afrique qui comprenait en outre la Numidie et les deux provinces de Maurétanies sitifiennne et césarienne, Rome ayant évacué une grande partie de l'Algérie occidentale et presque tout ce qu'elle possédait au Maroc où la minuscule province de Maurétanie tingitane était administrativement rattachée à l'Espagne.

Le gouvernement provincial

À la tête du diocèse d'Afrique qui dépendait de la préfecture du prétoire d'Italie, était placé un vicaire résidant à Carthage.

Chacune de ces provinces avait son gouverneur chargé uniquement des affaires civiles. À Carthage on trouve toujours le proconsul d'Afrique qui demeure un personnage considérable bien que ses prérogatives fussent amoindries par le morcellement de la province et la création du diocèse d'Afrique ; le proconsul appartient à la noblesse sénatoriale de rang consulaire, c'est-à-dire à l'échelon le plus élevé de la hiérarchie nobiliaire. Il porte le titre envié de *clarissime* et l'emporte en dignité sur le vicaire et souvent, à sa sortie de charge, il accède à la préfecture de la Ville. À Carthage, il réside dans un palais somptueux sur la colline de Byrsa, mais il possède plusieurs villas de plaisance notamment à *Yager Sexti* en direction de la Marsa, et à *Maxula* (Radès). Son indemnité annuelle demeurait l'une des plus importantes de l'Empire. Le proconsul rend la justice au nom de l'empereur et son tribunal constitue une juridiction d'appel ; il est assisté de deux légats dont l'un réside à Carthage et l'autre à Hippone (Bône) ; leur rôle consiste à contrôler les affaires municipales au nom du proconsul et à instruire les procès. Les légats du IV^e s. appartiennent généralement à la bourgeoisie municipale africaine, ce qui prouve l'essor des villes romaines en Tunisie et l'importance de la promotion sociale. Il arrive aussi, mais plus rarement que le proconsul soit de souche africaine. Comme dans le reste de l'Empire, l'administration tend à se compliquer par la mul-

tiplication des bureaux et des agents qui assistaient le proconsul et ses légats.

Le gouverneur de la province de Byzacène réside à Hadrumète ; d'abord de rang équestre avec le titre de *praeses*, il accède sous Constantin à la dignité de consulaire. Quant à la Tripolitaine, elle forme une province présidiale dirigée par un gouverneur installé à *Leptis Magna*.

Séparation des pouvoirs civils et militaires

Vicaires et gouverneurs provinciaux ont au IV^e s. des attributions purement civiles. La séparation des pouvoirs civils et militaires, qui est l'un des traits dominants de l'administration provinciale au Bas Empire, fut réalisée progressivement entre le règne de Gallien et celui de Constantin qui lui donna sa forme systématique et définitive. Elle répondit au souci d'éviter les usurpations en privant les gouverneurs de la force armée ; dès le 1^{er} s., Caligula avait enlevé au proconsul d'Afrique le commandement de la III^e Légion qu'il confia au légat de Numidie, mais la mesure n'était pas complète puisque celui-ci exerçait encore au III^e s. des pouvoirs civils. Après Constantin, chaque province eut un chef militaire distinct du gouverneur. Cette mesure traduisait en outre le déclin de la noblesse sénatoriale qui assumait de moins en moins les commandements militaires et depuis longtemps déjà, les cadres de l'armée étaient pour la plupart issus du rang. La séparation des pouvoirs demeura la règle générale de l'administration jusqu'à la création de l'exarchat de Carthage par l'empereur Maurice, à la fin du VI^e s.

II. - Les réformes militaires

Le commandement

Depuis Constantin le commandement des troupes est confié au comte d'Afrique dont la charge était dans la hiérarchie militaire l'une des plus élevées de l'empire. Le comte était *vir spectabilis* (hom-

me remarquable), c'est-à-dire que son rang de noblesse le plaçait immédiatement au dessous du proconsul. Il commandait sur un territoire très étendu correspondant, en fait, à toutes les provinces du Maghreb romain. Seule la Tripolitaine semble lui avoir échappé depuis la fin du IV^e s. lorsqu'un *dux* de rang équestre fut placé à la tête de ses troupes. L'extension du territoire relevant de l'autorité du comte explique la séparation des pouvoirs civils et militaires, car, il était difficilement concevable qu'un même chef militaire relevât simultanément de plusieurs gouverneurs de province.

Effectifs et recrutement

L'armée impériale du IV^e s. prit une physionomie nouvelle à la suite des réformes de Dioclétien et surtout de Constantin. Jusque là, l'essentiel des troupes était massé sur le *limes* ou dans les camps qui en surveillaient l'accès ; à l'intérieur du pays les effectifs étaient très peu nombreux. Les insurrections berbères en Maurétanie et la menace de nouveaux troubles rendirent nécessaire la formation d'une armée mobile composée essentiellement d'unités de cavalerie et d'infanterie légionnaire comprenant chacune mille ou cinq cents hommes et toujours prêtes à se déplacer rapidement vers les zones d'insécurité. Cette armée mobile constituait la troupe d'élite ; les soldats étaient des Africains romanisés recrutés essentiellement dans la paysannerie qui vivait autour des camps. Le service militaire devint peu à peu une obligation héréditaire et fiscale, les propriétaires fonciers étant astreints à lever et à équiper un nombre de recrues proportionnel à l'importance de leurs revenus. L'État pouvait, selon ses besoins, percevoir l'impôt en espèces ou en soldats. Ce mode de recrutement finit par compromettre la valeur de l'armée car les propriétaires n'hésitaient pas à livrer au fisc leurs hommes les moins valides.

Armée mobile de l'intérieur et armée des frontières

En temps de paix, les troupes de l'intérieur résidaient dans les villes militaires de Lambèse, Tébessa (*Theveste*), Haïdra (*'Ammaedaraj*) et aussi à Carthage où une ancienne cohorte de la troisième légion

occupait encore au IV^e s. une caserne sur Borj Jedid. Les effectifs étaient peu importants en Tunisie car les troubles y furent beaucoup moins graves que dans le reste du Maghreb. Cette sécurité relative explique l'absence de murailles défensives autour des villes, sauf dans les régions de l'extrême sud, plus menacées ; Carthage demeurera une ville ouverte, sans fortifications jusqu'en 425, quatre ans avant le débarquement des Vandales au Maroc. Les ouvrages défensifs furent en revanche beaucoup plus nombreux en Maurétanie siti-fienne et césarienne.

Sur le *limes* stationnait l'armée de couverture ; il s'agissait de paysans en armes. L'État leur distribuait des lots de terres exempts d'impôts et, en échange, ils devaient surveiller la frontière et repousser les éventuelles incursions de tribus venues du sud. Là encore l'obligation du service était héréditaire et contribuait à enraciner cette armée de paysans dans la zone du *limes*.

Comme la Tunisie du IV^e s. n'a pas connu de graves menaces sur ses frontières, contrairement aux provinces de l'Europe occidentale inondées par le flot des invasions barbares, les troupes du *limes* ont rarement eu l'occasion d'intervenir sinon pour de simples opérations de police contre les tribus du sud ; les soldats vivaient sur leurs terres beaucoup plus que dans les camps et ils ont largement contribué au progrès de l'agriculture et de la vie sédentaire dans ces régions ; mais ils se trouvaient en même temps moins rompus à la carrière des armes et la valeur des troupes s'en est ressentie. Celles-ci n'étaient pas réparties en unités classiques - légions, ailes, cohortes - mais en secteurs géographiques placés chacun sous les ordres d'un *praepositus limitis* qui, à la fin du IV^e s., relevait du duc de Tripolitaine.

Frontière de la Tunisie romaine au IV^e s.

Le tracé du *limes* longeait d'abord le littoral tripolitain, remontait jusqu'aux abords de *Gigthis* (Bou Ghrâra) et bifurquait vers l'ouest en passant par Talati (Tlalet), Telmin, Nefta d'où il gagnait l'Algérie ; la frontière suivait généralement une levée de terre jalon-

née de places fortes réparties en profondeur et reliées par des routes stratégiques ; on a trouvé au sud-est du Jérid les restes d'un fort construit sous Dioclétien, le *centenarium* de Tibubuci (Ksar Tercine), qui, comme l'indique son nom, devait abriter une garnison de cent hommes ; quant au *limes*, on peut en suivre les traces sur dix-sept km dans les Matmatas.

Le *limes* n'avait pas seulement une importance stratégique par l'organisation d'un glacis fortifié assurant la défense de l'arrière-pays, et développant l'agriculture et le peuplement aux confins du désert. C'était aussi une frontière politique et culturelle qui mettait les possessions romaines en contact avec l'Afrique berbère et indépendante ; il s'agissait de contacts plus que d'une séparation radicale. Rome entretenait des relations diplomatiques avec les chefs de tribus qui, en échange d'une investiture impériale reconnaissant leur autorité et moyennant des subsides, fournissaient des contingents militaires pour veiller à la garde du *limes*. C'est ainsi que la romanisation et le christianisme purent atteindre des régions qui échappaient à l'administration directe de Rome. Une lettre de saint Augustin rapporte que, à la fin du IV^e s., les tribus *Ar^uges* de Tripolitaine prêtaient toujours serment à l'Empire par la bouche de leurs chefs à qui Rome donnait le titre de *tribuni*. Ce n'est évidemment qu'à proximité immédiate du *limes* que de tels contacts étaient possibles ; ils dénotent cependant la permanence de l'influence romaine sous le Bas Empire.

III. - L'insécurité

Le rôle des nomades chameliers en Tripolitaine

Au-delà, Rome se heurtait à l'hostilité des tribus de nomades chameliers qui apparaissent en Tripolitaine à la fin du III^e s. La question du chameau en Afrique romaine a soulevé de nombreuses et difficiles controverses.

Selon une thèse défendue de la façon la plus radicale par l'historien du Maghreb E. F. Gautier, le chameau, jusque là inconnu des Africains, a fait au IIP s. une irruption massive sur les frontières méridionales et permis aux nomades du désert de menacer la sécurité des provinces.

En fait, le chameau existait dans le Sahara depuis l'époque préhistorique ; un passage de Quinte Curce, relatant l'expédition d'Alexandre en Egypte à la fin du IV^e s. avant J.-C, parle de chameaux transportant des outres à travers le désert. Moins de trois siècles plus tard, la présence du chameau est attestée lors de la campagne de César en Afrique. Ce qui est nouveau au III^e s., c'est l'accroissement du cheptel camelin à la suite de l'essor du commerce saharien avec la Tripolitaine sous les Sévères. Il n'y a donc pas de révolution du chameau, comme le voulait Gautier, mais une simple évolution. Celle-ci a permis aux tribus nomades refoulées au delà du *Unies* sous le Haut Empire de trouver les moyens de transport nécessaires à la traversée du désert et de revenir à l'assaut des frontières romaines. En fait, c'est seulement le Sahara tripolitain qui se trouve menacé par les nomades chameliers, d'où l'effort militaire accompli par les Sévères dans cette région.

A la fin du III^e s., le tétrarque Maximien dut intervenir pour repousser une incursion des *Illaguas* - futurs Lawâtas du Maghreb arabe - en Tripolitaine ; c'est alors que l'Empire se résigna à évacuer la partie intérieure du pays afin de ne pas disperser ses forces.

C'est également en Tripolitaine que la tribu des *Austoriani* attaque, une soixantaine d'années plus tard, les villes romaines du littoral. *Illaguas* et *Austoriani* appartenaient aux grandes tribus de nomades chameliers installées alors en Cyrénaïque et formaient quelques vagues avancées d'un flot qui ne déferle sur la Tunisie qu'à la fin du V^e s.

Sous le Bas-Empire il n'y a pas d'incursions sérieuses au nord de *Leptis Magna* et les frontières de Byzacène ne sont pas encore menacées. Mais un élément nouveau a fait son apparition : l'entrée en Tripolitaine des grands nomades chameliers qui progressent lentement vers l'ouest.

Le réveil de la résistance berbère

N'ayant pas souffert des invasions, la Tunisie a pu conserver une prospérité relative jusqu'à la chute de Rome et même au delà. A l'intérieur, le pays n'a pas connu de graves insurrections indigènes comme celles des Maurétanies, mais il en a subi fatalement les répercussions. On voit s'affirmer, notamment à la fin du IV^e s., un particularisme africain fondé non pas sur un sentiment national, étranger à la mentalité de l'époque et démenti par les perpétuelles divisions qui n'ont pas cessé d'opposer et d'affaiblir les roitelets berbères, mais plutôt sur un mécontentement diffus dû à l'oppression fiscale toujours plus lourde, à la violence des querelles religieuses, aux ambitions de certains chefs berbères comme Firmus et Gildon ou de fonctionnaires impériaux comme *Domitius Alexander* et Boniface.

Il existe bien une tendance au séparatisme qui reflète non pas la prise de conscience d'une entité nationale spécifique se définissant par opposition à Rome, mais une manifestation de la désagrégation interne de l'Empire d'occident de moins en moins capable de conjurer les périls qui, de toutes parts, l'assaillaient. L'administration impériale bureaucratique et oppressive a suscité des résistances que les chefs rebelles ont exploitées, mais il n'y a jamais eu de mouvement berbère unifié et cohérent pour libérer le pays. Ce ne sont pas les populations indigènes qui ont chassé Rome d'Afrique, mais les Vandales.

La guerre de Gildon

Le grand chef berbère Gildon qui se révolta contre Rome à la fin du IV^e s., avait quelques années plutôt servi dans les rangs de l'armée romaine contre son propre frère Firmus ; en récompense il fut investi par l'empereur Théodose de la très haute fonction de comte d'Afrique.

Cette charge lui permit d'acquérir une fortune considérable en usurpant sans doute les riches terres à blé du domaine impérial. Pro-

fitant des troubles intérieurs qui paralysaient l'Empire, et encouragé par des intrigues de cour, il se révolta au lendemain de la mort de Théodose (395) et sa tactique consista à affamer Rome en interrompant les exportations de blé africain vers l'Italie. Celui-ci était indispensable et pouvait devenir une arme redoutable en cas de rébellion ; déjà en 308, l'usurpateur *Domitius Alexander* s'en était servi contre Maxence qui dut intervenir en Afrique, briser l'insurrection et frapper Carthage de très lourdes représailles afin d'être assuré du blé d'Afrique pendant la guerre civile qui l'opposait à Constantin. Gildon utilisa la même arme à une époque où la division de l'Empire en deux parties avait détourné les blés d'Egypte vers Constantinople et rendait la Ville éternelle presque uniquement tributaire de l'Afrique. Le poète Claudien, qui a raconté dans ses vers la guerre de Gildon, imagine de faire parler Rome en ces termes : « *On me donna la Libye et l'Egypte pour que le peuple roi, avec son sénat, maître de la guerre, pût être approvisionné par mer chaque été et voir ses greniers remplis par l'un ou l'autre de ces deux pays. C'était l'existence assurée : si Memphis me manquait, le blé de Gétulie compensait l'apport annuel de l'Egypte. Les flottes rivalisaient pour m'apporter leurs récoltes et les vaisseaux de Carthage faisaient concurrence à ceux du Nil, quand s'éleva une seconde Rome et quand alors la production de l'Egypte passa au Nouvel Empire. Restait la Libye, c'était le seul espoir et... voici que Gildon m'a privé de cette seule ressource* ».

Rome souffrit en effet de la famine et connut de graves émeutes populaires ; mais à Carthage, s'accumulèrent des stocks qui firent baisser les prix du blé donnant ainsi un aspect social à la politique de Gildon qui obtenait en outre l'appui des donatistes hostiles à la politique religieuse de l'empereur Théodose. On ne peut cependant faire de la guerre de Gildon une manifestation de résistance nationale ; comment expliquer alors la déroute si complète et rapide du chef berbère devant des forces impériales relativement modestes et commandées par son propre frère Mascezel ? La bataille décisive eut lieu en mars 398 entre *Ammaedara* et *Theveste* ; vaincu, Gildon se réfugia à Tabarca où il tenta de s'embarquer, mais la tempête le rejeta à la côte où il fut pris et tué. Sa popularité semble

avoir été grande et, si l'on en juge par la violence de la répression sous Honorius, elle lui a survécu plusieurs années.

Désagrégation de l'Empire romain en Occident

Après Gildon, Rome n'eut plus à affronter de graves insurrections berbères, mais la décadence de l'Empire d'Occident se poursuivait et avait de nouvelles répercussions en Afrique. En 410 les hordes barbares d'Alaric s'emparaient de Rome ; le comte d'Afrique Héraclien demeura fidèle à l'empereur légitime Honorius et suspendit les exportations de blé vers l'Italie obligeant le chef barbare à envisager une expédition en Afrique, mais l'invasion n'eut pas lieu à cause de la brusque disparition d'Alaric. Trois ans plus tard, le comte Héraclien, se jugeant mal récompensé des services qu'il avait rendus à Honorius, se révolta et passa en Italie à la tête d'une armée. Vaincu, il rentra à Carthage où il fut décapité. Cette rébellion qui, en même temps qu'une tendance au séparatisme, traduisait l'affaissement de l'autorité impériale, fut rééditée à la veille de l'invasion vandale par le comte Boniface. C'est à cette époque troublée que Carthage s'entoura de murailles défensives.

Pourtant, en ce siècle terrible pour l'Occident romain, la Tunisie demeurait un pays relativement prospère, un refuge pour l'aristocratie sénatoriale qui fuyait Rome devant Alaric, et une sorte de terre promise pour les envahisseurs germaniques. Son territoire n'a connu ni les invasions ni les grandes guerres civiles qui avaient ravagé des provinces comme la Gaule et l'Italie.

CHAPITRE III

La vie matérielle et la société

I.- L'économie

Au moment de l'invasion vandale, la Tunisie faisait figure de terre promise et tous les témoignages concordent pour en vanter la richesse. Toutes les denrées s'y trouvaient et le pays pouvait se suffire à lui-même à une époque où les échanges commerciaux étaient bouleversés par la crise qui secouait l'Empire.

L'agriculture

- Les céréales

L'économie avant tout agricole reposait sur les céréales qui étaient la ressource essentielle, excédant de beaucoup la consommation locale et indispensable au ravitaillement de Rome. L'Afrique du Bas Empire demeurait l'un des greniers à blé du monde méditerranéen ; d'innombrables silos furent construits pour stocker les grains destinés à l'annone. Cette abondance ne profitait pas toujours aux habitants du pays puisqu'une large part était prélevée par Rome. Il y avait en outre des famines périodiques dues aux vicissitudes climatiques ; ainsi, celle de 366-367, qui fit tripler le prix du blé et obligea le proconsul à ouvrir les magasins de l'annone pour distribuer des vivres au peuple de Carthage. Il va sans dire que la

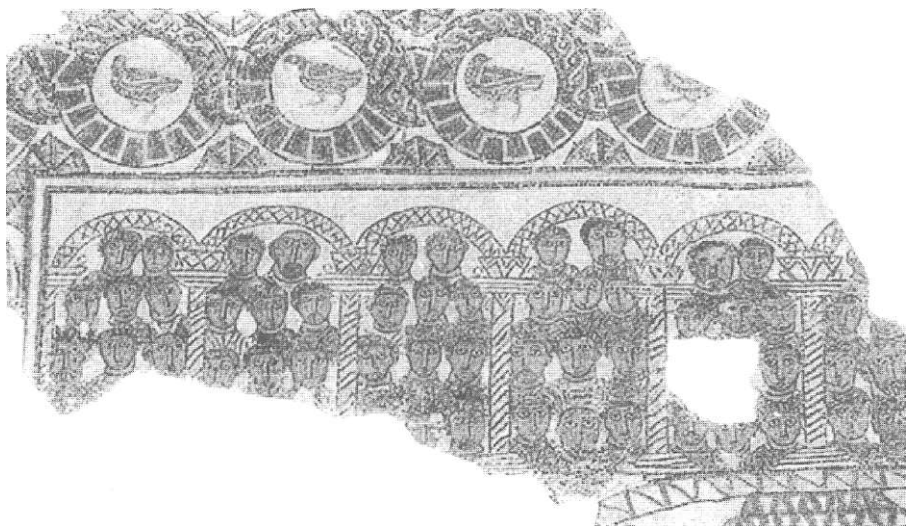
disette a dû faire des ravages dans les populations rurales qui ne pouvaient compter sur les secours des agents impériaux. Hausse des prix et spéculation que Dioclétien avait voulu combattre par son « édit du maximum », se sont poursuivies jusqu'à la chute de Rome à cause des ponctions de plus en plus lourdes effectuées par l'annone.

Le blé était cultivé dans tout le pays, mais surtout dans les plaines plus fertiles du nord et sur les immenses domaines de l'empereur et de l'aristocratie sénatoriale.

- *L'olivier*

Plus encore qu'aux céréales, la Tunisie devait sa prospérité à la culture de l'olivier, qui est vraiment l'arbre roi. Il a permis de diversifier l'économie et de mettre en valeur les terres en friche ou abandonnées parce que peu favorables aux céréales ; il a en outre favorisé l'extraordinaire promotion d'une bourgeoisie provinciale, particulièrement active en Byzacène. La qualité de l'huile s'était beaucoup améliorée, et le temps où le poète Juvénal la repoussait avec mépris à cause de sa forte odeur est bien révolu ; désormais on l'utilise non seulement pour l'éclairage et les massages dans les thermes, mais aussi pour l'alimentation. Elle est indispensable aux besoins de l'Italie, et saint Augustin, lors d'un séjour dans un couvent de la région de Milan, remarquait avec surprise que le dortoir n'était pas éclairé, ce qui n'arrivait jamais en Afrique. L'anecdote est intéressante parce qu'elle témoigne de la prospérité relative du pays.

Trois zones principales se partageaient la culture de l'olivier : la plaine de la Médjerda et en particulier les régions de Bèjà, Souk El Khémis, TébourSouk, où le nombre d'arbres était sans doute plus important qu'aujourd'hui ; une bande littorale de dix à vingt-cinq km de profondeur depuis le Cap Bon jusqu'à Gabès, s'élargissant dans les régions de Sfax et d'El Jem ; les ports situés entre *Tacapaë* (Gabès) et *Sullectum* (Salakta) ont connu, grâce à l'olivier, un brillant essor au IV^e s. supplantant celui d'*Hadrumetum* (Sousse) qui, depuis la crise du III^e s., semble avoir décliné, car la grande région productrice se trouvait désormais au coeur de la steppe, dans la



Mosaïque du cirque de Gafsa

Découverte à Gafsa en 1888

Conservée au Musée de Bardo

Le pavement est rectangulaire : 3,40 x 4,70 mais certaines parties sont mutilées. C'est la représentation des jeux du cirque : on voit d'une part, les fêtes des spectateurs encadrées par les arcades des gradins, et d'autre part, la course des chars qui se disputent les quatre factions rivales, sur la piste autour de la spina qui constitue l'axe de l'arène.

Cette présentation tardive des jeux du cirque témoigne de l'engouement des populations des villes pour les divertissements malgré leur condamnation par l'Eglise. Alors que l'on constate la dégradation de la cité dans sa parure monumentale et ses institutions municipales, ces jeux sont le seul facteur non seulement de distraction mais aussi de rassemblement d'une cité autour des exploits sportifs de cochers de chars.



région de Sbeïtla, Kasserine, Fériana. Cette vaste oliveraie qui s'étendait vers Tébessa et débordait sur la Numidie, connut un plein essor au IV^e s. ; on y a découvert d'innombrables pressoirs et huileries ainsi que les restes d'un important réseau d'irrigation. L'olivier a enrichi les villes de la région : *Capsa* (Gafsa), *Cilium* (Kasserine), *Thelepte* (Feriana) et surtout *Sufetula* (Sbeïtla) qui demeura très active jusqu'à la conquête arabe. Les villes étaient desservies par un réseau routier dense et entretenu jusqu'à la fin du IV^e s. : routes du nord vers l'axe stratégique Carthage-Tébessa puis en direction du port de *Thabraca* (Tabarca) ; routes de l'est reliant l'oliveraie aux ports de la côte ; c'était la route de l'huile. Le commerce intérieur demeurait actif jusqu'à la fin du IV^e s. ; certaines villes comme *Hadrumetum* et *Thjssdrus* sont en déclin, mais le relais est pris par d'autres.

Un grand nombre de mosaïques, notamment celles de Tabarca, Oudna, Carthage, témoignent de l'importance de la vie agricole au IV^e s.

- Industrie et commerce

L'agriculture n'était pas la seule ressource ; il faut signaler les exploitations du bois dont on faisait une consommation importante pour les constructions navales et le chauffage des thermes.

Les commerçants et les travailleurs du bois étaient organisés en corporations bénéficiant de privilèges importants. La Tunisie antique avait des forêts beaucoup plus vastes que celles d'aujourd'hui.

Le pays exploitait aussi des carrières et des mines dans les régions montagneuses du nord. Les industries étaient représentées par la céramique et le travail du textile.

De nombreuses poteries ont été découvertes dans les nécropoles chrétiennes du IV^e s., en particulier à Hadrumète ; il s'agit essentiellement de plats comportant des décors avec personnages. Les ateliers de potiers sont toujours actifs dans les centres de Byzacène et à Carthage ; on y fabriquait des lampes, des amphores et des

plats. Quant à l'industrie textile, elle trouvait des matières premières abondantes dans le cheptel ovin ; elle bénéficiait en outre des vieilles traditions de teinture léguées par les Phéniciens. Une main d'œuvre - sans doute féminine - tissait des tapis à Carthage. Pes étoffes de laine pourpre étaient fabriquées dans les ateliers de Carthage et de *Meninx* dans l'île de Djerba.

Toutes ces ressources donnaient lieu à un commerce extérieur dont l'activité s'est poursuivie jusqu'à la fin de la domination romaine. On a déjà noté le déclin de certains ports comme Hadrumète, à cause du déplacement de la route des huiles vers le sud. Carthage était toujours fréquentée par les commerçants orientaux et juifs et entretenait des relations avec les autres provinces de l'Empire. Seul le commerce saharien semble avoir été perturbé par la poussée nomade dans le sud. Ailleurs, son volume a dû se maintenir ; et l'on sait quelle place tenait l'Afrique dans le ravitaillement de l'Italie. Pays agricole et nourricier, sans industries importantes, la Tunisie exportait plus qu'elle n'importait ; les nombreux trésors monétaires d'origine orientale que l'on a découverts attestent ce déséquilibre dans les échanges.

II.- La société rurale

Contrairement à l'activité économique qui n'a pas connu de grands bouleversements depuis le IIP s., la condition des hommes a profondément évolué sous l'effet de la crise.

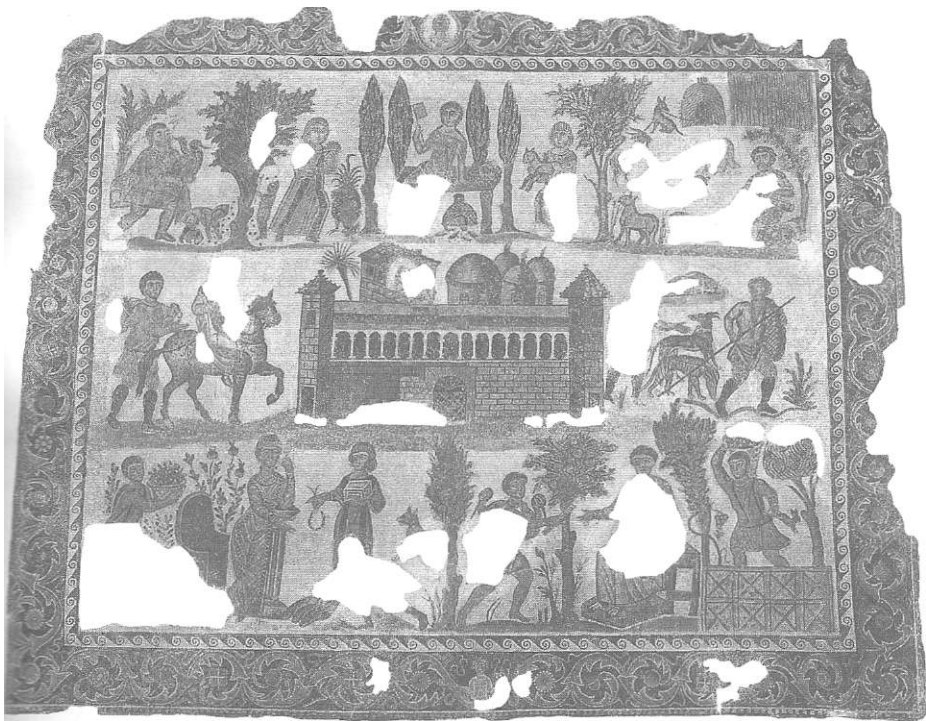
Aggravation de la condition des paysans

C'est d'abord le passage progressif vers une agriculture de type seigneurial où le maître est quasiment indépendant sur ses terres qu'il soustrait à la juridiction des cités et des agents de l'empereur. Il s'arroge le droit de lever lui-même l'impôt de la capitation sur les paysans de son domaine qui sont désormais attachés de père en fils à la glèbe ; il y a là l'amorce d'une désagrégation féodaliste de

la société rurale et d'une évolution vers le servage. Tout cela est un phénomène général au IV^e s., particulièrement en Afrique où la grande propriétaire latifundiaire - impériale ou sénatoriale - a toujours tenu une place prépondérante. Déjà au milieu du III^e s. Cyprien rapporte que : « *Les riches ajoutent les domaines aux domaines, chassent les pauvres de leurs confins et leurs terres s'étendent sans mesure et sans bornes* ». Une célèbre mosaïque de Carthage - dite du Seigneur Julius - représente un riche seigneur vivant dans une superbe villa qui ressemble déjà à un château fort ; scènes de chasses, prestations de paysans faisant penser à des serfs, belle châtelaine entourée de servantes, montrent l'opulence de ces grands domaines ruraux et l'autorité qu'ils exercent dans les campagnes. L'évolution fut cependant plus lente dans une Tunisie très urbanisée, moins atteinte par la crise ; l'action de l'État et des sénats locaux s'y est imposée plus longtemps que dans les provinces de Gaule ou d'Espagne. Le régime de la propriété était toujours régi par la loi manciennne qui donne au paysan le droit de disposer librement de la terre, y compris celui de la quitter. Mais le poids de redevances sans cesse plus lourdes limitait singulièrement cette liberté théorique. En fait, les propriétaires laïcs et ecclésiastiques trouvaient l'aide de l'État pour asservir le colon à la terre, car il fallait assurer à tout prix le recouvrement de l'impôt. La condition des hommes tendait ainsi à se figer et la mobilité sociale fut sans doute beaucoup moins grande au IV^e s. Il semble pourtant excessif de généraliser la notion de servage car le paysan conservait encore une liberté théorique de ses mouvements ; on sait qu'il y avait en Afrique une importante classe d'ouvriers agricoles itinérants, les circoncellions, qui se révoltent parce qu'ils veulent précisément conserver leur liberté et secouer la tyrannie des grands propriétaires et des agents du fisc.

Les grands propriétaires fonciers

Quant aux seigneurs ruraux, il est encore rare qu'ils s'isolent totalement sur leurs domaines. Les plus puissants d'entre eux appartiennent à la noblesse sénatoriale ou équestre et vivent le plus sou-



Mosaïque du Seigneur Julius

Trouvée à Carthage en 1921

Exposée au musée du Bardo. 5,50 x 4,50 m.

Elle pavait la partie centrale d'une grande salle de réception d'une villa située en bas de Byrsa. Cette œuvre exceptionnelle est conçue en trois registres superposés et les scènes sont agencées autour du motif central représentant la demeure du maître du domaine, « le seigneur Julius » dont le titre et le nom apparaissent dans le rouleau d'une mEssive.

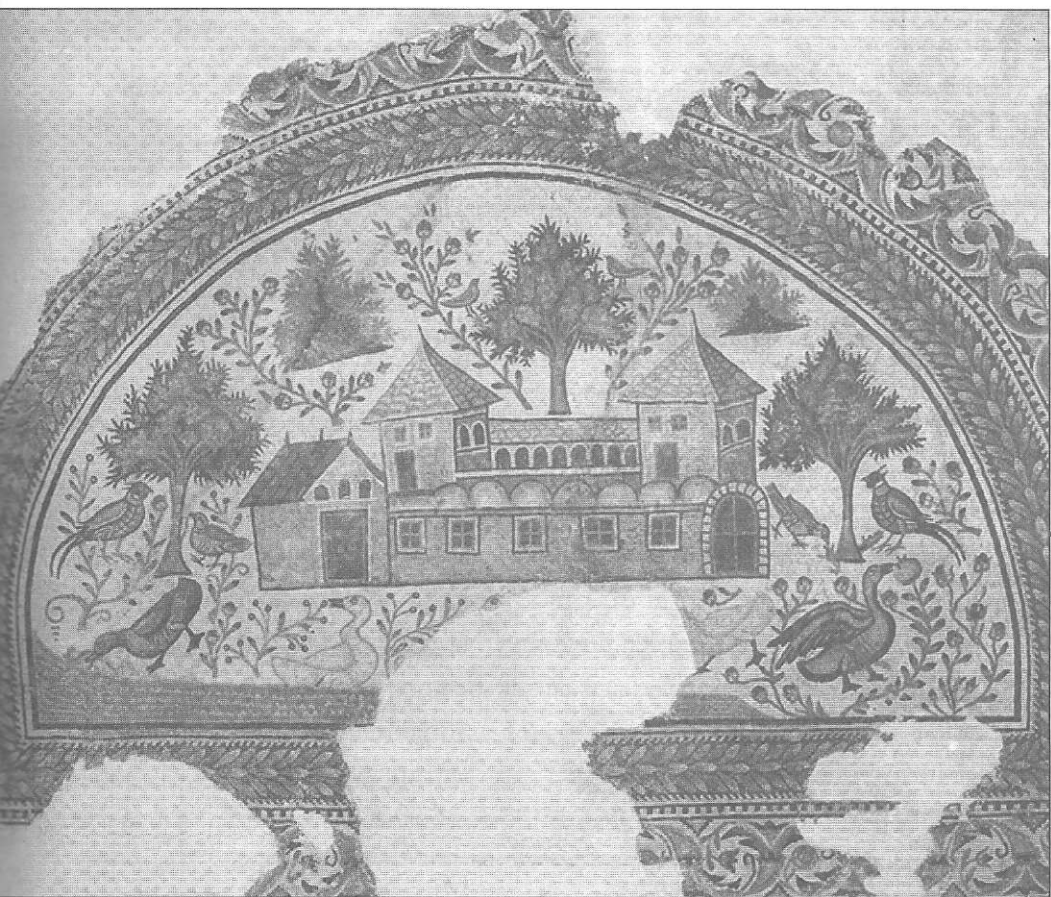
Les scènes représentent les « travaux et les jours » de la vie d'un domaine agricole, séjour agréable pour le propriétaire et sa femme entourés de leurs serviteurs et de leurs métayers. De part et d'autre de l'imposant château, c'est, à gauche, l'arrivée à cheval du seigneur sur ses terres. A droite, c'est une scène de chasse.

Sur les registres supérieur et inférieur, sont présentées les activités saisonnières. En bas, à droite, c'est l'automne : un serviteur apporte une hotte de raisin et un lièvre. Le seigneur trône dans son verger et reçoit un messager lui apportant une lettre indiquant le destinataire : IVLIO DOMINO, le seigneur Julius lui-même. En haut, à droite, c'est l'été. La maîtresse des céans se prélassait dans son parc à l'ombre des cyprès et accueille des serviteurs apportant des corbeilles de fleurs. En haut, à gauche, c'est l'hiver : deux paysans gaulent un olivier. Cette mosaïque est l'un des nombreux exemplaires représentant la vie d'un domaine agricole.

Elle illustre le maintien de la prospérité de l'Afrique jusqu'à une période tardive et aussi l'art de vivre de ces aristocrates propriétaires fonciers.
(Fin IV^e - début V^e s).

vent en Italie où ils exercent des fonctions officielles ; leurs domaines sont alors confiés à des régisseurs qui se rendent fréquemment odieux auprès des paysans ; on sait qu'ils conservent un certain attachement à leur province d'origine et continuent de s'intéresser de loin à la vie et à l'embellissement de leur cité. Les autres, qui sont les plus nombreux et dont le seigneur *julius* offre un exemple, accaparent peu à peu les prérogatives d'un Etat défaillant, surtout dans les domaines de l'impôt et de la basse justice, mais ils ont participé jusqu'au V^e s. à la vie municipale, contrairement à ce qui se passait en Gaule où le déclin rapide des villes a favorisé l'ascension des potentats ruraux et l'asservissement des paysans.

Cette aristocratie foncière qui semble braver l'État en lui arrachant privilèges et immunités, en s'interposant entre lui et la masse paysanne, s'est pourtant montrée, par un paradoxe qui n'est qu'apparent, son meilleur soutien dans la crise où l'Empire menaçait de sombrer ; car c'est elle qui, au IV^e s., prit la défense de la romanité dans les campagnes. A la cité en déclin s'est superposé et parfois substitué le domaine rural comme foyer de romanisation. C'est lui qui diffuse désormais la langue latine et le christianisme dans les campagnes ; aussi faut-il éviter d'opposer de façon trop systématique les populations rurales à celles des villes lorsqu'on veut tracer les limites de la romanisation. Au IV^e s., celle-ci a fait des progrès spectaculaires dans les campagnes, même dans les régions que Rome avait évacuées ; les tribus berbères qui ont combattu sous les ordres de Firmus et de Gildon n'étaient nullement imperméables à la romanisation et au christianisme. Leur révolte n'était pas un refus de la civilisation romaine mais une réaction spontanée contre une autorité centrale oppressive. Ce qui est nouveau au IV^e s., c'est le relâchement de cette immense adhésion qui, à l'époque antonine et sévérienne, attachait les provinciaux à l'Empire ; la contrainte bureaucratique du Bas-Empire fut incapable de maîtriser les forces centrifuges qui tendaient à briser l'État ; celui-ci devenait une entité abstraite, lointaine et en même temps de plus en plus contraignante. Des puissances locales, comme le grand domaine rural et l'Église, se substituèrent à lui pour encadrer les masses et assurer la permanence de la civilisation romaine.



Mosaïque représentant un domaine agricole

Tabarka. Musée de Bardo. 3.50 x 5.35m

Cette mosaïque en demi-cercle a été découverte à Tabarka en 1890. Elle appartient à un ensemble comportant trois absides formant une exèdre trilobée, illustrée des divers bâtiments d'une exploitation agricole. Celle qui est figurée ici pavait l'abside centrale, et est décorée de la représentation du château du maître du domaine ; on voit une demeure avec un étage flanquée de deux tourelles reliées par une galerie en arcades. Un parc avec un verger et une volière entoure cette belle propriété qui n'est pas sans rappeler celle du seigneur Julius trouvée à Carthage.

III- La vie municipale et les villes

Ce phénomène apparaît pleinement dans le déclin de la vie municipale qui était à l'origine l'armature de l'implantation impériale et le foyer par excellence de la romanisation.

La vocation urbaine de la Tunisie romaine

La Tunisie avait été dans l'Occident romain l'une des régions les plus intensément municipalisées ; cela tient au relief du pays, à la forte tradition urbaine qui, depuis l'époque punique, le distingue du reste du Maghreb, à la précocité de la conquête romaine et du mouvement de colonisation qui en est résulté. La vie municipale a connu son apogée sous les Sévères et la Tunisie comptait alors plus de deux cents villes ; il s'agissait évidemment de petits centres de quelques milliers d'habitants, mais Carthage était de très loin la plus grande ville d'Afrique du Nord et rivalisait avec les autres métropoles méditerranéennes telles qu'Alexandrie et Antioche.

Les villes formaient avec le territoire rural qui dépendait d'elles, des organismes autonomes appelés cités ; chacune avait ses institutions locales - sénat, magistrats - , ses monuments publics - forum, thermes , ses temples, ses divinités, à l'image de Rome. Jusqu'à l'époque sévérienne, les cités africaines ont bénéficié d'une large autonomie qui a facilité la promotion d'une bourgeoisie romanisée soucieuse par ambition ou par vanité, d'assumer les charges de la direction des affaires locales et de gagner les suffrages de ses concitoyens par la construction de somptueux édifices publics ou privés. Les ressources tirées de l'exploitation de la terre ou du commerce étaient pétrifiées dans les travaux d'urbanisme et profitaient du même coup à la plèbe oisive des cités qui pouvait passer ses journées aux thermes, rendre hommage à ses dieux, et se distraire aux jeux du cirque ou de l'amphithéâtre : il y avait là une forme d'assis-

tance sociale au petit peuple des villes, dictée par l'idéal évergétique de l'époque. La relative prospérité et le libéralisme de la période antonine ont permis l'ascension rapide de ces bourgeoisies africaines qui, dans le cadre d'une stricte obédience à l'Empire et à la romanité, ont pu gouverner elles-mêmes leurs cités et s'élever parfois jusqu'à la noblesse équestre ou sénatoriale.

La crise municipale

Mais cette mobilité sociale n'a pas duré longtemps ; déjà sous les Sévères et surtout après la crise de 238, on note un raidissement qu'expliquent les difficultés financières des cités, aggravées par les exigences fiscales de l'État.

Au libéralisme et à l'autonomie succédèrent peu à peu l'étatisme bureaucratique et la contrainte. Les charges municipales qui étaient des honneurs non rémunérés, sont devenues très lourdes et ne suscitaient plus le même attrait. On eut tendance à les fuir et la désertion des curies fut un phénomène fréquent au IV^e s. Les dépenses somptuaires ont diminué et les constructions sont moins nombreuses et moins brillantes que sous le Haut-Empire ; c'est de l'époque antonine et sévérienne que datent les plus belles réalisations de l'art romain en Tunisie. Les curiales se dérobaient à leurs obligations et, plutôt que d'assurer les lourdes charges de lever l'impôt, construire ou entretenir les édifices d'intérêt public, organiser les jeux et les spectacles, subvenir au budget des cultes, ils se réfugiaient dans les ordres privilégiés ou se retiraient sur leurs domaines qu'ils parvenaient à détacher du territoire de la cité et à soustraire à l'action des agents de l'empereur. Il fallait fuir des charges devenues intolérables ; la noblesse sénatoriale et équestre, les bureaux de l'administration impériale, le service militaire, l'appartenance au clergé en conféraient l'immunité ; on essaya donc de s'y réfugier en usurpant parfois des titres de noblesse. L'État dut prendre des mesures draconiennes pour combattre la désertion des curies qui équivalait

à une destruction de l'ordre romain puisque l'Empire avait été édifié sur les cités qui en constituaient les cellules vivantes.

Attitude de l'Etat vis-à-vis du problème municipal

La charge curiale devint une fonction obligatoire et héréditaire. La condition des hommes fut rigoureusement hiérarchisée et figée dans un statut immuable où l'hérédité devenait la règle ; depuis les *clarissimes* du Sénat jusqu'aux esclaves, la société tendait à se stratifier et à se fermer. L'État combattit les immunités, et freina l'ascension des curiales vers les classes privilégiées ; l'empereur Julien soumit les membres du clergé aux charges municipales. Les décurions entrant dans les ordres, devaient laisser leurs biens au service de la cité. Toutes ces mesures n'ont empêché ni la désertion ni l'appauvrissement des curies ; un décret de Constance II, datant du milieu du IV^e s., nous apprend que le sénat de Carthage était presque désert et que plusieurs décurions résidaient hors de la cité à tel point que, faute du *quorum* requis, on ne pouvait même plus procéder aux délibérations. Le plus grave, c'est que c'étaient les éléments les plus fortunés - sénateurs vivant à la Cour ou grands propriétaires fonciers comme le Seigneur *Julius* - qui se dérobaient et laissaient retomber tout le poids des charges sur la petite et moyenne bourgeoisie des cités. C'est elle qui était la plus atteinte par la crise et qui souffrait le plus des rigueurs de l'étatisme. Or, cette classe moyenne constituait précisément l'élément le plus dynamique des cités et le meilleur test du progrès de la romanisation de la province ; sa progressive disparition au cours du IV^e s. traduit le déclin de la romanité.

Prospérité relative des cités romaines de Tunisie au IV^e s.

Pourtant l'Afrique pouvait encore faire illusion ; la désertion des cités n'a pas été aussi précoce qu'en Gaule et les villes tuni-

siennes étaient toujours nombreuses et relativement prospères. La classe curiale demeurait assez riche et continuait de participer activement à la vie des cités. Le phénomène de l'autopragie qui détachait le domaine rural de l'obédience municipale et donnait au propriétaire le droit de percevoir directement l'impôt sur ses terres, est très tardif en Afrique et on ne le signale, pour la première fois, qu'en 429. La survivance à basse époque d'une classe curiale aisée est un caractère original de la province d'Afrique. C'est ce qui a permis une renaissance de la construction après la crise du III^e s. ; il y a sans doute un essoufflement et un déclin relatif par rapport à l'époque précédente ; les plus importantes réalisations sont maintenant l'œuvre de l'Église dont l'architecture connut un essor prodigieux, mais l'effort des cités s'est poursuivi, pendant la Tétrarchie et plus tard sous Valentinien, dont le règne coïncida avec une véritable renaissance ; beaucoup de monuments ont été restaurés et des édifices nouveaux furent construits. Un grand nombre d'inscriptions font état de restaurations ou de constructions avec le concours du sénat et de la plèbe locale. Ainsi, à *Thuburbo Majus*, de grands travaux sont entrepris dans les thermes et *auforum* ; ils se poursuivront jusqu'au début du V^e s. Après les difficultés du III^e s. qui ont entraîné l'abandon de certains édifices, la ville connut une véritable renaissance à l'époque valentinienne et, sous le règne d'*Honorius*, elle pouvait se proclamer *respublica felix* (cité heureuse).

La plupart des villes tunisiennes connurent un essor analogue et se couvrirent de monuments nouveaux qu'il ne serait pas utile d'énumérer ici. Citons parmi les plus actives celles de la région oléicole du centre avec *Sufetula* (Sbeitla), *Cilium* (Kasserine), *Thelepte* (Férian) et sur la côte les ports de *Thaenae* (Thina), *Taparura* (Sfax). Un important édifice thermal pavé de mosaïque du IV^e s. a été récemment fouillé à *Thaenae* ; une fontaine monumentale fut également découverte à *Sufetula* et atteste la poursuite des travaux hydrauliques à basse époque. Dans le nord du pays les mosaïques du IV^e et V^e s. sont nombreuses ; les plus belles proviennent de Tabarca, de Dougga, de Carthage, de Jebel Oust où fut construit un vaste complexe thermal, à proximité de l'établissement actuel.

Carthage, métropole d'Afrique

A la veille de l'invasion vandale, Carthage faisait toujours figure de grande métropole méditerranéenne. Après la prise de Rome en 410, beaucoup de sénateurs y ont cherché refuge et il était courant de l'appeler la Rome africaine. La vieille ville conservait tout son éclat monumental et son rôle de capitale politique, religieuse et intellectuelle, c'était aussi le principal centre industriel et le premier port d'Afrique. Depuis le III^e s. de nouveaux édifices avaient été construits, en particulier les nombreuses basiliques chrétiennes et l'enceinte de Théodose II construite en 425, peut-être aussi des thermes édifiés sous la Tétrarchie après l'expédition victorieuse de Maximien. Quelques temples païens, comme celui de *Caelesfis*, furent détruits au début du V^e s. lorsque l'Empire, devenu résolument chrétien et persécuteur, décida la fermeture des grands sanctuaires païens.

Les principales basiliques chrétiennes étaient d'abord celles de saint Cyprien, au nombre de deux, et la grande *basilica Majorum* où furent ensevelies Félicité et Perpétue qui avaient été martyrisées au début du III^e s. ; cette basilique qui est très mal conservée se prolongeait vers le nord par d'importantes nécropoles. L'enceinte de 425 partait de Borj Jedid, passait par la Malga et rejoignait le Kram ; elle délimitait la ville proprement dite mais n'englobait pas certains édifices publics comme le cirque et l'amphithéâtre qui suscitaient toujours le même engouement, au grand désespoir de saint Augustin. À l'intérieur de l'enceinte qui était percée de neuf portes s'étendait la ville groupée autour de ses trois collines. Le quartier des ports était toujours fréquenté par une foule nombreuse de commerçants, armateurs, artisans, boutiquiers. L'éloquence passionnait le peuple et, c'est à Carthage, que l'on s'initiait à la rhétorique. Saint Augustin y fit ses études supérieures et enseigna pendant plusieurs années dans la métropole africaine.

Ville cosmopolite et brillante, Carthage vivait encore des jours heureux à l'époque où Rome devenait la proie des invasions bar-

bares. La société carthaginoise demeurait l'une des plus raffinées et, si l'on en croit les témoignages d'auteurs chrétiens comme Salvien, l'une des plus corrompues. Augustin déplorait la passion des Carthaginois pour les plaisirs, les jeux du cirque et du théâtre, mais c'était chose courante dans la mentalité de l'époque. La violence extrême des historiens chrétiens à dénoncer la luxure, la dépravation, les mœurs contre nature des Carthaginois étaient un lieu commun des prédicateurs pour justifier les malheurs issus de l'invasion vandale et en faire une marque de la colère de Dieu. Les auteurs païens n'hésitaient d'ailleurs pas à retourner le même argument contre l'Église en lui attribuant la responsabilité de toutes les catastrophes ; mais ils n'étaient désormais qu'une minorité car le christianisme prenait, à partir du IV^e s., une importance décisive dans la vie de la province, tant au point de vue spirituel que dans le domaine des activités matérielles, sociales et politiques.

CHAPITRE IV

L'essor du christianisme et les conflits religieux

I. - La persécution de Dioclétien

Après les rigoureuses mais brèves persécutions de Dèce et de Valérien, l'Église d'Afrique connut une nouvelle période de paix au cours de laquelle le christianisme continua de s'étendre. Sociologiquement la foi nouvelle faisait désormais des adeptes à tous les échelons de la société : le christianisme n'était plus seulement la religion des esclaves et des humbles, il pénétrait dans l'aristocratie, dans la bourgeoisie municipale, dans l'armée. En même temps, l'Église s'organisait et s'enrichissait, devenant peu à peu une véritable puissance sociale et économique. Sur le plan spirituel, une intense activité naissait des contacts avec les communautés chrétiennes d'Orient et faisait du même coup pénétrer des hérésies comme celle du manichéisme. Cette religion nouvelle, originaire de Perse, était faite d'une synthèse entre le christianisme et le zoroastrisme dualiste éminemment ascétique, elle aboutissait à une condamnation totale du monde matériel.

C'est sur cette Église en plein essor que s'est brusquement abattue, à la fin du règne de Dioclétien, la dernière et la plus violente des persécutions. Les causes en sont d'abord le conservatisme des

empereurs de la Tétrarchie qui ont voulu restaurer l'État en ressuscitant l'attachement aux divinités de la religion romaine traditionnelle ; Dioclétien et Maximien ont pris respectivement les noms de *Jovius* et *Hercu/ius*, fils de Jupiter et fils d'Hercule. Dioclétien considérait sans doute le christianisme comme une force dissolvante dont il fallait délivrer l'État. Mais c'est là une cause très générale ; du reste, l'édit de persécution ne fut promulgué qu'en 303, huit ans après l'avènement de Dioclétien.

Les progrès du manichéisme en Afrique ont davantage inquiété l'empereur qui voyait dans cette secte, un agent de la propagande perse au moment même où l'Empire affrontait, en Orient, une guerre difficile contre les Sassanides. C'est en 297, pendant la guerre perse, que furent prises les premières mesures contre les manichéens.

Enfin, l'État entendait imposer l'ordre et la discipline dans l'armée afin de combattre avec efficacité les insurrections berbères qui ont éclaté en Maurétanie au début de la Tétrarchie et nécessité en 296, l'intervention personnelle du tétrarque Maximien. Les procès intentés aux soldats chrétiens refusant de prendre les armes, se situent précisément pendant cette période de troubles et d'intense activité militaire ; on prononça alors de nombreuses peines de mort, suivies d'exécution.

Après les édits de 303 qui remettaient en vigueur l'arsenal traditionnel de la persécution, interrogatoires, obligation de sacrifier au culte impérial, confiscations des livres saints et des reliques, il y eut des violences plus systématiques, mais elles n'ont pas duré longtemps.

La persécution prenait fin dès 305 et fut beaucoup moins sanglante qu'en Orient où l'empereur Galère la poursuivit encore pendant quelques années.

En vérité, s'il y eut des martyrs, la plupart des chrétiens, y compris des prêtres, faiblirent devant la persécution et apostasièrent comme au siècle précédent, ce qui allait faire surgir dans les années suivantes une crise très grave d'où naquit le donatisme. La paix, revenue en 305, fut confirmée par les édits de tolérance signés à

Milan en 313 par les empereurs Constantin et Licinius qui inauguraient une période nouvelle dans l'histoire du christianisme.

II. - L'Église et la paix constantienne

L'édit de Milan avait proclamé le principe de la liberté religieuse et engagé l'Etat dans une politique de tolérance de plus en plus favorable au christianisme. L'évolution vers un Empire chrétien est un caractère fondamental du IV^e s. ; elle se fit progressivement car il fallait compter avec l'élément païen toujours nombreux et hautement représentatif puisqu'il tenait une place très importante dans l'armée, dans l'aristocratie sénatoriale et dans les milieux intellectuels.

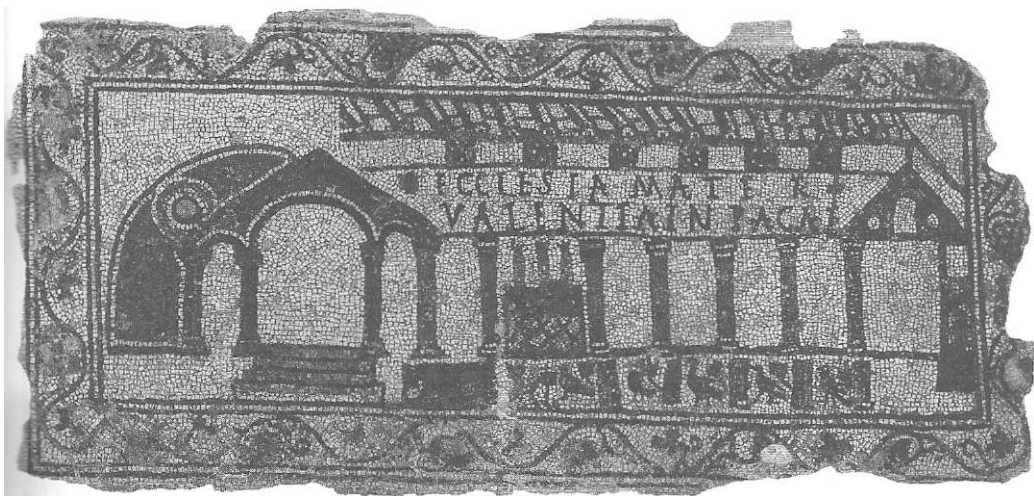
En fait, depuis 313 la plupart des empereurs se montrèrent favorables au christianisme ; seul le règne de Julien (361-363) fut marqué par une réaction violente mais éphémère du paganisme. En tolérant puis en adoptant le christianisme, l'Empire entendait trouver dans cette religion monothéiste et universelle qui répondait aux aspirations de l'époque, un principe d'unité et de cohésion morale et politique ; il voulait du même coup mettre à son service cette force nouvelle et en assumer la direction. L'Église fut ainsi incorporée aux structures mêmes de l'État et en devint un rouage essentiel ; bénéficiant de la protection de plus en plus active de l'État, elle put récupérer ses biens et développer au grand jour sa puissance ; autrefois persécutée, elle devint persécutrice et, avec l'aide décisive du bras séculier qu'était l'empereur, elle engagea le combat contre le paganisme et contre les nombreux schismes qui déchiraient alors le christianisme. Mais l'empereur du IV^e s. n'entendait pas seulement être un bras séculier, il exigeait un droit d'intervention dans toutes les affaires temporelles et spirituelles ; il se considérait comme un véritable chef du peuple chrétien, une sorte de nouveau David. Cette double attitude : faveurs croissantes et bientôt exclusives à l'Église et intervention dans les affaires spirituelles, eut finalement des conséquences néfastes pour l'État, d'abord parce que la puissance

de l'Église devint considérable et finit par contribuer à la désagrégation de l'Empire, ensuite parce que celui-ci usa ses forces et son autorité dans les interminables querelles religieuses.

Grâce à la paix et aux privilèges officiels dont il bénéficiait, le christianisme africain réalisa des progrès prodigieux au cours du IV^e s. ; l'Afrique du Nord romaine comptait alors près de six cents évêchés, contre une centaine à peine en Gaule. Toutes les cités avaient leur évêque, et il y en aura même deux à l'époque du schisme donatiste.

Le christianisme apparaît alors comme la grande religion conquérante ; il pénètre largement dans la plèbe de Carthage qui exige, sous Honorius, la destruction du temple de *Caelestis* et son remplacement par une église. A Sousse, les grandes catacombes, qui pouvaient contenir près de treize mille cinq cent tombes, attestent sa vitalité. Il en est de même des innombrables nécropoles ou foisonnent les symboles chrétiens tels que le chrisme constantinien, l'ancre en forme de croix, la colombe, le poisson. Le christianisme progresse également dans les milieux ruraux les moins romanisés : ainsi les rebelles de Firmus et de Gildon avaient dans leurs rangs de nombreux chrétiens. Partout le pays s'est couvert de basiliques, chapelles, baptistères et l'architecture religieuse connut un essor remarquable à partir du IV^e s.

Désormais, on ne construit plus des temples, mais des églises. En Tunisie, elles se comptent par centaines et l'archéologie n'a pas fini d'en révéler ; sept ont été découvertes à Fériana, autant à Sbeitla, une douzaine dans la région de Carthage. D'autres furent fouillées à la Skhira. La basilique africaine se présente en général sous la forme d'un édifice rectangulaire divisé en trois nefs et terminé par une abside semi-circulaire. A l'intérieur, la nef centrale étaient séparée de chacun des bas côtés par une rangée de colonnes ou de piliers dont les arcades supportaient les murs percés de fenêtres et le toit. Les grandes églises avaient leurs dépendances : portiques, chapelles et baptistères, particulièrement nombreux en Tunisie, le pavement en mosaïque constituant l'essentiel de la décoration. Beaucoup de temples païens furent transformés en églises -



Mosaïque tombale de Thabarca

Découverte en 1904. Exposée au musée du Bardo. 2,30 x 1,15 m.

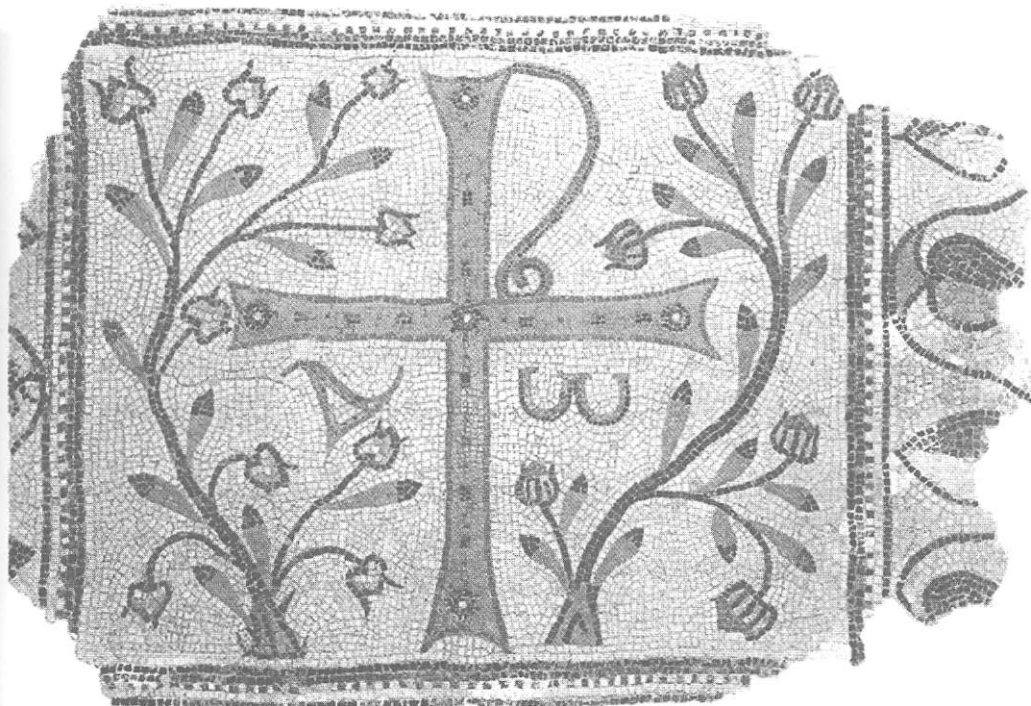
Elle faisait partie d'une série trouvée dans les vestiges d'une chapelle chrétienne consacrée à des martyrs dans les environs de Thabraca. L'intérêt de cette mosaïque réside dans la représentation d'une basilique figurée à la fois en coupe et en élévation avec rabatement sur un même plan des différentes surfaces horizontales ou verticales : la porte, précédée d'un perron de cinq marches, donne accès à trois nefs supportées par sept colonnes doriques. La face latérale de droite apparaît tout entière avec son entablement rectiligne, ses six fenêtrés, son toit en charpente recouvert de tuiles plates. Le mur de gauche n'est indiqué que par l'amorce de la colonnade de base. L'autel, avec « fenestella » et trois cierges allumés, est au centre de la nef. Le presbyterium, relié à la nef par un escalier de quatre marches, est précédé d'un arc à trois arceaux supportés par des colonnes corinthiennes. Il a la forme d'une abside voûtée éclairée par une ouverture circulaire. Cette basilique représente l'Église, Ecclesia mater, « mère des fidèles », ainsi que nous l'apprend l'inscription tracée au-dessus de l'épithaphe dédiée à Valentia, sur le mur de la nef.

par exemple, le sanctuaire de Baâl et Tanit à *Thuburbo Majus* - mais la plupart des édifices chrétiens ont été construits après la paix constantinienne. Après la conquête musulmane, certaines églises devinrent des mosquées : c'est le cas de la grande mosquée du Kef et de la mosquée Sidi Okba de Sbiba.

Richesse et puissance de l'Église d'Afrique

La grande fièvre de construction qui a multiplié les sanctuaires chrétiens souligne la considérable puissance matérielle de l'Église. Celle-ci a fait rapidement fortune grâce aux donations pieuses, legs, faveurs personnelles de l'empereur ; les progrès du christianisme dans les classes aisées ont drainé vers l'Église d'importantes ressources surtout foncières qui lui ont permis de suppléer les curiales défaillants ou ruinés pour subvenir à certains besoins des cités. L'Église put ainsi réaliser une œuvre d'assistance publique, alimenter les caisses de charité aux pauvres et aux orphelins, payer la rançon des captifs ; cette œuvre de bienfaisance ne fut pas toujours désintéressée et il lui arriva de servir d'arme de propagande contre les donatistes ; saint Augustin lui même n'hésitait pas à donner le choix entre la conversion ou l'aumône. Nouvelle puissance sociale et économique, l'Église prenait à sa charge une part des dépenses publiques et insufflait une vie nouvelle aux cités déclinantes. Les conciles d'évêques réunis le plus souvent à Carthage et la création des trois provinces ecclésiastiques de Proconsulaire, Byzacène et Tripolitaine, entretenaient des contacts entre les diverses régions du pays.

L'Église obtenait, en même temps, d'importants privilèges fiscaux et judiciaires qui allaient en faire progressivement une sorte d'État dans l'État. L'évêque devient un personnage très puissant dont l'autorité, vivante et concrète, était plus efficace que celle de l'empereur trop éloigné et isolé des masses par une lourde et inhumaine bureaucratie. L'évêque eut son tribunal dont la juridiction fut reconnue par l'État et beaucoup ont préféré soumettre leurs litiges à l'évêque plutôt qu'aux agents de la justice impériale qu'ils connaissaient peu et qu'ils craignaient. L'Église agissait ainsi comme une



Mosaïque représentant une croix
Musée de Sbeïtla

Elle a été découverte dans une chapelle dite de « l'évêque Honorius » à proximité de Sbeïtla. Une croix monogrammatique avec une boucle à droite où chrisme s'inscrit sur fond blanc ; elle représente les deux premières lettres du nom du Christ en grec.

Elle occupe tout l'espace de la mosaïque et est encadrée à droite et à gauche par des rinceaux de rosiers.

L'alpha et l'oméga qui représentent « le début et la fin des choses du monde » sont inscrits de part et d'autre de la croix. Remarquer les cabochons en pierres précieuses qui la décorent.

force de dissolution puisqu'elle dressait son autorité et sa puissance face à celles de l'État ; mais elle contribuait du même coup à perpétuer la romanisation car cette église était un produit de l'Empire et de la civilisation antique. Après la chute de Rome en Afrique, elle demeura farouchement attachée à la romanité et mena une propagande infatigable pour la reconquête ; c'est elle qui continua de diffuser la langue et la culture latines.

Ses limites

Malgré ses progrès considérables, le christianisme était cependant loin de l'avoir définitivement emporté sur tous les cultes traditionnels. Le vieux paganisme romain et libyco-phénicien était encore largement répandu dans les campagnes, dans l'armée ainsi que dans certaines élites sociales ou intellectuelles. La courte réaction païenne sous l'empereur Julien fut accueillie par beaucoup avec enthousiasme ; l'album municipal de Timgad montre que les décurions de cette ville étaient encore païens en grande majorité. Le célèbre Symmaque qui fut en Occident l'un des chefs du parti païen était proconsul de Carthage en 373. À cette époque, les païens étaient toujours très nombreux dans la métropole d'Afrique. Saint Augustin raconte qu'il y avait assisté aux fêtes de *Caelestis* et il se reproche d'avoir fréquenté trop souvent les jeux du cirque et de l'amphithéâtre.

La persécution systématique du paganisme commença dans les vingt dernières années du IV^e s., mais elle ne le fit jamais disparaître entièrement. Les jeux provinciaux de Carthage que Théodose avait voulu supprimer, furent rétablis par *Honorius* ; les prêtres païens étaient encore nombreux et bénéficiaient même de privilèges.

Certains usages du christianisme africain laissent apparaître de nombreuses survivances païennes. Ainsi, la coutume des banquets funéraires que l'on organisait pour la fête des saints, comme celle de Cyprien à Carthage, donnait lieu à des orgies nocturnes et à de véri-

tables bacchanales ; l'extraordinaire succès du culte des martyrs trouve sans doute son origine dans la vieille anthropolatrie numide ; il y a une permanence du paganisme qui explique peut-être le caractère relativement superficiel de la christianisation et sa rapide disparition après la conquête musulmane. Le paganisme n'était pas le seul adversaire ; il y avait aussi de nombreuses colonies juives qui, après avoir pactisé avec les chrétiens et facilité sans doute leur expansion, ont rompu dès la fin du II^e s. Le judaïsme africain était florissant au IV^e s., comme en témoignent la synagogue de *Naro* (Hammam-Lif) ainsi que la nécropole de Gammart. Saint Augustin qui a écrit un traité contre les juifs mentionne d'autre part leur présence à *Hadrumetum*, *Tusuros* (Tozeur), *Utica* (Utique). violemment persécutés par Justinien lors de la reconquête byzantine, beaucoup de juifs se sont réfugiés dans les montagnes de Numidie où ils firent souche. C'est peut-être pour cette raison que certains auteurs arabes prenaient la mystérieuse Kahenna pour une juive.

La mentalité du clergé n'était pas non plus très édifiante ; l'ambition, les intrigues lors des élections épiscopales, les rivalités personnelles, l'esprit de clocher, tout cela était chose courante. Beaucoup d'évêques se mettaient ostensiblement au service de l'Empire et pactisaient avec le siècle, d'où les compromissions qui s'en suivaient. Les scandales furent nombreux dans le diocèse d'Hippone que nous connaissons bien par la correspondance de saint Augustin. Voilà par exemple le prêtre *Abundantius* qui détourne une somme qu'un paysan lui avait remise et s'installe chez une femme de mauvaise vie avec laquelle il s'attable pendant le jeûne ; voilà encore le jeune *Antonius* que saint Augustin avait fait élire évêque de *Fussala*, aux environs d'Hippone, et qui se conduisit de manière scandaleuse jusqu'à être traduit devant un tribunal ecclésiastique et accusé de graves attentats aux mœurs (*stupratorum crimina capitalia*), d'oppression, de rapines et de vexations de toute espèce. Mais ce genre d'abus n'était nullement limité à l'Afrique ; il tenait à la promotion de l'Église comme puissance temporelle ainsi qu'à la mentalité de

l'époque. L'élan monastique fut une réaction contre les compromissions de l'Église avec le siècle.

Beaucoup plus graves devaient être les querelles qui, au sein même de l'Église, ont déchiré le christianisme africain. Ce fut le cas du donatisme.

III. - La crise donatiste

Il s'agit d'un schisme qui pendant près d'un siècle, divisa violemment les chrétiens d'Afrique, entraînant l'intervention de la force impériale en faveur de l'orthodoxie catholique et provoquant chez les schismatiques des révoltes de caractère social et autonomiste. Le catholicisme l'emporta au début du V^e s., mais l'Église en sortait affaiblie et le donatisme n'avait pas disparu.

Ses causes

L'origine de la crise remonte aux nombreuses défaillances enregistrées lors de la persécution de Dioclétien. Il n'était plus question cette fois des fidèles, mais seulement des évêques qui avaient consenti à livrer les Écritures et les reliques aux agents impériaux venus perquisitionner dans les Églises conformément au premier édit de Dioclétien. L'évêque de Carthage *Mensurius* fut accusé d'avoir livré les Écritures alors qu'il n'avait donné, en réalité, que des livres hérétiques. Après la mort de *Mensurius*, l'archidiacre Cécilien fut élu évêque en 307, mais il se heurta à l'opposition du parti rigoriste appuyé par l'épiscopat de Numidie dont l'hostilité à la primatie de Carthage ne fut pas étrangère à la crise. Un concile d'évêques numides se réunit à Carthage et prononça la déposition de Cécilien sous prétexte que son élection était entachée de nullité car un « traître » y avait participé ; le concile élit un nouvel évêque auquel succéda, peu de temps après, Donat le Grand qui allait donner son nom au schisme. Cécilien refusa de s'incliner : c'était le début de la crise. Deux Églises allaient s'opposer dans une lutte farouche jusqu'au début du V^e s.

Attitude de l'État et évolution du schisme

L'État intervint immédiatement dans le conflit, ce qui contribua à aggraver les haines ; aussitôt après la paix de Milan, Constantin convoqua un concile qui se prononça contre les schismatiques qu'il accusait de perturber la cohésion de l'Église et l'ordre public ; l'État mettait son autorité et sa force au service du catholicisme devenu religion officielle. Après une persécution qui dura cinq ans et fit de nouveau couler le sang des chrétiens, Constantin, par une de ces volte-face qui lui étaient coutumières, promulgua en 321, un édit de tolérance.

Le donatisme fit alors des progrès rapides, s'empara par la force des Églises, organisa son propre clergé ; la plupart des villes avaient désormais deux évêques, deux clergés, deux Églises. L'État ne pouvait tolérer cette situation qui troublait l'ordre public et portait atteinte au principe fondamental d'unité. La persécution reprit en 347 sous Constant ; une violente répression policière dirigée par les commissaires impériaux Paul et Macaire s'abattit sur la Numidie. On fit la chasse aux donatistes dont les lieux de culte furent confisqués et le clergé dispersé. L'unité semblait rétablie, et le pouvoir impérial affirmait son étroite solidarité avec l'Église catholique devenue partie intégrante de l'ordre et de la légalité, alors que les donatistes faisaient figure de séparatistes et de rebelles. Mais la crise rebondit sous Julien qui, par hostilité au christianisme, rendit aux donatistes leurs églises et leur liberté, en même temps qu'il rappelait les bannis.

Le schisme connut un nouveau réveil, beaucoup plus violent cette fois, car il trouva l'appui du prolétariat rural et des grands chefs berbères en guerre contre Rome. Cette collusion aggrava la rigueur de la répression ; après Valentinien, le donatisme n'était plus poursuivi en tant que crime contre l'unité mais comme une hérésie ; de violentes représailles frappèrent les partisans de Gildon. Le donatisme était en outre affaibli par des divisions internes : la primatie de l'évêque donatiste de Carthage soulevait les mêmes

résistances et faisait éclater le schisme maximianiste qui fut particulièrement actif en Byzacène et en Tripolitaine et fit passer à trois le nombre des Églises chrétiennes. A ces divisions, ainsi qu'à l'action répressive du pouvoir impérial, venait s'ajouter la polémique de saint Augustin dont la forte personnalité joua un rôle considérable dans la lutte contre le schisme.

En 405, une loi d'*Honorius* ordonnait de rétablir l'unité religieuse et en 411 la conférence contradictoire de Carthage consacrait le triomphe du catholicisme.

Signification du donatisme

Plus que les péripéties de la lutte, il importe de saisir les causes profondes du schisme et, pour cela, d'en définir les caractères.

L'Église donatiste se distingue par son intransigeance et son sectarisme ; elle affirme avec force que la sainteté doit être rigoureusement séparée de la souillure du péché et se considère elle-même comme la seule et véritable Église des saints et des martyrs. L'idée de sainteté et de séparation est à la base de la doctrine. C'est pourquoi les sacrements administrés par les prêtres « traditeurs » étaient considérés comme nuls parce que souillés d'impureté. Selon les donatistes, toutes les provinces avaient apostasié parce qu'elles avaient accepté le baptême des traditeurs ; la seule Église du Christ était désormais la leur, dût-elle se limiter à la seule communauté donatiste d'Afrique. Cette intransigeance doctrinale a conduit aux violences, au fanatisme et à une véritable martyromanie que l'on remarquait déjà chez Tertullien. Le martyre, c'est le baptême par excellence, le baptême du sang, qui permet de distinguer les justes des pêcheurs ; il y avait là une vision séparatiste du monde dont l'extrémisme constitue un aspect de la mentalité religieuse africaine. A cet égard, le donatisme apparaît comme un refus de la paix de l'Église qui, en mettant fin aux persécutions, facilitait les compromissions et mêlait les justes aux impurs.

Cette attitude sectaire a conduit au séparatisme sur le plan politique. Le donatisme qui, après avoir sollicité l'arbitrage de

Constantin, repoussa la paix de l'Église, demeura en guerre ouverte avec l'Empire ; il s'affirma peu à peu et surtout après les persécutions de Constant comme un mouvement exclusivement africain qui s'appuyait sur l'élément berbère pour combattre l'Église catholique romaine. Les donatistes sont nombreux aux côtés de Firmus et de Gildon, mais rien ne prouve l'existence d'un sentiment national berbère alimenté par le donatisme.

Donatistes et circoncellions

Il semble plus probable que les schismatiques ont fait des adeptes dans les classes les plus pauvres, donc les moins romanisées ; c'est la masse des ouvriers agricoles ou circoncellions, qui, après le milieu du IV^e s., constitua la troupe de choc du donatisme. Comme l'a montré Charles Saumagne, les circoncellions n'étaient pas un ramassis de vagabonds et de hors-la-loi terrorisant les campagnes, mais un prolétariat rural de condition libre, occupant une situation déterminée dans la hiérarchie sociale, au-dessus des colons et des esclaves. Les ouvriers formaient une main d'œuvre mobile et saisonnière, hostile à la législation de l'époque, qui voulait asservir les paysans à la glèbe, d'où les révoltes et les violences dont souffrirent les campagnes.

Plus qu'un mouvement social, la révolte des circoncellions était une affirmation spontanée d'individualisme contre le corporatisme étatique. Le donatisme y trouva des alliés dans la mesure où il se dressait, lui aussi, contre l'ordre et contre les catholiques qui comptaient, dans leurs rangs, la plupart des grands propriétaires fonciers ; cette alliance tactique ne doit pas faire du donatisme un mouvement prolétarien ; au lendemain de la Conférence de 411, un édit d'*Honorius* établissait un barème des amendes que devaient payer les donatistes et, à côté des circoncellions, on y mentionnait des sénateurs et des chevaliers. On sait en outre que les évêques donatistes ont, à plusieurs reprises, sollicité l'aide des troupes impériales contre les circoncellions. On sait aussi qu'il y avait des circoncellions catholiques. Mais la majorité d'entre eux se sont ralliés au

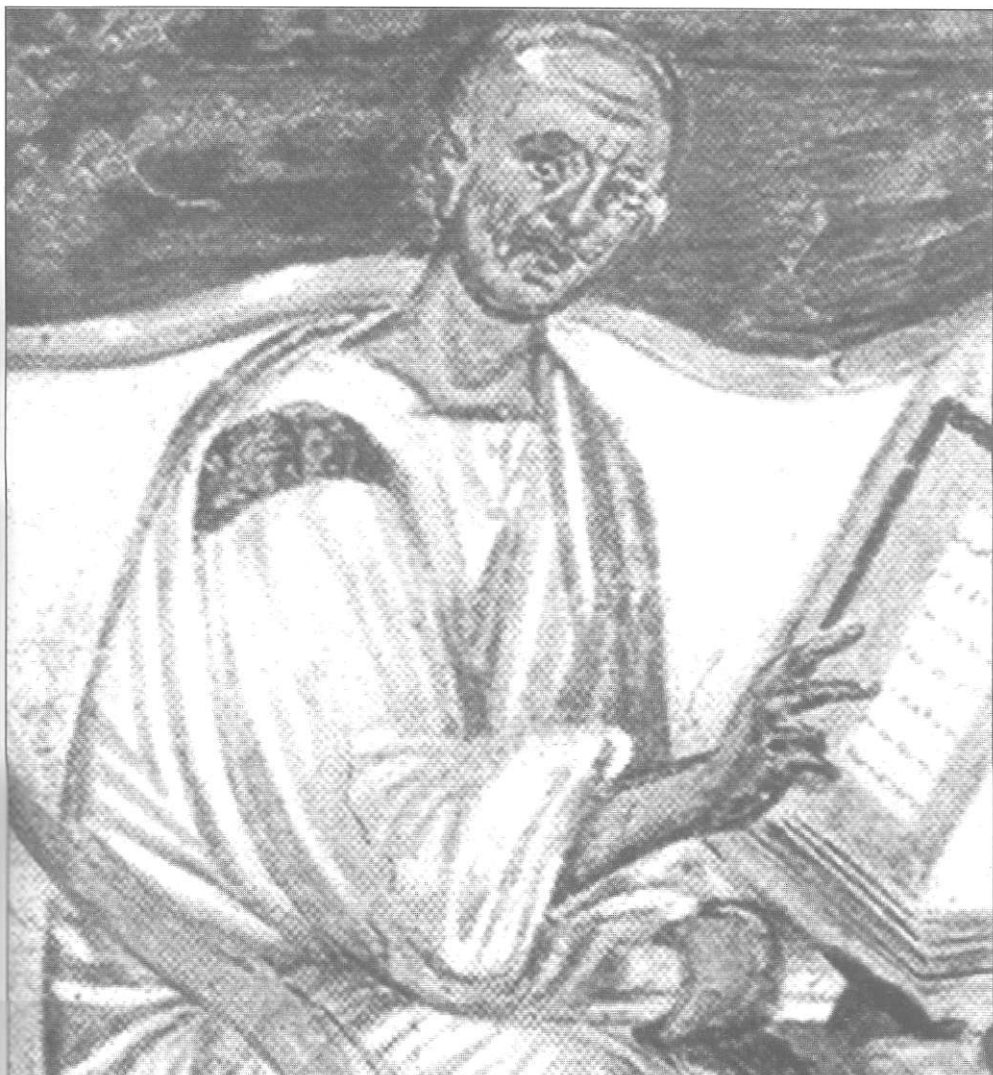
schisme parce que les catholiques représentaient à leurs yeux l'ordre social et la grande propriété ; ils étaient également séduits par cette idée de séparation sur le plan sociologique qui leur faisait considérer le donatisme comme la religion des pauvres. Revenant à la morale chrétienne traditionnelle ainsi qu'aux idées déjà développées par Tertullien et Cyprien, le donatisme condamnait la richesse au nom de la sainteté. La révolte des déshérités trouvait ainsi une justification morale et un stimulant.

En définitive, le donatisme apparaît à la fois comme une sécession morale par le refus d'accepter la paix constantinienne et le retour à un christianisme d'opposition intransigeant et sectaire ; comme la manifestation d'un autonomisme provincial, dans la mesure où ce fut un phénomène presque exclusivement africain, en guerre contre l'Empire ; comme une révolte du prolétariat rural contre l'oppression toujours plus lourde de l'État et des grands propriétaires fonciers (il s'agit surtout des populations peu sédentaires de Numidie et de Maurétanie, ce qui laisse la Tunisie plus ou moins en marge de la rébellion sous sa forme violente).

Mais il serait d'un schématisme erroné que de voir dans le conflit entre catholiques et donatistes une opposition entre deux races et deux civilisations ; celle-ci n'a jamais existé et un homme comme Donat le Grand était profondément romanisé. L'origine de la crise fut le résultat de querelles et de rivalités dans le clergé d'Afrique ; par la suite, si l'on exclut l'action épisodique des circoncellions, l'âpreté du conflit tient au fait qu'il s'agissait d'une guerre de frères ennemis : deux évêques, deux Églises qui vivaient côte à côte dans la même ville, se rencontraient tous les jours et se disputaient les fidèles.

Mais cette longue lutte fratricide a finalement usé les forces du christianisme et de la romanité face à l'invasion vandale ; elle a divisé le pays et hâté l'évolution qui tendait à le détacher de l'Empire.

Pourtant le prestige du christianisme africain était encore immense au V^e s., illustré par la personnalité considérable de saint Augustin.



Portrait de saint Augustin (354-430)

*Alors que l'iconographie occidentale du Moyen Age et de la Renaissance figure-
ront saint Augustin en représentation de gloire et de majesté avec mitre et crosse,
la fresque de la basilique du Latran à Rome, est la représentation la plus ancienne
(VI^e s.) et le plus proche de l'époque de l'évêque d'Hippone; on y voit ce dernier
sous l'aspect austère, tel qu'il devait apparaître devant ses fidèles, du haut de sa
chaire : vêtu d'une tunique de laine blanche, sans ornement, mais dans l'attitude
fervente du prêtre enseignant et prêchant.*

*C'est la représentation dépouillée du Maître, père de l'Eglise, animée
de toute l'ardeur de sa foi et de sa mission : sauver les hommes par la concorde,
l'amour et le pardon.*

IV.- Saint Augustin

Né en 354 à *Thagaste* (Souk Ahras) en Numidie, Augustin était un africain de souche, un berbère ; il appartenait à cette petite bourgeoisie municipale, atteinte par la crise du IV^e s. Son père *Patricius* était païen, mais sa mère Monique avait embrassé, avec ardeur, le christianisme. Comme toute la jeunesse de son temps, il reçut une culture classique presque exclusivement latine, d'abord à *Thagaste* puis à Carthage où il fit des études supérieures de rhétorique. Sensible et d'un tempérament fougueux, il eut une jeunesse agitée et se laissa enivrer par les plaisirs et les attraits de la grande métropole africaine. Il prit une maîtresse et se passionna pour les jeux du cirque et du théâtre. Devenu chef de famille après la mort de son père vers 374, il prit une chaire de rhétorique et enseigna l'éloquence pendant dix ans. Sa personnalité très brillante cachait une sensibilité ardente et torturée. Il s'intéressa à la philosophie, ce qui était devenu exceptionnel pour les rhéteurs de son temps ; la lecture de *l'Hortensius* de Cicéron causa sur lui une profonde impression et l'initia au platonisme. Sa religiosité inquiète le fit adhérer pendant plusieurs années à l'hérésie manichéenne puis à l'astrologie.

Déçu et fatigué du chahut de ses étudiants, il quitta Carthage pour l'Italie en 383 ; après un séjour à Rome, il s'établit à Milan où il subit l'influence de l'évêque Ambroise et fit connaissance avec la philosophie néoplatonicienne. C'est là qu'il se convertit au christianisme à l'âge de trente deux ans.

De retour à *Thagaste*, il vendit les biens paternels et organisa, avec quelques amis, une sorte de communauté où il vécut dans l'ascèse et la méditation, décidé à renoncer au monde. C'est malgré lui qu'il fut ordonné prêtre d'Hippone et consacré, quatre ans plus tard, évêque de cette ville (395) où il devait siéger pendant trente-cinq ans jusqu'à sa mort dans la cité assiégée par les Vandales (430).

Augustin fut donc un évêque et un homme d'action. Intellectuel, il sortit de sa tour d'ivoire et se consacra aux réalités quotidiennes et accablantes de l'administration de son diocèse ; il rendait



Baptistère de l'église du Prêtre Félix

Trouvé en bordure de mer à Demna, 8 km de Kélibia en 1953. Déposé, transporté et conservé au musée du Bardo.

Le baptistère jouxait l'abside d'une basilique ciméteriale dont le pavement était couvert de plus de cinquante mosaïques tombales (dont un exemplaire figure ici à la page 405). C'est dans ce local que le catechumène était baptisé par immersion. La cuve baptismale a été trouvée dans un état de conservation exceptionnel. Elle a une forme en croix quadrilobée et comporte deux marches offrant des surfaces arrondies, tantôt convexes et tantôt concaves. Elle est tapissée d'une mosaïque au décor polychrome. Inscrit dans un carré de 3,30 m de côté, ce décor présente quatre cratères occupant les angles, chacun laissant échapper deux rinceaux symétrique encadrant le rebord circulaire et relevé de la cuve proprement dit. Celle-ci s'enfonce de deux paliers à une profondeur de 1 m, offrant un fond circulaire de 75 cm de diamètre : un chrisme à croix latine avec le A et le CO s'y inscrit. Les parois et les marches de la cuve sont décorées de motifs iconographiques d'ordre végétal (olivier, palmier, figuier, grenadier) et animal (colombes et dauphins) accompagnés de symboles chrétiens consistant en croix et chrismes. Une longue inscription se déroule sur le rebord supérieur entourant la cuve. La traduction du latin en est : EN L'HONNEUR DU SAINT ET BIENHEUREUX EVÊQUE CYPRIEN, CHEF DE CETTE ÉGLISE AVEC LE SAINT PRÊTRE ADELFIUS, AQUINIUS ET SA FEMME JULIANA AINSI QUE LEURS ENFANTS VILLA ET DEOGRATIAS ONT POSÉ CETTE MOSAÏQUE DESTINÉE À L'EAU ÉTERNELLE» (c'est-à-dire à la célébration du baptême). Cette cuve devait être surmontée d'une coupole supportée par quatre piliers massifs formant un kiosque attenant à la basilique. Une inscription figurait sur le seuil d'accès : PAX, FIDES CARITAS (PAIX, FOI, CHARITÉ). Ce baptistère appartient au dernier état de l'église lorsqu'elle a été remaniée et restaurée, à l'époque byzantine au cours du VI^e s.

la justice tous les jours jusqu'à midi et siégeait parfois jusqu'au soir ; il administra les biens du clergé, convoqua des conciles, présida des colloques, entreprit de multiples voyages à Carthage. Polémiste il combattit les schismes avec une ardeur infatigable, et joua un rôle décisif dans la lutte contre le donatisme. Après la conférence de 411, qui fut son oeuvre, il s'en prit à l'hérésie pélagienne qui minimisait la notion de péché originel et de prédestination pour mettre l'accent sur le libre-arbitre et le mérite individuel de l'homme. Il multiplia également les attaques contre toutes les hérésies, païenne, juive, arienne, manichéenne.

Théologien et philosophe, il écrivit la *Cité de Dieu* où il réfutait les accusations des auteurs païens qui, au lendemain de la chute de Rome en 410, imputaient au christianisme la source des malheurs dont souffrait l'Empire. La *Cité de Dieu* était surtout une tentative pour définir une philosophie chrétienne de l'histoire et devait avoir une grande portée dans l'évolution de la chrétienté médiévale. Son oeuvre fut énorme : cent treize ouvrages, deux cent dix-huit lettres, cinq cents sermons conservés où apparaissent à la fois les qualités de l'orateur, du penseur et de l'écrivain. Les *Confessions* qui racontent l'histoire émouvante d'une âme, sont devenues un classique de la littérature. Augustin apporta une contribution essentielle au triomphe et à l'essor du catholicisme ; homme d'action, diplomate habile et organisateur, il sut demeurer un contemplatif qui ne se détourna jamais de sa vocation monastique. Il fut le promoteur du monachisme africain qui se développa rapidement au V^e s., particulièrement en Byzacène grâce à des disciples de l'évêque d'Hippone.

La vie et la personnalité de saint Augustin ont fait briller d'un dernier éclat la romanité africaine ainsi que la grande culture latine en Occident dont il sut recueillir et transmettre l'héritage. Saint Augustin est contemporain de la décadence et de la chute de l'Empire en Occident ; il mourut à Hippone un an après le débarquement des Vandales qui ont mis fin à la domination romaine et inauguré une période nouvelle dans l'histoire de la Tunisie antique.

CHAPITRE I

Un grand conquérant : Genséric

I. - L'invasion vandale

Au début du V^e s., le flot des invasions barbares déferla sur les provinces occidentales de l'Empire ; la frontière du Rhin fut prise d'assaut et franchie le 31 décembre 406 par les tribus germaniques des Vandales, Alains et Suèves qui, après avoir traversé et saccagé la Gaule, passèrent en Espagne où elles s'établirent. Pendant ce temps les Wisigoths d'Alaric sillonnaient l'Italie et occupaient la Ville éternelle. Ces événements catastrophiques n'allaient pas tarder à atteindre l'Afrique livrée, elle aussi, à l'anarchie. Déjà en 410, puis en 418, les Wisigoths avaient envisagé d'y débarquer pour s'emparer des riches terres à blé. Quelques années plus tard, en 429, les Vandales installés dans le sud de l'Espagne, franchissaient le détroit de Gibraltar et entreprenaient la conquête de l'Afrique romaine où ils fondèrent un état nouveau qui allait durer plus d'un siècle.

Causes de la conquête

L'ordre en Afrique était alors troublé par la rébellion du comte Boniface contre la cour impériale de Ravenne. Boniface qui avait aidé, au lendemain de la mort d'*Honorius*, l'impératrice *Galla Placidia* à défendre les droits de son fils, le jeune Valentin III, se jugea mal récompensé et perdit rapidement son crédit auprès de la régente, à

la suite d'intrigues de cour. Il manifesta d'abord une attitude indépendante en épousant une arienne et en tolérant le donatisme, ce qui lui valut l'hostilité des catholiques et les reproches de son ami saint Augustin. Convoqué à Ravenne, il refusa d'obéir et fut déclaré ennemi public ; une armée, commandée par le Goth Sigisvult, fut dirigée contre lui en 428. Ainsi Boniface aurait alors fait appel aux Vandales.

Cette prétendue trahison du comte d'Afrique n'est pas absolument prouvée ; elle semble peu probable, car, à la veille du débarquement vandale, le gouvernement de Ravenne avait rappelé Sigisvult et rétabli Boniface dans ses fonctions. Quoiqu'il en soit, la rébellion a pu faire le jeu des Barbares en leur offrant une proie affaiblie par l'anarchie qui venait s'ajouter aux difficultés sociales et religieuses, mais elle ne saurait en être la cause. Même si Boniface avait trahi, son appel n'aurait pas suffi pour décider les Vandales à tenter l'aventure.

Ce sont les Barbares eux-mêmes et, au premier chef, leur nouveau roi Genséric, qui ont voulu l'expédition. Traqués par les Wisigoths en Espagne, ils ont voulu chercher refuge au sud de la Méditerranée pour y trouver un établissement stable, à l'abri d'éventuelles poursuites et de nouvelles guerres, suivies de nouveaux exodes. C. Courtois a bien montré que les Vandales n'étaient pas *« des nomades professionnels condamnés à une mobilité permanente, mais des sédentaires déracinés par la faim »*. Pris dans le flot des grandes migrations de peuples, ils étaient à la recherche de la terre promise : ce furent d'abord les plaines d'Aquitaine et d'Andalousie. Genséric voulut fixer définitivement son peuple sur les riches terres céréalières d'Afrique, lui épargner les vicissitudes de l'exode perpétuel et le rassembler pour fonder un État. L'Afrique, prospère et lointaine, répondait pleinement à ces desseins.

Les étapes de la conquête

L'expédition vandale n'a pas été une simple promenade militaire. Carthage ne tomba qu'en 439, dix ans après le débarquement



Bijoux de Koudiat Zateur (Carthage)

C'est un ensemble de bijoux trouvés en 1915 dans un sarcophage de marbre blanc ayant appartenu à une riche chrétienne du V^e s.

Comprenant un collier, des fibules, des bagues, des appliques et de petites plaques carrées ou triangulaires, d'or et de pierres précieuses utilisant la technique du sertissage cloisonné, cette parure appartient à l'art des grandes invasions.

sur la côte de Maurétanie tingitane, et ce n'est qu'à la mort de Valentinien III, en 455, que Rome fut définitivement chassée d'Afrique. Coups de force et traités diplomatiques ont jalonné cette lente édification de l'état vandale dans laquelle on peut distinguer trois phases.

Du débarquement à Tanger au traité de 435

En 429, quatre-vingt mille Vandales, hommes, femmes, enfants et vieillards, débarquent près de Tanger et s'avancent vers l'est par voie terrestre ; après des combats en Oranie, ils parviennent en été 430, sous les murs d'Hippone qui n'est prise qu'après un long siège de quatorze mois ; pendant ce temps, les tribus barbares ravagent les campagnes de Proconsulaire. Les troupes impériales commandées par Boniface sont vaincues à deux reprises et les renforts envoyés de Constantinople subissent le même sort. En 435, l'Empire se résigne à négocier ; il reconnaît aux Vandales les qualités de fédérés et leur concède les territoires romains de Maurétaine siti-fienne et de Numidie. Juridiquement, le chef vandale mettait ses hommes au service de l'Empire qui, en échange, leur donnait des terres ; il n'exerçait pas de souveraineté territoriale et son autorité se bornait à commander les Barbares. Les apparences étaient sauvées, puisque l'Afrique demeurait dans l'Empire ; mais ce n'était qu'une fiction juridique, car Genséric se comporta en fait comme un souverain et imposa son autorité aux Africains comme aux Vandales.

Du traité de 435 à la mort de l'empereur Valentinien III

La paix de 435 n'était qu'une trêve ; ni l'une ni l'autre des deux parties ne la considéraient comme définitive. Ce que voulait Genséric, c'étaient les riches terres à blé de Proconsulaire et de Byzacène. En 439, profitant sans doute de nouvelles défaites romaines en Gaule, il s'empara brusquement de Carthage. L'Empire, impuissant et placé devant le fait accompli, conclut un nouveau traité en 442. Genséric recevait la Proconsulaire, la Byzacène, la Tripolitaine ainsi

que la Numidie orientale ; ces territoires, les plus riches de l'Afrique romaine, étaient placés désormais sous la souveraineté vandale. Les Barbares n'avaient plus la condition de fédérés au service de l'Empire ; ils devenaient un peuple indépendant et souverain. Rome récupérait symboliquement les territoires de l'ouest qui, en fait, furent abandonnés à des roitelets berbères plus ou moins romanisés ; pour sauver les apparences, Valentinien III obtenait que Genséric versât un tribut et envoyât son fils Hunéric comme otage à la cour de Ravenne.

La rupture avec l'Empire

Après la mort de Valentinien III en 455, Genséric occupa sans doute la région de Constantine ainsi que quelques villes sur la côte des Maurétanies. Mais le royaume vandale n'a jamais coïncidé avec la totalité de l'ancienne Afrique romaine. L'Aurès fut même abandonné sous le règne d'Hunéric, peut-être plus tôt. L'Afrique vandale correspondait à l'actuelle Tunisie, au nord-est de l'Algérie et au littoral tripolitain. C'était l'Afrique du blé, de l'olivier et des villes, l'Afrique la plus riche et la plus romanisée.

Le vandalisme

Il est de coutume de présenter les Vandales comme des sauvages assoiffés de sang et possédés par la rage de dévaster ; le mot vandalisme a pris dans le langage courant la valeur de folie destructrice.

En fait ces accusations furent colportées par les chroniqueurs et historiens catholiques qui avaient intérêt à les exagérer parce que les Vandales étaient des Ariens. Le clergé catholique qui, avec l'aristocratie foncière, était demeuré fidèle au régime impérial, mena une propagande de dénigrement systématique contre le nouvel occupant. Les Vandales furent accusés des pires atrocités : pillage, incendies, destruction d'œuvres d'art, viols, massacres...

Certes, les violences n'ont pas manqué, mais elles étaient chose courante en temps de guerre et correspondaient à la cruauté des

mœurs de l'époque. L'empereur chrétien Théodose n'a-t-il pas froidement fait passer au fil de l'épée les sept mille spectateurs du cirque de Thessalonique parce que le public, mécontent de l'arrestation pour cause de pédérastie d'un champion du cirque, s'était révolté en massacrant le maître des Milices d'Illyrie? Les Vandales appartenaient à ce V^e s. violent et cruel ; ils furent des hommes de leur temps. Ariens, ils ont persécuté les catholiques, mais ceux-ci ne songeaient pas à leur reprocher les violences infligées aux manichéens.

L'œuvre de Victor de Vita, source essentielle pour la connaissance de la période vandale, n'est en fait qu'un long plaidoyer destiné à l'opinion et à la cour de Constantinople dont il fallait obtenir l'intervention pour chasser les Barbares. Quant aux sermons de l'évêque *Quodvultdeus*, qui rapportent les atrocités commises lors de la prise de Carthage en 439, ils forment un violent réquisitoire anti-arien, sans accusations précises.

Du reste, l'archéologie ne révèle pas de destructions qu'on puisse à coup sûr imputer aux Vandales ; le nombre des martyrs est très limité. La conquête vandale n'a pas ravagé le pays ; une fois réparés les dégâts inévitables de l'invasion, la vie a repris comme par le passé, sans qu'il y ait rupture avec la période précédente. La masse de la population indigène ne semble pas avoir considéré la conquête comme un événement catastrophique et ne s'est pas soulevée contre les Barbares.

Les grandes invasions des nomades musulmans au XI^e s. laisseront beaucoup plus de traces que le passage des Vandales en Afrique.

II - L'organisation intérieure du royaume vandale

L'État vandale qui, après un siècle d'existence, allait disparaître de l'histoire, fut le résultat de la volonté d'un homme. C'est Genséric qui l'a voulu et conçu. Entreprise à la fois gigantesque et éphé-

mère, il ne survivra pas longtemps à son fondateur. Après la disparition du grand souverain barbare, on assiste à une lente dégradation à travers laquelle apparaissent les limites et les défauts de l'œuvre qu'il avait rêvé de réaliser.

Genséric

Au moment de la prise de Carthage en 439, Genséric avait une cinquantaine d'années. Au physique, c'était un homme petit et trapu, qu'un accident de cheval avait rendu boiteux. Son goût pour les plaisirs de la table et de la boisson lui ont donné une allure massive qui, dans les dernières années de sa vie, tournera à l'embonpoint.

Fils du roi Godagisel et d'une esclave, c'était un bâtard que rien ne prédisposait au trône. Ambitieux et rusé, il savait être cruel et impitoyable. L'historien Procope raconte qu'à la suite d'une expédition sur les côtes du Péloponnèse, il aurait ordonné de jeter à la mer cinq cent notables, après les avoir fait tailler en morceaux. Voulant marier son fils Hunéric avec la jeune princesse impériale Eudoxie, il lui fit répudier sa première femme, qui était la fille du roi des Wisigoths Théodoric et aurait renvoyé celle-ci chez son père après lui avoir fait couper le nez et les oreilles.

Personnalité vigoureuse et fruste, il demeura un chef barbare et ne sut jamais bien parler le latin, contrairement à ses successeurs qui subiront beaucoup plus que lui l'attrait de la civilisation romaine. Arien convaincu, il l'était sans fanatisme et s'il a combattu le catholicisme, c'était pour des raisons politiques ; il a voulu briser la puissance du clergé qui nuisait à son autorité, mais il n'a pas persécuté le catholicisme en tant que religion.

Guerrier farouche, il savait être diplomate et allier la force à l'habileté ; convoitant avec ténacité les plaines agricoles de Tunisie, il sut attendre plusieurs années avant d'y parvenir. Il acceptait de négocier avec l'Empire, mais n'hésitait pas à violer les traités.

Genséric avait toutes les qualités du chef : l'autorité, le sens de la décision, l'audace, la ruse, la détermination. Il a réussi à fonder le premier royaume barbare indépendant de l'Empire dans le pays qui

était alors le plus prospère et le plus convoité ; il en a fait le seul état germanique hors d'Europe. A la tête de hordes barbares indisciplinées, accoutumées à l'anarchie tribale, il a pu fonder une monarchie absolue et briser l'opposition tenace de l'aristocratie foncière et de l'Église catholique d'Afrique.

Son œuvre fut pourtant sans lendemain, car elle procédait d'un rêve grandiose mais chimérique. Isolé du monde germanique, coupé de l'Empire, greffé artificiellement sur une masse indigène passive, le royaume vandale tournait à vide. Seuls un concours de circonstances favorables et la très forte personnalité de Genséric ont pu lui permettre d'exister et de durer un siècle.

L'Etat vandale : Les institutions politiques

Genséric a voulu regrouper ses tribus barbares sur une base territoriale restreinte afin de les soumettre à son autorité absolue ; il a détruit les structures tribales de son peuple et créé une monarchie où le roi qui, à l'origine n'était qu'un simple chef de guerre, devenait un monarque absolu et héritait des anciens pouvoirs de l'empereur. Le roi des Vandales se considère « empereur dans son royaume » et traite sur pied d'égalité avec Ravenne et Constantinople. Une ère nouvelle commence à Carthage et adopte comme référence l'avènement du souverain alors que l'Afrique non vandale continue d'utiliser le vieux système de l'année provinciale. Le roi bat monnaie, rend la justice, lève des impôts à travers tout le pays, commande les troupes. Pourtant ni l'Empire, ni les Africains romanisés n'ont reconnu cette souveraineté. A leurs yeux, le roi vandale n'était qu'un chef de fédérés et un usurpateur ; la reconquête n'a jamais cessé d'être envisagée.

Les Vandales n'ont pas apporté d'institutions nouvelles ; ils ont hérité de la vieille administration impériale dont les rouages survivent en se dégradant. L'autorité suprême appartient au roi, entouré d'une cour de « compagnons » qui lui sont attachés par un serment de fidélité personnelle et qui appartiennent, sauf exceptions très rares, à l'élément germanique et arien. La cour vivait générale-

ment à Carthage où le roi avait occupé l'ancien palais des proconsuls, sur la colline de Byrsa ; mais il y avait d'autres résidences royales notamment à *Maxula* (Radès), à *Grassa* (près de Hammamet), à *Hermiana* (dans la région de Mactar). Le roi était le personnage le plus riche du royaume ; il héritait des biens de l'empereur et pouvait, grâce à sa fortune, acheter les fidélités et domestiquer cette noblesse de cour.

A la tête de l'administration centrale, qui perd de sa rigueur bureaucratique, se trouvait un *praepositus regni*, sorte de premier ministre, assisté de notaires et de scribes.

À l'échelon local, les institutions n'ont pas été bouleversées ; l'ancienne division provinciale n'avait plus de raison d'être puisque l'Afrique formait désormais un état indépendant où l'autorité émanait de Carthage ; les gouverneurs provinciaux ont disparu ou végété dans les fonctions subalternes, tel ce proconsul de Carthage qui conserve quelques pouvoirs judiciaires sur ses concitoyens. Les cités existaient toujours avec leurs organismes locaux et leurs magistrats africains, mais le déclin de la vie municipale se poursuivait à cause de la paupérisation des classes moyennes et de l'insécurité croissante. Cependant la conquête vandale, en mettant fin à l'oppression bureaucratique du régime impérial, en détruisant la puissance des grands propriétaires fonciers et du clergé catholique, a détendu cette force qui, sous le Bas-Empire, figeait impitoyablement les hommes dans leurs conditions. La fin des réquisitions annonnaires et des exactions fiscales a sans doute amélioré le sort des masses qui n'ont pas manifesté d'hostilité particulière à l'égard des conquérants.

L'organisation politique de l'État vandale donne une impression de médiocrité. Rien de vraiment neuf n'a été apporté ; le cadre plus ou moins verrouillé de l'édifice romain a été maintenu et adapté aux besoins des conquérants qui ne représentaient qu'une infime minorité de la population.

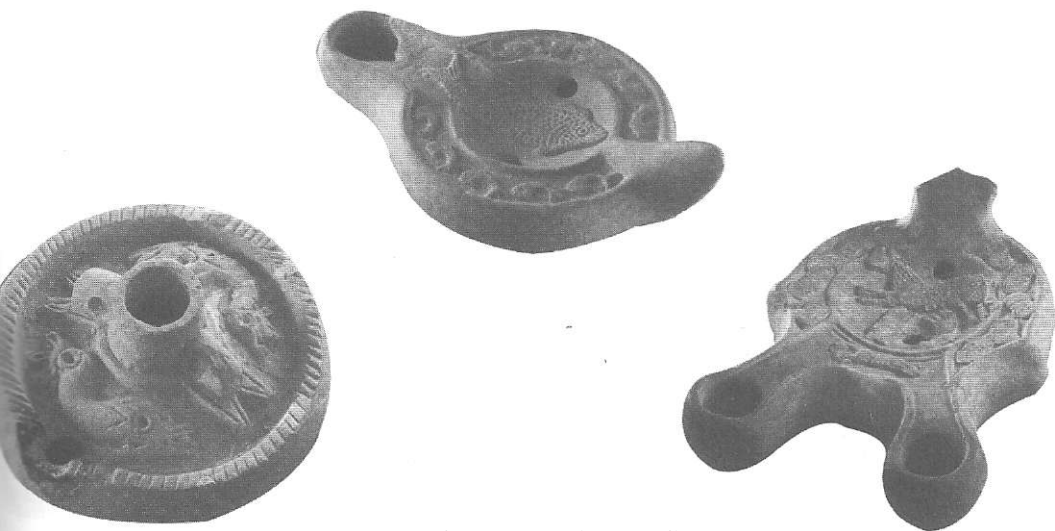
Le peuple vandale

Quatre-vingt mille barbares sur deux millions d'habitants, devaient briser la double opposition de l'aristocratie foncière et de

l'Église, sous les yeux d'une masse indigène indifférente et passive. L'une des faiblesses fondamentales de l'État vandale fut d'être demeuré artificiellement greffé sur un corps étranger. Concentrés dans les plaines céréalières de Proconsulaire, les conquérants n'exerçaient de contrôle effectif que sur la moitié nord du pays. Ils étaient en outre coupés du monde germanique qui, en Europe, consolidait les royaumes barbares par de nouveaux apports ethniques. En Afrique, les Vandales étaient appelés à disparaître ou à se fondre dans la masse indigène ; les mariages mixtes furent nombreux et le rayonnement de la civilisation romaine beaucoup plus raffinée ne tarda pas à assimiler la minorité barbare et à la dissoudre dans l'élément autochtone. La langue des Vandales, dont nous ne savons presque rien, n'a laissé aucune trace dans le pays et là encore, le contraste est saisissant avec les royaumes barbares d'Europe occidentale ; le latin s'est imposé rapidement à la fois dans l'administration où la plupart des fonctionnaires étaient des Africains romanisés, et dans le langage courant.

L'arianisme qui, à l'origine, individualisait fortement les conquérants, s'est trouvé très isolé devant l'énorme appareil de propagande de l'Église catholique ; beaucoup de Vandales se convertirent au catholicisme, même dans l'entourage du roi. En même temps, le clergé arien s'engageait dans une farouche campagne de prosélytisme dont les succès ne pouvaient que corrompre la spécificité ethnique de l'hérésie. Celle-ci n'était d'ailleurs pas inconnue en Afrique avant la conquête ; on sait que le comte Boniface avait épousé une arienne et que saint Augustin avait dû combattre l'arianisme. L'action antagoniste des deux propagandes aboutissait au même résultat : enlever à la minorité vandale le monopole de l'arianisme.

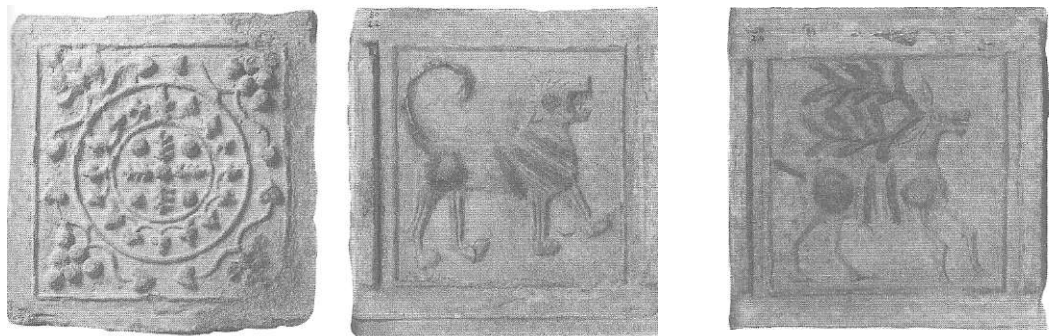
L'Afrique s'imposait enfin par sa civilisation plus brillante, plus raffinée. Très vite les Barbares ont adopté les mœurs romaines : goût du luxe, fréquentation du cirque, de l'amphithéâtre, des thermes, plaisirs raffinés de la table et de la boisson ; on s'habilla bientôt à la romaine : riches vêtements de soie orientale, cheveux courts, barbe rasée. Il y eut les mêmes excès : amour des cour-



Lampes de terre cuite tardives

Trois types de lampes en terre cuite sont présentées. L'exemplaire situé au milieu est le prototype de la lampe dite « chrétienne » dont la production fut florissante et la diffusion générale autour de la Méditerranée.

C'est un produit africain dont les centres de production coïncident avec les ateliers de céramique dite « sigillée claire africaine » de couleur orange. De belle facture, fabriquée avec une pâte raffinée, ce type comporte un décor central entouré d'un bandeau de motifs répétitifs. Symboles chrétiens, chrismes ou monogrammes, thèmes animaux, végétaux ou géométriques ; quelquefois des scènes tirées de l'Ancien Testament contribuent à définir cette production comme chrétienne.



Carreaux de terre cuite décorés

Ornés de motifs en relief moulé, souvent peints, ces carreaux ont servi de revêtement aux murs et aux plafonds des basiliques chrétiennes. Les décors sont variés, empruntés à l'iconographie chrétienne :

cerf biche, lion, paon, rosaces et épisodes se rapportant à la vie du Christ ou tirés de la Bible, et même, parfois, des sujets mythologiques. C'est une production artisanale destinée au décor des basiliques dispersées à travers toute la province. Elle est parfois employée à d'autres usages comme les parements de tombes.

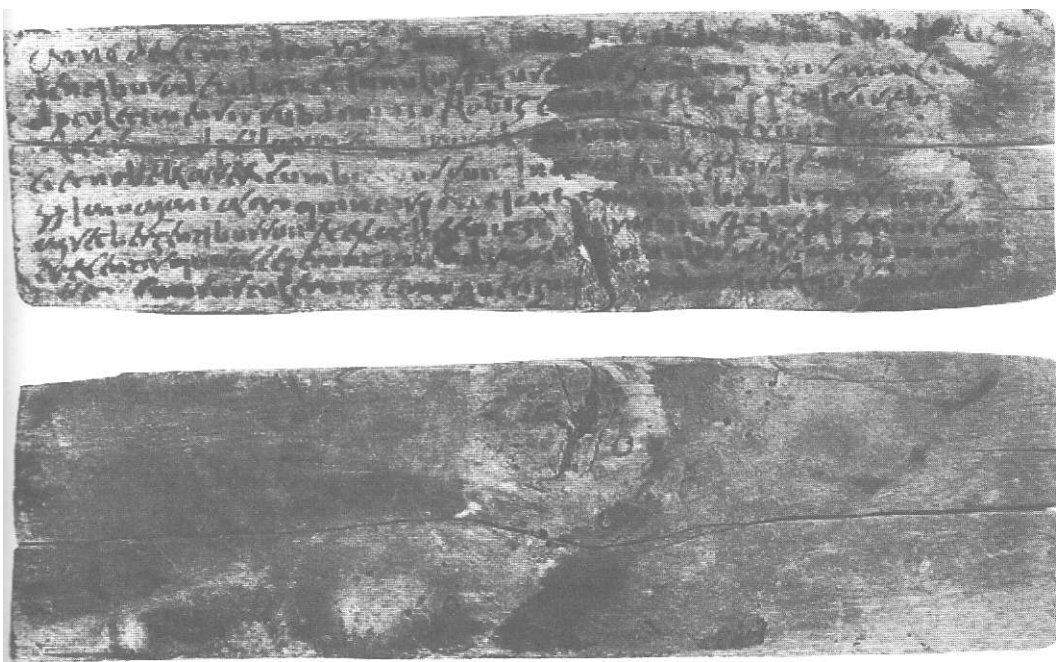
tisanes, pédérastie, orgies. La romanisation des mœurs s'est accentuée sous les successeurs de Genséric ; elle infirme la notion de vandalisme synonyme de barbarie et destructeur de civilisation, mais elle a ramolli les forces d'une minorité appelée à vivre et à s'imposer dans un milieu hostile ou indifférent. Cette hostilité provenait de l'aristocratie foncière et du clergé catholique.

Le problème des terres

Dès la conquête, Genséric procéda à une spoliation massive des grands propriétaires et de l'Église catholique ; il s'empara, en même temps, des immenses domaines impériaux de l'ouest tunisien et de la Byzacène. On comprend l'ampleur de ce transfert quand on songe à ce que représentait la propriété latifundiaire en Afrique. Pourtant, la mesure fut limitée, à la fois dans le temps et dans l'espace.

Elle se fit une fois pour toutes, au début du règne de Genséric et ne prit un caractère vraiment massif qu'en Proconsulaire où furent concentrés presque tous les Vandales. Chaque groupe de mille hommes reçut un territoire divisé en lots héréditaires et exempts d'impôts ; le « millier » était placé sous la direction d'un *millenarius* et devait répondre au service militaire. Il y eut spoliation, mais non révolution agraire car les propriétés ne furent pas démembrées ; en Proconsulaire, il s'agissait surtout d'exploitations de taille moyenne qui furent attribuées en bloc aux familles vandales. Ailleurs, le roi ou la noblesse de cour se substituèrent aux grands propriétaires et à l'empereur.

C'est la minorité des riches possédants qui a le plus souffert de la conquête. Certains furent réduits en servitude ; d'autres, les plus nombreux, quittèrent le pays, soit qu'ils aient été transférés vers les territoires de l'ouest, demeurés romains après le partage de 442, soit qu'ils aient préféré l'exil en Italie, en Sicile ou en Orient. Beaucoup d'émigrés africains ont ainsi traîné leur infortune à travers la Méditerranée et participé à la campagne de propagande anti-arien-



Tablettes vandales dites « Albertini » (Fin du V^e s.)

Trouvées dans la région entre Tébessa et Fériana

Conservées au musée d'Alger

Représentée, face et revers, cette tablette, autrement dit planchette de bois, a servi de support d'écriture à un acte notarié d'ordre privé datant de l'époque vandale (règne de Gunthamund 493-496).

Il s'agit de l'acte de vente d'une parcelle de terrain agricole, comportant tous les éléments de la transaction : description de l'objet de la vente, quittance, transfert, garantie et signature du vendeur.

L'écriture est en latin cursif.

Il y est fait mention de l'ancienne loi Manciana datant du II^e s. qui permettait la mise en valeur de terres laissées en friche.

Cet acte témoigne de la persistance d'usages anciens sous la domination vandale.

Cette tablette fait partie d'un lot de plus d'une trentaine de tablettes datant du règne de Gunthamund. Elles ont été trouvées dans la région de Tébessa - Fériana.

Elles ont été déchiffrées par l'éminent épigraphiste Albertini dont elles portent désormais le nom. Elles ont été commentées et publiées en 1952 sous la signature d'un groupe de spécialistes : C. Courtois, P. Leschi, Ch. Perrat, et Ch. Saumagne.

Cette illustration a été tiré de leur ouvrage.

ne, menée par l'Église. Mais, dans l'ensemble, ils paraissent s'être résignés et certains d'entre eux purent regagner l'Afrique sous les successeurs de Genséric et récupérer une partie de leurs terres ; c'est ce qui arriva à la famille de saint Fulgence de Ruspe qui, après avoir connu l'exil sous Genséric, retrouva, sous Huneric, une partie de ses riches propriétés de Byzacène.

Du reste, les Vandales n'ont pas occupé toutes les terres ; l'exploitation romano-africaine subsistait, principalement en Byzacène où les Barbares étaient très peu nombreux et le statut de l'exploitation était toujours régi par la vieille loi mancienne, véritable charte du régime foncier de l'Afrique romaine. Les Tablettes Albertini, documents juridiques d'époque vandale découverts dans la région de Gafsa, prouvent que le domaine rural était toujours divisé en parcelles sur lesquelles les fermiers (*cultores*) exerçaient un droit de propriété effective. La translation des terres fut donc partielle ; elle n'a bouleversé ni la structure agraire des exploitations, ni les conditions d'existence des masses rurales qui n'entouraient pas d'une affection particulière les seigneurs de l'époque impériale. La politique agraire de Genséric porte en définitive les marques du conservatisme et n'a pas rompu le rythme quotidien de la vie dans les campagnes. Celles-ci ont accepté passivement un nouveau maître qu'elles voyaient peu. Toute autre devait être l'attitude du clergé catholique qui, jusqu'à la reconquête byzantine, n'a pas cessé de manifester son opposition.

La politique religieuse de Genséric

Genséric n'était animé par aucune idéologie anti-romaine. Ses mesures contre l'aristocratie foncière et le clergé furent dictées par la raison d'état. Il fallait briser une opposition militante qui, en raison de l'apathie des masses et de la faiblesse numérique des conquérants, ne manquerait pas de ruiner un édifice si fragile. Plus que l'aristocratie qui, parfois, se résigna jusqu'à collaborer, c'est l'Église qui manifesta une hostilité systématique autour de laquelle finit par se polariser la résistance contre l'occupant.

Elle était pourtant moins atteinte dans ses intérêts matériels car, en face des soldats vandales et de leur famille, le clergé arien ne représentait qu'une faible minorité, facile à pourvoir, sans confiscation massive des biens ecclésiastiques ; là encore, la spoliation fut partielle et limitée à la seule Proconsulaire.

L'Église et l'État se sont pourtant livrés une lutte sans merci parce que l'opposition catholique s'est identifiée avec celle de la romanité qui n'a jamais cessé de refuser le fait accompli. Le clergé spolié, exilé, continua d'intriguer et de solliciter l'intervention libératrice des troupes impériales ; de l'étranger, les évêques africains n'hésitaient pas à correspondre avec leurs correligionnaires et à inspirer leur conduite. C'est cette conspiration occulte et permanente que Genséric a voulu extirper. Dès 437, il condamna à l'exil des évêques de Numidie, ce qui était une violation du traité conclu avec Rome, deux années plus tôt.

Après la prise de Carthage, le clergé de Proconsulaire fut en partie exproprié et de nombreux évêques exilés. Le culte catholique fut interdit en zone vandale, où il pouvait paraître comme une atteinte à l'autorité du roi ; il était défendu d'enterrer les morts en public, de citer certains passages de la Bible susceptibles d'être interprétés comme des allusions offensantes au souverain ; ainsi, les références aux grands persécuteurs de l'histoire, tel le pharaon. En Proconsulaire, le clergé catholique fut décapité et pendant tout le règne de Genséric, Carthage n'eut pas d'évêque, sauf entre 454 et 457 à la suite de l'éphémère rapprochement avec Valentinien III.

Le catholicisme ne fut pourtant pas visé en tant que dogme et les fidèles n'ont pas été persécutés. Certes, le roi était arien et il considérait l'arianisme comme un fondement idéologique du régime ; seuls les ariens pouvaient briguer de hautes fonctions à la Cour. Mais celui que la propagande catholique qualifie souvent d'Antéchrist était guidé par les réalités concrètes ; dans le catholicisme, il a combattu la désobéissance civile qui nuisait à son autorité.

III - La politique extérieure et l'Empire vandale

L'armée et la marine

Les Vandales sont à l'origine un peuple de guerriers et de conquérants ; le « mille » qui en constitue la cellule forme une unité militaire. Leur force reposait sur une armée terrestre de quinze à vingt mille hommes dont l'élite était la cavalerie lourdement équipée et ressemblant déjà aux troupes du Moyen Age. La cuirasse, la lance, l'épée et l'arc formaient l'essentiel de l'armement. Dotée des meilleures terres de Proconsulaire, l'armée était la chose du roi, qui la convoquait et la commandait ; après un demi-siècle de vie errante et de guerres continuelles, elle aspirait cependant à la paix. L'Afrique, avec ses riches terres à blé, ses villes luxueuses, sa civilisation raffinée, lui assura une existence facile, prospère et relativement calme. Mais, du même coup l'ardeur guerrière et la qualité de cette armée s'en trouvèrent amoindries et l'évolution s'est aggravée tout au long de l'époque vandale. Il a fallu enrôler des contingents maures qui ont pris une importance croissante dans les effectifs et l'armée cessait peu à peu d'être exclusivement vandale. La fidélité des troupes indigènes ne pouvait être à toute épreuve et fléchira dès les premiers revers. Relâchement des vertus guerrières et absence de cohésion dans l'armée seront l'une des raisons du brusque effondrement et de la déroute vandale lors de la reconquête byzantine.

Les forces vandales disposaient également d'une flotte importante qui ne jouait pas à proprement parler de rôle militaire car il n'y avait plus depuis longtemps de grandes batailles navales en Méditerranée. En 429, les quatre-vingt mille vandales ont franchi le détroit de Gibraltar sur une flottille de radeaux et de barques qui fit plusieurs fois la traversée. Après la prise de Carthage et le traité de 442, ils s'emparèrent de la flotte frumentaire d'Afrique qu'ils utilisèrent à la fois pour le commerce, le transport des troupes et les

actions de piraterie ; mais il n'y a jamais eu de marine de guerre vandale ni de thalassocratie comparable à celle des Phéniciens.

Le déclin des troupes vandales n'a commencé à se faire sentir que sous les successeurs de Genséric, mais elles ont conservé, jusqu'à la fin, une sinistre réputation et firent trembler l'état-major byzantin à cause de la terrible activité qu'elles avaient manifestée pendant le règne du grand roi germanique.

Conquêtes et pillages

Sous Genséric le royaume vandale faisait figure de grande puissance méditerranéenne, il entreprit la conquête d'un véritable empire et multiplia les razzias dévastatrices sur les côtes d'Italie et de Grèce ainsi que les actions de piraterie. En même temps, la diplomatie vandale traitait d'égal à égal avec l'Empire et nouait des relations avec les autres états barbares d'Occident.

La politique extérieure fut peu active durant les premières années du règne. Après le partage de 442, Genséric se préoccupait avant tout d'imposer son autorité à l'intérieur ; il se rapprocha de la cour de Ravenne et, en 445, fiança son fils Hunéric avec la princesse Eudoxie la Jeune qui n'était alors qu'une enfant. Les bonnes relations avec l'empire d'Occident furent rompues après la mort de Valentinien III en 455. A partir de cette date et pendant plus de vingt ans, les Vandales multiplièrent les initiatives et semèrent la terreur en Méditerranée.

L'empire vandale

Ce fut d'abord la conquête d'un empire centré sur l'Afrique et les grandes îles de l'Occident romain. En Afrique, Genséric s'empara de quelques places du littoral maurétanien, notamment *Caesarea* (Cherchel) et *Septem* (Ceuta). Les Baléares furent conquises en 455 et servirent de base stratégique contre d'éventuelles agressions venues d'Espagne ; la Corse et la Sardaigne furent utilisées comme

terres de déportation et fournirent du bois pour les constructions navales. La Sardaigne, qui était en outre riche en blé, avait beaucoup de prix aux yeux des souverains vandales. En 533, à la veille du débarquement byzantin, le roi Gelimer y avait envoyé l'élite de l'armée pour réprimer la rébellion du gouverneur local. L'île la plus riche était la Sicile, grenier de l'antiquité ; les Vandales l'ont occupée en 468. Après la disparition de l'empire d'Occident en 476, Genséric la concéda au roi d'Italie Odoacre qui devait payer un tribut faisant de lui un vassal du royaume vandale. Peut-être envisageait-il d'imposer sa suzeraineté à toute l'Italie. Les progrès de l'état ostrogoth et le déclin vandale après Genséric devaient en décider autrement.

L'empire vandale, à la fois africain et insulaire, présentait, du point de vue géographique, des analogies frappantes avec l'ancien empire phénicien ; on a parlé de quatrième guerre punique et de revanche de Carthage. En fait, les deux états n'avaient rien de commun ; les Vandales n'ont pas fondé d'empire commercial, la conquête des îles méditerranéennes était dictée par des considérations stratégiques et par le souci de trouver de nouvelles terres à blé ; les échanges commerciaux n'avaient rien de comparable avec ceux de la période punique ; Carthage avait en outre une grande flotte de guerre qui manquait aux Vandales. Il n'y eut jamais de batailles navales mais des opérations de piraterie et des razzias sur les côtes d'Italie et de Grèce.

La prise de Rome

Le coup de force le plus célèbre fut la prise de Rome en 455. Invoquant le prétexte de ses liens de parenté avec l'empereur Valentinien III qui venait d'être assassiné, Genséric réalisa l'une des plus gigantesques entreprises de piraterie de l'histoire. Ses troupes, renforcées de contingents maures, débarquèrent à Porto, le 31 mai 455, et firent leur entrée à Rome trois jours plus tard sans rencontrer de résistance. La Ville éternelle qui a toujours fasciné les souverains barbares, fut *pillée systématiquement* pendant quatorze jours, mais,

à la requête du pape Léon le Grand, il n'y eut ni massacres ni incendies. Les trésors accumulés pendant des siècles furent chargés sur les navires qui attendaient à Porto ; l'un d'eux devait sombrer lors du voyage de retour et engloutit avec lui les fameuses tuiles de bronze doré qui formaient la toiture du temple de Jupiter au Capitole. Dans le butin que Bélisaire devait récupérer lors de la reconquête byzantine figuraient les vases sacrés du temple de Salomon rapportés de Jérusalem par *Titus*. La flotte ramenait également des milliers de prisonniers ; dont l'impératrice, veuve de Valentinien, avec ses deux filles, Eudoxie la jeune fiancée d'Hunéric, et Placidie ; *Gaudentius*, fils du généralissime *Aetius*, ainsi qu'un grand nombre de sénateurs accompagnés de leurs femmes, étaient aussi du voyage.

À Carthage, beaucoup de prisonniers furent réduits à l'esclavage et distribués entre les soldats ; certains parvinrent à racheter leur liberté. L'évêque de Carthage, *Deogratias*, recueillit les enfants dans deux églises de la ville, et paya des rançons en vendant les ornements liturgiques. Après le sac de Rome, l'Italie n'en était pas au bout de ses peines ; jusqu'en 468, plusieurs razzias furent périodiquement lancées sur les riches plaines de Campanie. La péninsule privée du blé d'Afrique et de Sicile était soumise à un blocus économique. L'Orient souffrit également des entreprises vandales : prise de Nicopolis en Epire et dévastation de Zacynthe ; l'échec devant Caénopolis sur la côte du Péloponnèse aurait déchaîné la fureur du vieux roi qui, après avoir massacré une partie des habitants, fit jeter à la mer cinq cents notables de la ville, dans les conditions que l'on sait. Toutes ces razzias meurtrières ont véritablement terrorisé certaines régions de la Méditerranée et donné aux Vandales cette sinistre réputation qu'ils ont gardée à travers les siècles.

L'attitude de l'Empire

Face à Genséric, l'Empire, agonisant en Occident, déchiré par les querelles religieuses et les intrigues de cour en Orient, ne pouvait réagir avec vigueur.

Il le fit pourtant à deux reprises dont l'une et l'autre devaient se solder par un échec complet.

En Occident

En 457, un nouvel empereur, Majorien, tenta un suprême effort pour redresser la situation en Occident. Doué de qualités remarquables, il voulut briser la puissance vandale qui ravageait et affamait l'Italie. Une flotte considérable de trois cents navires fut concentrée au sud de l'Espagne, dans la baie d'Alicante ; elle devait débarquer en Maurétanie, tandis qu'une autre armée attaquerait par l'est. L'expédition fut minutieusement préparée ; on raconte même que Majorien se serait teint les cheveux en noir pour se rendre inconnu à Carthage et juger sur place des forces vandales.

Impressionné par l'ampleur des préparatifs impériaux, Genséric sollicita la paix, mais ses propositions furent repoussées ; il aurait alors dévasté la Maurétanie et empoisonné les puits pour arrêter la marche des impériaux. L'expédition ne devait d'ailleurs pas avoir lieu car les Vandales réussirent à s'emparer, par trahison, de la flotte romaine. Majorien dut rentrer en Gaule et se résigna à négocier ; un nouveau traité, signé en 460, confirmait celui de 442 et reconnaissait aux Vandales les acquisitions faites depuis cette date, notamment les Baléares, la Corse, la Sardaigne ainsi que les nouvelles possessions africaines. La défaite et la mort tragique de Majorien étouffaient le dernier sursaut de l'Empire d'Occident.

En Orient

L'Orient, à son tour, tenta d'intervenir contre Genséric qui manifestait des prétentions exorbitantes en revendiquant l'héritage de Valentinien III et en multipliant les actes de piraterie sur les côtes grecques. L'avènement à Constantinople d'un parti hostile aux barbares a décidé l'empereur Léon à entreprendre la grande expédition de 468 dont il confia le commandement à son beau frère, l'incapable *Basztiscus*. L'Empire entreprit un effort considérable sur le plan

financier et militaire ; la flotte confiée à *Basiliscus* aurait compté jusqu'à onze cents navires ; les forces de l'empereur d'Occident *Anthemius* devaient se joindre aux Grecs. Les historiens byzantins ont manifestement beaucoup exagéré l'ampleur de l'expédition afin de souligner, à travers son échec, le mérite de Bélisaire et de Justinien qui parviendront à terrasser le royaume vandale à moindre prix.

La flotte de *Basiliscus* aborda la Tunisie au nord-ouest du Cap Bon, mais, au lieu d'attaquer aussitôt, elle accorda à Genséric une trêve de cinq jours que le roi mit à profit pour concentrer des troupes sur le rivage et user d'un stratagème fort habile en lançant contre les navires grecs une flottille de barques remplies de matières inflammables qu'un vent favorable poussait vers la côte. Pendant ce temps, la flotte vandale empêchait les Grecs de fuir vers le large, tandis que les troupes, demeurées à terre, les assaillaient de traits. Ainsi prise dans un déluge de fer et de feu, l'escadre de *Basiliscus* fut totalement anéantie.

L'empereur tenta une nouvelle expédition en 470 ; le commandement en fut confié à *Heraclius* qui, parti d'Egypte, navigua le long de la côte jusqu'en Tripolitaine. Après y avoir débarqué, il remonta vers le nord et se dirigea sur Carthage par voie terrestre. Genséric fit des propositions de paix, mais il fut sauvé par les intrigues de cour à Constantinople, qui obligèrent l'empereur à rappeler l'armée. Les Vandales purent même lancer une contre offensive sur les côtes et s'emparer de Nicopolis.

La paix de 476

Byzance finit alors par se résoudre à la négociation ; en 476, l'empereur Zénon conclut avec Carthage un traité de « paix perpétuelle » qui, moyennant l'engagement de ne plus piller les côtes grecques, reconnaissait à Genséric ses possessions en Occident.

La paix avec Byzance marquait l'apogée de la politique extérieure vandale. Genséric vécut assez pour assister à la chute définitive de Rome et s'imposer devant l'Empire d'Orient. Sa forte personnalité avait su exploiter la désagrégation de l'édifice impérial

pour fonder un état souverain et faire de Carthage une grande puissance méditerranéenne, mais une puissance aussi artificielle qu'éphémère. La mort du vieux roi, en 477, fut suivie d'une période d'immobilisme et de reflux. L'équilibre des forces en Méditerranée était peu à peu modifié par l'installation d'une solide royauté barbare en Italie et, à partir de Justin 1^{er}, par la renaissance impériale en Orient. L'Etat vandale, mal enraciné et dépourvu de forces militaires solides, fut en outre dirigé par des mains moins vigoureuses.

CHAPITRE II

Décadence du royaume vandale

Plus d'un demi-siècle sépare la mort de Genséric de la reconquête byzantine ; l'État vandale a donc survécu à son illustre fondateur, mais cette période fait ressortir les faiblesses d'une entreprise que la poigne vigoureuse de Genséric avait pu momentanément conjurer. L'implantation vandale, géographiquement limitée au nord du pays et en voie d'assimilation par l'élément romano-africain, se trouvait menacée à la fois par la résistance sourde et acharnée des catholiques et par l'agitation des tribus berbères que stimulaient la désagrégation et l'absence de l'État. Ces deux forces distinctes mais conjuguées ont fini par ruiner l'œuvre de Genséric.

I - La résistance catholique

Le règne d'Hunéric (477- 484)

Caractère du roi

Combattu par Genséric, le catholicisme fut persécuté avec beaucoup plus de violence par Hunéric qui a gardé une réputation de tyran sanguinaire. Le nouveau souverain avait une cinquantaine d'années lors de son avènement. Plus romanisé que son père, il avait épousé une princesse impériale qui devait d'ailleurs s'enfuir en 472

et se réfugier à Jérusalem. Les historiens catholiques en ont laissé un portrait accablant ; Victor de Vita le qualifie de « *lion rugissant* », de « *dernier des scélérats* » ; il insiste sur la maladie épouvantable qui a « *putréfié son corps grouillant de vers* » et frappé ainsi l'horrible persécuteur du châtement divin.

En fait, le nouveau roi ne manquait pas de sens politique ; il fut sans doute plus fanatique que son père, mais il manifesta, au début du règne, un souci de conciliation et d'apaisement, allant jusqu'à autoriser la célébration du culte en Proconsulaire ainsi que l'élection d'un nouvel évêque de Carthage. Peut-être espérait-il obtenir par cette attitude tolérante des concessions analogues de l'empereur en faveur des ariens d'Orient ; peut-être aussi la ruse du roi avait-elle imaginé cette bienveillance pour mettre au grand jour l'organisation clandestine du clergé et s'apprêter ainsi à mieux la briser. Quoiqu'il en soit, la paix n'a pas duré et la reprise des persécutions fut contemporaine d'un grave complot dynastique auquel le clergé catholique ne demeura pas étranger.

Le problème de la succession au trône

Avant sa mort, Genséric avait décidé que la succession au trône se ferait selon le vieux système agnatique qui réservait le pouvoir au prince le plus âgé de la famille régnante, dans la lignée masculine. Ce procédé qui, en général, écartait la primogéniture directe du souverain régnant, a poussé celui-ci à multiplier les crimes pour éliminer les prétendants et frayer, à son propre fils, la voie du trône. Hunéric s'acharna contre la famille de son frère dont il fit décapiter la femme et les enfants afin de laisser le trône à son fils Hildéric et de renforcer ainsi l'absolutisme monarchique. Cette politique sanglante provoqua des remous à la cour où le vieux système agnatique gardait des partisans ; le clergé catholique qui semble avoir été sollicité par le roi pour appuyer une révision de la loi successorale en faveur d'Hildéric, s'y serait refusé. C'est à cette date, au lendemain du complot dynastique (481) que la persécution prit une tournure violente.

Persécution des catholiques

Tous ceux qui n'étaient pas ariens et occupaient une fonction officielle, furent révoqués, dépouillés de leurs biens et exilés en Sicile ou en Sardaigne. Une multitude de cinq mille clercs et laïcs fut concentrée à *Sicca I'eneria* (Le Kef) et à Lorbeus puis lamentablement acheminée vers le « désert » du Hodna où les Maures réduisirent les survivants à l'esclavage.

Hunéric alla plus loin que son père et plaça le conflit sur le plan doctrinal. Un concile d'évêques catholiques et ariens fut convoqué en 484 à Carthage, malgré les protestations de la diplomatie impériale qui alléguait qu'une question intéressant tout le monde catholique ne pouvait être tranchée par le seul clergé d'Afrique. D'ailleurs, les prélats ariens étouffèrent par la violence les protestations des évêques catholiques et le concile s'acheva dans la confusion. Le roi en interrompit brusquement les séances et promulgua un édit de représailles qui frappait aussi bien le clergé que les fidèles. L'Église arienne s'emparait de tous les édifices du culte ; les catholiques étaient contraints de se convertir à l'arianisme sous peine de confiscation des biens, flagellation et exil. L'Église catholique spoliée, traquée était décapitée par l'exil massif de tout l'épiscopat qui fut déporté dans les îles. Les mêmes représailles s'abattirent sur les nombreux monastères de Byzacène ; sept moines de Gafsa connurent le martyre à Carthage.

Les atrocités furent sûrement plus nombreuses que sous Genséric : vandales renégats littéralement scalpés à la sortie des églises, lames de fer rougies au feu et appliquées sur le corps des victimes. Selon Victor de Vita les rues de Carthage foisonnaient de mutilés ; en fait, le polémiste citait très peu d'exemples concrets, à l'exception des habitants de *Tipasa* qui, après avoir tenté de s'enfuir par mer, furent repêchés et amputés de leur main et de leur langue dont la tradition catholique rapporte, qu'à la suite d'un miracle, ils auraient retrouvé l'usage.

La violence de la persécution ne fît que renforcer l'opposition catholique et la solidarité des fidèles avec le clergé proscrit ; la politique religieuse d'Hunéric fut en définitive un échec, puisqu'elle aggrava l'isolement, donc la précarité de la domination vandale dans le pays.

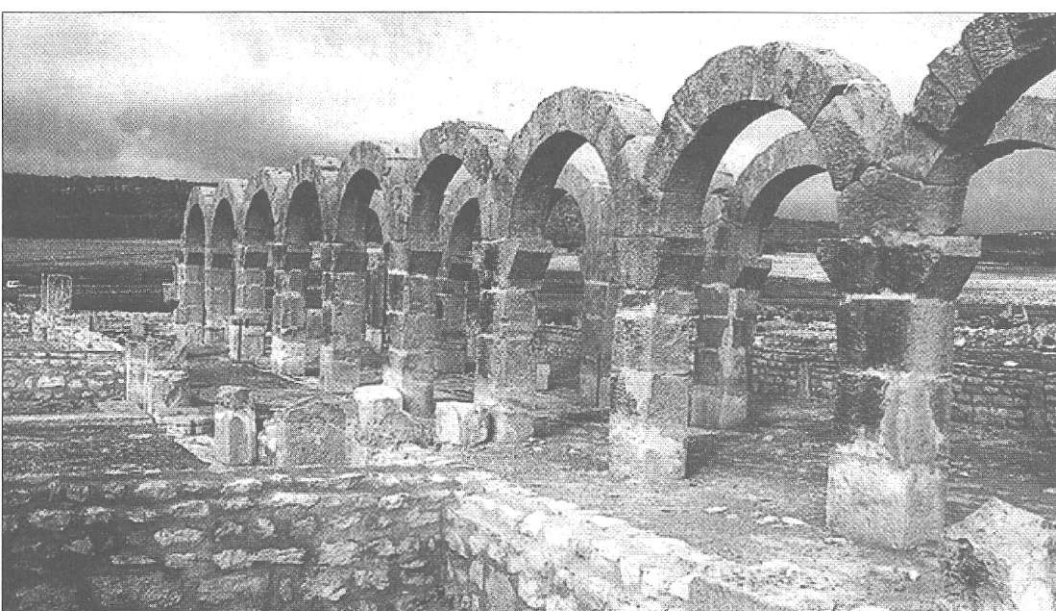
La politique religieuse sous les successeurs d'Hunéric

Les hésitations de Gunthamund

Les représailles n'ont d'ailleurs duré que quelques mois et devaient progressivement cesser sous le règne de Gunthamund (484-496). Indécis et sans relief, le nouveau roi amorça un retour hésitant vers la tolérance. Beaucoup de clercs, y compris l'évêque de Carthage, purent rentrer d'exil et récupérer leurs églises ; peut-être le roi voulait-il la paix pour faire face au réveil du péril berbère. Ses espoirs devaient être déçus car les catholiques n'ont pas cessé de considérer les Vandales comme des persécuteurs et des ennemis au moment même où le danger berbère leur recommandait de s'unir.

Nouvelles persécutions sous Thrasamund

Avec Thrasamund (496-523) qui fut un prince lettré et brillant, la persécution recommença, mais, renonçant aux violences, elle prit une forme doctrinale et intellectuelle. Le roi pria le savant évêque Fulgence de Ruspe, exilé en Sardaigne, de venir à Carthage l'affronter dans un débat théologique sur le culte trinitaire. Arien fanatique, Thrasamund ne se laissa pas convaincre et persécuta froidement mais impitoyablement le clergé. Les églises furent à nouveau fermées, le culte interdit, les évêques exilés ; il fut même interdit de sacrer de nouveaux évêques dans les sièges vacants. L'épiscopat était ainsi menacé d'extinction. Mais, en dépit de nombreux cas d'apostasie, le catholicisme demeurait solidement implanté dans le pays. Les clercs de Byzacène passèrent outre à l'interdiction royale et procédèrent clandestinement à l'élection des évêques. À la mort de Thrasamund, la crise religieuse était toujours aussi aigüe.



Basilique d'El Gousset

(Région de Fériana)

L'intérêt exceptionnel de cette basilique est de présenter deux séries d'arches encore debout, appartenant à la structure architecturale de l'édifice. Il s'agit des supports de la nef centrale et des nefs latérales qui s'appuyaient sur les murs périphériques aujourd'hui disparus : la charpente du toit couvert de tuiles en terre cuite reposait à la fois sur ces murs extérieurs et sur ces arcades intérieures.

Le plan est celui habituel aux modestes églises rurales : trois nefs d'égale largeur (environ 3 m) se développant sur sept travées. D'un côté, une abside centrale est accostée de deux pièces. Dans l'une se trouve la cuve baptismale, une table d'autel et un reliquaire.

Le chœur, entouré de chancels se prolonge dans la nef centrale. En face, de l'autre côté, la porte d'entrée axiale, est précédée d'un porche.

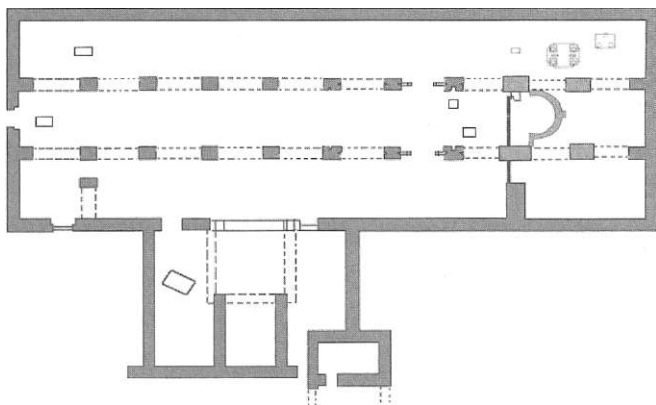
L'ensemble mesure 33 m sur 11,40 m.

L'intérêt de cette basilique est augmenté par la découverte de claveaux d'un arc qui devait appartenir à une entrée latérale et sur lequel était gravée l'inscription :

ANNO VICESIMO VI DOMINI REGIS TASAMUNDI autrement dit la 26^{ème}

année du règne du roi vandale Thrasamund (495-523)

c'est-à-dire l'année 521 ap. J.-C.



Revirement pro-catholique sous Hildéric

Son successeur Hildéric (523-530) fit une politique catholique et romanophile. Fils d'Hunéric et d'Eudoxie la jeune, Hildéric était à la fois petit-fils de Genséric et de Valentinien III ; dans sa jeunesse, il avait passé plusieurs années à Ravenne. A demi romain par le sang, il entretenait des relations étroites avec la cour de Constantinople. Il rappela immédiatement les exilés, autorisa la désignation d'un évêque à Carthage et rendit l'entière liberté de culte ; un concile fut même réuni en 525 sous la présidence du nouvel évêque de Carthage. Cette politique lui valut la sympathie unanime des historiens catholiques ainsi que les faveurs de Justinien, mais elle déchaîna l'opposition du clergé arien et de l'aristocratie vandale, d'autant plus que le roi manifestait une incapacité totale devant les incursions maures. Accusé de trahison, il fut victime d'une conspiration qui porta, sur le trône, son cousin Gélimer.

Chute d'Hildéric et avènement de Gélimer

Le nouveau roi avait la réputation d'un soldat valeureux ; dans une lettre à Justinien il affirma avec force l'indépendance du royaume vandale, ce qui déchaîna l'opposition des catholiques et leur propagande en faveur de l'intervention impériale ; trois ans plus tard, Gélimer subissait, impuissant, la loi de Bélisaire et l'État vandale disparaissait de l'histoire.

Ainsi triomphait l'Église catholique qui, refusant toujours d'accepter le fait accompli, n'avait pas cessé d'intriguer, au dedans comme au dehors, pour décider l'Empire à l'expédition libératrice. Depuis le débarquement de Genséric, elle s'était engagée dans un combat sans merci qui ne prit fin qu'avec l'arrivée de Bélisaire et la déroute des Vandales.

Cette « lutte inexpiable » a politisé le débat religieux et cimenté la résistance indigène contre l'envahisseur qui ne disposait plus des forces nécessaires pour affronter le danger berbère.

II- Le danger berbère

Décadence de l'État

Le réveil offensif des tribus berbères est le fait capital de la fin de la période vandale. Désormais - et la reconquête byzantine n'y changera pas grand chose - la conception romaine de l'État, c'est-à-dire d'une civilisation fondée sur la vie urbaine, la culture gréco-romaine et le christianisme est sans cesse menacée par la rentrée en scène des forces berbères que Rome, incapable d'assimiler, avait cependant réussi à contenir pendant des siècles.

Certes, la civilisation romaine est loin d'avoir disparu d'Afrique, le latin est encore parlé jusque dans les confins les plus méridionaux et l'on verra survivre des communautés chrétiennes jusqu'en plein Moyen Age musulman. Mais en fait, la romanité est en déclin parce que l'élément berbère qui représente désormais les forces vives et agissantes du pays, n'y fut en général associé que de très loin et y demeura souvent étranger. Il est bien évident que des forces profondes faisaient alors éclater en Afrique, comme ailleurs les structures romaines de l'État, accélérant le morcellement de l'autorité et l'avènement de pouvoirs locaux. Mais cela n'explique pas la disparition de Rome en tant que civilisation et le triomphe relativement si aisé de l'Islam.

Organisation des tribus berbères

C'est la déromanisation de l'Afrique qui est le fait essentiel de cette période. L'Afrique romaine qui demeura toujours géographiquement et socialement une œuvre inachevée fut, à partir de la fin du V^e s., progressivement absorbée par les nouvelles confédérations indigènes. Celles-ci avaient déjà existé avant la conquête romaine et connu, à l'époque de Masinissa, un essor particulièrement brillant ; tant qu'il en eut la force et le rayonnement, l'Empire sut imposer son autorité aux tribus, associant les unes, refoulant ou isolant les autres. Mais l'évacuation progressive du pays, inaugurée par Dioclé-

tien, s'est poursuivie sous les Vandales qui ont abandonné les Maurétanies ainsi qu'une grande partie de la Numidie. Les fortifications des villes furent démantelées sur ordre de Genséric afin de ne pas servir de refuge à d'éventuelles rébellions. L'abandon de ces territoires plaça l'autorité entre les mains de roitelets berbères plus ou moins romanisés qui parvinrent à regrouper un certain nombre de tribus pour former de véritables royaumes indépendants, en Oranie, dans l'Ouarsenis, le Hodna. Du point de vue politique, c'était un **retour à l'anarchie** tribale ; les royaumes ainsi constitués à partir des îlots montagneux d'insécurité, firent en quelque sorte tâche d'huile et absorbèrent peu à peu les anciens territoires romains.

Leur intervention dans le Royaume vandale

En Tunisie, l'implantation vandale était demeurée limitée au nord du pays ; ailleurs, c'est-à-dire aux confins de la Byzacène et de la Tripolitaine, l'autorité de fait n'était plus exercée par les souverains de Carthage, mais par des chefs indigènes avec lesquels l'État entretenait, sous Genséric, des relations de suzerain à vassal ; c'est ainsi que des contingents maures ont servi dans les troupes vandales et participé à la plupart des opérations de guerre et de pillage. Après la mort de Genséric, l'affaiblissement de l'État détacha progressivement ces liens de suzeraineté. Dès 477. C'est la révolte de l'Aurès qui chasse les Germains et parvient à former un royaume indépendant sur lequel régnait le chef berbère Iaudas. Plus à l'est, dans l'actuelle région de Gafsa, naquit le royaume de Capsa. Mais c'est sur les massifs de la Dorsale, dans une région que Rome avait largement pénétrée, que se constitua le plus puissant et le plus redoutable de ces états indigènes, celui d'Antalas. Dès le règne de Gunthamund, les steppes de Byzacène subissaient de fréquentes razzias dirigées par les tribus berbères descendues des montagnes de l'ouest. Cette insécurité devint permanente à la fin du V^e s. et explique l'abandon de certains monastères comme celui de Fulgence de Ruspe à *Thelepte* (Fériana). Toutes les plaines de Byzacène, à l'exception du littoral, étaient, désormais, à la merci des invasions. Les tribus s'assemblè-

rent pour former une confédération sous la direction de Guenfan auquel succéda, en 510, son fils Antalas qui infligea une grave défaite aux troupes d'Hildéric, précipitant ainsi le coup d'état de Gélimer. Les Maures d'Antalas, que le poète Corippus désigne sous le nom de *Frexes*, étaient établis dans la région où résident encore aujourd'hui les Frechiches, c'est-à-dire autour de Thala et de Kasserine.

La victoire d'Antalas installait un royaume indépendant au cœur même de l'État vandale et étalait au grand jour l'impuissance de celui-ci. En même temps, elle favorisait l'intervention des grands nomades chameliers.

Les Nomades chameliers

Établis en Cyrénaïque et en Tripolitaine jusqu'à la fin du IV^e s., les tribus d'*A.ustorians* et de *Faivatas* remontèrent vers le nord-ouest et parvinrent en Byzacène à la veille de la reconquête byzantine. Elles étaient conduites par leur chef Cabaon, dont le royaume s'étendait dans l'arrière-pays de *Leptis Magna* et de *Oea* (Tripoli) ; Cabaon fit son apparition en Byzacène sous Thrasamund, vers 520, et défit les troupes vandales affolées par la multitude de chameaux que les nomades disposaient en cercle autour du camp. Une autre vague nomade semble avoir déferlé sur la Byzacène à l'époque de Gélimer.

Depuis la fin du VI^e s., la Tunisie centrale et méridionale était ainsi la proie des invasions dévastatrices ; l'État vandale s'effondrait et ne pouvait opposer de résistance aux troupes de Bélisaire.

III.- État matériel de la Tunisie au début du VI^e s.

La « paix vandale »

Malgré les déprédations dues aux incursions des tribus berbères et sahariennes dans les plaines de Byzacène, la vie écono-

mique demeurait relativement prospère, surtout dans le nord du pays où régna la « paix vandale ». Il ne semble pas qu'il y ait eu de dégradation notable par rapport au Bas-Empire ; les hommes ont vécu comme par le passé, bénéficiant même, dans de nombreux cas, de la disparition de cette lourde machine bureaucratique et policière qu'était l'administration impériale. Aucune révolte n'a dressé la masse des populations indigènes contre l'occupant et les soldats de Bélisaire n'ont pas toujours été accueillis comme des libérateurs.

Les villes

La vie urbaine poursuivait sa lente décadence ; celle-ci fut peut-être accélérée par la politique vandale qui a démantelé les murailles des villes - encore faut-il noter que cette mesure a peu touché la Tunisie où, à l'exception de Carthage, la plupart des cités n'avaient pas de fortifications ; seules *Leptis Magna* ainsi que les villes du littoral tripolitain semblent avoir sérieusement souffert de la destruction de leurs murailles, et se trouvaient désormais à la merci des nomades chameliers. La vie municipale traînait toujours une existence médiocre, aggravée par la ruine d'une partie de la bourgeoisie africaine spoliée de ses biens fonciers ; les grands travaux d'urbanisme ont pris fin et nous ne connaissons que peu de monuments d'époque vandale. Mais tous ces phénomènes étaient antérieurs à l'invasion et s'affirmaient déjà au début du V^e s. L'aspect des grandes villes comme Carthage n'a pas beaucoup changé sous les Vandales ; d'importants travaux furent même entrepris à l'époque d'Hunéric, dans le quartier du port.

L'agriculture

Le blé et l'olivier faisaient toujours la richesse du pays et suscitaient l'admiration de Procope ; l'arboriculture fit de nouveaux progrès au V^e s. Les tablettes Albertini prouvent que l'on continuait à planter des oliviers et des figuiers dans la région de Gafsa et que les réseaux d'irrigation étaient toujours entretenus. Les Byzantins

ont été frappés par la richesse de la côte du Sahel et du Cap Bon ; on sait, en outre, que de nouvelles plantations de vigne datent de l'époque vandale.

Le commerce

La médiocrité de l'économie monétaire atteste le déclin du commerce extérieur bouleversé par l'interruption des échanges avec l'Italie et par la piraterie vandale. Les rois de Carthage ont frappé des pièces de bronze et d'argent de valeur médiocre, mais jamais d'or ; on a cependant découvert de très nombreuses pièces d'or en provenance de l'Orient byzantin et datant de l'époque vandale ; il n'y avait donc pas d'autarcie, et l'Afrique continuait d'exporter vers l'Orient. Le volume des transactions a diminué ; le pays ne livrait plus son blé et son huile à l'annone ; il vendait surtout des esclaves dont Carthage fut un marché important et achetait des produits de luxe, comme les tissus d'Orient. La présence de nombreux marchands syriens dans le port de Carthage infirme l'idée d'autarcie.

Les Vandales ont, somme toute, régné dans une Afrique aussi prospère que celle du Bas-Empire et n'ont pas succombé à cause d'une crise économique.

Conclusion

Renié et combattu par les catholiques, haï de l'aristocratie dépossédée, indifférent aux masses, l'État vandale se trouvait isolé et impuissant devant le réveil de l'anarchie berbère et les aspirations impériales à la reconquête. Après Genséric, il fut conduit par des souverains moins capables et s'enlisa dans un immobilisme stérile où la minorité germanique tendait à se dissoudre dans la masse africaine plus civilisée, tandis que l'armée perdait ses vertus guerrières et se diluait dans l'élément indigène. Conception chimérique, l'État vandale disparaissait de lui-même et les Byzantins

n'ont fait qu'« assassiner un condamné à mort ».

Après la victoire de Bélisaire, les Vandales ont pratiquement disparu de l'histoire ; contrairement aux Phéniciens et aux Romains, ils n'ont rien légué à la civilisation du pays. Incapable d'interrompre le cours de l'histoire, leur règne a vu se poursuivre et s'accélérer le déclin de la romanité africaine. En évacuant de nouveaux territoires autrefois contrôlés par Rome, ils ont laissé le champ libre à l'anarchie politique des confédérations berbères ; mais ce repli avait déjà commencé sous Dioclétien et rien ne prouve qu'il n'aurait pas continué même si les Vandales n'avaient pas chassé Rome d'Afrique. Après 455, c'est l'Empire qui a abdiqué de lui-même dans les provinces de l'ouest maghrébin. En abandonnant les villes à elles-mêmes, les Vandales ont tari les sources de la romanisation, mais là encore les origines du mal étaient antérieures à leur arrivée dans le pays.

Ariens fanatiques et persécuteurs du catholicisme, ils ont peut-être contribué à la décadence du christianisme africain ; selon J. Carcopino leur farouche hostilité au culte trinitaire et aux subtilités théologiques a frayé la voie au monothéisme absolu de l'Islam. Peut-être aussi leur règne a-t-il vu renaître le vieux sémitisme punique dans certaines campagnes de Proconsulaire. Un passage, controversé de saint Augustin, rapporte que l'on parlait punique dans la région d'Hippone. C'est la déromanisation de l'Afrique qui doit être inscrite au bilan d'un siècle de domination vandale, bien que celle-ci n'en soit pas la cause directe. L'évolution se poursuivra sous les Byzantins qui ne pourront faire renaître un passé bien révolu.

CHAPITRE I

Justinien ou l'illusion d'une résurrection du passé

I. - La reconquête

Ses causes

La haute société africaine, spoliée et persécutée par les Vandales, était demeurée attachée à l'Empire dont elle n'a pas cessé de réclamer l'intervention. Beaucoup d'émigrés réfugiés à Constantinople agissaient auprès de l'empereur Justinien qui rêvait de restaurer l'Empire universel et catholique par la reconquête des provinces d'Occident. Le renversement d'Hildéric, en 530, servit de prétexte à une expédition que l'empereur a voulue et décidée malgré le pessimisme de son entourage qui surestimait les forces vandales et craignait que l'entreprise ne tournât au désastre comme celle de 468. Gélimer avait la réputation d'un chef de valeur et la flotte vandale inspirait toujours la terreur. En effet, le roi était un personnage émotif et dénué d'énergie, quant aux troupes barbares, nous savons qu'elles avaient perdu depuis longtemps toute combativité. Les meilleures d'entre elles se trouvaient du reste en Sardaigne pour réprimer une révolte du gouverneur local. Les tribus de Byzacène et de Tripolitaine étaient en insurrection et le loyalisme des contin-

gents maures n'offrait aucune garantie. À l'extérieur, la diplomatie byzantine avait trouvé l'appui du royaume barbare d'Italie en conflit avec Carthage depuis le meurtre, sous Hildéric, de la reine Amalafrika, veuve de Thrasamund et fille du roi des Ostrogoths Théodoric ; l'Italie barbare put ainsi favoriser les projets de Justinien en permettant à la flotte impériale de faire escale et de s'approvisionner en Sicile.

La campagne de Bélisaire

Le commandement de l'expédition fut confié au généralissime Bélisaire ; l'armée s'embarqua solennellement en Juin 533, en présence de l'empereur et avec la bénédiction du patriarche de Constantinople. Elle comprenait dix mille fantassins et cinq à six mille cavaliers qui, avec les contingents barbares et la garde cuirassée, formaient les troupes d'élite ; au total seize mille hommes, c'est-à-dire des effectifs inférieurs de moitié à ceux de l'armée vandale.

Bélisaire était entouré d'un état major dirigé par le « Domes-tique » Solomon qui jouera un rôle très important dans l'histoire de l'Afrique byzantine. Il était en outre accompagné de sa femme, l'intrigante Antonine.

Le généralissime conduisit prudemment la flotte qui, après avoir multiplié les escales, n'accosta qu'en septembre sur les plages du Sahel, à *Caput Vada* (Ras Kaboudia). Craignant un combat naval à cause de la réputation de la flotte vandale, Bélisaire préféra faire débarquer son armée et remonter vers le nord en se présentant aux populations comme un libérateur. Les classes possédantes ainsi que le clergé catholique lui apportèrent un appui enthousiaste, mais la masse ne semble pas s'être départie de sa passivité. Jusqu'aux environs d'*YLadrumetum* ce fut une promenade militaire ; Gélimer qui se trouvait alors en villégiature à l'intérieur de la Byzacène, fut étonnamment pris au dépourvu et n'opposa d'abord aucune résistance. Mais le roi ne tarda pas à réagir ; il ordonna à son frère Ammatas, demeuré à Carthage, de mettre à mort le romanophile Hildéric et ses partisans, puis de lever une armée et de se porter au devant de



L'Empereur Justinien (484 - 564)

Saint Vital, Ravenne

Représentation d'une cérémonie religieuse solennelle de l'Empereur Justinien (484-564) entouré des hauts dignitaires. Mosaïque murale décorant la basilique de saint Vital à Ravenne consacrée en 548.

L'empereur, vêtu du manteau pourpre, la tête entourée du nimbe, l'un et l'autre symboles du pouvoir impérial d'origine divine, s'avance, une patène d'or à la main, vers l'autel pour officier.

Il est précédé par l'archevêque de Ravenne, Maximus, vêtu du pallevin à étoile et portant la grande croix. De l'autre côté, le général Bélisaire, chef des armées, vainqueur des Vandales qu'il a expulsés d'Afrique (433-434) et organisateur du retour de la province au sein de l'empire.

Bélisaire ; pendant ce temps Gélimer, avec le gros des troupes vandales, talonnerait les Byzantins sur leurs arrières. Le plan du roi ne manquait pas d'ingéniosité : il consistait à prendre les impériaux entre deux feux et à les cerner dans le défilé de Derbet Essif, au sud de Hammam-Lif. Mais la manœuvre échoua par manque de coordination ; Ammatas arriva trop tôt à *Ad Decimum* (Sidi Fathallah) où il fut culbuté par l'avant-garde byzantine et tué. Lorsque Gélimer se présenta sur le champ de bataille il s'attarda à pleurer sur le corps de son frère, au lieu de poursuivre la cavalerie impériale qui s'était dangereusement aventurée et devenait très vulnérable. Un deuxième choc se produisit sur les rives du lac Sedjoumi et tourna de nouveau à l'avantage des Byzantins.

La victoire d'*Ad Decimum* ouvrait à Bélisaire les portes de Carthage qui, privée de murailles et prête à s'insurger, accueillit les Byzantins avec enthousiasme ; le généralissime s'installa aussitôt au palais des rois vandales et mangea le repas que l'on avait préparé pour Gélimer. La prise de Carthage, dont les fortifications sont remises en état, offrait aux Byzantins un solide point d'appui et assurait leurs communications par mer ; c'était aussi un succès psychologique qui fit sortir les chefs berbères de leur neutralité et les décida à offrir leur concours aux impériaux.

L'effondrement des Vandales

Restaient Gélimer et les Vandales, réfugiés dans la plaine de *Butta Regia*. Le roi fit venir des renforts, leva des troupes parmi les populations rurales de Sardaigne, puis marcha sur Carthage qu'il s'apprêtait à bloquer en lui coupant les vivres et en détournant les eaux de l'acqueduc.

Trois mois après *Ad Decimum* à la mi-décembre, Bélisaire se porta au-devant de l'armée vandale établie à *Tricamarum*, à une trentaine de kilomètres de Carthage ; ce fut encore une bataille confuse et médiocre qui finit par la déroute des Vandales. Gélimer abandonna les siens en plein combat et s'enfuit chez les Berbères du mont Pappua, en Numidie. Traqué, il se rendit, trois mois plus tard,

contre la promesse d'une vie sauve et d'un traitement honorable. Ramené à Constantinople, il devait figurer au triomphe de Bélisaire et terminer ses jours dans une riche propriété de Galatie.

La reddition du roi mettait fin aux opérations militaires qui s'achevaient par la défaite totale des Vandales. Celle-ci était due à la médiocrité de leurs troupes et à l'indécision du roi beaucoup plus qu'à l'action de Bélisaire qui, à deux reprises, aurait pu être vaincu. L'État vandale s'est effondré de lui-même et disparaissait ainsi de l'histoire. Mais les quelques deux cent mille Germains qui habitaient alors le pays, ne se sont pas volatilisés du jour au lendemain. Beaucoup furent déportés à Constantinople et affectés dans l'armée impériale ; mais le plus grand nombre demeura en Afrique. Les femmes épousèrent des soldats byzantins et les incitèrent à se révolter contre Solomon, ce qui entraîna, en 539, la proscription générale de l'élément germanique. Certains se réfugièrent en Maurétanie où ils répandirent l'arianisme et favorisèrent le réveil du donatisme au VI^e s. Aux cotés du chef rebelle Stotzas, ils poursuivirent la lutte contre l'Empire. Ceux qui demeurèrent en Tunisie furent rapidement assimilés par la population indigène.

Les limites d'une reconquête

Après une éclipse d'un siècle, l'Empire reprenait pied en Afrique, mais il n'était plus question, malgré les prétentions initiales de Justinien, de ressusciter l'ancienne Afrique romaine. L'occupation demeura géographiquement limitée ; les royaumes indigènes existaient toujours et n'ont pas cessé de prendre les armes ; les nomades chameliers aggravaient leur pression sur les confins méridionaux. À l'intérieur, le déclin de la vie urbaine se poursuivait malgré l'effort gigantesque pour fortifier et protéger les villes. Le retour des grands propriétaires accéléra le processus de concentration des terres et la « médiévalisation » de la société rurale. La reconquête catholique rendait au clergé sa puissance et n'allait pas tarder à le dresser contre l'État.

L'évolution, commencée plusieurs siècles plus tôt, suivait son cours et la domination byzantine demeura toujours précaire, rythmée à travers cent soixante-quatre ans d'existence par les guerres contre les princes indigènes, les mutineries dans l'armée, les troubles religieux, pour succomber enfin devant l'invasion arabe.

On ne saurait cependant méconnaître l'importance historique d'une oeuvre dont tant de témoignages jonchent aujourd'hui le sol de la Tunisie. Héritière de Rome, Byzance a insufflé une vie nouvelle à la romanité africaine, propagé le christianisme dans des régions où il n'avait pas encore pénétré, perpétué tant bien que mal cette notion romaine de l'État. Puissance orientale, elle a rapproché l'Afrique de ces pays du Levant d'où les Arabes et l'Islam allaient bientôt déferler.

La reconquête de l'Afrique fut l'œuvre de Justinien qui entreprit aussitôt de réorganiser profondément le pays. C'est pendant son long règne que nous connaissons le mieux cette période, que la domination impériale fut le moins précaire, en dépit de toutes les difficultés militaires et religieuses qu'elle dut affronter. Après Justinien, nos connaissances s'estompent ; le dernier siècle de l'Afrique antique demeure encore très obscur, au même titre que les premiers âges de l'Ifriqiya. À travers la pénurie de nos informations on peut déceler l'inéluctable dégradation de l'autorité impériale et l'extension de l'anarchie.

II- L'organisation administrative et militaire

L'administration

Géographiquement, l'Afrique byzantine n'est pas beaucoup plus étendue que celle des Vandales. L'occupation demeura limitée à la Tunisie et à l'Algérie orientale ; elle s'étend désormais jusqu'aux environs de Sétif et englobe le massif de l'Aurès ainsi que les plaines du Zab. À cela il faut ajouter quelques positions côtières en Maurétanie. Nous sommes loin du rêve de Justinien qui voulait

reconquérir toutes les anciennes provinces de Rome ; en fait, l'Afrique byzantine était beaucoup moins vaste que celle de Dioclétien.

Les territoires reconquis formèrent le nouveau diocèse d'Afrique, placé sous un préfet du prétoire, qui était le chef suprême de l'administration civile, notamment en matière de justice et d'impôts. Le préfet avait le concours de nombreux conseillers et bureaux qui renouaient ainsi avec les traditions administratives du Bas-Empire. On en revint à la division provinciale : Proconsulaire, Byzacène et Tripolitaine avaient chacune à sa tête un gouverneur de rang consulaire, aux attributions également civiles. Cette lourde machine bureaucratique écrasa les populations sous le poids d'une fiscalité très lourde et rétablit l'oppression administrative qui s'était relâchée sous les Vandales. La corruption qui régnait à tous les échelons, aggrava la condition des humbles et fut, comme l'a écrit Procope dans son *Histoire Secrète*, une des causes de la ruine du pays.

L'armée et la défense

L'Empire s'est attaché surtout à restaurer la sécurité, en réorganisant l'armée et en couvrant le pays d'un immense réseau de forteresses.

Reconstituée selon les mêmes principes qu'au IV^e s., l'armée fut divisée en armée mobile destinée à protéger l'intérieur du pays et en troupes frontalières formées de soldats paysans. Le commandement en chef était exercé par le *magister militum Africae*, personnage considérable résidant à Carthage et honoré généralement du titre de patrice ; il était assisté par un important état-major à la tête duquel se trouvait le « Domestique ». Malgré la séparation des pouvoirs civils et militaires, il arrivait, qu'en temps de troubles, le *magister militum* cumulât ses fonctions avec celles du préfet du prétoire : ce fut notamment le cas des patrices Solomon et Germanos. Dans les provinces, le commandement local était confié à des ducs assistés de tribuns.

Carte de la Proconsulaire après la réforme administrative de Dioclétien (284-305)

La carte de la Proconsulaire avec le tracé des frontières résultant du découpage opéré par Dioclétien (fin III' - début IV' s.) : Zeugitane, Byzacène et Tripolitaine.

La carte montre la frontière de l'ouest entre la Numidie et la Proconsulaire telle qu'elle résulta de la fusion de l'Africa Vêtus (ancien territoire carthaginois) avec l'Africa Nova (ancien royaume numide de Juba annexé) pour constituer une seule province unifiée entre 40-39 avant J.-C. et dénommée Africa proconsularis ou simplement Proconsulaire.

Sous le règne de Dioclétien (284-305) dans le cadre de la réorganisation de l'empire, la Proconsulaire est divisée en trois nouvelles provinces : Zeugitane ou Proconsulaire, Byzacène et Tripolitaine.

Le tracé de la limite séparant la Zeugitane de la Byzacène a été sans cesse rectifié et précisé par les nouvelles découvertes archéologiques et épigraphiques et les études qui en ont découlées.

La dernière modification porte sur l'attribution de Zama Regia à la Proconsulaire plutôt qu'à la Byzacène. Le tracé de la frontière s'en trouve amélioré parce qu'il supprime un crochet et se rapproche de la nature du relief des chaînons montagneux. Le tracé de la frontière entre les deux provinces suit l'orientation de la chaîne montagneuse de la Dorsale qui traverse le pays en écharpe du S-O au N-E.

Le tracé de cette frontière a été rectifié à plusieurs reprises : par la restitution cPAmmaedara à la Proconsulaire - Zeugitane et par l'attribution de Pupput à la Byzacène. De même, il apparaît qu'Abthugni relève plutôt de la Proconsulaire que de la Byzacène.

De part et d'autre de cette frontière, se situent donc, en Zeugitane : outre Zama Regia, Maraci, Kbor Klib, Ksar el Hadid (SULIANA ?), Seba Biar, Sidi Ahmed Hechehi, Althiburos, Saradi, Furnos Majus, Verona, Seressi, Abthugni, Ammaedara et Theveste.

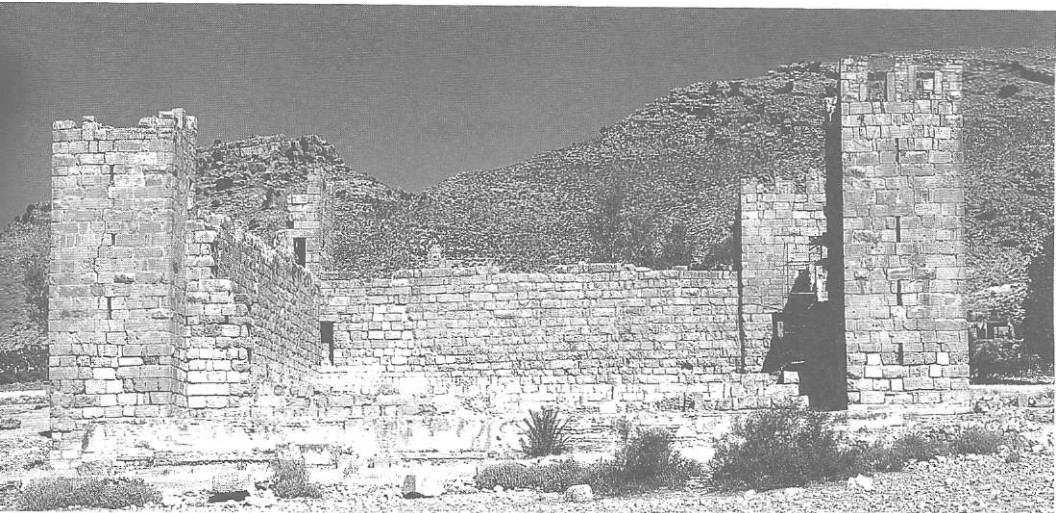
En Byzacène : outre Pupput, Vazi Sara (Hr Bez), Marago, Sara (Hr Chaar), Macot (Maghraoua), Thiggiba (Hr Zouakra), Thugga Terebentina, Segermes, Bia, Asadi, Uzappa antique, Mactaris, Mididi et Thala.

La défense du pays reposait d'abord sur le *limes* qui fut sans doute reconstitué et renforcé. En Tunisie, son tracé demeurait identique à celui du IV^e s. ; il longeait toujours le littoral tripolitain puis s'infléchissant du nord-ouest, il s'appuyait sur les Matmatas et gagnait la ligne des Chotts d'où il remontait vers Gafsa avant de gagner l'Algérie.

Les forteresses

Mais ce sont les innombrables forteresses de l'intérieur dont Solomon a hérissé le pays qui caractérisent le mieux l'œuvre militaire de Byzance. La formation de puissantes confédérations berbères dont les incursions périodiques menaçaient les villes comme les campagnes, rendait nécessaire d'établir des bases fortifiées au cœur même des provinces. Les villes, dont les Vandales avaient négligé la défense, s'entourèrent de puissantes murailles protectrices, les différents points stratégiques : défilés montagneux, points d'eau, routes importantes, furent également surveillés par des garnisons établies dans des forteresses. Des fortins plus modestes défendirent les exploitations rurales contre les razzias dévastatrices. C'est par centaines qu'on pourrait chiffrer les constructions d'ouvrages défensifs à l'époque byzantine et les témoignages qu'en donne l'archéologie sont innombrables. Citons les mieux conservées, celles de Ksar Lemsā, Aïn Tounga, Téboursouk, Haïdra. La variété est infinie, depuis les grandes villes fortifiées comme Haïdra ou Tébessa jusqu'aux modestes borjs construits à la hâte pour défendre une ferme.

La forteresse byzantine a, en général, un plan rectangulaire ; elle comprend un mur d'enceinte qui peut s'élever jusqu'à une dizaine de mètres et dont les angles sont renforcés par de puissantes tours carrées garnies de meurtrières et communiquant avec le chemin de ronde. En avant du mur, se trouve généralement un fossé, rempli d'eau. Les portes, souvent au nombre de quatre, sont très protégées, soit par des tours qui les flanquent, soit en prenant, com-



Ksar Lemsā

Il est souvent signalé comme l'un des plus beaux et des plus complets monuments que la Tunisie ait gardés de l'époque byzantine.

Murailles dorées par le soleil, tours crénelées, cette forteresse domine la vallée de l'oued Mahrouf, vers la plaine de Siliana.

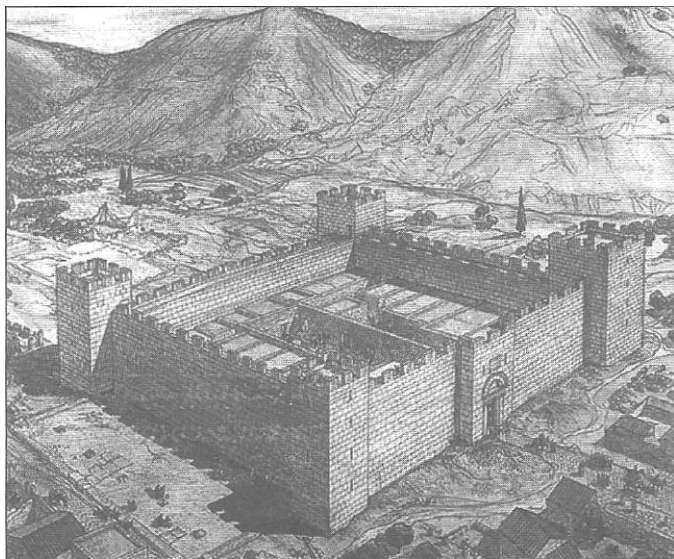
La forteresse est de plan rectangulaire, flanquée à chaque coin par une haute tour carrée.

La cour intérieure mesure 28 x 31 m

La muraille est faite de pierres de taille prélevées sur des édifices de l'antique Limisa. Un parapet crénelé abritait le chemin de ronde.

Alors que l'a hauteur des murs varie entre 8 et 12 mètres, celle des tours d'angle s'élève à plus de 13,50 m. Sur la face sud-est, entre deux avant-corps, une porte d'entrée.

Construit sous le règne de l'empereur Maurice (582-602), le château de Lemsā est le type de castellum édifié en grand nombre par le pouvoir byzantin à travers la Proconsulaire pour assurer la surveillance de la province contre l'insécurité.



me à Aïn Tounga, une forme coudée. À l'intérieur de la citadelle, se trouvent les bâtiments de la garnison : magasins militaires, écuries, meules, pressoirs, souvent une église. Quand il s'agit d'une ville fortifiée, comme à Haïdra, le mur d'enceinte englobe une partie de l'ancienne agglomération romaine ; une telle contraction du périmètre urbain en temps de troubles est un phénomène général.

Le problème de l'eau est évidemment capital et intervient dans le choix du site ; la citadelle de Aïn Tounga se trouve, comme l'indique le nom du village, à proximité immédiate d'une source. De vastes citernes sont souvent construites pour recueillir les eaux de pluie et assurer des réserves. La technique de construction est d'autant plus remarquable que les travaux furent menés à la hâte et avec des matériaux de fortune. Les murs d'enceinte sont constitués d'un double revêtement de pierres de taille en gros appareil, régulièrement disposées ; l'intervalle entre les deux assises est comblé par une maçonnerie grossière, le blocage. Beaucoup d'édifices romains furent détruits et leurs pierres réemployées ; l'enceinte s'appuyait souvent sur un monument préexistant ; c'est le cas, par exemple, des forteresses de Sbeïtla et de Dougga. À Tébessa, l'arc de triomphe de *Caracalla* a servi à la fois de bastion et de porte pour la citadelle.

Géographiquement, ces forteresses se répartissent à travers tout le pays, les plus importantes s'ordonnent cependant en un certain nombre de lignes stratégiques : d'abord sur le littoral, entre Gabès et Carthage où la plupart des villes sont entourées de murailles ; une deuxième ligne fortifiée s'organise le long de la route de Carthage-Tébessa dont l'importance stratégique demeure essentielle ; c'est là que se trouvent les forteresses de Haïdra, Henchir Lorbeus, Téboursouk, Aïn Tounga.

Au centre et à l'ouest de la Byzacène, aux confins des royaumes berbères passe une troisième ligne jalonnée par les forts de Sbeïtla, Sbiba, Jaloula, Lemsâ. Enfin, dans la vallée de la Medjerda, le long des routes reliant Carthage à Constantine et Bône s'échelonnent les citadelles de Béja, *Wulla Regza*, Le Kef.

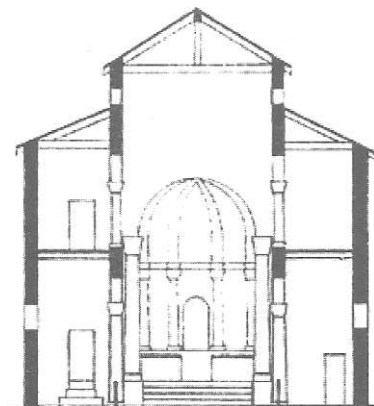


Basilique byzantine de la citadelle de Haïdra

Spectaculaires pans de murs en grand appareil patinés par l'exposition au soleil.

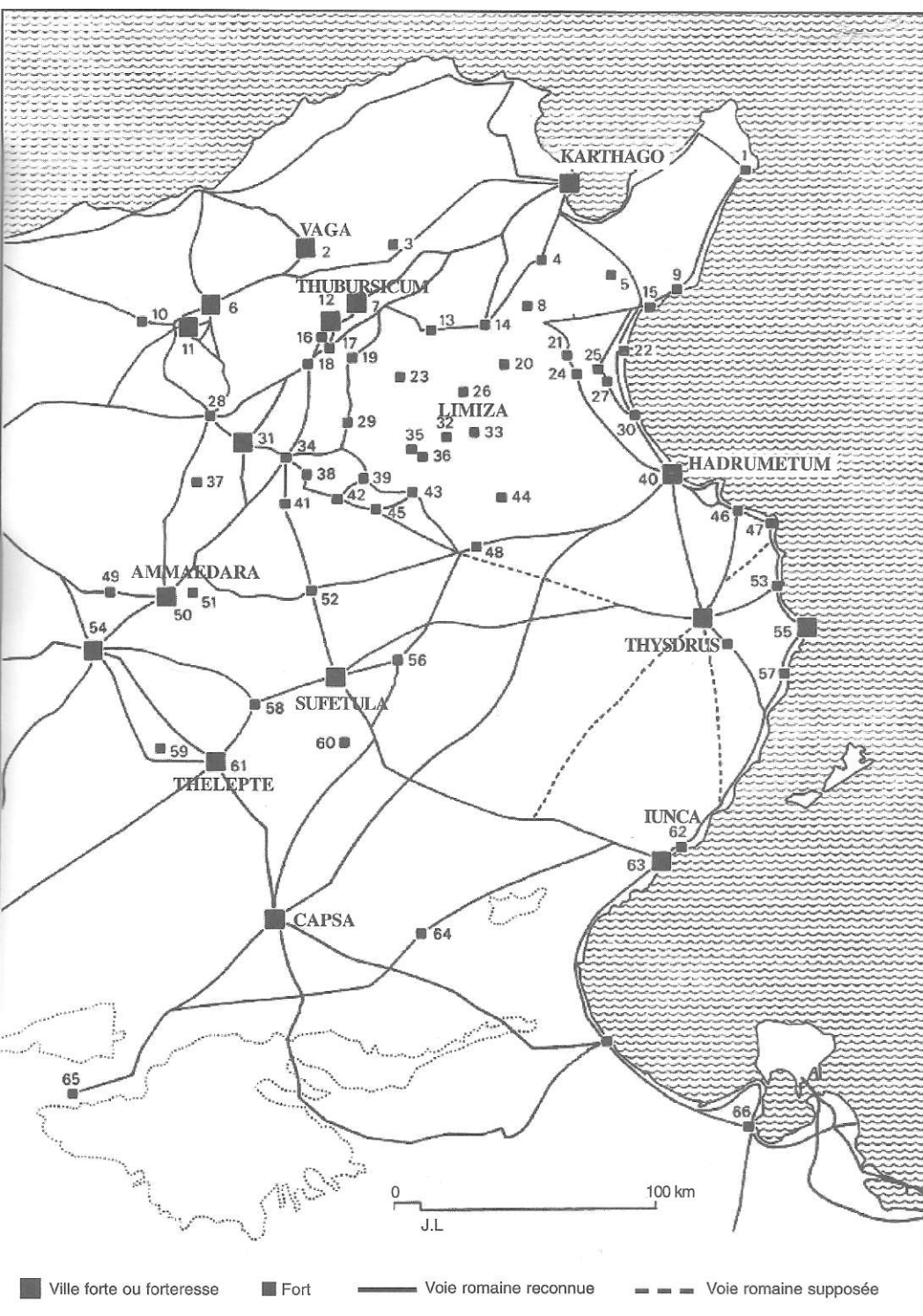
Adossée au rempart qui la domine, c'est la partie antérieure d'une basilique construite à l'intérieur de la citadelle byzantine. Les deux colonnes debout encadrent l'abside qui terminait la nef centrale. Le monument comprenait trois nefs se développant sur trois travées. L'entrée principale s'ouvrait sur un porche du côté opposé à l'abside,

Longue de 23,50, large de 13m, cette basilique a conservé une grande partie de son élévation parce que les murs ont été construits avec de grands blocs pris sur des bâtiments abandonnés. Cette basilique a fait l'objet de fouilles et de recherches ainsi que d'un essai de retitution. Cf. Dessin de J.-C. Golvin et J. Christen.



Carte des fortifications byzantines d'après Ch. Diehl, *L'Afrique byzantine*, 1896 et des voies routières d'après P. Salama, *Les voies romaines de l'Afrique du Nord*, 1951, réalisée par R. Guéry, extraite de l'ouvrage de R. Guéry, C. Morrisson, H. Slim, *Recherches archéologiques à Rougga, fasc. 11, 1982, p. 88, fig 8.*

1 •CLYPEA	Kélibia	34 -ASSURAS	Zanfour
2-• VAGA	Béja	35 -VAZI SARRA	Henchir Bez
3-•SUA	Chaouach	36 - URUSI	Henchir Sougda
4-• UTHINA	Oudna	37- AUBUZZA	Henchir Gezsa
5-• TUBERNUC	Aïn Tebournoc	38 .	Elles
6-• BULLA REGIA	Hammam Daradji	39 - UZAPPA	Ksour Abd el Melek
7- TIGNICA	Aïn Tounga	40 -HADRUMETUM	Sousse
8-	Depienne	41 - THUCCA TERESENTINA	Henchir Dougga
9-• NEAPOLIS	Nabeul	42 - MACTARIS	Maktar
10 - THUBURNICA	Henchir Sidi Belgacem	43 -AGGAR	Sidi Amara
11 - TUNUSIDA ?	Boij Hallal	44 - CUCULIS	Jelloula
12 - THUBURSICU BURE	Téboursouk	45 -CHURISA	La Kessera
13 - AVITA BIBBA	Henchir bou Ftis	46 - LEPTI MINUS	Lemta
14 - THUBURBO MAIUS	Henchir Kasbah	47 -THAPSUS	Rass Dimas
15 -PUPPUT	Hammamet	48 -MAMMA?	Henchir Douimés
16 -THUGGA	Dougga	49	Gastal
17 - AGBIA	Aïn Hedja	50 - AMMAEDARA	Haïdra
18 - MUSTI	Le Krib	51 .	Henchir Kokech
19 - THIMISSUA	Sidi bou Argout	52 -SUFES	Sbiba
20 -ZUCCHAR	Aïn Joukar	53 -SULLECTUM	Salakta
21 - BEA	Aïn Batria	54 -THEVESTE	Tébessa
22 - APHODISIUM ?		55 - CAPUT VADA	Rass Kaboudia
23 -AVIOCCALA	Henchir Sidi Amara	56 -CILMA	Jilma
24 - MEDICCERA	Aïn Mdeker	57 -ACHOLLA	Henchir Botria
25 - PHERADI MAIUS	Henchir Fradis	58 -CILLIUM	Kasserine
26 - SERESSI	Oum el Abouab	59 -TAMESMIDA	Henchir Goubel
27 - UPPENA	Chigarnia	60 -THELEPTE	Médinet el Kdim
28 - SICCA VENERIA	Le Kef	61 - MADARSUMA ?	Henchir bou Doukkan
29 -ZAMA	Jama	62 - MACOMADES MINORES	Maharés
30 - HORREA CAELIA	Hergla	63 - IUNCI	Boij Younca
31 -LARES	Lorbeus	64 .	EL Hafay
32 -LIMIZA	Ksar Lemsa	65 -AGGARSELNEPTE	Nefta
33 - MUZUC	Henchir Kachoum	66 - GIGTHIS	Bou Ghara



Carte des fortifications byzantines

III- Guerres indigènes et rebellions dans l'armée

Ces gigantesques travaux entrepris pour la plupart sous Solomon montrent à quel point la sécurité était devenue précaire. Byzance n'a pas apporté la paix au pays, perpétuellement troublé par les guerres indigènes et l'anarchie qui régnait dans l'armée.

Les relations entre l'administration byzantine et les chefs berbères

Aussitôt après la victoire de Bélisaire et le départ de celui-ci, une double insurrection faillit déjà chasser les Byzantins d'Afrique. Les chefs berbères qui étaient restés neutres pendant la guerre de reconquête se soulevèrent après le départ de Bélisaire ; la violente famine de 534 poussait les tribus montagnardes vers les riches plaines à blé. Byzance dut son salut aux perpétuelles divisions qui n'ont pas cessé d'opposer et d'affaiblir les roitelets indigènes, au grand profit de la diplomatie impériale. Celle-ci reconnaissait leur autorité en leur conférant une investiture qui les plaçait dans une sorte de vassalité. L'empereur s'engageait à leur verser un subside annuel et ils devaient en échange fournir des contingents aux troupes impériales.

Au lendemain de la reconquête, la diplomatie byzantine entretenait des relations avec plusieurs confédérations limitrophes de la Tunisie ; les plus importantes étaient celles de Ierna en Tripolitaine, d'Antalas et de Coutsina en Byzacène. L'insurrection fut déclenchée en 534 par les tribus de Coutsina, qui se jetèrent sur les campagnes de Byzacène, pillant les récoltes et massacrant les populations. Grâce à la neutralité d'Antalas qu'une rivalité farouche opposait à Coutsina, les troupes byzantines conduites par Solomon purent l'emporter à deux reprises en 535 et pacifier le pays.

La mutinerie de Stotzas

Mais les troubles reprirent l'année suivante à cause de la mutinerie qui éclata dans l'armée. L'impopularité de Solomon, trop brutal, le retard dans le paiement des soldes à cause des perpétuelles difficultés financières, la revendication des terres vandales par les soldats qui avaient épousé des femmes germaniques, l'ambition de certains officiers comme Stotzas, tout cela conduisit à la grave révolte de 536 ; dirigés par Stotzas, les rebelles formèrent une armée redoutable, s'établirent dans la plaine de *huila Régza* et, après avoir négocié avec les chefs berbères de Numidie, ils marchèrent contre Carthage. Solomon quitta précipitamment la ville pour échapper au poignard des assassins et s'embarqua pour la Sicile, où Bélisaire se trouvait à la tête de troupes importantes qui s'apprêtaient à reconquérir l'Italie

Le généralissime para au plus pressé et revint à Carthage. Les rebelles levèrent le siège de la ville et se replièrent en désordre vers *Membressa* (Medjez el Bab) où ils furent accrochés par les troupes impériales et mis en déroute. L'ordre semblait revenu mais l'insurrection rebondit aussitôt après le départ de Bélisaire

Justinien confia alors le commandement au patrice Germanos qui, alliant l'usage de la force à la diplomatie, parvint à briser la rébellion. Stotzas dut se réfugier en Maurétanie, où il épousa la fille du roitelet maure ; avec lui disparurent les derniers soldats vandales. Après sa victoire, Germanos fut rappelé à Constantinople et l'empereur rendit le commandement suprême à Solomon qui reçut alors les titres de préfet du prétoire et de maître des milices. La pacification du pays fut achevée et la domination byzantine s'étendit jusque dans le Hodna. La Tunisie connut une période de calme et de relative prospérité entre les années 539 et 545 au cours desquelles furent construites la plupart des grandes forteresses.

La révolte d'Antalas et la mort de Solomon

Mais ce n'était qu'un répit. Une nouvelle crise éclata en 544 et partit, cette fois, de Tripolitaine où le duc *Sergius* s'était rendu odieux

aux populations. Une délégation de Lawâtas, venue se plaindre à *leptis Magna* des exactions commises sur son territoire, fut éconduite et massacrée. La Tripolitaine se souleva et obtint l'appui du grand caïd Antalas qui rompit avec Solomon, car celui-ci, irrité sans doute par la fière indépendance du vieux chef berbère, lui avait coupé les subsides après avoir fait exécuter son frère. Antalas se mit à ravager la Byzacène et tout fut à recommencer. Coutsina ne manqua pas l'occasion d'assouvir sa haine en passant cette fois dans le camp des Byzantins. L'armée impériale affronta les troupes d'Antalas dans la plaine de Kasserine ; indisciplinée, à cause du perpétuel retard de la solde, elle se débanda dès le premier choc. Le désastre s'acheva par la mort de Solomon, tué dans une embuscade.

L'anarchie en Afrique

La défaite et la mort du généralissime rallumèrent l'insurrection dans tout l'ouest de la Byzacène. Stotzas revint de Maurétanie avec ses réfugiés vandales et rallia les troupes d'Antalas. Pendant ce temps, l'armée byzantine à la tête de laquelle venait d'être placé l'impopulaire et incapable *Sergius*, était paralysée par l'indiscipline et refusait de combattre. *Hadrumetum* fut prise sans résistance et sacquée. L'empereur aggrava la confusion en flanquant *Sergius* d'un collègue aussi incompétent, l'aristocrate Aréobinde. C'était la division et la rivalité au sein même du commandement. *Sergius* laissa écraser l'armée de son collègue à Thacia (entre le Kef et TébourSouk) sans intervenir. Le chef de l'infanterie, Jean, qui était l'un des rares commandants valables, fut tué dans cette bataille au cours de laquelle devait également succomber le rebelle Stotzas.

Justinien rappela alors *Sergius* et remit tout le pouvoir à Aréobinde qui se montra aussi incapable de maîtriser l'insurrection à laquelle se joignirent bientôt Coutsina et le chef de l'Aurès, Iaudas. En même temps, le duc de Numidie Guntharith intriguait pour renverser Aréobinde et négociait secrètement avec les chefs berbères. En mars 546 il parvenait à supprimer Aréobinde et s'installait en maître à Carthage. L'anarchie était totale et l'Afrique semblait per-

due pour Byzance ; sans leurs divisions, les Berbères auraient pu en finir alors avec cette armée impériale disloquée. Après la chute de Gunharith, dont le règne de fantoche ne dura que trente-six jours, l'empereur se décida enfin à confier le commandement à un chef de valeur, Jean Trogliata, à la gloire duquel l'africain *Corippus* écrivit le poème épique de la *Johannide*.

Redressement provisoire sous Jean Trogliata

Jean Trogliata était un ancien de l'armée d'Afrique ; il avait participé à la reconquête et servi sous les ordres de Solomon comme duc de Tripolitaine. Il combattit ensuite en Orient, contre les Perses ; la fin de la guerre perse lui permit de recevoir des renforts. Le nouveau *magister militum* qui connaissait bien le pays, réussit à détacher Coutsina de l'insurrection, puis il entreprit de pacifier la Byzacène. L'armée rebelle, commandée par Antalas et le Tripolitain Ierna, fut battue une première fois en 547 dans la région de Sbeïda, où Ierna trouva la mort ; mais Antalas parvint à refaire ses troupes et reprit ses razzias presque sous les murs de Carthage. La bataille décisive eut lieu dans les champs de Caton, en Byzacène, au cours de l'été 548 ; plusieurs chefs indigènes dont le Lawâta Carcasan y furent tués. Antalas se soumit de nouveau. La paix était rétablie pour une quinzaine d'années, mais le pays, et en particulier la Byzacène, avait été cruellement dévasté par la guerre. Les troubles reprenaient à la fin du règne de Justinien qui, à sa mort en 565, laissait l'Afrique byzantine dans une situation critique.

IV.- La vie économique et sociale

Jugement de Procope

Dans son *Histoire secrète*, Procope accuse l'administration byzantine d'avoir saccagé et appauvri le pays : « *C'est que Justinien, après la défaite des l'andales, ne s'inquiéta pas d'assurer la solide possession du*

pays ; il ne comprit point que la meilleure garantie de l'autorité réside dans la bonne volonté des sujets ; mais il se hâta de rappeler bélisaire qu'il soupçonnait injustement d'aspirer à l'Umpire et lui-même administrant l'Afrique à distance, il l'épuisa, la pillà à plaisir. Il envoya des agents pour estimer les terres ; il établit des impôts très lourds qui n'existaient point auparavant ; il s'adjudgea la meilleure partie du sol ; il interdit aux ariens la célébration de leurs mystères ; il différa les envois de renforts et en toute circonstance, il se montra dur au soldat : de là, naquirent des troubles qui aboutirent à de grands désastres »

Ce sombre tableau renferme une large part de vérité qui est confirmée par la *Johannide* de Corrippus décrivant : « *L'Afrique fumante s'abîmant dans les flammes* ».

Il convient cependant de nuancer ces témoignages car ils concernent surtout la Byzacène à l'époque des guerres indigènes, particulièrement celles du milieu du siècle. Procope généralise en étendant à tout le pays une situation qui était limitée dans le temps et l'espace. Il n'en reste pas moins que la condition des hommes s'est encore dégradée à cause d'une fiscalité très lourde levée par une administration corrompue et impitoyable, du retour des grands propriétaires qui fixent de nouveau, les colons à la terre, élargissent leurs domaines et aggravent la servitude des populations rurales, enfin de l'insécurité qui menaçait périodiquement les campagnes. Mais en dépit de la crise sociale et des troubles, la Tunisie du VI^e s. demeurait relativement prospère. Beaucoup de villes furent restaurées, agrandies ; les principales cités de Tunisie s'adjoignirent le nom de *Yempereur* : *Justimanæ* (*Capsa, Hadrumetum, Carthago Justiniana*) ; à *Caput Vada*, sur la plage où avait débarqué Bélisaire, les Byzantins construisirent une ville nouvelle qu'ils appelèrent *Justinianopolis*. A Carthage des travaux importants furent entrepris sur la colline de Byrsa et dans le quartier des ports ; de nouveaux thermes datent de cette époque. Mais c'est encore l'architecture religieuse, sur laquelle nous reviendrons, qui tient la place la plus importante dans cette œuvre de restauration urbaine. Malgré le déclin de la vie municipale qui se poursuivait, la civilisation romaine brilla d'un dernier éclat et s'enrichit des influences orientales apportées par les artistes byzantins. Dans ce domaine, l'époque byzantine fut, par rapport au



Mosaïque dite de « la dame de Carthage »

Musée de Carthage. Découverte en 1953
dans le quartier nord de Carthage dans le pavement
d'une villa ancienne.

*Dans un encadrement fait de bijoux et de pierres précieuses,
un personnage énigmatique, au visage jeune, est
représenté de face, dans une attitude hiératique.
C'est une figure féminine par sa coiffure et ses boucles d'oreilles.
Mais son costume est masculin : un paludamentum pourpre
attaché sur l'épaule droite par une fibule ronde.
Le personnage, diadémé et nimbé, fait le geste de bénédiction.
De la main gauche, il tient un sceptre.
L'interprétation de ce personnage reste incertaine.
Il ne s'agit manifestement pas d'un simple portrait.
Personnification ou allégorie ? Faute d'une inscription
qui en aurait précisé la signification, l'identification nous échappe
et continue de susciter de nombreuses interrogations.
La datation de l'exécution du tableau varie du IV^e au VI^e s. selon les
spécialistes. La bibliographie concernant les études de
cette œuvre est abondante en raison
de l'intérêt qu'elle suscite.*

siècle vandale, une renaissance : architecture militaire et religieuse, sculpture qui produit les bas-reliefs de Damous el Karita et les nombreux chapiteaux que l'on retrouvera dans les mosquées de Kairouan, mosaïque, vie littéraire avec le poète historien *Corippus*, tout cela traduit à la fois le réveil et l'ultime éclat de la civilisation antique en Afrique.

Agriculture et vie rurale

La vie rurale fut bouleversée par l'expropriation massive des terres vandales ; ce nouveau transfert de la propriété donna lieu à de multiples contestations et à toutes sortes d'abus, en dépit du délai de cinq ans qui fixait la prescription. Les soldats byzantins qui s'étaient mariés avec des femmes vandales revendiquèrent les biens ayant appartenu à leurs épouses ; d'où le conflit avec les anciens propriétaires africains et les rebellions dans l'armée. Les terres du domaine royal passèrent de nouveau au fisc impérial ; quant à l'Eglise catholique, elle récupéra tous les biens dont elle avait été spoliée. Les paysans libres, cultivant leur terre selon la coutume manicienne, n'ont pas disparu, mais, comme l'attestent les Tablettes Albertini pour l'époque vandale, ils furent souvent obligés de vendre ou d'abandonner leurs exploitations aux grands propriétaires. Le colonat, qui faisait du paysan un esclave de la glèbe, redevient la règle du VI^e s. et l'État apportait son concours aux propriétaires réclamant le retour des paysans fugitifs afin d'assurer, à tout prix, le recouvrement des impôts.

Les ressources agricoles demeurent abondantes surtout en Proconsulaire qui a moins souffert des troubles. Plus arrosée, plus fertile, elle était toujours le pays des céréales, des cultures arbustives et maraîchères. En Byzacène, le sol était plus pauvre, le climat plus sec, les villes moins nombreuses, la région avait en outre subi les dommages *causés par les razzias*, ce qui entraîna une baisse de la population, comme le prouve la diminution des sièges épiscopaux. Il ne faut cependant pas conclure à une ruine totale du pays ; celui-

ci a guéri ses blessures et, au milieu du VII^e s., le patrice Grégoire pouvait encore installer sa capitale à Sbeitla ; les historiens arabes, comme Ibn Abdel Hakam, admiraient les riches oliveraies de Byzacène. Peut-être perçoit-on déjà un déclin de l'agriculture sédentaire et un retour vers l'économie pastorale ; mais l'importance et l'entretien des réseaux d'irrigation jusqu'à la conquête arabe, montrent bien que les steppes du centre et du sud demeuraient des terres à cultures. La végétation forestière était beaucoup plus dense qu'aujourd'hui ; selon *Corippus* la ville de *Laribus* (Henchir Lorbeus, à proximité du Kef) se trouvait dans un bois, les montagnes de Byzacène et du Cap Bon étaient également couvertes de forêts.

Le commerce

Le commerce extérieur demeurait actif, et Carthage entretenait d'étroites relations avec l'Orient, exportant des produits agricoles et de la céramique et achetant des tissus, soieries et autres objets de luxe ; le commerce fit pénétrer les influences grecques et orientales dans les grandes villes ; il explique l'importance du culte rendu aux saints d'Orient.

V.- La politique religieuse

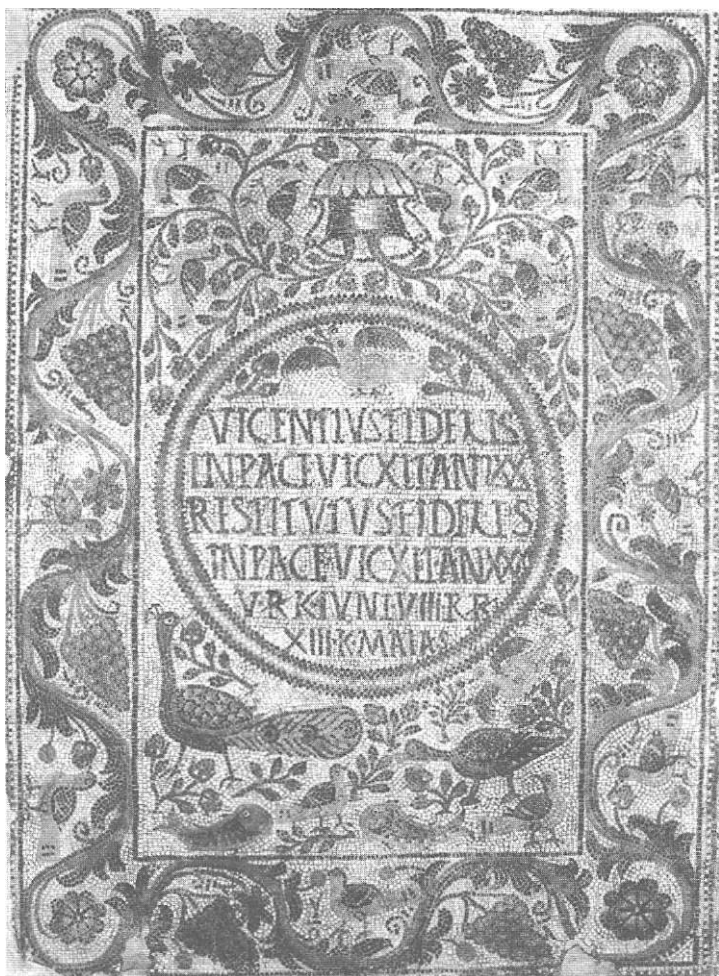
La reconquête byzantine fut aussi une reconquête catholique. Guidé par sa foi ardente, l'empereur avait su imposer l'expédition à son entourage hésitant et entendait qu'elle fût une croisade anti-arienne. L'inlassable effort des émigrés catholiques trouvait enfin sa récompense ; les Vandales balayés, l'arianisme fut proscrit, ses églises et ses biens restitués au clergé catholique. Une persécution violente s'engagea avec l'appui total de l'empereur contre tous les dissidents : ariens, juifs, donatistes et païens qui se voyaient interdire la liberté de culte et l'accès à toute charge publique. Temples ariens et synagogues furent transformés en églises. Dès 534, un concile de deux cent vingt évêques se réunit à Carthage pour célé-

brer cette revanche du catholicisme et le pape exprima sa reconnaissance à l'empereur.

Ultime essor du christianisme en Tunisie

Grâce à la reconquête, l'Église put ainsi briller d'un dernier éclat ; le catholicisme redevenait la religion officielle, la seule qui fût tolérée, le clergé sortait de la clandestinité et retrouvait son organisation passée : trois provinces ecclésiastiques, celles de Proconsulaire, Byzacène et Tripolitaine, avaient, chacune à sa tête, un primat. Celui de Carthage étendait son autorité sur toute l'Église d'Afrique et trouvait l'appui du pouvoir pour combattre les particularismes régionaux qui s'étaient manifestés au V^e s., notamment en Byzacène. La Tunisie comptait toujours près de deux cents évêques, mais le nombre des sièges semble avoir diminué en Byzacène, à cause de la dépopulation consécutive aux troubles. Le christianisme a cependant progressé dans l'extrême sud du pays. Au début du VI^e s., beaucoup de tribus adoraient toujours des divinités païennes, Guenfan et son fils Antalas interrogeaient l'avenir auprès de l'oracle d'Ammon ; les Lawâtas de Tripolitaine adoraient le dieu Gurzil ; la pratique très courante de la polygamie dénotait la faible pénétration du christianisme. Celui-ci fit des progrès au VI^e s., parvenant jusqu'aux oasis sahariennes ; en 569, les habitants du Fezzan conclurent un traité de paix avec l'Empire et se convertirent ; il en fut de même à Ghadamès. La propagande religieuse devenait ainsi une arme de la diplomatie impériale. En Proconsulaire, le nombre des évêchés semble avoir augmenté au cours de la période byzantine.

La renaissance catholique est attestée par la fréquence des conciles, la construction de nouvelles églises, l'essor de la vie monastique. De très nombreuses églises furent édifiées à travers tout le pays. Les plus importantes sont celles de Tébessa, de Damous el Karita à Carthage, de Haïdra, de Dar el Kous au Kef. Leur plan général était toujours latin : la basilique avait une forme rectangulaire terminée par une abside semi-circulaire ; au centre, la grande nef était séparée des travées latérales par des arcades repo-



Mosaïque funéraire de Kélibia

Mosaïque tombale avec double épitaphe

Conservée au Musée de Bardo

2.20 x 1.62 m.

Elle provient d'une vaste basilique cimetériale dite du « prêtre Félix » et dont le baptistère est reproduit à la page 347.

Découverte en 1953 à Demna, à quelques kilomètres de Kélibia, cette basilique a livré un ensemble de mosaïques tombales remarquables.

La mosaïque présentée couvrirait ensemble deux tombes. Son encadrement est constitué d'un rinceau de vigne ondulant garni de grappes et peuplé de colombes.

Au milieu, dans un cercle, figure, sur 6 lignes, le texte des deux épitaphes, celle de Vincentius et celle de Restitutus.

Le cercle de l'inscription est surmonté d'un grand cratère renversé d'où s'échappent symétriquement deux rinceaux de rosiers peuplés d'oiseaux. En bas, entourés de fleurs, des poissons et des volatiles occupent l'espace, en particulier un paon aux couleurs variées qui symbolise la vie éternelle.

Datée de la fin du IV^e - début du V^e s.

sant sur des colonnes. Mais on remarque des influences typiquement orientales : l'abside est ainsi décorée de niches, comme dans les églises de Constantinople ; quant à la décoration architecturale, en particulier celle des chapiteaux, elle trahissait également l'influence des artistes venus d'Orient. On construisit aussi de nouveaux monastères, souvent fortifiés, comme celui de Tébessa.

Les querelles théologiques

La protection impériale favorisa cette restauration du catholicisme, mais elle soumit l'Église à l'autorité absolue de l'empereur qui, depuis Constantin, s'arrogeait un droit d'intervention dans toute la vie ecclésiastique, et en particulier dans les querelles théologiques. Le caractère théocratique du souverain n'a pas cessé de s'affirmer sous Justinien, qui entendit imposer sa volonté dans l'affaire des Trois Chapitres. Cette querelle théologique opposa violemment une partie du clergé d'Afrique à l'empereur, déclencha la persécution et compromit, durant plusieurs années, la paix religieuse.

L'affaire commença lorsque, en 544, Justinien, influencé sans doute par Théodora, condamna comme hérétiques trois textes ecclésiastiques qui avaient été approuvés, au siècle précédent, par le concile oecuménique de Chalcédoine. La condamnation de ces Trois Chapitres voulait donner satisfaction à l'opposition monophysite qui enseignait que la nature du Christ était d'essence uniquement divine, mais elle se heurta à l'opposition violente du clergé occidental demeuré fidèle à l'orthodoxie chalcédonienne. Le pape Vigile, convoqué à Constantinople et séquestré, fut obligé d'approuver les décisions impériales, mais le clergé d'Afrique, réuni en concile à Carthage, rompit avec l'évêque de Rome qu'il excommunia, et protesta solennellement auprès de Justinien.

L'évêque d'Hermiane *Facundus* publia un traité théologique où il s'en prenait à l'empereur lui-même. Celui-ci convoqua alors un concile oecuménique à Constantinople qui ratifia la condamnation

des Trois Chapitres. Les évêques dissidents furent déposés, exilés, emprisonnés ; la force et la corruption finirent par imposer silence à l'Église d'Afrique qui sortit ébranlée et affaiblie de cette longue lutte. À la fin du règne de Justinien, la paix religieuse était rétablie, mais l'Église avait payé très cher la protection de l'État.

Conclusion

Ces dernières années d'un grand règne furent marquées par la dégradation générale de la situation du pays. L'empereur, vieilli, se détachait peu à peu de la conduite des affaires, laissant son oeuvre s'écrouler. Le Trésor public était presque vide, en dépit d'une fiscalité terriblement oppressive ; l'anarchie, la corruption, l'indiscipline régnaient dans l'administration et dans l'armée. L'Afrique, trop éloignée du centre de l'Empire, était abandonnée à elle-même : les troupes, faibles et insuffisantes, ne pouvaient contenir l'inexorable pression des tribus berbères ; les documents officiels reconnaissaient eux-mêmes cette carence de l'État ; on lit dans une novelle de Justinien qu'« *en l'absence de toutes les choses nécessaires, l'armée était si complètement dissoute, que l'Etat était exposé aux invasions incessantes et aux insultes des Barbares* ».

Pourtant la domination byzantine devait encore survivre cent trente-trois ans à la mort de Justinien.

CHAPITRE II

La Tunisie à la veille des invasions arabes

I.- L'évolution politique et administrative jusqu'au milieu du VII^e s.

Cette période que nous connaissons mal a vu se poursuivre la longue décadence de la romanité africaine en dépit des efforts pour réorganiser l'administration. L'impuissance politique des confédérations berbères et leur incapacité fondamentale de s'unir pour former un état, permirent à la domination byzantine de durer jusqu'à la conquête arabe, et, avec *Heraclius*, l'Afrique put encore donner à l'Empire l'un de ses souverains les plus prestigieux. Le christianisme faisait de nouveaux progrès dans le sud et le pays était toujours prospère au VII^e s.

L'Afrique sous Justin II et Tibère Constantin (565-582)

La guerre berbère reprit en 563 à la suite de la rupture avec Coutsina qui fut assassiné, on ne sait pourquoi, sur ordre du gouverneur Jean Rogathinos. Les fils du vieux chef prirent alors les armes en Numidie où l'insurrection fit rapidement tâche d'huile ; il fallut faire venir des renforts d'Orient et, à l'avènement de Justin II, l'ordre était rétabli.

Le nouvel empereur, glorifié par le poète *Corippus*, semblait plus énergique. Il s'efforça d'assainir la situation financière, de restaurer la discipline dans l'armée et d'apaiser les querelles religieuses. Des négociations furent engagées avec les tribus indigènes ; de nouvelles forteresses s'élevèrent dans la vallée de la Medjerda ; bref, le nouveau règne commençait sous de bonnes auspices, ce qui faisait dire à *Corippus* que « *l'Afrique épuisée, retrouvait un espoir de vie* ».

Mais ce relèvement fut éphémère ; les invasions barbares en Orient et en Italie firent passer la défense de l'Afrique au deuxième plan des préoccupations impériales. De nouvelles insurrections éclatèrent à partir de 569 et l'anarchie régna à nouveau. Les troupes byzantines furent vaincues à trois reprises par le roi maure Garmul. L'empereur, découragé, laissa le pouvoir à Tibère Constantin, sous le règne duquel la paix fut tant bien que mal rétablie ; *le magister militum Gennadius* réussit à défaire les Maures et à tuer, de ses propres mains, leur chef Garmul. D'autres citadelles furent construites pour renforcer la défense du pays.

Ce retour à l'insécurité permanente qui menaçait sans cesse la domination byzantine, explique l'oeuvre de réorganisation administrative entreprise sous l'empereur Maurice.

L'exarchat de Carthage

De profondes transformations modifièrent la géographie politique et l'administration de l'Afrique byzantine sous le règne de Maurice (582-602). Au point de vue territorial, la réforme ne toucha la Tunisie que par le rattachement de la province de Tripolitaine au diocèse d'Egypte, mais l'administration s'orienta dans une voie nouvelle depuis la création de l'exarchat qui mettait progressivement fin au principe de la séparation des pouvoirs civils et militaires. Déjà sous justinien, il arrivait que le généralissime cumulât ses fonctions avec celles de préfet du prétoire ; ce fut le cas de Germanos et de Solomon. En fait, l'élément militaire prenait une importance toujours plus grande dans l'administration parce que le pays ne cessait



Arc de triomphe transformé en fortin à Haïdra

L'arc, construit en grand appareil selon une technique soignée, date de la fin de II's. Il ne comporte qu'une seule arche, de près de 6 m cl'ouverture marquant l'entrée de la ville.

Les piédroits sont flanqués de deux avant-corps ornés de colonnes jumelées. Sur l'entablement dont l'architrave est richement moulurée, est gravée la dédicace à l'intérieur d'un cartouche.

L'édifice, daté du règne de Septime Sévère, apparaît intact parce qu'il a été entouré à l'époque byzantine de murs le transformant en fortin de défense avancée de la forteresse de Hctidra.

pratiquement de vivre sur le pied de guerre. Cette évolution qui transformait les anciennes provinces de l'Empire d'Occident en gouvernements militaires, devait aboutir au régime des thèmes du VI^e s. Elle a bien commencé en Afrique, mais avorta du fait de la conquête arabe. Le préfet du prétoire demeurait à la tête de l'administration, mais il perdit peu à peu ses pouvoirs au profit de l'exarque qui, de simple chef militaire à l'origine, verra son autorité s'étendre sur toute l'administration du pays. Véritable vice-empereur, revêtu de la dignité de patrice, l'exarque devint un personnage considérable. Il résidait à Carthage dans le palais des anciens rois vandales, à la place du préfet du prétoire ; il commandait aux armées, dirigeait la diplomatie, contrôlait les affaires ecclésiastiques et intervenait au nom de l'empereur dans toute l'administration civile. Le premier exarque que fut sans doute le *magister militum Gennadius* qui avait triomphé de Garmul sous Tibère Constantin. La même évolution tendait à déposséder les gouverneurs civils dans les provinces ; sans disparaître et tout en demeurant théoriquement sous l'autorité du préfet du prétoire, ceux-ci virent leurs prérogatives progressivement usurpées par les ducs et les tribuns. Ce glissement de l'autorité civile entre les mains des chefs militaires s'est opéré lentement, sans éliminer les anciennes institutions. Il traduit le souci d'une plus grande efficacité dans l'administration d'un pays où les problèmes de sécurité devenaient essentiels, mais il dénote aussi à quel point l'emprise de Constantinople s'était relâchée.

La séparation des pouvoirs civils et militaires sous le Bas-Empire avait voulu éviter que des gouverneurs tout puissants ne fussent tentés de tourner leurs forces contre le pouvoir légitime ; après l'anarchie militaire du III^e s., il s'agissait avant tout de mettre l'État à l'abri des usurpations. L'institution de l'exarchat à la fin du VI^e s. rendait à ce danger toute son actualité, d'autant plus que l'Afrique se trouvait maintenant très éloignée du centre de l'Empire et que l'anarchie croissante conduisait d'elle-même le pays au séparatisme.

Heraclius

La crise de 608 qui plaça *Heraclius* sur le trône impérial montre à quel degré d'omnipotence était parvenue l'exarque. En 602, l'empereur Maurice tomba victime d'une révolution de palais et fut remplacé par Phocas, qui se rendit rapidement odieux. L'exarque de Carthage *Heraclius*, âgé d'une soixantaine d'années et ancien général de Maurice, rompit avec l'empereur en 608 et bloqua les exportations de blé vers Constantinople. Pressé par tous les mécontents d'intervenir contre la tyrannie sanglante de Phocas, l'exarque refusa d'agir personnellement en raison de son âge. Il confia le commandement des troupes à son neveu Nicetas qui libéra l'Egypte et à son fils *Heraclius* qui, après la prise de Constantinople et la chute de Phocas, fut couronné empereur en 610.

On ignore presque tout de l'histoire de l'Afrique pendant le grand règne d'*Heraclius*. Le pays fut sans doute prospère et calme ; les graves difficultés qui, face aux Perses et aux Arabes, menaçaient l'Empire en Orient, rendaient à l'Afrique son visage de terre promise.

En 619, lorsque les Perses venaient de conquérir la Syrie, la Palestine, l'Egypte, et que la famine et la peste dévastaient Constantinople, *Heraclius* envisagea d'installer la capitale de l'Empire à Carthage ; il fit même embarquer secrètement le trésor impérial pour l'Afrique, mais une tempête aurait englouti les navires, tandis que l'opinion publique dirigée par le patriarche, finissait par convaincre l'empereur d'abandonner son projet. Malgré son caractère anecdotique, cet événement apporte de précieux renseignements sur l'état de l'Afrique ; il n'est pas concevable que l'empereur ait envisagé d'installer la capitale de l'Empire dans un pays dévasté. Si, d'autre part, l'exarque *Heraclius* avait pu envoyer en 610 une grande partie des troupes d'Afrique à la conquête du trône impérial, c'est qu'il ne redoutait pas des troubles intérieurs. La prospérité est en outre attestée par l'essor de la propagande missionnaire qui convertit de nouvelles populations dans le Jérid, les oasis du sud algérien, les Maurétanies, par les relations commerciales, avec la Sicile, l'Egypte.

Mais il y a des ombres au tableau : les victoires des Wisigoths en Espagne, où les positions grecques sont abandonnées, les progrès fulgurants de l'invasion arabe qui après la conquête de l'Égypte en 640 menacent la Tripolitaine, et surtout la décomposition interne de l'autorité byzantine.

II.- La chute de la domination byzantine (647-698)

La longueur et les difficultés de la conquête arabe ne doivent pas faire illusion sur la force de l'État byzantin. Celui-ci aurait pu disparaître dès 647. Beaucoup plus que les armées impériales, ce sont les crises intérieures de l'Islam et la résistance berbère qui donnèrent à Carthage un sursis de cinquante ans.

Au milieu du VII^e s., la Tunisie demeurait, jusqu'à ses confins méridionaux, sous la domination byzantine, mais celle-ci était plus que jamais compromise par la décadence rapide de l'administration, le renforcement des confédérations berbères, les querelles religieuses.

La crise du VII^e s. : usurpation de l'exarque Grégoire

Depuis la création de l'exarchat, l'administration manifestait son indépendance vis à vis de Constantinople ; elle n'hésitait plus à braver ouvertement l'autorité centrale et à tyranniser les populations qui se détachent alors de l'Empire et cherchent protection auprès de l'Église, faisant appel au pape et aux évêques contre les fonctionnaires byzantins. La crise de l'autorité, à la fin du règne d'*Heraclius*, poussait de nouveau les gouverneurs dans la voie de l'aventure. En 646, l'exarque d'Afrique, Grégoire, exploita les mécontentements locaux et l'impuissance du jeune Constant II face au péril islamique pour usurper la pourpre et se faire proclamer empereur. Soucieux avant tout de repousser les invasions arabes qui, après la conquête de l'Égypte, devenaient imminentes, il installa sa capitale à Sbeitla,

mais il fut vaincu et tué en 647. Sa mort mettait fin à la rupture avec Constantinople, mais elle portait un coup mortel à la domination byzantine en Afrique.

Réveil du péril berbère

Celle-ci se trouvait en même temps menacée par le réveil du péril berbère. Les liens de vassalité, qui permettaient autrefois à l'Empire de contrôler et de diviser les chefs indigènes, se sont relâchés et rompus à cause de l'anarchie. Les tribus de Tripolitaine et de Byzacène, devenues indépendantes, refusaient de payer l'impôt et de fournir des troupes. Les campagnes de Byzacène furent en partie abandonnées par l'administration impériale, qui se replia dans les villes fortifiées et l'anarchie berbère faisait tâche d'huile dans le sud et le centre de la Tunisie.

Le rôle de l'Eglise et les difficultés religieuses

Les troubles religieux aggravèrent les difficultés impériales. Le donatisme connut un nouvel essor, particulièrement en Numidie ; il est difficile, encore une fois, d'y voir une simple conséquence de la crise sociale ou un résultat de l'émigration vandale vers l'ouest. La correspondance du pape Grégoire le Grand révèle qu'il y avait de riches propriétaires donatistes, très romanisés, qui trouvaient souvent l'appui des gouverneurs provinciaux pour multiplier les abus et pressurer les populations. Tolérés par l'empereur Maurice qui atténua la rigueur des mesures prises par Justinien contre les dissidents, ils firent des progrès certains dans la deuxième moitié du VI^e s. Ont-ils accéléré le déclin de l'orthodoxie et frayé la voie au monothéisme absolu de l'Islam ? La question peut être posée, mais il ne semble pas que le donatisme ait été très développé dans les populations sédentaires de Tunisie qui, pourtant, n'opposèrent pas grande résistance aux musulmans.

L'Eglise du VII^e s. fut au contraire très orthodoxe, résolument tournée vers Rome et hostile aux hérésies venues d'Orient. On

retrouve, peut-être là, ce séparatisme caractéristique de l'Église africaine. La corruption et les abus de l'administration impériale ont poussé les populations à chercher refuge et protection auprès des évêques ou dans les monastères. L'Église fut amenée à surveiller la conduite des fonctionnaires ; ses juridictions prirent une importance croissante et son autorité remplaça peu à peu celle de l'État défaillant et oppresseur. Le pape Grégoire le Grand s'immisça, à maintes reprises, dans les affaires africaines, non seulement pour rétablir la discipline ecclésiastique, combattre l'hérésie donatiste, stimuler la propagande catholique, mais aussi pour condamner les abus des fonctionnaires prévaricateurs et intervenir auprès de l'empereur. Cette ingérence soulignait l'effacement de l'autorité byzantine et contribuait en définitive à aggraver l'anarchie.

Les querelles théologiques agirent dans le même sens. Le débat qui avait provoqué sous Justinien le conflit des Trois Chapitres, rebondit à la fin du règne d'*Heraclius* sous la forme de l'hérésie monothéliste, proche du monophysisme qui enseignait la nature uniquement divine du Verbe incarné. L'hérésie, en faveur de laquelle *Heraclius* prit parti, se heurta à une opposition violente en Occident, et surtout dans l'Église d'Afrique, qui manifesta son attachement à l'orthodoxie en se rangeant derrière le pape, contre l'empereur. La crise était d'autant plus grave que de nombreux monophysites orientaux, chassés par la conquête arabe, étaient venus se réfugier en Afrique, où ils entreprirent de convertir les populations. Le clergé catholique les combattit sous la conduite du fougueux abbé Maxime qui se fit le champion de l'orthodoxie et n'hésita pas à braver l'autorité de l'empereur, aggravant ainsi l'évolution qui poussait le pays vers le séparatisme. L'action de Maxime n'était pas étrangère au soulèvement du patrice Grégoire contre l'empereur Constant II, suspect de monothélisme. La crise avait révolté les orthodoxes, propagé l'hérésie dans certains éléments de la population et affaibli davantage le pays au moment de la conquête arabe. Ainsi, les coptes monophysites s'étaient ralliés aux Arabes par haine de l'orthodoxie.



Trésor monétaire de Rougga

L'illustration présente comme échantillons quelques-unes des 268 pièces de sous d'or qui constituent le trésor monétaire de Rougga.

Ce trésor a été découvert dans une petite cruche enfouie sous une dalle du forum de la cité de Rougga (située à 13 km au S.E d'El Jem). Les pièces se répartissent entre les quatre derniers empereurs byzantins Maurice-Tibère (1 pièce), Phocas, (83 pièces), Héraclius (121 pièces) et Constant (641-668) (36 pièces).

La date d'enfouissement qui résulte de l'examen détaillé de l'ensemble des pièces est située entre 647 et 648. Cette date coïncide avec le premier raid de l'armée arabe qui mettra fin en moins d'un demi-siècle au pouvoir byzantin en Afrique. Elle confirme la tradition historique des auteurs arabes relative à la fameuse expédition en Ifriqiya.

*Les dernières années de Byzance en Afrique :
la Byzacène dévastée*

L'expédition du gouverneur d'Egypte Abdallah Ibn Saâd, en 647, n'avait été qu'une vaste opération de pillage sans conséquences immédiates ; mais ce fut un désastre pour les Byzantins : le patrice tué, la Byzacène saccagée, Sbeitla prise et détruite. Après avoir accumulé un énorme butin, les Arabes quittèrent le pays à prix d'or, mais ils avaient été frappés par sa richesse, ses campagnes peuplées et verdoyantes, ses villes nombreuses. Ils ne laissèrent, cependant à l'Afrique, qu'un répit qui devait, à travers le flux et le reflux de multiples invasions, se prolonger durant un demi-siècle, dans un pays livré à une complète anarchie.

Au cours de cette période que nous connaissons si mal, la Tunisie connut d'abord un calme relatif pendant une vingtaine d'années. Mais en dépit de la disparition de Grégoire, l'Empire fut incapable d'assurer réellement son autorité sur le pays ; les querelles religieuses faisaient toujours rage ; peut-être un nouvel usurpateur a-t-il succédé à Grégoire. Pendant ce temps, le sud de la Byzacène, dévasté par le raid de 647 et livré à lui-même, se détachait définitivement de la domination impériale.

Arabes et Berbères : Okba et Koçeïla

Les Arabes revinrent en 665 ; Okba fit la conquête du Jérid et de la région de Gafsa, sans que le gouvernement de Carthage lui ait opposé la moindre résistance ; à la même époque, les envahisseurs atteignaient le Jebel Ousselet : toute la Tunisie centrale échappait à Byzance et les Arabes pouvaient entreprendre sans peine la fondation de Kairouan. Ce sont les tribus indigènes, conduites par des chefs comme Koçeïla et la Kahena, qui leur donneront désormais le plus de mal. En 668, l'empereur Constant II était assassiné et des usurpateurs surgissaient dans plusieurs provinces de l'Empire ; pendant ce temps Kairouan fixait les Arabes au cœur même de

l'Afrique byzantine. Celle-ci connut pourtant un nouveau répit après le rappel de Okba. On vit même un redressement sous le règne de l'empereur Constantin Pogonat qui, après avoir mis fin à la querelle monothéliste, obtint l'alliance des tribus berbères de Koçeïla contre les Arabes. Revenu en 681 et parti à la conquête du Maghreb occidental par les routes sahariennes, Okba parvenait jusque aux rives de l'Adantique ; mais, à son retour, il tomba dans une embuscade tendue par Koçeïla au sud de l'Aurès et y trouva la mort (686). Cet événement fut suivi d'un soulèvement des Berbères de Byzacène ; les Arabes évacuèrent Kairouan où s'installa Koçeïla : une grande confédération indigène dominait la Byzacène et entretenait des relations diplomatiques avec Carthage contre l'envahisseur arabe, devenu l'ennemi commun. Repliés dans le Nord du pays autour de Carthage, les Byzantins n'étaient plus, selon les historiens arabes, que de simples auxiliaires de Koçeïla.

Carthage prise par les Arabes

Mais l'offensive musulmane reprit en 688 ; Koçeïla fut vaincu et tué par Zohaïr Ibn Qaïs, ce qui entraîna l'éclatement de la confédération berbère de Byzacène. Cinq ans plus tard, Hassan Ibn Noman donnait l'assaut décisif aux possessions grecques du nord ; Carthage tomba une première fois en 695, mais, à la suite d'un suprême effort de Constantinople, elle fut reprise en 697 par le patrice Jean ; en même temps, les Berbères de la Kahena infligeaient de graves défaites aux Arabes dans le sud de la Numidie.

Hassan dut se replier vers Barca, mais il revint l'année suivante et Carthage fut reconquise, cette fois pour toujours. Les autres citadelles de Proconsulaire tombèrent à leur tour, faisant ainsi disparaître ce qui restait de la domination byzantine.

Conclusion

La Tunisie était maintenant conquise par un peuple et une religion qui devaient marquer, d'une façon décisive, le cours ultérieur de son histoire. Coupée de l'Occident et de sa civilisation, elle regardera, désormais, vers l'Orient musulman.

L'échec final de la romanité s'explique par le caractère inachevé de la conquête. Rome et, à plus forte raison, Byzance n'ont jamais imposé leur autorité à la totalité du monde berbère. Leur civilisation n'a vraiment pénétré et assimilé que les bourgeoisies municipales, c'est-à-dire une minorité dont une partie quitta définitivement le pays après la conquête arabe, et se réfugia en Italie ou en Orient.

Mais la masse des populations est demeurée, même au temps de l'apogée de l'Empire, plus ou moins étrangère à la romanisation et repliée sur son atavisme. Des promotions aussi spectaculaires que celles du paysan de Mactar ne doivent pas faire illusion. Malgré son libéralisme passager et ses idéaux « humanistiques », l'Empire a exploité les provinciaux, et l'Afrique romanisée n'en demeurait pas moins la terre nourricière du peuple roi. Un phénomène frappant est la désaffection des masses et leur indifférence à la chute de Rome. Comment expliquer un siècle de domination vandale avec les moyens que l'on sait, si les foules avaient manifesté une hostilité aussi déterminée que celle des élites romanisées

L'histoire de l'Afrique a vu la superposition de plusieurs civilisations - berbère, punique, hellénistique, romaine - mais sans qu'il y ait eu d'assimilation profonde et durable. On peut évidemment

alléguer que celle-ci fut interrompue par la conquête arabe, sans laquelle la Tunisie d'aujourd'hui n'aurait peut-être pas un visage très différent de certaines régions de l'Europe occidentale et latine. Mais il importe ici de mesurer les limites de la civilisation antique à la fin du VII^e s. et d'en expliquer la disparition.

Il est frappant que Rome n'a pas réalisé d'unité linguistique ; seules les élites possédaient parfaitement le latin, mais la masse parlait toujours les vieux dialectes libyques et ne pouvait avoir du latin qu'une connaissance fort grossière. Le latin a remplacé le punique comme langue de culture, mais il n'a jamais pu éliminer les parlers traditionnels qui demeurent encore vivaces dans certaines régions du Maghreb d'aujourd'hui malgré la profonde arabisation du pays. Depuis la haute antiquité, la Tunisie était bilingue et empruntait sa langue de culture à une civilisation étrangère ; peut-être a-t-elle été arabisée plus largement et plus vite à cause de l'empreinte sémitique léguée par l'époque punique. Mais le latin n'a pas brusquement disparu après la conquête arabe ; il a survécu pendant des siècles ; selon le géographe El Idrisi, on le parlait encore au XII^e s. dans la région de Gafsa.

Une autre conclusion remarquable est l'absence d'unité religieuse. Le christianisme n'a jamais pu extirper le vieux paganisme traditionnel ; affaibli par le schisme donatiste, il fut moins conquérant et moins unificateur que l'Islam qui ne s'est d'ailleurs pas toujours imposé sans difficultés. Si la grande majorité des chrétiens d'Afrique s'est convertie à l'Islam, le christianisme n'a pas, pour autant, disparu dès la conquête arabe. Beaucoup d'Africains sont demeurés fidèles à leur foi sans avoir à quitter le pays. La survivance de communautés chrétiennes est attestée jusqu'au XI^e s. par la correspondance du pape Grégoire VII avec le clergé d'Afrique et par les inscriptions chrétiennes de Kairouan. Ce sont seulement les Almohades qui semblent avoir inauguré une politique d'intolérance radicale

La diversité religieuse et linguistique s'est accompagnée d'une certaine inaptitude du monde berbère à la cohésion politique que souligne la forte survivance des vieilles traditions tribales. La notion d'État génératrice d'organisation et d'autorité à l'échelle de vastes ensembles, est venue du dehors. Il n'y a rien de comparable entre le royaume de Masinissa, profondément imprégné d'influences hellénistiques et les confédérations anarchiques d'Antalas ou de Koçeila. Il est évident que tous les grands États qui, depuis les Phéniciens, ont régné sur l'Afrique antique, furent le résultat d'une domination étrangère. Les Berbères n'ont conçu l'indépendance qu'à l'échelle du clan ou de la tribu et l'idée de nationalisme n'avait aucun sens à cette époque. Mais Rome n'a jamais pu intégrer et « politiser » tout le monde berbère ; son oeuvre est demeurée fragmentaire et fragile, soumise aux vicissitudes des forces de l'Empire, qui se désagrégea après le IV^e s.

Elle fut alors incapable de contenir le réveil de l'anarchie tribale. Il faudra l'apport de la force et de la civilisation musulmanes pour organiser et structurer, de nouveau, le pays, où l'antiquité léguait cependant de fortes traditions urbaines, administratives, agricoles en même temps qu'un patrimoine culturel élaboré pendant plusieurs siècles

Sans doute savons-nous, comme Valéry que les civilisations sont mortelles, mais Rome vit encore par les innombrables témoignages qui, sur le sol de notre pays, étalent sa splendeur.

État de la question

Postface pour la troisième partie

Il va sans dire que, depuis la publication de ce chapitre en 1965, la recherche et les connaissances sur l'Afrique de la basse antiquité ont considérablement progressé. Sans remettre en cause l'idée majeure de notre travail, qui souligne la longévité et la vitalité de la romanisation dans le nord-est du Maghreb au cours des derniers siècles de l'antiquité, les publications récentes ont conduit à nuancer et à corriger certains credos de l'histoire traditionnelle. C'est le cas des travaux de Claude Lepelley pour le Bas-Empire, et d'Yves Modéran pour la période vandale et byzantine. Le renouvellement des connaissances doit aussi beaucoup à la prospection archéologique et à ses innombrables découvertes au cours des dernières décennies : fouilles internationales menées dans le cadre de la sauvegarde du site de Carthage, publications des recherches menées sous l'égide de l'Institut du Patrimoine, utilisation des ressources considérables de l'épigraphie, élaboration d'un précieux Atlas archéologique de la Tunisie, tout cela a élargi notre information et permis le réexamen de ce qui était peu ou mal connu...

Il n'est bien sûr pas question de recenser ici tous les résultats de ces travaux ; nous insisterons sur ceux qui nous incitent à nuancer ou à corriger certains aspects de ce que nous écrivions, voilà plus de trente ans.

Il convient d'abord de revenir sur le tableau trop contrasté entre villes et campagnes, les premières étant des foyers sociaux et politiques, moteurs de la romanisation et du brassage des cultures, tandis que les secondes seraient demeurées étrangères aux transformations de la société et enfermées dans leurs particularismes et leurs traditions. Il y a plutôt une symbiose entre villes et campagnes et une synthèse entre les composantes d'une société libyco-punique et romano-africaine. Certes, les villes constituaient des pôles d'attraction politique et socio-culturelle, mais elles tiraient des campagnes les sources de leur richesse matérielle et de leur croissance démographique ; l'exemple symbolique du paysan de Mactar illustre bien l'étroitesse de ces liens, et n'est pas seulement valable pour le Haut-Empire, ni pour la seule Proconsulaire. Les feuilles de l'atlas archéologique montrent bien l'existence, à côté d'un réseau urbain très dense, un grand nombre de sites ruraux, par exemple celui de Henchir el Guellel, en Byzacène, petite unité d'une cinquantaine d'hectares, avec de nombreux pressoirs à huile, un forum, des thermes, une basilique chrétienne, signes évidents de la romanisation des campagnes. L'essor rural de la Byzacène est également attesté par la densité du réseau d'irrigation (aqueducs, barrages, citernes), ainsi que par les très nombreux ateliers de céramique et de poterie sigillée, sans oublier les ateliers de sculpture, ni la construction de petites églises rurales et de sanctuaires voués au culte des saints, comme saint Théodore, particulièrement populaire en Byzacène.

La conquête vandale n'a sans doute pas eu les conséquences catastrophiques que certains auteurs, comme Victor de Vita, ont dénoncées, le plus souvent à des fins partisans. La vie a continué, comme par le passé, mais sans l'administration romaine, ses agents du fisc, ses légions.

Il faut aussi reconsidérer à la baisse l'importance du péril berbère et du nomadisme à la fin de l'antiquité ; le mythe des nomades

chameliers menaçant les frontières sud de la Byzacène doit être abandonné. Il est ainsi établi que, contrairement à ce que pensait C. Courtois, les villes de *Sabratha*, *Leptis Magna* et *Oea* n'étaient pas des îlots dans le désert, assiégées par les nomades chameliers et ne communiquant plus entre elles que par voie maritime. L'ordre romain existait encore dans l'arrière pays, même si les capacités d'intervention du pouvoir central devenaient plus lentes et moins efficaces.

La relative richesse des campagnes explique celle des villes toujours nombreuses et florissantes, comme en témoignent les textes épigraphiques, ainsi que les multiples travaux de restauration et de construction de nouveaux édifices, publics et privés ; beaucoup de ce qui était traditionnellement attribué à la haute époque est maintenant situé au IV^e s. ou plus tard. Le nombre considérable de basiliques chrétiennes construites à cette époque illustre bien la persistance de ce dynamisme urbain, même si les villes se dotent de murailles défensives et de fortifications pour faire face à l'insécurité.

Les institutions municipales, qui sont l'un des apports majeurs de la romanité, survivent également et connaissent même un regain de vigueur sous les règnes de Julien ou des empereurs de la dynastie valentinienne. Les curies tiennent toujours leurs assemblées sur le *forum*, désignent leurs responsables locaux ; parmi les riches, il y a toujours des évergètes qui veillent à la construction ou à la restauration des monuments publics, ainsi qu'à l'organisation des loisirs et des activités socio-culturelles. Certes, l'autonomie municipale est moins grande que par le passé, mais les institutions demeurent comme cadre de tout un mode de vie et de civilisation.

La vie urbaine ne s'est pas arrêtée avec la conquête vandale ; elle connaît au contraire un certain renouveau à l'époque byzantine. Le meilleur exemple est celui de Carthage qui, à la fin de l'antiquité, était l'une des villes les plus importantes du monde méditerranéen. À l'occasion de la conférence épiscopale de 411 à Carthage, l'empereur *Honorius* déclarait que « *cette région était la plus importante de son royaume* ». Tous les documents, littéraires, épigraphiques, archéo-

logiques démontrent le dynamisme ininterrompu de Carthage jusqu'à la conquête arabe. Les travaux de Liliane Ennabli soulignent bien l'essor de la ville chrétienne, qui se couvre d'églises et de basiliques richement décorées, avec leurs marbres, leurs mosaïques, leurs baptistères. Mais Carthage demeurerait aussi une capitale politique où siégèrent tour à tour les comtes d'Afrique, les rois vandales et les exarques byzantins, et une ville profane, centre de loisirs, de luxe et de plaisir, dénoncée à maintes reprises par les prédicateurs chrétiens. Son cirque, le plus vaste du monde romain après celui de Rome, pouvait accueillir 70 000 spectateurs. Des fouilles récentes sur la colline de Byrsa ont mis à jour des thermes décorés de mosaïques du V^e s. et qui sont, comme en témoignent des monnaies et des tessons de poterie, encore utilisés à l'époque vandale et byzantine. Carthage connut une extension de sa superficie habitée, au moins jusqu'à la construction du mur de Théodose au V^e s., et une augmentation probable de sa population jusqu'au VII^e s., car elle apparaissait, en ces siècles d'invasions et de guerres, comme un refuge et un havre de paix.

Le passage de Rome à l'Islam ne doit pas être considéré comme l'aboutissement d'un processus de longue décadence et d'extinction progressive de la romanité africaine ; il faut imaginer la fin de Rome en Afrique comme le résultat d'une rupture plus brutale, qui ne s'est pas faite aux dépens d'un organisme moribond. Il a fallu la poussée irrésistible des conquérants arabes, qui mirent cependant plus d'un demi-siècle pour venir à bout de la présence romaine. C'est pourquoi il faut relativiser l'idée que les Arabes auraient profité d'une faiblesse résultant de l'opposition entre populations romanisées et peuplement berbère étranger et hostile à l'ordre romain. Cette séparation existe dans les Maurétanies, elle est beaucoup moins vérifiée dans l'est du Maghreb, où la romanisation fut plus profonde et durable.

Une nouvelle lecture de la guerre de Gildon, à la lumière d'un travail d'Yves Modéran, nous invite à nuancer ce que nous écrivions à propos de la résistance berbère à la romanisation. Fondée sur le

témoignage de Claudien, la thèse traditionnelle présente Gidon comme un chef « maure » conduisant une révolte berbère, et s'appuyant, de surcroît, sur les donatistes, autre foyer de rébellion, et, selon Frend, autre expression du particularisme berbère. Tout cela est à réviser profondément. Claudien, poète au service de l'empereur *Honorius* et propagandiste de Stilicon, dresse un portrait stéréotypé, anachronique et erroné de Gildon auquel il ne pardonne pas sa rupture avec la cour de Ravenne. Gildon est en réalité un grand propriétaire terrien, d'origine « maure » sans doute, mais profondément romanisé ; il avait déjà combattu dans l'armée impériale, sous les ordres de Théodose l'Ancien, pour réprimer la révolte de Firmus. Ses services lui valurent d'être nommé aux fonctions très importantes de Comte d'Afrique, et d'être élevé à la dignité très enviée de *vir spectabilis* ; sa fille *Salvina* fut en outre mariée à un neveu de l'impératrice ; plus tard, après l'échec de son entreprise, sa femme et plusieurs membres de sa famille se réfugièrent à la cour de Ravenne. Gildon n'a rien d'un grand caïd berbère entré en dissidence au nom de populations révoltées contre Rome. Les difficultés de l'Empire d'Occident, et peut-être une certaine jalousie vis-à-vis de la fortune de Stilicon, l'ont entraîné dans une aventure d'ambition personnelle, qui finit lamentablement et lui valut d'être aussitôt abandonné par ceux qui l'avaient d'abord soutenu. Il n'y eut dans tout cela, ni coalition berbère contre Rome, ni alliance avec les donatistes, ni aucune forme de séparatisme africain. Il faut donc récuser le mythe de « l'éternel Jugurtha » et de la montée du péril « maure » tels que formulés dans la thèse de C. Courtois, dont nous avons fait nôtres certaines conclusions.

Un autre article d'Y. Modéran traite du même problème à l'époque byzantine ; il s'agit cette fois d'un passage de la *Johannide* de *Corippus* où il est question d'infiltrations de tribus maures formant comme des îlots indépendants du pouvoir central jusque dans le Cap Bon, au cœur des terres les plus anciennement romanisées du

pays. Rien ne permet d'étayer cette affirmation. L'archéologie montre au contraire que le Cap Bon demeure une région peuplée, prospère et sûre jusqu'à la fin de la période byzantine. On a découvert autour de Kélibia de nombreux sites d'occupation tardive, avec leur réseau d'huileries, leurs maisons décorées de mosaïques de basse-époque, leurs basiliques chrétiennes. Byzance n'a pas cessé de contrôler le Cap Bon ; lorsque Solomon est victime d'une mutinerie en 536, il ne s'enfuit pas de Carthage, mais s'embarque à Missua, dans le Cap Bon. Lorsque les Arabes envahissent le pays, et arrivent sous les murs de Carthage, c'est dans le Cap Bon que les Roums cherchent un ultime refuge.

Il n'y eut donc pas, ni sous les Vandales, ni à l'époque byzantine d'installation permanente de tribus maures indépendantes dans les provinces de Byzacène et de Proconsulaire. C'est sur les confins méridionaux du *limes*, en Tripolitaine, que se forment, à la fin de l'antiquité, certaines concentrations de tribus, qui ont exercé une pression sur les frontières et tenté des incursions vers le nord, mais sans jamais parvenir à s'installer sur le territoire des provinces. Il est vrai cependant que le fléchissement de l'autorité centrale et des moyens militaires facilitaient les opérations de harcèlement et de razzias et fragilisaient les capacités de défense.

La pax romana n'existait plus, mais la civilisation romano-africaine brillait toujours sur ces terres particulièrement privilégiées du monde antique.

Chronologie

AVANT J.-C.

- XII^e s. Navigations des Phéniciens en Méditerranée occidentale et premiers trafics avec les côtes africaine et ibérique et avec les îles.
- Autour de 1100 Date traditionnelle de fondation des comptoirs de *Lixus*, (Maroc) *Gadès*, (Espagne) situés de part et d'autre du détroit de Gibraltar, et d'*Utique*, (Tunisie) à l'embouchure de la Medjerda.
- Vers 1000 Âge d'or des cités de Phénicie : *Bjblös*, *Sidon*, *Tjr*.
- 814 Date traditionnelle de fondation de *Carthage*, « *Qart Hadasht* », par les Tyriens.

VIII VI ,. PÉRIODE ARCHAÏQUE DE CARTHAGE

- Découvertes de vestiges d'habitat archaïque avec de la céramique d'importation datée du VIII^es. et de nécropoles puniques, ainsi que du sanctuaire de Bâal Hammon et Tanit.
- VIII^e Fondations phéniciennes à Malte, en Sardaigne (*Tharros*, *Sulàs*, *Cagliari*), sur la côte orientale de l'Espagne (*Sexi*, *Trayamor*), et en Sicile (*Motye*).
- 753 Fondation traditionnelle de Rome. Début de la royauté.
- Colonisation grecque en Sicile et en Italie du Sud (*Naxos*; *Syracuse*, *Megara Hyblea*, *Zancle*, *Reghion*, puis *Himère*, *Gela*, *Selinonte*, *Agrigentè*).
- VII
- 654 Date de l'occupation des îles des Baléares et de la fondation à *Ibî^a*, par Carthage.
- 630 Fondation de *Xemporium* de *Lepds Magna*.
- Vers 600 Fondation de *Massilia* (Marseille) par des Grecs de *Thocée*.
- VI^e Expansion de la colonisation phénico-punique en Sicile : fondation de *Vanormos* et *Solunte*, en Sardaigne, de *Monte Serai*.

- 572 *Tyr* est prise par les Babyloniens. Carthage s'émancipe de Tyr et s'impose en Occident. Rivalités entre Carthaginois et Grecs en Sicile : expéditions, guerres, conquêtes, victoires et revers. Alliance de Carthage avec les Etrusques contre les Grecs Phocéens marquée par la bataille d'*Alalia* (en Corse) en 540.
- Vers 530 La puissante famille des Magonides accapare le pouvoir à Carthage et établit son hégémonie durant trois siècles.
- Carthage prend en main les établissements phéniciens d'Occident.
- 509 Rome expulse ses rois et devient une république dirigée par deux consuls élus annuellement. Elle entreprend la conquête progressive de l'Italie. Premier traité entre Rome et Carthage interdisant aux Romains de naviguer au-delà du « Beau Promontoire », Cap Sidi Ali El Mekki.

VIII PÉRIODE CLASSIQUE DE CARTHAGE

- 480 Bataille navale à d'*Himère*(Sicile) : Hamilcar, - fils de Magon, est battu par Gélon de Syracuse. Cette défaite des Carthaginois face aux Grecs marque le repli de Carthage sur le territoire africain.
- 480-409 Carthage met en valeur son arrière-pays ; la vallée de la Medjerda , la vallée de l'oued Meliane et le Cap Bon sont mis en culture et les produits agricoles sont exportés par Carthage. Elle entreprend deux grandes expéditions au-delà du détroit de Gibraltar : périple d'Hannon vers l'Afrique tropicale, périple d'Himilcon vers les îles britanniques en vue de rechercher des matières précieuses et des marchés.
- Carthage transforme son régime politique par l'institution des Suffètes et d'un Conseil des Cent juges.
- Fin du V^e s. Établissement de la frontière entre la zone d'influence carthaginoise et la zone d'influence grecque, au lieu dit *Autel des Philènes* dans le golfe de Syrte.
- 409-305 Reprise des hostilités entre Grecs et Carthaginois. Alternance de guerres et de trêves.
- 409 Destruction de Sélinonte par les Carthaginois.
- 406-405 Destruction d'Agrigente et de Géla.
- 405-369 Denys de Syracuse, champion des cités grecques en Sicile, signe un traité reconnaissant aux Carthaginois la possession de la partie occidentale et mène la revanche.
- 380 p^ Je l'hégémonie dynastique des Magon à Carthage. Mise en place d'un régime oligarchique exerçant le pouvoir par l'intermédiaire de

- « Conseil » et d'un tribunal des « Cent quatre » magistrats. Rome soumet la Campagnie et le Latium.
- 438 Nouveau traité de navigation entre Carthage et Rome.
- 332 *Tjr* est détruite par Alexandre le Grand. Des Tyriens se réfugient à Carthage.
- 332-331 Alexandre le Grand fonde Alexandrie en Egypte.
- 312-289 Agathocle est maître de Syracuse.
- 310 Agathocle porte la guerre en Afrique et ravage le Cap Bon.
- 307-306 Échec d'Agathocle et paix avec Carthage.

Milieu duIII^s à 146**PÉRIODE HELLÉNISANTE DE CARTHAGE**

- 263-241 PREMIÈRE GUERRE PUNIQUE, OU « GUERRE DE Sicile »
- 264 L'intervention romaine contre les Carthaginois à Messine déclenche la guerre.
- 260 Victoire navale des Romains en Mylae.
- 256 Expédition romaine de Régulus en Afrique.
- 255 Échec de Régulus, battu et fait prisonnier.
- 241 Victoire de la flotte romaine aux îles Aegates et accord de paix entre Rome et Carthage qui perd la Sicile.
- 240-237 Fin de la première guerre punique. Retour des troupes de l'armée carthaginoise en Afrique.
- 239 Guerre dite « inexpiable » des Mercenaires et des populations libyennes contre Carthage.
Hamilcar Barca arrive à bout de cette révolte.
- 237-229 Rome annexe la Sardaigne et la Corse.
- 220 Hamilcar Barca entreprend la conquête de l'Espagne. Son gendre Hasdrubal lui succède dans cette entreprise. Il fonde Carthagène.
- 220-203 Hasdrubal est assassiné. Hannibal lui succède.
- 219 Règne de Syphax, roi des Numides Masaesyles.
- 218 Siège et prise de Sagonte en Espagne par Hannibal
Rome déclare la guerre à Carthage

- 218-201 DEUXIÈME GUERRE PUNIQUE, OU GUERRE D'HANIBAL
- 218 Hannibal traverse les Pyrénées, le Rhône et les Alpes.
Batailles du Tessin et de la Trébie.
- 217 Bataille du lac Trasimène.
- 216 Bataille et victoire de Cannes.
- 215 Défection de Capoue à l'alliance de Rome.
Hannibal est maître de l'Italie du sud et fait une incursion jusqu'à Rome.
- 211 Bataille du Métaure.
Alliance de Carthage avec Syphax.
Alliance de Rome avec Massinissa.
Victoire de P. Cornélius Scipion en Espagne.
Fin de la domination punique en Espagne.
- 204 Scipion débarque en Afrique près d'Utique. Il remporte une victoire
aux *Campi Magni* et s'empare de Syphax. Hannibal rentre d'Italie.
- 202 Bataille décisive de Zama. Défaite d'Hannibal.
Victoire de Scipion surnommé désormais l'Africain.
- 201 Traité de paix entre Carthage et Rome : Carthage est confinée dans
son territoire africain, sans sa flotte, et doit payer une lourde indem-
nité de guerre.
- 203-148 Règne de Massinissa qui unifie la Numidie et s'empare d'une partie du
territoire de Carthage.
- 196 Hannibal gouverne Carthage comme suffète.
- 195 Menacé d'être livré à Rome, il s'enfuit et s'exile auprès du roi Antio-
chus, roi de Syrie.
- 188 Poursuivi, il se réfugie en Arménie puis en Bithynie.
- 183 Pour éviter de tomber entre les mains des Romains, il se suicide.
- Première moi- Carthage retrouve sa prospérité. Caton lance son « *Delenda est Car-*
tié du II^e s. *thaso* ».
- 162-161 Massinissa enlève à Carthage les *Emporta* du golfe de Syrte.
- 153-152 Massinissa occupe les « grandes plaines » de la Tusca dans la moyen-
ne vallée de la Medjerda.
Carthage tente de riposter aux empiètements de Massinissa sur son
territoire.
- 149-146 TROISIÈME GUERRE PUNIQUE
- Carthage est prise d'assaut par Scipion Emilien après un long siège.
Elle est détruite au printemps 146.

Son territoire devient la province romaine d'*Africa vêtus*, délimité des territoires numides par la *Fossa Rega*. Sept villes restent autonomes Utique, Hadrumète, *Thapsus*, *Leptis Minor.*; *Acholla*, *U^alis*, *Theudalis*.

- 148 Mort de Massinissa.
- 148-118 Règne de Mcipsa, fils de Massinissa.
- 123-122 Tentative de fondation d'une colonie romaine *Colonia Iunonia Carthago* par Caius Gracchus à l'emplacement de Carthage punique.
- 118-105 Règne de Jugurtha, roi des Numides.
- 110-106 Rome reprend la guerre, conduite par Caecilius Metellus, puis Marius et Sylla.
- 105 Jugurtha est livré aux Romains par Bocchus 1^{er}, roi de Maurétanie.
- 105-46 Règne de la dynastie massyle à l'est avec Gauda, Mastaba, Hiempsal II et Juba 1^{er}.

DYNASTIE MASSYLE

- 206 ou 203 *Gaïa*, fils de Zilalsan
- 202-148 *Massinissa*, fils de Gaïa
- 148-118 *Micipsa*, fils aîné de Massinissa
- 118-116 *Hiempsal*, 1^{er} fils de Micipsa
- 118-112 *Adherbal*, frère de Hiempsal
- 118-105 *Jugurtha*, fils de Mastanabal, fils de Massinissa
- 105-88 *Gauda*, frère de Jugurtha
- 88-60 *Hiempsal II*, fils de Gauda
- 60-46 *Juba 1^{er}*, fils de Hiempsal II
- 45-41 *Arabion*
- 25 av.-23 ap. *Juba II*, fils de Juba 1^{er}
- J.-C.
- 23^10 ap. J.-C. *Ptolemée*, fils de Juba II

DYNASTIE MASAESYLE

- 220-203 *Siphax*
- 203-192 *Vermina*, son fils, règne jusqu'en 192.

Entre 146 et 47 Période caractérisée par l'immobilisme en raison de l'absence de politique de Rome vis-à-vis du territoire africain conquis.

- 49_48 Guerre civile romaine entre César et Pompée pour la conquête du pouvoir.
- 47 Débarquement de César en Afrique pour réduire l'un des derniers bastions de la résistance à son pouvoir.

- Le roi numide Juba 1^{er} se rallie à Caton, chef des Pompéiens en Afrique.
- 48-44 Dictature de César à Rome.
- 47-46 Guerre d'Afrique et victoire décisive de César à *Thapsus*.
- 46 Juba 1^{er} se suicide après sa défaite.
César annexe son royaume qui devient l'*Africa nova*.
- 44 Assassinat de Jules César à Rome.
Après son assassinat, exécution d'une ancienne décision de César de créer une colonie romaine à Carthage.
- 43-42 Cette fondation s'appellera *Colonia Iulia Concordia Carthago*.
Elle est dotée d'une *perpetica*, c'est-à-dire d'un territoire d'exploitation.
- 40-39 Cette colonie sera la capitale de l'*Africa Proconsularis* résultant de la fusion des deux provinces républicaines : *l'Africa vêtus* et *l'Africa nova*.
- De 43 à 29 Octave triomphe de ses rivaux. Il est seul maître de tous les territoires conquis par Rome autour de la Méditerranée. Il renforça la colonie de Carthage par un nouvel envoi de colons romains.
- 27 Outre *Curubis* et *Cljpea*, colonies fondées par César, *Neapolis*, *Carpis*, *Hippo Diarrhytus* et *Thabraca* sont fondées par Auguste sur la côte.
- 29-19 Octave reçoit le titre d'Auguste : c'est le début du principat et de l'empire romain.

Virgile écrit l'Enéide à la gloire de Rome et d'Auguste.
Outre Carthage, Auguste est le créateur en Afrique des colonies de *Maxula*, *Uthina*, *Thuburbo Minus*, *Simitthus*, *Thuburnica*, *Sicca Veneria*, *Assuras* pour faciliter l'installation des colons dans les riches terres à blé des vallées de la Bagrada et de l'Oued Méliane.

APRES J.-C.

19 av. - 14 ap. J.-C. Mort d'Auguste à l'âge de 76 ans

27 av. - 68 ap. J.-C. DYNASTIE JULIO-CIAUDIENNE

- | | |
|---------|----------|
| 14 à 37 | Tibère |
| 37 - 41 | Caligula |
| 41 - 54 | Claude |
| 54 - 68 | Néron |
- 42 Annexion de la Maurétanie.
- De 17 à 24 Le territoire de la tribu des Musulames est secoué par la révolte de Tacfarinas. L'armée romaine réprime le soulèvement. Politique de sédentarisation et de pacification.

- En 37-39 Caligula enlève le pouvoir militaire du proconsul d'Afrique pour le confier au légat de la III^e légion Auguste, installée en Numidie, devenue autonome.
- 69 Les trois empereurs Galba, Othon et Vitellius se disputent l'empire.

DYNASTIE FLAVIENNE

- 69-69 Vespasien
- 69-79 Titus
- 79-81 Domitien
- 81-96 Le règne des Flaviens est marqué en Afrique par la pacification, la sédentarisation et la romanisation des populations.

Ammaedara devient colonie.
Sufetula et *Cillium*, *Bulla Regia* et *Hippo Regius*, *Lepcis Magna* sont érigés en municipes.

69-192 DYNASTIE ANTONINE

- 96-98 Nerva, adopte Trajan
- 98-117 Trajan, adopte Hadrien
- 117-138 Hadrien
- 138-161 Antonin, fils adoptif d'Hadrien
- 161-180 Marc Aurèle, fils adoptif d'Antonin, associé avec Lucius Vérus à l'empire jusqu'à la mort de celui-ci en 169, puis avec Commode à partir de 176.
- 180-192 Commode
- 192 P. Pertinax lui succède 87 jours avant d'être assassiné

Trajan crée de nouvelles colonies en élevant le statut des villes de Hadrumète, *Leptis Magna*, probablement *Leptis Minor* sur la côte, de *Thelepte*, *Theveste*, *Titngad* à l'intérieur.

Probablement à l'occasion de son voyage en Afrique en 128, Hadrien élève au rang de colonie : *Bulla Regia*, Utique, *Zama Regia*, *Thaenae*, *Lares* ; et au rang de municipes : *Thi'rica*, *BisicaLucana*, *Althiburos*, *Abthugni*, *Thuburbo Majus*, *Turris Tamalkni*.

Antonin le Pieux élève *Gightis* au rang de municipes.

Marc Aurèle et Commode élèvent au rang de colonie *Thuburbo Majus*, *Vupput*, *Mactaris*, *Sufes*, et au rang de municipes, *Vina*, *Segermes* et probablement *Thugga*.

Ces promotions municipales s'accompagnent d'un élan urbanistique et monumental.

193-235 DYNASTIE SÉVÉRIENNE

- 193-211 Originaire de *Lepcis Magna*, Septime Sévère devient empereur
 211-212 Caracalla et Geta, fils de Septime Sévère et frères, règnent ensemble.
 212-217 Caracalla, fils de Septime Sévère
 217-218 Macrin
 218-222 Elagabal
 222-235 Sévère Alexandre
- 203-204 Voyage de Septime Sévère en Afrique.
 235-268 Période d'anarchie militaire dans l'empire.
 235-238 Maximin le Thrace, empereur.
- 238 Révolte à Thysdrus contre les exactions de l'empereur Maximin : Massacre du procurateur du fisc et proclamation du proconsul Gordien empereur.
 Représailles par Capellien légat de la 3^{ème} légion Auguste.
 Le territoire de Carthage est démantelé au profit des nouveaux municipes créés dans la vallée de *Bagrada* : *Aulodes*, *Avedda*, *Thugga*, *Thubursicum Bure*, *Thignica*, *Agbia*, *Vaga* devient colonie. Thysdrus, dans le sahel, devient municipe.
- 238-244 Gordien III empereur.
 244-248 Philippe l'Arabe, empereur.
 250 puis 257-258 Persécution générale des chrétiens.
 249-258 Cyprien, évêque de Carthage.
 250 Persécution des chrétiens sous l'empereur Dèce.
 258 Saint Cyprien évêque de Carthage est condamné et exécuté.
 260-268 Gallien empereur.
- 268-284 EMPEREURS ILLYRIENS.**
- 268-270 Claude le Gothique
 270-275 Aurelien
 275-284 Tacite, Probus, Carus, Numérien, Carin se succèdent comme empereurs.
- 284-365** Dioclétien, empereur, organise le partage de l'empire par la tétrarchie : association de deux Augustes gouvernant avec deux Césars. Il divise *Yajrica Proconsularis* en trois provinces : Zeugitane, Byzacène et Tripolitaine.

- 298 Séjour de Maximien Auguste en Afrique.
- 303-311 Grande persécution des chrétiens par Dioclétien.
Naissance du donatisme.
- 307 Maxence, fils de Maximien Hercule, se proclame empereur en Afrique.
- 308 L. Domitius Alexander, vicaire d'Afrique à Carthage, usurpe le pouvoir.
- 311 Maxence envoie contre lui son préfet du prétoire Rufius Volusianus.
Carthage subit des représailles.
- 312 Constantin I^{er} est vainqueur de Maxence au pont, Milvius à proximité de Rome.
- 313 Édit de tolérance en faveur des chrétiens (Édit dit de Milan). Apaisement des querelles en Afrique.
- 324-337 Constantin est déclaré empereur.
Il s'installe à Constantinople qui est promue Capitale de l'empire.
- 354-430 Saint Augustin.
- 348 Répression des donatistes en Afrique.
- 365 Tremblement de terre en Méditerranée.
- 372 Révolte de Firmus, prince maure.
- 374 - 383 Séjour de saint Augustin à Carthage.
- 386 Conversion de saint Augustin au christianisme.
- 396 - 430 Saint Augustin, évêque de Hippone.
- 380 Édit impérial instituant le christiannisme religion d'État.
- 391 Édit impérial interdisant le culte païen
- 395 Partage de l'Empire entre les fils de Théodose : Honorius (395-423) pour l'occident ; Arcadius (395-408) pour l'orient.
- 395 - 398 Révolte de Gildus, frère de Firmus et comte d'Afrique.
- 411 Convoquée par l'empereur Honorius, la conférence de Carthage rassemble 565 évêques catholiques et donatistes. Grâce à saint Augustin, le donatisme est condamné. Le catholicisme triomphe.
- 425 Devant la menace vandale, sur ordre de l'empereur Théodose III, Carthage s'entoure d'un rempart.
- 427 Rébellion du comte d'Afrique Boniface.
- 429 Les Vandales débarquent d'Espagne en Afrique.
- 430 Mort de saint Augustin dans Hippone assiégée par les Vandales.

- 439 Genséric, chef des Vandales, s'empare de Carthage. Il se constitue un état vandale dans l'*Africa proconsularis* qui durera jusqu'en 533.
De confession arienne, les rois vandales sont hostiles aux catholiques et aux propriétaires terriens.

DYNASTIE VANDALE

- 439 à 477 Genséric (38 ans de règne)
477-484 Hunéric, fils de Genséric
484-496 Gunthamund
496-523 Thrasamund
523-530 Hildéric, fils de Hunéric
530-533 Gélimer

L'affaiblissement de l'État vandale permet aux Maures de reprendre leur liberté de mouvement et de se révolter. L'insécurité dans les campagnes fait fuir les agriculteurs sédentaires. Les nomades se regroupent en tribus pour subsister et résister.

- 510 Antalas prend la tête de la confédération des tribus.
525 Il se constitue un petit royaume autonome dans la région des Hautes Steppes.
533 Justinien, empereur de l'empire byzantin depuis 5 ans, décide de reconquérir la province d'Afrique sous domination vandale depuis 439.

CHRONOLOGIE DES EMPEREURS BYZANTINS

- 527-565 Justinien (39 ans de règne)
565-578 Justin II
578-582 Tibère II Constantin
582-602 Maurice-Tibère
602-610 Phocas
610-641 Héraclius
641-668 Constant II
668-685 Constant IV

- 533 Justinien envoie une flotte et une armée ayant à sa tête le général Bélisaire.
534 Bélisaire reconquiert l'Afrique sur les Vandales et commence la réorganisation militaire de la province. Mais il se heurte aux révoltes des Maures.

- 534-548 Plusieurs combats opposent Maures et Byzantins à l'intérieur du pays. Les répressions engagées rien viennent pas à bout.
- 534-539 Justinien ordonne à Solomon, successeur de Bélisaire, d'organiser la défense des populations des villes et des campagnes contre les attaques des Maures. Le pays se couvre de forteresses et de fortifications. Mais les ravages continuent et l'anarchie s'installe.
- 546 Solomon est tué par Antalas à *Cillium*.
- 546-548 Justinien envoie le général Jean Troglita en Afrique pour réprimer les révoltes maures et rétablir l'ordre.
Corripe qui accompagne Jean Troglita écrit la *Johannide*.
- 548-563 Période de paix.
- 563-571 Les insurrections maures reprennent et les Byzantins subissent de nombreux revers.
- 565 A la mort de Justinien, la puissance romaine est gravement compromise en Afrique.
- 579 Succès de l'armée byzantine sur les Maures.
Institution de l'exarchat d'Afrique.
- 646 Le patrice Grégoire abandonne Carthage pour s'installer à *Sujetula* promue capitale.
- 647 Les conquérants arabes apparaissent dans le sud de *Y Africa*. Le premier raid les met en face de Grégoire qui est tué dans la bataille de *Sujetula*. Le pays est livré au pillage.
- 664-665 Deuxième raid arabe sous la direction de Mu'awiya.
L'armée arabe défait l'armée byzantine.
- 668 Okba Ibn Nafâa, chef de l'armée arabe, conquiert le sud de *l Africa*.
- 670 Kairouan est fondée.
- 681 Okba entreprend une chevauchée jusqu'aux confins du Maghreb.
- 683-686 Kocéila, chef maure chrétien, organise la résistance contre l'envahisseur arabe. Il entre en vainqueur à Kairouan et est maître du pays durant 3 ans. Il est tué à Mems par Zoharr Ibn Kaïs.
- 695-702 La Kahina, reine des Aurès, poursuit la résistance en s'opposant à l'invasion arabe. Elle est finalement traquée et vaincue. Ses tribus se convertissent à l'Islam.
- 695 Hassan Ibn Nooman s'empare de Carthage.
- 697 Carthage est reconquise par les Byzantins grâce à une flotte envoyée par Constantinople.

- 698 Carthage est reprise par Hassan Ibn Nooman. Elle est détruite et abandonnée définitivement.
Hassan Ibn Nooman fonde une nouvelle ville à Tunis en la dotant d'un port et d'une flotte.
- 702 L'Ifriqiya devient une province omeyyade de Damas, placée sous l'autorité d'un gouverneur nommé par le Calife. Kairouan devient la capitale du pays.
- 711 Sous la conduite de Tariq, les contingents berbères convertis à l'Islam traversent le détroit qui porte désormais son nom (Jebel Tariq = Gibraltar) et s'emparent du royaume Wisigothique d'Espagne.

DATE DE L'ARRIVÉE DES CHEFS D'ARMÉE ARABES EN IFRIQIYA

- 647 / 27 H Abd'Allah ben Sa'ad
- 665 / 45 H Mu'a'wiya ben Hudayj
- 670 / 50 H Okba ben Nafaa
- 674 / 55 H Abu Mohajer Dinar
- 681 / 62 H Okba ben Nafaa pour la seconde fois
- 688 / 69 H Zuhayer ben Qays al Balawi
- 692 / 73 H Hassan ben an Nooman.
- 705 / 86 H Musa ben Nusayr.

d'après AĻaroui, L'histoire du Maghreb, 1970p. 359

Bibliographie

GÉNÉRALITÉS

CH. A. JULIEN

Histoire de l'Afrique du Nord. Des origines à 1830. Paris, éd. 1951, 1961, 1994, Livre I, 2^e édition revue et mise à jour par Chr. Courtois.

H. SLIM, A. MAHJOUBI, KH. BELKODJA,

Histoire de la Tunisie. L'Antiquité, Tunis 1969, 408 p.

F. DÉCRET et M.H. FANTAR

"L'Afrique du Nord dans l'Antiquité. Histoire et civilisation, des origines au V^e s., Paris, 1981, 391 p.

HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'AFRIQUE

Tome 2 : *l'Afrique ancienne* : Les chapitres suivants concernent la Tunisie 17 (J. Desanges) ; 18 (B.H. Warmington) ; 19 (A. Mahjoubi) ; et 20 (P. Salama) Paris, Unesco, 1980.

G. CAMPS

Berbères, aux marges de l'Histoire, Toulouse, 1980, 352 p.

Encyclopédie Berbère. En cours de parution sous forme de fascicules à partir de 1984, Aix-en-Provence.

H. SLIM et N. FAUQUÉ

La Tunisie antique. De Hannibal à saint Augustin, Paris, 2001.

PÉRIODE PRÉHISTORIQUE ET PROTOHISTORIQUE

L. BALOUT

Préhistoire de l'Afrique du Nord, Paris, 1955.

G. CAMPS

Aux origines de la Berbérie. Monuments et sites funéraires protohistoriques, Paris, 1961, 628 p., 24 pl.

E.G. GOBERT

Bibliographie critique de la préhistoire tunisienne, dans « Cahiers de Tunisie », t. 11, 1963, p. 37-77.

S. GRAGUEB et S. MTIMET

La préhistoire en Tunisie et au Maghreb, Tunis, 1989.

ATLAS PRÉHISTORIQUE DE LA TUNISIE

En cours de parution sous forme de fascicules, par carte au 200 000° : feuilles Tabarka, Bizerte, Cap Bon, Tunis, La Goulette, Le Kef, Mactar, Gabès, Souk el Arba, Sousse, El Jem, Kairouan, éditeurs EFR-INP Rome-Tunis.

PÉRIODE PUNIQUE ET ROYAUMES INDIGÈNES

S. GSELL

Histoire ancienne de l'Afrique du Nord, Paris, 8 tomes parus entre 1913 et 1928.

A. PARROT, M. CHEHAB, S. MOSCATI

Les Phéniciens. L'expansion phénicienne. Carthage, Coll. l'Univers des formes, Paris, 1975. 314 p.

F. DÉCRET

Carthage ou l'empire de la mer, Paris, 1977, 254 p.

MH. FANTAR

Carthage, approche d'une civilisation, 2 tomes, Tunis, 1983.

P. CINTA S

Manuel d'archéologie punique, 2 tomes. Paris, 1970 et 1976. 514 p., 36 pl. et 415 p. 62 pl.

S. LANCEL

Carthage, Paris, 1992 ; Tunis 1999.

M. SZNYCER

Carthage et la civilisation punique, in *Rome et la conquête du monde méditerranéen*, T. 2, *Genèse d'un empire*.

G. CAMPS

Masinissa ou les débuts de l'Histoire, « Libyca », VIII, 1960, Alger, 320 pages.

C. et G.-CH. PICARD

La vie quotidienne à Carthage au temps d'Hannibal (III^e s. av. J.-C.), Paris, 1982.

S. Lancel

Hannibal, Paris, 1995.

Les Phéniciens. Sous la direction de S. Moscati, Éd. Stock-Paris 1997, 672 p.

PÉRIODE ROMAINE

CH. COURTOIS

Les Vandales et l'Afrique, Alger, 1955.

CH. DIEHL

L'Afrique byzantine. Histoire de la domination byzantine en Afrique (533-709), Paris, 1896.

P.-A. FÉVRIER

Approches du Maghreb romain, 2 vol ; Aix-en-Provence, 1989-1990.

J. GASCOU

La politique municipale de l'Empire romain en Afrique proconsulaire de Trajan à Septime-Sévère, Rome, 1972.

J.-M. LASSÈRE

Ubique Populus. *Veuplement et mouvements de la population dans l'Afrique romaine, de la chute de Carthage à la fin de la dynastie des Sévères, (146 av. J.-C. - 235 ap. J.-C.)*, Paris, 1977, 715 pages, 9 dépliants.

CL. LEPELLEY

Les cités de l'Afrique romaine au Bas-Empire, Paris, 2 tomes 1979 et 1981, 609 pages, 4 cartes.

A. MAHJOUBI

Les cités romaines de Tunisie, Tunis, s.d. (1968).

Ville et structures urbaines de la province romaine d'Afrique, Tunis, 2000, 271 pages.

La province d'Afrique, de l'occupation romaine à la fin de l'époque sévérienne (146 av. J.-C. / 235 ap. J.-C.) en langue arabe, Tunis, 2002, 207 p.

Y. MODÉLAN

Byzantins et Berbères, Paris, 2000.

G.-CH. PICARD

La civilisation de l'Afrique romaine, Paris, 2^e édition, 1990.

D. PRINGLE

The Defence of Byzantine Africa from Justinian of the Arab conquest, Oxford, 1981.

P. ROMANELLI

Storia delle province romane dell'Africa, Rome, 1959, 720 pages.

Topografia e archéologia dell'Africa romana, Turin, 1970.

P. SALAMA

Les voies romaines de l'Afrique du Nord, Alger, 1951

P. TROUSSET

Recherches sur le limes tripolitanus du Chott El Jerid à la frontière tuniso-libyenne, Paris, 1974.

MONOGRAPHIES

A. BESCHAOUCH

La légende de Carthage, Paris, 1993.

M. BLANCHARD-LEMÉE, E. ENNAÏFER, M. MERMET, H. et L. SLIM

Sols de l'Afrique romaine, Paris, 1995.

H. CAMPS-FABER

L'olivier et l'huile dans l'Afrique romaine, Alger, 1953.

S. CARANDINI

Produzione agricola et produzione ceramica nell'Africa di età imperiale,
Rome, 1970

J.-P. DARMON

Nympharum Domus, à Nabeul, Leyde, 1980.

K. DUNBABIN

The mosaics of Roman North Africa, Oxford, 1978.

N. DUVAL

Les églises africaines à deux absides, Paris, 2 tomes, 1973.

A. ENNABLI

Pour sauver Carthage (ouvrage collectif), Paris-Tunis, 1992.

A. ENNABLI

Lampes chrétiennes de Tunisie, Paris, 1975.

L. ENNABLI

Carthage, Une métropole chrétienne du IV^e s. à la fin du VII^e s., Paris,
1997.

M. ENNAÏFER

La cité d'Althiburos et l'édifice des Asclepieia, Tunis, 1976.

M. FANTAR

Kerkouane, 3 tomes, 1984 - 1985 - 1986, Tunis

L. FOUCHER

Hadrumetum, Tunis, 1964.

N. FERCHIOU

L'évolution du décor architectural en Afrique Proconsulaire, des derniers temps de Carthage aux Antonins, 1984.

M. GHAKI

Les haouanet de Sidi Mohamed Latrech, Tunis, 1999.

H. JAIDI

L'Afrique et le blé de Rome aux VI^e et V^e siècles, Tunis, 1990.

S. LANCEL

Saint Augustin, Paris, 1999.

M. LEGLAY

Saturne africain. Histoire et monuments, Paris, 2 tomes, 1961 et 1966.

A. MAHJOUBI

Les cités des Belalitani Maiores, Recherches d'histoire et d'archéologie à Henchir ElFaouar, Tunis, 1978.

G. CH. PICARD

Civitas Mactaritana dans « Karthago », VIII, 1957, Tunis.
Les religions de l'Afrique antique, Paris, 1954.

M. YACOUB

Le musée du Bardo, Tunis 1993.
Splendeur des mosaïques de Tunisie, Tunis, 1995.

En dehors des ouvrages généraux et des monographies spécialisées, il faut mentionner les articles parus dans les revues et périodiques tant nationaux qu'internationaux, ainsi que ceux parus dans les actes des colloques et congrès, dans les mélanges édités en l'honneur de savants distingués.

C'est par ces articles que la science historique continue de progresser, apportant une contribution essentielle à l'amélioration des connaissances. En raison de leur nombre et de leur éparpillement, on

ne peut les énumérer. Mais il convient de signaler les périodiques les plus connus. Citons en Tunisie, les *Cahiers de Tunisie*, édités par l'Université de Tunis.

Africa, Reppal édités par l'Institut National du Patrimoine.

En France, *Karthago, Antiquités Africaines*, les CRAI.

En Italie, les *Mefra*, la *Rivista di Studi Fenici*.

Les actes des colloques de *Africa Romana*, à partir de 1983.

Les actes de colloques internationaux d'histoire du Maghreb.

Ceux de l'histoire et de l'archéologie de l'Afrique du Nord, 1981, 1983, 1986, 1988, 1990, 1993 et 1996.

Depuis 1961 jusqu'en 1986, sous les signatures de J. Desanges et S. Lancel, puis à partir de 1986 de Y Le Bohec et J. M. Lassère, une *bibliographie analytique de l'Afrique antique*, annuelle, recense et analyse toute la production scientifique se rapportant à l'histoire de l'Afrique du Nord.

Table des illustrations et des cartes

I^E PARTIE : L'ÉPOQUE PUNIQUE

Page

19	Hermaïon d'El Guettar et pierre sculptée
23	Outillage préhistorique et Haouanet
34	Médailion en terre cuite
37	<i>Carte de la Méditerranée au V^e s. av. J.-C.</i>
39	Sarcophage du Prêtre
44	<i>Carte des périples d'YLannon et d'Himilcon</i>
47	Collier et monnaie puniques
51	Stèle punique votive et restitution d'une galère antique
63	Buste en bronze
67	<i>Carte des opérations militaires d'Hannibal et croquis de la bataille de Cannes</i>
69	Stèle punique à l'éléphant et cuirasse en bronze doré
73	Paysage de la région de Zama et croquis de la bataille de Zama
75	Restitution du quartier punique de Byrsa à Carthage
79	Carthage au début du II ^e s. av. J.-C. et <i>Carte du golfe de Carthage</i>
83	Vases en terre cuite et four à pain punique
84	Sarcophage dit de la « prêtresse »
89	Inscription punique de Carthage et restitution d'un quartier du V ^e s. av. J.-C.
91	Le site de la colline de Byrsa à Carthage et coupe de la colline
95	Restitution de la Carthage punique et de l'îlot de l'Amirauté
99	Stèle de Bâal Hammon et stèle dite du « prêtre à l'enfant »
101	Statue leontocéphale du <i>Genius terrae Africae</i> et déesse nourricière
103	Statuette de la Joueuse au tympanon et sarcophage du prêtre
107	Le tophet, sanctuaire de Tanit et Bâal Hammon. Restitution
113	Masques en terre cuite et pendentifs en pâte de verre
117	Maison d'habitation de Kerkouane et salle de bain
127	Mausolée libyco-punique de Dougga
131	Les dynasties numides
135	Autel-sanctuaire de Chemtou et stèle du cavalier numide

- 139 Stèle dite de la « Ghorfa » et bas-relief des sept divinités numides
- 141 Tête de Libyen et stèle des huit divinités libyques
- 146 Inscription bilingue de Massinissa

2^E PARTIE : ÉPOQUE ROMAINE

- 174 Virgile et les muses
- 185 Allégorie de la Victoire et statue d'impératrice
- 187 Tête de Lucius Vérus
- 190 Mosaïque figurant la déesse *Africa*
- 193 Statue de Cérès-Pomone et champ de blé
- 197 ' Installation d'huilerie et spécimen de céramique
- 201 Officine de salaison de poisson
- 209 *Carte de réseau routier de l'Africa Proconsularis*
- 211 *Carte économique*
- 217 Restitution de la Carthage romaine
- 220-221 *Plan du site de Dougga*
- 223 Le *forum* de Sbeïtla
- 225 Tête de Septime-Sévère
- 226 Capitole de Dougga
- 231 Grands thermes de Mactar
- 233 Dessins des thermes d'Antonin à Carthage
- 236-237 Le temple des eaux et l'aqueduc de Zaghouan à Carthage
- 239 Les citernes de Rougga
- 243 Le théâtre de Dougga
- 246-247 L'amphithéâtre de *Thysdrus*
- 249 Mosaïque des jeux d'amphithéâtre
- 255 Statue d'aurige vainqueur
- 259 Maison souterraine de *Butta Regia*
- 263 Le Mausolée de Kasserine
- 267 Statue funéraire
- 269 Stèles à Saturne
- 273 Statue de *Crepereia*
- 277 Mosaïque de Neptune et des saisons
- 279 Statues d'Esculape et de Saturne
- 285 Sarcophage de « l'enfant initié »

3^E PARTIE : DE LA CRISE DE LA CIVILISATION ROMAINE À L'ISLAM

- 305 La *Schola des Juvenes* à Mactar
- 317 Mosaïques du cirque de Gafsa
- 321 Mosaïque du « Seigneur Julius »
- 323 Mosaïque représentant un domaine agricole
- 335 Mosaïque tombale de *Thabraca*

- 337 Mosaïque représentant une croix
- 345 Portrait de saint Augustin
- 347 Baptistère de l'église du Prêtre Félix
- 351 Bijoux vandales de Koudiat Zateur
- 359 Lampes et carreaux de terre cuite
- 361 Tablettes vandales dites « Albertini »
- 375 Basilique d'El Gousset
- 385 L'empereur Justinien
- 390-391 *Carte de la Proconsulaire après la réforme de Diocletien*
- 393 Ksar Lemsa
- 395 Basilique byzantine de Haïdra
- 396-397 *Carte des fortifications byzantines*
- 403 Mosaïque de la « Dame de Carthage »
- 407 Mosaïque funéraire de Kélibia
- 413 Arc de triomphe transformé en fortin à Haïdra
- 419 Trésor monétaire byzantin de Rougga

Table des matières

AVANT-PROPOS DE L'ÉDITEUR.....	7
--------------------------------	---

LE MILIEUR NATUREL.....	9
-------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE : L'ÉPOQUE PUNIQUE

<i>CHAPITRE PREMIER</i> - LES TEMPS PRÉHISTORIQUES.....	15
---	----

Les conditions générales 15 - Les principales phases de la pré-histoire 18 - Les Berbères 26

<i>Chapitre II</i> - LES PHÉNICIENS ET LA FONDATION DE CARTHAGE..	29
---	----

Les échelles phéniciennes 29 - Elissa et la Fondation de Carthage 30 - Légende et réalité 33

<i>CHAPITRE III</i> - FORMATION DE L'EMPIRE CATHAGINOIS ET CONFLIT AVEC LES GRECS.....	35
--	----

L'EMPIRE CARTHAGINOIS 35 - LA BATAILLE D'HIMÈRE ET SES CONSÉQUENCES 38 - LES PÉRIPLÉS DE HANNON ET DE HIMILCON 41

<i>CHAPITRE IV</i> - L'APOGÉE DE CARTHAGE ET LE PREMIER CONFLIT AVEC ROME.....	45
--	----

L'ESSOR DE CARTHAGE 45 - LA PREMIÈRE GUERRE PUNIQUE 48 - LA RÉVOLTE DES MERCENAIRES ET L'ENTRE-DEUX-GUERRES 55

<i>CHAPITRE V</i> - HANNIBAL ET LA DEUXIÈME GUERRE PUNIQUE . . .	59
--	----

Les Barcides en Espagne et le déclenchement de la guerre 59

- Les victoires d'Hannibal et ses échecs 62 - L'effacement de Carthage et la fin d'Hannibal 72

CHAPITRE VI - LA CIVILISATION CARTHAGINOISE LES BASES DE LA PUISSANCE77

L'EMPIRE ET LE COMMERCE 77 - L'AGRICULTURE 80 - L'ARTISANAT 82

CHAPITRE VII - LA CIVILISATION CATHAGINOISE : LES INSTRUMENTS DE LA PUISSANCE.....85

LA FLOTTE ET L'ARMÉE 85 - LES INSTITUTIONS POLITIQUES 87 - LA CITÉ ET LA SOCIÉTÉ 90

CHAPITRE VIII - LA CIVILISATION CARTHAGINOISE : LA VIE RELIGIEUSE, ARTISTIQUE ET INTELLECTUELLE.....97

LES DIEUX ET LES CULTES 97 - LES « TOPHETS » ET LES PRATIQUES FUNÉRAIRES 104 - LA VIE ARTISTIQUE ET INTELLECTUELLE 110

CHAPITRE IX - L'ÉMERGENCE DU ROYAUME NUMIDE121

MASINISSA ET L'ESSOR DU ROYAUME NUMIDE 121 - L'OUVERTURE AU MONDE PUNIQUE ET GREC 133 - LA RELIGION ET LES COUTUMES FUNÉRAIRES 138

CHAPITRE X : LA TROISIÈME GUERRE PUNIQUE, LA CHUTE DE CARTHAGE ET LE TRIOMPHE DE ROME.....147

LA PUISSANCE NUMIDE FACE À CARTHAGE AFFAIBLIE 147 - LA TROISIÈME GUERRE PUNIQUE 151 - LA DESTRUCTION DE CARTHAGE ET LE TRIOMPHE DE ROME 153

DEUXIÈME PARTIE : **L'ÉPOQUE ROMAINE** 161

CHAPITRE PREMIER - LA RÉSISTANCE ARMÉE À LA DOMINATION ROMAINE ET L'ORGANISATION DÉFENSIVE DE LA PROVINCE163

Les expéditions contre les Garamantes, les Musulames et les Gétules, sous Auguste 164 - La révolte de Tacfarinas (17-23

ap. J.-C.) 165 - La fin de la « pacification » 167 - Le limes et l'avance vers le Sud 169 - L'armée romaine d'Afrique 172

CHAPITRE II : L'ORGANISATION PROVINCIALE ET MUNICIPALE ET LES CONDITIONS DES INDIVIDUS.....175

LA PROCONSULAIRE ET SON ADMINISTRATION 175 - LES INSTITUTIONS MUNICIPALES 179 - LES CONDITIONS DES INDIVIDUS 183

CHAPITRE III - LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE.....191

LA POPULATION 191 - L'AGRICULTURE 192 - L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE 200 - LA COLONISATION ET LE PROBLÈME SOCIAL 212

CHAPITRE IV - L'URBANISATION INTENSE DE LA PROVINCE.....215

CHAPITRE V - LES MONUMENTS PUBLICS À CARACTÈRE POLITIQUE, SOCIAL ET RELIGIEUX.....229

LES *FORA* 229 - LES SANCTUAIRES 232 - LES THERMES 234 - L'APPROVISIONNEMENT EN EAU DES CITÉS 240

CHAPITRE VI - LES MONUMENTS DES « JEUX » ET DES SPECTACLES.....245

LES THÉÂTRES 245 - L'AMPHITHÉÂTRE 250 - LE CIRQUE 253

CHAPITRE VII - LA PARURE ARCHITECTURALE DES CITÉS ET L'ARCHITECTURE DOMESTIQUE ET FUNÉRAIRE.....257

LES MAISONS 258 - LES MONUMENTS FUNÉRAIRES 261

CHAPITRE VIII - L'ÉPANOUISSEMENT DE LA CIVILISATION ROMANO-AFRICAINE. LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL.....265

L'ENSEIGNEMENT 265 - L'HUMANISME 268 - LES ARTS DANS LA PROVINCE 272 [*LA SCULPTURE* 272, *LA MOSAÏQUE* 275]

CHAPITRE XI - L'ÉPANOUISSEMENT DE LA CIVILISATION ROMANO-AFRICAINE. LES RELIGIONS ROMANO-AFRICAINES ET LES DÉBUTS DU CHRISTIANISME.....281

Cultes officiels, cultes africains et cultes orientaux 281 - Les débuts du christianisme 284 - Les apologistes chrétiens 287

TROISIÈME PARTIE : De la crise de la
civilisation romaine à l'Islam

291

A - LES DERNIERS SIÈCLES DE ROME

Chapitre I - LA CRISE DU III^I SIÈCLE.....293

Aspects généraux 293 [*Succès de la romanisation sous les Sévères* 293, *Ses limites* 294] - Les troubles civils et militaires 295 [*Révolte de Thysdrus et usurpation de Gordien* 295, *Les insurrections berbères* 297] - Les difficultés économiques 298 - La crise religieuse 298 [*Progrès du christianisme africain au III^e s.* 298, *saint Cyprien, évêque de Carthage* 299, *La persécution de Déce* 300, *saint Cyprien en conflit avec l'évêque de Rome* 301, *La persécution de Valérien et le martyre de saint Cyprien (258)* 301]

Chapitre II - ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET PROBLÈMES MILITAIRES DE LA FIN DU FIN DU III^E S. À LA CONQUÊTE VANDALE.....303

Les réformes administratives 303 [*Les nouvelles provinces* 304, *Le gouvernement provincial* 306, *Séparation des pouvoirs civils et militaires* 307] - Les réformes militaires 307 [*Le commandement* 307, *Effectifs et recrutement* 308, *Armée mobile de l'intérieur et armée des frontières* 308, *Frontière de la Tunisie romaine au IV^e s.* 309] - L'insécurité 310 [*Le rôle des nomades chameliers en Tripolitaine* 310, *Le réveil de la résistance berbère* 312, *La guerre de Gildon* 312, *Désagrégation de l'Empire romain en Occident* 314]

Chapitre III : LA VIE MATÉRIELLE ET LA SOCIÉTÉ.....315

L'économie 315 [*L'agriculture* 315, *Les céréales* 315, *L'olivier* 316 *Industrie et commerce* 318] - La société rurale 319 [*Aggravation de la condition des paysans* 319, *Les grands propriétaires fonciers* 320] - La vie municipale et les villes 324 [*La vocation urbaine de la Tunisie romaine* 324, *La crise municipale* 325, *Attitude de l'Etat vis-à-vis du problème municipal* 326, *Prospérité relative des cités romaines de Tunisie au IV^e s.* 326, *Carthage, métropole d'Afrique* 328]

Chapitre IV - L'ESSOR DU CHRISTIANISME ET LES CONFLITS RELIGIEUX.....331

La persécution de Dioclétien 331 - L'Église et la paix constanti-

nienne 333 [*Richesse et puissance de l'Eglise d'Afrique 336, Ses limites 338*] - La crise donatiste 340 [*Ses causes 340 - Attitude de l'État et évolution du schisme 341 - Signification du donatisme 342 - Donatistes et circoncellions 343*] - saint Augustin 346

B- LA TUNISIE VANDALE

349

Chapitre I - UN GRAND CONQUÉRANT : GENSÉRIC.....349

L'invasion vandale 349 [*Causes de la conquête 349, Les étapes de la conquête 350, Du débarquement à Tanger au traité de 435 352, Du traité de 435 à la mort de l'empereur Valentinien III 352, La rupture avec l'Empire 353, Le vandalisme 353*] - L'organisation intérieure du royaume vandale 354 [*Genséric 355, L'État vandale : Les institutions politiques 356, Le peuple vandale 357, Le problème des terres 360, La politique religieuse de Genséric 362*] - La politique extérieure et l'Empire vandale 364 [*L'armée et la marine 364, Conquêtes et pillages 365, L'empire vandale 365, La prise de Rome 366, L'attitude de l'Empire 367, En Occident 368, En Orient 368, La paix de 476 369*]

Chapitre II - DÉCADENCE DU ROYAUME VANDALE371

La résistance catholique 371 [*Le règne d'Hunéric (477-484) 371, Caractère du roi 371, Le problème de la succession au trône 372, Persécution des catholiques 373, La politique religieuse sous les successeurs d'Hunéric 374, les hésitations du Gunthamund 374, Nouvelles persécutions sous Thrasamund 374, Revirement pro-catholique sous Hildéric 376, Chute d'Hildéric et avènement de Gélimer 376*] Le danger berbère 377 [*Décadence de l'État 377, Organisation des tribus berbères 377, Leur intervention dans le Royaume vandale 378, Les Nomades chameliers 379*] - État matériel de la Tunisie au début du VI^e s. 379 [*La « paix vandale » 379, Les villes 380, L'agriculture 380, Le commerce 381*] - Conclusion 381

C. LA TUNISIE BYZANTINE (533 - 698)

383

Chapitre I - JUSTINIEN ou L'ILLUSION D'UNE RÉSURRECTION DU PASSÉ.....383

La reconquête 383 [*Ses causes* 383, *La campagne de Bélisaire* 384, *L'effondrement des Vandales* 386, *Les limites d'une reconquête* 387] - L'organisation administrative et militaire 388 [*L'administration* 388, *L'armée et la défense* 389, *Les forteresses* 392] Guerres indigènes et rebellions dans l'armée 398, [*Les relations entre l'administration byzantine et les chefs berbères* 398, *La mutinerie de Stot^as* 399, *La révolte d'Antalas et la mort de Solomon* 399, *L'anarchie en Afrique* 400, *Redressement provisoire sous Jean Trog/iata* 400] La vie économique et sociale 400 [*Jugement de Procope* 400, *Agriculture et vie rurale* 404, *Le commerce* 405] - La politique religieuse 405 [*Ultime essor du christianisme en Tunisie* 406 - *Les querelles théologiques* 408] - Conclusion 409

Chapitre II - LA TUNISIE À LA VEILLE DES INVASION ARABES. 411

L'évolution politique et administrative jusqu'au milieu du VIP s. 411 [*L'Afrique sous Justin II et Tibère Constantin (565-582)* 411, *L'exarchat de Carthage* 412, *Heraclius* 415] - La chute de la domination byzantine (647-698) 416 [*La crise du VU' J". : usurpation\ de l'exarque Grégoire* 416, *Réveil du péril berbère* 417, *Le rôle de l'Église et les difficultés religieuses* 417, *Les dernières années de Bj^ance en Afrique : la Bj^acène dévastée* 420, *Arabes et Berbères : Okba et Koçeila* 420, *Carthage prise par les Arabes* 421] - Conclusion 422

POSTFACE POUR LA TROISIÈME PARTIE : ÉTAT DE LA QUESTION.....425

CHRONOLOGIE.....431

BIBLIOGRAPHIE.....443

TABLE DES ILLUSTRATIONS ET DES CARTES.....451

TABLE DES MATIÈRES.....455

Maquette :	Atelier graphique, Sud Éditions.
Photocomposition :	Sur Macintosh (Sud Éditions)
Photographies :	Nicolas Fauqué pp. 19 - 23 - 34 - 37 - 47 - 51a - 69 -73a - 79 a - 83 - 84 - 89 - 91 - 95 a - 99 - 101 103 - 107a - 117 - 127 - 135 - 139 - 141 - 185 - 187 - 193 - 197 - 201 - 217 - 223 - 225 - 227 - 231 - 137 - 243 - 246 - 249 - 259 - 267 - 269 - 273 277 - 279 - 317 - 321 - 335 - 347 - 359 - 375 - 395 - 401 - 405 - 411
Infographiste :	Radhia Gorg (Sud Éditions)
Cartes et plans	Sources indiquées dans les légendes Arrangement et reprise des textes : atelier graphique, Sud Éditions.
Carte en couleur hors texte :	Ammar Mahjoubi.
Flashage :	Scan Flash.

Les auteurs et l'éditeur présentent leurs remerciements à Madame Liliane Ennabli qui a assuré la lecture et la correction des épreuves de cet ouvrage-

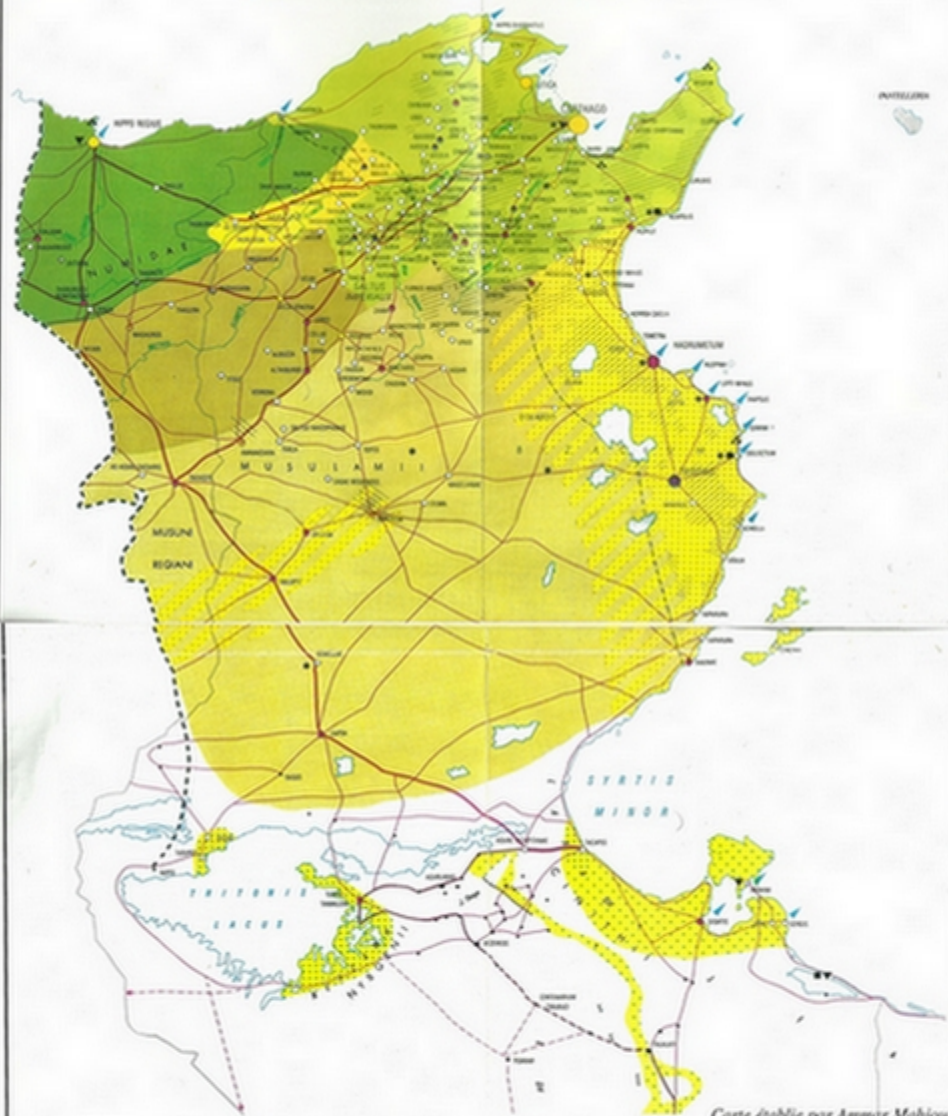
Achevé d'imprimer sur les presses de

FINZI USIN3S GRAPHIQUES

1000 Ex. - R.T. N° 791 Mars 2010

LA PROVINCE ROMAINE D'AFRIQUE

À la fin de l'époque sévérienne 193 - 235 ap. J.-C.



Carte établie par Ammar Mahjoubi

COMMUNICATIONS ET ACTIVITÉS COMMERCIALES

- Voie romaine incertaine
- Voie romaine principale
- Voie subaérienne
- Voie maritime
- Tronc support de l'itinéraire antérieur
- ▲ Port exportateur
- ▲ Carrière
- ★ Centre de production de cuirasse
- ▼ Centre de triennalité

AGRICULTURE

- Culture et arboriculture en sec avec oasis
- Agriculture de clairières
- Céréaliculture dominante
- Céréaliculture et polyculture
- Petite céréaliculture et élevage
- Polyculture et élevage
- Oléiculture dominante
- C'économie méditerranéenne

LIMITES PROVINCIALES

- Limite approximative entre l'Afrique proconsulaire et la Numidie au III^e s.
- Tronc approximatif de la Fossa Regia
- X X X X Fossa Regia (bornes)
- Fossa Regia, tracé incertain
- CONTINGENTS
- Contingent centre-est
- Contingent nord
- Contingent sud-est
- Contingent de Saldina
- Contingent de Ammoudara
- Contingent de Lencis Maura

ORGANISATION URBAINE

- Cité phénicienne ou bourg, sans statut de droit romain
- Municipium ou colonie de création subaérienne ou Juliae (I^{er} s. J.-C. - 69 ap. J.-C.)
- Municipium ou colonie de création flavienne (69-192)
- Municipium ou colonie de création antonine (192-193)
- Municipium ou colonie de création sévérienne (193-235)
- Municipium ou colonie de création

L'Antiquité

En 218 av. J.-C. Hannibal conduit son armée et ses éléphants à travers les Pyrénées et les Alpes, et après les célèbres batailles de Trasimène et de Cannes, met Rome à deux doigts de sa perte. Soixante-douze ans plus tard - en 146 avant J.-C. - Carthage cède devant les légions de Scipion Emilien, le Sénat romain décrète sa destruction.

Cet acte met fin à près de dix siècles d'histoire au cours desquels les Puniques, venus de leur lointaine Phénicie construisirent sur la terre tunisienne une brillante civilisation maritime et marchande. La République aristocratique de Carthage devint l'une des grandes métropoles de la Méditerranée.

Devenue romaine, l'Africa ne tarda pas à se hisser au rang des provinces les plus prospères et les plus urbanisées de l'Empire. Les musées de Tunisie sont pleins aujourd'hui des témoignages de cette brillante civilisation. Combien savent que la plus grande collection de mosaïques romaines dans le monde y est exposée ? Et combien parmi ceux qui lisent Apulée, Tertullien et Saint Augustin se souviennent que ces grands hommes ont grandi à l'ombre des murs de Carthage ?

Ce livre écrit avec talent par quatre éminents spécialistes nous conte l'histoire riche et passionnante d'un pays, le notre, qui a été au cœur des grands événements du passé méditerranéen.

Une illustration abondante et largement commentée, des cartes et des plans clairs et précis, des annexes facilitant l'accès à l'ouvrage... font de ce livre un outil indispensable au chercheur et à toute personne intéressée par l'histoire de la Tunisie en particulier et celle de la Méditerranée en général.

Couverture : le forum de Sufetula (Sbeitla)

pb. N. Fauqué



HISTOIRE GÉNÉRALE DE LA TUNISIE

TOME II

Le Moyen-Age

(27-982 H. / 647-1574)



H. Djäit - M. Talbi - F. Dachraoui
A. Dhouib - M. A. M'rabet - F. Mahfoudh

Sud Éditions - Tunis

HISTOIRE GÉNÉRALE DE LA TUNISIE

TOME II

Le Moyen-^Age

HISTOIRE GÉNÉRALE DE LA TUNISIE

TOME II

Le Moyen-Age

Hichem DJAÏT

Mohamed TALBI

Farhat DACHRAOUI

Abdelmajid DHOUIB

M'hamed Ali M'RABET

26 plans et cartes, 108 documents photographiques
et 16 hors-texte couleur réunis et commentés par

Faouzi MAHFOUDH

Sud Éditions - Tunis

© Sud Editions - Tunis Avril 2008

sud.edition@planet.tn

*Tous droits de reproduction, de traduction
et d'adaptation sont réservés
pour toutes les langues et tous les pays.*

Avant-propos de l'éditeur

Ce deuxième volume de l'Histoire Générale de la Tunisie couvre les neuf siècles qui vont de la conquête arabe jusqu'à l'installation définitive des Turcs à Tunis (647-1574). Nous avons hésité à lui conserver le titre de l'édition originale à savoir : le Moyen-Age. Cette période correspond pour l'Ifrîqiya à l'essor d'une civilisation créative et conquérante et c'est au cours de cette période que la Tunisie devient définitivement arabo-musulmane et que se forge sa personnalité profonde.

Notre démarche dans la réalisation de ce deuxième volume est la même que celle exposée dans l'avant propos du volume consacré à l'Antiquité*. Nous avons repris les textes de l'édition originelle que nous publions, cette fois, sans changements majeurs. Cependant, nous avons introduit dans l'ouvrage une importante documentation qui accompagne les exposés historiques. Le Professeur Faouzi Mahfoudh, en collaboration avec la rédaction de Sud Editions, s'est chargé de réunir et de commenter les cartes, les plans et les photographies de ce volume. Nous avons considéré aussi qu'il était utile d'ajouter aux exposés des auteurs et à cette documentation des « encadrés » consacrés à des personnages ou à des questions clés.

C'est ainsi que la Sicile devenue pendant deux siècles et demi partie intégrante de l'Ifrîqiya et foyer d'une brillante civilisation que les

* Voir Histoire Générale de la Tunisie, T. I, l'Antiquité, pages 7 et 8.

Normands, maîtres de l'île à partir de 1070 ont su préserver et développer, a fait l'objet d'un certain nombre de documents et de textes qui rendent compte de son importance et de la place à part qui était la sienne.

Seize planches couleurs en hors-texte sont consacrées aux témoignages les plus éloquents de la brillante civilisation de l'Ifrīqiya arabo-musulmane. Elles permettront au lecteur, nous l'espérons, de mieux apprécier celle-ci.

Nous espérons que cet ensemble documentaire apporte des éclairages plus larges et plus nuancés sur la vie économique, culturelle et spirituelle ainsi que des mises au point rendues possibles par les progrès des recherches archéologiques récentes et par l'avancement des études sur la production artistique de ces différentes périodes.

Signalons enfin que, les dates n'ayant pas été données par les auteurs selon les ères hégirienne et chrétienne de façon systématique, nous donnons à la fin de l'ouvrage un tableau général de concordance auquel le lecteur peut se reporter.

M. Masmoudi

Introduction*

L'histoire médiévale de la Tunisie commença sous un éclairage nouveau : celui de la lumière de l'Islam.

Ce pays avait déjà derrière lui plus d'un millénaire et demi d'histoire prestigieuse. Les dernières lignes de la page antique ne décrivaient plus toutefois que les troubles et les ruines. Certes, les premiers pionniers de l'Islam furent surpris par l'aspect étonnamment verdoyant de ce Maghreb décrit, avec des exagérations romantiques, comme une suite d'ombrages et de bosquets de Gabès à Tanger. On se plut aussi, avec non moins d'exagération, à mettre en relief les dévastations des Berbères Butr, animés par al-Kahina, et les déprédations des Arabes Hilaliens, « nuée de sauterelles » lâchées sur l'Ifrīqiya par le Fatimide al-Mustansir d'Egypte mécontent de l'attitude de son « vassal », le Ziride al-Mu'izz b. Bâdīs.

En fait, lorsque les Arabes apparurent sur la scène d'Ifrīqiya, préfiguration de la Tunisie actuelle, la civilisation antique jadis brillante en était à son chant du cygne. La Tunisie n'était certes pas encore totalement dépouillée de son manteau de verdure, mais ses villes et ses villages étaient en ruines. Al-Maliki rapporte que le célèbre général Musa b. Nusayr qui avait parachevé la conquête de tout le Maghreb et de l'Espagne, avait l'habitude «chaque fois qu'il passait devant quelque vestige ou devant quelque ville antique, de descendre de sa monture,

(*) Le texte de cette introduction a été rédigé pour la 1^{re} édition. Nous le reproduisons sans changement. (NDLR)

de se prosterner deux fois à terre, de parcourir ensuite les lieux en méditant sur les monuments et les ruines et de pleurer abondamment avant de reprendre sa route ». Ainsi les édifices et les monuments n'étaient plus que les témoins de la précarité des choses de ce monde et ne servaient plus qu'à l'édification des âmes pieuses.

Sur les ruines d'un monde pratiquement révolu, les Arabes édifièrent une nouvelle et jeune civilisation : celle de la Tunisie médiévale. Ce ne fut pas sans peine ni mal. La conquête fut dure, longue et laborieuse. La résistance officielle, celle des Byzantins, fut certes rapidement et aisément brisée. Les structures antiques étaient en effet vermoulues. Mais la résistance des populations fut, elle, beaucoup plus dure à surmonter. Les Berbères défendirent leur pays et leurs valeurs propres avec un héroïsme et une farouche détermination qui forcent l'admiration. Les figures d'un homme, Kusayla ou Kasila, et d'une femme, al-Kahina qui, par-delà ses déboires et sa mort, sut préparer la réconciliation entre vainqueurs et vaincus, ne furent pas moins prestigieuses que celles de leurs adversaires, 'Uqba b. Nàfi' et Hassan b. al Xu'man.

Berbères et Arabes firent ensuite de grandes choses ensemble et ce rasant, ils firent une nation. Ils s'opposèrent, certes, mais ils collaborèrent aussi dès la première heure. La conquête de l'Espagne est justement l'un des premiers fruits de leur collaboration. A travers les heurts et les inévitables vicissitudes, ils trouvèrent ainsi progressivement le chemin de la fusion et de la communion dans la même foi, la même langue et les mêmes valeurs culturelles. Le Moyen-Age, dont le présent volume tente de présenter un raccourci aussi fidèle que possible, fut le creuset qui permit justement les fusions d'où sortirent les temps moderne et contemporain.

Un siècle et demi après la conquête, la Tunisie, affirmant sa personnalité propre, se dégagea, sans révolte et sans rupture, par voie de négociation, de la tutelle de Bagdad. Désormais indépendante, elle mena, gouvernée par la dynastie arabe des Banu-l Aghlab, une politique active en Méditerranée. Elle s'engagea ensuite à l'est et à

l'ouest, dans des aventures encore plus audacieuses sous la direction des Fatimides, califes rivaux des Abbassides et derniers gouvernants arabes du pays. Leurs successeurs, les Zirides puis les Hafsides, furent d'authentiques berbères. Mais ces berbères étaient déjà les meilleurs défenseurs, non seulement de l'Islam, mais aussi de la langue et de la culture arabes dans leurs formes les plus pures.

Une brillante civilisation d'expression arabe et d'inspiration musulmane fleurit en effet dans le pays et favorisa le brassage de tous les éléments ethniques. Kairouan brilla d'un vif éclat. Lorsqu'elle périclita par la suite, surtout après l'invasion hilalienne, ce fut pour céder son rôle et sa place à Mahdia puis à Tunis.

Ce deuxième tome de l'Histoire Générale de la Tunisie relate ainsi, en cinq parties, neuf siècles d'histoire mouvementés, d'heurs et de malheurs, qui jouèrent un rôle capital dans la fixation définitive de la physionomie du pays. Il est riche en enseignements et, en nous révélant un passé fécond en toutes sortes de richesses, de convulsions et de réalisations, il ne manquera pas de contribuer à mieux nous révéler à nous-mêmes.

M. Talbi

LA CONQUÊTE ARABE ET L'ÉMIRAT

Par Hichem Djaït

Système de transcription adopté

ء	'	ط	ṭ
ب	b	ظ	ẓ
ت	t	ع	ʿ
ث	th	غ	gh
ج	j	ف	f
ح	ḥ	ق	q
خ	kh	ك	k
د	d	ل	l
ذ	ḏ	م	m
ر	r	ن	n
ز	z	ه	h
س	s	و	u, w
ش	sh	ي	i, y
ص	ṣ	ا	ā
ض	dh	و	ū
		ي	ī

CHAPITRE PREMIER

La conquête arabe

(27-86 H/647-705 ap. J.-C.)

Un siècle après l'achèvement de la reconquête byzantine, la Tunisie connaissait derechef l'invasion et entrait depuis lors dans une phase nouvelle et décisive de son histoire.

À la différence de la vandale, la conquête arabe allait s'avérer durable et, s'enracinant profondément mais non sans une âpre lutte dans le pays, elle devait orienter l'Afrique vers un tout autre destin. Non seulement, au plan politique, la province arrachée à l'Empire était intégrée d'emblée et pour longtemps dans la construction impériale arabe, mais encore, et au niveau plus profond de la civilisation, elle était appelée à subir une grande et quelquefois douloureuse mutation, pénétrant ainsi à jamais dans l'axe culturel arabo-islamique.

Si donc les effets à long terme de cette période sur l'évolution propre de la Tunisie s'affirment des plus primordiaux, ce serait une grave erreur, à notre sens, de perdre de vue l'arrière-fond planétaire

sur lequel se détache la conquête arabe en Ifrîqiya. La Tunisie révélait ainsi de nouveau sa profonde solidarité avec les grands remous qui pouvaient secouer le monde civilisé.

I

La phase exploratoire de la conquête (22-50/642-670)

Cette conquête s'inscrit dans la poussée expansionniste de l'Islam qui détruisit l'état sassanide et déposséda Byzance, héritière de Rome dans sa vocation impériale, de ses provinces orientales. En dépit de cette grave amputation, l'Empire byzantin réussissait à sauvegarder son existence mais restait cependant menacé et encerclé. Pendant plusieurs siècles, il allait subir la pression arabe, ployer, mais non succomber. C'est dans le cadre de ce duel qu'il faudrait placer les origines, le déroulement et le style même de la conquête arabe en Tunisie.

Tout d'abord, il apparaît clairement que la conquête de l'Ifrîqiya fut l'aboutissement logique de la conquête de l'Egypte, et que celle-ci prépara celle-là.

En 642, 'Amr ibn al-'Âs entra victorieux à Alexandrie puis envoyait ses troupes à Barqa, en Pentapole, soumettait assez rapidement la tribu berbère des Luwâta, poussait jusqu'à Zwîla, dans le désert, et même jusqu'à Tripoli. En 25/646, il lui fallut cependant reprendre Alexandrie des mains des Byzantins et refouler, après l'avoir battue, l'armée impériale commandée par Manuel. C'est dire que dans ce laps de temps de cinq ou six années (21 à 26 H.), l'activité militaire arabe fut intense en Egypte et du côté de la Libye et que ce n'était qu'en 646 qu'on pouvait considérer l'acquisition de l'Egypte comme sûre et définitive.

Or le premier raid au cœur de l'Afrique eut lieu en 27/647, ce qui signifie que l'action arabe dans cette province vint embrayer

632 Mort du Prophète

642 10 ans après

652 20 ans après

702 70 ans après

730 100 ans après

750 128 ans après

Bamile

Régions de simples raids

Régions de pénétration ou d'implantation difficiles

Date où a été fondée, atteinte, ou conquise une ville (Hégire et Chrétiens)

92 / 711

Desert

Steppe désertique

0 2000 km

2000 km

directement sur l'entreprise égyptienne et qu'il n'y eut donc pas de solution de continuité dans la marche arabe vers les possessions ouest-méditerranéennes de Byzance.

Mais ce n'était pas à 'Amr, remplacé à la tête de l'Egypte par 'Abdallah ibn Sa'd ibn Abi Sarh, qu'échut le soin de préparer et d'organiser l'expédition ifrîqiyenne. L'Egypte n'en resta pas moins la base essentielle d'où partirent et partiront encore les assauts. Elle fournit en grande partie les hommes, l'argent et les chefs nécessaires. Il faut y ajouter, pour cette première expédition, un noyau assez important de bédouins des alentours de Médine - des tribus de Juhayna, Muzayna, Sulaym et Aslam notamment - et une représentation imposante, par le nombre et la qualité, des fils de Compagnons les plus notoires. Les sources tiennent à nous donner une image pleine de solennité des débuts de la conquête : le calife 'Uthmân aurait lui-même veillé à en rassembler soigneusement les premiers éléments au camp de Jurf, près de Médine. Avec réserves, cette tradition ne nous semble pas devoir être rejetée car l'entreprise ifrîqiyenne était l'œuvre propre de 'Uthmân et comme telle, devait lui tenir à cœur.

D'un autre côté, si elle pouvait apparaître comme un prolongement logique de la conquête de l'Egypte, elle avait cependant une signification autonome, ne serait-ce que du fait que l'Africa était une entité administrative bien affirmée. Elle l'était d'autant plus qu'à cette date un mouvement d'indépendance s'y dessinait, soutenu par la profonde hostilité de l'orthodoxie à l'égard de la politique religieuse monothéiste du gouvernement impérial. Mouvement qui se concrétisa en 646 par la scission de l'exarque de Carthage, Grégoire, qui alla jusqu'à prendre le titre impérial.

Ces tiraillements internes furent-ils interprétés par les Arabes comme un signe de faiblesse ? Furent-ils donc déterminants dans le choix du moment ? Rien n'est moins sûr, car le patrice avait vraiment su et pu réunir autour de lui une large unanimité. En particulier, l'appui des tribus berbères ne lui faisait pas défaut et c'est du reste pour s'en rapprocher qu'il résolut de se déplacer vers Suffetula (Sbeitla) et de s'y fixer. C'est non loin de là qu'eut lieu

l'affrontement entre l'armée arabe et l'armée de Grégoire, très précisément au lieu-dit, d'après les sources arabes, 'Aquba qui devait se situer sur la route joignant Hadrumète (Sousse) à Suffetula, à quelques 80 km de la nouvelle capitale.

La bataille dite de Sbeitla (28 H) vit l'écrasement des Byzantins et des contingents berbères qui les soutenaient. Grégoire lui-même fut tué et la ville n'échappa pas au pillage. La défaite du patrice et sa disparition de la scène politique mettaient fin à la scission africaine et faisaient s'évanouir en fumées ses rêves impériaux : la province allait en effet bientôt être ramenée - du moins officiellement - dans le giron de l'Empire. Mais la véritable signification de la bataille de Sbeitla réside dans la dislocation en rase campagne de l'armée byzantine d'Afrique. Premier affrontement important avec les Arabes, la bataille de Sbeitla sera aussi le dernier. Désormais la lutte des Impériaux pour la défense de la province prendra une allure indirecte et se muera en une résistance plus ou moins passive, sporadique et étroitement liée sinon subordonnée à la résistance berbère.

Après leur victoire, les Arabes ne se firent pas faute de procéder à des pillages : leurs détachements balayèrent la Byzacène et s'enfoncèrent jusque dans les riches oasis du Jérid. Finalement les chefs byzantins durent se résoudre à offrir à l'envahisseur, pour prix de son départ, une forte contribution de guerre qui se serait élevée à 2.500.000 dinars soit 300 talents. Et ainsi, après 14 mois de séjour en Ifrīqiya, l'armée arabe reprenait le chemin de l'Egypte.

Tout en étant une expédition de pillage, l'incursion d'Ibn Sarh était le premier jalon d'une longue entreprise de conquête. La visée générale de conquête existait sans aucun doute dans l'esprit des dirigeants arabes mais, dans ce premier acte, ils durent se satisfaire d'un arrangement qui sauvegardait le butin considérable amassé par eux. En outre, des dissensions commençaient à s'élever au sein de cette armée. La campagne d'Afrique aura révélé en particulier les vices profonds du système familial de 'Uthmān et mis en lumière la vigoureuse opposition contre son régime.

Bref, l'état d'impréparation à une véritable installation, la difficulté qu'il y avait à forcer le système défensif byzantin fortement secoué en Byzacène mais tenant toujours ailleurs, les tiraillements internes de l'armée arabe elle-même, tout cela contribua à stopper net l'expédition ifrîqiyenne.

Cet abandon dura près de vingt ans. L'Islam entraînait en effet dans une période de troubles dont la crise du Califat était l'élément majeur. L'accès au pouvoir de Mu'âwiya en 41 H/661 allait permettre un regroupement des forces et une reprise de l'expansion islamique aux dépens de Byzance, de nouveau gravement menacée. Entre temps, l'Afrique traversait une phase de désarroi. Constant II en reprit le contrôle mais sa politique religieuse, marquée par des brutalités à l'encontre de l'abbé Maxime, grand Africain et le plus éminent théologien de son temps, lui aliéna les esprits. Les exactions fiscales n'étaient pas non plus pour lui attirer les sympathies. De là une révolte à Carthage et une demande paradoxale de secours de la part des rebelles au Calife.

L'occasion était belle pour les Arabes de revenir en force.

De nouveau, un chef arabe d'Égypte, Mu'âwiya ibn Hudayj, une des principales têtes du parti 'uthmânien, prenait le commandement d'un détachement en 45 H/666, et venait camper en Byzacène, dans la région d'al-Qarn, rayonnant de là dans les alentours. Deux faits marquants viennent ponctuer ce nouvel épisode : un débarquement byzantin sous le commandement de Nicéphore à Monastir, qui fut repoussé, et la prise de la ville de Jalûlâ, dans la zone du futur Kairouan, prise violente qui se fit sur un coup de chance et se signala par la participation active de Abd al-Malik ibn Marwân.

Bref, l'expédition d'Ibn Hudayj reprenait les choses là où elles en étaient restées - c'est à dire au point mort — depuis 649. La Byzacène était de nouveau occupée et pillée puis, en 667, ce fut le reflux vers l'Égypte.

Expédition de pillage là aussi, ou politique prudente des étapes ? La politique militaire du Califat vis-à-vis de l'Afrique se signale par ses lenteurs et ses hésitations et jusqu'à présent, beaucoup plus par son caractère stratégique que par une dimension « coloniale » jusque là inexistante, sinon dans les intentions, du moins dans les faits.

Trésor de Rougga enfoui vers 647/648



Plusieurs trésors remontant au début de la conquête arabe ont été découverts ; cette thésaurisation témoigne d'un réflexe de défense chez les populations.

L'illustration présente comme échantillons quelques-unes des 268 pièces de sous d'or qui constituent le trésor monétaire de Rougga.

Ce trésor a été découvert dans une petite cruche enfouie sous une dalle du forum de la cité de Rougga (situé à 13 km au S.E d'El Jem). Les pièces se répartissent entre les quatre derniers empereurs byzantins Maurice-Tibère (1 pièce), Phocas (83 pièces), Héraclius (121 pièces) et Constant (641-668) (36 pièces).

La date d'enfouissement qui résulte de l'examen détaillé de l'ensemble des pièces se situe entre 647 et 648. Cette date coïncide avec le premier raid de l'armée arabe qui mettra fin en moins d'un demi-siècle au pouvoir byzantin en Afrique. Elle confirme la tradition historique des auteurs arabes relative à la fameuse expédition en Ifriqiya.

Il appartiendra à un homme d'une trempe messianique, 'Uqba Ibn Nàfi', de préciser ces visées et d'essayer de forcer le destin.

II

L'installation arabe et les débuts de la résistance berbère (50-69/670-688)

1. La fondation de Kairouan (50-55/670-674)

Quand, en 50 H., 'Uqba ibn Nàfi' fut nommé gouverneur d'Ifrîqiya, il était déjà un homme mûr, âgé d'une cinquantaine d'années et avait derrière lui une carrière militaire assez longue. Il commanda notamment des expéditions dans le Sud libyen et participa aux premiers raids sur l'Ifrîqiya. Chef ambitieux, ardent bâtisseur, il comprit très vite qu'il n'y aurait pas de conquête véritable sans une installation dans une ville-camp, un « misr », à l'instar de ce qui s'était déjà passé en Orient. On peut dire qu'avec 'Uqba il y eut une véritable émergence de la *wilāya* d'Ifrîqiya, même si cette *wilāya* devait dépendre encore pour un certain temps du gouvernement de Fustât. Par ailleurs, le même personnage inaugura un nouveau style d'action, marqué par la résolution brutale et l'esprit de prosélytisme, et plus encore, affirma de nouvelles visées stratégiques s'étendant au Maghreb en son entier.

La fondation de la ville-camp de Qayrawān se fit dans la zone de Qammûniya qui avait été dès les premières incursions le lieu de séjour favori des armées arabes. C'est de là que partit l'assaut initial contre Sbeitla, c'est là que campa Mu'āwiya ibn Hudayj. Les sources ne nous disent-elles pas, du reste, que 'Uqba se dirigea, dans un premier mouvement, vers le camp abandonné et sans doute rudimentaire de son prédécesseur et que, non satisfait du site, il le quitta pour ce qui allait devenir le site de Kairouan qui, bien qu'autre, restait dans la même zone.

Il importe de remarquer ici que la ville fut fondée à un moment où la Zeugitane - la moitié nord de la Tunisie - échappait à l'emprise arabe et que, par ce biais, la situation de Kairouan était tributaire des circonstances militaires de la conquête. Mais eût-il tenu sous sa

La forteresse de Jalula (antique Kouloulis)



Les raines

Jalula fut la première étape sur la route qui partait de Kairouan vers le Nord-ouest pour atteindre Buna en Algérie. La cité romaine de Kouloulis formait avec Mamma (Henchir Douamis), une seconde protection, un peu en retrait de la première ligne des citadelles qui défendaient les abords du Tell, aux frontières de la Byzacène et de la Proconsulaire.

Adossée au Djebel Oueslet, Kouloulis fut l'une des premières cités du Tell à être occupée dès le début de la conquête arabe par les troupes de Mu'awiya ibn Hudaij en l'an 45/666. La cité fut détruite après que son enceinte se fut écroulée. Parmi les personnalités importantes qui eurent un rôle décisif dans l'occupation de Jalula les sources arabes citent le futur calife omayyade Abd al-Malik ibn Marwân.

Aujourd'hui encore on peut voir les restes de ses remparts imposants, les vestiges d'une citadelle byzantine et le bassin circulaire alimenté par une source aquifère voisine. L'intérêt stratégique de Jalula va s'illustrer une fois encore au cours des révoltes Kharijites du vif s.

Sous les Aghlabides la localité abrita une garnison et fut surtout mise en valeur pour fournir à Kairouan des vivres et de l'eau de très bonne qualité. Avec la région voisine de Sardaigna, Jalula a servi tout au long du Moyen âge de lieu de villégiature pour les dignitaires de Kairouan.



Bassin

coupe toute l'Ifrīqiya que 'Uqba n'eût sans doute pas fondé sa ville sur l'emplacement d'une Carthage détruite. C'est qu'en la situant au centre de l'Africa, regardant plus vers le Sud et l'Ouest que vers le Nord, il entendait probablement tourner le dos aux traditions romano-chrétiennes que symbolisait Carthage. Le nouveau « *misr* » est donc affirmation d'une destinée et d'une vocation également nouvelles qui s'expriment par la volonté d'installer à demeure en terre d'Afrique le peuple arabe et, autant que possible, d'y planter l'étendard de l'Islam.

Mais dans l'immédiat, il y avait surtout des considérations stratégiques qui entraient en jeu, savoir la nécessité pour l'armée arabe d'avoir une base d'opérations stable et une position de repli dans le pays même. La fondation de Kairouan recélait donc une menace implicite contre les tribus berbères de l'Ouest tout autant que contre le gouvernement byzantin régulier. Et de fait, pendant les quatre ou cinq années de son premier séjour (51-55), 'Uqba ne resta pas inactif sur le plan militaire. Profitant de la passivité et de la faiblesse byzantine sans nul doute en rapport avec le siège de Constantinople par Mu'âwiya I^{er} (49-52), il lança des razzias à court rayon d'action sur les bourgades et la campagne de Byzacène. C'est ainsi que les chroniqueurs arabes et byzantins tout à la fois font allusion à des massacres opérés parmi les Chrétiens - surtout sans doute parmi les Africani - et l'on nous dit que les Berbères, frappés de terreur, seraient entrés en masse dans la nouvelle foi. Tout indique donc que la venue de 'Uqba coïncida avec un certain durcissement des méthodes arabes que la brutalité de l'homme et la claire vision qu'il avait de sa mission et de son rôle expliquent aisément. Il fallait donc s'attendre à une riposte vigoureuse du monde berbère, obligé devant la quasi-absence byzantine, de compter sur ses propres moyens.

2. *Abu Muhâjir Dinar* (55-62/674-681)

L'orage n'éclata pourtant pas tout de suite. 'Uqba venait en effet d'être destitué par le gouverneur d'Egypte Maslama ibn Muhallad

qui le remplaça à la tête du Maghreb par Abu Muhâjir Dinar (55/674).

L'homme qui allait prolonger, avec un succès certain, l'oeuvre de 'Uqba tout en évitant un heurt direct et sanglant avec le monde berbère était, paradoxalement, son ennemi mortel. Il dut à cette qualité autant sans doute qu'à sa condition de mawlâ de voir minimiser son rôle et s'estomper son renom - beaucoup moins cependant par les sources anciennes que par la Vulgate historique. Réagissant contre cette tendance, certains historiens modernes n'hésitèrent pas à renverser les rôles en accordant presque la prééminence dans l'œuvre de conquête à Abu Muhâjir sur 'Uqba. Abu Muhâjir serait le premier chez qui se serait affirmée une nette volonté de colonisation sinon de conquête véritable, le premier chef qui osa porter ses coups sur le Maghreb moyen tout en pratiquant une politique habile tendant à l'islamisation de l'Afrique. Ils opposèrent les deux politiques et les deux tempéraments, souples d'un côté, brutaux de l'autre. Et de fait, tout n'est pas faux dans ces affirmations. Tel que nous le campent les sources, Abu Muhâjir nous apparaît en effet comme un politique avisé doublé d'un musulman loyal. Mais c'est à coup sûr à 'Uqba qu'il faut imputer la nouvelle orientation de la conquête dont Abu Muhâjir ne fut qu'un continuateur à la fois souple et actif.

Il est significatif, par exemple, que la ville-camp de ce dernier Tâ-Qayrawân, dont il voulut par un acte de haine faire la rivale du Kairouan de 'Uqba, abandonné quelque temps, ne lui survécut pas. Mais il reste que, par delà les divergences de méthode et les conflits personnels entre les deux hommes, une même intention les animait tous deux, celle d'une installation solide en Afrique et l'idée d'une extension de la conquête à l'échelle de tout le Maghreb. C'est ainsi qu'on trouve, semble-t-il, Abu Muhâjir en pleine action aux sources de Tlemcen où il aurait capturé le chef Awraba Kaslla et plus tard, en 59 H, on nous le signale devant Carthage. Enfin, c'est à cette époque que les Byzantins, par voie d'accord, auraient abandonné aux Arabes la péninsule du Cap Bon, dénommée par eux Jazirat Sarik.

3. La deuxième campagne de 'Uqba et l'apparition de la résistance berbère (62-63 H)

Nommé de nouveau à la tête du Maghreb, 'Uqba va se hâter de mettre à exécution son grand dessein de pénétration du Maghreb moyen et extrême. Et c'est à ce moment précis qu'éclatera une résistance berbère très vive, nouvel élément et combien important dans l'histoire de la conquête. À la différence des pays d'Orient, il y eut donc ici intervention armée des autochtones, en dehors de, mais souvent en collaboration avec le « maître » byzantin.

Il faut noter tout d'abord, pour éclairer le problème de la résistance berbère que, tant que les Arabes se limitèrent au pillage et à la pacification de la Tripolitaine et de l'Africa proprement dite, il n'y eut presque pas de remous du côté berbère. Les tribus du sud Luwâta, Hawwâra, Nefûsa, ne bougèrent pas malgré le pillage du Djérid et en dépit d'une assez dure fiscalité imposée aux Luwâta. C'est que cette dernière tribu libyenne s'était déjà épuisée sous les dominations précédentes et que la Byzacène était une zone agricole et civilisée, donc située en dehors du monde berbère tribal. Bref, la résistance berbère n'apparut pas tant que les incursions arabes se bornèrent au domaine proprement byzantin (Tripolitaine, Byzacène), mais il fallait s'attendre à une forte riposte dès lors que les Arabes s'engageaient dans une action militaire du côté de l'Ouest, c'est-à-dire dans les régions propres des tribus ou celles, telle la Numidie, qui les avoisinaient. C'est donc l'Afrique berbère, celle des franges désertiques, des massifs montagneux tel que l'Aurès et de leurs pourtours, qui se souleva. L'Afrique régulière, celle des citadins et des paysans, coïncidant pratiquement avec la Tunisie actuelle, resta quant à elle passive. Il faut remarquer, pour expliquer la vigueur de la résistance berbère et son caractère presque insolite dans le déroulement de la conquête arabe du monde, la recrudescence, dès les temps vandales, du phénomène tribal et l'agitation endémique des peuples maures sous la domination byzantine, agitation qui se

concrétisait par des incursions contre l'Afrique organisée. D'où le système défensif byzantin, auquel s'ajoutaient des gratifications aux chefs de tribus.

À dire vrai, les choses sont encore plus complexes. L'âme de la résistance était la Numidie, c'est-à-dire finalement une province byzantinisée et fortement urbanisée. L'on sait que pour expliquer un tel phénomène, Gautier a supposé acquis l'effondrement de la civilisation agricole et urbaine qui était relativement florissante au temps de Rome. Or l'examen de sources arabes récemment découvertes, en particulier le *Tārīkh* d'Ibn al-Raḳīq, révèle nettement la persistance d'une telle civilisation. Et pourtant il est certain, d'un autre côté, que la Numidie nous apparaît comme un pays de « grandes tribus berbères groupées autour de princes puissants ». Sans doute les deux modes d'organisation s'y juxtaposaient-ils, avec une certaine prépondérance des groupements tribaux. On peut même imaginer une interpénétration profonde entre les deux structures économico-politico-sociales s'affirmant notamment par certaines formes de protection accordées aux villes par les tribus. Tout cela cadre bien avec le caractère d'association entre Berbères et Byzantins présenté par la résistance aurasienne à ses débuts, l'appui constant plus tard des forces byzantines, et simultanément l'incontestable prééminence de l'élément tribal berbère tout au long de la résistance. Plus précisément encore, au sein de ce dernier élément, nous assisterons à l'émergence, coup sur coup, de deux mouvements : un mouvement ouest-aurasien, Brânis, suscité par des tribus sédentarisées et christianisées, un mouvement est-aurasien Butr que développèrent des formations nomades ou semi-nomades. De fait, la résistance part toujours d'un noyau central dominant - les Awraba puis les Jeràwa - et intègre par la suite dans son sillage un grand nombre de clans berbères. Une figure puissante est là pour entraîner les hommes, galvaniser les énergies et regrouper les éléments disparates.

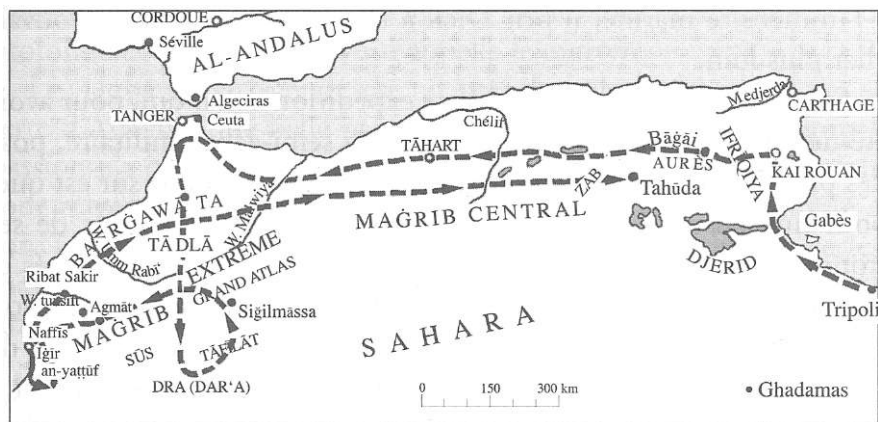
Ce fut le premier type de résistance que rencontra 'Uqba ibn Nàfi' lors de la randonnée qui le mena en 63 de l'Hégire au cœur du

Maghreb moyen et peut-être jusqu'aux bords de l'Atlantique. Cette fameuse expédition, au style haletant et étincelant, et qui se soldera par son martyre, reste cependant d'une approche difficile pour l'historien tant elle a été l'objet de surcharges légendaires.

Les premiers actes de 'Uqba à son retour furent dirigés contre son prédécesseur Abu Muhâjir : les soldats arabes durent revenir à l'ancienne ville abandonnée - Kairouan - et Abu Muhâjir lui-même fut mis aux fers. Puis, s'étant fait remplacer à Kairouan par Zuhayr ibn Qays al-Balawī, 'Uqba se dirigea vers l'Ouest à la tête de 5.000 hommes.

Il était, dit-on, accompagné par Abu Muhâjir, toujours enchaîné, ainsi que par le chef des Awraba, Kasīla ibn Lamzam, dont il redoutait une action unie contre lui. Arrivé dans la région aurasienne, il mit le siège devant Baghâya puis devant Lambèse mais vainement, car à chaque fois la garnison byzantine engageait le combat devant la ville puis, vaincue, y refluit, non sans avoir fait subir aux Arabes de sérieuses pertes. Les difficultés rencontrées par 'Uqba s'accrochèrent quand il déboucha dans le Zâb, pays berbère par excellence, solidement tenu par les Awraba. Ici on constate une collusion des Byzantins et des Berbères que leur commune appartenance au christianisme ne pouvait que consolider. Il dut engager de violents combats devant Adana, cité berbère du Zâb, sans réussir à la prendre d'assaut. Il n'en opéra pas moins de grands massacres et amassa un énorme butin en chevaux, mais des éléments maures fuyant dans la montagne menaçaient de se regrouper dangereusement. Il poussa plus avant vers le Maghreb moyen et rencontra devant Tahert une résistance analogue de Berbères et Byzantins associés. L'itinéraire qu'on lui attribue ensuite semble plutôt relever de la légende : il aurait campé devant Tanger, rencontré le patrice Julien, puis de là se serait rabattu vers le Sus-proche et, dernière étape, le Sus-extrême, pays des tribus masmoudiennes dont il aurait capturé un grand nombre de femmes. Ici se mêlent le merveilleux, l'épique et le mystique. Seul l'Atlantique aurait arrêté son zèle infatigable : pénétrant à cheval en plein océan, faisant face

La chevauchée de 'Uqba 62-64 / 681-683

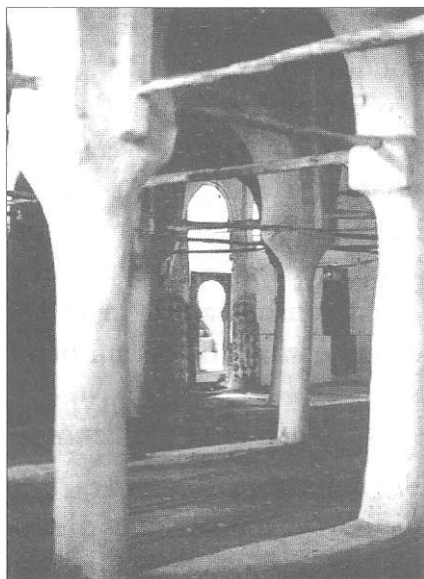


Carte établie par Lévi-Provençal

La conquête arabe du Maghreb fut longue et laborieuse. Elle dura une cinquantaine d'années, alors que celle de l'Orient fut achevée en moins de dix ans. Les premières expéditions arabes commencent au milieu du VII^e s. Pour l'Ifrīqiya, les sources arabes mentionnent celles des années 27/647, 45/665, 50/670, 55/674, 62/681, 69/689 et de l'an 79/698. Les dernières campagnes furent conduites par Musa Ibn Nusayr. Un document établi par Lévi-Provençal, en se fondant sur les récits historiques, a pu retracer l'itinéraire emprunté par 'Uqba ibn Nāfi'. A partir de son camp, Kairouan, il poussa ses expéditions jusqu'au Maroc en traversant les régions montagneuses de l'Algérie, où se sont retranchées les populations berbères. L'expédition a touché, pour la première fois, les régions sud du Maroc et la Maurétanie. De retour d'une campagne triomphale, Kasila, à la tête d'une armée Berbère lui barra la route. 'Uqba fut tué à Tahūda dans la région de Biskra enfin 63/683. Les Arabes ont subi ainsi leur première grande défaite et ont eu leur premier grand martyr.

Mosquée Sidi Okba

C'est dans cette modeste et émouvante mosquée supportée par des troncs de palmiers enduits de plâtre et située dans le village de Sidi 'Uqba dans le Sud algérien qu'est enterré le célèbre conquérant.



à l'immensité marine, il prit Dieu à témoin de ce qu'il ne pouvait aller plus loin.

Son retour vers l'Ifrîqiya de cette expédition-éclair qui, pour avoir été un succès psychologique, est déjà un semi-échec militaire, pose des problèmes à l'historien. Ce qu'on peut retenir pour sûr est que, pour une raison inconnue, il se laissa devancer par le gros de ses troupes à partir de Tubna et que les Berbères Awraba, informés et soutenus par les Byzantins, profitèrent du faible nombre de son escorte pour l'attaquer à Tahuda, oasis proche de Biskra, au pied de l'Aurès (fin 63/août 683). Ployant sous la multitude ennemie, il y gagna le martyre avec ses compagnons dont, semble-t-il, Abu Muhâjir. Les détails de l'affaire, tissés sans doute après coup, ne doivent cependant pas être sans fondement réel : sur le chemin du retour, le général arabe aurait, de plusieurs manières, humilié le chef Awraba Kasila, et cela malgré les sages et judicieux conseils d'Abu Muhâjir. Dépité, blessé à vif, Kasila qui se trouvait alors sur le territoire de sa tribu prit les contacts nécessaires avec elle ainsi qu'avec les Byzantins et, ne pouvant plus supporter une alliance qui se muait en une pénible vassalité, s'échappa, regroupa les siens et tendit une embuscade à 'Uqba.

L'échec de Tahuda était une atteinte grave au prestige du conquérant arabe qu'il frappait et arrêta net dans son élan. Il révélait aussi la collusion entre Byzantins et Berbères et l'efficacité de cette collaboration. Mais plus encore le coup de Tahuda était le premier acte important dans l'aventure de la Résistance berbère qu'il allait encourager, stimuler et nourrir. Cependant le martyre de 'Uqba jouera un rôle capital dans l'islamisation de l'Afrique parce qu'en construisant la légende de Sidi 'Uqba, il aida à dégager une certaine image de l'Islam héroïque.

4. *'Uqba et la résistance berbère*

L'homme, assurément, a grandi avec le temps. Plus qu'un homme pieux, les sources nous décrivent en lui un saint aimé de Dieu. L'intervention divine se révèle en effet à chacun de ses actes et les

discours et les harangues qu'on lui prête sont empreints d'une profonde et farouche piété qui appelle le martyr.

Le 'Uqba de la légende est un prosélyte de la foi islamique en terre d'Afrique, une belle incarnation du *Jihâd* musulman, dont la passion n'a d'égale que la rectitude, un héros enfin dont les exploits sont traversés de prodiges et qui nargue la réalité par sa volonté et son enthousiasme convertisseur. Construction mythique certes, mais ce travail d'élaboration, fait en Egypte, n'a pu s'exercer que sur un fond maghrébin préexistant. Le vrai visage de 'Uqba demeurera donc pour nous une énigme. Avec quelque imagination, on peut cependant en percevoir quelques traits et esquisser un portrait global de ce qu'a dû être l'homme réel.

'Uqba apparaît, avant tout, comme un soldat et un conquérant. Il a une place de choix dans cette pléiade de généraux omayyades qui se sont faits les artisans d'une extension ininterrompue de l'Empire arabe et ont ainsi, au prix d'un effort remarquable, identifié la gloire de l'Islam avec la gloire arabe. Armé d'une noble ambition qui dépassait sa personne, il la servait par un grand courage physique et moral qui se conjugait avec beaucoup de fougue et de violence. Les sources nous le montrent même — toujours en filigrane certes — brutal et dédaigneux, passablement primitif, impatient de commander, rancunier et dur avec ses ennemis. S'il lui manque la souplesse du politique et la longanimité du noble qurayshite, il a toutefois au plus haut degré les vertus du chefpieux, hardi, et pour cela même admiré de ses hommes. A n'en pas douter, nous avons là une grande figure de bâtisseur et de conquérant.

III

L'achèvement de la conquête (69-86/688-705)

La mort tragique de 'Uqba marque l'entrée dans le jeu de la conquête des forces berbères jusque là attentistes ou simplement inorganisées. Le monde berbère, allié plus ou moins à ce qui restait du pouvoir byzantin, allait en effet prendre en mains la direction de la résistance et menacer très sérieusement la pénétration arabe. Mais pas

plus Kasîla que la fameuse Kâhina ne purent rien concrétiser et ne surent, en dépit de leurs victoires fracassantes, éviter le désastre final. C'est à la recherche des causes de cet échec - et du succès arabe - que nous nous attacherons à travers l'étude des péripéties militaires.

*1. L'intermède berbère et la dislocation de la puissance
Bm̄nis (63-78)*

Le désastre de Tahûda eut pour premier résultat l'éviction des Arabes de Kairouan. Certes, les sources arabes, en parlant d'un conflit qui aurait opposé Hanash as-San'ânî à Zuhayr ibn Qays, l'un partisan de la retraite, l'autre de la résistance à la révolte, laissent deviner en même temps que le désarroi des conquérants, l'existence d'une tendance à la guerre à outrance et à la sauvegarde, vaille que vaille, de l'oeuvre arabe. Mais l'année 63 fut celle de la levée zubayrite qui allait scinder en deux l'Empire musulman et faire régresser l'expansion. Dans ces conditions, l'on comprend que la solution de la retraite l'ait emporté. Les Arabes reprirent donc le chemin de l'Orient, non sans avoir laissé de nombreux éléments musulmans à Kairouan - quelques Arabes peut-être et surtout sans doute de nouveaux convertis berbères.

Kasîla, profitant de ce départ précipité, se dirige vers Kairouan et y donne, dit-on, *Xaman* aux Musulmans qui s'y trouvent, espérant par là les attirer à sa cause ou tout au moins les neutraliser. Eut-il alors l'ambition de fonder un Etat berbère et peut-on faire fond sur cette phrase du Bayân : « Il s'installa à Kairouan comme prince de toute l'Ifrîqiya et du Maghreb » ?

Il est probable que sa victoire sur 'Uqba valut à Kasîla la sympathie sinon l'enthousiasme agissant des masses berbères. Sans doute aussi réussit-il à grouper dans une vaste confédération des autochtones d'appartenances diverses, tout en s'appuyant pour l'essentiel sur sa tribu d'origine, les Awraba. Mais le mouvement de Kasîla demeure dans l'ensemble ambigu : chef berbère, soutenu et peut-être protégé par les Byzantins, il se posa par ailleurs comme l'héritier et le continuateur des Arabes, ce que manifestent suffisamment son

installation à Kairouan et ses ménagements vis-a-vis des Musulmans restants. Il ne convient cependant pas de gonfler son rôle outre mesure : Kasīla était avant tout un chef de tribu et le demeura, car le stade d'évolution atteint, à ce moment, par le peuple berbère, ne pouvait lui permettre de fonder un état organisé ni de regrouper les diverses ethnies dans une structure étatique. Sur le plan territorial, il ne fit sans doute pas plus qu'occuper une partie de l'Ifrīqiya, celle précisément qui avait été soumise par les Arabes. Car en dehors même de toute considération sur l'instabilité des groupements berbères, sur leur probable division en un parti anti-arabe et un parti pro-arabe, il y avait à compter avec les Byzantins.

À partir de 55 H. (674), ceux-ci opérèrent un net redressement général qu'il faudrait mettre en rapport avec le desserrement de l'étreinte arabe sur Constantinople autant qu'avec la mise en branle de la réforme religieuse de Constantin Pogonat qui, en réduisant les tensions internes, pouvait permettre une meilleure résistance aux assauts arabes. Le massacre de Tahuda encouragea les Byzantins à reprendre possession de ce qu'ils avaient perdu en Afrique. Le « pacte » berbéro-byzantin qui avait tant créé de difficultés à 'Uqba jouait encore, aussi les quelques années qui suivirent l'éviction des Arabes virent-ils non seulement s'établir une certaine forme de suzeraineté byzantine sur « l'Empire » de Kasīla, mais encore la réinstallation probable des Byzantins en Byzacène et en Numidie.

Quant aux Arabes, ils réussirent, de leur côté, à surmonter en partie la grave crise intérieure qui secoua l'Etat. Très vite, l'Egypte fut ramenée sous le contrôle omayyade, après que le parti zubayrite fut défait à la bataille de Busāq. Les Marwānides, nouveaux-venus au pouvoir, se montrèrent à la hauteur de leurs responsabilités : dès 65 H., le Califat écheyait à 'Abd al-Malik, cependant que son frère 'Abd al-'Azīz était placé à la tête de la wilāya d'Egypte. Il était donc militairement possible aux Arabes d'envisager une action nouvelle en Ifrīqiya. Zuhayr ibn Qays, l'ancien lieutenant de 'Uqba, maintenant rallié à la cause marwanide après l'avoir combattue, allait s'en charger. De cela devait sortir son expédition-éclair de 69 H. Tant d'obscurités entourent cependant cette affaire que certains

historiens ont tout simplement douté de sa réalité. Il fallait bien pourtant que Kasīla fût à un moment ou à un autre mis hors de combat, et l'on ne voit pas que plus tard son nom fût même mentionné comme si le problème était déjà résolu et son mouvement liquidé.

En 69 H., Zuhayr se dirigea donc vers Kairouan mais, devant sa progression, Kasīla se déplaça vers l'Ouest et alla se fortifier dans la localité de Mimmish (la Mamma byzantine ?) située à 50 km de Kairouan et à 30 de Sbeitla. Il redoutait un soulèvement des Berbères affidés au parti arabe, nombreux à Kairouan, et, de toute façon, préférait la hauteur au site plat et ouvert de la ville arabe qui était manifestement défavorable à la défense. Surtout, il envisageait la possibilité d'une défaite et pensait qu'il pourrait alors se retrancher dans les massifs et les forêts de l'Ouest.

Les Arabes campèrent trois jours devant Kairouan sans y entrer puis se portant à Mimmish, ils offrirent la bataille. Ce fut, pour eux, un succès total. Kasīla tué, les débris des Brānis qui échappèrent au massacre, et en particulier les Awraba, se replièrent vers l'Aurès et plus avant encore vers l'Ouest. Du même coup, la puissante confédération groupée autour du chef berbère s'effondra entièrement.

Les éléments entrant en jeu dans l'explication de cette défaite militaire et politique sont les mêmes que ceux que nous avons avancés pour mettre à jour la fragilité de l'organisation de Kasīla. Mouvement assez fort au début, l'action de ce chef ne tarda pas à subir les contrecoups des divisions berbères. Les Butr de l'Aurès ne bougèrent pas pour soutenir Kasīla, cependant que ceux du Sud embrassaient la cause arabe. Il est certain par ailleurs que le retour offensif des Arabes multiplia les défections au sein même de son armée. Comment expliquer autrement l'écrasement de Mimmish alors que six ans auparavant et juste après Tahuda, la forte garnison arabe de Kairouan dut chercher le salut dans une fuite éperdue devant « la multitude berbère ».

Un autre problème se pose : celui de l'attitude byzantine à l'égard de Kasīla au moment où il était menacé. Il semble bien qu'elle fut ambiguë, les Byzantins ne lui apportant plus qu'un soutien réticent et en tout cas pas assez important pour lui éviter le désastre. Ce qui

explique que la tradition englobe les Rum dans la défaite de Mimmish et les place à côté des Berbères, mais que cette même défaite qui démantela entièrement l'organisation Brânis n'affecta presque pas les positions byzantines. Bien au contraire, les années qui suivirent l'élimination de Kasîla virent un regain d'activité byzantine. En 71 H., une flotte grecque débarquait à Barqa et emmenait en servitude les Musulmans qui s'y trouvaient : Zuhayr qui arrivait à la rescousse après avoir quitté l'Afrique, tenta de s'y opposer et fut tué.

Les Arabes, une fois vengée la mort de 'Uqba, ne restèrent pas en effet en Afrique. Les sources auront beau nous présenter Zuhayr « pris d'un subit et religieux dégoût pour les choses terrestres », pour citer une expression de Ch. Diehl, nous ne saurons souscrire à la naïveté de cette explication.

Faudrait-il dès lors imputer à la vigueur d'une menace byzantine quelconque la retraite assez inattendue de Zuhayr après sa victoire sur les Brânis ? Il ne le semble pas car les Byzantins n'avaient pas les moyens de faire reculer les Arabes et de fait, ils ne prirent d'initiative qu'après le départ de ceux-ci.

C'est de nouveau une explication d'ordre interne qu'il faut avancer : vers 70 H., le Calife Abd al-Malik se préparait à une confrontation armée avec Mus'ab ibn al-Zubayr mais il hésitait sur le choix du moment, esquissait des départs vers l'Irak puis renonçait, peu confiant qu'il était dans ses forces. Manifestement, il ne pouvait se permettre de laisser un détachement de plusieurs milliers d'hommes en Ifrîqiya à un moment aussi critique. Zuhayr a donc dû être rappelé à Barqa avec son corps, autour de 70 ou 71 H. Le gros des troupes l'aurait précédé en Egypte, puis de là en Syrie. Ainsi dégarnie, la ville de Barqa fut surprise par les Grecs qui y opérèrent leur raid de 71 H., dans lequel Zuhayr trouva le martyre.

2. Hassan, la Kahéna et la soumission de l'Afrique (76-84)

L'incursion de Zuhayr resta donc sans lendemain et ne profita qu'aux Byzantins, ceci en dehors de toute considération sur les progrès, à échéance lointaine, qu'elle aura fait faire à la conquête.

Mais après 73 H., date de la réduction du mouvement zubayrite, l'Islam réunifié sous la bannière marwânide pouvait supporter la reprise de l'expansion. 'Abd al-Malik se décida vers 75 H. à résoudre définitivement le problème africain et à fournir pour cela l'effort militaire nécessaire. Il en chargea un notable Syrien d'origine ghassânide, Hassan ibn Nu'mân qui, mettant à profit le trésor égyptien, mobilisa avec lui 40.000 hommes, la plus forte armée arabe qui eût pénétré jusqu'alors en Afrique (76/695). Son premier souci fut de s'attaquer à la puissance byzantine, partiellement reconstituée et qui pouvait sembler la plus redoutable. Innovation sans précédent dans les annales de la conquête, mise à part une tentative douteuse et infructueuse d'Abu Muhâjir en 59 H., il s'attaqua directement à Carthage, capitale de l'exarchat d'Afrique et mit le siège devant la ville (76/695). Après avoir rejeté dans la place la garnison ennemie, il y entra, sans doute aux termes d'une capitulation.

Les cadres byzantins, membres de la haute administration et de l'aristocratie, avaient déjà pris la fuite en Sicile et en Espagne. Ceux qui restèrent s'éparpillèrent dans les campagnes environnantes, mais une fois Hassan parti, revinrent dans la ville et la fortifièrent. Le général arabe rebroussa chemin et, après un siège terrible, pénétra de vive force dans la capitale et la mit à feu et à sang, faisant en outre démolir ses remparts et fortifications. C'est du moins de cette manière que nos sources nous relatent la première prise de Carthage : il est inutile de réaffirmer nos réserves sur les détails fournis par les chroniques.

Epaulés par les Berbères, les débris de l'armée byzantine continuaient cependant le combat dans la région de Sathura (plaine de Mateur) et autour de Bizerte. Hassan se porta à leur rencontre et les dispersa ; les Grecs se replièrent sur Yaga (Béja) alors que leurs alliés berbères prirent la fuite en direction de Bône et s'y fortifièrent. Ce fait d'armes dut être ressenti comme un rude coup porté à la présence byzantine en même temps qu'une grave atteinte à l'indépendance berbère. De nouveau en effervescence, le monde berbère tâcha de regrouper ses forces et, dans un grand sursaut, de faire front à la menace arabe.

Ses espoirs s'incarnèrent dans une femme, la Kahéna, qui bien que coupée de l'aide byzantine désormais insignifiante, allait s'imposer

comme le chef suprême de ce deuxième et dernier mouvement de résistance.

La Kahéna (en arabe Kâhina), de son vrai nom Dihya fille de Thâbita fils de Tîfân, si l'on en croit les généalogistes berbères, était la veuve du « roi » des Jerâwa, tribu « Butr » de l'Aurès oriental. Elle aurait assumé la régence de ses deux ou trois fils, trop jeunes pour régner, et se serait imposée par ses dons prophétiques et son aptitude au commandement. Selon un schéma caractéristique de la société berbère, une tribu impériale et dominante prend l'initiative - ici les Jerâwa - et réussit à agglomérer autour d'elle dans un front uni mais qui menace constamment de se désintégrer, d'autres formations. Sans doute, dans le sillage de la Kahéna, devait-il y avoir des débris de l'armée de Kasîla, mais il y avait une prédominance ethnique Butr, qui ne saurait nous masquer cependant la localisation numide et aurasienne de tous ces mouvements de résistance, à la fois celui de Kasîla et celui de la Kahéna.

En comparaison l'un de l'autre, le dernier paraît néanmoins bien plus vigoureux et important, eu égard à l'ampleur des forces arabes qu'il eut à combattre. Kasîla ne vainquit que par un coup de main et sur un coup de chance. La Kahéna écrasa l'armée arabe en rase campagne. A la fois engagé avec les Byzantins et avec les Arabes, le chef Brânis n'était pas sans accointances avec des mondes politiquement organisés mais extra-berbères. La prophétesse Jerâwa, quant à elle, représentait la pureté d'un mouvement intrinsèquement berbère : elle gagnera en impétuosité ce qui lui manquera comme sens de l'Etat.

Ses premières victoires sur les Arabes furent foudroyantes. De Kairouan, Hassan marcha sur l'Aurès en passant par Théveste (Tébessa) et campa sur la rivière Nini près de Miskîana (qui est l'actuel Bordj Meskiana, à une trentaine de kilomètres de Baghâya). De son côté, la Kahéna, descendant de l'Aurès, prit, pilla et détruisit Baghâya, puis marcha sur l'armée arabe. La bataille fut un désastre pour les Arabes et Hassân, sans plus attendre, dut faire retraite vers l'Orient, poursuivie par la reine berbère « jusqu'aux portes de Gabès » (76-77 H).

Celle-ci, dit-on, fit un grand nombre de prisonniers dont 80 parmi les chefs et les « nobles » arabes. On ajoute qu'elle les traita bien et qu'elle fit de l'un d'eux - Khàlid ibn Yazld al-'Absi - son fils adoptif.

De son côté, Hassan, vaincu, se replia sur Barqa et là, fit bâtir des châteaux et fortifications qui, pérennisant son nom, restèrent célèbres sous l'appellation de *Qsur Hassan*. Il y resta deux à trois ans (77-80/696-699), durant lesquels toute l'Ifrîqiya sembla lui échapper.

Byzance ne resta pas en effet inactive devant la chute de Carthage. Le nouveau Basileus Léontius arma une flotte de guerre qui fut commandée par le patrice Jean. En 697, les Grecs reprennent Carthage, la fortifient de nouveau, récupèrent aussi les autres citadelles de Proconsulaire.

Quant à l'action de la Kahéna pendant cette période, elle demeure fort obscure. Sous prétexte de faire le vide devant l'envahisseur dont elle redoutait le retour, elle aurait mis la Byzacène en coupe réglée, détruisant villes et cultures, s'en prenant surtout à l'arboriculture et ruinant ainsi la région pour longtemps. « Aussi cette région, nous dit Ibn Khaldûn, qui, de Tripoli à Tanger, avait offert l'aspect d'un immense bocage à l'ombre duquel s'élevait une foule de villages se touchant les uns les autres, ne montra plus que ruines ». Affirmation exagérée à tous points de vue, parce qu'elle étend à tout le Maghreb des déprédations qui ne durent pas dépasser la Byzacène, et que la ruine - toute relative d'ailleurs - de cette zone ne saurait être imputable à la seule action de la Kahéna. La Byzacène fut en effet le principal théâtre d'opérations arabe. Il était donc normal qu'elle souffrît d'une conquête lente et pénible. Il est toutefois probable que les semi-nomades qui suivaient la Kahéna profitèrent de leur victoire sur les Arabes et de l'absence de tout pouvoir dans les plaines du Centre et du Sud pour s'abandonner à leurs désirs de pillage. Ce qui inquiéta et indigna les populations sédentaires des villes et des campagnes et affecta gravement la position politico-psychologique de la Kahéna ; Hassan le sut et

choisit le moment favorable pour revenir en Ifrīqiya comme le sauveur de l'ordre (80/699). Il entra sans combat à Gabès, Gafsa, Qastiliya, remonta ensuite vers le Nord pour mettre le siège devant Carthage (699 ap. J.-C.) cependant qu'une escadre arabe bloquait la ville et battait la flotte byzantine. Pour la deuxième et dernière fois, Carthage tombait aux mains des Arabes. Événement capital s'il en fut, car il symbolisait et actualisait la mutation de l'Afrique vers un nouveau destin oriental et musulman et l'effondrement de la civilisation romaine et chrétienne qui fleurit jadis sur ses rives. Les membres de l'aristocratie byzantine s'embarquèrent pour les îles de la Méditerranée occidentale et pour l'Espagne. Des débris de l'armée se réfugièrent dans les citadelles de Proconsulaire que Hassan emporta l'une après l'autre.

C'en était fini de la domination byzantine en Afrique. Restait à liquider le mouvement de la Kahéna. Ce fut simple jeu pour Hassan, la reine berbère ayant vu sa position s'oblitérer gravement, et par l'hostilité des populations sédentaires et par les multiples défections qui affectèrent ses rangs. Elle en vint à ne plus croire en elle-même et à préparer, par-delà sa mort, la réconciliation future entre vainqueurs et vaincus. Les chroniqueurs mêlèrent dans cette phase les rêves prophétiques et la stratégie politique, mais le tableau ne manque pas de grandeur. La Kahéna paya sa révolte de sa vie et fut écrasée avec quelques fidèles vers 81/700. Le gros de ses troupes se hâta de demander *Xaman* à Hassan qui le leur accorda à condition que les tribus berbères fournissent un certain nombre d'otages avec lesquels il se constitua deux corps auxiliaires de 6.000 hommes chacun, et dont il offrit le commandement aux propres fils de la Kahéna. Ainsi il se garantit de l'agressivité berbère en l'employant, et c'est là, au surplus, la reprise d'une vieille tradition qui faisait des cavaliers numides les auxiliaires précieux des pouvoirs qui se succédèrent en Afrique : Carthaginois, Romains et maintenant Arabes. Passant brutalement de la révolte à l'alliance, les Berbères numides qui se sont affirmés militairement comme les plus

dynamiques de leur ethnie, allaient participer à la conquête du reste du Maghreb et de l'Espagne et se frayer, à l'ombre de l'ennemi d'hier, une place au soleil sur les décombres de leur patrie saccagée.

Conclusion

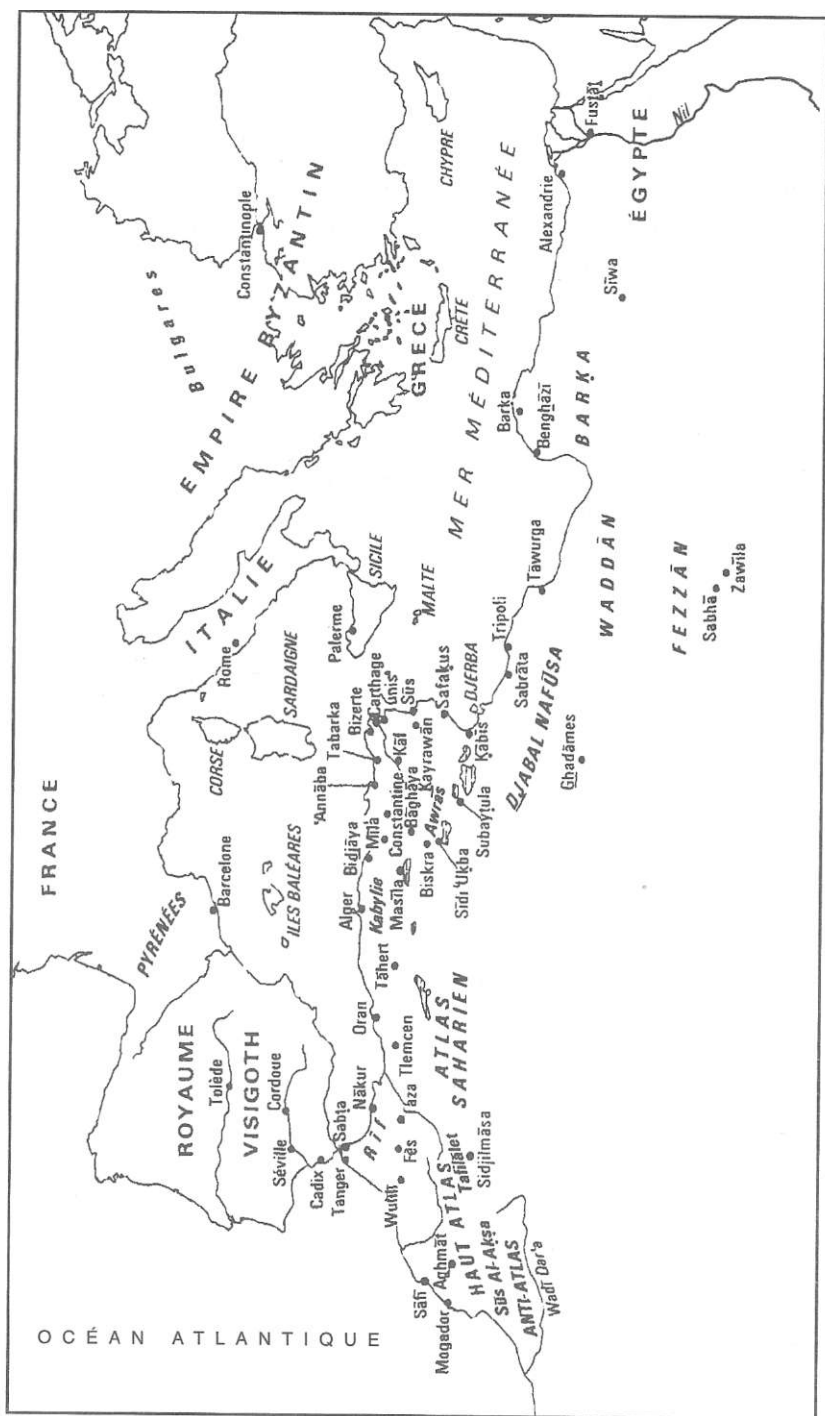
L'Ifrîqiya - Proconsulaire, Byzacène et Numidie - était donc soumise à la domination arabe après plus d'un demi-siècle d'une âpre lutte. Certes, après le départ de Hassan (84/703), quelques mouvements de résistance s'esquissèrent en Proconsulaire, mais l'énergie brutale de Musa ibn Nusayr, nommé gouverneur à cette date, eut vite fait de les réduire. Successivement, il prit Zaghouan, puis soumit les populations de Sijûm auxquelles il infligea, en souvenir de 'Uqba, un traitement cruel. Ce sont là les derniers soubresauts de l'Afrique antique et, à l'heure où Musa rassemblait ses hommes pour une offensive rapide et lucrative dans les Maurétanies, le territoire ifrîqiyen était déjà entièrement pacifié.

La conquête arabe en Ifrîqiya est donc surtout l'œuvre de Hassan ibn Nu'mân. Son entreprise, en dépit de ses échecs initiaux, fut la plus sérieusement conduite et la plus décisive. Mais elle ne fut qu'une action encastrée dans un long et obstiné effort militaire, humain et financier. C'est dire que la conquête dut être ressentie par le pays comme une rude épreuve qui le laissa exsangue, parce qu'elle ne fut exempte ni de redoutables violences ni de destructions matérielles ni de pillage. Livrée à son vainqueur, l'Ifrîqiya payera cher sa résistance. Hassan retournera en Orient avec quantité d'or, de pierreries, de chevaux et d'esclaves, et la cupidité d'Ibn Nusayr, celle des Marwânides derrière lui, videront encore plus l'Ifrîqiya de ses richesses. Moins cependant que le reste du Maghreb qui se verra imposer des conditions léonines.

Mais un monde ne meurt pas sans que naisse à la vie une autre organisation de la vie humaine, sous-tendue par une puissante idéologie. On ne saurait néanmoins passer sous silence toute la

grandeur de la résistance berbère qui se dressa quasiment seule et avec des moyens primitifs et réduits, devant une armée qui disposait des ressources d'un vaste empire. Jusqu'à présent l'historiographie occidentale s'est surtout intéressée au fait de la mort brutale de la civilisation romano-byzantine, pour le déplorer, généralement. En vérité, ce qui nous semble le plus digne d'attention, c'est cette résistance berbère, anarchique et héroïque, qui est simple défense de la vie, de la liberté et de ce à quoi tient le plus l'homme, face à l'horrible logique de la guerre de conquête. Mais le caractère négateur et dramatique de cette même conquête s'effacera bientôt devant ses promesses et ses réalisations dont la plus notable fut assurément la naissance du Maghreb, par le truchement de l'Islam, à l'histoire et à la civilisation.

Le Maghreb et la Méditerranée au temps de la conquête arabe



Source : I. Hrbek

CHAPITRE II

L'Afrique arabe au II^e/VIII^e s (86-184 H/705-800)

Le véritable artisan de la conquête de *l'Ifrîqiya* fut *Hassan ibn Num&n* (76-84 H.), mais il fallut encore deux ans environ à son successeur *Musa ibn Nusayr* pour parachever son œuvre. À la date de 86 H. l'Ifrîqiya sort de l'ère confuse et héroïque de la conquête et entre dans une phase d'organisation, dans ce qu'on a convenu d'appeler le « siècle des wulât ». Or précisément, cette mutation de fait coïncida avec un changement de statut juridique.

Jusqu'ici l'Ifrîqiya - qu'elle ait été un simple territoire livré au *Jihâd* et à la guerre sainte ou à partir de 55 H. dotée du statut de province avec son wâll et sa ville-camp - était de toutes les façons une dépendance de la wilaya d'Egypte. C'est le gouverneur de Fustât qui nommait et révoquait les gouverneurs de Kairouan, c'est à lui que revenait le droit de regard sur la marche de la conquête, c'est par ses subsides et ses soldats que la conquête se réalisait. Cette sujétion pesait d'autant plus que le gouverneur d'Egypte Abd al-AzIz ibn Marwân, séduit par l'importance du butin, faisait tout pour l'aggraver. D'où un conflit avec Hassan qui valut à ce dernier d'être révoqué.

Musâ n'était qu'une créature de 'Abd al-'Azîz et ses premiers actes furent empreints de la plus grande docilité.

Mais la nature des choses exigeait que la province volât de ses propres ailes. Aussitôt 'Abd al-'Azîz disparu (86/705), le même Musâ n'hésita pas un instant à adresser les dépêches directement au Calife de Damas et par-dessus la tête du nouveau gouverneur de Fustât 'Abdallâh, propre fils du Calife 'Abd al-Malik dont les protestations furent vaines. L'Ifrîqiya se plaça ainsi dans la dépendance directe du Califat, acquit en somme le statut de *wilâya* adulte et de plein droit, égale en rang aux autres provinces de l'Empire dont l'Egypte. Mieux encore : son noyau originel Tunisie, Tripolitaine, Zâb s'agrandit coup sur coup du Maghreb moyen et extrême et de l'Espagne. Jusqu'en 123 H, nous allons avoir une « grande wilâya » d'Ifrîqiya dont Kairouan était le centre de décision. Mais bientôt et à partir des révoltes khàrijites, elle commença à s'effriter jusqu'à ne plus coïncider qu'avec son aile orientale. Progressivement se constituèrent les royaumes khàrijites des Barghwâta (124), de Sijilmâsa (140), de Tahart (161) et en 172 enfin, le royaume idrissite voyait le jour au Maghreb extrême. En outre, à partir de 129 H., l'Espagne échappait complètement à l'emprise de Kairouan pour s'engager dans un destin autonome vis-à-vis même du Califat. C'est dire que le noyau fidèle et permanent de la wilâya fut l'Ifrîqiya proprement dite, terre du pouvoir arabe par excellence.

I

L'organisation de l'Ifrîqiya arabe

Sous le nom de Ifrîqiya, la province reçut des institutions typiquement arabes ne devant que peu de choses aux institutions byzantines préexistantes.

1. Le Wali ou Amir

C'est la clef de voûte du système arabe. Représentant du Calife, le wâlî détient tous les éléments de la souveraineté, commande

l'armée, préside la prière, coiffe la machine administrative, détient la justice répressive et criminelle. Contrairement à ce qui se passait en Afrique sous Byzance et à ce qui se passe au même moment en Egypte musulmane, il n'y a pas de dichotomie entre un gouverneur militaire et politique et un autre administratif et fiscal.

L'Ifrīqiya dut sans doute à son éloignement d'avoir eu toujours à sa tête un seul détenteur de tous les attributs de la puissance publique : le *wālī*. Celui-ci réside à Kairouan dans le Palais gouvernoral ou *qasr al-Imâra* que les fouilles actuelles permettent de situer du côté Sud-Est de la mosquée.

Il est entouré d'une garde personnelle ou *haras* qui fut composée pendant quelque temps de Berbères Butr nusayrides puis des clients ou *mawālī* des gouverneurs successifs. Ses déplacements sont entourés d'une certaine pompe qui ne pouvait toutefois égaler celle des anciens exarques ou même des préfets du prétoire parce que nous sommes encore dans une période marquée par la simplicité primitive arabe.

L'Ifrīqiya connut vingt-deux *wālī* dont quelques-uns furent de grands gouverneurs tels Musà ibn Nusayr (84-96), Hanzala ibn Safwàn (124-129), 'Abd ar-Rahmàn ibn Habib (129-137) et surtout le Muhallabide Yazld ibn Hâtim (155-170) qui instaura une ère de paix et de redressement.

À l'époque omayyade, les *wulât* furent souvent choisis parmi les *mawālī*, donc dans un rang social inférieur ; par contre, sous les Abbassides, les Muhallabides qui se succédèrent pendant plus d'un quart de siècle à Kairouan (151-178) étaient de grands seigneurs influents. On peut en dire autant d'Ibn al-'Ash'ath (144-45) et de Hartama ibn Ayan (179-180). Mais quelles que fussent les origines sociales, dans l'un et l'autre cas, l'Ifrīqiya eut, à plusieurs reprises, pour *wulât* de grands dignitaires de l'Etat ayant déjà exercé de hautes fonctions en Orient, ce qui prouve l'intérêt des Califes pour la *wilâya* et qu'à leurs yeux, elle égalait les meilleures provinces de l'Empire. Il est rare cependant qu'un Arabe Ifrīqiyen accède au poste de gouverneur. Ismâ'il ibn Abī Muhàjir (100-101) en fut une exception et si les Fihrites purent se maintenir au pouvoir

pendant plus de dix ans (129-140) et fonder une dynastie effectivement autonome, c'est parce qu'ils furent précisément des usurpateurs qui profitèrent de la crise générale de l'Etat musulman. Leur tentative d'autonomisme se solda par un échec : il faudrait attendre encore un demi-siècle pour que l'Ifrîqiya réussisse à voler de ses propres ailes sous la conduite d'Ibrahim ibn al-Aghlab (184/800).

2. *L'organisation militaire*

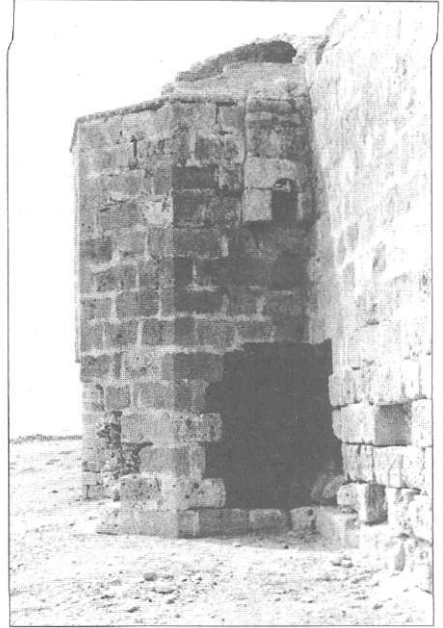
L'armée d'Ifrîqiya était à l'origine composée de soldats d'Egypte puis elle s'ouvrit, sous Hassan et Musa, aux Berbères parmi lesquels elle recruta des contingents d'auxiliaires.

Avec l'avènement des Abbassides, la structure ethnique de l'armée changea notablement. En 144, 40.000 hommes accompagnèrent Ibn al-'Ash'ath et en 155, de 50 à 60.000 hommes vinrent avec Yazid ibn Hâtim. Ces nouveaux apports contenaient une proportion notable d'Arabes mais la grosse majorité était composée de Khurâsâniens. L'ancienne armée omayyade fut probablement démobilisée et fixée à la terre dans le Nord et le Nord-Est du pays cependant que la nouvelle armée se professionnalisait, ce qui se solda à la fin de notre période par des séditions militaires de plus en plus fréquentes.

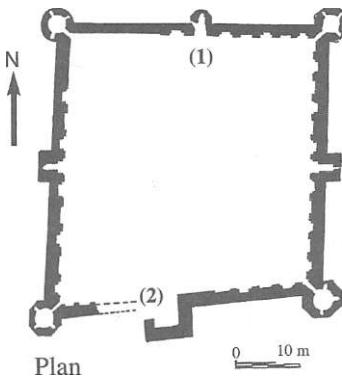
L'organisation de l'armée obéissait au schéma islamique classique : elle était rémunérée par un système de pensions ou *a'tiyât* payées plus ou moins régulièrement à raison du taux moyen de 1.000 dirhams pour le cavalier et de 500 pour le fantassin. Elle était encadrée par des *uraja* à l'échelon subalterne et par les commandants des unités de mobilisation - probablement au nombre de sept sous les omayyades. Les sous-gouverneurs de districts pouvaient aussi commander les détachements locaux mais dans l'ensemble, l'armée avait son commandement propre, ses chefs de garnison et ses *quwwâd*. Ces derniers furent recrutés à l'époque omayyade dans l'aristocratie locale, l'armée étant alors composée des Arabes ifrîqiyens valides ; citons : Habib ibn Abī-Abda ou 'Ubayda, son fils Abd ar-Rahmân et Khàlid ibn Abl Habib, tous fihrites. A l'époque abbasside, les chefs de

La forteresse de Younga

Le fort que l'on voit sur la côte de Younga (10 km au sud de Mahrès) est vraisemblablement d'origine byzantine. Il avait été occupé par les Arabes. Les textes hagiographiques et géographiques le signalent dès le début du IX^s. comme étant un lieu de retraite du saint Abu Khârija Anbasa. Le monument se distingue par sa courtine haute de 8 m flanquée de tours, sa porte maritime en chicane munie d'une brèche et par ses arcs de décharge qui ont permis d'élever assez haut le monument. Le site a donné deux grandes basiliques romaines célèbres par leurs mosaïques.

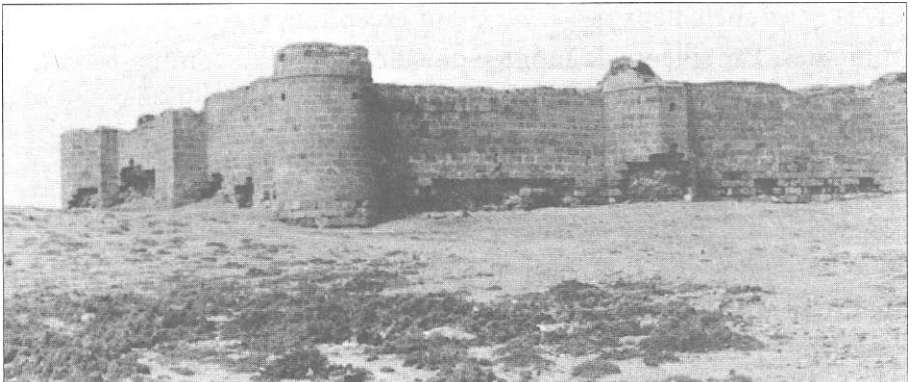


Entrée Sud donnant sur la mer



- (1) Entrée
- (2) Entrée en chicane
du côté de la mer

Vue d'ensemble à partir du Sud



l'armée étaient des professionnels choisis parmi les officiers des nouveaux contingents amenés d'Orient, tels Abu al-Anbar, Ibn al-Jarud, Tammâm ibn Tamîm, Ibrahim ibn al-Aghlab.

L'armée ifrîqiyenne servit surtout à la répression des désordres intérieurs mais participa aussi à des raids sur la Sicile et la Sardaigne, razzias en vue du butin et de la capture d'esclaves plutôt qu'opérations militaires proprement dites. L'Ifrîqiya disposait, grâce à l'arsenal de Tunis, d'une flotte et imposa son hégémonie maritime sur la Méditerranée occidentale devenue un « lac musulman ». Quant à l'implantation régionale de l'armée, la ville de Kairouan, de par sa destination originelle de garnison et de camp, se posa et réussit à se maintenir au moins jusqu'à l'éclosion des troubles khàrijites (122-123) comme le centre de rassemblement le plus important. Mais bientôt s'affirmait le rôle de Tunis devenu le rival de Kairouan et le point de départ des séditions militaires ; puis à la fin de notre période, le Zâb, considéré comme une marche, attira dans ses multiples établissements garnisaires un grand nombre de soldats, si bien qu'il se forma une armée du Zâb qui, profitant des démêlés entre Kairouan et Tunis, imposa son chef Ibn al-Aghlab comme un personnage de premier plan puis comme gouverneur.

Dans le détail de leur implantation militaire, les Arabes avaient pu suivre et utiliser le système défensif byzantin mais en le simplifiant considérablement. Ils s'établirent le plus souvent dans d'anciennes garnisons ou d'anciennes forteresses comme Baghaï, Béja, Gabès, mais dans l'ensemble, les districts militaires coïncidaient avec les districts civils et les chefs-lieux des *kuwar*, sauf exception, étaient les chefs-lieux militaires. Par ailleurs, la montée de villes nouvelles comme Kairouan et Tunis compensa la déchéance d'autres centres militaires tels que Suffetula, Théveste et Carthage.

3. *L'organisation administrative*

C'est, nous dit Ibn Abd al-Hakam, « Hassân ibn Nu'man qui institua les *dawâwîn*, imposa le *kharâj* aux '*Ajam* d'Ifrîqiya et à tous ceux qui, parmi les Berbères, continuèrent à professer avec eux le

Mosquée citadelle d'al-Fawwar à Béja (VIII^e s.)



La cité de Bellalis Major (à 8 km au N.E. de la ville de Béja) connut ses heures de gloire à l'époque romaine. Elle perdit de sa splendeur depuis la période byzantine. Une forteresse y avait été construite pour la défendre. Une grande partie de la ville romaine fut alors délaissée. A l'époque islamique, un petit oratoire a été aménagé au sein même de la forteresse, il jouxtait un quartier d'habitations modestes construites en pierre de remplois et en mortier de terre. La survie d'une petite communauté ne s'explique que par la présence d'une source pérenne et d'un riche terroir.



Mosquée de Lorbus (VIII - IX s.) *Vestiges du Minaret-*

La ville de Lorbus, située entre le Kefet Le Sers, a conservé plusieurs vestiges antiques en particulier une grande forteresse byzantine. A l'époque aghlabide, elle était une des principales places fortes qui protégeaient la route vers le Maghreb central. C'est dans cette cité qu'a eu lieu la grande bataille qui opposa l'armée fatimido-berbère aux troupes aghlabides. La défaite de ces derniers sonna le glas de l'émirat aghlabide. Sur le site on voit encore les restes de la mosquée qui se compose de trois travées parallèles au mur de Qibla. Une partie de la cour est occupée par les citernes et le minaret. Ce dernier (photo), construit en pierres de taille et quelques briques crues dans les parties hautes, serait en partie d'origine antique.

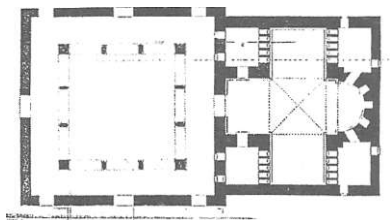
christianisme ». Des indices convergents viennent corroborer l'information du chroniqueur arabe et nous assurer de l'existence d'une administration ifriqiyenne semblable à bien des égards à d'autres administrations provinciales musulmanes. Trois départements essentiels la composaient : le *diwân al-Jund* ou bureau de l'armée, le *diwân al-kharâj* ou bureau de l'impôt, le *diwân ar-Rasâ'il* ou bureau des dépêches.

Le noyau administratif central, logé selon toute vraisemblance au Palais Gouvernoral, était prolongé dans son activité par divers « offices » annexes tels que le *diwân al-Barîd*, bureau des Postes en même temps qu'agence de renseignements, le *dar ad-Darb* ou Maison de la Monnaie, le *bayt ar-Rizq* ou « office » des distributions alimentaires, le *bayt al-Mâl* enfin ou Trésor Public.

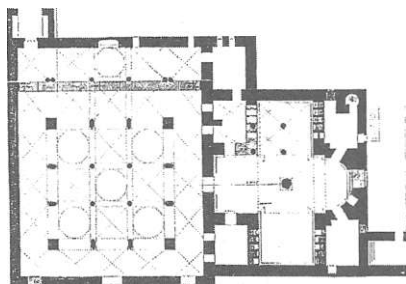
L'administration arabe en Ifrîqiya était l'instrument du maintien d'une certaine domination qui s'exprimait à son tour par l'occupation militaire et l'exploitation des ressources fiscales du pays. Une grande partie des impôts prélevés allait au paiement des Arabes installés et s'identifiant avec l'armée, une autre aux frais administratifs, le reliquat - environ 13 millions de dirhams sous le règne d'ar-Rashîd - étant acheminé vers la capitale de l'Empire. C'est dire toute l'importance du problème fiscal, dont les incidences sont en outre multiples sur l'équilibre social comme sur l'évolution religieuse. Les descendants de Byzantins ou *Rûms*, les *Afariqa* - paysans et citadins romanisés - ainsi que les Berbères des tribus qui se maintinrent dans la confession chrétienne se virent sans doute appliquer le statut de « *dhimmîs* » et furent contraints au paiement de la *jizya* sur les personnes et du *kharâj* sur les terres. La grande masse des Berbères vivant dans le cadre des formations tribales se serait cependant convertie assez tôt et n'aurait donc eu à supporter que les impôts normalement imposés aux Arabes musulmans, la dîme ou *ushur* sur les récoltes et les produits du commerce et la *zakât* sur les troupeaux. Il ne semble pas, pour ce qui est de l'Ifrîqiya proprement dite, que la situation se soit davantage compliquée par l'exercice d'irrégularités ou d'exactions diverses tel que le *takhmîs* pratiqué sporadiquement à l'encontre des tribus du

La basilique du Kef transformée en mosquée (VIIIs.)

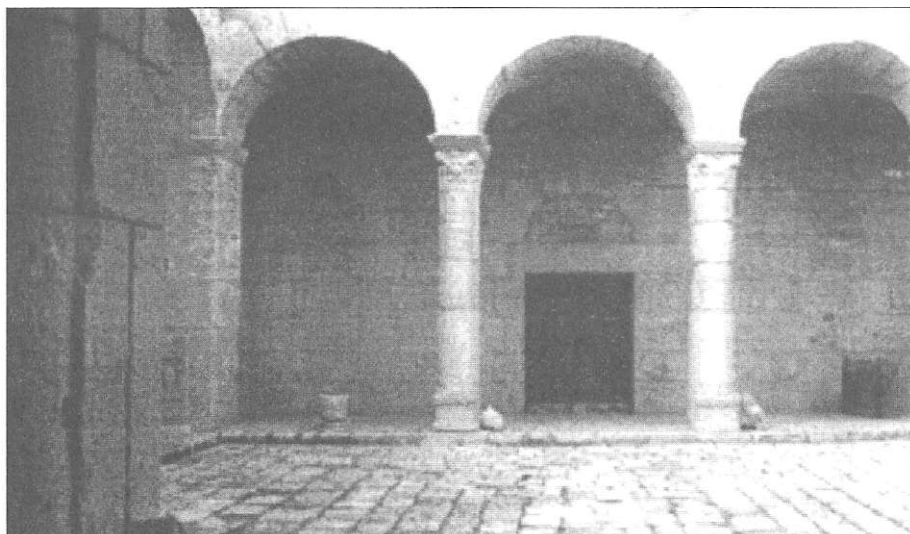
Le plan proposé ici est élaboré au XIX s. par l'archéologue français Gauckler. Il montre la façon par laquelle les conquérants arabes ont adapté une basilique ancienne à leur culte. On voit que la salle de prière a été implantée dans l'atrium. Elle contenait 6 nefs et 5 travées. Le mihrab a été taillé dans le mur nord, ce qui atteste des difficultés à s'orienter. L'ancienne salle de prière de l'église, avec ses nefs, ses travées et son abside est devenue la cour du sanctuaire musulman. La porte principale de la mosquée a été pratiquée dans l'abside même. On ne peut déterminer à quelle date cette transformation s'est faite. On sait que la ville du Kef, dénommée par les sources arabes Shaq bannâria, (Sicca Veneria) a été l'une des plus anciennes cités soumises par les musulmans ; elle fut tout au long du moyen âge un centre stratégique actif.



Plan de la Basilique avant sa transformation en mosquée



Plan de la Mosquée



Rif, notion obscure qui signifie « prélèvement du cinquième », sans doute en faveur de l'Etat mais qui se laisse difficilement cerner dans ses modalités concrètes.

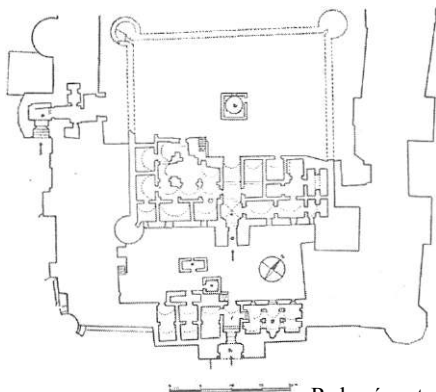
L'administration centrale arabe dut s'appuyer au début, dans le détail de son fonctionnement, sur des méthodes et un personnel byzantins et en particulier, sa langue véhiculaire fut le latin pour ce qui est du département des impôts. Puis l'arabisation la pénétra peu à peu et aux scribes *afāriqa* furent associés des *mawālī* arabisés et des Arabes, qui les supplantèrent au fur et à mesure que s'affirmait la langue arabe. On peut dire qu'au niveau central l'arabisation de l'administration était déjà achevée au premier tiers du second siècle (100-130 H.). C'est vers cette époque que les sources mentionnent l'existence d'un scribe de valeur, Khàlid ibn Rabā'a al Ifrīqī qui fut l'ami et le condisciple du fameux Abd al-Hamīd al-Kâtib.

La numismatique nous permet du reste de nous représenter clairement les étapes de l'arabisation de la monnaie. Les dinars passèrent par au moins quatre stades associant le latin et l'arabe, des sigles christiano-byzantins et des formules religieuses islamiques jusqu'à leur complète arabisation autour de l'an 100. Cette date coïncide avec l'effort inauguré par le gouverneur Ismā'il ibn Abī Muhâjir pour accélérer l'islamisation du secteur social non-arabe.

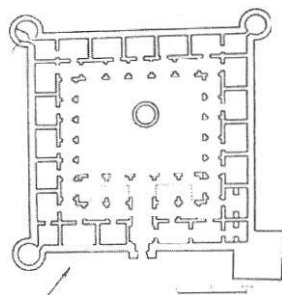
L'administration régionale subit, quant à elle, ces processus avec plus de lenteur bien que le poids du gouvernement central de Kairouan s'y soit fait sentir avec force et à tous moments. De toutes les régions du Maghreb, l'Ifrīqiya avec ses prolongements tripolitain et numide fut la mieux administrée. Pour subordonnés qu'ils aient été au gouverneur de Kairouan, les *ummāl* du Zâb et de Tripolitaine avaient néanmoins de larges attributions civiles et militaires, ces dernières en accroissement régulier depuis l'éclatement des révoltes khàrijites. Le territoire tunisien proprement dit était fragmenté en *kuwar* ou districts gérés par des sous-gouverneurs munis de tous les attributs de la puissance publique mais dont l'aspect fiscal devait sans doute se montrer prépondérant.

Ribat Al Monastir

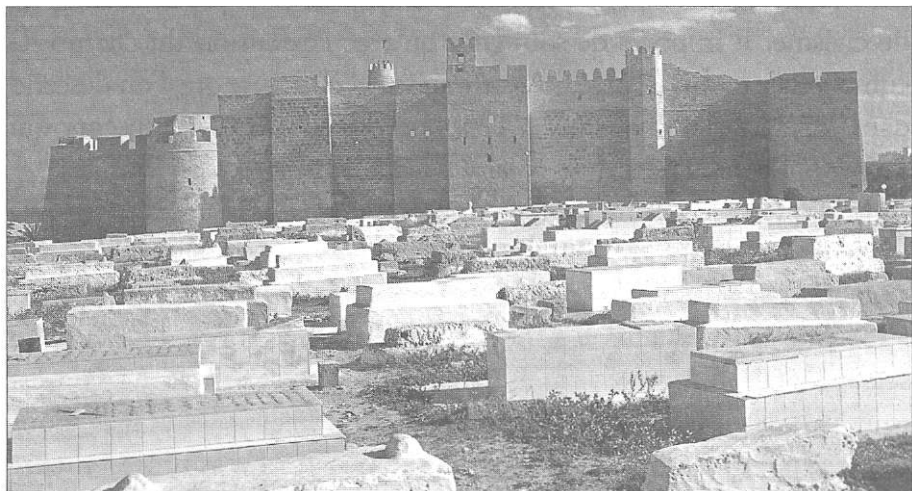
Le ribât de Monastir est l'un des plus anciens et des plus vénérés de l'Ifrîqiya. Il a été construit par le gouverneur abbasside Hirtma b. A 'yun en l'an 180 / 796. Des hadiths promettaient le paradis à tous ceux qui y tiendraient garnison pendant plus de trois jours. A l'origine le monument de 32,80 m de côté, possédait une courtine flanquée de quatre tours rondes. L'accès à la cour centrale se faisait par une porte en saillie protégée par des herses et des mâchicoulis. Autour de la cour, sont disposées les cellules des murâbitîn (combattants). La tour sud-est est un donjon circulaire d'une vingtaine de mètres de hauteur. Sous les Fatimides, en l'an 355 / 965, un étage a été ajouté et le monument agrandi, par un certain at-Tammar qui entreprit les travaux avec ses propres deniers. Des restaurations hafsides et ottomanes l'ont largement défiguré et lui ont fait perdre son caractère originel, en voulant l'adapter à l'artillerie lourde.



Relevé actuel



R.D.C. du ribât initial



Vue du ribât qui révèle l'importance et la puissance de l'édifice ainsi que les corps de bâtiments qui remontent à des époques successives. Au premier plan, le très vaste cimetière qui reçoit depuis un temps immémorial les dépouillés des habitants de Monastir et aussi des villes et des villages de la région.

4. L'organisation judiciaire

Il est certain qu'à l'époque omayyade, la fonction judiciaire était profondément subordonnée à l'exercice de la souveraineté publique mais qu'elle tendit, dans la deuxième moitié du second siècle, à s'en affranchir. Le gouverneur continua cependant d'exercer directement ou par l'intermédiaire du corps de la *shurta* la justice répressive et criminelle. Au *qâdhî* était impartie la justice civile et pour autant qu'elle se trouvât pratiquée, la juridiction religieuse des *hudud*.

Si le Calife intervenait quelquefois dans la nomination des *qâdhîs* à l'époque abbasside tout autant que sous les omayyades, c'est en général au *wâlî* que ceux-ci devaient leur désignation. C'est dire que la magistrature cadiale, en dépit du fait qu'elle s'appuyait dans son activité sur un droit positif élaboré en dehors de l'Etat et emprunté aux écoles orientales, n'était pas soustraite à l'autorité et aux interventions des gouverneurs. Et pourtant, déjà à cette époque, le *qâdhî* de Kairouan était plus qu'un fonctionnaire, même s'il était un fonctionnaire considérable. Jouissant d'une aura morale incontestable, certains de ces magistrats incarnèrent la communauté islamique et la commandèrent dans les moments de crise, tel Abu Kurayb, bel exemple de courage et de civisme. Il importe de souligner qu'avec l'extension du champ de compétence et du prestige du *qâdhî* au fur et à mesure que l'on descend dans le temps, nous avons à l'époque des *Wulât* des éléments qui préparent la venue des grands *qâdhîs* aghlabites.

Intégrée assez tard au domaine impérial des Califes, l'Ifrīqiya devait nécessairement accuser un certain décalage temporel dans la mise en place des institutions. Le système d'organisation qui lui fut appliqué, harmonieux et efficace dans son ensemble, obéissait au schéma arabe universel, forgé dans le contexte oriental. Mais il est tout aussi sûr qu'il dut s'adapter aux conditions locales et user, pour un temps du moins, de l'héritage romano-byzantin, demeuré cependant globalement d'une portée médiocre.

À la différence des anciennes Maurétanies, l'Ifrīqiya s'affirma comme le noyau central et le plus sûr de l'organisation arabe. En ce

Monnaies de l'époque des Gouverneurs

L'une des premières manifestations de l'autorité islamique en Ifrīqiya a touché la monnaie. Très tôt, avant même que la conquête ne s'achève, des pièces d'or et de bronze ont été frappées. Elles ont gardé le moule et les caractères latins tout en introduisant des formules islamiques. Les toutes premières pièces, datant de l'époque de Hassan ou de Musa ibn Nusayr ont simplement effacé le buste de l'empereur byzantin et l'ont remplacé par la profession de foi islamique : NON EST SNIIPSE SOL CIN, abréviation de : « non est deus nisi ipse solus cui socius non est » que l'on traduit par : « Il n'y a de Divinité qu'Allah, l'Unique et n'a pas d'associé ». Les monnaies des années 96 et 97 de l'hégire associent le coufique aux caractères latins. Un solidus de 97/714 confirme la progression du nouveau pouvoir dans sa réforme monétaire. Les nouvelles émissions portent désormais le lieu de frappe, la date et les formules islamiques. Sur une des pièces on trouve inscrit sur le droit : « SoLiDus FeRiTus IN AFRiCA ANno XCVII » (Solidus frappé en Africa en 97) et au revers : « IN Nomine DomiNi Non Deu NiSSI Solus Non Deus Nisi » (Au nom de Dieu, l'Unique et n'a pas d'associé). Ce n'est que vers l'an 98/716 qu'apparaissent des pièces entièrement arabisées, sans doute sous l'impulsion de la grande réforme administrative et militaire du calife Abd al-Malik.



Monnaie de Musa ibn Nusayr
Banque Centrale de Tunisie - Musée du Bardo

sens, l'effort tenace et remarquable des nouveaux conquérants vient prolonger de vieilles traditions et, prenant appui sur elles, les renforcer pour faire de l'Ifrîqiya une entité géographique profondément pénétrée par l'action et le rayonnement de l'Etat.

II

La société ifriqiyenne

1. Les bases économiques

On sait qu'à la fin de la domination byzantine, l'économie ifriqiyenne était déjà dans une décadence relative. Il est évident que la conquête arabe, par sa longueur et son acharnement ne dut pas lui être, du moins dans l'immédiat, des plus bénéfiques. Plus particulièrement, la politique de la terre brûlée de la Kahéna aurait porté, semble-t-il, un coup sensible à l'état de l'arboriculture de la Byzacène. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, de voir certains historiens, extrapolant à partir de jugements émis par Ibn Khaldun, considérer la conquête arabe comme une phase de rupture entre un passé prospère et un avenir de pauvreté et de dénuement. Et pourtant, les témoignages archéologiques abondent pour nous suggérer la continuation de l'activité économique dans des zones plus tard appelées à connaître une incontestable régression comme le Centre-Ouest de la Byzacène. Il serait, à notre sens, illusoire de croire à une réalité contrastée ce qui ne saurait s'appuyer que sur une double vision, idyllique pour l'époque romaine, pessimiste pour l'époque arabe préhilalienne, également dangereuses l'une et l'autre. Au vrai, l'économie ifriqiyenne connut des essors et des crises, des décadences et des reprises. Et l'époque des *Wulât*, après les dévastations de la conquête, s'inscrit assurément dans une perspective de reprise.

Certes, si nous n'avons pas de renseignements précis sur l'agriculture, du moins pouvons-nous affirmer qu'elle demeure l'épine dorsale de l'économie. La région des plaines du Nord était toujours assignée à la céréaliculture et aux cultures maraîchères associées à l'élevage. Contribuaient également à ce type d'activité agricole la plaine de Kairouan, certaines zones de Byzacène et de

Numidie. Mais la Byzacène restait surtout le domaine d'élection de l'arboriculture sèche ou irriguée. Un passage d'Ibn 'Abd al-Hakam fait état de la richesse de cette région en oliviers au temps héroïque des débuts de la conquête. Sans doute témoigne-t-il aussi et peut-être même surtout - en raison de la date de sa composition - de l'importance de la production d'olives et d'huile au ir/VTIF s. À côté de l'olivier, il faut signaler, un peu partout en Byzacène, y compris dans le pays de Gammūda, la présence d'arbres fruitiers divers à culture sèche. Enfin, les oasis de Qastīliya juxtaposent les palmiers dattiers et les cultures maraîchères.

On ignore tout, naturellement, de l'évolution des façons culturales. S'il est certain qu'il n'y a pas eu de progrès notable à signaler, il est probable qu'il n'y a pas eu non plus de régression dans l'ensemble. Les textes, allusifs, se bornent à signaler l'importance de l'irrigation et la non moins grande importance du cheptel dont l'élevage s'échelonne du Nord à l'extrême-Sud et à la Tripolitaine.

Le statut de la terre pose à l'historien des problèmes délicats. Si l'on suit des juristes tels que Sahnūn et Dawudī, on est amené à penser que la terre ifrīqiyenne était une terre de *'anwa*, conquise par la violence, considérée donc comme propriété éminente de la collectivité arabe représentée par l'Etat. Et pourtant certaines zones sont cataloguées par les mêmes juristes comme étant terres de *sulh*, régies par des traités de capitulation, et d'autres comme terres dont les habitants se sont convertis à l'Islam. Bien qu'utiles, ces schémas restent cependant conventionnels et en tous cas à portée purement fiscale. Aussi bien la réalité concrète se laisse-t-elle cerner difficilement et l'on ignore malheureusement tout de la taille des diverses « propriétés », du statut de l'ancienne paysannerie plus ou moins péniblement attachée à la glèbe, des terres allouées aux tribus berbères islamisées. Il est certain que les biens de l'Empereur et de la haute aristocratie furent récupérés directement par l'Etat islamique et redistribués en partie à des membres de l'aristocratie arabe sous l'appellation de *Qata'y'*, que par conséquent la structure de certains anciens domaines resta plus ou moins intacte. Des indices divers, se référant en particulier à la toponymie, permettent de penser par ailleurs que Yazid ibn Hātim, gouverneur de Kairouan entre 155 et

170 H., après avoir démobilisé une partie de l'armée arabe omayyade, la fixa en contingents tribaux dans la vallée de la Medjerda et dans le Cap Bon, ce dont témoignent les toponymes conservés jusqu'à ce jour de Lezdine (tribu des Azd), de Mahrine (Mahra), de Kalbine (Kalb) etc...

Ce secteur domanial arabe ou arabisé n'était et ne pouvait être assujetti qu'à la dîme ou *'Ushur*. Il n'en allait pas de même de la grande majorité des terres. Si l'on peut admettre qu'au moins à partir d'un moment donné, les espaces occupés par les tribus berbères converties, généralement dévolus à l'élevage, se virent appliquer une fiscalité de type islamique, les bonnes terres à blé, les olivettes, les oasis à palmiers, étaient assujetties au *kharâj*. Il est certain que leurs anciens occupants - Rums, Afâriqa, Berbères sédentaires - s'y maintinrent sans que l'on sache comment évoluèrent les rapports entre propriétaires et travailleurs de la terre. On peut supputer que la tendance resta, à l'instar de l'Orient, au conservatisme et que les Arabes pratiquèrent, en matière d'impôt foncier, la responsabilité collective et qu'ils gardèrent, dans le monde rural, partiellement ou totalement l'ancien encadrement social.

Dans le secteur industriel, l'Ifrîqiya des *Wulât connut* un relatif essor. Les richesses minières, négligées plus ou moins par Romains et Byzantins, furent mises à jour et exploitées. C'est ainsi que les gisements en fer, argent et plomb de Majjâna durent être le siège, dès l'époque des gouverneurs omayyades, d'une extraction massive, comme l'a déjà remarqué G. Marçais sur la foi de données archéologiques. Le travail du fer et du verre prit, par ailleurs, un grand développement comme l'attestent des restes datant du milieu du VII^e s. ap. J.-C. tels les poids étalons de verre. Bien plus que l'héritage antique, c'est l'influence de l'Orient, si riche en traditions industrielles et artisanales, qui se serait fait sentir alors sur l'Ifrîqiya.

La création à Tunis, par Hassan ibn Nu'mân vers 82-83 H., d'un arsenal maritime de tout premier ordre peut être comptée comme une manifestation de l'apport positif de l'Orient. Pour en assurer le fonctionnement, Hassan fit en effet venir un millier de coptes

d'Égypte qui contribuèrent en outre à initier la main-d'œuvre locale à la construction navale. Nous avons là une entreprise d'importance, qui allait servir de fondement à l'expansion maritime ifrîqiyenne en Méditerranée comme à l'essor si remarquable de son grand commerce.

La fabrication des tapis est attestée pour la fin de l'époque des *Wulât* mais, vieille tradition locale, elle ne saurait être mise au crédit de l'intervention orientale. En revanche, la production d'étoffes et de tissus de luxe est un fait nouveau suscité par les besoins du *diwân at-Tirâz* dont les ateliers envoyèrent d'Ifrîqiya vers la Syrie des spécimens spécialement fabriqués pour le Calife Marwân II, ce dont témoigne une pièce conservée encore de nos jours.

Le commerce est devenu, avec les Arabes, une des activités les plus florissantes du pays. Partout où il s'établit en effet, l'Islam stimula les activités commerciales et de négoce, renoua avec des traditions anciennes, en créa de nouvelles. À l'échelle régionale, le commerce était largement tributaire de la production agricole et artisanale tout autant que de la structure du réseau urbain et de la sécurité des routes. Dans la plupart des villes de quelque importance, des échanges devaient se faire entre les ruraux des alentours et la population citadine. À l'échelle interrégionale, Béja pour le blé, Tozeur et Gabès pour les dattes devaient être des centres de rayonnement commercial. On nous signale, en plein deuxième siècle pour Tunis, l'existence d'un souk avoisinant la mosquée az-Zaytuna. Kairouan, surtout, vu le nombre et la qualité de ses habitants, plus que toute autre cité, jouait un rôle attractif sur les plans régional et local. Les souks s'y créèrent et s'y développèrent au début d'une manière anarchique : souk d'Ismâ'il al-Ansârî, établi en 71 H., près de sa mosquée privée de la Zaytûna, souk d'Ibn al-Mujîra, souk des Banu Hâshim. C'est du règne de Hishâm ibn Abd-al-Malik (105-125 H.) que date vraisemblablement l'établissement d'un marché central qui occupa le *Simât*, voie médiane longeant la Grande Mosquée dans le sens Sud-Nord, à la fois lieu de production artisanale et d'échanges commerciaux. Plus tard, les souks

s'organiseront sous l'impulsion de Yazîd ibn Hàtim (155-170) qui regroupera les métiers artisanaux et commerciaux selon les spécialités alors en usage.

Quant au grand commerce, l'occupation arabe, loin de le réduire, ne fit que le raviver. Certes, le partenaire privilégié en ce domaine était l'Orient musulman mais on peut penser que des relations commerciales avec l'Europe existaient également par le biais de l'Espagne ou de la Sicile. Kairouan était devenu en particulier un grand marché d'esclaves : peu après la conquête et pendant longtemps encore, l'élément servile berbère y était prépondérant. Les chroniques ne se lassent pas d'insister sur le goût des Orientaux pour les femmes berbères et on nous signale, à Kairouan même, l'activité à grande échelle d'Ismà'il al-Ansàri, à la fois dévot et marchand d'esclaves, qui expédiait des caravanes en Orient. Les razzias en Sicile, fréquentes à partir de 120 H., permirent d'alimenter ce commerce. On ignore si déjà au *II/VII* s., s'était instaurée la chaîne commerciale spécialisée dans la marchandise servile qui, de Verdun à Kairouan puis en Orient en passant par l'Espagne, deviendra au IX^e s. une des pièces maîtresses du trafic Occident-Orient. Quant aux relations caravanières avec le monde noir, attestées par Ya'qubî au IX^e s., elles demeurent du domaine de l'hypothèse pour ce qui est de la période des *Wulât*.

Le grand commerce avec l'Orient ne portait pas que sur les esclaves : étaient exportés aussi les grains, l'huile, les tapis, les tissus du Tirâz, cependant qu'étaient importés en retour des produits de luxe, tissus, armes ou épices destinés à la classe riche et dirigeante. Ce trafic était avant tout un trafic terrestre de type caravanier : partant de Kairouan, les caravanes empruntaient la route côtière « tunisienne » puis la grande piste de Tripolitaine, passaient par Fustât et débouchaient finalement sur la Syrie et l'Irak. Elles charriaient avec elles un contingent hétéroclite de pèlerins, d'hommes de science et de voyageurs. C'est ainsi que les relations commerciales se conjuguèrent avec les contacts humains et culturels.

Dans l'ensemble, cette florissante activité commerciale rend plus profonde la solidarité de l'Ifrîqiya avec le reste de l'Empire des Califes, d'un domaine en plein essor et à la différence d'un Occident

ruralisé, doté d'une économie monétaire et dont l'unité apparaît comme un vaste marché stimulant pour toutes les audaces.

2. Les structures sociales

La conquête arabe, en même temps qu'elle imposait une domination d'une orientation civilisatrice tout à fait nouvelle, opérait un remaniement social considérable. Les facteurs national, ethnique, social proprement dit et religieux s'entremêlent intimement. Si les hiérarchies sociales coïncident souvent avec la stratification ethnique, les solidarités, assez nettes dans l'ensemble et particulièrement puissantes, se chevauchent quelquefois pour créer un monde en même temps cloisonné et composite. C'est que la fusion est encore loin d'être faite entre anciens et nouveaux éléments, bien que de profondes forces travaillent pour le rapprochement des ethnies, langue arabe et religion islamique en particulier.

Mosaïque de peuples et de tribus, l'Ifrîqiya apparaît donc comme un ensemble social hétérogène. La population ancienne, représentée par Rums, Afàriqa, Berbères des tribus, Juifs, est numériquement prépondérante, mais les nouveaux éléments, Arabes et leurs mawâlî orientaux, subsidiairement les Persans, sont les maîtres et représentent une influence et une force sociale considérable.

À notre sens, les Arabes définitivement établis en Ifrîqiya ne devaient pas dépasser les 50.000 personnes. À l'époque omayyade, le gros du flux arabe était de provenance égypto-syrienne mais les *wulât* abbassides, tels Ibn al-Ash'ath et Yazîd ibn Hâtîm, tout en continuant à se faire accompagner de Syriens et d'Egyptiens, amenèrent surtout des Irakiens, des Arabes du Khuràsân et des Khuràsâniens proprement dits. Parmi les Arabes venus avec les Abbassides, les Tamimites étaient majoritaires ce qui rompait l'ancien équilibre tribal où les Yéménites avaient une nette prépondérance numérique et retournait la situation en faveur du groupe *mudharite*.

L'élément arabe, dispersé dans le pays en fonction des emplacements garnisaires et des besoins militaires, restait essentiellement un élément urbain. Dans la période omayyade autant que sous les Abbassides, les centres de rassemblement les plus importants étaient Kairouan, création arabe pure, Tunis et le Zâb. La capitale de la province, de par sa destination originelle, en fixa naturellement un grand nombre au sein duquel se trouvaient représentés la plupart des *clans* connus : des Kalbites, des Ma'âfirites, des *fractions* de Muzayna et de Juhayna, les Tannuth, les Tujayb, les Taym de Rabî'a, des Qaysites et des Tamîmites, sans oublier l'aristocratie ansar-quarayshite. La famille qurayshite des Fihri y occupait une place privilégiée qu'elle devait au nombre de ses membres et de ses clients, sans doute aussi au capital de prestige amassé par 'Uqba, martyr de la conquête. En dehors de son rayonnement social, cette famille acquit un grand ascendant politique : certains Fihrites eurent des commandements importants et le descendant de l'un d'eux fonda même une dynastie. À Tunis et dans le Zâb, se concentrèrent surtout des groupements arabes de la deuxième vague (abbasside), dominés, avons-nous dit, par l'apport tamimite, cependant qu'une partie des Arabes de la période omayyade, démobilisés, étaient installés collectivement sur des terres de l'ancienne Proconsulaire.

Les solidarités qui simultanément liaient et dissociaient l'ethnie arabe étaient multiples et s'entrecoupaient, quelquefois même se contredisaient. Le cadre fondamental du secteur arabe de la société était le clan - *'ashîra* — qui pouvait se contracter et se distendre selon les circonstances. Pendant les vingt dernières années de la domination omayyade, les rivalités intertribales s'accrochèrent et les haines entre Qaysites et Kalbites, sans doute ici d'amplitude et d'intensité plus faibles qu'en Orient, pesèrent quand même sur la vie sociale et encore plus sur la vie politique. Mais à l'inverse, qu'un élément intrus vînt à apparaître, un front uni des Arabes anciennement installés et ifricanisés se formait aussitôt pour le rejeter ou à tout le moins lui susciter des difficultés. Témoin l'hostilité profonde manifestée par ces Arabes du pays à l'encontre des troupes syriennes - arabes elles aussi - venues à leur secours en

123 H, hostilité qu'explique par ailleurs le hautain mépris de ces Orientaux. On ignore presque tout cependant des relations que purent entretenir les Arabes de la vague omayyade avec les nouveaux apports abbassides. Les sources n'indiquent pas de heurt mais il paraît certain que les premiers furent en majorité écartés de la fonction militaire et que, venus à la vie civile et normale, ils s'incrustèrent encore davantage dans le pays, sans cependant aller jusqu'à perdre leur arabité non moins que leur orgueil de vainqueurs. Car, face aux autres groupements autochtones, anciens et nouveaux Arabes se sentaient solidaires parce qu'ils étaient des privilégiés, et des privilégiés constamment menacés dans leur domination.

Seul en effet au début et associé plus tard à des éléments non arabes, l'Arabe était d'abord le soldat, l'homme sur qui reposait l'avenir de la présence arabe. C'est cet élément qui fournissait les dirigeants politiques et administratifs ainsi que les commandants de l'armée et qui détenait, directement ou par intermédiaire, l'appareil d'Etat. Socialement parlant, les Arabes en corps constituaient l'aristocratie du pays mais se différenciaient eux-mêmes en une structure hiérarchique distinguant les membres des dynasties régnantes, la haute aristocratie qurayshite, les Ansârs, les Ashrâf des tribus de la masse des Arabes anonymes.

Les Arabes, bien que peu nombreux et dévorés par les guerres, non seulement arrivaient à maintenir leur individualité et ne se diluaient pas dans la masse ambiante, mais encore s'affirmaient comme le groupe pilote du corps social ifrîqiyien et un groupe envahissant par sa langue, sa religion, les idéaux qu'il diffusait. Par ailleurs, sa fécondité physique ne peut être mise en doute et si, biologiquement, l'apparition de générations de *muwalladîn* et de *Hujanâ* (descendants d'Arabes et de femmes du pays) doit être mise au crédit d'une certaine forme de fusion, socialement et mentalement il s'agit là d'une dilatation de l'élément arabe.

Dans le même bord que les Arabes purs, car associés à eux dans leur domination, il convient de ranger les *mawâlî* orientaux et les Persans.

Les mawâlî venus d'Orient, à distinguer soigneusement des mawâlî recrutés sur place, sont pratiquement intégrés au secteur arabe de la société. Musâ ibn Nusayr lui-même était mawlâ ainsi que nombre de *wulât* d'Ifrîqiya après lui.

Les Persans - surtout Khuràsâniens - arrivés en masse en Ifrîqiya avec les gouverneurs abbassides, se fixèrent à Tunis, dans le Zâb et quelque peu à Kairouan. Certains savants, tel Ibn Farrûkh sont de provenance persane. On en ignore absolument le nombre et on ne peut, de la même façon, apprécier la portée de leur influence. Militaires et garnisaires, ils durent plus ou moins se diluer dans la masse arabe dont ils épousèrent les querelles. Mais imperceptiblement ils charrièrent sans doute avec eux les genres de vie et les modes de sentir de l'Orient pré-arabe, contribuèrent donc à faire de l'Ifrîqiya une terre d'Islam « orientalisée » comme aimait à le dire Georges Marçais, c'est-à-dire vivant à la température d'une civilisation à la fois pétrie d'arabisme primitif, et profondément pénétrée de l'âme orientale perso-mésopotamienne, ce qui se manifestera admirablement plus tard dans l'art du IX^e s.

Face aux envahisseurs, il y avait les vaincus d'hier et les autochtones : Rûms, Afâriqa, Berbères auxquels il faut ajouter les mawâlî locaux, trait d'union entre les deux secteurs sociaux.

La victoire arabe suscita, on l'a vu, des départs échelonnés vers les îles de Méditerranée occidentale, l'Occident chrétien en général et Byzance de l'aristocratie byzantine des *possessores* et du haut personnel administratif et militaire. Beaucoup restèrent cependant comme *dhimmis* sous la protection de l'Etat islamique et soumis à sa fiscalité. Ce que les Arabes appelaient Rûms étaient donc les Byzantins restés sur place ou leurs descendants. Certains furent intégrés à l'administration, d'autres s'adonnaient au commerce ou à l'agriculture, notamment dans le Djérid et dans le Zâb.

Les Afâriqa, eux, sont des Romains, entendons par là des Africains, essentiellement d'origine berbère, romanisés et christianisés. Ils sont en somme les témoins vivants de l'ancienne domination romaine dont ils personnifient l'empreinte sur le pays. Arrachés de longue

date à leurs liens tribaux, ils furent intégrés à la civilisation latine sous ses deux formes urbaine et rurale. Aussi doivent-ils au poids de ce passé d'être des éléments d'ordre et de rester fidèles à leurs croyances chrétiennes tout autant qu'à la langue latine. Plus tard, les géographes arabes les mentionneront dans le Sud, entre Tripoli et Gabès et dans le Djérid. À n'en pas douter, ils devaient y être aussi fixés à notre époque comme ils devaient être à Tunis, dans les plaines du Nord et dans le Zâb.

Le troisième élément entrant dans la composition du secteur social non-arabe est représenté par les Berbères proprement dits, de loin les plus nombreux. Qu'il ait été plus ou moins romanisé et frotté de christianisme (cas de certaines fractions des Brânis sédentaires) ou vivant en barbare autonome, l'élément berbère garda et accentua même avec l'islam sa structure tribale. La tribu était dirigée le plus souvent par un chef issu d'une famille noble et riche : la Kahéna remplissait les fonctions d'une véritable reine et Samjû, au dire d'Ibn Khaldun, « possédait de nombreux troupeaux ». Peuples, ethnies, tribus et clans berbères forment un réseau complexe et mouvant. Et l'âge de la conquête islamique et de l'après-conquête vint ajouter à cette instabilité : certaines tribus se déplacèrent vers le Maghreb central ou extrême, d'autres se disloquèrent et leurs débris vinrent fusionner dans des formations plus stables qu'ils contribuèrent par ce fait même à remanier.

La division en Butr et Brânis, considérée par les Modernes comme signifiante d'une différence de genre de vie, les Butr étant éleveurs et nomades et les Brânis cultivateurs et sédentaires, pour commode qu'elle puisse être, devrait être maniée avec prudence et ne saurait en tout cas tout expliquer. Pour un historien de la Tunisie, il est tout aussi malaisé de ne pas prendre en considération la vocation fondamentalement maghrébine des tribus berbères, ignorantes des frontières étatiques.

Dans le Sud-Tunisien, il y avait des Nefusa, des Nafzâwa dont le rameau Warfajjûma s'affirmait comme le plus puissant et le plus dynamique, des Luwâta aussi, dont le domaine traversait d'ailleurs toute la Libye, des Matmâta et des Matjara, des Zenâta et des

Hawwàra. Le Zâb renfermait des Awraba, des Jeràwa et également des Hawwàra et les Kabylies étaient occupées par des Sanhàja et des Kutâma, déjà individualisés.

Ce tableau succinct de géographie tribale laisse penser que les tribus berbères demeuraient marginales par rapport au cœur même du territoire ifriqiyen et qu'elles avaient tendance à se fixer dans les franges désertiques ou les massifs montagneux (Aurès, Kabylies). En dehors donc des éléments arabisés et islamisés par les liens de clientèle, les groupements berbères organisés auraient continué, avec l'Islam, à subir une politique de refoulement. Sans doute aussi, les révoltes khârijites contribuèrent-elles à remanier, au moins légèrement, la carte ethnique, peut-être même à créer un certain brassage des ethnies. Il est sûr, en tout cas, qu'elles leur vaudront des vicissitudes : c'est ainsi que les Warfajjuma furent écrasés par Dàwud Ibn Yazîd ibn Hâtîm et cette tribu, nous dit Ibn Khaldûn, « fut réduite à un tel degré de faiblesse qu'elle finit par se disperser ». La grande aventure khârijite aura usé les formations tribales qui s'y engagèrent et permis, par un effet de compensation, à celles qui ne s'y compromirent pas suffisamment, tels les Kutâma et les Sanhàja orientaux, de se préparer à jouer un rôle dans l'Ifrîqiya de demain.

Dans l'ensemble, la société berbère apparaît comme celle des déshérités et des frustrés. Mais si elle est écartée des bienfaits de la « civilisation », du moins maintient-elle son autonomie et combat-elle pour la sauvegarde de son identité. Plus généralement encore, la société ifriqiyenne, à l'aube de l'Islam, reste tributaire dans le mouvement dynamique qui l'emporte, des servitudes géographiques les plus simples. Par-delà les motivations sociales et politiques, son histoire est celle du conflit de la ville et de la campagne, de la sédentarité et du nomadisme.

Par ailleurs, l'Islam a récupéré mais aussi malaxé et enrichi - ou appauvri — l'héritage antique. Il a développé, par exemple, l'esclavage urbain et peut-être maintenu l'attache rurale à la glèbe. Il a contribué tout aussi bien au développement commercial et artisanal, a suscité des cadres sociaux nouveaux. Conservateur social

dans son ensemble, il a cependant semé de redoutables espoirs de fusion et d'égalité. Mais plus encore, il réaffirma, par son exemple et la structure de son support arabe, la notion même de solidarité tribale et lignagère que Rome et son épigone byzantin avaient partiellement réussi à démanteler. Régression provisoire cependant puisque par un paradoxe sans précédent, l'Islam réussit, au travers de bien des drames, là où ses prédécesseurs avaient échoué : à unifier l'Ifriqiya dans une destinée commune, ressentie au niveau le plus profond.

C'est que la réalité sociale, profondément segmentée, était traversée aussi par des fronts de mixité, d'assimilation et de fusion. L'influence de l'ambiance sociale locale sur les Arabes ne saurait se mesurer exactement. Mais à l'inverse, les Arabes se posèrent comme l'élément dynamique et assimilateur par la double action de l'arabisation et de l'islamisation.

Rums et Juifs ont été, croyons-nous, les plus rétifs à cette influence. Les Afâriqa s'arabisaient plus qu'ils ne s'islamisaient car ils disposaient d'un môle de résistance religieux - le christianisme ; de toute façon, leur progressive assimilation se faisait surtout dans les villes, particulièrement à Kairouan, par les liens personnels de clientèle.

C'est la masse berbère qui fut la plus sensible à l'islamisation, bien que l'arabisation n'en touchât que les élites instruites dans les sciences religieuses. Dans ce domaine, et contrairement à l'Orient, l'Ifriqiya brûla les étapes.

Tout au long de la période de la conquête, et à partir de 'Uqba surtout, l'islamisation opéra sur les tribus bien que leur comportement oscillatoire et apostasique laisse deviner tout ce que cette conversion avait de politique et de superficiel. C'est ainsi que sous Musa, l'islamisation, déjà plus solide, fut souvent dictée par la terreur ou la cupidité. Ce gouverneur eut l'intelligence de la consolider par de puissants liens de clientèle - walâ - et par la conquête commune de l'Espagne.

À un niveau religieux plus profond, se situe l'effort sérieux et durable de catéchisation entrepris aux alentours de l'an 100 H. par Ismâ'il ibn Abī Muhâjir sous l'impulsion du calife 'Umar II. Dix

musulmans particulièrement pieux furent envoyés à Kairouan pour enseigner les rudiments de la foi et le kuttâb servit à former de nouvelles générations porteuses de la parole coranique.

Les motivations furent donc multiples : matérielles, fiscales, psychologiques, politiques, et les instruments de l'islamisation, variés : l'armée, l'administration, le contact urbain et la formation d'un milieu savant, sans compter la propagande religieuse elle-même. Entre 100 et 120 H., l'Islam pénétra suffisamment les tribus berbères pour les rendre perméables à la prédication khârijite qui trouva de nombreux adeptes et fut leur cadre religieux idéal parce que synthèse d'une contestation profonde de la domination arabe et d'une structure religieuse convenant aux besoins berbères.

3. La civilisation matérielle

La période des deux premiers siècles de l'Islam a été marquée, ici comme en Orient, par la mise en place progressive d'une civilisation islamique au cachet original faite d'un équilibre harmonieux entre des nouveautés et des continuités.

Le paysage géographique et humain a dû connaître de grands changements : la ville arabe n'est pas la ville antique, de même que le costume oriental tranche sur le costume antique. La toponymie peut nous aider à saisir sur le vif l'arabisation des noms de villes et de régions : Tripoli a donné Atrâbul, Carthage Qartâjinna, Suffetula se mua en Sbaytla, Camonia en Qammûniya, Leptis en Lamta, Vaga en Béja, Capsa en Gafsa. Bref, très souvent le revêtement arabe suit de près la forme ancienne. Des ruptures plus profondes se perçoivent au niveau des régions : les noms de Proconsulaire et de Numidie ont disparu, cependant que la Byzacène a laissé le toponyme arabe de Muzâq, désignant seulement la plaine de Kairouan. Par contre, le terme de Zâb vint plus ou moins remplacer celui de Numidie. C'est que les axes régionaux ne sont plus tout à fait les mêmes : la Byzacène, par exemple, n'est plus un glacis, mais est devenue le siège de la capitale et le centre de rayonnement du pouvoir islamique. Elle perdit du coup son unité

Bassin Sidi Dahmani à Kairouan (VIIIs.)



Nous savons par les sources arabes, et plus particulièrement par le géographe andalou al-Bakrî, que le Calife Omayyade Hishâm ibn Abd al-Malik (105-125/724-743) avait ordonné la construction de plusieurs citernes d'eau à Kairouan. Leurs emplacements demeurent conjecturaux. Il semblerait que le petit bassin, qui se situe à 180 mètres à l'Est des grands bassins Aghlabides, tout près de la coupole funéraire du saint hafside Sidi Dahmani, se rattacherait à cette époque. Le monument se dresse dans une dépression alimentée par les crues des dérivations de Oued Marguellil. Il se compose de trois organes distincts qui sont :

- un petit bassin de décantation de 28,50 m. de diamètre ;*
- un grand bassin de 74,50 m. de diamètre ;*
- des citernes de puisage.*

Les deux premiers éléments sont construits en moellons couverts d'enduit à tuileaux et sont dotés, en outre, de contreforts intérieurs et extérieurs. Ce monument aurait fortement influencé l'œuvre des Aghlabides.

ci se fractionna en petites régions vivantes comme le Sahel, les pays de *Gammuda* et de *Qastiliya* (*Djérid*).

Certaines villes anciennes sont déchues ou simplement abandonnées telles Suffetula, Théveste, Carthage. D'autres se maintiennent à peu près au même niveau d'activité comme Béja. Enfin, des créations nouvelles viennent manifester la volonté du conquérant de rompre avec le passé et de poser son empreinte sur le pays : c'est le cas de Kairouan et à un moindre degré de Tunis.

En gros, le réseau de villes ancien se maintient et continue de témoigner de la vocation urbaine du pays qui se renforce même avec la venue des Arabes. Sans doute le noyau monumental antique fut-il plus ou moins déserté ou même pillé et détruit et un noyau arabe vint-il le remplacer, s'appuyant sur la mosquée-cathédrale et le souk central. Mais nous ne disposons pas d'informations archéologiques suffisantes pour nous représenter les mutations internes subies par les villes, pour doser donc les forces de conservation et l'effort d'innovation. En revanche, nous en savons un peu plus sur les deux créations arabes de Kairouan et de Tunis.

Dans l'un et l'autre cas et pour le choix de la situation et du site, le facteur humain volontaire a beaucoup plus joué que les déterminismes géographiques, certainement défavorables. Pour ce qui est de Kairouan, dès l'époque de Mu'awiya ibn Hudayj, il dut y avoir un campement militaire provisoire, c'est-à-dire des alignements de tentes vite levées pour une expédition. C'est à 'Uqba et ce dès 50 H. que revient le mérite d'avoir opéré le *Tamsir* ou fixation à demeure des éléments militaires et de leurs familles ainsi que le Takhtit ou délimitation du noyau monumental et des lots collectifs des tribus. Entre 55 et 62 H. la ville-camp connaît l'abandon et la décrépitude en faveur de sa rivale Tàkirwân puis de nouveau en 62 H., les Arabes s'y réinstallent. L'épisode de Kasila ne semble pas lui avoir nui outre mesure puisque le chef berbère s'y fixe et que les Arabes - ou certains d'entre eux - y restent. Mais c'est avec Hassan, une fois la conquête achevée, qu'elle connaît un essor définitif, se construit et prend son vrai visage : Hassan reprend notamment la construction de la mosquée-cathédrale et du palais

Villes de Béja et du Kef

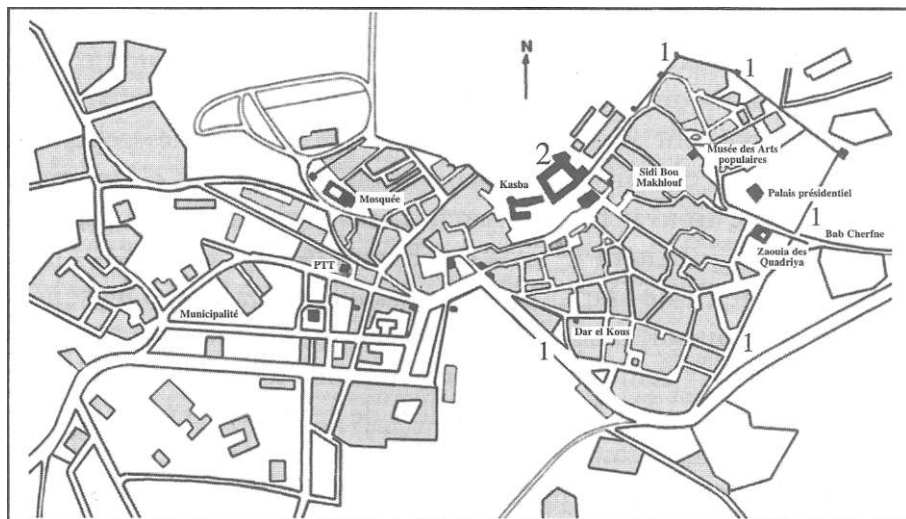
Les villes de Béja et du Kef sont de très vieilles fondations. Avec les Musulmans, elles gardent leur ancien nom. Siège, chacune, d'une circonscription administrative et militaire, elles furent célèbres par leur terroir très riche. Dans les deux plans présentés ici, chaque cité garde ses remparts byzantins, sa citadelle et ses anciens aménagements hydrauliques. La mosquée a été aménagée dans un cadre préétabli, le long d'une voie assez importante, mais excentrique. De nos jours, elle est au centre des souks. Nous avons là, avec Tunis, Sousse, Gafsa... etc., quelques exemples significatifs qui témoignent des transformations des villes antiques en villes islamiques.



Plan de Béja

1 : Remparts. 2 : Grande Mosquée

Plan du Kef. 1 : Remparts. 2 : Grande Mosquée



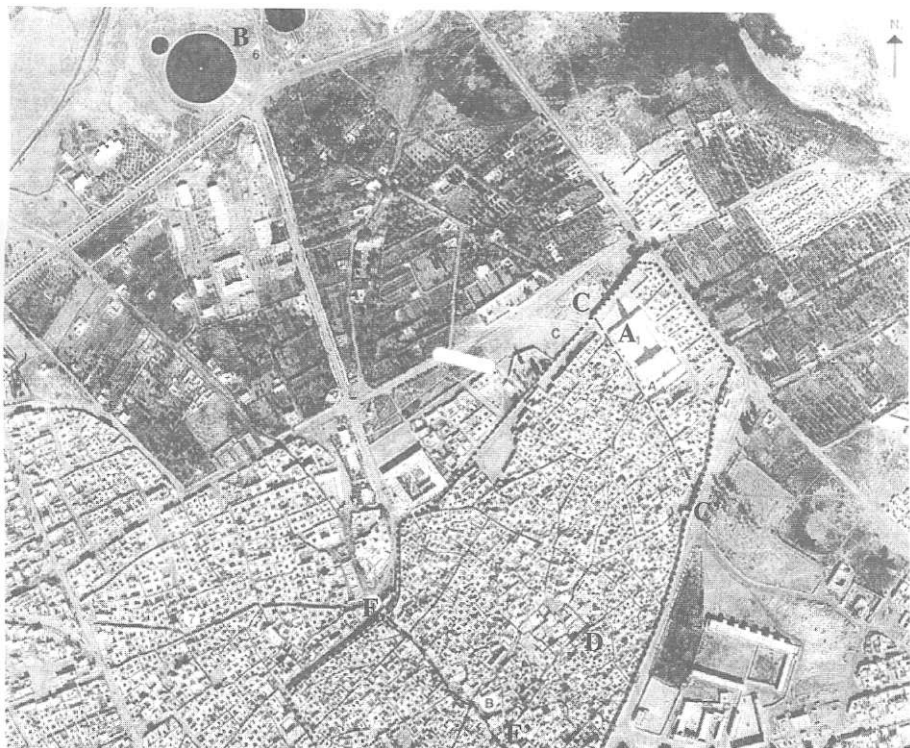
gouvernoral. Depuis lors, l'histoire de Kairouan est celle d'un développement continu, à peine entravé par les violences khàrijites.

Sous Hishâm ibn 'Abd al-Malik, la mosquée fut agrandie et le minaret élevé. Le souk central fut établi déjà à cette époque le long du *Simât*, large avenue coupant la ville en deux, et sera ordonné et spécialisé selon les métiers par Yazîd ibn Hâtim le Muhallabide. Par ailleurs, la ville ne sera pas dotée de remparts avant Ibn al-Ash'ath (146) qui, pour parer aux menaces khàrijites, fit construire une enceinte en *labin* s'ouvrant sur un certain nombre de portes : Bâb Abu ar-Rabî' du côté Sud, Bâb Tunis en direction du Nord et limitant le Simât, Bâb Salam, Bâb Nâfi', Bâb Asram. Cela n'a pas empêché Abu Hâtim le khàrijite d'entrer à Kairouan mais il a dû brûler les portes et faire des brèches dans les murs qui furent du reste entièrement rasés par Zyâdat Allâh I^{er} l'Aghlabide en 209 H.

Le Kairouan des deux premiers siècles ne devait guère différer des autres villes-camps édifiées par les Arabes en Orient. Plus particulièrement, il dut subir, dans sa configuration, l'influence de Fustât et de Basra.

La ville aurait eu une forme circulaire avec pour centre la Mosquée-cathédrale et le Palais gouvernoral, contigus l'un à l'autre. À partir de ce noyau monumental, rayonnaient les *Sikaks* ou rues séparant les établissements tribaux, eux-mêmes répartis en quartiers urbains ou *durûb* : *darb* des Fihrites, des Banu Hâshim, de Yahsub, d'al-Mujîra, de Azhar et de Umm Ayyub etc... portant comme on le voit soit le nom d'un clan soit celui d'un personnage marquant. Les rues convergeaient vers des places appelées *rahba* telles celles des Qurayshites et des Ansâr. Un peu partout, disséminés à l'intérieur de la ville, se trouvaient des marchés et des mosquées de quartier. Les sources nous citent le souk des Banu Hâshim, celui d'al-Ahad, le souk des Juifs, de Dâr al-Imâra et le souk ad-Darb. Les mosquées de quartier sont soit des mosquées de clan soit des mosquées privées prolongeant la demeure (*dâr*) de tel ou tel personnage. Les chroniqueurs comptent sept mosquées de ce type datant du 1^{er} s. : mosquée des Ansâr, mosquée de la Zaytuna fondée par Ismâ'il ibn 'Ubayd al-Ansârî surnommé le « commerçant de Dieu » pour ses

Kairouan : vue aérienne



La fondation de Kairouan remonte à 'Uqba en l'an 50/670.

Elle était alors un simple camp militaire construit avec des matériaux fragiles. Du temps des gouverneurs, elle se dota d'une parure architecturale importante. Des restaurations ont touché la Grande Mosquée (A) et les souks. Quinze grands bassins (B) à eau ont été édifiés dans les zones périphériques par les Omayyades et leurs successeurs. En l'an 144/761, le rempart a été élevé pour protéger la cité des révoltes Khârijites. Les descriptions du X^e s. donnent l'image d'une ville très vaste. Muqaddasi estime qu'elle faisait trois milles de chaque côté. Al-Bakrî affirme que son périmètre atteignait plus de 22000 coudées (environ 11 km) ; son Simât (la voie marchande C/C') bordé des deux côtés de boutiques, mesurait plus de 3.700 m. La ville comptait, selon al-Bakrî, une quarantaine de bains publics. Elle consommait lors d'une journée de fête ('ashurâ) environ 950 veaux. La cité décline avec la création de Mansûriya-Sabra en l'année 337/948. Les boutiques du simât ont été fermées et transférées d'autorité dans la nouvelle ville. La Grande Mosquée (A) qui fut, auparavant, au milieu de la médina, devient du coup excentrée, rejetée dans l'extrémité orientale de la médina. L'arrivée des Hilaliens en 444/1052 précipita la décadence de Kairouan, qui ne résista que grâce à sa notoriété religieuse.

actions pieuses (93 H.), mosquée de Abu Maysara, mosquée de Abu Abd ar-Rahmàn al-Hablî dans le quartier de Azhar (100 H.), la mosquée de Hanash as-San'ânî (à Bâb ar-Rîh ou porte du Vent), celle de Ali ibn Riyâh al-Lakhmî, mosquée du samedi.

À la périphérie de la ville s'étendaient les nécropoles ou *jabbâna* : celle de Bâb Tunis ou Balawiyya et celle de Quraysh vers le Sud-Ouest sont le plus communément citées mais il ne semble pas qu'elles aient eu, comme en Irak, de rôle politique ou militaire.

Le problème de l'eau ne laissa pas de préoccuper les Arabes du fait de sa rareté et de la nécessité de creuser des puits ou de construire des ouvrages d'adduction et de stockage. L'emplacement de la mosquée lui-même fut fixé en fonction de l'existence d'un point d'eau : *bi'r Umm 'Iyâdh*, et les hagiographes nous parlent en outre des puits de Hudayj ou Khadij, attribués, sans doute faussement à Mu'âwiya ibn Hudayj.

Les gouverneurs nommés par Hishâm ibn Abd al-Malik (105-125 H.) s'évertuèrent à édifier des ouvrages de rétention des eaux d'écoulement et des citernes. Si l'on suit le chroniqueur al-Bakrî, près de quinze de ces *mawâjil* auraient été construits aux alentours de la capitale. La photographie aérienne a permis d'en repérer un : celui de Sidi Dahmani, du nom d'un saint enterré à proximité. Cette citerne est composée de deux bassins de dimensions inégales, de forme circulaire et accolés l'un à l'autre, le plus petit servant à la décantation des eaux et le plus grand à leur stockage. Pas plus l'Antiquité que l'Orient musulman n'offrent d'exemple d'un pareil dispositif qui est donc une création typique de l'Islam ifrîqiyen, bien que l'on puisse percevoir, dans cette architecture hydraulique, des emprunts à l'ancienne Egypte.

Ainsi les gouverneurs omayyades eurent une politique de l'eau consciente et intelligente. Leur effort sera poursuivi par les *wulât* abbassides tel Harthama ibn A'yan qui fera creuser le Bi'r Rûta (déformé en Barrûta) et plus encore par les Emirs Aghlabides qui, s'appuyant sur une tradition aussi enracinée, édifièrent d'autant plus facilement leurs ouvrages. Ceux-ci, pour être plus grandioses et plus saisissants, n'en sont pas moins de même structure et de même inspiration.

L'art ifriqiyen était donc en pleine gestation au II^e s., se cherchant dans une synthèse entre les apports syro-égyptiens et les traditions ancestrales du pays. Le minaret de la Grande Mosquée pourrait en témoigner si l'on était sûr de son antériorité par rapport au IX^e s. Surtout, à côté du *mâjil*, bassin-citerne de type ifriqiyen original, le *ribât* apparu déjà à la fin de notre époque, se pose comme une création locale dont l'originalité se marque autant par sa conception que par sa finalité.

C'est en 179/795 que Harthama - grand bâtisseur en dépit de son court séjour dans le pays - fit construire le *ribât* de Monastir, s'inspirant sans doute du « monasterium » byzantin mais en adaptant la structure au goût oriental et aux nécessités du *Jihâd* et de la prière. Il ne subsiste plus de ce noyau primitif que la moitié Sud. L'édifice avait une forme carrée ; flanqué de trois tours de guet, il comportait une salle de prière et était partagé en cellules très simples munies de banquettes de pierre et entourant une cour centrale. Forteresse maritime en même temps que lieu de retraite religieuse, le *ribât*, invention du II^e s., était en passe de se muer en une véritable institution qui allait jouer un rôle capital dans la spiritualité ifrîqiyenne.

Incontestablement, la seconde ville en importance après la capitale était Tunis, « l'un des deux *Qayrawân* » pour citer une expression prêtée à Mansur. Elle regroupe les forces économiques et sociales du Nord de l'Ifriqiya et s'affirme comme l'héritière géographique de Carthage. Certes Tunis fut une création presque entièrement arabe : il dut à Hassan ibn Nu'mân d'avoir existé et prospéré mais il n'en hérita pas moins de l'ancienne capitale certaines de ses traditions, ses habitants et jusqu'à ses pierres sans doute. Si bien que nous avons là une cité moins marquée que Kairouan par les nouveaux apports et plus sensible à l'influence du passé. Sous les Omayyades, Tunis fut la demeure de citoyens afâriq ou byzantins, commerçants ou propriétaires terriens, d'Arabes naturellement et de Coptes. Sous les Abbassides et même dès avant, il se posa comme un centre militaire de premier ordre, siège du *Jund* en particulier, de telle sorte qu'il conjugât l'hostilité des anciens

éléments vaincus avec l'esprit revendicatif du *Jund* pour se dresser comme une cité éternellement rebelle.

La vocation militaire et maritime de Tunis lui fut dictée par les conditions mêmes de sa naissance, liées étroitement à la construction par Hassan d'un arsenal maritime. C'est Hassan aussi qui creusa le chenal mettant le port en communication avec la mer, et par la même occasion le protégeant de toute attaque-surprise.

Au point de vue topographique, il faudrait placer l'arsenal sur la rive de Radès. Mais le cœur de la ville était marqué par la présence de la mosquée-cathédrale (Zaytuna), peut-être simplement délimitée par Hassan, puis construite - ou reconstruite et agrandie - par le gouverneur Ibn al-Habhâb (116-122) pour être totalement renouvelée par les Aghlabides. Autour de la Zaytuna, des souks furent mis en place et de là auraient, comme à Kairouan, rayonné des rues (*sikak*) enserrant des maisons (*dur*) qui se seraient étendues vers l'Ouest jusqu'à la place actuelle de la Kasbah puisque Alî ibn Ziyâd, savant du II^e s., est enterré dans un emplacement qui en est proche.

Du II^e s. également date l'enceinte, faite de briques crues sauf du côté de la mer où, selon le témoignage de Ya'qûbî, elle était en murailles de pierre sans doute provenant des anciens remparts de Carthage. Comme ceux de Kairouan, ces remparts seront rasés par Zyâdat-Allâh I^{er} consécutivement à la révolte de Mansur al-Tunbudhî.

Tunis eut, comme Kairouan, son école de science et d'ascétisme, ses savants et ses traditionnistes et sa mosquée de la Zaytuna était déjà à notre époque un centre de culture et d'enseignement où s'affirmèrent des hommes réputés ayant pour nom Khâlid ibn Abî 'Imrân et Alî ibn Ziyâd.

Les éléments nous manquent pour décrire le mouvement dynamique et concret de la vie des hommes de ce temps, après le cadre même de cette vie que nous avons présenté. Les forces du passé devaient être encore profondes mais l'impact de l'Orient était irrésistible. Les témoins de la civilisation matérielle n'avaient pas encore la vigueur des constructions Aghlabides, et n'auront pas leur durée, car les Arabes n'ont pas encore maîtrisé la matière. Civilisation peu complexe, cela est sûr, mais singulièrement ouverte et dynamique, telle est l'appréciation qu'on peut porter sur une période qui s'avère être à plus d'un titre une période de recherche,

Mosquée d'al-Qsar à Tunis (VIII^e s.)



La mosquée d'al-Qsar à Tunis se situe à quelques mètres de la porte hafside Bâb M'nâra. Elle est généralement attribuée à la dynastie des Banu Khurasân et aurait été construite par Ahmed ibn Khurasân vers 1106. La tradition locale, largement répandue à Tunis au XIX^e s. considèrerait qu'elle fut à l'origine une église chrétienne que Hassân ibn Nu 'mân transforma en mosquée. L'analyse architecturale montre qu'il s'agit d'un ouvrage fortifié qui se distingue par des murs très épais (2,50 à 3 m), par un appareillage très grand, des meurtrières à ébrasement, un chemin de ronde percé dans l'âme du mur. Le mihrab, ajouté au XI s. a été taillé dans le mur. La couverture voûtée de la salle de prière a dû tenir compte d'un état de fait existant. De cette époque date également la façade orientale du monument. Le minaret a été construit au XVII^e s., sans fondations. Il repose directement sur les murs anciens. Si l'on accorde foi aux textes de la conquête qui relatent la victoire de Hassân sur les troupes byzantines dans les environs de Bâb 'Arta'a (Bâb M'nâra), que l'on se rappelle que les chroniques n'ont pas mentionné l'emplacement de l'oratoire de Hassân et que les attestations les plus anciennes de la Zaytûna ne remontent pas au-delà de l'an 116/734, on pourrait penser que la tradition locale attribuant la mosquée à Hassân est plausible.

de préparation et de gestation et qui juxtapose des innovations, des ruptures et des symbioses.

4. *La vie intellectuelle et spirituelle*

Sur le plan de la vie de l'esprit, la rupture fut plus profonde mais l'on assiste aussi à des syncrétismes insidieux. La culture latine vécut en vase clos, s'asphyxia et régressa, cependant que la culture arabe, dans le domaine profane, la culture islamique, dans le domaine religieux, imposaient leurs normes.

Mais alors que l'Ifrīqiya vécut passivement l'introduction par les Orientaux des schémas littéraires arabes, elle réagit sur le contenu religieux islamique en le pénétrant de dimensions ifriqo-berbères, de sorte que l'on puisse s'autoriser à parler d'une école ifrlqiyenne de spiritualité.

Kairouan en était, comme de juste, le centre irradiant. Tels que nous les décrivent les ouvrages de Tabaqāt et avec les réserves les plus expresses concernant les projections rétrospectives, les courants de piété du temps des *wulāt* apparaissent marqués d'un certain provincialisme fait de naïveté intellectuelle et d'une chaleur indéniable de la foi. Du point de vue de l'élaboration juridique et de la tradition, ce n'était que médiocrité : pas d'effort intellectuel notable mais recherche passive des solutions orientales principalement de Mālik ou de Sufyān al-Thawrī. Des Ifrīqiyens ont pu se glisser dans les *isnāds* sérieux mais au dire même des hagiographes, ils inventèrent beaucoup de *hadīths* et souvent maladroitement. Sur le plan théologique, on y rencontre les principales tendances de l'Islam de l'époque : *irja* qadarisme et *i'tizāl*, mais étouffées par le courant strictement orthodoxe.

Beaucoup plus intéressant à notre sens que la pensée religieuse, le sentiment religieux lui-même retient notre sympathie et notre attention. La tendance laïcisante de l'orientalisme en a déformé la portée et la signification : on a pu parler d'un Kairouan « dévot » avec ce que ce mot a de péjoratif et de tartuffien. En vérité, il s'agit d'une religiosité orientée par un sens profond de la grandeur de Dieu et pénétrée de ferveur. Nous retrouvons là la mentalité berbère : simpliste, incapable d'ironie ou de souplesse, rigide et impulsive

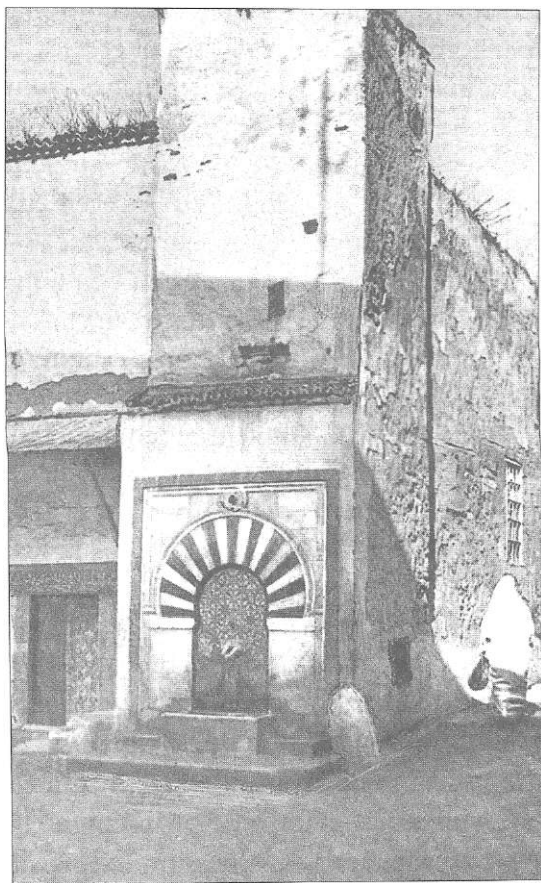
Ali Ibn Ziyad

H. H. Abdulwahab range Ali Ibn Ziyâd at-Tûnisî parmi la première génération d'Ifriqiyens ayant relayé le développement et la propagation de la science islamique dans le Maghreb. Ali Ibn Ziyâd appartient à une famille de Tunis. Il entreprend ses études à Tunis auprès du maître

Khâlid Ibn Abi Imrân et d'autres et, en Orient, auprès de Sufyân at-Thawrî, al-Layth Ibn Sa'd, Ibn Lahî'a et d'autres. Il fut le premier à introduire dans le Maghreb le Muwattâ de Malik Ibn Anas ainsi que le « Jâmi' » de Sufyân al-Thawrî. Sa version du Muwattâ est l'une des plus réputées ; il en subsiste une partie utilisable dans l'ancienne bibliothèque de Kairouan. Parmi les élèves ifriqiyens qui ont suivi son enseignement : Asad Ibn al-Furât et Sahnûn.

Voici un témoignage de Sahnûn : « Lorsque des savants à Kairouan s'opposent sur une question, ils écrivent à 'Ali Ibn Ziyâd afin de trancher ». 'Ali Ibn Ziyâd est mort en 183 / 799. Son mausolée,

bien connu à Tunis, est situé à l'entrée de la rue qui porte son nom tout près de la Kasbah » (D'après H. H. Abdul-Wahab, Warakat, III, éd. Al Manar, Tunis 1972)



Tombeau-Zaouia
de Sidi Ali Ben Ziyâd,
dans le quartier de la
Kasbah à Tunis,
photographié par
A. Pellegrin il y a une
soixantaine d'années
avant la restauration
abusive de ce modeste,
mais vénérable édifice.

certes, mais singulièrement chaleureuse et passionnée, loyale et sans concession. L'hagiographie ancienne nous présente ainsi de très belles figures où la piété ifrîqiyenne a atteint ses plus hauts sommets : 'Abd ar-Rahmàn ibn Zyàd ibn An'am, Ibn Farrukh, Rabàh ibn Yazîd, Buhlul ibn Ràshid. Les deux premiers sont avant tout des savants : Abd ar-Rahmàn est né autour de 75 H. et mourut en 161. Il connut très bien l'Orient, en rapporta des hadîths et y propagea d'autres. Il rencontra probablement Sufyàn al-Thawrî et sûrement Ibn Lahî a. Son comportement vis-à-vis du pouvoir, pierre de touche du moralisme religieux ifrîqiyen, a été l'objet de surcharges et de projections, mais il n'en demeure pas moins vrai qu'il fut destitué par Yazîd ibn Hàtim pour lui avoir courageusement résisté. Ibn Farrukh est déjà plus éloigné du monde, plus porté vers l'expression affective du sentiment religieux. Mais les courants d'ascétisme furent incarnés par Rabàh ibn Yazîd et Buhlul et c'est là un phénomène vraiment original. Ces deux personnages sont éloignés de la science et axés sur une praxis : ils ne sont ni *fuqahâ* ni traditionnistes mais des hommes de Dieu. On a insisté sur leur hostilité aux idées nouvelles et aux *bidaa*, et c'est ce qu'il y a en eux de moins important. D'abord, ils se définissent par leur *salâh* c'est-à-dire par une démarche morale tendant au Bien et à Dieu en même temps. Ce sont des purs et des justes, des assoiffés d'absolu et simultanément des hommes d'action à l'affût du mal et qui le pourchassent. Leur ascétisme n'est pas macération ou renoncement total, mais ascèse. La vie d'un Rabàh est à elle seule une remarquable définition de l'idéal de pauvreté et d'humilité : il fuit, dit-il, la richesse comme d'autres fuient la pauvreté et depuis quinze ans, depuis que Dieu l'a touché de sa grâce, il n'a jamais craint que lui. Malade, il aima la maladie et mourut à trente-huit ans. Buhlul touche moins notre sensibilité moderne parce qu'il est devenu un personnage soucieux de sa réputation et vivant sa vie comme un rôle de théâtre. Il n'en fut pas moins une grande force morale.

Ce moment religieux fut capital dans l'histoire de l'Ifrîqiya car il permit la manifestation d'une vision maghrébine de l'Islam qui se développera plus tard dans les confréries et qui est proprement la recherche de la sainteté. Elle prend racine dans la passion et l'esprit

de sérieux des Berbères et correspond donc à une synthèse entre l'apport arabe et l'apport autochtone.

Dans le domaine de la culture profane, il ne pouvait y avoir de telles interpénétrations. La culture arabe était maîtresse du terrain et les *ruwwât*, lexicographes et grammairiens irakiens tenaient le haut du pavé. Nous avons donc affaire à une influence orientale directe

Certes, à l'époque omayyade et abbasside, quelques figures marquantes de l'armée ne manquèrent pas de composer des poèmes et de rapporter des récits anciens, et jouèrent ainsi un certain rôle dans la diffusion et le maintien des traditions linguistiques et littéraires arabes. Mais c'est surtout avec Yazīd *ibn Hâtīm* que, l'*Ifriqiya* devenant un centre *attractif*, l'on assiste à la venue des transmetteurs et des *savants irakiens qui allaient* enseigner et propager la culture. On sait en effet que Yazīd était un mécène réputé, et son illustre naissance comme son origine irakienne lui valaient de conserver des attaches à Basra. Des poètes se pressèrent à sa cour et le louèrent, tels Rabī'a ibn Thàbit ar-Raqqī al-Asadī, al-Mishar at-Tamīmī et Ibn al-Mawlā. Mais les savants réputés ne furent pas moins nombreux ; citons Yūnus le grammairien, de l'Ecole de Basra, Qutayba al-Ju'fī grammairien de l'Ecole de Kūfa, et les *ruwwât* Ibn Awana al-Kalbī et Ibn at-Tirrimāh. Ces hommes vendaient leur talent ou leur science puis revenaient en Orient si bien qu'on ne peut en aucune façon les considérer comme représentatifs de la culture ifriqiyenne, mais ils contribuèrent à donner un grand éclat à la période muhallabide et à semer sur cette terre d'Afrique les charmes de la langue arabe.

On peut se demander légitimement pourquoi il n'y eut pas ici de grands transmetteurs et de grands linguistes. Mais en vérité c'est là aussi le cas de l'Égypte. Ces deux provinces sont en effet éloignées, à des degrés différents, du noyau central de l'arabisme, et par ailleurs, l'*Ifriqiya* était une province conquise sur le tard. L'arabisme ifriqiyen demeure marginal et comme coupé de ses sources : en ce sens, il n'avait et ne saurait avoir la créativité de celui de l'Irak à la même époque. Aussi, en ce domaine comme en d'autres, la période des *Wulāt* fut-elle avant tout une période de réceptivité et

d'assimilation, une période formative de la personnalité arabe nouvellement acquise du pays.

III L'évolution politique intérieure

Entre 84 et 184 H., pendant un siècle de domination arabe directe, révoltes khàrijites et séditions militaires se multiplièrent pour donner à l'époque un caractère éminemment troublé. Après une tranche de quarante ans de calme relatif (84-122) marquée par la poursuite de l'expansion et l'organisation intérieure, l'explosion khàrijite vint tout remettre en question et l'on entre dès lors dans une ère de désordre qui ne cessera - et encore pas tout à fait - qu'avec l'instauration du régime aghlabide.

1. La « Paix arabe » (84-122)

Sous Musa ibn Nusayr, l'Ifrīqiya devient la base de l'expansion vers l'Ouest. Nous sommes encore dans une phase de conquête assez obscure. Le Maghreb extrême se plie au joug de l'envahisseur puis, à son tour, l'Espagne est réduite à merci (92-94). Le phénomène politique d'ordre interne le plus frappant est le développement de la puissance nusayride, servi par l'afflux des richesses de la conquête. Musà et ses fils : Abdallah, Marwàn, Abd al-'Azīz, Abd al-Malik, tiennent l'Occident musulman par leurs bienfaits et y installent leurs réseaux de clientèle. En même temps, les groupements d'Arabes immigrés se font de plus en plus nombreux mais l'Espagne, nouvellement conquise, en attire la plupart. Le monde berbère est à genoux et collabore avec les conquérants. Rien de ce qui travaille l'Orient à la même époque ne se fait sentir ici comme si la politique n'avait pas de dynamique propre, et l'Ifrīqiya pèsera très peu dans le destin politique de l'Islam.

Mais en 96, Musa est rappelé en Orient et dès lors commence pour lui et pour sa famille une période de persécution. Taxés de la somme de 300.000 dinars, ses proches et ses *mawālī* sont ruinés et

pourchassés. 'Abdallah, qui l'a remplacé à Kairouan, est pris par le nouveau gouverneur Muhammad ibn Yazīd, et exécuté. Pendant une dizaine d'années, les gouverneurs successifs auront à cœur de liquider l'influence nusayride en Ifrīqiya : ils n'y réussiront que partiellement.

Il semble que les luttes claniques entre Qaysites et Kalbites aient pénétré l'Ifrīqiya. La *majorité* yéménite éprouve *des difficultés avec* les gouverneurs qaysites et réussit à faire rappeler 'Ubaydah ibn Abd ar-Rahmān al-Sulami, (110-114), pour avoir trop franchement privilégié les Qaysites. La politique califale vis-à-vis du Maghreb devient un savant dosage entre les deux groupements, se concrétisant par des nominations de gouverneurs tour à tour appartenant à l'un ou l'autre parti. Mais plus importante encore est la prise de conscience des Arabes africains de leur solidarité, et l'apparition chez eux de personnages influents ou de groupes de pression. Il est remarquable du reste que la chute de la famille nusayride ait été compensée par la montée vertigineuse des Fihrites qui allaient se poser comme les leaders des Arabes ifrīqiyens.

Mais finalement, ce ne sont là que saillies mineures sur un fond d'uniformité. La paix arabe est réelle et se fait sentir bénéfiquement dans la restauration de l'économie et dans la construction d'une nouvelle civilisation, dans l'islamisation et dans l'adaptation réciproque entre vainqueurs et vaincus. Cependant des haines et des rancunes s'étaient accumulées qui allaient bientôt secouer jusque dans ses fondements l'autorité kairouanaise et derrière elle l'autorité du calife.

2. La crise de 122-127

La fin du califat de Hishām (105-125) fut pour le monde musulman en son entier le signal d'une grave crise générale. En Ifrīqiya, deux faits majeurs retiennent l'attention : l'éclatement des troubles khàrijites et la naissance d'un pouvoir ifrīqiyen autonome sous la direction des Fihrites.

Depuis que le mouvement khàrijite avait été arrêté dans les provinces centrales d'Orient, il cherchait à reprendre vie dans les

régions périphériques d'Iran et du Maghreb. Des *duât* ou propagandistes parmi les Arabes et les *mawâlî* orientaux se disséminèrent dans les tribus berbères et réussirent à y implanter le *sufisme* et *Xibadhisme*, deux formes modérées de la doctrine khârijite en comparaison de la terrible virulence de l'*azraqisme*. Mais tel quel, ce khârijisme restait une doctrine d'essence révolutionnaire et presque asociale. De toute évidence, et politiquement parlant, il pouvait exprimer adéquatement la hargne revendicative du monde berbère des tribus et des couches plébéiennes des villes et son adoption correspondait à un malaise profond et général dans la société berbère. Islamisée, celle-ci souffrait moins du régime fiscal théorique qui lui était assigné que d'une volonté systématique du vainqueur de lui refuser l'égalité de fait dans l'armée et dans la vie sociale.

Les Berbères se sentaient brimés, déconsidérés, méprisés et renouèrent ainsi avec leurs vieilles traditions de révolte qui étaient une riposte à la terrible condition qui leur avait toujours été faite dans leur propre pays. Les chroniqueurs nous rapportent qu'une délégation de Berbères fut envoyée à Hisham ibn' Abd al-Malik en vue de se plaindre des agissements injustes des gouverneurs mais qu'elle ne fut ni reçue ni entendue.

En 116 H., arrivait comme gouverneur de Kairouan 'Ubaydallâh ibn al-Habhâb, celui-là même dont le comportement maladroit en tant que *wâlî* du Kharâj avait provoqué en Egypte les révoltes coptes. Il ne tarda pas en Ifrîqiya à multiplier les exactions et traita le pays en terre à butin. Ainsi, par son ordre, le *amil* ou préfet de Tanger voulut « quinter » les tribus du Sus-proche. La prétention était énorme et ne tarda pas à être l'occasion et le signal de la révolte.

Les tribus du Maghreb extrême se soulevèrent aussitôt sous la direction d'un ancien porteur d'eau Maysara le Matjarite qui se proclama, comme de juste, calife après avoir assassiné le '*âmi*/Umar ibn 'Abdallah al-Murâdî. Peu de temps après, l'armée arabe commandée par deux des meilleurs généraux ifrîqiyens Khâlid ibn Abî Habib et Habib ibn Abl 'Ubayda subissait une grave défaite sur les bords du Chélif. Khâlid y perdit la vie ainsi que bon nombre

parmi les plus nobles des chefs arabes d'où le qualificatif de « bataille des nobles » donné à cet affrontement sans précédent.

L'année d'après, le nouveau gouverneur Kulthùm ibn 'Iyàdh se mesurait à l'armée de Khàlid ibn Humayd le Zénatien qui avait remplacé Maysara à la tête de la révolte et, bien que soutenu par des troupes syriennes venues spécialement d'Orient, il ne put éviter un désastre sur le Sebù (124) et fut tué ainsi que Habib ibn Abi 'Ubayda au cours du combat.

Le Khàrijisme sortait ainsi vainqueur de ce double affrontement et le Maghreb tout entier bascula dans la subversion. Le mouvement se répercuta de l'Extrême-Occident en Ifrīqiya, si bien que Kairouan allait être pris entre deux feux : la Tripolitaine et le Zâb. Ces deux provinces étaient, on l'a vu, les zones les plus berbérisées de l'Ifrīqiya ; désormais la rébellion allait s'y fixer. Mais on aurait tort de supposer que le Khàrijisme était le fait d'une fraction berbère plutôt que d'une autre. E. E. Gautier admettait en particulier une prépondérance écrasante des Zénètes dans ce mouvement. Or non seulement la notion de Zénète ne pouvait à cette époque avoir la compréhension qu'elle eut plus tard, mais en plus, l'examen minutieux des textes révèle la participation massive et générale de tous les Berbères aux menées khàrijites. Le Khàrijisme prit en effet très vite une ampleur démesurée et s'identifia à la cause berbère dans son ensemble.

Le nouveau gouverneur Hanzala ibn Safwàn nommé en 124 H. n'eut pas besoin d'aller chercher les insurgés. Du Zâb, ceux-ci se dirigèrent vers Kairouan en deux groupes commandés l'un par 'Ukàsha le Sufrl̥te et rassemblant « toutes les tribus berbères » au dire des annalistes, l'autre par Abd al-Wàhid ibn Yazid et composé essentiellement de Hawwàriens. Les deux armées n'arrivèrent pas en même temps devant Kairouan, ce qui sauva la situation de Hanzala. Celui-ci s'attaqua d'abord à 'Ukàsha qu'il écrasa à la bataille d'al-Qarn puis vainquit Abd al-Wàhid à la bataille d'al-Asnàm (124 H.). Ces deux rencontres eurent un retentissement considérable en Orient et donnèrent un coup d'arrêt provisoire aux menaces khàrijites sur Kairouan.

De 124 à 127, la wilâya put jouir d'un calme relatif. Mais aussitôt, une rébellion, d'origine arabe cette fois, se déclarait à Tunis ayant à sa tête un Fihrite ifriqiyen : 'Abd ar-Rahmân ibn Habib. Après la défaite du Sebu et la mort de son père Habib ibn Abî 'Ubayda, Abd ar-Rahmân ibn Habib s'était réfugié en Espagne avec ses fidèles. Rentré en 127 H. à Tunis, il put grouper d'autant plus facilement les Arabes Ifriqiyens autour de lui qu'il en était le représentant le plus prestigieux. Très vite, le mouvement grandit, s'imposa et le gouverneur Hanzala ne put lui résister. En 127 H., il partit de Kairouan et abandonna le pays au Fihrite. Acte scissionniste et qui eût semblé, dans d'autres temps, d'une extrême gravité, ce n'était maintenant qu'un épisode nouveau dans la déliquescence générale de l'autorité dans l'Empire musulman.

3. Le gouvernement des Fihrites en Ifrîqiya : 127-140

Abd ar-Rahmân prit donc le pouvoir à Kairouan mais il ne coupa pas les ponts avec le gouvernement central.

Dès l'année 129 H., il porta son allégeance sur Marwân ibn Muhammad qui, dans l'impuissance où il était de contrôler toutes les provinces, l'accepta. 'Abd ar-Rahmân gouverna cependant l'Ifrîqiya en maître autonome et avec une énergie peu commune. Il maintint l'ordre public par la terreur et opéra des massacres dans les tribus berbères. Durant dix ans (129-139) le khàrijisme s'assoupit et régressa. Sa politique extérieure ne fut pas moins agressive : suivant une tradition ininterrompue depuis la conquête, il multiplia les razzias en Sicile et en Sardaigne.

Mais en 132, l'écroulement de la dynastie omayyade le délia de son serment si bien que l'autonomie de fait de l'Ifrîqiya se réalisa aussi sur le plan juridique. Pas pour longtemps cependant car en 136, le calife Abu al-Abbàs nommait son oncle Sâlih ibn 'Alî gouverneur d'Égypte, de Palestine et d'Ifrîqiya et une armée était rassemblée à Fustât pour envahir le Maghreb et y imposer l'étendard abbasside. Sans doute, 'Abd ar-Rahmân était-il hostile au nouveau régime, ce qui explique qu'il ouvrit largement son territoire aux

réfugiés omayyades mais il dut reconnaître la suzeraineté du calife al-Mansur en 137 qui, dans ces conditions, décommanda l'expédition projetée par son frère. Le calife aurait cependant manifesté des exigences irréalisables à l'égard de l'Ifrīqiya : 'Abd ar-Rahmān en fit un prétexte de rupture et, se posant en champion de l'intégrité de sa province, se délia de sa *baya* et affirma publiquement l'autonomie de son gouvernement. Mais les esprits n'étaient pas mûrs pour une pareille entreprise : bon nombre de chefs arabes répugnaient en effet à soutenir une scission. L'autoritarisme des méthodes de 'Abd ar-Rahmān les inquiétait par ailleurs et leur pesait. Aussi une conspiration ne tarda-t-elle pas à se nouer la même année (137) autour de ses deux frères Alyas et 'Abd al-Wārith dont l'intention prêtée à l'émir de confier le pouvoir après lui à son fils Habib contribua à susciter et à nourrir les griefs. Abd ar-Rahmān fut assassiné de la main propre d'Alyàs qui prit le pouvoir à sa place.

Cet acte allait plonger de nouveau l'Ifrīqiya dans la plus sombre anarchie. Un conflit des plus aigus opposa le nouvel émir à son neveu Habib ibn Abd ar-Rahmān qui, aidé par son oncle 'Imrān et par les clients de son père, affirma ses prétentions au pouvoir et proclama sa volonté de venger son père.

Après un premier accord de partage de l'Ifrīqiya entre les trois protagonistes Alyàs, Habib et 'Imrān qui fit long feu, Alyas réussit à vaincre son neveu et l'envoya en exil. Mais bientôt celui-ci revenait en force et réussissait à éliminer et à tuer son adversaire (138 H.). Restait à neutraliser Abd al-Wārith le frère et l'allié d'Alyàs. C'est là qu'intervinrent les Berbères khàrijites dont la branche Warfajjuma prit fait et cause pour ce dernier. Après qu'il eut défait Habib, son chef 'Àsim ibn Jamīl marcha de Gabès sur Kairouan, appelé semble-t-il par quelques éléments kairouanais (139). Le cadi Abu Kurayb essaya en vain d'organiser la résistance devant les portes de la ville et se fit tuer ainsi que la plupart des mille hommes de religion qui allèrent avec lui à la rencontre de l'ennemi. Les Warfajjuma entrèrent à Kairouan

et y commirent les pires excès, puis, après quelques péripéties, Habib lui-même succombait devant eux (140). L'anarchie culmina en Ifriqiya quand les khàrijites se mirent à s'entretuer et l'on vit des tribus tripolitaines commandées par Abu al-Khattàba al-Ma'afirî chasser les Warfajjuma de Kairouan et prendre leur place. Abu al-Khattàba allait consolider son autorité et agir en maître en Ifriqiya pendant quatre ans (140-144). Une armée envoyée contre lui par le gouverneur de l'Egypte Ibn al-Ash'ath (142) fut écrasée sur la côte tripolitaine. Jamais la domination arabe ne fut plus près de sa perte, et cependant que se constituait le royaume de Sijilmàsa, la province d'Ifrīqiya était à son tour en passe de devenir un royaume berbère. Il était en effet évident que les éléments arabes venus lors de la conquête et au cours de l'époque omayyade s'étaient épuisés et se montraient les témoins impatients d'un sursaut salutaire.

4. La reprise abbasside (144-155/761-771)

Précisément, le gouvernement abbasside en dépêchant Ibn al-Ash'ath en Ifriqiya avec 40.000 hommes allait y injecter un sang nouveau et y consolider la présence arabe si compromise. La reprise sera cependant difficile et chaotique car, non seulement le danger khàrijite était et restait encore menaçant, mais encore l'afflux de soldats arabo-khuràsaniens allait s'affirmer comme un éminent facteur de troubles par lui-même. Les révoltes militaires venaient donc s'adjoindre aux révoltes berbères puis les remplacer.

Dans un premier temps, les victoires des armées abbassides furent faciles et totales : des dissensions surgirent entre les Hawwàra et les Zenàta d'Abu al-Hattàb et permirent à Ibn al-Ash'ath de les réduire à merci. Une expédition dans le Sud-tripolitain fit par ailleurs s'abattre la répression sur les oasis ibàdhites de Waddàn et de Zwīla. L'action du général arabe avait abouti à l'éviction du khàrijisme du territoire tunisien ainsi qu'à l'extinction provisoire de ses foyers tripolitains. La révolte, partie de Tanger et du Maghreb-extrême et propagée de là en Ifriqiya, se préparait à refaire le chemin inverse et

à refluer lentement d'Est en Ouest. En l'occurrence, le Zâb s'affirmait maintenant comme le môle principal de résistance et le centre d'attraction des expéditions militaires arabes. Mais plus le danger khârijite s'atténuait, plus l'action séditeuse du Jund se faisait forte : ainsi en 148 H., et après ses éclatantes victoires, Ibn al-Ash'ath, en butte à l'hostilité de ses troupes, se vit contraint d'abandonner son gouvernement et de repartir en Orient. Institué à sa place par le calife, al-Aghlab ibn Sâlim prit le chemin du Zâb dans l'intention de combattre Abu Qurra le sufrite qui, au bruit de son arrivée, quitta les lieux et fut vers l'Ouest. En vain al-Aghlab essaya-t-il de le poursuivre, les troupes, le danger immédiat écarté, ne songeaient plus qu'à revenir à leurs foyers et les généraux entretenaient en eux cet esprit d'indiscipline. Bientôt une nouvelle sédition dirigée par al-Hasan ibn Harb éclatait à Tunis et obligeait le gouverneur à rebrousser chemin et à accepter un engagement inégal où il devait perdre la vie (150/767).

La nomination au poste de gouverneur du premier des Muhallabides, Amr ibn Hafs ibn Qabîsa, coïncida avec une recrudescence des menées khârijites. Encerclé à Tubna dans le Zâb par la multitude berbère, Amr ne put se sauver qu'en soudoyant le frère d'Abu Qurra l'ifrénide. Mais une fois à Kairouan, il dut soutenir un siège encore plus terrible et se fit tuer dans une sortie (154). Abu Hâtim l'ibâdhite entra de vive force dans la ville capitale qui fut ainsi livrée pour la troisième fois aux violences des troupes khârijites (154). La plus confuse anarchie régnait de nouveau dans le pays. Aussi le gouvernement de Bagdad se décida-t-il cette fois à un effort sérieux et dépêcha-t-il un homme connu pour son énergie et sa valeur personnelle : Yazîd ibn Hâtim le muhallabide, qu'accompagnait une armée de 60.000 hommes, la plus forte qui ait jamais pénétré en Ifrîqiya arabe (155 H/771).

5. *L'apogée muhallabide (155-177/771-793)*

Sur cette période de près d'un quart de siècle, une quinzaine d'années correspondent au gouvernement de Yazîd ibn Hâtim et reçurent de sa puissante personnalité une marque profonde. Âge d'or et de splendeur où sur le plan de la civilisation matérielle

comme sur celui de la culture, les bases de ce que serait l'Ifrīqiya médiévale étaient jetées. Politiquement parlant, le pouvoir prenait une allure dynastique mais sans automatisme ni hérédité directe : le gouvernement califal était pénétré de la nécessité de maintenir en Ifrīqiya cette branche muhallabide issue de Qabīsa parce qu'elle avait su se créer un réseau de clients et de fidèles mais n'abdiquait pas pour autant son droit de nommer la personne de son choix. C'est ainsi que Dāwud fils de Yazīd ibn Hātim n'assura qu'un interrègne de neuf mois après la mort de son père et fut remplacé par Rawh ibn Hātim (171) et bien que le choix des Ifrīqiyens se fût porté, après la disparition de ce dernier, sur son fils Qabīsa, les ordres califaux désignèrent Nasr ibn Habīb qui aussitôt, et par l'entremise du chef de la *shurta* et d'un général, prit possession des rênes de l'autorité d'une manière dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle fut inélégante.

Les Muhallabides, du moins jusqu'à l'avènement d'al-Fadhl ibn Rawh (177), gouvernèrent en usant de leur prestige social et de l'influence de leur famille comme de l'étendue de leurs richesses. Yazīd s'appuya en outre sur l'armée, qu'il amena avec lui et qui lui était dévouée, pour faire taire les revendications de l'ancien Jund omayyade et des éléments venus avec Ibn al-Ash'ath. Durant toute cette période, il n'y eut pas de sédition militaire mais c'était un équilibre singulièrement instable. Les troubles provinrent surtout du khàrijisme mais là aussi la main de Yazīd fut heureuse. Dès les années 155-156, il mettait lui-même hors de combat Abu Hātim et ses hommes, envoyait un de ses généraux éteindre les foyers insurrectionnels du Zāb, faisait réprimer par ailleurs un mouvement hawwārite d'origine tripolitaine. Peu après la mort de Yazīd (170), une nouvelle flambée se déclarait mais Dāwud se chargea de son extinction et, pourchassant vigoureusement les dernières bandes, il s'affirma comme le fossoyeur du khàrijisme maghrébin en tant que mouvement de rébellion. En réalité, le khàrijisme, en plus du fait qu'il lui était difficile de résister à un afflux d'hommes aussi

Monnaie de Yazid ibn Hatim (154-170 / 770-786)



Ce wali est sans doute le plus important personnage de la dynastie Muhallabide qui gouverna l'ifriqiya durant un quart de siècle. Avant de venir en Ifriqiya, il avait déjà une carrière impressionnante. Homme de confiance du Calife abbasside al-Mansûr, avec lequel il entretenait d'excellents rapports, il fut chargé des wilaya de Perse, de Sind, d'Azerbaïdjan, d'Arménie et d'Égypte. En 154, al-Mansûr lui confie le gouvernement de l'Ifriqiya avec la mission principale de mettre fin aux révoltes khârijites et aux velléités de dissensions qui secouaient la province depuis les dernières années des omayyades. Arrivé à Kairouan, il arrêta la révolte berbère et entreprit une politique édiltaire très active.

Quelques auteurs arabes, tel al-Raqq, le considèrent comme étant le véritable fondateur de Kairouan. Ils lui attribuent, entre autres, la réfection de la grande mosquée de Kairouan, la construction de quelques bassins hydrauliques et le réaménagement du souk du simat. Parmi les signes de l'activité économique florissante du pays lors de sa période, l'on signale plusieurs pièces de monnaies, et plus précisément des fils, ainsi que des étalons en verre. Pareille émission semblerait s'inscrire dans les prérogatives des gouverneurs qui étaient autorisés à émettre les petites coupures en cuivre sans que cela ne remette en question l'autorité du calife. Il est vrai aussi que ce monnayage provincial toléré par les souverains abbassides est resté profondément influencé par celui de Bagdad tant sur la forme que sur le fond. Il fut frappé en grande quantité pour subvenir aux besoins de la vie quotidienne, alors que les pièces d'or et d'argent servaient surtout pour les affaires importantes et le grand commerce.

important que celui qui accompagna Yazīd, s'était épuisé par la longueur et l'inanité de la lutte. L'émergence, un peu partout, au Maghreb, de principautés dissidentes et khârijistes absorba une part de sa virulence et le fit s'assagir, de même que la venue au Maghreb extrême de l'alawite Idrīs en 170 et le succès de son entreprise détournèrent l'énergie berbère vers des buts constructifs. Mais inversement, la disparition du danger berbère opéra un réveil brutal des appétits et des divisions du Jund si bien que la fin de notre période allait être marquée par un état endémique de troubles.

6. Les troubles de la fin du VIII^e siècle (177-184/793-800)

Sous le dernier des Muhallabides, al-Fadhl ibn Rawh, comme sous ses successeurs Harthama ibn A'yan et Muhammad ibn Muqâtil al-'Akkī, les révoltes militaires du Jund arabo-khurasānien se multiplièrent. Il était évident en effet qu'après la victoire sur le khârijisme, un si grand nombre de soldats ne saurait rester inactif sans danger pour le gouvernement. Les recrues abbassides étaient par ailleurs cantonnées dans des garnisons et ne se mêlaient pas à la population civile. L'isolement auquel elles étaient contraintes ne pouvait qu'amplifier les excitations collectives. La majorité du Jund était fixée à Tunis, loin du pouvoir, qui accumula en outre les maladresses. Enfin, la professionnalisation progressive de l'armée musulmane et la personnalisation du commandement aggravèrent l'esprit revendicatif et ouvrirent la voie aux ambitions des généraux.

En 178, le Jund de Tunis se révolta contre al-Fadhl et plaça à sa tête Ibn al-Jārūd qui marcha sur Kairouan et écrasa le gouverneur et son armée. En vain ce dernier essaya-t-il de se fortifier à l'intérieur de Kairouan ; ses propres officiers solidaires de leurs collègues leur ouvrirent les portes. Al-Fadhl fut chassé de la capitale et, dirigé sur la Tripolitaine, il fut rejoint et tué. Ibn al-Jārūd prit provisoirement le pouvoir puis, pour montrer que tel n'était pas son but et qu'il s'était rebellé pour défendre simplement les droits de l'armée, il s'en désista et fut envoyé auprès du Calife par le nouveau gouverneur (179).

La deuxième grande sédition éclata en 183 et prit pour cible le gouverneur al-'Akkī qui se rendit odieux envers tout le monde par son arbitraire et diminua en particulier les soldes. Menés par Tammām ibn Tamīm, les Jund de Tunis bousculèrent de nouveau l'armée du gouverneur et pénétrèrent à Kairouan. C'est là qu'intervint Ibrahim ibn al-Aghlab, gouverneur ambitieux du Zâb et militaire de carrière qui, jouant le jeu de la légitimité, vint à la rescousse d'al-'Akkī et put défaire la rébellion. En somme, la wilāya devenait l'enjeu de la rivalité des généraux dont la victoire de l'un ou de l'autre contribuait également à ruiner le prestige et le crédit de la fonction de gouverneur. Aussi bien la victoire d'Ibn al-Aghlab, bien qu'allant dans le sens de l'ordre établi, put-elle signifier précisément le contraire pour les contemporains. Et c'est ce qui explique que le calife Hārūn, rendant en même temps hommage à la valeur de l'homme, le plaça à la tête de l'Ifrīqiya avec une délégation de pouvoirs qui équivalait à une réelle autonomie (184/800).

Conclusion

La période de la conquête et de son organisation (milieu du VII^e-fin du VIII^e s.) fut une période capitale dans l'histoire de l'Ifrīqiya, un de ces moments qui comptent dans le destin des peuples. À elle, la Tunisie doit d'être ce qu'elle est aujourd'hui, c'est-à-dire un pays musulman et arabe. En ce sens, il ne faudrait pas se faire trop d'illusions sur les continuités qui avaient pu persister : la civilisation punique, la culture latine, l'empreinte grecque, tout fut étouffé par l'Islam et définitivement. L'Ifrīqiya du VIII^e s. faisait avant tout partie de l'Empire musulman et plus encore que d'une construction politique quelconque, de la patrie musulmane, de la Maison de l'Islam : « Dār al-Islām ». Alors que les autres dominations avaient très peu touché les masses autochtones, la domination arabe avait en effet à sa disposition une foi terriblement contagieuse.

Certes, dans sa première phase, la présence arabe prit l'allure d'une domination politique, militaire et sociale, toujours contestée. La fusion ethnique n'avait pas encore eu *lieu* mais les virtualités étaient déjà posées d'une naissance de l'autochtone à l'histoire et de sa participation future à la civilisation humaine par le biais de la civilisation islamique.

Comme toute époque de transition, celle-ci fut particulièrement troublée, mais l'Etat, constamment menacé, ne fut jamais submergé par les attaques du corps social.

Le khàrijisme s'appuyant au début sur une conjonction des tribus berbères et de la plèbe des villes, puis uniquement sur les tribus, prit les allures d'une rage destructrice et confuse. Mais le khàrijisme maghrébin sut se montrer aussi constructif, créa des principautés structurées et laissa donc un héritage qui fut cependant chèrement payé par la disparition d'ethnies entières et une grave ponction démographique. Dans l'ensemble, il répéta l'échec de la résistance à la conquête avec un entêtement étonnant et presque émouvant, mais il est significatif que le principe de cohésion qui cimenta la révolte berbère, le khàrijisme, fût une doctrine empruntée à l'envahisseur. En somme, la domination arabe était sapée par un principe musulman - contradiction essentielle mais combien féconde de cette domination ! - mais un principe incapable toutefois d'imposer une unanimité parce que d'un exclusivisme farouche et qui ne pouvait fonder que des îlots de pureté dans un monde impur.

Dans un autre ordre d'idées, les séditions du Jund révélaient d'autres contradictions de l'Islam conquérant. L'Ifrîqiya vécut par elles l'effondrement de l'organisation arabe de la conquête, système primitif, harmonieux et équilibré en son temps, mais qui ne pouvait faire face à de nouveaux besoins. Autrement dit, les fondements institutionnels et psycho-sociaux d'un Empire trop étiré s'étaient éternés ; paradoxalement, l'Ifrîqiya, une des dernières conquêtes des Arabes, fut une des premières à sortir de l'obédience directe du Califat, parce que précisément, et pour cette raison, les

contradictions nées de la conquête y étaient, comme au Khuràsàn, des plus virulentes.

Les Arabes de cette époque accomplirent, malgré tout, une oeuvre grandiose et d'autant plus méritoire qu'elle fut difficile et sans cesse remise en question. Mais cette œuvre avait aussi ses limites et ses faiblesses qui ne se marqueront pas moins fortement ni moins durablement que les apports positifs dans le visage historique de la Tunisie.

Liste chronologique des conquérants et des gouverneurs de l'Ifriqiya (27-184 : 648-800)

Abdullah ibn Sa'ad ibn Abî Sarh.....	27/648
Mu'âwiya Ibn Hudaij.....	45/665
'Uqba ibn Nâfi'.....	50/670
Abu al-Muhâjir Dinar.....	55/675
'Uqba ibn Nâfi'.....	62/ 682
Zuhayr ibn Qays al-Balawī.....	67/687
Hassan ibn Nu'mân.....	69/689
Musa ibn Nusayr.....	78/697
Muhammad ibn Yazīd.....	96/715
Ismâ'il ibn Abī al-Muhâjir.....	99/718
Yazīd ibn Abī Muslim.....	101/720
Muhammad ibn Aws al-Ansarī.....	102/720
Bishr ibn Safwân al-Kalbī.....	102/721
'Ubayda ibn abd ar-Rahmân al-Salamī.....	110/728
'Uqba ibn Qudâma.....	114/732
'Ubayd Allah ibn al-Habhâb.....	116/734
Kulthûm ibn 'Yâdh.....	123/742
Hanzala ibn Safwân.....	124/742
Abd ar-Rahmân ibn Habib.....	127/745
Abu al Khattâb al-Ma'âfirī.....	141/758
Muhammad ibn al-Ash'ath.....	143/760
'Issa ibn Musâ al-Khurasânī.....	148/765
Al-Aghlab ibn Sâlim al-Tamlī.....	148/765
'Amr ibn Hafs al-Muhallabī.....	151/768
Jamīl ibn Hafs.....	154/771
Yâzid ibn Hâtim.....	155/772
Dâwûd ibn Yazīd.....	170/787
Rawh ibn Hâtim.....	171/788
Nasr Ibn Habib.....	174/791
Al-Fadhl ibn Rawh.....	177/793
Harthama ibn A'youn.....	179/795
Muhammad ibn Muqâtil al-'Akkī.....	181/797

Les dates correspondent à l'année de leur arrivée.

La légende de Abdallah Ibn Jaafar



Abdallah Ibn Jaafar et Lalla Yamina. Peinture sous-verre
signée Mahmoud El Feriani. Sfax, vers 1890 (Collection Ali Bellagha)

Cette peinture sous-verre qui date de la fin du XIX s.
représente Abdallah Ibn Jaafar l'un des chefs de la deuxième
expédition arabe en Ifriqiya qui eut lieu en 647, à laquelle prirent part
sept compagnons du Prophète dont le nom commence par
Abdallah et connue sous le nom « d'expédition des sept Abdallah ».
L'événement est resté vivant dans la mémoire collective et connu un regain
d'intérêt à la suite de l'occupation française et de l'instauration du Protectorat
en 1881. Devenue légendaire, cet événement est « raconté » dans cette peinture
narrative dont la qualité artistique est évidente.
Au centre de la composition le héros sanctifié (Sidna Abdallah)
emporte sur son cheval noir Lalla Yamina fille du
gouverneur de la province d'Afrique, le Patrice Grégoire (le vaincu de
Sbeitla). La princesse, toujours selon la légende, aurait vu
Abdallah Ibn Jaafar en rêve et répondu à son appel pour embrasser l'Islam.
De part et d'autre du couple triomphant, l'artiste a représenté
à gauche l'armée des infidèles (les Byzantins) et à droite l'armée des
musulmans. Dans cette peinture, dont le caractère
hagiographique est évident, tout est construit selon un principe simple,
voire simpliste, jusque dans les détails iconographiques :
l'opposition entre le bien et le mal.

Références bibliographiques

I - Chroniques

IBN ABD AL-HAKAM

Futuh Misr wa-l Maghrib, édit. Toney, Leyde 1920, ou édition incomplète mais utile de 'Amir, le Caire 1961. Sur les précautions à prendre pour son utilisation, voir l'étude critique de R. Brunschvig, *Ibn 'Abd al-Hakam et la conquête de ^Afrique du Nord par les Arabes*, Annales de l'Institut d'Etudes Orientales d'Alger, VI, 1942-7.

BALADHURI

Futuh al Buldân, le Caire 1932.

Pseudo, IBN QUTAYBA

Al-Imâma wa-l Siyâsa, Le Caire, 1904.

KINDI

Kitâb wulât Misr, Beyrouth 1959.

IBN AL-RAQIQ

Târikh, Tunis, 1966.

IBN AL-'IDARI

Al-Bayân al-Moghrib, éd. Lévi-Provençal, Leyde 1948, reproduite tout récemment par Dâr al-Thaqâfa, Beyrouth.

IBN AL-ATIR

Al-Kâmil, Torberg, 1851-1876, ou du Caire, 1950, ou de Beyrouth, 1965.

NUWAYRI

Nihâyat al-Arab..., dans de Slane, *Histoire des Berbères*, I, 1925-56 ; la partie complète concernant le Maghrib est manuscrite et conservée au Caire sous le n° 22.

IBN AL-QUTIYYA

Târih ifitâh al-Andalus, Beyrouth, 1957.

ANONYME

Akhbâr Majmu'a, Madrid 1867 (reproduit).

IBN KHALDUN

Kitâb al-'Ibar... Consulter la traduction de Slane, I.

2 - Ouvrages biographiques

ABU-L 'ARAB ET HUSANI

Tabaqât 'Ulamâ Ifrîqiya, éd. Ben Cheneb, Alger 1914, ou Tunis, 1968.

MALIKI

Riyâd al-nufus, I, éd. Munis, le Caire, 1951.

IBN AL-ABBAR

Al-Hulla as-sayara, éd. Munis, le Caire, 1963.

AL-DABBAG ET IBN NAGI

Ma 'âlim al-Imâm fî ma'rifat ahlal-Qayrawân, Tunis 1320 H.

Utiles également à consulter sont les ouvrages ibâdhites dont la plupart sont encore à l'état manuscrit.

WISYANII

Kitâb al-Siyar, ms. 277 de la collection Smogorzewski.

ABU ZAKARIYA

Kitâb al Slra wa akhbâr al-masâ ih, trad. Masqueray, 1878.

SAMMAHI

Kitâb al-Siyar, éd. Lith. Le Caire, 1883-4.

5 - Ouvrages de droit

SAHNÛN

Mudawwana, le Caire, 1323.

DAWUDI

Kitâb al-Amwâl, in Etudes d'Orientalisme dédiées à la mémoire de Levi-Provençal, II, pp. 428-9.

IBN ABI ZAYD AL-QAYRAWANI

Al-Nawâdir wa-lZiyâdât, ms. n. 5192 de l'Université de Tunis.

4 - Géographie

Tous les géographes arabes peuvent être consultés avec intérêt. Mais trois d'entre eux sont particulièrement recommandables.

YA'QUBI

Kitâb al-Buldân, B. 6. A. tome VII, et trad. G. Wiet 1937.

BAKRI

Kitâb al-Masâlik walMamâlik, éd. trad. de Slane, Paris, 1911.

YAQUT

Mu'jam al-Buldân, nouvelle édition de Beyrouth.

5 - Numismatique

Catalogue de Lavoix, travaux de Miles et Walker, *A catalogue of the Arab - byzantine and pastreform umaiyad coins*, Londres, 1956.

L'IFRĪQIYA À L'ÉPOQUE AGHLABIDE

Par Mohamed Talbi

CHAPITRE PREMIER

Histoire politique

1. Le démembrement de l'Empire Abbasside

L'Emirat Aghlabide marque une étape décisive et déterminante dans l'histoire de l'Ifrīqiya, c'est-à-dire en somme de la Tunisie actuelle. Après près d'un siècle et demi d'histoire mouvementée dans le sillage de Damas puis de Bagdad, l'Ifrīqiya acquit en effet pour la première fois avec les Aghlabides son indépendance dans le cadre de *Da r al-Islam*, et allait connaître, avec un calme relatif, une époque d'authentique prospérité intérieure et de véritable grandeur à l'extérieur, en participant, le plus souvent victorieusement, aux luttes que ne cessaient alors de se livrer l'Islam et la Chrétienté sur les flots et les pourtours de la Méditerranée.

Le début des Aghlabides avait été obscurci par la nature de nos sources souvent laconiques, contradictoires ou franchement erronées. Mais il n'est pas impossible d'élucider le problème. Et d'abord, pour saisir pleinement la nature du mouvement qui avait porté Ibrāhīm I^{er} et ses descendants au pouvoir, il nous faut le situer dans le cadre des forces centrifuges de désagrégation de l'Empire Abbasside qui avaient succédé aux forces centripètes des fulgurantes

ou laborieuses conquêtes. Successivement, sous l'effet de multiples facteurs parmi lesquels les dissensions politico-idéologiques et les particularismes jouèrent un rôle prépondérant, se séparèrent plus ou moins du Califat : les Omayyades d'Espagne (139/756) ; les Suffîtes de Sijilmâsa (140/758) ; les Rustumides du Maghreb Central (160/776) ; les Idrissides du Maroc (173/788) ; les Tâhirides du Khorassan (205/820) ; Ahmad b. Adad du Tabaristân (205/820) ; les Saffârides du Sijistân (253/867) ; les Toulounides d'Egypte (254/868) ; et les Samânides de la Transoxiane (261/874). La sécession des Aghlabides (184/800) n'est qu'un élément de cette vaste réaction en chaîne.

2. *Les débuts d'Ibrâhîm I^{er}*

Le fondateur de la première dynastie musulmane indépendante d'Ifrîqiya, Ibrahim I^{er}, appartenait aux Tamîm, et à travers eux aux Adnanites, c'est-à-dire aux Arabes du Nord qui avaient été de tout temps opposés aux Qahtanides, c'est-à-dire aux Arabes du Sud. Au début des grandes conquêtes musulmanes, les Tamîm envahirent le Khorassan. C'est là que s'étaient fixés d'abord les ancêtres d'Ibrahim I^{er}. Là encore ils entrèrent en conflit avec les Muhallabides qui se rattachaient, à travers les Azd, aux Qahtanides, et qui avaient gouverné le Khorassan avant de se voir confier l'Ifrîqiya.

En Ifriqiya, Ibrahim I^{er} allait retrouver les Muhallabides, et avec eux les haines accumulées dans le lointain Orient. Comment finit-il par s'établir dans la province qui fut jadis gouvernée par son père durant un court laps de temps ? Toutes les sources sont unanimes pour affirmer qu'il y échoua d'abord comme fugitif expulsé d'Egypte.

Al-Aghlab mort, ses enfants s'établirent en effet dans cette province. Fils d'un général prestigieux mort en servant la cause des Abbassides, Ibrahim y fit naturellement partie du *Jund*, c'est-à-dire de l'armée. Mais il manifesta aussi des penchants très vifs pour l'étude. Il suivit particulièrement les cours du célèbre al-Layth b. Sa'd

(m. 179/795) qui fut l'une des figures les plus marquantes du *fiqh* égyptien. Celui-ci fut même tellement frappé par le sérieux et les dons de son studieux élève qu'il lui offrit, en signe d'estime, une jeune *fàriya*, Jalàjil, la mère du futur Ziyâdat Allah I^{er}. Mais Ibrahim n'était pas destiné à devenir le brillant *faqih* qu'il aurait pu être.

L'Égypte du VIII^e s. finissant était secouée par d'incessantes révoltes du *Jund*. Ibrahim qui, selon le témoignage d'al-Balâdhurl, « était l'un des officiers le plus en vue du *Jund* d'Égypte », ne pouvait pas ne pas y prendre part. En fait il y prit certainement une part d'autant plus active que le gouverneur du moment était Muhallabide. Il participa très probablement au pillage du Trésor, pour y prélever juste son dû, nous assure-t-on. Aussi ne fut-il pas épargné, l'ordre une fois rétabli, par la mesure d'expulsion qui frappa les coupables qui furent exilés « en partie vers le Maghreb, en partie vers l'Orient ».

Ibrahim, indésirable en Égypte, prit donc la direction forcée du Zâb, alors gouverné aussi par un Muhallabide : al-Fadhl b. Rawh. Il arriva, nous dit-on, seul, le cœur serré. Suspect, placé sous la surveillance d'un ennemi héréditaire des Tamlm, il connut des moments difficiles.

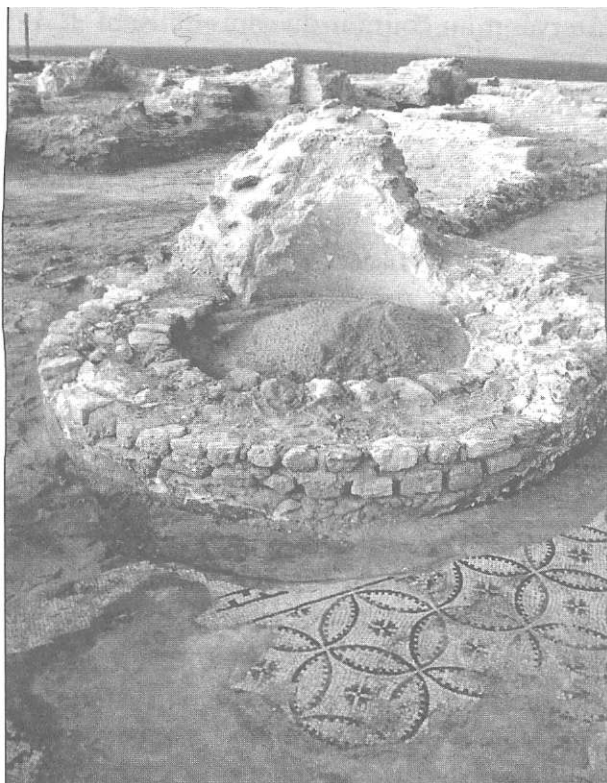
Comment a-t-il pu surmonter les épreuves, se ressaisir et préparer son ascension ? Nulle source ne nous renseigne là-dessus. Nous nous trouvons donc réduits à des déductions. La première de ces déductions - elle découle du silence même des sources - est que la vie d'Ibrahim fut d'abord sans histoire. Instruit par ses démêlés d'Égypte, il dut réfléchir et comprendre que la voie la meilleure et la plus courte pour réaliser les ambitions est celle qui ne dévie pas de la légalité. Il est permis de penser que cette période de maturation et de méditation fut d'une importance décisive pour la carrière future d'Ibrahim. On ne le verra plus jamais, en effet, s'engager dans une action irréfléchie. Ibrahim dut donc employer son temps à effacer, par une conduite exemplaire, certains souvenirs, à calmer, en se tenant à l'écart des intrigues, certaines suspicions, à nouer des amitiés et à consolider sa position pour s'imposer, le moment venu,

comme *primus inter pares* parmi les *jund*, et comme la personnalité la plus marquante, l'arbitre de la situation dans le district abandonné par al-'Alâ b. Sa'îd engagé dans la grande aventure ouverte par l'exécution d'al-Fadhl b. Rawh.

Aussi, en 178/794, trouvons-nous l'exilé de juin 790 jouissant, au Zâb, d'un prestige considérable. Aux yeux de ses collègues il était devenu le type même de l'officier modèle. Durant la tourmente soulevée par la révolte de Abda-wayh, Ibrahim eut la sagesse de se tenir à l'écart. Il ne pouvait en effet ni voler au secours d'un gouverneur muhallabide, dont il n'avait pas eu, par surcroît, à se féliciter, ni se ranger dans le camp de ses ennemis. La seule attitude possible était ou celle de l'évasive expectative, ou celle, à la rigueur, des prises de position poétiques, aux risques matériels limités et au bénéfice moral certain. « S'il m'avait appelé, j'aurais répondu à son appel, fonçant à la tête de la cavalerie des Sa'd Tamîm », fait dire un poème à Ibrahim à propos des malheurs d'al-Fadhl b. Rawh. Dans le même poème Ibrahim fustige Nasr b. Habib al-Muhallabî, « le plus vil de tous les Muhallabides passés », accusé d'avoir livré son parent aux ennemis. Ibrahim faisait d'une pierre plusieurs coups : il faisait la satire des ennemis traditionnels de son clan ; se rangeait moralement du côté de la légalité ; justifiait son abstention ; et chantait ses mérites et ceux des siens. Un chef-d'œuvre de *Fakhr* et de *Hijâ*, classique, à des fins politiques, que ce poème ! Il nous révèle aussi, et surtout qu'en Sha'bân 178 / octobre-novembre 794, date de l'exécution d'al-Fadhl b. Rawh, Ibrahim avait réussi à s'assurer au Zâb, un district où le souvenir de son père était encore vivant, une position bien solide, appuyée sur un fort contingent de Sa'd Tamîm qu'il avait su attirer et grouper autour de lui en prévision de toute éventualité. La tourmente apaisée, Ibrahim se vit offrir l'occasion de recueillir les fruits de sa prudente et sage conduite. Harthama, installé à Kairouan, était soucieux d'apaiser les esprits et de restaurer partout l'ordre et la légalité. Ibrahim sut intervenir adroitement auprès de lui, en appuyant sa démarche des indispensables protestations de fidélité aux Abbassides et des rituels présents. Ayant

Qasr Ibn al-Ja'ad de Monastir

Ce monument se dresse sur le petit îlot de Ghedamsi qui se trouve en face de la ville de Monastir. Il s'agit d'un ribât aghlabide signalé depuis l'an 256 h par les sources biographiques et tout particulièrement par al-Maliki dans son ouvrage « Riadh al-Nufûs ». Au début des années 1990 le monument a été fouillé par feu Khaled Moudoud qui a exhumé une structure qui s'avère d'une richesse extraordinaire. En effet, la bâtisse occupe un rectangle d'une trentaine de mètres de côté. La courtine, édifiée en moellons, est ponctuée de tours semi-circulaires et de tours rondes au niveau des angles. Le donjon nord-ouest sert à la fois de tour de signalisation et de citerne à eaux. L'intérieur du monument abrite plusieurs cellules de petite taille disposées



autour d'une cour centrale. L'aile sud est occupée par un petit oratoire. A une date qu'on ne peut déterminer, le monument a été agrandi. On lui a ajouté une aile du côté est, ce qui contribua à augmenter sa capacité d'accueil. Toutefois l'intérêt le plus évident de ce fort est qu'il est construit sur l'emplacement d'une ancienne villa romaine dont le sol mosaïqué a été transpercé par les constructeurs arabes en plusieurs endroits pour atteindre la roche mère. Ce monument nous semble représentatif et soulève le problème tant débattu, celui de la continuité ou de la rupture de la civilisation islamique avec les époques antérieures. Ici, la continuité est perceptible au niveau de l'occupation des lieux depuis la plus haute antiquité et même depuis la période préhistorique : des grottes préhistoriques (hawanets) longent la falaise et, en plus du niveau romain, celui de la ville, il y a eu un niveau byzantin attesté par la présence d'une nécropole. Le changement apparaît dans les nouvelles fonctions du site qui ne sert plus d'habitation ni de lieu d'agrément ou de sépulture, mais à une forteresse pour protéger les terres ifrîqiyennes des dangers chrétiens.

décelé en lui les véritables qualités d'un chef, Harthama le nomma donc officiellement, légalisant probablement un pouvoir exercé déjà *de facto*, sous-gouverneur du Zâb. Cette nomination avait dû intervenir au courant du mois de Rabī' II 179/ juillet 795.

Une nouvelle promotion ne tarda pas à intervenir en sa faveur. A peine installé dans ses nouvelles fonctions, Ibrahim eut en effet l'occasion de prouver sa fidélité aux Abbassides et de gravir un nouvel échelon. Ar-Rashīd particulièrement trouva en lui un allié docile pour l'exécution de sa politique d'extermination des Alides, dangereux pour la sécurité et l'intégrité de l'Empire. C'est à lui qu'il adressa, porteur d'une missive spéciale, al-Shammākh, chargé d'assassiner Idris I^{er}. Ibrahim facilita la tâche de l'émissaire. L'assassinat n'eut toutefois pas les fruits escomptés. Idris I^{er} laissa un fils. Le danger demeura donc virtuellement le même. Ar-Rashīd conçut-il alors le plan de faire du Zâb un pont avancé en vue d'une action d'envergure contre le Maroc des Idrissides ? Avait-il voulu confier cette tâche à un gouverneur énergique relevant directement de lui ? Toujours est-il qu'Ibrahim fut nommé, nous dit Ibn al-Abbār « gouverneur du Zâb, de la part d'ar-Rashīd, à l'époque où Ibn al-Akkī gouvernait l'Ifriqiya », c'est-à-dire entre Ramadan 181 (nov. 797) et Ramadan 183 (oct. 799). Nous pensons que la promotion d'Ibrāhīm a dû avoir lieu en 181/797. Le Zâb, désigné pour jouer un rôle actif contre les Idrissides, avait dû en effet être séparé de Kairouan, pour être directement rattaché au Califat, au moment où l'Ifriqiya proprement dite, province trop intérieurement agitée pour se soucier d'aventures lointaines, était confiée à Ibn al-Akkī.

3. Ibrahim le artisan de L'Emirat indépendant des Aghlabides

Ibrāhīm semblait donc destiné à être l'instrument de la politique d'ar-Rashīd, orientée vers la récupération du Maghreb extrême et l'extirpation du danger Alide. Rien, au début, ne laissait prévoir qu'il serait le fondateur, à Kairouan, de la dynastie Aghlabide. Lui même, à coup sûr, ne s'en doutait guère. Quoiqu'on ait pu écrire, il n'était en effet nullement le type de l'ambitieux classique, habile et

retors, ayant arrêté longtemps à l'avance la stratégie lui permettant de réaliser ses lointains desseins. Il avait plutôt le regard fixé sur Tlemcen et Volubilis, et ses contemporains le savaient.

Un événement fortuit, la rébellion victorieuse de Tammâm et la vacance du pouvoir à Kairouan abandonné par Ibn al-'Akkī, vint lui faire modifier *in extremis* ses plans et orienter son action, avec tout le flottement dû à l'improvisation, dans une nouvelle direction. Il intervint donc dans les affaires d'Ifrīqiya, et rétablit le pouvoir entre les mains d'Ibn al-Akkī, espérant sans doute retirer de son geste en faveur de la légalité quelque bénéfice de prestige, ou toute autre forme de récompense califienne de nature sûrement encore indécise dans son esprit. Notons, en effet, qu'il ne fit rien, bien au contraire, pour écarter Ibn al-'Akkī, et qu'il ne semblait nullement empressé de troquer Tubna, sa capitale du Zâb, contre Kairouan.

Selon al-Balâdhuri, qui est notre source la plus ancienne et la plus sérieuse sur ces événements, c'est ar-Rashīd qui, à la nouvelle des troubles d'Ifrīqiya, et sur le conseil de Harthama, aurait de lui-même proposé à Ibrahim le gouvernement de Kairouan. Ibrahim, l'ambition aidant, se laissa persuader. Mais, n'étant pas pressé outre mesure de s'installer à Kairouan, il posa ses conditions et proposa un marché. Simple gouverneur d'Ifrīqiya, soumis aux fluctuations politiques orientales et aux soubresauts intérieurs, il ne voulait guère l'être. Déjà gouverneur du Zâb, n'ayant d'autre chef que le lointain Calife, il ne voyait aucun intérêt à être purement muté à un poste, certes plus brillant, mais plus précaire aussi. Le jeu ne valait pas la chandelle. Pour assumer la lourde charge de gouverner l'Ifrīqiya avec quelque chance de succès, et quelque substantiel profit aussi, il lui fallait plus. Il lui fallait l'accès à l'émirat à titre irrévocable et héréditaire. Ibrahim posa cette condition.

En contrepartie, il offrit de renoncer à la subvention de 100.000 dinars, traditionnellement versée à l'Ifrīqiya sur le *kharaj* d'Egypte, et à verser lui-même au Trésor de Bagdad un tribut annuel de 40.000 dinars. Après consultation de ses conseillers, ar-Rashīd accepta le marché. Ibrahim fut investi émir héréditaire et son diplôme (ahd) lui fut expédié.

Le marché intervenu n'était pas défavorable à Bagdad. Le Trésor du Calife était soulagé, et pouvait même espérer être mieux garni, au moment justement où sévissait une grave crise financière. Autre avantage : l'Ifrīqiya restait officiellement rattachée à l'Empire Abbasside, et devait même servir à le protéger contre les mouvements subversifs qui s'étaient développés au Maghreb Central et Extrême. Le *modus vivendi* auquel on était parvenu servait donc autant les intérêts de Bagdad que de Kairouan.

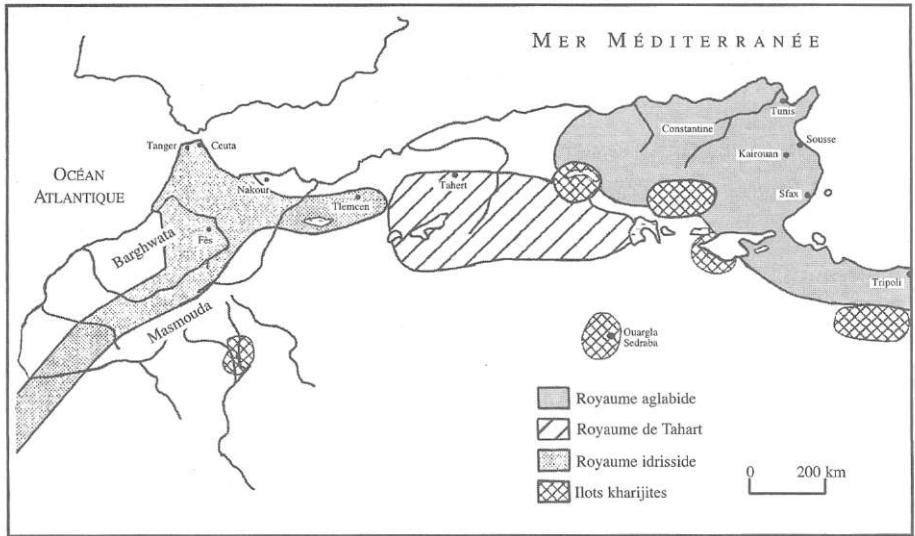
4. *Les frontières du Royaume Aghlabide*

Les frontières du royaume confié aux Aghlabides, et qui arrivait ainsi sans violence ni rupture à une véritable indépendance de fait, se laissent saisir avec une relative précision à travers la ligne de résistance d'Ibrāhīm I^{er} et de ses descendants aux troubles et aux agressions. La frontière de ce royaume, prenant son point de départ à la mer, à l'ouest du massif des Kutāma, c'est-à-dire de la Petite Kabylie, descend d'abord vers le Sud. Passant à l'ouest de Sétif, puis de Tubna, elle rejoint la région des Chotts. Déviant ensuite vers l'est, elle passe au Sud de Biskra et se prolonge ensuite en direction de la côte qu'elle suit dès lors, formant un corridor plus ou moins large le long de la mer, pour aboutir enfin, en principe, à quatre parasanges de Barqa. En fait, Labda était la dernière possession effective des Aghlabides et la plus lointaine citadelle défendant vers l'Est leur royaume.

5. *Les premières difficultés du nouveau régime*

« Ibrahim, écrit al-Nuwayrī, était faqīh, savant, orateur et poète. C'était aussi un homme de jugement et de poigne, un homme énergique, versé dans l'art de la guerre et de ses ruses, de tempérament ardent, servi par une langue bien déliée. Sa conduite était parfaite. Ibn al-Raḳīq dit : jamais avant lui l'Ifrīqiya ne fut gouvernée par un Emir aussi juste dans sa conduite, aussi exemplaire dans sa politique, aussi bienveillant envers les sujets et aussi

Carte politique du Maghreb au début du IX^e s.



(d'après Ch. A. Julien)

Cette carte montre la situation politique du Maghreb au IX^e S.
La wilaya qui était jusque là unie, est désormais partagée entre trois Etats opposés tant sur le plan de la doctrine que sur le plan des intérêts :

- L'Ifriqiya : gouvernée par les Aghlabides, dynastie sunnite vassale des Abbassides de Bagdad et ayant pour capitale Kairouan ;
- Le Maghreb central (Algérie) soumis aux Rustumides qui étaient des Kharijites d'obédience ibâdhite, leur capitale étant Tahart ;
- Le Maroc : dominé par les Idrissides de confession chiite avec pour capitale la ville de Fès.

L'unité du Maghreb ne se fera qu'un siècle plus tard sous les Fatimides, vers l'an 296/908, pour une courte durée, car de nouveau, et après le départ des Fatimides au Caire, le morcellement s'esquisse et s'installe jusqu'au XI^e s. où le Maghreb fut à nouveau unifié sous la dynastie Almohade.

énergique dans l'organisation des affaires ». En somme il avait toutes les qualités qui, aux yeux des contemporains, faisaient le chef idéal.

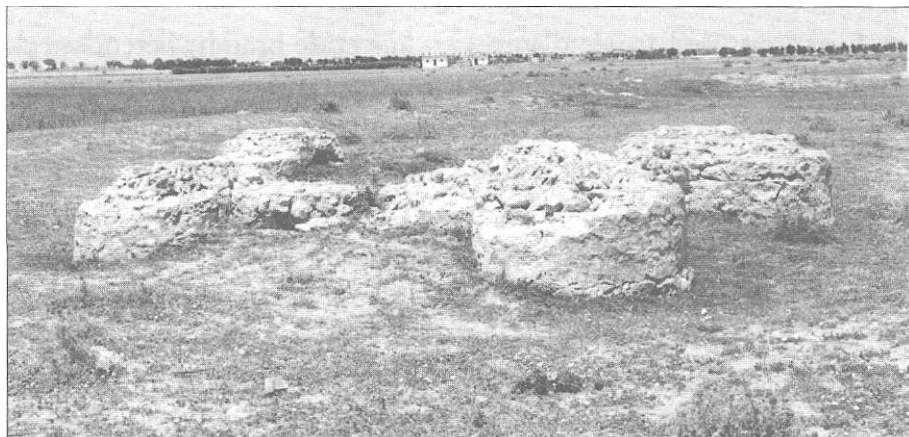
De ces qualités Ibrahim eut grandement besoin pour surmonter les inévitables difficultés qui l'attendaient. Il eut essentiellement affaire à deux catégories d'opposants bien déterminés : le *Jund* d'un côté, c'est-à-dire l'aristocratie arabe de naissance et d'épée ; les *faqih*s de l'autre, c'est-à-dire la bourgeoisie intellectuelle urbaine, particulièrement Kairouanaise. Ibrahim dut ménager les uns et les autres.

Il prit grand soin de l'armée, à laquelle il accorda de grandes largesses, et multiplia vis-à-vis des officiers les marques d'estime et de prévenance. 'Imràn b. Mujâlid était son intime et son compagnon de tous les instants, partageant avec lui son palais. Son qâdhi Ibn Ghânim, qui se permettait d'être d'une rare insolence avec lui, était aussi l'objet des plus grandes marques de respect. Pour se concilier les milieux du *fîqh*, Ibrahim fit preuve de simplicité et de piété : il fit toutes ses prières légales à la Grande Mosquée tant qu'il habita *Dâr al-Imara*.

Il fit aussi preuve de prévoyance. Dès son avènement, il songea à fonder une ville qui serait à la fois un symbole et un éventuel refuge. Ainsi naquit, à deux milles au sud de Kairouan, al-'Abbâsiya, résidence-forteresse symbolisant, par le nom qui lui fut donné, la consolidation définitive de la présence des Abbassides, à travers leurs lieutenants Aghlabides, au cœur de l'Ifriqiya. Une armée de 5.000 gardes noirs y prit garnison. L'évolution de la situation va bientôt nous montrer que ces précautions ne furent pas superflues. Ibrahim I^{er} et ses successeurs immédiats eurent en effet à affronter des rébellions qui auraient pu, n'étaient les précautions prises, être fatales à la jeune et encore fragile dynastie.

Deux ans après l'avènement d'Ibrâhîm I^{er}, en 186/802, ce fut d'abord la révolte de Khuraysh à Tunis, révolte qui semble bien avoir été de couleur alide. Cette révolte fut facilement réprimée par une armée qui était encore fidèle. En 189/805, des troubles, fomentés par la bourgeoisie de la ville, éclatèrent à Tripoli. Puis, en 194/810,

Bassins dans les villes princières de la banlieue de Kairouan



Vestiges du bassin d'al-Abbâsiya

Al-Abbâsiya est une ville princière fondée en 184/800 par Ibrahim Ibn al-Aghlab, quelques mois après son accession au trône, sur un ancien site romain dénommé Qasr al-Mâ. La ville, qui montre à travers son toponyme les liens très étroits entre les Aghlabides et les Abbassides, était nommée aussi al-Qasr al-Qadim. Elle se trouvait à 3 km. au sud de Kairouan. Les sources, qui la présentent comme un lieu de villégiature et un camp imprenable, signalent plusieurs palais, un hôtel de la monnaie et une mosquée célèbre par son minaret rond à sept étages.

De ces vestiges, rien ne subsiste. Seul un réservoir de petites dimensions est, de nos jours, reconnu. Il adopte le même parti technique que les bassins de Raqqâda à savoir : un réservoir sub-aérien consolidé par des contreforts arrondis et revêtu d'un solide mortier à tuileaux.



Bassin sub-aérien de Raqqada

ce fut le tour de l'armée d'entrer en lice et de brandir l'étendard de l'insurrection. Le commandant de l'armée et l'ami intime d'Ibrahim I^{er}, 'Imràn b. Mujâlid, entra en dissidence et rallia à sa cause la majeure partie du pays. L'Emir se réfugia à al-'Abbâsiya, qu'il fit entourer, pour la circonstance, d'un fossé. La ville-forteresse répondit pleinement aux espoirs qui avaient présidé à sa fondation : elle résista victorieusement à tous les assauts et sauva le régime. D'importants secours financiers envoyés par le Calife firent le reste. Largement payées, les troupes révoltées abandonnèrent leurs chefs, qui allèrent chercher refuge au Zâb. Habile politique, Ibrâhim I^{er} se garda bien de les inquiéter.

L'Emir n'était pas cependant au bout de ses peines. La dernière année de sa vie fut assombrie par de graves événements qui eurent pour théâtre Tripoli. Des troubles y éclatèrent, en 196/811-2, et aboutirent à l'investissement de la ville par les berbères ibâdhites, conduits par l'Emir Rustumide de Tiaret, 'Abd al-Wahhâb b. Abd ar-Rahmân b. Rustum. Ce fut le prince héritier, Abd Allah, qui assura la défense de la ville menacée. Ibrahim I^{er} mourut (21 Shawwâl 196/5 juillet 812) sans qu'une décision ait pu intervenir. Enfin, après de longs mois de siège infructueux on se résigna, d'un côté comme de l'autre, à traiter. Au terme du traité conclu, Abd Allah garda la ville de Tripoli et la souveraineté sur la mer, et abandonna aux Berbères l'arrière-pays. Cet arrangement était de nature à donner satisfaction aux deux parties, car il équivalait au fond au retour au *statu quo ante*. Ainsi la sagesse, sous l'empire de la nécessité, finit par l'emporter. Malgré l'intervention de l'Imam Rustumide en personne, le conflit ne prit pas les proportions d'une guerre entre les deux royaumes, celui de Tiaret et celui de Kairouan, soucieux l'un et l'autre d'éviter le pire, le premier étant paralysé par les luttes intestines et les schismes ; le second venant à peine de sortir d'une grave rébellion du *Jund*.

Les derniers jours d'Ibrahim I^{er} furent certes ternis par des déboires, mais l'Emir défunt ne laissa pas à son successeur un

royaume entamé, ni une autorité diminuée et mal assurée. Les inévitables soubresauts qui accompagnent presque fatalement l'installation des nouveaux régimes furent même, en définitive, assez heureusement surmontés aux moindres frais, et débouchèrent sur une dizaine d'années de paix dont jouirent ses fils.

'Abd Allah I^{er} (21 Shawwâl 196 - Dhu-l-Hijja 201/5 juillet 812 - 25 juin 817) eut en effet un règne paisible, et en profita pour augmenter - en mécontentant ses sujets - la rentabilité de l'impôt foncier, et les premières années de son frère Ziyâdat Allah I^{er} se passèrent également sans incident.

6. Le duel entre l'Emir et le Jund. Consolidation du régime.

Ziyâdat Allah I^{er} (6 Dhu-l-Hijja 201-14 Rajab 223/25 juin 817-11 juin 838) avait reçu une éducation particulièrement soignée. Il rimait avec bonheur et, comme beaucoup de poètes de son temps, il avait le culte du vin et des plaisirs.

Sur le plan intérieur, il continua la politique de ses prédécesseurs mais en lui donnant dans l'ensemble, après avoir fait par lui-même l'expérience de l'échec de la modération, un tour encore plus dur, en évolution très nette sur les précautions, la souplesse et le louvoisement dont avait usé jadis son père et qui n'avaient fait, en dernière analyse, que reculer l'heure de vérité sans résoudre le problème.

Il s'agit du problème de l'armée, du *Jund* arabe qui supportait mal l'existence d'un pouvoir fort et centralisateur. Organisés en contingents répartis par tribus, les hommes du *Jund* étaient nourris des souvenirs du désert ancestral d'Arabie et conservaient toujours vivaces dans leurs cœurs, avec la nostalgie de la vieille et glorieuse anarchie de jadis, les haines séculaires qui les avaient longtemps opposés. Ziyâdat Allah I^{er}, avec plus de fermeté que ses prédécesseurs, résolut de les domestiquer. Il provoqua une explosion qui faillit lui coûter son trône.

En 208/823-4, Amr b. Mu'âwiya, qui avait participé à la rébellion de 'Imrân b. Mujâlid contre Ibrâhîm I^{er}, entra de nouveau en dissidence à Kasserine où il avait été nommé gouverneur par Ziyâdat Allah I^{er}. Vaincu, il fut ramené à Kairouan où il fut exécuté

avec ses deux fils. Pour célébrer la victoire, Ziyâdat Allah I^{er} se livra, par-dessus les trois têtes rassemblées sur un bouclier, à de sinistres et macabres libations. Cette cérémonie assez barbare révolta. Tout le jund arabe, fier de ses traditions et de son passé, se sentit humilié et gravement atteint en son honneur. Ce fut l'explosion générale.

Mansûr b. Nasr al-Tunbudhî prit la tête du mouvement et bientôt Ziyâdat Allah I^{er}, comme jadis son père Ibrâhîm, fut réduit à chercher refuge derrière les remparts d'al-Abbâsiya qui sauvèrent encore une fois la dynastie aux abois. Mansur ne put en effet forcer la résidence princière fortifiée, subit un premier échec et dut se retirer à Tunis, d'où le mouvement avait pris son départ. L'Emir reprit l'initiative mais son armée, composée essentiellement de gardes noirs, fut complètement écrasée à Sbîba (Muharram 210/avril 825) par Amir b. Nâfi', le deuxième chef de la rébellion qui commençait à occuper le devant de la scène. Ziyâdat Allah I^{er} fut sommé de quitter le pays, et la dynastie sembla perdue.

Elle fut sauvée par l'irrésolution de ses ennemis qui ne surent pas exploiter leur victoire pourtant pleine et entière, et par leur voracité qui finit par indisposer le pays qui ne s'était pas montré au début tellement hostile à leur entreprise. Leur pillage de Qastîliya, c'est-à-dire du Djérid, rallia les berbères Nefzaoua à l'Emir, ce qui permit de remporter un premier succès qui marqua pour la rébellion la phase du reflux.

La discorde s'établit dès lors dans les rangs des insurgés. Amir b. Nâfi' finit par faire exécuter, en se parjurant, son rival Mansûr al-Tunbudhî. Ce fut le signal de la guerre fratricide dans les rangs des insurgés. Ziyâdat Allah I^{er}, qui avait pu entre temps reconstituer son armée, saisit l'occasion pour faire habilement des ouvertures de paix. Il écrivit à Amir b. Nâfi' en ce sens, lui promettant, avec l'amnistie (*aman*), de lui restituer son ancien rang. Trop engagé, Amir répondit par une fin de non-recevoir. Des extraits de sa lettre, que nous pensons authentiques et qui ont été conservés par Ibn al-Abbâr, méritent d'être rapportés, car ils illustrent d'une manière

frappante les aspects psychologiques du drame. La réponse de 'Amir débute ainsi :

« J'ai bien reçu votre lettre. J'ai saisi le sens de ce que vous me dites de votre compassion pour ces enfants et cette famille que je voue à l'abandon, alors que l'ennemi les cerne au milieu du feu des désordres allumé par celui auquel Dieu en fit payer le prix de sa personne, et dont je n'ai pas craint de prendre la suite. Or il fut une époque où c'était moi qui avais de la compassion pour eux, et me faisais des soucis à leur sujet, du temps où vous tenailliez leurs entrailles par vos menaces, où vous vous acharniez à les rendre orphelins et à consommer leur ruine ; du temps où je ne pouvais pas aller à votre porte ou en revenir sans appréhender qu'un ordre ne vînt, de derrière votre voile, répandre mon sang ; du temps où ma devise était de conserver mon sabre, pour toute éventualité, sous mon manteau, n'osant, de peur, le montrer ; du temps où vous ne me montriez que le plus sévère des visages et où ne me parvenaient que les nouvelles de vos crimes. C'était alors que ces femmes, aujourd'hui objet de votre compassion, auraient eu le plus besoin de votre sollicitude et de votre bonté ; c'était alors surtout qu'il eût été utile de calmer leurs angoisses... ».

Cette lettre s'achève ainsi :

« Vous dites enfin qu'il n'y a pas de rancune, il n'y a pas de haine ou de torts qui ne cèdent devant la confiance et la réconciliation. Or - le Ciel en est témoin ! - vous avez été si souvent rancunier sans motif, vous avez causé tant de torts sans raison, et vous avez pris sur vous trop d'engagements sous la foi des assurances, des pactes et des serments les plus sacrés, que vous avez trahis, tant de fois, aux dépens de votre honneur. Pas de quartier donc entre nous. Rien que le Sabre, jusqu'à ce que le sort des armes en décide et que Dieu, le Meilleur des Arbitres, arbitre entre nous ».

Le ton de cette lettre est certes ferme, noble et digne, mais il est aussi désabusé. Il révèle une grande lassitude. La grande rébellion était en effet condamnée par ses contradictions internes. Les éléments les plus turbulents du *Jund* trouvèrent d'ailleurs sur le front de Sicile,

Asad Ibn al-Furat et la conquête de la Sicile

Asad Ibn al-Furât Ibn Sinân avait deux ans lorsque son père, originaire du Khurasân, accompagna en Ifrîqiya l'armée de Muhammad Ibn al-Ash'ath, en l'an 144 H. La famille s'installe à Tunis où le jeune Asad fait ses études, notamment auprès de Ali Ibn Ziyâd. Il accomplit sa rihla d'abord au Hijaz, où il suit l'enseignement de Malik puis à Kûfa et à Bagdad où il suit les leçons des maîtres qui avaient été en contact direct avec Abu Hanîfa an-Nu'man, le fondateur de l'Ecole Hanafîte. Le jeune Asad compose le corpus connu sous le titre de Asadiya sous l'autorité de Abd ar-Rahman Ibn al-Qâsim, le même qui reçut plus tard d'autres jeunes Ifrîqiyens, Sahnûn et Sulayman Ibn 'Imran. Suivant H.H. Abdul-Wahab, Asad Ibn al-Furât peut être considéré comme le fondateur de l'école juridique de Kairouan qui, en son temps, ne se rattachait à aucun rite particulier, dans la mesure où son enseignement reflétait les doctrines des grands auteurs sans taire leurs différences et que les rites connus n'étaient guère établis comme tels avant le troisième siècle de l'Hégire. En dépit de la propension des princes Aghlabides à faire prévaloir en tout la tradition de la Bagdad Abbasside, l'enseignement de Asad Ibn al-Furât à Kairouan reposait autant sur les doctrines de Médine (Malikite) que d'Irak (Hanafîte). Asad Ibn al-Furât fut investi grand Qadhi d'Ifrîqiya par Ziyadat Allah I". En 212/827, le même Emir lui confia de diriger les troupes Aghlabides pour la conquête de la Sicile. Il quitta Sousse à la tête d'une flotte composée de dix mille hommes. L'armée prit terre à Mazara et emporta rapidement les villes du Sud ainsi que plusieurs forteresses. La longue résistance de Syracuse, la capitale, assiégée par terre et par mer, a exigé de faire appel à des renforts que l'Emir s'empessa de fournir. Cependant, des maladies s'étant déclarées dans l'armée, Asad a dû redéployer les troupes entre Mazara et le siège de Syracuse. Au cours de l'été 213/828, il fut emporté par la maladie avant d'avoir achevé la conquête de la totalité de la Sicile. Il sera vénéré comme un martyr.



Eléments de la flotte de guerre de l'Empereur byzantin à laquelle se heurtèrent les combattants de Asad, tels que représentés par le manuscrit de Madrid



Déroute des Byzantins après le débarquement de l'armée arabe (même source).

Le manuscrit Skylitzes Matritensis conservé à la Bibliothèque nationale de Madrid et daté du ^{xii}^e s. contient une série de « documents » illustrant les batailles que se sont livrées musulmans et chrétiens en Méditerranée. La qualité des documents figurés ne donne que des renseignements succincts et peut être peu fiables sur les bateaux de combat de l'époque. A relever par ailleurs que les guerriers arabes contrairement aux byzantins sont représentés avec des casques sur la tête.

récemment ouvert, un champ légal plus lucratif et plus approprié à l'épanchement de leur humeur belliqueuse. L'expédition de Sicile fut ainsi, dans une certaine mesure, un remède aux maux internes de l'Ifrîqiya : elle permit de l'expurger des éléments les plus incontrôlables.

Finalement, l'incendie qui avait pris son départ à Tunis en Safar 209/juin 824, fut définitivement maîtrisé dans cette même ville. Dernier foyer de résistance des insurgés, Tunis fut prise d'assaut, en plein Ramadan de l'année 218/sept. - oct. 833, et fut livrée à un impitoyable carnage. Beaucoup de ses habitants furent passés par le fil de l'épée. D'autres prirent la fuite. Les demeures furent violées et l'on massacra sans discrimination. La ville se vida. Et ainsi, sur des scènes de désolation et d'épouvante, le rideau tomba sur la grande aventure, là même où elle avait commencé avec la participation de la foule en liesse lapidant les émissaires de l'Emir.

Un tiers d'histoire Aghlabide vient de s'écouler. Par deux fois, la dynastie, menée à deux doigts de sa perte, sortit victorieuse de l'épreuve. Finalement elle consolida ses assises. Elle put lever la séculaire hypothèque du *Jund*. L'expédition de Sicile commença à lui procurer, avec un indéniable prestige, d'importants subsides. Cela lui avait-il valu pour autant de recueillir l'adhésion profonde et chaleureuse des sujets et d'être enfin adoptée par le pays ? Nullement. Trop de troubles avaient surgi et trop de sang avait coulé.

7. Les règnes paisibles

La victoire finale de Ziyâdat Allah I^{er} laissa les cœurs ulcérés. Il fallait à ses successeurs panser les blessures et accélérer le retour à des rapports normaux et confiants entre la dynastie et l'ensemble des sujets.

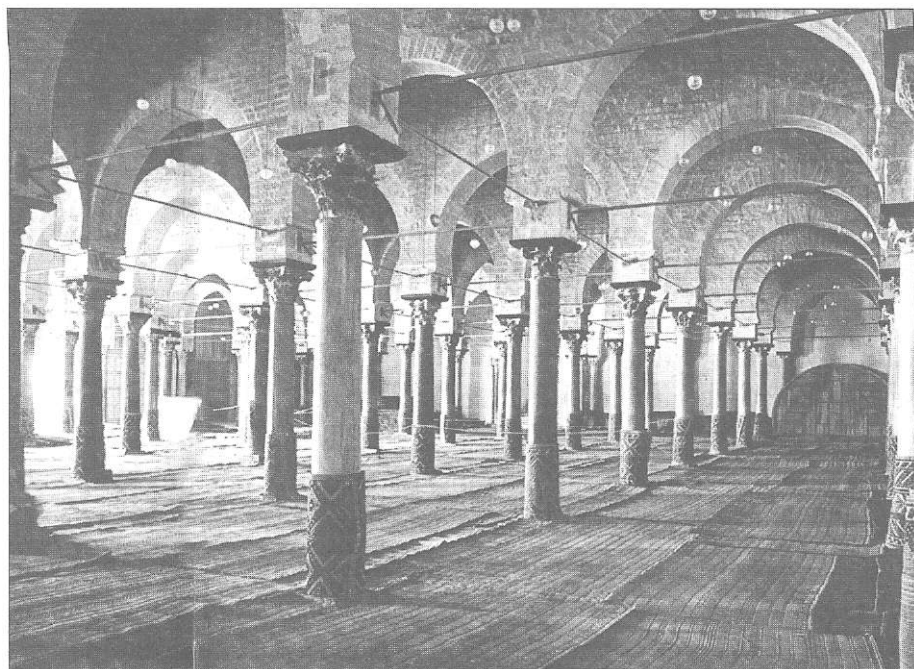
Le premier, Abu 'Iqâl al-Aghlab (223-226 / 838-841), se consacra avec intelligence et prudence à cette tâche. Le *Jund*, c'est-à-dire en fait l'aristocratie arabe, était sorti suspect de l'épreuve. Abu 'Iqâl s'employa à dissiper cette atmosphère de suspicion. Cette

politique se concrétisa, comme il se doit, sous forme de largesses distribuées au *Jund*. En même temps il se pencha sur le sort du menu peuple. Pour le mettre à l'abri des exactions « il assura, nous dit al-Nuwayri, aux gouverneurs de larges revenus, les combla de dons et empêcha ainsi leurs mains de s'étendre aux biens d'autrui ».

À son avènement, son fils, Muhammed I^{er} (226-42 / 841-56), hérita d'une situation saine. Il avait vingt ans. Il n'eut donc d'autre souci, pour se consacrer aux joies d'une vie paisible, que celui de répartir équitablement ses attributions entre les Banu Humayd, parmi lesquels se recrutaient les vizirs et son frère Abu Ja'far Ahmad. Ce dernier en profita, grâce à une révolte de palais (231/846), pour usurper le pouvoir. Il ne le garda pas longtemps. L'année suivante, une révolte de même style permit de rétablir la légalité. Avec le rétablissement de la légalité intervint aussi un fait décisif dans l'évolution de l'Ifriqiya : celle-ci prit en effet, à partir de cette date, l'orientation sunnite, plus exactement mālīkite, dont elle ne se départira plus au cours de son histoire. Nous y reviendrons. Le règne de Muhammad I^{er} ne fut troublé que par des rébellions mineures, celle de Sālim b. Ghalbun en 233/847-8, puis celle d'al-Quwaybi' à Tunis en 234-6/849-50. Il manqua cependant de personnalité et sa politique fut celle d'un velléitaire n'arrivant jamais à dominer la situation. Il ne sut pas tirer pleinement profit de sa politique pro-sunnite. On lui sut gré d'avoir appelé Sahnūn au *qadhā*, on le soutint à certaines occasions, mais la désaffection envers le régime ne s'atténua pas beaucoup.

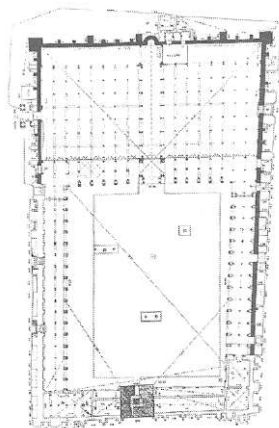
Le règne suivant scella non seulement l'adoption de la dynastie par le pays, mais marqua l'apogée du rapprochement avec le peuple. Lorsqu'il succéda à son oncle, Abu Ibrahim Ahmad (242-249 / 856-63) avait vingt ans. Il était, nous dit-on, remarquablement beau et il en était fier. Il fut aussi, après sa conversion à la suite de quelques blasphèmes proférés en état d'ivresse, d'une piété exemplaire. Mais ce sont surtout les qualités de cœur du nouvel Emir qui furent, de l'avis général, exceptionnelles. Abu Ibrahim Ahmad apporta dans l'exercice du pouvoir une compréhension des problèmes de ses sujets, un dévouement à l'intérêt public et un souci de la justice qui ne furent

La Grande Mosquée de Kairouan

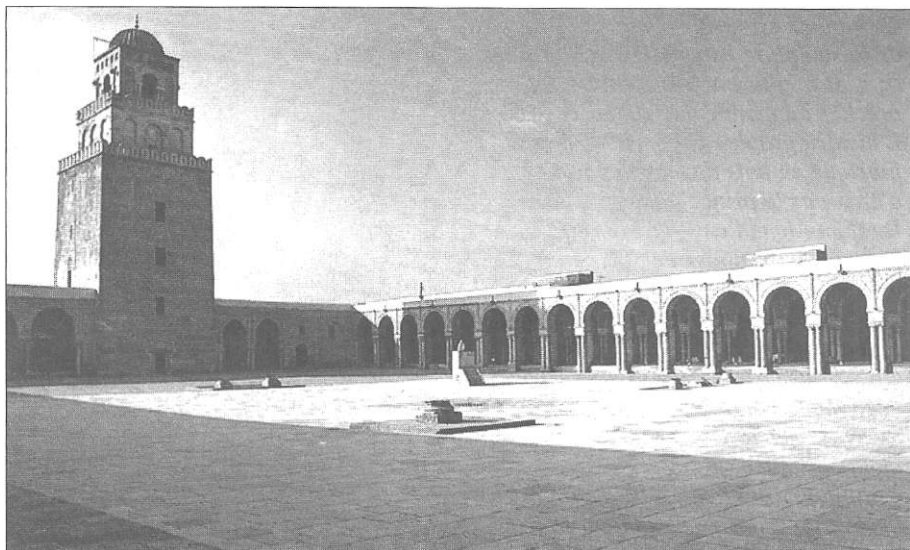


La salle de prière

La Mosquée de Kairouan avait été érigée au milieu du 1^{er} s. de l'hégire par le conquérant 'Uqba Ibn Nâfi'. Mais de cette époque fondatrice rien ne subsiste. Le sanctuaire fut sans cesse remanié. Il fut reconstruit sous l'émir Ziyâdat Allah 1^{er} en l'an 221/835 et agrandi quelques années plus tard sous le prince Abu Ibrahim Ahmad en l'an 247/861. C'est ce dernier qui édifia le mihrâb, la coupole du bahw et les riwâq. Le monument actuel est, dans ses grandes lignes, celui qui a été construit au IX^e s. Il se présente sous la forme d'un rectangle irrégulier (dimensions : mur NO : 65,30 m, SE : 70,28 m, NE : 120,80 m, SO : 120,50 m.), rythmé de contreforts déformés et de tailles différentes. La salle de prière est hypostyle, elle est constituée de 17 nefs et 8 travées. La nef centrale et la travée du mihrâb (transept) sont plus larges et plus hautes que toutes les autres. Elles sont en outre marquées par deux coupes : une à chaque extrémité. Ce plan en T rappelle le schéma basilical des églises africaines attesté depuis la période romaine. On remarque aussi que les supports utilisés sont tous de remploi, ce qui amena les architectes à les trier en tenant compte de leurs tailles, de leurs épaisseurs et de leurs couleurs. Des sommiers et des impostes ont été ajoutés pour harmoniser le tout.



La Grande Mosquée de Kairouan



Le minaret et les galeries sur la cour

Le minaret est le principal élément de la cour, il se compose de trois tours superposées. La plus haute est couronnée d'une coupole.

La tour de base présente la particularité d'être en fût.

Sa porte ouvrant sur la cour donne accès à l'escalier couvert de berceaux rampants. La chronologie de ce minaret est incertaine. L'on sait par le témoignage d'al-Bakrî qu'un minaret a été édifié du temps du calife Hishâm ibn Abd al-Malik (105-125/723-742), qu'il occupait le milieu du mur septentrional, qu'il avait 60 coudées de hauteur, 25 coudées de largeur et qu'il

possédait deux portes marbrées et sculptées donnant sur la cour. Dans cette description quelques éléments sont conformes à la situation actuelle tels l'emplacement de l'édifice, la porte en marbre sculpté et sa largeur de base de 25 coudées = 10.50 m (une coudée est estimée à 0,42 m). D'autres

éléments ne sont pas concordants tels la présence de deux portes et surtout la hauteur. En effet 60 coudées donnent 25,20 m, alors que la tour actuelle fait 31,50 m. La description est-elle erronée ? Un autre texte rapporté par al-Mâliki, nous dit que le : « minaret de la Mosquée était du temps d'Ibrahim ibn al-Aghlab dans l'angle nord ouest de la mosquée avant qu'il ne fut détruit et mis là où il se trouve maintenant ». Voilà donc un passage qui complique davantage la recherche de l'origine de cet élément.

Quoi qu'il en soit, on doit noter que le minaret de Kairouan s'inscrit dans une tradition antique reconnue dans les phares d'Alexandrie et de Selectum (Salakta). Le minaret kairouanais, lui-même, servira de modèle aux mosquées de Sfax et de Cordoue ainsi qu'à la tour de la Qasaba de Sousse.

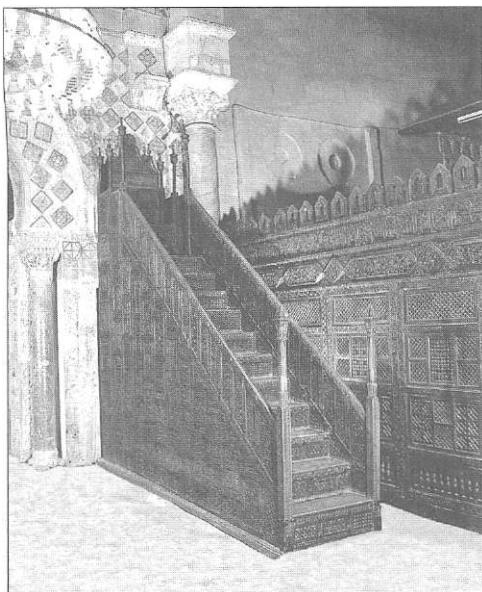
La Grande Mosquée de Kairouan

Ce minbar est un spécimen unique de la sculpture islamique sur bois du IX^e s. et la plus ancienne chaire à prêcher du monde musulman.

L'historiographie rapporte qu'il fut fabriqué en bois de teck importé d'Irak par le prince aghlabide Abu Ibrahim Ahmad en l'an 248/862.

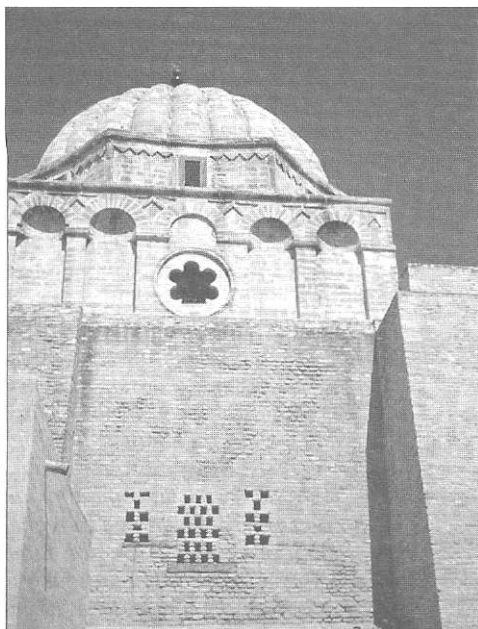
L'œuvre se compose de 300 petits panneaux finement sculptés, où s'entremêle un répertoire décoratif d'une extrême variété.

On y trouve des formes aussi variées que complexes (géométriques, florales, végétales...). Quelques motifs évoquent le souvenir de l'Antiquité (des grilles de cœur, des balustrades, des pommes de pins, des grappes de raisins, des feuilles d'acanthé et de vigne ainsi que des claustras de type byzantin).



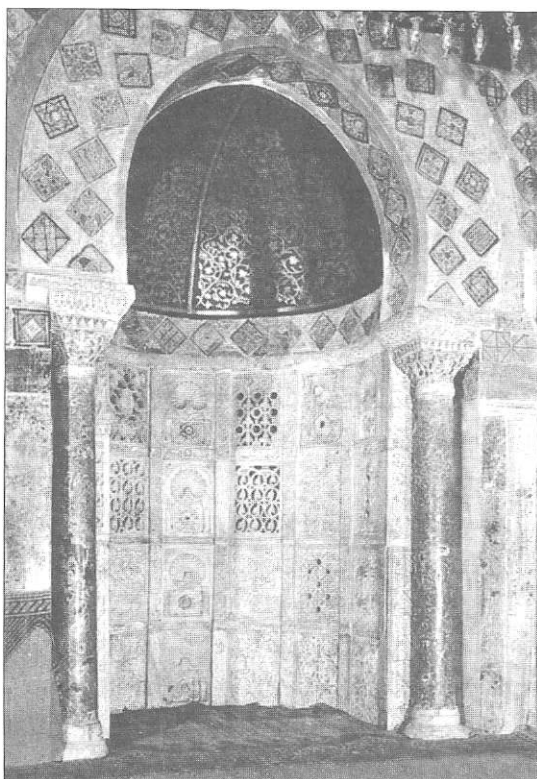
Le minbar

Ce dôme remonte à l'époque aghlabide, vraisemblablement à l'an 221/835. Il se dresse en face du mihrâb et se compose de trois parties : une base carrée, un tambour octogonal et une calotte hémisphérique côtelée. L'invention de l'organe du tambour a permis aux architectes de résoudre le problème du passage de la forme carrée à la forme circulaire. C'est dans ce dernier élément que se concentre l'essentiel du décor de la coupole : des trompes d'angles en forme de coquille, des arcs de décharge lobés, des consoles et des frises épigraphiques. Cette coupole constitue un modèle qui sera repris, plus tard, dans les mosquées de Sousse, de Tunis, de Sfax et un peu partout en Ifriqiya.



La coupole, vue de l'extérieur

La Grande Mosquée de Kairouan



Le mihrâb

Le mihrâb de la mosquée de Kairouan est un chef-d'œuvre de l'art aghlabide. Trois éléments le distinguent

1- Les plaques, en marbre blanc, couvrant la partie basse du fond de la niche, qui sont agrémentées par des motifs géométriques, végétaux et épigraphiques. Quelques panneaux sont ajourés, les autres sont sculptés en champlévé selon la technique ancienne.

Un ensemble de panneaux où sont représentées des niches rappelant le mihrâb constitue un axe à l'ordonnancement général ;

2- La demi coupole qui couvre la partie inférieure, formée de planches en bois cintrées, revêtue entièrement de décor de pampre peint et doré ;

3- 139 carreaux de céramique à reflet métallique encadrant la niche. Chaque carreau, fait de terre blanc jaunâtre très fine, mesure 211 mm de côté et 1 cm d'épaisseur. Le texte d'ibn Nâjî rapporte que ces pièces ont été importées d'Irak en 247/861, ce qui est confirmé par les recherches récentes. Cette technique, difficile à maîtriser, a permis d'avoir une céramique très lustrée et qui change de couleur selon l'angle d'observation. Plus tard, les céramistes de Kairouan ont essayé de fabriquer des pièces similaires, mais ne réussirent pas à obtenir le même éclat.

jamais cultivés avec autant de sincérité, de sens politique et desprit de suite, par aucun prince Aghlabide. Aussi incarna-t-il, pour ses sujets comme pour la postérité, l'idéal du Bon Prince.

La politique de belligérance avec Byzance avait certainement exposé les côtes du Royaume aux raids de la marine adverse. Pour assurer la sécurité de ses sujets, Abu Ibrahim construisit, nous dit-on, « dix mille forteresses en pierre et en chaux, dotées de portes en fer ». Ce chiffre est évidemment exagéré. Il n'a d'autre valeur que de traduire l'effet produit sur les esprits des contemporains par l'effort de construction, jugé gigantesque, entrepris par l'Emir. Ce chiffre traduit aussi, d'une certaine manière, la gratitude immense que ce geste valut à son auteur.

Mais ce qui fit surtout la popularité d'Abu Ibrahim, ce fut sa politique hydraulique — donc sociale - et religieuse.

De tous les gestes pieux, le plus méritoire au regard de la piété populaire est celui qui consiste à donner à boire aux assoiffés. L'Islam est la religion de la zone aride. Rien donc d'étonnant qu'il développât dans les coeurs de ses adeptes le culte de l'eau. Abu Ibrahim concentra ses efforts sur les ouvrages hydrauliques, et les citernes dont il dota Kairouan font encore aujourd'hui notre admiration. Elles valurent d'ailleurs à leur auteur une immense gratitude. Bien après sa disparition, nous dit al-Nuwayrî, « les gens de Kairouan, et tous ceux qui y séjournèrent, ne cessèrent de prier pour lui ».

Abu Ibrahim agrandit et embellit également la Grande Mosquée de Kairouan.

Dans le même ordre d'idée, c'est-à-dire pour s'assurer l'appui des milieux si influents de la piété et l'affection des masses, il inaugura, certainement après sa conversion, les cérémonies des deux mois sacrés de Sha'bân et de Ramadhân. Chaque nuit, durant ces deux mois, il se rendait en procession d'al-Abbâsiya à la Grande Mosquée de Kairouan, précédé de flambeaux et suivi de bêtes de somme chargées de dirhams distribués aux pauvres tout le long du parcours. On frappait aussi aux portes des saints personnages pour leur remettre leurs parts des largesses de l'Emir. L'efficacité de ce procédé, pour nourrir et entretenir la

Bassins Aghlabides de Kairouan

L'Ifriqiya médiévale s'est distinguée par un type très particulier de monument à eaux qui semble découler d'une vieille tradition. Il s'agit de bassins circulaires, que l'on trouve à Kairouan, dans les plus grandes villes du Sahel (Sousse et Sfax) et partout dans les hautes et les basses steppes. Généralement, et sans tenir compte des différences, chaque bassin se compose de trois éléments disposés en enfilade :

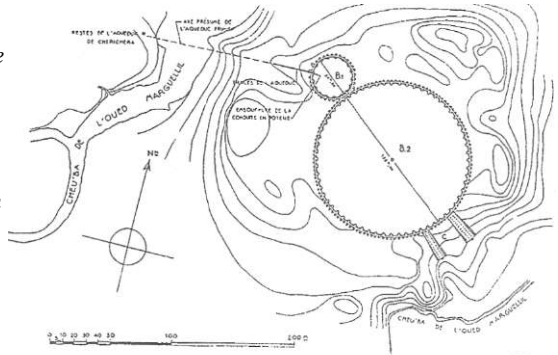
- *un petit bassin circulaire qui sert à la décantation ;*
- *un grand bassin circulaire de réserve;*
- *des citernes oblongues de puisage.*

Ce schéma est celui des grands bassins aghlabides de Kairouan construits en 247/861.

Tous les bassins sont enduits en mortier de chaux à tuileaux et cendre, et sont pourvus de contreforts circulaires intérieurs et extérieurs.

Le plus souvent ils sont alimentés par les eaux pluviales.

A Kairouan, un aqueduc a été construit par les Fatimides, il amenait l'eau de la région de Chérichira qui se situe à 35 km à l'Ouest de la capitale aghlabide. Il va sans dire que les techniques hydrauliques ont varié selon les régions.



Plan

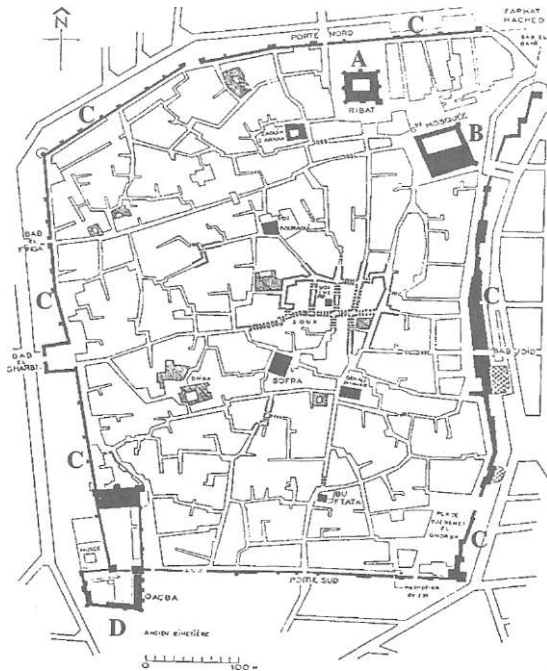


Vue aérienne des bassins de Kairouan

La ville de Sous se

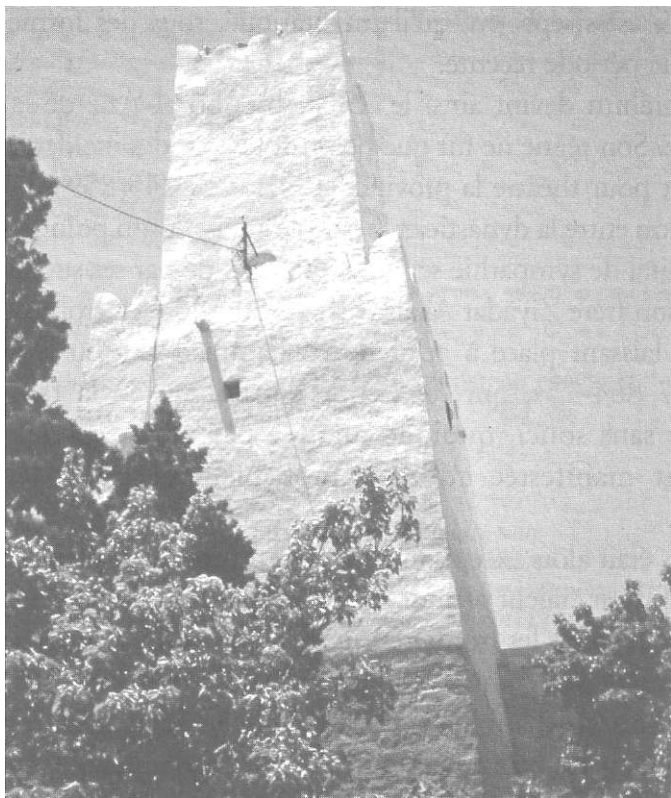
Le plan régulier de la médina est vraisemblablement dû à l'origine antique de la cité. Des monuments de la période classique sont signalés un peu partout dans la médina et ses environs.

Parmi les monuments antiques l'on évoque la Sofra (bassins antiques), des tombes puniques dans le sous-sol de la Qasaba et le port byzantin. C'est sans doute la présence de ce port qui détermina le choix de Sousse pour servir de base pour les conquêtes des îles de la Méditerranée (la Sicile, la Sardaigne et Malte). La fonction militaire de la cité a marqué son architecture. Tous les monuments officiels ont un caractère défensif. Outre le ribât, construit en 206/821, il y a la Qasaba basse édifée en 234/848, la Qasaba haute érigée vers 240/855, les remparts rénovés en 245/859. Les monuments du culte tels que la Grande Mosquée et les oratoires de quartiers ont un aspect fortifié. Ils sont dotés de tours, de meurtrières, de merlons, de créneaux et de chemin de ronde.



Plan de la ville de Sousse, A Le Ribat, B La Grande Mosquée,
C Les remparts, D Qasaba.

La ville de Sousse : la Grande Mosquée



Manar Khalaf

Le visiteur de Sousse remarque de nos jours une tour érigée sur un tell dominant la ville et son arrière pays. C'est la tour Khalaf.

L'homme à qui ce monument est rattaché est un affranchi célèbre de la dynastie aghlabide, ayant servi 3 émirs : Ziyadat Allah I^{er}, Muhammad I^{er} et Abu Ibrahim Ahmad. Il assumait la charge de chambellan et dirigeait l'hôtel de la monnaie. Il mourut en 255/868 lors du siège de Malte. Khalaf est un constructeur hors pair. On lui doit surtout Qâsr al-Tub (près de Sousse), plusieurs grands bassins dont ceux de Kairouan et surtout la Qasaba haute de Sousse. Cette dernière construite sur une colline qui domine l'arrière pays permet d'observer le rivage mieux que depuis la tour du ribât. Le plan de cette Qasaba ne nous est pas parfaitement connu, il semble qu'elle se présentait sous la forme d'une bâtisse rectangulaire enveloppée dans une enceinte fortifiée. De ce monument ne subsiste que la tour, composée de deux étages superposés. Sa hauteur est de 70 m. L'intérieur de la tour Khalaf est analogue au minaret de Kairouan. Des voûtes en berceau rampantes couvrent les escaliers. Au premier étage un petit oratoire a été aménagé. L'utilité de ce monument est largement prouvée, puisqu'il est de nos jours encore utilisé par la marine nationale.

popularité, est si éprouvé qu'il fut pratiqué, sous des formes variées, jusqu'à une période récente.

Abu Ibrahim devint ainsi le 'Umar b. Abd al-Azīz de la dynastie Aghlabide. Son règne ne fut que peu troublé par des incidents mineurs qui eurent pour théâtre la province de Tripoli (245/859). Avec lui la communion entre la dynastie et le peuple atteignit son point culminant.

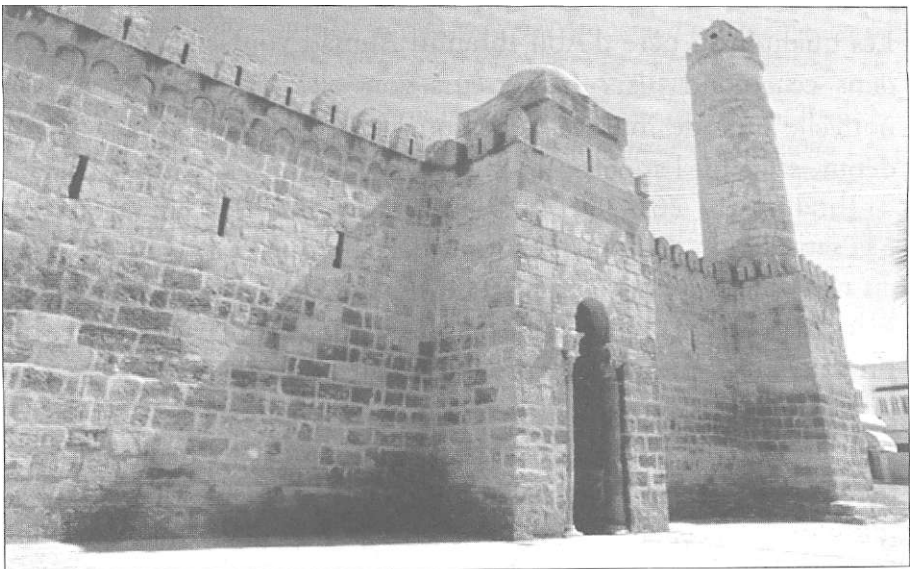
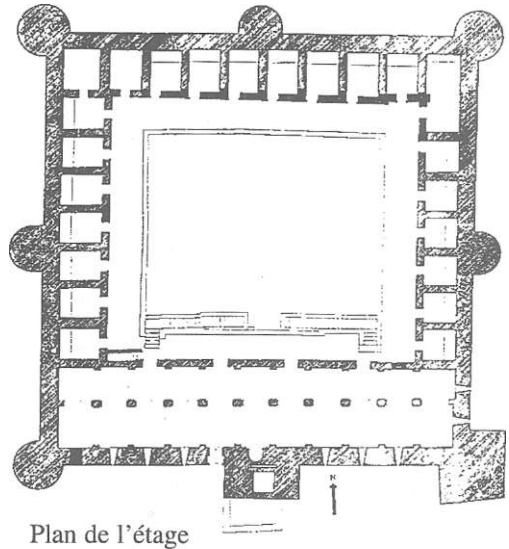
Ce capital de sympathie sera bientôt dilapidé par ses successeurs. Le règne de son frère Ziyâdat Allah II (249-50 / 863-4), trop court, passa inaperçu, laissant place à celui de Muhammad II Abu al-Gharānīq (250-61 / 864-75), qui fut l'enfant prodigue de la famille. Son règne fut sans souci, quoique marqué par une certaine agitation qui s'était manifestée au Zâb, probablement pour des raisons d'impôts.

Le pays était alors exceptionnellement prospère, en plein essor, et les caisses de l'Emir étaient pleines. Cette prospérité était même telle que sa renommée franchit les frontières du royaume et resta, longtemps après la disparition des Aghlabides, proverbiale. « Aujourd'hui, écrivait l'espagnol Ibn al-Khatīb au VIII^e / XIV^e s., les gens disent chez nous, lorsqu'ils citent un proverbe à propos d'un règne paisible, et lorsqu'ils veulent qualifier un état de juste et de prospère : c'est le règne d'Abu al-Gharānīq ». L'Ifriqiya d'Abu al-Gharānīq devint ainsi aussi proverbiale que le Pays de Cocagne.

Dans cette prospérité, la justice et la bonté du prince étaient sûrement pour quelque chose. Mais Abu al-Gharānīq poussa la bonté et la générosité jusqu'à la prodigalité, gaspillant le capital amassé par ses prédécesseurs. Il dépensa des sommes folles pour s'adonner à la chasse de ses volatiles favorites, d'où son nom : l'Ami des Grues. Il donna aussi sans compter, pratiquant la vertu la plus haute aux yeux des Arabes, et la plus ruineuse aussi pour l'Etat. « Il fut, écrit al-Nuwayrī, entièrement dominé par son goût pour les divertissements, la musique, le temps passé à la chasse, les voluptés et la boisson ». Comment pouvait-il en aller autrement ? Abu al-Gharānīq accéda au pouvoir à treize ans et demi, c'est-à-dire à un âge où l'on a besoin de l'autorité de la famille pour

Le Ribat de Sousse

Le ribât se dresse à quelques pas de la grande Mosquée et non loin des remparts. À l'époque aghlabide, il était intégré à un ensemble militaire qui comportait l'arsenal, le port et la Qasaba. Erigé, ou rénové, en 206/821, comme l'atteste une inscription, il a dû servir de base pour les expéditions militaires contre la Sicile et Malte. Le monument est un rectangle de 40 m de côté, sa hauteur est de l'ordre de 8.50 m. Sa courtine robuste est jalonnée de tours rondes et semi-rondes. Le côté sud-est est réservé à la très haute tour de vigie, à partir de laquelle il était aisé de guetter le littoral et d'émettre des signaux vers d'autres ribâts. Le monument comporte trois niveaux. Au rez-de-chaussée, les magasins, les chambres et les services, à l'étage on trouve les cellules des murâbitln en même temps que l'oratoire. Les terrasses représentent le 3^e niveau, elles sont utilisées comme des chemins de ronde et des plateformes guerrières. C'est de là que l'on pouvait actionner les herses et les mâchicoulis qui surplombent l'unique porte du fort.



Façade du ribat de Sousse

passer le dangereux cap de l'adolescence. Or, au lieu d'un père, il eut des courtisans. Il y laissa d'ailleurs sa santé, puisqu'il mourut à l'âge de vingt-quatre ans, au bout d'une longue agonie.

Signe du renversement de la situation : ses sujets en vinrent à invoquer le Ciel pour qu'il disparût, la fin de son règne ayant été marquée par la famine et la peste qui ravagèrent en 260/873-4 l'Ifrlqiya et tout l'Occident musulman.

8. Apogée et déclin

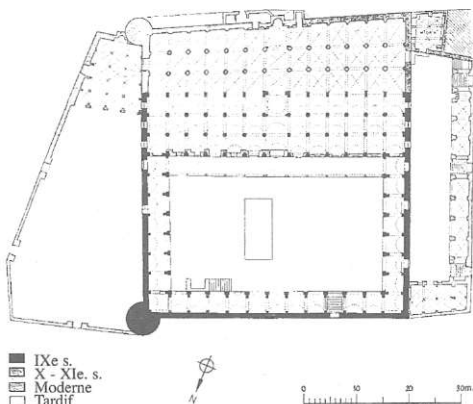
Avant de mourir, Abu al-Gharânîq avait désigné comme héritier présomptif son fils Abu 'Iqâl, encore enfant ; et, comme régent, son frère Ibrahim b. Abu Ibrahim Ahmad, qui était alors gouverneur de Kairouan. Apparemment las d'être gouverné par des enfants, le peuple de la capitale, soutenu par ses faqihs, « força », nous dit-on, Ibrahim à écarter Abu 'Iqâl et à prendre en personne le pouvoir. Ibrahim II accéda ainsi au trône, quoique au détriment de la stricte légalité, avec en main les meilleurs atouts : la faveur populaire et la bénédiction de la bourgeoisie intellectuelle. Il avait par ailleurs la réputation d'être juste et bon, et il ne manquait pas d'expérience. Les qualités du père d'Abu Ibrahim Ahmad vont-elles se retrouver dans ce second fils ? Les erreurs vont-elles être réparées ? Une nouvelle lune de miel va-t-elle commencer ? On le crut certes au début, et ce fut l'apogée.

Ibrahim II (261-289 / 875-902), écrit Ibn al-Athîr, « gouverna à la satisfaction de tous. Il était juste, énergique et vigilant ; il assura au royaume la sécurité en mettant hors d'état de nuire les brigands et les malfaiteurs ». Il resta particulièrement célèbre par sa justice qui fut souvent impitoyable, voire inhumaine, et n'épargna pas les plus grands. Il choisit toujours avec soin ses *qâdhis*, et il fut si soucieux d'équité qu'il n'hésita pas à traduire, à l'occasion, les magistrats eux-mêmes en justice. Il veilla même, en prince idéal selon l'éthique musulmane, à écouter en personne les doléances de ses sujets. Premier juge du Royaume selon le droit musulman, il rendit lui-même la

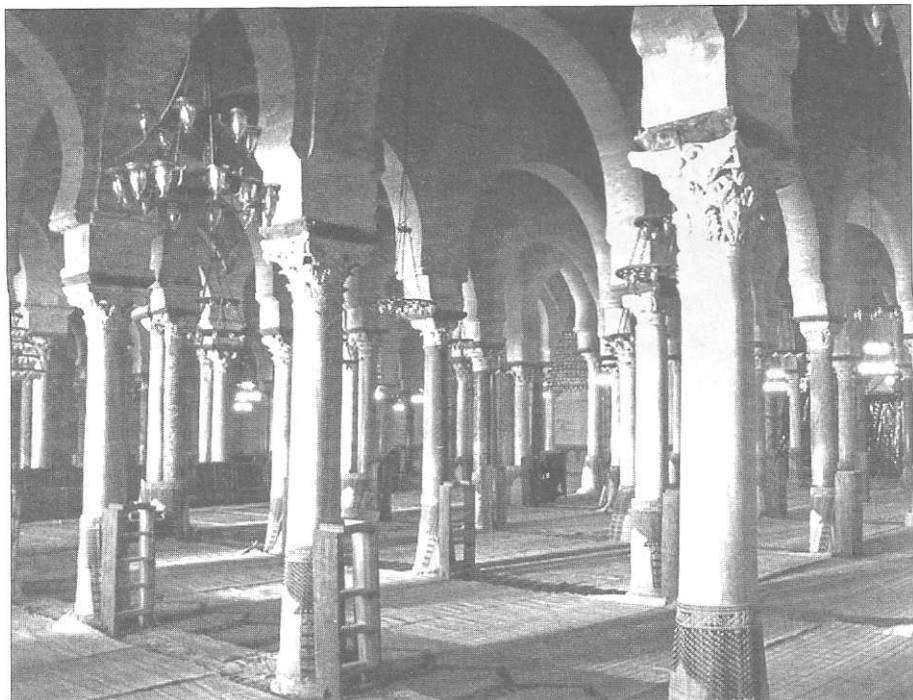
La ville de Sousse : la Grande Mosquée



La Mosquée de Sousse (60 m x 90 m) datée par une inscription encore in situ de l'an 236/850, est l'œuvre de l'affranchi Mudâm. En 270/883, sous le règne de l'émir Ibrahim II, elle fut de nouveau agrandie pour accueillir les fidèles des campagnes environnantes. Ce monument, situé à quelques mètres du ribât et des remparts, frappe par son aspect militaire. Il s'agit en effet d'une forteresse rectangulaire construite en pierre ; ses angles sont occupés par des tours rondes, chaque tour munie d'une chambre de garde. L'aspect fortifié du sanctuaire est perceptible dans la courtine construite en pierre ; massive et dotée de merlons arrondis ainsi que de créneaux. L'agencement de la salle de prière illustre bien les deux étapes de la construction. A l'origine, le monument se composait de trois travées parallèles au mur de la qibla, couvertes de voûtes en berceaux, soutenues par des piliers massifs et trapus. Par la suite, il fut agrandi en démolissant le mur sud et en ajoutant trois nouvelles travées couvertes de voûtes d'arêtes reposant sur des piliers plus minces et assez hauts. À l'emplacement du carré de l'ancien mihrâb se dresse une coupole similaire à celle qui avait été déjà construite à Kairouan. On y retrouve les mêmes principes décoratifs : une inscription coufique à la base du tambour, des trompes d'angle en forme de coquille et une calotte hémisphérique côtelée. Ici en revanche, les tympans des arcs sont agrémentés de carreaux posés sur la pointe ornés de motifs géométriques et floraux. La salle de prière n'a pas de galerie narthex, les trois autres côtés ont un portique porté par des piliers. L'usage des colonnes est ainsi extrêmement réduit. Des inscriptions dans la salle de prière évoquent, par ailleurs, la controverse idéologique qui opposa les sunnites malikites aux mu'tazilites quant à la nature du Coran. D'autres plaques sur la face est du monument laissent penser que le sanctuaire a été restauré vers le début du XI^e s.



Tunis : la Grande Mosquée Zaytuna



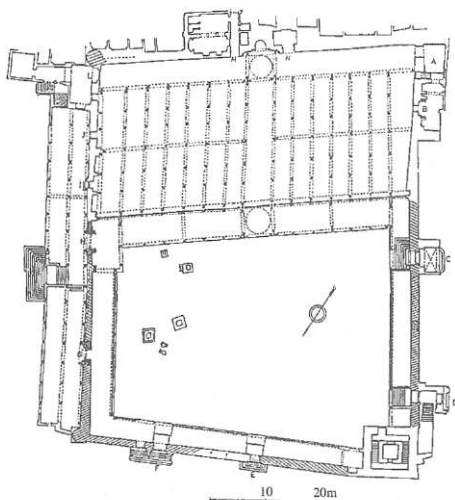
La salle de prière

La Mosquée, fondée en 116 / 734, est attribuée par les textes au gouverneur omayyade Ibn al-Habhâb. Elle a subi des réfections sous les Aghlabides. Deux inscriptions : la première sur la base de la coupole du mihrâb, la seconde sous la galerie narthex de la cour, donnent la date des travaux : l'an 250/864. Un siècle et demi plus tard, et durant cinq années de 380 à 385/990-995, l'émir ziride al Mansûr construit les galeries du sahn, la coupole et les citernes. En dépit des adjonctions, la Zaytûna est très largement inspirée du modèle kairouanais ; inspiration que l'on voit en particulier dans la salle de prière au niveau de :

1- l'adoption du plan en T : la nef centrale et la travée de la qibla sont plus larges et plus hautes que toutes les autres. Une coupole, à trompes d'angles en forme de coquille, occupe le carré du mihrâb. Une autre coupole, plus tardive, se dresse devant la porte principale au milieu de la galerie sud ;

2- le type et la nature des supports utilisés : comme à Kairouan, la salle tunisoise est hypostyle. L'architecte a, ici aussi, essayé d'harmoniser les colonnes en les triant par tailles, par épaisseurs et par couleurs. Toutes les colonnes et les chapiteaux sont de remplois amenés fort probablement de Carthage, d'Uthina et d'autres sites près de Tunis. Toutefois, la Zaytûna a subi les influences sahéliennes qui sont perceptibles dans la façade orientale où les extrémités nord et sud ont été soulignées par deux tours circulaires, ce qui n'est pas sans analogie avec les ribâts.

Parmi les éléments surprenants de la Zaytuna, on note : le mur de qibla incliné par rapport aux nefs, un pan de mur en pisé sur la façade occidentale et un mur épais, en pierre de taille, le long de la façade orientale. Ce sont vraisemblablement les vestiges d'un ancien monument antéislamique sur lequel la Zaytuna aurait été érigée. L'une des fiertés et des curiosités de la Zaytûna est la coupole de la cour. Construite en 381/991, elle inaugure un nouveau style ornemental caractérisé par l'usage des claveaux rouges et blancs très en vogue dans l'art hispano-maghrébin. La Zaytûna doit aussi sa renommée à sa fonction éducative. Grâce aux enseignements qui y étaient dispensés et au prestige de ses enseignants, elle surpasse en notoriété celle de Kairouan. Il semble que cette fonction éducative se soit installée dans l'oratoire dès le vn^{fs}. Une des rues de la médina porte encore le nom d'un célèbre docteur tunisois Alib. Zyâd. Pendant des siècles, la Zaytûna fut l'université ifrîqiyenne par excellence. L'espoir de tout élève qui recevait ses premières lettres dans sa ville natale était de la rejoindre. Parmi les personnalités célèbres qui l'ont fréquentée l'on cite Ibn 'Arafa et Ibn Khaldun.



plan de k Grande Mosquée Zaytûna



Coupole du mihrab (vue intérieure)



Coupole du bahw (vue extérieure)

justice. Une ou deux fois par semaine, il tint, dans la Grande Mosquée de la capitale, un solennel lit de justice.

Il essaya aussi d'assurer à ses sujets une vie économique saine. Il avait trouvé, malgré la prospérité du Royaume, un Trésor à sec, vidé par les prodigalités insensées de son prédécesseur. La monnaie était mauvaise. Il dépensa donc moins que ses prédécesseurs et pratiqua une politique de stricte rigueur fiscale. Puis, en 275/888-9, mettant à profit la conjoncture devenue favorable, il décréta le retrait de la circulation des mauvais dirhams et de tous les fragments monétaires sans valeur qui avaient envahi les transactions. Une nouvelle frappe de dirhams de bon aloi, baptisés *al-'ashriya* en raison de la relation décimale qui les liait au dinar, jouant en l'occurrence le rôle d'état-or de valeur stable, fut décidée. Cette sage mesure, mal interprétée, provoqua une émeute qui aurait pu prendre des proportions tragiques, n'était la pondération dont fit preuve l'Emir pour résoudre la crise sans effusion de sang.

Ainsi Ibrahim II nous apparaît sous les traits d'un prince soucieux d'assurer à son peuple la sécurité, la justice, une saine vie économique et une sage administration. Mais ces traits ne constituent qu'une composante de la physionomie de l'Emir. L'Histoire présente en effet de ce prince un double visage : l'un fait de lumières, de plus en plus rares à mesure que les ans passent, et l'autre de ténèbres de plus en plus épaisses. Dans le passage de la lumière aux ténèbres, l'année 275/888-9 marque un tournant. Autour d'elle une page, relativement bonne, pivote et se ferme ; une autre, dont la noirceur ira s'accroissant, s'ouvre.

Ibrahim II fut aussi un parfait despote. Bien mieux, il fut même d'une certaine manière un théoricien pleinement conscient du despotisme. « Il avait, écrit al-Nuwayrī, l'habitude d'orienter sa répression contre les gens de la haute société et les personnes riches. Et il avait coutume de dire : Nul n'a le droit de commettre l'injustice, excepté le Roi (*al-Malik*).

« Car, disait-il, si ces gens de rang élevé et riches prenaient en effet conscience de leur force et du pouvoir que leur confèrent leurs

richesses, le Roi ne serait plus à l'abri de leur violence et de leur morgue. Si donc le Roi leur laissait la paix, et qu'ils se sentaient ainsi en sécurité, cela les inciterait à lui disputer le pouvoir et à conspirer contre lui.

« La masse des sujets, par contre, constitue la matière (*mâdda*) du Roi. S'il permet à d'autres de les opprimer, il cesse d'en profiter. Dès lors il ne fera plus que récolter les préjudices pendant que d'autres cueilleront les fruits ».

L'Emir se plaçait ainsi tout simplement au-dessus de la loi. Tout puissant, il se fixa comme programme politique d'être juste et bon pour les faibles - sa matière - et d'être impitoyable pour les grands, ses rivaux. Son absolutisme fut ainsi la source du meilleur comme du pire, car il est rare que le despotisme ne soit pas à double face. Il est rare aussi que le despotisme n'évolue pas de plus en plus vers le pire. Ibrahim II n'échappa pas à la loi commune. Nous avons vu le meilleur, il nous reste à voir le pire. Car Ibrahim II peut en somme se définir comme un despote médiéval, éclairé et conscient, auquel la lumière de la raison vint peu à peu à manquer.

Ibn ar-Raḡīq, reproduit par la plupart des chroniqueurs à l'exception d'Ibn al-Athīr, lui reproche une foule de crimes. En 264/877-8, il fit massacrer, par trahison, la garde d'al-Abbâsiya composée de *mawālī*, c'est-à-dire d'anciens esclaves blancs. En 268/881-2, il soumit le Royaume à une sévère fiscalité, ce qui n'alla pas sans émeutes. Puis, nous dit-on, « il transforma en pratiques courantes les méfaits, l'iniquité et l'arbitraire ». Et on cite l'exemple d'Ibyâna, grosse propriété située dans la plaine du Mornag, qu'il enleva de force (275/888-9), après l'avoir livrée à ses esclaves noirs qui s'y adonnèrent à toutes sortes de dévastations et de viols. En somme, Ibrahim II se mit à exploiter le peuple, sa *matière*; d'une manière plus intensive. Dès lors on ne compta plus les exécutions sans motifs sérieux ni jugement.

Cette politique ne pouvait aller sans révoltes qui furent étouffées dans le sang. Les Berbères, pressurés et affamés, bougèrent les

premiers (268-9/881-3) et furent méthodiquement, par la ruse, le feu et le sang, ramenés à la raison. Ce fut ensuite le tour de l'aristocratie arabe. Balazma était l'un des meilleurs verrous des menaçants massifs berbères de l'Aurès et de Kabylie. Ibrahim II commit l'imprudence de le faire sauter, provoquant ainsi, nous assure-t-on, l'écroulement final de l'édifice aghlabide. Les meilleurs guerriers de Balazma, au nombre d'un millier environ, furent en effet attirés à Raqqâda, où ils furent exterminés (280/893-4) par trahison, par le fils de l'Emir, Abu al-Abbâs Abdullah. Ce massacre fit sensation. Aggravé par d'autres mesures de spoliation, il fut le signal d'une véritable levée de boucliers dans tout le Nord et le Centre-ouest du pays, c'est-à-dire dans la région où avait éclaté, sept décades plus tôt, la grande rébellion du *Jund*. L'Emir fut saisi d'une véritable panique. Irrésolus et apeurés, ses adversaires se laissèrent cependant massacrer aisément en rangs dispersés. Il ne resta plus ensuite à Ibrahim qu'à aller à Tripoli faire exécuter, avec un luxe de cruauté inouï, son cousin Muhammad b. Ziyâdat Allah II, et à faire sur son passage un grand carnage de berbères Nafûsa (283/896).

Ibrâhîm II tua donc beaucoup pour les besoins de sa politique. Mais il tua aussi sans raison. Son nom est passé à la postérité comme étant celui du héros type du mal. Il nous est présenté comme un esthète du meurtre, humant avec plaisir le fumet du sang et savourant avec délice les souffrances infligées aux autres. On ne peut tout citer. Limitons-nous à cet exemple :

« Un jour, écrit al-Nuwayrî avec un véritable talent d'auteur tragique, Ibrâhîm II se présenta chez sa mère. Celle-ci alla à sa rencontre et lui réserva le meilleur accueil. Mère, j'aime votre cuisine, lui dit-il. Elle fut ravie. Aussitôt elle ordonna que la table fût servie. Ibrâhîm mangea, but et se détendit. Voyant sa joie, sa mère lui dit : j'ai chez moi deux jeunes esclaves (*wasîfatayn*) que j'ai élevées à votre intention, un véritable bijou que je réservais à vos plaisirs. Or voici bien longtemps que vous n'avez plus goûté aux joies de l'intimité depuis que les jawârî ont été tuées. Mes deux jeunes esclaves, ajouta-t-elle,

Le monnayage aghlabide



Dirham de l'époque d'Ibrāhīm B. al-Aghlab (800-812)

Les aghlabides ont frappé trois types de pièces :

— des dinars en or : de 17 à 20 mm de diamètre et de 3 à 4,30 grammes de poids ;

— des dirhams en argent : de 22 à 27 mm de diamètre et de 2,30 à 2,97 g. ;

— des fels de 1,55 à 3,64 grammes.

Les monnaies aghlabides portent souvent les mêmes légendes que les pièces abbassides. On y trouve surtout des formules religieuses (la basmala, la tasliya et la profession de foi), des versets coraniques, la date et le lieu de frappe, le nom de l'émir et du maître de l'atelier, cette dernière charge étant le plus souvent assumée par des affranchis tels que : Masrur, Jubrân, Khalaf Balâgh, Châkir, Hattâb... etc.

Il semblerait aussi que les différences de tailles et de poids des monnaies mises en circulation ont amené les gens à régler leurs achats en pesant les pièces et non pas en les comptant. Il est par ailleurs certain que la population ifrîqiyyenne était très attentive à la monnaie.

Ainsi lorsque Ibrahim II a décidé, en 275 / 888, de retirer les mauvais dirhams et de les remplacer par d'autres de bon aloi une révolte populaire éclata.

connaissent à merveille la récitation du Coran en musique (*al-qirâ. 'a bi-l-alhiân*). Que diriez-vous si je leur demandais de venir réciter pour vous ? - Faites, dit-il. Elle donna un ordre. Les deux jeunes esclaves furent introduites. Sur sa demande elles récitèrent d'une façon sublime. Puis sa mère lui dit : Aimeriez-vous les écouter vous déclamer des vers ? - Volontiers, répondit-il. Enfin les deux jeunes esclaves firent merveille en chantant, s'accompagnant du luth et du tambourin. Entre-temps, la boisson ayant commencé à faire sentir ses effets, l'Emir manifesta son désir de se retirer. Souhaiteriez-vous, lui dit sa mère, que mes deux jeunes esclaves vous suivent et vous divertissent ? Il y a si longtemps que vous n'avez plus connu de divertissement ! — Volontiers, dit-il. Il se retira. Les deux jeunes esclaves le suivirent, marchant derrière lui.

Moins d'une heure plus tard, un domestique se présenta chez la mère de l'Emir avec un plateau couvert d'une serviette. Elle crut que son fils lui avait envoyé un cadeau. Le domestique déposa le plateau devant elle et souleva la serviette. Deux têtes étaient là, celles des deux jeunes esclaves. La mère de l'Emir poussa un cri et tomba évanouie. Elle ne revint à elle que longtemps après pour invoquer le Ciel contre son fils et le maudire.

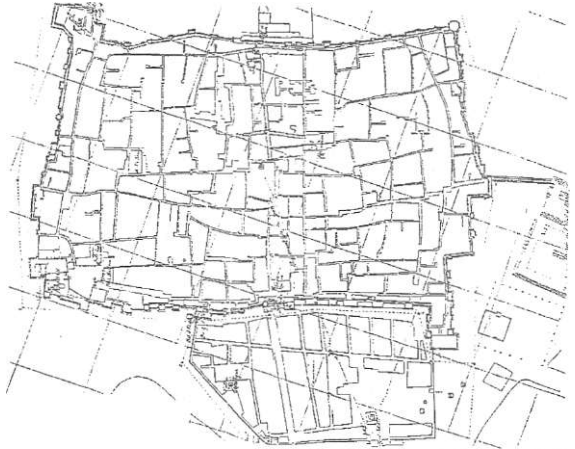
Les récits de ce genre concernant Ibrâhîm, conclut al-Nuwayrî, sont fort nombreux ».

On ne sait quel crédit accorder à ce genre de récit. On a l'impression de lire un terrifiant conte oriental. Mieux. D'autres chroniqueurs, Ibn al-Athîr en particulier, ne soufflent mot de la folie sanguinaire d'Ibrâhîm II. Chez Ibn al-Athîr, il devient plutôt un héros de conte rose. Que penser en définitive ? Certes, on ne prête qu'aux riches, mais on leur prête beaucoup aussi.

Il est indubitable toutefois qu'Ibrâhîm II ne fut pas tout à fait normal. Ses contemporains le savaient du reste. Ils ont noté qu'il avait été envahi par une humeur ou une complexion noire, et qu'il avait été atteint à la fin de sa vie de *melancholia*. Or le pouvoir n'est pas la meilleure cure de santé pour les esprits malades et les moyens

La ville de Sfax

Le plan présenté ici est un relevé exécuté deux mois après l'occupation française de la ville, en 1881. Il montre la ville arabe et le quartier franc. La ville arabe est une création islamique attribuée aux Aghlabides (235/850). Son plan dessine un rectangle (400 m sur 600 m) traversé par deux grands axes. A leur intersection se dresse la Grande Mosquée, autour de laquelle s'organisent les commerces. Ce dispositif n'est pas sans rappeler le plan des villes romaines célèbres par leur



Plan réalisé en 1881

cardo maximus et leur decaminus maximus qui convergent vers la place du forum où se trouvent le temple, la basilique civile, la curie, les marchés... etc. On remarque aussi que la médina de Sfax est partagée en quatre quartiers d'une superficie presque égale. Les remparts ne sont percés que de deux portes : la première au Nord, restaurée à l'époque Ziride en 377/988, est un vestibule long entouré de cellules de garde. La seconde au Sud donne sur la façade maritime.

Elle a un dispositif en chicane et a été réédifiée sous les Hafsides en 706/1306. Les commerces, implantés tout près de la porte Nord, celle qui donne sur l'arrière pays, sont disposés, à l'instar des autres villes arabes, selon leurs degrés de notoriété et de propreté. Les métiers les plus propres et les plus nobles (vendeurs de tissus, de bijoux, les libraires...) sont proches de la Mosquée. Les autres, les métiers salissants et bruyants, sont relégués à la périphérie ou en dehors de la cité (tanneurs, forgerons, chaudronniers, bouchers, marchés à bestiaux ... etc.). Pour ne pas quitter le centre économique, les commerçants et les artisans ont utilisé les étages et creusé des officines au sous-sol. C'est un phénomène caractéristique rarement constaté ailleurs.



Vue des remparts, à gauche la Qasaba

qu'il met au service des caprices dictés par le déséquilibre mental en multiplient gravement les dangers.

Il est certain que la dynastie connut avec lui l'apogée de sa puissance et les prémisses de son déclin. Il fut certainement un administrateur génial et un despote sans cœur. *Ses excès* rendirent sûrement les oreilles de ses sujets plus sensibles au chant, promettant la prospérité dans la justice, qui commençait à s'élever des montagnes de Kabylie. Ibrahim II n'insista pas. Il préféra aller chercher la palme du martyr en Italie du Sud, laissant à son fils le soin de tenter de sauver la dynastie de son destin.

9. Vaines tentatives de 'Abdullah II de sauver la dynastie

Abu al-Abbâs Abdullah II 289-290/902-3 s'attela à cette tâche avec vigueur et fermeté. C'était un homme de guerre qui avait fait pleinement ses preuves sous le règne de son père. « Il était, écrit Ibn al-Athîr, l'un des cavaliers les plus renommés de son époque et avait de la guerre et de la stratégie une connaissance approfondie ». Il était en somme l'homme de la situation. Le feu de l'insurrection chiite qui allait réduire en cendres le trône aghlabide avait en effet embrasé le pays des Kutâma, c'est-à-dire la Petite Kabylie. Pour parer au plus pressé, il dépêcha son propre fils, Abu Abdullah al-Ahwal, sur le théâtre des opérations.

Mais cet homme de guerre comprit que le conflit n'était pas, en son essence, militaire, et que la victoire ne pouvait être remportée par la seule force des armes. Le conflit était en effet davantage idéologique et moral. Abdullah II était également bien préparé pour affronter le problème sous cet angle : il était *aeâb* et *faq\h*. Il s'attela donc, avec sincérité nous pensons, à réhabiliter la dynastie et à redonner au pays confiance en ses gouvernants.

Dans une lettre circulaire, adressée aux gouverneurs et rendue publique dans tous les coins du royaume, il promit à ses sujets justice, modération et *jihâd*. C'était son programme de gouvernement qu'il annonçait ainsi solennellement. Pour ne pas laisser au Da'î ismâ'îlien

qui dirigeait l'insurrection le redoutable privilège du désintéressement et du dénuement, il plaça son règne sous le signe de l'austérité et du *Zuhd*. Il délaissa le palais pour une modeste maison en briques séchées, abandonna le trône pour s'asseoir à même le sol, s'habilla de bure, reprit la tradition si populaire des lits de justice, et ne monta plus à cheval que pour se rendre à la mosquée. Par excès de sincérité probablement, il relança aussi, juste avant son assassinat, la néfaste querelle du Coran créé, ce qui lui aliéna les masses sunnites.

Cette politique ferme, prudente et somme toute sage, aurait pu donner à une dynastie disposant de puissants atouts financiers et militaires, les moyens d'étouffer l'insurrection. Après tout, elle avait bien triomphé d'autres révoltes dans des régions aussi difficiles.

Le sort en décida autrement. Le futur Ziyâdat Allah III fit assassiner son père pour lui succéder, et ruina du coup toute possibilité de redressement.

10. Ziyâdat Allah III et l'écroulement de l'édifice aghlabide

Au parricide succéda toute une série de meurtres ayant pour but d'éliminer les opposants éventuels parmi les membres de la dynastie, y compris Abu Abdullah al-Ahwal qui tentait péniblement de contenir les progrès du Dâ'i Fatimide. La dynastie fut en somme décapitée avant qu'elle ne s'écroulât définitivement.

La désagrégation interne alors s'accentua malgré certaines mesures démagogiques - telle la désignation du malikite Himâs comme Grand Qâdhi - pour se concilier les faveurs des Sunnites. En fait les masses ne se laissèrent pas duper, et la désintégration morale alla bon train. La cour offrit de plus en plus le spectacle de la licence sans retenue et de la vulgarité.

« Il devint de notoriété publique, écrit al-Qâdhi al-Nu'mân, que Ziyâdat Allah s'adonnait à la boisson du vin véritable, ce qui était inconnu auparavant en Ifrîqiya. Il étala aussi son engouement pour le chant et les instruments de musique, et attira à lui les débauchés, les efféminés et les bouffons. Il ne cessait de boire, et on ne le voyait

presque jamais qu'en état d'ivresse. Il se choisit également des commensaux qui jouaient à échanger devant lui des coups, à s'abreuver de paroles obscènes et à se livrer à toutes sortes de choses que non seulement on ne devrait pas faire, mais que l'on n'ose même pas mentionner.

Pour le divertir, on gonflait et on ficelait aussi de vieilles outres en peau de mouton, que l'on glissait sous les tapis. Lorsqu'un haut dignitaire de la cour était introduit et prenait place, elles craquaient sous lui. Ziyâdat Allah éclatait alors de rire et ses compagnons l'imitaient avec beaucoup d'insolence, de légèreté, d'impertinence et de licence ».

Ainsi le spectacle de l'Emir devint un facteur de démoralisation déterminant. Il consumma définitivement le divorce entre gouvernés et gouvernants, et fit souhaiter certainement à plus d'un qu'une onde fraîche, fut-elle de source impure, vînt nettoyer les écuries d'Augias. Ainsi s'explique, dans une très large mesure, l'apathie d'un pays profondément sunnite devant l'entreprise hérétique des chiïtes ismâ'iliens de s'emparer du pouvoir.

La subversion ismâ'ilienne, qui fait partie de l'écheveau très complexe du chiïsme, avait fait son apparition en Petite Kabylie avec l'arrivée du Dâ'î Abu Abdullah, qui y fit son entrée au milieu de Rabi' I^{er} 280/ début juin 893. On a souvent relaté comment quelques montagnards Kutâmiens l'avaient rencontré à la Mecque et ramené avec eux. Le pays se prêtait à merveille à l'action subversive. Surveillé principalement par les citadelles de Mila et de Sétif, le massif des Kutâma échappait au contrôle direct et effectif des Emirs. Pendant très longtemps cette situation n'avait présenté cependant aucun danger réel pour Kairouan. Les Kutâma étaient en effet fractionnés en une poussière de clans sans liens organiques, opposés par une multitude de querelles intestines sans cesse renaissantes, et vivant — ne connaissant d'autre forme d'autorité que celle des Assemblées de Notables et des arbitres occasionnels - dans une liberté très proche de l'anarchie. De ces groupuscules anarchiques,

Abu Abdullah ad-Da'î sut, au bout d'une dizaine d'années d'effort, constituer une force redoutable au service du Mahdî, du Sauveur, issu de la Sainte Famille du Prophète, qui allait enfin rétablir la légitimité Alide, chasser les usurpateurs Abbassides et leurs suppôts Aghlabides, et remplir enfin la terre de prospérité et d'équité, comme elle fut remplie jusque-là de malheurs et d'abus. Avec toute l'énergie et toute la résolution que donne la foi, les Kutâma se mirent au service de ce programme, qui devait naturellement leur profiter en premier lieu.

Le mouvement commença à Ikjân, dans une bourgade inaccessible aux environs de Mila. De là il fit progressivement tache d'huile, l'endocinement allant toujours de pair avec l'action militaire. Ainsi naquit, sur le modèle de Médine, l'Etat de Tâzrût qui se proposa comme but immédiat d'étendre sa domination sur tout le pays Kutâma, et de parfaire la nouvelle communauté de vrais croyants, avant de se lancer dans des opérations offensives de plus grande envergure.

Mila était le symbole même de la présence arabe au cœur des montagnes berbères, à peu de distance d'Ikjân et de Tâzrût. Son seigneur avait été mêlé à toutes les intrigues, dès le début, contre Abu Abdullah ad-Da'î. Elle était donc le premier obstacle à abattre pour briser le cercle de citadelles qui avait longtemps enserré et étouffé les Kutâma. Elle fut enlevée en 289/902, et un berbère remplaça à sa tête le seigneur arabe.

L'affront ne pouvait rester sans réponse. En Dhu-l-Qa'da 289 (7 oct. 5 nov. 902), l'armée Aghlabide, sous le commandement de Abu Abdullah al-Ahwal, frère de l'Emir, s'ébranla vers les montagnes des Kutâma. En une première campagne, cette armée, nous dit Ibn Khaldûn, « donna le vertige aux Kutâma ». La deuxième manche lui fut moins favorable. Un simple revers, essuyé après la reprise de Mila, donna le signal de la débandade dans ses rangs. En somme l'armée était prête, à condition d'être royalement payée, à entreprendre une expédition punitive, ou à la rigueur une courte campagne. Mais elle n'était nullement disposée à mener de longs et

durs combats de montagne pour la cause des Aghlabides. Cette situation, non seulement se répétera, mais elle s'aggravera de plus en plus par la suite. Elle constitue un facteur essentiel du triomphe final de l'insurrection.

Abu Abdullah al-Ahwal continua quand même à contenir les progrès du Dâ'î. Entre temps intervint le parricide, suivi du rappel et de l'exécution d'al-Ahwal. Le Dâ'î en profita, avant de se lancer dans de nouvelles opérations, pour intensifier sa propagande et l'endoctrinement des Kutâma, le tout dans une atmosphère d'apocalypse et de prédications surnaturelles jouant le rôle d'une véritable guerre psychologique, semant le doute et le défaitisme dans les cœurs des adversaires, et vidant progressivement leurs rangs par aspiration vers le camp adverse.

Puis le Dâ'î alla investir et enlever Sétif (fin 291/oct.-nov. 904). La contre-offensive aghlabide, menée par un courtisan sans valeur militaire, aboutit, malgré l'appui de la place de Constantine, à un désastre total : celui de Kayuna (Rajab 292/9 mai-juin 905). Dès lors, le pouvoir aghlabide perdit définitivement l'initiative des opérations. Désormais son unique souci sera de se protéger et de durer au maximum, en se cantonnant presque exclusivement dans la défensive, dans la crainte d'essuyer un nouveau désastre.

On s'employa à calmer le pays, saisi de panique, et à constituer une nouvelle armée composée de recrues sans valeur ni expérience militaire, exclusivement attirées par l'appât des primes généreusement offertes et largement calculées. Cette armée fut concentrée à Laribus, la place la plus forte du Royaume, aux environs du Kef.

Ayant fait son devoir, l'Emir sombra de plus en plus dans la débauche. Son armée, pratiquement sans intervenir, laissa le Dâ'î s'emparer du Zâb (293-4/906-7), berceau de la dynastie. Pour noyer son chagrin, il fit alors circuler davantage les coupes. Entre temps la situation continua à s'aggraver. Les colonnes du Dâ'î firent leur apparition au Djérid, à Kasserine puis à Gafsa. Finalement elles marchèrent sur Laribus : ce fut le coup d'estoc qui mit fin à une

dynastie discréditée et depuis des années déjà condamnée (22 Jumadâ II 296/18 mars 909).

Quittant Raqqâda de nuit à la lueur des flambeaux, Ziyâdat Allah III, suivi de ses courtisans et emmenant avec lui ses biens les plus précieux, alla mourir quelque part en Orient, on ne sait exactement où, l'Histoire n'ayant pas cru utile de nous conserver le souvenir précis de ses derniers jours. Raqqâda fut livrée au pillage. Et quelques jours plus tard, les Kairouanais, faqlhs et notables en tête, allèrent accueillir les nouveaux maîtres du pays. Un nouveau règne allait commencer : celui des Fatimides.

CHAPITRE II

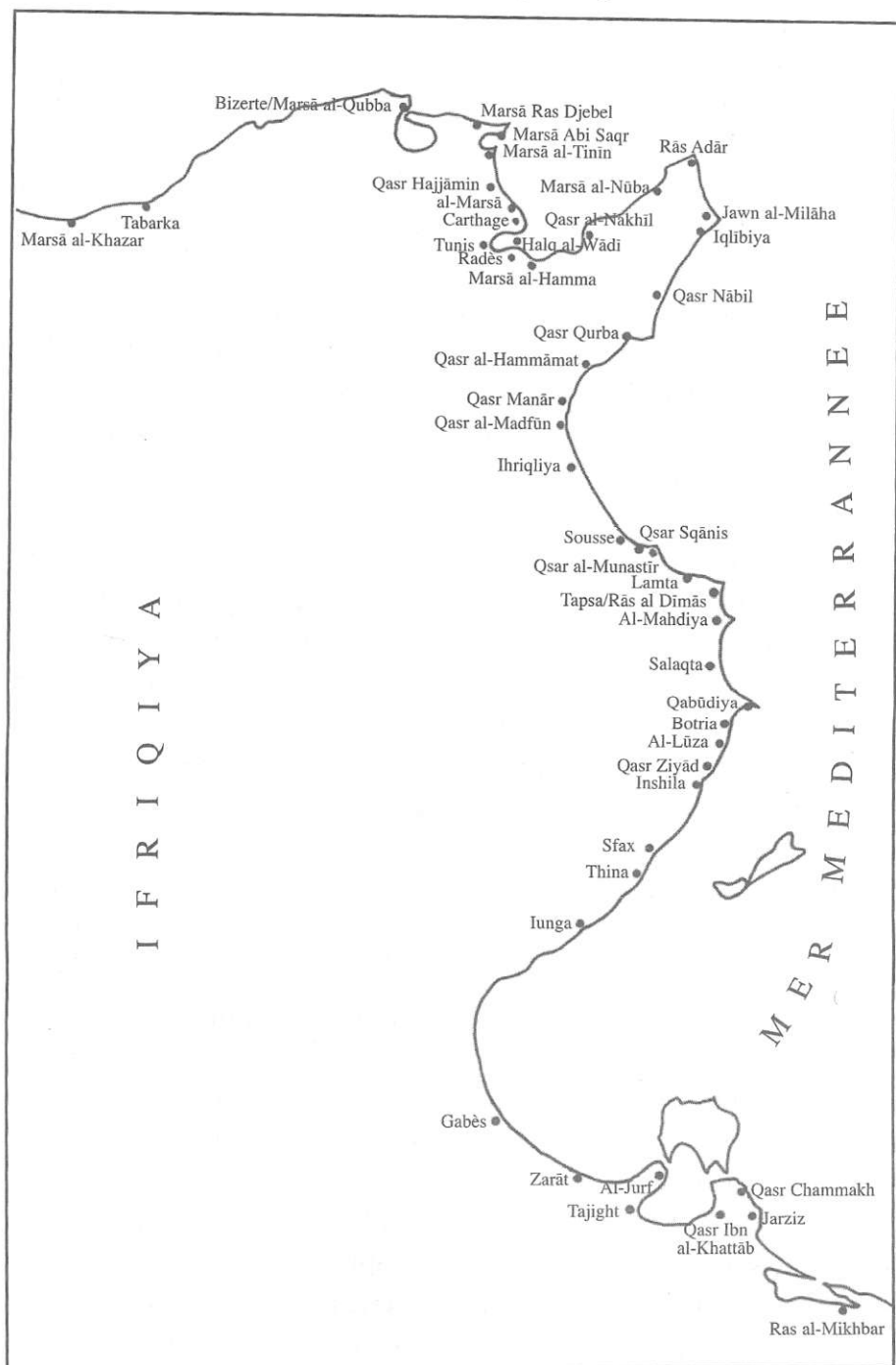
La politique extérieure

La dynastie qui venait ainsi de s'éteindre dans l'indifférence, le pillage et le discrédit, avait eu pourtant ses heures d'authentique gloire, non seulement à l'intérieur de ses frontières mais aussi à l'extérieur.

1. Les Aghlabides et le monde musulman

Les rapports entre Bagdad et Kairouan, engagés dans d'excellentes conditions, ne furent certes pas à l'abri des tensions. Mais on n'alla jamais jusqu'à la rupture totale. Les Aghlabides adoptèrent le noir, la couleur officielle des Abbassides, et à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs frontières ils défendirent toujours cette couleur. En matière de politique étrangère, ils s'alignèrent constamment, rigoureusement et scrupuleusement sur Bagdad. Ils adoptèrent ainsi la même ligne de conduite envers Aix-la-Chapelle, Byzance, les Omayyades d'Espagne, les Idrissides du Maroc et les Rustumides de Tiaret. Ils adoptèrent également la même idéologie, c'est-à-dire qu'ils furent et restèrent jusqu'à leur chute de conviction mu'tazilite, tout en pratiquant envers les Sunnites la même politique qu'en Orient. En contrepartie

*Principaux ports et mouillages de la côte
tunisienne au Moyen-Age*



ils profitèrent constamment de l'appui moral, et quelquefois aussi matériel, du Califat.

Mais les lignes de Bagdad et de Kairouan ne convergèrent pas toujours. L'Ifrîqiya se rangea en effet, dans la guerre civile qui éclata entre al-Ma'mûn et al-Amin, du côté de ce dernier, ce qui n'alla pas sans difficultés. Ces difficultés s'aggravèrent encore par la suite lorsque al-Ma'mûn voulut - en intimant à Ziyâdat Allah I^{er} l'ordre de faire figurer dans la *Khutba*, c'est-à-dire dans le sermon du vendredi, le nom de Tâhir b. al-Husayn - subordonner plus étroitement l'Ifrîqiya à l'Orient. La réponse de l'Emir, faite en état d'ivresse, fut d'une rare insolence. L'autoritarisme d'al-Ma'mûn tourna finalement court. On maintint donc le *statu quo* profitable aux deux parties. Puis les liens entre Bagdad et Kairouan se distendirent progressivement — chacune des deux capitales ayant assez à faire avec ses propres difficultés internes - pour se resserrer de nouveau avec l'apparition du péril chiïte. Mais l'Emir n'accepta jamais l'intervention des troupes califiennes à ses côtés, préférant sans doute perdre son royaume plutôt que son indépendance.

Les relations avec l'Egypte, qui faisait aussi partie de l'Empire Abbasside, furent marquées par deux conflits, qui surgirent en quelque sorte par accident, l'un et l'autre étant le prolongement d'une crise intérieure. Le premier conflit, déclenché par al-Abbâs b. Ahmad b. Tulûn, en l'absence de son père, avorta, après le sac de Labda (267/880-881), sous les murs de Tripoli, grâce particulièrement au concours des berbères de la région. Une quinzaine d'années plus tard, Ibrâhîm II fit mine à son tour d'aller conquérir l'Egypte. Son expédition, qui n'eut d'autre résultat que la destruction de la puissance des Nafusa et l'exécution du gouverneur de Tripoli, avorta également en cours de route.

Les rapports des Aghlabides avec les Rustumides, les Idrissides et les Omayyades d'Espagne, furent certes empreints d'hostilité, mais ils ne donnèrent pas lieu à des affrontements sérieux. Cette hostilité, on doit le souligner, n'empêcha toutefois jamais, au cours du Moyen-Age, les

biens et les personnes de circuler librement à l'intérieur de la *Dâr al-Islâm*. Les échanges intellectuels et économiques ne subirent donc aucune entrave entre l'Ifrîqiya des Aghlabides et ses voisins musulmans.

2. *Les Aghlabides et le monde Chrétien*

Vis-à-vis des Chrétiens, les Aghlabides poursuivirent d'abord la politique de leurs prédécesseurs, c'est-à-dire qu'ils pratiquèrent avec eux, durant un quart de siècle, une politique de paix. Cette politique, qu'ils sanctionnèrent par de nouveaux traités avec la Sicile, était d'ailleurs celle, du moins en ce qui concerne les Carolingiens, de leurs « suzerains » Abbassides. On sait que Charlemagne noua d'excellentes relations avec ar-Rashīd. Ces relations avaient certainement pour but de resserrer les liens économiques entre les deux Empires, d'où l'intérêt de Kairouan comme étape cruciale sur le circuit des échanges. Aussi les ambassadeurs du Calife qui devaient, chargés des cadeaux d'usage, aller trouver l'Empereur d'Occident, s'étaient-ils arrêtés au passage à Kairouan. Et ainsi la délégation que reçut Charlemagne, au printemps de 801, entre Verceil et Yvrée, put compter un représentant d'Ibrâhīm I^{er}.

Ainsi donc, les Aghlabides vécurent d'abord en paix avec le monde chrétien, qu'il fût byzantin ou carolingien, paix profitable au commerce. Mais, pour des raisons assez complexes, la situation se dégrada progressivement. Les circuits économiques furent perturbés, les affrontements sur les flots s'accrurent et le volume des échanges et des profits déclina. Des difficultés intérieures, telle la grande rébellion du *Jund*, surgirent aussi. Or ce n'est pas seulement de nos jours que, pour résoudre des problèmes intérieurs, on se lance dans des aventures à l'extérieur. Sur ces entrefaites donc, une occasion, inattendue et inespérée, s'offrit d'intervenir en Sicile. En habile politique, Ziyâdat Allah I^{er} résolut de ne pas laisser échapper l'aventure, malgré l'opposition de la majorité des faqīhs, à l'exception d'Asad, au nom du respect des traités conclus et encore en vigueur.

Euphémios, qui s'était insurgé en Sicile contre l'autorité de Byzance, vint en effet implorer le secours de l'Emir d'Ifrîqiya. L'expédition fut aussitôt décidée. Et ainsi, en grande pompe et dans une atmosphère d'une indescriptible ferveur, les Ifrîqiyens s'embarquèrent pour leur dernière grande aventure - qui fut aussi la dernière de l'Islam arabe — en Méditerranée. Le samedi 16 Rabî' I^{er} 212/15 juin 827, dix mille hommes dont sept cents cavaliers prirent place, à Souss, dans une centaine de navires, sans compter ceux d'Euphémios. Trois jours après, ils débarquèrent à Mazara.

Après les premiers succès du début, les difficultés commencèrent. Syracuse opposa aux assaillants une résistance opiniâtre. Située dans l'îlot d'Ortigia, cette cité qui fut dans l'Antiquité l'émule d'Athènes, de Carthage et de Rome, était pourvue de solides fortifications qui firent souvent la preuve de leur résistance. Les assiégés eurent aussi la précaution de concentrer dans la ville tous les vivres de la région. Ainsi, assez paradoxalement, ce sont les assaillants qui furent affamés et réduits à manger leurs chevaux. Le mécontentement éclata alors dans l'armée, et Asad fut prié de lever le siège et d'ordonner le retour. Sans son opiniâtreté, l'expédition de Sicile aurait sûrement tourné court à ce stade.

Entre-temps, des renforts arrivèrent de Byzance et d'Ifrîqiya, et de nouveaux succès furent enregistrés. Syracuse offrit de négocier. Asad accepta. Mais c'est son armée qui, cette fois, refusa. Mal lui en prit. Une épidémie vint bientôt décimer ses rangs et emporter son chef, Asad (été 213/828). De nouveaux renforts affluèrent de Byzance. Gagnés par la lassitude et la crainte d'être anéantis par des forces supérieures, les Ifrîqiyens décidèrent de renoncer à l'expédition. Ils regagnèrent donc leurs vaisseaux. Mais, à la sortie du Grand Port, la flotte byzantino-vénitienne leur barra le chemin. S'ils avaient pu opérer une percée à travers la flotte ennemie, il est plus que probable que leur aventure sicilienne n'aurait pas eu d'autres suites. Mais le sort en était jeté. Il leur fallut retourner sur terre et poursuivre l'aventure.

Exténués et alourdis de leurs malades, les Ifrīqiyens, guidés par Euphémios, s'engagèrent à travers la montagne à la recherche d'un refuge. Ils parvinrent ainsi à Mineo qu'ils réussirent à enlever. Bientôt l'épidémie cessa aussi. Ils purent ainsi se reposer et reprendre courage. Puis de nouveau ils reprirent l'initiative. Ce fut pour investir Enna. Succès et revers. Et de nouveau, assiégés cette fois à Mineo par Théodote, ils se sentirent à deux doigts de leur perte (214/829-30). Ainsi, plus de deux ans après le débarquement à Mazara, les Ifrīqiyens, après avoir lutté contre l'épidémie, la famine et un ennemi résolu à ne pas les laisser échapper vivants, étaient sur le point d'être exterminés.

Leur sauvetage *in extremis* fut, entre autres, le résultat de l'intervention fortuite d'une bande d'aventuriers espagnols qui, jetés par des vents contraires sur les côtes de Sicile, vinrent délivrer les assiégés de Mineo. Des renforts arrivèrent aussi d'Ifrīqiya. Le siège fut alors mis devant Palerme qui, exsangue et à bout de souffle après une héroïque résistance de plus d'une année, finit par capituler (Rajab 216/août-septembre 831). Les Ifrīqiyens pénétrèrent dans une cité morte. Sur soixante-dix mille hommes qu'elle comptait avant le siège, écrit Ibn al-Athīr, il n'en restait plus que trois mille. Ces chiffres, quoique sans doute exagérés, disent assez quelle fut l'opiniâtreté de la résistance et quelles furent les rigueurs du siège, la gravité de l'épidémie et l'étendue de l'exode.

Pour les Ifrīqiyens, la prise de Palerme constitua un succès décisif. Après mille déboires, et après avoir vécu jusque-là dans des camps, ils commençaient en effet à disposer enfin d'une importante capitale située dans une région riche. À partir de cette date, la province de Sicile était née.

La conquête intégrale de l'île sera pourtant lente et laborieuse. Suivre les péripéties des combats serait une tâche fastidieuse et monotone. Limitons-nous à signaler les grandes étapes. La partie occidentale de l'île fut soumise la première (216-226/831-41). Puis ce fut le tour de la partie orientale. On enleva tour à tour Messine,

Modica, Lentini et Raguse (228-236/842-51). La prise d'Enna (17 Shawwâl 244/26 janvier 859), l'invulnérable capitale militaire de l'île, fit sensation. Une ambassade spéciale alla annoncer la bonne nouvelle à al-Mutawakkil à Bagdad et lui faire présent de quelques somptueux cadeaux parmi les richesses enlevées aux Grecs. Le 15 Ramadan 264/21 mai 878, ce fut le tour de Syracuse de succomber après un siège inhumain qui fit d'innombrables victimes, et qui fut suivi de la destruction totale et de l'incendie de la vieille cité antique. Celle-ci ne succomba qu'à bout de souffle, après un demi-siècle d'assauts presque ininterrompus. Sa garnison fit preuve d'un rare héroïsme, mais la marine byzantine fut décevante.

La prise de Syracuse, la capitale de la Sicile grecque, n'a pu certes être assurée que grâce à un puissant matériel de siège. Mais ce succès décisif illustre également, et peut-être même surtout, la supériorité que les Aghlabides surent acquérir dans la Méditerranée occidentale. La marine de Byzance ne put intervenir efficacement. Une première flotte qui tenta de la secourir fut défaite et repoussée. Une nouvelle flotte, confiée par Basile I^{er} au navarque Adrien, préféra même ne pas affronter le combat.

Un butin énorme fut fait. Les civils qui échappèrent au massacre, dont le moine Théodose qui nous a laissé une relation détaillée du siège et de la chute de la ville, furent réduits en captivité et envoyés, escortés d'esclaves noirs, à Palerme où ils furent accueillis par un peuple en liesse. Le moine Théodose note que Palerme lui parut superbe et prospère. Dans la foule, musulmans et chrétiens étaient mêlés et, tout le long du parcours, les versets du Coran ne cessèrent de fuser en action de grâce au Seigneur. Cinq jours après leur arrivée, les prisonniers de marque, dont le moine Théodose et l'archevêque, furent présentés au gouverneur. Celui-ci se tenait sur un trône, rapporte Théodose, derrière une tenture. Après une brève et courtoise controverse religieuse, les captifs retrouvèrent leur prison. La détention des syracusains se prolongea jusqu'en 885, date à laquelle ils furent libérés, en partie contre rançon.

La chute de la capitale des *Rûm* en Sicile ne régla cependant pas les problèmes. Ceux-ci se compliquèrent même. Province désormais Ifrîqyenne, et déjà fortement islamisée, la Sicile était devenue aussi une province difficilement gouvernable. Elle avait hérité en effet de tous les maux qui avaient longtemps empoisonné le corps de l'Ifrîqiya. Elle avait en effet joué le rôle d'exutoire pour tous les éléments les plus bellicistes et les plus turbulents du */und*, et devint même une sorte de baignoire pour indésirables politiques. Des berbères aussi s'y établirent et emportèrent avec eux les vieilles haines qui les avaient toujours opposés entre eux d'un côté, et aux Arabes de l'autre. Après plus d'un demi-siècle d'incessantes et épuisantes batailles, le *jihâd* par ailleurs commençait à ne plus soulever beaucoup d'enthousiasme. Les premières vagues de guerriers qui avaient déferlé sur la Sicile avaient peu à peu cédé la place à des gens bien nantis, à une classe de parvenus dont le souci principal était désormais de défendre ses privilèges et de jouir de ses richesses. D'où une grande instabilité politique, illustrée par une succession de gouverneurs plus ou moins éphémères et aussi impuissants les uns que les autres. Les intrigues et les complots allaient bon train à Palerme, et Ibrahim II, qui n'était pourtant pas un faible, n'arrivait plus à se faire obéir. Ou bien c'est son gouverneur qui était bafoué.

En 287/900 en particulier, Palerme se dressa contre Agrigente, et ce fut de nouveau la guerre civile, cette fois sur une plus large échelle. Les raisons du conflit sont consignées, *grosso modo*, dans le *Kifab al-amuAl* •A-D[^]ssnxâl. Il s'agit d'une dispute issue, comme on pouvait s'y attendre, des conditions dans lesquelles se fit le partage des terres entre les pionniers de la conquête. Comme dans toutes les disputes, les arguments des protagonistes sont assez obscurs. Mais ces arguments nous révèlent cet arrière-plan de convoitise et de violence sur lequel évoluaient, en Sicile musulmane, des « pionniers » avides de terres et toujours prêts à plaider leur cause à la pointe des épées. C'est dans ce climat qu'il faut rechercher les raisons qui poussèrent les gens de Palerme, après s'être débarrassés du

représentant de Kairouan, à aller en 287/900, régler leur compte à ceux d'Agrigente qui avaient peut-être le tort d'avoir fait suffisamment fructifier leurs domaines pour exciter les convoitises. Ibrahim II se trouva ainsi acculé, après l'échec de maints compromis, à choisir entre la perte de la Sicile, abandonnée aux différentes vagues de « pionniers » qui s'y disputaient les terres et le pouvoir, et sa reconquête. Il choisit la deuxième solution. Il y dépêcha son fils Abu al-'Abbàs Abdullah qui, après avoir reconquis l'île et pris de force Palerme, (20 Ramadan 287/18 septembre 900), relança de nouveau le *jihâd*. Nous verrons que c'est finalement Ibrahim II en personne qui viendra bientôt assurer la relève.

Les intrigues, les complots et les antagonismes ne générèrent pas seulement les progrès de la conquête en Sicile, mais aussi en Italie méridionale où les Aghlabides finirent par perdre tous les fruits de leurs efforts.

La situation de l'Italie méridionale n'était pas brillante au début du IX^e s. Deux pouvoirs, celui des Grecs et celui des Francs — sans compter la papauté qui occupait une position particulière - s'y affrontaient. Entre ces gros récifs, les seigneurs locaux tentaient de conduire habilement leurs barques et de pêcher, à l'occasion, en eaux troubles, dans l'espoir d'arrondir, par toutes sortes de commerces, leurs pécules et d'étendre si possible leurs frontières. Avec les Ifrîqiens s'introduisit dans la péninsule un troisième larron. En fait, on l'y invita plutôt. Naturellement il y prit goût. Il hanta dès lors avec assiduité les lieux, et tenta de s'y fixer.

En 835, le duc André (834-840) de Naples, pour s'affranchir de la ruineuse tutelle de ses voisins de Bénévent, fit appel à ses amis de Palerme avec lesquels il entretenait déjà de fructueuses relations commerciales. Ce ne fut pas en vain. Leur flotte vint en effet lui prêter efficacement secours. Ainsi furent inaugurés entre les gouverneurs de Palerme et les ducs de Naples des liens qui, malgré quelques inévitables ruptures, résistèrent étonnamment, durant un demi-siècle, aux vicissitudes de l'histoire et aux foudres de l'excommunication.

Enhardis par leur succès, les marins aghlabides contournèrent la mer Ionienne et débouchèrent dans l'Adriatique, où un coup de main heureux leur livra Brindisi, qui relevait alors de la principauté de Bénévent. Ne pouvant toutefois la conserver, ils finirent par la piller et reprendre la mer.

Ils eurent bientôt l'occasion de revenir en Calabre et de s'y installer durablement, à la faveur des troubles qui éclatèrent à Bénévent. Ils purent ainsi, en 840, enlever Tarente, détruire une flotte Vénitienne de secours forte de soixante navires et visiter divers ports de l'Adriatique.

En 843, ce fut le tour de la plaine de Liburie, des environs de Sorrente, et du littoral de la Campanie, de recevoir la visite de la flotte et des colonnes aghlabides.

Ces opérations préludèrent à une action plus audacieuse encore qui eut pour cible les côtes de l'Etat Pontifical. Par deux fois en un demi-siècle, à la fin de l'Antiquité (en 410 et en 455), Rome avait été déjà mise à sac au mois d'août. Les Ifrīqiyens ne faillirent pas à la tradition. Leurs vaisseaux, au nombre de soixante-treize nous dit-on, débarquèrent, le 23 août 846, cinq cents chevaux et une dizaine de milliers d'hommes à l'embouchure du Tibre. Remontant le long du Tibre, à pied, à cheval, et dans leurs embarcations, en direction de Rome, ils parvinrent à l'aube aux Lieux Saints, qu'ils n'eurent aucun scrupule à profaner et à piller. Conduits par les ducs de l'Empereur Lothaire, les soldats romains attaquèrent sans ordre et furent facilement taillés en pièces. Toute la partie de la ville de Rome située à l'extérieur de l'enceinte d'Aurélien fut alors livrée au pillage. Puis le flot dévastateur, ne pouvant engloutir les remparts romains, s'écoula vers le Sud, submergea Fondi, menaça Gaëte, et atteignit Bénévent. Enfin, en novembre 846, les Ifrīqiyens, sans avoir enregistré aucune victoire constructive, se décidèrent à rembarquer avec leur butin. Ils ne purent en jouir. Ils furent engloutis dans une tempête. L'entreprise fut donc totalement négative. C'est sans doute pour cela que les chroniqueurs arabes unanimes la passent sous silence. L'insulte

faite aux Lieux Saints fut par contre douloureusement ressentie par toute la Chrétienté, et on décida de tout faire pour conjurer le renouvellement d'un tel drame. Sans aller jusqu'à penser comme Ph. Lauer qu'« il s'en est fallu de si peu que Rome ne devînt mahométane », on peut dire que l'alerte fut chaude et l'émotion vive.

Les événements de l'Etat Pontifical eurent cependant un effet tout à fait inattendu : ils contribuèrent à la fondation d'un émirat musulman de quelque longévité à Bari. Une première attaque dirigée contre cette cité par un certain Jabala, client de l'Emir Abu 'Iqâl al-Aghlab (223-26 / 838-41), se solda d'abord, nous dit al-Balâdhuri, par un échec. Les Lombards de Bénévent épargnèrent ensuite aux Ifrîqiyens d'attaquer. Pour résoudre leurs querelles, ils les appelèrent, avec d'autres musulmans, probablement Crétois, à leur secours. Ainsi, entrèrent au service de Bénévent un certain Khalfun — Calfon dans les sources chrétiennes - et un certain Apolaffar qui, après avoir été traîtreusement trahi et assassiné, fut remplacé par un certain Massar. Ce dernier subit aussi le même sort. En effet, après le sac de Rome et l'émotion qu'il souleva dans la Chrétienté, l'Empereur Lothaire obtint de ses vassaux lombards de se réconcilier et de purger leurs états des Sarrasins. Il chargea son fils, le roi Louis II, de veiller à l'exécution de ce programme. Et c'est ainsi que, la veille de Pentecôte 847, Massar et tous ses auxiliaires furent capturés au cours de la nuit et conduits au camp du roi Louis II où ils furent tous mis à mort à coups de lances.

Ne se faisant certainement plus d'illusions sur le sort qui l'attendait, après la fin tragique réservée à Massar et à ses hommes, et fort de l'appui éventuel que pourrait lui prêter la toute proche Tarente, qui était une possession aghlabide depuis 840, Khalfun choisit donc de prendre les devants. Ses hommes campaient à l'extérieur de la ville le long de la mer, sans doute à proximité de leur flotte. Par une nuit sombre et pluvieuse, la population de Ban fut réveillée en sursaut par une foule de diables à demi nus, étrangement accoutrés et armés de lances légères à hampes de roseau. Toute

résistance fut vite réprimée, et la ville passa aux mains de Khalfun (847). Celui-ci, après son succès, se conduisit probablement en chef indépendant à l'égard de Palerme et de Kairouan. Ses successeurs agrandirent leur état. Ils sollicitèrent et obtinrent, après quelques attermoissements, l'investiture directe du Calife. En 859 la puissance de l'émirat de Ban était telle que Bénévent dut consentir à lui payer tribut et à lui remettre des otages. Et ce n'est qu'en février 871 que l'Empereur Louis II réussit enfin à y entrer, après près d'une vingtaine d'années d'épuisants efforts pour la récupérer.

Au lendemain de la chute de Ban, l'Emir de Kairouan, pour combler le vide ainsi créé, désigna pour la première fois un gouverneur spécial du Continent (*al-Ardh al-Kahra*), c'est-à-dire de la Péninsule Italienne. Cette désignation était tout un programme politique, qui ne put toutefois être mené à bonne fin. La conjoncture était pourtant particulièrement favorable. Au lendemain de sa victoire, les dissensions ayant repris de plus belle, l'Empereur Louis II se trouva finalement, son palais ayant été livré aux flammes, prisonnier de son vassal de Bénévent. C'était dans ces conditions que le gouverneur nouvellement désigné de la Péninsule lança son offensive contre Salerne (sept. 871). Les troupes aghlabides n'enregistrèrent que des succès très limités et connurent de graves revers sous les murs de Bénévent et de Capoue. Salerne, malgré un siège très dur, opposa une vive résistance. Enfin l'Empereur Louis II, finalement libéré du danger sarrasin, entra en personne en lice. Découragée, l'armée aghlabide leva le siège et battit en retraite vers la Calabre (août 872).

Depuis, les Ifrîqiyens se cantonnèrent pratiquement dans une prudente défensive. Puis, progressivement ils perdirent pied, et durent céder tout le terrain durement conquis. C'est à Basile I^{er} (867-886) que revint l'honneur, malgré le sursaut ultime et sans lendemain d'Ibrahim II, de soustraire définitivement l'Italie méridionale à leur domination.

En 880, une flotte byzantine, forte de cent quarante navires et commandée par le navarque d'origine syrienne Nasar, infligea un désastre complet, au large de Milazzo, à une escadre aghlabide sensiblement

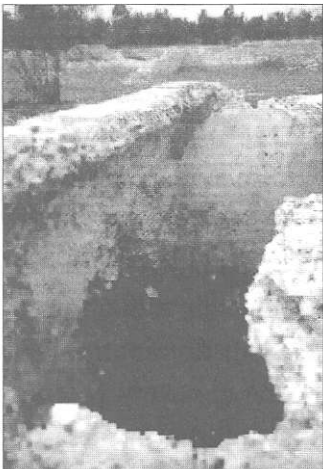
Raqqada



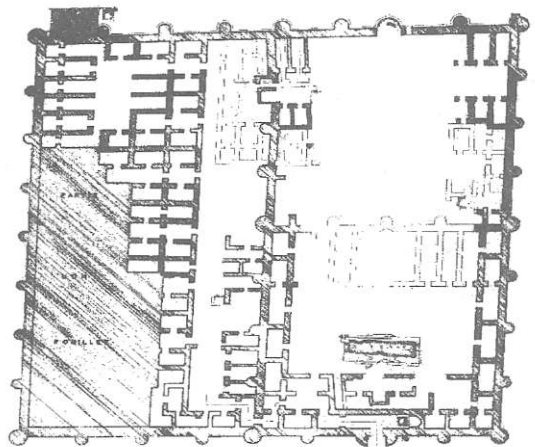
Vue Générale des fouilles

Raqqàda est une ville princière construite par le prince aghlabide Ibrahim II en 263/876. Les fouilles entreprises durant les années soixante par Mohamed Chebbi, ont exhumé un palais construit en briques crues. Le monument a connu trois grandes étapes. La première est une construction analogue aux châteaux omayyades de Syrie qui comporte une enceinte fortifiée de 53 m de côté, jalonnée de tours rondes et semi-rondes.

L'entrée unique du palais est en chicane, elle est accostée de deux demi-tours, elle mène à une cour centrale entourée de chambres et occupée au milieu par une grande citerne. L'aile nord du palais est réservée à la salle du trône. Toutes les cellules donnent directement sur le patio sans passer par les galeries habituelles.



Citerne du Palais (état actuel)



0 5 20

Plan du Palais

Le grand bassin de Raqqada



Grand bassin rectangulaire situé en contrebas du Palais « al-'Arus » à Raqqâda

Ce bassin est en contrebas d'un palais aghlabide « al-'Arus », qui se dresse sur les structures d'une ancienne villa romaine, comme en témoignent les sols mosaïqués sur place. Le bassin lui-même dessine une forme trapézoïdale, sa grande base mesure 130 m et la petite base oblique qui lui est opposée 88,50 m. Les deux côtés antiparallèles, mesurent respectivement 171 m et 182 m. La hauteur du monument est de 3 m. Sa capacité globale serait de l'ordre de 60.040 m cubes. Ce bassin avait été réalisé par Ziyadat Allah III après son retour de Tunis à Kairouan en 293/906. Ce palais et son bassin, l'un des plus grands du moyen âge, sinon le plus grand, avaient été construits à une époque où le faste du pouvoir aghlabide était sérieusement contesté par la population, qui verra d'un bon œil l'arrivée des Fatimides trois années plus tard.

moins importante. En même temps une puissante armée débarqua au sud de l'Italie. Cette armée, composée des contingents des thèmes d'occident, avec leurs alliés serbes et croates, et des légions de Thrace et de Macédoine, a été évaluée à 35.000 ou 36.000 hommes, sans compter les contingents slaves. Or les Ifrīqiyyens ne purent recevoir des renforts. Une flotte de secours envoyée d'Ifrīqiya fut battue par l'escadre byzantine. Bloquée par mer et attaquée par une très puissante armée par terre, Tarente finit donc par succomber après une très vive résistance (fin de 880). Ils ne resta dès lors plus aux Aghlabides sur le Continent que trois places fortes mieux défendues par leurs sites : Santa Sevenina, Amantea et Tropea.

Basile I^{er} ne relâcha pas sa pression. Une première tentative aboutit à un échec. C'est alors que fut dépêché en Italie, en 885, un général déjà prestigieux : Nicéphore Phocas l'Ancien, dont le petit fils, sous le même nom, montera sur le trône de Byzance. Palerme était alors en proie à la discorde et à l'anarchie, et à Kairouan l'Emir commençait à perdre sérieusement la raison. Excellent stratège autant qu'habile politique, Nicéphore Phocas profita pleinement de la situation. Les dernières places aghlabides se rendirent.

En réalité les Aghlabides, en proie à de graves difficultés en Sicile et en Ifrīqiya même, étaient à bout de souffle. Dans un dernier et furieux assaut, Ibrāhīm II essaiera cependant, sans succès durable, de donner un nouvel et irrésistible élan au *Jihād*. Cédant sa place à son fils, il partit en personne pour le front (6 Rajab 289 / 16 juin 902). Il emporta de haute lutte, parachevant ainsi la conquête de la Sicile, Taormine (22 Sha'ban 289 / 1^{er} août 902), la dernière place byzantine dans l'île. Mais il n'entendait pas s'arrêter à un si mince succès. L'Emir visait loin, très loin. Le sort de Taormine réglé, il envahit donc sans attendre la Calabre. Poussant devant lui les garnisons et les populations épouvantées, il atteignit vers la fin de septembre la vallée du Crati.

La panique se saisit alors des cités du nord de la vallée. De partout les ambassades affluèrent avec des propositions de payer tribut. Ibrāhīm II ne daigna même pas les recevoir. Qu'ils s'en aillent, leur fit-il dire au

bout de quelques jours d'antichambre. « Qu'ils aillent retrouver les leurs et leur annoncer qu'il m'appartient, à moi seul, de prendre soin de toute l'Italie et que, selon mon bon plaisir, je disposerai de ses habitants. Peut-être espèrent-ils que le pauvre Grec, ou le pauvre Franc pourra me tenir tête. Plaise au Ciel que je puisse les rencontrer tous, avec toutes leurs forces réunies, et que je leur administre une leçon de bravoure et de valeur guerrière ! Alors à quoi bon les recevoir. Qu'ils s'en aillent donc et tiennent du moins pour certain que je détruirai non seulement leurs villes, mais également la cité de ce misérable vieux Pierre. Il ne me restera plus alors qu'à atteindre Constantinople et à la jeter bas dans l'impétueux élan de ma puissance ». Ces menaces et ces défis, transmis par les ambassadeurs, parvinrent, entre autres, jusqu'à Naples où un témoin oculaire, Jean Diacre, put les entendre et les consigner. L'effroi et la fièvre gagnèrent alors les cités menacées, et un peu partout on se prépara en hâte en conséquence.

Le terrible Emir qui, sur sa route vers la Mecque, avait formé le dessein fou d'enlever Rome et Byzance, n'allait pas cependant tarder à succomber. Il était atteint de dysenterie. Sous les murs de Cosenza son mal empira. Bientôt il perdit le sommeil et fut saisi par le hoquet. Enfin, épuisé, il rendit l'âme le samedi 17 Dhu-l-Qà'da 289/23 octobre 902. La grande aventure était achevée. Son petit fils, le futur Ziyâdat Allah III, donna l'ordre d'évacuer la Péninsule. Ainsi prit fin le dernier acte du drame qui, depuis trois quarts de siècle, opposait les Aghlabides au Monde Chrétien.

CHAPITRE III

Les institutions et la société

Sous les Aghlabides, la vie à Kairouan s'organisa sur le modèle oriental. En tout, Bagdad donnait le ton. Ibrahim I^{er} et ses descendants, très attachés, jusqu'à leur chute, aux Abbassides, voulurent imiter leurs « suzerains » en tout point, aussi bien dans leur vie privée que pour l'organisation de l'Etat. Ainsi, pour toutes sortes de raisons politiques, ethniques, religieuses et intellectuelles, l'Ifrīqiya vécut, durant tout le IX^e s., au rythme de l'Orient.

1. L'Emir et la Cour

L'Emir d'Ifrīqiya accédait au trône par désignation de son prédécesseur, désignation qui fut toujours confirmée sans incident par la traditionnelle cérémonie de la *bay'a*, de la prestation du serment d'allégeance. Mais il tenait, en droit, sa légitimité et la légalité du pouvoir qu'il exerçait, de l'investiture qu'il recevait du Calife. Cette investiture était renouvelée chaque fois qu'un nouveau Calife ou un nouvel Emir accédait au pouvoir. Aucune modification n'intervint dans la titulature officielle avec l'accession de l'Ifrīqiya à l'indépendance de fait. Ibrāhīm I^{er} continua à s'appeler Emir comme

ses prédécesseurs à Kairouan, et ses successeurs ne portèrent jamais aucun autre titre. Ibrâhîm portait déjà d'ailleurs ce titre d'Emir lorsqu'il était gouverneur du Zâb. Mais, au terme de l'accord conclu en 184/800, le prince aghlabide se fit reconnaître comme Emir héréditaire avec compétence pleine et entière, dans les limites de son Emirats, en matière d'administration civile et militaire, moyennant la reconnaissance de l'autorité suprême, plus spirituelle que temporelle, du Commandeur en Chef de tous les croyants, du Calife Abbasside dont le nom doit figurer obligatoirement et solennellement dans la *khutba*, dans le sermon de l'office du vendredi.

Le changement intervenu dans la vie de l'Ifriqiya avec l'avènement des Aghlabides n'apparut donc pas dans la titulature officielle, mais dans le contenu du pouvoir de l'Emir et dans la pompe dont il s'entoura. A l'instar de la plupart des dynasties musulmanes indépendantes de la même époque, Ibrâhîm I^{er} inaugura son règne par l'édification d'un véritable Versailles ifriqiyen, à la fois résidence du souverain et siège du gouvernement. Ainsi naquit, à quelques milles au Sud de Kairouan, al-Abbâsiya, qui assumait en même temps, face à la grouillante et menaçante capitale, le rôle de forteresse. Nous avons vu qu'elle sauva plus d'une fois le régime. Là résidèrent tous les émirs pendant trois quarts de siècle, jusqu'au jour où Ibrâhîm II fonda une nouvelle et plus luxueuse cité : Raqqâda. Le site de cette nouvelle résidence princière, fondée en 263/876 à environ 9 kms au sud-ouest de Kairouan, fut d'abord un lieu de promenade et un rendez-vous de chasse pour l'Emir et sa cour. « Il n'y a point de localité en Ifriqiya, écrit al-Bakrî, où l'air soit plus tempéré, les zéphirs plus doux et le sol plus fertile. Celui qui y entre ne cesse, dit-on, de rire et de se réjouir sans aucun motif ».

La ville princière, qu'elle fut al-Abbâsiya ou Raqqâda, n'était ouverte, soulignons-le, qu'à la k/yâssa, à l'aristocratie. Le commun du peuple, la *amma*, n'y était pas admis. On nous précise bien, en effet, que la *mma* ne fut admise à al-Abbâsiya - qui d'ailleurs prit dès lors

le nom d'al-Qasr al-Qadīm (l'Ancien Palais) - que lorsque cette résidence fut abandonnée par l'Emir et sa cour au profit de Raqqâda.

Lieu de séjour aristocratique, la ville princière tranchait naturellement par son luxe insolent et la vie heureuse qu'on y mène. À côté des palais, sans cesse plus nombreux des Emirs, les membres de l'aristocratie, selon leurs fortunes et leurs rangs, occupaient des résidences plus luxueuses les unes que les autres. Mobilier et ustensiles venaient souvent directement d'Orient. Le tout dans un cadre de verdure, au milieu des vergers, des buissons et des fleurs. La majeure partie de Raqqâda, écrit al-Bakrī, était occupée par des jardins. Naturellement, les grands hydrauliciens que furent les Aghlabides aménagèrent partout de vastes pièces d'eau. On amena en effet abondamment l'eau jusqu'à Raqqâda, et les Emirs, dit-on, aimaient se laisser bercer en barque sur les bassins. Citons un exemple. Ziyâdat Allah III, pourtant aux prises avec l'insurrection ismâ'îlienne, fit construire, nous dit Ibn al-Abbâr, un nouveau palais à Raqqâda. « Un bassin de cinq cents coudées sur quatre cents, avec un système spécial d'alimentation en eau, fut aménagé. Ce bassin reçut le nom *d'al-Bahr* (la mer). Au milieu fut édifié un palais de quatre étages baptisé *al-'Arûs* (la mariée). Les sommes qui lui furent consacrées, en dehors de celles provenant de la capitation payée par les Juifs et les Chrétiens, s'élevèrent à deux cents trente deux mille dinars ». Rappelons, pour avoir un point de comparaison, que le tribut total que devait payer l'Ifriqiya à Bagdad fut initialement fixé à quarante mille dinars par an.

Dans ce cadre des Mille et une Nuits, les plaisirs et le vin (*nabîdlo*) coulaient à flot. A côté de la puritaine Kairouan, fière de ses *faqîhs* et de ses ombrageux ascètes, la résidence princière prit ainsi figure d'un paradis de délices, voire de débauche. A la cour, et dans les résidences de la *kh&ssa*, on ne rencontrait pas seulement les plaisirs licites, la musique, la danse, et les plus belles femmes, les fameuses *jâriyas* formées dans les meilleures institutions d'Orient et achetées leur pesant d'or, mais il arrivait aussi que l'on côtoyât de jolis mignons, dont ceux de Ziyâdat Allah III furent particulièrement célèbres. Mais la vie à la cour n'était pas toujours peinte, il va sans le dire, exclusivement de ces

couleurs. En fait elle prenait les couleurs des goûts du prince du moment. Or, de nombreux Emirs furent aussi des hommes cultivés, voire sobres, aimant la compagnie des fins lettrés de leur époque, des savants et même des austères *faqîhs* aux propos durs et édifiants.

Pour sa vie privée, pour le faste de son palais, l'Emir avait besoin d'une domesticité nombreuse et, pour des raisons de sécurité, aussi bien sélectionnée. Celle-ci fut donc recrutée parmi les esclaves blancs, les fameux *Saqâliba*, affranchis ou non, que l'on rencontrait alors un peu partout dans toutes les cours musulmanes, et surtout en Espagne, à tous les niveaux du service du Prince et de l'Etat. Ibrahim II, nous dit-on, parlait même leur langue. À l'intérieur de l'enceinte tenait également garnison la garde. Celle-ci, dès l'avènement d'Ibrahim I", fut constituée d'esclaves noirs et il ne semble pas que cet usage fut abandonné par la suite. On retrouve en effet les gardes noirs jusque sous le règne d'Ibrahim II.

2. Les principaux rouages de l'Etat Aghlabide

Comment l'Emir gouvernait-il, de sa résidence princière, son Royaume ? Dans ce domaine, les Aghlabides s'étaient organisés selon le modèle, prestigieux et efficace à leurs yeux, de Bagdad, modèle lui-même fortement inspiré par les vieilles traditions de Byzance et de Ctésiphon. L'Emir gouvernait donc, à une échelle plus réduite, à la manière du Calife. Comme lui, il avait adopté comme couleur officielle le noir, et un voile le séparait, au cours des cérémonies d'apparat, du public. À ses côtés se tenaient des gardes armés, et un chambellan réglait les réceptions et l'accès jusqu'à lui. Abu Ibrahim Ahmad (242-9 / 856-63) avait adopté le port de la couronne, usage qui ne semble pas venir d'Orient.

En principe, le pouvoir, sous toutes ses formes, procédait dans sa totalité de l'Emir. Doit-on rappeler que le monde médiéval avait ignoré la division des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ? L'Emir aghlabide était donc son propre chef de gouvernement, le garant de la *shari'a*, c'est-à-dire de la Loi, et le juge suprême de ses sujets.

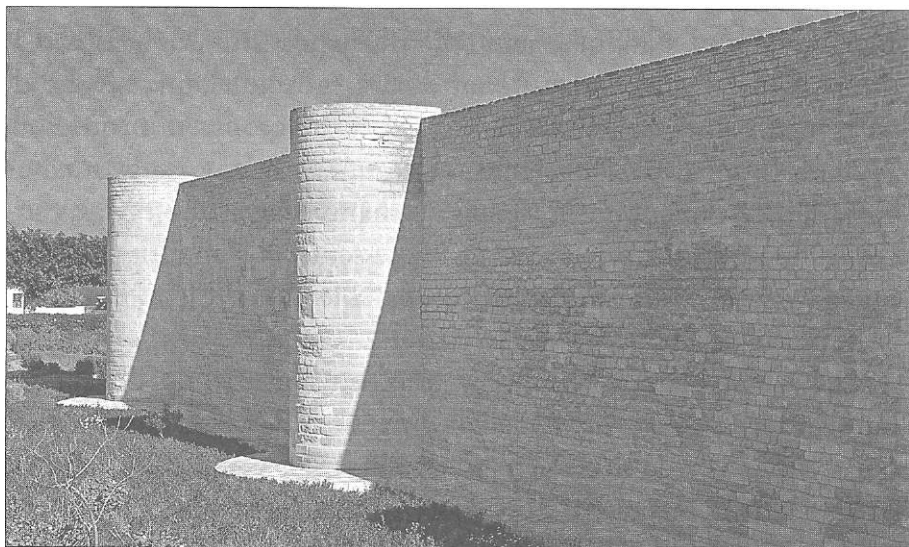
Théoriquement, et largement aussi en fait, son pouvoir n'avait d'autres limites que son bon plaisir, et on sait jusqu'à quel point Ibrahim II avait poussé la conception, et aussi l'exercice, de l'absolutisme du Prince.

En pratique cependant, il partageait son pouvoir, pour pouvoir justement l'exercer, avec beaucoup d'autres conseillers, vizirs, chefs militaires et une foule de fonctionnaires de tous grades.

Pour gouverner, l'Emir était obligé en effet de tenir compte, entre autres, non seulement des obstacles et d'une réalité constamment mouvante, mais aussi de l'opinion publique. D'où la nécessité de procéder à des consultations, de faire appel à la fameuse *shûra* si profondément ancrée dans les cœurs et les esprits depuis que le Coran et le Prophète l'avaient sanctifiée par les textes et consacrée par l'usage. Le conseil de la *Shura* se réunissait, sans qu'il y ait eu une périodicité fixe, à toutes les occasions où il fallait prendre une décision importante. Nous sommes mal renseignés sur sa composition, qui n'était sûrement pas fixe et qui dépendait sans doute autant du bon plaisir du Prince que de la pression de l'opinion publique ou de la nature des problèmes à débattre, sans compter les intrigues de Cour et la politique de conciliation de certains clans ou groupes d'intérêts. A titre d'exemple, disons que ce conseil avait réuni, au moment de décider de la guerre ou de la paix avec la Sicile, à côté des Chefs militaires et des dignitaires de la Cour, les notables de Kairouan et les faqîhs célèbres, parmi lesquels les deux Qâdhis de Ziyâdat Allah I^{er}, Asad et Abu Muhriz.

Au sommet de la hiérarchie des grands commis de l'Etat, se plaçait naturellement le vizir. Il était le second personnage du royaume après l'Emir. Son rôle consistait à conseiller et à assister le chef de l'Etat. Mais il parvenait aussi quelquefois à exercer personnellement le pouvoir, et il était tantôt choisi parmi les princes du sang, tantôt parmi les grands dignitaires de la Cour. Ghalbun, qui était un prince du sang, avait dirigé effectivement le char de l'Etat sous Ziyâdat Allah I^{er}. Plus tard, une famille de hauts

**Ribat Duwayd (dit Sidi Dhouib),
Monastir 240 / 854**



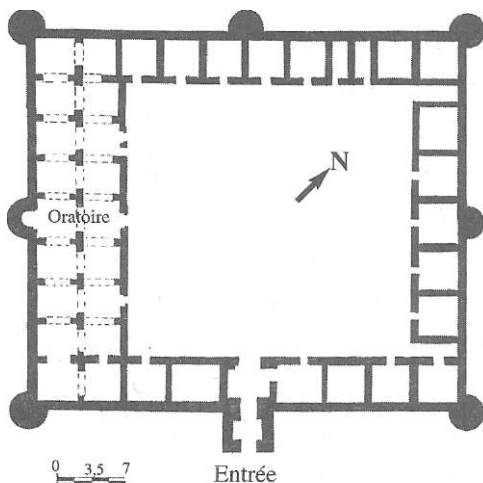
Monument de 45 sur 40 m. Une inscription encore in situ sous la coupole du mihrâb de l'oratoire fournit trois informations importantes :

— *Le nom de l'ordonnateur des travaux : Duwayd fils d'Ibrahim ibn al Aghlab;*

— *Le maître maçon de l'œuvre : Masrûr, vraisemblablement le même personnage qui édifia le ribât de Sousse en 206 / 821 ;*

— *La date de construction du monument : l'an 240 / 854.*

Dans l'ensemble ce ribât s'inscrit dans un style qui devient désormais classique à savoir : une courtine rectangulaire dotée de tours rondes aux angles, à l'intérieur les cellules sont disposées autour d'un patio assez vaste. Dans ce cas assez rare, l'oratoire n'est pas à l'étage, il occupe l'aile du rez-de-chaussée.



dignitaires, celle des Banu Humayd qui fournirent plusieurs vizirs aux Aghlabides, parvint à une telle puissance sous Muhammad I^{er} qu'elle excita l'envie, ce qui contribua à provoquer une révolte de palais qui consumma finalement sa perte. Notons enfin que sous Ibrahim II une évolution sembla se dessiner tendant à substituer au vizir, dans la direction des affaires, le chambellan (*hàjib*). Mais cette évolution ne s'affirma pas sous ses successeurs, et n'aboutit pas à une transformation des institutions comparable à celle qu'on enregistra en Espagne musulmane.

Le vizir aghlabide contrôlait tous les bureaux de l'Etat. Ces bureaux (*dlwân /dawâwîn*) étaient dirigés par de grands commis qui portaient le titre de *kàtib* {*secrétaire*). Plus modestes que les vizirs ces *kâtib* défrayèrent peu la chronique, et nous sont plutôt assez mal connus. Le *kâtib* placé à la tête du *Diwân ar-Rasâ'il*, de la Chancellerie, était choisi à Kairouan, comme à Bagdad ou Cordoue, parmi les fins lettrés ayant une belle plume. Les Aghlabides eurent aussi leur *Diwân al-Barid*, c'est-à-dire leur Bureau des Postes et de l'Information qui, dans les circonstances graves, peut être géré directement par le vizir. Tel fut le cas, par exemple, sous Ziyâdat Allah III. Bien entendu il y avait aussi un Bureau des Finances [Diwan *al-kharâj*] , qui est généralement confié à un technicien. L'Intendant des Finances (*Sâhib al-kharâj*) avait sous ses ordres de nombreux percepteurs (*'ummâl*), et un Directeur du Trésor (*Sahib bay tal-mal*).

Les ressources de ce trésor provenaient des impôts et des taxes ainsi que de la capitation qui frappait les non-musulmans. Le produit de tous ces impôts, dont le caractère illégal de certains d'entre eux n'avait cessé de soulever l'indignation des *faqîhs*, était exigé et perçu par le fisc aghlabide, contrairement à la morale fiscale coranique, en espèces. La circulation monétaire a été en effet indubitablement importante sous les Aghlabides, d'où la nécessité de veiller rigoureusement au contrôle de la frappe. Ce contrôle était confié à un Institut d'Emission d'Etat {*Dâr al-Dharb*). La direction de cet Institut était dévolue à un homme de confiance de la

dynastie, le plus souvent d'origine servile, tel le célèbre Balàgh dont le nom figure sur la plupart des monnaies frappées sous Ibrahim II. La fiscalité aghlabide fut plutôt lourde, et procura aux Emirs, en dehors de quelques périodes difficiles, une grande aisance de trésorerie, ce qui leur permit de beaucoup dépenser, certes pour des travaux d'utilité publique, mais aussi pour leurs palais et leurs caprices.

L'une des plus importantes fonctions de tout Etat musulman médiéval était d'assurer aux sujets une justice impeccable. C'est ce qui permettait même le mieux de le juger. Aussi le Grand Cadi était-il aux yeux des sujets la clé de voûte de l'édifice étatique. Son choix posait d'épineux problèmes à l'Emir d'Ifrîqiya. Non seulement il était difficile de concilier les désirs des courtisans, et des puissants en général, avec les intérêts du peuple, mais il fallait aussi compter avec les rivalités qui opposaient les deux grandes écoles sunnites, mālīkite et hanafīte, entre elles, et les opposaient ensemble aux Mu'tazilites qui avaient l'adhésion et l'appui de la cour. Aussi la nomination du Grand Cadi d'Ifrîqiya (*Qadhī Ifriqiya*) était-elle une grande affaire. Sa destitution n'allait jamais aussi sans remous. Elle donnait lieu souvent à un procès qui permettait surtout à l'école adverse de marquer des points. Le cas le plus illustre est celui du procès intenté par Sahnun à son prédécesseur mu'tazilite, qui pratiquement périt sous l'effet de la torture. Le Grand Cadi d'Ifrîqiya, qui ne porta pas comme en Orient le titre de *Qâdhi-al-Qudhât*, ni celui de *Qadhī-al-Jama* usité en Espagne, jouit toujours d'un grand prestige et d'une autorité morale étendue. Gardien vigilant de la *shari'a*, il était investi d'un véritable sacerdoce. On le vit souvent entrer en conflit avec le pouvoir. Le cas de Sahnun est également célèbre dans ce domaine. En pareille circonstance, pour faire fléchir son cadī, l'Emir disposait, en dehors de la destitution qui pouvait se révéler dangereuse, d'une autre arme, celle qui consistait à lui donner un collègue plus « compréhensif » d'une école rivale avec prééminence de juridiction. C'est ce qui advint à Sahnun. Mais cette solution était utilisée aussi quelquefois,

en faisant appel à des personnalités indiscutables et indiscutées dans leurs milieux respectifs, tels Asad et Abu Muhriz sous Ziyâdat Allah I^{er}, pour satisfaire les divers courants de l'opinion. Tout cela indique la place éminente, exceptionnelle, qu'occupait le Grand Cadi dans l'organisation de l'Etat musulman médiéval en général, et à Kairouan, qui fut l'un des centres les plus importants de la culture islamique au IX^e s., en particulier.

Tous les Grands Cadis d'Ifrîqiya, d'Ibn Ghânim à Himàs b. Marwân, en passant par Asad, Abu Muhriz, Sahnùn, Sulaymân b. 'Imrân, Ibn Talib, et 'Isa b. Miskln, furent en général des personnalités de premier plan aussi bien dans le domaine des sciences islamiques que dans celui de l'intégrité morale. Le Cadi siégeait à la mosquée, écoutait les plaideurs, jugeait et veillait à l'application des peines. Mais ses attributions n'étaient pas exclusive-ment judiciaires. Il veillait d'une façon générale à l'observance de la *shari'a*, laquelle n'est pas seulement un code, mais aussi un style de vie spirituelle et temporelle, publique et privée. C'est dire que sa compétence était en quelque sorte illimitée, et s'étendait en particulier aux mœurs. Il était aussi le tuteur des orphelins, des déments et des prodiges ; il mariait les femmes sans" *wali* ; administrait les biens des habous ; veillait à l'exécution des testaments et des actes de dernière volonté, etc...

Il était assisté, dans ses différentes fonctions, de deux autres magistrats : le *Sâhib al-Sûq*, qui s'occupait surtout des transactions et des marchés ; et le *Sâhib al-Madhâlim* qui assurait en général la réparation des torts et tranchait les conflits mineurs. Un autre magistrat était également chargé de veiller sur l'ordre dans la cité : c'est le *Wali al-Madina*, ou Préfet de la Ville. Quant à la *shurta*, qui constituait une sorte de gendarmerie, elle ne semble pas avoir constitué, sous les Aghlabides, une charge indépendante ou une juridiction spéciale. Ses attributions devaient se confondre plus ou moins avec celles de l'armée.

Cette armée, comme on a pu le constater, s'était beaucoup métamorphosée au cours du temps sous les Aghlabides. À l'origine elle était presque exclusivement composée des contingents des

Jund arabes. Des troupes noires, formées d'esclaves, vinrent très vite prendre place à leurs côtés. On recruta ensuite des *saqâliba*, c'est-à-dire surtout des Lombards achetés aux marchands de Naples et de Venise. Le rôle des *Jund* alla ainsi diminuant, particulièrement après la révolte qui ébranla le trône de Ziyâdat Allah I^{er}. On assista également à la même évolution au sein du commandement. Les grands généraux furent de plus en plus choisis parmi les princes du sang ou les clients de la dynastie.

Les provinces étaient administrées par des gouverneurs (*wâlî*), assistés toujours par des cadis pour rendre la justice, de plusieurs percepteurs pour la collecte des impôts, et d'un commandant des troupes locales. Dans les chefs-lieux importants, c'est-à-dire à Tubna, Tripoli et Tunis, les gouverneurs furent le plus souvent choisis parmi les membres de la dynastie. Béja, Bâshshû, Sousse, Qastiliya, et Nafzâwa furent aussi des chefs-lieux de gouvernorats. Balazma, Sétif et Mila, en raison de leur rôle militaire et de la composition de leurs garnisons, avaient un statut à part.

3. *Les éléments de population*

La société aghlabide fut ethniquement et confessionnellement très hétérogène. Aussi les contrastes y étaient-ils violents et les antagonismes, sur certains points, quasi irréductibles. Et cependant, sous les Aghlabides, nous avons aussi nettement l'impression que les divers éléments de la population, malgré leur diversité, commençaient quand même à constituer une ethnie - sinon une nation — cohérente, grâce à la fusion, déjà avancée, dans le creuset des multiples intérêts communs, et à l'affirmation, très nette dans les zones urbaines, d'une nouvelle et même civilisation qui eut la sagesse, à part quelques flambées d'extrémisme, de développer dans les cœurs de ses promoteurs une large part de tolérance réciproque.

Dans cette société, l'élément arabe était numériquement le moins important. En totalisant les apports des différentes vagues de conquérants qui avaient déferlé sur l'Ifrîqiya, en y ajoutant tous ceux

qui, pour différentes raisons, avaient émigré vers le Maghreb, en faisant aussi la part des morts sur les champs de bataille et des reflux, on arrive à évaluer le nombre des arabes qui s'étaient définitivement fixés en Ifrīqiya à quelques dizaines de milliers de personnes, peut-être cent, ou cent cinquante mille âmes tout au plus. Où s'étaient-ils installés ? Une carte ethnographique précise de l'Ifrīqiya aghlabide n'est pas aisée à dresser. Si on se réfère à la grande rébellion du *Jund* sous Ziyâdat Allah I^{er} comme un indice sûr, on peut conclure que leur implantation avait dû être plutôt clairsemée au Sahel, voire nulle par endroits, et relativement dense au Cap Bon, dans la région de Tunis et dans tout le nord et le centre-ouest du Royaume. C'est là que les Arabes, affluant d'Orient au gré des conquêtes, avaient dû recevoir d'importantes dotations en terre taillées dans le patrimoine de Byzance, ce qui leur permit de s'organiser, par affinités ethniques, en véritables hobereaux locaux vivant des produits de leurs domaines mis en valeur dans une large mesure par une main d'œuvre indigène. Mila, Sétif, Balazma et Tubna, furent aussi, en plein milieu berbère au cœur de la Petite Kabylie et de l'Aurès, des îlots arabes. Numériquement donc les Arabes furent peu importants.

Leur présence ne couvrit pas non plus tout le pays. Ils marquèrent plutôt l'Ifrīqiya par taches plus ou moins discontinues et d'importance variable, les plus denses parmi elles étant celles qui colorèrent les principaux centres, stratégiques ou urbains, au premier rang desquels arrivaient Kairouan et Tunis, et dans une moindre mesure Tripoli. Terre d'élection de la fine fleur de l'aristocratie arabe, ces trois villes furent aussi - noblesse oblige - les lieux privilégiés de l'agitation. Peu importants par le nombre, les Arabes jouèrent en effet, sur le double plan de la politique et de la civilisation, un rôle déterminant, et souvent aussi explosif.

La masse de la population était naturellement constituée par les Berbères, les plus anciens occupants du sol maghrébin, dont l'origine fit couler beaucoup d'encre, et pour lesquels les généalogistes arabes découvrirent, à travers un mythique Ifrīqish,

une ascendance sud-arabique, ce qui est une façon, dans leur optique, de les anoblir et de jeter, entre vainqueurs et vaincus, une sorte de pont propre à enjamber le fossé de mépris et de préjugés qui avait longtemps séparé les deux races, et qui était encore bien loin d'être tout à fait comblé. Les Berbères étaient évidemment présents partout. Mais leurs masses les plus compactes, celles qui, échappant successivement à l'érosion de Carthage, de Rome, de Byzance, et enfin de l'Islam, faisaient vraiment figure d'être composées d'authentiques et indubitables Berbères ayant mieux préservé que les autres la pureté de leur lignage, et surtout leurs us et coutumes - c'est-à-dire leurs traits spécifiques moraux, psychiques, socio-politiques, et linguistiques — occupaient les bordures sud et sud-ouest du Royaume Aghlabide, c'est-à-dire le Djebel Nefoussa d'un côté, et les massifs de l'Aurès-Nemenchas et de petite Kabylie de l'autre. Ces Berbères des bordures, contrairement à ceux des plaines, et surtout des villes, déjà fortement arabisés après avoir été jadis fortement romanisés, représentaient désormais seuls la vraie et pure tradition des ancêtres. Seuls aussi ils inquiétaient vraiment l'Emir de Kairouan, après avoir inquiété auparavant l'Exarque de Carthage. Ces inquiétants et irréductibles Berbères des menaçantes montagnes étaient surveillés et contenus par le même cordon sécuritaire des citadelles héritées de Byzance. Seules les garnisons avaient changé.

Plus ou moins islamisés, ils n'échappèrent cependant pas complètement aux effets de l'arabisation. Des *tâlib*, des maîtres d'école respectés et honorés, s'installèrent en effet parmi eux jusque dans les plus profonds recoins des montagnes, et ainsi, dans le sillage du Coran, l'arabe fit son chemin. Il ne devint pas évidemment l'idiome couramment parlé par tous. Mais le Dâ'î ismâ'ilien, ramené avec mille égards d'Orient, n'éprouva pas la moindre difficulté pour se faire entendre, pour prêcher et endoctriner avec une efficacité qui a amplement prouvé que ses paroles ne tombèrent pas dans les oreilles de gens sourds à la langue arabe.

À côté des Arabes, numériquement faibles mais politiquement dominants, et des Berbères qui constituaient en somme le plasma

plus ou moins dense ou fluide du Royaume, il y avait également en Ifrīqiya Aghlabide un autre élément ethnique dont l'importance numérique et le rôle spécifique sont difficiles à évaluer : celui des personnes de souche européenne - Latins, Germains voire Slaves - qui, dans le sillage de Rome, de Byzance ou des Vandales, s'étaient fixées au Maghreb, essentiellement en Ifrīqiya. Combien étaient-ils ? Leur nombre, au moment de leur plus forte implantation dans le pays, avait dû être considérable. On parle de quatre millions d'âmes, et ce chiffre n'est pas forcément incroyable. N'oublions pas que la période romano-byzantine, c'est-à-dire occidentale, de l'Ifrīqiya avait duré huit siècles. Avec la conquête musulmane, beaucoup de ces européens refluèrent vers leurs rivages d'origine, et on suit la trace de leur exode jusqu'au cœur de la Germanie. Mais tous ne repassèrent pas évidemment la mer. Quel fut le nombre de ceux qui choisirent, de gré ou de force, de rester ? Personne ne saura probablement le dire avec précision. Mais ce nombre ne fut sûrement pas négligeable. On ne quitte pas aisément le sol fertilisé par la sueur et le sang des ancêtres depuis plusieurs siècles.

La mosaïque ethnique de l'Ifrīqiya Aghlabide comprenait aussi quelques éléments coptes, perses et espagnols, qui contribuèrent dans une plus modeste mesure à lui donner ses couleurs. Les Coptes, au nombre de mille familles amenées d'Égypte vers 80/699 pour fonder le premier arsenal d'Ifrīqiya, constituèrent le premier noyau d'où éclora plus tard Tunis. Les Perses du Khorassan vinrent, avec d'autres, dans la seconde moitié du VIII^e s., soutenir la cause des Abbassides en Ifrīqiya comme ils l'avaient soutenue triomphalement auparavant en Orient. Quant aux Espagnols, ils arrivèrent, ici comme à Fès ou à Alexandrie, en réfugiés chassés par al-Hakam I^{er} (796-822) après la fameuse révolte du Faubourg de Cordoue (202/818).

À ces frontières ethniques, s'en superposaient d'autres, de nature confessionnelle qui ne suivaient pas forcément les mêmes tracés. Au moment de la conquête musulmane, l'Ifrīqiya, la patrie de Saint Augustin, était profondément et passionnément christianisée.

Européens de souche et autochtones Berbères avaient communiqué avec fougue et passion dans la même foi, épousant avec une même ardeur ses aspects orthodoxes, schismatiques ou hérétiques. On y comptait aussi une importante communauté juive qui avait également ses adeptes parmi les Berbères.

Ici, comme ailleurs, les conversions furent rapides et nombreuses et, au IX^e s., le pays était devenu, avec la même violence dans les passions et le même engouement pour les schismes égalitaires, déjà à majorité nettement musulmane. Le Khàrijisme ayant trouvé enfin une capitale à Tiaret, l'Ifrīqiya fut à partir de cette époque essentiellement sunnite, ce qui n'avait guère exclu ni les nuances ni les affrontements.

Beaucoup aussi, naturellement, avaient préféré conserver leurs anciennes croyances, chrétiennes ou judaïques. Ce sont les *dhimrm*, les classiques protégés de l'Islam, jouissant d'un statut fiscal et juridique à part. Nous savons, grâce à al-Idrīsī, que les chrétiens parmi eux avaient conservé l'usage du latin, ou plutôt d'une langue romane africaine attestée jusqu'au XII^e s. Sous tout le règne des Aghlabides, ces *dhimnn* n'avaient pratiquement pas été inquiétés. Les quelques mesures de discrimination vexatoire, surtout vestimentaire, édictées, à l'exemple de ce qui se passait alors en Orient sous al-Mutawakkil (847-861), par le Grand Cadi Ibn Talib (m. 275/888-9), furent exceptionnelles et éphémères. Elles attestent plutôt qu'en temps normal rien ne distinguait musulmans et non-musulmans. Maintes anecdotes, qui sont conservées surtout dans les *Tabaqât*, prouvent amplement que *dhimmi* et musulmans avaient le même style d'existence, et vivaient d'ordinaire en assez bonne intelligence. Mieux. La tolérance, voire la symbiose - de nature certes superstitieuse — entre les diverses confessions était telle, dans les milieux populaires du moins, qu'il arrivait que certains chrétiens, tel ce marchand du Sahel qui offrit son huile à bas prix à Buhlul (m. 183/799), vouassent un véritable culte aux ascètes musulmans de leur temps, célèbres par leur sainteté et l'efficacité de leurs prières. Vivant en paix, les *dhimmi* purent faire prospérer leurs affaires et,

malgré les guerres, nouer de fructueuses relations commerciales avec leurs coreligionnaires des autres rives de la Méditerranée. On peut citer l'exemple, qui ne fut ni unique ni exceptionnel, de ce riche négociant ifrīqiyen qui prit à son service le futur Saint Elie le Jeune (823-903). On peut surtout désormais invoquer le témoignage éloquent et irréfutable des documents de la Géniza du Caire, documents qui, mis en œuvre avec une maîtrise et une autorité incomparables par S. D. Goitein, décrivent l'activité économique débordante, et libre de toute entrave, de la Communauté juive ifrīqiyenne du milieu du X^e au milieu du XIII^e s., description qui vaut à coup sûr pour les siècles précédents et particulièrement pour le IX^e s.

Une large tolérance, étonnante pour un Moyen Âge réputé fanatique, avait donc caractérisé la société aghlabide, et avait assuré à tous, sauf quelques rares exceptions, une paisible cohabitation, voire une certaine collaboration, dans la diversité. Nulle trace en tout cas de ghetto, ni d'émeutes populaires raciales ou religieuses. Certaines de nos sociétés modernes devraient humblement méditer sur nos progrès !

D'autres facteurs que l'on ne saurait énumérer tous, et qu'il faudrait chercher entre autres dans les structures sociales, avaient aussi joué en faveur du rapprochement. En particulier, la structure de la famille en Islam a beaucoup contribué à estomper les frontières religieuses et raciales. Lorsqu'on vit par exemple avec une *jāriya* chrétienne, lorsqu'on lui voue une véritable passion — le fait n'était pas rare - lorsqu'elle est surtout mère, *umm walad*, comment conserver au cœur la sainte horreur des chrétiens et du Christianisme, si ce n'est en se réfugiant sur le plan des purs principes et des convictions refoulées dans les recoins les plus intimes de l'être, seule solution pour laisser la voie libre devant les mille compromis qui tissent la vie réelle et effective de tous les jours ? Or, dans l'Ifrīqiya Aghlabide - c'est du moins l'impression qui ressort de nos textes - il n'y avait pour ainsi dire pas de famille bourgeoise, ou même simplement citadine, sans *jāriya*. La diversité religio-raciale se trouve ainsi largement inhérente à la structure de base même de la cellule

familiale, et donc nécessairement aussi avec elle la tolérance. Et, à mesure que les unions interconfessionnelles et interraciales se développent et s'étendent, les généalogies, malgré le rôle dominant conféré dans le système arabe au père, s'obscurcissent. Il est dans la nature des choses que le sang bleu se raréfie et se décolore.

Bref, la société ifrîqiyenne sous les Aghlabides, composite et hétérogène à différents niveaux, fut un tissu de cellules à la fois très spécifiques et, en même temps, en l'absence de tout phénomène sérieux de rejet, intimement liées entre elles grâce à tout un système de ligatures multiples et complexes.

4. Les Structures sociales

Pour étudier les structures de la société aghlabide, on peut procéder à toutes sortes de coupes, à toutes sortes de niveaux. Notre étude se limitera à trois axes principaux : le statut légal des sujets de l'Emir, le rang social et le mode d'existence.

La société aghlabide était composée, comme dans l'Antiquité encore si proche, de trois catégories d'hommes : les esclaves, les anciens esclaves, généralement appelés *mawâlî* et les sujets libres de naissance.

D'abord les esclaves. Leur nombre était considérable. En évaluant ce nombre au cinquième, voire au quart de la population totale, du moins dans les villes et les plaines, on a l'impression, à la lecture de nos textes, d'être au-dessous de la réalité. Ce n'est pas en vain que la littérature du *fiqh*, la *Mudawwana* de Sahnun en tête, accorde de longs développements aux problèmes juridiques nés de l'existence de cette énorme classe d'hommes-objets. L'esclave tient en effet de l'homme et de la chose. Il est cessible, comme n'importe quelle denrée. Mais il est responsable, a donc des droits et des devoirs, et l'usage qu'on en fait est strictement réglementé par le *fiqh*, par la loi. Le maître n'a pas le droit d'en user et d'en abuser à volonté. En fait le sort des esclaves a été très varié. Comme dans les autres catégories sociales, on trouve des heureux et des malheureux, des pauvres et des

riches, des puissants et des faibles. Car les esclaves, en dehors de leurs obligations envers leurs maîtres et en accord avec eux, peuvent posséder, gérer librement leurs patrimoines, s'adonner à toutes sortes d'industries et de commerces, et acheter éventuellement leur liberté. On les trouve dans tous les secteurs de la vie économique, à tous les niveaux depuis le riche intendant partageant la vie de son maître, voyageant pour son compte et gérant sa fortune, jusqu'au misérable confiné dans la corvée d'eau ou de bois. Mais en général la condition d'esclave n'était pas fort brillante, malgré les garanties offertes par le fiqh et les réussites exceptionnelles de certains. On recueille en effet l'impression qu'une très large partie de la main d'œuvre domestique, rurale et artisanale - c'est-à-dire industrielle pour l'époque - était de condition servile. Les esclaves constituaient en somme, dans l'organisation économique de la société ifriqiyenne du IX^e s., le capital outil main d'œuvre qui permettait la mise en valeur du pays et faisait vivre les maîtres. Aussi les besoins étaient-ils énormes et le marché des esclaves des plus actifs. Pour ainsi dire, il n'y avait pas en effet de famille bourgeoise, ou même simplement citadine, qui n'eût son ou ses esclaves, mâles et femelles. Pour s'en procurer, il y avait évidemment la guerre, celle de Sicile en particulier. Mais il y avait surtout le commerce. L'Europe exportait des esclaves pour se procurer de l'or musulman, et certains centres, tel celui de Verdun, de même que certains ports, tel celui de Naples, s'étaient spécialisés dans ce très lucratif trafic.

Ce trafic était d'autant plus vital pour l'économie ifriqiyenne, basée très largement sur l'exploitation de l'énergie servile, que la condition d'esclave était bien loin d'être permanente et stable. Le Coran insiste en effet sur les mérites exceptionnels de l'affranchissement. Aussi les rangs des esclaves étaient-ils sans cesse vidés par une aspiration constante, grâce en particulier au double courant de l'affranchissement et du rachat de la liberté, vers une autre catégorie sociale non moins importante : celle des *mawâli*. Ceux-ci, parmi lesquels on rencontrait

aussi des gens de tous rangs, ont joué un rôle exceptionnel dans la civilisation musulmane en général. Il s'agit d'étrangers - qui n'étaient d'ailleurs pas tous passés forcément par la condition servile — venus de tous bords ethniques et culturels. En Ifrīqiya du IX^e s., ils étaient essentiellement constitués d'anciens esclaves blancs, surtout de souche européenne. Aussi les désignait-on souvent également par le terme *Sagâ/z'6a qui*, signifiant étymologiquement slaves, a fini par s'appliquer à tout esclave, ou ancien esclave, au teint clair et aux yeux autant que possible bleus. Quoique juridiquement de condition libre, les *mamiti* restaient groupés autour de leur ancien maître dont ils formaient la clientèle. Lorsqu'il s'agit de l'Emir, c'est-à-dire du premier aristocrate du Royaume, cette clientèle pouvait se chiffrer par milliers et fournir une véritable armée, une garde d'élite, ou de hauts fonctionnaires auxquels étaient confiés des postes clés ou des missions de confiance. Nous avons plus d'un indice qui révèle que les autres seigneurs, les divers membres de l'aristocratie, et jusqu'aux bourgeois plus ou moins influents des villes grandes et petites, avaient, chacun selon son rang, leurs propres clientèles. Maîtres et clients trouvaient, dans ces liens organiques maintenus entre eux, chacun son profit : le client profitait de la protection du maître - dont il adoptait souvent le nom — et ce dernier avait d'autant plus de prestige et d'influence que sa clientèle était nombreuse.

Mais à mesure que le temps passe, les liens de clientèle naturellement se distendent, puis se dissolvent. Les origines serviles s'estompent, puis s'oublient, et les *maioâà* vont progressivement se fondre dans la masse des autres sujets. Ainsi la société ifrīqiyenne du IX^e s. s'était caractérisée par une grande mobilité. Ses structures n'étaient pas figées. Un courant permanent ascendant les traversait et allait sans cesse grossir la nappe sociale des hommes de condition libre.

Ceux-ci se répartissaient à leur tour en deux classes : une minorité aristocratique, influente et généralement riche : la *khâssa* ; et une majorité de plébéiens : la *anima*.

Qui faisait partie de la *khâssa* ? Précisons d'abord qu'on n'en fait pas partie sur titre, légalement et officiellement établi. Dès lors, en l'absence de toute codification et de toute hiérarchie nettement attestées, la *khâssa* reste floue, et est assez fluide sur ses franges inférieures qui se fondent imperceptiblement dans la *amma*. On est inscrit sur les registres de la *khâssa* exclusivement par la notoriété publique et les faveurs changeantes du Prince. Y figuraient toutefois de droit les grands seigneurs arabes, c'est-à-dire les descendants des illustres paladins qui avaient conquis leurs titres de noblesse, et les biens afférents, à la pointe des épées au cours des heurs et malheurs de la conquête et de ses séquelles. À côté de cette aristocratie d'épée, dont les rangs s'étaient ouverts de plus en plus aux *matvâa* à mesure que le *jund* arabe devenait suspect, figurait une autre aristocratie non moins riche ou influente : celle des gens de plume et de toutes les personnes de quelque importance d'une façon générale. Les grands commis de l'État en constituaient le noyau. On doit y inclure aussi les notables des villes et des campagnes ; en faisaient également automatiquement partie, mais sans être forcément riches, bien au contraire souvent même, les grands faqihs, c'est-à-dire l'intelligentsia intellectuelle du pays composée essentiellement de clercs. Il faut y ajouter enfin une autre aristocratie, celle de l'austérité et de la piété, très proche de la *amma* par ses allures simples et son mode d'existence très fruste. Cette aristocratie particulière, qui était une aristocratie du cœur plus que de l'esprit, fuyait la cour et la fortune, et peuplait les ribâts et les mosquées. Malgré la simplicité de ses allures et l'humilité dont elle se drapait, elle ne doit pas être cependant confondue avec la *amma*, mot qui évoque obligatoirement les idées de masse et de manque de distinction particulière. Elle était du reste très influente en Ifrîqiya Aghlabide, et faisait même figure, au regard de la dévotion populaire, d'être la seule élite véritable, la seule *khâssa* authentique, car ses titres de noblesse étaient divins et spirituels.

Ainsi définie, la *khâssa* ne peut être confondue avec la noblesse dans les anciennes sociétés européennes. Les critères étaient différents, assez flous, et variaient du reste selon les points de vue. La *khâssa* était la classe qui, pour des motifs qui peuvent être diamétralement opposés, constituait l'élite, celle qui, à des titres divers, avait « le pouvoir de lier et de délier », celle dont l'opinion comptait en somme et pesait sur le cours des événements. Bref, elle était la classe consciente et dirigeante du Royaume. Riche et opulente, d'épée ou de plume, elle gravitait autour de l'Emir, du gouverneur de province ou du seigneur local le plus influent. Naturellement, elle intriguait et complotait, payait à l'occasion de son sang et se faisait royalement payer aussi. L'Ifriqiya Aghlabide avait compté un certain nombre de familles aristocratiques célèbres, immensément riches et influentes. On ne peut les citer toutes, et l'histoire ne nous en a pas conservé une liste exhaustive. Mansur at-Tunbudhī — qui avait dirigé la révolte contre Ziyâdat Allah I^{er}, et qui tirait son nom du château de Tunbudha sur l'emplacement d'al-Muhammadiya - aujourd'hui, sur la route de Tunis à Zaghouan - fut un grand seigneur de fière allure. La famille des Ibn Humayd fut aussi l'une des plus brillantes de l'Emirat. Elle faisait partie de la *khâssa* de plume. A ce titre elle fournit aux Aghlabides plusieurs vizirs, et à Kairouan un assez respectable faqīh. Ali b. Humayd, qui fut vizir de Ziyâdat Allah I^{er}, possédait l'une des plus grosses fortunes d'Ifriqiya, acquise en grande partie dans le commerce de l'ivoire, c'est-à-dire dans le commerce avec l'Afrique noire. Il menait grand train de vie et sa table, écrit Abu al-Arab, « était d'une réputation proverbiale à Kairouan ». Ses fils ne furent ni moins influents ni moins opulents. Leur opulence insolente ligua même contre eux à la cour beaucoup d'ennemis conduits par le frère de l'Emir Muhammad I^{er}, ce qui provoqua la révolte de palais de 231/846 qui leur fut fatale. Ainsi, sur tous les plans, les Ibn Humayd furent les Barmakides d'Ifriqiya. Ils étaient très représentatifs des hautes sphères de la *khâssa*.

À cette opulence de la *khâssa*, qui atteignait des proportions fabuleuses au sommet, s'opposait la vie modeste, voire la misère de la *'âmma*, misère qui prenait, aux degrés inférieurs, la forme du plus total dénuement. Il n'était pas rare, sur les franges les plus basses de la société, que l'on ne possédât pour tout bien qu'un pagne autour des reins. La *'âmma* était composée d'une foule de petits propriétaires, d'artisans, de boutiquiers et d'une masse de salariés louant leurs bras au champ comme en ville.

De la *fc/rnssak* la *'âmma*, nous avons déjà dit que l'on passe par une série de gradations imperceptibles. C'est dire également que les frontières ne sont pas étanches. On passe de la *'âmma* dans la *khâssa*, comme on peut aussi déchoir. L'ascension se fait par la faveur du Prince. Mais plus souvent encore, elle est le résultat des efforts individuels ou du jeu plus ou moins aveugle de la fortune. Avec la richesse on grimpe allègrement les échelons sociaux, l'origine humble ne constituant en aucune manière ni un poids ni un handicap. Avec l'instruction aussi. Asad, parti de très bas, finit au sommet. Au moment de s'embarquer pour la Sicile, visiblement ému par la pompe qui l'entourait, il rendit, nous dit-on, grâce à Dieu pour les honneurs dont il était l'objet, et exhorta ses auditeurs à cultiver la science du *fiqh*, clé de toutes les portes, leur dit-il, même de celle du commandement des armées. Grâce à la mobilité sociale qui l'avait caractérisée, l'Ifrīqiya Aghlabide n'avait pas connu l'esprit de classe, ni dans le sens médiéval européen, ni dans le sens moderne de prise de conscience par le prolétariat de sa spécificité et de la force de ses privations. L'Ifrīqiya n'était pas passée par l'étape de l'ordre féodal — dont l'organisation des *jund* aurait pu fournir le canevas - et la mobilité sociale fit que, malgré l'existence d'une *khâssa* et d'une *'âmma*, les conflits se résorbèrent en une série d'avortements successifs.

Si l'on se réfère à l'habitat, on peut opérer une autre coupe dans la société aghlabide, et nous constatons alors que celle-ci, considérée sous cet angle, se répartissait en trois grands ensembles hostiles ou complémentaires : les montagnards, les ruraux et les citadins. Le

phénomène nomade ne prendra que plus tard, à partir de l'infiltration hilalienne, une énorme et catastrophique ampleur. Nous sommes surpris par le degré d'urbanisation de l'Ifrīqiya, qui comprenait de nombreuses grandes capitales, telles Tunis, Kairouan, Sousse ou Tripoli, et une multitude de villes secondaires, de villages, de bourgs et de hameaux, qui ne sont sûrement pas tous consignés par les sources qui, s'intéressant surtout aux itinéraires, ne notent pratiquement que les centres situés sur les grands axes de communication.

Dans une très large mesure, sinon dans sa majorité, la société aghlabide fut donc une société de citoyens. Nous sommes mal renseignés sur la vie dans les campagnes. Nous le sommes un peu mieux sur les villes qui ont davantage suscité l'attention et défrayé la chronique. En raison de la puissante centralisation qui avait caractérisé les royaumes musulmans au Moyen Âge, on a habituellement tendance à penser que la vie urbaine y fut plutôt amorphe. Or il n'en est rien. Cl. Cahen a montré combien le mouvement « d'autonomisme urbain » fut puissant en Orient. Il ne le fut pas moins en Ifrīqiya. La plupart des révoltes étaient parties des villes ou s'étaient appuyées sur elles. Les villes nous laissent l'impression d'avoir assez de ressources et de force en elles-mêmes pour pouvoir, selon les circonstances, s'opposer ou résister aux tentatives du pouvoir central. La ville n'était donc pas totalement docile et soumise sans réserve à l'Emir. Centre névralgique groupant les forces vives de la région, lieu de tension permanente entre de multiples clans bourgeois ou aristocratiques, elle était par nature un milieu de fermentation perpétuelle. L'histoire de Palerme, de Tripoli, de Tunis et de Kairouan sous les Aghlabides, illustre bien ce phénomène. Nous y découvrons, à côté de l'aristocratie du *Jund*, qui nous est familière, une puissante et turbulente bourgeoisie. Unie, cette bourgeoisie pouvait causer des troubles sérieux et rassembler des forces suffisantes - esclaves et clients encadrés et armés par les maîtres ? - pour chasser un gouverneur indésirable, fût-il, comme à Tripoli sous le règne d'Ibrâhīm I^{er}, parent de l'Emir.

Plus souvent encore, les principales grandes familles de la ville, groupées en clans opposés, se livraient à une perpétuelle lutte d'influence, tantôt sourde tantôt bruyante selon le contexte du moment et les intérêts à défendre. Les antagonismes étaient de toutes sortes, économiques, ethniques ou sociaux, ou encore aussi de nature religieuse, c'est-à-dire en un sens politico-idéologique. Une multitude de frontières idéologiques cloisonnaient en effet la ville, et sur toutes ces frontières la torche brûlait en permanence. Une guerre incessante opposait les mālīkites aux hanafītes, et ces deux clans, ou partis, ensemble aux hérétiques et aux schismatiques de tous bords et de toutes nuances : innovateurs, ibādhītes, mu'tazila, et autres libertins [*zanādiqa*) qui payèrent quelquefois de leurs vies leurs sarcasmes. Asad, pour convaincre et triompher, ne reculait pas devant le recours à la force de frappe de sa savate. Tel autre utilisait son encrier comme projectile. Les débats étaient toujours animés. Par ailleurs il n'y avait pour ainsi dire pas de Cadi qui n'inaugurât pas son règne en faisant flageller, emprisonner ou clouer au pilori de l'ignominie publique quelques leaders du camp adverse. Quelquefois c'était le prédécesseur qui était tout bonnement traduit à son tour en justice. Sahnun, nommé Cadi, commença par faire périr sous la torture son prédécesseur, qui avait surtout le tort d'avoir été mu'tazilite. Puis il dispersa les cercles des hérétiques et des schismatiques et leur interdit l'accès de la Grande Mosquée de Kairouan, où ils avaient coutume de propager l'erreur, de s'affronter mutuellement et d'affronter les sunnites. Après sa mort, ses propres élèves se scinderont à leur tour en deux clans irréductibles s'accusant mutuellement d'hérésie : le clan de son fils, appelé celui des *Sahrnīya*, et celui de son disciple Muhammad b. Abdus désigné comme étant celui des *Abdusiya*. Les lignes du front étaient ainsi mouvantes et souvent les anciens alliés devenaient des ennemis mortels.

Ces luttes, qui furent jadis héroïques, peuvent nous sembler aujourd'hui puériles. C'est peut-être le lot de toute idéologie de

devenir, avec le recul, futile et oiseuse. Ce n'est que désamorcée que la querelle sur le sexe des anges est devenue le symbole même des discussions vides et creuses. Or, pour les contemporains, les idées manipulées avaient toujours intactes leurs charges explosives. Ce qui est indubitable donc, c'est que dans les villes aghlabides du IX^e s., tout comme de nos jours, de multiples partis, opposés quelquefois par des nuances qui peuvent nous paraître indécises, s'affrontaient avec ardeur et acharnement sur la base de programmes de l'application desquels dépendait, à leurs yeux, le bonheur ici-bas et dans l'au-delà. La vigueur des affrontements fut à la mesure des convictions.

CHAPITRE IV

La vie économique et la vie intellectuelle

1. Les conditions de la renaissance économique sous les Aghlabides

On connaît les beaux jours de la Pax Romana, un peu idéalisés peut-être, durant lesquels l'Ifrîqiya fut le grenier de Rome. On sait aussi que la décadence économique, qui avait commencé dans la seconde moitié du III^e s., n'avait cessé de s'aggraver, avec des retours temporaires de prospérité, jusqu'à l'avènement des Muhallabides. Mais la véritable renaissance économique, rappelant les vieux beaux jours, n'avait atteint toute son ampleur qu'avec les Aghlabides. Alors, nous l'avons vu, la prospérité du pays devint sous le règne d'Abù al-Gharànîq, et le resta longtemps après, proverbiale. Quelles furent les conditions de ce renouveau ?

Il faut le mettre d'abord sur le compte de la stabilité politique dont avait enfin, après des siècles de perturbations, commencé à jouir le pays. Les Aghlabides apportèrent aux campagnes et aux villes la sécurité. Le pays quitta définitivement son manteau de panique,

fait de forteresses hâtivement élevées, vers la fin de l'Antiquité, avec les matériaux soustraits aux édifices antérieurs, et sortit aussi du cauchemar des soulèvements khàrijites qui suivirent la conquête musulmane. Il y eut, certes, encore des révoltes. Mais elles furent étalées sur plus d'un siècle et relativement peu nombreuses. Elles furent aussi, à l'exception d'une seule, très limitées dans l'espace et dans le temps et, de ce fait, ne mirent pas sérieusement en péril la sécurité des biens et des gens. Pratiquement le Sahel n'en souffrit jamais. Or il est de règle qu'avec la sécurité, avec l'espoir de récolter ce qu'on a semé, la confiance renaît, et avec elle la prospérité.

Bien entretenu par des gens qui n'attendaient que la sécurité pour renouer avec la tradition des ancêtres, et surtout désormais bien irrigué, le sol d'Ifriqiya retrouva sa fécondité. Les Aghlabides couvrirent le pays, comme le prouvent les découvertes et les études de Solignac, d'ouvrages hydrauliques. Par toutes sortes de moyens - citernes, aqueducs, norias - on capta l'eau pour vivifier le sol. On édifia aussi des ponts, et sur les routes, convenablement entretenues, les chariots se mirent de nouveau à circuler. Et ainsi, grâce à la sécurité, et sous le double effet de la fécondation du sol et de la facilité des transports, l'Ifriqiya s'enrichit et enrichit ses Emirs.

2. *Les cultures*

Le matériel dont on disposait n'était certes pas très perfectionné, et il n'avait du reste pas beaucoup évolué jusqu'à une période relativement récente. On nous présente par exemple Sahnun, qui allait labourer son champ, poussant devant lui une paire de bœufs et emportant sa charrue sur l'épaule. Cette charrue ne devait pas être bien lourde, et ne pouvait pas fouiller le sol beaucoup en profondeur. Elle avait pourtant permis d'étendre les cultures sur des surfaces bien plus vastes que de nos jours.

Des zones du centre et du sud de la Tunisie, aujourd'hui encore semi-désertiques, étaient alors couvertes de riches cultures. En particulier la région de Gammuda (Sidi Bou Zid) était verdoyante et

L'art de la céramique

Depuis la période antique, la Tunisie s'est illustrée par un type très particulier de céramique appelé la sigillée africaine. Il s'agit d'une vaisselle de luxe, de couleur orange, produite en série et en grande quantité, dans plusieurs centres du pays. Cette notoriété ne va pas faiblir. Au Moyen âge, l'Ifriqiya continue à fabriquer de la céramique. Plusieurs foyers sont mentionnés : Kairouan, Tunis, Tozeur, Moknine, Monastir, Béja, Djerba, Nabeul, Sejnane... etc. Les fouilles et les campagnes de ramassage ont permis de classer la céramique découverte en deux grandes catégories : la céramique commune et la céramique à glaçure. Dans cette dernière production on distingue trois grandes étapes :

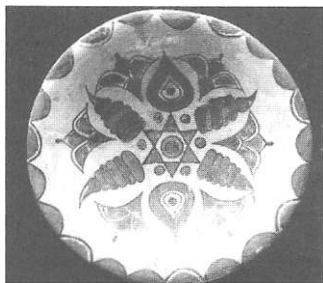
— La première, celle du IX^e et du début X^e s, est caractérisée par une vaisselle décorée de motifs vert et brun se détachant sur un fond jaune, obtenu à partir de l'oxyde d'antimoine.

Les formes décoratives sont le plus souvent végétales, épigraphiques (le mot *al-mulk*) animalières (des oiseaux stylisés) et géométriques (des losanges hachurés, un damier... etc.) ;

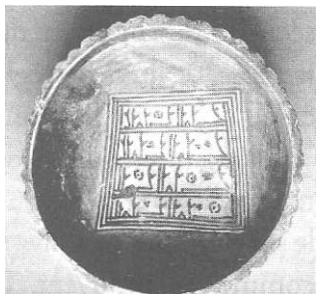
— La deuxième période, celle du xi-xiv s, est caractérisée par des pièces qui, tout en s'inscrivant dans la continuité, annoncent une évolution perceptible à travers de nouvelles couleurs tels que le bleu turquoise et le vert clair. La céramique du xi-xiv s avait une prédilection pour les figures animées humaines (scène de chasse, femmes...) et zoomorphes (lièvres, cerfs, oiseaux...). La calligraphie existe, les lettres étant plus élégantes ;

— La troisième étape commence avec l'avènement des Hafssides.

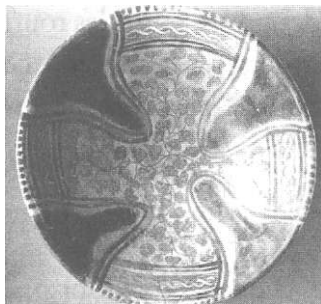
C'est la céramique de la Kasbah de Tunis. Elle se distingue par un matériel où abondent le bleu ardoise, le bleu cendré et le brun aubergine. Les dessins sont souvent d'inspiration géométrique : des chevrons, des traits obliques, en zigzags et rayonnants, des cercles isolés ou concentriques, des bateaux et des motifs végétaux classiques. A cette époque, on assiste à l'introduction de la *cuerda-seca*, technique importée d'Andalousie.



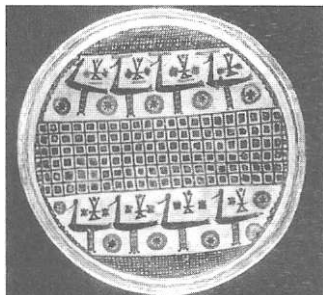
Raqqada - Coupe aux feuilles de lotus IX^e s.



Raqqada - Le mot MULK compose le décor.



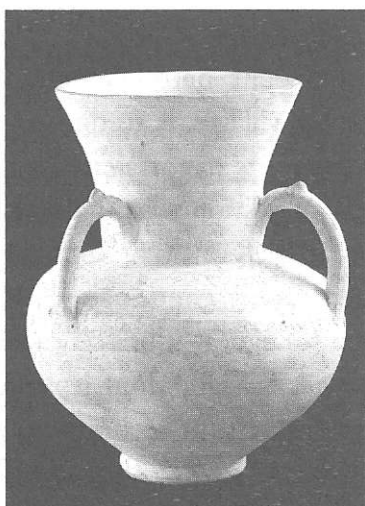
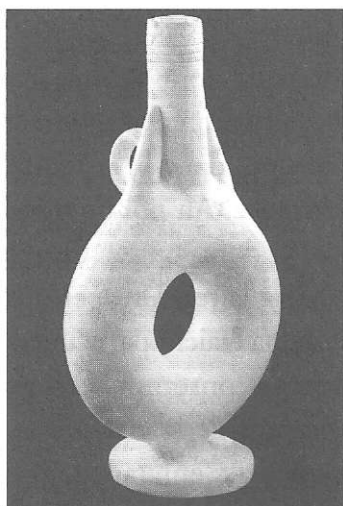
Raqqada - Les rinceaux de feuilles, typiques de l'art local.



Raqqada - Plat décoré de deux rangées d'oiseaux stylisés.



La coupe au cavalier (Sabra al-Manşūriya). Musée du Bardo.



Raqqâda : Gourde de forme annulaire. - Jarre à trois anses.
(Epoque fatimide)

abondamment pourvue d'arbres ; celles de Sbeitla et de Kasserine étaient considérées comme riches ; celle de Gafsa, où on comptait plus de deux cents villages, était célèbre par ses pistaches et ses nombreux vergers. Quant à Kairouan, nous dit al-Bakrî, elle était entourée d'une forêt d'oliviers telle qu'elle ne souffrait guère de l'exploitation, pourtant intense, à laquelle elle était soumise pour répondre aux besoins domestiques et aux diverses activités de la capitale. À trente deux kms au nord-ouest, c'est-à-dire dans la région d'El-Oueslatia aujourd'hui, Jalulâ était le centre d'un pays de jardins et de vergers. « Les fruits de ce district, écrit encore al-Bakrî, sont abondants. Rien que pour la variété des bigaradiers (*naranj*), on compte mille pieds... Parmi les fleurs qu'on y cultive, le jasmin surtout est fort abondant, et le miel produit par ce district est d'une réputation proverbiale, justement à cause de l'abondance du jasmin où vont butiner les abeilles. Les habitants de Kairouan y font macérer le jasmin dans de l'huile de sésame afin d'en extraire le parfum; ils traitent de la même manière la rose et la violette. À Jalulâ croît également la canne à sucre, et chaque jour partent de cette ville vers Kairouan d'innombrables charges de fruits et de légumes ».

Le sahel était naturellement, comme de tout temps, couvert d'oliviers. Les villages, nous dit-on, « y étaient nombreux à se toucher », et leurs pressoirs exportaient l'huile, comme dans l'Antiquité, vers les marchés traditionnels d'Italie et de Byzance. Au nord s'étendaient les terres à blé, et la fertilité de Béja — dont on se disputait le gouvernement — continuait à être exemplaire. Un peu partout croissaient les figes - dont celles de Qalshàna étaient particulièrement réputées — et la vigne dont les fruits étaient consommés en grappe, mais aussi et surtout séchés pour les besoins de la cuisine, et de la fabrication du nabidh, boisson fermentée et enivrante alors très répandue et considérée par beaucoup comme licite. L'une des cultures les plus riches était le safran, dont on faisait alors un grand

usage culinaire, et qui était produit par la région de Laribus, c'est-à-dire du Kef. La zone des palmiers dattiers était évidemment le Djérid, et les bananes poussaient à Gabès. L'Ifrīqiya Aghlabide produisait aussi assez de coton, de lin et de soie pour alimenter une industrie du tissage alors suffisamment prospère et réputée pour écouler une grande partie de sa production vers les marchés extérieurs.

3. *L'industrie*

Comme nous venons de le signaler, l'industrie du tissage occupait la première place en Ifrīqiya Aghlabide, et donnait lieu à un important et lucratif commerce. Les tissus d'or de Sousse et les soieries de Gabès étaient particulièrement recherchés, et les tapis de Kairouan étaient déjà assez célèbres pour figurer, au nombre de cent vingt, dans le tribut payé au Califat. L'Ifrīqiya Aghlabide fabriquait aussi des objets en verre — il y avait à Kairouan au IX^e s. tout un quartier réservé aux verriers, avait emprunté à Bagdad l'art de la céramique, et exploitait les richesses du sous-sol. Le principal centre de cette exploitation était Majjânat al-Maâdin (Majjâna-les-Mines), qui se situait à environ quarante kms au nord-est de Tébessa. Ce centre minier produisait particulièrement l'argent, l'antimoine, le fer, l'étain et le plomb, c'est-à-dire les métaux indispensables à soutenir le vaste programme de construction navale et de fabrication de toutes sortes d'armes, d'armures et d'engins de siège, programme de la réalisation duquel dépendait le sort de la guerre que les Aghlabides livraient alors à la Chrétienté méditerranéenne. Mieux, l'Ifrīqiya était même devenue un pays exportateur de métaux.

4. *Le Commerce*

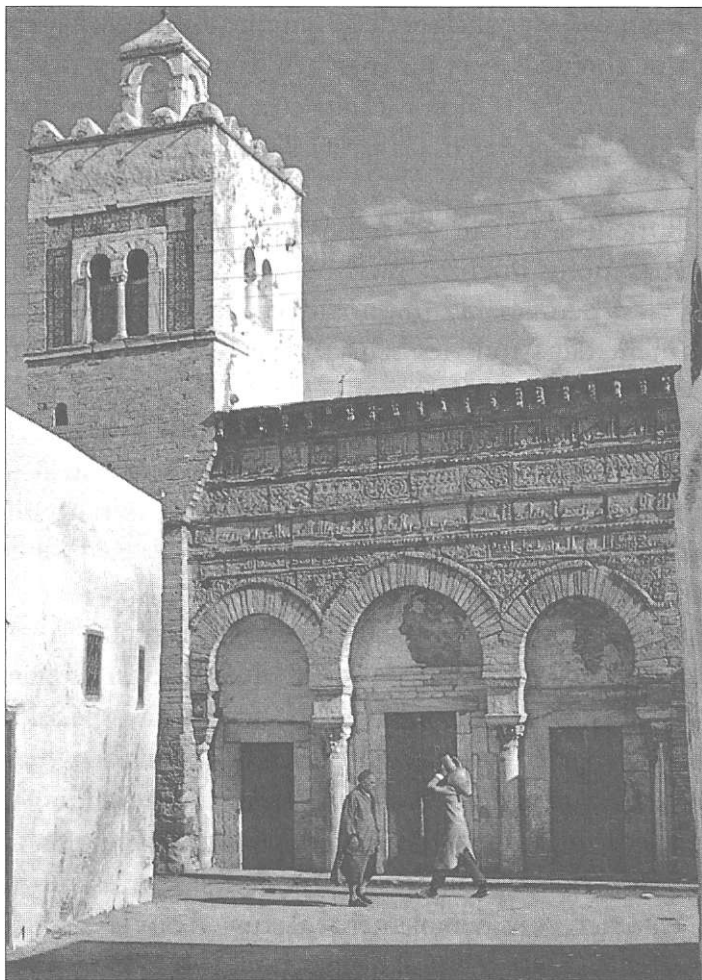
La guerre n'avait pas en effet anéanti les courants traditionnels des échanges. Même avec la Chrétienté, de nouvelles combinaisons furent trouvées et, aussi curieux que cela puisse paraître, les échanges se poursuivirent en pleine guerre, voire au cœur même des combats.

Voici un exemple. En 880, le navarque byzantin Nasar avait remporté une grande victoire sur la flotte aghlabide, non loin des îles Lipari. Cette victoire permit de saisir une quantité d'huile telle que les cours de cette denrée subirent un écroulement sans précédent à Byzance. Ce n'était naturellement pas l'escadre aghlabide battue qui était chargée d'huile. Il nous faut donc penser obligatoirement à une importante flotte de commerce qui, se dirigeant vers quelque port de Campanie, fut prise dans la tourmente et tomba aux mains des Grecs. Il ne paraît pas douteux que le commerce traditionnel de l'huile, dont l'exportation avait fait la richesse de l'Ifrīqiya depuis l'Antiquité, se soit maintenu contre vents et marée. On peut supposer par ailleurs que la flotte marchande capturée par Nasar devait retourner avec des cargaisons de grain. L'Ifrīqiya qui, malgré sa prospérité, était soumise, comme l'ensemble des pays de la zone aride, au cycle des vaches maigres et des vaches grasses, avait connu en 266/879-880 une terrible disette, et les prix avaient atteint, nous dit Ibn Idhārī, des niveaux exorbitants, situation qui avait dû stimuler spécialement les échanges et assurer aux négociants de substantiels profits.

Un autre indice, quoique économiquement moins important, est encore plus éloquent. Le pape Jean VIII fut le symbole même de l'intransigeance et de la croisade anti-ifrīqiyenne. Or ses bulles étaient rédigées sur du papyrus portant l'invocation musulmane à la divinité, papyrus importé probablement de Palerme.

Tout prouve qu'il n'y eut pas de rupture économique. La guerre n'interrompt pas le courant des échanges. Bien plus, elle le stimula. Elle lui fournit en effet une précieuse matière de négoce : les esclaves. Rappelons que Naples, pour se procurer cette « denrée » très recherchée sur les marchés ifrīqyens, allait la chercher dans le pays voisin des Lombards, qui fournirent sans nul doute aux Aghlabides un grand nombre de *saqāliba* aux yeux et au teint clairs. On connaît le traité conclu, en juillet 836 pour cinq ans, entre Sicard de Bénévent et le duc de Naples, par lequel ce dernier s'engageait à renoncer à ce commerce.

Kairouan : la Mosquée des trois portes (IX^e s.)



La mosquée dite des trois portes a été construite en 866 par Mohamed Ibn Khairoun al Ma'arif, originaire de Cordoue. Sa façade est particulièrement caractéristique. Au dessus du grand arc central et des deux arcs latéraux court une large frise en pierre sculptée composée de quatre registres surmontés par une corniche. Le très beau décor comporte une longue inscription en caractères coufiques et un foisonnement de motifs géométriques et floraux.

C'est un exemple précieux de l'art décoratif du IX^e s. Malgré ses dimensions modestes, cet oratoire constitue l'un des monuments les plus anciens et les plus célèbres du Kairouan Aghlabide. La salle de prière, remaniée au XV s. est couverte en voûtes d'arêtes soutenues par des colonnes et des chapiteaux antiques. Le minaret construit six siècles plus tard (1440) a entraîné de légers remaniements de la façade.

On peut logiquement conclure de ce fait que lorsqu'on n'hésitait pas à exporter des chrétiens vers les marchés ifrîqiyens, on devait hésiter encore moins à nouer de moins scandaleuses relations commerciales, et les navires qui transportaient les esclaves ne retournaient certainement pas vides.

Avec l'Orient et les autres régions de *Dâr al-Islâm*, les échanges ne furent pas moins intenses, bien au contraire. Par terre, et surtout par mer, les denrées, la monnaie et les hommes circulaient abondamment dans tous les sens, et tout un système bancaire et postal, étonnamment perfectionné pour l'époque, facilitait et stimulait les transactions. Il suffit de lire *A Mediterranean Society* de S. D. Goitein — dont les conclusions peuvent être transposées sans gros risque d'erreur au IX^e s. - pour être saisi d'admiration devant le foisonnement et l'intensité de l'activité dont la Méditerranée médiévale fut le centre.

À l'intérieur des frontières de l'Ifrîqiya Aghlabide, les échanges n'étaient pas moins actifs entre les différentes régions. Ils étaient aussi strictement organisés et surveillés. Un fonctionnaire spécial, le *Sâhib al-Sûq*, veillait en effet sur la moralité des transactions dans les marchés. Il s'assurait de la qualité des produits, réprimait les fraudes, surveillait l'affichage des prix et vérifiait les poids et mesures. Avec le développement du négoce, les risques et les sources de filouteries s'étaient en effet considérablement accrus, d'où la nécessité d'un contrôle spécialisé. Ce contrôle était facilité par l'organisation des marchés par spécialités, ce qui rendait d'ailleurs la concurrence féroce. Rien, peut-être, ne peut mieux donner une idée de ce développement extraordinaire du commerce, et des conflits qui lui sont inhérents que la masse des textes consacrés par le *fikh* aux transactions. On y trouve l'écho d'une multitude de conflits nés de la spéculation, des prêts plus ou moins usuraires, des différentes formes d'association, des litiges soulevés par l'intervention d'une foule de courtiers dans la conclusion des affaires, et de tant d'autres problèmes liés à une activité économique débordante.

5. La vie intellectuelle

La vie intellectuelle ne fut pas moins débordante dans l'Ifrīqiya du IX^e s. Au même titre que Basra, Koufa, Bagdad ou Fustat, Kairouan était devenu l'un des plus brillants foyers de culture Arabo-musulmane. Certes, les plus grands chantres se rencontraient à Bagdad, gravitant autour du Calife, et aucun d'entre eux ne fut tenté par le lointain et quelque peu mystérieux Maghreb. Mais Kairouan avait eu ses propres poètes et avait connu une vie littéraire d'un certain éclat. Les *diwân*, les recueils de ces poètes ne nous sont pas parvenus, mais les chroniques, les *tabaqat*, les anthologies, nous en ont conservé de nombreux spécimens qui ne sont pas de moins bonne allure que ce que produisait à la même époque l'Orient. D'ailleurs en Ifrīqiya, comme dans le reste du monde musulman, on avait alors, dans les milieux cultivés, le culte des vers, et tout un chacun était tant soit peu poète. Certains princes rimaient avec bonheur et l'un d'entre eux, Muhammad b. Ziyâdat Allah II (m. 283/896), avait composé deux anthologies malheureusement perdues : *Kitâb râhat al-qalb*, et *Kitâb al-zahr*. Citons aussi, à titre d'exemple, le *Laqit al-marjân*, la *Risâlat al-wahida al-mu'nisa*, et le *Qutb al-adab* — tous perdus - d'Abu al-Yusr al-Kâtib (m. 298/910-11), qui avait dirigé le Bureau de la Chancellerie pour le compte des Aghlabides, puis des Fatimides.

Kairouan avait également ses philologues qui furent assez célèbres pour être réunis en une classe à part par al-Zubaydî dans ses *Tabagât al-nahwiyln*. On s'y intéressait aussi, Ibrahim II en tête, à l'astrologie, c'est-à-dire aux sciences profanes héritées des civilisations antiques. La capitale des Aghlabides avait eu, à l'instar de Bagdad, sa *Bayt al-Hikma*, sa Maison de la Sagesse, sorte de Bibliothèque Royale ouverte aux savants, et de centre d'étude, de traduction et de recherche. Il n'est pas impossible, comme le pense H. H. Abdul-Wahab, que certaines œuvres telle celle de Pline traitant de botanique, y fussent traduites à partir du latin. La *Bayt al-Hikma* avait sans doute aidé aussi à la diffusion des sciences

médicales, ce qui permit à certains représentants de l'École de médecine de Kairouan de connaître la célébrité, tels Ishâq b. 'Imrân et Ziyâd b. Khalfun (308/920-1), et plus tard le très célèbre Ibn al-Jazzâr (m. fort âgé vers 395/1004-5).

Mais, au Moyen Age, la culture était surtout l'affaire des clercs, c'est-à-dire, lorsqu'il s'agit de la *Dâral-Islam*, des *faqîhs*. Dès le début du IX^e s., Kairouan était devenu un brillant centre d'approfondissement et de diffusion des sciences musulmanes, une vraie ville universitaire avec une foule d'étudiants se pressant aux cours des maîtres célèbres venant d'Orient, ou y ayant fait, grâce à la pratique devenue courante de la *nh/a*, du voyage d'étude, de longs et studieux séjours. Un exégète de grand renom qui mérite d'être mieux connu, Yahyâ b. Sallâm al-Basrî (124-200 / 741-815), dont nous possédons en partie à Kairouan et à Tunis l'œuvre encore manuscrite, y avait largement diffusé la science du commentaire du Coran un peu à la manière de Tabari, c'est-à-dire à grand renfort de *hadith*.

Le IX^e s. fut, pour toute la civilisation musulmane, celui de la liberté d'expression et des violentes passions. A Kairouan donc, comme en Orient, les discussions étaient vives, véhémentes, donnant quelquefois lieu à de violentes altercations. De quoi on discutait ? Des problèmes de l'heure, comme de tout temps, c'est-à-dire des questions juridiques et théologiques les plus controversées du moment. Le IX^e s. fut en effet un siècle passionné de droit et de théologie, un vaste chantier d'édification et d'organisation du présent et du futur. Affirmations, négations, réfutations et contre-réfutations se succédaient, verbales et écrites, toujours véhémentes. Les uns puisaient dans l'arsenal de la dialectique ; les autres, plus nombreux en Ifrîqiya, dans celui du *hadth*. Un certain nombre de ces écrits polémiques, encore manuscrits, nous sont parvenus, et méritent d'être édités et étudiés de près.

Le problème du *irjâ* de la nature de la foi, fit couler beaucoup d'encre. La foi sauve-t-elle seule ? Est-elle seulement conviction, ou bien aussi formulation et œuvres ? Cette problématique, qui

recouvrait et masquait des prises de positions politiques, avait beaucoup animé les débats, et longtemps après que la cause fut pratiquement entendue en faveur des Sunnites, l'épithète *murjî* resta la pire condamnation. On discuta ensuite beaucoup, avec non moins de véhémence, d'indignation et d'anathèmes réciproques, des Noms et des Attributs de Dieu. C'est-à-dire que les Sunnites, l'*irjâ'* ayant passé au second plan, se mirent à croiser le fer avec des adversaires non moins redoutables, puisant leurs arguments dans la logique empruntée aux Grecs : les *Mu'tazila* qui devinrent l'horreur des pieuses gens. Il suffisait de s'attarder devant le vestibule d'une maison où ces gens débitaient leurs abominations pour devenir suspect, même lorsqu'on s'appelait Sahnun. La question du Coran, de la nature de la parole Divine, créée ou incréée, donna lieu également, non seulement à de vives polémiques, mais aussi à de nombreux procès, dont le plus retentissant fut celui intenté à Sahnun en présence de l'Emir en personne. On se passionna aussi pour le problème de la vision de Dieu dans l'au-delà, et pour mille autres sujets de même nature. La théologie était au cœur de tous les débats ; l'atmosphère en était saturée.

Plus tard, à partir du milieu du IX^e s., lorsque, les adversaires de l'extérieur à peu près vaincus, les sunnites restèrent pratiquement seuls maîtres de la place, les combats les plus durs s'engagèrent sur d'autres fronts. Vers 850, Sahnun, promu Cadi, interdit en effet l'accès de la Grande Mosquée de Kairouan, qui était le forum où s'affrontaient les idées, à tous les innovateurs, qu'ils fussent khàrijites, mu'tazilites ou autres. On entendra donc moins parler d'eux par la suite. En quelque sorte le sunnisme s'érigea en parti unique. Avec Muhammad I^{er}, sa tendance la plus dure, le malikisme, fut consacrée officiellement comme doctrine dominante du Royaume. À partir de ce moment, les plus violents affrontements se firent sur un autre terrain, celui du *fiqh*, et opposèrent essentiellement les disciples de Mâlik à ceux d'Abu Hanîfa. Puis, les élèves de Sahnun lui-même se scindèrent en deux clans violemment hostiles : les partisans de son fils Muhammad d'un

côté et ceux de son disciple Ibn 'Abdus de l'autre. On s'attacha aussi à Kairouan à réfuter les théories d'un transfuge du malikisme, al-Shàfi'i, et la réfutation parvint, nous assure-t-on, jusqu'en Egypte. Ainsi, malgré le triomphe des sunnites, ni la fermentation des idées, ni la tension des esprits, ne connurent aucun répit durant tout le règne des Aghlabides.

Sur ce fond de passions, de polémiques et de luttes, deux silhouettes se détachent avec netteté : celles d'Asad b. al-Furât et de son rival Sahnun b. Sa'îd.

Asad (142-213 / 759-828) avait fait d'abord ses études à Tunis, enseigna lui-même le Coran dans un petit village de la Medjerda, puis il gagna l'Orient où il fut d'abord l'élève de Mâlik (m. 179/795). Il se rendit ensuite en Irak où il suivit les cours des disciples d'Abu Hanîfa, particulièrement ceux de Abu Yusuf (m. 182/798-9) et de Muhammad b. al-Hasan (m. 189/804-5). Là il fut vivement impressionné par le retentissement qu'y eut la nouvelle du décès de Mâlik « le Prince des croyants en matière de traditions ». Il résolut alors de revenir à son école et rejoignit dans ce but l'Egypte où s'étaient fixés les disciples du maître disparu, en particulier Ibn al-Qâsim. En collaboration avec ce dernier, et grâce à une sorte de maïeutique, Asad composa l'ouvrage qui passa à la postérité sous son nom, *al-Asadiya*, sorte de Somme Juridique, ou de corpus de réponses, conformes à l'enseignement de Mâlik, aux questions qui préoccupaient alors tous les *fuqahâ*, questions réparties, d'après un canevas initialement hanafite, selon les chapitres classiques du et intéressant donc aussi bien les relations de l'homme avec Dieu qu'avec son prochain. On ne saurait trop souligner l'importance d'*al-Asadiya*. Elle fut le signal d'un tournant. Avec elle une ère s'achevait, celle du *haditli* et de *l'ijtihad* ; une autre s'ouvrait, celle des *masâ'il* et du *taqâd*. Quoique d'abord accueillie avec réserve à Kairouan, *al-Asadiya* assura à son auteur un énorme rayonnement.

Mais on découvrit vite qu'établie par un auteur trop imprégné de l'enseignement hanafite, elle ne reflétait pas entièrement la pure et

stricte doctrine du Maître de Médine (Mâlik) alors de plus en plus en vogue dans la capitale des Aghlabides. Sahnun, muni d'un exemplaire d'*al-Asadiya*, reprit donc le chemin de Fustât, et alla trouver *Ibn al-Qâsim* avec lequel il entreprit la révision de l'ouvrage. Ainsi naquit la *Mudawwana*. Elle représente un durcissement, une plus grande fidélité à la pensée du Maître et une plus grande orthodoxie, c'est-à-dire une plus grande soumission à la pure doctrine malikite, au *madh-hab*. La *Mudawwana* représente donc un second tournant, non moins décisif, celui de la fixation des *madh-hab* et du rejet nécessairement corrélatif de tout syncrétisme. Le cercle ainsi se ferma. Le chemin de l'abdication totale devant le Maître, du *taqlid* scrupuleux, est désormais définitivement ouvert ; et Sahnun, grâce à sa puissante personnalité et à la force de ses convictions, engagera résolument le malikisme d'Occident tout entier sur cette voie.

Sahnun avait en effet toutes les qualités susceptibles d'imposer un homme à l'admiration de tous au Moyen-Age musulman. « Il y avait en lui, écrit Abu al-Arab, des qualités qui ne se trouvaient réunies chez aucun autre : parfaite connaissance de la loi divine, piété sincère, courage dans les décisions juridiques, mépris des choses d'ici-bas, habitude de la nourriture et des vêtements grossiers, refus d'accepter quoi que ce soit du prince ». Il incarnait ainsi, pour cette aristocratie de la piété qui fut si influente au II^e/ IX^e s., le type humain idéal, et savait surtout communiquer à ses disciples l'amour de cet idéal et le désir de le traduire dans les faits par une imitation touchante du maître.

Maître vénéré à son tour, Sahnun « eut plus de disciples qu'aucun autre disciple de Mâlik », écrit al-Shīrāzī ; et Ibn al-Hārith précise qu'ils étaient près de sept cents « véritables flambeaux dans chaque ville ». Ces flambeaux éclairèrent, en dehors de l'Ifrīqiya bien entendu, particulièrement l'Espagne musulmane, témoignant ainsi de la force du rayonnement de Kairouan à l'époque des Aghlabides.

Kairouan avait en effet accédé avec Sahnun au rang des autres capitales intellectuelles d'Orient et était devenu à son tour un grand

centre universitaire, et une étape importante sur la route de la *rihla*, du voyage d'étude. Les Espagnols particulièrement s'y arrêtaient, et quelquefois même ne poussèrent pas plus loin. Sahnun surtout, dont le premier élève à son retour d'Orient en 191/806-7 fut, selon son propre témoignage, le Cordouan Abd al-Malik b. Zûnân (m. 232 / 846-7), leur témoignait une sollicitude particulière. Ils affluèrent de plus en plus à ses cours, malgré quelques incidents sans lendemain. Aussi parle-t-on des Espagnols à Kairouan à cette époque comme on parlera plus tard, à Paris, des Ecossais ou des Allemands. 'Iyâdh cite dans ses *Madârik* les noms de cinquante-sept *faqîh* espagnols qui avaient emporté dans leur pays l'enseignement du maître Kairouanais, et y avaient diffusé son oeuvre maîtresse : la *Mudawwana*.

Conclusion

Ainsi, à l'époque Aghlabide, l'Ifriqiya accéda sur tous les plans à une véritable grandeur. A l'intérieur elle jouit pour la première fois depuis la conquête musulmane, pendant plus d'un siècle, de la stabilité politique et d'une paix intérieure, quoique relative, enviable au Moyen-Age. A l'extérieur, les armes aghlabides soutinrent le plus souvent triomphalement, aussi bien sur les champs de bataille de Sicile et d'Italie que sur les flots de la Méditerranée, la cause de l'Islam. Une gestion politique ferme, non dépourvue certes de gaspillage et d'erreurs, mais ayant aussi le sens de l'intérêt public, procura au pays une prospérité sans précédent dans sa longue et tumultueuse histoire. À la prospérité matérielle vint s'ajouter la gloire intellectuelle. Riche et rayonnant, le pays se couvrit de monuments. Hélas ! peu subsistèrent jusqu'à nos jours. D'al-Abbâsiya et de Raqqâda, rien que quelques rares et insignifiants vestiges, méconnaissables témoins de la grandeur des Aghlabides. Les monuments voués à Dieu passèrent mieux le cap des siècles. La grande Mosquée de Kairouan, dont Zyâdat Allah I^{er} était si fier,

demeurera la gloire des Aghlabides, un véritable joyau élevé, comme écrit Guy de Maupassant, par tout un peuple « mû par une pensée sublime ». Le Ribât de Sousse dresse toujours ses imposants remparts face à la mer, d'où aucune incursion des *Rum* n'est plus à craindre. Ou plutôt les « envahisseurs », qui ont désormais troqué leurs armes et leurs armures contre les paisibles accoutrements des touristes, sont aujourd'hui plus nombreux que jamais, criblant les vénérables pierres, qui en avaient vu bien d'autres, des mille feux de leurs flashes voraces de souvenirs. Ainsi va le monde.

Liste des Princes Aghlabides

1- Ibrahim ibn al-Aghlab	184 / 800
2- Abdullah ibn Ibrahim (Abu al-Abbâs) :	197/812
3- Ziyâdat Allah ibn Ibrâhîm (Abu Ahmad) :	201/817
4- Al-Aghlab ibn Ibrâhîm (Abu 'Iqâl) :	223 / 838
5- Muhammad ibn al-Aghlab (Abu al-Abbâs) :	226 / 841
6- Ahmad ibn Muhammad ibn al Aghlab (Abu Ibrâhîm) :	242/856
7- Ziyadat Allâh ibn Muhammad (Abu Muhammad) :	249/863
8- Muhammad ibn Ahmad (Abu al-Gharâniq) :	250/864
9- Ibrâhîm ibn Ahmad (Abu Ishâq) :	261/875
10- Abdullah ibn Ibrâhîm (Abu al-Abbâs) :	290/903
11- Ziyâdat Allah ibn Abdullâh (Abu Mudhar) :	290/903

Les dates sont celles de l'accès au pouvoir

MALIKISME

L'islam sunnite (orthodoxe) compte quatre rites : Hanafisme, Shafi'isme, Malikisme et Hanbalisme. Le Malikisme s'est constitué avec l'adoption de la doctrine de l'imam Mâlik Ibn Anas (mort à Médine en 179 / 795). Mâlik était alors la plus haute autorité de Médine où il passa presque toute sa vie et où le Calife ar-Rashid avait tenu à le rencontrer à l'occasion de son pèlerinage en 179. Médine est la cité où furent élaborés les fondements décisifs du droit islamique et où la population avait longtemps côtoyé le prophète et fixé sa méthode, son exemple et ses propos.

Au Ifs. de l'Hégire, alors que l'islamisation du droit était très avancée, plusieurs systèmes coexistaient dictant la nécessité d'une uniformisation juridique. L'imam Mâlik entreprit à la demande du calife abbasside Abu Ja'far al-Mansûr, la tâche de dresser un système juridique qui unifie les différentes méthodes alors en usage dans les contrées islamisées.

La grande œuvre de l'imam Mâlik est le Muwattâ qui représente le stade élaboré auquel était parvenu le développement juridique de l'époque. Le Malikisme fonde la doctrine sur le Coran, la sunna (tradition du prophète Muhammad et de ses Compagnons) et le 'ijma' (consensus des musulmans). Trois sources complètent cette méthode, d'une part le consensus des médinois qui découle de leur pratique effective ('amal), d'autre part le jugement personnel (ra'y) dans les cas où le consensus n'apporte pas de réponse et sous réserve que ce recours ne nuise pas au bien public (maslaha), enfin le qyâs (raisonnement par analogie).

La doctrine malikite est connue pour sa rigueur contre les schismatiques, notamment les Khârijites considérés comme des perturbateurs de l'ordre public et comme des agents de corruption (fasâd). A moins de faire acte de repentir (tawba), les khârijites sont condamnables à la peine capitale. Ainsi les pouvoirs en place font-ils appel aux qâdhis malikites pour juger les agitateurs, les hérétiques et ceux considérés comme tels. Les Mu'tazilites (école philosophique rationaliste) ont également souffert du rigorisme malikite.

Les disciples de Mâlik se sont chargés de répandre sa doctrine de son vivant. Le Muwattâ fut introduit en Ifrîqiya par le tunisois 'Ali Ibn Ziyâd (mort en 183 / 799) qui a assuré à Kairouan l'enseignement du maître. Alors que l'Egypte restait majoritairement Shafi'ite, le malikisme a prévalu en Ifrîqiya sur le hanafisme notamment sous la dynastie des Aghlabides et jusqu'à l'avènement des Fatimides (298 / 910) qui, pour près d'un siècle, ont fait triompher le shi'isme. La dynastie des Zirides qui lui a succédé a rétabli la doctrine malikite dans toute sa rigueur, par suite de troubles sanglants survenus à Kairouan entre fidèles des deux doctrines. Le Maghreb est resté fidèle au malikisme jusqu'à nos jours.

SAHNUN

Abu Sa'id Abd as-Salam ibn Sa'id at-Tanukhī, surnommé Sahnun, a joué un rôle décisif dans la conversion de l'Occident musulman (Ifriqiya et Espagne) au malikisme. Né à Kairouan en 160 / 777 (mort en 240 / 855) dans une famille originaire de Hims (Syrie) et installée peu auparavant dans le Sahel tunisien, il fit ses études à Kairouan auprès de maîtres tels Asad Ibn al-Furāt qui avait suivi directement l'enseignement de Malik Ibn Anas (fondateur de la doctrine Malikite) et le tunisois Ali Ibn Ziyād qui avait le premier introduit en Ifriqiya le grand livre de Mālik, le Muwattā.

Encore jeune, il se fixe à Kairouan où il enseigne le Coran, non dans la mosquée mais dans un local loué à cet effet. Il entreprend ensuite, vers 188 / 804, la rihla (voyage d'études en Orient) qui durera trois ans.

Dans la liste des maîtres qu'il fréquente, on retrouve l'égyptien Abd ar-Rahmān Ibn al-Qāsim al-'Utaki, qui fut le maître de Asad Ibn al-Furāt avant lui. La fréquentation de ce maître fut l'occasion de confronter les interprétations hanafite et malikite dans le corpus composé par Asad Ibn al-Furat sous le titre de Asadiya, compromis habile entre les deux doctrines. La Asadiya rompt avec les discussions classiques étayées par les hadīths (citations et propos du prophète) et offre plutôt un code de réponses toutes prêtes. L'ouvrage eut un grand retentissement en Egypte puis en Ifriqiya. Cependant, le séjour de Sahnun à Fustāt fut l'occasion de soumettre ce corpus à une critique rigoureuse suivant l'enseignement de Mālik. Sahnun compose à son tour un ouvrage intitulé Mudawwana qui conquiert une place majeure dans le camp malikite. Son influence fut capitale dans la diffusion et la fixation du malikisme dans tout l'occident musulman.

A son retour en 191 / 807, il s'installe comme professeur tantôt à Kairouan (hors de la grande mosquée), tantôt dans sa propriété agricole à Manzal Siqlab au Sahel. Ses étudiants viennent de toutes parts, notamment d'Espagne musulmane. Avec l'âge, il devenait le chef incontesté du sunnisme ifriqiyen auquel il donnait la forme malikite la plus rigoureuse.

A ce titre, il fut mêlé à des querelles politico religieuses qui ont exposé sa vie. En sha'ban 231 / avril 846, la vieille querelle relative à la nature du Coran (créé pour les Mu'tazilites, incréé pour les sunnites) explose à nouveau à Bagdad où le Mu'tazilisme, en faveur auprès du Calife al-Wāthiq, coûta la vie à quelques grands Sunnites fervents déclarés du Coran incréé. Le mois suivant, Sahnun fut arrêté et transféré à Kairouan. Sur ordre de l'Emir Abu Ja'far Ahmad, il fut traîné dans un procès où le qādhi mu'tazilite Ibn Abi l-Jawad, en poste depuis 18 ans, demanda sa tête. A l'issue du procès, qui se déroula dans le palais de l'Emir, Sahnun fut tout juste mis en résidence surveillée. L'année suivante, l'Emir Abu Jafar Ahmad fut renversé par son frère Muhammad I" qui s'empessa de destituer le qādhi Ibn Abi l-Jawad et de libérer l'imam Sahnun, tandis qu'à Bagdad le

nouveau Calife al-Mutawakkil pratiquait de son côté un rapprochement avec les Sunnites.

Dans ces circonstances, Sahnûn, âgé de 74 ans, fut nommé qâdhi avec pleins pouvoirs (Ramadan 234 / avril 849). Il prit aussitôt d'importantes mesures pour consolider le Sunnisme : nommant le faqlh hanafite Sulayman Ibn 'Imrân son associé, il renforce le pouvoir du qâdhi, cumule la hisba (contrôle des opérations du marché) avec la magistrature et refuse pour sa part toute rétribution personnelle. Pour les audiences, il consacre une salle spéciale où seuls les plaignants sont admis, sans autorisation de se faire représenter par des tiers. Il se pose en garant d'une justice intransigeante et égale pour tous, au risque de froisser l'entourage de l'Emir.

Sahnûn mit fin à la tradition de la Grande Mosquée de Kairouan où toutes les tendances pouvaient s'exprimer librement dans des cercles d'études multiples. Il réprima énergiquement toute hérésie. Le qâdhi mu'tazilite qui l'avait humilié ne fut pas épargné. Ibn Abi l-Jawad, par ailleurs gendre de 'Asad Ibn al-Furât, est arrêté officiellement pour une affaire de dépôt non restitué, qu'il nia jusqu'au bout. Sahnûn, pour lui extorquer l'aveu du détournement, le fit flageller dans la cour de la Grande Mosquée jour après jour. La volonté d'éradiquer le ferment mu'tazilite explique-t-elle cette dureté extrême ? L'accusé mourut sous le fouet.

Muhammad 1^{er}, sans doute las des plaintes incessantes de son entourage contre le zèle de Sahnûn, finit par lui donner pour associé un qâdhi réputé flexible et ignorant, al-Tubni. Sahnûn ne s'en releva pas. Au bout de quelques semaines, dans la matinée du dimanche 7 Rajab 240 / 2 décembre 854, Sahnûn rendit l'âme. Il fut enterré l'après-midi du même jour, en présence de l'Emir qui dirigea en personne la prière des morts. Son mausolée, aux environs de Kairouan, est l'objet d'une constante vénération.

Sahnûn eut deux enfants. Sa fille Khadija, pour laquelle il avait la plus grande estime, était restée célibataire ; son fils Muhammad devint à son tour un brillant faqlh, auteur d'un ouvrage « Adab al-mu'allimine » publié à Tunis en 1931 par H. H. Abdul-Wahab.

Références bibliographiques

I. SOURCES

ABU-L-ARAB,

Tabaqât, éd. et trad. Ben Cheneb, Alger, 1914.

AL-BAKRI,

al-Masâlik, éd. et trad. De Slane, Alger, 1911-13.

IBN AL-ABBAR,

al-Hulla éd. H. Mones, Le Caire, 1963-4.

IBN AL-ATHIR,

al-Kâmil Le Caire, 1938-9.

IBN KHALDUN,

al-'Ibar, éd. de Beyrouth, 1958.

IBN HAWQAL,

Sa rat al-Ardh, éd. de Beyrouth, 1962.

IBN IDHARI,

al-Bayân, éd. G. S. Colin et E. Lévi-Provençal, Leiden, 1948 ; trad. fr. E. Fagnan, Alger, 1901.

'IYADH,

Biographies aghlabides extraites des Madârik du Cadi 'Iyâdh, éd.

M. TALBI,

Tunis, 1968.

AL-MALIKI,

Rijâdh, éd. H. Mones, Le Caire, 1951.

AL-MAWARDI,

al-Ahkâm al-Sultâniya, éd. M. Engeri, Bone, 1853 ; Trad. E. Fagnan, Alger, 1915.

AL-NUWAYRI,

Nihâyatal-Arab, éd. Partielle G. Remiro, Grenade, 1917-19.

AL-YA'QUBI,

Al-Bulcân, trad. G. Wiet *Les Pays*, Le Caire, 1937-

II. ETUDES

H. H. ABDUL-WAHAB,

Waraqât, vol. I, Tunis, 1965 ; vol. II, Tunis, 1967 - *Ta'rîkhal-Adabal-Tunuâ*, Tunis, 1968.

M. AMARI,

Storia dei musulmani di Sicilia, 2^e éd. révisée par C. A. Nallino, Catane, 1933-5.

- C. H. BECKER,
The expansion of the Saracens, Cambridge médiéval history, II.
- F. DI CANDIA,
Monnaies Aghlabides du Musée de Bardo, dans la Revue Tunisienne.
- CH. DIEHL et G. MARÇAIS,
Le monde oriental de 395 à 1081, 2^e éd., Paris, 1944.
- H. FOURNEL,
Les Berbers, 2 vol., Paris, 1875-1881.
- M. GAUDEFROY-DEMOMBYNES et PLATONOV,
Le monde musulman et byzantin jusqu'aux Croisades; Paris, 1931.
- E.F. GAUTIER,
Le passé de l'Afrique du Nord Paris, 1952.
- J. GAY,
L'Italie Méridionale et l'Empire Byzantin..., Paris, 1904.
- S. D. GOITEIN,
A Mediterranean Society; California, 1967.
- W. HEYD,
Histoire du commerce du levant au Moyen-Age, Leipzig, 1885-6, n^{dlc} éd. 1959.
- W. IVANOW,
Isma'ili Literature, Téhéran, 1963.
- CH. A. JULIEN,
Histoire de l'Afrique du Nord 2^e éd., Paris, 1956.
- A. R. LEWIS,
Naval power and trade in the Mediterranean A. D. 500-1100, Princeton, 1951.
- A. LEZINE,
Recherches sur les monuments aghlabides, 1966.
- G. MARÇAIS,
Architecture musulmane d'Occident, Paris, 1954.
- M. TALBI,
L'Emirat Aghlabide, Paris, 1966 - La qirâ'a bi-l-ahâ.n, dans Arabica, V, 1958 - Les Bid'r, dans Studia Islamica, XII, 1960 - Kairouan et le malikisme espagnol dans mélanges. Lévi - Provençal, Paris, 1962, vol. I - Les courtiers en vêtements en Ijhiya au IX-X s., dans Journal of Economic and Social History of Orient, V, 1962.
- A. A. VASILIEV,
Byzance et les Arabes, Bruxelles, 1935-1950.
- M. VONDERHEYDEN,
La Berbérie orientale sous la dynastie des Benou-l-Aghlab (800-909), Paris, 1927.

L'EPOQUE FATIMIDE

Par Farhat Dachraoui

A la veille de l'apparition des Fatimides en Afrique du Nord, trois dynasties se partageaient le pays, nées du démembrement de l'empire abbasside.

A l'ouest du Maghreb, les Idrissides, shi'ites eux aussi, mais de la branche hassanide, avaient fondé dès 170/786 un royaume indépendant dont la capitale Fès ne tarda pas à devenir une cité florissante et un foyer intense d'islamisation et d'arabisation.

Au centre, les Rustumides, partisans de l'hérésie khàrijite, donc hostiles au califat abbasside, avaient créé en 144/761 sur la base des principes égalitaires de leur doctrine un royaume autour de la ville de Tahart. A l'est, en Ifrîqiya proprement dit, le royaume des Aghlabides, fondé en 184/800 par Ibrahim Ibn al-Aghlab maintenait, on l'a vu, des liens spirituels avec le Califat abbasside et consacrait la consolidation du régime sunnite mis en place depuis l'achèvement de la conquête.

Avec l'entrée en scène en petite kabylie du missionnaire fatimide Abu Abdullah suivie de « l'apparition du Mahdî » et la fondation du Califat des fatimides, l'équilibre maintenu en Afrique du Nord entre les forces de ces trois dynasties allait être rompu. Les trois royaumes qui reproduisaient approximativement la vieille division romaine en Afrique Proconsulaire, Maurétanie césarienne et Maurétanie Tingitane furent aussitôt balayés et l'unité du pays se refit, mais pour un temps, sous la bannière des Fatimides.

En Afrique même, l'époque fatimide marque une manière de rupture. Vers la fin du VIII s., avec la pacification de la portion

orientale de la Berbérie, les progrès de l'islamisation et de l'arabisation, l'ordre islamique établi était un ordre sunnite ; l'avènement des Aghlabides puis la stabilité et l'expansion de leur puissance devaient favoriser la prépondérance de l'orthodoxie, l'épanouissement de ses valeurs. L'intrusion brutale du shi'isme triomphant allait donc officiellement mettre un terme au règne de l'orthodoxie et introduire avec une conception particulière du Califat un ordre nouveau et modifier le régime politico-social élaboré sur les principes du sunnisme.

I

L'avènement des Fatimides

1. Les origines des Fatimides

Dès l'avènement de Mu'awiya Ibn Abī Sufyàn en 40/660, les partisans de Ali se sont organisés après son assassinat en mouvement d'opposition animé par ses fils, les enfants de Fatima, Hasan et Husayn. L'assassinat de ce dernier en 61/681 donna au mouvement shi'ite une vigueur telle que sa puissance allait s'accroître tout au long de l'époque omayyade jusqu'à l'avènement des Abbassides.

Mais avec l'arrivée au pouvoir de ces derniers, les Alides qui avaient payé chèrement leur opposition au clan omayyade se sont vus encore exclure du Califat mais cette fois par leurs cousins du clan hashimite. Aussi leur frustration fut-elle ressentie plus cruellement et leur opposition à leurs nouveaux adversaires plus acharnée. Le mouvement shi'ite Alide s'intensifia plus particulièrement sous le règne du Calife al-Mansur et se fractionna en plusieurs tendances dont la plus importante s'éleva avec Isma'il le fils de Ja'far as-Siddiq en secte extrémiste dotée d'une solide organisation doctrinale et politique.

A partir de la mort d'Isma'il et de son père au début de la deuxième moitié du VIII^e s., cette secte entra dans une phase clandestine ou « cycle d'occultation » qui ne s'acheva que vers la fin

du IX^e s. par la « manifestation » du Mahdī 'Abdullah (plus connu sous le nom fautif de 'Ubaid Allah). Cette phase constitue pour l'historien la période la plus confuse et la plus irritante tant il est difficile de saisir la vérité à travers des sources aussi abondantes que contradictoires et de définir rigoureusement l'ordre de succession des Imams Isma'iliens qui s'étaient succédé depuis le fils d'Isma'il, Muhammad, jusqu'au Mahdī.

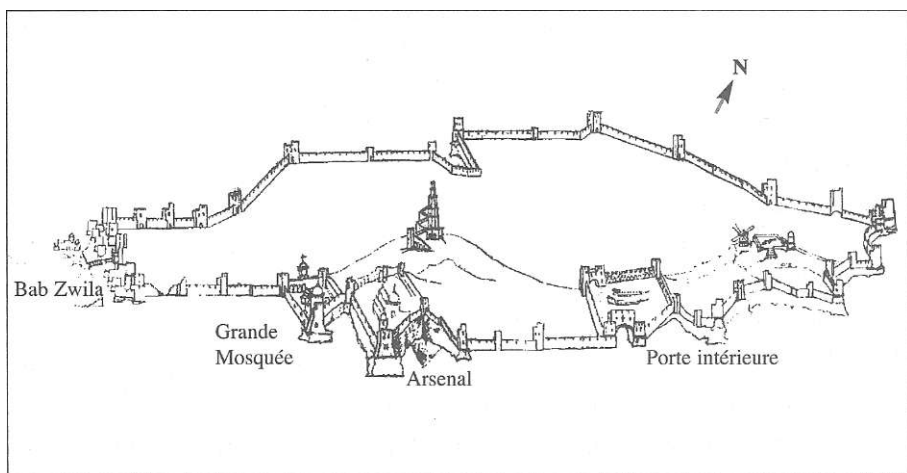
A l'époque du dernier Imam caché al-Husayn Ibn Ahmed, la propagande Isma'ilienne entra dans une phase active et couvrit l'ensemble du monde musulman divisé en provinces selon une organisation qui remonte à l'Imam Isma'il et surtout à son fils Muhammad sous le règne du Calife Abbasside al-Mahdī. Une source Isma'ilienne d'une importance capitale « Iftitah ad-Da'wā » du Cadi al Nu'man raconte les phases successives de la prédication isma'ilienne qui, après la période d'occultation, devint publique à partir de 270/883 en Syrie, en Iraq, en Iran, au Yémen, en Egypte et se développa rapidement et ouvertement jusqu'à l'avènement du Calife fatimide en Ifrīqiya 27 ans plus tard en 297/910.

2. La prédication isma'ilienne en petite Kabylie

Originaire de Koufa, Abu Abdullah était attaché en même temps que son frère Abul Abbas au service du dernier Imam « caché » Husayn Ibn Ahmed quand il fut chargé par ce dernier de diriger le mouvement de propagande Isma'ilienne au Maghreb. Après un stage de formation au Yémen auprès d'Ibn Hawsab qui présidait aux destinées de l'Isma'ilisme dans ce pays, Abu Abdullah se rendit à la Mecque où il se mit en contact avec des pèlerins Kutâma qu'il devait accompagner jusqu'en Ifrīqiya.

C'est en 280/893 qu'Abû Abdullah atteignit le pays des Kutâma en compagnie des pèlerins qu'il avait rencontrés à la Mecque et qu'il s'établit chez les Saktân, une fraction des Kutâma, à Ikjan petite citadelle accrochée à un versant du Djebel Babor au Nord de Sétif et de Mila. Ikjan offrait au missionnaire au cœur du massif montagneux un asile de choix. En effet les Kutâma déployaient leur

Vue en perspective de Mahdiya datée de 1550



Gravure anonyme de 66 cm x 31,5 élaborée en 1550 lors de campagne de Charles V et intitulée Aphrodisium demolia a Carolo V, montrant la ville de Mahdiya telle qu'elle était au milieu du XVI^e s. Le dessin confirme les descriptions des sources arabes médiévales.

On y voit en particulier une double enceinte du côté ouest : la première est composée de six petites tours ; la seconde est ponctuée de saillants plus imposants.

Bakri, au XI^e s, mentionne huit tours, que nous ne pouvons voir ici. On remarque aussi l'emplacement de la Grande Mosquée, élevée sur un terrain gagné sur la mer et qui fut, lors de l'occupation espagnole, transformée en église. La mosquée jouxte, comme l'ont bien signalé les textes historiques, l'arsenal. Le port intérieur, construit - ou restauré - par les Fatimides, garde encore son enceinte et sa porte sur mer. On observe aussi le bon état des remparts maritimes

ainsi que l'existence d'un fort à l'extrémité Est de la presqu'île. L'emplacement des palais est représenté par une simple butte sur laquelle se dresse une haute tour à 5 étages.

puissance sur toute cette vaste région accidentée et bien abritée de la petite Kabylie. Ces tribus berbères groupées en une multitude de clans se trouvaient liées comme toute société tribale fortement structurée par une solidarité organique dont Abu 'Abdullah se plaisait à se faire décrire toute l'efficacité.

Déjà tout au long de la route de la Mecque en Ifrīqiya, le missionnaire s'était renseigné amplement sur leur situation politique et sociale. Il se rendit compte à quel point leur pays était fertile pour une éventuelle réforme politique et religieuse. Pratiquement indépendante, ne subissant qu'une autorité purement formelle du souverain Aghlabide, cette région de l'Ifrīqiya échappait en effet à tout contrôle de la capitale Raqqāda ou des places fortes voisines Mila, Sétif, Balazma, Constantine ou Baghāya. D'ailleurs les gouverneurs de ces villes ne reconnaissaient qu'une suzeraineté aghlabide nominale et, n'ayant aucune autorité sur les Kutāma, ils les ménageaient et en redoutaient la puissance. Peuple guerrier et cavaliers intrépides, ils constituaient donc pour les Aghlabides de redoutables adversaires et Abu Abdullah pouvait déjà avant de pénétrer en Ifrīqiya apprécier, d'après les renseignements recueillis, l'importance des moyens qu'ils allaient fournir pour faire triompher l'insurrection shi'ite.

3. *La chute de la dynastie aghlabide*

Quelques années, un peu plus de sept ans, suffirent à Abu Abdullah pour édifier chez les Kutāma une communauté unie par les liens traditionnels de la « *'asabiya* » mais surtout par l'adhésion à une doctrine religieuse hostile au pouvoir central de Raqqāda. Doctrine religieuse et aussi politique, qui recommande à ses adeptes de s'insurger contre les usurpateurs pour leur arracher le pouvoir et le restituer à ses possesseurs légitimes, les descendants de Fatima, la fille du Prophète. En fondant le noyau d'un Etat shi'ite à l'abri des montagnes de la petite Kabylie, le missionnaire isma'ilien s'était par conséquent assigné comme tâche primordiale celle de conquérir le pouvoir pour le compte du Mahdī qui venait d'accéder à l'Imamat à Salamiya en Syrie. Mais avant d'affronter les armées aghlabides,

Le palais de Mahdiyya

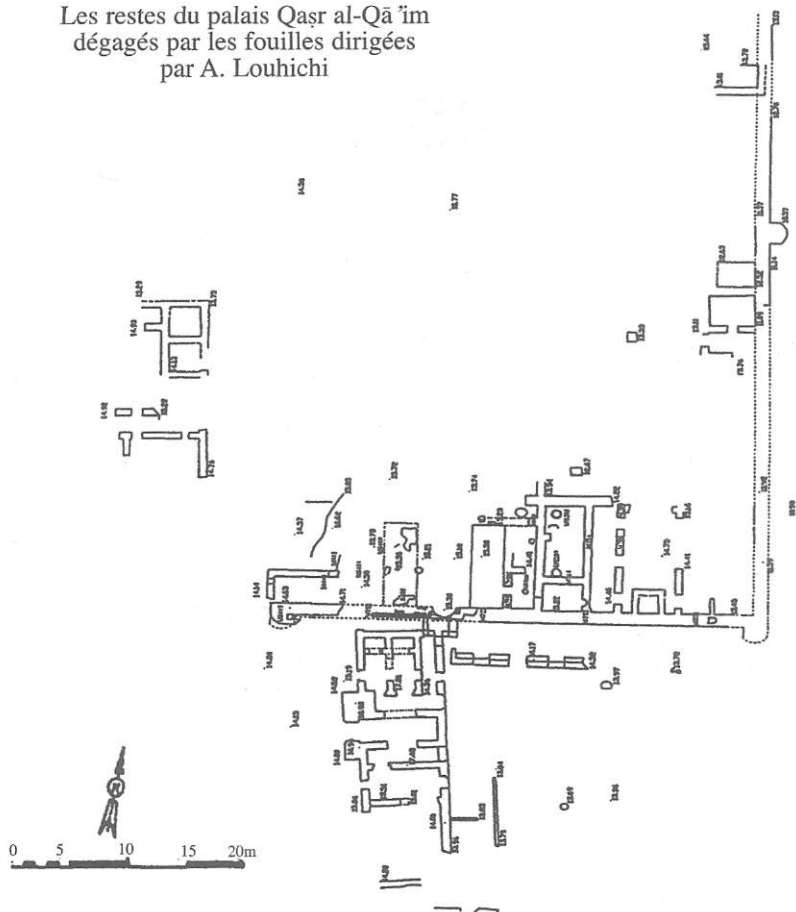
Les sources arabes signalent deux palais à Mahdiyya. Ils étaient selon al-Bakrî situés à l'est de la Grande Mosquée et séparés par une grande esplanade. Le palais d'al-Mahdî avait une porte donnant sur l'Ouest et le palais de son fils al-Qâ'im avait une entrée ouvrant sur l'Est. Les fouilles archéologiques ont permis de localiser le palais d'al-Qâ'im. Il s'agit d'un grand monument d'une soixantaine de mètres de côté. Les angles du monument sont, comme à l'accoutumée, renforcés par des tours circulaires.

L'aile ouest du monument est occupée par une salle mosaïquée ayant un plan en T. Il semble que le monument d'origine ait subi des transformations qui ont altéré son organisation initiale. Ainsi la salle du trône a été tronquée.

Une mosaïque antique a été endommagée pour édifier une nouvelle annexe qui fut longtemps prise, à tort, pour le château d'al-Qâ'im.

Quant au palais d'al-Mahdî, on ne lui connaît pas de traces avérées, cependant il est fort possible que les affleurements que l'on voit sous le grand fort ottoman soient les restes de ses vestiges.

Les restes du palais Qaṣr al-Qā'im
dégagés par les fouilles dirigées
par A. Louhichi



Mahdiya : Bab Zwila ou Sqifa al-kahla



Cette porte, dite Bâb Zwila, est l'unique entrée que possédait la ville fatimide du X^e s. Elle donnait sur le faubourg populaire dit Ribât Zwila, et faisait partie du rempart ouest, célèbre par son épaisseur qui dépassait les 5 m. Tel qu'il se présente à nous, le monument se compose de deux parties :

-Un ouvrage massif et élevé, aménagé en fortin doté d'un passage voûté. La hauteur de l'ouvrage est de 18,70 m. Sa largeur est d'environ 10 m.

-Aussitôt le passage franchi, on se trouve dans un long vestibule couvert en voûtes s'étendant sur 33 m. de long, jalonné de grandes niches à banquettes qui auraient servi de boutiques. Cette porte a toujours fasciné les écrivains arabes qui ont vanté sa robustesse, ses vantaux en bois clouté et ses gonds en verre. La force de l'édifice lui a épargné les destructions de Charles Quint en 1551. Les sources arabes l'ont toujours comparé aux portes imprenables de Bagdad.

La mosaïque de Mahdiya



La Mosaïque de Mahdiya est sans doute la seule datée avec certitude de l'époque islamique. En effet, ni la mosaïque de Raqqâda, ni les pièces trouvées à Sabra, à al-Abbasiya et dans les sites de Béja ne sont attribuées avec certitude à l'époque médiévale. On ne comprend pas comment cet art qui fut jadis, sous les Romains et les Byzantins, très prospère disparaît d'un seul coup et en un temps aussi court. Les deux pavements découverts à Mahdiya ont été exhumés le premier en 1925 et le second en 2000. Ils se trouvent dans le palais du Calife al-Qâ'im et ornent le sol de la salle basilicale principale et tout particulièrement ses deux nefs latérales. La première mosaïque mesure 3,92 m sur 12,20 m et la seconde 4 m sur 12,20 m. La salle entière fait 12,50 sur 14,50 m. Les tesselles qui ont servi à leur fabrication sont irrégulières (0,8 cm à 2,05 cm). La décoration se fait par combinaison de motifs géométriques et floraux. Les couleurs utilisées sont le rouge brun et le noir sur fond blanc. Chaque pavement obéit à une composition stricte : un bandeau de 18 cm encadre le champ rectangulaire où se développe le décor dans un mouvement très libre.

Abu 'Abdullah prit soin de doter la jeune communauté de structures appropriées à son activité révolutionnaire. Il procéda à une réorganisation politico-sociale en répartissant les Kutâma en sept subdivisions constituées en formations militaires encadrées par des Chefs responsables et des missionnaires et destinées à consolider le nouveau régime établi à Ikjan.

Ayant enfin étendu son autorité à tout le pays Kutâma, le missionnaire Abu Abdullah entamait la seconde étape de sa mission, la révolte contre les Aghlabides, pour la conquête de l'Ifrîqiya.

Dans le courant de l'été de l'année 289/902, le missionnaire isma'ilien s'attaque à la première forteresse, Mila, qu'il prend sans peine. La conquête de cette ville par les Kutâma alarme l'Emir Abdullah II qui lance aussitôt contre le rebelle une première expédition commandée par son fils Abu Abdullah al-Ahwal. Les développements consacrés à cette expédition par al-Nu'mân vantent la stratégie du général aghlabide et mettent en valeur sa supériorité militaire. Abu Abdullah al-Ahwal reprend Mila, détruit Tazrut évacuée par Abu Abdullah et menace Ikjan. Mais à la suite d'un engagement défavorable dans la montagne, al-Ahwal bat en retraite à un moment où la victoire semble à la portée et rentre en Ifrîqiya. Cette retraite, al-Nu'mân l'explique par l'abondance exceptionnelle de la neige. On comprend assez que les rigueurs de l'hiver dans la région montagneuse d'Ikjan aient empêché le général aghlabide de poursuivre son offensive.

La deuxième expédition, l'année suivante, commandée par le même Abu Abdullah al Ahwal, se solde également par un échec. Al-Nu'mân montre avec plus de précision cette fois les causes de la retraite, qu'il explique par une détérioration subite de la situation en Ifrîqiya. Il raconte dans une longue digression les graves événements intervenus à Raqqâda, et qui contraignent al-Ahwal à regagner la capitale où son frère Ziyâdat-Allah, instigateur de meurtre de l'Emir régnant (leur père) ne tarde pas à le faire exécuter à son tour.

La troisième expédition commandée, l'année suivante, par Ibn Habashi, un des membres les plus en vue de la famille aghlabide et

qui a lieu après la chute de Sétif entre les mains des Kutâma se termine par une lourde défaite de l'armée aghlabide. Autant al-Nu'mân a insisté sur les mérites d'al-Ahwal, autant il met en évidence la carence d'Ibn Habashi et son ignorance de l'art militaire. Puis il décrit avec une complaisance non déguisée, qui donne au récit couleur épique, la campagne victorieuse du missionnaire isma'ilien qui s'avère un tacticien averti. La prudente stratégie que celui-ci adopte pour ménager ses forces retranchées dans la zone montagneuse d'Ikjan, et s'en tenir à une attitude défensive, donne son fruit et favorise sa résistance victorieuse contre les offensives aghlabides.

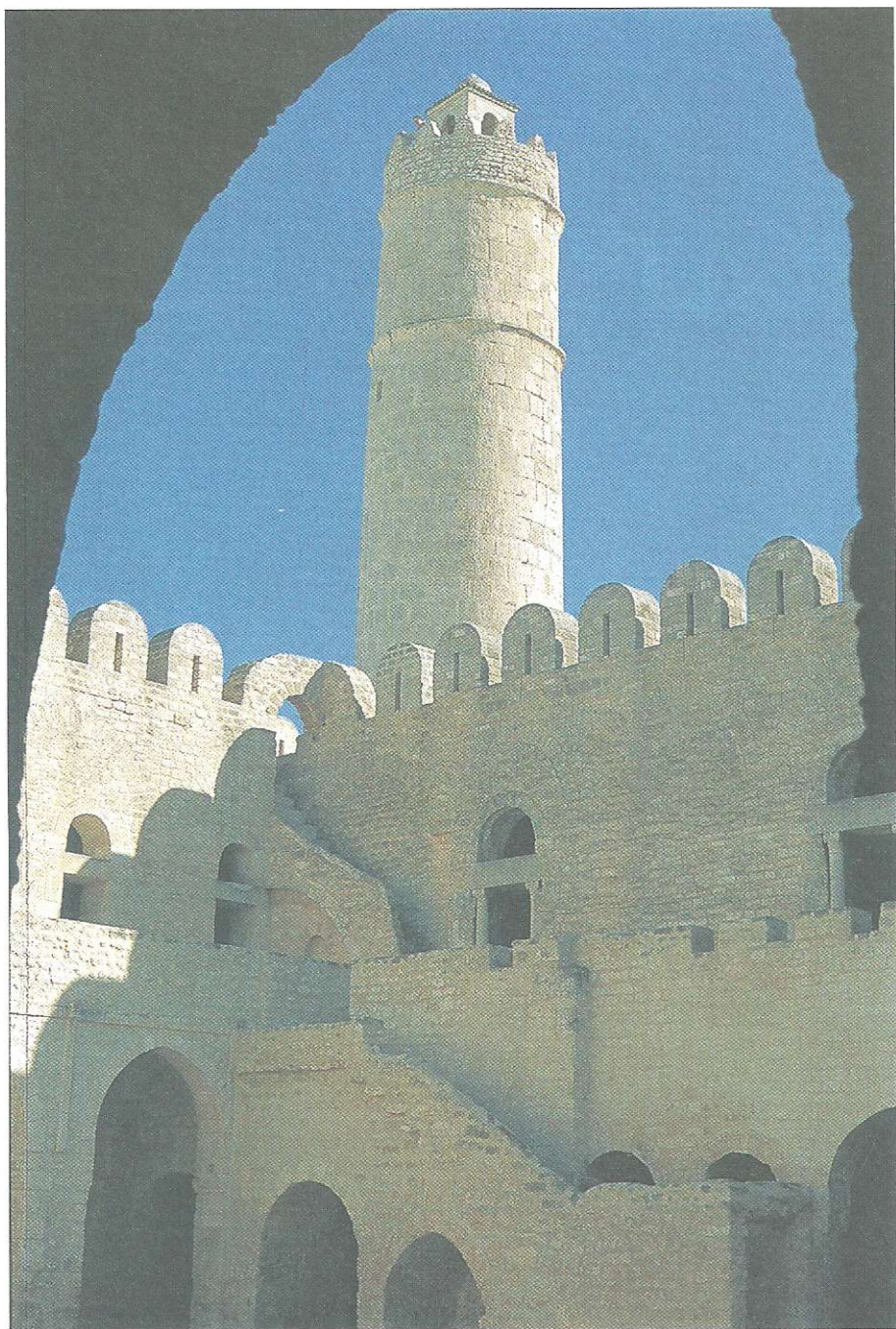
Après avoir repoussé les attaques aghlabides Abu Abdullah prend l'offensive, à partir de l'année 293/906, et s'attaque à la ligne de défense de l'Ifrîqiya, les forteresses qui, à l'Ouest de Kairouan, forment une sorte de bouclier. Il conquiert l'une après l'autre les places de l'ancien « Limes » dépourvues de garnisons suffisantes : Tubna, Balazma, Tijîs et Baghâya. Il écrase aux pieds de l'Aurès une armée aghlabide de secours commandée par Harun al-Tubni. Lançant ensuite les contingents Kutâma en direction du Djérid dans la double intention sans doute de prévenir toute éventualité d'agitation khàrijite et d'occuper une région prospère; il prend Gafsa et Qastiliya et menace ainsi Kairouan par le Sud-Ouest; il envahit enfin l'Ifrîqiya par Majjàna et l'Oued Mellègue et triomphe à Laribus en 296/909 de son dernier rival aghlabide avant d'entrer à Raqqâda abandonnée par Ziyâdat-Allah III.

4. La fondation du Califat fatimide

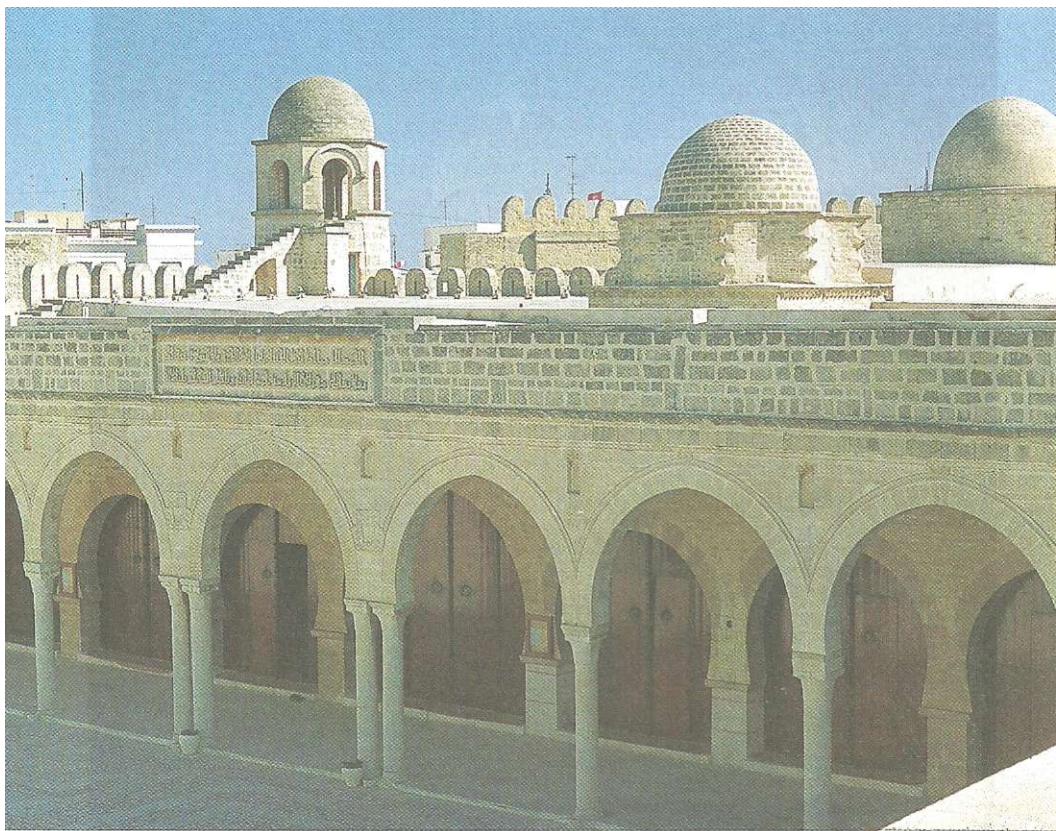
Sept années suffirent donc à Abu Abdullah pour conquérir l'Ifrîqiya. Dès qu'il eut achevé dans le calme et la sécurité la réorganisation de l'administration et la mise en place des institutions propres au nouvel Etat, il s'empresse de marcher sur Sijilmasa, capitale de l'Etat des Banu Midrar du Tafilalest au Maghreb Extrême pour remettre au Mahdî qui s'y trouvait détenu,

le pouvoir qu'il venait de conquérir en son nom. Sur l'émigration du Mahdī de Salamiya jusqu'à Sijilmasa *l'Iftitah* apporte un jour nouveau en le plaçant dans un contexte historique précis marqué à l'aube du X^e s. par les succès de la cause des Alides chez les Kutâma. On comprend mieux grâce à cet ouvrage comment l'Imam put choisir de fonder le Califat fatimide non pas en Orient où il fallait faire front en même temps à la puissance abbasside et au danger qarmate, mais en Occident où le régime chancelant des Aghlabides offrait un terrain plus propice.

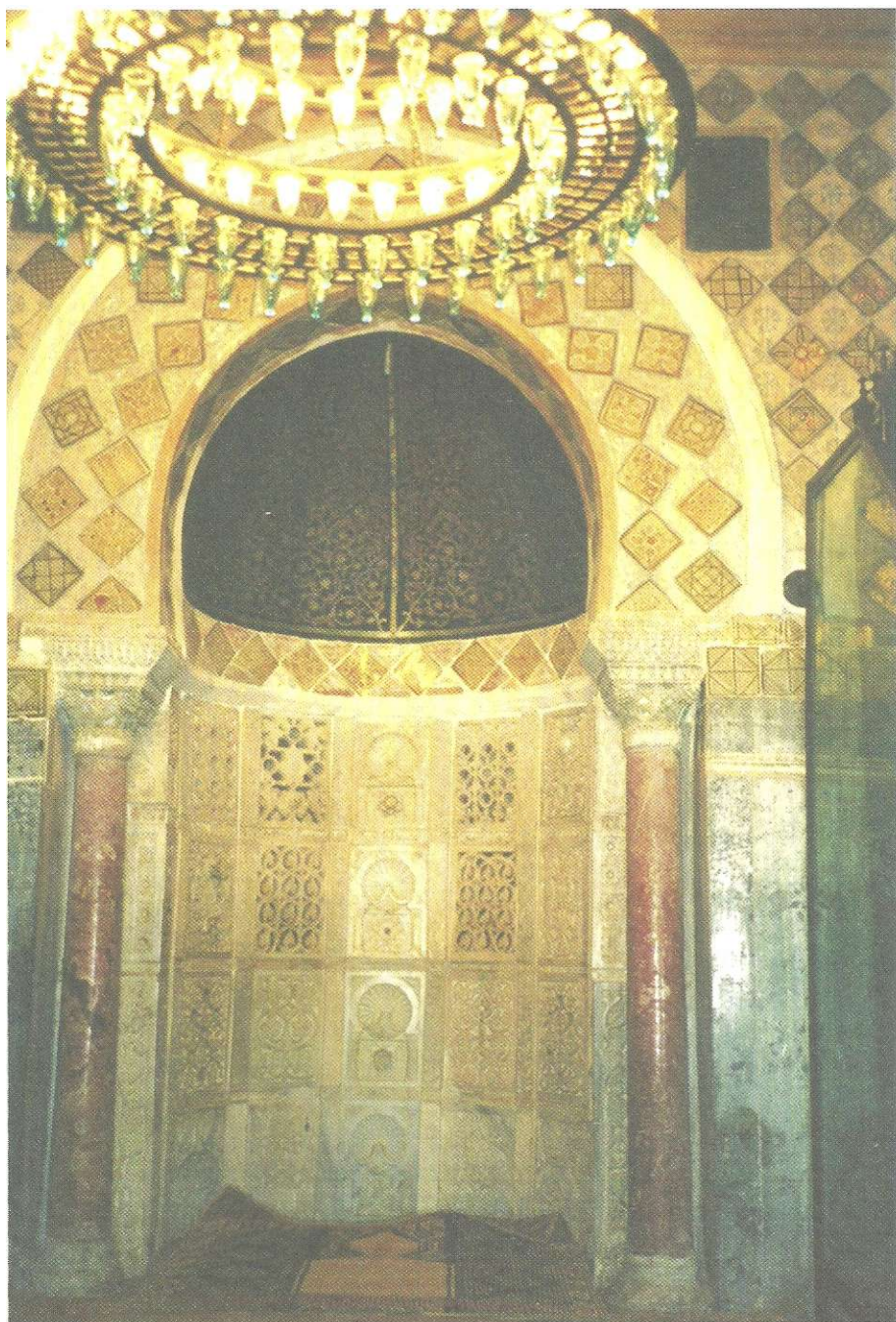
On comprend mieux comment un tel choix fut déterminé surtout par la fortune grandissante d'Abū Abdullah, les développements victorieux de l'insurrection en petite Kabylie et l'incalculable soutien qu'apportaient à la cause des Fatimides les puissantes tribus Kutâma. Le Mahdī évita donc de se rendre au Yémen après sa fuite précipitée de Salamiya en 289/902, se cacha en Egypte puis se rendit au Maghreb via Tripoli et Qastiliya. Mais parvenu à cette ville, il renonça à rejoindre Abu Abdullah à Ikjan et se dirigea vers Sijilmasa. Cette volte-face du Mahdī s'explique par des raisons politiques : en effet, au moment où il pénétrait en Ifrîqiya, la force des Aghlabides était encore considérable et le général Ibn Habashi entraînait précisément en campagne au début de « l'automne de l'année 291/904 ». Prudent, l'Imam préféra ne pas gagner Ikjan dans des conditions aussi peu favorables, son missionnaire n'ayant pas encore gagné la partie. Il alla chercher refuge à Sijilmasa, cité aussi prospère que Kairouan, où il devait avoir quelques partisans dévoués parmi la colonie Iraquienne ; son séjour s'y poursuivit paisiblement jusqu'au jour où, averti par Ziyadat-Allah, le dynaste midrarite le mit en détention. Abu Abdullah qui, sur sa route, renversa la dynastie Khârîjite des Rustumides de Tahart, dut s'attaquer à Sijilmasa devant l'obstination du Midrarite, le battre et délivrer le Mahdī. Celui-ci, proclamé solennellement à Sijilmasa puis à Ikjan, fit une entrée triomphale à Raqqâda le jeudi 6 janvier 910/20 Rabia II 297. Officiellement la dynastie des Fatimides entraînait dans la première phase de son histoire.



Pl. 1 - Ribat de Monastir - vnr et IX^e s. (*voir page 53*)



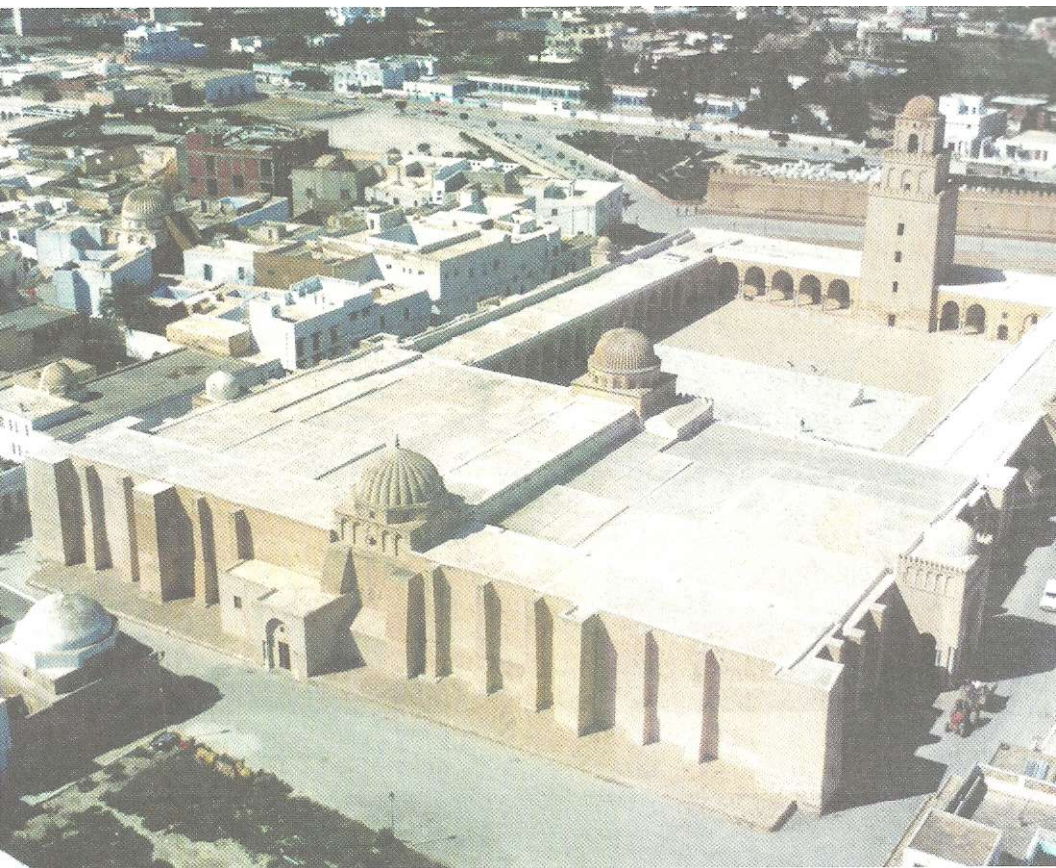
Pl. 2 - Grande Mosquée de Sousse. IX^e s. : le portique précédant la salle de prière, les deux coupoles aux extrémités de la travée centrale de la salle de prière et la tour d'angle, (voir page 133)



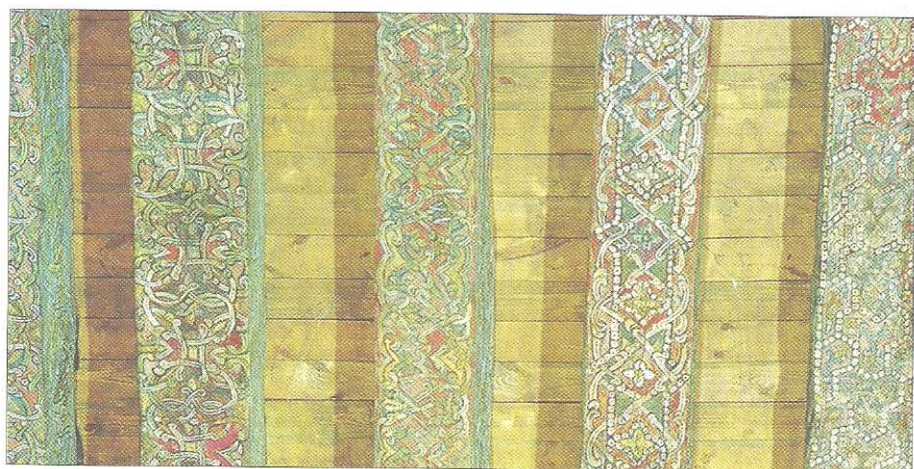
Pl. 3 - Grande Mosquée de Kairouan : le mihrab, ix^e s. L'arc et la partie supérieure sont décorés de carreaux céramique avec reflets métalliques. (voir page 122-125)



Pl. 4 - Lanterne d'al- Mu'izz ibn Badis - XI^e s. (*voir page 337*)



Pl. 5 - Vue aérienne de la Grande Mosquée de Kairouan : successivement la
salle de prière avec les deux coupoles, la cour et le minaret.
{voir page 122-125}



détail

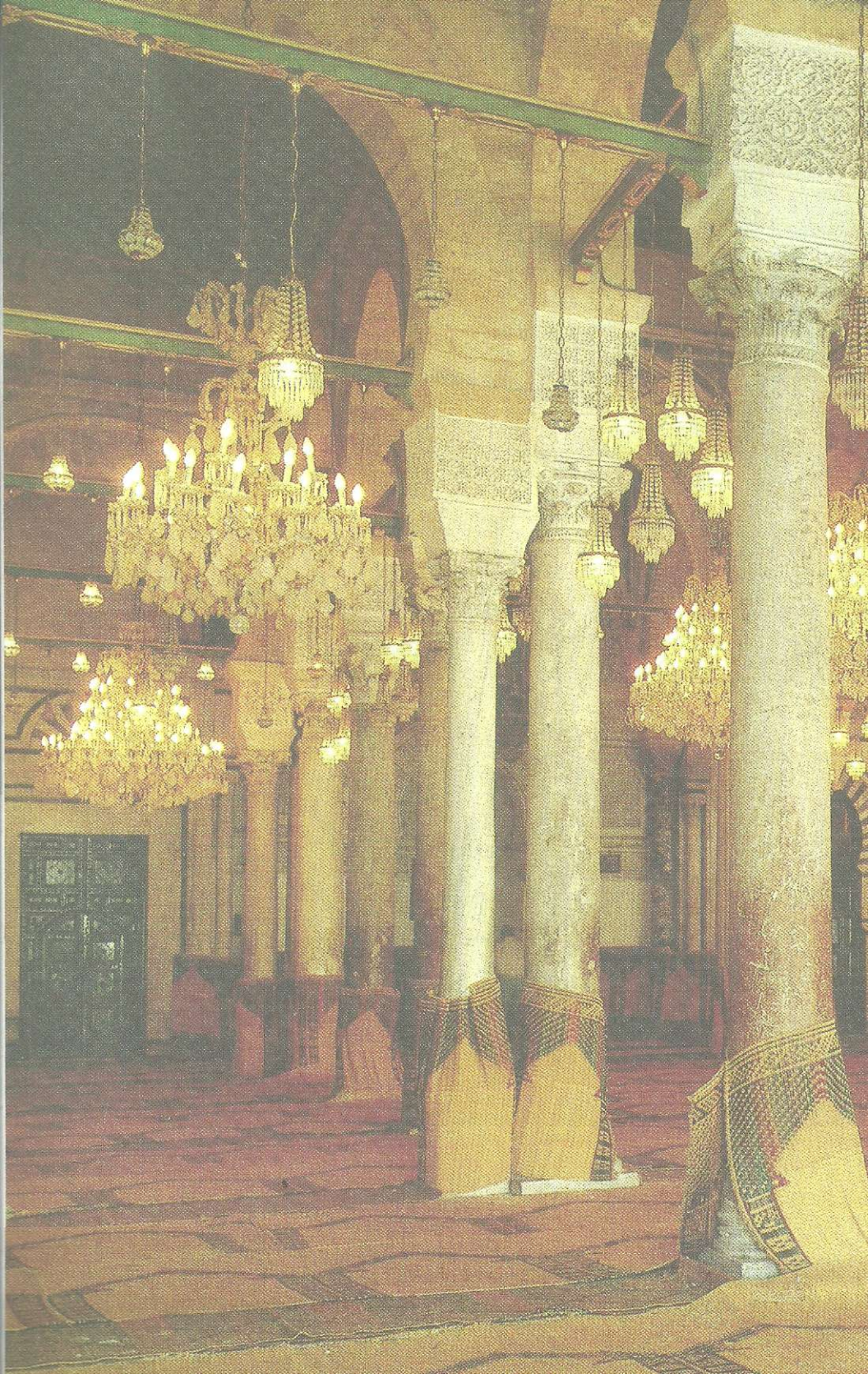
Pl. 6 - Plafond peint de la Grande Mosquée de Kairouan datant de l'époque ziride - x^e s. [voir page 335]

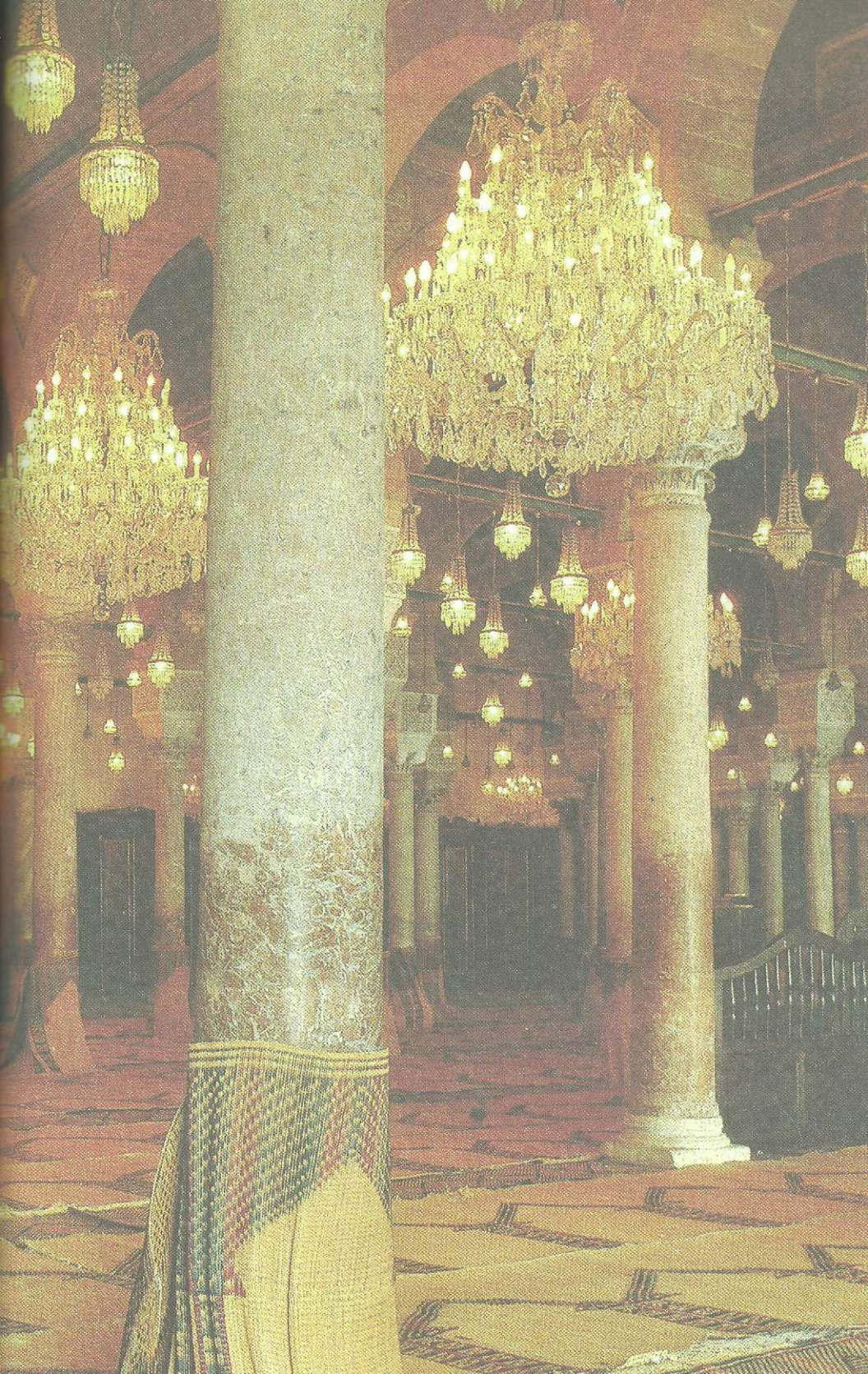


Pl. 7 - Dinar fatimide en or frappé à Mahdiya et portant le nom d'al-Mansur et la date de 340 H. / 952.

Pl. 8 - (*double page suivante*)

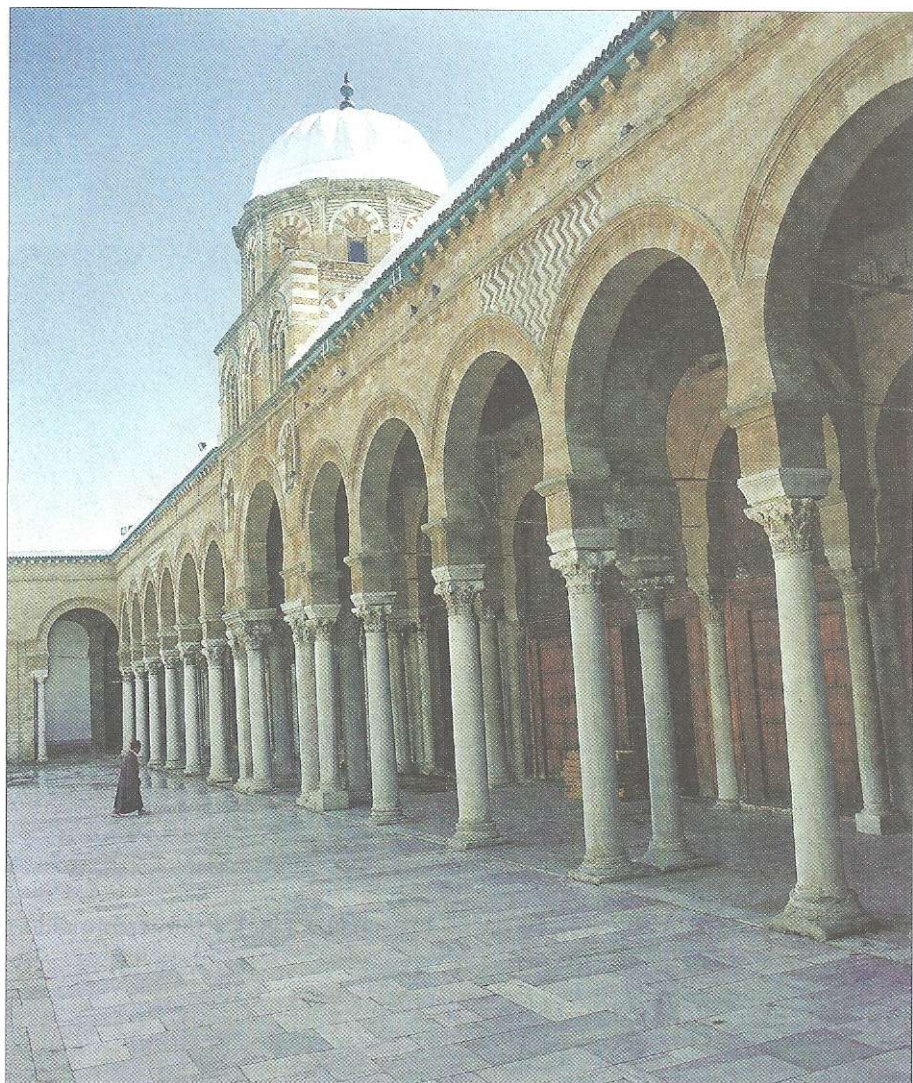
Grande Mosquée de la Zaytuna - la salle de prière, (*voir page 134-135*)







Pl. 9 - Mosquée de Kairouan : les sculptures sur bois de la remarquable *maqsura* d'époque ziride - x^e s. (voir page 336)



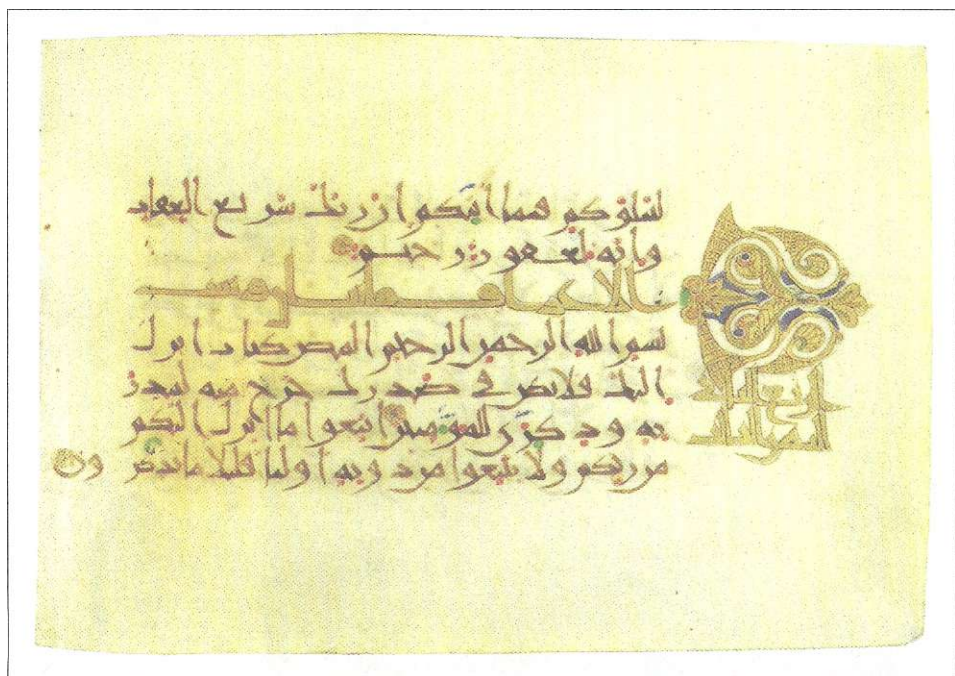
Pl. 10 - Grande Mosquée de la Zaytuna : portique précédant la salle de prière et coupole du *bahou* - Fin X^e s. (voir page 134-135)



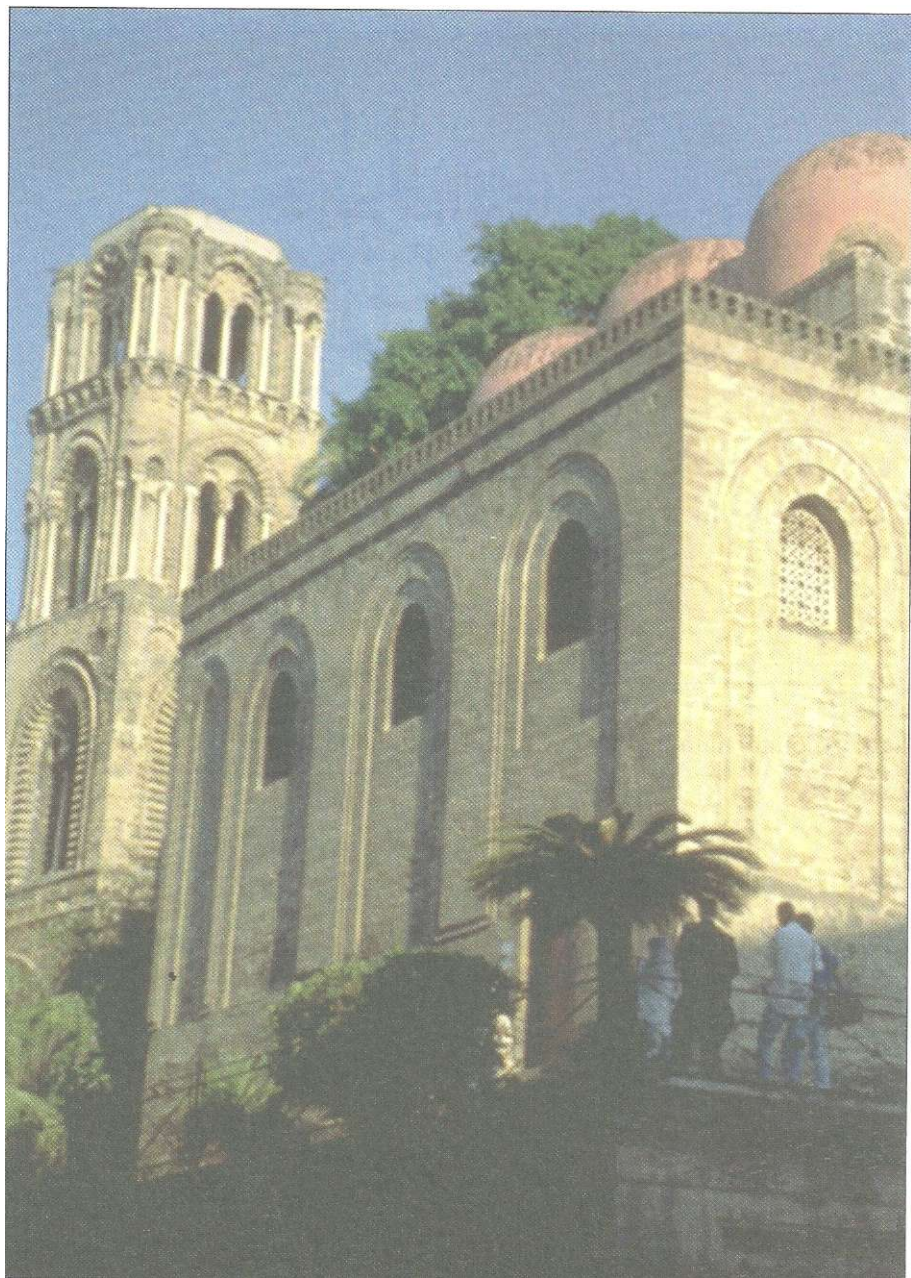
Pl. 11 - Carte de la Sicile dressée par al-idrissi au xii s. Extrait d'un manuscrit du xiv^e s. (voir page 340-341)



Pl. 12 - Mosquée de la Qasaba à Tunis. Le style almohade est évident, xIII s. (*voir page 360*)



Pl. 14 - Coran enluminé XII^e et XIII^e s. (début de la sourat 9) (voir page 260-261)



Pl. 15 - San Cataldo à Païenne. La superposition d'arcs en aplats et les coupes rouges sont d'inspiration arabe. Edifice construit au XII^e s. par l'amiral Majone di Bari. (voir page 348)

II

La mainmise des Fatimides sur l'Ifrīqiya et leur politique impérialiste

1. Le règne du Mahdī : 297/910-322/934

Né à 'Askar Mukram en 879 ou 874, le nouveau maître de l'Ifrīqiya comptait à son avènement moins de 37 ans. Ayant dû assumer la lourde direction du mouvement isma'ïlien, il possédait donc au moment où il prit le pouvoir à Raqqâda avec la pleine maturité de l'âge, une certaine maîtrise de l'art de gouverner. Le lendemain même de son arrivée à Raqqâda, le vendredi 7 janvier 910/21 Rabia II 297, le Mahdī fut proclamé officiellement calife et entama aussitôt la tâche qui l'attendait. Il confia le gouvernement des différentes provinces du royaume aux Chefs Kutâma, organisa les services de l'administration et donna des instructions pour rétablir le cadastre et percevoir les contributions fiscales.

Il eut l'idée judicieuse dans le choix de ses auxiliaires de faire appel aussi à des éléments arabes qui avaient servi sous l'ancien régime et les réintégra dans leurs fonctions civiles et militaires.

A peine installé à Raqqâda, le premier Calife fatimide prenait donc en mains les responsabilités de l'Etat et reléguait ainsi dans l'ombre Abu Abdullah, son frère Abu al-Abbâs ainsi que le Doyen (Masayih) des Kutâma qui avaient jusqu'alors détenu l'autorité au sein de la communauté Berbéro-shi'ite. Le ressentiment de ces derniers prit rapidement des proportions telles qu'un parti d'opposition finit par se créer et qu'une vaste conjuration destinée à renverser le Mahdī se forma avant même que la première année de son règne ne se fût écoulée. Discrètement, le souverain fatimide prit les mesures nécessaires pour assurer sa sécurité et confia à certains de ses partisans les plus dévoués tel Abu Ja'far al Baghdâdī le soin d'éventer le complot et de se débarrasser des conjurés. Mettant à profit leur hésitation à exécuter leur projet d'attenter à sa vie, il eut le temps de

déjouer la conspiration et fit assassiner Abu Abdullah et son frère Abu al-Abbàs, le 18 février 911/15 Jumàda II 298. Leurs complices furent également poursuivis et éliminés.

2. Les rébellions dans les provinces périphériques

L'année même de son installation sur le trône de Raqqàda, le premier Calife fatimide dut faire face à l'agitation des tribus berbères à l'Ouest de son royaume. Dans la province de Tahart, les Zanàta se dressèrent contre le nouveau régime mais de fortes troupes envoyées par le Mahdī y rétablirent l'ordre en Safar 299/octobre 912.

D'autre part l'exécution d'Abu Abdullah et de plusieurs chefs Kutâma eut pour effet d'indisposer les Berbères à l'égard du Mahdī en petite Kabylie. Le mécontentement de certains éléments d'entre eux ne tarda pas à se transformer en mouvement de révolte. Les rebelles se donnèrent pour « Mahdī » un jeune homme de la fraction des Banu Mawatnat nommé Kadu et s'emparèrent de Mila.

Le Calife fatimide dut envoyer contre eux pour les réduire son fils et héritier présomptif Abu al-Qàsım le futur al-Qâ'im. Ce dernier rétablit l'ordre en petite Kabylie et ramena à Raqqàda le pseudo-Mahdī qui fut mis à mort au début de l'année 300/automne 912.

Comme les Zanàta à l'Ouest du Royaume, les Hawwàra au Sud-Est se soulevèrent également et allèrent assiéger Tripoli. Les habitants de cette ville chassèrent le gouverneur fatimide et épousèrent le parti des Hawwàra. Le Mahdī chargea de nouveau son fils Abu al-Qà'sım de reprendre Tripoli et de châtier les insurgés berbères. Après un siège rigoureux, la ville dut se rendre et verser une lourde contribution de guerre.

La Sicile non plus ne fut pas épargnée par l'agitation. Quelques mois après avoir renversé le trône aghlabide, le Mahdī avait jugé de bonne politique de confier le gouvernement de la grande île à l'un de ses principaux auxiliaires arabes Ibn Abi Hanzīr. Mais ce dernier la gouverna avec une énergie excessive la soumettant même à un régime de terreur. Excédés par cette politique tyrannique, les notables siciliens s'emparèrent de sa personne et obtinrent du Mahdī son rappel à

Raqqâda et son remplacement par un gouverneur plus modéré, Ali Ibn 'Umar al Balawī.

Celui-ci rejoignit son poste au milieu de l'été 912/299, mais le changement de gouverneur n'était pas de nature à calmer l'agitation qui avait gagné la Sicile en même temps que les provinces périphériques Tahart, la petite Kabylie, Tripoli... Aussitôt après l'assassinat d'Abu Abdullah, la révolte gagnait la grande île tout entière et prenait un caractère légitimiste marqué par la réaction de l'élément arabe sunnite contre le nouveau régime shi'ite.

Les Siciliens répudièrent donc l'autorité fatimide et se donnèrent un chef choisi dans leur communauté Ahmed Ibn Ziyâdat-Allah Ibn Qurhub dont la famille avait compté parmi les plus illustres au service de l'Etat Aghlabide. Le nouveau maître de la Sicile se hâta de proclamer sur ces territoires l'autorité du Calife abbasside al Muqtadir afin de marquer la rupture avec le Calife hérétique de Raqqâda et prit l'initiative des hostilités. La flotte sicilienne, très puissante à l'époque, effectua des raids contre les ports du Sahel ifrîqiyen de Sousse à Sfax notamment contre Lamta.

Mais le règne d'Ibn Qurhub sur la Sicile devait être de courte durée. En moins de deux ans, son pouvoir se détériora et une grande partie du *Jund* se dressa contre lui. Les notables siciliens qui s'attendaient à de dures représailles de la part du Mahdī rejetèrent sur lui la responsabilité de la rébellion et lui en firent payer le prix en le livrant au Calife Fatimide. Celui-ci le fit exécuter et envoya en Sicile un de ses auxiliaires les plus dévoués Abu Sa'id al Dhayf qui soumit la grande île à un régime de terreur massacrant, pillant et imposant aux populations des contributions de guerre. Il y rétablit notamment les partisans du mouvement légitimiste.

3. La politique extérieure du Mahdi

A. L'impérialisme fatimide

Le triomphe à l'aube du X^e s. du shi'isme soutenu dans les montagnes de petite Kabylie par la *'asabiya* des berbères Kutâma eut pour effet, on l'a vu, de modifier profondément l'équilibre qui

s'était enfin établi au IX^e s. en Afrique du Nord. Des trois dynasties qui jusqu'alors s'étaient partagé la région, les Idrissides, les Rustumides et les Aghlabides, aucune ne survécut à l'extraordinaire explosion Fatimide. La Berbérie tout entière basculait sous la tutelle des Fatimides.

Puis l'installation au Maghreb d'un Califat hérétique aspirant à l'hégémonie du monde musulman créait également un bouleversement dans la situation politique de l'Empire islamique et appelait la Berbérie à une nouvelle destinée ; la puissance fatimide allait constituer une lourde et double menace, l'une en Occident même pour les Omayyades d'Espagne, l'autre à l'Est pour les Abbassides.

En proclamant en Ifrīqiya le Califat fatimide, l'Imam isma'ilien établi à Raqqāda s'assignait donc naturellement pour tâche de renverser les ennemis héréditaires régnant en Espagne musulmane ainsi que les usurpateurs Abbassides. En outre, l'obligation sacrée du *Jihad* lui imposait aussi de poursuivre en Sicile et en Calabre la lutte que ses prédécesseurs n'avaient point cessé d'entretenir contre Byzance ; le premier souverain fatimide devait donc fournir de sa puissance une démonstration convaincante à l'Ouest, à l'Est comme au Sud de ses Etats, et faire soutenir ainsi à ses armées une guerre inlassable sur un triple front.

B. Les visées du Mahdī sur Al-Andalus

Bien qu'il disposât de troupes suffisantes et bien aguerries et d'une puissante marine héritée des Aghlabides, le Mahdi ne pouvait se hasarder au début de son règne à entreprendre la conquête de l'Espagne musulmane tandis que, sur ses propres possessions, se multipliaient les séditions et qu'il lui fallait maintenir sous son joug une population hostile au nouveau régime. Pourtant l'Andalus était alors bien tentante, le règne de l'Emir Abdullah y touchait à sa fin et le pouvoir de la maison omayyade se trouvait considérablement affaibli par la dissidence de vastes territoires et miné par de fréquentes révoltes notamment celle d'Ibn Hafsun. Ce dernier s'était du reste mis en contact avec le Mahdī dès son intronisation à Raqqāda pour se mettre sous son autorité et le presser de conquérir le royaume Cordouan.

Le port intérieur de Mahdiya



Au premier plan le cimetière actuel, après lequel on voit nettement le rectangle du bassin du port ancien communiquant directement avec la mer

*Ce port rectangulaire, situé à 600 m
à l'Est de la Grande Mosquée, est creusé dans le roc.
Sa superficie est estimée à 8250 m² environ. Un texte de l'auteur
chiite al-Qâdhi al-Nu'mân l'attribue au Calife al-Mahdi.*

*Attribution contestée de plus en plus
à la lumière des travaux archéologiques et géologiques.
Plusieurs chercheurs pensent que le monument
serait plutôt punique et qu'il fut réaménagé et réutilisé par
les Fatimides. Cette dernière hypothèse
ne contredit pas d'autres sources arabes qui attestent
une présence ancienne sur les lieux.*

*Il est établi que la presqu'île s'appelait Jumma
(Gummi antique) et qu'elle fut désignée aussi
par le nom de Jazirat al-fâr (allusion certaine
à la présence d'un phare antique).*

*Les ouvrages de biographies nous
entretiennent d'un personnage qui habitait
un ribât dans la presqu'île.*

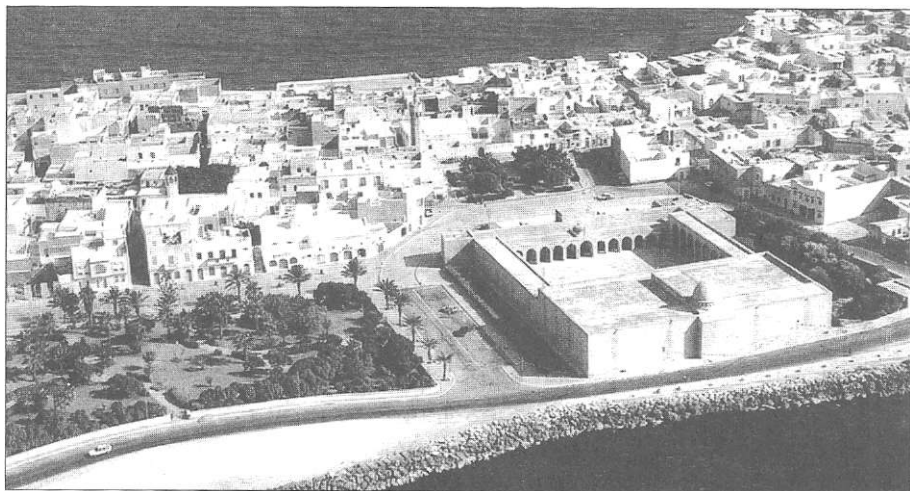
Quelles raisons donc avaient détourné le Mahdī d'une opération qui s'annonçait fructueuse puisqu'il pouvait sans trop de peine à partir de Tahart étendre son hégémonie à l'Ouest et tenter de prendre pied en Espagne musulmane ? Il semble que son attention ait été plutôt portée sur l'Egypte et l'Orient où lui incombait la mission impérieuse de restituer à la lignée fatimide le Califat détenu par les usurpateurs abbassides. Mais seuls les obstacles d'ordre intérieur que nous avons exposés plus haut l'avaient sans doute empêché d'entreprendre la conquête de l'Andalus avant que la situation ne fût redressée dans ce pays par les soins de l'énergique 'Abd ar-Rahmān III. Du reste, dès son intronisation à Cordoue en 912, ce dernier s'évertua, tout en réalisant la pacification de son royaume, à mettre l'Andalus à l'abri de la menace fatimide.

C. La première tentative contre l'Egypte 301/914 - 302/915

Tandis qu'il se bornait à maintenir son autorité à l'Ouest du Maghreb central et extrême tout en faisant peser une lourde menace sur l'Andalus, le Mahdī, aussitôt les difficultés intérieures surmontées, adopta une attitude plus agressive au Sud-Est de ses Etats. Quatre années seulement après son avènement presque jour pour jour, les colonnes fatimides s'ébranlèrent en direction de l'Egypte en Janvier 914/Jumada II 301, sous le commandement de l'héritier présomptif, le futur al-Qà'im.

Dès 910 déjà, le chef Kutamite Hubàsha, commandant de la zone de guerre orientale, avait cherché, à partir de sa base de Tripoli, à pousser ses troupes en direction de l'Egypte ; il avait ainsi occupé successivement Syrte, Ajdabiya, puis Barqa et ouvert la route vers Alexandrie à l'armée d'Abu al-Qàsım ; celui-ci fit son entrée dans cette ville occupée déjà par Hubàsha le 7 novembre 914-15 Rabia II 302. Puis il fit mouvement vers Fayoum après avoir occupé Fustāt. Mais ayant été défait à son retour de Fayoum, il battit en retraite et se retira à Alexandrie. Il dut enfin quitter cette ville pour l'Ifrîqiya. Le 28 mai 915 (Dhul Qa'da 302), l'armée fatimide était de retour à Raqqāda.

La Grande Mosquée de Mahdiya

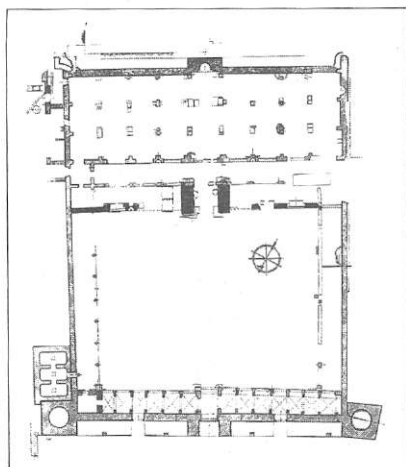


Vue panoramique qui montre la grande mosquée au cœur de l'isthme entourée par la Médina

Le plan reproduit en bas de page a été établi après la fouille exécutée dans les années soixante. Il nous renseigne sur la mosquée originelle, celle qui fut érigée en 308/920 par 'Ubayd Allah al-Mahdi. Le monument tel qu'il se présente est resté assez classique dans sa conception. Il s'agit d'un rectangle composé de deux éléments : la salle de prière et la cour. Toutefois, plusieurs innovations sont perceptibles telles que : l'entrée monumentale comparable aux arcs honorifiques romains, la galerie couverte traversant la cour, les colonnes jumelées partout dans la salle de prière, l'absence du minaret et son remplacement par des tours réservoirs, la modestie du décor qui se résume en quelques niches et médaillons. Ces innovations ont donné au monument un caractère bien distinct.



Porte monumentale de la Mosquée



Plan de la Grande Mosquée

La première tentative fatimide contre l'Egypte s'acheva sans éclat : les charges des redoutables cavaliers berbères s'étaient brisées contre les tirs des archers turcs de l'armée égyptienne, commandée par Taklīn. Au reste manquant de vivres, Abu al-Qàsim avait été contraint à pousser jusqu'en haute Egypte pour ravitailler ses hommes et n'avait pu opérer conjointement avec son lieutenant Hubàsha à qui l'avait opposé une vive rivalité de commandement.

Néanmoins ce raid audacieux effectué au bord du Nil, bien qu'il ait tourné court, donnait au Mahdī l'occasion d'inquiéter sérieusement son rival de Bagdad et de se livrer à une démonstration de force destinée à faire valoir le droit des Alides au Califat et à exprimer leurs visées sur l'Empire Islamique. Donc en dépit de son insuccès sur le plan militaire, cette première expédition contre l'Egypte n'était pas sans favoriser en matière de propagande la cause des Fatimides aux yeux des Musulmans d'Orient.

D. La seconde tentative contre l'Egypte 306-309 / 919-921

A peine Abu al-Qàsim était-il rentré à Raqqàda que Barqa se soulevait contre les Fatimides. Le Mahdī la fit reprendre au début de l'année 303/915 par son officier Kutamite Abu Mudayni. Puis la révolte de Sicile contenue et le Maghreb extrême pacifié, le Mahdī prit la décision d'effectuer une deuxième tentative contre l'Egypte. Pour la seconde fois donc son fils Abu al-Qàsim quittait Raqqàda à la tête d'une puissante armée et reprenait de nouveau la route d'Alexandrie, le 5 avril 919 / 1^{er} Dhul Qa'da 306.

Cette ville fut conquise sans difficultés et une vaste panique s'empara aussitôt de Fustàt abandonné par une bonne partie du *Jund*. Mais Abu al-Qàsim eut le tort de s'attarder à Alexandrie laissant le temps au Calife Abbasside de riposter énergiquement par terre et par mer. Des unités de la flotte de Tarse battirent la flotte fatimide à Rosette (Rasid) et le général abbasside Mu'nis, arrivé à Fustàt, put redresser la situation et forcer son adversaire fatimide à se replier en direction de l'Ifriqiya, après avoir libéré les provinces de Fayoum et d'Asmunayn.

Pour la seconde fois donc, l'héritier du trône fatimide battait en retraite devant le même général abbasside que l'affront infligé à son adversaire couvrait de gloire et allait auréoler du titre d'al-Muzaffar, le « Victorieux ». Mais Abu al-Qâsim eut l'occasion une seconde fois avant de regagner l'Ifrîqiya d'intensifier en Egypte l'activité de propagande en faveur de sa famille, exhortant les Orientaux à se soulever contre les infidèles et à soutenir la juste cause des descendants de Fatima.

E. L'œuvre du Mahdī

Le premier souverain fatimide mourut à Mahdiya le 15 Rabia 1^{er} 322 / 3 mars 934, d'une courte maladie à l'âge de 63 ans. A la veille de s'éteindre, le Mahdī pouvait se féliciter d'avoir mené à bon terme sa double tâche d'Imam et de Calife. Il avait su, lorsque 37 ans plus tôt, il accéda bien jeune à l'Imamat, faire front avec fermeté à l'ennemi abbasside et aux dissidents qarmates qui refusaient de le reconnaître comme chef de la communauté isma'ilienne. Il avait dû ensuite endurer avec patience les vicissitudes d'une émigration longue et pénible. Puis, souverain énergique et habile, le Mahdī avait su depuis la proclamation du Califat élever sur les bases de l'ancien royaume aghlabide un Etat solide et poursuivre tout au long d'un règne de 24 années une politique uniforme : il avait pacifié ses propres domaines et tenu sous sa coupe ses sujets arabes, berbères et chrétiens, contenu la menace khàrijite et réduit les Zanàta et autres tribus hostiles à son régime. Il avait aussi à l'extérieur de ses frontières ordonné un combat inlassable pour intimider en même temps que l'ennemi chrétien, le Roi des Rums, ses deux rivaux musulmans l'Abbasside et l'Omayyade. Au surplus, la fondation de la place maritime de Mahdiya était venue doter le jeune Etat fatimide de sa propre capitale et d'un bastion destiné à servir d'instrument à sa politique de prestige et d'hégémonie. Désormais l'Empire fatimide se trouvait engagé dans la première phase de sa longue histoire.

III

Le réveil de l'hérésie kharijite et l'affaiblissement de l'hégémonie fatimide

1. Le règne d'Al-Qa'im biAmrillâh

Habitué à rapporter surtout les événements sanglants et décrire les troubles, les révoltes et les convulsions qui ébranlent les Empires, les chroniqueurs passent rapidement sur le règne du second Calife fatimide jusqu'au moment où éclate l'insurrection kharijite. Ils consacrent donc presque exclusivement leur attention à cette rébellion extraordinaire qui manqua de près d'emporter l'édifice patiemment élevé par le Mahdl, au curieux personnage qui, juché sur son âne gris, conduisit les hordes Berbères insurgées, Mahlad ibn Kïdad Abu Yazïd surnommé « *l'Homme à l'âne* ».

Rien d'important par conséquent n'est porté au crédit d'al-Qâ'im depuis son accession au trône, jusqu'au déclenchement de la rébellion. Tout au long de cette décade, le second fatimide se borne en effet à gouverner un pays pacifié par le Mahdî et parvenu à un degré de stabilité et de puissance tel que rien de grave ne semblait devoir survenir un jour pour y semer le désordre et l'anarchie et mettre la dynastie à deux doigts de sa perte. Aucune action d'éclat n'est du reste attribuée à al-Qâ'im pendant les deux années qui couvrent le reste de son règne jusqu'à sa mort. Aucune action de gloire en somme n'est inscrite à son nom, dans nos sources aussi bien shi'ites que sunnites.

Pourtant le second Calife fatimide s'était familiarisé avec les affaires de l'Etat, au titre d'héritier présomptif, et avait été associé par le Mahdî à l'exercice du pouvoir. Il avait surtout assumé le commandement des armées et ce fut sous ses ordres, on s'en souvient, que les Kutâma effectuèrent deux tentatives contre l'Egypte, soldées il est vrai par un échec. Al-Qâ'im dirigea aussi une campagne à l'Ouest contre les Berbères Zanâta et ce fut au retour

d'une expédition au delà des Aurès et du Zâb qu'il jugea de bonne politique de déloger les Hawwàra et les Kamian, de les contraindre à aller se fixer entre Kairouan et Mahdiya, pour fonder en 316-928 sur leur territoire la ville de M'sila dite aussi Muhammadia, par attribution à son fondateur prénommé Muhammad.

Les hauts faits retenus par les chroniqueurs sous le nom du second Fatimide remontent par conséquent à l'époque où, bien jeune encore, il fut désigné héritier du trône. On peut noter toutefois sous son règne une recrudescence du *Jihâd* contre les chrétiens de Sicile et de Calabre. Une expédition maritime audacieuse put même atteindre les côtes de la France et de l'Italie du Nord. Gênes notamment fut ravagé par les galères de la flotte fatimide qui rebroussèrent chemin avec un important butin.

Cependant d'abondantes données conservées dans les compilations des VI^e, VII^e et VIII^e s. - les sources directes, à l'exception de certains ouvrages isma'iliens ne nous étant pas parvenues — et relatives à la politique intérieure d'al-Qaim, permettent de mesurer toute l'étendue de la clairvoyance et de la ténacité dont il fit preuve lorsqu'il dut affronter Abu Yazîd le rebelle et ses hordes berbères de l'Aurès et de Qastiliya. S'il manqua de zèle guerrier et se cantonna dans une attitude défensive, al-Qâ'im n'en sut pas moins, assiégé dans Mahdiya, résister victorieusement aux assauts répétés des berbères khawàrij et tenir en échec son redoutable adversaire.

2. La rébellion de « l'Homme à l'âne » 322/934 - 334/946

L'Homme à l'âne a dans les Annales de la Berbérie une figure d'Histoire mais aussi de légende. Son aventure prend surtout dans la tradition historique ibadhite une allure d'épopée. Les récits qui racontent sa prodigieuse entreprise sont cohérents et soutenus bien que discordants sur certains détails, selon qu'ils sont de la plume d'auteurs partisans ou hostiles.

Pourtant la version shi'ite, compilée par le Dâ'i Idris s'attache à présenter Abu Yazîd sous son véritable visage, celui du rebelle khârijite décidé à renverser la dynastie fatimide, dû-t-il pour parvenir à ses fins mettre l'Ifrîqiya tout entière à feu et à sang.

Abu Yazīd appartient en effet aux Ibadhites extrémistes, les Nukkār. De souche berbère, celle d'un des principaux clans de la puissante confédération des tribus Zanâta, il est originaire de la province de Qastiliya, l'actuel Djérid.

Flanqué de son maître l'aveugle Abu Ammār, Abu Yazīd entreprit sa propagande dans le Qastiliya et l'Aurès sous le règne du Mahdî à partir de l'année 316. Il rallia à sa cause diverses tribus du groupe Zanâta hostiles au régime fatimide, surtout des Hawwàra et des Kamian. Enfin l'insurrection éclata dans l'Aurès en 322. Abu Yazīd tenta de s'emparer de Baghâya puis résolut de déborder la citadelle imprenable et d'envahir l'Ifriqiya. Il pénétra par le territoire de Majjana et, après avoir pris Tebessa, investit la place forte de Laribus qu'il ne tarda pas à soumettre.

Al-Qâ'im se borna à observer une attitude défensive. Il opposa à son adversaire trois corps d'armée : le premier prit position à Béja sous les ordres de l'esclave Busra. Le second, commandé par Khalīl Ibn Ishāq occupa Kairouan, tandis qu'un autre général Maysur se posta à la tête du 3^e corps d'armée à mi-chemin entre Kairouan et Mahdiya.

La stratégie adoptée par le Calife fatimide destinée manifestement à empêcher l'envahisseur d'avoir accès à la capitale s'avéra inefficace. *L'Homme à l'âne* poursuivit sa marche irrésistible vers Mahdiya.

Béja tomba le 13 Muharram 333 et Kairouan aussitôt après le 23 Safar. Le ralliement de cette ville à Abu Yazīd renforça son parti puisqu'il lui apportait le soutien de l'orthodoxie demeurée réfractaire au shi'isme. Moins d'un mois plus tard, le Chef rebelle fit une bouchée de l'armée de Maysur et atteignit au bout d'une offensive fulgurante la capitale Mahdiya qu'il tenta en vain de prendre d'assaut.

Assiégée, la ville résista pendant de longs mois, puisant dans les réserves stockées dans les silos. Tenus en échec devant les murs imprenables et peu habitués à la guerre de siège, les hordes d'Abu Yazīd se répandirent à travers l'Ifriqiya, tuant et pillant. La riche Ifriqiya fut bientôt dévastée. Seule Sousse avec Mahdiya continua à défier les envahisseurs. La guerre de siège se poursuivit sans succès

Plan de la ville de Mansuriya

Des sondages archéologiques éclairés par des informations textuelles ont permis de proposer ce plan de Sabra al-Mansûriya, ville royale construite (2,5 km au sud de Kairouan) par le Fatimide Isma'îl, en brique crue, après son triomphe sur l'Homme à l'Ane en 335. La cité avait une forme ovale de 1050 m. sur 1350 m, et fut protégée par une enceinte en pisé, épaisse de 5 m, percée de quatre portes et jalonnée, alternativement, de tours rondes et barlongues.

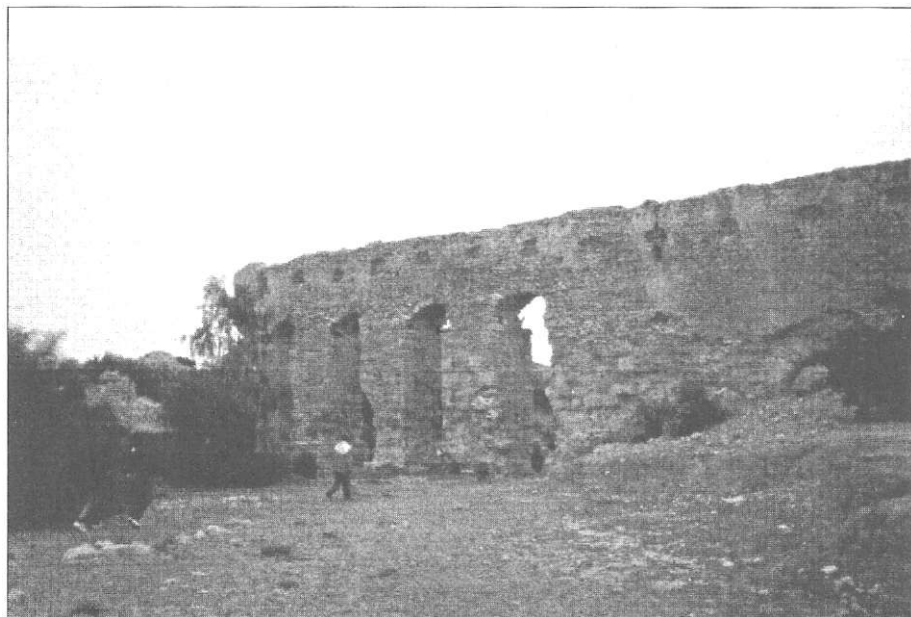
Au centre se dressaient les palais avec leurs grands bassins, vantés par les poètes de l'époque. Pour satisfaire la grande consommation d'eau, le calife al-Mu'izz construit un aqueduc qui draine à sa cité les eaux des montagnes lointaines de Chérichira, situés à 35 km à l'Ouest de Kairouan.

Par son plan et les noms de ses palais, al-Mansûriya se voulait être la rivale de Bagdad, capitale du monde musulman du X^e s.



Topographie du site d'al-Mansuriya

L'aqueduc de Chérichira à Kairouan



Cet aqueduc, construit par le Calife fatimide al-Mu'izz, en 348/959, permet d'acheminer les eaux des montagnes de Chérichira jusqu'à la ville royale d'al-Mansûriya. Les vestiges de cet ouvrage, comparable à ceux d'Hadrien reliant Zaghouan à Carthage, sont encore perceptibles surtout au niveau du lit de Oued al-Mouta. Une partie du dispositif est enterrée mais les regards, disposés à des distances plus ou moins régulières, ont permis d'identifier son tracé. Cet ouvrage montre la permanence des techniques hydrauliques romaines en Ifriqiya : le legs ancien inspirait quelques siècles plus tard et fascinait toujours. Dans la localité de Douarris que l'on situe dans la région de Mimmish, l'antique Mamma, existent plusieurs installations hydrauliques romaines : des puits, un nymphée, des citernes ... etc. Un réservoir, construit en moellons et composé d'un bassin de décantation et d'un bassin de réserve, doté de contreforts cylindriques internes et externes et alimenté par une rigole qui prend naissance dans la source, est attribué aux Fatimides. L'emplacement de ce bassin dans une région agricole laisse penser qu'il fut construit pour un usage agraire.

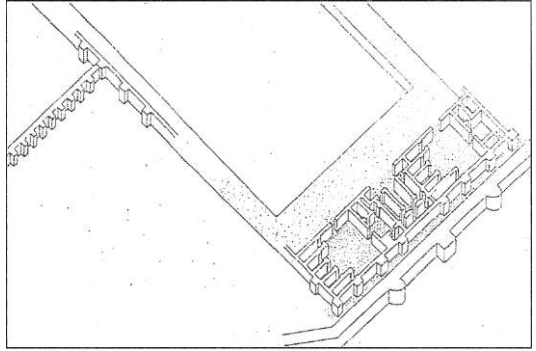
Le palais de Sabra Mansuriya

Les fouilles ont permis de mettre au jour une partie d'un palais de 90 m sur 20 m qui, tout en étant adossé à l'enceinte de la ville, surplombait un immense bassin de 140 m sur 70 m. L'aile découverte se compose de trois compartiments :

- *un pavillon central qui reproduit le modèle du bayt iranien avec une salle assez large, précédée d'une chambre transversale bordée latéralement de deux alcôves ;*

- *les deux autres compartiments sont assez classiques, il s'agit de simples appartements agencés autour d'un patio sur lequel ouvrent les cellules et les chambres d'habitation oblongues.*

On ne peut, en observant ce palais, ne pas songer aux célèbres vers des poètes de la cour fatimide, en particulier Ibn Hâni et 'Alī al-Lyādī, qui ont vanté avec force la beauté de ce monument comparable à une mer (bahr) devant laquelle le Calife venait se détendre et admirer la grandeur de Vouvragé.



Vue en perspective du palais de Sabra et de l'enceinte (d'après M. Terrasse)



Ce qui reste de la citerne du palais

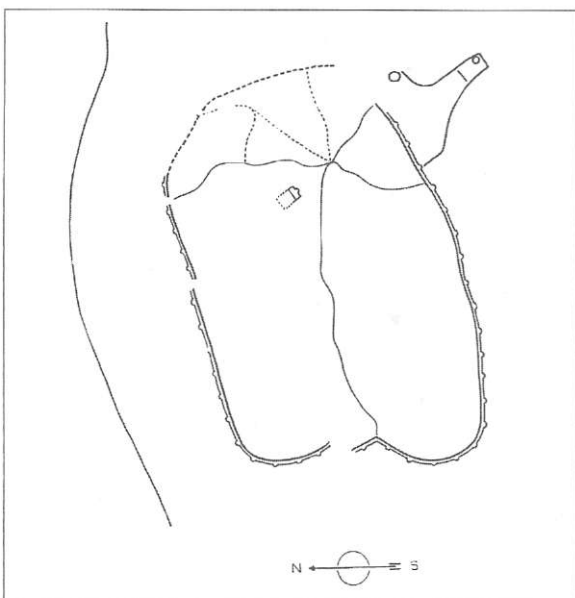
définitif pour Abu Yazîd jusqu'au mois de Shawwal 334. C'est le 1^{er} de ce mois que survint la mort d'al-Qâ'im. Le règne du second Calife fatimide s'achevait donc sans gloire au moment où la dynastie tant rêvée par ses ancêtres connaissait ses jours les plus sombres. Deux années avaient suffi aux berbères, insurgés et ralliés sous la bannière d'Abu Yazîd beaucoup plus par l'ardent besoin de piller que par l'attrait de la cause kharijite, pour amener la dynastie fatimide au bord du précipice. Montagnards faméliques ou nomades pillards, ils s'abattaient telles des nuées de sauterelles sur les riches plaines et les cités prospères de l'Ifrîqiya. De la cause kharijite, la majorité des partisans d'Abu Yazîd n'entendaient que peu de chose. Seuls sans doute les fils du rebelle et les chefs des Hawwâra Kamlan et Muzâta caressaient le rêve de s'emparer du pouvoir à Mahdiya et s'étaient fixés par conséquent des objectifs politiques déterminés. La cohorte de leurs partisans ne pensaient qu'à faire du butin avant de regagner leurs repaires dans la montagne ou leurs campements dans les landes sablonneuses du Zâb et de Qastiliya.

Les riches cités ifrîqiennes attachées depuis longtemps à l'orthodoxie malikite et soulagées d'abord de la contrainte du régime shi'ite ne tardèrent pas à désenchanter : l'autre hérésie, la kharijite, s'avérait d'un poids encore plus accablant et les exactions des Kamlan et autres Muzâta se firent aussitôt lourdement sentir surtout dans les plaines fertiles, celles de Salfura ou de Béja notamment, livrées au pillage systématique, dévastées par la soldatesque berbère. Le pays n'était plus au bout de deux années de guerre qu'un immense champ de ruines.

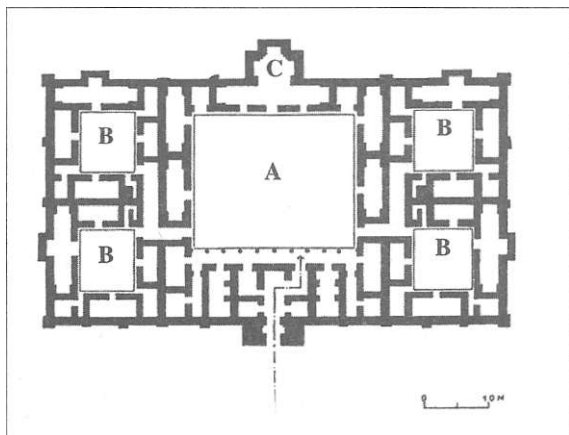
C'était de nouveau la revanche des montagnards pauvres et turbulents contre les cités et leurs campagnes prospères et paisibles ; c'était aussi la revanche des tribus Zanâta contre leurs ennemis héréditaires les Kutâma, soutiens du régime fatimide. Mais c'était également le dernier sursaut — cette fois d'une vigueur jamais égale depuis la conquête - des Berbères d'Ifrîqiya refoulés sur les zones montagneuses ou steppiques de l'Ouest et du Sud-Ouest qui, se réclamant du mouvement kharijite, s'en servaient pour s'insurger

La ville et le palais d'Achir

Ce plan schématique d'Achir est proposé d'après une simple reconnaissance sur le terrain. La ville d'Achir se trouve à 150 km au sud d'Alger dans la Wilaya du Titteri. Elle a été fondée par le lieutenant berbère Ziri, du temps du calife al-Qâ'im et édifïée par des architectes ifrîqiyens en 324 / 936. Le plan montre l'importance des fortifications de la cité dont l'enceinte dessine un rectangle rythmé de tours semi-rondes. Deux voies principales traversent la ville et se croisent au niveau de l'emplacement de la Mosquée. Des fouilles du XIX^e s. ont exhumé un palais rectangulaire muni d'un accès unique en baïonnette. Il donne sur une cour centrale (A) autour de laquelle sont disposés quatre appartements. Chaque appartement constitue une unité indépendante avec son patio (B) et ses chambres. Vis-à-vis de l'entrée se trouve une salle d'apparat en T (C).



Plan de la ville d'Achir



Plan du palais fouillé au xix^e s.

encore contre le pouvoir central. Les gouverneurs établis à Kairouan au nom des Omayyades d'orient et puis des Abbassides au VIII^e s. puis les Emirs Aghlabides autonomes aux siècles suivants s'étaient efforcés de les soumettre et s'étaient bornés à les contenir sur les zones périphériques du pays. Les Fatimides avaient pu depuis leur avènement les tenir en respect. Mais cette fois leur déferlement atteignait une violence telle qu'il ruinait l'Ifrîqiya et allait emporter la dynastie qui semblait pourtant solidement établie.

IV

Isma'il al-Mansur Billah et la fin de la rébellion 334/946-341/953

Tandis qu'al-Qâ'im avait été désigné à la succession du trône dès les premières années du règne d'al-Mahdî, Isma'il dut attendre longtemps pour voir le choix de son père se porter sur lui. Il avait été tenu à l'écart des affaires du pouvoir et s'en consola en se consacrant à l'étude. Il dut faire du commerce pour subvenir aux besoins de sa famille; ses oncles et ses frères évincés de la succession califienne ne manquèrent pas d'intriguer, de comploter même contre lui.

Lorsqu'il dut à la mort de son père, assumer à l'âge de trente deux ans les lourdes responsabilités du pouvoir, le futur al-Mansur se trouvait dépourvu de toute expérience politique et militaire. Pourtant il allait se montrer à la hauteur de sa tâche et faire preuve d'une force de caractère singulière, d'un courage et d'une bravoure sur le champ de bataille qu'envieraient les officiers les plus rompus aux choses de la guerre.

Au moment où il accédait au trône, celui-ci, on l'a vu, était bien chancelant. Du royaume de ses ancêtres, le successeur d'al-Qâ'im ne possédait plus que Mahdiya et Sousse. Sa tâche la plus urgente consistait donc à restaurer l'autorité califienne, à triompher de la rébellion. Assiégé, ses armées décimées, contrarié par l'hostilité que les princes du sang lui vouaient depuis longtemps, le jeune calife se

trouvait confronté à une situation particulièrement difficile. Mais il s'attela aussitôt sans broncher à sa tâche de souverain.

S'abstenant de révéler la mort de son père et de modifier les formules du prône et des monnaies, il laissa entendre que son rôle se bornerait à exercer le pouvoir du nom d'al-Qâ'im. Son souci majeur était ainsi de ne pas donner au rebelle l'occasion de tirer profit de la perturbation que n'aurait pas manqué de susciter nécessairement la disparition du souverain régnant dans des conditions aussi troubles.

Pour faire face à l'insurrection, Isma'il a aussitôt arrêté sa stratégie : reprendre l'initiative des combats et rompre avec l'attitude défensive dans laquelle son père s'était jusque là cantonné. Il résolut tout d'abord de prendre en personne le commandement des opérations. Cela, il le fit en dépit des conseils de prudence prodigués par son entourage qui savait son inexpérience de l'art militaire. Ensuite, il jugea opportun - idée bien judicieuse - d'attaquer l'ennemi non pas devant Mahdiya où celui-ci concentrait ses forces, mais à Sousse où il avait plus de chance de le surprendre et de le battre. Ce mouvement de diversion allait s'avérer bien payant. Une opération combinée menée par un détachement de cavalerie dépêché de Mahdiya et appuyé par des troupes débarquées de quelques unités de la flotte utilisée pour la première fois contre les insurgés, prit les forces d'Abù Yazîd devant Sousse comme dans un étau. Celles-ci furent battues le 21 Shawwal 334. Le Chef rebelle tenta en vain de redresser la situation et dut se replier avec le reste de ses hommes vers Kairouan dégageant ainsi Sousse et Mahdiya en même temps.

Isma'il respirait. Son premier succès lui permettant désormais d'avoir l'initiative des opérations, il ne tarda pas à harceler le rebelle et marcha sur Kairouan qu'il reprit sans coup férir. Accordant son pardon à ses habitants, il campa hors de ses murs et s'entoura de tranchées. Il soutint lui même de durs combats et finit le 13 Muharram 335 par infliger à son adversaire une défaite cuisante. *L'Homme à l'âne* s'enfuit vers l'Ouest. L'Ifrîqiya était délivrée.

Isma'il qui venait sabrer au point de sauver la dynastie du péril qui allait l'emporter n'avait gagné il est vrai que la première manche. Il

lui restait encore à pourchasser l'ennemi dans les régions montagneuses et désertiques à l'Ouest de son royaume, pour le tuer et étouffer l'insurrection. Il n'en mettra pas moins de quinze mois pour en venir à bout. En attendant, il donna des instructions pour élever sur l'emplacement de son camp circulaire une ville qui portera son nom « Al Mansûriya ».

Deux mois et demi à peine après sa victoire sur *l'Homme à l'âne*, le souverain fatimide se mit en marche le 26 Rabia II, sur les traces des rebelles vers l'Ouest. Sa randonnée le mena d'abord à Baghâya, Balazma et Tubna où il prit soin d'installer des garnisons de son armée. Puis il poursuivit Abu Yazîd jusqu'à Biskra. Ce dernier refusa le combat et se réfugia chez les Birzai dans le Djebel Salât. Isma'îl n'hésita pas à l'y suivre. Mais les rebelles lui échappèrent et, après avoir atteint M'Sila qu'ils tentèrent de prendre, allèrent chercher refuge dans les montagnes du Nord du Hodna, sur les massifs inaccessibles du Kiyâna et du 'Uqâr. Le fatimide s'arrêta à M'sila juste le temps nécessaire au repos de ses hommes et se remit en campagne le 10 Sha'bane. Cette fois il tenait sa proie. Mais Abu Yazîd, solidement retranché, était loin de s'avouer battu et l'attendait de pied ferme. Dès lors Isma'îl eut à entreprendre des combats difficiles contre un adversaire avantage par le relief de ses positions. Les troupes fatimides manquèrent de peu d'essayer à deux reprises de cuisants revers. Mais tenace et faisant montre d'une bravoure exemplaire, leur Chef s'accrocha à la montagne et parvint le 2 Shawwal à mettre le siège de la citadelle où les rebelles durent subir un blocus systématique. Il n'en faudra pas moins de trois mois et 20 jours au souverain fatimide pour venir à bout de son adversaire. Les combats de siège furent d'autant plus meurtriers que la citadelle très haut-perchée mettait les rebelles en mesure d'opposer aux assaillants une résistance farouche. Les troupes fatimides ne purent la prendre d'assaut qu'au prix de lourdes pertes le 22 Muharram 336. Entre temps, Abu Yazîd et son maître Abu Ammâr l'aveugle purent s'enfuir à la faveur de la mêlée. Mais ce dernier fut tué et *l'Homme à l'âne* découvert blessé dans un ravin.

Fait prisonnier, il ne tarda pas à mourir de ses blessures, le 27 Muharram. Le souverain fatimide fit empailler son corps pour le montrer en guise de trophée de victoire à son retour en Ifrîqiya.

Un des fils d'Abu Yazîd, Fadi, tenta de ranimer l'insurrection dans le Zâb. Mais sa tentative fit long feu. Avec la fin de *l'Homme à l'âne*, la rébellion des Berbères khàrijites était définitivement écrasée. Le souverain fatimide qui s'empessa de rendre publique son accession au trône et de se faire proclamer Imam et Calife prit le surnom d'al-Mansur Billah en signe de triomphe.

Il ne se hâta pas toutefois de rentrer en Ifrîqiya. Il lui tenait à cœur en effet d'éteindre le feu de la révolte à l'Ouest de son royaume. Aussi jugea-t-il le moment opportun de pousser ses colonnes jusqu'à Tahart et au pays des Luwâta pour y rétablir l'autorité de sa dynastie. La maladie et les fatigues héritées de sa longue et difficile campagne l'empêchèrent d'atteindre le Maghreb extrême où il entendait aller, soucieux qu'il était d'y restaurer le prestige de sa dynastie qu'avaient compromis depuis quelques années les succès d'Abu Yazîd et la propagande des Omayyades d'Espagne. Il dut rebrousser chemin, laissant à l'Emir de Sanhaja Zîri Ibn Manad le soin de tenir la province de Tahart, et à Ja'far ibn Ali ibn Hamdûn celui de gouverner avec énergie le Zâb et ses confins jusqu'aux Aurès à l'Est, et Biskra au Sud. Enfin le 18 Joumâda II 336 Al Mansur fit, dans sa nouvelle capitale édifiée pendant son absence, une entrée triomphale.

Le reste de son règne malheureusement trop court, al-Mansûr le consacre, après avoir liquidé le mouvement khârijite, à panser les blessures engendrées dans son royaume par cette rébellion dévastatrice. Totalement pacifié, le pays ne tardera pas à retrouver avec la sécurité quelque prospérité. Al Mansuriyâ se peupla aux dépens de sa voisine Kairouan et connut aussitôt une activité de grande cité. Le souverain s'attacha à favoriser le maintien d'une large tolérance religieuse, empêchant toute réaction de revanche à l'égard des tenants de l'orthodoxie qui, pourtant, n'avaient pas manqué de pactiser avec

l'hérésie khârijite contre la dynastie. Il s'applique d'autre part à développer la puissance maritime de son royaume tant pour soutenir au Maghreb la lutte d'influence avec le Calife de Cordoue que pour rétablir son prestige en Sicile et dans le Sud de l'Italie, aux dépens de l'ennemi chrétien, l'empereur de Byzance. Il jugea bon pour maintenir son hégémonie sur ses possessions de Sicile d'en confier le gouvernement à des clients de sa famille, les Kalbites qui en garderont dès lors l'apanage, même sous le règne de son fils Al Mu'izz.

Ainsi donc l'œuvre d'al-Mansûr ne manque pas de forcer l'admiration. S'il n'y avait à inscrire à son actif, pendant un règne aussi court, que l'écrasement de l'insurrection khârijite, ce haut fait aurait suffi à lui seul pour le couvrir de gloire et élever davantage son mérite.

Constamment sur la brèche durant les quelques années qu'il devait passer au pouvoir, le troisième Calife fatimide mourut le 29 Shawwal 341, à 39 ans, épuisé par les épreuves qu'il eut à endurer au beau milieu de l'âge. Les Annales de l'Ifrîqiya garderont de lui le souvenir d'un souverain magnanime, éloquent et cultivé, surtout plein d'amour pour son peuple et animé d'une haute conscience dans l'accomplissement de sa tâche.

V

Apogée de la puissance fatimide.

Al Mu'izz Li-Dinallah 341/953-365/975

C'est à coup sûr le souverain ifriqyen le plus prestigieux. L'auréole de grandeur qui entoure son nom le hisse au rang des Califes musulmans les plus célèbres. On n'évoque son nom, en effet, qu'avec gloire et noblesse et les tenants de l'orthodoxie sunnite la plus rigoureuse autant que la communauté shi'ite se plaisent à reconnaître son mérite et à le couvrir d'éloges.

Il naquit à Mahdiya le II Ramadan 319 sous le règne du Mahdî qui l'entourait d'une affection particulière et faisait à son compte les

Coupe des guerriers



Musée des arts islamiques. Kairouan

*Coupe découverte lors des fouilles
de Sabra al-Mansuriya et qu'on peut dater de la fin
du X^e et du début du XI^e s. Le bord intérieur est orné de motifs calligraphiques
et le champ central est occupé par sept cavaliers
fièrement dressés sur leurs montures. L'ensemble est traité dans
un style naïf, mais qui ne manque pas d'expressivité.
Les cavaliers, qui sont en fait des guerriers, brandissent leurs
boucliers ronds et leurs sabres. Les chevaux
sont lancés fougueusement dans le combat. Leurs mouvements
et les gestes des guerriers créent une atmosphère
martienne et témoignent de la valeur de la cavalerie Ifrîqiyyenne
vanée par tant de textes anciens.*

prédictions les plus favorables. Il reçut avec le nom de Ma'ad une éducation princière sérieuse et approfondit bien jeune encore l'étude de la doctrine isma'ïlienne. Son père al-Mansûr le fit proclamer héritier présomptif en 341, l'année même où il devait mourir. Dès qu'il monta sur le trône en Shawwal, il entreprit d'achever son oeuvre de pacification et dirigea lui-même une expédition dans les Aurès pour soumettre les Zanâta. Puis l'autorité califienne rétablie sur de solides bases, il commença l'exécution d'un programme minutieusement arrêté qui consistait à poursuivre la politique d'hégémonie instaurée par le Mahdî à l'égard de Byzance comme par rapport aux Abbassides et aux Omayyades de Cordoue.

La lutte d'influence qu'al-Mu'izz eut à soutenir au Maghreb occidental contre son rival Andalou al-Nâsir Li-dinallâh entra aussitôt dans une phase violente pendant laquelle le Fatimide eut souvent l'initiative des opérations. Qu'al-Mu'izz ait songé à envahir l'Espagne musulmane cela ne fait plus l'ombre d'un doute. Le célèbre Cadi Abu Hanifa al-Nu'mân l'atteste en divers endroits de son ouvrage « al-Majâlis Wal Musâyarât ». Au Califat sunnite des Omayyades considéré comme illégitime au même titre que celui des Abbassides, l'Imam de la Communauté isma'ïlienne devait livrer une guerre sans merci. Dès son accession au trône, al-Mu'izz entreprit donc les préparatifs nécessaires pour accomplir le devoir sacré du jihâd contre les « Infidèles » de l'Andalus.

La flotte fatimide effectua un raid spectaculaire contre le port d'Almaria en 344. Les ripostes de la marine andalouse tournèrent court en dépit d'une attaque conjuguée sur la Sicile et l'Ifriqiya par des unités navales byzantines. L'attaque d'Almaria n'était du reste que le prélude à une offensive de grande envergure qui fut déclenchée dès l'année 347. D'importantes troupes placées sous les ordres de Jawhar s'ébranlèrent de Raqqâda en direction de l'Ouest. Le Général fatimide s'arrêta à Tahart pour y remettre de l'ordre pour le compte de son maître, puis dans le Tafilelt où il mit le siège devant sa capitale Sijilmasa. Le dynaste midrarite de cette ville Ibn Wâsûl y avait répudié l'autorité d'al-Mu'izz et s'était proclamé Calife avec le

surnom d'al-Shâkir lillah. Jawhar n'eut aucune peine à le ramener à la raison. Le dynaste se fit tout humble et se laissa conduire en captivité à Mansûriya. Jawhar jeta ensuite son dévolu sur Fès qu'il investit pendant deux mois. Les princes Idrissides animés par leur Chef Ibn Abi Barq finirent par se rendre et reconnaître l'imamat d'al-Mu'izz.

Cette campagne du général d'al-Mu'izz le menait aux portes d'al-Andalus où la nouvelle de la chute de Sijilmasa et de Fès eut un retentissement considérable et inquiéta le Calife omayyade al-Nâsir. Jawhar allait-il envahir l'Espagne musulmane ? Tel ne semble pas avoir été son objectif puisqu'après un arrêt devant Tanger, il dut faire rebrousser chemin à ses colonnes et rentra en Ifrîqiya.

En vérité le Fatimide fut contraint d'ajourner toute action offensive contre la péninsule ibérique. Le raidissement de ses rapports avec l'Empereur de Byzance explique sa volte-face d'autant plus qu'il devait faire front en même temps au Maroc et en Sicile où la politique guerrière inaugurée par le nouveau Domestique Nicéphore Phocas entrait dans sa phase active.

Celui-ci, après une campagne victorieuse en Syrie contre les Hamdanides, couronnée par la prise d'Alep, retourna ses armes contre l'île de Crête.

Les crêtois appelèrent al-Mu'izz qui, pris de court, n'eut pas le temps d'intervenir et préféra après une rupture du traité conclu auparavant avec Constantin VII lancer une expédition vigoureuse contre la Sicile orientale et la Calabre. Les forces terrestres et navales fatimides infligèrent aux Byzantins de lourdes défaites. Taormina fut prise avec Rametta en 351. La flotte grecque fut décimée lors de la bataille du Détroit où périt le général Manuel Phocas.

Cette victoire éclatante contre les Byzantins achevait de prouver avec la campagne retentissante de Jawhar au Maghreb extrême, s'il en était besoin encore, que la puissance des Fatimides en Méditerranée Centrale devenait si prépondérante qu'elle modifiait désormais le rapport des forces entre les Etats musulmans d'une part, entre eux et l'Empire grec de l'autre. L'hégémonie d'al-Mu'izz en Berbérie battait en brèche la politique d'influence menée par le

monarque andalou au Maghreb et consacrait, en Occident Musulman, le triomphe du shi'isme sur l'orthodoxie malikite à laquelle s'étaient attachées l'Ifrīqiya et l'Espagne. L'anti-Califat fatimide se dressait désormais victorieusement contre le Califat sunnite des Omayyades. Byzance, de son côté, devait dès lors mesurer à sa juste valeur la force de l'Ifrīqiya. Valeureux guerrier, Nicéphore Phocas devenu empereur sut apprécier la puissance de son rival, le maître de la Berbérie, et conclut un pacte avec lui reconnaissant la suzeraineté de l'Ifrīqiya sur les chrétiens de Sicile et de Calabre.

Les Abbassides eux aussi détenteurs du Califat officiel dans l'Empire musulman ne voyaient pas sans inquiétude se lever au Maghreb cette force redoutable d'un anti-Califat qui revendiquait la légitimité du pouvoir et avait par conséquent les yeux fixés sur le trône de Bagdad. Les visées impérialistes des Fatimides étaient d'autant plus inquiétantes pour les Abbassides qu'ils n'étaient plus en mesure de leur opposer en Egypte ni les moyens militaires, ni le prestige qu'al-Muqtadir avait pu, un demi siècle plus tôt, déployer efficacement sur les bords du Nil. L'Empire de Bagdad était en état de décadence avancée et l'Egypte, sous l'autorité théorique des Emirs Ikhshides, était devenue avec le gouvernement de Kâfur une proie activement « travaillée » par la propagande des agents d'al-Mu'izz.

D'autre part les Qarmates, ismâ'iliens eux aussi mais devenus hostiles à l'imamat des Fatimides, portaient depuis longtemps déjà ombrage au prestige de l'Imam de la Communauté isma'ilienne en Orient. Leur raidissement puis leur rupture avec les Maîtres de l'Ifrīqiya appelaient une riposte d'al-Mu'izz qui entendait maintenir et orienter son unique autorité sur la communauté isma'ilienne et se poser aux yeux du monde islamique comme le chef incontesté du mouvement isma'ilien.

Cette rupture avec les Qarmates fut sans doute une autre cause de la volte-face d'al-Mu'izz qui, après avoir songé à envahir l'Espagne musulmane, délaissa cet objectif et tourna ses armes vers le front oriental.

VI

La conquête de l'Egypte et la fondation du Caire

Depuis 254/868, l'Egypte n'était plus une province placée sous l'autorité du Calife abbasside. En effet Ahmed ibn Tulûn, fils d'un esclave turc, s'était assuré le contrôle de l'Egypte et de la Syrie et y avait fondé une dynastie indépendante. Il versait cependant un tribut annuel au Calife. Au moment où il projetait d'étendre sa domination vers la Haute-Syrie, l'Emir toulounidè mourut subitement en 271/884. Après une période d'anarchie sous ses successeurs, la dynastie sombra en 293/905. De nouveau, le pays était gouverné par des préfets désignés par Bagdad.

En 328/939, le préfet d'Egypte Muhammad Ibn Tugg qui avait su rendre au pays le calme et la prospérité, était reconnu indépendant par le Calife abbasside, avec le titre persan d'Ikhshid. En 358/968 l'autorité passait, à la mort d'Ibn Tugg, aux mains d'un esclave abyssin Kâfur. Sous ces deux dynasties, la Tulunide et l'Ikhshidite, l'Egypte connut une certaine prospérité en dépit de la fragilité des régimes établis au bord du Nil avec l'agrément de Bagdad.

Dès les premières années de leur installation en Ifrîqiya, les Fatimides avaient lancé, on l'a vu, des attaques contre l'Egypte (en 915-920-936). Des soulèvements shi'ites avaient aussi éclaté en 942 et 946. Ces actions étaient accompagnées d'une intense propagande politique et religieuse effectuée par des agents munis de puissants moyens financiers et soutenus par les partisans de la cause Alide installés un peu partout à travers le monde musulman. Cette propagande explique en partie la réussite facile de l'expédition du général d'al-Mu'izz Jawhar.

L'expédition d'Egypte fut préparée avec minutie. Les préparatifs militaires entrepris aussitôt après le retour de Jawhar de sa campagne au Maghreb extrême et la victoire éclatante remportée contre les Grecs, s'accompagnèrent d'une intensification de la propagande par la voix du chantre en Egypte d'al-Mu'izz, le poète Ibn Hânî, et par l'action poursuivie d'agents entretenus à la cour même de Kâfur.

La nouvelle de la mort de Kâfûr, venait à peine de parvenir en Ifrîqiya que déjà les colonnes de l'armée fatimide s'ébranlaient sous les ordres du même Jawhar en direction de l'Orient. Ibn Hânî décrit avec éloquence ce départ mémorable mettant en relief le déploiement impressionnant d'une force extraordinaire. Jawhar fit une entrée triomphale presque sans coup férir à Fustât le 12 Sha'bane 358/969. L'Egypte basculait facilement dans le camp fatimide. Bagdad restait sans réaction.

Le général d'al-Mu'izz entreprit la fondation à côté de la cité antique, d'une nouvelle ville à laquelle il donna le nom d'al-Qâhira et commença par élever la mosquée désormais fameuse d'al-Azhar.

Cette nouvelle ville fut conçue comme une cité uniquement consacrée à l'administration et à la direction des affaires militaires ; à l'intérieur d'une enceinte carrée furent édifiés un palais et des bâtiments administratifs, et des quartiers furent prévus pour les différents groupes de l'armée fatimide : berbères, slaves, arabes... La première pierre de la mosquée fut posée en 970, et l'édifice achevé en 972. Lorsqu'il prit possession de l'Egypte un an plus tard (11 juin 973), al-Mu'izz s'installa dans une capitale entièrement construite.

L'Egypte conquise, Jawhar confia à son lieutenant Ja'far Ibn Falâh le soin de pousser les colonnes fatimides vers la Syrie et l'Irak. Ja'far ne tarda pas à étendre sa domination à la Syrie. Les lieux saints où le prône fut dès lors prononcé au nom du Calife al-Mu'izz durent reconnaître l'autorité des Fatimides dont la menace allait peser de plus en plus vivement sur Bagdad.

Mais les Qarmates conduits par leur Chef al-Hasan al-A'sam réussirent à stopper l'avance de Ja'far Ibn Falâh qui fut tué à la fin de l'année 360. Al-A'sam se hâta de pousser ses troupes en direction de l'Egypte. Néanmoins Jawhar put lui opposer une résistance vigoureuse et le forcer à se replier.

Cependant, cette défaite des Qarmates ne réduisait en rien le danger qu'ils constituaient pour la présence des Fatimides en Egypte ni pour leur progression en Orient. Pour les réduire et lever ainsi cet obstacle redoutable qui se dressait sur son chemin

Inscription du Louvre

Plaque de marbre blanc sculptée en relief sur fond creux. H. 62 cm. L. 50 cm.

*Épaisseur 8 cm. Cette inscription qui provient de Monastir
se trouve au Musée du Louvre. Le texte de 10 lignes commémore
des travaux effectués dans le grand ribât par un certain Abu al-Qâsim
ibn Muhammad ibn Musa al-Tammâr en l'an 355 / 966,
la veille du départ d'Al-Mu'izz pour le Caire.*



1 Basmala

- 2 Il n'y a de divinité que Dieu seul sans associé
- 3 Muhammad est Son serviteur et Son envoyé
- 4 - priez Dieu pour lui et appelez sur lui le salut. Cet édifice,
- 5 qui se trouve dans le grand palais de Monastir
- 6 son rez-de-chaussée et son étage, voici ce qu'a ordonné [d'édifier]
- 7 le dénommé Abû l-Qasim fils de Muhammad fils de Musâ
- 8 le fruitier, de sa propre fortune, de son or,
- 9 de ses produits - que Dieu les fasse fructifier - sous la supervision de son fils
- 10 al-Hasan, en l'année trois cent cinquante-cinq [28 décembre 965-16 décembre 966].

- ١ بسم الله الرحمن الرحيم
- ٢ لا إله إلا الله وحده لا شريك له
- ٣ محمد عبده ورسوله
- ٤ صلى الله عليه وسلم هذا البناء
- ٥ الذي بالقصر الكبير بالمنستير
- ٦ سفله وعلوه مما أمر به المعز
- ٧ وف بأبي القسم بن محمد بن موسى
- ٨ التمار من مال نفسه من عينه و
- ٩ ثماره أنماها الله على يد ولده
- ١٠ الحسن سنة خمس وخمسين وثلثمائة

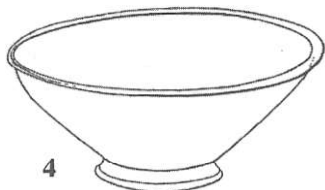
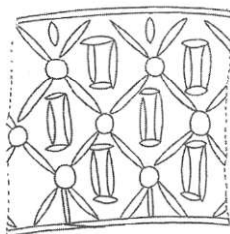
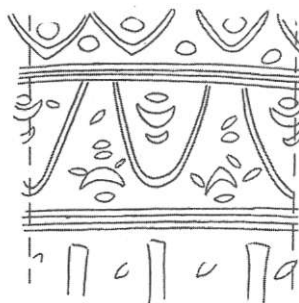
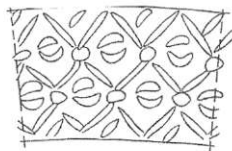
Verreries Fatimides

Les restes de quelques fours de verrier remontant au X^e et au XI^e s. ont été repérés et étudiés à Kairouan (Sabra) et Mahdiya. Dans ces villes, les Fatimides et après eux les Zirides ont fait fondre et estampiller des dénéraux en verre. En 1922 a été découverte à Sabra une grande jarre contenant un ensemble de pièces (carafes, gobelets, fioles, coupes...) en bon état de conservation et de belle facture. Ces pièces font aujourd'hui partie des collections du Musée du Barbo. Depuis, ces collections se sont enrichies ; le Musée de Kairouan, par exemple, possède des pièces remarquables.

Ces verres sont généralement translucides, légèrement fumés, parfois nacrés et parsemés de tâches brun foncé et contiennent peu de bulles. Selon les objets, l'épaisseur du verre va de 1 à 5 mm.

Sur les sites archéologiques ont été découverts des fragments de stuc dont les ajours sont garnis de verres de différentes couleurs.

Les décors sont gravés au moyen de petites meules à grains mordants, vraisemblablement en émeri. Des sillons circulaires, isolés ou groupés par deux ou trois, des entailles vermiformes, étirées et lenticulaires, ont servi à tracer les animaux, les végétaux ainsi que les figures géométriques. Les rubans et les festons garnissent les surfaces et marquent les points d'intersection.

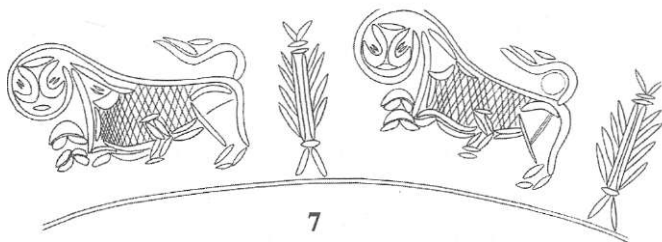


4

5



Gobelets



Dans cette double page sont reproduits les relevés dessinés de verres et leurs décors (1 et 2) d'une fiole et son décor (3) et d'une carafe et son décor (4), ainsi qu'un plat avec pied (tabsi). Les deux gobelets témoignent des différents moyens utilisés par les artisans verriers pour obtenir des décors : le pinçage de la pâte (fond du premier gobelet) et placement d'une ligne de petites boules de pâte encore molle. Sur la carafe n° 6 on distingue difficilement le motif du lion bondissant, caractéristique de l'art fatimide, rendu ici à l'aide de sillons sinueux et d'entailles. Ce motif est rendu évident par le dessin (7).

vers Bagdad, al-Mu'izz résolut de se transporter lui-même en Egypte et d'y transférer le siège de son Califat. Il quitta définitivement Mansuriya le 21 Shawwal 361/972 après avoir confié l'Ifrīqiya à un vice-roi, l'Emir de Sanhaja Buluggin Ibn Ziri.

Avec son arrivée au Caire le 7 Ramadan 362/973 commençait la seconde et longue phase égyptienne, et s'achevait avec gloire la page ifrīqiyenne de l'Histoire des Fatimides.

VII

La renaissance ifrīqiyenne au X^e s.

1. L'essor économique

Tout en s'acharnant à installer en Ifrīqiya un ordre nouveau en dépit de l'hostilité foncière vouée à leur doctrine par une population attachée au sunnisme, les Fatimides eurent la sagesse de poursuivre la renaissance que leurs prédécesseurs Aghlabides s'étaient évertués à élaborer.

Les premiers chapitres de ce livre ont montré comment l'Ifrīqiya, après les épreuves du VIII^e s. entrecoupé de sanglantes révoltes, finit par retrouver avec les Emirs Aghlabides la paix, la stabilité et une véritable renaissance économique stimulée par une politique qui ne perdait pas de vue l'intérêt public.

L'essor de l'agriculture se poursuivait tout au long de l'époque fatimide, et ne fut perturbé qu'au moment de l'invasion khārijite. La description du pays due à la plume du géographe al-Ya'qūbi qui, vers 280/893, avait été frappé par le caractère verdoyant et les grandes étendues couvertes d'arbres, est confirmée par celle du géographe voyageur Ibn Hawqal ou celle de Yusuf al-Warrāq conservée par al Bakrī.

Des régions aujourd'hui steppiques, au sud de Kairouan, étaient au X^e s. comme au XI^e s. cultivées et prospères. Dans l'arboriculture assez variée, l'olivier tenait comme toujours une place prédominante. Les

Bas-relief de Mahdiya

Bas-relief en marbre de 36 cm x 53 cm. Cette plaque a été trouvée au premier quart du XX^e s à Mahdiya, dans ce qui fut considéré comme étant les ruines du Palais d'al-Qà'im. Elle représente un roi assis sur une chaise basse, les pieds croisés, coiffé d'une couronne à trois lobes et portant une tunique légère, décorée au niveau des bras. Il porte également une



Bas relief en marbre Mahdiya - Musée du Bard)

ceinture pendant vers le bas décorée de petits cercles formant chaînettes. Il tient de la main droite une coupe et écoute une musicienne jouant de la flûte. La datation est incertaine. Le contexte archéologique ne permet pas de l'attribuer avec certitude à une période déterminée. En effet, les palais fatimides ont été habités par les Zirides et par les Normands. On sait également qu'il y avait entre l'Ifrîqiya et les pays de l'Orient, notamment l'Egypte, un échange constant d'objets d'art.

Toutefois, on ne peut s'empêcher de faire un rapprochement entre la plaque mahdéoise et les peintures de la Chapelle palatine de Sicile, en particulier une scène où l'on voit un roi, assis lui aussi à la turque, tenant de la main droite un verre de vin rouge,



portant une couronne à trois lobes et vêtue d'une tunique légère décorée au niveau des bras. A l'instar de la plaque de Mahdiya, le roi du panneau sicilien porte une ceinture pendante décorée de chaînettes, il est entouré de deux danseuses coiffées chacune d'un turban voluptueux. Cette similitude montre combien les liens entre l'Ifrîqiya et la Sicile étaient soutenus. La Sicile elle-même faisait partie du domaine ifrîqiyen avant de tomber entre les mains des Normands. Ces derniers ont épousé l'art de vivre arabo-islamique. (Voir pages 340-348)

palmiers dattiers dans le Qastiliya, la vigne et les céréales dans le Nord du pays assuraient également d'abondantes ressources.

L'exploitation des gisements miniers de Majjâna al-Ma'âdin (l'actuel Ban Magin, dans la province de Tebessa) fournissait au royaume sous les Fatimides, comme au siècle précédent, le fer, l'argent, l'antimoine et le plomb. Traités sur place, les minéraux procuraient les métaux indispensables aux chantiers de construction navale de Sousse et de Mahdiya. Avec les métaux de Majjâna et le bois de Sicile, les Fatimides réussirent à équiper une flotte plus puissante que celle de leurs prédécesseurs.

D'autres industries, celle du verre, de la céramique, la fabrication de tissus selon une technique éprouvée, comme à Sousse et à Mahdiya, faisaient des centres urbains créés par les Aghlabides ou fondés par les Fatimides eux-mêmes de grandes cités florissantes telles Mahdiya et Mansuriya.

L'essor de l'industrie s'accompagnait d'une grande activité commerciale à laquelle des princes de la famille fatimide et de hauts dignitaires de l'Etat avaient une participation importante.

Kairouan perdit de son importance comme métropole du négoce au bénéfice de Mahdiya et surtout de Mansuriya qui devint, pendant une vingtaine d'années, une grande cité administrative et marchande. L'Ifriqiya fatimide importait de Sicile du blé et du bois surtout et y exportait des produits manufacturés ; le pays exportait aussi l'huile, le blé et les produits manufacturés sur l'Egypte, le Soudan et le Maghreb extrême.

Une importante flotte marchande assurait le commerce maritime à partir des ports de Sousse et de Mahdiya, tandis que les caravanes sillonnaient les routes à partir des grands centres caravaniers, Kairouan, Béja et Tozeur notamment.

L'organisation d'une économie aussi active devait être soutenue et contrôlée par l'Etat. La sécurité des communications était assurée et favorisait donc l'intensification des diverses activités du négoce. Un magistrat, le Sahib al-Suq, sorte de prévôt des marchés avait pour tâche la censure des mœurs et le contrôle des transactions commerciales dont il assurait la légalité et la moralité, par la répression des fraudes et la

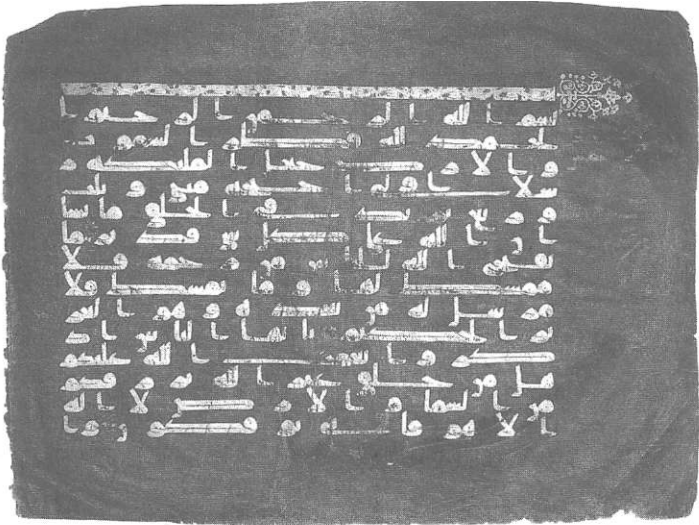
L'art de la reliure en Ifriqiya



La reliure est un domaine où s'exprima l'art du livre en Ifriqiya.

Vers 1940 G. Marçais et L. Poinssot ont découvert dans les magasins de la Grande Mosquée de Kairouan plusieurs pièces de Coran et de reliures. Les reliures les plus anciennes (X^e et XI^e s) sont rectangulaires avec des ais de bois. Elles constituaient une sorte de boîte protégeant la tranche du volume sur trois côtés. Le décor est soit estampé, soit en relief réalisé à l'aide d'une ficelle insérée entre cuir et bois. Au xifs, les ais deviennent moins épais, en carton, en plusieurs feuilles collées, ou en cuir. La reliure comprend un rabat qui protège la tranche de gouttière et vient s'insérer entre le plat supérieur et les feuilles. Les thèmes du décor sont variés : de larges bordures, des entrelacs, des motifs centraux circulaires, des motifs végétaux : palmes etpalmettes ...etc.

Manuscrits médiévaux



a- Coran bleu (ix^e - X^e s.)

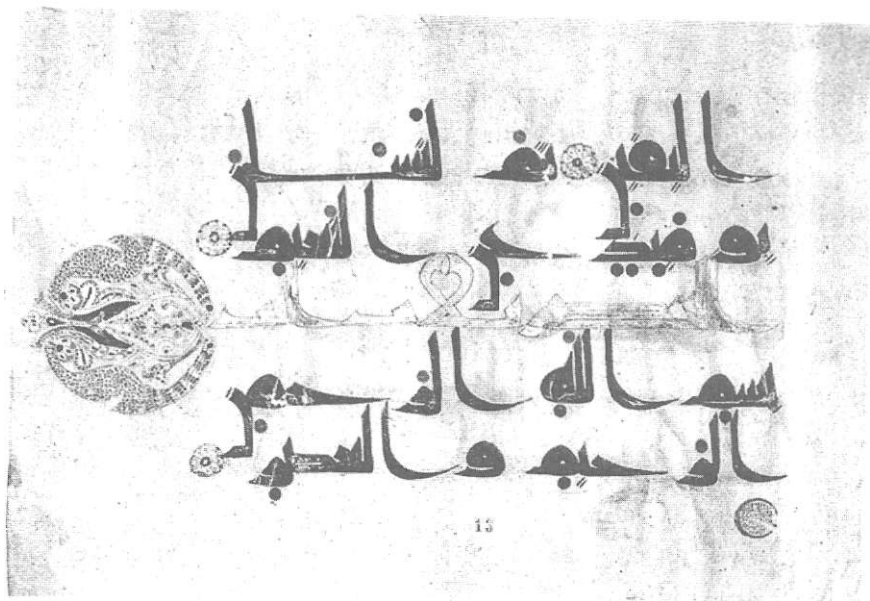
La bibliothèque de la grande Mosquée de Kairouan et celle de la Mosquée Zaytûna de Tunis possèdent plusieurs manuscrits qui témoignent de la vitalité de l'industrie du livre en Ifrîqiya médiévale. Une chaîne de spécialistes travaillait à fournir des œuvres remarquables : doreurs, enlumineurs, calligraphes, relieurs, sans compter les scribes et les fabricants de papier (parchemin et vélin). Les bibliothèques tunisiennes ont gardé un Coran qui date de l'an 295/907.

Parmi les fiertés du trésor national tunisien signalons :

a- Quelques pages d'un Coran de 31 cm x 41 cm, copié sur vélin bleu et écrit en caractères coufiques dorés. Des analyses ont montré que le support a été teint à l'indigo et que les lettres ont été collées au blanc d'œuf. L'écriture est sans points diacritiques. Les titres des sourates sont le plus souvent annoncés par une frise fleurie débordant sur la marge en palmette. Ce manuscrit est datable du X^e s.

b- Un coran, sur parchemin, en grands caractères coufiques tracés au pinceau : les pages mesurent 46 cm x 32 cm. La feuille de garde nous apprend que l'ouvrage fut offert à la Mosquée de Kairouan par Fatima, la gouvernante ou la nourrice d'Abu Manâd Bâdis (3^e émir ziride m. en 406/1016), au mois de Ramadan de l'an 410 h/1020. Ce Coran possède un coffret qui est conservé dans les réserves du Musée de Raqqâda.

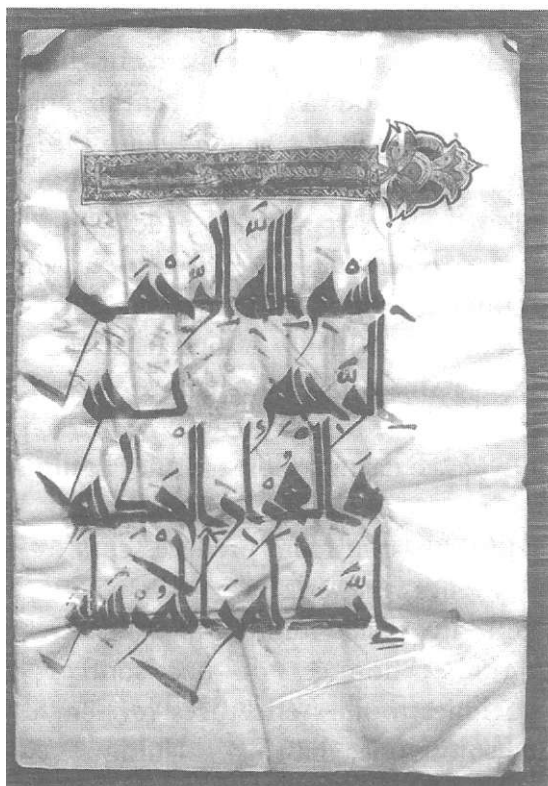
Si l'on accorde foi à Ibn Nâjî, Fatima la constituante du waqf (habous) est d'origine chrétienne. Après sa conversion à l'Islam, elle prit rang parmi les princesses sanhajiennes et s'occupa de l'intendance du palais. Elle mourut vraisemblablement en l'an 416/1025 comme le prouverait une inscription, malheureusement incomplète.



c- Coran d'al-Mu'izz ibn Bâdis (xi^e s.)

- Un Coran légué à la Grande Mosquée de Kairouan par le souverain Ziride al-Mu'izz b. Bâdis, postérieurement à sa rupture avec les Fatimides entre 431 et 442/1041-1049. Le texte, agrémenté de médaillons dorés, est écrit en coufique noir avec des points diacritiques rouges.

Ces deux derniers Corans, de forme oblongue, font usage de l'écriture abbasside ancienne délaissée en Orient depuis de longue date (iiF/nCs) mais qui semble survivre en Ifriqiya au milieu du Y/ Xfs.



b- Coran du xi s. attribué à la nourrice d'Abu Manâd Bâdis

surveillance des prix. La monnaie, les poids et mesures étaient également l'objet d'une surveillance étroite et les Fatimides se faisaient un honneur d'en empêcher l'altération et de ne frapper que des pièces de belle facture et conformes au poids légal.

2. Le développement urbain

Maintenir la prospérité économique supposait un développement important des centres urbains. Les grandes cités aghlabides, Tunis, Sousse, Sfax, Tozeur, Kairouan même étaient restées aussi peuplées qu'importantes. D'autres grandes villes surgirent et eurent rapidement rang de capitales.

Mahdiya foyer du Califat shi'ite, métropole du royaume et base maritime inexpugnable. Mansuriya, la grande cité circulaire érigée sur l'emplacement même du camp retranché d'où al-Mansur remporta sa première victoire sur Abu Yazīd, M'sila, capitale de la vaste contrée du Zâb, centre caravanier de relais entre l'Ifrīqiya et le Maghreb extrême, entre le cœur du royaume et les vastes contrées désertiques du Maghreb central apanages des nomades Zanâta. Achir, capitale des Sanhâja Zirides, fière cité du Tittéri, émule de M'sila où les seigneurs Banu Hamdun rivalisaient de puissance et de gloire avec leurs voisins Zirides.

Les bourgades de la petite Kabylie, berceau de la prédication fatimide, prirent aussi figure de centres urbains actifs : Ikjan la petite citadelle des Babors désormais célèbre foyer de la cause shi'ite, Sétif, Mila, Gimla... Les anciennes places fortes de l'Ouest du royaume gardèrent leur rôle défensif et stratégique : Baghâya au pied de l'Aurès, Balazma, Constantine, Laribus.

En outre, les Califes fatimides s'étaient révélés aussi grands bâtisseurs que leurs prédécesseurs les Emirs Aghlabides. Dans les nouvelles villes érigées par leurs soins, Mahdiya, Mansuriya, M'sila, de beaux palais furent construits. De cette architecture civile dont certaines données de nos sources indiquent la splendeur, les quelques fouilles effectuées révèlent d'importantes reliques, débris de mosaïque, bassins... L'unique édifice religieux conservé, la

mosquée de Mahdiya, témoigne du maintien de la tradition ifrîqiyenne et annonce l'épanouissement d'un art vigoureux dont les édifices égyptiens, al 'Azhar le premier, porteront la marque ; des ouvrages hydrauliques aménagés par les Emirs Aghlabides et soigneusement étudiés par Solignac furent entretenus, certains agrandis ; d'autres virent le jour. Al-Mu'izz s'ingénia à améliorer l'alimentation de Mansuriya en eau potable. Deux grands projets furent mis à l'étude mais abandonnés à cause de son départ définitif pour l'Egypte : le Calife se proposait de faire creuser un canal pour relier Mansuriya à la mer. Il avait également l'intention d'entreprendre les travaux d'adduction nécessaires pour amener l'eau du djebel Zaghouan jusqu'à Mansuriya, à l'aide d'aqueducs semblables aux conduites antiques. Ainsi les souverains fatimides se montraient aussi soucieux que leurs prédécesseurs de mettre en valeur le pays et faisaient preuve d'un sens aussi poussé de l'utilité publique.

3. *L'essor intellectuel*

La paix, la stabilité du régime aghlabide et la prospérité du pays encouragée et soutenue par une politique soucieuse de l'intérêt public avaient profité non seulement au développement urbain et à l'art mais aussi à la culture. La vie intellectuelle à Kairouan et à Raqqàda fut intense au cours de la deuxième moitié du IX^e s.

Les nombreux ifrîqiens qui avaient entrepris la *rihla* (voyage d'Orient) en quête des sciences théologiques et juridiques étaient devenus chez eux des maîtres éminents du hanafisme, du malikisme ou du mu'tazilisme ; le rationalisme mu'tazilite qui venait de s'épanouir en Orient avec le Calife abbasside al-Mansur, était en effet représenté à Kairouan et les discussions entre les différentes écoles étaient souvent passionnées. Au centre des controverses théologiques dont les ouvrages des « Tabaqât » (classes des savants) ont conservé divers exemples, le problème de la création du Coran, c'est-à-dire du passage de la parole de Dieu du plan de l'ineffable au plan discursif. Les autres sciences musulmanes droit, tradition, philologie et aussi *Adab* étaient également cultivées avec ardeur et représentées par d'éminents

spécialistes. Enfin, avec Sahnùn qâdhi d'Ifrîqiya en 848 et auteur de la fameuse « *Mudawwana* », Kairouan devint le foyer d'une école malikite aussi prestigieuse que celle de Médine ou de Fustât. L'activité intellectuelle de « Bayt al-Hikma » à Raqqâda, où les sciences profanes étaient aussi cultivées et dont l'éminent érudit H. H. Abdul-Wahab a reconstitué dans d'excellentes pages le visage éclatant, contribuait à rehausser l'apport de l'Ifrîqiya à l'essor de la civilisation musulmane.

Orientaux eux aussi et imprégnés de la tradition islamique orientale, quoique schismatiques, les Fatimides s'attachèrent à développer l'activité intellectuelle de l'Ifrîqiya. Soucieux de diffuser les principes de leur doctrine, ils ont été conduits certes à combattre les malikites qui leur opposèrent une hostilité manifeste. Les sources biographiques ont sans doute gonflé les proportions de l'antagonisme shi'isme-malikisme et il serait bien vain de s'appuyer sur leurs affirmations souvent tendancieuses pour parler d'un divorce entre l'Ifrîqiya malikite et les Fatimides ou d'un échec des Fatimides en Berbérie.

S'étant heurtés à l'attitude hostile des juristes malikites, ils se sont ingéniés à les neutraliser en gagnant à leur cause les hanafites. Bientôt ils eurent leurs propres théologiens, tel le qâdhi al-Nu'mân qui s'appliquèrent à diffuser la doctrine shi'ite et les principes de leur « *fiqh* » assez proche du reste du « *fiqh* » malikite.

Les souverains eux-mêmes « Imams, trésors de science » composaient des ouvrages de théologie et encourageaient l'activité de « Bayt al-Hikma » qui devint aussi un foyer intense de propagande en faveur de la cause fatimide. L'époque fatimide eut aussi d'éminents savants, des philologues, des médecins et des lettrés réputés. Avec Hunayn ibn Ishâq, puis Ibn al-Jazzâr, Kairouan put donner à la médecine arabe quelques uns de ses meilleurs représentants. Le règne d'al-Mu'izz fut des plus féconds avec la paix retrouvée et un regain de prospérité. Ibn Hâni, poète panégyriste, s'attacha à exalter la grandeur de ce Calife auquel remonte l'éclosion de l'art et de la civilisation fatimide qui s'épanouiront en Egypte et que marquaient déjà en Ifrîqiya les

beaux palais de Mansûriya, la richesse de la décoration dans les édifices, les objets d'art et les tissus ainsi que le faste des cérémonies et des fêtes religieuses.

Conclusion

En quittant l'Ifrîqiya pour rejoindre Jawhar en Egypte où il transportait le siège du Calife fatimide, al-Mu'izz laissait au Chef Ziride Buluggin un royaume organisé et puissant, un pays riche et paisible. L'héritage de la civilisation aghlabide conservé et développé pendant un demi-siècle allait pouvoir s'épanouir sous les Zirides. Des documents nouveaux qui complètent l'information à sens unique des sources sunnites et permettront de nuancer, voire de corriger des thèses admises peu favorables aux Fatimides, prouvent que ceux-ci n'ont pas fait que passer en Ifrîqiya. Devenant le berceau d'un prestigieux Califat, la Berbérie Orientale s'est brusquement hissée sous leur dynastie du rang de province d'un « Emirato » modeste, à celui d'un puissant royaume, autant que l'Irak ou l'Espagne musulmane.

Liste des princes fatimides ayant régné en Ifriqiya (296-361/ 910- 972)

1) Abdullah al-Mahdī	296/ 910
2) Muhammad al-Qà'im ibn Abdullah	.322/934
3) Ismâ'il al-Mansûr ibn al-Qà'im	334/ 946
4) Al-Mu'izz Ma"ad ibn al-Mansûr	341/ 953

Les dates dont celles de l'arrivée au pouvoir.

L'EPOQUE ZIRIDE

Par Abdelmajid Dhouib

I

L'Ifrîqiya dans le système fatimide

1. Le système

En octobre 972, al-Mu'izz, le quatrième Calife de la dynastie des Imams impeccables, renonce à faire souche en Ifrîqiya, quitte définitivement ce pays pour le Caire et confie l'Emirat à Buluggin Ibn Zîri.

L'événement intervient soixante deux ans après la proclamation du Mahdî, dix huit ans après l'échec d'Almeria, quatre ans seulement après l'entrée triomphale de Jawhar à Fustât. Il n'y a plus l'ombre d'un doute. C'est la conquête de l'Egypte qui pesa de tout son poids dans la décision d'al-Mu'izz. Mais comment interpréter cet événement ? Pourquoi donc la capitale de l'Empire Fatimide se déplace-t-elle du centre vers la périphérie ? S'agit-il d'une ascension, d'une marche irrésistible vers la domination totale, ou au contraire d'une fuite en avant ?

L'Egypte est certes une acquisition récente, une marche éloignée par rapport à l'Ifrîqiya. Mais le pays du Nil a le privilège de se situer au cœur du Dar al Islam. De là, on peut contrôler l'Orient et l'Occident, la Méditerranée et la Nubie. L'Egypte en outre est un pays prospère, la population laborieuse et docile, une population taillable et corvéable à merci contrastant singulièrement avec ces

tribus maghrébines « perfides » et irascibles, toujours promptes à se révolter.

En 972, donc, les jeux sont faits. Al-Mu'izz part pour le Caire. Ainsi les anciens maîtres de Kairouan avaient-ils dans leur rêve de domination universelle préféré l'Egypte à l'Ifrîqiya. On ne saurait prévoir les conséquences d'un tel événement. Rattachée comme simple province aux intérêts sinon aux caprices de sa jeune rivale, la fière Ifrîqiya acceptera-t-elle de s'effacer ?

Demeurera-t-elle longtemps dans le giron de l'Isma'ilisme, ou au contraire cherchera-t-elle à briser les liens d'une dépendance ressentie de plus en plus comme un affront pour s'élancer alors vers la conquête de sa propre destinée ?

Les chroniqueurs et historiens musulmans qui ont relaté ou interprété les événements de 972 à 1160 n'ont pas manqué d'affirmer que dès l'installation des Fatimides au Caire, l'indépendance de l'Ifrîqiya était chose acquise. Maqrizi dans son *Itti'az* dit ce qui suit : « Lorsqu'al-Mu'izz décida de se rendre en Egypte, il se demanda qui il allait prendre comme lieutenant au Maghreb. Son choix se porta sur l'Emir Abu Ahmad Ja'far b. 'Ali.

Il le convoqua et lui dit sa volonté de lui confier sa lieutenance au Maghreb. « Tu laisseras à mes côtés l'un de tes fils ou de tes frères qui résidera au Palais, tandis que je gouvernerai, répondit avec insolence Ja'far. Tu ne me demanderas aucun compte des finances, attendu que les impôts que je lèverai seront toujours au prorata de mes dépenses. Lorsque j'aurai pris une décision, je l'exécuterai sans attendre ton assentiment vu la distance qui sépare le Maghreb de l'Egypte. C'est moi qui nommerai les *qâdhis*, les percepteurs du *kharâj* et autres fonctionnaires ».

Al Mu'izz entra en courroux et lui dit : « Ja'far ! tu prétends me destituer de ma royauté, t'associer à moi dans l'exercice du pouvoir, disposer à ta guise et sans me consulter des gouvernorats et des finances. Va-t-en, tu as manqué l'occasion qui était offerte et tu as commis une erreur de jugement ! ». Ja'far se retira.

Ensuite al-Mu'izz convoqua Youssef Ibn Zîri Al Sanhâji et lui dit : « Prépare-toi à assurer la lieutenance du Maghreb ! ». Le Ziride trouvant l'offre exorbitante répondit :

« O notre Maître ! si toi et tes pères, Imams issus de l'Envoyé de Dieu - que Dieu le bénisse et le sauve - n'avez pas été heureux au Maghreb, comment l'y serais-je, moi qui ne suis qu'un Sanhajien, un berbère ! Notre Maître, vous me tuez sans sabre ni lance ! ». Le Calife insista tant et si bien que Buluggin finit par répondre : « O mon Maître j'accepte, mais à condition que tu désignes à ta guise les Cadis et les percepteurs du *kharâj*, que tu choisisses et remettes les « Renseignements » à quelqu'un en qui tu auras confiance.

Tu m'adjoindras à eux et, obtempérant à leurs ordres, je punirai comme il faut tout réfractaire à leur autorité. Eux seuls exerceront le pouvoir et je ne serai que leur serviteur ».

Al-Mu'izz fut satisfait de ses propos et le remercia. Quand Buluggin se fut retiré, le grand oncle paternel d'al-Mu'izz, Abu Tàlib Ahmed, fils du Mahdî 'Ubayd-Allah, fit remarquer : O notre Maître, et tu ajoutes foi aux paroles et aux promesses de Yusuf ? « Notre oncle, répondit al-Mu'izz, quelle différence entre le discours de Yusuf et celui de Ja'far ! Sache, mon oncle, que le pouvoir réclamé par Ja'far dès le début est bien le même que Yusuf finira par obtenir, car avec le temps il deviendra indépendant, mais au départ cette attitude est plus convenable et plus élégante aux yeux des hommes de bon sens et un souverain qui quitte ses états ne saurait faire mieux ».

Ce texte est la traduction par Roger Idris d'un des nombreux récits se rapportant à la période étudiée. Le récit, comme le souligne à juste raison l'auteur de la thèse, éclaire la psychologie des personnages et annonce la révolution de l'Ifriqiya après l'installation des Fatimides au Caire.

D'après ce texte, le Calife aurait choisi le moindre mal. Il aurait préféré Buluggin à Ja'far parce que l'attitude du premier était plus convenable aux yeux des hommes de bon sens.

Il semble pourtant que le Calife avait choisi Buluggin pour d'autres raisons. D'abord par gratitude. Les Zirides n'avaient-ils pas débloqué, au moment crucial, Mahdiya assiégée par Abu Yazîd et sauvé la dynastie Fatimide de la catastrophe ? Mais cette raison n'est pas suffisante et la gratitude n'a jamais été le trait marquant des souverains du Moyen-âge. Al-Mu'izz avait choisi Buluggin parce qu'il

était le seul à disposer en Ifrîqiya d'un clan puissant et cohérent, les Sanhàja, capables de défendre l'Ismaélisme - la doctrine officielle des Fatimides - à l'intérieur et de lutter efficacement à l'extérieur contre les Omayyades de Cordoue, ennemis traditionnels des maîtres du Caire.

Mais le Calife pouvait craindre aussi que la force du vassal ne se retourne contre lui. Aussi décida-t-il, au moment même où il lui confiait l'investiture, d'amputer son fief de la Tripolitaine, de la Sicile et du territoire des Kutâma (Petite Kabylie).

De cette façon, le vassal Ziride se trouvait pieds et poings liés à son suzerain. Il ne pouvait s'étendre vers l'Est : la Tripolitaine faisant obstacle. Il ne pouvait rééditer l'exploit des Fatimides, privé qu'il était de la Sicile et de sa flotte. Il ne pouvait que s'étendre vers l'Ouest, dans le Maghreb extrême, dans le sens voulu par al-Mu'izz. Si par malheur il essayait de rompre ses liens de dépendance et faire du Maghreb un Etat indépendant, le Calife lancerait contre lui la tribu des Kutâma, celle-là même qui avait détruit le royaume Aghlabide. Al-Mu'izz n'avait donc pas - comme l'ont cru certains chroniqueurs - abandonné dès le premier jour de son installation au Caire, son domaine initial à la discrétion de son vassal. Il avait au contraire intégré les Zirides dans un système efficace, ne permettant qu'une seule issue : l'expansion vers l'Ouest c'est-à-dire la lutte contre les Zanâta pro-Omayyades.

Buluggin était certainement conscient de la précarité de sa situation. Le Calife, d'après certains textes, lui aurait ordonné de pressurer les ruraux, de combattre énergiquement les « Berbères », de n'accorder qu'une confiance limitée aux membres de sa famille, d'user de bienveillance envers les citoyens.

Certains ont cru voir dans ces recommandations une incitation de plus à la lutte anti-zanâta, le mot « berbères » ayant été assimilé à « Zanâta pro-Omayyades ». L'interprétation est judicieuse, puisque les Omayyades et leurs clients Zanâta sont les ennemis jurés de l'Ismaélisme. Mais ne conviendrait-il pas aussi d'établir le rapport ruraux-citadins et se demander pourquoi le calife insistait-il pour que son vassal épargnât ses bonnes villes (surtout Kairouan) et dirigât ses

efforts vers les campagnes ? L'explication n'est pas très difficile à trouver, car c'est dans les villes que se trouvent à coup sûr les partisans du Fatimide et dans les campagnes que se recrutent les ennemis du shiisme. Ensuite, il convient d'exploiter d'autres documents et rappeler qu'al-Mu'izz, en quittant l'Ifrîqiya avait emporté avec lui ses trésors, c'est-à-dire tout l'or accumulé par les Fatimides au Maghreb depuis l'avènement du Mahdî. « Enorme ponction dont les conséquences économiques et politiques n'ont guère été soulignées » remarque avec juste raison J. Poncet. Devant cette situation embarrassante (caisses vides et interdiction de taxer les citadins) Buluggin ne pouvait donc exercer son talent fiscal que dans les campagnes et par la guerre ; par le moyen de ces expéditions punitives qui préfigurent déjà les « mehallas » beylicales.

Une seule issue : l'expansion vers l'Ouest, dans l'intérêt bien compris du vassal et de son suzerain.

Chargé par son maître de faire comprendre aux Omayyades que les forces Fatimides étaient intactes malgré la distance qui sépare le Maghreb de l'Egypte, mobiles et toujours prêtes à la riposte, Buluggin, en vassal dévoué, part en campagne dès juin 973 et se dirige vers l'Ouest.

Il pénètre d'abord dans le Maghreb Central, où les populations n'attendaient que le départ d'al-Mu'izz pour le Caire pour se révolter. Il met le siège devant Tiaret, l'enlève de vive force, massacre ses hommes et réduit en esclavage femmes et enfants.

Il y met ensuite le feu et envoie, avant de reprendre la route pour Tlemcen, deux cents têtes à son suzerain. La population de Tlemcen, sachant d'avance le sort qui lui serait réservé, se soumet. Buluggin s'empare de la cité sans coup férir, pardonne aux Tlemcéniens leur turbulence mais les déporte tous à Achir.

Désormais les populations révoltées du Maghreb Central ont le choix entre le massacre si elles résistent et la déportation si elles se soumettent. Toutes les cités se soumettent les unes après les autres et Buluggin de continuer son chemin vers l'Ouest. Il s'empare de Sijilmasa, met en déroute tous les seigneurs pro-Omayyades, talonne ensuite les Zanâta et les poursuit jusqu'à Ceuta. Là il trouve une cité

très bien défendue, une armée puissante, sans cesse renforcée par des contingents venus d'Espagne. Dix mille cavaliers ne pouvaient venir à bout d'une cité si bien défendue. La lutte était inégale. Les Zirides s'étaient peut-être trop engagés vers l'Ouest, et Buluggin de décrocher non sans saccager le pays sur son passage.

En juin 983, il prend le chemin du retour, mais il apprend que le Maroc septentrional qu'il avait pourtant pacifié, s'était révolté de nouveau, que le gouverneur qu'il avait installé à Sijilmasa avait été chassé par la population. Il rebrousse chemin en direction de la cité rebelle. Mais il tombe malade et meurt le 25 mai 984 avant d'avoir atteint son objectif.

Le premier Ziride s'était consacré corps et âme à la lutte contre les ennemis de son maître. Il avait combattu jusqu'au dernier souffle de sa vie les Zanâta pro-Omayyades. En politique intérieure aussi, il crut donner à son suzerain pleine satisfaction en lui envoyant beaucoup d'argent, argent extorqué aux notables de Kairouan les plus en vue.

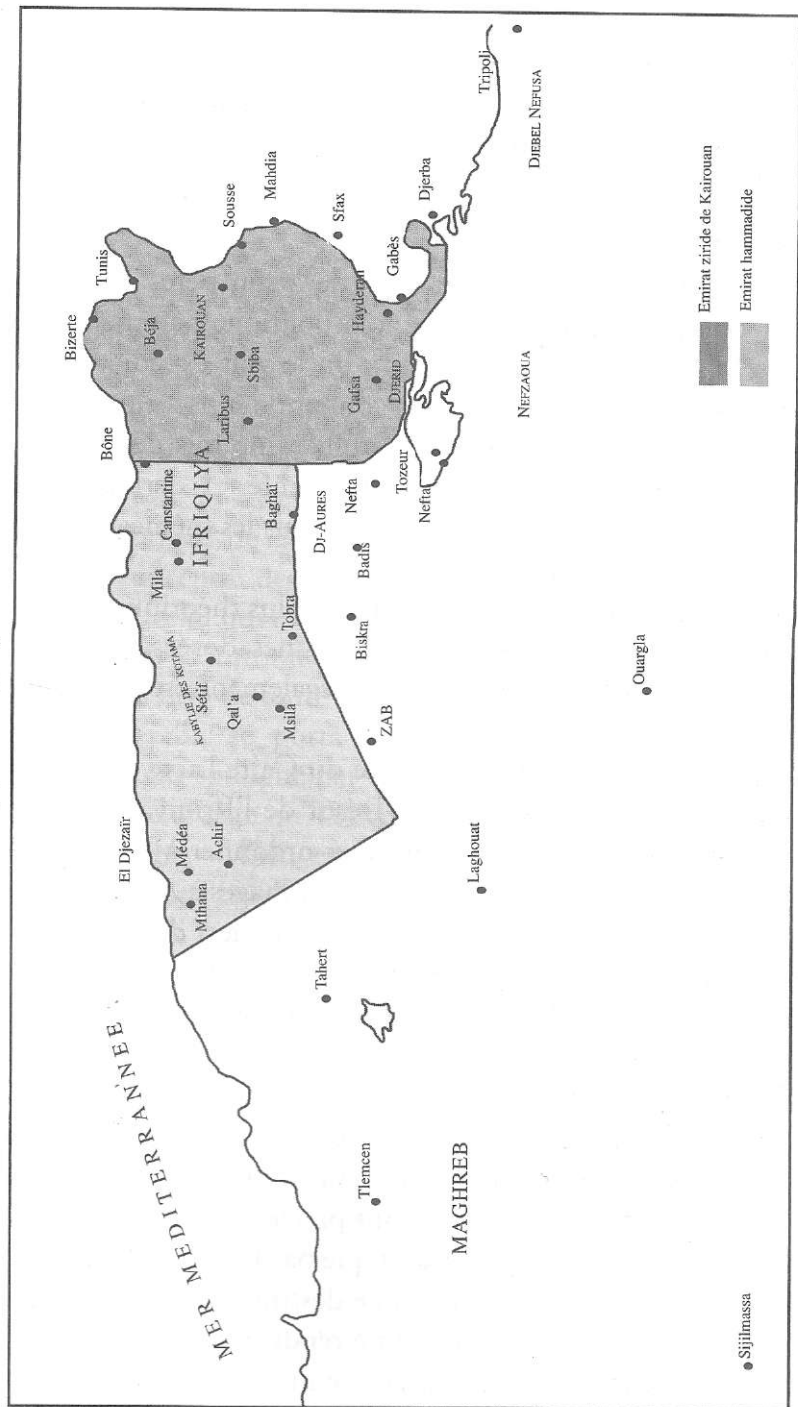
Mais le Calife - s'il récompensa son vassal en lui concédant la Tripolitaine et M'sila - commit la maladresse de lui couper souvent l'herbe sous les pieds. Du Caire que rattache à l'Ifrîqiya une longue et mince bande côtière, il prétend diriger les opérations militaires, orienter la politique intérieure.

En 973, alors que Buluggin était engagé contre les Zanâta, le Calife lui donne l'ordre de ne plus s'avancer plus loin. En 977, il le réprimande pour sa fiscalité exorbitante et lui ordonne de détaxer la population. En 981, il accorde l'hospitalité aux frères de Buluggin, qui pourtant avaient trempé dans un complot, leur offre des cadeaux et des robes d'honneur, les renvoie en Ifrîqiya et ordonne à Buluggin de ne rien entreprendre contre eux.

En 982 enfin, alors que l'Emir combattait dans le Maghreb extrême les ennemis de son maître, celui-ci lui ordonna, sans tact et sans vergogne, de lui envoyer au Caire mille cavaliers parmi les plus valeureux de ses frères.

Buluggin avait toujours obéi, sans tromperie ni calcul. Cette fois-ci il fit savoir au Calife qu'il ne pouvait se priver de leurs services. Le

L'Ifrîqiya à l'époque ziride



(D'après Michel Terrasse,
Islam et Occident méditerranéen, Paris, 2001)

Calife n'insista pas, mais ses maladresses et sa curieuse façon de refroidir le zèle de son vassal ne vont certainement pas renforcer les rapports entre le Caire et Achir.

2. *Le pèlerinage forcé d'Achir.*

En 984, Abu Fath al-Mansûr succède à son père. Tout semble indiquer que rien ne serait changé à la politique paternelle. Le 16 décembre, l'année de son avènement, on le voit expédier au Caire un cadeau splendide, estimé par les contemporains à un million de dinars. Cette marque de déférence prouve une fois de plus que le vassal est prêt à accepter les exigences du Calife. Ce dernier l'investit de l'Emirat de l'Ifrîqiya et du Maghreb « sous les mêmes conditions qui avaient été imposées à son père ».

La soumission du vassal sera cependant plus théorique que réelle. Al-Mansûr n'avait pas accepté des « chaînes dorées » ; il n'avait demandé l'investiture que pour entrer légalement en possession de son fief.

D'ailleurs, avant même que n'arrive du Caire l'acte d'investiture, on le voit mettre sous séquestre le Trésor de l'Ifrîqiya, révoquer et nommer les fonctionnaires à sa guise et ordonner à l'intelligentzia Kairouanaise de venir lui présenter ses hommages à Achir. Les cadis, les cheikhs, les fonctionnaires et les notables de Kairouan se soumettent et, après un long et dur voyage, arrivent au cœur du pays Sanhâja. Ils présentent à l'Emir leurs salutations, lui expriment leurs vœux et lui baisent la main.

Al-Mansûr, en grand prince, leur distribua de l'argent pour les défrayer, les hébergea confortablement et les remercia de leur zèle, le cinquième jour il les convoqua et leur tint ce discours :

« Mon père et mon grand père ont pris les gens par le sabre et la violence, mais moi je ne les prendrai que par la bonté. Je ne suis pas de ceux qu'institue un diplôme et que destitue un autre diplôme et pour cette royauté qui m'échoit, je ne rends grâce qu'à Dieu et ma poigne, car je la tiens de mes pères et de mes aïeux qui l'ont héritée de leurs pères et de leurs aïeux, les Himyarites ».

Ces paroles sont significatives ; elles traduisent un nouvel état d'esprit. Mais le discours n'en demeure pas moins ambigu. Le prince Ziride se métamorphose, il est vrai, en un clin d'œil. De vassal berbère, plein de déférence et de respect pour le Commandeur des Croyants, il se transforme en seigneur arabe indépendant. Il déclare détenir son royaume de ses pères et de ses aïeux. Soit, mais de quel royaume s'agit-il ? De l'Etat patrimonial Ziride, ou de toute l'Ifrîqiya et du Maghreb ? Le discours est vague à souhait. Aux entendeurs présents et lointains de l'interpréter comme ils l'entendent. Les auditeurs Kairouanais ne manqueront certainement pas de l'interpréter dans le sens voulu par l'Emir, car une fois arrivés chez eux, après trente cinq jours d'épreuves, ils feront comprendre à la population Kairouanaise qu'avec un prince de la trempe d'al-Mansur il n'y a pas lieu de plaisanter et qu'entre deux maîtres le Fatimide et le Sanhaji, il vaut mieux obéir à celui qui exerce le pouvoir réel.

Les moyens d'intimidation employés par al-Mansur semblent avoir réussi au delà de toute espérance. Car le 16 décembre 984, une foule considérable se porta à sa rencontre et lui fit un accueil chaleureusement souligné par des cadeaux splendides.

C'est vers cette date qu'il envoya au Calife al-Aziz le tribut d'usage pour « décrocher » bien entendu l'acte d'investiture nécessaire au gouvernement de l'Ifrîqiya. Mais parallèlement à cette normalisation des rapports avec le Caire, on voit al-Mansur consolider son autorité sur l'Ifrîqiya. La donation à la mosquée Sidi Okba de belles portes en fer, l'exemption des ruraux des arriérés de l'impôt ne sont pas les fruits du hasard.

Al-Mansur désirait soigner sa popularité et il ne manqua pas une occasion pour flatter l'amour propre des Kairouanais. Il présidait presque toujours en personne les grandes prières. Enfin il ordonna la construction d'un magnifique palais, entouré de jardins à al-Mansûrya, dont le coût s'éleva à 800.000 dinars, un peu moins que le prix du diplôme d'investiture.

Ainsi, l'Ifrîqiya devenait le centre de ses préoccupations. Cette poussée vers l'Est eut pour résultat la nomination de son frère Yattufat au gouvernement d'Achir. Al-Mansûr se désintéressait

manifestement du Maghreb et de ses marches frontières. Dès 985, il renonçait aux expéditions contre les Zanâta et se contentait de faire surveiller mollement ses frontières occidentales par ses généraux.

Ainsi, il consacrait le plus clair de son temps aux affaires de l'Ifrîqiya. Que reste-t-il du programme Zirido-Fatimide ? Les engagements de Buluggin se sont-ils évanouis sous le règne de son fils ? Le comportement du second prince de la dynastie n'est pas fait pour plaire au Commandeur des Croyants. Aussi la riposte du Caire ne se fit-elle pas attendre.

3. La riposte du Caire.

Tout d'abord le Calife se met en rapport secret avec le Kâtib Abdullah Ibn Muhammad, très disposé à trahir al-Mansur depuis le pèlerinage forcé d'Achir. Le Calife convertit Abdullah à l'Ismaïlisme, le nomme « Dâ'î » et ordonne au Ziride de lui présenter par son intermédiaire le serment d'allégeance.

Pris au dépourvu al-Mansur obéit comme par instinct, mit à la disposition de son Kâtib promu à la magistrature suprême, le Qasr al-Bahr, richement aménagé.

Il se ressaisit ensuite, et fit part de son mécontentement aux Sanhâja. Ces derniers lui conseillèrent sans doute de susciter au « Dâ'î » des rivaux parmi les fonctionnaires. Al-Mansur prépara un programme de calomnies et mit tout en oeuvre pour discréditer le « Dâ'î » auprès des populations rurales et urbaines. Mais il n'osa destituer 'Abdullah.

Il préféra l'amener par le chantage et l'intimidation à renoncer à sa charge de Kâtib. Le missionnaire tint bon et refusa de démissionner. C'est alors qu'al-Mansur décida froidement de l'assassiner.

Le dimanche 6 novembre 987, le « Dâ'î » se rendit dans un bureau et s'y installa en attendant que l'Emir montât à cheval. Il lisait le Coran, quand on lui annonça qu'al-Mansur était en selle, il monta alors à cheval et se porta à sa rencontre. Il aurait alors récité ce vers :

« Se fier à ce bas-monde, c'est vouloir empoigner de l'eau qui perfidement fuit entre les doigts ».

Arrivé en présence d'al-Mansûr, il mit pied à terre, le salua et lui baisa la main. A l'issue d'un long entretien dont personne ne sut la teneur, l'Emir le frappa de sa lance. Ramenant le pan de ses manches sur son visage, le malheureux prononça ces mots : « Pour la religion de Dieu et la religion de son envoyé ». On n'en entendit pas davantage.

Le prince Abdullah frère d'al-Mansûr le transperça de part en part. Il tomba mort. On amena son fils Yusuf qui criait, et les Sanhaja de s'acharner sur le malheureux. Après le massacre, on enterra les deux cadavres, comme des chiens, dans une écurie.

L'émotion après ce double assassinat fut très grande en Ifrîqiya. Le Cadi et les Cheikhs de Kairouan allèrent trouver al-Mansûr pour lui demander des éclaircissements sur cette sombre affaire. L'Emir se contenta de leur dire qu'il n'avait pas supprimé Abdullah par cupidité ou par désir de s'accaparer sa fortune. Il l'avait simplement mis hors d'état de nuire car il se sentait menacé dans sa personne. Les Cheiks ne furent pas convaincus. Ils se retirèrent sans faire de remontrances mais les représailles ne se firent pas attendre.

Les Shi'ites semèrent pour un moment la terreur dans la région de Kairouan, coupèrent les routes et massacrèrent un grand nombre de Malikites.

Al-Mansûr rétablit l'ordre et confia l'administration financière de l'Ifrîqiya à Yusuf Ibn Abu Abdullah Muhammad surnommé le « Cheikh à la rose » et qui ne pensait qu'à boire et à manger. L'Emir ne voulait plus avoir affaire à un homme de l'envergure du Dâ'î. Mais le choix du « Cheikh à la rose » ne fut certainement pas plus heureux. Ce cheikh qui ne se montrait en public que lorsque les roses avaient cessé de fleurir était cruel et généreux. « Il se vautrait sur un lit de pétales... Quand nous partions à travers les contrées et qu'il trouvait un endroit dont la beauté lui plaisait, il y passait un mois ou deux à boire tandis que son adjoint levait les impôts, recevait les présents et pourvoyait aux besoins des intimes et des soldats de Yusuf. Il donnait quotidiennement 5.000 dirhams à l'entourage de Yûsuf et dépensait à peu près la même somme pour sa cuisine et ses fruits ».

Le massacre du Kâtib, la conduite scandaleuse de son successeur, la désinvolture du vassal, autant d'actes d'insubordination que le Caire ne pouvait avaliser sans perdre la face. Mais que pouvait le Calife al-'Azîz contre le Ziride ? Adresser des remontrances ? Elles risqueraient d'être inefficaces. Engager des opérations militaires ? Le Calife avait-il le moyen de les soutenir ?

Le Caire n'avait plus qu'une seule issue. Faire fonctionner le système et opposer les Kutâma aux Sanhâja. Les premiers étaient d'autant plus redoutables qu'ils échappaient en Kabylie au contrôle de l'Emir et enviaient de surcroît la fortune de leurs adversaires.

En 986, alors qu'al-Mansûr et son Kâtib Abdullah se trouvaient au Maghreb Central, un missionnaire shi'ite Abu Fahm, arriva à Kairouan avec des ordres secrets d'al-Azîz. Ne trouvant personne à Kairouan, il s'adressa à Yusuf qui assurait l'intérim de son père. Yusuf écrivit à son père. Celui-ci lui répondit : « Donne lui tout ce qu'il veut et laisse le aller là où bon lui semble ». Le Kâtib avait-il consulté son Emir ? On n'en sait rien. Toujours est-il que le fils du Kâtib, obtempérant à l'ordre reçu du père satisfait à toutes les demandes du missionnaire, lui fournit des subsides et des chevaux. Abu Fahm arriva chez les Kutâma qui ne demandaient pas mieux que de se rallier à lui. Il rassembla des troupes et battit monnaie. Al-Mansur vit dans l'action du missionnaire une véritable provocation et Ibn al-Athîr affirme que le Fatimide avait chargé Abû Fahm de déloger de ses Etats le Ziride devenu trop puissant.

On ne sait s'il y eut échange de notes entre le Caire et Kairouan, mais nous savons que vers la fin de l'année 987, deux messagers dépêchés du Caire signifiaient à al-Mansûr de ne rien tenter contre Abû Fahm et les Kutâma !

La mesure était comble. Al-Mansûr qui n'était pas homme à s'incliner devant l'intimidation, fit interner les deux « missi », les abreuva d'injures et les contraignit de le suivre pour assister au traitement qu'il comptait infliger « à ceux qui prétendent le ramener à son maître la corde au cou ».

4. *La vengeance d'al-Mansur*

Au printemps de l'année 988, il pénètre en Petite Kabylie, pille, brûle et détruit tout sur son passage. Enfin il rencontre l'armée Kutâmienne. Le choc se produisit aux abords de Sétif. Vaincu, Abu Fahm se réfugia chez les Kabyles Banù Ibrahim.

L'Emir réclama la livraison du fuyard et encercla le territoire de la tribu. Les Banù Ibrâhîm refusèrent, tout en acceptant de ne pas s'opposer à son arrestation ! On ne porta pas ainsi atteinte aux lois de « l'hospitalité » et Al Mansur réussit à enlever Abu Fahm vivant. Il le jeta en pâture à sa famille.

Les femmes le battirent et lui arrachèrent les poils de la barbe. Les mâles l'égorgeèrent ensuite, en présence des deux messagers du Calife. Al Mansur saccagea ensuite le pays des Kutâma, infligea aux vaincus les pires humiliations et envoya en Egypte les deux « missi » chargés initialement de dompter le Ziride. « Nous revenons d'auprès de démons cannibales, qui n'ont rien d'humain » déclarèrent-ils épouvantés, à leur maître al-Azîz. Celui-ci n'ayant plus ni les moyens ni le goût d'intervenir en Ifrîqiya, crut habile de jeter du lest, de fermer l'œil et d'apaiser aussi la hargne du vassal. Il chargea un messager de porter un présent à al-Mansur !

La politique du Ziride s'avérait payante. Mais les Kutâma reprennent les armes : cette fois-ci sans l'intervention du Caire, mais à l'appel de l'un des leurs, Abu al-Faraj. Cette révolte est plus grave que la première. Al-Mansur eut le dessus, mais ses forces furent saignées à blanc.

Al-Mansur Ibn Abu 'Âmir, le maître de Cordoue, profita de l'affaiblissement des Sanhâja pour faire la conquête du Maghreb extrême. Dans le Maghreb Central, et au cœur même de ses Etats patrimoniaux, al-Mansur dut se résigner à abandonner le pouvoir à son oncle Abu al-Bahar révolté.

Le 26 août 996, al-Mansur rendait l'âme à al-Mansûrya après un règne de douze ans. Son suzerain al-Nâsir ne lui survécut que six mois et laissa le pouvoir à son fils al-Hakîm.

Le règne d'al-Mansur ne manque pas d'audace ni de panache. Le vassal berbère a su tenir au Prince des Croyants un langage ferme et

résolu, déjouer ses intrigues, noyer dans le sang ses complots, l'amener presque à demander pardon pour sa politique perfide. Mais son intérêt trop évident pour l'Ifrīqiya riche et facile à gouverner, lui fit oublier les origines mêmes de sa puissance. Celle-ci reposait sur un « peuple », les Sanhāja, sur une base territoriale, le domaine d'Achir. Or al-Mansur glissant vers l'Est, ne sut ni faire l'économie de ses hommes qu'il sacrifia dans sa lutte contre les Kutāma, ni conserver Achir qu'il abandonna à ses cousins. Devenue maîtresse effective de l'Ifrīqiya, la dynastie Ziride devra trouver en Ifrīqiya même une force de compensation capable de résister victorieusement aux assauts de l'Est et de l'Ouest.

5. Bâdīs et le resserrement des liens entre le suzerain et son vassal.

Fortement ébranlé à la suite des révoltes et des expéditions punitives, privé du soutien des Sanhāja à l'Ouest et de la protection morale à l'Est, l'Emirat Ziride, pour comble de malheur, tombe en 996 entre les mains d'un enfant de douze ans : Bâdīs. La dynastie fondée par Buluggin n'était pas seulement menacée par une meute de prétendants. En Ifrīqiya même, le jeune prince devait se prémunir contre une révolte de la population excédée par tant d'années de pouvoir despotique.

La dynastie semblait à deux doigts de sa perte, mais le jeune Bâdīs conseillé sans doute par des hommes compétents, sauva la situation. Prenant le contrepied de la politique paternelle, il renforça ses relations avec le Caire. Le Calife al-Hakīm l'investit et lui envoya le Sharif Ali Ibn Abdullah al-Alawi, qui arriva à Kairouan le 4 mars 997. Bâdīs le reçut en grande pompe, l'installa dans la maison de l'Emir Yusuf, c'est-à-dire le palais de l'obéissant Buluggin, lui fit don d'une forte somme, de ballots de vêtements et de montures richement harnachées.

Le Sharif, durant son séjour à Kairouan, fit comprendre à l'Emir qu'il devait revenir au droit chemin, au chemin tracé par le fondateur de la dynastie, Buluggin. Il apportait trois rescrits qui furent lus en chaire dans la mosquée Cathédrale de Kairouan. Le premier contenait

l'investiture d'Abû Manâd Bâdis, auquel était concédé le surnom honorifique de Nâsir ad-Dawla, c'est-à-dire le défenseur de la dynastie (Fatimide), le deuxième annonçait l'avènement du Calife Al Hakîm et le troisième prescrivait la prestation par Bâdis et de toute sa famille du serment de fidélité au Calife.

Les rapports Zirido-Fatimides semblent se resserrer dans l'intérêt des deux parties, rapports réchauffés par des envois nombreux et réciproques de cadeaux de grande valeur. Ainsi le Ziride revenait-il dans le giron de l'Empire Fatimide. Mais cette restauration de l'amitié entre le seigneur et son vassal, n'avait-elle pas pour corollaire le retour à la politique intérieure et extérieure de Buluggin ? Il fallait à l'intérieur mater toute tentative de soulèvement malikite et à l'extérieur lutter contre les Omayyades et leurs satellites.

Pour plaire à son suzerain, Bâdis n'hésita pas à sacrifier sa popularité en Ifrîqiya. Il fit tirer de son lit le *qâdhi* malikite de Kairouan Muhammad Ibn Hâshim pour l'expédier au Caire qui demandait qu'on le lui livrât. Les agents de l'Emir firent irruption dans la maison du *qâdhi* et le transportèrent. Une foule immense se rassembla en silence et suivit jusqu'à Raqqâda les agents de Bâdis, des troubles allaient éclater. Mais l'annonce de la mort d'al-Azîz soulagea Bâdis qui s'empessa de se tirer d'affaire en libérant le *qâdhi*.

La deuxième conséquence du raffermissement des liens entre le Caire et Kairouan était la lutte des Zirides contre les Omayyades. Bâdis crut bon de se faire remplacer dans cette tâche par son oncle Hammâd qu'il laissa gouverner à sa guise les Etats d'Achir.

Mais Bâdis ne se doutait pas que Tripoli allait être le siège d'une révolution permanente et se donner successivement à des maîtres plus ou moins hostiles au Ziride. Ce dernier installe Falful Ibn Sa'îd qui, pour affirmer son indépendance vis-à-vis de Kairouan, sollicita du Calife la dépendance directe. Mais comme l'investiture tardait à venir, Falful crut bon de défier les Fatimides et de reconnaître leurs pires ennemis, les Omayyades. Et Bâdis de marcher sur Tripoli, qui lui ouvre ses portes, et d'y nommer un gouverneur à sa dévotion.

Bâdis ne se doutait pas non plus que son oncle Hammâd, chargé de surveiller les Omayyades, rêvait de s'emparer de l'Ifrîqiya. Ce Hammâd fondateur, sur les contre-forts du Djebel Maadid de la Qal'a des Bêni Hammâd, comptait sur la rébellion tripolitaine et les malikites d'Ifrîqiya pour écraser Bâdis. Lorsqu'il proclama son allégeance aux Abbassides et envoya en Ifrîqiya une nuée d'espions et de provocateurs, Bâdis fit mettre à l'abri sa famille et ses trésors à Mahdiya et s'attendait au pire. Il rassembla ensuite une armée considérable et partit en campagne pour le Maghreb Central (2 juin 1015). La guerre dura un an. Elle fut atroce. Les deux princes rivalisèrent de cruauté. Enfin Hammâd, abandonné par une grande partie de ses troupes se réfugia à la Qal'a. Le 9 mars 1016, Bâdis qui s'apprêtait à donner l'assaut final, passa ses troupes en revue. Il participa à plusieurs joutes, mangea et but dans une ambiance extrêmement gaie. Il s'endormit ensuite pour ne plus se réveiller.

La mort de Bâdis fut le signal d'un massacre général des Shi'ites d'Ifrîqiya.

Les passions se déchaînèrent à Kairouan dans le quartier Darb al-Moualla ; l'émeute s'étendit ensuite à l'ensemble de la métropole. Elle gagna en quelques jours presque toutes les villes d'Ifrîqiya. Les Shi'ites furent partout traqués, leurs biens pillés, leurs maisons brûlées, leurs femmes et leurs enfants massacrés. La folie furieuse des émeutiers malikites n'épargna même pas certaines gens dont on ignorait le rite. Les conseillers du jeune prince cherchèrent à rétablir le calme en destituant le gouverneur de Kairouan Mansûr Ibn Rashîq.

Mais la nomination d'un nouveau gouverneur n'eut pas la vertu d'éteindre l'incendie. Enhardis, les émeutiers firent le siège de la résidence du nouveau gouverneur. Ce dernier ne trouva le salut que dans la fuite. Sa maison fut pillée, lui même fut rejoint à al-Mansurya où les émeutiers détruisirent le palais de Dar al-Imâra. La chasse au Shi'ite devint le sport préféré des Ifrîqiyens. La résidence du jeune prince elle-même ne fut pas épargnée.

Tous les rescapés qui purent obtenir la protection du prince y furent traqués, saisis et brûlés vifs.

Effrayés par la puissance et l'audace de l'émeute, les conseillers du prince ne trouvèrent d'issue que dans le recours aux représailles. Ils résolurent de frapper à la tête. Ainsi, le 14 mars 1017, le nouveau gouverneur de Kairouan, le troisième depuis le déclenchement de la guerre civile, pénétra à la tête d'une troupe armée dans une mosquée, s'empara de la personne du cheikh Abu Ali Ibn Khaldûn, la terreur des Shi'ites et le tua. A la nouvelle de l'assassinat du chef sunnite, les Kairouanais se jetèrent sur la cité d'al-Mansurya et y mirent le feu. Partout en Ifrîqiya, assassinats, représailles et contre représailles se succédèrent à une cadence d'enfer. Vingt mille shi'ites trouvèrent la mort dans ces circonstances tragiques.

Ensuite le calme se rétablit de lui-même. La fin des massacres fut moins due au succès de la répression qu'au fait que les shi'ites renoncèrent à manifester leur attachement à la doctrine du Mahdî, semble-t-il. En fait les combats cessèrent parce que toutes les vieilles querelles furent vidées. Règlements de compte entre malikites et shi'ites, et entre deux cités rivales Kairouan et Mansurya.

Une fois les esprits apaisés, l'Ifrîqiya devait panser ses blessures.

De 972 à 1016, trois Emirs se sont succédés dans le gouvernement de l'Ifrîqiya ; Buluggin (12 ans), al-Mansur (12 ans) et Bâdîs (20 ans). Si Buluggin avait respecté scrupuleusement les clauses du contrat vassalique qui le liait au Calife du Caire, en maintenant le statu quo en Ifrîqiya et en luttant énergiquement contre les Zirides pro-Omayyades, al-Mansur par contre essaya de se libérer de la tutelle orientale, ce qui provoqua le déclenchement des représailles fatimides.

C'est parce que cet Emir voulait consolider son autorité en Ifrîqiya et assujettir les hauts fonctionnaires nommés par le Fatimide, que le Caire donna l'ordre aux Kutâma de se soulever. On sait dans quelles conditions, les Dâ'is et les provocateurs patronnèrent la subversion et comment l'Emir Ziride, d'abord désarçonné, rétablit la situation à son profit en étouffant la révolte avec énergie et sans merci.

Mais le glissement d'Achir et des pays de *'asabiya* sanhajienne vers Kairouan et ses plaines tranquilles eut pour conséquence l'installation à la Qal'a d'une jeune principauté, qui ne tarda pas à devenir menaçante pour le règne de Bâdîs. Le repli momentané des Zirides

devant la menace de leurs cousins Hammàdites rappelle curieusement l'exode des Ismaïlites traqués par Abu Yazid. Mais puisque les Hammàdites avaient remplacé les Zirides sur les marches de l'Ouest, puisqu'ils pouvaient faire face au danger omayade, pourquoi les maîtres du Caire ne les avaient-ils pas désignés pour succéder à leurs anciens vassaux ? Pourquoi donc la désinvolture des Zirides et leur peu d'empressement à soutenir la politique étrangère Fatimide, ainsi que leur désintéressement des questions du Maghreb extrême s'étaient-ils accompagnés de ce paradoxal resserrement des liens d'amitié entre Bâdis et son suzerain ? La réponse est simple. Entre deux maux, on choisit le moindre. Les Fatimides ne pouvaient quand même pas compter, pour lutter contre les Omayades, sur l'appui de ces princes de la Qal'a, qui répudièrent solennellement la suzeraineté Fatimide et rallièrent le camp abasside. G. Marçais dans sa « Berbérie Musulmane » consacre deux lignes à cet événement. Idrissi le mentionne dans deux lignes et demi, sans le commenter « Hammàd proclama les Abbassides et persécuta les Shi'ites. Malheureusement, les circonstances et la portée de cet acte politico-religieux nous échappent ». Il ne faut pas être sorcier pour deviner que l'éclairage de cet événement risque de détruire le mythe de l'invasion hilalienne.

II

L'Ifriqiya à l'époque d'al-Mu'izz

A l'avènement d'al-Mu'izz Ibn Bâdis, l'étau Fatimide-Omayade se desserre. Le Caire et Cordoue affaiblis par une lutte sans issue et en proie à de violentes crises politiques et sociales ne songent plus à intervenir dans leurs marches maghrébines. Leurs rêves d'hégémonie s'effondrent et l'Ifriqiya débarrassée de leur guerre insensée reprend son souffle, panse ses blessures et s'apprête à entrer dans une ère pleine de promesses.

Le jeune prince (il n'avait que neuf ans à la mort de son père Bâdis) se trouvait à Mahdiya avec sa tante paternelle Oum Mallal, et c'est à

Mahdiya que la régente reçut le 2 juin 1016, pour son neveu, le serment d'allégeance des Sanhàja, du gouverneur et des *qâdhis* de Kairouan.

Al-Mu'izz li-dinallâh est surtout connu par son surnom honorifique, surnom Califal usurpé - ou tout simplement décerné par les docteurs malikites qui voulaient voir en leur prince le défenseur de la religion - entendez le champion du malikisme.

Al-Mu'izz était beau, d'une beauté virile, teint basané, voix grave, gestes pleins de grâce et de distinction. Sa majesté tout à fait naturelle était rehaussée par une intelligence vive et un amour passionné pour le savoir. Al-Mu'izz étudia beaucoup, s'intéressa à tout, à la musique, aux lettres, aux sciences religieuses et aux sciences profanes. Il ne lui manquait rien pour réussir et il semble avoir compris très vite la part qu'il pouvait *tirer de ses qualités physiques et morales*.

Il les exploita avec un art consommé, cultiva jusqu'à la manie sa popularité, se montra tour à tour simple et orgueilleux avec ses sujets, magnanime avec les puissants, charitable envers les humbles, spirituel et érudit avec les « intellectuels » de sa cour.

Sa prodigalité était peut-être le trait le plus frappant de sa personnalité, une prodigalité sans bornes. Les cadeaux nombreux, estimés chacun à plus de 100.000 dinars, frappèrent l'imagination des contemporains.

Mais Al Mu'izz fut aussi un chef de guerre. Il inaugura son règne par une campagne contre Hammâd, l'ennemi de son père, et proclama avant l'engagement que chaque tête coupée serait payée quatre dinars.

Alléchés par l'appât, les guerriers Zirides se ruèrent sur les Hammâdites qui ne trouvèrent le salut que dans une fuite désordonnée vers la Qal'a.

Mais al-Mu'izz, sans doute superstitieux, ne profita pas de sa victoire et ne voulut pas mettre le siège devant le refuge de ses ennemis. Il se contenta de rétablir son contrôle sur le Maghreb central, dépêcha des gouverneurs et nomma lieutenant son oncle Karama, pas pour longtemps car un accord intervient entre al-Mu'izz et Hammâd qui envoya à al-Mansurya comme gage de sa sincérité

son fils Al Qà'id. Al-Mu'izz combla l'otage de cadeaux, essaya d'en faire un allié et le nomma gouverneur de la partie septentrionale du Maghreb central.

A la mort de Hammàd, al-Qà'id héritait des possessions de son père. Ainsi Al Mu'izz abandonnait une partie du Maghreb à ses cousins devenus ses alliés. L'accord conclu en 1016 fut plusieurs fois renouvelé et renforcé par des alliances matrimoniales.

1. Difficultés face aux Hammadites et en Sicile - Perte de la Tripolitaine.

Après la conclusion de la paix avec Hammàd, al-Mu'izz soupçonna son vizir Muhammad b. al-Hasan d'avoir partie liée avec ses ennemis. Le vizir s'avérait puissant. Son frère 'Abdullah gouvernait Tripoli et le maintenait, semble-t-il, en relations étroites avec les Fatimides. Le vizir commit aussi l'imprudence de s'enrichir très vite et d'étaler sans vergogne un luxe insolent, ce qui ulcéra beaucoup d'envieux qui l'accusèrent de lever des impôts à son profit, de trahir son prince etc... Al-Mu'izz qui aspirait à gouverner seul, ne pouvait tolérer en réalité la tutelle de Muhammad. Il ne cherchait qu'un prétexte et il le trouva. Se fondant sur ces accusations - vraies ou fausses - il suggéra à son vizir de se démettre. Mais le vizir ne se laissa pas intimider. Al-Mu'izz le fit alors exécuter (1022), s'empara de ses biens et lui trouva très vite un remplaçant.

Lorsque le gouverneur de Tripoli apprit l'exécution de son frère, il se vengea en massacrant les Sanhàja de la garnison. Il livra ensuite la ville aux Zanàta, qui le remercièrent en confisquant ses biens. Expulsé par ses alliés, l'infortuné gouverneur tomba entre les mains des Sanhàja qui l'expédièrent à al-Mu'izz. Le prince le mit à mort ainsi que tous les membres de sa famille qu'il tenait en otages.

Le gouverneur Zanàta de Tripoli, craignant l'intervention ziride, essaya d'obtenir la légalisation de son usurpation et annonça à al-Mu'izz qu'il le reconnaissait comme maître. Al-Mu'izz ne répondit pas à l'offre de paix, mais ne fit rien non plus pour le châtier. On le voit

en mars 1023 se rendre à Mahdiya pour y recruter des matelots et construire une flotte.

Avait-il l'intention d'intervenir à Tripoli par mer ? Pourquoi n'avait-il pas emprunté la voie terrestre beaucoup plus sûre et moins onéreuse ? Tout compte fait, il semble que la flotte avait un autre but que Tripoli.

Ainsi le Ziride ne donnait-il pas suite à son projet d'attaquer Tripoli, ce qui confirma le gouverneur Zanâta dans son désir de renforcer son emprise sur la Tripolitaine.

En février 1027, la Tripolitaine est complètement perdue pour al-Mu'izz. Le Calife du Caire confirme l'usurpateur dans le gouvernement de sa principauté et lui confie la mission de surveiller les routes de l'Orient.

Quelques années plus tard, les Zanâta se sentent assez forts pour tenter un coup de main contre al-Mansûrya. Ils étaient sur le point de réussir mais les Sanhâja luttèrent avec l'énergie du désespoir et réussirent après un combat terrible (1036) à disperser l'armée ennemie. Al-Mu'izz l'avait échappée belle. Les succès après cette bataille furent éphémères et le Sud de l'Ifrîqiya resta jusqu'à l'invasion hilalienne le terrain d'élection des incursions zanâta.

Débouté de la Tripolitaine et résigné à abandonner le Maghreb central aux Hammadites, menacé à l'Ouest par les Sanhâja et au Sud par les Zanâta, al-Mu'izz aurait pu tirer la leçon des événements et renforcer ses bases en Ifrîqiya.

Mais al-Mu'izz était un prince de son temps, ambitieux et inconscient. Il rêvait peut-être de *Jihad* et s'il n'avait pas utilisé sa flotte contre Tripoli, c'est qu'il pensait sans doute l'employer dans un but plus noble : la reconquête de la Sicile. Livrée à elle-même, l'île avait vite oublié les liens qui la rattachaient au Caire.

Devenue pratiquement indépendante, elle se fractionna en une mosaïque de principautés rivales. Musulmans et chrétiens y pratiquèrent longtemps leur sport favori : l'escarmouche, jusqu'au jour où le gouverneur de Païenne al-Akhal entreprit d'unifier l'île à son profit. Mais al-Akhal s'appuya sur les Africains contre les Siciliens. Ces derniers allèrent se plaindre à al-Mu'izz. Ils lui demandèrent

d'intervenir immédiatement en Sicile, sinon ils livraient leur pays aux chrétiens. Le sang du prince ne fit qu'un tour et il organisa très vite une expédition forte de trois mille cavaliers et autant de fantassins, sous le commandement de son fils 'Abdullah. Ce dernier s'empara de Palerme et entreprit la conquête de l'île. Mais les factions siciliennes effrayées par la poigne de leur nouveau maître, ne tardèrent pas à faire cause commune contre l'envahisseur. 'Abdullah est battu. Il se rembarque pour l'Ifrîqiya. La Sicile retombe dans l'anarchie.

Les Normands la grignotent place par place. Les musulmans se réfugient en masse en Ifrîqiya et supplient al-Mu'izz d'intervenir. Les chroniqueurs assurent que le Ziride avait armé une flotte imposante qui fut anéantie par la tempête au large de Pantellaria.

Échec à l'Ouest, échec au Sud, échec en Sicile, tel est le bilan des premières années du règne d'al-Mu'izz. Examinons ce qui subsiste encore de ses relations avec son suzerain le Calife du Caire.

2. La montée en puissance des Fuqahas

De 1016 à 1035, les relations Zirido-Fatimides furent empreintes d'une réelle cordialité. Le massacre des shi'ites de 1016 ne fut à aucun moment imputé au souverain Ziride. Ibn Khaldûn affirme qu'al-Mu'izz avait rejeté la responsabilité des émeutes sur la populace et le Caire semble avoir accepté cette explication. Le suzerain et son vassal échangèrent comme d'habitude les cadeaux d'honneur et rien ne vint assombrir durant ces deux décades l'horizon des relations diplomatiques.

L'appui accordé par al-Hakīm et al-Zāhir à al-Mu'izz est peut-être dicté par l'opportunisme. Les Fatimides craignaient sans doute le pire. Mais rien ne laissait prévoir une rupture entre le suzerain et son vassal.

Et voilà qu'en 1049 se produit officiellement la fameuse rupture. Les historiens qui se sont penchés sur la question ont essayé de donner une explication à cet acte unilatéral et combien catastrophique, puisqu'il avait entraîné l'invasion hilalienne, « la nuée dévastatrice, la ruine de l'Ifrîqiya » etc...

Vers 1035, le Calife Fatimide ne faisait plus peur. Les Ifrîqiens n'avaient aucune raison de le ménager, sauf peut-être parce qu'il régnait sur un pays qu'ils devaient traverser pour aller à la Mecque. Quant au Califat omayyade de Cordoue, il s'était écroulé définitivement en 1031. L'Afrique du Nord cessait d'être un terrain de rivalité entre les deux pôles. Al-Mu'izz aurait pu profiter de cette situation inespérée pour rétablir solidement son autorité dans tout le Maghreb. Mais le pouvoir lui échut alors qu'il était enfant, et il n'eut pas beaucoup de chance dans ses expéditions. Les guerres du Maghreb central, de Tripolitaine et de Sicile l'affaiblirent gravement. Vers 1035, le pays était mûr pour l'anarchie et on est loin du tableau idyllique brossé par certains historiens pour faire ressortir par contraste les malheurs qui s'abattirent sur l'Ifrîqiya avec l'invasion hilalienne.

L'Ifrîqiya préhilalienne n'était pas un paradis. Vers ce début du XI^e s., alors que l'Europe amorçait un essor soutenu, modifiait ses structures et se développait, le monde musulman traversait une période de crises.

Les deux Califats - l'Abbasside et le Fatimide - s'affaiblissaient de jour en jour. Les princes n'avaient d'autorité que sur une étroite bande de terrain. L'insécurité s'installait, les pillages, les épidémies sévissaient à l'état endémique.

L'encadrement de la société qui, en Europe, avait trouvé ses hommes dans une classe de chevaliers et de clercs, échut en Ifrîqiya à une catégorie aux contours mal définis, les clercs malikites, les fameux docteurs et *fūqahas* Kairouanais, devenus forts par la faiblesse du pouvoir central. En 1016, ils ameutèrent la populace contre leurs rivaux shi'ites, ordonnèrent et dirigèrent les massacres. Maintenant qu'ils n'ont plus à craindre les représailles du Caire, ils vont dicter sa conduite à l'Emir Ziride, devenu leur Mu'izz, c'est-à-dire le défenseur de leur doctrine.

La période que nous évoquons était féconde en controverses et discussions byzantines. La légende s'empara de ces controverses et les colora d'une teinte malikite ; chaque récit se terminait presque toujours par une maxime dont le contenu disait invariablement que le pouvoir réel, le pouvoir qui ne fléchit devant aucun obstacle, est le pouvoir détenu par ceux qui ont en Dieu une croyance inébranlable, ce qui veut dire que les *fūqahas* malikites sont plus puissants que les princes.

Voici quelques exemples :

« Al-Mu'izz fit poser une fois cette question au *faqih* Ibn Muhammad » : « Selon toi, suis-je un musulman ou un impie » ? Et le docteur de congédier l'envoyé du prince en ces termes : « Dis-lui : c'est ainsi que tu harcèles les savants et t'évertues à les sonder. Par Dieu, si tu ne me laisses pas tranquille, je t'exposerai à la colère de Dieu Grand et Puissant ! ». L'émir cessa de l'importuner par la suite.

Une autre fois, al-Mu'izz chargea son médecin et courtisan le juif Ibn 'Atà' d'aller trouver Abu 'Imran al-Fàsi pour lui demander une consultation juridique en son nom. Abu 'Imran le fit entrer chez lui, pensant avoir affaire à un dignitaire de la cour, mais quand on lui eut révélé la confession d'Ibn 'Atà' il lui lança : Ne sais-tu pas que ma maison est aussi sacrée que ma mosquée ? Comment as-tu osé y pénétrer ? Et il le fit expulser. Le médecin sortit saisi de frayeur. Comme il ne portait pas l'insigne distinctif des tributaires, le cheikh fit teindre sur le champ, l'extrémité du turban de l'intrus et lui dit : « Retourne auprès de celui qui t'a dépêché et dis lui qu'il m'envoie un musulman pour recevoir la réponse sollicitée, car je répugne à te charger de porter un papier contenant les noms de Dieu et l'un quelconque de ses commandements ».

Le juif après avoir raconté l'affaire au prince lui déclara : « Par Dieu, Monseigneur, jusqu'à ce jour, je ne pensais pas qu'il y eût en Ifrîqiya, un autre roi que toi ! Il m'est arrivé d'assister aux grands éclats de ton courroux, mais je n'ai jamais eu aussi peur, ni été saisi d'une frayeur pareille à celle que j'ai éprouvée aujourd'hui ».

« En agissant comme je l'ai fait, répartit al-Mu'izz, j'ai voulu te montrer la puissance de l'Islam, la vénération qu'inspirent les savants musulmans et les signes de sainteté dont Dieu les gratifie, dans l'espoir que tu te convertirais ».

Ces deux récits, à la couleur légendaire prononcée, nous donnent une idée de la mentalité des cheikhs de l'époque qui pensaient peut être déjà prendre une part active dans la direction des affaires. Sous les premiers Zirides, ils murmuraient leur désapprobation ; leur opposition était camouflée. Maintenant ils exigent ouvertement la rupture de l'émir avec l'hétérodoxie fatimide.

Un jour, par duplicité, le Ziride fit poser au juriste Abu Bakr Ibn Abd ar-Rahmân cette question par un tiers :

« Quel est l'avis du juriste sur ces vêtements dont la bordure porte brodé le nom des Obaïdites tels qu'al-Zâhir, al-Hakîm etc... peut-on faire la prière ainsi vêtu » ? Cette question, répondit Abu Bakr, émane d'un sot, d'un imbécile ignare.

Abu 'Imrân Al Fâsi sans doute consulté en même temps sur le même cas, fit cette réponse écrite : « A quiconque Dieu a octroyé le pouvoir, il incombe de mettre un terme à cette pratique ».

Al-Mu'izz ne pouvait pas tenir compte de la volonté des docteurs Ifrîqiyens. Il cessa de les importuner, leur donna son appui et pensa utiliser leurs aspirations à son profit. Mais c'était mal connaître la psychologie de ces clercs auxquels il répugnait de faire la prière au nom d'un prince temporel et de surcroît berbère.

Lorsqu'al-Mu'izz — qui n'était Mu'izz, pour ces docteurs, que dans la mesure où il respectait leurs volontés - aspira au Califat, Abu 'Imrân al-Fâsi lui refusa sa caution et lui expliqua que le magistère spirituel était réservé aux Quraïchites. Al-Fâsi songeait évidemment aux lointains Abbassides, car il n'avait nullement envie d'encourager dans la voie du Califat son maître immédiat. Mais al-Fâsi invoqua aussi d'autres raisons.

« Tu vises, dit-il à al-Mu'izz, au schisme et à l'abrogation de toute dépendance, mais tu n'y parviendras pas car si tu ouvres cette porte, tous ceux que tu entends dominer, voisins et autres, prendront aussi le titre de Calife, si bien que le privilège que tu te seras arrogé sera aboli et ton pouvoir avili sans que tu en aies recueilli le moindre profit ». Al-Mu'izz comprit que pour réaliser son rêve grandiose, il ne disposait que de moyens dérisoires. Il n'insista pas.

3. La rupture avec le Caire et ses raisons

La chronologie de la rupture demeure incertaine. Les chroniqueurs lui assignent des dates différentes s'échelonnant de 1041 à 1051.

D'après Ibn 'Idhârî, ce fut en 1041 qu'al-Mu'izz proclama la suzeraineté du Calife abbasside. Al Qâ'im Ibn Khaldûn place cet acte en 1045. D'après une version attribuable à Ibn Sâddad, ce fut

en 1044 que des messagers apportèrent au Ziride des robes d'honneur et l'acte d'investiture de Bagdad. Le diplôme débutait ainsi : « Abu Tamīm al-Mu'izz Ibn Bādīs Ibn al-Mansur, défenseur de la religion de Dieu, dominateur des ennemis de Dieu et soutien de la Sunna de l'Apôtre de Dieu ».

Le Calife de Bagdad investissait al-Mu'izz de l'Ifrīqiya et de tout le Maghreb, ainsi que des territoires qu'il pouvait conquérir ultérieurement. Il lui offrait un sabre, une jument, un sceau et des drapeaux.

Tous ces présents arrivèrent par mer via Constantinople un vendredi à l'heure de la prière.

Un autre chroniqueur précise qu'en 1052 al-Mu'izz envoya auprès du Calife de Bagdad un messenger appelé Sharīf. L'infortuné personnage traversa l'Empire Byzantin où le Basileus se saisit de sa personne et le livra à al-Mustansir.

Le prisonnier fit au Caire une promenade infamante monté sur un chameau avec des clochettes. Le Calife, avant de renvoyer le prisonnier au Basileus, fit brûler l'acte de nomination d'al-Mu'izz, l'étendard noir, la robe d'investiture et le cadeau destiné au Ziride.

D'après Ibn Khaldūn, le Calife de Bagdad, ayant reçu l'acte par lequel al-Mu'izz reconnaissait sa suzeraineté, lui envoya le diplôme d'investiture. On fit lecture de cet acte dans la grande Mosquée de Kairouan et on y déploya les étendards noirs des Abbassides.

D'après Ibn Sharaf, al-Mu'izz fit venir des teinturiers auxquels il remit des étoffes blanches et leur ordonna de les teindre en noir (le noir est la couleur des Abbassides). Ensuite, il rassembla les tailleurs qui en confectionnèrent des vêtements. Il revêtit les *qâdhis*, les juristes, les prédicateurs et tous les muezzins de cette livrée noire.

Ibn Khaldūn et Ibn 'Idhārī ajoutent que le jour de la rupture on démolit Dar al-Isma'iliya, l'Académie hétérodoxe. On brûla aussi, après les avoir lacérés, les drapeaux fatimides.

Les textes ne divergent que sur les détails ; pour l'essentiel ils concordent, la rupture est consommée. La numismatique l'atteste d'une façon irréfutable. C'est en 441 (1049-50) que les premiers dinars sunnites sont frappés à Kairouan. Et voici maintenant le texte de la première *khutba* anti-fatimide :

« O Dieu ! Maudis ces scélérats, impies, disputeurs et libertins, ennemis de la religion et suppôts de Satan, insurgés contre Tes ordres et violateurs de Ton alliance ; ils suivent une autre voie que la Tienne et altèrent Ton Livre. O Dieu ! maudis les durement, livre les à une ignominie grande et durable ! O Dieu ! Notre maître et seigneur, Abù Tamim al-Mu'izz Ibn Bâdīs Ibn al-Mansur, qui maintient Ta religion, défend la Sunna de Ton Prophète et fait flotter haut l'étendard de tes saints, confirmant la vérité de ton livre, exécutant ton ordre et écartant ceux qui altèrent la religion et suivent une autre voie que celle des croyances orthodoxes, proclame : O ! Infidèles ! Je n'adorerai pas ce que vous adorerez... ».

Ces invectives, ces anathèmes, sont le complément obligé de cet acte important. Ils soulagent les cœurs des malikites qui peuvent venir maintenant prier en toute quiétude dans la grande mosquée de Kairouan complètement « désinfectée ».

Vive le malikisme ! A bas le shi'isme ! Qu'il est doux pour les gens du peuple de pouvoir le dire au grand air et de le crier à tue-tête alors qu'auparavant on était obligé de le chuchoter entre quatre murs. Al-Mu'izz lui aussi prit goût à ces malédictions. Il a écrit sur la page de garde d'un Coran conservé à la grande Mosquée de Kairouan, de sa propre main, ce qui suit : « O mon Dieu, maudis les Banī 'Ubayd, tes ennemis et les ennemis de ton prophète. Fais nous tirer profit de la haine que nous leur vouons à tous ».

Dans l'évocation de la rupture Zidiro-Fatimide, les aspirations, les manœuvres, les calculs politiques qui la précédèrent, nous avons insisté jusqu'ici sur les causes politico-religieuses, importantes et brillamment soulignées du reste par G. Marçais et R. Idris.

D'autres causes cependant, et non des moindres, viennent d'être mises en relief par J. Poncet, dans une analyse pénétrante et presque diamétralement opposée dans ses conclusions à celle des historiens classiques de l'Afrique du Nord. J. Poncet pense que la rupture n'avait pas été dictée par une quelconque conviction religieuse, mais par d'impérieuses nécessités matérielles. Il cite d'abord pour appuyer sa thèse, le cas de Muhammad Ibn Ja'far, cadi de Sabra-Mansuriya, qui prononça la première *khutba* antifatimide, s'enfuit ensuite en

Egypte où il devint... Grand-Cadi en 1051-52. Après avoir démontré le caractère purement démagogique et opportuniste des déclarations sunnites du Cadi, Poncet décrit l'opération monétaire de 1050. « Elle a consisté dans une énorme rafle des réserves d'or locales, par la substitution à la monnaie fatimide d'une nouvelle monnaie d'or, de même poids et de même titre, mais recevant une valeur libératoire plus de quatre fois moindre auprès des changeurs, des commerçants et des agents du fisc. Le nouveau dinar dévalué de plus des 3/4 aurait cependant encore valu 35 dirhams Kairouanais, alors que le dinar fatimide à l'origine en valait seulement 8 à 15. On voit à quel point s'est effondrée la monnaie courante des Ifrîqiyyiens... L'or même est dévalué autoritairement. Cette mesure ne témoigne pas d'une surabondance du métal précieux. Il ne s'agit que de contraindre les détenteurs d'or à faire rentrer celui-ci dans les caisses de Bayt al-Mal, s'identifiant dorénavant avec le trésor royal.

Cette mobilisation forcée de toutes les réserves d'or détenues par les Ifrîqiyyiens au profit des finances souveraines, couronnant une dévaluation réelle et massive de la monnaie courante, on en devine aisément les répercussions catastrophiques ».

4. Les populations et leurs activités

Le domaine ziride avant l'invasion hilalienne n'avait pas la même étendue qu'au temps où le Calife fatimide, partant pour l'Egypte, l'avait confié au premier prince de la dynastie, Buluggin. Les zirides se sont résignés à abandonner l'Ouest à leurs cousins Hammâdites. Ils exerçaient leur pouvoir sur la vieille province d'Afrique - Ifrîqiya - c'est-à-dire, grosso-modo, le Constantinois, la Tunisie actuelle et la Tripolitaine, encore que cette dernière province échappait souvent à leur contrôle.

Le fond de la population est composé de Berbères. Les Byzantins de la côte et des grandes villes, les orientaux et la plupart des Arabes de la conquête se sont fondus avec les indigènes. La langue latine et le christianisme ont perdu beaucoup de terrain. Quelques groupes chrétiens cependant subsistent dans le Sahel, à Kairouan, Gabès et Bône,

où le souvenir de Saint Augustin était peut-être encore vivace. Mais des deux cents évêques du VII^e s., il ne restait plus que cinq en 1053.

On est mal renseigné sur la vie des chrétiens. Ils vivaient - d'après les textes - de la vente du vin aux musulmans ; ils ne pouvaient surélever leurs églises, ni réédifier en pierres celles qui étaient bâties en pisé. D'après al-Qabisi, les maîtres d'écoles devaient refuser tout cadeau pour les fêtes des Polythéistes, tels que Noël et Pâques. Les petits musulmans ne devaient en aucun cas s'amuser lors de ces fêtes. Si le pieux *faqih* tonnait ainsi contre les chrétiens, c'est que leurs fêtes attiraient sans aucun doute beaucoup de curieux.

Les Zirides ont été tolérants envers les chrétiens indigènes. Deux palais étaient peuplés de concubines et d'artisans chrétiens.

Les Juifs devaient se trouver un peu partout, sauf peut-être dans les campagnes. Ils s'adonnaient au commerce des étoffes et de l'huile. Beaucoup étaient médecins, joailliers, financiers. Ils entretenaient avec leurs coreligionnaires du monde méditerranéen des relations ininterrompues.

Certains arabes n'arrivèrent pas à s'amalgamer à la population des cités. Ils vécurent en marge du monde policé, fusionnèrent sous la tente avec les nomades et semi-nomades berbères, s'appauvrirent et perdirent beaucoup de leur orgueil racial. Avant l'invasion hilalienne, ils ne jouissaient d'aucune considération et n'avaient aucun prestige.

L'Ifriqiya dans laquelle ils promenaient leurs troupeaux avant l'arrivée de leurs frères de race, était-elle prospère ? Apparemment oui. On cultivait le blé aux abords de la Medjerdah. A Béja la récolte était toujours assurée et dans les années grasses, mille têtes de somme pouvaient venir quotidiennement y recevoir leur charge, sans que cette exportation considérable fît varier les prix.

L'olivier s'étendait de la côte orientale à la Basse Steppe, englobant la plaine de Kairouan où les gens n'avaient d'autre bois à brûler que celui qu'on coupait aux oliviers. Le Djérid avait le monopole des dattes. Presque tous les jours, mille chameaux et davantage sortaient de Tozeur chargés de dattes.

A Gabès, on cultivait la canne à sucre, à Carthage le safran et le coton.

L'Ifrīqiya faisait aussi figure de pays manufacturier. Gabès, Sousse, Sfax et Kairouan s'adonnaient au tissage des tapis, des étoffes de coton et de soie.

Sfax était réputée pour ses draps, meilleurs que ceux d'Alexandrie ; Sousse fabriquait des étoffes de luxe qui figuraient au nombre des présents envoyés par l'Emir Ziride au Calife du Caire.

Mentionnons aussi le travail du cuir en Petite Kabylie, la céramique et la poterie à Sabra, la verrerie à Mahdiya.

Denrées agricoles et produits de l'artisanat étaient échangés et alimentaient à Tunis, Sousse, Sfax, Gabès, le commerce intérieur et extérieur de l'Ifrīqiya. Gabès recevait les navires de toutes les parties du monde. Monastir avait une foire annuelle qui coïncidait avec le renouvellement de la garnison du *ribât*, le jour de *'Ashura* de chaque année. Mais Sabra était incontestablement le centre commercial le plus actif.

Al-Mu'izz y a transféré tous les bazars et fabriques de Kairouan. Cette mesure porta un coup mortel à la cité des Aghlabides et permit à l'Emir, par un contrôle efficace de la circulation, de remplir ses caisses.

Nous manquons de précisions sur le régime fiscal. Mais nous pouvons admettre qu'il ne différait pas beaucoup de celui des Fatimides avec cette seule différence : les Fatimides amassaient l'argent en vue de se constituer un trésor de guerre et on peut penser alors que la fiscalité était très lourde à leur époque. S'était-elle allégée sous le règne de leurs vassaux ? Rien ne le prouve d'autant plus que les Zirides, en réaction à leur statut de vassaux, inaugurèrent une politique de prestige où les dépenses somptuaires engloutirent une grande partie des deniers publics.

C'est pour faire face à ces dépenses et pour assurer le bon fonctionnement de leur administration, payer la solde de leur armée et entretenir leur flotte, que les Emirs accaparaient le Bayt al-Mal et usurpaient le cinquième du butin qui devait revenir légalement aux musulmans. Mais ils avaient aussi dans tous les cantons d'Ifrīqiya des propriétés privées très étendues. Toutes ces richesses affluaient

au *diwan* de l'Emir c'est-à-dire au service central des finances installé à Sabra.

Pour collecter les impôts, les agents de l'Emir pressuraient les citadins et lançaient dans les campagnes de véritables expéditions. Le fameux Ibn al-Bùni se faisait offrir des cadeaux et séjournait parfois trop longtemps dans les localités qu'il visitait. Le droit de gîte faisait partie du folklore et les ruraux ne devaient certainement pas recevoir à bras ouverts les agents du fisc.

Aux revenus du prince, aux taxes des villes et aux impôts financiers s'ajoutaient des cadeaux de toutes espèces offerts par les gouvernements à l'occasion d'une fête, d'un événement heureux. Les présents offerts à al-Mansur pour la circoncision de Bâdis avaient atteint cent charges de pièces de monnaies.

La frappe de la monnaie était théoriquement un monopole d'Etat, mais les particuliers pouvaient, en s'acquittant de certains droits, faire monétiser leurs métaux précieux. Le Ziride possédait ses propres ateliers (Sabra, Mahdiya, Tripoli) où des pièces identiques à celles frappées au Caire, étaient frappées au nom du Fatimide et portaient en caractères coufiques des eulogies shi'ites.

5. *L'armée*

Personne n'échappait à l'impôt, même pas l'Emir qui devait envoyer à son suzerain un tribut de vassalité. On assure cependant que certains personnages ne payaient pas d'impôts (non coraniques) : les étudiants et les *fūqahas* sans doute.

Les revenus du fisc servaient entre autres à entretenir l'armée car les Zirides avaient été avant tout des hommes de guerre. Ils avaient une garde personnelle composée de *'abīd* (esclaves ? mercenaires ?) dévoués corps et âme à leurs maîtres.

Les chroniqueurs ont tendance à faire gonfler les effectifs et nous assurent que les Zirides alignaient des armées de 30.000 hommes. Nous savons par ailleurs que la plus grosse armée de débarquement en Sicile ne dépassa guère 6.000 hommes.

Les principales armes étaient l'épée et la lance. Les guerriers étaient protégés par des casques, des cuirasses, des boucliers en peau

d'antilope, armes défensives. La concentration des troupes s'opérait à Raqqâda où l'Emir, après avoir distribué la solde, passait en revue les contingents. Il s'installait sous une tente appelée Coupole du Salut et chaque général défile devant lui à la tête de ses troupes. Sur l'ordre de l'Emir, l'armée s'ébranle à une vitesse très modeste. On mettait quatre jours pour parcourir la distance qui sépare Kairouan de Mahdiya, une vingtaine de jours pour arriver jusqu'à la Qal'a des Bani Hammad.

La cavalerie jouait un rôle de premier plan, grâce à sa souplesse, sa mobilité et son rayon d'action. L'infanterie donnait l'image d'une cohue attirée uniquement par l'espoir du butin.

Quant à la marine, son rôle avait été négligé sous les premiers Zirides. L'Ifrīqiya, grâce à ses deux façades maritimes avait joué un rôle important en Méditerranée à l'époque des Aghlabides et des Fatimides. Les Zirides ne s'intéressèrent vraiment à la mer qu'après l'invasion hilalienne, car l'installation des Fatimides au Caire, non seulement les avait privés d'une flotte remarquable, mais aussi d'équipages expérimentés et de cadres capables de construire des navires. La tradition dans ce domaine mit à peu près un siècle pour reparaître et le premier arsenal ziride ne date que du règne de Tamīm. Les chroniqueurs nous donnent les noms de certaines embarcations : le « *markab* » gros navire marchand, la « *safīna* » navire léger de course, le « *sini* » galère la « *harbiya* » navire de guerre, le « *glouràb* » corvette « *la tarīda* » navire de transport et le « *salandi* » chaland. L'usage du feu grégeois est attesté.

6. *La Justice*

A l'administration civile, les zirides n'entendaient rien, du moins au début de leur règne. Ils ont toujours fait appel pour les seconder à des « *'âmil*s ». Ces ministres étaient arabes et non sanhajiens, et tout porte à croire que leur désignation était soumise à l'agrément du Calife. Les bureaux du « *'âmil* » avaient leur siège au Dar al-Imara d'al-Mansūrya (détruit par les sunnites en 1016).

Les Emirs Zirides se méfiaient beaucoup de leurs vizirs et les accusèrent souvent de trahison. Enfin les Zirides étaient-ils comme les princes d'Europe à la même époque, les justiciers de leur royaume, ou du moins avaient-ils mis en exécution l'une des idées chères au Mahdī, à savoir la défense de l'orphelin et de la veuve, le châtement des puissants ? Il semble que l'exercice de la justice leur avait échappé entièrement. Cependant la désignation des *qâdhis* était soumise à leur approbation. Le Ziride choisissait le *qâdhi* dans une puissante famille arabe malikite, où la charge était devenue héréditaire. Le choix du *qâdhi* de Kairouan ne souleva aucune difficulté jusqu'en 1043 parce que cette dynastie s'était montrée à la hauteur de sa tâche. Le *qâdhi* n'était pas rétribué. Il n'avait ni le désir ni les moyens de s'enrichir. La population de Kairouan le vénérât en voyant en lui le successeur de Sahnūn.

A la mort du *qâdhi*, la désignation - automatique — du fils du défunt était annoncée par le prince au cours d'une cérémonie importante. Le nouveau magistrat y assistait revêtu de sa robe. La cérémonie se déroulait à la grande mosquée où le rescrit d'investiture était lu à la prière du vendredi.

Désigné par l'Emir, le *qâdhi* jugeait. Il n'avait aucun pouvoir législatif et se bornait à appliquer les lois élaborées par les grands juristes d'Ifrîqiya.

Parmi ces derniers, il faut mentionner le *mufti* qui n'était pas désigné par le prince mais élu par une assemblée de docteurs. Le jurisconsulte ne reçoit pas d'émoluments. Consulté, il donne sa *fatwa* qui prend force de loi.

Parmi les docteurs malikites célèbres, citons al-Qâbusi 935/1012, qui fut, à l'époque, le chef incontesté de l'école malikite de Kairouan. Il était aveugle et ses disciples lui servaient de secrétaires. Les biographes vantent l'ampleur et la précision de ses connaissances ; al-Qâbusi consacra toute sa vie à l'étude et à l'ascèse. Il enseigna la lecture « coranique », mais ayant appris qu'un de ses disciples avait enseigné cette matière au prince, il cessa de l'enseigner et se consacra

au droit. Très modeste, il refusa par scrupule de donner des consultations juridiques. Sa pauvreté, son savoir, sa vie austère et l'ascendant qu'il avait sur la population le faisaient craindre du prince qui cherche toujours à le ménager. Il fut incontestablement le porte parole de l'opinion et le maître vénéré de tous les juristes Kairouanais de son époque.

Son disciple Abu 'Imrân al-Fâsî 975/1039 quêtâ le savoir en Egypte, à Bagdad et en Espagne. Il enseigna le Coran, puis se consacra au *hadîth* et au *fiqh*. Il connaissait à fond les « sept lectures » (*tajwîd'*), la critique des traditionnistes et les principes du droit.

La célébrité dressa contre lui certains de ses compagnons. Il commenta la Mudawana et composa un ouvrage intitulé al-Nazà'ir. Son auditoire était très important et comprenait beaucoup d'élèves originaires d'Espagne et du Maroc. On lui écrivait de partout pour lui demander des consultations juridiques. Il semble aussi avoir joué un rôle non négligeable dans l'élaboration de la doctrine almoravide.

7. *Les fastes zirides*

A l'opposé de cette ambiance austère, évoquons pour terminer la vie princière qui, d'après maints témoignages, aurait atteint un vif éclat. Les Zirides construisent beaucoup de palais, aux ruines aujourd'hui disparues. Nous sommes ainsi démunis de tout élément d'appréciation, mais nous pouvons admettre qu'ils ressemblaient à ceux de la Qal'a des Bânî Hammâd, avec cette différence que les Bânî Hammâd étant moins raffinés que les Zirides, les palais de ces derniers devaient certainement être plus beaux et plus riches.

« A la grande Mosquée de Sidi 'Uqba, c'est al-Mu'izz lui-même que nous rencontrons. C'est son nom qui s'étale sur la maqsura. Cette loge ajourée, à l'intérieur de laquelle il venait assister à la prière publique est sans conteste une des œuvres les plus parfaites que l'art musulman doive à la technique du bois sculpté. Le nom de l'Emir se lisait également sur une lanterne de cuivre ajouré qui éclairait la salle. Comme il avait enrichi le luminaire de la mosquée, multiplié ses lustres de bronze dont plusieurs pendent encore aux plafonds, il avait donné

une nouvelle jeunesse aux plafonds eux mêmes en les faisant presque entièrement repeindre. Un décor floral, d'une invention étonnamment variée, d'une élégance sobre et d'une chaude harmonie de tons couvrent caissons et poutrelles : il s'apparente nettement au décor fatimide du Caire, mais l'Egypte ne possède aucun ensemble qu'on puisse comparer à celui-ci ». (G. Marçais).

Voici maintenant Bâdīs, le père d'al-Mu'izz, se rendant en grande pompe au *musallâ*, se faisant précéder d'un énorme éléphant, de deux girafes et de deux chameaux d'une blancheur éblouissante ou encore un autre Emir dans une sortie solennelle traversant les rues de Kairouan au son du tambour et précédé des drapeaux tissés d'or que le fatimide lui envoyait à chaque événement important.

Al-Mu'izz déploya plus que ses pères une magnificence inouïe, à l'occasion des fêtes et des réceptions, mais aussi à l'occasion des deuils. Lorsque ce prince maria sa sœur Oum al-'Ulû à son cousin 'Abdullah, la foule put contempler à loisir les pierreries, les tissus brochés, les objets précieux, les vases d'or et d'argent... Les visiteurs furent éblouis et stupéfaits par tant de magnificence. On transporta toutes ces merveilles là où avaient été dressés des pavillons, des tentes et des constructions. De la dot composée de 100.000 Dinars d'or, on fit dix charges que l'on plaçait sur autant de mules et l'on jucha par dessus chacune d'elles une belle esclave. Un marchand expert en la matière estime l'avoir de la mariée à plus d'un million de dinars... La journée fut marquée de fantasias mémorables et les descriptions enchanteresses de la fête se répercutèrent dans les provinces.

En 1023, lorsque la régente Oum Mallal rendit l'âme, al-Mu'izz dit la prière funèbre et célébra les obsèques avec étendards, tambours et litières, déployant une pompe telle qu'on n'avait jamais rien vu de pareil, ni pour un roi ni pour un sujet. D'après les chroniqueurs, al-Mu'izz consacra à son ensevelissement une somme évaluée à 100.000 dinars. Le cercueil était en bois des Indes incrusté de pierreries et de feuilles d'or ; les clous d'or pesaient 1.000 *muthqals*. On l'enveloppa dans cent vingt pièces d'étoffe et l'on versa sur le corps musc et camphre en abondance. On enroula autour du

cercueil vingt et un chapelets de pierres précieuses. Le corps fut transporté à Mahdia où eut lieu l'inhumation. L'Emir fit égorger cinquante chameaux, cent bœufs et mille moutons dont la chair fut distribuée.

Les femmes pauvres reçurent 10.000 dinars. Les poètes de la cour dont le nombre dépassait la centaine, la pleurèrent en des threnes remarquables.

Les femmes dans la cour du Prince tenaient un rôle important. Il ne s'agit nullement d'esclaves qu'on achète au marché, mais d'authentiques princesses berbères, se montrant en public, correspondant avec d'autres princesses, prenant part aux discussions avec les hauts fonctionnaires, affirmant leur personnalité dans les affaires de l'Etat.

8. Raffinement et fin d'époque

Voilà un aspect original de cette dynastie. Mais les Zirides en poussant vers l'Est, contractèrent les habitudes de l'Orient. Leur cour fut peuplée de poètes et d'hommes de lettres. La contribution de l'Ifrîqiya Ziride à la littérature arabe est loin d'être négligeable. A la cour du Prince vécurent entre autres deux grands écrivains maghrébins. Ibn Charaf né à Kairouan, mort à Murcie en 1068 et auteur d'une chronique aujourd'hui perdue et à laquelle Ibn 'Idhârî a fait de larges emprunts. Mais on conserve de lui une remarquable critique de poètes célèbres. Le deuxième est Ibn Rashiq né à M'sila en 1016. Il s'établit à Kairouan à l'âge de 16 ou 20 ans où il étudia les lettres. Son principal maître fut al-Qazzâz. Très tôt il se fit remarquer par le grand maître de la chancellerie, Ibn Abi Rijâl, qui le fit entrer dans ses bureaux et présenter à al-Mu'izz. Ce dernier en fit son poète de cour. Il suit son maître à Mahdiya, le pleura à sa mort en 1062 dans un threne célèbre, ensuite quitta définitivement l'Ifrîqiya pour la Sicile où il s'établit à Mazara.

Sa vie n'avait rien d'austère. Il fréquentait les tavernes et oubliait souvent de se rendre à son travail.

Ibn Rashīq encensa son Prince et confectionna pour lui plusieurs poésies de circonstance - cela il est vrai faisait partie de son métier - mais aux heures de détente, il chanta la vie et pleura ses misères.

Il composa plusieurs ouvrages de critique, en particulier *Qurâdhat adh-Dhahab* et même un commentaire du *Muwatta*.

Mais *'Umda* est incontestablement son oeuvre maîtresse, un chef d'œuvre de goût, de science et de délicatesse. *'Umda* est un art poétique où sont passés en revue les grands poètes arabes, où sont critiquées la maladresse, l'obscurité, la faiblesse, l'emphase et la naïveté de certaines célébrités et où le démon de la création lui-même est magistralement analysé.

Les remarques d'Ibn Rashīq, pertinentes et mesurées sur la valeur des anciens et des modernes, de l'art et du génie, des poètes et des rimeurs, sont devenues classiques.

Que de chemin parcouru entre l'époque où le brave Buluggin, rude et solidement ancré à son Achir natal, essayait d'appliquer scrupuleusement les ordres du Calife du Caire, et cette première moitié du XI^e s. où la dynastie, oubliant ses origines et définitivement installée dans l'art de ses maîtres, rivalisait de gloire, de faste et de raffinement avec les dynasties rivales.

Les Banū Zīri sont maintenant policés et même jaloux de leur raffinement. Ibn Charaf et Ibn Rashīq leurs porte-parole pensent que l'art auquel ils ont accédé doit être cultivé dans le jardin des princes et satisfaire aux goûts d'une nombreuse élite.

Cette élite qui s'était détachée complètement du peuple des villes et des campagnes et de sa sève nourricière, considérait à tort qu'elle était le « dessus » alors que le reste de la population ne devait former — d'après sa conception des choses — que le « dessous ». Cette élite ne pensait qu'à jouir intensément d'une vie jugée éphémère à l'ombre du Palais. Improductive, grande cosommatrice d'objets de luxe, croqueuse de pierres précieuses, inutile, ennuyeuse et ennuyée. On est stupéfait en parcourant les annales de constater que le prince al-Mu'izz ne trouvait pas mieux que d'organiser des concours pour

récompenser le poète qui lui décrirait avec talent, la forme, la couleur et le goût des bananes ; ou la vertu des poils de la jambe de sa bien-aimée.

A l'opposé de cette indigence, on chercherait en vain un mouvement de rénovation populaire ou aristocratique, une sève nouvelle, un élan régénérateur. L'élite dans son amère « *dolce vita* » ne fut guère menacée par une opposition clairvoyante et constructive. On critiquait certes le prince, ses courtisans, ses femmes, ses dépenses somptuaires. Mais cette critique était timorée et stérile. Certains *fuqahas* caressaient l'espoir de s'émanciper de la tutelle ziride, mais ils tenaient avant tout à leur tranquillité.

Une vie calme, exempte d'aventures : tel était en fait leur idéal bien qu'en apparence, ils fustigeaient le luxe et la dépravation des mœurs. Ils tenaient tellement à leur confort que lorsque l'un des leurs, Ibn Mas'ud fut arrêté par al-Mu'izz qui le soupçonnait d'anticonformisme, il ne trouva - le malheureux - personne pour prendre sa défense. Tous les *fuqahas* qui lui manifestaient avant l'arrestation leur sympathie et leur soutien le désavouèrent et s'acharnèrent à l'injurier de peur d'être compromis. Comment faire confiance d'ailleurs à des *fuqahas taruffes* dont certains pleuraient le jour à chaudes larmes dans les mosquées, par charité et amour pour la veuve et l'orphelin ou affichaient les signes d'une piété exemplaire, et qui la nuit venue se saoulaient comme des brutes en compagnie de leurs mignons. Lorsqu'Ibn Rashīq reprocha à 'Atīq Tamīni sa conduite scandaleuse, ce dernier se contenta de répondre « j'honore Dieu dans Sa Maison. Mais dans la mienne, je fais ce qui me plaît ». Ibn an-Nahwī, homme réellement pieux et sincère, et animé du désir de réformer la société - précurseur en somme d'Ibn Tūmart - mais oiseau rare à cette époque - exprimait son impuissance en disant : « je me trouve au milieu de gens dont les uns ont de la religion mais manquent d'éducation, et dont les autres ont de l'éducation mais manquent de religion ». Les valeurs spirituelles de la civilisation Kairouanaise sont bien en déclin. Les *ribāts*,

institutions vigoureuses à l'époque aghlabide, se dépeuplent ou se transforment. De couvents-forteresses, ils deviennent centres d'exploitations agricoles ou dépôts de marchandises, répudiant ainsi leurs fonctions militaires et religieuses.

Enfin, pour mesurer l'ampleur de cette régression morale, évoquons l'aventure de ce Yahia El Godali, qui demanda au célèbre Abu 'Imràn al-Fàsi des missionnaires pour islamiser les tribus du Sahara Occidental, mais ne trouva dans tout Kairouan aucun volontaire désireux d'apprendre le Coran aux tribus sanhajiennes. Les historiens insistent à tort sur l'éclat de la civilisation Kairouanaise avant l'invasion hilalienne. Idris écrit : Sous l'égide d'une dynastie berbère... l'Ifrīqiya malikite... pensait entrer dans une ère de prospérité et de grandeur... Hélas le triomphe du sunnisme et d'al-Mu'izz Ibn Bâdis devait être bien éphémère.

L'histoire offre peu d'exemples illustrant mieux l'adage : la roche tarpéienne est près du Capitole. J. Marçais lui aussi pense que la civilisation Kairouanaise a été assassinée par l'invasion hilalienne. Mais ne se trahit-il pas lorsqu'il écrit : « Comme on prend le moulage du masque d'un défunt avant que la décomposition ait rendu ses traits méconnaissables, essayons de fixer l'effigie de ce monde qui va disparaître ». Il s'agit bien de mort naturelle et non point de meurtre.

Aussi aux approches de l'an 1050, la civilisation Kairouanaise se trouve-t-elle en pleine transformation. Tandis que l'Etat perd ses moyens d'action, que l'élite s'enfonce dans la débauche, l'influence politique réelle tend à se partager entre les Hammâdites, les seigneurs de Tripoli et autres chefs locaux obscurs, tandis que disparaît chez les *fuqahas* la piété et l'ardeur missionnaire. Un événement allait précipiter brusquement cette évolution naturelle : l'invasion hilalienne.

III

Les invasions

1. *L'invasion hilalienne*

« Je vous donne le Maghreb et le royaume d'al-Mu'izz Ibn Bâdis as-Sanhâji, l'esclave révolté. Ainsi, vous ne serez plus dans le besoin ». Ainsi parlait al-Yâzuri. L'astucieux vizir lançait sur l'Ifrîqiya les tribus hilaliennes et donnait à leurs chefs l'investiture anticipée d'un pays qu'il livrait à leur miséricorde. D'une pierre, il faisait deux coups : il débarrassait la Haute Egypte d'une horde de tribus indisciplinées et punissait un vassal félon.

Poussés par l'espoir du butin, les fils de Amir Ibn Sa'sa' envahirent la Cyrénaïque où pas un îlot berbère ne subsiste plus aujourd'hui. Ils trouvèrent dans le pays de Benghazi des biens réputés vacants, des pâturages gras, la Terre Promise. Ils se dépêchèrent alors d'adresser à leurs frères restés sur la rive droite du Nil une description poétique - c'était dans leurs mœurs - des marches Ifrîqiyennes et les invitèrent à les rejoindre.

Sur ces tribus faméliques, Ibn Khaldun donne des renseignements puisés dans la geste hilalienne.

Les Atbagh comprenaient deux sous-fractions : les Durayd et les Karfa. Les chefs des Durayd étaient Fahd Ibn Nahid, les frères Hasan et Badr Ibn Sarhan. L'immortelle Jâzia était leur soeur.

Les Ryâh moins puissants étaient commandés par Munis Ibn Yahia. Aux Banu Thawr appartenait Dhiyâb Ibn Ghânim, le chevalier sans peur et sans reproche immortalisé lui aussi par la geste. La version hilalienne des faits n'a évidemment aucun rapport avec les quelques renseignements que fournit l'histoire. Il semble toutefois que l'invasion ne fut pas laissée au hasard. Les sources fatimides indiquent que le général Hasan Ibn Ali Ibn Mulhim

surnommé Mâkin ad-Dawla fut chargé de conduire les Zughba et les Ryah en Ifrīqiya et d'y coordonner les opérations. L'Emir des Ryah Munis Ibn Yahia aurait été le premier chef arabe à pénétrer en Ifrīqiya Ziride. On assure qu'al-Mu'izz essaya de négocier avec lui, qu'il le reçut avec les honneurs dûs à un prince, qu'il lui accorda la main de sa fille et lui proposa l'enrôlement des Ryāh sous la bannière ziride. Ce traité d'alliance n'aboutit pas. Munis tenta de dissuader al-Mu'izz. Mais ce dernier insista tant et si bien que Munis accepta mais à contre-cœur, non sans prendre à témoin plusieurs personnalités Zirides. Une fois enrôlés, les Ryahides se conduisirent comme dans un pays conquis.

Le Ziride usa de représailles et Mu'nis se considérant délié de ses engagements attaqua l'Ifrīqiya avec acharnement, mais ne poussa pas jusqu'à Kairouan. Impatients, ses hommes lui reprochèrent sa mollesse. On assure qu'il leur demanda s'il était possible de pénétrer au centre d'un tapis sans le fouler. Ils répondirent que c'était impossible. Il le roula alors à l'envers, monta dessus et le déroula ensuite peu à peu à l'endroit avec ses pieds. Parvenu au milieu, il leur affirma que c'était ainsi qu'il fallait conquérir le pays, en l'occupant consciencieusement de toutes parts jusqu'à ce qu'il ne restât plus que Kairouan asphyxiée et prête à se rendre à la première escarmouche.

Edifiés, les Hilaliens acclamèrent Mu'nis et jurèrent par Dieu qu'il était un chef, un vrai. L'invasion commençait.

A Kairouan, al-Mu'izz, convaincu maintenant de l'imminence du danger, rassembla une armée immense évaluée par les historiographes à trente mille cavaliers et autant de fantassins. Les envahisseurs hilaliens devaient se battre à un contre vingt. On assure que lorsqu'ils virent cette masse imposante, ils furent pris de frayeur et pensèrent à la retraite. Mais le général Munis qui avait de la poigne leur rétablit le moral en leur disant tout simplement mais énergiquement : Frappez à l'œil ! La journée fut appelée ensuite : « Journée de l'œil ».

Quand aux Sanhāja, conscients de leur supériorité écrasante et ne doutant pas un seul instant de leur victoire, ils convinrent de battre en retraite. Curieuse façon d'engager un combat. Mais tout

s'explique lorsqu'on songe aux dissensions au sein de l'armée Ifrîqyenne. L'avant-garde commandée par le Prince en personne était formée de contingents noirs. Aux deux ailes les Sanhàja et au centre (peut-être) les contingents Ifrîqiens.

En reculant, les Sanhàja voulaient assister en observateurs au massacre des noirs avec lesquels ils avaient de vieux comptes à régler puis tomber ensuite sur l'ennemi. Ils se dispersèrent donc et quand ils virent qu'il ne subsistait de la garde noire que quelques hommes couvrant, à la limite de l'endurance humaine, la retraite d'al-Mu'izz, ils se regroupèrent pour attaquer. Ce fut en vain. Le choc arabe fut puissant et mortel. Les Hilaliens dans une charge irrésistible bousculèrent les Sanhàja qui ne trouvèrent le salut que dans la fuite. Telle fut la bataille de Haydarân d'avril 1052.

Pendant ce temps, à Kairouan, on scrutait l'horizon. On demandait dans l'anxiété des nouvelles de l'armée du Prince. Mais lorsque ce dernier arriva accablé et éperdu dans un triste équipage, une peur panique s'empara de la ville. Ce fut un sauve-qui-peut. Mais al-Mu'izz exhorta les Kairouanais à garder leur sang froid et à mettre la ville en état de défense. Il fit évacuer Sabra, installa ses habitants dans l'enceinte de sa sœur rivale.

Quelques années plus tard, les éclaireurs hilaliens firent leur apparition et les Kairouanais de constater avec amertume qu'ils étaient pris dans une nasse. Tozeur, Gafsa et Sousse étaient déjà soumises ou avaient — ce qui revient au même — répudié l'autorité ziride, il ne restait plus à la « reine » d'Ifrîqiya que de suivre l'exemple de ses cadettes ou d'accepter les rigueurs du siège. Tant que le Prince était là, veillant avec vigilance à la défense de la ville, la population résista, espérant que les Hilaliens fatigués par une longue attente, ou attirés par une autre proie, décamperaient.

Mais les Hilaliens ne décrochaient pas et l'ardeur d'al-Mu'izz commençait à s'émousser. Après une année de siège, le Prince conseillait à ses sujets de fuir vers Mahdiya. Mais il se gardait bien de leur indiquer le moyen le plus sûr de parvenir à la côte. En somme le ziride, après une année de résistance, conviait les

Kairouanais à se débrouiller par eux-mêmes. Lui même donna l'exemple le 27 octobre 1057, il prenait la fuite. Les sujets apprirent à leurs dépens qu'il avait auparavant expédié sa famille et ses trésors à Mahdiya et qu'il avait franchi le barrage hilalien avec certainement l'accord et sous la protection de l'ennemi.

Al-Mu'izz, on le sait, avait donné ses filles en mariage à deux chefs hilaliens. Ses gendres l'escortèrent jusqu'à Mahdiya où son fils Tamīm se porta à sa rencontre.

Lui parti, un grand calme enveloppa Kairouan. Pendant deux jours la population attendit dans l'angoisse et la stupeur un malheur qui tardait à venir. Puis ce fut l'assaut.

Les Hilaliens pillèrent la métropole de l'Ifriqiya de part en part et de fond en comble. Le grand poète Ibn Rashīq versa des larmes désintéressées et composa son fameux thrène.

Pendant que Kairouan se vidait de sa substance et sombrait, l'anarchie prenait officiellement possession de l'Ifriqiya. Presque toutes les localités se donnaient à ses chefs de bande qui, en contrepartie, leur assurèrent une protection relative.

Dresser la carte des principautés « féodales » de cette époque n'est pas chose facile car nos renseignements sont fragmentaires et seul Ibn Khaldun donne quelques précisions, mais dans un texte malheureusement altéré et très difficile à rétablir. On peut néanmoins distinguer deux catégories de principautés : les principautés maritimes et les principautés de l'intérieur. Celles-ci sont les moins bien connues. L'une d'elles s'appelle Zera. C'est une forteresse non identifiée, gouvernée semble-t-il par un officier Hammàdite. Les autres sont le Kef et Laribus, qui se donnent à des aventuriers, Menzel Raqtun, dans le Zaghuan, administrée jusqu'à l'arrivée des Almohades par Hammàd al-Lakhmī et ses fils. Gafsa, seule, semble avoir joué un rôle important. Son gouverneur Muhammad Ibn ar-Rand se déclare indépendant des Zirides dès 1054, s'entend avec les envahisseurs arabes qui deviennent ses auxiliaires les plus précieux. Car en lui assurant la sécurité des habitants et la police des routes, ils lui permettent ainsi

qu'à ses descendants d'étendre son domaine depuis le Djérid jusqu'à Kairouan et Sfax.

Les principautés côtières ont une évolution plus aisée à suivre. La moins éprouvée semble être Gabès gouvernée par la dynastie Ryahide des Banî-Jâmi'. L'oasis, qu'al-Idrissî décrit un siècle après l'invasion hilalienne, était soigneusement mise en valeur. On y cultivait des oliviers, des figuiers, des légumes, des dattiers. La ville que protégeaient des remparts était entourée de fossés. Gabès réputée pour ses huiles et ses cuirs était en relation avec le Sahara et la Méditerranée et pourvoyait Sfax en légumes frais.

L'essor incontestable qu'elle prit grâce au dynamisme de ses Emirs arabes lui attira l'hostilité des Zirides de Mahdiya peu désireux de voir s'ériger sur le rivage des Syrtes une puissance maritime concurrente.

Sfax aussi ne semble pas avoir souffert de l'invasion hilalienne. Elle s'est déclarée indépendante et ses maîtres collaborèrent étroitement avec les envahisseurs Arabes pour la protection d'un arrière-pays couvert d'oliviers. Al-Idrissî indique qu'elle entra en décadence après l'occupation normande.

Tunis mérite une mention à part. Doublement protégée par le Sedjoumi et la Bahia, elle était à l'abri des incursions nomades et des raids des gens de la mer. La ville peuplée depuis fort longtemps, commença à se développer vers 1016, lorsqu'à l'avènement d'al-Mu'izz les massacres de shi'ites et les représailles qui les suivirent obligèrent beaucoup de Kairouanais à fuir les troubles et à s'installer sur les hauteurs de la Kasbah. On sait que l'ardent défenseur du malikisme n'était autre que le fameux maître d'école Muhriz Ibn Khalaf, le saint patron de la ville. Tunis s'enrichit d'apports d'émigrés venus de Kairouan après l'invasion hilalienne et des villes du littoral après l'occupation normande. En 1063, les Tunisiens se rapprochèrent des Hammâdites. Ceux-ci leur envoyèrent pour les gouverner l'énergique Abd al-Haq Ibn Khurasân. Abd al-Haq fonda une dynastie et Tunis connut alors un siècle de paix et de prospérité. Les Khurasanides avaient leur palais et leur nécropole dans les environs de l'actuelle rue Sidi Bou Khrissan. « Dans la première moitié du XI^e s., Tunis était d'après le géographe Idrissî, une ville bien peuplée et fréquentée par

les populations voisines qui venaient sans doute s'y approvisionner. Elle était ceinte de murs en pisé et contenait de nombreux jardins à l'intérieur même de son enceinte. Elle était reliée à la mer par un canal large de quarante coudées, profond de trois à quatre toises et long de quatre milles. Les navires ne pouvaient accéder à ce canal qu'un par un ; ils ne parvenaient pas jusqu'à la ville même, mais à la darse où ils opéraient leur déchargement sur de petites barques à fond plat. « Ce canal s'appelait Nahr ou fleuve. Plus tard, on l'appela *oued* (rivière) ; d'où *Halq al-Oued* l'embouchure de la rivière ou du canal, expression qui est à l'origine du nom de la Goulette ». (Arthur Pellegrin : Histoire illustrée de Tunis et de sa banlieue, Saliba, Tunis 1955).

De toutes les villes du littoral, seule Mahdiya échappait à l'ordre nouveau. Les Zirides en s'y réfugiant espéraient peut-être reprendre leur souffle, pour diriger une reconquête irrésistible. Le Calife al-Mansùr n'avait-il pas un siècle plus tôt repoussé dans ce refuge providentiel les assauts de l'*Homme à l'Ane*, vaincu les Khàrijites et reconquis ensuite la majeure partie de l'Afrique du Nord ?

2. Les derniers zirides et l'invasion normande

En 1062, al-Mu'izz meurt dans son lit à Mahdiya après un long règne de quarante sept ans. Il fut inhumé dans la nécropole ziride du *ribât* de Monastir. Son fils Tamīm qui lui succède, entreprit la lourde tâche de reconquérir son royaume.

Tamīm était né le 6 juillet 1031 à al-Mansùrya. Sa désignation comme héritier présomptif eut lieu en 1050. Trois ans plus tard, son père le nommait gouverneur de Mahdiya. Il n'avait alors que vingt trois ans.

Ce prince ambitieux était beau de corps et de visage. Il aimait les exercices physiques, mais avait aussi un penchant bizarre pour certaines drogues.

Il ne manquait pas de courage ni d'énergie et on assure qu'il était ferme dans ses décisions. Son intelligence moyenne était compensée par une culture très étendue. Tamīm était poète et les critiques n'hésitent pas à lui donner un place honorable dans leurs anthologies.

Les historiographes ajoutent qu'il utilisa ses dons poétiques comme moyen de gouvernement. Le prince, il est vrai, inaugurerait une nouvelle phase de la dynastie où la politique et la diplomatie prenaient le pas sur la stratégie militaire. Retranché à Mahdiya, Tamīm organisait à l'abri des incursions une police secrète vigilante et grassement rémunérée. Il correspondait avec ses voisins et savait diviser ses ennemis, dresser les tyrans locaux les uns contre les autres.

Mais sa position était malgré tout précaire, car il était sans cesse menacé à l'Ouest par les Hammàdites et en mer par les Normands.

À la Qal'a des Banī Hammād régnait An-Nàsir, qui avait un vieux compte à régler avec son cousin Tamīm. Une députation d'Arabes de la tribu des Athbegh, en conflit avec les Ryàh qui contrôlaient la plus grande partie du royaume ziride, lui donna l'occasion d'intervenir et d'étouffer dans son réduit le prince de Mahdiya.

An-Nàsir mobilisa les Sanhàja, s'allia aux Zanàta et prit lui même le commandement de son armée. L'alerte était chaude et Tamīm voyait déjà son cousin aux portes de Mahdiya. Mais An-Nàsir se heurta aux Ryàh à Sbiba. Dès le début de l'action, les Zanàta se débandèrent, entraînant dans leur fuite la déroute de cette armée imposante mais hétéroclite. An-Nàsir lui-même ne dut la vie sauve qu'au dévouement de son frère.

Le Hammàdite s'enfuit, talonné par les Riyàh qui firent un pas de plus vers l'ouest de l'Afrique du Nord.

Débarrassé par miracle du danger Hammàdite, Tamīm concentra tous ses efforts en vue d'arrêter la progression des Normands en Sicile. Il lança d'abord des raids qui furent de véritables succès. Enhardi par l'issue heureuse de son action, il envoya en 1063 ses deux fils Ayoub et Ali à la tête d'une expédition. Ayoub débarque à Palerme et réussit à s'emparer de tout le territoire, allant de Girgenti à Mazara. Son frère Ali s'installe à Girgenti, mais pour peu de temps car les chrétiens, mesurant la gravité du danger, décidèrent une action commune. Une confédération, dont les préparatifs durèrent quatre ans, se forma autour des Pisans et des Génois.

Le Pape Victor III lui donnait sa bénédiction.

Les Zirides abandonnèrent la Sicile et se réfugièrent à Mahdiya. La flotte chrétienne forte d'au moins trois cents navires se concentra à Pantellaria en mars 1088. Les Musulmans de l'île auraient adressé à Tamîm un message par pigeon le renseignant sur les effectifs ennemis. Mais Tamîm était absent. Il se préparait à reconquérir Sfax et Gabès.

A Mahdiya, un désaccord entre le ministre et l'Amiral paralysa toute action défensive. Le 6 août 1088, les chrétiens forcèrent l'entrée du port de Mahdiya, pillèrent la ville et ses faubourgs, et y mirent le feu sans rencontrer d'opposition sérieuse. Seules les fortifications du Palais du Mahdi où Tamîm s'était réfugié résistèrent aux assauts de l'ennemi. Mais le Prince finit par demander la paix et accepter les conditions draconiennes des chrétiens. Il dut verser une somme énorme évaluée à 100.000 dinars.

Les Chrétiens se rembarquèrent, chargés de butin et de captifs. Leur triomphe eut un retentissement considérable dans toute la chrétienté.

Voilà le bilan décevant d'un règne qui s'annonçait glorieux.

Les successeurs de Tamîm, Yahia (1108-1116), Ali (1116-1121) et al-Hasan (1121-1148) ne vécurent que pour assister impuissants à l'anéantissement de leur royaume.

A la mort de Tamîm, c'est déjà le début de la fin. Georges d'Antioche, ministre de Tamîm, sentant le vent tourner, trahit son maître et offre ses services à Roger II de Sicile, qui lui envoya un vaisseau le chercher à la barbe des Zirides. Le ministre et ses parents se déguisèrent en marins et tandis que les musulmans étaient rassemblés dans la grande Mosquée pour la prière du vendredi, ils prirent le large. Arrivé en Sicile, Georges fut nommé Emir des Emirs. Le Normand ne pouvait trouver d'auxiliaire plus précieux que l'ancien ministre de Tamîm.

Dès 1135, les Normands qui connaissaient maintenant les secrets des Zirides occupaient Djerba, décimaient et rançonnaient la population.

A partir de 1143, les expéditions vont se succéder à un rythme rapide. Toutes les villes de la côte vont tomber les unes après les autres.

A la fin de Juin 1148, la flotte sicilienne commandée par Georges d'Antioche cinglait vers Mahdiya. Arrivée à Pantallaria, elle s'empara d'un bâtiment ziride. Georges d'Antioche interrogea l'équipage prisonnier, lui arracha des aveux et lorsqu'il sut qu'aucun pigeon n'avait été dépêché, il obligea le préposé aux transmissions de rédiger de sa main un message disant qu'en arrivant à Pantallaria il sut que la flotte chrétienne avait appareillé pour Constantinople. Cette fausse nouvelle rejouit le Ziride al-Hasan qui remercia Dieu le Miséricordieux.

Mais l'effet de surprise escompté par Georges fut manqué, car un vent violent se leva et interdit l'usage des voiles. L'escadre n'arriva pas à l'aube alors que tout le monde dormait, mais en plein jour et elle se fit repérer, surtout pour al-Hasan qui n'avait peut-être pas les moyens de se mesurer à elle. Le Prince consulta avant de prendre de décisions les juristes et les notables. Ces derniers, estimant la ville assez forte pour résister, déclarèrent qu'il fallait combattre. Mais le dernier Ziride n'avait pas l'étoffe de ses aïeux. Il s'enfuit. Les Normands s'emparèrent de la place sans coup férir. Georges d'Antioche trouva le palais de ses anciens maîtres intact, garni encore de meubles, de vaisselle et de concubines.

Et tandis que le dernier des Zirides se réfugiait chez le seigneur de Carthage, puis chez le prince hammàdite de Bougie, les Normands achevaient la conquête du littoral. Après Mahdiya ce fut le tour de Sousse et de Sfax.

Vers 1150, toutes les villes de la côte à l'exception de Tunis et Kelibia payaient tribut à Roger II.

D'abord tolérants et affables, les Normands ne tardèrent pas, sous le règne de Guillaume II, à jeter le masque. Ils pressurèrent la population et s'immiscèrent dans les affaires religieuses. Leur présence devint intolérable.

La première cité à secouer le joug Normand fut Sfax, suivie bientôt par toutes les autres villes du littoral.

Sfax était gouverné par 'Umar al-Furyàni contrôlé par une grosse garnison chrétienne. Le père du gouverneur Abu al-Hasan était retenu en otage en Sicile. Le vieillard, avant de partir, avait ordonné à son fils de se révolter à la première occasion sans se soucier des représailles. 'Umar fit creuser sous la grande Mosquée une cave où chaque nuit, les Sfaxiens descendaient pour fabriquer des armes. Quand arriva la nuit du 1^{er} janvier 1157, les musulmans firent semblant de participer à la fête des chrétiens. Ils se mêlèrent aux hommes de la garnison et les massacrèrent tous. Guillaume envoya un ultimatum à 'Umar qui le refusa. Le Normand fit pendre alors le vieillard dont le sacrifice ne fut pas vain car toute l'Ifrîqiya littorale se révoltait contre l'oppression Normande.

Quatre années avant l'intervention des Almohades pour libérer Ifrîqiya et reprendre Sousse en 1160, les populations de la côte, désarmées, brimées, étroitement surveillées, se révoltaient contre l'ennemi chrétien. Cette résistance prend avec le recul des proportions considérables. D'abord les Ifrîqyens à Sfax, à Djerba, aux Kerkennah, à Tripoli, démunis de tout, surent compter sur eux-mêmes et n'attendirent pas - comme ce fut le cas en Andalousie - que l'armée vînt camper aux portes de leurs cités pour engager la lutte. On sait dans quelles conditions les Sfaxiens creusèrent sous l'impluvium de leur mosquée des galeries pour y fabriquer des armes de fortune, recensèrent avec des fèves et à la barbe des occupants, les volontaires de la mort, se mêlèrent aux chrétiens la nuit du 31 décembre 1156 au 1^{er} janvier 1157, pour les massacrer tous... bien avant les Vêpres Siciliennes ! On sait aussi comment les Tripolitains pressés par les Normands de maudire publiquement les Almohades levèrent en 1154 des barricades mobiles, y attirèrent les cavaliers de la garnison et les exterminèrent. Cette résistance héroïque accéléra la conquête Almohade et permit à 'Abd al-Mu'min d'apprécier les qualités d'endurance de cette population Ifrîqiyenne, si durement éprouvée par les raids et surtout par l'occupation normande. Enfin,

loin d'apparaître comme un crépuscule, ce milieu du XII^e s. s'annonce comme une aurore éclatante. C'est un moment privilégié de l'histoire du Maghreb où Ifrîqiyens, Hilaliens et Almohades unis dans la volonté de libération conjuguerent leurs efforts pour reprendre Mahdiya. Ce n'est pas sans raison que plusieurs historiens musulmans avaient exalté cette année 555 de l'hégire (*sanat al-Akhnâs*) et l'avaient considérée comme l'une des dates les plus importantes du Maghreb.

C'est en 555 en effet que ce grand pays réalisa pour la première fois de son histoire son unité sous l'égide d'un des plus prestigieux de ses fils.

Conclusion

Voilà esquissée à grands traits, l'évolution de l'Ifrîqiya à l'époque ziride, c'est-à-dire de 972 (départ du Calife Fatimide pour le Caire et début des Zirides) à 1160 (conquête Almohade et fin des Zirides).

De la trame événementielle, les premiers historiens occidentaux ont retenu deux dates : 972 et 1052.

En 972, l'Ifrîqiya se libère de la tutelle de l'Orient, mais l'invasion hilalienne de 1052 brise cette velléité d'émancipation et plonge le pays dans l'anarchie.

Ainsi, de quelque côté que l'on se tourne, le résultat est le même : la ruine et l'anarchie. Ce résultat lamentable est dû semble-t-il à « l'incapacité congénitale » des Berbères, sinon au « fléau arabe ». « C'est en effet leur aspect destructeur qu'il convient avant tout de mettre en lumière, parce qu'il est bien le trait le plus saillant et le plus véridique de leur caractère et de leur activité » R. Brunschvig.

Mais les Berbères ne valaient guère mieux, puisqu'ils avaient été incapables de résister aux hilaliens et de redresser la situation. Le sultan

Almohade 'Abd al-Mu'min ne se laissa guère intimider par ces arabes et sut organiser avec leur concours un grand Empire.

Mais le cas de Abd al-Mu'min serait d'après Bousquet, un cas troublant. « En effet, en 1152, près de Sétif... Abd al-Mu'min remporta une grande victoire sur les arabes. Il tenta d'utiliser les vaincus de la veille et, par des déportations en masse, les sultans Almohades feront pénétrer les arabes jusqu'au Maroc. Ce jour là, le Chef du plus grand des empires Berbères trahit la cause de sa race en transigeant avec les Arabes ».

Abd al-Mu'min aurait donc commis une très grande faute politique et l'union arabo-berbère serait donc à proscrire.

Avec Ch. A Julien et R. Idris, une évolution dans l'interprétation des faits se dessine. Le mythe de « l'incapacité congénitale » des berbères est abandonné, mais « le fléau arabe » reste intact. « L'invasion Maliennne fut la ruée d'un peuple nomade destructeur qui mit fin sans la remplacer par quoi que ce fut à une tentative d'organisation berbère, dont rien ne prouve qu'elle n'eût pu normalement se développer et aboutir » Ch. A. Julien.

Pour R. Idris, « la civilisation Kairouanaise, née après la conquête d'une remarquable symbiose arabo-berbère, fondée par les Aghlabides, maintenue et portée à son apogée par les Fatimides puis leurs lieutenants sanhajiens, les Zirides de Kairouan, a été frappée à mort par les nomades hilaliens ».

Enfin, le mythe de la « catastrophe hilalienne » est lui aussi combattu par Y. Lacoste et J. Poncet.

Y. Lacoste, dans son « Ibn Khaldun » dénonce le simplisme erroné de E. E Gautier et pense que l'œuvre d'Ibn Khaldun avait été falsifiée et servit ainsi à la confection d'une théorie colonialiste de l'histoire du Maghreb. « Il serait absurde, ajoute Y. Lacoste, de développer la thèse inverse selon laquelle les nomades n'auraient effectué aucune destruction, n'auraient été que des gages d'ordre et de paix ».

L'invasion hilalienne n'est pas la seule et unique cause de la ruine de l'Ifrīqiya. Elle accéléra cependant un processus naturel, évoqué plus haut. Elle marque incontestablement un tournant, puisqu'elle transforma et régénéra le Maghreb, propagea l'arabe dans les zones rurales et accéléra l'unité linguistique. Elle institua des rapports très souvent pacifiques et fructueux entre la ville et la campagne, dota le pays d'une armature militaire efficace et empêcha la chrétienté médiévale de prendre pied en Afrique du Nord.

Mais les Hilaliens n'avaient pas le prestige des conquérants du VII^e s. Ils n'apportaient pas avec eux une idéologie susceptible de séduire les masses. L'intelligentsia Kairouanaise laissa échapper l'occasion de les « convertir ». Les *fūqahas* au lieu de collaborer avec ces nomades, au lieu d'en faire les défenseurs d'un malikisme rajeuni, préférèrent prendre la fuite et laisser leurs « ouailles » se débrouiller toutes seules. Rien n'évoque en Ifrīqiya l'alliance Eglise-Francis, ou Almoravides-Lemtuna, ou plus récemment encore Wahabites-Saoudiens.

Si donc l'invasion hilalienne n'explique que partiellement les causes de la crise maghrébine à la fin du Moyen-âge, ne faudrait-il pas chercher ailleurs l'origine de la crise ? Nous pensons à l'occupation de la Sicile par les Normands. Car depuis l'installation des chrétiens dans cette île, le Maghreb perdit le contrôle de la Méditerranée et vécut constamment sur la défensive.

« Ainsi, au point de jonction des trois mondes méditerranéens, le latin, le byzantin et l'arabe, se marque la première progression de la chrétienté occidentale et se fonde un nouvel Etat... car la Sicile, carrefour de langues, de religions, de civilisations, est aussi escale sur les grands itinéraires maritimes, un pays d'or et de grand commerce. De ce point de vue, l'occupation de l'île par les chrétiens et son intégration dans une monarchie solide, sont un événement de très grande importance pour l'Occident tout entier » (E. Perroy. Le Moyen-âge. P.U.E 1961).

Aussi l'occupation de la Sicile par les Normands est-elle à rapprocher de son occupation par les Romains, avec cette seule différence que la conquête romaine ne suivit que de peu cette importante acquisition, parce que les Berbères (O comble de l'aveuglement politique !) se coalisèrent avec Rome pour assassiner Carthage. Tandis que depuis 1052, les Arabes, indissolublement liés aux berbères, défendirent avec acharnement cette terre d'Islam contre plusieurs tentatives d'occupation chrétienne.

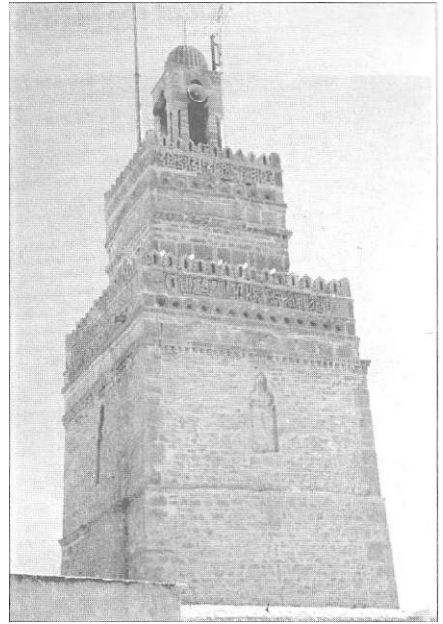
Pour la commodité de la consultation, les documents qui accompagnent la partie de l'ouvrage consacrée à l'époque Ziride - certainement l'une des plus brillantes - ont été regroupés dans les pages qui suivent :

Mosquée de Sfax.....	323
Ribât as-Sayyida de Monastir V ^e / XI ^e s.....	324
Oratoires de Monastir.....	325
Mosquée de Tozeur.....	326
Oratoires de Sousse.....	327
Le mausolée des Banû Khurâsan à Tunis.....	328
Sidi Muhriz.....	329
Les inscriptions de Kairouan.....	331
Contrat de mariage Kairouan (568 H. / 1172).	332
L'art de la bijouterie à l'époque Ziride.....	333
Le travail artistique du bois.....	334-335
La Maqsura ziride de la Mosquée de Kairouan.	336
Lanterne d'al-Mu'izz.....	337
Sculptures épigraphiques monumentales.....	338-339
L'œuvre du géographe Charif Al-Idrissî.....	340-341
Roger II de Sicile (1130-1145).....	342
Le manteau de Roger II.....	343
L'héritage arabe dans la Sicile normande.....	344-345
Les plafonds de Palerme.....	346-347
San Giovanni.....	348

Minaret de la Mosquée de Sfax

Le minaret de la Mosquée de Sfax est l'un des rares organes de la Mosquée aghlabide qui a survécu aux travaux de l'époque ziride. Sa silhouette est identique au minaret de Kairouan puisqu'on trouve les trois tours superposées.

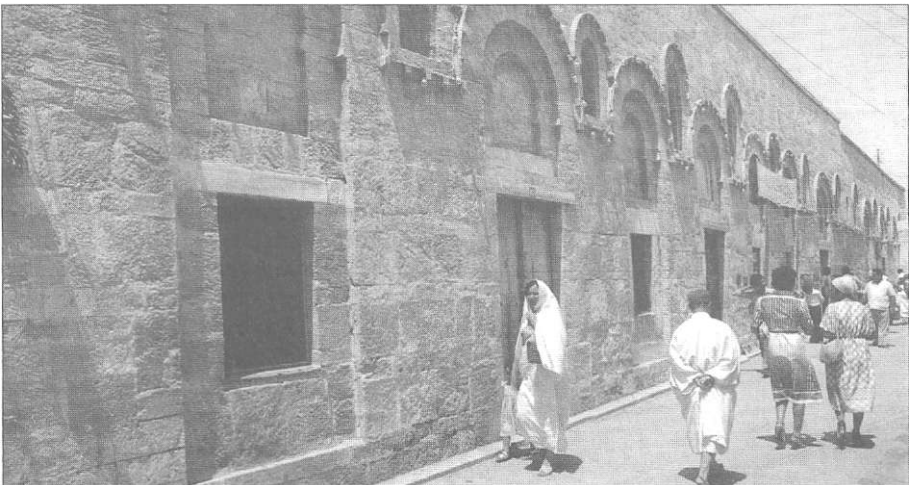
Chaque tour se termine par un parapet crénelé. Les Zirides ont refait la décoration des parties hautes de chaque tour, sur un modèle qui trouverait son pendant en Egypte fatimide. Le décor se compose de plusieurs registres où l'on trouve les oves, les pirouettes, les cercles concentriques, les frises en dents d'engrenage, la calligraphie coufique et des merlons en forme de palmette. La richesse de ce décor a largement contribué à alléger la masse de la construction.



Façade orientale de la Mosquée de Sfax (x - xi s.)

La mosquée aghlabide de Sfax a été entièrement refaite à l'époque ziride, sous le règne d'al-Mansûr en 381 / 991. Un siècle plus tard, Hammu ibn Malil, l'émir de la principauté locale de Sfax, entreprend de nouvelles restaurations. Ces deux campagnes sont commémorées par des inscriptions.

Le monument ziride n'occupe que la moitié du sanctuaire aghlabide. Il semble que le rétrécissement de l'espace cultuel est dû à la désaffection de la population, en grande majorité sunnite, qui refusa de prier dans un sanctuaire shiite. La mosquée du X^e et du XI^e s., quoique plus petite que celle du IX^e s., développe un décor exubérant que l'on voit sur la façade orientale et sur les trois tours du minaret.



Ribat as-Sayida de Monastir V / XI^e s.



La ville de Monastir a pris sous les Zirides une importance considérable. Le voyageur al-Idirissi (xii s.) rapporte que les habitants de Mahdiya y enterraient leurs morts du fait de son caractère sacré. Ils transportaient, dit-il, leurs morts sur des barques. Aujourd'hui encore on peut apercevoir dans une superficie extrêmement réduite (4 ha) plusieurs vestiges et monuments religieux notamment le grand ribât, le ribat Duwayd, la Grande Mosquée, la Mosquée al-Mâziri, la Mosquée al-Tawba etc... Le ribât as-Sayida constitue un des monuments de cette aire sacrée. Édifié vers l'an mil, il a été dédié à la mémoire d'une proche parente d'al-Mu'izz ibn Bâdîs, vraisemblablement sa tante.

Le monument a été érigé sur les vestiges d'une structure islamique plus ancienne qu'on devine à travers les vestiges d'un oratoire. Il comporte plusieurs citernes, des cellules et une mosquée de petites dimensions, orné d'un mihrâb cannelé largement inspiré de la niche de la Grande Mosquée voisine. Le plan de l'ensemble diffère des monuments similaires de l'époque précédente. Il se distingue notamment par des tours plus élaborées dont chacune reproduit le schéma des ribâts du IX^e s.

Oratoires de Monastir

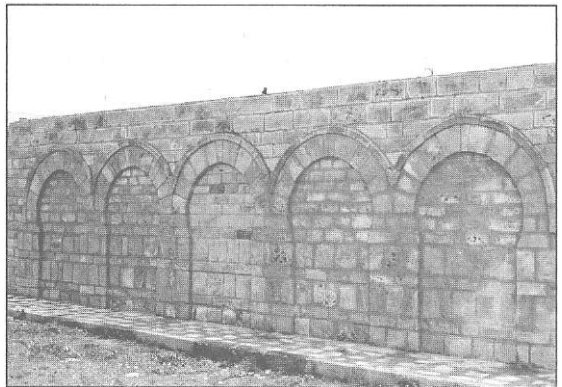
À Monastir, dans une superficie limitée, on trouve plusieurs oratoires dont quelques-uns remontent à l'époque ziride.

a) **La Mosquée al-Ansir**, située à 3,70 m à l'Est de la Grande mosquée, a été bombardée lors de la seconde guerre mondiale. Le monument est assez étroit (moins de 10 m de côté), ses murs ont une hauteur qui ne dépasse pas 1,50 m. Il se compose de trois nefs et trois travées. Le mihrâb, doté de cannelures, est orné par des carrés posés sur la pointe. Il y a là une combinaison de l'art kairouanais et de l'art sahélien.

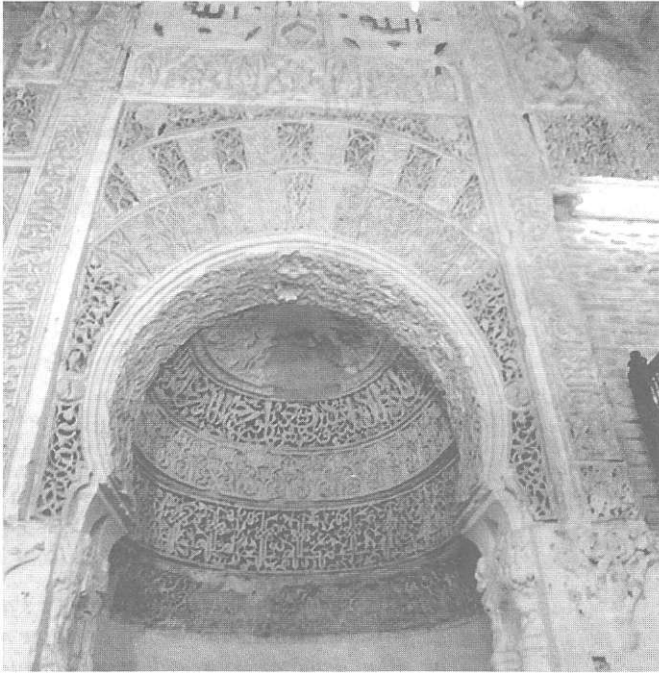


b) **La Mosquée as-Sayida**, édifiée vers l'an mil, intégrée à un ribât qui faisait à l'origine plus que 40 m de côté et qui se distingue par la forme de ses tours d'angle (chaque tour reprend le plan d'un ribât cighlabide). L'oratoire, de trois nefs et trois travées, fait 9,50 m sur 6,83 m. Il est couvert par des voûtes croisées reposant sur des piliers construits. Le mihrâb de cette salle est largement inspiré du modèle de la grande Mosquée de Mahdiyya ; on y trouve une niche cannelée surmontée d'une coquille rayonnante.

c) **Masjid al Tawba**
Monument situé dans l'aire sacrée de Monastir de 9,30 m sur 6,30 m. Il reprend le modèle classique : salle de prière couverte de voûtes croisées soutenues par des piliers, un mihrâb décoré par des cannelures et des coquilles. Cet oratoire se distingue par sa façade orientale rehaussée de grandes niches aveugles et plates.



Mosquée de Tozeur



La Mosquée de Tozeur est un joyau de l'art médiéval Ifriqiyen qui s'inscrit dans un contexte politique particulier. Une inscription du mihrâb nous donne la date de 590 H. /1193. A cette époque le Djérid tunisien fût le théâtre de plusieurs affrontements entre les Almohades, d'un côté et les Banu Ghâniya, vassaux des Almoravides de l'autre. Il est donc fort possible que l'une des deux parties ait édifié le mihrâb en s'inspirant très largement du modèle marocain. En effet le mihrâb de Tozeur est à maints égards comparable aux niches marocaines : mihrâb inscrit dans un encadrement rectangulaire en stuc sculpté, une niche surmontée de fenêtres géménées, une décoration qui réserve une place de choix aux thèmes épigraphiques et végétaux, une inscription cursive, alors que l'Ifriqiya n'en connaissait que le coufique.

Cette Mosquée attire aussi l'attention par son minaret, entièrement détaché de la salle de prière et construit avec des matériaux totalement différents, ce qui amena plusieurs chercheurs à le considérer comme vestige d'un ancien mausolée antique. Un texte d'Ibn al-Chabbat, date son édification de l'an 422 /1030. Cette datation est confortée par des sondages archéologiques qui ont prouvé que le monument initial était beaucoup plus vaste, le minaret appartenant au monument originel. Le texte d'Ibn al-Chabbat précise que le constructeur était un kairouanais qui voulait ériger un monument inspiré de sa ville natale.

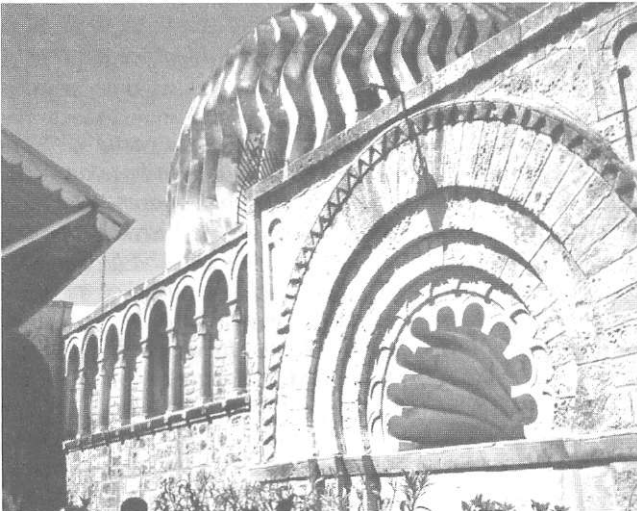
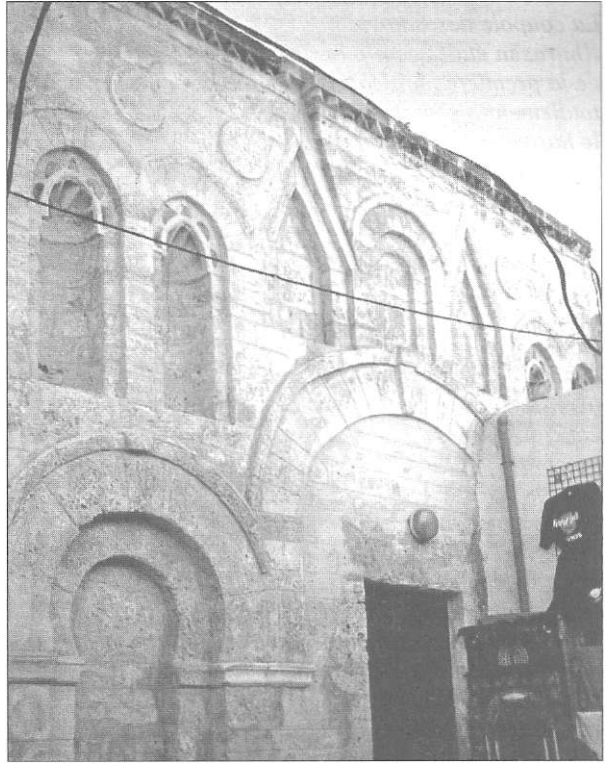
Oratoires de Sousse

Sidi 'Ali 'Ammar

La date de cet oratoire qui fut à l'origine une demeure privée ne nous est pas connue.

Cependant sa façade décorée par des niches à fond plat et d'autres en forme de mihrâb surmonté de coquilles rayonnantes laissent penser qu'il serait de la période ziride.

Par sa décoration, ce monument est comparable aux édifices de Monastir, de Mahdiya de Sfax et de Palerme.



La Qubba des cafés

Ce monument dont on ignore la fonction et la date est attribuable à l'époque ziride.

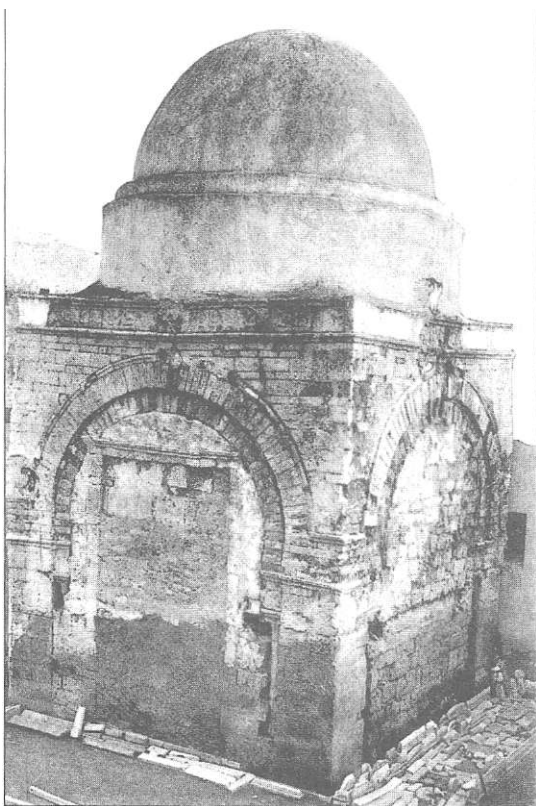
Il se distingue par sa façade ornée de niches et par sa coupole embellie de rainsures zigzagantes.

Ce dôme assez particulier en Ifriqiya est à comparer avec la coupole du mihrâb de la Grande Mosquée de Fès.

Le mausolée des Banu Khurasan à Tunis

La coupole des Banu Khurasan était jusqu'à la fin de la première moitié du XX^e s. totalement inconnue. En 1949, le hasard a conduit Z.M. Zbiss a découvrir dans le quartier de Bâb M'nara le monument à moitié enfoui et couvert d'une dense végétation. La fouille entreprise alors par Zbiss a permis de dégager totalement l'édifice et de découvrir la nécropole où furent inhumés les principaux dynastes khurasanides qui ont gouverné la ville de Tunis pendant un siècle.

Le mausolée, qui faisait partie du cimetière d'al-Silsila, l'un des plus anciens de Tunis, se compose d'une salle carrée de 5,70 m. de côté, surmonté d'une coupole hémisphérique posée sur un tambour circulaire légèrement plus large que la base de la coupole. A l'intérieur, la zone de raccord, permettant le passage du carré au cercle, s'effectue



Tombeau Khorassanide

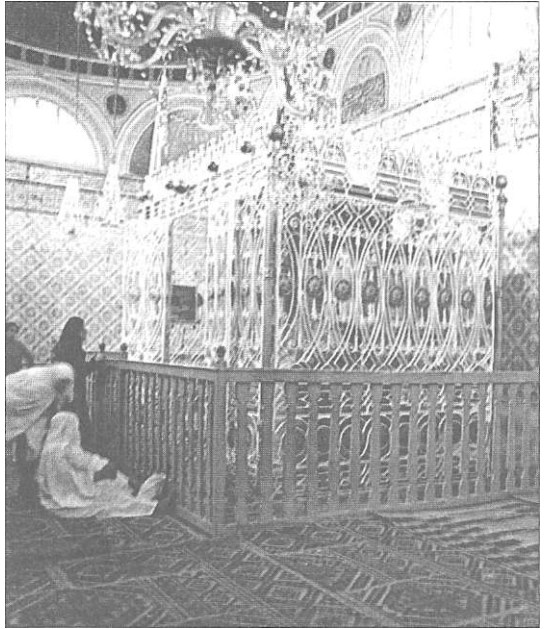
par quatre tropes d'angles en forme de coquille circonscrite de

voussures et reliées entre elles par des arcatures en plein cintre. L'édifice est construit en pierre gréseuse dite « hirsch » de moyen appareil, soigneusement taillée et de dimensions variables.

Une frise épigraphique de 25 cm de large orne les quatre faces de la partie supérieure des murs, juste au dessous de la zone de raccord reliant la base au dôme. Exécutée en caractères coufiques fleuris en relief elle nous apprend que le monument fut érigé par les deux fils du fondateur de la dynastie le Shaykh 'Abd al-Haqq b. 'Abd al-Aziz et probablement construit par les soins de 'Abd al-Ghani b. Mallih. Nous pouvons lire le texte suivant : « Cette coupole est parmi ce qu'a ordonné de construire le sultan al-... Mansûr Abu Muhammad Abd al-Aziz wa al-Amîr Abu Tâhir Isma'il, tous deux, fils du Shaykh 'Abd al-Haqq b. Abd al-'Aziz b. Khurasan en jumâda II de l'année 486/27/ 07/1093. cette qubba 'Abd al-Ghani b. al-Malîlî..... Muhammad.

Sidi Muhriz

Muhriz b. Khalaf, né à Tunis vers l'an 340 /951 et mort en 413 /1022, descendrait de 'Abu Bakr as-Siddiq. Personnage célèbre pour sa piété, il est devenu le saint patron de Tunis où la mosquée qui porte son nom est considérée comme symbole de la ville de Tunis. Il a commencé par enseigner le Coran, le hadîth et le fiqh dans la banlieue de Tunis avant de s'installer en ville où il acquiert la réputation de faqîh malikite. Son nom est souvent précédé du titre de Mu'addib (parfois d'al-'Abid). Son mausolée (zâwiya) est toujours vénéré. La légende veut que les marins se munissent d'une poignée de terre prélevée sur sa tombe pour calmer la mer déchaînée. Les juifs de Tunis le considèrent comme leur protecteur car il les a autorisés à s'installer dans un quartier de Tunis, la Hâra, dans son propre voisinage.



Cage en fer forgé de fabrication récente (xixe s.) protégeant la tombe de Sidi Muhriz, lieu de dévotion populaire depuis le xie s.

Son mausolée et sa mosquée se trouvent rue Sidi Muhriz, tout près du quartier Bab Souika (le petit souk), qui tient son nom du libre commerce qui s'était développé autour de sa maison et qui bénéficiait d'une exemption totale des droits, par un privilège accordé par le souverain al Mu 'iz b. Bâdîs. Ce souverain qui régna de 406 à 454 /1016-1062, a conféré au Shaykh, par zahîr, l'exemption des dîmes et du kharâj pour sa maison, ses champs et ses biens.

Muhriz est connu pour intercéder auprès de l'Emir pour réparer des injustices ou des excès commis contre la population et notamment ses étudiants. Le souverain Bâdîs b. al-Mansur (qui régna de 386 à 406 / 996-1016) accorde aux étudiants de Muhriz le privilège d'exemption des taxes. Grand défenseur de l'orthodoxie malikite, Muhriz cautionna les persécutions contre les shiïtes lors de la révolte de Hammid b. Buluggin en 405/1015 contre son oncle le souverain Bâdîs b. al-Mansur. Hammâd soutenait le shiïsme comme doctrine d'Etat. Des sources arabes rapportent que la mort accidentelle de Bâdîs b. al-Mansur en 406 est liée à une malédiction lancée contre lui par le saint Muhriz, alors que le souverain se préparait à lancer une action punitive contre la ville de Tunis.

Le pèlerinage confère à Muhriz une aura de sainteté. Dès l'année 430 /1038, il a fait l'objet d'un recueil de manâqib, traditions relatives à ses actes, ses jugements et ses propos. Il n'a laissé aucun ouvrage mais de la poésie, notamment une description des ruines de Carthage rapportée par H.H. Abdul-Wahab (cf. Al-Muntakhab al-madrasi).

Les Chrétiens dans l'Ifriqiya médiévale

En 1928 et 1961, des inscriptions funéraires latines datées de 1007, 1017 et 1046 ont été trouvées aux environs de Kairouan. Elles confirment l'existence d'une communauté chrétienne déjà révélée par les sources arabes. L'on sait en effet, par le témoignage d'al-Raqiq, que l'émir al-fadi ibn Rawh al-muhallabî avait autorisé son affranchi Qustàs à édifier une église en l'an 792 ap. J.-C. Décision qui fut sévèrement critiquée par les docteurs musulmans de l'époque et qui fut à l'origine d'une révolte populaire. Plus tard, sous les Aghlabides, il y avait dans la cour des rois un grand nombre d'affranchis (des mawalî) dont plusieurs sont restés fidèles à leur religion et à leur langue d'origine. L'inscription publiée en 1961 par le professeur Ammar Mahjoubi *, et qui vient d'être analysée par le professeur J. M. Lasserre, date de l'an 1007. Elle prouve l'attachement de cette communauté à ses racines. Attachement que l'on voit à plusieurs niveaux :

1- au niveau du formulaire qui est resté fidèle aux épitaphes chrétiennes classiques puisqu'il y a l'invocation du Seigneur et la mention du séjour dans la tombe, de la durée de vie et de l'ensevelissement ;

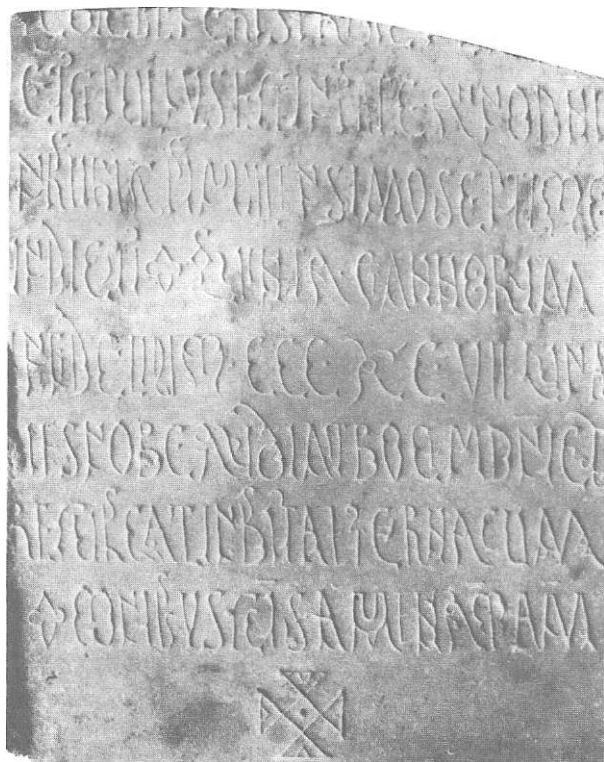
2- Au niveau de la datation fournie à la fois dans l'ère dionysienne et en année de l'hégire qualifiée de « année des infidèles ». La correspondance est exacte. Le jour du décès, le vendredi 28 février 1007 correspond au neuvième jour du mois de Jumada II ; et le jour de l'enterrement est le dimanche 2 mars 1007. Le texte montre aussi que les chrétiens d'Ifriqiya n'ont pas renoncé à leurs traditions culturelles.

Ils ont conservé le vieux comput romain ainsi que l'indiction du Bas-Empire. Le latin, même s'il porte la trace d'une évolution phonétique, est comparable à celui qui est utilisé en Europe à la même époque et reste tout à fait correct au plan grammatical.

Par cette inscription les chrétiens d'Ifriqiya ont affirmé leur appartenance religieuse et leur distance vis-à-vis de l'islam dans l'une de ses plus grandes métropoles. Ce qui prouve l'existence d'une certaine tolérance à leur égard.

* Voir page suivante la traduction du texte de l'inscription datée de 1007.

Les inscriptions de Kairouan



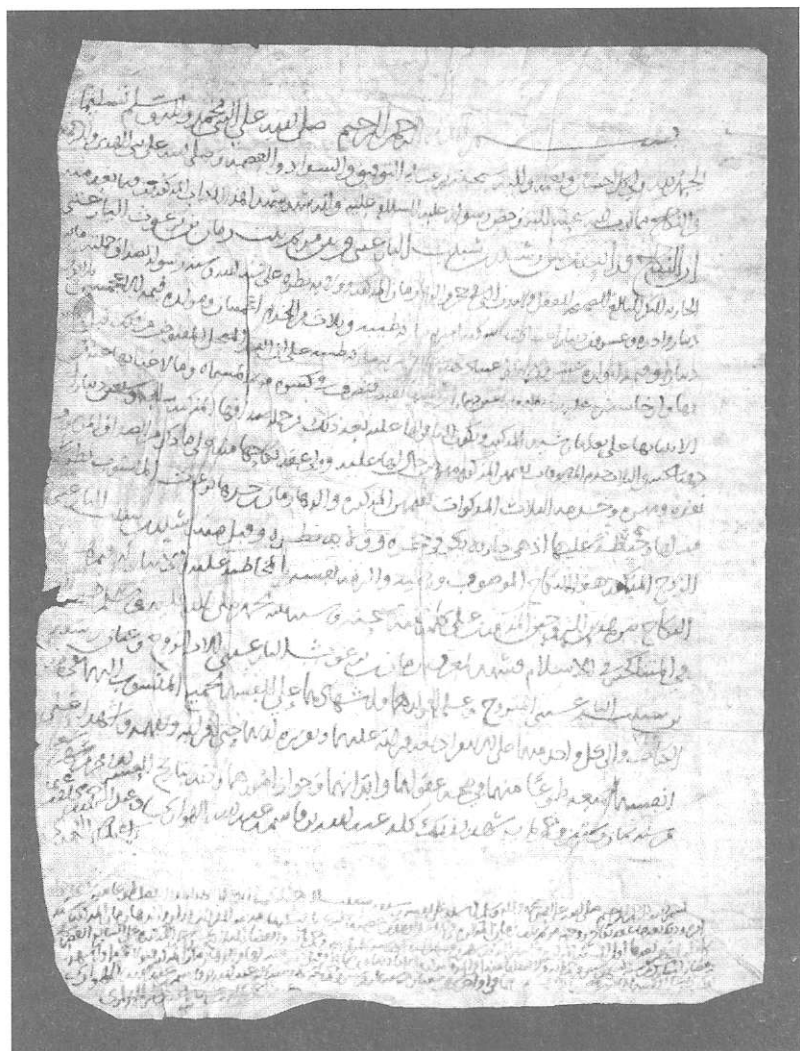
Texte de l'inscription de Kairouan datée de 1007 :

Au nom du Seigneur, dans ce tombeau repose (—) il a vécu. . . . ans et il est mort au milieu du vendredi veille des calendes de mars et il a été enterré dans la paix la mille septième année de notre Seigneur Jésus-Christ, dans la cinquième année de l'indiction ; c'est l'année 397 des infidèles, le neuvième jour après la lune. Qu'il entende la voix du seigneur et qu'il ressuscite à la vie éternelle avec tous les saints, amen, amen, amen !



Dalle funéraire datée de 1019 ap. J.-C.
(Kairouan)

Contrat de mariage Kairouan (568 H. /1172)



Ce contrat de mariage de l'époque où l'Ifrîqiya entrait dans l'obédience almohade, mentionne le nom des deux époux, donne la composition du mahr (dot) offert à la mariée : cent pièces d'or (cent dinars) et un couple de servants et leur enfant estimés à une cinquantaine d'autres pièces d'or. Le texte atteste par ailleurs la bonne santé mentale et physique des époux. Y figurent aussi les noms des deux notaires ainsi que la date (568 H. /1172).

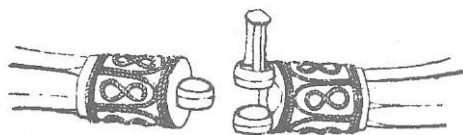
L'art de la bijouterie à l'époque Ziride

Le trésor de Tarabia - Musée du Bardo

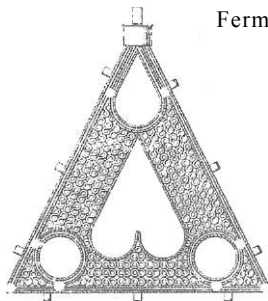
En 1930, une découverte fortuite qui eut lieu à Tarabia, à 20 km au sud ouest de la ville du Kef met au jour un trésor d'une grande valeur artistique et historique. Ce trésor est composé de bijoux et de monnaies qui permettent de dater de l'année 432 de l'hégire son enfouissement. On estime qu'il a été enfoui par une personne qui avait vraisemblablement quitté Kairouan où les shiites étaient persécutés et qui se dirigeait vers la région des Kutâma restée fidèle à ce rite. Plus importante encore que les monnaies, la collection de bijoux aujourd'hui conservée au musée national du Bardo illustre l'art de la bijouterie et du filigrane dans l'Ifrîqiya du x^e s. L'ensemble compte 2 bracelets, 6 triangles, 3 boucles d'oreilles et des boules destinées à composer des colliers, le tout en or massif.



Boucles d'oreille



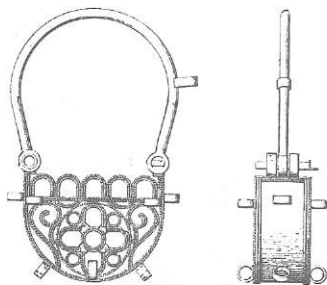
Fermoir



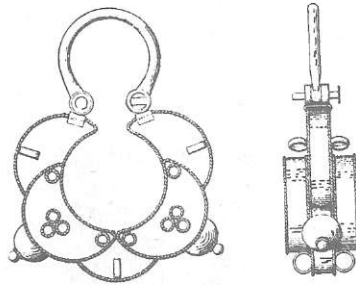
Triangle



Boule



Boucle d'oreille (face et profil)



Boucle d'oreille (face et profil)

La qualité de ces dessins permet d'apprécier le haut degré atteint par la joaillerie dans l'Ifrîqiya du x^e et xi^e s. (Source : G. Marçais et L. Poinssot - Objets kairouannais)

Le travail artistique du bois

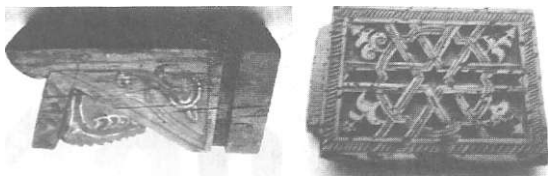
Plafond de la Mosquée de Kairouan



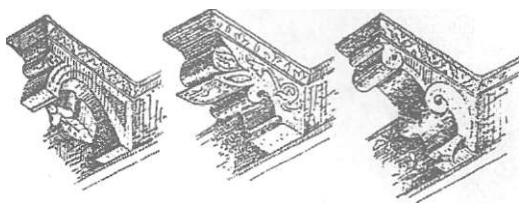
Le plafond de la Mosquée de Kairouan est un chef-d'œuvre où se conjuguent les prouesses techniques et artistiques. Sur le plan technique, les éléments qui constituent le plafond sont encastrés les uns dans les autres. Au sommet des murs court une frise à inscription, au-dessus de laquelle des consoles font saillie. Entre les consoles apparaissent les caissons d'une corniche fort rapprochés les uns des autres, comme les entrails qu'elles supportent. Les entrails, dont les faces latérales sont décorées, portent à leur tour de minces solives sur lesquelles repose le plancher.

Sur le plan artistique on note surtout les consoles sculptées et peintes. Elles prennent plusieurs formes dont quelques-unes représentent des oiseaux, des palmes et des fleurons à volutes et folioles lancéolées. Dans ces œuvres le sculpteur et le peintre ont largement collaboré.

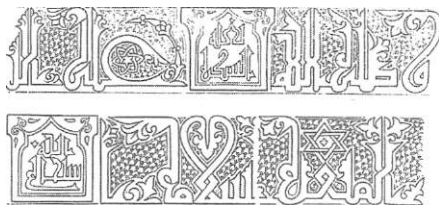
La maîtrise de la sculpture du bois semble donc bien acquise en Ifrîqiya médiévale. Outre les minbars des Mosquées de Kairouan, de Tunis, de Sfax, de la Maqsûra Ziride de la Mosquée de Kairouan, des plafonds de Kairouan évoqués ici, l'on peut trouver des petits objets utilitaires tel l'encrier exposé au musée de Raqqâda et qui s'apparente de par sa sculpture aux œuvres des XI^e XII^es.



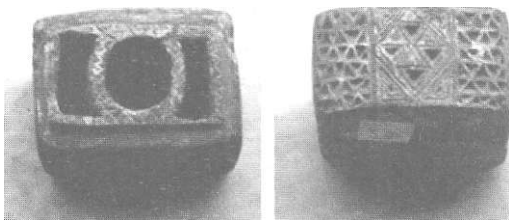
Corbeau et caisson en bois sculpté
(Grande Mosquée de Kairouan)



Différents modèles de corbeaux sculptés de la
Grande Mosquée de Kairouan, XI^e - XII^e s
(dessins de G. Marçais)

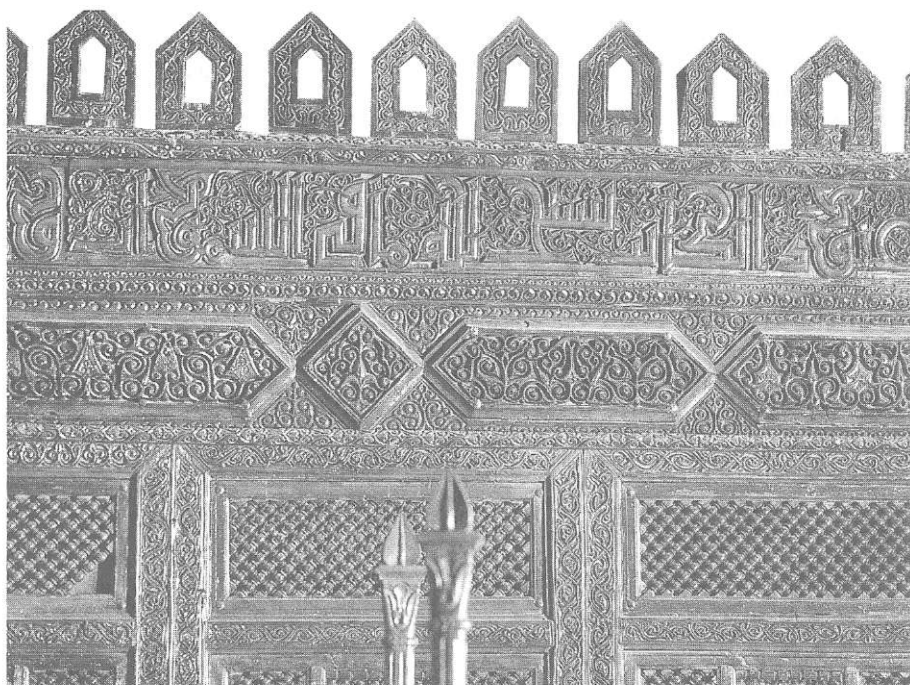


Frises en bois sculpté : calligraphies fleuries
(Mosquée de Kairouan XI^e -XII^e s.)
(dessins de G. Marçais)



Encrier en bois vu du dessus et de profil

La Maqsura ziride de la Mosquée de Kairouan
(Vue partielle)



Cette maqsura ziride se trouve tout près de l'admirable minbar aghlabide du IX' s. Elle est datée par une inscription du XI' s. Il s'agit d'une enceinte en bois sculpté où le prince s'isolait avant d'assister à la prière publique. La maqsura se distingue de la chaire par ses larges montants, ses portes, l'inscription en frise, son décor foisonnant réparti dans les cadres d'une composition claire et logique.

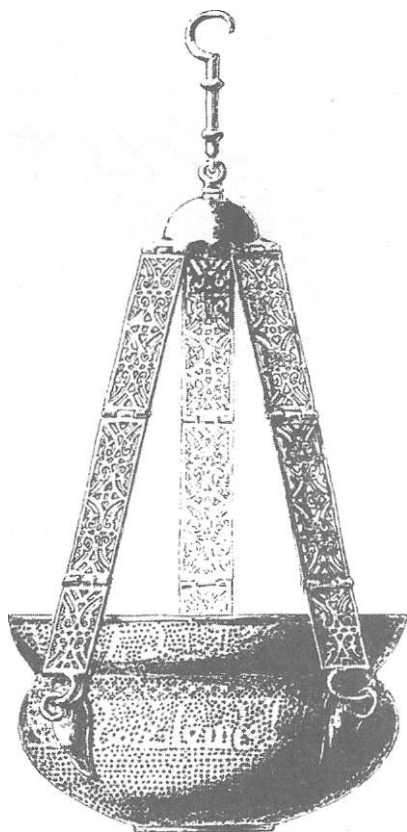
Lanterne d'al-Mu 'izz

Cette lanterne a été trouvée très endommagée et en pièces au début du XX^E s. dans les magasins de la Grande Mosquée de Kairouan. G. Marçais a pu la restaurer. Une inscription donne le nom du fabricant et celui du commanditaire. Il s'agit de : l' « œuvre de Muhammad fils de 'Alī al-Qaysi al-Saffār (dinandier) pour al-Mu 'izz ». La lanterne est composée de trois parties :

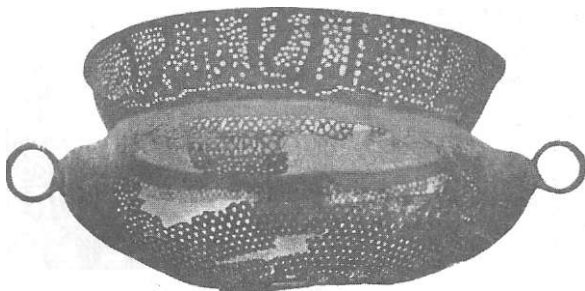
- un crochet de suspension attaché à une coupole sans décor ;
 - trois plaques oblongues ajourées servant d'attache au bassin réservoir qui constitue le troisième élément.
- Un grand bassin percé de centaines de petits trous laisse passer la lumière. C'est dans ce bassin que l'on insère le réservoir en verre qui contient le combustible.

La hauteur totale de l'appareil est de 1,18 m.

Cet ouvrage témoigne du goût raffiné et des progrès enregistrés dans l'artisanat du métal à Kairouan et partout en Ifrīqiya médiévale. En plus de cette lanterne, la mosquée de Kairouan a conservé quelques couronnes métalliques destinées à porter des cierges.

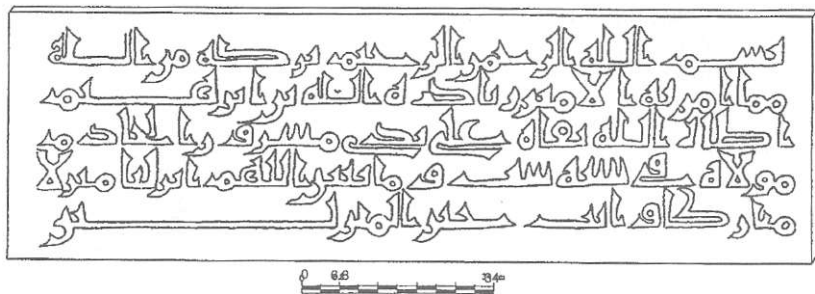


La lampe dessinée après sa restauration, aujourd'hui exposée au Musée du Bardo.



Le grand bassin avant sa restauration

Sculptures épigraphiques monumentales



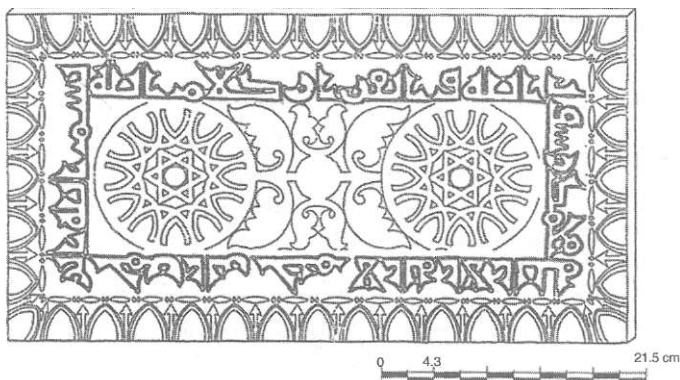
a- Inscription du Grand ribât à Sousse (206 / 821)

L'épigraphie arabe en Ifriqiya a connu une évolution très sensible à travers les siècles. Au début de l'époque aghlabide, les inscriptions étaient en coufique creux, les lettres ne portent aucun décor et respectent une ligne de base assez rigide (a). Mais bientôt, sans doute au milieu du ix^es., les caractères changent, l'écriture devient en relief et porte quelques marques de décor adventices, tels les rosaces, les médaillons, les pcdmes ...etc.

Les points diacritiques font leur apparition (b).

A partir du X^e s. et surtout aux XI et XII^e s. les inscriptions deviennent très élaborées. Les lettres sont entées de décors. Quelques caractères prennent la forme de palmes ou d'arcs lobés.

Au décor greffé et rattaché aux lettres, s'ajoute le décor indépendant (c). L'intérêt de l'épigraphie arabe est très vaste et touche des domaines variés. La paléographie permet de dater les inscriptions, les textes nous offrent très souvent des renseignements historiques de premier ordre tels : la date de l'événement, la nature de l'œuvre, son ordonnateur, son exécuteur.

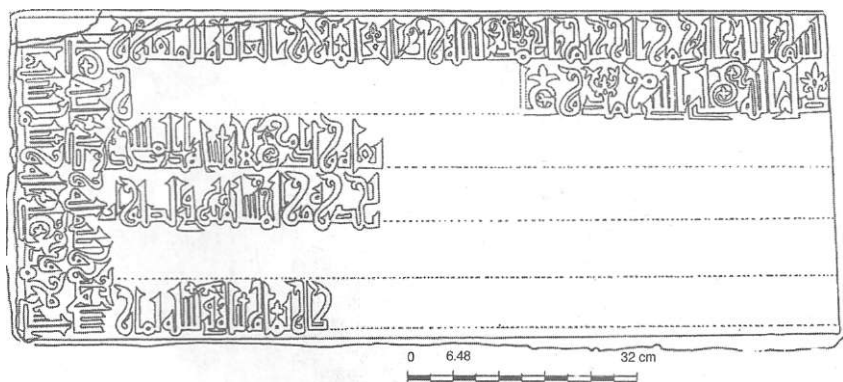


b- Plaque murale au fond de la niche du mihrâb de la Grande Mosquée de Tunis (III^e / IX^e s.)



c- Inscription sur une porte d'enceinte de la ville de Sabra Mansuriya

Parfois les textes révèlent un fait social, politique ou religieux. Ainsi l'inscription du ribâde Sousse datant de l'an 206/821, écrite en coufique creux, nous apprend que le monument a été construit sous le règne de Ziyâdat Allah par les soins de l'affranchi Masrûr (a). Une plaque encastrée dans le mihrâb de la mosquée Zaytuna fait écho à la controverse religieuse qui opposa les mu'tazilites aux malikites quant à l'origine du Coran (b). D'autres inscriptions réclament avec force l'appartenance doctrinale au chiïsme ou au sunnisme (c). Une autre inscription de la mosquée de Sfax datant de l'année 380 / 990 avait été délibérément effacée (d). Par cet acte, l'on perçoit une réaction sunnite contre les chiïtes. Le même phénomène est attesté dans deux inscriptions de la mosquée Zaytuna de Tunis.



d- Inscription ziride de la grande mosquée de Sfax dont la partie du texte affirmant l'appartenance au chiïsme a été délibérément effacée (378 / 989)

L'œuvre du géographe Charif Al-Idrissî

Idrissî est sans doute le plus célèbre des géographes arabes de la fin du Moyen-âge. Originaire de Ceuta au Maroc, il entra au service du roi normand Roger II (1105-1154) pour lequel il compose un ouvrage intitulé « nuzhat al-mushtâq fi ikhtirâq al-âfâq »

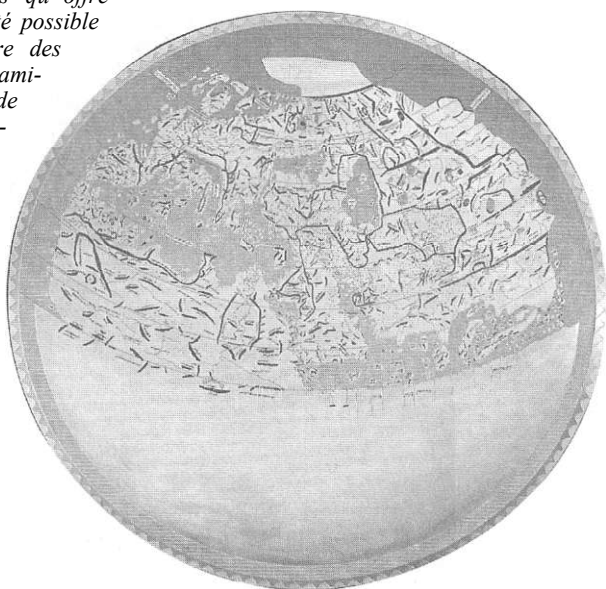
(Le divertissement de celui qui est passionné pour la pérégrination à travers le monde). L'œuvre se présente comme une suite des géographes grecs (Ptolémée) et arabes de l'époque classique. Toutefois Idrissî précise qu'il a vérifié ses informations auprès des voyageurs et marins expérimentés de son temps. On ne peut exclure le fait qu'il ait puisé bon nombre d'informations dans les rapports et les ouvrages qu'il a pu sans doute consulter dans les bibliothèques de Sicile. Ce travail d'enquête a permis à Idrissî de dresser une carte du monde orientée au sud divisée en latitude selon 7 climats, eux-mêmes divisés en longitudes en dix sections. L'Ifriqiya faisait partie du climat 3 section 2 et la Sicile du Climat 4 section 2. Le texte suit les 70 départements de ce découpage cartographique et commente et complète ce que les cartes ne peuvent décrire. Cette description du monde renonce à la centralité de l'Islam en même temps qu'elle intègre le continent européen, ce qui est totalement nouveau pour les géographes arabes.

En dépit de quelques faiblesses : cartes sans échelles, informations de valeur inégale, difficulté d'utilisation de la mappemonde et des cartes pour les marins, l'œuvre d'Idrissî a fasciné les lettrés et les géographes arabes qui ont continué à le reproduire des siècles durant jusqu'au xix's.

Carte de la Sicile extraite du livre d'Al-Idrissî et vue à partir du nord.
On reconnaît en bas à droite la ville de Palerme (sur la côte nord) et la ville de Mazara (Marsa Ali Ma 'zar) en haut de la carte.

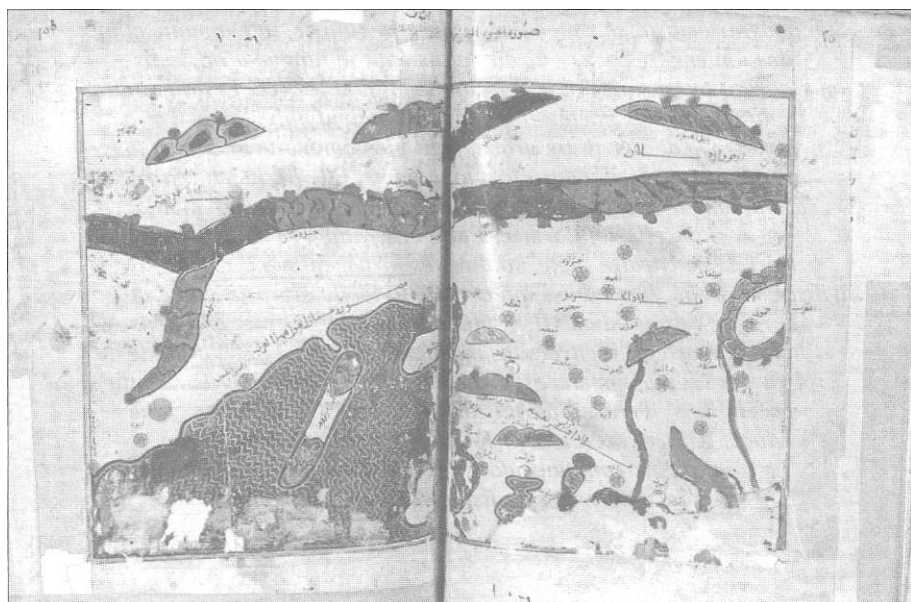


En revenant aux 70 cartes de détail contenues dans « nuzhat al-mushtâq... » et en utilisant les énormes possibilités qu'offre l'informatique, il a été possible à l'Institut de l'Histoire des Sciences arabes et islamiques, de l'Université de Francfort, de reconstituer ce plateau-mappemonde qui montre le niveau de connaissance de la géographie de la terre atteint par les savants arabes du XII^e s.

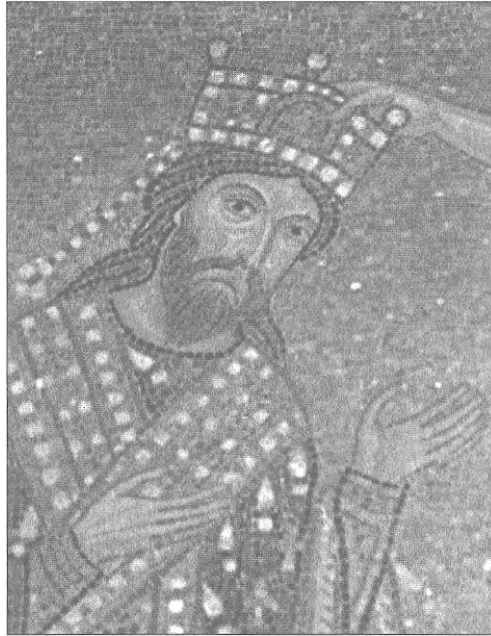


Carte de l'Ifriqiya

On reconnaît la succession du bas vers le haut (donc du nord vers le sud) Ifrīqiya, Sfax, Djerba, le Djérid et plus à gauche (ouest) les Matmata (sous l'appellation Ksour et Manazel) et Tripoli.



Roger II de Sicile (1130-1145)



Cette mosaïque qui se trouve sur la coupole centrale de l'église de la Martorana de Palerme représente le sacre de Roger II, roi de Sicile (1130-1145). Ce fut un roi énergique qui gouvernait la Sicile depuis son palais forteresse dressé sur une colline de Palerme. Son pouvoir centralisé s'étendait jusqu'à la Tunisie, la Dalmatie et aux îles ioniennes. La langue du palais était la langue d'oïl, mais on y parlait aussi sans doute l'arabe, le latin et le grec. Les dignitaires du régime, les poètes et les savants étaient polyglottes. La prééminence de la culture arabe, trait bien connu de la civilisation normande de Sicile, dura fort longtemps. Elle hérite en réalité d'une longue présence ifrîqiyenne sur l'île. Ainsi le cérémonial, la chancellerie, l'armée, l'administration, la monnaie, l'art de construire... etc. sont restés fortement marqués par la civilisation arabe. Ibn Jubayr qui a visité la Sicile alors qu'elle était sous le règne de Guillaume II, vante la tolérance des rois chrétiens et leur comportement envers les musulmans. Il écrit : « L'attitude du roi envers les musulmans est vraiment extraordinaire, il leur confie des emplois, il choisit parmi eux ses officiers. Tous ou presque tous, gardent secrète leur foi et restent attachés à l'Islam. Le roi a pleine confiance dans les musulmans à tel point que l'intendant de sa cuisine est un musulman ».

Le manteau de Roger II



Ce somptueux manteau, conservé aujourd'hui au musée de Nuremberg, a été exécuté pour le couronnement de Roger II qui fut le 1er Roi Normand de Sicile en 1130. Il est l'œuvre des tisserands, des couturiers et des brodeurs arabes de l'île. Le grand demi-cercle se posait sur les épaules et était tenu sur le devant par une chaînette ou un bijou. Il est décoré de part et d'autre du motif du palmier central, par deux figures symétriques et très stylisées représentant un lion terrassant un chameau. Le lion représenterait-il le Normand et le chameau représenterait-il l'Arabe ? La longue inscription qui court sur la bordure en demi-cercle est rédigée en arabe. Voici la traduction qu'en donne H. H. Abdul-Wahab :

« (Ouvrage) exécuté dans l'atelier royal où le bonheur et l'honneur, le bien-être et la perfection ont leur demeure ;
- puisse-t-on y jouir du bon accueil, de riches profits, de grandes libéralités, d'un haut éclat, de la réputation et de la magnificence, ainsi que de l'accomplissement dans l'honneur, la fidélité, l'activité diligente, le bonheur et la longue prospérité, la soumission et le travail qui convient.
- En la Capitale de la Sicile, l'an 528 (de l'hégire). »

L'héritage arabe dans la Sicile normande

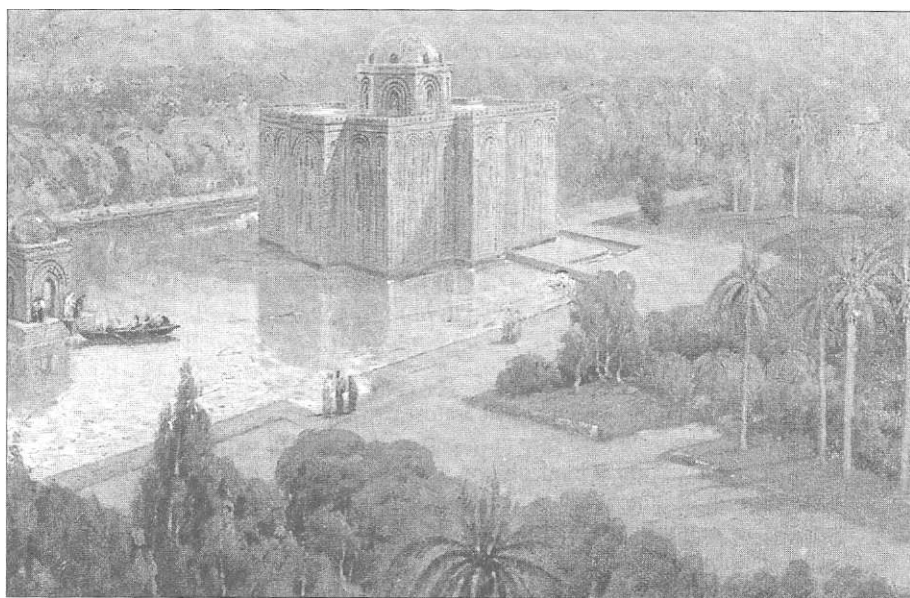
La conquête de la Sicile, engagée vigoureusement par Asad Ibn al Furât en 827 sera achevée en 857 avec la chute de la fameuse forteresse de Qsar Yani (aujourd'hui Castro Giovanni). Pendant deux siècles et demi, l'île est dans la mouvance de l'Ifrîqiya aghlabide, fatimide et ziride. De part et d'autre de la mer se développe la même civilisation, la Sicile constituant le prolongement de l'Ifrîqiya. Palerme devenue capitale de l'île était une ville prospère et un grand foyer culturel.

Voici ce qu'écrit l'érudit tunisien H.H. Abdul-Wahab a propos de la Sicile arabe :

« Les musulmans surent tirer parti de toutes les ressources locales. Ils exploitèrent systématiquement les riches mines de cuivre, d'argent, d'or, de marbre et de soufre dont abonde le sous-sol sicilien. Les tissus garnis de pierreries, les tapis aux dessins nombreux, les cuirs repoussés, les bijoux finement ciselés sortant des ateliers de Palerme et de Mazara étaient non seulement réputés mais recherchés même dans les cours orientales et occidentales. Ils apportèrent aussi dans l'île l'art de travailler la soie et de teindre les étoffes, art qui se répandit de là dans les contrées européennes. »

L'historien M. Gebhart, cité par H.H. Abdul-Wahab, écrit dans son ouvrage sur l'« Origine de la Renaissance en Italie » :

« ... Ses dix-huit villes et ses trois cents châteaux-forts, ses mines d'or, d'argent, de cuivre et de soufre, ses moissons et ses eaux-vives, ses plantations de coton, de canne à sucre, de palmiers et d'orangers, ses fleurs éclatantes, ses haras de chevaux aux formes fines, ses manufactures d'étoffes, de soie, ses palais et ses mosquées, la vieille île d'Empédocle s'épanouit comme un jardin oriental ! »



La Cuba et la Cubola

Reconstitution picturale de la Cuba, au milieu de sa pièce d'eau, du parc magnifique qui l'entoure dans un environnement naturel magnifié. On reconnaît à gauche du tableau la Cubola.

Mais de l'autre côté de la mer, en Italie du Sud, les Normands venus en 1060 du nord de l'Europe, avaient des visées sur cette contrée prospère. Ils conquièrent Palerme en 1072 et l'ensemble de l'île 18 ans plus tard. Ces nouveaux conquérants éblouis par la splendeur de la civilisation et l'art de vivre des Arabes eurent l'intelligence de les préserver et de se les approprier. C'est ainsi que Roger II, premier Roi de la Sicile Normande et après lui son fils Guillaume conservèrent l'usage de la langue arabe et s'entourèrent d'administrateurs et de savants arabes. Ils auraient même confié la conduite d'expéditions maritimes à des chefs arabes. Lorsque Avicenne, le grand philosophe andalou, eut la fin qu'on connaît, ses enfants furent accueillis par Roger II. Les choses changeront de façon brutale quand les Normands seront chassés à leur tour et quand l'île passera en 1194 sous l'autorité de la maison de Souabe.

Les artisans et les bâtisseurs arabes ont laissé plus d'une empreinte dans l'art de l'île normande. Les vestiges visibles de l'époque arabe ne sont plus aujourd'hui nombreux mais leur valeur artistique est grande. Ils sont sensibles aussi dans la langue et dans la toponomie : bien des villes de Sicile commencent par *Qala* : Calatafani, Calascibetta, Callagerone, Callabellota etc...

La Cubola

(petite coupole)
Palerme

Visitant la Sicile en 1881 voici ce qu'écrivit F. Elliot dans son « Journal d'une femme oisive en Sicile » à propos de la Cubola
« A l'ombre d'une grande orangerie se dresse une autre perle arrazine appelée la Cubola. un cube en miniature, avec son unique coupole... certainement construite comme un pavillon au centre d'un jardin et de potagers..., une petite construction



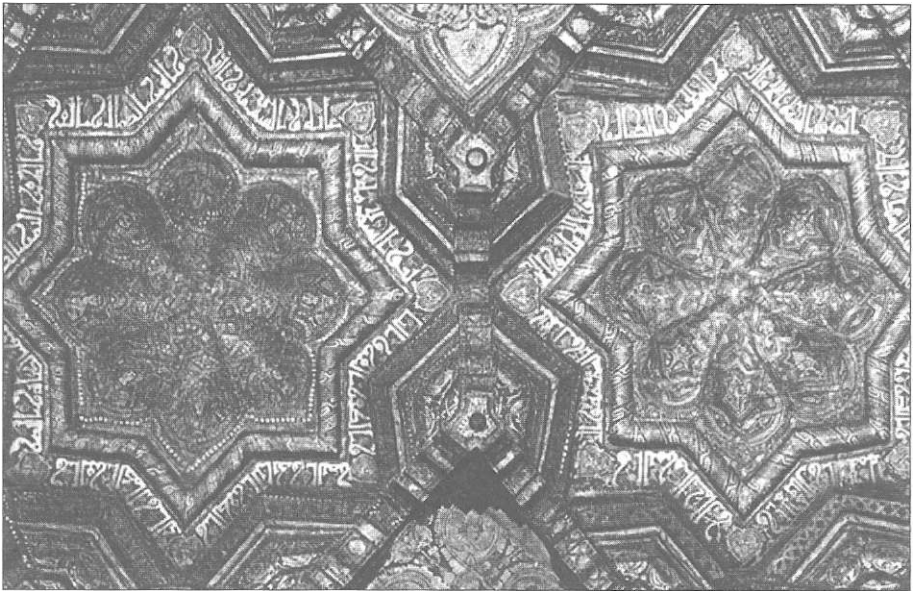
délicieuse, haute un peu moins de trente pieds, ouverte des quatre côtés. Là, les patrons de la Sicile arabe et les rois chrétiens pouvaient reposer en jouissant des arômes suaves des fleurs et de la fraîcheur des eaux parfumées qui rafraîchissent l'air... La Cuba et la Cubola, son modèle miniature, constituent les restes les plus authentiques de l'architecture sarrazine en Sicile. »

Les plafonds de Palerme

La Chapelle Palatine située dans l'austère palais des Normands est le vrai joyau de Palerme. Elle a été construite entre 1130 et 1143 par Roger II. En plus des décorations géométriques en marbre polychrome, d'un grand raffinement, et qui se marient parfaitement avec les mosaïques chrétiennes de style byzantin, la Chapelle palatine possède le plus merveilleux et le plus ancien témoignage de l'art arabe en bois ouvragé et peint : le plafond de la nef centrale. Voici comment le décrit P. Lévêque dans son ouvrage sur la Sicile :

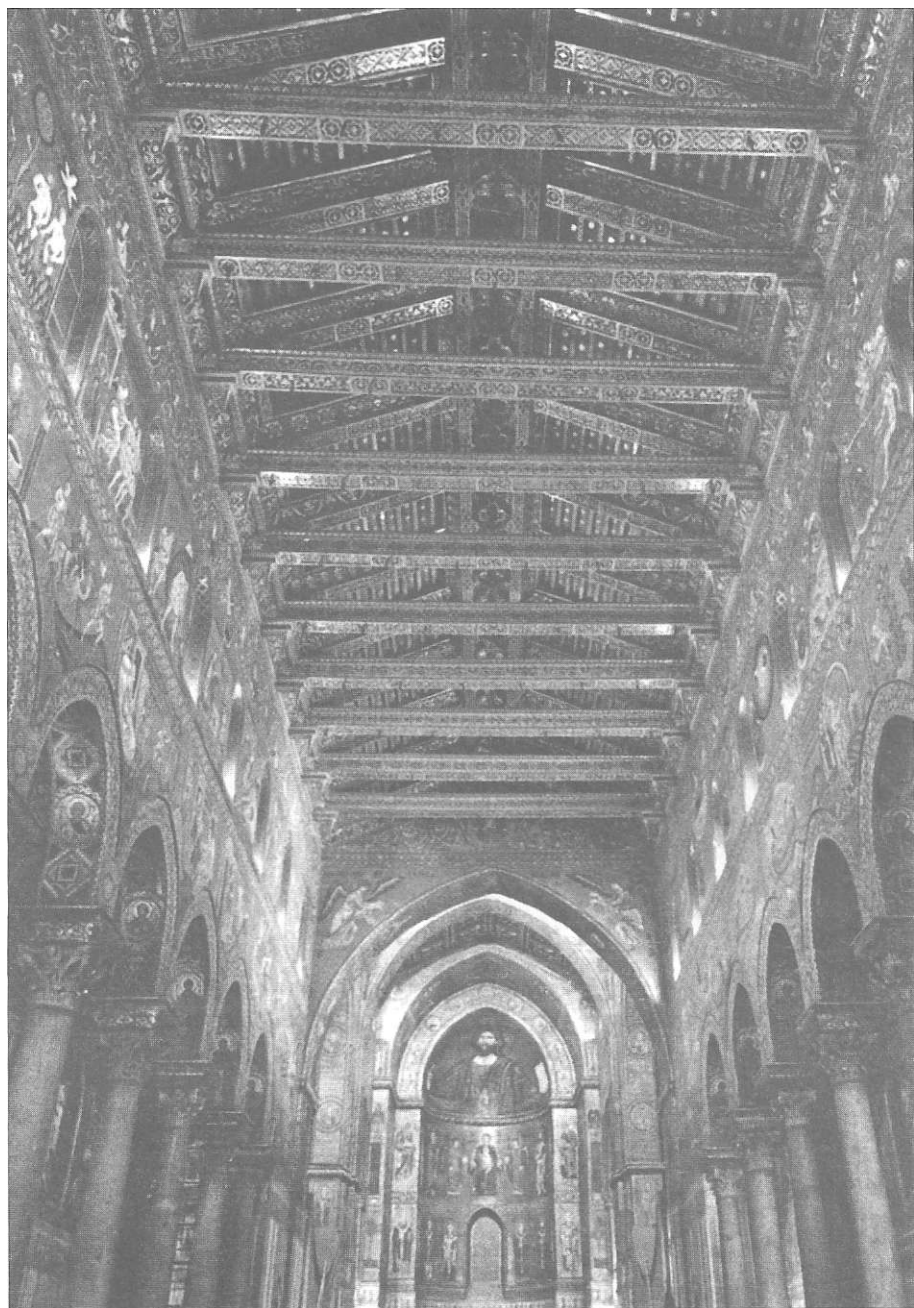
« La nef centrale est couverte d'un magnifique plafond en bois, chef d'œuvre d'ébénisterie avec ses entrelacs de rosaces imbriquées dans des étoiles octogonales et ses amoncellements d'alvéoles et de stalactites, chef d'œuvre de peinture aussi, car tout est peint de charmantes figurines à la mode persane, danseuses, baladins, joueurs d'échecs, animaux plus ou moins fantastiques, scènes de harem, scènes mythiques, le tout dans un décor d'arabesque florale ».

Dans le Dôme (quartier de Monréale) construit un demi siècle plus tard on peut admirer aujourd'hui les magnifiques plafonds à poutres apparentes dans les nefs latérales et le plafond en stalactites au dessus du presbytère. Ces chefs d'œuvres de création arabe sont remarquablement bien restaurés et conservés.



Détail du plafond de la Chapelle Palatine

Les étoiles octogonales qui composent le plafond sont soulignées par une frise en calligraphie coufique d'excellente facture. Dans le fond des branches de l'étoile sont représentés des personnages qu'on distingue à peine sur cette photo.



Plafond à poutres de Monréale

Les admirables poutres en bois ouvragé et peint, reposant sur des corbeaux de même facture, composent ce plafond qui est parfaitement en harmonie avec les peintures à sujets chrétiens des murs latéraux.

San Giovanni

Construite sur l'emplacement d'une Mosquée par Roger II en 1136, l'Eglise San Giovanni est le monument le plus « arabe » de Palerme. Ses murailles carrées, la simplicité et l'ordonnancement de la façade, les coupoles sphériques de la Nef, la coupole et les arcades du clocher (à comparer avec la façade orientale de la Mosquée de Sfax) sont inspirés de l'art de l'Ifriqiya s'mon directement réalisés par des architectes Ifriqiyens.

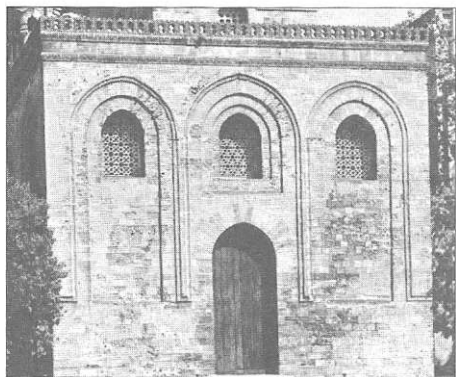


San Giovanni, Palerme. Vue d'ensemble sur les coupoles et le clocher

San Giovanni, la façade.

Cette façade est caractérisée par des murs carrés et puissants.

L'ensemble est allégé par une superposition d'arcs en aplats, par des fenêtres simples et de dimensions réduites et par des claustra. L'influence arabe est ici évidente.



Liste des princes zirides (361-515 : 972- 1121)

1) Yusuf ibn Buluggin.....	361/972
2) Al-Mansur ibn Yûsuf.....	373/984
3) Bâdîs ibn al-Mansur.....	386/996
4) Al-Mu'izz ibn Bâdîs.....	406/1016
5) Tamîm ibn al-Mu'izz.....	453/1062
6) Yahia ibn Tamîm.....	501/1108
7) Alî ibn Yahia.....	509/1116
8) Al-Hasan ibn Alî.....	515/1121

Les dates correspondent à l'année de leur arrivée au pouvoir.

GENEALOGIE DES ZIRIDES

M A N A D

Ziri (m. 971)

Buluggin (972-984)

Maksab (m 100

AL Mansur (984-996)

Hammad (972-984)

Zirides

BADIS (996-1016)

Hammadites

de
Grenade

Al Mu'izz (1016-1062)

Tamîm (1062-1108)

Yahia (1108-1116)

Ali (1116-1121)

Al-HASAN (1121-1148)

Indications bibliographiques

HADY ROGER IDRIS, *La Berbérie Orientale sous les Zirides (x-xii s.)*, Maisonneuve - Paris, 1962.

Thèse extrêmement riche, accompagnée d'une bibliographie exhaustive et d'un tableau chronologique. L'auteur a analysé et traduit presque tous les documents se rapportant à la période étudiée. Voir compte-rendu de M. TALBI, *Arabica*, Tome X, Juin 1963.

Mais les conclusions de H. R. IDRIS sont contestées par J. PONCET : *Le Mythe de la « catastrophe » hilalienne*.

Annales - E.S.C. - 22^e année - n° 5 - Article aussi percutant que « L'or musulman du VII au XI^e s. » de M. LOMBARD. Annales E.S.C. 1947. L'article de J. PONCET a été commenté par C. BOUYAHIA. Annales de l'Université de Tunis, 1969. Voir aussi réponse de R. IDRIS. « De la réalité de la catastrophe hilalienne » Annales E.S.C. 23^e année, n.° 2.

On peut consulter aussi pour la même période « Le Maghreb Central » de L. GOLVIN. Arts et Métiers Graphiques. Paris, 1957, et les ouvrages plus anciens mais toujours intéressants de E. E GAUTIER. « Les siècles obscurs du Maghreb », Payot - Paris 1927 et G. MARÇAIS. « Les Arabes en Berbérie ». Constantine, 1913. Les thèses de Gautier et de Marçais ont été critiquées par Y. LACOSTE, *Ibn Khaldoun*, Maspero 1966.

Ces références donnent une idée assez précise de la controverse qui oppose les historiens au sujet de « l'invasion » ou des « migrations » hilaliennes. Controverse fructueuse puisqu'elle ouvre la voie à de nouvelles recherches d'histoire économique et sociale.

L'IFRIQIYA À L'EPOQUE HAFSIDE

Par M'hamed Ali M'Rabet

CHAPITRE I

L'évolution politique

I

La conquête Almohade

La conquête de l'Ifrîqiya par les Almohades venus du Maroc apparaît comme la consécration du prestige personnel de Abd al-Mu'min, successeur du Mahdī Ibn Tūmart. L'armée de Abd al-Mu'min a unifié le Maghreb et ouvert une nouvelle ère dans l'histoire de ce pays en plaçant à sa tête une dynastie issue de la tribu berbère des Hintâta de l'Atlas.

La facilité avec laquelle l'Ifrîqiya fut conquise ne fit pas oublier à Abd-al Mu'min le danger permanent que représentait en Ifrîqiya l'existence des Arabes nomades : il en fit transférer plusieurs dans les plaines atlantiques. Ainsi, à cette unification politique, il ajouta l'extension des genres de vie arabes nomades au Maroc, contribuant de la sorte à une ébauche d'unification sociale.

Après la prise de Mahdiya en 1160, les Almohades ont entrepris de transformer les institutions. Dans ce pays qu'ils venaient d'arracher à la menace chrétienne, il est normal qu'ils s'en sentent les maîtres. Les intérêts immédiats qu'ils escomptaient tirer de leur victoire les

détournaient de l'ardeur à convertir les populations à la doctrine Unitarienne propre aux Almohades. La nouvelle organisation de l'Ifriqiya s'inspirait de la différence qui devait exister entre Almohades et non Almohades ; seuls les Almohades sont orthodoxes. Tous les autres musulmans sont des infidèles.

Après l'inventaire minutieux des terres de la Cyrénaïque à l'Atlantique, la communauté Almohade se taille de vastes fiefs confisqués aux musulmans non Almohades. Les terres furent considérées comme biens habous dont les occupants devaient payer un impôt - *kharāj* - versé en grande partie à l'Etat Almohade.

Abd al-Mu'min divisa le pays en deux provinces. La province de Bougie s'étendait du Constantinois aux portes d'Alger. La province de Tunis englobait la Tunisie actuelle et la Tripolitaine. Tunis devenait capitale au détriment de Mahdiya.

A la tête de chaque province, il nomma comme gouverneurs ses propres fils, mais doublés par des Cheikhs Almohades. A la tête des principales villes, il nomma des Almohades, mais aussi quelquefois des princes autochtones qui ont eu l'habileté de se rallier de bonne heure aux Almohades, comme à Mahdiya et à Tripoli. La présence de « Conseillers Almohades » auprès de ces princes réduisait à néant l'autorité de ces derniers.

La nouvelle administration Almohade fonctionna convenablement pendant trois ans. Les témoignages s'accordent à parler d'une renaissance de la vie économique et intellectuelle. Cette paix retrouvée depuis plus d'un siècle était due au prestige de Abd al-Mu'min. En 1163, Abd al-Mu'min mourut et les Arabes de l'Ifriqiya qui supportaient mal les impôts lourds et les exactions des Chefs Almohades recommencèrent à s'agiter.

Abu Y'aqub Yusuf, fils et successeur de Abd al-Mu'min, dut intervenir personnellement pour mater la rébellion de Gafsa dont les habitants ont rappelé leur ancien chef. Plus tard, les rebelles furent aidés par un mamelouk au service de Saladin, Qarakûch qui, après avoir occupé la Tripolitaine, voulait se tailler une principauté en Ifriqiya. Après dix ans de lutte, Qarakûch fut vaincu, mais la famine et le

brigandage réapparaissaient. Les Arabes étaient prêts à recommencer la lutte contre les Almohades, avec de nouveaux chefs.

Ces nouveaux chefs se sont présentés en la personne des descendants des Almoravides marocains chassés par les Almohades et réfugiés aux Baléares.

Le souverain de Majorque Ali Ibn Ishàq Ibn Ghânia savait que les Ifrîqyens restaient attachés à la doctrine Almoravide. En 1184, il débarqua à Bougie avec 4.000 hommes. Les princes Hammadites et les tribus hilaliennes, dépossédés par les Almohades, furent facilement ralliés, et Ali marcha sur Alger et Miliana qu'il occupa.

Ensuite il mit le siège devant Constantine. C'est alors que le nouveau Calife Marocain Abu Yûsuf Y'aqub fils de Abu Y'aqub, alerté par le gouverneur de Tunis, décida d'agir en personne. En effet Ibn Ghânia, auquel s'étaient joints Qarakûch et quelques Banī Sulaym encore stationnés en Tripolitaine, venait de détruire Manzil Bâshshû, la plus grande ville du Cap-Bon et s'ouvrait ainsi la route de Tunis. Les rebelles furent repoussés vers le Sud, Abu Y'aqub reprit Gabès, Tozeur et Gafsa (1188). Les tribus rebelles comme les Riyah furent déportées au Maroc et Abu Y'aqub repartit vers le Maroc.

Yahia Ibn Ghânia, qui succéda à son frère Ali après sa mort, et Qarakûch, forts de l'appui moral abbasside, reprirent la lutte. L'entente entre les deux chefs rebelles fut de courte durée et Yahia se débarrassa de son allié Qarakûch. Ensuite il se lança à l'attaque de Mahdiya qu'un gouverneur Almohade ambitieux voulait détacher de Marrakech. Il obtient l'aide du gouverneur Almohade de Tunis qui pensait punir ce gouverneur traître. Mais une fois la ville prise, Yahia se retourna contre son encombrant allié. Béja, Annaba, Kairouan et enfin Tunis tombèrent entre ses mains (1203). L'Ifriqiya devenait vassale des Abbassides de Bagdad.

Le nouveau Calife de Marrakech, al-Nâsir (1198-1213) comprit que pour éliminer Yahia, il était nécessaire de lui couper sa retraite des Baléares. Les Baléares furent débarrassés des Almoravides. Ensuite le Calife al-Nâsir débarqua à Tunis. Yahia se réfugia dans le Sud où il dut passer son temps à guerroyer contre des tribus arabes qui, impressionnées par l'arrivée d'al-Nâsir, se sont retournées contre

Yahia. L'armée de Yahia fut écrasée par un lieutenant d'al-Nàsir, 'Abd al-Wàhid Ibn Abî Hafs, près de Gabès (1205). Yahia parvint à s'enfuir. C'est probablement pour éviter le retour de Yahia qu'al-Nàsir (qui connaissait les mœurs des habitants de l'Ifriqiya : il était né lui-même à Mahdiya) prit une mesure qui allait être déterminante pour l'avenir de l'Ifriqiya : Abd al-Wàhid Ibn Hafs devint gouverneur de l'Ifriqiya, en principe pour trois ans.

II

Les Hafsides : Histoire politique

Al-Nàsir ne pouvait rester longtemps à Tunis, il fallait choisir un gouverneur absolument fidèle. Son choix se porta sur le vainqueur de Yahia, Abd al-Wàhid Ibn Hafs al-Hintàti (1207). Le choix de ce chef Almohade était inspiré par le fait que Abd-al-Wàhid était le fils de Abu Hafs 'Umar Ibn Yahia al-Hintàti, ami intime du Mahdî Ibn Tumart le fondateur et l'inspirateur des Almohades. Abu Hafs avait montré une fidélité inconditionnelle au fondateur de la dynastie et à son successeur Abd al-Mu'min. Il semblait même qu'il faillit lui-même succéder au Mahdî. Homme plus guerrier que politique, il accepta la nomination de Abd al-Mu'min et continua à le servir fidèlement en faisant respecter l'ordre Almohade au Maroc. Il mourut au retour d'une expédition malheureuse en Espagne. Abd al-Mu'min reporta sa confiance et sa sympathie sur ses descendants. Les successeurs de Abd al-Mu'min n'ont pas cessé de confier aux fils de Abu Hafs des postes de grande responsabilité.

Le geste d'al-Nàsir de 1207 devait être interprété, certes, comme un hommage au dévouement des descendants de Abu Hafs, mais c'était aussi un moyen de tenir éloigné de Marrakech un homme dont le nom pouvait lui porter ombrage. Il a fallu deux années de campagne au nouveau gouverneur pour venir à bout de Yahia (1210) et il trouvait le pouvoir à son goût. Le délai de trois ans

prévu pour la mission s'était écoulé et il ne demandait pas son rappel. Sa loyauté envers les Almohades de Marrakech restait cependant réelle. Il est vrai qu'en compensation, il recevait de Marrakech force cadeaux et argent qui entretenaient sa fidélité et aussi son armée dont la puissance était nécessaire pour contenir les tribus arabes. Abd al-Wàhid pensait-il aux droits que cette situation lui ouvrirait, pour lui et les siens ?

A sa mort, en 1221, un de ses fils tenta de lui succéder. Le Calife al-Mustansir de Marrakech lui opposa un cousin Hafside, puis un petit fils de Abd al-Mu'min. Pendant cinq ans, les prétendants hafside et Mu'minides se succédèrent. Ils passèrent leur temps à poursuivre Yahia resté insaisissable. Ce n'est qu'en 1227 que le nouveau Calife Abu Muhammad al-'Âdil successeur d'al-Mustansir, mieux disposé à l'égard des Hafside, ratifia la nomination du fils de Abd al-Wàhid, Abu Muhammad Abdullah. Le nouveau gouverneur se mit alors à reconquérir l'Ifrîqiya qui était passée pendant l'époque troublée entre les mains des tribus arabes d'une part et de Yahia d'autre part.

En 1228, Abu Muhammad se sentait assez fort pour s'opposer à la reconnaissance du nouveau Calife de Marrakech Abu al Alà Idris al-Ma'mùn. C'est pour cette raison que le nouveau Calife ignore Abu Muhammad et envoya le diplôme de gouverneur à Abu Zakaryâ gouverneur de Gabès et propre frère de Abu Muhammad. Abu Zakaryâ se mit immédiatement en route pour Tunis et exila son frère. Mais le Calife se trompait sur la loyauté du personnage : Abu Zakaryâ allait être le premier Hafside indépendant de Tunis.



Pendant trois siècles, les souverains Hafside se succédèrent à Tunis, Tripoli, Constantine et Bougie. Mais il leur faut constamment surveiller l'agitation des tribus arabes d'une part et se méfier de la reconstitution d'un état fort dans l'Ouest Maghrébin sur les restes de l'Etat almohade d'autre part. On peut, en gros, diviser la révolution en quatre phases.

La première, phase de conquête de la souveraineté et de construction de l'Etat, est marquée par les règnes de Abu Zakaryâ et de son fils al-Mustansir.

La deuxième phase est caractérisée par un affaiblissement de l'Etat Hafside lié à la reprise de l'agitation des tribus arabes et à la rivalité des princes prétendants, affaiblissement qui conduira les Hafsides au bord du gouffre. Les Mérinides venant du Maroc essayèrent de reconstituer, à leur profit, le vaste Empire de Abd al-Mu'min.

La troisième phase voit naître la puissance Hafside sous les règnes des deux derniers glorieux souverains Abu al-Abbas et Abu Fâris.

La quatrième phase est celle qui voit le déclin définitif de la dynastie et sa disparition sous les coups portés par les Turcs.

1. Abu Zakaryâ et la conquête de la souveraineté

Le règne de Abu Zakaryâ est mis à profit pour consolider l'indépendance acquise à peu de frais. Al-Mustansir, son fils et successeur, apparaît déjà comme un puissant souverain aussi bien aux yeux du monde musulman que du monde chrétien.

Le nouveau souverain Abu Zakaryâ (1228-1249) n'est âgé que de 26 ans. Il montrait déjà un sens politique aigu, sachant interpréter les événements, montrant beaucoup de sang froid devant les vicissitudes. Sa piété et son sens du contact humain le faisaient apprécier de ses proches. Modeste, il se contenta du titre d'Emir durant tout son règne.

Un an après sa prise du pouvoir, un événement important dans l'histoire des Almohades vint contribuer au renforcement de sa puissance. En effet en 1229, le Calife Almohade, rendu furieux par la résistance de certains chefs Almohades (dirigés par son propre neveu) à le reconnaître, commit la grande faute de rejeter la doctrine de Ibn Tumart. Il fit même exécuter de nombreux Almohades. En politique avisé, Abu Zakaryâ profita de l'occasion et refusa son allégeance au Calife qui l'a fait pourtant gouverneur. L'événement passa inaperçu, tant Abu Zakaryâ mit de soin à cacher sa véritable

intention. Après avoir laissé faire la prière au nom d'un anti-Calife sans autorité réelle, il la fit faire ensuite au nom des « Califes Orthodoxes », puis vers 1237 il ajouta son propre nom. En agissant de la sorte, il consacrait un état de fait reconnu par la population Maghrébine qui se détourna définitivement des Califes Almohades.

Les Etats chrétiens de la Méditerranée le reconnurent bien avant cette date comme « Roi de Tunis ». Abu Zakaryâ apparaissait comme le continuateur de la tradition Almohade. Petit fils de l'ami intime de Ibn Tumart, il s'arrogea le droit de ne pas reconnaître la dette de reconnaissance qu'il devait à la lignée de Abd al-Mu'min.

Son œuvre à l'intérieur fut caractérisée par ses efforts à pacifier son nouveau royaume et à s'entourer de collaborateurs fidèles. Il lui fallut d'abord chasser de Constantine puis de Bougie les gouverneurs Mu'minides. Il pourchassa ensuite les tribus rebelles des Mirdâs et des Dawâwida. Il fixa des tribus Sulaymides, fidèles, à la limite des terres des tribus rebelles Hawwâra dans les confins Algéro-Tunisiens, pour mieux les surveiller. D'autres tribus récalcitrantes furent complètement anéanties. Enfin il restait toujours Yahia Ibn Ghânia. Abu Zakaryâ n'eut de cesse de le poursuivre jusqu'aux confins sahariens. Mais Ibn Ghânia a perdu de sa puissance et les tribus qui le soutenaient tombaient sous le contrôle de l'armée Hafside ; Yahia Ibn Ghânia mourut en 1234 on ne sait où, après avoir laissé ses filles prisonnières de Abu Zakaryâ qui les traita généreusement. Vers l'ouest, il se contenta d'une excursion dans la région de Tlemcen où, après avoir occupé la ville, il obligea le souverain Abd al-Wâdide à devenir son vassal. Les chefs de tribus de l'Algérie Centrale se déclarèrent aussi ses vassaux. Abu Zakaryâ créait entre lui et ses anciens maîtres des états tampons. Ainsi Abu Zakaryâ traçait les limites de ce que devait être l'Empire Hafside. En 1236, les négociateurs génois reconnaissaient que cet Empire allait de « Tripoli de Barbarie jusqu'aux confins occidentaux du Béjaoua ». Tunis, admirablement située au centre de cet empire et en face de la Sicile (dont les souverains chrétiens désiraient avoir des relations commerciales avec l'Ifrîqiya), jouait le rôle d'une véritable capitale.

La Mosquée Hafside de la Qasaba



La mosquée almohade de la Qasaba occupe une place considérable dans l'histoire de l'art de l'Ifriqiya à une époque où l'influence de l'aire hispano-maghrébine se fait grandissante tant au niveau politique qu'artistique. Monument officiel, la Mosquée fut érigée en 633/1235 par l'architecte Ali ibn Muhammad ibn al-Qâsim. Plusieurs traits remarquables attirent l'attention :

- l'absence de la cour qui précède la salle de prière ;
- la présence de grandes citernes dans le sous-sol de la salle de prière ;
- le minaret désaxé par rapport à la salle et aux galeries reprend le style ornemental des minarets marocains en particulier dans la décoration faite d'arcs entrelacés ;
- la salle de prière, de 7 nefs et 8 travées, est couverte de voûtes d'arêtes sans doubleaux. Rien ne distingue la nef centrale des autres à l'exception de la coupole. Le transept a les mêmes dimensions que les autres travées ;
- l'introduction de la coupole à stalactite dans les constructions ifriqiyennes.

Mosquée de la Qasaba : le Mihrab et la Coupole



Mihrâb de la Mosquée de la Qasaba surmonté d'une coupole à stalactites. L'emploi alternatif du marbre blanc et noir utilisé ici pour l'arc du Mihrâb va connaître un succès grandissant auprès des constructeurs durant les siècles à venir.

Abu Zakaryâ fit construire autour de la grande mosquée de Tunis les premiers souks. La Kasbah, citadelle et demeure de l'Emir, de sa famille et des fonctionnaires, fut réaménagée. Il y construisit une mosquée qui fut achevée en 1236. Il construisit à Tunis la première Medersa publique destinée à propager la doctrine Almohade.

Le personnel administratif auquel il fit appel au début fut composé uniquement d'hommes venus avec lui du Maroc. Le premier ministre, le ministre des finances, les gouverneurs de province étaient des Almohades. Par la suite et après qu'il se fut rendu compte de sa popularité réelle dans la population, il n'hésita pas à s'entourer d'un personnel non Almohade : esclaves affranchis ou Andalous réfugiés. Abu Zakaryâ fit régner dans le pays l'ordre et la sécurité. Les méthodes utilisées ne furent pas toujours pacifiques mais la population lui sut gré d'avoir maintenu l'ordre. On le respectait à cause de son amour pour la justice, et aussi à cause de ses succès. L'Ifrîqiya se remettait à travailler : l'agriculture et l'artisanat vont être à la base d'un trafic maritime dont les Pisans, les Génois, les Catalans, les Vénitiens et surtout les Siciliens se disputeront le monopole et qui sera, sous le règne du fils de Abu Zakaryâ, al-Mustansir, la cause de la première intervention européenne en Ifrîqiya depuis l'arrivée des Almohades.

A la mort de Abu Zakaryâ, son fils Abu Abdullah Muhammad (1249-1277) appelé plus tard al-Mustansir, lui succéda. Les débuts furent difficiles. Il n'était âgé que de 22 ans, il dut lutter contre les convoitises de ses proches parents Almohades qui ne lui pardonnaient pas d'avoir conservé dans le gouvernement le système de recrutement du personnel non Almohade. La révolte Almohade fut brève mais violente. Al-Mustansir, utilisant les richesses et le matériel accumulé par son père, sortit vainqueur de cette épreuve et la dynastie Hafside apparaissait plus forte que jamais.

Al-Mustansir en profita pour se donner le titre califien « d'Emir al-Muminîn ». Personne, dans le monde musulman de ce milieu du **XIII^e** s. ne songea à lui contester le titre : les Abbassides s'apprêtaient à disparaître sous les coups des Mongols - les Ayyubides d'Egypte ont déjà disparu.

La Madrasa Shamma 'iya de Tunis



C'est la plus ancienne madrasa d'Afrique du nord (à la fois établissement qui dispense le savoir et qui sert de lieu de prière et de résidence pour les étudiants qui ne résident pas dans la capitale). Construite

en 635/1238, par l'émir Abu Zakariyâ al-Hafsî, elle fut destinée à loger les étudiants et à dispenser l'enseignement traditionnel. Cette madrasa est située près de l'actuelle rue al-Balghajiya, non loin de la Grande Mosquée Zaytûna. Son entrée principale est assez élevée par rapport à la rue. L'accès se fait par un vestibule en chicane qui donne sur une cour, entourée de galeries, sur les quartiers et autour de laquelle sont disposées les chambres. L'aile sud du rez-de-chaussée est occupée par un petit oratoire.

Sur chacune des autres faces on voit une grande pièce dont l'allure rappelle les iwânpersans. Un second oratoire se situe à l'étage. Cette madrasa frappe par la sobriété de son décor, constitué de piédroits, en keddal, entourant les portes et de chapiteaux hafside simplifiés.

Les Mu'minides du Maroc s'écroulaient devant les Mérinides. Quant aux Ifrîqyens, ils n'étaient pas fâchés de voir le siège du Califat musulman installé à Tunis. La puissance Hafside de Tunis paraissait capable de défendre l'Islam à un moment où il était menacé à l'ouest par la Reconquista Espagnole et à l'Est par les hordes Mongoles. Les Abd al-Wàdides de Tlemcen, les Mérinides de Fez, les Nasrides de Grenade envoyaient au Calife de Tunis, régulièrement, des présents, en témoignage de leur vassalité. Les Mamelouks d'Egypte et le Chérif de la Mecque le reconnurent même pendant un an comme leur suzerain. Le monde arabe a-t-il exagéré cette puissance ? On ne peut le dire avec certitude. Or il semble bien qu' 'al-Mustansir fut économe de son aide aux pays musulmans menacés. La seule intervention extérieure qu'on lui connaisse est son aide en argent au prince Mérinide chargé de liquider le dernier prince Almohade. Mais il est certain aussi que dans le monde musulman déchiré, l'Ifrîqiya d'al-Mustansir paraissait comme un havre de paix dont la puissance relative était enviée par plus d'un. D'ailleurs al-Mustansir allait révéler le degré de sa puissance en face de la coalition Franco-Sicilienne destinée à faire de Tunis une base militaire pour la dernière croisade.

Rien ne laissait prévoir dans les relations entre les deux premiers Hafsides et la Chrétienté, jusqu'en 1270, la perspective d'un conflit armé. Abu Zakaryâ avait tenu à entretenir avec les rois chrétiens de la Méditerranée et les Républiques Italiennes de bonnes relations. Il dosait avec sagesse la répartition des privilèges commerciaux entre Aragonais, Catalans, Pisans, Génois et Vénitiens qui, jaloux les uns des autres, n'hésitaient pas à courir les bateaux rivaux. Il accepta même de verser un tribut annuel au roi Frédéric II de Sicile qui lui garantissait la liberté d'acheter en toute sécurité le blé de l'île. Al-Mustansir continua l'œuvre de son père. Pourtant l'occasion était bonne d'intervenir en Sicile à la faveur de la lutte qui opposa les Hohenstaufen aux Angevins. Mais al-Mustansir, peut-être pour préserver la petite colonie musulmane de Sicile assiégée par Charles

De Abu Zakariya à James II d'Aragon



Il y a eu entre les rois hafsides et ceux de l'Europe plusieurs correspondances diplomatiques, conservées dans les archives européennes. La lettre ci-dessus, datée 18 janvier 1318, est adressée par Abu Zakariya al-Hafsi à James II roi d'Aragon. Le document, vraisemblablement rédigé et écrit de la main d'Abu al-Fadhl Muhammad ibn al-Hasan Ibn Ibrahim al-Tijmî,

traite des questions suivantes :

- un traité de peux a été contracté par les Hafside avec les Majorquins qui sont autorisés à faire du commerce avec Tunis et posséder un fondouk dans la même ville ;
- le Roi hafside intervient auprès de son homologue espagnol pour qu'il excepte les embarcations hafside du mouvement de la piraterie encouragé par les

Aragonais contre les musulmans :

- enfin, Abu Zakariya informe son homologue de l'envoi de son émissaire «Bornât Devens» qui sera chargé de la négociation pour proroger le traité de paix qui était alors en vigueur entre les deux Etats. D'autres lettres montrent le désir des Hafside d'entretenir de bonnes relations avec les royaumes européens et leurs efforts pour préserver la paix entre les deux rives.

Une autre lettre datée de 1316 rapporte l'intervention du roi de Tunis auprès de son homologue marocain pour qu'il mette fin à la piraterie contre les chrétiens en partant de Tunis.

d'Anjou, se contenta d'appuyer d'une façon peu efficace les Hohenstaufen amis depuis longtemps des musulmans en permettant à Conradin, le dernier Hohenstaufen de préparer une invasion de la Sicile depuis les côtes tunisiennes. Charles d'Anjou ne réagit pas, même quand al-Mustansir décida de ne plus payer le tribut naguère payé par son père. Il préféra la négociation.

Alors que ces négociations se déroulaient encore entre les messagers de Charles et le Gouvernement Hafside à Tunis, Louis IX, roi de France et frère de Charles d'Anjou avait quitté Paris pour se croiser. Le rassemblement eut lieu à Cagliari en Sardaigne. L'armée des croisés comportait de nombreux contingents français et étrangers. Le 13 juillet 1270, Saint Louis fit connaître sa décision d'attaquer d'abord Tunis. Cette décision pouvait paraître extravagante à un moment où les rapports entre Paris et Tunis n'étaient pas troublés. Certes, les envoyés d'al-Mustansir n'avaient pu réussir, à Paris, à régler le contentieux qui opposait les créanciers français d'al-Lihyâni au gouvernement hafside. Mais cette affaire ne pouvait justifier une expédition grosse de conséquences. Saint-Louis est un homme pieux, sans doute a-t-il pu être faussement convaincu par des moines chrétiens (parmi lesquels le frère Raymond Martin, professeur d'Hébreu à Tunis) du désir secret d'al-Mustansir de se convertir au Christianisme ? Charles d'Anjou, informé des desseins de son frère, craignait de se voir éliminer d'un règlement en Ifrîqiya s'il ne participait pas à l'opération. Il fit promettre son aide et recommanda aux croisés de ne pas attaquer avant son arrivée.

Après avoir tenté de débarquer sur la plage de Radès, les croisés établirent leur camp dans les ruines de Carthage (18 juillet 1270). L'armée hafside se retrancha à El Aouina coupant ainsi la route de terre aux croisés. Saint Louis, répondant au vœu de son frère, décida d'attendre son arrivée, d'autant plus que les croisés avaient trouvé dans les silos de Carthage un stock d'orge qui leur permettait d'attendre les renforts dont Saint Louis pensait avoir besoin. Attente fatale : elle permettait à al-Mustansir de recevoir des renforts qui affluèrent de

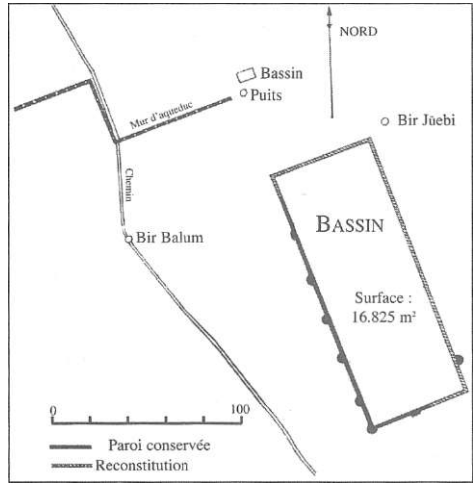
Le jardin d'Abu Fihr

Voici le texte dans lequel Ibn Khaldun donne une description du célèbre jardin d'al-Mustansir (1249/1977) dans les environs de Tunis. Le site est actuellement occupé par la Cité des Sciences.

« Dans le voisinage de la capitale il (al-Mustansir) forma un jardin auquel il donna le nom d'Abu Fihr et que l'admiration universelle a rendu célèbre. On y voyait une forêt d'arbres dont une partie servait à garnir des treillages pendant que le reste croissait en pleine liberté. C'étaient des figuiers, des oliviers, des grenadiers, des dattiers, des vignes et d'autres arbres à fruit ; puis les diverses variétés d'arbrisseaux sauvages, tels que le jujubier et le tamaris, et tout cela disposé de manière à former de chaque espèce un groupe à part. On donna à ce massif le nom d'As-Châra (le bocage). Entre ces bosquets se déployaient des parterres, des étangs, des champs de verdure couverts d'arbres dont les fleurs et le feuillage charmaient les regards. Le citronnier et l'oranger mêlaient leurs branches à celles du cyprès, pendant que le myrte et le jasmin souriaient au nénuphar. Au milieu de ces prairies, un grandjardin servait de ceinture à un bassin tellement étendu qu'il paraissait comme une mer.

L'eau y arrivait par l'ancien aqueduc, ouvrage colossal qui s'étend depuis les sources de Zaghouan jusqu'à Carthage et dont la voie passe tantôt au niveau du sol et tantôt sur d'énormes arcades à plusieurs étages, soutenus par des piles massives et dont la construction remonte à une époque très reculée. Ce conduit part d'une région voisine du ciel, et pénètre dans le jardin sous la forme d'un mur ; de sorte que les eaux, sourdissant d'abord d'une vaste bouche pour tomber dans un grand et profond bassin de forme carrée, construit de pierres et enduit de plâtre, descendent par un canal assez court jusqu'au bassin (du jardin) qu'elles remplissent de leurs flots agités. Telle est la grandeur de cette pièce d'eau que les dames du sultan trouvent moins de plaisir à se promener sur le rivage que de s'asseoir chacune dans une nacelle et de la pousser en avant, afin de remporter sur ses compagnes le prix de la vitesse. A chaque extrémité du bassin s'élève un pavillon, l'un grand, l'autre petit, soutenus tous deux par des colonnes de marbre blanc et revêtus de mosaïques en marbre. Les plafonds sont en bois artistement travaillé et se font admirer par leur construction solide autant que par la beauté des arabesques dont ils sont ornés.

En somme, les kiosques, les portiques, les bassins de ce jardin, ses palais à plusieurs étages, ses ruisseaux qui coulent à l'ombre des arbres, tous les soins prodigués à ce lieu enchanteur, le rendaient si cher au sultan que, pour mieux en jouir, il abandonna pour toujours les lieux de plaisir construits par ses prédécesseurs. »



Plan d'installation hydraulique d'Abu Fihr publié par Solignac en 1936 d'après un plan de 1902 levé à la demande de Paul Gauckler

toute l'Ifriqiya. La guerre sainte est proclamée. Dans le camp des croisés, une épidémie de dysenterie bacillaire fit périr un grand nombre de combattants dont Saint Louis lui même.

En attendant l'arrivée de Charles, Philippe III fils de Saint Louis prit la direction des opérations. Pendant ce temps, les quelques sorties de l'armée hafside se soldèrent par des échecs. Car la maladie a atteint aussi le camp musulman. Le 4 septembre, enfin, Charles d'Anjou lança sa première attaque qui ébranla l'armée hafside sans réussir à prendre Tunis. Charles espérait amener al-Mustansir à accepter une paix honorable. Mais les hafside tenaient encore. Le 2 octobre, les croisés pillaient le camp d'al-Mustansir. C'est alors que celui-ci se décida à accepter les conditions de Charles. En effet, l'hiver qui approchait allait rappeler les tribus bédouines dans les pâturages du Sud. Craignant ainsi de voir ses effectifs diminués, al-Mustansir préféra composer au lieu d'attendre une confrontation déterminante.

Al-Mustansir acceptait de verser une indemnité de guerre aux croisés, de reprendre le versement du tribut annuel doublé au roi de Sicile et de s'abstenir de donner asile aux ennemis de Charles. Le Roi sicilien assurait al-Mustansir de la liberté commerciale et de navigation, liberté si chère aux premiers Hafside. Une année plus tard, les relations passagèrement compromises entre l'Ifriqiya et les pays chrétiens reprenaient et se développaient rapidement. La façon dont al-Mustansir mit fin à cette dangereuse guerre, bien que critiquée par les chefs hafside, fut accueillie favorablement par la population Ifriqiyenne dans son ensemble. Il n'y a qu'à voir la spontanéité avec laquelle la masse de la population se mit à fournir au sultan hafside les sommes exigées par les chrétiens pour se rendre compte que les Ifriqiyens, las des agitations et des rébellions, n'aspiraient qu'à la paix.

Déjà, bien avant les événements de 1270, al-Mustansir avait contribué à asseoir solidement son autorité en s'attaquant aux intrigants de sa cour et en les faisant mettre à mort. Les tribus récalcitrantes furent soumises. Malgré tout, il eut le temps de penser à bâtir dans la banlieue de Tunis de magnifiques pièces d'eau et

d'aménager la Kasbah. Il aimait à s'entourer de tous les esprits brillants que comptait l'Ifriqiya. Contrairement à son père, al-Mustansir aimait à se montrer sous un jour fastueux. Les Chefs Hafside ne lui pardonnèrent pas d'avoir renoncé si facilement à la modestie Almohade et de s'entourer d'écrivains andalous dont la littérature n'avait rien de compatible avec la sévérité de la doctrine de Ibn Tumart.

2. Le temps des épreuves (1277-1370)

Pendant près d'un siècle, la dynastie Hafside connaîtra des moments difficiles. Les luttes pour la succession entre neveux et oncles ont eu pour résultat d'affaiblir l'autorité de l'Etat. Les tribus arabes voyaient avec plaisir le moment venu pour venger leurs défaites et étendre leur influence sur les régions fertiles de l'Ifriqiya. Elles seront même assez puissantes pour imposer leurs conditions et appeler les souverains mérinides contre les Hafside. Mais désorganisées, elles échoueront dès qu'un souverain décidé manifestera sa volonté de mettre fin à leur agitation.

En 1277, le fils d'al-Mustansir, al-Wàthiq fut proclamé Calife à la mort de son père, sans difficulté. Le nouveau souverain, à peine investi, gagna les sympathies par la suppression de certaines charges fiscales et par de grandioses constructions. Mais très vite, les Almohades lui reprochèrent de se laisser influencer par son chancelier d'origine Andalouse Ibn al-Habbàbar qui, par ses intrigues à la cour, élimina bon nombre de personnalités Almohades. Ce mécontentement parvint jusqu'aux oreilles d'un frère d'al-Mustansir, Abu Ishàq, qui s'était déjà illustré par une rébellion fomentée en 1253 contre le Calife Hafside et qui, battu, trouva refuge en Espagne. A la mort d'al-Mustansir, Abu Ishàq débarqua à Bougie qui se donna à lui, puis marcha sur Tunis. Les deux généraux Hafside qui devaient l'arrêter à Bèjà, décidèrent de se rallier à lui, ayant eu vent d'une intrigue dirigée contre eux par Ibn al-Habbàbar. Abu Ishàq entra à Tunis en 1279 et al-Wàthiq abdiqua en sa faveur. Un an plus tard, al-Wàthiq fut mis à mort avec ses trois fils et Ibn al-Habbàbar succomba après un mois de torture. Le personnel administratif fut remplacé par les fidèles de Abu Ishàq. Mais, lui aussi,

donna la belle part aux Andalous, peut-être parce qu'il a vécu longtemps en Espagne. En 1282, il dut faire face à une grave révolte du gouverneur de Constantine, al-Wazîr, allié au Roi d'Aragon Pierre III qui nourrissait des ambitions sur la Sicile angevine du temps d'al-Wàthiq.

L'Aragonais avait pris en sympathie Abu Ishàq, pensant que si l'usurpateur arrivait à s'installer à Tunis, il lui serait utile pour tenter une expédition en Sicile. Or, une fois Emir, Abu Ishàq renoua les liens d'amitié avec la dynastie Angevine. La déception de Pierre le conduisit à rechercher l'alliance d'al-Wazîr. C'est ainsi que Pierre débarqua à Collo et y attendit son allié. Mais l'attente fut vaine : al-Wazîr fut battu. Après deux mois d'indécision, Pierre leva l'ancre et mit le cap sur la Sicile, encouragé par les Vêpres Siciliennes qui venaient d'éclater et qui allaient emporter la dynastie angevine alliée des Hafsides.

Pour récompenser le soutien que certaines tribus du Sud lui avaient fourni, Abu Ishàq nomma deux membres de la tribu des Banī Muzni gouverneurs du Zâb et du Djérid. C'était ouvrir la voie aux récompenses, car d'autres tribus risquaient de devenir exigeantes. Abu Ishàq se montra alors brutal, châtia sans discernement. D'autre part, son besoin d'argent l'amena à confier à ses fils le soin de lever, en utilisant la terreur, les impôts que les Arabes ne voulaient plus payer. C'est alors que les tribus arabes lui opposèrent un personnage d'origine louche, mais qu'ils firent passer pour le fils du Sultan détrôné al-Wàthiq, Ibn Abi 'Umàra. Soutenu par les tribus les plus puissantes du Sud, comme les Ku'ub, levant les impôts à son profit, il s'empara de Kairouan, Sfax, Sousse. Devant ses succès, les troupes hafsides déposèrent les armes. Entrant à Tunis en janvier 1283 Ibn Abi 'Umàra fut proclamé Calife. Abu Ishàq s'enfuit, mais rattrapé quelques mois plus tard alors qu'il tentait de se réfugier chez son gendre le prince Abd al-Wàdide de Tlemcen, il fut tué et sa tête, rapportée à Tunis, fut montrée à la population.

Le court règne de Ibn Abi 'Umàra (1282-1283) fut jalonné d'horreurs. Pour faire croire à son ascendance noble, il agit avec brutalité, massacrant les personnalités soupçonnées de perversion religieuse. La population devait s'apercevoir de son imposture

Bab Jadid

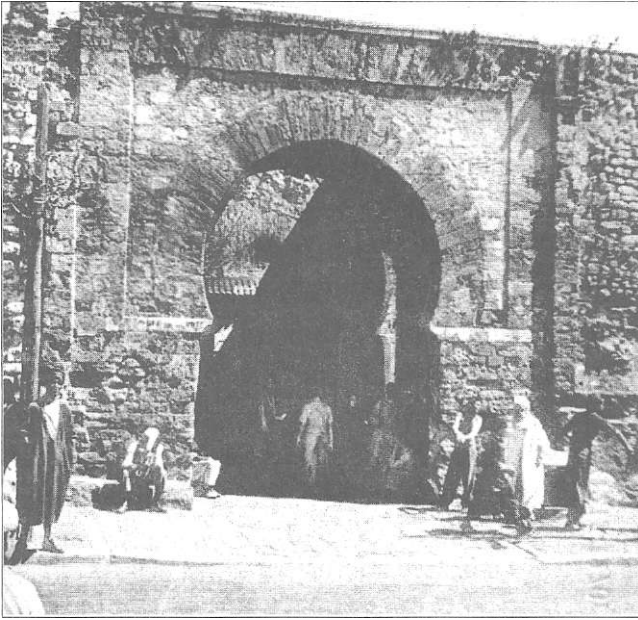


Photo du début du xxe s.

L'enceinte de Tunis avait été décrite par al-Bakrî au XI^e s. et Idris au xii s.

Il semblerait qu'elle fut érigée en grande partie sous les Fatimides au X^e s. en l'an 944/ 332. La face orientale de l'ouvrage, celle qui était exposée aux dangers venus de mer, fut entièrement édifiée en pierre.

Le monument comportait à l'origine cinq portes qui sont :

Bâb al-Bahr à l'Est, Bâb Qartajanna au nord est, Bâb Suwayqa au nord, Bâb al-JazIra au sud et Bâb Arta à l'ouest. Sous les Hafside deux nouveaux accès ont été ajoutés. Bâb M'nara et Bâb Jadid. Cette dernière fut l'œuvre du sultan al-Wathiq ; elle date de l'an 676/1276. Elle se distingue des anciennes portes de Tunis par son entrée coudée dotée de deux vestibules carrés et par ses techniques de construction. Ici la pierre est posée en rangées horizontales avec une alternance des assises minces et des assises épaisses. La baie de la porte est circonscrite par un fût saillant qui délimite l'encadrement. Ce monument, de par son plan et sa stéréotomie, se rapproche des portes marocaines construites sous les Almohades dans les principales villes marocaines. L'art almohade se fait de plus en plus influent dans le Tunis des Hafside.

quand il commença à massacrer les Almohades. Ce furent les Arabes, encore une fois, qui lui trouvèrent un rival en la personne du frère cadet d'al-Mustansir, Abu Hafs 'Umar qui marcha sur Tunis à la tête de contingents Arabes. Ibn Abi 'Umâra tenta de fuir mais fut retrouvé. Fouetté jusqu'à ce qu'il avoue son imposture, il fut décapité.

Le règne de Abu Hafs 'Umar (1284-1295) apparaît comme une ère de paix au milieu de cette période mouvementée de l'histoire des Hafsides. Dès le début de son règne, il essaya de rétablir le calme en ménageant ses ennemis et en octroyant d'importants privilèges aux tribus Arabes du Sud. Politique néfaste à long terme, car ces tribus à qui Abu Hafs 'Umar avait décerné des diplômes de *igta'* pour les villes du Djérid et de Sfax, prenaient conscience de leur importance. Partout les nomades reprenaient de l'audace. En même temps l'unité Hafside s'effritait. Le Prince de Bougie Abu Zakaryâ II fils de Abu Ishâq ne reconnaissait plus l'autorité de son oncle Abu Hafs. En 1286 il tenta même une marche contre Tunis et se proclama Sultan. Biskra et Gabès rejetaient l'autorité de Tunis.

Sur le plan extérieur, Abu Hafs s'est abstenu d'intervenir dans la lutte qui opposait les marins Génois, Pisans et Vénitiens aux larges des côtes tunisiennes, lutte qui pouvait constituer une menace pour l'Ifriqiya. Mais la véritable menace venait de Sicile où Pierre III d'Aragon venait de s'installer définitivement - On connaît déjà l'inimitié que l'Aragonais portait aux Hafsides. Voulait-il reconstituer à son profit un nouvel Empire Normand ? Pierre III lança une attaque contre Djerba qui fut prise et pillée en 1284. Le traité de paix qu'Abû Hafs accepta en 1285 pour éviter de nouveaux désordres dans son royaume fut une véritable capitulation et marqua le début officiel de l'intervention Espagnole en Ifriqiya. Les Espagnols Aragonais ont obtenu en Ifriqiya des privilèges que les autres Hafsides n'avaient jamais voulu accorder aux Italiens. De plus, le tribut annuel, naguère versé par les Hafsides aux Anjevins fut maintenu au profit des Aragonais. Mais le traité de paix fut rompu par les Chrétiens dès la mort de Pierre III. Son successeur signa une alliance avec le Sultan

Mérinide dirigée contre Tunis. Les Espagnols ravagèrent la côte du Sahel et s'installèrent aux îles Kerkennah. Ils suscitérent même un rival à Abu Hafs, Ibn Abi Dabbus. C'est au prix de nouvelles concessions que Abu Hafs acheta la paix aux Aragonais.

Avant de mourir, Abu Hafs 'Umar écarta du trône son fils encore trop jeune et fit proclamer par les Cheikhs Almohades un fils d'al-Wàthiq, Abu Asīda. A Bougie, son cousin Abu al-Baqà ne reconnut pas le nouveau Sultan, lui fit la guerre, le battit en 1309 et vint s'installer à Tunis après avoir confié le Gouvernement de la ville de Bougie à un petit fils de Abu Zakaryà II, Abu Bakr. Mais cet Abu Bakr était un fin stratège et il visait le trône de Tunis. Il suscita contre Abu al-Baqà un cheikh Almohade, al-Lihyàni, qui devint sultan de Tunis et accorda à son allié de Bougie une large autonomie. Puis attaquant al-Lihyàni avec l'aide des tribus arabes et berbères restées fidèles aux Hafsides, Abu Bakr l'obligea à abdiquer à son profit (1318).

Dès les premières années de son règne, Abu Bakr (1318-1346) dut enrayer plusieurs tentatives de soulèvement. Mahdiya, où Abu Dharba fils d'al-Lihyàni s'était réfugié, fut prise en 1323. Un gendre du même al-Lihyàni s'empara de Tripoli et, aidé par les Ku'ub, entra à Tunis et se proclama Calife jusqu'à ce que Abu Bakr le chasse. Tunis retomba par deux fois encore entre les mains d'un autre prétendant. Abu Bakr ne put s'installer définitivement dans sa capitale qu'en 1330. Dans ces rébellions successives, le rôle des arabes est primordial. Les Ku'ub, stationnés au centre de la Tunisie, étaient en rébellion permanente ; au Sud-Est, les Dabbāba, dans le Constantinois les Dawàwida et les Awlad Sibāa se ralliaient au sultan Abd al-Wādide de Tlemcen Abu Tashfin Abd er-Rahmān qui parvint à entrer à Tunis en 1325. Abu Bakr dut se tourner du côté de Fez : en donnant sa fille à marier au fils du sultan Mérinide Abu Sa'īd 'Uthman, Abu Bakr préparait la voie à l'intervention Mérinide en Ifrīqiya.

Du moins, Abu Bakr profita de cette alliance avantageuse pour raffermir son autorité dans l'Ifrīqiya affaiblie. Les tribus arabes furent maîtrisées. Dans les villes de Gafsa, Tozeur et Nefta, il plaça des gouverneurs sûrs. La population de Djerba indignée par les

agissements de ses maîtres chrétiens se souleva et se libéra après avoir détruit la forteresse Aragonaise.

A l'autre extrémité du Maghreb, la puissance Mérinide prenait des proportions inquiétantes. Le Sultan de Fez Abu al-Hasan, annexa purement et simplement le royaume Abdelwâdide. Il ne cachait point son intention de refaire, comme naguère Abd al-Mu'min, l'unité du Maghreb. Son armée était la plus puissante. Sa flotte venait de remporter une brillante victoire dans le détroit de Gibraltar sur la flotte castillane (suivie, certes, d'une défaite au Rio Salado). Jusqu'à la mort de Abu Bakr, Abu al-Hasan respecta l'indépendance de l'Ifriqiya Hafside.

En 1345, Abu Bakr mourut. La succession mit aux prises ses fils. L'héritier légitime ayant été assassiné par son frère, Abu al-Hasan estima l'heure venue de montrer qu'il savait être le défenseur de la légalité. Il est vrai qu'il y était encouragé par Ibn Tafaṛṛaj, ancien ministre de Abu Bakr qui avait négocié, en son temps à Fez, l'aide Mérinide contre les Abd al-Wâdides. La résistance Hafside fut inexistante. Abu al-Hasan, profita du mécontentement des tribus du centre (longtemps brimées par Abu Bakr) qui s'employèrent à lui faciliter la conquête de l'Ifriqiya. Le 15 septembre 1347 il entra à Tunis escorté de deux princes Hafsides et de Ibn Tafaṛṛaj.

Abu al-Hasan déçut rapidement les populations Ifriqiyennes. Son système de gouvernement lui aliéna une grande partie des tribus qui n'acceptaient pas la suppression des redevances payées par les sédentaires aux bédouins.

D'autre part, l'ambition de Abu al-Hasan d'ouvrir une polémique religieuse avec les savants Ifriqiyens, plus aguerris à ces sortes de discussions, souleva contre lui la masse citadine attachée à ses vieilles traditions.

Les tribus du centre tunisien s'unirent pour le chasser. Au cours d'un engagement près de Kairouan, il n'eut la vie sauve qu'en se réfugiant derrière les remparts (avril 1348). A l'annonce de la défaite du Mérinide, Tlemcen se donna un prince Abd al-Wâdide. Le Constantinois et Annaba retournaient aux Hafsides. Pourtant, Abu al-Hasan put tenir encore 18 mois à Tunis ; mais devant l'hostilité

générale, il laissa son fils Abu al-Fadi à Tunis et s'en retourna au Maroc où il devait mourir quelques mois plus tard (juin 1351).

Le règne de Abu al-Fadi, Hafside par sa mère, fut marqué par la peste noire qui, en 1349 ravagea l'Ifriqiya. L'ambitieux Ibn Tafrajīn lui opposa en 1350 son jeune frère Abu Ishàq II qui, à cause de sa jeunesse, laissa la réalité du pouvoir à Ibn Tafrajīn. La régence d'Ibn Tafrajīn, qui dura dix neuf ans, fut néfaste pour l'Ifriqiya. Gabès et Djerba refusèrent d'obéir. Tripoli s'affranchit avant d'être pillée par une escadre génoise. Un certain Ahmed Ibn Makkī enleva Sfax et tout le littoral Sahélien et passa un pacte d'amitié avec Venise. Constantine et Bougie gouvernées par des princes Hafside, s'insurgèrent contre Tunis sans pouvoir en chasser Abu Ishàq II et Ibn Tafrajīn.

Le Sultan Mérinide Abu 'Inàn, fils de Abu al-Hasan décida alors d'intervenir de nouveau. L'offensive mérinide fut foudroyante : Tlemcen capitulait. Le prince Hafside de Bougie Abu Abdullah renonçait au pouvoir au profit de Abu 'Inàn (1352). Après une vaine résistance, Abu al-'Abbàs neveu de Abu Ishàq prince de Constantine, déposait les armes (1357). Quelques semaines plus tard, attaqués par terre et par mer, Tunis capitulait, Abu Ishàq et Ibn Tafrajīn s'enfuirent. Dix ans après son père, Abu 'Inàn réussissait à réunifier le Maghreb. Mais le nouveau maître de Tunis commit rapidement les mêmes erreurs que son père.

A peine installé à Tunis, il décida de retirer aux tribus bédouines certains de leurs privilèges. La révolte éclata partout et Abu 'Inàn dut rentrer précipitamment à Fez quelques mois après sa victoire. Abu Ishàq et Ibn Tafrajīn étaient de nouveaux maîtres de Tunis (1357). L'année d'après, Abu 'Inàn mourut laissant ses fils se disputer la succession. La puissance mérinide disparaissait à jamais. Mais l'Ifriqiya sortait divisée de cette aventure mérinide.

Constantine était entre les mains de Abu al-'Abbàs. Son cousin Abu 'Abdullah commandait à Bougie. A Tunis, Abu Ishàq arrivait difficilement à se faire obéir dans le Sud-Est et même dans le Sahel. La menace extérieure se précisait. La Sicile gardait ses prétentions sur Djerba. Plus grave était la lutte continuelle que se livraient les trois princes Hafside. Abu al-'Abbàs, le plus énergique élimina Abu

Abdullah malgré l'intervention de Abu al-Hasan, Sultan de Tlemcen auquel il donna sa fille en mariage. En 1366 Abu al Abbàs réunissait à Constantine la province de Bougie. Aux yeux des Ifrīqyens Abu al-Abbàs paraissait le sultan le plus apte à refaire l'unité Hafside disparue depuis la mort d'al-Mustansir. C'est ainsi que s'explique la démarche faite en 1370 par le Chef de la tribu des Ku'ùb, auprès de Abu al-Abbàs pour l'inviter à faire son entrée à Tunis. En effet Abu Ishàq que son obésité entretenue par une gourmandise à toute épreuve, rendait impotent, venait de mourir et son fils n'avait pas 12 ans. Abu al-Abbàs se trouva seul à la tête de l'Etat hafside. Une nouvelle ère commençait dans l'histoire des Hafsides, celle de la restauration.

3. *La restauration hafside (1370-1488)*

Pendant plus d'un siècle, la rivalité entre les princes hafsides va disparaître. L'Etat hafside retrouve sa puissance sous Abu al-Abbàs et sa prospérité sous Abu 'Uthmàn.

Mais en 1488, les rivalités reprennent à un moment où Espagnols et Ottomans se disputent la domination de la Méditerranée.

Abu al-Abbàs (1370-1394) fut un habile politique et un homme de cœur. Il sut vite se concilier la sympathie de la population en pardonnant à ses anciens ennemis et en créant des œuvres de bienfaisance. Il choisit comme chambellan son propre frère Abu Yahia Zakaryâ qui avait déjà fait ses preuves comme gouverneur de Bougie. Les hautes fonctions de l'Etat furent confiées à des personnages fidèles appelés de Constantine. Le fils de Ibn Tafrajīn, à qui il confia d'importantes fonctions et qui se montra aussi versatile que son père, fut accusé de trahison et éliminé. Maître de la Tunisie, du Constantinois et de Bougie, Abu al-Abbàs devait rétablir son autorité sur le Sud-Est qui s'était habitué depuis deux générations à se donner les chefs qu'il voulait. Pendant dix ans, il lutta contre les Awlād Abī Layl de Gafsa qui ne se soumirent définitivement qu'en 1397 à la veille de sa mort. Les Banī Makkī de Gabès ne furent soumis aussi qu'à la même époque. Bien avant, Tozeur et Nefta avaient capitulé ; Sfax et le littoral sahélien obéirent de nouveau à Tunis. En 1390 le Sud

Constantinois habité par les Dawàwida révoltés, fit sa soumission. Mais Djerba et Tripoli restèrent sous la dépendance de chefs locaux qui ne faisaient acte de soumission que lorsqu'ils voyaient la menace de l'autorité sultanienne se rapprocher. En fait, malgré plusieurs tentatives, Abu al-Abbàs ne put jamais asseoir définitivement son autorité sur ces deux provinces.

En même temps qu'il achevait de pacifier l'intérieur, Abu al-Abbàs songea à redresser la politique extérieure hafside compromise par ses prédécesseurs. Il cessa de payer à l'Aragon le tribut annuel inauguré par le premier Hafside, sans que cela lui attirât des ennuis sérieux. Bien plus, désirant ne pas se laisser distancer par les pirates génois et pisans, il laissa se développer à Bougie, sous la direction de l'Amiral Muhammad Ibn al-Mahdī, l'activité des premiers corsaires musulmans qui allaient razzier les côtes provençales. C'est peut-être pour arrêter cette concurrence que les Génois décidèrent une opération d'envergure contre les côtes Ifriqiyennes. Pise et Venise y participèrent.

Déjà en juillet 1388, l'île de Djerba fut pillée par cette flotte hétéroclite. Un seigneur sicilien qui participait à titre personnel à cette entreprise, acheta l'île aux Génois et aux Pisans. Il en fut chassé quelques mois plus tard par la population locale. Les Génois organisèrent alors une deuxième expédition approuvée cette fois par le roi de France Charles VI qui envoya une aide considérable. Le but de cette expédition était la prise de Mahdiya où des sujets génois habitaient depuis longtemps, s'adonnant au négoce sous la protection du sultan. La ville, assiégée du côté mer et terre, résista bien. Le sultan Abu al-Abbàs envoya son fils Abu Fàris pour la dégager du côté terre. Les hostilités traînèrent et l'armée hafside n'arrivait pas à secourir la ville (1390).

Les assiégeants découragés par la résistance de la ville firent des offres de paix. Les assiégés qui commençaient à manquer de vivres les acceptèrent. Les Chrétiens demandèrent 25.000 ducats. Ils n'obtinrent que 10.000 qui furent remboursés dès l'année suivante pour le rachat des captifs. Venise, qui était restée à l'écart du conflit se vit récompensée par un traité de commerce avantageux et la libération gratuite de ses captifs. L'expédition de Mahdiya n'a pas eu le résultat escompté. Les corsaires Ifrîqiyens reprenaient leurs

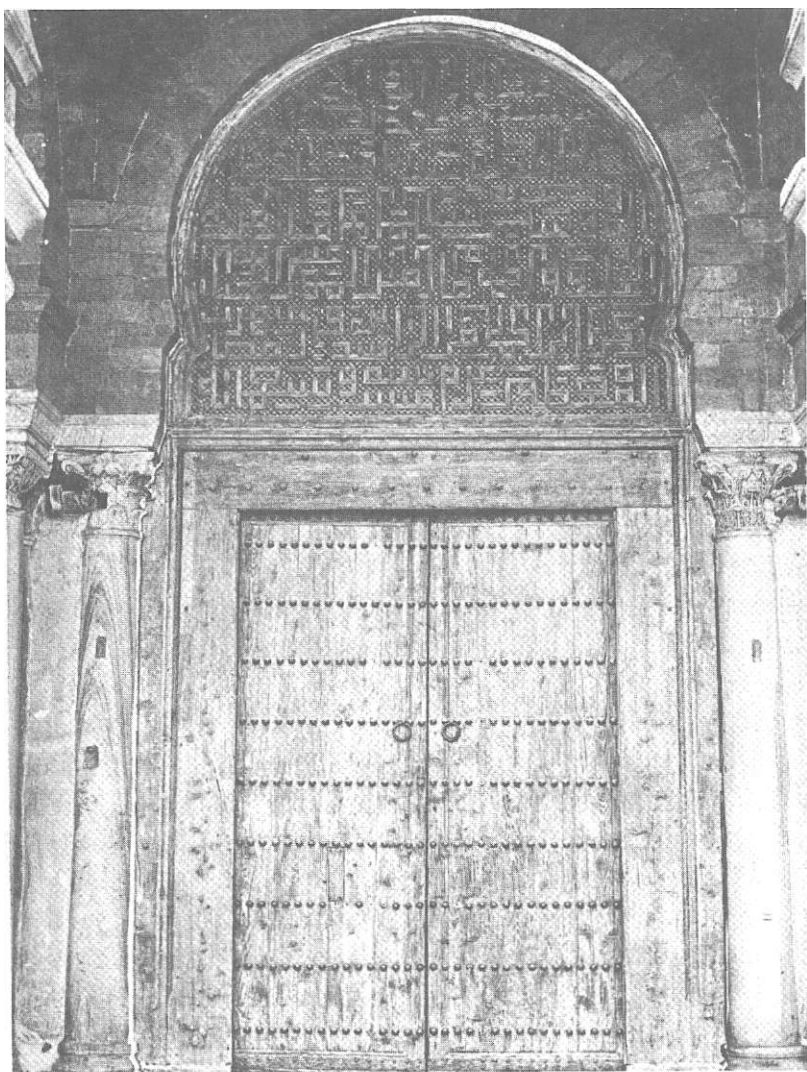
*Agrandissements dans la
Grande Mosquée de la Zaytuna*



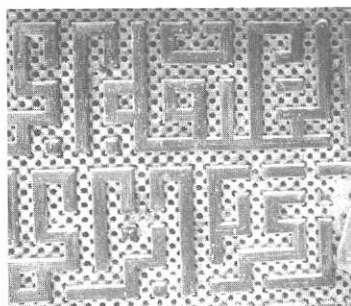
Façade orientale de la Zaytuna avec les points d'eau « Siqaya »
aménagés sous le règne d'Abu 'Amr 'Uthmàn

Les Hafsides ont accordé un grand intérêt à la Mosquée Zaytuna qui jouissait d'une grande vénération, ayant été la plus grande université d'Ifrîqiya et du Maghreb. Sous les Hafsides, plusieurs savants issus de la Zaytuna ont porté sa gloire en Orient et en Occident dont Ibn Khaldûn et Ibn 'Arafa. Les Hafsides ont renouvelé les portes de la salle dont les vantaux sont agrémentés de coufique géométrique largement inspiré des caractères persans. Ils ont également pounm la Mosquée de points d'eau à l'usage des citadins. La façade orientale de la Zaytuna conserve les niches spécialement aménagées à cette fin.

Porte de l'époque Hafside dans la Zaytuna



Détail des
calligraphies en
bois sculpté du vantau
sur lequel on peut
lire : *al Califa Abū Zakariyā*.

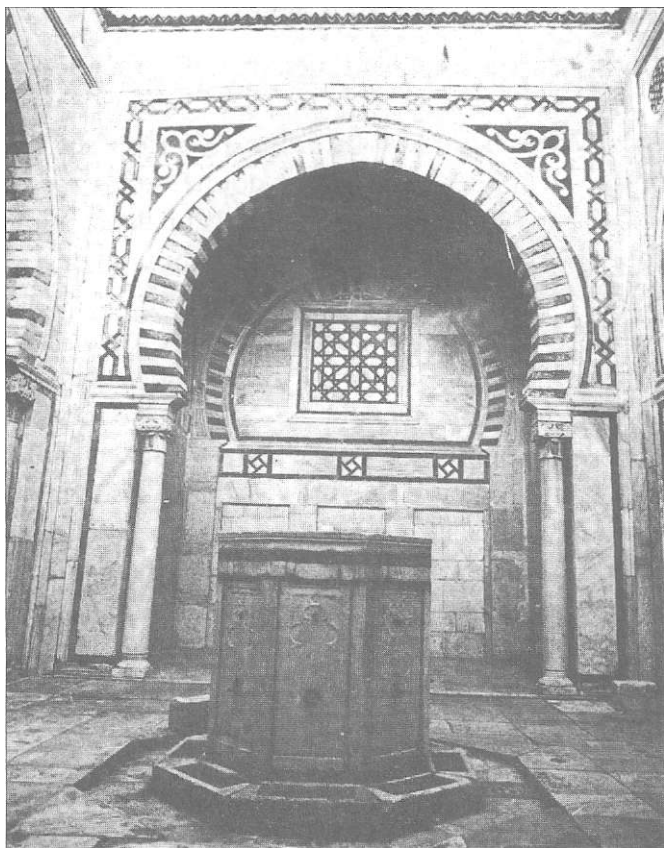


activités de plus belle. En 1393, Syracuse fut pillée et son évêque ramené captif en Tunisie.

Abu Fâris (1394-1434) proclamé calife à la mort de son père Abu al-Abbàs va profiter de son long règne pour raffermir son autorité dans le pays et à l'extérieur. Pourtant, les débuts furent difficiles. Ses trois frères non contents des privilèges qu'il leur accorde se retournèrent contre lui. Il devait les mettre en fuite et les remplacer dans les villes qu'ils gouvernaient par des personnages fidèles, recrutés parmi les esclaves affranchis. Ensuite il paracheva l'œuvre d'unification entreprise par son père. Tripoli et Djerba rentraient dans le giron hafside. Comme à chaque succession, une fois la mort de Abu al-Abbàs annoncée, les cités du sud se soulevèrent. Tozeur fut reconquise sur les bēni Yamiul, Gafsa sur les Banī al-Abīd, Biskra sur les Banī Muzni. Bougie occupée par les Banī Hakīm fut libérée. Continuant sur sa lancée, Abu Fâris s'empara d'Alger (1411). Douze ans plus tard, il entra à Tlemcen où il rétablissait un Abdelwàdide sur le trône, préférant créer cet état tampon dont Abu Zakaryâ avait fait naguère la puissance. Pourtant il n'avait rien à craindre d'un état mérinide en décomposition et menacé par les Portugais installés déjà à Ceuta depuis 1415. En 1431, le sultan mérinide lui faisait acte d'hommage. Abu Fâris s'en contenta. Craignait-il qu'une tentative d'unification Maghrébine ne se solde par un échec comme aux temps de Abu al-Hasan et Abu 'Inàn ? Abu Fâris n'a jamais par la suite compté son aide aux Marocains en lutte contre l'invasion : la flotte Hafside croisa à plusieurs reprises dans le détroit de Gibraltar.

Avec les pays chrétiens, les relations furent constamment tendues. Les corsaires Ifrīqyens continuaient à harceler les Italiens, et maintenant ils étendaient leurs exploits à l'Espagne. En 1397 Torreblanca était pillée. Le roi d'Aragon, Martin le vieux, organisa une expédition à laquelle la bénédiction pontificale donna une allure de croisade. Soit que le roi d'Aragon voulait sauvegarder les chances d'entente avec Abu Fâris, soit qu'il craignait sa puissance, les croisés se contentèrent de piller le port de Tedellis situé dans le territoire Abd al-Wàdide. Deux années plus tard, en 1399, devant le refus des Hafsides de rendre les reliques saintes enlevées à Torreblanca, une deuxième croisade fut lancée contre Annaba. Mais la ville se défendit

Midhat as-Sultan. Tunis (XV^e s.)



Cette salle d'ablutions, située dans le voisinage immédiat de la Zaytuna, avait été construite sous le règne du sultan Abu Amr Othmân entre 852 et 854/1448-1450, elle fut conçue et réalisée par l'architecte Ahmad al-Qustantinî. L'auteur hafside al-Zarkachi la décrit en des termes très élogieux, il la considère comme étant « une construction admirable, d'un style architectural parfait, incomparable et élégant à tous les égards ». Le monument fut inauguré par le sultan lui-même.

Le plan de l'édifice est pourtant simple, il consiste en un vestibule suivi d'un couloir donnant sur une courette entourée de latrines. A droite du couloir et avant d'atteindre la courette se trouve la grande salle d'ablution là où se trouve le dispositif hydraulique principal. Au centre de cette grande salle à ciel ouvert se dresse un édicule octogonal muni d'un jet d'eau et de quelques fontaines. La décoration de cette œuvre est très riche.

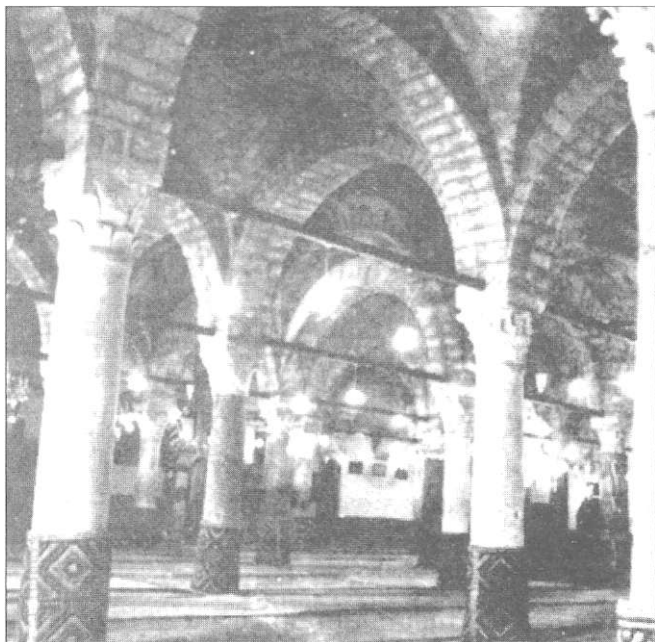
Le marbre blanc occupe les parties basses des murs. Les baies et les arcs sont circonscrits par des claveaux en marbre noir et blanc. Les tympans et les écoinçons sont agrémentés de panneaux décoratifs d'une merveilleuse conception. Le style de cette œuvre rappelle les constructions orientales de l'Égypte mamelouk. Ainsi l'Ifriqiya hafside tout en restant attachée au style traditionnel s'ouvre sur les vagues artistiques de l'orient et de l'occident.

bien et les croisés furent rejetés à la mer. En 1403, renonçant à l'emploi de la force, les Espagnols signaient un traité d'amitié avec Abu Fâris, traité qui, tout en reconnaissant les droits de la Sicile sur Djerba (mais à condition de la conquérir après avoir donné un préavis de 6 mois), donnait à Abu Fâris les mêmes droits sur Pantellaria. Vingt ans plus tard, le nouveau roi d'Aragon Alphonse, profitant de l'absence du Hafside de sa capitale, envoya son frère piller les îles Kerkennah mal défendues. Plusieurs centaines de Kerkenniens furent tués et 3.000 faits prisonniers (1424). Dans les années suivantes les corsaires Hafside se vengèrent largement sur les côtes siciliennes et ravagèrent Malte. En 1429, Alphonse se vengea à son tour en organisant une redoutable expédition contre Djerba. Cette fois le sultan accourut en personne pour défendre l'île à la tête d'une nombreuse troupe. Devant le nombre, les Espagnols se rembarquèrent après des combats acharnés. Alphonse venait de mesurer à ses dépens la puissance de Abu Fâris. Les Républiques italiennes profitaient de la tension entre l'Ifrîqiya et l'Espagne pour développer leur commerce avec les Hafside. Florence qui avait fini par supplanter Pise, signait un traité en 1421, Venise en 1427 et Gênes en 1434.

A la veille de sa mort, Abu Fâris pouvait se glorifier d'être le sultan le plus puissant de l'Islam. A la Mecque son nom était cité parmi ceux des grands monarques musulmans lors des prières du pèlerinage et les Etats chrétiens de la Méditerranée redoutaient sa puissance. Au dedans, son autorité était incontestable et on l'aimait pour sa justice et son respect de la religion. C'est à lui qu'on doit la célébration de la fête du Mouled et de la tentative (vaine, d'ailleurs) d'introduire le sunnisme à Djerba. Les habitants lui surent gré des constructions religieuses et utilitaires qu'il avait entreprises un peu partout et surtout à Tunis. Quand il mourut dans l'Aurès alors qu'il allait une nouvelle fois faire reconnaître sa suzeraineté au prince Abd al-Wâdide de Tlemcen, il fut regretté dans toute l'Ifrîqiya.

Avant de mourir, Abu Fâris vit son héritier présomptif périr dans une campagne en Tripolitaine. Il fit désigner comme successeur un petit neveu, al-Muntasir, au détriment de ses propres fils. A peine al-Muntasir fut-il proclamé sultan que ses oncles commencèrent à lui mener la vie dure avec l'aide des Banī Abī Layl qui campèrent

Jama ' al-Hawa



Ce sanctuaire attribué à la princesse Atf, épouse d'Abù Zakariyâ I^{er} est édifié au milieu du x^{nf}s. dans un quartier assez proche de la Mosquée de la Qasaba. Il fut très tôt promu au rang de mosquée à Khotba.

Au XVII^e s. il fut restauré et le minaret lui a été ajouté.

Le monument est de facture traditionnelle qui rompt franchement avec le style officiel de la Grande Mosquée de la Qasaba. De l'extérieur, les murs sont consolidés par des contreforts en maçonnerie très puissants qui ne sont pas sans rappeler la mosquée de 'Uqba à Kairouan. De l'intérieur, le monument

n'a pas de cour qui précède la salle de prière, celle-ci est remplacée par un espace trapézoïdal dont l'angle nord-ouest est occupé par le minaret à un seul étage ajouté au début de l'époque ottomane (avant 1622).

La salle de prière est hypostyle. Sa couverture est en voûtes d'arêtes soutenues par des arcs doubleaux portée par des fûts de colonnes et des chapiteaux antiques à l'instar des anciennes mosquées ifriqiyennes.

Les travées ont presque toutes les mêmes dimensions ; la nef centrale ne se distingue des autres que par le mihrâb et sa coupole. Cette dernière est une copie assez grossière du dôme ziride de la Mosquée Zaytûna de Tunis.

Jâmi ' al Hawa, deuxième mosquée à Khotba élevé à Tunis par les Hafside témoigne, selon Daoulatli, de la pérennité de la tradition ifriqiyenne.

« Par sa coupole imitant celle de la Zaytûna, par la robustesse de sa construction et l'austérité de son décor, elle se rattache aux vieux sanctuaires ifriqiens du Haut Moyen-âge dont l'architecture se caractérise par la discrétion et la décoration limitée souvent à quelques points de la salle de prière, tels que le mihrâb et la coupole qui le précède ».

dans le lac Sedjoumi. C'est au cours de cette lutte qu'al-Muntasir mourut de maladie en septembre 1435.

Il fut remplacé par son frère l'Emir 'Uthmân qui n'avait que 16 ans et demi et qui devait être le dernier des grands sultans Hafside (1435-1488).

Pendant 48 ans de règne, 'Uthmân dut faire face aux trois formes d'opposition traditionnelles : lutte contre ses proches parents, lutte contre la défection des villes et lutte contre les tribus.

Pendant dix sept ans 'Uthmân pourchassa à travers le Constantinois son oncle Abu al-Hasan gouverneur de Bougie qui se conduisait comme souverain. Abu al-Hasan, trahi par les siens, fut fait prisonnier et exécuté. Instruit par l'expérience, 'Uthmân renonça à confier le gouvernement des provinces à des proches parents. Il fit appel à des affranchis chrétiens qu'il nomma Caïds. Mais ces Caïds ne furent pas toujours fidèles. C'est ainsi qu'il fit exécuter en 1452 le Caïd Nobil, un intrigant qui arriva à occuper le poste de Chambellan et à placer ses six fils comme Caïds de villes importantes. Il brisa la résistance des tribus arabes qui se sont emparées de Tripoli, Nefta et Toghourt. On le voit organiser en 1458 et 1466 deux expéditions contre Tlemcen destinées à imposer sa suzeraineté au prince rebelle 'Abd al-Wâdide, Abu 'Abdullah. Après quoi, de l'avis de tous les observateurs, l'Ifrîqiya connut la paix et la tranquillité. Un voyageur de Bruges écrivait que 'Uthmân était « le plus grand, le plus puissant et le plus riche de tous les princes maures ».

Les états Chrétiens n'ont plus essayé de renouveler les expéditions contre les ports Ifriqiyens, malgré un développement considérable de la piraterie. Les Républiques italiennes cherchèrent à préserver, dans le bassin occidental de la Méditerranée, les chances d'un négoce que l'avance turque dans le bassin oriental leur a fait perdre dans de nombreux ports orientaux. C'est à ce moment que Constantinople tombait entre les mains des Turcs (1453). A force de présents magnifiques, et souvent au détriment de leurs coreligionnaires installés en Ifriqiya, les Italiens rivalisaient d'adresse pour arracher au Sultan hafside des traités de commerce avantageux. Venise, en 1440, réussissait à établir une liaison commerciale régulière avec les ports

Ifriqiyens par ses « galères de Barbarie ». Elle fut imitée à partir de 1458 par Florence dont un service régulier de galères reliait les ports Ifriqiyens à l'Italie, l'Espagne et l'Orient. En 1445, Gênes signait un traité qui lui permettait d'acheter le blé Ifriqiyen. Si avec l'Espagne les relations restèrent froides à cause des exigences de la « Reconquista » qui devait toucher à sa fin, avec Naples et la Sicile au contraire, le traité de 1478 conférait aux nationaux de ces deux pays les mêmes avantages qu'aux Florentins et Génois. Enfin, Louis XI de France cherchait par l'intermédiaire de la commune de Marseille à entrer en relations commerciales avec le Hafside. Il est vrai qu'il ne s'agissait là que d'une tentative isolée qui n'aura de suite qu'un siècle plus tard.

En septembre 1488, 'Uthmàn rendait l'âme. A plus d'un titre, l'année de sa mort ressemble à celle qui a vu l'état hafside se désagréger après al-Mustansir. Moins d'un siècle plus tard, 'Uthmàn, le dernier Sultan hafside, mourait à Tunis.

4. Le déclin et la fin des Hafsides (1488-1574)

'Uthmàn avait désigné son petit fils Abu Zakaryà Yahia pour lui succéder. Plusieurs parents se dressèrent contre lui. Il eut beau crever les yeux d'un de ses frères, exécuter son oncle, il fut détrôné quand même par son cousin germain. Abd-Al-Mu'men, nouveau sultan, périt empoisonné en 1490 et fut remplacé par Abu Yahia Zakaryà le fils de son rival malheureux.

Quatre ans plus tard, Abu Yahia Zakaryà mourait dans une épidémie de peste. Entre temps Tripoli proclamait son indépendance. Son successeur Abu 'Abdullah Muhammad, neveu de Zakaryà, devait régner jusqu'à 1526. C'est lui qui devait assister aux premiers débarquements des espagnols en Ifriqiya. En janvier 1510, Bougie tombait entre leurs mains. Tripoli succombait la même année. L'année suivante, Abu Abdullah arrêta un débarquement espagnol à Djerba. La population d'Alger renonçant à appeler le Hafside pour la protéger contre les Espagnols installés au Penon d'Alger, préféra l'aide plus efficace du Corsaire turc Arouj (1516).

Dès lors, le Hafside devait lutter contre deux ennemis redoutables sur mer : les Turcs et les Espagnols. La marine a toujours été le point faible de la puissance hafside. Les Hafsides n'ont jamais pu construire

des bateaux de taille à lutter contre les vaisseaux de guerre chrétiens. Les quelques razzias opérées en terre chrétienne ont été effectuées par des bateaux pirates. Ces razzias se sont retournées, d'ailleurs, au détriment du pouvoir central qui les a laissées se développer. Au même moment, les Espagnols s'équipaient en bateaux assez puissants pour imposer leur maîtrise sur mer. Leur armée s'équipait d'armes à feu redoutables. Renonçant à cette lutte inégale, les Hafsides portèrent leurs efforts sur les provinces de l'Ouest menacées par le frère de Arouj, le célèbre Khayreddine Barberousse. Les tribus sur lesquelles ils pouvaient compter leur firent défection. En 1522 Bône et Bougie, reprises aux Espagnols, tombaient sous la domination turque. Le fils de Abu Abdullah, al-Hasan ne put empêcher Khayreddine de prendre Tunis (1534). Les populations Ifrîqiyennes se rallièrent vite aux nouveaux maîtres. Le prestige de la dynastie déclinait. L'année suivante, les Espagnols, sous la direction de Charles Quint, chassaient les Turcs et remplaçaient al-Hasan sur le trône. Mais lui-même, puis ses fils Hamîda et Muhammad acceptaient le protectorat Espagnol et s'aliénaient ainsi définitivement l'Ifrîqiya musulmane. En 1574 quand les Turcs de Eulj Ali pénétraient dans la capitale, le Sultan Hafside exerçait son autorité sur Tunis et sa banlieue jusqu'à Khanguet al-Hajjâj.

A travers près de quatre siècles d'histoire, les Hafsides ont survécu aux intrigues et aux rébellions. Cette survie s'explique certes par la valeur des institutions mises en place après bien des tâtonnements, mais aussi grâce au prestige acquis auprès des populations Ifrîqiyennes par ces berbères venus du Maroc. Ces institutions, dont quelques unes se sont maintenues jusqu'à nous, ont eu le mérite d'instituer l'équilibre social dans une société hétérogène, entre une population nomade exigeante et turbulente et une population citadine cultivée et laborieuse. La continuité de la dynastie hafside s'explique aussi par le rattachement personnel des populations aux membres de la dynastie. Il est significatif que les rebelles eux-mêmes, pendant le XIV^e s. troublé, n'ont jamais songé à opposer aux souverains malheureux d'autres prétendants que leurs proches parents.

L'Etat hafside au centre des convoitises espagnoles

Au lendemain de la chute de Grenade en 1492, l'Espagne observe les côtes Nord Africaines avec une vigilance particulière. Isabelle la Catholique répète « la Reconquista ne sera achevée que le jour où la Méditerranée occidentale sera un lac espagnol ». Pour l'Espagne des rois Catholiques et aussi sûrement pour Charles Quint (1516-1556), les côtes Nord africaines prennent une importance croissante avec la montée en puissance de l'Empire Ottoman et sa volonté d'expansion en Europe et en Méditerranée. Les rapports avec la Tunisie Hafside s'inscrivent dans le contexte général de cette rivalité irréductible entre les deux Empires. La politique ottomane en Méditerranée se traduit dès lors par un affrontement ininterrompu avec l'Espagne des Habsbourg pendant tout le règne de Soliman (1520-1566) et celui de son fils Selim II (1566-1574) pendant plus d'un demi-siècle.

Pour l'Espagne, les grands ports du Sud servent de bases maritimes. A partir de 1498, les expéditions militaires se succèdent pour occuper la plupart des points fortifiés de la côte d'Afrique du Nord afin d'éloigner les corsaires qui razziaient les côtes espagnoles et de protéger les voies de communication avec la Sicile, alors grenier de l'Espagne.

Les frères Barberousse (corsaires turcs de mère grecque, originaires de Lesbos), écument la côte Nord du Maghreb jusqu'à l'Ouest d'Alger et entretiennent des relations avec les Hafsides de Tunis. En 1506, les frères 'Aruj et Khayreddine s'emparent d'un galion chargé de 500 soldats espagnols envoyés par Ferdinand le Catholique au vice-roi de Naples. En réaction, Don Garcia de Tolède lance une attaque contre Alger et contre Djerba. En 1509, Oran est prise et, au cours de l'été 1510, Alger, Bougie, La Calle et Tripoli tombent à leur tour aux mains des Espagnols. Au cours de cette campagne, l'émir Hafside Abu 'Abdullah réussit, grâce à l'appui des frères Barberousse, à repousser l'attaque espagnole contre Djerba. A la demande de l'émir, ces corsaires acceptent d'assurer la protection de l'île. Ils s'y installent et la transforment en centre de résistance.

Les Espagnols relancent leurs assauts sur la côte algérienne et s'emparent de Cherchell et Djidjelli. En 1516, le sultan Zayanide d'Alger, Salem at-Tumi, fait appel à 'Aruj pour chasser les espagnols d'Alger où ils tiennent garnison dans le fort maritime qu'ils ont construit sur un îlot au large de la ville (le Penon). 'Aruj mobilise ses troupes (300 turcs) et, avec le concours des Kabyles, lance un assaut par terre et par mer. La garnison espagnole résiste, mais 'Aruj s'empresse d'occuper Alger où il installe ses officiers et prend en charge le Trésor. A son retour dans sa capitale, le sultan Salem est confiné dans son palais et bientôt exécuté, tandis que 'Aruj se fait proclamer sultan dans la grande mosquée. Mais 'Aruj trouve la mort dans une attaque espagnole sur Tlemcen en 1518. Son frère Khayreddine Barberousse lui succède. L'été suivant, la flotte espagnole lance, avec la complicité du prétendant Zayanide, un nouvel assaut sur Alger que Khayreddine réussit à briser.



La campagne de Tunis de juin 1535 et qui devait avoir pour conséquences l'occupation de plusieurs places fortes dans le pays et l'exercice d'un protectorat espagnol sur l'Etat Hafside pendant plus de quarante ans, a été la grande affaire du règne de Charles Quint. Celui-ci se fit accompagner par Vermayen, son peintre favori qui exécuta un grand nombre de cartons sur les péripéties de la campagne. Une douzaine de tapisseries de grandes dimensions furent réalisées à partir de ces cartons et sont exposées aujourd'hui au Musée de Vienne. Sur la tapisserie représentée ici on voit successivement la flotte espagnole, l'isthme de la Goulette et les forces Hafsides, le Lac de Tunis et au fond la ville de Tunis surmontée par la Kasba et le Minaret de la Mosquée du xiii^e s.

Khayreddine est alors conscient que, sans un appui extérieur, il ne pourrait résister durablement à l'antagonisme des Zayanides et des espagnols. En 1519, il adresse au Sultan ottoman Selim I (1512-1520) une lettre de soumission le reconnaissant comme son suzerain et lui offrant son concours pour combattre les chrétiens. En réponse, il reçoit 2000 soldats et de l'artillerie, avec l'assurance que les turcs qui s'enrôleraient dans ses rangs recevraient la même solde que les janissaires d'Istanbul et jouiraient des mêmes droits. Alger devient une province de l'Empire (Eyalet) dont Khayreddine devenait Gouverneur avec le titre de beylerbey. C'est à bon compte que Selim I étendait ainsi son pouvoir à l'Occident musulman : deux ans auparavant (1517), il proclamait à partir du Caire l'incorporation de la Syrie et de l'Egypte dans l'Empire.

Khayreddine consolide son emprise sur la côte. En 1522, il reprend Bône et Bougie et, en 1529, libère le Penon d'Alger qui devient une forteresse turque inexpugnable. Charles Quint riposte en trois mouvements : il installe les Chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem à Malte et à Tripoli avec mission de



Estante de la fin du xvi s. sur laquelle apparaissent successivement et bien distinctement les principaux éléments du site de Tunis à l'époque : le port de la Goulette au premier plan et sa puissante forteresse, le lac de Tunis traversé par le chenal, le port fortifié de Tunis et au fond sur sa colline la ville de Tunis entourée de ses remparts.

garder le détroit de Sicile ; il charge l'amiral Doria de s'emparer de deux points forts à l'Est : l'île de Lépante et la forteresse de Coron, dans le Péloponnèse ; à l'Ouest, il occupe Cherchell et Honein, le port de Tlemcen (1530 et 1531).

La décision de Charles Quint d'attaquer Tunis (1535) s'inscrit dans ce contexte. Trois événements déterminent la décision de l'empereur : d'une part, la chute du Pehon d'Alger qui transforme le pays en une base ennemie. D'autre part, en février 1533, Khayreddine est invité à Istanbul où, élevé par Soliman au rang de grand amiral (kapudan pacha), il est chargé d'armer une flotte puissante. Il s'en acquitte en quelques mois et attaque aussitôt Lépante et la forteresse de Coron dont il chasse les garnisons espagnoles. Enfin, en août 1534, Khayreddine marche sur Tunis, défait l'armée Hafside et chasse l'émir al-Hasan. L'annexion de Tunis, voulue par Soliman, dotait l'empire ottoman d'une base centrale en mesure de contrôler le détroit de Sicile.

L'expédition de Tunis, commandée par Charles Quint en personne, réunit au total 412 bâtiments et 35.000 hommes, avec la contribution du Portugal, de

Gênes, de Naples et de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem. Le 16 juin 1535, l'empereur débarque sur les côtes de Carthage avec 12.000 hommes et fait route sur La Goulette, tandis que l'armada prend position à l'entrée du port. Barberousse ne disposait que de 60 galères et galions et de quelques milliers de soldats turcs et arabes. Au bout de 15 jours de durs combats, le fort de La Goulette tombe (14 juillet). Les armées espagnoles mettent encore une semaine pour parvenir à Tunis, au prix de combats sanglants. Les espagnols entrent alors dans Tunis, libèrent les prisonniers chrétiens au nombre de 20.000 (sources espagnoles) et, pendant trois jours, se livrent à un pillage en règle, égorgeant 30.000 personnes, détruisant œuvres d'art et édifices. Avant de repartir, emmenant 10.000 personnes en esclavage, Charles Quint rétablit le Hafside al-Hasan qui s'engage à verser un tribut annuel de 12.000 couronnes, à poursuivre les pirates, à autoriser le culte catholique et à céder la Goulette ainsi que les forteresses qui, par ordre de l'empereur, seraient construites tout autour de Tunis. La garnison espagnole comptera 1000 soldats et dix bâtiments.

Ce n'est que trois ans plus tard, en 1538, que Khayreddine, entouré de Turgut Reis (Darghouth) et de Salih Reis, prend sa revanche sur la flotte de la Sainte Ligue (Venise et Gênes alliées à Charles Quint) commandée par l'amiral Doria, sur la côte de l'Epire, à Préveza. En septembre 1541, une nouvelle attaque dirigée par l'amiral Doria contre Alger est repoussée par Hasan Agha, le fils de Khayreddine, qui a succédé à son père à la tête de la Eyalet d'Alger et qui, malgré un grand déséquilibre des forces, inflige aux espagnols une défaite cuisante.

À la mort de Khayreddine en 1546, son lieutenant Turgut Reis (Darghouth) lui succède. C'est lui qui reprend Tripoli à l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem (1551) et qui sauve Djerba (mais 1560) d'une vigoureuse attaque longuement préparée par Philippe II, successeur de Charles Quint.

La reprise de Tunis, voulue par Selim II, est réalisée par le pacha 'Eulj Ali et l'amiral Sinan Pacha qui, à la tête de l'escadre turque, libèrent La Goulette le 23 août et Tunis le 13 septembre 1574. Les chefs des garnisons espagnoles Porto Carrero et Serbelloni, faits prisonniers, sont enchaînés et expédiés à Istanbul. Cette victoire marque pour la Tunisie le terme de l'ère Hafside et le début de l'ère ottomane.

CHAPITRE II

Les institutions hafside

I

L'Etat hafside

Dans le monde Maghrébin du moyen âge, la notion de frontière n'existait pas. L'autorité de l'Etat s'exerçait sur des cités et plus encore sur des tribus. Il en est de même de l'Etat hafside ; l'extension ou la réduction du territoire sur lequel s'étend l'autorité du sultan variait avec la fidélité épisodique de certaines tribus nomades. Quand une tribu entraînait dans le giron de l'Etat, elle faisait acte d'allégeance au souverain personnellement, car l'Etat se confondait avec le souverain.

1. Le gouvernement central

Le chef du gouvernement central est le sultan. Les sultans hafside ont tenu à exercer personnellement leur autorité. Le cas du chancelier Ibn Tafrajîn qui supplanta le Sultan Abu Ishàq II est unique et s'explique par le jeune âge du souverain.

Les Hafsides, après s'être contentés du titre de « Cheikh des Almohades » puis d'Emirs, s'attribuèrent le titre de Calife et d'Emir al-Mu'minîn. Pour justifier cette titulature suprême, les souverains hafsides ont d'abord mis en évidence le lien d'amitié qui unissait leur ancêtre Abu Hafs au Mahdî Ibn Tûmart. Il était évident que Abu Hafs avait autant de droits que Abd al-Mu'min à succéder au Mahdi. Après le rejet de l'unitarisme officiel par le Calife marocain al-Ma'mun en 1230, les Hafsides se sont posés en détenteurs du vrai Califat Almohade. L'attribution du titre de Calife et surtout leur désir de se voir reconnaître comme tels par le monde musulman, les amenèrent à rechercher un lien de parenté avec les Califes rachidiens. Les écrivains de cour s'en chargèrent et trouvèrent curieusement une parenté avec le Calife rachidien 'Umar. Ces titres étaient utilisés dans la prière et les actes officiels. Les gens du peuple préférèrent à partir du XIII^e s. le titre de Sultan en vogue dans le monde musulman depuis les Seldjoukides et très prisé au Maroc. On lui ajouta les titres de Mawlâya et Sayidî. Les sultans hafsides aimaient compléter leur nom par un surnom (*laqab*). Les plus utilisés furent al-Muntasir Billah, al-Mutawakkil 'ala Allah.

Les souverains Hafsides tenaient à recevoir leur investiture de la part du peuple. A leurs yeux la cérémonie d'intronisation (*Baya*) n'était parfaite que si elle était publique et si elle se déroulait à Tunis. Aussi, selon les circonstances, l'intronisation privée au cours de laquelle les Cheikhs proclamaient le nouveau Sultan dans la ville où il se trouvait, était-elle suivie par l'intronisation publique dont la cérémonie consistait pour un certain nombre de notabilités, à baiser la main du nouveau Sultan en même temps que le public acclamait son nom devant le palais et que les tambours roulaient. L'obéissance au souverain était renouvelée chaque vendredi pendant la prière qu'il dirigeait en personne. Les sultans hafsides n'aimaient pas porter la couronne sur la tête. A partir de 1311, ils la remplacèrent par un turban dont une extrémité descendait derrière l'oreille gauche alors que l'autre s'enroulait autour du cou. Aucun habit particulier ne devait les différencier de leur suite, si ce n'est la qualité des tissus. Ils portaient des robes (*jebbas*) superposées et non

serrées à la taille. Le prestigieux sultan 'Uthmân prit l'habitude de recouvrir ses *jebbas* par un burnous rouge. Les souverains hafside s'asseyaient sur des tapis au milieu de leurs conseillers et rarement sur des sièges simples en bois qui ne rappelaient en rien un trône. Il leur arrivait quelquefois lors des prières de s'isoler derrière un paravent ou dans la *maqsûra*. Dans la rue les souverains prenaient plaisir à se faire entourer d'un cortège impressionnant.

Le drapeau hafside comportait un croissant blanc sur un fond dont la couleur a varié tout au long de la période. Les sultans habitaient le palais de la Kasbah. Ce n'est qu'au début du XVI^e s. qu'ils prirent l'habitude de passer l'été dans le nouveau palais de la Marsa « al-'Abdalliya ». On connaît l'emploi du temps quotidien de Abu Zakaryâ I^{er}. Il se levait de bonne heure. Il occupait toute la matinée à recevoir ses ministres, les 'Ulémas et les secrétaires de la chancellerie dans un local situé à l'intérieur de la Kasbah. L'après-midi après un petit repos, il se consacrait à régler les affaires intérieures de son palais. Puis après le coucher de soleil, il allait à ses plaisirs. 'Uthmân réservait deux jours par semaine à la chasse et deux jours pour aller visiter la banlieue. Ce qui donnait lieu à des cortèges solennels que le dernier grand hafside aimait particulièrement.

Le sultan est un souverain tout puissant dont l'autorité s'exerçait en toutes matières : religion dont il est le chef, administration et armée. En ce qui concerne la justice qui tirait ses fondements du droit musulman élaboré par des juristes dont la renommée a dépassé les frontières de l'Ifrîqiya, le sultan voyait cette attribution lui échapper en partie, tenu qu'il était de respecter les normes du *fiqh* mises au point depuis plusieurs générations. Du moins pouvait-il nommer ou révoquer les juges et participer de la sorte à cette fonction essentielle. En l'absence de toute constitution, d'ailleurs inimaginable dans un pays musulman à cette époque, le sultan pouvait légiférer à sa guise. Par ordonnance « 'Amr », il intervenait surtout dans les décisions financières. Les *Zahîrs* portaient sur la nomination des fonctionnaires. Les décisions sultaniennes sont prises devant les ministres au cours des « *Majâlis* » que les souverains leur accordaient quotidiennement. Les ministres étaient introduits l'un après l'autre, recevaient les ordres du Sultan et lui

présentaient les personnages de leur administration qu'il désirait voir. Plusieurs sultans avant de prendre une décision importante consultaient certaines personnalités almohades groupées dans le « Conseil des dix » et qui représentaient les grandes autorités almohades (Cheikh Arra'y).

L'entourage immédiat du sultan se composait de ses fils et de son harem c'est à dire ses femmes et ses concubines souvent d'origine européenne. Puis venaient ses parents et les tribus almohades commandées chacune par un *Muzwâr*. L'ensemble des almohades obéissait à un « Cheikh des almohades » nommé par le sultan parmi ses proches parents. C'est parmi eux que le sultan recrutait le « Conseil des Dix » et le « Conseil des Cinquante ». L'ensemble des almohades dont une enquête généalogique ordonnée par Ibn al-Lihyâni avait réduit le nombre, recevait un solde (*barakat*), le même quel que soit leur rang, y compris le Sultan.

C'est parmi les Almohades que le sultan recrutait ses principaux collaborateurs appelés *Wazîrs*. Mais à partir de la deuxième moitié du XV^e s., il semble que, peu satisfait de leur fidélité, le sultan ait fait appel à des personnes d'origine plus humble.

Le gouvernement hafside a vu son effectif augmenter tout au long de la période ; Abu Zakaryâ eut trois *wazîrs* :

Wazîr al-Jund (armée) *Saheb al-Ashghâl* (finances) et *wazir al-Fadi* (chancelier). Le plus important était celui de l'armée. Au XV^e s. le gouvernement hafside comptait dix vizirs dont voici la liste, par ordre de dignité décroissante, rapportée par Léon l'Africain :

- 1^e) le Munaffidh (finances) ou vice roi
- 2^e) le Muzwâr ou capitaine général
- 3^e) le Châtelain, gouverneur des palais royaux
- 4^e) le Gouverneur de la cité
- 5^e) le Secrétaire
- 6^e) le Maître de salle
- 7^e) le Trésorier (finances)
- 8^e) le Gabelier
- 9^e) le Péager
- 10^e) le Dépensier ou maître d'hôtel.

En l'espace de trois siècles, la complexité des questions financières consécutives au développement du commerce, avait fini par faire prévaloir la primauté du *Munaffidh* aux dépens du titulaire de l'armée. Il est vrai qu'entre temps, les cheikhs almohades avaient perdu leur autorité. Le *Munaffidh* était en même temps premier ministre (*kabîr ad-Dawla*) l'extraordinaire Ibn Tafrajîn avait entre temps hissé la fonction de Chambellan (*hâjib*) au premier plan. Son principal rôle consistait à introduire les visiteurs auprès du sultan. Est-ce parce que les Hafsides répugnaient à un triage des visiteurs exercé par un personnage trop puissant, que l'importance de cette charge décrut dès la mort de son auteur ?

2. L'administration centrale

Comme au Maroc, l'administration hafside s'appelait « *makhzin* ». Les scribes qui la composaient sont réunis dans les « *diwâns* ». Le *diivân al-Inshâ* (rédaction) est le plus important. En effet, il s'agit de la chancellerie qui avait à sa tête le *wazîr al-fadi* et plus tard le *Kâtib As-Sirr* (secrétaire particulier). Elle était chargée de rédiger les actes officiels revêtus du nom du sultan. En réalité, le sultan ne signait pas ses actes. Il se contentait de les faire parapher par deux fonctionnaires. Les Chanceliers, au début Almohades, furent remplacés progressivement par un personnel ifrîqiyen formé à l'école andalouse.

Les Hafsides n'ont pas essayé d'organiser un service de transmission des ordres à travers les provinces, semblable au *bariddes* Aghlabides. Les missives sultaniennes étaient confiées à un homme qui devait fournir lui même sa monture. Dans les cas urgents, on confiait le message à un coureur à pied qui pouvait emprunter les raccourcis. Il est probable que la lenteur des transmissions dans un royaume aussi vaste était responsable, dans une certaine mesure, de la fréquence des rébellions.

En ce qui concerne les finances, on se souvient que cette charge est devenue importante avec le temps et qu'elle a fini par passer du *sâhibal-Ashghâl* au *Munaffidh*. Le *Munaffidh* avait la main haute sur la nomination des hauts fonctionnaires des finances qu'on appelait '*Âmils*. La direction des finances de l'Etat ou du trésor public se confond avec celle de la caissette personnelle du souverain. La

perception des impôts dont le nombre allait croissant a été à l'origine de la création de plusieurs services spécialisés : le « *ʿĀmil al-umûd* » (pilier de la tente) s'occupait des impôts levés sur les berbères. Le « *Nàdhir fil ahbâs* » (directeur des habous) s'occupait des biens habous. « *Dar al-sikka* » était le service de la frappe des monnaies. L'important service des douanes était entre les mains du « *Sahib diwân al-bahr* » (directeur des douanes maritimes) le chef du « *diwân al-bâb* » s'occupait des impôts payés sur les marchandises quand elles pénétraient dans les villes, etc. Les ressources de l'état provenaient des bénéfices du domaine privé du Sultan, du domaine public et des impôts. Les impôts hafsides étaient d'une très grande variété. Le « *kharāj* » traditionnel était encore en vigueur et frappait les propriétés foncières. La « *jizya* » était encore payée par les non musulmans. En fait, les chrétiens commerçants en étaient exemptés. Mais les Hafsides ont mis en vigueur des impôts non canoniques réprouvés d'ailleurs par la population musulmane : il s'agit des « *mukûs* » ou taxes prélevées sur la fabrication des marchandises, leur circulation et leur vente. Enfin, le produit des douanes venait grossir le trésor qui était à quelques exceptions près, bien garni malgré la variabilité des récoltes et des territoires soumis. En principe, la levée des impôts était confiée aux agents du fisc qui prélevaient sur le produit leurs émoluments personnels. Le fermage n'était utilisé que pour certains impôts comme la gabelle sur le vin, confié aux chrétiens. Certaines tribus nomades s'acquittaient par l'intermédiaire du cheikh de la tribu qui versait aux représentants du sultan une somme fixée forfaitairement. En effet pour certains impôts ruraux, il était difficile d'établir une assiette. Souvent, devant les réticences des contribuables bédouins, le sultan allait lui-même ou envoyait son fils à la tête de la « *Mahalla* » pour venir à bout de la résistance des nomades. C'était la préfiguration de la « *Mahalla* » beylicale. L'état stockait dans le « *makhzin* » une grande quantité de marchandises (impôts en nature) qu'il utilisait pour son ravitaillement propre et celui de l'armée ou qu'il revendait quand il ne les distribuait pas en cas de disette.

Les Hafsides ont suivi une politique monétaire sage. L'Etat avait le monopole de la frappe dans ses ateliers répartis dans les provinces. Mais chacun pouvait, en versant un pourcentage supplémentaire, se faire frapper de la monnaie avec le métal qu'il fournissait. L'unité monétaire

était le dinar d'or de 4,72 gr. Le dirham 1,72 gr. était la dixième partie du dinar. Sous le règne de 'Uthmân, à la suite de la hausse de l'or, un dirham nouveau fut mis en circulation. La monnaie hafside a connu une grande stabilité et était très recherchée à l'extérieur grâce à son bon loi. Le sultan 'Uthmân pouvait s'enorgueillir d'être le plus riche des princes musulmans et de posséder dans la Kasba un trésor fabuleux. En vérité, si les sultans hafsides étaient riches, ils le devaient, dans une certaine mesure, à leur sens de l'économie, mais aussi parce que les travaux d'utilité publique étaient rares.

3. *Le gouvernement provincial*

L'autorité de l'état s'exerçait en province par l'intermédiaire des gouverneurs. Dans les villes, cette autorité était réelle dans la mesure où le gouverneur n'entraînait pas en dissidence. Dans la campagne, le sultan investissait, souvent contre son gré, les cheikhs des tribus ; il était rare que l'autorité centrale imposât un homme étranger à la tribu.

Chaque tribu nomade ou sédentaire obéissait à un cheikh. Le cheikh était choisi dans la même famille. Mais il arrivait que, pour contrecarrer l'autorité grandissante d'une famille qui risquait de porter ombrage à la volonté du sultan, celui-ci suscitât la rivalité d'une autre famille de la même tribu. Ainsi à l'intérieur de la tribu des Bani Ku'ûb, deux familles ont alterné au pouvoir selon la volonté des sultans : les Awlâd Abi al-Layl et les Awlâd Muhalhîl. Devant la menace permanente de soulèvement des tribus, les Hafsides ont appliqué la vieille formule : diviser pour régner. Le cheikh, conseillé par ses proches, préside aux destinées de la tribu. C'est lui qui la dirige au combat, met au point les migrations saisonnières, lève l'impôt dans sa tribu et dans les tribus vaincues. Il arbitre les différends entre les membres de sa tribu et est leur représentant officiel auprès du sultan. L'étendue de ses pouvoirs n'était limitée que par les coutumes propres à chaque tribu. Les Hafsides ont souvent toléré une certaine autonomie de fait pour certaines tribus éloignées de la capitale.

Dans les villes, l'autorité sultanienne était représentée par les gouverneurs qui s'appelaient « *Hâfiz* », « *Wâli* », « *'Amil* » et enfin

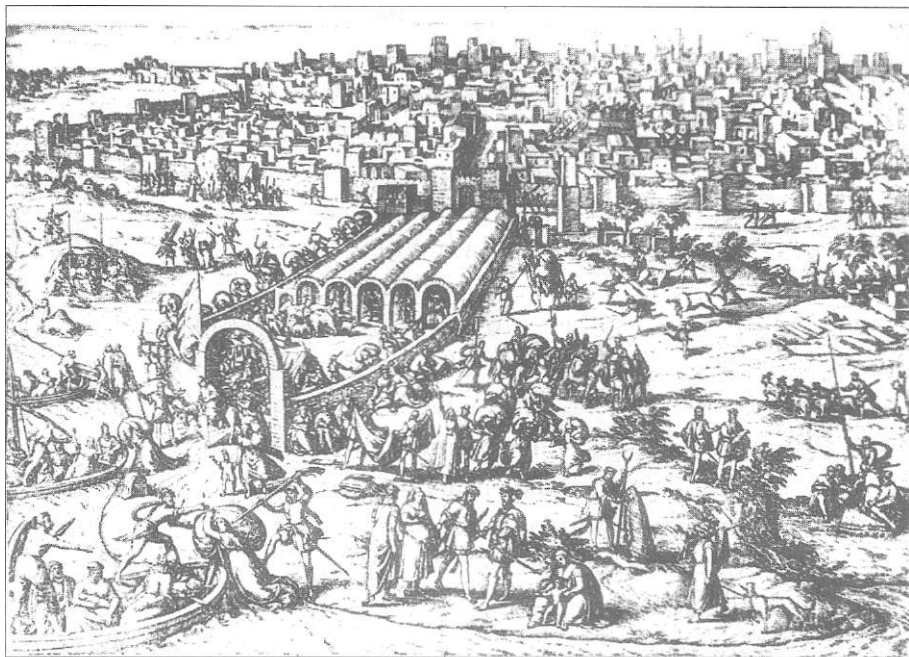
« *Qà 'id* ». En principe l'autorité gouvernementale s'exerçait aussi bien sur la ville que sur le territoire qui l'entourait. Nos connaissances sont vagues quant au nombre de ces circonscriptions territoriales et à leur étendue réelle. En effet l'autorité du gouverneur était limitée par les déplacements saisonniers des tribus qui feignaient de ne pas reconnaître l'autorité de leur gouverneur temporaire. A l'intérieur des villes, les gouverneurs ont laissé subsister une autorité parallèle, issue du conseil des cheikhs de la ville « *Jamâ'at* ». « Ce Conseil des cheikhs tombait dans la plupart des cas sous l'influence des puissantes familles de la ville. Evidemment, ces familles luttèrent entre elles pour mieux se placer. Les Banî Makkî de Gabès ont su amener les Hafsides à leur conférer le titre de gouverneurs. L'un d'eux parvient à se faire ministre des finances de Ibn Abî 'Umàra. Ses descendants se sont taillés pendant la deuxième moitié du XIV^es. un Etat indépendant englobant tout le Sahel. On retrouve des cas semblables dans la plupart des villes du Sud. Pourtant les Hafsides n'ont pas désarmé devant les faits. Poursuivant sans relâche l'œuvre unificatrice, ils ont nommé des parents à la tête des villes ; puis devant l'incapacité de ces émirs à gouverner, ils les ont remplacés par des caïds plus avertis et plus fidèles, recrutés parmi les anciens esclaves. Certaines villes reçurent deux caïds, le premier chargé d'administrer la ville et la province, l'autre ayant l'autorité militaire était placé à la tête de la Kasbah. A Tunis, il y avait le Qà id al-Madīna et le Qà id al-Hàdhira.

II L'armée

Pour maintenir l'ordre au dedans et au dehors, les Hafsides ont mis sur pied une armée puissante capable de se mesurer, grâce surtout au nombre, aux armées chrétiennes.

Le noyau du « *jund* » hafside est constitué par les tribus almohades, les seules à inspirer confiance aux souverains hafsides mais les guerriers almohades étaient en petit nombre. Les Hafsides avaient

L'arsenal de Tunis



Cette estampe, datée de 1535 et reproduite d'après Léo Belgicus évoque le sac de Tunis par les Espagnols lors de la campagne de Charles Quint. On y voit au premier plan l'Arsenal de la ville étendu entre le lac et les remparts. Le monument fidèlement dessiné est représenté avec sa grande porte monumentale donnant sur le bord du lac et cinq longues galeries voûtées qui servaient à la fabrication des vaisseaux. On ne peut, en regardant cette gravure de la fin de la période hafside, ne pas penser au passé glorieux de Tunis, qui fut doté par son conquérant Hassan b. Nu'mân d'un chantier de construction navale (dâr sinâ'a) relié au port et à la mer par un chenal. Cet arsenal, rapportent les sources arabes, fut exécuté par des ouvriers coptes venus d'Egypte. Le monument du XVI^e s. a-t-il gardé les structures et la vivacité du temps des gouverneurs ? On peut l'affirmer.

dû recruter des contingents fournis par les arabes nomades et les berbères. Il va de soi que l'effectif de ces contingents locaux et surtout leur ardeur au combat étaient fort variables suivant que le combat était susceptible de leur rapporter ou non des bénéfices. L'apport des tribus arabes était le plus important. Mais les effectifs arabes sont sujets à des variations. Ces tribus étaient tenues de fournir au sultan un certain nombre de guerriers en cas de besoin. Les tribus *makhzin* et celles qui habitaient près de la capitale fournissaient régulièrement un nombre fixé de soldats, en contre partie de certaines exemptions d'impôts ou de l'autorisation d'en lever pour leur propre compte. Les citadins, eux aussi, partaient volontairement grossir l'armée quand un débarquement chrétien sur les côtes les appelait au Jihâd. Mais il arrivait qu'en pleine bataille, ces soldats venus de toutes parts s'apercevaient de leurs intérêts divergents et désertaient. Les sultans hafside dont certains ont eu à pâtir de ces défections ont songé à constituer un corps d'armée de métier. Ils ont recruté des milices parmi les étrangers : Andalous, orientaux et esclaves noirs dont la charge principale était de veiller à la sécurité personnelle du sultan. Enfin la « Milice chrétienne » dont Léon l'Africain précise qu'elle était formée de 1.500 cavaliers, était très appréciée du sultan dans les périodes de crise. La fraction permanente de cette armée hafside était stationnée dans les principales villes sous les ordres des gouverneurs. Il semble que les Hafside n'aient fait stationner des soldats dans les points stratégiques que d'une façon sporadique.

Les guerriers qui venaient rejoindre l'armée régulière en cas de besoin, devaient apporter leur tenue, leurs armes et leur monture, ce qui donnait à l'armée hafside un aspect hétéroclite. Cette armée se divisait en Infanterie et Cavalerie. Les chroniqueurs chrétiens de l'époque n'ont pas manqué de remarquer l'insuffisance de l'équipement hafside. Mal protégés par des boucliers en cuir, les soldats des tribus arabes ne pouvaient supporter longtemps les assauts de l'adversaire. Seuls les chefs portaient des cuirasses métalliques. Les cavaliers s'armaient de sabres et de lances. Les fantassins portaient aussi des lances et s'équipaient quelquefois d'arcs.

Navires hafsides



Deux plats du ^{xiv}^e / ^{xv}^e s. découverts lors des fouilles de la Kasbah de Tunis.
(Musée Sidi Qâsim al-Jalizi)

La Kasbah de Tunis a livré une grande quantité de céramique.

Parmi les pièces les plus significatives, ces deux plats qui ont été trouvés brisés en plusieurs fragments, dans un caveau qui a servi de dépotoir. Les deux ustensiles ont des dimensions assez voisines 32 et 33 cm de diamètre ; 13,8 cm et 12,5 cm de hauteur. Leur pâte claire est peu fine. Le décor est peint en bleu brun et brun aubergine sur fond d'émail stannifère blanc. Chaque plat est orné d'un bateau à voile carrée.

L'analyse stylistique et la forme des vaisseaux comparées aux navires européens ont permis de les dater du ^{xiv}^e s. ou du ^{xv}^e s. ; c'est l'époque de l'essor de la céramique hafside produite surtout dans le quartier de Qallâln.

Cette datation est confortée par la présence à l'arrière des deux embarcations d'un gouvernail dont la généralisation en Méditerranée n'intervient que vers la fin du ^{xiv}^e ou au début du ^{xv}^e s.

A la fin du XIII^e s., l'armée hafside utilisa les armes à feu et les arcs. Mais l'emploi systématique de ces armes nouvelles n'apparaît qu'à la fin du XV^e s., très en retard sur les progrès réalisés en pays chrétiens. Au début du XV^e s., la fabrication des pièces d'artillerie était confiée à un artisan juif d'Allemagne.

Les Hafsides ont semblé se désintéresser de la construction de défenses autour des villes. La plupart des villes ont dû assurer elles-mêmes la construction de remparts et leur entretien. Les cités qui n'ont pas pu le faire restaient à la merci des incursions des tribus nomades. La technique de construction des remparts n'a pas beaucoup varié à l'époque hafside. Construits en terre ou en briques, rarement en pierre, ces remparts suivaient en lignes brisées la périphérie de la cité. Les tours ou « *burj* » permettaient aux défenseurs de lancer des flèches et de l'eau bouillante sur l'ennemi.

Cependant, il faut noter que les souverains hafsides ont montré beaucoup d'empressement à renforcer les fortifications des villes du littoral : Tunis, Bougie et surtout Mahdiya ont bénéficié de constructions stratégiques. Abu Fàris a construit des fortins sur la côte nord-est de la Tunisie. Enfin, les principales villes ont été dotées d'un type de forteresse d'inspiration almohade : la Kasbah, où les assiégés pouvaient résister longtemps encore après la prise de la ville.

Le commandement suprême de l'armée hafside revenait au sultan qui en déléguait l'exercice au « *wazir al-jund* » qui devait rester jusqu'au XIV^e s. d'origine almohade. Le chef de l'intendance (*Sâhib al-Ta'âm*) devait assurer la subsistance et la solde des soldats réguliers. Puis venaient les généraux ou Caïds, les officiers (*'Âref*) et enfin le « *muharrrik* » officier subalterne. Avant l'expédition (*haraka*), les troupes se réunissaient dans la banlieue, à la Muhammadiya. Après la revue et la distribution de la solde, le longcortège se mettait en branle, précédé par les tambours et les étendards. Le spectacle devait être impressionnant : l'armée qui a mis le siège devant Mahdiya comptait de 40 à 60 mille soldats. Quand le sultan accompagnait l'armée, il n'oubliait pas d'amener avec lui une partie de son harem.

Les hafsides savaient utiliser toutes les ressources de la guerre de siège : construction de tours pour l'approche, démolition des

remparts par les bombardes et dévastation des récoltes dans la campagne avoisinante. Contre une armée plus outillée et plus aguerrie comme le furent la plupart des armées chrétiennes, les Hafsides préféraient la tactique du harcèlement (*Al-karr wa al-farr*) qui était destinée à décourager l'adversaire. Après la victoire, les soldats se partageaient le butin.

La marine était le point le plus faible de cette armée. Il est curieux que pour un pays qui a plus de quatre mille kilomètres de côtes à défendre, les Hafsides n'aient pas songé à mettre sur pied une flotte de guerre puissante. Leur origine montagnarde suffit-elle à expliquer cette lacune ? Quoi qu'il en soit, les vaisseaux sortis des arsenaux de Tunis et de Bougie ont pu faire croire sous les règnes de Abu-Zakaryâ I^{er} et Abu Bakr que les Hafsides étaient de taille à tenir tête à la flotte espagnole qui menait la vie dure aux Almohades, puis aux Mérinides. En fait sous le commandement du « *Qâ'id al-Bahr* » la flotte hafside s'était contentée d'investir à plusieurs reprises les villes ifrïyennes dissidentes (reprise de Tunis en 1317). En tout cas, on ne la voit jamais faire face aux débarquements chrétiens ni engager à plus forte raison un combat naval, exception faite de celui de 1428 contre l'Aragon où les 45 navires de Abu Fâris battirent retraite. Certes, des bateaux hafsides encouragés, semble-t-il, par la passivité des sultans, ont razié plusieurs fois les côtes chrétiennes. Mais il s'agit là d'actions rapides qui ont mis à profit l'effet de surprise et qu'on peut ranger parmi les actes de piraterie ou comme riposte à des incursions chrétiennes en Ifriqiya.

III

La justice et l'enseignement

Chef du gouvernement et de l'armée, le sultan était aussi chef de la religion. Les personnages ayant charge de rendre la justice sont des fonctionnaires religieux. Leur nomination ou leur révocation dépendaient du sultan exclusivement. Tous les souverains hafsides prétendaient discuter des affaires de religion. Mais en général, ils n'ont jamais osé outrepasser les règles de justice que des générations

de *'Ulamas* ont mises au point. Au contraire, ils ont été toujours prêts à aider les fonctionnaires religieux à surmonter les difficultés qu'ils pouvaient rencontrer de la part des autorités temporelles locales. Le magistrat suprême s'appelait « *Qâdhi al-Jamâ'a* » et résidait à Tunis. Il était considéré comme l'un des personnages les plus importants de l'Etat et était désigné par le sultan. Sa nomination était souvent l'occasion d'intrigues autour du sultan. Mais il faut rendre justice aux souverains hafsides d'avoir choisi presque constamment des hommes de mérite.

Quelquefois, l'adjoint du « *Qâdhi al-Jamâ'a* » le *qâdhi* des mariages lui succédait. Mais aucune règle ne s'établit définitivement et le sultan restait maître de son choix, embarrassé seulement par la multitude des prétendants.

Le grand *qâdhi* était nommé pour une période de deux ans, mais cette règle n'a pas toujours été respectée ; le *qâdhi* Ahmad Ibn al-Gammaz resta 33 ans grand *qâdhi*. Les autres villes de l'Ifriqiya avaient chacune son *qâdhi* nommé par le sultan après avis du grand *qâdhi*. Ils recevaient un traitement fixe. La plupart de ces *qâdhis* étaient originaires du pays. Il est certain que dans la masse, il s'est glissé quelquefois des *qâdhis* malhonnêtes, surtout dans les moments où le pouvoir central s'affaiblissant, l'autorité de fait de la cité procédait aux nominations sans avoir conduit les enquêtes préalables.

Cependant, les sources de l'époque louent, en général, l'esprit d'équité de ces juges. Les sultans voyaient en eux de précieux témoins des activités des gouverneurs. Dans les conflits qui les ont opposés souvent au pouvoir temporel local, le sultan n'a jamais manqué de les soutenir. La compétence des *qâdhis* varie d'une ville à l'autre. D'une façon générale, elle s'étend sur les affaires civiles et pénales touchant les musulmans et les Juifs. Les cas qui relevaient de l'autorité civile étaient rares. Devant les tribunaux du *shara'*, les parties en cause pouvaient se faire représenter par des avocats ou *wakils*. Le *qâdhi* faisait exécuter les sentences par ses adjoints. Le châtiment corporel, la flagellation, l'amende et l'incarcération étaient les peines les plus courantes.

Parmi les autres fonctionnaires religieux subalternes, il faut noter à côté des notaires (*udûl*), le *mufti* qui donnait contre gratification

des consultations judico-religieuses. Chaque ville possédait son *mufti* et la tentative du *mufti* de Tunis de se considérer supérieur aux autres avait échoué. En effet il eut été facile de faire infirmer une « *fatwa* » par un autre *mufti* hiérarchiquement supérieur. L'habitude a été prise de considérer les « *fatwas* » comme pouvant constituer jurisprudence.

La justice laïque ne connaissait qu'un très petit nombre d'affaires. La répression des abus provoqués par les représentants de l'autorité était du ressort d'un cheikh de la répression (*cheikh al-mazalim*). Le maintien de l'ordre dans la capitale incombait au chef de la police (*sâhib as-shorta*). Enfin un fonctionnaire, le *muhtasib*, était chargé de poursuivre les commerçants malhonnêtes.

Les fonctionnaires religieux pouvaient être appelés à assurer un service d'enseignement. L'enseignement élémentaire était dispensé dans les *kuttâbs* où, sous la direction du *meddeb*, les jeunes garçons apprenaient à lire et à écrire en même temps qu'ils apprenaient par cœur les soixante « *hizb* » du coran. A ce stade de l'enseignement, les études sont payantes. Mais il est arrivé que les élèves doués soient pris en charge par des œuvres pieuses. L'analphabétisme en Ifrîqiya attesté par le rôle de l'écrivain public et l'absence de correspondance privée, devait être le lot de la très grande majorité de la population.

Une fois le coran appris, les élèves quittaient le *kuttâb* et allaient continuer leur étude dans les medersas que les souverains hafsides ont construites dans nombre de grandes villes, ou les *Zâwias*. Les médersas de Tunis et de Kairouan étaient célèbres par la haute valeur des professeurs qui étaient en même temps *qâdhis* ou *muftis*. En principe, le régime des études est gratuit. Mais cette gratuité est limitée aux études elles-mêmes et au logement. La nourriture était à la charge des étudiants. Ceux qui venaient des provinces rencontraient des difficultés pour se nourrir s'ils n'étaient pris en charge par leurs professeurs. Les cours avaient lieu dans les salles des mosquées. Les groupes d'étudiants s'asseyaient sur les nattes autour de leur professeur adossé à une colonne. La méthode d'enseignement consistait pour le professeur à réciter devant ses élèves des textes (*.naql*). Plus tard, on adopta la méthode de « *al-ilqâ* » qui consistait pour le professeur à poser des questions aux étudiants et à discuter

avec eux des sujets. On enseignait le commentaire du coran, l'*cfiqh* et la grammaire arabe. L'enseignement du calcul, pour déterminer les successions, et de l'astronomie pour déterminer les heures de la prière était destiné aux élèves déjà aguerris et la médecine était réservée à une petite élite. La durée des études était de cinq ans.

La sanction des études était le diplôme d'*al-ijâza* que le professeur pouvait remettre à n'importe quel moment au lauréat jugé capable d'enseigner certaines matières à la place de son professeur.

IV

La société hafside

Le caractère essentiel de la population ifrîqiyenne à l'époque hafside est son hétérogénéité. A un fond local berbère déjà complexe et métissé par les apports démographiques de l'antiquité, se sont ajoutés les éléments arabes des grandes invasions, des éléments Almohades venus du Maroc, des musulmans d'Espagne et enfin des Européens, en petit nombre.

1. Les origines

Au moment de sa plus grande extension, l'Ifrîqiya hafside s'étendait de Dellys à l'ouest jusqu'à Tauorga sur la grande Syrte à l'est. La frontière occidentale partait de Dellys, passait par le massif du Djurdjura, le chaîne des Bibans et englobait le chott El Hodna. On considérait que Ouergla dans le désert faisait partie de l'Etat Hafside. A l'est, la frontière partait de Tauorga et se dirigeait vers Ghadamès. Mais ces frontières sont fort imprécises et il s'agit là de délimitation de territoires dont les tribus ont reconnu à un moment donné la suzeraineté du sultan de Tunis.

Ainsi défini, l'Empire Hafside offrait un contraste entre la moitié occidentale habitée en majorité par des berbères peu arabisés et la moitié orientale c'est à dire la Tunisie actuelle et la Tripolitaine où l'élément arabe et berbère arabisé est prédominant.

Au nord de la Medjerda, les berbères Hawwàra avaient fusionné complètement avec les arabes Banu Hudhayl. Le nord-est est resté une région où le nombre élevé des agglomérations urbaines témoigne d'une activité économique sans pareille dans le centre et le sud et ce n'est pas un hasard qui a poussé les hafsides à choisir Tunis comme capitale. Le Haut Tell était considéré de longue date comme le domaine des berbères Hawwàra qui se subdivisaient en nombreuses tribus : Werga, Wastata, Ajissa, Haràkita, Baswa etc. Depuis le XI^e s. les arabes de la steppe voisine ont convoité les pâturages de cette « *Friguia* » si proche. Il en est résulté une rapide arabisation de la région après que les arabes Banu Ryah, Banu Habib, Awlād Yahia et Awlād Aun s'y furent définitivement installés. Dans la steppe, la grande tribu sulaymide des Ku'ub avait totalement dominé les berbères mi-cultivateurs, mi-nomades Maranjissa, Frachiche etc. L'invasion hilalienne avait diminué considérablement le nombre des villages du Sahel. A l'époque hafside trois tribus sulaymides des Bani Auf tenaient le Sahel : au nord de Sousse, les Banu Dellaj ; au centre, les Hakīm ; au Sud les Banu Ali qui paraissaient être les plus belliqueux. Les Berbères zanàta de la région de Gabès étaient soumis aux tribus hilaliennes des Banu Mekkl et Banu Jamī'i.

La tribu sulaymide des Dabbàb occupait le Nafzaoua. Les Sulaymides Banu Mirdàs habitaient le Djérid de Tozeur et ont soumis l'ancienne population chrétienne autochtone. Mais les véritables maîtres du Djérid étaient les Ku'ub. Au sud-est les Dabbàb ont soumis les berbères Jaràba de l'île de Djerba qui sont restés khàrijites. Il est probable que, du moins au début de notre époque, les conflits ethniques étaient fréquents. L'assimilation n'était qu'à ses débuts et les chefs des tribus d'origine hilalienne ou sulaymide mettaient de la mauvaise volonté à reconnaître des sultans hafsides dont l'origine était berbère.

2. Les apports ethniques nouveaux

A cette population arabo-berbère qui formait l'immense majorité, venaient s'ajouter des éléments musulmans venus du Maroc ou d'Espagne et des non musulmans, chrétiens ou juifs.

L'immigration marocaine avait commencé dès les premiers temps, lors de la conquête de 'Abd al-Mu'min. Des guerriers des tribus almohades se sont fixés en Ifriqiya, profitant des avantages moraux et surtout matériels que leur origine leur conférait. Après la scission de Abu Zakaryâ, l'immigration venant de l'ouest avait singulièrement tari. Elle portait sur des individus isolés mais dont la réputation d'hommes pieux devait marquer l'Ifriqiya pour longtemps : il s'agit de ces marabouts vénérés dans tout le Maghreb et qui diffusent en Ifriqiya les doctrines mystiques dont le Maroc du moyen âge était profondément pénétré. Les Musulmans d'Espagne, que les péripéties de la Reconquista obligeaient à l'exil, commençaient à s'installer en Ifriqiya après avoir longtemps erré de port en port le long des côtes du Maghreb. Mais ce mouvement ne devait pas encore prendre l'ampleur de la période turque. Ces Andalous dont la culture et l'habileté étaient appréciées du pouvoir sultanien, s'assimilaient vite à la population et s'abstenaient de vivre en groupe, comme ils le feront plus tard. Nous avons évoqué déjà à propos des intrigues de palais l'antagonisme qui n'a cessé d'exister entre ces Andalous que les sultans avaient placés dans les hautes fonctions et les chefs almohades jaloux de leur prépondérance politique. L'immigration orientale devenait rare.

La religion musulmane admettait le séjour de sujets non musulmans en terre d'Islam à condition de payer une capitation appelée « *Jizia* » et d'adopter une tenue vestimentaire qui les distingue des sujets musulmans. Cette discrimination vestimentaire ne fut pas toujours imposée. Les sultans hafside se sont posés en protecteurs des juifs et des chrétiens, leur facilitant l'accomplissement de leur culte et favorisant leur activité économique. Il est vrai qu'en retour, les sultans en tiraient des avantages appréciables, pour la caisse sultanienne et leur sécurité personnelle.

La communauté hébraïque ifriqiyenne a survécu aux invasions du IX^e s. et s'est reconstituée pendant la période hafside. Elle s'est renforcée à partir de la fin du XI^e s. d'éléments juifs espagnols chassés par la Reconquista bien que, au début tout au moins, la divergence des

intérêts entre Juifs Ifrîqiyens et Juifs étrangers, plus aguerris aux méthodes du commerce Européen et ayant conservé des attaches dans les ports d'Espagne, ait été de nature à rendre les premiers méfiants.

Habitant des quartiers réservés, sans que cela leur fut imposé, les communautés juives de l'époque hafside étaient exclusivement citadines. Les rares communautés juives rurales, comme celles du Djérid et des Nafzaoua, avaient déjà disparu. Les juifs étaient représentés auprès du Sultan par un cheikh des Juifs, élu par la communauté. En matière de droit commun, ils subissaient la loi des tribunaux musulmans. Mais les conflits relevant du statut personnel étaient réglés suivant la loi rabbinique. Très actifs, les juifs se spécialisaient dans le commerce et surtout le commerce de l'argent. Les sultans leur reconnaissaient le droit de propriété. Artisans soigneux et économes, ils se spécialisaient dans la bijouterie et l'orfèvrerie. L'apport des juifs Espagnols est, en ce qui concerne l'artisanat, d'une grande importance. Ils étaient courtiers et s'entremettaient pour le rachat des captifs chrétiens.

La situation de ces derniers était réglée par des traités passés entre le sultan et le gouvernement de leur pays d'origine. La majorité est représentée par les commerçants installés dans les ports et exceptionnellement à l'intérieur. Les sultans hafside ont accepté que les négociants chrétiens soient représentés par des personnages officiels désignés le plus souvent par l'Etat intéressé : le Consul. Celui-ci a droit de juridiction sans appel sur ses concitoyens habitant le fondouk national. Mais les tribunaux musulmans ont gardé un droit de regard sur les procès opposant un musulman à un chrétien. L'interdiction opposée à ces commerçants de se faire accompagner par leur épouse ou d'épouser une autochtone ne leur permettait pas de faire souche en Ifriqiya. Ce n'était pas le cas des mercenaires au service du sultan qui étaient des privilégiés. Les Aragonais en particulier ont fourni, avec l'appui de leur gouvernement, un contingent de mercenaires qui pouvait atteindre 2.000 hommes. Ces mercenaires, grassement payés, étaient placés sous les ordres de leur *qâ'id*, arboraient souvent leur costume traditionnel ; leur emblème national était le signe de ralliement. Enfin, les missionnaires chrétiens étaient mal vus par la

population musulmane qui leur reprochait de soustraire des esclaves à leur sort, en favorisant les rachats, mais surtout de tenter de convertir des musulmans au christianisme, ce qui était souvent puni de mort.

La sollicitude du sultan pour les chrétiens était telle qu'ils pouvaient célébrer leur culte librement et même faire sonner les cloches des petites églises des fondouks et du quartier des mercenaires.

3. Les genres de vie

L'opposition entre sédentaires et nomades est l'aspect fondamental de l'époque. Ibn Khaldûn avait présenté les nomades sous leur aspect destructeur, ennemis de toute société organisée. Les nomades se considéraient comme les maîtres et méprisaient la vie sédentaire. Les sédentaires ont craint les incursions nomades sur les terres les plus riches et, pour se protéger des sévices éventuels, il n'ont pas hésité à se placer sous la protection des chefs de tribus nomades et à accepter de leur payer tribut. Ce qui était plus grave, c'est que cet équilibre, un moment rétabli, ne durait pas longtemps. Les tribus nomades étaient souvent en conflit entre elles. L'affaiblissement de l'une et son remplacement sur le terrain par une autre devenue plus puissante, exigeait un réajustement de l'équilibre. Ceci est souvent accompagné par de nouvelles destructions aux dépens des sédentaires. La réaction du pouvoir sultanien fut dans l'ensemble peu efficace, se contentant dans la majorité des cas à accepter d'accorder les privilèges acquis par la force. Les juristes eux-mêmes conseillaient la modération tout en condamnant ces nomades comme fauteurs de troubles. Dans d'autres cas, quand les exactions devenaient criantes, on appelait à la guerre sainte contre ces tribus en majorité d'origine arabe. En même temps, les sédentaires ne dédaignaient pas de recourir à ces nomades quand il s'agit de transporter les marchandises ou d'échanger leurs céréales contre les produits de l'élevage nomade. Il s'établissait ainsi une sorte de symbiose économique qui profitait aux deux populations.

Il est difficile de dresser une nomenclature des tribus nomades tant il est vrai, comme le souligne Ibn Khaldûn, que les transformations de

genres de vie et leur interpénétration commencent déjà à se manifester. Des branches de certaines tribus réputées nomades se sédentarisèrent alors que leurs frères continuaient à mener la vie pastorale. Au bas moyen-âge ifrîqiyen la tendance était déjà à la sédentarisation. Il est probable que ce mouvement s'accélérait pendant les périodes où le pouvoir central se montrait fort et qu'il se ralentissait aux périodes troublées.

V

La structure économique

1. L'agriculture

Comme un peu partout dans le monde au moyen-âge, l'activité principale de la population ifrîqiyenne était l'agriculture. L'existence de vastes terrains steppiques a favorisé l'élevage transhumant qui est resté l'occupation presque exclusive des arabes nomades. Le conflit permanent posé par la coexistence de ces deux sortes d'activités rurales, a amené les juristes à préciser les règles d'occupation du sol, sans parvenir d'ailleurs à imposer des solutions définitives quand le pouvoir central se montrait incapable de faire disparaître les coutumes.

Après la conquête de Abd al-Mù'min, il était facile de faire admettre que l'Ifrîqiya ayant été conquise sur des infidèles, le calife pouvait librement disposer des terres et les distribuer aux guerriers almohades. Mais rapidement, leurs successeurs hafsides ont renoncé à cette thèse. Le souci de l'ordre et de la paix sociale les ont obligés à reconnaître un état de fait qui remontait à des périodes lointaines. On peut ranger les terres en quatre catégories : les terres détenues en toute propriété par des particuliers (*melk*), le domaine public, les terres habous et les terres des tribus.

Les terres *melk* devaient tenir en Ifrîqiya un espace restreint. En effet, l'insécurité et les difficultés du bornage ont certainement nui

au développement de la propriété privée. Les terres *melk* étaient généralement de petites dimensions. L'origine du droit privatif permettait une grande tolérance et le possesseur de bonne foi pouvait se prévaloir de son titre de propriétaire. Les titres de propriété sont chose rare.

Le domaine public comprenait les terres qui appartenaient à l'Etat. Il était fréquent que par abus d'autorité, les sultans se soient approprié les terres les plus fertiles. Laissé à l'entière discrétion du sultan, le domaine public servait efficacement sa politique. Il était admis que pour récompenser certains personnages ou certaines tribus pour services rendus, le sultan leur donnait la jouissance de parcelles de terres (Diplôme de '*Iqtâ* '). Les Cheikhs almohades ont bénéficié d'une façon permanente de cette pratique. L '*Iqtâ* ' peut aussi porter sur la jouissance de l'impôt levé dans un territoire déterminé. Nous avons vu que pendant les troubles du XIII^e s., les sultans n'ont pas hésité à livrer en '*Iqtâ* 'des villes entières aux tribus bédouines. Plus logique, paraît le '*Iqtâ*' accordé aux gens pauvres et aux gens de religion. En principe le '*Iqtâ*' a un caractère essentiellement précaire. Mais pour qu'il soit tel, il eût fallu que l'autorité puisse affronter avec succès la mauvaise foi des bénéficiaires. Ainsi les terres et la jouissance d'impôts conférées en '*Iqtâ*' devinrent perpétuelles et furent considérées comme faisant partie du patrimoine des individus ou des tribus.

Les habous sont destinés, à l'origine, à empêcher l'annexion des terres par le domaine public. Le propriétaire peut déclarer avoir décidé d'affecter les revenus de sa propriété à des œuvres pieuses ou à aider les étudiants. Dès lors, les terres deviennent insaisissables. Cependant il faut remarquer que les juristes de cette époque ont admis déjà la faculté de rechange et de la location perpétuelle de la terre habous (*Anzel*). Les biens habous sont gérés par l'Etat par l'intermédiaire du *Sahib al-Awqâf*.

Enfin les terres des tribus devaient être réservées au pâturage des animaux des tribus bédouines. Il faut signaler que les juristes de l'époque ne voulaient pas leur reconnaître un statut particulier et les faisaient entrer dans la catégorie des terres *Iqtâ* '.

Les impôts fonciers les plus importants étaient le traditionnel 'Ushur (*dîme*) et le *Hukr* dont l'assiette était déterminée par l'importance de la récolte. D'autres impôts dénoncés d'ailleurs par les juristes comme non canoniques, frappaient la terre. Ils ont nom, suivant les régions, *jazâ*, *wadhîfa*, *lazîma*, *ghanima* etc. Ces impôts n'étaient pas levés à titre personnel. Ils frappaient collectivement les groupes de population : villes et tribus. Tous ces impôts n'entraient pas dans les caisses de l'Etat. Certaines tribus les levaient pour leur propre compte quand elles avaient obtenu un diplôme de *Iqtâ* '.

La superficie des champs variait beaucoup d'une région à l'autre. Il semble bien que les champs de vastes dimensions étaient rares. Seuls le sultan et les personnages de l'Etat pouvaient prétendre aux vastes *henchirs* qui, prenant naissance dans la région de Kairouan, se sont étendus dans le Tell et le Constantinois. Les cheikhs almohades possédaient des terres dont la superficie variait entre soixante et cent vingt hectares. Les marabouts pouvaient avoir, grâce aux nombreux dons, des richesses foncières considérables, éparpillées à travers toute l'Ifrîqiya. Dans les oasis et les régions irriguées, ou même en campagne découverte, le travail collectif dissimulait un démembrement poussé à l'extrême.

Les cultures principales sont les céréales. Essentiellement vivrières, elles s'étendaient sur tout le territoire faisant fi des conditions naturelles. La culture du blé avait fait la richesse de la ville de Béja. L'orge se cultivait un peu partout mais surtout là où les conditions climatiques devenaient mauvaises pour le blé : le centre et surtout le sud. Il était la culture céréalière exclusive de la Tripolitaine. L'arboriculture exigeait un travail continu et surtout une sécurité durable. C'est ce qui explique qu'elle n'ait point fait de progrès depuis les troubles qui ont accompagné l'invasion hilalienne.

L'olivier continuait à être cultivé dans le Sahel, surtout autour de Sousse. L'olivieraie de Sfax avait disparu et les Sfaxiens étaient obligés d'acheter leur huile à Djerba. On cultivait aussi l'olivier dans les régions côtières de la Djeffara et en Tripolitaine. Mais c'est le palmier dattier qui faisait la renommée de ces régions et celle du

Djérid. La survie des oliviers et des palmeraies du sud, malgré la menace des bédouins, s'explique par l'intérêt qu'avaient eu ces bédouins à laisser entretenir par des populations soumises, les sources de leur ravitaillement.

La vigne n'était cultivée que pour la production du raisin de table, à Collo, Tunis, Radès. Djerba se faisait remarquer par son raisin sec. Autour de Constantine, on note l'existence de noyers dont les racines servaient à frotter les gencives. On remarquait les pêches de Carthage, les pommes de Monastir et de Djerba, les grenades de Tunis. Ibn Fadl Allah citait les légumes cultivés dans les potagers autour des grandes villes : fève, haricot, lentille, pois-chiche, chou-fleurs, asperge etc. La canne à sucre était cultivée à Gammarth, le chanvre et le lin dans les régions de Bougie, Annaba, Carthage et Nabeul. On cueillait l'alfa dans les hauts plateaux pour la sparterie et la vannerie. Au total la production agricole était variée et semblait suffire en temps normal aux besoins de la population. L'Ifrîqiya ne connaissait pas encore le figuier de barbarie, le maïs, le tabac, plantes qui ne seront introduites qu'après la découverte de l'Amérique. Aucun auteur ne cite la tomate ni le poivron.

2. *L'industrie*

Le trait essentiel de l'industrie ifriqiyenne est son caractère artisanal et familial. Nous n'avons malheureusement que des connaissances fragmentaires sur les métiers exercés et l'organisation corporative. Nous avons déjà évoqué le *muhtasib* qui veille dans les villes à la bonne marche des opérations commerciales. Son rôle s'étend aussi au contrôle de la production artisanale. Les artisans étaient groupés dans les souks spécialisés. Un « *amīn* », chef de corporation, veillait sur les méthodes de fabrication employées par ses collègues. Comme dans les pays d'Europe, les artisans ne pouvaient pas dépasser le chiffre de production qui leur était assigné depuis des générations, pour éviter la concurrence. Ainsi, on se souciait peu de rechercher des méthodes nouvelles pour améliorer la qualité des produits et d'en augmenter la quantité. La stagnation des méthodes de fabrication devait être fatale, à longue échéance, à l'industrie ifriqiyenne.

On connaissait les gisements de plomb du Djebel Ressay près de Tunis et les gisements de fer près de Bougie et de Annaba. Mais la grande quantité des métaux importés de l'extérieur prouve que la production métallifère de l'Ifriqiya était insuffisante. Les gisements de sel gemme près de Biskra et les marais salants dont les plus importants se situaient près de Zwâra étaient beaucoup plus importants. Le sel ifriqiyen faisait l'objet d'une exportation importante vers les pays nordiques.

Les industries alimentaires comme les minoteries, les huileries et les savonneries avaient un caractère familial. L'industrie textile était fort répandue. Presque toutes les localités possédaient des ateliers de filage et de tissage. L'habileté des artisans ou de meilleures conditions naturelles pouvaient être à l'origine de la célébrité d'une ville. Les tissus de lin et de coton de Tunis étaient recherchés. Le *safsari* (voile) tunisois fait de soie et coton ou de soie et laine était célèbre. A Djerba on confectionnait des lainages de bonne qualité, Mahdiya et Nefta se spécialisaient dans les étoffes fines, Gafsa dans les châles et turbans, la Marsa, Hammamet et Tripoli dans les toiles.

Il semble bien que la fabrication des chéchias était pratiquée en Ifriqiya avant l'arrivée des Andalous et que le tapis Kairouanais devait attendre le XVIII^e s. pour atteindre sa facture actuelle. La maroquinerie était dispersée un peu partout. Ghadamès fabriquait un cuir souple et brillant, Annaba se spécialisait dans la fabrication des cuirs colorés. La teinturerie existait à Tunis, Kairouan et Tozeur. La poterie, introduite à Nabeul par les andalous à la fin du moyen âge, commençait à prendre son essor. A Tunis on fabriquait des carreaux de faïence. Torra et Gafsa fabriquaient du verre. La natterie et la sparterie de Tunis et de Kairouan étaient réputées. Le travail des métaux précieux était localisé à Tunis et Kairouan. Les bijoutiers de ces deux villes monopolisaient en Ifriqiya le travail de l'or et de l'argent.

3. *Le commerce*

Il est certain que l'absence de routes et l'insécurité aient gêné considérablement la circulation des marchandises. L'Etat hafside ne

La Tunisie hafside et Venise

La République de Venise s'est distinguée tout au long du XV^e s. par un dynamisme commercial exceptionnel dans la Méditerranée, en déployant auprès des puissances une diplomatie habile - appuyée par des Traités de paix, servie par des émissaires spéciaux et des consuls — et en développant un réseau commercial intense entre toutes les parties, réussissant à ménager la sûreté de ses embarcations et de ses équipages. L'Ifriqiya présente pour Venise un grand intérêt, étant un point de contact entre les deux bassins de la Méditerranée, un débouché pour les produits africains et un marché ouvert pour les produits manufacturés d'Europe.

Avec l'Ifriqiya hafside, Venise a inauguré une ligne maritime commerciale qui assure une liaison régulière entre Tunis, Tripoli, Séville, Valence, Majorque et Venise, incluant tardivement Malaga et Marseille. Cette ligne, instituée par décision du Sénat le 10 décembre 1436 sous le nom de « muda de Barbarie », s'est maintenue près d'un siècle jusqu'en 1529. Les convois comprennent deux à cinq bateaux qui restent groupés tout au long du trajet, sous la direction d'un personnel nommé par l'Etat vénitien. Les convois, embarquant les marchandises et les marchands, sont attendus aux escales par les consuls de Venise qui ménagent à l'avance, sachant le temps d'escale autorisé, l'accueil et les négociations entre les partenaires de part et d'autre. Le temps d'escale autorisé est de 10 à 20 jours à Tunis, de 8 à 20 jours à Tripoli. A chaque passage de la muda, le marchand vénitien règle les affaires des années précédentes et négocie les produits qui seront échangés sur le champ ou payés au prochain passage. Le rôle et le crédit du consul sont essentiels pour le succès de l'entreprise.

Sur l'insistance des Hafsides, Venise ouvre une seconde ligne reliant Tunis et Tripoli à Alexandrie et Beyrouth, la « muda al Trafego », inaugurée en 1460 et qui a fonctionné sur le même mode. Cette seconde ligne, qui s'étend parfois à Chypre, fait de Tunis une plaque tournante dans le circuit de distribution des marchandises européennes, africaines et orientales et permet aux Ifriqiyens de se rendre dans tous les grands ports de la Méditerranée.

En fait, ces deux lignes viennent compléter et revaloriser la « muda des Flandres », lancée un siècle auparavant en 1332 et qui assurait la liaison entre Venise et le Nord de l'Europe. Ces lignes vénitiennes étatiques, sans être les seules à couvrir ces axes, offraient des galères plus spacieuses et mieux aimées, Venise jouant par ailleurs le rôle de plateforme de transit et de centre financier. D'autres navires privés continuaient d'assurer le commerce ordinaire des marchandises pondéreuses et de faible valeur (blé, sel et autres matières premières). En général, la muda de Barbarie offre tissus, matières tinctoriales, épices d'Orient et pierres précieuses et achète de l'huile, de la cire et de l'argent. Certains, capitaines ou passagers, se chargent de racheter la liberté d'esclaves chrétiens captifs en Ifriqiya.

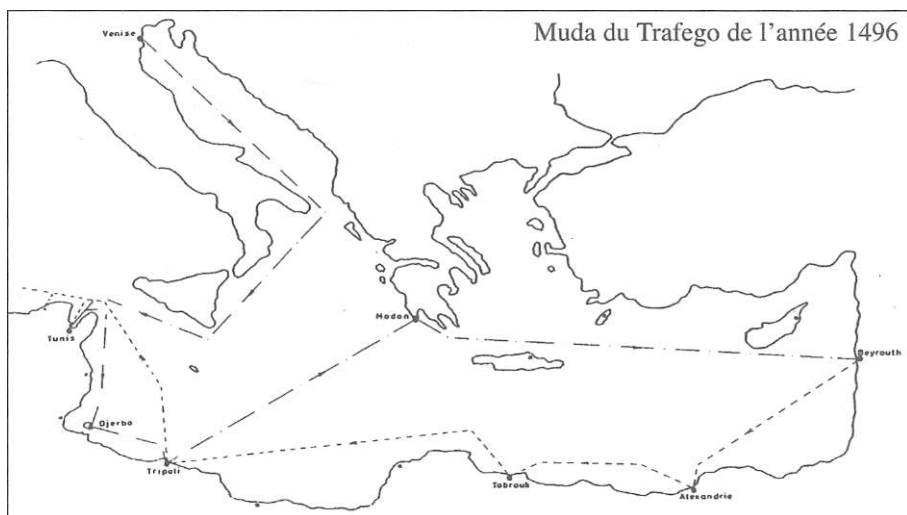
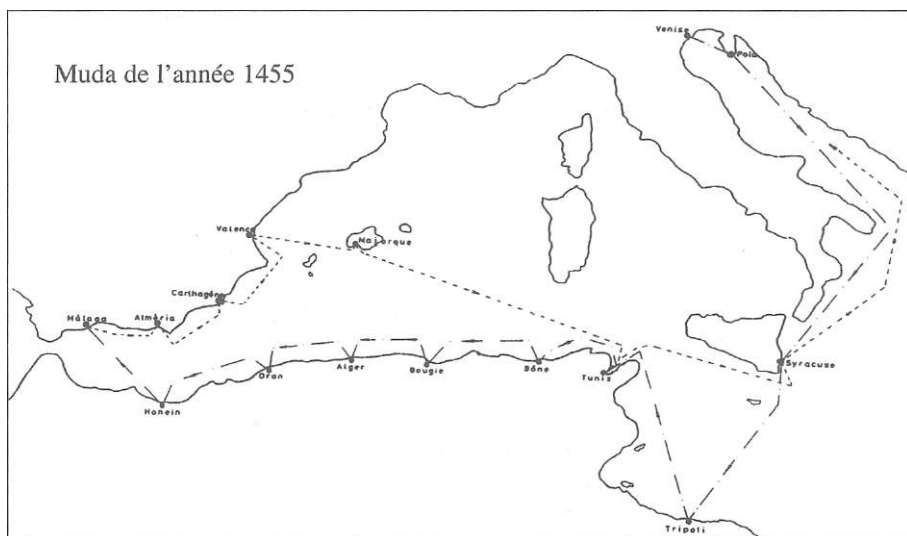
Pour la muda de Barbarie, la durée du voyage est de 7 à 10 mois, les retards étant dus au mauvais temps et aux incidents en cours d'escale. Les dates de départ sont liées entre les divers convois, la rotation des galères étant un élément important de rentabilité. Le convoi peut être exceptionnellement annulé (le Sénat en a ainsi décidé 5 fois, à l'occasion de guerres où Venise est impliquée) mais le Sénat reste ferme sur la régularité de la rotation des mudas et ne manque pas de sanctionner par des pénalités les capitaines qui retardent les départs.

Chaque muda fait l'objet d'un appel d'offres (incanto) auquel participent les patriciens. Le plus offrant loue la galère et recrute l'équipage - y compris le capitaine - mais reçoit aussi une subvention du Sénat dont le montant varie suivant la situation internationale plus ou moins tendue (1200 ducats la première année, 4000 ducats en 1474, année de crise). La signature du Traité de paix entre Venise et l'émir Hafside 'Uthman en 1456 a contribué à faire baisser le montant de la subvention.

Le capitaine, chef du convoi, est toujours un patricien, charge recherchée par les familles de la noblesse ; sa nomination est confirmée par le Sénat qui approuve également les officiers et techniciens de bord : armirao ou officier en second, comito chargé de la poupe, et pcitrono jurato à la proue ; un tisserand chargé des voiles et un charpentier ; les officiers de sécurité prennent une place croissante : 12 à 20 arbalétriers, jeunes nobles désireux d'apprendre le métier de la mer ainsi qu'un canonnier chargé des bombardes. A partir de 1462, chaque galère emportait 26 archers et 2 arquebusiers.

Au milieu des grandes puissances du XV s., Venise a occupé une place particulière d'intermédiaire et de dispensateur de services, moyennant un très faible engagement militaire. Elle a assuré l'essor du commerce, tout en développant les ressorts de la politique libérale, les techniques de l'assurance et les pratiques modernes de règlement des différends sans recours à la force.

Itinéraires de la flotte commerciale vénitienne en Méditerranée



La Muda de 1455 effectue le trajet Venise-Malaga à l'aller en passant par Tripoli, Tunis et les villes de la côte algérienne et Malaga-Venise au retour, avec comme principales escales les villes de la côte sud-est de l'Espagne, Majorque puis repasse directement par Tunis avant de regagner Venise. Cette escale de Tunis est toujours incluse quel que soit l'itinéraire. Il est de même pour les Mudas du Trafego qui, partant de Venise, relie Tunis à Alexandrie et Beyrouth.

(Source : B. Doumerc. *Venise et l'Emirat hafside de Tunis*)

s'était pas préoccupé de la construction de routes ni de ponts. Le seul pont cité de l'époque était celui qui, construit sur l'oued Miliane par Abu Zakaryà I^{er} grâce aux fonds laissés, après sa mort, par un faux mendiant, permettait de mettre la capitale en relation avec le Cap-Bon et le Centre. La seule route empierrée était celle que les romains avaient construite entre Constantine et Skikda. La principale route commerciale ouest-est était celle qui, partant de Bougie, contournait la Kabylie par le Sud vers Constantine et s'engageait par la vallée de la Medjerda vers Béja et Tunis. La voie nord-sud partait de Tunis et suivait le littoral jusqu'à Tripoli. D'autres voies partaient de la côte vers l'intérieur de Bougie à Ngaous par Sétiet, de Annaba à Ngaous et Ouer gla par Constantine. Celles de la steppe tunisienne passaient par Gafsa et Sbeitla jusqu'à Tebessa et mettaient le littoral oriental en contact avec le Djérid et le Constantinois. De Tripoli et Gabès, des pistes sahariennes s'enfonçaient dans le Fezzan et peut-être jusqu'à la bordure méridionale du Sahara. On recherchait évidemment à s'attirer les bonnes dispositions des tribus bédouines qui contrôlaient ces routes, en payant des droits de péage et en leur confiant contre rémunération, le transport des marchandises. C'est pour éviter ces frais que le cabotage entre les ports, malgré la menace de piraterie chrétienne, s'était développé.

Le commerce extérieur se pratiquait par mer avec les pays chrétiens de la Méditerranée et par terre avec les pays musulmans d'Orient. Les caravanes traversant le Sahara et rapportant esclaves et or des pays d'Afrique noire, devaient être organisées longtemps à l'avance et exigeaient des capitaux énormes, ce qui diminuait leur fréquence. Le commerce maritime était entre les mains des étrangers qu'il s'agisse du commerce avec les pays chrétiens ou avec les pays musulmans. Si l'Ifrīqiya avait abrité dans ses ports des consuls européens, elle n'a pas envoyé souvent les siens dans les villes chrétiennes.

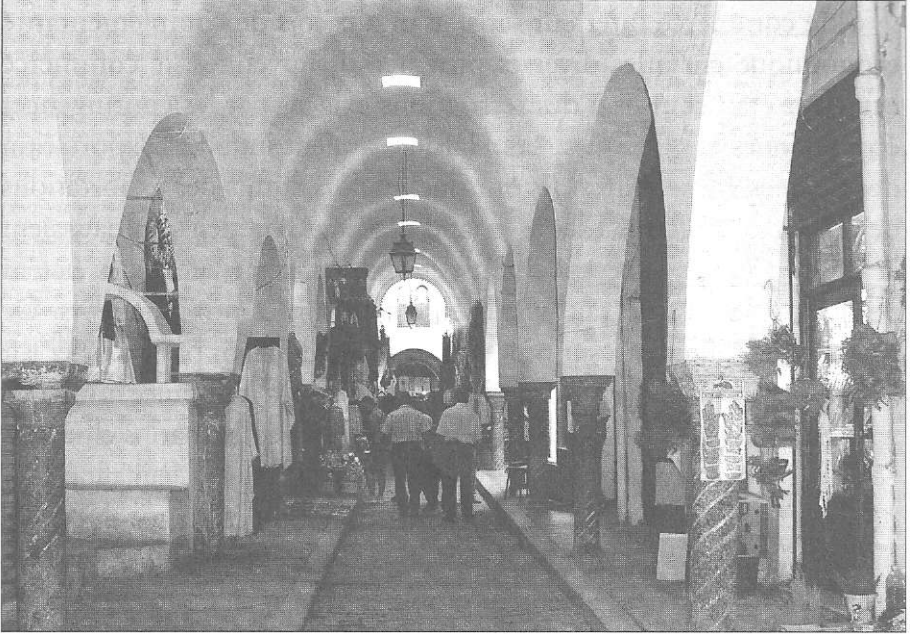
Echanges intérieurs et extérieurs étaient frappés par une fiscalité lourde et souvent peu conforme à la loi canonique. Mais, ni les récriminations de l'Imam Ibn Arafā, ni les railleries de Sidi Ibn Arus, ne sont arrivées à les faire disparaître entièrement. Les taxes (*mukus*) se rapportaient au droit de dresser un étalage au marché, à la vente

et achat d'animaux, à l'entrée des marchandises dans une ville etc. La *majba* apparut sous forme d'une taxe qui frappait les commerçants des souks. Elle rapportait au Sultan 'Uthmân, dit-on, trente mille dinars d'or par an. Le produit de la douane maritime était plus important encore. Sous 'Uthmân, un chroniqueur étranger l'évaluait à cent soixante dix mille dinars d'or.

Les importations susceptibles de concurrencer les produits locaux étaient fortement taxées. Au contraire les exportations étaient encouragées. Malgré cela les sultans ont su adroitement ne pas décourager les puissances chrétiennes à entretenir des relations commerciales, bienfaisantes pour le trésor sultanien. Les négociants chrétiens ou juifs étaient autorisés à utiliser des méthodes commerciales que la religion interdit aux musulmans, tel le prêt à intérêt. La primauté du commerce chrétien s'explique aussi par la mobilisation des grands capitaux et une pratique commerciale acquise depuis longtemps dans les grandes foires de l'Europe médiévale.

Les poids et mesures justifiaient, par leur extrême variation d'une ville à l'autre, la surveillance des autorités. Importé d'Orient, l'once abbasside (*waqya*) pesant 31, 48 grammes était le poids le plus fréquent. Le dirham (poids réel de la monnaie de même nom) était la vingt et unième partie de l'once. Plus bas, on trouvait le carat (*qirât*) pesant 0,75 gramme. Au dessus de l'once, la livre (*ratl*) pesait 504 grammes s'il s'agit du *ratl'Attâri* ou 567 grammes pour le *ratl sûqi*. Le « *qintâr* » pèse 50,400 kilogrammes à Tunis et 75,600 kilogrammes à Bougie. Les mesures de capacité étaient utilisées aussi bien pour les grains que pour les liquides. Le « *qafîz* » Kairouanais avait une capacité de 187,58 litres alors que celui de Tunis contenait 175,92 litres. Le *qafîz* Kairouanais contenait 16 « *waïba* ». Une *waïba* se subdivisait à son tour en 12 « *Sa '* », celle de Tunis en 10 *Sahfa* contenant chacune 12 « *Sa '* ». On utilisait aussi la jointée (*hafna*). Les mesures de longueur étaient la coudée (*dhrâ'* = 0,48 mètres) le mille (*mîl*) qui mesurait 1453 mètres. La « *mârhalâ* » était une étape journalière de 30 kilomètres. La « *mâshia* » (11 ha) était la surface qu'une paire d'animaux étaient capables de labourer en une saison.

Souk el-Qumash de Tunis.



Tunis a connu un essor commercial important sous les Hafsides. A cette époque les caravanes affluaient dans la ville, venant d'aussi loin que le Daïfour au Soudan apportant esclaves, or, gomme, ivoire...etc.

Un intense trafic existait aussi avec les villes italiennes et le sud de la France notamment avec Marseille.

Les voyageurs européens ont estimé à 700 le nombre de boutiques d'épiciers. On raconte aussi que les marchands de souk al-Qumâsh versaient la somme de trois mille dinars par an à Abu Zakariyâ (m.1249). C'est à ce dernier sultan que l'on attribue le souk des Attârin (parfumeurs) et le souk al-Qumâsh (tissus). Les commerçants-artisans

de ces deux métiers, organisés en corporations, formaient alors une véritable aristocratie commerciale.

Ils détenaient les secteurs les plus lucratifs de leur temps. L'entrée de souk al-Qumâsh garde l'empreinte des Hafsides, on y voit encore deux chapiteaux d'angle de type hispano-maghrébin rehaussés d'arabesque et de formules religieuses dans la partie supérieure et de feuilles stylisées sous forme de méandres dans la partie inférieure.

Si le commerce intérieur satisfaisait aux lois de complémentarité économique entre les diverses provinces ifrîqiyennes, le commerce extérieur était soumis à des restrictions exigées par les contingences économiques et politiques. Les Hafsides avaient interdit l'exportation des denrées alimentaires. Ils ont quelquefois admis des exportations de blé par raison humanitaire, quand des Etats chrétiens connaissaient la disette. Mais ces exportations étaient contingentées et n'étaient permises que s'il n'y avait pas répercussion sur les prix intérieurs. De leur côté les Chrétiens, sur ordre du pape, ne devaient pas exporter sur l'Ifrîqiya des produits susceptibles d'accroître sa puissance militaire. Mais le contrôle des expéditions s'avéra difficile et les marins chrétiens vendirent pratiquement à l'Ifrîqiya tout ce qui pouvait leur rapporter des bénéfices. L'Ifrîqiya était exportatrice de produits agricoles et de matières brutes. Malgré les interdictions, les Républiques d'Italie du Nord ont importé régulièrement du blé Ifrîqiyen, en petites quantités, il est vrai. Les laines, cuirs et peaux étaient exportés en plus grande quantité à partir de Tunis, Bougie, Djerba et Tripoli. L'Ifrîqiya exportait aussi l'huile d'olive dont la qualité était appréciée aussi bien dans les pays chrétiens que dans les Etats musulmans d'Orient. Les fruits secs (raisins, amandes, figes), le sel, la cire, le thon étaient également exportés, ainsi que des articles manufacturés : poteries d'art, vannerie, sparterie, tapis et étoffe de luxe. L'Ifrîqiya était importatrice de produits alimentaires et plus encore de produits manufacturés. Les importations du blé sicilien étaient fréquentes en cas de disette. L'Italie vendait des figes, des noix et des amandes, Marseille et Naples des châtaignes et tous les pays méditerranéens du vin. Les épices dont le commerce était très actif au moyen âge, venaient d'Orient ainsi que les parfums et les plantes tinctoriales et médicinales. Marseille et Gênes vendaient les draps de Flandres et les soieries. Venise exportait les étoffes précieuses : soie, velours, satin, taffetas. L'Ifrîqiya achetait le papier, les métaux comme le fer, l'étain et surtout le cuivre et les armes. Enfin on importait l'argent et les pierres précieuses d'un peu partout.

Zawiya de Sidi Qasim al-Jellizi (le potier) à Tunis.

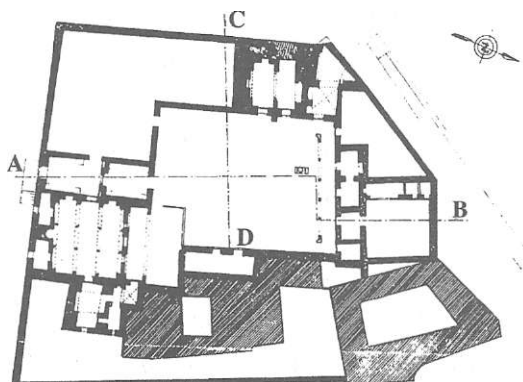
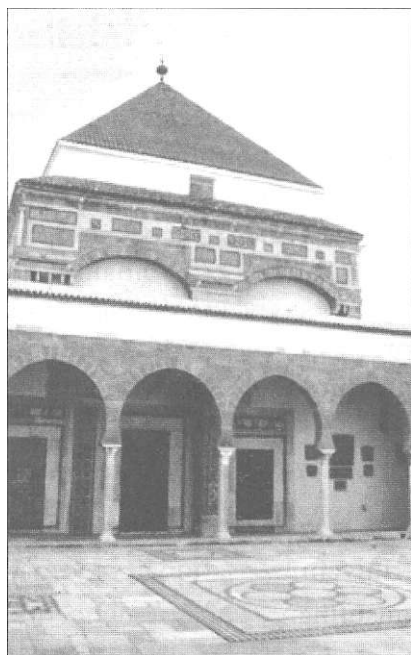
Cette zâwiya présente un intérêt particulier parmi les monuments hafsides de Tunis. Une inscription tardive dans la chambre funéraire nous apprend que le fondateur de la zâwiya est Abu al-Qâsim Ahmad al-Sadafi al Fâsî, surnommé al-Jellizi (le potier) à qui on veut attribuer l'introduction de la céramique émaillée de type andalou en Tunisie.

On pénètre dans la cour par deux vestibules séparés par une porte arquée à claveaux alternés. Des portiques d'origine ne subsiste que celui de la face nord, qui précède les salles d'hébergement.

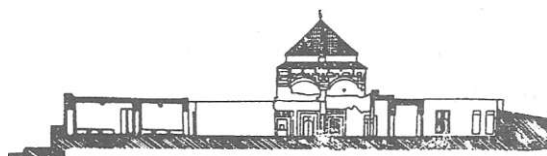
La salle de prière est composée de trois nefs parallèles au mur de la Qibla. Il faut relever dans l'architecture de ce beau monument les éléments caractéristiques suivants :

- la Qubba pyramidale en tuiles vertes qui couvre la salle de prière ;
- la marqueterie de marbre blanc et noir qui orne la cour et où l'on distingue plusieurs motifs, les uns à disques, les autres étoilés et entrelacés ;
- des panneaux de céramique à cuerda seca.

Les influences marocaines sont ici nettement perceptibles.



Coupe C-D



Coupe A-B

VI

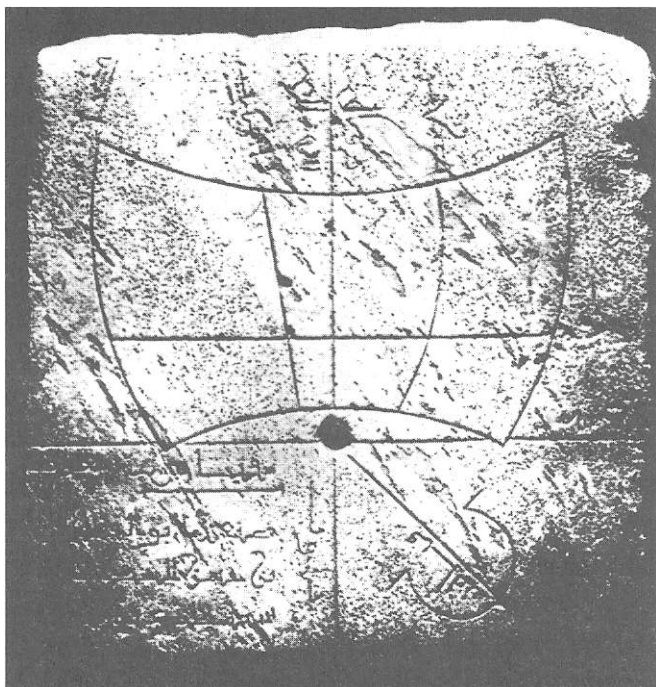
La vie intellectuelle et artistique

Les quatre siècles d'histoire hafside de l'Ifrîqiya n'ont pas été riches en hommes de lettres remarquables. Du moins, est-ce l'impression traditionnelle qui se dégage après avoir cité les deux grands génies du bas moyen âge ifrîqiyen : Ibn 'Arafa et Ibn Khaldûn. La personnalité de ces deux hommes a-t-elle effacé d'autres écrivains de talent, mais de moindre envergure ? Cela est fort possible et il faut penser que des nombreuses oeuvres retrouvées, quelques unes mériteraient une étude approfondie.

1. Ibn 'Arafa et la renaissance du malikisme

A la veille de la conquête almohade, la majorité de la population ifriqiyenne pratiquait le malikisme. Les khàrijites et les non-musulmans constituaient une infime minorité. Les Almohades n'ont pas tenté d'imposer par la force en Ifrîqiya l'Unitarisme comme ils l'ont fait au Maroc. Cela s'explique peut-être par le fait qu'ils considéraient l'Ifrîqiya comme un territoire conquis et pour eux, l'Unitarisme était le symbole du commandement, une religion de chefs. Les successeurs hafside ont continué dans cette voie, mais au fur et à mesure que le temps passait, les sultans hafside, sans renier l'Unitarisme officiel, se sont intéressés, par curiosité d'abord, ensuite avec passion, aux débats juridiques auxquels le renouveau du malikisme, inauguré par Ibn Zaytûn, donnait un attrait particulier. Le courant néo-malikite venait certainement d'Orient où Ibn Zaytûn (né en 1224) se rendit plusieurs fois pour écouter les cours des disciples de Fakhr ad-Dine al-Ghàzi. L'enseignement de Ibn Zaytûn fut combattu par les « anciens » de Bougie et de Kairouan. Mais à Tunis les modernes furent les plus forts. Le sage al-Mustansir, qui s'intéressa à ce débat, finit par répondre aux vœux de ses sujets : en 1260 il nomma qâdhi de Tunis un malikite versé dans le rite et accorda ses faveurs à Ibn Zaytûn. Dès lors, le malikisme s'étendit

*Cadran solaire d'époque hafside
(Musée de Carthage)*



Le musée de Carthage conserve un cadran solaire (mizwala) datant de 746/1345. Il est l'œuvre d'Abu al-Qâsim Ibn Hasan al-Chaddâd. Le souci qu'avaient les musulmans de connaître l'heure et de régler les moments de la prière s'exprimait dans leur vif intérêt pour la gnomonique (science de fabrication des cadrans solaires). A la fin du Moyen-âge, il y avait des cadrans solaires de différentes formes dans la plupart des grandes mosquées du monde islamique. Ceux qui nous sont parvenus portent usuellement des marques concernant les heures (saisonnières et équinoxiales) et les prières de la mi-journée (zuhr) et de l'après-midi asr). Comme le commencement des intervalles entre ces deux prières était défini par la longueur de l'ombre, leur régulation au moyen des cadrans solaires était tout à fait appropriée.

partout : qâdhis, professeurs et ministres furent malikites. Mais le véritable maître du néo-malikisme ifrîqyen sera, une cinquantaine d'années plus tard, l'Imam Ibn 'Arafa.

Abu Abdullah Muhammed Ibn Arafa al-Warghammi est né dans le Djérid en 1316. A l'inverse de Ibn Zaytun, il ne quitta pas l'Ifrîqiya pour parfaire ses études. Il est vrai qu'à cette époque l'école malikite de Tunis, formée par les disciples de Ibn Zaytun, n'avait rien à envier aux savants d'Orient. Nommé Imam de la grande Mosquée de Tunis, puis *khatib* et *mufti*, il s'attribua une grande gloire en refusant par modestie le titre de Grand-qâdhi. Mais sa personnalité écrasante faisait qu'il était le maître de la religion et ses disciples qu'il savait bien placer lui assuraient une diffusion précieuse de son autorité. Très pieux, se tenant loin de la cour du sultan, il mourut, dit-on, très riche à l'âge de quatre vingt cinq ans. Toute la vie de l'imam explique son succès. Mais ce succès, il le doit essentiellement au fait d'avoir su concilier, dans un malikisme populaire, les obligations de la foi et les nécessités du temps (*dharûrya*). Cet Imam subtil et conciliant allait marquer l'Islam ifrîqiyen pour longtemps... Considéré comme le dernier Imam pourvu de la faculté d'interprétation (*al-ijtihâd*), il donna des solutions aux problèmes du *fiqh* et du droit dans le sens de révolution sociale.

Maître de l'école malikite de Tunis, il n'hésitait pas à adopter les solutions des autres écoles de Kairouan et de Bougie et même des autres pays musulmans. Les exemples abondent où les muftis malikites ont montré une largesse d'esprit qui les distinguait des imitateurs (*al-muqallidûn*) du reste du Maghreb. L'affaire du mihrâb de la grande mosquée de Tunis est significative : bien que le mihrâb soit mal orienté, on décida que la prière restera valable, par respect de la prière des générations passées. Ibn Arafa a autorisé l'embellissement de la grande mosquée, malgré l'interdiction de montrer le luxe dans les lieux sacrés. Les Malikites ont admis que le pèlerinage à la Mecque pouvait être effectué par procuration quand le fidèle se sent incapable de le faire personnellement. Ibn Arafa a attendu ses soixante dix ans pour accomplir son pèlerinage obligatoire. Les Malikites ont recommandé la célébration de la fête

du Mouled, nouveauté longtemps dénigrée par les tenants de l'orthodoxie pure comme une imitation, indéfendable du point de vue musulman. Il n'est pas jusqu'aux fêtes païennes célébrées dans les campagnes à l'occasion de certaines dates de l'ancien calendrier Julien qui n'aient été tolérées par les Malikites, entérinant ainsi des coutumes préislamiques. Enfin, importante décision lourde de conséquences : les *fuqahas* malikites ont autorisé, sous réserve, il est vrai, la vénération des marabouts.

2. Développement du maraboutisme

L'histoire de la période hafside est inséparable du développement du maraboutisme en Ifrîqiya. Certes, bien avant les Almohades, les côtes orientales de l'Ifrîqiya connaissaient une floraison de ribâts tenus par des ascètes dont le principal rôle consistait à défendre le sol musulman des empiétements chrétiens. Mais le rôle des « *Murabitîns* » s'arrêtait là. Le maraboutisme hafside, porté par l'enthousiasme populaire, est devenu un phénomène social dont l'Etat a dû tenir compte et il s'en est même servi pour asseoir son autorité.

A l'origine du maraboutisme, se trouve le soufisme, une doctrine mystique née en Orient et introduite d'abord au Maroc en pleine période Almohade. Le père du maraboutisme ifriqiyen est un andalou installé à Bougie, le « *qutb* » Sidi Abû Madian mort en 1197 ou 1198 près de Tlemcen. Il fit ses études au Maroc puis naturellement en Orient où il rencontra les plus grands soufis qui l'ont initié à la flamme mystique. Revenu à Bougie, cet homme profondément religieux et intelligent se mit à prêcher aux populations berbères, que les subtilités du dogme rebutaient, une foi simple fondée sur l'amour de Dieu, le renoncement aux choses de ce monde, la patience et l'humilité. A mi-chemin entre le mysticisme théorique et desséchant des soufis orientaux et la simplicité de la foi populaire, l'enseignement de Abû Madian convenait parfaitement à la mentalité ifriqiyenne. Le niveau intellectuel du maraboutisme ifriqiyen ne devait jamais s'élever au dessus des croyances superstitieuses.

Le succès fut rapide. Ses disciples disséminèrent un peu partout les paroles du maître. Les *ulamas* réagirent favorablement. C'est

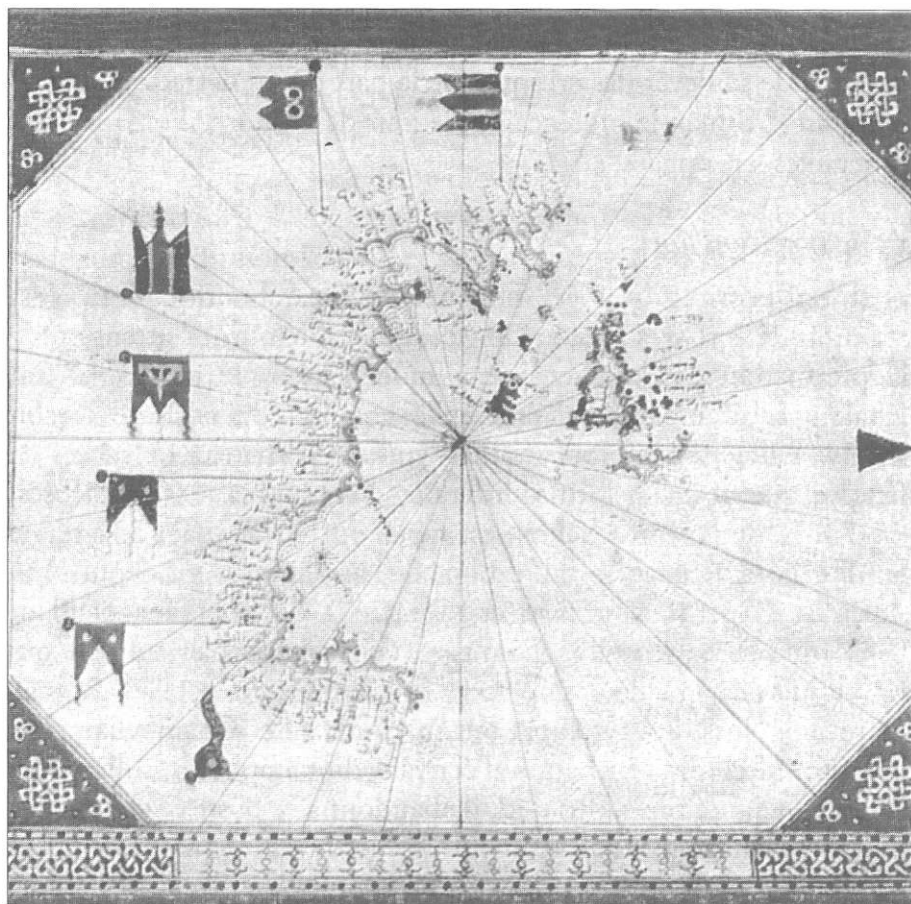
dans ces conditions qu'un autre marabout du Maroc a pu se consacrer à créer à Tunis une école maraboutique dont l'influence persiste jusqu'à nos jours. Il s'agit de Sidi Abu al-Hasan as-Shàdhuli (1197-1258) dont la Mausolée se dresse à la sortie sud de Tunis. Il effectua un stage mystique au Djebel Zaghouan, lieu de rencontre traditionnel des penseurs soufites. Puis, profitant des faveurs que lui prodiguait un autre marabout, Sidi Abu Sa'ïd al-Bàji, il s'installa près de Tunis. Mais quelques années plus tard, devant l'hostilité des *ulamas* officiels, il s'exila en Orient où il mourut.

Sidi Abu al-Hasan avait inauguré les prières nocturnes prolongées. Il semble que ce soit lui qui ait introduit l'usage du café en Ifriqiya. La *zâwia* qu'il ne quittait que rarement est en même temps demeure passagère pour les pauvres, établissement d'enseignement pour ses disciples et asile inviolable, par la force de la tradition populaire, pour les individus recherchés.

Parmi les nombreux disciples de Sidi Abu al-Hasan, il faut citer Sayda al-Manùbya pour les miracles qu'on lui attribuait et les allures de démente qu'elle affectait dans les rues de Tunis pour échapper probablement aux châtiments que les *ulamas* réclamaient contre cette femme qui osait sortir sans voile. Mais elle jouissait de la protection du Sultan. Cette faveur avait fini par décourager les chefs de la religion et le maraboutisme se développa librement pour atteindre au XV^e s. la forme excentrique représentée par Sidi Ibn Arus.

Sidi Ibn Arùs est né à la fin du XIV^e s. dans l'actuelle Grombalia. Orphelin de père, il mena jeune une vie aventureuse qui lui permit de s'instruire tout en gagnant sa vie, en s'adonnant à des travaux domestiques dans les *zâwias*. Il visita le Maroc et se recueillit, chemin faisant, sur le tombeau de Sidi Abu Madian. De retour à Tunis, on remarqua rapidement ses dons maraboutiques qu'il savait allier à une force herculéenne. Le sultan Abù Fàris lui donna une *zâwia*. Ce Marabout fantaisiste perça le plafond de sa chambre du rez-de-chaussée et logea au premier. Quelque temps plus tard, il s'établit sur la terrasse et on dut lui aménager une petite hutte. De là, il faisait monter avec une corde ses repas, parlait aux passants ou les frappait avec des pierres. Mais à cela on trouvait toujours une

Le Portulan d'al-Charfi



La cartographie a connu un développement important à l'époque hafside. Plusieurs documents nous sont parvenus, tels que la carte de Muhammad al-Tûnusi exécutée au xvi s. et plusieurs portulans (atlas maritimes) œuvre de la famille Charfi de Sfax, cartographes de père en fils auteurs de deux protulans datés 1551 et 1571 et de trois mappemondes datant respectivement de 1571, 1579 et 1601. Sur cette page du portulan, dans un cadre somptueusement décoré, sont clairement lisibles les côtes de la Tunisie et de la Libye ainsi que la Sicile et Malte.

explication : un enfant aveugle blessé par une pierre a pu retrouver la vue. Il recevait ses admirateurs perché sur sa terrasse et aimait la compagnie des femmes. La vie agitée d'un tel marabout n'a pas manqué de soulever des critiques de la part de ses détracteurs. Mais le sultan 'Uthmân le protégeait et le jour de sa mort, il organisa des funérailles solennelles.

3. *Ibn Khaldun*

Il est possible que cet engouement maraboutique qui s'est répandu dans toutes les couches sociales ait détourné l'attention de la production littéraire et scientifique. L'exemple du grand Ibn Khaldun qui, incompris, s'est exilé volontairement loin de son Ifriqiya natale, nous prouve qu'il n'y avait de chances de succès en Ifriqiya que pour les formes littéraires liées aux études religieuses. 'Abd ar-Rahmân Ibn Khaldun est né à Tunis le 27 mai 1332 d'une famille d'origine arabe ayant occupé de hautes fonctions depuis Abu Zakaryâ. Il perdit son père et sa mère à dix sept ans pendant l'épidémie de peste noire. Sa culture, déjà soignée par son père qui lui donna les meilleurs maîtres, fut complétée par les *ulamas* marocains lors de l'occupation marinide. Le Chambellan Ibn Tafrajîn lui confia les charges d'écrivain du paraphe du sultan Abu Ishâq. Quelques mois plus tard, il abandonna ce poste et commença une vie aventureuse qui allait lui permettre de connaître les pays arabophones. Se jouant des rivalités qui opposaient les émirs hafsides et les souverains mérinides, on le voit se mettre au service de l'émir de Constantine puis du sultan mérinide Abu 'Inân. Il revint ensuite à Tunis, après avoir séjourné en Espagne, à Bougie, à Tlemcen, à Biskra. Le sultan Abu al-'Abbâs lui pardonna ses infidélités et Ibn Khaldun enseigne à Tunis pendant quatre ans. Mais les nombreuses inimitiés qu'il se fit parmi les *ulamas* et en particulier celle de l'imam Ibn 'Arafa l'obligèrent à quitter son pays natal en octobre 1382 pour l'Egypte où il fut bien reçu et fit une brillante carrière de professeur et de magistrat. Le 17 mars 1406, il mourut au Caire. Pendant son exil, il continua à s'intéresser aux événements de l'Ifriqiya.

L'œuvre fondamentale d'Ibn Khaldûn est son livre « *Kitâb al-'Ibar* » qu'il a fait précéder par une introduction « *al-Muqaddima* » ou Prolégomènes. Le *Kitâb al-'Ibar* est une œuvre relatant l'histoire des dynasties et des peuples du monde musulman. Mais la partie la plus originale est certainement la *Muqaddima* dans laquelle il créa la philosophie de l'histoire. Le mérite d'Ibn Khaldûn est d'avoir cherché à expliquer les événements et de dégager leurs causes déterminantes. Il a donné ainsi des explications géographiques au phénomène du nomadisme et son évolution dans la société de son époque. Ces vues l'ont amené à des considérations plus larges touchant les méthodes d'enseignement et la théologie. Cette attitude critique, jointe à la forte personnalité de l'érudit sociologue, ont suscité des jalousies et des rancœurs dont la plus virulente a été celle de l'Imam Ibn 'Arafa qui l'a contraint à l'exil.

Ibn Khaldûn ne devait pas avoir de disciples. Méconnu par ses contemporains, il ne fut découvert qu'au début du XX^e s. À côté d'Ibn Khaldûn, les chroniqueurs de l'époque hafside sont de bien moindre importance. Citons le « *Tarikh ad-dawlatayn* » attribué à Zarkachî, la « *Rihla* » d'al-Tijâni et les « *Ma'âlim* » d'Ibn Nâjî ; d'autres écrivains ont écrit des œuvres spécialisées.

4. Les sciences et les arts

À la fin du XIII^e s., l'astrologue Constantinois Ibn Qunfud a écrit un manuel servant à déterminer la position des astres. La médecine se complaisait à se perdre dans les dédales de Tératologie du « *Raivdh al-'Âir* » manuel écrit à la demande d'un ministre de Abu Fâris. La littérature malikite est abondante et est en rapport avec le renouveau du malikisme : commentaires du Dogme, recueil de consultations foisonnent, en tête desquels il faut placer « *al-Mukhtasar al-Kabîr* » de l'Imam Ibn 'Arafa et son classique « *Hudud* » ; biographies de *ulamas* et surtout de saints parues sous le nom de « *Manaqib* » sont quelquefois attachantes. La poésie est restée à la mode et les sultans eux mêmes, comme al-Mustansir et Abu Bakr composaient des vers. Mais les principaux poètes de l'époque sont des Espagnols. À peine doit-on retenir deux noms ifrîqiyens : Ibn Chabbât de Mahdia et Ibn

'Urayba, qàdhi de Téboursouk. La poésie en arabe parlé devait certainement connaître à cette époque un plus grand succès, comme le note Ibn Khaldun.

En ce qui concerne les arts, nous retrouvons toujours la même attitude hostile des *ulamas* qui craignaient que cela détournât les esprits du culte. Bien qu'interdite, la musique profane connaissait une grande vogue à Bougie et à Tunis. Les sultans hafside prisait les maloufs andalous (musique et chant) introduits en Ifriqiya depuis les Zirides, sans oublier que le maraboutisme est à l'origine des chants liturgiques. La musique est quelquefois accompagnée de danses féminines dans les harems des grandes personnalités, masculines dans les campagnes. En architecture, l'influence hispano-marocaine a été sans doute prédominante.

En somme, l'Ifriqiya hafside n'a pas brillé d'un éclat particulier en ce qui concerne la production intellectuelle et artistique. Rien en tout cas de comparable avec la période aghlabide. Sa position géographique qui en fait un lieu de passage sur la route de la Mecque, l'a faite bénéficier des courants artistiques du monde musulman. Cet avantage géographique l'aurait-il déjà ankylosée ?

Conclusion

Après trois siècles et demi de règne, la dynastie hafside apparaît comme celle qui a duré le plus longtemps au Maghreb et même dans le monde arabe. Cette survie s'explique d'abord par le souci qu'ont eu ces berbères venus du Maroc de veiller à renforcer la puissance de leur armée qui est restée jusqu'au début du XVI^es. l'une des meilleures du Maghreb. Mais quand à l'aube de l'histoire moderne, la flotte est devenue un complément indispensable à la puissance terrestre, les hafside, qui ne s'étaient pas préoccupés de mettre sur pied une force maritime capable de jouer un rôle dans le conflit hispano-turc pour l'hégémonie en Méditerranée, n'ont eu d'autre ressource que de demander la protection Espagnole pour

parer au danger le plus pressant, celui des Turcs déjà installés en Algérie. Mais, ce faisant, ils se sont aliénés la sympathie des populations musulmanes qui leur préférèrent dès lors ces Turcs redoutés par les dirigeants.

Cette survie s'explique aussi par le soin mis par les Hafsides à respecter l'équilibre social institué en Ifrīqiya depuis les grandes invasions du XI^e s. Dans la société ifriqiyenne de l'époque, le fait le plus remarquable est que, malgré la diversité des origines, la population a fini par découvrir un équilibre entre les différents genres de vie. La symbiose économique entre sédentaires et nomades en est un exemple. Ceci pouvait paraître suffisant pour expliquer l'adhésion des populations à une dynastie qui n'a pas recherché à bouleverser les structures sociales.

Les Hafsides n'ont pas entrepris de travaux d'utilité publique à part ceux à caractère religieux. En revanche, en mettant la justice à la portée du justiciable, en ouvrant l'instruction à toutes les catégories sociales, les Hafsides ont renforcé cette adhésion.

Enfin, les Hafsides ont été assez habiles pour ne pas heurter de front l'opinion populaire. L'histoire du maraboutisme répondait à un besoin confus d'organisation sociale. La protection sultanienne aux marabouts s'expliquait, dans une certaine mesure, par le fait que certains d'entre eux ont participé au maintien de l'ordre et ont assuré à certains moments la sécurité dans le pays. Ainsi le maraboutisme apparaît comme un encadrement efficace, remplaçant celui que l'Etat n'a pu mettre en place. Il est remarquable que les périodes d'extension maraboutique coïncidaient avec les périodes d'effondrement du pouvoir central et, en rappelant aux tribus nomades les principes élémentaires de l'Islam, les marabouts ont freiné quelquefois leur ardeur au pillage.

Liste des princes Hafsides

1) Abu Zakaryâ Yahia ibn Abi Muhammad Abd al-Wâhid	625/1228
2) Abu Abdallah Muhammad al-Mustansir ibn Yahia	647/1249
3) Abu Zakaryâ Yahia al-Wâthiq	675/1277
4) Abu Ishâq Ibrâhîm ibn Yahia	678/1279
5) Al-Dâ'î Ahmad ibn Marzuq ibn Imâra	681/1283
6) Abu Hafs 'Umar ibn 'Abd al-Wâhid	683/1284
7) Abu 'Asîda Muhammad al-Mustansir	694/1295
8) Abu Bakr al-Shahîd ibn Abi ar-Rahmân	709/1309
9) Abu al Baqâ Khâlid an-Nâsir	709/1309
10) Abu Yahia Zakaryâ ibn Ahmad	711/1311
11) Abu Dharba Muhammad al-Mustansir	717/1317
12) Abu Yahia Abu Bakr al-Mutawakkil	718/1318
13) Abu Hafs 'Umar ibn Abi Bakr	747/1346
14) Abu al-'Abbâs Ahmad al-Fadhl	750/1350
15) Abu Ishâq Ibrâhîm al-Mustansir	751/1350
16) Abu al-Baqâ Khâlid ibn Ibrâhîm	770/1369
17) Abu al-'Abbâs Ahmad ibn Muhammad	772/1370
18) Abu Fâris 'Abd al-'Azîz	796/1394
19) Abu 'Abdullah Muhammad al-Muntasir	837/1434
20) Abu 'Amr'Uthmân ibn Muhammad	839/1435
21) Abu Zakaryâ Yahia ibn Muhammad	893/1488
22) Abu 'Abdullâh Muhammad al-Mutawakkil	899/1493
23) Abu Muhammad al-Hasan ibn Muhammad	932/1526
24) Ahmad ibn al-Hasan	948/1541
25) Muhammad ibn al-Hasan	981/1573

Les dates correspondent à l'année de leur arrivée au pouvoir.

Références bibliographiques

L'ouvrage de base pour l'étude de la période hafside est la thèse de R. Brunschwig « la Berbérie orientale sous les Hafsides des origines à la fin du XV^e s. » 2 vol. Maisonneuve, Paris, 1940 et 1947. Cette thèse remarquable nous a servi à construire la plus grande partie de ce chapitre et contient une bibliographie très détaillée.

Pour l'étude de la société hafside, on s'adressera, à côté de l'ouvrage cité plus haut, au livre de Yves Lacoste « Ibn Khaldùn, naissance de l'histoire passée du tiers monde » Maspero, Paris, 1966.

Enfin l'ouvrage de Ch. André Julien « Histoire de l'Afrique du Nord » 2^{ème} tome, contient une abondante bibliographie, tant en ce qui concerne les sources d'archives et les textes originaux que les études de synthèse.

ANNEXES

Tableau indicatif des concordances entre les années de
l'ère hégirienne et les années de l'ère chrétienne

Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne
1	622	44	664	87	705	130	747
2	623	45	665	88	706	131	748
3	324	46	666	89	707	132	749
4	325	47	667	90	708	133	750
5	626	48	668	91	709	134	751
6	627	49	669	92	710	135	752
7	628	50	670	93	711	136	753
8	629	51	671	94	712	137	754
9	630	52	672	95	713	138	755
10	631	53	672	96	714	139	756
11	632	54	673	97	715	140	757
12	633	55	674	98	716	141	758
13	634	56	675	99	717	142	759
14	635	57	676	100	718	143	760
15	636	58	677	101	719	144	761
16	637	59	678	102	720	145	762
17	638	60	679	103	721	146	763
18	639	61	680	104	722	147	764
19	640	62	681	105	723	148	765
20	640	63	682	106	724	149	766
21	641	64	683	107	725	150	767
22	642	65	684	108	726	151	768
23	643	66	685	109	727	152	769
24	644	67	686	110	728	153	770
25	645	68	687	111	729	154	770
26	646	69	688	112	730	155	771
27	647	70	689	113	731	156	772
28	648	71	690	114	732	157	773
29	649	72	691	115	733	158	774
30	650	73	692	116	734	159	775
31	651	74	693	117	735	160	776
32	652	75	694	118	736	161	777
33	653	76	695	119	737	162	778
34	654	77	696	120	737	163	779
35	655	78	697	121	738	164	780
36	656	79	698	122	739	165	781
37	657	80	699	123	740	166	782
38	658	81	700	124	741	167	783
39	659	82	701	125	742	168	784
40	660	83	702	126	743	169	785
41	661	84	703	127	744	170	786
42	662	85	704	128	745	171	787
43	663	86	705	129	746	172	788

Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne
173	789	221	835	269	882	317	929
174	790	222	836	270	883	318	930
175	791	223	837	271	884	319	931
176	792	224	838	272	885	320	932
177	793	225	839	273	886	321	933
178	794	226	840	274	887	322	933
179	795	227	841	275	888	323	934
180	796	228	842	276	889	324	935
181	797	229	843	277	890	325	936
182	798	230	844	278	891	326	937
183	799	231	845	279	892	327	938
184	800	232	846	280	893 "	328	939
185	801	233	847	281	894	329	940
186	802	234	848	282	895	330	941
187	802	235	849	283	896	331	942
188	803	236	850	284	897	332	943
189	804	237	851	285	898	333	944
190	805	238	852	286	899	334	945
191	806	239	853	287	900	335	946
192	807	240	854	288	900	336	947
193	808	241	855	289	901	337	948
194	809	242	856	290	902	338	949
195	810	243	857	291	903	339	950
196	811	244	858	292	904	340	951
197	812	245	859	293	905	341	952
198	813	246	860	294	906	342	953
199	814	247	861	295	907	343	954
200	815	248	862	296	908	344	955
201	816	249	863	297	909	345	956
202	817	250	864	298	910	346	957
203	818	251	865	299	911	347	958
204	819	252	866	300	912	348	959
205	820	253	867	301	913	349	960
206	821	254	868	302	914	350	961
207	822	255	868	303	915	351	962
208	823	25 6	869	304	916	352	963
209	824	257	870	305	917	353	964
210	825	258	871	306	918	354	965
211	826	259	872	307	919	355	965
212	827	260	873	308	920	356	966
213	828	261	874	309	921	357	967
214	829	262	875	310	922	358	968
215	830	263	876	311	923	359	969
216	831	264	877	312	924	360	970
217	832	265	878	313	925	361	971
218	833	266	879	314	926	362	972
219	834	267	880	315	927	363	973
220	835	268	881	316	928	364	974

ANNEXE

Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne
365	975	413	1022	461	1068	509	1115
366	976	414	1023	462	1069	510	1116
367	977	415	1024	463	1070	511	1117
368	978	416	1025	464	1071	512	1118
369	979	417	1026	465	1072	513	1119
370	980	418	1027	466	1073	514	1120
371	981	419	1028	467	1074	515	1121
372	982	420	1029	468	1075	516	1122
373	983	421	1030	469	1076	517	1123
374	984	422	1030	470	1077	518	1124
375	985	423	1031	471	1078	519	1125
376	986	424	1032	472	1079	520	1126
377	987	425	1033	473	1080	521	1127
378	988	426	1034	474	1081	522	1128
379	989	427	1035	475	1082	523	1128
380	990	428	1036	476	1083	524	1129
381	991	429	1037	477	1084	525	1130
382	992	430	1038	478	1085	526	1131
383	993	431	1039	479	1086	527	1132
384	994	432	1040	480	1087	528	1133
385	995	433	1041	481	1088	529	1134
386	996	434	1042	482	1089	530	1135
387	997	435	1043	483	1090	531	1136
388	998	436	1044	484	1091	532	1137
389	998	437	1045	485	1092	533	1138
390	999	438	1046	486	1093	534	1139
391	1000	439	1047	487	1094	535	1140
392	1001	440	1048	488	1095	536	1141
393	1002	441	1049	489	1095	537	1142
394	1003	442	1050	490	1096	538	1143
395	1004	443	1051	491	1097	539	1144
396	1005	444	1052	492	1098	540	1145
397	1006	445	1053	493	1099	541	1146
398	1007	446	1054	494	1100	542	1147
399	1008	447	1055	495	1101	543	1148
400	1009	448	1056	496	1102	544	1149
401	1010	449	1057	497	1103	545	1150
402	1011	450	1058	498	1104	546	1151
403	1012	451	1059	499	1105	547	1152
404	1013	452	1060	500	1106	548	1153
405	1014	453	1061	501	1107	549	1154
406	1015	454	1062	502	1108	550	1155
407	1016	455	1063	503	1109	551	1156
408	1017	456	1063	504	1110	552	1157
409	1018	457	1064	505	1111	553	1158
410	1019	458	1065	506	1112	554	1159
411	1020	459	1066	507	1113	555	1160
412	1021	460	1067	508	1114	556	1160

Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne
557	1161	605	1208	653	1255	701	1301
558	1162	606	1209	654	1256	702	1302
559	1163	607	1210	655	1257	703	1303
560	1164	608	1211	656	1258	704	1304
561	1165	609	1212	657	1258	705	1305
562	1166	610	1213	658	1259	706	1306
563	1167	611	1214	659	1260	707	1307
564	1168	612	1215	660	1261	708	1308
565	1169	613	1216	661	1262	709	1309
566	1170	614	1217	662	1263	710	1310
567	1171	615	1218	663	1264	711	1311
568	1172	616	1219	664	1265	712	1312
569	1173	617	1220	665	1266	713	1313
570	1174	618	1221	666	1267	714	1314
571	1175	619	1222	667	1268	715	1315
572	1176	620	1223	668	1269	716	1316
573	1177	621	1224	669	1270	717	1317
574	1178	622	1225	670	1271	718	1318
575	1179	623	1226	671	1272	719	1319
576	1180	624	1226	672	1273	720	1320
577	1181	625	1227	673	1274	721	1321
578	1182	626	1228	674	1275	722	1322
579	1183	627	1229	675	1276	723	1323
580	1184	628	1230	676	1277	724	1323
581	1185	629	1231	677	1278	725	1324
582	1186	630	1232	678	1279	726	1325
583	1187	631	1233	679	1280	727	1326
584	1188	632	1234	680	1281	728	1327
585	1189	633	1235	681	1282	729	1328
586	1190	634	1236	682	1283	730	1329
587	1191	635	1237	683	1284	731	1330
588	1192	636	1238	684	1285	732	1331
589	1193	637	1239	685	1286	733	1332
590	1193	638	1240	686	1287	734	1333
591	1194	639	1241	687	1288	735	1334
592	1195	640	1242	688	1289	736	1135
593	1196	641	1243	689	1290	737	1336
594	1197	642	1244	690	1291	738	1337
595	1198	643	1245	691	1291	739	1338
596	1199	644	1246	692	1292	740	1339
597	1200	645	1247	693	1293	741	1340
598	1201	646	1248	694	1294	742	1341
599	1202	647	1249	695	1295	743	1342
600	1203	648	1250	696	1296	744	1343
601	1204	649	1251	697	1287	745	1344
602	1205	650	1252	698	1298	746	1345
603	1206	651	1253	699	1299	747	1346
604	1207	652	1254	700	1300	748	1347

Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne
749	1348	798	1395	846	1442	895	1489
750	1349	799	1396	847	1443	896	1490
751	1350	800	1397	848	1444	897	1491
752	1351	801	1398	849	1445	898	1492
753	1352	802	1399	850	1446	899	1493
754	1353	803	1400	851	1447	900	1494
755	1354	804	1401	852	1448	901	1495
756	1355	805	1402	853	1449	902	1496
757	1356	806	1403	854	1450	903	1497
758	1356	807	1404	855	1451	904	1498
759	1357	808	1405	856	1452	905	1499
760	1358	809	1406	857	1453	906	1500
761	1359	810	1407	859	1454	907	1501
762	1360	811	1408	860	1455	908	1502
763	1361	812	1409	861	1456	909	1503
764	1362	813	1410	862	1457	910	1504
765	1363	814	1411	863	1458	911	1505
766	1364	815	1412	864	1459	912	1506
768	1366	816	1413	865	1460	913	1507
769	1367	817	1414	866	1461	914	1508
770	1368	818	1415	867	1462	915	1509
771	1369	819	1416	868	1463	916	1510
772	1370	820	1417	869	1464	917	1511
773	1371	821	1418	870	1465	918	1512
774	1372	822	1419	871	1466	919	1513
775	1373	823	1420	872	1467	920	1514
776	1374	824	1421	873	1468	921	1515
777	1375	825	1421	874	1469	922	1516
778	1376	826	1422	875	1470	923	1517
779	1377	827	1423	876	1471	924	1518
780	1378	828	1424	877	1472	925	1519
781	1379	829	1425	878	1473	926	1519
782	1380	830	1426	879	1474	927	1520
783	1381	831	1427	880	1475	928	1521
784	1382	832	1428	881	1476	929	1522
785	1383	833	1429	882	1477	930	1523
786	1384	834	1430	883	1478	931	1524
787	1385	835	1431	884	1479	932	1525
788	1386	836	1432	885	1480	933	1526
789	1387	837	1433	886	1481	934	1527
790	1388	838	1434	887	1482	935	1528
791	1388	839	1435	888	1483	936	1529
792	1389	840	1436	889	1484	937	1530
793	1390	841	1437	890	1485	938	1531
794	1391	842	1438	891	1486	939	1532
795	1392	843	1439	892	1486	940	1533
796	1393	844	1440	893	1487	941	1534
797	1394	845	1441	894	1488	942	1535

Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne
943	1536	991	1583	1039	1629	1087	1676
944	1537	992	1584	1040	1630	1088	19 77
945	1538	993	1585	1041	1631	1089	1678
946	1539	994	1585	1042	1632	1090	1679
947	1540	995	1586	1043	1633	1091	1680
948	1541	996	1587	1044	1634	1092	1681
949	1542	997	1588	1045	1635	1093	1682
950	1543	998	1589	1046	1636	1094	1682
951	1544	999	1590	1047	1637	1095	1683
952	1545	1000	1591	1048	1638	1096	1684
953	1546	1001	1592	1049	1639	1097	1685
954	1547	1002	1593	1050	1640	1098	1686
955	1548	1003	1594	1051	1641	1099	1687
956	1549	1004	1595	1052	1642	1100	1688
957	1550	1005	1596	1053	1643	1101	1689
958	1551	1006	1597	1054	1644	1102	1690
959	1551	1007	1598	1055	1645	1103	1691
960	1552	1008	1599	1056	1646	1104	1692
961	1553	1009	1600	1057	1647	1105	1693
962	1554	1010	1601	1058	1648	1106	1694
963	1555	1011	1602	1059	1649	1107	1695
964	1556	1012	1603	1060	1650	1108	1696
965	1557	1013	1604	1061	1650	1109	1697
966	1558	1014	1605	1062	1651	1110	1698
967	1559	1015	1606	1063	1652	1111	1699
968	1560	1016	1607	1064	1653	1112	1700
969	1561	1017	1608	1065	1654	1113	1701
970	1562	1018	1609	1066	1655	1114	1702
971	1563	1019	1610	1067	1656	1115	1703
972	1564	1020	1611	1068	1657	1116	1704
973	1565	1021	1612	1069	1658	1117	1705
974	15 66	1022	1613	1070	1659	1118	1706
975	1567	1023	1614	1071	1660	1119	1707
976	1568	1024	1615	1072	1161	1120	1708
977	1569	1025	1616	1073	1162	1121	1709
978	1570	1026	1617	1074	1663	1122	1710
979	1571	1027	1617	1075	1664	1123	1711
980	1572	1028	1618	1076	1665	1124	1712
981	1573	1029	1619	1077	1666	1125	1713
982	1574	1030	1620	1078	1667	1126	1714
983	1575	1031	1621	1079	1668	1127	1715
984	1576	1032	1622	1080	1669	1128	1715
985	1577	1033	1623	1081	1670	1129	1716
986	1578	1034	1324	1082	1671	1130	1717
987	1579	1035	1625	1083	1672	1131	1718
988	1580	1036	1626	1084	1673	1132	1719
989	1581	1037	1627	1085	1674	1133	1720
990	1582	1038	1628	1086	1675	1134	1721

Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne
1135	1722	1183	1769	1231	1815	1279	1862
1136	1723	1184	1770	1232	1816	1280	1863
1137	1724	1185	1771	1233	1817	1281	1864
1138	1725	1186	1772	1234	1818	1282	1865
1139	1726	1187	1773	1235	1819	1283	1866
1140	1727	1188	1774	1236	1820	1284	1867
1141	1728	1189	1775	1237	1821	1285	1868
1142	1729	1190	1776	1238	1822	1286	1869
1143	1730	1191	1777	1239	1823	1287	1870
1144	1731	1192	1778	1240	1824	1288	1871
1145	1732	1193	1779	1241	1825	1289	1872
1146	1733	1194	1780	1242	1826	1290	1873
1147	1734	1195	1780	1243	1827	1291	1874
1148	1735	1196	1781	1244	1828	1292	1875
1149	1736	1197	1782	1245	1829	1293	1876
1150	1737	1198	1783	1246	1830	1294	1877
1151	1738	1199	1784	1247	1831	1295	1878
1152	1739	1200	1785	1248	1832	1296	1878
1153	1740	1201	1786	1248	1833	1297	1879
1154	1741	1202	1787	1250	1834	1298	1880
1155	1742	1203	1788	1251	1835	1299	1881
1156	1743	1204	1789	1252	1836	1300	1882
1157	1744	1205	1790	1253	1837	1301	1883
1158	1745	1206	1791	1254	1838	1302	1884
1159	1746	1207	1792	1255	1839	1303	185
1160	1747	1208	1793	1256	1840	1304	1886
1161	1748	1209	1794	1257	1841	1305	1887
1162	1748	1210	1795	1258	1842	1306	1888
1163	1749	1211	1796	1259	1843	1037	1889
1164	1750	1212	1797	1260	1844	1308	1890
1165	1751	1213	1798	1261	1845	1309	1891
1166	1752	1214	1799	1262	1845	1310	1892
1167	1753	1215	1800	1263	1846	1311	1893
1168	1754	1216	1801	1264	1847	1312	1894
1169	1755	1217	1802	1265	1848	1313	1895
1170	1756	1218	1803	12 66	1849	1314	1896
1171	1757	1219	1804	1267	1850	1315	1897
1172	1758	1220	1805	1268	1851	1316	1898
1173	1759	1221	1806	1269	1852	1317	1899
1174	1760	1222	1807	1270	1853	1318	1900
1175	1761	1223	1808	1271	1854	1319	1901
1176	1762	1224	1809	1272	1855	1320	1902
1177	1763	1225	1810	1273	1856	1321	1903
1178	1764	1226	1811	1274	1857	1322	1904
1179	1765	1227	1812	1275	1858	1323	1905
1180	1766	1228	1813	1276	1859	1324	1906
1181	1767	1229	1813	12 77	1860	1325	1907
1182	1768	1230	1814	1278	1861	1326	1908

Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne	Année hégirienne	Année chrétienne
1327	1909	1352	1933	1377	1957	1402	1981
1328	1910	1353	1934	1378	1958	1403	1982
1329	1911	1354	1935	1379	1959	1404	1983
1330	1911	1355	1936	1380	1960	1405	1984
1331	1912	1356	1937	1381	1961	1406	1985
1332	1913	1357	1938	1382	1962	1407	1986
1333	1914	1358	1939	1383	1963	1408	1987
1334	1915	1359	1940	1384	1964	1409	1988
1335	1916	1360	1941	1385	1965	1410	1989
1336	1917	1361	1942	1386	1966	1411	1990
1337	1918	1362	1943	1387	1967	1412	1991
1338	1919	1363	1943	1388	1968	1413	1992
1339	1920	1364	1944	1389	1969	1414	1993
1340	1921	1365	1945	1390	1970	1415	1994
1341	1922	1366	1946	1391	1971	1416	1995
1342	1923	1367	1947	1392	1972	1417	1996
1343	1924	1368	1948	1393	1973	1418	1997
1344	1925	1369	1949	1394	1974	1419	1998
1345	1926	1370	1950	1395	1975	1420	1999
1346	1927	1371	1951	1396	1976	1421	2000
1347	1928	1372	1952	1397	1976	1422	2001
1348	1929	1373	1953	1398	1977	1423	2002
1349	1930	1374	1954	1399	1978	1424	2003
1350	1931	1375	1955	1400	1979	1425	2004
1351	1932	1376	1956	1401	1980	1426	2005

Table des illustrations et des cartes

I^e partie : La Conquête arabe et l'Emirat

17	<i>Les grandes expéditions après la mort du Prophète (carte)</i>
21	Trésor de Rougga enfoui vers 647/648
23	La forteresse de Jalulà (antique Kouloulis)
29	<i>La chevauchée de 'Uqba 62-64/681-683 (carte)</i>
29	Mosquée Sidi 'Uqba
42	<i>Le Maghreb et la Méditerranée au temps de la conquête arabe (carte)</i>
47	La forteresse de Younga
47	<i>La forteresse de Younga (plan)</i>
49	Mosquée citadelle d'al-Fawar à Béja (VIII ^e s.)
51	<i>La basilique du Kef transformée en mosquée (VIII s.) (plan)</i>
53	Ribât al-Monastir
53	<i>Ribât al-Monastir (plan)</i>
55	Monnaies de l'époque des Gouverneurs
69	Bassin Sidi ad-Dahmânî à Kairouan (VIII ^e s.)
71	<i>Villes de Béja et du Kef (plan)</i>
73	Kairouan : vue aérienne
77	Mosquée d'al-Qsar à Tunis (VIII s.)
79	'Ali Ibn Ziyâd
91	Monnaie de Yazid ibn Hâtim (154-170 / 770-786)
97	La légende de 'Abdullah Ibn Ja'far

t partie : l'Ifriqiya à l'époque aghlabide

107	Qasr Ibn al-Ja'ad de Monastir
111	<i>Carte politique du Maghreb au début du IX s. (carte)</i>
113	Bassins dans les villes princières de la banlieue de Kairouan
122-125	La Grande Mosquée de Kairouan
122	<i>La Grande Mosquée de Kairouan (plan)</i>
127	Bassins Aghlabides de Kairouan
127	<i>Bassins Aghlabides de Kairouan (plan)</i>
128	<i>La ville de Sousse (plan)</i>
129	La ville de Sousse
131	Le Ribât de Sousse
131	<i>Le Ribât de Sousse (plan)</i>

- 133 La ville de Sousse : la Grande Mosquée
 133 *La ville de Sousse : la Grande Mosquée (plan)*
 134-135 Tunis : la Grande Mosquée Zaytuna
 135 *Tunis : la Grande Mosquée Zaytuna (plan)*
 139 Le monnayage aghlabide
 141 La ville de Sfax
 141 *La ville de Sfax (plan)*
 149 *Principaux ports et mouillages de la côte tunisienne au Moyen-Age (carte)*
 160 Raqqâda
 160 *Raqqâda (plan)*
 161 Le grand bassin de Raqqâda
 169 Le Ribât: Duwayd (dit Sidi Dhoub), Monastir 240 / 854
 190-191 L'art de la céramique
 195 Kairouan : la Mosquée des trois portes (ix^e s.)
 207 *Carte des conquêtes arabes*

3^{ème} partie : L'époque fatimide

- 217 Vue en perspective de Mahdiya datée de 1550 (plan)
 219 *Le palais de Mahdiya (plan)*
 220 Mahdiya : Bab Zawila ou Sqifa al-kahla
 221 La mosaïque de Mahdiya
 229 Le port intérieur de Mahdiya
 231 La Grande Mosquée de Mahdiya
 231 *La Grande Mosquée de Mahdiya (plan)*
 237 *Plan de la ville de Mansûriya (plan)*
 238 L'aqueduc de Chérichira à Kairouan
 239 *Le palais de Mansûriya (plan)*
 241 *La ville et le palais d'Achir (plan)*
 247 Coupe des guerriers
 253 Inscription du Louvre
 254-255 Verreries fatimides
 257 Bas-relief de Mahdiya
 259 L'art de la reliure en Ifrîqiya
 260-261 Manuscrits médiévaux

4^{ème} partie : L'époque ziride

- 275 *L'Ifrîqiya à l'époque ziride (carte)*
 323 Minaret de la Mosquée de Sfax
 324 Ribât as-Sayida de Monastir v^e / xi^e s
 325 Oratoires de Monastir
 326 Mosquée de Tozeur
 327 Oratoires de Sousse
 328 Le mausolée des Banû Khurasân à Tunis
 329 Sidi Muhriz
 331 Les inscriptions de Kairouan

- 332 Contrat de mariage Kairouan (568 H. / 1172)
- 333 L'art de la bijouterie à l'époque Ziride
- 334-335 Le travail artistique du bois
- 336 La Maqsura ziride de la Mosquée de Kairouan (vue partielle)
- 337 Lanterne d'al-Mu'izz
- 338-339 Sculptures épigraphiques monumentales
- 340-341 L'œuvre du géographe Charif al-Idrissi
- 342 Roger II de Sicile (1130-1145)
- 343 Le manteau de Roger II
- 344-345 L'héritage arabe dans la Sicile normande
- 346-347 Les plafonds de Palerme
- 348 San Giovanni

5^{ème} partie : L'Ifriqiya à l'époque hafside

- 360 La Mosquée Hafside de la Qasaba
- 361 Mosquée de la Qasaba : Le mihrâb et la coupole
- 363 La Madrasa Shamma'iya de Tunis
- 365 De Abu Zakariyâ à James II d'Aragon
- 367 *Le jardin d'Abu-Fihr (plan)*
- 371 Bab Jadîd
- 378 Agrandissements dans la Grande Mosquée de la Zaytûna
- 379 Porte de l'époque Hafside dans la Zaytuna
- 381 Midhat as-Sultan. Tunis (XV^e s.)
- 383 Jama' al-Hawa
- 399 L'arsenal de Tunis
- 401 Navires hafside
- 418 Itinéraires de la flotte commerciale vénitienne en Méditerranée
- 421 Souk al-Qumâsh de Tunis
- 423 Zâwiya de Sidi Qâsim al-Jellizi (le potier) à Tunis
- 425 Cadran solaire d'époque hafside
- 429 Le Portulan d'al-Charfi

Table des matières

AVANT-PROPOS DE L'ÉDITEUR	7
INTRODUCTION.....	9
 PREMIÈRE PARTIE : La Conquête arabe et l'Emirat	 13
<i>Chapitre premier</i> : LA CONQUÊTE ARABE (27-86 H / 647 - 705 ap.J.-C.)	15
La phase exploratoire de la conquête (22-50 / 642-670) 16	
L'installation arabe et les débuts de la résistance berbère (50-69 / 670-688) 22 [<i>La fondation de Kairouan (50-55/670-674) 22, Abû Muhàjjir Dinar (55-62 / 674-681) 24, La deuxième campagne de 'Uqba et l'appari- tion de la résistance berbère (62-63 H) 26, Uqba et la résistance berbère 30]</i>	
L'achèvement de la conquête (69-86 / 688-705) 31 [<i>L'intermède ber- bère et la dislocation de la puissance Brânis (63-78) 32, Hasan, la Kahéna et la soumission de l'Afrique (76-84) 35]</i> - Conclusion 40	
 <i>Chapitre II</i> : L'AFRIQUE ARABE AU II/VIII ^e S. (86-184 H/705-800).	43
L'organisation de l'Ifrîqiya arabe 44 [<i>Le Wâli ou Amîr 44, L'organisation militaire 46, L'organisation administrative 48, L'organisation judiciaire 54]</i>	
La société ifriqiyenne 56 [<i>Les bases économiques 56, Les structures sociales 61, La civilisation matérielle 68, La vie intellectuelle et spirituelle 78]</i>	
L'évolution politique intérieure 82 [<i>La « Paix arabe » (84-122) 82, La crise de 122-127 86, Le gouvernement des Fihrites en Ifrîqiya : 127-140 83, La reprise abbasside (144-155 / 761-771) 88, L'apogée muhallabite (155-177/771- 793) 89, Les troubles de la fin du vnr s. (177-184 / 793-800) 92]</i>	
Conclusion 93	
 Liste chronologique des conquérants et des gouverneurs de l'Ifrîqiya (27-184 : 648-800).....	96
Références bibliographiques.....	99

DEUXIÈME PARTIE : **L'Ifriqiya à l'époque aghlabide**

101

Chapitre premier : HISTOIRE POLITIQUE.....103

Le démembrement de l'Empire Abbasside 103 - Les débuts d'Ibrahim I^{er} 104 - Ibrahim I^{er} artisan de l'Emirat indépendant des Aghlabides 108 - Les frontières du Royaume Aghlabide 110 - Les premières difficultés du nouveau régime 110 - Le duel entre l'Emir et le *Jund*. Consolidation du régime 115 — Les règnes paisibles 120 - Apogée et déclin 132 - Vaines tentatives de Abdullah II de sauver la dynastie 142 - Ziyâdat Allah III et l'écroulement de l'édifice aghlabide 143

Chapitre II : LA POLITIQUE EXTÉRIEURE.....148

Les Aghlabides et le monde musulman 148 - Les Aghlabides et le monde Chrétien 151.

Chapitre III : LES INSTITUTIONS ET LA SOCIÉTÉ.....164

L'Emir et la Cour 164 - Les principaux rouages de l'Etat Aghlabide 167 - Les éléments de population 173 - Les Structures sociales 179.

Chapitre IV : LA VIE ÉCONOMIQUE ET LA VIE INTELLECTUELLE 188

Les conditions de la renaissance économique sous les Aghlabides 188 - Les cultures 189 - L'industrie 193 - Le Commerce 193 - La vie intellectuelle 197 - Conclusion 202 - Liste des Princes Aghlabides 203 - Références bibliographiques 208.

TROISIÈME PARTIE : **L'époque Fatimide**

211

L'avènement des Fatimides 215 [*Les origines des Fatimides 215, La prédication isma'ïlienne en petite Kabylie 216, La chute de la dynastie aghlabide 218, La fondation du Califat fatimide 223*]

La mainmise des Fatimides sur l'Ifrîqiya et leur politique impérialiste 225 [*Le règne du Mahdî : 297/1910-322/1934* 225, *Les rébellions dans les provinces périphériques* 226, *La politique extérieure du Mahdî* 227, *L'impérialisme fatimide* 227, *Les visées du Mahdî sur Al-Andalus* 228, *La première tentative contre l'Egypte 301/914 - 302/915* 230, *La seconde tentative contre l'Egypte 919-921 /306-309* 232, *L'œuvre du Mahdî* 233]

Le réveil de l'hérésie Khârigite et l'affaiblissement de l'Hégémonie Fatimide 234 [*Le règne d'Al Qa'im bi Amrillah* 234, *La rébellion de « l'Homme à l'âne »* 322/934-334/946 235]

Isma'il al-Mansur Billah et la fin de la rébellion 334/946-341/953 242
Apogée de la puissance fatimide al-Mu'izz Li-Dinallah 341/953-365/975 246

La conquête de l'Egypte et la fondation du Caire 251

La renaissance ifrîqiyenne au X^e s. 256 [*L'essor économique* 256, *Le développement urbain* 262, *L'essor intellectuel* 263]

Conclusion 265

Liste des princes fatimides ayant régné en Ifrîqiya (296-361/910-972)..... 265

QUATRIÈME PARTIE : l'époque ziride 267

L'Ifrîqiya dans le système fatimide 269 [*Le système* 269, *Le pèlerinage forcé d'Achir* 276, *La riposte du Caire* 278, *La vengeance d'Al Mansûr* 281, *Bâdis et le resserrement des liens entre le suzerain et son vassal* 282]

L'Ifrîqiya à l'époque d'al-Mu'izz 286 [*Difficultés face aux Hammadites et en Sicile - Perte de la Tripolitaine* 288, *La montée en puissance des Fuqahâs* 290, *La rupture avec Le Caire et ses raisons* 293, *Les populations et leurs activités* 296, *L'armée* 299, *La Justice* 300, *Les fastes zirides* 302, *Raffinement et fin d'époque* 304 }

Les invasions 308 [*L'invasion hilalienne* 308, *Les derniers zirides et l'invasion normande* 313]

Conclusion 318

Liste des princes zirides (361-515 : 972- 1121)..... 349
Généalogie des Zirides..... 349
Indications bibliographiques..... 350

CINQUIÈME PARTIE : L'Ifriqiya à l'époque hafside 351

Chapitre premier - L'ÉVOLUTION POLITIQUE.....353

La conquête Almohade 353

Les Hafsides : Histoire politique 356 [*Abu Zakaryâ et la conquête de la souverainete 358, Le temps des épreuves (1277-1370) 369, La restauration hafside (1370-1488) 376, Le déclin et la fin des Hafsides (1488-1574) 385, L'Etat hafiide au centre des convoitises espagnoles 387*]

Chapitre II: LES INSTITUTIONS HAFSIDES.....391

L'Etat hafside 391 [*Le gouvernement central 391, L'administration centrale 395, Le gouvernement provincial 394*]

L'armée 398

La justice et l'enseignement 403

La société hafside 406 [*Les origines 406, Les apports ethniques nouveaux 407, Les genres de vie 410*]

La Structure économique 411 [*L'agriculture 411, L'industrie 414, Le commerce 415, La Tunisie hasfside et Venise 416*]

La vie intellectuelle et artistique 424 [*Ibn 'Arafa et la renaissance du malikisme 424, Développement du maraboutisme 427, Ibn Khaldùn 430, Les sciences et les arts 431*]

Conclusion 432

Liste des princes Hafsides ... 434

Références bibliographiques 435

Annexes 437

Maquette :	Atelier graphique, Sud Éditions.
Photocomposition	Garamond sur Macintosh (Sud Éditions)
Photographies :	F. Mahfoudh : 23, 47, 49, 51, 53, 59, 77, 107, 113, 127, 129, 139, 133, 161, 169, 220, 221, 229, 231a, 238, 257, 324, 325, 326, 327, 334, 335, 336, 337, 340, 345, 360, 361, 363, 378, 379, 423 - A. Pellegrin: 79, 328, 371, 381 - J. Chevalier : 134-135, 141, 323, 329 - A. Lezine : 231 - M. Minnelle : 248 - Archives Sud : 21, 55, 195, 260, 261, 331, 365, 389, 421, 429.
Infographiste :	Radhia Gorg (Sud Éditions)
Cartes et plans :	Sources indiquées dans les légendes Arrangement et reprise des textes : atelier graphique, Sud Éditions.
16 pages couleur en hors texte	F. Mahfoudh
Flashage :	Finzi

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

RANDOM Michel, *Mawlana, le Soufisme de la Danse*, Postface : Maurice Bégart, "Tunis 1980.

JAÏBI Fadhel, *Les amoureux du Café désert (théâtre)*, Tunis 1997.

KHAYAT Georges, *Sfax, ma jeunesse*, Tunis 1997.

MEZGHANI Ali, *Lieux et non-lieu de l'identité*, Tunis 1998.

FONTAINE Jean, *Propos sur la littérature tunisienne*, Tunis 1998.

KARIM Houda, *Lézardes (roman)*, Tunis 1999.

KRIDIS Noureddine, *Communication et systémique*, 1999

MANSTEIN-CHIRINSKY Anastasia, *La dernière escale, le siècle d'une exilée russe à Bizerte*, Tunis 2000.

SMIDA Mongi, *Aux origines du commerce français en Tunisie*, Tunis 2001.

CHEMKHI Sonia, *Cinéma tunisien nouveau, parcours autres*, Tunis 2002.

GHARBI Jalel, *Le poète que je cherche à lire, Essai sur l'œuvre de Michel Deguy*, Tunis 2002.

KRIDIS Noureddine, *Communication et famille*, Tunis 2002.

SLIM Hédi, MAHJOUBI Ammar, BELKHODJA Khaled, ENNABLI abdelmajid, *Histoire Générale de La Tunisie, tome I, L'antiquité*, Tunis 2003.

MÉJRI Salah (sous la direction de...), *Traduire la langue, traduire la culture*, Tunis 2003.

FONTAINE Jean, *Le roman tunisien de langue française, essai*, 2004

GHARBI Jalel, *Le cours baudelaire*, Tunis 2004.

ABIS Sébastien, *L'affaire de Bizerte*, Tunis 2004.

TABAI Aïia, *Fleurs de cactus (Roman)*, Tunis 2004.

BACCOUCHE Taïeb et MÉJRI Salah, *Les questionnaires de l'Atlas linguistique de Tunisie*, Tunis 2004.

CHARFI Abdelmajid, *L'Islam entre le message et l'histoire*, Tunis 2004.

BOUJELLABLA Noureddine, *La Bataille de Bizerte telle que je l'ai vécue*, Tunis 2004.

KHÉMIRI Moncef et DEL FIOL Maxime (textes réunis par...), *Un poète près de la mer, Hommage à Lorand Gaspar*, Tunis 2004.

PICOT Jean-Pierre, *Le testament de Gabès : L'invasion de la mer (1905), ultime roman de Jules Verne*. Tunis 2004.

BEN ACHOUR-ABDELKÉFI Rabâa : *Appropriation culturelle et création littéraire*, Tunis 2005

ABDELHAK Rym : *Le travail de la parenthèse*, Tunis 2005.

Le Moyen-Age (27-982 H. / 647-1574)

La première incursion arabe en Tunisie date de 647. Il a suffi de quelques décennies de luttes, parfois âpres, contre une population berbère rebelle pour que ce pays, qui a appartenu durant huit siècles au monde romain et byzantino-chrétien, bascule définitivement dans l'aire arabo-musulmane et s'engage vers un nouveau destin.

Gouvernée au début par des *wali* représentants directs du pouvoir Omayyade, puis Abbasside, l'Ifriqiya devient en 800 un Emirat autonome sous la dynastie aghlabide. Sa capitale, Kairouan, était la première métropole de l'occident musulman.

La dynastie fatimide qui leur succède en 901 est née d'une révolution chiïte. Mais les Fatimides n'avaient d'yeux que pour l'Orient ; ils ambitionnaient le califat, usurpé selon eux par les Abbassides. C'est à partir de la Tunisie que sera fondé le Caire, leur capitale ainsi que l'université al-Azhar. Les Zirides (969-1160), vassaux et successeurs des Fatimides, s'affranchirent rapidement de la tutelle de ces derniers et restaurèrent le malikisme.

Après avoir subi, pendant le XI^e et XII^e siècle, les dévastations hilaliennes et les incursions des Normands de Sicile, l'Ifriqiya, divisée et affaiblie, allait sombrer dans l'anarchie. Le salut vint de l'Occident extrême. Les Almohades qui avaient refait l'unité du Maghreb et de l'Andalousie installèrent en 1232 l'un des leurs : le Cheikh Abu Hafs. La dynastie Hafside dont Tunis sera la capitale régnera avec des moments de véritable grandeur jusqu'en 1574. A cette date, après une lutte homérique entre Espagnols et Turcs, les deux grandes puissances de l'époque, les seconds finirent par prendre le dessus et s'installèrent à Tunis.

Le présent ouvrage est consacré à ces neuf siècles d'histoire. Six éminents historiens présentent le récit des événements et les péripéties du développement humain, économique, social et culturel. Leurs exposés sont complétés par cent cinquante documents et illustrations largement commentés.

Couverture : Mosquée de Sousse - IX^e s.

(photo : F. Mahfoudh)

ISBN : 9973-844-50-5

Prix : 29 DT



HISTOIRE GÉNÉRALE DE LA TUNISIE

TOME III

Les Temps Modernes

(941-1247 H. / 1534-1881)



A. Guellouz - A. Masmoudi - M. Smida
A. Saadaoui

Sud Editions - Tunis

HISTOIRE GÉNÉRALE DE LA TUNISIE

Tome III

Les Temps Modernes

Parus chez le même éditeur

HISTOIRE GÉNÉRALE DE LA TUNISIE

Tome I : L'Antiquité

Hédi Slim, Ammar Mahjoubi
Khaled Belkhodja, Abdelmajid Ennabli

Tome II : Le Moyen-Age

Hichem Djaït, Mohamed Talbi, Farhat Dachraoui,
Abdelmajid Dhouib, M'hamed Aji M'rabet,
Faouzi Mahfoudh

HISTOIRE GÉNÉRALE DE LA TUNIS

TOME III

Les Temps Modernes

Azzedine GUELLOUZ Abdelkader MASMOUDI

Mongi SMIDA

31 plans, cartes et gravures, 135 documents
photographiques réunis et commentés par

Ahmed SAADAoui

Sud Editions - Tunis

© Sud Editions - Tunis Mars 2010

sud .édition@wanadoo .tn

*Tous droits de reproduction, de traduction
et d'adaptation sont réservés
pour toutes les langues et tous les pays*

Avant-propos de l'éditeur

Après les deux volumes consacrés à l'Antiquité et au Moyen Age, nous poursuivons *la publication de l'HISTOIRE GÉNÉRALE DE LA TUNISIE* avec ce troisième volume qui commence avec la crise de 1534-35 au cours de laquelle Khairreddine Barberousse prend la place de Tunis-La Goulette mais est obligé de la céder à Charles-Quint, et s'achève trois siècles et demi plus tard avec la conclusion, à Kasr-Saïd, du traité du 12 mai 1881 instaurant le Protectorat de la France sur la Régence de Tunis. Une époque essentielle au cours de laquelle la Tunisie, après avoir été dans le giron de l'Empire Ottoman et essayé de préserver sa personnalité, s'est trouvée inexorablement prise dans l'étau de la puissance des européens. Ce sont des siècles dramatiques. Certes ils n'ont pas manqué de grandeur par moments ; mais à travers des crises politiques et à travers d'extrêmes difficultés économiques et sociales, le pays est tombé dans la pire des dépendances, son destin a cessé de lui appartenir.

Pourtant c'est pendant ces temps difficiles que sont semées les graines de l'avenir. C'est en Tunisie qu'est promulgué Ahd al-Aman, une déclaration des droits de l'homme avant la lettre, ainsi qu'une Constitution dont la totalité des articles sont reproduits en annexe à la fin de ce volume. La Tunisie a aussi introduit un noyau d'enseignement moderne ; plus tard et pendant longtemps on parlera du Collège Sadiki.

Les trois auteurs du présent ouvrage apportent sur ces siècles d'histoire une information abondante et des éclairages précieux. Chacun d'eux a repris son texte de l'édition originelle et l'a mis à

Avant-propos de l'éditeur

Après les deux volumes consacrés à l'Antiquité et au Moyen Age, nous poursuivons la publication de l'HISTOIRE GÉNÉRALE DE LA TUNISIE avec ce troisième volume qui commence avec la crise de 1534-35 au cours de laquelle Khairreddine Barberousse prend la place de Tunis-La Goulette mais est obligé de la céder à Charles-Quint, et s'achève trois siècles et demi plus tard avec la conclusion, à Kasr-Saïd, du traité du 12 mai 1881 instaurant le Protectorat de la France sur la Régence de Tunis. Une époque essentielle au cours de laquelle la Tunisie, après avoir été dans le giron de l'Empire Ottoman et essayé de préserver sa personnalité, s'est trouvée inexorablement prise dans l'étau de la puissance des européens. Ce sont des siècles dramatiques. Certes ils n'ont pas manqué de grandeur par moments ; mais à travers des crises politiques et à travers d'extrêmes difficultés économiques et sociales, le pays est tombé dans la pire des dépendances, son destin a cessé de lui appartenir.

Pourtant c'est pendant ces temps difficiles que sont semées les graines de l'avenir. C'est en Tunisie qu'est promulgué Ahd al-Aman, une déclaration des droits de l'homme avant la lettre, ainsi qu'une Constitution dont la totalité des articles sont reproduits en annexe à la fin de ce volume. La Tunisie a aussi introduit un noyau d'enseignement moderne ; plus tard et pendant longtemps on parlera du Collège Sadiki.

Les trois auteurs du présent ouvrage apportent sur ces siècles d'histoire une information abondante et des éclairages précieux. Chacun d'eux a repris son texte de l'édition originelle et l'a mis à

jour en y incluant les éléments nouveaux et les correctifs que permettent les nouvelles publications des chercheurs. Les orientations bibliographiques proposées par les auteurs rendent bien compte de l'importance de ces travaux.

Comme nous l'avons fait pour les deux premiers volumes de cette Histoire Générale de la Tunisie, nous publions une importante documentation qui accompagne les exposés historiques. Le professeur Ahmed Saadaoui, en collaboration avec le service de documentation et l'équipe de rédaction de Sud Editions a réuni et commenté ces documents.

Il nous a paru utile d'apporter un supplément d'information sur certains événements majeurs, comme la prise d'Alger le 5 juillet 1830, ou sur certaines communautés comme la communauté juive ou la communauté noire, ou sur des faits de société restés dans l'ombre comme la prostitution.

Signalons enfin, comme nous l'avons fait dans le second volume de cette Histoire, que les dates ayant été données en général par les auteurs dans l'ère chrétienne, le lecteur peut se reporter à la table des concordances (tome II p. 439) pour retrouver les dates hégiriennes correspondantes.

M. Masmoudi

DE LA CHUTE DES HAFSIDES À
L'INSTALLATION DES TURCS

Par Abdelkader Masmoudi et Mongi Smida

Introduction

Dès le début du xvr siècle, l'Ifrîqiya se trouve confrontée à de graves problèmes d'ordre intérieur et extérieur. D'une part, un phénomène de désagrégation achève de ruiner l'autorité des Hafsides et, d'autre part, l'indépendance du pays est menacée par la volonté d'hégémonie des grandes puissances maritimes.

En effet, des luttes dynastiques dressant les princes les uns contre les autres, un démembrement territorial émiettant le domaine de la souveraineté hafside et en détachant des provinces entières et un recul de la puissance militaire, aboutissent à la faillite de l'Etat. D'autre part, l'affrontement hispano-turc pour la domination de la Méditerranée révèle la vulnérabilité de l'Ifrîqiya dont la position géographique suscite la convoitise des puissances maritimes.

Le xvf siècle est ainsi une longue période d'instabilité et de conflits militaires terrestres et maritimes. Pratiquement, toutes les villes de l'Ifrîqiya ont eu à subir les conséquences de ces troubles et les méfaits de l'occupation étrangère. Par contre, l'intérieur du pays sauvegarde son autonomie.

Profitant de ces troubles, les tribus de la steppe ont tenté de constituer un Etat « maraboutique », tentative éphémère dont l'échec ouvre définitivement l'Ifrîqiya à l'influence de la mer. Car l'installation définitive des Turcs, en même temps qu'elle met fin au pouvoir hafside, sauve le pays de la domination espagnole et marque pour les siècles à venir le destin méditerranéen de la Tunisie.

I

La désagrégation du royaume hafside

À l'origine des événements qui allaient aboutir à la conquête ottomane de l'Ifrîqiya, il y a d'abord la désagrégation du royaume hafside.

Les luttes dynastiques

Depuis la mort du sultan Othman en 1488, des luttes dynastiques secouent les fondements de l'Etat. Ainsi, Abou Zakaria Yahia petit-fils et successeur d'Othman ne peut se maintenir sur le trône qu'en crevant les yeux de l'un de ses frères et en exécutant son oncle. Son règne n'en fut pas moins de courte durée. Son cousin Abdel Mun'im qui le détrôna fut à son tour empoisonné (1490). Dès lors, le cycle de la violence empêche la transmission régulière du pouvoir et engendre une ère d'instabilité et de troubles.

À Tunis, les princes se dressent les uns contre les autres, divisant la cour en clans opposés et le pays en *soûs* ennemis. Les luttes dynastiques sont entretenues et exploitées par des puissances qui ont un intérêt direct à la dissolution de l'Etat. Les Turcs, tout autant que les Espagnols, ont su raviver les querelles dynastiques, dresser les prétendants l'un contre l'autre et encourager la dissidence sous toutes ses formes. Aussi, la querelle dynastique a-t-elle assombri les règnes de Moulay Hassan (1525-43) et d'Ahmed Soltane (1543-69), sans parler des deux règnes éphémères de Moulay Abdelmalek et de Moulay Muhammad (1543). En 1543, Moulay Hassan était à Naples lorsque son fils Ahmed Soltane s'empare du pouvoir et

attend le retour de son père pour le jeter en prison après l'avoir aveuglé, Privés de l'appui de la cour et en butte aux intrigues du palais, les derniers princes hafsides ont dû, pour se maintenir au pouvoir, accepter la protection de l'étranger. Il est clair que ces luttes intestines ont amoindri l'autorité de l'Etat, ouvert la voie à l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures, aggravé la désaffection de la population vis-à-vis de ses princes et provoqué en définitive le démembrement du royaume.

Les troubles dynastiques se répercutent sur la situation intérieure. L'insécurité règne dans les campagnes. Les impôts rentrent de plus en plus difficilement et les finances de l'Etat en sont obérées. Dans ces conditions, les souverains hafsides du XVI^e siècle ne sont plus en mesure d'entretenir une armée qui soit digne de ce nom. En effet, les forces militaires, sur le plan du recrutement, sont hétéroclites (chrétiens, nomades, *jound*, andalous...) et l'armement est aussi archaïque qu'insuffisant. L'usage des flèches et des armes blanches prédomine ; l'organisation même de l'armée, l'encadrement, l'équipement et la tactique, ne sauraient tenir la comparaison avec les armées européennes ou ottomanes.

Ce retard sur le plan technique est aggravé par le peu de souci des derniers souverains hafsides de fortifier les villes et de les protéger des attaques maritimes au moment précisément où l'Ifrîqiya souffre de l'absence d'une flotte de guerre en mesure de protéger les îles et le littoral.

En somme le royaume hafside, dès le règne de Moulay Hassan (1525-43), est pratiquement incapable de maintenir l'unité du pays et de faire face à une invasion étrangère. A la faveur des querelles dynastiques et de l'affaiblissement de la puissance militaire, un processus de désagrégation n'allait pas tarder à apparaître.

La révolte des Chebbia de Kairouan

Jusqu'au XVI^e siècle, l'unité territoriale du royaume hafside était tant bien que mal maintenue. Mais à partir de cette date et par suite de l'affaiblissement de l'Etat, certaines provinces excentriques ont tendance à rejeter l'autorité de Tunis. Ainsi, dès le début du siècle, les princes qui gouvernent Bougie et Bône entrent en dissidence. De

nombreuses villes du Sud proclament leur autonomie. Au Sahel, les cités de Sousse, Mahdia, Sfax, deviennent des petites républiques autonomes et mettent sur pied des conseils de notables appelés « *Djemâa* » palliant ainsi la carence de l'administration. Le même phénomène s'étend aux îles et notamment à Djerba. Ce qui fut le royaume hafside n'était plus guère qu'une mosaïque de principautés et de républiques¹. Les souverains de Tunis n'exercent plus sur le pays qu'une autorité nominale. Occupés par les luttes intestines, n'entretenant presque plus de forces armées régulières et incapables de protéger les provinces excentriques, ils assistent impuissants à l'émiettement du territoire. Tant que la dissidence n'affecte que les cités du sud et de l'ouest, les hafsides n'y voient guère un danger immédiat ; mais sitôt la constitution autour de Kairouan d'un vaste Etat maraboutique englobant le centre et le sud de l'Ifrîqiya sous l'emblème de la confrérie des Chebbia, la réaction de Tunis se fait plus vive. Contre ce danger qui menace directement le trône, les hafsides eurent un dernier sursaut d'énergie.

Parmi les principautés qui se constituent en Ifrîqiya dans la première moitié du XVI^e siècle, celle de Kairouan est de loin la plus importante. C'est autour de la ville sainte de Kairouan que cristallise l'opposition aux hafsides. Ce n'était pas seulement une réaction contre la carence du gouvernement de Tunis, mais aussi et surtout une riposte à la collusion entre Moulay Hassan et ses protecteurs chrétiens. De fait, Moulay Hassan avait sollicité le concours de l'Empereur d'Espagne pour refaire l'unité de son royaume et se protéger des corsaires turcs.

Une telle attitude de la part d'un prince musulman choque les sentiments religieux des tribus maraboutiques. La puissante confrérie des Chebbi dont l'obédience s'étend jusqu'au sud du pays lève l'étendard de la révolte et devient le défenseur de la foi contre les menées d'un prince irresponsable.

C'est ainsi que, de 1525 à 1557, les souverains hafsides Moulay Hassan et Ahmed Soltane n'eurent pas à l'intérieur du royaume d'adversaires plus acharnés à les combattre que les chefs de la confrérie

Chebbia établis à Kairouan, Ces chefs, Sidi Arfa ben Makhoulf (jusqu'en 1542) puis son neveu Mohamed ben Abi Taïeb (jusqu'en 1558) ont mené une intense propagande politico-religieuse parmi les tribus du centre, du sud et de l'ouest de l'Ifrîqiya. Ils réussissent à détacher de Tunis une large partie du territoire, créant une puissante principauté maraboutique dont le centre politique se constitue dans la cité de Okba. Contrôlant les routes du commerce caravanier avec le Fezzan d'un côté et le Maghreb central de l'autre, disposant des ressources fiscales alimentant naguère les caisses des souverains légitimes, ayant sous la main la cavalerie bédouine, les chefs Chebbia ont pu s'organiser en vue de combattre les Hafsides et les chasser d'Ifrîqiya. La lutte prend plus d'ampleur lorsqu'en 1535 Moulay Hassan reconnaît la suzeraineté de l'Empereur espagnol Charles-Quint. Le Chebbi Sidi Arfa apparaît alors comme le seul défenseur de la communauté musulmane face aux envahisseurs chrétiens. Moulay Hassan monte trois expéditions contre Kairouan (1535, 1536 et 1540). La plus importante, celle de 1540, se déroule près de Jammal opposant les troupes du Sidi Arfa à celles du hafside soutenues par les Espagnols. La victoire des Chebbia sauve définitivement Kairouan du hafside. A la mort de Sidi Arfa en 1542, la principauté Chebbia est bien établie et toute une étendue de l'Ifrîqiya prend ses directives auprès du chef chebbi : la basse steppe, le Djérid, Tripoli, l'Aurès et le Constantinois. *« C'est une principauté de steppe qui compte de rares points fixes et qui est formée d'une multitude de peuplades qui oscillent dans un large rayon et dont les aires de migration réunies vont des abords de Tripoli à ceux de Constantine. Tribus mouvantes, groupement sans cohésion..., bâties aux assises mal jointes, à laquelle sert de ciment une vénération commune pour un saint personnage »*, écrit Ch. Monchicourt 2.

Mais cette principauté ne peut s'étendre à l'intérieur du Sahel : la propagande chebbi ne peut mordre sur une région sédentarisée et qui, de surcroît, avait ses propres marabouts tels Sidi Abdelmoula Siala et Sidi Mohamed Karraï. Aussi, malgré ses succès, « l'Etat » Chebbia qui manquait d'ouverture sur la mer et dont les structures politiques n'avaient

jamais été bien établies, allait-il disparaître sous les coups de Dragut, Pacha de Tripoli qui, le 27 décembre 1557, a pu occuper Kairouan et confisquer les biens chebbias. La ville de Okba fut certes reprise par les arabes de la steppe en 1560, mais c'était une reprise éphémère car les Turcs s'y réinstallent définitivement en 1573. L'expérience d'un Etat maraboutique et steppique en Ifrîqiya n'était pas aussi heureuse que celle des Mérinides au *Maghrib al Aqça* au XIII^e siècle. Son seul résultat fut d'affaiblir davantage le royaume hafside au moment où ce royaume traversait une période de grave crise politique du fait des querelles dynastiques, du démembrement territorial et des convoitises étrangères.

De fait, la désagrégation généralisée du royaume hafside et l'incapacité de ses dirigeants, dont la meilleure illustration était le prince Moulay Hassan, suscitent les convoitises des Empires espagnol et ottoman, fortement intéressés par la position géo-politique de l'Ifrîqiya. De toute évidence, la maîtrise de la Méditerranée et le contrôle du détroit de Sicile rendaient nécessaire l'occupation des ports ifrîqiyens. Aussi, dans le courant du 2^e tiers du XVI^e siècle, Espagne et Turquie allaient-elles s'affronter en une lutte implacable dont l'Ifrîqiya, à son détriment, était l'un des principaux champs de bataille.

II

L'affrontement hispano-turc en Ifrîqiya

Dès les premières années du siècle, des navires turcs armés pour la course choisissent comme abris et bases d'opération les ports de l'Ifrîqiya. Leur apparition coïncide avec les débuts de l'affrontement turco-espagnol pour la prépondérance en Méditerranée. Les côtes de l'est tunisien présentent un abri maritime particulièrement favorable, bien défendu par les hauts fonds constituant le relief sous-marin et la présence de nombreuses îles au large des côtes.

Dès 1500, l'île de Djerba qui commande le golfe de la petite Syrte, devient une base importante entre les mains de corsaires levantins, parmi lesquels se signalent particulièrement les frères Barberousse

(Aroudj et Khaïreddine)³. Puis d'autres points de la côte entre Tripoli et Tunis deviennent à leur tour des bases de corsaires⁴. Cette installation ne semble pas avoir provoqué une sérieuse opposition de la part de la population locale. Cela s'explique par trois raisons : l'appartenance à la même religion, la lutte contre le même ennemi chrétien et les bénéfices que l'entreprise maritime rapporte aux autochtones. Ainsi, par exemple, dans les ports du sahel, les populations sont d'autant moins récalcitrantes à accepter l'établissement des corsaires turcs qu'elles ont eu à souffrir des déprédations des corsaires chrétiens. Et du reste, à l'exception de Djerba, il s'agit moins d'une occupation permanente des villes que de visites saisonnières au cours desquelles les corsaires se ravitaillent en hommes, en matériel (bois, cordes, goudron) et en vivres, et déversent les produits des prises qu'ils effectuent sur les navires des chrétiens. Ces visites ont tendance cependant à devenir de plus en plus longues et régulières dès lors que l'affrontement turco-espagnol transforme les données de la course en faisant des corsaires levantins des soldats du grand Sultan. La course prend alors un aspect de guerre de religion entre chrétiens et musulmans.

Alors que, du côté chrétien, les opérations sont commanditées par l'Espagne, première puissance maritime européenne, c'est la Turquie qui, du côté musulman, dirige la guerre.

Les raisons de l'intervention hispano-turque en Ifrîqiya

Au cours du XVI^e siècle, les deux grandes puissances méditerranéennes ont chacune de sérieux motifs de dominer les côtes maghrébines et notamment l'Ifrîqiya. Ainsi, du côté espagnol, l'intervention militaire en Afrique s'explique par différentes raisons.

Il y a d'abord la continuation de la lutte contre les maures d'Espagne. Lorsqu'en 1492 la ville de Grenade est reconquise, les Espagnols pensent avoir rejeté outre mer le danger musulman. Il doivent rapidement déchanter. Car, chassés de la péninsule ibérique, les maures ne continuent pas moins à entretenir à partir du Maghreb la lutte contre le mouvement de *reconquista* en cherchant d'une part à alimenter la révolte des musulmans non encore expatriés, et d'autre

part à intéresser les dynasties maghrébines à un retour offensif en Espagne. Sous le coup de l'exil forcé, ils mettent au service de la lutte contre les chrétiens tout ce dont ils disposent, commanditant notamment les expéditions maritimes des corsaires,

Pour contenir ce nouveau danger, le gouvernement espagnol encore animé par l'énergie de la *reconquista* allait « trouver en Afrique du Nord un théâtre d'expansion et d'aventure »⁵. Pour que le Maghreb ne soit plus un danger pour l'Espagne, il fallait qu'elle s'y assure la possession d'un certain nombre de bases stratégiques. La lutte contre les musulmans d'Afrique du Nord a du reste la faveur de la population espagnole qui est alors puissamment imprégnée de l'esprit de croisade. Le terme même de croisade est officiellement employé : Charles-Quint et Philippe II perçoivent avant toute expédition contre le Maghreb l'impôt dit de *cruzada* ⁶. Une éventuelle conversion des populations maghrébines au christianisme est l'un des premiers buts de l'église puisque le chef de cette église, l'archevêque Ximenès, avance l'argent nécessaire à l'équipement des armadas ; le pape donne sa bénédiction à l'entreprise et encourage les rois d'Espagne à la poursuivre en leur accordant d'avance l'investiture des royaumes à conquérir en Afrique (Bulle pontificale de 1495).

L'intervention espagnole au Maghreb s'explique encore par des considérations de politique extérieure. L'expansion territoriale des Turcs en direction de l'Europe orientale et centrale ainsi que leurs tentatives d'hégémonie maritime en Méditerranée menacent directement l'Empire espagnol. En réaction, celui-ci cherche à interdire aux turcs l'accès du bassin occidental de la Méditerranée. Cela suppose la maîtrise du détroit de Sicile et par conséquent le contrôle des côtes ifrîqiyennes, ce qui mettrait du même coup à l'abri les possessions italiennes de l'empire de Charles-Quint.

Du côté turc, l'intervention en Méditerranée occidentale a aussi ses justifications. Sous le règne de Soliman II ⁷, les turcs sont en pleine expansion, cherchant à étendre vers l'Europe et l'Afrique les frontières de l'empire. Or les Habsbourg d'Espagne et d'Autriche représentent le principal obstacle à cette expansion. Aussi, les Turcs

cherchent-ils à transposer la lutte contre l'empire espagnol à l'intérieur du bassin occidental de la Méditerranée. D'une part Soliman II s'allie à la France ennemie des Habsbourg et d'autre part il cherche à s'implanter sur les côtes du Maghreb. Cette implantation est d'autant plus nécessaire que les points d'attache de la flotte turque sont trop éloignés des rivages espagnols. La maîtrise de l'Ifrîqiya est donc un atout de première importance.

D'ailleurs, l'entreprise turque s'est trouvée facilitée du fait que les populations maghrébines voient dans le grand sultan le défenseur de la foi musulmane contre le danger chrétien. Cet état de choses permet au sultan de servir les intérêts propres de l'Empire ottoman tout en préservant le Maghreb de la domination chrétienne.

Les phases de l'affrontement hispano-turc en Ifrîqiya

Dans l'affrontement militaire hispano-turc, les corsaires levantins jouent, au début, le rôle principal. Alors que les chrétiens forment de grandes expéditions navales, leurs adversaires font plutôt la guerre de course. Celle-ci se déroule notamment au large des côtes et autour des îles de l'Ifrîqiya (Djerba). Quatre grandes phases peuvent être distinguées :

- De 1500 à 1534 : la période est dominée par l'action des corsaires qui s'emparent de nombreux ports et îles sur les côtes est et nord du Maghreb ⁸. En 1519, Khaïreddine ⁹ est investi par le sultan comme Beylerbey d'Afrique et ses entreprises militaires sont depuis lors ouvertement appuyées par la Turquie. De leur côté, les Espagnols mènent des campagnes retentissantes qui ne visent pas seulement à détruire les flottes des corsaires musulmans, mais aussi à constituer des établissements permanents et fortifiés : *Présidés*.

En 1509, l'expédition de Pedro Navarro se solde par la prise des Penons de Velez et d'Alger et des ports de Bougie et de Tripoli. Pedro Navarro « qui avait appris le métier de corsaire en courant impartialement sus aux navires musulmans et chrétiens, enleva Oran où le cardinal (Ximenès) présida au massacre de 4000 musulmans, à la capture de 8000 prisonniers et à la consécration catholique de

deux mosquées ». (Ch. A. Julien). En 1520, une autre expédition victorieuse est menée contre Djerba par Hugo de Moncada. Cependant, grâce à l'appui financier et militaire du sultan, Khaïreddine beylerbey d'Afrique reprend le dessus et occupe Tunis (18 août 1534), la Goulette, Bizerte et Kairouan. Chassé de son trône, Moulay Hassan appelle à son secours l'Empereur d'Espagne.

La conquête de Tunis par Charles-Quint (1535)

La victoire de Khaïreddine convainc le gouvernement espagnol qu'il n'avait plus affaire à de simples corsaires mais, bien plutôt, à l'implication la puissance ottomane. L'intervention de Charles-Quint, dès lors, est d'autant plus justifiée qu'il était sollicité par Moulay Hassan, chassé de son trône par les Turcs. L'Empereur met sur pied une expédition groupant la plupart des Etats méditerranéens : Portugal, Naples, le Saint-siège, Toscane, Gênes, la Sicile, Malte. Réunie à Barcelone puis à Cagliari, cette armada de 300 vaisseaux et 90 galères avec un effectif de 35.000 hommes, tient sa puissance de l'esprit de croisade qui anime ses hommes et de la présence de l'empereur Charles-Quint en personne. Arrivée le 16 juin 1535 dans la rade de Tunis, l'armée des chrétiens ne réussit à s'emparer de la Goulette qu'un mois plus tard (14 juillet). Il restait cependant à prendre Tunis qui refusait de recevoir les Espagnols en dépit de la présence du sultan Moulay Hassan dans ses rangs.

Charles-Quint dut ainsi combattre à mi-chemin de la capitale une armée turco-tunisienne conduite par Khaïreddine. Vaincu, celui-ci se replie sur le Djebel Ressas. Tunis conquise est livrée à la soldatesque pendant trois jours. 70.000 personnes tombent victimes de cet horrible forfait ¹⁰. En dépit de la réticence de la population, Moulay Hassan, allié des chrétiens, est rétabli sur le trône.

- De 1535 à 1571 : la période est dominée sur le plan militaire par une grande confusion. Jusque là Turcs et Espagnols ont remporté respectivement de grandes victoires, mais il s'est vite avéré qu'aucune n'a été décisive. Apparemment, la prépondérance espagnole était consacrée en Ifrîqiya dès 1535. D'une part, Moulay

L'Empereur Charles-Quint 1500-1558

Charles-Quint, l'homme qui, en juillet 1535, aborda les côtes tunisiennes à la tête d'une flotte de 400 voiles portant 30 000 hommes, prit La Goulette le 14 juillet et Tunis le 20 juillet et qui livra la ville meurtrie à la soldatesque, était à la tête de l'Empire le plus vaste que l'histoire ait connu. Une politique matrimoniale savamment mise en place par trois générations de monarques a réuni dans l'Empire des Habsbourg les possessions de la Maison de Bourgogne (Pays-Bas, Franche Comté), celles de la Maison des Habsbourg d'Autriche f Augsbourg, Styrie, auxquels Charles-Quint devait ajouter La Bohême, La Moldavie et la Hongrie), le Royaume d'Espagne (Castille, Aragon et Portugal), les Royaumes de Naples et de Sicile. A cet ensemble impressionnant de possessions en Europe et en Méditerranée, il faut ajouter les immenses colonies espagnoles en Amérique. Charles-Quint portera toutes ces couronnes ; en 1519 son élection à la tête du Saint Empire Romain et Germanique consacra sa totale suprématie.



Portrait de Charles-Quint

Il ne manque pas, cependant, des ombres au tableau. L'Empire, trop vaste et hétérogène est difficile à gérer et manque de cohésion. Les Cortès espagnols, les Princes Allemands et les Pays-Bas exigent le respect de leurs privilèges et réclament des libertés. Tout au long de son règne Charles-Quint doit aussi se battre sur trois fronts.

A l'intérieur de l'Empire, la Réforme luthérienne gagne du terrain soutenue par les princes allemands. Catholique fervent l'Empereur ne peut le tolérer. Pourtant il sera bien obligé de rechercher des accords et d'accepter par la Paix d'Augsbourg (1552) que « chaque état a le droit d'imposer à ses ressortissants la religion du prince ».

Sur le continent, le roi de France lui dispute des territoires dans l'Italie du nord et dans l'est de son royaume. François 1er est d'autant plus redoutable qu'il a engagé une alliance contre nature avec l'Empire Ottoman.

S'appuyant sur ses Royaumes de Naples et de Sicile et animé par un esprit de croisade Charles-Quint veut dominer l'espace méditerranéen. Le choc sera violent avec l'autre grande puissance de l'époque, l'Empire Ottoman, qui nourrit les mêmes ambitions en Méditerranée. Ici encore, Charles-Quint n'obtiendra que des succès ponctuels et éphémères.

En 1556, ruiné par la maladie, épuisé et visiblement découragé il décide de se retirer au monastère de Yuste dans l'Estrémadure. Il abdique au profit de son frère et de son Fils. Il meurt deux ans plus tard, le 21 septembre 1558.

Hassan restauré sur le trône est un allié de Charles-Quint, d'autre part des garnisons espagnoles sont installées à la Kasbah de Tunis et dans les principales villes de la côte (Hammamet, Monastir, Mahdia). En fait, on assiste de 1541 à 1571 à de multiples prises et reprises de villes de la côte au bénéfice tantôt des Turcs, tantôt des Espagnols. Vers le milieu du siècle, le corsaire Dragut s'installe sur le littoral Est de la Tunisie, faisant de Djerba sa principale base. Nommé par le sultan Soliman II gouverneur de Tripoli, Dragut (Darghouth) élargit ses possessions africaines en reprenant Kairouan aux Chabbia (3 janvier 1558). Bientôt il devient « une puissance méditerranéenne » (Braudel). Une expédition navale chrétienne contre Djerba se termine par la victoire de Dragut (mars 1560) ; la garnison chrétienne de l'île est passée par les armes et ses ossements amoncelés pour constituer la célèbre tour des crânes (*burj ar-Rous*) qui devait subsister jusqu'en 1846 (Monchicourt - R.T. 1917).

- De 1571 à 1574 : durant cette période, la lutte hispano-turque se fixe autour de Tunis. Les deux forces s'affrontent pour une installation définitive dans la capitale de l'Ifrîqiya. Ainsi, en 1569, les Turcs commandés par Eulj Ali occupent Tunis. Mais au lendemain de la bataille navale de Lépante (1571), grisé par sa victoire sur la flotte ottomane, Don Juan d'Autriche voulut chasser définitivement les Turcs d'Ifrîqiya. Il s'empare de la capitale le 10 octobre 1573 puis quitte le pays, laissant de fortes garnisons à Tunis et à la Goulette. Le Sultan Selim II ne peut en rester sur ce double échec. Une expédition maritime dirigée par le Pacha Euldj Ali et l'Amiral Sinan Pacha bloque Tunis par mer (juillet 1574) alors que les garnisons d'Alger et de Tripoli la bloquent par terre. Le 23 août 1574, la Goulette est prise et le 13 septembre ce fut le tour de Tunis. Les chefs des garnisons espagnoles Porto Carrero et Serbelloni sont envoyés, chargés de fer, à Constantinople.

Cette victoire met fin à l'affrontement militaire hispano-turc et à l'autorité hafside en Ifrîqiya. Il reste à connaître les ressorts de l'alliance hispano-hafside.

La politique d'alliance entre les Espagnols et Moulay Hassan

Ers vérité, pour contrecarrer les visées ottomanes sur l'Ifrîqiya, l'Espagne a misé sur l'alliance intéressée de certains princes hafside et singulièrement de Moulay Hassan (1525-1543). L'empereur Charles-Quint a su exploiter la situation difficile dans laquelle se trouvait ce prince pour tenter d'établir son protectorat sur Tunis et en déloger définitivement les Turcs.

L'alliance politique entre les Espagnols et Moulay Hassan commence en 1534. A cette date, de connivence avec le jeune prince hafside Rached, les Turcs conduits par Khaïreddine réussissent à occuper Tunis. Moulay Hassan s'enfuit en Europe quémander le secours de Charles-Quint. C'était pour celui-ci une occasion inespérée pour intervenir en Ifrîqiya et, sous le couvert de rétablir le prince légitime, briser la menace turque et occuper certains points stratégiques de la côte tunisienne. De fait, Charles-Quint s'empare de Tunis en 1535, rétablit Moulay Hassan sur son trône et le lie par un traité dont les principales clauses sont le paiement d'un tribut cniuel, la cession de la base de la Goulette et de certains ports de la côte Est.

Pour Moulay Hassan, la reprise de Tunis ne représentait qu'une étape sur la voie de la restauration de son pouvoir sur l'ensemble de l'Ifrîqiya. Car, chassés de Tunis, les Turcs n'étaient pas moins présents dans les principaux ports et, d'autre part, l'intérieur du pays continuait à obéir à Sidi Arfa, le chef des Chebbia. On peut même dire que le retour de Moulay Hassan à Tunis grâce à l'appui de l'Espagnol l'avait discrédité aux yeux de ses sujets musulmans, augmentant par là-même le prestige de ses ennemis *Chebbi* et Turcs. Aussi, Moulay Hassan devait-il signer dès 1539 un nouveau pacte avec les Espagnols par lequel, en contrepartie de leur aide militaire, il s'engageait à leur payer une somme d'argent déterminée chaque fois qu'une partie du territoire était récupérée. Mais de cette alliance aucun des partenaires ne devait tirer profit. En 1540, Moulay Hassan est battu à Jammal par l'armée de Sidi Arfa. Entre temps les

Turcs avaient, mieux que jamais, renforcé leur position sur le littoral, notamment après leur victoire sur la flotte de Charles-Quint devant Alger en 1541. Dès lors, et quoiqu'elle fût réduite à la région entourant la capitale,¹¹ l'autorité de Moulay Hassan était largement contestée, y compris par son propre fils Ahmed Soltane.

En 1542, celui-ci se rebelle contre son père, l'obligeant encore une fois à partir en Europe quémander de nouveaux secours auprès de ses alliés espagnols. Après un bref séjour en Italie, il parvient à recruter quelque deux mille Napolitains et revient à Tunis dans l'espoir de battre son fils. Le sort des armes voulut que Moulay Hassan fût vaincu, arrêté et aveuglé sur l'ordre de son propre fils. Malgré sa fuite à la Goulette où il trouve refuge au milieu de la garnison et malgré les tentatives terrestres et maritimes que par la suite il fit aux côtés de ses alliés pour reprendre son trône, Moulay Hassan ne devait plus connaître que des échecs jusqu'à sa mort devant Mahdia en juillet 1550.

Avec lui, l'Espagne perd un allié docile en même temps qu'un atout dans la lutte contre les Turcs. Il est vrai que ceux-ci n'avaient guère, non plus, tiré profit de la mort du vieux prince. En effet, Ahmed Soltane, tout en se refusant à être l'allié des Espagnols, tente de restaurer pour son compte le pouvoir hafside avec ce que cela implique de lutte contre les Turcs et contre les Chebbia. Mais il ne fut pas plus heureux que son père et son impuissance à réunifier son royaume l'amène à succomber sous les coups de l'armée turque commandée par le Pacha d'Alger Eulj Ali qui s'empare de Tunis en 1569.

Les velléités d'une restauration hafside (1581-1592)

Ainsi en 1569, chassé de Tunis par Eulj Ali, le hafside Ahmed se réfugie auprès de la garnison espagnole de la Goulette. Après quelques années, lorsque les Espagnols se décident à lancer une offensive contre Tunis sous la direction de Don Juan d'Autriche (1573) et qu'ils parviennent effectivement à s'emparer de la ville, ce ne fut pas Ahmed Soltane qu'ils intronisent mais son frère Moulay Mohamed. En effet,

7 octobre 1571 : la bataille navale de Lépante, recul ou consolidation de l'espace ottoman en Méditerranée ?

L'historiographie occidentale a fait grand cas de la victoire de Lépante (7 octobre 1571), où la coalition animée par le Pape Pie V et mobilisant 207 galères commandées par Don Juan d'Autriche, a infligé une lourde défaite aux 238 galères turques près de l'île d'Oxia, proche d'Ithaque, au large de la Grèce. Or Venise, principal pourvoyeur en galères de la bataille, signa une paix séparée avec les Ottomans et se résigna à perdre Chypre. En outre, Tunis et la Goulette seront repris par les Turcs trois ans plus tard, mettant fin définitivement à la présence espagnole.

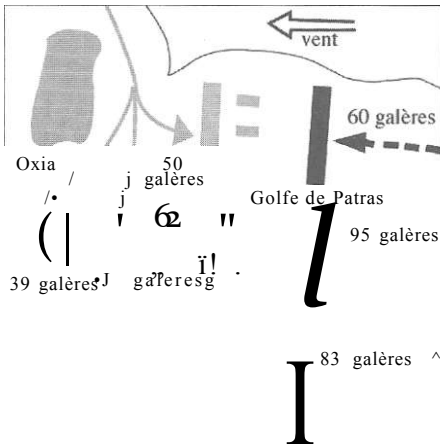
Al Hassan al Hafsi, que cette gravure vénitienne, vraisemblablement fidèle, présente sous les traits d'un homme énergique, n'aura été que l'ultime émir d'un Etat qui ne pesait plus d'aucun poids dans le duel de géants qui opposait en Méditerranée Espagnols et Ottomans.



Al Hassan dernier souverain de la dynastie hafside, allié malheureux de l'Empire d'Espagne.

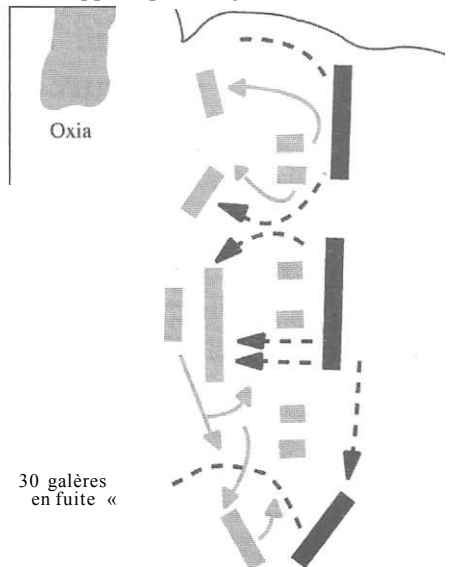
Gravure de l'école vénitienne. Musée d'Alger

Lépante : Les deux flottes face à face avant les mouvements du 7 oct. 1571



Flottes :
| Ottomane
| Chrétienne

Lépante : Les galères turques enveloppées par les galères chrétiennes



30 galères
en fuite «

Ahmed Soltane avait refusé de souscrire aux clauses d'un traité que voulait lui imposer Don Juan d'Autriche, Son refus lui valut d'être interné en Sicile jusqu'à sa mort à Termini (Sicile) en 1575 ¹².

Par ailleurs, le règne du dernier hafside, Moulay Mohamed, fut de très courte durée puisqu'en 1574 les Turcs s'établissent définitivement à Tunis, obligeant les derniers membres de la famille hafside à émigrer en Italie. Mais l'espoir des émigrés de pouvoir de nouveau se réinstaller à Tunis, tout comme le désir des Espagnols de reprendre pied en Ifrîqiya ont conduit à une ultime tentative de restauration hafside. Ainsi en 1581, le prétendant hafside Hamed (frère de Moulay Hassan) débarque avec l'aide des Espagnols sur la côte Est entre Sfax et Zarzis. Avec la connivence de certaines tribus du sud, il marche sur Tunis. Défait à la limite du Sahel par les Turcs, il est refoulé vers le sud et erre durant de longues années, jusqu'à sa capture par les nouveaux maîtres de l'Ifrîqiya en 1592.

Du reste, le pays est solidement tenu en mains par les Turcs depuis 1574 et, si l'intrusion du prince Hamed a quelque peu agité l'intérieur, « elle n'a en rien interrompu à Tunis l'exercice du pouvoir ottoman ».

III

La Régence de Tunis de 1574 à 1590 : structures et institutions

Durant la période qui va de l'arrivée de Sinan Pacha en 1574 à l'avènement des Deys (1590), deux phases se distinguent nettement dans l'organisation politique de la nouvelle province.

En effet, pendant la première décennie (1574-1584), Tunis est rattachée au Beylerbey d'Afrique siégeant à Alger. Cela résulte de l'organisation conçue par Sinan Pacha avant son départ. Sous l'autorité de Haydar Pacha, une milice de 4.000 janissaires organisée en 40 sections devait affirmer l'autorité turque à Tunis.

A partir de 1584, Tunis forme une Régence autonome au même titre que les Régences d'Alger et de Tripoli et relève directement de

Constantinople. Les autorités et institutions nouvelles apparaissent alors clairement, quoique progressivement.

Le Pacha

Représentant du Sultan à la tête de la Régence, le Pacha est nommé par Constantinople pour une durée de 3 ans. Il dispose d'une garde personnelle, d'une Maison civile et de conseillers attitrés. Il est chargé du paiement de la solde des militaires. Le premier, Haydar Pacha sera suivi par sept Pachas jusqu'en 1591.

a) La garde personnelle comprend une escouade de 12 « *Chaouchs el Koursi* » ;

b) La Maison civile est composée d'un lieutenant (*Khalifa*) qui s'occupe de l'administration, d'un secrétaire (*Bach Kateb*) chargé de la correspondance et d'un ambassadeur (*Bach Sayar*) qui s'occupe des messages importants ;

c) Les conseillers, choisis au gré du Pacha, sont au nombre de cinq :

- Oukil el Harj (intendant de la guerre et de la marine) ;
- Khaznadar (trésorier) ;
- Khoujet-el-Khil (directeur des Haras et des Domaines de l'Etat) ;
- L'agha (chef de la milice turque et conseiller aux affaires étrangères) ;
- Beït-el-Melli (administrateur des Habous publics et des biens tombés en déshérence).

Le Diwan

C'est une assemblée faisant office de conseil sénatorial et groupant les chefs des sections de la milice qui délibèrent sur toutes les questions d'ordre administratif, politique, judiciaire et militaire. Elle compte 120 Oda-Bachi et 24 Bouloukbachi. Des notables du pays sont conviés à y participer afin d'obtenir « leur appui au régime » (Ben Dhiaf).

Le Diwan se réunit, en principe, trois fois par semaine et joue un rôle capital dans le gouvernement de la régence.

La Milice des Janissaires

C'est une légion de guerriers recrutés au Levant parmi les turcs de race ou d'origine. A l'origine, leur nombre était de 4000. Sinan Pacha les a organisés en 100 compagnies de 40 hommes chacune et

placées sous l'autorité d'un Dey ¹³ ; la plupart d'entre elles tiennent garnison à Tunis, les autres sont envoyées à l'intérieur à tour de rôle (chacune assurant sa *nouba*), notamment dans les forteresses maritimes de Tabarka à Djerba.

Deux fois l'an, une expédition parcourt le pays avec un triple objectif :

- a) Faire la relève des *noubas* ;
- b) Collecter les impôts ;
- c) Rétablir l'ordre parmi les tribus. Cette expédition est placée sous l'autorité d'un nouveau dignitaire, le bey.

La milice est assez souvent un foyer d'agitation. Mécontente de ses chefs ou mal payée, elle intervient dans le gouvernement de façon violente ; du reste, les vieux miliciens deviennent presque automatiquement de hauts fonctionnaires civils ; mariés à des femmes du pays, leur descendance forme la classe des *Kouloughlis*.

La Taïfa des Raïs

On désigne ainsi le groupe des capitaines de navires armés pour la course. Appelé communément course, le combat des musulmans contre les Chrétiens est réglé par des usages que la tradition a consacrés. Pratiquement peu de Raïs sont propriétaires de leurs navires ; en général, les expéditions sont commanditées par les autorités civiles et militaires quand elles ne résultent pas de souscription à caractère collectif. Dans son organisation intérieure, la *taïfa* des Raïs forme une corporation qui rappelle les corps de métiers. Son rôle consiste à agréer les candidats à la capitainerie, régler les litiges opposant les capitaines et à surveiller les usages de la corporation. La solidarité unissant les Raïs leur donne l'homogénéité d'un groupement social qui joua, au XVI^e siècle, un rôle important dans la vie politique et économique de la Régence. La corporation des capitaines (*taïfa des raïs*) ne comprend qu'une minorité de turcs. La plupart des membres sont des renégats d'origine grecque, italienne, corse, provençale qui, pour les besoins de la cause, deviennent « *Turcs de profession* ».

Les forces auxiliaires

Pour maintenir la sécurité intérieure et appuyer les expéditions annuelles, les Turcs de Tunis continuent la politique des hafsides en faisant appel à la cavalerie « *makhzen* ». Ainsi des forces auxiliaires, mobilisées de façon saisonnière, sont souvent appelées à appuyer l'autorité turque. Contre certaines faveurs telles que les exemptions d'impôts, certaines tribus de la steppe contractent ainsi une alliance permanente avec les Turcs, et deviennent des tribus *makhzen*.

Les autorités religieuses

En matière de justice charaïque, la compétence revient à des magistrats religieux (cadis) qui jugent d'après la législation islamique. Dans les grands centres, les cadis sont assistés par des muftis. Les autorités religieuses, ou *charâ'*, sont en principe indépendantes du pouvoir turc. Cependant, étant donné l'appartenance des Turcs au rite hanafite, il y eut bientôt des cadis et muftis représentant ce rite.

Les autorités urbaines

A Tunis comme dans les autres centres de l'intérieur, les services de police urbaine et d'édilité dépendent de fonctionnaires autochtones. A T'unis, le « *Cheikh al madîna* » siège au Diwan en étant assisté dans sa tâche par des collaborateurs dont les cheikhs de quartiers.

Signalons, enfin, que la division administrative du pays qui prévalait avant la guerre n'a subi aucun changement : districts territoriaux et fractions de tribus sont administrés par les caïds.

Le nouveau régime socio-économique

Par suite de la conquête turque, l'ancienne Ifrîqiya hafside subit des transformations tant sur le plan politique que sur les plans économique et social. Après plus d'un demi-siècle d'agitation intérieure, de guerres et d'invasions étrangères, les structures du pays sont fortement éprouvées. Sur le plan politique, l'Ifrîqiya perd sa souveraineté ; le royaume hafside devient une province du vaste

empire ottoman. De nouvelles institutions (Pacha, Diwan...), encore mal définies, voient le jour, quoiqu'en fait le régime se réduise, au départ, à une oligarchie militaire qui monopolise le pouvoir.

Même transformation dans le domaine économique : au lendemain de la conquête turque, de nouveaux rapports commerciaux sont noués avec l'Orient, notamment Constantinople.

D'une façon plus générale, le développement du commerce extérieur et la place prise par les ports dans l'économie du pays vont contribuer à ouvrir davantage la Régence à l'économie méditerranéenne ; à cet égard, la course, dont l'essor est rapide constitue un événement décisif dans l'orientation économique du pays. Car la course permet de déverser dans les ports de la Régence aussi bien les produits que les hommes originaires des rivages du Sud européen. C'est ainsi que la Tunisie littorale se distingue de plus en plus de la Tunisie steppique.

Les conditions de la vie sociale elle-même en sont transformées. Alors que l'intérieur du pays se replie de plus en plus sur lui-même, les tribus y menant une vie pratiquement autonome et gardant jalousement des traditions médiévales, la frange littorale s'urbanise davantage et s'intègre progressivement aux courants économiques et aux modes de vie méditerranéens. C'est dans les villes de la côte que s'installent principalement les nouveaux venus. Il s'agit de nouvelles classes sociales en gestation : aristocratie turque, renégats et mamlooks sans parler du brassage entre turcs et autochtones d'où devait naître la classe des *Kouloughlis*.

Sur le plan religieux, parallèlement au rite malikite qui prédominait dans le pays, le rite hanafite voit le jour avec ce qu'il implique comme nouvelles instances charaïques.

Enfin l'implantation brutale de plusieurs milliers d'anatoliens se traduit par la propagation d'un nouveau mode de vie : habitudes vestimentaires, genres culinaires, musique... style architectural. Ce mode de vie est d'autant plus irrésistible qu'il est précisément celui de la classe dominante ¹⁴.

A n'en pas douter, la conquête turque donne un nouveau visage à la Tunisie, dont cependant l'empreinte profonde et les traditions ne sombrent nullement avec la dynastie hafside. C'est précisément *cette empreinte qui oblige* « l'autorité turque a se couler dans le moule que l'Ifrîqiya imposait à ses maîtres depuis des siècles » (Ch. A. Julien). Les exigences proprement tunisiennes de continuité, de stabilité et de paix expliquent la rapide transformation du régime oligarchique installé par Sinan Pacha en régime héréditaire qu'incarna au XVII^e s. la dynastie des beys mouradites.

Khaïreddine dit Barberousse (v. 1476 -1546)



Khaïreddine en pleine force de l'âge.



Khaïreddine devenu une figure illustre dans l'Empire ottoman.

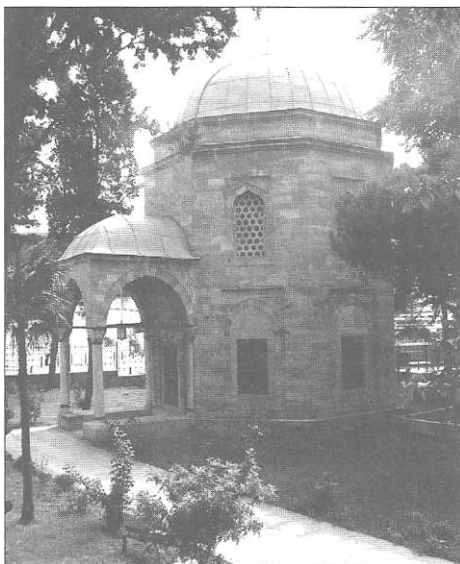
Au début du XVI^e siècle, la Tunisie hafside économiquement affaiblie et politiquement instable devient l'enjeu d'un duel entre l'empire des Habsbourg et l'Empire Ottoman pour le contrôle de la Méditerranée occidentale. Du côté Ottoman, une collaboration inédite s'établit entre Istanbul et les corsaires musulmans, dont le représentant le plus remarquable était le célèbre Khaïreddine dit Barberousse.

Khaïreddine commence sa longue carrière de corsaire à l'ombre de son frère Arouj, tous deux turcs de mère grecque nés à Mytilène (Lesbos). En 1510, à la demande de l'émir Hafside de Tunis Abû Abdallah, les deux frères acceptent de diriger la défense de Djerba contre les attaques répétées de la flotte espagnole déjà basée à Tripoli. Ayant défait l'attaque espagnole dirigée par Pierre de Navarre, ils s'installent dans l'île et la transforment en centre de résistance. Appelés en 1516 par l'émir zayanide d'Alger (Salem at-Tûmi) pour libérer le Penon d'Alger, forteresse occupée par les espagnols sur un îlot au large de la ville, les deux frères montent une expédition et livrent bataille à la garnison espagnole qui résiste. Ils occupent néanmoins Alger, y prennent le pouvoir, chassent le souverain zayanide et continuent à harceler les occupants espagnols tout en se livrant à la course à partir de cette nouvelle base. En 1519, après la mort de Arouj, Khaïreddine se place sous la suzeraineté ottomane. Le sultan Selim 1^{er} lui confère le rang de Beylerbey d'Afrique et lui fournit 2.000 soldats et de l'artillerie. Il intensifie ainsi la lutte contre les occupants Espagnols : il reconquiert Bône et Bougie en 1522 et, en 1529, il libère enfin le Penon d'Alger qui devient une forteresse turque.

En 1533, Khaïreddine est élevé par le sultan Soliman au rang de grand amiral (kapudan Pacha) et chargé de réformer la flotte de l'Empire. C'est ainsi qu'en 1534, il réussit à occuper Tunis, Bizerte et Kairouan en chassant le nouvel émir Hafside aï-Hassan. Charles-Quint, à l'appel de l'émir déchu, et surtout pour parer au danger ottoman qui contrôle désormais les côtes algériennes et tunisiennes ainsi que le détroit de Sicile, réussit à former une puissante armada de 412 bâtiments et de 35.000 hommes qui, sous son commandement personnel, débarque le 16 juin 1535 sur les côtes de Carthage et finit, le 14 juillet, par enlever le fort de La Goulette puis, au bout d'une semaine, par occuper Tunis. Il restaure l'émir al-Hassan et installe des garnisons espagnoles dans des forts édifiés dans les principales villes du littoral. Le protectorat espagnol sur l'émirat hafside, bien que souvent ébranlé par des harcèlements de la flotte ottomane, durera jusqu'en 1574, date à laquelle Sinan Pacha libère définitivement la Tunisie qui devient Eyala Ottomane, à l'instar d'Alger et de Tripoli. Les victoires successives de Khaïreddine lui valent la richesse et une grande célébrité dans la capitale de l'Empire. En reconnaissance de ses victoires et de la rénovation de la puissance navale qu'il a entreprise depuis 1534, l'amiral Khaïreddine Pacha a été dûment honoré par Soliman le Magnifique qui a ordonné d'édifier un mausolée à son nom sur les rives du Bosphore.

Le mausolée de Khaïreddine Barberousse

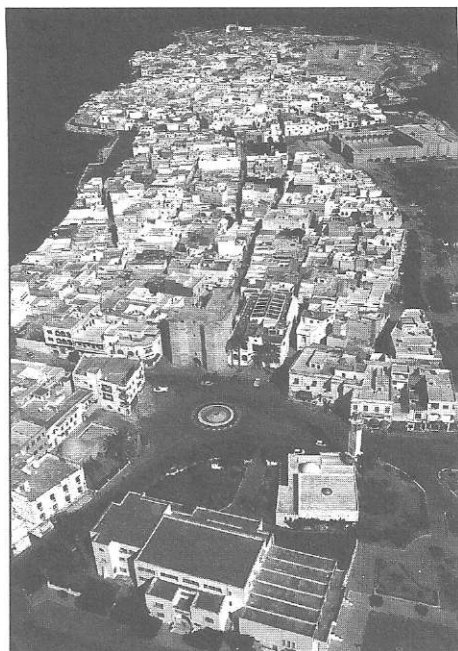
Ce monument qui se dresse sur les rives du Bosphore était salué à l'occasion de chaque nouvelle investiture d'un grand amiral et de chaque départ solennel de la flotte ottomane.



L'inscription arabe qui surmonte l'entrée de la turba du célèbre Kaputan Pacha de la marine ottomane se lit :
« Ceci est le mausolée du conquérant d'Alger et de Tunis, le défunt, le combattant et l'amiral Khaïreddine Pacha que Dieu lui accorde sa miséricorde, l'année 948/1541 ».



Les batailles de Darghouth



Mahdia

Vue panoramique de la presqu'île de Mahdia réputée imprenable derrière ses remparts. On aperçoit au premier plan Bâb el-Fûtûh (Skifa el-Kahla), au fond à droite la mosquée et plus loin les fortifications et les bassins de l'ancien port.

En 1510, les Espagnols prolongent jusqu'à Tripoli le réseau de leurs conquêtes au Maghreb. Ils font diriger contre Djerba une expédition commandée par Pierre de Navarre qui échoue lamentablement. Pour venger cette défaite, Charles-Quint envoie contre Djerba une flotte importante qui réussit à conquérir l'île et qui exige de sa population un tribut très lourd. Succédant aux frères Barberousse, le légendaire Darghouth reconquiert peu à peu à partir de 1540 le littoral Est de la Tunisie, notamment Mahdia et Djerba qui deviennent ses principales bases en terre africaine. Pour mettre fin à ses incursions sur les côtes italiennes et siciliennes, Charles-Quint ordonne en 1550 une expédition contre Mahdia. La ville est prise et Darghouth débusqué. Cependant, l'occupation s'avère onéreuse. Les Espagnols évacuent Mahdia en juin 1554 après avoir démantelé ses fortifications afin que les Turcs ne puissent plus s'y réfugier. La ville reste ainsi inhabitée pendant longtemps ; en 1591, le voyageur marocain al-Tamgrouti n'y a vu que « des ruines, des corbeaux et des chacals ». Vers la fin du XVI^e siècle, les Turcs réoccupent la ville et en font une ville-garnison. Mais au lieu de reconstruire l'ancienne enceinte, ils se contentent d'édifier un nouveau fort, Burj al-Kbir, sur le point le plus élevé de la presqu'île. Darghouth se maintient néanmoins à Djerba. Charles-Quint envoie en 1551 une flotte importante dirigée par l'amiral André Doria pour en finir avec le terrible corsaire. L'expédition se termine par un désastre et la flotte espagnole subit de lourdes pertes. Philippe II, succédant à Charles-Quint, tente à son tour en 1559 de déloger Darghouth et d'écraser l'île rebelle.

Djerba

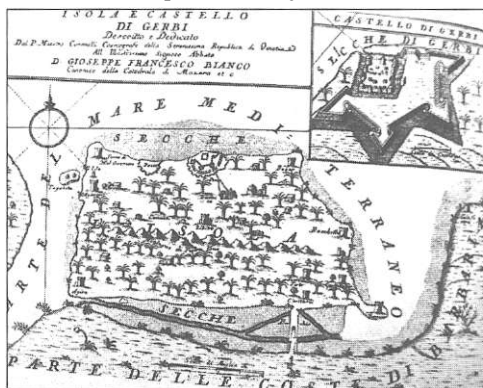


Djerba : vue aérienne de Burj al-Kbir

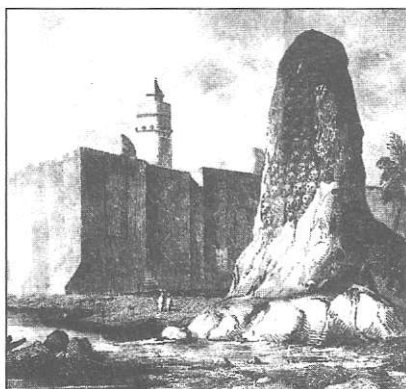
A la tête d'une véritable armada, le vice-roi de Sicile Juan de la Cerda est chargé de l'expédition qui, après quelques succès, fut encerclée et contrainte de capituler ; la flotte ottomane dirigée par l'amiral Piali Pacha se porte au secours de l'île et écrase les forces chrétiennes. La défaite de Djerba (1560) est considérée, après la catastrophe d'Alger en 1541, comme un des plus grands désastres navals espagnols du XVI^e siècle. Sur les lieux de la bataille, devant Burj al-Kbir (la grande forteresse), près de 6 000 crânes de chrétiens et leurs ossements servirent à l'érection d'une tour de près de 130 pieds de hauteur, dite Burj ar-Rous (la tour des crânes).

Carte ancienne de Djerba.

En médaillon, plan de Burj Ghazi, v. 1560.



Le Borj el-Kbir et la tour des crânes.



Eulj Ali (v. 1508-1587)

Eulj Ali passe pour être, après Khaïreddine, le marin le plus habile ayant jamais navigué en Méditerranée. Né vers 1508 dans un petit village de Calabre, Licasteli, dans une famille de pêcheurs, il est enlevé à l'âge de 12 ans par des corsaires barbaresques et sert quatorze ans comme esclave de galion.

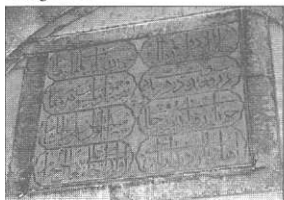
Puis il passe au service des Ottomans, se convertit à l'islam et participe aux guerres méditerranéennes au côté de Darghouth. En 1560, lors de l'expédition du vice-roi de Sicile contre Djerba, Darghouth l'envoie à Istanbul pour solliciter des renforts. Eulj Ali accompagne la flotte ottomane dirigée par l'amiral Piali Pacha avec pour mission de défendre Djerba et de chasser les forces chrétiennes. En 1565, lors du siège de Malte, il prend la succession de Darghouth tué au combat.

Nommé en 1568 par Selim II Beylerbey d'Afrique, il réussit à reprendre Tunis aux espagnols l'année suivante. Il participe en 1571 à la fameuse bataille de Lépante. Son courage dans la bataille le fait distinguer ; il reçoit par la suite le titre de Kilij (épée) et le haut grade de Kaputan Pacha. Ainsi, au lendemain de la défaite, il est chargé de reconstituer la flotte ottomane et reprend, en 1574, au côté de Sinan, La Goulette et Tunis aux Espagnols. Infatigable combattant, il guerroya en Perse, sur les frontières de Géorgie, etc., jusqu'à sa mort survenue le 27 juin 1587.

Sa combativité et ses succès lui valent dans la capitale de l'Empire des richesses et des honneurs dont témoigne la majestueuse mosquée qui porte son nom et qui est l'œuvre du fameux architecte Sinan Mi'mâr. La mosquée fait partie d'un petit complexe religieux, Kulliye.

Mosquée Eulj Ali. Architecture puissante et massive. Œuvre de l'architecte Sinan.

Inscription de fondation en langue turque sur le fronton de la mosquée Eulj Ali.



La Goulette

La Goulette est l'un des principaux théâtres de la longue lutte que se livrent les Espagnols et les Turcs pour le contrôle de la Méditerranée. Le fameux port accueillit les frères Barberousse à leurs débuts. En 1534, La Goulette est prise par Khaïreddine, mais l'année suivante Charles-Quint la lui reprend et la place-forte restera entre les mains des Espagnols jusqu'au 25 août 1574.

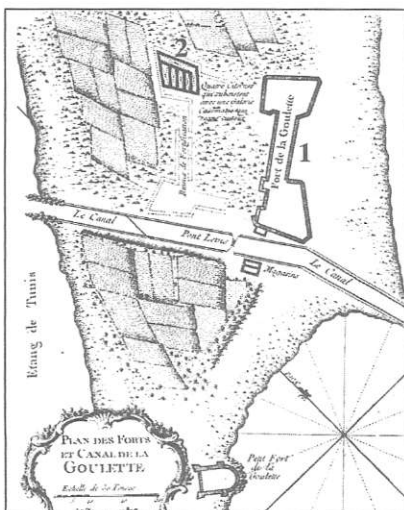
A cette date, Sinan l'occupe et fait raser ses fortifications.

Après la cuisante défaite des Espagnols le 13 septembre 1574 devant Sinan Pacha, on rendit responsables don Juan d'Autriche et le cardinal Granvelle qui, à l'époque, étaient tous deux en Sicile, occupés, l'un à jouer à la paume, l'autre à courtiser les dames, d'où le mot qu'on répétait malicieusement à Madrid : « Don Juan par sa raquette et Granvelle par sa braguette ont perdu La Goulette »

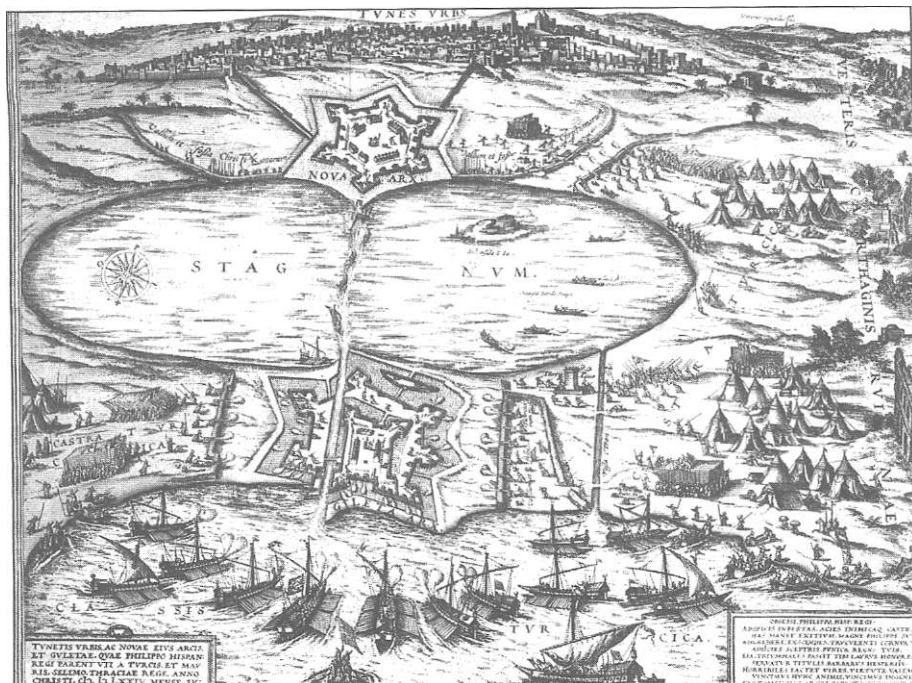
Le plan reproduit ci-dessous, qui date de 1764, montre les fortifications de La Goulette aux XVII^e-XVIII^e siècles : seuls subsistent de l'ancienne forteresse du XVI^e siècle les deux bastions sud et la courtine qui les relie ; réaménagé, l'ensemble forme le fort de la Goulette dit al-Karraka (1). Le petit fort (2) a été édifié par le dey Ahmad Khûja vers 1640, suite à une attaque particulièrement néfaste des Chevaliers de Malte. Il était renforcé par une série de redoutes armées de batteries à fleur d'eau. Les magasins, les citernes et le canal avec son pont levis sont clairement indiqués.

Sur cette photo aérienne on voit nettement au premier plan les deux bastions sud et la courtine qui les relie et qui sont représentés sur le dessin de 1764.

Relevé datant de 1764 sur lequel on peut voir les fortifications de la Goulette aux XVII^e et XVIII^e siècles, (JM. BeUin, Le Petit Atlas Maritime, Paris 1764).



La conquête de Tunis par Sinan Pacha en 1574



Gravure représentant le siège de la Goulette et de Tunis par Sinan Pacha et Eulj Ali
(Atlas de Braun et Hogenberg, Théâtre des cités du monde, Cologne 1574, planche 58)

Cette gravure qui représente le siège de La Goulette et de Tunis par les troupes de Sinan Pacha et de Eulj Ali (été 1574) donne le tableau complet des fortifications de la ville et du port. Flanquée de six bastions et de forme étoilée, la forteresse espagnole de la Goulette (Guleta Arx) apparaît bloquée du côté de la mer par la flotte turque. Etablis sur la terre ferme, les campements turcs (castra turcica) assiègent la forteresse de deux côtés. Les Ottomans ont déjà enlevé le fort de l'Eau (Turris Aquae) aux Espagnols. Non loin du fort, un second chenal (fossa transitus) relie la mer au lac de Tunis.

Le lac est désigné par le nom Stagnum ; le canal qui va jusqu'à Tunis le divise en deux parties ; l'île de Chikly avec son fort dit de Saint Jacques (Sicli insula S.

Iacobi) apparaît au milieu de la partie nord du plan d'eau.

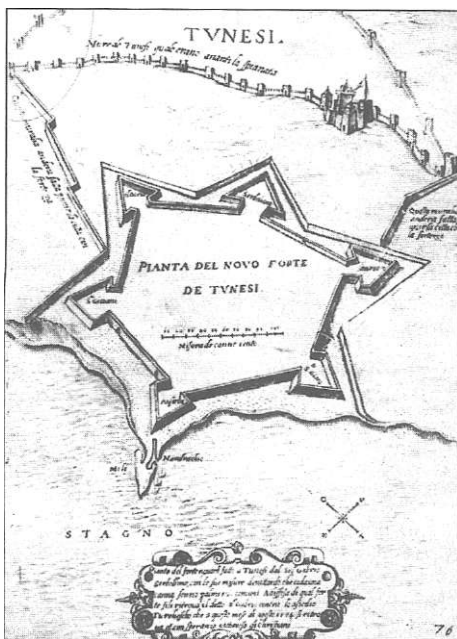
Nova Arx, la nouvelle forteresse espagnole, déformée étoilée, se déploie entre la ville et le lac. Elle est enceinte d'un fossé et reliée à la ville par deux murs.

Défendue par ses remparts, la cité de Tunis est représentée dans la partie supérieure du plan avec l'inscription Tunes Urbs. Telle est l'apparence de Tunis au moment de l'expédition de Sinan et de Eulj Ali. Après la prise de la ville et l'expulsion des Habsbourg, les deux places fortes de La Goulette et de Tunis seront rasées et l'aspect des fortifications de Tunis change radicalement.

(Source : Néji Djelloul)

La Nova Arx

Dopé par la mémorable victoire de Lépante en 1571, Don Juan d'Autriche dirige une expédition qui réussit à reprendre Tunis aux Turcs le 10 octobre 1573. Peu après sa victoire, Don Juan quitte Tunis mais il y laisse une garnison de huit mille hommes placés sous le commandement du général milanais Gabrio Serbelloni à qui il donne l'ordre de construire une nouvelle citadelle - la Nova Arx - entre les murailles de la ville et le lac. Le chantier commence le 11 novembre 1573 et la construction progresse rapidement. Cependant, avant même l'achèvement des travaux, une importante flotte turque dirigée par Sinan Pacha et Eulj Ali surgit le 11 juillet 1574 devant Tunis. Le 17 juillet, Tunis tombe entre les mains des Turcs, suivie le 23 août de La Goulette.



(Plan de la BNP, publié par Monchicourt et P. Sebag).

Serbelloni et ses hommes se retranchent dans la gigantesque forteresse mais ils finissent par se rendre ; leur capture le 13 septembre scelle la fin de la présence espagnole dans le pays. Elle marque aussi la fin de la dynastie Hafside et le début de l'ère Ottomane.

La nouvelle forteresse a la forme d'une étoile à six pointes ; elle est flanquée de six bastions : au sud, le bastion Doria ; au sud-ouest, le bastion Serbelloni ; à l'ouest, le bastion Salazaris ; au nord, le bastion S. Iacobi ; à l'est, le bastion Austria et, au sud-est, le bastion S. Ioannis. On distingue nettement sur le plan les six courtines qui les réunissent, les fossés et les demi-lunes qui les défendent. Vaste, la citadelle se déploie sur tout le terrain qui s'étend entre la ville et le lac. La ville fermée d'une muraille continue est représentée dans la partie supérieure du plan avec l'inscription *Tunes Urbs* et le lac est désigné par le nom *Stagno*. En outre, la forteresse est reliée à la ville par deux retranchements (ou deux murs). Couvrant plus de dix hectares, la Nova Arx peut être considérée au XVI^e siècle comme une ville européenne joutant la médina ; le chroniqueur tunisois Ibn Abî Dinar la donne pour telle. Dévastées, les ruines de cette forteresse subsistent jusqu'en 1640. A cette date, le dey Ahmad Khûja ordonne de démolir ce qui restait de l'ancien édifice, tout en épargnant la chapelle de Saint-Antonio (emplacement de la Cathédrale actuelle de Tunis) et le petit cimetière chrétien du même nom.

***L'Amiral Sinan Pacha conclut l'ère hafside,
met un terme à l'emprise espagnole et ouvre l'ère
de la Tunisie ottomane***

Milanais de la famille des Visconti et élevé dans le palais du sultan, Sinan accède au poste d'amiral de la marine ottomane et de ministre. Secondé par Eulj Ali, il est le commandant de l'expédition navale envoyée d'Istanbul qui, au cours de l'été 1574, réussit à reprendre La Goulette et Tunis aux Espagnols et à mettre fin au règne des Hafsides. La mise en place de la nouvelle administration ottomane dans la Régence est son œuvre. Sinan parachève l'entreprise de la Sublime Porte au Maghreb. Après la reconquête de Tunis, se substituent aux pays morcelés d'autrefois les quatre blocs politiques des temps modernes : les trois régences de Tripoli, Tunis et Alger et le royaume chérifien du Maroc. A Istanbul, la mosquée Sinan sur les bords du Bosphore, non loin du mausolée de Khaïreddine, témoigne de la notoriété du grand amiral ottoman ; le monument est l'œuvre de l'architecte Sinan.



Située sur les rives du Bosphore non loin des monuments consacrés aux grands amiraux de l'Empire, la mosquée Sinan Pacha fondée par Soliman le Magnifique est réalisée par le grand architecte de l'Empire Sinan Mi'mâr.

Notes

1. El-Kairaouani : *al-Mu'nis Fi akhbar Ifriqiya wa Tunis (Chronique de l'Ifriqiya et de Tunis* Trad. par Pelissier, Paris, 1845). Hamouda ben Abdelaziz : *Tarikh al-Bashi*, B. N. ms.
2. Ch. Monchicourt : *Kairouan et les Chebbia*, Tunis 1939, p. 86.
3. El-Kairaouani : *op. cit.*, p. 153 et sqq.
4. Organisée avec le consentement des Etats et sous leur contrôle, la course était un moyen de guerre légitime et régulier consistant à enrôler des navires volontaires et à les armer en vue de courir sus aux bâtiments ennemis. Le corsaire, à la différence du pirate, faisait donc légitimement la guerre — Cf. Larousse encyc. XX^e s. art. Course.
5. F. Braudel : *Les Espagnols et l'Afrique du Nord* in R. T., 1928, p. 184.
6. F. Braudel : *op. cit.*, p. 184 et sqq.
7. Soliman II al Qanouni (1495-1566) Grand conquérant, il soumit d'immenses territoires en Afrique, en Asie mineure et en Europe. Il fut l'allié du roi de France François 1^{er}, alliance contre l'ennemi commun, l'empereur espagnol Charles-Quint.
8. Djerba, Tripoli, Bougie.
9. Khaïreddine Barberousse (1476? - 1546) fils d'un renégat grec de l'île de Lesbos, il s'est mis avec son frère aîné Aroudj au service du sultan Selim I. Chargé de mener la guerre de course contre les Espagnols, il fut nommé Capoudan pacha (grand amiral) par Selim 1^{er} et remporta des victoires maritimes (bataille de

- Candie). Il vint à Marseille comme allié de François 1er et mourut à Constantinople en 1546, à : Khair al Din in E. I. vol. II, pp. 923-925, Julien Ch. A. : *Histoire de l'Afrique du Nord*, Paris - Payot 1961, T. II, pp. 254 et sqq.
10. « Enfermé dans sa capitale, sous la protection de sa garde chrétienne, le sultan hafside dut renoncer à se hasarder jusqu'au Djebel Ressay pourtant situé seulement à 28 kms de Tunis » cf. Julien, op. cit., p. 250.
 11. L. Mouillard : « *Etablissement des Turcs en Afrique et en Tunis* », Rev. Tunis, 1895, p. 362.
 12. Ramené à Tunis quelques jours après sa mort, il fut inhumé dans la zaouia de Sidi Qâsim al-Jalîzî.
 13. Les différents grades militaires dans la milice étaient les suivants :
 - Dey (commandant de section ou compagnie) ;
 - Agha bachi (officier supérieur) ;
 - Bouloukbachi (capitaine) ;
 - Oda-Bachi (lieutenant chef de chambrée) ;
 - Yahia-Bachi (prévôt) ;
 - Oukil Hardji (fourrier major) ;
 - Bach-Oldach (Chef de tente ou d'escouade) ;
 - Askri Oldach (vieux soldat ou soldat de 1^{re} classe).
 14. Djaït H. *Influences ottomanes sur les institutions, la civilisation et la culture tunisienne* in R. H. M. n° 6 - 1976.

LA TUNISIE MOURADITE
AU XVII^E SIÈCLE

Par Abdelkader Masmoudî

C'est dans le cadre général d'une confrontation géostratégique entre les deux plus importantes puissances de l'époque que vont se dérouler les principaux événements dont l'enjeu était essentiellement la maîtrise du bassin occidental de la Méditerranée. Le duel qui va durer plus d'un demi siècle oppose l'impérialisme espagnol, porte étendard de la chrétienté, à l'Empire turc protecteur de ".Dar al Islam" et nouveau venu sur la scène méditerranéenne.

A l'origine, quelques audaces individuelles dans le cadre d'activités corsaires vont être couronnées de succès et donner lieu à des implantations ponctuelles, mais combien stratégiques, le long des côtes maghrébines. Ces initiatives vont très vite déboucher sur une confrontation directe entre les deux empires. L'épilogue de ce choc avantagera en définitive l'Empire Ottoman et scellera pour longtemps l'avenir du Maghreb central et oriental, A partir de l'année 1574, c'est dans le cadre de l'Empire Ottoman que les deux Régences d'Alger et de Tunis vont devoir évoluer dorénavant.

L'histoire de la Tunisie dans les premières décennies du ^{XVI}^e siècle est celle de son évolution progressive vers un régime héréditaire de type dynastique. Cette évolution se fera au terme d'une période agitée, marquée par des luttes de pouvoir opposant entre elles les nouvelles autorités turques installées par Sinan Pacha. D'abord, ce fit la lutte des deys, chefs de la milice, contre les pachas, gouverneurs résidents ; ensuite la lutte des beys commandant les expéditions annuelles de la mahalla, contre les deys.

Dans la trame de ces événements, il ne s'agissait de rien moins que de l'effacement progressif de l'oligarchie militaire turque et, à travers elle, de l'autorité directe du Sultan sur le pays, ouvrant ainsi la voie à un régime autonome, inspiré et appuyé par des forces locales et prenant la forme d'un pouvoir dynastique caractérisé,

Ce nouveau régime politique est celui des beys mouradites qui, nonobstant certaines périodes troublées, exerceront en fait le pouvoir jusqu'à l'orée du xvm^e s.

PREMIERE PARTIE

L'évolution **politique**

L'organisation du pachalik de Tunis par Sinan Pacha, avant son retour en Turquie, n'a pas duré longtemps (1574-90). L'équilibre entre les différents pouvoirs mis en place : pacha, dey, diwan, milice des janissaires, a été rapidement rompu. C'est à l'intérieur de la milice des janissaires qu'éclata le conflit, débouchant sur une véritable révolution en 1590-91.

L'abus de pouvoir des pachas d'une part et les nombreuses exactions de toutes sortes de certains hauts dignitaires d'autre part provoquent de nombreuses plaintes de la part de la population dont certaines parviennent jusqu'à Istanbul sans entraîner, du reste, aucune réaction. Ces abus atteignent la milice dans ses intérêts propres et c'est de connivence avec certaines personnalités haut placées de la capitale Tunis que les janissaires s'insurgent contre leurs officiers et leur arbitraire et les massacrent presque tous. Ils délèguent ensuite la réalité du pouvoir à leurs chefs directs, les deys, qui doivent discuter et traiter en commun des affaires publiques.

Les Deys de Tunis

1590-1705

- 1- *Brahim Dey Rodesli : 1590 - 1592*
- 2- *Moussa Dey : 1592 - 1593**
- 3- *Othman Dey : 1598 - 9 septembre 1610*
- 4- *Youssef Dey : septembre 1610 - décembre 1637*
- 5- *Osta Mourad : décembre 1637 - juillet 1640*
- 6- *Al Hâj Muhammad Khûja : .juillet 1640 - juillet 1647*
- 7- *Al Hâj Muhammad Lâz : juillet 1647 - septembre 1653*
- 8- *Al Hâj Mustapha Lâz : septembre 1653 - juin 1665*
- 9- *Qâra Kûz : juin 1665 - juin 1666*
- 10- *Al Hâj Ughli : juin 1666 - juillet 1669*
- 11- *Cha'bân Khûja : juillet 1669 -avril 1672*
- 12- *Mantachâli Dey : avril 1672 - mars 1673*
- 13- *Al Hâj Ali Lâz : mars 1673 -juin 1673*
- 14- *Al Hâj Mâmi Jamal : juin 1673 - mars 1677*
- 15- *Muhammad Bichâra : mars 1677 - avril/mai 1677*
- 16- *Al Hâj Mâmi Jamal : avril / mai 1677 -juin 1677*
- 17- *Uzûn Ahmad : 27juin - 1 juillet 1677*
- 18- *Muhammad Tâbâq : 1 juillet 1677 - octobre 1682*
- 19- *Ahmad Chalabi : octobre 1682 - mai 1686*
- 20- *Baqtâch Dey : mai 1686 - 1688*
- 21- *Ali Raïs Dey : 1688 -juillet 1691*
- 22- *Brahim Khûja : juillet 1691 - novembre 1691-novembre 1691*
- 23- *Mahmoud Khûja : novembre 1694*
- 24- *Muhammad Tâtâr : novembre 1694 - juillet 1695*
- 25- *Ya'qûb Dey : juillet ~ octobre 1695*
- 26- *Muhammad Khûja : octobre 1695 - mars 1699*
- 27- *Dali Muhammad : mars 1699 - mars 1701*
- 28- *Qahwâji Muhammad : mars 1701 - juillet 1702*
- 29- *Qâra Mustapha : juillet - octobre 1702*
- 30- *Barazli Dey : octobre 1702*
- 31- *Brahim Chérif : octobre 1702 -juillet 1705*

D'après André Raymond. Une liste des Deys de Tunis de 1590 à 1832. Cahiers de Tunisie N° 32 (1960).

** !! y eut un hiatus de sept ans entre Moussa Dey et Othman Dey.*

CHAPITRE PREMIER

La domination des deys 1591-1631¹

Cette première transformation du régime de la Régence qui s'est déroulée sans aucune intervention de la Porte, ne permet guère l'instauration d'une organisation viable ni stable ; l'accord entre les deys, au nombre de trois cents, s'avère quasi impossible. Il s'ensuit une longue période d'instabilité qui durera jusqu'en 1598.

C'est vers cette date que s'impose effectivement le dey Othman, après les deux « règnes » bien éphémères de *Brahim Rodesli* 1590-92 et de son successeur *Moussa Dey* (1593). La « *democratia militare* » à laquelle aspirait le corps de la milice évoluera rapidement vers un régime typiquement despotique, engendrant de nouveaux rapports de force entre les différents prétendants au pouvoir.

C'est avec Othman Dey (1598-1610), un officier de la milice, qu'eut lieu le transfert effectif du pouvoir du pacha au dey. Doué d'une forte personnalité, Othman Dey réussit à s'imposer au Diwan qui devient une sorte de conseil consultatif, et à la turbulente milice des janissaires qu'il débarrasse de ses éléments les plus durs. Il use de

la même politique vis-à-vis de la Taï'fa des Raïs et de son chef, le *Ca.pta.ti*, qu'il soumet à son autorité directe. Par ailleurs, il redonne plus d'importance à l'ancienne institution hafside de *bey al mahalla*. En plaçant à la tête de cette colonne chargée de percevoir les impôts à l'intérieur du pays des hommes qui lui sont dévoués et de surcroît très dynamiques, tel le géorgien Romdhane, il réussit à drainer plus d'argent vers les caisses de la Régence. Il n'hésite pas à montrer la voie dans ce domaine en dirigeant en personne la *mahalla*, notamment vers le sud (Seddada) et le djebel Oueslat, là où la pacification turque rencontrait de sérieuses résistances.

L'adoption par Othman Dey d'une sorte de code de droit public appelé al *mizan* (ou livre rouge) permet de codifier certaines coutumes en vigueur dans le pays et d'améliorer les relations entre gouvernants allogènes et gouvernés autochtones. De même, le rétablissement de la sécurité dans les campagnes, la construction et l'entretien des ponts - pont de Bizerte - et des routes, permettent de retrouver une certaine prospérité économique que la Régence avait oubliée depuis bien longtemps. Cette prospérité sera encore plus réelle et plus effective avec l'installation dans le pays de nombreux andalous. En effet, c'est à partir de 1609 que Tunis accueille plusieurs milliers d'andalous chassés d'Espagne par Philippe III. Le dey les aide à s'installer, selon leurs spécialités, à Tunis, autour de la capitale et dans les régions les plus riches du pays : la région de Bizerte, la vallée de la Medjerda, le Cap Bon. Ces immigrants contribueront au relèvement de l'économie rurale, de l'artisanat, du commerce et de l'urbanisme. Cette immigration entraîne, par ailleurs, l'introduction de la piastre espagnole qui finira par dominer la monnaie tunisienne.

La guerre de course se développe au cours de cette période. Le Dey y prend une part importante. Des captifs anglais tels Joseph Ward et Samson participent à la modernisation de la navigation tunisienne. Tunis réussit à aligner six galères bien armées, douze grands vaisseaux et trois frégates, soit une véritable flotte pouvant rivaliser avec les autres flottes régnant sur la Méditerranée.

Le Dey arme pour son propre compte deux galères, six gros vaisseaux et deux potaches. Il en était de même pour les autres « puissances » de

Intervention turque dans la mosquée de la Kasbah de Tunis

Détail de l'inscription bilingue, turque et arabe, scellée à droite du mihrab.



Le nouveau minbar en marbre construit par les Turcs.

Suite au rattachement de la Tunisie à l'Empire ottoman, le rite hanafite se propage aux dépens du rite malikite qui prédominait dans le pays. Dans un premier temps, les nouveaux gouvernants de la Régence affectent quelques anciennes mosquées au rite hanafite, telle que la mosquée de la Kasbah. La mosquée hafside est l'objet de quelques aménagements pour la rendre appropriée au nouveau rite, ainsi le minbar maçonné en marbre remplace-t-il l'ancienne chaire en bois. Une inscription bilingue, turque et arabe, commémore l'événement ; elle est scellée au mur de la qibla, à droite du mihrab.

Tunis. L'activité de cette flotte multiplie les prises de captifs entraînant de nombreux rachats, mais aussi de nombreuses conversions.

Telle fut l'œuvre de Othman Dey qui aboutit à une certaine stabilité et à un début de prospérité dans la Régence. Il appartiendra à son successeur Youssef Dey de consolider encore davantage le pouvoir deylical.

Youssef Dey : 1610-1637

Simple janissaire à ses débuts, comme son prédécesseur Othman, Youssef Dey réussit à accéder aux plus hautes fonctions de l'Etat. Sa fidélité à son maître fut sans tâche à tel point que ce dernier décide de le marier à sa propre fille et le désigne comme son éventuel successeur. Cette succession se déroule d'une façon pacifique mais non sans intrigues. Après avoir éliminé son principal adversaire Ajem Dey, Youssef Dey a pu se maintenir longtemps au pouvoir et continuer l'œuvre de Othman Dey. La première tâche qui incombait au nouveau dey était la consolidation des frontières du pays, notamment dans ses confins ouest et sud-est.

Au sud-est, Tunis reprend l'île de Djerba qui avait été rattachée pendant quelque temps au pachalik de Tripoli. Du côté occidental, la frontière n'a pas été délimitée sans peine : il fallait compter avec les prétentions de l'*udjak* d'Alger et ses ambitions à vouloir exercer son influence sur certaines tribus du nord-ouest.

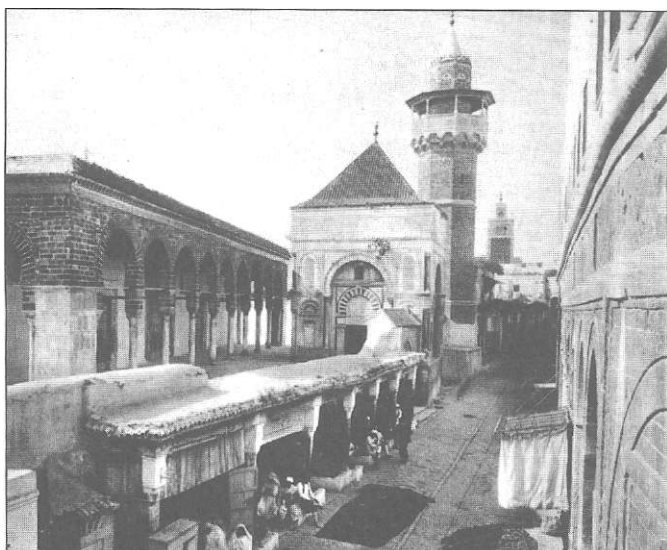
La première délimitation date de 1614 : l'oued Serrât est choisi comme frontière de part et d'autre. Mais cette délimitation s'avère provisoire. Les empiétements des tribus limitrophes et la volonté de l'*udjalc* d'Alger de s'étendre aux dépens de Tunis vont provoquer de nouveau la guerre entre les deux Régences. Les Turcs d'Alger cherchent à s'emparer de quelques places fortes (qal'at Senam, qal'at Arkou, Le Kef...) qui serviraient de positions-clés pour une éventuelle invasion du pays.

Fort de l'appui des Beni Chennouf et des Ouled Saïd, Youssef Dey triomphe d'abord des forces d'Alger, mais ces dernières ont su exploiter certaines dissensions dans les rangs de l'armée auxiliaire du

La mosquée Youssef Dey : noyau d'un complexe architectural (külliye)

Cette mosquée est construite en 1615 par Youssef Dey qui est considéré parmi les plus compétents gouvernants de la période des deys. Il ajoute à sa mosquée plusieurs unités différentes par leur fonction et leur architecture, mais qui forment un ensemble architectural intégré, külliye. Le chroniqueur al-Wazîr as-Sarrâj écrit à propos de ce complexe : « Le dey édifia sa mosquée et la fit entourer de huit bâtiments importants : la mosquée elle-même, la madrasa, la salle d'ablutions (mîdha), le café, le hammam, le fondouk, le souk al-Birka et le moulin. Les constructions sont accolées et forment un sorte de village autonome ». Cette mosquée a constitué un prototype pour une série de grandes mosquées construites ultérieurement à Tunis par les Mouradites et les Husseinites.

Sur cette vue ancienne on voit successivement la galerie inférieure qui donne sur la rue et qui abritait des échoppes d'artisans, le mausolée Youssef Dey, le minaret. Au fond apparaît le minaret de la mosquée de la Kasbah.



Texte de l'inscription de fondation de la mosquée Youssef Dey 1023-1024/1614-1615.

- 1- « *Que la paix soit avec vous! Vous avez été vertueux ; entrez dans le paradis pour y demeurer éternellement* »
(Coran XXXIX, 73, trad. Kazimirski).
- 2- *Les travaux débutèrent le dix du mois illustre de shawwâl*
- 3- *de l'année mil vingt-trois ; la première prière prônée*
- 4- *(dans cette mosquée) fut la prière du vendredi vingt-deuxième jour du*
- 5- *ramadan béni de l'année mil vingt-quatre.*
Écrit par Hasan ibn Sulaymân.

U j ^ i J a j S L p - 1
« ^ j J U -
cy j - * ^ j k l - i l c - i l S " - 2
" f ^ i i j i y i
j i j ^ e - j S ' a j j ^ A J ^ - 3
I S I V L A J J L J I J
(j l i J l ^ j J \ 3 j t < J r l o ' i L a a J . 4
â * Û O ^ J
j j i j ^ s - j j l i j J l i l - 5
ù J L * Û " " " " " < - J J

dey de Tunis et acheter très cher la défection du cheikh Thabet ben Chennoufainsi que celle de la tribu Ouled Saïd, ce qui leur permet d'envahir de nouveau le territoire tunisien. L'armée de Youssef Dey est battue à Essetara le 17 mai 1628,

La défaite est suivie d'un traité de paix aux termes duquel Tunis doit verser un tribut et une indemnité à Alger ; en outre, la frontière entre les deux Régences est fixée à l'oued Serrât et l'oued Mellègue ainsi qu'à une ligne reliant certains points bien précis : le djebel El Hairech, Quloub Thirân, le sommet du djebel Hafa jusqu'à la mer. La *qal'a* d'Arkou devra être détruite et évacuée aussi bien par Alger que par Tunis.

Ce traké met fin à l'hostilité déclarée d'Alger et confirme le principe de la territorialité des différentes tribus et populations, d'après lequel l'autorité deylicale s'exerçant sur un territoire donné doit automatiquement englober toutes les populations installées sur ledit territoire. Ainsi, certaines tribus des frontières occidentales installées sur le territoire dépendant de la souveraineté de Tunis devront désormais leurs impôts au dey de Tunis. Cependant, Alger profitera de toutes les occasions pour intervenir dans la Régence limitrophe et pêcher en eau trouble, mais la frontière occidentale ne sera plus contestée.

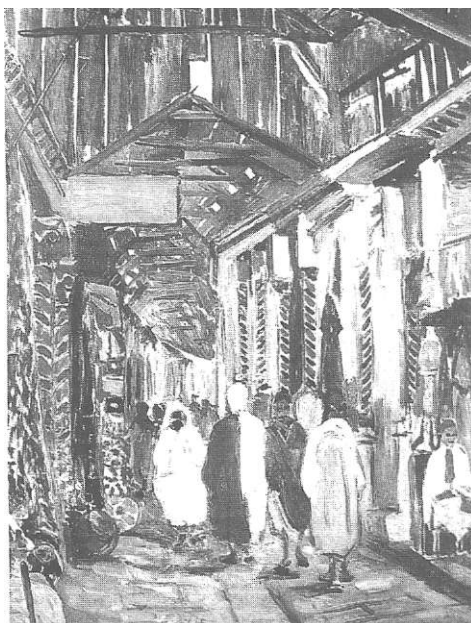
A l'intérieur de ces frontières plus ou moins précises, l'insoumission des tribus et de certaines villes de la côte à l'autorité deylicale représentait pour Youssef Dey une menace aussi sérieuse, sinon plus, que les problèmes frontaliers. C'est pourquoi il s'emploie, durant tout son « règne », à les soumettre à son autorité. Il concentre ses efforts contre la tribu des Chenenfa et leur fait payer durement leur défection lors du conflit frontalier avec Alger, en 1628, en les délogeant de la région du Kef où ils vivaient dans une quasi-indépendance. Il agit de même contre la turbulente tribu des Ouled Saïd qui prétendait tenir en fief de l'ancien gouvernement hafside toute la région du Sahel. Durant sept années consécutives, il assiège la ville d'EI-Hamma qui finit par se rendre. Ainsi l'ordre turc est imposé partout dans la Régence, permettant à l'économie de connaître une certaine prospérité.

Souks créés par Youssef Dey

Youssef Dey édifia près de sa mosquée quatre souks : un souk concédé aux marchands Djerbiens (souk al-Laffa), un autre réservé à la vente des esclaves et aux produits de la course (souk al-Birka) et les deux derniers spécialisés dans la confection de nouveaux modèles de mule (souk al-Bchâmqiya) et d'accoutrement à la turque (souk des Turcs). L'aménagement de tels souks entre dans le cadre d'un complexe architectural intégré : les boutiques, les entrepôts, les fondouks et les hammams qui se trouvent dans les souks sont constitués en waqf au profit des fondations religieuses : la mosquée, la madrasa, le kuttâb et la turba.

Le souk des Turcs est l'un des plus imposants souks de la médina de Tunis. Long d'une centaine de mètres, il relie la Zaytûna à la mosquée Youssef Dey. Une centaine de boutiques bordent une rue pavée large de 6 m et dotée d'un caniveau médian. Les boutiques sont occupées par des tailleurs, târziya, s'employant à la confection de pantalons et de gilets à la mode orientale, richement brodés et soutachés. A l'époque de sa fondation, le souk était abrité par une sorte de tresse en jonc. A l'époque des Mouradites, le dey Chaâbâne Khûja (1669-1672) décide de le couvrir d'une charpente en bois. Cette couverture connue d'après des illustrations a été remplacée récemment par des voûtes en berceau.

Souk at-truk (des Turcs) (peinture de Yahia)



Pour mieux affirmer son autorité, Youssef Dey s'est appuyé sur d'excellents collaborateurs, tel son favori et ami Ali Thabet et surtout des beys de grande valeur, notamment Mourad Bey et son fils et successeur Hamouda, ce qui lui a permis d'augmenter les ressources de l'Etat au fur et à mesure que l'assise fiscale s'étendait, Mais malgré leur importance, les ressources qu'a fournies le pays vont s'avérer bien inférieures aux profits considérables que va drainer la course méditerranéenne au cours du premier tiers du XVII^e siècle.

La conjoncture méditerranéenne est relativement favorable sur le plan économique et les autorités de Tunis n'hésitent pas à en tirer profit. L'impulsion vient d'en haut. D'intrépides raïs, d'origine chrétienne pour la plupart mais convertis à l'Islam (Raïs Samson, Ouardia), font la course pour le compte du dey et pour d'autres membres de la caste dirigeante. Quinze gros bâtiments tunisiens sillonnent la Méditerranée et drainent vers les ports de la Régence d'importantes richesses dont profitera la frange maritime du pays. Mais cela n'a pas été sans inconvénient sur les relations de la Régence avec l'extérieur, comme nous aurons l'occasion de le voir. Profits de la course et produits de l'impôt permettent à Youssef Dey d'entretenir les forces armées nécessaires pour consolider son œuvre, assurer la prospérité du pays et marquer son « règne » par de nombreuses constructions d'édifices publics. La capitale Tunis s'agrandit. Youssef Dey y multiplie les constructions, entre autres la mosquée hanafite et la médersa Youssoufia, les nombreux souks : souk du coton, souk des Djerbiens, souk des esclaves (*Birka*), souk des Bchamqia, de nombreuses *mīdhas* (salles d'ablution) et *sabīls* (fontaines publiques). Il relève de ses ruines le quartier Bab Benat et restaure l'ancien aqueduc hafside pour mieux alimenter en eau le nouveau quartier résidentiel turc.

Osta Mourad : 1637-1640²

C'est à un autre personnage d'origine allogène et de grande valeur qu'échoit le pouvoir deylical à la mort de Youssef Dey en 1637. *Osta Moratto Genovese* appartenait, comme son nom l'indique, à une famille étrangère au pays récemment convertie à l'Islam (Osta

Moratto ibn Abdallah el Eulj). Simple janissaire avant 1605, Osta Mourad fréquente le monde des affaires, dominé à l'époque par les commerçants chrétiens et les autorités turques. Il se distingue dans les fonctions de raïs et s'impose pendant plus de vingt ans en tant que « Capitaine Général des galères de Bizerte », poste bien en vue à cette époque. Sa connaissance profonde du milieu commerçant étranger et ses multiples relations lui permettent de couronner sa brillante carrière et d'accéder à la plus haute charge de l'Etat à la mort de Youssef Dey dont il était du reste un des principaux conseillers. Sa fortune, dûe essentiellement à sa haute fonction de *captan*, était déjà bien assise et lui permettait d'entretenir une importante clientèle. Par ailleurs, ses origines chrétiennes, bien qu'assez lointaines, le font bénéficier de la sympathie, voire de l'amitié de certaines puissances européennes, essentiellement la France³.

Osta Mourad gouverne avec beaucoup de justice et non moins de rigueur. Après avoir étouffé une conjuration dirigée contre lui, il rétablit l'ordre dans la capitale, prend des mesures populaires pour un début de règne, telles la fermeture des débits de boisson, l'interdiction de l'exportation des blés afin de conjurer d'éventuelles famines et la réduction du coût de certains produits de première nécessité.

La protection du pays contre les incursions des corsaires européens est l'une de ses préoccupations essentielles ; elle se matérialise par la fortification des ports de la Régence et surtout Ghar-el-Melh, port d'attache de la flotte des vaisseaux ronds. Il continue l'œuvre de ses prédécesseurs en renforçant son autorité sur les caids et les principales autorités provinciales. Autant de mesures prometteuses pour l'autorité deylicale si le règne d'Osta Mourad avait eu la chance de durer plus longtemps. Malheureusement, son règne ne dure que trois ans et ses successeurs auront à faire face à l'ascension irrésistible de l'autorité beylicale rivale.

A vrai dire, le pouvoir deylical connaîtra encore de beaux jours, notamment avec les deys *Al Hâj Muhammad Khûja* (1640-1647), *Al Hâj Muhammad Lâz* (1647-1653) et *Al Hâj Mustapha Lâz* (1653-1665).

Le café, nouveau lieu de convivialité

Malgré l'opposition des autorités religieuses les plus rigoristes, la consommation du café et du tabac en privé et dans des établissements publics s'est largement répandue avec l'implantation des Turcs dans le pays. Au tout début du XVII^e siècle, la dégustation de ce breuvage yéménite dans des locaux qui lui sont particuliers était déjà en vogue. A Tunis, Youssef Dey et son ministre Ali Thâbit construisent deux cafés, l'un dans le souk des Bchâmqiya et le second dans celui des Turcs. « Avec ce nouveau lieu de convivialité, constate André Raymond, c'était toute une nouvelle conception des rapports sociaux qui apparaissait et, probablement, à une longue échéance, une nouvelle organisation de la vie collective, jusque-là surtout fondée sur les relations que permettaient la mosquée ou le bain public ».



Café Ali Thâbet (1628) plus connu sous le nom de Café Mrâbit. Aquarelle CH. Lallemand fin XIX^e s.

Le café Ali Thâbit, plus connu sous le nom de Café Mrâbit, a été identifié grâce à un acte notarié des archives des anciens Habous ; il a été édifié par Ali Thâbit en 1628 et constitué en waqfau profit d'une mîdha (salle d'ablution et latrines publiques) qui lui est contiguë.

Dans ces établissements, on sirotait le café, on discutait, on fumait le tabac et on jouait différents jeux. Dans son journal de voyage de l'été 1731, de La Condamine (1898) donne une description d'un café sis dans les bazars de Tunis, probablement celui de Ali Thâbit. Il observe que les banquettes sont « garnies de nattes de jonc » et que « d'espace en espace, on place des espèces de fourneaux pour allumer la pipe ». Puis il ajoute : « J'y ai vu beaucoup de Turcs assis et fumant, quelques uns jouant au même jeu de dames que l'agha de la Goulette, et presque aucun prenant du café ; cependant on m'a dit qu'ils ne pouvaient sortir du café sans payer un aspre, pour lequel on leur en fournit trois tasses. Il y a d'espace en espace de petits creux en forme de gueule de four sous l'estrade qui servent de remise aux fourneaux ».

Le métier de cafetier était organisé en corporation. Les cafés étaient très nombreux à Tunis. Un registre des taxes dites « kharrûba » de 1847 recense 99 cafés dans la ville et dans ses deux faubourgs.

Cependant de nombreux indices montrent que le dey était devenu l'obligé du bey, tant sur le plan matériel qu'à l'occasion de son élection par le Diwan. En effet, de nombreuses intrigues, voire des interventions directes, aboutissent dans de nombreux cas à faire désigner à cette fonction les candidats du bey. L'effacement du dey a été donc progressif et il a fallu attendre l'année 1666, date d'accession de Mourad II, fils de Hamouda Pacha, pour voir se dérouler la première destitution d'un dey, en la personne de Hadj Mustapha Qâra-Kûz Dey.

Au terme de cette première période, l'autorité turque dans la Régence s'est consolidée. La forte personnalité des trois deys successifs Othman, Youssef et Osta Mourad a été pour beaucoup dans l'affermissement de l'institution deylicale. Par ailleurs, la recrudescence de la course, pourvoyeuse d'importants revenus, leur a fourni les moyens de cette politique, favorisée de surcroît par la pacification de l'intérieur qui permet de faire rentrer plus d'impôts.

Après 1640, les beys, qui ont été les vrais artisans du raffermissement du pouvoir turc à l'intérieur du pays, vont émerger progressivement, reléguant les deys au second plan. Ces derniers deviendront de simples instruments entre les mains des vrais détenteurs du pouvoir, le jour où la dignité beylicale devient, avec les Mouradites, une charge héréditaire.

La dynastie mouradite
(1613-1702)

Mourad I
(1613-1631)

Hamouda Bey
(1631-1659)
(m.1666)

Mourad II
(1659-1675)

Muhammad Hafsi

Hassen

Muhammad Bey
(1675-1696)

Ali

Romdhane

Romdhane Bey
(1696-1699)

Mourad III
(1699-1702)

CHAPITRE II

La domination des beys 1631-1705

Pour se maintenir au pouvoir, imposer son autorité à toutes les régions du pays, maintenir l'ordre et se procurer les ressources financières qui lui sont indispensables, le gouvernement deylical est obligé de s'appuyer sur une armée forte. Des garnisons, commandées par leurs aghas, stationnent dans les différents centres côtiers et quelques villes de l'intérieur. Par contre, pour les régions éloignées, des expéditions militaires (*mahallas*) sont organisées deux fois par an et à des intervalles réguliers, en direction du sud-est et du nord-ouest, sous le commandement du bey.

Cette fonction existait déjà sous les Hafsides. Sa réactivation par les deys devient une nécessité dans ces contrées lointaines et face à des tribus locales un peu trop indépendantes vis-à-vis d'un pouvoir somme toute allogène. Le bey devient, de ce fait, chef d'armée et collecteur d'impôts, chargé en outre de l'inspection du plat pays et d'un pouvoir de justice délégué par son chef, le dey. Représentant personnel du dey de Tunis et disposant d'importantes forces armées, le bey acquiert à la longue la réalité du pouvoir. Aussi ses expéditions

régulières lui permettent-elles de mieux connaître le pays, ses populations, ses forces et ses faiblesses. Pour certaines tribus très éloignées de la capitale, le bey est le magistrat suprême, le pouvoir en personne. Ses visites sont autant d'occasions pour nouer des amitiés, établir des liens et, le cas échéant, constituer des clientèles qui peuvent servir en cas de besoin. C'est donc dans l'ordre des choses que la dignité beylicale paivienne un jour à éclipser celle des deys.

En fait, la mainmise des beys sur le pouvoir s'est réalisée de façon lente et progressive dès le début du XVII^e siècle. Romdhane est le premier à porter le titre de Bey et à le garder jusqu'à sa mort en 1613. Mais c'est son successeur, son fidèle mameluk Mourad Bey (1613-1631), qui sera le fondateur de la « dynastie » mouradite.

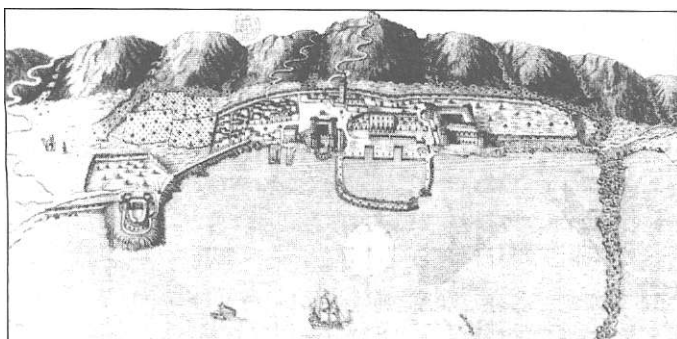
Mourad I: 1613-1631

Natif de l'île de Corse, le jeune Osta Moratto Corso est fait esclave par des corsaires tunisiens. Il se convertit à l'islam dès son jeune âge et est élevé parmi les mamelouks du bey Romdhane. Il se distingue par sa fidélité à son maître et surtout par ses capacités et son courage. Désigné pour succéder à Romdhane Bey, il est confirmé dans ses nouvelles fonctions par Youssef Dey. Du reste, il ne tarde pas à donner ses preuves lors des expéditions contre El Hamma, le djebel Oueslat, les tribus Amdoun et les Ouled Saïd, ce qui lui vaut une véritable notoriété publique. Arrivé au faîte du pouvoir et de la fortune, Mourad brigue le titre de pacha qu'il obtient en 1631. Il se décharge alors de sa fonction de bey sur son fils Hamouda. Le transfert de la dignité du père au fils consacre dès lors la primauté du bey sur les autres « puissances de Tunis ».

Hamouda Bey: 1631-1659

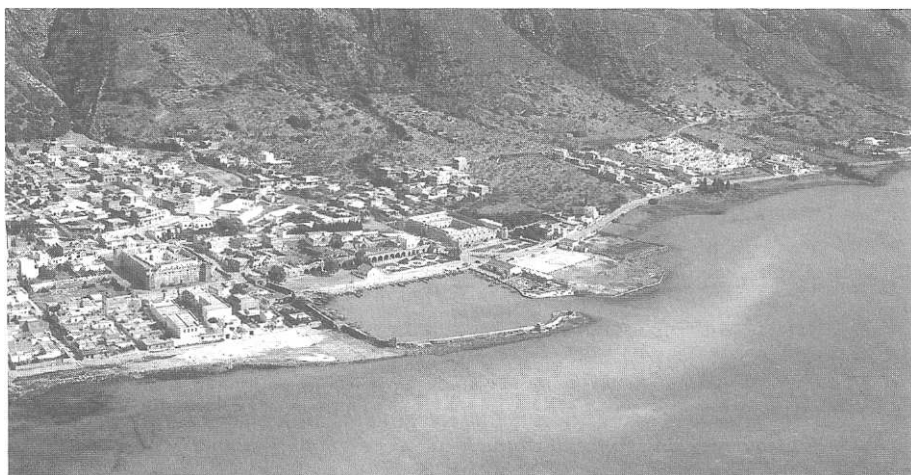
Disposant d'une fortune paternelle bien assise, le nouveau bey a pu aisément s'allier aux plus grandes familles de l'époque en épousant la fille cadette de Othman Dey. C'est ensuite en tant que meneur d'hommes, chef d'armée et organisateur du pays qu'il se distingue le plus. Ses campagnes victorieuses contre les traditionnels foyers d'insoumission d'EL Hamma, des Ouerghemma, du djebel Matmata,

Ghar el-Melh



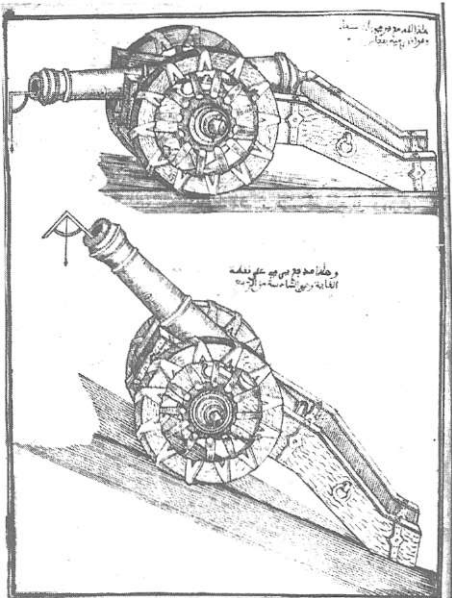
La gravure représente Ghar-el-Melh au début du xviii s. On aperçoit le bassin rectangulaire du port ainsi que les arcades de l'arsenal. Apparaissent également les principaux forts de la ville.

Avec ses installations militaires et maritimes, la ville de Ghar-el-Melh (Porto Farina) bâtie par le dey Osta Murad (1613-1631) conserve encore aujourd'hui un ensemble remarquable de fortifications représentatives de l'architecture défensive de la Tunisie ottomane. Nichée au fond d'un grand lac du même nom, Ghar-el-Melh est une base militaire destinée à l'époque de sa fondation à accueillir les vaisseaux ronds à fort tirant d'eau. A cet effet, un port, un arsenal et trois forts armés de canons furent élevés pour accueillir la flotte de la Régence et la protéger. Ghar-el-Melh est le grand port des corsaires tunisiens des XVI^e-XVIII^e siècles.



Sur cette vue panoramique de la ville de Ghar el-Melh on voit nettement le bassin du port et les deux forts tels qu'ils figurent dans la gravure du XVIII^e s.

Ibrahim Ibn Ghanem al-Andalusî
Kitâb al-'izzî wa al-manâfi' li-l-mujâhîdîn
fi sâbil illahî bi-l madâfi' - B.N.T.



>1ـ
UcUj^ OI IQ ^1^ V

^ -ifcfV

yj> (S\ÇJyii V»>5 ➤

_____ sU '3 ^IwAil^j? . ^! f j>>?
j ^ - J- ij—

Double page consacrée à l'artillerie : fabrication et utilisation des canons

Ibrahim Ibn Ghanem, ancien capitaine de navire espagnol, rédige son traité tout d'abord en castillan pour Othman Dey. Le texte arabe est réalisé par le fils du marin (manuscrit de la BN de Tunis, n° 3433, daté du XI/XVII^e siècle, écriture maghrébine). Dans cet ouvrage Ibrahim Ibn Ghanem relate ses débuts en terre chrétienne, ses voyages en Espagne et insiste sur ses connaissances dans le domaine de l'artillerie et de la navigation. Puis il rapporte son établissement à Tunis où Othman Dey lui confie le commandement d'une unité de la marine. Dans son ouvrage, il traite des aspects relatifs à la fabrication des canons et à leur usage ; il énumère trente-deux catégories de canons : les principaux étant le midfa' (une variante du basilic), le pierrier (midfa' hajjâr), des sortes de couleuvrines désignant des bouches à feu de moyenne portée et enfin un nombre important de canons à courte portée. L'ouvrage prouve que Tunis avait au début du XVII^e s. des canonniers parfaitement au courant des techniques en vigueur en Europe.

des Ouled Chennouf (Le Kef), des Ouled Saïd, des tribus Amdoun, Ouled Bellil, Ouled Hamza, Ouled Soula et des Drid lui ont permis de faire régner l'ordre partout dans la Régence « des Matmata au Kef et du Djérid à Kairouan », au point que « les marchands pouvaient circuler partout sans armes, avec leurs marchandises, sans crainte d'être attaqués », aux dires de certains chroniqueurs.

Au préalable, une délimitation de ses prérogatives avec celles du dey lui permet de limiter le pouvoir de ce dernier à l'administration de la capitale, aux affaires de la milice et des garnisons turques installées le long de la côte. Il lutte contre toute velléité d'indépendance des Deys et appuie à chaque élection ses candidats favoris (Muhammad Lâz en 1647 et Mustapha Lâz en 1653 qu'il maria à l'une de ses esclaves favorites). Il se réserve par contre l'administration de tout le pays. Pour ce faire, il s'allie la tribu des Drid où il recrute ses nouveaux corps d'armée les *Mzarguia* et fixe des corps de *spahis* dans quelques centres importants : Tunis, Kairouan, Béja, le Kef... De la sorte, il tient en main presque toutes les régions de la Régence. Il n'hésite pas à éliminer tous ceux qui risquent de lui tenir tête, fussent-ils très haut placés dans la hiérarchie sociale : tel fut le sort qu'il réserva au tout puissant cheikh des Andalous, Mustapha ben Cardenas ainsi qu'au caïd Abdallah Abou Khiran. Ses rapports avec les deys sont plus subtils. Tout en évitant l'affrontement, il réussit à en faire ses obligés, soit en les comblant de cadeaux, soit en facilitant leur ascension au poste de dey. Son règne est marqué par de nombreuses réalisations urbaines : embellissement des souks, construction de fondouks pour les commerçants étrangers...

Ainsi, Hamouda Bey devient le vrai maître du pays, agissant en souverain absolu, au milieu d'une cour somptueuse au palais du Bardo, entouré des personnalités les plus en vue : savants, poètes, hommes de lettres, rompant avec les traditions de la soldatesque turque et rayonnant d'un grand éclat sur de nombreuses régions de la Régence.

C'est en 1659 qu'il obtient de la Sublime Porte la dignité de pacha. Après avoir assuré de son vivant la transmission du pouvoir à

Mourad Bey I, fondateur de la dynastie mouradite

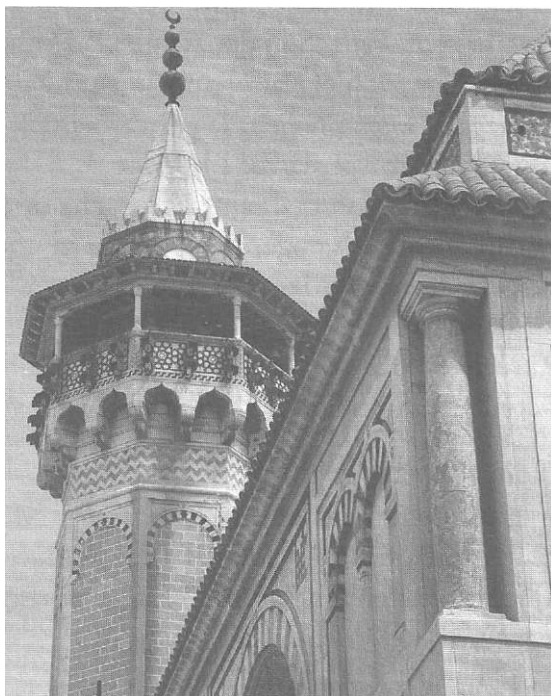
A l'origine captif corse, converti à l'Islam par son maître Romdhane Bey, Mourad succède à son maître après l'investiture que lui accorde Youssef Dey. Chef de l'armée et collecteur d'impôt, il se dote progressivement de larges pouvoirs. En 1631, le Sultan Soliman lui octroie le titre de Pacha. Ce titre lui confère du prestige et, en outre, lui permet de ne plus dépendre du Dey mais directement d'Istanbul. C'est alors qu'il quitte ses fonctions de Bey et qu'il installe comme successeur son fils Muhammad, connu sous le nom de Hamouda Pacha (1631-1666).



Au premier plan, la tombe de Mourad I Corso et au second plan celle de son fils Hamouda Pacha. Mausolée des Mouradites (attenant à la mosquée Hamouda Pacha).

La mosquée Hamouda Pacha -1655

Ce monument inaugure un système décoratif nouveau fondé sur un emploi exhaustif du marbre. Colonnes, chapiteaux et placages de marbre sont l'oeuvre de sculpteurs italiens : c'est l'Italie qui fournit les marbres et les artisans qui ont décoré le monument. Employée pour la première fois à Tunis, la marqueterie de marbre de couleur à l'italienne qui orne l'entrée du mausolée rattaché à la mosquée sera très en vogue dans d'autres fondations mouradites et husseinites.



Minaret et au premier plan une partie du mausolée

Salle de prière : le mihrab et le minbar



ses descendants, il se démet volontairement de toutes ses fonctions et se retire de la scène politique. Son aîné Mourad obtient le titre de bey de la *mahalla*. Son deuxième fils Muhammad Hafsi est chargé du gouvernement de Kairouan, Sousse, Monastir et Sfax. A son plus jeune fils Hassan revient le gouvernement des régions occidentales, le long de la frontière avec l' Algérie.

Cette décision de Hamouda Pacha de partager l'autorité beylicale entre ses trois fils engendrera plus tard une grave crise intérieure. Les rivalités qui ne tardent pas à éclater entre ses descendants permettent au dey et au Diwan, jusqu'alors frustrés de la réalité du pouvoir, de retrouver pour un temps leur influence de jadis et de jouer un rôle décisif. Hamouda Pacha meurt en avril 1666.

Mourad II : 1659-1675

Sans avoir l'envergure de son père, Mourad II a le sens politique et le caractère autoritaire. Il sut faire face aux crises intérieures. Par ailleurs, l'entente des trois frères a favorisé le bon fonctionnement du système gouvernemental.

Durant son règne, le Dey essaie de retrouver son influence de jadis et de renforcer son pouvoir, mais un incident refroidit les rapports déjà tendus entre les deux autorités. Le Dey Chaâbân Khûja reçoit d'une manière humiliante Mourad Bey venu le féliciter pour son élection (1669). Le Bey, fort affecté, chercha à se venger. Il réussit à se créer des intelligences parmi les membres du Diwan et, ayant choisi le moment opportun, il adresse publiquement des accusations contre le Dey ; Hâj Chaâbân est arrêté et conduit à Zaghouan où il meurt en 1672. Mourad II peut alors imposer son candidat en la personne de Hâj Muhammad Mantachâli, personnage faible et qui sera exécutant docile de ses volontés.

Quelque temps après, ce fut le tour du Diwan et de la milice des janissaires de secouer l'autorité du Bey, ce qui les amena à déposer Hâj Muhammad Mantachâli Dey et à le remplacer par leur propre candidat, Hâj Ali Lâz (1673). Tout cela se passe en l'absence du Bey. De retour à Tunis, Mourad II rencontre l'armée que le Dey a dépêchée contre lui et réussit à l'écraser à la bataille de Okbat El

Jazzar, près de Mellassine (1673). La victoire de Mourad II met fin à l'hostilité du Diwan, de la milice des janissaires et du Dey Ali Lâz. Un nouveau candidat de Mourad II, Mâmi Jamal Dey (1673 à 1677), est élevé à la dignité deylicale. Avec le même sens de l'autorité, Mourad II réussit à faire face à une révolte spontanée d'une caserne turque de la médina de Tunis, la caserne de souk el Qmâch, qu'il soumet, en disperse les résidents et qu'il transforme en médersa (médersa Mouradia).

A l'intérieur du pays, le Bey montre la même autorité dans la lutte contre les foyers d'agitation chronique entretenue par certaines tribus opposées au pouvoir. Ainsi, Mourad II parvient à réduire la rébellion du djebel Oueslat, où l'agitation persiste à l'état latent, en brisant la résistance de son chef coutumier, le cheikh Belgacem Chouk. Au terme de cette longue et épuisante œuvre de pacification, toutes les autorités, régulières et institutionnelles ou simplement traditionnelles, se soumettent à Mourad II qui s'installe en véritable souverain au palais du Bardo, au milieu d'une véritable cour. Maître du pouvoir, il peut marquer son règne par la construction de plusieurs édifices publics, monuments civils, militaires ou religieux, tels la mosquée de Béja, la médersa mouradia de Tunis affectée spécialement à l'école juridique malikite, les ponts et viaducs de Medjez el Bab et de Telia près de Kairouan.⁴

Sur le plan extérieur, Mourad II entretient de bonnes relations avec la Porte, ce qui était d'autant plus aisé que l'usage était déjà établi de la non-intervention ottomane dans les affaires intérieures tunisiennes. Il était admis de part et d'autre que le titre de pacha n'avait d'autre valeur que nominale. Il n'était même plus confié à une personne distincte puisque déjà deux princes mouradites, Mourad et Hamouda, avaient, avec l'accord du Sultan, ajouté à leur titre de bey celui, purement honorifique, de pacha.

Avec les pays européens, différents accords de commerce sont signés, notamment les traités avec les Pays-Bas (septembre 1662) et avec l'Angleterre (octobre 1662).

Les mêmes bonnes relations sont entretenues avec la France. Les deux pays signent, en 1666, une convention par laquelle une compagnie française obtient le renouvellement du monopole de la pêche du corail

La Muradiya, première madrasa mouradite à vocation malikite -1674

La Mouradiya est la première madrasa construite par des représentants du pouvoir ottoman et affectée à des étudiants de rite malikite ; on assistait alors à un rapprochement entre les Mouradites et les habitants du pays. Elle est construite par Mourad II en 1674 sur l'emplacement d'une caserne. L'édifice qui donne sur le souk al-Qmâch (des étoffes), face à la Grande Mosquée Zaytûna, présente un plan classique hérité de l'époque hafside. Après avoir traversé une entrée coudée formée de deux vestibules, on accède à l'intérieur d'une cour presque carrée dallée de pierre et encadrée, sur deux niveaux, de galeries. Les arcs en plein cintre outrepassés des galeries reposent sur des colonnes taillées dans la pierre calcaire et coiffées de chapiteaux de type hafside. Au rez-de-chaussée et autour de la cour se répartissent sur trois côtés les chambres des étudiants. Le masjîd qui occupe le quatrième côté face à l'entrée est divisé par deux rangées de colonnes en trois nefs de trois travées. Le mur de qibla de l'oratoire ainsi que les murs qui donnent sur la cour sont tapissés d'un revêtement de carreaux de faïence partiellement rénové : on y observe des carreaux de Qallâfin et d'autres importés d'Europe. A l'étage, des cellules en nombre important, voûtées en berceau, ouvrent sous les portiques qui donnent sur la cour. Couvertes par un plafond droit à solives apparentes, les galeries sont couronnées d'une corniche à tuiles rondes vernissées.

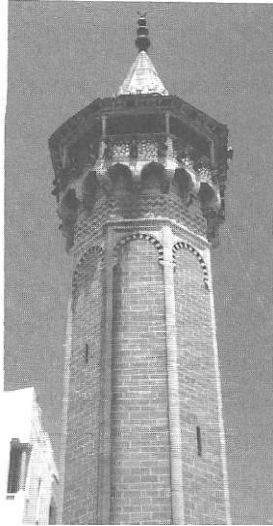


La madrasa muradiya se trouve dans le souk des étoffes à l'ouest
de la mosquée Zaytûna

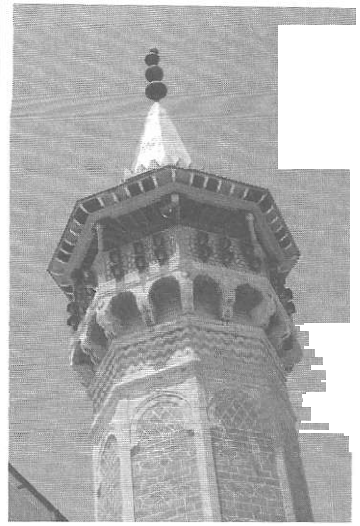
Les minarets octogonaux



Minaret de la mosquée
Youssef Dey - 1615



Minaret de la mosquée
Hamouda Pacha - 1655



Minaret de la mosquée
Sabbaghine - 1727

Le minaret de plan octogonal à balcons qui se distingue du minaret carré maghrébin hérité de l'époque médiévale est l'un des éléments caractéristiques de l'architecture officielle ottomane dans la Régence de Tunis.

Sa filiation pose quelques problèmes ; Muhammad Ibn Khûja le qualifie de minaret à l'orientale. On peut en effet observer ce modèle dans Bilâd ash-Shâm (Syrie, Palestine et Liban) : mosquées Amîr at-Tannûkhî à Beyrouth (1620) et Mourad Pacha à Damas (1572). Ce minaret connaît une large diffusion dans la Tunisie moderne ; son succès est tel que la majorité des mosquées construites par les autorités ottomanes entre le XVI^e et le XIX^e s. en sont dotées. Il est considéré comme le signe distinctif des mosquées hanafites ; dans la waqfiya de la mosquée du mouradite Muhammad Bey, le fondateur stipule que le minaret de sa mosquée devait avoir ce modèle et ressembler à celui de la mosquée de son grand père Hamouda Pacha.

dans la région de Tabarka. Toutefois le nouvel accord n'accorde qu'un droit de pêche, sans concession territoriale ni édification d'établissement fortifié comme c'était le cas dans la région de Bône en Algérie, où la compagnie française édifia le « bastion de France ».

Enfin avec l'*udjak* de Tripoli, Mourad II accepte d'intervenir pour prêter appui au pacha en lutte contre une révolte de sa garnison turque. Il s'agit d'un appui au principe de légitimité certes, mais aussi d'un acte politique visant à sauvegarder la stabilité dans un territoire limitrophe de Tunis.

Mourad II meurt en 1675, regretté généralement par la population tunisienne à l'exception de celle de souche turque.

Des trois fils qu'il laisse, Muhammad, Ali et Romdhane, les deux premiers allaient bientôt s'affronter dans une lutte pour le pouvoir qui dégénéra en guerre civile, déchirant le pays durant vingt ans. En fait, l'entente entre Muhammad et Ali, ce dernier bénéficiant de l'appui intéressé de son oncle Hafsi, fut de courte durée. Un conflit les opposa, déclenchant le cycle de la violence et ouvrant la voie aux interventions étrangères dans un pays où, somme toute, les périodes de paix relative n'étaient jamais longues au cours du XVII^e siècle.

Muhammad Bey: 1675-1696

Fils aîné de Mourad II, Muhammad Bey était en tournée à la tête de la *mahalla* lorsque survient la mort de son père. Il est régulièrement investi et reçoit l'hommage (*baya*) des autorités instituées.

Muhammad est un prince conciliant, pondéré et enclin à la justice. Esprit délié et cultivé, il a l'étoffe d'un homme d'Etat. Son long règne sera cependant agité par une série de graves crises dynastiques doublées de guerres civiles, aiguës et entretenues par *Yudjak* d'Alger.

Durant vingt et un ans (1675-1696), Muhammad Bey doit disputer le pouvoir à plusieurs prétendants, qu'il s'agisse de son propre frère Ali, de son oncle Hafsi ou d'intrigants tels Ahmed Chalabi Dey et le kahia Ben Choukr. En somme Muhammad Bey, déchu puis restauré à différentes reprises, ne sera vraiment maître du pouvoir que durant trois périodes, la première allant de 1675 à 1677, la seconde de 1686 à 1694 et la troisième de 1695 à 1696.

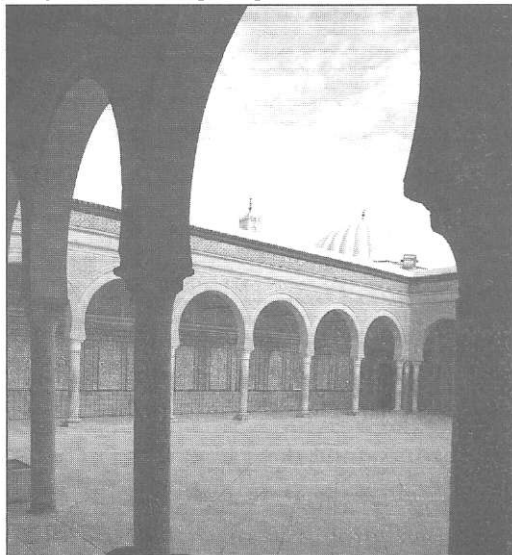
La zawiya Abu Zum'a al-Balawî à Kairouan, œuvre de Muhammad Bey le mouradite

Ce type monumental est apparu en Tunisie à l'époque hafside. Les zawiya's n'ont cessé de jouer depuis lors un rôle important dans la vie religieuse et culturelle du pays. Dans son acception la plus large, le terme zawiya désigne un groupe d'édifices de caractère religieux et éducatif : un ensemble qui tient à la fois du couvent et du collège. L'édifice comporte un oratoire, une ou plusieurs salles funéraires, une école coranique et des chambres d'hôtes pour les disciples et les voyageurs.

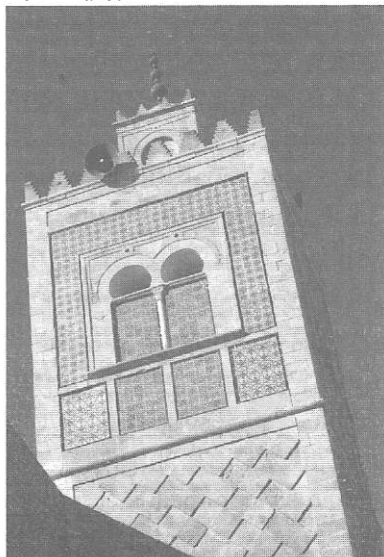
La zawiya de Kairouan qui porte le nom d'Abû Zum'a al-Balawî, un compagnon du prophète, est la plus connue. Le monument est constitué de plusieurs bâtiments accolés qui datent pour la plupart de l'époque ottomane. Ces bâtiments s'organisent autour d'une multitude de cours à ciel ouvert ou bordées de galeries. L'édifice comporte une salle funéraire construite par le mouradite Hamouda Pacha, un oratoire, un minaret et une madrasa qui sont l'œuvre de Muhammad Bey (1675-1696). Des chambres d'hôtes, des cuisines, des salles d'ablutions, la maison du wakîl de l'établissement et d'autres annexes complètent le monument. Cet ensemble un peu disparate regroupe tous les éléments constitutifs d'une zawiya tunisienne de cette époque.

La zawiya Abû Zum'a al-Balawî se caractérise e?i outre par des revêtements de carreaux de faïence qui tapissent les patios et certaines salles et qui sont d'un bel effet. Ces carreaux sont fabriqués par des faïenciers tunisiens à Tunis ou à Nabeul ; les panneaux les plus anciens datent du XVII^e siècle, mais la plupart des pièces qui forment ce revêtement remontent à des dates plus récentes.

La grande cour à portiques



Le minaret



Il en fut de même de la crise intérieure. Elle se déroule en trois épisodes, le premier marqué par le conflit entre les deux frères Muhammad Bey et Ali Bey (1677-1684), le second par la lutte conjointe des deux frères contre un ennemi commun, le dey Ahmad Chalabi (1684-1686) et le troisième, par la lutte de Muhammad Bey contre un usurpateur, le kahia Ben Choukr (1694-1695).

*Ali Bey et la guerre entre les deux frères :
1677-1684*

Dès son accession au pouvoir, Muhammad Bey doit faire face à l'opposition de son frère Ali. Son oncle, Muhammad Hafsi, pousse son neveu Ali à disputer le pouvoir à son frère aîné en le persuadant qu'il avait les mêmes droits dynastiques que lui. Du reste, Hafsi considérait Ali comme son fils adoptif et espérait que son accession lui permettrait d'accaparer le pouvoir. Ali répond aux vœux de son oncle et se dresse ouvertement contre son frère Muhammad Bey.

Craignant les conséquences fâcheuses de cette scission dans la famille mouradite, le diwan, à qui était offerte l'occasion d'assujettir l'autorité beylicale, réunit les deux frères et leur oncle dans une tentative de conciliation et décide selon un scénario préalablement mis au point, de retirer leur titre aux deux frères et de confier la charge beylicale à leur oncle Muhammad Hafsi. Cependant, Muhammad Bey ne se laisse pas faire. Il s'enfuit dans la région du Kef où, il cherche appui auprès des tribus qu'il a su gagner à sa cause. A leur tête, il marche sur Tunis où il réussit à reprendre le pouvoir (décembre 1675). Ali reçoit le pardon de son frère et s'en va habiter son *burj* à la Marsa. Muhammad Hafsi s'embarque précipitamment pour Istanbul afin de solliciter l'arbitrage du Sultan. Ce sera pour la Porte une occasion inespérée pour rétablir son autorité sur Tunis. Muhammad Hafsi reçoit du Sultan le titre de Pacha et des navires pour rentrer à Tunis. Pour Muhammad Bey, le danger était d'autant plus grand que son frère Ali était parvenu à s'enfuir par mer vers Bône puis Constantine. De là, il contracte une alliance avec la tribu tunisienne des Henencha et épouse la fille de leur cheikh. Dès lors, Tunis devient le champ de bataille entre trois rivaux : Muhammad Bey, appuyé provisoirement par les forces

locales, Ali Bey, aidé par Alger et certaines tribus tunisiennes, enfin , Muhammad Hafsi, investi par le Sultan.

Deux rencontres opposent les forces des deux frères. Les batailles du djebel Oueslat et de Sbiba (1677) marquent la victoire de Ali Bey, confirmée encore par les nouvelles batailles du Fahs et de Souatir (1678). Mais entre temps, un contingent de l'*udjak* d'Alger pénètre en Tunisie et, sous couvert de bons offices, cherche à imposer son arbitrage. Aussi est-ce en présence des algériens qu'un accord intervient entre les princes mouradites. L'accord stipule le maintien de Ali Bey dans sa charge, celui de Hafsi dans la dignité de pacha et l'octroi à Muhammad Bey des gouvernorats de Kairouan et de basse-steppe (1679). Toutefois, dès le départ de l'armée algérienne, Ali Bey exile son oncle Muhammad Hafsi à l'île de Candie où il devait mourir sept ans plus tard. Pour le reste, le partage du pays entre les deux frères ne satisfaisait ni l'un ni l'autre. L'occasion de se réconcilier et de refaire l'unité du pays leur sera offerte par le soulèvement d'Ahmad Chalabi Dey (1684-1686).

La guerre des frères mouradites contre Ahmad Chalabi Dey : 1684-1686

Cherchant à restaurer l'autorité des *junds* turcs à Tunis, le dey Ahmad Chalabi, élu en 1682, pensait mettre à profit le conflit opposant les frères mouradites pour tenter de restaurer la prééminence turque. Non dépourvu d'habileté politique, il intrigue en vue d'annuler le fragile accord de 1679 par lequel le pouvoir était partagé entre les frères Muhammad et Ali. Ceux-ci décident de le combattre conjointement. Dès lors, la guerre entre les mouradites et Chalabi Dey devient inévitable. Les premières rencontres sont à l'avantage du dey, lequel fait désigner dans la capitale un nouveau bey en la personne du renégat Muhammad Manyout. Les mouradites appellent à leur secours le dey d'Alger Ibrahim Khodja (1685). Tunis, où s'était enfermé Ahmad Chalabi Dey, est assiégée durant neuf mois. La guerre se termine en 1686 par la défaite d'Ahmad Chalabi qui est mis à mort. Dans la foulée, Muhammad Bey appuyé par les Algériens fait assassiner son frère Ali et exile en Turquie le bey fantoche

Muhammad Manyout (1686). L'armée algérienne, comblée de cadeaux, repasse la frontière sans avoir réussi à grignoter le territoire tunisien malgré le rôle d'arbitre qu'elle joua dans le conflit. Avec la restauration du prince légitime Muhammad Bey et l'élimination de toute forme de dissension dynastique, le pays qui souffrait depuis vingt ans des méfaits de la guerre civile, espérait un retour à la paix, à la sécurité et à la stabilité. Mais le sort en décida autrement et la Régence devait connaître de nouveau une période troublée. En effet, à peine quelques années après la guerre civile, Muhammad Bey dut faire face à la rébellion de l'un de ses familiers et proches collaborateurs, Muhammad Ben Choukr. Les troubles engendrés par cette rébellion, avec la classique intervention de *l'udjak* d'Alger, allaient endeuiller durant plus de deux ans encore un pays déjà meurtri par les dévastations, les guerres et la succession des épidémies.⁵

La révolte de Ben Choukr : 1694-1695

Muhammad Ben Choukr, haut dignitaire à la cour du Bardo, était le lieutenant ou kahia du prince Muhammad Bey dont il avait épousé la sœur. A la suite d'une mésentente avec le prince, Ben Choukr, par ailleurs animé d'une fiévreuse ambition politique, conçoit le projet de chasser les mouradites du pouvoir et de réorganiser le pays à l'image des *udjaks* d'Alger et de Tripoli. Sous prétexte de pèlerinage, il quitte Tunis par mer et fait voile sur Alger. Il expose ses projets au dey Hussein et sollicite son aide, acceptant d'avance les conditions politiques et financières qui lui seraient imposées. Le Dey y consent sans hésitation, mais les janissaires d'Alger qui avaient eu vent de la mission de Ben Choukr, refusent le projet et saisissent l'occasion pour démettre leur dey qui doit s'embarquer précipitamment pour Istanbul. Ben Choukr ne perd pas patience et poursuit ses intrigues avec le nouveau maître d'Alger, Chaâban Khodja Dey. Il réussit tout à la fois à l'allécher par des promesses financières et à l'effrayer par les prétendues convoitises du prince de Tunis sur le Constantinois et la Tripolitaine. *L'udjak* d'Alger finit par consentir au projet de Ben Choukr. Mieux encore, le dey Chaâban Khodja parvient à convaincre

le pacha de Tripoli d'envoyer une escadre à Bône pour se joindre à l'alliance contre le bey mouradite de Tunis (1694). L'armée alliée envahit alors le territoire tunisien et triomphe des forces de Muhammad Bey (été 1694) qui s'est enfermé à Tunis. Un siège de trois mois se termine par la chute de la capitale et la fuite de Muhammad Bey au sahara (novembre 1694). L'armée algérienne assouvit sa vengeance en dévastant la capitale mouradite et en exigeant, avant son départ, des tributs tels que Ben Choukr dut procéder à des impositions arbitraires et des confiscations qui allaient ruiner l'économie du pays. Maître du pays durant six mois (novembre 1694 — avril 1695), Muhammad Ben Choukr se conduit en véritable tyran sans autre politique que de faire saigner le pays jusqu'aux limites de la disette. Cette situation engendre une révolte généralisée contre le tyran. Tunis, Sousse et Kairouan en donnent le signal. Revenant de son exil au sahara, Muhammad Bey reprend la lutte contre le félon Ben Choukr. En avril 1695, à la bataille de Marg-allil, près de Kairouan, Ben Choukr consomme sa défaite ; il s'enfuit pour se réfugier au Maroc où il devait finir ses jours.

Réinstallé à Tunis, Muhammad Bey n'a guère le temps de remettre le pays en ordre. Epuisé par des guerres interminables, un règne aussi long que douloureux, rongé par la maladie, il meurt le 14 octobre 1696.

Si Muhammad Bey fut regretté par la population, c'est qu'il a été le dernier prince valable de la lignée mouradite. Tout compte fait, il ne put guère donner sa mesure que sur les champs de bataille. Mais c'est un fait qu'il assura la permanence de l'Etat et sauvegarda l'unité du pays et son intégrité territoriale, alors que des armées étrangères pouvaient encore dicter leurs conditions. Les rares périodes de paix armée lui permirent de marquer son règne par des œuvres utiles. Il édifia le pont de Tebourba sur l'oued Medjerda, fit construire plusieurs mosquées et surtout des médersas dans les villes de province, le Kef, Bêjà, Gafsa, Tozeur, Kairouan et Gabès. A Tunis, il ajouta un autre pavillon au palais du Bardo et encouragea l'industrie exportatrice de la chéchia en faisant aménager les trois

souks de cette corporation qui jouait un rôle croissant dans l'économie urbaine.

Plus que par ses réformes, le règne de Muhammad Bey fut regretté parce qu'il fut suivi par celui de deux princes inaptes à l'exercice du pouvoir. Romdhane Bey et Mourad III dont le règne clôtura la lignée mouradite.

Romdhane Bey : 1696-1699

A la mort de Muhammad Bey, son plus jeune frère Romdhane lui succède. Fils de Mourad II et d'une captive chrétienne, c'était un prince au visage avenant, timide et fêru de musique. Il réussit d'autant plus facilement à faire l'unanimité autour de lui que tout le monde aspirait à la paix et mettait en la personne du nouveau bey tous les espoirs. Malheureusement ces espoirs seront déçus. Romdhane Bey s'est vite révélé indolent et faible de caractère. Très tôt, il laisse la direction des affaires à son favori, l'aventurier Mazhoud, qui commet de nombreux excès et dont la cruauté provoque l'indignation générale. La population se tourne alors vers Mourad (fils de Ali Bey), l'une des rares personnalités épargnées par la guerre civile. Mourad, devenu malgré lui un danger pour le bey régnant, est arrêté par les soldats de Romdhane et condamné à perdre la vue. Il est sauvé grâce à l'intervention de ses amis auprès du médecin français Carlier chargé d'exécuter la sentence et qui réalise une opération fictive. Mourad réussit plus tard à s'enfuir de la prison de Sousse où il était relégué, gagne le djebel Oueslat où il est rejoint par ses fidèles et proclamé bey. La lutte entre Mourad et Romdhane s'achève par la mort de ce dernier qui, abandonné des siens, est décapité par les émissaires de son neveu (mars 1699).

Mourad III : 1699-1702

Fils du prince Ali Bey et d'une bédouine de la tribu des Hanencha, Mourad III était à peine âgé de dix-huit ans quand il fit son entrée triomphale à Tunis, le 14 mars 1699 où il est investi du titre de bey. Mais le pays ne retrouve pas pour autant le calme auquel il aspire. En effet, le court règne de Mourad III est tyrannique et sa politique fait couler beaucoup de sang.

En vérité, Mourad III, surnommé « Bou-bala », était un prince désaxé, Sa cruauté, son caractère ignoble, sa politique sanguinaire n'ont guère de précédent dans le pays, aux dires des chroniqueurs. C'était un fauve sans pitié dont l'épée dite « bala » devait tremper chaque jour dans le sang du premier venu.

Après avoir éliminé ses ennemis de l'intérieur, Mourad voulut régler son compte à son dangereux voisin, le dey d'Alger. Une expédition est dirigée contre les forces d'Alger qui sont battues ; mais ces dernières se ressaisissent grâce à l'énergie et au courage de leur nouveau dey Hadj Mustapha. L'armée de Mourad III subit à son tour une défaite le 30 octobre 1700, à la bataille de Jouami' al 'Ulama, près de Constantine.

Mourad III charge son agha des spahis Brahim Chérif d'obtenir des renforts auprès d'Istanbul. Le Sultan voulut imposer son arbitrage entre Alger et Tunis, mais en vain. Mourad III était décidé à reprendre coûte que coûte la bataille contre Alger et ce fut au cours de cette marche vers l'ouest qu'il tomba victime de son entêtement. Un complot fut tramé par son propre Agha Brahim Chérif en qui il avait mis toute sa confiance et dont il fit son plus proche collaborateur. Mais la suite des événements laisse croire que la Sublime Porte avait trempé dans le complot. Brahim profita du refus du Bey de suivre les directives du Sultan pour le renverser et prendre la direction du pays. Il s'attaqua en personne à Mourad III dans son propre carrosse. Ce dernier réussit à s'échapper mais il sera achevé par les complices de Brahim sur les bords de l'oued Zarga (1702).

Quelques jours plus tard, Brahim liquide tous les membres de la famille mouradite, mettant fin au pouvoir héréditaire que cette dynastie avait patiemment consolidé depuis 1631, rendant ainsi impossible toute éventuelle restauration de la dynastie.

Ces événements sanglants ne provoquent aucune réaction dans la population. Personne n'osa défendre une dynastie qui s'était malgré tout enracinée dans le pays. Faut-il invoquer l'effet des atrocités commises par les derniers mouradites pour expliquer cette désaffection quasi générale, à laquelle allaient s'ajouter les conséquences néfastes

d'une crise agricole ayant sévi en cette fin de siècle et qui avait aggravé encore davantage un mécontentement déjà latent ? ⁶

Brahim Chérif : 1702-1705

Tirant la leçon des événements dont il a été témoin, voulant surtout éviter l'émiettement du pouvoir et les conflits éventuels entre les principales autorités de Tunis, Brahim Chérif se fait attribuer par le diwan le titre de bey, par la milice le titre de dey et par Istanbul celui de pacha. Du reste, le Sultan s'empresse de confirmer cette élection, espérant par là retrouver toute son influence dans une régence qui ne cessa au cours du XVII^e s. de s'affranchir de sa suzeraineté. Pendant quelque temps, les événements semblent donner raison à la Sublime Porte et combler ses espoirs. En effet, le turc levantin qu'était Brahim Chérif redonne plus d'importance à la milice et se fait élire par elle au poste de dey. Il renonce à l'ancienne résidence du Bardo et vient habiter parmi les miliciens à la Kasbah, faisant ainsi revivre les anciennes traditions de la « *Dcmocratia militare* » des premiers turcs en Tunisie et rompant avec les habitudes monarchiques créées par les beys mouradites.

Brahim Chérif ne se contente pas de ces transformations. Pendant les quelques années qu'il passe au pouvoir, il ne cesse de favoriser l'élément turc aux dépens de l'élément « bédouin et arabe ». Cette politique provoque le ressentiment de nombreuses personnalités dont les attaches avec le pays et ses habitants étaient très solides et qui ne manquent pas de profiter de l'occasion pour éliminer Brahim Chérif.

L'occasion est offerte par la guerre de Tunis contre Tripoli. Brahim Chérif repousse les propositions de son agha des spahis Hussein ben Ali d'arrêter la guerre et de se contenter des tributs et indemnités du gouvernement de Tripoli. Ce refus est durement ressenti par Hussein ben Ali, qui faisait partie du clan opposé à la politique anti-arabe de Brahim Chérif et au rétablissement de l'ancien régime oligarchique turc à Tunis. Entre temps, l'armée d'Alger reprend les hostilités contre Tunis qui refuse de lui vendre du blé alors qu'on continue à le vendre aux européens. Brahim Chérif marche contre Alger mais les forces auxiliaires des tribus Ouled Saïd et Drid ainsi qu'une partie de

sa propre armée, dirigée par son secrétaire et intime Muhammad ben Mustapha, font défection et passent à l'ennemi. S'agit-il d'une trahison préparée de longue date ? On ne le sait. De toute façon, Hussein ben Ali refuse d'exécuter l'ordre de rejoindre son maître près du Kef avec son corps d'armée.

L'armée d'Alger attaque et réussit à capturer Brahim Chérif le 8 juillet 1705. Deux jours plus tard, Hussein ben Ali, fort de l'appui de quelques tribus bédouines et de certaines populations locales, met fin à la vacance du pouvoir en se faisant proclamer bey à Tunis le 12 juillet 1705. Sans plus attendre, il se porte au devant des troupes d'Alger, les met en déroute et met fin à l'invasion du territoire.

Cette victoire à un moment aussi critique lui permet de devenir le maître de la situation, mettant fin à l'éphémère tentative de Brahim Chérif de rétablir l'oligarchie militaire dont personne ne voulait à Tunis. Istanbul reconnaît une fois de plus le fait accompli.

Avec Hussein ben Ali naît la dynastie husséinite et est consacrée d'une façon définitive la primauté de la charge beylicale au détriment des dignités turques de dey et de pacha.

Au terme de cette longue période, les différentes forces en présence ne se limitent plus comme au début de l'installation du régime turc à la caste allogène dirigeante : pacha, dey, diwan, milice des janissaires. Des forces nouvelles ont émergé qui ont pris de l'importance sur les plans politique, économique et social.

Les temps où le pouvoir se disputait entre les seules « puissances de Tunis » étaient révolus. Les autorités dirigeantes se devaient de tenir compte d'intérêts autres que les seuls intérêts de la caste turque, tant sur le plan de la politique intérieure que sur le plan des relations de la Régence avec l'extérieur ⁷.

Nouvelle structure politique de l'Occident musulman

L'occident musulman a achevé au xviii^e siècle la formation des entités politiques de son histoire moderne. Tandis que les Régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli s'organisaient sous l'autorité de l'Empire Ottoman, la dynastie Alaouite s'établissait au Maroc, succédant à la dynastie Sa'dienne. Les Saadiens qui régnaient sur le Maroc depuis 1548 s'effondraient en 1659, laissant le vaste pays aux ambitions des diverses confréries qui lui disputaient le pouvoir sur les provinces et qui luttèrent isolément contre les fréquentes incursions portugaises sur les côtes atlantiques.

L'une de ces confréries shurfas établie dans le Tafilalet à la fin du XIII^e siècle, la confrérie Alaouite, rattachée au prophète par la lignée de 'Ali et de Fatima (par leur fils Hasan) et originaire d'Arabie - de la ville de Yanbu' sur la côte de la mer Rouge - réussit à se défendre contre les menaces d'autres seigneurs ou marabouts en se donnant en 1631 un chef militaire, Mawlay al-Sharif. Son fils Mawlay Muhammad lui succède en 1635 et, pendant 20 ans, parvient à étendre sa principauté dans le Maroc oriental. Son frère Mawlay Rachid agrandit encore son domaine en s'appuyant sur les tribus arabes Ma'qil et les Berbères Ayt Isnassen en établissant sa capitale à Taza. Il s'empare de Fès en 1666 et, après avoir défait les confréries du Nord, il entre à Marrakech en 1669 et étend son pouvoir sur le Sous et l'anti-Atlas. A sa mort en 1672, son frère Mawlay Isma'il lui succède. Il réorganise et renforce l'armée en y intégrant les trois éléments berbères, arabes et descendants des esclaves noirs recrutés en grand nombre par les Sa'diens. Le long règne de Mawlay Isma'il (1672 — 1727) a permis, en s'appuyant sur une armée puissante, de réunifier le royaume et de reprendre aux envahisseurs espagnols les villes de Maamoura (Mahdia) et d'al 'Arayech (Larache) sur la côte atlantique. Il a pu ainsi réunifier progressivement le pays, aboutir à des accords avec les Turcs sur les frontières algériennes et consolider durablement les pouvoirs de la dynastie.

La dynastie Alaouite, contemporaine des Beys Mouradites en Tunisie, règne jusqu'à nos jours. Elle a réussi, depuis le milieu du XVII^e siècle, à préserver la stabilité du Maroc, à consolider l'Etat et à défendre l'intégrité du pays contre les politiques coloniales qui se sont prolongées jusqu'au XX^e siècle.

CHAPITRE III

Évolution des relations extérieures

Renforcer l'autonomie de la Régence vis-à-vis de la Sublime Porte et réduire les liens de sujétion en tenant de plus en plus compte des intérêts locaux, contenir le fougueux voisin (*l'udjak* d'Alger) sur le plan territorial et contrecarrer ses fréquentes interventions dans les affaires intérieures de la Régence, enfin traiter d'égal à égal avec les puissances européennes, tels étaient les objectifs des autorités de Tunis sur le plan de leurs relations extérieures tout au long du XVII^E siècle. Ont-elles réussi à les réaliser ?

Avec Istanbul

Une certaine ambiguïté dans l'interprétation ou plutôt un accord tacite explique le *modus vivendi* qui a prévalu au cours du XVII^E siècle entre la métropole et sa province, malgré quelques crises qui s'étaient avérées passagères.

La Régence de Tunis était bien une conquête ottomane qui devait à Istanbul son *beylerbey* ou pacha à deux *tug*⁸, ses principales autorités politiques, militaires et religieuses, du moins au début. Vu ses moyens

limités, aucun tribut n'était exigé de cette province à part des cadeaux occasionnels et une contribution aux guerres de l'Empire, chaque fois que le besoin s'en faisait sentir. Certes, la *khutba* du vendredi était faite au nom du sultan, chef suprême de la Umma musulmane et la monnaie locale portait son sceau (*tugra*). Des *kuptan-pacha* étaient envoyés occasionnellement par Istanbul pour inspecter les trois *udjak* de l'ouest, Alger, Tunis et Tripoli. Enfin le recrutement des janissaires dans les provinces levantines de l'Empire dépendait en principe de l'accord de la Sublime Porte.

En contre partie de ces quelques obligations, la Régence de Tunis figurait dans le dispositif que les forces ottomanes se devaient de défendre contre tout danger extérieur et essentiellement chrétien. Mais au fil des années, ces relations originelles ont subi bien des transformations.

Sur le plan intérieur, une sorte de « self government » s'est instauré à la tête des *udjak* sans que le gouvernement central ait éprouvé la nécessité d'intervenir, à part l'envoi de firmans de nomination (notamment pour les pachas) ou de confirmation de faits accomplis. Quelques interventions de la Porte souvent tardives et bien timides, visant à restaurer quelque peu son autorité originelle, ont certes eu lieu avec Muhammad Hafsi et Brahim Chérif, mais elles n'ont guère abouti. Le gouvernement d'Istanbul en a pris son parti surtout avec l'ascension de nouvelles forces locales sur les plans militaire, administratif, religieux et économique dans cette province si éloignée.

Sur le plan extérieur, Tunis se devait de respecter les traités signés par le gouvernement ottoman (Capitulations et autres traités), mais leur application dans la Régence devait passer par le diwan qui avait à tenir compte de conditions locales et d'intérêts parfois bien différents de ceux d'Istanbul. Les recommandations de la Sublime Porte aux autorités de la Régence étaient, le plus souvent, recueillies avec courtoisie mais demeuraient la plupart du temps lettre morte.

Les liens de dépendance vis à vis du gouvernement d'Istanbul s'étaient donc affaiblis au cours du XVII^e siècle, à part les liens de solidarité islamique et d'allégeance à l'autorité califale. L'autonomie de la Régence était bel et bien effective.

Avec l'udjak d'Alger

Les relations fraternelles et de bon voisinage n'ont pas toujours prévalu. Malgré les délimitations douloureuses de la frontière occidentale comme suite aux guerres de 1614 et de 1628, les interventions des Turcs d'Alger en territoire tunisien n'ont jamais cessé. Les prétextes étaient des plus fallacieux : faire appliquer certaines décisions du sultan qu'une Régence autonome feint d'ignorer, rétablir l'harmonie et la paix entre deux parties adverses... Les raisons des multiples interventions étaient d'un tout autre ordre : diversion des autorités d'Alger devant des difficultés intérieures, moyen de se procurer de l'argent en période difficile, surtout que Tunis était réputée pour l'importance de son activité commerciale. Ces interventions répétées, cette volonté de pêcher en eau trouble, ne réussirent en définitive qu'à provoquer un sentiment d'hostilité de la population de la Régence, hostilité justifiée par le mauvais comportement des forces d'Alger chaque fois qu'elles pénétraient en territoire tunisien.

Avec Tripoli

Les relations n'étaient pas aussi envenimées qu'avec Alger. Sous Youssef Dey, Djerba retourne définitivement sous l'autorité de Tunis. Certes Mourad II a eu à intervenir pour appuyer le dey de Tripoli contre certains rebelles. Tripoli intervient de connivence avec Alger contre Brahim Chérif, mais point de prétentions territoriales, seulement le résultat de jeux d'alliances entre parties en guerre.

Les autorités de la Régence de Tunis ont donc, contre vents et marées, affirmé leur indépendance vis-à-vis des Régences sœurs. L'intervention des forces locales était pour beaucoup dans le maintien de l'intégrité territoriale.

Avec les puissances européennes

Les relations avec les puissances européennes sont dominées par les conséquences de la course en Méditerranée. Cette activité intéresse tous les ports méditerranéens, et Tunis y participe autant que les autres Etats maritimes, d'où des relations assez tendues et que compliquent encore davantage les rivalités entre Etats européens.

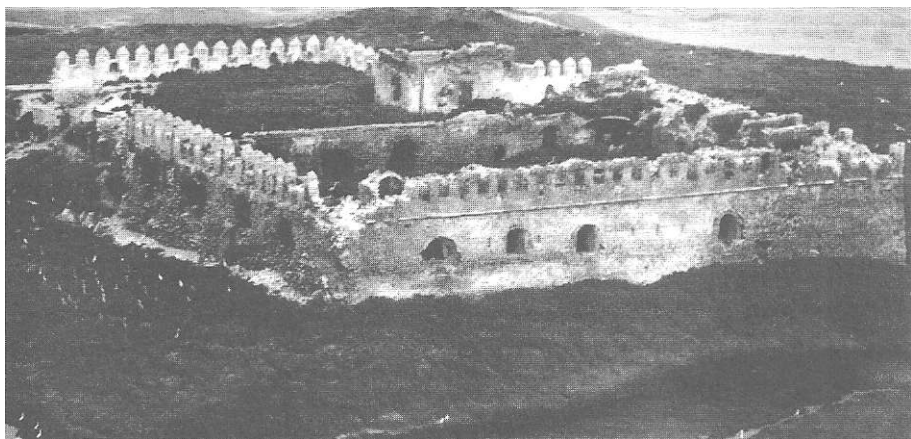
Les relations avec la Toscane et les principautés italiennes qui ne cherchent guère à s'imposer et à s'étendre territorialement, mais qui visent le développement de relations commerciales pacifiques, sont relativement peu tendues. Par contre, Tunis en veut à la république de Malte et à l'Ordre de St Jean de Jérusalem, porte-étendard de la lutte de la Chrétienté contre l'Islam. Une lutte sans merci domine les relations entre les deux Etats.

Quant aux trois puissances européennes, la France, l'Angleterre et la Hollande, leur souci majeur est d'amener Tunis à appliquer le régime « capitulaire » qui leur a été concédé par Istanbul au XVI^e siècle, ce qui n'a pas été toujours facile, surtout quand les « capitulations » ne concordent pas avec les intérêts de la Régence. Les puissances estiment, du moins au début du XVII^e siècle, qu'en passant par le canal de la Sublime Porte qui pouvait et devait faire pression sur ses vassaux, leurs revendications seraient acceptées plus facilement, mais ils durent vite déchanter et entreprendre des négociations directes avec Tunis.

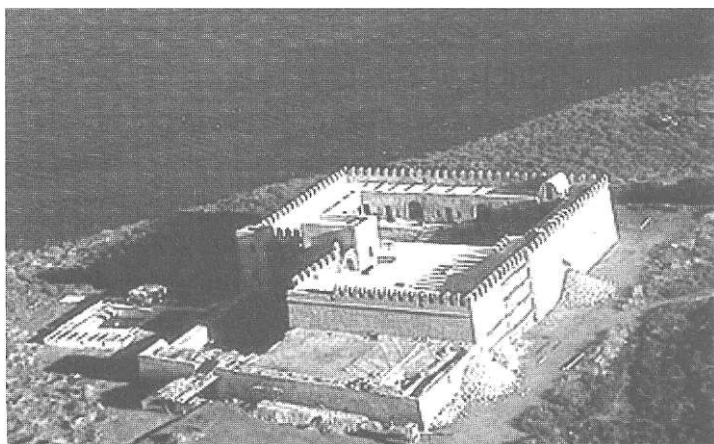
La recrudescence de la course au cours du premier tiers du XVII^e siècle provoque de la part de ces puissances des appels à la paix. De nombreuses négociations sont entreprises par l'intermédiaire de consuls ou d'envoyés extraordinaires, des accords longuement mis au point sont établis sous les auspices de la Porte ou sans elle, mais leurs effets n'ont guère été durables. Tel a été le cas pour les traités signés avec Marseille en 1617 et avec les Pays-Bas en 1622.

Mais les nouveaux rapports de force vont petit à petit s'inverser à l'avantage des puissances européennes au cours de la deuxième moitié du siècle. La politique d'intimidation s'étant avérée payante, ces puissances recourent aux démonstrations navales et à l'intervention armée contre Tunis, ses galères et ses ports, pour imposer leur volonté. Au cours de l'année 1662, la Hollande et l'Angleterre signent deux traités avec la Régence, respectivement en septembre et en octobre 1662, assurant à la Hollande une plus grande sécurité pour son commerce avec Tabarka et pour l'Angleterre la sécurité d'escale pour ses bateaux à Tunis (surtout en cas de difficulté avec Livourne).

Le fort de Chikly



L'îlot de Chikly situé au milieu du lac de Tunis était fortifié depuis le Moyen âge : au XV^e siècle, Khaïreddine Barberousse y édifie un nouveau fort qui fut dans un premier temps démoli par les Espagnols. Meus, à plusieurs reprises, les mêmes y ont élevé des fortifications. Abandonné après la reconquête turque, le fort est de nouveau restauré et armé d'une nouvelle batterie de canons par le dey Mustapha Lâz en 1660. Sous le règne de Hamouda Pacha (1782-1814) sa garnison est retirée et tout l'édifice est transformé en lazaret. Le monument qui vient d'être restauré est destiné à des activités culturelles.



Le fort après
sa restauration
récente.

Les revendications de la France dépassent les méfaits de la course et la réduction des droits de douane. La France vise essentiellement la suprématie pour ses commerçants provençaux et languedociens et le renforcement de sa position par rapport à ses concurrents anglais et hollandais, dans le cadre d'une politique mercantiliste agressive. Le premier traité franco-tunisien du 25 novembre 1665 lui assure, outre les avantages accordés aux anglais et aux hollandais (quant à la limitation des méfaits de la course), d'autres, plus substantiels : liberté du commerce dans la Régence, préséance du consul français sur les autres consuls européens, privilèges de justice pour les sujets français, liberté d'installation dans d'autres ports en dehors de Tunis et facilités et protection pour les missions religieuses. Ces avantages aboutissent vers 1681 à l'affirmation effective du pavillon français dans les ports de la Régence et notamment à Tunis.

Ces puissances ont su profiter des difficultés intérieures de la Régence à la fin du siècle pour lui imposer des traités à caractère inégal : tel est le cas du traité du Cap Nègre du 28 août 1685 permettant à la France d'augmenter les avantages qu'elle tire de sa position à Tunis (réduction de la « *lizma* » du Cap Nègre de 35.000 piastres à 8000 piastres), de consolider son influence et d'étendre la protection de sa bannière à des sujets autres que les sujets français.

Ainsi jusqu'en 1660, la Régence de Tunis traitait d'égal à égal avec les différents partenaires méditerranéens qui durent reconnaître sa spécificité internationale et négocier directement avec elle. Cependant, Tunis dut reconnaître à son tour la supériorité prise par certains de ces pays notamment la France, l'Angleterre et la Hollande, pour ne plus se mesurer qu'avec des Etats de même puissance qu'elle : Gênes, les vice-royautés de Naples et de Sicile, Malte, l'Espagne. Mais en dépit des mesures de rétorsion qu'elle a dû parfois subir de la part de ces puissances qui lui étaient bien supérieures, la Tunisie mouradite ne faisait pas moins figure d'un Etat « indépendant » et souverain.

DEUXIÈME PARTIE

L'Etat mouradite

CHAPITRE PREMIER

Les institutions

À l'origine, l'organisation de l'*udjak* de Tunis, telle qu'elle fut décidée par Sinan Pacha, établissait un régime d'oligarchie militaire. Loin d'être centralisé, le pouvoir était fractionné délibérément entre différentes autorités instituées. Il y avait d'un côté trois hautes charges, celles de pacha, de dey et de bey et, d'un autre côté, l'autorité d'une assemblée ou haut conseil, le diwan. Ces différentes autorités devaient en principe agir de façon à maintenir l'équilibre entre organes politiques et organes militaires et se faire en quelque sorte contrepoids. Mais le fait capital est que l'évolution de ces pouvoirs au cours du XVII^E siècle s'effectue irrésistiblement en faveur de la seule autorité beylicale.

A cet égard, deux dates, celle de l'élimination du pouvoir de la milice en 1590 et celle de la consécration de l'autorité beylicale en 1631, constituent

des tournants, Dès lors, le pouvoir beylical ne cesse de s'affirmer et de se renforcer notamment par l'adoption du principe d'hérédité dans la lignée de la famille mouradite.

Pour comprendre cette évolution, voyons comment était organisé le partage de l'autorité entre les organes de l'*udjak* de Tunis au cours du XVII^e siècle.

Le gouvernement central

Le Pacha

Seule autorité dont la désignation émanait de l'étranger, et par là même symbole de la suzeraineté turque sur Tunis, le pacha était le délégué résident de la Sublime Porte. Conformément à la structure mise en place par Sinan Pacha, le délégué du sultan devait être placé à la tête de la Régence et exercer les fonctions de « vice-roi ». En fait, l'usage s'est établi dès le départ de confiner le pacha dans un rôle honorifique.

C'est que l'autorité du pacha, dès l'origine, devait être une autorité marginale, dépourvue des instruments nécessaires à l'exercice effectif du pouvoir, finances publiques et forces militaires. Sans le contrôle de ces instruments, il lui était impossible de s'imposer, même en cherchant à s'appuyer sur l'élément turc. Aussi le pacha faisait-il figure d'étranger à Tunis où son maintien, sourdement contesté, n'avait d'autre sens que d'éviter une rupture ouverte avec la Porte. Le pacha constituait par sa seule présence un atout diplomatique pour Tunis laquelle, en cas de conflit avec les puissances chrétiennes, pouvait se prévaloir de la protection ottomane. Cet atout était d'autant moins négligeable que l'esprit de croisade animait ouvertement la politique de certaines puissances chrétiennes en Méditerranée. A Tunis, le pacha restait un haut dignitaire n'ayant du pouvoir que ses apparences, mais menant grand train de vie et bénéficiant de tous les honneurs dûs à son rang. Sur le plan protocolaire, il était classé par Istanbul comme « pacha à deux queues », et avait droit à des auxiliaires et à la constitution d'une maison civile et militaire (*dar el bacha*).

Au cours du XVII^e siècle, le titulaire de la fonction n'était pas nécessairement une personne distincte ni un dignitaire étranger au

pays. En effet, de 1631 à 1702, quatre beys cumulent leur charge avec celle de pacha, quitte à se faire délivrer sans beaucoup de peine, semble-t-il, le firman d'investiture ottomane. Ce furent successivement Mourad I, Hamouda Bey, Romdhane Bey et Brahim Chérif. Si l'on ajoute le bref passage au pachalik d'un autre mouradite, Muhammad Hafsi (1677-79), on saisit combien la charge de pacha avait tendance à se tunisifier dans la période même qui fut celle de la prépondérance turque à Tunis (XVII^e s.).

Lorsque le titulaire de la charge était une autorité bien distincte, certaines attributions lui sont en principe réservées. Il s'agit d'attributions administratives relatives aux affaires de la milice turque, de gestion des biens tombés en déshérence et appartenant à des sujets turcs ou des renégats. Il dispose d'une caisse particulière alimentée par certains revenus, notamment une part sur les prises de la course. Le rôle du pacha réduit dès l'origine à peu de chose, sera donc supplanté par une autre autorité turque, celle du dey.

Le Dey

La création de la fonction de dey remonterait, selon Ibn Abî Dinar, à la révolte des janissaires en 1590. Toutefois, aux dires d'un autre chroniqueur, al Wazîr as-Sarrâj, la fonction de dey fut créée par Sinan Pacha au lendemain de la conquête. Mais, quelle qu'en soit la chronologie, la charge deylicale conférait à son titulaire l'essentiel du pouvoir dès la dernière décennie du XVI^e s. Durant près d'un demi siècle, le dey demeure la principale autorité du pays. Les quatre premiers deys, Brahim Rodesli (1590-92), Moussa Dey (1592-93), Othman Dey (1598-1610) et Youssef Dey (1610-37) s'illustrent dans cette charge.

En principe le dey doit être de souche turque, jouir de la confiance de la milice et recevoir l'investiture du diwan. Le plus souvent il est choisi parmi les anciens aghas de la Kasbah ou les secrétaires du diwan. Le dey rend la justice, commande la milice, veille davantage sur la marine de guerre et exerce son autorité sur les garnisons des frontières et les forteresses du pays (*abrajj*). Retenons particulièrement les deux deys, Othman et Youssef, qui ont contribué durant leur magistrature à

Le dey

Le dey paré pour se rendre à la mosquée

Dessin BN de Tunis

Malgré les disproportions de la silhouette, cette reconstitution révèle, par la somptuosité du costume, par la richesse des broderies en soie du châle et de la ceinture et par le turban à la construction savante, toute l'importance accordée par les gouvernants turcs à l'apparat du premier personnage politique de l'Etat.



La révolte des janissaires d'octobre 1591 a eu pour première conséquence l'apparition de la charge de dey. Désormais le titre de dey est accordé à un officier promu par le diwan au rang de chef supérieur de la milice. Les deux premiers. Brahim Rodesli et Moussa Dey, n'ont pas pu s'imposer ; leur règne fut de courte durée et ils durent quitter le pays. Le fondateur réel du nouveau régime fut Othman Dey. C'est lui qui réalisa le transfert effectif du pouvoir du pacha au dey.

Pierre Dan (1637) note à propos de la fin du régime des pachas et de l'ascension de Othman Dey : « Cela dura jusqu'à l'an 1594, qui fia le temps auquel Cara Osman, Turc de nation, janissaire ou soldat de Tunis, et autrefois cordonnier, sut si bien gagner le cœur des janissaires, à force d'artifices et de largesses, qu'ils le déclarèrent leur chef, en l'honorant du titre de dey : de sorte que ni le Divan, ni la Milice ni le Pacha même, n'osèrent depuis rien arrêter ni résoudre que de son avis, tant il se rendit absolu sur eux. »

donner du relief à leur charge et à consolider les structures de l'Etat tunisien.

Ce fut d'abord Othman Dey (1598-1610) qui, le premier, exerça un pouvoir personnel dont, en fin de compte, le pays a bénéficié : son « règne » est marqué par le retour à la sécurité et à la stabilité, l'exil des éléments turcs turbulents, l'accueil et l'installation d'un important contingent d'immigrés andalous, l'adoption d'un code de droit public dit *mizan* ou encore *livre rouge* et le maintien de bonnes relations avec les puissances européennes (traité tuniso-français de 1605).

Son successeur, Youssef Dey (1610-37) ne manquait guère d'envergure. Ses qualités morales et son sens de la justice lui ont permis de poursuivre l'œuvre de Othman. Il inspire différents travaux d'édilité et d'urbanisme : médersas, souks et remparts (Tunis), pont de Djedéida, fort de Bizerte. Il encourage les cultures irriguées, le négoce et l'artisanat.

A l'extérieur et au terme d'un conflit avec l'*udjak* d'Alger, la frontière nord entre les deux pays est délimitée par l'accord de 1628. La mort de Youssef Dey marque cependant la fin de la primauté deylicale au bénéfice au nouveau pouvoir des beys mouradites.

Différents signes annonçaient déjà le déclin de l'autorité deylicale au cours du XVII^e siècle. D'abord le caractère révocable de la charge, puisqu'en l'espace de quarante ans, dix huit deys furent démis de leurs fonctions. Certains étaient révoqués au terme de quelques mois, voire de quelques jours d'exercice du pouvoir. Ensuite leur investiture dépendra de plus en plus de l'accord préalable du bey à qui ils devront présenter leurs hommages, les jours de fête ou de cérémonie officielle. Le dey n'aura plus qu'un pouvoir honorifique exerçant une vague tutelle sur la milice et un droit de justice dans la ville de Tunis. Aussi le déclin des deys est-il devenu irrémédiable. La primauté du pouvoir beylical sera officiellement consacrée dès le règne du deuxième bey mouradite, Hamouda Bey (1631-59).

Le Bey

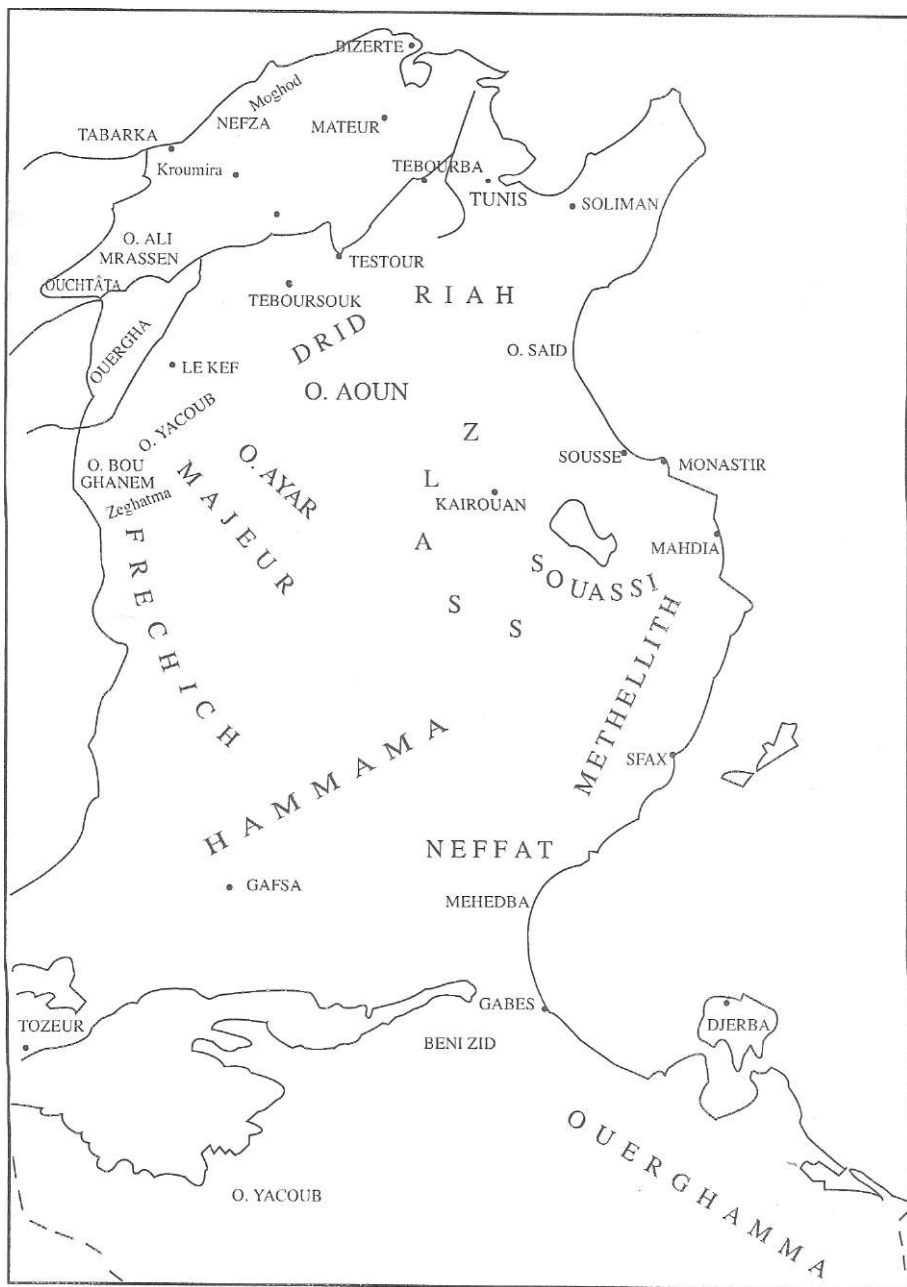
A l'origine simple adjoint du dey, le bey est chargé du commandement des troupes, du prélèvement des impôts et de l'administration des finances.

La levée régulière des impôts dans un pays où la domination turque faisait encore figure d'occupation étrangère exigeait nécessairement le déploiement de la force ; c'est pourquoi deux campagnes sont régulièrement organisées à travers le pays pour lever le tribut ou *Icharâj*. Lors de ces campagnes, le bey est accompagné de détachements de janissaires et de corps de *spahis*.

La campagne d'été dure 40 jours et prend comme point d'appui la ville de Béjà. Cette campagne se déroule au mois de juillet, pendant la récolte du blé. La campagne d'hiver se déroule dans le sud du pays, le Djérid essentiellement, et débute au mois de novembre, en pleine récolte de dattes et d'olives. Généralement, le bey et sa *mahalla* campent en un endroit fixe à partir duquel des détachements sont envoyés dans les différentes directions pour recouvrer les impôts. Au cours de ces campagnes, il arrive souvent au bey d'avoir à trancher des différends et rendre la justice d'autant plus qu'il dispose dans ces contrées du droit de vie et de mort. Etant le représentant officiel de l'Etat, le bey reçoit dans ces régions lointaines tous les honneurs de la royauté. Peu à peu, il s'empare de la réalité du pouvoir et finit par supplanter le dey à partir de l'année 1631.

Au cours de cette année, le mamelouk Mourad Bey obtient de la Sublime Porte le titre de pacha ; son fils et successeur Hamouda Bey réussit à son tour à porter ce même titre. Sa forte personnalité lui permet d'éclipser définitivement l'autorité du dey, dont il limite effectivement les pouvoirs. C'était donc une évolution irréversible surtout que le bey a su se servir de l'élément autochtone en s'alliant à certaines tribus bédouines et mettre ainsi en échec toute velléité de rétablissement de l'autorité deylicale. Cette évolution prépare ainsi l'avènement du régime héréditaire en Tunisie. Cependant, pour ne pas provoquer la colère d'Istanbul, le bey laisse judicieusement subsister l'ancienne forme de gouvernement mais en la vidant de son contenu. Il ne restait plus au dey que titres et honneurs alors que le centre moteur du gouvernement se déplace de la Kasbah au palais du Bardo où le bey s'installe en véritable souverain au milieu d'une brillante cour. Il arrive au bey de réunir en sa personne les trois plus hauts titres du pays : pacha, dey et bey, tel fut le cas pour Brahim Chérif à la fin du siècle. Enfin la dernière étape est franchie par

Carte des tribus tunisiennes



Carte des grandes tribus tounsiennes au milieu du XIX^e siècle avec indications de leurs localisations.

l'agha des *spahis* Hussein ben Ali qui se fait proclamer bey à la fois par les troupes, la population et le diwan.

Le Diwan

C'est un conseil dont l'origine remonte à la période de la conquête turque mais dont la structure, la composition et les attributions n'ont jamais été bien définies. Présidé par un agha, il groupe toutes les autorités de la Régence : pacha, dey, bey, raïs, kâhîas et officiers supérieurs (odabachis et bouloukbachis). Les mansoul-aghas, ou officiers à la retraite, sont membres de droit du diwan où ils jouent le plus souvent le rôle de conseillers. Deux écrivains (*defterdars*) et six chaouchs sont assignés au service de ce conseil.

Créé à l'origine pour faire contrepoids au pouvoir du pacha turc, le diwan ne tarda pas à subir le même sort que ce dernier en devenant un simple instrument entre les mains du dey d'abord, entre celles du bey ensuite. A l'origine, ce conseil se réunit quotidiennement afin de recevoir les plaintes et les réclamations du public. C'est donc, avant tout, une cour de justice mais le diwan doit connaître par ailleurs toutes les affaires de l'Etat, tant administratives que militaires, quoique son rôle sur ce plan soit plutôt limité. Il lui arrive de recevoir et d'entendre les représentants des pays étrangers, chargés de mission à Tunis, ainsi que les envoyés du Sultan. Pour les gouvernements étrangers, le diwan représente un des quatre pouvoirs qu'on groupe communément sous la dénomination de « Puissances de Tunis ». Mais avec le renforcement de l'autorité beylicale, le diwan perd de son importance pour ne plus débattre que des affaires que le bey juge bon de lui soumettre. Il suit de plus en plus ses directives et s'aligne le plus souvent sur sa politique. Les derniers sursauts du diwan pour secouer le joug du bey (surtout sous le long règne de Muhammad Bey) n'aboutissent qu'à un échec. Devenu un simple conseil consultatif, son pouvoir demeure en réalité bien faible.

L'administration régionale ¹⁰

L'administration turque s'étend à toutes les régions de la Régence. Les circonscriptions administratives, aux limites peu précises, sont caractérisées par une grande disparité en rapport avec les critères

Le mâristân (hôpital) construit à Tunis par Hamouda Pacha vers 1662

Mâristân est l'abrégié de bîmâristân, du persan bîmâr « malade », le suffixe istân indiquant le lieu. A l'origine, il sert à la fois pour les malades et les aliénés ; dans l'usage moderne, mâristân (ou morstân) désigne surtout un hospice d'aliénés. Avec l'extension de l'Empire Ottoman, le nombre des institutions médicales a connu une croissance sensible ; les Turcs ont fondé, en l'espace de cinq siècles, près de soixante-dix hôpitaux à Istanbul. Au XVII^e siècle, époque de la fondation du mâristân de Tunis, le sultan Ahmad I fait construire en 1025/1616 un grand hôpital près de sa fameuse mosquée. Le mâristân de Tunis se trouve dans le quartier rénové par Hamouda Pacha, non loin de sa demeure et de Dar-el-Bey, là où il édifie un ensemble architectural autour de la grande mosquée qui porte son nom. Le mâristân qu'il crée en 1662 fait partie de cette fondation et s'élève sur la rue de la kasbah à quelque cent mètres de la mosquée. Comme le révèle la waqfiya de l'établissement, il s'agit d'un fondouk acheté par le fondateur et, après des travaux d'aménagement, transformé en mâristân. Ainsi, il présente un plan des plus simples qui reproduit le thème architectural classique de la construction ordonnée autour d'une cour à péristyle.



Mâristân de la rue de la Kasbah aujourd'hui abandonné. Les boiseries qui ferment les arcs du portique au rez-de-chaussée et celles de l'étage sont récentes.

retenus : administratif, fiscal, économique ou ethnique. Cette disparité se retrouve dans les différentes dénominations en vigueur à l'époque : *watan*, *balad*, *awlad*, *ahl*, *arsh* ¹¹. Ces différentes circonscriptions sont dirigées par des *caïds* dont le rôle consiste à percevoir les impôts et à assurer l'ordre et l'autorité turque. Ces gouverneurs sont aidés, dans l'exercice de leurs fonctions, par tout un personnel intermédiaire formé de *khalifas*, *cheikhs* locaux, *caïds-lazzam* pour certains impôts ¹².

Les principales villes et surtout les villes côtières accueillent des garnisons de janissaires dirigées par leurs *aghas*. Leur mission consiste à défendre le pays, à partir de leurs *abrajs*, contre les attaques chrétiennes et à prouver, s'il le faut, la présence turque partout dans le pays.

Le comportement des différents groupes ethniques vis-à-vis du nouveau pouvoir turc dans le pays n'a pas été partout le même. Dans les régions côtières (nord-est et Sahel), l'autorité turque ne rencontre pas de difficultés insurmontables, en raison des dangers qui menacent les populations de ces régions (attaques de corsaires venant de la mer, danger bédouin dans les régions centrales). Il en est autrement pour les régions périphériques du sud et du Djérid et des zones montagneuses de l'ouest et du nord-ouest. Pour imposer l'ordre nouveau, les Mouradites (en la personne de Hamouda Bey) ont dû organiser de nombreuses expéditions contre les tribus du sud et de l'ouest. La tâche est d'autant plus difficile que ces tribus, dotées d'une organisation autonome fort ancienne, se sont habituées aux avantages d'une politique de décentralisation effective. Le pouvoir turc doit s'adapter par la suite à ces réalités. C'est ainsi qu'au Sahel, par exemple, région à forte population sédentaire et villageoise, les circonscriptions se distinguent par la stabilité et l'extension territoriale de leurs limites administratives (seulement deux *caïdats* pour tout le Sahel à Sousse et à Monastir). Dans les autres régions, où la domination turque est difficile et tardive, les circonscriptions *caïdales* sont par contre plus nombreuses et moins étendues. Cet émiettement est ainsi la preuve d'une volonté de contrôle plus efficace et d'une présence plus effective afin de consolider une domination encore fragile ¹³ et qui le demeure tout au long du XVII^e siècle.

Les caïds appartiennent, par leur origine, à la caste turque et ses descendants kouloughli, voire même au milieu renégat. Par contre, le personnel intermédiaire se recrute en grande majorité dans le milieu autochtone ¹⁴. Pour le Djérid, du moins au cours XVII^e siècle, ce personnel se recrute parmi les notables locaux, ce qui laisse subsister pour quelque temps encore une large autonomie pour les populations locales ainsi que l'essentiel de leurs droits coutumiers ¹⁵.

Pour rendre plus efficace la surveillance de tout l'intérieur du pays, cette administration provinciale est secondée par le service de la *mahalla* auquel s'ajoutent les garnisons permanentes *zouawas* recrutées parmi les kabyles (et résidant notamment à Tozeur, Nefta, Kairouan, Béja, le Kef) et les corps de cavaliers *spahis* répartis en *udjaks* ¹⁶.

Ce n'était donc pas encore le système centralisé comme ce sera le cas au cours des XVIII^e et XIX^e siècles, mais plutôt une politique pragmatique s'adaptant aux circonstances et qui permet tant bien que mal d'imposer l'ordre turc dans ces régions profondes et de drainer le maximum de revenus au profit de la caste turque et de ses associés.

L'organisation militaire

Pour maintenir la Régence sous la dépendance ottomane, conjurer le danger chrétien encore sérieux en Méditerranée et imposer l'ordre turc à l'intérieur du pays, le maintien et le déploiement d'une force organisée s'imposent. Le fer de lance de cette force est constitué, du moins à la fin du XVI^e et au début du XVII^e siècles, par la milice des janissaires.

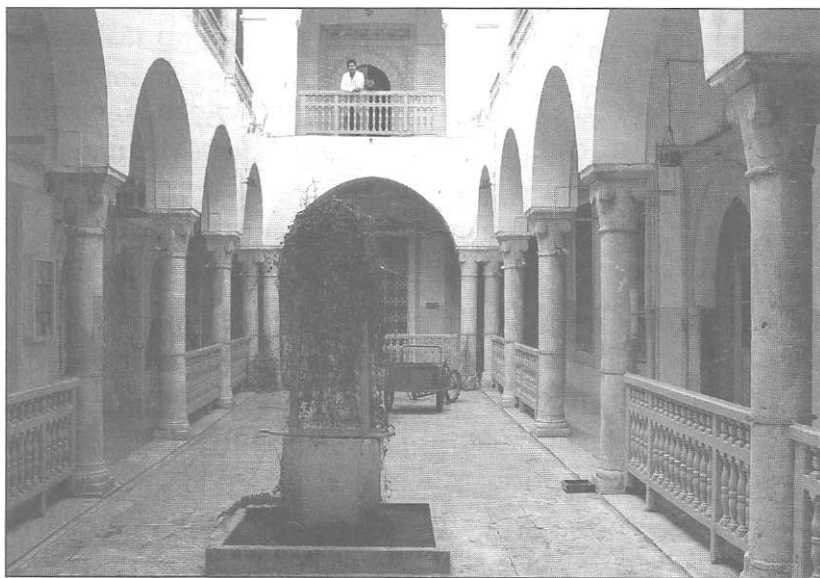
A l'origine de cette milice, il y avait le détachement de l'armée turque laissé par Sinan Pacha après la conquête de Tunis en 1574 et dont l'effectif atteignait 3.000 à 4.000 janissaires ¹⁷. Ce corps se renouvelle par inscription sur ses registres de candidatures individuelles de turcs levantins, de descendants de turcs mariés dans le pays (*kouloughlis*), voire d'andalous et de convertis. La caste militaire reste ainsi fermée aux autochtones. Mais le recrutement est sévèrement contrôlé : outre l'origine, on exige des nouvelles recrues des qualités qu'on éprouvait lors d'expéditions bien déterminées.

Qishlas et casernes

Le corps des janissaires, appelé udjak, est divisé en plusieurs unités tactiques équivalant aux régiments ; de nombre fixe et d'effectif variable, ces régiments sont logés soit à la Kasbah soit dans des casernes. Le père Dan (1637) écrit qu'outre « L'Alcassave [la Kasbah] où loge le Pacha et où il y a garnison de janissaires », il y a « plusieurs casseries [qishla] ou fondouques, comme ils les appellent, qui sont de grandes maisons destinées pour le logement des Janissaires et des soldats qui tirent paye ».

Pendant toute la période ottomane, les casernes hébergent aussi les janissaires célibataires qui le désirent. Certains de ces établissements sont d'anciens fondouks ou oukâlas récupérés par les autorités pour la milice ; d'autres sont des fondations destinées à cet usage. Le husseinite Hamouda Pacha à lui seul édifia cinq nouvelles casernes. De même, il constitua une fondation habous pour l'ensemble des dix-neuf qishlas qui existaient à Tunis à son époque et qui se répartissaient sur différents endroits de la Médina, avec une forte concentration auprès de la Zaytûna et de Bâb Menâra.

Ces établissements, qui diffèrent par les dimensions, présentent le même plan comparable à celui des fondouks et des oukâlas. Autour d'un patio et sur deux niveaux, s'ordonnent les cellules des janissaires et les dépendances, précédées de galeries. Certaines de ces chambrées portent au-dessus du linteau de la porte d'entrée des inscriptions indiquant le nom de la compagnie de janissaires qui y est affectée. De grandes salles hypostyles couvertes de voûtes font fonction d'oratoire, de réfectoire ou d'entrepôt de munitions.



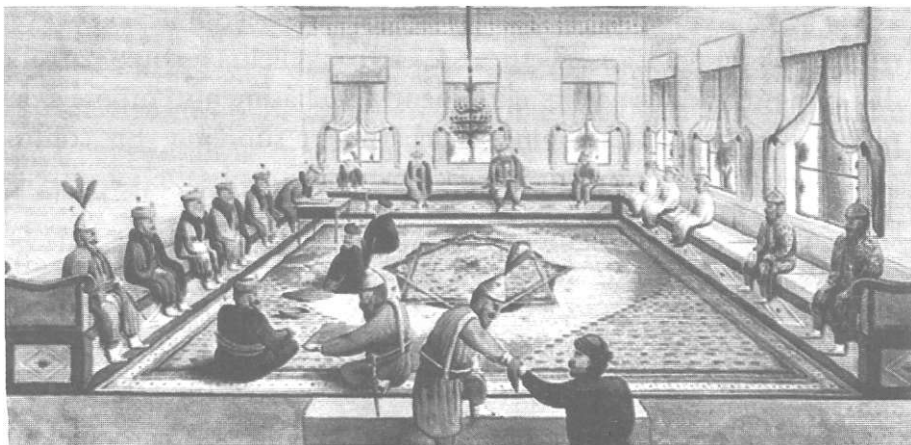
La qishla Attarine, fondée par Hamouda Pacha et achevée en 1813-14, est reconvertie en Dhabtiya, siège central de la police (1880), puis en Service des Antiquités et des Monuments historiques (1885), enfin en siège de la Bibliothèque Nationale.

La milice des Janissaires

La milice de Tunis n'a jamais été nombreuse. Pas plus de quarante compagnies de cent hommes chacune. La compagnie est formée de cinq chambrées de vingt hommes. La hiérarchie se limitait à un certain nombre de grades. A la base, le commandement des yoldachs (simples soldats) incombe aux odabachis (chefs de chambrées) qui obéissent à leur tour aux ordres des bouloukbachis (capitaines), le commandement en chef étant assuré par les aghas ; l'agha est désigné comme 'général de la milice'.



Reconstitution à partir des documents d'époque de l'uniforme et de l'armement des Janissaires qui comprend des armes blanches et des armes à feu.



Distribution de la solde des Janissaires (gravure de la B.N.T.)

Les personnages qui se distinguent par le turban de couleur foncée sont les agents juifs chargés de la tenue des comptes.

Une période d'apprentissage est ainsi nécessaire pour être définitivement incorporé dans ce corps d'élite.

Les avantages du métier de janissaire attirent les volontaires. Le janissaire perçoit une solde régulière et substantielle servie tous les deux mois. Il est assuré d'une bonne retraite, sans perdre de vue certains avantages fiscaux et les chances d'une promotion sociale éventuelle. Aussi le désir de chaque levantin installé à Tunis est-il de faire fortune dans ses rangs et d'y voir un jour ses enfants lui succéder. On peut y faire - carrière en grimpant les différents échelons : des fonctions subalternes de cuisiniers ou de dépensiers, accéder au grade d'*oda-bachi* ou chef de chambrée, à celui de *boulouk-bachi* ou officier, jusqu'au grade de agha et de colonel. Mis à la retraite, le vieux janissaire ou *mansoul-agma*, faute de service actif, peut continuer à servir comme conseiller ou chargé de certaines missions délicates. A partir d'*oda-bachi*, le janissaire peut faire partie du diwan. Promu agha, il a la possibilité de diriger temporairement la milice.

Le janissaire, simple soldat, n'a pas d'uniforme et doit payer aussi bien son habillement que son armement. Les officiers, par contre, reçoivent des tenues de parade ¹⁸. L'armement de ce corps d'élite était bien supérieur à l'arme blanche utilisée par la cavalerie autochtone. Malgré l'absence de casque et de cuirasse, l'arquebuse assure au janissaire une supériorité effective, il en a donné les preuves en plus d'une occasion. L'efficacité est par ailleurs assurée par une discipline sévère. Les délits entraînent des châtiments corporels, les plus graves pouvant entraîner le châtiment suprême. En contre-partie des avantages procurés par ce métier, le janissaire est astreint à trois sortes de services :

- un *service de garnison*, d'une durée de six mois, dans une des forteresses qui parsèment les côtes du pays ou dans une des kasbahs des villes de l'intérieur ou des villes frontières, pour la défense du territoire contre toute invasion étrangère ;

- un *service de camp* au cours duquel le janissaire participe aux colonnes mobiles ou *mahallas* envoyées à l'intérieur du pays pour la levée des impôts ¹⁹ ;

- un *service de galères* sur les bâtiments armés par les autorités officielles du pays²⁰.

Cette milice constitue un corps d'élite et se montre courageuse au combat. Elle rivalise avec la plus redoutable armée de la Méditerranée, celle des Chevaliers de Malte.

A côté de cette vaillante milice, l'armée mouradite compte d'autres *forces auxiliaires* recrutées dans le pays et²¹ dont l'importance ne cesse d'augmenter tout au long du XVII^e siècle : *hambas*, *spahis*, *zouawa* et *mzargui* en constituent les éléments essentiels.

- Les *hambas* forment un corps de 400 à 500 soldats attachés à la personne du dey et soumis à ses ordres. La constitution de ce corps est tardive : elle date de la fin du XVII^e siècle ;

- Les *spahis* sont répartis entre plusieurs *udjaks* stationnés à Tunis, Bêjà, le Kef et Kairouan. Ils doivent appuyer le bey et sa *mahalla* lors du camp fiscal ;

- Les *zouawas* appartiennent au milieu berbère. Ils sont recrutés soit dans le nord du pays soit en Kabylie et rivalisent en efficacité avec la milice des janissaires ;

- Quant aux *mzargui*, ils se recrutent dans les tribus *makhzen* notamment les *Drid*, *Hemamma*, *M'thalith* et *Ouerghemma*. C'est à partir de Hamouda Bey que les Mouradites ont renoué avec certaines pratiques hafside de disposer de telles forces auxiliaires. Moyennant certaines exonérations d'impôts, les tribus *makhzen* leur fournissent des troupes dont ils se servent pour faire rentrer les impôts et assurer le maintien de l'ordre à l'intérieur de la Régence.

L'ensemble de ces forces supplétives atteint et parfois dépasse les effectifs de la milice des janissaires. Une telle politique, généralisée sous les mouradites, présente plusieurs avantages, entre autres la possibilité de disposer à peu de frais d'une force complémentaire de la *mahalla* sans négliger le fait que ces forces recrutées dans les tribus *makhzen* sont plus efficaces parce qu'elles opèrent dans un milieu connu. En outre, en s'attachant certaines de ces tribus, la position du bey se trouve renforcée dans la Tunisie profonde qui lui est restée,

Marine ottomane et marine tunisienne



Galion ottoman

Gravure extraite de l'ouvrage de Hajji Khalifa
(*Tuhfat al-kibar fi asrar al-bihar*)

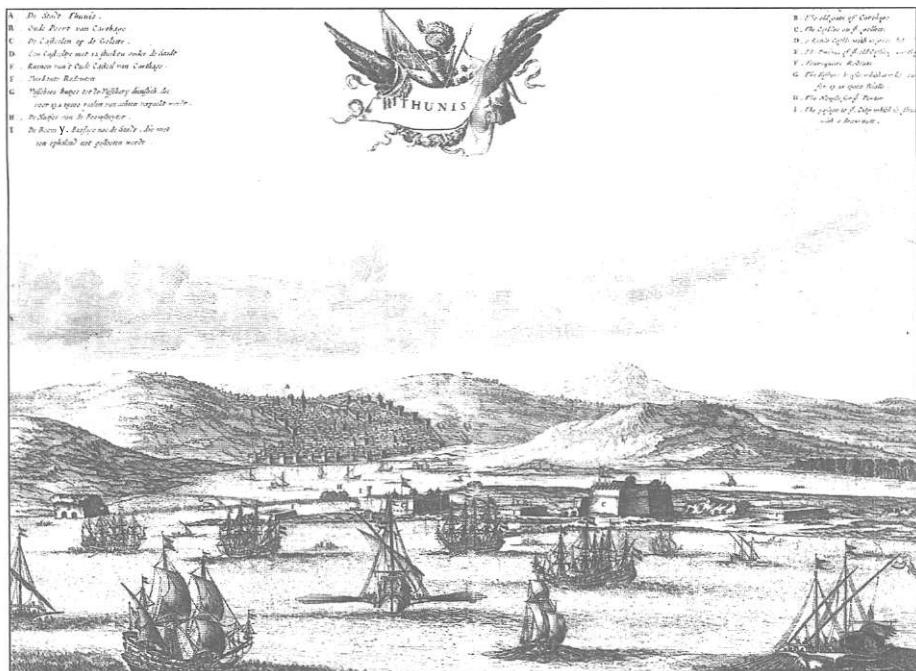
Depuis l'époque des frères Barberousse, et parmi toutes les flottes provinciales, la marine barbaresque était la plus puissante et la mieux organisée. Elle formait les escadrons d'élite de la flotte ottomane et lui fournissait ses meilleurs équipages et ses commandants les plus prestigieux : Khaïreddine, Darghouth Pacha ou Eulj Ali. A cette époque, la flotte ottomane était la plus puissante des flottes méditerranéennes. Cependant, au XVI^e siècle, les marines barbaresques et ottomanes étaient restées fidèles à l'ancien vaisseau long, à rames et à voiles. Les principaux bâtiments à rames en usage étaient la galère, la galiote (combinant la rame et la voile), la frégate et le brigantin.

Au XVII^e siècle, les vaisseaux ronds, de haut bord, commencèrent à ravir la première place aux vaisseaux longs à rame. Le galion est le plus important parmi ce type de navire. Il présente trois mâts verticaux, parfois quatre pour les plus grands, avec dix voiles carrées à l'avant, trois autres sur le mât de misaine et une voile latine sur le ou les mâts de l'arrière. Les navires ronds présentent des avantages certains par rapport aux navires longs ; il sont plus résistants, plus efficaces et peuvent naviguer l'hiver comme l'été et atteindre des régions éloignées comme l'Atlantique.

Dans la Régence de Tunis, les renégats nordiques, surtout anglais et hollandais, accueillis par Othman puis Youssef Dey, contribuèrent à la diffusion de ces nouvelles techniques nautiques. En 1637, la marine de la Régence comptait 27 galiotes, 25 galiens et un nombre variable de petites embarcations à voiles (Pierre Dan). Les ports les plus actifs sont ceux de la Goulette, Bizerte, Sousse, Mahdia, Sfax et Djerba ; la fondation du port de Ghar-el-Melh, 1637, marque l'apogée de la marine tunisienne.

(source : Néji Djelloul)

Vue de La Goulette et de Tunis -1668



Gravure parue dans l'ouvrage de O. Dapper, savant hollandais du XVII^e siècle intitulée : « Description de l'Afrique ».

En plus des indications qu'elle donne sur les principaux monuments et les portes de la cité, elle présente un véritable échantillon des bateaux de l'époque.

malgré ses succès, plutôt hostile. Par ailleurs ces forces peuvent constituer le cas échéant un contre-poids à la turbulente milice des janissaires dont les ambitions politiques constituent un sérieux danger pour les Mouradites ²². Aussi la dynastie mouradite devient-elle de ce fait moins dépendante de la force turque et peut-elle compter sur des forces locales au moins aussi importantes en nombre que la milice.

Pour compléter le dispositif de défense et de domination du pays, les Turcs ont érigé des forteresses, ou *abraj*, partout dans les villes côtières, au Cap Bon, à Bizerte, Porto-Farina, La Goulette, Hammamet, Sousse, Monastir, Mahdia, Sfax, Djerba et dans les villes frontières notamment Le Kef et, bien entendu, à Tunis même. Ces kasbahs qui dominent les principales villes, et leurs remparts, assurent la surveillance de la campagne environnante ainsi que la mer bordière et, par un système judicieux de signaux, la nuit, conjurent tout danger.

Enfin une *marine de guerre* permet de se défendre et, le cas échéant, de contre-attaquer. C'est dans le cadre général de la conjoncture politique et économique de la Méditerranée, dominée par la course, que la marine doit opérer et se développer. Alors que le caractère privé de la course prévaut tout au long du XVI^e siècle, cette entreprise revêt de plus en plus un caractère officiel et étatique. A partir de la fin du siècle se développe une flotte deylicale ayant Bizerte comme port d'attache, dirigée par d'intépides raïs et un « capitaine général des galères ». Numériquement modeste vers 1605 (à peine deux galiotes) ²³, cette flotte comptera six galères bien armées, douze grands vaisseaux, quatre à cinq pataches et trois frégates au cours de la première moitié du XVII^e siècle ²⁴. Le nombre de frégates se stabilise autour de dix-sept. Par contre, celui des vaisseaux ronds évolue pour dépasser l'effectif de douze, ce qui nécessite l'aménagement du nouveau port de Ghar-el-Melh, mieux adapté à ce type de navire sous le dey Osta Mourad. Avant la construction de ce port-abri, les vaisseaux ronds étaient obligés d'aller jusqu'à Sousse, Bizerte étant trop petit et mal défendu contre les attaques répétées des vaisseaux chrétiens. Avec Ghar-el-Melh, la flotte de la Régence trouve un meilleur havre tout près de Tunis, mieux défendu et plus proche de la haute mer que la Goulette.

En dehors des *officiels* (*pacha, dey, bey*), des *turcs* levantins, des *kouloughlis* et des renégats qui armaient pour la course, certains particuliers, parmi les andalous et les autochtones, s'intéressent à cette activité fort lucrative et exploitant de nombreux navires (de 20 à 30 en tout). Certes, les armements de ces derniers sont plus modestes (galientes, fustes, brigantins à rames et berton à voiles) mais non négligeables quant à leur rentabilité²⁵.

Le transfert des techniques européennes pour la construction navale et l'équipement s'effectue par le canal des *raïs* étrangers, anglais, hollandais mais aussi méditerranéens (siciliens, provençaux, majorquins...) au service des armateurs, ainsi que par l'intermédiaire des esclaves chrétiens, spécialistes en la matière. Pour les agrès, le bois de construction, les canons, les munitions... la contrebande permet de s'en procurer malgré l'embargo très strict imposé par les Etats chrétiens à toute vente de ces produits stratégiques aux musulmans, sans oublier l'apport important des prises en matériel et épaves. Les équipages sont constitués d'esclaves chrétiens et de marins autochtones utilisés aux manœuvres ainsi que de janissaires pour le combat.

L'ennemi était le chrétien, le français, l'anglais, le hollandais, du moins au début du siècle, mais aussi l'espagnol, le sicilien, le sarde et le maltais. Cependant, au cours de la deuxième moitié du XVII^e siècle, des traités sont conclus avec la France, l'Angleterre et la Hollande, obligeant les corsaires à ne plus se mesurer qu'avec ceux des petites nations méditerranéennes qu'aucun traité ne liait à la Régence : Naples, la Sardaigne, Trapani, Païenne et surtout Malte.

L'activité de ces corsaires est réglementée. Les navires doivent se rassembler devant la Goulette à des dates fixées par le *dey*, notamment au printemps et en automne. Les autorités prennent leurs précautions pour interdire l'accès du port à tout navire chrétien au cours de cette période de rassemblement. Le *dey* en personne, accompagné du *capitan*, se rend à la Goulette pour faire aux *raïs* les ultimes recommandations, notamment le respect des navires appartenant aux nations amies, avant de donner le signal du départ²⁶.

L'entretien de ces forces armées tant défensives qu'offensives pèse d'un poids très lourd sur les finances mouradites et la régularité des

recettes fiscales devient une nécessité vitale afin de maintenir efficace l'ensemble de l'organisation militaire.

La fiscalité

Les ressources financières du gouvernement turc puis mouradite au XVII^e siècle étaient variées. Le système fiscal aurait été établi sous Othman Dey vers 1610. Certaines des contributions qui datent des Hafsidés sont maintenues, d'autres sont établies en fonction de la conjoncture. Parmi ces nombreuses impositions, mentionnons :

- La *mejba* : impôt de répartition sur les personnes et les biens payé par tous les habitants du pays ;

- *Les impôts sur les activités économiques* :

- » *L'impôt foncier*²⁷ en est l'élément le plus important. Calculé en fonction de la surface cultivée en céréales ou en fonction du nombre d'arbres, et non en fonction de la récolte, le montant de cette imposition varie avec la région et la condition sociale des contribuables. Les céréales sont imposées sur la base de l'unité agraire, la *mâchiya*, mais les terres *'arsh (mâchiya arbî)* sont plus lourdement taxées que les terres *milk* des citadins (*mâchiya baldî*) et surtout les propriétés des privilégiés turcs (*mâchiya milk al atrak*). Cet impôt n'épargne ni les oliviers du Sahel (*qanun*) ni les palmiers dattiers du Djérid ;

- » *l'impôt sur les produits de l'élevage* ;

- *l'impôt sur les activités artisanales*²⁸ ;

- *l'impôt sur le commerce (lizmat as-sûq)* ;

- *les droits de douanes* : les exportations doivent payer 5% de taxes ; les importations sont soumises à des taux différents selon le pays d'origine et les traités en vigueur, 3% pour les marchandises françaises, 8% pour les marchandises anglaises, 11% pour celles des autres nations ;

- *les droits payés par les compagnies étrangères installées le long des côtes tunisiennes* : tels la compagnie française du Cap Nègre et le comptoir génois de Tabarka ;

- la part revenant au pacha et autres autorités sur les produits de la course, vente d'esclaves et captifs, épaves (1/5 du produit des ventes) ;

- *Les contributions dues à la caste dirigeante turque et ses agents* : certaines coutumes pratiquées du temps des Hafsidés sont

maintenues et institutionnalisées au cours du XVII^e siècle ; d'autres, créées de toutes pièces, sont devenues permanentes et font partie du droit coutumier. Il s'agit d'un nombre important de *'awâyiḍ* (coutumes) donnant lieu à des contributions en espèces ou en nature et qui sont destinées soit au bey (*adât-al-bay*, *adât-sîḍna*), soit au pacha à chaque nouvelle nomination, soit aux différentes autorités supérieures, à certaines occasions : fêtes religieuses, victoire du sultan, naissance d'un fils au sultan... D'autres contributions sont dûes à la *mahalla* du bey en déplacement et ses officiers et agents : kahya, katib, chaouch..., aux agents locaux du pouvoir central : caïd, khalifa, tribus makhzen (*mzârḡuiya*), sakdji...

— *Les contributions occasionnelles* :

- Les *diyya*, ou prix du sang, qui ne profitent guère aux parents de la victime mais sont drainées par les caisses de l'Etat ;

- Les amendes de toutes sortes (*khatâya*) afin d'éviter des peines plus graves, la prison, le châtiment corporel par exemple ;

- *Les prestations de service* (*khidma*) que la population doit à tout agent du pouvoir en déplacement. Ces prestations varient avec la nature du service rendu. Certaines de ces nombreuses contributions sont payées en espèces, surtout celles afférentes aux différentes activités économiques. Cependant, les produits agricoles et l'artisanat sont taxés en partie en nature, de même certains cadeaux, coutumes et prestations de service.

Le système fiscal mouradite est loin d'être homogène, chaque région de la Régence ayant ses propres caractéristiques, cependant son poids pèse plus lourdement sur la Tunisie occidentale et méridionale ²⁹ que sur le reste du pays. Le montant relativement lourd de ces prélèvements profite, pour l'essentiel, à la caste turque (gouvernants et forces armées), aux agents et intermédiaires du pouvoir turc, donc à une minorité qui habite les zones urbaines. Aussi, cette ponction que subit le monde rural profite-t-elle essentiellement au monde des villes et notamment à la Tunisie côtière avec, en premier lieu, la capitale Tunis. C'est pourquoi cette imposition est considérée par les tribus de l'intérieur comme « un tribut injustifié » ³⁰.

L'organisation de la justice

La politique des deys et des beys visant à imposer l'autorité turque partout dans la Régence et à faire rentrer le maximum d'impôts ne représente qu'un des volets de cette domination. L'organisation de la justice en constitue l'autre volet.

A l'ancien système juridictionnel hafside qui a été maintenu, les autorités turques ont ajouté d'autres juridictions spécifiques à certaines catégories sociales (turcs, milice...) et à certaines affaires bien distinctes.

Un *cadi effendi*, délégué par Istanbul, dès le début, devait s'occuper des affaires à caractère religieux, mais le côté lucratif de la charge qui était achetée à Istanbul, a prévalu sur son aspect technique. De rite hanafite et ne parlant guère l'arabe, ce cadi turc n'a pas réussi à soigner sa réputation auprès des juristes locaux, de rite malikite, ni auprès d'une population qui n'a pas accepté de gaieté de cœur l'occupation turque ³¹. Aussi, lui a-t-on adjoint un *na'ib* malikite, mieux au courant de ce rite auquel appartient la quasi totalité de la population.

Jusqu'à la fin du « règne » de Youssef Dey, le corps des muftis est constitué dans sa totalité de *'ulamas* malikites, mais à partir de cette période, quatre muftis, deux malikites et deux hanafites, assistent le cadi turc et exercent la réalité de la justice.

Un conseil de justice (conseil charaïque) qui se réunit tous les jeudis, doit en outre examiner les affaires les plus épineuses et celles des justiciables de toutes les régions du pays qui, déniaient les décisions du cadi local, en appellent à sa compétence. Ce conseil se compose du cadi hanafite et de son suppléant, des muftis et du *naqîb-al achrâf* (syndic des chérifs)³² et juge sans appel. Les réunions du conseil se déroulent, dans les premiers temps de l'occupation turque, dans la maison du pacha (*dâr el bâcha*) mais, avec la prépondérance prise par le Daoulatli (le dey), le déplacement des juges à sa résidence, après délibération, pour l'en informer, est devenu obligatoire.

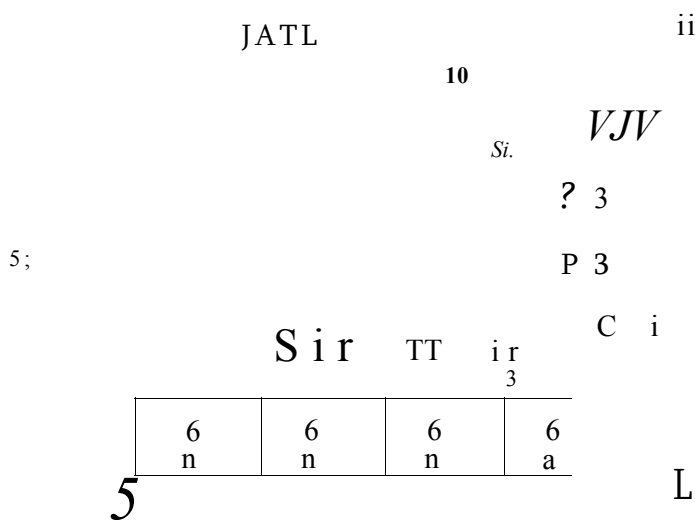
Certaines affaires bien spécifiques ressortissent d'autres juridictions ; c'est ainsi que les affaires de police urbaine de la capitale dépendent du diwan ; les affaires entre Turcs et entre ces derniers et les autochtones

La zindala (bagne)

Jean Thévenot qui fit escale à Tunis en 1659 écrit : « Il y a à Tunis treize bains, où sont logés les esclaves de Tunis, excepté ceux qui demeurent chez leurs maîtres, et il peut y avoir, à ce que m'ont dit plusieurs esclaves, dix à douze mille chrétiens esclaves [...]. Dans ces bains il y a une grande salle où on les enferme la nuit, là où ils sont logés le mieux qu'ils peuvent, quelques-uns ayant de petites chambrettes faites de bois où on monte par des échelles ; ils sont trois ou quatre dedans, les autres sont à terre, mais ils sont tous très mal [...]. Le matin on ouvre cette prison, et on en fait sortir ceux qui doivent travailler, lesquels sont conduits à leur besogne par des gens qui en ont le soin; on les fait travailler à bâtir et à ouvrages semblables, et j'ai connu là des chevaliers de Malte de grande maison, qu'on a fait servir de manœuvres, les uns portant du sable, les autres des pierres, et on les maltraitait ainsi afin de les obliger à se racheter au plus tôt et chèrement [...]. Il y en a beaucoup qui tiennent cabaret, et ceux-là passent mieux leur temps que les autres, car ils çachent quelque argent, et ne travaillent point, mais aussi ils donnent line partie de leur gain à leur maître. Il n'y a que les esclaves qui vendent le vin à Tunis ».

Bagne de Tunis dit de Saint Léonard (plan)

Le plan du bagne de Tunis, dit de Saint Léonard et de Qara Ahmad, fut transmis par le Père trinitaire Francesco Ximenes à la congrégation de la propaganda Fide, à Rome, en 1721. Ce plan révèle les différents éléments que comporte l'établissement (dortoirs, chapelle, tavernes) et indique son emplacement face au fondouk des négociants français dont il est séparé par une rue : l'actuelle rue de l'Ancienne Douane.



Plan du bagne de Saint-Léonard d'après un plan du XVIII^e siècle

1. porte du bagne - 2. cour centrale - 3. chambres - 4. salle commune - 5. chapelle - 6. taverne - 7. marchand de légumes - 8. fabrique d'eau-de-vie - 9. porte d'accès à la rue du bagne - 10. rue de l'Ancienne-Douane - 11. Fondouk du Consulat de France - 12. Fondouk des Négociants.

reviennent au dey qui siège quotidiennement à la *driba* ; les litiges entre askars turcs (milice des janissaires) sont tranchés par leurs aghas ; enfin le bey, soit dans son palais, soit à la tête de la *mahalla*, doit connaître de toutes les affaires « retenues ».

Le bey se fait accompagner dans ses déplacements à la tête de la *mahalla* d'un *cadi-el-mahalla*³³ ce qui, aux yeux de la population, très sensible à l'aspect religieux de la justice, donne à ses décisions plus d'importance.

Dans les provinces, les fonctions de *cadi* et de *uduls* (notaires) sont maintenues comme du temps des Hafside. Payés par le pouvoir, ils sont mieux contrôlés surtout par le bey lors de ses contacts annuels avec les populations locales.

Quant aux tribus, c'est le cheikh local, aidé par le conseil des *kbâr* (anciens), qui tranche les affaires courantes selon la coutume ('urf), sans toutefois exclure l'influence de l'autorité beylicale qui, au fil des années, pénètre jusqu'à l'intérieur de ces tribus.

Ainsi, l'autorité du pouvoir central s'impose partout et sur tous les plans : administratif, militaire, fiscal et juridictionnel. Cette politique centralisatrice qui a commencé avec les mouradites se développera encore davantage avec les Husseïnites.

CHAPITRE II

Evolution économique

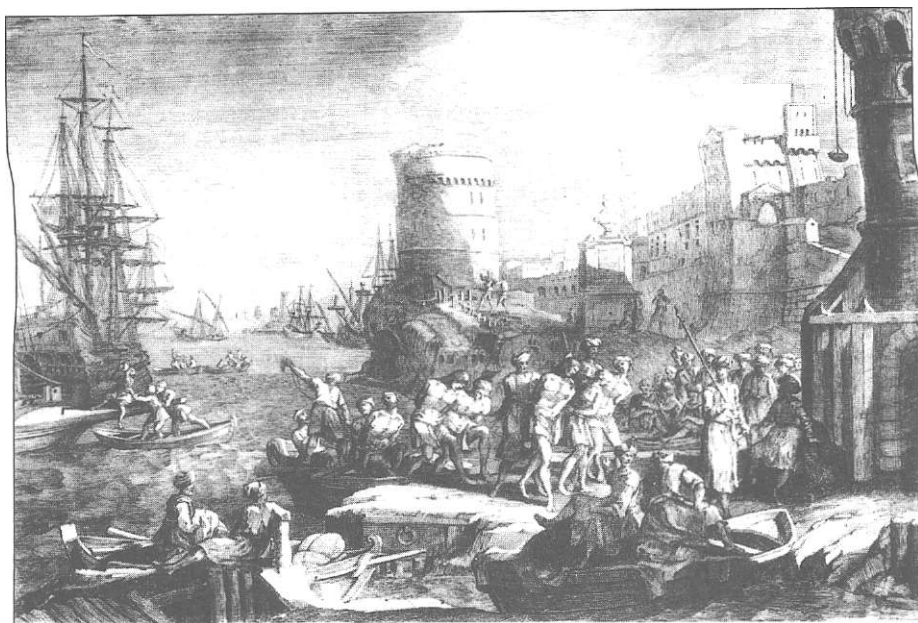
Après une longue période de guerres et d'instabilité politique qui s'est étendue sur tout le XVI^e siècle, l'économie de la Tunisie hafside a été complètement désarticulée. L'instauration d'un régime nouveau a eu des conséquences nombreuses tant sur les plans politique, économique et social que sur le devenir de la Régence. Une étude des principaux secteurs de l'économie nous permettra de mieux saisir l'importance de ces transformations.

La course

Pourvoyeuse de richesses en argent, en marchandises diverses et en hommes, la course représente, du moins au cours de la première moitié du XVII^e siècle, une activité importante et fort lucrative.

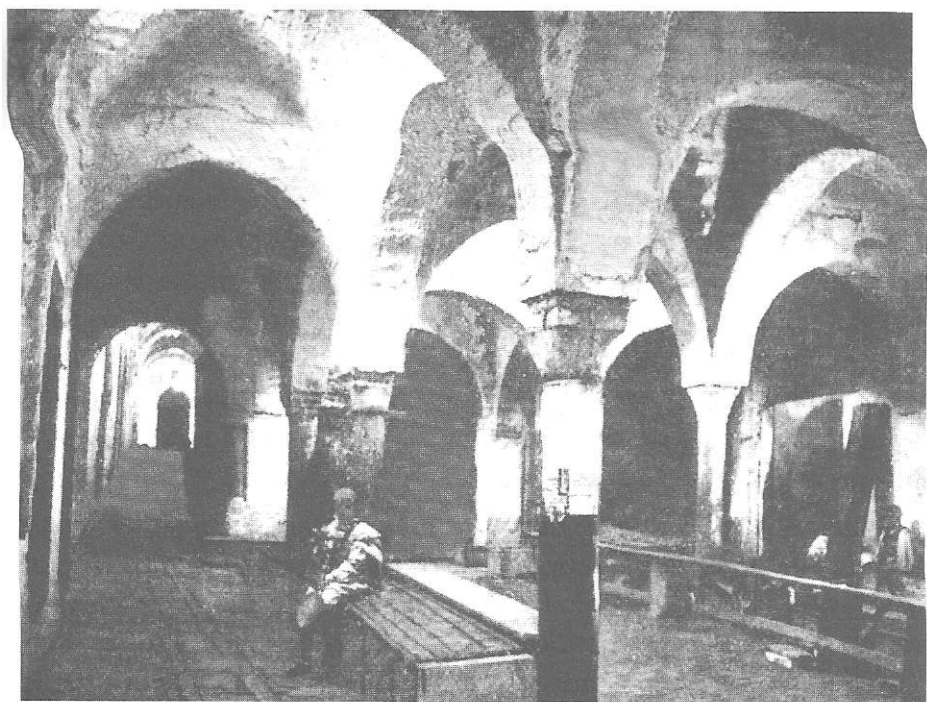
En effet, malgré la pacification, le plat pays ne pouvait encore fournir les revenus nécessaires à l'entretien d'un corps d'occupation fort exigeant. Quant au pays profond, il continue à refuser le nouvel ordre turc et surtout ses impositions. La Tunisie va donc participer comme tous les autres États riverains de la Méditerranée à cette activité

Captifs et esclaves à Tunis



Estampe représentant des bateaux corsaires et le débarquement des captifs au port de La Goulette (source : A. Pellegrin)

Souk al-Birka est édifié par Youssef Dey au cœur du centre commercial de la cité. C'est là que l'on vendait les esclaves et les produits de la course. Le souk est un carrefour de quatre rues formant une petite place divisée en trois allées séparées par deux rangées de colonnes portant les voûtes d'arête qui couvrent l'endroit. Les boutiques s'ouvrent tout autour. Louis Franc livre un tableau détaillé du souk al-Birka : « Le commerce des Nègres n'est pas limité à l'arrivée de la caravane, comme c'est le cas au Caire ; on désigne ceux qui sont amenés à Tunis par le nom de khodâmsy ; mais une grande partie des esclaves qui s'y achètent journellement proviennent des reventes. Le marché destiné à ce genre de commerce est en effet garni toute l'année de cette marchandise humaine, parce que les particuliers mécontents d'un Nègre ou d'une Nègresse se décident assez facilement à les revendre. Une seconde chose qui alimente journellement le Marché des Nègres, c'est qu'ils ont eux-mêmes le droit de demander d'être revendus, lorsqu'ils croient avoir des motifs pour désirer de courir la chance de changer de maître : toutefois il est vrai de dire que le plus souvent cette demande ne leur vaut qu'une rude bastonnade. Le besoin d'argent est encore un motif qui force quelquefois les propriétaires d'esclaves à cette vente.



Le souk des esclaves (souk al-Birka) vers 1900. (source : H. Saladin)

Les Chrétiens et les Juifs ne peuvent acheter des Nègres, cette prérogative n'étant accordée qu'aux Musulmans. Celui qui veut en acheter examine, avant tout, avec le soin le plus minutieux, leurs qualités et leurs défauts physiques ; cet examen se fait avec la même exactitude et les mêmes détails que pour l'achat d'un cheval ou de tout autre animal domestique. On fait marcher, courir, sauter, se courber, se plier, se tordre en divers sens l'esclave, mâle ou femelle, qu'on examine. On palpe ses chairs ; on fait jouer ses articulations, craquer ses jointures, on explore minutieusement les parties les plus secrètes de son corps ; enfin, ce qu'on aura peine à croire, on voit les dames, même de la plus haute classe, déguster sur leur langue la sueur de la jeune esclave qu'elles veulent acheter, persuadées qu'elles reconnaîtront dans l'appréciation de cette saveur les bonnes ou mauvaises qualités de leur acquisition future. Après cet examen si scrupuleux, et accompagné de recherches si étranges, l'acheteur fait d'abord une offre préliminaire approximative, suivant le taux du prix ordinaire. Un courtier (dellâl ou sensâl) prend alors l'esclave en vente par la main, et la promène dans le Marché, proclamant à diverses reprises et à haute voix l'offre qui en a été faite, reçoit les enchères comme une vente à l'encan, et finit enfin par adjuger au plus offrant des enchérisseurs, ou bien la ramène à son maître, pour la représenter un autre jour aux enchères, si l'offre qui avait été faite par le premier est au-dessous de la valeur que le vendeur y attache. »

aux mobiles divers, liée à la révolution des techniques de navigation et aux aléas politiques en Méditerranée.

Face à un monde chrétien en pleine expansion économique depuis la fin du XVI^e siècle, la Tunisie, qui vient de subir tout un siècle de dures épreuves, fait figure de pays pauvre. Pour ces déracinés que sont les conquérants levantins venus s'enrichir dans ces lointaines contrées et pour qui l'aventure, aussi dangereuse fut-elle, doit déboucher obligatoirement sur des avantages matériels substantiels, la seule exploitation de la Régence n'est guère suffisante. Il fallait trouver d'autres sources d'enrichissement rapide ailleurs que dans le pays qui venait de les accueillir. Ces sources d'enrichissement sillonnent la Méditerranée et le moyen d'en profiter est la course.

Contre-croisade pour les uns, occasion de vengeance pour les autres, la course est bel et bien le moyen de s'enrichir, et rapidement, pour tous. Aussi, de privée qu'elle était au cours du XVI^e siècle, cette activité s'est-elle érigée en entreprise officielle au XVII^e siècle, et à laquelle vont s'adonner tous les grands du pays, pacha, dey, bey et leurs descendants.

Les revenus substantiels et variés qu'on escomptait en tirer compensent le danger encouru par l'aventure.

- D'abord de l'argent, monnaie sonnante et trébuchante et qui plus est de bon aloi, ce qui représente un sang nouveau et un important apport de métal précieux à une période où les sources traditionnelles soudanaises tarissent de plus en plus³⁴ ;

- Des marchandises diverses ensuite. Parmi ces marchandises, tout un matériel d'équipement indispensable à l'entretien et à la reconstitution de la flotte et que l'embargo imposé par les nations chrétiennes sur la vente du bois, des armements des gréements... gênait sérieusement ;

- D'autres marchandises génératrices de courants commerciaux appréciables à l'intérieur du pays et de courants *de* réexportation vers d'autres ports (marchandises « déprédées », produits exotiques...) et notamment vers Livourne ;

- Marchandises " humaines " enfin, représentées par les captifs dont on espère tirer plus d'un profit. Cet apport humain se concrétise en un

transfert de techniques dont on a grand besoin (surtout en cas de conversion de certains techniciens tels les raïs, capitaines, bombardiers, armuriers, calfats...). Il peut éventuellement constituer une source de profit en cas de rachat, notamment pour les captifs de marque³⁵ et, à défaut de rachat, une force de travail, mais de façon subsidiaire.

Ce trafic de l'homme en Méditerranée connaît un grand développement au XVII^e siècle³⁶ à Livourne et à Malte autant qu'à Tunis et Alger. La course a eu des conséquences multiples et durables. D'abord sur le plan politique : la course a facilité la domination et l'enrichissement d'une caste nantie du pouvoir, en l'occurrence celle des deys. Les revenus substantiels qu'elle tire de cette activité lui permettent de s'y maintenir en s'attachant une clientèle nombreuse et en entretenant une milice de janissaires redoutable. Cette caste a pu de la sorte disposer de moyens financiers très importants, nécessaires à une entreprise de plus en plus « capitalistique » et bien rémunératrice assurant, par ailleurs, l'avenir de ses descendants³⁷.

Ensuite sur le plan économique : malgré la concentration de cette activité dans une classe minoritaire, ses retombées économiques intéressent d'autres couches sociales, raïs, janissaires, commerçants, intermédiaires musulmans et étrangers, surtout les juifs livournais et les commerçants chrétiens ainsi que de nombreux corsaires autochtones. Il n'est donc pas étonnant que le retour des corsaires donne lieu, chaque fois, à une reprise relative du négoce, multiplie les occasions de profits de tous genres et crée une véritable atmosphère de fête³⁸. Mais le maintien de cette activité entraîne en conséquence des représailles de la partie adverse d'où un climat d'insécurité le long de certaines côtes tunisiennes, plus accessibles aux entreprises des corsaires chrétiens. De ce fait, les commerçants musulmans sont amenés, afin de mieux se protéger du danger de la course chrétienne, de charger leurs marchandises sur des navires battant pavillon étranger, de préférence français ou anglais, plus sûrs parce que respectés par les corsaires maltais et italiens. Cette tendance fait l'affaire des nombreux transporteurs chrétiens, notamment les marseillais qui n'hésitent pas à encourager financièrement les corsaires maltais de l'ordre de Saint Jean de Jérusalem et d'autres à courir sus aux bâtiments musulmans, bloquant

ainsi toute tentative de constitution d'une marine marchande tunisienne ou maghrébine et renforçant par la même le monopole du commerce et de la flotte chrétienne sur l'économie de ces régions³⁹. Cela explique bien des retards de la Tunisie sur le plan économique et technique par rapport aux autres pays européens de la Méditerranée⁴⁰.

Enfin sur le plan commercial : la course entraîne une plus grande ouverture de la Tunisie sur la mer et la création de trafics nouveaux, notamment en direction des ports italiens et spécialement Livourne.

Que cette importante source de revenus vienne à tarir, s'imposent alors d'autres solutions de remplacement, ce qui expliquerait bien des changements politiques, économiques et sociaux dans la Régence de Tunis tout au long du XVII^e siècle⁴¹.

Malgré le déclin de cette activité, face à une Europe qui s'imposait de plus en plus tant sur le plan militaire que sur le plan économique, la course ne disparaît pas pour autant et se maintient en parallèle avec l'activité commerciale pacifique. Cependant, son apport à l'économie de la Régence au cours de la deuxième moitié du XVII^e siècle passe au second plan.

Le commerce

La politique des deys turcs et celle des beys mouradites n'a cessé, tout au long du XVII^e siècle, de dynamiser le commerce et de l'organiser, d'abord en rétablissant la sécurité à travers le pays, sur les routes et dans les ports, ensuite par la construction des souks et l'organisation des foires, enfin en encourageant producteurs agricoles et artisans andalous et autochtones. Il en est résulté une production plus variée et plus importante, une activité commerciale plus prospère.

Les droits de douane et de port ont été assignés à des caïds chargés d'en assurer la perception. Jusqu'en 1662, certains avantages favorisaient le commerce avec le monde musulman : les importations en provenance des pays musulmans ne payaient que 4% de taxe d'entrée alors que celles en provenance des terres chrétiennes en payaient 11%. Les commerçants étaient, en outre, assujettis à une taxe de sortie de 5% pour toutes leurs exportations à partir de la Régence. Mais après 1685, les Français, suivis par les Anglais, réussissent à obtenir une baisse des

Gargotes et Tavernes à Tunis

A Tunis, le vin était consommé par les éléments de confession chrétienne et juive mais aussi par certains musulmans, dont notamment des princes et même quelques personnages religieux. Dans les lieux publics, le vin est consommé dans des tavernes et des cabarets tenus surtout par des captifs chrétiens qui avaient à payer en contre partie une contribution aux autorités ou à leur maître.

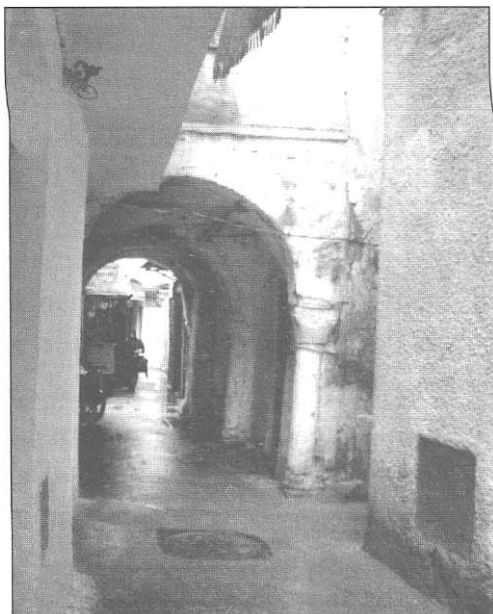
Le chevalier d'Arvieux qui séjourna à Tunis au cours de l'été 1666 écrit : « Les cours [des bagnes] sont garnies de quantité de tables toujours remplies de soldats, de gens de la marine et autres gens désœuvrés ou débauchés, qui y vont boire du vin, chanter, fumer ou traiter des affaires [...]. Les esclaves qui tiennent ces cabarets payent une somme assez considérable au concierge du bague qui, moyennant ce tribut, les protège, fait payer sur-le-champ ceux qui ont bu et qui refusent de payer, à moins que, faute d'argent, ils ne laissent des gages suffisants pour leurs dettes » (Le chevalier d'Arvieux, 1735).

Jean Thévenot relève, dans son récit de voyage, un usage caractéristique de ces gargotes méditerranéennes : « La coutume est que si vous allez dans un cabaret et que vous demandez une chopine de vin, ils vous servent du pain et trois ou quatre plats de viande ou de poisson, avec salades et autres choses semblables, et quand vous sortez on ne vous compte que le vin, qu'on ne fait pas pour cela payer trop cher » (Jean Thévenot, 1664)



Rue el Karamed

Cette rue abritait plusieurs tavernes au XVII^e et au XVIII^e siècles. Elle tient son nom actuel du nom du bague de Qara Ahmad, qui a donné Karamed, et que les Européens nommaient le bague de Saint-Léonard



taxes douanières sur leurs marchandises qui ne payeront plus que 3% *ad valorem* tant aux entrées qu'aux sorties.

La Régence entretient des relations commerciales avec les pays musulmans ainsi qu'avec les pays européens bordant la Méditerranée. Le courant commercial avec les pays musulmans (pays du Maghreb, pays du Levant musulman) est fort ancien. Les commerçants sfaxiens et djerbiens fréquentent depuis bien longtemps les ports du Levant, Alexandrie, Smyrne, Istanbul ainsi que certaines villes commerçantes du Hijaz. La forte colonie sfaxienne installée au Caire a gardé de solides relations avec sa ville natale, ce qui entretient le courant commercial vers le Levant. Le port de Sfax exporte des produits variés vers l'Orient : chéchias de Tunis et sa région, huile, savon et tissages de Sousse et du Sahel, beurre fondu et couvertures de Djerba mais aussi tissages et plantes tinctoriales du Djérid, du Sud et de Kairouan. C'est aussi un important centre de redistribution de produits levantins : tissus d'orient, encens... vers ces mêmes régions⁴². Le dynamisme des commerçants sfaxiens se manifeste par ailleurs sur le plan du transport maritime, notamment par cabotage. En cas de besoin, on fait appel aux services des caravaniers chrétiens⁴³. Cette activité commerciale est à l'origine du développement de l'artisanat et du commerce à Sfax et dans toute sa zone d'influence.

Avec les pays du Maghreb, le commerce de la Régence est très actif du fait de sa situation sur la route de la Mecque. Chaque année, les caravanes venant de Fès et d'Alger se joignent à celle de Tunis pour se diriger vers les Lieux Saints. Ces déplacements annuels donnent lieu à d'importants échanges : produits maghrébins à l'aller contre des produits orientaux au retour.

Avec le Sahara, le commerce caravanier traditionnel à dos de chameau demeure actif et rémunérateur. On exporte des produits locaux tels que le corail, les tissus, le sel, mais aussi des tissus d'Italie qu'on échange contre des produits d'Afrique noire dont les plus recherchés sont l'ivoire et la poudre d'or. Une partie de ces importations est redistribuée en Europe.

Ces différents courants commerciaux demeurent encore intenses et bien rémunérateurs mais s'esquisse déjà un début de détournement d'une partie de ce trafic vers l'Europe méditerranéenne dont les besoins en produits agricoles augmentent au cours du XVII^e siècle. Les relations de Tunis avec l'Europe méditerranéenne s'intensifient et se diversifient tout au long du XVII^e siècle avec, comme toile de fond, une sourde rivalité entre Marseille et Livourne pour profiter du commerce de Tunis. Les Provençaux et les Languedociens sont de loin les plus dynamiques. Dominant le trafic entre Tunis et Marseille, ils finissent par s'imposer aux Livoumains et aux Anglais qui détenaient la plus grande partie du trafic entre Tunis, d'une part, et Livourne et Malte d'autre part. Vers 1680, les Français détiennent près des 2/3 du commerce extérieur de la Régence . Aux sorties, Tunis exporte des produits agricoles (céréales, huile), des produits alimentaires (couscous, viandes et olives salées), mais aussi des matières premières (laines pour les draperies du Languedoc, cuirs et cire pour Livourne) ainsi que du corail et des éponges. Les produits élaborés occupent une place appréciable dans ces exportations, entre autres les couvertures de Tozeur et de Djerba, les bonnets de la région de Tunis, les savons du Sahel.

La Régence réexporte par ailleurs des marchandises en transit, notamment les produits en provenance d'Orient (toiles, soie, riz, café, sucre...), les marchandises déprédées ou produits de la course écoulés sur la place de Livourne et des produits sahariens (ivoire, poudre d'or, peaux...).

Quant aux importations, elles comprennent des produits de consommation tels les fruits, les vins et le tabac, des produits de luxe comme les draps d'Italie et surtout des matières premières pour la fabrication de la chéchia (laines d'Espagne, produits tinctoriaux : cochenille, vermillon, alun...)

Cette activité commerciale, fort intense, est à l'origine de la présence de nombreux négociants dans les principales villes de la Régence et surtout à Tunis. Des étrangers, essentiellement provençaux, catalans, anglais, génois, pisans occupent, avec leurs fondouks et leurs consulats, le quartier « franc » de Bab-Bhar, à proximité des douanes⁴⁵.

Quant aux juifs livournais, ils habitent le quartier d'El Grana et servent d'intermédiaires entre Tunis d'une part, Livourne, les

principautés italiennes de Gênes et de Venise et Marseille d'autre part. Ils entretiennent par ailleurs des relations d'affaires avec les juifs de Tunis qui habitent la « *Hara* ».

Ces négociants étrangers traitent avec les commerçants locaux *sfaxiens, djerbiens, andalous, renégats* ⁴⁶, mais aussi avec les officiels du pays qui jouent un rôle important et tirent de gros profits de cette activité. C'est tout ce monde de commerçants et d'intermédiaires qui donne son cachet propre au quartier de Bab-Bhar, haut en couleurs, où se pratique l'usage de la « *lingua franca* » ⁴⁷ et qui constitue un véritable quartier d'affaires à l'image de ce qui existe dans les autres places commerciales du nord de la Méditerranée. Tous ces négociants travaillent pour leur compte propre ou pour le compte de maisons qu'ils représentent à titre privé.

Bien différentes étaient les compagnies commerciales françaises ou génoises installées dans la Régence depuis fort longtemps. Ces compagnies qui ont fondé des comptoirs sur la côte nord du pays, s'adonnent au commerce des céréales et d'autres produits agricoles contre le paiement de certains droits aux autorités de la Régence.

Les *Lomellini* ont fait de Tabarka un comptoir génois depuis le XVI^e siècle. Leur activité, limitée d'abord à la pêche au corail, s'étendra au cours du XVII^e siècle au commerce du blé et autres produits agricoles.

Rivaux des Génois, les Français réussissent à s'installer en 1685 dans leur concession du Cap Nègre (Cie Gauthier). Ils essaient d'essaimer dans d'autres ports de la Régence et d'étendre leur activité non seulement à l'achat et à l'exportation des céréales et, notamment, le blé dont l'Europe avait grand besoin à cette époque, mais aussi à l'huile et aux dattes ainsi qu'à l'importation des vins et des produits de luxe. Cette vive compétition entre Génois et Français débouche sur une véritable « *traite du blé* ».

D'autres concessions, plus éphémères, sont accordées à d'autres négociants étrangers telle la concession de *Fiumara Salletta*, située sur la côte nord de la Régence et qui a été accordée au négociant marseillais Antoine Lenche ⁴⁸.

Très dynamiques, bien informés sur la situation politique et économique du pays et techniquement mieux outillés que les commerçants locaux, les négociants étrangers finiront par dominer le commerce extérieur de la Tunisie au cours de la deuxième moitié du XVII^e siècle. Les Provençaux dépassent les Livournais et réussissent à partir de 1685 ⁴⁹ à détourner vers Marseille la plus grande partie du trafic.

Ainsi, malgré l'importance du trafic de la Régence avec les pays du Levant, son avant-pays traditionnel, son commerce avec les pays européens du nord de la Méditerranée semble l'emporter avec toutes les conséquences qu'une telle situation entraînera quand le rapport des forces penchera en faveur de l'Europe (dépendance, développement inégal...)- L'ouverture de la Régence sur l'Europe méditerranéenne aura de nombreuses conséquences notamment sur le plan monétaire ⁵⁰. Devant la raréfaction de l'or, suite à une famine monétaire bien caractéristique du XVII^e siècle, la monnaie or « soltani de Tunis » n'était plus utilisée que pour certaines transactions internes ou dans les relations avec les pays d'Orient. Par contre, l'usage de la piastre espagnole en argent se généralise dans tout le pays et dans toutes les transactions (y compris la solde des janissaires) au cours de la première moitié du XVII^e siècle ⁵¹. Son introduction à Tunis fait suite au développement de la course et du commerce extérieur ainsi qu'à l'afflux des immigrants andalous. Les manipulations que subira cette monnaie par la suite vont se répercuter dans la Régence. Mais le maintien de son cours forcé à Tunis entraînera forcément la fuite de la bonne monnaie à l'étranger et son remplacement par la piastre courte de valeur moindre. Cette dégradation constante de la piastre engendrera la hausse des prix et la fuite de la bonne monnaie d'or et d'argent vers l'extérieur, ce qui finira par appauvrir la Régence ⁵². L'ouverture de la Régence sur l'Europe méditerranéenne accuse donc la dépendance monétaire du pays vis-à-vis de l'étranger.

L'agriculture

Les troubles qui ont précédé et accompagné l'installation des Turcs en Tunisie d'une part, la lutte contre l'insoumission des tribus, la guerre civile ainsi que les années maigres, fort nombreuses tout au long du XVII^e siècle d'autre part, constituent autant de freins au développement d'un secteur aussi vital que le secteur agricole et qui,

de surcroît, occupe la grande majorité de la population. Les chroniqueurs ont fait état de nombreuses îamines qui ont sévi par à coups dans le pays. La baisse de la production agricole était telle que les *autorités* durent *arrêter, voire* interdire toute sortie de grains certaines années extrêmement difficiles (tel a été le cas sous le *dey* Osta Mourad par exemple). Par ailleurs, et pour faire face à des situations très graves, la Régence a été obligée d'en importer de l'étranger. Cependant l'apport technique des agriculteurs andalous ainsi que les possibilités d'exportation de céréales vers les pays européens du nord de la Méditerranée touchés par la crise frumentaire, constituent autant de stimulants sérieux, ce qui entraîne certainement l'extension des surfaces emblavées et l'augmentation de la production agricole en général. Mais l'impact de ces stimulants a été spatialement limité aux régions côtières.

L'activité agricole vise partout l'auto-consommation. Les méthodes n'ont guère changé depuis très longtemps. Cependant, les nouvelles techniques culturales véhiculées par les andalous ont engendré une véritable « révolution agricole ». D'importantes colonies andalouses ont été implantées dans les régions agricoles les plus riches et les plus humides du pays : dans la région de Bizerte (El Alia, Metline, Ras-Djebel, Porto-Farina, Menzel Jemil et Bizerte), dans la basse vallée de la Medjerda (Testour, Sloughia, Medjez-el-Bab, Grich el Oued, Tébourba), dans la plaine de Tunis (Ariana, Manouba, Radès, Mornag, Hammam-Lif, Muhammadia), au Cap Bon (Grombalia, Soliman, Turki, Belli, Nianou) et à Zaghuan. Cette implantation est à l'origine de l'introduction de nouvelles techniques agricoles plus productives (irrigation), des instruments aratoires plus efficaces, des semences plus variées, autant de façons culturales qui ont donné leur preuve en Andalousie et au Levant espagnol. Une modification complète de l'espace agricole en résulte ; les régions où se sont installés les Andalous se distinguent, quelques années plus tard, par la prospérité de leurs olivettes et la variété de leurs vergers et jardins. Des paysages nouveaux, caractérisés par les arbres bien alignés au cordeau, les canaux d'irrigation et les cultures nouvelles voient le jour. Aux cultures traditionnelles de céréales, figuiers, amandiers et

oliviers, s'ajoute une arboriculture variée : citronnier, oranger, vigne, mûrier, cultures maraîchères plus riches (piments...), bref une production plus diversifiée et plus substantielle qui profite aux villes et surtout à la capitale.

La *friguia traditionnelle* (région de la Haute Medjerda, Teboursouk, Bèjà, Mateur) demeure le domaine de la céréaliculture par excellence et surtout du blé. La production, liée essentiellement à la pluviométrie, varie d'une année à l'autre. Certes, les régions du Nord sont plus humides que le Centre et le Sud où l'orge est mieux adapté. Mais le manque de réserves explique les famines successives qu'ont dû endurer les populations de la Régence au cours du XVII^e s.

Par ailleurs, les possibilités d'exportation des céréales, soit par le canal des comptoirs européens de la côte nord, soit par d'autres ports, aboutissent à la commercialisation de tout surplus de production en cours d'année, sans oublier les conséquences de la contrebande qui alimente parallèlement les magasins-dépôts des comptoirs européens du Cap Nègre et de Tabarka. Les tribus du nord-ouest sont d'autant plus alléchées par les avantages que représente la livraison de leur blé à ces compagnies étrangères que les prix imposés par les agents du bey aux livraisons obligatoires, dues par ces tribus, étaient généralement plus bas que les prix à l'exportation. Il en résulte une véritable traite du blé et la ponction de tout surplus annuel, ce qui engendre des conséquences économiques et humaines bien graves⁵³.

Le *Sud* est le domaine des cultures oasiennes à base de palmiers-dattiers mais aussi d'oliviers (Gafsa, Tozeur, Matmata), de cultures fruitières et industrielles (plantes tinctoriales) et d'une bien maigre céréaliculture.

Quant au *Sahel, de Sousse jusqu'à Gabès*, c'était le domaine de l'olivieraie dont l'extension fournit une importante production d'huile et entretient de nombreuses transactions foncières, intéressant plusieurs couches de la population⁵⁴. Quelques cultures fruitières et céréalières ainsi qu'un élevage domestique permettent de compléter une auto-consommation bien maigre. Mais l'olivier représente la spéculation agricole la plus importante, en partie tournée vers le marché, engendrant de nombreuses relations entre les cités et leurs campagnes environnantes et alimente un important courant d'exportation.

Le centre et le sud de la Régence sont le domaine des tribus. Leur économie, de type agro-pastoral, ne donne guère lieu à d'importants échanges commerciaux. Les techniques d'élevage n'ont pas évolué. Les déplacements saisonniers s'imposent. On pratique quelques emblavures annuelles mais à rendement bien maigre. Cependant, l'exportation des laines et des cuirs entraîne l'ouverture d'une mince frange de ces territoires qui demeurent en grande partie enclavés.

Ainsi la monétarisation de l'agriculture était faible, limitée aux régions céréalières et oléicoles. Mais le pays profond et le centre demeurent le domaine de l'agriculture de subsistance, évoluant en dehors des cours pratiqués dans les ports méditerranéens. Les surplus, quand les années sont pluvieuses, sont épongés par l'exportation et la traite. Ces surplus proviennent des grands *henchirs* appartenant au bey et aux principales autorités de la Régence, des impôts payés en nature et des livraisons obligatoires des populations rurales ainsi que des propriétés citadines (des tunisois et des sahéliens surtout). La commercialisation de ces surplus profite davantage aux intermédiaires et au beylik plutôt qu'aux producteurs.

Une faible frange côdière s'ouvre donc au commerce méditerranéen ; par contre le pays profond demeure enclavé et produit pour une auto-consommation bien frugale.

L'artisanat

C'est une activité très variée, pratiquée un peu partout dans les villes, les villages et chez les tribus. Mais la nature de cette activité varie avec la destination finale de la production. Chez les populations tribales, la finalité de l'artisanat est la satisfaction des besoins essentiels des habitants : tentes, couvertures, habits, *'adilas*, bâts, matériel domestique... destinés à l'autoconsommation et limitant de ce fait l'appel aux produits extérieurs.

Dans les régions oasiennes, une production féminine plus spécialisée et de meilleure qualité (*farrachia* de Gafsa, Tozeur, Nefta, *ouezra*, *mergoum* et *burnous* de l'Aradh, *sefsari*...) alimente les souks locaux, déborde sur d'autres marchés, notamment Tunis, et entretient un courant d'exportation relativement important en direction du Sahara et vers les pays du Levant.

Dans les régions côtières et surtout dans les villes et les villages (Cap-Bon, Sahel, Djerba et Bizerte), on travaille la laine dont on tire l'essentiel de l'habillement local (*kadroun*, *burnous*, *haïks*, couvertures, *klim*...). L'artisanat de luxe (étoffes de laine fine, de coton, des tissus de soie) est destiné à l'exportation à partir des ports de Sousse et de Sfax vers Livourne et les pays du Levant. En plus de cet artisanat textile, on travaille le bois, le fer, le cuivre, l'argent, le cuir.

A Tunis, la gamme des produits artisanaux est plus variée et l'activité est mieux codifiée. L'apport des artisans andalous, installés à Tunis ainsi que l'encouragement des deys et des beys à cette branche économique (construction de souks spécialisés, réglementation ...) y sont pour quelque chose.

De nombreux ateliers se sont spécialisés dans l'ameublement, d'autres dans le costume féminin décoré de bandes transversales. L'emploi de couleurs brillantes appartient aux traditions hispano-mauresques d'importation aragonaise. Les Grenadins ont introduit la fabrication des taffetas veloutés et des draps « bassi » ainsi que la technique de la décoration à l'aide des fils de soie, d'argent et d'or. A côté de cet artisanat de luxe, un artisanat utilitaire mais qui ne manquait pas de raffinement y prospérait tels le travail du cuir, la sellerie, la céramique, le cuivre, la sparterie, la parfumerie...

Mais le marché de ces produits artisanaux, à l'exception de Tunis, est bien cloisonné. Les principaux centres desservent leur région et ont une zone d'influence peu étendue. Cependant Tunis jouit d'un rayonnement plus large, drainant certaines productions textiles de qualité du Sud et du Sahel et distribuant certains de ces produits dans les principaux centres côtiers et jusqu'aux marchés du Levant et d'Europe. C'est le dynamisme de certains négociants des villes côtières, notamment Tunis, Sousse et Sfax, qui est à l'origine de ce courant d'exportation vers l'étranger, mais point de circuits de distribution bien organisés et bien hiérarchisés.

L'auto-consommation locale domine presque toutes les branches de cet artisanat où le côté utilitaire l'emporte, à part la fabrication de la chéchia qui connaîtra une mutation importante et qui deviendra au

cours du XVII^e siècle la première industrie du pays⁵⁵, alimentant un fort courant d'exportation vers les pays du Levant et l'Empire Ottoman.

Cette activité existait déjà à Kairouan sous les Hafside bien avant l'installation des Turcs dans la Régence. Encouragée par Youssef Dey (installation d'artisans andalous, construction du souk des chéchias), sa production s'est développée en quantité et en qualité et a débordé le marché local pour s'imposer sur les marchés européen et levantin, donnant naissance à un important courant d'importation de matières premières (laines de Ségovie, produits tinctoriaux d'Espagne, du Portugal ou de Provence). Les négociants livournais et marseillais, dont dépendait la majorité des bonnetiers, finiront par exercer un véritable monopole dans l'importation de ces matières premières. Quant à l'exportation des bonnets, les négociants sfaxiens et tunisois ont pu résister plus longtemps à la concurrence et à la mainmise européennes⁵⁷.

Ainsi donc, on peut parler d'une reprise économique certaine de la Régence au XVII^e siècle, après les troubles endurés tout au long du siècle écoulé. Cependant, l'économie demeure essentiellement vivrière. Les ouvertures sur l'extérieur (exportation des produits de l'agriculture et de l'artisanat) profitent beaucoup plus aux officiels, aux intermédiaires et commerçants étrangers qu'aux producteurs eux-mêmes.

Les rapports de force en faveur des éléments étrangers, européens surtout, notamment au cours de la deuxième moitié du XVII^e siècle, sont à l'origine d'une dépendance de plus en plus prononcée de la Régence, tant sur le plan économique que monétaire et d'un détournement des principaux courants de trafic du Levant, auquel est rattachée la Régence depuis bien des siècles, vers les centres nerveux plus dynamiques que sont devenus les ports européens de la Méditerranée et surtout Marseille.

L'apport des Andalous

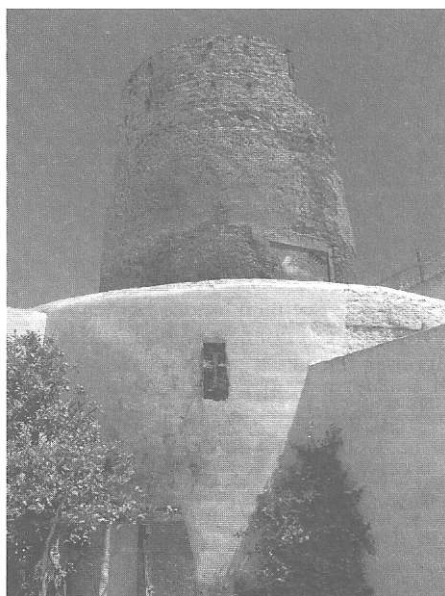
Dans les pages qui suivent sont présentés une série de documents photographiques, de documents d'archives et de textes qui complètent l'information relative à la communauté andalouse, devenue une composante essentielle de l'histoire de la Tunisie et de son développement économique, social et culturel.

L'immigration des " Andalous " vers la Tunisie n'a pas cessé depuis les premières défaites musulmanes face à la reconquête espagnole. Plusieurs vagues d'immigrants sont arrivés en Tunisie au XIII^e s. suite aux chutes successives de Valence, Cordoue et Séville ; vers la fin du XV siècle, la chute de Grenade entraîne une vague massive de réfugiés grenadins au royaume de Tunis.

Cependant l'expulsion brutale et définitive des Morisques sous Philippe III, en 1609, p?'ovoque la vague d'immigration la plus considérable. Plusieurs dizaines de milliers d'expulsés, empruntant plusieurs itinéraires, arrivent sur les côtes tunisiennes. Comme les premiers Hafsides, Othman Dey (1598-1610) et après lui Youssef Dey (1610-1637) facilitent l'accueil et l'établissement des réfugiés spécialement dans le Nord-Est de la Tunisie.

Les immigrés sont installés dans plusieurs villes telles que Tunis, Bizerte, Béja, Mahdia, etc. En outre, ils ont édifié complètement ou partiellement une vingtaine de localités, les cités réputées andalouses de la Tunisie : Tes tour, Medjez-el-Bab, Tébourba, Qalaat-al-Andalous, El Alla, etc.

Ces villages retrouvent une grande prospérité, surtout par rapport à l'environnement nomade local. En outre, l'origine hispanique des fondateurs leur a donné un cachet distinctif : « les habitants étaient grenadins et ils avaient donné aux places et aux rues les mêmes noms que celles de leurs anciennes villes » (Peyssonnel).



Moulin à vent. Les vestiges de ce moulin à vent dans la ville de Soliman sont un témoignage sur les techniques nouvelles introduites par les Andalous en Tunisie.



La ville de Soliman fondée par les Andalous vers 1610. Cette photo aérienne prise en 1962 (O.T.C.) donne une bonne idée de l'aménagement du paysage et des structures agraires introduits par les Andalous.

Les plus importantes cités morisques présentent un urbanisme particulier. Les villes de Testour, Soliman, Tébourba, Medjez-El-Bab et Ghar-el-Melh sont bâties sur un plan régulier. L'ascendance des fondateurs incite à attribuer à ce tracé une origine hispanique. En plus de leurs plans réguliers, certains éléments d'aménagement sont inhabituels dans la région, tels que le pavement des rues et le creusement des rigoles d'écoulement pluvial. De même la « place carrée » où les Andalous « avaient des fêtes de taureaux à l'espagnole » rappellent un élément structural urbain typiquement ibérique, « la plaza mayor ». Cependant, c'est dans l'architecture qu'apparaît avec le plus d'éclat l'apport andalou du XVII^e s.

Les centres qui ont reçu une importante communauté de Morisques ou qui ont été édifiés par les réfugiés manifestent une influence espagnole évidente.

Les centres andalous se sont dotés dès l'époque de la fondation d'un réseau dense de monuments religieux ou civils. De petites bourgades telles que Sloughia ou Grich-el-Oued dans la basse vallée de la Medjerda, qui avaient au XVII^e s. une population de quelques centaines d'habitants, s'enorgueillissent de belles mosquées d'une qualité architecturale exceptionnelle. Les auteurs contemporains soulignent la distinction des mosquées des localités andalouses « appartenant à la classe des monuments de grandes villes ».

L'étude des différents édifices de ces cités révèle qu'une partie des réalisations architecturales andalouses mêle des techniques espagnoles à des éléments locaux. Cependant l'architecture réalisée par la première génération d'immigrés et qui reflète une influence espagnole manifeste n'a connu aucune diffusion, tels les frontons, pinacles, obélisques, horloges, clefs de voûte ou ogives. Ces délicates fantaisies ornementales sur des thèmes chrétiens réalisés à Testour, à Medjez-el-Bab et à Soliman, n'ont pas eu une longue postérité. Les descendants des immigrés, qui ne connaissaient plus l'Espagne, n'avaient repris que les thèmes les plus simples, ceux qui étaient passés dans l'architecture courante et pouvaient être aisément transposés dans les techniques locales comme l'appareil mixte de type dit tolédan et les toits en tuile creuse. En outre, les éléments importés d'Espagne ont été très vite combinés à des techniques et des formes architecturales d'origine locale.

Ibn AbîDînâr (XVII^es.) qui a dressé une liste de quatorze villes andalouses a insisté sur la mise en valeur des régions où les Andalous se sont établis : « ils plantèrent la vigne, les oliviers, étendirent les jardins, construisirent les routes ». Ainsi, après une longue période de recul de la vie sédentaire, dans les riches plaines du Nord-Est du pays occupées par des tribus nomades, ils ont réussi à inverser la tendance en créant dans ces zones des centres de vie sédentaire qui vont profiter de la sécurité relative rétablie par les premiers deys pour se développer. En 1724, J. A. Peyssonnel notait non sans excès que : « les villes et les villages étaient bien rares dans ce royaume avant la venue des Andalous. La plupart des villes qu'on trouve aujourd'hui leur doivent leurs fondations ou du moins leur rétablissement, parce qu'avant eux, des naturels ou Maures bédouins aimaient mieux vivre sous des tentes à la campagne que dans les villes comme la plupart le pratiquent encore ».

Les récits de voyage des Européens ont rendu célèbres les centres andalous de la Tunisie. Les textes écrits au XVII^e et au XVIII^e s. manifestent une sympathie particulière pour les Morisques et une certaine admiration pour leurs villages « bien percés et bien bâtis comme les villages d'Europe » et « remplis d'assez belles maisons fabriquées à la chrétienne ».

Tébourba

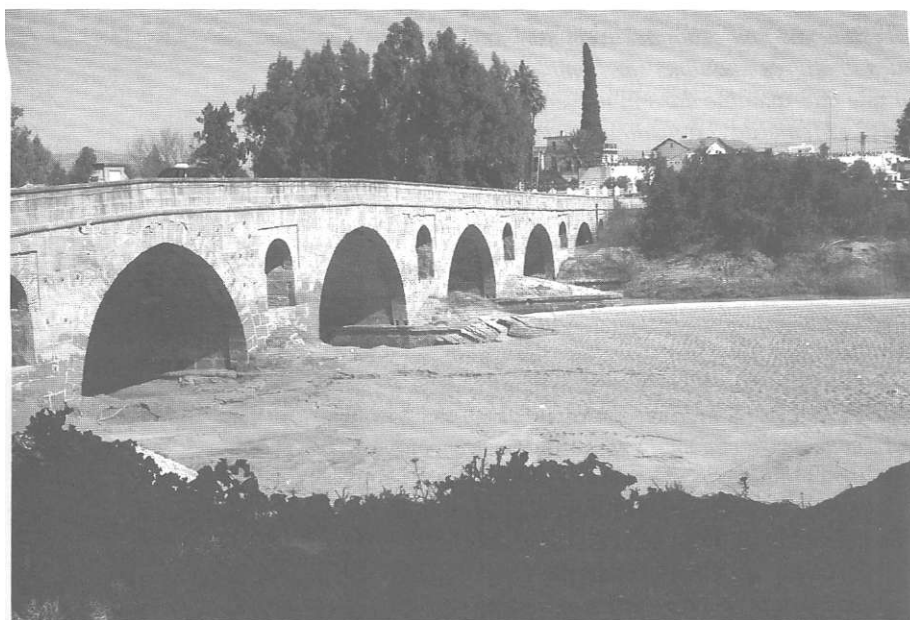
Tébourba est un autre centre morisque qui s'élève près du site de l'ancien Tuburbum Minus, à 35 km de Tunis, sur la rive gauche de la Medjerda. Elle est entourée de jardins et de beaux et vastes vergers, notamment d'oliviers, dont la culture a connu un grand développement suite à l'établissement des Morisques.

La médina présente un plan assez régulier : les rues se croisent de façon orthogonale, huit d'entre elles convergent vers la grande place rectangulaire qui constitue l'élément principal de la structure urbaine. Ce plan régulier témoigne d'un urbanisme intentionnel. La ville a été bâtie par les immigrés morisques vers 1610. La place centrale entourée par des mosquées, des fondouks et des commerces est un élément structurel urbain d'origine hispanique.

Photographie aérienne de Tébourba et de son terroir.



Le pont de Medjez-El-Bab



Construit sur ordre de Murad II (1659-1675), cet ouvrage en belles pierres de taille, a été achevé en 1677. C'est un pont en dos d'âne percé par huit arches égales portant un tablier protégé par un parapet. Jeté sur la Medjerda, il relie la ville Medjez-El-Bab à ses jardins et aux cités andalouses proches.

Inscription de fondation, exemple remarquable de calligraphie monumentale.

Le texte commémorant la fondation de ce pont est un poème en huit vers admirablement calligraphiés en *thuluth* élaboré et gravé sur marbre. Chaque *sadr* et *ajouz* est inscrit dans une cartouche. Figure en bas la date de 1088 H. correspondant à l'année 1677 C.

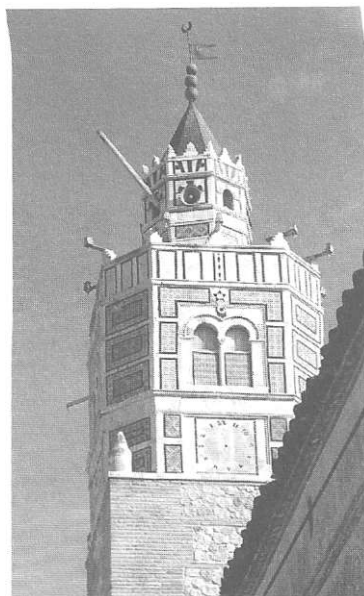


Testour principale ville andalouse (XVII^e siècle)

Testour est fondée au début du xvii^e s. par des immigrants andalous sur l'emplacement d'une cité romaine dans la moyenne vallée de la Medjerda. La médina morisque est formée de trois quartiers : le quartier des Andalous, le quartier des Tagarins et celui de la Hara. Trois artères principales parallèles, d'une largeur remarquable, reliées d'une manière orthogonale par des rues latérales moins larges délimitent des îlots allongés. La grande place constitue un élément important du tissu urbain.

Elle est le centre de la vie de la cité et peut être considérée comme l'espace public par excellence. Plusieurs édifices importants la surplombent : la Grande Mosquée, le hammam, les cafés et jadis des fondouks.

En outre, cette place constitue une apparition précoce de la place de type européen dans le Maghreb.



Le minaret

Vue de Testour de la fin du XIX^e siècle.

(gravure T. Taylor d'après une photographie de R. Cagnat prise en 1888).

On aperçoit le minaret et la silhouette pyramidale de la grande mosquée. A noter l'usage de la tuile ronde pour les couvertures y compris les auvents.



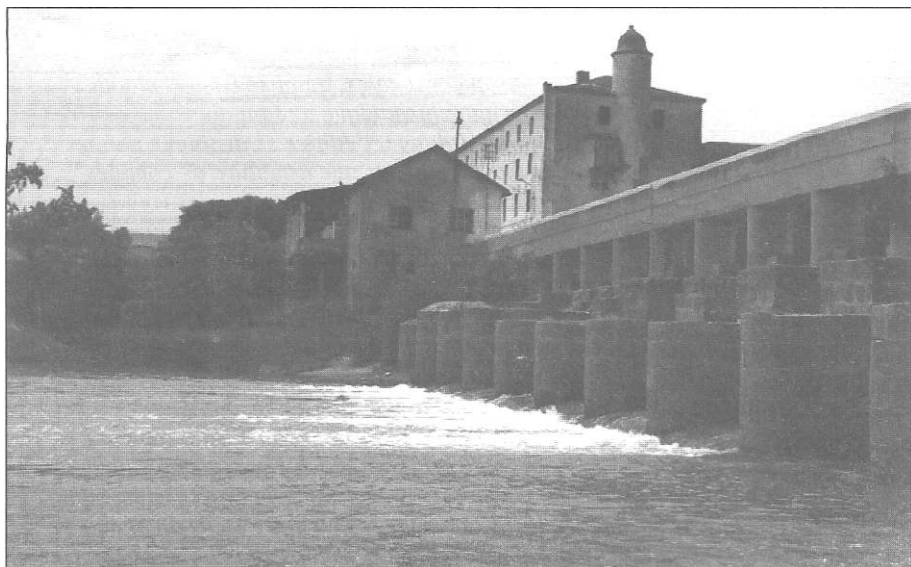
La Grande Mosquée de Testour

La Grande Mosquée représente un témoin éloquent de l'architecture morisque de Tunisie. Le maître d'oeuvre, tout en tirant parti des dispositions habituelles aux mosquées locales, a utilisé les techniques architecturales et décoratives d'origine hispanique, créant ainsi une oeuvre de synthèse tout à fait inédite. Bien ordonné, l'édifice se distingue par ses imposantes toitures de tuiles s'appuyant sur une armature de combles constituée de systèmes de charpente reposant sur l'extrados des voûtes par l'intermédiaire de 48 piliers. Son minaret, tour carrée que surmontent deux tours de forme octogonale, confirme sa parenté avec les clochers espagnols et plus particulièrement avec ceux de l'Aragon. Il en est ainsi des petits pinacles dressés sur les angles de la tour carrée du minaret et de l'horloge décorative ornant cette même tour. La construction du minaret, chaînage de briques et remplissage en moellons, la structure de l'escalier en colimaçon, renvoient également à une filiation hispanique.

Le décor du mihrâb offre un autre exemple inattendu de l'architecture chrétienne importée par les Morisques et utilisée pour le culte musulman. Le fronton à ressauts latéraux portant trois obélisques et un écusson ovale est de toute évidence emprunté à l'art de la Renaissance italo-espagnole.



Le pont-barrage d'ElBattan



Jeté sur la Medjerda à 2 km. en aval de Tébourba, ce pont-barrage est construit par Muhammad Bey, fils de Murad II, vers 1690. C'est un ouvrage admirable percé de seize arches élevées sur un radier servant de fondation. Des vannes ferment les arches et élèvent le niveau de l'eau pour actionner les moulins à foulon et pour l'irrigation des terres riveraines. A côté de ce pont, le bey fait bâtir une coquette maison de plaisance. La construction de cette digue est à l'origine d'un grand projet d'aménagement agraire dans cette région de la basse vallée de la Medjerda. Des villages et des vergers sont implantés dans toute la zone et profitent de l'eau fournie par le barrage.

La chéchia : le plus important des artisanats développés par les Andalous dès le XVII^e siècle

Au début du XVII^e siècle, les immigrés morisques donnent à l'artisanat des chéchias une impulsion telle que cette fabrication devient, pendant plus de deux siècles, la première industrie du pays. C'est sans doute aussi aux Andalous que Tunis est redevable de l'organisation de la corporation des chawwâchis qui domina longtemps les corporations dirigeant les différents métiers pratiqués dans les souks. Le complexe bâti pour cette corporation occupe une position centrale entre la Kasbah et la Zaytûna. Comme l'affirme al-Wazîr as-Sarrâj, c'est le mouradite Muhammad Bey qui ordonna vers 1691 la construction des trois souks que nous connaissons encore aujourd'hui. Le processus de fabrication des chéchias comprend un grand nombre d'opérations dont une partie seulement s'effectue dans les souks de Tunis : tricotage de la laine à l'Ariana, couture dans le faubourg de Bâb Suwayqa, lavage et foulage dans le pont-barrage d'al-Battân près de Tebourba, teinture à Zaghouan et mise en forme, feutrage et finition dans les ateliers des trois souks des chéchias de Tunis. J.-A. Peyssonnel, dans une lettre datée du 20 juillet 1724, estime à 15.000 le nombre des artisans travaillant pour ce métier ; ceux-ci travaillaient pour 200 à 300 maîtres chawwâchis et produisaient quelques 40.000 douzaines de bonnets vendus dans tous les pays méditerranéens. Les Tunisiens forment une compagnie à Istanbul où ils contrôlent ce négoce.

Le Souk des chéchias vers 1900 (photographie Henri Saladin)



La zawiya Sidi Ali Azzouz à Zaghouan

D'origine marocaine, Sidi Ali Azzouz s'est installé dans la régence de Tunis à l'époque des Mouradites. Sa zawiya fut construite de son vivant à Zaghouan par son disciple Muhammad al-Hafsi Pacha (m.1685) qui le vénérât.

La confrérie Azzouziya dont les oraisons, en partie de tradition andalouse, sont chantées et rythmées par des tambourins et des petites percussions, pratique son rituel hebdomadaire le vendredi soir. La confrérie a vraisemblablement connu son apogée au début du XVIII^e siècle, période durant laquelle apparaissent plusieurs zawiyas et branches locales : à Testour, à Tébourba, à Nabeul, à Ras Djebel et deux à Tunis.

La zawiya mère de Zaghouan s'élève au centre de la ville et donne sur la rue de la Grande Mosquée. Le monument se présente sous la forme d'un complexe architectural dont les différents éléments s'organisent autour de trois petites cours.

La salle funéraire, élément fondamental de l'édifice, est précédée d'un portique donnant sur une courette dallée. Cette salle carrée est couverte d'une grande coupole portée par des pendentifs par l'intermédiaire d'un tambour sphérique. Les parties inférieures de la salle sont tapissées de carreaux de céramiques polychromes. Ce lambris de faïence riche et très varié est constitué de panneaux de fabrication tunisoise et d'autres importés d'Asie Mineure. Les parties supérieures de la salle sont ornées d'un décor très fourni en plâtre sculpté. De l'extérieur, le dôme qui s'appuie sur un tambour cylindrique est recouvert de petites tuiles vertes. L'oratoire est également précédé d'une cour. De plan rectangulaire, il se compose de trois nefs parallèles à la Qibla et de cinq travées. Cet oratoire se distingue par sa simplicité ; la richesse du décor de la salle funéraire contraste avec les grandes surfaces claires et la sobriété du masjid.



Salle funéraire. Sous la coupole le catafalque du Saint. En dessous, inscription en calligraphie maghrébine sur céramique vernissée.

CHAPITRE III

La société

La Population

A lire les chroniqueurs arabes et les relations de voyages des étrangers qui ont séjourné dans la Régence, on ne manque pas d'être frappé par le nombre important d'épidémies et de famines qui endeuillèrent le pays tout au long du XVII^E siècle. Si l'on ajoute les méfaits des troubles politiques, guerre civile, invasions, on peut affirmer, mais sans être précis, que sur le plan démographique, cette période n'a pas dû être faste. La population a subi des coupes très sérieuses, dues essentiellement à la peste, fléau typique des temps modernes.

La peste frappa sept à huit fois en un siècle, soit vingt-deux ans en tout. Certaines épidémies ont duré parfois longtemps et, d'après certains observateurs, la peste a agi comme une véritable hécatombe, faisant des centaines de milliers de victimes.

Certaines de ses manifestations ont été parfois limitées à un port, à une région, mais la plupart du temps, c'est tout le pays qui est

touché et les pertes humaines montent en flèche surtout quand ce fléau coïncide, comme c'est le cas la plupart du temps, avec des famines et des troubles politiques. Relisons *Ibn Abî Dinar*, contemporain et proche témoin de ces méfaits. La peste à fistules (*wabâ bu rîcha*) a duré deux ans 1604-5, celle de 1622 a duré plus longtemps (4 ans) et a marqué la mémoire collective en emportant le saint homme bien connu Abul Gaïth Al-Qassas (*waba. Sidi Abul Gaïth Al-Qassas*). D'origine levantine, cette épidémie s'est propagée un peu partout dans le pays et a fait de nombreuses victimes. Plus grave et plus durable encore (7 ans) a été la résurgence de la peste en 1643-44. Elle n'a été enrayée qu'en 1650 (*waba Ahmed Khodja*). Dans la deuxième moitié du siècle, les résurgences de la peste ont été plus fréquentes et plus rapprochées : 1662-63, 1675-85, 1689-90, 1705, sans compter celles moins bien connues mais qu'ont mentionnées des rapports des consuls étrangers, en 1663, 1676 et 1701 ⁵⁸.

D'origine levantine ou européenne, la peste n'a pas manqué de perturber l'économie du pays et de réduire les effectifs de la population de la Régence. Dans de tels cas, les andalous et autres allogènes : levantins, convertis, esclaves étaient les bienvenus afin de compenser les pertes sur le plan démographique et permettre une relève sur le plan économique.

Le manque de précautions (mise en quarantaine des bateaux venant des lieux touchés par ce fléau) explique la vitesse de propagation de cette maladie, en général à partir des ports. Le XVII^e siècle a été de ce fait une période de stagnation de la population tunisienne.

La société autochtone, malgré les coupes sérieuses qu'elle a subies au cours du XVI^e siècle, n'a pas pour autant disparu de la scène. Elle demeure partout omniprésente avec ses structures propres, ses institutions, ses couches sociales et toutes ses traditions. Certes, elle a perdu son pouvoir de décision au profit de la nouvelle classe dirigeante turque, mais on devra, au fil des années, compter avec elle. Elle s'est par ailleurs enrichie par l'accueil de nombreux étrangers.

Une première distinction s'impose entre société citadine et société rurale. D'autres distinctions se dégagent à l'intérieur de ces groupes, en fonction de l'origine ethnique, de la langue, de la situation socio-économique.

La société citadine

Hadharis ou *beldis* habitent la capitale Tunis, les villes côtières et celles de l'intérieur du pays. Les autochtones en constituent la très grande majorité. Protégés par leurs remparts, ces citoyens représentent toutes les couches sociales et toutes les activités économiques caractéristiques des villes de cette époque, d'où une grande diversité : les représentants de l'autorité, les auxiliaires du pouvoir politique, juridique et culturel, les agents économiques (artisans, commerçants, pêcheurs, marins...) mais aussi des couches sociales de condition plus modeste. Tout cela se traduit par des diversités au niveau de l'habitat (des quartiers plus riches que d'autres), de l'activité économique (spécialisation de certains quartiers), surtout à Tunis et dans les villes les plus importantes.

La majorité des citoyens appartient à la religion musulmane, de rite malikite, coexistant avec quelques minorités ethniques (Juifs autochtones, natifs du pays depuis bien longtemps, allogènes plus récents installés au cours du XVII^e s. tels les Turcs, les Andalous, les convertis, les étrangers...). Le rôle de Tunis et de ses habitants est de loin le plus important. Centre de décision à tous les niveaux, la capitale concentre tous les rouages du gouvernement et abrite toutes les couches sociales autochtones et d'importantes minorités étrangères.

Les Beldis

Des catégories sociales diverses constituent la masse de la population citadine. Leur participation dans le domaine économique est essentielle dans l'artisanat, le commerce intérieur et extérieur, avec l'Egypte et les pays du Levant. Certains, plus enracinés que d'autres, constituent la tranche la plus active sur les plans économique⁵⁹ (artisanat), politique, juridique, éducatif et culturel tels les imams des mosquées, les *faqihs*, les cadis et muftis malikites, les '*ulamas* de la grande mosquée Zaytouna⁶⁰ et leurs auxiliaires ('Uduls, 'Ummals, Kuttabs, Hajabs). La plupart d'entre-eux, surtout à Tunis, mais aussi en province, jouissent d'une grande notoriété⁶¹ (*la Khassa*). D'autres couches, moins favorisées, pratiquent de petits métiers, moins intégrés à la vie urbaine ou en voie d'intégration (*les barranis*) habitant les faubourgs de la cité (les gens de Wargla, du Souf...)

Juifs tunisiens

La minorité des juifs tunisiens est installée depuis très longtemps dans le pays. Elle vit groupée dans son quartier de la *Hara*, à proximité de *Bah Souika*, jouissant d'une large autonomie administrative et religieuse et disposant de son propre cimetière. Les activités auxquelles ils s'adonnent sont multiples (orfèvres du souk as-Sagha, tailleurs du souk at-Trouk, commerçants locaux). Leur cohabitation avec la population musulmane est dans l'ensemble pacifique. Cependant, ils sont soumis à un impôt de capitation (*jizia*.) et astreints à porter quelques signes récongnitifs, tels les vêtements de couleur sombre. Mais, dans l'ensemble, la communauté de juifs tunisiens « *twansa* » vit en bonne entente avec les habitants musulmans, parlant leur langue et adoptant certaines de leurs habitudes. Cette société citadine compte par ailleurs de nombreux étrangers dont la plupart ont été, avec le temps, tunisifiés.

La classe dirigeante turque

Elle occupe le haut de la hiérarchie sociale. Elle constitue une classe assez diversifiée comprenant plusieurs niveaux, tant dans la capitale que dans les villes de province. C'est elle qui prend les décisions engageant l'avenir du pays et qui aide à leur application.

D'origine allogène, composée dans sa grande majorité de Levantins turcs, cette caste que la population locale n'adopta pas de gaieté de cœur, se devait d'être solidaire, par nécessité, dans un pays conquis de fraîche date. Mais cette solidarité de circonstance n'a pas empêché, vu la différence des intérêts à l'intérieur du groupe, la naissance de véritables clans et l'apparition de tensions, de fissures, voire même de cassures (entre les deys et les beys dans la première moitié du siècle, entre les beys eux mêmes, au cours de la seconde moitié du siècle), ce qui n'a pas été sans danger pour le devenir de tout le groupe.

En dehors de ces divergences, ce groupe domine vraiment, tant sur le plan politique (pachas, deys, beys, membres du Diwan, caïds de province et leurs descendants) que sur les deux autres plans, militaire (milice, officiers supérieurs, aghas) et religieux (muftis et cadis hanafites.)

À partir de cette position de force, la domination de cette caste devait s'étendre au domaine économique (course, commerce, revenus fonciers), En effet, les ptinctpaux armateurs pour la course d'abord, pour le commerce ensuite, se recrutent parmi les hauts dignitaires du régime ; il en est de même pour les caids-lazzam ainsi que pour certains maîtres artisans *chaouachi* (fabricants de bonnets). Le contrôle des secteurs productifs clés permet à cette classe de s'enrichir rapidement, sans négliger les privilèges dont elle jouit par ailleurs sur le plan fiscal et les nombreux avantages qu'elle tire de son influence à tous les niveaux.

Fermée pendant longtemps à l'élément autochtone, cette caste se distingue par sa langue (le turc), sa façon de s'habiller, son hanafisme dont elle tire une certaine supériorité par rapport au reste de la population. Mais, au fil des années, et sans pour autant perdre leurs caractères spécifiques, certains de ces membres contractent des mariages dans le pays, donnant ainsi naissance à une descendance fort nombreuse de kouloughli, laquelle descendance aura plus d'attaches avec la régence et deviendra par la force des choses plus "tunisienne".

Cette classe dirigeante réussit donc à dominer le pays et à consolider l'avenir de ses descendants. Investissant dans les secteurs les plus rentables de l'époque (course, commerce et « industrie ») elle ne néglige pas pour autant le secteur agricole. En effet, de grands domaines appartiennent aux familles les plus illustres⁶² de l'époque. De même, certains raïs et militaires turcs participent aux transactions foncières sur les oliviers, au sahel⁶³. Les plus hauts dignitaires mènent un train de vie princier, évoluant entre leurs résidences richement meublées dans la médina (rue El Pacha, rue du Diwan ...) à clientèle pléthorique, et leurs résidences secondaires, non moins somptueuses, dans les campagnes verdoyantes de la Manouba, du Mornag, de la Muhammadia..., ou au bord de la mer.

Tout ce monde était par ailleurs ouvert à tout ce qui venait de l'extérieur et surtout de la Méditerranée. La « lingua franca », qu'il apprit à manier, le rend perméable à l'influence européenne et lui permet de mener rondement des affaires fructueuses.

Cette classe dirigeante s'appuie sur de nombreux mamelouks, ses serviteurs fidèles, dont certains vont accéder aux plus hautes fonctions. Par ailleurs, les Turcs finiront par assimiler un autre groupe, non moins indispensable pour faire fructifier leurs affaires et entretenir leurs *relations extra-tunisiennes* ; il s'agit du groupe des « convertis ».

Les Andalous

Phénomène ancien en Tunisie, remontant aux Hafsides, l'immigration andalouse s'est déroulée en trois vagues successives : la première, après la chute de Cordoue et de Séville sous la domination chrétienne, entre 1246 et 1248, la deuxième, après la chute de Grenade, en 1493, la troisième, en 1608-1612, après ledit d'expulsion pris par Philippe III d'Espagne en 1609. Si les deux premières vagues comptaient surtout des gens appartenant à la classe éclairée et aisée, la troisième vague, la plus nombreuse et la plus désespérée, a touché toutes les couches sociales de la communauté musulmane d'Espagne⁶⁴. Sur un total de 275.000 à 300.000 émigrants⁶⁵ forcés de quitter l'Espagne, 50 à 60.000 se sont installés dans la Régence⁶⁶. Ces « Moriscos » ont profité, en ce début du XVII^e s., de la protection généreuse du chef de la Régence, Othman Dey, de celle du saint homme Abul Gaïth al-Qachâch et des nombreux musulmans que révoltaient les persécutions subies par ces émigrés de la part des chrétiens. Cela coïncide du reste avec la volonté des dirigeants de provoquer une reprise économique du pays et de profiter d'un apport estimé utile.

Ces effectifs très importants pour l'époque ont été installés dans les régions agricoles les plus riches, mais aussi dans les villes du nord-est et surtout à Tunis. Un grand nombre d'émigrés ne parlaient que l'espagnol, ayant oublié jusqu'aux pratiques élémentaires de l'islam,⁶⁷ d'où la nécessité de les encadrer par des cheikhs à eux et de les installer en groupe dans des quartiers aménagés spécialement pour les accueillir (quartier Tronja, quartier des Andalous, Bab Souika) avec leurs propres mosquées (mosquée Soubhan-Allah), leurs médersas, leurs fondations pieuses.

Transplantés dans un milieu différent de leur milieu d'origine, moins raffiné et plus rude, certains ressentent des regrets,⁶⁸ d'autres en tirent orgueil et vanité allant jusqu'à considérer comme mésalliance les mariages

contractés dans le milieu autochtone. Aussi le groupe garda-t-il pendant longtemps sa spécificité, ses coutumes, ses cérémonies, son style de vie, voire même sa langue, ainsi que ses habitudes vestimentaires un peu trop luxueuses et quelque peu tapageuses - notamment celles des femmes - aux yeux des habitants du pays qui les accueillait ⁶⁹.

Sur le plan économique, l'apport de ces immigrants a été d'un grand intérêt, notamment en ce qui concerne l'urbanisme, l'artisanat (travail du bois, du cuir, des chéchias...) et le commerce ⁷⁰.

Leur apport culturel n'a pas été moins important tant dans le domaine de la musique que dans celui de l'architecture. Bref, un brin de raffinement dans un milieu où les mœurs se distinguaient plutôt par leur rudesse, mais cette communauté finira, en fin de compte, par se mêler aux autochtones de même rang pour former une même classe sociale.

Les convertis

Si les Mamelouks étaient élevés dès leur jeune âge dans la religion musulmane, dans l'entourage des deys, des beys et des officiels du régime turc, les convertis étaient par contre d'anciens chrétiens qui, pour des raisons diverses ⁷¹, ont renié leur religion d'origine pour se convertir à l'islam, devenir des citoyens musulmans et s'installer définitivement dans le pays. Ils adoptent le mode de vie turc et changent le plus souvent de nom. L'origine européenne se retrouve chez les « Corso », « Gênoise », « Ferrarèse », « Messinèse »... malgré l'adoption de prénoms à consonance turque : Assan, Giafer, Issouf, Romdhane...

Ces convertis entrent au service des hautes personnalités turques ; ils deviennent leurs secrétaires, interprètes (torjeman), hommes de confiance. Ils grimpent les échelons de la milice et de la marine pour accéder parfois aux plus hautes fonctions de l'Etat ⁷².

L'apostasie ne détruit guère les liens de parenté entre le nouveau converti et ses parents en pays chrétien. Bien au contraire, ces liens demeurent solides et peuvent, le cas échéant, être fructifiés dans des affaires commerciales ou autres. En effet, la plupart des convertis réussissent à faire fortune dans le pays et s'assimilent à la classe dirigeante turque.

- *Les juifs Livournais*

Ils constituent la communauté étrangère la plus nombreuse à Tunis, au cours du XVII^e siècle. Originaires d'Espagne et du Portugal d'où ils avaient été chassés par les souverains chrétiens, les juifs livournais « *Gorni* » s'étaient installés d'abord à Livourne, attirés par les avantages que leur offrait le grand duc de Toscane⁷³. Ils ne vont pas tarder à établir des relations avec la communauté juive de Tunis, puis constituer à leur tour une véritable communauté de Livournais entre 1582 et 1620.⁷⁴ Affirmant leur différence avec les juifs *twansa* natifs du pays, ils s'en distinguent par leur port vestimentaire⁷⁵, leur quartier d'El Grana jouxtant le quartier franc, leur parler italo-espagnol et leur propre organisation⁷⁶.

Leur activité économique et financière s'est rapidement diversifiée : fabrication et commerce des chéchias⁷⁷, exportation des produits locaux, huile, grains, cuirs, opérations bancaires. Ils servent d'intermédiaires entre les corsaires et les autres commerçants étrangers et écoulent les marchandises « déprédées » jusqu'à dominer le trafic du port de Livourne⁷⁸.

Devenus puissants sur les deux plans économique et financier, ces hommes d'affaires finiront par contrôler le monnayage de l'or et de l'argent (*Dar al-Sikka*) et renforcer leur coopération avec le pouvoir en place⁷⁹.

Les nations « étrangères »

L'établissement des négociants européens à Tunis remonte au XVII^e siècle. Italiens, Génois, Pisans et Catalans dominent par leur nombre les autres Européens jusqu'au XVIII^e siècle. Avec l'application des capitulations ottomanes en faveur de certaines puissances européennes, l'influence française finira par l'emporter sur les autres influences (italienne, anglaise et hollandaise). Du reste, l'établissement du consulat français à Tunis date de 1577 ; il ne sera suivi par le consulat anglais que bien plus tard, en 1655.

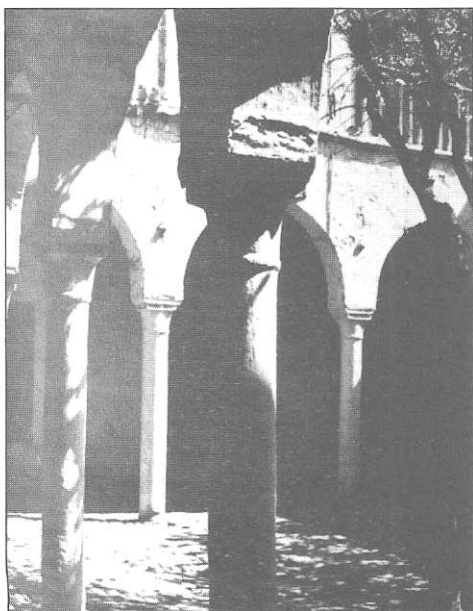
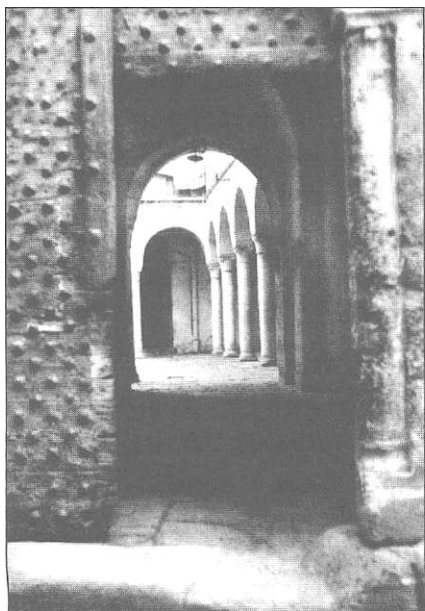
Des fondouks sont alors érigés afin d'abriter les commerçants étrangers et leurs marchandises, notamment les fondouks appartenant aux Français, aux Anglais et aux Hollandais. Ces établissements sont établis à proximité de la douane, au quartier de Bab Bhar, devenu de la sorte le cœur du quartier « franc ».

Le quartier franc

Outre les Juifs livournais, d'autres négociants européens vivent à Tunis. Les Italiens, notamment Gênois, Pisans et Catalans étaient dans la première moitié du XVII^e s. les plus nombreux et les plus influents.

Par la suite, les Hollandais, les Anglais et les Français (originaires des trois principales puissances de l'Europe) réussissent à renforcer leur présence. Ainsi, nous assistons vers 1660 à l'édification du fondouk des Français et, vers 1665, à celui des Anglais. A cette époque, les fondouks édifiés près de Bâb al-Bahr pour abriter les consuls et les commerçants de ces "nations" étrangères, sont à l'origine du quartier "franc" comme on l'appelait alors. La croissance de ce quartier n'a pas cessé depuis lors.

A partir du XIX^e siècle, il finit par déborder sur les enceintes de la cité et former, du côté de Bâb al-Bahr, le noyau de la ville moderne.



Fondouk des Français. Ce bâtiment a été construit par Hamouda Pacha vers 1660. A gauche, on aperçoit la cour intérieure à travers la porte cochère qui ouvre aujourd'hui sur la rue de la Commission. A droite, les portiques du patio et la galerie du premier étage.

Les « nations » étrangères, comme on Les appelait à l'époque, étaient bien organisées sous l'autorité, de leurs consuls afin de mieux profiter des avantages et des progrès du commerce de la Régence et de limiter les méfaits de la concurrence qui régnait entre elles⁸⁰. Les membres de ces communautés menaient une vie simple, cherchant à gagner le plus d'argent et le plus rapidement possible.

Les captifs

La course en pleine mer et les attaques des côtes multiplient les effectifs des captifs. Leur nombre varie selon les autorités⁸¹ entre 7.000 et 12.000 pour tout le XVII^e siècle, de nationalités diverses, essentiellement méditerranéennes-Italienne, Espagnole, Grecque, mais aussi Hollandaise. Ces captifs sont considérés comme « prisonniers de guerre » susceptibles d'être rachetés, d'où leur intérêt économique. Vendus à Rahbat el-Ilj, place réservée à ce trafic, leur valeur marchande varie selon la qualité des prisonniers. Leur rachat, s'agissant surtout des hommes⁸², donne lieu à de longues tractations et de nombreuses pressions auxquelles participent certains ordres religieux, des Andalous, des Juifs Livournais et des convertis.

Les esclaves

Les captifs non encore rachetés constituent une importante force de travail. Cette masse d'esclaves chrétiens, obligés d'accumuler les sommes nécessaires pour *un éventuel rachat, travaillent dans presque tous les secteurs d'activités* (ouvriers agricoles, domestiques chez les particuliers, artisans, marchands, tenanciers de tavernes, galériens...). Certains, les plus chanceux, sont employés dans l'entourage des grands personnages de l'Etat en tant qu'écrivains, hommes de confiance, médecins...

Par mesure de sécurité, les esclaves doivent regagner, la nuit tombée, leurs bagnes « *zindala* » où les conditions de vie sont très dures. Cependant, ils sont libres de pratiquer leur religion, ce qui a poussé certains ordres religieux à installer des dispensaires et de petites chapelles à l'intérieur des bagnes. Les effectifs des captifs et des esclaves, très nombreux au cours de la première moitié du XVII^e s., ont décliné au cours de la deuxième moitié de ce siècle en raison du déclin de la course. Cependant, leur rôle dans l'économie de la Régence n'est pas négligeable.

La société rurale

Elle domine tant par ses effectifs que par son poids économique. L'agriculture est le secteur économique le plus important mais pas toujours le plus rentable. Cependant il y a de grandes différences entre la paysannerie des réglons côtières, ouvertes sur les ports, à proximité des villes et à pénétration facile, telle la vallée de la Medjerda, et le monde rural périphérique de la Tunisie profonde.

La paysannerie du plat pays est plus ouverte aux signes monétaires, aux échanges et se distingue par la privatisation de la propriété foncière. Peuplées essentiellement de sédentaires, les campagnes dont certaines devaient accéder avec les andalous à une certaine intensification et une diversification de la production agricole, subissent la domination des villes dont elles constituent les zones d'influence, ainsi qu'une dépendance vis à vis de l'Europe en pleine ascension (début de l'économie de traite : blé, laines, huile...).

Quant au monde rural du Centre, du Sud et de l'Ouest, il se caractérise par une économie à dominante agro-pastorale et une organisation sociale tribale. Chez ces tribus nomades ou semi-nomades, la propriété est essentiellement collective. Leur organisation interne résiste aux coups de boutoir du pouvoir central et, malgré une soumission de façade, ce monde hermétique a pu conserver pour longtemps encore ses traits spécifiques et ses signes distinctifs. Son économie est archaïque : une économie de subsistance où domine l'élevage et où l'activité marchande et monétaire est négligeable.

L'organisation lignagère qui caractérise ces tribus assure encore et pour longtemps la solidarité du groupe. Mais le contact avec l'économie marchande (comptoirs européens pour les tribus du nord-ouest) et l'irruption violente d'un pouvoir centralisateur qui finira par s'imposer, vont sécréter des facteurs de différenciation sociale, faisant émerger les tenants du pouvoir et leurs auxiliaires, caïds, cheikhs, tribus makhzen... L'égalitarisme ancestral est ainsi en voie de disparition ⁸³.

Déjà un dualisme entre société citadine et société rurale ! La société citadine, bien différente du monde rural en raison de la variété des éléments qui la composent, de la diversité des souches, des

origines et des apports multiples dont elle a bénéficié, était au XVII^e siècle une société en pleine gestation. Mais elle était déjà réceptive, tolérante, ouverte aux échanges et aux influences extérieures, autant de facteurs favorables à l'essor et au développement socio-culturel.

Les lettres et les arts

La vie culturelle

Comparé à la brillante époque hafside, le XVII^e siècle a été plutôt une période d'éclipse du point de vue culturel, en raison des troubles qui ont endeuillé le pays⁸⁴.

De nombreux *'ulamas* ont dû fuir la capitale, voire même le pays. Les constructions publiques et religieuses ont marqué le pas, l'enseignement a beaucoup décliné ce qui a fait dire à certains observateurs que Tunis s'était vidé de toute culture.

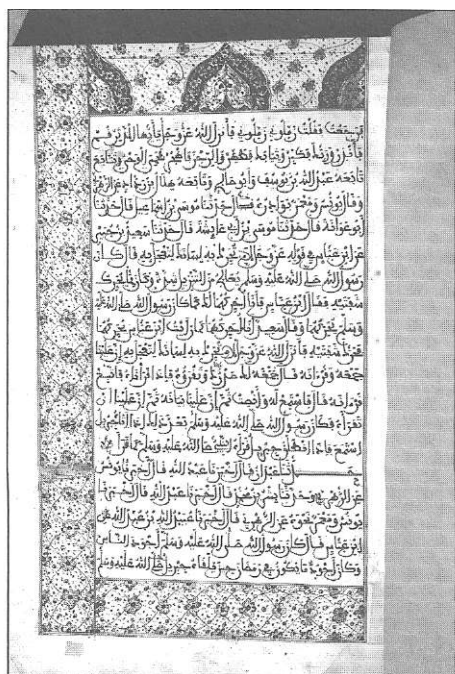
Tout en consolidant leur pouvoir dans le pays, les nouvelles autorités turques ont cherché à relancer l'activité culturelle en aidant à *l'installation des 'ulamas turcs dans la Régence dans le but de répandre le rite hanafite*.

Avec le rétablissement de l'ordre, une nette reprise s'esquisse avec le retour à Tunis de nombreux *'ulamas* autochtones et l'installation d'autres *'ulamas* andalous chassés d'Espagne au début du XVII^e siècle. Deys et beys encouragent officiellement l'enseignement et les études juridiques comme ils édifient de nombreuses mosquées et médersas. Ces fondations sont limitées dans les premiers temps à la capitale mais, avec les Mouradites, les villes de l'intérieur, Béja, Kairouan, Sfax, Tozeur... en profitent à leur tour. De nombreux *chaykhs*, choisis parmi les *'ulamas*, sont affectés à ces médersas, leurs traitements étant assurés par des habous que le bey et certains dignitaires du régime constituent au profit de l'institution.

Mais c'est Tunis qui rayonne sur l'ensemble de la Régence et même à l'extérieur, grâce à ses *'ulamas* bien rétribués et réputés pour leur savoir, d'où leur large audience. Une sorte d'émulation existe entre eux, à qui enlever de haute lutte une chaire à la Zaytouna.

Les arts du livre : calligraphie et enluminure en Tunisie à l'époque moderne

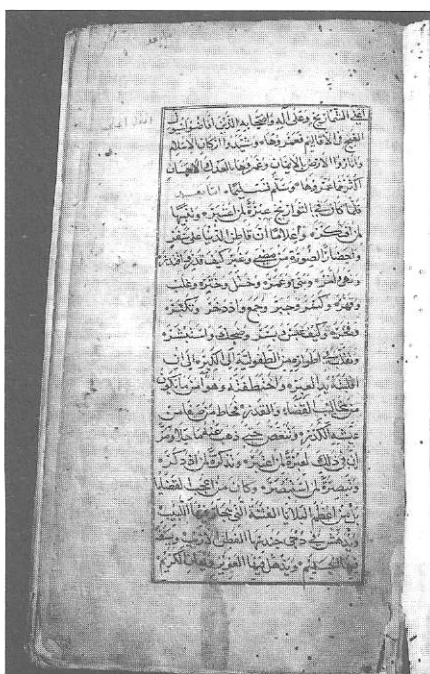
A l'époque ottomane, la cursive maghrébine est restée une écriture livresque et documentaire. Dans les bibliothèques de Tunis de cette époque, les manuscrits exécutés en cette écriture sont très nombreux. Mais à côté, nous trouvons dans ces mêmes bibliothèques de très beaux manuscrits apportés d'Orient ou, tout au moins, exécutés par des orientaux. De même les copistes tunisiens étaient ouverts à l'influence orientale.



Sahih al-Bukhari

Page d'un très beau manuscrit : écriture tunisienne élégante de type maghrébin et enluminures. Œuvre de Muhammad Yamani exécuté en 1669.

Ce Sahih réalisé en 20 volumes a été constitué en waqf par Muhammad fils de Ali Pacha au profit de la madrasa Bachia édifiée par son père en 1753.



Page d'un manuscrit en écriture Naskhi de type oriental.

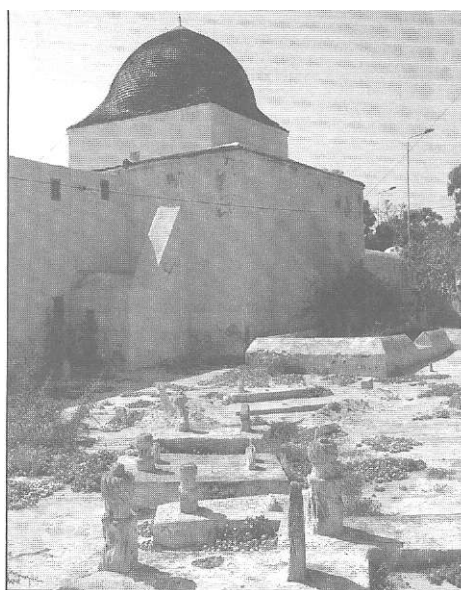
Ce type de calligraphie n'a pas été adopté par les calligraphes tunisiens qui sont restés fidèles à l'écriture maghrébine qui a connu un grand raffinement.

Madrasa Sidi al-Jumnî à Houmt Souk (Djerba)

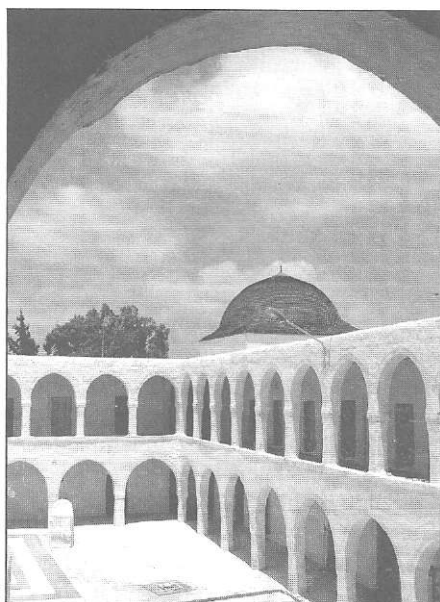
*A l'époque ottomane, Tunis est le principal centre de l'enseignement et des sciences ; le nombre de ces madrasas atteint la vingtaine vers la **fin** du XVIII^e s. A l'intérieur du pays, les Mouradites puis les Husseinites édifient des madrasas dans les plus importantes villes de la régence telles que Bizerte, Béja, le Kef, Kairouan, Sousse, Sfax, Gabès et Tozeur.*

A Djerba, Mourad II fait construire la madrasa d'Ibrâhîm al-Jumnî qui est complétée d'une zawiya, d'un masjid et du logement du marabout. Dans cet établissement, al-Jumnî dispense un enseignement basé sur al-Mukhtasar de Khalîl, contribuant ainsi à la formation de nombreux fuqahâ malikites qui furent des agents actifs de propagation de la doctrine de Mâlik aux dépens du kharijisme.

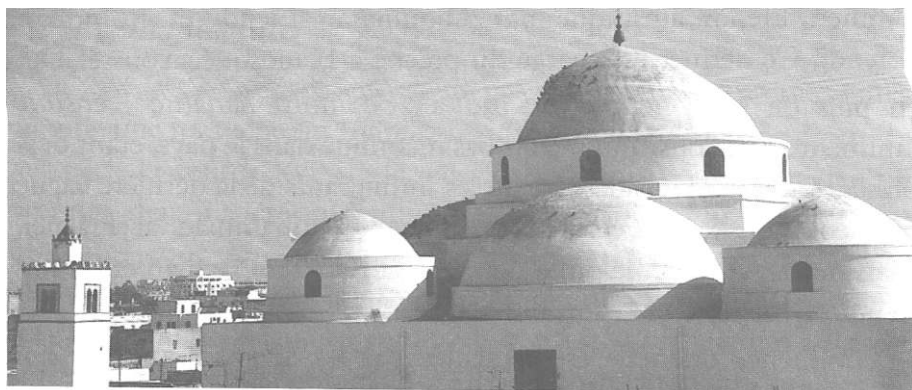
La Madrasa : vue extérieure



Cour intérieure de la Madrasa dans un style typique de Djerba.



***La mosquée de Muhammad Bey (1692-1697)
connue sous le nom de Sidi Mahrez***

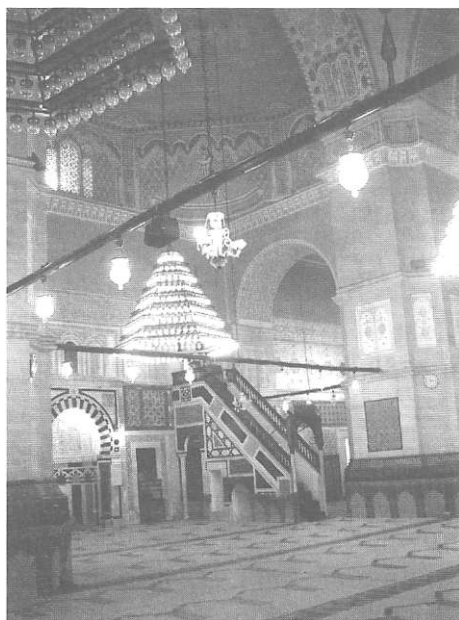


L'édification des coupoles tel qu'il apparaît de l'extérieur. La mosquée Muhammad Bey est l'exemple unique à Tunis et même en Tunisie d'une mosquée construite selon le modèle créé par l'architecte Sinan lui-même inspiré de Sainte Sophie.

Ce monument qui imite les mosquées d'Istanbul se distingue par la multiplicité de ses coupoles : une grande coupole centrale, dominant toute la composition, étayée de demi-coupoles et encadrée de quatre petites coupoles occupant les angles de l'édifice. La salle de prière est encadrée sur trois côtés de portiques portés par des colonnes sculptées dans le marbre blanc.

A l'intérieur, le revêtement en marbre des murs et des piliers est complété par de beaux panneaux de faïence importée d'Iznik.

Ce monument original, construit entre 1692 et 1697 et qui est la seule mosquée tunisienne dérivant d'un prototype turc n'a pas fait école ; il reste l'unique représentant de l'architecture ottomane en Tunisie d'où son intérêt et son importance.



Intérieur de la salle de prière avec les puissants piliers qui soutiennent le système des coupoles. On est frappé par l'ampleur de l'espace qui contraste avec celui des mosquées hypostyles.

Plusieurs influences véhiculées de l'extérieur enrichissent le fonds culturel autochtone : d'abord l'influence turque, encouragée par le pouvoir en place et qui est représentée entre autres par le mamelouk Ahmed Efendi ainsi que par Aboulhasan Efendi et Romdhane *Efendi*. Ce dernier est chargé du *prêche* à la *mosquée* Youssef Dey, en plus de ses fonctions de cadi et de mufti hanafite ; ensuite l'influence andalouse qui n'était pas inconnue dans le pays, étant déjà présente sous les Hafside. Parmi les immigrants de la dernière vague du début du ^{xvii}^e siècle, se distinguent Muhammad al Ha'jaiej, Mansour an-Nachâr, le philologue Abou Rabi' Soulayman et les Ibn Achour Muhammad et son fils Abdelkader.

L'influence orientale est véhiculée par les *'ulamas* tunisiens qui effectuent le traditionnel voyage en Orient, soit pour le pèlerinage, soit pour la formation.

Enfin l'influence maraboutique de l'ouest marocain ne cesse de s'implanter dans tout le Maghreb.

Toutes ces influences ne font qu'enrichir le traditionnel fonds malikite autochtone qui, en définitive, prédomine en assimilant tous les apports extérieurs sans perdre sa spécificité propre.

Des familles de *'ulamas* se perpétuent en donnant des noms illustres : les Rassa avec les chaykhs Abou Yahia, Ahmed, Ali et Mohamed Hamouda, les Bekri, imams de la grande mosquée Zaytouna avec Abou Bakr et Aboulhasan, les Fatâta représentés par le mufti malikite chaykh Mohamed Fatâta (sous les Mouradites) et son fils Muhammad Hamouda (assassiné par Romdhane Bey), les Chérif, notamment Ahmed Chérif, imam de la mosquée al Bâcha, sans oublier les Amri, Ghammed, Souissi, Musrati, Kouicem, Saâda, Zitouna et bien d'autres.

En dehors de la capitale, retenons quelques centres culturels de province : Kairouan avec les Azzum et Ahmed Essaddem, Sfax avec Ali Ennouri qui fit école ainsi que Abdelaziz al Fourati, Djerba avec le chaykh Ibrahim al Jumni, Béjà avec Mohamed al Gharbi, Sousse avec les Burawi...

La production, bien que de facture traditionnelle, est assez variée. Retenons la chronique représentée par Ibn Abî Dînâr al Qaïrawâni,

le *fiqh*, avec les célèbres témoignages du mufti Azzum ⁸⁵, le hadith (commentaires et gloses) avec les *dnaykks* Muhammad Fetâta et Muhammad Kouicem ⁸⁶.

L'architecture

Le XVII^e siècle apparaît sur le plan des constructions en tous genres comme une revanche sur toute la période s'étendant sur une partie du XV^e siècle et tout le XVI^e siècle, période au cours de laquelle rien ou presque rien n'a été construit. De nombreux édifices publics et utilitaires sont soit détruits, soit peu entretenus. La tâche qui incombait aux autorités turques en Tunisie consistait donc à construire du nouveau et à reconstruire et restaurer ce qui n'a pas été entretenu pendant si longtemps. Aussi les constructions ont-elles été fort nombreuses. Les usages auxquels étaient destinées ces constructions en expliquent la variété : des constructions à usage religieux et culturel telles les mosquées, les médersas et les zaouias, d'autres à usage économique et d'utilité publique comme les ponts, souks, fontaines publiques, d'autres à usage défensif comme les remparts et les *abrâj*, d'autres enfin à usage domestique comme les palais et les demeures.

En recréant un espace auquel ils étaient habitués dans leur pays d'origine tout en cherchant, richesse oblige ! les somptueux palais, mais aussi les efficaces remparts, (*abrâj*), les beys ont réussi à marquer leurs « règnes » par des constructions majestueuses.

L'interférence de plusieurs influences a été pour beaucoup dans l'originalité de cette architecture. A côté de l'influence turque véhiculée par l'élément ottoman, il y a l'influence andalouse à laquelle le maghreb et notamment la Tunisie étaient déjà habitués depuis le XIII^e siècle, mais qu'un afflux massif d'andalous au début du XVII^e siècle a aidé à répandre. Par ailleurs, l'ouverture de la caste dirigeante sur la mer Méditerranée et essentiellement l'Italie ainsi que la fréquentation de nombreux étrangers et renégats installés dans la Régence et spécialement à Tunis, ont marqué de leur empreinte plus d'un édifice tant au niveau du modèle qu'au niveau de la technique et des matériaux utilisés.

Mais la tradition hafside qui a marqué le pays durant plus de trois siècles a en définitive dominé partout jusqu'à faire de l'architecture du XVII^e siècle un prolongement de l'architecture traditionnelle locale, *amalgamant de nombreuses influences étrangères*. Les résultats sont assez *heureux : un art plus riche et plus varié mais qui ne rompt pas avec l'art hafside*.

L'influence turque et orientale se manifeste par l'adjonction de galeries dans les mosquées, la forme octogonale des minarets couronnés de balcons à auvents, le plan en T avec « *qbou wa mqâcir* » des pièces d'habitation des palais et demeures et les éléments de décoration florale (cypres, tulipes), géométrique (rosaces en étoile) et épigraphique (textes gravés dans le marbre).

L'influence hispano-mauresque et andalouse est représentée par le minaret de forme octogonale en briques, superposé à une tour carrée (mosquée de Testour), les toits à pente unique en tuiles creuses à la place des terrasses et la profusion de la décoration : plafonds à baguettes entrelacées peints et dorés et à *mouqaranas*, plâtres sculptés, marqueteries à céramiques, zellij... ⁸⁷.

L'influence italienne et chrétienne se retrouve dans les chapiteaux, l'emploi des marbres polychromes et sculptés, les faïences, les pilastres, les entablements ainsi que dans les nombreux éléments décoratifs.

Tels sont les éléments distinctifs de l'architecture tunisienne au XVII^e siècle, une association heureuse du traditionnel qui reste malgré tout l'essentiel et qui se caractérise par sa sobriété et d'influences étrangères enrichissantes par leur sens décoratif, leurs couleurs vives et leurs formes sveltes.

Retenons quelques prototypes parmi les nombreuses réalisations architecturales qui parsèment le territoire de la Régence. Tunis en a retenu l'essentiel offrant ainsi l'échantillonnage le plus complet et le plus heureux, dans un espace bien limité et dominé par la Kasbah : la mosquée de Youssef Dey datant de 1616 (rue Sidi ben Ziad), la mosquée de Hamouda Pacha le mouradite de 1655, la double galerie de la mosquée Zaytouna de 1637, la médersa Youssoufia (1622), la médersa Mouradiya due à Mourad II, les nombreux souks (Souks

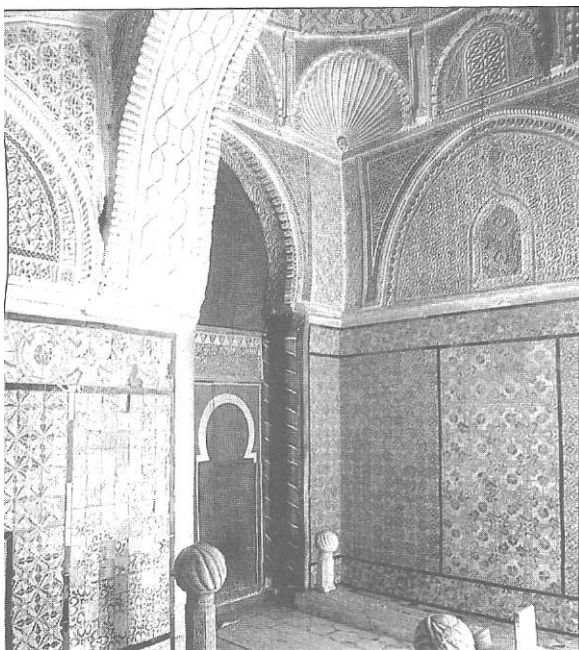
at-Trouk, al-Birka, al-Bechmaq, chachias), l'extension du palais du Bardo... En dehors de la capitale, la grande mosquée andalouse de Testour, les remparts de Kairouan et de quelques villes côtières, les citadelles (*abrâj*), les casernes... enfin les nombreux travaux d'utilité publique : les ponts de Tébourba et de Medjez-el-bab, les travaux d'adduction d'eau, les fontaines publiques, les *mîdhas* et latrines et tant d'autres réalisations.

Ces réalisations de l'époque turque et mouradite sont, comme nous l'avons déjà vu, significatives des influences subies. Mais il faut noter qu'en dépit des apports extérieurs, « pour tout ce qui touche à l'essentiel — langue, mœurs, civilisation - la société tunisienne autochtone est sortie victorieuse d'une telle confrontation, le peuple en particulier a gardé intacts son dialecte, ses usages, son rite malikite et il est significatif que le bey lui-même ait fini par porter la coiffe locale »⁸⁸.

C'est précisément cette permanence de la spécificité socio-culturelle tunisienne que les Husseinites à leur accession au beylicat en 1705 allaient recueillir et enrichir en tant qu'élément distinctif de la souveraineté tunisienne.

Azîza Othmâna

Azîza Othmâna, la légendaire descendante de Othman Dey est une des figures illustres de la Tunisie du XVII^e s. Après un pèlerinage à La Mecque, al-Hâjja Azîza constitua en habous une grande partie de ses biens pour des œuvres de charité. Les biens-fonds fonciers de la fondation, sous réserve d'enclaves, couvre un domaine d'un tenant de 68.000 hectares s'étendant, parallèlement à la mer, des jardins de Monastir jusqu'au delà de Jbeniana, presque aux portes de Sfax. Certaines clauses de l'acte constitutif du habous, comme il est révélé par des documents tardifs, se rapportent à sa sépulture et au mausolée de sa famille.



Le mausolée représenté ci-dessus porte le nom de la princesse et renferme sa tombe ainsi que celle de Othman Dey et des membres de sa famille.

Cependant, peu d'informations

biographiques sûres précisent l'identité de cette princesse, descendante de Othman Dey. Le chapitre écrit à son sujet par H. H. Abdulwahab, dans son ouvrage "Tunisiennes célèbres" Shahîrât al-Tûnisîyât (1934), est incertain. Le savant tunisien dit qu'elle est fille d'Abul-Abbâs Ahmad b. Muhammad b. Othman Dey alors que les documents du waqf retrouvés depuis lors confirment qu'Abul-Abbâs Ahmad est le père d'une autre illustre descendante de Othman Dey, la princesse Fâtîma épouse du bey Hussein ben Ali. Le document révèle que Fâtîma est la petite fille (du côté paternel) de Azîza. En outre, le père de Fâtîma, Abul-Abbâs Ahmad, est le fils de Azîza et d'Abul-Fadl Qâsim qui est descendant du dey. En épousant son cousin Qâsim, Azîza serait une descendante de Othman Dey (probablement sa petite fille) et la grand-mère de Fâtîma.

De même, H. H. Abdulwahab fait remonter le décès de Azîza à l'année 1080/1669 ; or, le document du habous laisse supposer qu'elle était encore en vie au moment de l'établissement de l'acte de constitution du waqf de sa petite-fille, c'est-à-dire le début de rabî' III 1140/16 novembre 1727, et que les deux femmes étaient copropriétaires de plusieurs terres agricoles provenant d'un héritage commun.

Un autre érudit, Muhammad Chammâm dit, sans citer ses sources, que Azîza Othmâna est l'épouse de Youssef Dey (m. 1637) et qu'elle est décédée en l'an 1122/1710-1711.

Notes

1. Loin de nous la prétention de présenter ici une synthèse de l'histoire de la Tunisie au cours du XVII^e s. Il s'agit plutôt d'un état de la question, à la lumière des chroniques locales dont on dispose et dont certaines ont fait l'objet de publications, de relations de voyage par des étrangers dans la Régence, de rapports de consuls et ambassadeurs européens ayant séjourné dans le pays et surtout d'articles et de travaux de recherches récents, à partir d'archives, d'actes notariés et présentant sous un jour nouveau divers aspects de l'histoire de cette période.
2. J. Pignon : *Osta Moratto Turcho Genovese, Dey de Tunis* (1637-1640), CT 3^e trimestre 1955, pp. 343-344, 349-51.
3. L'élection d'Osta Mourad au Deylicat, converti certes mais non turc d'origine, inquiéta les membres du *Jund*, malgré sa longue et brillante carrière dans la marine où il accéda en 1615 au titre de général des galères, jusqu'à 1637, ainsi qu'à son appartenance à l'entourage de Youssef Dey. Avait-il profité de l'appui du clan des convertis, de plus en plus nombreux dans les différents rouages du pouvoir politique, dans l'armée et dans la marine ? La question reste posée.
4. B. Dhiaf, *Ithaf*: L. II, pp. 42 et 11.
5. L'épidémie du Ta'oun de 1689 dura huit mois et fit parfois jusqu'à mille morts par jour, *Ithaf* B. Dhiaf, L II, p. 42 et 11.
6. T. Bachrouch : *Fondements d'autonomie de la Régence de Tunis*, R.T. S. S. 1975, pp. 181-182.

7. M. H. Chérif : *Pouvoir et Société dans la Tunisie de Husayn ben Ali, 1705-1740*. Thèse de **Doctorat d'Etat** 1970, Ronéo pp. 152-155.
8. Il s'agit d'un signe représentant une queue-de-cheval et indiquant le rang dans la hiérarchie administrative ou militaire turque, le rang supérieur comportant trois queues-de-cheval. Le Pacha de Tunis venait donc au second rang. R. Mantran : *L'évolution des relations entre la Tunisie et l'Empire Ottoman du XVI^e siècle, essai de synthèse*, C.T. 1959, p. 321.
9. S. Boubaker : *La régence de Tunis au XVII^e s. : ses relations commerciales avec les ports de l'Europe méditerranéenne : Marseille et Livourne*. Thèse 3^e cycle, 1978, Université de Toulouse le Mirail, p. 186.
10. L'administration de la capitale Tunis est confiée au « *Cheikh al-Madina* ». Il est assisté d'un Conseil et secondé par un grand nombre d'employés. Les autres centres urbains de l'intérieur ont aussi leurs Cheikhs « *Cheikh el-Beled* ».
11. T. Bachrouch : *Sur la fiscalité mouradite*, C.T. 3^e et 4^e trimestre, 1972, pp. 126-127.
12. Notamment sur les peaux, les cuirs et les marchés. Voir M. H. Chérif : *Pouvoir et Société dans la Tunisie de H. ben Ali*, op. cité p. 70.
13. A. Hénia : *Les rapports du Djérid avec le Beylik 1676-1840*, D.R.a. d'histoire, Ronéo, 1978, p. 161.
14. T. Bachrouch : *Sur la fiscalité mouradite*, art. cité p. 126.
15. A. Hénia, *Les rapports du Djérid avec le Beylik*, op. cit. pp. 101 et 276.
16. Ibn Abî Dînâr al Qayrawani : *Ad Munis fî akhbar Ifriqiya wa Tounis*, Tunis 1967, pp. 234-236. Ibn Dhiaf : *IthafAhl az-Zamân*, L. II, p. 36. M. H. Chérif : *Pouvoir et Société*, op. cit. p. 132.
17. Ibn Abî Dinar : *Al Mu'nis*, pp. 199-200, L. II, 1^e partie. *Al Hulal as-Sundusia*, p. 151. Ibn Dhiaf : *Ithaf*, L. II, p. 26. J. Pignon : *La milice des janissaires*, C. T. 1956, pp. 302-303 et ss.
18. L'oda-bachi se coiffe d'un bonnet ou tartour et porte un habit à manches très larges, se resserrant aux poignets (*akbia*). Quant au boulouk-bachi, on le reconnaît au turban blanc qui entoure son tartour. J. Pignon : *La milice des janissaires*, art. cité p. 318.
19. Ce service est d'autant plus fatigant que le voyage s'effectue à pied et dure quarante jours. Départ et retour donnent lieu à des cérémonies d'une pompe royale. L'événement est généralement annoncé par des crieurs publics et le rassemblement se fait devant la Kasbah où le bey doit se rendre pour être revêtu d'un habit spécial par les soins du pacha en personne. J. Pignon : *La milice des janissaires*, art. cité p. 315.
20. Son service acquitté, le janissaire est libre de participer à la course que pratiquent certains particuliers. Les grandes galères, équipées de canons, peuvent embarquer jusqu'à 150 janissaires en plus de l'équipage et des esclaves chargés de la manœuvre. Ce service est dangereux mais combien rémunérateur. En cas de bonne prise, le janissaire a droit à une part du butin. J. Pignon *idem*.

21. Ibn Abî Dînâr : *Al Munis*, p. 236. Ibn Dhiaf, L. II, pp. 32 et 52. Al Wazîr as-Sarrâj : *Hulal*, L. II, 1^{re} partie, pp. 236 et 304.
22. M. H. Chérif : *Pouvoir et Société dans la Tunisie de H. b. Ali*, opus cité pp. 379-380 et p. 443.
23. P. Granchamp : *La France en Tunisie*, T. II, p. 386. T. Bachrouch : *Formation sociale barbaresque ...*, op. cité p. 66.
24. T. Bachrouch, idem, ç. 67. Les grands vaisseaux comptent entre 20 et 40 canons, leurs équipages pouvant atteindre jusqu'à 300 hommes. J. Pignon : un document inédit sur la Tunisie au XVII^e note 90 p. 86. Les grands vaisseaux peuvent atteindre 300 tonneaux de portée comme les piques et les polacres. Les pataches sont de petits bâtiments de guerre à deux mâts et à voiles carrées, de 150 tonneaux de portée. J. Pignon, idem. p. 87.
25. Ces bâtiments de faible tonnage sont la plupart du temps construits sur place et utilisés en général pour des opérations côtières, à partir des ports de Bizerte, Sfax, Djerba.
26. Le départ des galères est précédé de tout un rituel qui tient plutôt de la superstition tels la visite d'un important marabout de la capitale, le sacrifice d'un mouton... Les corsaires de la Régence de Tunis tiennent à l'application du droit de visite en dépit du traité de 1605 avec la France. En effet, ils veulent empêcher les Italiens, les Espagnols et les chevaliers de Malte de se couvrir du pavillon français.
27. T. Bachrouch : *Sur la fiscalité mouradite*, art. cité pp. 130-131.
28. A. Hénia : *Les rapports du Djérid avec le beylik...*, op. cité pp. 19-20.
29. T. Bachrouch : art. cité p. 134.
30. M. H. Chérif : *Pouvoir et Société dans la Tunisie de H. b. Ali*, op. cité p. 597.
31. Ibn Abî Dînâr : *Al Munis*, op. cité p. 292. El Wazîr as-Sarrâj : *Hulal...*, T. II 1^{re} partie, p. 225. Ibn Dhiaf : *Ithâf...*, L. II. p. 95. M. H. Chérif : *Témoignage du muRi Qasim Azzum*, C.T. 1972, pp. 48-49.
32. Ibn Abî Dînâr : *Al Munis*, p. 292. R. Brunschwig : *Justice religieuse et Justice laïque dans la Tunisie des Deys et des Beys jusqu'au milieu du XIX^e s.*, Studia Islamica. XXIII. 1969, p. 30.
33. **Ibn Abî Dînâr : *Al Munis*, pp. 203-211-224-238. Al Wazîr as-Sarrâj : *Hulal*, pp. 163- 224-246-305.**
34. L'insuffisance de ce métal précieux a entraîné un avilissement durable des moyens de paiement et de multiples manipulations au cours du XVI^e s. (trois d'après Munis, quatre d'après al Wazîr en 1606, 1641, 1656, 1677).
35. Ces rachats sont organisés par les ordres religieux des Trinitaires et des Capucins ainsi que par le magistrat des achats de Gênes ; le gouverneur du comptoir génois de Tabarka lui sert d'intermédiaire. F. Arnoulet : *L'œuvre des Capucins et des Trinitaires*, C.T. 1978. n° 105-106, pp. 35-40. J. Pignon : *Gênes et Tabarka au XVII^e s.* G.T. 1979, n° 109-110, pp. 27 et 35.

36. J. Mathiex : *Trafic et prix de l'homme en Méditerranée aux XVII - XVIII s.*, Annales E.S.C. 1954, p. 160.
37. T. Bachrouch : *Formation sociale*, op. cité, pp. 70-71. M. H. Chérif : *Pouvoir et Société*, op. cité, pp. 277 et 1038.
38. **Le partage des prises entre armateurs, raïs, officiers janissaires et autre serviteurs est bien réglementé dans la pratique : plus de 50% de ces revenus vont dans les caisses des grands armateurs et raïs.**
39. J. Mathiex : *Sur la marine marchande barbaresque*, annales E. S. C. 1959, pp. 87 et 90.
40. J. Mathiex : *Trafic de l'homme...*, Art. cité, Annales 154, p. 157, Godechot : *La course maltaise*, R. A. 1952, pp. 106-108-111.
41. T. Bachrouch : *Société et Pouvoir barbaresque...*, op. cité, p. 90. M. H. Chérif : *Pouvoir et Société*, op. cité, pp. 277 et 1038.
42. A. Zouari : *Les relations de Sfax avec le Levant*, Thèse 3^e cycle, pp. 113, 114 et 117.
43. **La construction navale était assez active à Sfax. Les équipages étaient recrutés parmi les sfaxiens, mais aussi les Kerkéniens**, Cf. Ali Zouari : Thèse 3^e cycle, p. 236.
44. S. Boubaker : *La Régence de Tunis au XVIII s., ses relations commerciales avec les ports de TEurope méditerranéenne*. Marseille et Livourne. Thèse 3^e cycle 1978. Toulouse. Le Mirail. Ronéo.
45. Certains ont élu résidence à Tunis pendant bien longtemps tels Louis Sabain (1678 - 1710) et Nicolas Bélanger (1684 - 1706) qui y ont passé plus de 20 ans. Voir J. P. Vittu : Un commissionnaire marseillais à Tunis et ses affaires de 1684 à 1706 : Nicolas Béranger. *Revue de l'histoire moderne et contemporaine*, Tome XXIV, oct.-déc. 197, p. 582.
46. S. Boubaker : **La Régence de Tunis au XVIII^e s.**, op. cité, p. 344.
47. . . . **Ayant pour base la langue italienne, permettant la communication entre les négociants et l'administration.**
48. Dr. F. Arnoulet : *Fiumara Salletta*, Revue d'histoire maghrébine, janvier : 1977, p. 35.
49. S. Boubaker : *La régence de Tunis*, op. cité, p. 458.
50. T. Bachrouch : *Formation Sociale barbaresque*, op. cité, pp. 109-112. M. H. Chérif : *Introduction delà piastre espagnole*, art. cité, C.T. 1968, pp. 48-49 et 51-53, M. H. Chérif : *Propriété des oliviers*, Actes du 1^{er} congrès d'histoire et de civilisation du Maghreb, 1979, pp. 212-214
51. **Le dinar d'or hafside constituait plutôt une monnaie de compte ; les transactions locales sont faites soit en nasri d'argent (1/52 partie de la piastre) soit en fils ou bourbe en cuivre (1/12 de l'aspre ou 1/624 de la piastre)** M. H. Chérif : *Introduction de la piastre*, art. cité, p. 45 et suivantes.
52. S. Boubaker : *La régence de Tunis*, op. cité., pp. 160-163.
53. M. H. Chérif : *Pouvoir et Société...*, op. cité, p. 154.
54. La petite et moyenne propriété rurale et citadine domine. De nombreux

commerçants, artisans, militaires, rai's... possèdent des oliviers. Cf. M. H. Chérif : *Propriété des oliviers*, art. cité, pp. 234-235.

55. La fabrication des chéchias est organisée d'une façon rationnelle avec une véritable division du travail et une spécialisation des différentes étapes de fabrication : préparation de la laine, filage, foulage, teinture, cardage , apprêt... le nombre des entreprises est assez important, de même le nombre de chaouachis. Voir L. Valensi : *Islam et capitalisme*, Annales, pp. 378-379. et ss.
56. Le négociant livournais Jacob Lumbroso fournit ses clients en leur accordant des facilités et en se chargeant d'écouler lui-même leur production, Cf. S. Boubaker, *op. cité*, pp. 270-272.
57. L. Valensi : *Islam et capitalisme*, article cité, p. 399.
58. P. Sebag : *La peste dans la Régence de Tunis*, IBLA n° 69, 1965, pp. 36-40.
59. Les fonctions politiques et militaires sont accaparées par la classe dirigeante étrangère.
60. On les reconnaît à la couleur de leur turban ; blanc pour les ' *Ulamas*, signe de leur savoir, vert pour les *Ashráfs* signe de leur ascendance chérifienne et leur « *baraka* ». J. Berque. C.T. 1972. '*Ulamas tunisiens*...
61. Certains accèdent aux hautes sphères du pouvoir : conseillers auprès des autorités...
62. Les habous de Aziza Othmana, petite fille du Bey Othman, s'étendent sur 60.000 ha.
63. M. H. Chérif : *Oliviers au sahel*, art. cité, p. 234.
64. H. H. Abdulwahab : *Les apports ethniques étrangers en Tunisie*, C.T. 1970, pp. 162-163, (n° 69-70)
65. P. Chaunu : *Minorités et conjoncture : l'expulsion des Morisques en 1609*. Revue historique, C.C XXV, p. 87.
66. J. Pignon : *Chronique bibliographique "une géographie de l'Espagne Morisque"* p. 229, et H. H. Abdulwahab : article cité, p. 163.
67. H. Piéri : *L'accueil des Tunisiens aux Morisques*. IBLA, 1968, p. 64.
68. H. Piéri, art. cité, p. 66.
69. H. Piéri, art. cité, p. 70.
70. Certains, comme Mustapha Cardenas, ont si bien réussi que leur puissance a porté ombrage au bey régnant Hamouda qui finira par les éliminer.
71. Entre autres, l'espoir d'un sort meilleur, d'une libération plus rapide, d'un mariage arrangé, de fortes pressions...
72. Tel a été le cas de Osta Moratto (Osta Moratto Genovese, de son nom) dey de 1637 à 1640, après avoir dirigé les galères officielles de Bizerte, des années durant. Il en est de même pour Mami Terrarese, devenu conseiller de Youssef Dey ; Osta Moratto Corso sera le fondateur de la dynastie mouradite ...]. Pignon : *Osta Moratto*, C.T., 1955, p. 333, 343 sqq.

73. A. Raymond : *Tunis sous les Mouradites*, p. 136, 2006.
74. A. Raymond : *Tunis sous les Mouradites*, p. 140-141, 2006.
75. Ils se coiffent de chapeaux ronds à l'européenne.
76. Ils se considèrent comme étant supérieurs aux autres juifs du pays et évitent de se mêler à eux.
- 77- Une véritable « intégration » de cette activité a vu le jour avec Joseph Lumbroso, *depuis l'importation des matières premières - les laines fines de Livourne - en passant par leur transformation et leur exportation sous forme de produit fini.*
78. C'était le cas de Mardokhay Darmon pour le commerce du cuir.
79. Prêts d'argent accordés aux militaires turcs moyennant un intérêt de 10%.
80. *La « nation » anglaise compte sept résidents, la « nation » française en compte douze*, S. Boubaker, *op. cité.*, p. 287. Cette « nation » est dirigée par un Consul et dépend de la Chambre de Commerce de Marseille qui est la seule habilitée à délivrer aux négociants français des certificats d'établissement. On évite d'envoyer à Tunis des femmes et des mineurs et de prolonger le séjour de ces négociants au-delà d'une période de 10 ans. La liberté de célébrer leur culte en privé dans la chapelle du Consulat leur est garantie. Les procès mixtes sont du ressort de la justice beylicale, en présence du Consul. Voir Y. Debbach : *La nation française en Tunisie*, pp. 67-81-82-206.
- 81. Othman Dey possédait entre 700 et 1000 captifs. Youssef Dey, 1800, autant pour Mourad Bey et Osta Mourad... A. Raymond : *Tunis sous les Mouradites*, p. 119.**
82. Les captives deviennent dans de nombreux cas les épouses de leurs propriétaires et ne tardent pas à se convertir.
83. Hénia : *Le Djérid*, *op. cité.* M. H. Chérif : *Pouvoir et Société...*, *op. cité.* pp. 43, 276, 277.
84. Lors de la seconde invasion espagnole en Tunisie en 1573, la mosquée université Zaytouna devint « une écurie pour les chevaux espagnols ... et sa bibliothèque fut éparpillée sur la voie publique afin que les ouvrages soient piétinés sous les sabots ». Ibn Dhiaf : *Ithâf*, L. II, p. 18.
85. Ces témoignages sont consignés dans des Kunnashs ou cahiers où les 'Ulamas notent toutes les affaires qu'ils ont eu à connaître.
86. L'explication d'Al Bukhârî donne lieu à des manifestations religieuses et un recueillement général surtout au cours du mois de Ramadan.
87. G. Marçais : *Manuel d'art musulman*. L'architecture, T. II, pp. 849 et ss.
88. H. Djaït : *Influences ottomanes*, in R.H.M., n° 6, 1976, p. 150.

Bibliographie relative à la Tunisie mouradite

- ABDULWAHAB H.H.** : Coup D'œil général sur les apports ethniques étrangers en Tunisie, réimpression C. T. 1^{ER}-2^E trim. 1970 n° 69-70, pp. 149-172.
- ABDESSELEM A.** : Les historiens tunisiens des XVII^E, XVIII^E et XIX^E siècles. Essai d'histoire culturelle, Paris 1973, 590 p.
- ARNOULET F.** : L'œuvre hospitalière des Trinitaires et des Capucins dans la Régence de Tunis, C.T. 3^E-4^E trim., 1978 n° : 105-106, pp. 35-47
- FIUMARA S.** : Un comptoir commercial en Tunisie aux XVI^E et XVII^E siècles, Revue d'Hist. Maghrébine n° : 7-8 janvier 1977, pp. 33-40
- ARVIEUX C. d'** : Mémoires du chevalier d'Arvieux.... recueillis sur ses mémoires originaux et mis en ordre par Jean-Baptiste Labat, Paris 1735, 6 vol.
- BACHROUCH T.** : - Sur la fiscalité mouradite. Présentation d'une source et des premiers résultats d'une enquête en cours, C.T. n° 79-80, 1972, pp. 125-146.

- Fondements de l'autonomie de la Régence de Tunis au XVII^e siècle, R.T.S.S. n° 40-43, pp. 163-184.
- *Rachat et libération des esclaves chrétiens à Tunis au XVII^e siècle*, R.T.S.S. n° : 40-43, pp. 121-162.
- *Formation Sociale Barbaresque et Pouvoir à Tunis au XVII^e siècle*, Tunis 1977, 252 p.
- Pouvoir et Souveraineté territoriale : la question de la frontière tuniso-algérienne sous Ahmed Bey, in Actes du 1^{er} congrès d'histoire et de civilisation du Maghreb II, 1972, Publications du C.E.R.E.S., pp. 195-208
- BOUBAKER S. : La Régence de Tunis au XVII^e siècle : ses relations commerciales avec les ports de l'Europe méditerranéenne Marseille et Livourne, Thèse 3^e Cycle, 1978, Université de Toulouse, Le Mirail, Ronéo, 528 p.
- BOUTIN A. : Anciennes relations commerciales et diplomatiques de la France avec la Barbarie (1515-1830), Etude historique et juridique, Paris 1902, 622 p.
- BRAUDEL F. : La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II, Paris 1966, 2 v., 589 et 629 p., L'économie de la Méditerranée au XVII^e siècle, C.T. n° 14, 1956, pp. 175-97.
- BRÈVES (de) : Relation des voyages de Monsieur de Brèves..., Paris, 1628.
- BRUNSCHVIG R. : - La Berbérie orientale sous les Hafsides des origines à la fin du XV^e siècle. Paris. 1940-47, 2 vol., 478 et 503 p.
- Justice religieuse et Justice laïque dans la Tunisie des Deys et des Beys, Studia Islamica XXIII, 1965, pp. 21-71.
- CARDAILLAC L. : Le Turc, suprême espoir des Morisques, in Actes du 1^{er} congrès d'Histoire et de civilisation du Maghreb, T. II, 1979, Publication du C. E. R. E. S., pp. 37-46.
- CHAUNU P. : Minorités et conjoncture - L'expulsion des Morisques en 1609, Revue historique C.C. XXV, pp. 81-98. C.T. n° 61 et 64/1958. pp. 45-53.
- CHÉRIF M. H. : - Introduction de la piastre espagnole (« Ryal ») dans la Régence de Tunis au début du XVII^e siècle.
- Témoignage du « *mufti* » Qasim Azzum sur les rapports entre

les Turcs et les autochtones dans la Tunisie de la fin du XVI^e siècle, C. T. n° 77-78, 1972, pp. 39-50.

- L'Etat tunisien et les campagnes au XVII^e siècle. Publications des Cahiers de la Méditerranée, série n° 1, Nice, pp. 9-22.
- Pouvoir et société dans la Tunisie de Hussein bin 'Ali 1705-1740, thèse de doctorat es-lettres, Ronéo 1979, 1025 pages.
- Propriété des oliviers au sahel des débuts du XVII^e s. à ceux du XIX^e siècle, in Actes du 1^{er} congrès d'Histoire et de Civilisation du Maghreb, T. II, 1979, Publications du C. E. R. E. S., pp. 209-252.
- Histoire de la Tunisie (en arabe), Cérès production, Tunis 1980, 191 p.

DAN P. : Histoire de la Barbarie et de ses corsaires, Paris, **MDCXLIX**

DEBBASCH Y. : La nation française en Tunisie 1577-1835, Sirey 1957, 538 pages.

DEMEERSMAN A. : Catégories sociales en Tunisie au XIX^e siècle, **IBLA**, 1967, pp. 1-12, 241-272, 1970, pp. 69-101.

DJAIT H. : Les influences ottomanes sur les institutions, la civilisation et la culture tunisiennes du XIV^e au XIX^e siècle, Revue d'histoire maghrébine n° 6, 1976, pp. 150-156.

ELSENBETH M. : Les juifs en Algérie et en Tunisie à l'époque turque (1516 -1830), Revue africaine, 1^{er} 2^e trim. 1952, pp. 114-187.

EMERIT M. : L'essai d'une marine marchande barbaresque au XVII^e siècle, C. T. n° 11 - 3^e trim. 1965, pp. 363-370.

EZZOUARI A. : Les relations commerciales entre Sfax et le Levant aux 18^e et 19^e siècles, thèse de doctorat 3^e cycle Aix-en-Provence 1978, Ronéo, 348 pages.

FLAUX A. de : La Régence de Tunis au XIX^e siècle, Paris 1865, 411 p.

FLIPPINI J.-P. : Livourne et l'Afrique du nord au XVIII^e siècle, Revue d'histoire Maghrébine n° 7-8 janvier 1977. pp. 125-149.

GARCIA-ARENAL M. : Los Moriscos del campo de Calatrava despues de 1610 segum algunos procesos inquisitoriales. C.T. n° 103-104, 30, 4^e trim. 1978, pp. 167-190.

GODECHOT J. : La course maltaise le long des côtes barbaresques à la fin du XVIII^e siècle, Revue africaine, 1^{er}-2^e trimestre 1952, pp. 105-113.

GRANDCHAMP P.

- La France en Tunisie au XVIII^e siècle : inventaire des archives du consulat de France à Tunis de 1580 à 1705, 10 tomes, Tunis 1920-1932.
- Désignation d'un vice-consul de France pour Sousse, Monastir, Sfax et Djerba en février 1686, R.T - 1918, pp. 44-46.
- *Antoine Michel, Consul de France à Tunis (30 septembre 1679, 28 novembre 1680, 9 février 1685, 6 février 1690)* R.I. 1918 n° 126, pp. 118-123.
- Etablissement en 1692 d'une auberge dans le fondouk de la nation française. Sa suppression en 1778, R.T. 1918, pp. 226-232.
- Un colon français à l'henchir Telia en 1698-1930.
- A propos du « Mémoire pour servir l'histoire de Tunis » publié par P. Lucas, R.T. 1931 n° 5, p. 154.
- Une mission délicate en Barbarie au XVIII^e siècle, Jean Baptiste Salvago, Drogman vénitien à Alger et à Tunis, R.A. 1937, LXXXI. pp. 695-699, n° 30 pp. 299-322, n° 31-32, pp. 471-501.
- La fuite de Tunis et le baptême de Don Philippe à Palerme, R.A. 1940. L XXXIV, pp. 118-132.
- Documents turcs relatifs aux relations entre Tunis et la Toscane, R.T. n° 41-42, pp. 109-114
- Les beys mouradites, R.T. n° 45-47, pp. 227-232.
- L'esclavage chrétien en Barbarie au XVII^e siècle par le Dr Albert Sacerdoti. Notes et Documents, R.A. 1949 LXXXXXIII, pp. 133-139.
- Notables français à Tunis de 1592 à 1881, R.T. 1942 n° 49-51, pp. 256-258.
- Histoire des dernières révolutions du royaume de Tunis et des mouvements des royaumes d'Alger, Paris 1703, 378 pages.

HENIA A. : Les rapports du Djérid avec le Beylik 1676-1840, D. R. A. d'histoire, 1978, Tunis, 340 pages.

HUGA H. : Dayl bâsha ir ahl al-iman bi futuhat al 'utman, présenté par Tahar Maamouri, Tunis 1975.

IBN ABI-DHIAF A. : Ithâf ahl az-zamân bi akhbâr mulûk Tunis wa 'ahd al-aman, Tunis 1963-65, 7 volumes.

IBN ABIL QASIM ER-RA'INI AL QAYRAWÂNI M. : Al-Mu'nis fî Akhbâr Ifrîqiya wa Tunis, 1350 H. texte établi et présenté par Mohamed Chammam, 366 pages, Tunis 1967.

- IBN MOHAMED AL-ANDALOUSI AL WAZIR AS-SARRAJ** : Al hulal as-sundusiya fil akhbâr at-Tûnisiya, texte établi et présenté par **M. H.**, El Hila, 2^e T. 1^{er} partie, 312 pages, Tunis 1973.
- HAMMER J.-V.** : Histoire de l'empire ottoman, trad. fse par J. J. Hellert 18 volumes, Paris 1835-48.
- JUAN VIDAL J.** : Le commerce du blé entre Majorque et l'Afrique du nord aux XVI^e et XVII^e siècles, in Actes du 1^{er} congrès d'Histoire et de Civilisation du Maghreb, T. II. 9179, Public. C.E.R.E.S., pp. 129-154.
- LATHAM J.-D.** Towards a study of Andalusian Immigration and its place in tunisian history, C.T. 3^e-4^e tri, 1957, n° 19-20, pp. 203-252.
- LANFREDUCCI F., Boscio G.-B.** : Costa e discorsi di Barberia, trad. Ch. Monchicourt et P. Grandchamp, R.A. LXVI 1925, pp. 35-165.
- MAGNIN J.-G** : Ibn Abi Dinar, IBLA 2^e trim, 1951, pp. 150-182.
- MANTRAN R.** :
- Histoire de la Turquie, P.U.F., « *Que sais-je ?* » 1961, 128 p., n° 539.
 - Inventaire des documents d'archives turcs du Dar-al-Bey Tunis, Paris 1961, 134 p.
 - Documents relatifs à l'armée tunisienne, C.T. n° 15, 1956.
 - L'évolution des relations entre la Tunisie et l'Empire ottoman du XVI^e au XIX^e siècle, C.T. n° 26-27, 1959, pp. 319-333.
- MARÇAIS G.** :
- Manuel d'art musulman - L'architecture (Tunisie, Algérie, Maroc, Espagne, Sicile), Paris 1926, 2 vol.
 - Contribution à l'étude des andalous : Testour et sa mosquée, RT. 1942.
- MARMOL Y CARVAJAL D.- L.** : Description générale de l'Afrique, trad. Perrot d'Ablancourt, 1667.
- MATHIEX J.** :
- Trafic et prix de l'homme en Méditerranée aux XVII et XVIII siècles, Annales E.S.C., 1954, pp. 157-164.
 - Le ravitaillement maghrébin de Malte au XVIII siècle, C.T. 2^e trim. 1954, pp. 191-202.
 - Sur la marine marchande barbaresque au XVIII s., Annales. E.S.C. 3^e trim. 1955, pp. 87-93.

MONCHICOURT Ch. :

- Etudes Kairouanaises - Kairouan et les Chabbia (1450-1592), Tunis 1939, 250 p.
- La Tunisie et l'Europe, quelques documents relatifs aux ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, R.T. XII, 1905, pp. 89-104, 416-537.

MOUILLARD L.-M. : *Etablissement des Turcs en Afrique et en Tunisie*, R. T. 1895, pp. 358-375, 556, 571.

PEYSSONNEL ET DESFONTAINES : *Voyages dans les Régences de Tunis et d'Alger*, Paris, 1789 ; 2 v.

PIÉRI H. : L'accueil par des Tunisiens aux morisques expulsés d'Espagne - un témoignage morisque - IBLA n° 1966, pp. 63-70.

PLANTET E. : *Correspondance des Beys de Tunis et des consuls de France avec la cour (1577-1830)*, 3 v., Paris 1893-99.

PONCET J. : Un problème d'histoire rurale : le habous Aziza Othmana du Sahel, C.T. n° 31, 8^e année, 4^e trim, 1960, pp. 137-156.

PIGNON (Jean)

- La Tunisie turque et husseinite - Initiation à la Tunisie, Paris 1950, pp. 98-115.
- Osta Moratto Turcho Genovese, Dey de Tunis (1637-1640), C.T. n° 11, 1955, pp. 331-362.
- La milice des Janissaires, C.T., 1956.
- Dix ans de relations franco-tunisiennes (1606 -1616), C.T. n° 14, 1959, pp. 119, 212.
- Un document inédit sur la Tunisie au ^{xvii}^e siècle, Publications de l'Université de Tunis, 115 pages.
- Aperçu sur les relations entre Malte et la côte orientale de Tunisie au début du ^{xvii}^e siècle, C.T. n° 47-48, 3^e -4^e trim., 1964, pp. 69 - 87.
- Une géographie de l'Espagne morisque, C.T. n° 32, 4^e trim, 1960, pp. 129-136.
- La mort de Sanson Napollon (1633), C.T. 1^{er} Année, 2^e trim. 1953, pp. 160-174.
- Une expédition marseillaise sur les côtes barbaresques (1616). L'armement Vincheguerre. Le « Contorelle » de Jehan Ollivier, in Maghreb et Sahara, Etudes géographiques offertes à J. Despois, Acta Geographica 1973, pp. 307-309.

- L'esclavage en Tunisie de 1590 à 1620, C.T. n° 93-94, 1976, pp. 145, 165.
- Gênes et Tabarca au XVII^e siècle, C.T. 109-110, 3^e -4^e trim., 1979, pp. 7, 142.
- RAYMOND A.** : Une liste des Deys de Tunis, 1590-1832, C.T. n° 32, 1960, pp. 129-136.
- RIGGIO A.** : Esclaves et missionnaires en Barbarie (1672-1682), R. A. XCIII, 1979, pp. 38-64.
- ROUSSEAU (Alphonse)** : Annales tunisiennes ou aperçu historique sur la Régence de Tunis, Alger 1864 , 571 p.
- ROY B.** : Deux documents inédits sur l'expédition algérienne de 1628 contre les Tunisiens, R.T. n° 122, mai 1977, pp. 183-204.
- SAYOUS A.-E** : Le commerce des Européens à Tunis depuis le XII^e siècle jusqu'à la fin du XVI^e, Exposé et documents, Paris 1929.
- SAINT-GERVAIS de** : Mémoires historiques qui concernent le gouvernement de l'ancien et du nouveau royaume de Tunis, Paris 1736, 344 p.
- SHAW Th.** : Travels and observations relating to several parts of Barbary and Levant, Oxford 1738, trad. Voyage de Mr Shaw, La Haye 1743, 2 vol.
- SEBAG P.** :
 - Une ville européenne à Tunis au XVI^e siècle, C.T. n° 33-35, 1961, pp. 97-108.
 - La peste dans la Régence de Tunis aux XVII^e et XVIII^e siècles, IBLA n° 109, 1965, pp. 35-48.
 - Sur une chronique des beys mouradites, Une œuvre posthume de Guilleragues, IBLA n° 131, 1973, pp. 53-78.
- TURBOT-DELOF G.** : l'Afrique barbaresque dans la littérature française aux XVI^e et XVII^e siècles, Genève 1973, 345 pages.
- TURKI A.** :
 - Watha'iq 'an-al-higra al andalusiya al-akhira ila Tunis, Annales de la Faculté des Lettres de Tunis VI, 1967, pp. 23-82.
- VALENSI L.** : Fellahs tunisiens : l'économie rurale et la vie des campagnes aux XVI^e-XIX^e siècles, Mouton, 1977, 421 pages.
 - Le Maghreb avant la prise d'Alger, Paris 1969, 141 pages.

- Esclaves chrétiens et esclaves noirs à Tunis au XVIII^e siècle, *Annales*, E. S. C. 1966, n° 6, pp. 1267-1288.
- Islam et capitalisme : production et commerce des chéchias en Tunisie et en France aux XVIII^e et XIX^e siècles, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 1969, pp. 376-400.
- Les relations commerciales entre la Régence de Tunis et Malte au XVIII^e siècle, *C.T.* 1963, n° 43, pp. 71-83.

VITTO J.-P. : Un commissionnaire marseillais à Tunis et ses affaires de 1684 à 1706 : Nicolas Béranger, *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, Tome XXIV, oct.-déc. 1977, pp. 582-601.

Voyage du Sieur Lucas, fait par ordre du Roy dans la Grèce, l'Asie mineure, la Macédoine et l'Afrique, Paris MDCC XII, 2 vol.

LA TUNISIE HUSSEINITE
AU XVIII^e SIÈCLE

Par Azzedine Guellouz

Une période célèbre mais peu connue Les pièges de l'historiographie tunisienne

1. Deux dates décisives

1705 et 1830 sont incontestablement deux dates décisives dans l'histoire de la Tunisie contemporaine.

Au mois de juillet 1705, en effet, était investi des fonctions de bey Hussein Ben Ali Turki, fondateur de la dynastie husseinite.

Au mois de juillet 1830, Tunis, alors gouvernée par son arrière-petit-fils et homonyme Hussein Bey II, apprenait la prise d'Alger par les troupes françaises.

Or la dynastie fondée en 1705 présida pendant plus de deux siècles et demi aux destinées de la Régence de Tunis.

D'un autre côté, la France, devenue par la prise d'Alger la voisine immédiate de la Régence de Tunis a pu, dès cette date, exercer ouvertement sur la politique extérieure et même sur la politique intérieure de ce pays une influence de plus en plus prépondérante.

Marquant ainsi, l'une comme l'autre, les points de départ d'évolutions, politique d'une part, diplomatique de l'autre, si évidemment déterminantes, ces deux dates constituent des jalons historiques unanimement reconnus pour tels.

2. Stabilité et continuité. Fondation d'une dynastie et construction d'un Etat.

Ces deux dates encadrent en outre une période dont les événements politiques, diplomatiques et militaires ne sont pas mal connus ; moins mal connus, en tout cas, que ceux de la période qui l'a immédiatement précédée : ces XVI^e et XVII^e siècles qui ont vu l'agonie de la dynastie hafside, la conquête de Tunis par les Turcs puis, sous leur autorité immédiate ou sous leur tutelle lointaine, sa gestion de plus en plus désordonnée, successivement ou simultanément suivant les époques, par les pachas, les deys et les beys.

De 1705 à 1830, en effet, huit souverains seulement se sont succédé au gouvernement de Tunis :

Hussein Bey, premier du nom (1705-1735) ;

Ali Bey I (1735-1756), neveu de Hussein Bey et plus connu dans les chroniques sous le nom du pacha Ali, d'Ali Pacha ou tout simplement du Pacha ;

Muhammad Bey (1756-1759), premier fils de Hussein Bey 1^{er}, souvent désigné dans les chroniques sous le nom de Muhammad Er-Rachid, ou simplement d'Er-Rachid, parfois de Rachid ;

Ali Bey II (1759-1782), second fils de Hussein Bey, que les chroniques désignent plus volontiers que son cousin du nom d'Ali Bey, mais qu'elles désignent aussi du nom d'Ali Pacha ;

Hamouda Bey (1782-1814), fils d'Ali Bey II, plus volontiers désigné sous le nom de Hamouda Pacha, de Hamouda Pacha II ou Hamouda Pacha el-Husseini, par opposition à Hamouda Pacha el Mouradi ;

Othman Bey (septembre-décembre 1814), frère de Hamouda et fils de Ali Bey II ;

Mahmoud Bey (1814-1824), fils de Muhammad Bey ;

Hussein Bey II (1825-1835), fils de Muhammad Bey.

Or durant la période, plus brève pourtant, qui la précédait immédiatement (de 1591 à 1705), vingt-huit souverains, théoriques

du moins, avaient pu se succéder, presque toujours à la faveur de crises sanglantes et qui paraissent défier l'analyse.

De 1705 à 1830 la stabilité dynastique et institutionnelle est remarquable. Deux crises seulement perturbent la continuité d'une série de successions parfaitement paisibles. Crises violentes certes, mais bien connues dans leurs tenants et leurs aboutissants, elles furent d'ailleurs d'amplitude et d'importance inégales.

La première opposa le pacha Ali 1^{er} à son oncle Hussein Bey : se sentant évincé en 1726, il se révolta en effet en 1728, put conquérir Tunis en 1735 grâce à l'appui des troupes d'Alger, contraindre son oncle à la dissidence et le poursuivre jusqu'à ce qu'il l'eût fait tuer en 1740. L'usurpation dura jusqu'en 1756, date à laquelle son cousin Muhammad Bey (Rachid) put reconquérir Tunis et le pouvoir établi par son père, lui aussi avec l'aide d'Alger.

La seconde crise fut beaucoup plus brève et moins marquante. Elle se situe au mois de décembre 1814 et oppose à Othman Bey (investi seulement depuis trois mois) son cousin Mahmoud Bey. Le représentant de la « branche aînée » (descendant de Muhammad Rachid) reprenait alors le pouvoir au représentant de « la branche cadette » (descendant de Ali Bey II), qui était restée à la tête du pays pendant quelque cinquante-cinq ans.

Malgré ces deux crises, en raison même de ces deux crises puisque l'une et l'autre aboutissent à la consolidation de l'autorité des successeurs « légitimes » de Hussein Bey, la période apparaît donc, du point de vue de la politique intérieure, comme étant celle de l'évolution continue du pays dans le sens voulu par l'ancêtre éponyme de la dynastie et continuée sous l'impulsion de ses héritiers directs.

Sérieusement remise en cause par la révolte de Ali Bey 1^{er} (1728-1756) et dans le courant de son règne (1736-1756), cette orientation se voit confirmée par la « restauration » de 1756. Le règne de Muhammad Bey, fort bref, et le règne de Ali Bey II sont consacrés à cette œuvre de « reconstruction » que l'on peut considérer comme terminée lorsque, en 1770, l'histoire diplomatique et commerciale de la Régence se voit imprimer un tournant particulièrement sensible.

3. De la suzeraineté ottomane à la domination française

Sur le plan des relations extérieures, dans un contexte politico-diplomatique ambigu (comme il l'était à la même époque et devait le rester pour tous les pays musulmans sous suzeraineté ottomane), la stabilité dynastique et institutionnelle de cette première période a permis aux nouveaux maîtres de Tunis d'agir de plus en plus en souverains « nationaux ».

Dès le début de la dynastie, les conflits avec la puissance suzeraine sont nombreux et graves, quoique discrets dans leurs manifestations et adroitement atténués par les chroniques tunisiennes, comme ils ont dû l'être constamment par les inspireurs et commanditaires de ces chroniques, les souverains husseinites, soucieux de préserver les apparences de l'allégeance au Calife d'Istanbul. Cette attitude "circonspecte" consolidait leur autorité sur les populations d'origines ethniques variées, mais toutes musulmanes, placées sous leur autorité. Elle enlevait tout prétexte à des hostilités avec la Régence d'Alger, restée plus fidèle à l'esprit et à la lettre des institutions mises en place par les fondateurs des régences maghrébines et qui se voulait la "fille aînée" de la Sublime Porte. Elle offrait enfin une échappatoire commode aux interventions trop pressantes des puissances européennes.

Avec les nations européennes, en effet, les relations se font de plus en plus étroites et de plus en plus indépendantes des relations avec la métropole turque. Avec la France particulièrement, cette évolution amorcée sous le gouvernement de Hussein Bey I^{er} se trouve accélérée par l'aide, discrète mais certaine, apportée par la France à ses héritiers contre « l'usurpateur », le pacha Ali. Les crises ne peuvent plus dès lors que consolider l'influence de la France. La guerre franco-tunisienne de 1770 est à cet égard un événement particulièrement significatif. Voulue par le ministère Choiseul dans le cadre d'une politique cohérente de réorientation de l'expansion française (abandon du Canada à la suite du traité de Paris et recherche systématique de compensations méditerranéennes), elle « européanise » définitivement le commerce et la diplomatie de

Tunis en les plaçant jusqu'à la fin de l'Ancien Régime dans l'orbite de la France. Des hommes politiques tunisiens, et des plus haut placés, ont été avant, pendant et après cette guerre de 1770, les véritables agents - stipendiés - de la pénétration française, notamment Mustapha Khodja, principal ministre de Ali Bey II, puis de son fils Hamouda Pacha.

Les guerres de la Révolution française et de l'Empire, en évinçant de la Méditerranée la flotte militaire et la marine marchande françaises, permettent à un groupe d'hommes d'affaires (réunis autour du ministre Youssef Saheb-Tabaa) de tenter une réorientation commerciale et diplomatique qui ne put à aucun moment être totale et qui, en tout cas, fut complètement et brutalement mise en question dès le retour en force de la diplomatie et du commerce français après la Restauration de 1814 -1815. Soutenue depuis le Congrès de Vienne par l'approbation, tacite ou expresse, du « Concert européen », la France de Louis XVIII et de Charles X put dès lors renforcer considérablement son influence sur Mahmoud et Hussein, ainsi que sur leurs principaux ministres Hussein Bach-Mamelouk en particulier, à telle enseigne que, dès le règne de Hussein II, certains écrivains politiques, pour désigner les relations entre la France et la Régence de Tunis, ont pu employer (dans son acception étymologique certes et sans songer à la destinée institutionnelle que devait avoir ce mot un demi-siècle plus tard) l'expression d'Etat protégé.

Au terme de cette évolution, dans un traité signé avec la France quelques jours après la prise d'Alger, le bey de Tunis se pare, pour la première fois dans les fastes de la famille husseinite des titres de « Prince des Peuples », « issu de sang royal », « maître du Royaume d'Afrique ». De fait, il avait bien sur ses peuples un pouvoir plus absolu que les beys qui pendant des siècles avaient signé de tels actes après « les puissances du Diwan et de la Milice de Tunis » mais, à l'égard de son partenaire du traité, il se trouvait plus dépendant que ne l'avait jamais été aucun de ses prédécesseurs qui ne croyaient avoir droit qu'à « illustre et magnifique seigneur », plus dépendant

même, *de facto*, à l'égard de la France que ne l'avaient jamais été ses ancêtres à l'égard de la Sublime Porte dont ces nouveaux titres prétendaient montrer qu'il rejetait la tutelle.

4. Ambitions dynastiques, antagonismes ethniques et stratégies diplomatiques.

L'évolution politique intérieure de la Régence de Tunis durant ces 125 années, et l'évolution diplomatique corrélative, sont connues et amplement commentées tout au long des XVIII^e et XIX^e siècles, tant par les historiens et chroniqueurs tunisiens que par les observateurs et historiens français. Les premiers, soucieux d'exalter la gloire d'une dynastie dont ils sont, en règle générale, historiographes attitrés, s'évertuent à donner pour assise à son succès l'attachement « des peuples » de Tunis à des princes nationaux et patriotes ; les seconds, soucieux de montrer les progrès de l'influence de la France, s'attachent à faire de la pénétration française le corollaire du mouvement progressif de libération de la nation tunisienne à l'égard de la domination turque.

De part et d'autre on constate donc un singulier accord pour faire dater de la première période husseinite la naissance, ou la reconnaissance, d'une nation. Cet accord s'explique par l'hostilité que partagent à l'égard de la domination ottomane les populations autochtones et les puissances européennes.

Restent à expliquer dans ces perspectives les facteurs dont la conjonction a permis, à chaque étape, l'implantation puis la consolidation du pouvoir husseinite, la pénétration puis l'extension de l'influence française.

Cette explication n'a pas été tentée par une historiographie tunisienne de ministres - chroniqueurs ou française de voyageurs à caractère officiel.

Elle pourrait l'être, cependant, si la référence aux intérêts réels en cause à l'aube du XVIII^e siècle, à leurs antagonismes et à leur évolution tout au long de ce siècle et durant le premier tiers du siècle suivant, était systématiquement substituée à la référence à des « aspirations » dont l'expression formelle aurait aussi bien pu s'accommoder d'une

évolution toute différente. De l'indépendance et de la liberté des peuples, un régime tout autre que le régime husseinite aurait lui aussi pu faire ses mots d'ordre. Nous constatons même que des partis opposés aux Husseinites en firent effectivement leurs mots d'ordre. Dans la mesure, faible mais suffisante, où les objectifs de ces partis nous sont connus, nous pouvons affirmer que ce fut le cas des partis de Brahim Chérif, en 1705-1706, de Muhammad Ben Mustapha en 1717, du Pacha Ali en 1728, de Younis Bey en 1725.

D'un autre côté, Maures et Arabes (du moins ceux que les observateurs européens désignent sous ces vocables) définissent deux communautés profondément différentes. Selon ce vocabulaire, les Arabes sont les Bédouins nomades ou semi-nomades, tandis que les Maures sont les sédentaires, paysans ou citadins.

Les sédentaires comprennent, certes, en premier lieu les Andalous, réfugiés morisques expulsés par le roi Philippe III en 1610 mais aussi des Tunisiens de plus vieille souche, qu'il s'agisse de paysans montagnards sédentaires comme les Ouled Ayar, les Amdoun, les « Khmir », les « Oueslate » ou de citadins de Tunis, de Sousse, de Sfax, de Bizerte ou de Béja.

Cette mosaïque n'avait pas seulement à la fin du XVII^e siècle et à l'aube du XVIII^e une signification ethnique, elle correspondait bel et bien à des groupes humains aux intérêts si parfaitement distincts qu'un historien contemporain a pu parler à ce propos de « races sociales »¹.

Une quasi-ségrégation socio-ethnique assignait à chacune de ces "races" (communautés) des fonctions inaccessibles ou difficilement accessibles aux autres. Et cette division ne s'arrêtait pas aux charges politiques et militaires, mais s'étendait aux activités économiques. C'est ainsi que les Turcs se voyaient réserver certaines charges politiques et militaires, mais en même temps, en dehors de la « fonction publique », avaient le monopole du commerce des produits importés d'Orient. Aux Andalous, l'artisanat et l'horticulture, aux Mamelouks* le commerce d'exportation ; mais dans la « fonction publique », ces

* Littéralement " possédés ", désigne les convertis d'origine européenne et chrétienne, même s'ils ont été affranchis par leur maître musulman, même s'ils n'ont jamais connu la condition de captif.

deux catégories de citoyens non turcs obtenaient les emplois bureaucratiques, depuis l'intendance et le secrétariat des unités de l'armée (emplois de khodja) jusqu'aux charges de notaires.

Aux Bédouins, tout naturellement, l'élevage et ses produits, mais il leur était également réservé de servir le gouvernement de la Régence en se mettant à sa disposition par tribus ou fractions de tribus (*najaa*) entières à titre de troupes auxiliaires.

Cette assimilation du groupe ethnique à sa fonction économique d'une part, à sa fonction politique d'autre part, allait de soi dans l'esprit des témoins de l'époque et doit être sous-entendue sous leur plume. Elle permet de mieux déceler le jeu parfois difficilement compréhensible de certaines solidarités et, par delà, l'habileté des hommes qui ont su tirer parti des occasions de mettre en jeu ces solidarités socio-économiques, de les susciter parfois.

Hussein Ben Ali Turki paraît avoir possédé au plus haut point cet art de manoeuvrer les habitants de la Régence de Tunis, en tirant parti de leur attachement à leurs origines d'une part, à leurs intérêts matériels et politiques de l'autre. Sous sa conduite, les communautés ont coexisté en donnant l'illusion de l'unité, quoi qu'il en fût par ailleurs des mobiles qui les animaient réellement, et si différents qu'ils aient pu être de ceux qu'elles affichaient.

Il est donc d'autant plus nécessaire de démythifier l'histoire de cette période qu'elle n'est pas à proprement parler *terra incognita*. Elle n'a manqué de chroniqueurs ni en Tunisie ni même en Europe.

La lecture qui a généralement prévalu des documents européens et tunisiens tendait à valoriser l'orientation « nationale » de la politique menée par la dynastie husseinite. Il apparaît cependant que cette orientation nationale n'a jamais été assez consciente de ses moyens ni assez ferme dans sa stratégie pour échapper à l'influence des menées de groupes de pression locaux désireux de richesse et de pouvoir et soutenus de longue main par l'action des chancelleries occidentales, plus spécialement la française. Plus vif encore était, en France notamment, l'intérêt, pour les terres d'Outre-Méditerranée, des « philosophes » soucieux de conquérir au commerce un empire susceptible de remplacer les Indes orientales et occidentales avec

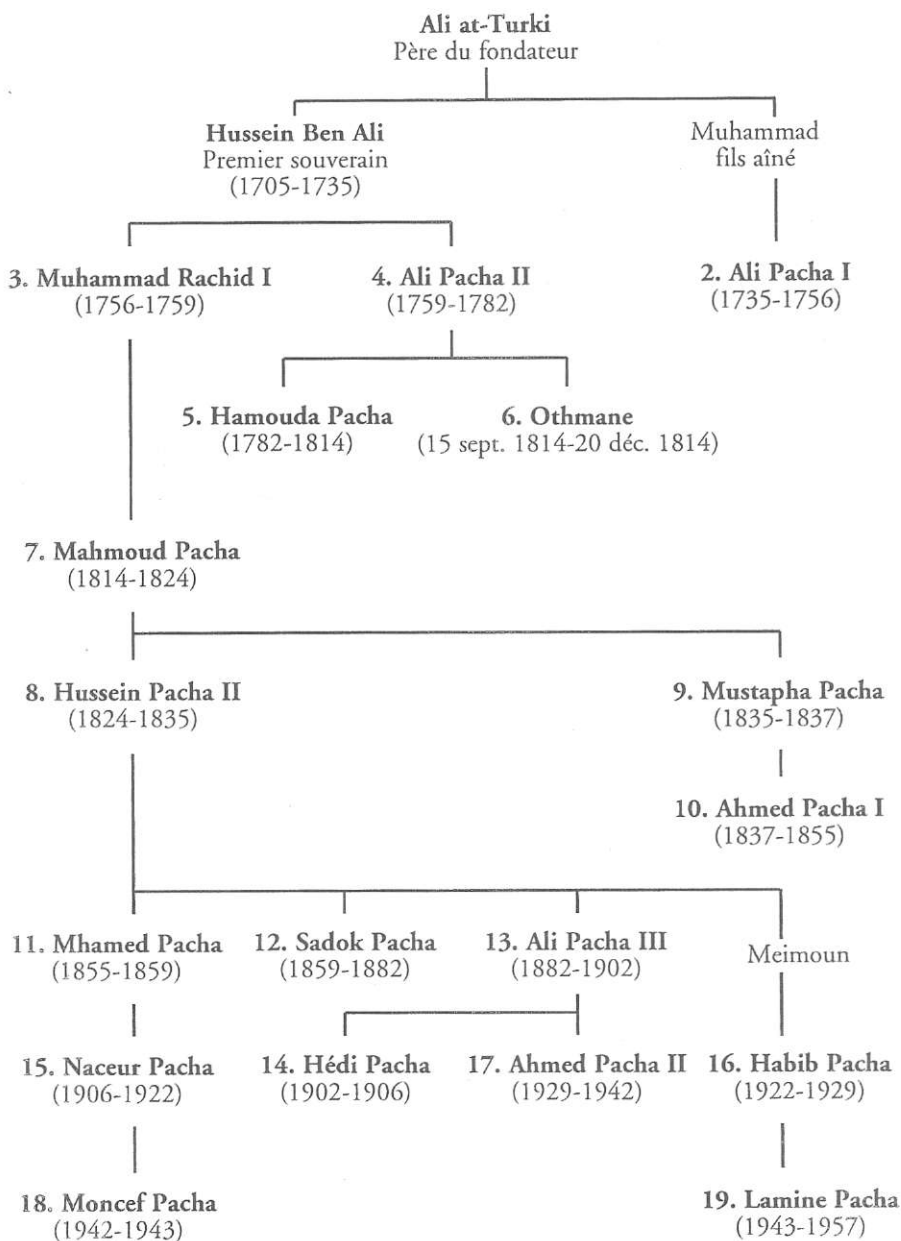
lesquelles les relations connaissaient un profond et durable bouleversement.

Une première partie de cette étude sera consacrée à l'analyse des tenants et des aboutissants de cette oeuvre de Hussein Bey 1er (1705-1735), à sa longue et douloureuse remise en question par son neveu Ali Pacha (1735-1756), à sa restauration et à sa consolidation définitive par ses fils Muhammad (Rachid) Bey et Ali Bey (1756-1770).

Dans une deuxième partie sera étudiée la confrontation du régime ainsi édifié avec les convoitises des puissances européennes, celles de la France en particulier, dont l'influence fut prépondérante à la fin de l'Ancien Régime (1770-1792), connut une éclipse partielle sous la Révolution et l'Empire (1792-1815), puis opéra un retour en force après le Congrès de Vienne (1815-1830).

La dynastie husseinite

1705 – 1957



PREMIÈRE PARTIE

De l'avènement de Hussein ben Ali à la guerre franco-tunisienne de 1770. L'édification d'un État national

En apparence à la suite d'une vacance normale du pouvoir, mais en réalité à la suite de longues et insidieuses manoeuvres menées dans l'ombre avec l'appui de ses parents et alliés bédouins et mamelouks, Hussein ben Ali Turki accède au pouvoir le 13 juillet 1705, succédant au bey Brahim Chérif alors prisonnier des troupes d'Alger.

Après quelques mois consacrés d'abord à repousser les troupes d'Alger, dont il obtient la retraite en organisant la désertion systématique des troupes auxiliaires bédouines venues les appuyer contre Brahim Chérif, ensuite à la lutte contre les partisans du retour de Brahim (parti « turc »), Hussein Bey put gouverner en paix pendant plus de vingt-deux ans.

En février 1728, son propre neveu qui avait été jusqu'en 1726 son lieutenant général se révolte contre lui. C'est que Hussein Bey l'avait confiné dans les fonctions purement honorifiques de pacha et l'avait

remplacé au commandement des troupes par son fils Muhammad Rachid, qu'il désignait ainsi comme son éventuel successeur.

Le pacha Ali trouva des partisans ; ce furent les Turcs, les Andalous et les montagnards sédentaires des Oueslat, des Ouled Ayar et des Khmir. Avec l'aide d'Alger, il finit par conquérir Tunis en 1735.

Porté au pouvoir grâce à l'appui des Turcs, le pacha Ali ne sut pas continuer les concessions susceptibles de lui conserver leur sympathie. Son fils Younis trouva donc en eux des partisans lorsqu'il se révolta en 1752. Cette révolte échoua. Younis se réfugia à Constantine ainsi que de nombreux contingents de ses zéloteurs. Ces réfugiés créent un mouvement d'hostilité contre Ali Pacha mais ce mouvement profita paradoxalement aux fils de Hussein Bey. C'est ainsi que les troupes d'Alger, aidées quasi ouvertement par l'ensemble des troupes turques de Tunis, vainquirent le Pacha Ali et mirent Muhammad Rachid en possession de l'héritage que lui avait destiné son père (1756).

Muhammad Bey pendant les trois années de son gouvernement, et Ali Bey surtout, entreprennent une tâche de reconstruction et de consolidation de l'œuvre entreprise par leur père. Ils s'appuient certes sur les communautés qui leur sont attachées, mais leurs récents mécomptes, les conditions paradoxales de leur « restauration » et l'hypothèque qu'elles représentent commandaient la prudence. Ils s'y tinrent.

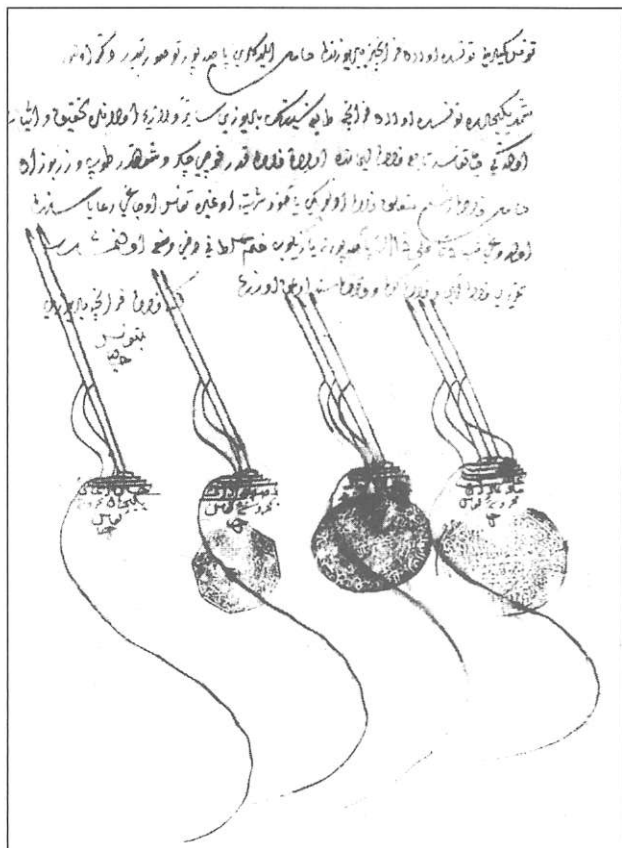
Tels sont les événements qui jalonnent les soixante-cinq premières années de l'histoire de la dynastie husseinite.

Comme on le voit, malgré le rôle déterminant joué par les incursions des troupes d'Alger à trois reprises (1705, 1735, 1756), les problèmes intérieurs prédominent : les interventions algériennes n'ont été, à chaque fois, que la conséquence des problèmes intérieurs. A chaque fois, les troupes turques d'Alger interviennent ou croient intervenir pour appuyer dans la régence voisine un parti « turc » ou « loyaliste » contre un parti « anti-turc » ou considéré comme tel.

Ce sont donc, à chaque fois, les antagonismes entre les communautés qui commandent les événements : contre les Turcs, les Mamelouks et les Bédouins portent Hussein Ben Ali au pouvoir ; contre les Bédouins et les Mamelouks, les Turcs et les Andalous soutiennent la révolte de Younis ; contre les Bédouins, les Turcs conquièrent Tunis sur le pacha Ali pour placer Muhammad Rachid au pouvoir.

Mais ces antagonismes, des hommes ont su les utiliser, chacun selon son génie et à sa manière : Hussein Ben Ali d'abord, dont la carrière à cet égard est exemplaire (chapitre I) Ali Pacha ensuite (chapitre II), et enfin les beys Muhammad et Ali II (chapitre III).

***Traité capitulaire de paix et de commerce
entre la France et la Régence de Tunis -1710***



Signatures et sceaux du bey Hussein ben Ali et du dey
Qârâ Mustapha (Archives Nationales de Tunisie, C. 205, D. 58).

En 1710, une crise grave oppose la Régence à la France suite à la prise par les tunisiens d'un navire français pratiquant la course sous couvert maltais. Au terme d'une longue controverse, Hussein ben Ali se résigne à signer un nouveau traité capitulaire daté décembre 1710, suivi quelques mois plus tard par la signature d'une convention sur le Cap Nègre - déclaré ainsi possession française (juin 1711) - qui autorise la Compagnie d'Afrique à pratiquer librement la traite du blé.

CHAPITRE PREMIER

De 1705 à 1735, Hussein ben Ali. Nouvelle dynastie ou nouveau régime ?

La vie et la carrière de Hussein Ben Ali avant son accession au pouvoir, comme l'œuvre qu'il accomplit quand il fut au gouvernement, sont unanimement rappelées par les chroniqueurs et historiens tunisiens tout au long du XVIII^e siècle. Mais si les versions varient peu*, il n'est pas possible pour autant de faire fond sur leur unanimité.

Parce que la dynastie husseinite qu'il a fondée a gardé le pouvoir jusqu'en 1957, tous les chroniqueurs se trouvent avoir été les historiographes officiels, sinon officiels, des descendants et successeurs de Hussein. Il ne faut donc pas s'étonner de voir, à travers les chroniques, se confirmer l'image que le fondateur de la dynastie a tenu à laisser de lui-même dans la chronique rédigée sur son ordre par son ministre Hussein Khodja.

* La seule exception, nuancée mais certaine, est celle que représente la *Mechraa el-melki* de Saghir Ben Youssef, Kouloughli porté à une appréciation positive des périodes de gouvernement " turc " : Brahim Chérif et Ali Pacha I.

Hussein Khodja exerçait les fonctions de chef du Secrétariat en langue turque. Ces fonctions lui donnaient la responsabilité non seulement de la correspondance avec la Sublime Porte mais aussi avec les puissances européennes qui utilisaient le turc dans leurs relations épistolaires avec les Régences « barbaresques ». Il n'a donc pu être en peine de documenter sa chronique pour tout ce qui concerne l'œuvre diplomatique du gouvernement de son maître et plus particulièrement la nature et le ton des relations entre la Régence et la métropole ottomane.

Or on constate qu'en ce qui concerne ces relations, le texte de Hussein Khodja reste d'une extrême discrétion. On ne peut qu'en conclure que cette discrétion a été dictée par des « considérations politiques », comme nous le dit expressément Ben Dhiaf² à propos d'un événement précis et particulièrement significatif. A propos de cet événement, comme de beaucoup d'autres, la confrontation du texte de Hussein Khodja avec les témoignages et documents originaux que nous connaissons, si rares soient-ils, permet de déterminer les « considérations politiques » qui ont animé Hussein Bey.

Une fois connus les desseins politiques de l'historiographe et du maître pour lequel il écrit, le recours à la chronique devient particulièrement instructif : la version que Hussein Khodja en donne renseigne sur les événements eux-mêmes mais aussi, et surtout, sur la manière dont Hussein Bey a réagi à ces événements et sur la manière dont il a voulu qu'on croie qu'il a réagi.

Nous aurons recours à cette méthode pour étudier les conditions dans lesquelles Hussein Bey accéda au pouvoir (juillet 1705 à janvier 1706), puis pour caractériser son œuvre (1705-1728) et enfin pour déterminer les causes de la révolte de son neveu, le Pacha Ali (1728-1735).

1- La conquête du pouvoir : la légende et l'histoire

La légende : Hussein ben Ali sauveur de la patrie

Racontant l'avènement de Hussein, les chroniqueurs sont d'accord. Le 20^e jour du mois de rabia al-awwal (12 juillet 1705),

dans les locaux de l'état-major de l'artillerie (*diwan al-mdafi*) à la citadelle de Tunis (Kasbah), les officiers de la milice et les notables de Tunis procédaient à l'investiture d'un nouveau bey : en remplacement du bey Brahim Chérif, ils désignaient son lieutenant-général (kahia), Hussein Ben Ali Turki. Cérémonie d'une simplicité bien militaire, mais empreinte d'une exceptionnelle solennité en raison de la gravité des circonstances : la patrie était en danger.

Quelques jours auparavant, les armées de la Régence d'Alger avaient écrasé près du Kef celles de la Régence de Tunis et fait prisonnier le bey lui-même, Brahim Chérif. D'où la vacance du pouvoir et les lourdes responsabilités qui attendaient celui qu'on venait de désigner pour y accéder.

Les Algériens ne pouvaient manquer de tirer de leur victoire le seul parti prévisible qui était de marcher sur Tunis. Les précédents ne manquaient pas et invitaient plutôt à la crainte qu'à la présomption. Habitues à avoir le dessus dans leurs querelles avec leurs voisins de l'Est, les troupes d'Alger ne seraient pas faciles à repousser. Hussein Ben Ali tint pourtant la gageure : dans la nuit du 5 au 6 septembre, les Algériens battaient en retraite.

Hussein Ben Ali justifiait ainsi les espoirs placés en lui et apparaissait comme l'homme providentiel qui méritait d'avoir et de conserver le titre de bey de Tunis.

Aussi put-il le conserver. Lorsque, libéré par les Algériens, Brahim Chérif est appelé par les factieux à reprendre le pouvoir où Hussein Bey l'avait pourtant si légitimement et si avantageusement remplacé, il ne trouva pas à Porto-Farina une population prête à l'accueillir, mais des ennemis décidés qui lui tranchèrent le cou (janvier 1706).

Telle est, pour l'essentiel, la version que les chroniques s'accordent à nous donner de 'l'élection' de Hussein. Elle insiste sur deux points :

— la situation de premier plan occupée par Hussein Ben Ali Turki dans le régime de Brahim Chérif, qui le désignait tout naturellement pour lui succéder ;

- les qualités militaires et politiques exceptionnelles dont Hussein Ben Ali fait preuve aussitôt qu'il est investi de ces lourdes charges. Son succès justifiait la haute opinion qu'avait de lui Brahim Chérif

qui en avait fait son lieutenant, et la confiance mise en lui par ses « électeurs » de l'état-major de l'artillerie.

Mais, examinés à la lumière de quelques faits omis par Hussein Khodja, les deux points paraissent contestables, aussi bien en ce qui concerne les relations entre Hussein Ben Ali Turki et Brahim Chérif qu'en ce qui concerne l'importance militaire de la retraite des troupes algériennes en septembre.

*L'Histoire : un long passé de luttes,
Hussein ben Ali contre Brahim Chérif*

Tout semble avoir été mis en oeuvre dans la chronique de Hussein Khodja pour donner des relations entretenues par Hussein Ben Ali avec Brahim Chérif avant le 12 juillet 1705 une image idyllique ; pour montrer, en tout cas, que Hussein Ben Ali était pour Brahim Chérif un lieutenant loyal et estimé en conséquence.

Or les antécédents des deux hommes laissent supposer un tout autre style de relations entre eux lorsque les circonstances les ont appelés à collaborer. Elles imposent en outre de rechercher les raisons qui ont conduit Hussein Bey à fa'r. minorer par ses historiographes l'importance de son opposition passée à Brahim Chérif,

a) La carrière de Brahim Chérif, compagnon
de Ben Choukr et agent de la Sublime Porte

Brahim Chérif est un Turc du Levant. Nous savons sur lui très peu de chose, mais ce que nous en savons est particulièrement significatif. Il commença à servir dans les troupes de la Régence de Tunis à la suite de la guerre algéro-tunisienne de 1694 et des accords qui la terminèrent.

Cette guerre avait vu les troupes d'Alger conduites par le dey Chaâbane marcher contre Tunis, alors gouverné par le bey Muhammad (Ben Mourad) et tenter d'en donner le gouvernement à Muhammad Ben Choukr ³.

Mais le soutien à Muhammad Ben Choukr n'était pas une fin en soi. Les véritables raisons de l'intervention de la Régence d'Alger contre le bey mouradite de Tunis sont exposées dans une lettre adressée le 18 septembre 1694 du « camp d'Alger sous Tunis » au Roi

de France Louis XIV. A la suite de la guerre qui venait d'opposer la Régence d'Alger au sultan du Maroc, Moulay Ismaïl, les ambassadeurs marocains, venus négocier la fin des hostilités, avaient montré en plein divan les lettres écrites à leur maître par le bey de Tunis, lettres où il proposait à Moulay Ismaïl ses services pour la conquête des régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli, ne demandant pour récompense que d'être fait « grand vizir » de l'Empire marocain ainsi agrandi.

C'est pour châtier cette trahison que l'expédition avait été décidée contre un gouvernement dont bien des indices avaient déjà amené la Régence d'Alger à suspecter la fidélité à la Sublime Porte, alliée séculaire de la couronne de France. Ces indices, Chaâbane, dey d'Alger, les rappelle dans sa lettre à Louis XIV : le bey de Tunis avait écrit plusieurs lettres aux Arabes « voleurs, rebelles [...] pour les engager à faire des coups sur nos sujets obéissants ».

Il avait également « procédé à des changements continuels des officiers de la milice dont il a donné les emplois à de "méchants Arabes" »⁴.

Enfin, suivant en cela la tradition établie par son grand-père Mourad, premier du nom, il avait prétendu faire de Tunis une royauté et couronne héréditaire de père en fils « contrevenant à une déclaration écrite de la main de notre grand empereur à nos républiques : « Quiconque de mes esclaves sera agréable à ma soldatesque des frontières et sera élu par elle pour son chef, c'est aussi celui que j'approuve et confirme ».

L'expédition de 1694 avait donc été décidée pour réduire à l'obéissance un bey oublieux de ses devoirs de fidélité à la mère-patrie turque d'abord, des privilèges de la colonie militaire turque ensuite, et enfin du caractère oligarchique du gouvernement aristocratique militaire, institué par la Porte dans cette Régence comme dans ses voisines.

De cette expédition, Brahim Chérif faisait partie. Le déroulement ultérieur de sa carrière permet d'imaginer qu'il en faisait partie comme agent conscient et responsable et qu'il n'en pouvait ignorer les objectifs. Or cette expédition, si elle ne s'était pas terminée par la déposition de Muhammad Ben Mourad, avait abouti néanmoins à un amendement de sa politique, à une restauration de la cohésion militaire et diplomatique avec la Régence d'Alger.

Brahim Chérif était resté au service de la Régence de Tunis probablement dans le cadre de cette politique de coopération militaire, plus ou moins volontaire du côté de Tunis, entre les deux régences maghrébines. Il y avait servi sous le gouvernement de Muhammad Ben Mourad, de son frère Romdhane, de leur neveu Mourad III (Ben Ali) enfin. C'est contre les exactions et les turpitudes de ce dernier mouradite qu'il s'était révolté en 1702, donnant de sa personne puisqu'il avait exécuté de sa propre main le tyran sanguinaire et débauché.

Mais les mauvaises mœurs et la cruauté de Mourad, qui nous sont présentées par les chroniques comme les mobiles ayant animé Brahim Chérif, sont-elles les seules et véritables causes du coup d'Etat auquel il procéda ?

Les conditions dans lesquelles le coup d'Etat eut lieu permettent d'en douter. C'est au retour d'une mission à Istanbul que Brahim Chérif tua Mourad III. Il le fit au moment où le carrosse beylical passait devant le front des troupes turques, qui ne manifestèrent aucune velléité de résistance. Comme l'atteste une tradition constante, encore vivace, un siècle et demi plus tard lorsque Ben Dhiaf écrivit à son tour sa chronique, il est donc probable que Brahim Chérif a agi sur l'ordre de la Sublime Porte.

Il est logique de penser que, si les chroniques écrites, et d'abord la chronique de Hussein Khodja, se sont abstenues de faire état du caractère « officiel » du coup d'Etat de Brahim Chérif, ce fut pour des « considérations politiques ». ⁵

Ces « considérations politiques » tiennent à ce que Hussein Bey n'a pas voulu apparaître aux yeux de l'opinion ni aux yeux de la postérité comme ayant lutté contre un chef expressément investi par le Grand Seigneur d'un si important mandat. Des mêmes "considérations politiques" relève l'effort fait pour cacher le véritable caractère de l'œuvre de Brahim Chérif une fois qu'il eut accédé au pouvoir.

b) L'œuvre du gouvernement Brahim Chérif, bey et dey :
une restauration de l'aristocratie militaire turque

Certains indices permettent de caractériser cette œuvre. Omis ou négligés par Hussein Khodja, ils ont été mis en valeur par le chroniqueur Saghir Ben Youssef qui, écrivant en 1765, se fait l'écho de

la nostalgie des Turcs et des Kouloughlis qui ont connu directement ou, surtout, par ouï-dire, le gouvernement de Brahim Chérif. Or, dans la chronique de Muhammad Saghir Ben Youssef, Brahim Chérif est décrit comme ayant éliminé systématiquement « les Arabes » de son entourage et systématiquement travaillé à en supprimer l'espèce ou du moins le genre de vie. Il procédait par exemple à la confiscation de tous les dromadaires dans le but avoué de priver les Bédouins de bêtes de somme et de les contraindre de la sorte à abandonner le nomadisme et à adopter un genre de vie sédentaire ⁶.

En même temps, il est présenté comme ayant redonné à la milice turque le sens de ses responsabilités et de ses privilèges. Vivant la vie des miliciens, partageant leurs épreuves, il est dit en avoir obtenu des exploits guerriers dignes de la grande époque de Sinan Pacha ⁷.

Une preuve de cette orientation de la politique de Brahim Chérif doit être cherchée dans le fait qu'il a été le premier et le dernier dans l'histoire tunisienne à cumuler les titres de bey et de dey.

Ce cumul, souvent cité comme une manifestation de mégalomanie, revêtait en fait une signification politique.

Il est incontestable, en effet, que Brahim Chérif tint à être élu par la milice au titre de dey. Il montra même le prix qu'il attachait à ce titre en déclarant, le jour de son élection, son intention de renoncer à la résidence beylicale du Bardo et de venir habiter à la Kasbah, avec les miliciens, comme un dey de la grande époque ⁸.

Pourtant, le titre de bey dont il était investi depuis la mort de Mourad le dispensait de briguer le titre de dey. La puissance réelle à laquelle les beys mouradites étaient parvenus, depuis quelques décennies déjà, était telle qu'ils disposaient en pratique de l'élection au titre de dey : ils faisaient élire et révoquer à leur guise ces mêmes deys. Brahim Chérif, bey successeur d'un bey, aurait pu faire nommer un dey à sa dévotion si son accession au pouvoir n'avait signifié, pour lui et pour ses partisans, plus et autre chose qu'un changement de titulaire.

En réalité, par delà l'usurpation du titre de bey facilitée sans aucun doute par la mauvaise réputation dont jouissait le dernier Mouradite,

Brahim Chérif visait à la restauration dans sa « pureté » originelle du régime oligarchique militaire de la régence turque. Il n'a eu que trois années pour travailler à ce retour aux sources. Il rencontra des résistances parmi les tenants du régime établi par les Mouradites. Bientôt, nous dit Ben Dhiaf, les Arabes oublièrent les méfaits du sanguinaire Mourad et le regrettèrent, tant leur étaient insupportables les méthodes et la forme de gouvernement de Brahim Chérif. Ces « Arabes » nostalgiques d'un régime de type « mouradite », un homme pouvait les comprendre et tirer parti de leur état d'esprit : Hussein Ben Ali.

c) Les origines familiales et la carrière de Hussein ben Ali Turki :
un long passé de fidélité au régime mouradite

Les chroniqueurs tunisiens, emboîtant le pas à Hussein Khodja, s'attachent à démontrer que Hussein Ben Ali Turki avait été, jusqu'aux événements qui amenèrent les notables de Tunis à lui « imposer » d'accepter le pouvoir, un collaborateur loyal, entretenant avec son maître, le bey Brahim Chérif, des relations harmonieuses que seraient venus troubler de tardifs et inexplicables malentendus. Mais ces malentendus, si on les considère avec quelque attention et si on considère la manière dont, précisément sur l'ordre de Hussein Bey, ils sont présentés, ne sont pas si inexplicables.

Malgré son nom, Hussein Ben Ali Turki n'est pas turc. Son père Ali Turki, un converti d'origine candiote probablement, est un officier au service des Mouradites.

Mais Ali Turki n'était pas seulement un employé, il était un partisan *du régime, ce dont on peut juger par la seule considération des fonctions qu'il occupe jusqu'à sa mort.* Ali Turki fut, en effet, officier des « volontaires arabes ». Il faisait donc partie de ces officiers dont on nous dit que les beys mouradites encadraient les « *najas* » bédouins.

Or l'institution des « *najaa* » bédouins était un des instruments essentiels de la politique mouradite.

Les membres de cette dynastie devaient en effet leur puissance à l'utilisation systématique des auxiliaires bédouins dans l'accomplissement de leur mission de beys. Les beys étaient, à l'origine, des

surintendants des impôts chargés du recouvrement du « *kharâj* » ou « tribut » auprès des populations bédouines. Ils étaient dotés d'un corps de troupes turques chargé de les accompagner dans des tournées qui risquaient parfois de prendre des allures d'expéditions⁹.

Le bey Romdhane, véritable théoricien des « affaires indigènes » pensa que ces recouvrements se feraient mieux encore si l'on pouvait s'assurer la bonne volonté des contribuables¹⁰.

Il mena à cet effet une politique de recrutement de tribus bédouines ou (*najaa*) appelées à se joindre, dans leur organisation tribale, aux troupes beylicales. En même temps il procéda à la « formation » d'un corps d'officiers des « affaires indigènes » chargés d'encadrer les auxiliaires ainsi recrutés. Il exigeait d'eux la connaissance des mœurs, des usages et de la langue des tribus et les astreignait à vivre la vie des tribus qu'ils étaient chargés d'encadrer, leur demandant de se faire des amis chez les Bédouins ou, mieux encore, des parents en épousant les filles des chefs de tribus. Romdhane ne trouva d'abord pour accepter cette discipline et ces responsabilités que des Mamelouks, convertis d'origine européenne.

Mourad, premier du nom, fondateur de la dynastie mouradite, avait été l'un des collaborateurs de Romdhane ; il fut désigné pour remplacer son chef. Ses fils, petits-fils, arrière-petit-fils et son arrière-arrière-petit-fils lui succédèrent. La politique « indigène » se poursuivit. Les beys mouradites surent se concilier les tribus bédouines, s'y faire des alliés et des parents : Mourad Ben Ali Ben Mourad, que le coup d'Etat de Brahim Chérif renversa en 1702, était le fils d'une Bédouine.

Ils continuèrent également à entretenir un corps d'officiers des « affaires indigènes » et à voir en eux leurs principaux et plus solides appuis. Ali Turki faisait partie de ces officiers qui « savaient parler aux Arabes » et « les tenir ». Il s'était fait des alliés de ses « administrés », et même des parents : il avait commencé par se marier dans la tribu des Beni Chennouf du Kef, puis dans la tribu des Charni. C'est de ce dernier mariage qu'est issu Hussein ben Ali Turki. Hussein Ben Ali Turki est donc petit-fils, neveu et frère de chefs "arabes" de l'Ouest, comme l'était le bey Mourad Ben Ali lui-même.

La carrière brillante qui fut la sienne sous le régime mouradite, et plus spécialement sous le gouvernement d'Ali Ben Mourad et de son fils Mourad III n'a donc rien de paradoxal. Pas plus ne doit-on s'étonner de la loyauté dont il fit preuve à l'égard du dernier représentant de la dynastie, en dépit de ses vices et de sa cruauté.

C'est ainsi qu'en 1702, informé des intentions de Brahim Chérif, il s'était empressé d'écrire à son maître. Le message n'avait pas encore été lu lorsque Brahim Chérif tua Mourad. C'est donc Brahim Chérif qui en avait pris connaissance et ce trait de loyauté l'avait ému au point qu'il envoya rassurer Hussein Ben Ali sur son sort et offrit de le maintenir dans ses anciennes fonctions de kahia ¹².

Les biographes voient dans ce trait la preuve du patriotisme de Hussein Ben Ali et d'un sens de l'Etat capable de faire abstraction des faiblesses et même des tares du détenteur de l'autorité. Mais il n'est pas interdit d'y voir la preuve de l'attachement à un régime qui associait si étroitement au pouvoir les deux communautés auxquelles Hussein Ben Ali Turki appartenait : celle des Mamelouks par son père et, par sa mère, celle des « Arabes » bédouins.

De même doit-on voir dans son maintien en fonction après le coup d'Etat de Brahim Chérif le souci du nouveau maître du pays de rassurer ces deux communautés contre lesquelles il ne tenait pas à entrer en lutte ouvertement ni immédiatement.

Les deux hommes avaient donc été amenés à collaborer à la faveur d'un compromis et ce compromis avait duré aussi longtemps que Brahim Chérif avait dû et pu cacher la véritable orientation du régime qu'il mettait en place.

Plus tard, les relations entre le nouveau bey (et dey) et son kahia s'étaient détériorées. Hussein Ben Ali avait même connu pendant quelques jours la prison et, naturellement, ses biographes tunisiens n'ont pas parlé de cette mésaventure : toujours les « considérations politiques » ¹³. Ce qu'ils signalent pourtant, ce sont deux désaccords significatifs entre le bey et son kahia.

Le premier surgit en décembre 1704 pendant la campagne menée par Brahim Chérif contre le bey de Tripoli, ancien ami et allié de

Mourad III, qui ne semblait pas s'être résigné aux changements intervenus à Tunis. Cette guerre avait d'abord été marquée par quelques victoires qui avaient amené les troupes tunisiennes devant Tripoli. Les Tripolitains demandèrent la paix. Ils trouvèrent en la personne de Hussein Ben Ali un avocat chaleureux, mais dont les appels à la modération ne furent pas écoutés par Brahim Chérif. Fort opportunément, une épidémie de peste se déclara et les auxiliaires bédouins, y voyant un signe des deux, désertèrent en masse, contraignant Brahim Chérif à la retraite. Cette désertion massive des Bédouins n'avait-elle pas été provoquée ? ¹⁴

Le second désaccord surgit à l'occasion de la guerre de 1705 contre Alger. Hussein Ben Ali nous est présenté comme ayant fortement déconseillé cette guerre à Brahim Chérif qui, encore une fois, refusa de l'écouter. Encore une fois, les auxiliaires bédouins désertèrent en foule et provoquèrent la déroute de Brahim Chérif.

Seules les troupes commandées par Hussein Ben Ali purent échapper à la désorganisation et rentrer vers Tunis où une flatteuse élection attendait leur chef, assortie de la lourde responsabilité de contenir et de repousser l'invasion imprudemment provoquée par Brahim Chérif.

Pour repousser les envahisseurs, Hussein Ben Ali disposait, il est vrai, d'un atout considérable : sa popularité parmi les auxiliaires bédouins, naguère passés au service de la Régence d'Alger. De fait, il a suffi qu'il prît le pouvoir et que les tribus bédouines en fussent informées pour qu'un mouvement inverse de désertion s'organisât et pour que les Algériens fussent contraints à la retraite ¹⁵.

Il est difficile de ne pas soupçonner Hussein Ben Ali d'avoir souhaité, sinon provoqué, le danger qu'il fut amené à « conjurer », quand on constate que, parmi les « *najaa* » bédouins ralliés en grande pompe à la Régence de Tunis après avoir abandonné Brahim Chérif, figurait un « *najaa* » commandé par le propre frère de Hussein Ben Ali ¹⁶.

Il est donc clair que l'accession de Hussein Ben Ali au pouvoir ne s'est pas faite à la faveur d'un simple hasard. Elle est la conséquence

d'une longue série d'actions concertées, visant d'une part à mettre fin à l'action de Brahim Chérif pour une restauration de l'oligarchie militaire turque et d'autre part à établir un régime de type « mouradite » où les « Arabes » bédouins, aidés ou inspirés par les Mamelouks, constituaient le principal soutien du pouvoir. Mais Brahim Chérif semble avoir tenu à ne pas heurter de front les communautés arabes en révélant le caractère « anti-arabe » de son coup d'Etat. Hussein Ben Ali a tenu, autant et plus que lui, à donner le change sur le caractère « anti-turc » de son gouvernement.

*La subordination de la milice au bey : instauration
d'un régime nouveau (juillet 1705 - février 1706)*

Hussein Bey réussit pendant quelque temps ; il permet que la milice élise un dey et, ostensiblement, le « fait asseoir à ses côtés ». Mais Muhammad Lasfar, le nouveau dey, ne tarde pas à s'apercevoir que le nouveau bey n'entend nullement traduire dans les faits ce symbole. Aussitôt les Algériens repoussés, la crise éclate au grand jour. Hussein Ben Ali quitte la capitale et se réfugie auprès de ses alliés bédouins. C'est l'épreuve de force. Ses péripéties sont particulièrement significatives de l'importance réelle des forces en présence dans la Régence en cette fin d'année 1705.

Maîtresse absolue de la capitale, la milice turque dispose d'un pouvoir plus exclusif qu'il ne l'avait jamais été sous Brahim Chérif. Mais, pour ces soldats embourgeoisés, la solde seule comptait. Des dizaines d'années de gouvernement mouradite les avaient habitués à recevoir cette solde, laissant à d'autres (aux troupes confiées aux beys et composées en grande partie d'éléments non turcs) le soin de recouvrer les ressources nécessaires pour la payer.

Le bey étant en dissidence, le dey n'eut pas de quoi payer la solde aux miliciens. Les manifestations se multiplièrent. Le dey finit par déclarer aux manifestants : « Que ceux qui veulent leur solde aillent rencontrer l'ennemi ! »¹⁷.

Son discours fut pris au pied de la lettre. Une délégation de miliciens alla effectivement rencontrer « l'ennemi », Hussein Ben Ali. Mais ce fut pour le prier de réintégrer la capitale ; ce qu'il fit. Avec lui rentraient à

Tunis les caisses qui lui permirent de payer aussitôt la solde de la milice. Au préalable on avait décapité le dey Muhammad Lasfar ¹⁸.

Naturellement, lorsque Brahim Chérif, sur la foi des nouvelles lui annonçant la révolte du dey Lasfar, revint dans la Régence, il y fut accueilli par des (officiers de Hussein Bey qui le tuèrent ¹⁹.

Là réside le paradoxe : c'est à la tête de la milice turque que fait son entrée définitive à Tunis ce fils d'un converti et d'une bédouine, dont la carrière avait été consacrée à la lutte sournoise contre l'hégémonie turque. Cette équivoque, Hussein Bey semble avoir voulu la maintenir tout au long de son règne et avoir même essayé, par la manière dont il a orienté la chronique de Hussein Khodja, de la perpétuer pour la postérité.

2 - Le gouvernement de Hussein ben Ali : une révolution silencieuse

Il importait de s'étendre quelque peu sur les conditions qui présidèrent à l'accession de Hussein Bey au pouvoir.

A la charnière d'un XVII^e siècle dominé par le gouvernement des beys mouradites et d'un XVIII^e siècle dominé par le gouvernement des beys husseinites, qui ne nous sont, l'un comme l'autre, connus que par des chroniques d'inspiration husseinite, se situe ce gouvernement de Brahim Chérif fort bref certes, mais dont l'œuvre et le sort éclairent comme il convient la véritable signification des succès de Hussein Bey : à savoir la patiente mise en échec d'un mouvement de restauration du régime oligarchique turc, préparant la reprise et la consolidation de l'œuvre menée pendant des décennies par les beys Mouradites pour instituer un gouvernement ayant la triple caractéristique d'être autonome à l'égard d'Istanbul, d'être monarchique et de s'appuyer sur les populations arabes et « mamelouks ».

C'est ce qui est confirmé par l'étude de l'équilibre que Hussein Bey réussit à établir et à maintenir entre les différentes forces en présence (1706-1728) et par celle de la révolte qui vint compromettre cet équilibre et qui finit par le détruire (1728-1735).

*La personnalité de Hussein ben Ali :
flegme et dissimulation*

La chronique de Hussein Khodja a tout mis en oeuvre pour laisser à la postérité l'image d'un Hussein Bey paré de toutes les vertus, qui dut à une sagesse et à un désintéressement jamais démentis le succès de toutes ses entreprises et, de surcroît, l'accession à des honneurs qu'il n'a même pas pris la peine de briguer.

Même si l'on ne retient pas une image aussi simpliste, on est obligé de reconnaître à l'homme qui sut traverser tant d'épreuves de force une exceptionnelle compétence à découvrir et à manier les ressorts les plus efficaces de la vie politique en pays de « régence ». Son calme et sa maîtrise de soi ont frappé les observateurs et expliquent tous les éloges comme toutes les critiques dont il a pu être l'objet.

Le consul de France Boyer de Saint-Gervais le décrit comme un « homme sobre et laborieux, infatigable, uniforme dans ses exercices et fort réglé dans toutes ses démarches »²⁰.

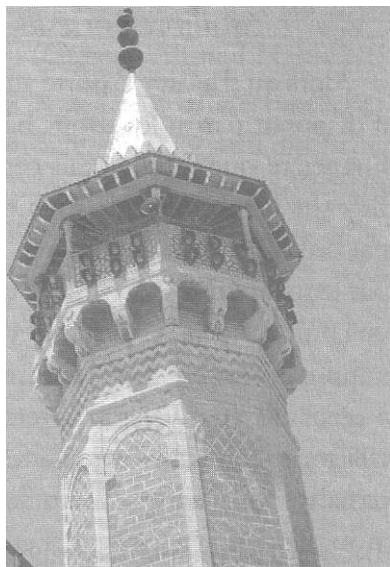
Les anecdotes abondent pour décrire sa simplicité, sa modestie, son indifférence au faste, son souci de l'économie, sa modération à l'égard de ses adversaires. Nous sommes moins bien informés, et pour cause, sur ses défauts, et très indirectement. Mais un mot semble résumer ce que ses adversaires ont pu, à juste titre, penser de cet homme capable de maîtriser ses ambitions, ses antipathies et ses rancœurs. Ce mot est celui dont, pendant trente ans, son neveu le pacha Ali, désigna son oncle et les partisans de son oncle : « *mounâfik* », hypocrite. L'hypocrisie était bien, en effet, le revers des qualités dont les apologistes ont paré son oncle.

Il est indispensable de se souvenir de ces traits du caractère de Hussein pour comprendre sa vie et son œuvre, pour comprendre aussi la manière dont, par la plume de Hussein Khodja, il a tenu à en rendre compte.

Que l'on considère sa politique intérieure, notamment la manière dont il a conçu l'équilibre entre les communautés, ou sa politique extérieure, notamment la manière dont il a conçu l'évolution des rapports avec la

La mosquée de Hussein ben Ali dans la rue des Teinturiers dite Sabbaghine (1724-1727)

La mosquée neuve dite également Sabbaghine (des Teinturiers) est construite par le fondateur de la dynastie husseinite entre 1136/1724 et 1139/1727 sur le modèle des mosquées de Youssef Dey et de Hamouda Pacha. C est un petit complexe architectural formé d'une mosquée, d'une turba, d'une madrasa, d'un kuttab et d'un sabîl (fontaine publique). L'influence orientale transparaît à travers le minaret octogonal, le minbar maçonné et le revêtement de carreaux de faïence importés d'Istanbul. Les colonnes et les chapiteaux baroques ainsi que la parure du minbar formée d'un assemblage de pierres de couleur révèlent une influence européenne.



Minaret et intérieur : mihrab, minbar et une partie de la salle de prière



métropole turque, la même constatation s'impose : Hussein a été l'homme des révolutions silencieuses et qui tiennent à le rester.

*La politique intérieure de Hussein Bey.
L'équilibre entre les communautés ethniques*

Alors qu'il avait été porté au pouvoir suprême grâce à l'influence dont il disposait parmi les tribus bédouines, grâce à la puissance militaire et financière que représentait cet atout pour qui savait l'utiliser, Hussein Bey sut manœuvrer de manière à apparaître comme l'homme appelé, par ceux-là mêmes qui étaient le plus éloignés de lui par leurs origines et par leurs opinions, comme le champion de la réconciliation nationale et de l'union sacrée. Une fois devenu maître du pays, tout en continuant à s'appuyer sur ses alliés « naturels », les Bédouins et les Mamelouks, il eut à cœur de ménager ses adversaires, leur offrant toutes les occasions de ralliement honorable, entourant de publicité les moindres gestes d'adhésion, passant sous silence les manifestations de résistance ou d'opposition.

a) Un gouvernement « arabe »

Que Hussein Bey se soit appuyé d'abord et avant tout sur des hommes dont les origines ethniques et les antécédents lui assuraient la loyauté, cela ne peut être contesté quand on identifie le haut personnel politique et administratif dont il s'est entouré.

Aux postes-clefs, et aux postes dont il fait des postes-clefs, Hussein Bey place des « ministres » arabes ou mamelouks.

Aux fonctions de bach-kateb, principal ministre d'Etat, se succèdent deux Arabes : Belhassen Oueslati, son ancien collègue dans l'administration mouradite, rallié en même temps que lui, dans les mêmes conditions que lui (et apparemment aussi superficiellement que lui) à Brahim Chérif, puis Qassem Ben Sultana, notable de Béja²¹,

Aux fonctions de khaznadar, ministre des Finances, se succèdent Muhammad Serayri et Muhammad Nakbi, l'un et l'autre « Arabes », l'un d'origine andalouse l'autre d'origine bédouine²².

A plus forte raison trouverons-nous désormais, à la tête des troupes arabes, des officiers arabes, à l'exclusion de tout officier turc et à la tête des provinces arabes, des administrateurs indigènes.

A la tête des zouaoua, il place successivement son gendre Ahmed Ben Metiche, puis Muhammad Ben Halila ; à la tête des *spahis*, Muhammad Ourassi, Massaoud Kahia et enfin Jaballah Bou-Farda, tous Arabes. A la tête de la province de Béja, il place Amor Fajri et à la tête de l'immense province des Arâdh (Gabès), Ahmed Nakbi.

Il confie enfin le gouvernement du Kef à son oncle maternel, Ghazzali et celui de Kairouan à son frère utérin 'Amer Charni dit Amer Bey, ce qui confirme, s'il en était besoin, le rôle joué par la solidarité ethnique et familiale dans cette politique de recrutement ²³.

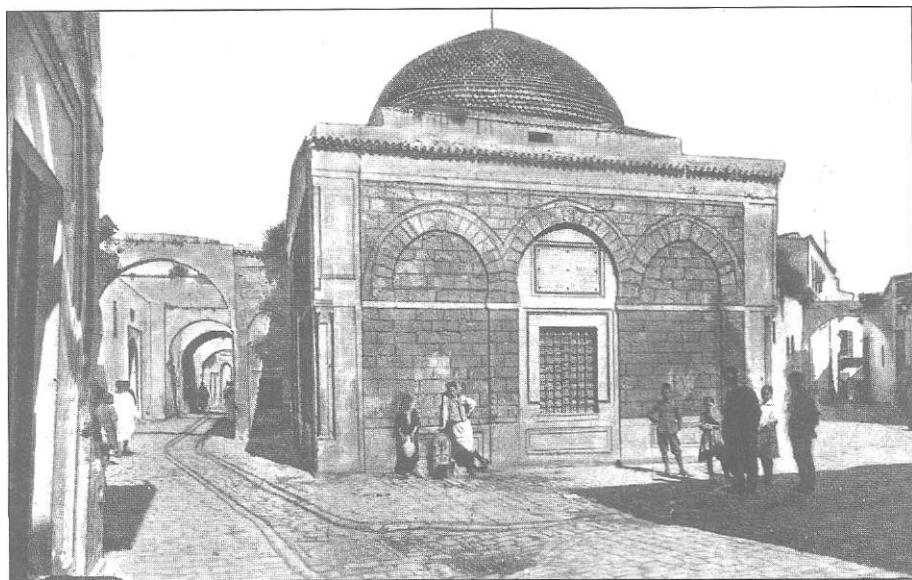
b) Neutralisation et « noyautage » de la communauté turque :
« assimilation » massive des Kouloughlis et des Mamelouks

Réaliste, Hussein Bey ne tint pas à heurter de front les institutions dont le maintien lui paraissait inévitable. Il s'attacha à les faire servir à la consolidation de son autorité et de son prestige. A l'égard des emplois qu'il sait réservés aux miliciens turcs, il fait alterner deux méthodes. Tantôt il affecte un scrupuleux respect des formes, tout en vidant les emplois de leur contenu : c'est la neutralisation, qui lui permet d'offrir à ceux qui désirent, par crainte ou par convoitise, s'accommoder du nouveau régime, l'occasion de se « rallier sans perdre la face ». Tantôt tournant les textes et les usages, il procède à une véritable politique de « noyautage » des organismes turcs, en y plaçant des responsables auxquels il étend indûment, pour les besoins de la cause, le bénéfice de la « citoyenneté » turque.

De la « neutralisation » relève l'attitude observée par Hussein Bey à l'égard du dey et du diwan.

Il se montre déférent envers le dey, maintient et augmente ses revenus. Il pouvait le faire sans risque. Le dey en fonction est tout à sa dévotion. Destitué par la milice en 1702 sur l'intervention de Brahim Chérif, il avait été réélu dey, à la fin de l'année 1705, dans le camp des troupes qui, à l'occasion de la crise qui opposa Hussein Bey au dey Muhammad Lasfar, avaient suivi le bey dissident. Un tel dey ne pouvait faire, et ne fit d'ailleurs, aucune difficulté pour abandonner ses attributions au profit du bey ou, plus souvent encore

***Turba de Lalla Jannât, la captive génoise,
la première turba construite par Hussein ben Ali***



Carte postale du début du XX^e S. (collection du Diwan)

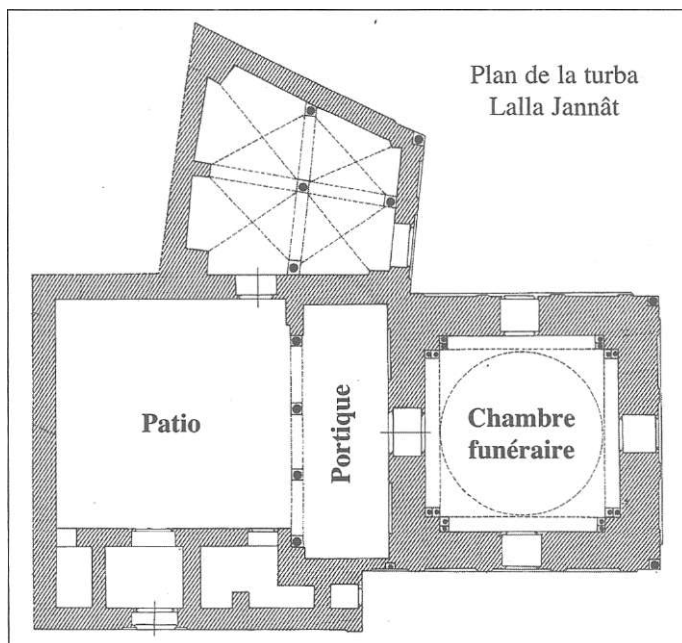
Ce petit monument s'élève en face du complexe funéraire husseinite, Tourbet-el-Bey, qui transmettra son nom au quartier et à la principale artère qui le traverse. Hussein ben Ali s'est fait construire ce tombeau non loin de sa demeure familiale ; les travaux qui débutent en 1120/1708 sont achevés deux années plus tard, ce qui est confirmé par les inscriptions que porte l'édifice. Dans un premier temps, le fondateur complète le mausolée par une école coranique, puis il lui attache une madrasa dont l'édification se termine en 1124/1712. Il concède à ses fondations un habous assez large. Plus tard, le bey se fait construire près de sa mosquée (Sabbaghine) un autre mausolée qu'il attribue aux femmes et aux enfants. Un acte notarié datant de la deuxième moitié du XVIII^e s. l'appelle « la turba de la mère de Muhammad et de Ali Bey », c'est-à-dire la captive génoise qui, ayant donné à Hussein ben Ali quatre enfants mâles, avait occupé une place importante dans son harem.

Le chroniqueur Saghir Ben Youssef relate l'histoire de cette femme : « Les débuts du règne de Hussein ben Ali furent pour lui sans souci ; seul le fait qu'il n'avait pas eu de fils lui causait quelque chagrin. La providence voulut qu'il envoie un de ses navires de course en mer pour capturer des chrétiens au large. Celui-ci rencontre un navire génois qui fut pris par le bâtiment tunisien. Les marins y trouvent une femme génoise d'une grande beauté, âgée d'une vingtaine d'années. Le commandant veilla particulièrement sur la jeune femme et dissimula son visage aux matelots. A son retour au port de Tunis, il se rend chez le prince Hussein et lui

annonce sa prise ; aussitôt le Bey la réclame. La captive est emmenée au palais et le commandant la présente au prince. Elle lui plaît, alors il l'invite à se convertir à l'Islam, ce qu'elle fit. Aussi, il la prend pour concubine et l'intègre à son harem ».

« A cette époque, le Bey avait comme première épouse une femme libre de haute naissance nommée Fâtima [petite] fille de Othman [Dey] mais qui ne lui avait pas donné d'enfant. Lorsqu'elle s'aperçut que son époux, le bey Hussein, avait un penchant pour cette captive, elle chercha à exaucer son désir ; une nuit, après l'avoir elle même faite belle en l'habillant et en la parant de bijoux, elle l'amena au bey qui se montra heureux de ce qu'il avait imaginé son épouse et il coucha avec la Génoise. Quelques jours plus tard, les signes de la grossesse apparurent chez la jeune femme ; elle devint alors et jusqu'à son accouchement la personne la plus choyée du palais. Quelque temps après, elle mit au monde un enfant de sexe masculin noble et d'une blancheur éclatante. Les nourrices le reçurent et le protégèrent contre toute tentative malveillante. Le bey Hussein le nomma Muhammad. Puis elle tomba de nouveau enceinte et accoucha d'un enfant mâle qui fut appelé Ali. Elle eut encore un troisième fils qui fut appelé Mahmoud, et un quatrième et dernier qui reçut le nom de Mustapha ».

Cette génoise dont les historiens ne mentionnent même pas le nom - les chroniques parlent de la captive génoise - la mère de Muhammad Bey et de Ali Bey, avait certainement influencé Hussein ben Ali et la cour husseinite. J.-A. Peyssonnel qui rencontra le bey en 1724 écrit que Hussein ben Ali « parle italien ou petit moresque qui est un italien corrompu meslé de français et d'espagnol. Nous conférâmes avec luy sans avoir besoin de truchement » (J.-A. Peyssonnel).



(la méthode ayant paru sans doute plus prudente à Hussein), au profit d'officiers ou de conseils nommés par le bey.

De même, les témoignages concordent pour attester le souci du nouveau bey de faire approuver ses décisions par le diwan. Mais ils concordent aussi pour constater que ces consultations sont purement formelles et que le diwan ne fait qu'entériner les décisions déjà résolues par le bey.

C'est qu'il s'agit d'un véritable « diwan introuvable » où abondent les « élus » qui ont tout à attendre et tout à craindre du maître du pays. Hussein Bey avait, en effet, nommé à des emplois donnant accès au diwan des titulaires qui devaient à la seule faveur une promotion politique et sociale inespérée.

Une politique systématique d'assimilation y contribuait. Hussein Bey tirait parti de ce qui était, à l'origine, une revendication des miliciens eux-mêmes. Non seulement il autorisait mais il encourageait les mariages des Turcs avec les filles du pays. Contrairement à ce qui se pratiquait à Alger, les Turcs mariés dans le pays ne perdaient aucun de leurs privilèges. Mieux, les enfants nés de telles unions, les Kouloughlis, étaient largement admis au bénéfice de ces privilèges. Du fait de leurs attaches familiales, de tels miliciens pouvaient plus aisément être maintenus dans l'obéissance.

De même Hussein sut exploiter l'usage qui voulait que les Mamelouks, d'origine chrétienne, fussent convertis dans le rite hanafite et, de ce fait, assimilés aux Turcs. Pas plus qu'à l'égard des Kouloughlis, Hussein Bey n'a innové sur ce point mais il a systématisé des procédés en usage déjà sous le gouvernement mouradite, auxquels lui-même, fils d'un converti et d'une bédouine, devait son « assimilation » et sa carrière.

Ce que l'on constate, c'est que, toutes les fois que des usages qu'il ne pouvait ou ne voulait pas réformer (parce que vraisemblablement il trouvait son avantage à conserver au régime ses apparences turques) exigeaient la désignation à certaines fonctions de titulaires turcs, Hussein Bey nomma un Mamelouk ou un Kouloughli.

C'est ainsi qu'à l'emploi de kahia de Dar-el-Pacha trésorier-payeur général de la milice, il nomme un Mamelouk, Slimane Kahia, son gendre, comme lui ancien officier du régime mouradite, tandis qu'à l'emploi de kahia du Camp (adjudant général des troupes en campagne), il nomme Ahmed Chalbi, son autre gendre, autre Mamelouk dont le rapport le plus certain avec la milice turque est d'avoir été au service de l'ancien dey Muhammad Lasfar et d'avoir à ce titre rapporté à Hussein Bey les projets tramés contre lui dans l'entourage de son maître ²⁴.

De même, il est attesté que Hussein Bey a obtenu de la Sublime Porte que les cadis hanafites ne fussent plus nommés par le Cheikh-al-Islam de la métropole, mais choisis par lui parmi les « Turcs » du pays. Cette mesure décentralisatrice était fondée sur la considération, sans doute exacte, que les magistrats turcs du Levant qui acceptaient de servir dans le lointain Maghreb ne présentaient pas toujours les garanties morales ni scientifiques requises. Elle permettait donc d'améliorer la qualité du recrutement mais aussi, à n'en point douter, de mieux assurer l'autorité du bey sur les nouveaux titulaires. Toujours est-il qu'il s'attacha à choisir systématiquement cadis et muftis parmi les Mamelouks et les Kouloughlis, les exemples les plus illustres étant celui de Youssef Bortghiz dont le nom indique assez les origines portugaises, et celui de Ali Chaieb, Kouloughli et fils de Kouloughli ²⁵.

On peut donc dire que les Turcs de souche étaient quasiment éliminés de l'entourage de Hussein Bey à une exception, notable il est vrai, celle de son bach-khodja, Hussein Khodja, son chroniqueur et biographe attitré. Mais cette exception confirme la règle : le ton apologétique dont Hussein Khodja use pour parler de son maître et le soin avec lequel il s'attache à l'innocenter de toute velléité de dissidence à l'égard de la mère-patrie montrent assez pourquoi et comment avait été méritée cette dérogation.

*Les relations du nouveau régime avec la Turquie :
la révolte de Muhammad ben Mustapha (1715-1717)*

On a peine à croire qu'une évolution tendant aussi résolument à éliminer l'élément turc des rouages essentiels de l'administration de la Régence ait pu laisser la Sublime Porte indifférente.

L'habileté de Hussein Bey ne paraît pas une explication suffisante quand on songe à la constance avec laquelle il a systématiquement remis en question l'œuvre que Brahim Chérif avait entreprise avec l'autorisation, et peut-être sur l'initiative, de la Porte.

Mais des indices permettent de penser que les mêmes « considérations politiques » qui ont imposé à Hussein Khodja de ne pas mettre en lumière l'intervention de la Turquie pour susciter, puis pour soutenir, le mouvement de Brahim Chérif, lui ont dicté la discrétion en ce qui concerne certaines attitudes de la Porte, révélatrices de ses réserves à l'égard du successeur de Brahim Chérif. Un épisode est, à cet égard, particulièrement significatif : la tentative de révolte de Muhammad Ben Mustapha en 1717.

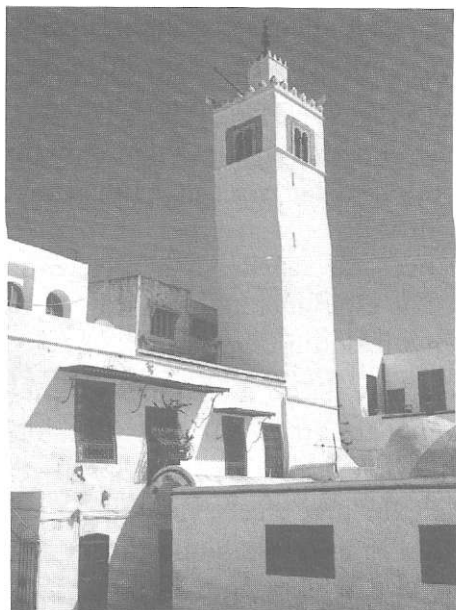
La version officielle veut qu'en 1716 ou 1717, le Kaboudan Pacha, Janum Pacha, se soit présenté à Porto Farina et, faisant état « d'ordres écrits » qu'il « prétendait » émaner du Grand Seigneur, ait demandé à Hussein Bey de se désister en faveur d'un autre candidat : Muhammad Ben Mustapha. Hussein Bey, égal en cette occasion encore à sa réputation de modération et de sagesse, réunit le diwan, rend compte de l'étrange proposition et conclut : « Je n'ai pas brigué le pouvoir. Je ne l'ai accepté que sur vos instances. Il vous appartient donc de décider ». Les assistants « se bouchèrent les oreilles », ne voulant pas entendre parler d'une démission de Hussein Bey. Ils furent unanimes pour écrire au Kaboudan Pacha qu'il devait quitter le rivage, le menaçant même de le canonner s'il ne déférait pas à leur demande²⁶.

Le Kaboudan Pacha s'inclina, dit-on, devant l'évidence de la popularité, de la légitimité, de Hussein Bey : il ne fut plus question des ordres « prétendus » de la Sublime Porte.

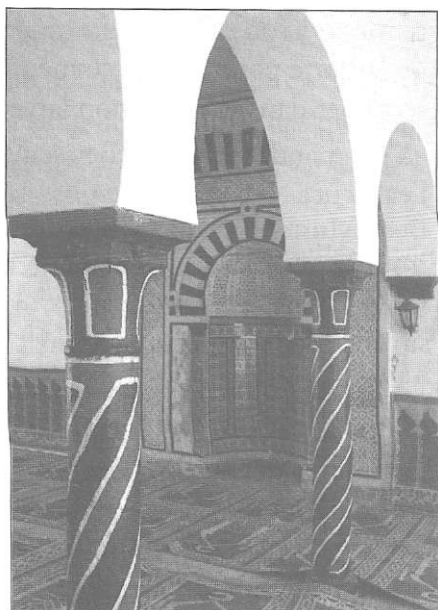
Mais, à la vérité, il est difficile d'admettre que des ordres écrits, portés par le Kaboudan Pacha, grand amiral et ministre de la marine, dont relevaient les relations avec les Régences, aient pu être aussi peu authentiques qu'on veut bien le dire, surtout si l'on songe que le prétendant qu'ils soutiennent se trouve être Muhammad Ben Mustapha. Car ce Muhammad Ben Mustapha n'est autre qu'un ancien

Sidi Bou Saïd

Sur cette colline dominant le golfe de Tunis, Hussein ben Ali fait construire une mosquée et une entrée monumentale à grand escalier. Le café dit des Nattes ou café Haut sera bientôt construit au haut de l'escalier.



Minaret de plan carré conforme à la tradition locale malikite.



Intérieur de la salle de prière avec mihrab dont l'arc et l'encadrement sont exécutés en pierres alternativement noire et blanche conformément à la mode introduite par les ottomans.

Gravure ancienne sur laquelle on voit l'escalier - monumental conduisant au célèbre « café des nattes ».



ministre et partisan convaincu de Brahim Chérif, auquel il avait rendu de signalés services dans sa lutte contre les tribus bédouines ¹¹. A la veille de la défaite de son maître, il était allé chercher refuge à Tripoli. Là, les offres de ralliement de Hussein Bey n'avaient pas réussi à le faire renoncer à son exil ; et pour cause. Il espérait mieux : obtenir un mandat de la Porte pour évincer ce même Hussein Bey qui lui demandait de le seconder dans sa révolution larvée contre la métropole ottomane.

Ce mandat, Hussein Bey semble avoir tenu à en laisser dans l'ombre l'existence. Il a de même observé, pour se débarrasser de Muhammad Ben Mustapha, une discrétion significative. Il n'a pas envoyé les troupes régulières s'opposer à l'avancée du rebelle. Il a préféré un moyen plus « économique », il l'a fait espionner puis assassiner par surprise par son oncle maternel, le chef bédouin Ghazzali Charni ²⁸.

Donner plus de publicité à cette affaire parmi les troupes turques, c'eût été courir le risque d'attirer l'attention sur les véritables sentiments des autorités de Constantinople à son égard et de se priver d'une étiquette à laquelle il attachait du prix : celle de gouverneur d'une Dâr-ul-Jihâd, d'une *marche* de l'Empire islamique turc. Cette étiquette commode permettait à Hussein Bey, homme d'Etat réaliste, en se réclamant de la fidélité à la cause turque, d'ôter tout prétexte à un quelconque soulèvement et de consacrer toute son énergie à mieux asseoir son autorité dans le pays, à y maintenir une sécurité favorable à la prospérité, seul moyen durable de s'attacher les populations.

*La politique économique de Hussein Bey :
étatisme et dirigisme.*

La prospérité dont bénéficia le pays sous le gouvernement de Hussein Bey est attestée par de nombreux témoignages. Elle est, au demeurant, la conséquence logique de cette longue période de stabilité qui venait succéder à des décennies de guerres, civiles et étrangères, presque ininterrompues.

En outre, le régime qui s'appuyait sur les tribus bédouines leur procurait en compensation des avantages politiques, fiscaux et matériels tels que toute tentation a dû leur être ôtée de razzier ou de pratiquer le chantage à la razzia.

A la faveur de la sécurité, la production agricole a augmenté et le niveau des prix intérieurs des denrées agricoles a baissé. Le maintien du bas prix intérieur des denrées agricoles était favorisé par une espèce de « nationalisation » partielle du commerce des produits de l'agriculture, combinée avec la mise sous monopole de la totalité du commerce d'exportation. Les agriculteurs étaient tenus en effet de fournir à l'Etat, qui devait les exporter pour son compte, des quantités fixes de céréales à des prix fixés à l'avance. C'est ce qu'on appelait le système des « *mouchtarâ* »²⁹.

Ce système aboutissait à transformer tous les agriculteurs en métayers de l'Etat, mais il a dû offrir pendant bien des années l'attrait de la sécurité à des paysans qui en étaient privés depuis bien longtemps. La rentabilité fiscale du système ne peut en tout cas faire de doute. L'augmentation des ressources paradomaniales a dû permettre au gouvernement de Hussein Bey d'alléger ou même de supprimer la pression des impôts proprement dits sur les populations dont il voulait conserver ou se concilier la bonne volonté. Les « *najaa* » bédouins et la milice turque étaient incontestablement dans ce cas.

Le monopole du commerce extérieur lésait cependant la classe des grands négociants, des citadins en général et plus particulièrement des citadins d'origine turque ou andalouse. Le coup porté à leur activité leur était d'autant plus sensible que le monopole d'Etat se traduisait dans les faits par l'octroi de « *teskéré* », sortes de licences d'exportation accordées par le bey ou par son administration à des intermédiaires de son choix. Que ces « *teskéré* » aient été vendues aux seuls négociants agréés par l'administration et ses agents ou qu'elles aient été accordées pour des raisons politiques à des personnes qui pouvaient les revendre, le système aboutissait à créer une hiérarchie de *privilegiés politiques* qui se superposait à la classe des négociants.

Ce « dirigisme » ne nous est connu, et pour cause, que par les plaintes des négociants étrangers et de leurs consuls. Ils regrettaient, en général, d'avoir à traiter avec les autorités ou avec les protégés des autorités, plus durs en affaires que les négociants privés.

Mais le système du « *mouchtarà* », en matière de productions agricoles, et le système des « *teskéré* » en matière de commerce extérieur, n'ont pu gêner que provisoirement les commerçants étrangers. Ceux-ci ont su trouver les moyens de surmonter ou contourner des gênes par la corruption tandis que les besoins croissants du budget tunisien n'ont pas tardé à rendre leurs partenaires gouvernementaux ou paragouvernementaux, aussi maniables, sinon plus maniables, que les partenaires privés qu'ils avaient commencé par regretter.

C'est qu'en définitive la répercussion de ces mesures d'étatisation sur les intérêts étrangers fut aussi faible qu'éphémère. Ce furent bien plutôt les intérêts tunisiens qui s'en trouvèrent durablement lésés, comme on peut en juger par la dévaluation larvée de 1717, qui diminua d'environ un tiers le taux de change de la piastre tunisienne ³⁰.

Ce système de mainmise des autorités sur l'activité économique contenait les germes du délabrement ultérieur de l'économie tunisienne par la suppression progressive de l'esprit d'entreprise parmi les producteurs auxquels s'est substitué l'affairisme politico-commercial qui a caractérisé les milieux politiques et économiques en Tunisie et tout au long des XVIII^e et XIX^e siècles et qui a rendu le pays si vulnérable à toutes les tentatives de domination.

Pour le moment, cet « affairisme » servait les desseins de la politique de Hussein Bey qui consistait à favoriser certaines communautés, à neutraliser certaines autres et à les dominer toutes en accréditant l'opinion qu'il était le seul garant de « l'équilibre » ainsi établi.

Cet équilibre dura vingt-deux ans.

CHAPITRE II

Le nouveau régime à l'épreuve. L'aventure de Ali Pacha

En 1728, l'équilibre du bel édifice politique mis en place par Hussein Bey est compromis.

Au mois de février de cette année, le neveu de Hussein Bey, Pacha Ali, entre en dissidence. Avec ses partisans, il trouve refuge dans le Jebel Ouselat, dont les habitants se déclarent pour lui.

Or, si cette révolte a été provoquée par un litige dynastique, le révolté n'a pu trouver des appuis suffisants pour tenir tête à son oncle, et finalement le renverser, que parce que des fractions, suffisamment nombreuses ou suffisamment influentes, de la population ont pu trouver en ce mouvement une occasion de lutter contre un régime qui ne devait pas leur paraître conforme à leurs intérêts ou à leurs aspirations.

Il est vrai que l'analyse des intérêts dont la coalition a constitué le parti de Ali Pacha a moins attiré l'attention des chroniqueurs que l'analyse des sentiments qui ont animé les protagonistes de cette guerre civile, presque ininterrompue pendant vingt-huit ans.

C'est tout d'abord parce que l'explication psychologique prévalait à l'époque, dans les milieux où ces chroniques ont été écrites. Mais c'est aussi et surtout parce que ces chroniques ont été écrites à l'instigation des fils et des descendants de Hussein Bey, héritiers de sa querelle contre Ali Pacha.

Les chroniqueurs Muhammad al-Wazir as-Sarrâj et Hamouda Ben Abdelaziz ont été, en effet, respectivement au service de Muhammad (Rachid) Bey et de Ali Bey. Ben Dhiaf qui est pourtant, malgré ses idées réformistes, fidèle à la dynastie dont il était aussi un ministre, est obligé de relever le manque d'objectivité de ses prédécesseurs à l'égard du pacha rebelle. On comprend donc qu'il ait été plus commode, dans l'optique de tels panégyristes, d'expliquer le comportement de l'ennemi de leurs princes par un sentiment d'ambition, d'envie ou de haine, que de s'attacher à analyser aussi bien que les dissensions dynastiques qui ont poussé Ali Pacha à la révolte, les intérêts et les espoirs qui ont animé ceux qui ont épousé sa cause.

1 - La révolte de Ali Pacha

Causes immédiates : un litige dynastique

Un litige dynastique a provoqué la guerre civile qui devait pendant de si longues années agiter le pays.

Hussein Bey, depuis son accession au trône, avait considéré son neveu Ali comme son propre fils et lui avait, à ce titre, confié le commandement du camp. En 1726, il changeait de dispositions à son égard. Il décidait en effet de le faire nommer à la charge purement honorifique de pacha et de confier à son fils aîné, Muhammad Rachid, le commandement du camp. Ali commença par feindre la résignation au nouvel ordre des choses. En fait, il prenait le temps de s'assurer des complicités dans l'entourage même de son oncle et des appuis dans la population, notamment chez les montagnards du Jebel Oueslat. Dès qu'il fut certain de trouver un refuge et des alliés politiques pour l'y suivre, il quitta Tunis.

Hussein Bey se mit à sa poursuite et tenta de le capturer. Pendant dix-huit mois, Ali Pacha et ses partisans purent tenir tête aux forces de l'ordre. Puis le rebelle fut contraint de chercher refuge auprès des tribus frontalières de l'Ouest qui le conduisirent (ou le livrèrent) au dey d'Alger.

Celui-ci contraignit alors Hussein Bey au paiement d'une espèce de « pension » de 50.000 piastres par an pour veiller à ce que son « hôte » ne quittât pas Alger et ne s'y livrât pas à des activités politiques hostiles à son oncle ³¹.

Mais lorsqu'en 1733 un nouveau dey prit le pouvoir à Alger et qu'en outre Hussein Bey commit l'imprudence de cesser ou de suspendre le paiement de la « pension » de son neveu, Ali Pacha fut non seulement libéré, mais aidé à venir soutenir ses droits au gouvernement de Tunis. En août 1735, il franchit la frontière au Kef et le 4 septembre, il bat les troupes de son oncle à Smenja ³². Le Diwan décide d'ouvrir les portes de la capitale au vainqueur qui y fait son entrée le 7 septembre 1735.

Cependant, quelques villes de l'intérieur restent fidèles à Hussein Bey, Kairouan et Sousse notamment. Hussein Bey et ses fils purent y résister plus de cinq ans. C'est seulement le 13 mai 1740 que Younis Bey, fils de Ali Pacha, put prendre Kairouan d'assaut et tuer de sa propre main son grand oncle Hussein. Sousse, que gouvernait Muhammad Bey, le troisième fils de Hussein, put tenir quelques mois de plus. Pendant plus de cinq ans, le pays fut donc en proie à une guerre civile ouverte entre les « Husseinia », partisans de Hussein ben Ali (et de ses fils) et les « Bâchia ».

Ben Dhiäfa pu affirmer que les deux tendances qui avaient à cette époque opposé par les armes les populations de la Régence continuaient à diviser l'opinion tunisienne au moment où il écrivait, c'est-à-dire un siècle et demi plus tard ³³. Pourtant, les derniers rejetons de la descendance de Ali Pacha avaient disparu à cette date.

S'il n'avait été fondé que sur des considérations dynastiques, le parti « bâchi » aurait donc cessé d'avoir une raison d'être. La survivance ainsi attestée d'un mouvement bâchi à la dynastie dont il se réclamait

nominalement est une preuve qu'en dehors de la fidélité à la personne et à la famille du « Pacha », une *idéologie* animait ce mouvement qui, par-delà le Pacha et sa descendance, avait mis et mettait encore en jeu des intérêts permanents des habitants de la régence.

*Raison du succès de Ali Pacha :
échec de la politique d'équilibre de Hussein Bey*

Comme son oncle en 1705, comme Brahim Chérif en 1702, comme Ben Choukr en 1694, le révolté de 1728 était certes animé par l'ambition d'accaparer le pouvoir après avoir chassé le titulaire.

Comme Ben Choukr, comme Brahim Chérif, comme Hussein Bey, Ali Pacha a pu tirer parti d'une guerre avec la Régence d'Alger pour parvenir à ses fins.

Comme tous ses prédécesseurs, il a suscité lui-même la guerre dont il a tiré parti, de même que tous ses prédécesseurs ont obtenu cet appui d'Alger en intéressant les autorités turques de la « fille aînée de la Porte » au sort d'un parti turc tunisien dont il s'était présenté comme le défenseur. De même, Ali Pacha n'a pu intéresser Alger à son sort qu'en se présentant comme le champion de la cause du « parti turc ».

En l'espèce, l'appui d'Alger peut paraître paradoxal. Ali Pacha était tout désigné par ses origines et par sa formation pour continuer et développer la politique pro-arabe de son oncle. Son père, le frère aîné de Hussein Bey, était tout comme son frère issu d'un mariage mixte. La grand-mère de Ali Pacha était la fille d'un « cheikh » de la tribu des Chennoufi de la région du Kef. En outre, Muhammad Bey avait continué plus longtemps que son frère à encadrer les auxiliaires arabes et bédouins et à partager leur vie. Ali Pacha avait lui aussi pour mère une bédouine, la fille de Hassan Ben Muhammad Ben Hassan, chef d'une tribu de l'Ouest également ³⁴.

De plus, Hussein avait veillé à ce que son neveu reçût une éducation arabe très soignée. De ce point de vue, il ne fut pas déçu. Ali Pacha devint un philologue attitré. On lui doit un traité de philologie arabe. Il est sinon certain, du moins probable, qu'il n'avait pas du turc une connaissance aussi érudite que de l'arabe.

En fait, en le désignant au commandement des troupes turques, son oncle ne faisait qu'appliquer sa politique de « noyautage ». Ce n'était guère que par un abus de langage que l'on pouvait assimiler à un Turc cet officier dont la mère et la grand-mère étaient bédouines et dont même le grand-père paternel n'avait peut-être de turc que son nom d'Ali Turki et dont, enfin, la formation était si peu turque.

Le stratagème de Hussein Bey réussit cependant, réussit trop bien même. Le jeune commandant des troupes turques fut « noyauté » par ceux-là mêmes qu'il était destiné à « noyauter ». Ce faisant, il rééditait, dans un autre contexte, la conduite des beys et autres officiers chargés de l'encadrement des auxiliaires « arabes ». Comme eux, il a fini par identifier ses intérêts avec ceux des troupes dont il avait le commandement.

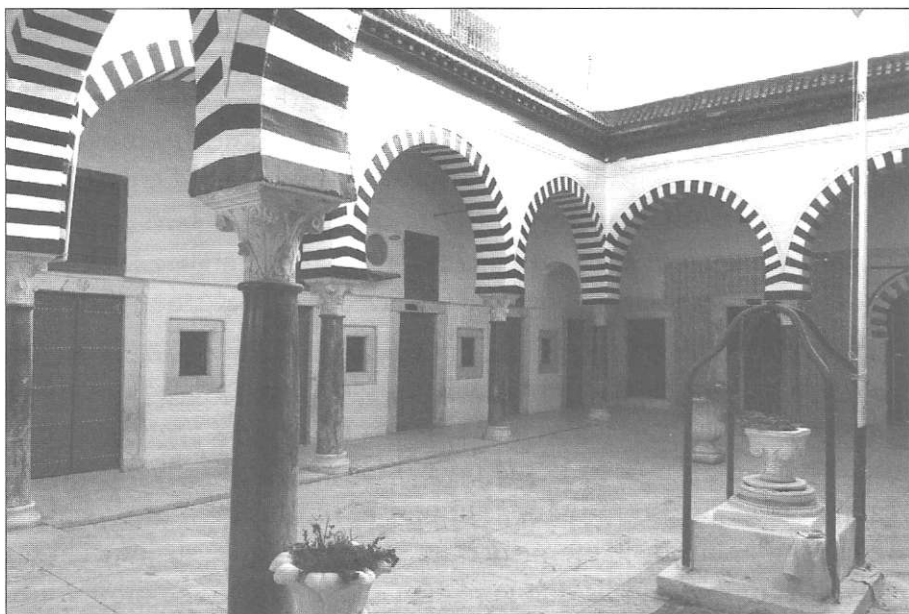
En outre, son caractère orgueilleux, son goût du faste ont dû le porter à vouloir redonner vigueur au *décorum* et aux privilèges de la milice turque tombés en désuétude. Il faut aussi se souvenir que le régime aristocratico-militaire auquel les miliciens turcs étaient attachés donnait au jeune prince ses chances d'être un jour élu au pouvoir suprême, tandis que le régime « arabe » de type mouradite, que son oncle et ses partisans semblaient vouloir en tous points restaurer, était une monarchie héréditaire.

Or son oncle, depuis 1709, avait des descendants mâles tout désignés pour lui succéder, si un régime héréditaire était officiellement établi, ce qui n'était pas encore le cas et ne devait jamais l'être avant le XIX^e siècle.

En 1726, en effet, dix-sept ans par conséquent après avoir eu son premier fils, Hussein ben Ali ne fit pas proclamer le Beylik héréditaire dans sa descendance. Le remaniement de 1726 ne visait pas à assurer au fils aîné de Hussein la succession aux fonctions de son père. Il visait un objectif plus immédiat, éliminer le concurrent que représentait pour Hussein Bey un commandant supérieur des troupes, surintendant des finances de surcroît qui, par conséquent, disposait simultanément du pouvoir qui avait fait des Mouradites du

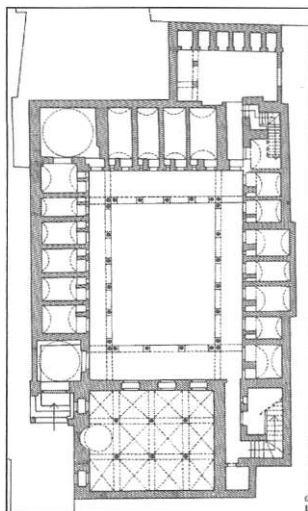
Les fondations pieuses de Ali Pacha I

Ali Pacha I édifia à lui seul quatre madrasas : la madrasa de Hwânit Achour (1738), la madrasa Bâchiya (1752), la madrasa Slimâniya (1754) et la madrasa de Bîr Hajjâr (1756). Comme on le fait en Orient, il compléta la madrasa Bâchiya d'un mausolée et d'une fontaine publique, sabîl.



Vue de la cour de la madrasa Bâchiya (1752)

Plan de la madrasa
Slimâniya (1754)

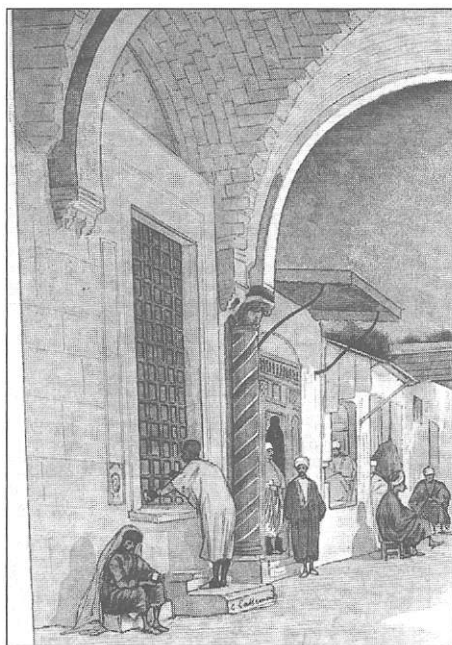


Porte d'entrée et
sabîl de la Madrasa
Bîr Hajjâr (1756)

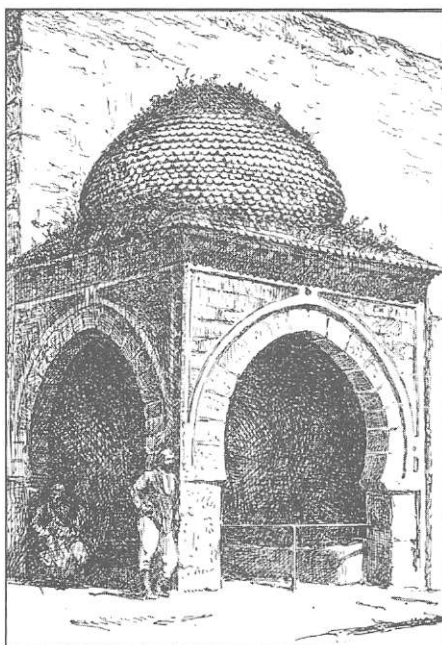


Les " Sabîl " et " Siqaya "

Le chroniqueur Saghir Ben Youssef donne une description du sabîl de la madrasa de Bîr Hajjâr aménagé sur le modèle de celui de la Bâchiya : « Ali Pacha fait installer à la madrasa située près de Dâr al-Bâcha, une grille en cuivre, encastrée dans l'encadrement de la fenêtre qui est en marbre importé d'un pays chrétien. Derrière cette grille et à l'intérieur de l'édifice, il fait poser une vasque de marbre remplie d'eau douce et trois gobelets attachés à la vasque par des chaînes de fer, en sorte que les passants altérés peuvent se servir de ces gobelets pour puiser dans la vasque et étancher leur soif. Le fond de la vasque est percé de trous et l'eau jaillissant du bassin la remplit dès que le niveau y baisse ».



Le sabîl 'Ali Pacha décrit par le chroniqueur Saghir ben Youssef
(Aquarelle de Ch. Lallemand, 1890)



Siqaya fondée en 1810 par Youssef Saheb-Tabaa. L'édicule est encore visible à Bab Sidi Abdessalam à la sortie nord-ouest du faubourg nord de Tunis.

XVII^e siècle des « maires du Palais » et de l'appui de la milice turque qui avait fait la force des deys.

Ali se trouvait, en somme, commander à la milice et disposer des moyens de collecter les ressources nécessaires à sa solde. Aucun dey, aucun bey, depuis longtemps, n'avait disposé simultanément de ces deux atouts, si l'on excepte la brève période où Brahim Chérif avait cumulé les fonctions de bey et de dey.

Ce n'est donc pas pour l'avenir d'une dynastie qu'il n'avait pas encore fondée que Hussein Bey a pu craindre. C'est pour défendre le régime qu'il consolidait avec persévérance et discrétion qu'il est intervenu : c'est pour préserver les avantages que le régime assurait à leurs communautés que les Arabes et les Mamelouks de son entourage l'ont pressé d'intervenir. Il le fit avec son habileté coutumière.

Faire nommer comme pacha, c'est-à-dire comme gouverneur général représentant de la Porte, ce prince chéri des troupes turques, c'était en effet une manoeuvre machiavélique. La manoeuvre n'a pas dû être facile et Hussein Bey a sans doute attendu longtemps le moment propice.

Il a dû attendre d'abord que ses relations avec la Turquie s'améliorent. Car ces relations n'avaient pas toujours été bonnes : la métropole avait manifestement boudé pendant quelque vingt ans le successeur de Brahim Chérif. Outre le rôle qu'elle avait joué dans l'affaire Muhammad Ben Mustapha, on peut en donner pour preuve le fait que Hussein Bey n'avait pas été nommé pacha. Or, depuis 1631, date à laquelle le bey Mourad I recevait le firman de pacha, et jusqu'en 1703, date à laquelle Brahim Chérif était investi de ce titre, la Porte avait suivi l'usage d'investir de ce titre tous les beys de la Régence de Tunis, à l'exception des deux souverains mouradites dont elle avait quelque raison de se plaindre, Ali Ben Mourad et son fils Mourad Ben Ali, celui contre lequel avait été mené le mouvement de Brahim Chérif. En s'abstenant d'accorder à Hussein le titre de pacha, la Porte l'avait donc assimilé aux beys qu'elle n'entendait pas soutenir. Ce n'est que vers 1724, sans doute, que

Hussein Bey s'est estimé en mesure de demander, non pour lui mais pour son neveu, cette distinction ³⁵. C'est d'ailleurs à l'intervention d'un ambassadeur de France qu'est attribué le succès de cette démarche.

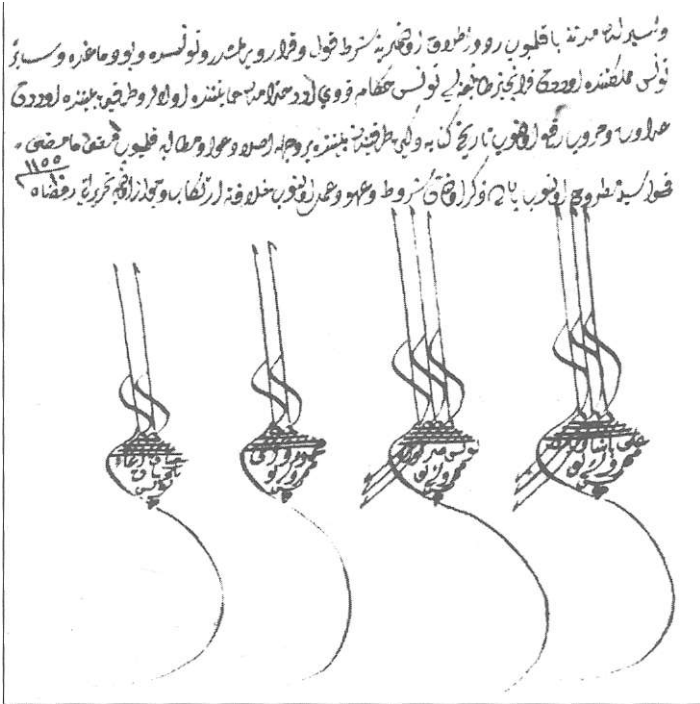
En apparence, il comblait doublement les vœux du parti turc de la régence et il espérait, par ce moyen, le neutraliser. La concession était habile, certes. Hussein crut pouvoir en profiter pour faire accepter que le nouveau pacha fût éloigné du commandement des troupes. C'était trop présumer de sa popularité : il avait tort de s'imaginer (selon des propos qui lui sont attribués) que l'Ifrîqiya « n'était plus qu'un tapis, qu'il avait plié et sur lequel il se trouvait assis ». ³⁶

La suite des événements démontra la vanité d'une telle présomption. La politique d'équilibre entre les communautés n'avait pas été dans tous les cas couronnée de succès. Ali Pacha, formé par son oncle, était de taille à tirer parti de ces défaillances. La communauté turque fut, en effet, le principal mais non le seul appui du Pacha à qui ses origines, sa connaissance du pays et la conjoncture permettaient de se trouver des soutiens qu'un Brahim Chérif, par exemple, n'avait pas su se concilier.

Des indices nombreux permettent de voir que, parmi les populations dites « arabes », certains éléments soutinrent Ali Pacha. Ce furent d'abord les citadins de Tunis, habitants de la Médina, les Andalous notamment, qui semblent avoir souvent fait cause commune avec les Turcs lorsque le danger bédouin se faisait pressant. En l'occurrence, lésés peut-être par la politique commerciale de Hussein Bey, ils semblent avoir pris fait et cause pour Ali Pacha. Hamouda Rassa', qui fut cadî de Tunis, Youssef Ressaïssi qui fut cheikh-al-madina de Tunis, Mustapha Ben Meticha, qui fut khaznadar, furent les plus illustres représentants de cette communauté dans le parti de la dissidence.

Ce furent ensuite, parmi les paysans, les sédentaires (arboriculteurs et céréaliers) qui, perdus parmi les tribus bédouines nomades favorisées par Hussein Bey, semblent avoir espéré une

**Traité capitulaire de paix et de commerce entre la
France et la Régence de Tunis -1742**



Signatures du bey Ali Pacha, de son fils Younis et du dey
Mahmoud (Archives Nationales de Tunisie, C. 205, D. 59).

Dès son arrivée au pouvoir, Ali Pacha I adopte une politique commerciale nouvelle qui s'oppose au régime capitulaire. Visant à exercer un monopole sur les denrées d'exportation, il décide l'augmentation des droits de douane et la reprise de Tabarka aux Génois et du Cap Nègre aux Français. La Régence entre alors en conflit avec la France. Le 3 juillet 1742, une expédition commandée par Saurins-Murat et forte d'une quinzaine de bâtiments part du comptoir français de la Calle et débarque sans grande difficulté à Tabarka. C'est alors que le Pacha donne l'ordre de contre-attaquer. De toutes les troupes débarquées seuls une vingtaine de soldats purent regagner à la nage leurs navires. Les français perdent une trentaine d'hommes au combat. Plusieurs dizaines de blessés et 224 prisonniers sont ramenés à Tunis. Le gouvernement français, après l'échec de l'expédition, manifeste une modération surprenante : Saurins-Murat est désavoué, le directeur de la Compagnie d'Afrique est destitué et le bey obtient des indemnités et la modification substantielle de certains articles des traités antérieurs relatifs aux privilèges du négoce français et au comptoir de Cap Nègre. En novembre 1742, la paix est signée entre les deux pays.

Ali Pacha I reprend Tabarka (1741-42)



La position stratégique de Tabarka et la richesse de son littoral en corail ont constamment suscité la convoitise des puissances européennes. En 1542, Charles Quint la céda à des familles marchandes de Gênes afin d'y créer un comptoir commercial. Ces derniers fondèrent un village fortifié doté de deux ports et d'un arsenal. Le fameux fort génois de Tabarka (XVI^e siècle) est une citadelle renforcée de fortins et de tours de guet qui furent épargnés de la destruction de 1741, lorsque Ali Pacha décida de chasser les génois de l'île et d'abattre leur village. Le monument constitué d'un rez-de-chaussée et d'un étage est flanqué de bastions sur trois côtés ; l'angle sud-ouest est défendu par une plate-forme d'artillerie, renforcée d'une tour circulaire de signalisation.

Le tout est entouré d'un fossé taillé dans le roc.

Sur cette photographie panoramique, on aperçoit l'île dominée par le fort génois (elle est à 400 mètres de la terre ferme) ; au premier plan de la photographie, on distingue le fort dit Borj al-Jadid édifié en 1154/1741 par Younis fils de Ali Pacha. Le monument est formé d'un édifice rectangulaire flanqué aux quatre angles de bastions circulaires. Il dominait le mouillage et surveillait l'île qui se trouve juste en face.

amélioration de leur sort à la faveur d'un changement de régime. Les Oueslat parmi lesquels il se réfugie et recrute son bach-kateb Abdellatif Sehili ne furent pas seuls dans ce cas. Les Ouled Ayar et les 'Amdoun ont aussi embrassé la cause « bâchia».

Enfin, parmi les Bédouins eux-mêmes, Ali Pacha pouvait compter sur des appuis sûrs : les tribus bédouines n'étaient pas, ne pouvaient pas être, également favorisées par le régime qu'avait instauré Hussein Bey. C'est ainsi que les privilèges des Drid principalement, mais aussi des Jlass, des Hemamma et des Ouled Aoun incitaient les Ouled Saïd, les Riah, les Ouled Mannâ'i (parmi lesquels il recrute ses conseillers Slimane et Smida Mannâ'i) à rejoindre le camp de Ali Pacha.

Tels furent les éléments, en apparence disparates, dont fut constitué le parti de Ali Pacha. On peut voir qu'ils étaient assez nombreux et assez forts dès le départ pour tenir tête au parti de Hussein Bey, même s'il fallut, comme c'est toujours le cas en pareille circonstance, attendre les premiers succès pour décider les masses à rejoindre un parti qui eut dès lors l'irrésistible attrait d'être le parti du vainqueur.

De même, il est possible de vérifier à cette occasion, comme on a pu le constater en 1694, en 1702 et en 1705, la véritable signification de l'intervention des troupes d'Alger et les véritables limites de son efficacité.

Cette fois encore, en effet, le motif de l'intervention d'Alger est d'appuyer un parti turc ou supposé tel contre un parti autonomiste arabe. Mais cette fois encore, le succès de l'intervention n'a été concevable que dans la mesure où des fractions plus ou moins larges des populations indigènes ont trouvé conforme à leurs intérêts du moment d'accueillir en libérateurs les soldats venus de la régence voisine.

Comme Hussein Ben Ali, comme Brahim Chérif, Ali Pacha s'emparait du pouvoir à la faveur d'un compromis lourd d'équivoques et de malentendus. Quand bien même l'analyse de son accession au pouvoir n'y suffirait pas, les crises qui secouèrent le pays tout au long (ou presque) de son gouvernement en administreraient la preuve.

2 - Le gouvernement de Ali Pacha I. Rivalités personnelles et affrontements de communautés (1735 -1756)

Trois événements jalonnent l'histoire du gouvernement de Ali Pacha depuis le moment où les troupes d'Alger vinrent l'aider en 1735 à s'emparer du pouvoir jusqu'au moment où, en 1756, elles revinrent l'en chasser ; les trois événements sont : la victoire définitive sur son oncle Hussein en 1740, la guerre avec Alger en 1746 et la révolte de son fils Younis en 1752.

La milice au pouvoir (1735-1740)

La prise de Tunis en 1735 ne marquait pas pour Ali Pacha la fin de la lutte pour le pouvoir. Il s'en fallait de beaucoup.

Son oncle et ses cousins, réfugiés à Kairouan, à Sousse et dans quelques autres localités du Sahel, lui tenaient tête. Leurs partisans ne désespéraient pas de les voir revenir en triomphateurs à Tunis, comme en 1694 le bey mouradite Muhammad avait pu reprendre la capitale à Ben Choukr à la tête de ses partisans bédouins, comme Hussein Bey lui-même avait pu la reprendre au dey Lasfar à la fin de 1705 : un adage militaire tunisien voulait que celui qui se laissait assiéger dans Tunis fût toujours vaincu.

Mais Ali Pacha, instruit sans doute par les leçons d'une histoire récente qu'il était bien placé pour connaître, ne se laissa pas assiéger dans Tunis. Par une activité militaire sans relâche, il réduisit son oncle et ses cousins au rôle d'assiégés dans Kairouan et dans Sousse.

Pour cela, il lui fallait des soldats, beaucoup de soldats et qui ne fussent susceptibles en aucune circonstance de se laisser tenter par la fraternisation avec les Husseiniya et leurs partisans arabes. Le moyen le meilleur était de recourir à des troupes étrangères. Ali Pacha reprit donc et intensifia le recrutement de soldats turcs dans le Levant, en même temps d'ailleurs qu'il suivit l'exemple donné par le sultan du Maroc, Moulay Ismail, et se constituait une importante garde noire, celle des « *baouab* ».

Il multiplia les réformes tendant à restaurer les usages de la grande époque turque³⁷. C'est ainsi qu'il donna à ses séances de justice le nom de « *diwan* » et qu'il s'y fit annoncer par un « *chaouch-as-salâm* » (maître des cérémonies, en quelque sorte), qu'un témoin nous décrit comme étant un « étranger que personne ne comprenait parce qu'il parlait turc ». ³⁸

Parallèlement, il refusait aux Kouloughlis (c'est-à-dire aux personnes issues d'un mariage mixte) l'assimilation dont son oncle les avait fait bénéficier, peu soucieux en cela de logique puisque lui-même était un Kouloughli fils de Kouloughli.

A fortiori son fils Younis était un Kouloughli. C'est à lui pourtant qu'il confia le commandement des troupes turques dont il était lui-même investi sous le règne de son oncle. Même politique, mêmes résultats. Les Turcs, commandés par Younis firent merveille. Le 13 mai 1740, Kairouan tombait. Hussein tenta de fuir, mais il fut rejoint par son petit-neveu qui tint à le décapiter de sa propre main³⁹.

La milice rappelée à l'ordre : la mutinerie de 1743 et la guerre tuniso-algérienne de 1746

Une fois débarrassé de son oncle, Ali ne put continuer à consentir aux troupes turques les concessions qu'il leur avait faites pour obtenir leur soutien dans la lutte pour le pouvoir. En 1743, il châtia sévèrement quelques manifestations d'indiscipline. Le châtiment entraîna un mouvement de rébellion. Le projet découvert à temps fut étouffé dans l'œuf⁴⁰.

Mais la répression provoqua à son tour un mouvement de désertion des troupes turques de Tunis vers Constantine. Les déserteurs commandés par Balhawane allèrent se mettre au service de Muhammad Rachid, le fils de Hussein Bey. Ils obtinrent en outre le soutien d'Alger pour tenter une expédition contre Tunis. Le Kef fut assiégé en 1746. Seul un miracle put sauver Ali Pacha de la destitution et de la mort : une révolte de Kouloughlis ayant éclaté à Tlemcen obligea les troupes d'Alger et leurs « protégés » à lever le siège.

Le Kef, principale place forte face aux voisins agressifs

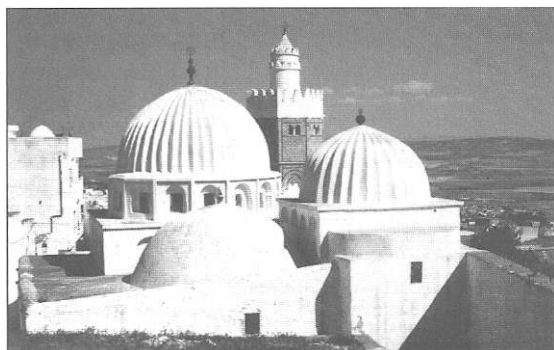


La Kasbah et les remparts de la ville du Kef.

Le Kefs'étend à une altitude de plus de 700 m, sur un plateau rocheux au pied du mont Iddir. Après l'établissement des Turcs à Tunis, la ville devient une des principales places fortes du pays en raison des conflits qui opposent la Régence à son voisin de l'ouest. Dotée d'une garnison permanente de 500 hommes, elle s'est trouvée en première ligne lors des guerres qui opposèrent Tunis à Alger : en 1628, 1685, 1694, 1705, 1735, 1746, 1756 et 1807.

La Kasbah qui s'élève sur l'emplacement d'un castellum byzantin, se compose de deux forts, dont l'un est construit à l'époque de Othman Dey au tout début du XVII^e s. L'ensemble de la Kasbah a subi d'importants travaux réalisés par Ali Pacha I (1740) et Hamouda Pacha (1807). Les remparts de la ville remontent à l'époque de Ali Pacha I et sont renforcés au début du XIX^e s. à l'époque de la guerre avec Alger.

La zawiya de Sidi Bou Makhoulouf - un saint homme qui jouit d'une grande renommée dans tout le pays - s'élève dans le quartier de la Kasbah bordant les anciens souks.



Zawiya Sidi bou Makhoulouf

Venant du Maroc en 1099/1688 avec ses deux frères, Abou Bakr et Allala, Sidi Abdallah Bou Makhoulouf s'installe au Kef en tant qu'artisan du cuir. Puis il élève une coupole à la périphérie des souks pour ses méditations. Autour de ce premier noyau s'est développé, aux XVIII^e et XIX^e siècles, tout un complexe architectural occupé par la confrérie "Issawiya".

La milice dans l'opposition : la révolte de Younis Bey en 1752 et la guerre tuniso-algérienne de 1756.

Les choses n'en restèrent pas là. Instruit par cette révolte, Younis réédita avec les miliciens turcs dont il avait le commandement la politique démagogique qui avait si bien réussi à son propre père quelque vingt ans plus tôt. Quoi que l'on ait pu dire de son ambition, des intrigues de son frère Muhammad, du rôle modérateur joué jusqu'à sa mort (en 1752) par sa mère, la « beya » Kabîra Mamia, le mouvement de Younis Bey s'explique par la collusion d'un prince beylical avec les troupes turques qu'il commandait. Tout comme le mouvement de Ali Pacha, en somme ⁴¹.

A l'instar de son oncle, Ali Pacha voulut conjurer la menace en séparant son fils de ses partisans turcs. Il évinça donc Younis de ses fonctions en 1752 et « l'autorisa » à faire le pèlerinage à la Mecque ⁴².

Comme son oncle en 1726, il provoqua par cette intervention la crise qu'il redoutait : Younis entra en dissidence, il occupa la Kasbah de Tunis. Lui aussi bénéficia de l'appui des citadins, « baldis » et autres « Andalous » de la Médina alors que les faubourgs, celui de Bab-Souika notamment, peuplés de bédouins nouveaux venus dans la capitale, restaient fidèles à Ali Pacha, comme ils étaient restés auparavant fidèles, contre lui, à son oncle Hussein. C'est-à-dire qu'il restèrent fidèles, en fait, à la cause du parti arabe ⁴³.

Ali Pacha eut cependant plus de chance que son oncle. Il put venir à bout des insurgés enfermés dans Tunis, et son fils Younis fut tout heureux alors de prendre le chemin de l'exil.

A partir de 1752, l'attitude du Pacha à l'égard des Turcs changea du tout au tout. Il confia à son fils Muhammad la direction d'une véritable campagne d'« épuration ». Les Turcs du Levant étaient invités à quitter le pays par navires entiers, tandis que l'on procédait à un enrôlement intensif de Kouloughlis ou de prétendus Kouloughlis ⁴⁴.

Les Turcs expulsés de Tunis furent nombreux à rallier les troupes de la Régence d'Alger, soit directement, soit après un bref séjour dans le Levant. Les fils de Hussein Bey qui s'y trouvaient exilés trouvèrent en eux un renfort inespéré ⁴⁵.

Les deux mausolées de Ali Pacha I

Ali Pacha I et sa famille sont inhumés dans deux mausolées ; le premier, portant le nom de la principale épouse du Pacha, Kabîra Mâmia, est réservé aux femmes ; le second, assigné aux hommes, est connu sous le nom de Turbat al-Pacha sise au souk des

Qachachine. Lors de la construction de son premier mausolée (1743), Ali Pacha renoue avec une tradition ifrîqiyenne qui remonte à l'époque des Hafside ; ceux-ci recherchaient à être inhumés auprès de zawiya de saints réputés. En effet, certains membres de la famille hafside avaient préféré être enterrés dans l'enceinte de la zawiya du saint patron de Tunis Sidi Muhriz Ibn Khalaf, d'autres auprès de celle de Sidi Qâsim al-Jalîzî.



Tourbet Kabîra Mamiya à al Jallaz -1743



Le mausolée de Ali Pacha au souk des Qachachine - 1752

Cependant, quelques années plus tard, la préférence du Pacha va plutôt vers les pratiques ottomanes qui consistent à rattacher les sépultures des monarques à des bâtiments religieux de leur fondation. Aussi, le Pacha se fait-il construire en 1752 un second mausolée accolé à sa madrasa, auprès de la Grande Mosquée Zaytûna.

Les efforts de ces partisans de Younis se conjuguèrent en effet avec ceux des partisans de Muhammad et de Ali, fils de Hussein Bey, pour attirer à nouveau l'attention d'Alger sur la nécessité de châtier Ali Pacha. Mais à Alger on trouva, semble-t-il, plus logique de ramener dans les fourgons du corps expéditionnaire chargé de punir Ali Pacha ses cousins plutôt que son propre fils.

Cela ne change rien à l'interprétation qui doit être donnée, cette fois encore, de l'intervention algérienne. Elle avait pour but de lutter par les armes contre un gouvernement qui menait une politique hostile à la communauté turque.

A la tête de ce gouvernement se trouvait, il est vrai, un prince qui, vingt ans plus tôt, s'était présenté comme le champion de la colonie turque. Contre lui, les troupes d'Alger soutenaient les fils de ce même Hussein Bey dont la politique anti-turque avait provoqué, vingt ans plus tôt, leur intervention aux côtés de Ali Pacha.

Mais il est bien vrai aussi qu'en 1756 les rôles se trouvaient inversés : Ali Pacha était l'ennemi des miliciens Turcs, et les miliciens Turcs soutenaient ses ennemis. Ainsi voit-on rééditée en 1756, en faveur de Muhammad Bey (Rachid) la situation paradoxale dont avait bénéficié son père cinquante ans plus tôt, en 1706, lors de sa lutte contre le dey Lasfar.

Muhammad Rachid faisait son entrée dans la capitale à la tête des troupes turques de Tunis qui, partout sur son passage, depuis Le Kef, avaient abandonné la cause de Ali Pacha et fraternisé avec les troupes turques d'Alger. La reconstruction et la consolidation du régime à tendances pro-arabe et anti-turque mis en place par Hussein Bey étaient donc, comme l'instauration de ce régime, paradoxalement préparées avec le soutien des troupes turques elles-mêmes.

CHAPITRE III

La restauration des husseinides*

1 - Les paradoxes d'une restauration (1756)

Le paradoxe de la situation politique n'échappait ni aux témoins ni aux protagonistes du drame.

Les conditions dans lesquelles Muhammad Bey accédait en définitive au pouvoir étaient équivoques et le restent encore. Certes, lors du départ en campagne des troupes de la Régence d'Alger contre Ali Pacha, Muhammad Bey et son frère avaient-ils été autorisés, sinon invités, à se joindre aux armées placées sous le commandement du bey de Constantine, Hassen Bey. Mais les désaccords entre les princes tunisiens et leur allié algérien sont nombreux et hautement proclamés de part et d'autre.

Le bey de Constantine, en effet, ne semble pas avoir considéré comme évident que le gouvernement de Tunis dût, après la défaite

* Avec le recours de Muhammad et de Ali Bey, on peut parler des Husseinides et non pas seulement des Husseinites puisqu'il s'agit des descendants et pas seulement des parents de Hussein Bey.

de Ali Pacha, revenir aux héritiers de Hussein Bey. Alors que le Pacha est fait prisonnier le 26 août, lors de la chute de Tunis, il lui laisse la vie sauve pendant un mois : le temps de demander des instructions à Alger⁴⁶. Devait-il proclamer l'annexion de Tunis à Alger et ramener prisonnier le Pacha en même temps que ses cousins ? Devait-il se contenter de rendre son autorité au Pacha vaincu après l'avoir soumis au paiement d'un tribut ?

La réponse d'Alger mérite une analyse attentive : Alger, Tunis et Tripoli étaient des régences turques égales en droit ; il était inconcevable de déclarer une régence tributaire d'une autre. Si un tribut quelconque devait être payé, il devait l'être au « calife des musulmans »⁴⁷. La référence à la suzeraineté turque est évidente. Le dey d'Alger semble considérer qu'il a agi pour la défense des intérêts de la Sublime Porte et qu'il entend que ses troupes s'en tiennent à l'accomplissement de cette mission.

Cette mission impliquait donc l'exécution du pacha Ali et son remplacement par son cousin Muhammad Rachid en dépit de ce que pouvait en penser le bey de Constantine, hostile aux fils de Hussein Bey⁴⁸.

Cette hostilité était partagée par un grand nombre d'officiers turcs qui constataient le soutien massif que les tribus bédouines apportaient à l'armée des princes et en tiraient les conséquences. A l'appel des fils de Hussein répondaient en effet les tribus auxquelles les unissaient des liens de parenté : les Charnis notamment dont le chef, Ghazzali, oncle maternel de Hussein Bey, participa à cette campagne ; mais il y avait aussi les Drid, les Ouled Aoun, les Jlass. Les princes husseinites réalisaient l'union des « arabes » et les Turcs ne pouvaient qu'appréhender une telle union. C'est sans doute l'évidence de ce soutien des tribus bédouines aux fils de Hussein Bey que le bey de Constantine invoqua pour convaincre le dey d'Alger de renoncer à les placer à la tête du pays.

La méfiance était d'ailleurs réciproque . Ayant eu vent du message du bey de Constantine au dey d'Alger, Ali Bey ben Hussein était entré en dissidence plus ou moins ouverte aussitôt après la chute de Tunis. De connivence avec son frère, nous dit-on, il quitta Tunis en

prétextant qu'il allait faire la tournée des villes de l'intérieur afin de leur demander une contribution aux frais d'entretien de l'armée des « libérateurs ». En réalité, la manœuvre visait à faire échapper un des frères au moins à d'éventuels guets-apens du chef allié.

De fait, la tournée de Ali Bey dans les villes de l'intérieur fut une mobilisation générale contre l'envahisseur algérien plutôt qu'une collecte de fonds en faveur des « libérateurs ».

Bientôt, d'ailleurs, toute équivoque cessa. Il devint évident que Ali Bey ne tenterait même pas de regagner Tunis tant que les troupes d'Alger s'y trouveraient. Le bey de Constantine ne fut pas sans s'en apercevoir et sans en faire reproche à Muhammad Bey⁴⁹.

C'est seulement après le départ des troupes algériennes que Ali put enfin rejoindre Tunis et y assister à l'investiture de son frère.

De là le paradoxe : Muhammad Rachid est revenu dans son pays dans les fourgons de l'armée d'Alger, mais il a été investi contre le gré du bey de Constantine, commandant des troupes d'Alger ; Muhammad Bey, fils de Hussein Bey, ne peut que se réclamer d'une tradition politique pro-bédouine et, de fait, il a profité et fait profiter l'armée algérienne de l'appui des populations restées attachées à sa famille ; mais d'autre part, Muhammad Bey se trouvait imposé à la tête du gouvernement de Tunis par des ordres venus d'Alger, et qui semblent avoir répercuté les instructions venues de la Sublime Porte ou été inspirées par elle.

Ces appuis contradictoires ont dû constituer plus tard de lourdes hypothèques dont il n'a pas été facile de se débarrasser et qui ont ajouté à la difficulté de reconstruire un pays ruiné.

L'année 1756 est la date de la restauration de la dynastie husseinite et du retour des beys « légitimes » après un exil de plus de vingt ans.

Hussein Ben Ali, désigné par ses origines, par sa carrière et par sa valeur pour être le porte-parole des intérêts et des revendications de certaines des communautés de la régence, s'est d'abord attaché à défendre ces intérêts et à assurer le succès de ces revendications. Il l'a fait en réduisant au silence, par la menace ou par la flatterie, les communautés rivales.

L'idée de fonder une dynastie n'a pu venir, n'a pu être exprimée du moins, que beaucoup plus tard, lorsqu'il a cru que le pays d'Ifrîqiya, « tel un tapis plié sous lui », ne risquait pas d'opposer de résistance à un tel projet. La révolte de Ali Pacha, l'extension prise par cette révolte ont prouvé que le tapis Ifrîqiya n'était point si bien ni si définitivement plié.

Mais vint la faillite du système de gouvernement instauré par Ali Pacha et sa chute sous le poids des contradictions violemment mises au jour à l'occasion des sanglants affrontements (de 1743, 1746 et 1752) entre les différentes factions dont la coalition avait fait le succès du mouvement "bâchi", tant qu'il s'était agi de lutter contre Hussein Bey. Alors et de plus en plus, au fur et à mesure que se prolongeaient l'instabilité et l'insécurité, le gouvernement de Hussein Bey fut regretté.

L'équilibre qu'il avait tenu à maintenir entre les communautés, d'abord et surtout pour assurer son autorité, fut évoqué avec nostalgie comme le garant de l'ordre et de la justice tandis qu'agriculteurs et commerçants oubliaient les entraves mises à leur liberté pour ne se souvenir que de la sécurité dont ils jouissaient. Les Kouloughlis, que lésaient les mesures qu'il avait prises à la fin, se trouvaient unis dans la haine d'un successeur qui décevait les espoirs mis en lui.

De leurs lieux d'exil, les fils de Hussein Bey virent le parti qu'ils pouvaient tirer de la coalition de ces mécontents. Ils eurent aussi le loisir de penser un système de gouvernement qui tînt compte des sévères leçons qu'ils avaient reçues et de celles que, sous leurs yeux, recevait leur cousin et ennemi Ali Pacha.

Tout comme leur cousin Ali, ils avaient reçu une éducation soignée (on conserve des poèmes composés par Muhammad Rachid), et leur inaction a dû être propice à la méditation. C'est à cette méditation que nous devons sans aucun doute l'élaboration des concepts de dynastie nationale, de légitimité dynastique et d'unité sur lesquels les Husseinides fondèrent dès lors leur système de gouvernement.

Ces principes, Hussein Ben Ali ne les avait pas formulés. Ce sont ses fils qui lui en ont attribué la paternité, pour donner *a posteriori* à une conduite dictée par les contingences propres au contexte dans lequel s'est

déroulée sa carrière, une signification idéologique que ne lui avaient pas donnée les contemporains, partisans ou ennemis, de leur père.

A cet égard, 1756 ne marque pas seulement la « restauration » de la dynastie husseinite mais son instauration, son installation en tant que dynastie, même si Muhammad Rachid et son frère Ali qui en sont, de ce point de vue, les véritables fondateurs, ont tenu à se référer constamment à la pensée et à l'œuvre de leur père.

Il leur fallait partir de bien bas, car le pays dont ils reprenaient la direction était ruiné matériellement et, moralement, prostré. Du fait de l'insécurité, toute activité économique de quelque continuité était devenue impossible. Les divisions politiques avaient pendant vingt-huit ans offert un prétexte commode aux gouvernants comme aux opposants pour priver du fruit de leur travail tous ceux dont ils convoitaient la richesse. La délation et la corruption, principes de gouvernement, étaient également érigées en principes de gestion économique et financière.

Une dévaluation de la piastre tunisienne, hypocritement déguisée en frappe de nouvelles pièces, en ramenait de cent sous français à trente-deux le pouvoir d'achat. C'était la mesure de la détérioration de l'économie du pays dont la prostration morale et politique des populations avait été la cause.

Les circonstances aggravaient cette crise morale. Pendant un mois, les tunisois étaient les témoins et les victimes des pires exactions sans que leurs princes aient pu être d'une efficacité quelconque pour protéger leurs sujets ni même leurs partisans.

Malgré les ordres d'Alger en faveur de la restauration des Husseinides, le départ des « libérateurs » n'avait pu être obtenu que moyennant des conditions humiliantes : le bey de Tunis s'engageait à faire raser un certain nombre de forteresses, notamment celle du Kef, et promettait de ne pas hisser les drapeaux des monuments publics au-dessus d'une hauteur déterminée.

Contrairement à ce que stipulait la lettre du dey d'Alger, un tribut est imposé à la Régence de Tunis, déguisé il est vrai en

contribution volontaire à une œuvre pie : chaque année, les beys de Tunis devaient fournir deux chargements d'huile destinés à l'éclairage des mosquées d'Alger. Tout cela ne pouvait rehausser le prestige des princes restaurés ni leur faciliter l'exercice du pouvoir. Les premières années de cette restauration, de 1756 à 1760, tout au long du gouvernement de Muhammad Rachid Bey (1756-1759), et les deux premières années du gouvernement de son frère Ali se passent sous le signe de l'attentisme. De toute évidence, les nouveaux maîtres du pays, observant une prudente réserve, évitent les heurts et les affrontements.

Mais en 1760, le fils de Younis Bey, petit-fils de Ali Pacha, jusqu'à en exil à Tripoli, tenta un retour en force. Cette révolte permet aux bâchiya de se compter à nouveau. Elle appela une répression énergique. Ali Bey établit à cette occasion la preuve de sa force de caractère et de sa compétence. L'attentisme fait place à une direction plus énergique.

2 - Le gouvernement de Muhammad Rachid Bey (1756-1759)

Muhammad Bey n'exerça le pouvoir que pendant une trentaine de mois. C'est que, malgré sa relative jeunesse (né en 1709, il n'avait que quarante-sept ans en 1756), il arrivait usé au pouvoir.

Le spectacle des horreurs commises par les troupes algériennes lors de la prise de Tunis l'avait véritablement « traumatisé »⁵⁰. Les chroniqueurs rapportent qu'il songea à l'abdication, voire au suicide, lorsqu'il vit les malheurs dont « il était l'occasion plutôt que la cause ».⁵¹ Il pleurait lorsqu'il reçut ses sujets venus lui présenter leurs devoirs, il pleurait aussi lorsqu'il reçut le consul de France à qui il exprimait les regrets que lui inspirait le pillage du fondouk des Français par ses alliés algériens⁵². Ce n'étaient pas seulement des larmes diplomatiques. Son médecin Joseph Âighiero a eu l'occasion de décrire les malaises dont il souffrait⁵³.

Il n'avait donc accepté l'investiture qu'à son corps défendant et d'ailleurs il se reposa de tous les soins du gouvernement sur son frère

Ali, à qui dès lors incombe la charge d'administrer réellement le pays, même si on nous le décrit très attentif à s'effacer et à attribuer à son frère seul le mérite et les honneurs.

Quoi qu'il en soit, les trente mois du gouvernement de Muhammad Rachid sont essentiellement consacrés à apaiser les esprits, à faire oublier les violences du passé.

Qu'il ait été conseillé par son frère ou que sa seule bonté lui ait dicté une telle attitude, il est certain que Muhammad Bey évita de proscrire les partisans de son cousin et de confisquer leurs biens. En revanche, s'il a été soucieux de ne point se venger des ennemis de la veille, il a été, en raison même de cette attitude, sévère envers ceux qui s'autorisaient des services rendus pour manquer à la discipline.

En l'occurrence, il semble s'être gardé à droite aussi bien qu'à gauche. Il est significatif par exemple qu'il ait fait trancher le cou à un caïd originaire des Jlass qui, accusé par ses administrés et sommé de s'expliquer, avait déclaré que « les Jlass croyaient avoir quelque droit à l'indulgence des fils du bey Hussein » 54.

Il est également significatif de voir qu'il a procédé, en dépit des sympathies certaines dont il disposait dans la communauté des Kouloughlis⁵⁵, à l'éviction des très nombreux Kouloughlis dont son cousin Ali Pacha avait, dans les dernières années de son règne, surchargé les effectifs de la milice. Mais plus significative encore fut son attitude à l'égard des miliciens turcs. Au lendemain du départ des troupes d'Alger, ils s'étaient mutinés. Le chroniqueur Saghir Ben Youssef nous raconte l'objet de leurs revendications. Il ne s'agissait de rien moins que d'exiger du bey de Tunis qu'il ne recrutât plus de troupes autres que turques, qu'il défendît aux Arabes de servir dans ses armées et même qu'il leur interdît de porter le costume turc, dont ils semblaient avoir pris l'habitude de se parer.

Muhammad Bey avait alors recouru au dey, Muhammad Kazdaghli, pour les amener à composition. Mais lorsque, l'année suivante, des projets de soulèvement furent découverts, il sévit contre les comploteurs et tout d'abord contre le dey Muhammad Kazdaghli qu'il fit exiler à Kairouan, puis exécuter. Malgré un désir évident d'éviter les problèmes et en dépit de l'hypothèque que

faisaient peser sur son comportement les conditions dans lesquelles il avait accédé au pouvoir, Muhammad Bey a donc eu l'occasion d'affirmer sa volonté de ne pas laisser la milice turque reprendre les privilèges dont l'avait progressivement dépouillé une longue succession de beys⁵⁶ mouradites et son propre père.

Une différence existe cependant entre la situation dans laquelle se trouvait placé Muhammad Bey et celle dans laquelle avait été placé son père : c'est que, dès l'abord, il bénéficia de l'appui de la Sublime Porte, alors que le gouvernement ottoman avait mis longtemps à pardonner à Hussein Bey d'avoir compromis l'œuvre de Brahim Chérif.

Mais si ce retour de faveur marqué par la Sublime Porte à l'égard des fils de Hussein Bey peut être établi avec certitude, il n'en va pas de même des raisons qui ont amené ce changement d'attitude. Une explication plausible en est la conviction acquise en Turquie qu'il n'était plus possible de faire revivre à Tunis un véritable gouvernement de régence et qu'à tout prendre, il valait mieux s'assurer de la loyauté d'une « dynastie » locale.

C'est ce que confirme d'ailleurs le fait que la Sublime Porte envoya le firman de pacha à Muhammad Bey aussitôt que l'ambassade traditionnelle, déléguée à cet effet, vint lui en faire la demande. Muhammad Bey aurait donc reçu le caftan de Pacha (que son père n'avait jamais pu revêtir) aussi rapidement qu'un Brahim Chérif.

En fait, lorsque le firman et le caftan arrivèrent à Tunis, Muhammad Bey venait de mourir ; c'est Ali Bey qui revêdt le caftan destiné à son frère.

3 - Le gouvernement de Ali Bey II (1759-1770)

L'attentisme des premières années (1759-1763)

Ali Bey avait plus de quarante-sept ans lorsqu'il monta sur le trône. Né en 1712, il n'avait que seize ans lorsque son cousin Ali Pacha entra en dissidence. Mais la guerre qui commençait donna l'occasion à son père de lui confier des responsabilités militaires et politiques dont il semble s'être toujours tiré avec honneur.

En 1735 déjà, alors que Hussein Bey n'avait pas encore été chassé de Tunis par son neveu révolté, les témoignages concordent pour présenter le fils cadet du bey comme plus habile et plus populaire parmi les officiers et les troupes que son frère aîné Muhammad, qui en était pourtant le commandant en titre depuis l'éviction de Ali Pacha en 1726. Le véritable héritier du flegme et de l'habileté manœuvrière de Hussein Bey fut ce fils cadet plutôt que Muhammad Bey, plus sensible à la pitié et à la haine, à la flatterie et à l'offense. Ali Bey, au contraire, est l'homme des grands desseins secrets longuement médités.

Pendant l'exil comme après, tous ceux qui approchaient les deux frères sentaient que toutes les décisions étaient méditées par Ali, mais Ali s'était toujours efforcé de laisser à son frère l'impression qu'il prenait de sa propre initiative les décisions qu'il lui suggérait.

La prudence, l'apathie même, dont Muhammad Bey fit preuve à l'égard de tous ceux qui s'agitèrent ou firent mine de s'agiter ont sans aucun doute été conseillées par son frère. En revanche, les rares manifestations d'autorité et de faste auraient sans doute été évitées si on l'avait écouté : l'exécution du caïd des Jlass, Kebir Er-Ras, par exemple, et celle du dey Kazdaghli ont été décidées en son absence.

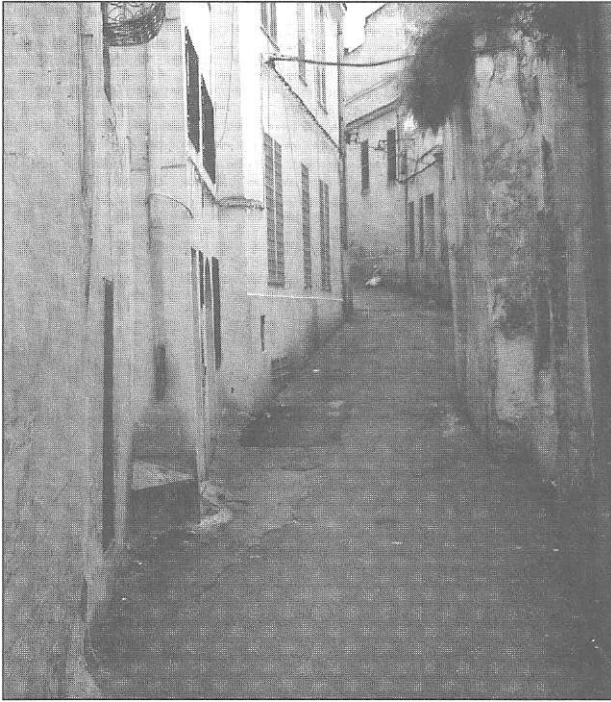
C'est que Ali Bey ne jugeait pas la « restauration » de la dynastie suffisamment assise pour accepter le risque d'entrer en lutte ouverte avec quelque groupe ou faction que ce fût.

Lorsqu'il accéda lui-même au pouvoir, il observa la même prudence. En dépit d'une tentative d'assassinat dont il fut l'objet de la part d'un officier turc, il multiplia les flatteries à l'égard des « *'askar* ». C'est ainsi qu'il leur déclara en leur présentant leur nouveau chef, l'agha Hussein Bou-Taghane : « Vous êtes tous de ma famille... Voici mon lieutenant, que je vous confie (...) »⁵⁷ Il est votre égal, mais vous n'oublierez pas que toute armée a besoin d'un chef ».

Ceux qui viennent dénoncer les excès de la soldatesque, il les écoute, les plaint, les dédommage partiellement sur ses propres deniers, sans pour autant châtier les coupables.

De la même manière, il ménage les tribus bédouines. Quand on vient se plaindre d'elles ou quand elles se plaignent les unes des autres, il

Les takiyas, fondations de bienfaisance



Dans la rue Dabdâba où se situait la takiya des femmes fondée en 1774 par Ali Bey II.

En Orient, le terme takiya désigne une sorte de couvent où demeurent les derviches et où l'on reçoit des voyageurs pauvres ou des personnes recommandées qui y trouvent l'hospitalité gratuite ; cette institution orientale, par certains aspects, ressemble à la zâwiya maghrébine. Cependant, la takiya de Tunis construite par Ali Bey II (1774), diffère nettement des zawiyas ; c'est une institution spécifique qui constitue une sorte d'asile pour les pauvres et les infirmes.

Les origines de l'institution sont anciennes : le mouradite Hamouda Pacha avant lui avait institué le habous du pain. A l'époque de Ali Bey II, l'équivalent de cette fondation porte le nom, comme le signalent les textes, de takiya du burghul, une sorte de soupe populaire. Elle consiste en une fondation habous chargée de servir un plat unique dans la journée aux indigents ; le mets appelé burghul est un bouillon à base de blé concassé.

Quelques années après la constitution de cette soupe populaire, le même Ali Bey II décide l'édification d'une véritable takiya pour l'hébergement et la nourriture des indigents. Cette fondation pieuse est élevée dans la rue Dabdâba sur l'emplacement d'une taverne désaffectée. L'achèvement des travaux remonte à l'année 1188/1774, comme l'indique l'inscription qui surmonte l'entrée de l'édifice et qui est rapportée par Hamouda Ben

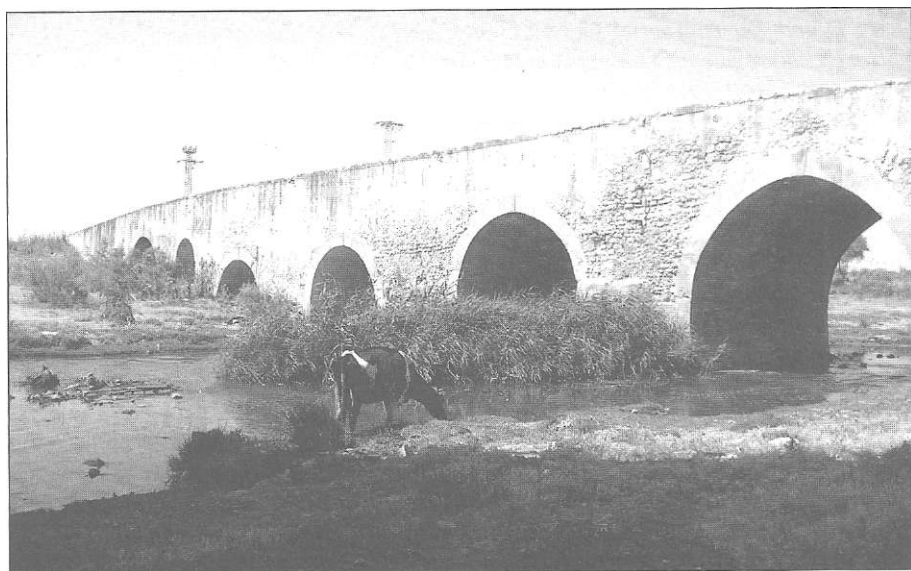
Abdelaziz• L'édifice se compose de plusieurs chambres, d'un réfectoire et d'un oratoire.

Comme extension de cette première takiya, Ali Bey II achète une maison d'habitation dans le même quartier et en fait une deuxième takiya résen'ée aux femmes. L'architecture des deux établissements procède du plan classique de l'édifice ordonné autour d'un patio à portiques. Les chambres des pensionnaires, disposées sur deux niveaux, occupent la majeure partie de la fondation et ouvrent sous les portiques qui encadrent la cour.

Fonctions attachées aux deux takiyas et rétributions journalières

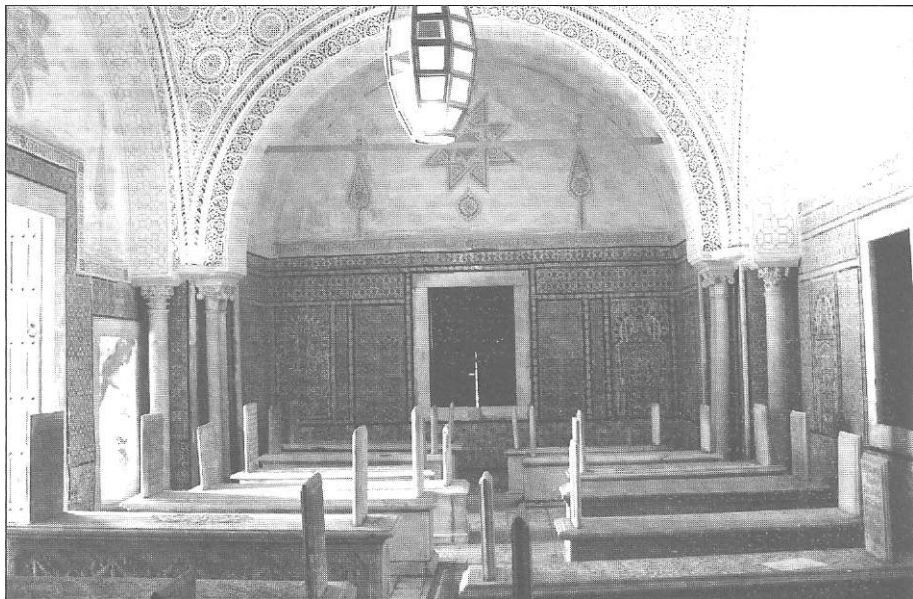
<i>Nbre</i>	<i>Fonction</i>	<i>Piastre</i>	<i>Kharrûba-s</i>	<i>Nasri-s</i>
1	<i>Wakîl des 2 takiya-s</i>	1/2		
1	<i>Cuisinier</i>	1/4		
1	<i>Préparateur de la semoule</i>			8
1	<i>Imam de l'oratoire</i>		2	
4	<i>Nakîb à la takiya des hommes</i>		2	
2	<i>Nakîb à la takiya des femmes</i>		2	
1	<i>Mustakhlis al-awkâf (comptable)</i>			4
1	<i>Shâhid al-'adl (notaire)</i>			4(+2)

Le pont de Rades



Le pont établi sur l'Oued Méliane, à 2,5 km de Radès, est construit en l'an 1180/1766 par Ali Bey II comme l'indiquent les deux inscriptions qu'il porte ; c'est un bel édifice à cinq arches, construit en pierre de taille et qui révèle une excellente maîtrise de la construction de tels ouvrages.

Tourbet-el-Bey, Panthéon des Husseinites - 1770



Le monument Tourbet-el-Bey est le plus célèbre et le plus vaste mausolée princier laissé par les Ottomans et les Husseinites en Tunisie. Il est construit par Ali Pacha II, le quatrième bey de la dynastie husseinite vers 1184/1770. Le fondateur associe à son mausolée un kuttâb, un sabîl et une madrasa vaste et monumentale.

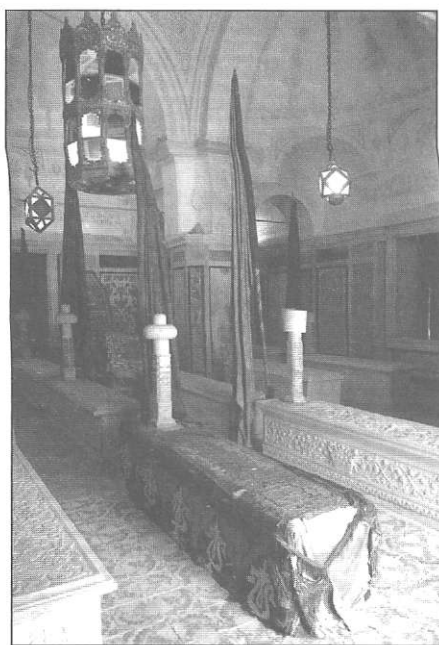
Tourbet-el-Bey est un complexe funéraire de huit salles spacieuses qui s'organisent autour de deux patios, le premier entouré de portiques et le second à ciel ouvert. Les salles funéraires et les patios abritent 165 tombes, parmi lesquelles les sépultures des beys qui ont gouverné le pays de 1759 jusqu'en 1942 et celles des princesses, des femmes du harem du Bardo et même celles de certains serviteurs, mamelouks ou grands vizirs des Husseinites.

La salle des Souverains se distingue par ses coupôles à l'orientale : une coupole centrale soutenue sur les côtés par des demi-coupôles et, dans les angles, par des coupôlettes ; l'ensemble est porté par des arcs en plein cintre soutenus par quatre grands piliers cruciformes. Les parties inférieures des piliers ainsi que celles des murs sont habillées à l'italienne par des plaques de pierre de couleur ou des marqueteries de marbre. Certains de ces panneaux sont tout à fait curieux comme ceux qui représentent deux vautours accrochés à un arbre à feuilles d'acanthé jaillissant d'un vase et couronné par le croissant ottoman.

Nécropole royale, Tourbet-el-Bey prend une place à part dans l'art funéraire de la Tunisie husseinite. Par son architecture, elle témoigne de l'évolution des techniques locales et des différents apports orientaux et européens.

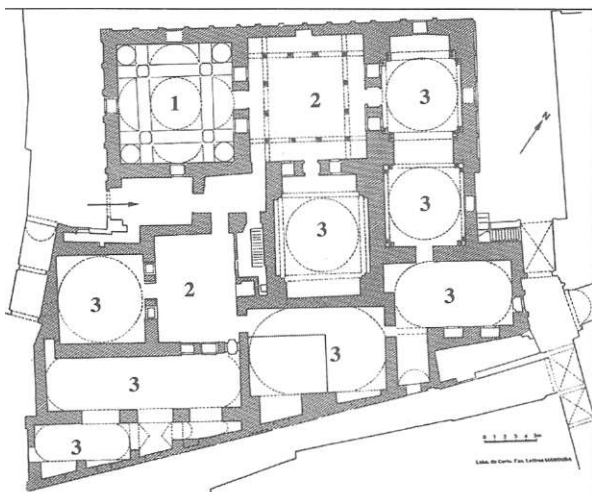


Le patio à portiques



Salle des souverains

En outre, la marqueterie de marbre agrémentant les murs, les colonnes et les chapiteaux portant les arcs ainsi que les pierres tombales ciselées dans le même matériau représentent un répertoire de marbre sculpté riche de plusieurs centaines de panneaux. De même, les revêtements de faïence qui tapissent les différentes salles comptent parmi les œuvres les plus remarquables représentant la faïence importée d'Europe ou celle de fabrication locale. Enfin, ce monument recèle l'un des ensembles d'inscriptions funéraires les plus importants et les plus complets de son époque. Datées, ces centaines de stèles retracent l'évolution de l'écriture arabe en Tunisie. Aussi ce monument constitue-t-il un musée qui renferme plusieurs spécimens représentatifs des arts tunisiens durant deux siècles.



plan de Tourbet-el-Bey d'après les relevés de l'I.N.P.
 1. Salle des souverains - 2. patio - 3. chambres funéraires

donne des conseils de patience, de modération, offre des compensations, des exemptions d'impôts par exemple, mais n'intervient pas⁵⁸. Ses partisans s'étonnent de cette longanimité qui confine à la veulerie et les représentants des puissances étrangères commencent à douter qu'un souverain si faible ait quelque chance de se maintenir.⁵⁹

La révolte d'Ismaïl Bey paraît un moment les confirmer dans leur appréhension et leur mépris. Ismaïl Bey est le fils de Younis Bey, le petit-fils par conséquent du pacha Ali. Lors de la révolte de son père, en 1752, il se trouvait au Bardo. Lorsque son père, vaincu, prit le chemin de l'exil vers Constantine, son grand-père l'avait retenu près de lui "comme otage".

En 1756, à la faveur des troubles et de la confusion, Ismaïl put prendre la fuite et rejoindre à Tripoli quelques exilés partisans de son père et de son grand-père, que le triomphe de l'ennemi commun avait réconciliés. Les nouvelles de Tunis étant encourageantes, ils établirent des contacts avec les personnalités et les communautés qu'ils supposaient susceptibles de se joindre à eux. Tout naturellement se reconstitua le réseau d'alliances qui a toujours fait la force des mouvements d'opposition aux beys, Mouradites puis Husseinides : montagnards sédentaires, victimes des bédouins nomades (Oueslat, Ouled Ayar, Amdoun, Khmîr), miliciens turcs mécontents des velléités de répression de Muhammad Bey et encouragés par l'inertie apparente de Ali Bey, notables andalous.

Ismaïl Bey put joindre le Djebel Oueslat et en faire, comme l'avait fait son grand-père plus de trente ans plus tôt, le point de ralliement des bâchia. La lutte dura trois ans, Ali Bey la mena avec un calme qui exaspéra ses partisans, mais aussi l'adversaire. Evitant autant que possible de faire donner les troupes régulières, il fit assiéger le massif des Oueslat par un véritable cordon sanitaire de tribus bédouines qui se chargèrent de ruiner les assiégés par leurs « razzias ». Il évita ainsi de mettre les miliciens turcs en contact avec un prince qui, sans doute, comptait sur leur ralliement.

Cette stratégie usa l'adversaire. Ismaïl finit par prendre la fuite en juillet 1762. Les Oueslat firent leur soumission, qui fut acceptée. On

leur laissa la liberté, mais ils furent invités à quitter leurs montagnes, dont l'accès resta interdit jusqu'à la fin du XIX^e siècle ⁶⁰,

Que ce succès eût été dû à un heureux hasard ou qu'il eût été la conséquence des calculs de Ali Bey, le fait est que son prestige sortit grandi de l'épreuve. Ainsi fit-il accepter son style de gouvernement. C'est alors qu'il se consacra à l'organisation du pays.

*La reconstruction politique et économique
(1763-1770).*

A l'attentisme et à l'inertie apparente des premières années du règne succèdent une méthode et un style de gouvernement propres à Ali Bey qui firent de lui l'un des plus grands souverains de la dynastie husseinite.

S'il tint à se référer constamment aux idées et à l'œuvre de son père, il ne faut voir là qu'une manifestation de modestie et une preuve supplémentaire de ce souci qu'il avait de ne point attirer l'attention sur lui afin de pouvoir mieux se consacrer aux tâches qu'il s'assignait. Au premier rang, se place la consolidation d'un Etat national fort qui ne soit plus la mosaïque de communautés antagonistes qu'il semblait être depuis bientôt deux siècles.

Le grand problème qui se pose est la définition du statut de cette Régence de Tunis dans l'Empire ottoman et le statut de la colonie turque ou prétendue telle dans cette régence.

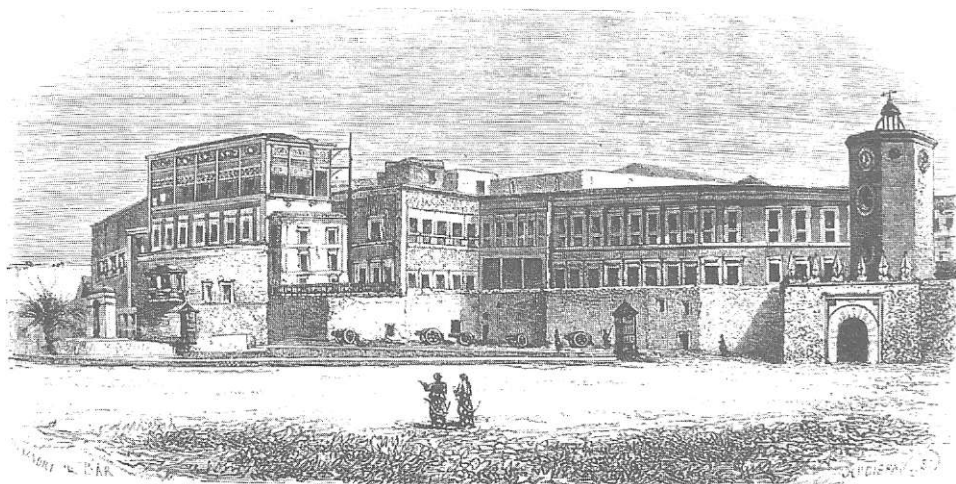
En obtenant d'être lui-même, en tant que pacha, le représentant de la métropole dans la régence, et en obtenant de cette métropole (ou en lui attribuant) des déclarations enjoignant aux membres de la colonie turque de se comporter comme des « enfants du pays », il conciliait l'affirmation de l'allégeance turque avec celle de l'égalité sous son autorité des communautés coexistant dans la Régence.

Il savait par ailleurs qu'il avait à sa dévotion les populations indigènes bédouines et réussit à les y maintenir. A l'égard de tous, il prêche et pratique l'oubli des querelles passées, même les plus récentes. Ne fait-il pas brûler sans les lire un plein sac de lettres trouvées dans les bagages de Ismaïl Bey, marquant qu'il ne veut pas savoir les noms de ceux qui ont comploté contre lui ? ⁶¹

Le palais du Bardo

Avec les Mouradites et plus tard les Husseinites, le Bardo qui était à l'origine un parc de plaisance hafside devient la résidence officielle du bey et dépasse par le prestige la Kasbah. Le palais constitue un ensemble de bâtiments de dimensions et de styles très divers, construits par les différents beys mouradites et surtout husseinites. C'est un monde à part dans la ville de Tunis, secret et éloigné des turbulences de la médina, si bien qu'il est considéré, dans une certaine mesure, comme une autre ville, ayant son ordonnance et ses coutumes particulières. Il est habité par le bey, son harem, sa famille et ses serviteurs ; y résident également de nombreux pages, gardes, janissaires et quelques fonctionnaires.

Il constitue une véritable cité administrative d'autant plus distincte de la ville qu'elle est entourée de murailles et soigneusement gardée. Le voyageur J. Thévenot, qui s'arrêta à Tunis au cours de l'hiver 1659, évoque dans son récit de voyage le palais du Bardo tel qu'il fut aménagé par Hamouda Pacha : « On voit à ces maisons une quantité de fontaines avec de beaux bassins d'une seule pièce de marbre, venant de Gênes, et une salle découverte avec un grand réservoir au milieu et des allées tout à l'entour, dont la couverture est soutenue de plusieurs colonnes, le tout pavé de marbre noir et blanc, comme aussi toutes les chambres qui sont couvertes d'or et d'azur et de ces travaux de stuc. Il y a plusieurs beaux appartements, et toutes ces maisons ont de beaux jardins, pleins d'orangers et de plusieurs arbres fruitiers, mais fort bien rangés, comme en chrétienté, et plusieurs beaux berceaux au bout des allées : aussi tout cela est fait par des esclaves chrétiens »



Le Palais du Bardo, siège officiel du gouvernement tunisien.
Gravure exécutée à partir d'une photographie de Catalanoti - 1875

Il veille à ce que la charge fiscale soit plus équitablement répartie et n'excède pas la patience des assujettis. Les caïds reçoivent des instructions très fermes à cet égard. Ils n'ont garde d'y contrevenir. Et pour cause : toutes les fois que les populations se sont plaintes de leurs administrateurs, leurs plaintes ont été prises en considération sans être soumises à vérification. Le caïd est relevé, condamné à une amende, ce qui a pour effet de combler le manque à gagner que peut constituer pour le Trésor l'allégement fiscal accordé à ses administrés ⁶².

Ali Bey est également célèbre pour avoir prononcé une amnistie fiscale portant sur la totalité des arriérés du *ouchour* (dîme) ⁶³.

Il rend à l'agriculture la liberté dont l'a privée son père Hussein Bey. Sans supprimer la réglementation du commerce extérieur des céréales dont l'exportation demeure soumise à licence (*teskéré*), il abolit le système du « *mouchtarâ* » qui consiste à obliger les agriculteurs à fournir au « beylik » un contingent fixe de céréales à un prix fixé sans tenir compte de la récolte ni du prix pratiqué sur le marché ⁶⁴.

Les agriculteurs peuvent donc vendre la totalité de leur récolte au prix du marché. Ceux qui obtiennent les *teskéré* doivent s'approvisionner sur le marché comme les autres commerçants.

Sécurité et prospérité commencent donc à régner dans le pays lorsqu'éclate la guerre franco-tunisienne de 1770.

DEUXIÈME PARTIE

De la suzeraineté ottomane à la domination française

L'histoire de la Régence de Tunis de 1705 à 1770 a donc été celle d'une province ottomane où une dynastie indigène, à la faveur de l'affaiblissement de la métropole turque, d'une part, et de la communauté turque de l'autre (deux problèmes qui ne se confondent pas nécessairement), tout en continuant à proclamer sa vassalité à la Sublime Porte, consolide l'autonomie effective du pays, réalise son unité et le dote d'institutions stables.

De 1770 à 1830, en revanche, ce pays s'apprête à recueillir les fruits de la prospérité économique consécutive à la stabilité et à la sécurité. Mais les convoitises des puissances maritimes et commerçantes européennes menacent d'autre manière l'autonomie fraîchement et laborieusement acquise.

Au premier rang de ces puissances se trouve la France. Il ne s'agit pas ici d'une déduction suggérée par le fait que la fin de la période a vu la prise d'Alger, prélude évident à la conquête de l'ensemble du Maghreb. Il s'agit bien plutôt d'une constatation : tout au long du

XVIII siècle, la monarchie des Bourbons (eu, plus précisément, son administration de la marine, divergeant en cela de celle des Affaires étrangères, restée théoriquement dans le sillon de la tradition d'alliance franco - turque) a mené méthodiquement une politique de mainmise commerciale et diplomatique sur la Régence de Tunis. Les circonstances qui entourent la déclaration, le déroulement et la conclusion de la guerre franco-tunisienne de 1770 en donnent la plus convaincante illustration.

Cette guerre, en effet, ne serait qu'un bien mince incident militaire si l'étude des événements qui l'ont préparée, des personnages qui l'ont menée et des conséquences qui en ont résulté ne permettait d'y voir, d'une part, une véritable charnière de l'histoire diplomatique de la Tunisie et, d'autre part, une étape importante de l'histoire maritime, coloniale et commerciale de la France, dont le sort s'est trouvé confié à une même autorité, celle du duc de Choiseul qui, titulaire du ministère des Affaires étrangères, fait confier la Marine à son cousin, le duc de Praslin, comte de Choiseul.

Politique cohérente de réorientation de l'expansion coloniale et commerciale de la France, cette campagne, comme l'acquisition de la Corse dont elle était la suite, et dont elle est officiellement présentée comme la conséquence, visait à augmenter les compensations méditerranéennes qu'il fallait trouver à l'activité maritime et commerciale française après les abandons imposés par le traité de Paris (1763).

Ce but a été atteint. Le commerce et la diplomatie de Tunis sont placés, dès la conclusion de cette guerre et jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, dans l'orbite de la diplomatie et du commerce français. C'est à cette période que correspond l'omnipotence du ministre Mustapha Khodja (1770-1794).

L'éclipse de la flotte et de la marine françaises en Méditerranée sous la Révolution et l'Empire marque un reflux de cette tendance. C'est durant cette période qu'un groupe de politiciens et d'hommes d'affaires animés par le ministre Youssef Saheb-Tabaa tire parti de la nouvelle situation pour réorienter le commerce extérieur tunisien (1795-1814).

CHAPITRE PREMIER

De la guerre franco-tunisienne de 1770 à la guerre tuniso-tripolitaine de 1794. Le gouvernement francophile de Mustapha Khodja

Ali Bey n'a pas laissé, tant s'en faut, le souvenir d'un monarque qui règne mais ne gouverne pas. Son fils Hamouda Pacha qui lui succéda en 1782 non plus. Cependant, des documents permettent de prouver que ces deux souverains, dont la forte personnalité ne fait pas de doute, ont été presque constamment manœuvrés par un homme qui fut successivement le premier ministre du père, puis celui du fils : Mustapha Khodja.

L'influence de ce ministre sur ses souverains successifs n'était pas un mystère pour les observateurs contemporains, tunisiens ou étrangers. Elle n'échappait pas aux souverains eux-mêmes qui avaient fait et maintenu sa fortune.

Mais ce que la plupart des contemporains, les Tunisiens en tout cas, ne savaient pas, ce que leurs souverains mêmes ne soupçonnaient

pas, c'est que les avis de ce ministre n'étaient pas inspirés par la considération des intérêts de l'Etat, ni même par sa seule ambition, mais lui étaient dictés par le gouvernement français et par la Chambre de Commerce de Marseille qui avaient acheté sa conscience. Par son intermédiaire, le gouvernement français s'est trouvé en mesure, pendant une vingtaine d'années, d'orienter les décisions les plus graves du gouvernement tunisien.

1 - Prétextes et causes de la guerre franco-tunisienne de 1770

Mustapha Khodja agent de la diplomatie française

On peut constater que la guerre franco-tunisienne de 1770 a été l'occasion, pour Ali Bey, de se convaincre de la puissance de la France et de l'utilité pour lui d'en ménager les intérêts. Elle a été aussi pour lui l'occasion de reconnaître les capacités diplomatiques de l'un de ses collaborateurs (jusque-là de second plan), Mustapha Khodja, qui se révéla particulièrement apte à négocier avec les Français. Semblable constatation ne prêterait pas à conséquence si des documents restés secrets pour les contemporains n'établissaient que cette occasion n'a pas été fortuite. Que l'on considère en effet les motifs de l'entrée en guerre de la France contre la Régence de Tunis en 1770. Ils sont au nombre de trois.

L'un est le plus banal et le plus courant des incidents maritimes : un capitaine tunisien, à court de vivres, avait demandé à un capitaine français rencontré dans sa croisière de le ravitailler ; demande d'aide conforme aux usages des gens de mer, mais qui a été faite en termes grossiers. On en demandait le châtement.

Un autre, le plus important en apparence, est diplomatique : imposer la reconnaissance de l'annexion de la Corse par la France et la restitution, en conséquence, des captifs corses pris par la marine tunisienne avant cette annexion en tant que sujets de la République de Gênes avec qui Tunis était en guerre.

Le troisième est économique : en 1768, le bey avait signé une convention concédant pour deux ans à la Compagnie Royale d'Afrique la pêche du corail sur quelques points de la côte tunisienne. Le bey n'entendait pas renouveler cette convention, la compagnie, en revanche, en désirait le renouvellement. Elle estimait être en droit d'exiger du souverain tunisien cette reconduction. Elle appuyait cette revendication sur le texte de la convention qui était formel : la concession était renouvelable de droit ; le concessionnaire en demandait le renouvellement et le concessionneur ne pouvait s'y opposer. Le bey maintenait son refus. Il niait avoir donné son consentement à la clause invoquée, manifestement irrationnelle et insolite dans ce genre de convention. Son insertion sous cette forme ne pouvait s'expliquer, disait-il, que par une erreur du ministre rédacteur du texte : Ahmed Lasram, bach-kateb. Ce malentendu fut à l'origine d'une guerre. Et le malentendu ne portait que sur ce seul point, puisque sur les deux autres le bey de Tunis avait donné satisfaction aux demandes françaises avant tout recours aux armes.

Mais s'agit-il d'un malentendu ? ou, du moins, était-ce un malentendu pour tout le monde ? Cela paraît difficile à croire quand on lit le compte-rendu que le consul de France Barthélémy de Saizieu avait adressé, le 15 mars 1768, à la Compagnie royale d'Afrique sur les conditions dans lesquelles il avait obtenu la signature de cette convention. Il y parle sans ambages d'un « agent » dont il avait reconnu les bons offices par une donation de cent sequins vénitiens.

Cet agent (Barthélémy de Saizieu l'appelle « mon agent ») que le consul décrit comme lui étant « voué dans cette négociation » et comme pouvant « rendre ultérieurement beaucoup de services » : c'est un « ministre du bey », un homme auquel il se confie.

Or Barthélémy de Saizieu insiste sur la difficulté particulière qu'ils éprouvèrent, son « agent » et lui-même, à obtenir l'arrangement relatif au dernier article, l'article prévoyant les conditions de renouvellement, ce qui exclut toute possibilité de « malentendu » sur les intentions du bey à ce sujet, que ce fût de la part du consul français ou de la part de son propre ministre. Une seule explication reste possible : il y a, entre les cent sequins et l'erreur commise, un rapport de cause à effet. A qui donc était due cette « erreur »⁶⁵ ?

On pense à première vue au bach-kateb Ahmed Lasram puisque, plus tard, Ali Bey fit expressément mention de lui comme auteur de l'erreur incriminée, Mais la suite des événements suggère, impose même, de le disculper aux dépens d'une autre personnalité que les conséquences de cette erreur devaient brusquement mettre en vedette, d'abord pendant la guerre qui s'en suivit puis, surtout, après cette guerre.

Nous avons vu que le bey avait accepté de reconnaître l'annexion de la Corse et promis de punir les manquements du capitaine tunisien dénoncé par la « note » française, mais qu'il continuait à rejeter la demande de reconduction. Le consul de France, sans faire paraître un dépit excessif, demanda l'autorisation de passer l'été dans le palais beylical Abdellia de la Marsa, que Ali Bey avait l'habitude de mettre à sa disposition. De là, il fut « enlevé » par l'escadre française. Cet enlèvement avait été arrangé (les documents ne laissent aucun doute là-dessus) pour que la marine française pût agir librement sans que le souverain tunisien se servît du consul français comme d'un otage. Ali Bey a cependant cru à cette thèse de l'enlèvement du consul et a continué à y croire, convaincu que toutes les difficultés venaient du chef d'escadre, de Broves. Il ne cessa d'invoquer le consul de France « enlevé » comme témoin de sa bonne foi et de réclamer son retour à Tunis comme une garantie de la bonne entente ultérieure⁶⁶.

Or, d'un autre côté, à partir du moment de son enlèvement, le consul de France entretient toute une correspondance parallèle à la correspondance officielle échangée avec le bey par le chef d'escadre, non pas avec l'un ni l'autre des deux principaux ministres du Bey, le khaznadar Rejeb et le bach-kateb Ahmed Lasram, mais avec un personnage qui, jusque là, faisait partie de l'entourage du bey sans y jouer toutefois un rôle de premier plan : Mustapha Khodja.

Mieux, certaines lettres adressées au bey vont jusqu'à lui suggérer d'envoyer Mustapha Khodja en négociateur.

Un lien ne peut manquer d'exister entre l'erreur où Ali Bey est entretenu sur les véritables responsabilités du consul de France dans les événements, la correspondance entre ce consul et Mustapha Khodja, et l'insistance avec laquelle ce même consul suggère au

souverain que seul son ministre Mustapha Khodja est apte à négocier avec les autorités françaises. Mustapha Khodja a probablement contribué à convaincre son maître de la bonne foi de Saizieu comme Saizieu a convaincu le bey de la compétence de Mustapha Khodja. La manœuvre connut en tout cas un parfait succès sur l'un et l'autre plan.

Le rôle qu'il joua dans cette négociation fit de Mustapha Khodja le principal ministre. Il devait le rester jusqu'à la mort de Ali Bey, et Hamouda Pacha le confirma dans les fonctions qu'il occupait auprès de son père.

Dans ce même temps, l'influence française sur la cour du Bardo devenait prépondérante et devait le rester sans interruption pendant près d'un quart de siècle. Mustapha Khodja devait rester l'agent le plus efficace de cette influence française à laquelle la guerre de 1770, quels qu'aient pu être ses motifs ou ses prétextes, allait permettre de s'exercer pleinement, couronnant ainsi une œuvre de pénétration commencée depuis l'aube du XVIII^e siècle.

L'enjeu économique et politique de la guerre de 1770.

La guerre de 1770 se réduit en fait à quelques bombardements - Bizerte, Sousse et Monastir - qui détruisent en moins de trois mois quelques centaines de maisons. La paix est conclue le 2 septembre grâce, notamment, à l'entremise de l'envoyé turc venu demander à la régence un renfort dans sa lutte contre les Russes. Ce qui est plus important, c'est que, opportunément provoquée, cette guerre a permis au ministère français de la marine de réaliser une opération d'une grande importance diplomatique, commerciale et militaire, depuis longtemps espérée.

Depuis le début du XVIII^e siècle, la diplomatie française s'intéressait à la Régence de Tunis. On s'habituaît en France à l'idée que, des régences barbaresques, la Régence de Tunis était celle avec laquelle les rapports diplomatiques et commerciaux étaient les plus faciles. On savait les souverains de Tunis capables de s'emparer de tous les prétextes pour échapper à l'espèce de décanat exercé par Alger au nom de la solidarité impériale ottomane. La France avait

besoin de l'aide de Tunis, d'abord et surtout pour faire pièce au gouvernement d'Alger, car ses relations diplomatiques et commerciales avec la Régence d'Alger étaient aussi délicates qu'elles étaient étroites.

C'est ainsi qu'en dépit de déclarations incendiaires contre les « actes de piraterie des corsaires d'Alger », la cour de Versailles refusait tout encouragement aux projets d'alliance intereuropéenne visant à la destruction ou à la neutralisation d'Alger. Ce n'est pas le moindre paradoxe de l'histoire des idées politiques en France au XVIII^e siècle, que la constance qu'ont mise les « philosophes » à réclamer une croisade anti-barbaresque, tandis que la "Monarchie Très Chrétienne" s'oppose à toute entreprise de ce genre.

C'est que la politique maritime des Bourbons trouvait utile de laisser peser sur les autres riverains et usagers de la Méditerranée la continuelle menace de l'intervention de corsaires contre lesquels seule la France pouvait les protéger. Elle éprouvait donc le besoin de tenir la Régence d'Alger en respect. Pour cela, l'alliance avec la régence voisine était utile. A ces considérations diplomatiques et militaires s'ajoutaient des considérations économiques : la Régence d'Alger restait un des grands fournisseurs de la France en céréales et il est connu que l'approvisionnement du Midi dépendait, pour une large part, des arrivages en provenance de « Barbarie ».

C'est d'abord pour assurer la régularité de cet approvisionnement en céréales qu'avaient été constamment encouragées, malgré toutes sortes de déboires financiers, les compagnies d'Afrique fondées par des promoteurs privés.

Au milieu du XVIII^e siècle, le caractère d'utilité publique de cet approvisionnement devenait si évident qu'en 1741 une compagnie «royale» se substituait au concessionnaire "privilegié" certes, mais privé, qui était établi jusqu'alors.

Cette compagnie, comme les précédentes, obtint du gouvernement d'Alger des comptoirs sur la partie Est du littoral : La Calle, Bône et Collo et, comme ses prédécesseurs, elle obtint la concession exclusive de la pêche du corail sur cette partie de la côte algérienne.

Mais la pêche du corail devenait de plus en plus secondaire par rapport à des activités plus rémunératrices : "l'extraction", officielle ou clandestine, des produits du pays (cire, cuir, laine, mais surtout céréales)⁶⁷. Or, les comptoirs français de la Régence d'Alger voyaient leur rendement limité tant que n'étaient pas obtenus de Tunis certains avantages complémentaires, du moins certaines garanties.

La Calle se trouve en effet à quelques lieues de la frontière algéro-tunisienne; la tribu des Nahdi, dont les parcours comprenaient tout le territoire entourant la concession, se trouvait vassale des beys de Tunis. C'était un premier point de contact nécessaire, de frictions s Lirtout, avec les autorités tunisiennes.

De plus, sur le territoire de Tunis, l'île de Tabarka avait fait l'objet l'une concession à une famille génoise : la famille des Lomellini. Là également, l'activité officielle était la pêche du corail, mais le comptoir se livrait à un commerce particulièrement actif, bien qu'il ne fut pas toujours officiel, de cuirs, de laines et de céréales.

Depuis toujours, les concessionnaires français de la côte algérienne avaient eu à se plaindre du voisinage de ce concurrent. L'idée de l'éliminer, ou de le neutraliser, avait constamment hanté les esprits. Deux méthodes ont été envisagées, simultanément ou alternativement : acheter aux Lomellini leurs droits sur Tabarka, ou bien gêner leur activité en installant sur la côte tunisienne un comptoir français ⁶⁸.

Telle avait été l'origine du comptoir français du Cap Nègre (Tamkart) créé en 1741. Telle aussi avait été l'origine des campagnes menées par Ali Pacha et son fils Younis, d'abord contre les Génois de Tabarka, puis contre les Français du Cap Nègre : ils avaient découvert entre les deux concessionnaires des tractations visant, par-dessus la tête des beys de Tunis, à annexer Tabarka aux comptoirs français de la Compagnie Royale d'Afrique. Les deux comptoirs furent détruits et les concessionnaires chassés. Ces mesures contribuèrent d'ailleurs à l'impopularité des Bâchia dans les milieux « arabes » : elles ne furent pas bien accueillies par les agriculteurs de la vallée de la Medjerda qui, privés de ces deux « zones franches » se trouvaient à la merci du monopole étatique (*mouchtarâ*) ⁶⁹.

« Victimes » de Ali Pacha, la Compagnie royale d'Afrique et le ministère français de la Marine semblent dès lors avoir mis tous leurs espoirs dans une restauration des fils de Hussein. Il est significatif, à cet égard, de constater que ladite Compagnie royale d'Afrique s'était chargée, en 1742, de financer le passage du « bey de Sousse », c'est-à-dire Muhammad Rachid Bey, à Malte, puis de Malte à Marseille, puis de Marseille à Alger, ainsi que son séjour dans les différentes étapes ⁷⁰.

Aussi la restauration des Husseinides fut-elle accueillie favorablement par la cour de Versailles, le seul regret, commun d'ailleurs aux Husseinides et aux Français, étant que cette restauration eût dû se faire avec l'aide des troupes de la Régence d'Alger.

Très vite les tractations reprennent en vue du rétablissement d'un comptoir français à Tabarka ; plus actives même, puisqu'un émissaire spécial et secret est envoyé de Versailles à Tunis, l'ingénieur Trincano, professeur à l'école d'artillerie et de génie de Besançon, qui reçoit l'ordre de ne révéler qu'aux autorités tunisiennes son identité et l'objet véritable de sa mission. Il avait été demandé par Muhammad Bey « pour les fortifications de Kairouan » et pour le conseiller sur l'organisation de son armée. En fait, il était chargé par le ministère français de la Marine d'évoquer à nouveau le projet de cession de Tabarka. Il écrit que le bey « goûta cette proposition » et qu'il renchérit même, puisqu'il demanda que l'éventuelle cession s'assortît d'un traité de coopération militaire en vertu duquel la France mettrait à sa disposition, en tout temps, six mille hommes de troupe qu'il aurait entretenus à ses frais.

C'est du côté français que vinrent les attermoissements et les temporisations à un projet qui aurait placé la Régence de Tunis sous "protectorat français" cent vingt-cinq ans avant la signature du traité du Bardo ⁷¹.

Puis la guerre avec l'Angleterre (1757-1763) détourna pour un temps la France de ses préoccupations méditerranéennes et la mort de Muhammad imposa sans doute de repenser les problèmes en fonction de la personnalité du nouveau bey.

Ce nouveau bey était difficile à comprendre, en dépit ou à cause même de son apparente courtoisie. Pendant quelques années, son

manque d'énergie déconcerte les observateurs. Puis, lorsque les rébellions de toutes sortes furent matées, il se fit plus ferme et plus autoritaire. Il semble que ses relations avec le consul de France s'en soient ressenties. Mais les choses n'eurent pas le temps de se gâter. Le comte de Choiseul, duc de Praslin, ministre de la Marine, décida d'accorder une attention particulière aux relations avec la Régence de Tunis. C'est pourquoi il désigna en 1763, pour le consulat de Tunis, un homme qu'il connaissait bien et en qui il avait toute confiance, le secrétaire intime (l'équivalent d'un chef de cabinet actuel) de son cousin le duc de Choiseul, Barthélémy de Saizieu.

Cette nomination entraina dans le cadre d'une série de mesures prises par ailleurs pour remédier aux difficultés éprouvées par le commerce français en Méditerranée, et notamment par la Compagnie royale d'Afrique.

Il est normal qu'il soit entré dans la mission du consul de Saizieu de se constituer un réseau d'amitiés et de sympathies parmi le haut personnel du gouvernement de Tunis. Parmi les amis qu'il se fit se trouvait Mustapha Khodja. Ancien esclave géorgien, Mustapha Khodja était relieur de son métier. C'est à ce titre, sans doute, qu'il avait été recruté à Constantinople par les agents de Ali Pacha qui, passionné de beaux livres, avait fait venir des spécialistes de Turquie pour les besoins de son immense bibliothèque⁷². Les événements de 1756 furent cause de la dispersion de la précieuse bibliothèque. Ils privèrent aussi Mustapha Khodja de son emploi beylical. Il s'installa donc comme relieur pour son propre compte jusqu'au moment où, dans des circonstances encore inconnues, il fut appelé au service de Ali Bey, C'est alors que de Saizieu avait fait sa connaissance.

On le voit, l'enjeu de la manœuvre à laquelle Mustapha Khodja prêta son concours est important : il ne s'agissait ni de la libération des captifs corses, déjà restitués, ni de la punition d'un capitaine irascible, qui avait été promise et qui aurait été infligée. Ce qu'il s'agissait d'obtenir, et qui fut obtenu, ne figura même pas dans le texte public du traité qui mit fin aux hostilités. Une clause de ce traité devait rester secrète. Elle stipulait l'autorisation, pour les

Français, d'établir un comptoir à Tabarka. Par cette concession, ce que les Français recherchaient, ce n'étaient pas les bénéfices d'une problématique pêche du corail, c'était la certitude que les produits de l'arrière-pays de leurs comptoirs algériens ne leur échapperaient pas en trouvant des débouchés dans un port tunisien tenu par un concessionnaire rival. Par-delà, c'était le renforcement de leur influence sur les voisins et les rivaux de leurs partenaires algériens. C'est ce que la découverte du véritable caractère des relations entre Mustapha Khodja et le consul de Saizieu dans le dossier personnel constitué, après sa mort, par les héritiers de Saizieu, a permis de démontrer. C'est surtout ce que permet de vérifier toute l'évolution diplomatique et commerciale de la Régence jusqu'aux premières années de la Révolution Française ⁷³.

L'influence du traité de 1770 sur l'activité de la Compagnie royale d'Afrique, rien n'en saurait mieux rendre compte que la comparaison de son activité maritime à la veille de cette guerre et de son activité immédiatement après.

En 1767, 1768, 1769, les bâtiments arrivés à Marseille pour la Compagnie sont respectivement au nombre de dix-neuf, trente-deux et vingt-cinq. En 1770, 1771 et 1772, ils sont respectivement de soixante-trois, cent huit et cent quarante ⁷⁴.

En 1766, la Compagnie royale d'Afrique n'était pas seulement déficitaire, elle avait perdu plus de la moitié de son capital, réduit de 1.200.000 livres à 560.000. En 1773, « elle avait 4.512.445 livres, indépendamment des créances douteuses, de la valeur de ses édifices et de quelques marchandises qui se trouvaient dans les magasins » ⁷⁵.

Ce redressement spectaculaire est dû à l'attention particulière que porta le ministère Choiseul à l'expansion française en Méditerranée. Dans cette politique de réorientation, la guerre avec Tunis constituait une des manœuvres les plus importantes.

Mais encore une fois, ce redressement de la Compagnie royale d'Afrique n'était pas voulu seulement pour lui-même. Ce n'est pas seulement le commerce de la Compagnie royale d'Afrique qui devient plus actif après le tournant de 1770, c'est l'ensemble du

commerce français avec la régence, comme en témoigne l'évolution du nombre des manifestes de bateaux quittant les différents ports tunisiens à destination des ports français : en 1768, quarante-deux, en 1769 quarante-trois, en 1772 soixante-douze, en 1773 soixante-trois.

Les efforts consentis pour obtenir des résultats et pour les maintenir ne se justifiaient pas par la seule rentabilité économique. Leur rentabilité politique était autrement importante. Aussi Mustapha Khodja, maître de la politique tunisienne après les événements de 1770, devait-il servir les intérêts de la France en faisant renouveler régulièrement la convention dont la pêche de corail n'était que le prétexte. Il devait les servir encore plus efficacement en faisant prendre à ses souverains (voire en prenant à leur place) des décisions politiques et militaires d'une exceptionnelle gravité, dont le plus clair résultat devait être la consolidation de la présence française en Méditerranée. La guerre avec Venise et la guerre avec Tripoli sont manifestement au nombre de ces décisions.

2 - Influence française sur la politique extérieure de la régence. Le rôle de Mustapha Khodja dans la guerre tuniso-vénitienne (1784-1792)

Un conflit armé opposa Tunis à Venise entre 1784 et 1792. Or cette guerre avec Venise correspondait évidemment aux vœux de la diplomatie française et servait si manifestement les intérêts du commerce français qu'il s'impose de faire le rapprochement entre ces circonstances et le rôle joué par Mustapha Khodja dans les origines du conflit.

Les Vénitiens se trouvaient être les principaux concurrents du commerce français dans la régence ; plus particulièrement de la "caravane française", c'est-à-dire de la flotte marchande dûment escortée par les bâtiments militaires qui assurait le transport des marchandises appartenant aux ressortissants de la régence. Les rapports des consuls vénitiens à leur Conseil des Cinq Sages

montrent que, conscients de l'expansion grandissante du commerce français, ils tentaient, depuis 1771, de redresser la situation, tandis que les rapports des consuls français les montrent attentifs à empêcher ces efforts d'aboutir. A l'origine immédiate de la guerre de 1784, il y avait une banale affaire de contentieux de transport. Un bateau vénitien frété par des commerçants sfaxiens voit une épidémie se déclarer à son bord. Le gouverneur de Sfax, dont le port n'était pas équipé pour la mise en quarantaine des passagers contagieux, invite le capitaine à se rendre à Tunis. Mais c'est à Malte et non à Tunis que va se présenter le capitaine.

Les autorités de l'île font brûler le bateau infesté. Les commerçants sfaxiens demandent indemnisation : en se présentant à Malte, au lieu de se présenter à Tunis, le capitaine vénitien s'est rendu responsable des dommages subis de ce fait par les commerçants tunisiens. Mais Ali Bey, puis Hamouda Pacha, tout en soutenant les intérêts de leurs sujets, n'ont pas fermé la porte à la négociation.

Les choses ne prirent mauvaise tournure que lorsque les marchands sfaxiens confièrent leurs intérêts à Mustapha Khodja, à moins que le ministre n'ait lui-même demandé de s'en charger. Le ton du gouvernement de Tunis se fit dès lors plus insistant et plus ferme. Les émissaires de Venise écrivent dans leurs rapports que le jeune bey Hamouda Pacha était moins mal disposé à leur égard que son premier ministre.

Convaincus cependant de l'inutilité de prolonger le désaccord, les Vénitiens semblaient, à la fin de 1783, être arrivés à composition et la visite faite par le chevalier Quirini était destinée à verser les 140.000 sequins réclamés par les Tunisiens.

Il faut croire cependant que cette perspective d'arrangement n'enchantait guère Mustapha Khodja, si souvent présenté pourtant, quand il s'agit de difficultés avec la France, comme le plus conciliant des hommes. Or, en l'absence du bey parti à la tête du camp fiscal, c'est lui qui assurait l'intérim du souverain. Un nouvel incident lui donna l'occasion de rompre brutalement les négociations engagées. Un vaisseau vénitien, ancré devant Tunis, avait fait naufrage. A tort ou à raison, les

propriétaires tunisiens des marchandises soupçonnaient le capitaine vénitien de baratterie, c'est-à-dire d'avoir provoqué lui-même le sinistre.

En outre, Quirini commit alors la maladresse de revendiquer, pour les unités vénitiennes stationnées à Tunis, la responsabilité de l'opération de sauvetage. Or, constatant très bientôt que ses moyens étaient insuffisants, Quirini se ravisa et demanda à Mustapha Khodja de faire assurer les opérations par les services tunisiens. Mustapha Khodja refusa, laissa couler le navire et fit porter à Quirini personnellement la responsabilité de ces nouveaux dommages causés à des commerçants tunisiens par la négligence de navigateurs vénitiens. Quirini multiplia les visites et les contre-propositions ; rien n'y fit : Mustapha Khodja lui enjoignit, le 22 janvier 1784, de quitter Tunis dans les vingt-quatre heures. Il n'attendit même pas son départ pour faire abattre le pavillon vénitien hissé sur le consulat, déclaration de guerre amplement caractérisée.

Ainsi donc, en l'absence du souverain, Mustapha Khodja a décidé, pour un motif plus ou moins valable, de la déclaration d'une guerre qui devait durer huit ans et qui devait être aussi dommageable à la Sérénissime République qu'à la régence, mais dont un effet bien clair a été de débarrasser le commerce français et la « caravane » de la concurrence vénitienne.

3 - Immixtion française dans les relations tuniso-turques. Le rôle de Mustapha Khodja dans la guerre tuniso- tripolitaine (1794-1795)

Le rôle joué par Mustapha Khodja dans la guerre menée par la Régence de Tunis contre la Régence de Tripoli ne laisse pas de suggérer des réflexions similaires.

La Régence de Tripoli était gouvernée par une dynastie, celle des Karamanli, dont les origines ethniques et le comportement politique sont comparables à ceux de la dynastie husseinite. Les relations entre les deux dynasties ont d'ailleurs toujours été bonnes : les deux régences se trouvaient très souvent unies dans un commun désir de résistance à la prépondérance d'Alger .

Des dissensions avaient, dans l'été 1793, divisé les membres de cette famille. Le ministre de la marine d'Alger (*wakil el-harj*), Ali Borghoul, entendit en profiter. Il s'adressa à son frère, adjoint du Kaboudan Pacha, qui lui fit obtenir un firman d'investiture de pacha de Tripoli, assorti des ordres de la Sublime Porte pour recruter des miliciens en vue de rétablir dans cette régence le régime aristocratico-militaire.

Ali Borghoul n'éprouva aucune difficulté à contraindre les Karamanli à la fuite. C'est auprès de Hamouda Pacha qu'ils trouvèrent refuge. Alors commencèrent les difficultés entre la cour de Tunis et son nouveau voisin. Nous les connaissons à travers le rapport justificatif, envoyé plus tard par Hamouda Pacha à la Sublime Porte. Ali Borghoul y est accusé d'avoir tenté de recruter des miliciens parmi les troupes de la Régence de Tunis, d'avoir envoyé à La Goulette un de ses bateaux qu'il a fallu arraisonner, de s'être emparé d'un navire corsaire tunisien qu'une tempête avait contraint à chercher refuge à Tripoli.

Bref, les relations se détériorent au point que Borghoul organise un débarquement à Jerba et s'empare de l'île tunisienne, d'ailleurs sans coup férir. La coupe était pleine, Hamouda Pacha se rend à l'avis de ses conseillers (au premier rang desquels Mustapha Khodja) qui, depuis l'exil des Karamanli, lui conseillait l'intervention.

L'expédition, confiée à Mustapha Khodja, ne rencontre aucune difficulté sérieuse à reprendre Jerba, à pénétrer dans Tripoli, à contraindre Borghoul à la fuite et à restaurer les Karamanli ⁷⁶.

Or la correspondance des consuls de France nous révèle que, depuis le coup d'Etat d'Ali Borghoul, la diplomatie française souhaitait cette intervention tunisienne à Tripoli, autant qu'elle redoutait que ne s'installât sur la frontière sud-orientale de la Régence de Tunis un gouvernement semblable à celui d'Alger et éventuellement disposé à joindre ses efforts à ceux d'Alger pour remettre au pas la Régence de Tunis, décidément émancipée. Est-ce une simple coïncidence si Mustapha Khodja a défendu les mêmes idées auprès de Hamouda Pacha ? On aurait pu le penser si cette opinion avait été unanimement partagée par l'entourage de son souverain. Ce n'était pas le cas,

puisque'en dépit de l'atmosphère de contrainte qui régnait dans cette cour, de nombreuses personnalités, et non des moindres, ont exprimé leur opposition à ce projet. C'est ainsi que le Grand Mufti Muhammad Bayram dit au souverain : « Il s'agit là d'une affaire politique sur laquelle il vaudrait mieux consulter les gens compétents, les chefs militaires et les hauts fonctionnaires (...) Quant aux « uléma », n'espérez pas qu'ils prononceront une « fatwa » justifiant la guerre entre musulmans : nous sommes tenus par notre serment d'allégeance au Grand Seigneur. Or si les « uléma » refusent cette « fatwa » et si malgré leur refus la guerre est déclarée, l'effet sur l'opinion sera déplorable ¹¹. »

Certes, Hamouda Pacha et ses conseillers ont-ils exprimé des doutes sur l'authenticité des titres invoqués par Ali Borghoul pour s'emparer de Tripoli, n'ayant pas eu connaissance officielle du firman dont il fait état. Mais la suite des événements démontre que ses doutes n'étaient pas sincères : en fait les relations avec la Sublime Porte étaient quasiment rompues vers la même époque ; la Régence de Tunis, avant même cette intervention à Tripoli, avait notamment négligé d'envoyer des ambassadeurs faire acte d'allégeance au sultan Sélim à l'occasion de son avènement. Toujours est-il que, même s'il y a eu doute sur la gravité du manquement à l'égard de la Sublime Porte, ce doute n'a pas duré. Aussitôt remportées les faciles victoires de Tripoli et de Jerba, le souci de rentrer en grâce auprès de la Sublime Porte se fait de plus en plus grand dans l'esprit du souverain. Est-ce un hasard si, à la tête de l'ambassade envoyée à Constantinople à cet effet, il place un jeune haut fonctionnaire dont les dissensions avec Mustapha Khodja n'étaient plus un secret pour les consuls européens, pour le consul de France en tout cas ⁷⁸ ?

Homme nouveau, le *saheb-tabaa* (garde des sceaux) Youssef était l'homme d'une nouvelle politique.

Vue générale du site de Tabarka.



Le fort génois est solidement planté sur le piton rocheux (voir page 225)

CHAPITRE II

De la réconciliation tuniso-turque au congrès de Vienne (1795-1815) Le gouvernement Youssef Saheb-Tabaa

L'ambassade de Youssef Saheb-Tabaa à Istanbul constitue, dans la carrière du jeune collaborateur de Hamouda Pacha, la consécration. Le succès qu'il remporte dans sa mission auprès de la Sublime Porte fait de lui le premier personnage de la régence après le souverain, même si Mustapha Khodja continue, jusqu'à sa mort, en 1800, à détenir le titre de khaznadar (premier ministre).

Cette ambassade marque également, dans l'histoire même du règne de Hamouda Pacha un tournant important et qui dépasse en signification un simple changement de personne.

Du point de vue administratif, l'ascension du jeune concurrent de Mustapha Khodja marque, en effet, le début du gouvernement personnel de Hamouda Pacha. L'influence de Youssef Saheb-Tabaa sera grande certes, mais il ne sera jamais que le premier commis de Hamouda, et non pas son mentor. Le titre même de khaznadar est aboli après la mort de Mustapha Khodja, car Hamouda entendait être lui-même son propre khaznadar.

Hamouda Pacha (1782-1814)



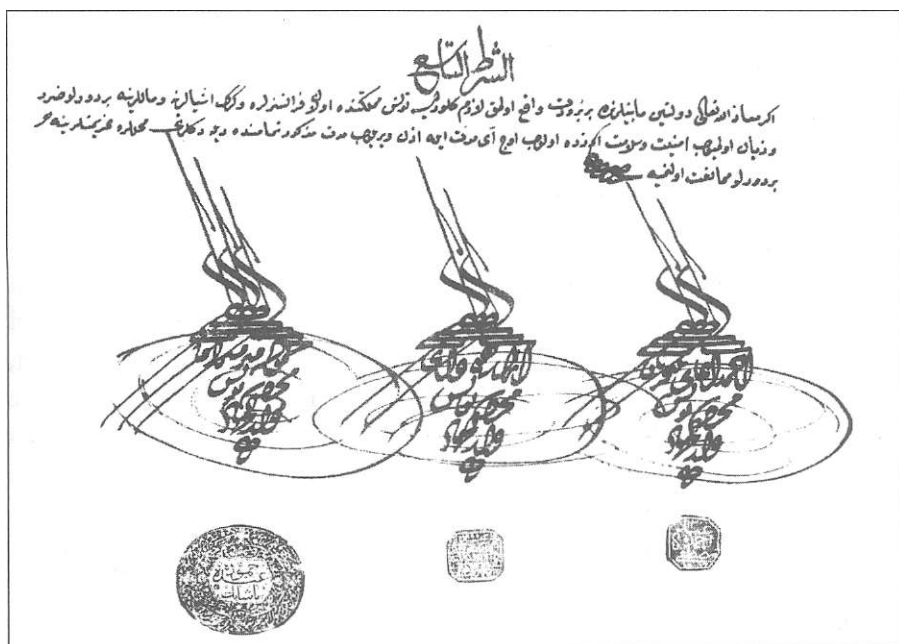
Portrait de Hamouda Pacha d'après une estampe vénitienne (source A. Pellegrin)

Dans l'histoire de la Tunisie husseinite, Hamouda Pacha (1782-1814) occupe une place particulière. Nul souverain de la Régence ne s'était vu, à son avènement, dans une situation aussi favorable. Son autorité est reconnue sur tout le pays. Le nouveau bey est sans difficulté accepté de tous. Poursuivant le travail de son père et profitant d'un règne exceptionnellement long, Hamouda Pacha a su imposer un nouveau style de gouvernement qui conjugue clairvoyance et pragmatisme. Son médecin personnel Louis Frank, qui ne lui est pas particulièrement favorable, observe : « il faut avouer que le bey administre avec une habileté suffisante pour son pays, qu'il tient d'une main ferme les rênes de son gouvernement.

La Régence n'a jamais joui d'une tranquillité plus complète et d'une situation plus florissante que sous son règne, jamais les sujets tunisiens n'ont joui de plus d'indépendance et de sécurité à l'égard de leurs ennemis extérieurs ; les troupes établies sur le pied actuel sont mieux payées qu'elles ne l'ont été sous le règne d'aucun de ses prédécesseurs ».

Profitant d'une conjoncture économique et politique favorable, il réussit à réaliser ou à parachever plusieurs œuvres architecturales et urbanistiques. Dès le début de son règne, Hamouda Pacha, redoutant une attaque algérienne, entreprend une campagne de rénovation des enceintes de la ville de Tunis et de restauration des forts de ceinture, visant à rendre sa capitale moins vulnérable. Les murailles et les fortifications d'autres villes, comme Bizerte et le Kef furent également restaurées et consolidées.

*Traité capitulaire, de paix et de commerce entre la France
et la Régence de Tunis (1802)*



Signatures et sceaux du bey Hamouda Pacha et du dey Bouchnaq
(Archives Nationales de Tunisie).

Après l'invasion d'Egypte par Bonaparte en 1798, Hamouda Pacha décide à la demande de la Sublime Porte, de rompre avec la France ; la rupture est restée diplomatique et ne s'est pas transformée en affrontement armé. Le bey fait enlever le pavillon français, enferme la colonie française dans le fondouk et met en état d'arrestation les militaires à bord des navires français stationnés au port de la Goulette. Un armistice est conclu quelques années plus tard, suivi de la signature d'un traité de paix en 1802.



Sceau de Hamouda Pacha

Du point de vue diplomatique, l'effacement de Mustapha Khodja (resté officieux, car il n'a jamais été question, jusqu'à la mort du vieux khaznadar, d'éviction officielle) est étroitement lié à une transformation de la conjoncture internationale. Les événements révolutionnaires de 1789 avaient eu pour conséquence, en France, l'éviction du personnel politique avec lequel Mustapha Khodja était lié et, en Méditerranée, l'éviction de la flotte et de la marine marchande françaises, paralysées par le blocus britannique.

D'autres partenaires commerciaux s'imposaient par la force des choses. Les hommes d'affaires et les dirigeants tunisiens qui voulaient tirer parti de cette évolution, trouvèrent en Youssef Saheb-Tabaa un chef de file tout désigné. Un véritable « lobby » s'est constitué, a prospéré et, sous couvert d'une réorientation de l'économie nationale (en elle-même souhaitable, puisqu'elle faisait échapper le pays à l'emprise exclusive du commerce français), a monopolisé au seul profit des membres du groupe l'activité agricole, industrielle et commerciale du pays.

Pendant une vingtaine d'années (1795-1814), l'histoire de la Régence de Tunis se confond avec l'histoire du groupe Youssef Saheb-Tabaa.

1 - La carrière de Youssef Saheb-Tabaa avant 1795

Les relations de Hamouda Pacha et de Mustapha Khodja

Le recul de l'influence de Mustapha Khodja à partir de 1795 a moins étonné les contemporains que le maintien de cette influence pendant les treize premières années du nouveau règne.

Hamouda Pacha n'était pas d'un caractère à s'accommoder d'une tutelle, quelle qu'elle fût, et Mustapha Khodja s'était habitué à diriger en maître l'administration du pays sous le règne de Ali Bey. Mais les deux hommes étaient d'une intelligence au-dessus du commun et capables, l'un comme l'autre, de réprimer leurs élans et leurs répugnances.

A l'origine de l'harmonie de leurs relations pendant le début du regne, il faut voir une véritable alliance d'intérêts qui remontait à

l'adolescence du nouveau monarque, alliance que Hamouda Pacha n'a été en mesure de dénoncer que longtemps après son accession au trône. C'est que Hamouda Pacha devait en grande partie le trône à Mustapha Khodja.

En 1759, lorsque Muhammad Rachid Bey mourut, son frère Ali le remplaça sur le trône. Quand on se souvient des causes de la longue guerre qui avait opposé les deux frères à leur cousin Ali Pacha, on peut s'étonner qu'un prince qui avait longtemps combattu aux côtés de son frère au nom d'une certaine conception de la légitimité ait jugé normal de lui succéder, alors que le défunt laissait un héritier plus « légitime », son fils aîné Mahmoud Bey. Le bruit avait couru - mais il n'est pas attesté par les chroniqueurs tunisiens, probablement pour des « raisons politiques » - que Ali Bey ne succédait à son frère que comme régent et qu'il promettait de placer sur le trône l'aîné de ses neveux dès que celui-ci serait en âge d'assumer les charges du pouvoir.

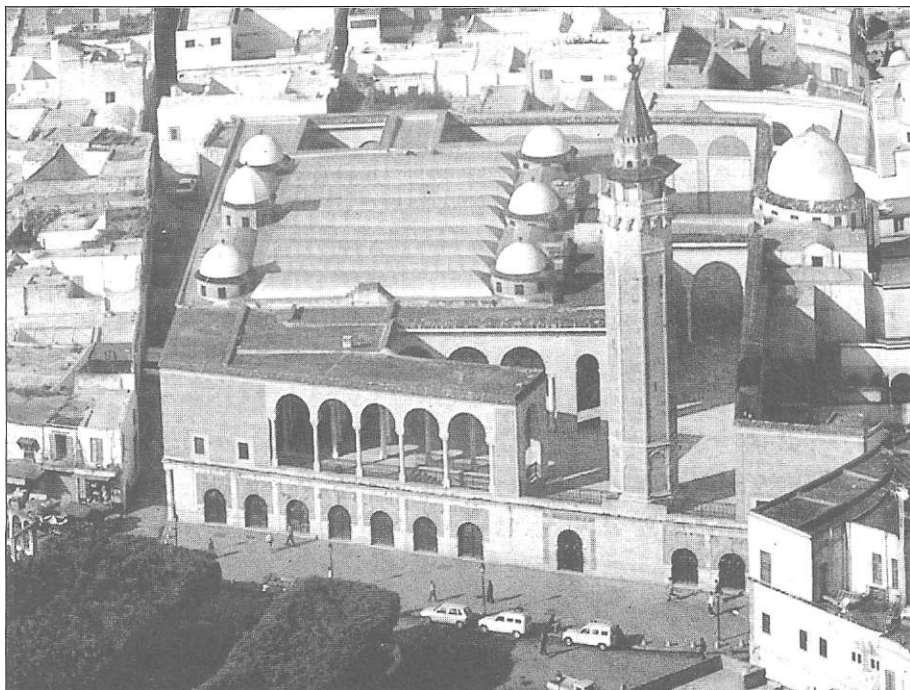
Mais, quelque neuf mois après avoir accédé au trône, Ali Bey eut à son tour la joie d'avoir un fils, Hamouda, né en décembre 1759. L'intelligence et le dynamisme de cet enfant contrastent bientôt avec l'apathie de Mahmoud, desservi au surplus par une santé fragile.

Hamouda reçoit une éducation de prince, et même plus nettement une éducation de dauphin. Il a pour « gouverneurs » les propres ministres de son père : Mustapha Khodja et le bach-kateb Ben Abdelaziz, ainsi que d'autres personnalités scientifiques et religieuses du royaume.

Il est associé aux décisions politiques et judiciaires ; il a déjà son propre « lit de justice », sous la seule réserve que ses sentences sont susceptibles d'appel auprès de Ali Bey ⁷⁹.

La promesse de remettre le trône à Mahmoud Bey, le fils aîné de Muhammad Rachid, était bien oubliée, si elle avait jamais existé. Il n'était même plus question de prévoir l'accession éventuelle de Mahmoud Bey au trône à la mort de son oncle : tant de qualités désignaient Hamouda à la succession de son père.

Le ministre Youssef Saheb-Tabaa grand constructeur

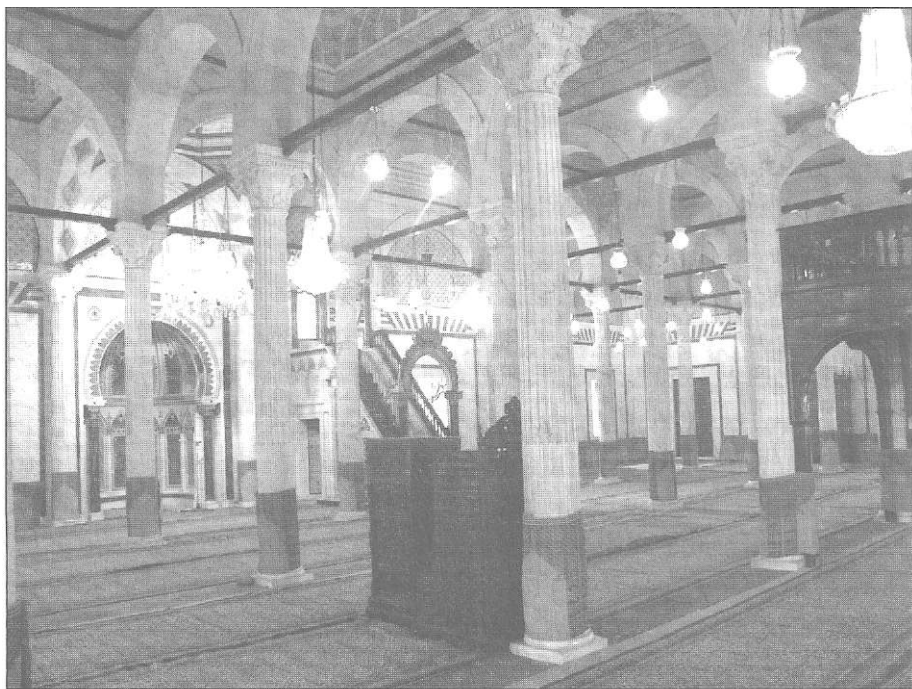


Vue panoramique sur la mosquée Saheb-Tabaa, son minaret, ses coupoles

D'origine moldave, Youssef serait né au début de la seconde moitié du XVIII^e s. Capturé très jeune dans son pays natal, il est vendu à Istanbul comme esclave à un marchand et acheté par le caïd de Sfax Baccâr al-Jallûli qui, vers 1781, le met au service de Hamouda Pacha alors qu'il était héritier du trône. Après l'ascension de Hamouda au pouvoir, le jeune esclave devient le favori du bey et son-ministre. Il est chargé dans un premier temps d'apposer le sceau du bey sur les actes officiels, d'où le nom saheb tabaa (garde du sceau) ; après la mort de Mustapha Khodja en 1800, il devient le principal ministre du bey (1782-1814). En 1807, il dirige les troupes tunisiennes et gagne la bataille contre les troupes d'Alger. Simultanément, le puissant ministre se constitue une fortune considérable.

Grâce à son influence politique, il crée un véritable empire commercial et financier : étant garde des sceaux et surintendant des impôts, il était de fait le premier personnage de la Régence après le bey. Après la mort de son maître, il est victime des intrigues tramées par plusieurs dignitaires du Palais, notamment son rival Muhammad 'Arbî Zarrouk et les deux fils de Mahmoud Bey, Hussein et Mustapha. Youssef Saheb-Tabaa est tué le lundi 11 safar 1230/23 janvier 1815. Son mausolée est intégré à un complexe architectural des plus complets composé de divers bâtiments à caractère social, culturel et religieux.

La mosquée Saheb-Tabaa est le dernier grand ensemble religieux réalisé à Tunis par les Husseïnites avant le Protectorat français. Dirigé par Sâssi ben Frîja, amîn al-binâ, le chantier s'est prolongé plusieurs années de 1808 à 1814. La mosquée Saheb-Tabaa est l'unité principale d'un ensemble architectural intégré, kiiUiye, qui compte outre la mosquée, deux madrasas, deux mausolées, un fondouk, un hammam, un sabîl, des dizaines de boutiques et d'entrepôts qui donnent sur les rues et les places environnantes, ainsi qu'un « nouveau souk qui compte cinquante-trois boutiques et qui se ferme par deux portes, l'une à son extrémité nord et l'autre à son extrémité sud ». Le palais du fondateur se dresse en face de la mosquée et domine également la place Halfaouine. Les divers bâtiments forment un quartier qui frappe par l'ampleur de sa conception. La structure et le décor de la salle de prière de la mosquée Saheb-Tabaa reflètent les différents courants artistiques et architecturaux qui ont traversé le pays. Sa disposition est conforme au modèle local hafside, son minbar maçonné et son mahfil en bois témoignent d'une influence orientale ; le décor de plâtre sculpté malgré une grande liberté d'exécution est fidèle à l'héritage de l'art hispano-maghrébin. Les colonnes, les chapiteaux, les encadrements des portes et des fenêtres et les différents placages de marbre énoncent des techniques et des motifs italianisants. La céramique architecturale dans ce complexe compte à la fois des carreaux typiques de la production locale de Qallâlin et des pièces polychromes composites très variées et très riches reflétant une influence européenne d'aspect moderne.



La salle de prière de la mosquée Youssef Saheb-Tabaa

*Une trouvaille juridique : l'investiture anticipée
de Hamouda Pacha*

Pour faciliter l'opération et pour éviter les difficultés sanglantes rencontrées cinquante ans plus tôt par son père pour une opération similaire, Ali Bey multiplie les précautions. D'abord, il manœuvre habilement l'opinion publique et fait demander la désignation de Hamouda Pacha comme héritier présomptif par les notables civils et militaires. Par ailleurs, il circonvient le principal intéressé, Mahmoud Bey, le comble d'égards (« tous les égards qui n'impliquent pas la désignation à la succession », nous dit Ben Dhiaf) et lui donne sa fille en mariage. En même temps (mais cela n'est pas dit par les chroniqueurs tunisiens, pour les mêmes raisons politiques), tout est fait pour que les fils de Muhammad Rachid soient isolés, privés de tout contact public leur permettant de se constituer des partisans ⁸⁰.

Enfin et surtout Ali Bey eut la suprême habileté de procéder de son vivant à l'investiture de son fils, alors qu'il disposait de tous les moyens de séduction et de pression. Prétextant des rhumatismes, il parla d'abdiquer et, ressuscitant les anciens usages, il fait part à la Sublime Porte de son intention de se démettre, ainsi que des « vœux des populations » en faveur de l'investiture de son fils. Hamouda fut donc proclamé bey et pacha de Tunis cinq ans avant la mort de son père, soi-disant « démissionnaire » ⁸¹.

Or il est probable que l'intervention de la diplomatie française auprès des autorités d'Istanbul n'était pas étrangère à l'acquiescement de la Sublime Porte à ce projet. Du moins est-il certain que les observateurs britanniques avaient soupçonné et dénoncé cette intervention.

Il est donc probable, également, que l'intervention de Mustapha Khodja auprès de ses amis français ne fut pas étrangère à cette démarche de la cour de Versailles ⁸². Il est certain en tout cas que Mustapha Khodja sut, à cette époque, se rendre agréable au jeune prince en encourageant le projet d'investiture anticipée. L'alliance du ministre et du prince dans ces circonstances se comprend d'autant mieux que l'autre membre important de l'entourage de Ali Bey, son gendre Ismaïl Kahia, le ministre contre lequel Mustapha Khodja avait

dû faire sa carrière, se trouvait être en opposition avec Hamouda Pacha, comme il se trouvait opposé aux progrès de l'influence française à Tunis.

Lorsque Ali Bey mourut en 1782 et que Hamouda Pacha fut non seulement le maître officiel mais le maître réel du pays, Ismaïl Kahia n'eut plus qu'à prendre le chemin de l'exil.

En revanche, Mustapha Khodja se trouva confirmé dans ses fonctions et sut longtemps maintenir son influence sur le jeune souverain. Les circonstances dans lesquelles fut renouvelée la concession à la Compagnie royale d'Afrique (1782-1784) et les circonstances dans lesquelles fut décidée la rupture avec Venise (1784) en offrent des exemples éloquents.

Mais autour du jeune souverain gravitaient des courtisans, aussi jeunes ou plus jeunes que lui, dont certains joignaient l'intelligence et la perspicacité aux atouts personnels qui leur ont attiré la sympathie du souverain.

Parmi eux Youssef. Il avait été acheté à Istanbul par le caïd de Sfax, Jellouli, quelques années avant la mort de Ali Bey. Le caïd avait appris la prochaine investiture du prince Hamouda et s'apprêtait à lui faire un présent digne de la circonstance.

Le jeune esclave devait avoir une quinzaine d'années ; il avait reçu à Sfax une éducation soignée qui le faisait distinguer lorsqu'il fut placé par son premier maître au service du bey. Il semble que la sympathie dont il jouissait auprès du souverain ait attiré sur lui l'attention de certains personnages de la cour qui favorisèrent l'ascension d'un rival possible de Mustapha Khodja. Le bach-kateb Hamouda Ben Abdelaziz, secrétaire des commandements et « gouverneur » de Hamouda Pacha, fut sans aucun doute le plus influent de ces protecteurs. C'est à lui, en tout cas, que tout jeune encore, il dut d'obtenir ses deux premières charges.

Ce fut d'abord, en 1783, celle de saheb-tabaa, littéralement garde du sceau, fonction sans lustre à l'époque et qui faisait de lui, dans la pratique, l'adjoint du bach-kateb dont il mettait les textes sous les

yeux du bey, afin d'y apposer le sceau beylical s'ils étaient approuvés.

Il obtint surtout par la suite, grâce à la même protection, la fonction de « surintendant des impôts ». Cette fonction était nouvelle et Youssef Saheb-Tabaa en était le premier titulaire. Jusque là, les caïds étaient chargés de prélever les impôts dus par les tribus. Ils étaient autorisés à prélever en même temps une surtaxe dite « *khidma* » (service), destinée à leur propre rémunération. Les besoins de l'Etat se faisant de plus en plus pressants, Hamouda Pacha, conseillé par son ministre Hamouda Ben Abdelaziz, institua la mise en adjudication des impôts des provinces. On devait nommer caïds les mieux-disants des soumissionnaires. Pour la centralisation de ces offres, Hamouda Ben Abdelaziz proposa le jeune Youssef et fut, naturellement, écouté. Il se chargea même de l'exercer à ces « marchandages » fiscaux.

Nous savons par Ben Dhiaf que la réforme provoqua des critiques fondées sur des considérations morales : celles de Mustapha Khodja en tout premier lieu. Le mécontentement prit même des formes plus violentes. Un caïd de Béja, ami de Mustapha Khodja, évincé de ses fonctions du fait de l'application du nouveau régime, chargea son neveu d'attenter à la vie de Hamouda Ben Abdelaziz. Le bach-kateb ne fut que blessé. Autorisé par le bey à dicter lui même le châtiment du coupable, il le fit soumettre à des supplices inhumains qui discréditèrent le vieux maître aux yeux du disciple. Il ne semble pas cependant que cette disgrâce de Hamouda Ben Abdelaziz ait eu des répercussions sur la carrière de Youssef Saheb-Tabaa. Nous le trouvons en 1792 suffisamment proche du bey pour avoir l'occasion de lui sauver la vie et de s'acquérir ainsi de nouveaux droits à sa faveur. A cette date, en effet, trois mamelouks tentèrent d'assassiner Hamouda Pacha dans son lit et y seraient bien parvenus si Youssef, qui habitait au palais, n'avait, au péril de sa vie, sauvé son souverain d'une mort qui semblait certaine⁸³. Youssef fut grièvement blessé, et l'incident devait lui assurer auprès du bey plus de crédit qu'il n'en avait jamais eu.

Les changements intervenus dans la conjoncture internationale et l'inadaptation de Mustapha Khodja aux nouvelles circonstances firent le reste.

2 - La conjoncture économique et politique. Tunis et la Révolution française de 1789

Du fait que le commerce de la Régence de Tunis se faisait surtout avec la France et par l'intermédiaire de la France, les événements révolutionnaires ne manquèrent pas d'avoir des répercussions sur l'économie tunisienne. De surcroît, l'administration tunisienne (notamment pour tout ce qui avait trait aux relations extérieures) était sous l'autorité d'un ministre lui-même attentif aux intérêts français et bien informé sur les affaires de France. Enfin, le consul de France à Tunis pendant cette période était le même Devoize qui avait été le collaborateur direct du consul Barthélémy de Saizieu dans ses manœuvres antérieures à la guerre de 1770.

Mustapha Khodja et Devoize étaient donc liés par une vieille et solide amitié, confinant souvent à la complicité, si l'on en croit les adversaires de l'un et de l'autre. Les développements de la Révolution devaient multiplier ces adversaires et les encourager.

Comme toutes les communautés françaises entre 1789 et 1814, celle de Tunis se trouva partagée. A toutes les étapes de l'aventure révolutionnaire et impériale, elle vit les divergences d'opinion donner lieu à des dénonciations, excommunications et proscriptions.

Que Devoize, en tant que consul de France, ou plus simplement en tant que Français, ait été en butte à ce genre de désagréments est donc normal et importerait peu à l'histoire tunisienne si l'on n'avait vu à plusieurs reprises le principal ministre tunisien intervenir dans ces démêlés entre Français et chaque fois, naturellement, pour apporter son appui à Devoize, compromis ou menacé.

Devoize se trouva en effet à plusieurs reprises taxé de tiédeur, sinon d'hostilité à l'égard du régime révolutionnaire. Deux fois au moins, ces accusations furent publiques : la première fois en 1792, à l'occasion de l'enquête ordonnée par le Comité de Salut Public de Marseille sur le comportement à Tunis du contre-amiral Vence, enquête dont fut chargé Pléville Le Peley ; la seconde fois, en 1795, à l'occasion, de l'inspection menée par Herculaïs dans les consulats français des régences barbaresques. Pléville Le Peley et, plus tard, Herculaïs commencent par constater le crédit

de Devoize auprès du ministre tunisien et s'en réjouissent pour les intérêts de la France. Mais Pléville, à la fin de la sienne, découvre que le crédit de Devoize auprès de Mustapha Khodja est fondé sur une commune nostalgie de l'Ancien Régime français et qu'il s'assortit, en tout cas, de maint trafic d'influence de part et d'autre. Les agents du ministre tunisien « font secrètement les affaires du consul ». Le consul « en reconnaissance » lui fait gagner « des sommes immenses au détriment de la République ». La conclusion d'Herculais est sans équivoque : « Sidi Mustapha est attaché à notre Ancien Régime [...] Au nouveau gouvernement il faut de jeunes amis ». Il songe à Youssef Saheb-Tabaa, et d'ailleurs il le dit⁸⁴.

Aussi Devoize et Mustapha jouent-ils leur va-tout pour empêcher le succès de l'ambassade de Youssef à Istanbul. Le consul français demande à l'ambassadeur de France, Sémonville, de donner aux autorités turques « quelques notions sur ce personnage ». Le ministre tunisien, de son côté, essaie par tous les moyens de diminuer auprès du bey l'importance des résultats obtenus⁸⁵.

Mais à leur grand dépit les résultats sont là. La Sublime Porte veut bien oublier l'expédition tunisienne contre Tripoli, veut bien confirmer le prince tripolitain restauré par les armées tunisiennes, offre à Tunis un vaisseau de guerre avec d'importantes quantités de munitions et promet de lui continuer son aide. La prudence et l'habileté commandent aux uns et aux autres d'oublier les anciens griefs. Après son retour d'ambassade, Youssef Saheb-Tabaa manifeste les plus grands égards à Mustapha Khodja et la plus grande amitié à Devoize. Il les trouve résignés, de leur côté, à lui faire bon accueil. Telles étaient, en effet les instructions de l'ambassade de France à Devoize : « Les anciennes inimitiés sont éteintes. Le rapprochement de Youssef et de Mustapha Khodja ne peut que contribuer essentiellement à faire valoir à Tunis la considération et les intérêts des Français »⁸⁶.

Mais si Mustapha Khodja et Devoize s'accommodaient bon gré mal gré du prestige acquis par Youssef Saheb-Tabaa, si Youssef, de son côté, jugeait « politique » de les ménager, cela n'empêchait pas la réalité d'être ce qu'elle était : l'influence de Youssef Saheb-Tabaa

sur le souverain tunisien, prépondérante si elle n'était pas exclusive, s'accompagnait d'une orientation tout à fait nouvelle de la vie économique et diplomatique de la régence.

Cette tendance devait être accélérée par l'ascension de Youssef et systématiquement exploitée pour placer la quasi totalité des secteurs de l'activité économique sous le contrôle d'un groupe d'hommes à sa dévotion.

3 - Le trust politico-commercial Youssef Saheb-Tabaa

La structure et les méthodes du colossal « groupe de pression » politico-commercial constitué autour du « *surintendant des finances* » ont conditionné pendant près de vingt ans l'ensemble de la vie économique de la régence. La diversité des éléments qui le composent frappe en effet, au premier abord, autant que l'extension et la variété de son domaine d'activité. L'une et l'autre s'expliquent par la convergence d'une évolution politique et d'une conjoncture économique particulièrement favorables dont les esprits déliés ont su prendre conscience et tirer parti ⁸⁷.

La structure du « trust » Youssef Saheb-Tabaa

De toutes les communautés cohabitant dans la régence nous trouvons en effet des représentants dans le groupe Youssef Saheb-Tabaa, et le groupe ne se privait pas en outre de recourir à des collaborations étrangères tout aussi nombreuses et variées.

A l'origine de cette concentration se trouve, assez paradoxalement, la « libéralisation » du commerce des céréales et de l'huile. Depuis le règne du Hussein Bey et jusqu'au règne de Ali Bey, le commerce des céréales était un monopole d'Etat. Par le système du « *mouchtarâ* » les producteurs sont tenus de vendre à l'Etat une part de leur récolte, fixée par l'Etat et au prix fixé par l'Etat ⁸⁸.

Les céréales et l'huile ainsi acquises sont soit vendues par l'Etat aux commerçants étrangers pour l'exportation, soit même vendues par l'Etat sur le marché intérieur. Avec la suppression du système du « *mouchtarâ* »

la vente des céréales sur le marché intérieur devient libre, Seule subsiste la réglementation de l'exportation qui demeure en effet soumise à l'autorisation du gouvernement. La différence, cependant, est que les commerçants titulaires de « *teskéré* » n'exportent plus des céréales achetées au gouvernement (et qu'il avait lui-même acquises par l'application du « *mouchtarâ* »), mais des céréales achetées par eux directement aux producteurs.

Le nouveau système se veut plus « libéral » que l'ancien. Mais cette libéralisation demeure tout à fait théorique dans une société aussi « politisée » que l'était la société tunisienne. Ce n'est que théoriquement, en effet, que les possibilités commerciales et financières se substituent à la faveur politique comme critères de choix des exportateurs. Les grands commerçants ne tardent pas à comprendre que, sans une introduction politique, l'obtention des « *teskéré* » était difficile sinon impossible. Ces négociants recoururent donc de nouveau à la corruption pour obtenir l'accès effectif à un commerce théoriquement ouvert à tous les sujets tunisiens.

Or, depuis la réforme fiscale de Hamouda Pacha et l'institution de la ferme des impôts, gouvernement et finances entretiennent des relations étroites. C'est parmi les gens capables de faire l'avance des impôts dont ils s'engagent à assurer la collecte que se recrutent les caïds du nouveau système. Réciproquement, un brevet de caïd était la certitude de pouvoir se constituer une fortune.

Comme ces caïds sont recrutés par Youssef Saheb - Tabaa, surintendant des impôts, et que d'autre part ils se trouvaient par leurs fonctions mêmes en contact avec les populations agricoles productrices de céréales et d'huile, on peut voir par quels moyens le jeune surintendant faisait la fortune des caïds - qui faisaient la sienne — et comment l'administration financière de la Régence s'est trouvée, pendant vingt ans, doublée d'une véritable entreprise « commerciale Youssef Saheb-Tabaa », dont les succursales régionales étaient dirigées par les caïds.

Les premiers à profiter de ces opérations sont les patrons de Youssef Saheb-Tabaa, les Jellouli, caïds quasi- héréditaires de Sfax, ainsi que les autres grands noms du commerce sfaxien : Chaabouni, Hentati, Louz.

Mais les milieux de la bourgeoisie sfaxienne ne sont pas les seuls à s'intéresser à lui. On trouve bientôt d'autres caïds parmi les correspondants et agents du ministre : Nour, Khayachi, caïds de Monastir, Ben Ayed, caïd de Jerba et de Gabès, Ahmed Khodja, caïd de Bizerte. En dehors des caïds, Youssef se constitue une véritable administration financière où l'on note des noms de commerçants Louz, Ben Younès, mais aussi de juristes, de notaires, comme les Temimi par exemple et comme le secrétaire Bou-Dhiaf, père de l'historien Ben Dhiaf.

Au fur et à mesure de l'extension de ses affaires, Youssef eut pour agents officiels ou officieux des étrangers : des turcs comme Kazdaghli, Mourali, Arnaout ; des marocains comme Muhammad Qasri ; des français tout naturellement recrutés parmi les éléments hostiles à Devoize, tels Famin et Barthez ; des autrichiens comme Pernsteiner ; des italiens comme Mariano Stinca, Andréa Poggi ou Mendrici ; des maltais comme Raynaud Carcas.

C'est que, de plus en plus, s'étendait le champ d'activité du groupe. La fortune que Youssef se constitue à la faveur de son influence politique devient telle qu'elle lui permet d'intervenir dans tous les secteurs économiques, même ceux qui ne sont soumis à aucune réglementation : l'importation de la laine espagnole pour les chéchias et l'exportation en Europe de la laine tunisienne pour les draps ; l'importation de marbre italien, de bois et de fer de construction autrichiens voire suédois, de tissus égyptiens. Aucun produit, aucun pays du bassin méditerranéen (sans compter quelques autres pays non méditerranéens) n'échappe à l'activité du groupe.

L'éclipsé de la « caravane » française permettait, imposait même, cette diversification des courants commerciaux. Les agents officiels et officieux des nations rivales de la France, Pays-Bas et Autriche (Nyssen), Angleterre (Magra), Espagne (Soler), Suède (Tulin), et même Etats-Unis d'Amérique (Coxe) encourageaient à l'envi les opérations de Youssef Saheb-Tabaa et des trafiquants de plus en plus nombreux qu'il commandite.

*Méthodes politiques et commerciales du trust
Youssef Saheb-Tabaa.*

Car, de plus en plus Youssef Saheb-Tabaa et son groupe s'intéressent au commerce d'argent, aux opérations de prêt plus ou moins bien camouflées, en raison de l'interdiction religieuse, en opérations de commandite commerciale et industrielle, appelées « *qiradh* ». Un chiffre peut donner une idée de l'extension de ce genre d'opérations, en même temps que de l'étendue de ce véritable empire commercial et financier que créa Youssef Saheb-Tabaa. Pour une des premières années du XIX^e siècle le total des sommes confiées à titre de « *qiradh* » au seuls négociants en relations avec le Levant, se montait à plus d'un million de piastres tunisiennes.

Jamais sans doute dans les annales du commerce tunisien une fortune individuelle n'avait atteint les proportions dont ce chiffre ne représenta qu'une partie et donne simplement une idée.

L'usage plus ou moins sournois de l'influence politique, de même qu'il avait été à l'origine de cette fortune, continua et prit des formes de plus en plus raffinées. Tantôt Youssef Saheb-Tabaa invoquait l'appartenance de la régence à l'Empire ottoman pour refuser de payer des droits de douane à Smyrne, à Istanbul ou à Alexandrie, pour demander aux autorités turques d'exempter de tels droits ses commanditaires, ses clients et même ses débiteurs ; tantôt il invoquait l'autonomie de Tunis pour interdire à des marchandises turques l'accès au territoire tunisien.

Suivant que l'intérêt de ses affaires exigeait l'une ou l'autre attitude, il reconnaissait tel ou tel gouvernement dans des pays comme l'Espagne ou la Hollande où, du fait des guerres de la Révolution et de l'Empire, la légitimité se trouvait simultanément revendiquée par les tenants d'un ancien ou d'un nouveau pouvoir.

Et il va de soi, à plus forte raison, qu'à l'égard de ses partenaires tunisiens, Youssef manifestait dans l'appréciation de ses intérêts, l'ardeur d'un homme privé et utilisait, pour les réclamer, l'autorité d'un homme public.

Une des manifestations de cette fortune financière et politique fut de procurer à la Régence de Tunis, traditionnellement tenue par la Régence d'Alger dans un état de vassalité à peine déguisé, la

possibilité d'une revanche. En 1806, en effet, le gouvernement tunisien, doté d'une armée convenable (les quatre casernes construites au coeur de la capitale, aux frais de Youssef Saheb-Tabaa, pour loger d'importants contingents de *askar* recrutés en Turquie, en témoignent), tint en maintes occasions à affirmer son refus de toutes les marques de soumission à la Régence d'Alger. Les défenses de Tunis, de La Goulette et du Kef furent renforcées, symboliquement les hampes des pavillons furent surélevées, nonobstant les clauses du traité tuniso-algérien de 1756, les envois d'huile prétendument destinés à l'éclairage des mosquées d'Alger furent suspendus. La situation politique à l'intérieur de la Régence d'Alger (émeutes à Oran et troubles dans l'Est algérien, où certaines populations manifestent leur désir d'échapper à l'autorité du bey de Constantine) permet à un corps expéditionnaire tunisien de pénétrer en territoire algérien et d'y remporter la victoire de Stah el-Mansourah. Le bey de Constantine s'enfuit. Les troupes tunisiennes de Slimane Kahia se voient offrir l'entrée à Constantine par la porte Bab el Kantara. C'est seulement parce qu'ils désirent une entrée plus solennelle que la tractation échoue. Mais les Algériens se reprennent en main et esquissent même une revanche. Ils sont retenus devant les portes du Kef et reconnaissent leur échec. Ils "se soumettent" à des négociations qui ont lieu en 1808.

On imagine ce que ce demi-succès apporta à la gloire de Youssef Saheb-Tabaa en Tunisie, au Maghreb, dans l'épire turc et en Europe. On imagine également les inimitiés qu'il lui prépara sur ces différents plans.

4 - La chute de Youssef Saheb -Tabaa

Le mystère entretenu autour du meurtre de Youssef Saheb-Tabaa est une conséquence normale de l'évolution politique du pays depuis sa mort.

Youssef Saheb -Tabaa et la crise dynastique de 1814

Youssef Saheb-Tabaa était le ministre et le favori de Hamouda Pacha, fils aîné du fils cadet de Hussein Bey. Or l'accession au trône de Hamouda avait été préparée par des manœuvres qui, si elles

n'avaient pas soulevé, et pour cause, de contestations ouvertes, n'en étaient pas moins contestables.

Le mode de désignation du successeur était lourd de conséquences pour l'avenir, surtout dans le contexte tunisien. Successivement, en effet, et le droit d'aînesse et l'ordre de primogéniture avaient été violés par Ali Bey. Se fondant sur des considérations d'aptitude, l'investiture de Hamouda en 1766 créait d'autant plus facilement un précédent que l'un des principaux points de la doctrine politique du parti « turc » était précisément de récuser la légitimité de la transmission héréditaire du pouvoir.

Il fallait donc s'attendre à ce que la mort de Hamouda Pacha posât le problème de sa succession.

Hamouda Pacha n'a pas désigné son successeur. Il n'a pas de fils, le seul qu'il eût eu étant mort en très bas âge. Son cousin Mahmoud, fils aîné de fils aîné, semblait tout désigné pour occuper le trône. D'autre part, Hamouda Pacha a un frère, Othman Bey, plus jeune que lui, et *a fortiori* plus jeune que Mahmoud. Aucun observateur ne semble avoir vu en ce personnage, égrota et effacé, un souverain possible.

Le fait est, cependant, que Othman Bey fut désigné par le conseil de famille pour succéder à son frère. Dans cette désignation, les membres du conseil de famille avaient demandé au ministre du souverain défunt de se joindre à eux. Le ministre, après avoir présenté ses condoléances à la famille, lui demanda de délibérer pour le choix d'un successeur. Mahmoud, nous dit-on, déclara : « La situation est claire ». Il lui paraissait clair en effet que la succession lui revenait.⁸⁹ C'est ce moment que Youssef choisit pour enchaîner : « C'est le frère qui doit hériter de son frère » et, sans plus attendre, il alla présenter ses hommages à Othman, suivi par les membres de la famille, Mahmoud Bey tout le premier. Tout naturellement, Youssef Saheb-Tabaa fut confirmé dans ses fonctions ministérielles. Il reçut le titre de khaznadar que Hamouda Pacha ne lui avait jamais accordé.

Cependant, la résignation, sincère ou feinte, de Mahmoud ne résista pas aux mauvais procédés dont il fut l'objet de la part du

nouveau souverain, moins habile que son frère à ménager sa susceptibilité. De plus, Othman avait deux fils et Mahmoud avait aussi deux fils.

Les fils de Othman se montrèrent encore plus blessants et plus maladroits que leur père. De leur côté, les fils de Mahmoud ressentait avec plus d'impatience que leur père le mépris dont ils étaient l'objet de la part de leur oncle et de leurs cousins.

Très tôt, les partisans de Salah Bey, fils aîné de Othman firent le siège du souverain malade pour qu'il désignât son fils comme héritier présomptif.

Très tôt aussi, Hussein et Mustapha, les fils de Mahmoud, comprirent que leur éviction définitive se préparait. Il prirent les devants et, dans la nuit du 20 au 21 décembre 1814, ils tuèrent de leurs propres mains leur oncle Othman et ses deux fils, Salah et Ali.

Le 21 décembre au matin, Mahmoud est proclamé bey. Il fait appeler Youssef Saheb-Tabaa et le confirme dans ses fonctions de khaznadar. Il lui donne même en mariage sa cousine, la sœur des défunts Hamouda et Othman, et veuve de Mustapha Khodja, alors que le projet de ce mariage avait été évoqué du vivant de Hamouda Pacha puis, pour des raisons encore mystérieuses, abandonné. Mais l'entourage du nouveau bey n'admettait pas que fut maintenu en si éminente position un homme qui devait tout aux princes de la branche cadette, que Mahmoud avait eu tant de peine à éliminer. De cette opinion étaient, en dehors des princes Hussein et Mustapha, leur « oncle » (le frère de leur nourrice) le ministre 'Arbi Zarrouk, rival et ennemi de Youssef, ainsi que Hassan Khodja ancien collaborateur et ami du défunt Mustapha Khodja. Des miliciens, dont le fils du dey en exercice, Ahmed Baouandi, vinrent témoigner qu'ils avaient reçu de l'argent de Youssef. On ne laissa pas à Youssef le loisir de s'expliquer ni à Mahmoud l'occasion d'entendre ses explications. Convoqué au palais du Bardo, Youssef s'y rendit. Dans le couloir qui menait aux appartements du bey, il fut provoqué, répondit à ses provocateurs et leur donna le prétexte qu'ils attendaient pour le tuer. Parmi ces provocateurs, se trouvait tout naturellement le ministre 'Arbi Zarrouk. Tout naturellement 'Arbi Zarrouk succéda à Youssef dans ses fonctions de surintendant⁹⁰.

Exacte dans les faits matériels qu'elle retrace, cette version des événements présentée par Ben Dhiaf n'en donne pas, ne peut en donner une explication complète en raison de la personnalité de l'historien et de celle des protagonistes du drame qu'il raconte.

Ahmed Ben Dhiaf est le fils du secrétaire de Youssef. Son père a dû sa fortune à Saheb-Tabaa. Son meurtre a marqué pour lui et pour sa famille le début d'une ère de dénuement et d'angoisses. Comme tous les partisans de Youssef, Ben Dhiaf fut dépossédé de tous ses biens et il dut s'attendre à pire.

Mais, d'autre part, Ahmed Ben Dhiaf, au moment où il écrit, est ministre de Muhammad Bey, fils de Hussein II et petit-fils de Mahmoud Bey, après une carrière brillante au service des Husseinides de la branche aînée demeurés seuls au pouvoir à la suite des événements tragiques de l'hiver 1814-1815.

Il est donc soucieux de concilier la fidélité à la mémoire du ministre bienfaiteur de sa famille avec la fidélité à la mémoire des ascendants de son souverain.

Or Mahmoud Bey et ses descendants paraissent avoir tenu à accréditer une certaine explication des événements auxquels ils devaient leur accession au pouvoir et l'exclusion de leurs cousins et rivaux. Cette explication présente les faits de la manière suivante : en 1777, Mahmoud Bey avait accepté, en connaissance de cause et de son plein gré, de se désister en faveur de son cousin Hamouda que ses qualités imposaient. Ce désistement n'impliquait pas pour autant sa renonciation et celle de tous ses descendants à tout droit à la succession.

D'ailleurs Hamouda Pacha comprenait cela et en tenait compte puisqu'il entourait d'égards son cousin et l'associait aux décisions les plus importantes. Cette confiance et cette affection s'étendaient, nous dit-on, aux fils de Mahmoud, dont la mère était la propre soeur de Hamouda. Hamouda est même présenté comme ayant eu pour les fils de sa sœur une préférence marquée sur les fils de son frère, Salah et Ali, dont il se défiait. C'est ce comportement et notamment cette préférence qui, à défaut de testament plus explicite, sont invoqués comme la preuve que, s'il avait eu le temps de régler les

détails de sa succession, le grand Hamouda n'aurait jamais songé au débile Othman pour le remplacer. C'est à Mahmoud, ou bien à Hussein, fils de Mahmoud, qu'il aurait pensé ⁹¹.

D'ailleurs, plus que la désignation de Othman, l'abus qu'ils ne pouvaient admettre, c'était que cette désignation pût signifier l'exclusion d'une branche de la dynastie de ses droits à la succession. Contre cela, et seulement contre cela, ils s'étaient révoltés. Ils tenaient à préciser que leur révolte contre Othman ne diminuait en rien leur vénération pour la mémoire de Hamouda Pacha dont, plus que jamais, ils se proclamaient les légitimes successeurs.

Quant à Youssef Saheb-Tabaa, il fut d'abord présenté comme ayant trahi les idées de son maître et bienfaiteur Hamouda Pacha, pour servir Othman Bey et surtout son fils Salah. On commença par murmurer qu'il avait songé à servir leurs intérêts beaucoup plus que les véritables intérêts de l'Etat lors du conseil de famille de septembre 1814. Bientôt, il ne fut plus seulement accusé d'avoir favorisé, mais d'avoir précipité l'investiture de Othman. La mort subite de Hamouda Pacha fut attribuée à un empoisonnement dont Youssef aurait été coupable avec la complicité du secrétaire Mariano Stinca et du médecin Mendrici (*alias* Muhammad ai-Mamelouk), ses amis et protégés, qui n'avaient pu agir que sous son inspiration et celle de son allié, Salah, fils de Othman Bey.

C'est progressivement que l'accusation prend corps. Stinca et Mendrici sont tués le jour même du meurtre de Othman et de ses fils, alors que Youssef n'est pas inquiété sur le moment et bénéficie même du maintien de la confiance de Mahmoud. On est allé jusqu'à penser qu'il contribua à accabler les deux prétendus régicides et il peut bien l'avoir fait pour obtenir quelque répit.

Ce répit ne fut pas long. Bientôt on invoqua les relations de Youssef avec le prince Salah et ses prétendus complices et on l'accusa d'être le véritable instigateur du meurtre. Cette accusation avait bel et bien cours. C'est aux cris de « Va faire tes comptes avec Mariano » que la populace traîne le cadavre du malheureux ministre au cimetière chrétien Saint-Antoine.

Ben Dhiâf écrit pour laver Youssef Saheb-Tabaa de l'accusation d'avoir assassiné Hamouda Pacha ; mais il écrit aussi pour laver Mahmoud Bey et ses fils de l'accusation d'avoir tué, ou laissé tuer, un innocent. D'où ses explications embarrassées sur les circonstances d'un événement dont la signification dépasse la biographie de Youssef Saheb-Tabaa.

Youssef Saheb-Tabaa cible du parti « arabe ».

Le contexte ethnique et social, économique et diplomatique, suggère des explications différentes de celles qu'a proposées Ben Dhiâf.

Ce à quoi semble tendre cette thèse, c'est à expliquer tout le drame par les intrigues du seul prince Salah Bey, l'union entre les autres Husseinides restant hors de cause. Or, du vivant de Ali Bey et de Hamouda Pacha, les relations entre les représentants de la branche cadette alors au pouvoir (Ali Bey et ses fils Hamouda et Othman) et les représentants de la branche aînée (les fils du défunt Muhammad, Mahmoud et Ismaïl) n'avaient pas été aussi harmonieuses qu'il veut bien le dire. Mahmoud et ses fils, de même que son frère Ismaïl, sont présentés par Ben Dhiâf lui-même comme ayant été sevrés de liberté et de contacts sociaux tout le temps que durent les règnes de leur oncle et de leurs cousins. De nombreux documents attestent en outre l'effacement auquel ils étaient contraints. Or ces difficultés dynastiques, volontairement passées sous silence, ne sont pas seulement importantes en elles-mêmes, elles le sont aussi en raison des explications sociales, économiques et diplomatiques auxquelles elles renvoient⁹².

Dans l'histoire de la Régence de Tunis, les conflits dynastiques ont toujours couvert des conflits entre communautés.

Soit spontanément, soit par souci de se rapprocher des « ennemis de leur ennemi », Mahmoud Bey et son frère Ismaïl se sont trouvés alliés avec les représentants et les amis de la France, le consul de France et le ministre Mustapha Khodja comme ils se sont trouvés alliés avec les chefs du parti « arabe », négligés par Hamouda Pacha. Le ministre 'Arbi Zarrouk était à la tête de cette faction, soutenu en particulier par Hassan, ancien ami et collaborateur de Mustapha Khodja.

Lorsque, en 1811, selon un scénario qui, lui aussi, a maint précédent dans l'histoire de la régence, la milice turque se révolta, encouragée à revendiquer par la bienveillance même de son protecteur, les princes Mahmoud et Ismaïl accusèrent Youssef de collusion avec les mutins. Hamouda n'écoula pas ces accusations et confia à Youssef lui-même la responsabilité de la répression.

Dans le même esprit, en janvier 1815, ils assortirent d'une accusation de préparer une mutinerie de la milice leur accusation rétrospective d'empoisonnement de Hamouda Pacha.

Mais derrière cette accusation, le grief fondamental était l'attachement de Youssef Saheb-Tabaa à une politique pro-turque et anti-française.

Youssef Saheb-Tabaa et la diplomatie française.

Sans aller, comme l'historien italien Achille Riggio, jusqu'à voir dans la coïncidence de la mort inattendue de Hamouda Pacha et du retour des Bourbons la preuve de l'intervention d'une « main » de la France et plus précisément de la « France d'Ancien Régime », on peut tout de même admettre que, survenue dans ces circonstances, la mort de Hamouda Pacha a obligé les deux partis en présence à jouer leur va-tout.

Youssef l'a fait en forçant la main du conseil de famille et, de ce fait, en désignant Othman Bey.

Mahmoud et ses fils l'ont fait à leur tour en recourant à l'assassinat pour se débarrasser de leurs cousins et rivaux.

Pour agir contre la puissance de Youssef Saheb-Tabaa, il leur fallait attendre quelque peu et ils attendirent. Mais la victoire était, en définitive, au parti « arabe », anti-turc et pro-français. La désignation d'un ancien collaborateur de Mustapha Khodja, Hassan Khodja pour succéder à Youssef est déjà significative.

Plus significatifs encore sont les progrès que fit, à partir de 1815, l'influence française sur le gouvernement de la Régence de Tunis⁹³. Dans le rapport que le chargé d'affaires de France adresse à son ministère, on peut lire un récit révélateur. Après les congratulations réciproques sur les "restaurations" parallèles, celle des Bourbons à

Paris et celle des Husseinides, de la branche aînée, à Tunis, Mahmoud Bey insista auprès de l'agent français pour que l'on envoyât à nouveau auprès de lui son ami Devoize. A ce nom, Youssef Saheb-Tabaa s'étonne : "Devoize ? - Mais oui, Devoize, réplique le souverain." Quelques semaines plus tard, Devoize revenait et l'un de ses premiers rapports au ministère rendait compte de la disgrâce et de la mort de Youssef.

CHAPITRE III

De l'expédition de Lord Exmouth (1816) à la prise d'Alger (1830). Tunis face aux sommations du « Concert européen »

On raconte que le wakil du dey d'Alger à Tunis (équivalent de consul ou d'agent consulaire) dépêcha un messenger auprès de son maître aussitôt que fut connue la nouvelle de la mort de Hamouda Pacha. On s'attendait, dit-on, à ce que le dey se réjouisse de la disparition du seul souverain tunisien qui eût su tenir Alger en échec. Or le dey commença par demander : « Mais Youssef Saheb-Tabaa et les autres membres de l'entourage de Hamouda sont-ils morts ? - Non, fut-il répondu. - Eh bien, pour le moment seule l'apparence physique de Hamouda a disparu de Tunis. Un chef tel que lui ne mourra que lorsque seront éloignés du pouvoir les hommes qu'il y a mis et par lesquels il nous a combattus ».

Si elle n'était pas vraie, l'anecdote est bien trouvée. De fait, les choses ne changent vraiment à Tunis qu'après la mort de Youssef

(janvier 1815). C'est avec sa mort que commença un règne véritablement nouveau, celui de Mahmoud Bey secondé par son fils le futur Hussein II. Ce règne dura jusqu'au 28 mai 1824.

Hussein succéda à son père. Il avait été désigné solennellement comme héritier présomptif dès 1816. Pour la première fois dans les annales de la famille husseinide, la succession se trouvait réglée à l'avance. La famille husseinide devenait une dynastie au sens strict du mot, une maison princière.

Cette promotion, bien qu'elle eût reçu l'assentiment officiel de la Sublime Porte, consacrait le triomphe d'une revendication chère au parti « arabe » qui, tout au long du XVIII^E siècle, avait identifié la revendication d'une dynastie nationale à celle d'un gouvernement autonome.

Depuis 1770, les intérêts du parti « arabe » s'étaient trouvés liés à ceux de la diplomatie et du commerce français. Cette alliance sortait consolidée des épreuves subies en commun. Durant les années correspondant aux guerres de la Révolution et de l'Empire, et à la prépondérance du trust Youssef Saheb-Tabaa, le parti « arabe » avait été écarté du pouvoir. En même temps, le commerce français s'était vu évincé. L'année 1816 marque le retour en force de l'ordre des choses antérieur à cette crise révolutionnaire : une « restauration ».

1 - La dynastie institutionnalisée.

La succession par ordre de primogéniture

Mahmoud Bey avait plus de cinquante-sept ans lorsqu'il accéda au trône. La vie qu'il avait été contraint de mener sous le règne de son oncle, puis sous ceux de ses cousins, ne le préparait guère à exercer les charges dont il se voyait investi.

Il est d'ailleurs probable qu'il n'avait pas, pour sa part, souhaité cette investiture assez ardemment pour songer à la revendiquer les armes à la main. Seule l'ambition de ses fils, Hussein et Mustapha, avait poussé ce prince à recourir à la violence. De fait, sous son nom, c'est son fils aîné Hussein qui gouverne déjà le pays. Cette association

du fils au pouvoir du père reçut même, dès les premières années du règne, une consécration officielle.

« Je suis âgé maintenant et la maladie me mine. C'est pour mes fils uniquement que je me suis attaché à conquérir le pouvoir », déclare Mahmoud le jour même de son investiture. Sur sa demande, la Sublime Porte envoie, en même temps que le firman d'investiture, un firman instituant Hussein lieutenant et éventuel successeur de son père. Les deux cérémonies ont lieu le même jour et avec la même solennité (1816). Le fait était sans précédent dans les annales de la Régence de Tunis. Il constituait même la première reconnaissance officielle par la Turquie d'un droit héréditaire des princes husseinites au gouvernement de Tunis.

Hussein 1^{er} avait bien pu, en 1726, en plaçant son fils Muhammad Rachid, grand-père de Hussein II, à la tête des troupes, le désigner implicitement pour son héritier. Mais cette désignation n'avait pas revêtu de caractère officiel. La révolte de son neveu Ali est due en grande partie à cette imprécision institutionnelle. Plus tard, Ali Bey II avait bien désigné son fils Hamouda comme commandant du camp et l'opinion avait su y voir une désignation implicite à une éventuelle succession. Mais pour assurer à son fils une succession officielle et éviter le renouvellement de la tragédie de 1728, il avait dû recourir à la fiction juridique de l'abdication. Du point de vue juridique, en février 1777, Hamouda n'avait pas été nommé héritier présomptif, il avait succédé à son père⁹⁴. En 1816, c'était donc bien la première fois qu'un problème de succession était réglé à l'avance et avec une telle netteté. Hussein II était bien le premier héritier présomptif officiel dans l'histoire de la dynastie husseinide. Il n'y eut pas nécessité, en ce qui le concernait, de recourir au « stage » du commandement des troupes du camp : on confia cette charge à son frère Mustapha Bey qui, dès lors, apparut comme héritier présomptif de son frère, lui-même héritier présomptif de son père. La règle de succession par ordre de primogéniture était établie.

C'est à partir de cette date, en effet, que la désignation de l'héritier présomptif revêtit un caractère officiel. En 1824, à la mort de Mahmoud, alors que son fils aîné Hussein lui succédait sur le

trône, son second fils Mustapha était investi de cette charge. En 1835, à la mort de Hussein, quand Mustapha montait à son tour sur le trône, ce n'est pas en sa qualité de fils aîné du prince régnant que son fils Ahmed fut investi du titre d'héritier de son père, mais en tant que second en âge des membres de la famille. En vertu du même critère, en 1837, c'était donc Mhamed, fils de Hussein, qui était nommé héritier présomptif de son cousin. Paradoxalement l'usage s'établit alors de désigner le "dauphin" du nom de "bey du camp" même lorsqu'il n'exerçait pas effectivement le commandement du camp fiscal. Or, dans le nouvel ordre des choses, les "dauphins" officiels éprouaient de moins en moins le besoin d'assumer personnellement les charges impliquées par leur titre.

L'investiture du « dauphin » Hussein II en 1816 marque donc une autre date décisive de l'histoire de la famille husseïnide : cent onze ans après que le premier Hussein eut conquis le pouvoir, sa famille devenait *de jure* une dynastie. Plus exactement, la branche aînée de sa famille, puisque les représentants de la branche cadette venaient d'être éliminés par le coup d'Etat de décembre 1814.

Mais les Husseinides de la branche aînée ne semblent pas avoir été aussi aptes à assumer les responsabilités du pouvoir qu'ils avaient été impatients de les revendiquer.

Il est vrai qu'ils prenaient les rênes à un moment particulièrement délicat de l'évolution de la régence. Les circonstances dans lesquelles leurs antécédents familiaux et biographiques leur avaient imposé de conquérir le pouvoir n'étaient pas non plus bien favorables aux grandes entreprises.

Qu'ils l'aient reconnu ou nié, Mahmoud et Hussein s'identifiaient à un parti et leur triomphe était celui de Mustapha Khodja, des tenants d'une politique « arabe », autonomiste, anti-turque et pro-française.

Ils pouvaient certes tenter de se libérer à plus ou moins brève échéance de ceux qui avaient ou croyaient avoir des droits à leur reconnaissance. Tous leurs prédécesseurs, ou presque tous, leur avaient enseigné par l'exemple la façon de mater des compagnons

trop encombrants et d'utiliser les adversaires de la veille à l'affût d'une occasion de ralliement.

Mais, dans le nouveau contexte, cette politique devenait plus difficile à pratiquer, car si l'alliance avec la faction arabe de la Régence de Tunis pouvait se prêter à ces classiques manœuvres d'équilibre, il n'en allait pas de même de l'alliance avec la France de la Restauration.

2 - Restauration de l'influence française à Tunis

La boutade est bien connue : grâce à l'habileté de Talleyrand, après le Congrès de Vienne, il y avait bien encore des puissances alliées, mais « ces puissances alliées n'étaient plus les mêmes ». La France était sortie de l'isolement dont avaient pu profiter, dans la Régence de Tunis, les politiciens et les commerçants du groupe de Saheb-Tabaa.

«Concert européen» et «croisade anti-barbaresque»

Derrière la France, désormais, il y avait le « Concert européen » et, si précaire qu'elle ait pu être sur d'autres points, la solidarité européenne était entière en ce qui concernait « le religieux dessein d'affranchir l'Europe chrétienne du joug de Tunis et d'Alger ».

L'accord des diplomates reflétait d'ailleurs une synthèse qui, sur ce point comme sur bien d'autres, s'était faite dans l'esprit des « idéologues », maîtres à penser de l'Europe post-révolutionnaire : en faveur de la croisade anti-barbaresque, on invoquait aussi bien la piété chrétienne que l'idéal de liberté maritime et commerciale cher aux « philosophes ».

Peu importait que la Régence de Tunis eût depuis longtemps cessé d'avoir une marine de guerre qui fût à craindre. Peu importait que, tout au long du XVIII^e siècle, ses dirigeants eussent multiplié les déclarations par lesquelles ils s'engageaient à pratiquer la course seulement comme la pratiquaient les autres pays : contre les nations avec lesquelles il se

trouvaient en guerre. Peu importait même que, dans les faits, la petite marine tunisienne du XVIII^e siècle eût été plus souvent victime que bénéficiaire de la course en mer. La « réprobation » européenne englobait sans nuance les trois régences barbaresques, quelques efforts qu'aient pu faire contre ce préjugé les voyageurs et les penseurs qui avaient été à même de connaître et d'exposer les distinctions qu'il y avait lieu d'établir.

L'incompréhension et l'appréhension ainsi entretenues étaient d'ailleurs trop commodes pour que les plus qualifiés pour le faire songeassent à les dissiper. La France et l'Angleterre notamment avaient intérêt à les entretenir et les entretenaient. Les traités signés à la fin du XVIII^e siècle, aussi bien avec Alger qu'avec Tunis et Tripoli, mettaient les pavillons français et anglais à l'abri de toute « insulte » mais, du même coup, les plaçaient dans une position avantageuse par rapport à ceux des autres pays européens.

Ils plaçaient surtout les marines marchandes française et anglaise dans une position privilégiée : non seulement les marchandises de ces deux pays étaient transportées sous pavillon national, mais également les marchandises de pays qui craignaient de ne pas être « respectés des Barbaresques ». Enfin et surtout, ces "Barbaresques" eux-mêmes se trouvaient matériellement obligés de recourir aux transporteurs des deux grandes nations, puisque leurs bâtiments avaient tout à craindre de ceux qui déclaraient les redouter : ils étaient tous indistinctement réputés corsaires.

Or, entre les deux grandes nations, depuis la fin de la Guerre de Sept Ans (1763) et jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, s'était établi un *modus vivendi* qui livrait à la « caravane » française la quasi-totalité du fret barbaresque.

Les éventuels perturbateurs de cette double hégémonie se faisaient rappeler à l'ordre soit directement, soit par l'intermédiaire des Barbaresques eux-mêmes. La guerre tuniso-vénitienne de 1784 nous en a donné un exemple.

Puis l'équilibre s'était trouvé remis en cause par les guerres de la Révolution et de l'Empire, après la campagne d'Égypte notamment.

C'est alors que des commerçants et des hommes politiques maghrébins avaient pu tenter d'échapper à la mainmise française, encouragés un moment par la politique britannique ainsi que par les puissances maritimes tenues jusque-là à l'écart de la Barbarie, « chasse gardée » du commerce français.

La France porte-parole du « Concert européen » en Barbarie.

Cette tentative ne pouvait survivre à la restauration des Bourbons qui correspondait à une restauration de la liberté d'action de la France en Méditerranée.

Le *modus vivendi* franco-britannique (en ce qui concerne la Barbarie) des dernières années de l'Ancien Régime se trouvait lui aussi restauré. Pour quelque temps du moins, la France a pu compter sur la neutralité sinon sur l'appui de l'Angleterre pour ses entreprises auprès des régences d'Alger, de Tripoli et de Tunis ou contre elles.

Un moment, les ambitions de Hussein II ont pu trouver en cette conjoncture l'occasion d'éliminer des adversaires. Il est vraisemblable que l'éviction de Youssef, dont la personnalité et l'autorité faisaient ombrage au jeune prince, a été souhaitée, sinon facilitée, par un consulat et des commerçants que gênaient l'activité et la fortune de Saheb-Tabaa.

Mais l'alliance ainsi contractée avec le puissant partenaire français (lui-même, à la faveur des circonstances, paradoxalement soutenu, à Tunis du moins, par son traditionnel rival britannique) ne se prêtait pas à la même réversibilité que les coalitions plus ou moins fugaces réalisées à la faveur des antagonismes ethniques qui ont toujours divisé la régence.

Le bey de Tunis se trouva ainsi de moins en moins capable d'opposer la moindre résistance aux sommations faites au nom de la « ligue-antipirate » qui ne manquait jamais d'assortir les demandes d'interdiction de la course en mer sous toutes ses formes, d'exigences économiques chaque fois plus précises.

En 1816, devant Lord Exmouth secondé par le consul de France Devoize, et en 1821, devant les amiraux Jurien et Freemantle, il

avait fallu chaque fois s'incliner, aller chaque fois plus loin dans les concessions politiques et commerciales.

La résistance n'était plus guère possible pour un pays dont, par ailleurs, l'indépendance financière se trouvait irrémédiablement compromise.

3 - De la décadence économique à la dépendance financière

Une décadence rapide de l'économie tunisienne caractérise précisément les années qui suivent la mort de Youssef Saheb-Tabaa.

Démantèlement du trust Youssef Saheb-Tabaa

Cette décadence trouve son origine dans le démantèlement brutal du trust Youssef Saheb-Tabaa. L'ancien ministre et ses partisans avaient en effet réalisé, sur l'activité du pays, une mainmise telle que tous les secteurs économiques se trouvaient affectés par les mesures de confiscation prononcées contre le proscrit et ses partisans.

En outre, la confiscation s'étant faite au profit de l'Etat, les fonds confisqués furent rarement investis par leur nouveau détenteur d'une manière aussi rentable qu'ils l'avaient été par leurs propriétaires privés.

Enfin et surtout, l'aisance procurée au Trésor tunisien était telle qu'elle paraissait dispenser les responsables de songer sérieusement aux problèmes économiques ou même budgétaires.

Or la conjoncture générale, en dépit de cet afflux soudain de fonds, requérait des mesures d'adaptation rapides. Le retard sur les pays d'outre-Méditerranée (même les plus petits) se faisait de plus en plus important.

La balance du commerce extérieur tunisien était de plus en plus défavorable, alors qu'elle avait été constamment bénéficiaire, et même en un certain sens trop bénéficiaire : la modicité des importations tunisiennes avait généralement attiré l'attention des

observateurs et était dénoncée comme un frein au développement des échanges.

Ce renversement était dû à une diversification de la consommation tunisienne, de plus en plus intéressée par des produits d'importation qui, au XVIII^e siècle, n'auraient pas trouvé d'acquéreurs dans la régence.

Cela était dû aussi à la concurrence faite aux productions tunisiennes sur les marchés extérieurs. Tissus, couvertures et même chéchias étaient de plus en plus fabriqués par des usines européennes et envahissaient des marchés naguère réservés aux produits manufacturés dans la Régence de Tunis.

Ces tendances n'étaient certes pas nouvelles : elles commençaient à se dessiner à la fin du XVIII^e siècle, quoique Youssef Saheb-Tabaa et ses associés, plus commerçants que producteurs et plus banquiers que commerçants, n'aient pu être sensibles à cette dégradation qui n'affectait pas leurs bénéfices. Avec la chute du groupe Saheb-Tabaa, avec le retour en force du négoce européen, et plus particulièrement avec le retour en force des transporteurs français, on put sentir à quel point le rapport des forces avait changé. Désormais, la régence faisait figure de solliciteur de plus en plus pressé de trouver acquéreur pour ses seules monnaies d'échange : les céréales et l'huile.

Or les hommes que Mahmoud met en place après le meurtre de Youssef Saheb-Tabaa tels 'Arbi Zarrouk et Hassan Khodja, ne prennent que lentement conscience de la gravité de la situation. « Arabes » proches des milieux agricoles, ils croient, le plus souvent de bonne foi, que l'élimination des « profiteurs » amis de Youssef, allait rétablir la prospérité en même temps que la moralité.

Leur premier soin est donc de prendre des mesures de moralisation de la vie commerciale et économique : épuration de la profession notariale, institution de la « *hisba* », inspection polyvalente des finances, dont les origines remontent aux premiers califes et qui fut exhumée pour les besoins de la cause ⁹⁵.

Mahmoud Bey finit par se rendre compte de l'insuffisance de ces mesures. En 1822, 'Arbi Zarrouk est, à son tour, révoqué et tué ; ses

biens sont confisqués. Contre lui aussi, on invoqua l'accusation classique d'incitation des miliciens tures à la révolte. Mais l'échec de sa politique financière et le désir du bey de gagner du temps en enrichissant le trésor des dépouilles du ministre révoqué sont les véritables motifs de sa disgrâce. En outre, ses origines arabes et paysannes le désignaient comme l'homme qui risquait de s'opposer à la « politique » de rechange que préconisait son rival, Hussein Bach-Mamelouk, que l'on désigna pour son successeur ⁹⁶.

Les improvisations fiscales de Hussein Bach-Mamelouk

Ancien mamelouk de Youssef Saheb-Tabaa, Hussein Bach-Mamelouk croyait avoir acquis au service de son illustre maître le génie des finances. Hussein Bey s'y laisse prendre et le nouveau favori peut donner libre cours à une imagination fiscale débordante quoique peu originale : les mesures qu'il préconise reprennent simultanément des systèmes qui, dans le passé, avaient été alternativement ou successivement essayés par ses prédécesseurs.

Tout d'abord, Hussein réforme l'impôt sur les oliviers. Il supprime le « *qanoun* », droit fixe payé au prorata du nombre d'arbres et le remplace par le « *ouchour* » (dîme payée au *prorata*, de la récolte effective). La mesure se présente comme un retour aux sources de la fiscalité musulmane ⁹⁷.

Elle ne suffisait pas. Bientôt s'ajoute un expédient commercial : le retour à l'étatisation du commerce extérieur des céréales et son extension à l'huile. Le « *mouchtarâ* » est donc rétabli et étendu à la production oléicole sous le nom de « *salam* » (livraison) ⁹⁸.

Céréaliculteurs et oléiculteurs sont contraints de réserver à la vente à l'Etat une part de leur récolte, fixée par l'Etat et au prix fixé par l'Etat.

Les besoins du budget se faisant de plus en plus grands et de plus en plus pressants, l'Etat s'efforce de vendre les céréales et l'huile qu'il acquerrait de la sorte en quantités de plus en plus grandes, et de plus en plus rapidement. Les quantités qu'il exige des agriculteurs sont donc de plus en plus considérables. Elles arrivent parfois à dépasser la récolte du contribuable. Dans ces cas-là, force était à ce dernier de s'approvisionner sur le marché, au prix du marché. Or le prix du

marché dépend des quantités de denrées offertes, et les quantités offertes dépendent du seul bon vouloir de l'Etat. Il arrive donc à l'agriculteur d'acheter à l'Etat le blé (ou l'huile) qu'en tant que producteur il devait vendre à l'Etat, et de l'acheter, naturellement, plus cher qu'il ne pouvait le vendre

L'absurdité du système s'alimentait elle-même et allait croissant. L'étatisation du commerce extérieur, surtout pratiquée de cette manière, procura des ressources au Trésor. On fut tenté de les augmenter et d'en accélérer la rentrée. Pour cela, Hussein Bach-Mamelouk et son administration (le « Grand- Douanier » Jellouli était chargé de ces opérations) ne se contentèrent plus de vendre les récoltes de l'année ; ils hypothèquent les récoltes avenir. Il arriva que les promesses faites aux exportateurs dépassent les possibilités des producteurs malgré les moyens de contrainte que l'on put employer.

On recourut alors à une mesure, elle aussi classique : on dévalua la piastre, qui passa de trente-deux sous à douze sous français ; on en interdit sévèrement le transfert à l'extérieur ainsi que la vente aux négociants étrangers.

Cela n'empêcha pas le système d'aboutir à une impasse. Hussein Bach-Mamelouk dut avouer au bey l'échec de son système. Il fallut trouver le moyen de satisfaire les négociants (français surtout) créanciers de l'Etat. Leur puissance et l'influence de leur pays étaient telles qu'on ne put éviter de procéder à une véritable liquidation. C'était bel et bien une faillite qu'il s'agissait de liquider : le failli était l'Etat tunisien. Le successeur de Hussein Bach-Mamelouk, Chékir Saheb-Tabaa, autre ancien collaborateur de Youssef Saheb-Tabaa, dut proposer aux négociants français un compromis et recourir au consul de France Mathieu de Lesseps pour les convaincre de l'accepter.

Observateur attentif de la situation tunisienne, le consul français savait combien une telle intervention servait les intérêts de son pays. Par ce compromis, la dette tunisienne à l'égard des négociants français se trouvait allégée, mais l'Etat tunisien devenait le débiteur de l'Etat français ¹⁰⁰.

Cette situation de dépendance financière allait faciliter à la France l'utilisation de la Régence de Tunis dans le conflit qui se préparait avec la Régence d'Alger.

4 - Emancipation théorique et vassalité réelle.

L'attitude des beys Husseinides dans le conflit franco-algérien

Les espoirs de Mathieu de Lesseps ne furent pas déçus. Ses manœuvres diplomatiques et financières et l'état de prostration dans lequel se trouvait le pays permirent de conjurer toute velléité de solidarité entre les deux régences, pourtant solennellement réconciliées depuis 1821 : sur l'intervention de la Sublime Porte, un traité était signé ; il donnait acte de l'égalité entre les deux gouvernements, supprimait toutes manifestations, si minimes qu'elles aient pu être, d'allégeance de Tunis à l'égard d'Alger, mais il rappelait les devoirs réciproques de solidarité.

Ce traité était pourtant resté lettre morte ¹⁰¹.

L'excuse de l'impuissance

En revanche, le comportement de Tunis pendant la crise qui oppose Paris et Alger révèle à quel point les efforts soutenus par Saizieu, Devoize, Lesseps et par leurs partenaires tunisiens, Mustapha Khodja, Hassen Khodja, 'Arbi Zarrouk, Hussein Bach-Mamelouk, étaient parvenus à rendre solidaires les intérêts du parti husseinide avec ceux de la diplomatie française. Le sentiment d'impuissance devant un adversaire trop puissant ne suffit pas à expliquer le manquement aux exigences de la solidarité entre régences turques, liées au surplus par un pacte si récent. À la lumière des rapports de Mathieu de Lesseps, à la lumière surtout de l'histoire des soixante années 1770-1830, on peut parler de pure et simple collusion, fondée sur une communauté d'intérêts.

On peut, en effet, comprendre que Hussein Bey et son entourage (Ahmed Ben Dhiat entre autres, dont l'opinion nous est connue grâce à sa chronique) aient, depuis le commencement de la crise, sévèrement jugé l'intransigeance du dey d'Alger dans l'affaire de la créance Bacri-Busnach. Cette sévérité pouvait s'expliquer par la réprobation d'une attitude qui, sans préjudice des torts et des droits réciproques des parties en procès, avait l'inconvénient d'entraîner la régence dans un conflit armé avec un partenaire incomparablement plus puissant.

Hussein Bey II (1824-1835)

Huitième bey de la dynastie husseinite, il est né, d'après Ibn Abî Dhiâf, le 12 rabî' II 1198/5 mars 1784.

La destruction de la flotte tunisienne à son époque (1827) ruine la puissance navale de Tunis et réduit sensiblement ses activités maritimes. La disparition de la flotte marchande tunisienne a permis également aux étrangers de bénéficier de l'exclusivité des échanges entre l'Afrique et l'Europe. La conquête d'Alger par la France en 1830 accélère le processus de la mise en dépendance du pays. Le silence ambigu des autorités tunisiennes lors de la prise l'Alger est révélateur des rapports de force à l'époque.

Hussein Bey mourut le 22 muharram 1251/20 mai 1835.



L'apathie, l'hostilité même, manifestées à l'égard du gouvernement d'Alger à la veille du débarquement de « Sidi Ferruch », même après la prise d'Alger, peuvent elles aussi se comprendre : les dirigeants de Tunis n'ont pas été les seuls à penser que la France s'en tiendrait à une expédition punitive. On peut également expliquer par la crainte de représailles françaises la promesse donnée avant l'expédition d'approvisionner le corps expéditionnaire et de lui fournir des bœufs ¹⁰²

On peut même excuser par le désir de faire la part du feu la signature des fameux « traités Clauzel » par lesquels le bey de Tunis accepta de déléguer son neveu et son frère pour gouverner, sous suzeraineté française, les provinces d'Oran et de Constantine ¹⁰³.

Mais en bien d'autres circonstances, avant, pendant et après les combats pour Alger, le comportement du gouvernement tunisien est beaucoup moins facile à justifier par l'impuissance. Il relève de la collusion consciente.

*Dynastie husseinide, parti « arabe »
et diplomatie française.*

On peut bien mettre sur le compte de l'emphase diplomatique les multiples déclarations d'amitié et les promesses de soutien faites par Hussein II tout au long de la crise franco-algérienne, même après la défaite de Navarin (en 1828) dans laquelle, pourtant, fut détruite l'escadre tunisienne envoyée renforcer la marine turque (bien à contrecœur, si l'on en juge d'après d'autres déclarations de Hussein Bey) loi

On ne peut éviter pour autant d'accorder à certains de ses propos une signification précise. Ne va-t-il pas jusqu'à déclarer qu'il ne s'aviserait pas de soutenir Alger même si « cent firmans » de la Porte devaient l'y inviter, qu'il "se jetait avec confiance dans les bras de la France [...] le plus ferme soutien de (son) existence politique dans l'avenir " ¹⁰⁵.

En fait, ce n'est pas seulement la leçon reçue par le dey d'Alger qui réjouissait le souverain husseinite en même temps que les dirigeants du parti « arabe » de la régence lorsqu'il envoya une délégation féliciter le maréchal de Bourmont, dans la Kasbah d'Alger, conquise de la veille (juillet 1830) ¹⁰⁶. Leur satisfaction avait d'autres causes : la prise d'Alger portait un coup décisif à la domination turque en Afrique. Elle comblait les vœux de ceux qui, depuis des décennies, travaillaient à saper cette domination. La chute d'Alger signifiait pour les Husseinides la promotion au rang de princes souverains d'un Etat souverain. Dans ce conflit, leurs intérêts s'identifiaient à ceux des Bourbons qui voulaient cette victoire pour raffermir une situation intérieure compromise. On ne peut s'étonner dès lors que les autorités de Tunis aient agi dans ce conflit en véritables alliés de la France, allant jusqu'à prêter leur appui aux agents de renseignements envoyés par Paris, facilitant leur passage vers le territoire algérien et leur prise de contact avec les personnages de la cour du dey (mission Gérardin et d'Aubignac, avril 1830) ¹⁰⁷. L'identité de vues allait plus loin. Comme les plus enragés des partisans de la guerre en France, les Husseinides et le parti « arabe »

de la régence œuvrèrent pour que la crise provoquée par le fameux « coup d'éventail » aboutît au conflit armé et ne trouvât pas de solution pacifique,

*Une lourde responsabilité :
l'échec de la mission de Tahar Pacha*

La volonté d'empêcher tout accommodement explique seule l'étrange attitude prise par Tunis, en mai 1830, à l'égard de Tahar Pacha. Ce haut dignitaire turc était envoyé d'Istanbul avec la mission de faire destituer le dey d'Alger, Hussein, responsable du conflit avec la France, et de faire élire un nouveau dey qui aurait pu présenter aux Français les excuses et leur offrir les réparations qu'ils exigeaient ¹⁰⁸. Si elle avait abouti, cette mission aurait ôté son prétexte à l'expédition envisagée. Elle aurait permis de l'éviter ou, du moins, d'en limiter la portée, quelle qu'ait pu être par ailleurs la puissance du parti de la guerre en France. L'envoyé de la Porte n'ignorait pas que les forces françaises qui assuraient le blocus d'Alger ne lui faciliteraient pas la tâche. C'est pourquoi il se présenta devant Tunis et demanda l'autorisation de débarquer, pour pouvoir se rendre à Alger par voie de terre. Cette autorisation lui fut refusée ¹⁰⁹.

Les prétextes les plus variés et les plus futiles furent invoqués. Comme par exemple la difficulté de régler un problème protocolaire : l'envoyé ayant rang de pacha, tout comme le souverain tunisien, pouvait refuser de lui baiser la main ; or on ne pouvait admettre non plus que le bey l'accueillît à Tunis comme un égal. Mais l'envoyé n'était pas dupe : il accepta de baiser la main de son frère et l'autorisation salvatrice ne fut pas donnée pour autant. La Sublime Porte non plus. Ben Dhiaf qui, l'année suivante, fit partie d'une mission tunisienne à Istanbul, s'entendit rappeler que les dirigeants tunisiens porteraient devant Dieu la lourde responsabilité d'avoir, en sabotant cette mission, « desservi les intérêts d'une communauté musulmane ».

*Un bilan : le traité franco-tunisien
du 8 août 1830*

Le premier document diplomatique signé par le bey de Tunis après ces événements fut, tout naturellement, un traité avec la France. Il est daté du 8 août 1830 ¹¹⁰.

Trois constatations frappent à la lecture de ce texte.

D'abord, pour la première fois dans les annales de la Régence de Tunis, le bey s'y fait donner les titres de "roi [...] issu de sang royal [...] maître du royaume d'Afrique". Ensuite ce traité est le premier à être rédigé non en turc, mais en arabe. Enfin, la France y dicte ses volontés au "roi issu de sang royal" : elle limite, en particulier, sa liberté d'action en matière de réglementation commerciale. Le « maître du royaume d'Afrique » acceptait d'être plus dépendant à l'égard de la France que ne l'avaient jamais été ses ancêtres à l'égard de la Sublime Porte, dont ils avaient été (comme il l'était encore lui-même) les vassaux. Cette triple constatation peut être considérée comme le symbole de la conjonction entre les efforts de la famille husseinide pour se constituer en maison royale, du parti « arabe » pour détacher Tunis de la métropole turque et de la diplomatie française pour placer la Régence sous son influence et, de plus en plus, sous sa domination.

La prise d'Alger : 5 juillet 1830

La France évince l'Empire ottoman et affirme ses prétentions sur la Méditerranée occidentale

Aux origines de l'occupation de l'Algérie, il faut distinguer la volonté délibérée de la France d'étendre sa domination sur cette partie du littoral méditerranéen, et les prétextes qui ont été exploités afin de conférer à l'occupation de la régence une justification acceptable.

Le contentieux principal qui divisait les autorités de l'époque est le non paiement par la France de livraisons de grains effectuées sous le Directoire, en 1795 et 1796, par les négociants juifs algériens Bacri et Buclmaq, alors hommes d'affaires du Dey Hussein. En août 1800, le ministre français des Finances fixe la créance à 9,912 millions de francs auxquels s'ajoutent les intérêts et diverses indemnités. Le Dey réclame en outre un tribut de 200.000 piastres (un million de francs de l'époque) que le Sultan d'Istanbul exigeait comme dédommagement du ravitaillement en grain fourni par Alger à la France lors de l'expédition d'Égypte. C'est en vain que le Dey adresse une lettre au Premier consul, le 13 août 1802, pour lui demander le paiement des sommes dues aux deux négociants et le remboursement des indemnités qu'il a déjà versées au sultan. En 1815, au lendemain de la Restauration, les sommes en cause s'élèvent à 24 millions. Par l'accord du 28 octobre 1817, le Dey accepte de réduire la dette à 7 millions, tout en élevant les droits de concessions de la Compagnie d'Afrique à 214.000 francs. Les crédits de 7 millions sont votés par les Chambres le 21 juin 1820 mais la dette reconnue par le traité n'est pas honorée et le privilège de la Compagnie n'est reconnu qu'à hauteur de 80.000 francs. En 1826, la dette est unilatéralement ramenée par le gouvernement français à 4,5 millions qui sont versés au négociant Jacob Bacri, lequel omet de reverser la part qui revenait au Dey. Cette manœuvre permet à la France de rejeter les plaintes du Dey spolié. Une complication s'ajoute à ce contentieux : le négociant Jacob Bacri échappe aux poursuites du Dey en se naturalisant français. La France estime, pour sa part, avoir clos le dossier. Des négociations se tiennent le 22 octobre 1826 : elles aboutissent au rejet des "prétentions et revendications inacceptables" du Dey. Une lettre adressée par Hussein Dey au roi Charles X reste sans réponse.

La France dispose depuis 1495, au cap Nègre, d'un comptoir commercial permanent rebaptisé 'Bastion de France'. D'autre part, une Convention de janvier 1694 lie la Régence d'Alger à la Compagnie d'Afrique pour la pêche du corail. Dès 1819, le consul Deval se prévaut de ces privilèges pour affirmer un droit de suzeraineté sur les arabes de la région Mazoula (territoire compris entre la rivière Seybouse et le cap Roux). En 1825, le vice consul à Bône, qui est le neveu du consul Duval, fait occuper militairement plusieurs ports du littoral de Bône jusqu'à La Calle, y installe des canons et des hommes armés et procède à l'aménagement de fortifications.

En 1825, un incident naval oppose la marine algérienne à des bâtiments du Saint-Siège ; en avril 1827, le grand-duc de Toscane, dont des bâtiments avaient été attaqués en mer, suspend le versement au Dey d'Alger de la redevance annuelle contre la course et exige des réparations. Le gouvernement français prend à son compte ces revendications,

Le 29 avril 1827, veille de l'Aïd, le Dey recevait les consuls pour une cérémonie protocolaire. C'était l'occasion d'une explication avec le consul Deval. En réponse au Dey qui exposait les motifs de tension, notamment les dettes et la lettre au roi demeurée sans réponse, le consul réplique qu'il est « au-dessous du roi de France de correspondre directement avec un dey d'Alger ». C'est à cette offense que répond le fameux coup d'éventail. La demande de réparation, portée le 15 juin par le capitaine de vaisseau Collet, arrivé à la tête d'une escadre de quatre vaisseaux, est posée sous forme d'ultimatum : restituer les prix des navires romains et toscans ainsi que les prix des marchandises saisies sur un autre navire espagnol, châtier les raïs qui avaient effectué la prise et obtenir des assurances concernant les "propriétés" françaises dans la régence. Ces assurances se résument à reconnaître la possession du littoral bônois, y être exempté de douane, réduire le loyer des concessions et faire respecter les « Capitulations » dont jouit la France auprès de l'Empire ottoman. Le Dey s'y refuse. Dès lors, le capitaine Collet, conformément à ses instructions, décide de bloquer le port d'Alger.

Le blocus, qui va durer trois ans et immobiliser sept, puis douze, puis dix-huit bâtiments français, porte de graves préjudices aux intérêts de la Chambre de Commerce de Marseille et d'un large cercle d'hommes politiques français qui, de plus en plus nombreux, se prononcent en faveur d'une occupation, au moins partielle, de la régence. Le Conseil des Ministres du 14 octobre 1827 décide néanmoins 'd'attendre'. Un incident, le 3 août 1829, rallume le débat : en rade d'Alger, le vaisseau amiral La Provence essuie le feu des batteries algériennes. Cette attaque porte à son comble l'exaspération du roi Charles X. Le comte Louis de Bourmont, ministre de la guerre, recommande une intervention militaire. Au Conseil du 31 janvier 1830, il persuade le roi de lancer une action militaire. Tout est mis en œuvre pour que les choses aillent vite.

A Toulon, le corps expéditionnaire de 37.000 hommes commence l'embarquement le 11 mai. Placé sous les ordres du général Louis de Bourmont, il opère le débarquement à Sidi Frej le 14 juin 1830. La progression vers Alger est très dure : les troupes du dey résistent mais elles sont défaites à Staouéli puis à Fort-l'Empereur. La capitulation du Dey, signée le 5 juillet 1830, comporte « la remise d'Alger, de ses forts et de sa Kasbah » ; en contrepartie, « le général en chef [de Bourmont] assure à tous les soldats de la milice [turque] les mêmes avantages et les mêmes protections qu'aux civils. L'exercice de la religion musulmane restera libre ; la liberté des habitants de toutes classes, leur religion, leurs propriétés, leur commerce et leur industrie ne recevront aucune atteinte. » En fait, la capitulation d'Alger est violée dès le 30 juillet : 1.300 célibataires et 1.500 miliciens mariés, tous membres de l'ujak, sont expulsés avec leurs familles algériennes. Le 8 septembre, un arrêté

Mustapha Bey (1835-1837)

Neuvième bey de la dynastie husseinite, il est né en 1787. Il succède à son frère le 20 mai 1835. Il a favorablement impressionné les Européens qui ont eu l'occasion d'être en contact avec lui. Philippi décrit son regard « vif et perçant » ; il le disait instruit, de caractère « ferme, dissimulé », le jugement solide. Après deux ans de règne, il décéda à la Goulette le mardi 10 rajab 1253/10 octobre 1837. Au lendemain de la prise d'Alger, il est nommé avec l'accord de Hussein II, Bey de Constantine, mais le projet a avorté, Charles X ayant refusé de ratifier l'accord du 17 décembre 1830.



séquestre la propriété des turcs expulsés, tandis que les biens des institutions islamiques et les biens habous destinés à l'entretien du culte et de l'enseignement coranique sont assimilés aux biens domaniaux. En 1832, la mosquée Ketchawa est convertie en cathédrale.

Quel serait le statut futur de l'Algérie ? Le général Clauzel, qui succède le 2 septembre 1830 à Louis de Bourmont, envisage de conserver l'administration directe du Beylik d'Alger et de substituer au Bey Hassan d'Oran et au Bey Ahmed de Constantine, moyennant l'octroi de concessions littorales, une autre autorité musulmane, celle du Bey de Tunis. Des accords sont conclus à cet effet avec Hussein II, Bey de Tunis, le 17 décembre 1830 et le 6 février 1831 : à ce titre, le prince Mustapha, le propre frère de Hussein II, est nommé Bey de Constantine et son fils le prince Ahmed, le futur Mouchir, nommé Bey d'Oran. Khaïreddine Agha, Khalifa du prince Ahmed, le devance effectivement à Oran le 11 février 1831. Mais l'aventure s'arrête net le 22 avril 1831 quand Hussein II reçoit communication du Consul Général de France à Tunis que le Roi n'a pas ratifié "le traité relatif à la province de Constantine". L'occupation d'Alger se prolonge par 27 ans de guerre continue pour imposer un régime colonial d'administration directe qui s'étendra, cinquante ans plus tard, au lendemain du Traité du Bardo, à la régence de Tunis et, en mars 1912, à l'Empire chérifien. La prise d'Alger déterminera pour plus d'un siècle le destin de l'Afrique du Nord.

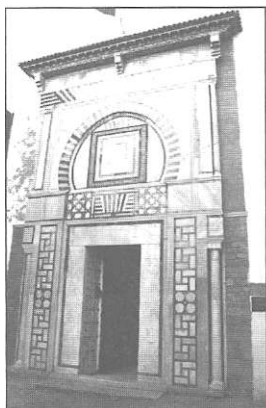
Le développement de l'architecture et des monuments civils

Le développement des activités économiques induites par le commerce et la course se traduit par la multiplication de demeures patriciennes à l'intérieur des médinas et dans les grands domaines de la périphérie où se multiplient de plus en plus des résidences de plaisance au milieu de parcs verdoyants.

Nous présentons dans les pages qui suivent certaines de ces demeures luxueuses où s'expriment une véritable passion pour la décoration et un nouvel art de vivre qui se répand dans les grandes cités et qui a profondément marqué le pays : d'abord à Tunis, le palais Dar Othman, situé rue Al Mebazaa dans la médina, ainsi que Dar Haddad et Dar Ben Abdallah ; à Sfax, Dar Jallouli, enfin à Jerba Dar Ben Ayed. Quant aux résidences de plaisance dans la banlieue de Tunis, nous présentons Dar Clialbi dont nous ne possédons qu'une description enthousiaste par J. Thévenot (1659), le palais de la Rose construit par Hamouda Pacha, Qubbat an-Nahas, les palais Kliaznadar et Zarrouk, tous situés à La Manouba.

Dar Othman
(fin XVI^e - début XVII^e siècle)

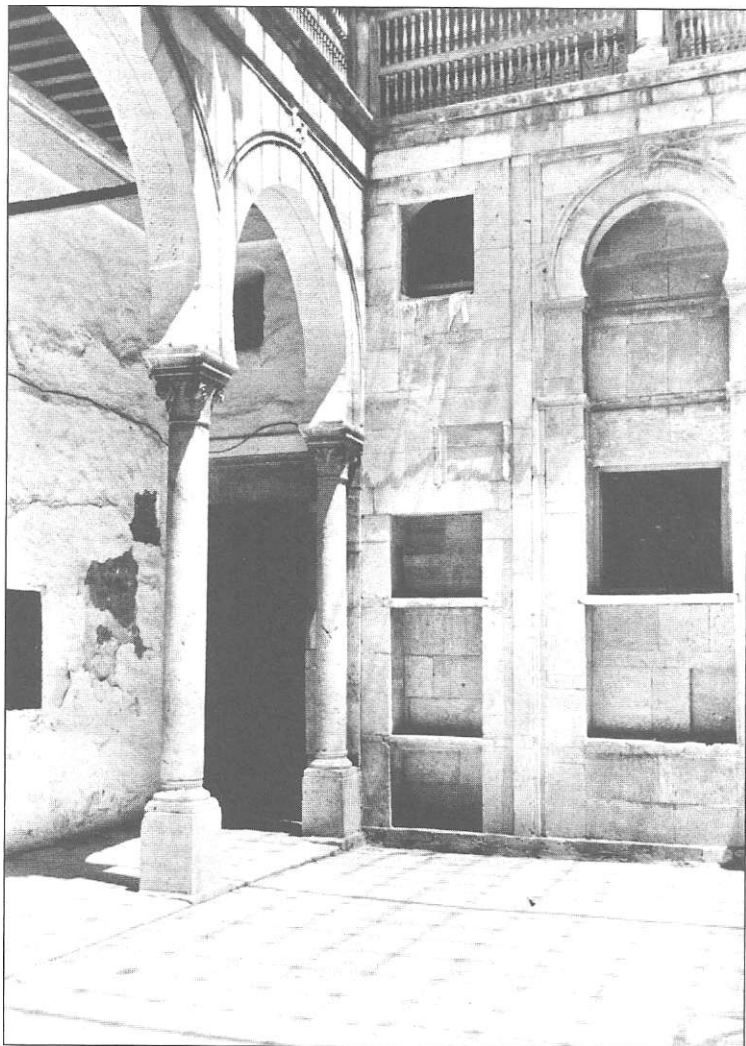
La somptueuse façade , du Dar Othman, avec son décor en marbre, est assez exceptionnelle dans la médina de Tunis où les entrées des maisons sont généralement plus discrètes.



Portique (*bortal*) avec ses fines colonnettes précédant la pièce principale. On aperçoit l'entrée encadrée de marbre noir et blanc, face au jardin.

Othman Dey choisit la partie sud-est de la médina pour s'y faire construire un charmant palais, non loin du souk des Teinturiers, richement décoré de marbre et de faïence polychrome et qui présente un plan traditionnel d'habitation bourgeoise de Tunis. Ici, la majestueuse façade plaquée de marbre noir et blanc précède une vaste drîba à banquettes puis deux vestibules qui mènent dans un patio encadré sur deux côtés de galeries dont les arcades sont portées par des colonnes couronnées de beaux chapiteaux hispano-maghrébins. Les appartements et les chambres s'ordonnent autour de ce patio. Dar Othman est la plus ancienne demeure tunisoise datée avec certitude. L'édifice s'inscrit dans la tradition locale hafside.

Dar Haddad (début XVII^e siècle)



Dar Haddad est l'un des palais les plus riches et les plus anciens conservé jusqu'à nos jours dans la Médina de Tunis. Il a été construit par une famille patricienne dans l'ancien quartier Khourassanide au voisinage des souks. Le style architectural de cette maison frappe par sa sobriété.

***Dar Slimane Kâhia dite Dar Ben Abdallah
(XVIII^e - XIX^e siècles)***



Dar Ben Abdallah est l'une des plus belles maisons patriciennes de la médina de Tunis : richesse et somptuosité du patio en marbre avec la fontaine à trois vasques, les portes en bois précieux sculpté et les stucs finement ciselés.

Située non loin de Tourbet el-Bey, cette demeure est fondée par Slimane Kâhia (kâhiyat al-mahâl) qui est d'origine géorgienne ; il est un des mamelouks de Hamouda Pacha (1782-1814). Mahmoud Bey lui donna sa fille Azîza en mariage dès son arrivée au pouvoir en 1814. Il devient un proche collaborateur du bey et accède au poste de premier ministre après l'exécution de Youssef Saheb-Tabaa. Il est décédé le lundi 15 ramadan 1254/ 2 décembre 1838. La maison où il réside quelque temps avant d'habiter dans l'entourage du bey au palais du Bardo est l'une des plus belles demeures de la médina. L'accès se fait par un hall d'entrée richement décoré de faïences, de marbres et de stucs au-dessus des banquettes habituelles menant à l'intérieur de la cour par un couloir coudé. Le patio est entouré de portiques pourvus de colonnes et de chapiteaux en marbre blanc. Les murs sont revêtus de faïence napolitaine que surmonte une frise de plâtre sculpté. Le patio est en outre enrichi d'une fontaine en marbre de Carrare à trois vasques. A l'étage, une galerie circulaire à balustrade de bois complète la majesté de l'ensemble. Les chambres de plan en T, dites « qbû wa mqâsir » s'ordonnent autour de la cour.

Maisons patriciennes de Sfax (XVIII^e siècle)

Dar Jallûli appartient à une famille d'origine sfaxienne dont les membres ont exercé des fonctions importantes dans la Régence durant toute la période moderne et tiré grand profit des activités commerciales et de l'armement des corsaires.

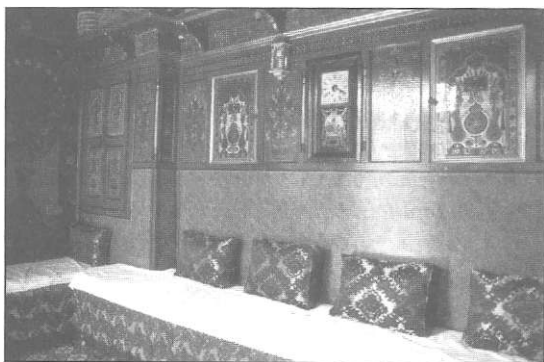
A l'époque de Ali Pacha I (1735-1756), un membre de cette famille, Ali Jallûli as-Safâsi était gouverneur de Djerba. Entre 1772 et 1782 Baccâr Jallûli fut caïd de Sfax. Ses fils, Muhammad et Mahmoud furent également chargés des fonctions de gouverneur de cette même ville.



Patio (west ed-dar) du Dar Jallûli La richesse de cette famille de grands commis de l'Etat et d'armateurs apparaît dans la profusion des encadrements en pierre sculptée, des céramiques, des stucs et des boiseries, et dans le dallage en marbre importé.

Intérieur d'une maison
de la rue Zqaq Ed-dhab à Sfax.

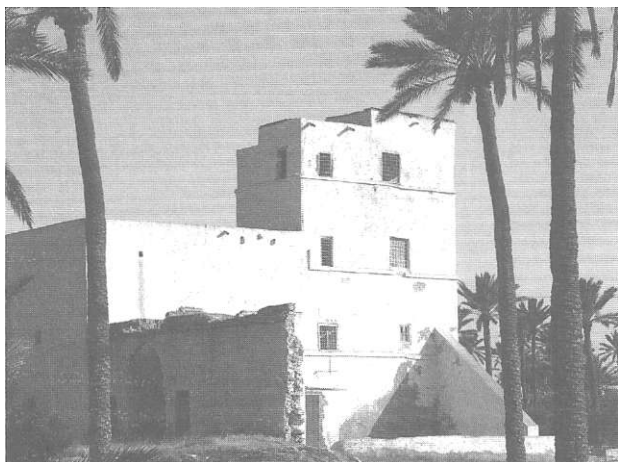
Décor en bois peint typique
de la ville, agencement
avec peintures sous-verre,
horloges murales, étagères et
banquettes.



Dar Ben Ayad à Djerba

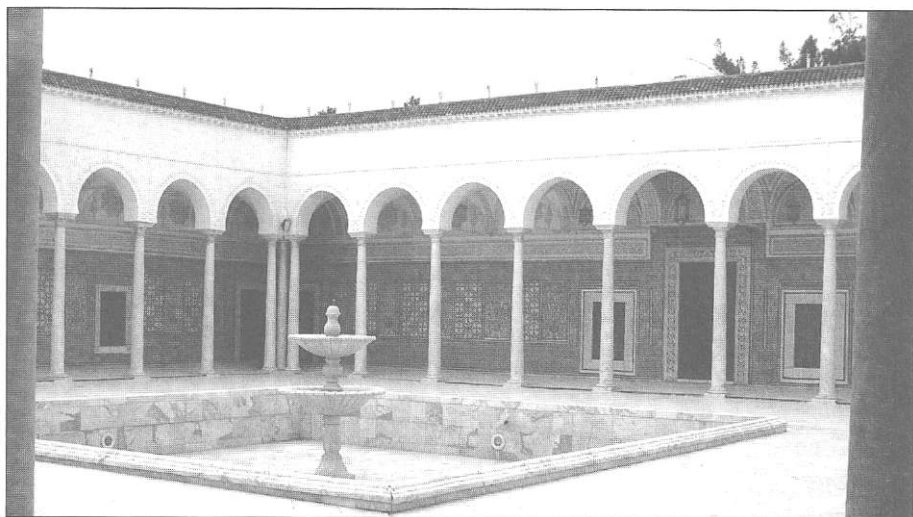


Plusieurs membres de la famille Ben Ayad, notables de Djerba, occupent, au XVIII^e et au XIX^e siècles, de hautes positions administratives dans la régence, notamment en tant que caïd (gouverneur) de Djerba, d'al A'râdh et de Sousse. La famille s'est enrichie également grâce à ses activités commerciales et comme armateur de corsaires.



Certaines ailes de Dar Ben Ayad remontent à la seconde moitié du XVIII^e s.

Résidences de plaisance



Vaste patio du palais Hamouda Pacha connu sous le nom de Palais de la Rose. A relever la légèreté de la colonnade des galeries, l'importance de la pièce d'eau et la richesse des faïences murales.



Palais de la Rose - Salle de justice : Colonnes et chapiteaux en marbre, revêtements muraux en mosaïques de marbre, zellijes, encadrements de fenêtre italianisants, stucs de tradition andalouse... Tout contribue à la somptuosité de ce décor composite qui va se généraliser au XVIII^e et au XIX^e siècles.

***Le palais de la Rose.** A l'ouest du Bardo, la plaine de la Manouba est parsemée de résidences de plaisance. Les jardins et les vergers qui entourent chaque demeure constituent l'indispensable agrément qui fait leur charme. La résidence la plus connue est celle construite par Hamouda Pacha vers la fin du XVIII^e s. et qui porte le nom de Burj al-Kabîr ou palais de la Rose. Elle se distingue par son escalier d'honneur, sa cour vaste bordée d'une galerie en marbre, la salle de justice, des appartements et des communs superposés autour de la cour centrale. Composite et variée, la décoration (marbre italien, faïence napolitaine, plâtre sculpté, etc.) confère à l'ensemble un sens de grandeur et d'élégance.*

La résidence de Muhammad Chalabi fils du dey Ahmad Khûja

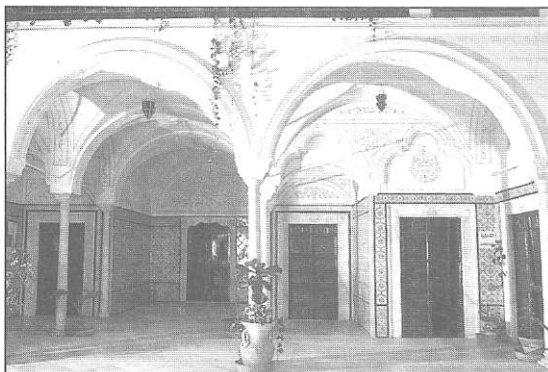
J. Thévenot (1659) donne une description précise de cette maison de plaisance : « Deux jours après notre arrivée, Don Philippe nous envoya quérir, pour nous faire voir sa métairie qui est éloignée de la ville seulement d'une demie-lieue : le terroir de Tunis est tout plein de ces métairies, qui sont bâties comme des bastides du terroir de Marseille. Celle de Don Philippe est fort belle, elle est bâtie en tour carrée, et est la plus haute qui soit à l'entour ; il y a cent et onze degrés à monter de la salle au haut de la tour, où Ton a fort belle vue, car on découvre de tous côtés à perte de vue une belle campagne pleine d'oliviers ; il y a là une grande salle, découverte par le haut, y ayant tout à l'entour des galeries couvertes, dont le toit est soutenu de plusieurs colonnes ; au milieu de ce lieu découvert est un grand réservoir d'eau, et il sert à faire plusieurs jets d'eau ; tout ce lieu est orné de marbre, comme aussi toutes les salles et chambres qui sont ornées d'or et d'azur, et de certains travaux de stuc fort agréable, et il y a partout des fontaines qui jouent quand on veut. »



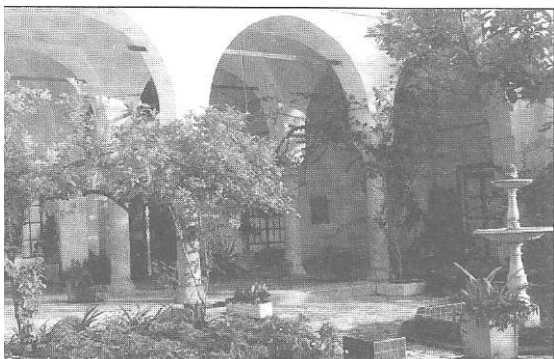
Palais Qubbat an-Nahas
(fin xviii début xviii siècles)

Trois résidences de
plaisance dans les
Jardins de la Manouba.

Elles ont appartenu
à de très hauts
dignitaires de l'Etat et
sont d'époques
différentes. A noter la
présence d'espaces à
colonnades qui ouvrent
largement sur le plein-
air. Ici on vient pour
vivre au contact de la
nature et profiter des
jardins verdoyants.



Palais Zarrouk



Palais Khaznadar

Notes

1. Monlaïi (J.), *Les Etats barbaresques*, Paris, 1964, p, 107.
2. Ibn Abî dh-Dhiâf (Ahmad), *Ithâf ahl az-zamân bi akhbâr mulûk Tûnis wa 'ahd al-amân*, Tunis, II, 76-77.
3. Plantet, *Correspondance des Beys d'Alger avec la cour de France (1577-1830)*, Paris, 1893-1894, 2 vol., I, pp. 325-334.
4. *Ibid*, I, 415-430.
5. *Ithaf*, II, 76-77.
6. *Ithaf*, II, 80.
7. Saghîr Ben Yûsuf, Mechraa El Melki, chronique tunisienne (1705-1771) pour servir à l'histoire des quatre premiers Beys de la famille Husseinite, par Victor Serres et Mohammed Lasram, Tunis, 1900, p. 69.
8. Voyage du Sieur Lucas, fait par ordre du Roy dans la Grèce, l'Asie Mineure, la Macédoine et l'Afrique, Paris 1712, 2 vol., II, 334.
9. *Ithaf*, II, 30.
10. *Ibid*, II, 27.
11. *Ibid*, II, 85-86.
12. *Ibid*, II, 78.
13. Lucas, II, 323.
14. *Ithaf*, II, 82. Lucas II, 352-353.
15. Lucas, II, 361-378.
16. Lucas, II, 378.
17. *Ithaf*, II, 93.
18. *Ibid*, II, 94.
19. Lucas, II, 400-401 et Saint Gervais (de), *Mémoires historiques qui concernent le gouvernement de l'ancien et du nouveau royaume de Tunis*, Paris 1736, pp. 63-64.
20. Saint-Gervais, 113.
21. *Mechraa*, 30 et 140-143.
22. *Ibid*, 108, 145-147.

23. *Ibid*, 50-59 et *Ithaf*, II, 115-116.
24. *Ithaf*, II, 91.
25. *Ibid*, II, 95.
26. *Ibid*, II, 99 et I, 30-31.
27. *Ibid*, II, 81.
28. *Ibid*, II, 99, *Mechraa*, 17-18.
29. Plantet, *Correspondance des Beys de Tunis et Consuls de France avec la Cour (1577-1830)*, Paris, 3 vol. 1893-1899, II, 83, 89 et 102, 255 ; Saint-Gervais, 326 et H.B.A. Hammûda Ibn Abd al-Azîz, *al-Kitâb al-bâchî*, Tunis, 366.
30. Plantet, *Tunis*, II, 83 et *Mechraa*, 163.
31. *Annales tunisiennes*, 113.
32. Plantet, *Alger*, II, 169 ; *Annales tunisiennes*, 114 et *Mechraa*, 123-124.
33. *Ithaf*, II, 113.
34. *Ibid*, II, 86.
35. Saint-Gervais, 211-212 et Plantet, *Tunis* II, 150.
36. *Ithaf*, II, 104-105.
37. *Mechraa*, 19-20.
38. *Ibid*, 238.
39. *Ithaf*, II, 114.
40. *Ibid*, II, 127-128.
41. Poiron (M.), *Mémoires concernant l'état présent du Royaume de Tunis [1752]*, éd. j. Serres, Paris, 1925, pp. 92 et 98-99 ; et *Mechraa*, 288.
42. *Ithaf*, II, 137.
43. *Ibid*, II, 138-139.
44. Poiron, 16.
45. *Mechraa*, 216-218 et 257.
46. *Mechraa*, 388.
47. *Ithaf*, II, 154.
48. *Mechraa*, 391.
49. *Ibid*, 389 ; Hammûda Ibn 'Abd al-Azîz, 291-292.
50. *Mechraa*, 394-395.
51. Raynal, *Mémoire sur Tunis*.
52. Plantet, *Tunis*, II, 522.
53. *Ithaf*, 155.
54. *Ithaf*, II, 158.
55. *Mechraa*, 398-99, H.B.A., 292.
56. *Mechraa*, 409 ; *Ithaf*, II, 155-156.
57. *Mechraa*, 415.
58. *Mechraa*, 428-429, 438-432, 443-44.
59. Plantet, *Tunis*, II, 580.
60. *Ithaf*, II, 164.
61. *Ibid*, II, 164.
62. *Ibid*, II, 172.
63. *Ibid*, II, 161.
64. *Ibid*, II, 160.
65. Archives de la Chambre de Commerce de Marseille, L 111, 318.
66. Broves (abbé Raffélis de), *Une famille de Provence : les Raffélis de Broves*, 1891, II, 98-99,

67. Archives de la Chambre de Commerce de Marseille, L 111, 61.
68. Charles Roux, *Les travaux d'Herculais ou une extraordinaire mission en Barbarie*, in R.H.C., 1927, pp. 239-240 et ANP 137 345 et 137 362.
69. *Mechraa*, 203.
70. *Ithaf* II, 145. Poiron, 59-60.
71. Planter, *Tunis*, II, 329.
72. Planter, *Tunis*, II, 542-559.
73. A C C M, J 43, et Q. O. *Personnel*, 62.
74. *Annales tunisiennes*. 164.
75. Archives Départementales des Bouches du Rhône, 2457 à 2475 et ANP, 134 AP.
76. *Ithaf*, III, 22 et Planter, *Tunis*, III, 2,48 et 251.
77. *Ithaf*, III, 23-24.
78. *Ibid*, 27-31. Planter, *Tunis*, III, 252-253.
- 79- Dunant (H.), *La Régence de Tunis*, Genève 1858, p. 26.
80. *Ithaf*, II, 176.
81. *Ibid*, II, 176 et III, 11.
82. Les observateurs ont fait le rapprochement avec la manœuvre de Hussein Bey I pour nommer son neveu pacha. Mais c'était alors pour l'écarter du pouvoir, cf. supra p. 223 et note 35.
83. *Ithaf*, III, 20-21.
84. Planter, *Tunis* III, 280.
85. *Ibid*, III, 252 : *Ithaf* III, 30.
86. Plantet, *Tunis*, III, 279.
87. A G T, 253.
88. H. B. A., 366.
89. *Ithaf*, III, 91.
90. *Ibid*, III, 108-109.
91. *Ibid*, III, 101.
92. Plantet, *Tunis*, III, 97.
93. *Ibid*.
94. *Ithaf*, II, 177-178.
95. *Ithaf*, III, 129.
96. *Ibid*, III, 140.
97. *Ibid*, III, 130 et 160.
98. *Ibid*, III, 160.
99. *Annales tunisiennes*, 381-382.
100. *Ibid*, 383-384, *Ithaf*, III, 173-174.
101. *Ithaf*, III, 134-136.
102. *Annales tunisiennes*, 390.
103. *Ibid*, 391.
104. *Ibid*, 376-377, Plantet, *Tunis*, III, 650.
105. Plantet, *Tunis*, III, 652.
106. *Annales tunisiennes*, 390-391.
107. Planter, *Tunis*, III, 688-689.
108. *Annales tunisiennes*, 389.
109. Il rencontra le consul de France. *Ibid*, 389.
110. Plantet, *Tunis*, III, 704-707.

Bibliographie

La bibliographie que nous fournissons se limite délibérément aux références que nous avons données dans les notes. Ce choix a pour raison la spécificité de l'état de notre documentation sur la « première période husseinite » dont nous avons essayé de rendre compte dans notre introduction.

Annales tunisiennes.

ACCM. Archives de la Chambre de Commerce de Marseille.

ADBDR. Archives Départementales des Bouches du Rhône.

AGT. Archives Générales de Tunisie.

BROVES (abbé Raffélis de), Une famille de Provence : les Raffélis de Broves, 1891
CHARLES-ROUX, Les travaux d'Herculais ou une extraordinaire mission en Barbarie, in R.H.C. 1927.

IBN 'ABDELAZÎZ (Hammûda), al-Kitâb al-bâchî [1788], Tunis, 1970

IBN ABÎ DHIÂF (Ahmad), Ithâf ahl az-zamân bi akhbâr mulûk Tûnis wa 'ahd al-amân, Tunis, MTE, 1972, 8 vol.

DUNANT (H.), La Régence de Tunis, Genève, 1858, p. 26

LUCAS, Voyage du Sieur Lucas, fait par ordre du Roy dans la Grèce, l'Asie Mineure, la Macédoine et l'Afrique, Paris, 1712, 2 vol.

MONLAU (J.), Les Etats barbaresques, Paris, 1964.

PLANTET (Eugène), Correspondance des deys d'Alger avec la Cour de France (1577- 1830), Paris, 1893-1894, 2 vol.

Correspondance des Beys de Tunis et des Consuls de France avec la Cour (1577 - 1830), Paris, 1893-1899, 3 vol.

POIRON (M.), Mémoires concernant l'état présent du royaume de 'Tunis [1752], Paris, 1925.

RAYNAL, Mémoire sur Tunis

SAGHÎR BEN YÛSUF (Muhammad), Mechraa El Melki, chronique tunisienne (1705-1771) pour servir à l'histoire des quatre premiers Beys de la famille Hussainite, trad. par Victor Serres et Mohammed Lasram, Tunis, 1900.

SAINT-GERVAIS, Mémoires historiques qui concernent le gouvernement de l'ancien et du nouveau royaume de Tunis, Paris, 1736.

LA TUNISIE HUSSEINITE
AU XIX^e SIÈCLE

Par Mongi Smida

L'impérialisme obstacle à la renaissance

Si dans la grave question de la conquête d'Alger (juillet 1830), l'Etat husseinite de Tunisie s'était rallié à la neutralité que lui conseillait la France, c'était de toute évidence parce que Tunis voulait échapper au sort d'Alger¹.

Dans l'attitude des Husseinites, il n'y avait pas seulement l'amère souvenir des conflits provoqués dans le passé par le deylik d'Alger, mais aussi et d'abord la réaction d'autodéfense face à l'événement inquiétant que constituait la conquête d'Alger. On était loin de supputer à Tunis une conquête généralisée de l'Algérie, encore moins la répercussion de cette conquête sur le destin de tout le Maghreb. Une erreur de jugement dont la suite des événements devait accuser la gravité.

En effet, l'évolution de la Tunisie durant la seconde période husseinite, c'est-à-dire de 1830 à 1881, fut inextricablement liée à l'apparition de l'impérialisme français au Maghreb.

La parade à cet impérialisme avait pris la forme d'une tentative plus au moins cohérente d'adaptation au monde moderne. Pour échapper au sort de l'Algérie, l'Etat tunisien décidait la mise en œuvre d'une politique de modernisation du pays.

Cependant la pénurie chronique des finances, la dégradation des structures traditionnelles de l'économie ainsi que les ingérences étrangères faisaient

souvent obstacle à l'évolution harmonieuse des institutions. Aussi de sérieuses et utiles réformes avaient-elles alterné avec des tentatives de modernisation à caractère simplement spectaculaire.

Le fait remarquable est que la politique réformatrice décidée par les princes husseinites, loin d'éloigner le danger impérialiste, ne faisait que le précipiter. Certaines puissances n'avaient encouragé la Tunisie dans sa politique libérale que pour mieux y implanter leurs intérêts. A cet égard, la chute d'Alger inaugura une ère d'hégémonie française. Des rapports nouveaux se créent entre la Tunisie et la France, devenues Etats voisins. Et ce voisinage ouvrait le pays bon gré mal gré à la pénétration économique et politique de la France. Les structures tunisiennes se prêtaient du reste à une telle pénétration.

La société était en effet rongée par un traditionalisme érigé en doctrine. Replié sur lui-même, le pays avait rompu tout contact avec l'extérieur. De son côté, le gouvernement beylical révélait des signes de déclin évident, illustré par la déficience de l'administration et, plus grave encore, le déséquilibre chronique des finances. Ce fut précisément cette grave faille du régime que la France décida d'exploiter pour faire avancer ses intérêts en Tunisie.

Tributaire du progrès, la Tunisie devait pour se moderniser faire appel aux techniciens et aux crédits étrangers lesquels, en s'implantant à Tunis, créaient pour leurs pays autant de prétextes d'intervention. C'est de cette double façon que la France prit pied dans le pays où son influence devint de plus en plus exclusive.

Lorsqu'en 1869, à la suite de la banqueroute tunisienne, fut installée la commission financière internationale et que le gouvernement beylical, réalisant le danger, tenta d'y réagir par un rapprochement tuniso-ottoman (firman impérial de 1871), Tunis se découvrait pratiquement sous tutelle française. Elle n'était déjà plus maîtresse d'une souveraineté devenue objet de marchandage dans un congrès européen (Berlin 1878).

Les prétentions du jeune royaume italien sur la Tunisie commençant à prendre forme, le gouvernement de Paris préféra hâter la légalisation de sa tutelle sur Tunis en lui imposant le traité de Kassar-Saïd (12 mai 1881).

CHAPITRE PREMIER

La crise des structures sociales et de l'économie traditionnelle

1. Les structures sociales et culturelles

Si, dès le début des temps modernes, la Régence de Tunis se distinguait nettement de ses voisines d'Alger et de Tripoli, c'est que son individualité reposait d'abord sur l'origine de ses structures sociales.

Les conditions naturelles avaient contribué à faire de ce pays africain mais à double façade méditerranéenne une région de contact entre civilisations différentes. Vers la Tunisie convergent les routes orientales et occidentales de la Méditerranée. A l'intérieur du pays se juxtaposent les domaines littoral et steppique, les civilisations bédouine et citadine.

Le pays avait en outre une telle puissance d'assimilation que la diversité des influences était génératrice de progrès et donnait à la population son empreinte originale.

La population tunisienne : nomades et citadins

Estimée au milieu du siècle à un million et demi d'habitants, la population tunisienne est composée de nomades et de citadins.

Une grande partie de la population rurale tunisienne est constituée par les bédouins groupés en tribus. Il s'agit d'une population semi-nomade, qui s'adonne aux cultures céréalières extensives et à l'élevage transhumant. Les plus célèbres tribus du Tell sont les Mog'ods, les Nefzas, les Khmirs ; près de la dorsale, les tribus de la Regba, la confédération des Ounifa, des Drids, Ouled 'Aoun et Ouled 'Ayar ; au voisinage de la frontière algérienne, les Majers et les Frachiches.

D'origine arabe ou berbère fortement arabisées, les tribus du Tell tirent leur force de la maîtrise de la montagne et de l'abondance relative des pâturages. Elles restent attachées à tout ce qui avait fait leur célébrité depuis des siècles : organisation patriarcale, respect des coutumes, amour de la liberté, pratique de l'hospitalité, esprit de clan.

Au centre de la Régence, les nomades de la steppe sont plus nombreux, quoique plus fortement fractionnés que ceux de la dorsale, les Riahs, les Jlass, les Hmammass, les Mthaliths et les Naffats sont généralement considérés comme « tribus makhzen ». Elles fournissent traditionnellement des contingents d'irréguliers pour appuyer au besoin la cavalerie beylicale. C'est que le maintien de la sécurité posait des problèmes, notamment parmi les tribus du Sud, c'est à dire les Ouerghemmas, Beni-Zid et Ouled Yacoub, chez lesquelles l'agitation avait un caractère chronique et où le voisinage de la frontière tripolitaine pose aux responsables de la sécurité des problèmes particuliers.

Cette agitation est d'ailleurs entretenue par les multiples confréries. L'esprit maraboutique est répandu dans la Régence. Parmi les plus notables de ces confréries, citons la Qadriya qui groupe les adeptes de Sidi Abdelkader Jilani dont la principale zaouia était au Kef, la Rahmanya qui réunit les adeptes de Sidi Abderrahman Bou Gubrin et la Tijaniya fondée par Sidi Ahmed Tijani dont les principales zaouias sont au Djérid.

Or, loin de contribuer à la stabilité, ces confréries sont parfois des pépinières de prédicateurs exaltés. Elles entretiennent chez les bédouins l'esprit maraboutique et sont de nature à créer dans les campagnes tunisiennes un état d'instabilité préjudiciable à l'essor de la vie économique. Les rapports commerciaux entre la campagne et la ville sont ainsi régulièrement entravés du fait des querelles de clans, renforcées encore par l'esprit maraboutique. Mais ces rapports n'en sont pas moins intenses par suite du rôle économique moteur joué par les villes.

Pays urbanisé de longue date, la Tunisie peut, à juste titre, s'enorgueillir de posséder des foyers de culture qui sont parmi les plus célèbres de l'Occident musulman. Les cités de Kairouan, Mahdia, Tunis, ont ainsi un long passé de culture et de civilisation. Elles constituent avec Sousse, Monastir et Sfax, les cités de loin les plus peuplées et les plus actives de la Régence.

Dans leurs structures comme dans leurs fonctions, ces cités sont du même type. La Médina, flanquée généralement d'une forteresse ou Kasbah, forme le cœur de la ville que ceignent les faubourgs en nombre variable. A l'intérieur de la Médina, deux quartiers se juxtaposent, l'un commercial et l'autre résidentiel. Ainsi, l'ensemble des activités commerciales et artisanales est limité au périmètre des souks, bâtis autour de la principale mosquée.

La population citadine, comme celle de toute la Régence, est musulmane sunnite et, dans son ensemble, de rite malikite.

Cela n'empêchait pas cependant l'existence d'un clivage social à base historique ou professionnelle.

Dans les grandes villes et spécialement à Tunis, les Turcs forment l'aristocratie. Il est vrai que l'appellation « turc » était très extensible, recouvrant aussi bien les rares familles réellement originaires d'Anatolie, que les divers sujets du vaste empire ottoman, venus à différentes époques offrir leurs services aux beys. On trouve encore, parmi les serviteurs du bey, les Mamelouks d'origine grecque ou circassienne et les renégats d'origine européenne.

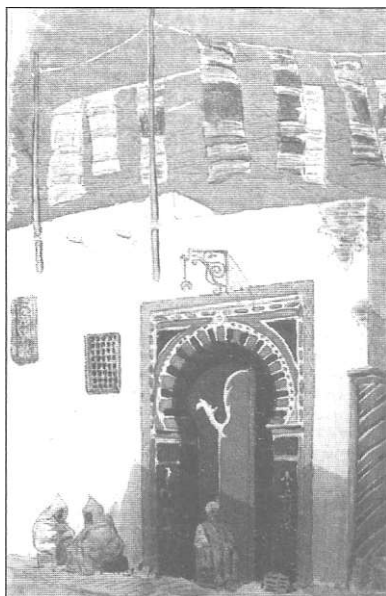
Le hammam (bain maure)

Le hammam est un établissement indispensable dans la vie des musulmans. Les citadins et surtout les citadines y vont, d'abord pour se laver, se faire masser, frotter, épiler et, pour les hommes, se couper les cheveux par le barbier de l'établissement. Il est aussi un lieu de rencontre entre amis et connaissances dans les salles de repos en sirotant une tasse de café ou de thé. Certains de ces bains fonctionnent alternativement, la matinée pour les hommes et l'après-midi pour les femmes.

D'après Ibn AbîDînâr, Tunis comptait au XVII^e siècle une quarantaine de bains. De même, un registre des taxes locatives de 1843 en recense 39 qui se répartissent sur les différents quartiers de la médina et de ses faubourgs. Certains de ces bains publics remontent au Moyen Age, mais la majorité d'entre eux furent édifiés aux XVII^e et XVIII^e s.

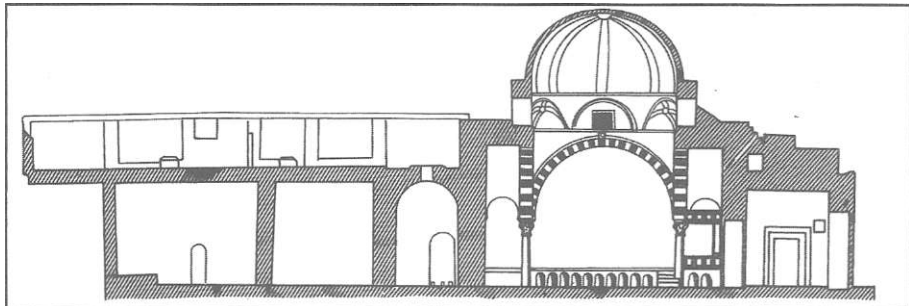
Les éléments constitutifs des plans sont constants. En règle générale, deux salles surpassent les autres : la salle de déshabillage et celle du lavage qui se distinguent souvent par leurs coupôles. Les plans des hammams dans d'autres villes que Tunis se caractérisent par une composition en longueur présentant une série de pièces rectangulaires qui se suivent, groupées sur un seul axe : salle de déshabillage, salle froide, salle tiède et salle chaude ou salle d'eau et la chaufferie qui ouvre sur la cour de service.

A l'époque ottomane, les grandes villes sont dotées de bains publics. Les petites villes de mille habitants ont un hammam ou plus qui les distinguent des villages et des bourgades. Medjez-el-Bab et Ghar-el-Melh en ont un, Soliman et Testour deux, Le Kef et Bizerte trois et Kairouan, Sousse et Sfax quatre.

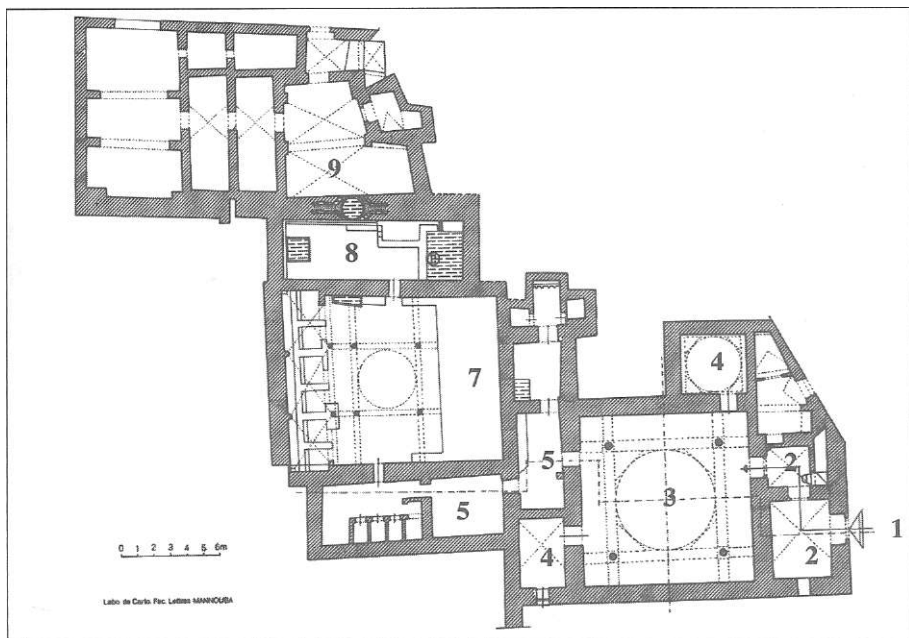


Entrée du Hammam de la rue des Teinturiers fondé par Hussein Ben Ali vers 1730. Sur la terrasse des foutes en train de sécher.
(Aquarelle de Ch. Lallemand)

Le hammam de Youssef Saheb-Tabaa, coupe longitudinale.

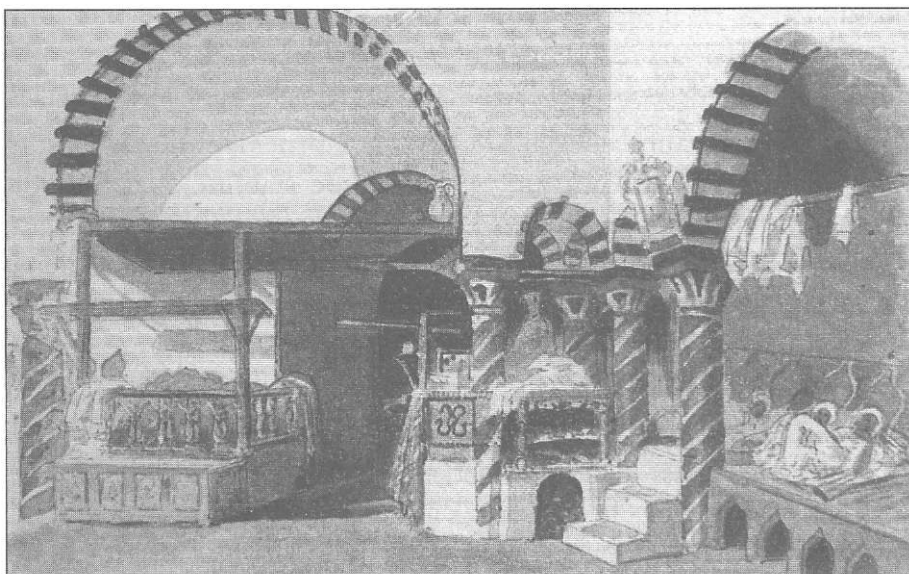


Hamam Youssef Saheb-Tabaa, l'un des plus importants de la cité



Plan (d'après un relevé de l'LN.P)

1. entrée - 2. vestibule - 3. salle de repos ; vestiaire - 4. maqsoura - 5. salle tiède (tepidarium) - 6. latrines - 7. salle chaude (calderium) - 8. sudarium - 9. chaufferie.



La salle de déshabillage. (Aquarelle de Ch. Lallemant)

Ces serviteurs du beylik forment en somme une sorte de caste privilégiée. Leur mode de vie originellement inspiré des traditions turques a rapidement évolué vers l'eupéanisation, plus formelle du reste que réelle. Formant l'entourage du prince, tenant le haut du pavé et dépensant sans compter, les Mamelouks lancent la mode et donnent le ton à la vie tunisoise.

On comprend ainsi tous les ressentiments que cette classe suscite dans les milieux de la bourgeoisie arabe traditionnelle, c'est-à-dire chez les véritables citadins ou « beldis ».

C'est que la bourgeoisie tunisienne et particulièrement celle de Tunis est constituée en grande partie d'éléments arabes ayant subi au cours des siècles un brassage avec les éléments autochtones, ce qui l'amène à se considérer comme l'héritier authentique des traditions nationales. Ajoutons que l'apport andalou au *xvi^e* et au *xvii^e* siècle a permis de revivifier les traditions arabes, élargissant par là le fossé séparant « beldis » et « mamelouks ».

Prudents par expérience, économes par goût de l'épargne, les beldis sont d'abord des conservateurs. Ils exercent un véritable monopole sur certains métiers qu'ils se transmettent de façon héréditaire. Ce sont les habitants par excellence de la médina où leurs demeures respirent une aisance discrète. Aux revenus de leurs activités commerciales et artisanales s'ajoutent ceux de leurs domaines et vergers dans les banlieues des villes.

Par son enracinement dans le pays, le raffinement de ses mœurs, la classe des beldis constitue un facteur de stabilité et d'équilibre dans la vie sociale de la Régence. Son goût pour les lettres et les arts explique qu'elle fournit traditionnellement les cadres de la chancellerie beylicale et anime la vie culturelle du pays.

Cependant, on observe au cours du *xix^e* siècle un certain fléchissement du dynamisme professionnel des beldis lesquels ne participent que de loin au mouvement du commerce extérieur de la Régence. Confinés dans les métiers manuels et dans des formes d'échange désuètes, ils laissent s'installer sur la place de grands négociants juifs ou chrétiens, devenus les indispensables intermédiaires dans le grand commerce entre la Tunisie et l'étranger. En se limitant

au périmètre des souks, la bourgeoisie tunisienne cède implicitement aux étrangers une suprématie de fait sur le commerce local. Il n'y a plus que l'élément juif pour servir de trait d'union entre les souks et les quartiers francs.

Les juifs de Tunisie

Dans les grandes villes de la Régence, de nombreuses et anciennes communautés juives vivent en bonne intelligence avec les musulmans. Nous ne pouvons mieux les décrire qu'en reprenant le passage que l'écrivain A. de Flaux leur consacre dans son ouvrage : *La Régence de Tunis au XIX^e siècle* "Les juifs sont à Tunis au nombre de trente à trente cinq mille. La première émigration remonte à la destruction de Jérusalem par Titus, la deuxième eut lieu sous l'Empereur Hadrien, les dernières aux XIV^e et XV^e siècles, à l'époque de l'inquisition en Espagne (...) A Tunis, les juifs sont dans les rangs extrêmes de la société, très riches ou très pauvres, banquiers, négociants, courtiers, marchands, colporteurs, artisans (...) Mais tous sont usuriers dans la mesure de leurs ressources. Les musulmans, plus tolérants que nous, ont de tout temps exercé envers les juifs une hospitalité qui n'a manqué ni de libéralité ni de grandeur d'âme. Les juifs ne participent à aucun des privilèges réservés aux citoyens mais ne subissent non plus aucune charge de l'Etat (...) gouvernés d'après les livres saints par des prêtres et des magistrats de leur choix.

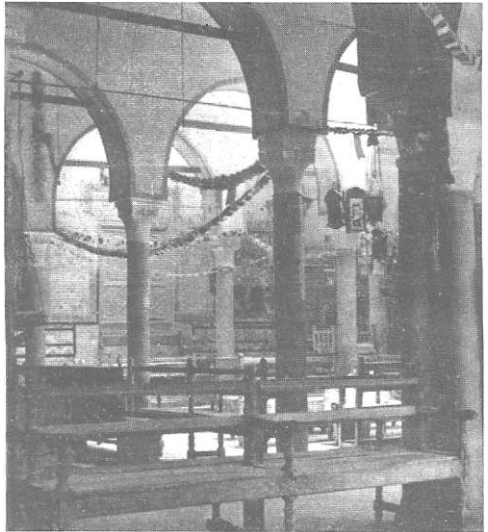
Aussi, malgré l'état d'abjection, plus apparent que réel, dans lequel ils vivent, les juifs affluent-ils en masse sur ce point du monde où il trouvent, en définitive, le plus de bien-être et de sécurité.

Ils habitent un quartier qui leur est propre (*hara*), mais ce n'est pas comme autrefois, en Allemagne et en Italie, un ghetto où ils sont refoulés et maintenus contre leur volonté ; ce n'est pas une espèce de ville maudite ou de léproserie. Les juifs ne sont groupés ensemble que par leur intérêt, pour leur commodité, et en vertu de cette loi d'affinité qui attire l'un à l'autre des hommes dont les principes sont les mêmes. De nombreux juifs se voyent confier par le bey des emplois de confiance, et singulièrement dans le domaine des finances publiques".

La communauté juive

La Grande synagogue de la Hara de Tunis : salle de prière et salle des tabernacles

Situé au cœur d'un quartier vétusté et insalubre, ce haut lieu du culte judaïque à Tunis a été démoli dans le cadre d'une intervention d'aménagement urbain en novembre 1961.



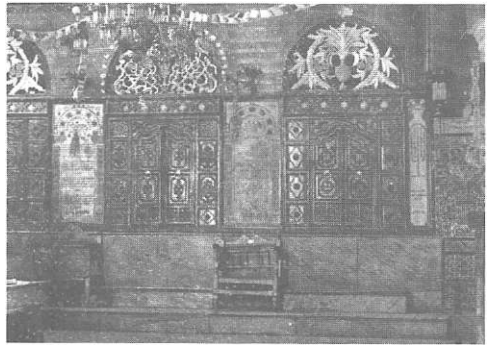
Au cours des XVII^e-XVIII^e siècles, les juifs de Tunisie ont continué à bénéficier, comme tous les Israélites de l'Empire ottoman, d'une large tolérance qui leur permettait non seulement de célébrer leur culte sans entrave, mais encore de vivre selon la loi mosaïque, en s'administrant eux-mêmes.

C'est la communauté de Tunis dont les institutions nous sont le mieux connues. Elle relève de l'autorité d'un chef qui cumule généralement la charge de caïd des Juifs et la charge de receveur général des finances.

Les ressources constituées par une dîme aumônière et par certaines taxes permettent à la communauté d'assurer le fonctionnement de ses lieux de culte, de son tribunal rabbinique, de ses écoles, de son abattoir rituel et de son cimetière.

Louis Frank note au tout début du XVIII^e siècle que « quelques uns parmi les Juifs s'habillent à l'européenne ; ce costume est plus particulièrement adopté par ceux qui sont originaires de Livourne ; d'autres adoptent les vêtements orientaux, portant le bonnet et le châle gris ou bleu ; cette couleur leur est imposée afin qu'ils ne puissent pas être confondus avec les musulmans, dont le costume ne diffère pas d'ailleurs. »

Les Juifs livournais dits Grâna, descendent des Marranes chassés du Portugal sous la contrainte de l'Inquisition ; bon nombre des expulsés s'étaient établis dans



les ports toscans, et notamment Livourne, qui les accueillirent favorablement, surtout à partir de 1593. Profitant de l'importante communauté juive de Tunis, les « Livournais » réussissent à établir des relations commerciales actives avec la Régence puis à constituer une forte colonie dans la ville. Les Livournais constituent la communauté étrangère la plus nombreuse à Tunis au cours du ^{XVII}^e s. Certaines sources les nomment « les Juifs francs », « les Juifs européens » ou même « les Juifs chrétiens ». Les premiers deys ottomans et les beys mouradites ont encouragé leur établissement dans la capitale de la Régence. On assiste alors à l'extension du quartier Israélite au-delà de ses limites médiévales ; l'édification du fameux souk al-Grâna (des Livournais) de Tunis remonte à cette époque.



Noce juive à Tunis (source : A. Larguèche)

Intérieur d'un notable juif



Scènes de la vie quotidienne des juifs tunisiens. A noter dans la scène de mariage l'identité des costumes juifs et arabes à l'exception de détails distinctifs. Dans l'intérieur du notable juif, la présence de l'harmonium révélatrice du rôle joué par les juifs tunisiens dans la vie musicale du pays.

La plupart exercent dans les villes les métiers les plus divers, ce que d'ailleurs soulignent leurs patronymes, ainsi les familles Saffar, Haddad, Najjar, Naccache, Sabbagh ... Ils sont administrés civilement par un caïd parmi eux et leurs litiges dépendent d'un tribunal religieux, celui des « *Ahbars* ».

Il faut toutefois souligner que la colonie juive a deux origines, l'une autochtone et l'autre européenne. Et c'est de cette dernière que sont issus les éléments jouissant de la protection consulaire. Il y a aussi les juifs tunisiens et les juifs « protégés » (Français, Espagnols, Italiens). La protection d'une puissance européenne est recherchée en raison des avantages politiques et économiques qu'elle procure. Les juifs constituent donc tout naturellement un groupe social intermédiaire entre la population musulmane et les européens des quartiers francs.

La colonie chrétienne

L'installation de marchands chrétiens dans les principales villes de la Tunisie a précédé sans doute l'occupation turque. A l'époque hafside déjà, des fondouks génois et vénitiens existaient à Tunis.

Leur nombre qui devait être faible à l'origine s'est cependant sensiblement accru au XIX^e siècle où l'on en pouvait dénombrer plus de douze mille. Il s'agissait pour l'essentiel de sujets maltais, sardes et siciliens formant une colonie bruyante, exerçant les métiers les plus divers, et vivant dans la promiscuité des fondouks devenus avec le temps singulièrement étroits.

Beaucoup ne sont que de vulgaires « aventuriers venus chercher fortune ». Tolérés par le bey, couverts par le régime des capitulations et protégés efficacement par leurs consuls, ils constituent par leur seule présence une source permanente de préoccupations pour le gouvernement tunisien. Leurs démêlés avec les autochtones

De la masse des chrétiens émerge toutefois une minorité originaire des grands ports méditerranéens, Marseille, Livourne ou Gênes, qui pratique le grand négoce et vit dans l'aisance.

Etablis à Tunis, ils sont les représentants accrédités des grandes firmes commerciales, italiennes et surtout françaises. Mais depuis

1830, l'élément français commence à exercer une prépondérance qui devient de plus en plus exclusive. Parallèlement, la faveur du bey ne cesse de se manifester envers les citoyens de sa nouvelle et puissante voisine.

Par ailleurs, la présence d'une forte colonie chrétienne catholique à Tunis facilite l'apparition d'institutions à caractère prosélytique comme le couvent des capucins, l'établissement des Sœurs de Saint Joseph de l'Apparition, le collège mixte de l'Abbé François Bourgade. Cet abbé a même fondé une gazette arabe destinée à la propagation du christianisme. Les initiatives prosélytiques ou économiques prises par les chrétiens de Tunisie au cours du XIX^e siècle sont grandement facilitées par l'insuffisance et surtout l'anachronisme des institutions sociales tunisiennes dont témoigne en premier lieu l'état de l'enseignement dans la Régence.

La crise de renseignement traditionnel

En dehors du collège français et des écoles hébraïques, il existe en Tunisie un enseignement national à deux degrés.

Dans les campagnes, comme dans les villes, l'instruction est dispensée d'une façon pratiquement gratuite dans des écoles coraniques ou « *Kouttabs* ». Chaque école groupe en moyenne une vingtaine d'élèves sous l'autorité d'un maître ou « *moueddeb* ». On y étudie le Coran, l'écriture, la lecture et les éléments de la grammaire arabe. Mais dans la méthode d'enseignement, il y a peu de place pour l'explication et l'exercice. Le maître fait réciter à ses élèves d'une façon systématique et ininterrompue des versets du Coran ou des textes d'exégèse.

Cet enseignement à caractère nettement religieux ne fait guère de place aux sciences exactes et ne cultive que médiocrement l'intelligence et les facultés créatrices des enfants.

Du moins les élèves les plus doués ont-ils la possibilité de poursuivre des études secondaires à l'Institut de la Zaytûna ou dans les établissements annexes. La célèbre Zaytûna a été dans le passé un grand foyer de culture arabe dont la renommée dépasse largement et légitimement les frontières du pays. Au XIX^e siècle encore, de nombreux étudiants venus de différents pays maghrébins la fréquentent.

Le régime des études fut réformé par l'édit ou « *manchour* » d'Ahmed Bey, daté du 27 Ramadan 1258 (1840) plus connu sous le nom de « *Mu'allaga* ». Le programme comporte l'étude des sciences religieuses (*tawhid* et *hadith*) et juridique (*fiqh*), de la syntaxe, de la littérature, de la logique, de la métrique, de l'histoire, du calcul et de la calligraphie. Là aussi, la base de l'enseignement est constituée par les disciplines religieuses ou littéraires : encore prenait-on soin d'exclure du programme tout penseur dont les idées sont traditionnellement jugées non conformes à la stricte orthodoxie.

Il devient alors aisé de comprendre que les études faites à la Zaytûna ne pouvaient déboucher que sur un nombre restreint de carrières : notariat, enseignement ou justice charaïque. Vers le milieu du siècle, on pouvait compter à Tunis sans doute près de quinze cents étudiants ou « *tolbas* » dont la plupart viennent des villes de l'intérieur et logent dans les trente deux « medersas » ou foyers. Une bibliothèque de dix mille volumes est établie à leur disposition dans une annexe de la Zaytûna.

Tel quel, le système d'enseignement a néanmoins rendu au pays des services notoires. Les quelques mille cinq cents *Kouttabs*, l'institut de la Zaytûna et ses annexes ont contribué d'une façon décisive au maintien de la langue arabe et des traditions culturelles de la Tunisie. Ils constituent dans cette période difficile de notre histoire le refuge du patrimoine culturel arabo-islamique.

Au lendemain de l'occupation française, un étranger a observé que : « A Tunis, l'instruction était plus développée que dans bien des régions de France (...) dans ce sens du moins qu'il y avait fort peu d'illettrés² ».

Il est cependant évident que dans ses méthodes comme dans ses programmes, l'enseignement tunisien demeurerait parfaitement scolastique. La confusion entre écoles et oratoires est à cet égard fort significative. Nous touchons là à l'une des causes fondamentales de la stagnation de la pensée tunisienne durant la période husseinite.

Dans la première moitié du XIX^e siècle la société tunisienne demeure rongée par un traditionalisme érigé en véritable doctrine. Ce n'est pas là un simple attachement sentimental au passé, mais plutôt une

adhésion totale et quasi mystique à un patrimoine culture] mal assimilé et réduit souvent au seul facteur confessionnel. L'attachement se mue en vénération et le patrimoine culturel est confondu avec le mode de vie des ancêtres (*salaf*) dont le modèle est considéré comme intangible.

Le plus grave est que ce traditionalisme ne se limite pas au domaine proprement culturel mais finit par imprégner les différents secteurs d'activité *sociale*. Dans la vie familiale comme dans la vie professionnelle prévaut le même type d'organisation. Ainsi la famille est groupée autour du « père », c'est à dire l'agnat le plus âgé. Son autorité qui couvre tous les membres de la famille est fort étendue par suite de la réunion des personnes sous le même toit et celle des biens dans une seule main. Au chef de la famille seul reviennent les tâches d'arbitrage des litiges, de contraction d'alliances et de gestion des biens, lesquels restent souvent à l'état d'indivis.

Dans la vie artisanale, le système en vigueur est le régime des corporations. Les artisans d'un même métier réglementent sévèrement la technique du travail, la commercialisation des produits ainsi que les rapports entre maîtres, compagnons et apprentis. A la tête de chaque corporation un syndic (aminé) veille au respect des règlements issus du droit coutumier et arbitre les litiges d'ordre professionnel.

Là encore l'emprise des traditions étouffe toute velléité de renouveau. L'esprit de création, témoignage de la liberté individuelle, se heurte à la fois aux coutumes et aux préjugés sociaux. Nul espoir de progrès ou même d'une quelconque transformation dès lors que le système éducatif, les structures familiales, les normes de la morale et les règlements corporatifs conjuguent leurs effets pour annihiler toute initiative se situant en dehors de la stricte orthodoxie.

Pour mieux protéger l'ensemble de cette structure socio-culturelle, on lui attache l'étiquette de l'Islam. En réalité la société est noyée dans une religiosité aussi éloignée de la saine compréhension des dogmes de l'Islam que l'était la situation de la Tunisie des brillantes époques de la civilisation islamique. Car loin de s'inspirer du passé dans ce qu'il a de fondamental, on se borne à en faire revivre les aspects formels et accessoires. Ainsi, alors que l'ambition des intellectuels arabes de la

La minorité noire en Tunisie

Jusqu'au XVII^e siècle, le marché des esclaves est fourni par les caravanes saisonnières en provenance de Ghadamès et du Fezzan. Les esclaves proviennent d'une large zone sub-saharienne : le pays Bambara, la ville de Djenné jusqu'au lac Tchad et le royaume du Bornou. Les noms les plus courants attestent de ces origines : al Burnawi, al Jannawi, al Ghadamsi, al Warigli, al Tumbuktawi ...etc. En 1789, le consul anglais évalue à 100-150 le nombre des esclaves introduits à Tunis chaque année. Le nombre des esclaves noirs et de leurs descendants au XVIII^e s. est évalué pour tout le pays à 70.000. On estime à 50.000 les apports acheminés entre 1700 et 1800 et le même nombre acheminé entre 1800 et 1850. Leur concentration est plus forte dans les oasis où ils sont employés dans les cultures et les travaux d'irrigation que dans les autres zones (Tunis, Cap Bon et Sahel) où ils sont surtout des serviteurs dans la cour des Beys et dans les maisons bourgeoises. Le marché des esclaves se tient à Souk al Birka, construit par Youssef Dey au début du XVII^e s.



Pauvreté absolue et déchéance
sont parfois le lot de la
communauté noire.

Abolition de l'esclavage

L'abolition . Avant d'être formellement tranchée le 26 janvier 1846, la politique d'abolition était progressive : Ahmed Bey proclame l'interdiction de la vente des esclaves au souk al Birka (1841), puis la démolition des boutiques réservées à ce commerce, la proclamation de la condition libre des enfants d'esclaves (décembre 1842), enfin l'affranchissement total. La mesure est bien accueillie par les dignitaires religieux. Des salles sont aménagées dans trois zawias de Tunis (Sidi Mehrez, Sidi Mansour et Zawia Bukria) afin de rédiger les actes d'affranchissement pour tout esclave qui s'y rendrait. Dans le temps, des résistances résiduelles ont justifié un décret d'abolition radical pris par Ali Bey III le 29 mai 1890, confirmant et complétant celui de 1846.

Le nouveau contexte. Pour la minorité noire, l'affranchissement traditionnel par décision du maître ou, à partir de 1846 par l'effet de la loi, ouvre la voie à la marginalité sociale. Les affranchis ont gonflé les couches du sous prolétariat urbain et des petits métiers (marchands ambulants, masseurs dans les bains maures, gardiens) vivant dans les fondouks des faubourgs populaires. Dans les



Ancien marché aux esclaves. Les négriers de Ghadamès disposent d'une grande maison non loin des souks réservée également à ce commerce.

oasis du Sud, les affranchis sont promus au rang de khammas (métayer au quint). Certaines noires affranchies succombent à la prostitution. Légalement, l'accès des noirs à la propriété est garanti : au Sahel et dans le Sud, certains possèdent de petites propriétés.

L'organisation communautaire comprend l'institution de l'Agha des 'Abîds (chef de la communauté) qui intercède auprès des autorités en cas de plainte et qui résout les problèmes entre les membres, ainsi que des confréries vouées à des rites culturels saisonniers. Des mausolées (Sidi Sa'd au Mornag et Sidi Fraj à La Soukra) abritent ces manifestations marquées par des danses typiques (Stambali, Bousa'diya) et par des sacrifices de boucs noirs et de taureaux. Les festivités annuelles à Sidi Sa'd sont parrainées par le pouvoir beylical : le Bach Agha en fixe la date et le fils du Bey assiste à son ouverture et au sacrifice.

En les admettant dans la vie de cour, les Beys husseinites ont contribué à généraliser dans la société citadine la règle d'intégration des noirs dans la vie familiale ainsi que la pratique de l'affranchissement, prescrite en islam comme un acte de bien. Ibn Dhiar rapporte qu'en 1835, à la mort de Hussein Bey II, 600 affranchis ont suivi le cortège funèbre brandissant tout haut leurs lettres d'affranchissement. En 1846, le statut de la minorité noire est tranché dans son principe.

Voir le texte dit décret d'abolition dans la page 366.

La prostitution

Dans les premières années du XVIII^e siècle, les courtisanes de Tunis exerçaient leur profession dans un faubourg qui s'était créé, hors de Bâb al-Bahr, dans les ruines de la forteresse espagnole Nova Arx, au lieu dit « Le Bastion ». En effet, Savary de Brèves affirme qu'on peut les voir « au milieu de la voie publique », qui se présentent « toutes prêtes à toute heure au désir des passants et avec le premier qui en demande sans se cacher, en présence d'un chacun, elles font leur petite besogne privément à la diogénienne ».

Les archives de la police municipale de Tunis permettent d'établir l'existence du phénomène de la prostitution et d'en mesurer l'ampleur au milieu du XIX^e siècle. L'historien Abdelhamid Larguèche aboutit, pour les années 1861 - 1865, au chiffre de 450 femmes publiques qu'il classe en cinq groupes suivant leur origine : rurales (32 %),

citadines (21%), maghrébines (21%), noires (8,5 %), juives (7%) et autres (10,5%). Les allogènes, originaires de régions déshéritées du Sud marocain ou du Soufalgérien, appartiennent à des groupes issus de migrations, entassés dans des oukalas ou fondouks et déjà appauvris. Les noires, concentrées dans des impasses de la ville, ont été marginalisées par suite de l'abolition de l'esclavage et de ses conséquences sociales. La forte proportion de rurales s'explique par la difficile conjoncture de la seconde moitié du siècle où la crise des campagnes, accablées de surcroît par la lourde fiscalité, a abouti à la révolte de 1864. La région de Jebel Oueslat, objet de campagnes punitives répétées et de mesures d'expulsion par suite des alliances avec le prince Ali Pacha et plus tard de ses descendants, est un vaste foyer de misère. Le chroniqueur Saghir Ben Youssef rapporte que « les Oueslatis, persécutés, humiliés et pourchassés par les mahallas, furent contraints de descendre des sommets de leur montagne et de se disperser dans la nature, errant pieds nus, vêtus de haillons, ne trouvant aucune ressource, au point de vendre leurs filles... » La vente des filles par les tribus s'est développée dans les zones déshéritées. Beaucoup de femmes déracinées, sans attache familiale, sont condamnées à l'aventure et la prostitution. Aux causes économiques et sociales s'ajoutent, pour les citadines, les drames de la vie familiale et intime, l'orphelinat, les ruptures d'équilibre et les misères de la vie conjugale. Dans la communauté juive, alors que les Livournais se classent parmi les plus nantis, les



Jeune prostituée d'origine bédouine

prostituées proviennent toutes de la communauté locale de la Hâra, le quartier juif de Tunis, où les causes sociales sont dominantes : pauvreté, dénuement et précarité.

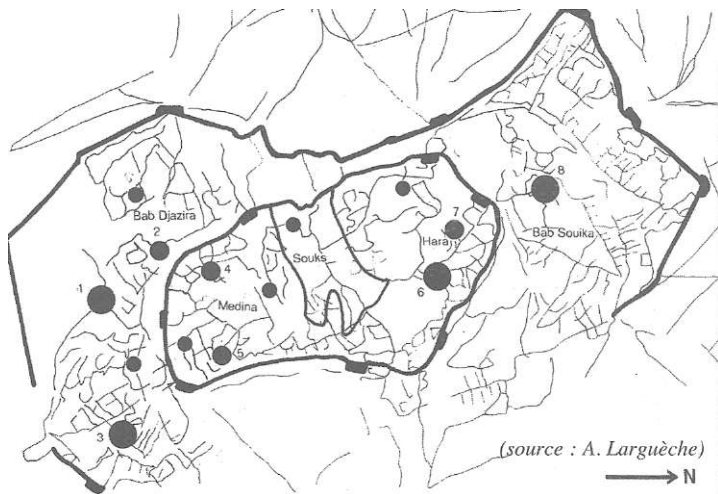
C'est le faubourg Bab al Jazîra qui abrite le plus grand foyer de prostitution. Il compte plus de 50 fondouks et oukalas, avec des groupes de ruraux et d'étrangers mal intégrés, à proximité de Bab Alioua par où pénètrent les principaux flots migratoires vers Tunis. Le reste des quartiers sensibles se répartit à la périphérie de la médina, souvent dans des impasses isolées. Certaines femmes publiques habitent des zones résidentielles et s'exposent, en recevant fréquemment leur clientèle, à des plaintes du voisinage qui souvent aboutissent à leur expulsion par un acte de justice. Il est cependant remarquable de constater la tolérance des autorités qui, en règle générale, sévissent contre les violences mais qui traitent le phénomène de la prostitution non comme une déviation mais comme une réalité permanente et régulatrice de la vie de la cite.

(source : A. Larguèche)

La fonction de mizwâr

La fonction de mizwâr révélée par plusieurs sources confirme le phénomène de la prostitution. A l'époque ottomane, le mizwâr est un officier subalterne chargé de la police nocturne et notamment celle des mœurs. Il est responsable du contrôle et de l'exploitation des prostituées, moyennant le versement d'un droit fixe payé aux autorités (4000 piastres au XVIII^e s. d'après Saint Gervais) ; le mizwâr « tient une liste des filles de joie qui lui payent un tribut proportionné à leur beauté et à leur âge » ; il punit sévèrement celles qui se trouvaient enfante « sans en avoir la permission, ou sans être enregistrées » (Peyssonnel). C'était également le mizwâr qui donnait aux filles l'autorisation de se marier.

Pückler Muskler assure également qu'en 1835 il y avait à Tunis une « dame turque » qui, moyennant 14.000 piastres, exerçait la « surintendance » des filles de joie (cité par A. Raymond).



Carte de la répartition des principaux foyers de prostitution à Tunis (1861-1862)

0 Impasses à Grande concentration 9 Impasses à concentratin moyenne • Foyers isolés

première période abbasside était de devancer leur époque et de chercher l'innovation, celle des lettrés zaytouniens de la période husseinite était de se prémunir contre les innovations, de se fermer sur eux-mêmes et de préserver le passé.

Aussi ce traditionalisme, loin de travailler effectivement à la renaissance d'un patrimoine dont pourtant il se réclamait, n'engendrait-il en fin de compte qu'une exaltation confuse d'un passé islamique qu'on se contentait d'évoquer mais non de revivre. Précisément cet attachement mystique au passé est significatif des obstacles psychologiques qui empêchaient la société tunisienne de se tourner vers l'avenir et la maintenaient dans un stade attardé.

En plein milieu du *xix^e* siècle, la société tunisienne demeurait prisonnière de la conception qu'elle se faisait de son passé. Elle percevait le mode de vie des ancêtres comme un mode canonique sanctifié par le temps et dont on ne saurait s'écarter sans renier sa foi et tomber dans l'hérésie. La fidélité à l'islam semblait inconciliable avec un mode de vie moderne, singulièrement quand ce modernisme est d'inspiration européenne.

Du reste la société tunisienne n'était pas consciente de son retard, ne vivait pas sa crise et ne ressentait pas le changement comme un besoin. Cela parce qu'au sein des structures sociales, il existait une cohérence intérieure qui fait que les organes existants répondaient apparemment aux besoins de la collectivité. Ainsi le type d'enseignement zaytounien était adapté aux besoins d'une justice canonique et le type de production artisanale satisfaisait les demandes d'une économie précapitaliste. Cette correspondance entre les organes et les fonctions, les moyens et les besoins, marquait bien l'existence d'un équilibre interne et d'une harmonie des structures socio-économiques du pays.

Aussi malgré un retard évident par rapport à l'Europe, la situation tunisienne aurait pu continuer dans le même état tant que le pays demeurait politiquement et économiquement replié sur lui-même, l'isolement préservant l'équilibre interne. Or en Tunisie l'équilibre fut rompu dès le premier tiers du siècle lorsque l'impérialisme français mit pied au Maghreb. Brusquement les capitaux, les hommes, les idées, les produits de l'Europe moderne, envahirent

Tunis de façon irrésistible. Les structures du pays allaient connaître une explosion aux effets négatifs parce que destructeurs d'un ancien équilibre, mais en même temps positifs parce que libérateurs d'énergie créatrice.

2. L'économie traditionnelle

Plus que partout ailleurs, c'est à travers la vie économique que l'on aperçoit le mieux la crise de la société tunisienne au XIX^e siècle. Or cette crise était générale et affectait tous les secteurs économiques : agriculture, artisanat, commerce.

Le déclin de l'agriculture

Sur le plan agricole, le dixième à peine des superficies arables, soit quelque 700.000 hectares, sont effectivement cultivés. Il s'agit, pour l'essentiel des plaines de la Medjerdah, du Cap-Bon, du sud de la Dorsale et du Sahel. Et du reste on n'y cultive que les céréales traditionnelles et l'arboriculture sèche.

C'est que de sérieux obstacles gênent le développement de l'agriculture. Le régime fiscal, les abus des caïds, l'insécurité des campagnes sont régulièrement signalés par les chroniqueurs. Si l'on y ajoute les aléas climatiques, on saisit davantage la variation en dents de scie des productions agricoles de la Régence. Dans son étude : « Les exportations tunisiennes de 1801 à 1881 »³, le Dr Arnoulet estimait la récolte moyenne annuelle à huit cent mille caffis, soit 4.800.000 hectolitres de blé. Le gouvernement était si conscient de l'insuffisance de cette production qu'un décret réservait les sept huitièmes de cette récolte à la consommation intérieure.

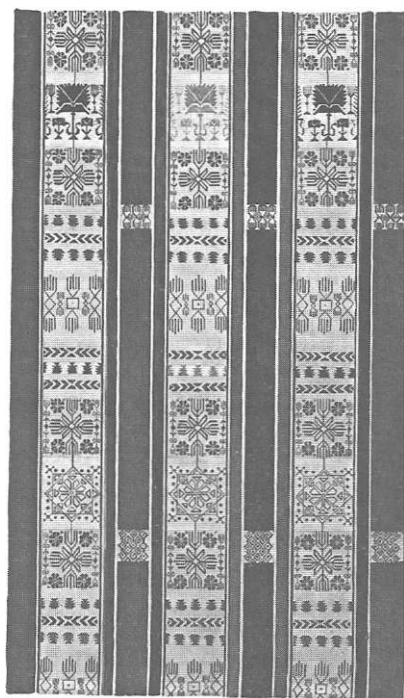
Les variations des productions agricoles furent plus sensibles encore dans l'oléiculture. Le rapport de la commission des études⁴ avance le chiffre de huit millions d'oliviers plantés dans la Régence, chiffre manifestement en deçà des possibilités de la seule province du Sahel. D'ailleurs, l'huile d'olive produite ne pouvait guère alimenter une exportation régulière, puisque les récoltes annuelles variaient entre cent mille et trois millions de livres.

Les arts tunisiens à l'époque turco-husseinite

L'époque moderne (XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles) a été pour la Tunisie une période d'apports féconds. L'apport des Andalous en architecture, en arts décoratifs et en un grand nombre de métiers qui vont de la céramique au tissage. Celui des Turcs en architecture aussi, en modes vestimentaires, en enluminures et en calligraphies, spécialement la calligraphie monumentale. Celui enfin de l'Europe, particulièrement l'Italie qui va grandissant à partir du XVIII^e siècle : colonnes et chapiteaux en marbre, revêtements muraux en compositions de marbre, miroirs de Venise aux encadrements somptueux, lustres, meubles etc.

Tous ces apports se sont greffés sur une longue tradition artistique locale dont la principale caractéristique est incontestablement un sens de la mesure qui contraste avec ce qu'on connaît du développement artistique aussi bien dans le Machrek que dans le Maghreb arabes. Qu'il suffise de comparer l'art hafside à celui des Mérinides au Maroc et des Mamelouks en Egypte et en Syrie.

Il est certes important de s'arrêter sur chacun de ces apports, mais il est plus intéressant de rechercher ce que leur rencontre et leur fusion a généré. On a plus de chance, de la sorte, de saisir la spécificité des arts tunisiens et leur richesse. Et on devient sensible à cette heureuse



Ajar : tissus en soie de Tunis

synthèse entre une robustesse héritée de la tradition ifriqiyenne, le raffinement andalou, l'élégance turque et le séduisant maniérisme européen.

Rien n'est plus hétéroclite, en apparence tout au moins, qu'un palais tunisois du XIX^e siècle, mais rien n'est plus charmant.



Céramique du XVII^e s. Qallaline

(Musée de Arts décoratifs - Paris).

Très beau vase cannelé avec décor bleu, jaune, vert et brun.

Cependant, il faut quitter les villes et les sociétés citadines pour découvrir une autre Tunisie ; celle de ces merveilleux tissages en laine et coton décorés de motifs géométriques sur fond rouge cochenille ou bleu indigo ; celle des poteries modelées aux formes si variées et aux motifs ocres et noirs. Ici on est en présence d'un art populaire d'une grande originalité ; un art resté vivant parmi cette partie de la population tunisienne dont les coutumes et parfois la langue (le berbère est encore parlé à côté de l'arabe dans une partie de l'île de Djerba, dans les Matmata et dans les oasis de montagnes au nord de Gafsa) remontent à des temps immémoriaux. Cet art n'a rien de commun avec celui de la ville, il appartient à cette Tunisie qui s'est manifestée violemment en 1864. Peu connu, certes, il n'en est pas moins une composante importante de la Tunisie des Temps Modernes.

La céramique

La céramique de l'époque moderne en Tunisie est l'héritière d'une tradition et d'un savoir faire immémoriaux. Elle reçoit cependant, à partir du XIV^e siècle, un apport majeur celui des andalous qui introduisent les techniques de l'émaillage et les décors polychromes.

La présence de l'argile partout dans le pays, et l'importance des besoins en récipients de terre cuite dans la vie quotidienne, ont favorisé la multiplication des foyers de production. En plus de Tunis (Qallaline est le premier pour la poterie vernissée) et Nabeul, qui sont les deux centres les plus importants, il existe plusieurs autres villes et villages dans lesquels on produit de la poterie non vernissée de qualité tels Djerba et Moknine... Dans les campagnes et particulièrement dans les régions de tradition berbère, les femmes produisent une poterie modelée, cuite sur un feu en plein air, et sur laquelle elles appliquent avec de l'ocre et du jus de lentisque de magnifiques décors.



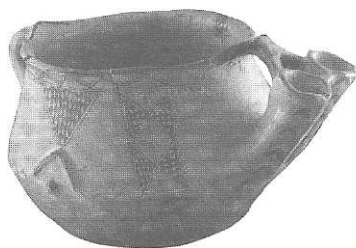
1. Céramique de Qallaline - XIX^e s.

Jarre à deux anses portant un décor typique avec des oiseaux et un félin stylisé. Sur fond blanc cassé, les couleurs classiques : jaune, vert et brun

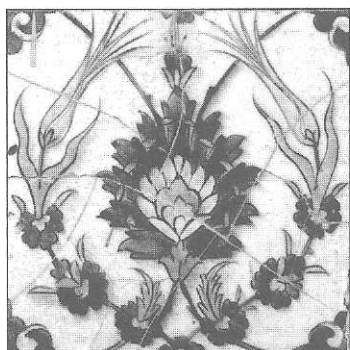
2. Grosse jarre de Qallaline - XIX^e s.

Décor s'inspirant des motifs qu'on trouve sur les carreaux de faïence.

L'emploi généralisé des carreaux de céramique vernissée pour le revêtement des murs et parfois du sol des maisons bourgeoises, des palais et des monuments a entraîné le développement de cet artisanat de qualité dans lequel les céramistes de Qallaline ont manifesté un talent créateur certain. Leur répertoire s'est beaucoup enrichi, la réputation de leurs carreaux a franchi les frontières et d'importantes quantités ont été exportées vers les pays voisins.

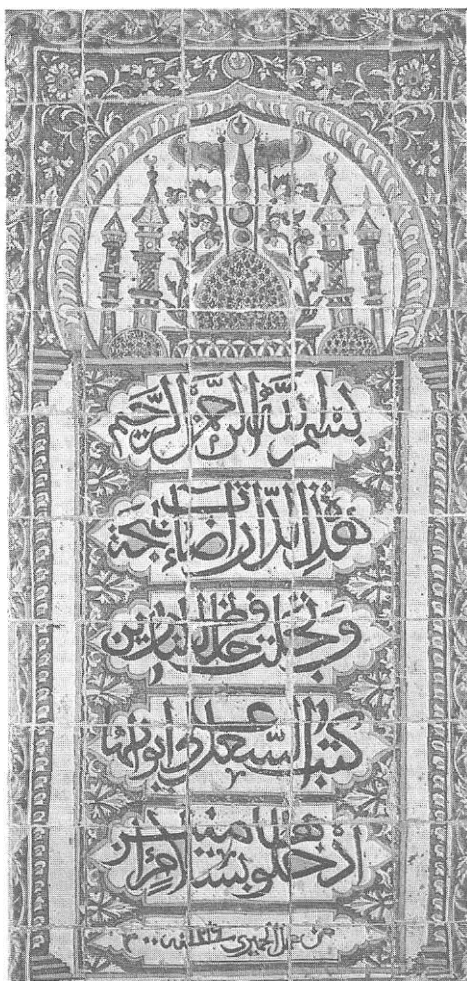


Pot à double bec et plat en poterie modelée ; artisanat féminin du village de Sejnane



Carreau de faïence de la mosquée Sabbaghine.

Ce très beau carreau, de type Iznik, exécuté avec des couleurs vives, rouge et bleu provient des ateliers d'Istanbul.



Panneau en céramique daté de 1801 et signé (ce qui est rare) par l'artisan « Khemiri ». Le décor est essentiellement calligraphique ; il s'agit de formules propitiatoires à l'adresse du propriétaire de la demeure. Dans le haut de la niche un motif courant dans ce genre de composition : la silhouette de coupoles et minarets de type turc.

Tapis et tissages

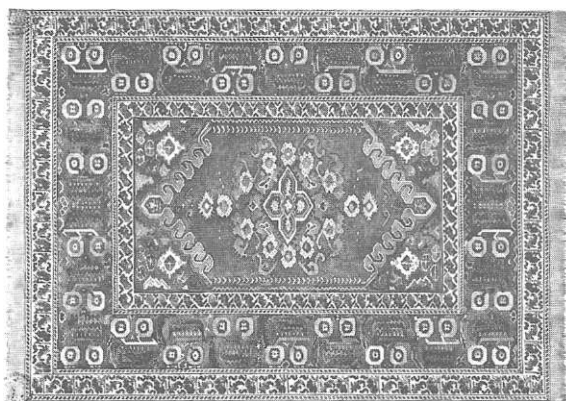
Il n'est pas nécessaire d'évoquer les lainages pourpres de Carthage réputés dans tout le monde antique, ni les tapis d'Ifrîqiya très appréciés à la cour abbaside, pour prouver l'ancienneté et l'importance des tissages tunisiens. Pays d'élevage du mouton, la Tunisie des temps modernes produit une grande diversité de tissages en laine : burnous en laine et poil de chameau et ouezra en grosse laine du Djerid, hrem en

laine torsadée du Sahel, bakhnoug et 'ajar admirablement décorés des villages berbères troglodytes. . . . pour ne citer que les plus fameux.

On attribue à Kemla, fille de Muhammad Chérif, l'introduction à Kairouan, au début du XIX^e siècle, du tapis à points noués et dont le décor comporte un champ central. Ce tapis qui a une forte parenté avec le tapis anatolien était voué à un bel avenir.

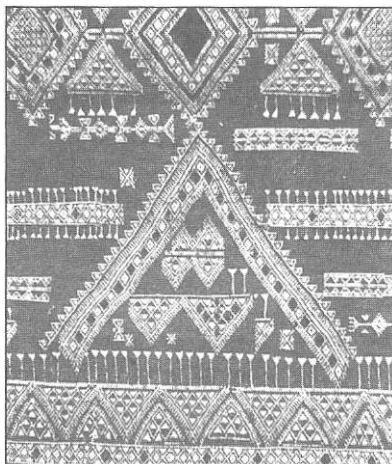
Toutefois son aîné est bien le tapis de haute laine appelé guetifa, qui était produit par les grandes tribus de la Steppe.

Dans certaines villes et particulièrement à Tunis, le tissage de la soie a connu un bel essor. Les ateliers de la capitale se sont spécialisés dans la production de pièces décorées de chevrons, de palmettes, de khomsas, d'œillets, de cyprès stylisés, de grenades, l'ensemble disposé en registres verticaux et horizontaux. L'origine andalouse et l'influence turque sont également sensibles dans ces tissages d'une grande somptuosité.



Tapis kaïrouanais - XIX^e s. (ONAT)

Détail d'un bakhnoug à décor géométrique en fil de coton sur fond rouge.

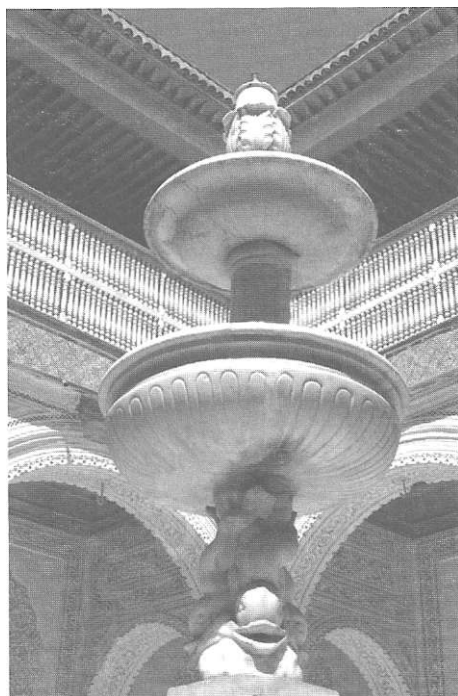


Fragment d'un tapis de haute laine : Guetifa

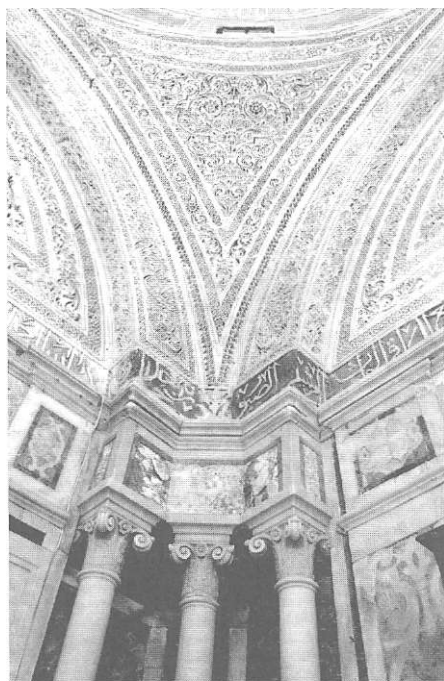


Architecture et décoration

Le goût des citadins pour le confort et l'engouement des élites pour les demeures somptueuses ont favorisé l'éclosion des arts décoratifs qui se sont exprimés dans les encadrements en pierre sculptée, dans les colonnes et chapiteaux en marbre, dans les compositions de revêtements muraux en céramique et en mosaïques de marbre, dans de magnifiques boiseries sculptées et ouvragées utilisant principalement le noyer, dans les sculptures en plâtre d'une richesse inouïe, dans ces plafonds à solives ou à caissons que les artisans peintres couvraient de somptueuses compositions où dominent le rouge le bleu et l'ocre...



Dar Ben Abdallah XIX^e s. : la vasque centrale.



Turba Bachiya (1752) : décoration intérieure.

Marqueterie en marbre (mosquée Sabbaghine 1727) : les éléments en marbre de différentes couleurs sont découpés avec une grande précision et assemblés pour donner ces compositions élégantes très appréciées de l'aristocratie tunisienne.



Ces produits sont alors achetés directement par des courtiers musulmans et Israélites pour le compte des grands négociants européens établis à Tunis, lesquels ont pratiquement le monopole du commerce extérieur. Il est évident que le circuit commercial achève de détériorer une situation agricole déjà mal assise.

Il faut reconnaître cependant que, dans le retard de l'agriculture, tous les torts ne viennent pas du Bardo. Au delà de l'archaïsme de l'outillage et de la perpétuation des méthodes de travail, il faut en chercher les causes dans la structure foncière elle-même. Celle-ci se prêtait mal à l'effort de mise en valeur. Une grande partie des propriétés est constituée en bien « *habous* » c'est-à-dire biens de main-morte qui sont par définition inaliénables. La terre *habous* incessible et indivise était mal exploitée. Avec le temps, une certaine désaffection vis à vis du travail agricole apparaît. La preuve de ce manque d'intérêt en est précisément dans l'extension des procédés de métayage au quint. Là même où la propriété était du type « *melk* » c'est-à-dire individuelle, le maître réside souvent en ville abandonnant sa propriété à un « *khammès* » ou métayer. Or celui-ci n'est nullement intéressé à produire mieux ni davantage, puisque sa part dans la récolte est inférieure à sa propre consommation.

Etant donnée la prédominance du secteur agricole dans l'économie nationale, une telle situation du monde rural a de profondes répercussions sur l'économie urbaine.

La ruine de l'Artisanat

Au XIX^e siècle, l'activité urbaine est surtout une activité artisanale, le « *beldi* » étant par excellence un maître artisan. Le métier est du reste assimilé à un bien familial qui se transmet par héritage. Dans les principales villes de la Régence, les métiers sont groupés en corporations et localisés dans chaque ville à l'intérieur du périmètre des souks.

Mais si chaque souk est en principe réservé à un métier, il arrive qu'un métier occupe plusieurs souks.

Les corps de métier sont des institutions professionnelles au rôle économique et social très important. On peut se rendre compte de cette importance lorsqu'on constate que la ville de Tunis compte plus de quatre-vingts

corporations totalisant plus de vingt mille patrons, compagnons et apprentis. Toutefois, on distinguait traditionnellement quatre métiers dits « nobles » : ceux qu'exercent les chaouachias, attarines, balghajyas et sarrajines.

Ce que l'on observe d'abord à l'intérieur des corporations, c'est un respect des traditions médiévales dans les rapports entre maîtres et compagnons comme dans la pratique même du métier. En effet, les règlements corporatifs sont très sévères quant aux méthodes de travail et un contrôle strict est exercé par *l'amine* ou syndic. On sait que l'aminé est l'intermédiaire officiel entre les artisans et le gouvernement. A ses fonctions administratives, *l'amine* assume un pouvoir juridictionnel : l'arbitrage des litiges d'ordre professionnel.

Il est clair que les corporations étouffent la liberté du commerce et, partant, empêchent son essor. L'artisanat est en somme une forme d'économie pré-capitaliste avec ce que cela implique de monopole collectif des métiers et de spécialisation technique, véritables freins à une modernisation de la production et du commerce.

Les choses cependant auraient pu connaître une évolution autre, aussi longtemps que le marché tunisien demeurait protégé, puisque le degré d'évolution de l'économie reflétait celui de toute la société et répondait à ses besoins immédiats. Mais il n'en fut rien, car des événements extérieurs vinrent bouleverser cet état de choses. L'implantation en Tunisie des intérêts impérialistes allait aboutir à la rupture du fragile équilibre socio-économique du pays. Et d'abord la progressive et irrésistible invasion du marché tunisien par la marchandise européenne et singulièrement française. Cette marchandise qui avait pour elle l'attrait du nouveau et la modicité des prix envahit le marché local sous forme de produits industriels et manufacturés, sans rencontrer de barrière douanière ni d'industrie locale concurrente.

L'absence de protection douanière est une conséquence directe des traités capitulaires imposés par les puissances à la Tunisie. En vertu de ces traités, l'entrée des marchandises européennes n'est soumise qu'à un droit de 3% comparé au droit de quint (20%) communément usité en Méditerranée et au droit de 11% auquel est astreint l'importateur tunisien lui-même, le taux de 3% consenti au négoce européen par les traités capitulaires apparaît bien comme un taux

symbolique à la limite de la franchise douanière. Celle-ci est même proclamée par les traités pour l'importation de certains produits français tels les grains, riz et légumes secs (traité de 1824 art. 5). Ces privilèges exorbitants allaient ruiner le négoce local dans les deux secteurs agricole et artisanal.

La concurrence des produits fabriqués en Europe s'étend dès le début du XIX^e siècle à presque tous les produits de l'artisanat tunisien : chécnias, articles vestimentaires, objets en métal, ouvrages en cuir, céramique, matériaux de construction, meubles... Par exemple les chéchias tunisiennes ont dû faire face à la concurrence des chéchias fabriquées à Orléans, Marseille, Gênes, Livourne ! Production d'autant plus envahissante que les fabriques en Europe produisent des quantités industrielles et pratiquent des prix compétitifs. Comment s'étonner dès lors que les exportations tunisiennes de chéchias soient réduites des neuf dixièmes en moins d'un demi-siècle (cf. Pierre Pennée).

Il en est de même du secteur des textiles où l'on observe au XIX^e siècle des importations massives de soieries et de cotonnades qui imitent et concurrencent directement la production locale. En particulier les cotonnades anglaises de Manchester « inondent le pays » et ont par leur « extrême bon marché » éliminé presque complètement les fabrications locales de cotonnades.

La concurrence européenne s'étend encore à d'autres branches de l'artisanat : outils, armes, orfèvrerie... Ainsi des cuivres orientaux estampillés à Birmingham (Angleterre) apparaissent dans les souks de Tunis dès le milieu du XIX^e siècle.

Les bijoux de fabrication tunisienne sont aussi concurrencés par des bijoux montés en Europe et imitant les modèles traditionnels.

Il est vrai que si la marchandise européenne trouve facilement à s'écouler en Tunisie, c'est que la haute société mnisienne et certaines franges de la bourgeoisie sont grandes consommatrices de produits importés. En effet les princes husseinites, leur entourage turc et mamelouk ainsi que la classe des *mokhazni* sont de longue date acquis à l'article européen. En même temps, ils manifestent une désaffection vis-à-vis de l'article local qualifié de désuet et d'antique. C'est ainsi que le groupe social le plus aisé qui constitue la clientèle traditionnelle de l'artisanat, délaisse la production nationale au profit des articles industriels et modernes venant

de l'étranger. Cette évolution du marché de la consommation devait accentuer la crise du système économique traditionnel au seul profit de l'industrie européenne devenue maîtresse du marché tunisien.

L'effondrement du négoce

L'activité commerciale de la Régence fut tout d'abord desservie par la politique du gouvernement beylical dans les domaines monétaire et douanier.

En effet, les beys frappèrent au cours du XIX^e siècle des monnaies de cuivre, d'argent et d'or. *Caroube* en cuivre et *mahboub* en or furent toutefois assez rares ; l'unité monétaire par excellence est le « rial » ou piastre, avec ses multiples, *rialine*, *bou thlatha*, *bou arba'a*, *boukhamssâ*, tout également en argent. Les sous-multiples du rial : le *nasri* et la *carouba* sont en cuivre. C'est le bey Ahmed qui créa, le 22 Ramadan 1263, un Hôtel de la Monnaie qui fut affermé au grand fournisseur de l'Etat, Mahmoud Ben Ayed ⁵.

L'altération de la monnaie est l'expédient régulièrement employé lors des crises financières. Ainsi, au cours du même siècle, le rial a subi des dévaluations successives faisant passer sa valeur cotée en francs de 2 F. à 0,60 F.

Au delà des perturbations économiques qui en résultaient, de telles dévaluations créaient une atmosphère de méfiance et d'incertitude propre à décourager tout progrès économique. Le secteur le plus affecté est celui du commerce intérieur.

A l'intérieur des frontières du pays, le commerce porte sur l'échange des produits régionaux : blé de Mateur et de Béja, laine de Kairouan, huiles du Cap-Bon et du Sahel, dattes du Djerid. La plupart des échanges se font dans le cadre des foires ambulantes, pour peu que les conditions de sécurité le permettent. Le commerce intérieur est prospère les années de bonnes récoltes. C'est alors que les échanges sont intenses entre la campagne et la ville, la première livrant produits agricoles et pastoraux et achetant articles manufacturés. Tunis est le cœur des activités commerciales et financières de la Régence.

En effet, chaque année deux ou trois caravanes désignées sous le nom de « *Ghedamsia* » remontent du Soudan jusqu'à Tunis. Elles

apportent poudre d'or, séné, défenses d'éléphants, gommés, plumes d'autruche et esclaves noirs⁶. Elles emportent des produits tunisiens et européens : draps, toiles, soieries, cuir, articles manufacturés.

Plus nombreuses sont les caravanes algériennes généralement originaires de Constantine. Elles apportent à Tunis la cire, les peaux sèches, les troupeaux de bœufs et de moutons. En contrepartie, elles se ravitaillent dans la Régence en tissus, chéchias, parfums et articles en cuir.

En réalité, le commerce africain a beaucoup perdu de son importance au cours du siècle. Deux facteurs furent à ce sujet décisifs, la conquête de Constantine par la France en 1837, et la fin de la traite des noirs en 1846.

C'est précisément la période où l'industrie européenne s'impose irrésistiblement sur le marché tunisien. Elle a pu exploiter une conjoncture on ne peut plus inégale. Puissance d'entreprises en plein épanouissement, rapidité des communications dues à la navigation à vapeur, privilèges douaniers découlant du régime des capitulations étaient autant d'atouts en faveur de la monopolisation par l'Europe du commerce extérieur de la Régence.

La Goulette, principal port de Tunis, était visitée entre les années 1861 et 1865 par plus de six cents navires européens. Entre 1846 et 1862, la valeur des marchandises échangées doublait, passant de douze millions à vingt quatre millions de francs. Mais, loin de traduire l'épanouissement des industries nationales, cet essor du commerce extérieur accusait le déséquilibre de l'économie tunisienne.

En effet, l'analyse du trafic portuaire de la Goulette révèle, en même temps que le déclin de l'artisanat local, l'incohérence de la politique beylicale en matière de commerce : le fait que Tunis, en plein milieu du XIX^e siècle, importait d'Europe des chéchias, des burnous, des mélias et des cuivres estampés, est à peine croyable⁷

Face à un tel état de choses, on ne peut que reprendre la claire appréciation du général Khaïreddine qui affirmait « Un pareil système est humiliant, anti-économique et anti-politique ; humiliant parce que le besoin de recourir à l'étranger pour presque tous les objets de

première nécessité démontre l'état arriéré des arts dans le pays ; anti-économique parce qu'il *favorise l'industrie* étrangère au détriment de l'industrie nationale ; anti-politique parce que la nécessité pour un Etat de recourir constamment à un autre est un obstacle à son indépendance et une cause de faiblesse »⁸.

C'est précisément d'indépendance qu'il s'agissait à cette époque, puisque la France marquait déjà sa prépondérance sur les activités commerciales de la Tunisie. En 1861, elle assurait 50% des importations tunisiennes et 35% des exportations. Depuis, la situation n'a cessé d'évoluer en faveur de la prépondérance commerciale française sur le marché tunisien. Quelque vingt ans avant la signature du traité du protectorat, les produits les plus répandus à Tunis étaient déjà des produits de fabrication française. C'est pourquoi l'on ne saurait s'étonner outre mesure du fait que c'est la maison Rothschild de Paris, représentée à Tunis par le négociant français Chapelié, qui se chargeait de presque toutes les fournitures de l'Etat tunisien.

Il faut dire aussi que la dégradation du commerce national résultait de l'application du régime des capitulations en matière douanière. En effet, comme nous l'avons déjà vu précédemment, la Tunisie ne bénéficiait dans son propre marché d'aucune protection contre la vive concurrence des produits importés.

Alors que pour les importations le pays était, en vertu des capitulations, un marché largement ouvert, par contre les produits tunisiens à l'exportation se trouvaient soumis à des droits de sortie variant entre 8% et 25%. On ne saurait imaginer système plus étrange ni plus anti-économique.

On peut dire en conclusion que la déficience de ce système douanier ajoutée à celle de la politique monétaire achevait de détériorer une situation économique déjà fortement ébranlée. La gravité de la crise économique et financière était telle qu'elle n'allait pas tarder à aboutir à une banqueroute camouflée se soldant par une mise en tutelle internationale des finances de la Tunisie (1869).

CHAPITRE II

Le règne d'Ahmed Bey (1837-1855)

Le régime politique tunisien résulte de l'évolution du pouvoir politico-militaire établi au lendemain de la conquête turque (1574). Très tôt, la province turque devient une principauté autonome ; puis une monarchie héréditaire s'installe à Tunis. Les maîtres du pouvoir étaient à partir de 1705 les beys husseinites.

Théorie et pratique, passé et présent ont fourni ample matière à de longues confrontations juridiques sur le statut du beylik tunisien du point de vue du droit international : la Tunisie terre de suzeraineté ottomane ou terre de pleine souveraineté⁹. Les partisans de chaque théorie n'ont jamais désarmé, mais la réalité tunisienne au début du XIX^e siècle était celle d'un Etat parfaitement autonome à la tête duquel se trouvait le bey, prince héréditaire qui exerçait en personne les attributs inhérents à la pleine souveraineté¹⁰.

Organes et institutions politiques

On sait que le bey est un souverain théocratique en qui s'absorbent l'Etat et le Gouvernement. Cela apparaît nettement dans le fait que

l'Etat beylical s'appuie non sur des fonctionnaires recrutés en raison de leur compétence, mais essentiellement sur l'agnation, c'est-à-dire sur des groupes de parents par les mâles, sur leurs esclaves et clients (mamelouks).

Princes héréditaires, les Husseinites ou descendants de Hussein Ben Ali, accèdent au trône par ordre de primogéniture : l'agnat le plus âgé de la famille est désigné comme prince héritier.

Le souverain régnant appelé communément « Bey du Trône », exerce en vertu de son âge un pouvoir discrétionnaire sur tous les princes de la famille husseinite.

L'héritier présomptif ou « Bey du Camp » a traditionnellement la charge de commander l'armée.

Maître du pays, le bey exerce le despotisme pur, dégagé de tout frein. Il n'existe en effet aucune distinction entre les pouvoirs : la volonté du Prince est exécutée en tant que loi dans tous les secteurs de la vie publique.

Le bey vit ordinairement dans le palais du Bardo qui date vraisemblablement des premières années du XV^E siècle. Situé dans la banlieue nord de Tunis, le Bardo est le siège du gouvernement. Les résidents y sont cependant assez cosmopolites puisque les convertis d'origine européenne voisinent avec les mamelouks circassiens et les esclaves soudanais.

A la cour du Bardo, tous les dignitaires portent les grades d'officiers supérieurs dans l'armée beylicale. On se dispute des charges honorifiques mais lucratives comme celles de « *caïd sebsi* » ou garde pipes, « *bach-chaouch* » ou majordome et « *bach kallal* » ou maître de la garde robe.

Les chrétiens sont nombreux, libres ou esclaves. Ils servent le bey comme officiers, architectes, ingénieurs, médecins, secrétaires... Ils sont si nombreux et si influents qu'ils ont établi une chapelle dans une cave du palais.

Il faut croire que cette tolérance des beys n'est pas seulement d'ordre religieux puisque de hauts dignitaires du Bardo ne sont

même pas sujets tunisiens. Ainsi Antonio Maria Bogo, secrétaire du gouvernement est sujet autrichien ; Elias Moussali haut dignitaire et colonel de l'armée beylicale est français ; Giuseppe Raffo, ministre des Affaires Etangères de la Régence, est sujet sarde.

Mais le groupe numériquement le plus dense est celui des « mamelouks » qui constitue une sorte de légion bénéficiant de faveurs spéciales. Les mamelouks ont des origines diverses : Transcaucasie, Géorgie, Grèce. Venus tout enfants et élevés à la cour, n'ayant ni famille ni racine dans le pays, ils sont des instruments dociles entre les mains des beys qui peuvent ensuite leur confier les principales charges civiles et militaires de la Régence.

Dans son mémoire intitulé Réponse à la calomnie, le Général Khaïreddine fournit la liste des hauts dignitaires de la Régence au XIX^e siècle qui étaient tous des mamelouks : Hussein Bach Mamelouk, Chakir Saheb-Tabaa, Mustapha Agha, Mustapha Khaznadar, Khaïreddine, général Mohamed Khaznadar, les généraux Farhat, Slim Rustum, Hussein ...¹¹ C'est généralement le mamelouk le plus influent à la cour qui a la haute main sur l'administration générale de la Régence. L'attribution essentielle du cheikh est la perception des impôts.

Le régime fiscal

La politique fiscale du gouvernement est en fait une politique d'exploitation.

La confection du budget consiste à préparer chaque année un état de prévision. On dépense ensuite sur les instructions personnelles du souverain. Or, les dépenses de l'Etat ne sont pas aussi importantes que ses recettes.

En effet, pour l'entretien des établissements publics, il existe les biens dits *habous* provenant de donateurs bénévoles. Ainsi, les mosquées, les écoles, médersas, hôpitaux, voire même fontaines publiques et remparts des villes sont restaurés grâce aux revenus des *habous*.

Mais alors que les charges de l'Etat sont relativement réduites, les autorités de la Régence exploitent toutes les formes de contributions.

La simple nomenclature des impôts, directs ou indirects, en régie ou en fermage est à elle seule significative. Jusqu'au règne d'Ahmed Bey, il y avait deux principaux impôts directs :

- Le '**ouchour** ou dîme perçu sur les céréales. Il est de 39 piastres par mécliia, perçu en argent ou en nature ;

- Le **qanoun**, impôt perçu sur les arbres fruitiers, oliviers et dattiers. Il varie entre 15 et 30 centimes par pied selon l'âge et la qualité des plantations.

Les impôts indirects sont plus nombreux et plus complexes :

- Les **mahsoulats**, taxes particulières à la Régence, frappant la production (droits de vente, de fabrication, de patente ...) et la consommation (droits de marché, d'entrée, de mesurage ...) ;

- droits de timbre et de mutation ;

- droits de douanes.

Il faut ajouter à cela les recettes provenant de l'adjudication des grandes fermes ou « **lizma** », citons :

- **Lizmat-dar-jeld** dont l'adjudicataire appelé **caïd essekine** percevait une **carouba** par piastre sur la valeur des peaux sortant de l'abattoir ;

- **Lizmat-al-mizane** ou perception des droits sur les poids publics ;

- Les fermes diverses : éponges de Sfax, corail de Tabarka, le sel, la pêche dans les lacs...

A cette importante fiscalité s'ajoutent les impôts coutumiers perçus dans les provinces :

- **Ettifak**, droit perçu par les cheikhs ;

- **Addouyoun**, dette des tribus aux caïds révoqués ;

- La **dhiffa**, impôt dû à l'avènement.

- **Thirane-el-krista**, impôt remplaçant la fourniture de taureaux pour le transport du bois destiné à la construction des navires.

- **Kheil echouk** ;

- **Fras-al-ada...**

Le caractère manifestement abusif de cette fiscalité est de nature à créer des démêlés entre les autorités provinciales et les populations. Les deux expéditions annuelles du « camp » ont précisément pour but de convaincre par les armes les contribuables récalcitrants.

L'organisation judiciaire

En application du droit régalien, le bey rend en personne la justice. Le tribunal beylical ou « *mahkama* » siège dans une grande salle au palais du Bardo.

En principe, le bey d'une part et les caïds qui le représentent dans les provinces d'autre part, reçoivent et jugent toutes les plaintes ; mais il est d'usage que les litiges concernant le statut personnel soient du ressort de la justice charaïque. Il y a donc en fait deux organes judiciaires : la *mahkama* et le *chara'*.

Le *chara'* est une juridiction de droit commun. Il a compétence pour les affaires concernant le statut personnel. Il connaît aussi toutes les actions péritoires relatives à la propriété immobilière. La justice charaïque est présente partout dans la Régence en milieu nomade comme dans les villes. Elle est exercée par le cadi, juge unique qui tranche les affaires à caractère simple. Mais dans les principales villes, il y a des « *majlis* » ou tribunaux charaïques régionaux composés de cadis et de muftis des deux rites malikite et hanafite.

A Tunis, le « *majlis chara i* » correspond régulièrement avec les tribunaux provinciaux et juge les plaintes en dernier ressort. Le majlis a autorité pour contrôler les « 'Adoul » ou agents du notariat ainsi que les « *oukils* » ou mandataires *ad litem*.

En réalité, les tribunaux du *chara'* ne constituent pas à proprement parler une justice indépendante ; cadis et muftis sont nommés par le bey qui peut aussi casser leurs jugements. Les arrêts de quelque importance ne deviennent exécutoires qu'après l'accord du prince.

Ainsi donc se manifeste dans tous les domaines de la vie publique la toute puissance des beys que rien ne vient tempérer. Un tel absolutisme recèle deux dangers : l'extension du pouvoir de certains mamelouks... irresponsables, et les interventions de certaines puissances européennes dans les affaires intérieures de la Régence. Ces dangers n'apparurent dans toute leur ampleur qu'à la mort d'Ahmed bey, dont le règne énergique avait permis de les contenir.

La situation à l'avènement d'Ahmed Bey

L'un des objectifs essentiels de la politique husseïnite au XIX^e siècle était la préservation de la paix. C'était à ce prix que les Husseïnites pouvaient consolider leur dynastie et recevoir la nécessaire investiture califale. On attachait beaucoup d'importance à Tunis au maintien de bonnes relations avec la Sublime Porte. De nombreuses raisons de politique intérieure et extérieure militaient en faveur d'une telle option. Il y avait d'abord les Turcs d'origine et les divers sujets du Sultan qui constituaient une forme de présence ottomane dans la Régence. Les beys eux-mêmes qui se targuaient d'être « Turcs » ont toujours respecté un Empire dont par ailleurs ils surestimaient le pouvoir de protection. Ils devaient aussi tenir compte de l'attachement réel des populations musulmanes au maintien d'une certaine unité du monde islamique.

Or le premier tiers du XIX^e siècle a marqué l'une des grandes étapes du déclin de l'Empire ottoman, transformant du même coup les données de l'équilibre politique méditerranéen. La libération de la Grèce comme la conquête de l'Algérie consacrèrent l'hégémonie européenne sur cette mer. On ne peut s'étonner que l'histoire de la politique tunisienne au XIX^e siècle révèle que le Bardo avait tenu compte de cette évolution.

Le règne de Hussein II (1824-1835) a marqué la première phase d'une politique nouvelle. Agé de quarante ans lors de son avènement, le prince Hussein était courageux, humain et très attaché à sa foi. Mais aucune expérience particulière ne le préparait aux problèmes ardues qu'il allait affronter. Or les premières années du règne s'ouvraient sur une ère de difficultés. En effet, le déficit du commerce extérieur de la Régence nécessitait le paiement en monnaie métallique de la marchandise importée d'Europe. La masse monétaire tunisienne diminua sensiblement. C'est alors que le ministre Hussein Bach Mamelouk fit accepter la dévaluation de la piastre (mars 1825). Le commerce en fut davantage perturbé.

Le Bey a d'autant plus facilement accepté la dévaluation qu'il devait répondre à l'invitation du Sultan Mahmoud II à participer à la guerre turco-grecque. Une flotte hâtivement réunie quitta la Goulette

le 7 août 1826 mais subit le sort de toute l'escadre ottomane à la malheureuse bataille de Navarin.

Il ne semble pas que toutes ces difficultés aient conduit à un ralentissement des dépenses de la cour, dépenses inconsidérées, sans commune mesure avec les recettes de l'Etat.

En 1829, le ministre Hussein Bach Mamelouk avoua un déficit de plus de deux millions de piastres. C'était la crise financière qui se greffait la même année sur une crise économique, conséquence de la sécheresse. On ne parvint à éviter la disette que par de fortes importations de blé.

Les malversations de Hussein Bach Mamelouk lui valurent d'être disgracié et remplacé par Chakir Saheb-Tabaa.

Affaiblie par ses crises économiques et financières, préoccupée par ses problèmes intérieurs, ne disposant ni d'armée régulière ni de marine, la Régence de Tunis ne peut qu'assister impuissante à l'imposant défilé des forces navales françaises qui s'emparent d'Alger le 5 juillet 1830. La France du reste prend ses précautions en avertissant solennellement le gouvernement tunisien que toute intervention de sa part serait considérée comme un *casus belli*. Tout au plus a-t-elle autorisé un navire battant pavillon beylical à venir rapatrier les sujets de la Régence qui vivaient à Alger (juillet 1830).

La situation nouvelle créée au Maghreb par la conquête d'Alger imposa un changement de la politique traditionnelle de la Tunisie. A l'inefficace et lointaine souveraineté ottomane se substitue une prépondérance française autrement impérieuse. Et c'est d'un sentiment d'impuissance qu'est né le rapprochement avec la France. Au mois d'août 1830, Hussein Bey paraphe le nouveau traité avec la France ; traité qui consacre un double engagement beylical de maintenir la liberté du commerce et d'abolir l'esclavage. En même temps, la France demande et obtient d'assister militairement la Régence. « A la demande du Bey », des officiers français sont chargés d'instruire les premières troupes régulières. Une politique d'assistance militaire s'instaure qui se renforce sous les règnes de Mustapha et surtout d'Ahmed Bey.

Ahmed Bey réformateur (1837-1855)

Esprit éclairé, ouvert aux idées de progrès, instruit et curieux des choses historiques, Ahmed Bey fut un prince réformateur.

Dès son accession au trône, il s'empresse de créer l'Ecole Polytechnique du Bardo (1838) chargée de former les cadres de l'armée et de l'administration. L'Ecole assure l'enseignement de l'art militaire, des disciplines scientifiques, des langues étrangères, de la littérature et de la religion. Cette école a inspiré la réforme de l'enseignement sous Sadok Bey (1859 - 1882) et notamment la création du Collège Sadiki en 1875.

Il institue des Commissions Spéciales pour la modernisation du recrutement militaire et la tunisification des effectifs. Il modernise et restructure l'enseignement de la Grande Mosquée Zaytuna par Décret du 1er novembre 1842. Ce Décret fut affiché au Bab ach-Chifa, à l'entrée de la mosquée, sous l'appellation de Mu'allaga. Il crée de nouveaux postes de professeurs, soumet les enseignants à l'obligation d'assiduité et affecte à leur rémunération les habous de Bayt al-Mal. Après avoir désaffecté en 1841 le souk des esclaves (souk al-birka), il interdit en 1843 la traite des noirs puis, en 1846, abolit l'esclavage et institue à Tunis trois Commissions chargées de délivrer des attestations d'affranchissement des esclaves existants. Il protège l'exercice du culte chrétien, autorise la construction et l'agrandissement des églises et affecte des terrains pour la sépulture "des infidèles". Il autorise la France à édifier la chapelle de Saint-Louis (Louis IX) sur la colline de Byrsa à Carthage. En 1846, il fait détruire à Houmt Souk Burj ar-Râs (la Tour des crânes) qui rappelait la victoire de 1560 par Darghouth Raïs sur la flotte espagnole de Philippe II.

Il organise les pouvoirs et précise les attributions des principaux Ministères : le Premier Ministère (Grand Vizirat), les Ministères de la Guerre, de la Marine et des Affaires Etrangères. Il étend les représentations tunisiennes à l'étranger : une vingtaine d'agences diplomatiques ou consulaires dans différents pays d'Europe et d'Orient. Il nomme le premier Ministre des Affaires Etrangères de la Régence, le Comte Joseph Raffo, beau-frère de son père Mustapha Pacha. Il organise la chancellerie et le Protocole, crée l'Ordre du Sang et organise les classes du Nichan Iftikhar.

Il généralise le drapeau tunisien dans les cérémonies civiles et dans l'armée dans le but d'affirmer la personnalité juridique tunisienne vis-à-vis de la Sublime Porte.

(D'après Mokhtar Bey)

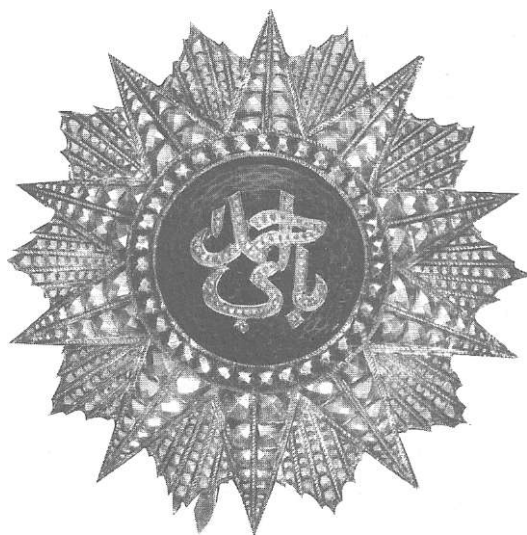
Ahmed Bey (1837-1855)

Ahmed Bey, le premier husseinite à porter le titre de Mouchir, est le fils de Mustapha Bey et d'une captive d'origine sarde. Il est né le 21 ramadan 1221/2 décembre 1806. Son père lui fait donner les connaissances que recevaient les princes de son temps : il étudie le Coran et apprend à parler l'italien et le turc. Il reçoit l'investiture le 10 rajab 1253/10 octobre 1837 et décéda à la Goulette le mercredi 15 ramadan 1271/1^{er} juin 1855.



Nichan al Iftikhar

Le Nichan al Iftikhar, première décoration tunisienne, créée par Mustapha Bey, porte le même nom que la décoration ottomane. Ahmed Bey a organisé et fixé le protocole relatif à cette décoration. Le terme **nichan**, emprunté au persan, signifie insigne ; **Iftikhar** signifie fierté.



Plaque de grand cordon et de grand officier.
Argent et émail. Inscription : « Ahmed Bey »

(Coll. A. L. Djellouli)

*Décret d'Ahmed Bey du 25 Muharram 1262
(26 janvier 1846)
prescrivant l'affranchissement des esclaves*

Nous avons acquis l'entière certitude que la grande majorité des personnes dans notre Régence aujourd'hui abusent des droits de propriété qu'ils ont sur les nègres et qu'ils maltraitent ces créatures inoffensives. Vous n'ignorez pas cependant

- que nos savants jurisconsultes ne sont pas d'accord sur la question de savoir si l'esclavage, dans lequel les races nègres sont tombées, s'appuie sur un texte formel ;

- que la lumière de la religion a pénétré dans leur pays depuis longtemps ;
- que nous sommes très éloignés de l'époque où les maîtres se conformaient, dans la jouissance de leurs droits, aux prescriptions édictées par le plus Eminent des Envoyés avant sa mort ;

- que notre loi sacrée affranchit de droit l'esclave maltraité par son maître ;
- et que la législation a une tendance marquée vers l'extension de la liberté.

En conséquence, nous avons décidé, dans l'intérêt actuel des esclaves et dans l'intérêt futur des maîtres, comme aussi dans le but d'empêcher les premiers de demander protection à des autorités étrangères, que des notaires seront institués à Sidi Muhriz, à Sidi Mansour et à la Zawia Bokria pour délivrer à tout esclave qui le demandera des lettres d'affranchissement qui nous seront présentées pour être revêtues de notre sceau.

De leur côté, les magistrats du Charaâ devront nous renvoyer toutes les affaires d'esclaves dont ils seront saisis, et tous les esclaves qui s'adresseront à eux pour demander leur liberté. Ils ne permettront pas à leurs maîtres de les reprendre, leur tribunal devant être un refuge inviolable pour des personnes qui fuient un esclavage dont la légalité est douteuse et qui contestent à leurs détenteurs des droits qu'il est impossible d'admettre à notre époque dans notre royaume ; car si l'esclavage est licite, les conséquences qu'il entraîne sont contraires à la religion, d'autant plus qu'il s'attache à cette mesure un intérêt politique considérable.

Dieu nous guide vers la voie la meilleure et récompense les croyants qui agissent dans le sens du bien.

Fait le 25 Muharram 1262

Les deux grands muftis, Muhammad Bayram III au nom des hanafites et Brahim Riahi au nom des malikites répondent à ce décret par des lettres d'approbation. La lettre de Brahim Riahi souligne que le statut des esclaves noirs qui, en Tunisie, sont tous musulmans, est douteux du point de vue de la loi islamique elle-même et que le prince a le droit d'interdire ce qui est religieusement permis s'il existe dans cette interdiction un intérêt (maslaha) d'ordre politique.

Mustapha Bey, dont le règne fut court (1835-1837), était un esprit fin et cultivé. Maladif, il subit l'influence de son fils le prince Ahmed dont on percevait déjà la forte personnalité. Il voulut établir la conscription nationale et ordonna pour ce faire le recensement des populations. Mais un début d'agitation dans les villes l'en dissuada.

Régulièrement alité, Mustapha Bey abandonne la réalité du pouvoir à son héritier Ahmed qui s'impose comme le maître incontesté de la Régence bien avant son avènement officiel.

Le fait est qu'avec l'accession d'A Ahmed Bey au trône, le 10 octobre 1837, on assiste à un rajeunissement des cadres de l'administration.

La. politique de modernisation

A Ahmed Bey (1837-1855), âgé de trente et un an à son accession au trône, était un prince ambitieux et qui avait le goût du grandiose.

Quoique son instruction fût élémentaire, sa jeunesse, son dynamisme et son désir d'introduire des réformes dont témoigne son admiration pour l'œuvre réalisée par Mohamed Ali en Egypte faisaient bien augurer de son règne. Rompant avec la politique de ses prédécesseurs, Ahmed Bey cherche dès son avènement à se rapprocher de son peuple en accordant de hautes charges aux éléments autochtones. Il parvient à s'assurer une réelle popularité.

Une ère de rénovation et de profondes réformes commence dont l'objectif est de doter l'Etat tunisien des attributs de la pleine souveraineté. En tête de l'importante œuvre réformiste d'A Ahmed Bey, il faut souligner la réorganisation de l'enseignement secondaire et supérieur. Le décret du 27 Ramadan 1258 désigne trente professeurs pour enseigner à la Zaytûna les différentes disciplines. Une importante bibliothèque publique dotée d'un service de prêt est installée sur les mêmes lieux.

Poursuivant son œuvre sociale, le Bey s'intéresse au problème de l'esclavage. Des mesures progressives prises à partir de 1841 aboutissent à l'abolition définitive de l'esclavage (janvier 1846). Cette décision appliquée avec beaucoup de réticence à Tunis produit en Europe le meilleur effet.

Au retour de son voyage en France (novembre-décembre 1846), le Bey met à l'étude puis crée une Banque d'Etat avec charge d'émettre des billets

(juillet 1847) Sa direction est confiée au fermier de la Régence, Mahmoud Ben Ayed.

Comme on le voit, le Bey est acquis au progrès. Tout se passe comme si Ahmed Bey se refuse à être le souverain d'un Etat que la faiblesse des moyens apparente à une simple province impériale. Il est donc amené à opter pour une politique de « grandeur », avec ce que cela implique de création dont le meilleur exemple est l'édification d'une cité royale à la « Muhammadia ».

Située dans la banlieue Sud-Ouest de Tunis, la « Muhammadia » n'était qu'un petit pavillon de plaisance. La volonté d'A Ahmed Bey en fait une vaste cité animée où s'édifièrent palais, casernes, mosquées et souks. Elle devient l'un des sièges du gouvernement bien avant le voyage d'A Ahmed Bey en France.

Mais l'essentiel des efforts du Bey est consacré à la constitution d'une solide armée régulière. Une véritable ferveur militariste s'empare du souverain qui, jeune prince, imposait déjà le salut militaire à ses serviteurs.

A la « Muhammadia » comme à Porto-Farina et à Kairouan, on édifie casernes neuves et quartiers de cavalerie. Des ordres sont donnés pour la réactivation de l'arsenal maritime de La Goulette, l'aménagement d'un port militaire, la remise en état de la fonderie de canons de la « Hafsia » ainsi que de la poudrerie de la Kasbah.

Grâce à l'assistance française, les efforts d'A Ahmed Bey aboutissent à doter la Régence d'une armée régulière pouvant aligner près de trente mille hommes que viendraient renforcer, en cas de conflit, plus de quarante cinq mille irréguliers recensés. Des régiments d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie légère, habillés à l'européenne grâce à la production de la manufacture de draps de Tébourba, que dirigeait le Français Guiraud, sont constitués.

Les forces terrestres sont appuyées par une marine adéquate : deux frégates, plusieurs corvettes et briks, des bâtiments de petit tonnage et un vapeur offert par la France.

Ces forces militaires atteignent en effectifs des chiffres que la Régence de Tunis n'avait jamais connus dans le passé.

Il y eut sous Ahmed Bey deux types de forces armées : les troupes régulières et les troupes irrégulières. L'armée régulière comprend environ douze régiments, entre régiments d'infanterie, bataillons de chasseurs à pied, régiments de cavalerie et d'artillerie. Ces troupes sont cantonnées dans les principales villes et places fortes du pays : Tunis, le Bardo, la Goulette, Bizerte, Porto Farina, Sousse, Kairouan, Sfax, Djerba, le Kef, Tabarka et surtout dans l'immense camp militaire de la Muhammadia, véritable champ d'instruction et de manœuvres, situé à une dizaine de lieues de Tunis.

L'armée régulière, organisée, habillée et équipée à l'image des armées européennes, est instruite par une importante mission d'officiers français spécialement détachés auprès du gouvernement tunisien .

Ces forces disposent d'une importante infrastructure : trois hôpitaux militaires, six casernes centrales dont l'immense et admirable caserne de Hussein Bey à Tunis (place aux chevaux), et les casernes entièrement neuves de Porto Farina, la Muhammadia et Kairouan. Il s'y ajoute la manufacture de drap de Tébourba construite en 1842, la fonderie de canons de la Hafsia qui est rénovée, la poudrerie de la Kasbah, les arsenaux de Porto Farina et la Goulette, les centres de gymnase pour les chasseurs à pied (Muhammadia), la fonderie des projectiles et l'atelier de réparation d'armes à feu. Une autre poudrerie fonctionne à El Djem. L'intendance assure les services inhérents à sa charge : habillement de combat et de cérémonie, harnachement des chevaux de selle et de trait, literie et objets de campement, matériel militaire, armes et munitions ...

Sur le plan des armements, un effort est entrepris pour libérer la Tunisie de la servitude des fournitures étrangères ; il existe, note le rapport du Ct Taverne, chef de la mission française sous Ahmed Bey, « un petit arsenal où s'est confectionné le matériel aujourd'hui en activité ». La confection de la poudre et celle des cartouches sont assurées à Tunis même. Enfin les armes et les munitions « dépassaient de beaucoup les besoins ».

Afin d'encadrer cette armée régulière d'officiers valables, Ahmed Bey fonde l'Ecole militaire du Bardo en 1840. Le prince n'est pas sans

Palais Muhammadia



Vers le milieu du XIX^e siècle, Ahmed Bey ordonne la construction d'une résidence d'hiver en pleine campagne sur la route de Zaghouan : le palais Muhammadia. Dans l'esprit de son fondateur, ce palais devrait non seulement éclipser le vieux palais du Bardo mais encore rivaliser de grandeur et d'éclat avec le palais de Versailles. Ahmed Bey a habité son palais au cours de l'hiver 1846. A sa mort, son successeur Muhammad Bey choisit de s'installer dans un palais de banlieue à la Marsa, vouant la Muhammadia à l'abandon. Le monument surprend aujourd'hui par son aspect gigantesque et son délabrement qui marquent le souvenir d'un rêve éphémère.

Les docks de Ghar-el-Melh



Au prix d'un effort financier considérable, Ahmed Bey a réussi à réorganiser l'armée et à constituer une flotte comprenant six unités. De 1843 à 1855, une équipe française de 4 officiers et 4 sous-officiers encadre la formation et l'entraînement d'une véritable armée régulière de 26.000 hommes comprenant 7 régiments d'infanterie, 2 régiments d'artillerie et un régiment de cavalerie légère. L'Ecole Polytechnique créée au Bardo en 1838, dirigée d'abord par le colonel Calligaris, officier turc d'origine Piémontaise, passe en 1852 sous la direction du capitaine Campenon. En 1853, il lance la construction d'une frégate 'Ahmadia' sur les chantiers tunisiens. Pour la marine, Ahmed Bey transforme la rade de Ghar-el-Melh où il fait construire des quais, bâtir des entrepôts, des casernes et un arsenal. Cependant, fait observer J. Ganiage, « personne n'avait pensé à faire sonder les fonds du golfe. La rade qu 'avaient colmatée en lagune les alluvions de la Medjerda resta interdite aux navires du Bey. La Goulette devint alors l'objet des sollicitudes du prince. »

connaître la faiblesse des cadres de son armée et surtout le manque d'instruction des officiers. Aussi a-t-il créé l'Ecole du Bardo, prytanée destiné à la formation des futurs officiers des troupes de terre et de mer. L'Ecole accueille une soixantaine d'élèves officiers qui y étudient les langues (arabe, français, italien), les sciences (arithmétique, géométrie...), et des disciplines militaires : topographie, fortification... La durée des études varie selon les aptitudes et, généralement, les élèves n'en sortent que lorsque les professeurs les jugent aptes.

A côté de l'armée régulière, Ahmed Bey porte son attention sur les troupes dites irrégulières, les forces armées traditionnelles de la Régence. Ces troupes se composent de plusieurs éléments différents, certains autochtones et d'autres d'origine étrangère : les Turcs, les *Zouawas*, les *Mokhaznis*, les *Spahis*, les *Mzarguias*.

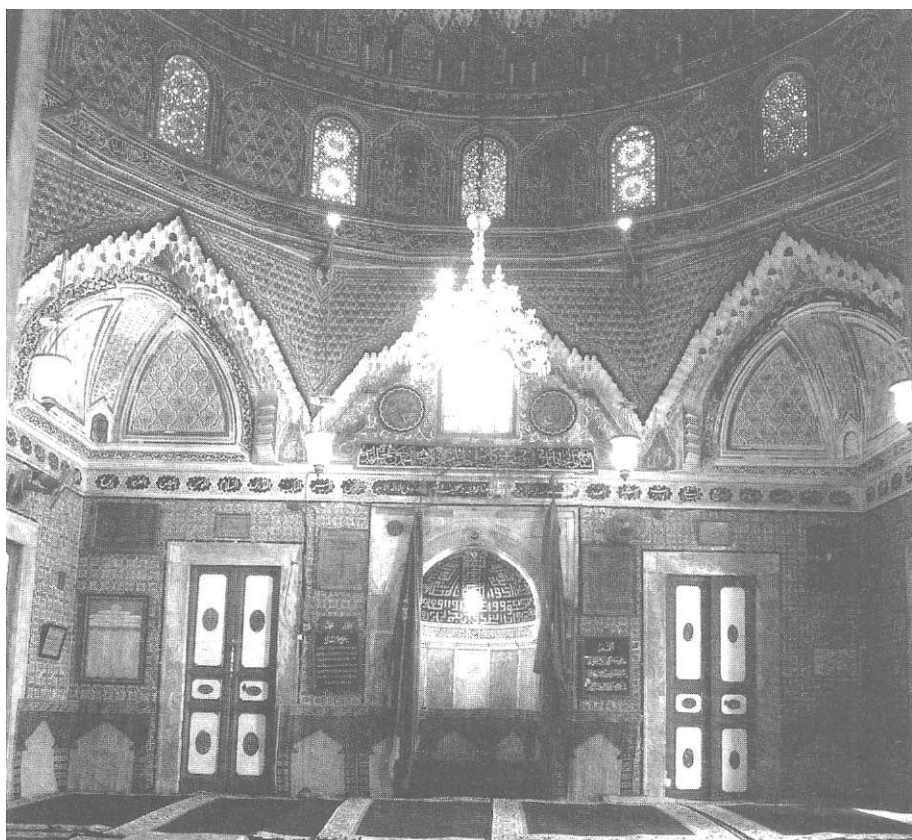
Les Turcs d'origine ont pratiquement disparu sous le règne d'Ahmed Bey. Ils ne sont plus que quelques centaines, trop âgés pour servir et déjà intégrés dans la vie civile. Mais le générique « turc » recouvre en fait quelque deux mille « *kouloughlis* » qui assurent à tour de rôle (*nouba*) le service dans une dizaine de garnisons du littoral et des confins du pays.

Les *Zouawas* constituent une milice homogène, solidaire et distincte des autres troupes irrégulières. Il s'agit de berbères originaires de Kabylie qui depuis des siècles ont pris l'habitude de venir chercher fortune à Tunis, et plus commodément se mettre au service du bey. Celui-ci utilise leurs services de deux façons : participation au camp (*mahalla*) deux fois par an, et service de garnison dans les forts de la Régence à raison d'une « *nouba* » de deux mois de durée. Au total, on compte à l'époque d'Ahmed Bey environ douze mille *Zouawas* dont seulement trois mille en permanence sous les armes, les autres menant une vie civile normale.

Une autre troupe irrégulière est constituée par les *Mokhaznis*. Le terme générique de *mokhazni* désigne une force publique irrégulière qui tient à la fois de la police et de la gendarmerie, et dont les agents sont chargés du maintien de l'ordre, de la répression des délits, de la saisie des prévenus à Tunis même et dans les provinces. Parmi eux on distingue

Mausolée Sidi Brahim Riahi

Natif de la ville andalouse de Testour vers 1766, il apprend le Coran dans sa ville natale puis s'installe à Tunis dans la madrasa de Hwânit 'Achour, ensuite dans celle de Bir Hajjâr. Il fait à la Zaytûna de brillantes études. Devenu professeur à son tour, il se fait très vite une grande réputation et devient le protégé du célèbre ministre Youssef Saheb-Tabaa. En 1803, Hamouda Pacha le charge d'une ambassade au Maroc. C'est au cours de cette mission qu'il rencontre à Fès le cheikh Ahmad Tijani et qu'il adhère à sa confrérie ; à son retour en Tunisie, il contribue à la diffusion de la Tijaniya dans la Régence. En 1832, il est nommé chef des muftis malikites. En 1838, il est envoyé en ambassade par Ahmed Bey auprès du sultan. L'année suivante, le même bey le nomme premier imam de la Zaytûna. Brahim Riahi décéda l'été de l'année 1850 du choléra. Ses œuvres poétiques et ses sermons sont réunis par son fils Ali dans un dîwân (recueil).



les « *baouab* » ou huissiers portiers sous les ordres d'un *bach-baouab*, les « *hamba* » (*hamba* arabes et *hamba* turcs), agents d'exécution chargés des arrestations et emprisonnements, et les « *meylik* » déformation de *mamalik* (pluriel de *mamelouk*) et qui forment la maison militaire du bey.

Une quatrième force irrégulière est constituée par les *Spahis* des *udjaks*. On sait que le terme *spahi* signifie proprement cavalier, et l'*udjak* est le foyer ou local groupant le même détachement de spahis. Sept *udjaks* sont répartis à travers le pays, placés sous les ordres du Ministre de la Guerre qui porte le titre de *bach agha* des *spahis*.

Une dernière force irrégulière enfin, celle des *Mzarguias* ou lanciers (*mezregue* veut dire lance) qui sont des gardes armés fournis à tour de rôle par les tribus *makhzen*, et chargés à la fois du maintien de la sécurité dans la tribu et de la participation aux tournées bi-annuelles de la *mahalla*.

La politique étrangère

Telle est dans son ensemble l'organisation militaire dont Ahmed Bey a doté la Tunisie vers le milieu du XIX^e siècle. Elaborée patiemment et poursuivie avec ténacité, l'œuvre militaire d'Ahmed Bey a bien un sens qui n'a pas échappé aux observateurs contemporains. Remarquons d'abord que loin de constituer un plan isolé, cette oeuvre s'intègre à une politique d'ensemble de rénovation et de modernisation du royaume de Tunis. La thèse de L. C. Brown sur « la Tunisie d'Ahmed Bey » vient rappeler bien à propos la signification profonde de cette politique. Il faut la chercher dans la volonté clairement exprimée par ce souverain d'affirmer et de consolider la souveraineté pleine et entière de l'Etat tunisien ; l'affirmer par rapport aux Etats voisins et dans le contexte géopolitique du maghreb certes, mais aussi vis-à-vis de la Sublime Porte avec laquelle seront sauvegardés les liens privilégiés d'ordre historique, culturel et spirituel.

A cet égard, la méthode d'Ahmed Bey est d'exercer de façon souvent ostentatoire tous les attributs inhérents à la pleine souveraineté. La création d'une armée moderne, instrument d'une souveraineté externe, est un signe de la politique d'indépendance. Mais non le seul.

*Le comte Joseph Raffo, premier Ministre
des Affaires étrangères de la Régence*



Le comte Joseph Raffo est né à Tunis le 9 février 1795. Son père Gian-Battista, un horloger génois enlevé comme esclave, et sa mère Marie Terrasson, originaire de Chiavari, n'ont plus quitté Tunis. Il entre très jeune au service de Hussein Bey (1824-1835) et ne tarde pas à jouer sous son règne un rôle de conseiller très écouté pour les affaires politiques extérieures. Mustapha Bey (1835-1837), frère et successeur de Hussein, le confirme dans ce rôle d'autant plus qu'il est marié à une sœur de Raffo. Ahmed Bey (1837-1855), qui est donc son neveu, lui confère le titre de Ministre des Affaires étrangères. C'est en cette qualité que le Comte Raffo se joint à la suite d'Achmed Bey au cours de sa visite officielle en France en décembre 1846. Il effectue nombre d'importantes missions diplomatiques en Europe. Demeuré sujet sarde, il est anobli par le roi de Sardaigne en 1851. Il consen'e ses fonctions jusqu'en 1860, mais il cesse de jouer un rôle de premier plan sous le règne de M'hamed Bey et de Sadok Bey. Il a fondé sa fortune sur l'exploitation du thonaire de Sidi Daoud, une concession de pêche au nord du cap Bon conservée par sa famille jusqu'en 1905. Il meurt à Paris le 2 octobre 1862, et fut inhumé à Tunis

Tournant délibérément le dos à l'Empire ottoman où il ne mit jamais les pieds, c'est au roi de France qu'il rend visite en 1846. Avec l'Europe et notamment la France, il cherche à établir des relations privilégiées sinon exclusives. Il administre ainsi la preuve que la Cour de Tunis traite d'égal à égal avec les Cours européennes. A cet égard, rien de plus significatif que le cérémonial royal dont s'entoure Ahmed Bey dans son palais du Bardo où l'étiquette de la cour rappelle les fastes de la période hafside. Le cérémonial du Bardo n'est pas sans solennité ni sans grandeur d'après la description laissée par Hugon qui écrit : "une longue file d'officiers généraux, puis des hérauts élèvent les spectres aux chaînettes d'argent et clament le souhait de longue vie "Que dieu protège notre Maître !" Le bach-chater à la haute stature règle leur marche et tandis que se déploie l'étendard husseinite, que l'hymne beylical est joué par la fanfare, le bey possesseur du Royaume de Tunis' vêtu de la longue tunique brodée d'or et de la chéchia étincelante, paré des ordres de sa dynastie et porteur du cimenterre recourbé, gravit lentement l'escalier des lions. Les princes du sang, ministres, hauts dignitaires officiers et courtisans lui font cortège jusqu'au trône héréditaire". Il y a encore de multiples autres signes par lesquels Ahmed Bey a manifesté son comportement de souverain indépendant. Ainsi il décide d'abolir la langue turque dans les correspondances d'Etat et d'adopter l'usage de l'arabe en tant que langue nationale officielle. De même avec Ahmed Bey le sceau du souverain est apposé au recto dans les correspondances officielles, ce qui est un usage diplomatique réservé aux souverains indépendants.

C'est encore Ahmed Bey qui renforce et étend les représentations tunisiennes à l'étranger ; vers la fin de son règne on ne compte pas moins d'une vingtaine d'agences diplomatiques ou consulaires tunisiennes ouvertes dans différents pays d'Europe et d'Orient. Cette politique d'indépendance est appuyée et soutenue par la France.

Aussi n'avait-on à Tunis aucune suspiscion à l'égard d'une grande puissance dont les représentants ajoutent à leurs charges consulaires celles de conseillers diplomatiques officieux du gouvernement beylical. Déjà les traités Clauzel (1830-31) qui tendaient à céder à des princes tunisiens les provinces d'Oran et de Constantine, avaient intéressé la

Cour du Bardo à une alliance franco-tunisienne plus étroite. Mais l'épisode le plus éclatant dans la concrétisation de cette nouvelle alliance fut le voyage triomphal d'A Ahmed Bey à Paris (nov-déc. 1846).

Le chroniqueur Ahmed Ibn Abi Dhiaf affirme à ce sujet que le bey demanda officiellement au roi Louis Philippe la protection de l'indépendance tunisienne, mais n'a pu obtenir que la garantie du maintien du *statu quo*.

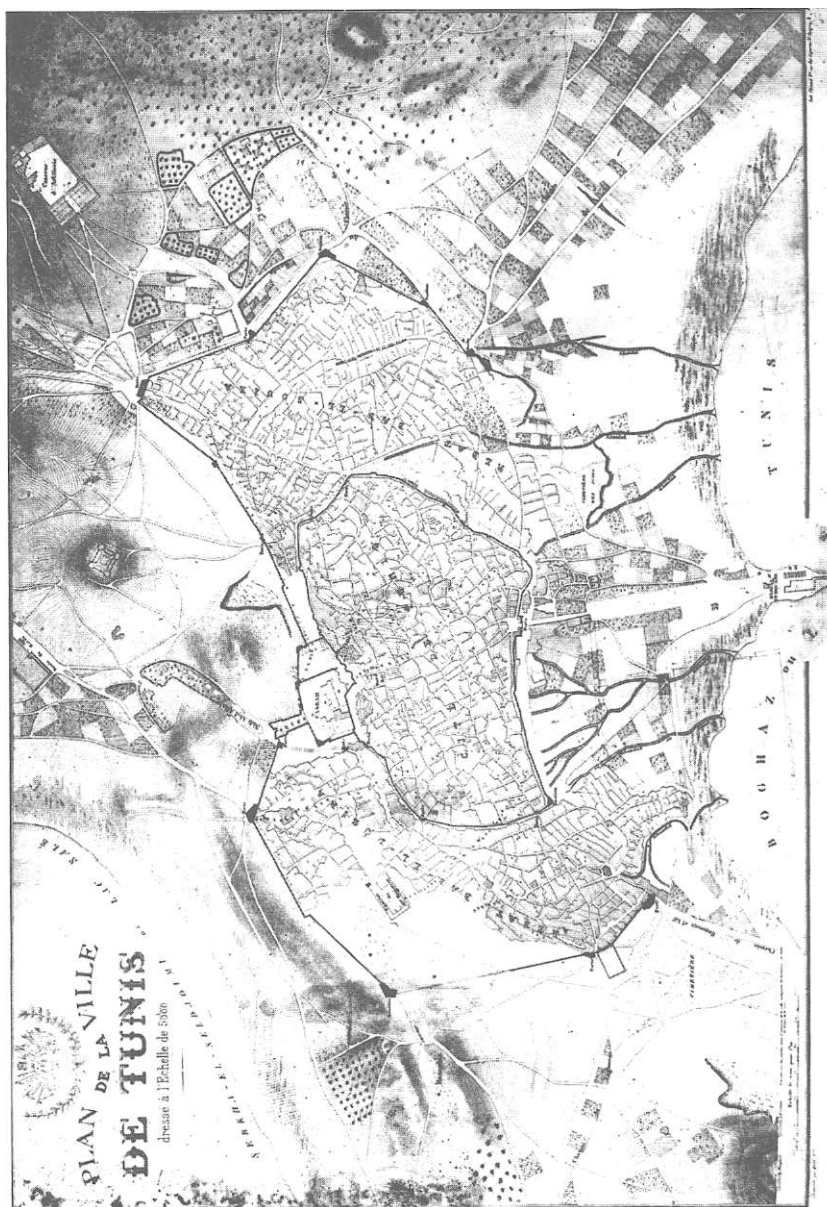
Le mobile du souverain était parfaitement clair. Il cherchait l'appui d'une puissance européenne pour préserver l'indépendance d'une Tunisie dont il s'efforçait par ailleurs de consolider les structures internes.

Le plus urgent, pour Ahmed Bey, était de faire admettre d'une façon définitive au regard du droit international l'existence autonome de l'Etat tunisien. C'est précisément parce que cette autonomie était contestée par la Sublime Porte et appuyée par la France que Tunis se rapprochait de Paris. Le jeu du Bardo était trop clair pour ne pas permettre à la diplomatie française d'exploiter une situation aussi propice.

Paris manœuvra de telle façon que la réalité du danger ottoman disparut, mais que les craintes du bey demeurèrent ; ces craintes étaient même entretenues, car il fallait que l'indépendance tunisienne restât fragile, à la merci de la protection française. Il fallait que la situation demeurât équivoque. C'est là qu'il faut chercher le secret d'une prétendue assistance militaire comme de toutes les autres formes d'immixtion dans la vie de la Régence. Autant Ahmed Bey cherchait à consolider les fondements d'un Etat, aux structures rénovées, à la stabilité incontestée, aux institutions en voie de modernisation, autant la France cherchait secrètement à saper ces fondements, à perturber cette stabilité, à paralyser le fonctionnement de ces institutions. Elle appuyait officiellement une indépendance qu'elle s'acharnait d'autre part à vider de son contenu.

Du moins Ahmed Bey n'eut-il guère l'occasion de mettre à l'épreuve la sincérité de son « alliée ». Il était déjà alité lors de l'embarquement d'une armée tunisienne appelée à participer aux côtés des troupes ottomanes, françaises et anglaises, à la guerre de Crimée (juillet 1854).

Il mourut quelques mois plus tard dans son palais de la Goulette (mai 1855).



Plan de Tunis établi par l'ingénieur Colin en 1860. La ville franche est encore embryonnaire. L'espace entre la Médina et les rives du Lac de Tunis est occupé par des parcelles cultivées.

CHAPITRE III

L'Essai d'une monarchie constitutionnelle

M'hamed Bey et les vellétés de réformes fiscales

Avec l'avènement de M'hamed Pacha Bey, 2e Mouchir, il n'y eut guère de revirement notable dans la politique de la Régence, tout au moins au début du règne. Certes, le nouveau prince est d'esprit plus traditionaliste que son prédécesseur ; attaché à sa foi, respectueux des us et coutumes, il est crédule et facilement influençable. Moins ambitieux que son prédécesseur, M'hamed Bey est aussi moins audacieux dans ses réalisations. Les constructions de la « Muhammadia » sont abandonnées et les troupes régulières en grande partie licenciées. On note simplement l'édification d'un nouveau palais au Bardo.

D'esprit conservateur, avec cependant quelques vellétés de justice et le désir de bien faire, M'hamed Bey maintient en place les mêmes dignitaires mamelouks et à leur tête Mustapha Khaznadar qui était pratiquement premier ministre depuis la mort de Chakir Saheb-Tabaa (1837).

S'il n'y eut pas de compression dans les dépenses ni, de façon générale, de meilleure gestion dans les affaires publiques, c'est que le personnel

politique du Bardo ne s'est guère renouvelé depuis 1837. A son avènement au trône en 1855, M'hamed Bey confirme Mustapha Khaznadar dans ses fonctions de " Ministre de la Régence " .

Flairant la volonté de réformes et l'esprit de justice de M'hamed Bey, le ministre Sidi Mustapha se hâte de concevoir une politique de circonstance. Faisant écho au désir du bey de réformer le système des contributions, il se met à la tâche. Une nouvelle législation fiscale voit le jour, destinée à regrouper et clarifier une fiscalité naguère complexe et désordonnée. L'impôt sur le cheptel est réduit de 50 % ; le *ouchour*, impôt sur les céréales, est fixé à un quart de caffè de blé et un quart de *caffïs* d'orge par 'machia', les impôts coutumiers perçus par les caïds sont supprimés. Mais cet allégement n'est qu'apparent car au mois de juin 1856 est créé un nouvel et important impôt direct : la *Iâna*.

Iâna, plus tard appelée *mejba*, est un impôt de capitation, dû par tous les sujets mâles, pubères et non compris dans un des cas d'exemption légale. Il est fixé à trente six piastres par personne et par an.

C'était en somme un impôt sur les personnes, ce qui rappelle la « *jizia* » exigée des non-musulmans ; aussi se heurta-t-il dès l'abord à l'hostilité des populations. Le bey eut beau souligner le caractère provisoire de la *Iâna*, retarder d'un an la promulgation du décret, la perception se révéla très difficile au début de l'été 1857.

Le Pacte Fondamental (1857)

M'hamed Bey était donc fortement préoccupé par les questions financières. Rien ne laissait prévoir l'importante décision politique qu'il fut amené à prendre au cours de ce même été. Il s'agit de la proclamation, le 10 septembre 1857, du « Ahd al Aman » ou Pacte Fondamental.

A l'origine de ce pacte, un incident fortuit : un juif tunisien prénommé Samuel Sfez a proféré des insultes contre la religion musulmane alors qu'il était en état d'ivresse. Arrêté, il est traduit devant le tribunal charaïque qui le condamne à mort (24 juillet 1857). En l'occurrence, le tribunal applique le droit malikite,

particulièrement sévère pour les blasphémateurs. Le bey ordonne l'exécution de la sentence.

A partir de ce moment, l'affaire devient un événement ; le consul de France, Léon Roches, lui donne un caractère politique, l'interprétant comme la manifestation de la persécution d'une minorité religieuse. L'affaire connaît un retentissement international. La conséquence fut l'arrivée au mois d'août 1857, au port de la Goulette, d'une escadre française sous le commandement de l'Amiral Tréhouart.

M'Hamed Bey est sans ambage mis en demeure d'accorder à ses sujets une charte reconnaissant les libertés fondamentales de l'homme, à l'instar des réformes politiques récemment introduites en Turquie sous le nom de Tanzimat. Ce fut l'objet du « Ahd-al-Aman » promulgué solennellement le 20 Moharrem 1274 (10 septembre 1857).

Le pacte qui s'inspire des « Tanzimats » turcs stipule :

I. Complète sécurité à tous les sujets ; sécurité des personnes, des biens et de l'honneur ;

M'hamed Bey (1855-1859)

Né en 1811, il est le fils aîné de Hussein Bey et de Fâtima, descendante de Othman Dey. Ses études furent peu soignées ; le prince reçoit quelques connaissances du Coran et quelques notions de politique, mais il reste à peu près illettré. Il apprend le maniement des armes et l'art de monter les chevaux. Successeur d'Ahmed Bey, il eut le mérite d'introduire en Tunisie le premier atelier de lithographie ouvrant la voie à l'imprimerie en langue arabe, et surtout la promulgation solennelle du Pacte Fondamental le 20 muharram 1274/10 septembre 1857, une véritable charte des droits devant servir de base à la Constitution de 1861.



II. Egalité devant l'impôt ;

III. Egalité devant la loi ;

IV. Liberté des consciences et sécurité des cultes ;

V. Principe de la conscription au sort ;

VI. Assesseurs israélites pour les tribunaux criminels ;

VII. Principe d'un tribunal de commerce ;

VIII. Egalité des musulmans et des non musulmans dans l'application des règlements ;

IX. Liberté de commerce pour tous et interdiction pour le gouvernement de s'y livrer ;

X. Liberté pour les étrangers d'exercer tous les métiers à condition de se soumettre aux lois du pays en la matière ;

XI. Droit pour les étrangers d'acquérir des biens immobiliers.

Le pacte se termine ainsi : « Nous nous engageons, non seulement en notre nom, mais aussi au nom de tous nos successeurs ; aucun d'eux ne pourra régner qu'après avoir juré l'observance de ces institutions libérales. Nous en prenons à témoin, devant Dieu, cette illustre assemblée composée des représentants des grandes puissances amies et des hauts fonctionnaires de notre gouvernement ».

La simple lecture de ces articles est révélatrice des véritables intentions du consul de France.

Ainsi, sur les onze articles, quatre seulement (I - II - III - V) intéressent directement les sujets tunisiens musulmans. Encore ne s'agissait-il que de concessions fictives, puisque la structure sociale n'admettait pas de hiérarchie des classes, l'égalité devenant ainsi une clause de style (art. II et III).

Quant au principe de la conscription au sort (art. V), important sans doute dans les pays qui entretiennent de fortes armées régulières, il n'a qu'un intérêt relatif dans un pays qui s'appuie traditionnellement sur les irréguliers. Quels intérêts le Pacte sert-il alors ?

Pas ceux des juifs, auxquels ne sont consacrés que deux articles (art. IV et VI) dans une charte originellement faite pour préserver leurs

droits. Et d'ailleurs, on ne leur a concédé que ce dont ils n'ont jamais perdu l'exercice, c'est à dire la liberté de conscience. Car, il est bien évident qu'à aucune époque de l'histoire tunisienne, il n'y avait eu de tribunaux d'inquisition.

C'est alors que nous apparaissent les véritables mobiles du Pacte fondamental, les raisons politiques et économiques qui ont amené le consul de France, Léon Roches, à exploiter « l'affaire Sfez », en vue d'accroître les privilèges de la France et des français en Tunisie.

Six articles sur onze (VII à XI) traitent directement des intérêts européens dans la Régence. L'interdiction pour le gouvernement de se livrer au commerce (art. IX) n'était pas destinée à encourager les activités économiques de la bourgeoisie nationale, laquelle ne se livrait pas au commerce extérieur, mais à accentuer le monopole qu'exerçaient dans ce domaine les négociants européens et singulièrement français. Il en est de même des articles VII et X dont les caractères avantageux pour les européens sont explicites.

La grande conquête de la colonie européenne est cependant l'article XI par lequel le bey reconnaît aux étrangers le droit d'acquérir des biens immobiliers. Obtenu après de longues et vaines sollicitations, ce droit ouvre la voie à la pénétration des européens dans la vie agricole, tout comme les traités des Capitulations avaient permis leur pénétration dans la vie commerciale tunisienne.

Cela dit, le Pacte Fondamental n'en est pas moins un événement qui eut ses répercussions sur la vie politique nationale ; plus par son esprit sans doute que par sa lettre. En effet, il impliquait l'ouverture d'une ère de réformes destinées à concrétiser les engagements souscrits.

Ainsi, une commission militaire est chargée de la préparation d'un projet de loi pour mettre en application le principe de la conscription au sort.

En septembre 1858, le gouvernement crée un conseil municipal à Tunis dont les quinze membres, renouvelables par tiers tous les ans, sont des notables de la ville tous désignés par le prince.

Par ailleurs, M'hamed Bey met sur pied une commission de réformes institutionnelles chargée d'étudier toutes les mesures politiques et administratives dont l'adoption lui paraîtrait utile. La commission avait

toute latitude pour s'inspirer aussi bien des « Tanzimats » turcs que des constitutions politiques européennes. Cette latitude était toutefois limitée car sur les neuf membres de la commission, six - soit les 2/3 - étaient des ministres ou grands commis de l'Etat, pour la plupart des mamelouks. Les trois membres restants appartiennent au *Charâ'* dont on sait la traditionnelle prudence en matière politique.

Telle quelle cependant, la commission de réforme était susceptible de transformer dans le sens d'une évolution positive les structures internes de l'Etat tunisien.

Alité depuis quelque temps, le deuxième mouchir M'hamed Bey est décédé le 22 septembre 1859, laissant la poursuite des réformes institutionnelles à son successeur Muhammad Sadok Bey.

Sadok Bey : monarque constitutionnel

L'avènement du troisième mouchir Muhammad Sadok Pacha Bey se fait dans des conditions inaccoutumées. C'est le premier prince husseinite à prêter, avant de régner, un serment de fidélité aux stipulations du « 'Ahd al Aman ».

Un long règne commence, fait de difficultés, d'agitations et de heurts entre le Bey, des membres de sa famille et les mamelouks de la cour, ainsi qu'entre la Tunisie et certaines puissances européennes.

C'est que le troisième mouchir héritait d'une situation financière et politique particulièrement difficile et qu'il était mal armé pour aplanir. Sadok Bey, dont la culture élémentaire était compensée par l'âge et une certaine expérience des affaires de l'Etat, était cependant de nature apathique et sans plus de volonté que son frère et prédécesseur M'hamed. Il facilita par là l'emprise qu'eurent sur lui les mamelouks et à leur tête le Ministre de la Régence Mustapha Khaznadar.

Celui-ci qui savait à l'occasion se montrer libéral donna un nouveau témoignage de son habileté en faisant sienne la politique réformiste.

Présidant la commission des réformes décidée à la fin du règne de M'hamed Bey, le ministre de la Régence entendait fixer lui-même la limite de l'évolution imposée par les circonstances et bénéficier en même temps de la popularité de cette politique libérale.

Durant l'année 1860, une intense activité réformiste agite la cour du Bardo. Ce fut au mois de janvier, le *manchour* beylical réorganisant l'administration centrale devenue « Ouzara-al-Koubra » (grand vizirat). L'ouzara est divisée en quatre sections : l'intérieur, les affaires étrangères, les finances et la chancellerie.

Au printemps 1860 paraît la loi sur la conscription qui proclame l'obligation du service militaire dont la durée est fixée à huit ans. Le recrutement doit s'effectuer par tirage au sort mais avec possibilité de remplacement.

En juillet de la même année est fondé à Tunis le premier journal en langue arabe intitulé « Al-raïd at-Tunusi »

Toutes ces initiatives qui vont dans le sens de la voie tracée par le Pacte Fondamental, préludent à la reconversion des structures politiques du pays. Ce fut l'objet de la Charte Fondamentale ou Constitution, œuvre de la commission des réformes.

La Constitution de 1861

En vérité, les premières années du règne de Sadok Bey constituent une période féconde en réformes et correspondent au premier essai d'implantation d'une monarchie constitutionnelle dans le pays.

On sait que le Pacte fondamental, octroyé par M'hamed Bey en 1857, ne comporte aucune réforme de structure touchant l'organisation des pouvoirs publics et la réglementation de leurs rapports ; l'œuvre amorcée par le Pacte fondamental est donc forcément incomplète, et il devait revenir à la commission de réformes de la parachever.^{de}

Aussi les grandes réformes que Sadok Bey a accomplies au début de son règne en matière législative et institutionnelle revêtent-elles une importance capitale dans l'histoire du droit public tunisien.

En tête de ces réformes de structure, il faut placer la Constitution de 1861 qui marque la transformation de la monarchie absolue en monarchie libérale. Proclamée solennellement par le bey au mois de janvier 1861, et mise en vigueur le 23 avril de la même année, la Constitution tunisienne est le couronnement de la politique réformiste des princes husseinites au XIX^e siècle¹². Elle vise à établir pour la première fois dans la Régence un régime constitutionnel. Et

d'abord, en tant que loi organique, la Constitution consacre l'entière souveraineté de fait du « Royaume de Tunis ».

Désormais, les trois pouvoirs sont distincts : le pouvoir exécutif exercé par le bey et ses ministres ; le pouvoir législatif appartient au Conseil Suprême ; et le pouvoir judiciaire revient aux différents tribunaux civils.

L'organe de loin le plus important est le Conseil Suprême (ai *majlis al A 'la*) ; les soixante membres qui le composent sont désignés à raison d'un tiers parmi les ministres et les hauts fonctionnaires, le reste parmi les notables de la Régence.

L'article 63 définit les prérogatives du Conseil dont « le concours est indispensable pour toutes les dispositions énoncées ci-dessous : faire de nouvelles lois ; modifier la loi ; augmenter ou diminuer les traitements ou les dépenses quels qu'ils soient ; augmenter l'armée, son matériel ou celui de la marine ; introduire une nouvelle industrie et « toute chose nouvelle » ; révoquer un fonctionnaire coupable ; interpréter la loi ».

Le Conseil ajoute à ses fonctions législatives et financières le contrôle de la politique du gouvernement. Mieux encore, il est le gardien des lois avec la prérogative de déposer le bey si ses actes sont *jugés* anticonstitutionnels (art. 9 et 20). Le Conseil a aussi des attributions judiciaires puisque l'art. 60 l'autorise à s'ériger en Cour de Cassation.

Le pouvoir exécutif appartient sans partage au prince régnant ; la succession au trône se fait par ordre de primogéniture avec obligation du serment de fidélité à la Constitution. Le bey commande l'armée, signe les traités, nomme les fonctionnaires. Aidé de ses ministres, il promulgue les lois et administre le pays. Le souverain dispose d'une liste civile de 1.200.000 piastres (art. 20).

La Constitution met ainsi fin à la toute puissance des beys, à la confusion des pouvoirs, aux désordres financiers.

Une autre prérogative particulièrement chère aux Husseinites leur est enlevée, le pouvoir judiciaire. En effet, si elle est rendue en leur nom, la justice relève désormais de tribunaux autonomes. Dans les villes de l'intérieur, dix tribunaux de première instance jugent au civil et au pénal, celui de Tunis ayant une compétence nationale. Les

questions en rapport avec le droit religieux, les litiges commerciaux, les délits militaires relèvent de tribunaux spécialisés : tribunal du *chara'*, tribunal commercial, tribunal militaire. L'impartialité des juges est garantie par leur inamovibilité (art. 28). Des codes devaient paraître que les juges sont tenus d'appliquer.

Tels sont les principaux traits de la Constitution. Ils impliquent comme on le voit un bouleversement total des structures institutionnelles de la Régence. Un souverain qui règne et ne gouverne pas, une assemblée législative capable de proclamer la déchéance du chef de l'Etat, des tribunaux organisés à l'eupéenne et jugeant par référence à des codes précis : c'était en somme une révolution. Cette charte ne demeura pas lettre morte.

Le fonctionnement du régime constitutionnel

Le régime issu de la Constitution de 1861 fut mis en application et resta en vigueur durant trois ans (avril 1861 - 1864).

Nous avons le témoignage de l'application effective des lois issues de la Constitution durant cette période par les compte-rendus précis, réguliers et substantiels que le *Raid*, journal officiel de Tunisie, faisait des activités des assemblées constitutionnelles ¹³. Le *Raid* reproduit systématiquement les délibérations, arrêts et sentences émanant du Conseil Suprême et des différentes Cours de justice qui étaient en activité entre 1861 et 1864. La lecture du *Raid* nous apprend ainsi comment le Conseil suprême avait exercé ses deux prérogatives essentielles : le droit d'interpréter les lois et le droit de saisine. D'abord en qualité de haute instance judiciaire, le Conseil eut à se prononcer sous forme d'arrêts sur des jugements déjà rendus par les tribunaux ordinaires ; tout comme il eut à juger directement des affaires où étaient impliqués de hauts fonctionnaires accusés de délits graves : prévarication, forfaiture, abus de pouvoir. Dans ces cas et lorsque la culpabilité était établie par un comité *ad hoc* du Conseil, les décisions de révocation n'étaient pas rares.

D'autre part et en qualité de gardien des lois, le Conseil Suprême eut très souvent à accorder des « *fatwas* » ou consultations juridiques destinées à interpréter des articles de lois. Dans cet ordre d'idées le

Conseil était régulièrement saisi d'affaires de *conflits de compétence* opposant entre elles les nouvelles instances judiciaires, de même qu'il avait à se prononcer sur des cas d'espèce et sur des questions juridiques complexes (cf. le *Raïd* des années 1861 à 1864).

Ainsi le fonctionnement des organes judiciaires issus du régime constitutionnel était-il dans l'ensemble correct en dépit des inévitables maladroites des juges civils fraîchement investis, peu rompus aux procédures et quelque peu enclins à l'abus de pouvoir.

En revanche, le fonctionnement des organes politiques issus du nouveau régime ne paraît pas avoir abouti au succès promis. Les relations entre le Conseil Suprême présidé par l'illustre réformateur Khaïreddine et le pouvoir exécutif nominalement détenu par Sadok Bey mais dirigé en réalité par l'omnipotent Mustapha Khaznadar, étaient viciées dès le départ : d'un côté la Cour gardait intactes ses mœurs politiques et n'était guère disposée à un abandon effectif de ses prérogatives, d'un autre côté le Conseil Suprême sous l'impulsion de Khaïreddine refusait le rôle de parlement croupion et, en fait, se révélait moins docile que ne s'y attendait le Bardo.

Ainsi lorsqu'en 1863 le ministre M. Khaznadar, pour affronter la crise financière, décida de contracter à Paris un premier emprunt de 35 millions de Francs, le Conseil ne daigna pas l'entériner. Et lorsqu'au début de 1864 Sadok Bey, conseillé par son ministre, proposa au Conseil Suprême d'augmenter l'impôt de la *mejba*, le Conseil s'y déroba, s'abstint de se prononcer et tenta de s'y opposer en faisant appel « à la sagesse du Bey ».

Dès 1862, un conflit opposait le gouvernement à la fraction libérale du Conseil. L'objet en était la loyale application du régime constitutionnel. Khaïreddine finit par en tirer la leçon et, en novembre 1862, décide de se démettre de toutes ses charges publiques. Son retrait est suivi de la démission collective d'un groupe de six membres du Conseil Suprême, démission rapportée par le journal *Raïd* (2^e an. - n° 31). L'article qui en parle expose les faits sans commentaire ; peut-être que l'opinion publique contemporaine pouvait s'en passer. Ce conflit allait s'aggraver

La résidence secondaire de Salah Chiboub à Ghar-el-Melh

Salah Chiboub est un exemple intéressant de l'ascension sociale d'un officier d'origine provinciale et de condition moyenne. Son père est un négociant des souks, originaire de Djerba. Jeune, Salah s'engage dans l'orchestre de l'armée. Ahmed Bey le remarque et contribue à sa promotion en lui octroyant les grades de : bimbachi, alay amin (1842), qaïm maqâm (1843) et enfin amir liwa des troupes de Ghar-el-Melh et de Bizerte (1850). Devenu officier supérieur, il est chargé également de responsabilités administratives et financières, ce qui va lui permettre d'accumuler une fortune immense constituée essentiellement d'oliveraies (64 000 pieds d'oliviers répartis sur plusieurs régions et surtout au Cap Bon). A la fin du règne d'Achmed Bey, Salah Chiboub, jalouxé, insidieusement accusé de malversations, est assigné à résidence puis exilé à Djerba où il trouve la mort en 1865.



La résidence secondaire de Salah Chiboub à Ghar-el-Melh, construite vers le milieu du XIX^e siècle.

d'année en année, alimenté par le mécontentement persistant des opposants et celui des victimes des graves crises financière et économique qui agitaient le pays, pour aboutir à la suspension de la Constitution en avril 1864.

En définitive, le régime constitutionnel de 1861 fut beaucoup plus une expérience qu'un acquis définitif de la vie politique tunisienne. Sa mise en application, nonobstant la pénurie de cadres et l'absence de maturité politique, se heurta à maints obstacles inhérents aux mœurs de la Cour du Bardo et à l'opposition ouverte des milieux conservateurs, autorités charaïques, notabilités provinciales, confréries religieuses...

Faut-il dire que ce régime - le premier à voir le jour dans un pays arabe - allait au delà des moyens du pays ? Le fait est que dans sa relation des événements, le chroniqueur Ahmed Ben Dhiâf insiste sur le fait que l'opinion n'était pas acquise à la Constitution et n'avait pas compris le sens du nouveau régime.

Et pourtant, appliqué loyalement, le nouveau régime aurait pu conduire à une certaine forme de démocratie. Ce fut là précisément l'obstacle sur lequel trébucha la Constitution de 1861. Mal expliqué, mal adapté, mal appliqué, le nouveau régime manqua d'appui singulièrement après le retrait du groupe réformiste patronné par Khaïreddine.

L'expérience constitutionnelle était ainsi dès le départ condamnée à l'échec. Mieux encore, les implications financières et politiques de cette expérience, allaient ouvrir pour la Tunisie une ère de crises qui, au-delà de la suspension de la Constitution, allait atteindre la souveraineté même du pays.

L'expérience restera une référence mémorable dans la conscience des éléments réformateurs et sa reprise sera revendiquée plus tard par le groupe des Jeunes Tunisiens, héritiers spirituels de Khaïreddine.

CHAPITRE IV

De la révolte de Ben Ghedahoum à la Commission Financière Internationale

La période qui s'étend de l'avènement de Sadok Bey en 1859 à l'établissement du protectorat français en 1881, constitue, on le sait, une période décisive dans l'histoire moderne de la Tunisie, puisqu'elle fut jalonnée d'événements d'une gravité exceptionnelle comme la suspension de la Constitution de 1861, la révolte de Ali Ben Ghedahoum en 1864, la banqueroute de l'Etat, l'installation de la commission financière internationale en 1869 et l'installation du protectorat français en 1881.

Or ces événements, loin d'être disparates, n'étaient que les pièces d'un puzzle dont la reconstitution n'est possible que par référence à la pièce centrale que constituait l'hégémonie française sur la Régence. Précisément, le fait fondamental de cette période est la consécration sur les deux plans local et international de cette hégémonie.

La tutelle française sur Tunis

Au-delà d'une simple prééminence diplomatique ou de l'exercice d'une influence fut-elle occulte, la prépondérance française durant le demi-siècle précédant le Protectorat équivalait à une tutelle *de facto*, quoiqu'informelle, sur tous les secteurs de la vie tunisienne. Elle constituait un fait patent et s'inscrivait dans la réalité quotidienne, bien avant l'avènement de Sadok Bey. Il s'agissait pour la France de pratiquer à l'égard de la Tunisie une politique de pénétration économique, militaire, technique, culturelle qui, sous couvert d'appui au principe d'indépendance, devait aboutir à l'établissement du protectorat.

Vers le milieu du siècle déjà le tableau de la « présence » française est édifiant. Qu'on en juge.

Dans le domaine militaire, la quasi totalité des officiers instructeurs de l'armée tunisienne sont français, et des missions permanentes séjournent non seulement à Tunis mais aussi dans d'autres places fortes telles la Muhammadia et Porto Farina. A l'école du Bardo, les officiers sont formés à la française. Tous les établissements para-militaires (manufacture de Tébourba, arsenal de la Goulette, poudrerie de la Kasbah, fonderie de la Hafsia) sont dirigés par des techniciens français.

L'entretien de l'aqueduc de Zaghuan, c'est-à-dire du plus important réseau d'adduction d'eau de Tunisie, ainsi que le service des eaux dans la capitale sont détenus par des concessionnaires français : le groupe Colin, auquel succède la société Lavril et Roche qui elle-même cède plus tard la concession à l'entreprise Ph. Caillat.

Au sein de l'administration centrale du Bardo, la section des travaux publics est dirigée par des ingénieurs français. A l'imprimerie officielle de Tunisie, la direction technique de la régie est assurée par des français. C'est encore un personnel français qui assure la gestion du réseau télégraphique couvrant l'ensemble du pays. En fait, la plupart des entreprises du secteur public sont concédées, ou à tout le moins gérées, par des français.

Lorsque dans le cadre du développement de l'enseignement fut créé le collège Sadiki, tous les professeurs affectés à la section

moderne du Collège sont de nationalité française ; il en est de même de l'inspection générale de l'enseignement.

Mais il va de soi que de tous les domaines où la présence française est sensible, le plus remarquable est le domaine économique. En cette matière, la France ne se limite pas à l'exercice de privilèges capitulaires mais s'assure le quasi monopole des échanges extérieurs plusieurs décennies avant le protectorat. Dès le milieu du siècle en effet, 50% des importations tunisiennes et 35 % des exportations se font avec la France, et notamment la ville de Marseille dont le commerce extérieur tunisien est largement tributaire. Alors qu'à Tunis la meilleure partie du grand négoce est détenue par des hommes d'affaires provençaux, à Paris c'est la maison Rothschild et à Marseille la maison Pastrie qui sont officiellement chargées des fournitures de l'Etat tunisien. Commerce d'autant plus florissant que les produits français ne payent à l'entrée en Tunisie qu'un droit de douane symbolique de 3%.

Dans le domaine financier enfin les établissements de crédit français se sont assurés une place prééminente au point que toutes les dettes contractées par l'Etat tunisien à l'étranger l'ont été auprès de banques françaises sinon par leur intermédiaire ; et ce n'est pas un hasard si la commission financière installée à Tunis en 1869 fut placée sous l'autorité directe d'un inspecteur français des finances.

L'hégémonie française s'étend évidemment au domaine proprement politique. On observe d'abord qu'après la visite rendue par Ahmed Bey au roi Louis Philippe en 1846, et celle rendue par Sadok Bey à Napoléon III en 1860, cette forme spectaculaire d'hommage devient un usage nouveau qu'on cherchait à créer pour mettre en évidence la nature « particulière » des liens tuniso-français. En tous cas il est difficile de ne pas y voir une forme d'allégeance politique.

Dans le même temps, le Consul de France exerce à Tunis une véritable tutelle sur la diplomatie de la Régence. Ses arguments sont d'autant plus convaincants qu'ils sont appuyés par la présence permanente d'une stationnaire française à la Goulette. En 1864, ce fut le consul de Beauval qui mit le gouvernement tunisien en demeure de suspendre le régime constitutionnel.

Du reste, la politique étrangère du Bardo évolue dans l'orbite de la diplomatie française. Cela est visible à travers les articles publiés dans le *Raid*, journal officiel publié à Tunis dès 1860. En effet dans chaque édition du journal sont reproduites les nouvelles ayant trait à la *politique intérieure et extérieure du gouvernement de Paris*. Il s'agit de la reproduction régulière et systématique des événements se déroulant en France. Le journal tunisien en est même arrivé à consacrer l'essentiel de ses colonnes, soit deux et parfois trois pages sur un total de quatre, à couvrir les sessions du Sénat et du corps législatif français et à assurer la reproduction textuelle de tous les débats qui s'y déroulent. En somme, les lecteurs du *Raid* n'étaient pas moins informés de la politique française que ceux des organes métropolitains. Il y a mieux. C'est aussi à travers la presse française que le *Raid* informait ses lecteurs de l'actualité mondiale, épousant du même coup le point de vue officiel français sur les événements internationaux.

Ce rappel sommaire des éléments et instruments de la prépondérance française indique assez l'étendue du champ d'action qu'elle s'est acquise et qui fait que dès le milieu du siècle, rien ne pouvait se faire à Tunis sans la France, encore moins contre elle. Cela veut dire aussi que l'évolution des événements en Tunisie entre 1859 et 1881 ne peut se comprendre qu'à la lumière de cette prépondérance, qui était déjà un protectorat de fait (selon le propre aveu du ministre français Waddington) avant de devenir un protectorat de droit. Précisément et à la lumière de ce qui précède, on peut distinguer dans le règne de Sadok Bey deux périodes bien distinctes dont la première correspond au vizirat de Mustapha Khaznadar, et l'autre au vizirat du général Khaïreddine.

Le vizirat de Khaznadar

Mustapha Khaznadar ministre de la Régence (*ouazir al 'amala*) depuis l'avènement d'Ahmed Bey (1837) est maintenu à sa charge sous M'hamed Bey, et de nouveau confirmé à l'avènement de Sadok Bey en 1859. Il restera au gouvernement jusqu'à sa chute en 1873 quoiqu'il soit éclipsé dès 1870 par la nomination de Khaïreddine comme ministre dirigeant.

Sadok Bey (1859-1882)

Muhammad Sadok Bey est le douzième prince de la dynastie husseinite. Né le 22 mars 1814, il succède à son frère M'hamed en 1859. Il était alors âgé de quarante-cinq ans. Privé d'instruction, faible de caractère, il se souciait peu des affaires publiques et laissait la réalité du pouvoir à son entourage.

Quelques années avant l'établissement du Protectorat français, il prit pour premier ministre son ancien mignon Mustapha ben Smaïl qui exerçait sur lui une influence néfaste. Muhammad Sadok Bey mourut dans la nuit du 27 au 28 octobre 1882 à l'âge de 68 ans.



Mustapha Khaznadar (1817-1878)

Mamelouk, originaire de l'île grecque de Chio où il serait né vers 1817, le jeune Mustapha alias Georges Kalkias Stravelakis est amené au Bardo sous le règne de Hussein Bey II. Ami d'enfance du prince Ahmed qui, lors de son avènement en fait son khaznadar et son principal ministre, il est maintenu à sa charge sous M'hamed Bey et Muhammad Sadok. Le 21 octobre 1873, étant considéré comme le premier responsable de la faillite du pays, il est écarté du pouvoir et remplacé par son gendre, le ministre réformateur Khäïreddine.



Mamelouk, originaire de l'île grecque de Chio où il serait né dans la deuxième décennie du siècle, le jeune Mustapha alias Georges Stravelakis arriva à Tunis sous le règne de Hussein Bey. Il fut installé à la Cour du Bardo où il reçut une éducation princière. Il était déjà le compagnon de jeu du prince Ahmed qui, lors de son avènement, devait l'élever aux fonctions de Khaznadar et en faire son principal ministre. Ayant reçu une instruction de type tunisien classique, il parlait peu les langues étrangères à l'exception de l'italien. De tempérament calme, d'esprit fin et délié, Mustapha Khaznadar s'était initié jeune aux affaires où il avait fini par acquérir une solide expérience et un réel talent.

Mais surtout Khaznadar était plus diplomate qu'administrateur, plus affairiste qu'homme d'Etat, et souvent porté à confondre ses intérêts personnels avec ceux du régime qu'il servait. Toutefois et nonobstant sa réelle cupidité qui fut établie par les rapports de la commission financière internationale en 1873, le grand tort de Mustapha Khaznadar fut d'être apparu - à tort ou à raison - comme un adversaire de la politique française dans la Régence.

C'est cela sans doute qui causa sa ruine bien plus que la terrible crise financière où sa responsabilité fut certes largement établie. Le fait est que lorsqu'une ère de crises s'ouvrit pour la Régence, le ministre Mustapha Khaznadar ne sut ni maîtriser les événements ni même y faire face, dévoilant du même coup une incurie qui contribua à aggraver la situation.

Les prémisses de la crise

Les prémisses de la crise financière se manifestèrent dès l'avènement de Sadok Bey. Les importantes réformes politiques et administratives devaient inévitablement avoir des implications financières qui dépassaient les ressources normales de l'Etat. Il fallait financer les nouveaux organes mis en place. L'installation de tribunaux civils, la création de nouvelles charges administratives se traduisirent par une extension de la fonction publique et partant une charge pour le trésor. Toutes ces dépenses, plus ou moins opportunes, aboutirent à une pénurie d'argent. Mal conseillé, le souverain ne sut y

faire face. Le déficit budgétaire ne cessait de s'élargir et le besoin d'argent devenait par trop aigu.

Les responsables des finances publiques se laissent entraîner à des solutions de facilité. A défaut de numéraire, les paiements de l'Etat ne s'effectuent plus que par « *teskérés* » ou bons du trésor. Des fournisseurs du Bardo, des fonctionnaires même ne sont plus payés que par *teskérés*.

Les créances s'accumulent sans autres possibilités d'y faire face que d'en contracter de nouvelles. Un cycle infernal commençait que l'on n'était plus maître d'inverser.

Le ministre Khaznadar opte alors pour la politique des emprunts. Jusqu'à la promulgation de la Constitution (avril 1861), il n'avait fait appel qu'aux créanciers locaux, fournisseurs traditionnels de la cour, pour la plupart courtiers israélites ou négociants européens. Mais les possibilités d'emprunts locaux étant épuisées, l'absence d'établissements de crédit dans la Régence rend nécessaire l'élargissement du champ des créances par l'appel aux organismes bancaires européens.

Or c'était l'époque où l'agiotage triomphait sur les places financières d'Europe. Des spéculateurs à la recherche d'affaires faciles, des pseudo-banquiers, des aventuriers de la finance, des courtiers véreux avaient l'art d'apparaître dans tous les pays en mal d'argent. Après Istanbul et le Caire, le marché tunisien est l'objet de leurs convoitises. Des personnages aussi douteux que le levantin Rochaid Dahdah, le spéculateur anglais Staub, le romain Ganesco, le juif Erlanger originaire de Francfort mais naturalisé français, que n'appuyait aucun établissement de crédit sérieux, viennent offrir leurs « services au gouvernement tunisien » (Ganiage).

Le fait important est que nombre de ces spéculateurs avides et sans crédit qui tiennent à faire facilement fortune au détriment de l'Etat tunisien, sont officiellement recommandés par Paris et introduits au Bardo par le consul Léon Roches. Ce consul permet le succès du groupe Dahdah-Erlanger et sa participation personnelle est si active qu'on peut douter qu'elle fut désintéressée. C'est que le gouvernement tunisien refuse d'abord de se prêter à cette combinaison. Mais pressé par le temps

et après *de longues et vaines démarches* auprès des banques de Londres et de Paris, le ministre Mustapha Khaznadar se fait autoriser par le prince de contracter un emprunt de 30 millions de francs auprès de la banque Erlanger et Cie. (mai 1863). L'emprunt qui nécessitait un service annuel de 4.200.000 frs est amortissable en quinze ans.

Cet argent acquis à un taux d'intérêt élevé et sur lequel sont prélevés quelques cinq millions en commissions et courtage, loin de servir à l'amortissement de la dette locale, est dilapidé aux trois quarts en moins d'un an. Le plus grave est que l'emprunt est garanti par l'impôt de la *mejba* qui ne rapporte que trois millions de piastres par an, chiffre évidemment insuffisant pour alimenter le service annuel de la dette.

Force fut donc au bey Sadok de décider en Conseil le doublement de la *mejba* déjà très impopulaire (déc. 1863 - janvier 1864).

On distingua six catégories de contribuables dont la plus imposée devait payer annuellement 108 piastres. On comprend le refus du Conseil Suprême de ratifier une telle décision dont le début d'application ouvre une crise politique dans la Régence sous la forme d'une révolte connue sous le nom de révolte de Ben Ghedahoum.

La révolte de Ali Ben Ghedahoum (1864)

Depuis le règne d'Ahmed Bey, un malaise existait chez les citadins comme chez les bédouins. On acceptait mal tout ce qui pouvait bouleverser les coutumes établies. Ainsi s'expliquent les récriminations contre les réformes d'Ahmed puis de M'hamed Bey.

Déjà, l'impôt de 1 *lâna* ou *mejba* qui avait pour lui la modicité et le caractère provisoire, n'était perçu que par la contrainte.

Mais ce sont les premières années du règne de Sadok Bey qui furent marquées par les transformations les plus audacieuses dans la vie de la Régence. La Constitution de 1861 dont le chroniqueur Ahmed Ben Dhiaf affirme qu'elle n'a jamais été bien expliquée au peuple fut ainsi mal accueillie. En fait de nouveauté, on n'y a vu que l'établissement de la conscription générale, la création de tribunaux qui éloignent la justice du justiciable, les concessions faites aux Européens (droit de propriété), et en fin de compte le doublement voire le triplement de la *mejba*.

Révolte de Ali Ben Ghedahoum : les 13 revendications des insurgés

[illegible]

Lettre adressée par les chefs des tribus datée de la fin du mois de Safar 1281H. (1864) à "notre Seigneur Muhammad Sadok Pacha Bey" et dans laquelle ils exposent une liste de 13 revendications.

Cette époque coïncidant avec la réparation de l'aqueduc de Zaghouan et la construction des lignes télégraphiques, le peuple a confondu dans une même réprobation, Constitution et concessions, c'est-à-dire tous les signes de l'emprise européenne sur le pays. En somme, la nouvelle politique du Bardo consistait à vendre la Régence aux chrétiens et à pressurer démesurément les populations.

Au début du printemps 1864, le mécontentement était général et nulle part l'on n'était disposé à acquitter la *mejba*. L'opposition se manifeste d'abord chez les tribus « bâchias » de l'ouest, de longue date hostiles au régime, mais elle se propage rapidement à travers tout le territoire.

Un chef s'impose en la personne d'Ali Ben Muhammad Ben Ghedahoum. Ce chef est né en 1815 dans le cheikhat des oubadjer ; son douar est apparenté aux Ouled Msahel et Ouled Mhenna, quatrième « bardâa » de la grande tribu des Majer. Fils d'un cadhi, Ali a fait des études en langue arabe, à l'époque précisément où l'entrée de la France en Algérie créait un choc dans les milieux lettrés de Tunis. Mais il n'a pas trop poussé ses études et bientôt il occupe dans sa tribu la charge de secrétaire du caïd. C'est au printemps de 1864 qu'il donne la mesure de son courage, car seules ses qualités personnelles l'imposent comme chef de l'insurrection. La révolte éclate spontanément et de façon désordonnée chez les Mthalith de l'Arad, les Jlass du Kairouannais, les Majer et les Frachich qui campent dans le voisinage de la frontière algérienne. Très vite cependant, les premiers contacts s'établissent et l'unité se fait autour d'Ali Ben Ghedahoum.

Des réunions groupent les notables des tribus soulevées pour sceller sur le papier et par des serments solennels l'alliance contre la politique de Khaznadar (avril 1864). Autour de Ben Ghedahoum, les principaux personnages sont le Jlassi Seboui Ben Mohamed Seboui et le Riahi Fradj Ben Dahr.

Au départ, l'objectif est clair : retour à la tradition en matière de justice et d'impôts. Mais, enhardis par leurs premiers succès, les chefs de la révolte dressent une liste de revendications dans laquelle figurent la disgrâce de Khaznadar, la nomination de caïds « arabes », l'abaissement du *ouchour* et la suppression d'une partie des *mahsoulats*. Bientôt, il

apparut que l'insurrection cherchait à mettre fin à la Constitution. La révolte prend ainsi l'apparence d'une contre-révolution.

Au milieu du mois d'avril, la révolte est générale à l'exception des villes du littoral. Partout les caïds et autres agents du Makhzen ont dû s'enfuir, L'agha du Kef, le général Farhat, qui voulait résister à la tribu des Ounifa, est tué le 16 avril 1864.

Il serait faux toutefois de croire à une révolte dévastatrice dirigée par une bande de pillards. Dans son ouvrage, Ben Dhiaf affirme au contraire que les affrontements traditionnels entre tribus ont cessé ainsi que les brigandages sur les routes. De son côté, le consul de France de Beauval écrit à son ministre des Affaires Etrangères le 20 avril 1864 : « A l'exception d'actes isolés, fanatisme et pillage sont restés étrangers au mouvement ».

La révolte connaît à l'étranger un grand retentissement. Aussi toutes les puissances intéressées par l'évolution de la situation tunisienne suivent-elles de près la marche des événements. Dès la fin du mois d'avril, des vaisseaux anglais, italiens, français et ottomans mouillent dans les eaux de la Goulette sous le prétexte officiel de protéger leurs nationaux.

Surpris par l'ampleur du soulèvement et inquiétés par la présence inopinée d'une escadre internationale, le bey Sadok et son ministre Mustapha Khaznadar durent faire des concessions.

Le 19 avril, un *manchour* beylical proclame la renonciation au doublement de la *mejba* ainsi qu'à l'obligation de recourir aux tribunaux. Puis, allant plus loin, le bey informe le président du Conseil Suprême de sa décision de suspendre la Constitution (1^{er} mai 1864).

En même temps qu'il prépare son armée, le gouvernement contacte les chefs de la révolte par l'intermédiaire du bach-mufti malikite Ahmed Ben Hussein et du chef de la confrérie rahmania Mustapha Ben Azouz. Les négociations sont délicates car en dépit de la proclamation de Ali Ben Gedahoum « Bey des Arabes », les dissensions sont nombreuses entre les insurgés ; les agents du Khaznadar raniment l'antagonisme entre *soffs* opposés.

De son côté, le consul de France de Beauval appuie ouvertement la révolte et correspond avec Ben Ghedahoum.

Mais par-dessus tout, la méfiance des populations à l'égard du Bardo empêche la conclusion d'accords sincères. La situation s'aggrave au courant du mois de mai par la révolte de Sfax, puis celles de Sousse et de Djerba. Seul Tunis reste étonnamment calme. Il faut toutefois remarquer que le soulèvement des villes du littoral est différent de celui des tribus : Sousse et Sfax une fois révoltées hissent le drapeau vert et proclament leur attachement au Sultan.

Le gouvernement eut alors beau jeu de manœuvrer, opposant bāchias et husseinia, nomades et citadins. Le temps travaille pour lui car l'indécision, le manque de préparation et les dissensions empêchent Ali Ben Ghedahoum d'opérer sa marche sur Tunis au moment où le Bardo ne disposait pas de troupes régulières. Par contre la situation se complique avec les interventions diplomatiques.

Dès le début de la révolte, l'intervention des puissances étrangères s'ajoute à la confusion politique du Bardo. La présence d'une escadre internationale devant la Goulette et les rumeurs de débarquement créent une atmosphère de panique tant du côté des autorités que de celui des insurgés. Les consuls dont les escadres étaient présentes s'enhardissent, tentant chacun en ce qui le concerne de faire prévaloir auprès du bey les politiques de leurs pays respectifs.

La gêne du gouvernement tunisien quant à l'adoption d'une certaine ligne politique est d'autant plus grande que les consuls interviennent de façon contradictoire. Ainsi la diplomatie française, en ce qui la concerne, poursuit-elle un triple objectif :

- 1) Faire échouer les réformes du fait que les institutions nouvelles sont considérées comme autant d'entraves à une politique d'immixtion dans les affaires intérieures de la Régence ;

- 2) Eviter une internationalisation de la crise pour maintenir le *statu quo* de la Régence ; et éviter par-dessus tout un rapprochement tuniso-ottoman dont la France ferait les frais ;

- 3) Empêcher la prolongation d'une guerre civile susceptible de contaminer les provinces algériennes et de se muer en mouvement xénophobe anti-chrétien.

Que dans la poursuite de ces objectifs, le consul de France de Beauval ait manqué d'habileté ou qu'il ait adjoint ses animosités personnelles contre le ministre Mustapha Khaznadar, n'entachait en rien ces dominantes de la diplomatie française. Car c'est bien au nom de son gouvernement et en compagnie du vice-amiral commandant l'escadre française à la Goulette que le consul de Beauval se présenta au bey et lui fit la double mise en demeure d'abroger la Constitution de 1861 et de disgracier le Khaznadar. Nonobstant l'attitude provocante du consul à laquelle le vice-amiral ajoutait par sa présence l'argument de la force, le bey put tergiverser, gagner du temps et parvenir finalement à manœuvrer de telle sorte qu'en composant avec les circonstances, il parvient à sauvegarder sa dignité. D'une part, le Khaznadar n'est pas disgracié et ne le sera pas de sitôt, d'autre part la Constitution n'est pas abrogée mais seulement « suspendue ». Et surtout les « bons offices » du consul ne furent en rien mêlés au règlement final de la crise. Par contre de Beauval perdit son poste.

La résistance du bey est grandement facilitée par la prise de position anglo-ottomane. Il faut dire que Londres et Istanbul poursuivent à Tunis la même politique qui consiste à contrecarrer les visées françaises sur la Régence. A Tunis, le consul anglais R. Wood et l'envoyé du sultan Haïder Pacha déploient leurs efforts en vue du maintien du régime constitutionnel, du rétablissement rapide de la paix et du resserrement des liens tuniso-ottomans.

A cet égard, les conseils du consul R. Wood, et les subsides envoyés par le Sultan permettent au gouvernement du Bardo de reprendre en mains la situation. Trois mois après le début de la révolte, le bey se ressaisit. Les subsides du Sultan comme les conseils du consul britannique lui redonnent courage. Il donne un appui sans équivoque à son ministre Khaznadar dans son programme de pacification.

Une première expédition est mise sur pied et quitte Tunis pour Béja le 26 juin. Le moment est d'ailleurs opportunément choisi. En effet, le début des moissons refroidit bien des enthousiasmes, contraignant Ben Ghedahoum à négocier avec le bey l'accord du 26 juillet 1864 dont les principales clauses sont l'aman général et la réduction notable des impôts. Dès lors, la révolte est pratiquement terminée.

Toutefois, le gouvernement décide d'expédier l'armée du général Rustem au Kef afin de châtier tribu responsable de la mort du général Farhat. Comme la région est voisine du domaine des Majeur, Ali Ben Ghedahoum prend peur. Il reconstitue une armée et affronte le camp du général Rustem. La rencontre lui est malheureuse et Ben Ghedahoum doit se réfugier en Algérie.¹⁴

Alors que le général Rustem pacifiait la région du Kef, Mustapha Khaznadar constitue une deuxième armée sous le commandement d'Ahmed Zarrouk qui quitte Tunis pour le Sahel le 29 août. C'est que, reniant ses engagements, le gouvernement entend organiser une répression pour châtier tous ceux qui prirent part de près ou de loin à la révolte. Il s'agissait de décourager à jamais l'esprit de rébellion et d'approvisionner le trésor de l'Etat par des recettes extraordinaires. Décrivant la répression, le vice consul de France Espina écrit le 1^{er} mars 1865 : « L'amende n'a été perçue qu'au moyen de la réclusion, de la mise aux fers, de la bastonnade et des rigueurs les plus illégales (...). Parmi ces rigueurs, je signalerai la confiscation des biens, la torture poussée parfois jusqu'à ce que besoin ou mort s'ensuive, la violation du domicile, et enfin le viol des femmes tenté ou consommé sous l'œil même des pères ou des maris enchaînés. »

Il est évident que sur l'ordre du ministre Khaznadar, Ahmed Zarrouk pressurait les populations pour obtenir le maximum d'argent : arriérés des impôts, taxes exceptionnelles de guerre... le déficit du trésor mettait le gouvernement aux abois. La situation financière de la Régence en 1865 était à bien des égards pire que celle de l'année 1862 ; les troubles et la révolte dispensèrent une large partie du pays de s'acquitter des impôts, dans le même temps où les dépenses de l'Etat étaient accrues du service de la dette contractée en 1863, ainsi que des frais occasionnés par la pacification.

Au début de l'année 1864, le trésorier de la Régence, le caïd Nessim Sammama quittait Tunis secrètement laissant un découvert de vingt millions de piastres, total équivalent à l'ensemble des recettes fiscales pendant un an.

Le plus grave est que cette crise politico-financière allait se compliquer d'une terrible crise économique due tant aux calamités naturelles qu'à la conjoncture dans laquelle se trouvait le pays. Dans la première décennie

Révolte de Ali Ben Ghedahoum La répression de Ahmed Zarrouk



Décret beylical daté 28 août 1864 par lequel Sadok Bey nomme Ahmed Zarrouk à la tête de la **mahalla** et lui donne pleins pouvoirs pour rétablir l'ordre dans le Sahel.

du règne de Sadok Bey, l'économie tunisienne connaît l'une des plus sombres périodes de son histoire. Les malheurs qui frappent le pays durant ces « années noires » sont décrits par des témoins directs, chroniqueurs tunisiens et observateurs étrangers. La crise s'ouvre au début des années soixante et connaît son paroxysme en 1867.

Dès 1863 un marasme règne dans l'agriculture où, la récolte ayant été mauvaise, on enregistre une hausse des cours du blé. Dans un pays essentiellement agricole, les activités économiques dépendent étroitement des récoltes. De ce fait, le marasme agricole ne tarde pas à s'étendre aux autres secteurs de l'économie.

La situation empire lorsque les mauvaises récoltes se succèdent. Puis ce furent les épisodiques et désastreuses invasions de sauterelles. Or loin de venir en aide à la population, le gouvernement l'accable par une politique inconséquente : altération de la monnaie (mise en circulation d'une monnaie de cuivre d'une valeur nominale quatre fois supérieure à sa valeur intrinsèque), accroissement abusif de la fiscalité (extension de l'impôt de l'olivier, création de la taxe du timbre...), vente anticipée des licences d'exportation.

La crise économique atteint son paroxysme lorsque la famine et les épidémies se déclarent. A son tour, la famine engendre un pillage généralisé. A Tunis même le pain manque dès 1866. Son prix au kilo en est quintuplé. La disette sévit dans des régions comme Béja pourtant connue pour la fertilité de son sol. De toutes parts, des ruraux affamés affluent vers les villes où ils s'entassent dans des conditions précaires, contribuant à la propagation des maladies contagieuses. Au printemps de l'année 1867, une épidémie de choléra se déclare à Tunis. Elle s'étend rapidement à l'armée qui campait aux alentours. Une autre épidémie, celle de la fièvre microbienne, se répand également à Tunis. Dans les campagnes, ce sont les épizooties qui déciment les maigres troupeaux qui avaient pu résister à la sécheresse.

L'ensemble de ces calamités naturelles et politiques devaient mettre le pays à genoux sans résorber la pénurie du trésor. De 1864 à 1868 la sécheresse persistante, la révolte et les troubles politiques,

le choléra, la famine désolent la Tunisie. En quelques années les ressources du pays sont réduites des neuf dixièmes.

Devant cette situation, Mustapha Khaznadar ne trouva rien de mieux que de persuader le bey de la nécessité de lancer de nouveaux emprunts en Tunisie et à l'étranger.

La commission financière internationale

Au premier emprunt lancé par l'entremise de la maison Erlanger et Cie en 1863 devait succéder un second emprunt: de trente six millions de francs émis en 1865 par une autre banque française, le Comptoir d'Escompte de Paris. Les conditions léonines dans lesquelles était négocié cet emprunt dénotaient déjà une baisse du crédit de la Régence. Or quelle part le gouvernement a-t-il pu réellement encaisser ? A quoi a servi le peu d'argent encaissé ? Ces questions étaient d'autant plus légitimes que l'emprunt une fois réalisé, la Tunisie se trouva à peu près dans le même état que précédemment.

Au delà du caractère scandaleusement léonin du contrat, cet argent, tout comme celui de l'emprunt de 1863, fut gaspillé dans des achats parfaitement inutiles, conseillés et réalisés par les créanciers eux-mêmes ! Dans son ouvrage intitulé : *La Tunisie avant et depuis l'occupation française*, N. Fauron écrit « Un nouvel emprunt est décidé en 1865 ; la seule différence avec le premier est que les crocodiles empaillés et les boîtes à musique sont remplacés par des lingots de cuivre, une frégate à peu près hors d'usage et des canons rayés au dehors ».

L'argent laborieusement acquis n'arrivait à Tunis que sous forme de fournitures étranges.

Les appels répétés aux crédits européens dégradèrent davantage la situation financière qu'ils étaient censés assainir. Mieux encore, à la faveur du déséquilibre financier, le capital français prenait solidement pied dans la Régence. Dès lors, le gouvernement de Paris avait des raisons multiples de s'intéresser à l'évolution de la situation tunisienne.

En 1867, Mustapha Khaznadar recourt à un troisième emprunt qu'il contracte de nouveau auprès de la maison Erlanger et Cie (cent millions remboursables en trente ans). Cette fois, le crédit de Tunis était si affecté que le succès de l'emprunt fut médiocre et un lot important d'obligations ne trouvait acquéreur qu'au tiers de la valeur nominale. Ainsi le troisième emprunt a-t-il ainsi pratiquement avorté. Mais le gouvernement avait un besoin urgent de liquidités pour payer les intérêts annuels de la dette extérieure et faire face à la masse des créanciers locaux. Mustapha Khaznadar en vint à ramasser des fonds chez les grands dignitaires de la cour, les fermiers généraux, les négociants juifs et les riches bourgeois de la capitale. Plus que jamais il recourait aux extorsions de fonds. En 1868, le gouvernement dans le but de clarifier la situation, tente d'unifier les dettes de l'Etat : celles des prêteurs locaux et celles des banques étrangères. Mais les créanciers ne voulurent pas s'y prêter et les banques étrangères, flairant la banqueroute, déposent auprès des tribunaux français une demande en nomination de séquestre sur les recettes fiscales de la Tunisie. Le gouvernement de Khaznadar est aux abois. En 1868, une confusion inextricable règne dans les finances publiques. A court d'argent, le gouvernement n'arrive même plus à payer les traitements des fonctionnaires.

Lorsque Mustapha Khaznadar voulut procéder à une nouvelle conversion des titres de créances, les banquiers étrangers en appelèrent à leurs gouvernements. La crise financière devient une affaire diplomatique. Les trois puissances directement intéressées en Tunisie, la France, la Grande Bretagne et l'Italie, se consultent durant de longs mois et mettent au point un projet d'accord qui fut soumis au bey lequel n'a déjà plus la liberté de choix. L'accord est promulgué à Tunis sous forme de décret le 5 juillet 1869.

En vertu de ce décret, une Commission Financière Internationale s'installe à Tunis (art. 1) ; elle est chargée d'exercer son contrôle sur tous les revenus du pays sans exception (art. 9). La Commission est composée de deux comités : un Comité exécutif sous la présidence d'un Tunisien et la vice-présidence d'un inspecteur français des Finances (art. 3), et un Comité de contrôle groupant deux membres français, deux membres italiens et deux membres britanniques, dont l'approbation donne un caractère exécutoire aux décisions du Comité exécutif.

C'est la mise en tutelle de la Régence de Tunis, douze ans avant l'établissement du régime du protectorat. En effet, à partir de l'installation de la Commission, la Tunisie n'est plus maîtresse de ses revenus ni de ses finances.

Le premier président du Comité exécutif fut le général Khaïreddine, et le vice-président l'inspecteur des Finances Victor Villet. Le Comité commence par dresser le bilan des dettes de l'Etat, soit (en francs français) :

- Dette flottante.....55 millions
- Dette convertie.....40 millions
- Dette extérieure.....66 millions

Ce qui donne un total de 161 millions de francs dont l'intérêt annuel seul s'élève à 19.495.000 Fr. c'est-à-dire plus que le total des recettes fiscales tunisiennes.

Villet met au point un plan de réorganisation avec pour objectifs l'unification et la réduction de la dette au service de laquelle seraient affectés des revenus précis. De 161, la dette fut réduite à 125 millions et l'intérêt annuel fixé à 5% ce qui donne un intérêt total annuel de 6.250.000 Fr.

Les nouveaux titres, remis par la Commission aux créanciers de l'Etat, constituent la dette tunisienne consolidée. Elle fut garantie par les revenus dits « concédés » c'est-à-dire les droits de douane, les taxes municipales, le *qanoun* des oliviers du Sahel ; en somme, le plus clair des revenus de la Régence.

La Commission laisse au bey la *mejba* et les taxes en nature dont la perception est aléatoire et soulève bien des difficultés. Du moins un terme est-il mis à la toute puissance de Mustapha Khaznadar dont la politique a ruiné le pays. Le Ministre de la Régence, qui concevait l'espoir de voir sa politique de dilapidations couverte par la présence de son beau-fils à la tête du Comité exécutif, fut rapidement dénoncé par le sévère rapport de la Commission. Sa disgrâce est consommée en 1873.

Mais déjà, bien avant l'éclipse officielle de Mustapha Khaznadar, le général Khaïreddine était considéré comme le premier responsable de l'administration tunisienne.

Khaïreddine Pacha



Khaïreddine, mamelouk d'origine circassienne, est né vers 1830. Enlevé très jeune, il est vendu à Istanbul et arrive à Tunis en 1838. Il est élevé à la cour et devient l'aide de camp et le favori d'Ahmed Bey. Il fut chargé de diverses missions en Europe et auprès de la Sublime Porte. En janvier 1857, il devient ministre de la Marine, puis président du Grand Conseil en mai 1861, mais en décembre 1862 il se démet de ces deux fonctions et se tient à l'écart des affaires.

Nommé président de la Commission financière en 1869, il devient ministre dirigeant en janvier 1870. Le 22 octobre 1873, Khaïreddine succède à son beau-père Mustapha Kaznadar dont il a provoqué la chute, et est nommé premier ministre. Sa gestion était salubre : il engage une politique d'assainissement de l'économie, de modernisation de l'éducation et de réforme de l'Etat, mais finit par céder devant l'hostilité de l'entourage de Sadok Bey. Il se retire en juillet 1877.

CHAPITRE V

Le Vizirat de Khaïreddine

Khaïreddine est un mamelouk d'origine circassienne. Sa biographie est celle de la plupart des mamelouks qui vivaient à la cour du Bardo. Amené encore jeune par l'agent du bey à Istanbul, il débarque à Tunis en 1838 sous le règne du premier mouchir. Il apprend l'arabe et vit dans l'entourage des princes. Doué d'un esprit clair et vif, il devient bientôt l'homme de confiance d'Ahmed Bey qui le charge de plusieurs missions à l'étranger. Le contact avec l'Europe lui est bénéfique. Il acquiert en même temps que la connaissance de la langue française, une expérience de la vie politique qui eut le mérite d'affermir sa forte personnalité. Son sens de l'observation lui permet de déceler les causes du progrès que connaissait l'Europe au XIX^E siècle.

De retour à Tunis, après le succès de sa mission au sujet de l'affaire Ben Ayed, il est nommé ministre de la Marine (1857).

Dès lors, son ascension est rapide puisqu'en 1861 il est choisi comme président du Conseil Suprême, la plus haute instance

politique créée par la nouvelle Constitution, Les difficultés que connaît la Tunisie à partir de 1863 l'éloignent momentanément de la scène politique. Il remplit de nombreuses missions à l'étranger avant de revenir présider la Commission Financière Internationale (1869). Désigné aussitôt « Ouazir moubachir » (ministre dirigeant), il remplit en réalité les fonctions d'un premier ministre, quoiqu'il n'en reçût officiellement le titre qu'en 1873.

Khaïreddine est en tous points l'opposé de son beau-père Mustapha Khaznadar. De haute stature, cheveux blonds et yeux clairs, ses traits sont révélateurs de ses origines circassiennes. Intelligent, il sait tracer une ligne de conduite et s'y tenir. Sa droiture fait la force de son caractère, mais suscite la haine d'un grand nombre de mamelouks. Ses qualités personnelles et les expériences qu'il a su accumuler lors de ses nombreux voyages en font à coup sûr un homme d'Etat. Sa politique reflète bien son caractère, empreint d'une grande franchise mais manquant parfois de souplesse.

Le doctrinaire du réformisme

Chez Khaïreddine, plus que chez tout autre, se confondent à merveille l'homme politique et le penseur, le dirigeant et l'intellectuel. Il a vécu une époque de transition et, partant, de confrontation entre les idées et les doctrines. La puissance de sa personnalité explique que loin de se replier, il s'engage et, groupant autour de lui la partie éclairée de l'opinion tunisienne, il trace un programme audacieux portant l'empreinte du progrès.

La pensée de Khaïreddine se révèle à travers l'ouvrage qu'il a publié en 1867 sous le titre *"Le plus sûr moyen pour connaître l'état des nations"*. On y décèle une option politique en faveur d'une évolution rationnelle et modérée qui s'inspire de l'exemple européen, sans renier les valeurs fondamentales de l'Islam. Ses missions à l'étranger lui font découvrir tout ce que la Régence n'avait pas : « La justice, la liberté, la bonne administration et les bonnes institutions ». C'est pourquoi il est nécessaire de réaliser dans les pays musulmans les transformations exigées par l'évolution du monde. Et d'abord, la restauration de la paix et de la sécurité, car il faut « que la

propriété soit respectée et que la sécurité règne ». Aucun progrès ne peut naître dans un pays livré à la peur et à l'incertitude.

Sur le plan politique, la mise en application des concepts de liberté et de justice implique la fin de l'absolutisme et l'adoption d'un régime libéral. Un tel régime, dit Khaïreddine, est non seulement conforme à l'islam, mais encore il constitue une des exigences de l'époque moderne. Et l'auteur d'affirmer : « C'est pour nous une profonde conviction que le contrôle pondéré fondé sur des institutions en rapport avec l'état de la nation présente la meilleure et la plus sûre garantie pour l'existence et la longévité d'un bon gouvernement. Le *concours* de la nation et l'existence d'un contrôle... garantirait la nation contre les caprices ou l'incapacité d'un chef. »

Et Khaïreddine de conclure : « L'introduction d'institutions politiques libérales parmi nous est une des nécessités absolues de notre époque... Le fonctionnaire qui ne l'admet pas est suspect quant à son intégrité et à son attachement à l'Etat et à la patrie ».

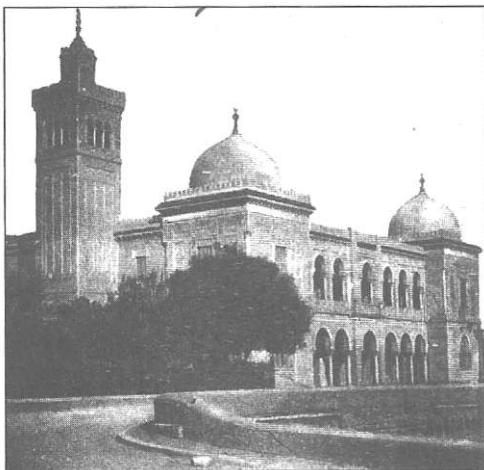
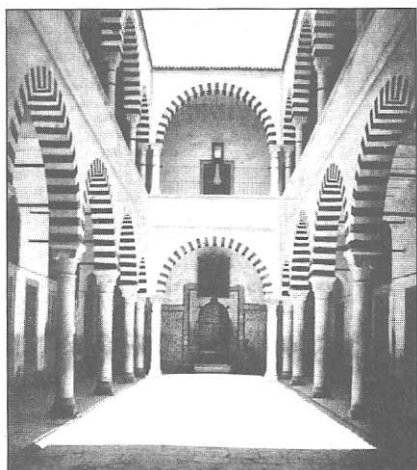
Une fois un tel régime mis en place, il lui revient de réaliser les « réformes nécessaires » sur les plans administratif, économique et socio-culturel. Dans ces secteurs, le premier objectif à réaliser est la promotion de l'enseignement public, car c'est là que réside l'une des causes du déclin des pays musulmans. D'où l'obligation de rénover les structures de l'enseignement et d'« élargir le cercle des sciences et des connaissances ».

Sur le plan économique, la déplorable situation du pays réclame l'adoption d'un certain nombre de réformes urgentes. D'abord le développement de l'infrastructure routière et portuaire, l'aménagement de voies de communication, routes et réseaux ferrés, afin de faciliter le transport des produits agricoles.

Ensuite la fondation de banques et institutions de crédit dans le but de promouvoir et d'orienter les investissements dans les secteurs industriel et commercial. A cet égard, il y aurait avantage à ce que le développement se réalise sur le modèle des sociétés anonymes ; et l'auteur d'écrire : " L'esprit d'association dans les entreprises privées crée les plus beaux établissements de l'industrie moderne. C'est un esprit qui

Le collège Sadiki

Peu après son arrivée au pouvoir en 1873, Khaïreddine s'attache à réformer l'enseignement de la Zaytûna et décide la création d'une institution d'enseignement moderne, le collège Sadiki, du nom de Sadok Bey. Le décret beylical créant l'établissement date du 13 janvier 1875. L'institution est destinée à former des cadres administratifs compétents et à préparer aux professions libérales. Elle dispense, en plus des enseignements classiques religieux, des cours de langues étrangères et de sciences profanes. Elle est dotée d'un internat pouvant accueillir 50 élèves (20 originaires de l'intérieur et 30 de la capitale). Les frais d'internat et de scolarisation sont entièrement à la charge de l'Etat. A la fin de leurs études, les meilleurs élèves sont envoyés à l'étranger aux frais du collège. Les fondations habous instituées au profit de l'établissement proviennent du patrimoine de Mustapha Khaznadar. Déchu par décision du tribunal en 1874, ses biens sont affectés par Khaïreddine au collège Sadiki. Le premier Directeur est Larbi Zarrouk, président de la municipalité de Tunis. Le collège est d'abord installé à la caserne Sidi al-Morjani, rue Jamaâ Zitouna (devenue plus tard le siège de l'Administration des Habous). En 1897, il est transféré au local construit à cet effet place de la Kasbah.



Caserne Sidi al-Morjani, fondée par Hamouda Pacha en 1807 et où s'installe d'abord le collège Sadiki le 27 février 1875.

Le siège du collège Sadiki inauguré en 1897.

est à la base de tous les grands projets : câble électrique entre l'Europe et l'Amérique, canal de Suez entre la Mer Rouge et la Méditerranée..."

Enfin la formation des cadres techniques doit être assurée grâce à l'éducation professionnelle qui donne au pays la main-d'œuvre qualifiée et spécialisée dont l'industrie a besoin.

Telles sont pour l'essentiel les idées avancées par Khaïreddine dans l'ouvrage qu'il fait paraître à Tunis en 1867 et qui, traduit dans plusieurs langues (turc, italien, français), fut considéré comme la charte du mouvement réformiste tunisien.

L'ouvrage assure la célébrité de l'auteur qui, deux ans plus tard, fait son entrée dans les affaires publiques comme Président de la Commission Financière Internationale, puis Ministre dirigeant et enfin Premier Ministre en 1873 jusqu'à son départ du gouvernement en 1877.

La politique de réforme

Animé d'une grande volonté, Khaïreddine a conçu et réalisé durant son vizirat un ensemble de réformes cohérentes et réalistes. Ce fut d'abord la mise sur pied d'un train de réformes administratives. L'administration centrale, placée sous le contrôle du Grand Vizir, est divisée en quatre sections:

- Administration Intérieure ;
- Justice ;
- Finances ;
- Affaires étrangères.

Au Grand Vizirat s'ajoutent le vizirat de la Marine et celui de la guerre. Cette réorganisation est conduite sous le signe de la clarté et de l'efficacité. L'assainissement n'est pas seulement formel puisqu'un terme est mis à la vente des charges, aux abus des fermiers, à la prévarication sous toutes ses formes. Une impulsion nouvelle est donnée à tous les corps de l'Etat. Les autorités provinciales, caïds et khalifats, sont plus souvent contrôlées et tout abus de pouvoir sévèrement réprimé. La sécurité est rétablie dans les villes comme dans les campagnes.

Le domaine des finances publiques, naguère le plus perturbé, est assaini par la nouvelle réglementation pour la perception des taxes et octrois, enfin par la mise au point d'un budget régulier et ordonné.

Dans ce domaine, la politique du ministre tient en trois idées : point d'impôts nouveaux, point d'emprunts extérieurs, point de dévaluation. Le programme qu'il suit est un programme d'assainissement et d'austérité dont le meilleur exemple fut en 1876 la réduction de 33% de tous les traitements et salaires servis par l'Etat. Pour la première fois dans l'histoire tunisienne, Khaïreddine dote le pays d'un budget moderne, équilibré, régulier, comme le montre le tableau suivant :

<i>ANNEES FISCALES</i>	<i>RECETTES</i> <i>(exprimées en piastres)</i>	<i>DEPENSES</i>
Oct. 73/Oct. 74	15.247.226	13.563.753
Oct. 74/Oct. 75	15.097.799	13.969.281
Oct. 75/Oct. 76	12.146.089	15.485.886
Oct. 76/Oct. 77	11.558.942	12.395.723

Sa politique financière est un succès puisque la dette publique marque une diminution, la fiscalité est maintenue là où elle ne fut pas allégée, la monnaie toujours saine et le budget souvent excédentaire.

Le plus remarquable est que malgré l'insuffisance des ressources fiscales, déjà largement hypothéquées au profit de la Commission Financière Internationale, Khaïreddine a pu mener avec succès une politique de réformes institutionnelles et socio-économiques.

En effet, parallèlement à ses efforts pour mettre sur pied une administration saine, le grand vizir s'attache à promouvoir une renaissance des institutions sociales. Ainsi en 1874, est créée une administration des Habous chargée de contrôler la gestion des biens de main-morte. De son côté, le corps des notaires (Adoul) est doté d'un statut réglementant la profession (manchour du 5 janvier 1875).

D'autres manchours réorganisent l'enseignement zitounien. Il s'agit de ceux du 26 décembre 1875 et du 22 janvier 1876 qui reprennent en les perfectionnant les stipulations de la « Mu'allaga » d'Ahmed Bey. Le régime des études est amélioré ; une nouvelle bibliothèque est fondée

qui s'ajoute à celles qui existaient depuis le règne du premier mouchir. Mais à côté de l'enseignement zitounien, Khaïreddine décide de promouvoir un enseignement moderne susceptible de former une élite acquise au progrès. Le décret du 13 janvier 1875 crée le Collège Sadiki qui enseigne, parallèlement aux sciences religieuses, les langues étrangères et les sciences exactes. Des professeurs européens sont recrutés pour ce Collège qui est une véritable Ecole Nationale ouverte en particulier aux jeunes gens de l'intérieur.

La création du Collège Sadiki permet au gouvernement de Khaïreddine d'atteindre un triple objectif. Sur le plan pédagogique, un type d'enseignement bivalent, mieux adapté aux nouveaux besoins du pays, fait son apparition. Le Collège ouvre la voie à un enseignement arabe moderne qui va connaître par la suite un grand essor. Sur le plan de la fonction publique, le Collège allait pourvoir en cadres qualifiés l'administration tunisienne car Khaïreddine a perçu le besoin de former un corps d'administrateurs pour le substituer au makhzen existant. Sur le plan social enfin, la création du Collège Sadiki constitue un véritable tournant. Jusqu'alors, l'enseignement était exclusivement diffusé dans les mosquées et oratoires. Avec la création du Collège, l'école quitte la mosquée et une distinction est établie entre les structures de l'enseignement et celles de la vie confessionnelle.

De plus, cette création entre dans le cadre d'une politique de rénovation culturelle se signalant par des réalisations positives dans des domaines autres que l'enseignement. C'est pourquoi l'industrie de l'édition connut un grand essor. Plusieurs dizaines d'ouvrages sont alors imprimés à Tunis. Un homme de haute culture, le Cheikh Mohamed Bayram V est désigné à la tête de l'imprimerie officielle et du journal hebdomadaire *Ar-Raïd at-Tunusi*.

Khaïreddine sait que les difficultés tunisiennes sont d'abord d'ordre économique. Aussi les questions agricoles et artisanales sont-elles l'objet de toute son attention.

Le rétablissement de la sécurité et l'allègement des impôts avaient déjà encouragé l'extension des terres ensemencées. Les plantations du Sahel reprennent vie après les ravages opérés par Ahmed Zarrouk.

Mais l'agriculture tunisienne avait toujours souffert d'un système de métayage au quint qui décourageait les meilleures volontés. Les décrets d'avril 1874 et de novembre 1875 s'attachent à adoucir la condition des *khammès*.

Le nouveau code du khammessat (*qanun al khamassa*) a deux motivations. D'une part la nécessité d'uniformiser et de codifier les us et coutumes en matière de contrats de métayage ; d'autre part l'adoption d'un statut définissant les droits et devoirs des métayers en vue de les protéger et les faire contribuer au relèvement de l'agriculture. Le code fixe dans le détail les obligations, devoirs et droits de tous ceux qui vivent de l'agriculture : fellah, *khammès*, *wakkaf*, comme il établit la règle en matière de contrat de travail dans le secteur agricole.

Ce code a si bien réglé les conditions en matière de travail agricole qu'en dehors des retouches faites en 1907 il est resté en vigueur jusqu'à l'indépendance de la Tunisie. En 1907, le « code Khaïreddine » est devenu le code des obligations et des contrats qui, en fait, « ne diffère pas grandement du décret Khaïreddine » aux dires du juriste G. Rectenwald.

Le même souci de rénover sans détruire se manifeste dans la réforme de l'artisanat. Cette question intéresse le gouvernement d'une façon particulière tant l'artisanat joue un rôle important dans l'économie urbaine. Entre 1870 et 1875, de nombreux décrets sont promulgués avec pour objectif la résorption de la crise du commerce : nouvelle réglementation de la production et de la vente, baisse consentie par l'Etat sur les droits d'exportation, définition de nouveaux rapports entre maîtres et compagnons.

Comme on le voit, dans ce domaine comme dans bien d'autres, Khaïreddine n'a pas introduit de réformes radicales à caractère révolutionnaire, mais visé plutôt à adoucir des conditions difficiles, supprimer les obstacles gênants, améliorer le travail en rénovant l'esprit.

La politique étrangère

L'installation de la Commission Financière Internationale est la conséquence prévisible de la crise financière. Mais la tutelle établie désormais sur la Régence crée une situation nouvelle par le fait

même qu'elle limite la souveraineté tunisienne tant interne qu'externe ; c'est en somme une phase transitoire durant laquelle la Tunisie n'est plus indépendante sans être tout à fait assujettie.

L'année 1869 voit la consécration de cette tutelle par l'établissement d'une Commission Financière dans laquelle l'inspecteur Villet fait figure de ministre des finances. Il faut noter que cela ne s'est pas fait sans résistance ni obstacles de la part des puissances européennes (Grande Bretagne et Italie) comme de celle du bey lui-même. Témoin la manœuvre esquissée en 1871 pour échapper à l'emprise française. En effet, inquiet par la tournure des événements depuis l'installation de la Commission, le gouvernement tunisien, conseillé par le consul britannique R. Wood, décide d'exploiter l'effacement de la France consécutif à la défaite de Sedan (2 septembre 1870) pour tenter de se rapprocher de la Sublime Porte. Par l'entremise du Ministre Khaïreddine, le bey sollicite et obtient du Sultan Abdelmajid une promesse non équivoque de protection et d'assistance. Le 23 octobre 1871 est promulgué à Istanbul un firman impérial ainsi libellé : « Au Wali de la Province de Tunis () mon Vizir Mohamed as-Sadok Pacha Bey ». Et il ajoute : « (). La conservation absolue et permanente de nos droits séculaires et incontestables sur la Tunisie, ainsi que la sécurité des biens, de l'honneur et des droits de nos sujets constituent les conditions fondamentales et arrêtées du privilège d'hérédité ».

Le firman est clair : le sultan et le bey renouent en les élargissant les liens séculaires rattachant Tunis à l'Empire ottoman. Ce résultat répond à la pensée profonde de Khaïreddine.

Il faut rappeler que la question des relations tuniso-ottomanes fut traitée par Khaïreddine dans son mémoire intitulé : « A mes enfants », mémoire qui constitue une sorte de confession autobiographique. Il constate « la tendance très marquée de la France à établir son influence exclusive en Tunisie » et en tire la conclusion d'un nécessaire rapprochement avec l'Empire ottoman. Le Ministre a toujours eu la conviction que la Régence de Tunis doit chercher sa meilleure sauvegarde contre les convoitises des diverses puissances européennes dans une politique de rapprochement avec l'Empire ottoman.

On comprend ainsi que Khaïreddine soit choisi comme émissaire tunisien auprès du Sultan en 1871. Il négocie à Istanbul le célèbre firman impérial sollicité par le troisième mouchir.

Khaïreddine justifie la politique de rapprochement tuniso-ottoman dans les notes personnelles qui Rirent plus tard intitulées : « Le problème tunisien vu à travers la question d'Orient » en écrivant : « Si on admet que la Régence soit complètement indépendante et qu'elle ne se rattache à aucun grand Etat, ce n'est plus qu'une faible agglomération de deux millions d'hommes, placée géographiquement dans des conditions telles qu'il puisse prendre un jour fantaisie à quelque puissance européenne de s'en emparer ».

On observe ainsi qu'il ne défend pas le rapprochement avec les Ottomans dans une optique turque de préservation de privilèges impériaux, mais par souci de préserver les droits propres à la Tunisie.

L'argumentation de la Sublime Porte pour sa part ne manque pas de logique. En plus des droits anciens et peu contestables du Sultan sur Tunis, s'affirme l'impératif religieux de l'unité de la Oumma et du nécessaire regroupement autour de l'autorité califale. A cela s'ajoute encore la nouvelle conjoncture en Méditerranée, notamment les menaces que font courir aux pays musulmans les impérialismes européens. Istanbul estime agir dans l'intérêt propre de la Tunisie en lui demandant de se replacer dans le giron de l'empire, donc sous sa protection et sa sauvegarde. L'assurance de protection de la Tunisie, une fois replacée sous la haute tutelle ottomane, serait éventuellement garantie par les grandes puissances elles-mêmes, puisque le Traité de Paris de 1856 réaffirme le respect de l'intégrité de l'empire ottoman, tout au moins sur le papier.

Ces thèses ont fini par convaincre le Bardo, notamment à partir du règne de Sadok Bey (1859) et le retour aux affaires du ministre Khaïreddine, partisan convaincu du rapprochement tuniso-ottoman.

De fait Khaïreddine, en homme d'Etat éclairé, convaincu qu'un réel danger d'occupation étrangère menaçait la Tunisie, travaillait habilement à réchauffer les relations tuniso-ottomanes sans préjudice des droits et prérogatives acquis par l'Etat tunisien. Il fait tomber les appréhensions du

Bardo et réduit les prétentions d'Istanbul. Celle nouvelle politique devait aboutir en l'espace de quelques années à la signature de deux documents successifs, nullement imposés mais plutôt sollicités par Tunis, la Lettre vizirienne de 1865 et surtout le Firman impérial de 1871. Le Firman reprend et précise les droits et prérogatives acquis par l'Etat husseinite : privilège d'hérédité et pleins pouvoirs pour l'administration du pays, y compris l'entretien de relations avec les Etats étrangers, mais dans le respect des droits séculaires du chef de l'empire ottoman en sa double qualité de Sultan et de Calife et dans celui de la législation sacrée du "*Chara*".

En contre-partie, le Firman porte, du moins formellement, une limitation à l'exercice de la souveraineté externe puisqu'il stipule que le gouvernement de Tunis peut entretenir des relations avec les pays étrangers à l'exception des cas où il s'agira de "conclure avec les puissances des conventions ayant trait aux affaires politiques, aux faits de guerre et au remaniement des frontières."

Une lecture critique oblige à aller au fond. Il y a en effet une différence entre l'énoncé et le sens profond. Il est tacitement admis de part et d'autre que, dans la pratique, rien ne changerait à Tunis : les prérogatives acquises par le Bardo demeurent en vigueur et les usages désuets (tribut) ne seront pas repris. Ensuite l'affirmation solennelle des droits de suzeraineté du Sultan n'est destinée à la Tunisie qu'en apparence ; le véritable destinataire, sans être nommément désigné, ne peut manquer de recevoir le message. N'est-ce pas à la France que le Firman s'adresse lorsqu'il interdit toute rectification des frontières tunisiennes au moment même où l'armée française d'Algérie persiste à y porter atteinte ? Paris, en rejetant le Firman, a montré qu'il en a bien saisi la portée.

Au delà de l'énoncé et malgré l'apparence, le Firman de 1871 n'a d'autre objectif que de parer aux menaces françaises et italiennes dont Tunis était alors l'objet. Tunis d'ailleurs n'a retenu du Firman que cet aspect : l'espoir d'une plus grande sécurité pour son territoire. Quant à prendre à la lettre les stipulations relatives à la souveraineté externe, il n'en était nullement question. En particulier

le gouvernement tunisien, Khaïreddine en tête, ne pensait nullement remettre ses intérêts à l'étranger entre les mains des légations turques. Pour le Bardo, l'acte de 1871 confirme les droits acquis et les consacre explicitement. Or les représentations consulaires tunisiennes font partie des droits acquis. Elles sont même parfois plus anciennes que les représentations turques. Et comment s'en dessaisir sans hypothéquer du même coup la série de prérogatives de souveraineté exercées de longue date par l'Etat tunisien ? De plus, le réseau consulaire tunisien avait été conçu pour répondre à des besoins spécifiques en matière de commerce et de navigation, tout en cultivant les relations amicales entre Tunis et ses voisins maritimes européens. Pour de multiples et bien évidentes raisons, dont la moindre n'était pas le nécessaire maintien de relations directes avec ses voisins, le gouvernement du Bardo, surtout au lendemain de l'installation de la Commission Internationale à Tunis, ne pouvait se dessaisir de son droit de souveraineté. Le voudrait-il que les Etats d'Europe passeraient outre et imposeraient des rapports directs.

On observe d'ailleurs qu'à la même époque où la question consulaire était discutée entre les deux co-signataires du Firman, Tunis, loin de renoncer à ses légations, cherchait au contraire à en ouvrir de nouvelles par des démarches effectuées en Europe. De son côté, le gouvernement turc multipliait ses interventions en vue d'obtenir la cessation des fonctions des consulats de Tunisie. Les interventions incessantes de l'Ambassadeur ottoman auprès de l'Italie doubleraient celles effectuées avec plus ou moins de succès auprès d'autres gouvernements européens, comme à Tunis même. Une lettre de la Sublime Porte en date de Joumada II 1290 (1872) adressée à Sadok Bey élevait une protestation au sujet de nominations de nouveaux consuls de Tunisie à l'étranger. Elle signalait que ces nominations impliquaient de nouvelles charges et dépenses, et portaient atteinte aux droits reconnus du sultan. Elle demandait au bey de déléguer la gestion des intérêts tunisiens aux légations turques. De nouvelles missives ottomanes parvenaient

encore à Tunis jusqu'à la veille du protectorat qui, par le seul fait de son établissement, devait dévoiler les limites de la « protection » ottomane ainsi que la mesure de la crédibilité du Firman.

La chute de Khaïreddine

Cette politique eut les faveurs de l'opinion tunisienne beaucoup plus que les réformes spectaculaires de la période de Khaznadar. Ses résultats ne se firent pas attendre. La situation économique s'améliore sensiblement ; l'agriculture reprend, le secteur artisanal se réanime, les impôts sont mieux et plus aisément perçus. Le pays recommence à respirer après une longue période d'étouffement. L'année 1875 amenant une bonne récolte consacre du même coup le redressement de la Tunisie.

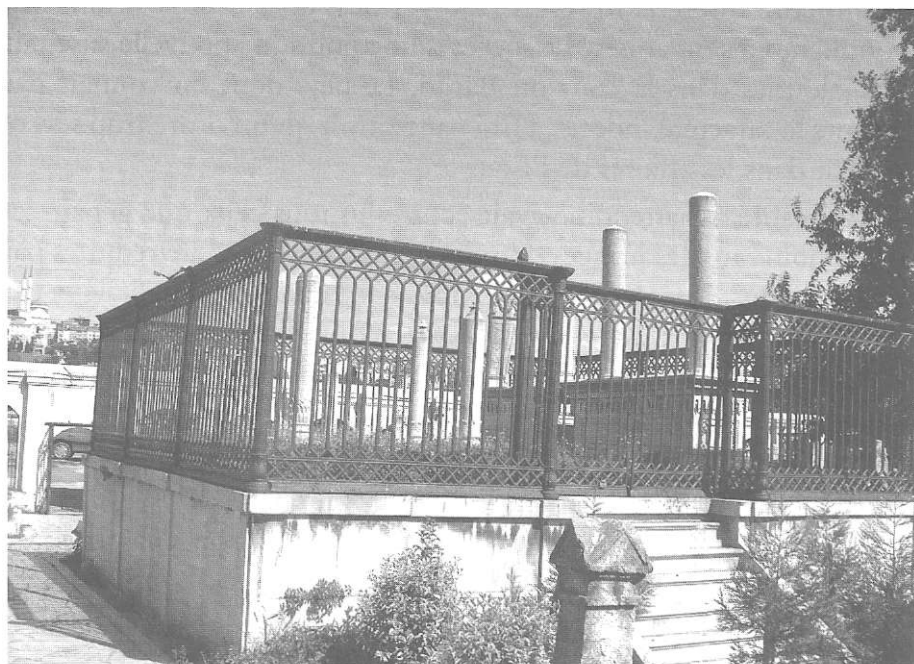
Manifestant sa satisfaction, la population de la capitale offre au général Khaïreddine, en signe de reconnaissance, un magnifique bureau commandé spécialement à Londres. De son côté, la colonie européenne fait parvenir au Grand Vizir, le 28 avril 1875, l'adresse suivante :

« Monsieur le Premier Ministre,

En vous plaçant, il y a dix huit mois, à la tête de son ministère S. A. le Bey de Tunis n'a fait que choisir dans votre personne *le candidat de l'opinion publique* (...). La justice et la régularité dans *l'administration, l'agriculture, le commerce, l'instruction publique*, les travaux utiles : toutes les conditions du bon gouvernement et de la prospérité de l'Etat se ressentent de la bonne volonté efficace et de l'active énergie de Votre Excellence.

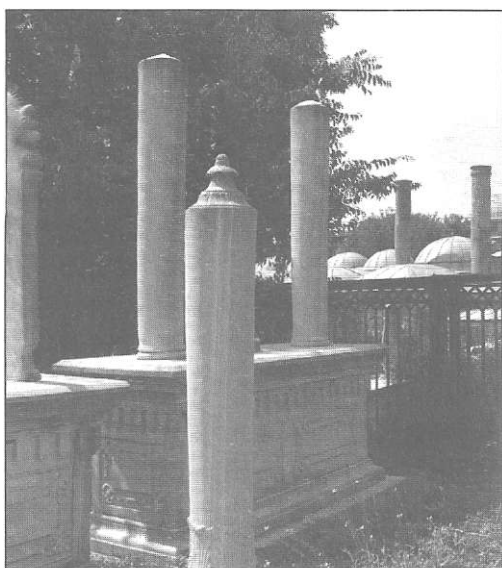
C'est pourquoi les soussignés, Européens de toutes nationalités, partageant, quoiqu'étrangers, toutes les préoccupations et toutes les espérances d'avenir des bons citoyens indigènes, sont heureux et fiers de venir aujourd'hui attester publiquement à Votre Excellence qu'ils sont avec elle de cœur (...) dans tout ce qu'elle peut accomplir pour la Tunisie » ¹⁵ En somme, tunisiens et européens sont également redevables à Khaïreddine d'avoir établi « la justice et la régularité dans l'administration, fait régner l'ordre et la sécurité, organisé des finances saines. »

La turba de Khaïreddine Pacha à Istanbul



La turba familiale de Khaïreddine Pacha au cimetière Eyyiib d'Istanbul

Khaïreddine se retire du pouvoir en juillet 1877. Un an plus tard il est appelé à Constantinople par le Sultan Abdelhamid (août 1878) qui le reçoit avec tous les honneurs. Quatre mois plus tard Khaïreddine est nommé Grand Vizir, la plus haute charge de l'Empire, qu'il garde jusqu'en juillet 1879. Il passera les dernières années de sa vie à Istanbul honoré et respecté. Il décède en décembre 1890. Sa tombe se trouve dans la turba familiale des Khaïreddine au cimetière Eyyiib.



Tombe de Khaïreddine entourée de celles des autres membres de sa famille.

Mais cette œuvre importante n'a pu se réaliser sans heurter de nombreux intérêts ni créer les germes d'une opposition qui commença à s'organiser. Le succès d'une politique nouvelle suscitait des jalousies dans la cour du Bardo. Le bey, dont on connaît par ailleurs le caractère indécis, a fini par trouver qu'un ordre trop sévère régnait dans les affaires de l'Etat.

En réalité, Khaïreddine avait contre lui tous ceux que gênait cet ordre nouveau : les princes dont les pensions avaient été réduites par mesure d'austérité, les amis de Khaznadar qui ne désespéraient pas de le voir revenir au gouvernement. Pour discréditer le ministre réformateur, des nouvelles fantaisistes circulaient à Tunis, et une campagne de presse était menée dans les journaux européens qui parvenaient dans la Régence accusant le Vizir de chercher à comploter contre la dynastie husseinite.

Prétextant un désaccord au sujet de la réduction des pensions, Sadok Bey demande à Khaïreddine sa démission le 22 juillet 1877.

La brève période du vizirat de Khaïreddine, aussi dense et féconde qu'elle pouvait être, ne pouvait permettre à son œuvre de porter ses fruits ni au destin du pays de s'accomplir. Mais au-delà des réalisations et des réformes, Khaïreddine avait légué ce que ni ses successeurs ni le protectorat n'avaient pu entamer : un héritage spirituel dans lequel les jeunes générations allaient puiser le souffle nécessaire à l'accélération du processus de la renaissance. C'est ce que certains ont appelé « le testament moral » ¹⁶ de Khaïreddine dont le vizirat fut réellement le jalon reliant l'Etat husseinite à la Tunisie moderne.

CHAPITRE VI

La préparation diplomatique du Protectorat

Après le départ de Khaïreddine, le bey appelle au pouvoir un dignitaire de souche mamelouk Mohamed Khaznadar, connu déjà pour sa pondération et sa docilité envers le pouvoir. Le nouveau vizir qui avait précédemment la charge du caïdat du Sahel était plutôt une figure terne dénuée de l'envergure que réclamaient les circonstances. En vérité, il ne fut appelé que pour assurer une transition, car déjà le grand favori Mustapha ben Ismail qui exerçait un pouvoir notoire sur l'esprit du bey s'affirmait comme le véritable maître du Bardo. Avec le titre de ministre de la marine, il dirigeait l'administration tunisienne plusieurs mois avant son accession officielle au grand vizirat (septembre 1878).

D'origine assez obscure ¹⁷, Ben Ismail était un jeune adolescent sans métier et sans ressource lorsqu'il fut remarqué en ville par l'ancien ministre Mustapha Khaznadar qui l'introduisit à la cour de Sadok Bey au service privé duquel il fut intégré. Promu favori, il fut adopté par le souverain dont il devint l'ami « particulier », le

conseiller attiré le plus influent et le gendre. Dès lors il grimpa rapidement la hiérarchie des faveurs ; d'abord général de la garde, il devint caïd du cap Bon, ministre de la marine puis grand vizir. Ascension rapide que n'explique et ne justifie aucune qualité avouable. Mais il est vrai qu'il bénéficiait à la fois de l'attachement du bey et de l'appui du consulat de France dont il était notoirement l'instrument. Il va sans dire qu'il n'avait aucune expérience des affaires et que c'était précisément à ce titre qu'on l'avait choisi.

Avec Ben Ismail, la fonction vizirienne était parvenue au plus bas et le pouvoir politique avait atteint un degré de dissolution que la Tunisie n'avait pas connu depuis la chute de la dynastie hafside. Entre un favori qu'on ne pouvait tenir pour responsable et dont la promotion l'avait sans doute étonné lui même, et un bey que le caractère apathique, l'âge et la sénilité rendaient indifférent, le pouvoir était pratiquement vacant. Aussi l'Etat - ou ce qui en tenait lieu — n'offrira-t-il guère de résistance aux convoitises étrangères et assistera-t-il en observateur impuissant à la lutte opposant les impérialismes français et italien pour la conquête de la Tunisie.

Les intérêts italiens

Au moment où s'ouvraient les travaux du congrès de Berlin, dont l'objet était de discuter de la question d'Orient, la Tunisie sous-administrée, sans défense et sans finance était un pays diplomatiquement sous tutelle. Deux puissances, l'Italie et l'Angleterre, pouvaient mettre en cause cette tutelle. La France allait se contenter de négocier avec la seule Angleterre, rejetant sans discussion les prétentions italiennes.

Il est vrai que cela ne s'est pas fait sans heurt avec l'Italie. La politique de l'Italie que défendait énergiquement mais sans résultat son consul à Tunis, Maccio, consistait à contrecarrer les projets français. Le jeune royaume qui venait à peine d'achever son unité avait une ambition méditerranéenne qui puisait son inspiration dans les glorieux souvenirs de l'antiquité romaine. Il s'intéressait plus particulièrement à la Tunisie dont la possession présentait des avantages politiques et stratégiques puisque le canal de Sicile commandait les échanges entre les deux bassins de la Méditerranée.

Mustapha Ben Ismaïl

Ce personnage étrange illustre bien cette époque trouble. Enfant, il errait en haillons dans les rues de Tunis, ramassant les mégots dans les cafés européens. Selon Broadley, il aurait été employé quelques mois comme serveur dans une taverne maltaise, puis chez un barbier. Il serait passé ensuite au service d'un officier de la garde. C'est alors que Sadok Bey l'aurait remarqué et se prit pour lui d'une passion obsessionnelle. « Dès qu'il perd de vue son favori, le bey est comme un corps sans âme » note un contemporain.

Mignon du bey, Mustapha Ben Ismaïl a gravi tous les échelons. Après avoir été successivement intendant de la liste civile, caïd du Cap Bon, ministre de la Marine et ministre de l'Intérieur, il devient le 24 août 1878 premier ministre à l'âge de vingt-cinq ans. Il conserve les fonctions de premier ministre jusqu'au 12 septembre 1881. Après avoir favorisé le développement des entreprises françaises dans la Régence, Mustapha Ben Ismaïl passe à la fin de 1880 au parti italien. L'établissement du Protectorat et la mort de Sadok Bey (1882) ruinent la carrière du favori qui mourut à Istanbul, en 1887, dans l'anonymat et le dénuement.



A Tunis même, l'Italie pensait avoir des raisons valables d'intervention du fait de la présence d'une nombreuse et active colonie. Un journal sarde, largement divulgué en Tunisie (*L'Avenere di Sardegna*), menait une intense propagande en vue d'un développement des liens italo-tunisiens.

Dans le même temps, la pénétration économique de l'Italie se précisait par l'acquisition des mines de plomb de Djebel Ressas (1868), la création de lignes maritimes régulières entre la Régence et la Péninsule, et surtout l'achat par la Compagnie Rubattino du chemin de Fer Tunis - Goulette - Marsa (1880).

Le gouvernement italien cependant se savait impuissant à s'opposer par la force au développement de la tutelle française sur la Régence. Il chercha l'appui d'autres puissances européennes, mais en vain. Dès lors, ses initiatives n'eurent d'autre effet que d'exacerber le consul de France Roustan qui alerta son gouvernement, précipitant par là la marche des événements.

Depuis 1874, le consul de France Théodore Roustan cherchait à consolider la position de son pays à Tunis. A la prorogation de la concession du réseau télégraphique, s'ajoutèrent les concessions du domaine de Sidi Thabet (1874), du chemin de fer Tunis-Béja (1876) ; puis la difficile acquisition du domaine de l'Enfida (1879), véritable province de près de cent mille hectares, devenue propriété de la Société Marseillaise. Au titre du chemin de fer, de l'exploitation des terres ou du contrôle du télégraphe, des français avaient parcouru les différentes régions de la Régence, pénétrant dans les villes et les places fortes, contactant tous les milieux, s'initiant au pays et à sa population. Une toile faite d'intérêts multiples et bien imbriqués est ainsi laborieusement tissée.

Le Congrès de Berlin

La tutelle française sur la Régence qui, pour Paris, était virtuellement acquise, devait cependant être ratifiée par les Puissances et consentie par le bey « possesseur du royaume de Tunis ».

Sur le plan diplomatique, la question tunisienne fut tranchée lors du congrès de Berlin (1878). En effet, des conversations à caractère officieux

se tiennent entre délégués français et britanniques. S'adressant à son collègue français, le ministre britannique des affaires étrangères, parlant de la Régence de Tunis, disait : « Do what you like there ». Puis il ajoutait : « You will be obliged to take it ; you cannot leave Carthage in the hands of the Barbarians ¹⁸ ! » Ce à quoi Waddington, ministre français des affaires étrangères répondit : « Je vous remercie de la déclaration que vous venez de me faire (...) Ce à quoi nous tenons, c'est que *le protectorat de fait* que nous exerçons dans ce pays soit formellement reconnu ». Il est vrai que la Grande Bretagne venait juste d'occuper Chypre et que ses visées sur l'Egypte ne pouvaient se réaliser sans la complaisance de Paris.

De son côté, le chancelier Bismark avait dit à l'ambassadeur de France à Berlin, de Saint Vallier : « Eh bien, je crois que la poire tunisienne est mûre et qu'il est temps pour vous de la cueillir ». Il est vrai que l'Allemagne avait intérêt à détourner le regard français de la ligne bleue des Vosges.

Fort de ces appuis, et nonobstant les récriminations du jeune royaume italien, le gouvernement français envoya en Tunisie un officier militaire, le commandant Périer, à la tête d'une importante brigade topographique composée des capitaines Derrieu, Coszuski et Berthaut pour faire le levé très minutieux de la place et des environs de Tunis, de l'itinéraire Tunis-Bizerte, de la place et des environs de Bizerte, et de l'itinéraire de Medjez-el-Bab à Bordj Sidi Youssef. A la même époque, le Quai d'Orsay télégraphiait au consul Roustan, l'invitant à mettre au point un projet de convention avec le bey, stipulant la reconnaissance du protectorat français. Les choses toutefois en restèrent là ; Paris hésitait car l'Assemblée Nationale française était insuffisamment préparée à consentir les crédits nécessaires pour une expédition militaire de type colonial.

Il s'en tint donc au projet d'une main-mise pacifique sur Tunis, sous la forme d'un traité d'alliance franco-tunisien assorti d'une union douanière. Mais en dépit des nombreuses manœuvres d'intimidation, Sadok Bey, sur l'insistance d'un groupe de dignitaires patriotes que dirigeait Arbi Zarrouk, opposa au projet un refus catégorique.

Le gouvernement français était désormais décidé à l'emploi de la force. Il était d'autant plus enclin à le faire que les prétentions italiennes devenaient sérieuses avec l'acquisition par la Compagnie Rubattino du chemin de fer Tunis - La Goulette (juillet 1880).

Pressés d'agir, le président du Conseil français Jules Ferry et le ministre des Affaires Etrangères Barthélemy-Saint-Hilaire parvinrent à convaincre le président de l'Assemblée Nationale Gambetta, et décidèrent au début de l'année 1881 d'organiser une expédition militaire contre Tunis.

Le scénario de la conquête

Le prétexte était facile à trouver. Comme l'écrivait le consul Roustan : « Nous avons chaque semaine un *casus belli* sur la frontière. Il dépend de nous de le faire valoir ». Le plan que Roustan avait mis au point avec son gouvernement fut décrit par un journaliste britannique qui était présent à Tunis.

Dans son ouvrage : *The last punic war* (ch. XIV), Thomas Broadley écrit : « Aux environs du 20 mars 1881, une pétition fut rédigée par la colonie française et offerte avec une tasse en argent à M. Roustan ».

C'était en réalité un acte d'accusation contre le bey. Quand elle fut publiée en Europe par les soins de l'agence Havas, Sadok Bey espéra diminuer ses effets par une lettre à M. Roustan dont des copies furent envoyées aux consuls des pays amis : « Voici déjà quelque temps que la presse européenne s'intéresse à la Tunisie, et notre gouvernement a jugé bon de ne pas prêter attention aux nouvelles contradictoires qui ont circulé dans les différents pays. La presse algérienne, en particulier, n'a pas ménagé les attaques contre l'administration tunisienne et ses fonctionnaires. Elle a même fait entendre que les disputes qui éclataient à la frontière étaient sinon l'œuvre de notre gouvernement, du moins rendues possibles par notre indifférence vis-à-vis des coupables. Notre gouvernement a pu sans la moindre crainte faire face à ces attaques, étant persuadé comme toujours que nos sentiments d'amitié pour la France et les actes par lesquels nous avons toujours pu la manifester, auraient suffi à justifier notre gouvernement aux yeux de quiconque voudrait juger de la situation avec impartialité.

Mais aujourd'hui, une manifestation d'un caractère exceptionnel a eu lieu et notre gouvernement pensant qu'un silence de notre part pourrait induire en erreur l'opinion publique, a considéré de son devoir d'attirer l'attention de la République sur l'état réel des choses à Tunis.

En fait, par un appel qui vous a été adressé et dont personne ne connaît le contenu, une grande partie de la population française d'ici craint que ses intérêts ne soient en danger, que ses droits de propriété ne soient pas respectés, que sa sécurité ne soit compromise et enfin que les engagements du gouvernement tunisien vis-à-vis des sujets français ne soient pas respectés. Il demande donc au gouvernement de la République de se tenir au courant de l'état réel des choses et que des mesures énergiques, au besoin, soient prises pour mettre fin aux inconvénients de la situation.

Rien n'est plus aisé que de réfuter ces accusations une par une. Personne ne peut affirmer que les Français ne possèdent pas en toute tranquillité leurs terres, de même que les citoyens des autres pays. Tout le monde peut vérifier le plus clairement possible l'absence de complots criminels, prouvant que la sécurité personnelle des étrangers ne court aucun risque. L'appui de notre gouvernement à toutes les entreprises dans lesquelles sont intéressés des Français montre qu'il est décidé à tenir ses engagements. Dans ses rapports avec la France et ses représentants, notre gouvernement croit avoir clairement démontré son désir de maintenir son amitié avec un puissant voisin, mais il a prouvé aussi l'importance qu'il attachait à cette amitié, suivant ou même précédant ses désirs.

La preuve en est précisément dans les nombreuses concessions accordées aux Français, et leur condition florissante.

C'est avec peine que nous entrons dans ces détails, dont nous n'aurions pas parlé si l'on ne nous avait accusé publiquement, essayant de discréditer notre gouvernement aux yeux du cabinet français, et justifier la méfiance de la France (...). Nous soumettrons cette déclaration aux hommes éclairés qui ont pour tâche de diriger la puissante nation française, notre voisine, et nous n'avons aucun doute qu'une appréciation loyale et consciencieuse de la situation nous donnera raison ».

Cet important document constitue en réalité un plaidoyer versé au dossier des rapports tuniso-français. Destiné aux « pays amis », il dévoile le jeu du consul Roustan, les manœuvres des Français d'Algérie et implicitement celles du gouvernement de Paris. Tunis était parfaitement consciente de l'imminence du danger, comme elle était consciente de la vanité d'une éventuelle médiation internationale. Elle tenait simplement à présenter une analyse lucide, parfaitement étayée de sa politique à l'égard de la France.

Et Broadley d'ajouter : « Une semaine après la réception de la lettre du bey par M. Roustan, une querelle éclata très à propos à la frontière, et les Kroumirs jusque-là ignorés, devinrent célèbres dans toute l'Europe. Ce qui se passa à la frontière le 30 mars 1881, personne ne le saura jamais. Le sort d'ailleurs joua en faveur de M. Roustan, car pendant qu'il rassemblait quelques horreurs commises par les Kroumirs, le colonel Flatters et les Kroumirs furent désignés ensemble sous l'en-tête « D'horribles outrages » et chacun décida « que le drapeau outragé de la France » devait être vengé efficacement (« discours de Roustan à la colonie française, avril 1881 »).

Dans les premiers jours d'avril et sur ordre de son gouvernement, le consul Roustan informe le Bardo de la décision française de pénétrer en Tunisie afin de châtier les Kroumirs et de rétablir la sécurité sur les frontières. Sadok Bey répond immédiatement par une note énergique rétablissant la vérité et rejetant d'avance la responsabilité sur le gouvernement français. Dans sa note en date du 7 avril 1881, le bey de Tunis écrit :

« Nous avons reçu votre lettre d'aujourd'hui 7 avril, Nous informant que le Gouvernement Français, Notre ami, avait résolu de punir certaines tribus de Notre Royaume. Nous sommes surpris de cette décision prise par une Puissance amie dont Nous avons eu trop à cœur de conserver l'affection pour croire qu'elle ait le dessein de Nous offenser par un pareil langage. Tous les faits que Nous avons vu surgir jusqu'ici sur la frontière ne sont que des incidents de peu d'importance, résultat de l'habitude dont ne peuvent s'affranchir les tribus limitrophes, fussent-elles sous la dépendance

d'une autorité unique. Malgré cela, dès que nous avons connu l'existence de certains troubles dans cette région, Nous nous sommes empressé d'envoyer un officier avec des cavaliers, et Nous venons d'apprendre, par les lettres qu'il Nous a adressées, que la tranquillité règne là-bas grâce à Dieu et que l'agitation qui s'était manifestée chez nos tribus de la frontière n'avait pour cause que la crainte des préparatifs militaires faits contre elles sur la frontière algérienne. En outre nos troupes envoyées aujourd'hui et celles qui vont être envoyées bientôt suffiront à rétablir la tranquillité la plus complète. Lors même qu'il serait établi que ces tribus se sont rendues coupables d'actes criminels, Nous avons le pouvoir d'en arrêter les auteurs et de leur infliger le châtement qu'ils auront mérité. Votre illustre Gouvernement aura ainsi la preuve des efforts que Nous avons faits, dans cette circonstance, dans l'intention de le tranquilliser sur la sécurité de l'Algérie. Nous ne doutons pas qu'il ne revienne dès lors sur la résolution qu'il a prise et, s'il y persiste, nous l'informons à présent qu'elle est attentatoire à notre dignité vis-à-vis de nos sujets et des Puissances étrangères, et peut-être en résulterait-il d'autres complications et des dommages impossibles à énumérer en ce moment. Nous ajoutons que l'entrée des troupes françaises sur le territoire du Gouvernement tunisien est une atteinte à notre droit souverain, aux intérêts que les Puissances étrangères ont confiés à nos soins et spécialement aux droits de l'Empire ottoman. En raison de tout ce qui précède, nous n'acceptons pas la proposition de votre Gouvernement de faire entrer ses soldats sur le territoire de notre Royaume, et Nous n'y consentons pour aucune raison, et, s'il le fait contre Notre volonté, il assumera la responsabilité de tout ce qui en résultera.

Ecrit le 8 Jumada 1^{re} 1298 (7 avril 1881)

Contresigné : MUSTAPHA. »

Le 20 avril 1881, un corps de trente et un mille hommes est concentré à la frontière tunisienne sous le commandement du général Forgemol de Bosquenard. Le corps est réparti en deux colonnes, dont l'une au nord, la colonne Delbecque, a établi ses

campements près de la Calle, et l'autre, celle du Sud, la colonne Logerot, a établi ses campements à Souk Ahras.

Le 24 avril est le jour fixé pour l'entrée des troupes en Tunisie.

Le 26 avril, le général Logerot occupe le Kef, grâce à l'activité déployée par l'agent consulaire français dans cette ville, M. Roy.

L'armée tunisienne sous le commandement du prince Ali Bey était pratiquement hors d'état de combattre. Le choix était entre la capitulation et le repli, qu'elle a préféré en fin de compte. La France a d'ailleurs attaqué en force. Le 1er mai, une escadre mouille devant Bizerte, et le drapeau français est hissé sur le fort, à côté du drapeau tunisien.

Le 3 mai, le général Bréart débarque à Bizerte avec huit mille hommes. Sa colonne arrive le 1er mai à Djedeïda.

Exécutant un plan préparé à l'avance, le consul de France Roustan demande pour lui une audience au bey qui était alors dans sa villa de Qasr Sa'îd. L'entrevue eut lieu le 12 mai 1881 à 16 heures. Après lecture du projet de traité soumis par le gouvernement de Paris, le Général Bréart annonce que l'ultimatum expire à 21 heures.

Passant outre à la ferme opposition du groupe des patriotes à la tête desquels s'était placé Mohamed 'Arbi Zarrouk, comme à la réprobation d'une large fraction de la population tunisienne qui s'apprêtait à la résistance armée, le troisième mouchir Muhammad Sadok Bey céda à l'ultimatum et prit dans cette journée du 12 mai 1881, à dix-neuf heures, la grave responsabilité d'apposer sa signature au bas du traité établissant officiellement le Protectorat français sur la Tunisie.

وصل الله على سيدنا محمد وعلى آله وصحبه وسلم

[illegible]

جو سزا تھی

Le jour du Mouled est l'occasion d'une cérémonie solennelle de décoration. Le doyen des ministres, Abdelaziz Bouattour reçoit le grand cordon du Nihan Iftikhar le 12 Rabia I, 1280 (1863).

Cérémonie de la signature du Traité du Bardo le 12 mai 1881



Le Traité du Bardo ouvre une nouvelle ère de l'histoire de la Tunisie. Après la Régence d'Alger, la Régence de Tunis passe à son tour de la suzeraineté ottomane à la domination française. Cette évolution s'inscrit dans la logique de l'expansion des puissances européennes qui se substituent irrésistiblement à la domination ottomane dans l'ensemble du monde arabo-musulman.

La gravure reproduite ci-haut est réalisée à partir d'une photo de l'époque. La scène se passe au Qasr-Sa'id ; on reconnaît au centre Sadok Bey et le général

Bréart. Le texte du Traité en 7 pages est reproduit ci-après dans la version officielle française, portant la signature du général Bréart et, en langue arabe, celle de Muhammad Sadok Bey.

Texte original en 7 pages du Traité signé le 12 mai 1881
Bardo et conservé aux Archives du Gouvernement Tunisien

Traité conclu entre le —
Gouvernement de la République
et le Gouvernement de S. A. le Bey



Le Gouvernement de la —
République Française et celui de
Son Altesse le Bey de Tunis, voulant
empêcher à jamais le renouvellement
des désordres qui se sont produits —
récemment sur les frontières des deux
Etats et sur le littoral de la —
Tunisie et désireux de resserrer —
leurs anciennes relations d'amitié
et de bon voisinage ont résolu de
conclure une convention à cette fin
dans l'intérêt des deux Hautes Parties
Contractantes

En conséquence le Président de la République Française a nommé pour son Plénipotentiaire M. le Général Bécart qui est tombé d'accord avec Son Altesse le Bey sur les — dispositions suivantes :

Article 1^{er}

Les traités de paix, d'amitié et de commerce et toutes autres Conventions existant actuellement entre la — République Française et Son Altesse le Bey de Tunis sont expressément confirmés et renouvelés

Article 2

En vue de faciliter au — Gouvernement de la République — Française l'accomplissement des — mesures qu'il doit prendre pour atteindre le but que se proposent les Hautes Parties Contractantes, Son



L'Alger le Roy de Tunis consent à
 ce que l'autorité militaire française
 tienne occupée les points qui elle —
 jugera nécessaires pour assurer le
 rétablissement de l'ordre et la —
 sécurité de la frontière et du —
 littoral. Cette occupation cessera
 lorsque les autorités militaires françaises
 et tunisiennes auront reconnu d'un
 commun accord que l'administration
 locale est en état de garantir le
 maintien de l'ordre.

Article 3.

Le Gouvernement de la —
 République Française prend l'engagement
 de prêter un constant appui à —
 Son Altesse le Roy de Tunis contre
 tout danger qui menacerait la —
 personne ou la dynastie de Son —
 Altesse ou qui compromettrait la
 tranquillité de ses États.

Article 4

Le Gouvernement de la République Française se porte — garant de l'exécution des Traités actuellement existants entre le Gouvernement de la Régence et les diverses Puissances Européennes

Article 5

Le Gouvernement de la République Française sera représenté auprès de Son Altesse le Bey de Tunis par un Ministre Président qui veillera à l'exécution du — présent acte et qui sera l'intermédiaire des rapports du Gouvernement — Français avec les Autorités Tunisiennes pour toutes les affaires communes — aux deux pays.

Article 6

Les Agens diplomatiques et — consulaires de la France en Tunis

changers seront chargés de la —
 protection des intérêts tunisiens et de
 nationaux de la Régence. En retour
 Son Altesse le Bey s'engage à ne
 conclure aucun acte ayant un —
 caractère international sans en avoir
 donné connaissance au Gouvernement
 de la République Française et sans
 s'être entendu préalablement avec
 lui.

Article 7

Le Gouvernement de la République
 Française et le Gouvernement de
 Son Altesse le Bey de Tunis se —
 réservent de fixer d'un commun
 accord les bases d'une organisation
 financière de la Régence qui soit
 de nature à assurer le service de
 la dette publique et à garantir les
 droits des créanciers de la Tunisie.

Article 8

Une contribution de sucre sera

imposée aux Tribus insulaires de la
 Lacustière et du littoral. Une Convention
 ultérieure en déterminera le chiffre
 et le mode de recouvrement dont le
 Gouvernement de Son Altesse le
 Dey se porte responsable.

Article 9.

Afin de protéger contre la
 contrebande des armes et des
 munitions de guerre les Possessions
 Algériennes de la République
 Française, le Gouvernement de Son
 Altesse le Dey de Tunis s'engage à
 prohiber toute introduction d'armes
 ou de munitions de guerre par
 l'île de Djerba, le port de adès ou
 les autres ports du Sud de la
 Tunisie.

Article 10

Le présent traité sera soumis
 à la ratification du Gouvernement

De la République Française et —
 l'instrument de ratification sera
 remis à Son Altesse le Bey de
 Tunis dans le plus bref délai —
 possible /

Casablanca, 12 Mai 1911

محمد المازن باني

g^d Néart

Notes

1. Neutralité proclamée sur le plan diplomatique, mais servant de prétexte à couvrir une aide indirecte à l'Algérie : accueil et installation de milliers de réfugiés, aide aux résistants, transit des armes...
2. L. Machuel : l'enseignement public en Tunisie.
3. IBLA, 1947, p. 167.
4. Rapport de la commission des Etudes Economiques et Financières, Tunis, 1931.
5. C'est le même personnage qui fit avorter l'expérience de la banque tunisienne fondée par Ahmed Bey en 1847. Grand fermier de l'Etat, directeur de la Banque et responsable de l'Hôtel de la Monnaie, il s'enfuit à Paris en 1852 laissant un découvert de plusieurs millions de piastres.
6. Du moins jusqu'à l'abolition officielle de l'esclavage en 1846.
7. P. Fennec : *ouv. cité*.
8. Gl. Khaïreddine : Réformes nécessaires aux Etats musul. (R.T. 1896, p. 501).
9. J. Serres : La politique ottomane sous la monarchie de Juillet.
10. Il va de soi que la Tunisie, pays musulman, n'avait jamais renié son allégeance à l'égard du Sultan ottoman, en tant que Calife protecteur de l'Islam sunnite.
11. Une exception toutefois, Mustapha Ben Ismaïl qui fut premier ministre de 1879 à 1881.
12. Voir infra texte intégral.

13. M. Smida : *Aux origines de la presse en Tunisie*. Imp. Off. - Tunis 1 979.
14. Il y resta jusqu'en 1866. Revenu alors en Tunisie, il fut arrêté par les gendarmes du bey qui le ramenèrent au Bardo le 1er mars 1866. Il mourut dans la prison quelque dix huit mois plus tard.
15. Ch. Khaïrallah : *Le mouvement évolutionniste tunisien*, Tunis, 1934.
16. Ch. Khaïrallah : *op. cité*.
17. M. Gandolphe : *Mustapha ben Ismaïl*, Imp. SAPI, Tunis 1924.
18. Agissez là-bas comme vous voulez. Vous serez contraint de vous en emparer : vous ne pouvez laisser Carthage entre les mains des barbares.

Bibliographie

Documents imprimés relatifs à la II^{ème}
période huseinite (1830-1881)

La principale chronique concernant la vie politique tunisienne dans le second tiers du XIX^e siècle reste celle du Cheikh Ahmed Ben Dhiaf. Remplissant de hautes fonctions à la chancellerie du Bardo, Ben Dhiaf avait non seulement accès aux archives beylicales, mais il rédigeait lui-même les textes législatifs et les correspondances officielles. Dans son ouvrage, il a largement utilisé ces documents de première main dont il a souvent reproduit le texte original intégral.

Le caractère historique et archivistique de ses références et sa qualité de témoin oculaire donnent à sa chronique une valeur de première importance. Cette valeur est encore accrue du fait que Ben Dhiaf n'avait pas rédigé une chronique « officielle » destinée à être soumise au prince. C'est plutôt dans la discrétion et seulement lorsqu'il avait cessé toute fonction à la cour qu'il rédigea son ouvrage.

Toutefois cet ouvrage pêche par deux faiblesses. D'une part, c'est une chronique tout à fait dans le ton des traditionnels compendiums relatant les faits politiques officiels, mais négligeant les questions sociales et économiques. D'autre part la chronique reste assez souvent

impersonnelle, C'est une narration d'événements où les commentaires de l'auteur et les échos de l'opinion publique sont rares.

Mais surtout le livre de Ben Dhiâf s'arrête à l'année 1869, celle de l'installation de la Commission Financière Internationale.

L'ouvrage du Cheikh Mohamed Bayram V est, en revanche, une étude nettement politique. On sait que Bayram V avait directement collaboré à l'œuvre de réformes entreprise sous le règne de Sadok Bey et en particulier sous le vizirat de Khaïreddine. A cet égard son ouvrage comporte de grandes précisions. Manipulant des documents de première source, Bayram V expose et discute tous les aspects de la vie politique intérieure et extérieure de la Tunisie sous le règne de Sadok Bey.

Mais la participation directe de l'auteur à l'œuvre entreprise ainsi que sa sympathie avouée pour le général Khaïreddine donnent à son ouvrage une certaine orientation qui, par là même, suscite certaines réserves.

Ces réserves étant faites, les deux ouvrages de Ben Dhiâf et de Bayram V restent deux sources de première valeur pour l'étude de la vie politique tunisienne dans le second tiers du XIX^e siècle.

A) Ouvrages généraux - questions politiques et diplomatiques

ALBERT F. *Tunis et la Régence sous Mohamed Es-Sadok Bey* Paris, 1867.

B. DHIAF A. *It'hâfahl az-Zamân...*, 8 vol., Tunis, 1963-1966.

BERCHER L. *En marge du Pacte Fondamental*, in R. T., 1939, p. 67.

BEYRAM M.V *Safwat al-I'tibar*, 5 vol., le Caire 1302-1311,

BLLING (Baronne de) *Le Baron R. de Billing...*, Paris 1895.

BOUBAKER S. *La Régence de Tunis auXVIIe s.*, Ed. CEROMA, Tunis 1993.

BROADLEY A.M. *The last punie war, Tunis past and present*, 2 vol. Edinburg 1882.

BROWN L. C. *The Tunisia of Ahmed Bey*, Princeton 1974, 367 p.

BRUNSCHWIG H. *Mythes et réalités de l'impérialisme français*, Paris 1960.

CAIGI A. *Le problème tunisien*, Neufchatel 1952.

CAMBON P. *Correspondances 7(1870-1924)*, Paris 1926.

CAMBON H. *Histoire de la Tunisie*.

CAPITAINE X. *Une promenade à Tunis en 1842*, Paris 1844.

CHARLES ROUX F. *L'Allemagne et les questions de Tunisie...* in A.F. 1929, p. 345.

CHARMES G. *La Tunisie et la Tripolitaine*, Paris 1883, 445 p.

- CHARURES G. *La politique française en Tunisie*, in Rev. Pol. et Lit. (nov. 1882).
- CHERIF M. H. *Expansion européenne et difficultés tunisiennes*, in Annales 1970.
- COSSERON DE VILLEVOLS Y. *La France a Tunis*, Paris 1891.
- DARCY J. *France et Angleterre*, Paris 1904.
- DAUX Ahmed *Bey et des réformes récentes...* in Rev. de l'Orient (1848) 4, p. 347.
- DAVTS N. *Tunis or selections from a journal...*, Malte Edit. Muir 1841.
- DEBBASCH Y. *La nation française en Tunisie*. Inst. des Htes Etudes, Tunis 1959.
- DESFOSSES E. *Affaires d'Orient, la Tunisie...*, Paris 1877.
- D'ESTOURNELLES DE CONSTANT (P.H.X) *La politique française en Tunisie*. Paris 1891.
- DREVET R. *L'armée tunisienne*. Tunis 1922.
- DUNANT A. *Notice sur la Régence de Tunis*, Genève 1858.
- DUVERNOIS C. *Les réformes en Tunisie*, in Rev. de l'Orient 1858 (7) p. 83.
- EMERIT M. *Aux origines de la colonisation française en Tunisie : l'affaire del'Enfida*, in Rev. Afric. 1945, p. 210. in Rev. Tun. 1939 p. 221.
- FAUCON N. *La Tunisie avant et depuis l'occupation française*, Paris 1893.
- FINOTTI R. *La Reggenza di Tunisi*, Malte 1856.
- Froussi E. et BENAZET A : *L'Etat tunisien et le protectorat français*, Paris 1931.
- FLTOUSSL E. *L'Etat tunisien, son origine, son développement et son organisation actuelle*, Edit. Tunis 1901, 204 p.
- FLAUX (DE) A. *La Régence de Tunis au XIX^e s.*, Paris 1865.
- FRANK L. (Dr). *Tunis, description de la Régence*, Paris 1850.
- GANDOLPHE M. *Les événements de 1864 dans le sahel*, in R. T., 1918, p.138. *L'armée tunisienne*, in R. T 1922, p. 274.
- GANIAGE J. *Les origines du protectorat français en Tunisie (1861-1881)*, Paris 1959.
- GEHRING G. *Les relations entre la Tunisie et l'Allemagne avant le protectorat français*, in Cahiers de Tunisie T. XVIII n° 71-73, Tunis 1971.
- GLAUD P. *Les origines de l'empire français nord-africain*, Marseille 1939.
- GRANDCHAMP P. *Documents relatifs à la révolution de 1864 en Tunisie*, in R. T. 1935.
- GRANDCHAMP P. *Autour du Consulat de France à Tunis*, Tunis, Aloccio 1943.
- Documents relatifs à la révolution de 1864, 2 vol. Tunis 1935-

- HESSE WARTEGG E. *Tunis, the knnd and the people*, London 1882.
- HOFSTETTER B. *Vorgeschichte des franzosischen protectorats in Tunis bis zum Bardo vertrag (12 mai 1881)*, Bern, A. Francke 1914.
- HUGON H. *Les emblèmes des Beys de Tunis*, Paris, Leroux 1913.
- ILTER A. S. *Simali Africada Turkler*, 2 vol. Istanbul 1936, 1937-
- INAL M. K. *Osmanli devrinde Son Sadriazamlar*, Istanbul 1940.
- JULIEN CH. A. *Histoire de l'Afrique du Nord*, Paris, Payot 1931.
- KLNG S. P. *Duplicity or Diplomacy, the last phase of the tunisian question*, London 1881.
- KRAIEM M. *La Tunisie précoloniale*, 2 vol., Tunis 1973.
- LALLEMAND CH. *Tunis et ses environs*, Alger, Quantin 1890, 240 p.
- LAMBERT P. *Dictionnaire illustre de la Tunisie*, Tunis 1912.
- LANESSAN J. L. *La Tunisie*, Paris 1887, 168 p.
- LANGER W. L. *The european powers and the french occupation of Tunis (1878-81)* in *American hist. rev.*, XXXI, 1925.
- LEBON A. *Les préliminaires du traité du Bardo*, in *Annales Se. pol.*, 1893, p. 403.
- (DE) LEONE E. *La colonizzazioni dell'Africa del nord*, Padoue i960.
- LEROY-BEAULIEU P. *L'Algérie et la Tunisie*, Paris 1887, 472 p.
- Loi du 15 rejeb 1276 (7 fev. 1860) sur le recrutement dans l'armée tunisienne, Paris 1884.
- LOTH G. *Histoire de la Tunisie*, Paris, Colin 1898. *L'Enfida et Sidi Thabet*, Paris, 1910.
- MANTRAN R. *L'évolution des relations entre la Tunisie et l'empire ottoman* in *Cahiers de Tunisie* 1959, p. 310. Inventaire des archives turques de Dar El Bey, P.U.F. Paris 1960.
- MALLON J. *L'influence française dans la Régence de Tunis avant l'établissement du protectorat*, Paris 1931, 191 p.
- MARCEL J. J. *Histoire de Tunis*, Paris, Didot 1851.
- MARSDEN A. *British diplomacy and Tunis (1875-1902), A case study in mediterranean policy*, Edinburgh, 1971.
- AL-MASSÛDI AL BEJI *Al khulassa an-Naqiya*, Tunis 1905, 156 p.
- MARTEL A *Les confins saharo-tripolitains de la Tunisie*, Paris P.U.F 1965.
- Louis Arnold et Joseph Allegro, consuls du Bey de Tunis à Bône*, Paris 1966. *L'armée d'Ahmed Bey*, in *Cahiers de Tunisie*, 1956, p. 373.
- MARTY P. *Historique de la mission militaire française en Tunisie (1827-1882)*, in *R. T. Tunis* 1935, pp. 171 et 309.

- MATRAT CH. *La société Pastre frères, agence commerciale de Sidi Mustapha Khaznadar à Marseille*, in Etudes et Documents V 1973, Univ. de Prov.
- MLCAUD CH. BROWN L. C. et MOORE C. H. : *Tunisia, the politics of modernization*, New York, 1964.
- MIEGE J. L. *Documents inédits sur l'insurrection de 1864*. Etudes d'hist. Contemporaine (1846-1871). Institut d'hist. des pays d'outre mer, Univ. de Provence, Etudes et documents V, 1973.
- MOKHTAR BEY (EL) - *Le fondateur Hussein b. Ali*, Tunis, Ed. Serviced Tunis 1993.
 - *Les Beys de Tunis*, Ed. Serviced Tunis 2003.
- MONCHICOURT CH. *Documents au historiques sur la Tunisie*, Paris 1929.
- MZALI M. S. - *L'hérédité dans la dynastie husseinite*, M.T.E. 1969.
 - *La situation en Tunisie à la veille du protectorat...* Min Rassa'il ibn Dhiaf., MTE : 1969.
 - *Khéreddine Homme d'Etat*, Ed. M.T.E. Tunis 1971.
- O'KELLY A (COMTE) *Etudes politiques sur le royaume de Tunis*, Bruxelles 1871.
- PELLISSIER DE REYNAUD *Description delà Régence de Tunis*, Paris 1853.
La Régence de Tunis, in Rev. des deux mondes, (mai 1856)
- PLANIET E. *Correspondance des Beys de Tunis et des consuls de France*. 4 tomes, Paris Alcan 1899.
- PLEHN H. *Die methoden der franzosischen politik der erwerbung tunesiens*, in Zeitchrift fur politik VII 1914.
- PONS A. *La nouvelle église d'Afrique, le catholicisme en Tunisie depuis 1830*, Tunis 1930.
- PONTOIS H. *Les odeurs de Tunis*, Paris 1889.
- RAYMOND A. *La Tunisie - (Que sais-je ?)*. Paris 1962.
British policy towards Tunis (1830-1881), Oxford 1954.
Les tentatives anglaises de pénétration économique en Tunisie, in Revue historique 1955.
- REINACH J. *Le traité du Bardo*, R.P.L. 3^e série, T. 21, 1881, p. 641.
- ROBERTS M. *History of the french colonisation policy*, 2 tomes, London 1929.
- ROUARD DE CARD E. *La Turquie et le protectorat français en Tunisie*. Paris 1910
 - *La France et la Turquie dans le Sahara*, Paris 1910.
 - *Les traités de la France avec les pays de l'Afrique du Nord*, Paris 1906.

- ROUSSEAU A. *Annales tunisiennes*, Alger 1864.
- SAFWAT M. *A british consul général in Tunisia, Richard Wood (1859-1879)* in Review of college of arts, Farouk university, Cairo 1945.
- SEBAG P. *Une description de Tunis au XIX^e s.*, in Cahiers de Tunisie 1958.
- SLAMA B. *La révolte de 1864 en Tunisie*, Tunis M.T.E 1966.
- SMIDA M. - *Khéreddine, ministre réformateur*, Tunis M.T.E. 1970.
- *Aux origines de la presse en Tunisie*, Ed. JOT Tunis 1979.
 - *Les Temps modernes (en collaboration)* Ed. STD, Tunis 1985.
 - *Une colonie Kabyle en Tunisie au 19^e siècle*. Ed. Tunis Carthage 1985.
 - *Consuls et Consulats de Tunisie au 19^e siècle*. L'Orient, Tunis 1991
 - *Aux origines du commerce français en Tunisie*, Sud Edition, Tunis 2001
- TEMIMI A. *Recherches et documents d'histoire maghrébine*, Publications de l'Université, Tunis 1971.
- TEMPLE G. *Excursions in the Mediterranean*, 2 tomes, London 1835.
- TOURNIER J. *Le cardinal Lavigerie et son action politique*, Paris 1913.
- TULIN CH. *Le royaume tunisien et les représentants des puissances à Tunis*, Bône 1864.
- UZUNCARSILI . H. *Tunus'un 1881 deFransa...*, in Belletin, t. XVIII, n° 72, 1954.
- VAN KRIEKEN G. S. *Khayral-Din et la Tunisie*, Lieden 1976.
- VILLO T J. *Description géographique de Tunis*, Paris 1881.
- WLNKLER *Essai sur la nationalité dans les protectorats de Tunisie et du Maroc*, Paris 1926.
- ZACCONE P. *Notes sur la Régence de Tunis*, Paris 1875.
- ZIADAH NICOLAS A. *Originsofnationalismin Tunisia*, Beyrouth 1962.
- B) Législation tunisienne - questions sociales et culturelles*
- AZZAM M. *Industrie et accumulation*, Thèse, Grenoble 1978.
- ARNOULET J *La pénétration intellectuelle en Tunisie*, in Rev. Afric. 1954.
- ABDELMOULA *L'Université zaytounienne et la société tunisienne*, Tunis, 1971.
- ABDESSALEM A. *Les historiens tunisiens des XVI^e, XVII^e et XVIII^e s. ; essai d'histoire culturelle*, Tunis 1973.
- BEN ACHOUR F. *al Haraka al Fikriya wal Adabiya fi Tunis*, Dar el Hana, le Caire 1956.
- Tarajim al A'lam*, M.T.E., Tunis 1970.
 - Arkan al-Nahdha al Adabiya fi Tounis*, Tunis s.d., 1381.

- BEN ACHOUR M. A. *Les catégories delà société tunisoise*, IN A A Tunis 1989.
- BEN HAMIDA M. *Al Bâji al Massûdi*, Tunis 1962.
- BERQUE J. *Al Yousi*, Paris 1958.
- BOMPARD M. *Législation delà Tunisie*, Paris 1888.
- BRUNSCHVIG R. *Justice religieuse et justice laïque dans la Tunisie des Deys et des Beysjusqu'au milieu du XIXs*, in *Studia Islamica* xxiii (1965), p. 27.
- CANAL H. *La littérature et la presse tunisienne*, Paris 1925, 393 p.
- CHENOUI A. *Un savant tunisien du XDC s*, MohamedAs-Sanûsi -Tunis 1977.
- DARMON R. *Le code civil et criminel du royaume de Tunis*.
- DEPONT O. et COPPOLANI X. *Les confréries musulmanes*, Alger 1897.
- DJAÏT H. *Influences ottomanes sur les institutions, la civilisation et la culture tunisiennes du XVI' au XIX' s.*, in *Rev. d'Hist. Maghrébine*, n° 6, 1976.
- GALLAGHER N. E. *Toward an évaluation of the population of the nineteenth æntury Regsncy of Tunis*, in *Rev. d'Hist. Maghrébine* n° 12, 1978.
- GREEN A. H. *The tunisian 'Ulama (1873-1915) ; social structure and response ideological currents*, Lieden 1976, 250 p.
- *The tunisian 'Ulama and the establishment of the french protectorate (1881-1891)*, in *Rev. d'Hist. Maghrébine*, n° 1, 1974.
 - *Le corps des 'Ulamas tunisois (1873-1951)*, in *Alif*, n° 10, 1978.
- GUIGA B. *Essai sur révolution du charâa*, Paris 1930, 205 p.
- HAMZAOUÏ S. *Rapports sociaux dans la société précapitaliste ; exemple du khamessat dans le Maghreb*, (ni date, ni lieu).
- JAMBU MERLIN R. *Le droit privé en Tunisie*, Paris i960.
- JENHANI H. *Al Haraka al Islahiya fi Tounis*, in *Hawliyat VI*, Tunis 1969.
- Khereddine. Ak'wam alMassalik...*, Tunis 1867, Nlle édit. M.T.E, Tunis 1972.
- Réformes nécessaires aux Etats musulmans*, Paris Dupont 1868 in 8.
- MABROUK M. *Administration et personnel administratif dans la Tunisie précoloniale*, Edit. Ecole Nationale d'Administration, Tunis 1971.
- MACHUEL L. *L'enseignement public en Tunisie*, Tunis, la Rapide 1906.
- MARCAIS G. *L'architecture musulmane d'occident*, Paris 1955.
- MARTHELOT P. et MONTETY H. *Le territoire des Ouleds Sidi Ali ben Aoun*, Paris, P.U.F., 1956.
- MARTY J. A. et MAAREK R. *Recueil général et pratique de législation tunisienne*. Tunis 1948.

- NEIFAR M. *On-wan alA'rib...*, 2 vol., Tunis 1351.
- QUEMENEUR J. *Publications de l'imprimerie officielle tunisienne de 1860 à 1882*, in IBLA n° 98, Tunis 1962.
- RECTENWALD G. *Etudes de législation tunisienne*, Tunis 1935.
- ROY B. *Extrait du catalogue des manuscrits et des imprimés de la bibliothèque de la grande mosquée de Tunis*, Tunis 1900.
- AL SANÛSSI M. *Matlâa al-darari...*, Imp. offic., Tunis 1305.
- *Al Rihla al Hijaziya*, S.T.D., Tunis 1977, édité par Chenoufi A.
- SCEMAMA R. *Essai sur les conflits de lois en Tunisie*, Paris 1930.
- SFAR B. *Assistance publique musulmane en Tunisie*, Tunis 1896.
- SMIDA M. *AUX origines de la presse en Tunisie ; la fondation du Ra'id*, Imp. Officielle, Tunis 1979.
- SoURIAU H. C. *La presse maghrébine, évolution historique*, Paris 1969.
- TLILI B. *Note sur la notion d'Etat dans la pensée d'A. Ben Dhiâfin* Rev. de l'Occident musulman, VIII (1970), p. 141.
- Eléments pour une approche de la pensée socio-économique de Khéreddine.*, in Rév. de l'Occident musulman, IX (1970), p. 119.
- Culture, idéologies et penseurs tunisiens dans la 1^{er} moitié du XIX^e s.*, Thèse pour le doctorat es-Lettres (Nice 1970).
- TOULI A. *Rissalat al Manâi*, M.T.E., Tunis 1977, 166 p.
- ZAWADOVSKI G. *Index de la presse tunisienne*, in Rev. Etudes Islamiques. CIV - 1937.
- R. HOLT, *pionnier de la presse tunisienne*, in Rev. de l'Institut de Carthage, n° 37, Tunis 1939.
- ZBISS S. M. *Monuments musulmans d'époque husseinite*, Tunis Sapi, 1955.
- ZEYS P. *Code annoté de la Tunisie*, Nancy, Levraut 1901.

C) Questions économiques et financières

- ARNOULET DR *L'évolution de Tunis dans la 2^{ème} moitié du 19^e s.*, in actes du 100^e congrès des sociétés savantes, Paris 1975.
- ARNOULET DR *Les exportations tunisiennes de 1801 à 1881*, in IBLA, Tunis 1947.
- ATGER A. *Les corporations tunisiennes*, Tunis, Rousseau 1909, 126 p.
- BEN HAMIDA A. *Origine et évolution des institutions financières de l'Etat tunisien*, in Rev. juridique, GERES n° 1, Tunis 1974, p. 93.
- BOULARD M. *Les finances de la Tunisie pendant les trente dernières années*, Paris, Boyer 1901, 21-2 p.

CANNON B. D. *Tunisian monetary adjustments and the union latine (1872-1894)* in Rev. d'hist. Maghrébine, n° 2, Tunis 1974.

CHENEL M. *La mejba*, Tunis, la Rapide 1914.

COUVERT J. *Etude sur la situation financière de la Régence.*, Imp. Saint Saens, 1874.

CUBISOL CH. *Le commerce de Tunis avec l'Europe*, Recueil consulaire belge, 1856.

Notice abrégée sur la Régence de Tunis, Bône 1867.

DEKKER DAVID P. *L'agriculture indigène en Tunisie*, Tunis 1912.

DESPOIS J. *Sahel et basse steppe*, P.U.F., Paris 1955.

- *L'Afrique du nord*, P.U.F., Paris 1958.

DUMAS C. *Les populations indigènes et la terre collective des tribus en Tunisie*, Tunis 1912.

EMERIT M. *La pénétration industrielle et commerciale en Tunisie*, in Rev. Africaine, p. 196.

- *Les crises des finances tunisiennes et les origines du protectorat*, in Rev. Africaine, 1949, p. 247.

EUDEL P. *L'orfèvrerie tunisienne et algérienne*, Alger 1902.

FARRUGIA DE CANDIA *Monnaies husseinites*, in R.T. 1933.

FLEURY V. *Les industries indigènes de Tunisie*, Levrault, Paris 1900.

GANIAGE J. *La thonaire de Sidi Daoud*, P.U.F., Paris 1960.

- *La population européenne de Tunis*, P.U.F., Paris 1960.

- *L'affaire de l'Enfida*.

GHALOUSSI B. *Archives du Sahel au XIX^e s.*, in Cahiers de Tunisie 1960, p. 97.

GALISSOT R. et VALENSI L. *Le maghreb précolonial : mode de production archaïque ou mode de production féodale ?* in La Pensée CXII (déc. 1968), p. 57.

GOLVIN L. *Aspects de l'artisanat en Afrique du nord*, P.U.F., Paris 1956.

ISAAC M. *Etude sur le régime douanier de la Tunisie*, Picard, Tunis 1910.

LESCURE DU *double régime foncier de la Tunisie*.

MILLIOT L. *Les terres collectives*, Paris 1922.

MONCHICOURT CH. *La région du haut tell en Tunisie*, Paris 1913.

PASSERON R. *Les grandes sociétés et la colonisation dans l'Afrique du nord*, Carbonel, Alger 1925, 346 p.

PENNEC P. *Les transformations des corps de métier en Tunisie*, INSEA, Tunis 1960.

- PAYRE C. *Les aminés en Tunisie*, Paris 1940.
- PONCET J. *La colonisation et l'agriculture européenne en Tunisie*, Paris la Haye 1962.
- POUBLON G. *Etude sur la dénonciation des traités et la révision des tarifs douaniers en Tunisie*, Tunis 1896.
- RLBAN CH. *La Tunisie agricole*, Tunis 1894.
- AL SANUSSI M. *Lettre sur la Mejba*, in R.T., 1896, p. 112.
- VALENSI L. *Calamités démographiques en Tunisie au 18^e et au 19^e s.*, in Annales 1969 (5), p. 1540.
- La conjoncture agraire en Tunisie au 18^e et au 19^e s.*, in Rev. Hist. CCXLIII (1970), p. 321.
- Production et commerce des chéchias en Tunisie*, in Rev. d'Hist. Mod. et Contemp., XVI (1969), p. 376.
- Fellahs tunisiens : l'économie rurale et la vie des campagnes au 18^e et au 19^e s.*, Mouton, Paris 1977, 422 p.
- WAGNER H. *L'évolution des finances en Tunisie*, Tunis 1950.

D) De la question italienne en Tunisie

- Anonyme *Politica segreta italiana*, Torino 1891.
- ANTINORI O. *La questione tunisiana*, Firenze 1868.
- BONURA F. *Gli italiani in Tunisia e il problema della naturalizzazione*, Roma « Tiber », 1929, 178 p.
- CARTA F. *La questione tunisiana e l'Europa*, Roma 1879.
- CASTELNUOVO G. *Il conûitto franco-italiano e la guerra*, Venezia, Coletti, 1894.
- CHIALA L. *Pagine di storia contemporanea, II Tunisi.*, Torino 1895.
- CRISPI F. *Polidca estera (1876-1890). Questioni internazionali*, Traduction française de Grandchamp et Garrigou, Tunis 1913, 142 p.
- FICAY A P. *Le peuplement italien en Tunisie*, Paris 1931, 108 p.
- FIDEL C. *Les intérêts italiens en Tunisie*, in AF (RC) 1911, p. 124.
- *(la) France, l'Italie et la Question tunisienne*, in Notes et Etudes documentaires, n° 383, 25 août 1946, 16 p.
- GALLICO A. *Tunisi i Berberi e l'Italia*, Ancola 1928, 274 p.
- GAZZINI M. *Gli italiani in Tunisia*, in Africa 8, 1953, p. 100.
- GENIAUX CH. *France et Italie en Tunisie*, Tunis 1926.
- GUBERNATIS E. *Lettere sulla Tunisia*, Firenze 1867 .
- JEANDOT G. *La France et l'Italie en Afrique*, Oran s.d. 1934.

- JULIEN CH. A. *La question italienne en Tunisie*, Paris 1939.
- LOTH G. *Le peuplement italien en Tunisie et en Algérie*, Colin. Paris 1905.
- MAGLIOCCO V. *La nostra colonia di Tunisi*, Milano 1933, 255 p.
- MARCHITTO N. *L'Italia in Tunisia*, Roma 1942, 242 p.
- MONCHICOURT CH. *Les Italiens de Tunisie et l'accord Laval-Mussolini de 1935*. Sirey, Paris 1938, 233 p.
- MORPURGO G. *Italia, Francia, Tunisia, la condiziorie giuridica degli Italiani in Tunisia*, Livorno 1938, 191 p.
- (la) *Question des Italiens en Tunisie*, in Notes et Etudes documentaires n° 47, avril 1945, 15 p.
- RIGGIO A. *Note per un contributo alla storia degli italiani in Tunisia*, Tunisi 1936, 58 p.
- ROMANO S. I. *Siciliano nella guerra di Tunisi dell'ano 1270 (1864)*, Palermo « lo statuto », 1897 in 40 p.
- SANTI F.L. *Italia e Tunisi*, Milano 1881, 105 p.
- SAYOUS A. E. *Les Italiens en Tunisie*, Bruxelles 1927, 40 p.
- SITRUK L. *La condition des italiens en Tunisie*, Tunis 1947, 215 p.
- TLATLI S. E. *Les Italiens de Tunisie*, in Politique n° 11939, pp. 26-41.
- TORRE A. *Corne la Francia s'impadroni di Tunisi*, in Revista di Roma (avril 1881).
- VENOSTA F. *I Francesi a Tunisi*, Milano 1881.
- WEITZ TH. *Italien und Tunis (1870-1881)*, Dusseldorf 1940.

E) *Les Israélites de Tunisie*

- Anonyme *Hatsofe et peneTunis*, in Revue Ha Assif, Varsovie 1893, (art. en Hebreu)
- ARDITTI R. *Recueil des textes législatifs et juridiques concernant les Israélites de Tunisie*, Tunis 1915.
- BACH HAMB A. *Les Israélites tunisiens*, Tunis 1909.
- BENJAMIN II J. J. *Froom Foltitscheny in the Moldavia eight years in Asia andAfrica from 1846 to 1855*, Hanovre 1859.
- CAZES D. *Notes bibliographiques sur la littérature juive tunisienne*, Tunis 1893 in 16.
- Essai sur l'histoire des Israélites de Tunisie*, Tunis 1889.
- CHALOM J *Les Israélites de la Tunisie*, Rousseau, Paris 1906.
- CHOURAQUI A. *Les Juifs d'Afrique du Nord*, P.U.F., Paris 1952.
- EISENBETH M. *Les Juifs de l'Afrique du Nord*, Alger 1936, 89 p.

ORENSTEIN M. Orhot Moshe, Sine loco 1862 (ouvrage hébreu sur les juifs de Tunisie).

SEBAG P. *La Hara de Tunis*, P.U.F., Paris 1960

SLOUSCHZ N. *Voyage d'études juives en Afrique*.

TIBI S. *Le statut personnel des Israélites tunisiens*, Tunis 1921.

VASSEL E. *La littérature populaire des Israélites tunisiens*, Paris 1904.

F) L'expédition française de Tunisie

BERGE (DE LA) A. *En Tunisie, récit de l'expédition française*, Paris 1881, 378 p.

Bois M. *La France à Tunis; expédition de 1881-82*, Paris 1886, 156 p.

Bou SAID (CAPITAINE) *Le marabout de Sidi Fathallah, épisode de l'insurrection de 1881*, Paris, Baudouin 1884 in 18.

CAPELLO G. *La spedizione francese in Tunisia*, Citta del Castello 1912.

CEALIS E. *Lettre sur la campagne de Tunisie (1881-84)*, Paris 1897, 248 p.

COURBEBASSE *Notes sur la deuxième expédition de Tunisie par un officier de l'E.M. du corps expéditionnaire*, Alger 1883, 118 p.

DURASSIER H. *Les opérations maritimes de l'expédition de Tunisie*, in *Revue maritime et coloniale* 1883 LXXXVI, pp. 169-207.

EXPÉDITION (L) *Militaire de Tunisie (1881-82)*, Paris, Lavanzelle, 421 p.

FEUVRIER DR J. B. *Huit mois de campagne en Tunisie*, Paris, Maloine 1911, 51 p.

FORGEMOL DE BOSQUENARD L. *Rapport sur les opérations militaires de Tunisie (avril à juillet 1881)*, Constantine. 1882, 70 p.

GANDOLPHE. M *L'occupation de l'Ile de Djerba en 1881*, in *Revue de la section tunisienne de la société de Geo. de Paris*-Année 1923, p. 103.

GARNAULT J. *La prise de Sfax*, in *Rev. des questions hist.* 1939, p. 105.

GAUTIER E. I. *La conquête du Sahara*, Paris 1910, 261 p.

GIACCARDI A. *La conquista di Tunisi*, Girard B. Souvenirs de l'expédition de Tunisie, Paris 1883, 56 p.

GOGUYER A. *L'occupation de l'arrière terre du Maghreb par les franco-tunisiens*, Paris 1896, 29 p.

GUEST M. Y. *The Tunisian question and Bizerta*, London, 1881, 30 p.

GIFFARD P. *Les français à Tunis*, Paris 1881, 341 p.

HANNEZO G. *Mateur (1881-1882)*, Tunis 1906, (cf. art. in R.T.).

HUBERSON G. *L'expédition de Tunisie*, Paris 1884, 370 p.

INCOGNITO BEY *Trois mois de campagne en Tunisie*, Paris, 1881, 72 p.

- LE BŒUF (CAPITAINE)** *Histoire de la conquête de... Tunisie*, in R.T. 1907, p. 112.
- LONLAY (DE) D.** *Souvenirs de sept mois de campagne*, Paris 1882.
- MELON P.** *Les événements de Tunisie*, Paris 1881, 22 p.
- PRADEL DE LAMAZE M.** *La marine et l'expédition de Tunisie*, in Revue historique de l'armée 1955 XI, p. 41.
- REIBELL (GI) A.** *Le commandant Lamy*, Paris 1903.
La Tunisie d'ily a cinquante ans, Paris 1932, 219 p.
- SECOND J.** *La conquête des Ne&as*, Tunis 1909, 335 p.

ANNEXES

ANNEXE 1

Le Pacte fondamental

promulgué le 20 muharram 1274 / 10 septembre 1857

Le texte du Pacte Fondamental comprend trois parties : un préambule qui en expose les justificatifs, le dispositif opératoire en 11 articles, enfin l'engagement solennel de M'hamed Pacha Bey pour la mise en œuvre du Pacte par les corps de l'Etat. Nous reproduisons les articles du Pacte.

I

La sécurité est garantie à tous nos sujets et à tous les habitants de notre Régence quelles que soient leur religion, leur langue ou leur race. Cette sécurité s'étend à l'intégrité de leur corps, à la sacralité de leurs biens (possessions financières) et au respect de leur honneur. Cette sécurité ne souffrira d'exception que dans les cas déferés aux tribunaux ; la cause nous sera ensuite soumise, et il nous appartiendra soit d'ordonner l'exécution de la sentence, soit de commuer la peine, soit de prescrire une nouvelle instruction.

II

Tous nos sujets sont assujettis à l'impôt tel qu'il est en vigueur - ou qui pourra être établi plus tard - quelle que soit leur position de fortune, de sorte que les grands n'en seront nullement exemptés du fait de leur position élevée, ni les faibles accablés du fait de leur faiblesse. Ces dispositions seront clarifiées de manière précise.

III

Les musulmans et les autres habitants du pays sont égaux devant la justice, ce droit étant fondé sur le principe d'humanité à l'exclusion de toute autre considération.

La justice sur terre est la balance d'équité qui distingue le juste de l'injuste et qui reconnaît le droit du moins fort face au plus fort.

IV

Nos sujets dhimmis (juifs ou chrétiens) ne subiront aucune contrainte pour changer de religion et ne seront point entravés dans l'exercice de leur culte ; leurs lieux de culte seront respectés et protégés contre toute atteinte ou offense,

attendu que le statut de protection qui est le leur garantit les mêmes droits et les mêmes obligations pour eux comme pour nous.

V

Attendu que l'armée est une garantie de sécurité pour tous et que l'avantage qui en résulte bénéficie à l'ensemble de la société ; considérant, d'autre part, que l'homme a besoin de consacrer une partie de son temps à sa subsistance et aux besoins de sa famille, les soldats ne seront enrôlés que suivant une procédure régulière et d'après le mode de conscription par tirage au sort. Le soldat ne restera point en service au-delà d'un temps défini, ainsi que nous le fixerons dans un code militaire.

VI

Lorsque le tribunal criminel aura à se prononcer sur la pénalité encourue par un sujet dhimmi, il sera adjoint audit tribunal un membre que nous désignerons parmi les personnalités appartenant à sa communauté afin qu'il se sente en confiance et qu'il ne craigne aucune partialité. La loi religieuse, du reste, recommande la bienveillance à leur égard.

VII

Nous établirons un tribunal de commerce composé d'un président, de greffiers et de plusieurs membres choisis parmi les musulmans et les sujets des puissances amies. Ce tribunal, qui aura à juger les litiges d'ordre commercial, entrera en fonction après que nous nous serons entendu avec les grandes puissances étrangères amies sur le mode à suivre pour que leurs sujets soient justiciables de ce tribunal.

Les règlements de cette institution seront développés d'une manière précise afin de prévenir toute complication.

VIII

Tous nos sujets, musulmans ou autres, sont égaux relativement aux ordres traditionnels et aux jugements coutumiers ; nul ne jouira à cet égard de privilège sur un autre.

IX

Le commerce est licite pour tous et sans exclusive. Le Gouvernement s'interdit toute espèce de commerce et n'empêchera personne de s'y livrer.

Le commerce, en général, sera l'objet d'une sollicitude protectrice et tout ce qui pourrait constituer une entrave sera levé.

X

Les étrangers qui se rendent dans notre Régence pourront exercer toutes les industries et tous les métiers à condition qu'ils se soumettent aux lois établies et aux lois à venir, à l'égal des habitants du pays. Personne ne jouira, à cet égard, de privilège sur un autre.

Cette liberté leur sera acquise après que nous nous serons entendu avec leurs gouvernements sur le mode d'application qui sera expliqué et développé ultérieurement.

XI

Les étrangers qui se rendent dans notre Régence et qui relèvent d'autres Etats pourront acheter toutes sortes de propriétés, telles que maisons, jardins, terres, à l'égal des habitants du pays, à condition qu'ils se soumettent sans réserve aux lois établies et aux lois à venir.

La loi sera égale pour tous, sans aucune différence. Nous ferons connaître par la suite, en consultation avec les pays amis, les conditions de résidence de telle sorte que le propriétaire en aie une connaissance parfaite et qu'il en tienne compte à l'avance.

Nous jurons par Dieu et par le texte sacré que nous mettrons à exécution les grands principes que nous venons de poser, suivant le mode indiqué, et que nous les ferons suivre des explications nécessaires.

Nous en prenons l'engagement en notre nom et au nom de nos successeurs : aucun d'eux ne pourra régner avant d'avoir fait le serment d'observer ce Pacte qui résulte de nos soins et de nos efforts. Nous en prenons pour témoins Dieu et cette illustre assemblée composée de représentants des grandes puissances amies et des hauts fonctionnaires de notre gouvernement.

ANNEXE N° 2

Constitution du 26 avril 1861

CHAPITRE I

Les princes de la famille husseinite

ARTICLE PREMIER. - La succession au pouvoir est héréditaire entre les princes de la famille husseinite par ordre d'âge, suivant les règles en usage dans le royaume. C'est seulement dans le cas où l'héritier présomptif se trouverait empêché que le prince qui viendrait immédiatement après lui succéderait dans tous ses droits.

ART. 2. - Il y aura deux registres signés par le Premier Ministre et par le Président du Conseil suprême pour y inscrire l'état civil de la famille régnante. Ces registres seront déposés l'un dans les archives du Premier Ministre, et l'autre dans celles du Conseil suprême.

ART. 3. - Le Chef de l'Etat est en même temps le Chef de la famille régnante. Il a pleine autorité sur tous les princes et princesses qui la composent, de manière qu'aucun d'eux ne peut disposer ni de sa personne ni de ses biens sans son consentement. Il a sur eux l'autorité du père et leur en doit les avantages.

ART. 4. - Le Chef de l'Etat, en sa qualité de chef de la famille régnante, réglera les devoirs et les obligations de ses membres de la manière qu'il jugera convenable à leur position élevée, à leur personne et à leur famille. Les membres, de leur côté, lui doivent obéissance de fils à père.

ART. 5. - Les princes et les princesses de la famille régnante ne pourront contracter mariage sans le consentement du chef.

ART. 6. - Si, par suite d'une contravention aux présentes dispositions ou pour toute autre cause, un différend s'élève entre les membres de la famille régnante pour des raisons personnelles, ce différend sera jugé par une commission que le chef de la famille instituera *ad hoc*, sous sa présidence ou celle d'un des principaux membres de la famille régnante qu'il désignera à cet effet. Cette commission sera composée d'un membre de la famille régnante, des ministres et des membres du Conseil privé. Elle sera chargée de faire un rapport sur l'affaire et, si elle établit l'existence de la contravention, elle écrira sur le rapport : « Il est constaté que le prince ... est en faute », et le présentera au Chef de l'Etat auquel, seul, appartient le droit de punir les membres de sa famille en leur appliquant la peine qu'il jugera convenable.

ART. 7. - Tout délit commis par un membre de la famille régnante contre un particulier sera jugé par une commission que le Chef de l'Etat nommera *ad hoc*, sous sa présidence ou celle d'un membre de la famille après lui qu'il désignera à cet effet. Cette commission sera composée des ministres en activité de service et des membres du Conseil privé ; elle sera chargée d'écrire un rapport sur la plainte et sur les pièces

produites à l'appui, dans lequel elle émettra son avis, et le présentera au Chef de l'Etat qui, seul, se prononcera sur la peine à infliger si la culpabilité est établie.

ART. 8. - Les crimes qui pourraient être commis par les membres de la famille régnante soit contre la sûreté de l'Etat, soit contre les particuliers, ne seront point jugés par les tribunaux ordinaires. Une Commission composée des ministres du Conseil suprême, sous la présidence du Chef de l'Etat lui-même ou du principal membre de la famille régnante après lui, qu'il désignera à cet effet, sera chargée d'instruire l'affaire et de prononcer la peine qu'aura méritée le coupable d'après le Code pénal. Cette commission présentera la sentence, signée par le président et par tous les membres, au Chef de l'Etat, qui en ordonnera l'exécution ou accordera une commutation de la peine.

CHAPITRE II

Des droits et des devoirs du chef de l'Etat

ART. 9. - Tout prince, à son avènement au trône, doit prêter serment en invoquant le nom de Dieu, de ne rien faire qui soit contraire aux principes du Pacte fondamental et aux lois qui en découlent, et de défendre l'intégrité du territoire tunisien. Le serment doit être fait solennellement et à haute voix, en présence des membres du Conseil suprême et des membres du majlis du Charâ. C'est seulement après avoir rempli cette formalité que le prince recevra l'hommage de ses sujets et que ses ordres devront être exécutés.

Le Chef de l'Etat qui violera volontairement les lois politiques du royaume sera déchu de ses droits.

ART. 10. - Le Chef de l'Etat devra faire prêter serment à tous les fonctionnaires, civils et militaires. Le serment est conçu en ces termes : « Je jure par le nom de Dieu d'obéir aux lois qui découlent du Pacte fondamental et de remplir fidèlement tous mes devoirs envers le Chef de l'Etat ».

ART. 11. - Le Chef de l'Etat est responsable de tous ses actes devant le Conseil suprême, s'il contrevient aux lois.

ART. 12. - Le Chef de l'Etat dirigera les affaires politiques du royaume avec le concours des Ministres et du Conseil suprême.

ART. 13. - Le Chef de l'Etat commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, signe la paix, conclut les traités d'alliance et de commerce.

ART. 14. - Le Chef de l'Etat choisit et nomme ses sujets dans les hautes fonctions du royaume et a le droit de les démettre de leurs fonctions lorsqu'il le juge convenable. En cas de délits ou de crimes, les fonctionnaires ne pourront être sanctionnés que de la manière prescrite à l'article 63 du présent code.

ART. 15. - Le Chef de l'Etat a le droit de faire grâce, si cela ne lèse pas les droits d'un tiers.

ART. 16. - Le Chef de l'Etat désignera le rang que doit occuper chaque

employé dans la hiérarchie, et édictera les règlements et décrets nécessaires pour l'exécution des lois.

ART. 17. - Sur les fonds réservés au Ministre des Finances pour les gratifications, le Chef de l'Etat allouera la somme qu'il jugera convenable à tout employé du Gouvernement, civil ou militaire, qui se sera distingué dans son service et lui aura été signalé par le Ministre comme ayant acquis des droits à cette gratification. Quant aux services éminents qui auront eu pour effet de prévenir un danger qui menaçait la patrie ou de lui procurer un grand avantage, le Chef de l'Etat en déférera la connaissance au Conseil suprême afin de savoir si l'auteur de ce service mérite ou non une pension viagère, et adoptera l'avis donné par le dit Conseil à ce sujet.

ART. 18. - Le Chef de l'Etat pourra adopter, avec le concours du Ministre compétent, les mesures qu'il jugera opportunes dans les affaires non comprises dans l'article 63 du présent Code.

CHAPITRE III

De l'organisation des ministres, du Conseil suprême et des tribunaux

ART. 19. - Les Ministres sont, après le Chef de l'Etat, les premiers dignitaires du royaume.

ART. 20. - Les Ministres administrent les affaires de leur département d'après les ordres du Chef de l'Etat, et sont responsables devant lui et devant le Conseil suprême.

ART. 21. - Il y aura un Conseil suprême chargé de sauvegarder les droits du Chef de l'Etat, des sujets et de l'Etat.

ART. 22. - Il y aura un tribunal de police correctionnelle pour juger les contraventions de simple police.

ART. 23. - Il y aura un tribunal civil et criminel pour connaître des affaires autres que celles qui dépendent des conseils militaires et des tribunaux de commerce.

ART. 24. - Il y aura un tribunal de révision pour connaître des recours faits contre les jugements rendus par le tribunal civil et criminel du commerce.

ART. 25. - Il y aura un tribunal de commerce pour connaître des affaires commerciales.

ART. 26. - Il y aura un conseil de guerre pour connaître des affaires militaires.

ART. 27. - Les jugements que rendront les tribunaux institués par la présente loi devront être motivés d'après les articles des codes rédigés à leur usage.

ART. 28. - Les fonctions des magistrats composant le tribunal civil et criminel et le tribunal de révision sont inamovibles. Ceux qui seront nommés à ces fonctions ne seront destitués que pour cause de crime établi devant un tribunal.

Au premier temps de leur entrée en fonctions, il sera procédé à leur égard ainsi qu'il est dit à l'article 5 du Code civil et criminel.

CHAPITRE IV

Des revenus du gouvernement

ART. 29. - Sur les revenus du Gouvernement, il sera prélevé une somme de 1.200.000 piastres par an pour le Chef de l'Etat.

ART. 30. - Il sera prélevé également une somme annuelle de 66.000 piastres pour chacun des princes mariés ; de 6.000 piastres pour chacun des princes non mariés et encore sous l'autorité paternelle ; de 12.000 piastres pour chacun des princes non mariés et dont le père est mort, jusqu'à l'époque de son mariage ; de 20.000 piastres pour les princesses mariées ou veuves ; de 3.000 piastres pour les princes non mariés et dont le père est vivant ; de 8.000 piastres pour les princesses non mariées, après la mort de leur père et jusqu'à l'époque de leur mariage ; de 12.000 piastres pour chaque veuve de Chef de l'Etat ; de 8.000 piastres pour chaque veuve de prince décédé.

Il sera, en outre, alloué une somme payable en une fois de 15.000 piastres à chaque prince, et de 50.000 piastres à chacune des princesses, à l'occasion de leur mariage, pour leurs frais de noces.

ART. 31. - Les revenus de l'Etat, après prélèvement des sommes énoncées aux articles 29 et 30, seront appliqués, sans exception, à la solde des employés civils et militaires, aux besoins de l'Etat, à sa sûreté et à tout ce qui profite à l'Etat, et seront répartis à cet effet entre les Ministères, ainsi qu'il est dit à l'article 63 du présent code.

CHAPITRE V

De l'organisation du service des ministres

ART. 32. - Des lois sanctionnées par le Chef de l'Etat et par le Conseil suprême régleront la nature des fonctions de chaque Ministre, ses droits et ses devoirs, la nature de ses relations avec les divers agents du Gouvernement tunisien ou des Gouvernements étrangers, et l'organisation intérieure de chaque Ministère.

ART. 33. - Le service du Ministre est divisé en trois catégories : la première comprend les détails du service de son département, que le Ministre est autorisé à traiter sans une permission spéciale du Chef de l'Etat ; la deuxième comprend les affaires mentionnées dans la loi sur lesquelles le Ministre doit donner son avis, et dont l'exécution ne peut avoir lieu sans l'autorisation du Chef de l'Etat ; la troisième comprend les affaires de haute importance indiquées à l'article 63 du présent Code qui doivent être soumises à l'appréciation du Conseil suprême, avec l'autorisation du Chef de l'Etat.

ART. 34. - Les Ministres sont responsables envers le Gouvernement pour ce qui concerne les affaires qui se rattachent à l'article précédent, s'il y a contravention de leur part aux lois. Quant aux affaires comprises dans les autres catégories, les Ministres ne sont responsables qu'en ce qui concerne leur exécution.

Les directeurs sont responsables vis-à-vis du Ministre de l'exécution des ordres qu'ils reçoivent de lui, du règlement du service des employés du Ministère, de l'exactitude des rapports qu'ils soumettent au chef de leur département et de l'exécution des ordres donnés par lui en conséquence ; ils sont responsables également de toutes les affaires qu'ils sont autorisés à traiter de leur chef sans une permission spéciale du Ministre, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés d'après la loi réglementaire de leur service.

ART. 35. - Le Ministre établira un règlement intérieur dans son département pour faciliter le service, mettre de l'ordre dans les archives et les registres, comme il jugera convenable. L'employé qui contreviendra à ce règlement manquera à ses devoirs.

La connaissance de ce règlement est réservée aux employés du département, qui sont tenus de l'observer. Ce règlement pourra être changé ou modifié, en tout ou partie, toutes les fois que le Ministre le jugera nécessaire pour le bien du service.

Le directeur est responsable devant le chef de son département de l'exécution de ce règlement.

ART. 36. - Tous les fonctionnaires des divers départements sont nommés par le Chef de l'Etat, sur la proposition du Ministre compétent. Si le Ministre juge à propos de démettre de ses fonctions un employé quelconque de son département, il en fera la proposition au Chef de l'Etat qui sanctionnera sa demande.

ART. 37. - Tous les employés des Ministères, directeurs et autres, sont responsables vis-à-vis du Ministre pour tout ce qui concerne leur service.

ART. 38. - Le Ministre contre signera les écrits émanant du Chef de l'Etat qui ont rapport à son département.

ART. 39. - Les affaires qui paraîtront au Ministre de quelque utilité pour le pays, si elles relèvent du département dont il est chargé, seront portées par lui à la connaissance du Chef de l'Etat dans un rapport détaillé en exposant les motifs et en expliquant l'utilité. Le Chef de l'Etat ordonnera le renvoi du rapport au Conseil suprême.

ART. 40. - Les plaintes adressées au Ministre contre les fonctionnaires quelconques qui dépendent de son département seront examinées par lui sans retard, de la manière qu'il jugera convenable pour parvenir à la connaissance de la vérité. Dans ce cas, le Ministre, jugeant seulement la conduite de ses subordonnés, ne sera pas obligé de suivre la procédure en usage devant les tribunaux ordinaires pour les interrogatoires. Lorsqu'il aura constaté la véracité du fait, il fera droit au plaignant, s'il y a lieu, dans un temps qui ne pourra excéder un mois. Si après ce délai, il n'a pas été fait droit à la réclamation du plaignant, celui-ci pourra adresser sa plainte par écrit au Conseil suprême.

ART. 41. - Dans le cas où un recours est ouvert devant le Chef de l'Etat au sujet d'une plainte adressée au département ministériel, le Ministre ne pourra prononcer sa décision avant de connaître celle du Chef de l'Etat.

ART. 42. - Les plaintes des gouverneurs contre leurs administrés, et réciproquement, lorsqu'il s'agit d'affaires de service, seront portées, ainsi que les pièces à l'appui, devant le Ministre compétent, pour y être examinées et ensuite portées à la connaissance du Chef de l'Etat dans son Conseil.

ART. 43. - Tous les rapports officiels entre le Chef de l'Etat et les différents ministères, les conseils et les tribunaux, ainsi que les ordres émanant du Chef de l'Etat à ces différents corps, auront lieu par écrit ; en règle générale, il n'y a de preuve que la pièce écrite.

CHAPITRE VI

De la composition du conseil suprême

ART. 44. - Le nombre des membres du Conseil suprême ne pourra excéder soixante.

Le tiers de ce nombre sera pris parmi les ministres et les fonctionnaires du gouvernement de l'ordre civil et militaire. Les deux autres tiers seront pris parmi les notables du pays. Les membres de ce conseil auront le titre de conseiller d'Etat. Ce conseil aura des secrétaires en nombre suffisant.

ART. 45. - Lors de l'installation de ce Conseil, le Chef de l'Etat choisira ses membres avec le concours de ses Ministres.

ART. 46. - Les conseillers de l'Etat, à l'exception des ministres, seront nommés pour cinq ans. A l'expiration de ce temps, le Conseil sera renouvelé tous les ans et, à l'expiration des dix années, les plus anciens d'entre eux seront renouvelés par cinquième, et ainsi de suite.

ART. 47. - Le Conseil suprême établira, avec le concours du Chef de l'Etat, qui la signera, une liste de quarante notables parmi lesquels seront pris au sort les remplaçants des membres sortants.

ART. 48. - Lorsque les trois quarts des notables portés sur cette liste auront été nommés, le Conseil, étant au complet, procédera à la nomination d'autres membres, jusqu'au complément de quarante, pour remplacer les membres sortants, ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

ART. 49. - Le Chef de l'Etat, dans son Conseil des Ministres, désignera parmi les fonctionnaires du Gouvernement les membres qui devront remplacer ceux d'entre eux qui seraient sortants.

ART. 50. - Les membres de ce Conseil seront inamovibles pour tout le temps spécifié à l'article 46, à moins d'un crime ou délit prouvé devant le Conseil.

ART. 51. - Le Conseil aura le droit de choisir les remplaçants parmi les membres sortants, soit des notables de la ville, soit des fonctionnaires du Gouvernement

démissionnaire, à condition qu'ils ne soient pas renommés avant l'expiration de cinq ans à compter du jour de leur sortie.

ART. 52. - Le Conseil suprême ne pourra délibérer que lorsque quarante de ses membres au moins seront présents.

ART. 53. - Le vote du Conseil aura lieu à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président sera prépondérante.

ART. 54. - Il sera détaché de ce Conseil un Comité chargé du service ordinaire, tel que donner un avis au Chef de l'Etat ou aux autres ministres lorsqu'ils le demanderont, sur les affaires qui ne nécessitent pas l'approbation du Conseil suprême : préparer les affaires qui doivent être soumises à la délibération du Conseil suprême, désigner les jours de séance du Conseil, etc...

ART. 55. - Ce Comité est composé d'un président, d'un vice-président et de quinze membres, dont le tiers sera pris parmi les fonctionnaires du Gouvernement.

ART. 56. - Ce Comité ne pourra émettre un avis que lorsque sept membres au moins, y compris le président ou le vice-président, seront présents.

ART. 57. - Le président et le vice-président du Conseil suprême seront choisis parmi les membres les plus capables et nommés par le Chef de l'Etat.

ART. 58. - Le Chef de l'Etat nommera également deux des membres du Conseil suprême aux fonctions de président et de vice-président du service ordinaire.

ART. 59. - Les fonctions de membre du Conseil suprême sont gratuites, leur service étant pour la patrie.

CHAPITRE VII

Des attributions du Conseil suprême

ART. 60. - Le Conseil suprême est le gardien du Pacte fondamental et des lois, et le défenseur des droits des habitants. Il s'oppose à la promulgation des lois qui seraient contraires ou qui porteraient atteinte aux principes de la loi, à l'égalité des habitants devant la loi et aux principes de l'inamovibilité de la magistrature excepté dans le cas de destitution pour un crime commis et établi devant le tribunal.

Il connaîtra des recours contre les arrêts rendus par le tribunal de révision en matière criminelle et examinera si la loi a été bien appliquée. Lorsqu'il se sera prononcé, il n'y aura plus lieu à aucun recours.

ART. 61. - En cas de recours contre un arrêt rendu par le tribunal de révision en matière criminelle, le Conseil suprême choisira dans son sein une commission composée de douze membres au moins pour examiner si la loi n'a pas été violée. Lorsque cette commission aura constaté que la procédure a été observée et que la loi a été bien appliquée, elle confirmera l'arrêt attaqué, et la partie n'aura plus de moyens à faire valoir. Si, au contraire, la commission reconnaît que l'arrêt n'a pas

été rendu conformément à la loi ou à la procédure, elle renverra à nouveau au tribunal de révision en lui signalant les défauts de l'arrêt.

ART. 62. - Le Conseil suprême peut proposer des projets de loi d'intérêt pour le pays ou pour le Gouvernement. Si la proposition est adoptée, le Chef de l'Etat dans son Conseil des Ministres, elle sera promulguée et fera partie des lois du royaume.

ART. 63. - Les affaires qui ne peuvent être décidées qu'après avoir été proposées au Conseil suprême, discutées dans son sein, examinées si elles sont conformes aux lois, avantageuses pour le pays et les habitants, et approuvées par la majorité de ses membres, sont : la promulgation d'une nouvelle loi ; l'augmentation ou la diminution des impôts ; l'abrogation d'une loi par une autre plus utile ; l'augmentation ou la diminution dans la solde ; le règlement de toutes les dépenses ; l'augmentation des forces de terre et de mer et du matériel de guerre ; l'introduction d'une nouvelle industrie et de toute chose nouvelle ; la destitution d'un fonctionnaire de l'Etat qui aura mérité cette peine pour un crime commis et jugé ; la solution des différends qui pourraient s'élever entre les employés pour cause de service, et des questions non prévues par le code ; l'explication du texte des codes ; l'application de leurs dispositions en cas de différend ; et l'envoi de troupes pour une expédition dans le royaume.

ART. 64. - Le Conseil suprême aura le droit de contrôle sur les comptes de dépenses faites dans l'année écoulée, présentées par chaque ministère. Il étudiera les demandes de fonds faites pour l'année suivante, les comparera aux revenus de l'Etat pendant cette même année, et fixera la somme allouée à chaque ministère pour que chaque département ne puisse dépenser plus que la somme qui lui sera allouée, ni la dépenser en dehors des objets qui lui seront indiqués. Les détails de ces services devront être discutés au sein du Conseil suprême et approuvés par la majorité de ses membres.

ART. 65. - Des décrets spéciaux rendus par le Chef de l'Etat, sur l'avis du Conseil suprême, peuvent autoriser des virements d'un chapitre à l'autre du budget pendant le cours de l'année.

ART. 66. - Les plaintes pour les contraventions aux lois, commises soit par le Chef de l'Etat, soit par tout autre individu, seront adressées au Comité chargé du service ordinaire. Le dit Comité devra convoquer dans les trois jours le Conseil suprême, en temps de vacances, et portera à sa connaissance la dite plainte. Si le Conseil est en service, la plainte sera immédiatement portée à sa connaissance pour y être discutée.

ART. 67. - Le palais du Gouvernement dans la capitale (Tunis) sera le lieu de réunion de ce Conseil.

ART. 68. - Ce conseil devra se réunir le jeudi de chaque semaine, de neuf à onze heures du matin, et pourra se réunir également les autres jours de la semaine, selon les exigences du service.

ART. 69. - Le palais du Conseil suprême est en même temps le dépôt de l'original

des lois. Ainsi, toute loi approuvée par le Chef de l'Etat sera envoyée à ce Conseil pour être enregistrée et conservée dans les archives, après qu'il en aura été donné une copie au Ministre chargé de l'exécution.

CHAPITRE VIII

De la garantie des fonctionnaires

ART. 70. - Les plaintes contre les Ministres, pour des faits relatifs à leurs fonctions ou pour une contravention aux lois, seront portées devant le Conseil suprême, avec les preuves à l'appui, pour y être examinées. Si les faits commis emportent la destination, la suspension ou le paiement d'une amende fixée par le Code, la peine sera prononcée par ce Conseil ; si au contraire le coupable mérite une peine plus grave, l'affaire sera renvoyée devant le tribunal criminel.

ART. 71. - Les plaintes contre les agents du Gouvernement autres que les Ministres, pour des faits relatifs à leurs fonctions, seront portées devant le Ministre duquel ils dépendent, et de là au Conseil suprême, pour être jugées suivant les dispositions du Code.

Si les faits imputés à l'agent sont de ceux qui emportent une peine grave, telle que l'exil, la détention, les travaux forcés ou la peine capitale, l'affaire sera renvoyée devant le tribunal criminel.

ART. 72. - La connaissance des crimes ou délits contre les personnes privées, commis par des Ministres, par des membres du Conseil suprême ou par tout autre fonctionnaire du Gouvernement, est dévolue au tribunal criminel, à condition toutefois qu'il ne pourra poursuivre le coupable sans l'autorisation du Conseil suprême. Néanmoins, en cas de flagrant délit, le tribunal pourra faire arrêter le coupable et demander au Conseil suprême l'autorisation de le poursuivre.

ART. 73. - Les plaintes adressées contre un Ministre ou tout autre agent du Gouvernement pour dettes ou autres affaires civiles seront jugées par le tribunal civil sans l'autorisation du Conseil suprême.

CHAPITRE IX

Du budget

ART. 74. - Le Ministre des finances soumettra chaque année au Premier Ministre un compte détaillé des revenus et des dépenses de l'Etat pendant l'année écoulée, avec un aperçu des revenus de l'Etat pour l'année suivante.

ART. 75. - Chaque Ministre devra soumettre au Premier Ministre un compte des dépenses de l'exercice écoulé sur les crédits y affectés et indiquer le montant des dépenses de l'exercice à venir. Ainsi le Premier Muharram 1277, il devra présenter le compte de l'armée 1276 et indiquer les crédits nécessaires pour les dépenses de l'année 1277.

ART. 76. - Le Premier Ministre présentera au Conseil suprême les comptes et les pièces à l'appui qui lui auront été présentés par les autres ministères en les accompagnant des explications nécessaires.

CHAPITRE X

Du classement des fonctions

ART. 77. - Les fonctions civiles se divisent en six classes assimilées aux grades militaires. La première classe correspond au grade de général de division et la sixième à celui de chef de bataillon. Une loi spéciale désignera la classe à laquelle appartient chacune de ces fonctions.

CHAPITRE XI

Des droits et des devoirs des fonctionnaires

ART. 78. - Tout sujet tunisien qui n'aura pas été condamné à une peine infamante pourra accéder à tous les emplois du pays, s'il en est capable, et participer à tous les avantages offerts par le Gouvernement à ses sujets.

ART. 79. - Tout étranger qui acceptera du service dans le Gouvernement tunisien sera soumis à sa juridiction pendant toute la durée de ses fonctions. Il sera directement responsable devant le Gouvernement tunisien de tous les actes qui concernent ses fonctions, même après sa démission.

ART. 80. - Tout fonctionnaire civil ou militaire qui aura servi l'Etat pendant trente ans aura droit à demander sa retraite, qui lui sera accordée d'après une loi spéciale qu'on élaborera à ce sujet.

ART. 81. - Le fonctionnaire, quel que soit son rang, ne pourra être destitué que pour un acte ou des discours contraires à la fidélité exigée dans la position qu'il occupe. Son délit devra être constaté devant le Conseil suprême. S'il est prouvé, au contraire, devant ledit Conseil, que l'employé a été accusé à tort, il continuera d'occuper sa position, et l'accusateur sera condamné à la peine portée à l'article 270 du Code pénal.

ART. 82. - Les peines afflictives et infamantes prononcées par le tribunal civil et criminel comportent avec elles celle de la destitution.

ART. 83. - Tout employé qui voudra donner sa démission devra le faire par écrit. Dans aucun cas cette démission ne pourra lui être refusée.

ART. 84. - L'employé du Gouvernement qui aura été condamné par le tribunal à changer de résidence, à la prison pour dettes, ou à payer une amende pour un délit qu'il aura commis, ne sera pas pour cela rayé des cadres des employés.

ART. 85. - Tous les employés du Gouvernement, tant militaires que civils, sont responsables de ce qui peut arriver dans les services dont ils sont chargés, comme trahison, concussion, contravention aux lois ou désobéissance à un ordre écrit de leurs chefs.

CHAPITRE XII

Des droits et des devoirs
des sujets du royaume tunisien

ART. 86. - Tous les sujets du royaume tunisien, à quelque religion qu'ils appartiennent, ont droit à une sécurité complète quant à leurs personnes, leurs biens et leur honneur, ainsi qu'il est dit à l'article 1er du Pacte fondamental.

ART. 87. - Tous nos sujets, sans exception, ont droit de veiller au maintien du Pacte fondamental et à la mise à exécution des lois, codes et règlements promulgués par le Chef de l'Etat conformément au Pacte fondamental. A cet effet, ils peuvent tous prendre connaissance des lois, codes et règlements sus-mentionnés, et dénoncer au Conseil suprême, par voie de pétition, toutes les infractions dont ils auraient connaissance, quand bien même ces infractions ne léseraient que les intérêts d'un tiers.

ART. 88. - Tous les sujets du royaume, à quelque religion qu'ils appartiennent, sont égaux devant la loi, dont les dispositions sont applicables à tous indistinctement, sans égard pour leur rang ou leur position.

ART. 89. - Tous les sujets du royaume auront la libre disposition de leurs biens et de leurs personnes. Aucun d'eux ne pourra être forcé de faire quelque chose contre son gré, si ce n'est le service militaire, dont les prestations sont réglées par la loi. Nul ne pourra être exproprié que pour cause publique, moyennant une indemnité.

ART. 90. - Les crimes, délits et contraventions que pourront commettre nos sujets, à quelque religion qu'ils appartiennent, ne pourront être jugés que par les tribunaux constitués, ainsi qu'il est prescrit dans le présent code, et la sentence ne sera prononcée que d'après les dispositions du Code.

ART. 91. - Tout Tunisien né dans le royaume, lorsqu'il aura atteint l'âge de dix-huit ans, devra servir son pays pendant le temps fixé pour le service militaire. Celui qui s'y soustraira sera condamné à la peine énoncée dans le dit Code.

ART. 92. - Tout Tunisien qui se sera expatrié, pour quelque motif que ce soit, quelle qu'ait été, du reste, la durée de son absence, qu'il se soit fait naturaliser à l'étranger ou non, redeviendra sujet tunisien dès qu'il rentrera dans le royaume de Tunis,

ART. 93. - Tout Tunisien, possédant des immeubles en Tunisie, qui se sera expatrié, même sans autorisation du Gouvernement, aura le droit de louer ou vendre ses propriétés et de toucher le montant de la vente ou des loyers, à condition toutefois que la vente aura lieu dans le royaume et conformément à ses lois. S'il est poursuivi pour dettes, il sera prélevé sur le montant de la vente ou des loyers les sommes qu'il aura été condamné à payer judiciairement.

ART. 94. - Les Tunisiens non musulmans qui changeront de religion continueront à être sujets tunisiens et soumis à la juridiction du pays.

ART. 95. - Tout sujet tunisien, sans distinction de religion, qui est propriétaire de biens immeubles dans le royaume, sera tenu de payer les droits déjà établis ou ceux qui le seront à l'avenir, suivant les lois et les règlements régissant la matière.

ART. 96. - Tous ceux de nos sujets qui possèdent un immeuble quelconque soit comme colon partiaire, soit par location perpétuelle, soit par droit de jouissance, ne pourront céder leurs droits de propriété par vente, donation ou de toute autre manière qu'à ceux qui ont le droit de posséder dans le royaume. La cession à d'autres ne sera pas valable.

ART. 97. - Tous nos sujets, à quelque religion qu'ils appartiennent, ont le droit d'exercer telle industrie qu'ils voudront et d'employer à cet effet tels engins et machines qu'ils jugeront nécessaires, quand bien même cela pourrait avoir des inconvénients pour ceux qui voudraient continuer à se servir des anciens procédés.

Aucune usine ne pourra être installée dans la capitale, dans une autre ville ou aux environs sans l'autorisation du chef de la municipalité, qui veillera à ce que cette usine soit placée de manière à ne causer aucun dommage au public ou à des particuliers. Les machines venant de l'étranger seront soumises au droit de douane.

Ceux de nos sujets qui exercent une industrie quelconque devront se soumettre aux droits établis ou que nous établirons à l'avenir.

ART. 98. - Tous nos sujets, à quelque religion qu'ils appartiennent, sont libres de se livrer au commerce d'exportation ou d'importation, en se conformant aux lois et règlements déjà établis ou qui seront établis à l'avenir relativement aux droits d'entrée et de sortie sur les produits du sol et sur ceux manufacturés.

ART. 99. - Tous nos sujets devront respecter les interdictions qui émaneront de notre Gouvernement, quand l'intérêt du pays l'exige, au sujet de l'entrée et de la sortie de certains produits, tels que les armes, la poudre et autres munitions de guerre, le sel et le tabac.

ART. 100. - Il sera facultatif à tous nos sujets, à quelque religion qu'ils appartiennent, d'embarquer eux-mêmes les produits qu'ils exportent, blé, huiles, etc..., sans être obligés de se servir des moyens de transport de tel ou tel fermier ; mais ils seront tenus de lui faire peser ou mesurer leurs produits par les peseurs et mesureurs du Gouvernement, qui prélèveront le droit fixé.

ART. 101. - Les navires qui entreront dans nos ports pour y faire des opérations de commerce paieront les droits de port, d'embarquement et de débarquement qui seront fixés par une loi spéciale d'une manière uniforme pour tous les ports du royaume.

ART. 102. - Pour faciliter le développement du commerce et pour arriver à ce but, il est nécessaire d'adopter un système de poids et mesures pour toutes les provinces du royaume. Une loi spéciale qui fera partie de ce code sera élaborée à cet effet.

ART. 103. - Tous les droits et redevances quelconques ne seront plus affermés. Mais ils seront perçus par des employés du Gouvernement dont la gestion sera réglée par une loi spéciale qui sera élaborée ultérieurement et fera partie de ce code.

ART. 104. - Le Gouvernement ne prélèvera plus aucun droit en nature à l'exception des dîmes sur les grains et les olives.

CHAPITRE XIII

Des droits et des devoirs des sujets étrangers établis dans le royaume de Tunis

ART. 105. - Une liberté complète est assurée à tous les étrangers établis dans les Etats tunisiens quant à l'exercice de leurs cultes.

ART. 106. - Aucun d'eux ne sera molesté au sujet de ses croyances, et ils seront libres d'y persévérer ou de les changer à leur gré.

Leur changement de religion ne pourra changer ni leur nationalité, ni la juridiction dont ils relèvent.

ART. 107. - Ils jouiront de la même sécurité personnelle garantie aux sujets tunisiens par le chapitre II de l'Explication des bases du Pacte fondamental.

ART. 108. - Ils ne seront soumis ni à la conscription, ni à aucun service militaire, ni à aucune corvée dans le royaume.

ART. 109. - Ainsi qu'il a été promis aux sujets tunisiens, il est garanti aux étrangers établis dans le royaume une sûreté complète pour leurs biens de toute nature et pour leur honneur, ainsi qu'il est dit aux chapitres III et IV de l'Explication du Pacte fondamental.

ART. 110. - Il est accordé aux sujets étrangers établis dans le royaume les mêmes facultés accordées aux sujets tunisiens, relativement aux industries à exercer et aux machines à introduire dans le royaume, et ils seront soumis aux mêmes charges et conditions.

ART. 111. - Les dits sujets étrangers ne pourront établir les usines destinées à l'exercice des industries que dans les endroits où ils ont le droit de posséder et dans l'emplacement qui sera désigné par la municipalité, ainsi qu'il est dit à l'article 97.

ART. 112. - Les sujets étrangers établis dans les Etats tunisiens pourront se livrer au commerce d'importation ou d'exportation à l'égal des sujets tunisiens, et ils devront se soumettre aux mêmes charges et restrictions que celles auxquelles sont soumis les dits sujets tunisiens.

ART. 113. - L'article 11 du Pacte fondamental avait accordé aux sujets étrangers la faculté de posséder des biens immeubles à des conditions à établir ; cependant, quoique tout ce qui résulte du dit Pacte fondamental soit obligatoire,

il a été reconnu impossible, en considérant l'état de l'intérieur du pays, d'autoriser les sujets étrangers à y posséder, par crainte des conséquences. Aussi, une loi spéciale désignera les localités de la capitale et ses environs, et des villes de la côte et leurs environs, où les étrangers pourront résider.

Il est bien entendu que les sujets étrangers qui posséderont des immeubles dans les localités désignées seront soumis aux lois établies ou à établir par la suite, à l'égal des sujets tunisiens.

ART. 114. - Les créatures de Dieu devant être égales devant la loi, sans distinction d'origine, de religion ou de rang, les sujets étrangers établis dans nos Etats, et qui sont appelés à jouir des mêmes droits et avantages que nos propres sujets, devront être soumis, comme ceux-ci, à la juridiction des divers tribunaux que nous avons institués à cet effet.

Les plus grandes garanties sont données à tous, soit par le choix des juges, soit par la précision des codes d'après lesquels les magistrats doivent juger, soit par les divers degrés de la juridiction. Cependant, afin de donner une sécurité plus grande, nous avons établi dans le Code civil et criminel que les consuls ou leurs délégués seront présents devant tous nos tribunaux dans les causes ou procès de leurs administrés.

ANNEXE 3

Texte de la waqfiya de la madrasa de Ali Pacha II

Consigné dans le registre 3992 des Archives Nationales, à la date du milieu de dhû al-Hijja 1177/15 juin 1764, l'acte d'un waqf au profit de la madrasa Bâchiya révèle que Ali Pacha II édifia une madrasa vaste et imposante, ouvrant vers l'est, et qui compte 13 chambres, un maşjid spacieux, une cuisine et une salle d'ablution (mîdha). Cette dernière est dotée de quatre latrines (kanîfs), d'un puits nouvellement construit et équipé d'une machine élévatrice et d'un entrepôt destiné à entreposer le matériel du chantier de construction du monument. L'étage qui surmonte les latrines est affecté au logement de la personne chargée de l'entretien de la mîdha et de son approvisionnement en eau. Ali Pacha II dote également le complexe des Qachâchine d'un sabîl destiné à désaltérer la soif des passants.

Le document ajoute que le fondateur construisit également une turba ouvrant vers l'est, sise au sud du vestibule (sakîf de la madrasa qu'il destinait à son inhumation, ainsi qu'une maison ouvrant vers l'est, dont l'accès se fait à partir du patio (sahn) du mausolée. La maison comporte trois chambres (ouvrant vers le sud, l'est et le nord), une cuisine (matbakha) et des latrines. Un étage surmonte l'ensemble de cette maison qui est assignée au logement des wakkâda — avec leurs familles — chargés de l'entretien de la madrasa et de la turba. Deux boutiques, ouvrant vers le sud, accolées au vestibule du mausolée furent ajoutées aux biens immobiliers constitués en habous au profit de la fondation.

Le document précise également que ce complexe architectural est élevé sur l'emplacement de biens-fonds répertoriés en 11 titres : des boutiques, des entrepôts et un ancien fondouk dit d'al-Warâghiliya (gens de Ouargla) qui furent démolis pour permettre l'édification de l'ensemble : la madrasa, le sabîl, la turba et leurs dépendances.

Le fondateur affecte la madrasa, qu'il éleva sur l'emplacement des biens-fonds précédemment cités, avec ses chambres et ses dépendances, à l'hébergement des étudiants hanafites en quête de la science sacrée. Ces étudiants peuvent être originaires de Tunis comme ils peuvent provenir d'autres régions. Chaque pensionnaire occupe une chambre et se consacre à l'étude de la science sacrée, à condition de passer la nuit dans l'établissement et d'assister aux trois leçons données par un professeur hanafite. L'acte précise que seuls les célibataires peuvent loger dans la madrasa ; en se mariant, ils perdent leur droit au logement et à la perception de la rétribution. Les étudiants qui se trouvent dans l'obligation de voyager ne peuvent s'absenter plus de mois dans l'année. La durée d'absence pour le pèlerinage rituel est prolongée à une année, de façon exceptionnelle. Durant l'absence du pensionnaire, la rétribution revient à celui qui occupe la chambre.

Le document précise enfin que le fondateur affecte à l'établissement un professeur hanafite (ach-chaykh al-mudarris) chargé de donner trois leçons à différents moments de la journée : une leçon de fiqh, une autre de théologie (tawhîd) et une troisième de grammaire, tout en étant libre d'assurer d'autres cours bénévolement. Le même professeur conduit les cinq prières quotidiennes dans l'oratoire de la madrasa ; il est chargé, en outre, de la riwâya d'al-Bukhârî pendant les trois mois sacrés selon les pratiques courantes dans les mosquées de Tunis.

Transcription des noms et des termes arabes

Abdellatif Sehili	Abul Latîf Sâhîlî	Arnaout	'Arnaut
Abdellia	'abdilllya	Ouled Aoun	'Awlâd 'Awn
Agha	'Agha	Ouled Mannaa	'Awlâd Manna'
Amed an Nakbi	Ahmad an Nakbî	Ouled Saïd	'Awlâd Sa'id
Ahmed Ben	Ahmad ibn	Bab al Kantara	Bâb al Qantara
Meticha	Matîsha	Bab Souika	Bâb Suwayqa
Ahmed Chalbi	Ahmad Shalabl	Bach Kateb	Bâsh Katîb
Ahmed Ben	Ahmad ibn abî	Bach Khoja	Bâsh Khûja
Dhiaf	adh-Dhiâf	Baouab	Bawwâb
Ahmed Lasram	Ahmad al 'Asram	Belhassen	Abul Hassan
Ali Pacha	'Ali Bâshâ	Oueslati	al Wislâû
Ali Ben Mourad	'Ali ibn Murâd	Ben Ayed	Ibn 'Ayâd
Ali borghoul	'Alî Burghul	Ben Choukr	Ibn Shukr
Ali Chaïb	'Ali Sha'ib	Beni Chennouf	Banu Shannuf
Ali Turki	'Alî at-Turkî	Bône	'Annaba
Amdoun	'Amdûn	Bou Dhiaf	Abu adh-Dhiyâf
Amer Bey	'Amir Bâý	Cadi	QâdhI
Amor al Fajri	'Umar al Fajrî	Caftan	quftân
Amor Charni	'Umar ash-Sharnî	Caid	Qâ'id
Andalous	'Andalus	Canoun	Qânun
Aradh	'A'râdh	Chaâbane	Sha'bân

Chaabouni	Sha'bûnî	IChmir	Khmir
Chaouch	Châwish	Kouloughlis	Qurugli
essalem	as salâm	La Calle	Al Qal a
Charni	Shârnî	Larbi Zarrouk	Al 'Arabî Zarrûq
Chéchia	Shâshiya	Louz	Al Lawz
Cheikh-al-Islam	Shaykh-al-Islâm	Mahmoud Bey	Mahmûd Bâÿ
Chékir Saheb-	Shakir Sâhib	Mamelouk	Mamlûk
Tabaa	at-Tâba'	Mechraa el-melki	Mashraa al-malki
Colio	Al Qull	Messaoud Kahia	Masud Kahia
Dar al-Pacha	Dâr ul Bâshâ	Muhammad	Muhammad ibn
Dar-ul-jihad	Dâr-ul-jihâd	Ben Mustapha	Mustafâ
Diwanal-mdafaa	Dîwân al-madâfi'	Muhammad	Muhammad al
Djaballah Bou	Jâballâh abû	al Ourassi	Awrassi
Farda	Farda	Muhammad Lasfar	Muhammad al-Asfar
Drid	Durayd	Mustapha khoja	Mustafâ Khûja
Fondouk	Funduq	Mouchtara	Mushtarâ
Ghazzali Charni	Ghazzâlî ash-Shârnî	Mourad	Murâd
Hamouda Ben	Hammûda ibn	Mourad Ben Ali	Murâd ibn 'Alî
Abdelaziz	'Abd al-'Azîz	Najaa	Naj'
Hamouda Rassaa	Hammûda ar-Rassâ'	Nouira	Nuwayra
Hamouda Pacha	Hammuda Bâshâ	Oueslat	Wislât
Hassen Bey	Hasan Bâÿ	Othman Bey	'Uthmân Bâÿ
Hassen Khoja	Hasan Khûja	Ouchour	'Ushur
Hemamma	H'mâmmâ	Ouled Ayar	Awlâd 'Ayâr
Hentati	Hintâtî	Rabaa al-awwal	Rabi' al-awwal
Hisba	Hisba	Riah	Riyâh
Husayn Bach	Husayn Bâsh	Romdhane	Ramadhân
Mamlouk	Mamlûk	Saheb-Tabaa	Sâhib-at-Tâba'
Hussein Ben Ali	Husayn ibn 'Alî	Salah Bey	Salih Bâÿ'
Brahim Chérif	Ibrâhîm ash-Sharîf	Saghir Ben Youssef	As Saghir ibn Yusuf
Ifriqiya	Ifriqiya	Sidi Ferruch	Sayidî Faraj
Ismâil Bey	Ismâ'il Bâÿ	Slimane Kahia	Sulâyman Kâhiâ
Ismâil Kahia	Ismâ'il Kâhiya	Smenja	Sminja
Jellouli	Jallûlî	Smida al-Mannai	Sumayda al-Mannâ'î
Jerba	Jirba	Spahi	Sbahl
Jlass	Jl as	Tabarka	Tabarqa
Karamanli	Qaramânî	Tahar Pacha	Tahir Bâshâ
Kasri	Al Qasri	Temimi	At Tamîmî
Kassim Ben	Qasim ibn	Tezkéré	Tadhkira
Soultana	Sultâna	Wakil	Wakil
Kasdaghli	Qazdaghli	Wakil el-harj	Wakil al-harj
Kebir-er-ras	Kabîr-ar-Râs	Youssef Bortghiz	Yusuf Burtughîz
Kharaj	Kharaj	Younis Bey	Yûnus Bâÿ
Kahia	Kâhiya	Youssef Ressaïssi	Yûsuf at-Rasa'isî
Khayachi	Khayâshî	Zouawa	Zawâwâ

Table des illustrations

21	L'empereur Charles Quint (1500-1558)
25	La bataille de Lépante
32-33	Khaïreddine Barberousse
34-35	Les batailles de Darghouth
36	Eulj Ali
37	La Goulette
38	La conquête de Tunis
39	La Nova Arx
40	Sinan Pacha
48	Liste des Deys de Tunis
51	La mosquée de la Kasbah
53	La mosquée Youssef Dey
55	Les souks créés par Youssef Dey
60	La dynastie Mouradite
63	Ghar-el-Melh
64	Ibn Ghanem al-Andalousi
66	Mourad Bey I
67	Mosquée Hamouda Pacha
70	La Muradiya
71	Les minarets octogonaux
73	La Zawiya Abu Zum'a al Balawi
82	Le nouvelle structure de l'Occident musulman
87	Le fort de Chikli

92	Le Dey
95	Carte des tribus au XIXe siècle
97	Le mârîstân
100	Qishlas et casernes
101	La milice des janissaires
104-105	Marine ottomane et marine tunisienne
111	La zindala (le bague)
114-115	Captifs et esclaves à Tunis
119	Gargotes et tavernes
129-137	L'apport des Andalous
130	Soliman
132	Tebourba
133	Pont de Medjez el Bab
134	Testour
135	La grande mosquée de Testour
136	Le pont-barrage d'al-Battan
137	La chéchia
138	La zawiya Sidi Ali Azzouz à Zaghouan
147	Le quartier franc
151	Les arts du livre
152	Medersa Sidi al-Jumni
153	La mosquée Muhammad Bey
158	Aziza Othmana
184	La dynastie Husseinite
203	La mosquée Sabbaghine
206-207	La Turba Hussein Ben Ali
211	Sidi Bou Saïd
220	Les fondations pieuses de Ali Pacha I
221	Sabîl et Siqâya
224	Traité capitulaire de 1742
225	Tabarka
229	Le Kefplace forte
231	Les deux mausolées de Ali Pacha I
242	Les takiyas
243	Le pont de Radès
244-245	Tourbet-el-Bey
248	Le Palais du Bardo
249	Le rôle du waqf
268	Vue générale du site de Tabarka
270	Hamouda Pacha (1782-1814)
271	Le traité capitulaire de 1802
275	Youssef Saheb-Tabaa grand constructeur
305	Hussein Bey II (1824-1835)

- 309-311 La prise d'Alger : 5 juillet 1830
- 311 Mustapha Bey (1835-1837)
- 312-321 Le développement de l'architecture et des monuments civils
 - 313 Dar Othman
 - 314 Dar Haddad
 - 315 Dar Ben Abdallah
 - 316 Maisons patriciennes de Sfax
 - 317 Dar Ben Ayed à Djerba
 - 318 Palais de la Rose
 - 319 Résidence Muhammad Chalabi
 - 320 Trois résidences de plaisance à la Manouba
- 332-333 Le hammam
- 336-337 La communauté juive
- 342-343 La minorité noire
- 344-345 La prostitution
- 348-352 Les arts tunisiens à l'époque turco-husseinite
 - 349 La céramique
 - 351 Tapis et tissages
 - 352 Architecture et décoration
- 366 Ahmed Bey réformateur
- 368 Décret d'affranchissement des esclaves de 1846
- 372 Le palais Muhammadia
- 373 Les docks de Ghar-el-Melh
- 375 Le mausolée Sidi Brahim Riahi
- 377 Le comte Joseph Raffo
- 380 Plan de Tunis - 1860
- 391 La résidence Salah Chiboub
- 397 Sadok Bey — Mustapha Khaznadar
- 401 Les 13 revendications
- 407 Décret de nomination d'Achmed Zarrouk
- 412 Khaïreddine Pacha
- 415 Billet manuscrit de Khaïreddine à Sadok Bey
- 417 Le collège Sadiki
- 427 La Turba de Khaïreddine à Istanbul
- 431 Mustapha Ben Ismaïl
- 439 L'octroi du Nichan Iftikhar à Abdelaziz Bouattour
- 440 Signature du traité du Bardo
- 441-447 Texte original français du traité du Bardo (Qasr Sa'ïd)

Table des matières

AVANT PROPOS DE L'ÉDITEUR	7
INTRODUCTION.....	11
La désagrégation du royaume hafside 12, [<i>Les luttes dynastiques</i> 12, <i>La révolte des Chebbia de Kairouan</i> 13]- L'affrontement hispano-turc en Ifrîqiya 16 - [<i>Les raisons de l'intervention hispano-turque en Ifrîqiya</i> 17, <i>Les phases de l'affrontement hispano-turc en Ifrîqiya</i> 19, <i>La conquête de Tunis par Charles-Quint (1535)</i> 20, <i>La politique d'alliance entre les Espagnols et Moulay Hassan</i> 23, <i>Les velléités d'une restauration hafside (1581-1592)</i> 24], La Régence de Tunis de 1574 à 1590 : structures et institutions 26, [<i>Le Pacha</i> 27, <i>Le Diwan</i> 27, <i>La Milice des Janissaires</i> 27, <i>La Taïfas des Raïs</i> 28, <i>Les forces auxiliaires</i> 29, <i>Les autorités religieuses</i> 29, <i>Les autorités urbaines</i> 29, <i>Le nouveau régime socio-économique</i> 29] Notes.....	41

LA TUNISIE MOURADITE AU XVII^e SIÈCLE

PREMIÈRE PARTIE : L'évolution politique	47
CHAPITRE PREMIER : La domination des deys (1591-1631)	49
Youssef Dey : 1610-1637 52, Osta Mourad : 1637-1640 56	
CHAPITRE II : La domination des beys 1631-1705.....	61
Mourad I : 1612-1631 62, Hamouda Bey : 1631-1659 62, Mourad	

II : 1659-1675 68, Muhammad Bey : 1675-1696 72, Ali Bey et la guerre entre les deux frères : 1677-1686 74, La guerre des frères mouradites contre Ahmed Chalabi Dey : 1684-1686 75, La révolte de Ben Choukr : 1694-1696 76, Romdhane Bey : 1696-1699 78, Mourad III : 1699-1702 78, Brahim Chérif : 1702-1705 80

CHAPITRE III : Evolution des relations extérieures.....83

Avec Istanbul 83, Avec l'Udjak d'Alger 85, Avec Tripoli 85, Avec les puissances européennes 85

DEUXIÈME PARTIE : L'Etat mouradite.....89

CHAPITRE PREMIER : Les institutions.....89

Le gouvernement central 90 [*Le Pacha* 90, *Le Dey* 91, *Le Bey* 93, *Le Diwan* 96, *L'administration régionale* 96], L'organisation militaire 99, La fiscalité 108, L'organisation de la justice 110

CHAPITRE II : Evolution économique.....113

La course 113, Le commerce 118, L'agriculture 123, L'artisanat 126

CHAPITRE III : La société.....139

La population 139, La société citadine 141 [*Les Beldis* 141, *Les juifs tunisiens* 142, *La classe dirigeante turque* 142, *Les Andalous* 144, *Les convertis* 145, *Les juifs livournais* 146, *Les nations «étrangères»* 146, *Les captifs* 148, *Les esclaves* 148], La société rurale 149, Les lettres et les arts 150 [*La vie culturelle* 150, *L'architecture* 155]

Notes.....159

Bibliographie.....165

LA TUNISIE HUSSEINITE AU XVIII^e SIÈCLE

Une période célèbre mais peu connue. Les pièges de l'historiographie tunisienne 175, Deux dates décisives 175, Stabilité et continuité. Fondation d'une dynastie et construction d'un Etat 176, De la suzeraineté ottomane à la domination française 178, Ambitions dynastiques, antagonismes ethniques et stratégies diplomatiques 180

PREMIÈRE PARTIE : De l'avènement de Hussein ben Ali à la guerre franco-tunisienne de 1770. L'édification d'un Etat national. 185

CHAPITRE PREMIER : De 1705 à 1735, Hussein ben Ali. Nouvelle dynastie ou nouveau régime ? _____ 189

La conquête du pouvoir : la légende et l'histoire 190 [*la légende : Hussein ben Ali sauveur de la patrie* 190, *L'Histoire : un long passé de luttes, Hussein ben Ali contre Brahim Chérif* 192, *La carrière de Brahim Chérif, compagnon de Ben Choukr et agent de la Sublime Porte* 192, *l'œuvre du gouvernement Brahim Chérif, bey et dey : une restauration de l'aristocratie militaire turque* 194, *Les origines familiales et la carrière de Hussein ben Ali Turki : un long passé de fidélité au régime mouradite* 196, *La subordination de la milice au bey : instauration d'un régime nouveau (juillet 1705-février 1706)* 200], Le gouvernement de Hussein ben Ali : une révolution silencieuse 201, [*La personnalité de Hussein ben Ali : flegme et dissimulation* 202, *La politique intérieure de Hussein Bey. L'équilibre entre les communautés ethniques* 204, *Un gouvernement « arabe »* 204, *Neutralisation et « noyautage » de la communauté turque : « assimilation » massive des Kouloughlis et des Mamelouks* 205, *Les relations du nouveau régime avec la Turquie : la révolte de Muhammad Ben Mustapha (1715-1717)* 209, *La politique économique de Hussein Bey : étatisme et dirigisme* 212]

CHAPITRE II : Le nouveau régime à l'épreuve. L'aventure de Ali Pacha _____ 215

La révolte de Ali Pacha 216 [*Causes immédiates : un litige dynastique* 216, *Raison du succès de Ali Pacha : échec de la politique d'équilibre de Hussein Bey* 218], Le gouvernement de Ali Pacha I. Rivalités personnelles et affrontements de communautés (1735-1756) 227, [*La milice au pouvoir (1735-1740)* 227, *La milice rappelée à l'ordre : la mutinerie de 1743 et la guerre tuniso-algérienne de 1746* 228, *La milice dans l'opposition : la révolte de Younis Bey en 1752 et la guerre tuniso-algérienne de 1756* 230]

CHAPITRE III : La restauration des Husseinides 233

Les paradoxes d'une restauration (1756) 233, Le gouvernement de Muhammad Rachid Bey (1756-1759) 238, Le gouvernement de Ali Bey (1759-1770) 241, [*L'attentisme des premières années (1759-1763)* 241, *La reconstruction politique et économique (1763-1770)* 247]

DEUXIÈME PARTIE : de la suzeraineté ottomane à la domination française 251

CHAPITRE PREMIER : De la guerre franco-tunisienne de 1770 à la guerre tuniso-tripolitaine de 1794. Le gouvernement francophile de îylustapha Khodja 253

Prétextes et causes de la guerre franco-tunisienne de 1770 254, [*Mustapha Khodja agent de la diplomatie française* 254, *L'enjeu économique et politique de la guerre de 1770* 257], Influence française sur la politique extérieure de la régence. Le rôle de Mustapha Khodja dans la guerre tuniso-vénitienne (1784-1792) 263, Immixtion française dans les relations tuniso-turques. Le rôle de Mustapha Khodja dans la guerre tuniso-tripolitaine (1794-1795) 265

CHAPITRE II : De la réconciliation tuniso-turque au congrès de Vienne (1795-1815). Le gouvernement Youssef Saheb-Tabaa 269

La carrière de Youssef Saheb-Tabaa avant 1795 272, [*Les relations de Hamouda Pacha et de Mustapha Khodja* 272, *Une trouvaille juridique : l'investiture anticipée de Hamouda Pacha* 276], La conjoncture économique et politique. Tunis et la Révolution française de 1789 279, Le Trust politico-commercial Youssef Saheb-Tabaa 281, [*Le structure du « trust » Youssef Saheb-Tabaa* 281, *Méthodes politiques et commerciales du trust Youssef Saheb-Tabaa* 284], La chute de Youssef Saheb-Tabaa 285, *Youssef Saheb-Tabaa et la crise dynastique de 1814* 285, *Youssef Saheb-Tabaa cible du parti « arabe »* 290, *Youssef Saheb-Tabaa et la diplomatie française* 291]

CHAPITRE III : De l'expédition de Lord Exmouth (1816) à la prise d'Alger (1830). Tunis face aux sommations du « Concert européen » 293

La dynastie institutionnalisée. La succession par ordre de primogéniture 294, Restauration de l'influence française à Tunis 297 [*« Concert européen » et « croisade anti- barbares que »* 297, *La France porte-parole du « Concert européen » en Barbarie* 299], De la décadence économique à la dépendance financière 300 [*Démantèlement du trust Youssef Saheb-Tabaa* 300, *Les improvisations fiscales du Hussein Bach-Mamelouk* 302], Emancipation théorique et vassalité réelle. L'attitude des beys husseinides dans le conflit franco-algérien 304 [*L'excuse de l'impuissance* 304, *Dynastie husseinide, parti « arabe » et diplomatie française* 306, *Une lourde responsabilité : l'échec de la mission de Tahar Pacha* 307, *Un bilan : le traité franco-tunisien du 8 août 1830* 308]

Notes.....321

Bibliographie.....324

LA TUNISIE HUSSEINITE AU XIX^E SIÈCLE

L'impérialisme obstacle à la renaissance.....327

CHAPITE PREMIER : La crise des structures sociales et de l'économie traditionnelle.....329

Les structures sociales et culturelles 329 [*La population tunisienne : nomades et citadins* 330, *Les juifs de Tunisie* 335, *La colonie chrétienne* 338, *La crise de l'enseignement traditionnel* 339], L'économie traditionnelle 347 [*Le déclin de l'agriculture* 347, *La ruine de l'Artisanat* 353, *L'effondrement du négoce* 356]

CHAPITRE II : Le règne d'Amed Bey (1837-1855).....359

[*Le régime fiscal* 361, *L'organisation judiciaire* 363, *La situation à l'avènement d'Ahmed Bey* 364, *La politique de modernisation* 369, *La politique étrangère* 376]

CHAPITRE III : L'Essai d'une monarchie constitutionnelle.381

[*M'hamed Bej/ et les velléités de réformes fiscales* 381, *Le pacte fondamental(1857)* 382, *Sadok Bey : monarque constitutionnel* i'&G, *La constitution de 1861* 387, *Le fonctionnement du régime constitutionnel* 389]

CHAPITE IV : De la révolte de Ben Ghedahoum à la Commission Financière Internationale.	393
<i>[La/tutelle française sur Tunis 394, Le vizirat de Khasnadar 396, Les prémisses de la crise 398, La révolte de Ali Ben Ghedahoum (1864) 400, La commission financière internationale 409]</i>	
CHAPITRE V : Le Vizirat de Khaïreddine. ...	413
<i>[Le doctrinaire du réformisme 414, La politique de réforme 418, La politique étrangère 421, La chute de Khaïreddine 426]</i>	
CHAPITRE VI : La préparation diplomatique du Protectorat . . .	429
<i>[Les intérêts italiens 430, Le Congrès de Berlin 432, Le scénario de la conquête 434]</i>	
Notes.	449
Bibliographie.	451
Annexes_____	465
Transcription des noms et des termes arabes_____	484
Table des illustrations_____	486
Table des matières.	489

Maquette :	Atelier graphique, Sud Editions
Photocomposition	Garamond sur Macintosh (Sud Editions)
Photographies :	A. Saadaoui : 33, 35, 36, 40, 51, 66, 67, 70, 71 73, 92, 100, 119, 130, 132, 133, 134, 136, 152, 158, 203, 231, 242, 243, 244, 274, 275, 313, 315, 317, 318, 352c, 375, 391, 417, 427 Ministère de la Défense Nationale - Direction de l'Action Sociale de l'Information et de la Culture (D.A.S.I.C.) : 34, 35, 37, 63, 87, 225, 229a, 268, 372, - S. Jabeur : 73, 135, 138, 153a, 220, 229b, 245, 352a-b, 373 - A. Larguèche : 337, 342, 343, 344, 348a, 351a, 351b - Sud (M'rad Ben Mahmoud) : 151a-b Font ONAT : 211, 316,
Infographiste :	Radhia Gorg-Pissard
Carte et plans :	Sources indiquées dans les légendes Arrangement et reprise des textes: atelier graphique, Sud Editions,
Flashage	Finzi

Achevé d'imprimer sur les presses de
FINZI USINES GRAPHIQUES®
1000 Ex. - R.T. N° 792 Avril 2010

Les Temps Modernes (941-1247 H. / 1534-1881)

La fin des Hafsides est marquée par une période^{me} d'occupation espagnole (1535-1574) et par la dissidence Chebbia qui menaçait l'unité du pays. L'intervention de l'Empire Ottoman met fin à cette longue agonie. La victoire décisive de Sinan Pacha en août 1574 met un terme à l'emprise espagnole et ouvre la Tunisie à l'ère ottomane. Ce 3^{me} Tome de l'Histoire Générale de la Tunisie développe les péripéties de la nouvelle Régence de Tunis qui, à la différence de ses voisines d'Alger et de Tripoli, s'est irrésistiblement efforcée de refonder, à l'ombre de la suzeraineté ottomane, un Etat national.

En moins de 50 ans, le pouvoir suprême passe du Pacha au Dey, le chef élu des janissaires, puis au Bey, le commandant de la mahalla qui, deux fois par an, se déplace dans les provinces en grande pompe pour la collecte des impôts. L'avènement des Beys Mouradites en 1613 puis des Husseïnites en 1705 contribue à stabiliser les institutions, à établir le pouvoir héréditaire et à entreprendre l'œuvre de modernisation du pays. Avec Ahmed Bey (1837 - 1855), la Tunisie s'insère dans le processus de réforme de l'Etat : la modernisation de l'enseignement, l'abolition de l'esclavage, l'introduction des arts et des techniques industrielles et l'accroissement des échanges avec les nations européennes.

Cependant, la percée industrielle et militaire de l'Europe prend de court les efforts de la Régence qui, après la chute d'Alger, succombe irrésistiblement aux liens de dépendance économique et financière tissés par une longue et patiente préparation diplomatique française. En outre, la corruption et l'insouciance qui minent les plus hauts dirigeants et la pression fiscale intolérable pour les tribus plongent la Tunisie dans la révolte. Les efforts d'une élite éclairée et dévouée à la cause de la réforme et de l'assainissement de l'Etat sont voués à l'échec : Sadok Bey met fin brutalement à l'expérience salutaire fermement conduite par Khaïreddine Pacha, ce qui conduit à l'installation du Protectorat.

Le Congrès de Berlin précipite la stratégie de récupération par les puissances européennes des possessions ottomanes : entre 1881 et 1882, la France cueille la Tunisie tandis que l'Angleterre se réserve l'Egypte. Trente ans plus tard, en 1912, l'Italie occupera la Tripolitaine et la Cyrénaïque tandis que la France étendra sa domination au Maroc. L'expansion coloniale est inhérente à l'histoire des temps modernes.

Patio du palais Hammûda Pacha (Courtoisie de Monsieur Abdelwaheb Ben Ayed)

Photo : Salah Jabeur © Copyright Salah Jabeur / Dar Ashraf Editions

*Extrait du livre d'art **Maisons de la Médina de Tunis** paru chez Dar Achraf Editions. Avec l'aimable autorisation de l'éditrice.*



HISTOIRE GÉNÉRALE DE LA TUNISIE

TOME IV

L'Époque Contemporaine

(1881-1956)



Ahmed Kassab - Ahmed Ounaïes

avec les contributions de

Rabâa Ben Achour Abdelkéfi - Ali Louati

Chiraz Mosbah - Mourad Sakli

Sud Editions - Tunis

HISTOIRE GENERALE DE LA TUNISE

Tome IV

L'Epoque Contemporaine

HISTOIRE GENERALE DE LA TUNISIE

Tome I : L'Antiquité

Hédi Slim, Ammar Mahjoubi

Khaled Belkhodja, Abdelmajid Ennabli

Tome II : Le Moyen-Age

Hichem Djaït, Mohamed Talbi, Farhat Dachraoui,

Abdelmajid Dhouib, M'hamed Ali Mrabet,

Faouzi Mahfoudh

Tome III : Les Temps Modernes

Azzedine Guellouz, Abdelkader Masmoudi,

Mongi Smida, Ahmed Saadaoui

HISTOIRE GENERALE DE LA TUNISIE

TOME IV

L'Epoque Contemporaine

Ahmed KASSAB - Ahmed OUNAIES

avec les contributions de

Rabâa BEN ACHOUR-ABDELKEFI - Ali LOUATI

Chiraz MOSBAH - Mourad SAKLI

141 illustrations noir et blanc

16 illustrations couleur

Sud Editions - Tunis

© Sud Editions - Tunis Avril 2010
sud.edition@planet.tn
www.sud-editions.com

*Tous droits de reproduction, de traduction
et d'adaptation sont réservés
pour toutes les langues et tous les pays*

Avant-propos de l'éditeur

Avec ce quatrième volume de l'Histoire Générale de la Tunisie qui couvre la période allant de l'établissement du Protectorat français le 12 mai 1881 à la proclamation de l'Indépendance le 20 mars 1956 s'achève notre projet éditorial engagé voilà une dizaine d'années et qui ambitionnait de mettre à la disposition du public une Histoire de notre pays depuis les origines jusqu'à la naissance de la Tunisie d'aujourd'hui.

Dans l'avant-propos du premier volume, nous avons évoqué succinctement la genèse de cette Histoire. Rappelons que peu d'années après la conquête de l'Indépendance, le Président Habib Bourguiba a convoqué au Kef, où il aimait séjourner, les meilleurs professeurs d'histoire de la jeune université tunisienne et leur a demandé d'écrire une Histoire Générale de la Tunisie. Soucieux d'assurer la pérennité de la jeune nation, il accordait un intérêt tout particulier à « l'Unité Nationale », idée force de sa pensée politique. Il n'échappait pas à cet Homme d'Etat dont la solide culture historique était bien connue, combien le savoir historique est constitutif de l'identité culturelle d'un peuple et par conséquent de sa cohésion. Douze historiens formés à la Sorbonne et dans d'autres universités françaises, acquis aux méthodes de la recherche historique, se mettaient à la tâche et réalisaient un ouvrage documenté, rigoureux et clair. Malgré ces qualités, cette Histoire ne fut pas rééditée et disparut assez rapidement des librairies.

Nous avons dit dans les avant-propos des trois premiers volumes les raisons qui nous ont poussé à entreprendre sa réédition et le parti pris adopté pour la mettre à jour et l'enrichir. C'est ainsi que les rédacteurs initiaux ont accepté de reprendre leurs textes, y incluant les compléments de savoir et les correctifs rendus nécessaires par la publication au cours des trois décennies d'un grand nombre de travaux de recherche en Tunisie et ailleurs. A ces textes, parfois profondément remaniés, nous avons ajouté une abondante documentation illustrée relative à la vie politique, économique, sociale, culturelle et artistique de chaque période. Des commentaires fournis l'accompagnent et permettent au lecteur ce contact privilégié avec le document, matériau essentiel de la connaissance historique. Pour les trois premiers volumes, le choix des documents et la rédaction des textes ont été confiés aux professeurs Abdelmajid Ennabli (T. I : l'Antiquité), Faouzi Mahfoudh (T. II : Le Moyen Age) et Ahmed Saadaoui (T. III : L'Epoque Moderne).

Le présent volume avait été rédigé par le professeur Ahmed Kassab à un moment où n'existaient pas les très nombreux travaux de recherches de la nouvelle génération sur la colonisation, ses méthodes et ses conséquences, sur le mouvement d'émancipation nationale, ses péripéties locales et internationales, ses leaders, leurs conflits etc. Il a fallu au Professeur Kassab beaucoup d'efforts pour mettre à jour son texte. Mais pour être à la hauteur de notre ambition et rendre compte des profondes transformations du pays et de la société durant l'époque étudiée, d'autres collaborations se sont avérées nécessaires.

Il fallait reprendre et développer les exposés relatifs aux derniers épisodes de la lutte de libération nationale qui ont abouti au Protocole du 20 mars 1956. Ahmed Ounaïes leur a consacré les trois derniers chapitres du livre. Par ailleurs nous avons voulu réserver une place plus importante à certains changements révélateurs de l'émergence d'une modernité tunisienne. C'est ainsi que Rabaa Ben Achour Abdelkéfi rédigea le chapitre sur la vie culturelle entre les deux guerres révélant la vigueur d'un mouvement intellectuel à la convergence d'un attachement éclairé à la Tradition et d'une ouverture sans complexes sur la modernité. On doit à Chiraz Mosbah le chapitre sur l'urbanisme et l'architecture et à Ali Louati le chapitre sur les péripéties qui ont conduit à la naissance d'une peinture de chevalet tunisienne. Le musicologue Mourad Sakli a rendu compte des évolutions de la tradition musicale tunisienne et du travail de conservation du patrimoine musical.

Avec ces apports substantiels, ce quatrième volume prend une autre dimension. Pour structurer et donner une cohérence à l'ensemble, il fallait un chef de projet. Ahmed Ounaïes a bien voulu assumer cette délicate mission. C'est lui qui a réceptionné les nouvelles contributions, qui a sélectionné les cent quarante documents illustrant l'ouvrage et rédigé les textes qui les accompagnent. C'est également lui qui a incorporé la quinzaine d'encadrés et établi les sommaires détaillés définitifs.

De nombreuses personnes nous ont apporté leur aide et mis à notre disposition des documents conservés dans leurs archives familiales. Nous leur adressons nos plus vifs remerciements. Nous avons puisé également dans les collections du Béit Al Bannani qui détient les droits du fonds photographique Mustapha Bouchoucha.

L'accueil réservé aux trois premiers volumes de cette Histoire Générale prouve l'intérêt du public pour le passé de notre pays et c'est avec le sentiment du devoir accompli que nous concluons, aujourd'hui, un travail commencé il y a une dizaine d'années.¹

M. Masmoudi

1. Les quatre volumes totalisent 2012 pages et 588 documents archéologiques historiques, cartes et plans.

CHAPITRE PREMIER

L'installation du protectorat et la résistance à l'occupation

Le Traité du Bardo réalise un compromis entre le statut d'indépendance et celui de l'annexion. La France reconnaît comme par le passé la souveraineté du Bey sur la Tunisie, mais limite ses pouvoirs en matière financière et se substitue à lui dans ses rapports avec l'étranger.

La formule du « Protectorat » telle qu'elle a été réalisée par les auteurs du Traité de Kassar-Saïd répond au mot d'ordre de Gambetta : « ni évacuation, ni annexion » et tient compte essentiellement de deux séries de facteurs : les uns liés à la situation intérieure en France, les autres à la conjoncture internationale.

En 1881, la France ne pouvait procéder, comme le voulaient les français d'Algérie, à l'annexion pure et simple de la Régence aux départements voisins, car l'opinion française dans sa grande majorité était hostile aux entreprises coloniales jugées alors comme des aventures coûteuses profitant à une minorité de capitalistes et de spéculateurs : cette hostilité transparaît dans la campagne de presse

du journaliste Rochefort contre Roustan et ses appuis au Ministère des Affaires Etrangères.

Au Parlement, la droite nationaliste, comme la gauche (Clémenceau), s'opposaient à la dispersion des forces françaises hors d'Europe : la « ligne bleue des Vosges » restait le point de mire de tous les partisans du retour de l'Alsace et de la Lorraine à la mère patrie.

Sur le plan international, la France craignait les réactions de l'Italie qui pouvait être tentée d'adhérer à la Triplice renforçant ainsi l'isolement politique de la France en Europe. « Il fallait donc ménager les susceptibilités italiennes et mettre des formes à l'occupation de la Tunisie ² ».

Pour la France, le maintien de la souveraineté tunisienne paraissait nécessaire pour rassurer les Puissances quant à l'exécution des traités que le Bey, en tant que souverain indépendant, avait signés avec elles et par lesquels il leur accordait un certain nombre d'avantages et de privilèges dans le pays. Ces traités survivaient aux changements politiques intervenus en Tunisie dans la mesure où la souveraineté tunisienne était maintenue. Ils deviendraient caducs si la souveraineté française se substituait purement et simplement à celle du Bey. Or les Puissances et en particulier l'Italie tenaient aux avantages et aux privilèges que leur procuraient les traités signés avec le Bey ; elles ne pouvaient accepter de les voir remis en cause par une décision unilatérale de la France. Celle-ci a tenu à rassurer les intéressés en leur garantissant, par l'article 4, « l'exécution des traités existants entre le gouvernement de la Régence et les diverses Puissances européennes ».

Enfin, la situation déplorable où se trouvaient alors les finances tunisiennes ne devait point encourager les français à procéder à une annexion brutale qui aurait eu pour conséquence la prise en charge par la Métropole des finances tunisiennes fortement obérées. Or, fait très important, il fallait aux yeux des promoteurs de l'entreprise tunisienne que celle-ci ne coûtât au Trésor français que le strict minimum. Le maintien de l'autonomie interne de la Régence permettait à celle-ci de s'acquitter de ses dettes par ses propres

moyens et d'établir son budget en fonction de ses propres ressources. Aussi, la formule du « Protectorat », qui n'a reçu aucune définition par des textes précis, s'avérait-elle peu coûteuse et très souple : elle permettait à la France de s'établir en Tunisie sans provoquer l'opposition catégorique de l'opinion et du Parlement français, et évitait de soulever l'hostilité déclarée de certaines Puissances. Elle permettait également d'acquitter les créanciers de la Régence et de monnayer l'organisation administrative, économique et politique du Protectorat sans mettre à contribution les finances de la Métropole.

Enfin le maintien d'une souveraineté beylicale, même de façade, permettait de faire supporter plus aisément aux habitants du pays la nouvelle situation politique.

La reconnaissance de la souveraineté beylicale sur la Régence de Tunis a d'ailleurs toujours été un dogme de la politique française en Tunisie, le traité du Bardo ne met point en question ce principe. Il montre la « ferme volonté du gouvernement français de ne pas se départir des traditions que lui a léguées le passé »³. A l'exception des questions financières, le Bey conserve son autonomie et ses prérogatives politiques, judiciaires et administratives dans la Régence. Le traité entraîne l'occupation provisoire par l'armée française d'un certain nombre de points sur le littoral et le long de la frontière algérienne et n'enlève à la Tunisie que l'exercice des droits attachés à sa souveraineté extérieure.

La Tunisie conserve pleinement sa personnalité internationale, son drapeau, ses armoiries, son hymne national. Son territoire ne se confond point avec celui de la France ; les sujets tunisiens gardent leur nationalité, la monnaie est frappée au nom du Bey. Celui-ci conserve le droit d'être représenté à l'étranger, de recevoir les agents diplomatiques des autres pays, de négocier et de conclure les traités. Cependant, toutes ces prérogatives attachées à la souveraineté extérieure sont assumées pendant toute la durée du traité par la puissance protectrice.

L'exercice de la représentation diplomatique passe évidemment, selon les termes de l'article 5, à la France : le Bey n'a point la

possibilité de se faire représenter auprès du gouvernement français ; le Résident Général est « l'intermédiaire des rapports du gouvernement français avec les autorités tunisiennes pour toutes les affaires communes aux deux pays » ; l'article 6 confie aux agents diplomatiques et consulaires de la France « la protection des intérêts tunisiens et des nationaux de la Régence à l'étranger ». Il n'y a donc plus de représentation diplomatique spécifiquement tunisienne ni en France ni dans les autres pays. Mais les gouvernements qui ont toujours eu des représentants en Tunisie continuent à les accréditer, comme par le passé, auprès du Bey. Ce droit, que la France a conservé par respect des liens diplomatiques que certaines puissances ont toujours eus avec la Régence, est néanmoins aménagé de telle sorte qu'il permette à la France de l'assumer par l'intermédiaire de son Ministre Résident. En effet, le décret beylical du 9 juin 1881, notifié aux Puissances, charge le Résident Général du « rôle d'intermédiaire officiel et unique » dans les relations de son Altesse avec les agents diplomatiques des autres pays. Le Bey ou ses ministres ne peuvent plus avoir de rapports directs avec les représentants des pays étrangers accrédités à Tunis.

Enfin, l'exercice du droit de négocier et de conclure des traités est, lui aussi, enlevé au souverain tunisien et attribué à la France : le Bey n'a plus la possibilité de conclure aucune convention internationale « sans en avoir donné connaissance au gouvernement français et sans s'être entendu préalablement avec lui » (article 6). De la situation juridique faite ainsi au Bey, il découle que celui-ci perd l'exercice du droit de guerre et de paix, la puissance protectrice assurant d'après l'article 3 du traité la défense de ses territoires, de sa personne et de sa dynastie. Mais la personnalité politique de l'Etat protégé restant intacte, celui-ci peut à tout moment dénoncer tout traité ou convention établie entre lui et la puissance protectrice, revendiquer le retour de sa souveraineté totale et retirer à l'Etat protecteur l'exercice des droits qu'il lui a délégués et dont il s'est déchargé pour une période indéterminée.

« Dans le cas où un conflit armé entre la Régence et la France éclate, il prend nécessairement un caractère international, parce que

le protectorat est un rapport d'Etat à Etat qui restreint seulement l'exercice de certains droits de souveraineté du protégé dont la personnalité politique est maintenue. Quand les hostilités sont commencées, le traité du protectorat prend fin et chacune des parties reprend la position qu'elle occupait antérieurement à sa conclusion »⁴. C'est l'avis aussi de Despagne qui écrit dans son " Essai sur les Protectorats " : « Le protégé, resté un Etat, ne peut avoir avec le protecteur qu'une guerre internationale, c'est un pays qui rompt une ancienne union, un allié qui se retourne contre celui auquel il était attaché jusque là. L'insurgé résiste à la loi ; mais on ne peut avoir qu'un ennemi étranger dans l'Etat qui viole ou rompt les traités conclus par lui. Le traité devient donc caduc dès que le pays est en mesure d'exiger le retour à sa souveraineté pleine et entière et le rétablissement de tous ses droits ».

Il peut le faire quand il le veut. La loi internationale le lui permet. Mais les rapports de force entre les deux parties déterminent seuls le moment où la Tunisie pourrait retirer à la France l'exercice des droits qui lui ont été enlevés.

La perte de l'autonomie interne après l'établissement de la convention de la Marsa

Après la conclusion du traité de Kassar-Saïd, Roustan continue à représenter son pays dans la Régence jusqu'au début de 1882. Les polémiques, déchaînées en Métropole par son activité dans la Régence, ont amené le Gouvernement français à le rappeler et à nommer à sa place, le 12 février 1882, l'ancien préfet du Nord, Paul Cambon.

Celui-ci trouve dans la Régence la Commission Financière internationale qui continue, malgré l'établissement du traité du Bardo, à gérer au profit des créanciers de l'Etat les finances tunisiennes. L'existence de cette institution devient incompatible avec l'évolution des relations politiques entre la Régence et la France et le rôle acquis par celle-ci dans la direction des affaires du pays.

Depuis la signature du traité du 12 mai 1881, la France entendait agir seule dans la Régence à l'exclusion de toute autre puissance.

Certes les droits et avantages acquis par certains pays (Italie, Grande Bretagne, etc.) et reconnus par les traités, sont sauvegardés, comme on l'a vu, par l'article 4 du traité du Bardo, mais la France n'accepte plus d'autre autorité que la sienne dans l'exercice des responsabilités extérieures ou intérieures que lui confèrent les accords signés entre elle et le Bey.

C'est ainsi que Paul Cambon eut à cœur dès son arrivée en Tunisie de se débarrasser de la Commission Financière en établissant la Convention de la Marsa qui permet à la France de garantir aux créanciers de la Tunisie la conversion ou le remboursement de la dette consolidée et de la dette flottante... (article 2) et du même coup d'en finir avec la Commission Financière internationale, de réorganiser les finances tunisiennes en vue « d'assurer le service de l'emprunt garanti par la France », de subvenir aux besoins de l'administration de la Régence... et enfin d'amener le Bey à « procéder aux réformes administratives, judiciaires et financières que le gouvernement français jugera utiles afin de faciliter au gouvernement français l'accomplissement de son protectorat » (article 1).

Le traité du Bardo, sans formuler explicitement le droit d'ingérence dans les affaires intérieures de la Régence, impliquait sans doute la possibilité pour le protecteur de contrôler tous les actes du protégé pour pouvoir assumer les responsabilités que lui confère le traité : « le droit d'ingérence appartenant au protecteur dans le domaine de l'administration intérieure découle des obligations internationales qu'il contracte par l'établissement même du protectorat⁵ ».

Mais ce droit n'était tout de même pas expressément reconnu à la France par le traité, et le Bey pouvait à tout moment refuser une ingérence quelconque dans ses affaires intérieures. La Convention du 8 juin 1883 signée à la Marsa entre Ali Bey successeur de Sadok, mort en octobre 1882, et le Résident Général Paul Cambon permet à la France d'empiéter sur la souveraineté interne du Bey. Paul Cambon pouvait impunément franchir cette deuxième étape dans la confiscation de l'Etat tunisien : Ali Bey était un personnage falot ;

les ministres Mohamed Jallouli et Aziz Bouattour étaient aussi dociles et timorés.

L'armée française engageait résolument les opérations contre la résistance tunisienne. En France, la fièvre suscitée par la deuxième expédition militaire dans la Régence était tombée et, en Europe, les Puissances avaient accepté le fait accompli.

Avant d'étudier les conséquences de la Convention du 8 juin 1883, voyons d'abord quels en sont les termes :

Article 1 - Afin de faciliter au gouvernement français l'accomplissement de son protectorat, son Altesse le Bey de Tunis s'engage à procéder aux réformes administratives, judiciaires et financières que le gouvernement français jugera utiles.

Article 2 - Le Gouvernement Français garantira, à l'époque et sous les conditions qui lui paraîtront les meilleures, un emprunt à émettre par son Altesse le Bey pour la conversion ou le remboursement de la dette consolidée s'élevant à la somme de 120 millions de francs, et de la dette flottante jusqu'à concurrence d'un maximum de 17.550.000 francs.

Son Altesse le Bey s'interdit de contracter à l'avenir aucun emprunt pour le compte de la Régence sans l'autorisation du Gouvernement Français.

Article 3 - Sur les revenus de la Régence, son Altesse le Bey prélèvera : 1) les sommes nécessaires pour assurer le service de l'emprunt garanti par la France ; 2) la somme de deux millions de piastres (1.200.000 francs) montant de la liste civile, le surplus des revenus devant être affecté aux dépenses d'administration de la Régence et au remboursement des charges du protectorat.

Article 4 - Le présent arrangement confirme et complète, en tant que besoin, le traité du 12 mai 1881. Il ne modifiera pas les dispositions précédemment intervenues pour le règlement de la contribution de guerre.

La Convention de la Marsa établit donc la souveraineté de la France et du Bey sur le pays. Le Bey conserve certes le pouvoir

législatif. La loi appliquée dans la Régence doit être sanctionnée et promulguée par lui ; mais la France assume dans une large mesure le pouvoir législatif en prenant, quand elle le veut, les mesures destinées à modifier les structures administratives, judiciaires et financières du pays. « A la France appartient donc l'initiative de la loi et au Bey le droit de sanction ».⁶

Les prérogatives du Bey dans le domaine législatif seront progressivement réduites à peu de choses. La co-souveraineté aura tendance à se muer dans la pratique en une souveraineté quasi-exclusive de la France. Le Bey conserve théoriquement la plénitude du pouvoir législatif dans les matières concernant exclusivement les tunisiens. Dans celles qui intéressent les français et les étrangers et celles qui découlent des clauses du traité du Protectorat (défense militaire), le gouvernement français, seul, a le droit de faire la loi — sanctionnée par le Bey — et, dans les domaines communs aux tunisiens et aux français et étrangers, le Bey légifère sous le contrôle et avec l'accord de la France.

L'action législative du gouvernement français s'exerce au moyen de décrets pris au nom du Bey, mais sur l'initiative du Résident Général, qui obtient par le décret du 10 novembre 1884 le droit « d'approuver au nom du Gouvernement Français la promulgation et la mise à exécution, en Tunisie, de tous les décrets rendus par son Altesse le Bey ».

En matière financière, le Bey n'a pratiquement plus aucun pouvoir, la France, après la suppression de la Commission Financière, gère seule les finances tunisiennes dont elle entreprend la réorganisation. Le Bey ne peut plus contracter d'emprunts sans l'accord du Gouvernement français et depuis le décret du 12 mars 1883, il est obligé de soumettre le budget de la Régence — préparé par les différents chefs des services publics — au contrôle du gouvernement français représenté par le Résident Général.

Dans le domaine judiciaire, la France peut à tout moment procéder aussi aux changements qui lui paraissent nécessaires et qu'elle peut « suggérer » au Bey aux termes de l'article 1 de la Convention.

A l'issue de négociations menées avec chaque Etat jouissant en Tunisie de privilèges juridictionnels, la France obtient que les tribunaux consulaires soient abolis. C'est ainsi que les pays Scandinaves (Suède, Norvège et Danemark), la Grande Bretagne, la Grèce, l'Autriche-Hongrie, la Russie, les Pays-Bas et l'Italie renoncent successivement, au profit de la France, à leur droit de justice, et le décret beylical du 5 mai 1883 décide « que les nationaux des puissances amies dont les tribunaux consulaires seraient supprimés deviendraient justiciables des tribunaux français ».

A côté des tribunaux tunisiens connaissant des affaires intéressant exclusivement les sujets du Bey et où étaient appliquées des lois tunisiennes, des tribunaux français sont créés. Leur compétence s'étend aussi bien aux affaires concernant les français ou les étrangers entre eux qu'à celles qui mettent en présence des français ou des étrangers et des tunisiens.

En effet, le décret beylical du 31 juillet 1884 décide que les tribunaux français connaîtront de toutes les affaires civiles et commerciales entre tunisiens et européens. Quelle que soit la position d'un tunisien, demandeur ou défendeur dans une affaire qui intéresse aussi un européen ou un protégé français, il doit comparaître devant les juridictions françaises de la Régence.⁷

La résistance à l'occupation française

La réaction à l'occupation du pays par l'armée française est venue essentiellement du pays profond et non point des corps constitués. Le bey et sa cour, les « mamelouks » apanagés, la quasi totalité des autorités religieuses sont restés, dans leur ensemble, passifs.

Les populations dans le Nord et surtout dans le Centre et le Sud livrèrent au lendemain de l'établissement du Protectorat une véritable guérilla à l'armée d'invasion.

La résistance dans le Nord de la Tunisie

On sait que la France a pris le prétexte d'incursions khmirs en territoire algérien pour intervenir militairement dans la Régence de Tunis. La réaction des populations vivant aux confins de l'Algérie ne

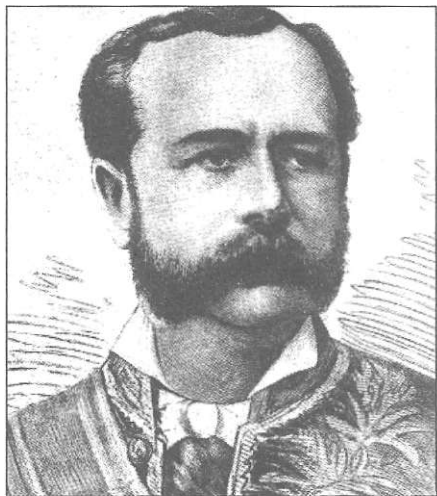
se fit pas attendre lorsque les troupes françaises franchirent la frontière. Les premières batailles entre les troupes françaises et les résistants ont lieu justement dans le Nord-Ouest du pays ⁸.

Les Khmirs sont bientôt rejoints par les résistants des régions voisines de Kroumirie, de la région des Amdoun, d'Ouchtata, de Bou Salem où s'est livrée une bataille inégale à l'issue de laquelle près de 150 résistants ont péri (30 avril 1881). A l'image de ce que les légions du Général Bugeaud ont fait à l'échelle de tout un peuple en Algérie, l'armée française s'est livrée à un véritable massacre (blessés décapités), à des enlèvements et achèvements de femmes enceintes.

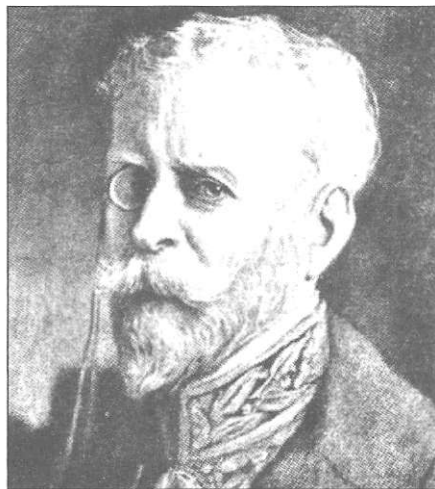
La supériorité de l'armée française ne tarde pas à venir à bout de la résistance des montagnards du Nord-Ouest. Après l'occupation de Tabarka le 26 avril, ce fut le tour de Bizerte le 27 avril. La guérilla, cependant, maintient sa pression dans plusieurs régions du Tell. Les incursions des résistants du Centre s'étendent jusqu'à la région de Tunis. Le 17 juillet, plus de 500 cavaliers Zlass et 200 fantassins d'Ali Ben Khelifa arrivent à une douzaine de kilomètres de Tunis. Voici en quels termes D'Estournelles de Constant décrit la situation d'alors :

« Le point le plus méridional qui soit en notre pouvoir dans l'intérieur, le Kef » écrit D'Estournelles de Constant « est à chaque instant menacé (...) Dans la nuit du 5 au 6 août, puis le 20 et plus tard encore, il est attaqué, il faut lui envoyer des renforts... A Tunis, l'inquiétude augmente... tandis qu'une brigade de renforts s'organise sous les ordres du Général Sabattier, les dissidents s'avancent à portée de fusil de la Goulette et de Radès. Hammamet est sur le point de tomber entre leurs mains, nous envoyons pour la dégager le lieutenant-colonel Correard avec deux bataillons d'infanterie (125^e et 135^e), une escadre de chasseurs et une batterie d'artillerie ; mais cet officier est surpris par une troupe d'un millier d'arabes et...bat en retraite après un combat de trois heures...les soldats du bey désertent en masse pour aller grossir les rangs de l'insurrection dont les émissaires sont partout. Malgré les efforts du Général Sabattier qui perd une vingtaine d'hommes tués ou blessés

L'occupation militaire et la campagne de résistance



Théodore Roustan



Paul Cambon

L'instauration du protectorat est marquée par huit années d'activité militaire. Les Ministres Résidents Théodore Roustan et Paul Cambon ont eu les pleins pouvoirs pour mater la résistance au Nord, au Centre et au Sud. La campagne de Tunisie a mobilisé plusieurs officiers, notamment les généraux Forgemol et Logerot. Au nord, les régions de Kroumirie, Amdoun, Ouchtata et Bou Salem ont retardé l'avance des troupes d'invasion au prix de lourds sacrifices. Jusqu'en août 1881, la garnison française du Kef est continuellement attaquée.

Dans le centre, les cavaliers Zlass, Souassi, Mihalith et Ouled Saïd, confortés par les déserteurs de l'armée beylicale, résistent jusqu'à mi-septembre. Dans le Sud, Ali

Ben Khelifa, caïd des Nejfat, prend la tête de la lutte, aidé par Houcine Ben Messaï, caïd des Ouled Jdir de la tribu Zlass, et par Ahmed Ben Youssef caïd des Ouled Radhouane. Après plusieurs batailles (Haïdra, 17 octobre 1881), Sidi Meghrini (23 octobre) et Koudrat al Halfa (25 octobre), la lutte devient trop inégale, Gafsa tombe le 20 novembre 1881. Retranchés aux confins tuniso-tripolitains, les troupes d'Ali Ben Khelifa auxquelles se joignent les Ouerghemma, Khzour, Touazine et Ouderna continuent d'infliger de lourdes pertes aux forces d'occupation. Les Hmamma et les Ouled Yacoub tiennent Chott el Jerid. En dépit des répressions sauvages des généraux Logerot et Philibert, les combats conduits par Ouled Hamed et Ouled Khalifa, fraction des Touazine, continuent après la mort d'Ali Ben Khelifa le 14 novembre 1884 et en dépit de l'appel d'Ali Bey le 29 décembre 1884. En mai 1889, l'armée française crée un commandement supérieur basé à Médenine ; en 1890, Kébili devient centre administratif et militaire, et le Nefzaoua est rattaché au territoire militaire de Gabès.

Ce nouveau quadrillage militaire vient à bout de la résistance. Les territoires du Sud sont déclarés zone militaire jusqu'en 1956.

en cherchant à les arrêter, les Arabes coupent une première fois, le 11 septembre, l'aqueduc de Zaghouan à Tunis et menacent d'un seul coup l'existence d'une ville de plus de cent mille habitants... Quinze jours plus tard, les trains de la ligne française, déjà plus d'une fois arrêtés, n'arrivent pas... On trouve les rails coupés, un pont détruit, la gare de l'Oued Zarga incendiée... Les Arabes attaquent nos troupes dans le train en détresse : il faut attendre deux jours, adjoindre une escorte à chaque train, enclore toutes les gares, pour rétablir la circulation ».⁹

Tandis que les événements d'Oued Zarga trouvent leur écho dans la presse française (Le Monde illustré), la communauté française de Tunis est prise de panique et réclame l'occupation immédiate de Tunis. C'est chose faite le 10 octobre par le Général Maurand qui entre dans la capitale par Bab El Khadhra à la tête de 1.300 hommes.

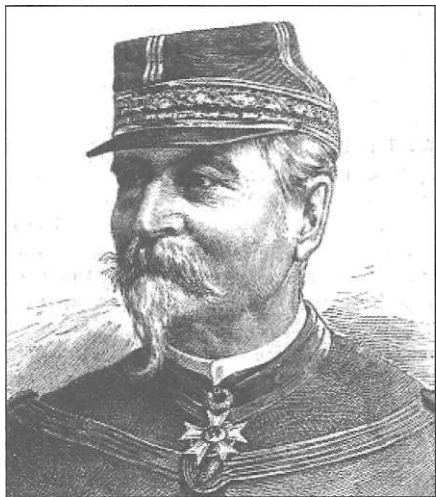
La résistance dans le centre

a- La résistance au Sahel

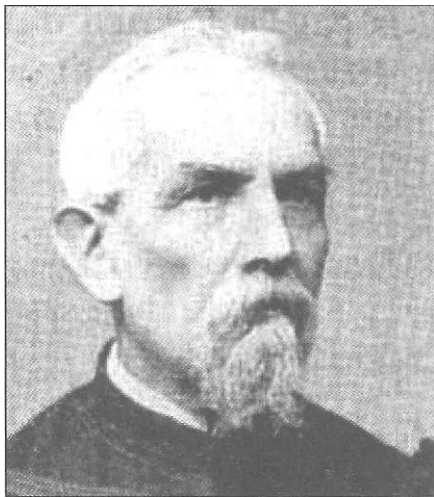
Dans la région du Sahel, les déserteurs de l'armée beylicale et des groupes de résistants encadrés par des chefs énergiques (Oued El Bhar à Ksour Essaf ; Sassi Souilem et Ali Ben Mabrouk à Kalaâ Kbira, Haj Ali Ben Khedija à Benane) installent l'insécurité dans les campagnes et sur les routes. Les bédouins (Zlass, Souassi, Ouled Saïd, Mthalith) font de la résistance, mais terrorisent aussi les villageois (vols et assassinats). La marine française en rade de Sousse bombarde Kalaâ Kebira qui est occupée par les français le 14 septembre ; le 18 septembre, ils soumettent Kalaâ Seghira puis, l'une après l'autre, Monastir, Mahdia et Msaken.

b- La prise de Kairouan

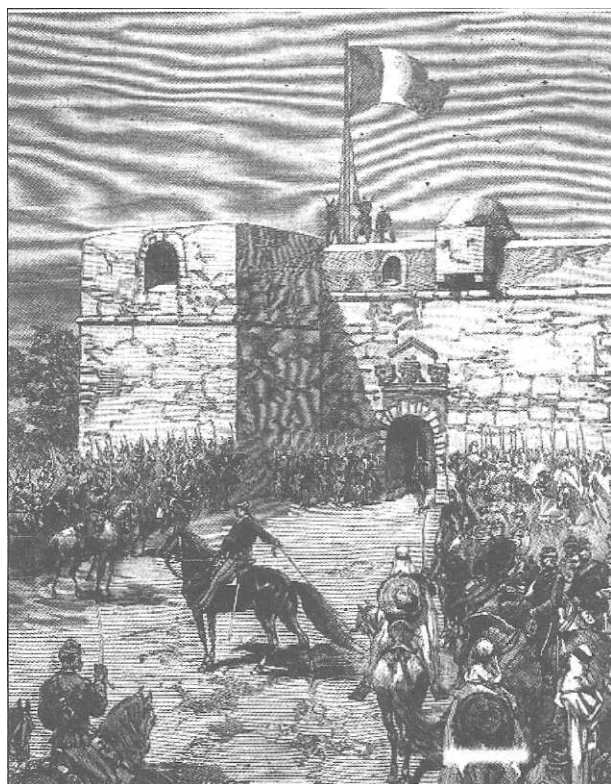
Devant la montée des périls dans tout le Centre et le Sud du pays, Roustan préconise l'occupation totale du territoire : « Tant que j'ai pu espérer que le Sud resterait tranquille et nous laisserait organiser notre occupation dans le Nord, j'étais absolument contraire à l'occupation de Kairouan qui pouvait surexciter inutilement le fanatisme musulman... Les tribus ont commencé les hostilités et



Général Forgemol



Général Logerot



La prise de Kairouan

La prise de Kairouan, clé de la route du Sud et plaque-tournante des steppes peuplées de tribus irréconciliables, a représenté un tournant de la phase militaire : le 17 octobre 1881, deux colonnes attaquent Kairouan par l'Ouest (général Forgemol) et par l'Est (général Etienne), une troisième colonne assure le ravitaillement et les communications avec la mer. En dépit de la farouche résistance à l'ouest des Frachich, Hmamma, Ouertan, Ouled Majeur et Ayar, et les harcèlements meurtriers des Zlass à l'Est, la ville a dû ouvrir ses portes à l'envahisseur.

Kairouan qui est la clé de la route du Sud, est devenu en même temps le foyer de la révolte, je crois qu'il y a lieu de frapper un grand coup sans tarder »¹⁰. Le Général Logerot était du même avis, mais il considérait que ses effectifs étaient trop peu nombreux pour pouvoir étendre l'occupation à tout le pays ; il pensait que Kairouan pourrait opposer aux forces françaises une grande résistance et craignait de ne pouvoir tenir la ville et assurer le ravitaillement de ses hommes si elle était conquise. Il préconise l'envoi, à la fin de l'été, d'une colonne qui parcourrait, pendant deux ou trois mois tout le sud, en ferait une reconnaissance complète et permettrait de « constituer en parfaite connaissance de cause des goums et des maghzens pour assurer la tranquillité du pays »¹¹.

L'objectif était désormais Kairouan, plaque-tournante des steppes peuplées de tribus irréconciliables. Le plan Saussier prévoit l'encerclement de la ville, il s'agit de l'investir du Nord, de l'Ouest et de l'Est : une colonne part de Tunis sous les ordres du Général Logerot, une autre vient de Tebessa en Algérie sous le commandement du Général Forgemol, la troisième stationnée à Sousse assure le ravitaillement et les communications avec la mer et fournit aux français, si la ville sainte tente de résister, des pièces d'artillerie.

Le 17 octobre, les trois colonnes quittent leurs bases et se dirigent vers Kairouan, traînant avec elles plusieurs dizaines de chevaux et de mulets chargés d'approvisionnements et de munitions. La colonne de l'Ouest commandée par Forgemol subit les attaques de Frachich, Hmamma, Ouertan, Ouled Majeur et Ouled Ayar. Les Zlass attaquent à l'Est où la colonne du Général Etienne subit sans arrêt leurs assauts. Mais le rapport des forces s'établit à l'avantage des français lorsque les trois colonnes font leur jonction aux abords de la ville. Dès lors, Kairouan qui n'avait pas les moyens de subir un siège en règle, a dû ouvrir ses portes.

La lutte dans le sud

a- La résistance des Hmamma

La tribu des Hmamma était le fer de lance de la résistance dans le Sud-Ouest (région de Gafsa)¹². Bien que les Hmamma fussent une

tribu Hsinya, c'est-à-dire fidèle à son allégeance à la dynastie husseinite, elle refuse après quelques hésitations à accepter le fait accompli, c'est-à-dire l'occupation du pays par les troupes françaises. La décision d'Ali Ben Khelifa, caïd des Neffet, de prendre la tête de la lutte armée aux côtés de Houcine Ben Messaï (caïd des Ouled Jdir) de la tribu des Zlass, d'Ahmed Ben Youssef, caïd des Ouled Radhouane, fit l'unité des diverses fractions (divisées en *çofs* hsinya et bachyas) pour constituer un front commun contre les armées d'occupation.

La résistance revêt des formes multiples : refus de payer l'impôt (*mejba*), destruction des biens de l'Etat, coupure des lignes télégraphiques et des canalisations d'eau, attaque des cantonnements de l'armée française. Ces attaques se portent jusqu'aux fortifications du Kef et au territoire algérien (Bir Jedid). De véritables batailles rangées opposent les résistants aux troupes françaises à Haïdra (17 octobre 1881), à Sidi Meghrini (23 octobre) près de Rouhia, à Koudrat El Halfa (25 octobre).

Mais le déséquilibre considérable entre les résistants et les forces ennemies, le manque de coordination entre eux, l'absence à leur tête d'un commandement fort et expérimenté permettent aux forces françaises de prendre le dessus et d'occuper Gafsa le 20 novembre 1881.

Les français refoulent les derniers résistants vers le Sud au-delà de Chott Fejaj et du Jerid (pour les empêcher de retrouver leurs terres et d'y reprendre leurs travaux agricoles) et vers la Tripolitaine, étant convaincus qu'ils ne recevraient aucune aide des autorités turques. Les français consolident leurs positions à travers l'arrière-pays gafsien (Bir El Haley) construisant casernes et borjs (Jebel Orbata) et installant des unités de contrôle sur la route reliant Gafsa à Gabès. La résistance s'organise de plus en plus aux abords de la Tripolitaine où elle espère toujours une intervention turque. Les confins tuniso-tripolitains deviennent alors le refuge de tous ceux qui sont décidés à continuer la lutte. Ce refuge est d'autant plus sûr que la France, par crainte d'incidents avec les forces turques basées en Tripolitaine et de complications internationales (Turquie et surtout Angleterre) donne l'ordre à ses forces armées de ne pas dépasser l'Oued Fessi.

La résistance de Sfax (28 juin - 16 juillet 1881)



16 juillet 1881 : débarquement des troupes françaises à Sfax

Dans le mois qui suit la signature du traité du Bardo, les principaux chefs de tribu du Sud tiennent une réunion à la mosquée Sidi Okba à Kairouan, sous la présidence d'Ali Ben Khelifa, caïd des Neffat (15-20 juin 1881). Surmontant leurs vieilles querelles entre Hussaynia et Bachia, ils décident d'unir leurs forces contre les troupes françaises qui avaient commencé d'affluer par l'Algérie et d'envoyer des émissaires au gouvernement turc de Tripoli pour solliciter des secours en armes. A Sfax, les notabilités, Haj Mohamed Kammoun et Haj Mohamed Cherif, commandant de la garnison, proclament la destitution du caïd Hassouna Jallouli, représentant du Bey, et prennent contact avec Ali Ben Khelifa afin de renforcer la défense de la ville contre un éventuel débarquement des forces ennemies. A la mi-juin, les canonnières françaises Chacal, Aïma et Reine Blanche prennent position au large de Sfax, appuyées par deux bâtiments britanniques (Monarch et Condor) censées protéger les Maltais et par le bâtiment italien Cariddi. Le 28 juin, à l'apparition du Chacal dans les eaux du port, l'insurrection éclate à Sfax mais les tirs, de part et d'autre, n'atteignent guère leurs cibles. Le 14 juillet, l'escadre française commandée par le vice-amiral Garnault opère un mouvement offensif : les canonnières sont disposées à 2.200 m de la côte, à 8 mètres de fond, soutenues par six cuirassés à 6.500m. Le 15 juillet, la ville est soumise toute la journée à un bombardement intense. Le 16 juillet à l'aube, un pont d'abordage est amené près des côtes par un chaland à fond plat et, sous le bombardement ininterrompu des canonnières, commence le débarquement des troupes.

Le corps de débarquement se scinde en trois colonnes : l'une en direction de la porte centrale de la ville, commandée par le colonel Jamais, l'autre en direction de la Kasbah (commandant Marquessac) et une troisième colonne (commandant Miot), destinée à maîtriser l'enceinte de la ville. La porte centrale, détruite par une torpille, ouvre la voie vers la Kasbah qui est bientôt encerclée et occupée. Les assiégés refluent à l'Est de la ville où les combats se prolongent toute la journée, de maison en maison, jusqu'à 22 heures. Le lendemain, les résistants regroupés hors des murs relancent des attaques de harcèlement sans réussir à inquiéter les troupes d'occupation.

Le colonel Jamais, nommé commandant de la place, fait désarmer les habitants et leur impose une indemnité de guerre de 15 millions de francs. La ville subit ensuite les violences de la soldatesque déchaînée. Les consuls européens réclament des réparations au nom de leurs protégés : une commission internationale est alors instituée pour évaluer le montant des indemnités qui furent prélevées sur la contribution de guerre acquittée par les tunisiens.



La prise de Sfax

Ali Ben Khelifa se retranche vers Jedlaoun sur la Moqta, Ahmed Ben Youssef campe sur le Dhahar entre Bir Soltane et Bir Zommit, des groupes compacts quittent leurs villages (Somaâ, Zaouiet El Harb, Telinne, Jemna, Negga) et vont grossir les rangs des résistants sur le Jebel ou en Tripolitaine.

Ahmed Ben Youssef et les Ouled Radhouane qui contrôlent le périmètre de Bir Soltane resserrent leurs liens avec les fractions Hmamma établies entre Bir Zommit et le nefzaoua. Poursuivis par le Général Logerot à la mi-décembre, ils quittent le Nefzaoua, traversent le Jebel¹³ par l'Oued Hallouf et rejoignent Ali Ben Khelifa à Jedlaoun. Ouerghemmas, Khzour, Touazines, Ouderna harcèlent les colonnes françaises et les insurgés qui avaient jeté les armes. Quant à Ali Ben Khelifa, « il ne laissa pas le choix à ceux qui voudraient rentrer ». Les cavaliers Zlass et Neffet « rappelaient aux défaillants leur devoir de résistance »¹⁴.

La résistance s'accroît considérablement en février 1882. Les Hmamma et les Ouled Yacoub opèrent dans les régions au Nord du Chott El Jerid et lancent leurs attaques jusque dans le Souf algérien, tandis que les Ouerghemma organisent des expéditions punitives contre les Beni Zid et Hazem qui avaient donné des signes d'essoufflement.

Après le rappel de Saussier en Algérie, le Commandement du Corps d'occupation de la Tunisie est confié à Forgemol ; le général Logerot conservant la Division Sud mène, avec le général Philibert, les opérations de répression. Elles n'épargnent ni hommes, ni bêtes, ni cultures, ni agglomérations. Le ratissage fut systématique. « On ne rencontre personne... mais on brûle, on coupe les arbres et les récoltes des Haouia, tribu insoumise ; les Gasseur des environs du camp jusques et y compris Gasseur Djouema sont razziés »¹⁵.

b- La poursuite de la résistance aux confins de la Tripolitaine

Le gros des résistants reste retranché en Tripolitaine ; les Hmamma sont les plus nombreux. Ouled Ider des Zlass avec Hassen El Messaï, Ouled Saïd qui obéissent à Haj Ouar, de nombreux Souassi, Mehadhba, Beni Zid s'installent aussi en territoire tripolitain. Les

Ouled Yacoub et les Adhara avec Ali Bou Allegue s'établissent au Sud du Jebel Nefoussa aux abords du Nalout, conservant néanmoins avec leurs alliés Hmamma des rapports étroits.

Au début de 1882, les résistants pénètrent massivement en territoire tunisien, s'installent entre l'Oued Fessi et Médenine sur le territoire des Ouerghemma pour reprendre leurs opérations. Ils traversent le Nefzaoua et atteignent Gafsa ; puis ils se divisent en groupes opérationnels : les Zlass se dirigent vers la région de Kairouan en septembre et harcèlent sans arrêt le corps d'occupation de la ville. Les Ouled Radhouane razzient troupeaux et convois dans la région située entre Gafsa et Chott El Jerid, dressent des embuscades aux petites unités françaises ; les Neffet contrôlent les pistes vers El Jem et harcèlent les convois français qui les empruntaient. La tactique est toujours celle des raids rapides qui permettent d'assaillir par surprise l'adversaire et de disparaître après lui avoir infligé des pertes. « Les tentatives de poursuite échouent » écrit A. Martel « tant en raison de la résistance des chevaux des insurgés que de leur connaissance du pays et des complicités rencontrées »¹⁶.

Dans le Nefzaoua, le Jerid et même le Souf oriental en Algérie, les Ouled Azz (Hmamma) et les Ouled Yacoub opèrent impunément ; leurs attaques éclair leur procurent un butin considérable. Les Ouerghemma harcèlent sans répit leurs voisins attiédís : Beni Zid et Hazem.

La force n'ayant pu venir à bout des résistants, les français tentent de les soumettre par la persuasion. Ils essayent d'abord de convaincre Ali Ben Khelifa, considéré comme le chef et le symbole de la résistance. Des émissaires lui sont envoyés, entre autres le neveu d'Abdelkader, le héros de la résistance algérienne, Abderrahmane Ibn Hossein Ibn Mohieddine. Des propositions séduisantes lui sont faites : « le retour en Tunisie, une pension et la quasi certitude de commandements pour les siens ». Au même moment, le Général Féraud, qui avait pris un décret d'amnistie, tente d'amener à composition les divers groupes de résistants. Allegro joue dans cette entreprise un rôle considérable. Il entre en contact avec les chefs et décide quelques-uns à rentrer avec leurs hommes. Mais Ali Ben Khelifa est intraitable ; non seulement

il refuse l'aman, mais il lance ses hommes contre ceux qui ont accepté de se soumettre.

Les offres de paix ayant été pratiquement rejetées par les résistants, Logerot qui avait succédé à Forgemol à la tête du Corps d'occupation décide l'envoi de deux colonnes dans le Sud où elles restent jusqu'en 1883. L'une, dirigée par le lieutenant-colonel Correard, part de Gabès et se dirige vers Médenine, l'autre, commandée par le colonel Laroque, s'installe sur l'Oued Fessi pour tenter de soumettre les Ouerghemma. Les opérations d'intimidation ne donnent en fait aucun résultat pratique. « Les Ouled Khelifa, dans leur majorité, persistent dans leur hostilité et déplacent leurs campements sur la Moqta avec les Ouled Hamed »¹⁸.

Pour faciliter le retour en Tunisie des émigrés, les français acceptent de payer les frais de rapatriement par voie maritime. Mais si quelques centaines de résistants gagnent leur pays natal, le gros des forces insurgées reste en Tripolitaine. Au début de février 1883, les estimations officielles évaluent à 20.000 le nombre de ceux qui refusent de revenir sur leur territoire. Ali Ben Khelifa, Haj Harrat, Hassen Ben Messaï, Ali Bou Allégué, Belgacem Ben Saïd, Haj Omar, dirigent toujours les opérations de Tripolitaine. Les Ouled Khelifa quittent leur pays en janvier 1883 et décident d'intensifier la lutte à partir des territoires tripolitains : « les représailles dans lesquelles ils s'engagent se conjuguent avec les raids punitifs entrepris par les irréductibles de l'opposition contre les émigrants désireux de rentrer en Tunisie. C'est alors l'aggravation de l'insécurité. »¹⁹

Les autorités françaises qui ne sont point venues à bout de la résistance par leurs propres moyens décident alors d'organiser un corps de cavaliers maghzen recrutés chez les Ouderna, les Khzour et les Ouled Ben Zid et les chargent de contrôler la frontière.

c- La mort d'Ali Ben Khelifa et le retour des résistants

L'espoir des 140.000 réfugiés en Tripolitaine de recevoir de la part des Ottomans l'armement nécessaire à la poursuite de la lutte est largement déçu, les Ottomans étant eux-mêmes assaillis de toutes parts par les appétits territoriaux des européens (en particulier les italiens en Tripolitaine). Pendant des mois, la Sublime Porte entretient

une politique ambiguë consistant à entretenir l'espoir d'une reconquête de la Tunisie et d'un retour des réfugiés dans leur pays.

Les résistants tunisiens vivaient d'ailleurs en Tripolitaine dans des conditions épouvantables. La pénurie de produits alimentaires ébranlait le moral des moins aguerris ; les conflits avec les populations libyennes à propos des terres de parcours se multipliaient ; les vieilles querelles entre fractions et *çofs* se réveillaient. Les autorités françaises, au courant des misères endurées par les résistants en profitaient pour accroître leurs pressions par tous les moyens afin de les amener à prendre le chemin du retour dans leurs territoires.

Après les Neffet, c'étaient bientôt une partie des Hmammas et un certain nombre de Zlass de rentrer au pays. Les premiers retours ont eu lieu déjà en septembre 1882 ; ils concernent essentiellement les notables. Mais la résistance n'en continue pas moins avec les groupes irréconciliables.

Ali Ben Khelifa meurt le 14 novembre 1884 dans la région de Yeffren en Tripolitaine, à l'âge de 82 ans. Il est enterré à Zaouia El Gharbia avec tous les honneurs dûs à son courage, sa ténacité et à son patriotisme sans tache. Avec lui disparaît une des plus éminentes personnalités de la résistance tunisienne. Sa disparition, du reste, n'entraîne pas le retour massif de ses partisans, comme l'espéraient les français. Leur déception se traduit par la décision de mettre sous séquestre les biens des résistants qui ne seraient pas rentrés avant le 1^{er} mars 1885. Un appel leur est lancé par le Bey le 29 décembre 1884 :

« *Louanges à Dieu* »

« De la part du Serviteur de Dieu, celui qui met en lui sa confiance et lui remet le soin de régler toutes ses affaires, Ali Pacha, Bey de Tunis (que le Seigneur dirige ses actions et le fasse arriver à l'objet de ses désirs).

« Cette adresse est envoyée à ceux de nos sujets qui ont fui leur pays et se sont réfugiés sur la terre étrangère (que Dieu hâte leur retour dans leurs foyers).

« En vous révoltant contre les ordres de notre gouvernement, vous avez commis une action que la Justice et la raison réprouvent.

Vous vous êtes laissé entraîner par des conseils funestes de quelques uns de vos chefs. Vous avez persisté dans votre égarement et cependant nous vous avons toujours traités avec clémence et indulgence.

« Notre Auguste Frère, Notre Maître Si Mohamed Es-Sadok Pacha, que Dieu le couvre de sa miséricorde, vous a accordé le pardon et l'aman. Nous en avons fait autant et la majeure partie d'entre vous est restée dans le pays. L'Auguste et Glorieux gouvernement français, dont nous avons accepté le protectorat efficace, a confirmé ces mesures de clémence qui ont enlevé de vos yeux le voile de l'égarement.

« Toutefois, quelques uns ne sont pas encore revenus à la raison. Le gouvernement français était en droit d'user de la force pour vous obliger à rentrer dans la Régence, conformément aux pouvoirs que lui donne le traité que nous avons signé avec lui puisqu'il est le protecteur de notre territoire et de ses habitants. Mais nous avons tous préféré recourir de nouveau à la clémence et au pardon en prenant en compte votre égarement. Aujourd'hui que la mort a frappé un chef dont vous écoutiez les avis, vous n'avez plus aucune raison justifiant votre séjour à l'étranger. Revenez donc dans votre pays en toute sécurité. Aucun reproche ne vous sera adressé aujourd'hui.

« Vous jouirez du pardon et de l'aman, n'ayant rien à redouter ni pour vos personnes, ni pour vos familles et vos biens. Nous vous fixons un délai de trois mois à partir de la date de cette adresse.

« Ceux d'entre vous qui comprendront cette mesure et qui écouteront nos conseils auront été bien inspirés, quant à ceux qui persisteront dans leur égarement, ils commettront un crime, contre eux-mêmes et n'auront plus aucune excuse à faire valoir ; ils seront considérés comme des rebelles et l'aman leur sera retiré pour leur personne et pour leurs biens.

Ce 13 Rabia El Aoual (29 décembre 1884) ».

Mais la menace n'effraya pas outre mesure les insurgés car « quelle que soit la date et les conditions de leur retour, ils savent que leur groupe les accueillera toujours »²⁰

Allegro qui reçoit le grade de Général à titre beylical tente inlassablement d'obtenir par la négociation le retour des émigrés : il négocie avec les Hmamma et les Neffet par l'intermédiaire de Belgacem Ben Mohamed Ben Khelifa et son frère Amar. Il leur promet d'obtenir la suspension de la décision de séquestre et surtout la remise des impôts non payés pendant les années d'exil. Ses efforts contribuent à provoquer le retour de la presque totalité des Neffet en juin 1885. En fait, la décision des Neffet était motivée essentiellement par le manque d'aide en provenance de Tripoli qui, craignant une agression italienne, se rapprochait de la France.

Les éléments les plus intraitables restent les Ouled Hamed et surtout les Ouled Khelifa, fraction des Touazine qui opèrent dans la région de la Moqta. De 1884 à 1887, les forces françaises sont totalement impuissantes à mettre de l'ordre dans une situation qui se dégrade sans cesse sur les confins tuniso-tripolitains. Aux attaques des résistants s'ajoutent les opérations incontrôlées des forces Makhzen.

Le Capitaine Rebillet, commandant la garnison de Metameur, préconise alors l'occupation de la zone neutre qui s'étend entre la Moqta et le territoire tripolitain proprement dit. Mais le Général Boulanger commandant le Corps d'occupation n'est pas de son avis, car ses effectifs limités ne lui permettaient point d'étendre l'aire d'occupation. Allegro joue alors le rôle principal dans les tractations entre les différentes factions et les autorités officielles. Il s'efforce vainement de ramener les Ouled Khelifa : « La corruption pas plus que les promesses ou les menaces n'ébranlent »²¹ leur résolution.

L'échec des efforts français dans le Sud tunisien provoque de sérieuses dissensions entre le pouvoir civil représenté par Paul Cambon et le pouvoir militaire détenu par le Général Boulanger. Leurs conceptions s'opposent sur les moyens de juguler l'insurrection de l'extrême-sud tunisien. Cambon qui éprouvait une profonde antipathie pour Boulanger pensait que tous les mécomptes éprouvés par la France dans les contrées méridionales de la Régence étaient imputables à l'autorité militaire sur qui « pèse la responsabilité de ce qui a été fait et surtout de ce qui n'a pas été fait. C'est elle qui dans ce pays comme au Tonkin cherche à tenir en échec et paralyser le pouvoir civil »²².

Le quai d'Orsay propose alors au ministère de la Guerre de « reporter la ligne de défense sur une ligne Zarzis, Djemila, Aïn Zareth, avec pour base d'action et de ravitaillement Zarzis... d'équiper les tribus makhzen de fusils à tir rapide et de ne plus les empêcher à se faire justice elles-mêmes sur leurs ennemis » tout en confiant l'administration du Sud à l'autorité militaire. Mais Cambon préférait se passer de celle-ci, faisant confiance à Allegro pour retourner la situation qu'il jugeait, après une tournée d'inspection dans le Sud en mai 1886, comme tout à fait satisfaisante. Allegro qui avait du pays une connaissance parfaite, déployait une activité incessante pour ramener les émigrés dans leurs foyers. Toutes facilités leur étaient promises pour le retour. Ainsi, en novembre 1887, Ouled Khelifa et Ouled Hamed en butte aux tracasseries des forces turques de Tripolitaine préfèrent regagner leurs territoires.

Mais l'anarchie et l'insécurité restaient endémiques sur les confins tuniso-tripolitains. « Vols, poursuites, repréailles, arrangements locaux se multipliaient ... »²³. Les autorités françaises prennent de nouvelles mesures : en 1887, l'armée reçoit officiellement le contrôle administratif de tout le Sud. Un Makhzen permanent est créé. Médenine, Zarzis, Tataouine sont occupés entre 1888 et 1889, tandis que Gabès reste la base à l'intérieur de laquelle cantonne la garnison placée sous l'autorité d'un commandant militaire. En mai 1889, on crée le commandement supérieur du cercle de Médenine : « il aura pour mission particulière d'étudier les moyens propres à amener les Ouerghemma à renoncer à leurs habitudes séculaires de pillage et de maraude, il essaiera de les fixer au sol par des constructions de barrages, routes, points d'eau, Ksours, écoles, etc. Il rassemblera tous les documents relatifs au tracé exact de la frontière, destinés à soutenir nos droits lors des négociations. Enfin, il étudiera la question des relations commerciales avec le Soudan par Ghadamès »²⁴.

En 1890, Kébili devient centre administratif et militaire et le Nefzaoua est rattaché au Territoire militaire de Gabès.

Ainsi dix ans après l'établissement du Protectorat, les espoirs mis par les résistants dans une aide éventuelle des autorités turques de

Tripoli se sont évanouis. La lutte ne pouvait continuer ! Les tribus disloquées avaient affaire à un ennemi qui s'organisait pour quadriller le pays et y étendre systématiquement son emprise.

De leur côté, les turcs renforcent la défense de la Tripolitaine et contiennent la progression française dans la zone de Ghadamès. L'Italie qui « a imposé le respect de l'intégrité économique et commerciale de sa future colonie » ne laisse pas la France libre de ses mouvements. Ainsi les incidents nombreux qui se produisent dans les secteurs litigieux et en particulier autour de Djenein nécessitent-ils l'établissement d'une délimitation tuniso-tripolitaine ; celle-ci a lieu à la conférence de Tripoli (11 avril-19 mai 1910) à l'issue de laquelle la Turquie et la France signent la Convention de Tripoli qui fixe la frontière tuniso-tripolitaine au profit de nos voisins tripolitains. La France qui n'osait pas mécontenter les Italiens à qui la Tripolitaine était promise et qui avait besoin d'alliances au moment où la « question marocaine » allait se poser préféra établir un compromis au détriment de la Tunisie.

La paix imposée à toute la Régence va alors permettre à la France d'entreprendre une œuvre de dépossession progressive qui réduira la majorité du peuple tunisien à la pauvreté et à la misère.

Notes

1. Alliance groupant, sous l'égide de Bismarck, l'Autriche, l'Allemagne et la Russie.
2. M. Chérif « *Le fonctionnement du protectorat après Paul Cambon* ». Diplôme d'Etudes Supérieures, dactylographié (1958).
3. Dépêche du Ministre des Affaires Etrangères français Barthélémy de Saint Hilaire à Tissot, Ambassadeur de France à Constantinople du 18 avril 1881.
4. Benazet et Fitoussi « *L'Etat tunisien et le Protectorat français* ». Paris 1931, p. 135.
5. *Ibidop.* cité pp. 145-146.
6. *Ibid op.* cité < p. 152.
7. Sous le régime des capitulations, les tribunaux étrangers n'avaient le droit de juger les affaires où un européen et un tunisien étaient en cause que lorsque celui-ci jouait le rôle de défendeur.
8. Karoui H, et Mahjoubi A., *Quand le soleil s'est levé à l'Ouest, Tunisie 1881. Impérialisme et Résistance*, Tunis, CERES productions, 1983.
9. D'Estournelles de Constant (P.-H.-X.), *La politique française en Tunisie*, 1943.

10. Lettre du Ministre Résident au Quai d'Orsay, 18 juillet 1881.
11. Lettre du Général Commandant de la Division d'occupation de la Tunisie au Ministre de la Guerre.
12. Tababi, H., « *L'occupation de la région de Gafsa (1881-1885) de la résistance à la reddition* », *Rawafid* n°5, 1999-2000, JSHMN.
13. Le Jebel est un grand escarpement dont l'altitude atteint 562 m à Douiret et qui domine la plaine de la Jefara.
14. Martel, A., *Les confins saharo-tripolitains de la Tunisie*, PUF 1965, pp. 266-267.
15. Martel, A., *op. cit.*, p. 264.
16. *Op. cit.*, p. 292.
17. *Ibid.*, p. 296.
18. *Ibid.*, p. 304.
19. *Ibid.*, p. 326.
20. *Ibid.* p. 336.
21. *Ibid.* p. 348.
22. Journal « *Le temps* » 26 juin 1886.
23. Martel A., *op. cit.*, p. 366.
24. Ministère de la guerre, 10 mai 1889.

CHAPITRE II

La mainmise coloniale sur l'espace agricole tunisien

La colonisation par les capitaux (1881- 1900)

Une véritable frénésie s'est emparée des autorités et des capitalistes français afin de mettre la main sur d'immenses étendues de terres cultivables, de parcours, de forêts et de broussailles afin d'en tirer le maximum de profit.

La pénétration capitaliste qui précéda l'établissement du Protectorat dans la Régence a préparé l'œuvre de dépossession rurale qui s'est réalisée tout au long de la première moitié du XX^E siècle. Bien avant 1881, des groupes financiers très puissants avaient acquis de vastes étendues de terre : la compagnie des Batignoles, concessionnaire du chemin de fer Tunis-Bône-Guelma, avait obtenu l'immense domaine d'Oued Zarga d'une superficie de 9.000 hectares. Avant de quitter la Régence pour Istanbul, Khayreddine avait vendu les 120.000 hectares de l'Enfida à la Société Marseillaise de Crédit qui avait aussi acheté les domaines de Sidi Thabet (5.000 hectares) et d'El Azib (1.500 hectares). Puis, dès les premières années du Protectorat, des groupes financiers français se sont constitués pour acquérir des terres dans la Régence à des prix dérisoires.

Les capitaux

Les capitaux sont attirés par les principaux secteurs de l'activité coloniale : les mines et les ressources foncières. Les compagnies françaises multiplient les formes d'intéressement des investisseurs privés : actions et parts bénéficiaires trouvent des acquéreurs sur les marchés tunisien et français.



La Banque de Tunisie et sa filière la « Société Foncière de Tunisie » obtiennent 3.500 hectares dans la région de Mornaguia ; des capitalistes lyonnais deviennent propriétaires dans la moyenne Vallée de la Medjerda, au Mornag et dans la région de Sfax ; l'« Union Foncière de France » achète le domaine de Thibar (3.000 hectares). La « Société Immobilière Tunisienne » se constitue pour s'emparer des terres de l'ancien favori du Bey, Mustapha Ben Ismail, dont 18.000 hectares du domaine de Saâdia dans la région de Kairouan. « Des banquiers, des financiers, des industriels, des hommes politiques appartenant à la haute bourgeoisie constituaient, sous forme privée ou sous couvert de sociétés particulières, de gros domaines surtout dans la région de Tunis, dans les plaines de la Medjerda, et plus tard en terres sialines. »¹

La colonisation italienne, relativement nombreuse mais avec une superficie moyenne inférieure à 30 hectares par personne, était loin de se mesurer à la puissance terrienne des capitalistes français.

Pour garantir aux nouveaux acquéreurs la pleine propriété de leurs terres et encourager les nouveaux achats, il fallait insuffler plus de clarté dans le régime foncier tunisien. C'est l'objet de la loi immobilière de 1885 dont l'auteur est le Résident Général Paul Cambon. Dans son rapport préliminaire, le Résident affirme que « pour attirer et retenir les capitaux (nécessaires à l'exploitation des ressources naturelles), il était important de protéger les acquéreurs de terres contre leur ignorance de la langue, des lois et des usages du pays, de mettre les propriétaires à l'abri des revendications imprévues, en un mot, d'assurer la facilité et la sécurité des transactions »². La loi a en outre pour but de protéger les propriétés grevées par « un grand nombre de droits réels ou de charges occultes qui... en réduisent singulièrement les bénéfices (...) ». Il fallait remplacer les vieux titres que détenaient les européens ; titres « arabes », de caractère « rudimentaire », « fournissant des indications peu précises sur les origines et la délimitation de la propriété et sur les conditions juridiques de l'immeuble ».

La domanialisation

L'acquisition des terres dans les différentes régions du pays n'est qu'une première étape dans la politique de mainmise coloniale sur l'espace agricole tunisien.

La volonté d'accroître indéfiniment la propriété coloniale est le fait des autorités du Protectorat. Le processus de spoliation prend le nom pudique de « domanialisation », c'est-à-dire le processus qui consiste à intégrer au Domaine de l'Etat, par des moyens législatifs et coercitifs, la totalité (terres beyliks) ou la plus grande partie (terres collectives, terres habous, terres forestières) du Domaine privé de l'Etat. A son tour, l'Etat a le droit exclusif d'y prélever - au fur et à mesure que de nouveaux textes législatifs sont promulgués (décrets beylicaux) — des portions de l'espace agricole à attribuer aux colons.

Le premier réservoir de terres mobilisables au profit de la colonisation est constitué par le Domaine privé des beys. Un inventaire en a été dressé dès 1882. Une évaluation approximative l'estimait à 350.000 hectares. En 1912, le Résident Général Alapetite déclarait : « Nous avons en Tunisie, sans compter les forêts, environ 800.000 hectares de terres appartenant au Domaine privé des beys (...) Sur les 800.000 hectares allotis, il y en a 350.000 qui sont loués aux indigènes ».³

La gestion du Domaine de l'Etat est confiée à la Direction des Finances créée en vertu du décret du 4 novembre 1882. Cette direction s'est d'abord efforcée d'accroître les revenus domaniaux pour renflouer les caisses de l'Etat ; les revenus doublaient en effet entre 1883 et 1891, passant de 220.000 francs à 460.000 francs.⁴

En 1892, le Domaine de l'Etat s'accroît encore par l'intégration des terres dites sialines⁵ considérées comme terres mortes. La notion de terres sialines prend par la suite une extension démesurée ; aucune limite officielle ne permet de savoir où s'arrêtent ces terres dans la Basse-Steppe. Cau, Vice-président de la Municipalité de Sfax, évaluait leur superficie à 1.500.000 hectares, tandis que Paul Bourde⁶ estimait qu'elles s'étendaient sur un rayon de 70 à 80 kilomètres autour de Sfax.

L'imprécision est voulue et délibérément maintenue pour permettre à l'administration d'étirer dans toutes les directions aux dépens des Mthaliths, des Neffet, etc. les terres beylik que l'Administration allait transformer en terres domaniales aliénables au profit de la colonisation en premier et, secondairement, au profit des occupants tunisiens. Le ministre français des Affaires Etrangères Ribot indique en 1891 au Résident Général Massicault que « ce sont

les biens domaniaux qui doivent être d'abord mis à la disposition du Service de la colonisation. »⁷

Le domaine de Bouthadi⁸ d'une superficie de 47.000 hectares est, après son immatriculation en 1901, intégré aux terres dites sialines et alloti en grande partie à des concessionnaires français : 13.200 hectares passent entre 1904 et 1913 aux mains d'une minorité de français dont d'anciens ministres : Georges Cochery (2.069 hectares) et Hippolyte Boucher (4.924 hectares).⁹

Entre 1892 et 1914, le domaine de l'Etat fait tache d'huile¹⁰ bien au-delà des terres sialines en intégrant 30.000 hectares dans la région de Meknassi et 18.000 hectares dans celle de Sidi Nasrallah.

La concession de vastes superficies de terres aux capitalistes français (30.000 hectares concédés à la Compagnie des Phosphates Sfax-Gafsa) est subordonnée à l'obligation de complanter surtout des oliviers. Or il n'était guère dans l'intention de ces riches acquéreurs de pratiquer le faire-valoir direct ou de résider sur les terres. Le contrat de *mgharsa*, bail à comptant associant l'agriculteur tunisien et le nouveau propriétaire français du sol et aboutissant au terme de 10-15 ans au partage égal de la plantation, permet aux nouveaux acquéreurs de posséder d'immenses oliveraies. Quelques grandes sociétés (Domaine Chaâl) prennent en mains leurs vastes propriétés vouées à l'olivier grâce aux très gros moyens financiers dont elles disposent.

Ainsi de 1892 à 1902, la propriété coloniale française prenait-elle une extension considérable.

	1892	1897	1902
Français	402.211 ha	467.372 ha	576.933 ha
Italiens	27.358 ha	39.523 ha	36.469 ha
Autres		21.852 ha	39.476 ha

Les terres sialines intégrées au domaine colonial entrent pour 50% dans ces totaux.

La colonisation française reste néanmoins, dans sa majorité, spéculative et indirecte : les propriétaires français font mettre en valeur leurs terres par des gérants italiens ou des *mgharsi* tunisiens (région de

Sfax) ou quelquefois dans le Tell par des *khammès* en moins grand nombre.

La colonisation directe par l'élément français n'intéresse que 8.000 à 9.000 hectares environ sur 580.000 hectares acquis par les européens. La spéculation se déchaîne dès l'acquisition des terres domaniales par les capitalistes français. Une partie des domaines acquis par les organismes bancaires (Société Marseillaise de Crédit ; Crédit Foncier ; Banque de Tunisie) ou par de grosses entreprises (Bône-Guelma, Sfax-Gafsa) sont revendus à des prix supérieurs par lots de formats variables. Les attributaires sont indifférents à la nationalité des acquéreurs des lots et se soucient surtout de faire de bonnes affaires.

La colonisation spéculative provoque un afflux d'italiens avides de terres ou volontaires pour toutes sortes de travaux sur les exploitations agricoles ; des émigrés siciliens achètent dans la région du Cap Bon vers 1886-87 des lots vendus à 150 francs l'hectare payables en dix ans. « La Société Franco-Africaine bénéficiaire de l'opération réalisait une plus-value de l'ordre de 30% sur les terres nues, par rapport à la somme versée à Khayreddine »."

Transformées par le travail tenace des nouveaux acquéreurs, ces terres se couvrent d'un beau vignoble et par contrecoup donnent aux terres voisines de la région de Bou Fichta une plus grande valeur : celles-ci sont vendues à des italiens sur la base de 300 à 350 francs l'hectare. Aux alentours de Tunis, dans la région de Naâssen, les terres se vendent à 500 francs et davantage l'hectare. La « colonisation par les italiens » se fait aussi par concession de terres en métayage. Dans la région de Jedeïda, de grands propriétaires français installent près de 80 familles de métayers italiens. Au Khanguet, des officiers de l'armée française devenus propriétaires procèdent de la même façon. Des banques ou de simples particuliers créent les villages de Zaïana, Bou Argoub, Semech qui sont bientôt peuplés en grande partie par des italiens.

Dans les régions de Tunis, Bizerte et Grombalia, des vignerons italiens sont installés par des colons français sur des terres que les italiens plantent et travaillent jusqu'au moment où elles parviennent au stade de production. Le lot mis en valeur est alors partagé entre le colon français et le *mgharsi* italien. Une grande partie de la petite propriété

italienne résulte de la vente de terres alloties par les grands propriétaires d'origine française peu intéressés par une mise en valeur directe, mais spéculant sur la hausse du prix des terres acquises dans des conditions particulièrement avantageuses.¹²

La colonisation officielle et l'accélération du processus de domanialisation (1892-1940)

L'augmentation du nombre de colons italiens qui contraste avec la très faible densité de français résidant dans les campagnes tunisiennes, provoque une vive réaction. Submergée par l'élément italien, la colonie française craint que les terres offertes aux colons d'origine française ne soient épuisées. Organes de presse, Chambres d'Agriculture, représentants de la colonie, dont le plus virulent était de Camières, fondateur du journal « La Tunisie française », demandent que la colonisation soit organisée systématiquement par les autorités du Protectorat dans l'intérêt exclusif des colons d'origine française par la mise en vente des meilleures terres du Domaine, par une politique de crédit agricole, par l'équipement des régions colonisées (routes, voies ferrées, adductions d'eau, etc.), par la création de centres ruraux de colonisation et par une union douanière ouvrant largement le marché français à la production agricole coloniale.

Des français d'Algérie venus en assez grand nombre en Tunisie comme gérants ou chefs de culture font pression dans le même sens. La « Société des Fermes françaises de Tunisie » créée en 1898 et dont la direction est confiée à Jules Saurin, partisan acharné de la colonisation par les français, et la campagne de presse qui fait écho en France aux réclamations des colons, contribuent à donner à la politique coloniale une nouvelle orientation. Les colons français, peu nombreux mais très influents, poussent Résidents Généraux et Directeurs d'administration à prendre les mesures qui favorisent l'établissement de nouveaux colons d'origine française et qui leur facilitent la tâche.

Dès lors, pour attirer et surtout fixer le plus grand nombre de français sur des lotissements agricoles, les autorités du Protectorat entreprennent d'« étatiser » le maximum d'espace colonisable et d'y établir le maximum de familles françaises : c'est l'ère de la colonisation officielle,

organisée, encadrée et financée par les autorités coloniales. La loi, sous forme de décrets beylicaux signés par le Bey sous l'instigation du Résident Général, légalise les mesures de domanialisation des terres de toutes origines : privées, collectives, habous, forestières, etc. Ce fut, de la part des autorités coloniales, une véritable frénésie d'acquisitions, d'expropriations, de domanialisation tendant à étendre indéfiniment le domaine de l'Etat qui sera bientôt alloti par les services de la Direction de l'Agriculture au profit des futurs colons.

La phase de la colonisation officielle contribue à bouleverser dans leurs fondements les paysages et les structures économiques et sociales de la Tunisie. Les autorités du Protectorat mobilisent les moyens législatifs, financiers, administratifs, techniques, politiques pour faire de la Régence une « Tunisie française ».

En outre, les autorités du Protectorat mettent à la disposition des colons français d'énormes moyens financiers. Le décret du 1er décembre 1897 crée un « fonds pour dépenses extraordinaires de colonisation » destiné à l'achat de terres ; le décret du 25 décembre 1900 accorde une première dotation de 1.500.000 francs pour couvrir les dépenses d'acquisition et de défrichement de terres nouvellement concédées aux futurs colons. C'est ainsi que 10.000 hectares sont rachetés à la famille de l'ancien ministre Khayreddine dans la région de Bou Salem (ex-Souk El Khemis) à la Merjat Khayreddine et allotis au profit de colons avec de larges facilités de paiement. Comme le secteur était en grande partie marécageux, les travaux de défrichement et d'assainissement sont réalisés aux frais de l'Etat. Le fonds permet aussi le rachat à la Société Foncière de Tunisie de 3.500 hectares dans le secteur de La Momaguia et réalise l'acquisition de terres situées dans les régions du Kef, de Medjez El Bab, de Mateur et de Tunis.

Pendant la durée du premier conflit mondial, les efforts de domanialisation et de colonisation connaissent un certain répit, mais au lendemain de la guerre, ils reprennent de plus belle. Le péril italien devient aux yeux des autorités du Protectorat un véritable danger car les Italiens, pendant toute la durée du conflit, ont pu accroître leur espace agricole à partir de terres achetées à des tunisiens, voire aussi à des français.

L'exploitation agricole

Au cours des dix premières années du protectorat, la propriété coloniale française s'est étendue à 577.000 ha, et à 36.500 ha de propriété italienne. La politique de colonisation officielle a encore accéléré, jusqu'à la grande crise de 1929-30, le processus d'appropriation par le moyen de l'étatisation puis la redistribution des terres Habous, des terres collectives et des terres forestières. Le refoulement des paysans tunisiens dans des lotissements aménagés dans les secteurs les moins favorables à la culture, la réduction des terrains de parcours et l'extension du machinisme agricole ont provoqué un chômage massif et un exode continu de familles sans ressources vers les grandes villes.



Deux exemples de modernisation : la batteuse mécanique (en haut) et la moissonneuse batteuse (à droite).



Par ailleurs le prix des terres agricoles connaît à la fin du conflit une augmentation sensible liée à une série de bonnes années agricoles, d'où l'accroissement du nombre de candidats à l'achat de lots de colonisation. Les autorités du Protectorat engagent alors des moyens considérables pour se procurer des terres à mettre à la disposition des nouveaux colons. Par exemple, une dotation de 20 millions de francs, accordée par le Parlement français en 1920 à l'Etat tunisien, permet l'allotissement de plus de 20.000 hectares dans les régions de Bizerte, Bou Arada, El Aroussa, Zaghouan, le Kef, Bir Mcherga, etc.

Le programme d'acquisition et d'allotissement se poursuit jusqu'à la grande crise de 1929-30.¹³ Près de 200.000 hectares sont mis par le Domaine à la disposition de la colonisation.

Une série de dispositions législatives sont promulguées pour favoriser les français et pour les contraindre à résider sur leurs exploitations. Le décret du 12 juillet 1910 leur interdit pendant une période de dix ans la vente du lot concédé ; celui du 1^{er} juillet 1924 les oblige à y résider pendant 20 ans et à y construire une maison d'habitation, des bâtiments d'exploitation et à mettre en valeur le lot dans les délais fixés par l'acte de concession.

Les conséquences de la colonisation sur la population rurale tunisienne

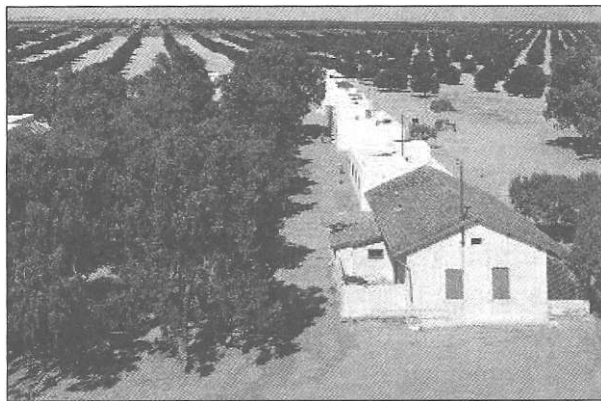
a- La paupérisation de la paysannerie tellienne

Pendant toute la période de la colonisation spéculative (1882-1892), l'exploitation indirecte des terres coloniales avait permis aux occupants traditionnels, paysans et éleveurs tunisiens, de les exploiter comme par le passé, moyennant un loyer fixé à un taux sans cesse plus élevé au propriétaire du sol. La population tunisienne était encore peu nombreuse et les techniques utilisées par les européens ne permettaient de cultiver qu'une partie des terres qu'ils détenaient. A partir de 1892, la politique de « colonisation officielle » qui tendait à fixer les colons sur leurs exploitations et à encourager par tous les moyens la mise en valeur directe allait provoquer de graves bouleversements.

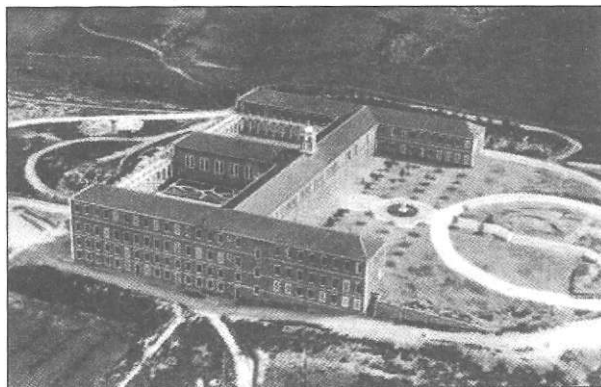
Pour faire place nette aux colons, les autorités du Protectorat pratiquaient d'abord la politique des « réserves » : les populations qui

Le monde rural

Les grands domaines ont revalorisé et modernisé l'économie agricole, introduit l'exploitation industrielle et multiplié les rendements des céréales, de l'olivier et de la vigne. Cette politique a entraîné une paupérisation catastrophique de la paysannerie tunisienne qui, chassée de ses terres, est restée de surcroît enfermée dans ses pratiques archaïques pour le labour traditionnel, le puisage de l'eau et l'habitat rudimentaire.



Les grands domaines dans la région de Sfax, spécialisés dans l'olivier.



Domaine de Thibar (vigne) exploité par une communauté religieuse chrétienne



Habitat rural



Puisage de l'eau

vivaient sur les terres prises par les colons étaient refoulées et parquées sur des lotissements aménagés dans les secteurs les moins favorables à la culture, celles qui servaient surtout de terrains de parcours pour les troupeaux.

Après la Première Guerre Mondiale, la colonisation s'emparait des terres de parcours et réduisait la main d'œuvre agricole en utilisant désormais un puissant outillage mécanique pour exploiter elle-même les vastes étendues dont elle dispose. Il fallait souvent que le colon recourût à la force pour chasser les fellahs installés depuis des temps immémoriaux sur leurs terres.

En 1920, les incidents mettaient aux prises à Sidi Thabet (au Nord-Ouest de Tunis) occupants tunisiens et colons venus s'installer sur les lots qui leur avaient été attribués ; d'innombrables protestations envoyées par les refoulés affluaient à l'Ouzara et au Bey entre 1900 et 1920. Cette évolution était d'autant plus dramatique que les effets de la colonisation officielle se conjuguèrent avec un accroissement démographique qui, au lendemain de la Première guerre mondiale commençait à devenir important.

Les conséquences de cette situation n'échappaient pas aux autorités qui sentaient déjà le vent du mécontentement se lever et une sourde colère gronder parmi la population tunisienne. Le mécontentement s'exprimera en 1920 sous la plume d'Abdelaziz Thaalbi qui écrit dans " La Tunisie martyre " :

« Les fellahs sont devenus la plèbe des nouveaux maîtres ; ils cheminent le long des routes en proie à la faim, mauvaise conseillère ; ils désolent les villes de leur misère encombrante ; ils se sont dirigés vers le désert aride et tragique à la poursuite d'une subsistance dont le mirage s'éloigne éternellement.

« Lorsque le Gouvernement a installé le colon, il n'a pas eu, en effet, la charité de réserver aux malheureux dépossédés le moindre coin où ils auraient pu planter leur tente, faire paître leurs troupeaux. Si la misère, l'attrait du pays natal les retiennent sur le sol où repose la dépouille de leurs aïeux, ils sont tolérés sur une terre qui, pour eux, est devenue inhospitalière. Le servage est la rançon de leur amour pour les lieux qui les ont vus naître, eux et leurs ancêtres. Cette rançon est d'autant plus

cruelle que, sans respect pour les morts, le colon bouleverse les cimetières avec la charrue ; les ossements des morts servent à engraisser ses champs : le maître ne s'enrichira que plus vite.

« Quelles que soient nos répugnances et notre douleur, nous devons faire éclater les véritables caractères de la colonisation française en Tunisie ; c'est une lutte à mort, une croisade dirigée contre notre société ; c'est le brigandage organisé de nos richesses »¹⁴

La politique de « recasement » des populations refoulées des terres coloniales et leur cantonnement sur des lotissements dont on leur reconnaissait la propriété engendrait des injustices criantes et provoquait le déracinement d'un nombre très élevé de fellahs. Seules les catégories privilégiées qui disposaient d'un ou plusieurs attelages, d'abris pour le cheptel et d'autres moyens de production s'étaient vu attribuer des lots de plusieurs hectares. Mais la majorité des attributaires n'obtenaient que de petits lots (5 à 10 hectares) à peine suffisants pour survivre. Ces lots sont pour la plupart situés sur des sites escarpés, broussailleux, dont la vocation céréalière est médiocre. En 1907, les colons du Goubellat qui se plaignaient des débits de pacage et de déprédations que les Abadlia commettaient sur leurs terres obtenaient qu'ils fussent expulsés. L'Administration leur avait assigné la région du Jebel Mansour, mais pendant quatre ans, les Abadlia tentaient de résister à la mesure qui les frappait. Ils essayaient vainement d'apitoyer sur leur sort les autorités régionales et centrales. En février 1914, ils étaient chassés de vive force par la gendarmerie et dispersés. « Comment, s'écrie Jean Poncet, des populations ensemençant chaque année 400 hectares à Jeradou, plus de 300 hectares comme à Sbeitla, 2500 comme au Goubellat (...) eussent-elles pu se satisfaire de l'attribution respective de 430 hectares à débroussailler, de 6000 hectares en majeure partie montagneux et sans eau, de 4500 hectares essentiellement constitués par des coteaux non défrichés ? »¹⁵

Il était devenu impossible pour ces populations dépossédées de pratiquer, comme par le passé, l'agriculture extensive traditionnelle qui n'était certes pas particulièrement productive, mais qui était adaptée à la densité du peuplement, aux conditions du climat et aux techniques dont disposaient alors les paysans essentiellement céréaliculteurs et éleveurs.

Cette agriculture nécessitait des espaces étendus à l'intérieur desquels les déplacements se faisaient des zones de parcours aux champs cultivés. Or l'appropriation de milliers d'hectares par les colons, en limitant les espaces de plaine, allait bouleverser, voire anéantir cet équilibre. Il en résulte une tragique vulnérabilité des fellahs aux variations interannuelles. Les terres cultivables qui restent aux mains des fellahs ne leur permettent guère de stocker suffisamment de céréales en vue des années de mauvaises récoltes. Dès que survient une année ou une succession d'années sèches, c'est la pénurie totale des grains et souvent aussi la famine et l'exode. C'est ce qui est arrivé en 1936-37 par exemple, ou en 1945-47 où, aux privations endurées pendant l'occupation allemande et anglo-américaine, s'est ajouté l'épuisement quasi total des réserves familiales de céréales.

La diminution spectaculaire de l'espace réservé aux parcours, en entraînant le recul de l'élevage, provoquait l'abandon de la tente et la construction de gourbis. La tente, habitat adapté au climat et à un genre de vie fondé sur l'équilibre entre l'agriculture et l'élevage, devenait non seulement inutile mais coûteuse. L'enquête réalisée en 1921 par le géographe Augustin Bernard sur l'habitation rurale en Tunisie a montré que, dans la région de Tunis et dans le Tell inférieur où la colonisation est particulièrement dense, la tente avait presque complètement disparu. La fixation dans des gourbis de fortune et l'abandon de la tente étaient un signe patent de paupérisation.

b- La formation d'une bourgeoisie agraire à l'école des colons

Après le passage aux mains des colons de la plus grande partie de l'espace agricole tellien appartenant aux hauts dignitaires de l'Administration beylicale (le plus souvent « mamelouk ») ou aux tenants de l'Autorité religieuse, la zone tellienne a vu apparaître, peu avant la Première Guerre mondiale, une nouvelle classe de gros propriétaires fonciers tunisiens dont la principale originalité est de pratiquer le faire-valoir direct sur de grandes exploitations avec les moyens et les techniques modernes introduites par les colons.

Jadis, le système de production agricole sur les vastes *henchir* beylik, habous ou privés, était fondé exclusivement sur le système de *khammassat*. Le faire-valoir était presque partout indirect. Son acteur principal était le *khammès*¹⁶ ou métayer au quint. Seuls les petits paysans possédant ou exploitant de 10 à 20 hectares et possédant un attelage sont à même de pratiquer le faire-valoir direct grâce à une main-d'œuvre familiale résidant sur l'exploitation. Avec leur outillage archaïque (l'araire en bois pour les labours, la *jarroucha* pour le battage, la faux pour la moisson etc.), un attelage de labour réduit à une ou deux bêtes (ânes, bœufs, mulets, chameaux), le *khammès* aidé par les membres de sa famille ne peut guère travailler plus d'une *méchia* par an, soit une dizaine d'hectares. Pour mettre en valeur le maximum de leur espace labourable, en particulier quand l'automne est pluvieux, les *Ouakaf* (gérants) ou locataires des *henchir* des dignitaires, font appel à plusieurs familles de *khammès*, leur fournissant au préalable avances et moyens de production.

Jusqu'aux années 20, date à laquelle les premières machines agricoles firent leur apparition en Tunisie, le système de production céréalier était quasiment bloqué parce que le nombre de *khammès* se réduisait au fil des ans. Etant donné l'archaïsme des techniques et la pénurie de *khammès*, la plus grande partie de l'espace céréalier était en friche ou en jachère. Ce phénomène était d'une part lié à l'effondrement démographique qu'a connu le pays tout au long du XIX^e siècle, séquelle des traumatismes dus aux famines, épidémies et révoltes qui ont ponctué ce siècle, et d'autre part aux besoins sans cesse croissants de main d'œuvre de la colonisation agricole.

Après la Première Guerre mondiale, il y aura certes un redressement du dynamisme démographique, mais l'immigration vers les villes, qui ne s'arrêtera plus, viendra réduire peu à peu les effectifs de *khammès* dont les rapports avec leurs utilisateurs étaient souvent conflictuels en particulier à cause de la grande instabilité de cette main d'œuvre et de l'état de dénuement physique et moral où elle était plongée depuis des temps immémoriaux.

La concurrence coloniale aggrave les tensions entre exploitants (directs ou indirects) et *khammès* et ébranle dans ses fondements l'ancien système de production céréalier.

Les nouvelles techniques fondées sur l'utilisation des machines agricoles vont bouleverser les rapports de production dans la quasi-totalité des régions céréalières en particulier celles où les plaines sont très étendues : c'est-à-dire les plaines où les colons et les gros propriétaires tunisiens sont nombreux et où les machines agricoles peuvent évoluer aisément (plaines de la Medjerda, de Mateur, de Bizerte, du Tell inférieur - Goubellat, El Aroussa -, du Haut Tell septentrional, etc.).

Déjà bien avant la diffusion des machines agricoles, un nouvel outillage a été introduit par les colons : les outils en fer, remplaçant les outils primitifs fabriqués en bois ; la charrue vigneronne, puis la charrue Brabant à plusieurs socs nécessitant un nombreux attelage et des bêtes vigoureuses pour son utilisation. La charrue vigneronne plus légère était davantage utilisée par les agriculteurs tunisiens, mais guère la charrue Brabant, apanage des exploitations coloniales qui disposaient d'un grand nombre de bêtes de labour. Les autorités coloniales exonéraient les utilisateurs de ces charrues de 90% du montant de la taxe du *Achour* et ce jusqu'en 1918, date à laquelle ce privilège qui profitait essentiellement aux gros agriculteurs était abrogé.

La dépendance vis-à-vis du *Khammassat* allait progressivement s'atténuer chez les gros et les moyens agriculteurs tunisiens dont un grand nombre se mettent à pratiquer le faire-valoir direct grâce surtout aux structures d'aides mises en place par les autorités du Protectorat pour diffuser les techniques et les méthodes que seule la nouvelle bourgeoisie agraire était à même d'assimiler et d'appliquer sur l'espace agricole qu'elle exploite. Dans un rapport rédigé par le Contrôleur civil de Medjez-el-Bab (Victor Mottes) en 1938, on lit ce qui suit :

« L'exemple des régions du Nord de la Tunisie qui sont mises en valeur par la colonisation française ou cultivées par des tunisiens compétents et pourvus de capitaux, conduit à penser que le *khammassat* disparaîtra de lui-même : le passage de cultures déficitaires à des cultures rationnelles s'accompagne toujours du remplacement du *Khammès* par un ouvrier agricole et le plus souvent sans changement de personne.

Dans le Nord des contrôles civils de Medjez-el-Bab, de Téboursouk et de Béja, dans les contrôles de Bizerte et de Tunis, le nombre de contrats de *khammassat* rédigés par les notaires, a diminué des 9/10^e. C'est la démonstration péremptoire que l'accroissement des richesses agricoles élimine progressivement le *khammassat* ». ¹⁸

La substitution des machines agricoles chez les colons et les gros et moyens céréaliculteurs aura des conséquences considérables. Avec le système du *Khammassat*, d'immenses étendues de terres agricoles restaient en friche ou en jachère. Avec les machines agricoles, l'espace cultivable connaît une extension considérable et les rendements — grâce à une meilleure préparation du lit de semence, à une véritable révolution dans l'organisation des travaux agricoles, dans la mise au point de nouvelles variétés de blé (rôle très important du Service Botanique de l'Ariana) — connaîtront eux aussi un accroissement spectaculaire.

Le revers de la médaille de l'utilisation des machines agricoles, c'est l'avidité jamais assouvie des colons et des gros agriculteurs tunisiens en terres agricoles, c'est l'expansion ininterrompue de la grande exploitation céréalière par l'achat ou la location au détriment des petits propriétaires dépourvus de moyens ou de gros propriétaires absentéistes. C'est la formation dans tout le Tell céréaliier d'une société rurale profondément inégalitaire qui élimine au fil du temps les petits au profit des gros agriculteurs. C'est une des causes principales de l'exode rural : les machines agricoles ne sont pas un facteur de peuplement des campagnes, mais au contraire un facteur de désertification de ces espaces et le phénomène amorcé au lendemain de la Première Guerre mondiale fonctionne jusqu'à nos jours.

Afin de s'équiper et de se moderniser, les gros agriculteurs céréaliers du Tell procédaient, à l'instar des colons, à l'immatriculation des terres qui leur appartenaient en propre. La procédure de l'immatriculation allait faciliter pour ces agriculteurs l'obtention de prêts bancaires qui leur permettaient d'acquérir divers engins agricoles particulièrement coûteux.

Les banques allaient jouer dans ce processus un rôle majeur (banques françaises comme le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie et banques tunisiennes, telles le Crédit Mutuel Agricole dont les prêts et

crédits accordés aux tunisiens passaient de 8.907.000 en 1938 à 23.730.000 en 1945). En 1920, Hassan Guellati, l'un des principaux acteurs du mouvement « Jeunes Tunisiens » et fondateur du Parti Réformateur en 1921 fonda en 1920 la Société « *An Nahdha al Iktissadiya* » dans le but de permettre aux grands agriculteurs de disposer de l'outillage moderne et des techniciens capables de les utiliser et de les réparer.

En 1922, la « Banque Coopérative financière » est créée sous l'égide de M'hamed Chenik afin d'aider les notables tunisiens (agriculteurs, commerçants, artisans), incapables de fournir les garanties exigées par les banques françaises, à obtenir des crédits.

Dans cette dynamique qui allait entraîner des changements fondamentaux dans les structures du secteur agricole, surtout céréalier, le rôle des « Sociétés Tunisiennes de Prévoyance » n'était pas négligeable. Créées par le Décret du 20 Mai 1907, elles ont joué un rôle particulièrement important dans l'octroi des crédits à court et à moyen terme aux gros agriculteurs pour l'acquisition d'outillage agricole moderne, la construction de bâtiments d'exploitation (étables, écuries, hangars), de forages de puits, etc.

L'action des « Sociétés Tunisiennes de Prévoyance » avait permis la création en 1925 de l'Office Public du Crédit Agricole « qui accordait des crédits à court et à moyen terme. Le montant des crédits hypothécaires passait de 625.000 francs en 1919 à 37.962.740 francs en 1925 ».¹⁹ La plus grande partie de ces crédits était attribuée aux gros agriculteurs qui avaient les moyens d'offrir toutes les garanties à leurs créanciers et qui jouaient un rôle essentiel dans la gestion et la direction des Sociétés régionales de Prévoyance.

Afin d'initier les enfants des gros et moyens agriculteurs tunisiens à l'agriculture moderne, les autorités du Protectorat décidaient en 1921 de créer l'Ecole d'agriculture Sidi Naceur de Smindja dans la région de Zaghouan ; l'école était destinée exclusivement aux jeunes tunisiens, les futurs colons étant admis à l'Ecole Coloniale d'Agriculture de l'Ariana, créée en 1898, d'où sortiront les grands noms de l'agriculture coloniale dont le fameux Maurice Cailloux dont la ferme et le domaine domineront les plaines de Souk El Khemis (actuel Bou-Salem). Les

diplômés de Smindja pouvaient obtenir des lots qu'ils devaient exploiter directement et des crédits à court et à moyen terme.

En 1921, on créa l'Ecole d'Agriculture des Souassi dont l'enseignement était tourné essentiellement vers l'oléiculture. Elle recrutait exclusivement les élèves dont les parents étaient propriétaires. Ainsi, en une trentaine d'années, une classe de « nouveaux bourgeois » dont la richesse était fondée essentiellement sur l'exploitation directe de la terre, voyait le jour ; elle se montrait ouverte et réceptive aux techniques modernes et aux méthodes de gestion de l'entreprise agricole. Cette nouvelle classe se substituait à l'ancienne aristocratie terrienne qui vivait de la rente du sol en étant coupée des profonds changements qui se produisaient dans l'économie européenne, dans tous les secteurs, en particulier le secteur agricole.

Cette bourgeoisie qui maîtrise la langue française, étant passée par des établissements d'enseignement moderne (Collège Sadiki, Lycée Carnot, Ecoles d'Agriculture), et qui se tient au fait des nouvelles méthodes d'exploitation du sol appliquées par les colons, a rapidement amélioré ses rendements. Elle n'a guère cependant accédé au même niveau que les colons parce que ces derniers maîtrisent davantage les nouvelles techniques et que les terres des gros agriculteurs tunisiens sont moins fertiles et géographiquement moins bien situées que celles des colons : ces derniers s'étaient emparés des meilleures plaines du Tell céréalier ; même lorsque les terres coloniales se trouvaient dans des secteurs moins favorables, les colons s'ingéniaient à les aménager (avec l'aide et le budget de l'Etat) soit par des travaux de drainage et de bonification comme dans la belle plaine de la Merja de Bou Salem (Merja Khayreddine) où de vastes marais ont été asséchés et conquis par un groupement de colons, soit par des travaux d'aménagement des versants permettant la création de vastes oliveraies comme sur le domaine Cailloux de Bou Salem. Dès lors, il n'est pas surprenant qu'à partir de 1925-30, les rendements céréaliers atteignent 10 à 12 quintaux à l'hectare sur les exploitations coloniales, ceux des gros agriculteurs tunisiens plafonnant à 5-6 quintaux à l'hectare. C'est que les céréaliculteurs tunisiens sèment essentiellement le blé dur, écoulé surtout sur le marché intérieur et dont les rendements sont inférieurs à

ceux du blé tendre (dont la fameuse variété Florence Aurore), apanage de la colonisation, et en grande partie exporté.

Malgré cet écart dans les moyens et les résultats des deux catégories d'agriculteurs, les gros céréaliculteurs tunisiens ont connu, au lendemain de la Première Guerre mondiale, des années fastes qui leur ont permis d'agrandir leurs exploitations et d'accroître leur fortune. Entre 1914 et 1920, les grands agriculteurs telliens avaient pu acquérir près de 60.000 hectares ayant appartenu aux colons ; et ce grâce à une conjoncture agricole particulièrement favorable qui durera jusqu'à la Grande crise des années 30 : le prix du quintal de blé passe de 61 francs en 1922 à 91 francs en 1923 et 106 francs en 1924.²⁰ En même temps, les exportations de céréales vers la France connaissent le même rythme d'accroissement que la production, dont plus du tiers est exporté.

Il est vrai que les exportations de céréales coloniales représentent souvent le double de celles provenant du secteur capitaliste tunisien (grâce, on l'a vu, à tous les moyens dont les colons disposent pour produire davantage). Les gros agriculteurs tunisiens ont tiré néanmoins de la conjoncture économique des années 20 des avantages appréciables qui leur ont permis d'affermir leur position sociale et même aussi, dans une certaine mesure, leur poids politique : les sections tunisiennes ajoutées en 1907 aux deux Institutions « représentatives » — Conférence Consultative (créée en 1896) et Grand Conseil (1922) — comprenaient essentiellement les représentants de la Grande bourgeoisie tunisienne, y compris les gros agriculteurs, tandis que la Chambre d'Agriculture tunisienne du Nord était composée exclusivement par les représentants des gros agriculteurs de la zone tellienne.

c- Le Centre : la colonisation par l'olivier dans les Basses Steppes et l'arrière-pays de Sfax²¹

La domanialisation des terres « sialines » et des grands *henchir* habous et beyliks de la région septentrionale des Basses Steppes (Henchir Sbikha, 12.000 hectares), Saâdia et El Alem (16.000 hectares), Jebibina et Saouaf (19.000 hectares), etc. a permis aux autorités du Protectorat d'entreprendre une colonisation de grande envergure par

les capitaux : « On n'avait pas attendu la délimitation, du moins sur les terres salines, pour livrer les *henchir* domaniaux à la colonisation ». ²²

D'énormes lots avaient été attribués à des personnalités françaises : le Ministre Mougeot et ses associés obtiennent à Bouthadi sept lots de 4329 hectares, le Ministre Cochery et ses associés reçoivent aussi quatre lots d'une superficie de 5000 hectares. Le découpage des *henchir* en lots ne cessait pas jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale : le lotissement de Meknassi était réalisé en 1920-21, celui du habous de Sidi Mhedheb en 1927-28, celui de Gamouda en 1935.

La Compagnie de Chemin de fer Sfax-Gafsa se voit concéder un domaine de 21.500 hectares (domaine du Chaal) et 8.500 hectares le long de la voie ferrée.

Il n'était guère question pour les attributaires européens de « peupler » ces contrées steppiques, mais l'attribution des lots (aussi bien pour les européens que pour les tunisiens) était soumise à l'obligation de complanter la moitié du lot en oliviers (décret du 30 avril 1905). Dès lors, pour complanter leurs lots, la majorité des attributaires aussi bien européens que tunisiens (en général de gros propriétaires sfaxiens fidèles soutiens du pouvoir colonial) eurent recours au bail complant, ou contrat de « *mgharsa* », pratiqué en général dans les régions de culture intensive (Cap Bon, Sahel de Bizerte). Le système des *mgharsa* a été ainsi l'instrument de la création des oliveraies de l'arrière-pays de Sfax. Toutefois les attributaires des grands domaines comme celui de Chaal, de la Société civile de Bouthadi (5000 hectares), de la Société oléicole du Sud Tunisien (4500 hectares) entreprenaient l'exploitation grâce aux capitaux, tandis que les attributaires tunisiens de petits lots « fixés » sur les terres domaniales, les *mgharsi* sfaxiens, anciens semi-nomades devenus arboriculteurs, exploitaient leurs parcelles directement et par leurs propres moyens.

Mais la concentration de la propriété ne cessait guère au fil du temps, au profit des colons autant que des tunisiens : si les plus grands domaines étaient français, certaines propriétés tunisiennes dépassaient 1000 et 2000 hectares. « Dans le Cheikhat de Bir Ali ben Khelifa, sur six exploitations de plus de cinquante hectares, dont une seulement

appartenait à un colon, cinq avaient plus de 200 hectares et une seule 2690 hectares ».²⁴

Pour valoriser leurs propriétés non plantées, les gros exploitants constituaient de grands troupeaux de moutons qu'ils confiaient à des bergers Mthalth à Bouthadi, à Graïba, à Sidi Mhedheb. A la veille de l'indépendance, les tunisiens possédaient « 90% des 5.160.000 oliviers productifs ou jeunes du Contrôle Civil de Sfax et les européens 10%, dont les français 8% et les étrangers (maltais, grecs, italiens, suédois) 2% ».²⁵

Mais à l'instar des régions céréalières du Tell, une importante bourgeoisie sfaxienne à base essentiellement foncière s'est constituée à la faveur de l'énorme redistribution des terres menée par les autorités du Protectorat au détriment des « Jeddari » qui vivaient depuis des siècles sur des *henchir* confisqués, et souvent avec la complicité de notabilités régionales.

Mais à la différence des régions telliennes, la grande exploitation coloniale ou tunisienne de la Tunisie des Steppes a peu utilisé la panoplie d'outillage agricole utilisée dans le Tell,²⁶ car le sol généralement trop léger (essentiellement sableux dans l'arrière-pays de Sfax) ne s'y prêtait pas. En outre, comme le système de production reposait essentiellement sur le contrat de *mgharsa*, le travail de la terre, qui incombait pendant 10 ou 15 ans au *mgharsi* tunisien, était effectué presque toujours avec l'outillage traditionnel (labour avec charrue vigneronne, utilisation de la mhacha pour extirper le chiendent.. etc.) sur des plantations excédant rarement vingt hectares. Les utilisateurs de matériel agricole moderne (tracteurs, charrues polysocs, semoirs mécaniques, etc.) sont les grandes sociétés capitalistes qui disposent de vastes plantations (Chaal, Société des Olivettes du Sud tunisien, Société Civile Bouthadi, Société La Fauconnerie, etc.)²⁷ et qui exploitent directement leurs domaines à la manière d'une entreprise industrielle intégrant l'oléiculture à l'élevage et utilisant des huileries modernes (Chaal).

Cependant, cette économie ne servait guère les petits exploitants, encore moins les salariés. Dans ces régions de steppes, l'arboriculture et la sédentarisation condamnaient l'élevage qui subissait une régression importante chez les tunisiens ; de même l'espace consacré aux cultures

céréalières : l'orge en particulier, céréale de base des populations des steppes, a connu une réduction spectaculaire. Les paysans installés sur les lotissements créés par la domanialisation, ne disposaient que de lots exigus sur des sols squelettiques (les meilleures terres ayant été accordées aux colons et aux gros agriculteurs tunisiens) et se trouvaient obligés souvent de complanter d'oliviers au moins la moitié de leur lot et d'y construire une habitation ; aussi avaient-ils à peine l'espace nécessaire à la production des céréales indispensables à leur subsistance. L'argent que procure la vente de l'excédent d'huile produite dans les jeunes plantations, leur petit élevage, leur artisanat, complètent tout juste la satisfaction de leurs besoins en céréales et autres produits alimentaires (pâtes, sucre, thé), habillement, ustensiles, etc. En outre, le salariat dans une économie où prédomine la grande et moyenne exploitation²⁸ utilisatrices d'une main d'œuvre surtout saisonnière²⁹ est l'unique ressource pour le grand nombre de « Jeddari » chassés de leur espace ancestral par l'inique redistribution des terres parmi les colons, les gros propriétaires tunisiens et les « *arch* » aux notabilités influentes.

d- Les territoires du Sud : occupation militaire et exploitation des ressources hydrauliques

Les vastes espaces subdésertiques du sud de la Tunisie intéressaient peu la colonisation agricole. Seule la frange côtière Sud-Est (région de Zarzis) attirait la colonisation qui y créait de vastes plantations d'oliviers à l'instar de la région de Sfax, mais l'intérieur des territoires du Sud qui subit un climat semi-aride et un régime d'occupation militaire était épargné par l'« invasion » coloniale du reste du pays. Les premières terres collectives ayant fait l'objet d'un statut étaient celles qui s'étendaient dans les territoires militaires (caïdats des Matmata, de Nefzaoua et des Ouerghemma).

Le décret du 25 novembre 1918 les concerne essentiellement : la tribu est considérée comme propriétaire indivise de l'espace qu'elle occupe. L'article 8 du décret encourage l'appropriation privée des terres: « l'attributaire du lot est déclaré propriétaire par le Conseil de tutelle local s'il peut justifier de l'existence de seize arbres fruitiers en pleine croissance par hectare de terre cultivable après une période de six ans. »³⁰

Néanmoins les territoires du Sud restent soumis à une double tutelle : une tutelle à l'échelle locale représentée par le « Conseil de

tutelle local des Indigènes » et à l'échelle centrale par un « Conseil de tutelle central des Indigènes » dont le siège est à Tunis.³¹

Si les Autorités coloniales n'étaient guère particulièrement intéressées par la colonisation agricole des territoires du Sud (sauf dans la région de Zarzis où s'étendent les terres des Akkara), elles cherchaient, par contre, à obtenir la maîtrise des ressources hydrauliques souterraines, abondantes dans ces régions où les nappes superficielles surmontent de grandes étendues de nappes fossiles. Il fallait d'abord assurer aux forces françaises qui occupent ces régions l'eau potable dont elles ont besoin, et ce à travers la plus grande partie de l'espace subdésertique.

Par ailleurs, la maîtrise des ressources hydrauliques devait permettre aux autorités du Protectorat d'exercer — pacifiquement — un pouvoir d'organisation et d'encadrement de l'espace agricole disponible, c'est-à-dire irrigable, et des populations sédentaires (dans les oasis), semi-nomades et nomades, utilisatrices des ressources hydrauliques anciennement et nouvellement mobilisées. « Nous sommes en mesure de constater que l'exercice du pouvoir et le contrôle par les troupes françaises sur les immenses contrées sahariennes sont tributaires, dans une très large mesure, de la disponibilité de l'eau ».³²

Comme pour toutes les autres richesses du pays (terres agricoles, forêts, littoraux, minerais) à partir desquelles les diverses communautés autochtones tiraient leur subsistance, le pouvoir colonial allait annexer ces ressources à son « domaine » en promulguant une série de textes législatifs lui permettant d'exercer son pouvoir et sa maîtrise sur les ressources hydrauliques souterraines du pays. Au lendemain de l'installation du Protectorat, le décret du 24 septembre 1885 déclare les ressources en eau propriété domaniale, faisant partie intégrante du domaine public. Gestion et administration des ressources en eau sont confiées à la Direction Générale des Travaux Publics au sein de laquelle est mis en place un comité des eaux et un Service spécifique des eaux. Néanmoins, l'article 2 du décret reconnaît « les droits privés de propriété, d'usufruit et d'usage légalement acquis ».

D'autres textes seront promulgués afin de préciser les droits de l'Etat et des personnes privées ; ils attribuent davantage à l'Etat les

moyens d'accorder et d'exploiter les eaux « soit pour encourager les plantations coloniales, soit pour créer une clientèle politique parmi laquelle vont surgir de nouveaux privilégiés ».³³

Le décret du 5 août 1933 souligne davantage le caractère domanial de l'eau : tout utilisateur de l'eau est tenu d'obtenir une concession ou une autorisation des Services de la Direction des Travaux Publics.

Les textes législatifs donnant aux autorités du Protectorat toute latitude de disposer dans l'espace tunisien des ressources hydrauliques ayant été ainsi promulgués, la mobilisation de ces ressources par tous les moyens scientifiques, techniques et administratifs est du seul ressort des Pouvoirs Publics. Des « Officiers du Renseignement » dans les différents postes militaires disséminés à travers le Sud tunisien sont « chargés de réunir des renseignements géographiques et topographiques (...) Ils parcourent les circonscriptions, dressant les cartes du pays, des pistes, des puits (...) ».³⁴

L'inventaire des ressources hydrauliques existantes permettait de constater la très faible densité des points d'eau exploités avant l'occupation du pays et le caractère très sommaire des installations hydrauliques existantes. « Des puits indigènes existaient, mais ils n'étaient pas maçonnés intérieurement, se comblaient facilement, n'étaient pas visibles de loin et ne comportaient aucun appareil de puisage, aucun abreuvoir, aucun pavage. »³⁵

L'énorme effort déployé par les Officiers des Affaires Indigènes pour inventorier les disponibilités en eau souterraine - localiser les puits, déterminer les caractéristiques des eaux exploitables — aboutit en 1897 à l'élaboration d'un « Catalogue des ressources et installations hydrauliques de la Régence ».

Les premiers travaux d'aménagement hydraulique ont permis de corriger les défauts des installations précoloniales : curages des sources, entretien et réaménagement des puits existants et des vieilles citernes. On procédait ensuite à l'aménagement des puits artésiens et à l'exploitation des eaux de forage dans la région de Zarzis et dans le Nefzaoua.

De vieux puits de faible profondeur dans la zone des parcours de Ben Gardane étaient méthodiquement aménagés et maçonnés. « La création de ces puits allait modifier profondément l'économie de cette région. »³⁶

Puits artésiens et forages permettent un développement remarquable de l'irrigation et l'extension de l'espace oasien. De nouvelles oasis (Souk El Birz, Talmine, Douz, Golna) voient le jour dans le Nefzaoua ; dans la région de Zarzis, le nombre de palmiers passe de 20.000 à la fin du XIX^E siècle à 130.000 en 1931. L'oléiculture connaît elle aussi un développement considérable : en 1886, il y avait 20.000 hectares de terres plantées d'oliviers chez les Akkara ; en 1930, ces arbres couvraient déjà 600.000 hectares. L'aménagement des ressources hydrauliques dans la région permet la création d'une douzaine de domaines oléicoles français. « Les plus importantes exploitations européennes sont celles de la 'Société franco-tunisienne' et de la 'Société de Sidi Chemmakhia' qui, à elles deux, possèdent près de 10.000 hectares dont la plus grande partie est plantée d'environ 60.000 oliviers. La mobilisation des nouvelles ressources hydrauliques (sources, puits de surface, puits artésiens, forages) allait provoquer, comme dans les Hautes et Basses Steppes, une véritable révolution économique et sociale grâce à la substitution sur de grandes étendues de l'arboriculture (palmiers, oliviers, amandiers, etc.), du maraîchage, des cultures fourragères et céréalières au détriment des terres de parcours. Il en résulte un recul du nomadisme et la fixation progressive des populations dont le genre de vie était fondé essentiellement sur l'élevage des ovins, des caprins, des camélidés, etc. dans des agglomérations où les activités para-agricoles — le commerce, l'artisanat, les services — allaient connaître une remarquable prolifération.

Dans un espace où l'instabilité des communautés non oasiennes était la règle et l'extrême dispersion de l'habitat (tentes essentiellement) générale, la sédentarisation à proximité des terres irriguées allait provoquer la formation d'un habitat groupé sous la forme de villages et progressivement de véritables villes (Médénine, Kebili, Douz). « Cette fixation correspondait parfaitement aux plans et à la stratégie coloniale. Elle facilitait en effet un meilleur contrôle de ces populations belliqueuses et insoumises. La pacification du Sud ne passait pas forcément par les armes. »³⁷

La sédentarisation allait de pair avec un encadrement administratif et militaire plus serré et mieux organisé grâce à la multiplication des postes

et des centres d'établissement des forces d'occupation à travers les territoires du Sud. C'est ainsi que, dès 1889, Médenine était choisi comme principal centre du Cercle Militaire (qui comprenait les zones de l'Aradh, de Tataouine, Zarzis et Médenine) à cause de l'abondante nappe de Bir Harboub qui s'étend au Sud de Médenine.

Les menaces qui pesaient sur le Sud à l'approche de la seconde guerre mondiale ont poussé les autorités militaires à multiplier les travaux (recherches, études, aménagements) concernant les ressources hydrauliques du Sud tunisien, ressources destinées à approvisionner les postes militaires dispersés à travers l'espace saharien.

Le Service des eaux de la Direction des Travaux Publics est chargé d'établir des cartes topographiques et hydrogéologiques pour situer les nappes d'eau exploitables (carte de Médenine, Zarzis, Tataouine, Dhibet, Mchiguig, etc.), déterminer les points d'eau et la qualité des nappes. Elles constituent un outil précieux pour la mobilisation des abondantes ressources hydrauliques du sous-sol saharien et des grandes possibilités d'extension consécutive de l'espace irrigué.

La réorganisation de l'usage de l'eau

Les autorités du Protectorat ne se contentent pas d'étatiser les ressources en eau, de procéder au creusement de nombreuses sources et forages, d'aménager, surtout dans le Nefzaoua, de nombreux puits artésiens, de créer autour de ces points de nouvelles oasis ; elles procèdent à la création de nouvelles structures de gestion des eaux et des secteurs irrigués. A la gestion communautaire de type traditionnel,³⁸ elles substituent un type de gestion associative sous la forme d' « Association d'Intérêt collectif ». Il s'agissait alors « d'exploiter en commun ce bien qui est l'eau sans plus chercher à l'utiliser comme objet de pouvoir ».³⁹

Le décret du 5 août 1933 crée les « Associations spéciales d'Intérêt Hydraulique » tandis que celui du 30 juillet 1936 institue les « Groupements d'Intérêt Hydraulique » (GIH). L'Etat étend sa mainmise sur ces structures désormais soumises à son contrôle. En contrepartie, il les aide sur le plan technique en mettant à leur disposition techniciens et ingénieurs du Service des Mines et financièrement grâce aux facilités de crédit qu'il leur accorde par l'entremise du « Fonds Hydraulique Agricole ».

La domanialisation et la mainmise coloniale sur les terres habous

Les terres habous occupaient un espace considérable à la veille du Protectorat : elles s'étendaient dans toutes les régions du pays, aussi bien dans la zone tellienne que dans le Centre et le Sud. Ces biens de mainmorte, en principe inaliénables, sont de deux sortes, les habous publics et les habous privés.

Les plus importants habous publics appartiennent aux fondations pieuses : les zawias d'abord, matérialisées par les innombrables édifices qui parsèment les campagnes tunisiennes du Nord au Sud et de l'Ouest à l'Est et qui constituent avec les mosquées les principaux pôles de piété des ruraux et des citadins. Toutes les confréries (Rahmaniya, Qadrya, Aissaouia), toutes les grandes mosquées et leurs médersas, toutes les fondations destinées à soigner les malades de corps et d'esprit, à porter secours aux pauvres et aux handicapés (*tekya*) possèdent de vastes étendues de terres dans toutes les régions du pays. Elles leur ont été léguées par des privés avec ou sans descendance ou par des Souverains.

Ces terres habous s'étendent sur des dizaines de milliers d'hectares dans la Tunisie Centrale, les principaux étant le habous de Sidi Amor Bouhajla (110.000 hectares), de Sidi Khlif (17.000 hectares), de Haj Gacem (20.000 hectares) et d'Aziza Othmana (65.000 hectares).

Dans la zone tellienne, les habous de zaouias pullulent aussi, au Cap Bon en particulier : le habous de Sidi Jdidi Meaouiache. Sur ces terres vivent depuis des temps immémoriaux des populations semi-nomades dans les steppes et sédentaires dans le Tell, sans que leur établissement ait d'autres fondements que la tradition, la tolérance et aussi l'impossibilité matérielle de les déplacer. Ce sont les Jeddari, tribus ou familles « enracinées » sur ces terres.

Les occupants jouissent d'une location perpétuelle (*enzel*) des terres qu'ils exploitent ; l'avantage de ce type de location est de permettre à la fondation d'obtenir des revenus annuels fixes et de supprimer toutes les charges de gestion. Des enchères publiques, après avis d'expert, sont organisées par la Jamiaa des Habous (organisme administratif qui gère les biens de mainmorte) pour déterminer le montant de la rente à *enzel*.

Les Autorités du Protectorat procèdent en 1897 à un recensement des biens gérés par la Jamiaa pour permettre aux futurs colons, sur leur demande, de connaître les disponibilités foncières des habous publics et d'en réclamer la mise aux enchères publiques.

Le décret beylical du 13 novembre 1898 met en coupe réglée les terres des habous publics en permettant à la Jamiaa de mettre chaque année à la disposition du Domaine un minimum de 2000 hectares de terres cultivables. La Direction de l'Agriculture et du Domaine pouvait les céder à toute personne agréée par elle. Les terres tant convoitées des habous allaient passer petit à petit entre les mains des colons, lesquels n'auront plus à traiter directement avec la Jamiaa mais avec la Direction de l'Agriculture.

Par ailleurs, afin de préserver les terres que détenait encore la Jamiaa et d'en empêcher la cession à des tunisiens, la Direction de l'Agriculture obtient le droit de contrôler la gestion de la Jamiaa : aucun *en^el* ne pouvait être consenti, aucun habous de plus de 20 hectares ne pouvait être loué sans l'accord de la Direction qui devait empêcher toute cession de terres jugées intéressantes pour la colonisation. Ces mesures législatives qui liquidèrent pratiquement les habous publics étaient complétées par le décret du 2 janvier 1905 qui autorise le rachat de toute rente *à'en^el* sur la base de 20 annuités. Comme la somme représentant chaque annuité reste fixe et que la valeur de la monnaie ne cesse de se détériorer depuis la première guerre mondiale, le rachat devient une opération formelle d'appropriation à très bon compte.

Cependant, s'il s'agit de habous privés, le rachat ne pouvait se faire qu'avec l'accord des dévolutaires. Jusqu'en 1913, les habous privés sont moins profondément entamés par la colonisation que les habous publics. Les droits imprescriptibles d'un nombre considérable de personnes et de familles vivant de ces biens ne pouvaient être aliénés aussi aisément que ceux du domaine public. Les représentants de la colonisation avaient certes demandé en 1903-1904 l'abolition pure et simple de tous les habous publics ou privés, mais l'opposition vigoureuse soulevée de toutes parts empêcha les autorités du Protectorat d'en tenir compte. Dans une brochure intitulée « La propriété indigène et la colonisation » parue en 1906, Mohamed Zaouche s'élève en ces termes contre l'entreprise de

liquidation des terres habous : « L'Ordonnance de 1844 qui a supprimé les habous a eu des conséquences désastreuses pour les indigènes algériens qui ont perdu en un jour toutes leurs institutions... L'aliénabilité des habous privés ne profitera guère à la colonisation française qui, au 31 décembre 1904 ne comptait que 1593 propriétaires sur 637.502 hectares. Mais elle permettra aux spéculateurs et aux capitalistes de toutes nationalités de faire des placements avantageux, les bas prix devant résulter forcément de la simultanéité et de l'importance des rentes... »

Quant à Béchir Sfar, président du Conseil d'Administration de la Jamiaa, il lance dans un « Rapport adressé au Résident Pichon » (15 septembre 1903) cet avertissement angoissé : « Si l'exclusion des Habous privés était adoptée, la population agricole indigène serait vouée à l'émigration ou à l'asservissement et à la prolétarisation sur son sol natal. »

Afin de maintenir les « Jeddari sur des terres habous sur les lieux de leur naissance, le décret du 12 avril 1913 stipule que les occupants des terres habous privés ou publics qui pouvaient faire état de leur installation ancestrale sur ces terres avec le consentement de la Jamiaa ou des principaux dévolutaires et des mokaddems » pouvaient les prendre en *enzel*.

Le décret du 17 juillet 1926 donne le droit à l'occupant qui justifie la possession par lui-même ou par ses ascendants durant 33 années, de continuer à jouir d'une terre habous moyennant une redevance à fixer dont le montant est modifiable tous les quatre ans.

Mais les terres habous non occupées, considérées comme « terres mortes », seront la proie de la domanialisation.

La domanialisation des espaces forestiers

Comme pour les terres du beylik et pour les terres collectives, habous publics et privés, les autorités utilisent l'arsenal législatif pour domanialiser les espaces forestiers et les mobiliser en grande partie au profit de la colonisation : c'est le but des décrets du 4 avril 1890, du 13 janvier 1896 et du 22 juillet 1903. « C'est par ces décrets spoliateurs sur les terres mortes et les forêts, avec la complicité du tribunal mixte, que

les Autorités du Protectorat ont pu réaliser des opérations de dépossession d'envergure englobant des centaines de milliers d'hectares ».⁴⁰

Le décret du 23 novembre 1915 énumère les conditions d'exploitation et de conservation des forêts, limitant à l'extrême les droits d'usage des populations tunisiennes établies dans les zones forestières ou à leur périphérie.

La délimitation du domaine boisé prévu par le décret du 22 juillet 1903 se fait, comme pour les terres collectives, de la façon la plus arbitraire. Les familles qui vivaient à l'intérieur de ces forêts ne pouvaient prétendre à des droits privatifs que si elles possédaient des titres. Or, la quasi-totalité des populations qui tiraient le plus clair de leurs ressources de la forêt (élevage, cultures, exploitation du bois) n'avait jamais envisagé l'éventualité d'un titre justifiant leur présence sur les terres qu'elles occupent. Plus grave encore, les opérations de délimitation de l'espace boisé incluaient dans cet espace des terres nues effectivement cultivées par leurs occupants.

Les droits d'usage de la forêt étaient cependant maintenus aux populations vivant au voisinage des forêts. Le droit de pâturage avec de nombreuses limitations et restrictions (limitation du nombre des animaux, interdiction de pénétrer dans les secteurs où les services forestiers entreprennent des travaux, etc.), le droit de ramassage du bois pour la construction et le chauffage, la mise en culture des petits lopins, l'exploitation de l'alfa, etc.), toutes ces concessions entraient dans le cadre de la mise en valeur par la « fixation des indigènes au sol »⁴¹ et profitaient aux personnes dans le cadre d'une jouissance collective. Elles permettaient aussi de fixer une main-d'œuvre nécessaire aux travaux forestiers et aux exploitations agricoles coloniales qui se créaient sur les terres soustraites au Domaine forestier et accordées aux colons. Car les colons ont largement profité des opérations de délimitation. L'un des buts principaux des opérations de délimitation prévues par le décret de 1903 est la reconnaissance des secteurs des zones boisées qui allaient être déclassés et mis à la disposition de la colonisation. Selon diverses estimations, les secteurs forestiers déclassés s'étendaient sur une superficie de 250.000 à 350.000 hectares⁴² et avaient permis l'installation

de près de 2000 colons, essentiellement dans les régions de Tunis, de Zaghouan, de Béja et de Téboursouk. Une fraction seulement des secteurs déclassés était accordée aux occupants afin de les sédentariser et de les amener à pratiquer l'agriculture. D'autres secteurs étaient déclassés pour la création de villages, de gares (gare de Sejnane), d'exploitations minières (Jebel Kabbouch, Jebel Chaambi, etc.). « Quel que soit l'objet de ces déclassements, ils provoquèrent le dépouillement des populations installées dans les clairières et au voisinage des forêts de leurs parcelles et de leurs terres de parcours. »⁴³

Cette politique de spoliation a provoqué un grand nombre de plaintes et de contestations de la part des populations lésées. De graves incidents ont éclaté en 1925 entre les autorités et les populations occupantes du Jebel Mansour qui bloquèrent le processus d'immatriculation (15.000 hectares) en faveur du Domaine.

Les vives réactions opposées aux opérations de « déclassement » de l'espace forestier, tant des populations lésées que de nombreux membres de la Section tunisienne du Grand Conseil amènent les autorités du Protectorat à promulguer le décret du 6 mai 1930 qui donne aux populations le droit de s'opposer à une réquisition de l'Etat relative à un terrain déjà déclassé, en vertu de son droit de possession. Mais cela n'empêchait pas les autorités du Protectorat de poursuivre leur œuvre de dépossession des populations forestières qui devaient accentuer la déstabilisation de la société tunisienne, déjà entamée depuis le début de la colonisation.⁴⁴

Dans le « Bulletin Economique et Social de la Tunisie » (Janvier et Octobre 1949), le juge Buthaud déclare : « Ces commissions⁴⁵ n'ont pu suivre effectivement les limites des périmètres forestiers soumis à leurs opérations ; et en ce qui concerne les limites, elles se sont bornées à entériner le travail établi par le Service des Forêts. Il leur était matériellement impossible d'examiner les limites générales et à plus forte raison de statuer en connaissance sur les déclarations ou communications de titres qui pouvaient leur être faites. »

N'étant pas entourés de garanties suffisantes, les travaux de délimitation et de reconnaissance des terres forestières n'ont pas reçu l'agrément du Tribunal Mixte. Dans son rapport, le juge Birot affirme

que « les décrets d'homologation des travaux des commissions de délimitation n'établissent qu'une présomption de domanialité, présomption d'ordre technique quant aux caractères forestiers, présomption d'ordre juridique quant aux droits exclusifs de l'Etat... » Dès lors, le Tribunal Mixte refusait, dans un grand nombre de cas, l'immatriculation au profit de l'Etat des zones forestières abusivement incorporées au Domaine.

Il est vrai que jusqu'en 1925, ces zones n'intéressaient pas encore au premier chef la colonisation agricole, mais l'épuisement du stock foncier dans la zone tellienne, voire aussi dans les Basses Steppes, poussait les autorités du Protectorat à grignoter sans cesse au profit de la colonisation les marges et les clairières des zones boisées.

la mainmise sur les terres dites « collectives »

Les terres collectives, dans la terminologie coloniale, sont les vastes henchir habous ou privés sur lesquels les « Orouch » (pluriel de Arch) vivaient d'élevage et d'agriculture depuis des siècles : céréaliculture vivrière et secondairement arboriculture (olivier). Elles s'étendent sur près des deux tiers du pays dans des régions aussi variées que les plaines, les plateaux et les montagnes du Centre, de la frontière algérienne au littoral méditerranéen, de la Dorsale aux plateaux et plaines présahariennes.

Depuis les débuts du Protectorat, l'espace dit « collectif » donne lieu à de longs débats juridico-politiques, le but essentiel étant de légiférer à tour de bras afin de « domanialiser », c'est-à-dire de s'approprier la plus grande partie des terres. Dès l'installation du Protectorat, l'Etat tunisien — en l'occurrence les autorités du protectorat — s'arroge un droit éminent sur ces territoires. Le décret du 14 janvier 1901 affirme d'une manière claire et nette le droit éminent de l'Etat sur les terres collectives des tribus lesquelles ne peuvent y revendiquer qu'un droit de jouissance. Le décret ordonne la délimitation des territoires sur lesquels évoluent les tribus et l'élaboration d'une législation régissant ces territoires.

En fait, par décret du 14 janvier 1901, l'Etat s'arroge la propriété des terres collectives, interdisant toute opération d'aliénation au profit des occupants. Les « terres collectives » sur lesquelles vivaient depuis des

siècles des dizaines de milliers de familles sont ainsi considérées comme des « terres mortes » mobilisables en tout ou en partie au profit de la colonisation. Les terres collectives du bled Meknassi, Snes, Zannouch, soit 5.500 hectares, sont « domanialisées » par le décret du 5 août 1899. Le décret du 14 janvier 1901 fait subir le même sort aux terres collectives du bled Gammouda au Nord du caïdat des Hmamma.

Les remous provoqués par la spoliation des innombrables collectivités rurales dispersées à travers le pays donnent lieu à de longs débats mettant aux prises des juristes plus ou moins favorables aux droits, en principe inaliénables, des tribus. Elle oppose de même, dans des procès retentissants, les tribus (Souassi et Zlass) menacées d'expropriation et les spéculateurs européens (Affaire Couctas).⁴⁶

Si dans un petit nombre de cas, les tribus obtiennent gain de cause, dans d'autres - les plus nombreux — les autorités coloniales et le Tribunal mixte imposent leur verdict pour intégrer au Domaine des pans entiers de « terres collectives », essentiellement les terres du Centre du pays, celles qui présentent de réelles potentialités agricoles (céréaliculture, élevage et arboriculture). Les territoires militaires du Sud intéressent moins les autorités coloniales du fait de leurs très faibles potentialités agricoles et de leur climat aride. Le décret du 25 novembre 1918 reconnaît aux populations de ces territoires les droits indivis qu'elles exercent sur les terres qu'elles occupent et encourage le processus d'appropriation des terres après accord du Conseil de tutelle local.

Après la crise de 1929-32, la dégradation de la situation économique et sociale, la reprise d'une activité nationaliste radicale (naissance du Néo-Destour en 1934), la vigueur des campagnes de presse d'inspiration nationaliste qui dénonçaient le processus de spoliation de toutes les catégories sociales du pays et en particulier les catégories rurales, obligent les autorités du Protectorat à chercher un équilibre « entre les impératifs de la colonisation et du peuplement français » et « les intérêts des populations locales ».⁴⁷ Le décret du 30 décembre 1935 reconnaît à la tribu ou la fraction de tribu le droit d'obtenir la personnalité civile lui permettant d'exercer ses droits sur les terres qu'elle occupe depuis des temps immémoriaux. Elle doit au préalable

faire l'objet d'un décret de reconnaissance qui constate sa présence sur ces terres. Mais le droit de propriété n'est pas clairement accordé à la tribu, celle-ci n'ayant que le droit de jouissance, droit exercé sous la tutelle de l'Etat « ce qui signifiait que celui-ci continuait à être le propriétaire éminent de ces terres. »⁴⁸ La délimitation de l'espace reconnu à la tribu est préalable à toute opération de reconnaissance de ses droits. La délimitation permet aux autorités du Protectorat de « domanialiser » les terres qui échappent à l'emprise de la tribu. Dès lors, ces terres peuvent être alloties et attribuées à la colonisation. Progressivement, les terres collectives passaient de l'appropriation familiale au sens large, ou plus généralement de l'appropriation de la sous-fraction ou de la fraction de tribu, à l'appropriation individuelle, ou plutôt à celle de la famille *stricto sensu*. Ce phénomène représente au fil des ans une véritable révolution aux multiples conséquences.

Des commissions spéciales attribuent les lots destinés aux familles qui répondent aux exigences de la loi de 1935. « La commission procédait au classement des demandeurs en tenant compte le plus possible des affinités et des groupements de familles, des ressources et des moyens d'exploitation ».⁴⁹

Les premiers servis sont les mutilés de guerre et les anciens combattants. « Le loyalisme envers la France avait permis à plusieurs dignitaires et chefs de tribus de bénéficier de ces lots ».⁵⁰

Nul phénomène n'a davantage contribué à créer les énormes différenciations sociales générées par le processus de « domanialisation » et d'attribution des lots à quelques familles des sous-fractions de tribus. Les notabilités locales ayant témoigné leur fidélité à la France, d'habiles accapareurs sans scrupules parviennent à s'attribuer une grande partie des lots mis à la disposition des communautés rurales par les Commissions d'attribution.⁵¹

Dans tous les cas, pour obtenir un lot — sous forme de location avec promesse de vente — il fallait impérativement répondre à un certain nombre de critères : pratiquer l'exploitation directe, s'installer personnellement sur le lot ou dans une agglomération voisine, procéder à un certain nombre d'aménagements sur le lot (construction d'une maison, de bâtiments d'exploitation, payer le prix du lot par annuités — une vingtaine).

Dans la plupart des cas et à l'exclusion des lots attribués aux notables (qui peuvent atteindre plusieurs dizaines d'hectares) la quasi-totalité des attributaires obtiennent des lots de faible étendue ; en principe, la superficie du lot dépend du nombre d'attelages que possède l'attributaire. Comme les plus chanceux ne possédaient qu'un seul attelage, la majorité des lots ne dépassent guère la dizaine d'hectares.

Considérant en outre que l'outillage agricole des fellahs était archaïque, les autorités accordent à la majorité d'entre eux des lots dans des zones aux sols légers : sableux, ou sablo-limoneux peu propices à la culture des céréales comme le blé (culture exigeante). Les meilleurs lots situés dans les secteurs où les sols peuvent être travaillés par des engins mécaniques sont attribués aux colons et aux gros propriétaires tunisiens.

Un certain nombre de petits lots (5 à 6 hectares) situés à proximité des exploitations coloniales sont attribués à des khammès et à des ouvriers agricoles appelés à être employés comme main-d'œuvre sur les fermes coloniales.

En fait, le but essentiel de cette politique de « fixation des indigènes » au sol était de soustraire aux Jeddari, propriétaires de fait depuis des siècles⁵², les vastes territoires des Basses et Hautes Steppes ; elle consiste en une chaîne d'opérations de dépossession, de déplacements, de recasement, affectant des populations sans défense livrées à la seule volonté coercitive des autorités du Protectorat et provoque en retour un nombre considérable de plaintes, de récriminations, de protestations chez la plupart des tribus (Zlass, Souassi, Mthalth, etc). En 1906, les Frachiche se lèvent en masse contre les opérations de délimitation : ils sont impitoyablement réprimés.⁵³

Cette politique de « Paysannat » ne fait qu'accroître la terreur de la dépossession foncière chez les populations du centre de la Tunisie. La réaction des communautés rurales consiste à édifier des clôtures autour des parcelles mises en culture et à planter des oliviers conformément aux exigences des contrats d'attribution des lots.⁵⁴ La conséquence en est l'extension remarquable de l'oléiculture à travers les Basses Steppes tunisiennes mais aussi le rejet d'un nombre considérable de familles de l'espace « collectif ». Cependant, la domanialisation et l'extension de l'espace colonial ne connaît guère de frein entre la fin du Premier Conflit mondial et la grande crise des années 30 : entre 1920 et 1925,

une trentaine de milliers d'hectares sont accordés à la colonisation dans la plaine de Kairouan et sur les meilleures terres de la région, tandis que les Zlass se voient attribuer des lots dans les secteurs qui servaient de parcours, c'est-à-dire les secteurs aux sols trop légers ou dans les dépressions aux sols salés, ou sur les versants de jebels recouverts de broussailles.⁵⁵

En outre, partout où les colons s'étaient implantés, les tunisiens ne sont plus les seuls à faire paître leurs troupeaux sur les parcours disponibles : ils sont concurrencés par ceux des colons dont le nombre ne cesse de croître. Entre 1920 et 1930, le cheptel ovin des européens est passé dans le Kairouanais de 4.122 à 36.707 têtes, soit un accroissement de 900% ; celui des caprins de 522 à 4.211 (800%)⁵⁶, ce qui entraîne une dégradation spectaculaire des sols dans tous les secteurs de parcours, en plaine et sur les versants des collines et des montagnes.

Les lotissements réalisés entre les deux guerres sur les henchir de Bouthadi, Cherahil, Sbikha, Jebebina, Saouaf et sur les domaines d'Ousseltia, Gamouda, Meknassi, Sned en faveur des colons d'une part et des tunisiens d'autre part, provoquent les mêmes distorsions que dans la région de Kairouan et ont les mêmes conséquences. Les lots attribués aux familles de condition modeste étant accordés en fonction de leurs moyens de production (attelage, outillage, etc.), leur superficie est minime et la semi-aridité du climat ne permet que des récoltes irrégulières.

L'élevage (ovins, caprins, camélidés), élément essentiel du système de production, est pratiquement asphyxié non seulement par la réduction des parcours, mais aussi par la fermeture du Tell, dont l'espace agricole est verrouillé par les colons.

Paysans pourvus de terre ou paysans sans terre possédant encore quelques têtes de moutons ne peuvent plus gagner le Tell ni pour chercher du travail (la mécanisation des travaux agricoles ayant diminué les besoins en main d'œuvre), ni pour utiliser les parcours jadis disponibles (friches, jachères, chaumes) — vitaux en année sèche — les machines agricoles ayant permis la mise en culture de la plus grande partie de l'espace agricole des plaines et des collines telliennes vouées jadis aux parcours.

L'équilibre établi depuis des siècles entre les terres de cultures et les terres pastorales à l'intérieur de l'espace steppique et celui qui existait entre les régions telliennes et celles de la steppe, aux économies complémentaires, est anéanti par la colonisation. Socialement, le déséquilibre est aussi dramatique : d'une part certaines familles sont parvenues à obtenir un lot de culture qui leur suffit à peine à survivre, d'autres familles de gros agriculteurs tunisiens ont bénéficié de l'attribution des lots, la plupart étant des soutiens du pouvoir colonial⁵⁷, enfin la masse des familles sont dépossédées soit par la volonté des colons soit par les commissions d'attribution des lots.

*Les moyens mis en œuvre pour atteindre
les buts de la colonisation officielle*

a. Financement et soutien de l'agriculture coloniale

La colonisation profite non seulement des disponibilités foncières et financières pour l'acquisition des terres domaniales, mais aussi des capitaux détenus par les succursales des banques françaises ou algériennes et une partie de l'épargne française en Tunisie, afin de s'équiper et d'accroître ses moyens de production. A l'instar de l'agriculture américaine, l'agriculture coloniale est avide de moyens de financement. Elle a un besoin constant de crédits pour l'acquisition de machines et d'outillage agricole, de crédits pour l'édification d'imposants bâtiments d'exploitation (étables, écuries, bergeries, ateliers de réparation mécanique), de crédits pour la construction de caves de vinification et de stockage du vin dans les plaines de Tunis, de Grombalia et de Bizerte et d'huileries pour les détenteurs de grandes plantations d'oliviers dans la région de Bou Salem (ex-Souk El Khemis).

Les organismes bancaires métropolitains et leurs filiales d'Algérie établissent, dès les premières années du Protectorat, des succursales : le Comptoir d'Escompte de Paris, le Crédit Foncier et Agricole d'Algérie, la Société Générale d'Algérie, etc.

Dès 1892, l'Assemblée Consultative demande la création d'une succursale de la Banque de France et la mise en place d'institutions de crédit, en particulier la création d'une banque agricole qui réescompterait les créances hypothécaires. En 1904, la Banque d'Algérie est autorisée à

émettre un papier-monnaie ⁵⁸ et le décret du 30 juin 1906 organise le Crédit Foncier de Tunisie.

En 1912, la convention passée entre l'Etat tunisien et la Banque d'Algérie accorde à celle-ci le privilège de l'émission des billets de banque en Tunisie et permet au Trésor tunisien d'obtenir de la Banque d'Algérie la somme de 1.600.000 francs que les Autorités du Protectorat s'empressent de mettre à la disposition des groupements de colons.

Le soutien de l'Etat, en s'accroissant avec le développement de la colonisation et l'augmentation du nombre des colons pratiquant le faire-valoir direct, prend des formes très variées : participation financière aux Caisses de Crédit Mutuel, au budget des coopératives agricoles, aux Sociétés d'Assurances Mutuelles, etc.

En 1906 est créée à l'instigation de la Chambre d'Agriculture présidée par De Carnières une Association agricole dans le but de fournir à ses adhérents les produits nécessaires à l'agriculture (semences, engrais, produits anticryptogamiques, etc.). Cette association se mue en Association des Agriculteurs de Tunisie et, à partir de 1907, devient la Coopérative Centrale des Agriculteurs, bénéficiaire à l'instar des Caisses de Crédit Mutuel, de l'aide financière de l'Etat. Cette aide est prodiguée aussi à un grand nombre de coopératives spécialisées qui structurent les secteurs de l'activité agricole coloniale : «Coopérative de motoculture » (1922), «Distillerie coopérative de Tunisie» (1925), «Société Coopérative des Docks et Silos à céréales de Tunisie » (1929), « Coopérative oléicole de Ghardimaou » (1928). Toutes ces coopératives reçoivent de l'Etat des avances sans intérêt remboursables en 25 ans et pouvant atteindre quatre fois le capital versé... Les vingt-neuf organismes coopératifs qui existaient vers 1930 ont reçu de l'Etat près de 10 millions de francs pour capital versé d'un peu plus de 3 millions. ⁵⁹

Les agriculteurs tunisiens, les gros agriculteurs en particulier dont les propriétés étaient immatriculées, ont théoriquement le droit d'adhérer à tous les groupements mais ceux-ci sont presque exclusivement formés d'européens.

b- Le développement d'un puissant outillage

Les énormes moyens financiers couplés avec les coopératives - incluant la puissante coopérative de Motoculture - dont disposaient

les colons telliens ont permis à ceux-ci de mécaniser à outrance, au lendemain de la Première Guerre mondiale, leur système de production.

Dès les premières années de la colonisation, les européens employaient un matériel agricole plus efficient que celui des agriculteurs tunisiens. La charrue en fer, en particulier, permettait d'approfondir les labours et de gagner à la culture des céréales les terres lourdes argileuses et alluviales. Un outillage varié — herses, rouleaux, semoirs — améliorait et accélérail les différents travaux agricoles, atténuait la menace des aléas climatiques et permettait de gagner de vastes étendues aux dépens des friches et des jachères. A partir des années 1920-1930, les colons qui exploitaient de vastes domaines dans les plaines telliennes (plaine de Jendouba, ex-Souk El Arbaâ, plaine de Bou Salem ex Souk El-Khemis, plaines de la basse Medjerda, plaines et collines du Tell inférieur : Goubellat, Bou Arada, El Aroussa, pouvaient tirer les meilleurs rendements des sols lourds argileux ou alluviaux (sol Tell) grâce à l'utilisation du tracteur à chenilles et aux charrues capables de labours profonds (charrues polysocs et charrues polydisques), d'un ameublissement et d'une aération spectaculaire des sols. Ils pratiquaient de plus en plus, au lieu de la jachère pâturée, élément essentiel de la rotation biennale traditionnelle, la jachère travaillée qui comporte des labours préparatoires de printemps. La culture sèche ou « dry-farming » était devenue la règle dans les plaines telliennes où les pluies annuelles, en général irrégulières, ne dépassent pas 450 à 500 millimètres (Vallée de la Medjerda, Tell Inférieur et Haut-Tell).

Le plus remarquable de ces colons de grande envergure est Maurice Cailloux qui a contribué à mettre au point les méthodes du « dry-farming » et utilisé systématiquement le matériel agricole des Etats-Unis. Son exploitation (2000 hectares) sur la colline du Koudiet, dans la région de Bou Salem, était un modèle du genre ; il excellait aussi bien dans la culture du blé tendre, de la variété Florence-Aurore⁶⁰, que dans celle de la vigne et de l'olivier.

Ces efforts sont soutenus par les autorités du Protectorat qui encouragent la vulgarisation des nouvelles techniques en créant en 1937 l'Office d'Expérimentation et de Vulgarisation agricole et qui protègent le marché du blé tunisien en frappant les blés étrangers en France de

droits sans cesse élevés.⁶¹ Les cours du blé sont constamment maintenus à un taux supérieur au taux mondial pour permettre aux colons de vendre au meilleur prix, en France, leur production céréalière.

Les superficies cultivées en blé tendre (le fameux blé boulanger) ne cessent de s'accroître : de 3000 hectares en 1930-31, elles passent à 80.000 hectares en 1941. La production céréalière dans son ensemble (blé dur, blé tendre, orge, avoine, etc.) fait un bond prodigieux ; la vente des blés tunisiens à l'étranger s'accroît en conséquence. Le blé tendre Florence-Aurore représenterait à lui seul 60% des exportations de céréales en 1935.

L'utilisation d'un abondant matériel agricole et le perfectionnement des techniques agronomiques sur les exploitations coloniales font de l'agriculture européenne en Tunisie l'une des plus modernes du monde : « elle dépasse de fort loin, assurément, l'agriculture française, par exemple, avec un tracteur pour moins de 45 hectares ensemencés (80 hectares avec les jachères travaillées) et une moissonneuse-batteuse pour 160 hectares. »⁶²

La mécanisation entraîne chez les colons un besoin insatiable de terres, car la mécanisation n'est rentable que sur de vastes parcelles groupées. Les autorités du Protectorat devaient, on l'a vu, mobiliser tous les moyens pour procurer à la colonisation de plus en plus de terres. Entre 1919 et 1928, plus de 80.000 hectares de terres cultivables sont accordées aux colons par les services officiels de la colonisation.

De leur côté, les colons déploient individuellement de patients efforts pour accroître les superficies cultivables. Profitant de l'absentéisme des propriétaires tunisiens citadins, de l'indivision où était engluée la propriété tunisienne, de l'état d'abandon où se trouvait une bonne partie des terres habous, gérées le plus souvent par des « *mokaddems* » peu scrupuleux, du morcellement excessif de la petite exploitation démunie de tout, ils prennent en location des superficies considérables qu'ils exploitent jusqu'à épuisement, avec leur important matériel agricole.

Enfin cette agriculture est devenue très coûteuse. Matériel mécanique, moyens de transport, engrais, produits anticryptogamiques, assurances contre les calamités de toutes sortes, exigent des disponibilités

financières sans cesse accrues. L'entreprise agricole coloniale devient une entreprise capitaliste qui mobilise, on l'a vu, des moyens de financement très variés et a besoin constamment du concours des banques et de l'aide financière de l'Etat.

c- Equipement des campagnes : infrastructure routière et ferroviaire

La dispersion de la propriété coloniale nécessite l'établissement d'un réseau routier desservant les centres agricoles et reliant les exploitations coloniales aux gares et aux villes portuaires. Dans l'économie agricole de marché développée par les européens à partir de 1892, les moyens de transport devaient jouer un rôle essentiel dans le système de production permettant l'écoulement d'une production destinée essentiellement à l'exportation.

Des fonds prélevés sur le budget et sur le produit des emprunts tunisiens sont alloués à la Direction des Travaux Publics appelée à établir plans et programmes et à exécuter les travaux : près de 5000 kilomètres de routes sont réalisés entre 1890 et 1920. Un réseau principal permettant la liaison avec les villes du Tell et du Sahel est achevé au cours de cette période : route Tunis-Bizerte-Tabarka, Tunis-Mateur-Béja, Tunis-Enfidaville-Sousse-Sfax, etc. et plus de 10.000 kilomètres de routes secondaires permettant la desserte des centres de colonisation et des exploitations européennes.

d- Les villages de colonisation

Les efforts de la « colonisation officielle » tendent aussi vers la création de villages de colonisation sur des lotissements immatriculés. « Généralement, avant que le premier colon ne s'installe, le centre dans lequel il était appelé à vivre était largement constitué. »⁶³ L'Etat fait construire à ses frais des bâtiments de caractère public : église, poste, gendarmerie, parfois école, procédant à des travaux de voirie, d'adduction d'eau, de desserte routière, etc.

Ces villages devaient être peuplés non seulement par des agriculteurs, mais aussi par des artisans, ouvriers (souvent italiens), des commerçants, etc. La Tunisie a connu de nouvelles implantations villageoises évoluant peu à peu, avec l'accroissement de leur population, en véritables villes.

Dans le Tell où la colonisation agricole est relativement dense, les villages de colonisation voient le jour dans toutes les régions ; dans le Tell inférieur, Mornaguia, Massicault (Borj El Amri), Aïn Asker, Fouchana, El Aroussa, Sminja, Bou Arada ; dans la vallée de la Medjerda, de l'amont à l'aval, Ghardimaou créé autour de la gare, Souk El Arbaa (Jendouba), Souk El Khemis (Bou Salem), etc.

Dans le centre du pays, les nouveaux villages naissent à proximité des zawias (Zawia Sadaguia, avant le développement de Sidi Bouzid, ou Pichon - actuel Ouled Haffouz) dans le Kairouanais ; ou de gares (Kelaat Senam).

e- Equipement hydraulique et sanitaire

En Tunisie, le problème de l'eau se pose à tout moment. Un premier décret, le 15 septembre 1897, crée un fonds spécial d'hydraulique d'un montant de 150.000 francs par an. Des travaux d'adduction d'eau potable dans les centres de colonisation entrepris depuis 1895 ont coûté à l'Etat plusieurs centaines de milliers de francs. En 1908 est fondé le Syndicat d'assainissement de la Garaâ El Mabtouha dont l'animateur était le Comte de Chabannes : il profite directement aux domaines de la Medjerda stérilisés par les marécages ou menacés par les inondations.

La Direction des Travaux Publics collabore avec le Domaine pour l'exécution d'un programme de mise en valeur de la Basse Vallée de la Medjerda : un canal de 30 kilomètres est creusé et les digues de protection édifiées de part et d'autre de l'oued. L'accroissement du peuplement européen est lié aussi à l'installation d'équipes sanitaires dans les campagnes. La lutte contre le paludisme est menée à partir de 1906 dans les plaines au drainage naturel imparfait : plaine de Mateur, région de Béja, du Goubellat, de Jendouba. Le 1^{er} janvier 1907 est créé un Service de défense contre le paludisme, rattaché à l'Institut Pasteur de Tunis. « Son but » dit le texte « est de mettre en lumière les conditions sanitaires des centres de colonisation créés ou à créer dans leur rapport avec le paludisme. »

Enfin la médecine rurale se développe avec la création d'un corps de « médecins de la colonisation » constitué à partir de 1870 et réparti entre les différentes régions d'implantation coloniale.

f- Equipement scientifique

L'un des caractères originaux de la colonisation agricole française en Tunisie est son aptitude à utiliser les inventions techniques les plus modernes et à tirer profit des recherches dans le domaine de la science agronomique. La nécessité de rentabiliser au maximum investissements et capital foncier pousse la grande colonisation à utiliser les techniques et les méthodes les plus perfectionnées de l'agriculture moderne. Plus qu'en France et à l'image des Etats-Unis, l'agriculture coloniale dans la Régence ne s'est jamais passée du concours de la recherche agronomique.

L'enseignement agricole est de bonne heure créé et développé. En 1898 est fondée l'Ecole coloniale d'Agriculture de Tunis, établissement d'Enseignement Supérieur destiné à former des techniciens agronomes et à préparer les jeunes colons à mener à bien une tâche souvent ardue. Les élèves de l'Ecole reçoivent de l'Etat, dès qu'ils obtiennent leur diplôme, un lot et toute l'aide officielle dont on a vu les multiples aspects.

Parallèlement à l'enseignement, s'est développée aussi une recherche agronomique encouragée par l'Etat. En 1913, est créé le Service Botanique de Tunisie où généticiens et spécialistes des céréales et des cultures subtropicales, parmi lesquels s'est illustré le professeur Bœuf, entreprennent des recherches fructueuses. Le laboratoire du Service de l'élevage, érigé en 1912-13 en Institut Arloing, collabore avec l'Institut Pasteur à la mise au point des vaccins contre les maladies du bétail. La découverte du sérum anticlaveleux permet d'exporter vers la France des moutons préalablement immunisés ; des recherches sont entreprises pour le développement d'une agriculture rationnelle fondée sur la diversification des cultures et la reconstitution périodique des sols. Conseils et directives de techniciens et de chercheurs avisés ne manquent jamais aux colons. Des publications nombreuses et variées mettent à la portée des spécialistes et du grand public les résultats des recherches.

Dans le domaine de la céréaliculture, l'outillage, les techniques et les méthodes évoluent à un rythme surprenant entre 1920 et 1950. Les autres secteurs agricoles, vignes et arbres fruitiers, connaissent un grand

essor mais les progrès intéressent plus les techniques industrielles de transformation que les méthodes du « dry farming » connues déjà par les sfaxiens. Dans l'industrie des huiles, les européens introduisent de nouvelles techniques par l'emploi de presses modernes et de méthodes nouvelles de séparation des différentes catégories d'huile. Le nombre d'huileries à vapeur s'accroît d'année en année, concurrençant les huiles à traction animale appartenant aux tunisiens. Un colon de la région de Kairouan, Malcor, qui en 1910 avait effectué un voyage en Californie, préconisait l'extension des cultures fruitières en Tunisie où le climat est semblable à celui de la Grande Vallée.

Techniciens et chercheurs entreprennent dans le domaine de l'agrumiculture des études poussées et montrent les possibilités du pays dans ce secteur. Le Docteur Clément Trabut qui avait mis au point la variété d'agrumes « clémentine » fait campagne pour l'extension des agrumes et préconise l'hybridation, « force créatrice que l'on peut exploiter ». Il conseille en ces termes les agriculteurs : « Ebranlez par les croisements la stabilité des espèces, provoquez les variations et sachez choisir et fixer les formes adaptées aux conditions du milieu où vous opérez... »⁶⁴

Les efforts déployés par les européens dans le domaine de la culture de la vigne sont aussi très importants. Les 35.000 hectares en 1945 au Cap Bon, surtout dans la plaine de Grombalia, s'étendent vers la région de Tunis et de Bizerte. Sur les grosses exploitations viticoles des colons français (les viticulteurs italiens, nombreux, sont surtout de petits exploitants) laïcs ou ecclésiastiques (Carthage, Thibar), la motorisation permet de bonne heure de se passer d'une grande partie de l'énergie animale et humaine utilisée auparavant dans les différents travaux préparatoires ou agricoles : travaux de défoncement des tufs et des croûtes résiduelles, labours, hersages, sulfatages, transport du raisin, etc. Les procédés modernes de traitement et de vinification mis au point en Algérie sont appliqués après la Première Guerre mondiale (acidification et réfrigération des moûts, emploi de l'anhydride sulfureux).

la grande crise de 1930-34

La crise de 1930-34 à laquelle s'était greffée une série de mauvaises récoltes a profondément affecté toutes les catégories d'agriculteurs.

Deux phénomènes majeurs ébranlent l'économie agricole de la Régence : surproduction et mévente. L'économie européenne, essentiellement spéculative, liée étroitement aux marchés extérieurs, traverse pendant cette période de sursaturation des marchés mondiaux une phase critique. D'abord le vin, produit destiné avant tout au marché français : la consommation locale n'absorbe que 300 à 350 hectolitres pour une production qui atteignait à la veille de la crise 800.000 à 1 million d'hectolitres. Le vin procurait à un nombre important de colons des revenus considérables.

Malgré les mesures de contingentement prises par la France (loi française du 13 juillet 1927) limitant à 550.000 hectolitres la quantité de vin tunisien exportable en France, les agriculteurs européens ne cessent d'étendre les plantations de vigne. Le vignoble tunisien qui s'étendait sur 28.000 hectares en 1925 en couvre 50.000 en 1934 tandis que la production de vin qui était de 980.000 hectolitres entre 1929 et 1931 grimpe à 1.600.000 hectolitres en moyenne entre 1932 et 1934.

Pour aider les viticulteurs à organiser l'écoulement et la diversification de la production agricole, on crée par le décret du 30 juin 1927 un Office du Vin. Mais l'Office ne peut redresser une situation qui devient dès la fin de 1932 alarmante. Une succession de bonnes récoltes coïncide avec la crise de surproduction qui affecte déjà vers 1932-33 la Métropole. L'effondrement du vin en 1934 en est la conséquence immédiate. Plus de 1.300 viticulteurs français et plus du double d'italiens sont menacés de faillite.

Les autorités du Protectorat et le gouvernement français ont dû alors venir à l'aide du vignoble tunisien en détresse en encourageant l'arrachage des vignes et en accordant des indemnités dont le montant atteint près de 40 millions de francs. En 1935, la France accepte l'entrée en franchise d'un contingent plus important de vins tunisiens : 1 million d'hectolitres.

La crise du phylloxera justifie l'arrachage de 20.000 hectares de vigne. Les petits viticulteurs italiens, déjà ébranlés par la crise, se voient dans l'impossibilité de reconstituer leurs exploitations endommagées. Un grand nombre d'entre eux cèdent leurs terres aux gros viticulteurs qui, mieux placés pour bénéficier d'importants crédits, profitent de la

conjoncture pour accroître l'étendue de leurs exploitations. La viticulture qui était avant la première Guerre mondiale le fait d'un grand nombre de petits et moyens exploitants faisant artisanalement leur vin, connaîtra après toutes ces crises la prédominance d'un petit nombre de grands et moyens viticulteurs qui appliqueront les techniques et les méthodes les plus modernes de vinification à la production des vins et alcools de haute qualité (vins de Thibar, du Haut-Mornag, de Carthage, du Koudiat)

La crise n'épargne pas l'oléiculture qui dispose de débouchés plus étendus. Outre le marché local, grand consommateur d'huile, l'Italie est notre premier client, avant la France.

La baisse vertigineuse des prix, malgré les mesures douanières qui protégeaient l'huile tunisienne sur le marché français, atteint son point critique en 1933 lorsque le prix d'un quintal d'huile qui était de 1000 francs en 1927 tombe à 300 francs. Les colons de la région de Sfax qui possédaient près de 850.000 pieds sont les premiers touchés car toute leur production était commercialisée.

L'intervention de l'Etat, en ce domaine aussi, s'avère nécessaire. Elle se manifeste par la création d'un Office de l'Huile (Novembre 1933) chargé de résoudre les problèmes de commercialisation et d'organiser le warrantage (remise au créancier d'un bulletin de gage constatant le dépôt de l'huile dans les silos) et le stockage de cette denrée. « L'Union des Producteurs oléicoles », organisme coopératif qui s'occupe de la centralisation, de la vente et de l'achat de l'huile, reçoit l'aide officielle des pouvoirs publics (Janvier 1936).

La crise éprouve particulièrement les céréales, surtout le blé tendre dont la majeure partie est destinée à l'exportation. La chute des cours s'accompagne d'un ralentissement considérable des exportations dont la valeur tombe de 291 millions de francs à 64 millions en 1934. Le prix moyen du quintal de blé tendre qui était de 160 francs en 1931 n'atteint plus en 1934 que 104 fimes. Les éééalkuiteuïs, la plupart endettés, ne peuvent plus faire face à leurs engagements et se trouvent acculés à la ruine. L'Etat a dû, dans ce domaine surtout, prendre des mesures d'urgence. Par le décret beylical du 24 mai 1933, un stock d'un million de quintaux de blé est constitué. Le stockage devait être organisé par les minotiers, les négociants en céréales et les coopératives auxquelles l'Etat

accorde une prime spéciale. En outre, l'Etat garantit un prix maximum du quintal de blé : 100 francs pour le blé tendre, 90 francs pour le blé dur. Le décret du 15 mai 1933 décide que les blés stockés peuvent faire l'objet d'opérations de warrantage sous garantie de l'Etat, permettant ainsi aux céréaliculteurs d'obtenir d'importantes avances bancaires : 15 millions de francs en 1933-34.

La crise cependant se prolonge. Malgré la vente en 1933 de 350.000 quintaux de blé, les stocks ne cessent de s'accroître, atteignant en 1934 plus d'un million de quintaux (le 1/3 des récoltes). Les mesures prises en 1933 s'étant révélées insuffisantes, de nouvelles dispositions législatives sont décidées en 1934, transposant en Tunisie la réorganisation du marché français des céréales : contrôle, réglementation et protection du marché par des organismes étatiques.

Plusieurs céréaliculteurs incapables d'honorer leurs engagements financiers voient leurs terres saisies et vendues aux enchères publiques ; et lorsqu'il s'agissait d'un lot de colonisation, le Domaine le reprenait. Le Décret du 4 janvier 1934 crée la « Caisse Tunisienne de Crédit et de Consolidation » qui accorde aux agriculteurs endettés des prêts leur permettant de payer une partie ou la totalité de leurs dettes. Le montant maximum de ces prêts est de 150.000 francs remboursables en 20 annuités avec un intérêt de 9%. Ils devaient obligatoirement être garantis par un titre de propriété immatriculée ou en voie d'immatriculation.

Le décret du 21 février 1934 réorganise la Caisse Foncière qui devient un organisme bancaire placé sous le contrôle de l'Etat et habilité à accorder aux colons et à certains agriculteurs tunisiens, ceux qui présentent le maximum de garanties, des prêts à long terme remboursables en 20 ans.

Le « Comité Permanent de Défense Economique » institué en août 1934 décide de surseoir aux opérations de saisies et d'instituer des commissions appelées à examiner les demandes des débiteurs sollicitant de nouveaux délais de remboursement. Le décret beylical du 20 octobre 1934 arrête les procédures engagées contre les colons incapables d'honorer leurs créances et leur accorde des délais supplémentaires, soit trois années à partir de la date de la promulgation du décret. Enfin le décret du 7 décembre 1934 garantit les intérêts de créanciers en leur

permettant de négocier leurs créances auprès de la Caisse Foncière ou de les faire escompter par cet organisme. En 1936, rachat et escompte des créances s'élevaient à plus de 80 millions de francs.

Ces mesures ont permis à l'agriculture européenne, en particulier la céréaliculture, de ne point sombrer dans une faillite totale, pouvant entraîner avec elle l'édifice péniblement consolidé du système colonial. Mais elles entraînent une dépendance économique plus grande à l'égard de la France ; en effet, l'ouverture sans aucune restriction du marché métropolitain et le soutien multiforme de l'Etat français à l'agriculture spéculative tunisienne deviennent pour la colonisation une nécessité vitale.

L'agriculture si puissamment équipée et encadrée, si remarquablement soutenue par l'Etat et les organismes de crédit restera fragile. La dépendance des marchés extérieurs la met « à la merci des cours internationaux et des circonstances politiques »⁶⁵. Le machinisme agricole forcené appliqué à un milieu tout aussi fragile aboutit à dégrader et à appauvrir les sols, à diminuer le potentiel productif et les rendements, ce qui va à l'encontre du but principal de l'agriculture spéculative et capitaliste soucieuse avant tout de profit maximum.

*Les dernières années de la colonisation : consolidation
des acquis et maintien de la trilogie spéculative : céréales,
huile, vin*

A la veille de la deuxième guerre mondiale, l'agriculture moderne — coloniale en particulier — a pu surmonter, grâce à l'aide financière massive qu'elle reçut de l'Etat et des banques, la crise qui la secoua de 1932 à 1936. En effet, les cours des produits agricoles se relèvent sensiblement dès 1937, permettant une accumulation de profits telle que la plupart des gros colons et agriculteurs ont pu se libérer d'une partie importante de leurs créances. Le cours moyen du blé atteignit 200 F. le quintal (104 F. pendant la crise), celui du vin 145 francs l'hectolitre (54 F. en 1934) et la tonne d'huile remonta à 8.800 F. (3000 F. au moment le plus critique de la dépression). Dès lors, les exportations de ces produits s'accroissent progressivement.

Les profits des colons et ceux des gros agriculteurs tunisiens s'accroissent en proportion et l'importation des produits utilisés par

l'agriculture moderne (machines, carburants, engrais, etc.) reprend à un rythme rapide.

La nouvelle ère de prospérité qui commençait provoquait l'extension des superficies emblavées dans les différentes régions du Tell, dans la Basse et Haute steppe tandis que la propriété foncière se concentrait entre les mains de grandes sociétés et de gros colons français qui, à la faveur de la crise, constituent d'énormes domaines sur les meilleures terres du pays : domaines du Koudiat et de Badrouna dans la région de Bou Salem (ex-Souk El Khemis) ; domaine de Chuigui dans la région de Tebourba. Quatre sociétés anonymes françaises exploitaient 131.000 hectares soit près du 1/6^C des terres détenues par les européens ; la « Société Franco-Africaine d'Enfidaville (51.000 ha), le domaine du Chaal, dans l'arrière-pays de Sfax (24.000 ha). Dans la région de Jendouba (ex-Souk El Arbaa), les Peignon ensemençaient plus de 3000 hectares par an, tandis que les Pères Blancs de Thibar exploitaient 2500 hectares au Nord de Teboursouk.

Cependant, la guerre de 1939-45 freine sensiblement les progrès de l'agriculture coloniale et met à mal aussi celle des gros agriculteurs tunisiens. La pénurie de combustibles, de matériel agricole, d'engrais, entraîne de graves conséquences sur tout le processus de production. Enfin la succession d'années sèches (1946-47 en particulier) qui survient au lendemain du conflit ébranle de nouveau tout le système moderne de production. Pour le renflouer, les Autorités du Protectorat mettent, derechef, à la disposition de la colonisation et de quelques gros agriculteurs tunisiens des sommes très élevées à titre de « dommages de guerre ». Les gros exploitants purent ainsi renouveler leur matériel agricole, réparer les bâtiments détruits et en construire de nouveaux, étendre leur activité sur des terres nouvellement acquises ou louées à des propriétaires tunisiens.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le blé tendre — Florence et Aurore en particulier — qui a permis entre 1930 et 1945 à un certain nombre de gros colons céréaliers d'édifier de véritables fortunes, recule au profit du blé dur, dont la valeur marchande dépasse sur le marché celle des blés tendres. Les efforts de techniciens du « Service Botanique » s'orientent d'ailleurs vers la sélection des catégories de blé

dur plus productives (Chili, Kolein, Mahmoud). Mais, phénomène alarmant, les rendements de toutes les catégories de blé ne cessent de baisser, même en culture moderne. Le rendement moyen en blé tendre qui, en 1941, atteignait 23 quintaux à l'hectare tombe en 1952 à 16 quintaux à l'hectare dans la Moyenne Vallée de la Medjerda où les terres sont épuisées par l'utilisation intempestive du machinisme agricole.

Avec l'accroissement démographique et les besoins sans cesse accrus du marché tunisien en céréales, les exportations de céréales ont tendance à diminuer d'année en année et la Tunisie se voit obligée dès les premières années de l'indépendance à importer le blé et l'orge pour compléter les besoins du marché intérieur en ces denrées de base. Par ailleurs, le système de production agricole de la colonisation française reste indéfiniment fondé sur trois produits : les céréales, le vin et l'huile.

Après la crise des années 30-34, l'arboriculture, en particulier l'agrumiculture, intéresse peu la colonisation qui crée un certain nombre d'orangeraias et de clémentiniers au Cap Bon et dans la région de Tunis, mais qui représentent peu de choses par rapport à l'explosion de l'agrumiculture tunisienne au Cap Bon.⁶⁶

La révolution agrumicole a été essentiellement le fait des villageois du versant oriental de la plaine de Grombalia aux sols sablonneux (secteurs de Menzel Bouzelfa, Beni-Khalled, Nianou) et la région de Nabeul-Hammamet. L'agrumiculture s'est développée à partir des terres habous qui s'étendaient sur de grandes étendues dans l'arrière-pays des nombreux villages de la presqu'île. A l'instar de l'oléiculture sfaxienne, l'agrumiculture du Cap Bon s'est considérablement développée sur ces terres grâce au contrat de *mgharsa* qui associe le propriétaire foncier aux travailleurs du sol, paysans villageois parfaitement initiés à l'arboriculture⁶⁷ et aux diverses cultures irriguées.

Quant à la production fruitière autre que les agrumes (abricotiers, pêcheurs, poiriers, etc.), elle est essentiellement le fait de la petite colonisation italienne de la région de Tunis, du Cap Bon, de Bizerte, et surtout des arboriculteurs tunisiens qui pratiquent l'irrigation dans les différentes régions du pays (oasis du Sud, Cap Bon, Kairouanais, etc.).

Enfin, la troisième culture coloniale, la viticulture, représente le type même de l'activité agricole spéculative. La Tunisie étant peuplée

essentiellement de musulmans, la plus grande partie de la production du vin était destinée à l'exportation vers la France. Moins du tiers (200 à 300.000 hectolitres pour une production totale de 800.000 hectolitres) était consommé par la population européenne de Tunisie.

Au lendemain de la deuxième guerre, la viticulture connaît une concentration extrême de la propriété aux mains de colons français : la plupart des viticulteurs italiens accusés de collaboration avec le régime fasciste sont expropriés et une grande partie de leurs terres attribuée à des français. En 1954, sur 36.000 hectares de vignes, 15.000 ha restent aux mains des Italiens.⁶⁸ Crédits, aides et subventions vont surtout aux coopératives tel le « Groupement des Caves Coopératives » tenues par les viticulteurs français gros et moyens.

Conclusion

Ainsi, à la veille de l'indépendance, l'agriculture coloniale occupait une place prépondérante dans l'économie tunisienne. Elle produit la majeure partie du blé tendre et du vin, un peu moins de la moitié du blé dur, la moitié environ de la production oléicole annuelle.

Mais cette agriculture est de nature foncièrement extravertie. Sa dépendance du marché français est quasi totale et la nature même des produits exportés (produits bruts, non élaborés ou de qualité courante : vins et huile) valorise médiocrement les efforts et les investissements massifs des différentes catégories d'agriculteurs européens. Malgré les aspects techniques très modernes de cette agriculture, elle reste par plusieurs aspects une agriculture extensive peu peuplée (d'où l'échec de la colonisation officielle), dépendante des marchés et des capitaux et nullement intégrée à la société tunisienne dans son ensemble, qu'elle a contribué à appauvrir et à désintégrer.

Elle a néanmoins permis, par ses besoins spécifiques, la mise en place d'une infrastructure variée dont profitera la Tunisie indépendante.

Notes

1. J. Poncet, *La colonisation et l'agriculture européenne en Tunisie depuis 1881*, Paris, Mouton et Cie, 1958.
2. Rapport du résident général Paul Cambon sur la loi immobilière tunisienne, p. 1, Archives, Nantes..
3. Journal Officiel français. Débat parlementaire du 29-1-1912.
4. Direction de l'Enseignement Public. Conf. sur les Administrations tunisiennes, Sousse, 1899 p. 247, in B. Yazidi, *op. cit.*
5. Terres ayant appartenu à la famille Siala de Sfax, confisquées en 1871 et intégrées au domaine beylik.
6. Directeur de l'Agriculture et des Contrôles Civils.
Fitoussi E. et Benazet A., *L'Etat tunisien et le Protectorat-français*, Paris, 1931, p. 646.
8. B. Yazidi, *op. cit.*
9. B. Yazidi, *ibid.*
10. K. El Ksontini, *Al Ariafal Mahallyia wa Rass al Mal Al Istiimari, Dhahir Sfax, 1892-1929*, Publications de la Faculté des Lettres de La Manouba, 1992.
11. J. Poncet, *op. cit.*
12. Des colons français de calibre moyen, de nationalité française, profitèrent eux aussi de cette fièvre spéculative : c'est ainsi que « la Société Marseillaise de Crédit revendit en 1898 son domaine d'El Azib près de Bizerte à la Société des Biens Fonciers qui, à son tour, morcela ses 1500 hectares en une quinzaine de lots de 100 hectares au profit de colons français », J. Poncet, *op. cit.*
13. B. Yazidi, *op. cit.*
14. A. Thaalbi, *La Tunisie martyre. Ses revendications*, Paris, Jouve et Cie éd., 1920, p. 112.
15. *Op. cit.*, p. 286.
16. H. Timoumi, *Le colonialisme capitaliste et les structures sociales précapitalistes. Les khammès dans les campagnes tunisiennes (1861-1948)*, tomes I et II, 1992.
17. H. Timoumi, *op.cit.*
18. Cité par H. Timoumi, in *op. cit.*, p. 380.
19. Ali Tayeb, « Investissements et profits des agriculteurs tunisiens et leurs rapports avec les établissements de crédit (1891-1934) » in *Rawafid* n°8 et 9 (2003), I.S.H.M.N.
20. A. Mahjoubi, *Les Origines du Mouvement National en Tunisie (1904-1934)*, Publications de l'Université de Tunis, 1982, p. 327.
21. K. Ksontini, *op. cit.*
22. J. Despois, *La Tunisie orientale. Sahel et Basse Steppe*, Paris, PUF, 1955, p. 281.
23. K. Ksontini, *op. cit.*
24. M. Fakhfakh, *La grande exploitation agricole dans la région sfaxienne*, Tunis, Cahiers du CERES, 1992.
25. J. Despois, *op. cit.*, p. 368.
26. Cf. K. Ksontini, *op. cit.*

27. K. Ksontini, *op. cit.*
28. M. Fakhfakh, *op. cit.*
29. La récolte des olives, en particulier, mobilise un nombre élevé d'ouvriers saisonniers.
30. A. Coret « L'évolution du régime foncier tunisien » in *Revue juridique et politique de l'Union française*, 12e année, 1958, p. 93.
31. B. Yazidi, *op. cit.*
32. B. Yazidi « Une stratégie coloniale : les installations hydrauliques dans les territoires du Sud tunisien » in INMN, coll. « Les territoires du Sud à l'époque coloniale ».
33. H. Attia « Etatisation de l'eau dans le Sud tunisien » in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, CNRS, 1983, p. 365-375.
34. Capitaine Chavanne, *Historique du Bureau des Affaires Indigènes de Tunisie. 1885-1930*, Bourg, 1931, p. 17 et 21.
35. Service des Affaires Indigènes, *Historique de l'Annexe des Affaires de Zançis*, p. 17.
36. B. Yazidi, *op. cit.* p. 60.
37. B. Yazidi, *op. cit.* p. 61.
38. Cette forme de gestion permettait aux groupements fossiles (les çofs Chedad et Youssef), en particulier à leurs notabilités, d'exercer un véritable pouvoir sur les principales sources qui alimentaient les cours d'eau et les puits.
39. B. Yazidi, in *loc. cit.*, p. 65.
40. Marouane Lajili « La législation forestière sous le Protectorat », in *Rawafid* n°9, Revue de l'Institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National, 2004.
41. B. Yazidi *op. cit.*, p. 308.
42. Id.
43. *Ibid.*, p. 316
44. *Ibid.*, p. 328.
45. Les commissions de délimitation des zones boisées.
46. J. Poncet, *op. cit.*
47. B. Yazidi, *op. cit.*, p. 279.
48. *Ibid.*, p. 227.
49. *Ibid.*, p. 280.
50. *Ibid.*, p. 281.
51. K. Ksontini, *op. cit.*
52. K. Ksontini, *op. cit.*
53. H. Timoumi, *Les révoltes paysannes dans l'Histoire contemporaine de la Tunisie (exemple de 1906)*, Nice, 1975, trad. en arabe, 1993, Tunis, Beït al-Hikma.
54. J. Despois, *op. cit.*
55. A. Kraïem, La désintégration des collectivités rurales sous l'influence de la colonisation rurale capitaliste (en arabe), in *Ikawafid* n°2, Institut d'Histoire du Mouvement National, Tunis, 1996
56. *Ibid.*
57. K. Ksontini, *op. cit.*
58. M. L. Gharbi, *Le Capital français à la traîne. Ebauche d'un réseau bancaire au Maghreb colonial (1847-1914)*, Tunis, Faculté des Lettres de la Manouba, 2003.

59. J. Poncet, *op. cit.*
60. Ahmed Kassab, *L'évolution de la vie rurale dans les plaines de Moyenne Medjerda et les régions de Béja-Mateur.*, Tunis, Publications de l'Université de Tunis, 1979.
61. Cf. Chapitre V, *Le commerce extérieur.*
62. J. Poncet, *op. cit.*, p. 256.
63. B. Yazidi, *op. cit.*, p. 84.
64. Rapport présenté au Congrès des colons Nord-Africains (1908) et Bulletin de la Direction de l'Agriculture, 1907, pp. 267-70.
65. Ibid, p. 307.
66. H. Sethom, *Les Fellahs de la presqu'île du Cap Bon*, Tunis, Publications de l'Université de Tunis, 1977, T. I et II.
67. H. Sethom, *op. cit.*
68. Id.

CHAPITRE III

L'invasion de la production industrielle et la ruine de l'artisanat

L'expansion coloniale, conséquence directe de la révolution industrielle de l'Europe occidentale, a profondément ébranlé l'artisanat et le commerce traditionnels dans les pays tombés sous la domination économique et politique des puissances industrielles. L'établissement du Protectorat n'a fait que hâter le déclin des activités traditionnelles provoqué déjà, dès le début du XIX^E siècle, par l'afflux des produits manufacturés anglais et français. Malgré les efforts de réadaptation et de rénovation, l'artisanat tunisien, activité traditionnelle des villes tunisiennes et occupation d'une partie importante de la population rurale, ne s'est pas relevé des nouvelles formes de l'activité industrielle et commerciale qui ont vu le jour en Europe.

Dès le milieu du XIX^E siècle, les pays européens, la Grande-Bretagne et la France en particulier, produisent, grâce au machinisme qui se développe à un rythme très rapide, des quantités de plus en plus importantes d'articles manufacturés. Les traités conclus avec les Beys leur permettaient d'imposer leurs produits dans le marché de la Régence. Mais l'industrie européenne ne se contentait pas d'écouler ses

produits, elle se met aussi à fabriquer des articles imités de l'artisanat tunisien.

En 1853, E. Pelissier fait remarquer dans sa « Description de la Régence de Tunis » que « les métaux, les armes, presque tous les outils des métiers industriels, beaucoup de ceux de l'agriculture viennent de dehors ». L. Golvin constate que dès la fin du XIX^e siècle des « armes ciselées embouties en série encomrent le marché tunisien »¹.

La situation s'aggrave après 1881 : la France se réserve le marché tunisien et l'industrie française s'évertue à imiter et produire en masse les articles utilisés couramment par la population tunisienne. A la fin du XIX^e siècle la chéchia française conquiert le marché tunisien malgré sa qualité inférieure. La clientèle tunisienne se montre d'abord réticente « tant que les formes et les teintes n'ont pas été imitées exactement : mais aujourd'hui, rien dans l'aspect ne différencie ces deux produits concurrents, si ce n'est la marque ou nichan du fabricant tunisien »². Pendant deux ans, (1903/1904) les ventes de chéchias de fabrication étrangère sont supérieures à celles des chéchias tunisiennes. V. Fleury estime que « vendue au détail, la chéchia autrichienne coûte quelquefois moins cher que la quantité de laine nécessaire à la fabrication d'un bonnet tunisien ».

Le faible prix des chéchias étrangères résulte pour une part de l'utilisation de matières premières de qualité inférieure, mais surtout de « la simplification et la mécanisation des procédés de fabrication »³. Le régime douanier favorable à la production française, établi en 1891, permet d'éliminer peu à peu les chéchias autrichiennes qui disparaissent du marché tunisien à partir de 1911. Mais elles sont remplacées après la Première Guerre Mondiale par les chéchias d'origine tchécoslovaque.

Dans le secteur des textiles, la situation est la même. On importe massivement des tissus, des vêtements confectionnés et surtout des cotonnades d'origine anglaise ⁴ puis, depuis 1918, exclusivement françaises. Grâce à leur prix avantageux, ils ont pu remplacer presque totalement les cotonnades tunisiennes. Cotonniers anglais et français s'efforcent de cerner les goûts de la clientèle tunisienne et d'y adapter leur production. C'est ainsi que les cotonniers français fabriquent pour la Tunisie des « mélias » identiques à celles que produisent les artisans tunisiens, pont un prix nettement plus bas.

Jusqu'à la Première Guerre Mondiale, les cotonnades étaient importées écrues puis teintées à Tunis ; mais depuis le développement de l'industrie chimique, en particulier celle des colorants, les cotonnades sont teintées en Europe dont les usines proposent à bon marché une teinture plus adhésive que la teinture tunisienne. Ces cotonnades sont importées surtout par des grossistes israélites, installés au Souk El Ouzar et qui ont des représentants dans les grandes métropoles cotonnières de Grande-Bretagne (Manchester) ou de France (Lille).

Les soieries tunisiennes connaissent le même sort. Imitant les modèles tunisiens, les tissus de soie venus d'Europe conquièrent le marché, les soieries lyonnaises en particulier éliminent pratiquement les soieries de luxe fabriquées dans la Régence.

Certaines usines européennes se sont mises à produire des vêtements de confection identiques aux vêtements traditionnels des tunisiens et des tunisiennes : à Yvetot, en France, une usine s'est spécialisée dans la fabrication des burnous ; avant-guerre, on fabriquait en Autriche, pour le marché tunisien, des vêtements aux couleurs variées parfaitement adaptés au goût tunisien.

« D'Italie viennent d'importantes quantités de meubles qui copient les formes et les couleurs des meubles traditionnels tunisiens »⁵, des bijoux qui imitent les modèles locaux. Les carreaux en céramiques fabriqués en Italie et en Espagne sur le modèle des carreaux arabes sont vendus à des prix qui défient toute concurrence. Une gamme variée d'articles de ménage en faïence, en porcelaine, imités des modèles autochtones, arrive de France, de Belgique et d'ailleurs. Après la première guerre mondiale afflueront des services en porcelaine japonaise et tchécoslovaque.

L'évolution du régime douanier et ses conséquences sur l'artisanat

Le régime douanier de la Régence était fondé sur une série d'accords conclus entre le Bey et les grandes Puissances européennes, en particulier la Grande-Bretagne, la France, l'Autriche... Ces accords réduisaient à 3% les droits d'entrée sur les marchandises importées par des ressortissants européens. Le traité du 22 mai 1824 entre la Régence et la France confirmait ce taux.

Les importateurs, sujets du Bey, payaient un droit de 10 à 11% sur les marchandises venues d'Europe. Mais l'aspect le plus absurde de ce régime réside dans les taxes imposées aux produits tunisiens destinés à l'exportation et qui payaient des droits variant entre 8 à 25% de leur valeur à leur sortie de la Régence. Les producteurs et commerçants tunisiens se voyaient ainsi pénalisés dans leur effort pour écouler la production nationale, conquérir les marchés étrangers et lutter contre la concurrence étrangère.

Khayreddine avait abaissé les droits de sortie pour encourager les exportations, mais il ne les supprima pas pour ne point diminuer les ressources d'un budget fortement obéré. Il aurait voulu aussi protéger la production artisanale tunisienne en relevant les droits sur les produits importés mais les consuls européens refusaient toute atteinte aux privilèges économiques reconnus aux Puissances par les traités.

Après l'établissement du Protectorat, les droits qui pesaient sur les marchandises tunisiennes destinées à l'exportation sont supprimés entre 1884 et 1890. Mais le marché français n'était pas assez ouvert à la production artisanale ; la loi du 19 juillet 1890 soumet la plus grande partie des marchandises tunisiennes aux droits les plus favorables que paient les produits similaires étrangers, tout en admettant un certain nombre de produits en franchise.

La diminution des exportations en France survenue entre 1895 et 1897 amène les exportateurs français à réclamer un régime préférentiel en Tunisie. Dans ce but, les traités de commerce qui existaient entre les pays étrangers et la Tunisie sont dénoncés à partir de 1896 et d'autres traités moins favorables sont conclus. Seule la Grande-Bretagne obtient par l'accord franco- anglais du 18 octobre 1897 que ses cotonnades ainsi que celles des territoires de son Empire entrent dans la Régence avec un simple droit de 5%, ce qui leur permettait encore de concurrencer les cotonnades françaises sur le marché tunisien. Mais cette concurrence cesse quand, sous la pression des cotonniers français de la région du Nord, l'accord est dénoncé en décembre 1919. Des dispositions législatives ouvrent largement notre marché à la production française d'imitation : le décret beylical du 2 mai 1898 admet en franchise un grand nombre de produits français et algériens d'imitation, en

particulier les tapis, les chéchias, les différentes sortes d'ouvrages en métaux, les articles ménagers, toutes les variétés de tissus... Un coup terrible pour l'artisanat tunisien car la production industrielle française s'étend aux produits imités : chéchias, soieries, objets en cuir, etc.

De plus, pour réserver le marché tunisien et éliminer la concurrence des autres pays, le même décret établit des droits élevés sur les produits manufacturés venus de pays tiers : 300 à 600 Fr. par 100 kg de bonneterie, 100 Fr. par kilogramme de tissus de laine, 20 Fr. par 100 kg de laine, etc. L'orfèvrerie, la bijouterie, la pelleterie, les meubles français, etc. sont taxés comme ceux des autres pays, mais ces produits, restés en France au stade artisanal, n'exigent point encore la conquête de marchés réservés.

Ainsi, le régime douanier établi par la loi du 19 juillet 1890 en France et le décret beylical du 2 mai 1898 sont-ils la conséquence directe de cet impérialisme économique. Ce régime livre le marché tunisien à une industrie française en plein développement et avide de marchés protégés et laisse sans défense un artisanat incapable par ses techniques de résister à l'afflux des produits nouveaux ou imités.

La désaffection des produits de l'artisanat

La décadence de l'artisanat et du commerce traditionnel s'intègre dans une évolution économique et sociale spécifiquement tunisienne, conséquence inéluctable de l'irruption d'une nouvelle civilisation en Tunisie. L'afflux sur le marché tunisien de la production manufacturée française crée de nouveaux besoins parmi la population. Dès avant l'établissement du Protectorat, les membres de l'« aristocratie » (mamelouks, hauts dignitaires de la cour, hauts fonctionnaires, magistrats, professeurs de la Grande Mosquée, grands propriétaires fonciers, riches artisans) achetaient de nombreux objets de fabrication européenne : meubles, parfums, tissus, bijoux, etc. et nombre de familles tunisiennes se sont appauvries, en hypothéquant - le plus souvent chez les usuriers juifs — ou en vendant leurs biens meubles ou immeubles, pour satisfaire ces besoins nouveaux. L'impact du mode de vie européen est amplifié à la suite du développement des « villes européennes » où se multiplient les nouveaux magasins de vente des produits étrangers habilement exposés dans des vitrines attrayantes.

Les Israélites donnent à ce commerce et à cette nouvelle ville un dynamisme extraordinaire. Dominant déjà les souks de la capitale spécialisés dans l'importation et la vente des produits européens (Souk El Ouzar, Souk El Bey, Souk El Grana à Tunis), ils parviennent, grâce aux capitaux accumulés par les commerçants et les usuriers, au crédit qui leur est facilement accordé par les banques, à la maîtrise des techniques commerciales et financières, à monopoliser ou presque le commerce dans les quartiers européens des différentes cités (Tunis, Bizerte, Sousse).

La présence et le prestige de la population « européenne » dont le nombre passe de 20.000 en 1881 à 149.000 en 1911 (dont 70.000 à Tunis) agissent dans le sens d'un changement rapide des habitudes et des façons de vivre de la population musulmane aisée. « Le mode de vie de cette population européenne exerce un effet direct de démonstration sur l'ensemble de la population mais cet effet s'exerce plus ou moins fortement sur les différentes classes sociales » (Pennec). Cette action s'exerce d'abord sur les classes privilégiées musulmanes, mais aussi sur une population israélite intéressée directement à l'essor du nouveau système économique auquel elle parvient à s'intégrer d'une façon remarquable.

Les israélites les plus riches, puis ceux qui appartiennent à la bourgeoisie moyenne, abandonnent le costume traditionnel et adoptent de la tête aux pieds l'accoutrement vestimentaire européen. Une partie de la bourgeoisie musulmane commence elle aussi à s'habiller à l'européenne : c'est ainsi qu'on abandonne la « *Jebba* », la « *Farmla* », le « *Seroual* », pour la veste, le gilet et le pantalon coupés à l'européenne.

Après la première guerre mondiale, la population pauvre des faubourgs des grandes villes et surtout de Tunis devient une clientèle de la friperie importée et des vêtements et chaussures qui proviennent des stocks militaires. Les ruraux achètent aussi les surplus de l'armée française. « C'est ainsi qu'après la guerre de 1914/18, beaucoup d'ouvriers agricoles du Nord adoptent la capote militaire française vendue à bas prix »⁶.

Mais si la majeure partie des israélites des villes abandonne la chéchia ou la calotte pour le chapeau, les musulmans restent fidèles au couvre-

chef traditionnel qui devient malgré les mutations vestimentaires de toutes sortes le symbole de l'appartenance à la communauté islamique.

Les tunisiens aisés « s'eupéanisent » extérieurement les premiers. Les hommes, surtout ceux qui sont employés dans les activités nouvelles (professions libérales, administration, etc.) sont entraînés plus rapidement que les femmes. Celles-ci « préfèrent d'abord les vêtements traditionnels confectionnés avec des étoffes de provenance européenne puis, dans les grandes villes, tout en conservant le « *sefsari* », elles abandonnent le pantalon pour la jupe »⁷.

Les prix relativement avantageux des produits européens n'expliquent pas à eux seuls l'engouement de la population musulmane. « L'effet de démonstration du mode de vie européen, la volonté de modernisation » sont des facteurs non négligeables. Il y a aussi cette volonté tenace des riches citadins de se distinguer des ruraux non seulement par une certaine façon de vivre, mais aussi par l'habillement et les aspects extérieurs. L'habillement à l'eupéenne devient de plus en plus une forme d'adhésion à une certaine civilisation, une volonté de ressembler, tout au moins par l'aspect extérieur, aux européens.

L'eupéanisation des goûts, mais aussi la baisse du niveau de vie de la grande bourgeoisie traditionnelle contribuent à réduire la demande des articles traditionnels de haute qualité : armes damasquinées et incrustées, habits de cérémonie brodés, ceintures en plaques d'argent ciselé, chéchias et turbans de luxe. Ainsi est-ce d'abord l'artisanat de luxe, celui dont la production avait pour clientèle principale les catégories privilégiées de la population urbaine qui décline sensiblement. Brodeurs sur étoffes, tailleurs, fabricants de *bachmaq* voient, dès l'établissement du protectorat, leur production décroître. La quasi disparition de l'armée beylicaie ruine la corporation des armuriers : *Zenaidya*, *jaaibya*, etc. L'usage des moyens de transport modernes et la baisse du niveau de vie de l'ancienne bourgeoisie entraîne la diminution du nombre des carrosses, des animaux de selle et de bât et la décadence des corporations des selliers, des brodeurs sur cuir (*sarrajin*). On construit de moins en moins de grandes maisons aux chambres ornées de sculptures sur plâtre : la corporation des *nakkache* voit sa clientèle disparaître peu à peu.

Les artisans qui fabriquent des articles utilitaires résistent mieux. La clientèle rurale reste fidèle aux vêtements et aux articles ménagers, aux instruments de travail traditionnels. « La demande de la population rurale en vêtement, tissus, outillage permet à certains corps de métier de maintenir une certaine activité, c'est pourquoi les artisans qui fabriquent des objets destinés presque uniquement à cette population supportent beaucoup mieux la concurrence des produits modernes ; c'est le cas des forgerons, des fabricants de bats, des charrons... ». ⁸ Certes le pouvoir d'achat des populations des campagnes n'est pas bien élevé mais l'accroissement du nombre de la clientèle rurale, en relation avec l'augmentation de la population tunisienne, augmentation évaluée à 389.000 personnes entre 1881 et 1921⁹, maintient la demande d'articles utilitaires à un niveau relativement élevé.

La contraction du marché intérieur coïncide avec une diminution importante du volume des exportations des produits de l'artisanat.

La chute des exportations des produits de l'artisanat

La production artisanale tunisienne, depuis le XVI^e siècle au moins, avait pour principal débouché les pays de l'Empire Ottoman et la Turquie elle-même. Tous ces pays en majorité musulmans avaient des façons de vivre, des habitudes, des goûts qui n'étaient point différents d'un pays à un autre ; leurs populations avaient souvent les mêmes besoins et constituaient une clientèle importante pour la production artisanale tunisienne. Les pays chrétiens soumis à la domination ottomane, comme la Grèce ou la Bulgarie et qui sont restés attachés à leurs traditions, ont vu leur façon de s'habiller, leur manière de vivre, profondément influencées par celles des musulmans. A quelques détails près, les Grecs des villes s'habillaient jusqu'à la deuxième moitié du XIX^e siècle comme les turcs. Quant aux égyptiens, syriens, algériens, leurs fortes traditions musulmanes donnent à leur vie quotidienne, à leur accoutrement vestimentaire, un air de très proche parenté. Dès lors, on comprend l'importance du marché que constituait pour l'artisanat tunisien cette nombreuse clientèle que l'on peut évaluer à plusieurs millions de personnes. La bonne qualité, le prix avantageux de la production tunisienne la faisaient apprécier sur les marchés de l'Orient (Egypte, Syrie, Turquie), de l'Afrique du Nord (Maroc, Algérie,

Tripolitaine) ; de l'Afrique Noire, des Balkans (Grèce, Albanie) et de l'Europe Occidentale (Italie, France).

Un des articles qui s'exportait le mieux était la chéchia, couvre-chef de la majorité des sujets du Sultan Ottoman et qui se vendait, jusqu'au début du XIX^e siècle, sans concurrence notable, sur tous les marchés de l'Empire.

En 1837, la Tunisie exportait pour 1.742.000 piastres de chéchias vers l'Egypte, la Tripolitaine, l'Algérie et les Balkans. La Régence exportait aussi des quantités importantes de tissus de soie et de coton, de couvertures, de laine, de meubles, des bijoux, etc.

Mais dès le milieu du XIX^e siècle, la concurrence européenne sur les marchés traditionnels de la Tunisie faisait reculer la vente de nos produits. Dès 1875-76, les marchés de l'Empire Ottoman étaient inondés de produits fabriqués en série dans les usines anglaises et françaises, imitant souvent à la perfection la production artisanale de chaque pays, en particulier celle de la Tunisie. Aucune résistance ne pouvait être opposée à cette marée de produits européens imités et le volume de nos ventes diminuait sans arrêt sur les marchés grec, algérien, égyptien et marocain. En 1920 on ne vendait presque plus rien à la Turquie ou à la Grèce. Seule la Tripolitaine a maintenu ses achats de produits de toutes sortes, en particulier de chéchias.

La concurrence, facilitée sur nos marchés traditionnels par les traités inégaux, n'est pas la seule responsable du déclin de nos exportations. Il s'est produit dans ces pays comme en Tunisie des transformations dans les habitudes et les façons de vivre des populations sous l'influence des modes de vie et du commerce européens. Ces transformations ont engendré en Egypte, dans les Balkans et ailleurs, un engouement pour les produits d'origine européenne, meilleur marché, et un recul rapide de la consommation des produits d'artisanat de toute origine. Comme en Tunisie, ce phénomène s'est produit d'abord dans les villes (Le Caire, Alexandrie, Damas, Alger) où les classes à pouvoir d'achat élevé ont été les premières à manifester leur désaffection à l'égard des produits tunisiens.

L'évolution des exportations des chéchias de 1875 à 1910 permet de constater la diminution spectaculaire de la demande de cet article dans

les années 1875/76, diminution consécutive à l'afflux sur les marchés de l'Empire ottoman des chéchias manufacturées, « les affaires qui se chiffraient par millions ont baissé de 95% en moins d'un demi siècle »¹⁰.

La reprise postérieure aux années 1876/1886 semble correspondre à une augmentation de la population égyptienne et à l'accroissement de la demande tripolitaine. Mais au début du XX^e siècle, la Grèce et Malte cessent de nous acheter des chéchias. Nos ventes vers la Turquie et l'Algérie diminuent aussi dans des proportions considérables. Nos exportations vont à cette date essentiellement à la Tripolitaine et à l'Egypte. Vers 1920, l'Egypte elle même n'achète plus que des quantités infimes.

L'exportation des autres produits connaît un recul plus net encore. La quantité de tissus en soie exportés passe de 4.274 kilogrammes à 2.482 en moyenne. Les cotonnades résistent mieux, pendant et après la guerre : 44.982 kgs en moyenne pendant la période 1915/1919. L'Algérie est notre premier client, mais ces cotonnades sont en partie àes réexportations de cotonnades anglaises importées et teintes ensuite à Tunis.

Le même déclin atteint nos exportations de couvertures de laine, de meubles, de bijoux, les objets en cuir et en peau. Ceux-ci ne s'exportent plus entre 1887 et 1890. La première guerre mondiale permet une certaine reprise avec l'Algérie, la Tripolitaine, la France et le Maroc. Mais le déclin s'aggrave et se poursuit après 1920.

La dégradation de la qualité des produits de l'artisanat

Pour lutter contre la concurrence et essayer d'enrayer la diminution progressive de leur chiffre d'affaires, les artisans ont fait de gros efforts pour réduire leurs prix de vente. Ils ont essayé d'aligner leurs prix sur ceux des produits manufacturés étrangers et même de les fixer au-dessous. Pour y parvenir, ils ont d'abord réduit leur prix de revient. Les techniques de l'artisanat n'ayant pas évolué depuis des siècles, il était vain d'espérer une diminution du prix de revient par une amélioration des procédés de fabrication ou par une quelconque invention nouvelle.

Les artisans se voient obligés de diminuer le salaire de leurs ouvriers, des compagnons (*Kalfa*) et des apprentis et de réduire leurs marges

bénéficiaires. Puis reniant les principes essentiels des règlements corporatifs et la tradition artisanale, ils altèrent la qualité en utilisant des matières premières de second ordre et en réduisant progressivement le temps de fabrication.

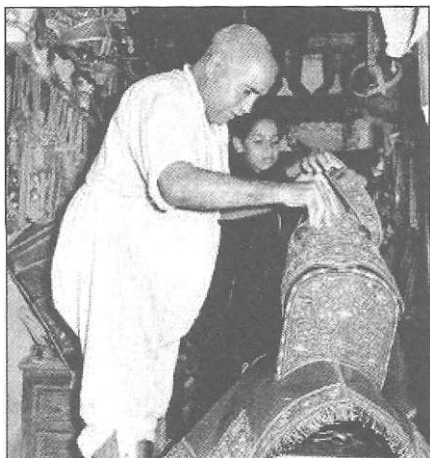
La dégradation atteint alors presque tous les corps de métier : les tisserands utilisent les filés de coton, de laine ou de soie de qualité médiocre : « il s'agit parfois de filés déjà teints qui se fanent rapidement ou même des filés fabriqués avec des déchets de coton »¹¹ importés d'Italie.

Les teinturiers abandonnent les colorants d'origine végétale - dont une grande partie était d'ailleurs importée - pour les colorants chimiques moins coûteux¹² mais de qualité moindre. L'utilisation de ces colorants entraîne un « véritable désastre dans la fabrication des tapis de Kairouan »¹³.

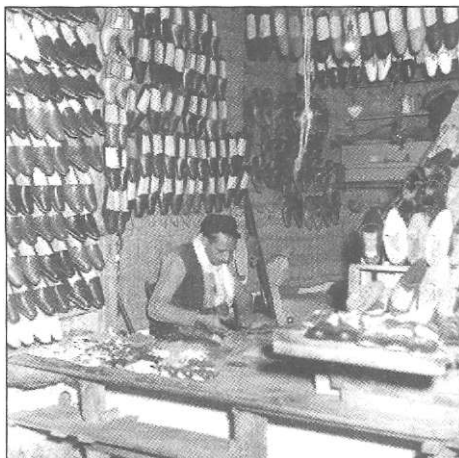
Atger¹⁴ signale que les ventes à l'Egypte et aux pays du Levant de couvertures tissées à Djerba diminuaient sans cesse, en raison des dimensions de plus en plus réduites que certains fabricants donnaient à leur « *ouezra* ». Les exportations de couvertures djerbiennes en 1904/5 diminuent de moitié par rapport à 1903. Une dégradation analogue atteint l'artisanat du cuir, la tannerie, la fabrication des tapis, le tissage de la soie où la rayonne remplace la soie grège... « Les ventes de tapis à la suite de la baisse de la qualité ont diminué environ de moitié et, devant le recul de la demande, les fabricants cherchent alors à diminuer encore leurs prix en utilisant de la laine plus courte (1 kg 500 au m² au lieu de 2 kg à 2 kg 500 auparavant) ce qui entraîne une réelle baisse de la demande »¹⁵ L'utilisation de matières premières de qualité médiocre, le travail de plus en plus hâtif, l'imitation servile des modèles européens entraînent une dépravation du goût artisanal ; de nombreux observateurs s'accordent à trouver les teintes des tapis de Kairouan « criardes » et déplorent la baisse de la qualité des plateaux de cuivre ciselé ainsi que la dégradation des motifs de broderie.

Cette fâcheuse évolution entraîne entre les deux guerres une désaffection plus grande de la clientèle traditionnelle intérieure et extérieure à l'égard des produits tunisiens. Revenus et niveau de vie des artisans en sont gravement affectés.

L'artisanat tunisien



Sellerie d'art

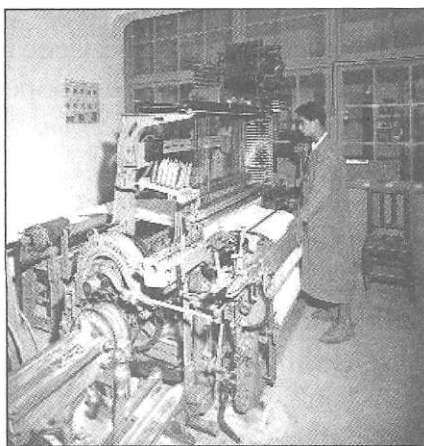


Artisan balghaji

L'artisanat tunisien a résisté à l'envahissement des produits industriels tant qu'il répondait aux besoins de la clientèle rurale. Mais il a manqué son adaptation à l'évolution généralisée de la société et n'a pu défier les prix imbattables des produits manufacturés d'origine européenne. Le cuivre et le cuir ont irrémédiablement cédé à la concurrence industrielle ; les métiers nobles de la sellerie et de la chéchia ne répondaient plus aux goûts ni aux mœurs de la génération d'après guerre. L'artisanat textile a adopté la mécanisation et assuré plus longtemps son renouvellement et sa vitalité, mais du fait de son infrastructure archaïque, il a dû se reconvertir progressivement en véritable industrie textile.



L'artisanat de la chéchia a donné à la Tunisie un rayonnement exceptionnel jusqu'au milieu du XX^e siècle.



Début de mécanisation dans le textile

Les artisans ne peuvent échapper au cercle vicieux infernal qu'en abandonnant leur métier ou en se mettant à fabriquer des produits entièrement nouveaux, imitations plus ou moins fidèles des produits européens.

L,a réduction ou l'abandon de la fabrication

Concurrence, transformation des goûts et des habitudes de la clientèle, dédain pour les produits qui n'avaient plus ni la qualité, ni le fini des produits d'antan, amènent un grand nombre d'artisans à réduire leur activité ; certains, quoique tenant toujours boutique, y laissent un compagnon avec un ou deux apprentis et tirent le plus clair de leur revenu de l'exploitation de terres qu'ils avaient négligées, d'autres préférèrent abandonner le métier et se font embaucher par l'Administration de la Médina, la Direction des Finances ou de la Justice ou enseignent dans les écoles coraniques.

L'artisanat utilitaire relativement prospère jusque vers 1920, commence à connaître le sort de l'artisanat de luxe. La réduction du rythme de fabrication des produits utilitaires intervient quand la diffusion des produits européens similaires atteint les masses urbaines et rurales et que les transformations du mode de vie gagnent de plus larges couches de la population. La diffusion en ville de l'éclairage électrique entraîne la diminution de la production de lampes à huile ou à pétrole ; l'usage de plus en plus répandu de la vaisselle d'origine européenne et de la quincaillerie importée entraîne un ralentissement de l'activité des dinandiers, des potiers et des fabricants d'articles ménagers en terre cuite : *tajin* et *canoun*. On fabrique dans les souks moins de serrures, de clefs, de verrous, de poignées de portes.

Cette évolution a pour conséquence une diminution générale des effectifs des corporations. Aucun corps de métier n'a vu le nombre de ses membres augmenter depuis le milieu du XIX^e siècle. Activité en crise, l'artisanat n'attire plus les jeunes. Vers 1930, l'âge moyen des artisans dans les différents métiers est de 40 ans.

A Tunis, l'artisanat de la chéchia qui était avec celui de la soie la plus importante activité des souks, comprenait vers 1890, 500 maîtres chaouachis (d'après Ch. Lallemand) ; il n'en comptait plus vers 1900 que 110 dont 50 seulement ayant une activité réelle.

L'effectif des tisserands en soie tombe de 7.200 maîtres et compagnons en 1890 à 764 en 1908 ; celui des moulineurs de soie s'effondre : de 280 en 1895, il passe à 50 en 1930. Le nombre des teinturiers passe de 1.200 maîtres et compagnons en 1890 à 75 après 1930 ^u.

Les tanneurs qui étaient 250 environ peu avant le Protectorat n'étaient plus que 70 la veille de la première guerre mondiale. Dans un grand nombre de métiers, une partie seulement de la capacité de production de l'atelier est utilisée. P. Marty estime que vers 1895, sur 200 maîtres chaouacbis, 70 seulement travaillent réellement. En 1900 déjà 50 seulement sur 110 sont en pleine activité ¹⁷.

Les effets d'adaptation

Les artisans, pour survivre, sont contraints à un grand effort d'adaptation. Cet effort aboutit non point à une transformation des techniques et des méthodes de travail mais souvent à une imitation, avec des techniques inchangées, de la production industrielle. Les résultats sont, dans l'ensemble, peu brillants. Quelques artisans ont pu obtenir, en utilisant de la matière première de bonne qualité et en mettant plus de soin à leur travail, de beaux articles. Mais les prix des articles imités sont plus élevés que ceux des produits manufacturés similaires. L'échec de ces tentatives est dû, selon P. Genistous, à ceux qui conseillent aux artisans d'introduire des modifications dans leur production « alors qu'ils n'étaient pas des spécialistes, ignoraient la technique de travail des artisans et ne pouvaient donner que des conseils très vagues ». Ainsi « le résultat de ces adaptations improvisées a-t-il été décevant car il était en effet difficile d'adapter brusquement des décors orientaux à des objets européens ; des techniques artisanales à un usage moderne » ¹⁸.

D'autres tentatives n'ont pas totalement échoué : s'adapter à l'évolution du goût de la clientèle. Les transformations introduites dans les chaussures, comme celles qui ont abouti à la fabrication de la « *Kountra* » (chaussure en cuir vernis avec une semelle en cuir) ou celles qui ont affecté la bijouterie, le tissage, la fabrication des charmes, le travail du cuir, la poterie, ont été appréciées par la clientèle tunisienne.

La clientèle européenne intérieure ou de passage (touristes) était à l'origine du développement d'une activité nouvelle : le travail du cuivre ciselé et martelé. Ce métier d'art s'est installé au début du XX^e siècle dans la rue Jemaa Zitouna, (ex-rue de l'Eglise) où les européens passent en grand nombre pour atteindre les souks. Les potiers de Nabeul dont la production de luxe se vend aussi dans l'ancienne rue de l'Eglise ont dû adapter leurs articles au goût de la clientèle étrangère.

Quand les efforts d'adaptation n'ont pu aboutir, les artisans cessent de produire pour devenir simples commerçants. Ils vendent de plus en plus des produits importés : tissus, vêtements, parfums, quincaillerie venus de France. La mutation atteint de bonne heure les artisans israélites qui se sont rapidement adaptés en important quantité de verreries, d'étoffes, de quincaillerie qu'ils vendent dans les souks ; puis avec l'extension de la ville européenne, l'accroissement de la population étrangère et l'évolution du goût des catégories aisées de la population musulmane, ils sont venus s'y établir nombreux pour vendre les produits importés. La décadence de l'artisanat contribue à l'hypertrophie des activités commerciales dont le caractère parasitaire ira en s'accroissant.

La dégénérescence des institutions corporatives

Les artisans qui constituaient avec les commerçants une classe bourgeoise vivant dans l'aisance s'appauvrissent au fil des années. Progressivement, les effectifs de tous les corps de métiers groupés en corporations diminuent en nombre. Ceux qui continuent à exercer leur métier sont obligés, pour survivre, de se libérer d'un grand nombre de contraintes corporatives.

L'amine conserve certes sa fonction d'arbitre et d'expert et parvient à faire respecter les règlements de la corporation. Or l'amine disparaît avec les corporations qui dépérissent : il en a été ainsi des Zénaïdya et des Jaaïbya. Mais les principes corporatifs s'altèrent de jour en jour par suite des impératifs commerciaux. L'obligation pour chaque artisan d'exercer son métier dans le souk spécialisé de sa profession n'est plus rigoureuse.

Parfois, l'introduction de techniques nouvelles (métiers mécaniques de tissage, installations modernes de teinture) exigeant des locaux plus

vastes, entraîne le déplacement des nouveaux ateliers vers la ville nouvelle ou ses faubourgs.

Les abandons d'activité laissent des boutiques vides qui sont bientôt occupées par des gens qui s'adonnent à des activités étrangères au souk. L'on voit ainsi des orfèvres s'installer rue Jamaâ Zitouna et des marchands de produits alimentaires au souk El Attarine. L'homogénéité professionnelle, caractéristique des souks, tend ainsi à s'altérer et la structure des différentes corporations est elle-même profondément ébranlée. Seuls les chaouachis ont pu maintenir plus longtemps l'armature corporative : l'aminé y a conservé une certaine autorité ; le conseil du 'Orf subsiste. L'homogénéité de leurs souks a été moins atteinte par l'intrusion de nouveaux venus, mais la lente décadence de la profession vide peu à peu de leur contenu ces structures multiséculaires.

L'artisanat et les pouvoirs publics

Si les corporations ont complètement disparu en Algérie, elles se sont au contraire maintenues en Tunisie après 1881 et sont reconnues par le gouvernement. Un ensemble de décrets vient compléter en 1884/1885, 1888 et 1913 l'œuvre législative de Khayreddine en ce domaine.

Le décret du 12 mars 1884 réorganise la corporation des chaouachis et transforme le conseil du 'Orf en un tribunal de commerce auquel sont soumis les litiges.

Les statuts de l'aminé et des crieurs publics du Souk El Berka sont réglementés par les décrets du 20 juin 1885 et du 26 septembre 1888. Enfin, les décrets du 26 septembre 1885 et du 22 février 1913 confirment et précisent les pouvoirs du Cheikh El Médina sur les corporations.

Le décret du 6 mars 1920 crée la « Chambre Consultative Indigène des Intérêts Commerciaux et Industriels de Tunis » où sont représentées les corporations. A côté de 6 représentants des commerçants et industriels tunisiens, il y eut 8 représentants des aminés et maîtres de corporations.

Les autorités du Protectorat ont tenté de rénover l'artisanat utilitaire en particulier, en organisant un enseignement professionnel qui devait apprendre des métiers aux jeunes tunisiens (décrets du 27 juillet 1885 et de 22 octobre 1890).

En 1888, le Collège Alaoui est équipé d'ateliers pour le travail du fer et du bois. La première école professionnelle, fondée en 1898 rue Bab Souika, enseigne le travail du bois, du fer et de la reliure. En 1905 une nouvelle Ecole Professionnelle (futur Collège Technique Emile Loubet) remplace l'école professionnelle de Bab Souika. Mais si la première école comptait une trentaine d'élèves musulmans, dans la nouvelle, il n'y en avait plus que huit sur 165, et son enseignement est plutôt orienté vers les techniques modernes.

Un atelier de tissage, créé en 1909, permet à une dizaine d'élèves tunisiens de suivre les cours pendant la journée et à une soixantaine, les cours du soir. Cet atelier entreprend ainsi d'initier les artisans aux métiers Jacquard. L'école s'efforce de diffuser ces métiers parmi les artisans et d'amener les autres à « modifier leurs anciens métiers en s'inspirant de ceux qu'ils ont vu fonctionner »¹⁹.

A la fin du XIX^e siècle une « Société d'Industrie d'Arts de la Tunisie » est créée à Tunis par J. Pillet, Inspecteur des Beaux-Arts. Un certain nombre d'ateliers, en particulier de teinture et de maroquinerie, sont *équipés pour servir d'ateliers modèles. Le fondateur de la société voulait introduire des améliorations techniques dans les procédés employés par les artisans, mais ses efforts n'étaient pas couronnés de succès.*

En 1913 est créé le « Laboratoire d'essais industriels et commerciaux indigènes » avec pour but de diffuser parmi les artisans de nouveaux procédés et de nouvelles techniques en mettant à leur disposition des ateliers modèles.

Avec la création de « l'Office de l'Enseignement Professionnel » en mars 1923, plusieurs centres pourvus d'ateliers pilotes de tissage ou de peinture ou les deux à la fois, sont créés dans la Régence, dispensant une formation professionnelle et développant l'esprit d'invention et de rénovation.

L'« Office de l'Enseignement Professionnel » devenu le « Service de l'Enseignement Artisanal et des Métiers et Arts Tunisiens », puis l'« Office des Arts Tunisiens » s'efforce d'améliorer les modèles en développant chez les artisans le goût de la qualité et en les incitant à travailler selon les normes et les exigences de la fabrication artisanale d'autrefois. Dans certains secteurs comme les poteries d'arts, la

broderie, les cuivres ciselés, les tapis, les résultats sont concluants. Un certain nombre d'artisans utilisant les matières premières de haute qualité proposées par l'Office des Arts reviennent aux techniques anciennes de teinture et aux motifs classiques. Les centres régionaux élaborent à partir des modèles traditionnels des articles nouveaux qui s'adaptent au goût du moment et qui permettent des utilisations plus nombreuses.

Pour contrôler la qualité des différents produits, des marques d'Etat sont créées. En 1921, on en institue une pour les tapis ; et depuis 1934, tous les produits d'origine tunisienne destinés à l'exportation devaient porter la marque « Tunisia ». L'Office Tunisien de Standardisation (OTUS) puis à partir de 1945 le Service des Métiers et des Arts sont chargés de l'estampillage des produits.

Le décret beylical du 9 août 1945 n'accorde la marque qu'à des ouvrages répondant aux conditions suivantes :

- 1) être de conception artistique traditionnelle ou être inspiré de l'art local sans altération ni mélange arbitraire ;
- 2) être de qualité loyale et marchande par le choix de la matière employée et le soin de l'exécution ;
- 3) avoir été exécuté à la main par des artisans tunisiens.

L'Office dont le Directeur assume la charge d'Inspecteur de l'Enseignement Professionnel contrôle l'apprentissage dans les écoles professionnelles ainsi qu'un certain nombre d'ateliers pilotes fréquentés par les élèves ayant terminé leurs études et qui continuent à se perfectionner. L'Office des Arts a ainsi contribué à améliorer la qualité d'un certain nombre de produits, mais son action s'exerce presque exclusivement dans le domaine de l'artisanat artistique qui intéresse surtout les clients européens. Or, ce type d'artisanat représente un secteur secondaire de l'ensemble de l'artisanat tunisien.

Depuis 1947, le sort de l'artisanat est confié au Ministère du Commerce et de l'Artisanat réorganisé par le décret beylical du 12 janvier 1950 et comportant un Service de l'Artisanat. Le décret du 12 janvier lui assigne pour mission de :

- « étudier les conditions de développement économique et social de l'artisanat » ;
- « organiser la production artisanale et aider à son écoulement,

- « émettre des avis sur les demandes de crédit intéressant les artisans ou les groupements d'artisans ».

Ce service a tenté d'améliorer le sort du tissage en créant un atelier modèle à Tunis qui, malheureusement, n'a donné aucun résultat. Il a cherché aussi à rénover l'artisanat de la teinture en introduisant les techniques modernes et en améliorant le niveau des teinturiers par le développement de l'enseignement professionnel : l'Ecole Professionnelle de Bab El Alouj voit son atelier de teinture modernisé ; des spécialistes français des diverses fibres naturelles tentent d'y répandre les procédés nouveaux. Mais les résultats dans ce domaine sont aussi peu spectaculaires.

Ainsi les Autorités du Protectorat se sont-elles penchées avec une apparente sollicitude sur le sort de l'artisanat tunisien qui faisait vivre près de 10.000 personnes en 1953. Mais l'action des pouvoirs publics s'exerce d'une façon plus systématique à Tunis où les artisans se groupent dans les souks relativement homogènes et où les efforts officiels de modernisation peuvent plus aisément propager les techniques et les orientations nouvelles. Dans les campagnes, l'extrême dispersion des ateliers, la difficulté de communiquer avec des groupes ou des individus souvent illettrés paralysent toute tentative sérieuse de rénovation.

Certes, la qualité d'un certain nombre de produits (tapis, cuivres ciselés) s'est améliorée, certains arts populaires ont pu être sauvés et leur production rénovée et modernisée ; mais on négligeait pratiquement tous les autres métiers de l'artisanat utilitaire qui employaient la majeure partie de la main d'œuvre artisanale.

La création avortée des coopératives artisanales

Afin de remédier à la décadence du système corporatif, les artisans de Tunis essaient de nouvelles formes d'association : les coopératives. Dans la création de certaines d'entre elles, Abdeljelil Zaouche joue un rôle important²⁰. Il met sur pied la coopérative des Belghagis dite « Société Essadia » dont il est le président. Composée de 800 actionnaires, elle assure l'achat des matières premières et la vente dans une boutique au souk des produits utilisés par la corporation ; elle pratique même

l'escompte à un taux relativement faible. De son côté, « L'Union commerciale » fondée par les commerçants djerbiens de Tunis pratique l'achat en gros des marchandises vendues au détail par ses adhérents.

Or, quelques mois après leur création, les coopératives périclitent puis disparaissent. En 1913, le Gouvernement tente de les ranimer : « le Laboratoire d'Essais Industriels et Commerciaux Indigènes » est chargé de provoquer la « création de coopératives, et aider leur fonctionnement et leur développement » (art. 12 du décret du 17 juin 1913) et autorise les « Sociétés de Prévoyance » à créer des coopératives (Art. 1). Mais ces dispositions ne parviennent pas à enrayer le déclin du mouvement : la création des coopératives ne répondait pas à un mouvement spontané des artisans. En fait, la mentalité artisanale a peu évolué depuis des siècles, elle est restée profondément individualiste. « Beaucoup de coopératives se constituent uniquement dans le but d'obtenir des prêts et elles n'ont souvent ensuite aucune existence réelle » (Pennec).

le syndicalisme dans l'artisanat

Les formes nouvelles de groupement et d'association nées en Europe pour défendre les intérêts des travailleurs font leur apparition, vers 1920, dans le monde des artisans. Le mouvement syndical créé par Mhamed Ali Hammi entraîne, malgré son activité clandestine, l'adhésion d'un certain nombre de compagnons entre 1920 et 1924. Après la promulgation du décret du 16 novembre 1932 qui donne au mouvement syndical une existence légale, le nombre d'artisans syndiqués s'accroît : ouvriers fabricants de chéchias, patrons et ouvriers cordonniers, ouvriers et artisans bijoutiers, joailliers et orfèvres de Tunis, etc. se constituent en syndicats qui, cependant, ne groupent qu'un nombre peu élevé d'artisans — un millier environ vers 1935. Mais le mouvement évolue et incorpore à la veille de la deuxième guerre mondiale la majeure partie des corps de métiers de Tunis. A l'origine, patrons et ouvriers sont groupés dans le même syndicat : c'est ainsi que le syndicat des tisserands, des bijoutiers, des Belghagis de Tunis comprenait à la fois les compagnons et leurs patrons. L'amalgame témoigne sans doute de la persistance de la mentalité corporative qui se manifeste d'ailleurs dans toutes les revendications syndicales : c'est

ainsi que les arabatiers demandent que le transport des graines à Tunis leur soit réservé à eux seuls, les bijoutiers réclament l'élimination de leurs concurrents de nationalité italienne et la mise hors des circuits de la vente des vieux bijoux.

Le syndicat des ouvriers fabricants de chéchias présente des revendications à caractère plus nettement syndical en réclamant la création d'un Conseil de Prudhommes. Mais la mentalité et *l'organisation corporative restent vivaces chez l'ensemble des corps de métiers de Tunis* ; dans l'esprit des artisans, le syndicalisme semble être une forme moderne du corporatisme traditionnel.

Quoiqu'il en soit, les revendications de ces groupes socio-professionnels prennent une ampleur sans précédent lors de la grande crise de 1932/1936. Celle-ci a provoqué l'arrêt des exportations et une baisse sensible du pouvoir d'achat de toutes les catégories sociales, en particulier des fellahs touchés eux aussi par la mévente et la baisse des prix des denrées agricoles ²¹. Il en est résulté un ralentissement considérable des transactions chez tous les corps de métier et un affaissement du prix des articles tunisiens.

Les artisans demandent alors aux Pouvoirs Publics d'assurer la protection des produits de l'artisanat tunisien contre toutes les formes de concurrence. Les tisserands de Tunis réclament le monopole de la fabrication des articles traditionnels ; le décret du 31 août 1932 leur donne en partie satisfaction ; mais deux mois plus tard, ils font grève, ferment ateliers et souks et manifestent devant le Dar El Bey (1932) parce qu'ils considèrent que les tisserands qui utilisent les métiers mécaniques tournent les dispositions du décret du 31 août et continuent à fabriquer des articles qu'ils ne parviennent pas à concurrencer. Les orfèvres s'élèvent eux aussi contre la concurrence qui leur est faite pâlies commerçants non soumis au contrôle de la corporation et qui vendent, au prix des bijoux neufs, des articles d'orfèvrerie usagés. L'ampleur de ces mouvements revendicatifs, l'importance des grèves de 1932 — les premières grèves déclenchées par les artisans — témoignent de la grave crise que traversent alors tous les corps de métiers.

Revendications et grèves n'ont d'ailleurs pas lieu dans le cadre d'une quelconque organisation syndicale puisque les syndicats n'ont

d'existence légale qu'en 1933. Elles représentent une manifestation spontanée du mécontentement provoqué par la crise qui a ébranlé à cette époque tous les secteurs de l'activité économique, autant l'agriculture que l'artisanat. Par ailleurs, la mentalité conservatrice des artisans qui ne parviennent pas à saisir les buts et les méthodes spécifiques du syndicalisme moderne entraînent rapidement la désintégration, voire la disparition, d'un grand nombre de syndicats constitués après 1932.

C'est ainsi que le syndicat des ouvriers tailleurs n'a plus d'existence réelle un mois après sa formation ; celui des patrons et ouvriers cordonniers n'a pratiquement pas fonctionné ; quant au syndicat des chaouachis, seuls 40 adhérents sur 200 lui versent leurs cotisations.

Les événements politiques (Front Populaire) qui surviennent en France à partir de 1934 ont leur écho en Tunisie et provoquent, chez les artisans de la capitale essentiellement, une nouvelle phase d'agitation. C'est ainsi qu'un nombre important de syndicats d'artisans tunisiens renaissent, d'autres se constituent, tous voulant faire aboutir leurs revendications. Le syndicat des ouvriers fabricants des chéchias se reconstitue en 1936 à la suite du refus des patrons d'accepter un relèvement des salaires et réclame la création d'un Conseil de Prudhommes pour régler les conflits du travail, l'augmentation des salaires de 8 à 12 francs décidée par le Cheikh El Médina, la limitation de la journée de travail à 8 heures et la protection de la chéchia tunisienne contre la concurrence étrangère.

De nombreux autres syndicats se constituent ou reprennent vie : syndicats des belghagis, des ouvriers de tissage mécanique, des ouvriers ciseleurs, des ouvriers bransis, des ouvriers tanneurs, etc. Mais à la différence du mouvement syndical des années 33/34, celui de 1936/38 est véritablement un mouvement de classe. En 1933/34, la majorité des syndicats artisans de Tunis groupent à la fois patrons et compagnons, animés d'un même esprit de revendications corporatives tandis qu'en 1936, la plupart de ces syndicats deviennent homogènes sur le plan socio-professionnel : les ouvriers se séparent des patrons pour constituer leurs propres syndicats chez les chaouachias et les Belghagis, le syndicat des compagnons et kalfas s'oppose au syndicat patronal qui

rejette les revendications des ouvriers. Patrons et ouvriers ne sont plus unis par les mêmes buts corporatifs. Les patrons admettent difficilement les revendications de leurs «compagnons» dans la mauvaise conjoncture qu'ils traversent.

Le décret beylical du 4 août 1936 étend les lois sociales aux corporations traditionnelles, mais leur application se heurte à l'inertie des patrons et les programmes revendicatifs des syndicats artisans restent lettre-morte.

L'écroulement du Front Populaire en France et la réaction qui s'en est suivi entraînent en Tunisie le raidissement des forces conservatrices et la mise au pas de tout le mouvement syndical. Néanmoins, des accords fixant la durée de la journée de travail (8 heures) dans un certain nombre de corps de métiers²² sont conclus entre les syndicats ouvriers et les patrons et entérinés par des arrêtés du Premier Ministre (7-31 juin 1937). Mais le recul très net du syndicalisme pendant les trois années qui précèdent la guerre n'a pas été un facteur favorable à l'application de ces accords.

Il est certain que l'extension des lois sociales aux ouvriers artisans n'est pas chose facile, car les compagnons et *kalfas* tunisiens étaient rémunérés le plus souvent à la pièce, et non point à la journée ou à l'heure. En outre, le rythme du travail artisanal est caractérisé par une irrégularité chronique : à des périodes de marasme et de travail au ralenti qui diminuent chez les artisans le besoin de main d'œuvre, succèdent des périodes de prospérité et d'activité continue qui exigent de la part des ouvriers une présence constante aux côtés du patron. Dès lors, la limitation de la journée de travail paraissait aux yeux des patrons comme une revendication démagogique peu adaptée aux conditions dans lesquelles se développe l'activité artisanale.

En outre, le relèvement des salaires des ouvriers risquait d'obérer le budget des petits patrons dont la situation n'a jamais été brillante. Le syndicalisme, phénomène engendré par le développement de l'industrie et de la classe ouvrière qui en est le corollaire, apparaît donc aux patrons-artisans comme une agitation factice qui ne correspond pas aux formes d'évolution spécifiques de leur activité.

Ainsi l'artisanat tunisien à la veille de la 2^e guerre mondiale apparaît-il, dans ses formes d'organisation, fortement désarticulé : la désagrégation

des corporations voulue par un grand nombre des gens de métiers, l'échec de la tentative coopératrice, l'essoufflement du mouvement syndical artisanal révèlent un mal profond qui n'a pas cessé de ronger les vieilles structures, sans pour autant permettre l'apparition de nouvelles, mieux adaptées aux conditions dans lesquelles se trouve l'ensemble des corps de métiers des grandes villes de la Régence, en particulier ceux de Tunis.

L'artisanat pendant et après la deuxième guerre mondiale

L'artisanat tunisien a connu pendant la deuxième guerre mondiale une des dernières périodes fastes de son histoire. En effet, l'interruption des relations commerciales entre la Régence et la Métropole qui a engendré une pénurie de produits manufacturés importés a permis aux artisans de disposer presque complètement du marché intérieur. Malgré l'arrêt des exportations, l'activité des différents corps de métiers voit son rythme s'accroître et la production augmenter notablement ; certaines activités n'arrivaient pas à satisfaire complètement la demande (tissage par exemple). Les profits dans tous les secteurs s'accroissent et la situation des artisans s'améliore. La saine réaction de l'artisanat tunisien devant les conditions difficiles créées par la guerre fit l'admiration de Jacques Revault, directeur de l'office des Arts. Il note dans l'Introduction du numéro spécial de la Revue « Tunisie » de janvier 1942 consacré à l'artisanat, que les différentes activités artisanales tunisiennes « ont montré qu'elles étaient capables de soutenir l'existence économique de la Régence obligée à l'autarcie » et de satisfaire les « exigences d'une nouvelle clientèle habituée à l'usage des produits manufacturés ».

L'artisanat utilitaire, en particulier, voit son activité s'accroître à un rythme qu'il n'a pas atteint depuis des décennies ; les tisserands, les balghagis, les cordonniers, les bransis, les artisans spécialisés dans les articles féminins et ménagers, les forgerons, menuisiers, ébénistes connaissent une période d'exceptionnelle euphorie.

La protection qu'ils avaient tant réclamée par la voix des corporations ou par celle des syndicats et que les autorités n'ont jamais voulu établir s'est faite d'un coup, totale, par le fait de la guerre et leur

a tout de suite apporté les bienfaits qu'ils avaient tant appelés de leurs vœux.

La difficulté d'importer les matières premières n'a pas gêné le développement rapide de l'artisanat qui utilise les matières premières trouvées sur place : laine, cuir, peaux, argile à modeler, fer, bois local, etc. et, de temps à autre, un bateau venant de France apporte de la soie, du bois, des articles d'ébénisterie ou de ferronnerie.

La fin de la guerre et la reprise des relations commerciales normales avec l'extérieur met fin à cette situation exceptionnelle. On revient à la situation qui prévalait avant-guerre : le marché se rétracte pour les produits textiles tunisiens immédiatement après la fin des hostilités, à la suite de l'afflux des surplus américains et de la friperie militaire. La tentative de Mhamed Chenik de créer pendant la guerre une industrie textile moderne est alors irrémédiablement compromise. La gamme des produits manufacturés français et étrangers reflue sur le marché tunisien.

Tous les secteurs de l'artisanat se ressentent du changement de la conjoncture. Certes, le marché étranger s'ouvre à nouveau à la production artisanale mais les exportations ne compensent guère la forte rétraction du marché. Les exportations des chéchias reprennent dès la fin de la guerre essentiellement vers l'Algérie et la Libye (qui achètent 99% des *exportations de chéchias*) *mais en 1946, le volume* des importations de chéchias est dix fois plus important que celui des exportations. On importe moins après 1946 et les exportations *augmentent progressivement, malgré un certain ralentissement en 1951/1952* ; mais le marché tunisien n'est plus, comme pendant la guerre, efficacement protégé.

Pour les autres articles, les tissus de soie par exemple, la reprise des exportations n'a été d'aucun profit : le volume total des exportations de ces articles est de 76 quintaux pour la période 1949/1957, quantité dérisoire ; à partir de 1958, les exportations de ces tissus disparaîtront complètement. La clientèle locale est attirée par les tissus en soie ou en fibres artificielles et synthétiques d'origine française.

Pour les ouvrages en cuir, si la Tunisie a exporté, en 1949, 19 quintaux, elle en a importé 242 dont 32 quintaux d'articles de bourrellerie et de

sellerie. Le nombre des pays importateurs de produits artisanaux tunisiens diminue progressivement au fil des ans : deux pays au système économique et social analogue au nôtre restent nos principaux clients : l'Algérie et la Libye.

L'Algérie qui, pendant la période 1949/1955, a acheté 70% de nos tissus de rayonne, reçoit aussi la majeure partie de nos exportations de tissus en soie : haïks, gandourah, articles en cuir et en cuivre. Seuls les articles de bijouterie intéressent une clientèle plus variée et plus riche. Depuis la guerre, nos principaux clients sont les pays développés de l'Europe occidentale (Italie, Allemagne Fédérale, Belgique, Suisse) et parfois les Etats-Unis. Pour les articles dorés et argentés, les exportations sont devenues irrégulières et la Libye reste notre principal client.

Le déclin des exportations et le rétrécissement du marché intérieur après la guerre ont contribué à aggraver la situation de tous les artisans et diminuer le volume de la production dans tous les secteurs ; il en est résulté une diminution des effectifs de la plupart des corps de métiers et en particulier du nombre des compagnons et des apprentis qui émigrent vers les secteurs d'activités modernes (ateliers de tissage mécanique, ébénisterie moderne, usine de chaussures, etc.). « Il est certain, écrit Pierre Pennec, que la réduction des effectifs a été presque générale depuis la reprise des importations de produits de fabrication industrielle à partir de 1948... On constate en effet un recul général par rapport aux chiffres d'avant guerre alors que la population tunisienne a augmenté considérablement »²³.

Les patrons sakkajine qui étaient au nombre de 20 environ ne sont plus que huit au souk de Tunis, les tisserands qui étaient 3373 avant guerre sont passés à 843 après 1945. Les patrons bransis qui étaient 120 en 1930, n'étaient plus qu'une vingtaine en 1962. L'augmentation des effectifs n'est sensible que chez les orfèvres et bijoutiers qui conservent une clientèle locale importante et les dinandiers et ciseleurs sur cuivre dont les débouchés se sont accrus grâce à la clientèle étrangère.

D'autres métiers ont presque complètement disparu depuis la deuxième guerre à la suite du tarissement de toute demande locale et étrangère. Les fabricants d'armes, de vêtements brodés, de bachmaqs, de chebrella ont quitté les souks et abandonné le métier.

L'artisanat rural a connu la même évolution. Toutes les communautés villageoises avaient un secteur artisanal développé qui pourvoyait à la plus grande partie de leurs besoins. Dans la plupart des familles, les femmes s'adonnaient à la broderie, à la tapisserie ou au tissage. Certains centres (Bizerte, Nabeul, Hammamet, Gafsa, Zarzis, Djerba) ont une partie importante de leur population qui vit de la production artisanale : ainsi Djerba ou Nabeul pour la poterie, Dar Chaabane pour la sculpture sur pierre, Oudref pour les Mergoums, Testour pour les couvertures en laine.

Le déclin atteint toutes ces activités, en particulier la sculpture sur pierre, depuis les changements qui ont affecté le style des constructions. Mais la tradition artisanale s'est maintenue dans les secteurs de la production utilitaire parce que la population villageoise et même urbaine, en dehors de Tunis, est restée fidèle à l'habit régional, à certains ustensiles locaux (essentiellement les articles en argile et en cuivre), aux produits de la menuiserie et de l'ébénisterie locale. Néanmoins, les mêmes causes qui ont ébranlé l'artisanat urbain ont produit sur l'artisanat rural les mêmes effets.

C'est ainsi qu'à Moknine, par exemple, la crise qui a affecté l'artisanat de la poterie a provoqué des transformations profondes dans la vie des artisans : les potiers jadis petits propriétaires fonciers ont dû vendre leurs terres pour s'acquitter des dettes qu'ils n'ont cessé de contracter. « Le potier-fellah est devenu ainsi un artisan exclusivement »²⁴. En hiver, quand le travail artisanal se ralentit, le potier se fait embaucher comme ouvrier agricole pour la cueillette des olives ou comme salarié dans les huileries. *S'il ne trouve point de travail, il continue à faire de la poterie et va vendre lui même sa production comme marchand ambulant.* Mais le plus souvent, le potier ne vend plus lui-même sa production. Celle-ci est confiée à un commerçant qui ne laisse à l'artisan que la portion congrue. De plus, l'appauvrissement du potier a provoqué chez lui une pénurie totale de capitaux pour le fonctionnement régulier de son atelier. Dès lors, pour s'adonner à son activité, il est obligé d'avoir recours à des bailleurs de fonds, fonctionnaires ou commerçants qui profitent largement de sa misère. « Ainsi a commencé depuis quelques décennies ce processus d'appauvrissement, d'endettement et d'asservissement des

potiers par le capital commercial »²⁵. Ce processus a pour conséquence la dégradation progressive du niveau de vie des potiers et l'amenuisement considérable de l'effectif artisan. Le vieil artisan disparu n'est plus remplacé par son fils. Il en est résulté une baisse sensible de la production et une dégradation nette des techniques traditionnelles du métier. Ce processus a affecté l'ensemble des métiers ruraux.

La résistance de l'artisanat

Cependant, l'artisanat a survécu à toutes les vicissitudes que les transformations du monde lui ont fait subir. Comme l'activité agricole, l'artisanat a connu les terribles traumatismes qui ont ébranlé l'économie tunisienne. Mais à la différence de l'agriculture où la présence de colons européens a eu pour conséquence une expropriation pure et simple du fellah et son refoulement vers les marges stériles du pays, les artisans n'ont pas été systématiquement évincés de leurs souks par des concurrents européens. C'est par le biais du commerce des produits étrangers que la crise a atteint les activités artisanales. Ce commerce s'est développé dans les secteurs européens des cités tunisiennes puis il a pénétré les villages et les médinas. Les artisans sont restés les maîtres chez eux, dans leurs souks ou à leur domicile (artisanat rural féminin). Aussi malgré les assauts de la concurrence européenne, l'artisanat a-t-il survécu, vivant de sa vie précaire, mais vivant tout de même. Les techniques chez les différents corps de métier sont restées telles qu'elles étaient depuis des siècles ; les changements qui ont affecté les différents secteurs de l'artisanat ont vidé le contenu de tel ou tel métier, mais les techniques, les sources d'énergie, la structure en petites unités de production dispersées dans les campagnes ou rassemblées dans le souk n'ont point subi de changements fondamentaux.

L'artisanat est une forme de l'économie pré-industrielle et pré-capitaliste, caractéristique d'une civilisation restée, dans ses structures, essentiellement archaïque. Cette civilisation et cette économie n'ont pas évolué d'elles-mêmes vers les formes nouvelles de la civilisation industrielle telles qu'elles se sont épanouies en Europe Occidentale. Les bases de celle-ci : sources d'énergie minérale, machines, capital, usines, cadres techniques et scientifiques, sont restées dans leurs pays d'origine

et la Tunisie n'en reçut que les produits commercialisables sous forme de marchandises fabriquées en série et introduites sans barrage douanier. C'est ainsi que s'est développé dans la Régence un énorme secteur commercial à côté d'un secteur de production archaïque qui ne pouvait lutter à armes égales contre la concurrence qui lui était faite impunément. Ce secteur a conservé une partie de sa clientèle traditionnelle²⁶ et une certaine clientèle étrangère, mais sa survie est liée essentiellement à la sous-industrialisation du pays.

L'enquête menée par le Ministère du Commerce en 1953 dénombre 4.500 à 5.000 exploitations artisanales à Tunis et 23.213 exploitations artisanales hors Tunis dans l'ensemble de la Tunisie. Si l'on ajoute à ces chiffres les ouvriers et les apprentis, les femmes artisans (40.000 environ) et les artisans hommes et femmes qui travaillent à domicile, on atteint le chiffre de 100.000 personnes environ qui s'adonnent à une activité artisanale quelconque.

L'enquête a montré que les activités les plus importantes, celles qui emploient d'une façon continue 20.000 personnes, sont l'artisanat du textile (5.000 exploitations occupant 10.000 personnes) ; les métiers du bois et l'artisanat rural (3.500 exploitations occupant 7.500 personnes) et l'artisanat du cuir et de la chaussure où on a recensé 1.800 exploitations occupant 3.500 personnes.

Ces branches de l'artisanat travaillent essentiellement pour le marché local car, depuis le début du Protectorat jusqu'à sa fin, la part de l'artisanat dans les exportations totales de la Tunisie n'a jamais été importante.

1920-1925.....	3%	1935-1940.....	7,51%
1925-1930.....	2,45 %	1940-1945.....	4,67%
1930-1935.....	1,95 %	1945-1949.....	3,85%

Notes

1. L. Golvin « *Aspects de l'artisanat tunisien* » 1957, p. 82.
2. V. Fleury : « *Les industries indigènes de la Tunisie* ». Paris 1900.
3. P. Pennec « *Transformation des corps de métiers de Tunis* », thèse 1964.
4. Ces cotonnades inondent le pays, constate V. Fleury en 1900.
5. Pennec, op. cité p 222.
6. Pennec, op. cité p 246.
7. *Ibid*, p 246.
8. Pennec, op. cité p. 179.
9. « *Statistique Générale de la Tunisie* » publiée par la Direction Générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.
10. Charles Lallemand, « *Tunis et ses environs* » Paris 1890.
11. Maurois : « *Les tapis de Kairouan* » bulletin de la Direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation n. 62, 1^{er} trimestre 1912 p. 26-39.
Ibid. p. 285.
12. « Le coût de la teinture à l'aniline s'élève de 0.35 fr à 0.40 fr par kg de laine, alors qu'avec les colorants végétaux le prix varie entre 2 et 3 fr par kg »
13. Pennec, op. cité p. 285.
14. « *Les Corporations Tunisiennes* ». Paris-Rousseau. 1909.
15. Maurois : art. cité.
16. Selon A. Atger. Op. cité.
17. P. Marty « La corporation tunisienne de soyeux » *Revue des Etudes Islamiques* T. VIII. 1934 p. 223-240.
18. « L'artisanat tunisien », *Etude socio-économique*. Janvier 1963.
19. J. Pennec. Op. cité.
20. Abdeljelil Zaouche : « *Essai de Sociétés Coopératives en Tunisie* » ; *Revue du Monde Musulman*. Tome I, 1907, p. 407.
21. A la crise elle-même s'est ajoutée une succession de mauvaises récoltes.
22. Chaouachias, Belghagis, Bransis.
23. *Ibid*, p. 442.
24. H. Sethom : « Les artisans potiers de Moknine » in *Revue du Ceres*, septembre 1964, n. 1, p. 59.
25. *Ibid*.
26. Ruraux, classes pauvres des villes.

CHAPITRE IV

L'économie et le commerce extérieur

L'entreprise coloniale a vidé d'une grande partie de leur substance les différents secteurs de l'activité économique traditionnelle (agriculture, commerce, artisanat) sans permettre l'intégration des tunisiens dans les nouvelles formes d'activité introduites par les européens. Ces nouvelles activités, en particulier bancaires et industrielles, se sont développées en marge des secteurs traditionnels avec des formes d'organisation, des cadres et souvent une main d'œuvre spécifiquement européenne ou israélite. Les tunisiens sont tenus hors du nouveau système de conception, de direction, d'organisation et de financement des secteurs modernes. Des sociétés, des individus ou des groupes d'intérêts exclusivement européens exploitent les mines, possèdent les usines, dirigent les succursales des banques et des entreprises commerciales ou industrielles, assurent par leurs moyens de transport le commerce intérieur et extérieur. Sur 230 entreprises domiciliées en Tunisie et comptant plus de 50 salariés, 206 appartiennent en 1950 à des français ou des étrangers, 24 seulement à des tunisiens.

Les circuits de distribution à tous les niveaux² sont contrôlés par des européens ou, le plus souvent, par des israélites qui dominent le

commerce de gros, de demi gros et la quasi totalité du commerce de détail dans les quartiers européens. Les services sont monopolisés par les éléments étrangers ou israéliites ³ : les cinémas, bars, grands cafés européens, hôtels de luxe leur appartiennent. Enfin la quasi-totalité des cadres techniques et des professions libérales (médecins, pharmaciens, avocats, architectes, ingénieurs) se recrute parmi les non musulmans.

Le développement de ces activités, lié à une implantation de plus en plus large des entreprises européennes dans les villes et à l'accroissement du volume des investissements européens et du commerce avec la France, provoque une concentration de la plus grande partie de la fortune du pays entre les mains de la minorité européenne et israéliite.

L'impôt de superposition frappant les personnes qui ont un revenu supérieur à 100.000 francs donne une idée de la répartition des revenus (année d'imposition 1949) :

Tranche des revenus taxés	Nombre de contribuables		Total
	Européens	Tunisiens	
De 100.000 à 200.000	17.120	4.586	21.706
De 200.000 à 500.000	8.662	1.230	9.892
De 500.000 à 1.000.000	1.257	270	1.527
De 1.000.000 à 2.000.000	359	75	343
Plus de 2.000.000	146	33	179
Total	27.544	6.194	33.738

Si l'on consulte en outre les statistiques de la « Contribution personnelle d'Etat » (imposition 1950, revenus 1949), on constate aussi les mêmes disparités.

Catégorie de profession	Assujettis		Total Assujettis	Total impôts millions
	Européens	Tunisiens		
Agriculture	1725	2564	4379	229.3
Commerce et Industrie	1077	2816	3893	259
Professions libérales et autres	210	806	1016	44.7
Salariés	5610	28870	34936	252.9
Total	8628 sur 3 millions tunisiens	35056 S/240.000 habitants	43684 S/3.240.000 habitants	7B6.3

Enfin, les statistiques des Caisses d'Epargne montrent qu'en 1949, sur 142.000 livrets de Caisse d'Epargne, 30% appartiennent à des tunisiens musulmans, 18% à des israélites et 52% à des français et des étrangers.

La prédominance du capital étranger

Les entreprises modernes, minières, commerciales, industrielles, bancaires sont créées grâce au capital étranger, français essentiellement, qui peut s'investir sans risque puisqu'il se trouve sous la protection des lois et de l'armée française. Ces capitaux sont attirés par les différents secteurs de l'activité économique : par la terre⁴, par la construction des voies ferrées et des ports, l'établissement du réseau télégraphique, la construction immobilière, toutes les formes de l'activité commerciale et, dans une moindre mesure, l'industrie.

Par leurs filiales en Tunisie et leur participation aux sociétés de toutes sortes, les banques françaises en particulier exercent une emprise directe sur les différents secteurs de l'activité économique moderne : la Compagnie Algérienne de Crédit et de Banque qui représentait la Banque de l'Union Parisienne contrôle en Tunisie la production du minerai de fer (Djebel Djerissa), une partie de celle des phosphates (Compagnie de Gafsa) et de nombreuses entreprises industrielles et de transport (Société Commerciale d'Affrètement et de Commission). La Banque de Paris et des Pays-Bas a des participations dans le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, la Compagnie des Phosphates du Djebel Mdhilla dans les Chemins de Fer Tunisiens.

Les sociétés françaises détiennent le quasi monopole de l'exploitation des ressources minières du pays. Les régions phosphatières de Metlaoui, Redeyef, Moularès, sont le fief de la Compagnie des Phosphates et du Chemin de Fer de Gafsa ; les mines de Mdhilla sont exploitées par la Compagnie du Djebel Mdhilla dans laquelle la Banque de Paris et des Pays-Bas est majoritaire ; Maktaa El Hadid contrôlé par l'Union Parisienne (groupe Rothschild) règne sur les gisements de Djerissa (90% de la production tunisienne). L'Asturienne des Mines liée à la Banque de Paris et des Pays-Bas exploite 35% du plomb, tandis que la Penarroya en extrait 16% et la plus grande partie du zinc.

L'industrie extractive

Le capitalisme français ne se porte pas seulement vers le secteur agricole mais aussi vers l'exploitation des ressources minières. La découverte par le vétérinaire Philippe Thomas en 1885-1886 de gisements de phosphates fait du Sud-ouest la région minière la plus importante de Tunisie⁵.

L'exploitation des phosphates commence en avril 1899 par la mise en exploitation des gisements de la Compagnie des Phosphates et de Chemin de Fer de Gafsa qui entreprend la construction de la voie ferrée reliant les gisements de Metlaoui, Moularès et Mdhilla au port de Sfax. La voie ferrée à écartement d'un mètre est rapidement construite et ouverte au trafic en 1899 et les premières expéditions ont lieu à Sfax à la même date. Des embranchements sont réalisés ensuite entre Metlaoui, Tozeur (1913) et Mdhilla (1914). Les gisements du Jebel Mdhilla sont concédés à une deuxième compagnie (Compagnie du Jebel Mdhilla). La Compagnie de Gafsa et celle de Mdhilla extraient 85% de la production totale tunisienne⁶. Comme la teneur du minerai est faible en acide phosphorique (58 à 62%), des usines d'enrichissement du minerai sont construites à Metlaoui, Moularès et Mdhilla.

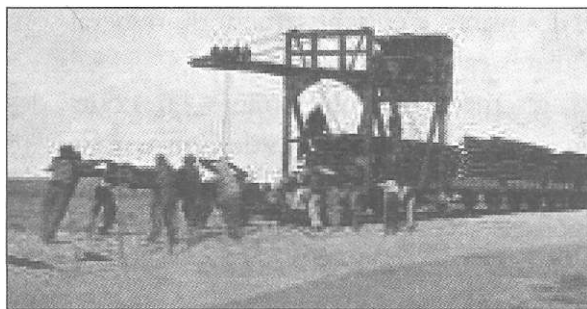
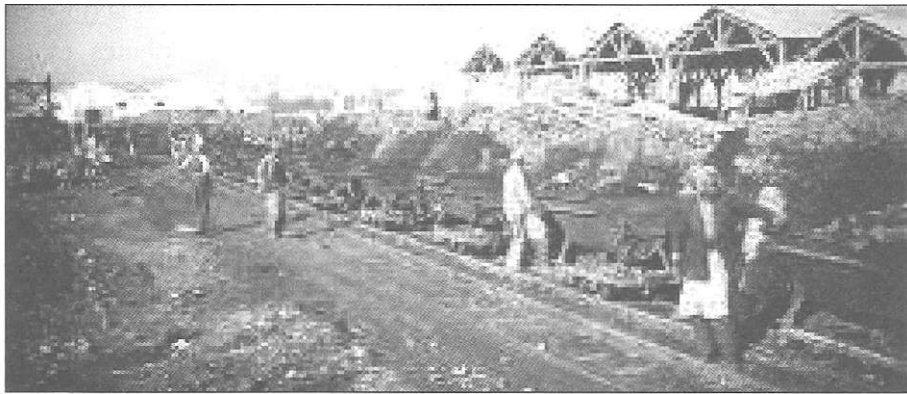
La production de ces gisements est importante au cours des premières années d'exploitation. En 1930, les mines de Gafsa produisent près de deux millions de tonnes de phosphate ; celles de Mdhilla 431.000 T. Les mines dispersées (Kalaat Jerda, Kalaat Senam, Rebiha, Mhiri Zebbès, Bir Lafou) dans le Haut Tell : 506.000 T.

La crise mondiale porte un coup sévère à la production phosphatière. Les exportations qui avaient atteint plus de 3 millions de tonnes tombent à 1.700.000 T. en 1932. Il a fallu que l'Etat intervienne pour redresser la situation. Un Comptoir Unique pour la vente des Phosphates de l'Afrique du Nord est créé pour procéder à l'assainissement du marché européen. Le Comptoir devait répartir équitablement les tonnages à livrer par exploitation et par pays (Algérie, Tunisie et Maroc) de manière à les harmoniser avec les débouchés.

La production de phosphate en 1958-59 s'élève à quelques 1.500.000 T. pour la Compagnie de Gafsa et 400 à 430.000 T. pour celle de

Exploitation minière

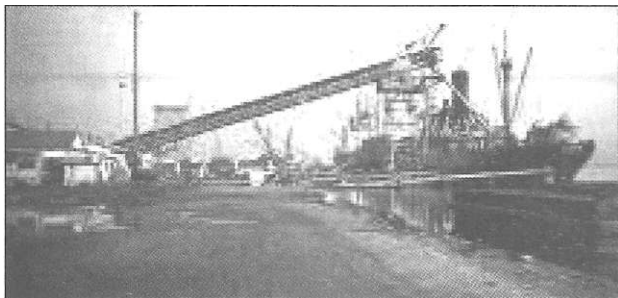
Après la découverte en 1885 des gisements de phosphates, la Compagnie des phosphates et des chemins de fer de Sfax Gafsa obtient en 1897 la concession de la ligne reliant Metlaoui et Gafsa à Sfax, devenu un grand port phosphatier. La ligne, achevée en 1899, est prolongée vers Tozeur (1913) et Gabès (1916). La même compagnie obtient la concession de la voie ferrée Tunis Sousse, qui est réalisée entre 1895 et 1899. Le segment Sousse Sfax, desservi d'abord par un tram hippomobile, est motorisé en 1911.



En haut, le chargement des phosphates à Metlaoui sur les wagons du train minier vers Sfax.

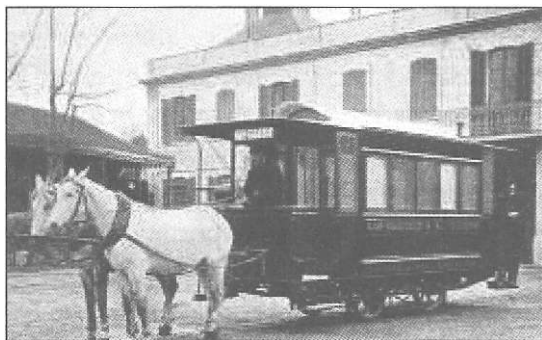
A gauche, la progression de la construction de la ligne Sfax Gafsa.

Les mines et le transport ont constitué la plus grande concentration ouvrière et la base des mouvements syndicaux qui ont animé les revendications ouvrières et les principales conquêtes sociales sous le protectorat.

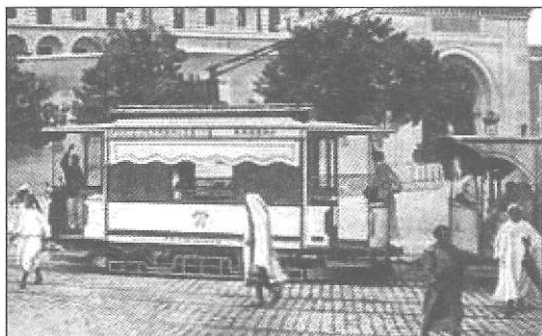


Grand port phosphatier de Sfax

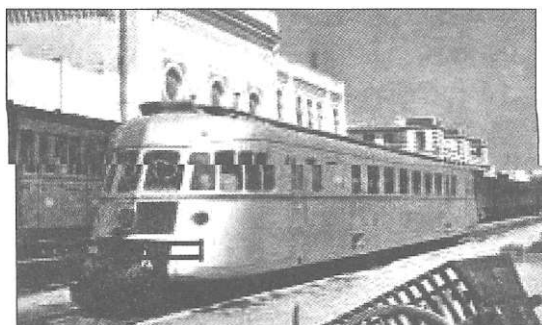
Le développement du transport



Transport hippomobile



Tramway Kasbah - Porte de France.
Au fond, la Kasbah



Autorail à la gare de Bizerte

Fondée en 1903 à l'initiative de la Compagnie générale française de tramways, la compagnie des Transports, de Tunis (CTT) a d'abord créé un service hippomobile reliant entre elles les stations de Bab Bhar, Bab Jedid et Bab Souika. Ce premier réseau fut étendu à Bab el-Khadhra et à Tunis-Marine. Ayant obtenu en décembre 1905 l'autorisation de construire une centrale électrique à la Goulette, la Compagnie procède à l'électrification et à l'extension du réseau. La ligne Tunis-Goulette-Marsa est inaugurée en 1908. Après la première guerre, la CTT a davantage développé ses activités de distribution de l'électricité à l'usage domestique et industriel.

C'est la Compagnie des chemins de fer Bône-Guelma, filiale de la Société de construction des Batignolles, qui entreprend la construction du réseau ferré du Nord en vertu d'une concession accordée par le Bey en 1876, avant même la signature du traité du Protectorat. Lancée en avril 1877, la ligne Tunis-Ghardimaou, passant par Tebourba (24 juin 1878), Medjez el Bab (30 septembre), Oued Zarga (30 décembre) et Béja (1^{er} septembre 1879), est

achevée le 30 mars 1880. La liaison avec Souk Ahras, en Algérie, est complétée le 29 septembre 1884. La ligne, qui dessert principalement les mines de plomb, est ensuite raccordée à Bizerte en 1894 puis à Béja (1912) et à Tabarka (1922). La ligne est confiée après 1922, au terme de la concession, à la Compagnie fermière des chemins de fer tunisiens sous forme d'affermage. L'autorail, représenté ici à la gare de Bizerte, est introduit en 1935.

Mdhilla. En 1959, l'Etat tunisien rachète 51% des actions de la Compagnie de Gafsa.

Les autres gisements miniers

Les minerais ferreux (Jerissa) et non ferreux (plomb et zinc) extraits à partir de petits gisements très dispersés dans le Haut Tell constituent une ressource de faible importance comparée aux phosphates. La crise mondiale leur a porté le coup de grâce puisque les exportations de fer qui atteignaient 980.000 T. en 1929 tombent à 331.000 T. en 1933, celles de plomb de 40.000 T. en 1924 à 6.410 T dix ans après, tandis que les mines de zinc cessent leur activité en 1932. La production reprend doucement une courbe ascendante après la crise atteignant 28.000 T. pour le minerai de plomb et 7000 T. pour le zinc. Mais en raison de la vétusté des équipements, de la concurrence étrangère et de la faible rentabilité des exploitations, toutes ces petites mines seront vouées à la cessation d'activité.

L'industrie extractive s'intègre en réalité à un « système d'exploitation original : l'économie de prélèvement (...) Cette exploitation était le signe d'un capitalisme attardé. Economie rabougrie et rudimentaire, la ponction systématique des richesses du sous-sol a marqué les rapports d'échange inégal que les sociétés concessionnaires ont imposé à la Régence ».⁷

Le capital français et étranger est représenté dans les compagnies d'assurance (123 compagnies françaises et 71 étrangères) et dans les innombrables sociétés commerciales, filiales des sociétés européennes et surtout françaises. La plupart des grandes marques et des grandes maisons de commerce de France et des pays industriels (Angleterre, Italie, Allemagne, Tchécoslovaquie, Etats-Unis) ont leurs représentants français ou israéliens tunisiens dans la Régence.

Enfin, les investissements privés européens attirés par le faible coût de la main d'œuvre, par de nombreux avantages fiscaux, par la liberté absolue de transfert des profits et des capitaux, créent de petites unités industrielles dont la production est écoulée essentiellement sur le marché intérieur. Il s'agit essentiellement d'industries dérivées de l'activité primaire (huileries, minoteries, conserveries, fabriques de pâtes, industrie de traitement de phosphate, fonderie de plomb) ou des industries qui

transforment des produits bruts ou semi-bruts importés (fonderies d'aluminium, industries textiles, tanneries, industries chimiques, industries du bois). La majorité des usines (70% en 1950) sont localisées dans la ville de Tunis et sa banlieue, donc à proximité du plus gros marché de consommation du pays et dans les deux ou trois centres urbains : Sfax, Sousse, Bizerte. Le reste du pays est un désert industriel.

La circulation d'une masse monétaire en accroissement continu jointe à une diffusion de plus en plus large des marchandises étrangères sur le marché tunisien développe le secteur commercial moderne contrôlé par les étrangers et les israélites.

L'organisation du commerce extérieur est à l'image des autres secteurs de l'activité économique et administrative : inégale et à l'avantage des non musulmans en général et des français en particulier.

Le commerce extérieur

De 1881 à 1890, la politique commerciale de la France à l'égard de la Tunisie n'était pas encore déterminée par les intérêts des colons (besoin de marchés et d'équipement). Le gouvernement français devait aussi tenir le plus grand compte des accords conclus entre le Bey et les autres pays (Angleterre et Italie en particulier) qui disputaient à la France le marché tunisien pour l'écoulement de leurs produits industriels. Aussi, jusqu'en 1890, le régime douanier tunisien et les rapports commerciaux entre la Régence et la France ne subissent-ils pas de bouleversements notables. Les produits tunisiens sont soumis à leur entrée en France au tarif général et les produits français payent à leur entrée en Tunisie une taxe *ad-valorem* de 8%.

L'essor de l'agriculture coloniale, l'encouragement officiel à la colonisation, les pressions exercées par les industriels français sur les pouvoirs publics en France pour réserver le marché tunisien aux seuls produits français entraînent un changement de la politique douanière à l'égard de la Régence. Dès 1890, la France consent à ouvrir son marché aux produits de l'agriculture tunisienne ; la loi du 19 juillet 1890 admet en franchise, à l'entrée en France, des céréales en graine (blé, orge, avoine, maïs, fèves), des huiles d'olive et des grignons d'olive, des bovins, ovins, etc. Les vins tunisiens paient cependant, à leur entrée en France, un droit de 60 centimes par hectolitre quand leur titre en alcool ne

dépasse pas 11,9°. Ceux dont le titre est supérieur paient une taxe supplémentaire de 70 centimes par degré. Les autres produits tunisiens paient « les droits les plus favorables perçus sur les produits similaires étrangers ».

Marchandises en franchise et produits bénéficiant du tarif minimum devaient être importés par un navire français et venir directement sans escale de Tunisie en France, ce qui assure à la marine marchande française le monopole du commerce entre la Tunisie et la Métropole.

En outre, les quantités de produits tunisiens bénéficiant du tarif minimum sont fixées par décret du Président de la République française, leur volume pouvant varier au gré des décisions et des intérêts spécifiquement français. Ainsi, la loi de 1890 ne fait qu'entrouvrir le marché français à la production tunisienne, car tous les produits tunisiens ne peuvent pas entrer en franchise sur le territoire français : seuls les produits agricoles à l'exclusion du vin bénéficient de ce régime.

L'application de la loi de 1890 est étendue à l'Algérie pour les produits tunisiens empruntant la voie maritime ; ceux qui sont transportés par voie terrestre entrent en franchise.

La loi de 1890 permet aux échanges entre la France et la Tunisie de s'accroître rapidement. Si en 1887, 19% seulement des exportations tunisiennes sont destinées à la France, en 1900 celle-ci en reçoit plus de 50%.

le tarif douanier de 1898

La loi de 1890 devait, en favorisant les produits agricoles tunisiens sur le marché métropolitain, apporter à l'industrie française une contrepartie substantielle. Les accords avec l'Italie et l'Angleterre sont dénoncés en 1896 et remplacés par de nouvelles conventions par lesquelles les Puissances reconnaissent « à la Tunisie le droit de faire à la France un régime douanier spécial » ; le tarif douanier de 1898 accorde la franchise complète à la plus grande partie des produits manufacturés français : produits métallurgiques, textiles, mécaniques qui sont par ailleurs protégés contre les marchandises de même nature d'origine étrangère. En outre, la France s'assure l'exclusivité de la vente du sucre et de l'alcool dans la Régence.

Il faut noter, cependant, que la franchise n'est pas accordée à tous les produits français ; en outre, les droits qui pèsent sur les produits similaires étrangers ne sont pas assez protecteurs ; c'est ce qui explique que les importations françaises n'augmentent pas d'une façon spectaculaire après la promulgation de la loi : en 1896, 60% des importations tunisiennes venaient de France ; en 1900, ce taux s'élève à 63%. L'agriculture tunisienne s'est, par contre, protégée en appliquant un droit de douane prohibitif sur les huiles étrangères et en protégeant les vins du pays contre les vins français et étrangers, surtout italiens.

En 1904, sous la pression des colons, on réalise pratiquement l'union douanière des céréales entre la Tunisie et la France. En effet, la loi française de juillet 1904 stipule que les « céréales et leurs dérivés d'origine et de provenance tunisienne seront, sans limitation de quantité, mais sous réserve des autres formalités prévues à l'article 5 de la loi de juillet 1890, admis de plein droit en franchise à l'entrée en France, dès que les similaires étrangers auront été frappés à leur entrée dans la Régence des droits du tarif minimum ».

L'Union douanière de 1928

Après la guerre de 1914, les colons poussent à une union douanière franco-tunisienne plus étroite ; mais les viticulteurs français s'opposent à une union qui inclurait les vins tunisiens. La loi française du 30 mars 1928 instaure alors une union douanière partielle qui implique la franchise réciproque et l'application d'un même tarif douanier aux produits étrangers. L'article 3 stipule que le « gouvernement pourra par décret admettre en franchise (en France) les produits d'origine et de provenance tunisiennes autres que ceux visés par l'article 1er de la présente loi (c'est à dire les produits vinicoles). Toutefois, l'application de cette mesure sera subordonnée à la condition que les produits similaires français bénéficieront du même régime à leur entrée en Tunisie et que les similaires étrangers y seront d'autre part soumis au même tarif douanier qu'à l'entrée en France ».

Les produits admis en franchise par la loi de 1890 ne sont plus contingentés ; le nombre des produits tunisiens reçus en franchise s'accroît aussi mais, en contrepartie, les industries françaises obtiennent

pour leurs produits soit la franchise complète, soit la protection à l'égard des produits similaires étrangers.

L'union douanière avec la France n'est cependant pas totale car la Tunisie est liée à d'autres pays par des accords commerciaux. D'autre part, l'union douanière avec la France s'applique à 250 produits sur les 8.000 que comporte le tarif français des douanes. Mais la liste des produits en union peut être allongée au gré du gouvernement français qui pouvait par décret admettre en franchise sur le territoire métropolitain tel ou tel produit tunisien. La Tunisie devait en contrepartie admettre des quantités de plus en plus grandes de produits français.

La loi douanière de 1928 ne provoque pas une augmentation considérable des exportations tunisiennes vers la France. Si entre 1904 et 1913 la part de la France dans les exportations tunisiennes était de 47%, elle s'élève entre 1928 et 1938 à 56% seulement. C'est qu'avant même la mise en application de la loi, les crédits français d'importation en franchise étaient calculés en tenant compte des possibilités d'exportation de la Tunisie ; les céréales et leurs dérivés sont admis en franchise et sans limitation de quantités depuis 1904 ; les phosphates qui représentent une grande part des exportations tunisiennes bénéficient de l'exonération de droits que la France accorde aux matières minérales quelle que soit leur provenance ; l'huile d'olive est exportée en grande partie en Italie et intéresse secondairement le marché français. Si l'union douanière a augmenté le nombre des produits admis en franchise, l'importance de ces produits (cire, miel, graines de coton, etc.) est trop faible pour accroître le pourcentage des exportations sur la France par rapport aux exportations totales. Enfin les progrès enregistrés pendant la période 1928/38 ne sont pas dûs uniquement à la loi de 1928 mais à l'augmentation considérable de la production agricole coloniale dont la presque totalité est absorbée par la France.

La loi de 1928 ne provoque qu'un accroissement infime des importations tunisiennes de produits français ; entre 1928 et 1938, l'accroissement est de 1% par rapport à 1900. En effet, dès 1898, la majeure partie des produits des grandes industries françaises entrent en

franchise en Tunisie ; les produits étrangers similaires sont par contre frappés de droits prohibitifs, sauf certains produits comme les machines agricoles indispensables au développement de l'agriculture coloniale et de provenance surtout américaine.

En revanche, la loi douanière de 1928 a des conséquences fâcheuses : la politique de contingentement des marchandises étrangères (fruits, produits laitiers, bois, etc.) provoque un renchérissement de la vie dans la Régence qui achète à la France son sucre, ses cotonnades, son papier, etc. à des prix nettement plus élevés que ceux pratiqués par les concurrents. En outre, les recettes qui résultent des droits de douane frappant les produits français s'amenuisent considérablement ; pour les remplacer, il a fallu créer des impôts nouveaux et accroître le taux de ceux qui existaient. C'est le contribuable tunisien qui fait les frais de l'union douanière. Enfin, la loi paralyse tout effort d'industrialisation de la Régence.

L'évolution de l'Union douanière de 1928

L'union douanière de 1928 devait, dans l'esprit de ses promoteurs, évoluer dans le sens d'une union totale et intégrale. Mais les différentes péripéties de la conjoncture économique et politique mondiale ne permettent pas d'atteindre ce but.

La crise économique de 1930 oblige le gouvernement français à pratiquer une politique protectionniste et dirigiste peu favorable à la libération totale des échanges entre la Métropole et la Tunisie. La guerre de 1939/45 perturbe complètement les courants commerciaux traditionnels entre les deux pays. Enfin après la guerre, l'état de l'économie française ne permet pas une extension de l'union douanière de 1928. Les Autorités du Protectorat elles-mêmes se montrent prudentes. Lors de la grande crise, les produits français non encore admis en franchise et qui cherchent à se placer dans la Régence ne sont pas exonérés de taxes ; tout ce qu'on fit pour elles en 1932, ce fut la majoration des droits de douane frappant les produits étrangers similaires.

Des deux côtés, on ne pensait plus à instaurer une union douanière intégrale telle qu'elle existait entre la France et l'Algérie. Mais à partir de

de 1949, les conceptions des responsables français de l'économie tunisienne évoluent. Ils réclament le retour à l'esprit de l'union douanière de 1928, c'est-à-dire à une politique douanière plus libérale car « les productions ont évolué depuis 1928 ». En effet, l'union douanière n'englobait qu'un territoire constitué par la Métropole, l'Algérie et la Tunisie. Une politique qui tiendrait compte des productions et des besoins de la zone franc permettrait d'établir une doctrine des échanges à l'intérieur de cette zone et favoriserait l'économie de chacun des pays qui la constitue. Or, jusqu'à la fin du Protectorat, cette politique n'a jamais vu le jour.

L'accord de Genève de 1947 (GATT) qui prévoit une libéralisation des échanges, un abaissement ou une stabilisation des barrières douanières et l'application multilatérale de la clause de la nation la plus favorisée, prévoit aussi l'arrêt des « préférences impériales ». La France devait s'abstenir de prendre de nouvelles mesures tendant à ouvrir plus largement son marché aux produits tunisiens et s'engager à fixer ses rapports commerciaux avec les territoires de son Empire en fonction des positions établies par les accords déjà conclus pour la Tunisie, ceux de 1928.

Le régime douanier avec les pays étrangers

La Tunisie avait conclu avant l'établissement du Protectorat des accords commerciaux avec un certain nombre de pays étrangers, en particulier l'Angleterre et l'Italie. Lorsque ces accords sont venus à expiration en 1896, la France les dénonce et les remplace par des traités qui lui reconnaissent le droit d'avoir un régime préférentiel en Tunisie. Mais l'Italie et l'Angleterre réclament la clause de la nation la plus favorisée. En 1897, l'Angleterre obtient en plus, en faveur de ses cotonnades, une clause qui disparaîtra dans le traité de 1918 lequel stipule néanmoins que les « traités de toute nature, en vigueur entre la France et l'Angleterre, seront étendus à la Tunisie ».

Malgré la guerre douanière qui sévit entre la France et l'Italie depuis 1886, la Tunisie, engagée vis-à-vis du gouvernement de Rome par la Convention de Commerce et de Navigation du 28 septembre 1896, ne relève point les droits frappant les produits italiens au dessus du tarif

minimum français. Elle devrait naturellement profiter d'un régime de réciprocité. Avec l'Italie et l'Angleterre en particulier, elle bénéficierait non seulement des traités en vigueur avec la France mais aussi de la clause de la nation la plus favorisée et, en cas de rupture de la France avec l'un de ces pays, cette rupture ne toucherait pas la Tunisie. Avec la Suisse, la Belgique et l'Espagne, la Tunisie bénéficie des conventions passées par la France avec ces pays et subit les conséquences des ruptures entre elles et la Métropole. Mais les traités avec les pays étrangers sont limités dans le temps et peuvent être dénoncés par l'un des partenaires.

La réglementation du commerce extérieur

Jusqu'en 1914, la Tunisie vit sous le régime de la liberté des échanges. Mais dès le début de la guerre, la législation métropolitaine concernant toutes les formes d'échange avec l'extérieur est appliquée en Tunisie : la liberté du commerce est peu à peu supprimée ; les importations en provenance des Puissances Centrales cessent complètement ; le trafic d'importation avec la France diminue lui aussi considérablement à cause des prohibitions de toutes sortes qui frappent les produits sortant de la Métropole : la part de celle-ci dans les importations tunisiennes, qui étaient de 50% avant guerre, tombe à 30% en 1918.

Après la guerre, la liberté des échanges est rétablie jusqu'à la deuxième guerre mondiale, au cours de laquelle une réglementation rigoureuse est de nouveau instaurée. Au lendemain du conflit, en raison de l'incertitude qui pesait sur l'importance des possibilités d'achat de l'Empire français à l'étranger et cherchant à acquérir les seuls produits vitaux pour l'économie du pays, la France détermine la part des importations et des exportations de la Tunisie en provenance ou à destination des pays avec lesquels elle a passé des accords commerciaux, indépendamment des programmes établis sur la zone dollar et sur les pays anglosaxons.

Si les marchandises en provenance de la Métropole et de l'Union française entrent librement avec certaines restrictions, celles qui viennent de l'étranger sont soumises à licence puisqu'elles nécessitent l'attribution de devises pour leur paiement. Les exportations tunisiennes sont soumises à l'autorisation préalable d'exportation délivrée par l'Office du

Commerce Extérieur de la Tunisie (OCET). La situation en devises de la France détermine par conséquent le rythme et le volume des importations tunisiennes ; la part de la France dans celles-ci s'accroît notablement à cause justement des restrictions de change et des formalités d'obtention de licence sur l'étranger.

La normalisation de la situation économique dans la plupart des pays européens entraîne l'intensification des échanges extérieurs. La décision des pays de l'OECE de libérer les échanges extérieurs amène la suppression des contingentements pour la plupart des produits. C'est ainsi que les huiles, l'orge, les agrumes, les dattes, les ferrailles, le minerai de fer, de plomb, etc. peuvent être exportés sans entraves. A l'importation, un régime libéral s'établit : le marché français s'ouvre largement aux produits tunisiens et les crédits en devises mis à la disposition de la Tunisie depuis 1950 sont largement suffisants. Le contrôle des changes et les formalités d'obtention de licence sont néanmoins maintenus.

Le régime douanier

Ce régime maintient à la France et aux pays de l'Union Française le régime préférentiel. Il supprime les droits de sortie qui pèsent sur certains produits comme les ferrailles, les huiles d'olive, les phosphates, les minerais de fer. Cependant, toutes les marchandises tunisiennes qui sortent du territoire tunisien doivent acquitter la taxe de formalités douanières et la taxe sur les transactions.

Les produits importés sont également assujettis à ces deux taxes ; ils sont en outre soumis aux obligations du régime douanier toujours favorable à l'entrée en franchise de la plus grande partie des produits métropolitains. Le régime douanier tunisien a ainsi évolué avec les besoins de la colonisation. Par contre, la Tunisie a vu se dissoudre sa personnalité en matière douanière. Il était impossible au Gouvernement tunisien pendant toute la période du Protectorat de modifier à son gré et contre celui de la France les tarifs douaniers de la Régence puisque tous les décrets beylicaux devaient être contresignés par le Résident Général. D'autre part, comme la Tunisie n'était pas représentée dans les organismes économiques et politiques métropolitains, les décisions qui

sont prises à son égard en matière tarifaire, comme en d'autres matières, reflètent l'intérêt des groupes économiques français beaucoup plus que l'intérêt tunisien.

Le déficit chronique de la balance commerciale

Le commerce extérieur de la Tunisie reste, pendant toute la période du Protectorat, caractéristique d'une structure économique de type colonial : les produits primaires (denrées agricoles, matières minérales) lourds mais de faible valeur marchande occupent une place dominante dans les exportations (70 à 75% du total), alors que les importations comportent essentiellement des produits énergétiques et surtout manufacturés et, depuis la guerre de 1939-45, de plus en plus de céréales. En outre, l'équilibre entre importations et exportations est rarement réalisé. Jusqu'en 1914, les déficits de la balance commerciale ne sont pas considérables : la population tunisienne n'augmente pas encore à un rythme rapide. Elle vit dans sa grande majorité dans les campagnes en économie fermée et ses besoins, en biens de consommation d'origine étrangère, sont encore faibles. L'essor de la production agricole, des phosphates et du fer permet même des excédents en 1890, 1891, 1911 et 1913.

Mais depuis 1920, la balance commerciale ne cesse d'être déficitaire, sauf en 1941 et 42, années au cours desquelles la Tunisie fit des efforts énormes pour se suffire à elle même, les relations commerciales avec la France ayant été presque complètement interrompues. C'est au cours des années 1931/36, (grande crise économique) et pendant l'occupation allemande (1943) que les exportations enregistrent leur volume le plus bas. Dès 1931, la valeur des exportations tombe de 1.127.000 francs en 1930 à 836.000 francs en 1931 ; elle ne cesse de diminuer pour remonter à 1.141.000 francs en 1937.

Les conséquences de cette chute sont désastreuses pour l'économie tunisienne. « Pendant toute la période de 1930 à 1940, la Tunisie a vécu en partie sur son capital... qu'il s'agisse des entreprises minières qui n'ont pas renouvelé leur matériel, qu'il s'agisse de l'équipement public qui n'a été ni rénové, ni étendu, qu'il s'agisse même de l'agriculture qui n'a pas défendu ses sols, la Tunisie a grignoté son capital pour maintenir son train de vie et faire face à l'accroissement de la population »⁸.

L'année 1943 connaît le chiffre le plus bas qu'ait atteint la valeur des exportations tunisiennes depuis le début du Protectorat : 98 millions de francs contre 484 pour les importations. La Tunisie, champ de bataille pour les troupes alliées et celles de l'Axe, est presque complètement isolée du reste du monde.

Après la guerre, les besoins de la reconstruction, de l'équipement et de la consommation des villes dont la population gonflait provoque une augmentation extraordinaire des importations dont la valeur passe de 3.580.000 francs en 1945 à 59.268.000 francs en 1954 (contre 44.477.000 pour les exportations). Fait remarquable, la Tunisie se met à importer de plus en plus de produits alimentaires (café, thé, sucre, tabac et surtout des céréales dont la part dans les importations atteint 53 à 55% du total). Ce phénomène est lié à la succession d'années sèches (1945 à 47) ainsi qu'à l'accroissement de la population et surtout de la population urbaine. En outre depuis 1946, la Tunisie importe de plus en plus de corps gras alimentaires et surtout de l'huile d'arachide et du beurre.

Les exportations de denrées alimentaires couvrent les importations de produits similaires en année de récolte normale — et les années normales sont peu nombreuses depuis 1939. En mauvaise année, le déficit alimentaire est grand et d'autant plus coûteux que la tonne « alimentaire » importée vaut au moins deux fois la tonne exportée correspondante, parce que celle-ci est exportée à l'état brut ou semi brut.

Les pourcentages de couverture des importations par les exportations varient beaucoup en fonction du volume annuel de la production agricole et de la demande des marchés internationaux des matières premières. Le pourcentage est de 65 en 1949 ; 77 en 1950 ; 25 en 1951 et 75 en 1954. Le déficit est particulièrement important avec la zone franc à l'intérieur de laquelle s'effectue la plus grande partie des échanges : le pourcentage de couverture des importations par les exportations vers cette zone est de 53% en 1950 ; 64% en 1955 et 63% en 1956. Le déficit avec la zone dollar est compensé par un excédent quasi permanent avec la zone sterling grâce aux exportations d'alfa et de minerais.

La situation de la balance des services et des revenus n'est pas plus brillante, les facteurs pouvant contribuer à l'améliorer lui font

constamment défaut : le fret est monopolisé par les compagnies françaises ; les intérêts des capitaux et les profits des assurances sont en grande partie dirigés vers les banques métropolitaines ou étrangères.

Peu d'efforts sont déployés pour développer le tourisme. Chaque année, en revanche, des dizaines de millions de francs sont dépensés hors de Tunisie par les européens et les riches tunisiens pour leurs vacances d'été en France ou dans d'autres pays d'Europe (Italie, Suisse). Les dépenses effectuées par le Trésor français (dépenses militaires, fonds alloués au budget tunisien au titre des dommages de guerre, aide à la reconstruction) atténuent à peine les conséquences de cette hémorragie permanente de numéraire.

Notes

1. Dans une moindre mesure, le commerce alimentaire de détail.
2. L'enquête sur les entreprises de plus de 50 ouvriers faite en 1949 montre à quel point les tunisiens-musulmans sont peu nombreux dans le secteurs économiques modernes.

<i>Répartition des cadres techniques</i>	<i>Total</i>	<i>Tunisiens</i>
Cadres supérieurs	466	5
Cadres subalternes (maîtrise)	1006	137
Employés supérieurs (de direction)	701	92
Employés qualifiés	3529	932

3. Une politique d'intégration de la population israélite à la colonie européenne tendait à accorder à cette minorité des avantages de toutes sortes (crédit, facilités d'installation pour les professions libérales, de création d'entreprise de toutes sortes, recrutement aisé dans tout le secteur privé ... etc.).
4. Cf. chapitre « La colonisation agricole ».
5. N. Dougui, *Histoire d'une grande entreprise coloniale : la Compagnie des phosphates et du chemin de fer de Gafsa (1887-1930)*, Tunis, Publications de la Faculté des Lettres de la Manouba, 1995.
6. Les 15% restants étaient extraits à partir de petits gisements (Kalaat Senam, Kalaat Jerda) dispersés à l'Ouest du Haut-Tell.
7. N. Dougui, *op. rit.*
8. Jean Vibert : *Nouvelle Revue Française d'Outre-Mer*. Mai 1954.

CHAPITRE V

L'accroissement démographique et le fait urbain

L'étude des phénomènes démographiques est rendue malaisée par l'insuffisance des données statistiques de base, en particulier celles qui intéressent les années 1881-1920.

L'organisation de l'état civil n'est réalisée pour tous les habitants qu'en 1886, mais il était encore facultatif. En 1908, un décret beylical institue l'état civil obligatoire pour les tunisiens dans les communes ; mais il n'y avait en dehors de la capitale que trois ou quatre communes ayant des registres d'état civil régulièrement tenus. Soit indifférence, soit méfiance, les tunisiens n'étaient pas enclins à faire leurs déclarations de naissance ou de décès, la nouvelle institution étant, aux yeux de beaucoup, destinée à étendre l'emprise fiscale de l'administration. En 1919, de nouvelles dispositions rendent plus sévères les sanctions applicables à ceux qui omettent de déclarer leurs naissances (10 jours après l'accouchement) ou leurs décès (3 jours après celui-ci).

Dans les zones rurales, les diverses mesures législatives avaient peu d'effets : la grande dispersion des populations, l'éloignement des centres où se trouvent les représentants des autorités administratives ou

municipales ; l'ignorance jointe à la méfiance quasi générale sont autant de facteurs qui expliquent la rareté des documents d'état-civil sur l'ensemble du territoire jusqu'à une époque récente. Dans les grandes villes, Sousse, Sfax et surtout Tunis, certaines familles évoluées pouvaient comprendre la portée de l'institution et acceptaient de déclarer les naissances, mais beaucoup moins systématiquement les décès.

Dès lors, l'analyse de l'évolution démographique depuis l'établissement du Protectorat jusqu'à la deuxième guerre mondiale ne peut se faire qu'à partir de données fragmentaires. Dans certaines régions peu urbanisées, comme les hautes steppes ou la Kjrourmirie, on ne peut obtenir à partir des recensements successifs que des évaluations approximatives et globales.

La population tunisienne a été régulièrement recensée en 1911 -1921 -1926 - 1931 - 1936 et 1946. Mais ces recensements ne sont que des estimations à l'échelle régionale et nationale, la majorité de la population musulmane étant illettrée et, dans le Sud ou les steppes, particulièrement instable.

Il y a cependant un fait établi d'une façon certaine : c'est l'accroissement continu et très rapide de la population tunisienne après 1920. En 1881, la population totale de la Tunisie peut être estimée à 1.400.000 ou 1.500.000 habitants. De 1881 à 1921, la progression est lente. Le recensement de 1911 enregistre un accroissement de 7% seulement ; la population tunisienne compterait en 1911 : 1.740.000 personnes. Le recensement de 1921 enregistre un accroissement plus sensible que celui de la période précédente (9%) avec un total de 1.890.000 habitants. Les effets positifs de l'occupation française sur la démographie tunisienne se font donc sentir plus nettement au cours de cette période.

Après 1920, l'accroissement est considérable. Le recensement de 1931 donne à la Tunisie une population de 2.160.000 habitants (+ 270.000 personnes en 10 ans). L'accroissement est lié avant tout à la diminution processive de la mortalité., grâce à la disparition des grandes épidémies (thyphus, choléra, variole, peste, paludisme) et des guerres intérieures, à la faible fréquence des disettes, à une amélioration relative de l'état sanitaire (campagnes fréquentes de vaccination dans les

agglomérations urbaines, en particulier dans les écoles ; diffusion des produits pharmaceutiques ; accroissement du nombre des médecins). Mais si le taux global de la mortalité a diminué, celui de la mortalité infantile reste élevé, en particulier dans les campagnes. L'excédent naturel est cependant suffisamment élevé pour permettre une progression démographique rapide.

De 1926 à 1936, l'accroissement est de 21% (2.340.000 habitants en 1936) ; il est de 25% entre 1936 et 1946, année au cours de laquelle le recensement donne à la Régence une population de 2.920.000 habitants. En 10 ans, il y a eu une augmentation de 580 000 personnes ¹. Un taux de natalité très élevé, voisin de 4,5% et certaines années de 5% permet, malgré une forte mortalité infantile, une rapide augmentation de la population ².

Il résulte des caractères démographiques spécifiques de la population tunisienne un accroissement rapide des catégories d'âge de moins de 20 ans ³. Dès 1920, la pyramide tunisienne des âges est caractérisée par une base très large et un sommet effilé, avec un centre où les catégories adultes paraissent relativement moins importantes que celles des moins de 20 ans. En outre, l'importance numérique de l'élément masculin de la population n'a pas cessé de s'accroître par rapport à l'effectif féminin.

La population musulmane qui s'accroît rapidement est aussi une population très mobile, notamment en milieu rural. Les campagnes affectées par les facteurs de déséquilibre (appropriation des terres par la colonisation, mécanisation de plus en plus poussée de l'agriculture, décadence de l'artisanat) et reliées aux villes par les chemins de fer et les routes connaissent depuis la fin de la Première Guerre des migrations de grande amplitude.

Le surplus des zones rurales se déverse dans les agglomérations urbaines et particulièrement à Tunis. Dès la fin de la 1^{ère} guerre mondiale, un nombre important de campagnards affluent vers les villes et l'évolution se précipite entre 1921 et 1936. Auparavant, il semble que la progression démographique ait été à peu près uniforme sur tout le territoire de la Régence, avec un certain retard pour les régions agricoles telliennes où la densité des autochtones a diminué du fait de l'implantation coloniale qui les a refoulés vers les régions périphériques. La ville de Tunis et sa région ne semblent point se distinguer du reste du pays.

La crise économique de 1932-1936, qui aggrave les séquelles des déséquilibres socio-économiques créés par la colonisation, déclenche des phénomènes migratoires sans précédent. Ces phénomènes affectent en particulier les régions défavorisées, soit par leur climat (Sud et steppes) soit par leur structure agraire et foncière et leurs fortes densités humaines (Sahel) soit, dans une moindre mesure, par le taux élevé de l'occupation coloniale (régions céréalières et viticoles du Tell).

L'exode rural dirige vers Tunis et sa région une masse énorme de ruraux déracinés : en 10 ans (1936-1946) la population de la région de Tunis double ; celle de Bizerte et du Cap-Bon, où des gens des steppes, du Sahel, voire du Sud venaient s'installer, augmente de 50%. Les autres régions, qui reçoivent moins de migrants et dont l'accroissement est dû surtout à l'excédent des naissances sur les décès, voient leur population augmenter à un rythme relativement moins rapide. Aucune région ne voit entre 1936 et 1946 le nombre de sa population diminuer. Le Sud et surtout le Centre et le Sahel, zones de forte émigration, connaissent les taux d'accroissement les plus faibles. Le Sahel où l'émigration affecte chaque année une fraction importante de la population a, comme le Sud, un taux d'accroissement décennal de 10%. Le Centre, avec 3% seulement, a le taux d'accroissement démographique le plus bas de tout le pays.

Dans les régions telliennes d'implantation coloniale où le salariat et la petite propriété paysanne retiennent encore une partie de la population, l'accroissement est de 20%. Il est certain que les régions telliennes plus humides et plus urbanisées ont attiré une partie importante des migrants, mais les zones rurales ont beaucoup moins fixé les nouveaux arrivants que les villes. Toutes ont reçu à des degrés divers des ruraux qui ont abandonné leurs terres. Sfax, Sousse, Nabeul, Tunis, Bizerte, Béja ont vu leur population gonfler rapidement entre les deux guerres.

La population musulmane des villes s'accroît de plus de 123.000 habitants entre 1931 et 1936, de 240.000 entre 1936 et 1946 et de 272.550 habitants entre 1946 et 1956.

Certains auteurs ont établi des rapports étroits entre ces phénomènes démographiques et l'explosion du sentiment national à la veille de la deuxième guerre mondiale. « A ce moment (1936), l'agitation politique qui se développe dans l'ensemble du Maghreb et qui coïncide avec de

mauvaises années de récoltes, amène les autorités responsables à étudier de plus près les causes économiques du déséquilibre social. C'est précisément le moment où le recensement de l'année 1936 fait apparaître pour la première fois, dans toute son ampleur, un phénomène dont on n'avait pas alors soupçonné l'importance : la formation compacte dans les villes du Maghreb d'un prolétariat d'origine rurale... On découvre soudain que chaque période de déséquilibre économique amène désormais autour des grandes cités des apports nouveaux de familles qui se groupent dans d'immenses campements misérables et qui, en se constituant à part, cessent de se dissoudre par assimilation dans les organismes urbains »⁴.

C'est la capitale qui reçoit la plus grosse partie des migrants puisque « dans la seule ville de Tunis et pour la seule population musulmane, un apport de 100.000 personnes venues du pays s'est produit entre 1936 et 1946 ; dans la banlieue de Tunis, l'apport a dû représenter 60 à 70.000 habitants »⁵.

L'évolution économique et démographique, les mouvements migratoires qui ont affecté la population de la Régence depuis 1920 ont accentué les différences de densité humaine entre les régions et accru l'inégale répartition de la population à travers le territoire.

Les régions orientales du pays, celles où le peuplement villageois est le plus ancien, où la propriété musulmane s'est maintenue et où les villes sont les plus nombreuses, ont vu leur densité s'accroître notablement. Le Sahel, pays traditionnellement surchargé d'hommes, connaît en 1946 un taux de densité rapporté à la surface agricole de plus de 200, voire 300 h au km² dans certaines régions (Msaken). Ces mêmes densités caractérisent les cheikhats du Sahel de Bizerte : régions de Metline, Raf-Raf, Porto-Farina.

	Population non européenne en milliers d'habitants			Accroissement	
	1926	1936	1946	de 1926 à 1936	de 1936 à 1946
Zone de Tunis	410	500	858	22%	72%
Zone Agricole du N.	482	556	671	16%	21%
Zone maritime du Sahel	413	508	576	23%	13%
Zone du Sud	301	365	404	21%	11%
Zone du Centre	381	466	482	22%	3%
Total	1.987	2.395	2.991	104%	120%

Ces fortes densités se retrouvent aussi dans les régions très pauvres de Kroumirie ou de Nefza. Le Caïdat d'Aïn-Draham a plus de 46.000 habitants, soit 40 h/km² avec des secteurs atteignant plus de 100 h/km² (région de Sejnane où les densités oscillent entre 60 et 100 h/km²). La même surcharge humaine s'observe dans les oasis du Sud où l'espace agricole peu étendu est disputé entre un nombre considérable d'exploitants.

A ces zones congestionnées s'opposent des régions où la pression humaine est nettement moins forte. Ce sont d'abord les zones où la propriété coloniale s'est considérablement étendue : dans la plaine de Mateur fortement colonisée, on trouve à peine 25 à 30 h/km² ; dans la région de Souk-El-Khémis, les quatre cheikhats d'implantation coloniale où le machinisme agricole est roi, ont 45 à 50 h/km².

Les régions de faible densité sont aussi les Basses et Hautes Steppes, pays de peuplement dispersé et zones d'émigrations permanentes où les densités moyennes tombent à 30 h/km².

Dans les régions présahariennes qui ont été le théâtre d'une lutte armée quasi ininterrompue jusqu'en 1890, les déplacements en masse des tribus — qui ont refusé d'accepter l'occupation — vers la Tripolitaine, ont certainement provoqué une diminution sensible des densités humaines. Par la suite, les rigueurs de l'administration et de l'occupation militaire, l'arrêt du grand commerce transsaharien, la politique de stabilisation des années 1935-36, les sécheresses périodiques dont la plus terrible fut celle de 1945-1947, enfin la pénétration de l'économie monétaire ont déclenché des mouvements migratoires ininterrompus qui ont porté un nombre considérable de gens vers Tunis et sa région.

La population européenne

En 1884, les Européens seraient au nombre de 19.000 dont les italiens constituent la majorité ; en 1901 il y aurait 111.000 européens dont 71.600 italiens, 24.200 français et 12.000 anglo-maltaïes, l'accroissement étant dû avant tout à l'immigration : les avantages reconnus aux italiens par les accords de 1897 attirent un nombre considérable de siciliens, de pantallariens, de calabrais dont la forte natalité, très voisine de celle des tunisiens, contribue à en accroître rapidement l'effectif. En 1911, ils sont déjà 88.000 contre 46.000

français. La progression du nombre des français d'origine métropolitaine est très lente. Elle se fait surtout par immigration. Les français étant peu natalistes, l'accroissement naturel est lent.

Malgré les avantages accordés aux métropolitains qui viennent s'établir en Tunisie et malgré l'arrivée de contingents venus d'Algérie attirés par la politique de colonisation officielle, le nombre des français reste nettement inférieur à celui des italiens qui quittent la Sicile et les terres pauvres du Mezzogiorno surpeuplé pour venir s'installer en Tunisie.

Pour accroître le nombre des résidents de nationalité française et réduire l'écart avec les italiens, les Autorités du Protectorat encouragent les naturalisations. Des avantages de toutes sortes (lots de colonisation, facilités de crédit, accès rapide à la Fonction Publique, etc.) sont proposés à ceux qui choisissent de devenir français. La loi française de 1923 introduit en Tunisie la naturalisation automatique pour les enfants d'étrangers non italiens nés à la 3^e génération après l'établissement du Protectorat.

Par ailleurs, les formalités de naturalisation pour les italiens et pour les tunisiens israélites ou musulmans sont simplifiées. Toutes ces mesures ont pour conséquence d'accroître l'effectif des personnes de nationalité française.

En 1936, on recense 213.000 européens dont 94.000 italiens, et 7.200 anglo-maltaïes. Pour la première fois, le nombre des ressortissants français (108.000) est supérieur à celui des italiens. Dans ce chiffre, le nombre des israélites ayant opté pour la nationalité française est de 30.000 environ, celui des musulmans est d'un millier environ. L'apport de l'émigration devient moins déterminant. « Après 1921, ceux qui vivent dans le pays y sont nés : ainsi en 1936, on dénombre 54.000 italiens nés en Tunisie contre 37.600 nés en Italie ; et plus de 56.000 français nés en Tunisie auxquels s'ajoutent presque 10.000 nés dans l'Algérie voisine et un peu plus de 30.000 nés en France »⁶.

La défaite de l'Italie fasciste et la fin des avantages italiens dans la Régence provoquent une diminution sensible du nombre des italiens. La loi française de 1923 leur est applicable et un grand nombre d'entr'eux a préféré se naturaliser pour *conserver leurs privilèges*. En 1946, les italiens

ne sont plus que 85.000 alors que les français sont nettement majoritaires : 144.000 dont la moitié au moins sont d'anciens italiens, anglo-maltaïes, juifs tunisiens naturalisés. Tous ces « européens » préfèrent habiter les agglomérations urbaines : 83% vivent dans les villes (199.000 sur 239.550). Tunis à elle seule renferme 61% de la population non tunisienne de la Régence, soit 146.000 européens.

Les lotissements urbains

Pour loger les européens, les Autorités du Protectorat entreprennent de mobiliser à partir des terres domaniales des superficies considérables à proximité des anciennes agglomérations urbaines ou villageoises et d'y aménager de nouveaux quartiers systématiquement viabilisés.

La mobilisation des espaces voués à l'urbanisation est réalisée avec les mêmes méthodes et les mêmes procédures utilisées pour la création des centres de colonisation dans les régions rurales : par la domanialisation et l'expropriation et, secondairement, par l'achat à partir du fonds de colonisation.

Au lendemain de la première Guerre mondiale, pour résoudre la crise du logement et permettre à des catégories de condition modeste de la population française (ouvriers, employés, petits fonctionnaires) d'accéder à la propriété, les Autorités du Protectorat mettent à la disposition des sociétés immobilières françaises des terrains à bâtir en puisant dans le fonds domanial (terres beylik, terres habous, terres résultant d'achats ou d'expropriations). L'Etat accorde en outre aux Sociétés et aux Mutuelles immobilières des moyens financiers conséquents sous forme de crédits à très faible taux d'intérêt. Une série de textes législatifs (décret beylical du 15 décembre 1919, arrêté du 2 mars 1921) permettent la création d'Offices Publics d'Habitation à Bon Marché (H.B.M.). Ces textes donnent naissance à un grand nombre de sociétés de H.B.M. qui obtiennent les terrains destinés aux lotissements, le prix des terrains étant remboursable en dix annuités sans intérêt.

Le décret du 29 avril 1921 permet la création d'une Caisse Mutuelle de Crédit Immobilier soutenue par le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie et qui devait accorder les crédits aux Sociétés immobilières. Les sociétés de H.B.M. recevaient déjà depuis 1920 une subvention annuelle

de 700.000 francs — prélevés sur le budget tunisien — portée à 900.000 francs en 1924.

L'effort financier des Autorités du Protectorat en faveur des Sociétés H.B.M. ne se ralentit guère avec la crise des années 30. L'Etat leur accorde sans discontinuité des terrains prélevés sur les terres domaniales ou achetées grâce au « fonds de colonisation ». Des subventions de plusieurs millions de francs et des crédits sans intérêt ou à intérêts très faibles leur sont accordés.

Les logements construits dans ces conditions profitent en priorité aux anciens combattants, aux mutilés et veuves de guerre, aux militaires, aux familles nombreuses françaises, aux modestes travailleurs des sociétés industrielles ou de transports (cheminots, ouvriers, contremaîtres) ainsi qu'aux ouvriers et cadres des entreprises et des chantiers domiciliés à Tunis et dans les villes secondaires (Bizerte, Ferryville, Sousse, Sfax).

Le nouvel aspect de la capitale

Le peuplement de la capitale connaît depuis l'établissement du Protectorat des changements d'une ampleur sans précédent. Les européens et les israélites employés en majorité dans le secteur tertiaire (commerce, services, activités para-industrielles) créent de nouveaux quartiers qui se développent rapidement aux abords de la ville musulmane et qui se différencient par leurs fonctions et leur contenu social.

La ville arabe — non comprise la Médina — connaît dès la première guerre mondiale un processus de « ruralisation » qui modifie profondément son peuplement et son dynamisme. L'afflux des ruraux provoque deux phénomènes simultanés : d'une part l'apparition de ces tumeurs urbaines que sont les quartiers de gourbis de Melassine et de Saïda Manoubia situés à la périphérie Ouest de la ville, dans des zones de topographie ingrate où le terrain a peu de valeur : l'un est au fond du Sedjoumi périodiquement inondé en hiver, l'autre sur son rebord escarpé ; d'autre part la modification profonde du contenu social des anciens quartiers de la ville arabe : les anciens faubourgs de Bab Souika et de Bab Djedid sont peu à peu occupés par des familles rurales qui viennent chercher fortune dans une ville où l'on peut faire tous les métiers et dont les besoins et les services s'accroissent à un rythme rapide.

Les métiers les plus humbles ne répugnent, en effet, à aucun de ces ruraux qui ont désespéré de leur terroir et dont les liens avec la campagne ont souvent été rompus après la liquidation de la terre et du cheptel. Mais les désœuvrés et les chômeurs sont encore plus nombreux et leur effectif ne cesse de croître, atteignant en période de crise (1932-36) ou de guerre (1939-45) des taux considérables : plus de 50% de la population active tunisoise en 1950.

Les familles de « *beldis* » qui habitaient la médina ou ses faubourgs sont submergées par l'invasion de « *barranya* ». Les plus aisées d'entre elles préfèrent quitter leurs anciennes et belles demeures pour s'installer dans les nouveaux quartiers de villas qui s'étendaient, entre les deux guerres, jusqu'au Bardo ou dans les banlieues plus éloignées (la Marsa, Radès, Hammam-Lif).

Les traumatismes engendrés par la crise de 1932-36 et par la 2^e guerre provoquent l'arrivée à Tunis de masses de ruraux et, dans une moindre mesure, de citadins venus des autres villes de la Régence, en particulier du Sahel. Les banlieues aussi sont atteintes par l'afflux des migrants qui n'épargne que les centres spécifiquement européens (Mégrine, Saint-Germain) ou israélites (la Goulette). Les faubourgs de Bab Souika et de Bab Djedid se ruralisent ; dans la médina jusqu'alors épargnée, les habitations vétustées délaissées peu à peu par les anciens propriétaires sont occupées par les gens venus du « bled ».

Les gourbivilles prennent après 1945 une extension démesurée. Aux plus anciens viennent s'ajouter Sidi Fathallah et Bordj Ali Raïs au Sud, Djebel Lahmar et Borgel à l'Ouest ; un peu partout dans les terrains vagues prolifèrent des essaims plus ou moins compacts de gourbis.

Les anciennes banlieues résidentielles se dédoublent littéralement : à côté de Carthage — Salammbô se forme le village de Maalga au Nord de la Marsa ; de même s'étendent les quartiers semi-ruraux d'al Ahouach. D'autres banlieues s'étendent à vue d'œil tel Hammam-Lif dont la population décuple en cinquante ans.

Plus aucune agglomération, plus aucun quartier musulman n'échappe après la 2^e guerre mondiale au flux croissant des anciens fellahs ou éleveurs qui ont abandonné la campagne. Très prolifiques, ces populations contribuent à accroître le taux global de la natalité des

musulmans de la capitale ; vivant dans des conditions précaires, elles sont responsables de l'augmentation des taux de mortalité et en particulier celui de la mortalité infantile.

La masse des nouveaux arrivants fait de la partie musulmane de Tunis une ville grouillante, bruyante et malpropre. Chaque jour, des flots de pauvres gens se déversent sur les places publiques (Halfaouine, Bab Souika, place aux Moutons) ; dans les souks de la Médina et ceux des anciens faubourgs, une population d'humbles gens plus ou moins désœuvrés déambule à longueur de journée, devant les rangées ininterrompues d'étalages qui encombrant les rues déjà étroites où les marchands de légumes, d'œufs, de bric-à-brac, d'articles de quincaillerie... interpellent une foule de gens qui vivent inconsciemment le drame de tous les déracinés démunis et inadaptés.

Avec ce peuplement nouveau, les fonctions commerciales, dans les quartiers musulmans, se trouvent de plus en plus assumées par les nouveaux arrivants. A part l'épicerie, traditionnellement aux mains des Djerbiens, les autres secteurs du commerce tenus par les musulmans (textile, quincaillerie, produits de l'artisanat) déjà fortement concurrencés par les israélites qui occupent des souks entiers⁸ passent peu à peu à ces gens venus surtout de la Tunisie orientale : Djerba, région de Sfax, Sahel, Cap-Bon. Initiés depuis longtemps aux pratiques commerciales et aux diverses formes de l'artisanat utilitaire, ils sont attirés par le marché de la capitale. Cet apport nouveau donne un grand dynamisme aux différents secteurs du commerce urbain, voire même à l'artisanat utilitaire. Dans cet élan, les diverses formes du petit commerce vont proliférer et prendre parfois un caractère parasitaire.

Tunis, donc, se dédouble dès le début du Protectorat et, comme Bizerte, Sousse et Sfax, s'étend en direction du port et sur les terrains conquis sur la lagune ; des quartiers nouveaux aux fonctions multiples surgissent aux confins de la Médina et la prolongent ; l'architecture y est totalement importée d'Europe.

Les autres villes où se concentrent les activités animées par les européens (commerce, industrie, agriculture, administration) voient leur population s'accroître rapidement. Ce sont d'abord les trois villes du littoral : Bizerte, Sfax et secondairement Sousse, dont les fonctions

commerciales, voire industrielles (Sfax) et portuaires se développent au cours de la période *coloniale*. De 1936 à 1946, la population *sfaxienne* s'accroît de 50%, celle de Bizerte de 59%. De 1936 à 1956, la population de Sfax et de Sousse augmente de 92%, alors que la moyenne de l'accroissement national était de 48%. Menzel-Bourguiba (ex-Ferryville), créé *ex-nihilo* autour de l'arsenal, a un taux d'accroissement de 363% entre 1936 et 1956.

D'autre part, dans les régions terriennes où la céréali - culture coloniale occupe plusieurs centaines d'hectares apparaissent et se développent autour des souks hebdomadaires de petites villes dont la population augmente rapidement : Jendouba (ex-Souk El Arbâa), Bou Salem (ex-Souk El Khemis), Ghardimaou voient leur population quadrupler entre 1936 et 1956.

Au contraire, les villes où prédominent les types d'économie traditionnelle ont un essor démographique relativement lent, comme celui des villes du Cap Bon (taux égal à celui de la moyenne nationale : 48%⁹ ou faible comme celui des agglomérations du Sahel (à l'exception de Ksar Helal), les oasis sahariennes, et surtout Kairouan restée à l'écart des formes d'activité modernes et devenue en fait « une agglomération agricole¹⁰ ».

Finalement « cette urbanisation encore limitée a abouti à exaspérer le déséquilibre régional entre une Tunisie orientale et une Tunisie intérieure. Urbanisation à caractère presque pathologique... constituée par des villes à formation tertiaire presque exclusive, sans industrie importante et vers lesquelles les ruraux déracinés de plus en plus nombreux ne cessent d'affluer en quête d'intégration et d'emplois¹¹ ».

Patrimoine urbanistique et architectural de l'époque coloniale

L'héritage urbanistique, architectural et décoratif de l'époque coloniale présente un caractère novateur dans le patrimoine tunisien où il occupe une place majeure. Souvent méconnu ou rejeté en raison des connotations du passé, ce patrimoine est frappant par la diversité de ses expressions architecturales et décoratives et présente des aspects artistiques de grand intérêt. Des changements importants marquent le

paysage urbain, essentiellement celui de la capitale, car le développement ne prend pas la même ampleur dans toutes les villes.

Les villes tunisiennes ont connu une évolution urbanistique spectaculaire et une remarquable cohabitation de populations d'origines et de religions diverses, musulmanes, juives et chrétiennes. Les nouveaux modèles urbanistiques aux tramages rectilignes se sont illustrés dans une œuvre constructive importante répondant aux nouveaux besoins, tout en entraînant les vieilles villes arabes à des changements décisifs. Les nouvelles expressions architecturales révèlent le talent de certains architectes et décorateurs du Protectorat.

Le développement urbain de la ville de Tunis

A la veille du Protectorat, la ville de Tunis était composée de trois parties distinctes : la Médina, flanquée de deux faubourgs, Rbat Bab Souika au Nord et Rbat Bab Jazira au Sud. Le noyau central occupait une pente se terminant à l'Est par la Porte de la Mer (*Bâb B'har*) qui ouvrait sur une zone basse et marécageuse (le long du lac de Tunis) marquant la limite de la ville arabe. Cette zone, connue sous le nom de Promenade de la Marine (future avenue Jules Ferry), était une bande de terre remblayée de décombres et une aire d'épandage des eaux de pluie et des égouts à ciel ouvert (ou *khandaq-s*) ainsi que par les ordures et détritiques de la ville haute. Ces basses terres étaient partiellement occupées par des jardins potagers fournissant certaines cultures aux marchés de la ville. Sur le reste des terrains, se disséminaient quelques nécropoles, des ateliers de ferrailleurs, des bâtiments publics et les baraquements de la Douane longeant le lac. La zone était également traversée par des voies ferrées partant des deux anciennes gares française et italienne ¹².

La construction du nouveau Consulat de France vers 1860, le long de la Promenade de la Marine, et le début de démolition des remparts de la ville arabe ouvraient la voie à des extensions urbaines du quartier des chrétiens, en dehors des limites de la ville arabe. Ainsi commençait à se mettre en place un nouvel axe de développement de la capitale s'étendant sur les terrains vagues allant de la porte de la Mer à la Bhîra ¹³.

Dans les années précédant l'établissement du Protectorat, le nouveau quartier européen s'étendait entre le Consulat français et les remparts de l'ancienne ville arabe, selon un axe Est-Ouest au détriment de l'axe

Nord-Sud qui avait toujours dominé dans le passé. L'urbanisation avançait lentement vers l'est et couvrait, au fil des années, les terrains asséchés et solidifiés selon un tracé régulier et orthogonal. Les égouts à ciel ouvert et les jardins maraîchers des environs de l'ancienne Promenade de la Marine cédaient ainsi la place à un réseau de voies rectilignes et à une trame urbaine quadrillée.

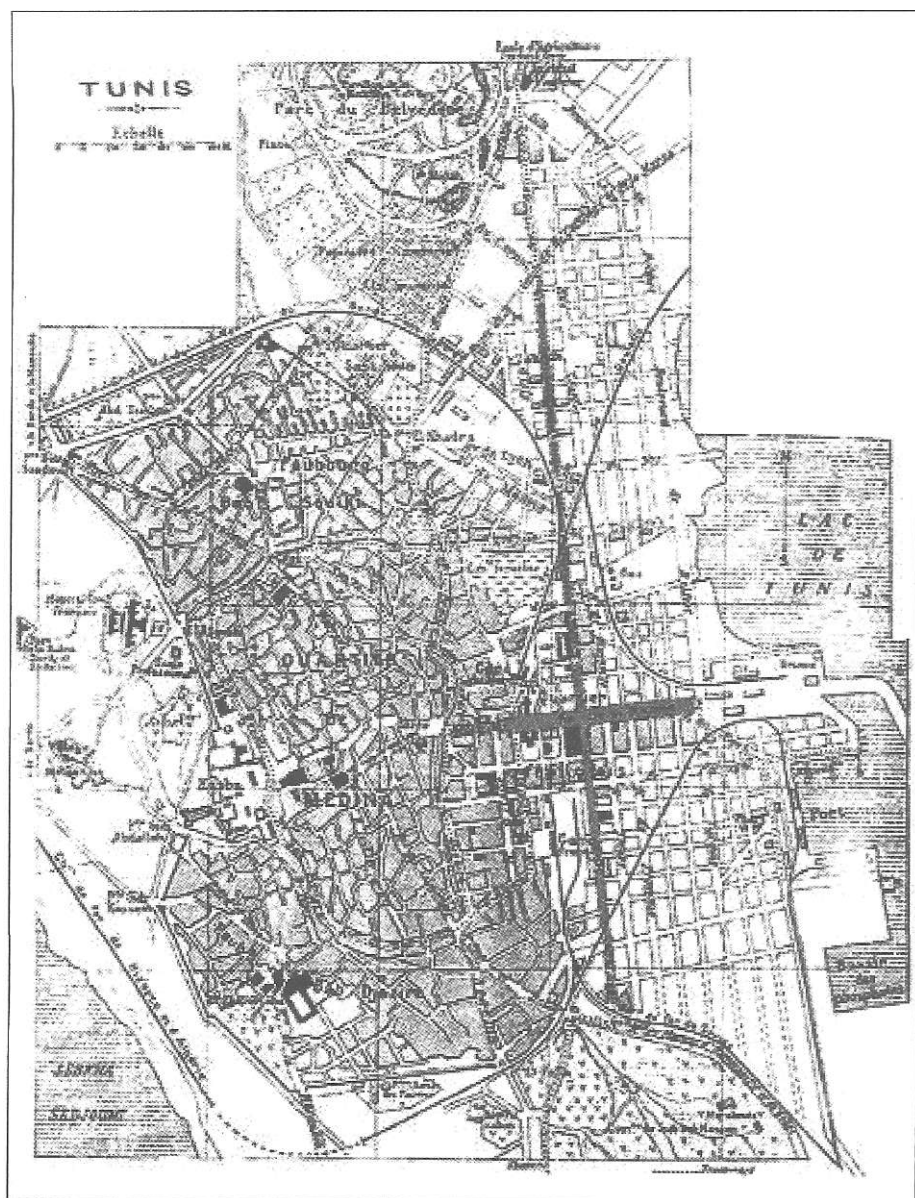
Cette extension donnait naissance, à partir de 1881, à la future ville européenne qui s'est juxtaposée à la Médina et qui s'est développée progressivement selon un tracé en damier structuré par le croisement de deux artères principales orthogonales : d'une part l'Avenue de France et l'Avenue Jules Ferry (de la Porte de la Mer, rebaptisée Porte de France, jusqu'au lac) dans le sens Est-Ouest¹⁴ ; d'autre part l'Avenue de Paris et l'Avenue de Carthage (du parc du Belvédère au cimetière du Jellaz) dans le sens Nord-Sud (Planche 1).

Le nouveau processus urbanistique se caractérise par la protection de l'intégralité de l'espace arabe qui, au départ, n'a connu que des changements mineurs. Le nouveau modèle urbanistique présente un plan quadrillé et fragmenté en plusieurs quartiers de morphologies différentes présentant de fortes ségrégations spatiale, ethnique et sociale entre les différentes catégories de la population cosmopolite et donc une juxtaposition de communautés non homogènes.

Les banlieues Nord et Sud de la capitale - Ariana, Bardo et Manouba - connaissaient également une croissance progressive et contribuaient à l'étalement du centre de Tunis : elles se transformaient en zones résidentielles et constituaient des pôles d'attraction pour une population cosmopolite et fortunée.

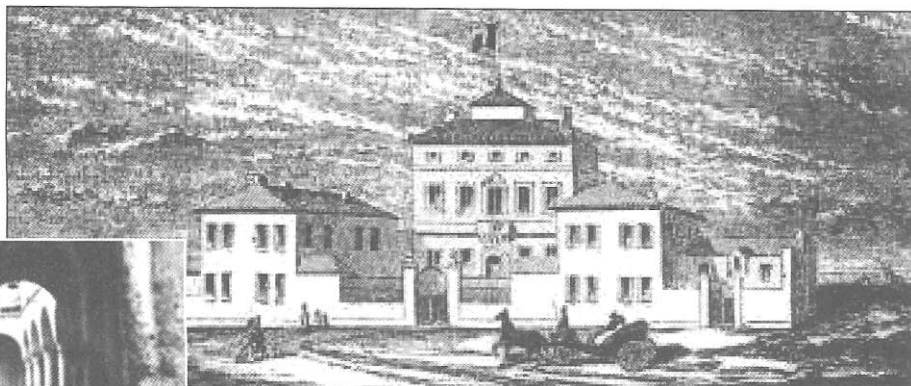
Au fil du temps, un nouveau noyau (la ville coloniale et ses banlieues) se juxtaposait à l'ancien (la Médina et ses faubourgs). Les différents quartiers de la ville traditionnelle continuaient d'être occupés par une majorité musulmane et juive ainsi qu'une minorité chrétienne de "cuiiiiiiiiuii moueste àiors que la ville moderne était peuplée par les nouveaux arrivants français, italiens, maltais et anglais, des juifs livournais et une minorité bourgeoise locale musulmane et juive. Ce processus de dédoublement de la ville avait pour conséquence le déplacement du centre vers le noyau colonial et la dévitalisation de la cité

Plan de Tunis au début du protectorat Urbanisme et architecture



Plan de la ville de Tunis au début du Protectorat, formant une trame quadrillée autour du croisement de deux artères principales disposées en croix et se coupant à angle droit : la promenade de la Marine et l'avenue de Paris

(Tunis, histoire d'une ville de Paul SEBAG).



Le nouveau Consulat de France (1860)

Construit vers 1860 par l'ingénieur Pierre Colin d'après un projet de l'architecte Pierre Caillat, le Consulat de France a créé en son temps une dynamique urbaine en matérialisant l'axe est-ouest de développement de la ville européenne qui s'est ainsi progressivement étendue au détriment des terrains vagues. Au lendemain du Protectorat, le Consulat est promu Résidence Générale de France, donnant sur l'axe joignant la Porte Bab Bhar au Lac, devenu avenue de la Marine et rebaptisé avenue Jules Ferry.



Fondouk des Français,
de l'Ancienne Douane
rue

Le siège de l'ancien Consulat de France (construit par le consul de France, le Père Jean Le Vacher en 1692) se trouvait dans la rue de l'Ancienne Douane, artère principale du quartier franc. Le bâtiment qui lui était contigu (datant de 1659-1660) représentait le Fondouk des Français, où résidaient les principales familles françaises occupant chacune une petite et unique chambre. La conception spatiale de ce fondouk à étages s'organisait autour d'une cour intérieure entourée de galeries et chambres servant à la fois d'hébergement des familles et d'entrepôts pour les marchandises (R. PELLEGRIN).



Une vue de l'avenue Jules Ferry l'actuelle avenue
Habib Bourguiba (R. PELLEGRIN).



Promenade de la Marine

traditionnelle ; il s'accompagnait d'une nette ségrégation spatiale, sociale et ethnique entre les différentes communautés.

Le plan quadrillé de la ville européenne a été tracé par une commission de géomètres et d'ingénieurs de la Direction Générale des Travaux Publics : il se réduisait à un simple et rigide tracé d'artères tramées dépourvu de toute ambition esthétique. Ce plan faisait ressortir l'importance d'un axe majeur, celui de l'Avenue de la Marine, qui débouchait sur une zone industrielle alors qu'il aurait pu permettre à la ville de s'ouvrir sur le lac. L'architecte français Victor Valensi avait présenté en 1920 les plans, non suivis d'effet, d'« un Projet d'Aménagements, d'Embellissements et d'Extension de la ville de Tunis » dans lequel il envisageait de prolonger l'avenue Jules Ferry par la construction, à son extrémité Est, d'un môle en face du lac offrant à la ville de Tunis une façade maritime. Ce projet était suivi par d'autres plans d'aménagement (Chevaux-Eloy en 1929, Zehrfuss en 1945, Deloge en 1948 et Berlangier en 1954).

Les communautés étrangères de la ville de Tunis

À la veille du Protectorat, la ville de Tunis abritait des communautés non-musulmanes, les *dhimmi*-s, qui occupaient des zones d'habitation assignées.

Les juifs de Tunis et la hâra

Le nombre de juifs installés dans le pays depuis la fondation de Carthage avait augmenté avec l'arrivée massive, entre la fin du XVII^e siècle et le début du XIX^e, de juifs d'origine espagnole établis en Toscane depuis le XVI^e siècle. Embarqués à Livourne pour la Régence, ces juifs livournais ou *Grâna-s* ¹⁵ — minoritaires — se distinguaient des juifs autochtones tunisiens (ou *twânsa-s*) — majoritaires — par leur culture, leurs croyances et leurs coutumes. Chaque communauté disposait de ses propres institutions (synagogues, tribunaux rabbiniques, écoles, etc.). Les juifs de la capitale comprenaient une classe aisée, une classe moyenne et une classe pauvre.

La communauté pauvre vivait dans la hâra ¹⁶, près de la zaouïa de Sidi Mehrez au faubourg Nord de Bâb Souika ¹⁷. Le quartier présentait un tracé irrégulier avec des ruelles sinueuses et des habitations du modèle

classique de la maison à cour centrale ouverte sur l'extérieur, sans aucune opposition entre le dedans et le dehors. Avec l'accroissement continu de la population juive, le quartier s'étendait pour englober le quartier proche des *Djerbiens* qui tombait en ruines¹⁸. Cependant, l'état de dégradation des lieux incitait les résidents à quitter ces quartiers insalubres pour s'installer dans le quartier franc déjà occupé par certains juifs livournais et la majorité des chrétiens.

Les chrétiens de Tunis et le quartier franc

La communauté européenne était composée de quelques familles d'esclaves chrétiens qui avaient choisi de rester en Tunisie après leur libération au début du XIX^e siècle. Depuis lors, leur nombre avait augmenté, surtout après l'occupation française de l'Algérie en 1830 et après les réformes engagées au XIX^e siècle par les beys de Tunis¹⁹. Ils étaient formés essentiellement de maltais et d'italiens avec une minorité de français, grecs, anglais, espagnols et autres ressortissants de diverses nations. Ils étaient classés en quatre catégories sociales : une bourgeoisie d'affaires, une bourgeoisie libérale, une classe moyenne et un prolétariat misérable.

La communauté chrétienne, numériquement minoritaire, se regroupait dans un quartier surpeuplé aux confins de la Place de la Bourse (rebaptisée Place du Cardinal Lavigerie et actuelle Place de la Victoire) sur laquelle ouvrait la Porte de la Mer. Un réseau de ruelles enchevêtrées constituait le quartier franc occupant la partie basse de la ville traditionnelle et formant le lieu de concentration des chrétiens et des juifs livournais. Ce quartier renfermait les fondouks et les établissements nécessaires aux besoins quotidiens de ses occupants. L'urbanisation s'étendait progressivement vers l'Est pour accueillir les nouvelles vagues d'immigrants.

Les villes et leurs principales caractéristiques urbanistiques

Sauf rares exemples, l'organisation urbaine des médinas tunisiennes était quasi-identique. Autour d'une grande mosquée occupant le centre de l'agglomération, s'établissaient les activités économiques suivant un emplacement préférentiel des différentes corporations artisanales par rapport au pôle religieux. Les lieux résidentiels se répartissaient autour de

cette aire centrale selon un tracé irrégulier. Les quartiers réservés aux non-musulmans, juifs et chrétiens, se situaient à la périphérie de l'espace traditionnel.

Avant l'établissement du protectorat, les beys réformistes de la Régence avaient tenté diverses réformes, inspirées des modèles européens, permettant l'aménagement de lotissements périphériques et la réalisation de nouvelles infrastructures de voirie en faisant appel au savoir-faire des occidentaux déjà présents dans le pays.

Sous le protectorat, l'organisation urbaine des médinas avait été respectée, alors que les extensions extra-muros subissaient de profondes mutations. D'importants chantiers conduits par des ingénieurs et des urbanistes dressaient, au fil des années, les nouveaux lotissements des villes coloniales selon des tracés tramés et réguliers. On assistait ainsi à la juxtaposition de deux noyaux complémentaires que différenciaient plusieurs aspects : le mode d'implantation, la morphologie du tissu urbain, la composition ethnique ou religieuse des résidents, leur fonction économique dominante.

Le lancement de nombreux projets d'aménagement et d'équipement des nouvelles villes coloniales contribuait, comme dans la capitale, au déplacement du centre politique et économique vers ces noyaux naissants et donc à la dévalorisation des quartiers traditionnels. De ce fait, de nouvelles vagues d'immigrés de diverses nationalités (juifs, français, italiens, maltais, siciliens ou anglais) affluaient et gonflaient les effectifs de la population étrangère du pays. Les villes de l'intérieur faisaient l'objet de planifications urbaines considérables en suivant le modèle d'aménagement de la capitale,— considérée comme source d'inspiration pour le développement de toute la Tunisie. L'analyse de l'aménagement urbain des différentes villes révèle une extension urbaine selon un même modèle importé de traçage qui s'accompagne d'une perte des repères habituels chez les tunisiens.

Le début du programme constructif du Protectorat

Alors qu'une nouvelle ville se développait et se modernisait d'année en année, l'ancienne conservait sa forme héritée des siècles précédents et gardait son intégrité avec ses modèles architecturaux et décoratifs ainsi

LE THÉÂTRE MUNICIPAL DE TUNIS

Le Théâtre Municipal de Tunis, appelé familièrement «bonbonnière» en raison de la forme de son enveloppe extérieure, est l'un des plus célèbres édifices de la Tunisie coloniale.

Construit le long de l'avenue Jules Ferry, l'actuelle avenue Habib Bourguiba, et financé par la Municipalité de Tunis, il est inauguré le 20 novembre 1902 avec l'opéra de Jules Massenet «Manon». Pour cet événement exceptionnel, les tunisiens étaient représentés par quelques officiels, en l'absence du Souverain Hadi Bey.

Initialement réservé aux communautés européennes, il n'attirait guère les tunisiens peu familiers du théâtre et de l'opéra. Cette indifférence s'explique également par l'interdiction faite alors aux troupes de langue arabe de se produire sur la scène du Théâtre Municipal.

Le théâtre est l'œuvre de l'architecte français Jean-Emile Resplandy qui l'a conçu dans le style Art Nouveau. Le célèbre architecte, Grand prix de l'Exposition Coloniale de Marseille en 1906, est l'auteur de nombreux autres édifices de différents styles à Tunis, notamment l'hôtel de ville sur l'avenue de Carthage vers 1900, le Palais de Justice au boulevard Bab Benat et le Casino du Belvédère, considérés comme les exemples les plus intéressants qui mêlent Art Nouveau à des éléments néo-mauresques.

Le chantier de construction était retardé à plusieurs reprises, en dépit de l'approbation du Conseil, en raison du sol marécageux. De longs travaux d'assainissement, d'excavation et de terrassement étaient nécessaires pour construire le bâtiment et assurer sa solidité. De grandes entreprises italiennes et françaises se partageaient la tâche durant environ deux années. Resplandy avait supervisé soigneusement tous les détails d'exécution et fait appel à des artistes étrangers tels Michele Corteggiani pour décorer l'intérieur, la loggia et le rideau de scène et le sculpteur Belloc pour exécuter les bas-reliefs du fronton et de la façade.

Les autres édifices du complexe municipal ont été construits sur le même périmètre et achevés en 1904 : le Casino-Palmarium et Y'nbiïi l'uriisia-Tdlace, tous deux sur l'avenue de Carthage.

L'ensemble architectural, occupant un emplacement à grande visibilité, présentait de pures lignes Art Nouveau et se distinguait des autres constructions de même style dans la capitale.

La première version architecturale du théâtre datant de 1902 offrait environ 856 places. Mais la salle ne répondait pas aux exigences du public et suscitait les polémiques : exigüité, insuffisance des places, absence de sécurité, étroitesse des escaliers des galeries, manque de confort, présence de courants d'air, etc. Le théâtre fut donc fermé pour un aménagement plus fonctionnel et mieux adapté. En 1909, un projet de rénovation et d'extension était approuvé par la Municipalité et le théâtre fut donc démoli en préservant sa façade extérieure. Transformé et agrandi par l'architecte français Woog, architecte des théâtres et du casino de Vichy, il offre désormais une capacité d'accueil de 1 351 sièges sur quatre niveaux (orchestre, balcon, mezzanine et galerie).

Woog a gardé la façade du théâtre, les trois baies de la loggia, les trois portes de l'entrée principale, le vestibule d'honneur et le grand escalier, tous de style Art Nouveau reflétant le goût et le souci du détail de Resplandy. Certaines tâches étaient confiées à deux artistes parisiens : Seguin pour les sculptures et les staffs et Wesbecker pour l'aménagement intérieur. Les travaux étaient exécutés rapidement et l'inauguration du nouveau théâtre a lieu le 4 janvier 1911. Dans l'intervalle, les spectacles étaient délocalisés provisoirement dans la salle voisine du théâtre italien Politeama Rossini construit en 1903.

Durant la deuxième guerre mondiale, les activités théâtrales étaient suspendues et, miraculeusement, le théâtre n'avait pas été touché par les bombardements alors que le complexe Casino-Palmarium et l'hôtel avaient été démolis. En 1943, le théâtre reprenait normalement ses activités avec une soirée prestigieuse.

Le bâtiment a failli disparaître aux débuts des années 1980 suite à une décision du Conseil de la Municipalité de Tunis pour être remplacé par un nouvel aménagement de la zone. En définitive, le bâtiment fut classé patrimoine national par le Décret N° 92.1815 du 19 octobre 1992 et une rénovation totale des locaux a été effectuée à l'occasion de son centenaire.

Cent ans plus tard, le théâtre est le seul témoin du complexe municipal du début du XX^e siècle ayant marqué pendant quelques

années le croisement des deux principaux axes de la ville européenne de Tunis, l'avenue de la Marine et l'avenue de Carthage. Il accueille, depuis plus d'un siècle, une grande variété d'activités culturelles et rencontres faisant appel à des personnalités politiques, religieuses et artistiques prestigieuses. Il est toujours considéré comme le lieu privilégié pour les spectacles importants à Tunis. Il a accueilli de grands noms de la scène tunisienne et internationale : Sarah Bernhardt, Louis Jouvet, Gérard Philippe, Jean Marais, Salama Higazi, Youssef Wahbi, Amina Rizk, Farid Atrach, Laure Daccache, Othman Kaâk, Hassen Zmerli, Abderrazak Karabaka, Habiba Msika, Chajïa Rochdi, Aly Ben Ayed, Jalila Baccar, Mohamed Driss, Hichem Rostom et l'ensemble de la Rachidia



Théâtre municipal - Tunis

L'imposant complexe architectural formé par le Théâtre Municipal, le Casino-Palmarium et l'Hôtel-Tunisia-Palace a été construit par Jean-Emile Resplandy entre 1901 et 1904 dans le style Art Nouveau. De l'ensemble municipal, il ne reste aujourd'hui que le Théâtre alors que le Casino-Palmarium et l'Hôtel étaient démolis pendant les bombardements de la deuxième guerre mondiale (Cliché de l'auteur).

que ses trames de ruelles et d'impasses. Le gouvernement colonial s'attachait à en conserver l'ordonnance et les parties constituantes (Médina, Kasbah, faubourg nord et faubourg sud), et veillait à ce que les réfections ou constructions nouvelles se fassent, le cas échéant, dans l'esprit de simplicité extérieure des anciens édifices de la ville arabe. Même si la vieille ville perdait un grand nombre de ses occupants attirés par le modernisme et le confort de la ville coloniale, elle gardait sa spécificité architecturale et décorative. C'était toujours dans ce périmètre que se concentraient les lieux de prière (mosquées à prône et oratoires), les lieux d'études (kuttab-s et medersas), les lieux de loisir (hammams et cafés maures), les lieux de commerce traditionnel (souks), ainsi que les anciennes administrations de la Régence ayant poursuivi leurs activités sous le protectorat (Direction des Caïdats, juridictions tunisiennes)²⁰.

L'administration française tirait parti des anciennes constructions non utilisées ou tombant en ruine en les affectant à de nouveaux usages. Elle ne tardait donc pas à occuper casernes, demeures, souks, en leur faisant subir quelques modifications ou restaurations.

Par ailleurs, le Gouvernement du protectorat lançait, avec l'accord du bey, un programme d'équipement dans certains secteurs. De nouveaux types d'édifices s'élevaient, inconnus jusqu'alors dans la société traditionnelle (édifices de culte et gouvernementaux, espaces culturels, immeubles de rapport, hôtels, casinos, banques, hôpitaux, casernes, postes, écoles, lycées, cafés, restaurants, etc.), pour répondre aux besoins de la ville européenne et couvrir progressivement ses terrains. Les nouveaux édifices se concentraient le long des nouveaux quartiers de la ville naissante (entre la Porte de la Mer à l'ouest et le lac à l'est, d'un côté, et entre le cimetière du Jellaz au Sud et le parc du Belvédère au Nord, de l'autre) et aux abords de la ville traditionnelle, essentiellement à la Kasbah qui hébergeait les principales administrations.

L'Etat lançait, sous le contrôle de la direction générale des travaux publics, un important programme de constructions, certaines présentant une monumentalité architecturale ou ornementale, d'autres étant assez modestes.

Pour la réalisation de ses projets, le gouvernement faisait appel à une main-d'œuvre qualifiée de nationalités diverses (essentiellement

européenne et juive) ayant parfois travaillé en coordination avec les tunisiens, préservant ainsi une certaine homogénéité avec le bâti traditionnel de la capitale. Le gouvernement fournissait les matériaux de construction aux différents chantiers.

La direction générale des travaux publics

Le gouvernement du protectorat met en place, par le décret du 3 septembre 1882, la direction générale des travaux publics, réorganisée par le décret du 25 juillet 1883. Dans l'essentiel de ses attributions figuraient le développement urbain de la capitale ainsi que l'étude et l'exécution des travaux de construction d'édifices publics, privés, religieux et militaires répondant aux multiples besoins de la nouvelle société. La direction est également chargée du suivi de l'entretien et des travaux de restauration d'anciens bâtiments réaménagés et affectés aux différentes administrations et institutions nouvellement établies.

La direction générale des travaux publics s'inspire de l'organisation française et a pour vocation d'assurer la sécurité des transactions, délimiter les propriétés respectives de l'Etat et des particuliers, astreindre la construction à des normes clairement définies et, enfin, mettre en place un réseau régulier de voies à travers le tissu urbain²¹. Logée sur les hauteurs de la Kasbah, à l'emplacement actuel du Secrétariat général du Premier ministre, elle dote le pays d'une législation, d'une réglementation et d'un budget spécifique. Elle fait appel à des ingénieurs et architectes pour élever des bâtiments utilitaires sur l'ensemble du territoire. Pour des contraintes d'économie et de rapidité d'exécution, certains projets urgents sont réalisés avec l'aide des administrations qui les sollicitent ou de quelques sociétés privées faisant appel aux services d'architectes indépendants.

Les grands courants de l'architecture

Dans le domaine constructif, les débuts de l'influence occidentale, essentiellement italienne, remontent au tournant du XVI^e et du XVII^e avec l'introduction progressive de nouveaux éléments dans divers quartiers occupés par la haute bourgeoisie tunisienne et par la communauté chrétienne : façades monumentales richement décorées, nouvelles

distributions spatiales, matériaux de construction, motifs ornementaux, revêtements au sol, mobilier, etc.

La ville européenne illustre d'un côté une continuité avec l'art local et, de l'autre, l'inspiration d'un répertoire artistique occidental particulièrement français et italien, rompant avec l'héritage ancien de la Tunisie. Des trajectoires artistiques inhabituelles commencent ainsi à se mettre en place le long des artères de certaines villes (éclectique, art nouveau, art déco, néo-mauresque et moderniste) et apparaissent au niveau des façades, largement ouvertes sur l'espace public, touchant rarement les espaces intérieurs. Ces tendances et influences confèrent néanmoins aux villes nouvelles de la Tunisie, malgré la grande variété stylistique, une certaine cohérence volumétrique. Le respect de strictes contraintes pour l'alignement, le traitement des façades, le volume et l'élévation des constructions accordent un équilibre visuel au paysage urbain général.

L'œuvre constructive reflète l'importance du patrimoine artistique de la Tunisie coloniale. Plusieurs styles architecturaux et décoratifs manifestent différentes expressions de l'art de concevoir l'espace, d'organiser le cadre bâti et de mettre en évidence le décor. Cinq courants architecturaux se distinguent : le style éclectique (1881-1900), le style art nouveau (1900-1920), le style art déco (1925-1940), le style néo-mauresque (1900-1930) enfin le style moderniste (1943-1947).

Le style éclectique

L'œuvre constructive témoigne, à partir de 1881, de l'émergence en Tunisie d'un style éclectique, appelé « style du vainqueur »⁷², se référant à un assemblage d'éléments architectoniques et modèles décoratifs du répertoire d'anciennes tendances artistiques (grecque, romaine, byzantine, romane, gothique, renaissance, baroque, classique, etc.). Ce style se traduit par l'implantation de modèles d'édifices ayant leurs analogues en France, modèles 'marqués essentiellement par la monumentalité et la richesse ornementale des façades, symbolisant la supériorité de l'autorité coloniale.

Le style art nouveau

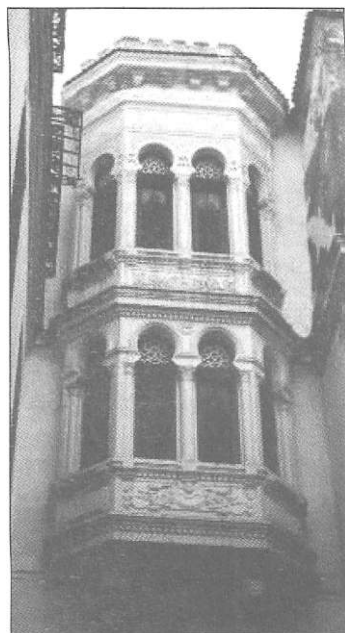
La rupture avec l'éclectisme a connu ses débuts en Tunisie avec l'arrivée, vers l'année 1900, de l'art nouveau caractérisé par ses

Les styles d'architecture



La Place du Cardinal Lavigerie autour de laquelle se structure le quartier franc réservé à la communauté chrétienne. De nouvelles constructions -à l'initiative de certains riches italiens, français ou juifs livournais- rappellent certaines bâtisses des villes italiennes ou françaises, comme le Consulat de France sur la Promenade de la Marine, l'Hôtel Eymon à l'entrée de la Médina, le Palais Cardoso à la rue de l'Eglise (1819) et le Palais Gnecco (1815) à la rue de la Commission -connu sous le nom de dar Garibaldi- (Carte postale).

Loggia de Dar Romdhane Dey à la médina de Tunis, enrichie d'éléments et matériaux décoratifs d'origine européenne (loggia, frontons, décor floral, carreaux de faïence, marbre blanc ou polychrome d'importation utilisé pour les chapiteaux et les colonnes, etc.). Une telle ornementation est fréquente dans quelques bâtiments de la période précoloniale (mosquées, medersas, tourbas, demeures) (Source : Cliché de l'auteur).

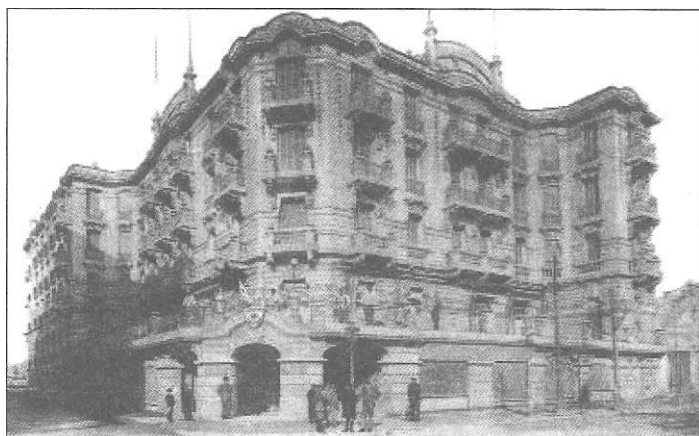


Dar Romdhan Dey de style éclectique



Immeuble Azerm - Tunis

Les décors Art Nouveau de l'immeuble Azerm au n°53 de l'avenue de Carthage s'inspirent de la végétation et des éléments naturels. Il est caractérisé par ses fenêtres en forme de poisson. L'immeuble, construit vers 1905, a été protégé par un arrêté de protection datant du 1 septembre 2000 (Cliché de l'auteur).



L'Hôtel Majestic - Tunis

L'Hôtel Majestic, sur l'avenue de Paris, a été construit en 1919 par l'architecte Paul Baron qui est aussi l'auteur du théâtre italien Politeama Rossini construit sur l'avenue Jules Ferry. De style haussmannien d'une monumentalité remarquable, il a été tour à tour pendant la deuxième guerre mondiale le siège de l'armée allemande puis des forces alliées. C'est au Majestic que le Président Bourguiba recevait les invités officiels et les chefs d'Etat étrangers jusqu'au début des années 1960.



Villa Art Déco

Une villa authentiquement Art Déco caractérisée par la simplicité des formes au niveau de la composition conceptuelle de son enveloppe architecturale. Elle fait partie d'un ensemble de trois villas du même style datant des années 30 et se trouvant à Tunis le long de la rue Paul Doumer, actuelle avenue Hédi Chaker (Cliché de l'auteur).

La grande Synagogue
de Sfax aujourd'hui
désaffectée



Bâtiments Art Déco

Deux édifices Art Déco des années 30 avec des conceptions géométriques simples et des décors sobres. Le premier est la grande Synagogue de Sfax, aujourd'hui désaffectée. Le second est un immeuble d'habitation à Sousse dont l'étage semble n'avoir aucun rapport avec le rez-de-chaussée. (Clichés de l'auteur).



Bâtiment néo-mauresque
de la Trésorerie Générale.
Tunis

Edifice néo-mauresque s'inspirant des éléments conceptuels et décoratifs locaux (moucharabieh, auvents en bois, carreaux de céramiques, bois ouvragés, moulures en pierre, fer forgé, arcatures outrepassées, tuiles vertes, patio, etc.). La Trésorerie Générale, sur l'avenue Roustan, rappelle les allures architecturales des ministères de même style du Boulevard Bab Benat. (Cliché de l'auteur).



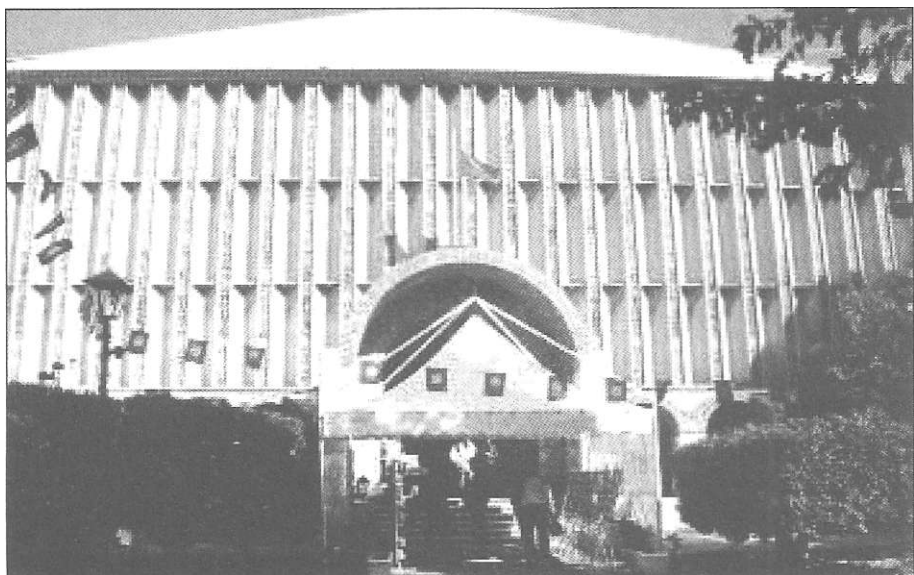
Théâtre de Sfax détruit pendant la guerre

Le centre de la ville de Sfax, de style néo-mauresque (grande municipalité sur la droite, le palais Ben Romdhane au milieu et l'ancien théâtre sur la gauche), est un exemple remarquable d'urbanisme dans une ville de province. La municipalité, construite vers le début du XX^e siècle par l'architecte Raphaël Guy, est caractérisée par son pseudo-minaret, sa coupole, ses arcatures outrepassées et ses encadrements en pierre de couleur rose.



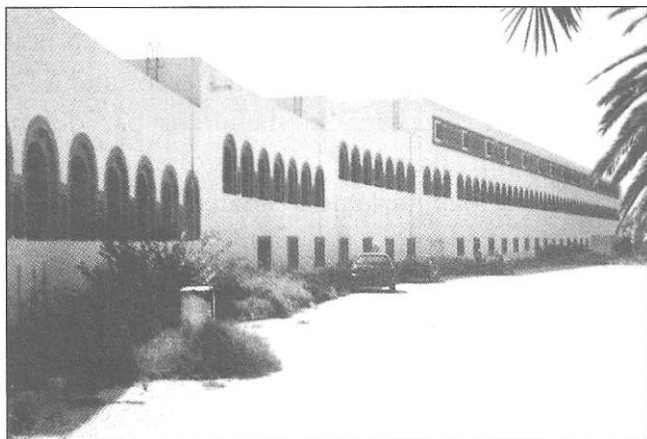
Vue panoramique de l'ensemble urbain du centre Sfax





Ancienne Eglise Notre-Dame de France à Bizerte

L'ancienne Eglise Notre-Dame de France à Bizerte, aujourd'hui Maison de la Culture, a été construite en 1946 par l'architecte français Lecouteur. Elle a remplacé une autre construction de même fonction construite vers le début du XX^e siècle dans un autre style, et détruite par les bombardements de 1943 (Cliché de l'auteur).



Le lycée de Carthage

Un édifice moderniste faisant recours à quelques éléments constructifs et décoratifs locaux (telles les arcatures et les briques rouges). Le lycée de Carthage, construit vers 1948 par Jacques Marmey, a été classé par un décret du 15 janvier 2001 (Cliché de l'auteur).

ondulations inspirées de la végétation et des éléments naturels offrant une autre allure décorative du paysage urbain. De nouvelles formes, marquées par un élan de modernisme et de fantaisie, se traduisent par un déploiement de lignes souples, sinueuses et torsadées, presque toujours en courbes. Les nouvelles constructions affichent timidement le nouveau langage de cette tendance artistique en touchant différents matériaux (fer forgé, céramique, bois, verre, etc.).

Le style art déco

A partir de 1925, l'art déco — un contre-courant austère, sobre et dépouillé - émerge en Tunisie privilégiant la stylisation et l'épuration des conceptions architecturales et décoratives. Il accorde plus d'importance à la structure et à la fonctionnalité qu'au décor et aux fantaisies, en exigeant une harmonisation rationnelle dans le traitement des façades et des espaces intérieurs. Aux ondulations linéaires se substituent des combinaisons de formes géométriques qui tendent vers l'abstraction et qui excluent les entrelacs et les lignes courbes des deux styles précédents.

Le style néo-mauresque

Dans une autre perspective et à partir de 1900, l'autorité coloniale entame la revalorisation du patrimoine local, longtemps négligé. Ce retour aux traditions constructives du pays aboutit à un nouveau style, appelé néo-mauresque ou « arabisance », qui emprunte à l'architecture tunisienne son registre décoratif se traduisant par des applications mécanistes et par un habillage ostentatoire des façades d'une ornementation variée, habituellement limitée aux espaces intérieurs, pour donner une touche locale à l'édifice (Planches 23 et 24). Mais cet emprunt se limite au décor des façades puisque les spécificités spatiales des édifices traditionnels sont quasiment absentes dans les nouvelles constructions (ouverture sur le dedans et répartition des espaces autour d'une cour centrale).

Le style moderniste

A la fin de la deuxième guerre mondiale, la période de reconstruction du pays a favorisé l'avènement de la tendance moderniste sous les signes de l'économie et de la rapidité dans l'exécution. Elle se fonde sur les

principes de l'architecture moderne tout en tenant compte des traditions architecturales et constructives du pays et des disponibilités en matériaux (systèmes constructifs sans béton, couvertures en voûtes, murs blancs sans décors, etc.). Cette tendance est ainsi partagée entre une utilisation rationnelle de l'architecture vernaculaire et une adoption des concepts du fonctionnalisme, en excluant le pastiche et la reproduction à l'identique.

La propagation des nouvelles tendances artistiques marque fortement le paysage urbain de certaines villes tunisiennes comme Tunis, Bizerte, Sousse ou Sfax auxquelles se réfère la majorité de la population fortunée (locale ou étrangère) en rejetant le cadre de vie traditionnel, déprécié et inadapté aux nouveaux modes de vie.

La naissance et les spécificités du style néo-mauresque

Au début du XX^e siècle, l'autorité coloniale, dans un esprit « protecteur »²³, a entrepris des travaux de sauvegarde et de mise en valeur de l'architecture et de la décoration traditionnelles du pays²⁴. Un nombre important de bâtiments reflètent les signes d'une arabisation officielle renvoyant de manière explicite au vocabulaire local et excluant l'austérité néo-classique qui dominait, au début du protectorat, les quartiers des nouvelles villes européennes. L'intérêt pour l'héritage architectural et décoratif local constitue une manifestation de la tendance orientaliste²⁵ et de l'architecture régionaliste. Le principe général était de s'inspirer des traditions artistiques locales dans la conception et l'ornementation d'édifices modernes pour une meilleure homogénéité du paysage urbain.

L'architecture arabisante s'approprie certains éléments décoratifs appartenant au répertoire de l'architecture musulmane en les intégrant au niveau des façades qui seules rassemblent les signes du néo-mauresque puisque l'organisation spatiale des intérieurs demeurerait bien celle d'un édifice occidental. Cependant, quelques aménagements intérieurs caractéristiques de l'architecture traditionnelle se reproduisent dans les conceptions des bâtiments d'époque coloniale, telles l'architecture introvertie ou l'organisation centralisée autour d'un patio de certains ministères de la capitale.

Les nouvelles constructions opèrent donc un véritable renversement stylistique avec un habillage excessif des façades extérieures — habituellement

dépourvues d'ornementation — de décors arabisants jusque-là confinés dans les intérieurs des espaces arabes traditionnels (arcs outrepassés, tuiles vertes, carreaux de céramique, coupoles, encadrement en pierre, portes cloutées, moucharabiehs, plafonds en bois peint, auvents en bois, tourelles d'angle en formes de minarets, etc.). La nouvelle tendance semble ainsi vouloir identifier un répertoire d'éléments décoratifs et stylistiques et les réduire à l'état de stéréotypes aisément utilisables. Par la suite, ce répertoire décoratif, dégagé de ses fonctions initiales, se greffait plus ou moins superficiellement sur des typologies et des modèles spatiaux occidentaux.

La responsabilité essentielle dans la propagation du style néomauresque en Tunisie, durant les trente premières années du XX^e siècle, revient incontestablement à de grands architectes français (tels Raphaël GUY, Victor VALENSI, Jean-Emile RESPLANDY, GIROUD, GUESNIER, QUEYREL et bien d'autres) qui participaient à l'époque à ce changement conceptuel ayant ouvert les édifices sur l'espace extérieur public en couvrant leurs façades d'éléments habituellement cachés et intériorisés. C'est donc sous l'influence d'architectes européens, formés pour la plupart à l'Ecole des Beaux-Arts de Paris, qu'une proposition de nouvelles conceptions formelles et techniques s'adaptant au mode de vie d'une population, pour la plupart aisée, de l'époque coloniale, fait son apparition en Tunisie pour engendrer un style en harmonie avec les traditions locales.

L'espace tunisien affiche, dans sa quasi totalité, une allure européenne malgré les tentatives d'adaptation aux tendances modernes de l'époque coloniale. Le style arabisant, apprécié par certains chercheurs, est vivement critiqué par d'autres. Quelques édifices sont considérés comme de véritables réussites alors que de nombreux autres ne font que traduire sans harmonie des applications lourdement agencées d'éléments architectoniques ou décoratifs simplement dérivés de l'architecture traditionnelle.

Notes

1. Taux d'accroissement naturel supérieur à 2,5% par an.
2. Le rythme de croissance de la population active est au contraire très lent : évalué à 688.107 en 1936, le nombre de la population active ne s'élève qu'à 711.670 en 1946.
3. 0-19 ans : 500‰ ; 20-60 ans : 430‰ ; +60 ans : 7‰.

4. R. Montagne : « Naissance et développement du prolétariat marocain », in « Industrialisation de l'Afrique du Nord », Paris 1952.
5. Jean Vibert : Tableau de l'Economie Tunisienne in Bull. Econ. et Social de la Tunisie. Oct. Nov. Déc. 1952.
6. A. Nouschi : « De quelques erreurs utiles ». Cahiers de Tunisie 1960. p. 63.
7. Littéralement les « gens de l'extérieur ».
8. Le Souk El Bey ; la rue de la Kasbah par exemple.
9. H. Attia. « L'urbanisation de la Tunisie » in II^e Colloque de Géographie maghrébine, Alger, 1970.
10. J. Despois, « La Tunisie Orientale. Sahel et Basse Steppes » PUF 1955.
11. H. Attia, art. cité.
12. SEBAG, Paul. *Tunis, histoire d'une ville*, p. 338.
13. Le Consul français Léon Roches avait démoli *Bâb B'har* pour le reconstruire dans le prolongement du nouvel axe de développement de la ville, celui de la Promenade de la Marine. ABDELKAFI, Jallel. *La Médina de Tunis, espace historique*, p. 56.
14. L'axe majeur de la Promenade de la Marine se partageait en deux sous le Protectorat français : l'Avenue de la Marine (dénommée Avenue Jules Ferry à partir de 1900 et actuelle Avenue *Habib Bourguiba*) et l'Avenue de France. L'Avenue de France s'élargissait à sa fin et débouchait sur la Place de la Résidence, actuelle Place de l'Indépendance. Au-delà de la Place commençait l'Avenue Jules Ferry présentant la même largeur que celle de la Place.
15. Ce mot est le pluriel de *Gorni*, une déformation de *Legorno*, de *Legorna* : Livourne en arabe. BAHRLMEDDEB, Achraf. « De la *hâra* à la *Hafsia* : Histoire urbaine d'un quartier de la Médina de Tunis », *Architecture Méditerranéenne - Tunisie*, p. 89.
16. En Tunisie, le mot *hâra* (synonyme de *hûmâ*) signifie *quartier* et désigne le quartier juif (équivalent du marocain *mellaB*). SEBAG, Paul. *L'évolution d'un ghetto nord-africain : la hâra de Tunis*, p. 7.
17. Les Juifs avaient d'abord occupé le village de *Mélassine* (à l'Ouest de la ville arabe), connu sous le nom de *Blâd al-Yahûd* (ville des Juifs), puis s'établissaient dans la *hâra*. *Idem*, p. 9.
18. SEBAG, Paul. *op. cit.*, p. 22 ; BAHRI-MEDDEB, Achraf. *op. cit.*, p. 92.
19. GANIAGE, Jean. *La population européenne de Tunis au milieu du XIX^{ème} siècle*, p. 18, 21 et 25.
20. SEBAG, Paul. *Tunis, histoire d'une ville*, p. 351.
21. *Idem*, p. 341, 342, 343 et 344.
22. Selon l'expression du Général DOLOT (reprise, par la suite, par François BEGUIN) et par opposition au « style du protecteur » pour désigner le style néo-mauresque du début du xx^{ème} siècle. Général DOLOT. « L'architecture moderne à Tunis », *Revue Tunisienne*, n°138, p. 90 ; BEGUIN, François. *Arabisations, limites et grands tracés*, p. 19.
23. Selon l'expression de Fr. BEGUIN in *Arabisations, limites et grands tracés*, p. 26.
24. Les édifices néo-mauresques construits à Tunis avant 1900 servaient de modèles pour les divers bâtiments du début du XX^{ème} siècle.
25. Dès le xvnr siècle, les consuls étrangers en Tunisie étaient séduits par le pittoresque des proches banlieues de la capitale.

CHAPITRE VI

L'Enseignement et l'évolution intellectuelle

Les écoles modernes et l'organisation nouvelle de l'enseignement

La diversité des formes et des types d'enseignement reflète la pluralité des juridictions existant dans la Régence. Au début du Protectorat, chaque groupe ethnique et linguistique a ses écoles, son ou ses types d'enseignement. Les musulmans ont leur enseignement traditionnel - dispensé dans les *Kouttab* et les écoles coraniques - et leur enseignement moderne : écoles franco-arabes, Collège Sadiki, Khaldounia. Les israélites ont deux formes d'enseignement : la première organisée en langue talmudique par les rabbins, la deuxième dans les écoles nouvelles de l'Alliance israélite. Les européens ont de leur côté introduit leur enseignement propre : les italiens dispensent leur enseignement presque exclusivement à leurs enfants et à quelques israélites ; les français, à tous les élèves de nationalité française et secondairement aux ressortissants italiens et anglais (essentiellement maltais). Dans les établissements destinés aux européens, l'élément musulman est très peu nombreux.

L'enseignement français est organisé soit par la Direction de l'Enseignement Public, soit par des institutions privées de caractère le plus souvent religieux.

En 1881, il y avait deux écoles italiennes créées par la colonie. En 1888, le Ministre Crispi réorganise l'institution des écoles italiennes à l'étranger et soumet les écoles italiennes de Tunisie à l'autorité effective du gouvernement italien. Ce sont de véritables établissements d'Etat entretenus par le gouvernement italien. Placés sous l'autorité directe du Consul Général d'Italie, administrés sur place par un comité de patronage local et contrôlés par un inspecteur attaché officiellement au Consulat d'Italie, ils échappent entièrement à l'administration française.

L'accord franco-italien de 1896 légalise la situation de fait : « En ce qui concerne les écoles italiennes actuellement ouvertes en Tunisie, le statut sera maintenu sans préjudice des droits supérieurs appartenant à l'administration locale en matière d'hygiène et d'ordre public, pour l'application de lois de police et de sûreté ». Dans le temps, le nombre des établissements italiens ne cesse d'augmenter : une dizaine à Tunis, trois à la Goulette et à Sousse, deux à Sfax. Chaque année, des cours de langue italienne sont créés dans les écoles publiques des agglomérations dépourvues d'établissements scolaires italiens : c'est ainsi que des cours existent à Bouficha, Rey-ville, Kélibia, Grombalia et Mateur où vit une importante minorité italienne. Mais les privilèges scolaires italiens s'amenuisent peu à peu, au fur et à mesure que se développe la réaction contre le « péril italien » entre les deux guerres. Ils leur sont presque complètement retirés après 1945.

L'enseignement du français préexistait au protectorat. En 1883, il y avait outre le Collège Sadiki, 20 écoles congréganistes et 3 établissements de l'Alliance israélite. Les autorités françaises organisent aussitôt l'enseignement de langue française : instituée en 1883 et organisée par le décret du 6 avril 1884, la « Direction de l'Enseignement Public » est appelée à assurer l'éducation des fils de colons et doit aussi veiller à l'expansion de la langue et de la culture françaises dans les milieux musulmans, maltais et italiens.

La population musulmane des villes est traditionnellement ouverte aux influences culturelles de l'étranger, en particulier de la France qui a

déjà envoyé dans la Régence, sous le règne des beys réformateurs, nombre d'ingénieurs, instructeurs et conseillers. D'EstourneËs de Constant relevait que les tunisiens étaient « aussi piètres guerriers que curieux d'études ¹ » ; et Leroy-Beaulieu parlait avec admiration de cette population « policée et affinée chez laquelle l'enseignement était en honneur » ². L'influence culturelle de la France allait donc trouver en Tunisie un milieu particulièrement réceptif en rapport avec l'enseignement du Collège Sadiki.

Les milieux européens, en particulier les colons, n'avaient guère au départ de préventions particulières contre la diffusion de la langue et de la culture françaises en Tunisie. De Carnières regrette dans le numéro du 10 juin 1899 de la « Tunisie Française » cet état d'esprit. « A Paris, dans les milieux coloniaux et même au Ministère des Affaires Etrangères, la diffusion de la langue française a pris les proportions d'un article de foi : c'est la panacée universelle à l'aide de laquelle on prétend « assimiler » les indigènes les plus rebelles à nos idées, à nos mœurs, à l'esprit de notre race... et pourquoi ne l'avouerais-je pas ? la plupart des colons, à leur arrivée dans la Régence, ont cru eux aussi qu'il était bon d'apprendre le français aux arabes... ».

De 1885 à 1890, le budget de la Direction de l'Enseignement Public passe de 120 mille francs à 530 mille francs. Le nombre des écoles où le français est la langue principale passe de 24 à 83 dont 4 établissements d'enseignement secondaire. La population scolaire qui était au nombre de 4.390 élèves en 1885 compte 10.900 élèves en 1891 dont :

Français	1.494
Italiens	1.730
Maltais	1.394
Tunisiens musulmans	2.471
Tunisiens israélites ...	3.733

En 1897, le nombre des élèves musulmans recevant un enseignement moderne est de 4.656 (contre 2.683 français, 4.241 israélites et 2.832 italiens). Il est donc important par rapport à l'effectif scolaire total. Cependant, il est à peine plus élevé que celui des élèves israélites qui vont bientôt fournir un nombre important de médecins, juristes, experts-

comptables, architectes profondément francisés, issus en général des catégories sociales les plus aisées.

Chez les tunisiens musulmans, les premières promotions ayant reçu une partie de leur formation en français commencent à apparaître au début du siècle, grâce au Collège Sadiki et à la Khaldounia, fondée en 1896 dans le but de donner un complément d'enseignement moderne aux tunisiens de culture arabe.

La langue française devient un instrument de promotion pour les tunisiens désireux d'embrasser la carrière administrative. Elle leur permet de participer au concours d'entrée à l'Ecole Normale d'Instituteurs ou de briguer des postes dans l'administration beylicale où le français s'impose de plus en plus à la suite d'une inflation de textes rédigés en langue française. Pour mettre ces textes à la portée des tunisiens et pour permettre aux autorités françaises de prendre connaissance de tout ce qui s'écrit en arabe, on crée un corps d'interprètes recruté dans cette nouvelle élite formée au Collège Sadiki ou à la Khaldounia et à l'Ecole Supérieure de langue et de littérature arabes. Agents d'exécution, les fonctionnaires musulmans accèdent très rarement à des postes de responsabilité détenus presque toujours par des français.

Cependant, dans le contexte économique de la période 1881-1920 où l'agriculture et l'artisanat ressentent déjà les effets de la politique coloniale, l'accès à la fonction enseignante ou à l'administration représente pour le lettré tunisien une véritable promotion ; pour certaines familles de notables dont les assises sociales étaient ébranlées par les confiscations des terres et le déclin des activités traditionnelles, l'accès de leurs enfants à la culture bivalente, et par la suite aux postes administratifs, constitue une chance de résurrection. La connaissance de la langue française permet aussi à l'intelligentsia montante de mieux comprendre la civilisation occidentale et, en particulier, la civilisation française, de s'ouvrir au monde extérieur et d'« appréhender certaines de ses idées... C'était ce que les colons français de Tunisie ne pouvaient supporter. En 1889, une violente campagne demandant la réduction ou même la suppression de l'enseignement du français aux indigènes était déclenchée »³. Cet état d'esprit est reflété par le journal « La Tunisie Française » qui publie le 27 mai 1889 un article où on relève notamment : « Oui, l'agitation que nous

signalons dans le monde musulman est, en grande partie, le résultat de l'instruction que nous donnons à nos protégés. En leur apprenant l'histoire des peuples civilisés, en les mettant à même, par la connaissance de notre langue, de lire les publications françaises, livres et journaux, nous faisons brusquement surgir dans leurs âmes des idées de liberté et d'égalité auxquelles ils ne sont prédisposés ni par l'éducation de la famille, ni par les traditions du milieu ambiant et qui, éclatant tout à coup dans leurs cerveaux mal préparés à les recevoir, se traduisent par un redoublement d'orgueil et par des aspirations à un idéal vague dont leurs pères n'avaient jamais éprouvé le besoin ».

En avril 1901, la Conférence Consultative où les tunisiens n'étaient pas encore représentés invite l'administration à donner à l'enseignement dans tous les établissements scolaires publics et privés un caractère exclusivement professionnel et agricole. Les Autorités du Protectorat ne tardent pas à diminuer les effectifs des élèves musulmans dans les écoles franco-arabes et dans les établissements français. En 1899, le rapport au Président de la République souligne le danger que représenterait pour les musulmans l'enseignement du français dont il ferait des « déclassés ».

De 4.656 en 1897, les élèves musulmans des écoles bilingues ne sont plus que 3.820 en 1899, contre 3.157 français, 3.754 israélites et 3.526 italiens. En 1902, leur nombre tombe à 3.061 contre 4.301 français, 3.526 italiens et 3.368 israélites. La sélection trahit les axes de la politique d'assimilation systématique.

On se préoccupe particulièrement, en 1899, de la « Medersa Asfouria », Ecole Normale pour les instituteurs des écoles coraniques. On encourage la prolifération de ce type d'écoles que l'on présente comme la formule moderne des *Kouttab*. A partir de 1903, on préconise pour les enfants musulmans un enseignement de caractère pratique essentiellement orienté vers la formation d'une main-d'œuvre habile. « Dans un pays comme la Régence, qui a besoin avant tout d'une main-d'œuvre abondante, lit-on dans le Rapport au Président de la République de 1906, l'instruction en général et l'instruction primaire en particulier doivent avoir un caractère pratique et mettre à la disposition de l'industrie et de la colonisation des travailleurs instruits et expérimentés. Tous les efforts de la Direction de l'Enseignement ont été et sont dirigés dans ce sens ».

Cette politique provoque les protestations des réformistes tunisiens qui la dénoncent dans leur journal de langue française « Le Tunisien » qui paraît dès 1907. Béchir Sfar et Ali Bach Hamba rejettent à la fois la politique de l'enseignement pratiquée par les Autorités du Protectorat et la formule des écoles coraniques modernes préconisée par Khayrallah Ben Mustapha. Les responsables français passent outre aux protestations des réformateurs et, dès 1908, un Service de l'Enseignement professionnel est créé à la Direction de l'Instruction Publique. Des écoles d'apprentissage agricole et industriel recrutant à la fois des élèves européens et des élèves musulmans sont créées à Tunis, Sousse, Sfax et Gabès.

La politique de l'enseignement pratique trouve sa parfaite expression dans l'organisation de l'instruction des filles musulmanes, limitée à l'échelon primaire. Tous les établissements ouverts pour les filles sont des écoles pratiques. Les premiers, datant de 1908, comprennent un enseignement dit général, réduit à quelques heures par semaine de morale, de lecture, de récitation, de calcul... et un enseignement pratique essentiel, occupant la majeure partie du temps et comportant des séances de travaux ménagers, de puériculture, de broderie, de couture, etc. Ces écoles contribuent néanmoins à déclencher un processus d'émancipation féminine dont les conséquences apparaîtront plus tard. Elles permettent aux quelques dizaines de jeunes filles qui les fréquentent de mieux utiliser leurs dons et leurs talents, de prendre contact avec des camarades d'origines sociales diverses et de découvrir des horizons insoupçonnés. En 1920, il y avait à peine un millier de filles à l'école dont 200 environ à l'école Louise-René-Millet de la rue du Pacha qui reçoit spécialement les enfants de la bourgeoisie de Tunis. Le conservatisme des parents musulmans n'est pas le moindre obstacle à l'extension de l'enseignement féminin : certains pères de famille pensent que l'école altère chez les filles la conscience religieuse et morale. Dans "La Tunisie Martyre", Thaâlbi lui-même déclare péremptoirement : « Nous engager dans cette voie serait nous suicider de nos propres mains. La femme est la gardienne de la famille, la conservatrice de la société ; la pousser dans la voie des écoles gouvernementales serait précipiter dans l'abîme ce qui reste de notre génie »⁴.

Cette politique qui tend à orienter les enfants tunisiens vers les écoles professionnelles devait conduire les Autorités du Protectorat à laisser périliter les établissements tunisiens où l'on dispense un enseignement classique rénové. C'est ainsi que le Collège Sadiki voit ses ressources diminuer d'année en année et, par voie de conséquence, le nombre de ses élèves s'amenuiser. Une partie des terres qui lui appartiennent lui sont enlevées d'autorité par les services de la Direction de l'Agriculture et distribuées à des colons ; une part importante de ses biens fonciers est convertie par voie d'*en^el* et d'échange (*mouaoudha*) en immeubles à Tunis. En outre, les Autorités du Protectorat détournent ses ressources pour procéder à l'acquisition de locaux qui relèvent normalement du budget de l'Etat. C'est ainsi que « du patrimoine de ce Collège, près de 800.000 francs ont servi au rachat au profit de l'Etat du Lycée de Tunis, 500.000 francs à édifier le Lycée de Jeunes Filles françaises, 60.000 francs à construire une villa au Directeur de l'Enseignement, 200.000 francs à la construction de l'école primaire des filles musulmanes de Tunis avec une subvention annuelle de 60.000 francs à la construction de la Direction de l'Enseignement Public ».⁵

Dès les premières années du Protectorat, les langues étrangères sont supprimées du programme des études. Les boursiers tunisiens sont rappelés de France où l'on craint l'influence de l'esprit libéral ; quelques uns sont placés pendant une période transitoire au Collège Saint- Charles de Tunis (devenu Lycée Carnot) tenu par les Pères Blancs ; puis on cesse d'encourager les sadikiens à poursuivre leurs études au delà du Diplôme de fin d'Etudes.

L'enseignement de l'arabe lui-même est enlevé peu à peu aux professeurs tunisiens (au nombre de 7 en 1910) et confié à des instituteurs puis à des professeurs français. Le nombre des élèves tombe à 75 en 1907 alors qu'il s'élevait à 150 au début du Protectorat.

Le Collège Sadiki se trouve au lendemain de la première Guerre Mondiale au bord de la faillite. Pour le renflouer, il a fallu lui allouer une subvention inscrite au budget général de la Régence. Mais le nombre des élèves en section secondaire recrutés par un concours très sévère dépasse à peine la centaine vers 1920. Les programmes des six années d'études sont démentiels : des cours et des exercices de langue arabe, de

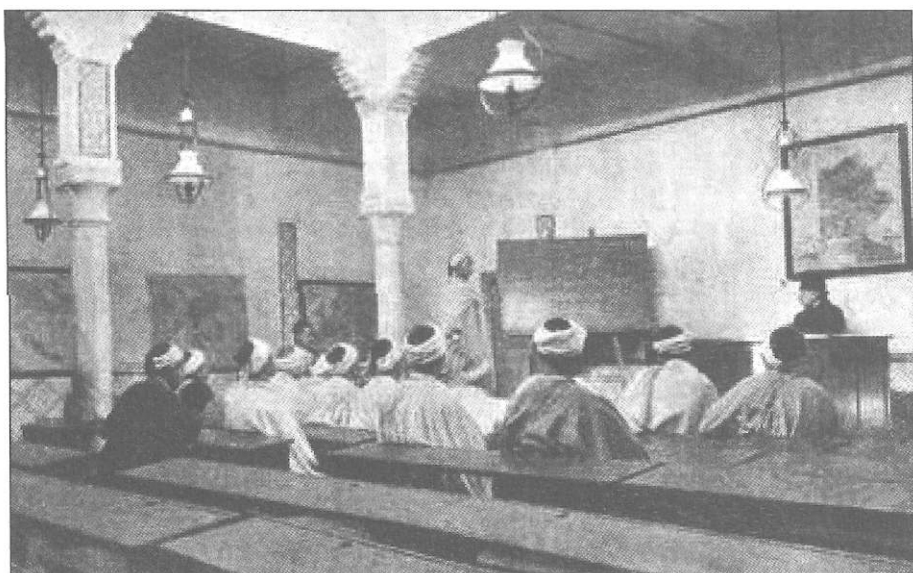
L'enseignement

L'enseignement représente l'atout majeur de l'émancipation et de la modernisation de la Tunisie. L'exigence de réformes radicales de l'enseignement, dans ses méthodes et dans son contenu, s'est d'abord affirmée au sein de l'Université Zitouna. Si les promotions issues du Collège Sadiki, fondé en 1875, forment la base du Mouvement Jeune Tunisien, moteur de la politique de réformes, de grands réformateurs sont issus de la Zitouna, tels Cheikh Salem Bouhajeb, Cheikh Tahar Ben Achour, Cheikh Fadhel Ben Achour ainsi que Abdelaziz Thaalbi et Tahar Haddad. Au tournant du XIX^e siècle, l'école moderne s'ouvre devant les premières élèves musulmanes.



Siège de la Direction de l'Instruction Publique

La Direction de l'Enseignement Public, instituée en 1883, est installée dans un vieil établissement de la place Al-Murkadh. Placée sous la direction de Louis Machuel (1848-1921), la Direction veille surtout à l'éducation des fils de colons et à l'expansion de la langue et de la culture françaises.



Cours à la Khaldounia

L'ECOLE LOUISE RENÉ MILLET

Lors de sa création en mai 1900 par Louise René Millet, épouse du Résident général, cette première « Ecole de jeunes filles musulmanes » était destinée à initier les jeunes tunisiennes à l'arabe et au français et à les familiariser avec les travaux manuels. Les programmes sont orientés vers les connaissances pratiques, les broderies d'art, les leçons de choses, la puériculture. Mais ses programmes, sa structure, ses effectifs et son emplacement ont évolué au fil du siècle. Vouée à l'esprit du modernisme, l'école s'est adaptée aux évolutions sociales et politiques de son temps.

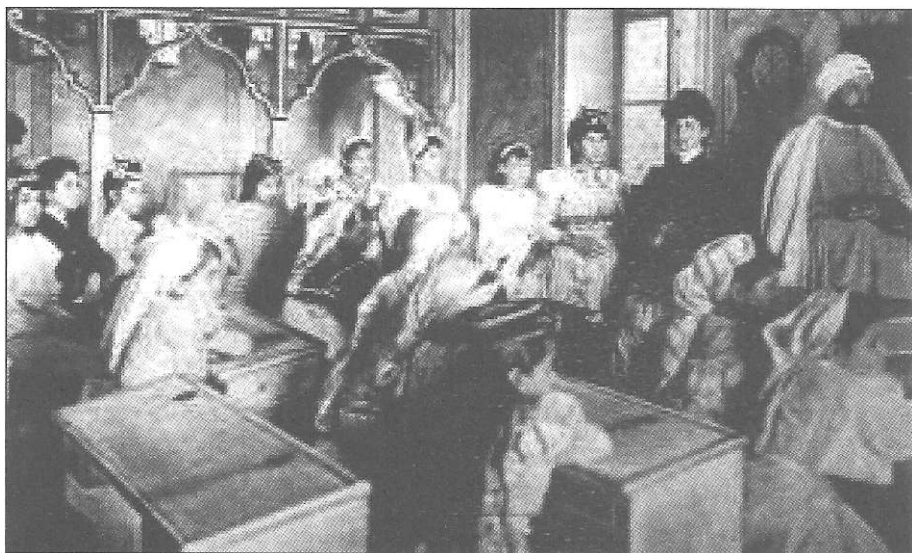
La première directrice, Charlotte Eigenschenck, veuve d'un sous-secrétaire général du gouvernement, établit l'école dans un modeste local au n° 17 de la Rue Ben Nejma, près de la place Romdhane Bey, avec seulement cinq fillettes. Un an plus tard, l'école est installée au 20 de la rue Monastiri dans un vieux palais arabe. Un vénérable cheikh enseigne le Coran et une heure est spécialement réservée aux soins d'hygiène. En 1904, Béchir Sfar, Directeur des Habous, inscrit sa propre fille ainsi que deux nièces. Dès lors, les familles musulmanes prennent confiance et se résolvent à inscrire leurs filles. Une première annexe est ainsi créée rue Sidi Sourdou et, plus tard, une deuxième au 9 rue Monastiri, actuellement Dar Monastiri. Enfin, en 1910, Béchir Sfar alloue à la future école un ancien palais rue du Pacha : le palais Ben Ismaïl qui appartenait à l'ancien ministre de Sadok Bey, Mustapha Ben Ismaïl, avant son exil en 1882. Les plans, dressés par l'architecte Guesnier, sont rapidement approuvés ; la construction démarre le 14 janvier 1911. Le bâtiment, inauguré en janvier 1912, est baptisé «Ecole Louise René Millet ».

Dès lors, les familles confient leurs filles de plus en plus au nouvel établissement. Au bout de trois ans, elles étaient 30 et l'année suivante 500. Un réfectoire est ouvert aux élèves qui arrivent accompagnées de leurs chaperons portant leurs paniers avec leur déjeuner, afin d'éviter quatre déplacements par jour dans les rues ! A l'intérieur de l'école, les fillettes déposent leur voile au vestiaire, découvrant leurs uniformes sombres égayés par des collerettes blanches agrémentées de broderies.

L'évolution rapide de l'école est rendue possible grâce au dévouement et à la compétence du personnel qui y préside. Succédant à Charlotte Eigenschenck qui a dirigé l'établissement de 1900 à 1941, Mlle Martin prend la direction de l'Ecole pendant la période

particulièrement difficile de l'occupation germano italienne où il ne restait plus que trois élèves. Germaine Choulant lui succède en 1944. En août 1945, un arrêté transforme l'école en « Collège Louise René Millet » et Germaine Choulant fonde la première classe du cycle secondaire. La nomination de Zubaïda Amira en tant qu'enseignante d'arabe en octobre 1945 marque le début des classes secondaires. Les programmes officiels des études sont dès lors strictement appliqués. La nouvelle directrice Annie Gérardin, transforme en 1948 les salles de couture en Centre de Formation Professionnelle préparant aux examens du Certificat de fin d'Apprentissage (CAP). L'accroissement du nombre des élèves dicte d'entreprendre des agrandissements. Le dispensaire est démoli au printemps 1948 et, sur l'emplacement qu'il occupait, s'élève le bâtiment destiné à l'enseignement secondaire, achevé en juin 1949.

En 1950, le Néo-Destour et le syndicat tunisien des enseignants exhortent Zubaïda Amira à présenter sa candidature pour diriger l'établissement. La Direction de l'Instruction Publique nomme enfin en 1952 une directrice tunisienne à la tête du Collège.



Une classe de l'école de filles musulmanes. On reconnaît Mme Charlotte Eigenschenk, en robe foncée, la première directrice de l'établissement.

langue française, de traduction (thèmes et versions), histoire et géographie, mathématiques, sciences physiques et naturelles, rhétorique arabe, droit musulman, cours d'administration et de législation tunisienne ; la langue anglaise est introduite après la 1^{ère} Guerre Mondiale. Quant à l'esprit qui préside à l'organisation de l'examen du Diplôme de fin d'Etudes Secondaires du Collège, institué en 1911, il témoigne du même malthusianisme que celui du concours d'entrée. Sur 69 candidats, 34 seulement sont admis en 11 ans, soit 3 par an. Le Diplôme lui-même offre peu de débouchés en dehors de l'administration et, depuis 1921, la magistrature musulmane. Il ne permet point à son titulaire de poursuivre des études supérieures. Les Sadikiens qui voulaient pousser leurs études au delà du Diplôme doivent préparer l'indispensable Baccalauréat.

On imagine ainsi les innombrables difficultés que rencontre le jeune tunisien pour suivre des études secondaires modernes. Après une scolarité primaire de huit ans, il devait sauter le barrage du concours d'entrée à l'unique établissement secondaire musulman, supporter pendant six ans le poids d'un enseignement encyclopédique, briller dans toutes les matières car « une sélection rigoureuse est opérée à chaque examen de passage »⁶, subir enfin les épreuves multiples (7 épreuves écrites et 8 interrogations orales) d'un examen destiné non point à contrôler les connaissances, mais à éliminer le maximum de postulants. Les débouchés du diplôme sont limités à l'administration tunisienne où l'on est à la merci des Autorités du Protectorat. « Ceux qui sont pauvres, ceux qui n'ont pas d'aptitudes pour les sciences et les mathématiques se contentent souvent du Brevet d'arabe pour occuper une place d'interprète »⁷.

L'œuvre scolaire des Autorités du Protectorat s'est ralentie au cours de la guerre 14-18 faute de personnel et de crédits. Elle prend un nouveau départ après 1920.

En dehors du Collège Sadiki, l'enseignement public financé par le budget tunisien est destiné à dispenser un enseignement moderne à la minorité étrangère et israélite de la Régence. Il permet grâce à l'obtention de diplômes français d'embrasser les carrières les plus variées et les plus lucratives : carrières libérales, techniques, administratives, etc. Son

organisation implique l'existence d'une hiérarchie d'établissements destinés à pourvoir à tous les besoins de cette population privilégiée :

- des écoles primaires dans toutes les villes et agglomérations où se trouvent des européens, y compris des internats destinés aux enfants de colons habitant loin des centres. Un corps d'inspecteurs contrôle la marche et l'organisation de cet enseignement ;

- Un enseignement professionnel dispensé dans les établissements de la capitale : Ecole Professionnelle Emile Loubet (1898) réservée aux garçons et comportant différentes sections d'enseignement technique de niveau élevé ; Ecole Paul Cambon réservée aux jeunes filles et divisée elle aussi en plusieurs sections spécialisées ;

- Des écoles d'apprentissage agricole et industriel dans les agglomérations importantes de l'intérieur (Bizerte, Ferryville, Sousse et Sfax) ;

- Des cours complémentaires à Tunis, mais aussi à la Goulette, Kairouan, le Kef, Nabeul, Radès, Bêja et Gabès ;

- Une Ecole Normale d'Instituteurs, fondée en 1884 à Tunis, composée d'une Ecole Normale de type métropolitain, mais avec un cycle de 4 ans, d'une Section Spéciale pour les candidats instituteurs venus de France accomplir un stage de quelques mois ou d'une année scolaire, pour enseigner dans les écoles franco-arabes ; et d'une section réservée aux futurs instituteurs musulmans enseignant en langue arabe. Pendant la guerre et après, la pénurie d'instituteurs entraîne la suppression de la Section spéciale, et les deux autres sections voient leur cycle d'étude réduit à 3 ans ;

- Une Ecole Normale d'Institutrices fondée en 1911 dont l'organisation et les programmes sont identiques à ceux des Ecoles similaires de France ; elle comporte trois sections correspondant aux trois années d'enseignement auxquelles on peut ajouter une 4^{ème} section d'élèves-maîtresses qui font l'apprentissage pendant une 4^{ème} année de l'enseignement spécial adapté aux écoles de filles musulmanes. L'Ecole Normale d'Institutrices compte en 1920 une trentaine d'élèves exclusivement françaises. Elle reçoit depuis la 2^{ème} guerre un petit nombre de jeunes filles tunisiennes ;

- Des établissements d'études secondaires à Tunis, le lycée Carnot (1889) pour les garçons ; le petit lycée Jules Ferry (1914) et le lycée

Armand Fallières (1915) pour les jeunes filles. Des lycées sont créés entre les deux guerres à Bizerte, Sousse et Sfax. Les programmes de ces établissements ne diffèrent en rien de ceux des Lycées et Collèges de France ; ils préparent aux mêmes examens pour l'obtention des mêmes diplômes. Les effectifs sont constitués presque exclusivement d'européens ou d'israélites. En 1914, le Lycée Carnot comptait 65 tunisiens musulmans sur 1950 élèves ;

- Des Ecoles Primaires Supérieures de garçons et de filles à Tunis, Sousse et Sfax. A Tunis, le Collège Alaoui est un établissement Primaire Supérieur original avec une organisation souple : une section générale pour élèves désirant compléter leur instruction et destinés aux emplois moyens des administrations tunisiennes (enseignement, postes, finances, travaux publics) ; une section des études arabes préparant au Brevet d'arabe et au concours pour les emplois d'interprètes (les jeunes musulmans y sont de plus en plus nombreux) ; une section commerciale prépare au Brevet d'Enseignement Primaire Supérieur (section Commerciale) et au concours d'entrée à la Banque d'Algérie ; enfin une section agricole qui prépare au concours d'entrée à l'Ecole Coloniale d'Agriculture de Tunis réservée aux seuls français.

Ainsi l'infrastructure scolaire établie pour les besoins de la population européenne et israélite est-elle déjà importante vers 1920. Les quelques élèves musulmans qui y accèdent parviennent rarement au terme des études : ils les abandonnent le plus souvent en cours de scolarité pour gagner leur vie et aider leurs familles. Ceux qui, par chance, obtiennent des diplômes, voient rarement leur compétence justement utilisée car, à titre égal, on préférerait dans les entreprises ou les services publics les étrangers aux autochtones.

Les chiffres éclairent la politique scolaire du Protectorat jusqu'en 1920 ; à cette date, sur un effectif de 44.000 élèves qui fréquentent les écoles de l'instruction publique, on compte 1.900 filles et 10.700 garçons musulmans.

Après 1920, l'effort de scolarisation est plus important. Le nombre des élèves tunisiens passe en 1930 à 35.000. La grande crise économique de 1932-36 et la politique du Résident Général Peyrouton ralentissent

ces progrès qui, cependant, reprennent après 1934 et se poursuivent lentement jusqu'à la 2^{ème} guerre mondiale (47.000 en 1940).

La période de la guerre est marquée par un grand recul. Les effectifs de 1943 sont les mêmes que ceux de 1933 (33.000). Mais la reprise est nette après la guerre : en 1954, les effectifs avoisinent 200.000. Si l'élément féminin reste relativement faible, le nombre des filles scolarisées s'accroît très rapidement, passant de 6.500 en 1943 à 49.500 en 1954.

Le coefficient de scolarisation reste peu élevé chez les tunisiens ; les efforts consentis par le budget sont orientés vers la création et l'entretien d'établissements fréquentés essentiellement par les européens et les israélites.

Parallèlement à l'accroissement du nombre des élèves tunisiens musulmans des écoles primaires⁸ et secondaires, celui des étudiants qui poursuivent leurs études en France ou en Tunisie s'élève d'année en année. Le Collège Sadiki prépare depuis 1927 à la première partie du Baccalauréat, puis en 1938 à la deuxième partie ; le nombre des élèves qu'il admet, toujours par concours, s'accroît sensiblement depuis la 2^{ème} guerre mondiale.

En 1922 est créé le Centre d'Etudes de droit et, au lendemain de la guerre, on organise à l'Institut des Hautes Etudes de Tunis (qui absorbe le Centre d'Etudes de Droit), un Enseignement Supérieur d'arabe ainsi que des cours de Sciences Naturelles, Mathématiques, Histoire et Géographie, Physique et Chimie.

L'élite tunisienne occidentalisation s'accroît en nombre : ingénieurs sortis des grandes écoles⁹, médecins, pharmaciens, professeurs¹⁰ de toutes disciplines, avocats et juristes musulmans reviennent de France après des études menées souvent dans des conditions matérielles difficiles pour servir dans tous les domaines. Leur nombre est encore très insuffisant pour les besoins du pays mais leur rôle dans l'évolution politique, sociale, économique et intellectuelle est primordial.

La Zitouna

La presque totalité des intellectuels de culture exclusivement arabe est formée à l'Université Zitouna où la théologie constitue l'essentiel d'un enseignement demeuré archaïque malgré la réforme du régime des

études introduite par Khayreddine. Quelques grandes familles fournissent des dynasties de professeurs (*moudarrés*) es-théologie et grammaire qui forment les futurs *cadis* et *muftis* recrutés eux aussi, le plus souvent, dans les mêmes classes sociales, et la cohorte des notaires et « *meddebs* » d'extraction plus modeste.

L'enseignement de caractère scolastique ne se renouvelle guère. Il se limite à la formation de rhétoriciens, commentateurs, scribes, etc. habiles à manier les mots mais privés de connaissances scientifiques. L'enseignement traditionnel n'est surtout pas orienté vers la diffusion des langues étrangères et des disciplines scientifiques qui ont pris en Europe un essor considérable et qui ont contribué grandement à hâter les transformations économiques et intellectuelles de cette partie du monde.

La création de la Khaldounia et le dynamisme des réformateurs ne tardent point à provoquer des remous dans le bastion du conservatisme musulman qu'est la Zitouna. Un nombre important d'étudiants et quelques cheikhs de tendance réformatrice réclament la modernisation de l'enseignement et l'introduction dans les programmes des matières scientifiques telles que les mathématiques et la physique. Des journaux de langue arabe font campagne pour soutenir les efforts des novateurs. Béchir Sfar et Salem Bouhajeb entreprennent, du haut de leur chaire, de convaincre leurs auditeurs à la Khaldounia de la nécessité de modifier les structures de l'enseignement zitounien. L'ampleur du mouvement réformateur amène le Directeur de l'Instruction Publique Machuel à proposer la constitution d'une Commission chargée d'examiner le problème. Il suggère une nouvelle organisation des différents degrés de l'enseignement, la nomination de professeurs spécialisés, l'introduction des méthodes pratiques et la création de locaux séparés de la Grande Mosquée pour y dispenser l'enseignement des nouvelles disciplines.

La Commission se réunit en mai 1898 sous la présidence du Premier Ministre Aziz Bouattour. Elle est constituée des deux Cheikhs al Islam (malikite et hanafite) ; du Censeur et de sept Professeurs dont Salem Bouhajeb et Béchir Sfar ; les membres français sont le Secrétaire Général du Gouvernement tunisien et le Directeur de l'Instruction Publique. La Commission décide de détacher la Grande Mosquée de l'Instruction Publique et de la placer sous l'autorité du Premier Ministre et d'établir

une nouvelle organisation des examens, avec l'obligation de subir les épreuves dans les disciplines nouvellement introduites et enseignées à la Khaldounia (mathématiques, histoire, géographie, etc.).

La réforme n'apporte aucun changement profond dans les vieilles structures universitaires mais elle a cependant une portée considérable car elle permet aux zitouniens de s'imprégner, grâce à la fréquentation obligatoire de la Khaldounia, des idées réformatrices, des méthodes nouvelles d'enseignement et des nouveaux courants de pensée inconnus encore dans la vieille Université.

La réforme rencontre cependant l'opposition véhémement des cheikhs conservateurs hostiles à toutes les formes de modernisme et jaloux du rôle croissant de la Khaldounia dans la formation des zitouniens. Ils attaquent Salem Bouhajeb, Béchir Sfar et leurs amis et les traitent d'impies.

Leur hargne trouve dans le jeune Abdelaziz Thaaibi, ancien élève de la Zitouna et de la Khaldounia, une cible de choix. Thaaibi avait fondé en 1901 le journal « Sahib ar-Rachad » (qui cesse de paraître quand il part pour l'Egypte où il fréquente les milieux réformateurs d'al-Azhar). La parole et les idées de Thaaibi lui valent, après son retour d'Egypte, une autorité considérable auprès des milieux intellectuels de la capitale, mais déclenchent contre lui l'hostilité des cheikhs réactionnaires. Ses idées et son influence n'en atteignent pas moins une importante élite. Elles continuent à gagner un nombre de plus en plus grand de zitouniens lecteurs assidus du journal « Al Manar », fondé en Egypte en 1898 par Mohamed Rachid Ridha, et qui fait campagne non seulement pour une réforme profonde de l'enseignement mais aussi pour un changement radical des mentalités religieuses. Les journaux tunisiens dont le nombre s'accroît après la suppression du cautionnement en 1901 militent presque tous en faveur des idées réformatrices de Mohamed Abdou.

Abdou refait d'ailleurs le voyage en Tunisie en août 1903 et est reçu par les hommes de la Khaldounia et du journal « Al Hadhira ». Il a ainsi l'occasion de proclamer son soutien total à l'entreprise de modernisation de l'enseignement tunisien dans une conférence qu'il donne à la Khaldounia sous le titre « La Science et les méthodes de l'Enseignement ».

LA KHALDOUNIA 1897-1958

En 1896, un groupe de jeunes diplômés du collège Sadiki réclame l'ouverture de l'enseignement traditionnel dispensé dans la Grande Mosquée de la Zitouna aux disciplines profanes et propose, à cet effet, la création d'une institution moderne dirigée par des tunisiens, capable de rénover les méthodes d'enseignement et d'enrichir les programmes en vigueur dans la vieille institution. Le résident général René Millet approuve et cautionne le projet. Béchir Sfar, le chef de file du groupe tente alors de regrouper les zitouniens et les sadikiens, fidèles à l'esprit de réforme du ministre Khayreddine. Le Cheikh Salem Bouhajeb répond à son appel. Malgré la puissante et persistante résistance des conservateurs, ils réussissent à fonder l'association à laquelle ils donnent le nom de Khaldounia en hommage au grand historien tunisien Ibn Khaldoun.

La Khaldounia est officiellement inaugurée le 15 mai 1897. Placée sous la protection de Louis Machuel, le directeur de la Direction de l'Enseignement Public, elle est dirigée par un Comité de douze membres, tous élus. Elle insuffle ainsi un nouvel esprit en introduisant, pour la première fois en Tunisie, le système du vote.

Installée d'abord au local des Archives générales du gouvernement, la Khaldounia a commencé à dispenser ses cours dans les écoles publiques. En 1900, la Direction de l'Enseignement lui attribue la médersa Asfouria, bâtiment spacieux proche de la Zitouna et qui avait été la demeure de l'imam Abdussalam, savant de l'époque Hafside. C'est dans ce local qu'elle installe sa bibliothèque et organise désormais ses cours et ses activités.

Après une période de tâtonnements, et grâce à l'énergie de son deuxième président Béchir Sfar et de son successeur Mohamed Lasram — le premier, l'amiral Mohamed Karoui, n'étant resté qu'un an à la tête de l'institution - la Khaldounia voit croître le nombre de ses auditeurs. Les étudiants suivent avec zèle les cours de sciences, d'histoire, de géographie et de mathématiques et réclament bientôt l'introduction de l'enseignement de la langue française et de la rédaction arabe, matière qui n'est pas enseignée à la Grande Mosquée.

Devenue ainsi une sorte d'université libre, la Khaldounia crée un diplôme assurant aux élèves les plus méritants des débouchés dans l'Administration tunisienne. Les cours se scindent en deux

catégories : à côté des cours pratiques destinés aux seuls étudiants, sont organisés des cours de vulgarisation et des activités culturelles destinés au grand public.

Même si pendant la période de la première guerre, on note un certain relâchement dans la cadence des exposés et des causeries, vers 1930 se développe, sous la présidence de Abderrahman Kaak, un nouveau cycle de conférences, d'hommages à des célébrités du monde arabe et de congrès sur la langue arabe. La Khaldounia s'ouvre aux autres associations : elle abrite le congrès de l'AEMNA et collabore avec l'Association des Anciens Elèves du collège Sadiki à la promotion de jeunes talents, comme Aboul-Kacem Chabbi.

En 1945, à la suite du décès de Abderrahman Kaak, c'est Fadhel Ben Achour qui devient le président de la Khaldounia jusqu'en 1958, date de la réforme générale de l'enseignement introduite par le ministre Mahmoud Messadi. Pendant cet épisode, le nouveau comité de la Khaldounia maintient et consolide les activités pédagogiques et culturelles et crée un baccalauréat arabe - dont la première session a lieu le 21 juin 1947 - ainsi que des institutions nouvelles qui, par leur qualité, sont formellement reconnues. C'est ainsi que sont fondés l'Institut d'études islamiques (décembre 1945), l'Institut de droit arabe (1946) et l'Institut de philosophie (janvier 1946).

Si, en dépit de la faiblesse de ses ressources financières, la Khaldounia a joué un rôle majeur dans l'évolution de la Zitouna et dans l'animation de la vie culturelle en Tunisie, elle s'est distinguée également par son aptitude à s'adapter à la conjoncture politique. Elle a notamment pris en charge les élèves renvoyés des lycées et des collèges lors des événements de 1952-1955 et les a préparés aux examens de passage comme aux examens officiels.

Premier Comité directeur élu (année 1897)

Président

1. Mohamed Karoui (archiviste au gouvernement tunisien)

Vice-présidents

2. Mohamed Lasram (Directeur de la Ghaba)
3. Khélil Bouhajeb (chef de bureau des affaires pénales à la Direction des Services judiciaires)

Secrétaires

4. Mohamed Radhouane (Professeur de 1^{ère} classe à la Grande Mosquée, Secrétaire interprète à la Direction des Finances).

5. *Ahmed Ghattas (Secrétaire à la Direction de l'enseignement public).*

Trésorier

6. *Mohamed Aziz Hayouni (Interprète à la Direction de l'Agriculture et du Commerce) Bibliothécaire-archiviste*

7. *Mohamed Salah Sellami (Professeur au collège Alaoui)*

Membres

8. *Ali Ben Ahmed (Interprète judiciaire).*

9. *Béchir Sfar (Délégué du gouvernement tunisien à l'Administration des habous)*

10. *Younès Hajjouj (Interprète-traducteur au gouvernement tunisien).*

11. *Arbi Ben Amor (Gouverneur de la banlieue de Tunis)*

12. *Khayrallah Ben Mustapha (Interprète-traducteur auprès du tribunal mixte).*



Comité de la Khaldounia en 1905

On reconnaît, au premier rang, de gauche à droite, Cheikh Tahar Ben Achour, Mohamed Lasram, Président de la Khaldounia, Béchir Sfar et Ali Bouchoucha. Debout au deuxième rang, Rachid Ben Mustapha, Abdeljalil Zaouche, Mhamed Belkhodja, Aziz. Hayouni et Ahmed Ghattas.

La réforme de 1898 est considérée dans les milieux réformateurs et les étudiants de l'Université comme nettement insuffisante ; les revendications des partisans du renouvellement complet des anciennes structures universitaires trouvent leur écho dans la plupart des journaux arabes. Le journal « Sawab » invite les zitouniens à constituer une association pour faire aboutir leurs revendications. De fait, une « Association des Etudiants de la Zitouna » voit le jour en janvier 1907 à laquelle les professeurs sont conviés à adhérer.

Mais les divergences ne tardent pas à apparaître entre les maîtres partisans des méthodes traditionnelles et de tempérament autoritaire et les étudiants qui veulent des changements profonds et une organisation démocratique. Les uns et les autres veulent constituer des associations indépendantes mais n'y parviennent point à cause de l'opposition des autorités officielles.

Les accrochages entre étudiants et professeurs se multiplient jusqu'à ce qu'une assemblée générale groupant les seuls étudiants se tienne en mars 1910 à la Grande Mosquée. A l'issue de la réunion, une commission chargée d'étudier les modalités de la réforme de l'enseignement et des programmes est constituée et une délégation d'étudiants est envoyée au Secrétaire Général pour lui soumettre les vœux des zitouniens. Une commission de réforme est nommée par les autorités en mars 1910. Mais la commission ne donne, au bout d'un mois, aucune preuve de son activité. Constatant cette carence, voulue d'ailleurs par le gouvernement, les étudiants déclenchent une grève générale des cours le 16 avril 1910 et manifestent devant l'Ouzara à la Kasbah. Une autre manifestation se tient devant l'administration de la Médina pour exiger la libération des étudiants arrêtés. La grève dure jusqu'au 28 avril et ne se termine qu'après l'entrevue accordée par le Ministre de la Plume aux représentants des étudiants et la promesse faite par les Autorités de cesser toute poursuite à l'égard des étudiants inculpés.

Mais la réforme voulue par les étudiants et les cheikhs réformateurs n'en est pas pour autant réalisée et les structures universitaires restent presque intactes. En 1930, une nouvelle commission est constituée pour proposer une réforme de l'enseignement zitounien. Au sein de cette commission, les idées réformatrices du Cheikh Tahar Ben Achour se

heurtent au mur du conservatisme des représentants de l'Administration et de la Grande Mosquée. Les divergences entre les tendances opposées à l'intérieur de la commission ont leur écho dans l'opinion et les journaux. Le journal « Nahdha » prend parti pour le Cheikh Tahar Ben Achour et son programme rénovateur, tandis que « Zohra » exprime les tendances des cheikhs conservateurs et appuie la position du Ministre Khalil Bouhajeb favorable au maintien des anciennes structures. Destouriens et « réformistes » avec Chadli Khayrallah, Directeur de la « Voix du Tunisien », prennent parti pour Tahar Ben Achour, tandis que les étudiants zitouniens cherchent à forcer la main des conservateurs par des grèves et des manifestations. La crise paraît se dénouer avec la démission du Premier Ministre et du Cheikh al Islam Ahmed Bayram en septembre 1932 ; les « censeurs de la Science », groupe de cheikhs qui avaient la haute main sur l'administration et l'organisation de la Zitouna, perdent toute autorité, mais on ne touche point, pour autant, à la vieille organisation des études et de l'enseignement.

Douze ans plus tard, en octobre 1944, un congrès des *Moudarrès* de la Zitouna élabore le plan détaillé d'une réforme de l'enseignement. Comme à son habitude, le gouvernement nomme une commission pour étudier les modalités d'application de ce plan mais, malgré le soutien unanime de ses membres pour ce plan, les travaux de la commission n'aboutissent à aucun résultat.

Pour calmer l'agitation, le gouvernement consent en février 1945 à la nomination du Cheikh Tahar Ben Achour, connu pour ses tendances réformatrices, à la tête de la Zitouna. Tahar Ben Achour multiplie les établissements annexes de la Grande Mosquée à Tunis et à l'intérieur de la Régence. Leur nombre qui est alors de 6 (un à Tunis et cinq dans les villes principales) est porté à 25 en 1947. En outre, il supprime l'autonomie des établissements annexes de l'intérieur et les soumet au contrôle de l'administration centrale de la Zitouna. Des chaires d'enseignement des disciplines scientifiques sont créées dans tous les établissements secondaires ; elles sont confiées à d'anciens élèves de la Khaldounia recrutés sur concours ; enfin des étudiants sont envoyés dans les Universités des pays arabes d'Orient (Egypte, Syrie, Irak) pour y obtenir des licences d'enseignement dans les matières scientifiques nouvellement créées dans les établissements secondaires de la Zitouna.

L'ASSOCIATION DES ANCIENS ELEVES DU COLLEGE SADIKI

La politique de réforme entreprise par Khayreddine Pacha s'est notamment illustrée par la création du Collège Sadiki en 1875. Tout en assurant l'enseignement de la langue et de la civilisation arabes, les programmes incluent les matières scientifiques et les langues étrangères. Les premières promotions du Collège Sadiki participent activement, dix ans plus tard, à la création de l'Association Khaldounia (1897), appelée à étendre à la grande mosquée Zitouna l'enseignement des matières scientifiques et de la langue française. L'année suivante, l'idée de créer une association des anciens élèves du Collège Sadiki se fait jour.

Chadli Khayrallah, lui-même ancien élève du Collège Sadiki, révèle dans son ouvrage « Le Mouvement Jeunes Tunisiens » que ce projet est né en mars 1887 et qu'un comité provisoire a achevé dans ce but la préparation du statut. Cependant, les initiateurs du projet donnent la priorité à la création de l'hebdomadaire « Al Hadhira », fondé le 28 août 1888, et pour lequel ils recueillent le soutien de plusieurs cheikhs zitouniens ainsi que les encouragements des autorités du protectorat. Le succès du journal qui a assuré un large rayonnement des idées modernistes est immédiat.

Le projet d'Association des anciens élèves du Collège Sadiki est repris en 1905 : une assemblée constitutive se tient le dimanche 3 décembre avec la participation de près de soixante dix anciens Sadikiens. Ali Bach Hamba, Administrateur des biens du Collège Sadiki, expose les buts et le programme d'action de l'Association et fait adopter ses statuts :

« Art. 1. Il est fondé à Tunis une association amicale entre les anciens élèves du Collège Sadiki dans le but de :

- a. créer des liens de bonne camaraderie et d'affectueuse solidarité entre tous ceux qui ont fréquenté cet établissement ;*
- b. leur permettre de s'entraider et de se conseiller mutuellement ;*
- c. encourager les élèves du Collège Sadiki et les aider, à leur sortie, dans la recherche d'une situation ;*
- d. répandre et vulgariser dans le monde indigène les notions indispensables des sciences modernes.»*

« Art. 2. Pour l'union et le rapprochement de ses membres,

l'Association aura un local où tous les sociétaires pourront se voir, se connaître et s'estimer ; pour l'aide mutuelle, elle accordera des secours en espèces ou un appui moral à tous les membres se trouvant dans une situation difficile ; pour l'encouragement, elle distribuera des récompenses aux meilleurs élèves. Elle pourra fonder des bourses pour permettre à leurs élites de compléter leurs études. Pour la vulgarisation, elle créera une bibliothèque, des cours, des conférences et un bulletin.» Par décret beylical daté 24 décembre 1905, l'autorisation est accordée pour la création de l'Association des Anciens Elèves du Collège Sadiki.

Le premier Bureau Directeur est formé de Khayrallah Ben Mustapha (Président), Ahmed Ghattas (vice Président), Hédi Lakhoua (Secrétaire général), Houcine Bouhajeb (Secrétaire général adjoint), Mohamed Chaabani (Trésorier) et, en tant que membres, Mohamed Lasram, Mohamed Belkhodja, Amor Bouhajeb, Mohamed Jounaïdi, Rachid Ben Mustapha, Taïeb Radhouane et Mohamed Ben Ouda. Au cours de l'Assemblée annuelle qui s'est tenue quelques mois plus tard, se sont joints au comité Ali Bach Hamba, Béchir Sfar, Abdelaziz Hayouni et Hédi Ben Tahar.

Dès que l'Association inaugure son local, au 39 rue Bab Benat, les anciens élèves de Sadiki affluent pour se retrouver, pour suivre des cours ou écouter une conférence et participer aux discussions qui s'en suivent.

Les premières conférences sont données en langue française, mais bientôt les professeurs de l'Université Zitouna sont sollicités pour contribuer à leur tour à des conférences constamment suivies et commentées par la presse. Le 31 mars 1906, Cheikh Mohamed Nakhli donne la première conférence en langue arabe sur « La civilisation islamique », suivi en mai 1906 par Cheikh Tahar Ben Achour sur « Les fondements de la civilisation islamique », puis par Cheikh Ahmed Nayfar qui présente « L'exégèse d'un verset du Coran ». Enfin Cheikh Khidher Ben Hassine conclut en juin 1906 la première saison par une conférence sur « La liberté en Islam » qui fut publiée à Tunis en 1909.

Les événements sanglants du Jellaz en 1911 suivis du boycott du tramway en 1912 affectent durement l'Association dont les leaders, également membres du mouvement « Jeunes Tunisiens », sont exilés. Après le déclenchement de la Grande Guerre, le siège de

l'Association est fermé et sa bibliothèque confiée à la Khaldounia. L'Association reprend ses activités en 1919 par l'élection d'un nouveau Bureau présidé par le savant Hassan Husni Abdelwahab qui fonde en 1920 « La Revue Sadikienne » à vocation littéraire, scientifique et économique mais dont trois numéros seulement sont parus entre avril et juillet 1920.

En 1924, le local de l'Association est transféré au 37 rue Saida Ajoula, puis à nouveau en 1926 au 13 rue Dar el Jeld, son siège permanent. Elle crée en son sein plusieurs clubs : littéraire, philosophique, économique, juridique... qui animent la vie culturelle par l'organisation de conférences données en arabe ou en français par des anciens sadikiens et par des zitouniens. Parmi ces conférences, celle d'Aboul-Kacem Chabbi sur « L'imaginaire poétique chez les Arabes » donnée sous l'égide de l'Association en novembre 1929. L'Association développe en outre une activité de soutien aux étudiants tunisiens à l'étranger.

Les habitués de l'Association ne se limitent pas aux anciens Sadikiens communément appelés « Qoudama » (les anciens), mais s'étendent aux autres lycéens, aux étudiants de l'Université Zitouna, aux professeurs, intellectuels, journalistes... et aux indicateurs de la police française qui ont laissé une documentation intéressante à la fois sur les conférences et les débats, mais aussi sur les contacts entre les leaders nationalistes. En effet, les dirigeants des différents courants politiques, en majorité anciens Sadikiens, font du siège de l'Association une " arrière-cour " du mouvement national.

Cet aspect s'est intensifié au cours des années trente quand l'Association a pris sous son aile une nouvelle organisation qui n'a pu obtenir son visa : « La Jeunesse Scolaire » qui regroupe les élèves des collèges et lycées de la capitale dans le but d'animer des activités culturelles (conférences, expositions et excursions à l'intérieur du pays). Cet apport a élargi la base de l'Association et renforcé la cohésion entre collégiens et zitouniens. Au lendemain des événements du 9 avril 1938 et malgré le rôle prépondérant joué alors par les Sadikiens, l'Association n'a pas été interdite à l'instar des partis politiques ; c'est elle qui a comblé le vide consécutif à l'état de siège décrété le 9 avril 1938 et aux bouleversements de la deuxième guerre mondiale. Elle a bénéficié de l'accession au trône du souverain populaire Moncef Bey en 1942 pour développer ses activités. A la fin de la deuxième guerre

mondiale, elle devient un des cercles de la résistance contre Tordre colonial.

Au lendemain de l'indépendance, la revue littéraire « Al Fikr » a occupé les locaux de l'Association entre 1957 et 1987.

L'Association a repris depuis lors son activité et accordé notamment son soutien aux élèves du Collège Sadiki en leur offrant un espace d'études, en organisant des conférences culturelles, scientifiques et littéraires et en relançant en 1995 la publication de « La revue Sadikienne » qui a atteint en 2010 son 53e numéro. Enfin, à la fin de chaque saison scolaire, l'Association honore en une cérémonie solennelle les jeunes Sadikiens méritants et les lauréats du baccalauréat et accorde des distinctions aux vétérans des « qoudama ».

Les présidents de l'Association

- 1. Khayrallah Ben Mustapha : 1906 - 1914*
Hiatus 1914 -1918 Première guerre mondiale
- 2. Hassan Husni Abdelwahab : 1919 - 1923*
- 3. Mohamed Lasram : 1923*
- 4. Mustapha Kaak : 1924 - 1931*
- 5. Tahar Sfar : 1931 - 1932*
- 6. Mohamed Bourguiba : 1932 - 1933*
- 7. Mohamed Malki : 1933 - 1934*
- 8. Mhamed Ali Annabi : 1934 - 1954*
- 9. Taïeb Sahbani : 1954 -1957*
Taïeb Sahbani : 1987 - 1994
- 10. Fouad Mebazaa : 1994.*

CHAPITRE VII

L'Evolution culturelle

Lorsque le Protectorat s'installe en Tunisie, la vie intellectuelle avait déjà pris son essor. Etant annoncée et appréhendée, depuis la conquête de l'Algérie, comme un processus inéluctable et dévastateur de toute une tradition culturelle et religieuse, la colonisation donne naissance, bien avant son établissement effectif, à de nouveaux courants de pensée et à une nouvelle perception de soi et de son environnement.

Avec la perspective de l'occupation, se dessinent deux tendances intellectuelles, nées de la même volonté de se prémunir contre les effets d'une conquête étrangère : le premier courant, constitué par les enseignants de la Grande mosquée de la Zitouna, résiste aux réformes entreprises par Khayreddine ¹¹ en se protégeant derrière une tradition séculaire ; le second mouvement, qui prône le progrès, opte pour le modèle européen. Cette dernière tendance, tout en étant moderniste, demeure fondamentalement attachée à la religion musulmane et à la culture arabe. Ainsi, par exemple, les réformes mises en œuvre par Ahmed bey (1837-1855), qui appellent à l'acquisition des langues mais aussi de la science et de la technique

et qui projettent de former des ingénieurs, visent aussi à sauvegarder et à enrichir le patrimoine linguistique et culturel national.

La nomination du cheikh Mahmoud Kabadou¹², à l'école polytechnique du Bardo¹³, témoigne de la volonté du souverain de rénover les institutions tout en conservant un lien avec les structures traditionnelles. Cette double posture, qui marque l'histoire des idées politiques et intellectuelles de la Tunisie sous le Protectorat, transparaît à travers la personnalité même de ses initiateurs.

On attribue habituellement le mérite de l'esprit d'innovation au ministre Khayreddine, à l'homme politique, au mamelouk qui, grâce à sa double appartenance, bénéficie d'une certaine liberté d'être et de penser, mais on n'accorde pas l'importance qu'il mérite au cheikh Mahmoud Kabadou qui lui avait inculqué ses idées réformistes. Bien qu'élevé dans la stricte orthodoxie sunnite, le cheikh Mahmoud Kabadou témoigne d'une curiosité sans préjugés. Poète s'adonnant à la pratique du mysticisme, il s'intéresse aussi à la science et explique le retard du monde arabe et musulman par l'absence de rationalité scientifique. Ses idées font des adeptes, tant à l'Ecole polytechnique du Bardo qu'à la Grande mosquée de la Zitouna, et fondent une élite intellectuelle dont les généraux Hussein¹⁴ et Rostom¹⁵ ainsi que les cheikhs Salem Bouhajeb¹⁶ et Mohamed Bayram¹⁷ constituent les figures de proue. Grâce à l'œuvre du cheikh Kabadou et à son influence sur ses disciples, le relais est assuré. Mais, si la tendance moderniste n'atteint que timidement le conservatisme des professeurs de la Grande mosquée, elle trouve une certaine audience dans le milieu gouvernemental, en particulier auprès d'Ahmed Ibn Abi Dhiaf¹⁸ qui a été, lui-même, formé à la Zitouna.

Fidèle aux enseignements de son professeur Kabadou, Khayreddine est le maître d'œuvre d'une véritable renaissance non seulement de la vie intellectuelle mais aussi culturelle. En effet, s'il crée la célèbre institution d'enseignement qu'est le collège Sadiki (1875) et réorganise le système zitounien¹⁹ comme la bibliothèque Abdelliya²⁰, il encourage le développement de la presse de langue arabe et l'édition. Ainsi, les idées réformistes se répandent hors des enceintes scolaires. Le journal officiel *Ar-Raïdat-Tounusi*, par exemple, qui est créé en 1860, paraît de façon plus régulière et compte, outre les informations relatives à l'administration,

des articles qui mettent à la portée du public tant les idées des réformistes tunisiens que le courant réformateur oriental de la *Nahdha*.

La vie culturelle, déjà à l'époque précoloniale, s'organise donc selon deux pôles : l'Orient arabe et l'Europe. Quand bien même elle se définit en s'opposant au futur colonisateur, elle œuvre à la valorisation d'elle-même et vise au progrès en adoptant les techniques et le mode de pensée européens, et en s'enracinant dans l'ère culturelle arabe et musulmane.

Ainsi, la vie intellectuelle dans la Tunisie précoloniale ne puise pas ses sources dans son seul patrimoine culturel, les regards, à cette époque, se tournant essentiellement vers l'Egypte et la France. Les premières années du Protectorat, régime colonial bicéphale, qui vise l'annexion, qui croit aux valeurs de la République²¹ et dont les initiateurs mêmes ont vanté « l'élasticité et l'adaptabilité »²², raffermir à dessein cette double orientation. De fait, si les autorités coloniales favorisent le développement de la langue et de la culture arabe classique, certains intellectuels tunisiens modernistes pensent que les cultures arabe et européenne peuvent coexister sans s'annihiler.

Mais avec la consolidation du Protectorat et la naissance du mouvement national, la conscience d'appartenir à l'empire colonial se substitue, au sein de la communauté française, à la conscience d'appartenir à la République. Le déploiement des signes ostentatoires d'une présence française conquérante s'accroissant autour des années trente, la revendication nationaliste s'oriente pour sa part vers l'affirmation d'une identité arabo-musulmane et engage la vie culturelle dans la recherche de la tunisianité.

L'évolution de la situation politique

Jusqu'en 1911, date qui marque le premier soulèvement populaire tunisien²³, la présence française ne suscite dans la Régence que quelques timides revendications du mouvement « Jeunes Tunisiens »²⁴. L'agitation, qui éclate à Tunis en novembre et se poursuit jusqu'en février 1912, se solde par une lourde répression. Alors qu'un calme relatif se maintient durant près d'une décennie, à partir de 1920, date de la fondation du Destour, le mouvement national s'organise, les sanctions s'aggravent, révélant la fragilité du régime du Protectorat et ses contradictions. Pour suppléer à la faiblesse numérique de la colonie

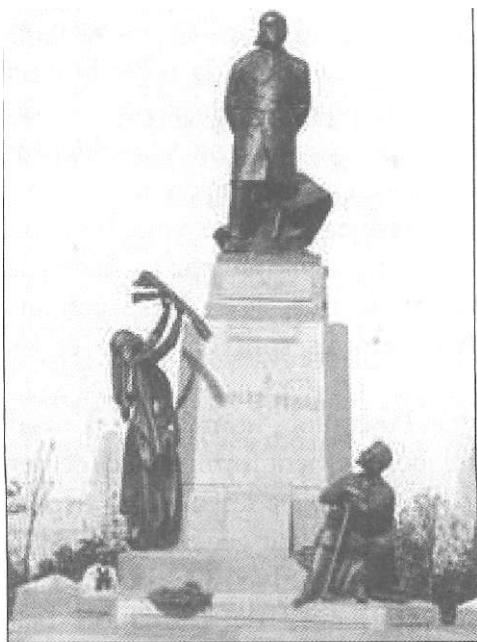
française, les autorités coloniales tentent de neutraliser les divergences qui opposent les différentes communautés européennes.

De fait, la colonisation française soutenait le projet de conquête militaire et économique par une action qui se disait civilisatrice. Or cette prétention, même si elle s'assignait théoriquement la mission de valoriser le colonisé en l'élevant à son niveau, ne faisait en fait que dévaluer sa culture et sa civilisation, et donc le nier. Par ailleurs, le discours colonial ne pouvait prendre en compte les valeurs de la République sans les subvertir, et ne pouvait prôner la laïcité et la démocratie qui reconnaissent et respectent les diversités. La colonisation française qui se devait d'affirmer une idéologie capable de juguler les différences d'intérêts économiques opposant les communautés d'origine européenne, en vient à ignorer les valeurs de la République et à souscrire à un discours religieux catholique. Le catholicisme pouvait seul unir les italiens, alors majoritaires, les maltais et les français et créer un ciment entre les communautés européennes.

Les signes les plus voyants de la collaboration de l'Administration coloniale et de l'Eglise se déploient avec ostentation dans la période de l'entre-deux-guerres : la première manifestation de cette alliance s'est produite en 1925, lors de l'érection à l'entrée même de la Médina de la statue du Cardinal Lavignerie brandissant l'Evangile et la croix ; la seconde révélation de la vanité de l'anti-cléricalisme métropolitain dans les colonies s'exprime, en 1930, lors de la tenue du congrès eucharistique de Carthage. Même s'il s'inscrit dans des rencontres périodiques importantes, le Congrès eucharistique acquiert un retentissement considérable car il prend, au-delà du caractère religieux, une portée politique et symbolique particulière.

Les griefs des musulmans tunisiens sont nombreux : ils dénoncent, comme autant de signes d'agression contre l'islam, l'arrivée massive des pèlerins catholiques, leurs activités et leurs propos et s'insurgent contre la collusion de l'Eglise et de l'Administration coloniale, contre la violation du principe de neutralité de l'Administration laïque et contre les dépenses fastueuses engagées au moyen de la subvention budgétaire locale. En permettant la tenue du congrès eucharistique et l'érection de la statue du cardinal Lavignerie à la porte de la Médina, l'Administration française offre au parti du Destour, dont les activités accusaient depuis

Trois symboles du protectorat

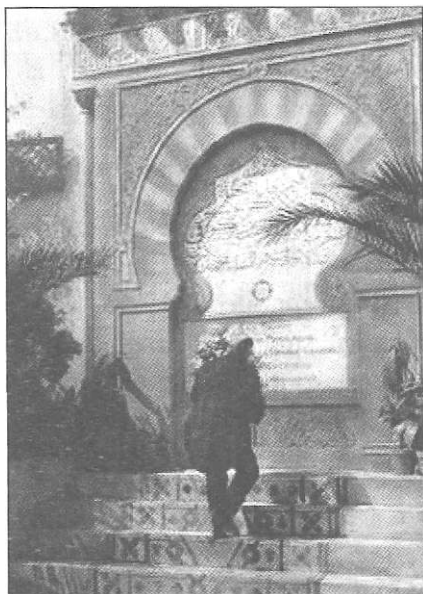


1- Le monument à la gloire de Jules Ferry, inauguré le 4 avril 1899, sur l'avenue qui porte son nom ;

2- La statue du Cardinal Lavignerie, brandissant l'évangile et la croix, inaugurée le 22 novembre 1925 sur la place Bab Bhar rebaptisée place Lavignerie, à la jonction de la médina et du quartier moderne, dans l'axe de l'avenue de France et de l'avenue Jules Ferry ;

3- Le monument élevé à la place de la Kasbah au lendemain de la première guerre mondiale, à la mémoire des soldats tunisiens morts pour la France.

2



1925 un certain fléchissement, des arguments mobilisateurs, ceux de la sauvegarde de l'identité musulmane.

La crise économique internationale et, plus encore, la crise politique nationale engendrée par la question de l'inhumation des musulmans tunisiens²⁵ naturalisés français ne font que renforcer la revendication identitaire. En effet, l'agitation des étudiants de la Grande mosquée et du collège Sadiki devient incessante, les campagnes de presse se multiplient et dénoncent la naturalisation comme une atteinte à la religion musulmane, comme une volonté d'anéantir la personnalité tunisienne, voire la nation tunisienne. Malgré la force de la répression déployée par les autorités coloniales, la contestation nationaliste se radicalise : des réunions clandestines se tiennent, les produits français sont boycottés et les dockers se mettent en grève.

La nomination, en 1933, de Marcel Peyrouton, homme « à la main de fer », ne réduit pas la tension politique, que vient fortifier et alimenter la crise économique et sociale. Voulant exploiter les dissensions qui divisent alors les membres du Destour, le Résident général participe, à son insu, à la scission du parti et à la naissance du Néo-Destour.

Malgré les oppositions et les différences de formation des nationalistes tunisiens, la religion marque de la même façon le langage destourien et néo-destourien. Excepté le discours des communistes, qui se réclame de l'internationalisme et auquel ont adhéré surtout des juifs tunisiens anticolonialistes, la religion demeure le mot d'ordre mobilisateur. Aussi peut-on se demander, comme l'écrit Raouf Hamza, « si l'on n'a pas exagéré les différences d'ordre culturel et intellectuel entre dirigeants néo et vieux destouriens ». Ces militants, rappelle-t-il, présentent le même profil intellectuel, ils ont fréquenté les mêmes écoles, les mêmes facultés, ils ont partagé la même fascination pour l'humanisme, le même engouement pour la littérature française, ils disposent tous d'une vaste culture arabe et se placent « dans le même corpus idéologique qui renvoie, tout à la fois, à la philosophie des lumières, au juridisme de la III^e République, à la *Nahdha* arabo-musulmane, au réformisme de Khayreddine et au "proto-nationalisme" de Bach-Hamba »²⁶. Les différences d'appartenance sociale sont donc minimes et « il est quelque peu excessif de tenir les éléments Zitouniens, qui étaient les plus nombreux et les plus influents dans le vieux Destour, pour des ardents

adeptes d'un traditionalisme de tout crin et de ne voir en eux que des conservateurs forcenés d'un ordre révolu »²⁷

La scission, que le congrès de Ksar Hellal vient consacrer, trouve son explication dans la transformation de la société tunisienne elle-même, dans la pensée et la créativité des jeunes écrivains, dans le dynamisme de la presse, dans la multiplication des cercles littéraires, dans le brassage, vieux de plusieurs décennies, des deux cultures française et tunisienne. Si les néo-destouriens ont un ancrage plus populaire, une propension à l'activisme, ils ont recours aux mêmes méthodes d'action que le Vieux Destour et sont l'objet, tout comme d'ailleurs les communistes, des mêmes sanctions lors de la répression de septembre 1934. La scission du parti destourien serait donc due au rajeunissement de la population, aux nouveaux problèmes liés à la croissance des villes et de la classe ouvrière, au changement des mœurs mais aussi et surtout à l'affranchissement de la pensée et du mode d'expression.

Tournée essentiellement, jusqu'aux années trente, vers l'Egypte de la *Nahdha* et vers l'Europe occidentale, l'élite intellectuelle tunisienne puise dès lors son inspiration dans le patrimoine culturel national, dans l'observation et la connaissance d'elle-même et de cet européen auquel elle est sans cesse confrontée et dont certains de ses membres ont emprunté cependant la langue et la culture. Tirillée entre l'attrait de l'autre et la quête de soi, oscillant dans un mouvement constant entre les cultures française, orientale et nationale, l'élite intellectuelle tunisienne, qui regroupe des ingénieurs, des médecins, des professeurs, des avocats formés dans les universités françaises et des Zitouniens, se voit contrainte d'effectuer les plus étranges synthèses et de se mouvoir dans un espace balisé dont l'islam constitue le pivot. Aussi les activités culturelles des sociétés savantes, des associations littéraires, théâtrales, musicales ne favoriseront-elles le contact entre les élites des différentes communautés que de façon ponctuelle.

Si la double menace de la revendication nationaliste et du dynamisme des italiens contraint les autorités coloniales à s'immiscer dans la vie culturelle tunisienne et à tenter d'en orchestrer les activités, les contacts demeurent individuels et épisodiques. Certains intellectuels tunisiens, musulmans ou juifs, férus de culture française et ayant foi en ses valeurs,

adhèrent certes aux associations culturelles françaises mais ils perçoivent leur francisation non comme une fin en soi, mais comme un moyen d'améliorer leur statut et d'émanciper leur pays. Ni Mahmoud Aslan²⁸ qui fonde, en 1936, *Le Cénacle littéraire*, ni Mohamed Noûmane²⁹, ni Tahar Essafi³⁰, qui adhèrent à la Société des écrivains d'Afrique du Nord³¹, ni les membres de l'Alliance israélite universelle³² ne s'identifient aux français. Mais si leur assimilation est impossible, chacun se définissant par son appartenance religieuse ou communautaire, des passerelles s'établissent entre deux mondes qui se côtoient, s'observent et se rejettent mutuellement, des modèles se reproduisent et donnent à la vie culturelle des français et des tunisiens une évidente proximité. Plus que la naturalisation qui, somme toute, ne trouve que peu de répondant auprès des tunisiens et dont les autorités coloniales s'appliquent à limiter l'expansion, c'est l'usage de plus en plus répandu de la langue française auprès des autochtones, voire des étrangers, italiens, maltais, espagnols, russes, et l'occidentalisation des tunisiens, en particulier des israélites³³, qui ouvrent les voies de passage.

L'histoire culturelle de la Tunisie ne peut être étudiée, de toute évidence, sans tenir compte à la fois de la double influence de la France métropolitaine et de l'Orient arabe, et de ce mouvement interne de va et vient entre les idées et les hommes. Les activités culturelles des tunisiens, des français et des italiens, dont la finalité est pourtant politique ou idéologique, produisent une dynamique culturelle que le bilinguisme de toute une élite intellectuelle avait déjà générée. L'interpénétration culturelle, que dispense l'école, que revendiquent ouvertement les nationalistes et que diffusent largement les associations culturelles ainsi que la presse de langues française et arabe, constitue le fondement même de la culture tunisienne.

L'évolution de la vie culturelle de l'instauration du Protectorat à la veille de la deuxième guerre mondiale

Créés à la fin du XIX^e siècle, quelques décennies avant l'occupation, les organes de la culture française, qui exercent leur influence par l'intermédiaire des religieux³⁴ et des savants³⁵, œuvrent à répandre la langue et la civilisation françaises, à atténuer l'influence italienne et à développer la langue et la culture arabes.

En 1883, les autorités coloniales instaurent la Direction de l'enseignement public. C'est Louis Machuel ³⁶ qui en est le premier directeur (1883-1908). Il instaure une politique de francisation des communautés européennes et des tunisiens, tout en encourageant les études arabes et islamiques.

La même année est fondée l'Alliance française. « [Elle] se proposait [...] de faire connaître et aimer la langue et les écrivains français et de rendre plus faciles les relations entre Français et Tunisiens. »³⁷ Faisant pendant à la politique scolaire de la France, cette première association culturelle française, dont l'objectif principal est l'expansion de sa propre langue, prône aussi un rapprochement entre les divers groupes qui coexistent en Tunisie.

La même politique de francisation mais aussi de sauvegarde, voire de développement de la culture arabe se poursuit et se renforce avec le résident général René Millet³⁸. Arrivé dans la Régence en 1896, il tente de réformer les institutions en optant pour une politique qui repose sur une rencontre avec l'élite réformiste indigène et va jusqu'à soutenir les Jeunes Tunisiens dans leur projet de créer une société musulmane d'enseignement moderne, la Khaldounia³⁹. Il s'entoure à cet effet de collaborateurs qui connaissent le monde indigène comme Louis Machuel et François Rebillet⁴⁰.

René Millet est favorable aux idées de quelques jeunes diplômés du collège Sadiki — certains d'entre eux ont fréquenté les universités françaises — qui réclament sans violence ni agressivité une formation moderne susceptible de régénérer l'enseignement dispensé au sein de la Zitouna. L'association Khaldounia, dont le rôle consistait à compléter l'enseignement dispensé par la Grande Mosquée et à y introduire les disciplines profanes et les langues étrangères, ne comptait que peu de Zitouniens. Même si sous l'impulsion du cheikh réformiste Salem Bouhajeb ce projet fait quelques adeptes, la majeure partie des professeurs de la Grande mosquée demeurent encore hostiles à tout esprit de réforme. De même qu'ils avaient résisté aux réformes de Khayreddine qui, de guerre lasse, avait adopté la solution de la création du collège Sadiki en 1875, les enseignants de la Grande mosquée se protègent derrière une tradition séculaire, comme s'ils craignaient de se

L'INSTITUT DE CARTHAGE 1893-1956

En 1885, le poète Ferdinand Huard fonde, avec un groupe d'écrivains, la Revue tunisienne. Trois ans plus tard, faute de fonds, le périodique cesse de paraître. D'autres revues comme La Diffa, Le Carillon tunisien, Le Caveau tunisien, parues à la fin du XIX^e siècle, ont une existence tout aussi éphémère. Malgré le peu d'intérêt qu'elles suscitent, elles témoignent du besoin de l'élite intellectuelle française de développer une dynamique culturelle au sein de la colonie.

Dans le souci d'attirer les compétences littéraires et scientifiques, le lieutenant de vaisseau Servonnet, le docteur Bertholon et Auguste Pavy constituent, en 1893, la Société de géographie. Ne pouvant obtenir les résultats escomptés, en raison de dissensions intérieures, ils démissionnent tous les trois et créent, la même année, l'Institut de Carthage ou Association tunisienne des lettres, sciences et arts. L'objectif principal de l'association est de faire connaître la Tunisie par la création d'une bibliothèque et de collections diverses, la publication d'une revue et l'organisation de conférences ; elle se propose également de soumettre au public des questions spéciales et de récompenser les meilleurs travaux.

L'institut de Carthage, dont le siège est installé en ville, rue de Russie, comptait trois sections regroupant respectivement les études historiques et géographiques, les sciences physiques et naturelles, les lettres et les arts. Plus tard, s'y joignent des associations musicale, artistique, orientaliste, astronomique et espérantiste. Jusqu'en 1914, l'Institut connaît un succès éclatant. Mais au lendemain de la guerre, seule survit l'entité artistique, le Salon Tunisien, qui tient ses sessions annuelles depuis mai 1894. Devenu presque totalement autonome, le Salon, ouvert aux peintres de toutes les communautés, compte parmi ses membres Yahia Turki et Hatem El Mekki.

De même, en dépit d'un parcours cahotant, la revue continue de paraître. Fondée en 1894 et intitulée La Revue Tunisienne, à l'instar du périodique de Ferdinand Huard, dont elle est d'une

certaine façon Vhéritière, la revue contribue, grâce à la publication d'études historiques, géographiques, de contes et de poèmes, à Vépanouissement de l'Institut de Carthage. Malgré les efforts soutenus de Charles Saumagne et de Maurice David, elle connaît un certain déclin. A la fin des années mille neuf cent trente, cependant, bénéficiant de l'aide des autorités françaises, elle retrouve, grâce aux efforts conjugués de Robert Brunschvig et de Charles Saumagne, une bonne qualité littéraire et scientifique.

Si la Revue tunisienne a conquis un large public, ce sont surtout les conférences, qui semblent mieux répondre à l'attente du public tunisien du début du XX^e siècle, qui confèrent à l'Institut son rayonnement et sa notoriété.

L'Institut de Carthage cesse ses activités au lendemain de l'indépendance en 1956.



Charles Saumagne (1890-1972). Archéologue et historien, il a fait carrière en Tunisie où il est né en 1890. Après le lycée Carnot, il poursuit des études de droit et de lettres à Paris. Entré jeune dans l'administration du Protectorat à la Direction Générale de l'Intérieur, il entreprend parallèlement des recherches archéologiques en utilisant pour la première fois la photographie aérienne. Il découvre en 1952, avec Pierre Cintas, le site de Kerkouane et publie plusieurs études sur Carthage (punique, romaine et chrétienne). Eloigné par le régime de Vichy, il réintègre en 1943 l'Administration du Protectorat jusqu'en 1956. Il occupe notamment les fonctions de Secrétaire Général du Gouvernement et préside l'Institut de Carthage. Apprécié par l'élite tunisienne en tant que savant et humaniste, il a favorisé en 1955 les négociations menant à l'autonomie interne puis à l'indépendance.

perdre en repensant l'islam et ses méthodes d'enseignement. Le conflit entre traditionalistes et réformistes persistera jusqu'aux années trente. Il prendra parfois le caractère d'une véritable cabale⁴¹.

On peut alors se demander pourquoi le mouvement réformiste qui n'était pas zitounien visait à moderniser la Grande mosquée. Est-ce parce qu'elle comptait trois fois plus d'effectifs que la Direction de l'Instruction publique et que cette réalité ne pouvait être occultée par une politique de modernisation ? Est-ce que le mouvement nationaliste, dont on percevait les premiers signes, sentait que la Grande mosquée deviendrait un centre d'agitation politique ? Il est difficile de répondre à ces questions, mais il est possible d'affirmer que les modernistes avaient compris qu'ils ne pouvaient entreprendre une action quelconque sans le soutien de la Zitouna, et qu'en réformant les programmes d'enseignement de la vieille institution, ils parviendraient à faire évoluer les mentalités, à marquer l'entrée de la Tunisie dans la modernité, tout en conservant les armes que leur fournissaient la langue arabe et la religion musulmane pour s'opposer aux colonisateurs.

Si le mouvement réformiste, qui avait déjà fait son chemin en Egypte avec le Cheikh Abdou⁴², n'a pas manqué d'influencer fortement certains oulémas de la Zitouna comme le cheikh Bouhajeb, l'expérience de la Khaldounia a donné une impulsion à la modernisation des enseignements au sein de la Grande mosquée.

Initiée par une élite sortant du collège Sadiki, dont le chef de file est Béchir Sfar⁴³, la Khaldounia tient, de façon paradoxale, les conditions réelles de sa création et de son évolution du choc introduit par la colonisation mais aussi de l'existence même de la Grande mosquée, dernier bastion de résistance culturelle à l'influence française. En effet, si les méthodes d'enseignement pratiquées par la Zitouna se caractérisaient par leur sclérose, il n'en demeure pas moins que cette institution était la protectrice de la langue arabe et de la religion musulmane, les deux pôles constitutifs d'une identité nationale sur laquelle le Vieux Destour comme le Néo-Destour construiront leurs revendications et leurs discours.

Mais, si le clan des jeunes Sadikiens reste le plus actif, il faut noter qu'en dépit du nombre restreint de ses sympathisants, le cheikh Salem Bouhajeb parvient à introduire, dans le milieu zitounien, une réflexion

Le journalisme militant

* *Al Hâdhira* (28 août 1888-1910) fondé par Ali Bouchoucha (1859-1917) : organe d'expression de l'élite sadikienne acquise à l'esprit moderniste de la Khaldounia (fondée en 1896) contre les réactions des conservateurs de la Zitouna. Contrôlé par Béchir Sfar, ce journal est la véritable pépinière des Jeunes Tunisiens qui se sont exprimés d'abord en langue arabe ;

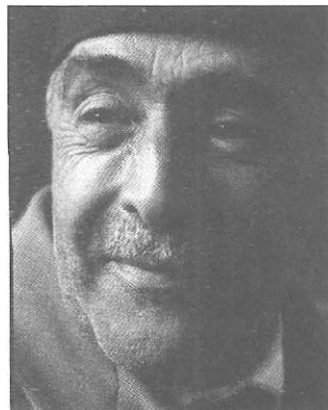


* *Le Tunisien* (7 février 1907-13 mars 1912) premier organe de langue française fondé par des tunisiens musulmans ; en l'absence d'institutions constitutionnelles, cet hebdomadaire est le journal officiel du parti Jeune Tunisien qui exprime la prise de conscience nationale de l'élite montante et son exigence de participation à la vie sociale et politique ; autour de Ali Bach Hamba, directeur politique, Ahmed Essafi, Mohamed Noamane, Ali Khazmi et Sadok Zmerli ; le cheikh

Thaalbi en assure l'édition en arabe à partir du 8 novembre 1909. Après les événements du Jellaz (1911) et le boycott des tramways (février 1912), le journal est interdit et ses principaux dirigeants sont exilés ;

* *La Voix du Tunisien* (1930-1950), journal fondé par Chadli Khayrallah (1898-1972), poursuit l'œuvre critique et moderniste de Ali Bach Hamba et accueille les jeunes élites de la seconde génération (Dr Mahmoud Materi, Habib Bourguiba, Tahar Sfar et Bahri Guiga) qui formeront bientôt le Néo Destour ;

* *Al 'Alam al Adabi* [*Le Monde Littéraire*] 1930-1936, fondé par Zine al Abidine Senoussi (1888-1965), encourage l'esprit novateur, ouvre la littérature tunisienne au-delà de l'Orient arabe et du nationalisme étroit et favorise les nouvelles formes d'expression en poésie et le renouveau de la littérature ; il est fidèlement soutenu par Mohamed Helioui (1907-1978), ami personnel de Chabbi.



Zine El Abidine Senoussi

nouvelle qui rompt une léthargie devenue séculaire. Son discours réformiste, qui suscite les réactions violentes des conservateurs, accélère le processus de la modernisation de l'enseignement zitounien. Le débat prend une telle ampleur que la nécessité de fonder un journal de langue arabe se fait sentir assez vite.

Un hebdomadaire intitulé *al-Hadhira* est publié. Le premier numéro paraît en août 1888. Dirigé par le sadikien Ali Bouchoucha le journal fait l'objet d'un travail acharné de Béchir Sfar, des cheikhs Salem Bouhajib et Mohamed Senoussi ⁴⁵ et de l'amiral Mohamed Karoui, ancien élève de l'école du Bardo. Soutenu à la fois par le zitounien cheikh Salem Bouhajib et par le directeur de l'instruction publique Louis Machuel, l'hebdomadaire connaît une grande diffusion et jouit d'une certaine crédibilité tant auprès des lecteurs de langue arabe, essentiellement de la Zitouna, que des hauts fonctionnaires de l'administration française qui le soutenaient et l'animaient, tel que le Secrétaire général du gouvernement tunisien, Eugène Regnault. *Al-Hadhira*, dont l'orientation politique était modérée, appelle au progrès et à l'adoption du modèle européen.

Si le ton conciliant du journal convient à l'administration française et aux modérés, sa pondération suscite progressivement la critique des nationalistes ⁴⁶. Après de nombreuses tentatives, ceux-ci créent à leur tour un journal intitulé *Zohra* dont les critiques sont plus virulentes. Dirigé par Abderrahman Snadli, le journal prend son essor, l'article critique s'y développe. La publication de ce journal conduit les rédacteurs d'*al-Hadhira* à prendre conscience de leurs insuffisances, à concrétiser leur programme et à défendre l'idée d'introduire les sciences profanes dans la culture islamique.

Tout comme son prédécesseur, évitant de se heurter aux autorités coloniales et à la censure, *Zohra* choisit de composer avec l'Administration afin de survivre. En effet, fondé en 1890, il continue de paraître jusqu'après l'indépendance du pays. Frappé par la censure en 1897, à la suite du rétablissement du cautionnement⁴⁷, puis en 1904 pour avoir dénoncé le mauvais traitement infligé aux détenus tunisiens au pénitencier du Jougar, *Zohra* adopte, à partir de 1908, un ton modéré et évite les positions politiques qui pouvaient lui nuire. A ses débuts,

journal moderne d'informations rapides, il comptait de grands journalistes ainsi que des hommes de lettres. Jugé conservateur et proche de la Résidence générale, il est critiqué par les nationalistes. Abderrahmane Snadli a certes opté pour la longévité au détriment d'un engagement politique clair, mais il a fondé une presse arabe moderne où coexistent communiqués, informations rapides et articles critiques.

Malgré les attaques dont ils ont été l'objet, *Al-Hadhira* et *Zohra* ont fondé le journalisme de langue arabe et contribué à la renaissance intellectuelle en Tunisie. De 1860, date de la parution du journal *ar-Raïd at-tounusi* jusqu'à la veille de la première guerre mondiale, cinquante neuf périodiques ont vu le jour. Malgré l'irrégularité de leur périodicité et la brièveté de leur existence, ils ont mis à la portée du public les débats qui animaient alors l'institution de la Khaldounia et contribué à asseoir la mission pédagogique qu'elle s'est assignée.

Quoique destinée à compléter la formation des étudiants zitouniens, la Khaldounia s'assigne en effet la mission d'éduquer un public de plus en plus large. Des conférences portant sur l'hygiène, la médecine, la géographie, l'histoire et même sur l'agriculture sont organisées. Sans se départir de son rôle pédagogique, l'association s'ouvre autour des années vingt aux sciences humaines et à la littérature, à l'éclosion et à l'épanouissement desquels la presse arabe et française avait dès les premières années du protectorat largement contribué. En 1893, la *Revue Tunisienne* est créée par l'Institut de Carthage. Grâce aux activités de cet organe culturel français, qui embrasse des domaines aussi divers que la littérature, l'histoire, la géographie, l'ethnographie, l'archéologie, la linguistique, l'orientalisme, un large public découvre les ressources culturelles de la Tunisie.

Même si les associations culturelles françaises ne semblent s'adresser qu'à un public français, le travail éditorial et l'exploration du patrimoine culturel tunisien effectués par les français, les activités des cercles littéraires et des associations, tels que l'Essor⁴⁸ et la Société des écrivains d'Afrique du Nord, les débats qui s'y déroulent et que la presse diffuse, parviennent au public tunisien, tout au moins à un public francophone, et contribuent en conséquence à modifier sa perception de lui-même et de l'européen.

L'INSTITUT DES BELLES LETTRES ARABES - IBLA

En 1868, l'Archevêque Charles Lavigerie fonde en Algérie le premier noviciat des Missionnaires d'Afrique, appelés aussi Pères Blancs. Mais, n'ayant pu fonder une maison d'études à Ghardaïa, en Algérie, il décide d'envoyer en Tunisie, en 1875, des prêtres qui avaient pour consigne de s'habiller, de manger et de parler comme les autochtones. Outre les œuvres prosélytes et sociales, les Pères Blancs se sont intéressés à la formation des leurs dans la langue et la culture arabes et ont fondé, le 18 novembre 1926, un Centre d'Etudes Arabes, installé d'abord à la ferme Boukhriss, à proximité de La Marsa, sous le nom de Maison d'études. Les cours sont dirigés par deux arabisants, Robert Foca et Joseph Sallam, qui initient leurs élèves à l'apprentissage de la langue littéraire comme du dialectal. Le 18 mai 1928, ce centre déménage à Tunis, rue des Glacières. Le 30 mars 1931, il prend le nom d'Institut des Belles Lettres Arabes. Le 15 février 1932, IBLA s'établit enfin dans une maison arabe rue Jamâa al-Haoua. Le Père Demeersman, qui dirige l'Institut, en modifie progressivement l'esprit. Il y crée le Centre Lavigerie qui devient en 1934 le Cercle des amitiés tunisiennes. Les conférences, causeries, soirées littéraires et artistiques qui y sont programmées drainent un large public de lettrés arabophones et francophones. L'Institut ayant orienté ses activités essentiellement vers le domaine culturel, une des sections qu'il comportait, la section « Etudes de la langue et de l'islamologie » s'en détache pour s'installer, en 1948, à la Manouba. En 1964, elle est transférée à Rome où est créé l'Institut pontifical des études arabes, l'actuel Pontificio istituto di studi arabi e d'islamistica (PISAI).

L'effort d'ouverture tenté par l'Institut s'illustre de façon plus nette dans l'évolution de la revue qu'il fonde en 1928 et qui paraît d'abord sous deux séries : Les Cahiers tunisiens et Les Documents tunisiens, qui présentent des contes, des poésies et des essais. En avril 1937, naît la revue IBLA avec des contributions françaises et tunisiennes. Devenu trimestriel à partir de 1938, le périodique s'efforce d'élargir son lectorat et s'assigne la tâche d'étudier tant « le cadre de la vie sociale tunisienne, citadine et campagnarde » que « les grands courants de pensée qui traversent l'islam tout entier ». Si les articles, jusqu'en 1942, ne sont pas dénués de

stéréotypes, à partir de 1942, date à laquelle IBLA se présente comme une revue culturelle, s'esquisse une nouvelle démarche. L'analyse ethnographique qui constitue l'essentiel des différentes rubriques, « Etudes », « Folklore », « Questions féminines », est sous-tendue par la volonté d'appréhender les tunisiens de l'intérieur.

Rédigée essentiellement par des Pères Blancs, IBLA ouvre progressivement ses colonnes aux intellectuels tunisiens. Si la revue offre désormais aux chercheurs et aux enseignants un précieux instrument de travail, la Bibliothèque, qui compte 32 000 volume, met à leur disposition des monographies et des périodiques minutieusement traités et dépouillés.

En plus de son orientation culturelle, IBLA poursuit une mission caritative : des manuels scolaires sont mis à la disposition des élèves, des cours de soutien leur sont dispensés.

Créé dans le contexte colonial, l'Institut a survécu à l'indépendance de la Tunisie et continue de paraître sous la direction du père Jean Fontaine. Grâce à l'ouverture d'esprit de ses fondateurs, du Père Demeersman en particulier, IBLA s'est adapté à la conjoncture politique et a modifié sa propre perception des hommes et des religions. Aussi IBLA, reflet de sa propre évolution, est-elle la revue tunisienne qui compte la meilleure longévité.



Deux figures du monde des lettres : Hassan Husni Abdelwahab (1883-1968), érudit, historien et ancien ministre, et André Demeerseman (1901-1993), membre de la communauté des Pères Blancs, directeur de l'Institut des Belles Lettres Arabes et de la Revue IBLA.

Corréliées à la consolidation de la colonisation et en conséquence à l'évolution du sentiment national, les métamorphoses de la production intellectuelle des communautés tunisienne et française connaissent des destins parallèles : 1920, par exemple, date de la fondation du Destour et de la levée de huit années d'état de siège ⁴⁹, marque l'éveil de l'action nationaliste mais aussi des organes de la vie culturelle.

En effet, l'Association des Anciens de Sadiki se redresse. Soucieuse de repenser la langue et la culture nationales, elle donne des conférences, publie une revue intitulée *alMajalla as-Sadikia* ⁵⁰ et fait montre d'un esprit critique. La même année la Société des Ecrivains d'Afrique du Nord, qui vient d'être créée, fait paraître un bulletin trimestriel intitulé *Les Nord-Africains*, puis, en 1929, *La Kahéna* ⁵¹, revue autour de laquelle se rassemblent ceux qui écrivent en français. Ces évolutions simultanées et cependant divergentes sont certes tributaires de la situation politique internationale, métropolitaine et nationale, mais elles révèlent une indéniable interpénétration culturelle. De même que les organes culturels français modifient l'organisation même de la vie intellectuelle et les moyens de sa diffusion, la publication de la *Tunisie martyre* par le cheikh Thaâlbi ⁵² et l'effervescence de la presse arabe engendrent au sein de la communauté française une indéniable crispation qui, pour être négative, n'en est pas moins une reconnaissance de l'homme tunisien.

Si la presse entérine les polémiques qui opposent les différents groupes sociaux, ethniques, religieux et politiques, elle rend compte aussi des controverses qui séparent les écrivains et les artistes mais les revêt d'un sens politique. Ainsi, les conflits intellectuels entre les conservateurs et les modernistes vont dépasser le cadre de la vie littéraire et bouleverser la société tunisienne toute entière.

Vers la deuxième moitié des années vingt, l'action nationaliste ne détenant plus la direction de la vie intellectuelle, certains écrivains parviennent à se libérer des limites où les enfermait le discours politique et à s'exprimer contre un certain formalisme intellectuel et esthétique. En 1925, l'association sadikienne crée un cercle littéraire dont les réunions, hebdomadaires dans un premier temps, deviendront quotidiennes à partir de 1928. Les débats qui s'y

déroulent sur des thèmes pédagogiques, littéraires et philosophiques révèlent une réelle effervescence intellectuelle.

Malgré le ralentissement des activités du Destour à la fin des années vingt, les activités intellectuelles et artistiques subissent les effets d'une politisation qui encadre et canalise la vie culturelle. Si bon nombre d'écrivains comme Tahar Haddad, Aboul-Kacem Chabbi, Ali Douaji, Mohamed Bachrouch, Mohamed Bayram, Zine al-Abidine Senoussi, Mustapha Khraïef appellent à l'innovation de l'écriture, s'ils créent des genres littéraires nouveaux comme la nouvelle, le théâtre et la critique littéraire, ils ne peuvent, sans se renier, du fait même du contexte politique, exprimer une pensée réellement libre : Tahar Haddad même, dont les écrits créent un remous sans précédent au sein de la Grande mosquée, et qui remet en question certains préceptes explicites de la *chariâa* quant au statut de la femme, ne prône pas plus qu'une réforme. Bien que sa lecture des préceptes religieux soit révolutionnaire, elle n'est pas celle d'un mécréant.

Ainsi, une certaine ambivalence, faisant pendant à la duplicité du discours colonial et imposée par le contexte politique et social, marque donc la production intellectuelle et littéraire et lui donne sa richesse, son originalité et en conséquence sa tunisianité.

Les années trente marquent un regain de l'action politique et une radicalisation du mouvement national. La presse tout comme les cercles littéraires et les associations des Anciens de Sadiki et de la Khaldounia, qui offrent un espace de rencontres et de dialogues, œuvrent à la propagation des idées nationalistes et à la consolidation de l'identité nationale.

En 1932, sont célébrés en grandes pompes le onzième centenaire de l'historien kairouanais Abul-Arab Tamimi, le treizième centenaire de la fondation de Kairouan et le sixième centenaire de la naissance d'Ibn Khaldoun. Ces conférences avaient une solide réputation. Elles abordaient divers sujets et des personnalités aussi différentes que les cheikhs 'Arbi Kabadi⁵³ et Mohamed Fadhel Ben Achour⁵⁴, les docteurs Bachir Denguizli⁵⁵ et Mahmoud Materi⁵⁶ ainsi que Tahar Sfar⁵⁷ les prenaient en charge.

Afin de donner plus de retentissement à leurs activités, la Khaldounia et l'Association des Anciens de Sadiki, dont les objectifs culturels et politiques sont similaires, s'associent. Constituée en 1905, l'Association des Anciens de Sadiki a elle aussi pour objectif, tout comme la Khaldounia, le relèvement intellectuel et matériel des tunisiens. Bien que sa finalité soit pédagogique, son œuvre a cette particularité de vouloir quitter le cercle scolaire pour atteindre les milieux populaires et modifier leur mentalité qui, ainsi que l'énonce Ali Bach Hamba ⁵⁸, « porte l'empreinte de la longue période d'ignorance qui a suivi notre décadence. [...] Si nous voulons vivre au milieu des races diverses venues dans notre pays, c'est à cette mentalité qu'il faudra nous attaquer. » ⁵⁹ Un travail de vulgarisation se développe, des causeries s'organisent dans les quartiers populaires.

Alors que l'Association des Anciens Elèves du Collège Sadiki lutte contre l'ignorance et mène en réalité une action essentiellement politique, l'université libre qu'est devenue la Khaldounia révèle tant par l'accroissement constant de ses activités que par la diversité des sujets abordés dans les conférences ou les causeries que la réflexion s'oriente non pas seulement vers le passé mais surtout vers le présent de la Tunisie et vers les problèmes auxquels est confrontée la jeunesse : le mariage mixte, le rôle de la jeunesse, les difficultés de l'adolescence, la participation des jeunes aux projets nationaux, le conflit entre les conservateurs et les modernes.

Si les thèmes des conférences dévoilent la mutation de la société sous l'effet de l'occupation, les congrès témoignent de l'évolution de l'association elle-même, de sa politisation et du soutien qu'elle apporte aux revendications nationalistes. De fait, en 1931, la Khaldounia abrite dans ses locaux le congrès de l'AEMNA ⁶⁰, révélant ainsi le changement de l'état d'esprit des adhérents et leur volonté de s'opposer à la présence française.

Le congrès de langue et de littérature arabes organisé la même année, le 10 décembre, est bien le signe que la défense de la langue arabe et de l'islam est aussi un moyen de lutte. Le groupe des nationalistes n'hésite pas à regrouper dans ce congrès, dont la présidence est assurée par William Marçais ⁶¹, des oulémas venus de tous les pays du Maghreb. La presse arabe et même l'intelligentsia

francophone s'élèvent contre la présence de l'orientaliste et plus encore contre ses affirmations relatives à l'incapacité de l'arabe à s'adapter à la vie moderne. Le remous est grand et, cinq jours plus tard, se tient un autre congrès, présidé par le cheikh Mohamed Tahar Ben Achour⁶² qui affirme l'indépendance et l'essor de la Tunisie dans le domaine littéraire et l'aptitude de l'arabe à s'adapter à la modernité.

La présence active d'oulémas, dont les idées pourtant sont fort éloignées de celles de la jeunesse nationaliste, témoigne qu'une plateforme unit les diverses tendances et que la revendication nationaliste se cristallise sur la religion musulmane et sur la langue arabe. Si le discours identitaire sous-tend les travaux de la Khaldounia, s'il valorise le passé et veille à l'amélioration du présent, il s'inscrit aussi dans le prolongement du mouvement intellectuel et artistique moderniste égyptien.

Les efforts conjugués que les institutions scolaires et les organes culturels ont déployés pendant près d'un demi-siècle ont raffermi le mouvement de réforme comme ils ont développé le sentiment national et la revendication identitaire dans le pays. Malgré son apparente univocité et son insertion dans l'aire arabo-musulmane, le discours nationaliste n'est pas dénué de contradictions. L'idée même de réforme ne puise-t-elle pas ses référents dans la culture européenne ? L'influence de la culture française que combattent les nationalistes mais que l'école, les institutions culturelles françaises et la renaissance égyptienne même inculquent, a pénétré, jusqu'au sein de la Grande Mosquée, modifiant les comportements comme la vision de soi et de l'autre. Malgré l'autocensure que ne manque pas de nourrir la revendication identitaire, certains écrivains, comme Aboul-Kacem Chabbi, Tahar Haddad, tentent, à l'orée des années trente, de se débarrasser des oripeaux d'une littérature galvaudée et d'en créer une nouvelle qui, tout en revendiquant la tunisianité, vise à l'universalité.

La nouvelle littérature tunisienne

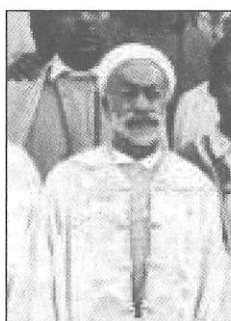
Le 1^{er} février 1929, le Cercle littéraire des Anciens du collège Sadiki invite Aboul-Kacem Chabbi à présenter, à la Khaidounia, une conférence sur « l'imaginaire poétique chez les Arabes ». Le jeune poète y développe l'idée selon laquelle la littérature arabe, à l'inverse de la

Les grands cheikhs modernistes

Disciples et continuateurs de Mahmoud Qabadou (1814-1871), Salem Bouhajib (1828-1924), Tahar Ben Achour (1879-1973) et Fadhel Ben Achour (1909-1970) ont réussi à réformer l'Université Zitouna et à renouveler les méthodes et la consistance de renseignement zitounien.



Salem Bouhajib



Tahar Ben Achour



Fadel Ben Achour

Le monde des lettres

Mustapha Agha (1877-1946), Chadli Khaznadar (1881-1954), Sa'id Khalsi (1898-1962), Mahmoud Bayram Tounsi (1883-1961), Arbi Kabadi (1880-1961), Abderrazak Karabaka (1901-1945), Mohamed Habib (1902-1980), Ahmed Khayreddine (1905-1967), Mohamed Helioui (1907-1978), Hasan Zmerli (1907-1983), Béchir Khraïef (1917-1983), Ahmed Mokhtar al-Wazir (1912-1983), Mohamed Bachrouch (1911-1944), et les poètes Tahar Kassas et Jaleddine Naccache.



'Arbi Kabadi
(1880-1961)



Abderrazak Karabaka
(1901-1945)



Mohamed Helioui
(1907-1978)

Taht-as-Sour

Un cercle de jeunes bohémiens, lettrés et non-conformistes (poètes, nouvellistes, auteurs dramatiques, journalistes), a animé un courant de rénovation puissant aussi bien dans les idées que dans l'expression littéraire et dans les mœurs. Par les articles, les conférences, les nouvelles et les pièces dramatiques jouées à la radio, les membres du cercle, baptisés Taht-as-Sour du nom du café où ils se retrouvent à la périphérie de la médina, s'attaquent aux tabous, secouent les traditions, expriment les préoccupations du petit peuple et valorisent la portée de la langue, dialectale et classique. Ils ont ainsi imposé, dans toutes les catégories sociales, un nouveau registre de réflexion et d'intérêts qui a résolument hissé les préoccupations du monde ouvrier, la condition de la femme et l'aspiration à l'égalité. Ce cercle a représenté dans les années 1930 un foyer de rénovation d'une portée exceptionnelle. Autour d'un noyau de fidèles, Ali Douaji, Mustapha et Béchir Kheraïef Tahar Haddad, Mohamed Laribi, Abderrazak Karabaka, gravitent plusieurs autres jeunes de toutes conditions - révoltés, marginaux, esthètes ou philosophes, tels Mahmoud Bayram Tounsi, Hédi Labidi, Aboul-Kacem Chabbi, Abdelaziz al'Iroui, Khemaïs Ternane, Hédi Jouini, Hatem Mekki, Jalal Ben Abdallah et Mahmoud Messadi. Par leur talent, leur humour ou leur tempérament dramatique, tous ont marqué leur temps : ce sont les novateurs.

Les novateurs

Tahar Haddad (1899-1935) pose le problème de la condition ouvrière et de la condition de la femme ; Aboul-Kacem Chabbi (1909-1934), le poète des lendemains qui chantent ; Ali Douaji (1909-1949) renouvelle l'esthétique de l'existence ; Béchir Kheraïef (1917-1983) allie au raffinement citadin l'imaginaire frondeur du Sud ; Mahmoud Messadi (1911-2004) médite sur la condition de l'existence terrestre.



Tahar Haddad



Aboul-Kacem Chabbi



Ali Douaji



Béchir Kheraïef



Mahmoud Messadi

littérature occidentale, est pur formalisme et qu'elle est dénuée de créativité. Cet exposé témoigne non seulement de l'esprit critique de son auteur, mais aussi de l'éclosion d'un nouvel état d'esprit et d'une nouvelle conception de la littérature, qui, renonçant à glorifier le passé, essaie d'entrer dans une véritable modernité. L'affranchissement intellectuel du poète ébranle les objectifs politiques des militants nationalistes attachés à défendre l'arabité et devient l'objet de virulentes controverses, dont la presse donne de larges échos.

Publiée par l'imprimerie Al Arab, la conférence du jeune poète déclenche un tollé dans les cercles littéraires et dans la presse. Les journaux destouriens qui, dans un dessein politique, valorisent la personnalité arabe, s'attaquent à l'écrivain. Zine al-Abdine Senoussi⁶³ prend son parti et défend le groupe des modernistes dont il partage les idées, révélant par là même que son engagement politique n'affecte pas sa liberté de jugement. « Ils ont découvert, écrit-il au sujet des innovateurs, dans les littératures étrangères, de nouvelles sources d'enrichissement que les Arabes ne pouvaient négliger, sauf s'ils s'obstinaient à se tourner vers les dromadaires au lieu des voitures et vers les mulets des postes d'antan à la place du télégraphe ou des avions. »⁶⁴

Quelques mois plus tard, en 1930, Tahar Haddad publie son livre *Imra'atounafi chariâa walmoujtamâa*, [*Notrefemme dans la loi et dans la société*]. La réaction dans le milieu des oulémas est immédiate. L'anathème est prononcé et les sanctions sont lourdes : l'écrivain est privé de son diplôme de la Zitouna. Deux livres condamnant son ouvrage paraissent : *Al Hidad 'ala imra'atou al-Haddad*⁶⁵ [*Le deuil sur la femme d'al-Haddad*] du cheikh Mohamed Salah Ben M'rad et *SayfalHak*⁶⁶ [*L'épée de la vérité*] du cheikh Omar al-Birri al-Madani. Voulant défier cette condamnation, les partisans de l'écrivain, dont Zine al-Abidine Senoussi, Mahmoud Materi et Hédi Laâbidi⁶⁷, organisent alors une cérémonie en son honneur, mais tous les orateurs subissent les attaques des écrivains destouriens. Une polémique s'organise, opposant à travers les revues, les partisans de Haddad à ses détracteurs : autour de la revue *Al Alam al Adabi* et du journal *Zamân*⁶⁸ s'unissent les défenseurs de Haddad ; autour de *Zohra* et de *Murchid al Umma*⁶⁹ s'unissent ses adversaires. Malgré la double contestation que suscite l'essai, sa valeur littéraire est reconnue, appréciée

par les adversaires mêmes de l'écrivain, « Malgré toutes les critiques, remarque le cheikh Fadhel Ben Achour, les dénonciations, les altérations, les insuffisances et les contrevérités qui accueillirent la partie juridique de l'ouvrage, les gens compétents dans l'art de l'énonciation sont unanimes pour apprécier la précision des descriptions et l'originalité de l'élocution que contient la partie sociale. J'ai même entendu le plus grand de nos professeurs de rhétorique arabe, le plus conservateur et celui qui a le plus dénoncé la partie juridique, cheikh al islam Mohamed Ben Youssef, [...] répéter qu'il était rare d'atteindre la rhétorique de Tahar Haddad et la précision de son style. »⁷⁰

La controverse qui agite les revues, ainsi que la liberté de ton et l'indépendance que certaines d'entre elles, comme *Al Alam al Adabi*, prennent par rapport à la ligne de conduite du Destour, témoignent d'une diversité de la réflexion et parallèlement de l'épanouissement d'une nouvelle expression critique : l'article d'auteur et l'article satirique.

En effet, dans les années trente, le monde des lettres et le monde du journalisme interfèrent : les écrivains, poètes, essayistes, nouvellistes, sont aussi les rédacteurs d'articles littéraires, politiques ou sociaux. Engagés dans la lutte contre le colonialisme et contre la misère sociale de leurs compatriotes, les intellectuels et les artistes, encore peu nombreux dans les années trente, se saisissent de tous les organes culturels qui s'offrent à eux, franchissant les barrières qui séparent le monde scolaire de celui des médias, des loisirs, de l'édition, de la littérature et de l'art. Critiques littéraires, poètes ou théologiens dirigent des revues, animant ainsi une renaissance culturelle et un renouvellement des pratiques d'écriture.

Grâce à l'ouverture d'esprit de son fondateur, qui est aussi le propriétaire de l'imprimerie al Arab, *Al Alam al Adabi* ouvre ses colonnes à des écrivains comme Aboul-Kacem Chabbi, Mohamed Hlioui⁷¹, Tahar Haddad et bien d'autres intellectuels novateurs et leur a permis de se faire connaître en Tunisie et en Orient. Se voulant au diapason du progrès, la revue rend compte des découvertes scientifiques, des livres les plus récents publiés dans diverses langues, ainsi que de la critique littéraire occidentale et orientale. *Al Alam al Adabi*, à l'instar des écrivains dont il publie les textes, s'intéresse tant aux littératures occidentales qu'à la littérature orientale contemporaine.

A la fin des années trente, *Al Majallahaz-Zaytounia* voit le jour. Le cheikh Chadli Belcadhi⁷² en est le directeur et le cheikh Mohamed Mokhtar Ben Mahmoud⁷³ le rédacteur. L'esprit de la revue est de préserver l'islam et la langue arabe, de renforcer le sentiment d'appartenance à cette culture et de la considérer comme la base de l'identité tunisienne. Cette revue regroupe des oulémas de renom qui traitent certes de religion, d'histoire arabe, musulmane et tunisienne, mais aussi de littérature. Bien ancrée dans la réalité politique du pays, elle ne fait que renforcer le débat et la polémique qui animent la vie intellectuelle tout au début de la décennie.

Les journaux et les revues sont innombrables et si les journaux politiques, soucieux d'unifier les mots d'ordre mobilisateurs, présentent des articles en conformité avec leurs lignes éditoriales, si les revues littéraires, plus libres, révèlent des talents et entretiennent un débat d'idées, la presse humoristique, moins élitiste, s'adresse à un public plus large dont elle utilise la langue et les référents.

A l'inverse des périodiques littéraires, dont l'importance du nombre reflète la diversité des opinions et des styles, la presse satirique et humoristique présente une « identité » stable, que ne viennent bouleverser ni les problèmes linguistiques ni les controverses entre les modernistes et les conservateurs. Enracinée dans une culture populaire, dont elle emprunte la langue, elle n'est pas tiraillée par les dilemmes auxquels est confrontée la presse littéraire. La simple observation des titres révèle cette absence d'ambiguïté. *J'ha*, *Karakuz*, *Kul Chay bil makchouf*, *An-Nasnas*, *An-Nims*, *Az-Zahou*, *Es-Sardouk*, *Sabra*, pour ne citer que ceux-là, se réfèrent à des personnages de légende, à des symboles ou à des métaphores que tout tunisien peut identifier. Quoique les variations du ton, la violence ou la modération, soient liées à la conjoncture historique et à la tendance politique du journal, la presse satirique reproduit au fil du temps les mêmes thèmes et les mêmes modes d'expression. De fait, le regard fureteur du premier hebdomadaire satirique *Abu Guecha*⁷⁴, qui observait la société et ses mœurs, les princes et leur complaisante passivité, l'arrogance des colonisateurs, les injustices et la misère, est aussi celui des journaux humoristiques et satiriques qui fleurissent, à partir de 1920, après la levée de l'état de siège.

La presse satirique et humoristique dénonce les travers de la société et de ceux qui la gouvernent, mais elle s'investit aussi du pouvoir de corriger. Se voulant tout à la fois didactique, légère et amusante, mais efficace et accessible à tous, elle opte pour la formule, l'épigramme, le proverbe, la narration, la prose rythmée, la poésie populaire, le dessin et, fait nouveau, la caricature.

Souvent irrévérencieux envers l'autorité, les journaux satiriques et humoristiques subissent des sanctions qui ne font qu'aggraver leurs difficultés financières. Certains périodiques, comme *Jha*, se redressent en changeant de titre et parfois même d'orientation politique. Paru, par exemple, pour la première fois le 22 juillet 1909, *Jha, jarida hazliya fukahiya, adabiya, usbu'ia* est suspendu le 19 octobre 1910. Le journal continue à paraître pourtant sous le nom similaire de *Jahjuh*. A partir du 26 janvier 1911, il prend le titre de *adh-Dhuhk, jarida fukahiya intiqadiya 'adabiya, 'usbu'ia, [Le Rire]*. En 1920, il reprend le titre de *Jha, jarida fukahiya intiqadiya 'adabiya, 'usbu'ia* et devient l'organe du parti de A. Thaâlbî. Suspendu, le 7 avril 1921, pour avoir attaqué la famille beylicale, il s'octroie le nom de *jahjuh* et poursuit sa publication. Interdit en 1925, il réapparaît en 1936. Trois années plus tard, il s'oriente franchement vers le communisme. Aussi adopte-t-il une nouvelle étiquette : *jarida 'usbu'ia tansuru al 'amil*. De 1949 à 1950, il adopte le titre de *Shihab jahjuh*.⁷⁵

Ce parcours sinueux, fait de ruses et de travestissements, dévoile la résistance à l'occupant mais aussi la fortune de la presse humoristique et sa modernité. Ancrée dès sa naissance dans la réalité sociale du pays, à une époque où les débats intellectuels étaient ceux d'une élite qui cherchait sa voie, usant d'un langage et d'une langue populaires, elle a assurément influencé les écrivains des années trente et contribué au rajeunissement de la littérature de cette époque.

La renaissance littéraire est tributaire, à bien des égards, du dynamisme des revues et de ses promoteurs. L'appui apporté par Zine al-Abidine Senoussi à des écrivains jeunes, méconnus et affranchis des normes littéraires traditionnelles comme des pesanteurs sociales et religieuses, révèle tout à la fois sa témérité et son engagement intellectuel. S'il ouvre les colonnes de sa revue *AlAlam alAdabi* aux écrivains les plus originaux, tels Aboul-Kacem Chabbi, Mohamed Bachrouh, Tahar

Haddad, Ali Douaji, etc., il ne cesse d'appeler les écrivains à se libérer des tutelles et à produire des textes ancrés dans la réalité tunisienne, avec ses goûts et ses couleurs, révélant ainsi les destins parallèles de la littérature et de la presse.

En effet, sept ans après la publication du livre de Tahar Haddad, *Imra'atouna*, paraît *Leïla, revue illustrée de la femme*⁷⁶ *périodique social, littéraire et artistique*. La question de l'émancipation de la femme faisant partie du projet colonial, les militants nationalistes qui en appelaient à la consolidation de l'identité nationale n'encourageaient pas la libération de la femme et prônaient, par exemple, le maintien du voile. Certains militants nationalistes cependant, comme Tahar Sfar et Mohamed Noômane, écrivent dans la revue. Si certains articles sont signés des noms de leurs auteurs, la plupart des collaborateurs, les femmes en particulier, recourent à l'usage du pseudonyme. Excepté Jamila Malki et Saïda Sahli, élèves du lycée Armand Fallières, dont on peut lire la signature et voir même les photographies, les correspondantes de *Leïla* se contentent de noter leurs prénoms, Radhia, Zeïneb, Aida. Si elles n'osent révéler leurs identités, elles peuvent du moins exprimer un besoin d'émancipation.

Dans les années trente, le désir de s'exprimer et d'affirmer sa personnalité semble emporter la société tunisienne toute entière. Certaines voix, celles des femmes et des travailleurs, contraintes jusqu'alors au silence, bruissent ; poètes, essayistes, nouvellistes s'attachent à les amplifier et à les faire entendre. Si la littérature a renouvelé ses thèmes et si elle s'est investie d'une mission sociale, elle cherche aussi à créer de nouvelles formes.

La poésie, riche d'un passé glorieux mais quelque peu désuet, se libère lentement d'un classicisme qui s'essouffle. Le romantisme, pendant de l'émergence de la conscience individuelle et sociale, s'épanouit, libérant tant le langage des sentiments, le lyrisme en l'occurrence, que celui de la critique politique et sociale. Bien qu'enraciné dans une réalité sociale qu'il déplore, le poète recherche aussi un apaisement dans la nature et dans une écriture nouvelle capable d'exprimer son mal-être.

« Nous sommes, écrit Aboul-Kacem Chabbi, en quête d'une littérature vigoureuse et profonde qui s'accorde avec nos inclinations et convienne à

nos goûts dans notre vie présente, avec ce qu'elle recèle comme passion et espoir. C'est ce que nous ne *retrouvons* pas dans la littérature *arabe*, car elle n'a pas été créée pour nous, enfants de ce siècle, mais elle a été créée pour des cœurs que le silence de la mort a figé. »⁷⁷

Avec Chabbi, la poésie a franchi le seuil de l'imitation et si elle s'inspire de la littérature occidentale, essentiellement du romantisme, elle se place dans le prolongement de la poésie égyptienne de Mahmoud Abbas al Akkad, d'Ibrahim Abdelkader Mazni, et de la poésie de l'exil de Mikhaïl Nouaïma et de Gibran Khalil Gibran. Aboul-Kacem Chabbi ne critique la littérature arabe que pour mieux la retrouver. N'affirme-t-il pas que ce sont les poètes orientaux contemporains qui l'ont conduit vers al Maârri et Ibn ar-Roumi ?

Né du contact entre les cultures et du malaise où se trouve une génération cultivée mais humiliée par le fait de la colonisation, le lyrisme se développe en même temps que le réalisme. En effet, qu'il soit poète, essayiste ou nouvelliste, l'écrivain est investi de la mission de dépoussiérer la littérature et de dévoiler les souffrances de la société et de l'individu.

Comme la poésie, le théâtre essaie de se débarrasser des tutelles étrangères en s'inscrivant dans un contexte tunisien. Aussi a-t-il dû s'affranchir de la traduction des pièces européennes et même de l'influence égyptienne, qui lui avait pourtant donné son impulsion. En effet, de même que la présence fortuite de la troupe égyptienne d'Abdelkader al Misri (1908), puis de Qardahi (1908) donne naissance au théâtre tunisien⁷⁸, l'existence des associations théâtrales françaises et des innombrables théâtres que compte la ville de Tunis ont offert des modèles et incité les tunisiens à créer leur propre théâtre.

En 1930, après une éclipse de près de six ans, la troupe as-Saâda reprend ses activités. Mohamed Habib⁷⁹, qui en est le directeur, compose des pièces inspirées de l'histoire tunisienne comme *A.I Wathiq billah al-Hafsi* ou de la vie tunisienne comme *Gil alyawm* et *Az.Zaouja Ath-thaira*.

Les troupes se multipliant et la menace de la dispersion se faisant sentir, Mustapha Sfar, Cheikh al Madina et Président du conseil municipal, les rassemble en 1936 en une seule baptisée *al-Ittihad al Masrahi*. C'est sous son auspice que sont données des représentations

inspirées des *Maqamat* d'al-Haiiri. En 1938, Mohamed Habib crée la Société *al Kawkab at-Tamthili*. Elle produit *An Nacerli din illah*, *Yawm Gharnata*., *Wallada wa Ibn Zaydoun* de Abderrazak Karabaka⁸⁰, des pièces de Khalifa Stanbouli et d'Ahmed Mokhtar Louzir.

Malgré la proximité qu'il maintient avec les troupes égyptiennes, le théâtre se tunisifie donc. Usant généralement de la langue littéraire, il introduit timidement le dialecte, qui semble apte à traduire seulement des situations comiques.

C'est avec Ali Douaji, « Le père de la nouvelle en Tunisie », pour reprendre une expression de Taoufik Baccar, que la langue populaire acquiert le nouveau statut de langue de culture. Le choix du dialecte est d'autant plus délicat qu'il peut être perçu comme une volonté de rejet de la tutelle arabe orientale et comme une cooptation des options linguistiques des autorités coloniales. En effet, dans le dessein d'éloigner les tunisiens de l'influence égyptienne et de la sphère arabe, le gouvernement du protectorat a favorisé le choix du dialecte tunisien. Cette quête identitaire, qui sous-tend toute activité intellectuelle dans le pays, caractérise aussi le discours littéraire colonial. Se sentant contestés, indésirables dans un pays, voire dans une région qu'ils se sont appropriés, les écrivains français revendiquent eux aussi leur ancrage dans la culture locale. Alléguant l'idée que l'Afrique du Nord romaine constitue historiquement un patrimoine culturel européen que vient ressusciter et mettre en évidence la colonisation, la littérature coloniale tente de se détacher de la Métropole, pour s'inscrire dans le contexte régional. Dans son manifeste littéraire, l'écrivain Arthur Pellegrin⁸¹ écrit : « Par littérature nord-africaine, j'entends une littérature qui tire son inspiration et sa raison d'être de tout ce qui est nord-africain, une littérature qui ne demande à la Métropole que la langue française pour exprimer l'Afrique du Nord. »⁸²

Dans les années trente, la revendication nationaliste engendre donc chez les français comme chez les tunisiens le même besoin d'enracinement « dans un ici et dans un maintenant ». Mais alors que les écrivains français demandent à la langue française d'exprimer l'Afrique du Nord, les tunisiens, sans rejeter la langue française, essaient grâce au théâtre, à la nouvelle et à la radiodiffusion, de préserver et d'enrichir les différents registres de la langue arabe.

Comme la plupart des écrivains qui visent à renouveler l'expression littéraire et la langue en conséquence, Ali Douaji fait paraître ses nouvelles dans la revue *Al Alam Al Adabi*. Il y fait éditer en feuilleton *Jawla bayna Hanat al bahr al moutawassat* [Périples autour des bars de la Méditerranée]. Caricaturiste pour la revue, il s'y fait aussi remarquer par son ironie et par son humour. Ali Douaji relate les veillées nocturnes, défiant les puritains. Sa production est immense, elle compte 163 pièces radiophoniques et 500 chansons, outre les nouvelles et tableaux, qui campent ses compagnons, écrivains et artistes, familiers du café *Taht as-Sour*.

« L'isolement des jeunes écrivains - le mouvement d'innovation littéraire, qui prend ses distances avec la religion, n'ayant pas fait que des adeptes — engendre un nouveau mode de vie des intellectuels et des artistes.

« Marginalisés comme l'était la littérature de l'époque, écrit Taoufik Baccar, ces journalistes, hommes de théâtre, peintres, écrivains et poètes constituent selon la définition de l'un d'eux, « un club de fous » où l'anticonformisme libertaire se doublait d'une fantaisie débridée et d'une pointe de dandysme. Du lot se détachent, en ce qui concerne le récit, les figures de Mahmoud Bayram Tounsi, Mohamed Laâribi et Ali Douaji [...] Ils avaient en commun le rire [...] Un rire irrévérencieux et qui prenait les couleurs sombres, dont un Laâribi se suicidera très tôt et dont Douaji, jusqu'à sa mort précoce, ne finira jamais de se guérir par la drogue. Transfuge égyptien d'origine tunisienne, Bayram Tounsi apporta beaucoup à l'art de la satire. Personne n'échappait à l'ironie de cet auteur qui tournait tout en mascarade. »⁸³

L'inertie de la vie politique - ou le retrait stratégique du Destour - permet l'émergence d'une vie intellectuelle aussi brillante que brève. Le regain d'activité politique, engendré par la scission du Destour, freine de nouveau la vie intellectuelle. Les affrontements entre les tunisiens et les forces de l'ordre, les répressions qui s'ensuivent et qui vont crescendo depuis septembre 1934 jusqu'en avril 1938, orientent toutes les énergies vers la politique. La presse est muselée, de nombreux journaux sont suspendus, comme *Al Irada*^M, par exemple. Bref, la vie intellectuelle est réduite à néant, seul le théâtre subsiste.

Dans le vide intellectuel provoqué par l'absence de moyens de diffusion et par la nécessité de l'engagement politique, se profile une nouvelle voie. En 1938, la radio pénètre dans les cafés et dans les foyers tunisiens. « A cette époque, écrit Habib Bélaïd, Radio-Tunis est essentiellement un instrument de divertissement. Les auditeurs tunisiens pouvaient écouter Hassiba Rochdi, Mohamed Jamoussi, Cheikh al Ifrit, Gaston Bsiri. Le soir, le chansonnier Kaddour Ben Nitram, « le roi des sabirs » présente son quart d'heure humoristique et fait en quelque sorte la jonction entre les communautés. »⁸⁵

La Section arabe de Radio-Tunis, qui se constitue en 1938 et que dirigent Othman Kaâk⁸⁶ et Ahmed Khayreddine⁸⁷, permet la transmission de pièces de théâtre radiophoniques et crée des occasions de rencontre et de collaboration entre les écrivains, les hommes de lettres, les metteurs en scène et les musiciens. En ces années de misère morale, la radio prend le relais de la vie intellectuelle : elle maintient et prolonge une culture littéraire que menacent le contexte politique et la répression.

En définitive, l'effervescence intellectuelle se caractérise par sa brièveté et son isolement. Tributaire d'un contexte politique national nécessitant un ancrage dans la tradition religieuse et sociale, se heurtant sans cesse aux conservateurs comme aux nationalistes et devant par ailleurs faire face à la censure exercée par les autorités coloniales, elle voit son élan brisé et son avenir compromis par l'éclatement de la deuxième guerre.

Si la littérature tunisienne s'est affranchie, dans les années trente, des normes où l'enserrait toute une tradition littéraire, religieuse et sociale, elle doit son émancipation au mouvement réformiste, qui depuis le XIX^e siècle et sous l'impulsion de Khayreddine, a bouleversé les institutions scolaires.

Malgré sa vigueur et les liens ténus qu'elle a établis entre les différentes associations culturelles, la vie intellectuelle tunisienne demeure communautaire. En effet, les écrivains musulmans lisent, traduisent et imitent les écrivains français métropolitains, ils semblent peu intéressés par la production des écrivains juifs ou les français de Tunisie. De la même façon, les écrivains coloniaux qui revendiquent leur ancrage en Afrique du Nord visent un lectorat métropolitain.

Si le protectorat, malgré ses allégations, sépare les communautés, les forçant à se ranger dans un camp ou dans l'autre — même si cela n'est parfois ni ouvertement déclaré ni même conscient — l'art franchit les barrières, s'enrichit de la rencontre avec l'autre et de l'opposition à l'autre. Alors que la littérature, forme d'expression dont l'outil est la langue, ne peut, dans le contexte colonial, qu'opposer les écrivains, d'autres formes d'expression artistique, peu connues des tunisiens, sans histoire et sans entraves, comme la peinture, moins marqués par la politique et les idéologies, permettront la rencontre des arabes, des juifs et des français : il s'agit de l'Ecole de Tunis.

L'activité intellectuelle et artistique en Tunisie est née de cette confrontation systématique avec l'autre. Si le colonialisme a dominé la culture nationale et tenté de l'annexer, elle lui a naturellement emprunté ses modèles littéraires, ses clubs, ses cafés, ses cercles littéraires, ses associations, sa presse, son théâtre, ses nouvelles, sa radio pour mieux se poser et pour promouvoir sa langue et sa spécificité tunisienne.

Chabbi et Haddad représentent la révolte contre les vieilles structures, l'un dans le domaine littéraire, l'autre dans le domaine social. Dans une société où le conformisme est roi et où les traditions règlent dans les moindres détails l'action des individus, la prise de position de ces deux hommes représente un événement d'une grande portée. Il coïncide avec l'entrée en scène des jeunes intellectuels occidentalisés (Bourguiba, Materi, Guiga ...etc.) qui vont prendre en main le destin du mouvement national.

1934, l'année de la mort de Chabbi, est aussi l'année du Congrès de Ksar-Helal et de la fondation du Néo-Destour. Les plus importants courants de la pensée politique, littéraire, sociale, etc. sont parcourus par le même souffle, celui de la liberté.

Au cours de cette période, les meilleurs talents sont voués à la lutte pour la libération nationale. Or, comme les idées s'expriment surtout par le canal des journaux et des revues, l'expression des différents courants de pensée connaît le sort mouvementé de la presse. Les alternances de répression et de libéralisation liées aux fluctuations de la politique coloniale de la France se reflètent dans le

volume et le caractère de la production intellectuelle. Après les sombres années de répression de 1934-36, l'avènement du Front Populaire en France et le remplacement de Peyrouton par Armand Guillon en Tunisie, la presse et la production littéraire prennent un nouvel essor.

Deux groupes littéraires se distinguent : le groupe dit « Taht as-Sour » qui se réunit au café de la place de la « Biga » (au carrefour de la me Bab Souika et de la rue de l'Alfa) ; il est formé d'hommes dont l'esprit contestataire s'affirme par le rejet de la morale traditionnelle et du conformisme social. Ecrivains menant une vie de bohème, fréquentant les peintres (Jalal Ben Abdallah), les professionnels et les amateurs de chant (la Rachidia) du théâtre et de la danse, ils s'expriment aussi bien en arabe classique qu'en arabe dialectal.

La contestation s'exprime aussi par un faisceau de journaux humoristiques servis par le brillant caricaturiste Amor Gheraïri. « As-Sourour » de Douaji, « Ach-Chabab » de Bayram Tounsi, « As-Sardouk » de Hédi Labidi, « Sabra » dirigé par Zarrouk mais animé par Mohamed Aribi.

La plupart du groupe « Taht as-Sour » publient dans le journal « Az-Zaman » (1929-1940) dirigé par Hamadi Badra, puis Bayram Tounsi et participent aux émissions littéraires et artistiques de la station radiophonique de Tunis : les écrivains du groupe composent dans le dialectal et le classique des pièces de théâtre, des chansons, des causeries ... etc. sur des thèmes et dans une langue accessibles à la majorité des auditeurs.

Les membres du groupe est formé par des personnalités moins bohèmes, moins excentriques ; ce sont essentiellement des enseignants : sadikiens comme Ali Balhaouane, zitouniens comme Mohamed Belhassine, normaliens comme Mohamed Helioui. Leurs rapports avec le Destour sont étroits et leurs essais publiés dans les deux revues « Al Jamiaa » et « Al Afkar » expriment les revendications nationalistes dans le domaine culturel.

La deuxième guerre interrompt la parution de la plupart des journaux et des revues littéraires et c'est la radio qui prend le relai de la presse : des causeries littéraires, des pièces de théâtre, des chansons dont la plupart, composées par les poètes du groupe « Taht as-Sour », connaissent une

large diffusion grâce à la T.S.F. La possession d'un appareil de radiodiffusion n'est pas à la portée de toutes les bourses, mais dans chaque quartier de la médina, les cafés pullulent. La plupart ont leur poste qui met à la portée des plus humbles les divers programmes de la station radiophonique de Tunis.

La guerre n'empêche cependant pas l'humour de se manifester dans les savoureuses « *malzoumate* » écrites en arabe dialectal par Othman Gharbi et Abdelaziz al-'Iroui (Laroui).

Après le retour de la paix, la production littéraire s'organise autour de deux revues : « Thouraya », alimentée par le courant culturel traditionnel avec les cheikhs Fadhel Ben Achour, Chadli Belkadhi, Chadli Nayfar, l'historien Hassan Husni Abdelwahab. La matière de la revue est fournie par les articles de ces auteurs et les œuvres composées par les animateurs des émissions radiophoniques ; et la revue « *Mabaheth* » fondée en 1938 par Mohamed Abdelkader Bachrouh, associant en une même équipe des auteurs de formation zitounienne et des sadikiens fortement imprégnés de culture occidentale : Mahmoud Messadi, Ali Balhaouane, Mahjoub Ben Milad, Mohamed Souissi...etc.

Après la mort de Bachrouh en 1944, Messadi prend en main la revue et lui donne la marque de sa forte personnalité. Il s'entoure de collaborateurs qui ont la même formation que lui et fait de la revue une arme de combat contre les ennemis de la langue arabe et de l'islam. Les éditoriaux signés « *Mabaheth* », rédigés par Messadi, traitent essentiellement des problèmes à l'ordre du jour (développement de l'enseignement et de la langue arabe, création d'une Université tunisienne, revendication de responsabilité dans les différents secteurs de la vie intellectuelle du pays, etc.)

La revue publie les poèmes et les contes d'Ali Douaji, les œuvres de Messadi « *Mawlid an-nisiane* », essai métaphysique sur l'immortalité de l'âme, « *Haddatha Abu Houraira* » contes philosophiques traitant des relations de l'individu avec la société, de la pureté, de l'engagement ... etc. dans un style et une langue d'une facture exceptionnelle. Ces œuvres révèlent l'influence des idées des grands penseurs européens et en particulier de Nietzsche et J. P. Sartre. Elles donnent à la littérature arabe un nouveau souffle et une nouvelle dimension. « *Mabaheth* » entreprend aussi de faire connaître les œuvres maîtresses des grands noms de la littérature classique et moderne de l'Occident par de

nombreuses traductions. « Prométhée enchaîné » d'Eschyle, « Zadig » de Voltaire, des pages de Buffon sur le style, etc.

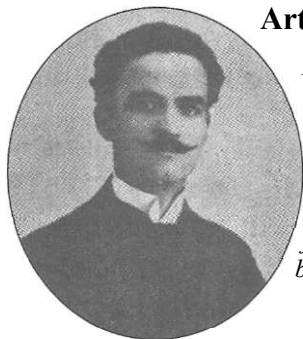
Enfin, elle joue un rôle non négligeable dans la vulgarisation des idées et des connaissances scientifiques grâce à la collaboration de spécialistes formés dans les universités françaises (Souissi, Fani, Ben Soltane).

la contribution intellectuelle des français

Les français qui ont vécu en Tunisie ont accompli en quelques décennies une œuvre considérable, avant tout scientifique. Dans le domaine littéraire, la Tunisie a inspiré peu de grands poètes ou prosateurs français. Les mœurs, le folklore, l'artisanat ont intéressé un certain nombre de chercheurs, en particulier l'équipe de la revue « Ibla », mais il n'y eut point d'œuvres littéraires françaises importantes (roman, théâtre, poésie) inspirées par la société, le passé ou le milieu tunisien que les européens en général connaissent peu malgré un long séjour dans le pays. Pendant une soixantaine d'années, la « Revue Tunisienne » a permis à des spécialistes en majorité français de publier les résultats de leurs recherches dans les domaines de l'histoire, de la géographie et de la sociologie, mais c'est surtout dans le domaine de l'Agronomie, des Sciences Naturelles et de l'Archéologie qu'un grand travail est accompli.

Il est naturel que **les sciences agronomiques** connaissent un développement remarquable puisque l'essor et l'accroissement de la production agricole coloniale sont liés au développement de ces sciences. A cet égard, la contribution des savants et chercheurs du « Service Botanique et Agronomique de Tunis » a été capitale. Les résultats des recherches régulièrement publiés dans des ouvrages ou des revues portent sur tous les aspects de l'activité agricole du pays.

Les travaux de Boeuf et de son équipe sur le blé tunisien sont à l'origine de la « Révolution du blé tendre » dont on a vu l'importance dans l'économie agricole de la Tunisie entre les deux-guerres. En 1905, Boeuf publie en collaboration avec A. J. Tourmeroux dans le « Bulletin de la Direction de l'Agriculture de Tunisie », son étude sur « l'humidité du sol agricole, contribution à la connaissance des possibilités hydriques du sol tunisien ». Dès 1922, Boeuf s'intéresse aux formes et aux conditions de « l'intensification de la production du blé en Tunisie » ; il est bientôt attiré par la génétique du blé, science encore jeune à l'époque mais où Boeuf connaîtra des succès spectaculaires. En 1922, son article



Arthur Pellegrin (1891-1956)

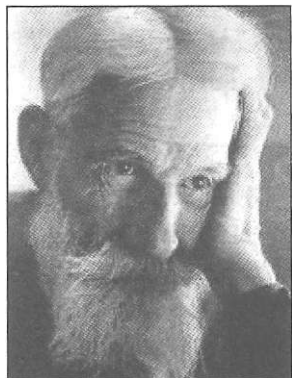
Fondateur en 1920 de la "Société des écrivains de l'Afrique du Nord" et partisan d'un régionalisme littéraire nord-africain de langue française. Ecrivain prolifique, auteur d'une dizaine d'ouvrages qui exaltent son sentiment d'appartenance à la terre tunisienne, dont une "Histoire de la Tunisie depuis les origines jusqu'à nos jours" (1944) et une "Histoire illustrée de Tunis et de sa banlieue" (1955).

Charles Nicolle (1866-1936)

Directeur de l'Institut Pasteur de Tunis (1903 à 1936), il conduit avec Ernest Conseil et Charles Comte des recherches sur l'agent transmetteur du typhus. Prix Nobel de Médecine 1928, membre de l'Académie des Sciences de Paris en 1929. Il est enterré, comme son successeur Etienne Burnet, dans le parc de l'Institut à Tunis. La Tunisie indépendante a donné son nom à l'hôpital civil français de Tunis qui était, jusqu'en 1955, réservé à la colonie française.



William Marçais (1872-1956)



Orientaliste de vocation, il soutient à Paris un doctorat en droit musulman puis succède en 1898 à Gaudefroy-Demombynes à la direction de la médersa de Tlemcen où il entreprend la traduction de grands textes classiques (Taqrib de Nawawi et Sahih de Boukhari). En 1904, il prend la direction de la médersa d'Alger où il favorise la constitution d'un courant réformiste. Il poursuit des recherches de linguistique à Tlemcen (1902) et à Tanger (1911) puis se rend en Tunisie où il collecte avec Abderrahman Guiga les Textes arabes de Takrouna (1925) et poursuit le même effort avec Jallouli Farès à al-Hamma de Gabès (1931). Ces textes lui permettent, d'une part, de distinguer les groupes de parlers citadins, villageois et bédouins et, d'autre part,

d'élaborer le Glossaire du parler de Takrouna, achevé et publié par son fils Philippe en 1958-1961. En 1913, il prend à Tunis la tête de la nouvelle Ecole de langue et de littérature arabe où il se lie avec Vêrudit Hassan Husni Abdelwahab. En 1920, il est Professeur d'arabe à l'Ecole des langues orientales à Paris qu'il quitte en 1927 pour une chaire au Collège de France. Il conclut sa carrière en contribuant en 1945-1946 à l'établissement de l'Institut des Hautes Etudes de Tunis.

sur « Deux cas de fécondation croisée chez le blé dur (*Tr. durum*) et chez le blé tendre (*Tr. vulgare*) dans les « Annales du Service Botanique de Tunisie » annonce ses importantes découvertes dans le domaine du blé tendre.

Ses recherches touchent à d'autres aspects de la céréaliculture tunisienne : « Choix des semences sur le rendement des céréales » (1922), « Amélioration de la culture du blé en Tunisie » (1926), « Influence probable de l'état hétérozygote sur la production du blé tendre » (1928), « Valeur meunière et boulangère des blés » (1928), « l'action de la gelée sur les céréales à l'époque de l'épiaison » (1930). Son ouvrage sur « Le blé en Tunisie » (1932) est une somme des connaissances considérables sur les variétés de blé tunisien et les conditions naturelles de leur développement.

L'œuvre de Boeuf en agronomie est multiple et imposante. Ses disciples et collaborateurs au service botanique et agronomique sont aussi de remarquables chercheurs. Matweef et Seguala ont continué les travaux de Boeuf sur le blé tendre et poursuivi les recherches sur les blés durs tunisiens et hybrides. V. Agafonoff et L. Yankovitch établissent la « carte pédologique provisoire de la Tunisie ».

L. Gullochon porte ses efforts sur les cultures fruitières et V. A. Novikoff sur les légumineuses, les engrais et les cultures maraîchères. A. Petit étudie les parasites des céréales (rouilles du blé) et vulgarise les produits destinés au traitement des semences (1930-1940). N. Poletaëf s'attache à l'étude des différents types d'assolement et des méthodes de travail du sol. G. Valdeyron poursuit des recherches sur l'arboriculture fruitière (1944) et le blé dur. Enfin, L. Yankovith analyse et expérimente les divers moyens de fertilisation du sol par les engrais.

Les zootechniciens de l'« Institut Arloing » font de fructueuses recherches sur les endémies propres au milieu animal tunisien. Les résultats les plus probants sont obtenus par les Frères du Domaine de Thibar qui obtiennent après plusieurs années de recherches fondées sur diverses expériences de croisement et de sélection, le « mouton noir de Thibar » immunisé contre le millepertuis et un type de bovin offrant une grande résistance à la piroplasmose.

La recherche médicale et biologique s'est faite en particulier au sein de l'Institut Pasteur de Tunis où Charles Nicolle (Prix Nobel de Médecine 1928) s'illustre par ses travaux sur le mode de transmission du typhus exanthématique.

Dans le domaine des **Sciences Naturelles**, le travail des hommes de sciences français est aussi très fécond.

Si les recherches géologiques qui devaient servir à déterminer les sites minéraux exploitables ont commencé par une reconnaissance assez rapide des strates qui constituent le sous sol tunisien, ils ont donné lieu ensuite à l'élaboration de travaux importants. A. Pomel commence dès 1884 à faire connaître la « Géologie de la côte orientale de la Tunisie et de la petite Syrte ». G. Rolland porte en 1866 ses investigations sur la Tunisie centrale. Entre 1887 et 1891, trois missions géologiques dirigées par G. Le Mesle explorent le sous-sol tunisien. En 1892 F. Aubert établit une « Explication de la carte géologique provisoire de la Tunisie ».

Mais la première œuvre maîtresse fut la thèse de L. Pervinquière « Etude géologique de la Tunisie Centrale » (1903) ; puis ce fut celle de M. Solignac, « la géologie de la Tunisie septentrionale » (1927). Directeur des Travaux Publics, Solignac préside à l'élaboration de la nouvelle carte géologique de la Tunisie au 1.500.000^e.

Philippe Thomas est non seulement l'homme qui découvrit les phosphates du sud tunisien, mais aussi l'auteur d'un « Essai de description géologique de la Tunisie (1909) ». Les études de A. Joleaud permettent de connaître « la Géologie du Sahel et de l'Extrême-sud tunisien » (1918) ; celles de L. Gentil « la structure de la dorsale tunisienne et les grandes zones tectoniques de la Tunisie » (1924), celles de A. Robaux et G. Choubert (1924), de R. Laffite (1939-1949), de P. Sainfeld (1949) et surtout de G. Castany, auteur de la remarquable « Etude Géologique de l'Atlas tunisien oriental » (1957) et d'un nombre impressionnant de monographies régionales, contribuent à la connaissance du sous-sol tunisien.

L'hydrogéologie doit à E. Berkloff d'importantes découvertes. Les travaux de J. Archambault et J. H. Schoeller restent à ce jour la base de la recherche hydrogéologique en Tunisie.

La Tunisie est en outre couverte par des cartes topographiques au 1,500.000^e et des cartes géologiques de valeur inégale et d'échelle souvent très réduite. Les recherches dans les autres domaines des Sciences Naturelles sont moins systématiquement poussées qu'en géologie ; faune et flore sont assez superficiellement inventoriées et les travaux de détail ne sont menés qu'après la 2^{ème} guerre mondiale.

INSTITUT PASTEUR DE TUNIS

En 1893, le Résident général René Millet demande à l'Institut Pasteur de Paris l'envoi d'un biologiste pour étudier les moyens d'améliorer la vinification. Le décret beylical du 7 septembre 1893 (26 Safar 1311) crée à Tunis un laboratoire de vinification. Le docteur Adrien Loir, neveu de Mme Pasteur, est désigné pour le diriger. A ce laboratoire furent adjoints un service de traitement antirabique en 1894, un centre vaccino-gène en 1895 et un laboratoire d'analyse. Le décret beylical du 14 février 1900 (14 Chawal 1317) donne à cet ensemble le nom d'« Institut Pasteur de Tunis ». C'est le 3e Institut Pasteur après Paris et Saigon.

Etablissement national tunisien, l'Institut Pasteur de Tunis est placé jusqu'au 31 décembre 1920 sous la tutelle de la Direction générale de l'Agriculture. Le 1er janvier 1921, il est rattaché à la Direction générale de l'Intérieur et, à partir de 1942, à la Direction Générale de la Santé publique. En 1946, suite à une proposition des autorités coloniales de rattacher l'Institut Pasteur de Tunis à l'Institut Pasteur de Paris, une pétition des médecins, chirurgiens-dentistes, pharmaciens et vétérinaires tunisiens était adressée au Résident Général. En réponse à une consultation officielle, Louis Pasteur Vallery-Radot, président du Conseil d'Administration de l'Institut Pasteur de Paris, précise que l'Institut Pasteur de Tunis était une institution tunisienne.

La loi du 15 mars 1958 fixe le statut de l'Institut comme établissement public jouissant de la personnalité civile et de l'autonomie financière, rattaché au budget de l'Etat. Il est géré par un Conseil d'Administration présidé par le Ministre de la Santé et comprenant des représentants des ministères des Finances, de l'Education nationale et de l'Agriculture. Le Directeur de l'Institut Pasteur est chargé par délégation du Président du Conseil d'Administration de la gestion de l'Etablissement.

Ayant fonctionné d'abord dans deux laboratoires en ville, l'Institut est installé en 1904 dans le bâtiment qui lui est dédié Place Pasteur. De nouveaux pavillons ont été construits en 1928 et 1954 (laboratoires, bibliothèque et salle de lecture) ; en 1984 et

en 2004, un amphithéâtre et d'autres pavillons de laboratoires sont encore ajoutés. En 1965, il acquiert une animalerie de 5 ha à la Soukra. Des annexes provisoires ont été créées dans le cadre de la décentralisation à Jerba (Ajim) en 1907, à Gafsa en 1908 et à Gabès en 1960.

Activités- Recherches épidémiologiques et expérimentales sur les maladies humaines et animales en Tunisie et en Afrique du Nord ; intervention dans la lutte contre les pandémies et les épidémies ; centre vaccinogène ; préparation des vaccins à usage humain et vétérinaire ; préparation de sérums thérapeutiques et de produits biologiques ; analyses de référence dans tous les secteurs de la biologie ; de 1974 à 1985, adjonction d'un enseignement annuel post-gradué d'immunologie et d'allergologie sanctionné par un Certificat d'Etudes Spéciales (CES).

Publications- L'Institut publie depuis 1906 une revue trimestrielle *Les Archives de l'Institut Pasteur de Tunis*. Interrompue pendant la première guerre mondiale, la revue est remplacée en 1921 - 1922 par *Les Archives des Instituts Pasteur d'Afrique du Nord* parues alternativement à Tunis et à Alger. En 1923, la revue reprend jusqu'en 1997, avec une nouvelle interruption entre 1943 et 1955. En 1978, elle est indexée dans *l'Index medicus*.

Direction- L'Institut Pasteur de Tunis était dirigé par Dr Adrien Loir (1893-1901) ; Dr Charles Nicolle, prix Nobel de médecine 1928 (1903-1936) ; Dr Etienne Burnet (1936-1942) ; Dr Paul Durand (1949-1954) ; Pr agrégé Gérard Renoux (1955-1960) ; Dr JC Levaditi (1960-1962) ; Pr agrégé Amor Chadli (1962-1988) ; Pr agrégé Koussay Dellagi (1988-2005) ; Pr agrégé Abdeladhim Abdeladhim (2005-2007) ; Pr agrégé Hechmi Louzir (2007).

Les français s'attachent particulièrement à faire revivre le passé romain de la Tunisie. Les recherches en matière **d'histoire et d'archéologie** sont systématiquement organisées par la « Direction des Antiquités et des Arts » qui crée plusieurs musées dont le Musée Aloui installé dans le palais du Bardo et le Musée Lavigerie de Saint-Louis de Carthage. A la suite de découvertes de mosaïques faites par les officiers du 4^e Tirailleur, un musée municipal est créé en 1898 à Sousse et un autre à Sfax en 1908.

De nombreuses publications de la Direction des Antiquités font connaître le passé de la Tunisie, la « Collection du Musée Aloui », les « Monuments historiques de la Tunisie », « l'Enquête sur les installations hydrauliques en Tunisie », les « Catalogues des Musées de Tunisie » sont quelques uns de ces nombreux ouvrages.

Des fouilles menées par d'éminents spécialistes permettent de dégager et de reconstituer partiellement quelques-unes des grandes cités de l'Afrique romaine : Carthage, Dougga, Thuburbo Majus, Bulla Regia. Une quantité impressionnante de mosaïques est exhumée, tandis que les fameuses centuriations romaines reconnues par Ch. Saumagne sont minutieusement cartographiées. Les recherches de P. Cintas sur l'époque punique, tardivement abordée, inaugurent une ère de fouilles et de travaux sur la civilisation carthaginoise.

La Tunisie préhistorique est explorée par le Dr. G. Gobert dont les travaux contribuent à la connaissance et la détermination des différents âges de la préhistoire tunisienne. Amateurs ou spécialistes contribuent à la connaissance du passé tunisien. La « Revue Tunisienne » devenue en 1950 « Les Cahiers de Tunisie », « Revue Africaine », « Ibla » contiennent d'innombrables analyses historiques de français qui ont porté à l'histoire ancienne, médiévale, moderne et contemporaine de la Tunisie un vif intérêt.

Enfin, la **Science géographique** est illustrée par deux noms : Ch. Monchicourt, auteur d'une solide étude sur le Haut-Tell tunisien (1913) et surtout J. Despois, ancien professeur au Collège Sadiki qui, depuis sa magistrale « Tunisie orientale, Sahel et Basse Steppe » (1940) est devenu le plus grand spécialiste de la géographie tunisienne.

Notes

1. P.H.X. *op. cité* p. 448.
2. P. Leroy-Beaulieu « *L'Algérie et la Tunisie* » Paris 1887, pp. 478-480.
3. H. Chérif *op. cité* p. 233.
4. A. Thaalbi *op. cité* p. 47.
5. Thaalbi *op. cité*.
6. « *L'œuvre scolaire de la France en Tunisie* » (1883-1930). Publication de la Direction Générale de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, p. 69.
7. *Ibid. op. cité* p. 69.
8. C'est la formule des écoles franco-arabes qui s'est généralisée.
9. La Direction des Travaux Publics cherchait par tous les moyens à se passer de leurs services.
10. Certains pouvaient continuer leurs études grâce à des bourses accordées au compte gouttes sous forme de « Prêts d'Honneur » par la Direction de l'Instruction Publique.
11. En 1867, paraît *Aqwam al-massalk fi ma 'rifiat ahwalal-mamalik*, traité politique, dans lequel le futur ministre Khaïreddine prône des réformes susceptibles de conduire la civilisation islamique au progrès. Signalons que le cheikh Salem Bouhajib contribue à la rédaction de cet ouvrage sous la direction de son auteur. Aussi faut-il souligner que si la majeure partie des enseignants de la Grande Mosquée est réfractaire à toute réforme, certains professeurs, adeptes du Cheikh Bouhajib, en sont les pionniers.
12. Grand savant et poète tunisien, il est nommé pour enseigner l'arabe et l'instruction religieuse à l'école polytechnique du Bardo. Il est chargé par ailleurs, avec la collaboration du directeur Calligaris, orientaliste et militaire italien ayant servi dans l'armée turque, et d'une élite parmi les étudiants de l'école, de traduire des ouvrages européens portant sur les arts militaires. Dans la préface au livre du général Jomini sur la mobilisation française, il expose sa théorie de l'ouverture sur le monde occidental.
13. Créée par Ahmed Bey en 1838, l'école polytechnique du Bardo prend son essor en 1840 sous la direction de Calligaris. Cet établissement qui vise à dispenser un enseignement moderne tel qu'il se pratique en Europe introduit dans les programmes l'enseignement des matières scientifiques mais aussi de l'arabe et des sciences religieuses islamiques. Un travail de traduction des ouvrages militaires est élaboré sous la direction du cheikh Mahmoud Kabadou, de Calligaris et de Mohammed Ben Hadj Amor. En 1852, Calligaris est remplacé par un officier de l'état major français, le capitaine Campenon. En 1862, l'officier tunisien Mohammed Ben Hadj Amor, ancien élève du cheikh Mahmoud Kabadou, est nommé à la tête de l'institution. « [Cet enseignement] est à l'origine d'une nouvelle élite tunisienne formée pour un enseignement bilingue ouverte aux idées occidentales tout en préservant sa culture d'origine, et qui va constituer une collaboration avec le groupe réformiste de la Zaytouna, dont Mahmoud Kabadou, Salem Bouhajib, Mohamed Senoussi, Mohamed Bayram V, ce nouveau bloc historique que l'on retrouvera par la suite. » Nouredine Sraïeb, *Le collège Sadiki de Tunis, 1875-1956, enseignement et nationalisme*, Paris, CNRS éditions, 1995, p. 15.
14. Le général Hussein est un mamelouk d'origine circassienne. Ancien élève de l'école polytechnique du Bardo et compagnon de Khaïreddine, il est nommé Président de la

- municipalité de Tunis et Directeur des Affaires étrangères jusqu'en 1860. Président du Tribunal civil et criminel jusqu'en 1863, il part pour l'Europe en 1867 et ne revient à Tunis qu'en 1870. Il est nommé Conseiller et Ministre d'Etat à cette date et Ministre de l'Instruction et des Travaux publics (1874-1881). Il meurt à Florence en 1887.
15. Le général Rostom est un mamelouk d'origine circassienne. Ancien élève de l'école polytechnique du Bardo, il est Commandant de la garde beylicale. Directeur du Ministère de l'Intérieur en 1860, puis des Affaires étrangères en 1862, il devient Ministre de la guerre de 1870 à 1878. Il meurt en 1886.
16. Né à Bembla, village du Sahel, le Cheikh Salem Bouhajeb est admis à la Grande Mosquée de la Zitouna en 1841 où il se distingue par son intelligence et son esprit critique. Malgré son appartenance à un milieu rural, qui ne pouvait lui fournir aucune protection au sein de l'université de la Zitouna, il gagne, grâce à sa compétence, l'estime des Cheikhs el Khaddar, Ben Melouka, Ibrahim Riahi, Mohamed Ennayfar et Mohamed Bayram. Une sincère et solide amitié le lie en particulier au cheikh Mahmoud Kabadou. Devenu à son tour professeur à la Grande Mosquée, en 1849, il parvient à créer autour de lui un cercle sans cesse grandissant d'auditeurs. Le ministre Khaïreddine lui confie le soin de rédiger sous sa direction, et avec la collaboration du cheikh Mohamed Bayram, *Aqwam eltnassalik*. Il est nommé dans différentes commissions dont les prérogatives sont de créer la Municipalité de Tunis (1858), le collège Sadiki (1875) et l'Administration des habous. Il contribue au rayonnement de la Khaldounia grâce à ses conférences, qui appellent à l'introduction des sciences profanes dans les programmes d'enseignement au sein de la Grande Mosquée. Des voyages en France, en Italie et en Turquie lui permettent de s'initier à la civilisation occidentale. Les idées réformistes du cheikh déclenchent l'hostilité des cheikhs de la Grande mosquée. Aussi, en dépit de son incontestable compétence, et malgré l'appui de certains adeptes, n'accède-t-il à la haute magistrature en qualité de Mufti malikite qu'en 1906. Ce n'est qu'en 1919 qu'il a la charge de Bach Mufti du même rite. Le cheikh meurt en 1924, non sans avoir transmis à bon nombre de ses étudiants le désir de moderniser l'enseignement. Informations recueillies dans les ouvrages de : Sadok Zmerli, *Figures tunisiennes*, textes réunis et établis par Hamadi Sahli, Beyrouth, Dar al-Gharb al-islami, 1993, p. 169-174 et de Mohammed Fadhel Ben Achour, *Tarajem al-a'lam*, Tunis, MTE, 1970, p. 219-257.
17. Mohamed Bayram V appartient à une famille de dignitaires religieux hanafites. Il poursuit ses études à la Grande mosquée de la Zitouna. Disciple du cheikh Bouhajeb, il fait montre d'une grande ouverture d'esprit qui le pousse vers l'étude de l'histoire. Le ministre Khaïreddine lui confie la direction de l'Imprimerie officielle, qui publie *ar-Raïd at-tounsi*, le journal officiel, et le charge de réorganiser l'administration des habous, de diriger la bibliothèque Abdellia et de collaborer à l'élaboration des programmes d'enseignement du collège Sadiki. En 1876, il se rend en France et en Italie pour des soins. A son retour, il organise l'hôpital Sadiki sur le modèle occidental. Accablé par les campagnes contre son action réformiste et par l'instauration du protectorat français, il quitte la Tunisie. Il se rend à la Mecque, y accomplit le pèlerinage, puis il poursuit son voyage au Liban et en Syrie. Il tente de s'installer à Istanbul après un long périple qui le conduira à Vienne, Bucarest, Belgrade, Varna puis enfin à Istanbul où il comptait

s'installer avec sa famille. Mais là encore, ses ennemis s'acharnent contre lui. Lorsqu'il quitte la Turquie pour se rendre en Egypte, il aura achevé la rédaction du deuxième tome de son livre *Safwat al itibar*. Au Caire, il fonde le journal *Al Alam*. En 1887, il se rend à Paris où se tient l'exposition universelle, puis à Florence. De retour au Caire, il achève *Safwat al itibar*. Il meurt en décembre 1889 et est inhumé au Caire. Outre *Safwat al itibar*, Mohamed Bayram V publie des mémoires où il exprime sa pensée politique. Il suggère dans un article paru en mai 1888, dans la revue égyptienne *Al Moktataf*, la nécessité d'adapter le système des démocraties constitutionnelles européennes aux pays arabo-musulmans, sans toutefois omettre de tenir compte des réalités culturelles spécifiques au monde arabe.

18. Ahmed Ibn Abi Dhiyf (1804-1874). Sa famille, originaire de la tribu des Beni Aoun, vit dans la région de Siliana. Son père s'attache à lui donner une bonne éducation. Elève de Sidi Brahîm Riahi, de Mohamed Bayram III et d'Ahmed Belkhodja, il jouit d'une excellente formation. Très tôt, il est appelé à accomplir des charges administratives. Nommé greffier au tribunal de Tunis par le bey Hussein II, il occupe le poste de Bach Kateb. Ministre de la plume dans le gouvernement de Chaker Saheb Ettabâa, poste qu'il conservera longtemps après sa chute, le cheikh Ibn Abi Dhiyf élabore par ailleurs le décret d'émancipation des esclaves promulgué par le bey Ahmed I en 1846 et collabore à la rédaction des constitutions de 1857 et 1861. Sa principale œuvre, ouvrage d'historiographie intitulé *Ithafahl az-zamanbi akhbar moulouk tounis wa ahd al aman*, est une chronique ayant pour contexte le grand mouvement de réforme qui se développe en Tunisie. Il rédige, dans une épître, une réflexion de facture traditionnelle, sur la place qu'occupe la femme dans la société tunisienne.
19. Le décret du 26 décembre 1875 modernise l'enseignement de la Zitouna en y introduisant de nouvelles disciplines. Outre les enseignements traditionnels, sont dispensés la littérature, l'écriture, le dessin linéaire, la prosodie, la logique, l'arithmétique, la géométrie, l'astrologie. Trois cycles d'études sont introduits : le primaire, le secondaire et le supérieur. La réforme tente d'imposer une organisation rationnelle des enseignements en soumettant les maîtres à un contrôle administratif et pédagogique.
20. Bibliothèque fondée par Abou Abdallah Mohamed à la fin du XVe siècle et située dans l'aile nord-est de la mosquée de la Zitouna. Enrichi au fil du temps, le fonds, riche en manuscrits, est transféré à la Bibliothèque nationale, en 1968.
21. Le protectorat ne nécessitant, d'après Jules Ferry, ni force ni argent, il offre le bénéfice de nouvelles richesses et de nouveaux débouchés, tout en étant porteur d'une mission civilisatrice. Le régime du protectorat ne contredit nullement les valeurs de la République puisqu'il est source de progrès pour la nation protectrice et pour le pays protégé. Ainsi, bien que fondée sur « un contresens sémantique », pour emprunter une formule de Daniel Rivet, et sur la théorie de la hiérarchie des races, l'aventure coloniale n'est pas en contradiction avec les valeurs républicaines, les critiques faites d'ailleurs, à l'époque, demeurent marginales. Bien que dénuée de tout utopisme, la colonisation est fondée sur un projet qui se dit humaniste. Le régime du protectorat offre la possibilité de réaliser cet idéal. En effet, il ne s'agit pas d'annexion, le peuple protégé garde son identité et ses institutions. La France peut donc exploiter le pays puisqu'elle lui inculque

l'hygiène, la science, le progrès et la modernité, mais aussi les droits humains et la culture française. La colonisation s'octroie la mission de sauver les indigènes d'eux-mêmes et de la tyrannie où les maintient une décadence sans cesse grandissante.

22. Formulation empruntée à Daniel Rivet dans son ouvrage, *Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*, Paris, Hachette littérature, 2003, « Pluriel », p.212.
23. La municipalité de Tunis décide, conformément à la loi de 1885, d'immatriculer le cimetière musulman du Djellaz. Cet acte juridique est perçu par la population musulmane comme une profanation. Le 7 novembre 1911, une violente émeute éclate. Quelques mois plus tard, le 8 février 1912, la mort d'un enfant, écrasé par un conducteur italien, provoque un regain de l'agitation et le boycott du tramway. Le mouvement s'intensifie, des revendications sont formulées par le groupe Jeunes Tunisiens qui demande le renvoi des conducteurs italiens et l'augmentation des salaires du personnel indigène. La situation s'aggravant, les autorités coloniales suspendent le journal *Le Tunisien*, expulsent du pays Ali Bach Hamba, Mohamed Noûmane, Abdelaziz Thaâlbi et Hassan Guellati. De lourdes condamnations sont infligées à près de 35 émeutiers.
24. Mouvement réformiste tunisien fondé par Béchir Sfar, Ali Bach-Hamba et Abdeljalil Zaouche, revendiquant essentiellement le développement de l'enseignement et l'accès des indigènes à la fonction publique. En 1907, les Jeunes Tunisiens lancent un journal de langue française, *Le Tunisien*, dont Ali Bach-Hamba est le directeur. Malgré la modération du ton du périodique, le groupe se heurte à l'opposition des colons, les Jeunes Tunisiens proclamant leur attachement à l'islam et leur appartenance au monde arabe. Si les revendications du mouvement demeurent pondérées, son implication dans l'affaire du Djellaz et du boycott des tramways, comme les sanctions qui se sont abattues sur ses membres, témoignent de la naissance du mouvement national.
25. En 1933, à Bizerte, à la mort d'un musulman naturalisé français, la question de son inhumation se pose avec acuité et provoque des incidents aux innombrables péripéties. A peine la nouvelle de sa mort se répand-elle qu'une foule grandissant d'heure en heure bloque l'entrée du cimetière. La famille du défunt met un terme au problème : le corps est enseveli au cimetière serbe de la ville. Mais la contestation ne s'apaise pas. Les Destouriens exploitent la sensibilité patriotique des tunisiens en usant de l'argument religieux qui ne distingue pas lois religieuses et lois civiles. La campagne atteint une telle ampleur que le Résident général Manceron s'en remet au Premier Ministre Lakhous, qui propose de provoquer une consultation juridique, *fatoua*, des magistrats du charâa des rites malikite et hanafite. La *fatoua* n'était pas encore publiée quand commence une violente campagne de presse. *L'Action tunisienne*, *La Voix du peuple* et *La Voix du Tunisien* présentent la naturalisation comme une atteinte à la religion et comme une menace à l'identité tunisienne. L'agitation atteint son point culminant avant même que ne paraisse une première réponse hanafite. Lorsqu'elle arrive enfin, mais tardive et tronquée du point de vue malikite, elle est inefficace. Le gouvernement recourt alors à la force, intensifiant le mouvement de protestation. Les nationalistes jettent cependant l'anathème sur les Oulémas du Charâa, en particulier sur le cheikh al-islam Mohamed Tahar Ben Achour dont ils décrient le soutien apporté au colonisateur.

26. « Eléments pour une réflexion sur l'histoire du mouvement national pendant l'entre-deux guerres : la scission du Destour de mars 1934 », *Les Mouvements politiques et sociaux des années trente : actes du 3^{ème} séminaire sur l'histoire du mouvement national (17, 18 et 19 mai 1985, Tunis, M.E.E.R.S. et C.N.U.D.S.T, 1987, p.64.*
27. *Ibid.*
28. Ecrivain musulman d'expression française naturalisé français, Mahmoud Aslan est né à Tunis d'un père d'origine turque et d'une mère d'origine égyptienne. Il obtient le brevet d'arabe puis le baccalauréat et mène une grande activité littéraire : il fonde, en 1934, *Tunis littéraire et artistique* ainsi que *Le Petit Tunisois* et, en 1936, *Le Cénacle littéraire*, cercle littéraire où sont donnés des conférences, des galas musicaux et théâtraux, dans le but de développer l'entente entre les français et les tunisiens. Mahmoud Aslan donne des conférences, collabore à des revues, comme *La Kahéna*. Outre une pièce de théâtre, intitulée *Entre deux mondes*, dont le caractère autobiographique est évident, il publie en 1933 *Scènes de la vie du bled* et, en 1934, *Pages africaines*.
29. Mohamed Nômane (1875-1962) fait partie de la première promotion des diplômés du collège Alaoui. Instituteur dans une école primaire, il entreprend des études de droit et devient avocat stagiaire en 1908. Il participe au mouvement jeunes Tunisiens et est exilé en France en 1912, à la suite des événements du tramway. Il adhère au Parti Destour et soutient, en 1924, l'action de la Confédération des Travailleurs Tunisiens, fondée par Mhamed Ali Hammi. Mohamed Nômane collabore à plusieurs revues. Il écrit une nouvelle en arabe, puis la traduit en français sous le titre *Derrière le rideau* et la fait paraître, en 1923, dans *La V tunisienne illustrée*.
30. Né à Tunis, Tahar Essafi, fréquente le collège Alaoui, le collège Sadiki puis le lycée Carnot. Il obtient le baccalauréat, le brevet et le diplôme supérieur d'arabe à Tunis ; la licence et le doctorat en droit à Bordeaux. Il s'installe au Maroc où il exerce successivement les fonctions d'interprète auprès des Services civils du Protectorat français, de professeur au lycée de Casablanca, d'avocat aux barreaux de Casablanca, Rabat, Fès, Marrakech, et enfin de Secrétaire général du Syndicat d'initiative et du tourisme à Fès. Il collabore aux revues : *La Tunisie illustrée, La Kahéna, Errihla, l'Afrique du Nord illustrée, les Annales marocaines, les Annales tangéroises, Lès-Tanger, La Presse marocaine, Le Soir marocain, L'Echo du Maroc, Le Sud marocain* et *La l'érîté marocaine*. De retour à Tunis, il est avocat au barreau de Tunis. Ses activités littéraires se poursuivent : Secrétaire général adjoint et Directeur des conférences de la Société des écrivains d'Afrique du Nord, il est membre de l'Institut de Carthage et correspondant délégué pour la Tunisie au Cercle national français et à la revue *Rénovation de Paris*. Vice-président du Cercle des amitiés tunisiennes et du comité directeur de la Ligue des droits de l'homme, il est aussi membre du Conseil général du tourisme de Tunisie. Il fonde trois journaux : un quotidien *Tunis-soir* et deux hebdomadaires *Le Phare de Tunis* et *La Jeunesse littéraire*. Il publie deux recueils de contes marocains : en 1931 est édité *Le Toit d'émeraude* — il obtient le prix de la littérature coloniale — en 1932 paraît *La Sorcière d'émeraude*. En 1935, il écrit *La Marocaine*, essai dans lequel il déplore la situation de la femme musulmane et appelle à l'amélioration de son éducation.
31. En 1919, Arthur Pellegrin, le fondateur de la S.E.A.N., publie un manifeste littéraire

intitulé *La littérature nord-africaine (Fonds, ressources, principes, enquêtes)* dans lequel, partant des résultats d'une enquête qu'il avait menée auprès de personnalités du monde littéraire nord-africain, il présente les principes fondateurs d'un nouveau mouvement littéraire strictement nord-africain qui ne serait rattaché à la Métropole que par l'usage de la langue française. Malgré les tensions politiques qui sévissent dans le pays, la S.E.A.N., qui se déclare strictement littéraire, proclame sa volonté de consolider par le livre l'œuvre civilisatrice de la France coloniale. Ainsi, taisant les divisions et les agitations, elle prône une union dont la colonisation française constitue le ciment. La S.E.A.N., qui veut regrouper tous les écrivains nord-africains, demeure tunisienne. En même temps qu'elle se définit par son appartenance à une région d'adoption, l'Afrique du Nord en l'occurrence, la littérature nord-africaine affirme son autonomie par rapport à la littérature métropolitaine. Mais si les écrivains envisagent de faire de l'Afrique du Nord la matière même de leurs œuvres, ils proclament par ailleurs leur attachement à la langue française.

32. Fondée en 1860, l'Alliance israélite universelle s'est attachée au développement de l'enseignement. Une école de garçons est ouverte en 1878. Moins de deux mois après la signature du traité du Bardo, David Cazès, directeur de l'école de Tunis, établit un programme d'élargissement et de consolidation de l'enseignement. Le projet se réalise : l'association développe un réseau scolaire, qui fait du français la principale langue d'enseignement, sans pour autant négliger l'apprentissage de l'hébreu et de l'histoire juive. Des écoles de filles sont ouvertes, des formations professionnelles sont instituées. L'Alliance israélite universelle a joué un rôle fondamental dans la formation de la jeunesse juive car outre l'éducation, elle a apporté une aide matérielle réelle aux élèves nécessiteux. A Tunis, l'association constitue également un centre d'études qui, depuis 1906, organise des cours et des conférences. Informations recueillies dans l'ouvrage de Paul Sebag, *Histoire des juifs de Tunisie, des origines à nos jours*, Paris, l'Harmattan, 1991, « Histoire et perspectives méditerranéennes », p. 192.
33. « Pour de nombreux Israélites tunisiens, écrit Paul Sebag, le français devient l'une des langues maternelles, voire la langue maternelle », *ibid.*
34. En 1883, la Tunisie comptait vingt écoles congréganistes.
35. De nombreuses recherches archéologiques sont entreprises dès 1881 par des savants français. Les cités romaines de Dougga, Bulla Regia, Thuburbo Majus, Sufetula, Thysdrus sont exhumées. Aussi des études historiques sont-elles entreprises sur la période romaine. Les chercheurs s'intéressent aussi aux études ethnographiques, géologiques, biologiques et linguistiques. Des ouvrages arabes sont traduits par P. Bercher et A. Gateau. *La Revue IBLA* fait paraître des études de linguistiques et de sociologie. Bref, tout un travail d'exploration des ressources culturelles du pays se développe. Informations recueillies dans l'ouvrage d'Arthur Pellegrin, *Histoire de la Tunisie, depuis les origines*, Tunis, Editions Bouslama, [s.d.]
36. Louis Machuel (1848-1921). Il reçoit une instruction bilingue et apprend le Coran au *kouttab*. Il fréquente le lycée d'Alger et perfectionne sa connaissance de l'arabe auprès de l'orientaliste Bresnier et à la grande mosquée. Il enseigne au collège impérial de Constantine, puis en 1867 au lycée d'Alger. Il publie une série d'ouvrages scolaires :

Voyages de Sindebad le marin, Méthode pour l'étude de l'arabe parlé algérois et Première année d'arabe. Secrétaire de la société historique algérienne, puis à la Société asiatique, il est nommé à la chaire publique d'Oran. Il publie *Le Manuel de l'arabisant*, puis *Le guide pour l'interprète* et enfin *La grammaire de l'arabe régulier*. En 1883, il est choisi par Paul Cambon pour organiser l'enseignement en Tunisie. Il travaille alors à moderniser les méthodes traditionnelles d'enseignement et contribue à la création de la Khaldounia. Il élabore un manuel intitulé : *Méthode de lecture de l'arabe parlé à l'usage des étrangers dans nos colonies*. Membre fondateur de l'Institut de Carthage (1894), il en dirige la section orientaliste et publie une édition révisée de la grammaire de Silvestre de Sacy en plus de quelques *maqamat* pour la *Revue tunisienne*. En 1912, paraît son *Anthologie des auteurs arabes* chez A. Colin. Il donne un exposé sur « L'enseignement de l'arabe aux Français de l'Afrique mineure, ce qu'il est, ce qu'il devrait être », où il regrette l'échec de son projet de généralisation de l'enseignement de l'arabe parlé dans l'enseignement primaire européen. En 1920, il publie *Tasadite*, un roman à caractère autobiographique. Arrivé à l'âge de la retraite, il se retire à Radès où il meurt et est enterré. Une calligraphie arabe décore sa tombe. Informations recueillies dans la notice établie par Alain Mesaoudi, dans le *Dictionnaire des orientalistes de langue française*, Paris, ISMM-Karthala, 2008.

37. Yves Châtelain, *La Vie littéraire et intellectuelle en Tunisie de 1900 à 1937*, Paris, Librairie orientaliste Paul Geuthner, 1937, p.33.
38. René Millet arrive dans la Régence en 1896 avec l'intention de faire de la France une puissance capable de dépasser l'Angleterre et son action en Egypte. Proche de Jules Ferry, de Léon Gambetta et de Barthélémy de Saint-Hilaire, dont il partage les idées de l'expansion coloniale, républicain convaincu comme eux, il crée la Chambre d'agriculture du nord, ainsi qu'une ferme école et l'école coloniale d'agriculture. Il élargit le recrutement de la Conférence consultative et édifie en 1897 l'Hôpital civil français. Il préside au développement des phosphates de Gafsa, découverts en 1885. René Millet tente de réformer les institutions scolaires en optant pour une politique originale qui repose sur une rencontre avec l'élite réformiste tunisienne. Le soutien qu'il apporte aux « Jeunes Tunisiens » dans leur projet de créer la Khaldounia lui vaut sa réputation d'arabophile. Il institue aussi des écoles franco-arabes et son épouse, Louise-Renée Millet, fonde en 1900 une école de filles musulmanes dans la médina de Tunis. La politique scolaire du Résident général est d'autant plus audacieuse qu'elle est soumise à la contestation des tunisiens traditionalistes et des prépondérants, qui craignent l'éducation des indigènes, et du Secrétaire au gouvernement, Bernard Roy. Isolé, le Résident général « indigénophile » est violemment critiqué par la presse. Millet pourtant, comme tous ceux qui avaient rejoint la colonie, croyait tant au progrès moral qu'apporteraient les valeurs de la République, qu'au développement matériel que produirait le travail rationnel de la terre. Le projet colonial ne pouvait avoir un sens, à un moment où les valeurs républicaines étaient bien admises en France, que si l'on partait du principe que l'indigène, immature et irrationnel, avait besoin d'un guide capable de lui montrer le chemin de la modernité. René Millet se targuait d'apporter à l'agriculture les méthodes d'exploitation modernes comme il voulait apporter à l'enseignement une nouvelle méthode pédagogique et un nouveau contenu. Dans un cas comme dans l'autre, il œuvrait pour le bien de la République. René Millet

avait une sympathie sincère pour la culture arabe et musulmane qu'il découvrait, mais ses actes, mêmes les plus audacieux, étaient conditionnés par sa croyance en la supériorité de sa culture et par l'idée que l'inertie indigène trouvait ses sources dans le pouvoir de la religion musulmane.

39. Nom choisi en hommage à Ibn Khaldoun et témoignant du caractère national de l'institution.
40. Arabisant et spécialiste de l'Egypte et de l'islam, le lieutenant-colonel François Rebillot devient le conseiller de René Millet en 1895. S'étant intéressé au mouvement d'enseignement musulman, qui s'était manifesté en Egypte, il estime que les jeunes tunisiens formés à l'école française pouvaient propager les nouvelles méthodes adoptées en Orient et essayer de réformer l'Université musulmane.
41. La seconde visite du Cheikh Abdou effectuée en Tunisie en 1931 — la première ayant eu lieu en août 1903 — est suivie d'une grande agitation. Le conflit n'est que la propagation d'une polémique qui avait commencé en Egypte et qui avait opposé le cheikh Abdou aux ennemis de la réforme. A Tunis, le débat prend le caractère d'une cabale et le Cheikh Mohamed Tahar Ben Achour, qui prend fait et cause pour la pensée réformiste du Cheikh Abdou, devient la cible des attaques des conservateurs.
42. Le réformisme du cheikh Mohamed Abdou (1849-1905) voyait dans l'exercice de l'*ijtihad*, une voie susceptible de fournir une réponse à la situation nouvelle introduite par l'expansion européenne et sa mainmise sur le monde arabe.
43. Après avoir obtenu le diplôme de fin d'étude du collège Sadiki, Béchir Sfar se rend en France pour y poursuivre des études, au lycée Saint-Louis. Il est encore en cours d'étude lorsqu'il est rappelé en Tunisie par l'administration française qui avait besoin de fonctionnaires bilingues. A son retour dans son pays, où la présence française se consolide, où les journaux colonialistes nombreux et puissants s'imposent, allant jusqu'à s'élever contre le comportement conciliant de la Résidence avec les tunisiens, il tente d'éveiller les consciences en défendant avec acharnement les principes de Khayreddine et en attirant vers lui les adeptes de ce même réformiste. Le Cheikh Salem Bouhajib répond à son appel mais lui-même est, en dépit de son aura, peu entendu dans le milieu zitounien.
44. Ali Bouchoucha professeur au collège Sadiki, où il a été lui-même élève, quitte son poste d'enseignant pour se consacrer à la direction du journal *AlHadhira*. « Il rédigeait des articles concernant la vie politique courante en s'appuyant sur une revue de la presse européenne, française, anglaise, italienne. », Mohamed Fadhel Ben Achour, *Le Mouvement littéraire et intellectuel en Tunisie au XIV^e s. de l'Hégire-XIX^e et XX^e, op. cit.*, p. 54.
45. Pendant la période précoloniale, Mohamed Senoussi, qui partage les idées réformistes de Khayreddine et dont il est le collaborateur, est désigné directeur du *Raid at-tounsi*. Hostile à l'établissement du Protectorat, il est relevé de ses fonctions de rédacteur par les autorités coloniales. Il devient membre de l'association secrète internationale *Urwa al Wuthqa*, dont Jamaledine Afghani est le fondateur et le cheikh Abdou un des membres influents. Il s'insurge contre la promulgation du décret du 2 avril 1885 portant sur l'organisation des communes de la Régence et sur l'alimentation en eau de Tunis et de sa banlieue, et mène avec les membres tunisiens de l'association, quelques mois après la visite du cheikh Abdou à Tunis, une manifestation qui, partant de Tunis, se dirige vers

la Marsa, où réside le Bey. L'administration obtempère mais les initiateurs du mouvement de protestation sont révoqués. Mohamed Senoussi participe à la rédaction du journal *al-Hadhira* (1888). Ses idées réformistes s'expriment dans le périodique mais aussi dans la relation de voyage intitulée *Al-Rihla al-hijazyia* qu'il compose entre 1883 et 1886 et où se révèle sa modernité tant par sa réceptivité à la culture occidentale que par son écriture sans fioritures.

46. Dans une intervention qu'il formule, suite à l'exposé présenté par Nouredine Sraieb « Les Sadikiens dans le mouvement national », lors du colloque *Réactions à l'occupation française de la Tunisie en 1881*, Moncef Chenoufi soutient que le journal *al-Hadhira* recevait des subventions des autorités coloniales. « J'ai eu l'occasion, quand je m'occupais de recherche, de compulsé quelques dossiers d'archives déposés à la Sûreté, au Ministère de l'intérieur; je me suis demandé comment *al-Hadhira* avait pu continuer à paraître de 1888 à 1911, contrairement à ses frères indigènes qui se trouvaient condamnés à disparaître lors du rétablissement du cautionnement en 1897. Je suis parti sur une hypothèse de travail, j'ai scrupuleusement compulsé le dossier. A ma grande surprise, je trouvais des documents accablants et troublants, tant écrits que financiers. Des papiers avec en-tête du journal *al-Hadhira*, signés Ali Bouchoucha, prouvaient que les responsables étaient subventionnés. », *Actes du premier séminaire sur l'histoire du Mouvement national*, Sidi Bou Saïd, 29, 30 et 31 mai 1981 Tunis, MESRS, CNUDST, 1983, p. 267. Les subventions que recevait le journal ne pouvaient ternir son image dans la mesure où les rédacteurs n'étaient pas encore hostiles à la présence française en Tunisie. Ils voyaient, semble-t-il, la civilisation occidentale comme un modèle à suivre. Les revendications nationalistes étaient identitaires, elles avaient seulement, comme l'a signalé N. Sraieb, dans son ouvrage *le Collège Sadiki de Tunis*, un caractère culturel.
47. « Le 14 octobre 1884, Paul Cambon signait un décret visant à réglementer la publication des revues et des journaux. Ce décret imposait aux journalistes de déposer un cautionnement de 6000 francs pour les organes politiques, et de 3000 francs pour les non politiques paraissant au moins un fois par semaine. Les publications littéraires étaient assujetties au versement d'un cautionnement de 3000 francs, mais la loi contenait cette réserve que pour être astreints à ce versement, ces périodiques devaient paraître au moins une fois par semaine. C'est-à-dire qu'une revue mensuelle, ou même bimensuelle, comme *La Revue tunisienne*, qui devait paraître quinze mois plus tard, pouvait être publiée librement. Lors du rétablissement du cautionnement, supprimé par M. Massicault, cette dernière clause devait être abrogée par M. Millet qui s'était montré, en la circonstance, moins libéral que M. Cambon. », Albert Canal, *La Littérature et la presse tunisiennes de l'Occupation à 1900*, préf. Louis Bertrand, Paris, La Renaissance du livre, 1923, p. 140.
48. Fondée en 1910 par Alexandre Fichet, professeur de dessin au collège Alaoui, l'Essor est une association culturelle qui a joué un rôle fondamental dans le développement du théâtre en Tunisie. Outre les représentations et les formations théâtrales, l'association organise des causeries et des conférences sur la littérature et la musique.
49. L'état d'exception est décrété en 1912 à la suite des incidents du Djellaz en 1911 et du boycott du tramway en 1912.
50. C'est avec la reprise des activités de l'association des Anciens du collège Sadiki, en 1920, et de la constitution d'un nouveau Conseil d'Administration présidé par Hassan Husni

Abdelwaheb que paraît la revue *Al Majallah as-Sadikya*, dont Mohamed Saïd Khalsi est le rédacteur en chef. Mais trois numéros seulement paraissent. Suspendue par les autorités coloniales, la revue ne renaîtra qu'en 1995.

51. Jean Fontaine, *Histoire de la littérature tunisienne par les textes*, Tunis, Sahar, 1994, p. 121.
52. Brochure, publiée à Paris, que Abdelaziz Thaalbi réalise grâce à l'aide de Ahmed Sakka et dans laquelle sont formulées les revendications nationalistes, telles que l'octroi d'une constitution, la création d'un conseil législatif élu et d'un pouvoir judiciaire indépendant des pouvoirs exécutif et législatif, le développement de l'enseignement, la reconnaissance à tous les citoyens du droit de former des associations professionnelles et une législation sociale.
53. Poète, célèbre en son temps, et enseignant à la Grande mosquée de la Zitouna, Mohamed Arbi Kabadi est professeur à la Zitouna de 1903 à 1913 et rédacteur de l'hebdomadaire *Nahdha*, il profère des critiques contre certains enseignants de la Grande Mosquée. Aussi est-il révoqué. Il dispense un enseignement de littérature et de fikh à l'Ecole supérieure de langue et littérature arabe de 1925 à 1950 et à la Khaldounia de 1930 à 1935. Brillant orateur, il donne de nombreuses conférences et donne plusieurs centaines d'émissions radiophoniques. Malgré sa modernité, le cheikh Kabadi produit un recueil de poèmes de facture classique.
54. Mohamed Fadhel Ben Achour (1909-1970) reçoit sa première éducation au sein de sa famille. Très jeune, il apprend le Coran dans son intégralité. A l'âge de dix ans, il est instruit au français par un précepteur. Il entre à la Zitouna en 1922 et obtient le diplôme du *tatwi'* en 1928. En 1929, il rejoint la Khaldounia et deux ans plus tard l'Ecole supérieure de langue et de littérature arabes. Il participe, en 1931, au congrès de l'AEMNA, qu'abritait la Khaldounia, et s'y fait remarquer par ses interventions qui appelaient à l'union des pays du Maghreb. Nommé professeur de première classe en 1935, il enseigne à la Zitouna et au collègue Sadiki. En 1945, il préside à l'association de la Khaldounia et fonde l'Institut de recherches islamiques et l'Institut arabe de droit. Il crée aussi le baccalauréat arabe qui devait permettre aux titulaires de ce diplôme de poursuivre des études supérieures dans les universités arabes du Moyen-Orient. Il donne de nombreuses conférences et causeries à la Khaldounia et à la radio tunisienne sur des thèmes variés sous-tendus par un souci majeur : la défense de la civilisation musulmane et de l'unité arabe. Cette volonté de promouvoir sa culture s'est manifestée lors du deuxième anniversaire de la Ligue arabe et du Congrès de la culture islamique. Il s'investit également dans des activités politiques. Président d'honneur de l'UGTT, il sillonne le pays, appelant à une solidarité fondée sur l'identité arabo-musulmane. Il participe en août 1946 au congrès organisé par tous les mouvements nationalistes et connu sous le nom de Congrès de la nuit du Destin, au cours duquel l'indépendance est réclamée. Il est arrêté avec d'autres leaders politiques par la police française. A sa sortie de prison, il est coopté pour faire partie du Bureau politique du Néo-Destour. Il quitte la scène politique en 1950. Nommé Cadhi malikite puis magistrat à la Cour de Cassation en 1958, il cumule jusqu'à sa mort, survenue en 1970, les charges de Mufti de la République et de Doyen de la Faculté de théologie. Membre de l'Académie du Caire, en 1961, il poursuit ses activités intellectuelles en Tunisie mais aussi au Maroc, en Egypte, en Syrie, en Turquie, etc. Beaucoup de ses conférences ont été regroupées et publiées dans des recueils : *AlHaraka alfikrija wal adabija fi tunis* ; *Tarajim al a'iam*, *Wamadhat fikr*, *Mouhadharat*.

55. Formé à la Faculté de médecine à Montpellier, Béchir Denguizli (Tunis 1870-Paris 1934) se consacre à l'hygiène publique et donne plusieurs conférences sur ce sujet, à la Khaidounia essentiellement. Il rédige un article sur Avicenne et devient membre correspondant de l'Académie de Médecine. Il effectue des missions dans certains pays arabes et est chargé de la santé publique pour la banlieue de Tunis.

Mahmoud Materi (1897-1972) est formé au collège Sadiki où il rencontre Habib Bourguiba. Après l'obtention du baccalauréat, il se rend à Dijon puis à Paris pour y entreprendre des études de médecine. Orphelin, ne bénéficiant ni d'aides familiales ni de bourse, il est contraint de gagner sa vie tout en poursuivant ses études. Attiré par la politique, il milite tour à tour au sein des Parti communiste et socialiste français, puis pour la Ligue des droits de l'homme et l'Etoile Nord-africaine, dont il est un des membres fondateurs. En 1924, il entame, avec Habib Bourguiba, qu'il retrouve à Paris, une action militante au sein des associations estudiantines. De retour à Tunis, ne pouvant obtenir le poste de médecin en raison de son engagement politique, il est assistant bénévole à l'hôpital Sadiki. Sans renoncer au volontariat, il ouvre en 1927 un cabinet au quartier de Bab Menara. En 1932, il fonde avec Habib et M'hamed Bourguiba, Bahri Guiga et Ali Bouhajeb le journal *L'Action* et adhère au Destour. Mais de nombreux désaccords avec le parti le conduisent à démissionner en septembre 1933. Lors du congrès de Ksar Helal, le 2 mars 1934, il fonde le Néo-Destour et en devient le Président. Cette même année, suite à la répression qui s'abat sur la Tunisie, il est exilé en même temps que les autres militants nationalistes à Bordj Le Bœuf, dans le sud tunisien. C'est en 1938 que commencent ses différends avec Habib Bourguiba et qu'il démissionne de la présidence du Néo Destour. Malgré ces démêlés avec le Bureau politique, il tente de désamorcer la crise qui secoue le pays au cours du mois d'avril. Proche de Moncef bey, il est nommé en 1942 Ministre de l'Intérieur. Il occupe ce même poste de 1950 à 1952 dans le gouvernement Chenik et est déporté pour la seconde fois avec M. Chenik, M. Ben Salem et M.S. Mzali. Après l'indépendance, il est nommé Ministre de la santé publique, dans le premier gouvernement Bourguiba. Suite à un nouveau désaccord avec Habib Bourguiba en 1957, il démissionne.

56. Tahar Sfar (Mahdia, 1903-1942) effectue des études au collège Sadiki puis au lycée Carnot. Après avoir obtenu le baccalauréat, il se rend à Paris, en 1925, pour y entreprendre des études supérieures. Il y retrouve certains de ses camarades de Sadiki dont Habib Bourguiba, Mahmoud Materi, Bahri Guiga et fait la connaissance du futur président du Conseil Edgar Faure. Tahar Sfar participe en 1927 à la création de l'AEMNA (voir note 59) et en devient le premier président. De retour à Tunis, il collabore aux journaux *La Voix du Tunisien* et *L'Action tunisienne*. Arrêté le 2 janvier 1935, il est exilé d'abord à Zarzis puis Borj-Le Boeuf avec Bourguiba et ses autres compagnons ; il est libéré en 1935. En 1938, il est de nouveau arrêté et assigné à résidence à Zarzis où il rédige son *Journal d'un exilé*. Libéré en avril 1939, il écrit pour la revue *Leïla* des articles qui témoignent d'une grande lucidité politique. Il dénonce en effet avec vigueur le nazisme mais sa foi dans le progrès demeure inébranlable comme le révèle son article intitulé « Qu'est-ce qu'une civilisation ? » (*Leïla*, janvier 1941.) Homme politique mais aussi humaniste, aimant les lettres et la philosophie, Tahar Sfar participe aux activités de la Khaidounia en y donnant des cours d'économie politique.

57. Après avoir étudié au collège Sadiki, Ali Bach-Hamba entreprend des études de droit à Aix-en Provence et se destine au barreau. Membre de l'Association des Anciens de Sadiki, il fonde avec Béchir Sfar le mouvement Jeunes Tunisiens. Croyant en la vertu du

dialogue avec la France, il découvre, à la suite des événements du Djellaz et du boycott du tramway, la violence de l'occupant. Accusé d'être un des instigateurs des manifestations, il est arrêté et exilé. Il s'installe à Istanbul en 1913 et crée le Comité de libération du Maghreb. Jusqu'en 1918, année de sa mort, il occupe des fonctions importantes dans le gouvernement ottoman. Il est enterré en Turquie. En 1962, sa dépouille est rapatriée.

58. Objectifs de l'Association des Anciens du Collège Sadiki, repris cinq ans après la conception du projet et présentés par Ali Bach-Hamba en 1905.
59. Le 28 décembre 1927, est fondée à Paris l'Association des étudiants musulmans d'Afrique du nord dont le programme consistait à promouvoir la vie culturelle des étudiants nord-africains en France grâce à la création d'une bibliothèque, d'une revue et de réunions périodiques, et à faciliter leurs conditions de vie matérielle. Loin de se conformer aux objectifs qu'elle s'était assignés, l'AEMNA se livre à des activités politiques qui, dès 1929, inquiètent les autorités françaises. Malgré sa dissolution et le relâchement qui s'ensuit, l'AEMNA maintient ses réunions et l'élection de ses bureaux dans les commissions d'Alger, de Tétouan et de Tunis. Ses activités connaissent un regain en 1930, en particulier à Tunis, où se tient le Congrès eucharistique et où le Protectorat fête son cinquantième anniversaire. Au cours de cette même année, l'AEMNA décide la tenue d'un congrès annuel dans chacun des trois pays d'Afrique du Nord. Si le premier congrès qui se déroule à Tunis, en août 1931, dans les locaux de la Khaldounia, se limite à des revendications scolaires, son caractère politique demeure indéniable. Les congrès suivants (Alger, août 1932 ; Paris 1933 et Tunis 1934) prennent une orientation franchement contestataire.
60. Juriste et arabisant, docteur en droit musulman, William Marçais dirige successivement les médersas de Tlemcen et d'Alger. Après avoir été inspecteur de l'enseignement primaire des indigènes en Algérie, il dirige à Tunis la nouvelle école de langue et de littérature arabes. Affecté à Bordeaux pendant la guerre, il est nommé professeur d'arabe à l'Ecole des Langues orientales en 1920. Reconnu comme le maître des études arabes en France, il est élu au Collège de France et préside le nouvel institut des études islamiques à l'Université de Paris comme le jury du concours d'agrégation d'arabe. Les travaux de Marçais ont porté sur le droit musulman, les traditions du prophète Mohamed, les parlers arabes de Tlemcen, de Takrouna (avec Abderrahman Guiga) d'el Hamma (avec Jallouli Farès). W. Marçais compose aussi un texte descriptif de la vie sociale indigène. Malgré la sympathie qu'il a témoignée aux Arabes et la critique formulée à l'égard des autorités quant à leur comportement, W. Marçais « affirme la diglossie de la langue arabe et son caractère « incurable » et dénie aux Berbères tout sens social et toute individualité créatrice » Informations et citations recueillies dans le *Dictionnaire des orientalistes de langue française*, éd. François Pouillon, Paris, IISMM et Karthala, 2008 ;
61. Mohamed Tahar Ben Achour (1879-1973). Disciple des cheikhs réformistes Salem Bouhajib, Mohamed Nakhli et Mohamed Najjar, il s'engage à moderniser l'enseignement zitounien. Lorsque éclate l'affaire de la naturalisation des musulmans, il occupait, depuis 1932, la double fonction de Cheikh al-islam, au sein du Conseil charaïque, et de Cheikh Directeur de la Zitouna. Ecarté de la direction de l'institution après les troubles politiques qui ont bouleversé le déroulement des cours, il est rappelé en 1945. En 1956, il est désigné Doyen de l'Université de la Zitouna. Il œuvre au

- rayonnement de la langue arabe et de l'islam en écrivant des articles dans les revues tunisiennes, égyptiennes et maghrébines et en donnant des conférences à l'Association des anciens du collège Sadiki, où il enseignait, et à la Khadounia. Il participe en 1951 au congrès des orientalistes à Istanbul. Ses écrits sont nombreux et variés : outre les articles littéraires, juridiques ou théologiques, il rédige une vingtaine d'ouvrages, dont nous citerons *At-tahrir wa at-tanwir*, une exégèse du Coran en 30 volumes, *Makasid al-sharia*, *Usul an-nidham al ijtimai* ainsi qu'un essai sur la réforme de l'enseignement zitounien, *A-laysa as-subhu bi karib*. Il quitte la scène publique à cause d'un différend qui l'oppose au Président Bourguiba, dans les années soixante, à la suite de son refus de prononcer une fatoua dispensant les tunisiens d'accomplir le jeûne afin d'oeuvrer à la construction du pays, mais il poursuit son activité intellectuelle jusqu'au jour de sa mort.
62. Initié au journalisme et à l'édition par son père Mohamed Senoussi, Zine el Abdine Senoussi (Sidi Bou Saïd 1901-1965) poursuit ses études au collège Sadiki puis à la Grande mosquée de la Zitouna. Membre du mouvement jeunes Tunisiens, il rejoint le Destour et fonde, en 1922, l'imprimerie Dar Al Arab, qui devient un véritable cercle littéraire. En 1932, il crée *Al Alam al Adabi* et parvient, en dépit de la censure, des sanctions (amendes, arrestation) et de la contestation des conservateurs et des nationalistes, à éditer livres, revues et journaux et à contribuer ainsi à la création d'une dynamique culturelle. Notons qu'à cette époque, toute production littéraire est publiée par la presse. Le mérite du journaliste est d'autant plus grand que l'édition demeure tributaire de la volonté personnelle de ses initiateurs, qu'elle est source de soucis matériels et qu'elle exige une totale disponibilité.
 63. Préface de Zine al-Abdine Senoussi, Aboul Kacem Chabbi, *L'Imaginaire poétique chez les Arabes*, Tunis, MTE, 1984, trad. de l'arabe.
 64. Imprimerie tunisienne, 1932.
 65. Imprimerie al-Ahliya, 1939.
 66. Journaliste (1911-1985), Mohamed Laâbidi fonde avec Bayram at-Tunsi, le journal satirique *as-Sardouk*. Membre du groupe Taht as-Sour, il écrit des chansons, traduit des romans, adapte des textes du théâtre étranger.
 67. Hebdomadaire moderniste fondé en 1930 et dirigé par Mohamed Bennis.
 68. Hebdomadaire, fondé en 1909, par Slimane Al-Ghadoui et auquel ont collaboré des leaders nationalistes dont la critique visait essentiellement *Le Tunisien*, périodique de langue française dirigé par Ali Bach-Hamba.
 69. *Le mouvement littéraire et intellectuel en Tunisie*, op.cit., p.162.
 70. Mohamed Hlioui (1907-1978) est né à Kairouan. Il reçoit une formation d'instituteur à l'Ecole normale des instituteurs à Tunis. Titulaire du brevet d'arabe et du diplôme supérieur d'arabe, il collabore à plusieurs revues et y publie sa poésie et ses articles de critique littéraire. Sa maîtrise des langues arabe et française lui permet d'effectuer des traductions.
 71. Enseignant à la Grande mosquée, le cheik Chadli Belcadhi s'est distingué par sa défense de la culture arabe et islamique et par son action militante pour l'indépendance de la Palestine.
 72. Enseignant à la Grande mosquée, le cheikh Mokhtar Ben Mahmoud occupe la charge de Mufti hanafite. Membre de l'Académie du Caire, il milite contre le colonialisme.
 73. Hebdomadaire humoristique fondé par Hachmi Makki en mars 1908 et suspendu par les autorités coloniales en janvier 1909.
 74. Informations recueillies dans l'ouvrage de Azaïez Gliouïz, *L'Humour, miroir caché de la société*, Tunis, L'Or du temps, 1995, p.279.

75. Revue à périodicité irrégulière, fondée par Mahmoud Zarrouk en 1937, elle continue à paraître jusqu'en 1941.
76. *L'imaginaire poétique chez les Arabes*, op. cit.
77. En 1908, un groupe de jeunes tunisiens tente de monter une troupe de théâtre, l'Etoile, et de donner *Othello*. Mais son projet échoue. La même année, la troupe égyptienne de Abdelkader al-Misri se produit à Tunis, marquant ainsi l'entrée du théâtre arabe sur la scène française. C'est la première fois qu'une pièce de langue arabe est donnée dans un théâtre français. Quelques mois plus tard, la troupe de Soulayman Qardahi présente à Sousse puis à Sfax *Salah-ed-dine alAyoubi*. Ce n'est qu'en janvier 1909, qu'elle se produit à Tunis. Qardahi meurt à Tunis et une partie de sa troupe y demeure et fonde la troupe égypto-tunisienne, premier embryon du futur théâtre tunisien.
78. Connu pour ses activités théâtrales et musicales, Mohamed Habib est aussi écrivain. Il compose et monte des pièces. Il fonde et dirige L'Avenir Théâtral et al-Kawkab at-Tamthili. Membre de l'Institut de la Rachidia, il enseigne la musique et le théâtre à l'Institut national de musique, de théâtre et de danse. Il écrit un ouvrage sur *L'histoire du théâtre arabe*.
79. Journaliste, fondateur de la revue *Az-Zaman*, Abderrazak Karabaka (1901-1935), a étudié à la Zitouna. Il écrit de la poésie et compose des pièces radiophoniques.
80. Afin de mettre en relief la figure d'Arthur Pellegrin, telle qu'elle était perçue par ses contemporains, nous citerons le portrait qu'en fait Yves Châtelain : « A. Pellegrin, né en 1891 à Souk el Khémis, est le type du véritable écrivain tunisien. Il a vécu 20 ans en plein bled (difficultés de communications et de ravitaillement, insalubrité, insécurité). A cette dure école, il acquit beaucoup de choses qu'on ne trouve pas dans les livres : une vision exacte des hommes et de la nature et une grande énergie. Il compléta lui-même une instruction assez décousue, et sachant l'arabe et l'italien, approfondit sa connaissance des types du pays. Nul mieux que lui n'était donc qualifié pour bien voir et proclamer ce que doit être une littérature nord-africaine. [...] A. Pellegrin composa un livre *La littérature nord-africaine* qui parut en novembre 1920 [...] Après avoir étudié le fonds sur lequel peut reposer [la littérature nord-africaine], c'est-à-dire le pays lui-même, il montre que l'ambiance est favorable à la formation d'une littérature locale [...]. Il explique ensuite que la langue capable d'exprimer le mieux cette sensibilité nord-africaine qui se forme est le français [...]. Puis, après une revue des efforts déjà réalisés dans le domaine littéraire en Algérie et en Tunisie jusqu'en 1914, il indique les conditions essentielles qui permettront à la littérature nord-africaine de s'épanouir : fuir le genre faux mis à la mode par les écrivains de la Métropole, l'exotisme de pacotille et de bazar, ne pas écrire des œuvres africaines en les accommodant au goût métropolitain, mais être vrai avant tout, étudier, observer, exprimer réellement l'Afrique par le dedans et non plus par le dehors. La plus éclatante conclusion de ce livre fut la fondation, en 1920, de la Société des Ecrivains d'Afrique du Nord (S.E.A.N.) par Pellegrin, Albert Canal, Marius Scalési, Abderrahman Guiga. » *La Vie littéraire et intellectuelle en Tunisie, de 1900 à 1937*, Paris, Librairie orientaliste Paul Geuthner, 1937, p. 39-40.
81. *La littérature nord-africaine, ressources, principes, enquête*, Tunis, Bibliothèque nord-africaine, 1920.
82. *La littérature nord-africaine, ressources, principes, enquête*, *ibid*.
83. *Ecrivains de Tunisie, anthologie de textes et de poèmes*, traduits de l'arabe par Taoufik Baccar et Salah Garmadi, Paris, Sindbad, 1981, p. 22.
84. Hebdomadaire politique, organe du Parti libéral constitutionnel tunisien, Le Destour.

Fondé par Mohamed Moncef al-Mestiri en janvier 1934, il est suspendu au mois d'octobre de la même année et reparait en 1937.

85. « Les débuts de la radiodiffusion en Tunisie », *Revue tunisienne de communication*, n°31, janv-juin 1997, p. 45-64.
86. Formé à l'école française, puis au collège Sadiki, Othman Kaâk (1903-1980) se rend en France, en 1926, où il entreprend des études de lettres à la Sorbonne, à l'Ecole des langues orientales puis à l'Ecole pratique des hautes études. En 1928, il est nommé professeur d'histoire et de géographie à l'Ecole supérieure de langue et de littérature arabes. De 1938 à 1945, il occupe le poste de Secrétaire général des programmes de langue arabe à la radiodiffusion. En 1956, il est désigné Conservateur de la Bibliothèque nationale.
87. Enseignant, durant quinze ans, à la Zitouna où il a étudié, Ahmed Khayreddine occupe le poste de secrétaire dans la même institution, puis de surveillant au collège Ibn Khaldoun. Il se consacre à l'élaboration des programmes de langue arabe pour la radiodiffusion dès sa création en 1938. Il fréquente le groupe Taht as-Sour et écrit dans *Mabahith*. Auteur de poèmes, de chansons (regroupées dans un volume intitulé *Aghani Ahmed Khayreddine*, MTE, 2^{ème} éd., 1981), il compose des pièces de théâtre en arabe littéraire, *Al Kahina*, et *Thaman al afaf* (adaptation de *Mesure pour Mesure* de Shakespeare), et en dialecte dont la plus célèbre est *Haj klouf*.
88. Conférences données le soir.
89. Les cheikhs malikites, plus que les hanafites, sont de violents détracteurs de Haddad. Le cheikh hanafite Mohamed Salah Ben Mrad se distingue néanmoins par sa réfutation « al Hidad ala imra'at al Haddad », « Deuil sur la femme de Haddad », 1931.

CHAPITRE VIII

L'Evolution de la tradition musicale

Une présence musicale millénaire

La statuette de la déesse Astarté jouant du tympanon (tambour sur cadre grec), datant du VI^E siècle av. J.C. et le Bronze figurant Eros jouant de la cithare (Trésor de Mahdia, II^E siècle av. J.-C.) témoignent d'une vie musicale millénaire en Tunisie.

Cette vie musicale aurait commencé avant l'épipaléolithique (12000 av. J.-C. à 4500 av. J.-C.) connu notamment avec le Capsien. Elle serait alors en rapport avec l'utilisation de quelques instruments ou pratiques parmi les plus anciens dont l'apparition n'est pas définie, comme les battements (rythmes frappés avec les pieds, les mains, les jambes, les bâtons, etc.), les « bruisseurs » (faits de pierres, de morceaux de bois, etc.), les tambours (troncs creux) les flûtes (en roseau), les trompes (en corne d'animaux, ou encore les arcs (à l'origine des instruments à cordes), etc.

Pendant le Néolithique (4500 av. J.-C. à 2500 av. J.-C.), caractérisé par l'arrivée en masse sur la terre tunisienne des Berbères probablement issus de la migration de population libyque, la vie musicale aurait connu de nouvelles pratiques en rapport avec l'utilisation d'instruments comme

les tambours en poterie ou les hochets d'argile, attestés déjà au 3^e millénaire avant J.-C.

L'arrivée des Phéniciens (à partir de 814 av. J.-C.) aura certainement élargi les limites de la pratique musicale. Ces derniers passent pour avoir inventé quelques instruments comme le double aulos (double chalumeau) et peut-être même le psaltérion. L'importance de la pratique musicale pour eux se traduit par l'existence de « l'orchestre » typique phénicien, formé du trio chalumeau, lyre et tambourin. En terre tunisienne, le système musical originel (inconnu) usité chez les Berbères cohabite désormais avec le pentatonisme (échelles musicales à cinq degrés) et/ou l'heptatonisme (échelles musicales à sept degrés) probablement introduits) par les Phéniciens. En effet, ces deux systèmes semblent correspondre au nombre de trous (instruments à vent) ou de cordes (instruments à cordes) de leurs instruments.

La période romaine (146 av. J.-C. — 439) a davantage affermi les liens musique-société. L'importance de la musique des Romains est attestée dans le culte, dans la vie sociale, à table, lors des danses, au travail, dans l'armée, etc. En outre, le fait d'assimiler la musique de haute culture de la Grèce tardive prouve un sens de la qualité et un goût musical certain. Il y avait une musique spécialement prévue pour les grands combats et autres manifestations organisées dans les amphithéâtres. Près de trente théâtres datant de l'âge d'or romain dans la province Africa témoignent de la passion des habitants pour le spectacle. Thysdrus (El Jem), Carthage, Uthina (Oudhna), Dougga, Bulla Regia, Sufetula (Sbeitla), Cillium (Kasserine), Utique comportent autant de monuments témoins du faste des spectacles qui s'y tenaient.

La période arabo-musulmane, à partir de 670, est déterminante dans l'instauration progressive mais définitive des systèmes mélodique et rythmique, trouvant déjà en l'actuelle Tunisie un terrain propice (musique instrumentale et vocale, système essentiellement heptatonique, reposant probablement déjà - du moins pour ce qui est d'une partie du répertoire — sur l'enchaînement de tétracordes). La même période a aussi permis d'élargir l'instrumentarium et graduellement dressé les contours de l'intonation musicale tunisienne. Cette intonation n'est que le résultat de la fusion progressive de langues et dialectes mais aussi de techniques de pratique musicale millénaires avec d'autres nouvelles en provenance de tous les coins de l'Empire arabo-musulman. Pour le rappeler, avec les

conquêtes enregistrées tout au long de cette période, la Tunisie a connu des populations originaires de la péninsule arabe, mais aussi d'Irak (Abbassides), Egyptiens (Hilaliens), Marocains (Almohades), Andalous (Maures musulmans et Juifs), Espagnols, Ottomans (Corsaires puis Empire), outre les habitants originels du pays.

Le paysage musical vers la fin du XIX^e siècle

A la fin du XIX^e siècle, la Tunisie connaît une vie musicale aussi diversifiée qu'effervescente. Les musiques patrimoniales dominent la pratique musicale et permettent de définir les systèmes mélodique et rythmique, ainsi que de dégager une intonation musicale tunisienne propre.

Le système mélodique

Le système mélodique repose sur le *tab'* ou mode, plus connu sous le terme de *maqâm* dans la majeure partie des pays arabes et chez la communauté scientifique internationale.

Les innombrables définitions du *maqâm* données par les théoriciens et musicologues se rejoignent pour l'assimiler au mode. Pour le rappeler, les quatre propriétés essentielles de tout système modal sont les suivantes :

- La présence d'une échelle modale organisée d'une manière précise ;
- Une organisation hiérarchique des degrés (ou notes) de l'échelle ;
- L'existence de formules mélodiques spécifiques à chaque mode ;
- L'existence d'une sensation modale propre à chaque mode.

L'échelle du *maqâm* est essentiellement heptatonique (formée de sept notes). Elle est organisée selon une succession de secondes mineures, médianes, majeures ou augmentées. Toute combinaison de ces quatre intervalles de seconde aboutit à une nouvelle succession de degrés qui donne lieu à une nouvelle échelle.

Le plus petit intervalle, approchant le quart de ton, ne peut pas être pris en considération, car son apparition comme intervalle constituant dans une échelle de *maqâm* reste extrêmement rare. En effet, la présence de cet intervalle est plutôt liée à des phénomènes d'attraction comme l'apparition d'une sensible d'une note de base.

Dans des cas isolés relatifs à la musique populaire, ou encore à quelques *maqâmât* (pluriel de *maqâm*) de musique classique comme le *raçd 'ubaydî*, l'échelle est pentatonique (formée de cinq notes). Toutefois, sous

sa forme habituelle, heptatonique, ou sous sa forme pentatonique, l'échelle du *maqâm* reste non tempérée. Les intervalles qui la constituent sont donc fluctuants, non fixes.

L'organisation hiérarchique des degrés de l'échelle est fondamentale. Dans son développement, le *maqâm* repose sur des degrés clefs dont le plus important reste la tonique.

Le rapport degrés importants — formules mélodiques spécifiques — est organique. Ces formules, véritables cartes de visite du *maqâm*, permettent de faire davantage plonger musiciens et auditeurs dans son ambiance. Il est donc d'usage d'en insérer une ou plusieurs lors de toute exécution liée à un *maqâm* donné. Sur un autre plan, dans un système d'apprentissage qui repose essentiellement sur la tradition orale, les maîtres font systématiquement appel à ces formules pour affermir l'image d'un *maqâm* dans l'esprit des disciples. Dans plusieurs cas, ces formules mélodiques deviennent d'une importance capitale dans la spécification même du *maqâm* qu'elles traduisent.

Tout développement mélodique dans un *maqâm* donné traduit donc les quatre constituants principaux du *maqâm*, qui sont les degrés de l'échelle, les notes clefs ainsi que les formules spécifiques. Comme deux *maqamât* différents ne peuvent posséder, au plus, que deux de ces constituants en commun, toute combinaison de trois constituants devient unique et propre au *maqâm* utilisé. C'est cette combinaison unique qui donne naissance à la "sensation modale" propre à chaque mode.

La sensation modale, en rapport avec des caractéristiques purement techniques, reste généralement quasi immuable et ne varie que très peu d'une exécution à l'autre dans le même *maqâm*. Cette sensation permet aux mélomanes non initiés de reconnaître le *maqâm*, quelles que soient la valeur du musicien et la nature de la forme musicale exécutée.

Si, dans la plupart des études, la notion de sensation modale se trouve généralement confondue avec celle de « contenu affectif », la confusion s'explique par le fait que les auteurs des études relient à tort le contenu affectif aux constituants du *maqâm*. Or, le contenu affectif lié à une exécution donnée dans un *maqâm* s'explique soit par la présence d'une tradition entretenue qui limite son utilisation à un contexte précis, soit par les caractéristiques de l'exécution même. En Tunisie, où le *maqâm* est appelé *tba* (caractère ou tempérament), chaque *maqâm* était utilisé à un moment précis de la journée. Certains *tbu* (pluriel de *tba*) ne se jouaient

pas à l'intérieur des foyers, par crainte d'attirer la malédiction. Mais ces traditions ont fini par se perdre et tous les *tbû*" se jouent aujourd'hui indifféremment en n'importe quel lieu et à n'importe quelle heure. Le contenu affectif n'est pas lié à la nature proprement dite du *maqâm*. C'est à travers l'improvisation dans l'interprétation de la mélodie principale que l'artiste peut éventuellement exprimer son état d'âme, les auditeurs peuvent alors en percevoir les variations ou la dynamique.

Le contenu affectif reste essentiellement en rapport avec l'interprétation du chanteur ou de l'instrumentiste, elle-même tributaire de son bagage musical, de son état d'âme et de son brio. A l'inverse de la sensation modale, le contenu affectif varie en nature et en dynamique, même d'une exécution à l'autre au sein d'un seul *maqâm*.

Le système rythmique

Malgré le recours fréquent à l'interprétation instrumentale ou vocale sur rythme libre, le système rythmique repose essentiellement sur le

Wazn dérive du verbe *wa^ana*, qui signifie peser. Le *wa^an* peut s'assimiler à la mesure et désigner une manière d'être du rythme, à savoir l'organisation selon des proportions rationnelles de ses durées constitutives. Le rôle du *wa^an* consiste donc "à fournir un cadre formel régularisant le débit du rythme". Cette régularisation passe par la répétition continuelle de la formule rythmique propre du *wasçn*, décomposant l'espace temporel en des intervalles successifs de durée constante.

Chaque *wazn* est donc avant tout une formule rythmique. L'emplacement des accents (forts ou faibles), la durée des temps accentués ainsi que l'emplacement et la durée des silences, permettent de différencier les formules rythmiques et par conséquent de distinguer les *awzân* (pluriel de *wazn*). Cependant, il faut souligner que le *wazn* est aussi la «concrétisation sonore» de la formule rythmique qui le spécifie. Cet aspect «palpable» ou plutôt «audible» du *wazn*, traduit par les instruments de musique adéquats, est appelé *dharb* (battement ou frappe) ou *naqr* (clappement ou claquement). La formule rythmique jaillit alors à travers le *dharb* ornementée, répétitive et constante.

L'importance de l'aspect sonore dans la définition du *wazn* explique la façon dont les musiciens retiennent les innombrables formules rythmiques. En effet, chaque formule représente pour eux une

combinaison précise de deux onomatopées principales : le *dum* et le *tâk*. Le *dum*, frappé au centre de la peau des instruments à percussion traditionnels tels les dérivés du tambour, traduit les accents forts du *wazn*. Quant au *tâk*, frappé sur les bords de la peau de ces instruments, il en rend les accents faibles. Les deux notions d'accent et de frappe, pourtant distinctes, se trouvent donc confondues — ou presque — au sein de la définition du *wazn*.

L'interprétation

Sur un autre plan, l'interprétation musicale reposant sur la tradition orale, laisse un libre recours à l'improvisation instantanée partielle ou totale. Dans l'improvisation partielle, chaque musicien personnalise soit consciemment soit instinctivement la monodie, en agissant à la fois sur le facteur temps et sur le facteur espace, c'est à dire simultanément sur la durée et sur la construction mélodique de chaque phrase. Il reprend la ligne mélodique selon ses propres capacités auditives, son propre temps de réaction, sa propre capacité de mémorisation et enfin son propre bagage musical, notamment technique. Reprendre une monodie revient à improviser sur le thème de cette monodie. De ce fait, l'exécution se présente sous la forme de plusieurs improvisations instantanées simultanées, chacune d'elles émanant d'un interprète différent. Elle est alors de caractère hétérophonique. Dans l'improvisation totale, l'interprète crée instantanément la mélodie afin de mieux habituer les auditeurs à l'atmosphère du *tba'* (*maqâm*), ou encore pour montrer sa maîtrise vocale ou instrumentale. Nous sommes alors dans le *rûbî* (mawwal improvisation vocale) ou l'*istikhbâr* (*taqcim* improvisation instrumentale).

Uintonation musicale tunisienne

L'intonation musicale tunisienne (en arabe *lahja mûsîqiya tûnisiyâ*) peut être définie comme une résultante d'éléments techniques caractéristiques du langage musical traditionnel tunisien, lesquels sont en rapport et avec la composition et avec l'interprétation. De ce fait, ce concept intègre et dépasse le *maqâm* ou le *tba'* pour englober tous les éléments techniques caractéristiques des musiques traditionnelles du pays.

L'intonation musicale tunisienne ressort plus facilement si les éléments techniques constitutifs de la mélodie et de son interprétation sont puisés dans la musique traditionnelle tunisienne avec ses différentes

composantes. A titre d'exemple, le recours à un univers rythmique en rapport avec la rythmicité intérieure (et donc les accents et autres spécificités) d'un dialecte local paraît presque aussi déterminant que l'univers mélodique modal local avec ses échelles caractéristiques, ses degrés mobiles et ses intervalles spécifiques. Aussi, l'utilisation d'instruments mélodiques à sons non fixes (pour rendre avec justesse les degrés musicaux) et même le recours à certaines couleurs instrumentales caractéristiques (timbres ou combinaisons de timbres) constituent-ils des éléments aussi importants pour l'intonation musicale locale.

Principales expressions musicales

Mâlûf

Mâlûf (littéralement : habituel) désigne un genre musical traditionnel.

Il résulte de la rencontre de traditions et d'éléments techniques étroitement liés à la pratique de l'art musical en Andalousie, dont notamment la forme poétique *muwashshah* et la forme musicale *nûba*, avec l'intonation musicale et verbale tunisienne et les tournures mélodico-rythmiques caractéristiques qui en découlent.

La *nûba*, véritable pilier du *mâlûf*, se présente comme une suite de pièces vocales composées dans un *tba* (mode musical) unique et interprétées du plus lent vers le plus rapide. Ces pièces reposent sur une succession de rythmes propres à la Tunisie ; chaque nouveau rythme étant introduit par un intermède instrumental spécifique.

La forme poétique dominante, le *muwashshah*, apparaît systématiquement au sein de la *nûba*, indépendamment du support linguistique qui peut être l'arabe littéraire ou encore l'arabe littéraire avec une nette intonation dialectale (donnant lieu au *zajal*).

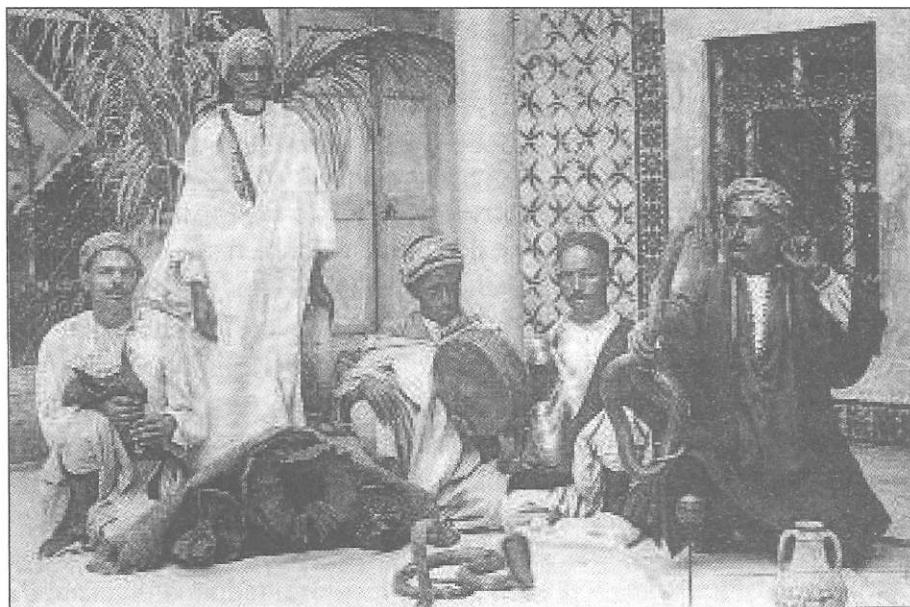
Considéré comme la principale facette musicale de l'art arabo-andalou en Tunisie, le *mâlûf* incarne le classicisme en matière d'expression musicale tunisienne et constitue l'un des genres les plus représentatifs de la tradition musicale du pays.

Reposant sur une approche modale très élaborée, le *mâlûf* qui s'est perpétué grâce à la tradition orale, s'est continuellement nourri de contributions anonymes. Aujourd'hui, le corpus *mâlûf* ne se limite pas aux treize *nûbât* (pluriel de *nûba*), mais compte aussi un grand nombre de pièces n'en faisant pas partie. Aussi, l'existence de versions diverses de

Musique ethnique



Le duo Tabbal et Zakkar (joueur de tbal et de zokra), une formation typique de l'expression musicale ethnique



Le Mizwid. Carte postale du début du XX^{ème} siècle

mêmes pièces témoigne-t-elle de l'importance du *mâlûf* et de son essor dans différentes régions du pays depuis plusieurs siècles.

La musique confrérique

S'il n'existe pas de musique religieuse proprement dite en Tunisie, une expression musicale confrérique aussi riche que diversifiée s'y est développée au fil des siècles. Rattachée au culte des saints, cette expression musicale constitue toujours un support de taille dans la célébration de fêtes religieuses ou profanes.

La musique confrérique est essentiellement vocale. Elle repose sur des textes en arabe littéraire en dialecte tunisien où les louanges de Dieu et du Prophète de l'Islam ainsi que la vénération de différents saints et du Maître historique de la confrérie constituent la règle.

En fonction de la phase du déroulement du rite, le chant peut être a capella ou accompagné d'instruments rythmiques à percussion, l'instrument par excellence étant le *bandir*. Dans la musique de certaines confréries, la présence d'un instrument mélodique, en l'occurrence la *zokra*, est systématique.

Sur le plan strictement mélodique, la musique confrérique reste en étroite relation avec le *mâlûf*, pour en récupérer la forme de la *nûba*, certains rythmes et un certain nombre de *tbûs* (pluriel de *tba*" ou mode). Dans certains cas, on retrouve dans la musique confrérique des mélodies entières empruntées à des pièces du répertoire *mâlûf* sur lesquelles viennent se greffer de nouveaux textes poétiques. Le répertoire populaire et ethnique est également fortement présent dans la musique confrérique.

Il est cependant utile de noter que le répertoire du *Stambali* ou encore de la *Banga*, Hé à certaines confréries rattachées à la communauté noire de Tunisie comme *Sidi Sûdani*, se démarque aussi bien par des éléments mélodiques et rythmiques spécifiques que par un instrumentarium propre autour du *gombri*.

Qu'il s'agisse de *issawiyade shâdliya*, de *qâdriya*, de *sûlâmiya*, de *taybiya*, de *detjânîya*, la musique confrérique en Tunisie constitue une manifestation supplémentaire de l'intonation musicale du pays et une autre preuve de la richesse et de la diversité du langage musical tunisien.

La musique ethnique

Communément classée sous le terme générique de « musique populaire », une expression ethnique multicolore traduit la diversité de la Tunisie musicale.

Cette expression musicale ethnique, perpétuée grâce à la tradition orale et transmise de génération en génération, ponctue la vie sociale des tunisiens et l'accompagne aussi bien dans ses manifestations quotidiennes (travail, tâches ménagères, éducation de l'enfant, etc.) que lors d'événements (mariage, circoncision, etc.).

La musique populaire — ou ethnique — peut se présenter sous la forme de pièces vocales ou instrumentales.

En ce qui concerne les pièces vocales, des traits caractéristiques se distinguent qu'il s'agisse de chants ruraux ou citadins. Nous pouvons en citer le caractère mono thème de la mélodie et la forte intonation locale au niveau du texte littéraire. Les formes poétiques principales, en l'occurrence le *gsîm*, la *makçûma*, le *msaddas* et le *mûguef*, donnent lieu à de multiples formes secondaires.

Souvent interprétés *a capella*, les pièces vocales peuvent, selon les styles et les régions, enregistrer la présence d'instruments rythmiques à percussion (dont notamment le *tbal* et le *bandit*) et /ou mélodiques (dont particulièrement la *gasba* et la *zokrà*).

Ce sont ces mêmes instruments qui constituent l'ossature des pièces instrumentales de musique populaire ou ethnique à travers le pays, ces pièces qui sont souvent de grande complexité rythmique et même mélodico-rythmique.

Une carte ethnomusicologique de la Tunisie pourrait diviser le pays en plusieurs régions : le Nord-Ouest, le Grand Sud et le Jerid, le Nord-Est, le Sahel, et les îles. En effet, malgré des ressemblances manifestes, chacune de ces régions présente une version musicale propre du répertoire populaire ou ethnique.

Autres expressions musicales

La musique classique européenne

Outre les genres musicaux patrimoniaux dominants qui dressent les contours du système mélodique et du système rythmique et qui mettent en exergue l'intonation musicale tunisienne, le paysage musical connaît à la fin du XIX^e siècle une présence notable de la musique européenne grâce, notamment, à la communauté italienne. Le théâtre Tapia, d'une capacité de près de 300 places et créé en 1826, présente au public des spectacles lyriques avec des interprètes solistes venant d'Europe pour la saison ; le chœur et l'orchestre étant formés d'Italiens de Tunisie. A titre

d'exemple, « La Traviata » y est donnée en 1856. D'autres lieux de concert vont apparaître, comme le théâtre de la rue Sidi al Banna, ou encore le théâtre nouveau réservé à la musique classique et le grand théâtre de la rue *al-Jazira* construit dans des locaux offerts par le Bey à la communauté italienne et réservé à la musique symphonique. La création, en 1872, du « Philharmonique de Tunis » constitue un témoignage supplémentaire d'une vie musicale effervescente liée à la communauté européenne de Tunisie, notamment dans la capitale. Mais cette musique est aussi portée par les harmonies et autres fanfares rattachées aux associations musicales européennes, dont le rôle de vulgarisation auprès du large public, notamment tunisien cette fois-ci, reste primordial. En effet, ces harmonies jouaient souvent dans les artères principales et autres places publiques de la capitale ou d'autres villes comme Sfax.

Désormais, une tradition musicale nouvelle avec son répertoire, mais aussi ses instruments et ses musiciens-enseignants, est tangible.

Faits saillants de la période 1881-1956

De nouvelles formes d'expression musicale

Outre les formes d'expression musicale mentionnées, en rapport avec le patrimoine musical tunisien d'un côté et les musiques européennes de l'autre, d'autres formes vont apparaître dans le paysage musical tunisien. Cependant, ces formes nouvelles ne vont pas toutes avoir le même impact sur la vie musicale.

la chanson

L'apparition de ce genre musical vers la fin du XIX^e siècle puis son affirmation graduelle pendant les décennies suivantes peut être considérée comme le fait musical majeur de la période 1881-1955.

En effet, *al-ughniya* (la chanson) monopolise rapidement et presque totalement le champ de la production nouvelle. Elle met alors en exergue aussi bien des contextes que des réflexes de pratique et de consommation musicale jusque là pas ou peu connus, favorisant ainsi l'émergence de nouvelles tendances esthétiques.

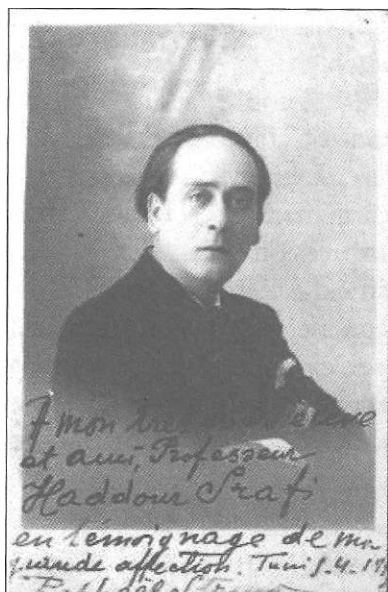
La chanson est un genre vocal populaire savant et profane, d'origine citadine. Ses premières manifestations s'apparentent aussi bien à l'interprétation « modernisée » de chants populaires ruraux ou citadins, incluant notamment des instruments nouveaux, qu'à l'élaboration de pièces vocales selon une approche modale qui rappelle le *mâlûf* La forme

musicale en refrain et couplets constitue très rapidement la structure principale et caractéristique de la chanson, bien que d'autres formes restent fréquentes.

La chanson constitue le reflet permanent et continu de l'univers sonore et de la pratique musicale en Tunisie. Elle puise sans cesse ses éléments techniques constitutifs dans le patrimoine musical tunisien sous ses différentes facettes, mais aussi dans des expressions musicales proche-orientales, maghrébines, européennes et même d'Amérique Latine. Ainsi, on retrouve dans la chanson tunisienne l'empreinte de plusieurs traditions ou courants musicaux, pouvant être répartis en cinq catégories principales : celle de la musique populaire tunisienne, celle de la musique classique tunisienne (mâlûf, celle de la musique proche-orientale (notamment égyptienne), celle des musique d'autres régions du monde arabe et, enfin, celle de la musique occidentale ou sud-américaine.

L'empreinte de la musique populaire tunisienne apparaît dans la chanson à travers le dialecte bédouin, le dialecte urbain citadin, le dialecte urbain bédouin, certaines formes du discours caractéristiques (comme la *malzûma mthannât bourjîlâ*), des *awzân* et des *tbu* ou des *açwât* spécifiques, le recours à un cycle rythmique unique, à un *tba* ou *çawl* unique et, aussi, à travers l'utilisation d'un thème principal. En effet, les « cris » de rue et les chants populaires traditionnels se présentent, généralement, sous la forme d'une seule mélodie à thème unique, reprise plusieurs fois de suite. Par ailleurs, l'empreinte de la musique populaire tunisienne se manifeste à travers certains instruments comme la *darbûka*, les différentes sortes de *tbal*, le *mizwid*, le *bandîr*, la *zokra*, etc. Elle apparaît, aussi, à travers l'orchestre de *mizwid* et, enfin, à travers les chansons courtes et facilement mémorisables.

L'empreinte de la musique classique tunisienne ressort dans l'arabe littéraire, le mélange du dialecte tunisien avec l'arabe littéraire, certaines formes du discours relatives au *muwashshah* andalou, les *tbu*^v classiques, quelques *awzan* de la *nûba*, le rythme mesuré, le rythme libre, le recours au *tba*^v unique, quelques traits de la structure formelle (comme l'idée d'un thème principal, l'introduction improvisée ou sous forme d'*ad libitum*, la variation mélodique dans les couplets à l'image du *t?la*^v dans une pièce de la *nûba*). Elle apparaît, aussi, à travers l'emploi d'instruments traditionnellement rattachés à la musique classique, à travers l'utilisation du *jawq* traditionnel de *malûf*,



Figures de la vie musicale

Raphaël Strino, un des porte-drapeaux de la musique classique européenne en Tunisie. Violoniste, chef d'orchestre et enseignant. Photo offerte par Strino à l'un de ses meilleurs élèves tunisiens Kaddour Srarfi.

Quelques artistes tunisiens produits par la maison de disques Pathé à partir des années 1920 ; au centre la vedette Habiba Msika



Cheikh al 'Afrit (1897-1939) de son vrai nom Israël Rosio. L'une des principales vedettes de la chanson pendant les années 1920 et 1930.





Habiba Msika (1903-1930). Née dans une famille pauvre du quartier juif de Tunis, elle s'initie à la chanson auprès de sa tante l'artiste Leila Sfez et se perfectionne en chant, en solfège et en arabe classique auprès du maître Khemaïs Ternane. Elle se lance à vingt ans dans la chanson arabe et dans le théâtre où elle joue Majnoun Leila, Lucrece Borgia... et tient le rôle de Roméo dans Roméo et Juliette. En avance sur son temps, elle est à la fois l'étoile qui brille sur la scène et sur les planches et la femme libre, adulée et courtisée par les poètes et les puissants de la haute société tunisoise. Sa fin tragique en février 1930, brûlée dans sa villa par un compatriote, follement épris mais éconduit, a été pleurée par les artistes et les poètes, notamment Saïd Khalsi.



Chaffa Rochdi (1910-1989). Née à Sfax, orpheline dès son jeune âge, elle s'initie au chant, au piano et au théâtre auprès de Hédi Chanoufi et de Mohamed Chabchoub. Installée à Tunis en 1929, elle se lance dans le milieu artistique du théâtre et de la chanson et recueille un succès immédiat. Douée d'une voix profonde et charmante, elle est la vedette des cafés-concerts, des soirées artistiques de Ramadan et des pièces de théâtre populaires. Elle règne sur les années trente et quarante comme une tunisienne libre, maîtresse de son destin, réputée pour ses œuvres de bienfaisance et pour conduire sa voiture décapotable tout en étant voilée dans son sefsari.



Fathia Khaïri (X-1986) Plus étroitement mêlée à l'Institut Rachidia et au milieu des hommes de lettres, Fathia Khaïri a enrichi le patrimoine musical tunisien à partir des années trente par les plus grandes compositions qui lui étaient dédiées par 'Arbi Kabadi, Abderrazak Karabaka, Saïd Khalsi, Mahmoud Bourguiba et Mohamed Laribi, mises en musique par Khemaïs Ternane, Sayed Chatta et Mohamed Triki qui, par ailleurs, dirigeait son orchestre. Familière du Palais Beylical sous les règnes d'Ahmed Bey et de Moncef Bey, elle est à l'origine de l'ouverture en 1942 de la Salle Al Fath de Bab Souika qui a longtemps animé la vie artistique de Tunis

à travers la conception orchestrale pour voix chantée soutenue et à travers l'exécution libre, caractéristique de la musique classique tunisienne avant la création de l'Institut de la Rachidia. Enfin, on retrouve l'empreinte de cette musique à travers les chansons « artistiques », dont la durée et la lenteur du tempo rappelle certaines pièces de la *nûba*.

L'empreinte de la musique proche-orientale (notamment égyptienne) ressort dans le mélange du dialecte tunisien avec l'égyptien, dans les innombrables formes du discours empruntées aux chansons égyptiennes. Elle est aussi palpable à travers une multitude de *awzân* et de *maqamât*, l'apparition de la succession de *maqamât* au sein d'une même chanson, l'autonomie de tous les éléments de base par rapport à la mélodie du refrain et l'apparition d'interventions instrumentales d'enjolivement composées au niveau de la structure formelle et, également, l'utilisation d'instruments de musique orientaux. L'empreinte de cette musique ressort, aussi, à travers l'exécution « cloisonnée » homophonique au niveau de l'interprétation, où le rôle de l'instrumentiste se limite à jouer la partition sans aucune forme d'improvisation instantanée (rajout de fioritures ou autre). Par ailleurs, certaines compositions tunisiennes se caractérisent par des parties instrumentales longues, comme c'est le cas de la plupart des chansons appartenant aux chanteurs égyptiens les plus célèbres.

On retrouve aussi dans la chanson l'empreinte des musiques de plusieurs pays arabes autres que ceux du Proche-Orient, comme le Maroc, la Libye ou l'Algérie. Cependant, cette empreinte se limite à des mélanges du dialecte tunisien avec les dialectes de ces pays, ou bien à l'utilisation de quelques *awzân* spécifiques.

Enfin, certains *awzân* sont inspirés de rythmes de danses utilisés dans les musiques occidentales ou sud-américaines. D'autre part, un nombre important d'instruments de musique est emprunté à ces régions.

Pour témoigner de l'ouverture continue de la chanson sur tous les types de musique composant l'environnement sonore, on peut citer une chanson tunisienne phare de Hédi Jouini, *taht el-yasmîna fil-lîl*. En effet, cette chanson écrite en dialecte tunisien citadin est composée dans un *maqâm* (mode) proche-oriental (le *kordî*) sur un rythme de musique européenne (la valse).

Les harmonies

Il s'agit d'orchestres composés d'instruments à vent, bois et cuivres, et d'instruments à percussion appelés aussi « fanfares » et communément, en Tunisie, « *mûsika* ».

Bien que des formes antérieures apparentées aux harmonies aient existé dans l'actuelle Tunisie depuis le règne des Hafside, l'apparition de ce type d'orchestres ainsi constitués et « arabisés » remonterait aux dernières décennies du XIX^e siècle, dans le sillage des activités de l'Ecole Militaire du Bardo créée en 1872, mais aussi en reflet des activités des associations musicales européennes.

La première décade du XX^e siècle enregistre la création de deux harmonies, rattachées respectivement à *al-Hilâliya* et à *al-Husayniya*, deux associations qui vont rapidement fusionner pour donner lieu à *an-Nâsriya*. Le succès de l'harmonie *d'an-Nâsriya* aide à la création d'orchestres semblables à Sfax, à Sousse et à Nabeul, avant que ce type d'ensembles musicaux ne gagne plusieurs autres villes du pays.

Appelé communément « *mûsika* », l'harmonie accompagne dans beaucoup de régions et chez plusieurs familles le déroulement de certains rites liés notamment aux fêtes de circoncision et de mariage.

Bien que le répertoire originel des harmonies, exclusivement instrumental, ne comporte que des marches militaires européennes et l'hymne beylical, il se trouvera graduellement étoffé par un nombre de pièces puisées dans le *mâlûf* ou autres traditions et genres musicaux tunisiens et arabes à l'instar de la chanson.

Les Rbaybija

A l'origine, le terme de *Rbâybiya* désignait les formations féminines qui pratiquaient dans les *zawiyas* une forme de liturgie populaire consacrée au culte des saints. Ces chants de dévotion étaient accompagnés de percussions et d'un instrument mélodique unique, le *rbab* (d'où l'appellation de *Rbâybiya*).

Au fil du temps, les formations de *Rbâybiya* se sont masculinisées et le cadre de leur pratique s'est élargi pour sortir des *zawiyas*. La communauté juive de Tunis a joué un rôle important dans la diffusion de ce style.

Le *mizwid*, instrument à vent, s'est substitué au *rbab*, récupérant ainsi la fonction d'instrument principal de soutien, de réponse et de transition ; le *Mzâwdî* (joueur de *mizwid*) étant chef d'attaque.

La *silsila* (littéralement chaîne) des *Rbaybiya* se présente comme une suite de pièces vocales appelée aussi *nûba*, qui rappelle, de par son appellation mais aussi son évolution du plus lent vers le plus rapide ou plus vif la suite de *mâlûf* ou musique classique. La *silsila* puise ses éléments techniques constitutifs dans les genres musicaux traditionnels tunisiens citadins ou populaires, d'où la particularité de faire plonger l'auditeur à chaque nouvelle pièce vocale dans un univers différent. Une seule *silsila* peut, de ce fait, rappeler le *mâlûf*, la *Isawiya* puis le *stambâlî*, puis constituer un véritable voyage dans différentes facettes de l'intonation musicale tunisienne.

L'f théâtre musical arabe

Les premières manifestations de théâtre musical arabe en Tunisie sont égyptiennes. On peut citer la tournée de la troupe du maître Souleyman Qardabi en 1909 qui présente, entre autres spectacles, « Aida », premier opéra arabe joué en Tunisie, avec un livret de Selim Naccache et une musique de Verdi adaptée par Mahmoud Rahmi. En 1914, Cheikh Salama Hijazi présente « Salaheddine al Ayoubi », précédé par un « Salam » (Salut) chanté, et par la suite « Carmen », « Marie Tudor », « Roméo et Juliette », « Hamlet » et « Aida » avec la musique de Salama Hijazi lui-même. Le succès de Qardahi et de Salama Hijazi incite les compagnies tunisiennes à tenter le théâtre musical, à l'instar de la troupe « Chahama » qui présente en 1914 l'opéra de Abou Khalil Qabbani, « Majnoun Leïla ». La troupe « Mostakbal », malgré la disparition de sa principale vedette Habiba Msika décédée en 1930, continue de plus belle et présente « Majnoun Leïla » et « Cléopâtre » du prince des poètes Ahmed Chawki avec la musique de Sayed Darouiche, avec deux nouvelles révélations théâtrales et lyriques, Chafia Rochdi et Fadhila Khitini.

Cette nouvelle forme d'expression artistique, sans être vraiment répandue, suscite l'intérêt du public, notamment grâce à des représentations fréquentes.

Instruments nouveaux et mélanges de timbres

Le *mâlûf* semble l'unique genre musical patrimonial à connaître de nouveaux instruments de musique, notamment dans le contexte d'interprétation lié à l'orchestre de l'Institut de la Rachidia. En effet, sous l'influence du courant d'innovation porté par la chanson, le nombre

d'instruments passe de quatre (*ūd tunsi*, *rbâb*, *târ* et *naghgharât*) en 1932 dans le *jawq* traditionnel ayant représenté la Tunisie au premier congrès de musique arabe au Caire, à quinze dans l'orchestre ayant donné le premier concert de la Rachidia en 1935, formé de quatre *ūd tunsi*, de deux *rbâb*, d'un *târ*, d'un *naghgharât*, de six violons et d'un *qânûn*. L'introduction de deux instruments nouveaux — le violon et le *qânûn* — qui donne lieu à une nouvelle combinaison de timbres, s'accompagne d'une nouvelle philosophie d'interprétation où on passe de l'association d'instruments solistes au dédoublement d'instruments et, surtout, de l'esprit hétérophonique à une exécution homophonique.

Cependant, c'est la chanson qui incarne le plus l'innovation pour ce qui est du mélange d'instruments, de l'amalgame de timbres et du changement d'esprit d'exécution, en raison de son recours à de nouvelles formations orchestrales. Ces formations peuvent être réparties en trois catégories principales en fonction de la nature des instruments mélodiques utilisés : la catégorie des instruments mélodiques à sons non fixes, la catégorie des instruments mélodiques à sons fixes et enfin celle des orchestres présentant les deux types d'instruments mélodiques. Cette catégorisation paraît importante car elle traduit des possibilités différentes de rendre avec justesse les degrés changeants et fluctuants des échelles modales utilisées.

Formations orchestrales avec instruments mélodiques à sons non fixes

Le mizwid

Le terme de *mizwid* désigne à la fois un instrument de musique et l'orchestre rattaché à cet instrument. Dans sa version traditionnelle, connue depuis le début du XX^e siècle, cet orchestre se compose de trois instrumentistes solistes qui jouent respectivement d'un *mizwid*, d'une *darbûka* et d'une *tabla*. Dans d'autres versions de cet orchestre, l'effectif comprend un troisième instrument de percussion, le *bandîr*.

La firqa classique

La *firqa* classique est une formation orchestrale apparue dès la première décennie du XX^e siècle. Elle résulte d'une combinaison variable de quelques instruments : le *ūd tunsi*, le *ūd sharqi*, le *rbâb*, le violon, le *nâj*, la *gasba*, la *kurnîta*, le *târ*, les *naghgharât*, la *darbûka*, le *bandîr*. Les instruments fondamentaux de la *firqa* classique restent, néanmoins, la *darbûka* et le violon (seul instrument susceptible d'être dédoublé). Les

instrumentistes de la *firqa* classique, dont le nombre peut se limiter à trois, forment, par ailleurs, le chœur. Vers la fin des années 1930, la disparition définitive de quelques instruments dans l'univers citadin lié à la chanson, comme la *gasba* et la *kumîta*, engendrera la disparition de la *Firqa* classique. Cet orchestre cède alors la place à la *firqa* moderne.

La firqa moderne

Elle se compose d'un nombre de musiciens qui peut aller de quatre ou cinq jusqu'à près de quarante. Elle peut englober un à dix violons, un ou deux violoncelles, un *târ* et une *darbûka*, outre la possibilité d'utilisation d'un '*ûd tûnsi*, d'un *rbâb*, d'un '*ûd sharqi*, d'un *nay*, d'un *naghgharât*, d'un bongo et d'une contrebasse. La présence d'un chœur qui peut englober jusqu'à quinze ou seize membres est également possible. Dans le cas d'un effectif important (à partir de douze à quatorze musiciens), la *firqa* moderne peut être dirigée par un chef d'orchestre debout, à la manière occidentale.

Formations orchestrales avec instruments mélodiques à sons fixes

L'orchestre de l'harmonium

Cet instrument est présent dans une bonne partie des premières chansons enregistrées. Jusqu'aux années 1930, plusieurs chanteurs se produisent en public ou enregistrent leurs chansons accompagnés seulement d'un harmonium et d'une *darbûka*. Le public appréciait beaucoup ce type de formation, bien que pour les oreilles averties, la fausseté des sons soit manifeste. L'harmonium disparaîtra des orchestres vers la fin des années 1940.

L'orchestre de mandoline

Cet orchestre, répandu dans la capitale durant les premières décennies du XX^e siècle, est formé d'une mandoline et d'une *darbûka*. L'orchestre de mandoline n'accompagne jamais les chanteurs connus, puisque le répertoire joué ne comporte pas de chansons interprétées pour la première fois. Il s'agit surtout d'une reprise de compositions en vogue, généralement de mélodies et de rythmes faciles à retenir. Le chant revient alors au joueur de mandoline. Ce type de formation musicale disparaît définitivement vers les années 1940 et malheureusement, on n'en possède aujourd'hui aucune trace sonore.

Les seuls témoins de l'existence de cet orchestre restent quelques documents écrits, comme le livre al-Aghâni at-tûnisia écrit par Sadok Rezgui.

Formations orchestrales hétérogènes avec instruments mélodiques des deux types

Le jawq nouveau

Apparu à la fin du XIX^e siècle, il domine l'exécution des chansons tunisiennes jusqu'aux années 1940. Malgré l'apparition d'autres formes orchestrales, le recours au *jawq* nouveau reste très fréquent. Le *jawq* nouveau se compose d'un effectif assez réduit (de trois à huit instrumentistes), qui jouent d'une combinaison d'instruments à sons fixes et d'instruments pour échelle indéfinie. Généralement, tous les instrumentistes sont solistes. L'unique instrument susceptible de dédoublement reste le violon. L'histoire de ce type de *jawq* peut se résumer en deux phases essentielles, chaque phase se caractérisant par un effectif différent. La première phase concerne la période d'avant les années 1940, le *jawq* nouveau englobe alors un harmonium ou un piano-forte (la présence de l'un ou de l'autre de ces deux instruments est indispensable), une *darbuka*, un ou plusieurs violons, outre la possibilité d'utiliser le *Târ*.; le *naghgharât*, le *ud tûnsi*, le *'ûd sharqi* (très fréquemment utilisé à partir des années 1920 en remplacement du *'ûd tûnsi*), la *gasba* (utilisée occasionnellement avant l'introduction du *nây*), le *nây* (fréquemment utilisé depuis la fin des années 1920), le *rbab* (utilisé dans certaines occasions, notamment en l'absence de violon) et le *qanûn* (utilisé à partir de la fin des années 1920).

La deuxième phase concerne la période 1940-1955. Durant cette période, le *jawq* nouveau englobe une *darbûka*, un *qanûn*, un ou deux violons et un *'ûd sharqi*, outre la possibilité d'utiliser un *târ*, un accordéon, un violoncelle, une contrebasse et un *nây*. On remarque dans cette configuration la disparition de l'harmonium, du piano-forte, de la *gasba*, des *naghgharât*, du *rbâb* et du *'ûd tûnsi*, contre l'apparition du violoncelle et de la contrebasse. L'utilisation de quelques instruments pour la première fois dans l'exécution d'une musique tunisienne explique l'appellation de *jawq* nouveau choisie pour qualifier cet orchestre. La «tunisification» d'instruments de musique d'origines diverses est une spécificité du *jawq* nouveau depuis la fin du XIX^e siècle, comme le montre l'introduction de l'harmonium et du piano-forte.

Cette introduction est d'ailleurs considérée comme une véritable révolution dans l'interprétation de la musique tunisienne en général. En effet, c'est pour la première fois qu'un instrument à sons fixes est utilisé pour exécuter des pièces musicales tunisiennes.

L'ensemble moderne

L'ensemble moderne représente, à travers ses innombrables formes, l'orchestre le plus répandu et le plus utilisé dans l'interprétation de la chanson depuis les années 1930. Son effectif, qui varie de 25 à 50 musiciens environ, peut englober tous les instruments de tous les orchestres présentés plus haut, sauf le *mizwid*, la mandoline et le banjo. Quelques instruments peuvent également y figurer, mais seulement occasionnellement, comme le saxophone. L'ensemble moderne est dirigé par un chef d'orchestre debout face aux musiciens. La caractéristique essentielle de cet orchestre hétérogène reste le nombre important de choristes (variant de 10 à 20) et également de violons (entre 8 et 18). Tout comme le violon, le violoncelle est dédoublé. On en compte systématiquement deux ou trois au sein de l'ensemble moderne. L'ensemble moderne accompagne un chanteur attitré et reconnu. Il constitue l'orchestre type de quelques institutions, comme la Radio Nationale.

Toutes ces formations orchestrales nouvelles cohabitent désormais avec de plus anciennes, liées aux expressions musicales antérieures à 1881 mais toujours vivantes, décrites plus haut⁹¹.

Autres faits saillants

Présence marquée de la musique classique européenne

L'établissement du protectorat français aura comme répercussion tangible un rééquilibrage continu des activités musicales rattachées à la communauté européenne de Tunisie entre français et italiens (ces derniers, six fois supérieurs en nombre jusqu'en 1930, étaient beaucoup plus actifs).

Une certaine « rivalité » entre ces deux communautés s'installe et aboutit, pendant la première décennie du XX^e siècle, à l'apparition de deux théâtres importants dans l'histoire musicale de la Tunisie. Le Rossini (privé, géré par Trionfo et Palomba) inauguré en 1903 et le Municipal (géré par la commune), inauguré en 1902. Ce dernier, jumelé pendant des années avec l'Opéra de Paris, permet au public de découvrir les

meilleurs interprètes de l'époque en matière de chant lyrique et de musique symphonique, outre les performances du Philharmonique de Tunis créé en 1872 et dont Giuseppe Verdi compte parmi les invités les plus importants dès août 1898. Cette expression musicale européenne étant de plus en plus ancrée dans le paysage tunisois et même d'autres villes (notamment Sfax) en cette période, un enseignement musical théorique, vocal et instrumental est alors instauré ça et là, dans un cadre institutionnalisé (conservatoires, écoles, associations) ou privé. Les tunisiens s'intéressent de plus en plus à ces cours comme en témoignent ceux du chef d'orchestre et violoniste italien Strino dont Ridha Kalāï et Kaddour Srarfi comptent parmi les élèves les plus illustres. Le commerce de partitions musicales classiques mais aussi d'instruments de musique européens est alors florissant, à l'image des célèbres magasins de vente et de réparation de pianos Scotto ou des éditions Bembaron.

L'usage de la partition musicale

L'usage de la partition musicale pour ce qui est de la notation des musiques tunisiennes, arabes en général ou arabo-turques en Tunisie est un fait nouveau. La présence, plus influente, des traditions liées à la pratique de la musique classique européenne, mais aussi et surtout les activités de l'Ecole Militaire du Bardo (créée en 1872), vont graduellement asseoir des habitudes nouvelles en rapport avec la pratique de la musique, dont l'usage de la notation musicale européenne aussi bien pour l'enseignement que pour la conservation et l'archivage. Plus tard, l'usage de la notation musicale européenne est généralisé, du moins dans toute l'activité de l'institut de la Rachidia et de la Radio Tunisienne, aussi bien pour le *mâlûf* que pour la chanson.

L'usage de la partition musicale peut être considéré comme d'une importance capitale non seulement pour les possibilités de conservation et d'archivage offertes, mais également en raison de son influence dans la mise en place de nouveaux réflexes et comportements d'exécution musicale chez les instrumentistes au niveau de l'interprétation.

Les travaux de l'équipe du Baron Rodolphe d'Erlanger

Un regain d'intérêt pour le patrimoine musical tunisien et arabe est assurément à mettre à l'actif du Baron Rodolphe François d'Erlanger.

Né à Boulogne sur Seine en France le 7 juin 1872, ce peintre d'inspiration orientaliste d'origine allemande et de citoyenneté

britannique, fils de banquier, s'installe définitivement à Sidi Bou Said en 1910. Très rapidement, il s'entoure de maîtres incontestés de musique, de théoriciens musicologues et d'hommes de lettres, tels Ahmed Wafî, Mohamed Ghanem, Mridekh Slama, Khemaïs Ternane, Ali Darwiche, Saïd Khalsi, Manoubi Snoussi, Carra de Vaux, Henri Georges Farmer... Son objectif est clair : redorer le blason de l'art musical tunisien et arabe en général à travers la collecte, la transcription musicale, la présentation et l'explication théoriques.

Une activité musicale et musicologique intense menée depuis sa résidence à Sidi Bou Said et poursuivie après sa disparition en octobre 1932 grâce à son collaborateur Manoubi Snoussi, aboutit à l'édition de six tomes sur « La Musique Arabe » chez Geuthner.

Le nom du Baron d'Erlanger se lie étroitement à la musique arabe et ses travaux prennent une ampleur considérable. Il joue alors un rôle clé dans la préparation du premier congrès de musique arabe qui se tient au Caire du 28 mars au 3 avril 1932, mais auquel il ne participe pas pour cause de maladie.

La dynamique créée par Le Baron d'Erlanger autour du patrimoine musical tunisien, dont témoignent les conditions de travail exceptionnelles mises par ses soins à la disposition des plus grands maîtres de l'époque (dont certains choisissent de collaborer à plein temps), rappellent l'importance de ce patrimoine et donnent un souffle nouveau pour sa survivance et sa pérennité. Les deux mille neuf cents manuscrits musicaux retrouvés dans son palais Najma az-Zahra, aujourd'hui siège du Centre des Musiques Arabes et Méditerranéennes, prouvent l'ampleur du travail historique accompli par le Baron d'Erlanger et son équipe.

La création de l'Institut de la Rachidia

L'institut de la Rachidia est une association fondée en 1934 sous l'impulsion de figures importantes de l'intelligentsia et de maîtres incontestés du *mâlûf* et de la musique confrérique. La réunion constitutive se tient en novembre 1934 avec la participation de près de soixante-dix personnes dont notamment Mustapha Sfar, Mustapha Kaak, Bahi Ladgham, Belhassen Ben Chaabane, Belhassen Lasram, Jaleldine Naccache, Tahar Zaouche, Tahar Kassar, Arbi Kabadi, Chadli Khaznadar, Mohamed Badra, Mohamed Tlatli, Lalou Bechichi, Mohamed Ghanem, Mohamed Belhassine, Ernest Cohen,

Mohamed Lasram, Mustapha Agha, Abdelaziz Jemâil, Abderrahmane Kaak, Othmane Gharbi, Sadok Rezgui et Khemaïs Ternane.

Créée pour sauver la musique tunisienne de la médiocrité et de la décadence où elle a plongé, la Rachidia apparaît comme une conséquence de l'engouement suscité par le Baron d'Erlanger en faveur de la sauvegarde et de la mise en valeur du patrimoine musical tunisien et arabe, et de la dynamique créée chez les musiciens et l'intelligentsia. Sa création est aussi une conséquence indirecte des recommandations du Premier Congrès de Musique Arabe du Caire en mars 1932, et qui appelle à sauvegarder les musiques traditionnelles.

Le premier Comité Directeur, présidé par Mustapha Sfar (1892-1941) secondé par Mustapha Kaak, Tahar Mehiri, Belhassen Lasram, Moncef Okbi, Ahmed Ben Ammar et Abdelkader Belkhoja, met en place une commission musicale, une commission littéraire et une commission de la communication chargée de faire connaître l'association, ses objectifs et ses activités. Ces activités vont s'articuler autour de trois axes : sauvegarder et mettre en valeur le *mâlûf*, produire un nouveau répertoire de chansons et dispenser un enseignement musical théorique et pratique.

L'orchestre de la Rachidia donne son premier concert au printemps 1935, composé d'une pléiade de musiciens confirmés dont Khemaïs Ternane, Mohamed Ghanem et Khemaïs El Ati (qui avaient participé au Congrès du Caire), Mohamed Triki, Mohamed Lasram et Chafia Rochdi.

Une activité musicale régulière est désormais instaurée, dont l'impact est de plus en plus important dans les milieux intellectuels et artistiques. La Rachidia continue sur cette lancée après la disparition de son président Mustapha Sfar en 1941 ; la présidence échoit alors pour plus de vingt ans à Mustapha Kaak (1893 - 1984).

Pendant plusieurs décennies et jusqu'à l'indépendance, la Rachidia assure la sauvegarde du *mâlûf* et la création musicale. Ses portedrapeaux sont des musiciens reconnus et appréciés qui occupent une place de choix dans l'histoire de la musique tunisienne : Mohamed Triki, Khemaïs Ternane, Kaddour Srarfi, Salah Mehdi, Mohamed Saada, Saliha, Fathia Khaïri, Chafia Rochdi, Tahar Gharsa.

La fondation de la Radio Tunisienne

La Radio Tunisienne est créée en 1938. Dans un premier temps, elle

La Rachidia



Une partie de l'équipe de recherche et de sauvegarde du patrimoine musical arabe formée par le Baron Rodolphe d'Erlanger ; au premier plan Manoubi Senoussi et le joueur de nây syrien Ali Darwiche al-Halabi. Photo prise dans les jardins du palais Najma az-Zahra à Sidi Bou Saïd.



Le Jawq de mâlûf choisi par le Baron Rodolphe d'Erlanger pour représenter la Tunisie au Premier Congrès de Musique Arabe au Caire en mars 1932 lors d'une répétition, avant le départ, au palais Najma az-Zahra à Sidi Bou Saïd. On reconnaît (2^{ème} à droite) Khemaïs Tarnane.



Le Comité actif de l'Institut Rachidia, au lendemain du premier concert public au printemps 1935. On reconnaît (assis de droite à gauche) Ahmed Dhahak, les artistes Mohamed Ghanem et Manoubi Bou Hajila, puis Mustapha Kaak, vice Président, et le grand maître Kliemais Ternane. Debout, de droite à gauche, Brahira Mahdi, X, Habib Amri, Mohamed Triki, X, Hassouna Ben Ammar. Les deux personnages à l'extrême gauche, assis et debout, ne sont pas identifiés.



La vedette de la chanson Saliha, qui doit sa carrière en grande partie à l'Institut de la Rachidia, lors d'un concert public.

diffuse les concerts de musique en direct, sans possibilité d'enregistrement. Elle est alors l'écho de la Rachidia, non seulement pour la perpétuation du *mâlûf*, mais aussi dans l'activité intense de cet Institut dans le domaine de la production nouvelle axée sur la chanson.

Progressivement, la Radio prend le relais de la Rachidia pour la production nouvelle, grâce à ses studios d'enregistrement et à son propre orchestre. Elle permet alors aux mélomanes de découvrir continuellement de nouvelles compositions qui traduisent une activité musicale intense. Les principales figures de cette période sont les poètes Arbi Kabadi, Jaleddine Naccache, Mhamed Marzouqi, Tahar Qassar, Mahmoud Bourguiba, Ahmed Khayreddine et les artistes Khemaïs Ternane, Mohamed Triki, Salah Mehdi, Kaddour Srarfi, Ali Sriti, Mohamed Jamoussi, Hédi Jouini, Ali Riahi, Sayed Chatta, Saliha, Fathia Khaïri, Chafia Rochdi. La chanson est installée comme le genre musical principal dans un univers musical multicolore où l'intérêt pour la musique connaît une grande ampleur.

De nouveaux contextes de consommation musicale

Outre les contextes traditionnels de consommation musicale, la période 1881-1955 a enregistré le développement de nouveaux contextes liés aux lieux, aux supports et aux genres musicaux présentés.

D'abord le café-chantant, un lieu de prestations musicales en direct qui contribue à faire connaître les vedettes de la chanson pendant les premières décennies du XX^e siècle. Avec l'apparition du café-chantant, et plus tard des salles de fêtes et des spectacles musicaux dans les théâtres, la prestation musicale se détache de ses fonctions premières liées à l'accompagnement des événements de la vie quotidienne et acquiert, en plus, de nouvelles fonctions sociales plus en rapport avec son essence-même, de nature artistique ou esthétique.

Cette période enregistre pour la première fois un concurrent à la prestation en live : la musique enregistrée. La prolifération de phonographes et de disques 78 tours qui circulent dans les principaux cafés et chez les familles aisées dans les années 1920 et 1930 habituent un large public de mélomanes à de nouvelles traditions ou réflexes d'écoute, avant que la radio n'accentue le phénomène. La mode grandissante de consommation musicale « indirecte » par le biais du phonographe engendre un commerce florissant. Plusieurs compagnies internationales sont ainsi représentées en Tunisie : Gramophone, Pathé

frères, Odéon et notamment Baidaphone, dont le représentant en Tunisie, Bachir Rsaïssi, va créer sa propre compagnie Um al-Hassan et permettre à son tour à plusieurs musiciens tunisiens d'être enregistrés dès la fin des années 1920. D'autres entreprises se spécialisent dans la vente et le montage de phonographes et la vente de disques, à l'image de l'entreprise Naracci à Tunis.

Enfin, l'apparition de nouvelles formes d'expression musicale, comme les opéras ou opérettes dans le cadre du théâtre musical a largement contribué à développer des réflexes nouveaux de consommation musicale.

Hégémonie culturelle et orientalisme musical

L'apparition du théâtre musical arabe, grâce aux différentes compagnies égyptiennes, mais aussi et surtout la prolifération des disques 78 tours, ont pour conséquence l'instauration de traditions d'écoute liées à la musique proche-orientale, notamment égyptienne. Les *adwâr* (pluriel de *dam*), les *qaçaïd* (pluriel de *qacid*), et autres *taqâtiq* (pluriel de *taqtûqa*) connaissent un vif succès chez les mélomanes qui apprécient de plus en plus leurs interprètes. Cette nouvelle mode musicale incite les vedettes tunisiennes à insérer souvent des chansons ou autres pièces égyptiennes dans les programmes de leurs concerts, à l'instar de Habiba Msika. Mais cette fascination va rapidement se transformer en véritable phénomène d'acculturation, notamment dans le domaine de la production musicale nouvelle que traduit la chanson. En effet, le succès grandissant des vedettes de la musique égyptienne auprès du public, suscité aussi par le cinéma au milieu du XX^e siècle, va contribuer à asseoir une véritable hégémonie culturelle. Désormais, l'intonation musicale égyptienne, avec ses différents éléments musicaux constitutifs (comme les modes ou les rythmes), est un moyen d'expression presque naturel chez les compositeurs et les chanteurs tunisiens ; elle tend à se substituer d'une manière très palpable à l'intonation musicale tunisienne.

Conclusion

En guise de conclusion, on peut souligner la vie musicale intense et diversifiée enregistrée pendant la période 1881-1955, dans un contexte où pratique musicale et vie sociale sont intimement liées. En effet, si la musique ponctue toujours les fêtes familiales et autres célébrations ou

traditions liées à la vie quotidienne (jeux d'enfants, cris de marchands, etc.), continuant ainsi à assurer pleinement sa fonction rituelle, elle traduit désormais plus nettement l'intérêt de la société pour la musique dans son essence même et ses dimensions artistiques ou esthétiques, comme le prouvent la prolifération des salles de concert et l'engouement pour le phonographe. Ses fonctions de loisir et de divertissement se trouvent alors renforcées.

Pendant cette période, le paysage musical se compose d'expressions musicales antérieures à 1881 et toujours vivantes, comme les différents genres de musique patrimoniale (mâlûf, musiques confrériques et autres musiques ethniques ou populaires) ou encore certaines formes liées à la musique européenne dont la musique classique. Outre ces formes « anciennes », de nouvelles expressions musicales sont apparues, allant jusqu'à occuper une place prépondérante dans ce paysage à l'image de la chanson. Ces nouvelles expressions ont engendré des formes d'interprétation nouvelles, reposant sur de nouvelles formations orchestrales et de nouveaux mélanges de timbres, et présentant un esprit d'exécution nouveau dans la musique tunisienne.

Outre l'ouverture grandissante sur certains courants de musique européenne, la même période enregistre la naissance d'un engouement pour l'expression musicale égyptienne, un engouement transformé en véritable fascination. En effet, la musique égyptienne va subjuguier les mélomanes et les musiciens au point qu'une substitution de l'intonation musicale tunisienne par l'égyptienne devient souvent palpable dans la nouvelle production musicale à partir des années 1940.

Dans un espace sonore où la diffusion de la musique repose désormais également sur le phonographe et sur la radio, la période 1881-1955 constitue une phase décisive de l'abandon quasi-total des éléments constitutifs de la musique patrimoniale au profit d'éléments nouveaux caractéristiques des traditions musicales non tunisiennes.

CHAPITRE IX

La peinture de chevalet 1894-1957

La pratique par les premiers tunisiens des arts plastiques selon les conceptions européennes, essentiellement la peinture de chevalet, correspond à l'émergence d'une conscience nouvelle née des mutations de la société tunisienne dans le courant de la seconde moitié du XIX^E siècle. Alors que la peinture sous-verre, pourtant technique d'introduction récente, avait réussi à s'intégrer à l'univers esthétique du décor ornemental musulman, expression de valeurs spirituelles collectives, la peinture d'origine européenne traduisait une vision subjective et individualiste de l'artiste regardant, interprétant la réalité à travers le tableau, ouvert comme une fenêtre sur le spectacle du monde. Ainsi, l'adhésion de l'artiste anonyme aux valeurs communautaires, sa célébration de l'héritage épique et hagiographique, font place, chez l'artiste moderne, à une interprétation personnelle du réel, sous-tendue par le désir de reconstruire, pour son propre compte et en y apposant sa signature, l'image du monde. Ahmed Osman, fils d'un officier supérieur de l'armée beylicale, fut le premier tunisien à avoir adopté ces nouvelles

conceptions et pratiqué la peinture de chevalet après avoir été formé dans une académie italienne. Sa carrière menée dans un esprit imitant les portraitistes européens qui travaillaient pour la cour beylicale, aurait débuté dès avant les premières manifestations de l'art colonial et s'était poursuivie en marge d'elles.

La première de ces manifestations, qui bientôt recevra le nom de « Salon Tunisien », aura une exceptionnelle longévité - de 1894 à 1984 — et sera le principal espace où se succéderont les diverses étapes de ce qu'il est convenu d'appeler l'art colonial, ainsi que les expériences de la plupart des premiers artistes autochtones qui tenteront de donner à la peinture de chevalet des spécificités locales avec l'intention de la réconcilier avec l'univers culturel traditionnel.

Le salon tunisien

Treize ans après l'établissement du Protectorat, le salon tunisien ouvre ses portes à Tunis le 11 mai 1894 dans les locaux de l'Association Ouvrière Maltaise, rue de Grèce, en présence de Charles Rouvier, Résident Général de France. Cette exposition saluée comme un événement culturel majeur dans la vie de la colonie française, est constituée d'envois d'artistes de la Métropole, d'œuvres d'amateurs locaux et de tableaux prêtés par des particuliers pour étoffer l'ensemble. Les styles ne sont pas moins disparates et l'on remarque, à côté des rares travaux vaguement influencés par les nouvelles tendances de l'art moderne triomphant, alors, en France, la prédominance de l'académisme représenté par de nombreuses œuvres d'un élève de Gérôme, Louis Chalon qui, dans la plus pure tradition de l'Ecole et des Salons français officiels, montre des *Sardanapale*, des *Circé* et autres *Salomè*., thèmes mythologiques et historiques ressassés de l'académisme.

De cette manifestation devenue annuelle et parrainée à ses débuts par l'Institut de Carthage, naîtra un esprit provincial et étriqué, insensible aux courants novateurs extérieurs. L'art colonial se prétend le défenseur de l'héritage artistique « classique », méconnu, voire trahi par les mouvements de l'art moderne. Il fut, jusqu'à la Première Guerre Mondiale, incapable de saisir la réalité locale autrement qu'à travers les stéréotypes de l'orientalisme déclinant érigé par les idéologues de la colonie en véritable doctrine épaulant, exaltant, justifiant l'entreprise

coloniale, tel ce Me Goin, avocat et critique d'art à ses heures, qui, dans une chronique consacrée au premier Salon et publiée dans *la Tunisie Française*, écrivait : « Cette terre stérilisée depuis des siècles, qui semblait vouée à jamais à de rudimentaires opérations commerciales, dont l'horizon semblait borné par d'étroites conceptions de l'esprit sémite (la spéculation et l'agio), s'est subitement réveillée, sous l'influence fécondante du pur génie aiyen venu de France. » (sic)

Les peintres orientalistes dont la plupart n'avaient pas résisté à la poussée triomphante des nouveaux styles dans la Métropole, réorganisent leurs rangs sous la houlette de Léonce Bénédict, président de la « Société des Peintres Orientalistes Français » et conservateur du Musée du Luxembourg et tournent leur regard vers l'Afrique du nord française, bien disposée à recevoir tous les poncifs de l'exotisme. Leurs œuvres et celles des peintres orientalistes d'Algérie constituent le gros des envois au quatrième Salon Tunisien de 1897. Cette production quitte rarement ses thèmes de prédilection : paysages au fade pittoresque, souks, ruelles, bédouines lascives, indigènes déguenillés, mendiants, aveugles ; iconographie à la récurrence obsessionnelle s'étalant sur les livres, les cartes postales coloniales et jusque dans les réclames des « comités d'hivernage ».

Après la guerre, la pratique picturale connut de timides changements : à côté de l'imagerie orientaliste, l'on remarque dans des scènes de genre, paysages, portraits, la recherche d'une certaine expressivité des lignes et des couleurs, dans une matière moins « léchée ». Toutefois, les styles pratiqués, notamment l'impressionnisme, devenu depuis longtemps un académisme en Europe, réussissent rarement à se dégager des vieilles recettes.

Ce double isolement de l'esprit colonial par rapport à la réalité tunisienne et à celle de la Métropole marquera durablement la peinture européenne en Tunisie, et si au lendemain de la Première Guerre Mondiale, le Salon Tunisien commence à recevoir de temps à autre des envois d'artistes de l'avant-garde française et européenne comme Marquet (1875-1947), Vlaminck (1876-1958), Van Dongen (1877-1968), Metzinger (1883-1956), Mainssieux (1885-1958), Gleizes (1881-1953), Masereel (1889-1972), Lhote (1885-1962), Tal Coat (1905-1985), Gromaire (1892-1971), Brianchon (1899-1979), Oudot (1897-1981), il le doit surtout

à la diligence et aux choix personnels d'Alexandre Fichet (1881-1967), peintre, homme de théâtre et journaliste qui prit la direction du Salon en 1913, mais ne suffit pas à établir de réels échanges avec l'extérieur de nature à dynamiser la vie artistique. Par ailleurs, les brefs séjours en Tunisie, au début du siècle dernier, de Kandinsky (1866-1944), Matisse (1869-1954) ou Klee (1879-1940), grands ténors de l'art moderne, séduits par la lumière africaine, n'ont pas d'influence sur la production locale.

Malgré la forte personnalité et la remarquable ouverture d'esprit de Fichet qui demeure à la tête du Salon jusqu'à sa mort en 1968, la vie artistique locale n'a pas connu de mouvement d'idées comparable à ceux qui prospéraient dans le monde occidental. Les rendez-vous annuels du Salon Tunisien (disparu après sa session de 1984) ont conservé une remarquable régularité (seulement perturbée pendant les années de la Première Guerre Mondiale et par la tenue à Tunis en 1928, 1932, 1941 et 1946 de « L'Exposition artistique de l'Afrique Française »). Cette longue histoire est ponctuée de querelles et de polémiques opposant des personnes plutôt que des conceptions artistiques, tel le différent entre Fichet et Alexandre Delacroix ayant abouti à la dissidence d'un groupe d'artistes qui, sous la direction du second, créent en 1924 leur propre salon (la Société du Salon des Artistes Tunisiens, disparue en 1934); telles, encore, les frictions entre le même Fichet et Le Monnier au lendemain de la Seconde Guerre, au sujet du « Syndicat des Artistes Professionnels » fondé par ce dernier en l'absence du président du Salon déporté en 1943-1944 par les Allemands en Silésie.

Les divers changements des années 40, notamment la création du « Syndicat des Artistes Professionnels », l'ouverture de nouvelles galeries marchandes, la formation de groupes d'artistes comme le « Groupe des Dix » (1947), celui de « L'Ecole de Tunis » en 1949 (?) par Pierre Boucherie, casse le quasi monopole du Salon Tunisien et ébranle sérieusement l'autorité de son président. Enfin, le départ pour l'Europe dans les premières années de l'indépendance de vieux routiers du Salon comme Boucherie, Lellouche et de jeunes peintres novateurs comme Victor Journo (1917-1994), Edgar Naccache (1917-2006), Gilbert Zitoun (né en 1924) et d'autres, achève d'appauvrir le Salon Tunisien qui, à la mort d'Alexandre Fichet en 1968 et jusqu'à sa dernière session en 1984, devient exclusivement ou presque, le rendez-vous annuel des artistes amateurs.

Un des intérêts de l'étude de l'histoire du Salon Tunisien réside incontestablement dans le fait qu'il a accueilli les premières expériences de deux générations d'artistes tunisiens. Le Salon fut la matrice d'un mouvement qui, en s'amplifiant après l'indépendance, devait préciser les caractéristiques de la peinture tunisienne telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Peintres orientalistes

Parmi les peintres de la période coloniale ayant résidé durablement ou pour un certain temps en Tunisie, Emile-Auguste Pinchart (1842-1924), Albert Aublet (1851-1838) et Eugène Jules Delahogue (1867-1934) représentent la plus pure tradition de l'orientalisme nord-africain. Le Baron Rodolphe d'Erlanger (1872-1932), ancien élève de l'Académie Julian et célèbre musicologue, évolue d'un orientalisme d'atelier vers une palette plus lumineuse dans ses paysages tunisiens exécutés en plein air. Citons encore Pierre Gourdault (1880-1915), ancien Prix de Rome, peintre parisien ayant résidé deux années à Tunis et peint, à l'occasion, des sujets orientalistes ; Alexandre Roubtsoff (1884-1949) d'origine russe, oscillant entre thèmes au traitement académique et une manière plus libre dans ses paysages influencés par l'impressionnisme ; Armand Vergeaud (1875-1949), ancien directeur de l'Ecole des Beaux-arts de Tunis, dont la manière éclectique explore divers genres et styles : portraits d'une facture méticuleuse, scènes colorées à la composition un peu rigide ou paysages avec personnages d'une facture plus enlevée.

Le groupe formé en 1924 autour d'Alexandre Delacroix au sein de la « Société du Salon des Artistes Tunisiens », défend plus radicalement la tradition d'avant-guerre respectueuse du métier académique et du thème orientaliste. Parmi eux, Georges Lemare (1866-1942) décorateur de la coupole de la Cathédrale de Tunis ; Max Moreau (né en 1902) portraitiste et peintre de scènes « indigènes » typiques ; Gaston-Louis Le Monnier (1907-1950) peintre de marines et décorateur de théâtre ; Gustave-Henri (devenu Abdel Karim) Jossot (1866-1951), troquant le mordant de l'humoriste parisien qu'il fut contre le rêve du mystique interprété en couleurs intenses et contrastées sur des thèmes exotiques. Citons encore, parmi cette génération de peintres orientalistes : Pierre Demoutier, peintre et poète (1866-1942) ; Henri Dabadie (1867-1949) ; Léo Nardus

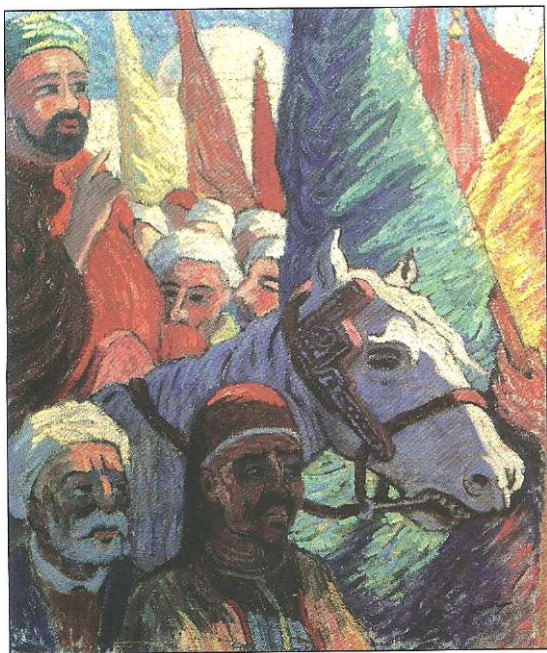
(1868-1955) ; Jean Cros (aquarelliste) ; David Junès (1871-1938) ; Jules Louis Desmettre (1874-1950) ; Félix Guyot Guillaïn (1878-1960) ; Maurice Bismouth (1891-1965), etc.

Peintres « modernistes »

L'absence d'un véritable débat sur l'art, ainsi que le retard qu'accuse la pratique artistique locale, dans son ensemble, par rapport aux mouvements européens, n'exclut pas l'existence de peintres soucieux d'innovation et désireux de se mettre - autant que faire se peut — au diapason de l'art européen, tels ces peintres du fameux « Groupe des Quatre » créé en 1936 : Mosés-Levy (1885-1968), peintre des atmosphères tunisiennes juives et musulmanes dans une matière richement colorée ; Pierre Boucherie (1895-1988), familier des salons parisiens et peintre de solides compositions (Nus, paysages, portraits...) aux formes épurées et au chromatisme puissant ; Antonio Corpora (1909-2004), mêlé dès les débuts des années 30 à l'avant-garde italienne, ayant pratiqué l'abstraction géométrique, le néo-cubisme, l'informel ; Jules Lellouche (1903-1963) habitué des divers salons parisiens, dont la peinture, en revisitant les thèmes orientalistes, leur apporte la sensibilité d'une matière personnelle. Ces artistes impatients de voir évoluer la pratique vers des conceptions plus actuelles, exposent à l'occasion dans les quelques espaces privés qui commencent à ouvrir à Tunis dès les années 30. On assiste aussi en 1947 à la formation d'un « Groupe des Dix », mais la plupart de ces artistes rejoignent, entre deux révoltes, la foule des rapins et des peintres du dimanche qui hantent le Salon Tunisien.

La peinture tunisienne

Les premiers artistes tunisiens ayant découvert la peinture européenne de chevalet au sein ou en marge des institutions de l'art colonial évoluent diversement (et intuitivement, pour ainsi dire) vers des conceptions de plus en plus proches de l'univers culturel traditionnel. Les œuvres à thème populaire de Hédi Larnaout, Hédi Khayachi, Yahia Turki, Abdelaziz Berraïes, Aly Ben Salem et Ammar Farhat constituent une première tentative d'intégration à leur peinture, de la vie sociale et de l'environnement traditionnel, perçus de l'intérieur et en rupture, par conséquent, avec l'image superficielle qu'en donne l'orientalisme local.



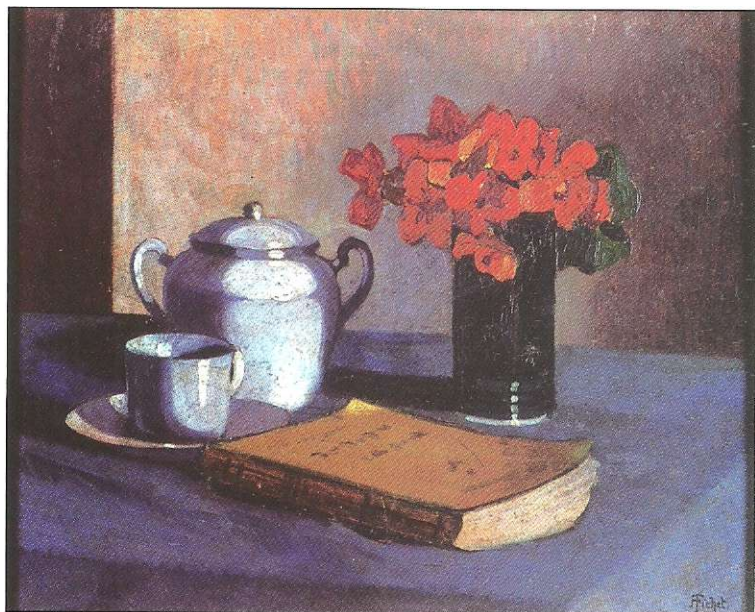
Abdelkarim Jossot (dit Abdelkader) (1866-1951)
La KHARJA

Abdelwahab Jilani (Abdul) (1890-1961) : PAYSAGE

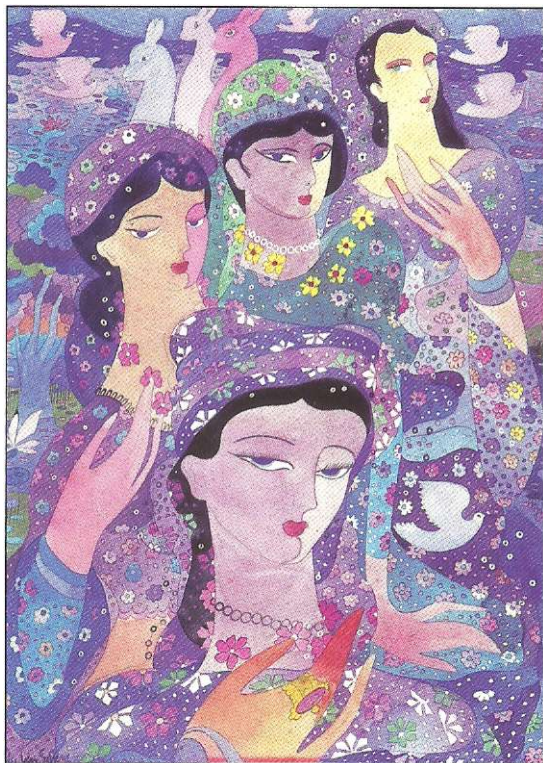




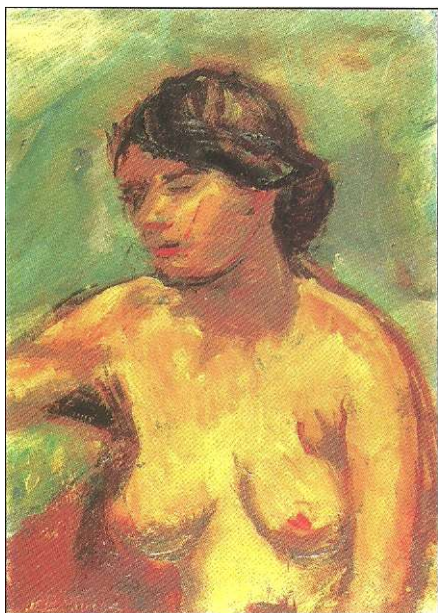
Abdelaziz Berraies (1903-1962)
 FONTAINE DE LA RUE DU DIWAN



Alexandre Fichet (1881-1966): INTIMITE



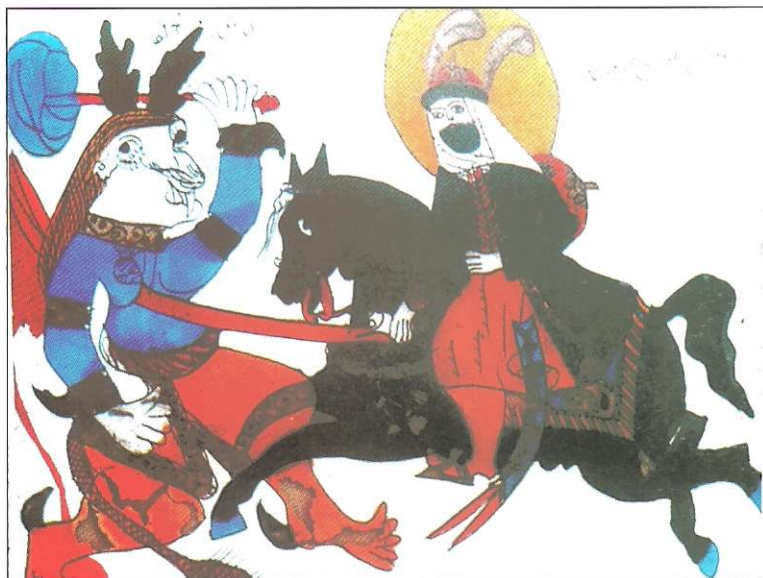
Ali Ben Salem (1910-2001)
LA HENNE
Aquarelle



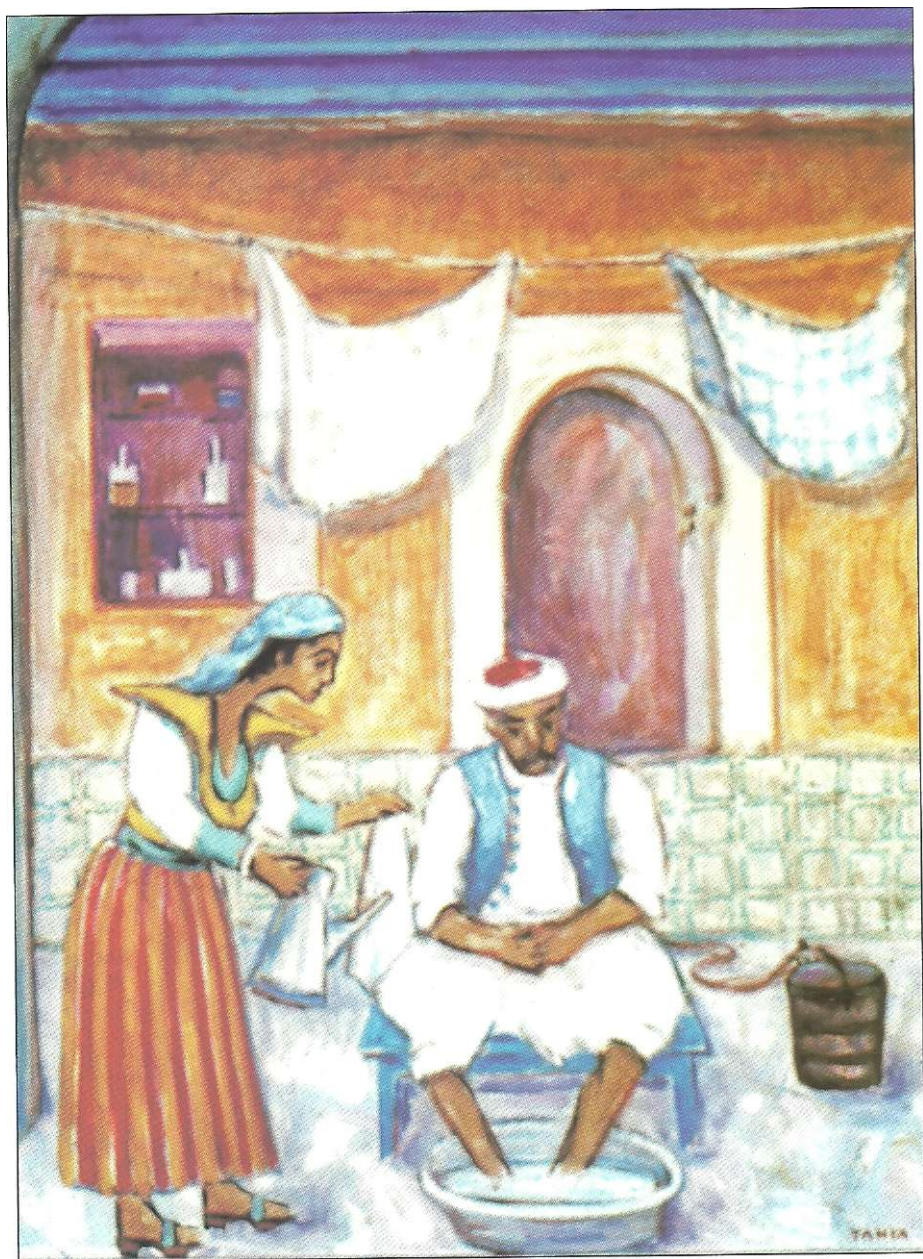
Jules Lellouche (1903-1963)
NU
Huile sur Toile



Hatem El Mekki (1918-2003)
LE SUICIDE



Combat de Ali Ibn Abi Taleb avec Ras al-Ghoul. Peinture populaire.
Peinture sous verre



Yahia Turki (1903-1967)
SCENE DOMESTIQUE

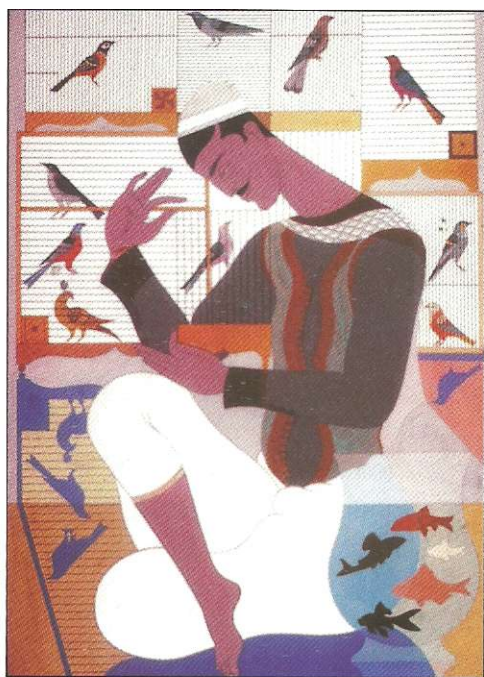


Ammar Farhat (1911-1988)

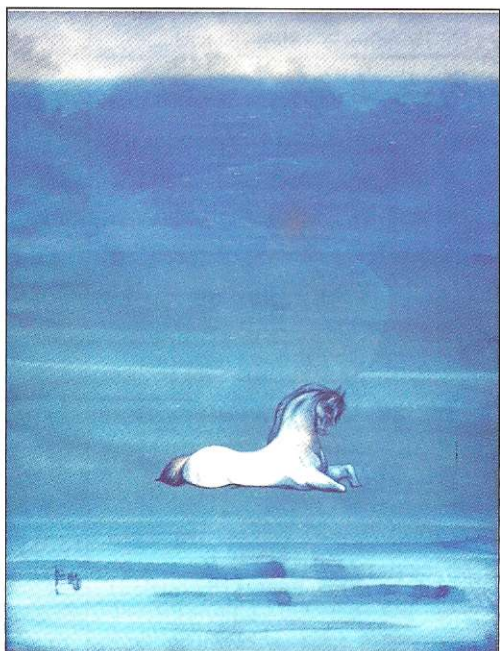
BEDOUINE (*détail de trois bédouines assises*)



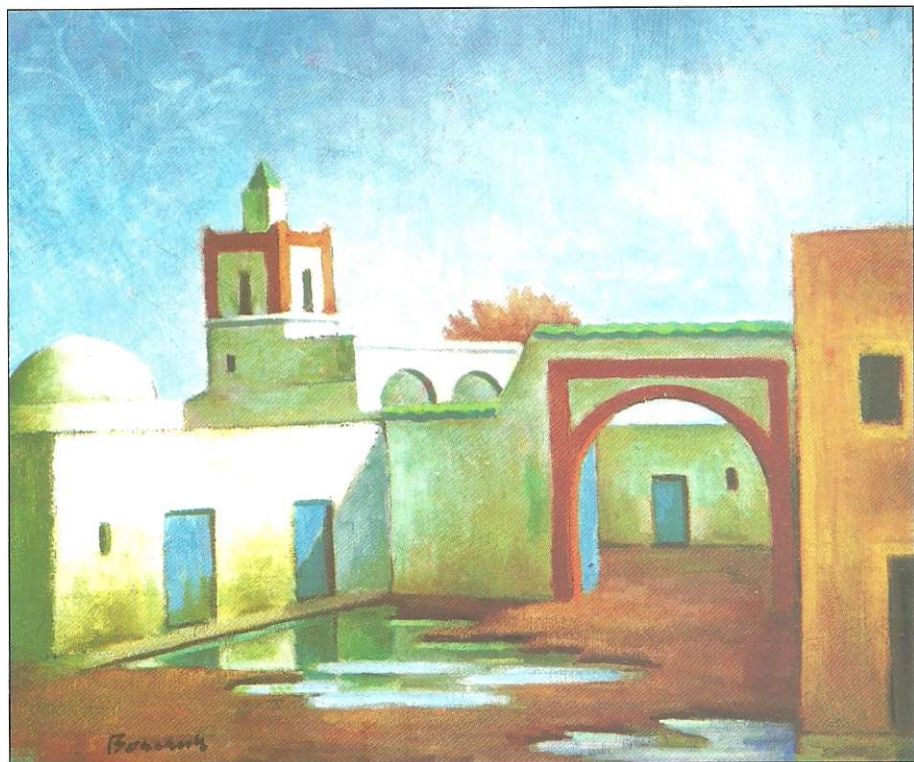
Zoubeir Turki (1924-2009)
MUFTI



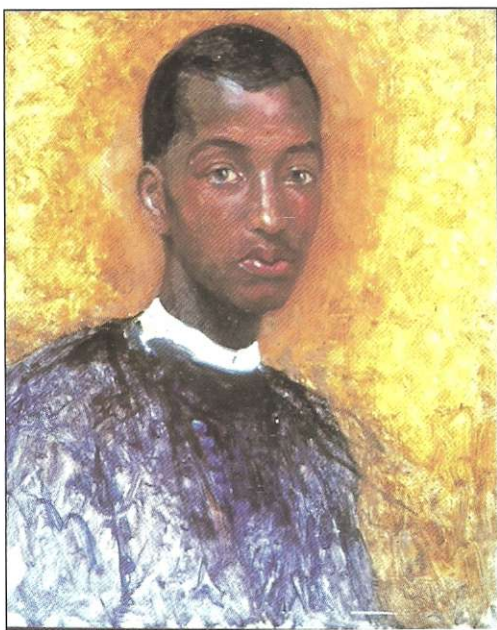
Abdelaziz Gorgi (1928-2007) : L'OISEAU
Miniature



Jalel Ben Abdallah (Né en 1921)
CHEVAL BLANC



Pierre Boucherle 1895-1988)
MAUSOLEE DE SIDI ALI
AL-HATTAB



Rodolphe d'Erlanger (1872-1932)
PORTRAIT
Huile sur toile

Ces pionniers de l'art moderne tunisien, qui ont adopté une technique et une esthétique étrangères, ne tardent pas à sentir le besoin de communiquer avec leur environnement immédiat. Le regard subjectif et indépendant qu'ils acquièrent n'implique pas, pour la plupart d'entre eux, une rupture avec leur culture originelle, il leur permet tout au plus d'avoir un point de vue nouveau, un rapport inédit à la réalité. La vision « impersonnelle » de l'artiste anonyme dans l'art traditionnel cède le pas à une vision active, volontariste, soumettant le réel à une lecture éminemment subjective. Devant le fossé qui va se creusant entre un monde vieilli et un autre en gestation, avec ce qu'il implique comme déchirement et perte de repères, l'artiste tunisien se réfugie dans la nostalgie. Il est impérieux de conjurer le désarroi de la conscience culturelle par la fixation de certains traits du monde traditionnel qui s'effritent à travers un art de la louange et de la célébration. Deux générations d'artistes — les « pionniers » et les peintres de « l'Ecole de Tunis » — devaient s'y consacrer, quitte à proposer de la réalité une image faussement harmonieuse et par trop « arrangée », en marge des profondes mutations que vivait la société.

Les pionniers

Sur Ahmed Osman, le premier peintre tunisien, nous disposons de peu d'informations. Les quelques œuvres qui nous sont parvenues de lui montrent un attachement à l'enseignement académique, notamment une copie à l'huile d'une gravure (*Laban cherche ses idoles*) de Pietro da Cortone (1596-1669). Mais il pratique surtout la peinture des solennités officielles (*Mohamed Sadok Bey avec sa suite sur le perron du Bardo*) ainsi que le portrait (*Portrait de Mohamed Hadi Bey*), genres en faveur à la cour beylicale dont son père était un des dignitaires. Son style accuse une certaine raideur « naïve » du trait, compensée par une palette lumineuse assez rare à l'époque dans le genre traditionnel du portrait. L'expérience d'Achmed Osman ouvre la voie à d'autres artistes qui tentent, après lui, d'enraciner le nouvel art dans le contexte culturel tunisien.

Hédi Khayachi (1882-1948) suit l'exemple d'Achmed Osman et, comme lui, est surtout un portraitiste au service de dignitaires et de bourgeois auxquels il propose, également, des scènes de la vie traditionnelle. Il s'initie à la peinture dans l'atelier Pinchart à Tunis, qui

dispense au début du siècle un enseignement académique libre, en l'absence, à l'époque, d'institutions publiques spécialisées.

Sur la vie et l'œuvre de Hédi Larnaout, nous savons peu de choses. Une émission philatélique de 1985 reproduit une de ses compositions, intitulée « *La cour des parfumeurs* » ; une autre, « *Mariée Tunisienne* » a figuré tardivement dans une vente à la salle Drouot à Paris. Nous savons également qu'un certain Hédi Larnaout, employé au Consulat d'Italie, fut en 1908 parmi les tout premiers hommes de théâtre tunisiens. Serait-ce notre peintre ou simplement un homonyme ? Toujours est-il que les deux œuvres susmentionnées montrent une certaine maturité et indiquent une longue pratique de la peinture.

Avec la création du Salon Tunisien en 1894, un rapport nouveau à l'art s'instaure. La peinture n'est plus une commande que le prince ou le notable passe à l'artiste, mais un produit proposé aux amateurs dans le cadre d'expositions artistiques. D'un art de palais, la peinture bascule du côté du large public et, ce faisant, attire vers elle des vocations nouvelles tentées par ce mode « moderne » d'expression qui, pour les premiers peintres tunisiens, fut aussi un métier. Et c'est au sein du Salon Tunisien, que s'est développée l'expérience de la plupart des artistes tunisiens.

Les activités d'Ahmed Osman, Hédi Khayachi, Hédi Larnaout ont évolué en dehors du Salon Tunisien, et c'est Jilani Abdelwahab dit Abdul (1890-1961), un autre élève de l'atelier Pinchart, qui fut le premier tunisien musulman à exposer au Salon dès 1912. A la veille de la Première Guerre Mondiale, il quitte la Tunisie pour la France où il devait passer toute sa vie. Il y fréquente Soutine, Chagall, Modigliani, Zadkine, Marquet, artistes de la fameuse Ecole de Paris. D'après les rares travaux que nous connaissons de lui, Abdul est un bon paysagiste. Néanmoins, ayant passé toute sa vie à l'étranger, il n'eut pas d'influence sur le mouvement artistique tunisien.

Yahia Turki (1901-1969) est considéré à juste raison comme le premier peintre tunisien ayant eu une carrière professionnelle bâtie dans le cadre d'un rapport suivi avec le public, à travers expositions personnelles et participations au Salon Tunisien et à d'autres manifestations. Le titre de « père de la peinture tunisienne » dont on le gratifie exprime une déférence que les milieux culturels tunisiens lui vouent depuis les années 20. Lors de l'effervescence intellectuelle et

artistique ayant accompagné l'éveil nationaliste, on le considère déjà comme une sorte d'artiste national et on déplore qu'il ne soit pas assez reconnu et encouragé par les autorités coloniales. Cette aura, il la doit à la simplicité et à la spontanéité d'une facture personnelle, à une sensibilité enracinée dans le terreau culturel tunisien et ouverte sur la modernité par sa verve ingénue et le traitement libre du graphisme et de la couleur. Peintre de la vie populaire et des paysages tunisiens, Yahia Turki est aussi le chantre des atmosphères de la Médina, campant une humanité simple, absorbée par ses occupations quotidiennes dans les rues, les souks, les cafés, dans une manière simplifiée, aux tons purs et gais, largement émancipée des recettes de l'académisme et traduisant un rapport serein et heureux à la vie.

La démarche de Abdelaziz Berraïes (1903-1962) restée plus fidèle à l'enseignement du Centre d'art, devenu l'Ecole des Beaux-Arts de Tunis, où il fut l'élève d'Armand Vergeaud, trahit une âme mélancolique pour laquelle la peinture est le moyen de surmonter le handicap d'une surdité précoce survenue accidentellement. Les paysages et les scènes traditionnelles de Berraïes, peints avec probité et respect des belles matières, dans des tons sobres et précieux, constituent un œuvre plus tournée vers l'univers propre de la peinture que vers la réalité visible du monde.

Ancien élève comme Berraïes de l'Ecole des Beaux-Arts, Aly Ben Salem (1910-2001) eut assez tôt le désir, au-delà de l'enseignement académique et de l'espace perspectif de la Renaissance, de redécouvrir la bidimensionnalité de l'espace esthétique musulman et ses caractéristiques graphiques et chromatiques. Dans une série d'aquarelles datant des années 30, consacrées aux métiers, aux coutumes et à d'autres aspects de la vie traditionnelle, il s'attache moins à fixer une image documentaire de la réalité qu'à célébrer une vision idéalisée d'une culture menacée par la modernité, dans un style simplifié s'inspirant tour à tour de l'imagerie populaire et de la miniature musulmane. Dès avant les années quarante, son œuvre quitte la description des us et coutumes pour un formalisme décoratif dédié à la célébration de la beauté féminine, dans un cadre paradisiaque ; rêve inlassablement repris, avec les mêmes motifs et par les mêmes procédés de réalisation, évoquant le statisme de l'imagerie populaire.

Hatim Elmekki (1918-2003) suit, quant à lui, la voie de la recherche et de l'expérimentation. Dessinateur à la verve impatiente et changeante, il cultive tous les styles et cherche inspiration tant dans la réalité locale que dans les thèmes universaux. Les sujets populaires l'intéressent autant que les thèmes mythologiques. Après l'indépendance, il est un moment séduit par l'iconographie de l'engagement et, plus tard, se fait un nom dans la pratique des divers arts publicitaires (affiches, timbres-poste, maquettes pour la monnaie métallique et de papier, etc.). Particulièrement attentif aux divers courants de l'art international, sa peinture fraye avec l'expressionnisme, le dadaïsme, le surréalisme. Chemin faisant, il devient de plus en plus attentif au métier et à la propre expressivité du trait, ce qui le pousse naturellement vers les prouesses de la technique ; c'est ainsi qu'il fut, à la fin de sa vie, séduit par l'hyper-réalisme des images analytiques mis à la mode par la nouvelle figuration.

Une exposition de Amara Debbèche (1918-1977), tenue en 1967, révèle la richesse de l'œuvre d'un pionnier qui, depuis 1937 et jusqu'à l'après-guerre, expose ses travaux au Salon Tunisien. Expatrié depuis en France, il y mène une carrière de peintre et d'illustrateur. Rentré en Tunisie au début des années 60, il prend part à la vie artistique locale et réalise en 1964 une décoration murale au Centre des P.T.T. de la localité de Mégrine, proche de Tunis. Amara Debbèche s'illustre surtout comme dessinateur au trait libre et allusif qui trahit une âme indépendante et angoissée.

Ammar Farhat (1911-1987), un homme du peuple, est l'une des personnalités marquantes du mouvement artistique tunisien. Peintre autodidacte, ayant connu une jeunesse difficile et pratiqué divers petits métiers, il commence sa carrière en dessinant au fusain les portraits des vedettes de la chanson égyptienne d'alors : Abdelhay Hilmi, Salama Hijazi et d'autres, qu'il proposait aux tenanciers des cafés où se pressent les amoureux du chant oriental. Il fut séduit par la peinture au contact d'artistes comme Mosés-Lévy et Pierre Boucherie. Alexandre Fichet l'accueille en 1938 au Salon Tunisien et l'aide à monter sa première exposition personnelle en 1940 dans le hall du journal *Le Petit Matin*. L'art de Ammar Farhat reflète sa personnalité franche et simple et raconte aussi bien ses visions d'une beauté idéalisée que des scènes d'un réalisme mélancolique campant une humanité défavorisée : ouvriers,

marchands de quatre saisons, dockers, musiciens noirs, aux prises avec les difficultés de la vie.

L'Ecole de Tunis

Dans les années d'après-guerre, Pierre Boucherie réunissant autour de lui quelques artistes français et tunisiens fonde « Le Groupe des Dix » dont certains membres forment ensuite « LTJ cole de Tunis ». La date de création de celle-ci demeure incertaine compte tenu des contradictions entre les témoignages de ses membres et de la rareté de traces écrites (1943 ? 1946? 1947?) Le noyau du groupe est formé par Boucherie, son premier président, Moses-Lévy, Jules Lellouche, Antonio Corpora, Ammar Farhat, Abdelaziz Gorgi, Jelal Ben Abdallah, Hédi Turki. Sans orientation esthétique précise, l'Ecole de Tunis se donne comme objectif de défendre les intérêts des artistes « professionnels », par opposition aux « amateurs » dont les œuvres envahissent les expositions du Salon Tunisien.

En 1956, Pierre Boucherie cède la présidence à Yahia Turki, et une nouvelle ère commencent pour l'D cole de Tunis. Ses membres affichent la volonté de construire une « personnalité nationale » en peinture. Sans pour autant proposer un programme de groupe de tendance aux orientations précises, la plupart de ses artistes prônent la célébration du milieu traditionnel, à travers des thèmes « tunisiens », ce que contestera plus tard une autre génération d'artistes, comme Mahmoud Sehili (né en 1931), Néjib Belkhodja (1933-2007), Abderrahman Medjaouli (né en 1936), Ridha Bettaïeb (1939-1993), Lotfi Larnaout (né en 1944) et d'autres, qui y verront un appauvrissement du concept de l'art et une « dérive folkloriste » et dénonceront une véritable mainmise de certains membres du groupe sur le marché de l'art.

Au plan strictement artistique, des peintres comme Yahia Turki, Ammar Farhat, Abdelaziz Gorgi, Jelal Ben Abdallah, Hédi Turki, Safia Farhat, Brahim Dhahak, Ali Bellagha et Zoubeir Turki, qui les rejoindra en 1958 à son retour de Suède, veulent marquer de leur empreinte la pratique picturale et la vie culturelle dans son ensemble. Au lendemain de l'indépendance, les traits essentiels de la personnalité de la plupart des membres du groupe sont fixés. A l'exception de Hédi Turki (qui évoluera, dès 1959, vers l'expressionnisme abstrait après un séjour de

trois mois aux Etats-Unis), leurs démarches s'appuient sur une attitude affective valorisant le patrimoine artistique traditionnel, célébrant la mémoire de la Médina, et affectionnant le pittoresque de la vie populaire. Ils continuent, en la précisant, la tendance des pionniers de la précédente génération vers une réconciliation de l'art moderne avec une certaine conception de la réalité locale.

L'œuvre de Jelal Ben Abdallah (né en 1921) est un espace imaginaire où des beautés de rêve sont absorbées dans une profonde méditation à côté d'une fenêtre ouverte sur une mer se confondant à l'horizon avec un ciel vaporeux où semble flotter la silhouette légère du MBoukornine. De la miniature de ses débuts, il passera plus tard aux grands formats qu'il peuplera de belles créatures nues ou en habits chamarrés, au profil grec et aux yeux de gazelle, dans des décors envahis d'éléments décoratifs : architectures, objets finement ouvragés, meubles anciens, bijoux, tissus... véritable univers né du croisement de la réalité et du mythe.

Plus formaliste, Gorgi (1928-2008) fait revivre les traditions de la miniature musulmane, à la fois dans son concept esthétique (abandon de l'espace perspectif de la Renaissance pour l'espace esthétique musulman), et dans ses procédés de réalisation (irréalisme du graphisme et de la couleur). A la fin des années soixante, il explore, sur un mode gouailleux et cocasse, le subconscient populaire avec ses fantasmes, ses obsessions, dans un style proche de l'art brut.

Après le matiérisme de ses débuts, Ali Bellagha (1924-2006) remet en honneur une esthétique et des procédés inspirés de la création populaire : imagerie empruntée à la peinture sous verre, bois gravé et peint, calligraphie, etc.

Ces artistes seront bientôt rejoints par d'autres qui renforceront, chacun à sa manière, la tendance vers cette « tunisification » de l'art. Zoubair Turki, Safia Farhat et Brahim Dhahak seront les premières recrues du groupe au lendemain de l'indépendance.

Lors de son séjour en Suède de 1952 à 1958, Zoubair Turki (1924-2009) se remémore l'univers de son enfance et de sa jeunesse et annonce, déjà, ce que serait son art : un art du souvenir restituant par un trait souple et alerte un monde grouillant de types, de caractères, de portraits d'une humanité qu'il connue et aimée et qu'il raconte sur un ton amusé et complice. Nullement concerné par le souci du pittoresque et du

documentaire, Zoubeïr Turki s'amuse avec ses souvenirs et a l'étonnante capacité de communiquer sa bonne humeur aux autres, ce qui lui vaut une popularité inégalée, jamais démentie pour un peintre, et fera de lui une figure profondément enracinée dans l'être collectif à l'exemple d'un Abdelaziz al-'Iroui (Laroui).

Safia Farhat (1924-2003), peintre, céramiste, tapissière et seule femme du groupe, affectionne les compositions fortement charpentées et traite, par un graphisme puissant et des tons généralement restreints, divers thèmes de la vie traditionnelle.

Brahim Dhahak, artiste du sud au style puissant et brut, est adopté par le groupe sans que cela ait une quelconque influence sur sa manière et sa sensibilité restées éloignées des atmosphères de la Médina. Il l'exprimera plus tard pleinement au moyen de la gravure sur bois, dans un porte folio consacré à la *Geste Hilalienne*.

Sans faire partie de l'Ecole de Tunis, Mahmoud Ezzeddine (dit Nouredine) Khayachi (1918-1987) en cultive l'esprit et les thèmes. Fils de Hédi Khayachi et ancien élève des académies italiennes, il s'applique à faire revivre avec un luxe de détails et dans une facture minutieuse, des scènes coutumières de la vie d'autrefois d'où le souci documentaire n'est pas absent.

Ce désir de s'enraciner dans la réalité locale, exprimé tant par les artistes pionniers que par ceux de l'école de Tunis, révèle à travers divers styles et expériences une recherche souvent inconsciente de conceptions nouvelles qui dépasseraient l'anecdotique et le narratif pour se rapprocher de l'espace esthétique musulman. Ce sera le projet conscient d'une troisième génération d'artistes (Néjib Belkhoja, Lotfi Larnaout, Nja Mahdaoui) arrivés à maturité au milieu des années soixante, qui tenteront de fécondes expériences liées au lettrisme et à une sorte de constructivisme inspiré du décor géométrique musulman et de la calligraphie arabe, tandis que d'autres, éludant les considérations d'appartenance culturelle, préféreront s'inscrire dans le contexte de l'art international.

CHAPITRE X

L'organisation administrative de la Régence

Le régime du Protectorat implique le maintien des institutions tunisiennes préexistantes. Mais la France en créa d'autres, les unes ayant pour mission de contrôler les actes des ministres et des fonctionnaires tunisiens, les autres étant chargées d'assumer directement les différents secteurs de l'activité politique, économique, judiciaire, administrative et culturelle.

Le régime du Protectorat hérite en outre de l'absolutisme des Beys et de la concentration excessive de l'administration ; les autorités françaises se gardent de mettre en place de véritables institutions représentatives et évitent de tomber sous le contrôle du Parlement français. La Tunisie relève du Ministère des Affaires Etrangères à Paris et est en fait gouvernée par les Autorités locales du Protectorat, en étant contrôlée de près seulement dans le domaine financier par le gouvernement français qui garantit la dette tunisienne.

Par ailleurs, les structures sociales sont maintenues et les « grandes familles » que la faveur des beys avait dotées d'apanages conservent en général leur place dans l'administration, la Grande Mosquée et les

tribunaux charaïques. Les Autorités du Protectorat comptent sur ces familles qui inspirent aux tunisiens respect et obéissance pour maintenir les structures de la société. Elles utilisent sans appréhension leurs services, sachant que les fils des grandes familles sont habitués, pour mieux profiter des faveurs du prince, à la docilité et à la souplesse et à fermer les yeux sur les excès et les injustices du maître. Ils devaient être, dès lors, un instrument aisément maniable entre les mains des nouvelles Autorités.

La nouvelle organisation administrative répond certes à de nouveaux besoins, à une conception plus moderne de la gestion des affaires, mais la plupart des services techniques sont des créations du protectorat en ce sens où ils ne sont pas le fruit d'une évolution *suigeneris* et qu'ils restent fermés aux tunisiens musulmans. Œuvres du Protectorat, ces services seront les instruments de sa politique propre. Leur personnel formé presque exclusivement d'européens, ne cessera au fil des ans de s'accroître, et la charge qu'il constitue pour le budget tunisien de s'alourdir.

LE POUVOIR CENTRAL TUNISIEN

Le Bey

Le Bey garde en principe toutes les marques extérieures de la souveraineté. Il est considéré comme un chef d'Etat avec emblème, cour, protocole et garde de parade. Lors de l'établissement du Protectorat, la France admet les droits héréditaires des Beys : la succession se fait par ordre d'âge entre les princes de la famille Husseinite. L'héritier du trône porte le nom de Bey du Camp.

Par le traité du 12 mai 1881, la France s'est engagée à soutenir le souverain tunisien et sa dynastie et à lui prêter son appui contre tout danger qui le menacerait. Mais lors de son avènement, il doit recevoir l'investiture du Résident Général au nom de la France. Cette tradition s'est établie avec Paul Cambon qui assista le 29 octobre 1882 à l'intronisation d'Ali Bey au Palais de Kassar Saïd.

Le Bey est le chef de la Maison Husseinite. Les princes et princesses doivent obtenir son autorisation pour tous les actes privés ou publics.

Un administrateur français de la liste civile, nommé par le décret du 11 juin 1902, gère les biens meubles et immeubles du domaine privé du Bey et contrôle les dépenses afférentes à la liste.

Moncef Bey



Palais du Bardo, 14 octobre 1942. Moncef Bey, au centre, à l'issue de la cérémonie des vœux de l'Aïd. On reconnaît à sa droite son cousin Lamine, Bey du Camp et, à sa gauche, Hédi Lakhrouf, Premier Ministre. Au premier rang, à l'extrême droite, Sadok Zmerli Directeur du

Protocole et, à sa droite, Aziz Jallouli, Cheikh al-Madina.

Moncef Bey, intronisé le 19 juin 1942, est le Bey le plus populaire de la dynastie. Il fut destitué le 14 mai 1943, après l'entrée des armées Alliées à Tunis, par ordonnance du Général Giraud. Il meurt en exil à Pau le 1^{er} septembre 1948 et est inhumé le 5 septembre à Tunis au cimetière du Jellaz.



Les funérailles de Moncef Bey
le dimanche 5 septembre 1948,
représentent un grand moment
de cohésion nationale
et de ferveur populaire.

Le dernier souverain de la dynastie Husseinite



Lamine Bey,
à l'occasion de la
cérémonie de pré-
sentation des vœux
de l'Aïd, octobre
1943. On reconnaît
à sa gauche
Slaheddine
Baccouche,
Premier Ministre et
Hassan Husni
Abdelwahab,
Ministre de la
Plume. A la droite
de Baccouche,
légèrement en

retrait, Mohamed Salah Mzali, Ministre des Habous. Au premier rang, à gauche, Habib Jallouli Ministre de la Justice et, premier à droite, Sadok Zmerli, Directeur du Protocole. 19e et dernier souverain de la dynastie Husseinite, Lamine Bey cède au régime de la République, proclamé le 25 juillet 1957 par l'Assemblée Nationale Constituante. Décédé à Tunis le 30 septembre 1962, il est inhumé au cimetière Sidi Abdelaziz à la Marsa.

Naceur Bey (1906-1922) père du futur souverain Moncef Bey (1942-1943), a volontiers avalisé les revendications du nouveau Parti Destour. A la droite de Naceur, son cousin Habib, Bey du camp, qui lui succédera (1922-1929) et qui est le père de Lamine Bey, le dernier souverain. A la gauche de Naceur Bey, Aziz Bouattour Premier Ministre.



Tous les princes et princesses de la famille beylicale reçoivent dès leur naissance une dotation prélevée sur le budget tunisien. Mais l'article 3 du décret du 11 juin 1902 prévoit que « toute dépense, toute obligation quelconque susceptible d'engager la personne ou les biens personnels d'un membre de la famille beylicale ne sera valable à l'égard des tiers et ne pourra être opposée, même ordonnée ou signée par lui, si elle n'a pas été visée par l'administrateur du Bey ».

Ainsi, tout acte d'un membre de la famille beylicale ne peut avoir d'effet que s'il est autorisé par l'Administrateur de la liste Civile. « Les Membres de la famille beylicale ne peuvent en aucun cas engager leur personne, ni leurs biens »². Ils ont donc le statut de mineurs toute leur vie. La situation qui leur est faite s'explique par la méfiance des Autorités du Protectorat à l'égard des princes. La plupart d'entre-eux étaient en effet des jouisseurs oisifs et dépensiers rarement attirés par le travail ou l'instruction.

Le Bey, enfin, détient les pouvoirs qu'il exerçait avant le Protectorat sauf ceux qui lui ont été enlevés par les traités de Kassar-saïd et de la Marsa. En fait, son rôle se limite à sceller les décrets que les Autorités du Protectorat lui présentent et à incarner une souveraineté confisquée.

Il n'y avait au début du Protectorat que deux Ministres : le Premier Ministre et le Ministre de la Plume.

Le Premier ministre

Créée après la promulgation du Pacte Fondamental par le décret du 25 juillet 1860, la charge de Grand Vizir dont Mustapha Khaznadar fut le premier titulaire comporte des attributions multiples. C'est le Grand Vizir, aidé par quelques collaborateurs (le « Moustachar » à l'intérieur par exemple) qui dirige toutes les affaires du pays dans un grand ministère « Ouzara Kobra » : les départements des Finances, des Affaires Etrangères, de la Guerre, etc. relevaient en fait exclusivement de lui.

Après l'établissement du Protectorat, l'omnipotence et le cumul de responsabilités disparaissent. Les ministres tunisiens n'ont plus, après les traités de 1881 et 1882, à s'occuper ni des Affaires Etrangères, ni des Finances, ni de la Guerre ni de la Marine. Le Grand Vizir devient comme le Bey un personnage décoratif sans pouvoir réel. Il conserve

théoriquement certaines prérogatives : il est le représentant du Bey, dépositaire de ses pouvoirs, l'intermédiaire entre le souverain et l'administration générale, entre le Bey et ses sujets. Les fonctionnaires de l'Administration caïdale, ceux de la Jamiaa des Habous, les magistrats du Charaa, etc. correspondent avec le Bey par son entremise ; il est en relation directe avec les membres de la famille beylicale pour toutes les affaires qui les concernent. Il exerce son contrôle sur la Grande Mosquée, ses professeurs, ses surveillants et s'assure de l'application des règlements qui régissent l'Université de la Zitouna.

Enfin, tous les décrets sont pris, en principe, sur sa proposition. Progressivement, ses pouvoirs administratifs et judiciaires sont limités et tous ses actes soumis au contrôle du Secrétaire Général du gouvernement tunisien.

Les services qui restent sous l'autorité du Premier Ministre (et sous le contrôle naturellement du Secrétaire Général) sont groupés en un ministère d'Etat, dont les attributions sont limitées à l'organisation administrative et territoriale, essentiellement l'administration caïdale, le personnel administratif musulman, les Habous, les Tribunaux religieux, le notariat musulman, les affaires israélites, le protocole, les affaires de la famille beylicale.

Tous ces services sont en fait dirigés par le Ministre de la Plume jusqu'en 1945.

Les réformes d'août 1947 placent l'administration générale de la Régence sous l'autorité du Premier Ministre, flanqué toujours du Secrétaire Général du gouvernement tunisien. Ainsi, le Premier Ministre devient le Chef des 6 ministères tunisiens et des 5 Directions techniques. Il dirige en même temps une sorte de ministère de l'Intérieur qui comprend l'administration générale et les communes. Désormais, il est seul qualifié pour proposer au bey les décrets et textes soumis au sceau du Souverain, dont il surveille l'exécution. Enfin, il coordonne l'action des ministres tunisiens et des directeurs français et préside le Conseil de Cabinet.

En fait, l'autorité du Premier Ministre reste plus apparente que réelle car tous les pouvoirs que lui confèrent les décrets sont « exercés avec l'assistance ou sous le visa du Secrétaire Général du gouvernement tunisien »³.

Les réformes de 1951 donnent pour la première fois depuis 1881 la présidence du Conseil des Ministres au Premier Ministre et non plus au Résident général. Le Premier Ministre devient le seul chef de l'administration générale ; le Secrétaire général devient son assistant et perd le droit de viser les arrêtés ministériels qui sont dès lors soumis sous forme de projets au Résident Général.

Le Ministre de la Plume

A l'origine, le premier Secrétaire du Bey était le Bach Kateb dont la charge fut créée par Ali Bey. En 1873, Aziz Bouattour est investi de cette fonction sous le nom de Ministre de la Plume (Ouazir al Kalam). Ses fonctions sont variées, mais il n'a en fait aucun pouvoir de décision. Il dirige sous l'autorité du Premier ministre les services du Ministère d'Etat. Il assure l'intérim du Premier ministre en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, donne lecture au souverain des documents soumis à son sceau, les vise au préalable et lit les discours du Bey en certaines circonstances.

Le décret du 17 février 1945 donne au Ministre de la Plume le titre de Ministre d'Etat dont les services sont au nombre de deux : Section d'Etat et Service des Communes.

En 1921 est créé le Ministère de la Justice et en 1943 le Ministère des Habous qui fut supprimé en 1945.

L'ère des réformes dans l'exécutif tunisien

Les réformes de février 1945 instituent un ministère des Affaires Sociales. En 1947, les réformes de Jean Mons introduisent des changements dans le nombre et la nature des fonctions des Ministres. Il y eut désormais 6 ministres tunisiens : le Premier Ministre, les Ministres de la Justice ; du Commerce et de l'Artisanat ; de la Santé Publique ; du Travail et de la Prévoyance Sociale et de l'Agriculture. Les réformes de février 1951 créent un 7e ministère : le Ministère d'Etat.

Mais les ministres tunisiens ont auprès d'eux, jusqu'à la réforme du 9 août 1947, des fonctionnaires français appelés « délégués » et rebaptisés conseillers depuis lors. Les conseillers sont chargés en principe de contrôler au nom du Secrétaire Général du gouvernement tunisien le

fonctionnement des différents services. Le Délégué au Ministère de la Justice a aussi le pouvoir réglementaire, donc un pouvoir de gestion et d'administration. Au Ministère des Affaires Sociales, il y avait deux délégués, l'un pour la Santé Publique, l'autre pour le Travail et la Prévoyance. Ces deux délégués nommés parmi les hauts fonctionnaires français et placés sous les ordres du Ministre sont en même temps ses contrôleurs.

Les conseillers créés par le décret du 9 août 1947 donnent leur avis ou font des suggestions aux Ministres. Ils visent tous les actes et tous les textes communiqués par les Ministres au Secrétaire Général du Gouvernement. Les Conseillers sont supprimés en septembre 1950.

Les Directions techniques

Jusqu'aux réformes de mars 1947, les Directions techniques sont au nombre de cinq : Finances, Travaux Publics, Instruction Publique, Commerce et Colonisation, Office Tunisien des P. T. T. et Agriculture. Depuis lors, le Département de l'Agriculture a été attribué à un ministre tunisien. Après la guerre, on crée un commissariat à la Reconstruction et au Logement.

Les membres du Conseil des Ministres⁴ ont toujours été en majorité français jusqu'en 1951 (Réforme Périllier). Outre les Ministres tunisiens et les Directeurs des départements techniques, il y avait aussi le Résident Général, Président, le Chef d'Etat Major de l'armée et le Vice-Amiral.

Avec les réformes de 1947, le Vice-Amiral quitte le Conseil des Ministres et, à partir de 1951, la parité est établie. Le Résident et le Général Commandant Supérieur des Troupes de Tunisie ne font plus partie du Conseil. Sur les 14 membres, il y eut alors les 7 ministres tunisiens, les 5 Directeurs, le Secrétaire Général ou son adjoint et le Commissaire à la Reconstruction et au Logement.

Tous les membres du Conseil sont soumis à l'investiture du Bey. Celui-ci approuve et scelle sans discussion les textes approuvés par les membres du Conseil. Les réformes de 1957 prévoient aussi la mise sur pied d'un Haut-comité groupant le Résident et le Gouvernement tunisien. Il devait être réuni sur l'initiative du Résident et sous sa présidence « en cas d'événements graves susceptibles de mettre en cause

les hautes obligations dérivant des traités et de compromettre l'administration générale du royaume ».

En fait, les événements de 1950-54 en Tunisie n'ont pas permis à cet organisme de voir le jour.

Enfin les réformes de mars 1954 (Voizard) donnent au sein du Conseil des Ministres la majorité aux membres tunisiens.

LES ORGANES CENTRAUX DU PROTECTORAT

Le Résident général

Le Ministre résident a des pouvoirs étendus. Il représente le gouvernement français auprès du Bey. Il veille à l'exécution des traités établis entre la France et la Régence. Il est « l'intermédiaire dans les rapports de la France avec les autorités tunisiennes » (art. 5 du traité de Kassar-Saïd).

Le Résident général est, depuis le décret beylical du 9 juin 1881, chargé des fonctions de Ministre des affaires étrangères du gouvernement tunisien, « intermédiaire officiel et unique dans les rapports du Bey avec les autres puissances »⁵.

Le décret du Président de la République française du 22 avril 1882 qui fixe les pouvoirs du Ministre Résident et organise le fonctionnement du protectorat prévoit que :

1) « Les divers services ou établissements fonctionnant en Tunisie sous l'action du gouvernement français seront, dans les limites où s'exerce cette action, placés dans la dépendance du département ministériel correspondant de la République ;

2) « Toutefois, le Ministre Résident à Tunis sera le représentant de tous les services et, à ce titre, correspondra avec les ministres français desquels il recevra ses instructions.

3) « Les communications échangées entre le Ministre Résident et les membres du gouvernement français passeront par l'intermédiaire du Ministre des Affaires Etrangères qui les examinera au point de vue spécial diplomatique et des intérêts internationaux et indiquera, s'il y a lieu, les observations que suggérera cet examen ;

4) « Les projets d'organisation et les demandes de crédits y afférents que les divers services pourraient entraîner seront soumis à l'avis du

LES MINISTRES RESIDENTS ET RESIDENTS GENERAUX EN TUNISIE 1881 -1955

THÉODORE ROUSTAN, Consul général et chargé d'Affaires à Tunis le 17 décembre 1874, ministre plénipotentiaire le 23 janvier 1880, présent lors de la signature du traité du Bardo le 12 mai 1881, Ministre résident à Tunis le 13 mai 1881 jusqu'en février 1882 (Ministre de France à Washington en février 1882 puis Ambassadeur à Madrid en 1890)

*PAUL CAMBON, Ministre résident le 12 février 1882-novembre 1886
JUSTIN MASSICAULT : Résident Général, novembre 1886-novembre 1892 (meurt à Tunis en 1892)*

CHARLES ROUVIER : novembre 1892-novembre 1894

RENÉ MILLET : novembre 1894-novembre 1900

STEPHEN PICHON : décembre 1901-janvier 1907

GABRIEL ALAPETITE : janvier 1907-novembre 1918

PIERRE ETIENNE FLANDIN : novembre 1918-décembre 1920

LUCIEN SAINT : décembre 1920-janvier 1929 (Résident Général au Maroc en janvier 1929)

FRANÇOIS MANCERON ¹ : janvier 1929-juillet 1933

MARCEL PEYROUTON : 29 juillet 1933-mars 1936

ARMAND GUILLON (21 mars 1936-octobre 1938

EIRIK LABONNE : 22 novembre 1938-juin 1940 (nommé Ambassadeur à Moscou en juin 1940)

MARCEL PEYROUTON : 3 juin-23 juillet 1940 (juillet 1940 ministre de l'Intérieur du Maréchal Pétain)

AMIRAL JEAN-PIERRE ESTÉVA : juillet 1940-mai 1943

GÉNÉRAL ALPHONSE JUIN : mai-juin 1943

GÉNÉRAL CHARLES MAST : 25 juin 1943-janvier 1947

JEAN MONS : 21 février 1947-mars 1950

LOUIS PÉRILLIER : 9 avril 1950-25 décembre 1951

JEAN DE HAUTECLOCQUE : 13 janvier 1952-25 août 1953

PIERRE VOIZARD : 23 septembre 1953-28 juillet 1954

GÉNÉRAL JEAN BOYER DE LATOUR : 30 juillet 1954-30 août 1955

ROGER SEYDOUX PREMIER Haut Commissaire de France : 13 septembre 1955 (il présente ses Lettres de Créance au Bey le 19 septembre 1955)

PIERRE DE LEUSSE, premier Ambassadeur de France (1956)

Ministre des Affaires Etrangères qui les contresignera de concert avec les ministres compétents ».

Ces dispositions sont modifiées en 1885 en ce qui concerne seulement les pouvoirs du Ministre-Résident. L'article 1^{er} du décret présidentiel du 23 juin 1885 stipule que le Représentant de la République française en Tunisie portera le titre de Résident général et qu'il relève du Ministre français des Affaires Etrangères.

Ses attributions sont précisées par les articles 2, 3 et 4 ci-après :

« *Art 2-* Le Résident Général est dépositaire des pouvoirs de la République dans la Régence. Il a sous ses ordres les commandants des troupes de terre et de mer et tous les Services Administratifs concernant les Européens et les indigènes.

« *Art 3* - Il a seul le droit de correspondre avec le gouvernement français. Exception est faite pour les affaires d'un caractère purement technique et d'ordre intérieur dans chaque administration française.

Ces affaires pourront être traitées directement avec les ministres compétents par les chefs des différents services institués en Tunisie.

« *Art. 4* - Le Résident général communique avec les divers membres du gouvernement par l'intermédiaire du Ministre des Affaires Etrangères.

Il les saisit sans délai de toutes les questions qui intéressent le département ».

Le Résident général exerce tous les attributs souverains du Bey que les traités transfèrent à la France.

Il dirige en sa double qualité de Représentant du Gouvernement français et de Ministre des Affaires Etrangères du Bey, toutes les relations extérieures de la Régence.

En sa qualité de chef de la colonie française, il a le droit de prendre, par voie d'arrêtés, les dispositions réglementaires qui la concernent exclusivement. Le décret français du 1^{er} mai 1912 confère au Résident général de France à Tunis ou à son délégué le pouvoir de prendre des arrêtés d'interdiction de séjour contre toutes les personnes condamnées dans la Régence.

Par décret du 10 novembre 1884, le Président de la République française avait déjà délégué au Ministre résident le pouvoir d'approuver

au nom de la France la promulgation et la mise à exécution de tous les décrets beylicaux. Pour devenir obligatoires, ces décrets doivent être visés pour approbation par le Ministre Résident. Après visa, ils sont publiés dans les deux éditions, française et arabe, du Journal Officiel Tunisien.

L'action du Résident général n'est pas moins étendue dans le domaine de la souveraineté interne. Il a la haute main sur l'administration intérieure de la Tunisie. M. Pillet⁶ reconnaît à cet égard trois droits distincts du Résident général :

1) « Il a le droit de surveiller l'administration de l'Etat protégé, d'être informé de tous les actes auxquels elle donne lieu, d'être consulté sur toutes les innovations projetées ;

2) « Il a le droit d'opposer son veto à tous les actes du souverain local, s'il juge ces actes incompatibles avec les obligations internationales qui lui incombent. Par là même, toute manifestation de l'autorité du protégé n'est régulière vis-à-vis du protecteur qu'autant qu'elle a reçu l'approbation de son représentant ;

3) « En cas d'inaction du protégé, il a le droit d'agir lui-même et de prendre les mesures qui lui paraissent commandées par la considération des devoirs internationaux de son pupille »¹.

Ainsi, à l'échelon tunisien, le Résident avait un pouvoir quasi absolu dans tous les domaines.

Son pouvoir a été au début contesté par le Général Commandant les troupes françaises en Tunisie, d'où le conflit Boulanger-Cambon et Leclerc-Rouvier. Au début du XX^e siècle, l'opposition venait plutôt de la colonie française dont le nombre ne cessait d'augmenter. Dès qu'un Résident tentait de diminuer ses privilèges ou de tenir la balance égale entre elle et les tunisiens, la colonie se dressait vigoureusement contre lui. C'est ainsi que Millet, Résident de 1894 à 1900, provoqua la colère des européens lorsqu'il voulut leur imposer certaines taxes (droits de timbre et d'enregistrement, prestation en argent) pour augmenter les recettes du budget. On le traita d'« arabophile » parce que, curieux pour les choses de l'islam et désireux de collaborer à sa renaissance par la science moderne, il contribua en 1896 à la fondation de la Khaldounia.

« ... Et comment croire, écrit la « Tunisie Française », dans son numéro du 20 mai 1899, que M. Millet cesse du jour au lendemain d'être

l'autoritaire, le prodigue et l'arabophile que l'on sait... ». Armand Guillon, Mons, Périllier essayèrent eux aussi les insultes et les menaces de la colonie chaque fois que des réformes étaient annoncées.

Les Résidents Généraux accroissent la centralisation administrative en accordant aux contrôleurs civils, leurs agents directs, des pouvoirs très étendus, et en les invitant à les renseigner immédiatement sur tout ce qui se passe dans leurs régions « Je crois devoir vous rappeler, écrit René Millet dans une note au Secrétaire général Roy, que les contrôleurs civils doivent être autant que possible les intermédiaires entre les particuliers et les services, car il est indispensable qu'ils soient tenus au courant de tout ce qui se passe dans leur circonscription »⁸.

Le Secrétariat général du gouvernement tunisien

C'est un organisme de contrôle de tous les actes émanant de l'administration tunisienne. Le décret du 4 février 1883 complété par celui du 24 octobre 1884 précise les attributions du Secrétaire général. Celui-ci est le Chef du personnel de l'administration centrale ; il contrôle la correspondance du Premier ministre, présente et promulgue les lois, décrets et règlements, garde les archives de l'Etat.

« Par la direction du personnel de l'administration centrale, le Secrétaire général s'assure que l'administration générale ne comprend que des agents dévoués à la ligne de conduite du gouvernement du Protectorat.

« Le visa de la correspondance du Premier Ministre est le véritable signe de contrôle. Toutes les lettres adressées au Premier Ministre sont visées par le Secrétaire général. Toutes les lettres soumises à la signature doivent porter son visa préalable.

« De cette manière, aucune affaire ne peut parvenir à l'Administration beylicale ou être traitée par elle sans que le Service de contrôle n'en ait eu connaissance et par suite, ne puisse y faire telle observation qu'il juge convenable.

« Enfin, la présentation et la promulgation des lois, décrets et règlements se fait par l'intermédiaire du Secrétaire général qui peut aussi s'assurer qu'aucune mesure n'est prise qui ne réponde aux vues générales du gouvernement du Protectorat »⁹.

Certains services comme celui de la Sûreté Publique sont placés sous l'autorité directe du Secrétaire général. La prolifération des nouveaux services dirigés par des fonctionnaires français accroissant considérablement la correspondance rédigée en langue française, le Premier Ministre en délègue la signature au Secrétaire général ; celui-ci assume encore directement un nombre sans cesse croissant de responsabilités qui incombent normalement au Premier Ministre.

Le gonflement des services et des attributions du Secrétariat général amène en 1910 le Résident général Alapetite à le dédoubler, créant un Secrétariat pour l'Administration et un « Secrétariat général pour la Justice » dirigés tous les deux par des français.

Le décret beylical du 5 juin 1919 supprime le Secrétariat général du gouvernement tunisien pour la Justice. Ses services sont rattachés au Secrétariat général du gouvernement tunisien pour l'Administration. En avril 1921, tous les services concernant la Justice tunisienne sont détachés du Secrétariat général et groupés sous l'autorité d'un Ministre de la Justice.

Les décrets du 26 avril 1921 créent, auprès du Secrétariat général, une Direction de l'Intérieur qui comprend les services s'occupant de la Sûreté, des communes, etc. et une Inspection générale des Services Administratifs qui contrôle les services relevant du Secrétariat général.

Le Résident général Lucien Saint qui entra en conflit avec le Secrétaire général Gabriel Puaux, supprima la fonction par le décret beylical du 14 juillet 1922. Les attributions du Secrétaire général du gouvernement tunisien sont alors réparties entre deux nouveaux chefs d'administration : le Directeur général de l'Intérieur et de Directeur de la Justice Tunisienne.

Les services qui constituent la Direction générale de l'Intérieur sont : les caidats, les habous, la sûreté, les services pénitentiaires, les cultes, l'hygiène, l'assistance. Le Directeur général de l'Intérieur détient en fait les mêmes pouvoirs que le Secrétaire général du gouvernement puisqu'il vise les actes du Premier Ministre, présente et promulgue les lois, décrets, règlements « en collaboration avec le Premier Ministre » et exerce avec celui-ci le pouvoir réglementaire.

Le Résident général Marcel Peyrouton rétablit le Secrétariat général du gouvernement tunisien (décrets beylicaux des 10 et 30 octobre 1933)

qui groupe les services de l'Inspection générale des services administratifs, du contrôle des Affaires Indigènes, de la Sûreté Publique, du service juridique et de législation, du contrôle des dépenses engagées. Les fonctions du Secrétaire général furent, de nouveau, précisées.

- Il vise tous les décrets présentés au sceau du Bey, ainsi que les décisions et arrêtés du Premier Ministre ;

- Il contrôle le fonctionnement de toute l'Administration tunisienne y compris les administrations techniques ;

- Il donne son visa à toutes les nominations de personnel soumises à l'accord du Résident général.

Le Secrétaire général du gouvernement tunisien est assisté dans ses fonctions par 4 services : l'Inspection générale des services administratifs qui assure le contrôle du personnel de l'ensemble des administrations publiques, l'Inspection générale des contrôles civils pour le contrôle des caïdats et de la police, le Service Juridique et de Législation pour la préparation et la rédaction des textes législatifs, le contrôle des dépenses publiques.

En 1935, un décret beylical détache du Secrétariat général les services des Caïdats et de la Sûreté. Ces deux services sont regroupés sous l'appellation d'« Administration tunisienne » dirigée par un « Délégué à l'administration tunisienne » placé sous le contrôle direct du Secrétaire général du Gouvernement tunisien et l'autorité théorique du Premier Ministre. Cette « administration tunisienne » est supprimée en 1937 et les services de la Sûreté sont groupés en une direction ; les services des caïdats forment avec le Service des Communes la « Direction de l'administration générale et communale » qui fut supprimée en 1940, ses services étant incorporés au Secrétariat général.

Ainsi « pendant la période de 1933 à 1943, le Secrétariat général du gouvernement tunisien a été à la fois l'organe de gestion de certains services traditionnels de l'administration générale, suivant la formule du Secrétariat général originel de 1883 et l'organe d'impulsion, de centralisation et de coordination de l'ensemble des affaires civiles et administratives ressortissant à la compétence de toutes les administrations ¹⁰.

Au lendemain de l'évacuation de la Tunisie par les troupes de l'axe, le Comité français de Libération nationale basé à Alger décide une

réorganisation de l'Administration du Protectorat : par le décret du 21 juillet 1943, le Secrétaire général du Gouvernement (on supprime le terme de tunisien) est désormais nommé par le pouvoir central français. Il « coordonne l'action des directions tunisiennes établies par décret beylical. Il représente le Résident général dans l'exercice du contrôle français sur ces services et directions ». Le même décret nomme un Conseiller de la Régence qui assure la liaison entre la Résidence générale d'une part, le Bey et les Ministres tunisiens d'autre part, et un Directeur des Affaires Politiques qui « oriente et coordonne l'activité politique des services du Protectorat, centralise le contrôle français et assure le maintien de l'ordre ».

Le décret du 27 mars 1944 supprime ces deux institutions. Les attributions du Conseiller de la Régence passent au Secrétariat général du Gouvernement ; et la Direction des Affaires Politiques est remplacée par une Direction des Contrôles qui ne s'occupe plus de la Sûreté dont les services sont groupés en une « Direction des Services de Sécurité » rattachée à la Résidence générale.

La décision de faire nommer le Secrétaire général par le gouvernement français témoignait, de la part des hommes du CFLN d'Alger, d'une méconnaissance des principes sur lesquels reposaient les Institutions politiques du Protectorat et de l'esprit des textes qui régissaient le fonctionnement de ces institutions. Le Secrétaire général qui était jusqu'alors un haut fonctionnaire de l'administration de la Régence, nommé par le Bey, représentant de la souveraineté tunisienne, est devenu un organe hybride qui détient des pouvoirs émanant à la fois de la souveraineté française et de la souveraineté tunisienne : les pouvoirs qui lui sont confiés par la souveraineté française lui donnent le droit d'exercer son contrôle sur tous les services tunisiens érigés en Ministères ou en Directions. Ceux qu'il détenait de la souveraineté tunisienne lui permettaient, en vertu des décrets beylicaux du 15 juillet 1943 et du 20 avril 1944 d'assurer la coordination de l'activité des services du Secrétariat général (Inspection générale des services administratifs, Service juridique et de législation, Service du contrôle du personnel, Service de l'interprétariat) ainsi que la coordination des cinq directions placées sous son autorité (finances, travaux publics, Economie générale, Instruction Publique, Office Tunisien des Postes et

des Télégraphes). Par ailleurs, selon les termes du décret du 15 juillet 1943, tous les décrets signés par le Bey et les arrêtés des Ministres tunisiens restent soumis au visa du Secrétaire général du Gouvernement.

La violation faite à la souveraineté tunisienne par les décrets français du 21 juin 1943 et du 27 mars 1944 provoque une vive émotion dans divers milieux politiques. « Cette affirmation brutale de la part de l'exercice du contrôle français, contenue dans les pouvoirs du Secrétaire général du Gouvernement, n'a pas été sans causer, dans l'opinion publique tunisienne, une réaction sensible contre une institution qui était généralement admise... » admise évidemment par ceux qui contestent le moins l'existence du Protectorat.

En 1947, le gouvernement français comprend la nécessité de revenir à une conception plus réaliste de la nature du Secrétariat général ; le décret français du 29 juillet 1947 abroge les décrets du 21 juin 1943 et du 27 mars 1944, tandis que le décret beylical du 9 août 1947 redonne au Secrétariat général du Gouvernement tunisien son caractère d'institution tunisienne dont les prérogatives sont fixées par décrets beylicaux.

Le Secrétaire général du gouvernement tunisien est de nouveau nommé par le Bey sur proposition du Résident général. Un Secrétaire général Adjoint nommé aussi par le Bey sur proposition du Résident général remplace le Secrétaire général en cas d'empêchement ou d'absence de celui-ci ; il peut assumer aussi certaines responsabilités qui lui sont déléguées par le Secrétaire général. Les réformes de 1951 enlèvent au Secrétaire général le pouvoir de visa, mais lui laissent l'essentiel des prérogatives qu'il détenait auparavant.

Le délégué à la résidence générale

Il a existé depuis les premiers temps du Protectorat, mais ses pouvoirs n'ont été nettement définis qu'en 1922 (décret du Président de la République française du 10 février 1922). Les pouvoirs du Délégué à la Résidence générale sont multiples :

- Il est d'abord le suppléant légal du Résident général. Il le remplace chaque fois qu'il est empêché ou absent ;
- Il assure le contrôle des Services de la Régence et des services de la Résidence générale ;
- Il est vice-Président du Conseil des Ministres du Gouvernement tunisien et Inspecteur général des Contrôles Civils.

Les pouvoirs du Délégué à la Résidence sont accrus par Marcel Peyrouton. Celui-ci fait prendre par le Président de la République française le décret du 1er octobre 1933 qui donne au délégué le droit de diriger les Services du Secrétariat général du Gouvernement tunisien rétabli la même année après sa suppression en 1922. C'est ainsi que le Délégué à la Résidence générale est devenu aussi Secrétaire général du Gouvernement Tunisien.

Mais le Délégué n'a plus les pouvoirs d'Inspecteur général des Contrôles Civils qui sont confiés à un haut fonctionnaire soumis néanmoins à l'autorité du Délégué à la Résidence.

Le cumul des fonctions de Délégué et de Secrétaire général du Gouvernement Tunisien dure jusqu'en 1943, date à laquelle le poste de Délégué à la Résidence générale est supprimé par le décret du 23 juin du Comité Français de Libération Nationale. Ce décret confie à trois hauts fonctionnaires l'administration supérieure de la Régence :

- Le Secrétaire général du Gouvernement ;
- Le Conseiller de la Régence ;
- Le Directeur des Affaires Politiques.

Le Conseiller de la Régence assure la liaison entre le Résident général d'une part, le Bey et les Ministres de l'autre. Il est assisté auprès des Ministres tunisiens par des délégués.

Le Directeur des Affaires Politiques « était chargé d'orienter et de coordonner l'activité politique des organes de Contrôle Civil » ; il dirigeait aussi les Services de Sécurité. En 1944, un décret du Comité Français de Libération Nationale supprime le poste de Conseiller de la Régence et celui des Affaires Politiques.

Les Contrôles Civils relèvent alors d'une Direction des Contrôles, et les Services de Police d'une direction autonome relevant du Résident général.

Légiférant de son propre chef, le Gouvernement Provisoire de la République Française rétablit, en 1946, le poste de Délégué à la Résidence et lui attribue les mêmes prérogatives que le décret du 10 février 1922, sans la Vice-présidence du Conseil des Ministres ni l'Inspection générale des Contrôles Civils, redonnant en 1947 les Services des Contrôles Civils au Délégué à la Résidence générale.

L'organisation de l'administration provinciale

En 1881, la Tunisie était divisée en quelques 80 circonscriptions administratives. Chacune d'elles était gouvernée par un Caïd, représentant du pouvoir central dans sa circonscription et suppléé par un certain nombre de cheikhs. Le territoire d'un caïdat était généralement assez étendu et ses limites assez imprécises. Il correspond soit au territoire d'une tribu comme dans les régions du Centre et du Sud peuplées surtout par des éleveurs semi-nomades, soit à une région urbaine dans les régions de population sédentaire du Tell, du cap-Bon, du Sahel et de la région de Sfax.

Les cheikhats correspondent généralement à l'espace occupé par des fractions de tribus ou le terroir d'un village dans les zones de population stabilisée. La superficie de ces circonscriptions était par ailleurs très inégale. Les Caïds étaient des personnages importants choisis par le Bey, soit parmi ses mamelouks soit parmi les grandes notabilités des tribus. Dans ce dernier cas, les liens entre administrés et Caïds étaient étroits et les actes de ceux-ci devaient tenir compte de l'opinion de ceux-là. Emanation du pouvoir central, ils exerçaient à l'intérieur de leur circonscription tous les pouvoirs mais leur rôle essentiel était d'assurer l'ordre et de lever les impôts. Les Khalifats dont l'existence n'était point officielle jusqu'au décret du 28 novembre 1889 étaient les auxiliaires du Caïd ; ils remplaçaient celui-ci en cas d'empêchement. Rétribués par leur maître, ils dépendaient uniquement de lui. Le recrutement des Cheikhs différait totalement de celui des Caïds ; ils étaient choisis par les notables de la tribu « qui se portaient ainsi garants de leur gestion financière ; de par leur mode de désignation, ils étaient chargés de défendre les membres de la fraction contre les empiètements du pouvoir »¹². Le Caïd n'assurant pas par lui-même la perception des impôts, c'étaient les cheikhs en contact permanent avec la population qui recouvraient les sommes perçues et les remettaient aux Caïds.

L'évolution de l'administration provinciale

Les Autorités du Protectorat n'introduisent que des réformes de détail dans cette organisation qu'ils considéraient comme adaptée au pays. Les réformes introduites sont de 2 ordres :

1) A partir de 1887, les circonscriptions ethniques sont remplacées par des circonscriptions territoriales et leur nombre est réduit afin de bien tenir le pays et d'assurer plus aisément la levée des impôts. La création des nouvelles circonscriptions est décidée par le Résident général, le Secrétaire général et le Directeur des Finances avec l'accord du Général-Commandant les troupes françaises en Tunisie ; un décret beylical entérine la décision de ces Autorités. La mauvaise gestion donne parfois prétexte à la destitution du Caïd et la suppression pure et simple du Caïdat.

2) De nouveaux critères président au choix des représentants du Bey à l'intérieur. Jadis, le choix des Caïds impliquait le respect des aspirations des populations « ne fut-ce que par crainte des soulèvements que le régime débile des Beys n'était pas en mesure de réprimer énergiquement »¹³. La force ayant assis fermement le pouvoir des occupants dans le pays, cette crainte n'existait plus. Les Caïds sont choisis par le Résident ou le Secrétaire général avec l'accord du Général Commandant de la Division d'occupation parmi les notabilités de la Capitale ou des villes de l'Intérieur. Ils perdent peu à peu tout contact avec la population.

Le recrutement des Cheikhs connaît la même évolution. Leur « élection » est suggérée par les Autorités du Protectorat et leur fonction essentielle est de « seconder les vues du gouvernement »^u. Bientôt les notables n'ont plus l'occasion d'élire le cheikh mais seulement de le « cautionner » et finalement la désignation par le Caïd sera l'unique mode de recrutement des cheikhs.

Les événements qui suivent la signature du traité de Kassar-Saïd entraînent d'ailleurs la fuite ou la destitution d'un nombre important de Caïds. Il était dès lors loisible aux autorités françaises d'installer aux postes vacants les hommes de leur choix ; mais ce choix est guidé par certains principes. L'auteur du « Rapport au Président de la République » affirme en 1890 : « Nous étions décidés à réprimer les abus mais nous étions décidés à ne pas nous aliéner la classe dirigeante à cause de l'action qu'elle exerce sur les populations que nous voulons nous gagner... L'administration du Protectorat s'est faite une règle dès l'origine de maintenir ou d'attirer aux affaires, que ce soit dans l'ordre civil ou dans l'ordre religieux, les grands propriétaires fonciers, les représentants des

familles anciennes et respectées, que les indigènes sont habitués à voir à leur tête. Elle est persuadée que les personnes qui ont les plus grands intérêts en Tunisie sont aussi celles qui sont les plus disposées à accepter un ordre de choses garantissant la sécurité des personnes et des biens.

Les candidats indigènes aux fonctions publiques que le Premier Ministre désigne au Bey sont donc de préférence choisis dans cette classe que nous voulons voir marcher d'accord avec nous, à la suite d'une enquête dirigée par les agents du Protectorat ».

Le principal critère pour le choix d'un haut fonctionnaire de l'administration caïdale n'est donc ni la compétence, ni l'instruction, mais la notoriété familiale. L'autre condition essentielle est la loyauté du candidat à l'égard des Autorités du protectorat et de la Puissance protectrice. Les renseignements sont fournis, jusqu'à une date tardive, par les autorités militaires qui ont un service de renseignements établissant la biographie des candidats.

Enfin, dernières conditions exigées des candidats : la fermeté, l'autorité, même si elles devaient entraîner des abus flagrants de pouvoir. « Pour faire payer les indigènes, écrivait d'Estournelles de Constant, il n'est pas nécessaire d'être un bon comptable, mais d'avoir de l'autorité sur eux ».

L'autorité des Caïds se manifeste à l'égard des administrés par d'interminables exactions. « Sueurs de burnous » invétérés, la plupart des caïds ne s'embarrassent d'aucun scrupule pour faire lever les impôts établis par les autorités centrales et pour s'enrichir démesurément.

Les attributions des Caïds

36 circonscriptions administratives ou *Caïdats* existaient à la veille de l'indépendance, chacune étant administrée par un caïd. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, un Khalifat le supplée. Mais depuis 1912, on crée des cadres intermédiaires entre le Caïd et le Khalifat : le Kahia ou son équivalent, le khalifat de classe exceptionnelle, assurent les fonctions du Caïd dans une sous-circonscription du Caïdat.

Le caïd a des attributions administratives, judiciaires et financières. Mais en pratique, il reste étroitement encadré par le contrôleur civil.

Les attributions administratives

Le caïd intermédiaire entre les sujets du Bey et le pouvoir central veille à l'exécution de la loi dans tous les domaines de la vie économique et sociale de sa circonscription. Une de ses fonctions essentielles est le maintien de la sécurité : la police générale de la région lui incombe et, surtout, il est l'agent d'information du gouvernement.

Le caïd préside les municipalités et tient les registres de l'Etat Civil tunisien.

Les attributions judiciaires

Les caïds exerçant dans une ville non pourvue d'un tribunal tunisien sont compétents en matière civile (personnelle ou mobilière) dans les affaires mettant en présence exclusivement des tunisiens et dont l'importance ne dépasse pas 500 francs, et en matière pénale pour les délits qui n'entraînent pas un emprisonnement d'une durée supérieure à 15 jours, ni une amende de plus de 20 francs.

Le caïd fait parvenir les citations aux justiciables de nationalité tunisienne, il a le pouvoir de juge d'instruction en cas de flagrant délit ; mais avant d'instruire en ce cas, il doit aviser le Directeur des Services judiciaires ou le Commissaire du Gouvernement. S'il n'y a point flagrance, il ne peut faire acte d'instruction sans recevoir pour cela délégation.

« Il reçoit les dénonciations relatives à toutes infractions, crimes, délits, contraventions commis dans le lieu où il exerce ses fonctions. Il transmet ces dénonciations au commissaire du Gouvernement dans le ressort duquel se trouve son caïdat. Il lui transmet tous renseignements, procès-verbaux et actes relatifs et fait exécuter les décisions des tribunaux tunisiens, arrête les coupables, procède à la vente des biens et à la perception des amendes »¹⁵.

Les caïds doivent aider les magistrats français à rechercher crimes et délits qui sont du ressort des tribunaux français et sont chargés d'exécuter à l'encontre des sujets tunisiens les condamnations civiles prononcées par la justice française.

Les attributions financières

Le caïd perçoit tous les impôts directs et autres contributions payés par les sujets tunisiens. Ces impôts sont recouvrés par lui-même ou par

les cheikhs qui sont sous ses ordres. Ils connaissent en général de toutes les affaires financières du Caïdat concernant les sujets tunisiens. Dès lors ils peuvent, et la majorité des caïds ne s'en sont point privés, profiter de leur omnipotence en cette matière pour accroître leur fortune : Kahias, Khalifats et Cheikhs assistent les caïds dans cette tâche.

L'organisation des territoires du sud

limités au Nord par les contrôles civils de Gabès et de Gafsa, les territoires du Sud confinent à la Tripolitaine ottomane jusqu'en 1911, puis italienne depuis cette date jusqu'en 1945, et à l'Algérie à l'Ouest. Ils sont placés constamment sous le contrôle direct de l'armée française. Plusieurs raisons expliquent cette situation particulière des régions présahariennes : la proximité de la Tripolitaine d'où armes et munitions peuvent parvenir aux tribus résistantes ; la présence dans ces régions de populations qui ont reflué des régions voisines (Hautes et Basses Steppes) et refusé dès 1881 d'accepter l'occupation française ; la perméabilité des confins algéro-tunisiens et les possibilités d'infiltration des tunisiens armés en territoire algérien. En outre, la grande dispersion des populations en dehors des oasis, la difficulté des communications et l'éloignement de la capitale exigent la présence sur place d'autorités aguerries et d'un pouvoir fort et coercitif, en l'occurrence l'armée. L'armée contrôle un personnel administratif indigène (Caïds, Khalifats, Cheikhs) choisi suivant les seuls critères de la fermeté et de l'autorité. En outre, à cause de l'immensité des territoires administrés, les Khalifats jouent un rôle très important dans ces régions en particulier pour la police du territoire. Certains se distinguent comme Belgacem Ben Rachid, Khalifat des Mrazigs, par leurs exactions à l'égard des populations, leur prévarication et leur tendance effrénée à s'enrichir illicitement.

La résistance à l'occupation ne perd son mordant que vers 1889 après l'installation de garnisons à Metameur, Douirat, Zarzis et Douz. La délimitation de la frontière tuniso-libyenne n'est établie qu'après l'accord franco-ottoman de 1910 qui permet à la France d'organiser les régions entre Jenayen et Ghadames jusqu'à 265 kilomètres au Sud de Dhehibat. Des forts sont construits à Bir Kecira, Dhehibat, Jenayen, Fort Previnquier et Fort-Saint (1923-1924).

Après la 1^{ère} guerre mondiale, les autorités du Protectorat s'entendent avec celles d'Alger pour exercer en commun la police du Sahara. Un système de communications radio-télégraphiques permet aux forts de communiquer entre-eux et avec toutes les autres régions du pays, en particulier avec la capitale. Par la suite, des pistes, des routes, des terrains d'atterrissage pour les avions sont aménagés.

Au point de vue administratif, les territoires du Sud et de l'extrême Sud sont divisés en 4 caïdats : Caïdat des Ouerghemmas (Médénine) comprenant les khalifaliks des Touazines (Ben Gardane), des Akkaras (Zarzis) et des Khezours ; le Caïdat de Matmata, le Caïdat de Nefzaoua (Kébili) comprenant le Khalifalik des Mrazigs (Douz) et le Caïdat des Oudernas (Tataouine).

Un bureau des Affaires indigènes est établi dans le chef lieu de chacun des territoires de Médénine, Tataouine, Matmata et Kébili. Il est dirigé par un capitaine ou un lieutenant chargé de contrôler l'administration du caïd.

Le territoire de Médénine comprend aussi deux annexes : Zarzis et Ben Gardane sont placés sous l'autorité de chefs d'annexes qui relèvent du chef de bureau de Médénine. Le goum saharien chargé de l'occupation et de la surveillance du Sahara tunisien est attaché au bureau de Kébili. Il reçoit les ordres du commandant militaire du Sud tunisien pour ce qui concerne le personnel et les questions politiques.

Tout le personnel des officiers qui administrent les territoires du Sud relève du service central des Affaires Indigènes à Tunis placé en 1906 sous les ordres directs du Résident général. Celui-ci reçoit toute la correspondance par l'intermédiaire du Général-Commandant Supérieur des Troupes de Tunisie qui est d'ailleurs le délégué du Résident général et qui assure le contrôle de l'administration des territoires du Sud et de l'extrême Sud. Il est le principal responsable du Service des Affaires Indigènes du Sud. Son autorité s'exerce dans tous les domaines. Il est évidemment chargé de la sécurité mais possède aussi des pouvoirs disciplinaires. Il reçoit et connaît toute la correspondance des Bureaux, étudie les questions concernant l'administration des territoires du Sud.

Les Chefs de bureau et d'annexe ont sur place des pouvoirs considérables. Ils assurent la surveillance politique et le contrôle

administratif des territoires où ils se trouvent, renseignent le Résident général sur la situation politique et économique de leur territoire, sur les questions de fiscalité, de justice, etc. sauf en matière de police judiciaire ¹⁶.

Toute la correspondance des caïds et des khalifats est visée par eux. Ils contrôlent l'administration indigène locale, en particulier en matière de police et d'impôts. Il va de soi qu'ils ont constamment à cœur de s'assurer de la loyauté des chefs autochtones. Ils ont tous les pouvoirs en matière de police judiciaire, de travaux publics, etc.

Pour maintenir l'ordre et la sécurité, ils sont aidés par les chefs locaux et par le corps des cavaliers du Makhzen (250 cavaliers répartis en sept groupes) recrutés parmi les tribus locales et établis dans les différents postes.

Les contrôleurs civils

Pendant les trois premières années du Protectorat, l'autorité française s'exerce dans le pays par l'intermédiaire de l'armée : le décret beylical du 10 juin 1882 donne aux officiers français les pouvoirs nécessaires à la surveillance du territoire et au maintien de l'ordre. Partout dans le pays sont institués des bureaux de renseignements dirigés par le « Service des Renseignements » qui prend en 1900 le nom de « Service des Affaires indigènes » constitué par des officiers pris, au début, dans les « Bureaux Arabes » d'Algérie parce qu'ils parlaient la langue du pays puis, ultérieurement, dans les corps de troupes. Mais des divergences ne tardent pas à apparaître entre les pouvoirs civils représentés par le Ministre Résident et les autorités militaires placées sous les ordres du Général-Commandant en Chef les Troupes Françaises. La crise entre les deux pouvoirs atteint son paroxysme lorsque le Général Boulanger, officier supérieur mais d'une intelligence médiocre entre en conflit avec l'astucieux Paul Cambon. Celui-ci fut sacrifié à l'autorité militaire. Rappelé en France, il est remplacé par Massicault en 1886.

L'armée se voit enlever néanmoins tout pouvoir administratif dans la Régence en dehors des Territoires du Sud. Un corps de Contrôleurs Civils est créé par le décret du Président de la République française du 4 octobre 1884.

Les attributions des contrôleurs civils

« Dans leurs circonscriptions, les contrôleurs civils sont les délégués du Résident général de la République Française à Tunis vis-à-vis des services du Gouvernement tunisien. Ils relèvent exclusivement du Résident général et ne correspondent qu'avec lui.

« Ils renseignent le Résident général et le gouvernement tunisien sur ce qui intéresse l'état du pays, l'organisation administrative et judiciaire, le personnel administratif indigène, la statistique générale, le rendement des impôts de toute nature, l'influence des principales personnalités de la circonscription, leur rôle passé et leur attitude actuelle, le personnel religieux et enseignant, les ordres religieux : les zawias et leur importance, les revenus dont elles disposent, leur emploi, la viabilité, les voies de communication de toute nature, les conditions et produits de l'agriculture, du commerce et de l'industrie ».

Comme on le voit, les pouvoirs du contrôleur civil sont pratiquement illimités, son rôle est naturellement de contrôler et de renseigner le Résident général sur tout ce qui se passe dans sa circonscription. Mais il a aussi un énorme pouvoir de décision.

La surveillance politique est une de ses principales attributions : il doit communiquer à la Résidence tous les « renseignements qui peuvent lui être adressés au sujet d'affaires indigènes ». Il contrôle l'administration des « chefs indigènes » ; toute la correspondance des Caïds, Kahias, Khalifats est visée par lui. Il donne son avis sur la nomination de tous les fonctionnaires tunisiens nommés dans sa circonscription : les fonctionnaires de l'administration caïdale (les Caïds, Kahias et Khalifats) mais aussi les muftis, cadis, imams, aminés, etc.

Il exerce sur les municipalités une surveillance étroite : il est consulté sur la formation des municipalités, sur la désignation des conseillers municipaux dans les huit jours qui suivent les délibérations des conseils municipaux ou des commissions municipales ; un compte rendu détaillé des séances lui est envoyé et il adresse au Résident, quand il le juge utile, ses avis sur les délibérations des conseils ou des commissions. Il tient aussi les registres de l'état civil français.

Le contrôleur civil peut requérir à tout moment l'armée et la gendarmerie dont la création remonte au décret du 20 mai 1903. « La gendarmerie, dit l'article 1^{er} de ce décret, est une force instituée pour veiller à la sécurité publique et pour assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois.

« Une surveillance continue et répressive constitue l'essentiel de son service. Son action s'exerce sur toute l'étendue du territoire... ainsi qu'aux armées ».

« Elle est particulièrement destinée à la sûreté des campagnes et des voies de communications ».

Son action s'étend aussi aux opérations de police judiciaire dans tout le pays.

La gendarmerie met au courant le contrôleur civil de tous les délits commis et des arrestations effectuées.

Des pouvoirs de police sont attribués aux contrôleurs civils « par délégation spéciale du gouvernement tunisien ».

La police locale et tous les cavaliers du l'Oudjak employés dans sa circonscription sont placés sous son autorité. Un rapport du commissaire de police du lieu de résidence du contrôleur civil lui est quotidiennement adressé.

Les autres commissaires de police de la circonscription correspondent avec le contrôleur civil selon les instructions qu'il leur donne et ils lui rendent compte immédiatement en cas d'événements graves. C'est lui qui accorde les permis de voyage pour l'Algérie, les visas pour l'étranger, etc.

Ses pouvoirs en matière financière sont aussi importants. Il assiste aux opérations des commissions de recensement de l'impôt, donne les indications qu'il juge utiles aux inspecteurs des Finances qui arrivent dans sa circonscription et leur accorde son concours s'ils le demandent.

Son contrôle s'étend aux opérations des agents de l'administration des Habous et de l'administration caïdale.

Le contrôleur civil informe le Résident sur « tout ce qui intéresse le développement économique de sa circonscription » et attire constamment son attention sur les besoins et les vœux de la colonisation, sur le mouvement de la propriété. Il préside les commissions de création de centres de colonisation, préside les commissions scolaires de sa

circonscription et renseigne le Résident général « sur le service et la conduite des maîtres et des maîtresses laïcs et congrégationalistes »¹⁷ ; il peut visiter à tout moment les écoles.

Il remplit les fonctions notariales, fait fonction de consul, veille à la conservation des forêts, donne son avis sur les projets de Travaux Publics (routes, chemin de fer, adduction d'eau).

Un contrôleur suppléant remplace le contrôleur civil en cas d'absence ou d'empêchement, et des contrôleurs stagiaires et des secrétaires l'aident dans sa tâche.

Les contrôleurs régionaux

En juin 1943, un décret du Comité français de libération nationale crée six régions (Bizerte, Tunis, le Kef, Sousse, Sfax et Gabès). Le contrôle civil reste la circonscription de base, mais au dessus d'elle est créée la Région avec à sa tête un Chef de région.

Le décret résidentiel du 5 juillet 1943 donne au Chef de région tous les pouvoirs de contrôle sur les différentes administrations tunisiennes. Il dirige en outre les services administratifs des Autorités de contrôle.

Le Chef de Région est le responsable du maintien de l'ordre et il peut à tout moment disposer des services régionaux de sécurité.

Enfin, il reçoit délégation des pouvoirs du Secrétaire général du Gouvernement pour contrôler l'activité de tous les services régionaux rattachés au Secrétariat général du Gouvernement.

L'institution des Contrôleurs régionaux aggrave le régime de l'administration directe car elle place sous l'autorité et le contrôle du Chef de Région les services régionaux qui relèvent des administrations techniques tunisiennes.

Les Contrôleurs régionaux sont supprimés en partie en 1947 (Bizerte, Tunis, le Kef, Sousse et Sfax) et totalement en 1950 (Gabès).

Notes

1. Institutions de caractère sommaire adaptées à l'état économique et social du pays.
2. Rodière, *op. cité* p. 3.
3. Silvéra « *Réforme gouvernementale* » 1948 p. 188.

4. Doublé d'un Conseil de Cabinet de 1947 à 1951.
5. A. Benazet et E. Fitoussi op. cité p. 172.
6. « Des droits de la Puissance protectrice sur l'administration intérieure de l'Etat protégé ».
7. *Ibid.* pp 172-175.
8. Archives de Tunis : Note de Millet au Secrétaire général en date du 19-11-1898.
9. In « Rodière : *Conférences sur les Administrations tunisiennes* », pp. 82-83.
10. Rodière : *Cours cité* p. 23.
11. Rodière *op. cité* p. 25.
12. M. Cherif *op. cité* p. 217.
13. M. Chérif. *op cité* p. 31.
14. Padoux : Le Secrétariat général in « *Conférences* », pp. 111-112.
15. *Ibid.* p. 410.
16. La correspondance est dans ce cas adressée directement soit au Procureur de la République, soit au Commissaire du Gouvernement près le tribunal régional.
17. *Ibid.* p. 213.

CHAPITRE XI

Les institutions représentatives

La Conférence Consultative

La première institution représentative de la colonie étrangère est la Chambre de Commerce française créée le 23 juin 1885.

La lettre du 24 octobre 1890 du Ministère des Affaires Etrangères autorise le Résident Général Massicault à tenir avec les notabilités françaises de la Régence des « Conférences » destinées à « continuer entre le Résident Général et la Colonie Française des relations qui ne peuvent que profiter à la bonne préparation des affaires ».

Désormais le Résident Général peut convoquer, quand il le juge utile, les membres de la Chambre de Commerce française de Tunis, certains vice-présidents des Municipalités et des représentants des groupements agricoles pour recevoir leur avis sur certaines affaires et en particulier sur des questions budgétaires.

L'arrêté du Résident Général du 22 février 1896 fixe les attributions de la « Conférence Consultative » et modifie sa composition. Elle comprend désormais non seulement les représentants des commerçants, agriculteurs et municipalités, mais aussi les délégués élus des français non agriculteurs et non commerçants. Seuls les intérêts français sont ainsi

représentés à l'exclusion de la population tunisienne.

En 1907, un décret beylical institue à l'intérieur de la « Conférence Consultative » une section indigène dont les 16 membres sont nommés par le Résident Général.

Les deux sections, française et tunisienne, délibèrent en commun jusqu'en 1910, date à laquelle un décret beylical institue la délibération séparée des deux sections.

Le même décret crée le « Conseil Supérieur de Gouvernement » organisme arbitral chargé de départager les deux sections au cas où leurs avis divergent. Cet organisme comprend tous les membres du Conseil des Ministres et Chefs de Service du gouvernement tunisien et trois délégués élus par chacune des deux sections.

Le Grand Conseil

Le Grand Conseil, assemblée représentative instituée par le décret beylical du 13 juillet 1922 remplace la « Conférence Consultative » pour « représenter les intérêts économiques de la Régence ». De 1922 à 1945, il comporte deux sections d'importance inégale : l'une française comprenant 56 membres et l'autre tunisienne comportant 41 délégués.

La Section française comprend 22 représentants des agriculteurs, industriels et commerçants et 34 représentants de la colonie française désignés au suffrage universel.

Les membres de la « Section indigène » sont choisis parmi les membres des Conseils de Région et de Caïdat et parmi les Chambres économiques. Il n'y avait par conséquent à l'origine aucune représentation de la bourgeoisie urbaine tunisienne puisque les périmètres communaux étaient exclus des conseils des caïdats.

Les réformes de 1928 qui réorganisent les Chambres économiques tunisiennes assouplissent les modalités d'accès à ces Chambres et par conséquent au Grand Conseil ; les tunisiens titulaires de diplômes et résidant dans les grandes villes peuvent être élus, mais par les commerçants et les agriculteurs des « Sections d'économie générale et d'économie rurale » créées au sein des Chambres d'Agriculture et de Commerce tunisiennes. C'est le décret beylical du 6 janvier 1934 qui permet pour la première fois la représentation des populations tunisiennes des villes.

Le Grand Conseil



Succédant à la Conférence Consultative instituée par arrêté du Résident Général le 22 février 1896, le Grand Conseil institué par le décret beylical du 13 juillet 1922 comporte au départ deux sections de composition inégale (56 membres français et 41 tunisiens) ; la réforme du 15 septembre 1945 institue une représentation en nombre égal de 53 membres pour chaque section. Les deux sections siègent séparément mais, pour une « discussion particulière, les deux sections peuvent être appelées à délibérer en commun » sous présidence française.

La photo représente une session commune où les délégués siègent en deux rangées séparées. On reconnaît, le premier à gauche, Tahar Ben Ammar, Président de la section tunisienne.

La Section tunisienne du Grand Conseil comprend désormais 34 tunisiens musulmans et 4 israélites choisis parmi :

— les membres des Chambres d'intérêts économiques (Chambre de Commerce Tunisienne du Nord, Chambre d'Agriculture Tunisienne du Nord) et ceux des Conseils de Région, des Conseils municipaux, par un collège électoral comprenant les délégués élus par les notables âgés de 25 ans au moins, les titulaires de certains diplômes, les notaires, les membres des Conseils de caïdat.

Les 4 représentants de la Médina de Tunis et du Caïdat de la banlieue dont un israélite sont désignés par un collège électoral qui comprend les délégués élus au 1^{er} degré de certaines catégories d'électeurs (diplômés, fonctionnaires, membres des carrières libérales, commerçants et industriels) et les membres du Conseil de caïdat de la banlieue de Tunis ;

— Enfin, les deux représentants des territoires militaires du Sud sont désignés par le Premier Ministre avec l'approbation du Résident Général.

Ainsi, la section tunisienne du Grand Conseil ne représente aucunement la population tunisienne dans son ensemble. C'est un groupement de notabilités triées sur le volet, incapables dans leur grande majorité d'opposer la moindre résistance à l'action des Autorités du Protectorat.

En outre, pour une population musulmane de plus de 3 millions et demi en 1945, il y avait 38 délégués, alors que la population française, dont le nombre atteignait à peine 250.000 à la même époque, en avait 56. Le régime du Protectorat érige l'inégalité et le privilège en un système permanent de gouvernement.

Le Grand Conseil n'a qu'un rôle consultatif. Il se borne à examiner le budget au cours d'une session annuelle qui dure 20 jours. Il ne peut qu'émettre des avis que le Gouvernement est libre d'accepter ou de rejeter. Cependant, « il ne pouvait être passé outre à un avis conforme exprimé par les deux sections du Grand Conseil en matière budgétaire, dans les limites des pouvoirs attribués au Conseil »... sauf « pour des raisons concernant l'ordre public ou les intérêts moraux de la France et sous réserve, en tout état de cause, de l'homologation du budget par le gouvernement français ».

L'arbitrage, au cas où les avis des deux Sections divergent, est confié de 1922 à 1934 à la Commission arbitrale du Grand Conseil puis, de 1934 à 1945, au Conseil Supérieur de la Tunisie.

Le Grand Conseil après les réformes de 1945

Le décret beylical du 15 septembre 1945 modifie la composition du Grand Conseil sans toucher à ses caractères essentiels : il reste une assemblée élue pour 6 ans avec deux sections délibérant séparément. Son rôle strictement consultatif consiste à émettre des avis qui ne lient pas le Gouvernement. Désormais, section tunisienne et section française ont le même nombre de délégués — 53 chacune — la section tunisienne devant comporter cependant 3 israélites.

Tous les membres sont désormais élus au suffrage universel. La représentation des intérêts économiques est supprimée.

Le nombre de conseillers délégués pour chaque région est en rapport direct avec l'importance numérique de la population française qui y réside. C'est ainsi qu'il y eut 20 représentants pour la région de Tunis, 10 pour la région de Bizerte, 2 pour la région de Gabès, etc. L'unique innovation introduite dans les conditions de l'élection et de l'éligibilité est la reconnaissance du droit de vote aux femmes françaises.

Une disposition curieuse qui avait sans doute pour but d'encourager la natalité française prévoyait qu'« en outre de son droit personnel, le chef de famille exerce un droit de suffrage supplémentaire pour les enfants mineurs si leur nombre est au moins égal à trois ».

La Section tunisienne est désormais élue par un collège électoral comprenant des notabilités des campagnes et des villes. La représentation des intérêts est supprimée, mais la capacité électorale reste très restreinte : seuls sont électeurs les tunisiens de sexe masculin qui jouissent de leurs droits civiques et qui répondent à l'une des conditions suivantes : • être contribuable, ou ancien combattant, ou titulaire d'un diplôme de fin d'études supérieures ou secondaires ou au titre de l'enseignement professionnel ou traditionnel.

Ne peuvent être électeurs les personnes condamnées à plus de trois mois de prison, ou celles qui ont fait d'objet d'une mesure d'internement. Pour être éligible, il faut être électeur, avoir 30 ans et ne point exercer les

fonctions de magistrat, fonctionnaire ou employé de l'Etat, des établissements publics et des municipalités.

Le mode de scrutin est aussi inégalitaire : à un degré pour les israélites, il est à deux degrés pour les musulmans. Les listes électorales sont dressées annuellement dans chaque région par le caïd assisté de 4 membres du Conseil de caïdat ; l'inscription sur les listes se fait naturellement selon les critères établis par les Autorités françaises et tunisiennes. Puis les électeurs se réunissent dans chaque cheikhat, dans les secteurs déterminés par arrêté du Premier Ministre, pour élire à des dates fixées par arrêtés, cinq délégués. « Les délégués de tous les cheikhats d'une circonscription électorale déterminée se réunissent au chef-lieu de cette circonscription pour élire le représentant au Grand Conseil » (art. 19 du décret du 15 septembre 1945).

Les Attributions du Grand Conseil

Le Grand Conseil examine le budget de l'Etat préparé par le Gouvernement « avant d'être soumis à l'approbation du Gouvernement français » (art. 30 du décret du 15 sept. 1945).

Chacune des deux Sections a le droit de donner des avis sur les recettes, les dépenses, les impôts, les emprunts de l'Etat, etc. Cependant, sont exclus de toute délibération du Conseil les dépenses de la liste civile, les dotations des membres de la famille beylicale, « les dépenses du personnel... du domaine de la Couronne et celles de la garde beylicale ; les services de la Dette tunisienne... le traitement et les indemnités du Résident Général, les dépenses de son cabinet, ainsi que celles d'entretien des Résidences Générales ; le traitement et les indemnités du Secrétaire Général du Gouvernement et les dépenses de son Cabinet ; les dépenses de la Justice française, les dépenses intéressant la Sûreté de l'Etat, les dépenses des Contrôles Civils » (art. 30). Bref, un important domaine réservé, en matière budgétaire, échappe aux attributions du Grand Conseil.

Chaque Section a l'initiative en matière budgétaire, mais toute proposition de dépense, toute diminution ou abandon d'une taxe ou d'un impôt doit être accompagnée « de l'indication soit d'une taxe de remplacement, soit d'une économie égale dans le budget des dépenses »

(Art. 32). D'autres dispositions limitent l'initiative des conseillers : impossibilité de proposer des augmentations de traitements, d'indemnités, des créations d'emplois, etc. sous forme d'amendement ou d'article additionnel.

Attributions législatives

Le Grand Conseil n'a aucun pouvoir réglementaire. Il peut émettre des vœux « tendant à modifier des textes réglementaires en vigueur » (art. 39) ; il peut discuter des motions d'ordre financier, économique et social, mais cette discussion ne peut s'établir « pendant la session ordinaire avant la discussion complète du budget » (art. 39).

L'article 40 du décret de septembre 1945 donne une idée précise des limites imposées à la compétence du Grand Conseil : « La discussion de tout vœu d'ordre politique ou constitutionnel est interdite ». En outre « les membres du Grand Conseil ont le droit de poser des questions au gouvernement, à la condition qu'elles se rapportent directement à des matières rentrant dans les attributions du Conseil » (Art. 41). Comme les attributions du Conseil se limitent à quelques avis émis sur le budget, les questions essentielles d'ordre politique et social restent définitivement exclues des débats. Néanmoins, l'Assemblée sera bon gré mal gré entraînée à prendre des positions de caractère politique imposées par les événements qui ont marqué les étapes de la lutte pour la libération nationale \

Le fonctionnement du Grand Conseil

Le Grand Conseil est convoqué chaque année, au cours du 4^{ème} trimestre, à une date fixée par décret. La session ordinaire dure 20 jours. Une session extraordinaire peut être convoquée.

Chaque Section nomme au début de la session ordinaire 6 commissions ² chargées d'examiner les projets de décret d'ordre financier, économique, social, culturel, soumis au Grand Conseil. Les sections française et tunisienne délibèrent séparément. Mais « pour la discussion particulière, les deux Sections peuvent être appelées à délibérer en commun, soit sur la demande du Résident Général, soit sur la demande écrite, signée par au moins dix membres d'une des deux sections » (Art. 44).

Un commissaire du Gouvernement désigné par le Résident Général assiste aux séances de chaque Section. « Toute délibération prise hors de sa présence, même en comité secret, est nulle de droit » (Art 46).

Enfin, l'article 47 stipule que « le Résident Général, les membres du Conseil des Ministres et les Chefs d'Administration ou assimilés peuvent assister ou se faire représenter à toutes les séances du Grand Conseil » (Art. 47).

Des dispositions très sévères sont prévues contre tout représentant coupable de provoquer « la violation des traités ou décrets régulièrement promulgués... de s'être rendu coupable d'outrages envers S. A. le Bey, le Président de la République, le Résident Général ou le gouvernement français (Art 67).

Si une section refuse de « délibérer sur une question soumise à son examen, elle pourrait être dissoute... » (Art. 69).

Le refus d'un ou plusieurs Conseillers de prendre part aux délibérations peut entraîner leur déchéance.

Le Résident Général qui a le droit de censure sur les procès-verbaux des séances peut s'opposer à toute publication qu'il juge nuisible à l'ordre public, à la sécurité extérieure ou intérieure de la Tunisie.

Une « Commission Arbitrale » composée de 7 membres français et 7 membres tunisiens délibère sur les propositions, vœux ou motions qui n'ont pas donné lieu à des avis identiques dans les deux Sections.

Ainsi, le Grand Conseil n'a, dans aucun domaine, l'initiative de la loi. Celle-ci est réservée au gouvernement. Il ne fait que donner un avis que les Autorités du Protectorat sont libres d'accepter ou de rejeter. Si l'Assemblée discute la loi dans les domaines financier, économique et social, elle ne la vote pas dans des conditions lui permettant sa promulgation immédiate. La loi est promulguée après avoir reçu l'approbation du Résident Général et le sceau beylical dans les formes que les Autorités du Protectorat lui donnent quels que soient les amendements suggérés par l'Assemblée.

Le Gouvernement peut prendre toutes les mesures qui lui paraissent « commandées par l'urgence sans l'avis préalable du Grand Conseil... » (Art. 38) et surtout aucune des deux Sections n'a le droit de connaître des questions politiques, judiciaires ou d'organisation générale de l'Administration.

Les Municipalités

La composition du Conseil Municipal de Tunis, vieille institution qui date de 1858, est modifiée en 1883 pour permettre aux français d'y siéger. Il y eut 8 membres tunisiens élus et 8 européens (français ou étrangers) désignés par décret et un israélite choisi parmi les notables de la communauté israélite.

De nouvelles municipalités sont instituées par décret dans les principales villes de la Régence : Sfax, Sousse et Bizerte. Depuis 1885, tous les conseillers municipaux, y compris les membres tunisiens du Conseil Municipal de Tunis sont nommés par le gouvernement et dans tous les Conseils, la majorité des membres étaient français. Ce n'est qu'en 1945 que Tunis est dotée d'un Conseil élu, formé par un nombre égal de tunisiens et de français. La réforme du 20 décembre 1952 substitue partout l'élection à la nomination. Les conseillers municipaux devaient être désormais élus au suffrage direct par deux collèges distincts désignant respectivement les conseillers tunisiens et les conseillers français.

Sur 64 Conseils municipaux en 1953, 15 seulement étaient composés entièrement de tunisiens.

Le droit de vote est reconnu aux français des deux sexes âgés de 21 ans ; pour les tunisiens, seuls les sujets du Bey de sexe masculin pouvaient être électeurs.

En outre, il fallait pour avoir le droit de vote « avoir acquitté pour la cinquième année consécutive de l'année de l'élection, un impôt pour des biens situés, ou pour une activité exercée sur le territoire de la commune ».

Le Président de la Municipalité n'est pas élu ; il est nommé par décret beylical parmi les membres du corps caïdal autres que le caïd. Le Vice-président et les adjoints sont élus parmi les conseillers.

La Commune de Tunis a cependant un régime particulier.

Le cheikh al Médina est toujours Président de la municipalité de Tunis. En outre, les élections municipales de Tunis sont soumises au régime électoral du Grand Conseil.

Le Collège électoral français comprend les personnes des deux sexes âgées de 21 ans, votant au suffrage universel ; mais le Collège électoral

tunisien de la capitale ne comprend que des personnes du sexe masculin ; et le suffrage est restreint : censitaire ou capacitaire. Seuls, ont le droit de vote les personnes qui paient un impôt sur les revenus ou un impôt foncier, ou celles qui sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire, supérieur ou professionnel.

En outre, un nombre considérable de cas d'inéligibilité (magistrat, agents de la force publique, fonctionnaires d'autorité ou de tutelle, employés de contrôle civil) limite l'accès à la fonction de Conseiller municipal.

Le décret du 20 décembre 1952 prévoit le scrutin de liste majoritaire à deux tours ; mais ce scrutin ne fut jamais appliqué, on lui substitua en mars 1953 le scrutin de liste majoritaire à un tour qui a fait long feu lui aussi.

Les Conseils de caïdat et de Région

Les décrets de 1922 créent deux Assemblées : les Conseils de Caïdat et de Région, réorganisés par le décret du 27 mars 1928.

Les Conseils de Caïdat

Ces Conseils sont des assemblées de notables instituées dans les circonscriptions qui ne jouissent pas du régime communal. Chaque cheikhat est en principe représenté par deux délégués. Le Résident Général peut désigner un ou plusieurs français pour faire partie du Conseil Caïdal.

Les critères de la notabilité sont d'abord la situation sociale, la piété, le grand âge, l'instruction, les services rendus à la France « dont témoignent certaines distinctions honorifiques telle que la Légion d'Honneur, la Médaille Militaire, la Croix de Guerre et le Nichan-Iftikhar à partir de la 3^e classe d'Officier (Art. 2 de l'arrêté du Premier Ministre du 1^{er} avril 1928).

Le décret de 1928 exclut de la liste des notabilités les fonctionnaires de l'Etat et des Etablissements publics. Mais l'arrêté du 17 février 1945 les y inclut avec les anciens combattants, les membres du Grand Conseil des Chambres de Commerce, des Conseils de Région, les Conseillers Prud'hommes, etc.

Les Conseils de Caïdat se réunissent une fois par semestre, au chef lieu de Caïdat pendant deux jours, et la durée du mandat est de 6 ans.

La réforme du 20 décembre 1952 institue des Conseils de Caïdats dans toute la Tunisie, y compris dans les territoires du Sud. Pour Tunis, le Conseil Municipal tient lieu de Conseil de Caïdat.

Les Conseils de Caïdat deviennent des assemblées élues à raison d'un membre par cheikhats. Seuls les cheikhats ayant plus de 10.000 habitants élisent deux conseillers. Le Conseil de Caïdat comprend aussi des *délégués* des Conseils municipaux des centres de Caïdats érigés en communes. Ces délégués sont élus par les Conseils Municipaux parmi leurs membres, à raison d'un délégué pour les villes dont la population ne dépasse pas 10.000 habitants, de deux pour les villes dont la population excède 10.000 habitants et de quatre pour les agglomérations qui ont plus de 25.000 habitants.

Lorsque le territoire d'un ou de plusieurs cheikhats coïncide avec les limites de la commune, Conseil Municipal et Conseil Caïdal forment une seule assemblée.

Les français peuvent faire partie des Conseils de Caïdat : ils y sont représentés par leurs conseillers municipaux.

Comme pour le Grand Conseil, l'élection des délégués tunisiens des cheikhats au Conseil de Caïdat se fait au suffrage restreint, censitaire et capacitaire : être contribuable ou ancien combattant, ou titulaire d'un diplôme ou d'une distinction honorifique reconnue par la France.

Le mode de scrutin est le scrutin uninominal à un tour. Pour être éligible, il faut avoir 25 ans révolus, n'avoir subi aucune condamnation et ne point faire partie du corps des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités publiques.

Les Conseils de Caïdats sont des assemblées délibérantes ayant un rôle consultatif et soumis à une tutelle administrative très sévère, assurée par le Caïd sur le plan local et le Premier Ministre à l'échelon central. Toutes les délibérations, sauf celles qui concernent les questions budgétaires, peuvent être annulées par le Premier Ministre.

Les Conseils de région

La création de la Région en 1922 avait un but précis : se passer de l'autorisation préalable du Parlement français en matière d'emprunts de

l'Etat tunisien. Les Autorités du Protectorat ont pu ainsi, par ce biais, faire contracter par des collectivités publiques distinctes de l'Etat des emprunts nécessaires à l'équipement de la Tunisie.

Chaque région groupant un certain nombre de contrôles civils est dotée d'un Conseil chargé en particulier de discuter le budget régional. Ce Conseil est composé de membres français et tunisiens qui délibèrent en commun sous la présidence du Contrôleur Civil qui ne participe pas au vote. Il est assisté de deux Vice-présidents, l'un français, l'autre tunisien.

Les membres des Conseils sont choisis parmi les représentants des Conseils de Caïdat, ceux des Conseils Municipaux, des Chambres économiques et les membres du Grand Conseil qui représentent la Région.

Le décret du 30 décembre 1947 supprime la région et les Conseils de Région.

COMMUNE RURALES ET CONSEILS DE CHEIKHATS

Les Communes rurales

L'institution date du 29 décembre 1934. La Commune rurale s'étend à tout le territoire non compris dans le périmètre des Communes urbaines. « Ce territoire peut être subdivisé en sections de communes » (Art. 1).

Elle est placée sous la présidence du caïd dont relève le territoire de la commune ou « si ce territoire relève de plusieurs mandats, de l'un des caïds intéressés » (Art. 2, complété par le décret du 11 janvier 1945). Le caïd peut déléguer, à titre provisoire, ses fonctions à un Vice-président qui peut être soit un membre du Conseil Municipal, soit le kahia ou le khalifat de la circonscription.

Le Conseil Municipal qui siège au chef lieu de la commune se compose des délégués des cheikhats au Conseil de Caïdat (un délégué par cheikhat inclus dans le territoire de la commune), de conseillers nommés pour 3 ans et du caïd.

Le Contrôleur Civil assiste aux séances et peut s'opposer à la discussion de toute question qui ne figure pas à l'ordre du jour. Comme toutes les autres assemblées, les communes rurales sont soumises à la tutelle administrative du Premier Ministre et surtout du Secrétaire Général du Gouvernement tunisien.

Les Conseils de cheikhat

Les Conseils de cheikhat datent de 1945. Ils sont composés des délégués du cheikhat au Conseil de Caidat, membres de droit, et de quelques notabilités désignées pour 6 ans.

Comme les autres Conseils, celui-ci délibère et donne des avis pour les questions d'ordre économique ou social qui intéressent le cheikhat. Mais il a aussi un certain pouvoir de police puisqu'il assume les fonctions du « Conseil de Surveillance de l'Association de Sécurité du Cheikhat » (chortia), chargé d'appliquer les dispositions de l'arrêté du 5 septembre 1939 qui établit la responsabilité collective des habitants du cheikhat.

Les institutions représentatives des intérêts économiques

Des Chambres représentent les différents secteurs de l'activité du pays. Les unes sont formées uniquement de représentants français (Chambre de Commerce française de Tunis, Chambre d'Agriculture française du Nord) ; les autres sont constituées uniquement de notabilités tunisiennes (Chambre de Commerce tunisienne du Nord, Chambre des métiers traditionnels). Il y a aussi des Chambres Mixtes dans les régions où le peuplement européen est faible (Chambres mixtes du centre et du sud).

LES CHAMBRES FRANCAISES

La Chambre de Commerce Française de Tunis

Cette Chambre est la plus ancienne des assemblées élues du Protectorat. Elle date de 1885. Elle représentait à l'origine les intérêts commerciaux, industriels et agricoles des français sur tout le territoire de la Régence.

Sa compétence est limitée à partir de 1892 aux régions septentrionales du pays (régions de Tunis, Zaghuan, Grombalia, Medjez El Bab, le Kef, Téboursouk et Maktar).

Elle comprend 24 membres élus par tous les français commerçants, industriels, banquiers, fondés de pouvoirs, etc. pour 6 ans renouvelables par tiers tous les deux ans.

Elle est pourvue d'un bureau élu composé d'un Président, assisté de deux Vice-présidents, d'un Secrétaire et d'un Trésorier. Mais le Résident

Général est président de droit ; le Directeur puis le Ministre du Commerce et le Contrôleur Civil de Tunis peuvent assister aux séances et y intervenir.

Elle a des attributions consultatives et des attributions de gestion. Elle donne au Résident Général des avis ainsi que les renseignements qui lui sont demandés sur les questions commerciales et industrielles ; elle gère les établissements qu'elle peut créer pour l'usage du commerce (magasins de courtage, entrepôts, etc.).

La Chambre de Commerce Française de Bizerte

Créée en 1906, elle est composée de 14 membres représentant les villes de Bizerte (7) ; de Ferryville (2) et de Mateur (2) et les contrôles civils de Béja, Tabarka et Souk El Arba (un représentant chacun). Elle a le même recrutement et les mêmes attributions que la Chambre de Commerce française de Tunis.

La Chambre d'Agriculture française du Nord

Créée en 1895, elle représente les intérêts des agriculteurs français des régions telliennes, celles où la colonisation agricole est la plus dense. Elle a la même organisation que les Chambres de Commerce et son rôle se limite théoriquement à donner des avis et émettre des vœux sur toutes les questions agricoles. En fait, son influence est considérable dans l'évolution de la politique coloniale.

LES CHAMBRES TUNISIENNES

La Chambre de Commerce Tunisienne du Nord

Elle est la seule Chambre de Commerce entièrement formée de tunisiens. Elle est créée en 1920 sous le nom de « Chambre Consultative des intérêts commerciaux et industriels indigènes du Nord ». En 1928, elle prend le nom de « Chambre de Commerce Indigène du Nord » (décret beylical du 25 mars 1928) et en 1934 l'appellation de « Chambre de Commerce Tunisienne du Nord ». Son rayon d'action se limite aux régions de Bizerte, Tunis et le Kef. Les 22 membres de la Chambre de Commerce Tunisienne du Nord sont jusqu'en 1938 nommés par décret pour 6 ans, et renouvelables par tiers tous les 2 ans, parmi les candidats désignés à l'élection - par

la suite directement élus ; pour être électeur, il fallait soit exercer la profession de commerçant, rangé dans la 2e catégorie au moins de la patente, soit celle d'amine ou de patron de corporation, et être âgé de 25 ans. Pour être éligible, il fallait avoir 30 ans, ne pas avoir d'antécédents judiciaires et être instruit.

Jusqu'en 1936, les fonctions de Secrétaire et de Trésorier sont confiées à un fonctionnaire de l'administration désigné par les Autorités du Protectorat. L'intervention de l'Administration dans le fonctionnement de la Chambre de Commerce Tunisienne du Nord demeure par la suite assurée par le « Chef du Service du commerce qui remplit auprès de la Chambre le rôle de conseiller technique et assiste, à ce titre, aux réunions de la Chambre, ou s'y fait représenter ». (Art. 15 du décret beylical du 25 mars 1928).

La Chambre de Commerce Tunisienne du Nord n'a qu'un rôle consultatif, le même que celui de la Chambre de Commerce française. Elle doit aussi aider le gouvernement à vulgariser les méthodes professionnelles modernes parmi les opérateurs tunisiens et servir d'intermédiaire entre les commerçants tunisiens et leurs collègues français et étrangers pour développer les relations commerciales de la Tunisie avec les pays étrangers.

La Chambre d'Agriculture tunisienne

Créée elle aussi en 1920, son appellation connut les mêmes changements que ceux de la Chambre de Commerce Tunisienne.

Composée de 21 membres, elle représentait essentiellement les gros agriculteurs tunisiens du Nord, élus selon un scrutin à deux degrés favorisant les notabilités locales : les électeurs âgés de 25 ans au moins désignent au sein de chaque cheikhath cinq délégués. Les délégués des différents cheikhaths d'un même caïdat choisissent le ou les représentants du caïdat à la Chambre d'Agriculture Tunisienne du Nord.

Jusqu'en 1938, les membres de la Chambre d'Agriculture Tunisienne étaient, eux aussi, nommés par décrets parmi les candidats désignés à l'élection. Depuis cette date, l'élection devient le seul mode de désignation à la Chambre d'Agriculture Tunisienne qui, elle aussi, n'a qu'un rôle consultatif en matière agricole.

Elle aide en principe le Gouvernement à vulgariser parmi les agriculteurs tunisiens les méthodes modernes de l'agriculture et sert d'intermédiaire entre agriculteurs tunisiens et français pour accroître la production agricole de la Régence.

Les règles de son fonctionnement sont les mêmes que celles de la Chambre de Commerce. La tutelle de l'Administration exercée jusqu'en 1936 par l'intermédiaire d'un fonctionnaire qui assume les tâches de Trésorier et de Secrétaire est assurée par la suite par un chef de service de l'Agriculture qui joue le rôle de conseiller technique de la Chambre et assiste de droit aux séances.

Les Chambres mixtes

Elles représentent dans les régions du Centre et du Sud à la fois les agriculteurs, les commerçants et les industriels. Les arrêtés résidentiels de 1905 et 1906 qui les ont créées ne prévoyaient qu'une représentation française. En 1928, des sections tunisiennes sont créées au sein des deux chambres mixtes du Centre et du Sud. La composition est d'abord inégale : 12 membres français contre 7 tunisiens (5 musulmans et 2 israélites). Puis les membres sont à égalité : 16 membres chacune (8 commerçants et 8 agriculteurs) élus dans les mêmes conditions que les délégués des Chambres tunisiennes d'agriculture et de commerce.

Les territoires militaires soumis toujours à un régime d'exception ne sont pas représentés au sein de la Chambre Mixte du Sud.

Le fonctionnement et les attributions des Chambres mixtes sont les mêmes que ceux de la Chambre de commerce française de Tunis. Les Présidents des deux Chambres mixtes ont toujours été de nationalité française même après l'établissement de la parité entre section tunisienne et section française.

La Chambre des intérêts miniers

Cette chambre est créée en juillet 1922. Son ressort s'étend à toute la Régence. Elle comprend 12 membres élus représentant les compagnies minières exploitant les phosphates, le fer et les carrières tunisiennes. En principe, les tunisiens ont le droit d'élire des délégués à cette Chambre. En fait, celle-ci comporte presque exclusivement des français. Son rôle

reste d'ailleurs purement consultatif, mais étant donné le rôle que joue l'industrie d'extraction dans l'économie tunisienne, les avis de cette chambre sont souvent écoutés par les Autorités du Protectorat.

La Chambre des métiers traditionnels

Constituée en mars 1945, elle devait en principe donner des avis sur les questions intéressant la production artisanale et comprendre donc des représentants des corporations et des métiers désignés par les Conseils et les amins des corporations ou les notables du Caidat. Mais, depuis sa création, elle n'a pu tenir aucune réunion.

Les institutions « représentatives » réservées aux tunisiens ne représentent en fait qu'une poignée de notables sans grande autorité morale. Elles permettent à l'Administration du Protectorat de présenter la façade d'une Tunisie « démocratique » dotée d'organes représentatifs, tandis que les Autorités du Protectorat omnipotentes dirigent le pays selon les intérêts propres des européens, dans l'ignorance délibérée des besoins élémentaires des autochtones. En revanche, les organes représentatifs français ont joué leur véritable rôle de défense des intérêts européens. Leurs vœux, leurs doléances, leurs injonctions sont pris en considération et contribuent à infléchir l'action gouvernementale au profit de la minorité étrangère.

Notes

1. Voir chapitre : « Le mouvement national ».
2. Commission de Législation, des Finances, des Grands Travaux et des Transports, des Affaires Economiques, des Affaires Sociales, des Affaires Culturelles.

CHAPITRE XII

Les grands services publics

Les Finances

Dans les traités établis entre la France et la Régence à deux ans d'intervalle, les clauses financières occupent une place essentielle. Le Bey réduit à la banqueroute n'avait-il pas déjà abdiqué en 1896 ses pouvoirs en matière financière à la « Commission financière internationale » ? Et la France devenue puissance prépondérante dans la Régence ne devait-elle pas assumer vis-à-vis des puissances et de ses citoyens la tâche de rembourser les créanciers européens du Bey ?

La France s'engageait par l'article 7 du traité de Kassar-Saïd à mettre sur pied, en accord avec le Bey, une « organisation financière de la Régence qui soit de nature à assurer le service de la dette publique et à garantir les droits des créanciers de la Tunisie ».

La Convention de Kassar-Saïd illustre l'importance que la France attache aux questions financières puisque trois clauses en particulier ont trait aux problèmes financiers. Dès 1881, les Autorités du Protectorat assument toutes les responsabilités en matière financière, organisent et dirigent les finances du pays.

Pour permettre à la France seule d'exercer ces responsabilités, Paul Cambon s'efforce d'obtenir rapidement la suppression de la Commission

Financière internationale qui fut dissoute le 2 octobre 1884 laissant la place à une institution spécifiquement française : la Direction générale des finances. Créée par le décret du 4 novembre 1882, la Direction n'a commencé à fonctionner véritablement qu'à partir du 13 octobre 1884. L'Inspecteur des finances français qui la dirige, nommé par décret beylical, a le titre de Directeur Général des Finances et assure les fonctions de Ministre des finances du Bey. Un Directeur général adjoint le seconde.

Depuis sa création, « La Direction des Finances » centralise tous les services financiers existants y compris ceux que détenait le « Syndicat des créanciers »¹ Elle comprenait d'abord deux directions : la Direction des contributions diverses et celle des douanes (1884), puis en 1898 sont créées la Direction des monopoles et en 1918 la Direction de l'enregistrement et du timbre. Les services de la Trésorerie sont dirigés par un Trésorier Général qui centralise toutes les recettes et les dépenses.

Les Inspecteurs des services financiers assurent le contrôle et « la Cour des Comptes française juge les comptes des recettes et des dépenses qui lui sont présentés chaque année, depuis et y compris l'exercice 1905, par le Trésorier général de la Tunisie, le Conservateur de la propriété foncière, les Receveurs Principaux de l'Enregistrement, des Contributions indirectes et des Douanes, les Garde Magasins et le Receveur Principal des Postes et des Télégraphes »².

La dette publique

La « Commission Financière » avait procédé dès 1869 à la vérification de la dette du Gouvernement beylical. Celle-ci était arrêtée le 20 février 1870 à la somme de 160.176.000 francs représentant la dette consolidée. La dette fut couverte par un emprunt de 125 millions émis en 1870 et produisant un intérêt de 5%. Ce taux fut réduit à 4% grâce à la garantie de la France. La dette flottante qui s'est constituée entre 1870 et 1884 était consolidée par un emprunt de 17.550.000 à 4%.

En 1889, la réorganisation des finances et les rentrées fiscales permettaient de transformer la dette perpétuelle de 4% en dette amortissable et de ramener le taux de l'intérêt à 3,5% « qui sera abaissé en 1892 à 3% grâce à une nouvelle conversion. Indépendamment des

avantages directs de ces opérations successives, le Trésor tunisien bénéficiait de deux soultes dont le total atteignait 20.410.810 francs »³.

Pour financer l'infrastructure routière et ferroviaire, trois emprunts étaient contractés par le Gouvernement tunisien successivement en 1902 (dette amortissable de 40 millions de Francs à 3%), en 1907 (dette amortissable de 75 millions de francs à 3%) et en 1912 (emprunt amortissable de 90.500.000 francs à 4%). En 1920 fut émis un nouvel emprunt de 255 millions de francs destiné à poursuivre l'équipement économique de la Tunisie et à financer la colonisation⁴.

La réforme monétaire décidée par le décret du 1^{er} juillet 1891 est réalisée en 1892 : elle substitue le franc à la piastre comme unité monétaire dans la Régence et institue un régime monétaire calqué sur celui de la Métropole. Le Trésor possède une monnaie d'or et des monnaies divisionnaires et d'appoint qui lui sont propres, mais qui « ne différaient de la monnaie française qu'en ce qu'elles comportaient un cours spécial ».

Les billets de la Banque de France et de la Banque d'Algérie avaient cours en Tunisie sans perte au change. Depuis 1904, la Banque d'Algérie a le privilège de l'émission des billets de banque ; elle ouvre des bureaux auxiliaires et d'encaissement dans les différentes villes de la Régence.

Le budget

Le budget est régulièrement établi depuis l'institution du protectorat : il se divise en trois parties qui comprennent « les recettes et dépenses ordinaires de l'Etat, des recettes sur les ressources exceptionnelles et spéciales et dépenses correspondantes, les recettes affectées au paiement des dépenses ordinaires, exceptionnelles ou spéciales appartenant aux exercices clos et permis et paiement de ces dépenses ; chacun des 3 titres du budget des recettes est divisé en chapitres correspondant aux diverses sortes d'impôt, de revenus et de produits ; chaque chapitre est divisé en articles selon la nature ou l'objet de l'impôt, du revenu et du produit... Chacun des 3 titres du budget des dépenses est divisé en chapitres correspondant à l'un des grands services publics »⁵.

L'équilibre budgétaire et l'orthodoxie financière sont la « règle d'or du Protectorat »⁶.

L'organisation complexe des rouages financiers de l'Etat, le nombre et la rigueur des lois qui régissent la gestion et le contrôle des Finances Publiques, témoignent du souci des Autorités du Protectorat de ne point faire retomber la Tunisie dans la situation où elle se trouvait sous le règne de Sadok Bey. « Toute proposition tendant à relever une dépense doit être accompagnée de l'indication soit d'une ressource nouvelle, soit d'une économie égale dans les autres articles de dépenses »⁷, c'est la formule qui résume la politique financière de la Tunisie jusqu'à la 2^{ème} guerre mondiale.

Cette rigueur et cette discipline en matière financière, jointes à l'application des méthodes modernes d'administration, à une meilleure connaissance de la situation du pays et au zèle des autorités provinciales, permettaient non seulement l'équilibre dépenses-recettes, mais d'avoir des excédents de 10 à 15%, quelquefois davantage ; l'Etat faisait rarement des emprunts ; ceux qu'il contractait avaient une finalité économique et une rentabilité certaine. Grâce à une meilleure assiette des impôts et à l'accroissement de l'activité économique, l'argent rentrait régulièrement dans les caisses de l'Etat. Au cours des années 1933-34-36, les déficits budgétaires sont dus à la grande crise économique qui a provoqué une chute des exportations et une diminution des recettes fiscales, et qui ont nécessité une aide massive de l'Etat aux différents secteurs de l'activité économique. Ce n'est qu'après 1947 que les dépenses commencent à dépasser régulièrement les recettes ordinaires de l'Etat.

Les chefs des Services Publics préparent chaque année le budget de leur département. Les projets sont centralisés par le Directeur Général des Finances qui y ajoute le budget des recettes pour compléter le projet de budget général de l'Etat.

Ce projet est ensuite examiné en Conseil des Ministres sous la présidence du Résident Général, soumis au Ministre des Affaires Etrangères puis présenté à l'examen du Grand Conseil de Tunisie. Le budget fait ensuite l'objet d'un décret de promulgation au « Journal Officiel » tunisien. A dater de cette promulgation, il devient définitif et ne peut être modifié pendant le cours de l'exercice que dans les formes admises par son établissement. Depuis le décret du 16 décembre 1890,

l'année budgétaire commence au 1^{er} janvier et porte le nom de l'année grégorienne.

Les ressources budgétaires de l'Etat proviennent des impôts directs et taxes assimilées et surtout des impôts indirects, des produits des monopoles et exploitations industrielles de l'Etat, des produits et revenus des Douanes, etc.

D'une façon générale, la part des impôts indirects dans le volume total des recettes ne cesse d'augmenter ; la population tunisienne supporte l'essentiel du poids des recettes.

Les taxes sur les produits exportés sont supprimées et, depuis l'Union Douanière, celles qui frappent les marchandises importées de France sont considérablement abaissées ou supprimées. Cette politique favorise la production destinée à satisfaire les besoins de la Métropole en denrées alimentaires et produits miniers ainsi que la production agricole des colons et des concessionnaires de mines.

A l'exception de quelques chapitres de dépenses qui varient peu : liste civile, intérêt de la dette publique, dépenses imprévues, tous les autres chapitres du budget ont vu augmenter régulièrement les sommes qui leur sont destinées. Les trois grands secteurs « budgétivores » jusqu'en 1920 étaient : les Travaux Publics, la Colonisation et les Services Publics qui ont vu leur personnel augmenter d'une façon continue. « Le nombre des fonctionnaires, écrit Leroy Beaulieu en 1897, s'accroît démesurément. Après avoir été pendant 10 ou 12 ans exempté du vice bureaucratique, la Tunisie est en train de devenir le paradis des fonctionnaires et un paradis très peuplé de cette catégorie, d'ailleurs respectable, de personnes⁸. Le traitement de ces fonctionnaires est évidemment élevé « en général moitié plus, parfois double qu'en France »⁹.

Après la Première Guerre mondiale, les Travaux Publics et l'Administration absorbent près des trois quarts du Budget. C'est après 1945 que l'Enseignement mobilise les plus gros crédits : 27% en 1953-54, contre 13% pour l'Administration générale et 19% pour les Services d'Autorité.

La gestion de la Régence fut du début jusqu'à la fin du Protectorat fort onéreuse, « le régime politique ayant conduit à superposer une administration indigène qu'on a gardé intacte, à une administration

française de contrôle qui s'est compliquée à l'infini. Dans ce pays qui, comme population et comme valeur économique, se rapproche du moins favorisé des départements algériens, celui de Constantine, aux rouages d'administration locale, s'ajoutent les rouages coûteux d'une administration d'Etat »¹⁰.

Les Travaux Publics

La création de la Direction des Travaux Publics par le décret beylical du 3 septembre 1882 s'intègre dans l'effort de mise en valeur du pays au profit de la minorité étrangère. « Il ne suffit pas, déclare Flandin, au développement d'une colonie qu'elle se peuple et qu'elle produise, il faut qu'elle puisse transporter ses produits" ».

L'établissement des chemins de fer, la construction des ports, l'exploitation des mines obéissent à l'origine au système de la concession qui permet aux capitaux des sociétés métropolitaines de trouver de fructueux placements en Tunisie. Ces compagnies concessionnaires jouissent d'avantages considérables : la Compagnie « Bône-Guelma » qui construit le réseau du Nord obtient du gouvernement français me garantie annuelle d'intérêts de 2 millions de francs, transférée à la charge du gouvernement français en 1902.

A la Compagnie de Phosphates de Gafsa on concède, outre les gisements de phosphates, 30.000 hectares de terres entre Sfax et Gafsa à titre de propriété exclusive. Cette compagnie aurait reçu en outre du gouvernement une subvention de 55.000 francs par kilomètre de voie ferrée, et elle en aurait cédé la construction à raison de 45.000 francs le kilomètre à la « Compagnie des Ports », un de ses plus gros actionnaires. Pour les phosphates, la compagnie devait verser à l'Etat une redevance de 1,50 franc par tonne de phosphate exporté, alors que le prix de cette tonne était de 20 francs en 1900. Enfin, elle a le droit de préférence pour toute adjudication future (convention du 15 août 1896). Elle fait jouer cette clause en 1905 pour obtenir la concession de phosphates d'Ain Moularès ¹².

Le premier souci de la Direction des Travaux Publics est d'établir des voies de communication pour ouvrir le pays à la colonisation et assurer l'écoulement de la production coloniale vers les grandes villes et les ports.

Jusqu'en 1890, les disponibilités financières de la Régence sont limitées, la colonisation agricole et le peuplement rural français peu importants, et le Parlement français peu convaincu de la nécessité de faciliter l'implantation en Tunisie d'une importante colonie française. La Direction des Travaux Publics organise d'abord la construction de routes et de ponts et l'aménagement des ports. Les travaux de construction du port de Tunis — concédés à la « Société de Construction des Batignoles » — s'achèvent en 1897, ceux des ports de Sousse et de Sfax entrepris par la « Société Duparchy et Préaut » se terminent vers 1900. Routes et ponts sont établis au moyen de crédits fournis par le budget de l'Etat (en 1887, sur un budget de 18 millions de francs, 4.500.000 francs sont consacrés aux Travaux Publics), et de « prestations » ou corvées, imposées à la population par les Autorités du Protectorat, quoique explicitement condamnées par la Commission du budget du parlement français. En 1897, un décret étend la corvée à tous les tunisiens, excepté ceux des cinq grandes villes. Les Européens, exempts de la corvée, sont cependant imposés en espèces. Progressivement, les prestations sont transformées en une taxe en argent (décret du 14 juin 1902) payée exclusivement par les tunisiens.

1. Le réseau ferré

Les premières lignes ont tin but stratégique : dès 1884 la Tunisie est reliée à l'Algérie par la ligne Tunis-Ghardimaou ; puis on construit la ligne qui joint Tunis à Sousse avec des embranchements vers le Cap-Bon (Nabeul, Menzel-Bou-Zelfa), la plaine du Fahs, celle de Kairouan et, à travers le Sahel, vers Moknine. Une ligne joignant Tunis à Bizerte où le peuplement européen commence à être important est achevée en 1898. En 1899 est terminée la ligne qui relie Sfax à Gafsa et aux gisements de phosphates.

De 1905 à 1922, l'extension du réseau est liée à l'exploitation des divers gisements mis en exploitation : gisements de phosphates de Kalaat Jerda, Kalaat Senam ; minerais de fer de Djerissa, Slata, Nebeur, Hmamma ; minerais de fer, zinc et plomb de Tamera, Douaria-Nefza. Les concessionnaires des mines s'engagent vis-à-vis du gouvernement à alimenter le trafic des voies nouvelles et à l'augmenter progressivement.

La loi française du 30 avril 1902 autorise l'Etat Tunisien à lancer un emprunt de 40 millions pour la construction des nouvelles lignes du

réseau ; un autre emprunt de 75 millions autorisé en 1907 doit servir au même but. Entre 1905 et 1909 est construite la ligne de Sousse à Henchir Souatir qui permet aux phosphates d'Aïn Moularès d'arriver jusqu'à Sousse. La ligne de Sousse à Sfax, commencée en 1908, est achevée en 1911 ; elle est prolongée en 1916 jusqu'à Gabès.

La ligne de Kalaa-Djerda est reliée en 1906 à celle de Tunis-Pont du Fahs. Elle permet le transport vers le port de la capitale des phosphates et du fer du Centre Ouest tunisien. La ligne Kalaa-Djerda-le Kef est réalisée en 1927-1930 pour permettre de joindre Tunis à Tebessa. Les lignes des Nefza et de Nebeur à voie normale sont destinées à diriger directement sur Bizerte le fer, les minerais non ferreux de la région du Mellègue et des zones montagneuses du Nord ; la ligne Mateur-Béja-Nebeur entreprise en 1908 est terminée en juin 1914 ; celle des Nefzas commencée en 1908 n'est achevée qu'en 1912 ; elle est prolongée en 1922 jusqu'à Tabarka.

Le trafic des lignes de Nebeur et de Nefza est peu important à cause des faibles tonnages extraits des mines de ces régions. En 1939, la ligne des Nefzas transportait à peine 25.000 T.

Après 1922, l'effort de construction des voies ferrées se ralentit : entre les deux guerres mondiales, la longueur du réseau s'accroît d'à peine 300 km ; à partir de cette date, la route fait une concurrence très vive au chemin de fer dont le trafic diminue.

Le trafic voyageur s'accroît régulièrement jusqu'en 1920, année au cours de laquelle le nombre des personnes transportées sur l'ensemble du réseau atteint 5.000.000 ; mais depuis, il n'a cessé de décroître : en 1935, il tombe à 3.000.000. La mise en service d'autorails dont la vitesse est nettement supérieure à celle des locomotives provoque une légère reprise (3.800.000 en 1938), mais la guerre aggrave la situation : manque de combustibles, destruction d'une partie du matériel provoquent un net ralentissement de la circulation par le rail. Après la guerre, la reprise est lente car le souci des compagnies de tirer le maximum de profits de l'équipement existant et de limiter les investissements empêche le renouvellement du matériel roulant et l'élargissement des voies qui restent en majeure partie à voie étroite (1.500 km).

Le trafic de marchandises qui augmente jusqu'en 1900 (14.000 T. en 1880, 250.000 T. en 1900) s'accroît très rapidement avec l'exploitation

des mines. En 1910, le trafic atteint 2.500.000 T. et en 1929, il dépasse 5.000.000 T. La grande crise économique provoque une chute sensible : 3.000.000 T. en 1935. Le recul des phosphates ne permet pas au trafic d'atteindre de nouveau le chiffre record de 1935 ; il se maintiendra entre 3.250.000 et 3.500.000 T.

Sur ces 3.250.000 T., il y a 2.640.000 T. de minerais dont 1.800.000 T. de phosphates, 800.000 T. de fer et 50.000 T. de minerais divers. Le reste est constitué par 200.000 T. de céréales, 80.000 T. d'alfa et 300.000 T. de marchandises diverses (huiles, liège, bois, etc.)

L'importance du trafic marchandise est liée à l'activité des mines. Le trafic se fait pour les 3/4 sur les lignes à voie étroite. Entre 1934 et 1938, le réseau à voie normale n'a transporté que 350.000 T. essentiellement des céréales, denrée des régions traversées par cette voie ; le réseau à voie étroite desservant les régions minières est rapidement surexploité ; dès avant la 2e guerre mondiale, il donne des signes inquiétants de vétusté.

Tel qu'il est en 1950, le réseau manque d'homogénéité (deux types d'écartement de voies) et sa densité est très faible au Sud de la Dorsale. Il a été établi d'abord pour les besoins de la stratégie militaire, puis ceux de l'exploitation minière. Le matériel vétusté et surexploité est d'une faible rentabilité : constamment déficitaire, son déficit sans cesse comblé par le budget tunisien, la C.F.T. se contente de distribuer à ses actionnaires des dividendes sans se soucier d'investissement.

2. Le réseau routier

De 1883 à 1890, la Tunisie se dote d'un réseau de 550 km de routes empressées établies sur deux lignes Nord-Sud : Tabarka - le Kef et Bizerte - Sfax et sur deux lignes Est-Ouest : Tunis — le Kef et Sousse — Kairouan. Plus de deux cents ouvrages d'art sont construits. Le réseau routier s'étend rapidement. En 1896, il atteint déjà 1.400 kms et la longueur du réseau de pistes aménagées dépasse 1.000 kilomètres. En 1901, près de 2.200 kms de routes sont achevés « parfois illogiquement car pour suppléer à l'absence de voies ferrées trop lentes à venir, on établit des routes sur l'emplacement naturel de ces voies ferrées »¹³.

C'est en 1907 que la construction des routes prend un grand essor. Auparavant, c'est la grande période des chemins de fer. De 1881 à 1907, on construit 3.100 kms de routes empressées autour des agglomérations

dans la partie Nord du pays, celle où le peuplement européen est relativement important ; elles servent surtout au transport des produits agricoles vers les gares. De bonnes pistes sont aussi régulièrement entretenues et améliorées.

A partir de 1907, des emprunts lancés par le gouvernement tunisien permettent l'établissement d'un véritable réseau. Pour faciliter l'installation des colons (c'est l'époque de la « colonisation officielle »), rompre leur isolement, accélérer l'écoulement des produits agricoles vers les marchés de consommation et les ports d'exportation, 1.000 kms de routes macadamisées sont construites entre 1907 et 1914 dans les régions telliennes où les colons sont les plus nombreux.

Grâce à de nouveaux emprunts, un vaste programme de « routes d'Etat » (2.080 kms) et de « routes vicinales » (900 kms) est entrepris entre 1920 et 1940. Tous les ports sont reliés entre eux par ces nouvelles voies d'où partent des routes de pénétration qui assurent la liaison avec l'Algérie.

Dans le temps, les techniques de construction sont perfectionnées et les routes élargies. De nombreux ponts et viaducs sont construits dans le Nord du pays, mais la plupart sont étroits et ne sont point améliorés. Au sud de la Dorsale, on n'ose point construire des ponts que les crues menacent constamment. Les routes traversent les lits des oueds et lorsque les orages surgissent, les eaux torrentielles entraînent périodiquement hommes, bêtes et véhicules.

En 1950, il y avait 9.154 kms de routes bitumées et 5.000 kms de pistes qui s'enfoncent jusqu'au cœur du Sahara tunisien. Les trois quarts des bonnes routes se trouvent au nord de la Dorsale où les européens sont les plus nombreux.

Pour la réfection et la modernisation des routes principales, une série d'emprunts gagés sur les recettes des impôts sur les véhicules automobiles, l'essence, les pneus, sont contractés par le gouvernement tunisien.

A la veille de l'indépendance, le réseau routier répond largement aux besoins de la circulation automobile. C'est l'un des plus importants réseaux routiers du Tiers-Monde, mais il est utilisé essentiellement par les européens : sur les 25.000 voitures utilitaires ou de tourisme qui, en 1950, roulaient en Tunisie, 6.000 appartiennent à des tunisiens musulmans.

3. L'équipement hydraulique

Les premiers efforts de mobilisation des ressources hydrauliques sont réalisés dans les régions arides du Sud. Des forages artésiens sont entrepris dès 1890 dans la région de Zarzis, en 1893 à Djerba, puis à Aïn Zerig (1897), Ghannouch 1901, Bou Chemma (1903) autour de Gabès, de Kébili et de Douz (1906-1908). Autour de ces points d'eau, les Autorité militaires installent entre les deux guerres des populations qui s'adonnent avec succès aux cultures irriguées. Les travaux d'adduction d'eau potable dans les centres urbains et ruraux constituent l'essentiel des réalisations hydrauliques au Nord de la Dorsale. Mais les travaux de forage continuent dans le Sud permettant l'accroissement du débit des eaux du Djeiid, de Gabès, de Gafsa et la création de 1.000 ha de nouvelles oasis.

Au lendemain de la 2^e guerre mondiale, les travaux d'hydraulique prennent un grand développement. Grâce à des investissements d'origine métropolitaine dérivés du plan Marshall, on construit le barrage réservoir de l'Oued Mellègue près de Nebeur (1947), le barrage au fil de l'eau d'El Aroussa permet l'irrigation de 50.000 ha dans les plaines de la Basse Medjerda, le barrage de Beni-Mtir sur l'Oued Ellil près d'Aïn Draham sert essentiellement à l'alimentation en eau de Tunis. Après la guerre, les travaux de l'OMVVM (Office de Mise en Valeur de la Vallée de la Medjerda) se poursuivent activement gagnant à la culture plusieurs dizaines d'hectares.

Les travaux de recherches et de prospection hydrogéologique se multiplient grâce à l'importante équipe d'hydrogéologie de la Direction des Travaux Publics qui étend ses investigations à toute la Tunisie et publie régulièrement les résultats de ses travaux dans les revues spécialisées tunisiennes et françaises.

L'utilisation d'une partie des ressources hydrauliques du pays permet l'extension, au Nord de la Dorsale et à quelques secteurs des Steppes (Kasserine), des cultures irriguées (légumes et arbres fruitiers) dont la superficie passe de 7.500 ha en 1930 à 17.500 ha en 1946. Elle permet aussi la satisfaction des besoins en eau de l'industrie (qui se développe) et de la ville de Tunis dont la population est en accroissement continu.

La Santé Publique

Les efforts de l'Administration du Protectorat étaient jusqu'en 1920 dérisoires dans le domaine de la Santé Publique. Il y avait au début du Protectorat quelques établissements hospitaliers, l'Hôpital Sadiki, l'Asile des malades, une infirmerie italo-maltese dite Sainte Marguerite, transformée en « Hôpital Colonial Italien » en 1885, et des dispensaires à Sousse et à Sfax. L'assistance médicale était quasi inexistante, l'Administration n'intervenant presque pas dans ce domaine. Vers 1890, l'accroissement de la population européenne dans la Régence et la nécessité d'organiser pour elle une assistance médicale financée par l'Etat, amène la Conférence Consultative à s'intéresser aux problèmes de Santé Publique. En 1897, elle décide de « rechercher les moyens les plus efficaces pour assurer le fonctionnement de l'assistance publique dans la Régence ». Un projet élaboré par une commission spéciale de la Conférence est présenté au Résident Général et la création de l'Assistance Publique est décidée par le décret beylical du 1^{er} avril 1900 ; en 1908, on crée au Secrétariat Général du Gouvernement un Bureau de l'Assistance publique.

Les premiers efforts consistent à assurer les moyens de la défense contre les grandes épidémies. C'était l'œuvre de l'Institut Pasteur créé par le décret beylical du 7 septembre 1893 et spécialisé dans la production des vaccins, sérums, levures, etc. En 1910, la Régence est divisée par le Secrétariat Général du Gouvernement en circonscriptions médicales. A la tête de chacune d'elles, on place un médecin dit "de colonisation".

En février 1920, est créée une Direction de l'Hygiène à laquelle est rattaché le Bureau d'Assistance. Cette direction a pour tâche de constituer à Tunis, Sousse et Sfax des centres sanitaires groupant un ou plusieurs hôpitaux régionaux, un laboratoire régional, un centre de désinfection, créer un Hôpital pour maladies mentales, lutter contre les maladies contagieuses, entreprendre une œuvre d'assainissement rural.

En 1956 et après soixante quinze ans de Protectorat, la ville de Tunis qui comptait plus de 500.000 habitants comptait un seul grand hôpital musulman : l'hôpital Sadiki, fondation d'Aziza Othmana, et son annexe l'hôpital Ernest Conseil¹⁴ réservé aux contagieux. Les autres hôpitaux,

essentiellement l'hôpital civil français et l'hôpital Italien devenu après 1945, l'hôpital de la libération, étaient réservés aux non-musulmans.

A l'intérieur de la Tunisie, il y avait de petits hôpitaux (hôpitaux régionaux et hôpitaux auxiliaires) dans les villes d'une certaine importance (Sfax, Bizerte, Sousse, Bêja) et des infirmeries dispensaires dirigées par des médecins de la colonisation dans les agglomérations rurales.

L'assistance aux vieillards est dérisoire pour les tunisiens : la Tekia de Tunis et l'hospice des Vieillards de Kassar-Saïd hébergent dans des conditions précaires quelques 250 à 300 personnes âgées. Enfin des secours en nature ou en espèces sont distribués très irrégulièrement aux pauvres à l'occasion de fêtes par les « Sociétés Musulmanes de Bienfaisance ».

L'équipement sanitaire et hospitalier de la Tunisie à la veille de l'indépendance est particulièrement sommaire. En 1956, pour une population de 3.800.000 habitants environ, il y avait à peine 7.000 lits, soit un lit pour 540 personnes.

La Police

L'organisation des forces de police et de la gendarmerie et l'accroissement progressif de leurs effectifs répondent à une situation nouvelle dans les campagnes et les villes tunisiennes.

Les multiples formes d'expropriation qui ont eu pour effet de déposséder un nombre considérable de fellahs tunisiens de leurs terres ont créé un sentiment d'hostilité à l'égard du colon spoliateur et souvent brutal. Ce sentiment ne se manifesterait pas par des actions de masse ou de groupes organisés, mais par des actes isolés et individuels (assassinats, incendies de récolte, vols, etc.) « forme primitive de résistance et indice, à coup sûr, d'un certain malaise... »¹⁵. Ce malaise, le gouvernement commençait à s'en inquiéter vers 1897, seize ans après l'établissement du Protectorat, c'est-à-dire au moment où la propriété coloniale prenait dans le Tell une extension considérable. Le premier document officiel qui se préoccupe de l'aggravation de l'insécurité est le « Rapport au Président de la République » de 1897 où on lit : « Il est toujours à craindre dans les années de disette qu'une population généralement douce et paisible mais moins pénétrée que les Européens du caractère

sacré de la propriété, ne cherche à vivre aux dépens des colons ». En outre, ajoute le Rapport, la misère provoque chaque fois une recrudescence des délits dans les agglomérations urbaines.

La « Direction générale de la Sûreté » est créée en 1897, placée sous le contrôle du Résident Général et confiée à un fonctionnaire français. La même année sont créés une police rurale et des postes de garde champêtre pour protéger les propriétés européennes. En 1898, un certain nombre de décrets sont promulgués pour réprimer les délits : décrets sur les logeurs, les délits de boisson, le séjour des étrangers, etc.

Vers 1900, on étend les moyens d'action et la compétence des services de Sécurité. Pour défendre « le caractère sacré de la propriété », des instructions précises ne cessent d'inviter caïds, khalifats et cheikhs à la vigilance et à exercer en collaboration avec la police et la gendarmerie une surveillance étroite sur la population.

D'autre part, les effectifs de la police s'accroissent sans cesse : 352 agents en 1898, 460 en 1900 dont 285 français ; plus d'un millier en 1920 et, à la veille de l'indépendance, plus de 5.000. Les dépenses de Sécurité augmentent au même rythme : en 1896, elles s'élevaient à 537 000 francs et, en 1902, elles atteignaient 1.300.000 francs. A la veille de l'indépendance, les crédits affectés à la Sécurité représentent plus de 15% du budget.

La mise sur pied d'un appareil répressif imposant n'empêche point la colère du peuple de se manifester à maintes occasions ¹⁶. La réaction de la police est alors aussi rapide que brutale mais si elle parvient à rétablir souvent avec l'aide de la gendarmerie et de l'armée, un calme relatif sur le moment, elle laisse, dans le cœur des tunisiens, rancune et amertume.

Appareil de répression entre les mains des Autorités françaises, la police représente avec l'armée un des soutiens les plus importants du régime. Elle comprend :

- une police judiciaire qui recherche les malfaiteurs et les met à la disposition de la Justice ;
- une police municipale qui assure la répression des délits sur la voie publique et l'exécution des arrêtés municipaux ;
- une police administrative qui s'occupe de la surveillance du territoire et des mesures destinées à prévenir crimes et délits.

L'organisation de la police comporte :

- 1) Une administration Centrale avec le Chef de service de la Sûreté Publique qui est naturellement un français ;
- 2) Un commissaire central dont dépendent les commissariats d'arrondissement, les services administratifs et le service de la circulation ;
- 3) Un commissariat divisionnaire de la Sûreté avec, à sa tête, un commissaire divisionnaire et des commissaires de police adjoints. Le commissaire divisionnaire est chargé de rechercher sur tout le territoire de la Régence crimes, délits et contraventions ;
- 4) Le service anthropométrique et de l'identité judiciaire ;
- 5) La police municipale de Tunis. Le périmètre de Tunis est divisé en arrondissements, chacun ayant à sa tête un commissaire de police ;
- 6) Le commissaire divisionnaire des Renseignements Généraux créé en 1930 ;
- 7) L'intérieur de la Tunisie est divisé en grandes régions de police, comportant chacune une hiérarchie complexe de commissaires et de policiers.

L'Armée

Dès le début de l'occupation, l'armée beylicale est réduite à un corps de parade symbolique. C'est l'armée française qui assure la "défense" du trône et de la Régence ainsi que le maintien de l'ordre. Elle a en outre la tâche de contrôler l'administration tunisienne dans les territoires du Sud et de l'extrême Sud. Les troupes sont placées sous le commandement d'un Général de Division ayant le titre de « Commandant Supérieur des Troupes de Tunisie » assurant aussi les fonctions de Ministre de la Guerre du Bey.

Les troupes de Tunisie comprennent outre des corps français (zouaves, chasseurs d'Afrique, cavaleries), des corps mixtes (français et tunisiens), des corps spécifiquement tunisiens (tirailleurs, spahis), des corps coloniaux (tirailleurs, sénégalais, goums), la Légion Etrangère de cavalerie et la gendarmerie. La Régence est divisée en trois commandements territoriaux : subdivision de Tunis-Bizerte à Bizerte, celle de Sousse-Kairouan à Sousse et les territoires militaires du Sud à Médenine.

Pour éviter de faire appel à un nombre élevé de soldats métropolitains, Forgemol se réfère à la loi beylicale sur le recrutement de 1860 pour incorporer à l'armée d'occupation les jeunes tunisiens. Dès le mois de juin 1883, un recensement général est entrepris. Puis le recrutement se fait par voie de tirage au sort : chaque année, tout tunisien âgé de 18 à 26 ans passe devant la commission de recrutement. Le service militaire dure 2 ans. On peut se faire remplacer, mais le taux du « prix de remplacement » est suffisamment élevé pour réserver aux seuls fortunés la faculté d'échapper au service militaire.

Il y a aussi de nombreux cas d'exception : les juges, les prêtres, les cheikhs de la Grande Mosquée, les fonctionnaires, les israélites, les noirs, les habitants de Tunis, Sousse, Monastir, Kairouan et Sfax. Par la suite, le territoire de recrutement s'est étendu à tout le pays, à l'exception de la ville de Tunis et des Territoires du Sud. Les principaux cas d'exemption intéressent les conscrits qui ont leur père ou un de leurs frères mort au cours d'une campagne militaire et ceux qui sont titulaires d'un diplôme (certificat d'études primaires ou d'études agricoles, tatoui', etc.) Tout tunisien peut s'engager volontairement dans l'armée française.

Dans le Sud, les populations sont soumises à l'obligation de la garde de la frontière et fournissent les contingents du Makhzen du Sud, auxiliaire de l'armée française.

En principe, l'armée française est entretenue par le budget métropolitain, mais le budget de la Régence supporte aussi une part des dépenses : soldes et indemnités des cavaliers du Makhzen du Sud, frais de casernement, de fortifications, solde de la gendarmerie indigène (oudjak).

L'oudjak est une force de police à cheval qui existait en Tunisie avant 1881. Elle est rattachée en 1914 à la Résidence et placée sous les ordres du chef du cabinet du Résident Général. Sa fonction essentielle est d'assurer pour les tunisiens seulement l'exercice de la police judiciaire et administrative. Elle contribue au maintien de l'ordre, veille à la sécurité publique, assiste les autorités chargées du recouvrement de l'impôt, prête main-forte aux agents de l'Administration ou de la force publique.

*LA JUSTICE**La justice militaire*

Dans les premières années du Protectorat, la justice militaire était rendue par le Conseil de guerre de l'armée d'occupation, puis par le Conseil de guerre du Commandant Supérieur des Troupes de Tunisie.

En 1928 sont institués les tribunaux militaires composés de magistrats militaires choisis parmi les officiers qui connaissent le droit. Ces tribunaux ont souvent à connaître des activités des patriotes tunisiens au cours de la lutte pour la libération. Leurs jugements sans appel sont toujours sévères.

La justice tunisienne

L'absolutisme des Beys se définissait avant tout par la concentration entre leurs mains de tous les pouvoirs : l'exécutif, le législatif et aussi le pouvoir judiciaire. Ce pouvoir était délégué aux tribunaux du *charâa* qui connaissaient des affaires religieuses et, à Tunis, aux bureaux du Dar-El-Bey pour la justice séculière. Si la justice charaïque n'a connu après l'établissement du Protectorat qu'une évolution insensible, la justice séculière a été en revanche profondément réorganisée.

Les Autorités du Protectorat, héritant de l'absolutisme beylical, rattachent la justice séculière tunisienne aux services du Secrétariat Général ; celui-ci, dès les premières années de sa création, comportait une Section d'Etat comprenant une Section des Affaires Civiles et une Section des Affaires Pénales, placées sous le contrôle du Ministre de la Plume. Les fonctionnaires des deux sections instruisent les plaintes et rédigent les projets de sentences soumis par le Premier Ministre au Bey.

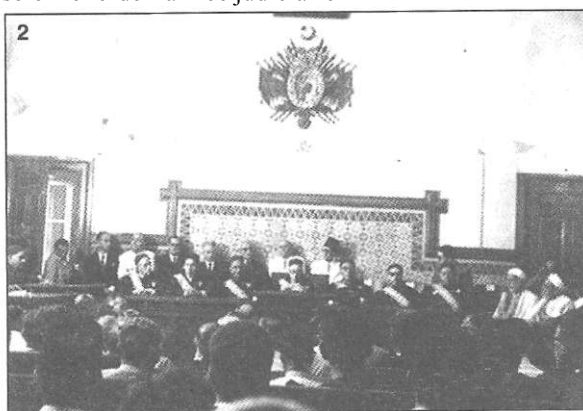
Cette organisation qui conserve l'archaïsme et l'inefficacité de l'ancien système a de multiples inconvénients, entre autres les retards démesurés mis pour trancher les litiges. Les Autorités du Protectorat procédaient en 1896 à la réunion des deux sections (civile et pénale) et créaient une Direction des Services Judiciaires placée sous les ordres d'un juge français et rattachée au Secrétariat Général du Gouvernement tunisien.

Le décret beylical du 18 mars 1896 crée les tribunaux régionaux de première instance et institue l'appel. Le tribunal de l'Ouzara est érigé en juridiction d'appel en matière criminelle. La Chambre des Requêtes de

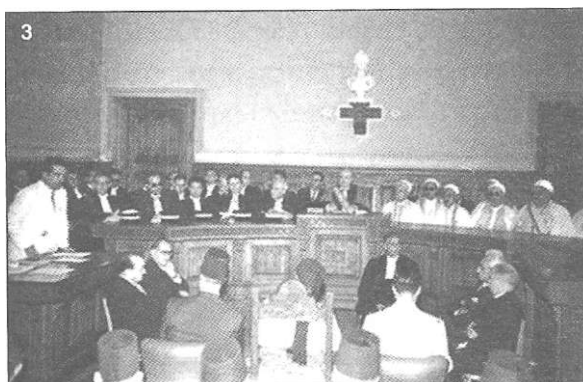
Le rituel de l'ouverture de l'année judiciaire



Magistrats des Tribunaux français lors de l'inauguration solennelle de l'année judiciaire



Tribunaux charaïques



Cérémonie mixte

Le rituel de l'ouverture de l'année judiciaire est marqué, sous le protectorat, par des cérémonies typiques : les magistrats français d'une part (1) et les autorités charaïques d'autre part (2) ; ensuite la cérémonie mixte sous la présidence française et sous l'emblème de la République (3).

l'Ouzara joue le rôle de tribunal de cassation qui est présidé de 1926 à 1947 par un magistrat français.

Les lois applicables par les tribunaux séculiers sont codifiées : Code Civil des obligations (1906) ; code de Procédure Civile (1910); Code Pénal (1913) ; Code de procédure pénale (1921).

Le Tribunal Mixte Immobilier créé par le décret beylical du 1^{er} juillet 1885 est compétent en matière d'immatriculation immobilière. Il « ordonne seul l'immatriculation, ou décide des exclusions ou des rejets ». Ce Tribunal est composé depuis le décret beylical du 30 avril 1903 de cinq magistrats : trois français dont le Président et deux tunisiens. Lorsque le tribunal connaît des affaires intéressant exclusivement les justiciables français, les magistrats tunisiens n'ont qu'un rôle consultatif. Les décisions du Tribunal Mixte ne sont « susceptibles d'aucune opposition, appel ou recours quelconque » (article 38 de la loi foncière de 1885).

Le charâa

Le tribunal du charâa juge les affaires qui concernent le statut personnel ou successoral des tunisiens musulmans. Sa compétence s'étend aussi aux Affaires immobilières où sont en cause des propriétés non immatriculées intéressant les musulmans, même si des européens ou des israélites sont concernés.

Le tribunal du charâa comprend le divan de Tunis formé de deux Chambres, l'une malikite présidée par le Bach Mufti malikite, l'autre hanafite présidée par le Cheikh al Islam hanafite. Le défenseur peut choisir entre les 2 rites. La juridiction du charâa s'étend à tout le territoire de la Régence. Elle connaît des affaires « soit directement, soit par voie d'évocation ou de renvoi, soit encore comme tribunaux d'appel » Si les avis exprimés par les deux chambres sont divergents, ils sont communiqués au gouvernement sous forme de rapport au Ministre de la Justice. Un « maâroudh » beylical statue en dernier lieu. Les deux chambres réunies siègent parfois comme tribunal des conflits. Mais en dehors de ces sessions plénières, les deux cadhis malikite et hanafite siègent comme juges uniques. Il en est de même des deux Bach-Muftis, le samedi seulement.

A l'intérieur de la Régence, la justice charaïque est exercée par un cadhi assisté d'un mufti, formant un majlis ou jugeant seul. Les majlis tiennent leurs assises dans les villes d'une certaine importance comme Bizerte, Nabeul, le Kef, Kairouan, Sousse. Dans les petites agglomérations, le cadhi toujours de rite malikite rend seul la justice.

Les questions d'enzel ou d'échange de habous sont réservées exclusivement aux cadhis de Tunis. En 1948 étaient instituées deux chambres de Cassation, l'une malikite, l'autre hanafite. Chacune de ces chambres est composée de deux muftis du même rite et présidée par le Cheikh al Islam du rite.

Le caractère dominant de cette justice est son extrême lenteur.

Le tribunal rabbinique

Le tribunal rabbinique siège à Tunis et forme une juridiction unique pour toute la Régence. Il connaît toutes les affaires concernant le statut personnel ou les successions des tunisiens israélites. Il est composé de trois rabbins (un président et deux juges) et d'un greffier.

La compétence du tribunal en matière de statut personnel n'est totale que si les parties en cause sont tunisiennes. « Pour les successions, la compétence est déterminée exclusivement par la nationalité du « de cujus »¹⁸.

La Justice française

Le régime des « Capitulations » donnait aux Consuls étrangers le droit de juger leurs ressortissants, les soustrayant ainsi à la justice du Bey. A la veille du Protectorat, il y avait autant de juridictions que de consuls étrangers à Tunis. La France a dû, après 1881, négocier avec les puissances pour supprimer les juridictions consulaires et transférer leurs attributions à la justice française. Celle-ci est instituée par la loi organique française du 27 mai 1883 « qui apparaît comme le texte fondamental de l'appareil judiciaire français en Tunisie »¹⁹.

La hiérarchie des tribunaux est calquée sur celle de la France. A la base, la justice de paix puis le Tribunal Civil de 1ère Instance, la Cour d'Appel et, au sommet, la Cour de Cassation.

Les justices de paix étaient au nombre de quinze : six rattachées au Tribunal Civil de Tunis, deux à Tunis-Canton-Nord et Canton-Sud

(Grombalia, le Kef, Medjez El Bab et Souk-El-Arbâa) ; deux rattachées au Tribunal Civil de Bizerte (Bizerte et Bêjâ) ; quatre au Tribunal Civil de Sousse (Sousse, Mahdia, Kairouan et Thala) et trois au Tribunal Civil de Sfax (Sfax, Gabès et Gafsa). Ces justices de paix connaissaient des contraventions, mais leur compétence était étendue aux affaires correctionnelles.

A l'origine, il n'y avait qu'un seul Tribunal Civil compétent pour toute la Tunisie. En 1887 est créé le Tribunal Civil de Sousse et en 1942, Sfax et Bizerte sont dotées chacune d'un Tribunal Civil. Ces tribunaux connaissaient essentiellement des délits. Tout appel était interjeté à la Cour d'Appel d'Alger. Ce n'est qu'en 1941 que fut instituée la Cour d'Appel de Tunis. Jusqu'à l'Indépendance, la Cour de Cassation d'Alger restait compétente pour les affaires déjà connues par la Cour d'Appel de Tunis.

Les tribunaux français ont compétence en matière civile, commerciale, pénale et administrative pour toute affaire mettant en présence des européens ou assimilés ou des tunisiens et des européens.

En matière immobilière, les tribunaux français ont compétence pour les immeubles immatriculés quelle que soit la nationalité des parties en présence et, pour les immeubles non immatriculés, lorsque les parties en cause ne sont pas tunisiennes.

En outre, la justice française est seule compétente en matière de répression des délits politiques (décret beylical du 29 janvier 1926).

Les crimes sont jugés par le Tribunal Criminel. C'est le Tribunal Civil correctionnel auquel on ajoute six assesseurs qui ont voix délibérative et qui sont tirés au sort sur une liste dressée chaque année selon un règlement établi par le décret français du 29 novembre 1893. Les 6 assesseurs adjoints qui ont voix délibérative au tribunal criminel sont tirés au sort le jour de l'audience ; ils peuvent être français, étrangers ou tunisiens. Mais si l'accusé ou l'un des accusés est français ou protégé français, les 6 assesseurs doivent être tous français.

Notes

1. Fitoussi E. et Benazet A. L'Etat tunisien et le Protectorat français, Paris 1931, Rousseau, 2 vol., p. 710.
2. *Ibid.* p. 726.
3. *Ibid.* p. 730.
4. D'autres emprunts seront lancés entre 1920 et 1940 pour parachever l'œuvre de colonisation agricole et assurer l'entretien du réseau routier.
5. *Ibid.* p. 736.
6. Vibert : « *Tableau de l'Economie de la Tunisie* » 1955.
7. Art. 32 du décret du 15 septembre 1945 réorganisant le Grand Conseil.
8. Leroy Beaulieu pp. 524-525.
9. *Ibid.* p. 535.
10. G. Guenée : « *Les Finances Tunisiennes* », Tunis. Namura 1932, p. 212.
11. Rapport Flandin p. 44.
12. Les abus entraînés par le système de la concession amenèrent le Parlement français à le supprimer par la loi du 30 avril 1902.
13. M. Cherif *op. cité* p. 208.
14. Ernest Conseil fut Directeur du Bureau d'Hygiène de la ville de Tunis.
15. M. Cherif *op. cité* p. 239.
16. Chapitre : « Le Mouvement National ».
17. *Ibid.* p. 353.
18. *Ibid.* p. 355.
19. Silvera *op. cité* p. 181.

CHAPITRE XI

Le mouvement national et l'intermède germano-italien

De 1881 à 1920

L'essoufflement de la résistance dans le Sud tunisien semble avoir mis fin aux difficultés des Autorités du Protectorat avec la résistance patriotique. L'armée française, la gendarmerie, la police, tiennent désormais solidement le pays.

Les nouvelles structures administratives sont peu à peu mises en place, vidant de sa substance l'appareil de l'administration beylicale. Aucune institution politique ne permet aux tunisiens de participer aux décisions qui engagent le destin du pays.

La colonisation qui s'est emparée de milliers d'hectares de bonnes terres s'étend et s'organise. La production industrielle française afflue vers la Régence, ruinant toutes les formes de l'activité artisanale.

Les autorités civiles et religieuses traditionnelles, réduites au silence ou à la complicité, sont incapables d'assumer la moindre initiative politique. La Tunisie semble condamnée pour longtemps à l'acceptation passive du nouvel ordre des choses.

Mais la démobilisation populaire consécutive à la pacification du Sud n'a pas entraîné, peu s'en faut, une démobilisation morale. L'occupation militaire et la perte de l'indépendance provoquent un choc profond dans les esprits. L'hostilité au principe même de l'occupation, le sentiment très vif d'une nécessaire union des esprits et des coeurs, se manifestent d'abord par un renouveau du sentiment religieux. Les malheurs qui se sont abattus sur le pays sont perçus comme étant la sanction du relâchement religieux, de l'ignorance ou du mépris des préceptes coraniques qui avaient fait la force des peuples musulmans au temps de leur puissance. Il apparaît à tous les tunisiens que, pour se ressaisir et sauver la nation de la domination étrangère, il fallait s'unir en bloc dans un islam actif, militant, quelquefois passionné.

A Tunis, la Zitouna s'affirme comme le dépositaire et le défenseur incontesté de la foi et de l'orthodoxie. Elle incarne la pérennité de la Tunisie musulmane et perpétue par son enseignement et les cadres qu'elle forme le fond spirituel et national indestructible.

Ainsi, dès les premières années de l'occupation, la religion apparaît comme une donnée essentielle de la conscience nationale. C'est le pilier qui soutient tout l'édifice de la nation. Mais dans cette nation, le rôle des intellectuels réformateurs inspirés de l'Orient ou influencés par l'Occident apparaîtra à son tour entre 1881 et 1920 comme un facteur d'évolution déterminant. L'intelligentsia tunisienne formée d'une part à l'école des réformateurs orientaux (Cheikh Mohamed Abdou, Jamal ad-Dine Afghani), de l'autre au Collège Sadiki puis dans les universités françaises, jouera le rôle de « cerveau directeur » du mouvement de rénovation et de libération.

Ayant pris conscience de l'état de dégradation auquel est parvenue la nation soumise à la domination étrangère, elle exprime dès 1895-96 tour à tour l'angoisse, la protestation, les revendications du peuple tunisien. On a vu le rôle de la presse réformatrice, de la Khaldounia et de l'Association des Anciens Elèves du Collège Sadiki dans l'œuvre de rénovation et de modernisation des structures intellectuelles du pays. Malgré le nombre relativement faible de ces intellectuels - jusqu'à la première guerre mondiale, le nombre des diplômés de Sadiki et des Universités françaises atteint à peine une vingtaine - et malgré l'emprise

policière, administrative et militaire exercée par l'appareil du protectorat, un certain nombre d'entre eux eurent le courage de poser les problèmes économiques, culturels et moraux, aussi bien que les problèmes politiques.

Ces problèmes sont abordés de front par les intellectuels tunisiens à partir de 1906, alors que se faisaient déjà sentir dans le pays les conséquences de la colonisation agricole, de la ruine de l'artisanat, de l'éviction de l'élément autochtone de tous les rouages administratifs du pays, de la politique obscurantiste du Protectorat qui condamnait à l'analphabétisme les 9/10 des enfants tunisiens.

C'est un ancien élève du Collège Sadiki, issu d'une famille bourgeoise de Tunis, devenu Président de la Jam'ia des Habous, qui, le premier, osa poser le problème de la condition du peuple tunisien après 25 ans de présence française. Le 24 mars 1906, à l'occasion de l'inauguration de la *Tekia* de Tunis (asile de vieillards), Béchir Sfar prononce en présence du Résident Général Stephen Pichon un discours où il demande, dans le cadre des institutions du Protectorat, des réformes sérieuses en faveur des tunisiens lésés dans tous les domaines. Le discours, bien que modéré dans le ton, provoque la colère des journaux français, en particulier le « Colon Français » et « la Tunisie Française » où se distinguait Victor Carnières, président de l'Association des Colons français et porte-parole des éléments les plus réactionnaires de la colonie.

Déchargé de ses fonctions de président des Habous, Béchir Sfar est alors éloigné de Tunis et nommé caïd de Sousse. Mais en 1908, il récidive. Invité au Congrès de l'Afrique du Nord organisé du 6 au 8 octobre 1908 par l'Union Coloniale Française, il présente un rapport sur les habous où il pose le problème de la colonisation agricole et affirme la nécessité pour la France d'associer les tunisiens « à l'œuvre civilisatrice » entreprise en Tunisie. « L'état économique des indigènes, déclare-t-il, devient de plus en plus précaire, et aucun effort sérieux n'a été tenté pour réagir contre cette triste et dangereuse situation. On parle d'instruction, on parle d'écoles professionnelles, on parle d'assistance. Certes tout cela, nous l'espérons, améliorera la situation morale d'une partie des indigènes, mais quoiqu'on fasse, les réformes de cette nature ne profiteront qu'à une fraction, à une faible fraction de la population.

Ce qu'il aurait fallu, et ce qu'il faudrait encore réaliser sans retard, c'est la consolidation, c'est l'encouragement de la vraie ressource vitale des tunisiens : l'agriculture. J'ai exposé dans ce rapport l'opinion des indigènes sur la situation qui leur est faite par suite de l'extension, disproportionnée avec le nombre des colons, de la propriété européenne ; sur l'incompréhensible et impolitique exclusion des tunisiens des meilleures terres appartenant à la collectivité ou léguées par leurs ancêtres, ainsi que l'inquiétude des indigènes de se voir exclure aussi des seules bonnes terres encore accessibles : les habous privés. Messieurs, ne voyez dans ce langage et dans les idées tunisiennes que je viens d'exprimer sans arrière-pensée, aucune hostilité contre la colonisation française.

« Il n'y a pas un seul tunisien intelligent qui ne comprenne les avantages d'une colonisation sérieuse, laborieuse et honnête... mais, Messieurs, si la colonisation est utile même pour les tunisiens, l'accaparement des bonnes terres est un acheminement vers leur ruine.

« Nous appartenons à une race, à une religion et à une civilisation qui valent, en gloire historique et en force d'assimilation, n'importe quelle civilisation *des* peuples anciens et modernes. Or, si nous sommes tombés en décadence, comme tant d'autres peuples célèbres et puissants, cela ne veut pas dire que nous soyons des dégénérés. Il ne saurait donc, en bonne politique, être question de nous appliquer la fameuse théorie des races supérieures et des races inférieures, on devrait plutôt s'attacher de plus en plus à faire des indigènes des amis et des associés.

«... Sans cela, que deviendrait la colonie dans quelques dizaines d'années, avec une masse prolétarienne dont le nombre grâce aux mesures de sécurité et d'hygiène, sera cinquante fois au moins supérieur à l'élément colonisateur, et dont la misère, mauvaise conseillère, sera en raison directe de la rareté des terres qui faisaient vivre cette masse ? »

La réaction des colons ne se fait pas attendre. La Chambre d'Agriculture - constituée exclusivement de colons - adresse le vœu suivant au Résident Général René Millet : « Considérant que ce factum est hostile à la Colonisation Française et semble rédigé pour exciter contre elle la défiance et la haine des indigènes, que de telles insinuations

négligeables en elles-mêmes, empruntent à la qualité de haut fonctionnaire de leur auteur, une portée exceptionnelle et qu'elles peuvent même être considérées dans certains milieux comme engageant le Gouvernement, qu'il paraît impossible en effet qu'un caïd se soit permis de faire une telle publication sans l'autorisation de ses chefs.

Prie Monsieur le Résident Général de prendre la défense de la colonisation française et de désavouer le caïd de Sousse ».

Le mouvement « Jeunes Tunisiens »

Les intellectuels réformistes et modernistes s'organisent. Béchir Sfar et l'avocat Ali Bach Hamba fondent le 7 février 1907 un journal hebdomadaire en langue française, « Le Tunisien », dans le but de défendre les intérêts du peuple tunisien. Ils y dénoncent, sur un ton mesuré, le sort fait aux musulmans par les autorités françaises dans tous les domaines : les injustices, les inégalités, les privilèges. Ils réclament le droit des autochtones à l'instruction, à l'exercice de toutes les charges administratives et à la participation aux décisions gouvernementales par l'intermédiaire d'un Conseil élu.

Abdelaziz Thaalbi se joint à eux dès 1909 et assure l'édition en langue arabe du « Tunisien ». Les trois hommes constituent le noyau principal d'un véritable parti « évolutionniste » dont le programme politique, s'inspirant de celui des Jeunes Turcs, a pour but d'amener, par le dialogue, les autorités du Protectorat à permettre aux tunisiens d'assumer les responsabilités politiques que leur reconnaissent les traités en vigueur.

En 1911, l'invasion de la Tripolitaine par l'Italie donne l'occasion au « Tunisien » d'exprimer la solidarité du peuple tunisien avec le peuple frère. L'hostilité aux européens considérés comme les ennemis de l'islam tourne à l'émeute le 7 novembre 1911 lorsque la Municipalité de Tunis (où l'élément français était prépondérant) décide l'immatriculation du cimetière du Jellaz pour y faire passer la voie ferrée. Les manifestants venus exprimer leur réprobation devant le cimetière se heurtent à la troupe. « Ce fut au prix d'une véritable bataille que zouaves et chasseurs d'Afrique reconquirent le cimetière et le quartier avoisinant » S'il y eut huit morts du côté français et italien, le nombre de morts tunisiens ne fut jamais officiellement établi mais il était certainement très élevé.

Les Jeunes Tunisiens



Ali Bach Hamba
(1876-1918)



Béchir Sfar
(1863-1917)



Ali Bouchouha (1859-1917)
Directeur d'Al Hadhira



Mohamed Lasram (1858-1925)
Directeur de la Ghaba



Addeljalil Zaouche
(1873-1947)



Khayrallah Ben Mustapha
(1867-1965)

Aussi, pour la première fois après la fin de la résistance dans le Sud tunisien, l'armée française et le peuple tunisien s'affrontent-ils dans un combat bref mais lourd de conséquences : la protestation contre toutes les formes de spoliation n'est plus confinée au plaidoyer des intellectuels, elle éclate spontanément dans le peuple.

Les esprits n'étaient pas encore calmés lorsque le 9 février 1912 un conducteur de tramway de nationalité italienne écrasait un enfant musulman. On était encore sous le coup des événements du Jellaz et des nouvelles qui arrivaient de Libye : la population voit dans cet incident, somme toute fortuit, une manifestation supplémentaire de la haine des européens pour les musulmans. Ils décident d'y répondre par le boycott des tramways, tandis que les employés tunisiens de la compagnie exigent l'alignement de leurs salaires, à travail égal, sur ceux des collègues italiens. Cette action ouvrière, la première en son genre, inquiète la colonie française et les Autorités du Protectorat qui décident de réagir.

Le mouvement de revendication des ouvriers de la Compagnie est liquidé par la force. Puis, accusant les dirigeants du mouvement évolutionniste de complot contre l'administration française, les Autorités du Protectorat établissent un régime d'exception dans la Régence ; les journaux nationalistes sont suspendus, la loi martiale proclamée, Ali Bach Hamba, Abdelaziz Thaalbi, Hassan Guellati, Mohamed Noâmane expulsés. Il ne restait d'autre alternative à ceux qui ont échappé à la répression que l'action clandestine.

Néanmoins, rien n'est entrepris contre la France tout le long de la guerre 1914-18. Les troubles du Sud en 1915-1916 ne sont en rien le fait des nationalistes. Au contraire, les tunisiens payent un lourd tribut à la défense de la France en guerre. La contribution de la Tunisie à la défense de la Métropole atteignait 80.000 hommes. Les soldats tunisiens sont de toutes les batailles meurtrières. 10.723 sont tués, soit 13% de l'effectif tunisien engagé ² dans le conflit. De nombreux tunisiens partent en Métropole travailler dans les usines (près de 10.000) et sur les champs (20.000) à la place des ouvriers et des paysans français mobilisés. La France victorieuse en 1918 se devait de redonner aux peuples qu'elle dominait la liberté qu'ils ont payée un prix très lourd pendant 4 années de guerre totale.

Les nationalistes mettent tous leurs espoirs dans les principes que les Alliés proclamaient au cours de la guerre, en particulier dans la fameuse déclaration en 14 points du Président des Etats-Unis, Wilson, qui affirme « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Par ailleurs, les autres peuples musulmans étaient en train de secouer le joug colonial : le 18 novembre 1918, deux jours à peine après l'armistice, Saad Zaghloul demandait au Résident Général britannique l'autorisation d'aller négocier à Londres les modalités d'accession de l'Egypte à l'indépendance. Sur les frontières tunisiennes, la Tripolitaine obtient le 1er juin 1919 le « *statuto* » qui institue un parlement libyen élu au suffrage universel et un Gouvernement à majorité musulmane (8 membres sur 10). Enfin dans la nouvelle Russie, les bolcheviks semblaient décidés à soutenir la lutte de tous les peuples opprimés. Devant ces évolutions, les tunisiens ne pouvaient rester indifférents.

Mais en 1919, ils ne pouvaient certes envisager d'entrer en lutte ouverte contre la France auréolée de sa victoire toute récente. Le Parti Tunisien essaie de tirer profit des intentions du Président Wilson et des bonnes dispositions de certains secteurs de l'opinion publique française, notamment des parlementaires de gauche. Aussi les patriotes s'empressent-ils d'adresser un mémoire sur la question tunisienne au Président Wilson lors de son séjour à Rome en avril 1919 en étant convaincus que les Alliés ne pouvaient négliger les aspirations d'un peuple qui a versé son sang pour leur cause.

Le Parti Tunisien doit vite déchanter : le mémoire resta lettre-morte et la France n'entendait nullement réaliser, dans son empire, les idées généreuses contenues dans la déclaration wilsonienne.

Les tunisiens reportent leurs espoirs sur le ralliement de l'aile gauche du Parlement français à leur cause. Un mémoire conçu dans le même esprit que celui adressé au Président Wilson est lu à la tribune du Congrès du Parti Socialiste Français en 1919. D'autre part, Cheikh Thaalbi, principal dirigeant du Parti Tunisien s'installe à Paris à partir du 10 juillet 1919 pour essayer d'intéresser à la cause tunisienne les milieux libéraux français. Comme il ne parlait pas la langue du pays, il était secondé dans sa tâche par les étudiants tunisiens qui, par ailleurs, ne manquaient pas de relations dans la capitale française.

L'ESPERANCE SPORTIVE DE TUNIS 1919

Jusqu'à la fin de la première guerre mondiale, la Tunisie ne comptait aucune équipe sportive composée intégralement de tunisiens musulmans. Les premiers clubs nés au début du siècle (français, italiens, anglais ou israélites) animaient des compétitions sportives devenues très populaires : Racing Club de Tunis (créé en 1906), Football Club de Tunis et Sporting Club (créés en 1907). Le Collège Alaoui et le Lycée Carnot formaient la même année des équipes scolaires qui se joignaient aux équipes civiles pour participer au premier championnat en novembre et décembre 1907. Certaines villes de l'intérieur créent à leur tour des associations sportives (Bizerte, Sousse, Sfax, Kairouan, Gabès), de sorte qu'en 1919, la Tunisie comptait 20 associations affiliées à l'Union des Sociétés Françaises des Sports Athlétiques. Les rares joueurs tunisiens recrutés par les divers clubs proviennent des équipes des établissements scolaires.

Un tournant survient au printemps 1918. A la fin de la guerre, à l'occasion du retour du front des soldats tunisiens, un tournoi de football était organisé en leur honneur. La finale du tournoi opposait à Tunis le Stade Tunisois, club composé uniquement d'israélites, au Stade Africain, club à majorité française et qui comptait quelques joueurs tunisiens musulmans. La rencontre, émaillée d'incidents, se termine par une brutale agression commise par un joueur israélite contre un adversaire musulman. La réaction du public est violente : des bagarres éclatent aussitôt dans le stade et se propagent dans divers quartiers de la ville où les foules révoltées saccagent des magasins tenus par des Israélites. Alarmé, le ministre de la guerre décide la suspension de toutes les compétitions de football en Tunisie. Au cours de l'été, des notables tunisiens des deux confessions envisagent, pour tenter de surmonter l'interdiction, de fusionner les deux associations sportives ; c'est ainsi qu'est née en octobre 1918 l'Union Sportive de Tunis (UST).

L'initiative, cependant, n'est pas approuvée par tous les supporters du Stade Africain. Mohamed Zouaoui, Hédi Kallal et Mohamed Ben Saïdane, rejoints par Otliman Ben Soltane, décident de constituer un club composé uniquement de joueurs tunisiens



Chadli Zouiten (1901-1963)

musulmans. Ils se constituent en Comité Provisoire et adoptent le statut du club qu'ils baptisent Espérance Sportive de Tunis, du nom du café de Bab Souika où ils tiennent leurs réunions. Leurs démarches aboutissent en novembre 1918 à la promesse d'un accord formel ouvrant au nouveau club la possibilité de participer aux compétitions qui allaient reprendre incessamment. Le Comité, toutefois, devait compter obligatoirement une personnalité de nationalité française. Sur cette base, un nouveau Bureau s'est constitué comprenant : Montessier, Président ; Mohamed Hentati, vice-président ; Allala Reguig, Secrétaire Général ; Laroussi Ben Osman, Trésorier ; Hédi Kallal, Trésorier adjoint ; Mohamed Karoui et Manoubi Nouri, assesseurs.

L'autorisation officielle est enfin délivrée par Taïeb Jallouli, Premier Ministre et le club est enregistré le 15 janvier 1919. Le bureau est remanié, confiant la présidence à Mohamed Malki (1919-1923). L'Espérance Sportive de Tunis participe aux compétitions du championnat de la saison 1918-1919.

En 1924, Chadli Zouiten succède à Mohamed Malki à la présidence du club puis, à son départ pour ses études en France, Mohamed Zouaoui (1925) et Mustapha Kaak (1926-1930) prennent la suite. A son retour à Tunis, Chadli Zouiten reprend la présidence en 1930 jusqu'en 1963.

En célébrant son 90e anniversaire en 2009, l'Espérance Sportive de Tunis se prévaut de 14 coupes de Tunisie (dont la première en 1938-1939) et de 24 titres de championnat dont le premier en 1941-1942.

Quelques mois après son installation à Paris, Abdelaziz Thaalbi fait publier son livre « La Tunisie martyre. Ses revendications » qu'il réalise grâce au concours d'Ahmed Sakka, du moins pour sa rédaction française. Sakka, alors stagiaire, était le Secrétaire particulier de Me Berthon (député socialiste) et délégué du Parti Tunisien à Paris. L'ouvrage de Thaalbi eut un grand retentissement. Interdit et saisi par les autorités, il circule sous le manteau. L'auteur y oppose à la Tunisie du Protectorat, tyrannique et rétrograde, le régime libéral de la Tunisie pré-coloniale, surtout celui des Beys réformateurs défini par le Pacte Fondamental de 1857 et la Constitution de 1861.

Thaalbi présente comme remède essentiel au mal tunisien l'octroi d'une Constitution, d'un « Destour ». Le mot fatidique est lancé. Thaalbi réclame la création d'un Conseil de soixante membres élus, qui détiendrait le pouvoir législatif et devant lequel les Beys seraient responsables ; des assemblées dans les Caïdats et les agglomérations rurales qui auraient à connaître des affaires locales, un pouvoir judiciaire indépendant des pouvoirs exécutif et législatif, l'octroi de la nationalité tunisienne à tout étranger né en Tunisie et qui y a séjourné pendant 10 ans, le développement de l'enseignement à tous les degrés, la reconnaissance à tous les citoyens du droit de former des associations professionnelles, enfin une législation sociale.

Au moment où Cheikh Thaalbi et Ahmed Sakka se démenaient à Paris pour rallier les libéraux français à la cause tunisienne, les nationalistes restés à Tunis se regroupent peu à peu, multiplient les réunions et les pétitions qui sont envoyées à Paris pour soutenir l'action de Cheikh Thaalbi. Le projet de l'Administration de tailler des lots de colonisation dans les habous privés soulève l'hostilité de tous les patriotes. Considérée comme une atteinte aux traditions essentielles de l'islam, la menace d'aliénation des habous eut l'heureuse conséquence de rallier dans la même lutte les « Jeunes Tunisiens », généralement frais diplômés des Universités françaises et les « vieux turbans », vénérables Cheikhs de la Zitouna. Dès que l'ouvrage la « Tunisie Martyre » fut parvenu à Tunis, les nationalistes reprennent à leur compte l'idée d'une Constitution (Destour) et en font le point central d'un programme de revendication qu'ils réussissent, après maintes réunions, à formuler en

huit points : élection au suffrage universel d'une Assemblée délibérante ; un gouvernement responsable devant cette Assemblée ; séparation des pouvoirs ; accès des tunisiens à tous les postes administratifs ; égalité des traitements des fonctionnaires ; élection des municipalités au suffrage universel ; participation des tunisiens à l'achat des lots d'agriculture ; respect des libertés publiques.

La demeure d'Ali Kahia, notable de Tunis, sise rue du Pacha, abrite le plus souvent ces réunions. Mis au courant, Cheikh Thaalbi approuve le programme. Ainsi est-il décidé de le présenter simultanément au Bey, au Résident Général et aux Présidents du Sénat et de la Chambre des Députés.

Le 15 juin 1920, le journal « *Sawab* » paraît avec un titre en première page " le Destour à Tunis ". Sous ce titre, le journal publie les revendications nationalistes. Le lendemain 16 juin se tient à la maison de France une réception officielle à l'occasion de l'arrivée de De Castillon Saint Victor, Résident Général par intérim, le titulaire du poste, Etienne Flandin, étant en congé de maladie en France. Or pendant la cérémonie, un *moudams* (professeur) de la grande mosquée, Sadok Nayfar, prend la parole et tient un discours en langue arabe. Après la traduction, le discours s'avère être non pas un propos de bienvenue mais une protestation énergique contre l'ingérence française dans les affaires religieuses du pays (la question des habous privés) et une prise de position en faveur des revendications nationalistes. Ainsi, devant les plus hauts responsables du Protectorat, Sadok Nayfar demande-t-il l'octroi d'une Constitution (*Destout*). Deux jours plus tard, le même *moudarrés* dirige la délégation qui présente les revendications destouriennes au Bey Mohamed Naceur. Introduite par le prince Moncef, fils du Bey, la délégation est reçue en l'absence du Premier Ministre. Selon la « Dépêche Tunisienne » du 23 juin, le Bey Naceur se serait contenté de répondre : « Je demande à Dieu — que son nom soit loué — le bien et le bonheur de la Régence et de ses habitants. Nous attendons de la France la justice et l'équité ». Au même moment, Thaalbi présentait aux Présidents de la Chambre et du Sénat à Paris le programme destourien en huit points.

Un parti politique est donc né dans la Régence, le « Parti Libéral Constitutionnel Tunisien » ou plus simplement le *Destour*. Sans

autorisation préalable, n'ayant même pas songé, du moins au début, à se fixer des statuts et un règlement intérieur, ce parti s'impose *defacto* par le dynamisme et l'activisme de ses fondateurs. Le 15 juin 1920 peut être considéré comme la date de sa naissance.

Les cadres du Parti, du moins à l'origine, sont en grande partie de vieille souche tunisoise. Les dirigeants de la première heure sont : Ali Kahia, Abdelaziz Thaalbi (Président), Ahmed Essafi (Secrétaire Général), Mohamed Noâmane, Chadli Kastalli, Hadj Tahar Mehiri, Sadok Zmerli, Hassan Guellati, Ahmed Sakka, Salah Farhat, Taïeb Jemaïel, Chadli Khaznadar, Mohieddine Klibi.

Parmi cette pléiade de dirigeants, un seul vient de l'intérieur, Ahmed Sakka, né à Monastir en 1891. Les autres appartiennent à des familles aisées de Tunis ; quelques-uns sont d'origine algérienne (Hassine Jaziri, Hassan Guellati, Thaalbi) ou même turque (Sadok Zmerli). Ils forment une élite d'avocats (Sakka, Noâmane, Farhat, Guellati, Essafi, Jemaïel) et d'anciens étudiants de la Grande Mosquée (Thaalbi, Kastalli, Hadj Tahar Mehiri). Les premiers, imprégnés de culture juridique, « impriment à l'action du nouveau Parti ses principales caractéristiques : la tendance à i formalisme juridique, la confiance dans les méthodes diplomatiques, dans la plaidoirie convaincante étayée par un dossier soigneusement préparé, de préférence à l'action des masses et aux démonstrations de force »³. Quant aux seconds, leur formation zitounienne ne leur permet pas d'aborder les problèmes politiques, économiques et sociaux de l'heure sous un angle entièrement nouveau.

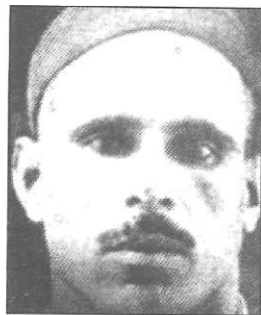
Ces catégories d'intellectuels répugnent à aller au peuple et à se mêler à lui. Foncièrement conservateurs, ils n'imaginent pas un ordre social différent de celui où ils ont toujours vécu. Si les tunisiens dans leur ensemble ont spontanément apporté au programme du Destour leur adhésion, la base essentielle du Parti est constituée par les éléments citadins et traditionalistes : *moudarrès*, cheikhs et étudiants de la Grande Mosquée, artisans, commerçants, propriétaires fonciers. Au cours des différentes péripéties de la lutte, ni les chefs ni les proches du Parti n'apprécient particulièrement les heurts et les épreuves de force.

Les premiers pas du Destour sur la scène politique sont prudents. « Dans la légalité la plus stricte, fondant son action uniquement sur le

Les fondateurs du syndicalisme tunisien



Mhamed Ali Hammi (1894-1928)



Belgacem Gnaoui (1907-1987)



Farhat Hached (1914-1952)



Habib Achour
(1913-1999)



Ahmed Tlili
(1916-1967)



Ahmed Ben Salah

Le premier Destour

Abdelaziz Thaalbi (1874-1944), premier président du parti Destour ; Ahmed Essafi (1881-1935), Secrétaire Général, Ali Kahia (1879-1956), Mohieddine Klibi(1900-1954), Moncef Mestiri (1901-1971), Salah Farhat (1894-1979), Hassan Guellati (1880-1966).



Abdelaziz Thaalbi



Ahmed Essafi



Sadok Zmerli, Naceur Bey et Ali Kahia



Hassan Guellati

droit et la justice », le Destour procède par contact avec les hautes autorités du Protectorat et par l'envoi de délégations revendicatives auprès des autorités métropolitaines. La première délégation rejoint Abdelaziz Thaalbi dans la capitale française le 8 juin 1920, quelques jours à peine avant la présentation du programme destourien au Bey le 15 juin. Cette délégation est dirigée par Ahmed Essafi, deux autres avocats (Salah Belajouza et Bachir Akacha), deux notables tunisois (Bachir et Mustapha Bahri) ainsi que Cheikh Thaalbi, déjà à Paris. Les autorités françaises, en la personne d'Alexandre Millerand, Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères, encore sous le coup de l'émotion créée par la publication de la « Tunisie Martyre » et par l'apparition du « *Destour* », ne veulent rien entendre. La délégation est partout éconduite. Pire encore : Cheikh Thaalbi est arrêté à Paris, débarqué à Bizerte sous escorte le 22 juillet et écroué à Tunis sous l'inculpation d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Les prépondérants commencent à se manifester et exigent des mesures de répression.

Le Destour ne se décourage pas. Une deuxième délégation est dépêchée à Paris le 22 décembre de la même année, présidée par Tahar Ben Ammar qui avait un adjoint en la personne d'un tunisien de confession israélite, Elie Zerah ; Hassouna Ayachi est le Secrétaire de la délégation qui comprend en outre un délégué à la Conférence Consultative Abderrahman Lazzam et un notable Hamouda Mestiri. Un autre personnage non membre officiel de la délégation jouera un rôle très important : Farhat Ben Ayed. Tunisien établi à Paris, Farhat Ben Ayed s'avère être un manœuvrier de premier ordre. Connaissant des personnages influents dans la capitale française, notamment des parlementaires, il sut en tant que guide de la délégation destourienne frapper aux bonnes portes et au bon moment. Le départ de cette délégation coïncide avec le remplacement d'Etienne Flandin⁴, survenu le 24 novembre 1920, par un nouveau Résident Général, l'ancien préfet de l'Aisne, Lucien Saint. Les Destouriens veulent lui présenter leurs doléances avant qu'il n'entre en contact avec les « prépondérants » à Tunis. Adroitement pilotée par Farhat Ben Ayed, la délégation obtient des résultats tangibles. Elle est successivement reçue par le nouveau Résident Général, encore à Paris, par Georges Leygues, Ministre des

Affaires Etrangères et par le Président du Conseil Aristide Briand. Au mois de mars 1921, les destouriens obtiennent la levée de l'état de siège qui durait dans la Régence depuis l'affaire du Jellaz ; ils obtiennent d'autre part la libération du Cheikh Abdelaziz Thaalbi, intervenue le 1^{er} mai, un non-lieu du juge d'instruction sanctionnant cette libération⁵.

La délégation marque un plus grand succès lorsque Farhat Ben Ayed réussit à infléchir en faveur du Destour les deux députés Pierre Taittinger et Maurice Barrés. Il était question à Tunis, de mettre en application la loi du 30 juillet 1920 qui autorisait le Gouvernement tunisien à émettre dans la Régence un emprunt de 274.500.000 Francs. La délégation tunisienne parvient à décider les deux députés à déposer sur le Bureau du Président de la Chambre des Députés une proposition de résolution ainsi libellée : « Le Gouvernement est invité à prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit sursis à l'émission de l'emprunt tunisien jusqu'au jour où le Gouvernement Français, d'accord avec le Bey de Tunis, souverain régnant, accordera au peuple tunisien une Charte Constitutionnelle basée sur le principe de la séparation des pouvoirs avec une assemblée délibérante élue au Suffrage Universel, à compétence budgétaire étendue et devant laquelle le Gouvernement local sera responsable de sa gestion, sans que cette responsabilité puisse excéder les limites des questions d'intérêt purement local ».

Ce projet de résolution portait la signature de 25 parlementaires français. La délégation destourienne faisait donc adopter ses propres revendications par des membres modérés de la « Chambre bleu horizon ». Elle était en voie d'aboutir à des résultats importants lorsque se produisit à Tunis l'affaire du 5 avril 1922 qui remit tout en question.

Lucien Saint et le Destour

A peine débarqué dans la Régence le 21 janvier 1921, le nouveau Résident Général reçoit une quarantaine de notables tunisiens dirigés par Ahmed Essafi qui présente les revendications destouriennes en y ajoutant un 9e point : l'instruction primaire obligatoire. Evitant de s'engager d'une façon précise, Lucien Saint remercie les Destouriens pour le loyalisme qu'ils ont exprimé et, tout en reprenant la thèse officielle selon laquelle une Constitution serait incompatible avec l'esprit

des traités, promet cependant des réformes susceptibles d'apporter une solution au malaise tunisien.

Au même moment, à Paris, la délégation du Destour poursuivait ses démarches jusqu'à la mi-février. Le 30 janvier, dans le journal « le Temps », Tahar Ben Ammar exposait les revendications tunisiennes, favorablement commentées dans le même journal par l'éditorial du 2 février⁶.

Or, des signes de division commencent à apparaître dans les rangs du Destour. Dès la fin de 1920, Hassan Guellati est invité à se joindre à la délégation de Tahar Ben Ammar. Il décline l'offre sous prétexte qu'il n'était pas d'accord sur les deux premiers points des revendications. L'argument est jugé inacceptable et les journaux du Destour ne manquent pas de s'en prendre violemment à Hassan Guellati. En fait, la querelle a pour origine des divergences de méthode. Hassan Guellati ne voulait pas le choc avec le Protectorat, surtout avec les milieux parlementaires de Paris ; il préconisait une plus grande prudence : se contenter de réformes progressives tout en collaborant loyalement avec le régime et, les réformes se succédant, améliorer matériellement la situation des tunisiens. Il n'était pas seul à penser de la sorte et, ulcéré par les attaques de ses anciens camarades qui le traitaient de mou, voire de traître « et de vendu », il n'hésita pas, avec quelques-uns de ses amis, à fonder le 16 avril 1921 un nouveau groupement : le Parti Réformiste.

Ceux qui le soutiennent au départ sont les avocats Mohamed Noâmane, Béchir Akacha et Hassouna Ayachi, les Oukils Ahmed Bennis et Mohamed Bourguiba, l'officier de l'armée beylicaie Rachid Hayder, son propre clerc Sadok Zmerli, le commerçant Tahar Mehiri, le notable Mohamed Mohsen et le journaliste Chadli Kastalli. Une délégation du Parti Réformiste rend visite au Résident Général, témoigne son attachement au régime du Protectorat et expose le programme du Parti qui ne diffère de celui du Destour que sur les deux premiers points. On ne parle plus de suffrage universel mais de suffrage tout court et la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée devient la responsabilité des chefs de service quant à la gestion de leurs budgets respectifs.

La querelle ne fait que s'aggraver entre les nationalistes. Tandis que les destouriens traitent leurs anciens camarades devenus réformistes de

tous les noms, Guellati s'attaque à Abdelaziz Thaalbi et Ahmed Essafi dans « Tunis Socialiste » du 28 août 1921. En même temps, Mohamed Noâmane signe contre les destouriens une brochure de 10 pages rédigée en arabe intitulée : « Kelmat Haq ach-Chaâb ⁷ ». Le 10 septembre, le même Noâmane ridiculise Thaalbi dans le « Courrier de Tunisie ».

En réalité, beaucoup de tapage mais rien de dangereux pour le Destour. Le Parti Réformiste est davantage un club qu'un véritable parti : les adeptes sont rares et la campagne contre les réformistes si savamment orchestrée que même les marchands de journaux refusent de vendre le premier numéro de leur journal « *Al Borhane* » (mi-septembre 1921). Après avoir vivoté quelques mois, « *Al Borhane* » est rebaptisé du nom de « *Nahdha* ».

Cette scission au sein du Destour, la première, est présentée par Lucien Saint, dans une déclaration à Marseille, comme une victoire personnelle. En réalité, la scission ne porte pas grand préjudice au Destour dans la mesure où les dissidents, qualifiés de mauvais musulmans et de traîtres, ne réussissent à mobiliser ni troupes ni journaux.

Le Destour continue de mener la lutte en espérant que le projet de résolution inspiré par Farhat Ben Ayed et déposé le 2 février 1922 sur le Bureau de la Chambre par les députés modérés soit voté. Mais les événements survenus à Tunis en avril 1922 font tout avorter.

La crise d'avril 1922

Sous l'influence du Commandant de la Cour Beylicale Chadli Khaznadar, l'un des fondateurs du Destour et parent du Bey régnant, Mohamed Naceur, l'entourage du Bey s'est en grande partie rallié aux thèses du Destour et le soutient assez ouvertement. Les Princes Moncef, Hassine, Hachemi et Mohamed notamment, encouragent et aident les destouriens dans la préparation d'une grande manifestation prévue pour le jour de l'arrivée à Tunis d'Alexandre Millerand, Président de la République Française.

Or, la Résidence Générale voulait à tout prix dissocier le souverain et la Cour du mouvement nationaliste. C'est ainsi que de Maizières, l'attaché de presse à la Résidence, accompagne le correspondant du « Petit Journal » auprès du Bey qui, après avoir flétri la propagande

communiste, aurait mis en garde ses sujets contre l'activité destourienne : les ministres Taïeb Jallouli, Tahar Khayreddine, Mustapha Dinguinzli et le Chef du Protocole Khayrallah Ben Mustapha assistent à l'entretien. Les propos du souverain, dénaturés par de Maizières, sont publiés sous la forme d'une déclaration officielle qui eut pour résultat d'énervier aussi bien les destouriens que les communistes, et de mettre le Bey hors de lui.

Le 3 avril, Mohamed Naceur remet lui-même au Résident Général un programme en 18 points qui, tout en reprenant les revendications du Destour, exige aussi la restitution des biens affectés à la colonisation ainsi que le droit exclusif de choisir et de révoquer les ministres. Il menace d'abdiquer s'il n'obtient pas satisfaction dans les délais les plus brefs, délais fixés d'ailleurs à quatre jours par Ahmed Essafi dans une déclaration communiquée aux journaux. La note prend l'allure d'un ultimatum.

D'autre part, tous les princes prêtent serment qu'en cas d'abdication du souverain, personne n'accepterait la succession sur le trône. L'affaire est donc grave. Elle l'est d'autant plus que le Président de la République devait débarquer au Maroc le 5 avril pour un périple à travers tout le Maghreb, et qu'il risquait fort de trouver une Tunisie sans souverain, ce qui ne manquerait pas de mettre la France dans une situation délicate, les Traités d'établissement du Protectorat ayant été signés avec un Bey. Or, dans la matinée du 5 avril précisément, la nouvelle de l'abdication de Mohamed Naceur (annoncée par « Sawab » et le « Courrier de Tunisie ») se propage rapidement dans la capitale. La ville se met spontanément en grève et une masse imposante de manifestants se dirige vers la Marsa pour le dissuader selon les uns, pour le féliciter de son courage selon d'autres. De toute façon, pour le soutenir moralement dans son appui au Destour, une délégation de manifestants conduite par Cheikh Sadok Nayfar est reçue par le souverain. A leur sortie, tous déclarent que le Bey n'a pas réellement abdiqué et annoncent qu'il leur a solennellement promis de soutenir le Destour.

Dans l'après-midi, Lucien-Saint se rend à son tour chez le Bey à la tête d'un escadron de chasseurs d'Afrique qui se déploie autour du Palais : visite d'intimidation, probablement de menaces. La visite est brève. Très

vieux et facilement impressionnable, ne sachant plus comment s'en sortir, Mohamed Naceur décide de tout nier. Il n'aurait jamais eu, semble-t-il, l'intention d'abdiquer. Lucien Saint prend acte, propose des sanctions contre les princes d'après lui responsables de la crise et repart.

A la suite de l'affaire du 5 avril, les fonctionnaires ayant participé à la manifestation (essentiellement les Cheikhs de la Zitouna) sont suspendus pendant six mois de leur fonction, et Chadli Khaznadar est destitué de ses responsabilités à la cour beylicale. « Sawab », considéré comme fauteur de troubles, est suspendu le 6 avril, au lendemain de la manifestation.

A son arrivée, Alexandre Millerand « convoque » le Bey à la Résidence de France à la Marsa et lui reproche son comportement. Ceux qui ont tenu tête au Destour ou simplement désapprouvé la manifestation sont récompensés. Taïeb Jallouli devient premier ministre honoraire et ses deux fils sont nommés caids, Hassine à Djerba et Abdelaziz à Gabès. KhayraJlah Ben Mustapha reçoit des mains d'Alexandre Millerand la rosette d'officier de la Légion d'Honneur, obtient le grade de Général de Division et est nommé Directeur des Habous, poste créé à son intention. En Tunisie, le mouvement du 5 avril se termine par un échec. Les Autorités du Protectorat s'achament par la suite contre le Destour, traquant ses membres et empêchant ses réunions.

A Paris, l'opinion d'extrême-gauche s'empare de l'événement du 5 avril pour critiquer violemment la politique coloniale⁸ du Gouvernement. De là à accuser les destouriens de collusion avec les communistes, il n'y a qu'un pas, vite franchi par les modérés qui retirent au Destour leur appui sur le plan parlementaire. Les députés Taittinger et Barrés retirent le projet de résolution qu'ils avaient déposé le 2 février. Deux années d'activisme et d'efforts par Farhat Ben Ayed se terminent donc par un désastre politique. Le sursaut d'énergie du Bey Mohamed Naceur qui a essayé de soutenir les revendications de son peuple fait long feu⁹. Malade, Mohamed Naceur décédait le 10 juillet 1923 laissant le trône à son cousin Habib Bey, âgé de 65 ans, qui s'avéra un partenaire docile du Protectorat. Avec Mohamed Naceur s'évanouit l'un des espoirs du Destour de voir se réaliser ses revendications dans la légalité.

Dans la Régence, après le voyage d'Alexandre Millerand, le calme revient mais l'atmosphère reste tendue. Lucien Saint pensait pouvoir donner satisfaction à tout le monde sans trop engager la France et, jetant du lest, il promulgue ses fameuses réformes. Le décret du 13 juillet 1922 supprime l'ancienne Conférence Consultative et la remplace par une nouvelle institution : le Grand Conseil, conçu comme une émanation d'assemblées locales, les Conseils de Cheikhât, de Caïdat et de Région.

Les réactions aux réformes de 1922 sont mitigées. Hassan Guellati et le Parti Réformiste s'en réjouissent et les considèrent comme une étape positive et une preuve de bonne volonté de la part des Autorités du Protectorat. Le Destour, au contraire, les combat.

D'abord, le recrutement des Conseils de Caïdat n'a rien de démocratique puisque d'une part, les habitants des périmètres communaux ne participent pas au vote et que, d'autre part, les élections se font dans le cercle trop restreint des notables, dont la liste est d'ailleurs établie par le pouvoir exécutif, en l'occurrence le Cheikh du lieu. La formation des Conseils de Régions est encore plus contestable. En effet, chacun de ces Conseils (au nombre de cinq) se compose des délégués de trois institutions différentes : les Conseils de Cheikhât, les Conseils municipaux et les intérêts agricoles régionaux. Or, seuls les délégués des Conseils de Cheikhât sont validés par un simulacre de vote, les autres étant désignés par l'administration ; et comme le décret de juillet passe sous silence le nombre total des délégués au Conseil de Région, l'administration pourrait changer à son gré la majorité, en nommant autant de représentants nouveaux qu'elle voudrait. Enfin, les critiques les plus acerbes portent sur le Grand Conseil. Pourquoi la colonie française (71.000) est-elle représentée par 44 délégués, alors que la population tunisienne (2.100.000) n'a que 18 membres à la Section indigène ? D'autre part, les Sections tant indigène que française ne représentent pas réellement les populations considérées. En effet, sur les 18 membres tunisiens, 10 seulement sont élus par les Conseils de Région, les autres étant plus ou moins directement choisis par les autorités ; et sur les 44 délégués français, 23 seulement sont élus au suffrage universel, le reste représentant les intérêts de groupements économiques. Du reste, que pouvait-on attendre de cette assemblée sans âme à laquelle le pouvoir n'accorde aucune compétence législative ?

Les réformes de Lucien Saint n'ont pas mis fin au malaise politique de la Régence. Elles ne donnent guère satisfaction au Destour dont les revendications restent lettre morte. Le Résident Général pouvait du moins se vanter d'avoir ainsi contribué à élargir le fossé entre les Réformistes et les Destouriens.

Le Destour poursuit ses activités, créant des cellules en nombre de plus en plus grand, multipliant les réunions, intensifiant sa propagande. A la fin de 1923, il porte la bataille sur le front des naturalisations. En effet, une année à peine après son intronisation, Habib Bey, docile et aisément manœuvrable, consent à sceller la loi du 20 décembre 1923 en vertu de laquelle serait considéré comme de nationalité française tout « étranger » né en Tunisie dont l'un des parents serait aussi natif de la Régence. Cette naturalisation se ferait donc d'une façon automatique à la troisième génération, sauf au cas où l'intéressé devenant majeur demande lui-même à garder la nationalité de celui de ses parents qui lui donnait son nom. Mais la quatrième génération ne pourrait plus bénéficier de ce genre de sursis, ses natifs seraient obligatoirement français.

On pouvait considérer que cette loi ne concernait pas les tunisiens. Ce n'était pas le point de vue du Destour qui envisageait non sans raison le moment où la Régence appartiendrait à peu près à tout le monde, sauf aux tunisiens. En effet, la population d'origine italienne ou maltaise deviendrait française de plein droit, avec tous les avantages que lui conférerait sa nouvelle situation juridique. Ils entreraient dans la catégorie des privilégiés, des prépondérants, au détriment des tunisiens. La loi du 20 décembre et ses promoteurs étaient donc violemment combattus par la presse du Destour.

Au cours de l'année 1924, le Destour intensifie son activité auprès des masses tunisiennes, essentiellement auprès des ouvriers, des commerçants et du petit peuple. Jusque là, les masses laborieuses du pays, prolétariat rural et urbain, étaient négligées. En revanche, elles sont l'objet d'une action politique et syndicale assidue du mouvement ouvrier qui se développait dans la Régence, sous obédience communiste, par la CGTU animée par Finidori. Le Destour, sentant le danger, jugeait qu'il était temps de s'en mêler ; il réagissait par le biais des syndicats ouvriers.

Le syndicalisme en Tunisie était resté affilié à la centrale française C.G.T. jusqu'au moment où Mhamed Ali Hammi essaya de l'en détacher. Ancien chauffeur ayant fait un long séjour à l'étranger, Mhamed Ali rentra dans la Régence en 1924 en étant titulaire d'un diplôme allemand d'Economie Politique. C'était un syndicaliste révolté, aussi bien contre les maîtres artisans que contre le patronat moderne, révolté contre la passivité des ouvriers, révolté contre le monopole de la C.G.T. Il voulait insuffler l'esprit revendicatif aux masses ouvrières pour les sortir de leur passivité et rompre avec le syndicalisme patronné par les français pour créer un mouvement spécifiquement tunisien. Tandis que les communistes le soutenaient dans son action, notamment Finidori, il a dû lutter âprement contre les chefs traditionnels des syndicats, notamment Joachim Durel. Le Destour, parti politique, ne l'intéressait que dans la mesure où il l'aiderait à améliorer le sort des ouvriers et à secouer leur léthargie. Voulant de son côté gagner du terrain sur les communistes, le Destour engageait une propagande active auprès des travailleurs. Dans cette campagne, lutte syndicale et action politique sont intimement liées. En même temps qu'on demandait aux ouvriers de se mettre en grève pour mieux se faire entendre des Autorités, on leur suggère aussi de s'affilier au Destour et de se joindre par conséquent au mouvement national.

Le résultat de toute cette activité de la part des destouriens, des communistes et de Mhamed Ali, était le déclenchement de plusieurs grèves dans la Régence, accompagnées quelquefois d'incidents et suivies toujours de sanctions administratives et de condamnations : ainsi les grèves de Bizerte (juillet 1924), de Tunis (11 octobre) et de Sfax (15 octobre). D'autre part, le Destour ne manquait pas de participer avec Mhamed Ali à la création de la Confédération Générale des Travailleurs Tunisiens le 31 octobre 1924. Première manifestation d'un syndicalisme purement tunisien, la C.G.T.T. ne groupait à ses débuts que quelques syndicats de la région de Bizerte. D'autres syndicats de Tunis et de l'intérieur se joignent bientôt au mouvement et, pour ses premiers actes, la C.G.T.T. unit dans une même série de grèves (décembre 1924 — janvier 1925) le prolétariat rural du Cap-Bon et de Potinville et les ouvriers des industries de Tunis et de Hammam-Lif.

Au même moment, une délégation destourienne gagne la métropole le 29 novembre 1924 pour tenter de renouer avec l'appui parlementaire qui lui faisait défaut depuis le 5 avril 1922. Les discussions sont prometteuses car les élections françaises du 11 mai 1924 ont porté au pouvoir le « Cartel des Gauches » associant les Radicaux, les socialistes indépendants et les socialistes unifiés : le Destour avait en principe toutes chances d'être entendu par la nouvelle majorité. Une délégation comprenant Ahmed Essafi, Taïeb Jemaïel, Salah Farhat et Ahmed Tawfik Madani est chargée de diffuser parmi les parlementaires français un mémoire intitulé : « La Question Tunisienne ». Dans ce mémoire, la délégation rappelle que 132.000 tunisiens (sur une population totale de 2 millions seulement) avaient participé à la défense de la République pendant la Grande Guerre, que 45.000 parmi eux furent tués ou blessés, et que la Régence mérite par conséquent un sort meilleur. Les Destouriens se défendent dans le mémoire d'être les alliés des communistes ou d'avoir des visées nationalistes. Ils critiquent sévèrement les réformes de 1922 et exposent en détail les 9 points de leurs revendications, en insistant sur leur caractère conforme aux traités d'établissement du Protectorat. Peine perdue. La délégation est partout éconduite. Le Président du Conseil Edouard Herriot, jugeant sans doute sa majorité peu sûre, étant par ailleurs engagé dans une politique anticléricale épineuse, ne voulait guère s'encombrer de la question tunisienne : il charge une commission d'aller enquêter dans la Régence sur les problèmes de l'agriculture. Le Chef de Gouvernement Herriot de 1924 n'est plus le radical de 1920, celui qui présidait le comité franco-musulman et qui recevait à bras ouverts la première délégation du Destour.

Dans la Régence, les Autorités du Protectorat, émues par les grèves de l'automne 1924, décident de mettre fin à cette agitation en arrêtant les « meneurs », les « fauteurs de troubles » et en les inculpant « d'atteinte à la sûreté de l'Etat et appel à la haine des races ». On met sur le même banc d'accusation le leader communiste Jean-Paul Finidori, le chef syndicaliste Mhamed Ali et quatre secrétaires généraux de syndicats : Mokhtar Ayari pour les traminois, Mohamed Ghannouchi pour les portefaix de la Halle aux Grains,

Mohmoud Kabadi pour les fabricants de chéchias et Ali Karoui pour les revendeurs du Marché Central de Tunis. L'affaire, baptisée « Complot Destouro-Communiste » eut un grand retentissement. Le jour de l'ouverture du procès, le 12 novembre 1925, des grèves dont la plus importante est celle des dockers de Tunis sont déclenchées en signe de protestation. Le procès dure cinq séances devant le Tribunal Criminel de Tunis. Il tourne au procès politique par le caractère même des inculpés et surtout des défenseurs. Me Berthon, député communiste de Paris, assiste Finidori et Mhamed Ali, tandis qu'Ahmed Essafi, Salah Farhat et Taïeb Jemaïl défendent les autres détenus tunisiens. Berthon termine sa plaidoirie par une déclaration retentissante : « En vertu des traités de la Marsa, la France n'a qu'un droit en Tunisie, celui de s'en aller ». Lui-même n'a rien à craindre en parlant ainsi, mais les avocats tunisiens, tous chefs du Destour, sont prudents. Ils s'évertuent à montrer qu'il n'existe aucune collusion entre le Destour et le Parti Communiste. Ils saisissent l'occasion pour reparler des revendications destouriennes et pour mettre l'accent sur leur compatibilité avec l'esprit des traités. Ils affirment leur loyalisme par la bouche d'Ahmed Essafi : « Nous savons que, petit pays, la Tunisie ne peut pas être indépendante, qu'elle a au contraire tout intérêt à vivre sous le Protectorat Français ». Ils manifestent si bien leur loyalisme qu'ils vont jusqu'à se désolidariser du nouveau syndicalisme et de son promoteur Mhamed Ali. Reculade grave, qui permet au tribunal de prononcer un sévère verdict de bannissement contre tous les inculpés : 10 ans contre Finidori, Mhamed Ali et Ayari ; 5 ans contre Kabadi, Ghannouchi et Karoui.

Ainsi l'alliance avec les communistes ne donne-t-elle aucun résultat. Or, malgré les dénégations de principe, les destouriens s'étaient réellement alliés à Finidori sauf qu'au dernier moment, ils avaient pris peur d'une réaction brutale des autorités qui avaient la hantise du « péril rouge ». Déçus donc par cette courte alliance, et après avoir, somme toute, lâché Mhamed Ali, les destouriens continuent seuls la lutte.

Quelques jours après la fin du procès destouro-communiste, un incident met Tunis en effervescence. Le 23 novembre 1925, une manifestation solennelle dans laquelle Lucien Saint prenait la parole, est

L'ASSOCIATION DES ETUDIANTS MUSULMANS NORD AFRICAINS AEMNA

Eondée le 28 décembre 1927 à Paris par des étudiants maghrébins, en majorité tunisiens, dans le but d'encourager les étudiants nord-africains à entreprendre des études supérieures en France et de les soutenir par des bourses ou des prêts, l'AEMNA, qui se définit de par son statut comme une association culturelle, entretient des liens étroits avec l'Etoile Nord Africaine (fondée le 20 juin 1926 par Messali Hadj) et s'oriente très vite vers la revendication politique. Le caractère apolitique consigné dans les textes est perçu par les autorités coloniales comme une couverture. De fait, la présence au sein de l'association du tunisien Chadli Khayrallah, président l'Etoile Nord Africaine, et de deux membres du Parti Communiste, le tunisien Ahmed Ben Milad et l'Algérien Ahmed Kessous, font craindre la menace communiste.

Le dessein politique de l'AEMNA se déclare ouvertement le 28 février 1930 quand l'assemblée générale présidée par le marocain Ahmed Balafrej vote, au nom de l'islam, l'exclusion des étudiants naturalisés français. L'engagement national et religieux de l'association, que la conjoncture politique aiguise, telle la promulgation du Dahir berbère au Maroc (16 mai 1930) et la tenue du congrès eucharistique à Carthage (mai 1930), s'affirme de façon claire lors des congrès.

Si le congrès de Tunis (août 1931) opte pour la modération et revendique la réforme du système scolaire, le congrès d'Alger (août 1932) adopte le mot d'ordre de l'unité culturelle et religieuse du Maghreb. Le congrès de Paris (décembre 1933), qui devait se tenir initialement au Maroc et qui a été interdit en raison de l'agitation qui sévissait dans le pays, hausse le ton : Messali Hadj prononce un discours enflammé face à un public diversifié qui comptait des étudiants, des ouvriers, des délégués de l'Etoile Nord Africaine, des représentants de offices tunisien, algérien et marocain... Le quatrième congrès, réuni à Tunis en octobre 1934 porte l'essentiel de ses revendications sur l'adoption de la langue arabe comme langue officielle. En septembre 1935, à Tlemcen, le cinquième congrès, auquel participe le cheikh Ibrahim, prône aussi

la consécration de la langue arabe. Aussi Habib Thameur y prononce-t-il un discours dans cette langue. La réaction du gouvernement est immédiate, les congressistes sont chassés de la salle des fêtes où se tenait le congrès mais les travaux néanmoins se poursuivent. Depuis lors, les congrès de l'AEMNA sont interdits. Le congrès de Tétouan, dont les travaux débutent cependant le 21 octobre 1936, avorte en raison de la répression coloniale mais aussi, vraisemblablement, à cause de dissensions internes opposant les Algériens qui revendiquent la citoyenneté française et qui refusent de retenir l'arabe comme seule langue des congrès, et les Marocains et Tunisiens qui tiennent à l'usage de la seule langue arabe lors des congrès. Le congrès de Rabat, prévu pour septembre 1937, n'a pas lieu.

Malgré les divergences qui ont opposé ses membres et la répression qui a mis fin à ses activités au sein du Maghreb, l'AEMNA a poursuivi ses activités à Paris à son siège du 115 boulevard Saint Michel et a permis aux élites intellectuelles de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc de tisser des liens profonds et d'opposer une résistance culturelle farouche à la domination coloniale, dans l'esprit de la Khaldounia et de l'Association des Anciens de Sadiki.

Le groupe d'étudiants tunisiens à Paris en 1930 à l'occasion de la réception de Mhamed Ali Annabi au siège de l'AEMNA

Assis, **1^{er} rang**, de gauche à droite : Mhamed Ali Annabi (premier polytechnicien tunisien), Chadli Ben Romdhane (Médecine), le Dr Salem Esch-Chadely (président fondateur de l'AEMNA, premier psychiatre tunisien), Tawhida Ben Cheikh (Médecine), Tahar Zaouche (Médecine), Mohamed Sakka (Médecine), M. Mohamed Attia (Lettres, qui sera le premier agrégé d'arabe et futur directeur du Collège Sadiki). **2^{ème} rang** : Salah Aouij (Médecine),



Sadok Mellouli (Médecine), Abderrahman Alloulou (droit), Rached Ladjimi (Médecine), Ahmed Alloulou (Médecine), Othman Sfar (Médecine), Mustapha Bajfoun (Médecine), Nouredine Zaouche (Pharmacie), Ahmed Ben Miled (Médecine). **3^{ème} rang** : X - X - Azzouz Boukhris (Médecine), Ahmed Somiâ (Médecine), - X - M. Mellouli, Seghir Ayari, (Médecine), Ta'ieb Ghachem (Droit).

Les élèves internes du Collège Sadiki de la promotion 1920/21



1^{er} rang : Abdelhamid Nabli, Abdelkader Bâatoun, Mohamed Slim, Ahmed Somya, Ahmed Jerbi, Salem Bouguerra, Ali Kraïem ; **2^{ème} rang** : Mohamed Ben Henda, Mustapha Khaznadar, Ahmed Sfar, Mhamed Ali Annabi, Mohamed Khédhri, Mustapha Bajfoun, Mohamed Guermazi, Mohamed Méléka, Seghaier Ayari ; **3^{ème} rang** : M. Surdon, Sadok Khelil, Sadok Zammiti, Ali Kamoun, Idriss Maâmer, Jallouli Farès, Mohamed Salah Akef Abderrazak Khefacha, A. Béji, Béchir Maztouri, Z. Ayachi, x ; **4^{ème} rang** : Baba Khelifa, Mokhtar Chakroun, Tahar Sfar, Abed Mzali, Manoubi Ben Béchir, Brahim Mechri, Slimane Ben Slimane, Sadok Boussofara, Abdesselam Mestiri, Tahar Ben Redjeb, **5^{ème} rang** : Mohamed Ferchiou, Mahjoub Ben Redjeb, Mahmoud Abdelmoula, Kilani Jouida, Jalloul Ben Chérifa, Mahmoud Larabi, Bahri Guiga, Ahmed Melayah, Mohamed Meaoui.

organisée pour commémorer le centenaire du Cardinal Lavigerie. A cette occasion, une statue du Cardinal brandissant la croix est offerte à la Municipalité de la Capitale qui décide de l'installer à l'entrée de la Médina. La commémoration de ce centenaire en Tunisie, pays d'islam, était déjà une manifestation intempestive : l'initiative de la Municipalité l'est encore davantage. Pour protester contre cette brimade, une manifestation groupant un millier d'étudiants de la Zitouna est organisée le 28 novembre. Les manifestants demandent au maire de Tunis, Khalil Bouhajeb, d'empêcher cet affront aux populations musulmanes, puis se portent devant la Résidence Générale où le service d'ordre arrête une dizaine de manifestants. Le projet d'installation de la statue est néanmoins maintenu.

Dès lors et jusqu'en 1931, le Destour abandonne l'action politique directe, cesse d'organiser des manifestations de rues. Il est probable que les décrets dits *scélérats* du 29 janvier 1926, promulgués par Lucien Saint, aient pesé sur leur décision. En effet, ces décrets dont l'un limitait la liberté de la presse et l'autre qualifiait les crimes et délits politiques, sont vainement combattus par la presse du Destour et par « Tunis Socialiste ». D'autre part, après cinq années d'existence plutôt tumultueuse, et n'ayant subi que des échecs, le Destour avait besoin de réviser ses méthodes et de réfléchir à des moyens d'action plus efficaces. D'autre part, la relative prospérité économique des années 1926-29 n'était pas étrangère au ramollissement du mouvement national. En effet, plusieurs années successives de bonnes récoltes, les faveurs accordées par le Résident Général à certains dirigeants destouriens émoussent le caractère revendicatif du Parti. Bref, le « Parti Libéral Constitutionnel Tunisien » décidait « de durer en attendant des jours meilleurs ». Il s'agit d'un repli tactique plus que d'un sommeil, puisque les nationalistes ne se retirent pas complètement de la scène politique.

Pendant cette période, on constate l'accroissement du nombre des cellules du Parti à l'intérieur de la Régence, l'extension du syndicalisme à toutes les corporations et le lancement, malgré les « décrets scélérats », de plusieurs journaux destouriens en langues française et arabe. Un grand nombre de sociétés de bienfaisance, de troupes théâtrales et artistiques purement tunisiennes voient le jour, ainsi que plusieurs clubs

sportifs tunisiens. L'extension du recrutement destourien, les activités culturelles, l'encadrement de la jeunesse dans les associations sportives, la solidarité entre tunisiens qui se manifeste dans les sociétés de bienfaisance, tout cela entretient le sentiment nationaliste et permet à la mystique destourienne de s'enraciner. Il n'y a donc pas de « sommeil » du Destour, surtout que le Parti continue pendant ces années à se manifester ponctuellement sur la scène politique. En 1927, Ahmed Essafi adresse une lettre au « Congrès Mondial des Peuples Opprimés » qui se tenait à Bruxelles à la fin janvier. Il y écrit notamment : « La Tunisie, frénétiquement exploitée, continuellement sous le joug, demeure toujours la Tunisie Martyre... On regrette le passé, on déplore le présent, l'avenir sera pire si le peuple tunisien ne poursuit pas à outrance la lutte qu'il entreprend aujourd'hui et qui est son unique voie de salut... ». En attendant donc des temps meilleurs, la tactique du Destour consiste à maintenir « la machine destourienne » sous pression, à ne réclamer que des réformes d'ordre intérieur, à afficher le plus de loyalisme possible et à ne procéder que par des moyens pacifiques : télégrammes au Résident Général, visites revendicatives à la Maison de France, sans plus.

Cette politique, en apparence sage, risque pourtant de devenir néfaste en s'étemisant. A la longue, il est à craindre que le caractère revendicatif du mouvement national ne s'émousse et que les dirigeants eux-mêmes ne finissent par perdre conscience des réalités. En effet, l'opposition systématique des destouriens au régime du Protectorat et leur attachement indéfectible à leur programme de 1920, qu'ils posent comme une condition « *sine qua non* » pour toute entente avec la France, n'est plus que prétexte à l'inaction.

Les mesures répressives semblent avoir aussi atteint leur but : le Destour réduit à l'action clandestine et à l'attentisme devient aux yeux des Autorités totalement inoffensif ; l'emprise française sur le pays paraît complète et la Tunisie semble condamnée à rester pour l'éternité une terre française. L'optimisme des prépondérants éclate par des manifestations qui ne ménagent ni l'honneur, ni la dignité, ni la conscience religieuse du peuple tunisien. On ne laisse passer aucune occasion pour l'humilier et lui faire sentir sa condition inférieure.

Du 7 au 11 mai 1930, se tient à Carthage, en terre musulmane, le Congrès Eucharistique qui affirme ostensiblement la présence chrétienne en Afrique et promet de la développer sur une grande échelle. La désislamisation du pays devient à l'ordre du jour et le christianisme triomphant, disposant de puissants moyens de persuasion, doit intégrer dans son giron les peuples jusqu'alors « égarés ».

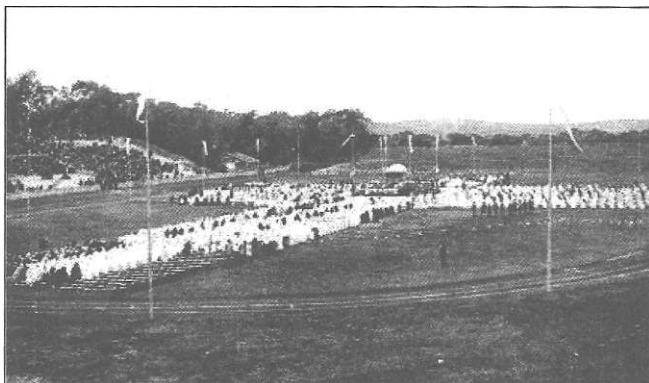
La même année, on célèbre avec éclat le centenaire de la prise d'Alger, prélude à la conquête de toute l'Afrique du Nord musulmane. L'année suivante, on fête, aux frais des tunisiens, le cinquantième anniversaire de l'établissement du Protectorat en exaltant, en termes idylliques, l'œuvre « civilisatrice » accomplie par la France en Tunisie. On affirme tout autant la pérennité des liens qui lient la Régence à la Métropole que la confiance dans l'avenir, avec « une naïveté présomptueuse ». Aux Prépondérants, en effet, l'avenir paraît chargé de promesses. La France puissance européenne de premier plan a pansé les plaies de la guerre et affirmé sa volonté de sauvegarder l'intégrité de l'Empire et de le protéger contre toute menace, qu'elle vienne de l'intérieur ou de l'extérieur.

Dans la Régence, l'effort de colonisation se poursuit à un rythme rapide. La colonisation s'empare encore de milliers d'hectares ; elle mobilise les techniques les plus perfectionnées pour exploiter les terres et en tirer le maximum de profits. Grâce à l'Union Douanière (1928) le marché français procure aux industriels métropolitains et surtout aux commerçants européens et israélites des bénéfices considérables. L'administration étend de jour en jour son contrôle sur le pays et se peuple d'une masse de fonctionnaires qui dévorent la majeure partie du budget : il fallait franciser le pays, noyer la population dans une masse de français d'origine ou naturalisés.

Le Destour réagit donc contre cette tentative en identifiant la dénationalisation à la désislamisation. Il refuse d'admettre que les naturalisés soient inhumés dans les cimetières musulmans. A la fin de 1932, la population de Bizerte refuse à un naturalisé la sépulture et contraint sa famille à le faire inhumer dans un cimetière européen. Elle est approuvée et appuyée par le mufti de la ville dont la « fatoua » rejoint la thèse des Destouriens. Les Autorités du Protectorat réagissent et demandent au mufti Tahar Ben Achour une fatoua qui établit que la

Le congrès eucharistique de Carthage : apogée du protectorat (7-11 mai 1930)

36- Le congrès eucharistique de Carthage (7-11 mai 1930). Cette manifestation d'une envergure exceptionnelle, qui coïncide avec le cinquantième du Protectorat et avec le centenaire de la colonisation de l'Algérie, a mobilisé autour de l'église catholique les plus hautes autorités du protectorat et de l'administration beylicale. Mgr Alexis Lemaître, Archevêque de Carthage et Primat d'Afrique a persuadé le pape Pie XI d'organiser le congrès à Carthage, en signe de résurrection de l'Eglise d'Afrique. Dans le Comité d'Honneur du Congrès, Ahmed Pacha Bey était désigné Président d'Honneur, conjointement avec l'Archevêque lui même et le résident Général Manceron. Le Premier Ministre Khalil Bouhajib et les autres ministres figurent parmi les nombreux Vice Présidents. Dix mille pèlerins de tout âge, venus d'Europe, se rendent à Tunis pour la circonstance. Cent évêques et quatre mille chanoines en uniforme complètent la foule des chrétiens qui occupent pendant quatre jours le devant de la scène. Une dotation du budget tunisien est allouée au congrès.



Parmi les manifestations, une procession de cinq mille jeunes catholiques revêtus d'uniformes de croisés traverse les rues de Tunis avant de défiler au stade du Belvédère et de former, au centre du stade, une croix gigantesque (1).

A Carthage, des centaines de croisés portant la palme défilent dans l'amphithéâtre devant 40.000 spectateurs(2). Les dirigeants nationalistes et les cheikhs de la Zitouna ont dénoncé cette "neuvième croisade en terre d'islam" qui relance la politique de prosélytisme et d'encouragement aux naturalisations. Parmi les



français, quelques voix socialistes se sont élevées contre la violation de la politique laïque de la République française. Le congrès eucharistique a marqué l'apogée du Protectorat et, de ce fait, contribué à durcir dans le peuple le sentiment de rejet.

naturalisation d'un musulman n'entraîne pas l'abandon de sa foi ni son rejet de la communauté islamique.

Mais les tunisiens ne l'entendaient point de cette oreille : l'année 1933 est marquée par une agitation incessante des milieux étudiants zitouniens et sadikiens, une campagne de presse nationaliste stigmatise l'attitude du mufti complaisant et condamne sans rémission tout tunisien qui opte pour la nationalité française. Pour le Destour, la dénationalisation est une entreprise délibérée du Protectorat pour briser la nation tunisienne et réduire le pays à n'être plus qu'un appendice de la France.

La tension est telle qu'en avril 1933 on était au bord de l'émeute : un détachement de l'armée française a dû boucler les quartiers de Halfaouine et de Bab Souika pour venir à bout d'une manifestation géante. Les Autorités profitent de l'agitation créée par la question des naturalisations pour briser l'opposition.

Le 6 mai 1933, le Résident Général Manceron fait signer par le Bey deux décrets qui instaurent la mise sous surveillance administrative et imposent aux journaux tunisiens de langue française de sévères restrictions.

Malgré les faiblesses du Destour (dissensions internes, audience faible à l'intérieur du pays, contacts limités des chefs avec les masses populaires), les tunisiens dans leur immense majorité restent solidaires ; les tentatives de francisation, d'assimilation, de désislamisation ont abouti à un échec. Il ne reste plus aux Autorités du Protectorat qu'à déployer l'arsenal traditionnel des lois répressives et à mobiliser la force armée. Mais la répression a pour résultat de cimenter l'unité des Destouriens que séparaient pourtant des questions de méthode. Malgré la défection de Chadli Khayrallah, le parti « puisa même dans l'épreuve un surcroît de vigueur »¹⁰. Son dynamisme se manifeste non seulement par l'activité de ses cadres mais aussi par celle de ses 80 cellules réparties dans les villes les plus importantes et par une énorme manifestation tunisienne.

Le Congrès des 12 et 13 mai 1933 établit le programme d'action du Parti sur la base de la restauration de la souveraineté du peuple ; parlement tunisien élu au suffrage universel, séparation des pouvoirs, rétablissement des libertés publiques et instruction obligatoire en sont les

points essentiels. Manceron frappe alors plus fort : le 27 mai, il suspend tous les journaux nationalistes et, le 31, il dissout le Destour. La répression ne fait que raidir les positions nationalistes ; les destouriens qui tenaient réunions sur réunions malgré l'interdiction du parti, appellent les tunisiens à boycotter les produits français (thé, café et tabac en particulier) ; la Zitouna suspend ses cours et les Cheikhs nationalistes font l'objet de poursuites. Le 1^{er} juin 1933, une grève des dockers paralyse le port de Tunis tandis que les commerçants tunisiens des principales villes cessent toute activité.

Manceron pratique alors la politique de la carotte et du bâton : d'une part, il place un certain nombre de destouriens en surveillance administrative, de l'autre, il décide la création de cimetières réservés aux naturalisés musulmans (23 mai) et permet aux tunisiens de concourir dans les mêmes conditions que les français aux fonctions publiques (3 juillet). La colonie française trouve insuffisantes les mesures répressives de Manceron et réclame un Résident plus énergique. Ses vœux sont exaucés par le gouvernement français qui, le 29 juillet 1933, envoie pour le remplacer un « homme à poigne », Marcel Peyrouton.

Le nouveau Résident Général arrive à un moment où la crise ébranle tous les secteurs de l'activité économique du pays. La chute des prix des principales denrées agricoles ruine un nombre considérable d'agriculteurs et de commerçants. En 1934, plus de 3.000 propriétaires sont acculés à vendre leurs biens à la barre du tribunal.

Si les colons profitent de subventions considérables et de mesures spéciales de renflouement, les fellahs tunisiens, livrés à eux-mêmes et sans accès au crédit, sont la victime toute désignée de la terrible conjoncture. Les artisans dont la situation était déjà précaire, voient leur clientèle rurale diminuer de jour en jour tandis que la concurrence des produits français, dont la crise avait considérablement abaissé le prix, achève de les ruiner. L'exode rural s'amplifie ¹¹ et le chômage s'étend dans les villes, en particulier à Tunis dont la population gonfle à vue l'œil.

Dans ces conditions, l'action nationaliste prend des formes de plus en plus violentes ; les masses soutiennent les chefs qui parlent haut aux Autorités du Protectorat et qui ne reculent ni devant la force, ni devant le sacrifice.

Parmi ces chefs, l'homme de l'heure sera Habib Bourguiba. Bourguiba est né le 3 août 1903 à Monastir (Sahel tunisien) dans une famille modeste (son père était sous officier de l'armée beylicale) mais dans un terroir où l'assise économique (oléiculture, artisanat, petit commerce) de plus en plus étroite a créé une société laborieuse, assoiffée d'instruction, de promotion et de justice. Cette société s'est imprégnée de traditions citadines au cours des siècles de vie sédentaire et d'ouverture aux influences extérieures. Elle a sécrété une élite intellectuelle qui a fourni dès le début du Protectorat des hauts fonctionnaires, des avocats, des professeurs. Bourguiba est le représentant le plus typique de cette élite. Dernier né parmi ses cinq frères et ses deux sœurs, il comprend dès l'enfance la nécessité du travail, de l'effort, de la persévérance et du sacrifice.

Intelligent, il fait des études brillantes au Collège Sadiki et au Lycée Carnot (1917-1924) interrompues par un séjour au Kef chez son frère Mohamed à la suite d'une primo-infection (1919-20). Une adolescence studieuse lui permet de jeter les bases d'une formation intellectuelle solide et de s'imprégner profondément des deux cultures arabe et française.

La soif d'apprendre et de se cultiver ne l'empêchait pas de suivre les événements qui ont jalonné les débuts du mouvement national. En 1922, il adhère au Destour, le Parti Libéral Constitutionnel, et adresse un télégramme à la Résidence pour protester contre l'interdiction du journal nationaliste « Sawab ».

Après son succès au baccalauréat (série philosophie), il se trouve à la croisée des chemins. Quelle carrière choisir ? Son frère aîné insiste pour qu'il devienne médecin et s'assurer dans la vie une situation confortable, respectable et lucrative. Bourguiba opte pour les études de Droit.

De 1924 à 1927, il est à Paris où il poursuit ses études supérieures à la Faculté de Droit et à l'Ecole Libre des Sciences Politiques. Il vit d'une petite bourse du Collège Sadiki et des subsides que son frère Mahmoud prélevait sur son traitement de petit fonctionnaire. Il a tout loisir de s'initier au fonctionnement des rouages politiques et sociaux de la France d'entre les deux guerres. Son séjour à Paris lui permet d'établir des contacts avec de jeunes français libéraux et aussi avec quelques représentants prestigieux du nationalisme arabe dont le syrien Chakib

Arslan. Il ne cesse de suivre de Paris l'activité du mouvement national en Tunisie et ses prolongements dans la capitale française.

En 1926, il épouse une française, MatMde Lorain, qui lui donne un fils en avril 1927. La même année, il rentre à Tunis en étant titulaire de la licence en Droit et du diplôme de l'Ecole Libre des Sciences Politiques. Il s'inscrit au barreau de Tunis et pratique son métier d'avocat.

Le contact avec la réalité tunisienne est douloureux ; au fil des jours, se déroulent devant ses yeux les multiples aspects de la condition où est plongé le peuple tunisien. Et pendant trois ans, il s'imprègne de cette réalité, réfléchit tout en collaborant au journal de Chadli Khayrallah « La Voix du Tunisien », porte-parole de la Commission exécutive du Destour.

Avec un groupe de compagnons de même formation et qui partagent ses idées (Docteur Mahmoud Materi, Tahar Sfar, Bahri Guiga), il fonde en novembre 1932 le journal « L'Action Tunisienne », arme de combat d'une remarquable efficacité. Dans ses articles, la jeune équipe analyse les situations avec une perspicacité prodigieuse, appelant à l'union, stigmatisant la colonisation et ses valets tunisiens, répondant aux attaques que dirige contre les patriotes la presse des prépondérants, s'élevant contre toutes les formes de répression, prenant position sur la question de la naturalisation. Les militants du Destour réalisent la portée de cet engagement. Le Congrès extraordinaire du Parti décide le 12 mai 1933 d'adjoindre toute l'équipe de l'Action Tunisienne à la Commission Exécutive réélue.

Au moment où la lutte nationale allait prendre des proportions jamais atteintes jusqu'alors, le Destour allait trouver en Habib Bourguiba l'homme de la situation.

La naissance du néo-Destour

Peyrouton trouve en Tunisie une situation très tendue. Après son arrivée le 7 août 1933, la population de Monastir en colère refuse de laisser enterrer le fils d'un fonctionnaire naturalisé dans le cimetière de la ville. Le Contrôleur Civil voulant passer outre la volonté populaire, une émeute éclate. La troupe fait feu tuant et blessant un nombre élevé de manifestants.

Les Néo Destouriens

Dr Mahmoud Materi (1897-1972), Habib Bourguiba (1903-2000), Tahar Sfar (1903-1942), Bahri Guiga (1904-1998), Hédi Chaker (1908-1953), Dr Slimane Ben Slimane (1905-1986), Salah Ben Youssef (1907-1961), Allala Balahwane (1909-1958), Mongi Slim (1908-1969), Habib Thameur (1909-1949), Hédi Nouira (1911-1993), Bahi Ladgham (1913-1998), Taïeb Mehiri (1924-1965).



*Dr Mahmoud Materi
(1897-1972)*



*Habib Bourguiba
(1903-2000)*



*Tahar Sfar
(1903-1942)*



*Bahri Guiga
(1904- 1998),*



*Hédi Chaker
(1908-1953).*



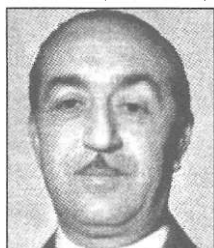
*Dr Slimane Ben
Slimane (1905-1986)*



*Salah Ben Youssef
(1907-1961)*



*Allala Balahwane
(1909-1958)*



*Mongi Slim
(1908-1969)*



*Habib Thameur
(1909-1949)*



*Hédi Nouira
(1911-1993)*



*Bahi Ladgham
(1913-1998)*



*Taïeb Mehiri
(1924-1965)*

Le Résident Général conscient de la gravité de la situation essaie de diviser la direction du Destour par des moyens détournés. Mis au courant des dissensions qui régnaient parmi les cadres du Parti, il voulut les aggraver en attirant par des mesures d'apaisement les plus modérés. Il institue une commission chargée de préparer des réformes, met à la tête de la Zitouna Tahar Ben Achour connu pour ses idées réformatrices, rétablit dans leurs fonctions les cheikhs destitués par Manceron, hâte la création des cimetières réservés aux naturalisés et annonce un élargissement de la section tunisienne du Grand Conseil par l'élection de délégués choisis parmi les diplômés tunisiens.

Les mesures de Peyrouton contribuent à faire éclater au grand jour les différences de conception dans les méthodes et les buts de la lutte politique qui existent entre l'équipe de l'Action Tunisienne et les dirigeants du Destour. Certains dirigeants de la Commission Exécutive (Ahmed Essafi et Salah Farhat) apaisés par la politique de Peyrouton, entrent en contact avec lui et n'hésitent pas à entrevoir une ère de collaboration avec les Autorités du Protectorat. La nouvelle ligne du Parti ne devait être publiquement définie qu'après une préparation méthodique de l'opinion tunisienne. Mais Bahri Guiga ne l'entend pas ainsi, il vend la mèche à ses amis de l'Action Tunisienne qui, avec Mhamed et Habib Bourguiba, Dr Mahmoud Materi et Tahar Sfar, désavouent la Commission Exécutive et démissionnent du Parti (fin 1933).

Dès lors, entre le Destour et l'équipe de l'Action Tunisienne qui met sur pied le « Parti de l'Action de la Jeunesse Destourienne », l'ère de la collaboration était révolue.

Mais il fallait que la base tranchât entre les anciens et les jeunes. Le 2 mars 1934 se tient à Ksar Hellal un congrès du Destour qui réunit les délégués des cellules des différentes régions de la Régence. Présidant les débats, les dirigeants de « l'Action Tunisienne » font aux congressistes l'historique de la crise, dénoncent la politique de collaboration des membres de la Commission Exécutive et préconisent l'intensification de la lutte jusqu'à la victoire finale.

Le Congrès proclame la dissolution de la Commission Exécutive et approuve les nouveaux statuts élaborés par les cinq compagnons : Dr

Mahmoud Materi, Tahar Sfar, Bahti Guiga, Habib et Mohamed Bourguiba. Deux partis destouriens coexistent désormais : le « Néo-Destour » qui revendique la majorité des militants et le Vieux-Destour, replié sur lui-même et attendant son heure ¹².

Le nouveau parti fait sienne la charte votée par le Congrès de mai 1933 et se dote d'un Bureau Politique et d'un Conseil National, avec des cellules territoriales. Des congrès périodiques permettent aux dirigeants de présenter aux délégués de la base le bilan de l'activité passée et de formuler en commun le programme de l'action future. Une discipline stricte fondée sur le principe de la démocratie intérieure doit être observée par chaque militant. Les membres du premier Bureau Politique sont : Dr Mahmoud Materi Président, Habib Bourguiba Secrétaire Général ; Tahar Sfar Secrétaire Général Adjoint ; Mohamed Bourguiba Trésorier et Bahti Guiga Trésorier adjoint.

Les chefs du Néo-Destour se lancent aussitôt dans l'action. Le soir même du 2 mars se tient une première réunion à Moknine en présence de Tahar Sfar. Convaincus de leur haute mission, ils doivent non seulement affirmer face à la domination française la souveraineté tunisienne et la pérennité de la nation tunisienne, mais aussi éduquer le peuple, secouer son indifférence, lui rendre sa fierté, lui insuffler l'enthousiasme, la conscience de ses droits et l'esprit d'abnégation. Le contact direct avec le peuple est la règle d'or de la nouvelle équipe. Aucune exclusive n'est jetée sur aucune catégorie sociale : le Néo-Destour se présente comme le parti du peuple dans sa totalité. L'organisation de l'action politique, fondée sur les principes définis par la Charte de 1933, mais régie par des méthodes souples adaptées aux circonstances et aux réalités de l'heure, devait maintenir le peuple en état de mobilisation permanente. Des meetings sont organisés périodiquement dans toutes les parties de la Régence. Au cours de ces réunions publiques, la parole des chefs éclaire l'action politique, galvanise les volontés et suscite l'enthousiasme. A la base, le travail politique se fait dans les cellules constituées dans les moindres bourgades et dans chaque quartier des villes.

La jeunesse, qui fut dès la création du parti l'un de ses soutiens les plus enthousiastes, lui apporte son concours par sa participation massive, par

ses organisations (associations étudiantes et scolaires, scouts, sportifs, etc.) qui contribuent à propager dans le pays la mystique néo-destourienne. Enfin la presse, « *Al Amal* » en particulier, et les publications du parti en langues arabe et française, constituent dans la lutte menée dans tous les domaines une arme d'une exceptionnelle efficacité.

Cependant, les dirigeants du parti eux-mêmes, en particulier Habib Bourguiba, ne négligent pas l'action à l'étranger et notamment en France. Les contacts avec les personnalités et les milieux politiques français intéressés par la question tunisienne permettent de présenter la cause tunisienne sous son vrai jour. La mobilisation de l'« Association des Etudiants Musulmans Nord-Africains », fondée à Paris le 28 décembre 1927, et en particulier des étudiants tunisiens en France, prolonge en métropole l'action des cadres du Parti et prépare les étudiants à la grande lutte qui les attend à leur retour dans le pays.

Ainsi, dès l'origine, le Néo-Destour déploie-t-il son activité dans tous les domaines et sur tous les fronts. Son activité contraste avec l'apathie des dirigeants du vieux Destour immobilisés dans une attitude théorique d'intransigeance. « Peu à peu, ses activités se réduisirent à des réunions privées, tenues par des notables bien nés, bien élevés, bien pensants, mais sans grande audience ni beaucoup d'efficacité »¹³. Sans programme précis, ils réclament certes la souveraineté du peuple, une Constitution, mais « ils restèrent résolument panarabes, placèrent au premier plan les valeurs spirituelles et ethniques, repoussèrent les lois sociales qui attentaient à la hiérarchie et rêvèrent de restaurer une Tunisie religieuse et traditionaliste »¹⁴. Leur attitude contraste avec celle de l'intelligentsia néo-destourienne qui, tout en tenant compte du fait arabe et musulman, se tourne résolument vers les formes d'action modernes associant la mobilisation populaire et affirme avant toute chose l'idéal national et démocratique.

Peyrouton compte sur une désintégration des forces nationalistes après la scission de Ksar Hellal, estimant que le nouveau Parti allait bientôt faire long feu. Il autorise la parution de son journal en langue arabe « *Al Amal* », mais bientôt les faits donnent à ses supputations un démenti amer : le journal rencontre un succès considérable, l'activité de

Habib Bourguiba et de ses compagnons s'étend à l'ensemble du pays. Le Parti multiplie les réunions à Tunis, dans les villes et villages du Sahel et du Centre.

Dans les souks de la capitale, des grèves fréquentes paralysent toute activité. Pour obliger les Autorités du Protectorat à composer, le Néo-Destour préconise le boycott *des produits* français, voire le refus de l'impôt. Peyrouton décide alors d'agir fermement. Le 3 septembre 1934, il fait arrêter et déporter dans le Sud tunisien sept dirigeants destouriens dont Habib et Mohamed Bourguiba et le Docteur Materi. Bahri Guiga et Tahar Sfar, tous deux membres du Bureau Politique, sont épargnés. Peyrouton comptait sans doute les gagner à une conception plus « réaliste » du mouvement national. Pour « entretenir une confusion profitable »¹⁵, on arrête aussi « six communistes de confession musulmane et israélite »¹⁶. Al Amal est suspendu, les réunions sur la voie publique interdites. Enfin, il décide que les mesures d'internement ne seraient plus prononcées par décision du Conseil des Ministres mais par arrêté résidentiel.

La réaction populaire est immédiate. Le 5 septembre, une émeute éclate à Moknine. La troupe fait usage de ses armes : il y eut des morts et des blessés. A Tunis, d'imposantes manifestations sont organisées et des délégations dépêchées auprès des Autorités, en particulier auprès du Bey, pour demander la libération des détenus.

Interné à Kébili, Bourguiba parvient à maintenir le contact avec le Parti et les libéraux français. Il exhorte les militants à la persévérance et à la cohésion. Afin d'empêcher toute forme de contact entre Bourguiba et les militants du Parti, Peyrouton décide de l'isoler à Bordj le Boeuf et le menace, ainsi que ses compagnons, d'une déportation à Madagascar ; cette mesure ne l'empêche pas de faire parvenir au Parti ses directives, insistant sur la nécessité de ne point relâcher la pression et de ne point céder, quelles que soient les difficultés.

De fait, le Parti mène à Peyrouton la vie dure : réunions, pétitions, tracts, manifestations ne laissent aux Autorités aucun répit. La veille du 27 Ramadan (1^{er} janvier 1935) des militants du Parti rappellent bruyamment au Bey, dans la Grande Mosquée de Tunis, la promesse qu'il avait faite aux manifestants le 4 septembre 1934 à la Marsa

d'intervenir en faveur des détenus. L'incident donne l'occasion à Peyrouton de frapper plus fort : il fait arrêter Bahri Guiga et Tahar Sfar qui sont à leur tour exilés dans le Sud. Par ailleurs, il essaie de convaincre les Vieux-Destouriens et certains militants apeurés d'agir sur le peuple pour l'amener à accepter des solutions de « sagesse » et de mettre fin à « l'anarchie ».

Chadli Khayrallah qui fut recommandé par Guiga et Sfar pour accéder à la présidence du Parti, se prête au jeu du Résident Général mais il ne récolte que des déboires. Enfin, Peyrouton essaie de profiter de la baisse du moral des détenus de Borj le Boeuf pour les amener à désavouer leur action passée. Il leur envoie le Général Azan, Commandant Supérieur des Troupes de Tunisie, qui réussit à les persuader d'ouvrir un dialogue qui déboucherait sur un *modus vivendi* profitable à tout le monde. Les détenus qui enduraient depuis des mois de cruelles privations rédigent en l'absence de Bourguiba une lettre où ils promettent de maintenir le contact avec le Général. Bourguiba, opposé à l'envoi de cette lettre, tente de dissuader ses compagnons mais, mis en minorité, il dut s'incliner pour sauvegarder la cohésion du Parti.

Peyrouton n'était cependant pas au bout de ses peines. Après l'arrestation des membres du quatrième bureau politique, l'agitation reprend de plus belle en 1936. Des militants valeureux comme Hédi Saïdi entretiennent le feu sacré, organisent des manifestations à Tunis (février 1936) qui se propagent dans les différentes villes de l'intérieur (Sfax, Sousse, Gabès, Kairouan, Ksar Hellal) interférant avec celles des zitouniens à Tunis.

Enferré dans ses convictions, Peyrouton se plaît à croire que la cause profonde du mal vient des intellectuels tunisiens qui ont reçu une culture française. Il projette d'interdire aux jeunes tunisiens de poursuivre leurs études ou de se présenter au baccalauréat dans un établissement scolaire de la Métropole, de limiter à vingt le nombre de candidats musulmans reçus chaque année au baccalauréat, et d'imposer aux étudiants tunisiens qui désirent poursuivre leurs études supérieures en France l'inscription aux Facultés où ils n'auraient aucun contact avec leurs homologues orientaux ou asiatiques.

Le Gouvernement français refuse de suivre son proconsul dans cette voie. Il est d'autant peu disposé à le soutenir que la répression, sous

toutes ses formes, débouche sur un échec. Les élections approchant, il décide de le remplacer à Tunis par Armand Guillon (21 mars 1936).

Le nouveau Résident Général arrive à Tunis animé de bonnes intentions. Tout en maintenant la dissolution du Néo Destour, il libère les déportés de Borj le Bœuf ainsi qu'une cinquantaine d'autres militants, amnistie les zitouniens condamnés, rétablit la liberté de la presse et de réunion (11 août 1936) et suspend l'application des « décrets scélérats ».

Après le retour des détenus qui sont reçus avec enthousiasme par la population, l'activité du Néo-Destour connaît une ampleur sans précédent : les cellules anciennes ouvrent leurs locaux tandis que de nouvelles se créent dans toutes les régions du pays, en particulier dans les régions céréalières du Nord, les zones minières de l'Ouest et les territoires militaires du Sud. Le nombre des cellules atteint ainsi en 1937 près de 400, tandis que celui des adhérents qui appartiennent à toutes les catégories sociales s'élève à 400.000 environ.

Parallèlement à l'accroissement des effectifs et des cellules, l'organisation interne du Parti se précise et s'étoffe. Pour resserrer les liens entre le sommet et la base, on crée les fédérations qui regroupent plusieurs cellules et qui doivent entretenir avec les militants un contact plus étroit. Le Néo Destour est toujours épaulé par un nombre important d'organisations de jeunes : Scouts, Jeunesses Destouriennes, Associations des Anciens Elèves du Collège Sadiki, etc. Dans les meetings, les militants de base reçoivent l'éducation politique nécessaire à toute action efficace. Journaux et brochures, qui n'atteignent que des milieux restreints, permettent néanmoins aux responsables de procéder à l'analyse des événements d'importance nationale, d'exposer leurs idées et d'établir le dialogue avec les partenaires tunisiens et français.

Ainsi, le Néo-Destour apparaît-il dans les années 36-37 comme un puissant parti de masse. Dès l'arrivée d'Armand Guillon en 1936, le Néo-Destour accorde au nouveau Résident et au Gouvernement du Front Populaire le « préjugé favorable ». Sa tactique consiste à éviter toute violence et à faire prévaloir le dialogue. Le nouveau Bureau Politique formé en juin 1936 met au point les revendications qui doivent être présentées au Résident Général. Bourguiba, Secrétaire Général, est chargé de porter à la connaissance des responsables français le

Les premiers diplômés des Universités

Béchir Denguizli
(1870-1934)

Médecin diplômé de la Faculté de Médecine de Montpellier (1897), membre de l'Académie de Médecine de Paris en 1924.



M hamèd 'Alī Annābi

Mhammed Ali Annabi (1906-1962), sadikien, premier tunisien ayant accédé à l'Ecole Polytechnique (1929) après deux ans au Lycée Saint-Louis au cours desquelles il obtient parallèlement une licence ès lettres et une licence de mathématiques.

Entré en 1933 à

I l'Ecole Supérieure des Mines de Paris, il obtient son diplôme d'ingénieur et, parallèlement, le diplôme de l'école libre de Sciences

Politiques. Ayant regagné Tunis en 1937, il est admis à la Direction des Travaux Publics au rang d'ingénieur adjoint au service des mines. Il préside pendant vingt ans l'Association des Anciens Elèves du Collège Sadiki

Tawhida Ben Cheikh (1909), première tunisienne bachelière en 1928, représentée ici avec sa mère, Hallouma Ben Ammar ainsi que le Dr Etienne Burnet, Directeur de l'Institut Pasteur de Tunis, et sa jeune sœur Zakya. Son père étant décédé, sa mère l'autorise à poursuivre des études de médecine en France contre l'avis des autorités religieuses qui avaient effectué une démarche auprès d'elle pour l'en dissuader. La modernité a résolument pénétré au sein des familles citadines 'baldi'.



De gauche à droite : Tawhida Ben Cheikh, sa mère Dr- Burnet et sa jeune soeur Zakya

L'épouse du Dr Burnet, un ami de la famille, a accompagné la jeune bachelière en France et facilité son séjour à Paris et son inscription à la Faculté de Médecine. Diplômée en 1936, la jeune Tawhida Ben Cheikh, première femme médecin de son pays, rentre à Tunis où, les hôpitaux étant fermés aux tunisiens, elle exerce à titre privé en tant que médecin et gynécologue.

programme des destouriens qui reprend les principaux points de la Charte de 1933 : établissement d'un régime parlementaire avec séparation des pouvoirs ; octroi des libertés publiques, réorganisation de la fonction publique en faveur des tunisiens, refonte de l'administration caïdale, judiciaire et municipale, développement de l'instruction obligatoire et de l'enseignement en langue arabe ainsi que des mesures d'urgence dans le domaine économique et social.

Les Néo-Destouriens espèrent que le Gouvernement Blum, formée le 3 mai 1936, premier gouvernement véritablement de gauche que la France ait eu depuis la guerre, saura comprendre les aspirations du peuple tunisien et prendre en considération ses revendications. Mais l'année 1936 passe sans que le gouvernement Blum ait réalisé une partie des espoirs que les patriotes plaçaient en lui. En Tunisie, la colonie française se raidit dans une intransigeance absolue et en France, le Gouvernement en butte à d'énormes difficultés économiques et sociales, relègue au second plan les questions coloniales.

En 1937, la sécheresse engendre une situation économique catastrophique en Tunisie ; la famine fait des ravages parmi les populations rurales et les tensions sociales provoquent des heurts fréquents entre les grévistes et la troupe. La minorité européenne, terrifiée par la perspective d'une libéralisation du régime tunisien, multiplie les provocations et menace le Résident Général des pires catastrophes. « Si des mesures énergiques et immédiates ne sont pas prises, écrit Vénèque, Président de la Chambre Française d'Agriculture à Armand Guillon, le sang coulera. Je vous en tiendrai pour responsable ».

En février 1937, Habib Bourguiba se rend à Paris pour établir le dialogue avec les responsables français et présenter les revendications tunisiennes, tandis que Pierre Viénot, Secrétaire d'Etat aux Affaires Étrangères, désireux de connaître sur place la situation avant de prendre des décisions, arrive à Tunis à la même période. Après un séjour d'une dizaine de jours dans la Régence, Viénot tire les conclusions de son enquête dans une allocution prononcée à Radio-Tunis le 1^{er} mars 1937. Il esquisse d'abord un tableau assez sombre de la situation dans la Régence et préconise dans le cadre intangible du

Protectorat des réformes qui donnent aux tunisiens une part plus grande dans la conduite de leurs affaires : un contrôle plus strict dans l'exécution du budget ; l'enseignement dans toutes les régions du pays ; réserver une place plus importante aux « capacités tunisiennes » dans l'administration ; fixer le paysan au sol en lui donnant les moyens de travailler sa terre. Rejetant toute politique d'assimilation, il formule nettement sa préférence pour une politique d'association et de libre consentement. Les Destoutiens de tous bords font au discours de Viénot un accueil favorable, bien que les réformes envisagées leur paraissent insuffisantes. Ils évitent cependant toute surenchère et témoignent à la France de leur entière bonne volonté. Bourguiba déclare que « l'union indissoluble entre la France et la Tunisie constitue la base de toutes les revendications du Néo-Destour »), tandis que le Docteur Materi affirme que « la population tunisienne dans sa totalité est prête à apporter sa collaboration à la mise en pratique de la politique nouvelle¹⁸ ».

Les prépondérants mobilisent tous leurs moyens (campagne de presse en Tunisie et en France, appel à l'action de l'armée et de la police) pour empêcher l'application du programme Viénot et paralyser l'action du Résident Général. Ils multiplient les provocations pour élargir le fossé entre tunisiens et français et entretiennent dans le pays une tension qui débouche sur une série d'actions menées contre les tunisiens par l'armée et la police. A Metlaoui, la grève des ouvriers des phosphates est brisée par l'armée qui tue cinq manifestants, à Djerissa les grévistes ont deux morts et aux chantiers de Metline il y en eut six. Le Néo-Destour dénonce énergiquement les massacres des ouvriers et la continuation de la politique de répression. La dégradation de la situation sociale coïncide avec l'agonie du Cabinet Blum qui est renversé le 21 juin 1937 : c'est la faillite du Front Populaire. Les espoirs placés dans une évolution pacifique du régime du Protectorat commencent à faiblir, l'avenir réapparaît chargé de menaces mais, jusqu'en novembre 1937, les ponts ne sont pas complètement coupés entre les chefs du Néo-Destour et le Gouvernement français.

Le 9 avril 1938

La phase du Front Populaire n'était qu'une éclaircie dans le ciel perpétuellement assombri des relations franco-destouriennes. Les

8 et 9 avril 1938



La manifestation du vendredi 8 avril est formée de deux groupes, l'un partant de la place Halfaouine, dirigé par Mongi Slim et Allala Balahwane, l'autre partant de la Place aux Moutons et dirigé par Mahmoud Materi ; les deux groupes se rejoignent à Bab Bhar (Porte de France). A la tête du cortège, quelques dizaines de femmes et d'enfants. Le service d'ordre est assuré par les scouts et par des militants portant des brassards au croissant et à l'étoile rouge. La foule scande en chœur "Barlamane Tunusi" (Parlement tunisien). Autour de la Résidence Générale, des fils de fer barbelés sont tendus ; les forces de police sont déployées à l'avant et, derrière les fils barbelés, les militaires, zouaves et sénégalais, tiennent les armes braquées sur la foule. Mongi Slim, Allala Balahwane et Mahmoud Materi s'adressent tour à tour à la foule. Après un temps d'hésitation, la foule se retire dans le calme.

La manifestation du samedi 9 avril, devant le Palais de Justice du boulevard Bab Benat, a succombé aux provocations policières : ce fut un déchaînement de violence sanguinaire, suivi de l'arrestation et de l'inculpation des dirigeants du Néo Destour et de la proclamation de l'état de siège.



Bourguiba, cloué au lit par une angine, est arrêté le 10 avril 1938

gouvernements de droite qui ont succédé à celui de Léon Blum reprennent la politique impérialiste de leurs prédécesseurs et entreprennent d'en finir par la force avec tous les mouvements nationaux de l'Empire.

Le Cheikh Thaalbi rentre d'exil le 5 juillet 1937. Auréolé de son prestige de vieux combattant, il tente d'attirer vers le vieux Destour les masses tunisiennes. « Le Cheikh nourri des idéaux spirituels et unitaires de la renaissance arabe ne peut considérer avec faveur la conception fondamentalement nationaliste du Néo-Destour et sa technique laïque qui utilise les principes fondamentaux de la religion non comme des fins mais des moyens. Sa sympathie va spontanément au Vieux-Destour traditionaliste et religieux, dirigé au surplus par ses vieux amis de la Commission Exécutive. Il tâche à reconstituer l'unité des destours sous leur conduite... »¹⁹.

Bourguiba oppose la volonté populaire aux prétentions de Thaalbi et aux manœuvres de l'archéo Destour. Une tournée dans le Sahel édifie Thaalbi sur les limites de sa popularité : il est partout hué et doit souvent repartir sans trop insister. Le Néo-Destour en revanche développe sensiblement son emprise sur l'ensemble du pays ; les jeunes se font plus ardents grâce à l'action de la « Jeunesse Destourienne » et aux associations des « Scouts musulmans » ; par ailleurs, rejetant les principes marxistes comme incompatibles avec l'islam, il cherche à convaincre les dirigeants ouvriers de fonder une Centrale spécifiquement tunisienne dégagée de l'obédience cégétiste et animée par les idéaux nationalistes.

Dans la région, la répression se fait déjà impitoyable en Algérie (arrestation et déportation de Messali Hadj le 27 août 1937) et au Maroc (manifestations sanglantes de Meknès le 1er septembre). Dans ce contexte, le Néo Destour ne craint pas de durcir ses positions.

Le II^e Congrès du Néo Destour qui se tient rue du Tribunal du 30 octobre au 2 novembre 1937, et auquel participent près de 700 délégués, tâche de mettre la France devant ses responsabilités. Des militants comme Dr Slimane Ben Slimane, qui sera désigné aux fonctions de contrôleur du parti, l'avocat Hédi Nouira et Habib Bougatfa, délégué de la section de Bizerte, préconisent la fermeté et l'intensification de la lutte.

Cependant, tenant compte des bonnes dispositions d'Armand Guillon, le congrès maintient au Résident Général le « préjugé favorable » tout en le retirant au Gouvernement Chautemps.

Le congrès à peine terminé, l'action nationaliste durcit sous l'impulsion de Bourguiba : mobilisation des masses ouvrières groupées dans la C.G.T.T. ; appel aux délégués tunisiens du Grand Conseil pour s'opposer aux décisions du Gouvernement et pour refuser le vote du budget, grève de solidarité avec les marocains et les algériens (20 novembre 1937). Ce durcissement provoque des tensions internes. L'option de l'intransigeance et la lutte à outrance amènent Dr Mahmoud Materi à démissionner de son poste de Président du Néo-Destour (27 décembre 1937). Bourguiba, cependant, maintient la tension : réunions et manifestations se succèdent pendant tout le mois de décembre 1937 et le début de janvier 1938. Le 8 janvier, la troupe tire sur les grévistes à Bizerte. La répression commence à s'abattre sur les dirigeants néo-destouriens dont un grand nombre fait l'objet de poursuites. Les 13 et 14 mars, le Conseil National du Néo-Destour met au point les mesures destinées à faire face à la répression et appelle le peuple à la lutte à outrance.

Dans les milieux sadikiens et zitouniens, la tension est très vive : en mars 1938, la Direction de l'Enseignement décide de suspendre Allala Balahwane de son poste de Professeur au Collège Sadiki. Les élèves prennent fait et cause pour Balahwane et décident de faire grève. Les autorités répondent par la fermeture de l'établissement et l'arrestation d'une vingtaine de dirigeants néo-destouriens.

Le Bureau Politique réplique en ordonnant la grève générale et une manifestation de protestation pour le 8 avril. La manifestation, conduite par Mongi Slim et Dr Materi, se déroule dans le calme. Le lendemain 9 avril, on apprend que Balahwane devait être conduit au Palais de justice pour comparaître devant le juge d'instruction. Dans l'après-midi, un rassemblement grandiose se tient devant le Palais de Justice par solidarité avec Allala Balahwane. Brutalement refoulés par le service d'ordre, les manifestants refluent vers les boulevards Bab Benat, Bab Djedid et la place Bab Souika. La colère éclate alors en une émeute d'une violence sans précédent ; la police et la troupe tirent dans la foule : il y eut plus

Radio Tunis

Radio Tunis émet depuis le 15 octobre 1938. Othman Kaak, Directeur des programmes arabes, favorise l'accueil des hommes de lettres, journalistes, artistes, et notamment l'orchestre de la Rachidia, qui conquièrent rapidement une audience nationale : Ahmed Khayreddine (1905-1967) auteur de théâtre, Mhamed Marzouqi (1916-1981), poète et conteur, Abdelaziz al'Iroui (Laroui) (1898-1971), chroniqueur et conteur.



Abdelaziz Laroui



La photo de groupe représente d'autres grands noms qui ont animé les programmes littéraires et artistiques : Noureddine Ben Mahmoud (secrétaire général de Radio Tunis et directeur de la revue mensuelle Thouraya), Ali Riahi (chanteur et compositeur), Cheikh 'Arbi Kabadi et Mustapha Khraïef (hommes de lettres) ; au second rang, Mahmoud Bourguiba (poète et parolier), Hédi 'Abidi (homme de lettres) et deux artistes, Sadok Theraya et Mohamed Sassi.

de 100 morts musulmans et un nombre considérable de blessés. En France, il n'y avait pas alors de gouvernement et les autorités à Tunis se sentaient les mains libres.

L'état de siège aussitôt proclamé, les Autorités procèdent à l'arrestation des chefs néo-destouriens dont Habib Bourguiba²¹, Tahar Sfar et de nombreux militants du Parti. Le Néo Destour est dissout et ses locaux fermés. Bourguiba et ses compagnons sont jetés en prison sous l'accusation d'atteinte à la sécurité de l'Etat.

« Quant au Vieux Destour, il piétina sans pitié son rival abattu et se félicita du juste châtiment de sa trahison. Thaalbi fit même contre M. Bourguiba une déposition impitoyable. Les colons réclamaient leur revanche et l'obtinrent²¹ ».

Les décrets du 1er juillet 1938 bâillonnent la presse tunisienne, aggravent la législation sur les associations, les réunions publiques, les groupements politiques, etc.

En 1939, le nouveau Résident Général Erik Labonne lève l'état de siège et libère 150 détenus. Cependant la nouvelle direction du Néo-Destour (Habib Thameur et Taïeb Slim) accentue la pression et exige la libération des dirigeants déférés devant le Tribunal militaire.

Des réunions clandestines se tiennent chez les militants dans leurs demeures, tandis que pétitions, tracts, manifestations²², voire sabotages témoignent de la vitalité du parti qui, quoique décapité, poursuit sa mission. En novembre 1939, les Autorités s'acharnent sur les cadres du Parti. Bahi Ladgham, Hédi Saïdi, Hédi Khefacha, Béchir Zargayoun sont arrêtés ; en janvier 1941, c'est le tour du Docteur Thameur et de Taïeb Slim pris au moment où ils allaient passer la frontière tripolitaine ; ils sont condamnés en février 1942 à vingt ans de travaux forcés. De ses prisons successives, Bourguiba réussit à déjouer les contrôles et à faire parvenir aux cadres ses directives. En 1942, il met en garde les tunisiens contre toute collaboration avec les forces de l'Axe.

La mort d'Ahmed Bey le 19 juin 1942 ouvre la voie à l'avènement de Moncef Bey, connu pour être proche des nationalistes. Son accession au trône soulève chez les tunisiens des espoirs considérables. Fils de Naceur Bey, il avait fait ses études au Collège Sadiki, pépinière des cadres et des dirigeants nationalistes. Foncièrement bon, pieux et courageux, il est un

ami sincère de plusieurs dirigeants destouriens, dont il partage les vues. Lorsqu'il arrive au pouvoir, il est décidé à agir comme un « bey destourien ». Simple d'allure, plein de spontanéité et de franchise, il se déplace sans apparat dans la capitale et dans sa banlieue, ne craignant pas de se mêler au peuple, de rehausser par sa présence les manifestations populaires où s'élèvent les appels à l'émancipation et où sont entonnés les hymnes nationaux. Dès lors, sa popularité ne connaît pas de bornes et de fait, il ne déçoit pas. Il voulut d'abord démocratiser les mœurs de la cour en supprimant le baise-main, en ramenant les princes à une conception plus modeste et plus digne de leur rôle dans la société.

Prenant en main l'administration caïdale, Moncef Bey invite les caïds à réformer leurs méthodes et la conception qu'ils se faisaient de leur mission, menaçant de les soumettre à un contrôle vigilant. Il leur recommande d'agir pour le bien du peuple sans craindre les réactions des contrôleurs civils.

Le 2 août 1942, il réclame dans un mémoire remis au Résident Général « l'institution d'un Conseil Consultatif de législation où l'élément tunisien serait dignement et largement représenté, l'accession des tunisiens à tous les emplois publics, l'égalité des traitements et salaires, la refonte de l'administration centrale et sa réorganisation dans le cadre tunisien, le retour des contrôleurs civils à leur statut initial, leur rôle devant se borner à leur mission de contrôle, l'instruction obligatoire pour tous les tunisiens avec l'enseignement de la langue arabe dans tous les établissements scolaires, l'expropriation au profit de l'Etat de toutes les grandes entreprises présentant un intérêt général (électricité, transports, etc.)

L'Amiral Esteva qui avait remplacé Erik Labonne en juillet 1940 n'apprécie pas l'attitude du Bey. Le 12 octobre 1942, au cours de la cérémonie de présentation des vœux de l'Aïd as-Saghir, au Palais de la Marsa, Moncef Bey exprime son étonnement de voir qu'aucun tunisien ne figurait parmi les chefs de l'administration qui accompagnaient le Résident. Le Résident Général réplique que « seuls les français étaient aptes aux postes de commande²³ ». La réaction du Bey est immédiate. Dans un télégramme au gouvernement de Vichy, il exige le rappel de l'Amiral Esteva ; le Maréchal Pétain répond par un message personnel à Moncef Bey pour lui donner tous apaisements.

La tension entre le Résident et Moncef Bey ne cesse de croître lorsque les troupes de l'Axe débarquent en Afrique du Nord le 9 novembre 1942.

La campagne de Tunisie (9 novembre 1942 - 12 mai 1943)

L'armistice de juin 1940 signé entre l'Allemagne et la France avait levé la menace d'intervention militaire des troupes de l'Axe en Tunisie. La France, gouvernée par le Maréchal Pétain, continue comme par le passé à exercer dans la Régence les prérogatives qui lui sont reconnues par les traités du Protectorat et, jusqu'en novembre 1942, les Alliés n'avaient dirigé aucune attaque contre la Tunisie.

Le débarquement des forces anglo-américaines le 8 novembre 1942 au Maroc et en Algérie transforme la Tunisie en un champ de bataille où s'affrontent les troupes alliées (anglaises, américaines et françaises) d'une part et les armées de l'Axe d'autre part.

A.) Tes opérations militaires

I^{ère} phase

Le 9 novembre, le terrain d'aviation d'El Aouina est occupé par une escadrille de chasse et une compagnie de défense du II^e corps aérien allemand. Le 10, ils sont suivis par un second groupe de chasse, un bataillon de parachutistes et le bataillon de garde du Maréchal Kesselring lui-même, commandant les troupes allemandes du théâtre méditerranéen. Cent vingt avions allemands s'y joignent le même jour. Le 12 et le 13, les forces allemandes, suivies des forces italiennes, débarquent à la Goulette et à Bizerte, refoulent le corps français des chasseurs d'Afrique sur le Borgel au Nord Est de Tunis et pénètrent dans la capitale sans tirer un seul coup de feu.

Réagissant avec une extrême rapidité au débarquement allié en Algérie et au Maroc, les forces allemandes s'emparent de toute la Tunisie orientale et étendent leur contrôle sur les ports, ce qui fortifie singulièrement leur position au centre de la Méditerranée et leur permet de paralyser le trafic allié vers l'Egypte, tout en écartant la menace qui pesait sur l'« Afrik a Korps » de Rommel qui, refluant d'Egypte en direction de la Libye et de la Tunisie, était harcelée par la viii^{ème} armée de Montgomery.

Les lignes de communication du Maréchal Kesselring sont courtes et relativement sûres ; celles des Alliés sont par contre longues et précaires, le matériel de guerre et les moyens de transport n'étant pas encore parvenus en quantités suffisantes.

Les forces françaises stationnées en Tunisie, peu importantes (9 bataillons et 3 groupes d'artillerie de 75) et sommairement équipées (moyens de transport essentiellement hippomobiles), sont dispersées dans les garnisons cochères sur plus de 500 kms.

Le Général Barré, commandant les troupes françaises en Tunisie, fait replier toutes les garnisons du littoral vers les montagnes de la Dorsale, organisant un « quadrilatère » gardé sur ses trois faces par les djebels et sur la face Est par la vallée de la Medjerda. Un millier d'hommes s'établissent autour de Medjez-El-Bab, le point stratégique qui contrôle la route de l'Algérie.

Le 21 novembre, la 78^e division britannique, débarquée à Bône, s'établit sur le front Djebel Labiod - Sidi Nçir - Oued Zerga tandis que les formations blindées américaines « Blade Force » se rassemblent près de Béja.

L'affrontement s'étend à la majeure partie du territoire :

- Dans le Sud, Gafsa est occupée le 22 novembre par un groupement franco-américain sous les ordres du Général Welvert ;

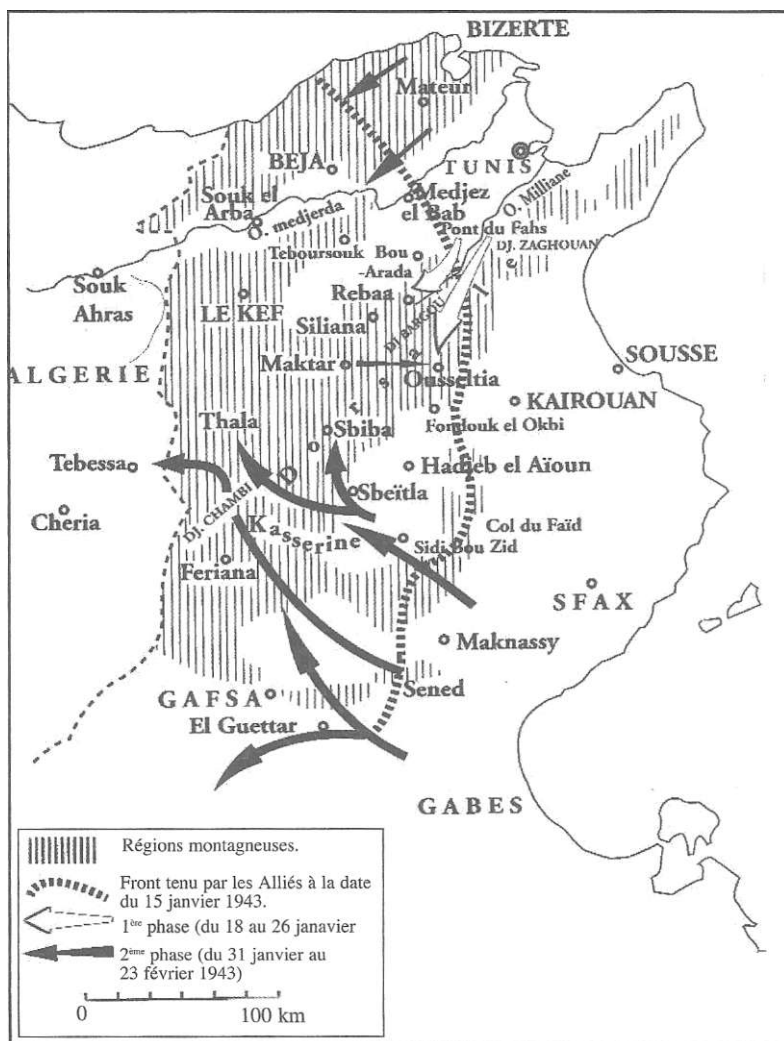
- Dans le Centre, les italiens sont chassés de Sbeïtla avec de lourdes pertes par un détachement de chasseurs d'Afrique et d'américains ;

- Dans le Nord, les britanniques et les américains passent à l'offensive. Leurs axes d'attaque sont d'une part Oued Zarga, Medjez el Bab, Tébourba et d'autre part Tunis. Le 29, les blindés atteignent le sud de Mateur et de Jedeida, tandis que les français occupent pont du Fahs. Mais les Allemands, dont la position s'est considérablement renforcée autour de Bizerte et de Tunis et qui disposent de nombreux chars ²⁴ et avions stukas contre-attaquent le 24 novembre et les jours suivants et réussissent à stopper l'offensive alliée le 4 décembre devant Jefna et Tébourba.

II^e Phase

Les français reçoivent des renforts d'Algérie. Le Général Juin, commandant en chef des forces françaises en Afrique du Nord, les

La campagne de Tunisie



Du 17 novembre 1942 au 11 mai 1943, la Tunisie est un champ de bataille de la 2^{ème} Guerre Mondiale. La ligne de front qui traverse le pays du Nord au Sud a été plusieurs fois percée tantôt par les forces allemandes du Maréchal Kesselring, débarquées à l'aéroport d'El Aouina (Tunis) les 9 et 10 novembre 1942, tantôt par l'Africa Korps du Maréchal Rommel remontant de Libye, et qui lançait le 30 janvier 1943 sa première attaque contre les forces françaises puis américaines à Sidi Bou Zid et à Sbeitla. C'est seulement en février 1943 que l'avance des forces alliées solidement approvisionnées à partir de l'Algérie, forçait les défenses allemandes concentrées sur le littoral oriental.

dirige vers la dorsale tunisienne pour déboucher ultérieurement dans la zone Sousse - Gafsa - Gabès.

La division de Tunisie, avec le Général Barré, reçoit l'ordre d'agir sur la ligne générale Siliana -Medjez-el-Bab.

Le 2 décembre, Bou-Arada, Siliana, Maktar et Sbiba sont pris par les français qui se portent progressivement vers l'Est. Le 10, ils franchissent la dorsale et s'établissent à Ousseltia, Hajeb El Aïoun et Fondouk El Okbi, pour contrôler les passages vers la plaine de Kairouan. Pichon²⁵ est occupé le 19 décembre. Dans le Sud, de petites unités françaises prennent place à El-Guettar, Tozeur, Nefta et Metlaoui (13 décembre).

Les français doivent s'assurer le contrôle des passages à travers les massifs orientaux de la Dorsale (djebel Fkirine et djebel Saïdane) car ils commandent au nord la plaine de Bou-Arada-Pont du Fahs, la route pont du Fahs à Enfidaville et au Sud, les débouchés des plaines Robaa-Siliana et celle de Ousseltia.

Le Général Barré occupe Robaa et le barrage de l'Oued El Kebir le 16 décembre. Malgré un équipement médiocre et une très vigoureuse résistance allemande, les français parviennent à s'emparer de tous les contreforts orientaux de la Dorsale.

III^e Phase

Le lundi 18 janvier, à 8 heures, les Allemands passent à l'attaque sur un front qui va de Bou-Arada au barrage de l'Oued Kébir. Ils disposent d'un nombre important de chars et de canons automoteurs qui circulent sur les pistes. Submergeant la défense française, ils avancent rapidement vers la plaine d'Ousseltia.

Le Général Juin décide de s'établir sur la ligne Bou-Arada, Siliana, Robaa, Jebel Bargou, en s'accrochant au nord aux positions de la Dorsale orientale. Les forces allemandes qui attaquent en force atteignent le 21 le village d'Ousseltia.

Les blindés américains du Général Robinett, mis à la disposition du Général Juin, viennent alors épauler l'armée française. Ils attaquent dans la direction d'Ousseltia, Sidi Bou Khrit. De violents combats s'engagent du 22 au 26 janvier dans ce secteur.

Après le 26 janvier, l'intensité des combats diminue. Les allemands

établis sur les hauteurs Sud de la plaine du Fahs, le massif Fkirine, Ben Saïdane et les massifs est de la Dorsale, considèrent que leurs communications entre Tunis et Sousse sont suffisamment dégagées.

Le 24 janvier, au cours d'une conférence entre les généraux Eisenhower, Anderson et Juin, le commandement en Tunisie est réorganisé. Le théâtre d'opérations est divisé en 3 secteurs.

- au nord, le secteur anglais aux ordres du Général Onfray,
- au centre, le secteur franco-américain commandé par le général Koeltz ;
- au sud, le secteur américain aux ordres du général Fredendal.

L'Africa Korps, traversant la Libye, reflue vers la Tunisie. Le 26 janvier, il franchit la frontière tunisienne. Le 30, le maréchal Rommel attaque de toutes ses forces. Il anéantit le 2^e bataillon du 2^e tirailleur français au col de Faid, puis il pousse en direction de Jebel Lessouda-Sbeïtla. Les américains battus à Sidi-Bouزيد évacuent aussi Gafsa et se replient sur Fetiana - Thelepte. Ils contre-attaquent vainement en direction de Sidi Saza.

Anderson donne alors l'ordre de repli sur les contreforts occidentaux de la Dorsale.

Les allemands semblent avoir atteint leur but : ils sont parvenus à protéger leurs lignes de communication et les arrières de Mareth. Profitant de leurs succès, ils portent leur action en direction de Sbiba et du col de Chambi qu'ils occupent le 20 février. Le 21 et le 22, ils progressent en direction de Thala et Tebessa, et étendent leur action vers Kessera et Sateur.

Les pertes alliées sont très lourdes et l'avance allemande vers l'Ouest considérable. Mais l'intervention massive de l'aviation alliée contre les blindés allemands permet de redresser la situation. Rommel, inquiet de la menace anglaise sur Mareth, stoppe l'offensive vers l'Ouest. Il se replie vers Gafsa et s'accroche aux massifs orientaux de la Dorsale.

Les Alliés passent alors à l'offensive. Ils réoccupent Kasserine et Fériana (27 février) et Sbeïtla le 1^{er} mars.

Le 5 mars, les premiers éléments alliés parviennent à Pichon et à Sidi-Bouزيد et arrivent à 20 kms au nord-ouest de Gafsa.

IV^e Phase

Le dispositif militaire allemand comprend trois éléments essentiels :

- l'un au nord, protégeant Tunis et Bizerte, face au 5^e corps d'armée britannique ;

- l'autre au sud constitué par la majeure partie de l'Afrika Korps de Rommel, sur la ligne de Mareth que menace la 8^e armée anglaise commandée par Montgomery ;

- le 3^e dans le centre protège la ligne Gafsa-Sfax. Dans le sud tunisien, où arrive la colonne Leclerc (3000 hommes) les allemands perdent complètement l'initiative. Le 17 mars, Gafsa est prise.

Le 28, la ligne Mareth est enlevée par Montgomery qui prend Gabès le 29. Les allemands qui parviennent à se rétablir sur la position d'Oudref battent en retraite à partir du 7 avril. Le 10, Sfax est occupée par la 8^e Armée et le 12, c'est le tour de Sousse. Mais les allemands décident de s'opposer à l'avance de Montgomery qui s'arrête dans le secteur d'Enfidaville au Nord de Jebibina.

Pour la bataille finale, le dispositif militaire allié est remanié le 18 avril : le 2^e corps d'armée américain tient le secteur du Cap Serrât à Béja, Heidous, Tébourba et Jedeïda ; le 5^e corps britannique : le Sud d'Ebbaksour, Siliana, Bou-Arada et le 19^e corps d'armée français, les massifs orientaux de la Dorsale, depuis El-Grechém au djebel Fkirine, Saidane et Bir Halima.

Quant à la 8^e armée, arrêtée au Nord d'Enfidaville, elle établit ses liaisons avec le 9^e corps britannique et manœuvre vers l'Est pour attaquer dans la plaine de Tunis.

Les Allemands organisent trois lignes de défense : la 1^{ère} part du Cap Blanc et comprend Mateur, Tébourba, Jedeïda et aboutit à Hammam-Lif; la 2^e englobe le djebel Ansarine, Goubellat et le djebel Zaghouan, enfin une 3^e passe par le djebel Mansour, Jebibina et Enfidaville.

Recevant sans cesse des renforts et des chars en grand nombre, ils résistent et contre-attaquent avec vigueur. Le 19 avril, ils lancent une importante action au sud de Medjez El Bab, mais n'obtiennent aucun résultat. Ils ne parviennent pas à arrêter l'avance alliée dans la Vallée de la Medjerda où Grich El Oued est occupé le 23 avril.

Au nord, les troupes françaises arrivent le 5 mai à 16 kms de Bizerte

tandis que les américains prennent Mateur (3 mai) nœud ferroviaire essentiel sur la route de Tunis à Bizerte.

L'assaut final est lancé le 6 mai par toutes les troupes alliées. Le 7, le 9^e corps britannique occupe Tunis et les français entrent à Bizerte.

Les troupes de l'Axe surprises par la rapidité de l'attaque alliée n'opposent aucune résistance à l'ouest de la ligne de Tunis, près du Fahs. Un abondant matériel intact tombe aux mains des Alliés, tandis que les prisonniers sont pris par milliers.

Des combats sporadiques continuent entre le 9 et le 12 mai près d'Hamam-Lif et dans le Cap-Bon. Les allemands veulent gagner du temps pour couvrir le rembarquement d'une partie de leurs troupes.

Le 13, le Général Von Arnim et l'état-major du groupe d'armée Afrika sont faits prisonniers à Sainte-Marie du Zit. Le Maréchal italien Messe se rend à son tour à la fin de la matinée.

B) -La Tunisie sous l'occupation allemande et italienne

Dès la première semaine de l'occupation, la Gestapo réquisitionne un vaste local au centre de Tunis et fait la chasse à tous ceux que le fascisme et le nazisme ont mis à l'index : socialistes, communistes et francs-maçons.

Des mesures racistes visant en particulier les israélites sont mises en application. Les juifs sont d'abord dépossédés de leurs appareils de T.S.F.²⁶ et d'une partie de leurs biens meubles. Le 9 décembre, les Autorités convoquent par voie d'affiche et de presse tous les israélites de 18 à 27 ans qui doivent constituer des équipes de travailleurs au service des armées d'occupation.

En butte à toutes sortes d'exactions (rafles, révocations de l'administration, perquisitions domiciliaires, pillage), les israélites échappent aux mesures extrêmes qu'ont connues leurs frères en Europe grâce à la protection vigilante du gouvernement tunisien avec M'Hamed Chenik et en particulier Moncef Bey qui intervient personnellement auprès des Autorités Allemandes pour qu'elles épargnent tous ses sujets, en particulier les israélites.

Une partie importante de la colonie italienne, par contre, jubilait ; dès le 4 décembre 1942, une manifestation italienne est organisée à Tunis, à la tombée de la nuit, sur l'avenue Jules Ferry au cri de « Tunisia nostra ».

Le 14 janvier 1943, les locaux des journaux « Petit-Matin » et « La Tunisie Française » sont réquisitionnés et on y installe le journal fasciste « Unione ».

Quant aux français, une minorité dirigée par des émissaires du gouvernement de Vichy (Georges Guilbaud, Scherb, Serdanne) collabore effectivement avec les allemands. De hauts fonctionnaires soupçonnés d'hostilité à l'égard de Vichy sont arrêtés (le Directeur Adjoint de l'Office Postal) ou expulsés (Lafont, délégué à la Résidence, Vimont, Directeur du Cabinet du Résident Général).

Le 20 avril 1943, un arrêté résidentiel pris sur injonction allemande institue le « service obligatoire du travail » qui permet de mobiliser les hommes de 18 à 48 ans pour les « nécessités de la guerre ». « L'armée allemande pourra faire connaître ses besoins en personnel militaire auxiliaire (chauffeurs, personnels divers, plantons, gardes auxiliaires, etc.) et demander aux chantiers du service obligatoire de lui fournir ce personnel.

« Il est certain que cette mobilisation sera impopulaire. Il est non moins certain qu'elle est réalisable, car la présence d'une armée d'occupation et l'annonce de sanctions sévères amèneront les hommes à se plier aux ordres qui seront donnés »²⁷. Les besoins pressants en main d'œuvre poussent les allemands à pratiquer des rafles quotidiennes dans les cafés et les places publiques pour amener de force les hommes sur les chantiers de travail.

Dès leur arrivée, les Allemands organisent la mise en coupe réglée des ressources du pays. Ils installent un service économique dirigé par le colonel Aschoff, dont le rôle consiste à mettre à la disposition des occupants les denrées alimentaires et les matières premières disponibles dans le pays. Le 18 novembre, allemands et italiens commencent les réquisitions et les saisies de marchandises dans les dépôts et chez les commerçants de Tunis. Ils mettent la main sur les réserves de farine, d'huile, de sucre, de café et ne laissent aux populations civiles que le strict minimum.

On instaure très tôt le rationnement des produits alimentaires, du tabac, des tissus, des chaussures, etc. et l'on distribue des « bons » individuels qui donnent droit à l'achat des quantités strictement déterminées de denrées alimentaires ou autres produits de première nécessité. Il fallait avoir faim pour manger le « pain noir » mixture

innommable de son, de farine, d'avoine, d'orge et de déchets de toutes sortes.

Devant les boutiques et les magasins à peu près vides, s'instaurent matin et soir de longues files de femmes et d'hommes qui attendent pendant des heures leur tour de recevoir leur quota de sucre, d'œufs, de savon noir ou de tissus. La pénurie engendre un marché parallèle, le « marché noir » où l'on pouvait se procurer à peu près tout, mais à des prix exorbitants.

La sous-alimentation et le manque d'hygiène provoquent des épidémies de gale et surtout de typhus qui fait des ravages en particulier chez les populations rurales.

Les occupants font dès le mois de décembre une nouvelle frappe de la monnaie et mettent en circulation une masse énorme de billets de banque qui contribue à renchérir la vie, malgré le contrôle des prix, et à enrichir les spéculateurs. Dans leur frénésie de tout prendre, les forces d'occupation font disparaître les pièces métalliques, même celles d'un franc et les remplacent par du papier-monnaie dont la valeur ne cesse de se déprécier.

Le 16 avril, les allemands décident de mettre la main sur l'or et les métaux précieux qui se trouvent en Tunisie et de les diriger d'abord sur la France occupée. Une note interne du Secrétariat Général du Gouvernement tunisien révèle que : « les Autorités allemandes ont prescrit le 16 avril que soient exportés en France, à destination du Gouvernement français, les métaux précieux ci-après :

« Or - Tout l'or en lingots ou brisures et notamment :

- les 6 lingots d'or d'un poids net total de 79 kg, 258 cédés par la Banque de France au Gouvernement tunisien en juin-juillet 1942 ;
- Les 144 pièces d'or saisies dans une affaire contentieuse récente et déposées à la Trésorerie Générale ;
- L'or existant chez les orfèvres et les bijoutiers ;
- L'or dont il est fait commerce sur le marché noir.

« Argent : Les 42 caisses d'argent d'un poids net total de 2.814 kg 2855 déposées à la Banque de l'Algérie par la Société Penarroya à la suite de la mesure de blocage prise par le Résident-Général en 1942 ». Ainsi, les Autorités de l'Axe entreprennent pendant les 6 mois d'occupation le pillage systématique des richesses du pays.

LE CROISSANT ROUGE TUNISIEN

Pendant la deuxième guerre mondiale et sous l'occupation des troupes allemandes et italiennes, alors que la ville de Tunis subissait des bombardements dévastateurs, la Tunisie était dépourvue de tout moyen de secours, la Croix Rouge française ayant par ailleurs suspendu son activité. Un groupe de tunisiens animé par Dr Chadli Zouiten a recommandé à Aziz Jallouli, Maire de Tunis et Cheikh al Madina, de constituer un Comité de Secours pour assister et soigner les victimes des bombardements. Le 14 décembre 1942, Aziz Jallouli reçoit ce groupe en présence de Jean Binoche, Secrétaire général du gouvernement, et décide de constituer un Comité musulman de secours et d'assistance présidé par Dr Chadli Zouiten. Aussitôt rebaptisé Croissant Rouge Tunisien, le Comité est provisoirement installé au Collège Sadiki. Le 1er janvier 1943, il ouvre un centre d'hébergement pour les réfugiés et mobilise des volontaires pour assurer les secours dans les sites des bombardements : dégager les victimes, recueillir et soigner les blessés et s'efforcer de réunir les familles dispersées.

Le Dr Chadli Zouiten effectue le même mois une tournée dans les villes et les régions touchées par les bombardements (Sfax, Sousse, Monastir, Kairouan et Cap Bon) afin d'y constituer des sections locales.

Le 22 avril 1943, le Ministère de l'Intérieur approuve le statut du Croissant Rouge Tunisien et le déclare Association d'utilité publique. Au lendemain de l'entrée des troupes alliées en Tunisie, la Croix Rouge française est rétablie et, en vertu du principe de la Croix Rouge Internationale qu'une seule organisation doit prévaloir par pays, le Croissant Rouge Tunisien est dissout le 3 août 1943 par Arrêté résidentiel signé du général Mast.

Comme suite aux Conventions d'autonomie interne du 3 juin 1955, le gouvernement tunisien rétablit le Croissant Rouge. Dr Sadok Mokaddem, ministre de la Santé, adresse le 10 février 1956 une lettre au Président de la Croix Rouge Internationale lui signifiant l'institution du Croissant Rouge Tunisien et le souhait d'assurer son affiliation au Mouvement International. Un Comité Provisoire est établi le 24 avril 1956 comprenant 16 personnalités :

Aziz Jallouli Président, Dr Chadli Zouiten et Dr Ali Fourati vice-présidents, Dr Touhami Ben Sassi Secrétaire général, Chadli Boulakbeche adjoint, Sadok Ben Yahmed trésorier, Ali Tritar et Abdelkader Babbou adjoints, ainsi que Dr Brahim Gharbi, Me Abderrahmane Abdennebi, Me Taïeb Miladi, Dr Mohamed Charfi, Dr Abderrahmane Jaziri, Dr Abdelwahab Menchari, Dr Naceur Haddad et Dr Abdesselam Khaled. Le siège est établi à l'Ecole Professionnelle d'assistance aux malades, boulevard Franchet d'Esperey.

Après l'adoption du statut du Croissant Rouge en octobre 1956 et l'adhésion de la Tunisie aux Conventions de Genève le 4 mai 1957, le Comité International de la Croix Rouge décide la reconnaissance officielle du Croissant Rouge Tunisien à sa session du 12 septembre 1957. Au cours de la conférence mondiale des Associations de la Croix Rouge à New Delhi, en octobre 1957, le Croissant Rouge Tunisien est admis solennellement comme membre de droit. Le 27 novembre 1957, le Président Bourguiba inaugure le siège du Croissant Rouge, établi avenue de Carthage au centre de Tunis.

Les Présidents successifs du Croissant Rouge : Dr Chadli Zouiten (1943), Aziz Jallouli (1956-1964), Dr Ali Fourati (1964-1985), Dr Sadok Mokaddem (1985-1989), Dr Brahim Gharbi (1989...)

Les populations tunisiennes subissent dans leur chair les effets de l'affrontement entre les puissances belligérantes. Dès le 12 novembre 1942, les escadrilles anglo-américaines pilonnent l'aérodrome d'El-Aouina. Les raids aériens, de jour et de nuit, qui témoignent d'une écrasante supériorité de l'aviation alliée, visent principalement les aérodromes, les ports (la Goulette, Tunis, Bizerte, Sousse et Sfax) les voies de communications et les gares. Mais ils n'épargnent guère les civils. Malgré l'aménagement hâtif d'abris de fortune (tranchées, caves d'immeubles, abris en béton dans les rues) les bombes de toutes sortes (incendiaires, soufflantes, explosives) lâchées sans discernement par les appareils alliés visiblement déroutés par la très active D.C.A. allemande, tuent et blessent un nombre considérable de personnes (pilonnage le 6 janvier 1943 du quartier voisin du Majestic-Hôtel sur l'avenue de Paris, où se trouve l'Etat Major allemand, bombardement du 23 janvier d'El-Aouina qui fait des dizaines de morts parmi les travailleurs musulmans et israéliques, intense et bref bombardement de l'aérodrome le 10 mars qui fait de nombreuses victimes). Les ports, Sousse et Bizerte en particulier, subissent des destructions considérables. Les habitants des villes, terrorisés, partent en grand nombre se réfugier dans les campagnes avoisinantes.

La Libération ramène les familles à leurs demeures et établit la sécurité. Les avions de l'Axe ne reparaissent plus dans le ciel tunisien. Mais il fallut longtemps pour que les équipes spécialisées débarrassent le pays des mines laissées par les Allemands.

Le rationnement des denrées alimentaires et des autres produits (tissus, chaussures, etc.) est peu à peu allégé, mais la sécheresse des années 43-47 vient atrocement aggraver les terribles séquelles de la guerre et de l'occupation germano-italienne.

La lutte nationale sous l'occupation germano-italienne

Moncef Bey, dès le premier jour, affirme sa neutralité vis-à-vis des deux camps, mais il n'en continue pas moins à exiger de la France le retour à l'esprit des traités du Protectorat. Le 31 décembre 1942, il congédie le ministre Hédi Lakhrouf et forme, sans l'avis du Résident, un ministère présidé par Mhamed Chenik, avec le Docteur Mahmoud Materi à l'Intérieur, Salah Farhat à la Justice et Aziz Jallouli aux Habous,

tous hommes d'expérience et peu enclins à s'emballer. Es conseillent au Bey la prudence et maintiennent avec la Résidence des rapports corrects. Moncef Bey qui ne relâchait cependant pas sa pression sur les Autorités du Protectorat, obtient la libération des détenus politiques (décembre 1942), l'annulation du décret du 30 janvier 1898 qui permettait aux colons de s'emparer des biens habous par le procédé dit de « *mouaoudha* » — échange en nature ou en argent — (janvier 1943) et fait bénéficier les fonctionnaires tunisiens de l'indemnité de 28% accordée jusque-là exclusivement aux français (février 1943).

Habib Bourguiba et ses compagnons, incarcérés en France, sont libérés le 18 novembre 1943, remis aux Autorités italiennes et dirigés sur Rome. Le leader du Néo-Destour installé au Palais Fiorentini est l'objet d'une sollicitude particulière de la part des Autorités italiennes. Mais il ne se laisse ni griser, ni séduire. Il pose comme condition à toute entente avec Rome l'indépendance de la Tunisie. Le 6 août 1943, prenant la parole à Radio Bari, il appelle le peuple tunisien à s'unir autour de Moncef Bey et le met en garde contre « certaines convoitises étrangères ».

En Tunisie, le peuple tunisien, étouffé par la répression implacable qui s'est abattue depuis le 9 avril 1938, n'était pas mécontent de souffler et d'exprimer librement ses convictions nationalistes. « La Tunisie connut pendant quelques mois une atmosphère de kermesse : défilés, chants, emblèmes déployés un peu partout, manifestations enthousiastes... Dans certaines d'entre-elles, des membres des Jeunesses destouriennes, du Croissant Rouge ou de simples citoyens exaltés, s'en prirent aux gendarmes et aux policiers français : à Ksour Essaf, ceux-ci furent mis en état d'arrestation et la localité, pendant quelques jours, connut une liberté totale ²⁸ ».

Certains éléments manifestent une germanophilie militante. Leur journal « Ach Chabab » exprime sans nuances des sentiments farouchement anti-français. En revanche, les dirigeants du Néo-Destour adoptent une attitude empreinte d'une prudence et d'un réalisme inspirés par les conseils de Habib Bourguiba. Dans une lettre adressée de Fort Saint Nicolas le 8 août 1942 à Habib Thameur, le leader écrivait : « La croyance naïve que la défaite de la France est un châtiment de Dieu, que sa domination est finie et que notre

LES TUNISIENS DANS LES DEUX GUERRES MONDIALES

Les effectifs tunisiens engagés dans les deux guerres mondiales sont évalués à 110.000 soldats et 30.000 ouvriers. Le nombre des victimes - tués, blessés et disparus - dépasse 25.000.

Au cours de la première guerre mondiale, les divers régiments tunisiens levés entre 1914 et 1917 ont totalisé 80.000 hommes. Ils ont été engagés dans les plus dures batailles : celles de la Marne (6-13 septembre 1914), de la Somme (juillet-novembre 1916) et de Verdun (février-décembre 1916), notamment au Fort Douaumont, ainsi que dans la bataille de Malmaison (23-25 octobre 1917). Les pertes s'élèvent à 10.700 soldats morts au combat auxquels s'ajoute un nombre indéterminé de morts victimes de maladies ou d'accidents.

Les tunisiens mobilisés pour la relève des ouvriers français dans les usines sont évalués à 10.000 hommes ; pour les travaux agricoles, leur nombre est de 20.000.

Au cours de la seconde guerre mondiale, trois régiments tunisiens ont d'abord participé à la brève bataille de France sur trois fronts. Le 20^e régiment d'infanterie, débarqué à Marseille en mars 1940, était aussitôt engagé sur le front d'Harbonnières pour défendre le canal de la Somme ; après l'armistice, il était rapatrié le 28 août. Le 8^e régiment d'infanterie, débarqué à Marseille le 27 mai 1940, était engagé plus au Nord sur le front de la Garenne-Colombes puis dans la campagne de Perray-les-Etangs et de la Voise, enfin dans les batailles d'Houville et de Franconville. Il était rapatrié le 9 septembre 1940. Le 4^e régiment d'infanterie, débarqué à Marseille le 1^{er} juin 1940, était d'abord engagé dans la défense des points de franchissement de l'Oise, puis dans les batailles d'Essarts et Ablis, enfin à Montvilliers. Il était rapatrié à Kairouan le 30 août 1940.

Au cours de la campagne de Tunisie, de novembre 1942 à juin 1943, des soldats tunisiens étaient engagés à nouveau sous le drapeau français dans les batailles de Medjez-el-Bab, Tébourba et Oum-al-Abwab en novembre-décembre 1942, puis à Pont-du-Fahs (janvier-mars 1943) enfin, en juin, sur la Dorsale tunisienne.

Au cours de la campagne d'Italie, le 4^e régiment d'infanterie tunisienne, débarqué à Naples fin décembre 1943, était aussitôt

engagé sur le front de Monte Cassino et a contribué à la prise du Belvédère (23 janvier-23 février 1944). En mars, il participe aux batailles de Castiglione et de Garigliano. Poursuivant son avance, il enlève Castelforte en juin puis il entre à Rome le 5 juin et à Sienne le 3 juillet.

Dans la deuxième bataille de France, les soldats tunisiens étaient engagés dans la reconquête de Marseille et Toulon (27-28 août 1944) et, en décembre, dans les batailles des Vosges et de l'Alsace. Ils contribuent notamment aux victoires de Holnek (3-5 décembre), de Rocheson et d'Orbey (15-17 décembre). Le 15 mars 1945, ils enlèvent le bunker d'Orberhofen.

Le 4^e régiment tunisien d'infanterie franchit le Rhin le 4 avril 1945 et participe à la campagne d'Allemagne. Du 5 au 7 avril, il occupe les villes de Khinzenberg, Nordheim, Norhaussen, Rohrbach, Lauffen, Nektar, Sauffeld et Harsbach. Le 22 avril, il parvient à Stuttgart qui tombe au bout de deux semaines. Le régiment est rapatrié en Tunisie le 30 juin 1946.

Le nombre total de tunisiens engagés dans la seconde guerre mondiale est évalué à 46.657 hommes. Le nombre des victimes - tués, blessés et disparus - s'élève à 13.612.

indépendance nous viendra d'une victoire de l'Axe considérée comme certaine est dans beaucoup d'esprits... et cela se comprend.

« Eh bien, je dis que c'est une erreur, une erreur grave, impardonnable qui nous coûtera, si nous la partageons et surtout si vous la partagez, non seulement le parti qui est arrivé jusqu'ici à survivre à toutes les répressions, mais le mouvement national tout entier, toute l'élite pensante et agissante de la nation.

« La vérité qui crève les yeux, c'est que l'Allemagne ne gagnera pas la guerre, qu'elle ne peut plus la gagner, que le temps travaille contre elle et qu'elle sera mathématiquement écrasée.

« Ce n'est donc plus qu'une question de temps. Cela étant, notre rôle, le vôtre, celui de tous ceux qui ont une certaine autorité sur la masse, est d'agir de telle sorte qu'à l'issue de la guerre, le peuple tunisien et plus particulièrement son aile marchante, le Néo-Destour ne se trouvera pas dans le camp des vaincus, c'est-à-dire, compromis avec les germano-italiens.

« Encore que mes préférences personnelles et ma sympathie en tant que leader d'un peuple qui lutte pour sa liberté vont nécessairement vers les démocraties, je vous répète que ce n'est pas seulement cela qui a emporté ma conviction...

« Dans ces conditions, voici comment vous devez procéder : donner aux militants l'ordre sous ma responsabilité et même sous ma signature s'il le faut d'entrer en relation avec les français gaullistes en Tunisie (il doit bien y avoir quelques uns : certains de nos socialistes par exemple), en vue de conjuguer si possible notre action clandestine avec la leur en laissant de côté, pour après la guerre, le problème de notre indépendance... Tâcher si possible, et par leur intermédiaire, d'entrer en contact avec les agents anglais ou américains qui doivent pulluler en Tunisie. On pourra les sonder sur les intentions de leurs pays à notre égard après la victoire. ..

« Notre soutien aux alliés doit être inconditionnel car l'essentiel pour nous, c'est qu'à la fin de la guerre qui maintenant ne saurait tarder beaucoup, nous nous trouvions dans le camp des vainqueurs, ayant contribué, si peu que ce soit, à la victoire commune... ».

Dès lors, il n'était point question pour les dirigeants du Néo-Destour d'envisager une quelconque « collaboration ». Leur principal souci était

de remettre sur pied le parti, de reconstituer les cellules, de tenir partout des réunions d'information, d'organiser et d'animer les « Jeunesses Destouriennes » et le « Croissant Rouge », et d'assurer la parution quotidienne du journal « *Ifriqya alFatat* » (fondé au début de 1943). Le 7 mai 1943, les troupes alliées font leur entrée à Tunis.

Le même jour, des officiers anglais font irruption dans le Palais beylical d'Hammam-Lif où se trouvait Moncef Bey et, sans ménagement, le conduisent sous escorte à Tunis. C'est le Secrétaire Général Binoche qui, apprenant l'incident, intervient pour permettre à Moncef Bey de regagner son palais de la Marsa. Le 13 mai, le général Juin vient lui demander de signer son abdication. Le Bey refuse. Le général Giraud, commandant en chef des troupes françaises en Afrique, signe alors une ordonnance destituant le souverain qui fut aussitôt déporté à Laghouat dans le Sud Algérien. Le 6 juillet, Moncef Bey envoie au Général Mast son abdication. Transféré à Tenès au nord de l'Algérie, puis à Pau en France, il mourut le 1^{er} septembre 1948.

Moncef Bey fut enlevé à son peuple sur l'accusation de « collaboration » avec l'Axe. Des preuves irréfutables ont par la suite démontré l'inanité de l'accusation. En fait, son seul crime était d'avoir osé tenir tête aux Autorités du Protectorat et réclamé au nom de la nation tunisienne ses droits légitimes. Meurtri dans son affection pour son prince, le premier et le seul prince véritablement populaire de toute la dynastie husseinite, le peuple tunisien espéra son retour jusqu'à la fin.

Les dirigeants néo-destouriens n'ont jamais ménagé leur soutien à Moncef Bey et se sont constamment efforcés de dissiper l'équivoque. Après l'entrevue de Bourguiba avec le général Mourot le 9 juin 1943, les autorités françaises réalisent que leurs soupçons de collaboration avec l'Axe n'étaient pas fondés. Ni le Bey ni le Néo Destour n'ont cédé sur ce point. Bourguiba n'éprouva aucune difficulté à convaincre les représentants anglo-saxons de son entière adhésion à leur cause.

Les représailles cessent aussitôt et, en juin 1943, le général Juin fait des déclarations rassurantes. Il est vrai que la guerre battait encore son plein et que les Alliés ne dédaignaient pas de mobiliser, à la veille de la bataille pour la libération de l'Europe, toutes les ressources de la Tunisie et de l'Afrique du Nord.

Pour sa part, Bourguiba respecta jusqu'en 1945 la trêve imposée par la guerre.

mouvement national de 1945 à 1951

En février 1945, le Général Mast, Résident Général, présente un plan de réformes : création d'un Ministère tunisien des Affaires Sociales et suppression du Ministère des Habous... réforme dérisoire. Toutes les tendances politiques du pays s'unissent, à l'exclusion des communistes, pour mettre au point un « Manifeste du Front Tunisien » (22 février 1945) qui demande l'autonomie interne pour la Tunisie et l'établissement d'un régime de monarchie constitutionnelle. Des manifestations organisées à l'occasion de la mort de Roosevelt (15 avril 1945) et de la fête de la Victoire (8 mai 1945) témoignent du soutien de l'opinion publique aux revendications du « Front Tunisien ». Mais l'avènement capital est sans doute la création de l'U.G.T.T. (Union Générale de Travailleurs Tunisiens) qui groupe sous la direction de Farhat Hached la quasi totalité des travailleurs tunisiens et qui rejette toute obédience communiste. Or, l'action nationale en 1945 s'effrite en plusieurs courants indépendants les uns des autres. La Jeunesse zitounienne animée par Fadhel Ben Achour concentre son action sur ses revendications propres; les « fellaghas » de Zeramdine créent un climat d'insécurité dans le Sahel qui préoccupe l'autorité française, mais leur action ne s'insère dans aucune des organisations nationales. L'U.G.T.T., agissant essentiellement dans le cadre de ses préoccupations syndicales, organise de son propre chef les grèves de Tunis et de Sfax.

Le 10 août 1946, Néo-Destour, vieux-Destour, Moncéfistes, Zitouniens et cette fois-ci communistes décident d'unifier leur action dans un Front National Tunisien. Le ton de la presse se fait plus violent, les réunions dans tout le pays plus nombreuses et les manifestations organisées surtout par l'UGT.T. plus fréquentes.

Le 23 août 1945, la veille du 27 Ramadan (*l' NUIT DU DESTIN* dans la tradition islamique), se tient un congrès national qui réunit près de 300 personnes de tous les partis et de toutes les catégories sociales. Présidé par Laroussi Haddad, Président de la Chambre Criminelle de l'Ouzara, le Congrès entend d'abord Salah Farhat, président du Parti Destour, qui s'élève contre l'administration directe et la déportation de Moncef Bey et

demande « l'indépendance totale de la Tunisie ». La police fait irruption au moment où Salah Ben Youssef, Secrétaire Général du Néo-Destour, commence son discours. Il se hâte de poser la question : « Etes-vous d'accord pour proclamer l'indépendance de la Tunisie ? », l'assistance répond en chœur : « Indépendance ! Indépendance ! » La police interrompt le congrès et procède à une cinquantaine d'arrestations. Le lendemain, la grève générale est décidée pour trois jours. Lamine Bey, craignant des troubles, annule les cérémonies de l'Aïd as-Saghir.

Pour apaiser les esprits et mettre fin aux manifestations, le Général Mast, de retour d'un voyage à Paris, libère les prisonniers et, le 21 novembre, devant le Grand Conseil, annonce des réformes. Son discours est accueilli dans l'indifférence générale.

Le 16 janvier 1946, le Gouvernement français charge Jean Mons, ancien préfet socialiste, d'appliquer les réformes annoncées par Mast. Dès son arrivée, le nouveau Résident Général supprime la censure, rétablit les contacts avec les dirigeants destouriens et fait promulguer en juillet les réformes. Le gouvernement tunisien est élargi (6 ministres tunisiens au lieu de 4), le Premier Ministre reçoit des attributions plus importantes, le Conseil des Ministres voit ses attributions mieux définies ; quant au fond, seules des modifications de détail sont apportées à l'administration directe incarnée dans les prérogatives du Secrétaire Général du Gouvernement.

Les réformes rencontrent l'hostilité de la colonie française qui les trouve hardies et celle des nationalistes qui ne transigent pas sur le principe du rétablissement total de la souveraineté tunisienne. Le 19 juillet, Mustapha Kaak qui venait d'être élu bâtonnier de l'ordre des avocats est nommé Premier Ministre et chargé de constituer le gouvernement²⁹. Mais Kaak n'est pas servi par la chance : à peine était-il désigné qu'une grève générale est décidée par l'U.G.T.T. pour l'amélioration des salaires.

A Sfax, la grève prend une tournure dramatique. Le 5 août, les autorités françaises ordonnent de dégager la gare et les ateliers de la Compagnie Sfax-Gafsa. Les manifestants se heurtent à la troupe. Les mitrailleuses et les blindés attaquent violemment les grévistes et font près de 30 morts et 150 blessés. Les tunisiens pardonnent difficilement à

Kaak sa passivité devant ce nouveau crime des forces coloniales. Accusé de faiblesse face à la prépondérance française, le Gouvernement Kaak est attaqué par les partis et par l'UGTT.

A son tour, le Bey Lamine n'était pas estimé des tunisiens qui le considéraient comme un usurpateur et un instrument entre les mains des français. Les campagnes inlassables en faveur de Moncef Bey ne cessent qu'après sa mort survenue à Pau le 1^{er} septembre 1948. Le 6 septembre 1948, le peuple tunisien lui fait les obsèques les plus grandioses qu'un homme d'Etat tunisien ait jamais connues.

La mort de Moncef Bey survient au moment où les forces nationalistes de tous bords commençaient à explorer les concours extérieurs.

Le front extérieur

Bourguiba quittait le port de Sfax le 26 mars 1945 sur une petite barque qui « l'amena sur la frontière tripolitaine d'où il gagnait, tantôt à dos de chameaux, tantôt à pied à travers les déserts, la ville où battait le cœur de l'islam »³⁰, Le Caire. La ligue Arabe, proclamée au Caire le 22 mars, soulevait chez les peuples arabes des espoirs immenses. Le départ de Bourguiba en Orient avait deux buts : intéresser les responsables et les masses arabes à la libération de la Tunisie, et utiliser l'Orient comme base d'action pour faire connaître la cause tunisienne, en particulier aux Etats-Unis. En 1946, il est rejoint au Caire par Habib Thameur, Taïeb Slim et Rachid Driss. Bourguiba et ses compagnons déploient dans la capitale égyptienne et dans tout l'Orient arabe une intense activité de propagande et d'explication que reflétaient les nombreux bulletins du Comité de Libération du Maghreb Arabe fondé en 1947 et que reprenaient les journaux clandestins de Tunis « Al Hilal », « Al Kifah », « Al Infijar ».

Le séjour au Machrek permet en outre à Bourguiba d'acquérir une connaissance directe du potentiel politique arabe, d'apprécier à sa juste mesure l'aide que pouvait fournir le Moyen Orient, en particulier la Ligue Arabe. Le désastre des armées arabes face à Israël en 1948 a contribué à mieux cerner les axes d'intervention possibles et de mieux réaliser la spécificité du Maghreb pour lequel il fallait trouver des solutions particulières. « Chef de parti au départ, il devint homme d'Etat », un

homme décidé à mobiliser les forces en mesure de servir efficacement la cause nationale.

A son retour à Tunis en septembre 1949, le « Combattant Suprême » reçoit un accueil enthousiaste. Il se lance aussitôt dans l'action en reprenant le contact direct avec les militants du Parti dans toutes les régions de la Tunisie (septembre 1949 - avril 1950). Il leur parle de la nécessité de se préparer à la lutte finale et de s'unir autour du Parti et de ses chefs pour mieux affronter les forces qui cherchent à perpétuer l'ordre colonial.

Toutes les forces vives du pays sont appelées à s'apprêter au combat : U.G.T.T., U.T.A.C. (Union Tunisienne de l'Artisanat et du Commerce) fondée et dirigée par un militant néo-destourien Ferjani Bel Hadj Ammar, U.G.A.T. (Union Générale des Agriculteurs Tunisiens), Union des Femmes de Tunisie, Association des Anciens Combattants Tunisiens, Jeunesses Destouriennes, etc. Le Parti pouvait compter sur une base remarquablement organisée et profondément pénétrée par l'esprit du Néo-Destour.

Lamine Bey lui-même qui, après la mort de Moncef, a retrouvé sa légitimité aux yeux des tunisiens, s'intégrait peu à peu dans le courant général qui portait l'immense majorité du peuple à s'unir autour de Bourguiba. Le 27 juillet 1949, le jour de l'Aïd as-Saghir, le Bey demande au Résident Général « l'introduction de réformes substantielles et nécessaires, susceptibles de satisfaire les aspirations de tous les habitants de notre royaume », et le 11 avril 1950, il exprime au Président de la République française sa crainte que « les manifestations de lassitude du peuple tunisien ne dégénèrent en un désespoir susceptible de provoquer ce que nous désirons éviter ». Le Bey ne tarde pas alors à être « adopté » par son peuple qui lui fait un accueil chaleureux lors des visites qu'il fait à Kairouan et à Sousse en avril-mai 1950.

Le Bey étant le dépositaire officiel de la souveraineté tunisienne, son engagement dans le sens des revendications nationalistes allait avoir une portée considérable sur le plan national et surtout international.

De leur côté, les Communistes, tout en revendiquant l'indépendance, agitent des problèmes qui n'intéressent pas directement le pays ³¹. Bourguiba refuse l'unité d'action avec eux et persuade Farhat Hached de rompre avec la Fédération Syndicale Mondiale (FSM), d'obédience

communiste, et d'adhérer à la Confédération Internationale des Syndicats Libres (C.I.S.L.) où sont représentées les deux grandes centrales syndicales américaines : « American Fédération of Labor » et « Congress of Industrial Organisations ». Foncièrement réaliste, et voulant éviter au pays les convulsions dramatiques que connaissait alors le Vietnam, Bourguiba ne s'enferme dans aucune idéologie : son objectif étant la libération du pays, il cherche à mettre de son côté tous les « atouts » qui lui permettent d'atteindre, au moindre prix, l'objectif de l'indépendance.

Notes

1. Ch. A. Julien « L'Afrique du Nord en marche » Julliard, Paris 1953.
2. Chiffres avancés par A. Bernard : in « L'Afrique du Nord pendant la guerre ».
3. Mohamed Cherif, Manuel 6^e Année p. 296 STD 1967.
4. Etienne Flandin, dès son débarquement à Tunis en 1919, s'était aliéné les nationalistes par l'institution du tiers-colonial qui consistait à majorer de 33% le traitement de tous les fonctionnaires français, donc à grever lourdement le budget tunisien déjà fortement obéré et à creuser encore plus le fossé entre les tunisiens et les « prépondérants ». Cette mesure était certainement à l'origine du 5^e point des revendications destouriennes.
5. En réalité, l'arrestation du Cheikh gênait les autorités du Protectorat qui ne savaient plus quoi faire de lui. Un procès d'opinion est toujours mal vu dans la Métropole. On se débarrassa de cette affaire en étendant à la Régence les mesures d'amnistie dictées par la loi française du 20 avril 1921. Thaalbi est libéré le 1^{er} mai, le non-lieu du juge d'instruction militaire ne fut prononcé que par la suite. Thaalbi demeure trois jours dans la maison d'Ali Kahia, rue du Pacha. Il y reçoit les félicitations individuelles et collectives (délégation des cheminots et traminois tunisiens ; élèves du collège Sadiki, étudiants de la Grande Mosquée. De toutes les parties de la Régence viennent sinon des délégations, du moins des télégrammes, souvent accompagnés de mandats, résultat de souscriptions locales. Dans la presse de langue arabe, il est désigné par « Saadat ar-Raïs Cheikh Thaalbi » ou Son Excellence le Président Cheikh Thaalbi). Mais cette vague d'enthousiasme passe rapidement et, découragé par l'attitude hostile de certains de ses camarades et par la baisse de sa popularité, Thaalbi s'exile le 26 juillet 1923 au Caire.
6. *Tahar Ben Ammar* « La France nous a placés par la fatalité d'une loi historique en présence d'une situation nouvelle qui exige ou notre disparition ou la transformation de nos cerveaux et de nos cœurs. Qu'elle nous donne largement l'instruction littéraire, scientifique, professionnelle, sans laquelle nous sommes voués à un état perpétuel d'infériorité jusqu'aux derniers jours de notre race. Qu'elle prépare en nous un peuple d'adultes, un peuple majeur qui sera, comme dans une même famille, le frère du peuple français ». « Le Temps » : « Il est indispensable que l'on donne promptement, non pas au Parti dénommé « Jeune Tunisien », mais à la population indigène de la Régence, les satisfactions légitimes qu'elle est à peu près unanime à réclamer et qui, si elles doivent mettre fin à certains privilèges totalement injustifiés, auraient pour résultat incomparable d'intéresser tous les tunisiens au maintien du Protectorat. Le peuple

- tunisien a du cœur. Il dépend de nous qu'il se sente attaché à la France par d'autres liens que ceux de la contrainte ».
7. Défense du droit du peuple.
 8. « Il est infiniment plus facile, par le moyen d'un peloton de cavalerie, d'avoir raison d'un Bey, que de triompher... des revendications d'hommes opprimés ». (« L'Internationale, journal communiste » du 1^{er} avril 1922).
 9. Il faudra attendre une vingtaine d'années pour voir un autre Bey faire front au Protectorat et tenir courageusement sans fléchir. Ce sera précisément le fils de Mohamed Naceur, Moncef Bey.
 10. Ch. A. Julien : *op. cit.* p. 79.
 11. L'année 1933 qui fut une année sèche voit affluer vers Tunis une masse importante de ruraux affamés que les Autorités tentent de refouler vers leurs régions d'origine.
 12. Ch. A. Julien *op. cit.* p. 79.
 13. M. Cherif *op. cit.* p. 313.
 14. Ch. A. Julien *op. cit.* p. 81.
 15. Ch. A. Julien *op. cit.* p. 82.
 16. « *Histoire du Mouvement National* ». Documents recueillis par le P.S.D.
 17. Cité dans Ch. A. Julien *op. cit.* p. 87.
 18. *Ibid.*
 19. Ch. A. Julien *op. cit.* p. 88.
 20. Il était, ce jour là, alité.
 21. *Ibid. op. cit.* p. 91.
 22. En août 1940, 14 manifestants sont tués au Kef, en mai 1941 des troubles éclatent à Gabès et en 1942 dans le Jerid.
 23. Cité par Ch. A. Julien en *op. cit.* p. 96.
 24. En particulier les nouveaux chars « Tigre » qui surclassent les tanks alliés.
 25. Actuellement Haffouz.
 26. Les Allemands étaient hantés par la crainte des postes clandestins dont ils supposaient l'existence à Tunis. Régulièrement, un avion portant à sa base un cercle de détection volait longuement à basse altitude pour détecter ces postes.
 27. Projet d'organisation du Service du Travail. Note du Lieutenant Colonel Christian du Jonchay.
 28. M. Chérif *op. cit.* p. 323.
 29. Le gouvernement Kaak comprend Mohamed Salah Mzali (Commerce et Artisanat), Dr Ladhari (Travail et Prévoyance Sociale), Ali Bouhajeb (Santé Publique), Abdelkader Belkhodja (Agriculture) et Abdelaziz Djaït (Justice).
 30. *Ibid.* p. 179.
 31. Opposition à la guerre du Vietnam ; mouvement de la Paix qui reçoit l'adhésion du Dr. Slimane Ben Sliman, ce qui lui valut son exclusion de Parti ; propagande anti-américaine ...etc.

CHAPITRE XIV

La lutte de libération nationale

Les bouleversements induits par la deuxième Guerre Mondiale ont ébranlé les empires coloniaux et levé des forces profondes qui, à leur tour, ont œuvré à précipiter la fin du système colonial. Les Etats vaincus et éliminés du front, la France et les Pays-Bas, ont subi l'humiliation de la défaite et de l'occupation et, parfois, la dépossession de leurs colonies asiatiques passées pour un temps sous l'empire des vainqueurs. Les perdants de la guerre, notamment l'Italie, perdent directement toutes leurs colonies qui, par décision des Nations Unies, acquièrent d'un coup leur indépendance. L'Angleterre qui a soutenu l'effort de guerre jusqu'à la victoire était à bout de force et ne pouvait guère supporter les charges des affrontements déclenchés, dès la chute du Japon, par les mouvements de libération dans les colonies asiatiques. Les deux grandes puissances qui ont émergé de l'épreuve, les Etats-Unis et l'Union Soviétique, se déclarent hostiles au colonialisme et œuvrent ouvertement à y mettre fin. L'Organisation des Nations Unies introduit, dans la Charte et dans la pratique de la diplomatie multilatérale, un fait nouveau qui force les empires à hâter l'émancipation des peuples sous leur autorité et à rendre compte, d'ores et déjà, de leurs politiques et de leurs

pratiques dans les territoires qu'ils contrôlent. Le groupe des pays d'Amérique Latine se révèle réceptif à l'appel des peuples qui aspirent à l'indépendance ; ce groupe, imbu de l'esprit de liberté, conforte au sein des Nations Unies le noyau arabo asiatique qui, pour sa part, se mobilise ardemment pour la cause de la décolonisation.

Le déclin du système colonial en Asie

Ce nouveau contexte a d'abord profité aux mouvements de libération qui se sont préparés pour l'affrontement. Ces mouvements conçoivent la dynamique anticoloniale et réalisent tout le parti qu'ils peuvent tirer des ressources offertes par le nouveau relief régional et international. La scène asiatique avait été animée dès les années 1930 par des forces qui ont radicalement changé les équilibres politiques : nationalisme, communisme, révolution, lutte de libération... avaient déjà hissé de nouveaux acteurs et acculé les empires coloniaux à des efforts d'adaptation qui n'étaient en définitive que des manœuvres de retardement. L'immense révolution chinoise a commencé à changer le destin de l'Asie et du monde. L'entrée en guerre du Japon et sa prétention d'instituer une "sphère de coprosperité de la grande Asie orientale" englobant les territoires qu'il avait envahis et soumis à son autorité (Indochine, Birmanie, Malaisie, Singapour, Bornéo, Indonésie et Philippines) ont achevé d'ébranler les empires coloniaux et de rompre les liens d'autorité qui avaient fini par prévaloir jusqu'au début du siècle entre les métropoles occidentales et leurs lointaines conquêtes asiatiques.

Les peuples asiatiques mûrs pour l'affrontement ont déclenché dès 1945, avec des fortunes diverses, les guerres de libération qui ont marqué les lendemains de la chute du Japon le 15 août 1945. En Indonésie, Ahmed Sukarno et Mohamed Hatta, dont le pays était occupé par les forces japonaises depuis le 8 mars 1942, proclamaient d'emblée l'indépendance de l'Indonésie le 17 août 1945. Le Vietnam, partiellement envahi par le Japon en juillet 1940, était totalement occupé le 9 mars 1945 par les forces japonaises qui avaient mis hors combat les troupes coloniales françaises ; Hô Chi Minh, à la tête du Viêt-Minh depuis quatre ans, lance l'insurrection générale le 13 août 1945, forme un gouvernement provisoire et, le 2 septembre, avant même le retrait du

Japon et avant le débarquement attendu de nouvelles troupes françaises, proclamait l'indépendance du Vietnam. L'Indonésie et le Vietnam défiaient ainsi les anciennes Métropoles qui venaient tout juste de se libérer à leur tour de l'occupation allemande. Mais la France et les Pays-Bas avaient cru, en affrontant des guerres de reconquête coloniale, restaurer l'intégrité de leurs Empires et se donner à bon compte la possibilité d'une victoire. L'une et l'autre, en dépit d'une énorme disproportion des forces, ont fini par céder devant la résistance implacable des mouvements nationalistes et devant la détermination des nouvelles puissances asiatiques, notamment la Chine et l'URSS, d'en finir avec la domination occidentale.

Le 2 novembre 1949, l'Accord de La Haye reconnaît l'indépendance des "Etats-Unis d'Indonésie" et, le 27 décembre, la reine Juliana signe le transfert de la souveraineté. L'épreuve est plus dramatique pour le Vietnam où, depuis le 19 décembre 1945, date de la révolte militaire de Hanoi, deux armées inégales se livrent une guerre de maquis aux fronts indécis. Les forces françaises, de plus en plus nombreuses (passant de 87.000 hommes en 1948 à 400.000 hommes en 1954, en comptant l'appoint de l'Union Française et des armées nationales du Laos et du Cambodge) étaient irrésistiblement acculées à la défensive face au harcèlement de l'armée populaire vietnamienne de mieux en mieux aguerrie et fortement soutenue par la République Populaire de Chine. L'issue n'en est que plus significative de l'inéluctable déclin de l'appareil colonial. Le 7 mai 1954, la capitulation du camp renforcé de Dien Bien Phu devant les forces du général Vo Nguyen Giap scelle la fin de la présence militaire française au Vietnam. La victoire du Vietnam a déterminé la décolonisation accélérée de l'empire français, d'abord en Afrique du Nord.

Les royaumes du Cambodge et du Laos, dans le sillage du Vietnam, se voient reconnaître en 1949 leur indépendance assortie de liens avec la France sous le statut d'*Etats Associés* ; le 3 juillet 1953, la France proclame leur indépendance dans la libre association.

Les Etats-Unis, acquis à l'idéalisme anti colonial, s'empressent au lendemain de la guerre d'accorder leur indépendance aux Philippines le 4 juillet 1946, en vertu du *Philippine Independence Act* du 24 mars 1934 qui

prévoit l'accession de l'archipel à l'indépendance au terme d'une période probatoire de dix ans.

L'Angleterre, clairvoyante, anticipe le soulèvement du Congrès indien et de la Ligue Musulmane et enclenche le processus d'émancipation de l'Empire des Indes qu'elle s'est résolue à diviser en deux Etats, le Pakistan et l'Union Indienne, devenus les 14 et 15 août 1947 des Dominions indépendants, membres du Commonwealth. Ceylan (aujourd'hui Sri Lanka) obtient pacifiquement le même statut le 4 février 1948. La Birmanie, occupée par les forces japonaises en janvier 1942, avait proclamé son indépendance le 1^{er} août 1943 et élu un Président sous l'occupation japonaise. Le retour des forces britanniques en mai 1945 ouvre la voie à un processus d'émancipation qui, sous l'impulsion de Clement Attlee et du jeune leader Aung San, aboutit à l'Accord de Londres du 27 janvier 1947, première étape vers l'indépendance, proclamée le 4 janvier 1948. L'indépendance de la Malaisie est plus laborieuse en raison de son caractère multinational (trois communautés : malaise, chinoise et indienne) et d'une forte implantation communiste, qui fut très active dans la lutte contre l'occupation japonaise. Ces deux facteurs ont pesé sur le processus de libération qui n'a abouti à l'indépendance de la Fédération de Malaisie que le 31 août 1957.

Au Proche Orient, l'Angleterre avait reconnu graduellement, entre 1922 et 1936, l'indépendance de l'Egypte qui, cependant, restait dans l'orbite britannique par le biais du canal de Suez et par l'exercice du condominium anglo-égyptien sur le Soudan. En outre, l'Angleterre avait mené l'Irak et la Transjordanie à l'indépendance le 30 juin 1930 et le 22 mars 1946, tout en réservant le cas de la Palestine en raison de la promesse d'implantation d'un foyer national juif qui remonte à la déclaration Balfour du 2 novembre 1917. Elle ne cessait, depuis lors, d'agir pour hâter la fin du mandat de la France en Syrie et au Liban et de faire du Proche Orient sa zone d'influence exclusive.

Puissance mandataire, la France cédait d'abord aux recommandations de la SDN en accordant à la Syrie et au Liban des constitutions en 1926 et 1930. Puis, à l'exemple britannique, Pierre Viénot, Secrétaire d'Etat dans le gouvernement du Front Populaire, négociait et signait des traités franco-syrien et franco-libanais en septembre et novembre 1936, avec

des clauses identiques : l'indépendance serait reconnue au terme d'un délai de trois ans, assortie de garanties économiques et militaires. La France posait déjà le préalable d'un traité qui lui reconnaîtrait des droits particuliers dans ces deux pays, notamment une défense commune et des facilités militaires. La défaite de la France en 1940, l'extension du conflit au Levant et l'éclatement du pouvoir entre le Comité national de la France libre basé à Londres et le gouvernement de Vichy allié de l'Allemagne, plaçaient sur l'Angleterre des responsabilités supérieures sur ce théâtre. Cette conjonction allait indirectement hâter l'indépendance effective de la Syrie et du Liban.

Dans une première phase, le 2 mai 1941, l'armée irakienne attaquait les troupes britanniques stationnées près de Bagdad : fort de l'appui allemand, Rachid Ali Ghaylani, ex-premier ministre, reprenait le pouvoir à Bagdad et déclarait la guerre contre les Anglais. L'aviation allemande, couverte par l'autorité du gouvernement de Vichy, utilise l'aérodrome syrien d'Alep pour approvisionner les forces irakiennes. En représailles, les forces britanniques appuyées par les Forces Françaises Libres du général Catroux, attaquaient la Syrie le 8 juin et, au terme d'une campagne de cinq semaines, détruisaient les bases aériennes allemandes et écrasaient les troupes françaises de Vichy. Auparavant, le général Catroux annonçait le 8 juin que la France renoncerait au mandat et ferait de la Syrie et du Liban des Etats souverains et indépendants. A Londres, le général de Gaulle et Oliver Lyttleton, ministre d'Etat britannique, garantissent par un échange de lettres du 27 juillet 1941 l'indépendance des deux pays qui fut proclamée par le général Catroux le 27 septembre pour la Syrie et le 31 novembre pour le Liban, l'indépendance du Liban étant encore subordonnée à un traité définissant les relations franco-libanaises.

Mais les autorités de la France libre se montraient réticentes à transférer les pouvoirs aux deux nouveaux Etats qui, de concert, rejetaient les prétentions françaises à leur imposer une présence militaire prolongée. Une crise éclate en novembre 1943 : le parlement libanais unanime adopte le 8 novembre une réforme de la Constitution qui supprime les articles maintenant à la France une position privilégiée dans le pays. Le délégué général français à Beyrouth réagit brutalement : il

suspend la constitution, dissout la Chambre, fait arrêter le Président du Conseil Bichara Khoury et proclame la loi martiale. Des troubles éclatent aussitôt dans le pays. Les gouvernements britannique et américain interviennent pour forcer la France à rapporter ces mesures : le Comité Français de Libération Nationale (CFLN), basé à Alger et présidé par le général de Gaulle, charge le général Catroux de rétablir le gouvernement, de restaurer le parlement et de rappeler le délégué général. La crise aboutit à la conclusion d'un Accord signé le 22 décembre 1943 par le général Catroux et par les gouvernements syrien et libanais, et qui assure le transfert des pouvoirs exercés par les autorités françaises à dater du 1^{er} janvier 1944. En dépit de ces accords, de Gaulle maintient des troupes dans les deux pays et subordonne l'évacuation de ses forces à la signature de traités d'alliance qui garantiraient les intérêts économiques, culturels et militaires de la France. Le 8 mai 1945, jour de la capitulation allemande et des émeutes de Sétif, de violents incidents éclatent également à Damas et à Beyrouth, les deux pays réclamant l'évacuation des forces étrangères : la France réagit en bombardant Damas. Pendant trois semaines, à Damas, Alep, Homs, Hama, Deir-Zor, des affrontements sanglants opposent les forces françaises à la gendarmerie syrienne. Le 30 mai, un ultimatum de la Grande Bretagne, assorti d'une menace d'intervention militaire, aboutit au cessez le feu. La Syrie et le Liban ont dû, le 4 février 1946, recourir au Conseil de Sécurité pour hâter l'évacuation de toutes les troupes étrangères. La France se résigne encore une fois à négocier : l'accord du 14 mars 1946 prévoit l'évacuation simultanée des troupes françaises et britanniques et la confirmation de l'indépendance complète des deux anciens mandats.

Les colonies africaines de l'Italie, dont le sort dépend de l'Assemblée Générale des Nations Unies, sont promises à l'indépendance. La Libye en particulier, en vertu de la Résolution 289 (IV) adoptée le 21 novembre 1949, sera indépendante "au plus tard le 1^{er} janvier 1952". Son indépendance est en effet proclamée à cette date.

Ainsi, cinq ans après la fin de la guerre, le système colonial est-il battu en brèche. Certes, l'Angleterre domine encore les côtes arabes du Golfe persique ; la Palestine, la Fédération de Malaisie et le Vietnam succombent à des guerres meurtrières ; mais les progrès de la décolonisation en Asie

et au Proche Orient sont réels ; ils sont le gage d'une fracture décisive de l'ordre colonial.

Avant même la chute du Japon, la scène asiatique entre en effervescence : l'émergence de l'enjeu communiste et l'idée de la Révolution développent une dynamique puissante, un nouveau *moteur de l'histoire*. A la faveur des contraintes dictées par ce nouvel enjeu, par la volonté des peuples et par la médiation ultérieure des Nations Unies, l'Asie prend en charge son destin et pose sur de nouvelles bases son rapport aux métropoles européennes. A son tour la proclamation de la République Populaire de Chine le 1er octobre 1949 ouvre des perspectives d'une ampleur incalculable. L'épuisement des puissances européennes, la fin des empires coloniaux, la fixation des armées françaises puis américaines dans les guerres d'Indochine et de Corée font partie intégrante du nouvel ordre international qui se fait jour et dont on perçoit les prémisses dans la composition et le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies. Dans ce contexte, la lutte pour la décolonisation s'imprègne d'une charge idéologique, se mue en lutte pour la libération révolutionnaire et se donne pour objectif la fin de l'impérialisme occidental, à la fois politique et culturel. Sur ce fond, la scène asiatique se recompose sous trois grands axes : le noyau communiste ; le front occidental ; le rassemblement non aligné. Ces trois forces, projetées sur la scène mondiale, détermineront, en fonction de leurs rapports, de leurs alliances et de leur poids respectif, les grandes évolutions politiques.

Tandis que, dans les deux camps Est et Ouest, l'ordre de guerre se remet en place, la scène asiatique ne cesse d'enregistrer le recul des positions occidentales sous l'effet de la résistance armée d'une part et, d'autre part, sous l'effet d'un certain consensus asiatique. En réaction aux sursauts coloniaux de la Hollande en juillet 1947 contre les chefs nationalistes indonésiens, des démarches diplomatiques très fermes sont décidées par les pays nouvellement indépendants : Inde, Pakistan, Ceylan et Birmanie ; l'Inde et l'Australie font appel au Conseil de Sécurité des Nations Unies. A nouveau en décembre 1948, en réaction à la brutale répression hollandaise contre les chefs nationalistes indonésiens, une Conférence afro asiatique se tient à Delhi le 20 janvier

1949 réunissant l'Inde, Ceylan, l'Afghanistan, le Pakistan, mais aussi l'Iran, la Turquie, l'Egypte, l'Ethiopie, ainsi que l'Australie et la Nouvelle Zélande ; la conférence met en alerte les principales capitales occidentales et réclame la restauration de la République indonésienne et le retrait des forces néerlandaises ; le 23 janvier, l'Inde transmet à l'ONU une résolution en faveur de l'indépendance rapide de l'Indonésie. Les Etats-Unis et la Grande Bretagne d'une part, l'Australie et la Nouvelle Zélande d'autre part interviennent fermement auprès de la Hollande pour mettre fin à la répression et pour déterminer un processus de règlement négocié qui fut conduit au sein des Nations Unies et qui aboutit à la reconnaissance de l'indépendance totale de l'Indonésie le 27 décembre 1949. Cette large convergence inter asiatique a distingué la politique de décolonisation en Asie.

Pour les puissances occidentales, l'enjeu des nouveaux fronts asiatiques porte désormais non plus sur l'indépendance, mais sur la recherche d'un nouvel équilibre où la poussée des victoires communistes doit être neutralisée par le transfert des pouvoirs à des régimes nationalistes anti communistes. Cette tension, dominante en Asie, est aussi prégnante en Europe. En Grèce, la guerre civile éclate en octobre 1946 : le front communiste, adossé à l'URSS, tient ferme pendant trois longues années jusqu'en octobre 1949. Dans l'intervalle, les armées de Staline prennent le contrôle de pans entiers de l'Europe centrale et orientale où s'installent des gouvernements communistes. La doctrine Truman, solennellement proclamée le 12 mars 1947, se propose de stopper l'expansion communiste sur tous les fronts.

Pour les pays asiatiques nouvellement indépendants, les enseignements à tirer des grandes évolutions qui s'esquissent dictent une grande prudence : le brutal affrontement Est Ouest, l'éclatement de nouveaux fronts militaires en Indochine et en Corée prolongeant les désastres de la dernière guerre, la crainte de renouveler l'utilisation de la bombe atomique, l'ampleur des problèmes économiques et sociaux... tous ces facteurs les incitent à la recherche d'une troisième voie à laquelle les nouveaux dirigeants chinois apportent un crédit politique d'une portée qui dépasse la scène asiatique et qui aspire, sous la devise des cinq principes ', à promouvoir la paix et la coexistence pacifique dans le

monde. L'émergence en Asie d'un groupement politique indépendant des deux blocs militaires va connaître de plus grands développements : ce groupement est appelé à structurer durablement la scène asiatique, à constituer la plateforme de Bandung et à évoluer vers l'affirmation du Mouvement Non Aligné.

Ce tableau était-il perçu dans sa véritable portée par les mouvements de libération maghrébins représentés au Caire ? Vu du Caire, il est saisi essentiellement sous l'angle de la lutte pour la décolonisation, qui est un tout. La question centrale pour ces mouvements est que la dynamique de la libération ne devait pas s'arrêter aux limites de l'Asie : l'Afrique du Nord devait s'y insérer absolument.

L'effort de décolonisation en Afrique

Le déclin des empires coloniaux en Asie fait contraste avec la situation de l'Afrique dont le destin reste soumis à la politique étroitement coloniale des puissances européennes. Les tentatives de reconquête, contrariées en Asie, ne connaissent pas de limite dans le champ africain où se déploie dans sa plénitude la politique de domination absolue. La France en particulier semble lier son propre redressement national à la permanence de son empire africain. En réponse à la thèse américaine popularisée par la Charte de l'Atlantique² du "droit de chaque peuple de choisir sa propre forme de gouvernement", la conférence de Brazzaville³ (30 janvier-7 février 1944) devait affirmer une stratégie de défense et de cohésion de l'Empire colonial, avec tout juste la promesse d'une évolution 'démocratique'⁴. La mention de l'Union Française (24 mars 1945) qui sera consacrée dans les deux projets de constitution de la IV^e République ainsi que les lois sur l'abolition du travail forcé dans les colonies (11 avril 1946), se justifient tout autant, aux yeux de la classe politique française, que les répressions et les massacres de Sétif et de Madagascar.

La revendication de l'indépendance n'a été ouvertement affirmée que dans deux cas, au Maroc et à Madagascar, qui, curieusement, avaient connu des débarquements de forces militaires alliées hostiles à l'ordre colonial français. La répression déchaînée par l'administration coloniale contre les dirigeants nationalistes de ces deux pays se voulait exemplaire.

En Algérie, le fait de hisser le drapeau national à l'occasion d'une manifestation célébrant la victoire commune le 8 mai 1945 a suffi pour déclencher un massacre incommensurable. Ces faits manifestent clairement la doctrine coloniale de la France après sa propre "libération".

Au Maroc, une délégation du Parti Istiqlal ⁵ dirigée par Ahmed Balafrej remet le 11 janvier 1944 au sultan Mohamed V un Manifeste où le Parti affirme sa décision « de réclamer l'indépendance du Maroc dans son intégrité territoriale sous l'égide de Sa Majesté Mohamed Ben Youssef ; de solliciter de Sa Majesté d'entreprendre avec les nations intéressées des négociations ayant pour objet la reconnaissance et la garantie de cette indépendance ... ; de demander l'adhésion du Maroc à la charte de l'Atlantique et sa participation à la conférence de la paix... ». Le même Manifeste est remis au Résident Général Gabriel Puaux et aux représentants des puissances alliées. Le Résident général qui, au départ, croyait se voir « soumettre un programme de réformes » fut surpris de se trouver « en présence d'une pétition qui réclamait l'indépendance marocaine ». En réponse à cet acte téméraire qui, à ses yeux, se rattache à l'audience du 22 janvier 1943 entre Mohamed V et Roosevelt à Anfa ⁶, le Comité Français de Libération Nationale siégeant à Alger réagit en confiant au Commissaire aux Affaires Etrangères René Massigli la mission d'exposer au sultan que le Maroc était « indissolublement uni » à la France et que son statut était fixé une fois pour toutes dans le traité du Protectorat. Le lendemain de cette mise au point, le 29 janvier 1944, plusieurs dirigeants de l'Istiqlal étaient arrêtés sous l'accusation fallacieuse « d'intelligence avec l'ennemi ». Ahmed Balafrej est exilé en Corse. La nouvelle des arrestations provoque des manifestations populaires d'une ampleur insoupçonnée à Rabat, Salé et Casablanca, et une répression où gendarmes et soldats de la division Leclerc font un nombre indéterminé de victimes dans les rangs marocains. A Fès, le mouvement de protestation se prolonge du 31 janvier au 10 février. Selon les rapports, 30 à 65 marocains sont abattus, tandis que des milliers d'autres sont internés au camp d'Ifrane.

En Algérie, la journée du 8 mai 1945 a tourné au tragique. La manifestation organisée dans toutes les villes d'Algérie, à l'occasion de la capitulation de l'Allemagne, par le Parti du Peuple Algérien de Messali

Hadj (lui-même arrêté et exilé le 23 avril 1945), se voulait une expression de nationalisme et la célébration de la victoire à laquelle le peuple algérien a largement contribué. A Sétif, le drapeau algérien devait être hissé au milieu des drapeaux des Alliés, et les inscriptions sur les banderoles étaient 'Algérie libre' et 'Libérez Messali Hadj'. La manifestation musulmane commence à se former très tôt, avant 8 heures, aux abords de la ville algérienne, en comptant 7.000 à 8.000 personnes, dont un groupe important de lycéens ; elle devait évoluer en direction de la ville européenne jusqu'au monument aux morts où une gerbe devait être déposée. En tête, s'alignent les scouts musulmans, organisation légale animée par des militants du PPA. Le sous-préfet Butterlin convoque sur le champ le responsable scout et lui précise qu'il ne doit exhiber ni drapeau algérien ni banderoles. Le cortège s'ébranle et, parvenu au centre, hisse un drapeau algérien et des banderoles mêlés aux drapeaux des alliés. Le sous-préfet donne alors la consigne au commissaire Valère de les faire disparaître. Le porteur du drapeau algérien, Bouzid Saal, jeune peintre en bâtiment de vingt ans, refuse et dresse plus haut son drapeau. Un des policiers tire et l'abat. Aussitôt, des coups de feu éclatent, le cortège se divise. Dans sa fuite, la foule attaque les français rencontrés sur leur route en utilisant pierres, bouteilles, gourdins, couteaux... Une partie du cortège se reforme à l'appel du clairon d'un ancien combattant et parvient au monument aux morts où la gerbe est déposée. Dans l'intervalle, le sous-préfet fait appeler l'armée. Peu après 9 heures, armée, police et gendarmerie encadrent étroitement la ville. On déplore 21 victimes européennes et un nombre indéterminé de victimes parmi les musulmans. Au marché aux bestiaux, 4000 à 5000 algériens sont encore massés car c'était jour de marché ; ils sont fermement dispersés. Dans la soirée, l'ordre est rétabli à Sétif. Mais la nouvelle des événements se répand vers Bougie, Djidjelli, Périgotville, Kherrata, dans les villages et douars environnants où des foules se rassemblent, composées en majorité de paysans, s'emparent d'armes et de munitions et s'attaquent aux français qui se regroupent dans les gendarmeries. A l'aube du 9 mai, les gendarmeries sont assiégées et attaquées. L'insurrection s'étend le 10 mai aux localités du bord de mer : les Aokas, Mansouria, les Falaises.

A Guelma, le 8 mai, la manifestation se met en marche vers 17 heures, bien qu'elle ait été interdite par le sous-préfet Achiary dès le 4

mai. Les autorités officielles procèdent de leur côté, en l'absence des musulmans, aux cérémonies à la place Saint-Augustin, protégée par des mitrailleuses placées aux quatre angles. Achiary et les notables coloniaux s'en retournent après la cérémonie quand ils se trouvent face à la manifestation musulmane et du drapeau algérien mêlé aux drapeaux des alliés. Achiary leur crie de se disperser mais les manifestants, environ 2000 personnes, continuent à avancer, résolus à aller jusqu'au monument aux morts. Bousculé, le sous-préfet recule, les policiers tirent dans la foule, tuant d'abord le porte-drapeau. Vers 18 heures, la manifestation est dispersée, laissant trois autres victimes tombées sous les balles. Aucun européen n'est tué. Le sous-préfet établit aussitôt le couvre-feu et donne l'ordre d'armer la milice européenne, environ 150 hommes. Le soir même, les arrestations et les exécutions commencent et se poursuivent plusieurs jours. La première victime était le porteur du drapeau soviétique. Au cours de la nuit, les paysans des alentours, informés, se rassemblent autour de la ville et attaquent les fermes. Le 9 mai, c'est l'aviation qui vient les bombarder et les mitrailler : 18 bombes de 100 kg et 1000 cartouches, selon le compte-rendu de la V^e région aérienne. L'insurrection s'étend vers le Sud, à Villars, Gounod...etc. Dans d'autres villes, plusieurs incidents sanglants ont accompagné les manifestations musulmanes (à Bône, 15 morts algériens après de violentes bagarres aux abords de la sous-préfecture) mais sans suite insurrectionnelle.

Dans la zone de Sétif et Guelma, la révolte déclenche une effroyable répression. La riposte de l'armée est rapide : aviation, blindés, canons sont déployés dans toute la zone. Les insurgés gagnent la montagne. Le 16 mai, le général Henry Martin, commandant supérieur des troupes en Algérie, estime à 30.000 les « dissidents » en Petite Kabylie, et autant au sud de Guelma dans le djebel Mahouna. Les ratissages continuent jusqu'au 20 juin. Le bilan est de 45.000 morts. Les victimes françaises sont au nombre de 102, dont 14 militaires. Dans l'ordre colonial, la levée du drapeau algérien devait être noyée dans le sang¹.

L'Afrique noire semble encore assoupie sous une épaisse chape coloniale... à l'exception de Madagascar où la revendication de l'indépendance est formellement affirmée en février 1946. Rappelons

que la marine britannique avait, le 5 mai 1942, attaqué la base de Diégo Suarez, occupé l'ensemble de l'île et forcé le gouverneur français à lui céder tous les pouvoirs. C'est seulement le 14 décembre que le général de Gaulle obtenait le rétablissement de la souveraineté française à Madagascar, à l'exclusion du commandement militaire qui était exercé jusqu'à la fin de la guerre par un officier britannique. En février 1946, Joseph Raseta, Joseph Ravoahangy et Jacques Rabemananjara, députés siégeant à l'Assemblée Constituante française, fondent à Paris le Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache (MDRM) et revendiquent l'indépendance de Madagascar. Le 21 mars, ils déposent à l'Assemblée Constituante un projet de loi portant abolition de la loi d'annexion et déclarant l'indépendance de Madagascar au sein de l'Union Française. Le Président de l'Assemblée, Vincent Auriol, renvoie le projet en Commission, de sorte qu'il n'ait aucune suite. Cependant, le MDRM poursuit son action dans le pays en formant une organisation de jeunesse (Jiny) et une formation paramilitaire (Patriotes Nationalistes Malgaches ou Panama) qui s'appuient sur le nationalisme malgache traditionnellement implanté dans les hauts plateaux de peuplement Mérina. En janvier 1947, il obtient un très large succès aux élections locales et annonce son congrès pour le mois d'avril.

Or, le découpage du pays en cinq provinces et les résultats inattendus du Parti des Dëshérités (PADESM), ouvertement soutenu par l'administration coloniale, discréditent tout le système et entretiennent une agitation politique à laquelle répondent divers actes de provocation fomentés par les colons, hostiles à la fois aux nationalistes et au gouverneur. Le 29 mars 1947 au soir, une série d'attaques coordonnées visent plusieurs cibles coloniales : le camp de la gendarmerie Tristani à Moramanga, entre Tananarive et Tamatave, les concessions du fleuve du Bas-Faraony et la ville de Manakara sur la côte est. Le lendemain, l'armée réagit brutalement faisant 2000 morts parmi la population civile. La guérilla s'installe dans la grande forêt de l'est, montagneuse et dense, et s'étend dans plusieurs villes de la côte est. Le 20 mai, les insurgés occupent Vehipeno dans le sud. La France décide le changement du gouverneur et envoie des renforts. Le MDRM est dissous, ses dirigeants arrêtés et ses trois députés Joseph Raseta, Joseph Ravoahangy et Jacques

Rabemananjara sont condamnés après la levée de leur immunité parlementaire. Leur procès, organisé à Tananarive de juillet à octobre 1948, n'a pas établi leur connivence avec les insurgés mais les deux premiers sont néanmoins condamnés à mort⁸. La reconquête militaire des zones soulevées s'étend sur près de vingt mois, jusqu'en décembre 1948. Placée sous les ordres du général Pierre Garbay, cette reconquête est lourde pour le peuple malgache : de 80.000 à 100.000 victimes, contre 140 victimes européennes (sur 35.000 résidents). Le général Garbay sera bientôt transféré à Tunis en qualité de commandant supérieur des troupes de Tunisie.

La spécificité Nord Africaine

Habib Bourguiba a longuement médité sur les événements tragiques du Maroc et de l'Algérie. Il a pris la mesure des audaces tactiques de Hô Chi Minh et suivi de près les péripéties dramatiques de la Syrie et du Liban aux prises avec la politique coloniale française ; tout en déplorant le caractère rétrograde de la politique arabe de la France comparée à la politique arabe de l'Angleterre et des Etats-Unis, il réalise la difficulté particulière du contexte Nord Africain, proche de la Métropole française, avec une nombreuse colonie implantée dans les trois pays, et loin de toute assistance directe par les nouvelles puissances asiatiques. Contrairement à l'Asie, l'Afrique du Nord — et l'Afrique en général — subissent un recentrage colonial où le rôle de l'Angleterre et du Commonwealth s'exercent dans un *sens* obstinément conservateur. En Afrique, les empires coloniaux français, britannique, portugais et espagnol s'enferment dans une logique coloniale possessive et outrancière en contraste total avec les évolutions en cours en Asie. Le 2 juillet 1954, Régis Blachère, un penseur éminent, fin connaisseur du monde arabe, lance à Pierre Mendès France un appel tardif mais pathétique⁹ : « Par suite de l'enlissement dans la routine et le conformisme, par l'incapacité à reconnaître la fin du système colonialiste dans le monde, tout menace de s'écrouler en Afrique du Nord... Au terme de cette période [une période transitoire d'une appréciable durée], il n'existe qu'une issue et une seule, inévitable et logique : l'indépendance. »

La création de la Ligue des Etats Arabes, proclamée au Caire le 22 mars 1945, exprime la volonté des Etats arabes d'affirmer une politique commune et solidaire face aux puissances qui avaient transformé leurs pays en champs de bataille et qui ne cessaient de convoiter leurs ressources et leurs territoires au cours de cette phase de transition où tout l'ordre européen vacillait. L'annonce de la création de la Ligue, attendue depuis la Conférence préparatoire d'Alexandrie sous la présidence de Nahas Pacha, du 25 septembre au 10 octobre 1944, avait soulevé un immense espoir chez tous les peuples arabes, notamment au Maghreb. En toute logique, la Ligue devrait prendre en charge la décolonisation de l'Afrique du Nord.

Dès l'annonce de la création de la ligue, Habib Bourguiba décide de gagner le Caire. Sa traversée clandestine, au départ de l'île de Kerkennah, passe par le désert libyen jusqu'à la frontière égyptienne qu'il atteint au bout d'un mois. Parvenu au Caire le 26 avril 1945, il entreprend aussitôt une activité politique intense auprès de la Ligue, auprès des milieux arabes et asiatiques et des diplomates occidentaux, notamment français et américains. C'est au Caire qu'il a suivi les événements majeurs : les massacres de Sétif, la reddition de l'Allemagne, l'ouverture de la Conférence de San Francisco pour élaborer la Charte des Nations Unies, le bombardement de Hiroshima et de Nagasaki, la reddition du Japon, les premières grandes vagues de réfugiés palestiniens fuyant les exactions juives en Palestine, les indépendances au sein du Commonwealth et l'indépendance de l'Indonésie...

Le 9 juin 1946, Habib Bourguiba est rejoint au Caire par des militants destouriens affluant de Berlin et de Madrid : Habib Thameur, Taïeb Slim, Rachid Driss, Hédi Saïdi et Hassine Triki. C'est lui qui intervient auprès des autorités irakiennes pour leur procurer des titres de voyage et les extraire d'Espagne où la police française risque de les atteindre. D'autres militants les rejoignent plus tard : Allala Laouiti, Mrad Boukhris, Azzeddine Azzouz, Tijani Ktari, Hédi Ben Amor...etc. Le groupe initial s'emploie dès juillet à installer un Bureau du Néo Destour qui devient un centre de ralliement des militants Maghrébins. Ce bureau, situé 10 Sharaa Dharih Saad, sera partagé l'année suivante, en février 1947, avec les représentations du Parti de l'Istiqlal (Maroc) et du Parti

PPA (Algérie) sous le nom de Bureau du Maghreb Arabe. Le 4 juillet 1946, le militant Youssef Rouissi parvient à son tour à Beyrouth, venant lui aussi de Berlin mais par d'autres voies : il est chargé d'ouvrir un bureau du Néo Destour à Damas qu'il décide de baptiser "Bureau du Maghreb Arabe" à l'image du bureau qu'il avait fondé à Berlin en octobre 1943 et qui avait fonctionné jusqu'en mars 1945. Le Néo Destour compte également trois bureaux en Europe : à Paris avec Mohamed Masmoudi, à Bruxelles avec Ahmed Ben Salah et à Stockholm avec Ali Ben Salem. Après le déclenchement de la résistance armée en Tunisie en janvier 1952, de nouveaux bureaux sont encore ouverts à New York, en avril 1952 - bureau dirigé par Bahi Ladgham - ainsi qu'à Bagdad, Jakarta et New Delhi en février, octobre et novembre 1952 — bureaux confiés respectivement à Allala Balahwane, Rachid Driss et Taïeb Slim. Au Caire, c'est Salah Ben Youssef et Mohamed Badra, respectivement ministre de la Justice et ministre des Affaires Sociales du Gouvernement Chenik qui prenaient alors la relève de Taïeb Slim et de Rachid Driss ¹⁰. Leur qualité de ministres rejaillit sur le statut du Bureau tunisien qui se prévaut depuis lors de représenter le gouvernement du Bey. En juin 1953, un nouveau bureau tunisien est ouvert à Karachi, dirigé par Rachid Driss qui cédait la mission de Jakarta à Tahar Amira.

Pour les militants tunisiens, le Caire offre un champ d'action propice du fait de la Ligue Arabe certes, mais aussi en raison de l'interaction avec les missions asiatiques, notamment le Pakistan, l'Afghanistan et l'Indonésie, tous trois sensibles à la solidarité islamique, à l'impératif de la décolonisation et à la cause de la Palestine. Les missions de l'Irak et de la Syrie sont particulièrement réceptives aux démarches tunisiennes et maghrébines. Bourguiba multiplie les contacts avec Abderrahmane Azzam Pacha, le Secrétaire Général de la Ligue Arabe, autant qu'avec l'Ambassade de France et le Consul américain Hooker Doolittle qui avait été en poste à Tunis lors de l'entrée des Alliés dans la capitale tunisienne en mai 1943. En août 1946, Habib Bourguiba effectue une première visite en Syrie et au Liban où il est partout reçu par les Présidents et les Premiers Ministres à qui il présente la question tunisienne. C'est à partir du Caire qu'il entreprend également son premier voyage aux Etats-Unis de décembre 1946 à mars 1947. Ayant

suivi alors les débats à l'Assemblée Générale des Nations Unies, il réalise l'interpénétration des problèmes du monde et la faculté pour les délégations arabes et asiatiques de se faire écouter par les puissances qui comptent. C'était aussi l'occasion de nouer des contacts avec le Département d'Etat.

Les missions des Partis politiques Nord Africains basés au Caire organisent, avec l'appui de la Ligue Arabe, un Congrès du Maghreb du 15 au 24 février 1947, inauguré par trois personnalités égyptiennes, Abderrahmane Azzam Pacha, Ahmed Aminé et Sayed Qutb. Les travaux du Congrès, poursuivis à huis clos, sont conclus par l'adoption de cinq résolutions portant sur : la lutte contre le colonialisme français et espagnol ; la coordination des mouvements nationaux de libération du Maghreb ; le Maghreb et la Ligue Arabe ; la présentation de la question du Maghreb arabe devant les instances internationales ; unification des efforts des Bureaux Maghrébins en Egypte. C'est sur cette base que le siège du bureau du Néo Destour est élargi aux représentations des partis Istiqlal et PPA sous le nom de Bureau du Maghreb Arabe.

L'année 1947 est encore marquée par l'installation au Caire du héros de la guerre du Rif Abdelkrim Khattabi. Le 13 février, les journaux rapportent la décision française de mettre fin à l'exil du leader marocain et de l'autoriser à s'établir en France avec sa famille. Les démarches entreprises aussitôt par les délégations du Maghreb auprès des autorités égyptiennes pour autoriser son admission en Egypte aboutissent rapidement à un accord officiel. Alors que le bateau qui ramenait Abdelkrim de l'île de la Réunion vers l'Europe faisait escale le 30 mai à Suez, une délégation du Bureau du Maghreb Arabe était dépêchée auprès de lui pour l'informer que le roi Farouk avait accepté de l'accueillir en Egypte et pour le persuader de renforcer ainsi le groupe du Maghreb au Caire. Abdelkrim hésitait. Une nouvelle délégation comprenant Habib Bourguiba, Allai Fassi et Abdelkhalek Torres se rendait le lendemain à l'escale suivante de Port Said et le persuadait d'accepter. Il fut donc accueilli en triomphe le 31 mai 1947 par les Maghrébins et les autorités officielles. Au bout d'un an, à l'issue d'une série de consultations entre maghrébins, un communiqué daté 21 juin

1948 annonçait la création du Comité de Libération du Maghreb Arabe, dont Abdelkrim était Président et Habib Bourguiba Secrétaire Général. Ce Comité, par la suite, n'a joué qu'un rôle symbolique.

En avril 1948, Habib Bourguiba entreprend une tournée de cinq pays arabes membres des Nations Unies : Arabie Saoudite, Syrie, Irak, Liban et Jordanie. Les dirigeants, préoccupés par les développements de la crise palestinienne, réalisent d'autant mieux la nécessité de hâter la libération de l'Afrique du Nord. Le roi Ibn Saoud offre à Bourguiba une aide substantielle qui fut réservée en partie au soutien des bureaux du Machrek et, plus substantiellement, à la préparation de la résistance armée.

La décolonisation de l'Afrique du Nord doit s'inscrire certes dans le contexte des grands bouleversements consécutifs à la guerre, mais elle doit être aussi fondée sur la juste perception des forces en présence et sur la spécificité de la scène Nord Africaine. Or, les délibérations entre les dirigeants en exil ne sont guère concluantes. Si tous s'accordent pour lancer le combat décisif, les dirigeants algériens et marocains s'en tiennent à la nécessité de déclencher une offensive armée générale qui combattrait contre les forces françaises jusqu'à l'indépendance des trois pays. Abdelkrim Khattabi et Allai Fassi abondent dans ce sens bien qu'ils réalisent l'ampleur des déséquilibres sur le terrain et la difficulté d'unifier et de mobiliser les forces nécessaires en Algérie, alors que les mouvements tunisien et marocain bénéficient d'une certaine avance aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Bourguiba estime que l'organisation d'un front de cette envergure prendrait trop de temps et serait politiquement ingérable ; les risques d'enlissement ou de faux départ seraient fatals pour les combattants. En outre, il faut insérer l'action militaire dans une véritable stratégie acceptable par les pays amis mais qui soit aussi recevable par les autres acteurs qui comptent sur la scène internationale afin de pouvoir surmonter le tête-à-tête avec la France, et gagner la compréhension et la confiance des puissances occidentales alliées de la France. Pour Habib Bourguiba, chaque partie doit pouvoir jouer sa partition suivant ses atouts et ses spécificités propres. La Tunisie n'a pas à se lier les mains ni attendre la planification d'une action commune difficilement maîtrisable. La résistance armée et

sa gestion sur le plan international ne sauraient être conduites que dans un contexte d'autonomie politique et tactique. Du reste, ni l'Algérie ni le Maroc n'ont l'équivalent du parti Néo Destour : la Tunisie dispose d'une avance qui doit être mise à profit pour lancer le combat. En toute hypothèse, les résultats respectifs profiteront à tous, créeront par le fait même une synergie et changeront nécessairement le contexte politique. Quant à la doctrine d'action, il n'exclut pas la résistance armée, mais il privilégie la voie politique assortie d'une capacité de frappe suffisante pour amener la France à préférer précisément le règlement politique.

A son retour à Tunis en septembre 1949, Habib Bourguiba laissait au Caire un bureau du Néo Destour en pleine activité, mais il avait d'ores et déjà tiré la conclusion que la Ligue Arabe, fixée sur la question palestinienne, ne saurait être le pivot de la décolonisation de l'Afrique du Nord. Il fallait d'autres entrées pour lancer le mouvement et surmonter le tête-à-tête avec la France. Dans l'ensemble, le Machrek pourrait soutenir et amplifier l'action du Maghreb, mais la stratégie même de la décolonisation du Maghreb lui échappe : la problématique devra être abordée autrement. Dans une longue lettre personnelle au leader algérien Farhat Abbas, datée du Caire le 29 juillet 1946, Habib Bourguiba esquisse une réflexion sur la démarche commune en vue de la libération de l'Afrique du Nord. Tout en mettant en garde Farhat Abbas contre une éventuelle adhésion au projet d'Union Française, il exprime la nécessité de conférer à la lutte des deux pays une même orientation, de les insérer dans une même stratégie et, autant que possible, d'adopter une même doctrine politique et une flexibilité tactique. Il attire son attention sur le rôle croissant des Etats-Unis dans la région après le débarquement allié en Afrique du Nord de novembre 1942 et après l'installation immédiate de bases américaines au Maroc. Le fait même que la libération de l'Europe ait dû passer par nos pays et que les Etats-Unis fassent de la lutte contre l'expansion du communisme en Asie et en Europe un axe de sa politique, nous invite à intégrer ces dimensions dans notre doctrine de libération et à accrocher ainsi l'intérêt des Etats-Unis à l'établissement d'une vaste zone Euro Méditerranéenne libérée et apaisée, et en mesure de jouer un rôle dans les enjeux de l'après guerre ¹². La France est redevable aux Etats-Unis de sa libération et des moyens

de son redressement économique et stratégique. Cette conjoncture peut changer la balance des forces et décider la France à accomplir le pas décisif, pour peu que nous sachions jouer nos atouts de manière judicieuse. Un tel raisonnement pouvait être compris par Farhat Abbas, homme de compromis, cultivé et fin connaisseur de l'opinion française ; il n'était pas recevable par les dirigeants algériens et marocains au Caire, ni même auprès des diplomates arabes qui gravitent autour de la Ligue.

Tandis que l'action du Néo Destour se déployait à l'extérieur, des développements importants déterminaient une évolution politique appréciable de la scène tunisienne. D'abord la constitution de la centrale syndicale nationale : le 20 janvier 1946, Farhat Hached tient à Tunis l'assemblée constitutive de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT), dont il devient le Secrétaire Général et le Cheikh Fadhel Ben Achour, professeur prestigieux de la Zitouna et Président de l'Association Khaldounia, le Président d'honneur. La centrale lance aussitôt son propre journal *"Saoût al Amal"* (La Voix du Travailleur) ; deux congrès successifs en janvier et en décembre 1947 consolident les assises de PUGTT et apportent à l'appui du Néo Destour un réseau syndical étendu, centralisé et aisément mobilisable, en parfaite synergie avec les cellules du parti. D'autre part, deux congrès nationaux — le congrès du destin le 23 août 1946 et le congrès du Néo Destour à Dar Slim le 17 octobre 1948 - posaient les problèmes de fond et tranchaient les débats qui agitaient les militants en optant résolument pour le principe de l'indépendance, tout en ménageant la possibilité d'admettre des étapes. Enfin deux journaux du parti étaient lancés le 27 avril 1948 : *AlHorria* (La Liberté) de langue arabe et *Mission*, de langue française, qui ont vite acquis une audience respectable dans la masse et dans l'élite tunisienne.

Dès son retour à Tunis, en septembre 1949, Habib Bourguiba élabore en accord avec ses principaux compagnons, Mongi Slim et Hédi Nour, une plateforme politique en sept points, centrée sur l'autonomie interne, dont il fait l'objectif immédiat de sa campagne politique. Par ailleurs, sa première entrevue avec Ahmed Tlili, syndicaliste et militant d'extrême gauche solidement implanté dans le bassin minier de Gafsa, le persuade d'organiser d'ores et déjà les bases de la lutte armée qui pourrait s'avérer

indispensable dans l'avenir. De cette entrevue et de celles qui suivront au cours de l'année 1950 naîtra le Comité National de la Résistance : comité clandestin, avec dix responsables de région, ayant chacun la charge d'organiser des groupes armés ainsi que des dépôts d'armes¹³. C'était le noyau de la résistance qui fut déclenchée en janvier 1952. Parallèlement, Bourguiba reprend ses tournées à l'intérieur du pays, entretenant les militants des grandes évolutions qui concernent la cause de la décolonisation en Asie et dans le monde arabe, en vérifiant que la base populaire fait confiance au Néo Destour dans sa stratégie de libération nationale et dans sa politique des étapes.

L'année 1950 représente un épisode charnière où tout pouvait basculer. Lotis Périllier, nommé Résident Général à Tunis le 31 mars 1950, écrit dans son livre *La conquête de l'Indépendance tunisienne*¹⁴ : « Jusqu'aux années 50, la France avait pu poursuivre, sur le plan économique notamment, une œuvre dont on ne doit pas sous-estimer l'importance et le mérite. Désormais, conclut-il, le problème politique était posé au premier plan. » En avril 1950, le Bey adresse au Président de la République un message insistant sur la nécessité de promouvoir des réformes substantielles : « Il est à craindre, conclut-il, que les manifestations de lassitude du peuple tunisien ne dégénèrent en désespoir. » A son tour, Habib Bourguiba se rend en France le 12 avril pour un long séjour de plus de trois mois, pour des contacts intensifs avec la presse et les milieux parlementaires ainsi qu'avec les étudiants tunisiens dans les grandes villes de France. Le 18 avril à Paris, il expose dans une conférence de presse, au nom du Néo Destour, un programme en sept points :

- Résurrection de l'exécutif tunisien, dépositaire de la souveraineté tunisienne ;
- Constitution d'un gouvernement tunisien homogène ;
- Suppression du Secrétaire Général « qui coiffe toutes les administrations tunisiennes et délient pratiquement toute l'autorité administrative du pays » ;
- Suppression des contrôleurs civils qui font de « l'administration directe » ;
- Institution de municipalités élues, avec représentation des intérêts français dans les agglomérations où existent des minorités françaises ;

- Création d'une assemblée nationale élue au suffrage universel ;
- Elaboration par cette assemblée d'une constitution démocratique qui fixera les rapports futurs franco-tunisiens sur la base du respect des intérêts légitimes de la France et dans le respect de la souveraineté tunisienne.

« Hors de ces solutions, conclut-il, je considère, pesant mes termes, que la Tunisie connaîtra une période dangereuse et chaotique... qui ne laissera pas indifférentes les puissances intéressées à une paix réelle dans cette partie du monde méditerranéen. »

A la même date, Tahar Ben Ammar, président de la section tunisienne du Grand Conseil et de la Chambre d'Agriculture tunisienne, présent à Paris, remettait aux autorités françaises un mémoire préconisant les mêmes mesures.

Avant son départ pour Tunis, Louis Périllier est reçu le 10 juin à un banquet à Thionville — en Moselle où il était Préfet — où Robert Schuman, Ministre des Affaires Etrangères, salue sa nomination en ces termes : « M. Périllier, dans ses nouvelles fonctions, aura pour mission de conduire la Tunisie vers le plein épanouissement de ses richesses et de l'amener vers l'indépendance. Il faut cependant les délais nécessaires et, si cette entreprise réussissait, la France au cours de son histoire si longue aura accompli une nouvelle fois sa mission civilisatrice. » La déclaration de Robert Schuman suscite dans les milieux tunisiens les plus grands espoirs : le terme magique de l'indépendance est lâché. A Paris, Bourguiba lui fait écho dans un communiqué publié dans la presse tunisienne du 13 juin :

« Le Néo Destour prend acte avec satisfaction de la déclaration de M. Robert Schuman affirmant que M. Périllier aura mission de conduire la Tunisie vers l'indépendance. La France conduisant elle-même la Tunisie vers l'indépendance réalisera une conquête des cœurs infiniment plus efficace que la possession du territoire tunisien.

« Mais il faut que cette déclaration soit suivie d'effet : il ne faut pas que ces questions de "délais nécessaires" permettent à certains cadres administratifs du Protectorat de faire du sabotage comme ce fut le cas en 1936. C'est pourquoi si M. Périllier veut réussir dans la mission qui lui a été confiée, il devra à mon sens :

1- fixer avec Son Altesse le Bey et les représentants réels du peuple tunisien le contenu et la durée des étapes à franchir ;

2- épurer la haute administration de tous les éléments réactionnaires qui feront tout pour contrecarrer son action, et s'entourer de collaborateurs sincères et acquis à la politique qui vient d'être définie.

« Nous avons quant à nous présenté un programme modéré et pratique en sept points qui ne lèse ni les colons français, ni les fonctionnaires français, ni les professions libérales françaises et qui, loyalement appliqué, permettrait à la Tunisie de franchir la première étape, soit la restauration d'un Etat tunisien jouissant de sa souveraineté interne. Toute autre procédure mènerait à une nouvelle déception et compliquerait un problème qui, dans ses données essentielles, est parfaitement clair.

« La France, par la bouche de M. Schuman, a dit ce qu'elle veut : il reste à M. Périllier à répondre à cette volonté. »

Le 13 juin, le nouveau Résident Général commence sa mission à Tunis dans un esprit d'ouverture, mais dans un contexte tendu. Il entreprend aussitôt, en accord avec le Bey, la formation d'un nouveau gouvernement dont il veut qu'il provoque un choc dans l'opinion et qui soit essentiellement chargé de négocier des réformes substantielles. Le 17 août, un nouveau gouvernement dirigé par Mhamed Chenik succède à celui de Mustapha Kaak et inclut pour la première fois des représentants du Néo Destour : Salah Ben Youssef et Mohamed Badra (respectivement Ministre de la Justice et Ministre des Affaires Sociales) ; il inclut également Mahmoud Materi (Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur), Mohamed Saadallah (Agriculture), Mohamed Salah Mzali (Industrie, Commerce et Artisanat) et Dr Mohamed Ben Salem, gendre du Bey (Santé). Dans un communiqué officiel du même jour, le ministère est chargé de "négocier au nom de S.A. le Bey les modifications institutionnelles qui, par étapes successives, doivent conduire la Tunisie vers l'autonomie interne. »

En octobre 1950, le sultan Mohamed V est reçu en visite officielle en France pour plus d'un mois par le Président Vincent Auriol. Au terme d'une première série d'entretiens avec René Pleven, Président du Conseil et Robert Schuman, Ministre des Affaires Etrangères, il soumet le 11 octobre un Mémoire réclamant la révision d'ensemble des rapports

franco-marocains. La réponse du Quai d'Orsay est décevante : des aménagements de détail relatifs au droit syndical, au régime de la presse et à l'exercice de la justice. Dans un second Mémoire remis le 1^{er} novembre, Mohamed V déclare fermement que seule « une réforme de structure qui mettrait fin au régime de Protectorat peut donner aux rapports franco-marocains une base plus solide et plus saine. » A son retour à Rabat, le 5 novembre 1950, le roi n'avait toujours rien obtenu : le général Juin, Résident Général, veille à frustrer toute velléité d'ouverture.

A Tunis, les dix premiers mois du gouvernement Chenik sont employés à mettre en place un premier train de réformes concernant l'Exécutif : l'équilibre et le fonctionnement du Conseil des Ministres, les fonctions du Secrétaire Général, une plus grande ouverture de la fonction publique... Mais l'essentiel, le représentatif, devait suivre. A ce titre, deux documents marquent les revendications fondamentales : le discours du trône du 15 mai et le Mémoire du 31 octobre remis à la délégation française par Mhamed Chenik dans le cadre des négociations officielles. Dans son discours du trône, Lamine Bey réclame ni plus ni moins qu'un régime constitutionnel avec une Assemblée Nationale élue et un gouvernement représentatif : « la réorganisation de l'Exécutif, son mode d'établissement sur la base d'une représentation de toutes les classes de notre peuple dans des corps élus et leur consultation obligatoire afin que nos sujets agrément et acceptent les lois auxquelles ils sont soumis. » Dans le Mémoire¹⁵ du 31 octobre, le gouvernement affirme « La nouvelle orientation à prendre ne saurait se manifester autrement que par le dégagement complet de la souveraineté tunisienne. L'autonomie interne doit être réalisée dans un temps minimum. Elle doit, d'ores et déjà, recevoir une consécration sur le triple plan gouvernemental, législatif et administratif. » La portée de ces réformes est de préserver la souveraineté de la Tunisie dans une Assemblée de caractère strictement national.

La partie française pour sa part omet l'idée d'une Assemblée élue et maintient le préalable d'une réforme municipale où les français de Tunisie auraient le droit de siéger et de participer aux décisions conjointement avec les élus tunisiens : c'est la voie la plus commode pour installer insidieusement la co-souveraineté. Jusqu'en juillet 1954, le

préalable de la réforme municipale dominera tous les plans de réforme soumis par la France.

Le 30 octobre 1951 s'ouvrent à Paris les vraies négociations, conduites par Mhamed Chenik, assisté de Salah Ben Youssef, Mohamed Saadallah et Mohamed Badra. Périllier, voulant soustraire cette phase à l'emprise des prépondérants qui assaillent la vie politique à Tunis, a persuadé Robert Schuman de tenir les négociations à Paris. Reçu en audience par le Président Vincent Auriol¹⁶, Mhamed Chenik rappelle le discours de Thionville de Robert Schuman et le mandat de son propre gouvernement, insistant sur les espoirs des tunisiens et sur l'importance, tant que la Tunisie jouissait d'une paix totale, de tenir les promesses, d'autant que la Libye devait accéder à l'indépendance dans quelques mois. La France allait-elle honorer sa parole, saisir la main tendue par les nationalistes tunisiens ? A ce stade, l'espoir est permis, même si le précédent marocain a mis les tunisiens en alerte.

Peu auparavant, le 4 octobre 1951, six pays arabes (Egypte, Irak, Liban, Arabie Saoudite, Syrie et Yémen) demandaient l'inscription à l'Ordre du Jour de l'Assemblée Générale des Nations Unies d'un point intitulé "Violation par la France au Maroc des principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration des Droits de l'Homme". La France avait aussitôt mobilisé ses alliés pour rejeter un tel point. C'est le 13 décembre que la proposition arabe était débattue au sein de l'Assemblée Générale : l'inscription de la question était en définitive repoussée par 28 voix contre 23 et 7 abstentions.

Au cours de l'année 1951, Habib Bourguiba entreprend à nouveau des tournées pour faire connaître la cause tunisienne ; d'abord en Asie, du 2 février au 30 avril, en visitant le Pakistan, l'Inde, Ceylan (Sri Lanka) et l'Indonésie, où il est reçu par les hauts dirigeants (Liaquat Ali Khan, Jawaharlal Nehru et Ahmed Sukarno) et où il donne des conférences de presse au terme de chaque séjour. En juin, il effectue une nouvelle visite en Arabie Saoudite : le roi Abdelaziz Al Saoud le reçoit, l'écoute et lui prodigue ses encouragements, tout en attirant subtilement son attention sur la tactique à observer avec la France aussi bien au niveau politique que dans les opérations d'affrontements armés en cas de nécessité. Le roi lui offre une généreuse subvention qui fut réservée à monter des

camps d'entraînement en Libye pour former des commandos ¹⁷. En juillet, il assiste à Milan au Congrès mondial de la CISL, en compagnie de Farhat Hached, Mahmoud Messadi, Nouri Boudali et Taïeb Slim ; les dirigeants de l'AFL l'invitent avec Farhat Hached à leur Congrès fixé en septembre à San Francisco. En août, il se rend à Stockholm puis à Londres (où il donne une longue interview à la BBC) puis rejoint les Etats-Unis. A Washington, il est reçu le 14 septembre, en compagnie de Farhat Hached, par des membres du Congrès puis il se rend le 24 septembre à San Francisco au Congrès AFL où Farhat Hached présente un discours au nom de la centrale tunisienne UGTT ; Habib Bourguiba repart enfin en octobre pour l'Espagne, l'Italie, Istanbul et le Caire. Le 15 décembre, il retourne à Paris où il renoue avec les milieux politiques français et la communauté des étudiants tunisiens.

Le 15 décembre 1951 est aussi la date à laquelle le ministre Robert Schuman remet à Mhamed Chenik la lettre qui rejette l'aspiration du gouvernement tunisien à l'autonomie interne. La lettre ne mentionne ni le principe de l'autonomie ni la souveraineté tunisienne, mais souligne le rôle des français de Tunisie dans la vie économique du pays, leur contribution au budget de l'Etat tunisien et rejette toute formule qui écarte « leur participation au fonctionnement des institutions politiques. » A ce titre, « la réforme municipale constitue, aux yeux du gouvernement français, une première mesure indispensable au développement de la démocratie tunisienne. » La lettre souligne la permanence des rapports entre la France et la Tunisie et « la reconnaissance du caractère définitif du lien qui les unit. » Cette réponse ¹⁸ a floué l'espoir de réforme et miné irrévocablement la haute mission de Louis Périllier. Le Quai d'Orsay, assiégé toute l'année 1951 par les délégations des prépondérants, avait cédé à leurs mises en garde et confié au jeune diplomate François Puaux, fils de Gabriel Puaux ¹⁹ la rédaction de la réponse au Mémorandum tunisien du 31 octobre.

Sans doute la France s'estimait-elle assez forte pour faire barrage en bloc aux aspirations de la Tunisie et du Maroc. Louis Périllier mesure la gravité du recul : le terme d'autonomie interne n'est même pas mentionné, pas plus que la reconnaissance de la souveraineté tunisienne ; pour lui, la France engage la bataille de la co-souveraineté, affirme le

caractère définitif du protectorat et consacre l'échec d'une expérience de règlement pacifique. Il estime que la lettre du 15 décembre met fin à sa mission. Mhamed Chenik réalise qu'une ère d'incertitude s'ouvre devant la Tunisie ; répondant à Robert Schuman le 9 janvier 1952, il rappelle fermement le principe de l'unité de la souveraineté tunisienne et rejette le principe de mixité des assemblées élues.

Pour le Néo Destour, l'épreuve de vérité a sonné pour sa stratégie politique et pour sa doctrine de libération nationale. Dans un télégramme daté 16 décembre adressé au gouvernement français et au Président de la République, les organisations nationales tunisiennes, notamment le Néo Destour et l'UGTT, « réaffirment la volonté du peuple tunisien de ne jamais acquiescer à la politique tendant à maintenir sous quelque forme que ce soit l'immixtion d'une colonie étrangère dans les affaires tunisiennes. »

Habib Bourguiba prend connaissance de la lettre de Schuman le jour même, à l'hôtel Ritz, siège de la délégation gouvernementale tunisienne. Dans un communiqué à la presse du 16 décembre, partiellement reproduit dans les journaux tunisiens, il déclare :

« La réponse du gouvernement français a pratiquement mis fin à l'expérience tunisienne que l'on peut définir comme une tentative de concilier dans la paix et l'amitié l'aspiration du peuple tunisien à l'indépendance et les intérêts généraux de la France en Tunisie.

Sur la foi de déclarations catégoriques de M. Robert Schuman, le Néo Destour a cru possible une entente directe. Il a tout fait pour faciliter son succès. Il l'a cautionnée auprès des masses tunisiennes et l'a défendue contre le scepticisme ou le fanatisme des autres.

Le dialogue qui s'est engagé constituait un test aux yeux du monde. La réponse de M. Schuman à la note des ministres tunisiens démontre la mauvaise volonté de la France ou son impuissance à résoudre les contradictions internes du protectorat. Elle démontre aussi son mépris de l'amitié du peuple tunisien qui eût pu constituer le plus sûr rempart de la présence française.

Aujourd'hui tout cela est dépassé. Une page de l'histoire tunisienne est tournée. Une autre commence. La réponse de M. Schuman ouvre une ère de répression et de résistance avec son cortège inévitable de

larmes, de deuils et de rancunes. L'amitié franco tunisienne est soumise à rude épreuve.

Pour la troisième fois depuis sa fondation, le Néo Destour doit faire face à une épreuve de force qui met en danger son existence et l'avenir de la nation. L'incompréhension butée de la colonie française a fait que cette épreuve était devenue nécessaire. Elle sera cette fois décisive. Le Néo Destour est décidé à mener la lutte avec la même résolution et le même courage qu'il a montrés dans le passé et qui lui ont assuré la victoire. Il sera d'autant plus ferme dans la lutte qu'il aura conscience d'avoir tout fait pour éviter la rupture.

Le peuple tunisien exaspéré, déçu, à bout de patience, saura administrer la preuve aux yeux du monde qu'il est mûr pour la liberté et que sa liberté est une condition nécessaire à la défense du monde libre en Méditerranée et, partant, à la paix.

Malheureusement, il n'est pas sûr qu'à l'issue de cette longue et dure épreuve, les données du problème tunisien ne se fussent pas modifiées au point de rendre impossible la reprise du dialogue sur les bases raisonnables que nous avons acceptées le 17 août 1950. »

La lettre du 15 décembre allait développer ses tragiques effets jusqu'au discours de Pierre Mendès France du 31 juillet 1954 qui met fin à la campagne outrancière de la co-souveraineté.

Dès janvier 1952, la réponse tunisienne prend corps. Mhamed Chenik se résout à saisir le Conseil de Sécurité des Nations Unies ; les organisations nationales, notamment le Néo Destour et l'UGTT, décident une "grève nationale générale" de trois jours ; un congrès extraordinaire du Néo Destour est convoqué pour le 18 janvier ; les cellules mises en place en vue de la résistance armée sont discrètement mises en alerte en prévision des décisions attendues du congrès. Rentré à Tunis le 4 janvier 1952, Habib Bourguiba reprend contact avec les dirigeants et les militants. C'est lui qui détermine Mhamed Chenik à adresser la plainte au Conseil de Sécurité. Dans un discours à Monastir, il déclare : « Le peuple tunisien doit déposer une plainte à l'ONU et la faire valider par le sang... » A Bizerte, le 13 janvier, il répète dans un meeting organisé par le Néo Destour le mot d'ordre de mobilisation et de lutte populaire : « Il faudra entreprendre des actions guerrières de

grande envergure. La révolte s'organisera, le sang coulera... les intérêts de la France seront peut-être perdus ! » A Béja, le 17, il appelle les tunisiens au sacrifice pour la cause de la liberté et de l'indépendance.

La lettre du gouvernement tunisien au Président du Conseil de Sécurité, signée le 12 janvier 1952 par Mhamed Chenik, porte sur le « différend qui oppose l'Etat tunisien à l'Etat français, en vue de donner à ce différend une solution conforme à l'équité et d'en assurer l'ajustement par les moyens les plus propres à garantir les bonnes relations entre nations ». La lettre est prudemment confiée au jeune Bahi Ladgham pour la convoyer discrètement à Paris où se tient, au Palais de Chaillot, l'Assemblée Générale des Nations Unies. Les ministres Salah Ben Youssef et Mohamed Badra, chargés de la remettre au Secrétaire Général des Nations Unies, reprennent l'avion le 13 janvier pour Paris. Le 14 janvier, les deux ministres, accompagnés de Habib Bourguiba Jr, remettent formellement à Andrew Cordier, chef du Cabinet de Trygve lie, Secrétaire Général, la lettre adressée au Président du Conseil de Sécurité.²⁰

C'est le 13 janvier qu'arrive en Tunisie le nouveau Résident Général Jean de Hauteclocque, à bord d'un croiseur de la marine française²¹ ; salué par un déploiement militaire exceptionnel, il se rend aussitôt au palais d'Hammam Lifo où Lamine Bey le reçoit en présence du Premier Ministre et des autres membres du gouvernement. L'audience, sans discours, est glaciale. A l'issue de la cérémonie, les ministres Ben Youssef et Badra reprennent l'avion pour Paris. La démarche effectuée le lendemain auprès des Nations Unies jette la stupeur dans le gouvernement français. Le 15 janvier, de Hauteclocque revient devant le souverain avec une lettre du ministre des Affaires Etrangères qui l'invite à révoquer ses ministres. Le Bey ne répond pas. L'épreuve de force est engagée.

La résistance armée

Le 16 janvier, le Résident Général interdit le congrès du Néo Destour et fait arrêter 150 destouriens de Tunis et de l'intérieur, provoquant des manifestations de protestation dans plusieurs villes. A l'aube du 18 janvier, Habib Bourguiba et Mongi Slim sont arrêtés et éloignés à

Tabarka. Le congrès qui devait se tenir le 18 janvier à Hammam Lif se tient clandestinement, à la date prévue, dans la médina de Tunis, dans un local du parti rue Garmatou. Présidé par Hédi Chaker, il conclut que « seules l'abolition du protectorat, l'accession de la Tunisie au stade d'un Etat indépendant et souverain et la conclusion entre la Tunisie et la France d'un traité coordonnant sur un pied d'égalité l'action des deux nations sur les plans stratégique, économique et culturel et garantissant les intérêts légitimes de toutes les colonies étrangères, permettront une coopération amicale, féconde et durable entre les deux pays. » Les congressistes forment un Bureau Politique clandestin, lancent la résistance armée et décident la grève générale. Une page décisive est tournée. Rien ne sera plus comme avant.

En janvier 1952, le Néo Destour compte une forte implantation dans toute la Tunisie et se prévaut d'une solide tradition d'activité politique et de lutte populaire ; le parti est préparé à la résistance armée par une série d'initiatives confiées à des militants de l'extérieur et, à l'intérieur, aux dirigeants syndicalistes des zones minières du Centre et aux mouvements de la jeunesse destourienne et des Scouts de Tunisie. En outre, la centrale syndicale est encadrée par des destouriens mûrs et combattifs. Dès lors, la lutte politique prend une nouvelle forme au-delà des motions, des discours et des articles de presse, par une véritable "guerre des partisans".

Au lendemain du congrès, la grève générale plonge les grandes villes dans une atmosphère de deuil. A Tunis, la médina étant déserte et les boutiques fermées, la ville est sillonnée par des patrouilles de l'armée qui traversent en particulier les quartiers arabes et qui procèdent à des vérifications d'identité et à des arrestations de suspects. Un grand nombre de dirigeants et de sympathisants destouriens et communistes sont arrêtés, dont Hédi Chaker et Slimane Ben Slimane. Les premiers camps de détention s'ouvrent au Sud : Remada, Zaarour et Tataouine où sont déportés des centaines de tunisiens.

A la nouvelle de l'arrestation des dirigeants destouriens, des manifestations sont organisées dans plusieurs villes²², défiant le dispositif militaire lourdement déployé dans les quartiers arabes et aux entrées des quartiers européens. La première victime tunisienne tombe à Bab Menara, non loin du quartier général du Commandant Supérieur des

Troupes de Tunisie, à la périphérie de la médina de Tunis. Le lendemain, on déplore à Mateur 8 morts et 56 blessés. Du 22 au 28 janvier, le bilan est encore plus lourd : à Sousse (où tombe la première victime française, le colonel Duran), à Beni Khalled (où tombe le lieutenant de gendarmerie Vacher) à Kelibia, Nabeul, Hammamet, Kairouan, Moknine, Sfax et Bizerte. Les obsèques des martyrs sont partout des occasions de rassemblements grandioses ; par leur fréquence, par leur envergure inhabituelle et par la grande dignité qu'elles inspirent, les obsèques produisent un impact puissant sur la colonie française. Les journaux s'enrichissent d'une rubrique quotidienne : accrochages, attaques, sabotages, attentats et "fellagas"²³ mis hors de combat".

Le commandant supérieur des troupes de Tunisie, le général Garbay, lance une opération punitive dans le Cap Bon où des postes de police et de gendarmerie avaient été attaqués et occupés. Le 28 janvier, sous prétexte de récupérer les armes, il mobilise une unité d'infanterie, quatre unités de la Légion Etrangère et trois unités de parachutistes qu'il lance dans les bourgs et les villages de la presqu'île : incendies des douars, dynamitage des maisons, profanation des mosquées, destruction de corans et de livres arabes, pillages et viols, pénalités collectives de 80.000 Fr et 100.000 Fr frappant trois villages²⁴, des dizaines d'exécutions sommaires, y compris 4 nourrissons. Le "ratissage du Cap Bon" dure cinq jours. Les actes de pillage et de sauvagerie devaient être étouffés : ils ont été révélés par les agences Associated Press et United Press informées par des correspondants tunisiens. Ces agences ont aussitôt fait vérifier les informations et répercuté le scandale. Le record du général Pierre Garbay s'enrichit, après les massacres mémorables de Madagascar, par le sinistre ratissage du Cap Bon.

Le Premier Ministre Mhamed Chenik charge Dr Materi, Ministre d'Etat et Dr Ben Salem, Ministre de la Santé, d'une enquête sur cette opération. Le Résident Général, invité à désigner un représentant, s'en abstient. Le rapport accablant déposé par Dr Materi est rendu public. Il est par ailleurs confirmé dans ses conclusions par Tahar Ben Ammar, président de la Chambre d'Agriculture tunisienne et par deux Conseillers de l'Union Française, Pierre Corval et le pasteur de La Gravière, qui effectuent des missions indépendantes au Cap Bon. Dans

leur rapport, les Conseillers écrivent : « La destruction des maisons, les pillages, les exécutions mentionnées dans les rapports des ministres MM Materi et Ben Salem sont rigoureusement conformes à la vérité... Nous apprenons de source française, et militaire, que la répression exercée par les autorités françaises avait causé la mort de deux cents tunisiens sans parler des nombreux blessés.²⁵ » A son tour, Fonlupt-Esperaber, député du Haut-Rhin, au terme d'une enquête personnelle, confirme les faits. De son côté, Farhat Hached demande à la CISL une enquête sur la situation en Tunisie. En réaction à ce scandale, la grève générale est décrétée le 1^{er} février par le Néo Destour et l'UGTT.

Fin janvier, les résistants déjà préparés se regroupent sous la conduite de chefs ayant acquis une expérience militaire dans les rangs de l'armée française, et forment des unités combattantes de trente à cent *moujahids*, qualifiés de *fellagas* par la propagande française. Retranchés dans les montagnes, ces groupes mènent une guérilla contre l'armée française et contre les centres de colonisation : embuscades dressées au passage d'unités militaires, attaques de fermes, sabotages de voies ferrées et de lignes téléphoniques, destruction de ponts et de bâtiments coloniaux, exécution d'officiers français et de traîtres à la cause nationale. Opérant à partir des zones montagneuses, ils tiennent fermement les régions de Gafsa et Kasserine (Lazhar Chraïti), Maktar (Tahar Lassoued), Le Kef (Sassi Lassoued), Kroumirie (Taïeb Zellag), Bizerte (Mahjoub Ben Ali), tandis que dans les zones habitées, Hassan Ben Abdelaziz tient la région de Sousse et Abdellatif Zouhir le sud du Sahel. Tout en recevant des messages intermittents du Néo Destour, les groupes décident très librement de leur mouvement et de leurs opérations. A juste raison, les destouriens s'estiment eux-mêmes dépassés par les franc-tireurs : la violence entraîne la violence. En février, Farhat Hached déclare : « Nous ne pouvons pas condamner publiquement de tels actes car ils sont le résultat direct de la répression française. Quand toute négociation devient impossible, conclut-il, le peuple a recours aux armes.²⁶ »

Au cours des années 1953 et 1954, l'activité de la résistance s'intensifie, les groupes sont au nombre de treize, grâce à l'apport d'un millier de jeunes volontaires, entraînés dans les camps ouverts en Libye et équipés d'armes plus modernes²⁷. Mieux répartis dans le Nord pour alléger la pression militaire sur le Sud et pour mieux cibler les gros

La Résistance armée



Ahmed Tlili



Lazhar Chraïti



Sassi Lassoued

Ahmed Tlili, en accord avec Habib Bourguiba, a veillé depuis septembre 1949 à implanter les premiers noyaux de groupes armés dans les régions. Il a institué un "Comité National de la Résistance" composé de dix responsables, un par région. La mise en place des groupes armés, strictement cloisonnés, et des dépôts d'armes, a pris toute l'année 1950. Le mouvement scout a contribué parallèlement à la formation et à l'encadrement des volontaires. Certains soldats démobilisés ont rallié la lutte contre les forces françaises. En janvier 1952, les premiers groupes entrent en action dans les villes et dans les maquis. Les armes, récupérées sur les champs de bataille du Sud après les affrontements de 1942 et 1943 entre les Alliés et les forces de l'Axe, et dissimulées par les tribus Hmamma et Beni Zid, sont suffisantes pour lancer les premières offensives. De nouvelles armes sont introduites à partir du milieu de l'année 1953, en provenance de Libye où un camp d'entraînement et d'approvisionnement, au Sud de Tripoli, est mis par le gouvernement libyen à la disposition du Néo Destour. Lazhar Chraïti et Sassi Lassoued sont les premiers et les plus prestigieux parmi les chefs de la résistance armée.



centres de colonisation, ils menacent directement la sécurité des colons qui, bien qu'armés et souvent encadrés par des détachements de troupes spécialement assignées aux zones sensibles, se sentent isolés, n'étant plus en mesure de conserver avec eux leurs familles, de compter sur leurs ouvriers tunisiens, ni même d'effectuer leurs moissons sans être étroitement protégés par des militaires à demeure. De mars à novembre 1954, de véritables batailles opposent les groupes de maquisards aux forces françaises : dans le Jebel Orbata en mars, juin et juillet, dans le Jebel Ichkeul en mai, dans le Jebel Gadhroum en août, dans le Jebel Melloussi en septembre et dans le Jebel Sidi Yaïch en octobre et novembre. Du côté français, la seule réaction sensible est l'accroissement des renforts militaires en provenance d'Algérie et de France.

Le gouvernement Pleven ayant été renversé le 7 janvier 1952, c'est Edgar Faure qui, le 17 janvier, obtient l'investiture de l'Assemblée. Interpellé sur la question tunisienne, il affirme sa volonté de réaliser des réformes par étapes, acheminant la Tunisie vers l'autonomie interne : « Nous ne réclamons pas, nous ne réclamerons jamais la co-souveraineté » affirme-t-il à la tribune de l'Assemblée. Il charge François Mitterrand, Ministre d'Etat, de préparer un plan pour la reprise du dialogue. Ce plan, fondé sur le principe d'un gouvernement tunisien homogène, aurait constitué une ouverture politique et offert une base sérieuse pour renverser la situation et reprendre la négociation si Edgar Faure n'était mis en minorité le 28 février. Son successeur, Antoine Pinay, investi le 6 mars, et davantage préoccupé par le maintien de l'ordre, lâche la bride au Résident Général qui pousse plus loin la politique de force : à l'aube du 26 mars, de Hauteclocque fait arrêter quatre ministres : Chenik, Materi, Ben Salem et M-S. Mzali qui sont déportés à Kébili dans le Djérid.

La semaine est particulièrement tendue à Paris. Le 20 mars 1952, le sultan Mohammed V fait parvenir au Président Auiiol un Mémoire où il demande la révision du Protectorat, en proposant trois étapes : levée de l'état de siège et octroi du droit syndical aux marocains ; constitution d'un gouvernement représentatif ; ouverture de négociations entre Rabat et Paris pour définir sur de nouvelles bases les rapports entre les deux pays, soit « une définition nouvelle des rapports franco marocains garantissant au Maroc sa souveraineté et aux Français

leurs intérêts légitimes. » Le Quai d'Orsay fait traîner la réponse au sultan car, à New York, une échéance plus délicate menace : la plainte tunisienne au Conseil de Sécurité, déposée le 14 janvier, allait faire l'objet d'un débat à New York. En avril, en effet, la présidence du Conseil allait passer des Pays-Bas au Pakistan ; le 2 avril, les pays arabes et asiatiques déposent des lettres dans ce sens au Conseil de Sécurité. Redoutant que le débat ne s'engage pendant que le gouvernement Chenik, signataire de la plainte, serait encore en fonction, le Quai d'Orsay donne carte blanche au Résident Général pour destituer ce gouvernement et pour investir à la hâte un autre gouvernement qui soit en mesure de tenir, au nom du Bey, un discours conforme aux thèses françaises.

Le 25 mars, le Résident Général est reçu par le Bey entouré de ses ministres, alors qu'il avait demandé une audience en tête-à-tête. Il réclame d'autorité un changement de l'équipe ministérielle et, sans recevoir le moindre engagement, accorde au Bey un bref délai pour se décider. Le télégramme adressé aussitôt par Lamine Bey à Vincent Auriol pour protester contre le ton du représentant de la France n'a guère la moindre chance de changer le cours des événements. A l'aube du 26 mars, les ministres sont arrêtés à leurs domiciles et conduits par avion à Kébili tandis que Bourguiba est transféré de Tabarka à Remada²⁸. De tels procédés, habituellement, révoltent Vincent Auriol qui, en outre, est conscient que le coup de force, à la veille du débat au Conseil de Sécurité, ne peut que trahir le désarroi de la France et desservir son crédit. Mais ce qui se prépare à l'ONU est peut-être plus grave : c'est donc lui qui, dans ces circonstances, vole au secours du Résident Général : dans sa lettre de réponse au télégramme de protestation du Bey, il plaide pour l'avènement à Tunis d'un "gouvernement d'union et d'apaisement afin que soit constituée la commission franco tunisienne chargée de mettre au point au plus tôt les réformes envisagées par le gouvernement" et qui permettront de conduire la Tunisie "dans le respect de sa souveraineté, de votre dynastie et des intérêts légitimes de la France et des français de Tunisie, vers l'autonomie intérieure." Le Président Auriol confie à Jean Forgeot, Secrétaire Général de l'Elysée et Jacques Kosciusko-Morizet, son directeur de cabinet, la mission de présenter au Bey sa réponse. Ils sont reçus le 28 mars.

Au cours de la même audience, le Résident Général fait sceller par le Bey le décret nommant un nouveau Premier Ministre : celui qui avait été choisi par Lamine Bey à son avènement le 15 mai 1943, Slaheddine Baccouche. En principe, le nouveau titulaire devait se hâter de combler le vide : former un gouvernement et constituer la délégation tunisienne appelée à discuter, au sein d'une commission franco tunisienne, les réformes annoncées dans la lettre du Président Auriol. Mais Baccouche aura beaucoup de peine à tenir la gageure et à former un gouvernement dans les délais.

.L'internationalisation de la question tunisienne

La requête tunisienne auprès des Nations Unies est passée par deux étapes. Les premières démarches des ministres Ben Youssef et Badra aboutissent au dépôt, le 2 février 1952, d'une lettre signée par 15 pays arabes et asiatiques qui, s'adressant au Président du Conseil de Sécurité et au Président de l'Assemblée Générale, attirent leur attention sur « la gravité de la situation en Tunisie ²⁹ ». Parallèlement, un Comité des Quatre comprenant le Pakistan, l'Inde, l'Indonésie et le Yémen est chargé d'étudier la procédure à suivre pour l'inscription effective de la question à l'ordre du jour du Conseil. En définitive, le groupe décide d'attendre la fin de la présidence hollandaise du Conseil au cours du mois de mars et l'avènement de la présidence pakistanaise début avril pour poser formellement la demande d'inscription. Le 2 avril, onze délégations arabes et asiatiques « attirent l'attention du Conseil de Sécurité sur la gravité de la situation qui règne actuellement en Tunisie » et demandent que « le Conseil se réunisse immédiatement pour l'examiner et prendre, en vue d'y mettre fin, les mesures prévues par la Charte. » Ce sont : l'Afghanistan, la Birmanie, l'Egypte, l'Inde, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Pakistan, les Philippines, l'Arabie Saoudite et le Yémen. Le Liban et la Syrie, qui s'étaient d'abord abstenus, se joignent ultérieurement à la même démarche avec deux autres pays africains, l'Ethiopie et le Libéria. La requête est ainsi endossée par 15 pays. Ce fait même consacre l'internationalisation de la question tunisienne.

Une place à part revient au Pakistan dans la conduite et le suivi de la démarche. En recevant les ministres tunisiens à Paris, Sir Zafrullah

Khan, Ministre des Affaires Etrangères du Pakistan, les rassure d'abord sur son engagement en tant que membre du Conseil quant au débat attendu en avril, et les persuade surtout d'agir, au-delà de Paris, au siège même des Nations Unies à New York, afin d'établir un contact régulier avec les délégations permanentes des principaux pays membres, y compris les européens et les latino américains, ainsi qu'avec les services du Secrétariat Général. Sir Zafrullah insiste sur la nécessité pour la Tunisie d'ouvrir un bureau à New York et de maintenir la pression sur la France, quelle que soit l'issue du premier débat au Conseil de Sécurité, notamment à l'occasion des sessions périodiques de l'Assemblée Générale. A cette fin, il remet à la délégation tunisienne une somme conséquente pour entreprendre les préparatifs nécessaires avant l'échéance d'avril. Il recommande enfin de garder le contact avec Ahmed Boukhari, le Représentant Permanent du Pakistan auprès des Nations Unies.

Bahi Ladgham, présent à l'audience, est aussitôt chargé d'ouvrir le bureau tunisien auprès des Nations Unies. Après un bref passage au Caire, il arrive à New York à temps pour couvrir le débat au Conseil de Sécurité qui s'ouvre le 4 avril, sous la présidence pakistanaise. A cette date, le Conseil comprend onze membres : les cinq permanents (Etats-Unis, Chine [nationaliste], France, Royaume Uni et URSS) ainsi que Brésil, Chili, Grèce, Pakistan, Pays-Bas et Turquie. Comme la France s'oppose à l'examen de la question tunisienne par le Conseil, les premières délibérations portent sur l'inscription même de la question à l'ordre du jour du Conseil. Le débat étant ainsi formellement restreint à la procédure, seuls les membres du Conseil y participent à l'exclusion des pays non membres. En outre, le veto est sans effet : il suffit de la majorité de sept voix, quelles que soient les voix contre, pour que la décision soit effective.

En lui-même, ce débat inaugural du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la question tunisienne est un acquis politique considérable. En étant formellement un "débat de procédure", il ne permettait pas l'intervention des délégations non membres du Conseil qui auraient donné à la cause tunisienne une ampleur plus large, mais il n'a pas empêché le plaidoyer admirable du Pakistan, ni la dénonciation de la

politique coloniale de la France, ni l'affirmation de l'exigence de la décolonisation comme une force historique irréversible. C'était déjà un débat de fond, le premier questionnement international de la France sur sa politique coloniale en Tunisie³⁰.

Le délégué de la France, l'Ambassadeur Hoppenot, prend la parole en premier pour plaider la non compétence du Conseil et pour s'efforcer de justifier, quant au fond, la politique française en Tunisie. Il dénonce aussi les 'affirmations diffamatoires' des différentes délégations qui ont, dans les lettres adressées au Président du Conseil, demandé l'inscription de la question tunisienne. Succédant au représentant de la France, Sir Zafrullah Khan, au nom du Pakistan, introduit l'affaire tunisienne : c'était la première présentation de la question devant les Nations Unies. Il la situe d'abord dans son contexte juridique pour mieux dénoncer les violations des Conventions qui lient les deux pays ainsi que les mesures de répression qui ont porté la crise actuelle à un point tel qu'il menace la paix et la sécurité internationale. Ce plaidoyer éloquent, argumenté, accablant, a constitué un véritable réquisitoire contre la politique coloniale de la France en Tunisie et plus largement en Afrique du Nord. C'était aussi le premier duel au Conseil de Sécurité entre le groupe arabo asiatique et le bloc colonial dirigé par la France et le Royaume Uni : ce duel a inauguré l'histoire de la décolonisation du Maghreb au Conseil de Sécurité.

A la reprise des débats le jeudi 10 avril, les délégations des mêmes pays arabes et asiatiques (sauf le Pakistan) adressent au Président du Conseil de nouvelles lettres protestant contre les termes dont l'Ambassadeur de France avait qualifié leur démarche au cours de son intervention du 4 avril et demandent formellement que le Conseil leur donne "la possibilité de répondre en détail aux diverses accusations non fondées qui ont été portées par le représentant de la France."

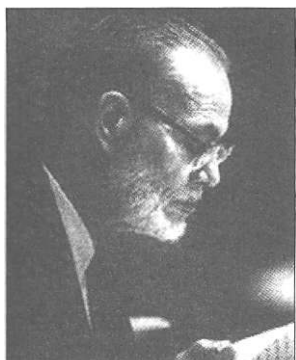
Après trois séances de débats les 4, 10 et 14 avril, le vote donne cinq voix favorables à l'inscription de la question tunisienne à l'Ordre du Jour du Conseil (Brésil, Chili, Chine, Pakistan et URSS), contre deux voix (France et Angleterre) et quatre abstentions (Etats Unis, Grèce, Hollande et Turquie). Comme c'était un débat de procédure relativement à l'adoption de l'ordre du jour, le veto des deux membres permanents

n'entrait pas en ligne de compte : il aurait suffi d'une majorité de sept voix quelconques pour obtenir l'inscription. De ce fait, les abstentions ont pesé plus que les deux voix hostiles. L'abstention des Etats-Unis en particulier est interprétée comme une légitimation du recours aux Nations Unies : en fait, les Etats-Unis voteront en septembre en faveur de l'inscription de la question tunisienne à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale et voteront également le 17 décembre, le projet de Résolution Brésilien.

Dans la circonstance, le fait même du débat politique sur la question tunisienne, avec les interventions éloquentes des délégués pakistanais, chilien et brésilien est une grande victoire tunisienne. La sensibilité et la réceptivité du Brésil et du Chili ouvrent la perspective d'une coopération politique future avec le groupe latino américain dans toutes les questions touchant à la décolonisation. Le 20 juin, 13 pays afro-asiatiques demandent la convocation d'une session spéciale de l'Assemblée Générale sur la question tunisienne. Les délais réglementaires et les réticences des occidentaux qui préfèrent renvoyer simplement la question à la prochaine session ordinaire, freinent l'initiative qui ne recueille que 23 réponses favorables alors qu'il en fallait 31. Le 30 juillet 1952, les 13 pays arabo-asiatiques présentent à nouveau un mémorandum justifiant l'inscription de la question tunisienne à l'ordre du jour de la septième session ordinaire de l'Assemblée Générale, tandis qu'une démarche similaire était effectuée le 8 août pour inscrire également la question marocaine. En dépit des objections de la France, les deux questions sont inscrites et débattues à chaque session jusqu'en 1956, date de l'indépendance du Maroc et de la Tunisie.

Le sombre intermède du gouvernement Baccouche

Slaheddine Baccouche ne parvient pas à former une délégation représentative en mesure de discuter, au sein d'une commission franco tunisienne, les réformes projetées par le Quai d'Orsay. Il réussit tout juste à constituer son gouvernement le 12 avril 1952. Composé de caïds et de fonctionnaires, boycotté par le Néo Destour, ce gouvernement, selon le jugement de Lamine Bey, aura tout juste une fonction administrative.



Sir Zafrullah Khan (1893-1985) *Ministre des Affaires Etrangères du Pakistan, a d'emblée assumé la cause de la Tunisie au sein des Nations Unies. Après le dépôt de la plainte de la Tunisie auprès du Conseil de Sécurité (Paris, 14 janvier 1952), il reçoit les membres de la délégation et leur recommande d'ouvrir à New York, au siège des Nations Unies, un bureau de représentation qui devra agir directement auprès des Missions diplomatiques des pays membres. Au nom du Pakistan, il leur fournit une première dotation dans ce but. Président du Conseil de Sécurité en avril 1952, il ouvre le 4 avril le débat sur la question tunisienne et soutient le premier grand plaidoyer de la cause tunisienne aux Nations Unies. Ses interventions ultérieures devant l'Assemblée*

Générale font date dans les annales de la décolonisation et marquent d'une manière décisive l'internationalisation des questions tunisienne et marocaine.



Fadhel Jamali (1903-1997) *Ministre des Affaires Etrangères d'Irak, a fourni une assistance diplomatique décisive aux militants de la cause tunisienne en exil au Caire et aux Nations Unies. Il a constamment pris la tête du groupe arabe dans les débats de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la question tunisienne. Il a vigoureusement soutenu la cause de la Tunisie, du Maroc et de l'Algérie à la Conférence de Bandoung (17-24 avril 1955). Ayant été arrêté et condamné au lendemain de la révolution irakienne du 14 juillet 1958, il a été, grâce à l'intervention du Président Bourguiba, libéré en 1961 et accueilli à Tunis où il a séjourné avec sa famille.*



Hooker Doolittle (1889-1966), *Consul Général des Etats Unis à Tunis de 1941 à 1943, est témoin des efforts du gouvernement Chenik pour hâter l'émancipation de la Tunisie. Ayant établi des relations de confiance avec certains membres du Bureau Politique du Néo Destour, notamment Slaheddine Bouchoucha, il est averti des positions très fermes des principaux dirigeants nationalistes, en Tunisie et en exil, en faveur des Alliés.*

C'est lui qui s'oppose à l'accusation des dirigeants Néo Destouriens de collusion avec l'ennemi et qui intervient fermement auprès des services français pour faire cesser les poursuites contre Habib Bourguiba pour ce même grief. Il a fait l'objet d'une intervention officielle de Georges Bidault pour l'éloigner de Tunisie en raison de ses rapports étroits avec les dirigeants nationalistes. Pendant son séjour en Egypte, Habib Bourguiba renoue le contact avec Hooker Doolittle, en poste à Alexandrie dès 1947, et trouve auprès de lui un fervent soutien en vue du succès de ses missions aux Etats-Unis.

Le nouveau projet de réformes se prévaut du respect de la souveraineté tunisienne. Or, tout en accordant pour la première fois l'accès "préférentiel" des tunisiens à la Fonction Publique, il introduit néanmoins la co-souveraineté dans le législatif : le conseil habilité à se prononcer sur les questions budgétaires est mixte et paritaire, associant les représentants élus des français de Tunisie à l'exercice de responsabilités politiques. Dans un Mémoire rendu public, le Néo Destour réfute une à une ses dispositions et conclut à son rejet en bloc. Le débat ouvert sur ce projet du 5 au 19 juin au sein du Parlement français (Assemblée Nationale et Sénat), n'aboutit à aucune résolution cohérente. Le plus clair des débats est la mise en garde lancée par les députés d'Algérie et les sénateurs de Tunisie et du Maroc contre le danger de contagion des réformes, toute mesure introduite en Tunisie risquant de mettre en péril la présence française dans toute l'Afrique du Nord.

Résolu cependant à réaliser les réformes en prévision de la session de septembre de l'Assemblée Générale des Nations Unies, Robert Schuman tient à faire admettre son plan par le gouvernement et, finalement, par le Bey. A son retour de Paris le 5 juillet, de Hauteclocque est porteur d'une lettre du Président du Conseil Antoine Pinay dans laquelle ce dernier insiste auprès du Bey pour qu'il approuve le plan de réformes arrêté par le gouvernement et « qui est entièrement conforme à l'esprit de la Convention de la Marsa. » Or, le Résident Général transmet les réformes non au Bey mais au Premier Ministre Baccouche. Une autre maladresse de la Résidence laissant entendre que le Bey aurait endossé la réforme provoque le 22 juillet un télégramme de protestation de Lamine Bey au Président Auriol. Reçu par le Bey le 28 juillet, le Résident Général lui présente enfin le plan de réforme³¹ et, curieusement, le presse d'y apposer son sceau au cours même de l'audience. Mais il ne réussit même pas à lui arracher un engagement : le Bey demande un délai de deux à trois mois pour étudier le projet.

Le 1^{er} août, le Bey convoque au palais de Carthage quarante représentants des principales collectivités civiles et religieuses, des corps élus et des organismes professionnels pour les consulter sur ce plan. L'initiative, bien accueillie par l'opinion tunisienne, prend de court le

Résident et le Premier Ministre qui se retrouvent encore davantage isolés. Le "Conseil des Quarante" comprend Farhat Hached (UGTT), Tahar Ben Ammar (Chambre d'Agriculture), Dr Sadok Mokaddem (Néo Destour), Salah Farhat et Moncef Mestiri (Destour), Albert Bessis (Bâtonnier de l'Ordre des Avocats) ainsi que les autorités religieuses et plusieurs avocats, médecins et pharmaciens sympathisants du mouvement national. Dans son propos introductif, le Bey rappelle son discours du 15 mai 1951 et le Mémoire déposé auprès du gouvernement français le 31 octobre dernier : « Le projet de réformes est-il conforme à nos aspirations ? » Le Conseil des Quarante est invité à donner son avis par écrit. Au terme d'un premier débat, sensiblement hostile au projet de réformes, les présents désignent une commission de douze membres qui entreprend de larges consultations et qui soumet son rapport au Bey le 1^{er} septembre. C'est à l'unanimité que la commission conclut au rejet du projet "dont aucune disposition ne contribue à la restauration de la souveraineté tunisienne" ; bien au contraire, il consacre les empiètements successifs qui l'ont aliénée.³²

Pressentant l'issue négative de la démarche, le gouvernement français dépêche auprès du Bey M. Binoche, Directeur d'Afrique-Levant au Quai d'Orsay et ancien Secrétaire Général du gouvernement tunisien, pour recommander l'adoption avant le 15 août du plan de réformes. Reçu courtoisement à Carthage le 7 août, M. Binoche réalise que la cause est perdue. Le 9 septembre, le Bey fait remettre à la Résidence, à l'attention du Président de la République, la lettre de rejet du plan de réformes tout en joignant le Rapport des douze³³. Dans ce contexte, l'institution beylicale renforcée par la consultation démocratique oppose à la France l'affirmation d'une souveraineté tunisienne irréductible : le principe même du refus, la référence à la consultation de toutes les tendances de l'opinion publique, la fermeté du ton signifient la limite des pouvoirs de la puissance protectrice. Ce point de droit, joint à la réalité de la résistance populaire, sera dûment souligné dans les interventions des délégations arabes et asiatiques aux débats de l'Assemblée Générale des Nations Unies en décembre.

Le blocage paraît total. Deux événements graves contribuent à dégrader encore davantage la situation. D'abord la tentative

d'empoisonnement visant le palais beylical. Un sachet contenant du poison devait être remis à un cuisinier du palais par l'intermédiaire d'une princesse qui a pris la précaution d'en aviser à l'avance Dr Abderrahmane Mami, premier médecin du Bey. Le fournisseur du poison, un commerçant d'origine algérienne du nom de Mohamed Achouri, est rattrapé le 12 juin au domicile de la princesse à la Marsa, au moment où il se présentait avec le sachet. Connu pour être un indicateur de la police et détenteur d'un sauf conduit délivré par les services du général Garbay, cet agent a été longuement entendu sur place par Dr Mami et par le prince M'hamed, le fils du Bey. Sans nommer ses commanditaires, Achouri montre l'argent qu'il a reçu pour son entremise (775.000 Fr). Ne pouvant l'arrêter, Dr Mami ne peut qu'enregistrer une plainte auprès du Commissariat de police de La Goulette qui, depuis lors, n'a jamais pu mettre la main sur l'agent Achouri. Les analyses du contenu du sachet, réalisées à Tunis et à Paris, ne laissent guère de doute sur sa nature. Deux avocats commis par le Bey, Me Fathi Zouhir à Tunis et Me Georges Izard à Paris, n'ont guère réussi à faire avancer l'enquête.

L'autre événement est l'assassinat de Farhat Hached, Secrétaire Général de l'UGTT : alors qu'il se rendait en voiture à Tunis, Farhat Hached est attaqué le matin du 5 décembre 1952 sur la route de Radès par un commando armé qui tire plusieurs rafales sur sa voiture. Grièvement blessé, il est d'abord secouru par un camionneur qui s'est proposé de le conduire à l'hôpital à Tunis ; mais en route, il est pris en charge par une autre voiture dont les occupants se proposent de le conduire plus rapidement à l'hôpital. Son cadavre est retrouvé plus tard sur la route de Zaghouan. Son successeur à la tête de la centrale syndicale, le professeur Mahmoud Messadi, ainsi que de nombreux autres dirigeants syndicalistes, sont arrêtés et déportés dans des camps d'internement sans qu'aucune justification n'ait été fournie. Les organisations nationales qui avaient organisé le 3 décembre une grève générale en vue du débat sur la question tunisienne fixé pour le lendemain aux Nations Unies, décident à nouveau une grève générale de trois jours.

Ni l'affaire de la tentative d'empoisonnement du palais ni l'assassinat de Hached n'ont été élucidés. Le ciblage significatif des dirigeants

nationalistes et l'impunité des commandos et des agents qui opèrent librement sans être inquiétés par l'imposant appareil militaire et policier trahissent la complicité des services de la Résidence Générale au plus haut niveau. En France, la presse et les milieux parlementaires de gauche dénoncent ces faiblesses et posent le problème de la responsabilité politique du gouvernement français.

La dégradation de la situation n'en est pas à son terme. L'assassinat de Farhat Hached a provoqué des manifestations de protestation en France et dans le monde, portées par la solidarité internationale très puissante qui unit le monde syndical. Les réactions aux Etats-Unis de l'AFL et du CIO, amplifiées par la CISL, sont répercutées au sein des Nations Unies qui avaient, le 4 décembre, entamé le débat à la première Commission de l'Assemblée Générale sur la question tunisienne. Plus encore, les manifestations de protestation organisées à Casablanca les 7 et 8 décembre sont réprimées avec une extrême violence ; la complicité de la police avec la colonie française est là encore manifeste : tirs sans sommation, massacres et lynchages ont marqué ces manifestations qui, aussitôt suivies d'arrestations en masse des dirigeants de l'Istiqlal et des sympathisants du mouvement nationaliste, ont marqué en définitive le déclenchement de l'insurrection marocaine qui se maintiendra sans faille jusqu'à l'indépendance. Rejoignant la Tunisie dans la politique de résistance active, le Maroc relance la dynamique de la lutte armée en Afrique du Nord et élargit l'internationalisation de la question coloniale.

La connexion des questions tunisienne et marocaine est déjà une réalité aux Nations Unies où les deux questions sont inscrites le 15 octobre, grâce à l'appui arabe et asiatique et grâce à la majorité des pays d'Amérique latine ; l'objection de la France qui conteste la compétence des Nations Unies n'est plus qu'une clause de style. Les débats sur la Tunisie sont conclus le 17 décembre 1952 par une résolution soumise par le Brésil et adoptée par 44 voix, y compris la voix des Etats Unis. La résolution 611 (VII) demande aux deux parties de s'abstenir de tout acte ou mesure qui risquerait d'aggraver la tension et exprime l'espoir que les parties poursuivront sans retard leurs négociations en vue de l'accession des tunisiens à la capacité de s'administrer eux-mêmes. L'intérêt majeur de la résolution est d'avoir fait admettre, dans le différend qui oppose la

Tunisie à la France, un droit de regard des Nations Unies et une intervention politique des principaux alliés de la France. Une Note du Ministre Robert Schuman au Résident Général à Tunis, datée 24 décembre 1952, relève cet aspect : « La résolution votée consacre explicitement par une majorité massive la compétence des Nations Unies...Il est à remarquer, ajoute-t-il, que la résolution nous convie à poursuivre "sans retard" nos négociations... »

Le débat sur la question marocaine était opportunément soutenu par le discours du trône, prononcé par Mohamed V le 18 novembre, où il réclame l'émancipation immédiate du Maroc. Le débat est conclu le 19 décembre 1952 par l'adoption d'une résolution également brésilienne où l'Assemblée « exprime sa confiance que, se conformant à sa position déclarée, le gouvernement français s'efforcera de favoriser les libertés fondamentales du peuple marocain ».

L'année 1952 marque le rejet définitif du protectorat par les deux monarchies : à la fois le tournant politique et le passage à l'acte. En Tunisie, l'impact de la résistance armée change profondément la scène et manifeste l'unité de la stratégie de libération, à la fois par la force des idées, par le fait de l'action violente, par l'endurance et la combativité de la résistance et par le fait de l'internationalisation. La radicalisation des positions politiques, la distance qui sépare de plus en plus nettement les communautés française et tunisienne, les attentats qui secouent chaque jour les villes et les campagnes, la peur qui s'installe dans les centres de colonisation ... fragilisent les équilibres élémentaires de la société coloniale ; les colons réalisent les premiers que l'environnement hostile où ils sont plongés prend un caractère irréversible et que la terre tunisienne, irrévocablement, leur échappe. Cette prise de conscience a profondément imprégné la communauté française et marqué le décrochage de l'ordre colonial ; à l'instar du Vietnam, l'atmosphère de guerre submerge le pays, isole l'élément européen et forme un nouveau destin pour la Tunisie et pour l'ensemble de l'Afrique du Nord.

En réponse à la lettre du Bey du 9 septembre, Robert Schuman propose, dans une lettre du 26 novembre, de surmonter l'impasse soit par « une conversation directe » soit par l'intermédiaire d'une « commission mixte » appelée à régler les difficultés. Au bout d'un mois, le Bey cède

aux pressions du Résident Général : il signe le 20 décembre 1952 deux décrets de réformes relatifs aux conseils de caïdat et aux municipalités où les français seraient représentés paritairement dans les grandes villes et, dans les autres communes, proportionnellement à leur nombre. Dès lors, une bataille politique s'engage autour des élections, fixées pour le 3 mai et, pour la capitale, le 10 mai 1953.

Boycottées par le Néo Destour, les élections municipales font l'objet d'une motion hostile approuvée le 19 mars par 17 personnalités tunisiennes représentant les chambres économiques et les organisations syndicales et patronales et qui condamne, au nom de l'unité de la souveraineté tunisienne, le maintien aux français du droit de représentation au sein des assemblées municipales. La motion est transmise au Bey et au Résident Général. D'autre part, les listes de candidature traînent à la recherche de tunisiens osant défier le boycott. Enfin, une trentaine d'attentats organisés entre mars et mai font 8 morts et 7 blessés : parmi les victimes, Taïeb Ghachem, frère du ministre de la Santé et Chadli Kastalli, directeur du journal Nahdha ; Dr Hédi Ben Raïs, ministre du Commerce, échappe de peu à la mort. En définitive, 18 communes sur 69 n'ont pu, faute de candidats, constituer leur conseil, notamment Kairouan et Sousse ; le taux de participation aux élections municipales est de 3 %. L'échec du Résident Général est patent. René Mayer, Président du Conseil, songe enfin à son remplacement.

Une ultime maladresse du Résident précipite la décision. Sur la présomption de "non-révélation de complot", il fait arrêter le 15 mai Hédi Nouira, contre l'avis du Secrétaire d'Etat Maurice Schumann, et fait également arrêter à Paris Mohamed Masmoudi, ramené à Tunis et incarcéré à la prison militaire. Tous deux sont libérés le mois suivant, sur ordre du Quai d'Orsay. Or, en juillet, le prince Azzedine, le Bey du camp, soupçonné d'entretenir des liens avec la Résidence, est assassiné ; le 8 août, Ahmed Belgaroui, récemment élu membre du conseil municipal de Sfax, est aussi assassiné. Dès lors, le sort du Résident Général est scellé : la chute du gouvernement Meyer retarde la décision que Bidault finit par émettre le 25 août. Le 3 septembre, Jean de Hauteclocque quitte la Tunisie. Son successeur Pierre Voizard ³⁴ prend ses fonctions le 26 septembre.

La relève coïncide avec les remous provoqués par la déposition le 20 août, jour de l'Aïd el Kebir, du sultan Mohamed V, son éloignement en Corse et son remplacement par Moulay Mohamed Ben Arafa. Le coup de force entraîne un redoublement de violence au Maroc ; le nouveau sultan, aussitôt investi, échappe de justesse à un attentat. L'impasse politique paraît totale dans les deux protectorats : les échecs s'expliquent par la faiblesse des gouvernements successifs à Paris. François Mitterrand, Ministre d'Etat, est choqué par la destitution du sultan Mohamed V et par l'absence d'une politique claire et cohérente dans les protectorats ; il exige la définition d'une nouvelle politique relative à l'ensemble de l'Afrique du Nord et la formulation d'instructions précises au nouveau Résident Général en Tunisie avant qu'il ne rejoigne son poste. N'ayant pas été satisfait, Mitterrand démissionne du gouvernement.

Le nouveau Résident Général commence son mandat dans un climat de violence sous le signe de la Main Rouge. Deux semaines auparavant, le 12 septembre dans la nuit, le leader destourien Hédi Chaker, assigné à résidence à Nabeul et placé sous surveillance policière, était enlevé à son domicile ; son corps criblé de balles était retrouvé le lendemain sur la route de Grombalia, avec une inscription épinglée sur ses vêtements « tout acte de sabotage ou de terrorisme commis dans une localité entraînera la mort de trois grands chefs destouriens ! » De toute évidence, la Main Rouge continuait à sévir et tenait à le signifier d'emblée au nouveau Résident.

Le 9 juillet 1953, la question tunisienne était à nouveau inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Aux treize pays arabes et asiatiques se sont joints la Thaïlande et le Libéria. Dans un Mémoire ³⁵ explicatif déposé à l'appui de leur démarche, les quinze rappellent que la France n'avait pris aucune mesure pour mettre en œuvre la Résolution 611 du 17 décembre 1952 et que, de ce fait, la situation s'est dégradée, mentionnant les menaces exercées sur le Bey, l'extension des mesures de déportation et d'emprisonnement, les assassinats, les exécutions, les actes de torture... Le débat à la Première Commission de l'Assemblée, auquel ont pris part 12 orateurs, s'achève le 26 octobre par l'adoption d'une résolution qui recommande que

"toutes les mesures nécessaires soient prises afin de garantir la réalisation par le peuple tunisien de son droit à la souveraineté et à l'indépendance." Le vote de la résolution (A/2530) est acquis par 29 voix favorables contre 22 et 5 abstentions. L'adoption par la majorité du 'droit à la souveraineté et à l'indépendance' de la Tunisie est un grand bond en avant. Le 11 novembre, lors de l'examen du rapport de la Première Commission, l'Assemblée Générale était appelée à endosser la résolution par un vote des deux tiers, soit 40 voix, car la question était classée "question importante" au sens de l'article 84 du règlement intérieur. En définitive, la résolution obtenait une majorité de 31 voix contre 18, avec 10 abstentions. Ce score, bien qu'il soit majoritaire, n'a pas permis l'adoption formelle de la résolution ; cependant, il a été exploité favorablement par les deux parties qui estiment chacune avoir franchi un pas quant au fond.

En fait, la France réalise qu'au-delà de la pure forme, ce résultat est un coup de semonce et que les débats, d'année en année, enregistrent des majorités plus larges et des exigences croissantes et irréversibles en faveur de la Tunisie et du Maroc, et ne pouvaient donc que conforter la tendance vers la reconnaissance inéluctable de leur droit à la souveraineté et à l'indépendance. Il est important de noter le ralliement à la cause de la Tunisie de 4 pays scandinaves : Suède, Norvège, Danemark et Islande - les trois derniers étant membres de l'OTAN - et de 4 pays latino américains, en plus des pays arabes, asiatiques, africains et du bloc socialiste. Deux autres pays membres de l'OTAN se sont abstenus, le Canada et la Grèce.

Dans ce contexte, quelle politique promouvoir pour sortir les rapports franco tunisiens de l'impasse ? Pierre Voizard s'est d'abord attaché à prendre des mesures d'apaisement : suppression de la censure, levée du couvre-feu, rétablissement de la liberté de circulation dans l'intérieur, changement du général Pierre Garbay (commandant supérieur des troupes de Tunisie), libération de la majorité des détenus dans les camps, notamment Mongi Slim et Fathi Zouhir. Il aurait souhaité, avouait-il, transférer Bourguiba en France, mais Bidault qui avait approuvé l'exil de Mohamed V n'était pas porté à une mesure libérale. En fait, il n'était autorisé ni à surmonter le dilemme de la co-

souveraineté, ni à libérer Bourguiba, ni à associer le Néo Destour. Limité quant au fond par la portée de ses réformes et, quant au choix des ministres, par le tabou frappant les destouriens, il ne pouvait même pas aspirer à la plateforme politique de Louis Périllier en août 1950. Etant talonné par ailleurs par Antoine Colonna et Gabriel Puaux, sénateurs des français de Tunisie, et par les excès des tribunaux militaires qui distribuaient les condamnations les plus sévères contre les résistants et les nationalistes, il était en porte-à-faux et risquait de perdre le bénéfice des mesures d'apaisement sans réussir le tournant salutaire. Pris dans cette contradiction, Voizard a néanmoins réussi à réaliser une détente, à gagner le palais à sa démarche et à promettre une ouverture qui laisse espérer une sortie de crise.

Les cent jours du gouvernement M[^]ali

Bien accueilli à Carthage, Voizard rétablit le dialogue avec Lamine Bey. Le 18 janvier 1954, il obtient son consentement pour nommer Premier Ministre Mohamed Salah Mzali en remplacement de Slaheddine Baccouche. C'est avec Mzali qu'il met en chantier un plan de réformes qui sera promulgué au lendemain de la formation du nouveau gouvernement. La prouesse tactique consiste à reconstituer autour du palais et de la Résidence générale, enfin réconciliés, une formation qui récupère les ministres du gouvernement Chenik, tout en écartant les hommes du Néo Destour. A part Mzali lui-même, deux autres anciens ministres se rallient : Mohamed Saadallah (Habous et Institutions musulmanes) et Dr Mohamed Ben Salem (Santé). Le gouvernement M-S. Mzali, comprenant en tout huit ministres³⁶, est investi le 2 mars. Le 4 mars, le Bey signe six décrets qui constituent le nouveau plan de réformes. Avec ou sans l'aval du Néo Destour, ce plan en lui-même est-il véritablement porteur d'une nouvelle politique ? Qu'en est-il de la co-souveraineté ?

Les "réformes Voizard" comprennent deux volets. Au niveau de l'Exécutif, la majorité tunisienne prévaut au Conseil des Ministres avec 8 ministres tunisiens et 4 directeurs français (le gouvernement Chenik comptait 7 + 7 avec présidence tunisienne). En outre, le Premier Ministre, Président du Conseil, devient Chef du gouvernement, chargé

de coordonner l'action de l'ensemble des ministères et directions, et de présider les commissions interministérielles. Le Secrétaire Général est subordonné au Premier Ministre en qualité de Secrétaire Général de la Présidence du Conseil. Les visas et assentiments sont abolis : il revient désormais au seul Premier Ministre de viser les actes des ministres tunisiens et des directeurs français. Cependant, le Résident Général conserve le contrôle des décrets beylicaux, qu'il vise pour promulgation. Au niveau du Représentatif, est créée une Assemblée tunisienne élue pour neuf ans, renouvelable par tiers tous les trois ans, et compétente en matière législative ; d'abord consultative, elle deviendra délibérative dans une deuxième étape. Pour la discussion du budget, l'Assemblée devient mixte et paritaire — des élus français y siègent en nombre égal. Dans les municipalités, les conseillers élus pour neuf ans sont renouvelables par tiers tous les trois ans ; le maire élu peut être français ou tunisien : la présidence de droit par l'un ou l'autre est supprimée, sauf pour Tunis et Bizerte où le maire reste français. Les conseils de caïdat s'ouvrent désormais aux membres français, admis de droit.

A l'appui des réformes, le Bey plaide auprès de Vincent Auriol un geste en faveur des condamnés politiques - l'amnistie - et le transfert en France de Habib Bourguiba. Sa requête n'a pas d'écho ; c'est seulement en mai que Bourguiba est transféré de la Galite à Ie de Groix en Bretagne.

Quant au fond, les réformes, dès qu'elles sont rendues publiques, font l'objet des critiques les plus vives. Les griefs du Néo Destour portent principalement sur quatre points :

- * l'Assemblée budgétaire mixte consacre la co-souveraineté ;
- * les réformes sont muettes sur l'objectif final : rien n'indique qu'elles sont une étape vers l'autonomie interne. Mongi Slim réclame donc « une définition préalable et non équivoque du but à atteindre » ;
- * les postes clés (finances, enseignement, travaux publics) sont toujours attribués aux français : jusqu'à quand ? Quand l'exécutif tunisien sera-t-il homogène ? Enfin,
- * les questions de principes ne sont pas tranchées : l'acceptation des réformes par le Bey ne saurait remplacer une négociation avec les représentants du peuple ; les réformes maintiennent un régime non démocratique.

Le Rassemblement français se félicite du maintien du "pouvoir budgétaire" conformément à l'esprit du 15 décembre, mais il rejette la rupture de la parité au sein de l'Exécutif et le recul des responsabilités de la France dans la gestion du pays. Des manifestations d'hostilité sont organisées par les français contre le Résident Général, souvent conspué par des groupes de français lors de ses déplacements.

Le 15 avril, les représentants des organisations nationales - partis politiques, chambres économiques et formations syndicales — tiennent une réunion sous la présidence de Tahar Ben Ammar et concluent que les réformes n'ont pas apporté la démocratisation des institutions ni la restauration de la souveraineté tunisienne ; au contraire, ces réformes maintiennent la co-souveraineté dans l'esprit de la lettre du 15 décembre ; ils demandent donc la reconnaissance de la souveraineté tunisienne une et indivisible, avec une assemblée législative élue, un gouvernement homogène responsable devant cette assemblée, la tunisification de la Fonction Publique dans le respect des situations acquises et l'institution d'un Tribunal Administratif. La résolution qu'ils adoptent est transmise au Bey, au Résident Général et au ministre des Affaires Etrangères.

En fait, dès que la consistance des réformes était connue, l'atmosphère politique avait totalement changé. Il était clair que Voizard maintenait la politique de co-souveraineté et que Mzali, conscient des enjeux, avait basculé. Le faible espoir qui avait accompagné le changement de Résident s'évapourait et l'attentisme des cinq premiers mois du mandat de Voizard n'était plus justifié. Le relâchement de la tension auquel ont œuvré les uns et les autres risquait d'être interprété comme un effondrement de la résistance nationale. Les élections pour les chambres économiques, fixées pour le 13 juin, risquaient d'abuser l'opinion et de compliquer davantage la bataille politique. Ainsi s'imposait, pour le Néo Destour, la nécessité d'en finir avec l'expérience Voizard-Mzali. Les cellules reçoivent le mot d'ordre³⁷ de relancer l'action de résistance.

Le 17 mars, les étudiants de la Zitouna déclenchent une série de manifestations auxquelles se joignent les élèves des lycées de Tunis et des villes de l'intérieur : on déplore des morts et des blessés. Le 19 mars puis le 22, la gare de Gafsa et l'autorail Sousse — Miliana font l'objet d'attaques par des groupes armés de résistants. Dans les villes et dans les

campagnes, les attentats reprennent et s'intensifient. Sans doute le général Boyer de Latour, nouveau commandant des troupes de Tunisie, qui venait tout juste de prendre ses fonctions le 10 mars, avait-il cru devoir répondre à la recrudescence des violences en décidant l'exécution des tunisiens condamnés par les tribunaux militaires. Le 21 mars et le 27 mars, trois jeunes résistants ayant participé aux événements de Moknine de février 1952 étaient exécutés à Sedjoumi. Ces actes ne faisaient que jeter de l'huile sur le feu.

Le Bey pressent la catastrophe. Saisissant l'approche de Ramadan (3 mai) et la prochaine célébration du 15 mai, date de son accession au trône, et redoutant par ailleurs la perspective des élections, il obtient du Résident Général des mesures de clémence qui profitent à plus de 400 condamnés tunisiens ; le 21 mai, Habib Bourguiba est transféré en France, à l'île de Groix, et autorisé à recevoir des visites. Ces mesures, cependant, sont loin de compenser l'effet des exécutions, encore moins le poids de l'impasse politique qui prévaut dans tous les milieux. A nouveau, comme en janvier 1952, la violence et la contre violence se déchaînent. Entre mars et mai, les villes du Sahel et du Sud s'embrasent, et pas moins de douze affrontements armés se produisent dans les montagnes de Sidi Bouzid, Gafsa et Kasserine. Dans le contexte d'affrontement total où replonge le pays, la logique de la force ne saurait préserver la fragilité des équilibres politiques, elle ne pouvait que ruiner les laborieux replâtrages du duo Voizard-Mzali.

Le général Boyer de Latour réclame des renforts : il ne disposait alors que de 15.000 hommes tout au plus, y compris 15 escadrons de gendarmerie ; il exige deux régiments d'infanterie — promis par la métropole au cas où la situation de guerre au Vietnam est surmontée — ainsi que des renforts d'Algérie qui seraient plus opérationnels, étant familiarisés avec le milieu. Mais Voizard retient seulement les renforts venant d'Algérie et qui, en effet, sont bientôt fournis.

Le 7 mai, la capitulation des forces françaises du camp retranché de Dien Bien Phu « n'a pas manqué de son côté d'exercer son influence sur la détérioration des rapports franco tunisiens en incitant certains éléments du Rassemblement à une agressivité accrue et les "terroristes" à une action plus vigoureuse » : ainsi s'exprime le Premier Ministre

Mzali³⁸. Le 24 mai, pour venger la mort d'un garde forestier tombé la veille sous les balles des fellagas, deux notables tunisiens, Ali et Tahar Haffouz, du village de Pichon, près de Kairouan, sont victimes d'un attentat typique de la Main Rouge : leur voiture est criblée de balles par les occupants d'une voiture qui a aussitôt disparu. La riposte intervient deux jours plus tard : cinq colons français sont assassinés le 26 mai dans deux fermes de la région d'Ebba-Ksour, provoquant une grosse émotion dans les centres de colonisation et parmi les élus français qui réclament désormais la protection de l'armée. Le 29 mai, le Premier Ministre Mohamed Salah Mzali échappe à un attentat à l'entrée même du Dar El Bey, le siège du gouvernement. Le 31 mai, le Résident Général prend les accents de son prédécesseur pour annoncer à la radio un renforcement de la sécurité qui, par son ampleur, donne la mesure de la militarisation irrésistible de la situation.

La solution politique à laquelle aspirait Pierre Voizard et qui avait un moment fait illusion à Mohamed Salah Mzali et au Bey est un échec. Tous réalisent amèrement leur isolement lorsque, le 3 juin, la cérémonie de présentation des vœux de l'Aïd au palais est, pour la première fois, boycottée par les tunisiens. Le Bey, du moins, n'en était guère surpris. Le 27 mai, avant-veille de l'Aïd, le journal *Sabah* publiait en première page une nouvelle qui explique le discrédit jeté sur le palais : Habib Bourguiba avait fait remettre au Bey la décoration de la Grand Croix du *Nichan Ijikhhar* que le Souverain lui avait décernée en août 1950, sous le ministère Chenik. La portée du geste était plus que symbolique. Du reste, le sentiment d'échec hantait déjà le Premier Ministre qui, au lendemain du 15 mai, fête du trône, avait présenté sa démission au Bey. « Le Souverain m'a exhorté à la patience, écrit-il dans ses Mémoires³⁹, et m'a demandé de lui laisser le temps de se concerter avec le Résident Général ».

Pour sa part, la communauté française condamne l'impuissance des représentants de la République. Le 29 mai, le Résident Général était attendu à l'aéroport, à son retour de Paris, par plusieurs centaines de manifestants français qui l'ont hué en lui faisant porter la responsabilité des massacres des colons. Mais l'annonce des mesures de sécurité n'a pas calmé l'effervescence. Le 8 juin, le Rassemblement organise au centre de

Tunis, avenue Jules Ferry, une manifestation qui se veut un "cortège de deuil" réunissant plusieurs milliers de personnes qui défilent "sans mots ni cris" entre la statue de Jules Ferry et la tombe du soldat inconnu. Or, cinq jours plus tard, lors des élections pour le renouvellement des Chambres économiques, une nouvelle opération de la résistance à Jebel Labiodh, près du Kef, fait encore cinq victimes françaises et de nombreux blessés.

Les renforts militaires, venus principalement d'Algérie, permettent de dresser des plans offensifs contre le mouvement fellaga. Tandis que le général Boyer de Latour multiplie les opérations dans les zones montagneuses, avec des fortunes très diverses, les villes s'enfoncent dans le terrorisme et les bilans macabres s'allongent. Voizard se pose le problème politique. La chute du gouvernement Laniel, démissionnaire le 13 juin, est suivie à Tunis de la démission du gouvernement Mzali. Lâché par quatre ministres - Mohamed Saadallah, Tahar Lakhdhar, Mohamed Ben Salem et Nouredine Zaouche - qui annoncent leur départ le 16 juin, Mzali présente le lendemain la démission du gouvernement, ouvrant ainsi une période de vide gouvernemental qui, en fait, illustre un vide politique. Les cent jours du gouvernement Mzali finissent en un échec général : l'expérience Voizard-Mzali n'a pas apporté les réponses exigées par la situation. Le chaos menace.

Le même jour, 17 juin, le discours programme de Pierre Mendès France, pressenti pour former le nouveau gouvernement français, jette quelque espoir pour une véritable réponse politique. Obtiendra-t-il l'investiture ? Le vide vertigineux qui hante les consciences est dramatique. Paris, Tunis, Rabat... et Genève - où la conférence sur l'Indochine, ouverte le 26 avril, est suspendue en attendant le remplaçant de Georges Bidault — attendent la montée d'un interlocuteur assez fort pour tirer les conséquences de toutes les impasses accumulées. Le 18 juin, Mendès France est investi par une majorité exceptionnelle de 419 voix contre 47. La priorité du nouveau Président du Conseil est de mener à bonne fin les pourparlers de Genève appelés à se terminer le 20 juillet.

Mendès France : le tournant

Pressenti pour diriger le gouvernement après le désastre de Dien Bien Phu, Mendès France réalisait la nécessité de conclure la négociation de

Genève sur des bases réalistes et dans un temps défini. Le fond du problème était, pour la France, d'admettre la fin de la souveraineté française en Indochine. Dien Bien Phu se rattache avant tout à la révolution nationale vietnamienne qui, en elle-même, est irréductible. Quand la revendication nationaliste passe à l'action armée, la réponse militaire ne pourrait être au mieux qu'une manœuvre de retardement. Si, de surcroît, elle bénéficie d'une solidarité régionale et d'un contexte stratégique favorable, l'issue inéluctable est alors brutale. Avec ou sans l'enjeu communiste, avec ou sans les fautes tactiques des généraux, l'aventure militaire au Vietnam était vouée à l'échec. A la conférence de Genève, Pham Van Dong, Chou En Lai et Molotov font bloc⁴⁰. Ainsi, relativement au Vietnam, la cause est entendue. En Tunisie et au Maroc, les nationalismes contrariés ont déjà pris les armes : le crescendo militaire ne saurait certes s'élever à la hauteur du défi vietnamien - il n'y aura vraisemblablement pas de Dien Bien Phu — mais l'enjeu est de même nature et sa dynamique obéit à la même loi de l'histoire. Mendès France réalise que, dans les deux monarchies, la bataille de la co-souveraineté est perdue : la page sera tournée. Sur ce fond, il conçoit la fin du protectorat et l'inanité d'une réponse militaire. C'est par réalisme, non par idéalisme, que les plus éclairés des dirigeants politiques français, y compris Mendès France et de Gaulle, ont été amenés à la politique de décolonisation. Sur ce fond, une part d'intelligence et de compromis politique doit prévaloir pour mieux préserver les intérêts de la France. Pierre Mendès France est le premier homme d'Etat français dont le rapport au nationalisme maghrébin est fondamentalement différent. A son avantage, l'homme témoigne aussi d'une élévation morale et du sens de la dignité qui, dans ses rapports avec les colonies, le distinguent de ses prédécesseurs.

Le choc de Dien Bien Phu permet d'appréhender les problèmes avec plus de réalisme et de surmonter ainsi quelques impasses. Mendès France y trouve un levier suffisant pour déterminer le Parlement français à souscrire aux nécessaires évolutions de ce qui fut l'Empire colonial. Comme la Tunisie et le Maroc ont déjà engagé la lutte armée, la brèche leur a profité en premier. Dans sa déclaration devant le Parlement, Mendès France affirme sa volonté de « reprendre avec la Tunisie et le

Maroc les dialogues malheureusement interrompus », ajoutant qu'il ne tolérerait pas « d'hésitations ou de réticences dans la réalisation de promesses faites à des populations qui ont eu foi en nous. Ne leur avons-nous pas promis de les mettre en état de gérer leurs propres affaires ? » Assumant lui-même les Affaires Etrangères, il crée le Ministère des Affaires Marocaines et Tunisiennes, confié à Christian Fouchet, un fidèle gaulliste. Pour la Tunisie, il va trancher dans le vif : le 19 juillet, il communique à Boyer de Latour sa résolution de se rendre à Tunis et de proclamer l'autonomie interne ^{4L} A Mohamed Masmoudi, qu'il voit à Genève chez le consul de France, il expose son plan de règlement tout en invitant le Néo Destour à se joindre à la nouvelle dynamique. Le 28 juillet, il signifie lui-même à Pierre Voizard la fin de sa mission.

Le Rassemblement des français de Tunisie réalise à son tour, dès le 17 juin, avec le discours d'investiture de Pierre Mendès France, la portée du tournant politique. La publicité donnée à l'entretien d'Alain Savary avec Habib Bourguiba le 4 juillet dans son nouveau lieu d'exil à Groix, annonce le retour en force des nationalistes qui, plus que jamais, étaient accusés de terrorisme et du massacre des colons. De leur côté, les groupes de fellagas, harcelés dans les montagnes par les offensives des forces françaises, multiplient les attaques dans le Nord, le centre et le Sud : accrochages et embuscades font des dizaines de victimes de part et d'autre. Dans les villes, la violence prend une nouvelle forme : le mitraillage des cafés en plein centre ; des attaques sanglantes se répètent en représailles les unes contre les autres à Tebourba, Menzel Bou Zelfa et Ferryville. Le 13 juillet, la Main Rouge frappe au centre de la Marsa : le Dr Abderrahmane Mami, premier médecin du Bey, tombe victime d'une rafale tirée à bout portant, devant son domicile, par les occupants d'une voiture qui, comme toujours, disparaît aussitôt le forfait accompli. Le Dr Mami succombe le lendemain à l'hôpital. Le jour de ses obsèques, alors que 15.000 tunisiens se rassemblent pour lui rendre le dernier hommage, deux médecins français sont attaqués, l'un à Sousse, le Dr Biérent, l'autre à Tunis, le Dr Granni.

A partir de Genève, Mendès France est alarmé par le chaos qui s'installe en Tunisie. Il appelle Christian Fouchet à exiger une enquête pour identifier et poursuivre les responsables des actes de violence quels

qu'ils soient. Le général Boyer de Latour est alors convoqué à Paris puis, le 18 juillet, à Genève où le Président du Conseil lui rappelle le caractère inadmissible du contre terrorisme attribué aux services de sécurité placés sous la responsabilité de la France. La relève de Pierre Voizard est décidée le jour même. Or, partout les attentats, les accrochages et les embuscades s'intensifient. Le 24 juillet, le lieutenant-colonel Benoît de la Paillonne, directeur de l'administration centrale de l'armée, est tué à la sortie de son bureau au centre ville.

La visite à Tunis, que le Président de Conseil maintient en dépit des réserves de Boyer de Latour, est conçue dans le but de provoquer un choc psychologique et de marquer le changement de cap. Afin de calmer les appréhensions des conservateurs de tous bords, il sera accompagné du Maréchal Juin, du Ministre Christian Fouchet et d'Yves Perrussel, chef des gaullistes de Tunisie. Le 30 juillet, il obtient du gouvernement, réuni dans la soirée, le consensus pour proclamer l'autonomie interne de la Tunisie. Le 31 juillet, devant Lamine Bey, il déclare : « L'autonomie de l'Etat tunisien est reconnue et proclamée sans arrière-pensée par le gouvernement français... nous sommes prêts à transférer à des institutions tunisiennes l'exercice interne de la souveraineté. » Les français de Tunisie auront leurs représentations propres sans prétendre à la mixité : ils seront consultés et leurs droits seront respectés. La France, en vertu du traité du Bardo, devra assurer « la sécurité de la Tunisie et ses relations internationales. » Le même jour, il signifie au Bey son souhait de hâter la formation d'un gouvernement tunisien, tout en précisant qu'il lève le veto contre le Néo Destour.

En substance, la France abolit la lettre du 15 décembre 1951, prend acte du fait national tunisien et reconnaît le Néo Destour comme un acteur central. Habib Bourguiba, préparé pour ce tournant depuis la communication faite à Masmoudi à Genève, mesure la portée de la rupture réalisée par Mendès France avec la politique de ses prédécesseurs. En toute responsabilité, il donne à cette rupture sa pleine portée historique et proclame, le jour même du 31 juillet, que l'autonomie interne ne saurait être qu'une étape sur la voie de l'indépendance⁴². Mais en bon politique, il accepte de ménager les transitions et de concourir au succès de l'expérience ; il admet notamment la formation d'un gouvernement de

négociation présidé par une personnalité indépendante. Pour sa part, Mendès France voulait la participation pondérée du Néo Destour, à l'exclusion des personnalités associées à la plainte déposée à l'ONU. En définitive, c'est Tahar Ben Ammar qui fut chargé de former le nouveau Cabinet, Aziz Jallouli, pressenti en premier, ayant décliné. Le jeu d'équilibre politique, auquel a veillé à distance Habib Bourguiba, aboutit à une équipe de cinq indépendants, quatre néo destouriens et un socialiste. Trois Ministres d'Etat : Aziz Jallouli, Mongi Slim et Mohamed Masmoudi, sont chargés des négociations. Les directions françaises subsistent : finances, travaux publics, enseignement et PTT.

Investi le 7 août, Tahar Ben Ammar doit faire face à trois impératifs : l'ouverture des négociations ; la libération des prisonniers politiques ; la fin des violences et le retour au calme. Le 18 août, il se rend à Paris où il entreprend les premiers contacts en vue de l'ouverture des négociations. Il s'entretient ainsi avec le Président du Conseil et avec Habib Bourguiba, qui avait été transféré depuis un mois au château de La Ferté à Amilly. Le 4 septembre, les négociations sont solennellement ouvertes à Tunis avant de reprendre le 13 septembre à Paris. Le 4 octobre, Bourguiba est transféré à Chantilly, plus près de Paris et des négociateurs.

Les mesures d'apaisement réclamées par les tunisiens et dont Mendès France sentait l'urgence⁴³ étaient retardées par les atermoiements du Résident Général qui voulait en user comme moyen de pression pour faire cesser les opérations des fellagas, en attendant de les éliminer militairement. Ce n'est qu'en septembre, sur les injonctions de Christian Fouchet, que Boyer de Latour se résout à fermer le camp de Tataouine, à libérer plus de deux cents tunisiens astreints à des mesures de résidence forcée et à lever l'interdiction du Néo Destour. Une centaine de prisonniers condamnés à des peines légères étaient libérés. De toute évidence, Paris s'efforçait de tourner la page et d'établir un climat de confiance.

Restait le problème de la sécurité qui était au cœur de l'opération politique conduite par Mendès France. La politique de la main tendue appelait, en contrepartie, l'arrêt des violences. Or, les actes de résistance se poursuivaient avec la même intensité et ne manquaient pas d'alimenter chez les français une campagne de dénigrement qui s'en

L'autonomie interne de la Tunisie

L'autonomie interne de la Tunisie, scellée le 3 juin 1955, a mis fin à trois ans de résistance armée et ouvert la brèche dans le bloc colonial français en Afrique. Deux hommes d'Etat, Pierre Mendès France et Edgar Faure ont, les premiers, conçu une relation de respect et de coopération avec le nationalisme tunisien et marocain et admis la fin de l'administration directe dans les deux protectorats. Ce pas décisif, que les gouvernements successifs de la Quatrième République française étaient impuissants à accomplir jusqu'en juillet 1954, s'était imposé après le désastre militaire de Dien Bien Phu (8 mai 1954) et après l'internationalisation des questions tunisienne et marocaine.

Le déclenchement de l'insurrection algérienne, le 1^{er} novembre 1954, a précipité le processus de la décolonisation dans l'ensemble de l'Afrique



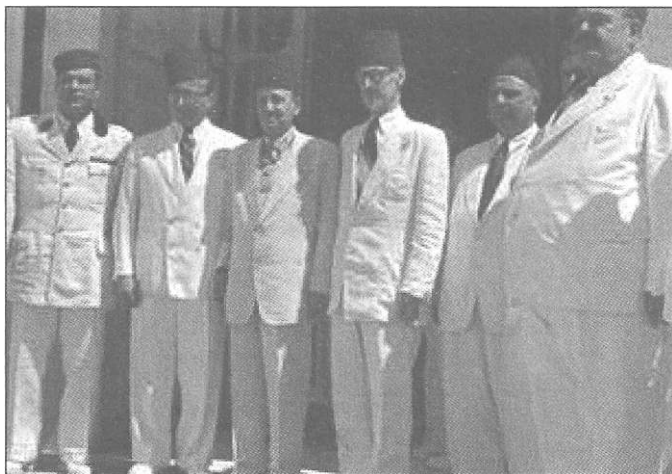
Pierre Mendès France (1907-1982),
Président
du Conseil, déclare le
31 juillet 1954 devant
Lamine Bey :
« L'autonomie interne
de l'Etat tunisien est
reconnue et
proclamée sans
arrière-pensée par le
gouvernement
français. »



Edgar Faure (1908-1988)
conduit jusqu'à son terme
la négociation sur
l'autonomie interne de la
Tunisie et souscrit avec le
sultan Mohamed V le
principe de l'indépendance
du Maroc.

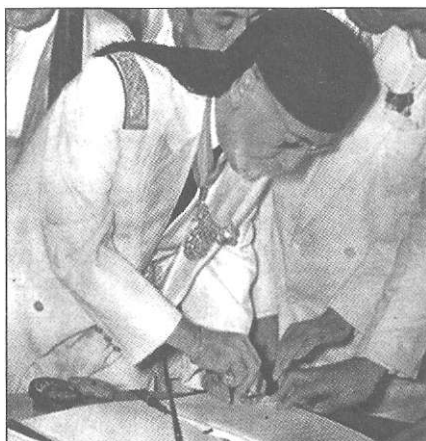


M. Chenik



Le Gouvernement Chenik du 17 août 1950
De gauche à droite : Dr. Mohamed Ben Salem, Salah Ben Youssef, Mhamed Chenik, Dr. Mahmoud Materi, Mohamed Badra et Mohamed Saadallah

Tahar Ben Ammar (1889-1985), deux fois Premier Ministre, a signé d'abord le 3 juin 1955 les Conventions d'autonomie interne puis, le 20 mars 1956, le Protocole de l'Indépendance. La photo ci-contre représente la signature des Conventions d'Autonomie interne. De gauche à droite : Edgar Faure, Jean Basdevant, Tahar Ben Ammar, Taoufik Ben Cheikh, Fathi Zouhir, Ahmed Mestiri et Mongi Slim.



*Palais de Carthage, 27 août 1955.
Cérémonie de signature par Lamine Bey des Conventions d'autonomie interne du 3 juin 1955, sur la même table ayant servi à la signature du traité du Bardo le 12 mai 1881. Auparavant, les Conventions étaient ratifiées à une large majorité par le Parlement français : le 9 juillet par la Chambre des Députés et le 4 août par le Sénat.*

prenait autant à Mendès France qu'aux tunisiens en qui il semblait placer sa confiance. En fait, la connivence des services de sécurité avec le noyau dur du Rassemblement français laissait subsister une longue période d'équivoque où la convergence entre les dirigeants français et tunisiens dans l'ordre politique était contrariée par l'irrédentisme de l'appareil colonial. Il est connu que la Main Rouge n'est qu'un prolongement des services de police : le Néo Destour peut-il abandonner la résistance armée tant que le faisceau de la police coloniale avait sa propre politique et livrait sa propre guerre ? Il mesurait par ailleurs la fragilité du gouvernement français, observait de près le scepticisme de la droite française et n'écartait guère la possibilité d'un échec des négociations. Dans un tel cas, le risque de retournement de la situation ne devait pas trouver les tunisiens totalement désarmés. Ainsi, tout en voulant garantir le succès de l'expérience politique en cours, le Néo Destour devait se garder d'arrêter trop tôt l'élan de la résistance.

Un premier entretien secret entre Mendès France et Bourguiba chez le journaliste Charles Gombault, éditorialiste à France Soir, permet de passer en revue les grands problèmes. Entre les deux hommes s'établissent un courant de confiance et une estime réciproque. Mais dans l'intervalle, la situation équivoque risque de miner les progrès politiques. Pour les tunisiens, il appartient à la France de purger les services de police et de redresser l'état de fait. Mais au lendemain du 1^{er} novembre 1954, date du déclenchement de l'insurrection en Algérie, le problème de la sécurité acquiert une portée plus profonde : pour les français, la guérilla dans les maquis mitoyens de l'Algérie signifie une extension du front et un changement d'échelle aux conséquences incalculables. C'est alors que la question est posée à la table des négociations : le 11 novembre, la délégation française pose l'arrêt de toutes les violences comme condition *sine qua non* pour la poursuite des négociations. Aussitôt avisé, Bourguiba mesure la portée de la décision. En toute responsabilité, il en prend l'engagement, en étant conscient qu'à ce stade de la négociation, c'était un pari.

A sa demande, le Conseil National du Néo Destour adopte le 14 novembre une motion qui approuve la fin des violences et qui exige l'amnistie générale, la levée de l'état de siège, la libération de tous les

1^{er} juin 1955, le jour de la victoire



Le 1^{er} juin 1955, date du retour triomphal de Habib Bourguiba, est célébré pendant trente ans comme le Jour de la Victoire et comme Fête Nationale. L'accueil réservé à Bourguiba par le peuple en liesse, accouru de toutes les régions du pays, est un triomphe qui dépasse la portée de l'autonomie interne. Cette journée mémorable manifeste la victoire totale du Néo Destour, fixe la juste mesure des forces et détermine, à partir de ce jour, la légitimité supérieure de Habib Bourguiba sur tous ses compagnons et la position dominante du Néo Destour sur la scène intérieure.



détenus politiques, la fermeture des camps d'internement ainsi que la cessation des opérations militaires et des poursuites contre les fellagas. Le 22 novembre, au terme d'intenses discussions, un appel conjoint du gouvernement et du Résident Général invite les fellagas à remettre les armes. Du 1^{er} au 9 décembre, la collecte des armes, conduite par des émissaires du Néo Destour, conclut l'épisode de la résistance armée. Le bilan s'établit à 2719 fellagas⁴⁴ ayant rendu les armes et 2144 armes recueillies dont 1740 en bon état de fonctionnement⁴⁵. Depuis lors, un seul incident a terni le retour au calme : dans la nuit du 14 au 15 décembre, huit bombes éclatent à Tunis et à Sfax aux domiciles de personnalités destouriennes : la Main Rouge ne se fait pas oublier.⁴⁶

La décision de désarmement des fellagas soulève une vive controverse avec Salah Ben Youssef qui, de l'extérieur, plaide pour l'intensification et la généralisation de la résistance armée avec, pour objectif, l'indépendance totale des trois pays. Pour lui, l'insurrection algérienne créait une nouvelle réalité et dictait un recentrage général des stratégies à l'échelle du Maghreb. Pour Habib Bourguiba, l'option en faveur de la politique des étapes est risquée mais elle répond plus sûrement à la philosophie politique du Néo Destour et, quant au fond, elle déterminera les évolutions ultérieures de la Tunisie. D'une part, le retour au calme est inhérent à la démarche de Mendès France ; le revirement que ce dernier a réalisé par rapport à la politique de ses prédécesseurs, et qui répond aux objectifs fixés par le Néo Destour, implique en contrepartie le renoncement à la violence : cette mesure doit être politiquement honorée. D'autre part, le pari sur la politique de Mendès France est en voie d'être gagné même si Mendès France lui-même est renversé dans l'intervalle⁴⁷. Les majorités parlementaires en France continuent en effet à soutenir cette politique jusqu'à la signature des Conventions d'Autonomie interne et jusqu'à l'indépendance de la Tunisie et du Maroc. Enfin, dans la stratégie de décolonisation, la thèse bourguibienne est encore plus sûre : quand le système colonial prend acte du fait national, qu'il accepte la négociation et qu'il renonce à la politique de répression, il est juste que le mouvement de libération renonce pour sa part à l'action armée. L'exemplarité du cas tunisien servira plus sûrement la cause de la libération du Maroc et de l'Algérie

en donnant la preuve que la violence est inhérente au seul colonialisme et que la volonté de libération nationale n'est pas nécessairement porteuse de violence. Il dépendra essentiellement de la France de reconnaître le fait national marocain et algérien et d'en tirer les conséquences pour faire cesser l'enchaînement des violences. L'intégrité de la stratégie bourguibienne est inattaquable.

Sur le plan strictement tunisien, la résorption du phénomène fellaga devait bénéficier à l'évolution future du régime en réaffirmant la prééminence du pouvoir civil et en vérifiant la validité de la doctrine du parti que l'action armée est essentiellement une opération politique et qu'elle ne devait intervenir que pour amener la France à renoncer à l'action militaire et à privilégier la voie du règlement négocié. Cette thèse, constamment développée par Habib Bourguiba, a permis de prémunir l'Etat tunisien contre les prétentions des militaires et contre toutes les velléités militaristes. Le succès de la campagne de désarmement des fellagas, réalisée en huit jours, illustre déjà l'autorité réelle de la direction centrale du parti contre les ambitions soudaines des chefs maquisards. Moins de dix ans plus tard, en juillet 1961, l'affrontement tragique de Bizerte soulèvera une controverse de même nature mais, pour Bourguiba, le coup d'éclat de Bizerte sera encore une opération politique et non militaire.

Pour la Tunisie, la résistance armée aura duré trois ans, de janvier 1952 à décembre 1954.

Notes

1. Les cinq principes posés par Nehru et Chou En Lai dans le Traité sino-indien sur le Tibet du 29 avril 1954 sont : Respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté ; Non agression mutuelle ; Non ingérence dans les affaires intérieures ; Egalité et avantages mutuels ; Coexistence pacifique.
2. La Charte de l'Atlantique : Déclaration en sept points approuvée par Franklin Roosevelt et Winston Churchill le 14 août 1941 et qui préconise en son point 3 " le respect du droit de chaque peuple de choisir sa propre forme de gouvernement ainsi que la restauration des droits de souveraineté et de self-government pour ceux qui en ont été privés par la force ».
3. La première partie des travaux de la conférence porte sur "l'organisation politique de l'Empire français" ; la Déclaration liminaire adoptée à cet égard pose le principe suivant : « Les fins de l'œuvre de civilisation accomplie par la France dans les colonies écartent toute idée d'autonomie, toute possibilité d'évolution hors du bloc français de l'Empire.

- La constitution éventuelle, même lointaine, de self-governments dans les colonies est à écarter. » Cette déclaration est à la base de la doctrine française relativement aux colonies ; elle est notamment endossée par le parti Gaulliste RPF.
4. Dans son discours d'ouverture de la conférence, de Gaulle déclare : « Une opinion française et alliée avertie verra dans cette Conférence le signe de la bonne volonté qui anime notre pays, sa foi dans les principes démocratiques et dans l'avenir des races qu'elle s'est associées. »
 5. Le parti de l'Istiqlal est formé le 23 décembre 1943.
 6. Commentant l'entretien en tête à tête de Mohamed V avec le Président Roosevelt à Anfa le 22 janvier 1943, de Gaulle, dans ses *Mémoires d'espoir*, dénonce les « insidieux conseils de Roosevelt qui, lors de la conférence d'Anfa, incitait [le sultan] à dénoncer le traité de protectorat. » Dans ses *Mémoires de Guerre*, de Gaulle rapporte en ces termes son entretien avec Mohamed V après les cérémonies du 18 juin 1945 à Paris : « Quand, à Anfa, lui dit-il, le président Roosevelt fit miroiter à Votre Majesté les merveilles de l'immédiate indépendance, que vous proposait-il en dehors de ses dollars et d'une place dans sa clientèle ? »]
 7. Un article de Charles André Julien publié dans *Ce Populaire* du 28 juin sous le titre *Alerte au fascisme en Algérie* apporte des précisions : « La répression a été disproportionnée et atroce. L'autorité militaire a lâché autour de Sétif des Sénégalais et des légionnaires qui ont massacré et violé en toute liberté. On suivait leur trace aux incendies qui jalonnaient le plateau. Dans la région de Djidjelli, où il n'y avait pas eu de victimes et où la population musulmane assurait l'ordre, d'autres Sénégalais purent tuer et brûler à loisir. Cependant le *Duguay-Trouin* bombardait les environs de Kherrata et les avions inondaient les douars de bombes. La panique rendit féroce la population civile européenne. A Sétif, on abat sommairement tout musulman qui ne porte pas un brassard. A Guelma on fusille plusieurs centaines de jeunes gens. A Djidjelli, c'est sous l'œil approbateur du préfet de Constantine que des miliciens armés et des soldats pillent le quartier musulman. Grâce aux armes distribuées, la vieille haine raciste peut s'épancher dans le sang. »
 8. Leur peine est commuée par le Président Vincent Auriol.
 9. « Au Comité France-Maghreb. L'ultime chance », in *Le Petit Matin*, 2 juillet 1954.
 10. Dr Habib Thameur avait disparu tragiquement le 12 décembre 1949 dans un accident d'avion au Pakistan.
 11. Georges Bidault, Ministre des Affaires Etrangères, révèle dans un télégramme du 14 mai 1945 avoir demandé au Département d'Etat le rappel de Hooker Doolittle de Tunis. Cf. Pierre-Jean Rémy, *Trésors et secrets du Quai d'Orsay*, JC Lattès, Paris, 2001, p. 887.
 12. Dans sa lettre à Farhat Abbas, Habib Bourguiba écrit : « Dans la lutte à peine voilée du monde anglo-saxon contre l'Orient bolchevique, chacun cherche à mettre dans son jeu les meilleurs atouts. Or, l'un des meilleurs atouts aux yeux du monde anglo-saxon, c'est l'Afrique du Nord, clé de la Méditerranée centrale et base d'opération idéale contre une Europe en voie de bolchevisation. »
 13. Cf. Habib Boularès, Préface à *La Lettre à Bourguiba* par Ahmed Tlili, Tunis, 1988.
 14. Louis Périllier, *La conquête de l'indépendance tunisienne*, Laffont, Paris, 1979. Cité plus bas sous *Conquête*.
 15. Le texte du Mémoire figure dans Bahi Ladgham, *Les Années Décisives*, CERES Editions, 1990, p.332.

16. Périllier, *Conquête*, op. cit. p. 113.
17. Mohamed Masmoudi, *Les Arabes dans la Tempête*, Ed. J-C Simoën, Paris, 1977, pp.187-188.
18. In Bahi Ladgham, *Les Années décisives*, op. cit. p.334.
19. Gabriel Puaux, ancien Secrétaire Général du gouvernement tunisien de 1919 à 1922 ; Haut Commissaire des Etats du Levant de janvier 1939 à novembre 1940 ; ancien Résident Général au Maroc (1943-1946) et futur sénateur des français de Tunisie, dont les positions sont hostiles à l'autonomie tunisienne. Cf. aussi Ch-A. Julien, *l'Afrique du Nord en marche*, Ed. Omnibus 2002, Paris, pp. 294-295 et 386-387.
20. A cette date, six pays arabes étaient membres des Nations Unies (Arabie Saoudite, Egypte, Irak, Liban, Syrie et Yémen), ainsi que huit pays asiatiques (Afghanistan, Birmanie, Inde, Indonésie, Iran, Pakistan, Philippines et Thaïlande) et deux pays africains (Ethiopie et Libéria). La candidature de la Jordanie, indépendante depuis le 26 mars 1946, a été rejetée par un veto soviétique en 1947 ; elle n'a abouti que le 14 décembre 1955, conjointement avec celle de la Libye, indépendante depuis le 1er janvier 1952.
21. Trois mois plus tôt, le 3 octobre 1951, le général Guillaume, nommé Résident Général au Maroc en remplacement du général Juin, arrivait à Casablanca à bord du cuirassé *La Gloire*.
22. La Résidence générale rapporte dans une Note « Le 24 janvier, 42 morts et 149 blessés tombèrent pour soutenir l'action de S. Ben Youssef et Badra auprès de l'ONU... Le terrorisme change de forme pour devenir latent dans le pays sous formes de sabotages, d'attentats à l'explosif, de guet-apens contre le service d'ordre et les agents de l'autorité. » Cité par S. El Mechat, *Tunisie, les chemins vers l'indépendance*, L'Harmattan, Paris, 1992, p. 179.
23. Fellag (pluriel fellaga) désigne dans la langue commune le bandit de grand chemin.
24. Les pénalités sont fixées à titre de compensation pour le sabotage des poteaux téléphoniques.
25. Cité par Jean Rous, *Bourguiba*, Ed. John Didier, Paris 1969, pp. 134-135. Le rapport Materi est reproduit dans le livre d'Ali Balahwane, *La Tunisie Révoltée* (en arabe), publication du Comité de Libération du Maghreb Arabe, 1954.
26. Cf. *L'Observateur*, 21 février 1952, cité par Ch-A. Julien, *AN en marche*, op. cit. p.199
27. En octobre 1952, Mrad Boukhris, détaché du Bureau du Caire, rejoint en Libye Ali Zlitni ; ils sont chargés d'un camp pour l'entraînement de volontaires tunisiens appelés à renforcer la résistance armée.
28. Chenik et ses trois collègues seront libérés le 6 mai, sur l'insistance de Vincent Auriol, tandis que Bourguiba est transféré à la même date du camp de Remada à l'île de la Galite ; ses compagnons de détention Mongi Slim, Hédi Chaker et Hédi Noura sont transférés de Remada à Jerba. D'autres mesures d'apaisement sont décidées à la veille de Ramadan (24 mai) : 450 tunisiens déportés dans les camps sont libérés.
29. Lettre du groupe arabo-asiatique du 2 février 1952, S/2508.
30. Nous reprenons dans ce développement l'excellente présentation de M. Béji Caïd Essebsi dans son livre : Habib Bourguiba, *Le bon grain et l'ivraie*, Sud-Editions, Tunis, 2009.
31. Le texte des réformes est reproduit en arabe dans Balahwane, *La Tunisie Révoltée*, op. cit. p. 360.
32. Cf. analyse du Rapport dans Périllier, *Conquête*, op. cit. p. 166.

33. Le rapport des douze daté 23 août et la lettre du Bey datée 9 septembre 1952 sont reproduits en langue arabe dans Balahwane, *La Tunisie Révoltée*, op. cit. p. 397 et p. 411.
34. Portrait de Voizard dans Ch-A. Julien, *ELtla Tunisie devint indépendante*, Ed. Jeune Afrique, 1985, Note 29 p.116.
35. Le texte du Mémoire A/2405/Add.1 et le détail du vote figurent en Annexe.
36. Me Tahar Lakhdhar (Justice), Dr Mohamed Hajouj (Commerce et Artisanat), Abdelkader Belkhodja (Agriculture), Chadli Ben Romdhane (Travail), Nouredine Zaouche (Urbanisme et Habitat).
37. La Résidence Générale établit le bilan de la période 19 mars-13 juillet : 74 civils tués (tunisiens et français) ; 21 tués, 5 disparus et 52 blessés dans le service d'ordre ; une soixantaine de fellagas tués.
38. *Au fil de ma vie*, Ed. H. Mzali, Tunis, 1972, p. 294. De son côté, Boyer de Latour est accablé : « le désastre de Dien Bien Phu et les pourparlers qui s'engagèrent à Genève, écrit-il, ont porté atteinte à notre prestige dans nos territoires d'outre-mer ; tout de suite on sentit la résistance de nos adversaires se durcir malgré l'arrivée de quelques renforts » Cf. *Vérités sur l'Afrique du Nord*, Pion, 1956, p. 54.
39. *Au fil de ma vie*, op. cit. p. 294.
40. Respectivement Premier Ministre du Vietnam, Premier Ministre de Chine et Ministre des Affaires Etrangères de l'URSS.
41. Pierre Boyer de Latour, *Vérités sur l'Afrique du Nord*, Pion, 1956, p. 60.
42. « Les propositions constituent une étape substantielle et décisive dans la voie qui mène à la restauration de la souveraineté complète de la Tunisie. L'indépendance reste l'idéal du peuple tunisien, mais la marche vers cet idéal ne prendra plus désormais le caractère d'une lutte entre le peuple tunisien et la France. » Déclaration à l'AFP le 31 juillet.
43. Dans une note à Fouchet, Mendès France écrit : « Au cours de son récent séjour à Paris, le général Boyer de Latour nous a annoncé un certain nombre de mesures de grâces et de libérations conditionnelles. Je suis surpris qu'elles ne soient pas encore réalisées. » Cité par Ch-A. Julien, *Et la Tunisie devint indépendante*, op. cit. p. 165.
44. Ce chiffre varie selon les sources mais l'effectif n'atteint pas 3000.
45. Un seul chef maquisard, Tahar Lassoued, est resté dans la montagne avec une cinquantaine d'irréductibles. Il se ralliera l'année suivante à Salah Ben Youssef : son sort sera lié à la dissidence yousséfiste.
46. Christian Fouchet réagit sévèrement. Son télégramme au Résident Général dénonce la carence dans la répression du contre terrorisme et la complicité de certains membres des services de sécurité. Cf. Périllier, *Conquête*, op. cit. p. 235.

CHAPITRE XV

Le mouvement syndical tunisien

L'histoire du mouvement syndical tunisien est indissociable de celle du mouvement national. Les luttes et les revendications ont toujours coïncidé dans une même dynamique

A l'origine, le syndicalisme n'était guère le fait de structures ou d'organisations véritablement tunisiennes. Avant l'établissement du Protectorat, les artisans des villes étaient organisés au sein de formations corporatives (fabricants de chéchias, orfèvres, tisserands, etc.) à la tête desquelles officiait un *amine* qui assurait l'ordre et maintenait la cohésion au sein de la corporation. Dans les campagnes, les différentes catégories sociales de la paysannerie (propriétaires fonciers, métayers, bergers, etc.) n'étaient guère structurées ; les véritables travailleurs du sol (*khammès*, *rebaâ*, *cheriks*, *megharsis*, etc.) vivaient dispersés à travers l'espace rural.

Comme suite à l'établissement du protectorat, la politique de mise en valeur des ressources du pays dans tous les secteurs — agriculture, industrie, commerce, transports — modifie profondément le monde du travail. Cette politique connaît un élan fulgurant au lendemain de la Première Guerre mondiale : boom immobilier lié à la création de quartiers européens, naissance de villes nouvelles, aménagements, entrepôts, installations modernes dans les ports (Tunis, Bizerte, Sfax et

Sousse), mise en place des réseaux routier et ferroviaire, exploitation de gisements miniers, introduction du machinisme agricole, création de villages dans les campagnes, etc. La mise en valeur exige la mobilisation d'une main-d'œuvre salariée (ouvriers, contremaîtres, techniciens de différentes spécialités, cadres de différents niveaux) et d'un personnel administratif. Les nouveaux organes étatiques créés pour diriger économiquement et politiquement le pays entraînent la formation d'une pléthore de fonctionnaires qui s'organisent en syndicats à l'intérieur des structures syndicales françaises.

L'hétérogénéité ethnique du monde ouvrier

Les besoins en main d'œuvre dans tous les secteurs de l'activité économique sont considérables. Or, la population tunisienne était très peu nombreuse, à peine un million et demi d'habitants lors de l'établissement du protectorat. D'autre part, la main-d'œuvre était peu initiée aux exigences techniques des nouvelles activités implantées par les européens. Cette faiblesse ne pouvait être compensée par des français, l'élément métropolitain étant encore très peu nombreux dans le pays. Il fallait donc faire appel à une main d'œuvre originaire des pays méditerranéens. C'est ainsi qu'un nombre considérable d'italiens, originaires essentiellement du Mezzogiorno (Italie du Sud, Sicile, Sardaigne), encouragés par leur gouvernement, affluent vers la Tunisie. Ils sont rejoints par d'importants contingents de travailleurs maltais, espagnols, grecs, voire russes² fuyant le bolchévisme au lendemain de la guerre civile. Dans les régions minières du Sud-ouest, les Sociétés françaises font appel à une main-d'œuvre d'origine maghrébine : algérienne, marocaine et tripolitaine.

L'une des caractéristiques essentielles du prolétariat, dont le nombre ne cesse de croître au fil des ans, est son caractère ethniquement hétérogène. Les français d'origine sont nettement minoritaires ; ils constituent surtout les cadres moyens et supérieurs des entreprises et des administrations. Malgré l'accroissement du chômage au fil des années parmi la population tunisienne, les Autorités du Protectorat ne cherchent guère à arrêter les flux migratoires d'origine étrangère, surtout métropolitains, dans le but d'accroître le peuplement français dans la Régence et de maintenir au plus bas le coût de la main-d'œuvre.

L'autre caractéristique du monde du travail est l'existence d'une gamme de privilèges dont jouissent les fonctionnaires français dont le traitement est majoré d'un tiers, dit « tiers colonial ». Les travailleurs français disposent en outre d'un nombre considérable d'aides financières (prêts à faible taux d'intérêt, subventions) pour acquérir des lots de terrains ou des logements dans des quartiers spécifiques dont l'infrastructure est entièrement financée par l'Etat. Ils perçoivent aussi des allocations familiales dont le montant s'accroît au fur et à mesure que s'accroît le nombre d'enfants du couple. Le système colonial secrète l'inégalité et la discrimination.

La question du droit syndical

Le droit de grève accordé aux français métropolitains par la loi du 21 mars 1884 n'est pas étendu aux travailleurs dans la Régence. La grève déclenchée en mai 1904 par les travailleurs italiens du bâtiment provoque l'arrêt du travail dans la plupart des autres secteurs de l'économie et déclenche le processus de création des syndicats ouvriers, incluant des travailleurs tunisiens, rangés sous l'égide de la centrale française Confédération Générale du Travail (CGT). Ces syndicats constituent aussitôt une Union dont le siège est établi au 14 rue Sidi Bou Mendil à Tunis.

D'abord favorables à ce processus, les Autorités du Protectorat et les représentants des intérêts économiques français réalisent bientôt le risque d'une convergence des actions du parti "Jeunes Tunisiens" et celles d'un éventuel mouvement syndical essentiellement tunisien. En 1905, la Conférence Consultative recommande la non-reconnaissance du droit syndical aux ouvriers de la Régence. Les événements du Jellaz (1911) et le boycott des tramways (1912) soulignent le danger que représenterait la création officielle de syndicats.

Le premier conflit mondial met en sourdine la revendication ouvrière du droit syndical, mais au lendemain du conflit, le processus de reconnaissance va sensiblement évoluer. En 1919, le Résident général Flandin, sans proclamer ouvertement le droit syndical, met en place un Comité Consultatif du Travail composé de 22 membres et comprenant un nombre égal d'ouvriers et de patrons. En principe, ce comité a pour

mission de régler les problèmes surgissant entre ouvriers et patrons et d'améliorer les conditions de travail. En fait, il n'a aucune activité réelle et le problème de la reconnaissance du droit syndical reste entier. L'année 1919 est cependant marquée par la création de la première formation professionnelle tunisienne, l'Amicale des Maîtres de langue arabe, créée le 10 juillet 1919 et qui est restée à l'écart de la centrale française CGT. L'action purement autonome de l'Amicale fera une brèche en juin 1937 en obtenant l'alignement des maîtres tunisiens de langue arabe sur leurs collègues de langue française qui bénéficiaient d'une rémunération supérieure d'un tiers : ils sont les premiers fonctionnaires tunisiens à obtenir ce statut.

La grève des dockers en septembre 1924, la constitution de la Confédération Générale des Travailleurs de Tunisie (CGTT) par Mhamed Ali en octobre 1924 et le procès pour complot contre la sûreté de l'Etat intenté à ses responsables en novembre 1925, suivi de la promulgation des « décrets scélérats » (29 janvier 1926) ont pour conséquence d'étouffer la question du droit syndical.

En octobre 1932, le Résident Général Manceron, répondant à la demande du Ministre français des Affaires Etrangères d'étendre à la Tunisie la législation française sur les syndicats, admet l'extension de la loi française du 21 mars 1884 moyennant un certain nombre de restrictions (dissolution judiciaire et administrative pour motif d'ordre public ; autorisation maritale pour les femmes désirant adhérer à un syndicat, etc.). Le décret beylical du 16 novembre 1932 accorde aux syndicats le droit de se constituer librement, les fonctionnaires restant cependant privés de ce droit. Or, dès la fin de la Grande Guerre, les fonctionnaires français exerçant en Tunisie constituaient une puissante fédération qui défendait efficacement les intérêts de ses adhérents. Avec la reconnaissance officielle du droit syndical, les travailleurs français et étrangers obtenaient gain de cause, mais les indigènes, en revanche, prenaient conscience qu'ils subissaient une double exploitation en tant que nation asservie et en tant que classe exploitée³.

La lutte pour un syndicalisme autonome tunisien

Tandis que les organisations ouvrières à Tunis, en particulier la CGT, agissent essentiellement dans l'intérêt des travailleurs français couverts

de privilèges, les précurseurs du syndicalisme national sont en majorité des tunisiens qui subissent, comme l'ensemble de leurs compatriotes, les méfaits du système colonial. Des hommes rompus au militantisme politique et syndical comme Tahar Haddad ou Jean Paul Finidori (Parti communiste) ont à cœur de concevoir un syndicalisme national qui défende les intérêts spécifiques des travailleurs tunisiens, opprimés, brimés, traités en prolétariat de seconde zone. La personnalité qui émerge parmi les précurseurs du syndicalisme national est celle de Mhamed Ali Hammi.

Né dans la dernière décennie du XIX^e siècle (1894 ?/1896 ?) à El Gsar (Hamma de Gabès) Mhamed Ali Hammi quitte très tôt sa région natale. Après le décès de sa mère, son père le confie à sa sœur à Tunis où il fréquente le *Kouttab* au sein duquel il poursuit ses études coraniques commencées à El Gsar. Dès l'âge de huit ans, il commence à gagner sa vie en faisant le porteur au Consulat d'Autriche où son frère Hassan est chaouch (portier). Son esprit éveillé le porte à acquérir les premiers rudiments de langues étrangères : le français, l'allemand, l'italien. Il s'initie aussi à la mécanique et devient chauffeur, d'abord auprès du Consul d'Autriche puis, après le départ de celui-ci, en libre exercice à Tunis. En 1911, Anouar Pacha, chargé par le gouvernement turc de diriger la résistance contre l'invasion de la Libye par l'Italie, prend à son arrivée à Tunis Mhamed Ali comme chauffeur pour le conduire en Tripolitaine. Après l'essoufflement de la résistance turque face à l'armée italienne, Anouar Pacha regagne la Turquie, rejoint bientôt par Mhamed Ali qui reste en Turquie durant toute la guerre. Il est le témoin des bouleversements consécutifs à l'effondrement de l'Empire Ottoman, notamment la fin du Sultanat et la mainmise des Anglais et des Français sur le Moyen-Orient. Il quitte la Turquie en 1921 pour entreprendre des études en Allemagne (Université de Berlin) où il séjourne jusqu'en 1924. Il suit les enseignements d'éminents spécialistes d'économie politique et vit les bouleversements qui affectent l'Allemagne au lendemain de la Grande Guerre : désastre économique, émeutes communistes, etc.

En 1924, il rentre en Tunisie où il entreprend de créer des coopératives au profit des populations démunies et s'engage parallèlement dans la « nationalisation » du mouvement syndical tunisien. Le projet de

coopératives inspiré des théories économiques et sociales de la Social-démocratie allemande vise à permettre aux populations à faible pouvoir d'achat d'acquérir au moindre prix les produits de première nécessité, dans une conjoncture caractérisée par l'inflation chronique, par l'augmentation des prix et la raréfaction des aliments de base (céréales, viande, lait, etc.). Le système coopératif devait en outre limiter les effets de l'usure qui ruinait un nombre considérable de familles. Mhamed Ali se concentre sur le statut de la coopérative et, le 29 juin 1924, invite les actionnaires à une réunion appelée à discuter son statut et à élire le Comité de direction. L'ordre du jour n'ayant pas été épuisé, une nouvelle réunion a lieu le 6 juillet au théâtre Ben Kamla, mais le projet de coopérative n'avance guère.

Dans l'intervalle, Mhamed Ali est sollicité par les dockers du port de Tunis qui, sans être affiliés à un syndicat, déclenchent une grève réclamant un salaire égal à celui des dockers de Marseille. Il accepte de présider le Comité d'Action et de Soutien auquel siègent par ailleurs Ahmed Ben Miled et Mokhtar Ayari (communistes) et Ahmed Taoufik Madani (membre du Bureau Exécutif du parti Destour). La grève dure du 13 août au 6 septembre 1924 et se propage à Bizerte ; bien qu'elle ait dû se terminer sur un compromis, elle provoque un vaste élan de solidarité de la population tunisienne, entraînant la cessation totale du travail au port de Bizerte le 15 août. Dans cette ville, l'intervention provocatrice du Commissaire Campana, Directeur de la Sûreté, entraîne l'arrestation de Mohamed Khemiri, l'un des principaux responsables de l'Union des Syndicats affiliée à la CGT française.

Malgré le retour au calme au port de Tunis, l'arrestation de Khemiri à Bizerte, le 11 septembre, provoque une véritable émeute. Le soir du 11 septembre, les Autorités du Protectorat lancent contre la foule les tirailleurs sénégalais qui chargent les manifestants et ouvrent le feu. Il y eut deux morts et 40 blessés, ce qui durcit la grève et la prolonge jusqu'à la fin du mois de septembre. Elle ne s'arrête qu'après la libération et le retour de Mohamed Khemiri, qui fut dans l'intervalle exilé à Marseille, et l'augmentation des salaires des grévistes qui, dans leur majorité, n'étaient affiliés à aucun syndicat. De ce fait, le Comité d'Action et de Soutien, présidé par Mhamed Ali, a estimé que le prolétariat tunisien était parvenu

à un état de prise de conscience et de maturité tel qu'il était désormais possible de constituer une organisation syndicale purement tunisienne.

La première CGTT : 31 octobre 1924

L'Union des Syndicats, créée sous l'égide de la CGT (Confédération Générale du Travail française) et dirigée par Joaquim Durel en tant que Secrétaire Général, assurait en principe la défense des intérêts de tous les travailleurs en Tunisie. Ses cadres sont presque en totalité français et sa stratégie consiste à utiliser le prolétariat tunisien, formé dans sa majorité de travailleurs illettrés et peu qualifiés, de masses de manœuvre. L'idée de constituer une CGT tunisienne s'était imposée pendant la grève des dockers de Tunis. Cependant, les membres du Comité d'Action et de Soutien étaient encore divisés : Mokhtar Ayati et Ahmed Ben Miled ne voulaient pas rompre avec l'Union des Syndicats dans la mesure où la solidarité des travailleurs transcende les clivages nationaux ou religieux, tandis que Mhamed Ali tenait à constituer une organisation syndicale nationale, à l'image des organisations existantes en France, en Angleterre et en Allemagne, tout en admettant que les travailleurs non tunisiens aient le droit d'adhérer sans discrimination à l'organisation nationale. Ce point de vue finit par l'emporter : la décision en est prise le 3 septembre 1924 et Mokhtar Ayari se rallie à la majorité.

La visite à Tunis de Léon Jouhaux, Secrétaire Général de la CGT française, le 24 octobre, est l'occasion d'une franche confrontation des thèses en présence : au cours d'un meeting organisé le 31 octobre à la Bourse du Travail rue al-Jazira, et présidé par Mhamed Ali, entouré de Ahmed Taoufik Madani, Mokhtar Ayari et Tahar Haddad, les deux thèses sont ouvertement défendues par Léon Jouhaux et Joaquim Durel d'une part et Mhamed Ali et Mokhtar Ayari d'autre part. Au terme du débat, chacun est resté sur ses positions. Après le départ des invités français, Mhamed Ali conclut : « Constatons que la Confédération Tunisienne du Travail est constituée. Approuvez-vous sa création ? » L'auditoire, d'une seule voix, approuve par acclamations⁴. La CGTT est ainsi proclamée. Plusieurs syndicats de base (cheminots, ouvriers du marché au grain, traminots, etc.) se forment et y adhèrent.

D'emblée, la CGTT bute sur l'hostilité des formations politiques et syndicales au sein desquelles les français jouent un rôle majeur. Elle est

accusée d'être une organisation nationaliste et communiste, vouée à diviser les rangs des travailleurs. Mhamed Ali s'en défend en affirmant le caractère purement syndical de la nouvelle organisation, sa neutralité vis-à-vis des partis politiques et son statut ouvert à la libre adhésion de toutes les formations syndicales. En fait, le Parti Socialiste dont les militants ont un rôle prépondérant dans l'Union des Syndicats réalise que l'émergence d'un mouvement syndical proprement tunisien avait toutes chances de réussir, de constituer une masse de manœuvre redoutable et de provoquer un recentrage porteur d'une véritable révolution politique. Après la création du parti Destour, l'appropriation du champ syndical témoigne d'une stratégie cohérente de reconquête nationaliste. Pour leur part, les socialistes esquivent le fond du problème : « les socialistes accusent Mhamed Ali et ses compagnons de xénophobie, de fanatisme, ainsi que d'être un diviseur de la classe ouvrière. »⁵ Les Autorités du Protectorat, en revanche, ne se privent pas d'affirmer ouvertement la volonté de domination : le 12 janvier 1925, le Directeur de la Sûreté s'adresse à Mhamed Ali en ces termes « Il faut comprendre que la France ici est tout et qu'elle est au courant de tout. Il est impossible qu'elle autorise l'existence d'organisations qui ne sont que des manœuvres politiques visant à atteindre les pouvoirs français. Comme je vous l'ai dit : vous n'avez qu'à adhérer à la Confédération française ⁶ ».

Tous les moyens sont bons pour intimider les chefs syndicalistes : brimades policières lors des tournées de Mhamed Ali à Sfax, à Gafsa et Metlaoui ; le 31 décembre 1924, la Bourse du Travail où il devait tenir un meeting est interdite. Le meeting, reporté au dimanche 11 janvier 1925 et fixé au domicile privé d'un adhérent, est à nouveau empêché par la police : Mhamed Ali est sommé par le Commissaire de police du quartier de rencontrer au préalable le Directeur de la Sûreté.

Le 12 janvier, Mhamed Ali, accompagné de Mahmoud Kabadi et Mohamed Ghanouchi, se rend au bureau de Campana, Directeur de la Sûreté qui, d'emblée, l'accuse de propagande politique et de provocation religieuse et qui lui signifie : « Vous devez considérer que la Tunisie est partie intégrante du territoire français : c'est un département français tout comme Marseille. Vous n'êtes donc pas autorisé à créer une organisation ouvrière, vous n'avez qu'à vous inscrire dans la Confédération

des Syndicats existante... Je suis prêt à favoriser les contacts entre vous si vous n'arrivez pas à vous entendre. Soyez certain que, dans ce cas, la bourse du travail vous sera ouverte sans réserve⁶. » En réponse, Mhamed Ali affirme son droit de former en toute légalité une organisation syndicale libre et ouverte à toutes les adhésions, à l'égal des autres formations qui existent en Tunisie.

Comme ses compagnons, Mhamed Ali réalise la portée de l'avertissement et décide de convoquer une Assemblée Générale le 19 janvier à 'Fondouk Harir' afin d'exposer clairement les difficultés et d'inviter la base à trancher en toute responsabilité. Conformément à la procédure, il en avertit régulièrement la direction de la police. Le 19 janvier, les délégués des syndicats affluent de Sousse, Sfax, Gafsa, Bizerte... etc. Avec les représentants de Tunis, la participation dépasse 3000 personnes. A la tribune, Mhamed Ali, entouré de Mahmoud Kabadi, Mohamed Ghanouchi, Bachir Falah et Ali Karoui, ouvre la séance par une brève allocution où il expose les buts de la CGTT, résume les positions respectives de la CGT et de la police et conclut : quelle est votre décision ? Faut-il aller de l'avant ? La salle approuve la création de la CGTT. La réunion est interrompue un instant par le commissaire de police Jolineau qui se dit chargé par le Directeur de la Sécurité d'arrêter la réunion qualifiée de réunion politique illégale. Mhamed Ali répond qu'il s'agit d'une réunion strictement syndicale légalement annoncée. Le commissaire prend la mesure de l'assemblée et se retire sans insister. La réunion reprend en approuvant le statut⁸ par acclamations.

Dès lors, une campagne de presse virulente se déchaîne contre la CGTT. Seul s'en distingue *L'Avenir social* dont le gérant est le communiste Jean Paul Finidori. Les dirigeants réalisent que l'Union des Syndicats CGT et les Autorités coloniales sont résolues à mettre fin à l'existence de la CGTT. Les grèves du Domaine de Potinville (Borj Cedria) et de la Société des Chaux et Ciments-Thermes, déclenchées fin janvier pour des revendications de salaires, sont encadrées par des émissaires de la CGTT. De ce fait, la presse coloniale, y compris la presse socialiste, redouble de violence contre la centrale tunisienne. La conclusion ne saurait tarder.

Le 5 février 1925, Mhamed Ali, Mokhtar Ayari, Jean Paul Finidori, Mahmoud Kabadi, Mohamed Ghannouchi et Ali Karoui sont arrêtés

pour "complot contre la sûreté de l'Etat". En réaction, les dockers de Tunis se mettent en grève et organisent une manifestation de protestation, tandis que les syndicats affiliés à la CGTT envoient des télégrammes de protestation au Résident Général et au Ministre français des Affaires Etrangères. Mais le 21 février, Joachim Durel réunit des représentants du parti Réformiste, du parti Destour et du Grand Conseil et les invite à se joindre à un appel commun pour préserver l'unité du monde syndical et pour recommander aux salariés tunisiens d'adhérer à l'Union des Syndicats CGT dans l'intérêt supérieur de la politique de réforme voulue par le gouvernement français. Le journal *Nahdha* du 22 janvier publie un communiqué signé par 15 représentants tunisiens de ces organisations "conseillant aux ouvriers tunisiens de se joindre à l'Union des Syndicats afin de réaliser l'unité des rangs dans le monde du travail⁹".

Le procès, ouvert le 12 novembre 1925, dure cinq jours et aboutit à la condamnation de Mhamed Ali, Mokhtar Ayari et Jean Paul Finidori à 10 ans de bannissement, tandis que Mohamed Ghanouchi, Mahmoud Kabadi et Ali Karoui sont condamnés à 5 ans de la même peine. Le 28 novembre, ils sont embarqués pour l'Italie sauf Kabadi qui se pourvoit en cassation. Mais la Cour ayant confirmé le jugement, il est à son tour exilé. D'Italie, Mhamed Ali se rendra au Rif où il combattrait aux côtés de Abdelkrim ; puis de Tanger, il se rendra en Egypte où il se fait engager comme chauffeur ; d'Egypte, il se rend en Arabie Saoudite où il est employé comme chauffeur dans une entreprise de transport et où il trouve la mort dans un accident de voiture entre La Mecque et Jedda le 10 mai 1928.

Les "décrets scélérats", signés par le Bey sous la pression de Lucien Saint le 29 janvier 1926 font suite à la condamnation et à l'exil de Mhamed Ali. Ils donnent aux Autorités du Protectorat les moyens de sévir contre la presse et contre toute organisation dont l'activité leur semble suspecte. Dès lors, le syndicalisme national entre dans une période de léthargie aggravée par la crise économique de 1929.

La seconde CGTT : 27 juin 1937

Ce n'est qu'en 1936, avec l'avènement du Front Populaire en France, que le mouvement retrouve un nouvel élan. Déjà, en 1932, le décret beylical du 16 novembre instaure la liberté syndicale, tandis que les lois

sociales (semaine de 40 heures, conventions collectives, congés payés, etc.) préconisées en France par les accords de Matignon, sont étendues à la Régence après les grèves de juin 1936 qui ont eu lieu à Sfax, Tunis et Bizerte.

A la faveur de cette détente, les fonctionnaires tunisiens forment en 1936 une fédération autonome distincte de celle des fonctionnaires français, avec trois syndicats principaux : Enseignement, Justice et PTT. D'autre part, les militants syndicalistes ouvriers considèrent que le moment est venu de reconstituer la CGTT. A l'occasion de la manifestation organisée le 14 juin 1936 par la Fédération Socialiste de Tunis, au parc Gambetta, pour fêter la victoire du Front Populaire en France, Ali Karoui, ancien compagnon de Mhamed Ali Hammi et ancien condamné à l'exil comme lui, tente d'exprimer publiquement la nécessité de fonder à nouveau un syndicat autonome tunisien, mais il est aussitôt empêché de poursuivre son discours et exclu de la manifestation avec la vingtaine de compagnons qui le soutenaient. Ali Karoui revient à la charge dans une déclaration au journal *'Le Petit Matin'* du 17 juin en révélant qu'un projet en vue de regrouper les travailleurs tunisiens dans une formation indépendante des syndicats existants était déjà élaboré et que la nouvelle formation adhérerait directement à la CGT française et à la Deuxième Internationale.

Le 31 juillet 1936, un Comité Provisoire se constitue en effet, associant Ali Karoui et un groupe de militants syndicalistes, tous anciens compagnons de Mhamed Ali. Huit mois plus tard, le 16 mars 1937, un second Comité Provisoire est annoncé sous la présidence de Belgacem Guenaoui, membre du Néo Destour et connu pour avoir subi une mesure d'éloignement sous l'ère du résident général Peyrouton. Le nouveau Comité, où Ali Karoui est Secrétaire adjoint, reflète un certain équilibre entre les compagnons de Mhamed Ali (Ali Karoui, Tahar Ben Salem, Mohamed Essid, Mohamed Ghanouchi...) et les membres du Néo Destour dont Guenaoui. Mais des tensions ne tardent pas à surgir entre les deux groupes, notamment en juin 1937 à l'occasion de la grève des ouvriers tunisiens du marché aux grains qui protestaient contre l'embauche d'ouvriers algériens ; contrairement aux Néo Destouriens, Ali Karoui et ses amis s'opposent à la grève. Le congrès constitutif de la nouvelle CGTT, convoqué le 27 juin 1937, élit un Bureau de 15

responsables où dominent les membres du Néo Destour — Belgacem Guenaoui étant Secrétaire Général — et où ne figurent que deux membres du groupe Karoui, relégués dans des responsabilités mineures : Mohamed Essid (inspecteur) et Mohamed Ghanouchi (membre).

La CGTT bénéficie aussitôt d'un accueil exceptionnel. A son congrès, 43 syndicats sont représentés ; en outre, elle étend très vite son influence au Nord (ouvriers agricoles, tanneries, boulangeries, tisserands, dockers, magasins du Marché Central) et dans le Sud (zones minières). Elle endosse substantiellement la cause des tunisiens victimes de la grande dépression ou victimes de l'invasion des produits manufacturés qui a durement frappé l'artisanat.

Les tensions politiques de l'année 1937, consécutives à l'échec des promesses du Front Populaire, ne tardent pas à se refléter dans les rapports de la CGTT avec le parti Néo Destour. A deux reprises, Guenaoui décline toute responsabilité dans des manifestations décidées par le Parti : la grève générale du 20 novembre 1937 décidée en solidarité avec les leaders nationalistes persécutés au Maroc et en Algérie (Allai Fassi et Messali Hadj) et la grève du 8 janvier 1938 à Bizerte, pour protester contre l'arrestation et l'expulsion en Algérie du militant Hassan Nouri. La grève de Bizerte a été réprimée dans le sang : 7 morts et plusieurs dizaines de blessés, ainsi que l'arrestation de Habib Bougatfa. En réaction, le Néo Destour saisit l'occasion d'un congrès extraordinaire décidé par Belgacem Guenaoui les 29 et 30 janvier 1938 pour l'évincer et porter Hédi Nouira à la tête de la CGTT.

Profitant des dissensions entre la nouvelle Centrale et le Néo-Destour, les Autorités coloniales procèdent à la dissolution d'un certain nombre de syndicats, en particulier l'Union locale de Bizerte. Le 24 février, le Directeur de la Sûreté notifie à Hédi Nouira l'interdiction d'organiser et de participer à des réunions publiques ou privées : cette notification signifie la suspension de la Centrale tunisienne. En définitive, la CGTT affaiblie et isolée est finalement emportée par la répression d'avril 1938.

Farhat Hached et la naissance de l'UGTT

Après l'entrée des Alliés en Tunisie en 1943, des employés et ouvriers de la Compagnie Sfax-Gafsa décident de s'affranchir de l'emprise de la

CGT, dominée alors par les communistes. Des griefs d'ordre professionnel — discriminations au niveau des salaires et des promotions aux responsabilités syndicales — amènent des travailleurs de la Compagnie à mettre sur pied un syndicat tunisien autonome dans le but de défendre les intérêts corporatifs de ses adhérents. L'assemblée constitutive du nouveau syndicat qui se tient le 16 janvier 1944 élit Massaoud Ali Saâd comme Secrétaire Général. Il est toléré par les pouvoirs publics, rassurés par son programme strictement corporatif : égalité de droits entre français et tunisiens, égalité de l'allocation pour charge de famille, etc. Le syndicat ne semble guère mettre en question le système colonial dans son ensemble, ni ses conséquences sur la population ouvrière et notamment tunisienne. Son recrutement reste faible, sans grand impact sur la majeure partie des travailleurs de la Compagnie. La naissance d'un véritable syndicalisme autonome voit le jour avec l'entrée en action de Farhat Hached.

Farhat Hached est né le 2 février 1914 au village de Abassia au nord des îles Kerkennah, dans une famille de pêcheurs. Enfant, il fréquente l'école primaire, obtient en 1928 le Certificat d'Etudes primaires mais, orphelin, il ne peut poursuivre ses études. Après avoir travaillé chez un commerçant sfaxien, il est embauché en 1936 comme convoyeur à la STTAS (Société Tunisienne de Transport Automobile du Sahel) puis comme secrétaire comptable à Sousse. Il adhère à la CGT (Confédération Générale des Transports) et accède rapidement au Secrétariat Général de la Confédération à Sousse où il milite avec le syndicaliste socialiste Albert Bouzanquet qui apprécie ses qualités morales et intellectuelles et l'initie aux différents aspects du travail syndical. Mais Hached dépasse rapidement l'amalgame franco-tunisien pour œuvrer à la création d'un syndicalisme national.

Au Congrès de l'Union Départementale de la CGT qui se tient les 18 et 19 mars 1944, les communistes exercent une telle hégémonie au sein de la Commission Administrative ¹⁰ qu'ils écartent non seulement Farhat Hached mais également les candidats socialistes. C'est alors que Hached envisage de créer, avec l'assistance de Habib Achour, l'Union des Syndicats Autonomes du Sud Tunisien, associant des formations de Sfax, Gabès et Gafsa. En mai 1945, à l'instigation de Hached, l'Union

des Syndicats autonomes du Nord à son tour voit le jour avec Hachemi Belcadhi, Bachir Bellagha, Nouri Boudali et Bachir Ben Braham.

20 janvier 1946 : l'UGTT

Le 20 janvier 1946, le Congrès constitutif de l'Union Générale Tunisienne du Travail se tient à Tunis, à la salle de la Khaldounia ; le congrès réalise la fusion de trois formations : l'Union des Syndicats Autonomes du Sud, l'Union des Syndicats Autonomes du Nord et la Fédération des Fonctionnaires Tunisiens déjà formée en 1936. Farhat Hached est élu Secrétaire Général et le Cheikh Fadhel Ben Achour Président d'honneur.

Sous la conduite de Farhat Hached, l'UGTT est une organisation nationale dont la vocation est non seulement la défense des intérêts matériels des travailleurs tunisiens, mais aussi la libération du pays du joug colonial. La cause nationale devient le maître-mot du syndicat et de l'ensemble des organisations nationales qui se sont formées à sa suite : l'Union Tunisienne des Artisans et Commerçants (UTAC) créée le 17 janvier 1947 et l'Union Générale des Agriculteurs Tunisiens (UGAT) formée en 1949 et structurée lors du premier congrès des 11-13 mai 1950. Dans une conférence aux étudiants Nord-africains à Paris le 20 décembre 1946, Hached déclare que l'ouvrier tunisien est amené à participer à une double lutte « contre le capitalisme exploiteur et contre le colonialisme oppresseur. Ce combat l'a conduit à quitter la CGT » conclut-il.

La nouvelle Centrale se tient à la pointe du combat syndical. Pour appuyer les revendications des travailleurs, elle utilise systématiquement l'arme de la grève. Les années 1946 et 1947 sont jalonnées par plusieurs actions : à Sfax, grève de la tannerie (août 1946) et grève des salines (février 1947) ; la grève du 5 août 1947 est décidée à l'appui des revendications de salaires et pour protester contre la volonté du gouvernement¹¹ de marginaliser la Centrale syndicale tunisienne. Le 31 juillet 1947, la décision d'une grève illimitée est prise. Habib Achour déclare d'emblée devant l'Assemblée des ouvriers que la grève doit « être générale et illimitée selon les directives de l'UGTT... Elle doit être une victoire sur le colonialisme dans notre pays afin d'assurer la vie des

travailleurs et en particulier les ouvriers de Sfax-Gafsa, compagnie qui représente le colonialisme et le gouvernement »¹². Le 4 août, près de trois à quatre mille hommes sont déployés en piquets de grève devant les ateliers de la Compagnie Sfax-Gafsa. Malgré les menaces du Contrôleur civil de Sfax et le refus de l'USTT (syndicat qui s'était substitué à l'Union Départementale, filiale de la CGT) de participer à la grève, Habib Achour et les cadres de l'Union Régionale de Sfax refusent de reculer. La Résidence, décidée à en découdre avec l'UGTT, mobilise les forces de police et de gendarmerie et réquisitionne des effectifs de l'armée formée en grande partie de soldats africains. Ces forces reçoivent l'ordre d'occuper les ateliers de Sfax-Gafsa et la gare. Aux jets de pierre des grévistes répondent des tirs de mitrailleuses. Le bilan est de trente-deux tués, deux cents blessés et plus de trois-cents arrêtés, dont Habib Achour.

La Résidence Générale s'acharne alors sur l'UGTT : elle l'écarte des Commissions consultatives au sein desquelles se discutent les intérêts économiques et sociaux des travailleurs, supprime le droit de l'UGTT de diffuser une fois par semaine une causerie de dix minutes à la radio, refuse de donner suite aux démarches de l'UGTT afin d'ouvrir une souscription publique destinée aux victimes des événements de Sfax et décide de procéder à la dissolution de l'UGTT. « La Centrale syndicale tunisienne semblait acculée à l'étouffement »¹³.

Lamine Bey et le Premier Ministre Mustapha Kaâk adoptent une position inverse de celle de la Résidence. Le Bey refuse la décision de dissoudre l'UGTT et souscrit un don de 100.000 francs en faveur des victimes. Au niveau des partis politiques, le vieux Destour condamne dès le 6 août les massacres des ouvriers de Sfax et exprime sa solidarité avec l'UGTT, le néo-Destour réagit le 9 août : il exprime son appui à la Centrale syndicale tunisienne et condamne le massacre perpétré par les autorités françaises. Le même jour, Habib Bourguiba envoie du Caire un télégramme d'appui et de soutien à l'UGTT.

Ainsi, devant la pause que connaît le mouvement national depuis la fin de la guerre, se dessine une nouvelle étape de la lutte de libération nationale où la classe ouvrière s'insère dans le mouvement national et se place à l'avant-garde du combat. La libération sociale est désormais perçue comme conditionnée par la libération politique.

Les actions de grève s'étendent : grève des fonctionnaires du 21 février 1947 ; grève des ouvriers de la Cimenterie Kharrouba à Tunis le 24 mai 1947 ; le 21 novembre 1950, grève des ouvriers de l'Enfida où cinq ouvriers tombent sous les balles des forces de l'ordre.

L'affiliation à la FSM

Le Congrès constitutif de l'UGTT donne mandat à la Commission Administrative d'entreprendre toutes les démarches afin d'obtenir l'adhésion de l'UGTT à la Fédération Syndicale Mondiale FSM¹⁴. La demande, adressée à Sir Walter Citrine, Président de la Fédération, lui est remise le 8 février 1946 à Paris. L'UGTT rencontre tout de suite l'opposition de l'Union Départementale des Syndicats de Tunisie affiliée à la CGT française dont le secrétaire général, Louis Saillant, est également le secrétaire général de la FSM. Aux manœuvres dilatoires de la FSM, Hached oppose la légitimité foncière de sa demande, les statuts de la FSM ne prévoyant aucune sorte d'opposition à une organisation nationale d'adhérer à l'organisation syndicale internationale. En vertu du statut de la FSM, ajoute-t-il, son organisation a seule le droit de représenter, au niveau international, le prolétariat tunisien.

Par pure tactique, l'Union Départementale de Tunisie décide à l'issue de son Congrès des 26 et 27 octobre 1946 de se détacher de la CGT et de demander son adhésion à la FSM sous le nom d'Union des Syndicats des Travailleurs de Tunisie (USTT), présidée par Hassan Saadaoui. Dans le même esprit, elle manœuvre pour que la FSM pose comme condition à l'adhésion de l'UGTT la réalisation de l'unité syndicale en Tunisie, visant ainsi à absorber l'UGTT. Pour Hached, l'USTT reste une organisation étrangère qui ne représente que les syndicats adhérents à la CGT française, et n'a donc aucune vocation à représenter le prolétariat tunisien au niveau international. Dans une lettre adressée à la FSM le 17 novembre 1946, Hached affirme qu'« aucune autre organisation existante dans notre pays ne peut prétendre représenter à l'extérieur notre classe ouvrière sans porter atteinte à la personnalité et à la souveraineté de notre pays et à l'intérêt bien compris des travailleurs tunisiens... La classe ouvrière tunisienne s'est libérée syndicalement. Elle fonde les plus grands espoirs dans l'action de la FSM

dont la mission dans les pays ne jouissant pas de leur entière indépendance nationale revêt le double caractère de lutte contre le capitalisme, mais aussi contre le colonialisme ».

En décembre 1946, l'USTT, forte de l'appui de la CGT française, est seule admise à la FSM. Mais Farhat Hached ne perd pas espoir. Et de fait, en janvier 1949, le Bureau Exécutif de la FSM envoie une mission à Tunis pour inviter l'UGTT à compléter les formalités de son adhésion. En fait, le revirement de la FSM s'explique par la crise qui couve depuis juin 1947, lors de la proclamation du Plan Marshall, et qui oppose les centrales communistes adversaires de ce Plan aux centrales non communistes qui lui sont favorables. La crise éclate en janvier 1949 alors que se précise le projet de formation de l'Alliance Atlantique, et aboutit au retrait des syndicats occidentaux : TUC britannique, CIO américain et les syndicats néerlandais. Dès lors, les principales centrales non communistes abandonnent la FSM et se rassemblent, à l'appel de l'AFL et de son représentant en Europe, Irving Brown, autour de l'idée d'une Confédération de syndicats libres.

En intégrant la FSM, Hached consolide certes les positions de l'UGTT au niveau national et international, mais il ne manque pas de relever les réactions partisans et sélectives de la Fédération mondiale au cours des grèves nationales et des procès consécutifs, ainsi que sa réticence dans le projet d'unification de l'action syndicale en Afrique du Nord. Le Conseil National de l'UGTT, réuni en session extraordinaire le 23 juillet 1950, décide de "cesser toutes relations avec la FSM et de soumettre à l'approbation du prochain congrès statutaire un projet de résolution sur le retrait définitif". Le IV^e congrès (29 mars-I^{er} avril 1951) confirme la décision de retrait et ouvre la voie à l'adhésion à la CISL.

L'adhésion à la CISL (1951)

C'est au congrès de Londres (28 novembre-9 décembre 1949) que les syndicats en rupture avec la FSM et d'autres, non affiliés, fondent la Confédération Internationale des Syndicats Libres CISL. Les participants représentent 53 pays et comptent plus de 48 millions de syndiqués. Au sein du congrès, Irving Brown (AFL), Walter Reuther (CIO) et Hans BD ckler (DGB allemande) encouragent ouvertement l'anti communisme

même si une minorité sociale-démocrate plaide pour une action apolitique essentiellement syndicale. Dès sa création, la CISL sollicite l'UGTT qui, par prudence, ménage ses positions.

Le statut de la CISL déclare en son préambule : 'La Confédération proclame le droit de tous les peuples à l'indépendance nationale complète et à l'autonomie gouvernementale et soutiendra les efforts tendant à créer les conditions nécessaires à la réalisation de ce droit dans le plus bref délai possible.' Mais le même statut subordonne, en son Article I, l'adhésion de nouvelles centrales syndicales à l'avis du Comité Exécutif "après consultation et accord avec la ou les centrales affiliées du pays en question". L'UGTT craint que cette clause ne permette à Léon Jouhaux, Secrétaire Général de la CGT-Force Ouvrière et l'un des vice-présidents de la CISL, de bloquer son adhésion : Jouhaux, adversaire acharné de la création de syndicats autonomes en Tunisie, est le défenseur obstiné du monopole de son organisation syndicale dans toutes les colonies françaises ; en 1925, il avait combattu Mhamed Ali et contribué à l'élimination de la CGTT et, en 1946, il s'était opposé à la création de l'UGTT en déclarant : « Je me demande si la CGT française, qui n'a jamais protesté contre l'institution de la Communauté française acceptée par l'Assemblée Nationale, peut accepter de reconnaître l'indépendance de la Centrale syndicale tunisienne, c'est-à-dire considérer que la Tunisie ne sera plus demain dans la communauté française. »¹⁵

L'UGTT, invitée au congrès constitutif de la CISL, décline l'invitation mais elle décide d'envoyer Nouri Boudali, Secrétaire Général adjoint, à la conférence organisée par la CISL à Paris le 28 septembre 1950 et consacrée à l'examen des rapports de la France avec les pays dépendants. Dans son rapport au IV^e congrès de l'UGTT (Tunis, 29 mars-1^{er} avril 1951), Nouri Boudali fait le point : « Nous avons arrêté la liste des questions que je devais traiter dans ma rencontre avec les deux représentants de la CISL, le 23 septembre 1950 à Paris, à l'occasion d'une conférence qu'avaient tenue les représentants des pays dominés par la France comme l'Algérie, le Maroc, Madagascar et la Tunisie, afin d'examiner leur situation et les moyens de l'améliorer. J'avais demandé aux représentants du Secrétariat de la CISL des éclaircissements sur sa

Farhat Hached et la CISL



L'UGTT au deuxième congrès de la CISL, Milan, 5-10 juillet 1951. On reconnaît (g. à dr.) Taïeb Slim, Mahmoud Messadi, Farhat Hached, un délégué libyen et Nouri Boudali. L'adhésion de l'UGTT à la CISL, scellée en mai 1951, a ouvert devant la Tunisie le premier champ d'action internationale, avant les Nations Unies. Invitée aussitôt au deuxième Congrès de la CISL, l'UGTT est représentée par une forte délégation dirigée par Farhat Hached accompagné de Mahmoud Messadi, Ahmed Tlili, Nouri Boudali ainsi que Habib Bourguiba et Taïeb Slim, venus du Caire. C'est à cette occasion que les dirigeants de l'AFL invitent Hached et Bourguiba à leur prochain congrès fixé à San Francisco le 24 septembre 1951. Le mouvement syndical a joué un grand rôle dans l'internationalisation de la question tunisienne.



Secrétaire Général de l'UGTT et membre du Bureau Politique du Néo Destour, Farhat Hached est le principal responsable de la résistance sur le front intérieur après l'arrestation ou l'exil des autres leaders. Ses déplacements en Belgique et aux États-Unis ainsi que ses rapports étroits avec le syndicat AFL et avec la CISL - dont il est membre suppléant du Bureau Exécutif, porte-parole pour l'Afrique du Nord et délégué pour l'Afrique - lui confèrent une position exceptionnelle pour animer et coordonner l'offensive sur le front extérieur, tandis que la France mobilise tous les moyens policiers, militaires, judiciaires et extra judiciaires pour détruire les bases de la résistance et pour éliminer les chefs. Sa notoriété ne l'a pas prémuni contre l'action de la Main Rouge.

position à notre égard et sur nos points de litige avec la FSM. Après discussions, ajoute-t-il, la CISL exprima sa compréhension quant à notre situation et nous assura de son soutien dans notre lutte sociale et nationale, par-delà les positions de certains et les intérêts de certains autres ¹⁶. »

Avant de quitter Paris, Nouri Boudali reprend la discussion avec les représentants de la CISL les 28 et 29 septembre sur les points essentiels qui concernent l'UGTT. Ses conclusions sont encourageantes. A la mi-novembre 1950, une délégation de la CISL dirigée par Irving Brown, représentant de l'AFL en Europe, se rend pour une mission d'enquête en Tunisie, en Algérie et au Maroc. Enfin Oldenbroek, le Secrétaire Général, invite l'UGTT à une réunion du Sous-comité du Bureau Exécutif à Bruxelles en février 1951 où Farhat Hached présente un rapport sur la situation en Tunisie. C'était déjà un mois avant le IV^e congrès de l'UGTT qui allait trancher la question. Nouri Boudali résume, dans son rapport au congrès, les conclusions auxquelles ont abouti les pourparlers :

« La CISL respecte et estime le vrai nationalisme autant que la lutte pour le progrès social ;

Elle s'intéresse attentivement au sort des peuples dépendants : la lutte sociale est solidaire et le sort de chaque point du globe doit intéresser tout autre point car il influe d'une façon ou d'une autre sur lui et qu'il n'y a plus de distances ni de particularisme ;

La CISL reconnaît l'UGTT comme seule organisation nationale syndicale en Tunisie ;

Elle est disposée à aider à la création de syndicats libres nationaux en Algérie et au Maroc ¹⁷ ;

EËe partage la conception de l'organisation régionale et elle est d'accord pour l'unification de l'action syndicale en Afrique du Nord ;

Elle envisage l'emploi de plus en plus étendu de la langue arabe dans ses publications et revues. » ¹⁸

Le congrès entérine la décision de retrait de la FSM et approuve le principe de l'adhésion à la CISL. Ahmed Ben Salah qui représentait alors la section syndicale de l'enseignement secondaire résume ainsi le débat : « J'étais, à ce congrès, le porte-parole du groupe hostile à l'adhésion. Il y

eut une bataille et aussi une grande pression des invités et du parti pour pousser l'UGTT à adhérer à la CISL. Ce congrès était très intéressant dans la mesure où une grande majorité de congressistes s'étaient prononcés en faveur de l'adhésion. Le problème fut réglé par Farhat Hached qui s'était levé non pas pour escamoter ou boucler le débat mais pour reconnaître son importance et proposer un vote secret. J'avais personnellement renoncé alors à prendre la parole et trouvé cette décision belle et démocratique. Nous avons voté et étions à peu près 25 % contre l'adhésion »¹⁹. Le congrès a en effet tranché par 287 voix contre 96.

La procédure d'adhésion est vite conclue. Farhat Hached devient membre suppléant au Bureau Exécutif de la CISL, porte-parole pour l'Afrique du Nord et délégué de la Confédération pour l'Afrique. C'est Ahmed Ben Salah qu'il désigne comme représentant permanent auprès du Secrétariat à Bruxelles. Ben Salah rejoint Bruxelles fin décembre 1951.

Farhat Hached est convaincu par l'engagement très net de la CISL pour la cause de la liberté qui est l'essence de son combat. Tout en étant, comme l'ONU, dirigée par des occidentaux, la CISL illustre davantage l'engagement véritable pour faire prévaloir les principes de justice, d'égalité et de liberté. Pendant les années cruciales 1951 et 1952, Hached entretient avec Oldenbroek, le Secrétaire Général de la CISL, des relations de confiance et de franchise qui ont admirablement servi la cause nationale. « A partir de décembre 1951, les lettres de Hached au secrétaire général de la CISL étaient parfois quotidiennes et on a même pu trouver deux rapports de la même journée sur la situation en Tunisie. »²⁰

Hached est par ailleurs impressionné par le dynamisme de la CISL dans les institutions internationales qui comptent : Bureau International du Travail (BIT), UNESCO et Nations Unies. Dans un "Appel aux travailleurs des territoires non autonomes" publié dans le journal *Le Peuple* du 20 juillet 1951, il écrit : « Par ses multiples organismes en Europe, en Amérique, en Asie et ailleurs, la CISL est partout présente. Elle fait entendre la voix des travailleurs au sein même de l'Organisation des Nations-Unies ; elle collabore directement et activement avec l'UNESCO pour l'extension des programmes d'éducation générale

technique, professionnelle et sociale à travers le monde ; elle siège d'une façon permanente au Bureau International du Travail à Genève qui veille sur la progression de la législation sociale et la participation de plus en plus active des salariés à la gestion des entreprises... La CISL est devenue un élément moteur de la vie internationale, pesant de tout son poids sur les décisions dont dépend le sort de l'humanité. »²¹.

Réaliste, il estime que dans la phase que traverse la lutte nationale, il fallait chercher l'aide et l'appui des forces en mesure d'agir efficacement sur la France. Dans sa stratégie de libération nationale, le Néo Destour avait choisi d'emblée de s'appuyer sur les pays du bloc occidental. A l'intérieur de ce bloc, les Etats-Unis sont à même d'exercer des pressions efficaces sur les gouvernements français pour les obliger à infléchir leur politique à l'égard des mouvements de libération. Loin d'être un alignement pur et simple sur l'idéologie ou la politique du bloc occidental, l'adhésion à la CISL répond à la fois à une conviction et à un calcul : « Notre adhésion à la CISL ne signifie nullement que nous partageons les vues de la politique occidentale, surtout en matière de politique pratiquée à l'égard des peuples opprimés. Le mouvement syndical est par essence même opposé aux gouvernements surtout lorsque ces gouvernements s'éloignent de la conception ouvrière en matière de politique économique et sociale dans la gestion des affaires publiques »²².

Pour sa part, la CISL apportera en maintes circonstances son soutien aux luttes politiques de l'UGTT et du peuple tunisien. Le 21 janvier 1952, alors que la vague de répression s'abat sur le pays, la CISL, à la demande de Farhat Hached, dépêche un émissaire, M. Pierre Liniger, chargé d'enquêter sur les événements graves qui se déroulent en Tunisie ; son séjour lui permet de couvrir l'opération de ratissage du Cap Bon lancée le 29 janvier par le général Garbey. Outre Hached, qu'il voit quotidiennement, Liniger s'entretient avec Chadli Bey, le Premier Ministre, le Résident Général et son directeur de Cabinet, ainsi que René Mâle, secrétaire général de l'Union des Syndicats Force Ouvrière ; il se rend enfin à Bizerte et à Sousse avant d'établir son rapport. Au cours de sa mission, Liniger est accompagné d'Ahmed Ben Salah ; tous deux ont pris plusieurs photos dans le Cap Bon, à Bizerte

et à Teboulba ; un journaliste hollandais, Sol Tass, a pris en charge les photos jusqu'à Bruxelles ; c'est ainsi que les photos ont pu être communiquées à Associated Press qui les a diffusées. Après le retour de Liniger pour Bruxelles, Hached adresse une lettre au Secrétaire Général de la CISL où il présente en 8 points les revendications de l'UGTT. Le 1^{er} février 1952, le secrétaire général de la CISL, dans une lettre à Robert Schuman, Ministre français des Affaires Etrangères, écrit : « Nous serons toujours aux côtés de l'UGTT pour qu'un plan précis d'autonomie interne soit établi »²³. De nouveau le 13 février, il lui adresse un télégramme lui demandant de prendre immédiatement des mesures afin d'améliorer la situation en Tunisie.

Du reste, Hached ne se prive pas de reprocher à Oldenbroek de ne pas suivre assez activement ses interventions. Dans sa lettre du 27 février 1952, il écrit : « Nous avons le regret de constater l'absence de toute réaction de la CISL devant le silence du gouvernement français, silence d'autant plus grave qu'il est marqué par la continuation des mesures de répressions et par les arrestations et les atteintes renouvelées et graves portées à notre mouvement syndical et à ses militants. »²⁴

Hached a essayé de réaliser une sorte d'union sacrée contre le Protectorat, composée certes des organisations nationales tunisiennes, mais aussi des organisations syndicales du bloc occidental - notamment des Etats-Unis — organisations dont le poids pèsera dans les calculs de la France. Lorsqu'en janvier 1952 la lutte armée fut engagée et que les chefs et les cadres étaient emprisonnés, Farhat Hached, qui est aussi un authentique destourien, s'affirme comme le leader irréductible en mesure de continuer la lutte à l'intérieur et à l'extérieur. *La Main rouge*, en l'assassinant le 5 décembre 1952, à l'âge de 38 ans, n'a fait que briser l'élan d'un leader, sans atteindre son vrai combat.

L'impact historique du mouvement syndical tunisien

Trois grands succès historiques sont à mettre au crédit du mouvement syndical tunisien. D'abord, dans l'épisode sensible de la lutte pour l'indépendance, il a réussi à battre en brèche la thèse qui faisait de la question tunisienne une affaire intérieure française et à inscrire la revendication de libération nationale dans l'agenda du mouvement

ouvrier mondial. Plus que la FSM, la CISL et l'AFL-CIO ont pleinement endossé la cause nationale tunisienne jusqu'au bout. D'autre part, la centrale tunisienne a lié son adhésion à la CISL à des conditions préalables dont, notamment, la nécessité de favoriser la création de syndicats libres nationaux en Algérie et au Maroc et l'unification de l'action syndicale en Afrique du Nord. Bien que, chez nos voisins, les centrales syndicales nationales étaient formées près de dix ans après l'UGTT - le 20 mars 1955 pour le Maroc et le 24 février 1956 pour l'Algérie - l'UGTT avait établi le contact avec les dirigeants et ménagé l'avenir unitaire. Enfin, le combat commun de la centrale syndicale et du Néo Destour n'était pas limité au seul objectif de l'indépendance, il liait l'avenir de la classe ouvrière à un parti populaire, le Néo Destour, en un pacte implicite pour la construction d'un Etat démocratique dans lequel les droits sociaux ne seront pas sacrifiés. De nombreux exemples ont montré à quel avenir de spoliation économique et de régression sociale ont abouti des mouvements de libération pourtant héroïques et qui ont accédé à l'indépendance, mais dont le destin était coupé de la base ouvrière.

Le congrès de Sfax du Néo Destour (15-18 novembre 1955) a scellé l'union nationale sur la base d'un programme social, économique et culturel qui a constitué la doctrine phare du parti, parfaitement illustrée dans la composition de l'Assemblée Nationale Constituante et dans la consistance du programme du premier gouvernement de l'indépendance. Le VI^e congrès de l'UGTT (Tunis, 20-23 septembre 1956) a longuement analysé dans son rapport général les conditions économiques et sociales qui déterminent le développement, la stabilité et la sécurité de la Tunisie et adopté un programme de profondes réformes de structure. Ce programme a fourni à temps au jeune Etat tunisien la doctrine qui complétait sa vision de l'avenir, qui fondait l'option du développement planifié et qui allait résolument distinguer la Tunisie dans le paysage général du Maghreb et de l'Afrique. La longue phase d'entente et de coopération entre le Néo Destour (devenu PSD) et l'UGTT a marqué la phase d'édification de l'Etat moderne tunisien et assuré alors son caractère populaire et progressiste

Notes

1. Cf. Félix Garas, Bourguiba et la naissance d'une nation, op. cit. pp. 189 sqq. Cf. également Gilbert Grandval, Ma mission au Maroc, Paris, Pion 1956, pp. 104 sqq. Le parallélisme des situations en Tunisie et au Maroc est frappant.
2. Les immigrés russes s'installent essentiellement dans la région de Bizerte. Cf. Anastasia Manstein-Chirinski, Bizerte, dernière escale, Sud Editions, Tunis, 2009.
3. Kraïem M., *Nationalisme et syndicalisme en Tunisie (1918-1929)*, Tunis, Imp. UGTT, 1978.
4. Cf. Tahar Haddad, Les Ouvriers Tunisiens, 3e éd. MTE, Tunis, 1972, p. 135 (ouvrage en arabe).
5. Kraïem, M., op. cit. p. 579.
6. Cf. Tahar Haddad, op. cit. p. 186.
7. *Ibid.* p. 186.
8. Le texte intégral du statut de la CGTT figure dans Tahar Haddad, op. cit. p. 162 sqq.
9. *Ibid.* p. 211.
10. Les communistes obtiennent l'élection de dix-sept militants à la Commission administrative sur vingt et un et marginalisent les socialistes ainsi que Farhat Hached, considéré comme nationaliste.
11. La Résidence était, à l'origine, favorable à la création de l'UGTT qui devait être à ses yeux un facteur de division de la classe ouvrière et un concurrent de la CGT tombée sous la coupe des Communistes.
12. Procès-verbal de la réunion des cadres syndicats tenue le 1^{er} août 1947 (Archives de l'Union Régionale de Sfax).
13. Lettre de Farhat Hached au Résident Général du 15 octobre 1947 (Archives UGTT).
14. La conférence de Londres, réunie avant la fin de la guerre (6-17 février 1945) à l'initiative des syndicats britanniques, américains et soviétiques, avec la participation de 55 organisations syndicales, examine la possibilité de fonder la Fédération Syndicale Mondiale. Le congrès de Paris (3-8 octobre 1945) crée la FSM.
15. Cité par Nouri Boudali in *L'Union Générale Tunisienne du Travail, Souvenirs et Récits*, Tunis, 1998, p. 153.
16. *Ibid.* p. 154.
17. Le premier syndicat national marocain, l'Union Marocaine du Travail, s'est constitué le 20 mars 1955 à l'initiative de Mahjoub Ben Seddik. L'Union Générale des Travailleurs Algériens UGTA est constituée le 24 février 1956 par Isset Idir, premier secrétaire général, qui fut ensuite arrêté et jugé au procès des syndicalistes à Alger en janvier 1959 et qui est mort sous la torture le 6 juillet 1959.
17. *Ibid.* p. 154.
18. Livre d'entretiens avec Ahmed Ben Salah, Noura Borsali, Tunis 2008, p.21.
19. M.Rraïem, 1952, l'année ultime de la vie de Hached, in Actes du IX^e Colloque International sur Processus et enjeux de la décolonisation en Tunisie, Publication de l'ISHMT, Tunis, 1999, p. 160.
20. « Appel aux travailleurs des territoires non autonomes », cité in Kraïem M., op. cit.
21. *Ibid.*
22. « Chronologie de la fermeté et de la constance de la CISL dans le problème tunisien », in *Monde du Travail libre*, n° 51, septembre 1954, p. 21.
23. Extrait d'une longue lettre significative de Hached à Oldenbroek datée 27 février 1952, in M. Kraïem, 1952, l'année ultime de la vie de Hached, op. cit, p. 164.

CREATION DE L'UNION GENERALE DES ETUDIANTS TUNISIENS - Paris, 10-13 juillet 1953

C'est à travers les cellules destouriennes des lycées et collèges, dès l'année 1945, que l'avant-garde de la jeunesse tunisienne était initiée à l'action politique. La cellule du collège Sadiki, présidée par Abdelaziz Chouchane, était tenue à des réunions périodiques au siège de l'Association des Anciens Elèves du Collège Sadiki rue Dar Jeld ou au siège de la Fédération destourienne de Tunis rue Garmatou. Les jeunes militants sont ainsi associés aux manifestations majeures : la célébration de "la journée de la Nation" où Fadhel Ben Achour saluait la naissance de la Ligue Arabe au stade du Belvédère, les défilés du 1er mai, les funérailles de Moncef Bey, l'accueil de la délégation ministérielle tunisienne de retour de Paris au lendemain de la Note du 15 décembre 1951, la grandiose procession du vendredi 12 décembre 1952, une semaine après l'assassinat de Farhat Hached, de la mosquée Zitouna jusqu'à la résidence du Premier Ministre Slaheddine Baccouche...

Au lendemain de l'arrestation des leaders du Néo Destour le 18 janvier 1952, une assemblée des étudiants et lycéens se tient le 26 février à la mosquée Sahab Tabaa au cours de laquelle un Comité de Coordination était formé en vue de créer une Union des Etudiants Tunisiens. Le Comité, présidé par Abdelmajid Chaker, comprend Habib Boularès, Taoujik Menakbi, Ammar Mahjoubi, Cherif Materi, Ahmed Ghezal, Ali Chetoui, Abdessatar Ajmi, Mohamed Triki, Radhia Belkhoa, Abdelhak Lassoued, Khaled Ben Ammar et Mohamed Ben Ali. A la rentrée d'octobre 1952, des cellules sont créées à Tunis, Sousse et Sfax. Une grève générale des écoles et des lycées était décidée pour le 18 mars 1952, avec un succès total.

En raison de l'état de siège en vigueur en Tunisie, le premier congrès de l'UGET se tient à Paris du 10 au 13 juillet 1953, activement préparé par Mansour Moalla. Onze délégués de Tunis font le déplacement à Paris pour la circonstance. Après la séance inaugurale qui se tient à la salle des Horticulteurs, les travaux se poursuivent au 115, Boulevard Saint Michel, siège de l'AEMNA. Par principe, les membres du premier Bureau Exécutif devaient être élus parmi les étudiants inscrits à Tunis. Ainsi, le premier Bureau est composé de Mustapha Abdesselam Président, Ammar Mahjoubi vice Président, Abdelhakim Abdeljawad Secrétaire Général, Mohamed Triki adjoint, Abdelhak Lassoued Trésorier. Le siège de l'UGET est établi à Tunis au local de l'Union Générale des Agriculteurs Tunisiens, rue du feu.

Le deuxième Congrès se tient clandestinement à Tunis, rue du feu, le 14 juillet 1954. Le Bureau élu comprend Mansour Moalla Président, Hamed Karoui Secrétaire Général, Mohamed Abdesselam et Widad Jawada vice Présidents, Hassan Akrouf Secrétaire Général adjoint et Abdelhak Lassoued Trésorier. Le jour même, les congressistes apprennent l'assassinat du Docteur Abderrahmane Mami dans un attentat commis par La Main Rouge à la Marsa.

Les congrès suivants se tiennent annuellement et sans entrave en raison de l'autonomie interne et de l'indépendance. L'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens UGEMA s'est constituée le 8 juillet 1955 et l'Union Nationale des Etudiants Marocains UNEM le 30 décembre 1956. Le 1er janvier 1957, les trois syndicats tiennent une réunion solennelle à Ifrane et prennent l'engagement d'œuvrer à la réalisation des principes de l'AEMNA

CHAPITRE XVI

De l'autonomie interne à l'indépendance

La négociation sur l'autonomie interne, ouverte le 4 septembre 1954 à Tunis, s'est poursuivie à partir du 13 septembre à Paris sous l'autorité directe de Christian Fouchet d'une part et de Mongi Slim d'autre part. Par nature, le régime d'autonomie interne n'a pas la netteté tranchante de l'indépendance : la marge d'interpénétration des pouvoirs est difficile à cerner aussi bien pour celui qui revendique l'autonomie et qui, par là même, arrache une part de la souveraineté confisquée, que pour celui qui la concède et qui s'estime en devoir d'assurer par ailleurs la sécurité générale du territoire. L'un et l'autre butent nécessairement sur les indécisions de la souveraineté partagée.

C'est dans le cadre du seul traité du Bardo que s'élabore le nouveau régime ; plusieurs dispositifs de la convention de la Marsa sont abolis, notamment l'article premier où figure le terme de protectorat. A ce titre, le nouvel édifice doit être inventé à partir de zéro. Les négociateurs se sont entendus pour diviser les travaux en sept grands thèmes :

- les droits et garanties des français en Tunisie et des tunisiens en France ;

- les règles de fonctionnement des tribunaux français et des juridictions franco-tunisiennes ;
- la coopération culturelle et scientifique ;
- la coopération économique et financière ;
- le statut des fonctionnaires français en Tunisie ;
- les responsabilités diplomatiques et militaires de la France ;
- enfin, les rapports d'ensemble entre la France et la Tunisie.

La fin des violences et le retour au calme dans les villes et les campagnes tunisiennes ont largement servi Mendès France qui, le 11 décembre, à l'issue d'un débat à la Chambre sur l'Afrique du Nord et où dominait l'affaire tunisienne, obtient la confiance par un vote de 294 voix contre 265. Aux Nations Unies, Bahi Ladgham intervient pour que le débat à la Commission Politique sur la question tunisienne, fixé pour le 16 décembre, soit renvoyé à la session suivante. A la fin de l'année, l'accord est réalisé sur les divers aspects de la coopération ainsi que sur la convention judiciaire. Trois difficultés subsistent : la police, le statut des territoires du Sud et la représentation des français dans une dizaine de municipalités où la minorité française est importante.

Les délégations, par ailleurs, ont chacune ses ultras. Salah Ben Youssef, à partir de Genève, lance le 31 décembre une mise en garde contre le principe même de l'autonomie interne qui, dit-il, « consacrerait le *statu quo* et ferait de nous les gestionnaires du régime colonialiste en Tunisie. » Il exige donc un régime qui établisse « une puissance publique exclusivement nationale et administrant sans partage le territoire tunisien », en particulier « l'homogénéité du gouvernement tunisien et le transfert immédiat et sans conditions à ce gouvernement de toutes les responsabilités inhérentes au maintien de l'ordre, auquel ne devra participer aucune autorité française, militaire ou civile. » De son côté, le Rassemblement des français de Tunisie, représenté par un Comité présidé par Antoine Colonna, fixe ses propres exigences dans un livre blanc diffusé fin février 1955 dans la presse et dans les cercles parlementaires. Les français de Tunisie s'en tiennent à la co-souveraineté : le maintien de leur présence, affirment-ils, est fonction du maintien de leurs droits politiques ; les lois tunisiennes leur seraient applicables à la condition qu'elles reçoivent au préalable l'assentiment du

résident général. Leur thèse se fonde sur le traité du Bardo et surtout sur la lettre du 15 décembre 1951 qui, dans leur acception, garantit la « juxtaposition de deux souverainetés. »

A Tunis, en janvier 1955, Tahar Ben Ammar s'efforce de surmonter les écueils et réussit à réaliser le consensus des principaux acteurs. Il tient d'abord, en présence des ministres d'Etat chargés des négociations, trois sessions du Conseil des Ministres puis, le 17 janvier, il associe à la consultation les représentants des organisations nationales (Néo Destour, UGTT, UGAT et UTAC). Sur cette base, il se rend à Paris où, au terme de six entretiens avec Mendès France, du 22 au 31 janvier, de nouveaux progrès sont enregistrés mais sans parvenir, pour autant, à conclure.

Pour sa part, Mendès France avait hâte d'aboutir. Le règlement rapide de la question tunisienne sur la base du discours de Carthage permettrait d'affirmer enfin une politique positive pour l'Afrique du Nord et d'aborder dans de meilleures conditions les questions marocaine et algérienne. Ayant dégagé la France du borbier vietnamien, il tenait à marquer plus largement un tournant dans la politique coloniale de la France. L'embrasement général du Maghreb laissait craindre, en l'absence d'une stratégie claire et crédible, un enlisement aussi désastreux qu'en Indochine. Or l'homme d'Etat Mendès France irrite l'Assemblée : son ambition pour la France, sa vision et son style ont prévalu sous l'effet du désastre de Dien Bien Phu, mais au bout de six mois, l'impact s'est dissipé. Paradoxalement, ses adversaires ne lui pardonnent pas sa victoire politique et les prétextes ne manquent pas pour l'abattre.

L'Assemblée Nationale française manifeste une impatience fiévreuse devant la montée des violences en Algérie, l'impasse politique au Maroc et les lenteurs de la négociation tunisienne. A la tribune de la Chambre, Mendès France plaide pour une politique d'entente, de négociation et de conciliation, seule apte à faire cesser les attentats et à éviter le pire. Mais la coalition de la droite et du parti communiste, ainsi que les divisions au sein du MRP et du parti Radical ont eu raison de son gouvernement : le vote intervenu dans la nuit du 5 au 6 février 1955 donne 273 voix pour, 319 voix contre et 27 abstentions.

Le changement de gouvernement pouvait faire craindre la remise en cause de la politique tunisienne. Il n'en fut rien, en dépit des efforts du

Rassemblement des français de Tunisie et surtout du résident général Boyer de Latour qui, dans ses contacts officiels et par ses rapports adressés au Ministère, plaide fermement pour le maintien de toutes les prérogatives militaires dans les territoires du Sud, y compris la désignation des caïds et des fonctionnaires, pour la parité de représentation dans les conseils municipaux des grandes villes et pour le caractère « indissoluble » du lien entre la Tunisie et la France.

C'est Edgar Faure, un familier de la Tunisie, qui succède à Pierre Mendès France le 23 février 1955. Le nouveau Ministre des Affaires Marocaines et Tunisiennes est Pierre July, ancien RPF devenu membre de l'Action Républicaine et Sociale, tandis qu'Antoine Pinay devient Ministre des Affaires Etrangères. Un premier entretien le 5 mars entre Tahar Ben Ammar et Edgar Faure permet de renouer les négociations. A ce stade, quatre points subsistent : les territoires du Sud (délimitation et étendue des pouvoirs de l'armée française) ; la représentation des français dans certains conseils municipaux ; le statut de la langue française ; la nationalité du président du Conseil arbitral, pour les cas de litige.

Alors qu'à Paris les négociations piétinaient, à Tunis le parti du vieux Destour ¹ faisait cause commune avec Ben Youssef et recueillait l'assentiment de larges secteurs de l'opinion tunisienne. La surenchère allait bientôt trouver dans la conférence afro asiatique de Bandung² fixée pour le 17 avril des soutiens politiques auprès des mouvements frères, Istiqlal et FLN, et auprès des gouvernements arabes et islamiques représentés au plus haut niveau. Le 18 avril, Edgar Faure invite Habib Bourguiba pour un entretien décisif à l'hôtel Matignon : sur tous les points en suspens, des compromis ont pu être élaborés. Un second entretien, le 21 avril, conclut définitivement les Conventions d'Autonomie interne. La nuit même, peu après minuit, un protocole d'accord est signé par les deux délégations mettant un point final à tous les textes. Les Conventions sont paraphées le 29 mai.

En définitive, les négociations aboutissent à six conventions et plusieurs annexes :

- Convention générale avec 4 Protocoles, cinq Annexes et deux Echanges de lettres ;
- Convention sur la situation des personnes avec deux Protocoles ;

- Convention judiciaire avec deux Annexes ;
- Convention sur la coopération administrative et technique, avec un Accord annexe, quatre Protocoles et quatre Echanges de lettres ;
- Convention culturelle avec un Protocole annexe ;
- Convention économique et financière avec un Echange de lettres.

La signature solennelle intervient à l'hôtel Matignon à Paris le 3 juin par Edgar Faure et Pierre July d'une part, Tahar Ben Ammar et Mongi Slim ³ d'autre part. La ratification des Conventions par l'Assemblée Nationale française est précédée d'un rapport de la commission des Affaires Etrangères, présenté par Robert Verdier (socialiste) et approuvé par 20 voix contre 5 et 13 abstentions. Les débats, ouverts le 7 juillet, sont marqués par des interventions convergentes de Paul Reynaud, Antoine Pinay, Mendès France et Edgar Faure, et conclus aux premières heures du 9 juillet par une majorité exceptionnelle de 538 voix contre 44 et 29 abstentions. Dans son discours, Edgar Faure rappelle l'impossibilité pour la France de poursuivre l'administration directe et reconnaît, pour les tunisiens, le droit d'aspirer à une complète indépendance. A son tour, le Conseil de la République (Sénat) approuve les Conventions le 4 août par 253 voix contre 26 et 36 abstentions ; les interventions hostiles de Michel Debré⁴ et des sénateurs des français de Tunisie Antoine Colonna et Gabriel Puaux étaient l'exception. Le 27 août, en son palais de Carthage, le Bey procède enfin à la signature⁵ des Conventions d'Autonomie interne, sur la même table où fut signé le traité du Bardo le 12 mai 1881.

Le régime général de l'autonomie se présente ainsi. Le gouvernement tunisien devient parfaitement homogène. Le résident général fait place à un Haut Commissaire « dépositaire de tous les pouvoirs reconnus à la République » tandis que le gouvernement tunisien installe à Paris un « haut fonctionnaire chargé de coordonner l'activité des services tunisiens en France ». La sécurité extérieure relève de l'autorité française : la gendarmerie militaire conserve la surveillance des frontières, des postes, des aérodrômes et de la navigation aérienne. Quant à la police, le directeur de la sécurité sera français et placé sous l'autorité du Haut Commissaire pendant deux ans ; pendant les cinq ans suivants, il relèvera à la fois du Haut Commissaire et du chef du gouvernement

tunisien. En outre, pendant dix ans, les contrôleurs généraux, les commissaires de police et les titulaires de certains postes supérieurs seront français ; pendant les dix années suivantes, des commissaires et des agents français seront maintenus dans les agglomérations ayant un fort pourcentage de population européenne, notamment à Tunis. La proportion des policiers français à Tunis ne sera pas inférieure au tiers de l'effectif total. Au bout de vingt ans, les deux gouvernements s'entendront sur le maintien des fonctionnaires français. Enfin, le contrôle français est maintenu, mais sans interférence dans la gestion administrative, au Nord dans la zone de Bizerte incluant les lacs de Bizerte et d'Ichkeul et au Sud dans la zone frontalière de sécurité, délimitée par la ligne Bir Hadjila à l'Ouest et Naoura à l'Est, passant au sud de Tataouine et de Ben Gardane.

Quant aux municipalités, la proportion de 3/7 est fixée pour dix communes : Tunis, Bizerte, Ferryville (Menzel Bourguiba), Sousse, Sfax, Aïn Draham, Tabarka, Saint Germain, Mégrine et Fochville (Ben Arous). Dans les autres municipalités où la population française dépasse 10%, la proportion des conseillers municipaux français est de 1/3 et, quand la population est inférieure à 10% mais qu'elle dépasse cent personnes, la représentation est d'un conseiller municipal.

L'arabe étant « la langue nationale et officielle », la langue française n'est pas considérée comme langue étrangère : les textes réglementaires seront publiés dans les deux langues et, à l'exception des écoles coraniques, l'enseignement est obligatoire dans les deux langues. Les établissements d'enseignement français relèvent d'une mission culturelle française.

Les fonctionnaires français, au nombre de 9000, sont intégrés aux cadres métropolitains ; ceux d'entre eux qui relèvent déjà d'une administration française (2400 appartiennent aux cadres de l'Education Nationale et des FIT) seront maintenus en détachement en fonction des besoins de la Tunisie.

En matière judiciaire, le principe de l'unité de juridiction tunisienne est la règle mais, pour une période transitoire de quinze ans, les affaires qui concernent des français ou des étrangers seront traitées par des tribunaux français ; les différends entre français et tunisiens seront traités par des tribunaux mixtes avec parité des juges tunisiens et

français ; au pénal, le président du tribunal mixte sera de la même nationalité que l'inculpé. Un tribunal administratif est institué, avec une section mixte composée à égalité de magistrats tunisiens et français. Un conseil arbitral siégeant à Paris et composé de cinq magistrats tunisiens et autant de français est appelé à trancher « tout litige portant sur l'interprétation et l'application » des conventions ; il sera présidé par un onzième membre choisi par les deux gouvernements sans considération de nationalité.

A Tunis, c'est davantage l'accord général que le contenu même des Conventions qui est salué par la majorité des tunisiens avec soulagement et avec espoir. La colonie française, en revanche, multiplie les manifestations d'hostilité. Le 30 avril se tient à Tunis une première manifestation organisée par les sénateurs et les maires français, avec la participation de six ou sept mille participants, où le général de réserve Rime-Bruneau, président du mouvement *Présence Française*, s'attaque au résident général et, dans la foulée, aux chefs de gouvernement et aux ministres français associés aux négociations sur l'autonomie interne. Il appelle l'assistance à infliger une correction aux quelques libéraux qui viennent de constituer un "Mouvement pour la libre coopération franco tunisienne" ⁶ (Charles Saumagne, Xavier de Montéty, Dr Etienne Burnet, Jean Pignon, etc.). De fait, le Docteur Burnet, Directeur de l'Institut Pasteur de Tunis, âgé de 82 ans, est violemment agressé le 2 mai, à coups de barres de fer, par de jeunes compatriotes ⁷ ; le professeur Pignon, mieux gardé à son domicile, échappe à une tentative aussi brutale. Le 7 mai, en dépit d'une interdiction officielle, 15.000 français défilent au centre de Tunis, sur l'avenue Jules Ferry et, après avoir déposé des gerbes devant la statue de Jules Ferry et devant le tombeau du soldat inconnu, se lancent contre les grilles de la résidence générale pour y entrer de force ; ils sont évacués par le service d'ordre. Le 15 mai se tient à Carthage un congrès nord-africain associant les mouvements *Présence Française* du Maroc et de Tunisie ainsi que le Rassemblement français d'Algérie : le congrès réclame la création d'une « Union nord-africaine entre les trois pays d'Afrique du Nord, indissolublement liée à la métropole et capable de traiter ses propres problèmes » tout en se prévalant du fait que, dans chaque pays, « le peuplement français participe sur tous les plans aux institutions de ces pays. »

Dans ce contexte, on pouvait craindre toutes sortes de provocations d'autant que, du côté tunisien, les conventions sont dénoncées par les partisans de Ben Youssef et par le vieux Destour dont le congrès national rejetait, le 17 avril, dans sa motion finale « toute convention issue des négociations en cours et qui porterait atteinte à la souveraineté tunisienne, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, ou qui comporterait un abandon quelconque des droits du peuple tunisien dans les domaines économique, financier et culturel. » La même motion ajoute : « l'unité du territoire tunisien, de la souveraineté tunisienne et de la langue du pays est une, indivisible et intangible. »

C'est dans ces conditions que Bourguiba fait son entrée à Tunis le 1^{er} juin 1955. L'accueil qui lui est réservé par le peuple en liesse, accouru de toutes les régions du pays, est un triomphe qui dépasse la valeur des Conventions et la portée de l'autonomie interne. La journée mémorable du 1er juin 1955 manifeste la victoire totale du Néo Destour, fixe la juste mesure des forces et détermine, à partir de ce jour, la position dominante de Habib Bourguiba sur la scène intérieure. Pour sa part, la colonie française, éclipsée par l'événement, réalise que la Tunisie est rendue aux tunisiens et que le protectorat est moralement aboli.

Les Conventions, ratifiées le 9 juillet par la Chambre des Députés en France, entrent en vigueur au lendemain de leur signature par le Bey le 27 août 1955 ; le 1er septembre, Lamine Bey signe pour la première fois des décrets non revêtus du visa du résident général. Le 13 septembre, Tahar Ben Ammar présente au Bey la démission de son gouvernement, le dernier où figurent des Directeurs français. Il est chargé de former le nouveau gouvernement qui sera donc homogène. Présentée le 17 septembre, la nouvelle formation comprend une majorité de ministres destouriens : Mongi Slim à l'Intérieur ; Hédi Noura aux Finances ; Mohamed Masmoudi à l'Economie Nationale ; Jallouli Farès à l'Education Nationale ; Dr Sadok Mokaddem à la Santé, Mohamed Badra à l'Agriculture ; Azzedine Abassi (UGTT) aux Travaux Publics ; Chadli Rhaïem (socialiste) aux PTT ; Kadhem Ben Achour (Indépendant) à la Justice ; Albert Bessis (ancien Bâtonnier de l'Ordre des Avocats) à l'Urbanisme. Le 19 septembre, Roger Seydoux, Haut Commissaire de France, présente ses Lettres de Créance au Bey. Son

conseiller juridique, Bernard Tricot, est chargé de l'application des Conventions. Les transferts de compétences s'effectuent souplement, en faisant appel parfois à Mongi Slim pour régler quelques détails.

Mais à partir de septembre 1955, deux questions brûlantes accaparent l'actualité, éclipsant les questions de la transition ou les innovations du régime d'autonomie et justifiant l'abstention de Habib Bourguiba qui, par calcul, avait préféré rester en dehors du gouvernement. D'abord, le retour à Tunis de Salah Ben Youssef, Secrétaire Général du Néo Destour, déclenche une âpre controverse sur le principe même de l'autonomie interne : les Conventions sont-elles une étape décisive sur la voie de l'indépendance ou une régression dans l'ordre de la colonisation ? D'autre part, l'initiative d'un règlement négocié au Maroc fondé sur le retour de Mohamed V sur le trône, semblait promettre un accord politique plus avancé pouvant déboucher directement sur l'indépendance. Pour les tunisiens, les deux questions déterminent, dans l'immédiat, le destin national.

C'est le 13 septembre que Salah Ben Youssef arrive à Tunis, venant de Genève où, à partir de décembre 1954, il suivait les péripéties des négociations sur l'autonomie interne et recevait des délégations tunisiennes de tous bords, représentant les plus hauts responsables politiques et syndicaux, soucieux de l'écouter et de le rassurer. De janvier à mai, Mongi Slim s'était rendu à trois reprises à Genève pour l'entretenir de l'évolution des négociations et pour le persuader de rallier le choix du parti ; de même Fathi Zouhir (beau frère de Ben Youssef et directeur du Cabinet du Premier Ministre Ben Ammar). Le 19 mai, il recevait ensemble Mongi Slim venant de Paris, Bahi Ladgham venant de New York et Mohamed Badra venant du Caire ; fin mai, une importante délégation représentant les organisations nationales se rendait à son tour chez Bourguiba à Paris puis chez Ben Youssef à Genève ; elle comprend Taïeb Mehiri, Ahmed Tlili, Ferjani Bel Hadj Ammar, Mokhtar Attia, Mahmoud Khiari, Habib Cheikhrouhou, Hédi Bouslama, Hassan Sassi et Brahim Abdellah. En dépit du large consensus national qui soutenait fermement la politique des étapes et l'option de l'autonomie interne, Ben Youssef s'obstinait à opposer sa

propre thèse de la lutte à outrance, en un front uni du Maghreb, jusqu'à l'indépendance totale des trois pays.

A Tunis, Salah Ben Youssef est attendu à l'aéroport par des milliers de militants. Au pied de l'avion, il échange une longue accolade avec Habib Bourguiba avant d'être salué par le prince Chadli, fils de Lamine Bey et par le Premier Ministre Tahar Ben Ammar. De l'aéroport jusqu'en ville, la foule acclame les deux leaders dans le secret espoir que leur différend était tout juste tactique et qu'au fond ils étaient de connivence, la surenchère yousséfiste n'étant qu'une ruse pour pousser l'avantage face à l'adversaire commun — la France coloniale — et pour arracher à bon compte l'ultime étape de l'indépendance. Or, l'antagonisme est réel et profond : le drame ne tarde pas à éclater au grand jour, la discorde s'installe au sein du parti. Bientôt, les frères ennemis se livrent une guerre sans merci.

En substance, l'absolutisme de Ben Youssef s'explique : l'exigence de l'indépendance totale qui, en 1950 sous le Ministère Chenik n'était pas un objectif réaliste, est désormais vraisemblable après l'épreuve du feu en Tunisie, après la reculade historique de la France en Indochine et après l'embrasement général du front maghrébin. Dès lors, l'indépendance est à notre portée et, dans la lutte, l'union amplifie nos forces. Ainsi, il peut paraître grave de rompre le front de la résistance au Maghreb et d'offrir au colonialisme la seule brèche qu'il espérait : s'attaquer aux trois pays un à un sans céder sur l'essentiel, alors qu'il est à bout de souffle et que l'indépendance reste l'objectif déclaré de tous les peuples. Il est déraisonnable de renoncer à la lutte armée et de faire confiance au colonialisme de consentir aux indépendances sans la contrainte des armes.

Bourguiba partage les arguments de fond, mais il prend en compte la dynamique en cours qui témoigne de changements profonds dans la classe politique française. La rupture que Mendès France avait imposée au bloc colonial constitue un tournant décisif : la France reconnaît le fait national et la vanité de la politique de répression, admettant donc la nécessité du règlement négocié. Edgar Faure maintient le cap avec la Tunisie et s'engage dans la même voie avec le Maroc : cette politique bénéficie d'une majorité au parlement français. Edgar Faure va plus loin

en reconnaissant à la Chambre des Députés l'aspiration de la Tunisie à l'indépendance ⁸ et en admettant, pour le Maroc, dans la Déclaration franco marocaine du 6 novembre 1955, le « statut d'Etat indépendant uni à la France par des liens permanents d'une interdépendance librement consentie et définie. » La dynamique de la décolonisation est réelle.

D'autre part, le choix de la guerre à outrance est concevable pour le Vietnam en raison de la distance qui le sépare de la France et des facilités stratégiques offertes par le voisinage de la Chine et de l'URSS, mais il n'est pas réaliste dans le contexte de l'Afrique du Nord : le Maghreb seul ne saurait soutenir une guerre totale contre l'armée française. En revanche, la conjoncture est propice pour un règlement politique et tel est le choix constant et fondamental du Néo Destour. En Algérie, la phase de résistance est inéluctable à l'égal des deux autres expériences, mais le processus de décolonisation en cours chez les deux voisins fera plus pour imposer et légitimer la cause de la libération algérienne : la dynamique de l'indépendance sera plus puissante et plus contraignante avec l'émancipation politique de la Tunisie et du Maroc. Les Conventions ouvrent précisément une phase d'évolution accélérée où l'action politique prévaut sur l'affrontement armé. Du reste, l'internationalisation de la question coloniale ne laisse d'autre choix à la France que de céder à la logique de l'indépendance.

Le régime d'autonomie est-il un pas en arrière ? L'argument yousséfiste n'a pas convaincu car le nouveau gouvernement, dominé par le Néo Destour, est intégralement tunisifié et pleinement représentatif : le progrès est palpable. En définitive deux facteurs font la différence : la confiance en Bourguiba, confortée par le ralliement de tous les grands militants ⁹ et, d'autre part, la prise du pouvoir par les partisans des Conventions : l'équipe des négociateurs est désormais aux commandes et ne va pas céder devant un rival. Tous les moyens seront bons pour rallier, sinon éliminer Salah Ben Youssef. Sans doute aussi le choix de la France a-t-il résolument soutenu la nouvelle équipe : levée de l'état de siège, libération des prisonniers, purge des services de sécurité, octroi d'un crédit de 3.400 millions Fr. pour développer le crédit agricole et artisanal et don de 2.600 millions Fr. pour lutter contre le chômage. Les grands équilibres éliminent d'eux-mêmes l'intrus.

Sur le terrain, Salah Ben Youssef reste un orateur redoutable. Non sans démagogie, il marque des points dans les milieux conservateurs : minorités destouriennes et zitouniennes, certains partisans de son propre fief à Jerba ainsi que Tahar Lassoued et Mosbah Ennifer, deux chefs de la résistance armée qui ne se résignent pas au désarmement des "fellagas" et à leur marginalisation par le Néo Destour triomphant. Le 24 septembre, Ben Youssef reconnaît qu'il appartient à un congrès extraordinaire du parti de trancher le différend. Le 7 octobre, Salah Ben Youssef prononce un discours incendiaire à la mosquée Zitouna, exhortant les fidèles à rejeter les conventions et à s'unir pour arracher par la lutte commune l'indépendance de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc. Le lendemain, le Bureau Politique du Néo Destour l'exclut du parti. Du Caire, tombe alors la décision d'exclusion de Bourguiba du Comité de Libération du Maghreb, présidé par Allal Fassi.

Alors que le congrès arbitral est fixé par le Bureau Politique du Néo Destour au 15 novembre à Sfax, les deux leaders parcourent le pays et plaident chacun sa thèse dans une atmosphère passionnée, fiévreuse mais démocratique. Cet épisode a marqué l'histoire du Néo Destour et l'a forcé à clarifier sa stratégie au-delà de l'autonomie interne. C'est alors que Bourguiba a affirmé sa détermination de reconstruire le pays non pas dans la haine et la vindicte contre la France et les français, mais dans l'amitié et la coopération avec la France qui, dans son fond, est le pays porteur d'une civilisation de liberté et de progrès, et dont la langue et la culture nous offrent l'ouverture sur le monde de la modernité. Par delà l'objectif de l'indépendance, la grande bataille qui nous attend est celle de la lutte contre le sous développement afin de combler notre retard historique et de rattraper la caravane des pays développés. Dans cette bataille du futur, la clé du succès et de la prospérité tient au développement de la science et de la technique qui commandent l'essor de l'industrie, la modernisation de l'agriculture et la qualité de la vie. Si Bourguiba s'adresse à l'intelligence et tire une carte sur l'avenir, Ben Youssef plaide la carte de l'arabisme et la haine de l'Occident : son discours émeut sans convaincre.

L'incertitude n'était pas totalement dissipée quand s'ouvre le V^e congrès du Néo Destour à Sfax le 15 novembre 1955. Invité à

s'expliquer librement devant le congrès, Ben Youssef décline l'invitation. Le congrès désigne à sa présidence Bahi Ladgham qui, après avoir veillé pendant trois ans et demi à porter la cause tunisienne aux Nations Unies et sur la scène américaine, venait tout juste de regagner Tunis. Ses dernières correspondances avec Mongi Slim et Ben Youssef le rangeaient parmi les critiques des Conventions, mais au bout de quatre semaines à Tunis, il s'est rallié à la majorité autour de Bourguiba. Devant 2500 délégués, Bourguiba défend la politique des étapes et l'importance du tournant que représentent les Conventions sur la voie de l'indépendance. Ben Youssef, déclare-t-il, a choisi à la dernière minute de rallier le vieux Destour : il ne réalise pas la dynamique du changement, il ne saurait représenter l'avenir. « Voulez-vous reprendre les armes et regagner les montagnes ? » demande-t-il aux congressistes. La salle debout répond d'une voix : « Non ! » Au troisième jour, après des débats passionnés, le congrès adopte une résolution d'approbation des Conventions "étape importante dans la voie de l'indépendance" ; le congrès vote l'exclusion de Salah Ben Youssef et, par acclamation, porte Bourguiba à la présidence du Parti pour deux ans, en lui faisant confiance « pour poursuivre jusqu'à sa complète réalisation, l'œuvre démocratique d'émancipation nationale, politique, économique et sociale qui reste le but et la raison d'être du Néo Destour. » La part des leaders syndicaux était essentielle dans la formation du consensus sur le fond politique et sur le programme économique : le développement de la production nationale, la promotion de l'emploi, la modernisation de l'agriculture, la réorganisation de l'appareil administratif, l'instruction à tous sur un pied d'égalité. Le congrès réclame la création d'une armée nationale et affirme la solidarité du peuple tunisien avec les peuples algérien et marocain engagés dans le même combat.

Le 18 novembre, avant la clôture du Congrès, Ben Youssef tient un large meeting au stade municipal de Tunis, entouré des deux délégués égyptiens qui étaient venus pour le congrès du parti, Cheikh Ahmad Hussein Bakouri, ministre des Waqfs et Ahmad Saïd, directeur de la radio *la Voix des Arabes*. Le discours change de ton, il appelle à la résistance "pour la cause de l'indépendance". Depuis lors, l'affrontement prend un tour violent : attentats, enlèvements, appel à la subversion,

**MOTION DE POLITIQUE GENERALE
ADOPTÉE PAR LE CONGRES DE SFAX
LE 17 NOVEMBRE 1955**

Le Congrès National du Néo-Destour réuni les 15, 16, 17 et 18 novembre, à Sfax,

Après avoir entendu les discours du Président Habib Bourguiba et de M. Mongi Slim, Directeur du Parti, et passé en revue l'activité du parti depuis le dernier Congrès extraordinaire tenu à Tunis, le 18 janvier 1952,

Rappelant que la butfondamental et ultime du parti a été et demeure la restauration pleine et entière de l'indépendance de la Tunisie,

Considérant que la crise survenue dans les rapports franco-tunisiens à la suite de la note française du 15 décembre 1951 et de la politique de répression qu'elle a engendrée a amené le peuple tunisien à s'engager dans une épreuve de force décisive avec le régime colonial du Protectorat,

Convaincu que la lutte menée par la Nation sous l'impulsion et la direction du parti et jalonnée par tant d'événement mémorables et par tant de sacrifices douloureux lui a enfin permis de forcer le destin en faveur de sa cause légitime, que cette lutte a notamment abouti à l'union indéfectible du peuple tunisien, du Souverain et du Gouvernement dans un front national sans fissure, à rassembler et à galvaniser les énergies nationales donnant à notre mouvement de libération une vigueur, une ampleur et une efficacité sans précédent dans l'histoire de la Tunisie,

Considérant que cette action, conformément aux enseignements et aux directives de notre Président, a permis d'enrayer les tentatives d'étouffement du problème tunisien entreprises tout au long de la crise et notamment les projets de réformes d'avril 1952 et les réformes du 4 mars 1954,

Considérant que par ailleurs l'action menée par des représentants du parti à travers le monde, au Caire, à New-York, à Paris, à Karachi, à New-Delhi et à Djakarta a suscité dans l'opinion mondiale un courant puissant de sympathie et de soutien envers la cause nationale dont l'efficacité à travers les diverses résolutions prises par l'Organisation des Nations Unies sur la Tunisie, en plaçant le problème tunisien sur le plan international, en a accentué l'importance et l'acuité et en a hâté la solution,

Considérant également que l'évolution de l'opinion française, grâce à l'action menée tant en Tunisie qu'en France et notamment dans la presse et auprès des parlementaires, a amené le Gouvernement français à changer totalement de méthode et de conception dans sa politique à l'égard de la Tunisie,

Que ce changement a abouti à la reconnaissance solennelle de la souveraineté et de l'autonomie de la Tunisie par la France sans autres limites que celles définies dans les Conventions négociées,

Que tout en acceptant de participer à des négociations sur la base des propositions françaises, le parti a fait connaître par la voix de son Président qu'il considérait l'autonomie comme une étape substantielle et décisive vers l'indépendance,

Considérant l'accord unanime du Président et des autres membres du Bureau Politique réunis à Genève en août 1954 sur la position du parti ainsi définie,

Considérant que les négociations franco-tunisiennes ont abouti le 3 juin 1955 à la signature des Conventions qui consacrent l'autonomie de la Tunisie par l'abolition du régime de Protectorat et l'administration directe instauré par les Conventions de La Marsa, tout en assurant la sauvegarde des intérêts de la France et de ses ressortissants,

Considérant que malgré leurs imperfections les Conventions ne font pas obstacles à l'émancipation du pays, qu'elles constituent une étape importante dans la voie de l'indépendance et donnent à la Nation des possibilités accrues pour accomplir sa destinée,

Convaincu que l'indépendance nationale demeure le but suprême du parti et peut être réalisée en accord avec la France,

PAR CES MOTIFS

approuve sans réserve la politique menée par le Bureau Politique élu par le précédent Congrès et par tous les bureaux politiques provisoires qui se sont succédé jusqu'à ce jour à la tête du parti,

proclame qu'appliquées dans un esprit de libre coopération et dans le sens de l'évolution historique, les Conventions du 3 juin 1955 constituent une étape importante dans la voie de l'indépendance,

fait confiance au Président et au Bureau Politique du parti pour poursuivre jusqu'à sa complète réalisation l'œuvre démocratique nationale politique, économique et sociale qui reste le but et la raison d'être du Néo-Destour.

reprise intermittente de la guérilla. Dans la foulée, Ben Youssef dépose une demande officielle pour tenir un congrès national au palais de la foire à Tunis le 18 janvier 1956. Dans l'intervalle, le 29 décembre, le Bey signe le décret de création de l'Assemblée Nationale Constituante.

La Tunisie hésitait-elle vraiment ? Allait-elle basculer ? Pendant plus de deux mois, les affrontements partisans ensanglantaient les médinas, jetaient la terreur sur les cellules du parti déchirées entre les deux camps. La lutte fratricide mobilise l'ardeur des militants et commence à les détourner du vrai combat. Le 12 janvier 1956, le gouvernement interdit le congrès réclamé par Ben Youssef. En réaction, les yousséfistes redoublent de violences. Le 29 janvier, le gouvernement lance un coup de filet contre le réseau yousséfiste. Averti à temps par ses fidèles, Salah Ben Youssef franchit la veille la frontière libyenne et s'enfonce dans un nouvel exil, à moins de deux mois de l'indépendance. Mais était-ce son vrai combat ? L'indépendance de la Tunisie et du Maroc n'a pas arrêté ni atténué ses attaques contre la politique de Habib Bourguiba : du fond de l'exil, en Libye puis en Egypte, et jusqu'en avril 1958, pas moins de six complots étaient découverts dont les fils remontaient jusqu'à lui. La jeune police tunisienne a longtemps poursuivi la traque et la répression de ses agents. Le drame yousséfiste ne sera définitivement surmonté qu'après le complot de décembre 1962, où trempaient encore certains de ses partisans et après le très lourd verdict de la Haute Cour de Justice en octobre 1959.

L'autre facteur ayant déterminé l'accélération du processus d'indépendance est le bond en avant accompli par le Maroc. Edgar Faure, successeur et continuateur de Pierre Mendès France, mais aussi homme politique habile et certainement plus perçant, est le véritable stratège de la décolonisation du Maroc.

Le 20 août 1955, date du deuxième anniversaire de la déposition du Sultan, une véritable insurrection éclate dans la tribu Zayane de Khenifra et dans les nombreuses tribus d'Oued Zem ; la répression sanglante conduite par les forces de police et l'armée et le déchaînement de certains colons fanatiques contrastent avec la volonté évidente d'Edgar Faure qui cherchait au contraire à ouvrir au plus tôt une voie de règlement négocié de la crise marocaine. Le 22 août, alors que le résident général Gilbert

Grandval donnait sa démission, s'ouvre à Aix-les-Bains une Conférence gouvernementale où, en présence de cinq ministres ¹⁰, plusieurs nationalistes marocains de tous les partis sont reçus et écoutés relativement au meilleur moyen de surmonter la crise politique. La conférence conclut à la nécessité de mettre fin au règne de Moulay Araf, de créer un Conseil du trône et de former un gouvernement chargé d'établir une base de négociations pour l'avenir des relations entre le Maroc et la France. Le 5 septembre, le général Georges Catroux est dépêché à Madagascar auprès de Mohamed V pour négocier les conditions de son retour. C'est, pour le Maroc, le tournant décisif.

Dès lors, Mohamed V et Edgar Faure avancent irrésistiblement vers le rétablissement de la souveraineté totale du Royaume. Mohamed V approuve les conclusions de la Conférence d'Aix-les-Bains et se pose au centre de toutes les transactions qui, de plus en plus nettement, ménagent sa restauration en vrai souverain. Le processus est à peine retardé par les tractations sur la composition du futur Conseil du trône. Cet intermède est négocié essentiellement à Paris où Pierre July, méfiant à l'égard des services de la Résidence à Rabat, tient à contrôler toutes les étapes du processus. Le nouveau Résident Général, Jean Boyer de Latour, arrivé au Maroc le 30 août 1955 venant directement de Tunis, s'irrite de l'influence grandissante des partis nationalistes auprès de la Métropole et du rôle mineur qui lui revient dans la définition des rapports d'avenir qui s'élaborent à Paris. Son bref intermède ne fait qu'accélérer le démantèlement du système instauré à l'ombre de Moulay Araf ; c'est lui, du reste, qui est chargé de communiquer au pseudo souverain la fin de son mandat.

Le 1 octobre, Moulay Araf quitte Rabat pour s'installer à Tanger. Son abdication ouvre la voie à l'institution d'un Conseil du trône qui, le 15 octobre, est proclamé par le grand Vizir Hadj Mohamed El Mokri. Le même jour, le gouvernement français rend publique une « Déclaration sur l'avenir des relations entre la France et le Maroc ¹¹ » apparemment destinée à rassurer la communauté française. Intrônisé le 17 octobre, le Conseil désigne Fatmi Ben Slimane pour former un gouvernement de négociation, mais le parti Istiqlal y oppose le préalable du retour du sultan légitime. Le 31 octobre, Mohamed V est en effet ramené en

France et installé près de Paris, à Saint Germain où, au pavillon Henri IV, se déploie sur plusieurs jours un cérémonial d'allégeance de ses sujets y compris les quatre membres du Conseil du trône, ainsi que le Glaoui, Pacha de Marrakech, qui s'incline à ses pieds pour lui demander l'aman. Le 1^{er} novembre se tient à La Celle-Saint-Cloud un entretien crucial entre Mohamed V, le Président du Conseil Edgar Faure et Antoine Pinay, ministre des Affaires Etrangères. Le principe de l'indépendance est approuvé. Le 6 novembre, à l'issue des entretiens ultérieurs avec Antoine Pinay, la Déclaration Commune ¹² publiée à Paris précise : « S.M. le Sultan du Maroc a confirmé sa volonté de constituer un gouvernement marocain de gestion et de négociations, représentatif des diverses tendances de l'opinion marocaine. Ce gouvernement aura pour mission notamment d'élaborer les réformes institutionnelles qui feront du Maroc un Etat démocratique à monarchie constitutionnelle et de conduire avec la France les négociations destinées à faire accéder le Maroc au statut d'Etat indépendant uni à la France par des liens permanents d'une interdépendance librement consentie et définie. »

Dix jours plus tard, le 16 novembre 1955, c'est en véritable souverain que Mohamed V regagne le Royaume. Les retrouvailles du roi et du peuple, chargées d'émotion, sont lourdes de promesses pour le Maroc et pour l'ensemble du Maghreb. Mubarak Bakkaï forme le gouvernement d'union nationale chargé de négocier l'indépendance.

Du 1^{er} juin au 16 novembre 1955, le régime du protectorat a achevé sa course. La voie vers l'indépendance est ouverte. La stratégie de Bourguiba fondée sur la dynamique politique s'est vérifiée.

Pour le Maroc comme pour la Tunisie, c'est le calendrier parlementaire français qui retarde les échéances de l'ultime négociation. La dissolution de la Chambre, le 2 décembre, et la fixation des élections législatives au 2 janvier 1956 renvoient la formation du nouveau gouvernement à la fin janvier. Le 29 janvier, Guy Mollet, le chef du groupe SFIO majoritaire dans la nouvelle Chambre, succède au Président Edgar Faure. Alain Savary, homme de conviction et fin connaisseur du Maghreb, est Secrétaire d'Etat aux Affaires Marocaines et Tunisiennes. Le 15 février s'ouvrent à La Celle-Saint-Cloud les négociations pour l'indépendance du Maroc, suivies le 27 février à Paris par les négociations franco tunisiennes. Bahi Ladgham,

promu vice-président du Conseil, et Mohamed Masmoudi, ministre de l'économie, sont directement chargés des négociations.

Or, la dissidence yousséfiste, loin de désarmer, relance l'insécurité dans les campagnes et dans les zones limitrophes des maquis algériens, faisant des victimes parmi les colons et les soldats français. Pour Guy Mollet, l'argument de la sécurité prend une importance encore plus lourde en raison de ses prolongements algériens. Alors que l'Accord franco marocain était conclu le 2 mars, le Protocole de l'indépendance tunisienne en était au point mort à la date du 17 mars. Le nœud stratégique algéro tunisien pèsera lourd et pour longtemps sur le dégagement de la souveraineté tunisienne. Une entrevue dramatique entre Habib Bourguiba et Christian Pineau, ministre des Affaires Etrangères, permet de réaliser la percée et d'arracher les compromis nécessaires pour proclamer l'acte d'indépendance : le Protocole peut enfin être signé. La signature solennelle intervient au Quai d'Orsay le 20 mars 1956 par Tahar Ben Ammar et Christian Pineau.

En vertu du Protocole, le traité du Bardo du 12 mai 1881 cesse de régir les rapports franco tunisiens. Cependant, à la différence du Maroc qui, en abolissant le traité de Fès, assume pleinement les attributs de la souveraineté, la Tunisie devra renégocier "celles des dispositions des conventions du 3 juin 1955 qui seraient en contradiction avec le nouveau statut de la Tunisie, Etat indépendant et souverain". De ce fait, "les négociations reprendront le 16 avril 1956 en vue de conclure, dans les délais aussi brefs que possible et conformément aux principes posés dans le présent protocole, les actes nécessaires à leur mise en œuvre". Souveraineté bridée ? Pour Bourguiba, le Protocole du 20 mars scelle la fin du colonialisme, rend la Tunisie aux tunisiens et consacre un principe qui lui est cher, celui de "l'indépendance librement négociée en accord avec la France". Pour le reste, la politique des étapes et, plus encore, la volonté des hommes et la force des faits distingueront pour longtemps encore le style et la combativité exceptionnelle de la Tunisie pour la reconquête de sa souveraineté entière et pour l'intégrité de son territoire.

A Tunis, l'impact du Protocole d'indépendance est loin de valoir l'ampleur du sursaut populaire du 1er juin 1955. Pour l'opinion, ce développement n'est que le prolongement prévisible de la libération des

L'Irrésistible ascension de Habib Bourguiba

8 avril 1956, l'Assemblée Nationale Constituante porte à sa présidence Habib Bourguiba. C'est sa première fonction dans l'Etat. Dans son discours officiel, il déclare " Nous sommes réunis en cette Assemblée par la volonté du peuple. La souveraineté en Tunisie appartient au peuple qui en est la source légitime et authentique." Puis il rappelle " le souvenir des compagnons de lutte, le Souverain Moncef, Habib Thameur, Farhat Hached, Hédi Chaker et tant d'autres tombés au champ d'honneur à la poursuite du même idéal. Les âmes des martyrs du 9 Avril, fauchés par les balles du colonialisme en clamant "Parlement Tunisien ", sont présentes parmi nous pour célébrer la réalisation de ce vœu !" Il poursuit "Nous vivons la seconde moitié du XXe siècle : nous tenons à participer à la marche de la civilisation et à prendre place au cœur de notre époque".



Le 15 avril 1956, Habib Bourguiba, présente à Lamine Bey les membres du premier gouvernement de l'indépendance. On reconnaît (de g. à dr.) : Ahmed Mestiri, Taïeb Mehiri, Béchir Ben Yahmed, Mongi Slim, Abdallah Farhat, Habib Bourguiba, Azouz Rebaï, Lamine Bey, Azzeddine Abbassi (à demi caché), Bahi Ladgham, Mahmoud Khiari, Mohamed Masmoudi, Hédi Noura, Mustapha Filali, Mahmoud Materi et Ferjani Bel Hadj Ammar. Les ministres absents : Lamine Chabbi, André Barouch et Mohamed Chakroun.

Ayant assumé la Présidence de l'Assemblée et la Présidence du Conseil, Habib Bourguiba s'élèvera en 1957 à la Présidence de la République.

dirigeants tunisiens et marocains, notamment Bourguiba et Mohamed V. La campagne électorale en vue des élections de l'Assemblée Nationale Constituante, fixées pour le 25 mars, se ressent à peine de cet acquis historique. Les candidats, en revanche, y puisent un argument supplémentaire pour dénoncer la violence yousséfiste qui n'en est que plus absurde. Or, le fait de l'indépendance confère à la future Assemblée constituante une portée incomparable.

L'Assemblée, composée de 60 députés, tient sa session inaugurale le 8 avril 1956 au palais du Bardo, en présence de Lamine Bey et de Roger Seydoux, Haut Commissaire de France, et sous la présidence de Mhamed Chenik, doyen d'âge. La nation attentive est à l'écoute de l'événement, répercuté sur les ondes par la radio nationale. Enfin, l'aspiration au *destour* s'accomplit par la volonté du peuple ! L'émotion étreint la nation entière quand le président Chenik invite l'Assemblée à la minute de silence en hommage aux martyrs. Succédant au recueillement, l'Assemblée s'empresse, par acclamation, de porter à sa présidence Habib Bourguiba : ce fut sa première fonction dans l'Etat.

Le mouvement destourien a honoré son mandat. Il a abouti à l'élection d'une Assemblée Nationale Constituante et à faire admettre par la France l'abolition du traité du Bardo et la reconnaissance de l'indépendance et de la souveraineté de la Tunisie. Le gouvernement formé par Tahar Ben Ammar le 17 septembre 1955 pour mettre en œuvre les Conventions d'Autonomie interne et qui, en fait, s'est consacré à l'ultime négociation de l'Indépendance, estime avoir achevé son mandat au lendemain de l'inauguration de l'Assemblée Nationale Constituante. La Tunisie, libre et indépendante, est face à son destin.

De l'autonomie interne à l'indépendance

L'Assemblée, composée de 60 députés, tient sa session inaugurale le 8 avril 1956 au palais du Bardo, en présence de Lamine Bey et de Roger Seydoux, Haut Commissaire de France, et sous la présidence de Mhamed Chenik, doyen d'âge. La nation attentive est à l'écoute de l'événement, répercuté sur les ondes par la radio nationale. Enfin, l'aspiration au *destour* s'accomplit par la volonté du peuple ! L'émotion étreint la nation entière quand le président Chenik invite l'Assemblée à la minute de silence en hommage aux martyrs. Succédant au

recueillement, l'Assemblée s'empresse, par acclamation, de porter à sa présidence Habib Bourguiba : ce fut sa première fonction dans l'Etat.

Le mouvement destourien a honoré son mandat. Il a abouti à l'élection d'une Assemblée Nationale Constituante et à faire admettre par la France l'abolition du traité du Bardo et la reconnaissance de l'indépendance et de la souveraineté de la Tunisie. Le gouvernement formé par Tahar Ben Ammar le 17 septembre 1955 pour mettre en œuvre les Conventions d'Autonomie interne et qui, en fait, s'est consacré à l'ultime négociation de l'Indépendance, estime avoir achevé son mandat au lendemain de l'inauguration de l'Assemblée Nationale Constituante. La Tunisie, libre et indépendante, est face à son destin.

Le 9 avril 1956, Tahar Ben Ammar présente à Lamine Bey la démission du gouvernement. Les regards se tournent vers Habib Bourguiba pour former le nouveau gouvernement et pour prendre en charge la direction du pays. Ses compagnons ne s'y trompent pas, il est l'homme de la situation : lui seul pouvait décider de s'abstenir s'il estimait devoir s'en tenir à une position de recul qui, du reste, n'aurait rien enlevé à sa centralité ni à sa capacité de décision et d'arbitrage. Mais Bourguiba s'engage sans hésiter. En réponse à l'offre de Lamine Bey, il accepte de former le premier gouvernement de l'indépendance. Le 14 avril, la nouvelle formation reflète l'unité nationale qui s'était illustrée dans les élections de l'Assemblée : autour du Néo Destour, l'UGTT et les autres organisations nationales constituent l'équipe représentative de la victoire politique.

Habib Bourguiba s'attribue, à part la présidence du Conseil, les portefeuilles de la Défense et des Affaires Etrangères ; Bahi Ladgham est vice-président du Conseil, Mongi Slim et Mohamed Masmoudi, Ministres d'Etat, Taièb Mehiri Ministre de l'Intérieur, Hédi Nouira Ministre des Finances et Abdallah Farhat, directeur du Cabinet présidentiel. Nul mieux que cette équipe n'ignore la gravité de la situation politique : la dissidence yousséfiste menace la stabilité du pays, la guerre d'Algérie menace son indépendance ; la sécurité, la défense et la justice doivent faire encore l'objet de négociations... à l'ombre des forces françaises qui occupent les casernes disséminées dans le pays du Nord au Sud. Le gouvernement Bourguiba se donne pour mandat d'assumer la plénitude de la souveraineté, de hâter l'évacuation des forces

étrangères, de fonder l'Etat moderne et, en accélérant l'indépendance de l'Algérie, de tourner définitivement la page de la colonisation de l'Afrique du Nord.

Notes

1. Le Destour mène campagne contre les Conventions d'autonomie interne et revendique l'indépendance en se fondant sur la résolution approuvée à l'unanimité lors du congrès national de la nuit du destin du 23 août 1946 ; il développe cette thèse dans son congrès national réuni à Tunis les 16 et 17 avril 1955.
2. La conférence de Bandung se tient du 17 au 24 avril 1955, réunissant 29 pays indépendants d'Asie et d'Afrique ; les trois mouvements de libération du Maghreb, sans être membres, sont invités : Néo Destour (Salah Ben Youssef, Taïeb Slim et Tahar Amira), Istiqlal (Allai Fassi et Abdelmajid Benjelloun) et FLN (Hocine Ait Ahmed et Mhamed Yazid).
3. A la cérémonie de signature, Mongi Slim revêtu du grand cordon rouge et or du Nichan Iftikhar, se distingue en apposant sa signature en arabe, contrairement à Tahar Ben Ammar qui signe de son nom en français.
4. Avant le débat au Sénat, Michel Debré avait reçu à son domicile à Paris Habib Bourguiba pour un entretien cordial, en présence de Louis Périllier, ancien résident Général à Tunis. Cf. Louis Périllier, *Conquête*, op. cit. p.284.
5. Lamine Bey appose pour la première fois sa signature autographe au bas du texte des Conventions, calligraphié en arabe sur du parchemin et scellé avec les armes du Royaume.
6. Ce Mouvement a porté à sa présidence Dr Mahmoud Materi, premier Président du Néo Destour.
7. Le 3 mai, Rime-Bruneau fait l'objet d'une mesure d'expulsion vers la France, par ordre du résident général.
8. Dans un discours à Bizerte le 5 novembre, Bourguiba déclare : « En présentant au Parlement les conventions, M. Edgar Faure s'est vu reprocher que ces accords menaient la Tunisie à l'indépendance, " Certes, répondit-il, la Tunisie va inéluctablement à l'indépendance, mais nous souhaitons qu'elle se réalise avec notre accord" ». Le 15 novembre, Bourguiba déclare devant le congrès de Sfax "La Tunisie est désormais assurée d'accéder à l'indépendance avec l'accord de la France". Se référant à la Déclaration commune franco marocaine publiée à Paris le 6 novembre à l'issue des entretiens de Saint Cloud, Mendès France déclare le 24 novembre "Les rapports franco tunisiens devraient être ajustés et reconsidérés à la lumière des futurs accords franco marocains".
9. Notamment Bahi Ladgham, rentré de New York le 10 octobre, qui est porté à la présidence du Congrès de Sfax le 15 novembre 1955 et qui devient le Secrétaire général du parti en remplacement de Salah Ben Youssef.
10. Antoine Pinay (Affaires Etrangères), général Marie-Pierre Koenig (Défense), Robert Schuman (Finances), Robert Triboulet (Anciens combattants) et Pierre July (Affaires marocaines et tunisiennes).
11. Le texte de la Déclaration figure in P. Boyer de Latour, *Vérités sur l'Afrique du Nord*, Pion 1956, pp. 180 sqq.
12. *Ibid.* p. 189, le texte de la Déclaration Commune du 6 novembre 1955.

Conclusion générale

La Tunisie a vécu pendant soixante quinze ans (1881-1956) sous la domination française. Elle a subi le sort de la quasi-totalité du continent africain, de la plus grande partie de l'Asie et des Caraïbes.

L'impérialisme colonial est un phénomène historique très ancien mais, à partir de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb (1492), il ne s'est plus limité au monde méditerranéen où les Phéniciens, les Grecs et surtout les Romains ont tour à tour étendu leur hégémonie à l'ensemble du bassin méditerranéen. A partir du XVI^e siècle, la domination coloniale a concerné la quasi-totalité de la planète : Espagnols, Portugais, Hollandais, Anglais et Français ont pu, grâce à leurs marines, établir leur domination sur des espaces plus ou moins vastes répartis à travers les cinq continents. La puissance navale a été, à l'origine, le facteur décisif du triomphe de l'impérialisme colonial. Mais dès le début du XVII^e siècle, alors que la puissance économique et navale du Portugal et de l'Espagne déclinait, celle des Pays Bas et surtout de la Grande Bretagne et de la France s'accroissait. A partir du XVII^e siècle et pendant quatre siècles, la flotte anglaise en particulier dominera les mers et les océans ; les flottes française et hollandaise quoiqu'importantes n'atteindront guère la puissance de la marine anglaise.

La traite négrière et l'exploitation - voire le pillage - des ressources agricoles et minières des Amériques et des Caraïbes permettront aux puissances maritimes (Pays Bas, France et surtout Grande Bretagne) d'accumuler sur leur sol d'immenses richesses qui serviront à jeter les bases du capitalisme financier et industriel. Dès le début du XIX^e siècle, les produits manufacturiers qui sortent des usines où régneront les machines à vapeur vont inonder le monde. Les flottes commerciales présentes sur toutes les mers et tous les océans contribueront dans une large mesure à asseoir la domination économique de la Grande Bretagne et de la France sur une grande partie de la planète ; la domination politique consécutive s'étendra à la fin du XIX^e siècle à l'ensemble des continents. Au cours du XIX^e siècle, la Grande Bretagne et la France s'emparent de la quasi-totalité de l'Afrique, d'une grande partie de l'Asie, du continent austral (Australie, Nouvelle Zélande) et des îles du Pacifique (Polynésie, Micronésie .. etc.)

Les autres puissances qui émergeaient et qui avaient des visées impériales (Allemagne, Russie, Japon, Italie) se heurtaient à la mainmise impériale de la France et de la Grande Bretagne sur la plus grande partie de l'espace planétaire. Seule la Russie a pu, au cours du XIX^e siècle, assouvir sa soif de conquête en s'étendant aux territoires musulmans de l'Asie centrale (Ouzbékistan, Kazakhstan, Tadjikistan) et du Caucase et, au-delà de l'Oural, aux espaces sibériens qui confinent au Pacifique.

Pendant que les pays industriels de l'Europe occidentale accroissaient sans arrêt leurs richesses et leur puissance, l'Empire Ottoman qui s'étendait sur la majeure partie des Balkans, du Moyen Orient et du Maghreb (Algérie, Tunisie) dépérissait au fil des années. Il était affaibli par la décadence irréversible de son économie, de ses institutions, de ses forces armées et en particulier de sa marine, détruite par les forces chrétiennes coalisées à Lépante (octobre 1571) et achevée à la bataille de Navarin par les marines anglaise et russe en 1827. Ses relations commerciales avec l'étranger étaient tombées aux mains des chrétiens et des juifs (capitulations), son artisanat était ébranlé par l'invasion des produits manufacturés européens, son essor intellectuel bloqué par des pratiques religieuses d'un autre âge.

L'Empire Ottoman était resté en marge de ce qui avait permis à l'Europe Nord Occidentale de dominer le monde : la révolution scientifique et industrielle. Dès lors, ses forces déclinantes dans tous les domaines ne pouvaient opposer de résistance aux insatiables appétits territoriaux des grandes puissances : les uns après les autres, les pays qu'il dominait s'émancipaient (les Balkans) ou passaient aux mains de la Grande Bretagne (Egypte), de la France (Algérie en 1830, Tunisie en 1881, Syrie et Liban au lendemain de la première Guerre Mondiale) et de l'Italie (Tripolitaine en 1912).

La mainmise française sur notre pays fut alors grandement facilitée par la conjoncture internationale et par l'état de déliquescence où se trouvait la Régence en 1880-1881.

A l'issue du congrès de Berlin qui réunit en 1878 les représentants des grandes puissances européennes pour décider du partage des dépouilles de « l'homme malade » de l'époque, à savoir l'Empire Ottoman, la Grande Bretagne et l'Allemagne donnent à la France le feu vert pour « cueillir la pomme mûre tunisienne » selon l'expression du chancelier Bismarck, la Grande Bretagne recevant en compensation l'île de Chypre.

Sur le plan intérieur, la situation de la Régence présentait de grandes analogies avec celle de la Turquie : faillite financière due à un endettement considérable vis-à-vis des banquiers juifs et européens, désordre institutionnel et politique favorisant grandement l'immixtion des représentants de la Grande Bretagne, de la France et de l'Italie dans les affaires tunisiennes ; fiscalité écrasante provoquant l'extrême misère des populations rurales, démographie en chute libre provoquée par les épidémies (peste, choléra, typhus), les famines périodiques, la sous-alimentation, etc. La France n'attendait alors qu'un futile prétexte (les incursions des Kroumirs en Algérie) pour occuper militairement le pays. Le traité du Bardo qui établissait le protectorat français sur la Régence et la convention de la Marsa qui donnait à la France la direction effective du pays furent signés par Sadok Bey sous la menace des baïonnettes. Le peuple tunisien opposa à cette agression, pendant près de dix ans, une résistance héroïque ; la France n'en vint à bout qu'après des batailles mémorables qui eurent lieu dans la plupart des régions.

Après la neutralisation des zones les plus farouchement opposées à l'occupation étrangère (régions de Sfax, Gabès, Sud Ouest, Nefzaoua, etc.) la France met en place les structures et les institutions qui devaient mettre le pays en coupe réglée. Tous les moyens (administratifs, financiers, techniques, militaires) sont mobilisés pour exploiter les ressources pourtant peu considérables de la Tunisie, au profit d'une minorité d'étrangers — français essentiellement — assoiffés de profits et de privilèges. Des milliers d'hectares de terres cultivables sont arrachés aux populations rurales qui en tiraient leur subsistance depuis des temps immémoriaux dans les régions nourricières du pays (régions telliennes et steppiques) et attribués aux colons qui les exploitaient avec des techniques inconnues jusqu'alors dans le pays. Les ressources minières (phosphate, fer, plomb, zinc, etc.), concédées aux grosses compagnies privées épaulées par les banques, étaient exploitées exclusivement au profit de leurs concessionnaires. Leur production était destinée seulement aux marchés français et étrangers. Toute une infrastructure routière, ferroviaire, portuaire, scolaire, etc. a été édifiée pour permettre à l'entreprise coloniale de se développer au gré des intérêts et des besoins de la minorité étrangère avec le maximum d'efficacité.

Techniques et formes modernes d'organisation du travail sont appliquées dans les secteurs de l'économie où les européens jouent un rôle essentiel et où l'élément autochtone reste longtemps quasi absent (agriculture moderne, banque, industrie, enseignement de haut niveau). La majorité des tunisiens musulmans reste confinée dans les marges déshéritées de l'espace agricole tunisien et dans les secteurs dégradés ou ruinés de l'économie traditionnelle (artisanat, petit commerce, pêche côtière).

Les déséquilibres de toutes sortes provoqués par la colonisation déclenchent un processus de paupérisation générale de la population tunisienne et l'exode rural le plus vaste qu'ait connu la Tunisie au cours de son histoire.

Après soixante quinze ans de colonisation, la Tunisie se retrouve dans la situation d'un pays économiquement sous développé, important des produits manufacturés que les nouveaux besoins créés par les européens dans le pays rendaient nécessaires et de plus en plus

de denrées alimentaires à cause de l'accroissement démographique, de l'urbanisation et de la diminution des rendements agricoles. Les exportations irrégulières de produits agricoles et de minerais n'arrivent guère, au terme de l'ère coloniale, à combler un déficit commercial chronique et ruineux.

Ce furent aussi soixante quinze ans de répression et d'arbitraire sous toutes les formes. Le peuple tunisien, spolié, dominé, fut privé de tous ses droits politiques.

Mais le peuple tunisien dont l'identité arabo musulmane plonge ses racines dans une civilisation millénaire, demeura irrécyclable. Dès le lendemain de la signature du traité du protectorat, les forces vives du pays s'organisent : elles sont encadrées par l'élite intellectuelle zitounienne et sadikienne. Le nationalisme tunisien s'exprime par la voix d'un parti dont la principale revendication est l'adoption d'une constitution (Destour) qui restitue au peuple ses droits civiques et politiques. Sa stratégie connut peu de succès : d'une part il était faiblement enraciné dans les masses populaires et, d'autre part, il agissait dans une conjoncture internationale peu favorable au mouvement de libération des peuples coloniaux.

Au lendemain du congrès de Ksar Helal en 1934, la lutte pour la libération prend des formes nouvelles : le Néo Destour issu de ce congrès (son Secrétaire Général étant Habib Bourguiba) mobilise les masses tunisiennes prolétarisées, les classes moyennes montantes et l'élite occidentalisee. Négociations pacifiques avec les autorités françaises et manifestations populaires dont la plus meurtrière fut celle du 9 avril 1938 alterneront pendant plus de vingt ans pour mettre fin à la co-souveraineté en Tunisie. La deuxième guerre mondiale, en épuisant presque totalement les forces des deux plus grandes puissances coloniales (la Grande Bretagne et la France) hâtera la fin de l'ordre colonial.

A partir de 1950, la lutte nationale prend des formes multiples. Sur le plan national, elle est organisée essentiellement par le Néo Destour dirigé par des personnalités de premier plan (Habib Bourguiba, Mongi Slim, Hédi Nouira). L'action de Farhat Hached sur le plan syndical et sur le plan politique, national et international, sera d'une ampleur et d'une envergure exceptionnelles.

La lutte politique, il est vrai, est bien épaulée par la conjoncture internationale ; aux Nations Unies, où les dirigeants destouriens agissent efficacement, les pays arabes et asiatiques nouvellement indépendants soutiennent les revendications politiques de la Tunisie. Et surtout, en mai 1954, l'armée française subit une terrible défaite dans la cuvette de Dien Bien Phu (Vietnam), tandis qu'en novembre de la même année, l'insurrection algérienne éclate dans les villes et dans les montagnes (Aurès, Kabylie).

L'édifice colonial français craque alors de toutes parts. Le Président du Conseil français Pierre Mendès France est mandaté par le gouvernement pour mettre fin à la guerre d'Indochine (20 juillet 1954) et pour accorder à la Tunisie son autonomie interne (31 juillet 1954). Sans heurts sanglants et prolongés avec la France, l'indépendance totale de la Tunisie est proclamée le 20 mars 1956.

Au cours de toute la période coloniale, le dynamisme intellectuel de l'élite tunisienne n'a guère fléchi. Il s'est manifesté sous des formes diverses (journalisme, théâtre, poésie, études historiques, politiques, sociologiques, théologiques, etc.) Les multiples courants de pensée qui ont marqué cette époque font apparaître un génie national aux formes variées d'où émergent l'acquis fondamental de l'islam et de la culture arabe et les influences récentes et de plus en plus importantes de la civilisation occidentale.

ANNEXES

ANNEXE 1

Mémoire explicatif soumis par 15 pays à l'appui de la demande d'inscription de la question tunisienne à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale (Huitième session)

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE

Distr.
GENERALE

A/24.5/Add. 1
17 août 1953
FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Huitième session

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA HUITIEME
SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE ; QUESTION
PROPOSEE PAR L'AFGHANISTAN, L'ARABIE SAOUDITE, LA
BIRMANIE, L'EGYPTE, L'INDE, L'INDONESIE, L'IRAK,
L'IRAN, LE LIBAN, LE LIBERIA, LE PAKISTAN, LES
PHILIPPINES, LA SYRIE, LA THAÏLANDE ET LE YEMEN
LA QUESTION TUNISIENNE

Mémoire explicatif

Au cours de sa septième session, l'Assemblée générale des Nations Unies a examiné la question tunisienne et a adopté, le 17 décembre 1952, la résolution 611 (VII) par laquelle elle recommandait certains moyens d'amener une détente en Tunisie et de favoriser le règlement de la situation. Le dispositif de la résolution est ainsi conçu :

L'Assemblée Générale

« 1. Exprime sa confiance que, conformément à sa politique déclarée, le gouvernement français s'efforcera de favoriser le développement effectif des libres institutions du peuple tunisien, conformément aux buts et aux principes de la Charte ;

« 2. Exprime l'espoir que les parties poursuivront sans retard leurs négociations en vue de l'accession des Tunisiens à la capacité de s'administrer eux-mêmes, compte tenu des dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies ;

« 3. Fait appel aux parties intéressées pour qu'elles tiennent compte, dans leurs relations et dans le règlement de leurs différends, de l'esprit de la Charte et qu'elles s'abstiennent de tout acte ou mesure qui risquerait d'aggraver la tension actuelle ».

Le Gouvernement français n'a pris aucune mesure effective en vue de mettre en œuvre les recommandations expresses de l'Assemblée générale. Au contraire, il a imposé certaines prétendues « réformes » qui étaient incompatibles avec les aspirations du peuple tunisien ; d'autres part, il a pris des mesures de répression qui ont sérieusement aggravé une situation déjà tendue.

Le plan français de « réformes », qui prévoyait la participation des citoyens français au Gouvernement tunisien (donc au pouvoir exécutif) et aux assemblées représentatives tunisiennes, S. A. le Bey de Tunis l'avait déjà repoussé à plusieurs reprises, et notamment par la lettre qu'il avait adressée au Président de la République française le 9 septembre 1952. En réalité, les propositions de la France tendaient à modifier le statut du Protectorat et à placer le pays dans une co-souveraineté franco-tunisienne. Elles étaient contraires à l'engagement que la France a solennellement pris et renouvelé à maintes reprises, de respecter la pleine souveraineté de l'Etat tunisien et de conduire la Tunisie à l'autonomie. A propos du projet de résolution que la Première Commission de l'Assemblée Générale avait adopté le 12 décembre 1952, S. A. le Bey a fait connaître au Gouvernement français, par lettre du 16 décembre 1952, qu'une reprise des négociations était souhaitable, et a ajouté :

« Pour que ces négociations aboutissent à une conclusion positive, il est essentiel qu'elles soient menées, du côté tunisien, par un nouveau cabinet qui ait notre confiance et la faveur du peuple tunisien.

« Nous pensons en outre que ces négociations devraient se dérouler dans un climat assaini et dans une atmosphère de détente » ¹

1. Texte établi d'après la version anglaise (N.d.T.)

Le Gouvernement français a repoussé cette offre et, au lieu d'entamer les négociations, a préféré mettre S. A. le Bey en présence de l'alternative : consentir aux réformes ou être déposé. En même temps le Gouvernement français adressait à S. A. le Bey, le 19 décembre 1952, une lettre rédigée en termes menaçants. Le 20 décembre 1952, M. de Boisseson, délégué à la Résidence générale, s'est rendu auprès de S. A. le Bey et a exigé de lui qu'il apposât sans délai, en gage de son assentiment, le sceau beylical sur les décrets portant « réforme » des assemblées rurales et des municipalités. Il convient de noter que ces « négociations » se sont déroulées dans une atmosphère de terreur et de répression généralisées dans toute la Tunisie. Les membres de l'ancien gouvernement de M. Chenik, auxquels S. A. le Bey n'avait, comme il l'a dit lui-même, retiré « ni sa confiance ni son investiture » se trouvaient encore sous l'étroite surveillance des autorités françaises ; M. Habib Bourguiba, le chef nationaliste, ainsi que d'autres représentants qualifiés du peuple tunisien, étaient encore en état d'arrestation. Le chef syndicaliste et conseiller écouté de S. A. le Bey, M. Farhat Hached, Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens et membre du Comité exécutif de la Confédération internationale des syndicats libres, venait d'être assassiné. Les quatre conseillers que S. A. le Bey avait consultés au sujet des propositions françaises ont presque tous été en butte à de sévères représailles, qui allaient de l'arrestation à la destruction de leurs demeures. Des troupes françaises ont cerné le palais de S. A. le Bey tandis que des opérations militaires et des exécutions sommaires se poursuivaient dans d'autres régions. Le document A/2371 communiqué aux Membres des Nations Unies le 19 mars 1953, relate, au sujet de ces événements, plusieurs faits particulièrement significatifs.

Mis en présence d'une telle situation par le Gouvernement français, S. A. le Bey a été obligé sous la contrainte, comme il l'a lui-même déclaré, d'apposer son sceau sur les décrets que M. Boisseson lui présentait. Sans entrer dans le détail de ces décrets, on peut faire observer que les assemblées rurales et municipales prévues dans le programme de « réformes » du Gouvernement ne constituaient pas une innovation en Tunisie. Les assemblées rurales - y compris les Conseils de caïdat - existaient en Tunisie depuis 1922. Le régime de la représentation municipale y existait avant le Protectorat. Les « réformes » imposées à S. A. le Bey, loin d'améliorer les institutions représentatives existantes, en ont accentué les défauts. D'une part, les Français sont absolument maîtres des élections, car les candidats doivent recueillir l'approbation de l'Administration française avant que leur candidature soit retenue, et, même lorsqu'ils ont été régulièrement élus par un collège électoral restreint, limité à des électeurs de catégories

déterminées, ce qui limite à l'extrême l'exercice du droit de vote, ils peuvent être disqualifiés par l'Administration française, qui exerce par conséquent son autorité non seulement sur le mécanisme des élections, mais aussi sur le fonctionnement des assemblées elles-mêmes. D'autre part, les citoyens français qui résident en Tunisie ont, bien qu'étrangers, reçu en matière de représentation municipale, des droits politiques nettement disproportionnés à leur nombre, ce qui non seulement sanctionne la pratique antijuridique de la double souveraineté, mais vicie également le principe de la représentation démocratique. On ne peut par conséquent considérer ces « réformes » comme des mesures effectives qui tendent à faire progresser la Tunisie sur la voie de l'autonomie, mais comme des mesures qui tendent à annexer la Tunisie à la France métropolitaine. C'est pourquoi elles ont été condamnées par tous les partis politiques, syndicats et organisations économiques de Tunisie, qui considèrent à juste raison que la première réforme et la plus urgente devrait être de restaurer la souveraineté tunisienne en créant une autonomie véritable, c'est-à-dire en instituant un organe exécutif entièrement tunisien, responsable devant une assemblée tunisienne élue au suffrage universel.

Les protestations des organisations tunisiennes, qui reflétaient l'opinion du peuple tunisien, ont été vaines. Le Gouvernement français a fait procéder aux élections aux assemblées rurales et municipales en avril et en mai de cette année. Les renseignements parvenus de Tunisie montrent que les élections ont été marquées par des mesures sévères de répression et le renforcement arbitraire de la loi martiale et de la censure. On a imposé des candidats aux électeurs, que l'on a forcés de se rendre aux urnes sous la menace de représailles s'ils ne votaient pas. Malgré ces procédés antidémocratiques, on n'a pas pu trouver des candidats pour de nombreuses villes. Des troubles graves ont éclaté dans tout le pays ; ils ont fait un grand nombre de victimes. En réalité, au lieu de détendre l'atmosphère, les élections n'ont fait qu'accroître la tension et provoquer des actes de violence.

Il est de plus en plus évident que le Gouvernement français a empêché la réalisation de conditions favorables à des négociations libres avec les véritables représentants du peuple tunisien. En fait, par ses menaces de déposition, le Gouvernement français a empêché S. A. le Bey de choisir des représentants qualifiés, voire même de consulter les porte-parole du peuple tunisien. Au lieu d'empêcher de nouvelles violations des lois tunisiennes et des droits de l'homme, les tribunaux militaires français, à la faveur de la loi martiale qui est en vigueur depuis 1938, ont continué à condamner des Tunisiens à des peines extrêmement sévères, très souvent

sur la foi d'aveux arrachés par la torture, comme l'indiquent les fait relatés dans le document SCA 264/23/062 et les pièces jointes.

En déportant les patriotes, qui jouissent de la confiance de S. A. le Bey et du peuple tunisien, et en mettant aux postes d'autorité des hommes qui sont entièrement à leur dévotion, les autorités françaises ont ouvert la voie à une « réaction en chaîne » de soulèvements et d'actes de répression. En soumettant la Tunisie à ce qu'il appelle des « opérations de pacification », qui ne sont en réalité rien d'autre que les opérations militaires d'une guerre non déclarée, le Gouvernement français a créé et maintient un état d'agitation permanente qui pourrait, si il n'y met fin, menacer dangereusement la paix et la sécurité internationale. Etant donné ces considérations, nous appelons de nouveau sur la question tunisienne l'attention de l'Assemblée générale, pour qu'elle étudie les mesures qu'il faut prendre pour empêcher une nouvelle aggravation de la situation et qu'elle fasse des recommandations en vue d'un règlement pacifique.

ANNEXE 2

**VOTE DE LA RESOLUTION A/2530
PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES**

Votée en Commission Politique (647e séance) avec 29 voix pour, 22 contre et 5 abstentions, la Résolution A/2530, amendée par l'Islande, est soumise le 11 novembre 1953 à l'Assemblée Générale. Mise aux voix, elle recueille 31 voix pour, 18 contre et 10 abstentions. Ainsi, il lui manquait 9 voix pour s'assurer la majorité requise des 2/3, soit quarante voix. Le détail du vote se présente comme suit :

Pays ayant voté pour	Pays ayant voté contre	Abstentions
Philippines	Turquie	Pérou
Pologne	Union Sud Africaine	Vénézuela
Arabie Saoudite	Grande-Bretagne	Argentine
Suède	U.S.A.	Brésil
Thaïlande	Australie	Canada
Ukraine	Belgique	Chili
U.R.S.S.	Colombie	Costa Rica
Uruguay	Cuba	Salvador
Yémen	République Dominicaine	Grèce
Yougoslavie	Equateur	Nouvelle-Zélande
Afghanistan	Haïti	
Bolivie	Honduras	
Biélorussie	Israël	
Chine	Luxembourg	
Tchécoslovaquie	Pays-Bas	
Danemark	Nicaragua	
Egypte	Panama	
Ethiopie	Paraguay	
Guatemala		
Islande		
Inde		
Irak		
Liban		
Libéria		
Mexique		
Norvège		
Pakistan		
Syrie		
Birmanie		
31	18	10

ANNEXE 3

PROTOCOLE D'ACCORD FRANCO-TUNISIEN

Le 3 juin 1955, à la suite de libres négociations qui étaient intervenues entre leurs délégations, le gouvernement français et le gouvernement tunisien convenaient de reconnaître à la Tunisie le plein exercice de la souveraineté interne. Ils manifestaient ainsi leur volonté de permettre au peuple tunisien d'atteindre son plein épanouissement et d'assumer par étapes le contrôle de son destin.

Les deux gouvernements reconnaissent que le développement harmonieux et pacifique des rapports franco-tunisiens répond aux impératifs du monde moderne. Ils constatent avec satisfaction que cette évolution permet l'accession à la complète souveraineté sans souffrances pour le peuple et sans heurts pour l'Etat. Ils affirment leur conviction qu'en fondant leur rapports sur le respect mutuel et entier de leur souverainetés dans l'indépendance et l'égalité des deux Etats, la France et la Tunisie renforcent la solidarité qui les unit pour le plus grand bien des deux pays.

En conséquence :

La France reconnaît solennellement l'Indépendance de la Tunisie.

Il en découle :

a) que le traité conclu entre la France et la Tunisie le 12 mai 1881 ne peut plus régir les rapports franco-tunisiens ;

b) que celles des dispositions des conventions du 3 juin 1955 qui seraient en contradiction avec le nouveau statut de la Tunisie, Etat indépendant et souverain, seront modifiées ou abrogées.

Il en découle également :

c) l'exercice par la Tunisie de ses responsabilités en matière d'affaires extérieures, de sécurité et de défense, ainsi que la constitution d'une armée nationale tunisienne.

Dans le respect de leurs souverainetés, la France et la Tunisie conviennent de définir ou compléter les modalités d'une interdépendance librement réalisée entre les deux pays en organisant leur coopération dans les domaines où leurs intérêts sont communs, notamment en matière de défense et de relations extérieures.

Les accords entre la France et la Tunisie établiront les modalités du concours que la France apportera à la Tunisie dans l'édification de l'armée nationale tunisienne.

Les négociations reprendront le 16 avril 1956 en vue de conclure, dans les délais aussi brefs que possible, et conformément aux principes posés dans le présent protocole, les actes nécessaires à leur mise en œuvre.

Fait à Paris, en double original,

Le 20 mars 1956

Pour la France (signé) : Christian Pineau

Pour la Tunisie (signé) : Tahar Ben Ammar

Bibliographie

La réédition de cet ouvrage nous a amené à consulter un nombre conséquent d'ouvrages et d'articles publiés après 1975, date de parution de sa première édition. Les nombreux travaux des historiens et géographes de l'Université de Tunis, de la Manouba, de Sousse, de Sfax, de l'Institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National, etc. ont acquis une meilleure connaissance de l'histoire contemporaine de la Tunisie et nous avons essayé, dans la mesure du possible, d'actualiser notre travail en partant, non seulement des archives, mais aussi de ces travaux récents qui sont, pour la plupart, d'excellente facture. Leur nombre étant particulièrement élevé, nous regrettons de ne pouvoir les citer tous. Nous en avons néanmoins sélectionné un certain nombre en prenant comme critères les grands thèmes traités dans l'ouvrage (agriculture, commerce, industrie, démographie, etc.) et les événements politiques les plus importants qui ont marqué les différentes phases de l'Histoire contemporaine de la Tunisie, de l'établissement du Protectorat (1881) jusqu'à la proclamation de l'Indépendance (1956).

Abrégé de l'Histoire du Mouvement National (1881-1964), Collectif, Tunis, Institut du Mouvement National, 2008, 202 p.

Actes des divers colloques internationaux sur l'Histoire du Mouvement National, Manouba, Institut d'Histoire tunisienne du Mouvement National (I à XII^e colloque).

ACHOUR H., Ma vie politique et syndicale, Enthousiasme et déceptions, 1944-1981, Tunis, Alif, 1989, 396 p.

- ATTIA H., *Les Hautes steppes tunisiennes. De la société pastorale à la société paysanne*, Thèse de Troisième cycle (dactylographiée), Paris, 1977.
- AYACHI M., *L'Union Générale des Etudiants de Tunisie*, Tunis, Publications de l'Université de Tunis (IHMN), 2003, 184 p.
- AYADI T., *Mouvement réformiste et mouvements populaires à Tunis (1906-1912)*, Tunis, Publications de l'Université de Tunis, 1986, 291 p.
- BEN HMIDA A., *Le syndicalisme tunisien. De la 2^{ème} guerre mondiale à l'Autonomie interne*, Tunis, Publications de l'Université de Tunis, 1989, 424 p.
- BEN SLIMANE S., *Souvenirs politiques*, Tunis, CERES Production, 1989.
- BOUDALI N., *L'Union Générale Tunisienne du Travail*, Tunis, 1998, 321 p.
- BOURGUIBA H., *La Tunisie et la France*, Paris, Julliard, 1954.
- BOYER DE LATOUR P., *Vérités sur l'Afrique du Nord*, Paris, Pion, 1956, 205 p.
- CAID ESSEBSI B., *Habib Bourguiba, le bon grain et l'ivraie*, Tunis, Sud Editions, 2009, 515 p.
- CASEMAJOR R., *L'action nationaliste en Tunisie*, Tunis, Sud Editions, 2009, 275 p.
- CHERIF M. H., « *L'incident des Kbmirs de 1881 d'après les sources tunisiennes* », Tunis, *Cahiers de Tunisie*, n°162-163, 1992-93, pp. 149-155.
- DOUGUI N., *Histoire d'une grande entreprise coloniale : la Compagnie des Phosphates et du Chemin de fer de Gafsa (1897-1930)*, Tunis, Publications de la Faculté des Lettres de la Manouba, 1995, 635 p.
- FAKHFAKH M., *La Grande exploitation agricole dans la région sfaxienne*, Tunis, Cahiers du CERES, Série Géographique, n°3, 1975, 291 p.
- GARAS F., *Bourguiba et la naissance d'une nation*, Paris, Julliard, 1956, 288 p.
- GHARBI M. L., *Le Capital français à la traîne (Embauche d'un réseau bancaire au Maghreb colonial (1847-1914))*, Tunis, Publications de la Faculté des Lettres de la Manouba, 2003, 616 p.
- GRANDVAL G., *Ma mission au Maroc*, Paris, Pion, 1956, 273 p.
- HADDAD T., *Les ouvriers tunisiens* (ouvrage en arabe), Tunis, MTE, 3^e édition 1972, 221 p.

- HAMMAS M., *L'impérialisme français et les tribus du Centre et du Sud tunisien (1881-1950)*, Tunis, C.P.U., 2007, 363 p. (en arabe).
- HAMZA R., *Communisme et nationalisme en Tunisie de la « Libération » à l'Indépendance (1943-1956)*, Tunis, Publications de l'Université de Tunis, 1994, 381 p.
- HAMZA H. R., « *Espace séditieux et insurrections armées dans la Tunisie coloniale* », in *Kawafed*, 1996.
- JELLAB H., *Les élites économiques tunisiennes (1920-1956)*, Tunis, Publications de l'Institut d'Histoire du Mouvement National, 1999, 254 p (en arabe).
- JULIEN Ch.-A., *Et la Tunisie devint indépendante (1951-1957)*, Paris, 1985, Ed. Jeune Afrique, STD, 217 p.
- JULIEN Ch.-A., *L'Afrique du Nord en marche (1880-1952)*, Paris, Omnibus 2002, 499 p.
- JULIEN Ch.-A., *Colons français et jeunes-Tunisiens (1882-1912)*, Revue Française d'Histoire d'Outre-Mer, Tome LIV, 1967, pp. 87 à 150.
- KHELIFI, O., *Moncef Bey, roi martyr*, Tunis, MC Editions, 2006, 285 p.
- KRADEM M., *Nationalisme et syndicalisme en Tunisie (1918-1929)*, Tunis, Impr. UGTT, 1980.
- KRAIEM A., *Politique de lotissements et paysannerie tunisienne dans le Kairouanais (1923-1939)*, Thèse de Troisième cycle, Université de Tunis, 1982-83 (dactylographiée).
- KRAIEM A., *La désagrégation des communautés rurales traditionnelles sous l'effet du capitalisme*, Tunis, Actes du 2^{ème} Séminaire de l'Histoire du Mouvement National, 1983.
- KRAIEM A., « La Résistance de Gafsa à l'occupation française en 1881 » in *Cahiers de Tunisie* n°143-144, 1985, Tunis, Faculté des Lettres de Tunis, pp. 121-156.
- KRAIEM M., *Le Parti communiste tunisien pendant la période coloniale*, Tunis, Publications de l'Université de Tunis (I.H.M.N.), 1997, 357 p.
- KAZDAGHLI H., « Les bâtisseurs du Protectorat français en Tunisie » in *Les Relations tuniso-françaises au miroir des élites*, Actes du Colloque de 1994, Tunis, Faculté des Lettres de La Manouba.

- KSONTINI K., *Les campagnes et le capital colonial dans l'arrière-pays de Sfax (1892-1929)*, Tunis, Publications de la Faculté des Lettres de la Manouba, 1992 (en arabe).
- KSONTINI K., *La pauvreté et les pauvres à Tunis pendant la période coloniale (1885-1918)*, Tunis, CPU, 2000.
- LADGHAM B., *Les années décisives*, Tunis, Cérès, 1990, 440 p.
- LE TOURNEAU R., *Evolution politique de l'Afrique du Nord musulmane 1920-1961*, Paris, Armand Colin, 1962, 503 p.
- LEJRI M. S., *Evolution du Mouvement National : des origines à la deuxième guerre mondiale*, Tunis, Maison Tunisienne de l'Ed., 1974 (2 vol.).
- MAHJOUBI A., *Les origines du Mouvement national en Tunisie (1904-1934)*, Tunis, Publications de l'Université de Tunis, 1982.
- MAHJOUBI A. et KAROUÏ H., *Quand le soleil se lève à l'Ouest*, Tunis, CERES Production, 1983, 193 p.
- MAHJOUBI A., *Le Mouvement national entre les deux guerres*, Tunis, Faculté des Lettres de Tunis, 1986.
- MATERI M., *Itinéraire d'un militant 1926-1942*, Tunis, CERES Production, 1992.
- MESTIRI S., *Moncef Bey*, Tunis, Sud Editions, 2008, 450 p.
- NOUREDDINE A., *Evolution économique, mutations sociales et luttes politiques en Tunisie dans les années 1930*, Thèse de Troisième cycle (dactylographiée), Paris, 1978, 321 p.
- PERILLIER L., *La conquête de l'indépendance tunisienne*, Paris, Robert Laffont, 1979, 305 p.
- SETHOM H., *Le Fellah de la presqu'île du Cap Bon*, Tunis, Publications de l'Université de Tunis, 1977, T. I et II
- ROUS J., *Bourguiba, l'homme d'action de l'Afrique*, Paris, Ed John Didier, 1969, 189 p.
- TABABI H., *Mohamed Ali El Hammi (1890-1928)*, Tunis, Publications de la Faculté des Lettres de la Manouba (IHMN), 2009, 204 p.
- TIMOUMI H., *Les révoltes paysannes dans la Tunisie contemporaine*, Tunis, Publications de l'Académie Beït al-Hikma, 1993, 274 p. (en arabe).

TIMOUMI H., *Le colonialisme capitaliste et les structures sociales pré-capitalistes (1861-1943)*, Tunis, Publications de la Faculté des Lettres de la Manouba, 1999, T.I et II (en arabe).

YAZIDI B., « Une stratégie coloniale : les installations hydrauliques dans les territoires du Sud tunisien », in *Actes du xii' Colloque international sur le Sud tunisien de l'Occupation à l'Indépendance (1881 - 1905)*, Tunis, 2004, pp. 55-69.

YAZIDI (B.), *La Politique coloniale et le domaine de l'Etat en Tunisie (1881 - 1930)*, Tunis, Faculté des Lettres de la Manouba, Ed. Sahar, 2005, 406 p.

ARCHITECTURE

ABDELKAFI J., *La Médina de Tunis, espace historique*, Baume-les-Dames, 1989, 279 p.

ABDELKAFI J., « *Le nouveau visage de Tunis* », *Urbanisme*, n° 197, 1983, pp 71-74.

ABDELKAFI J., « *Une promenade architecturale à Tunis* », *Architecture Méditerranéenne -Tunisie*, 1997, pp 137-147.

BAHRI-MEDDEB A., « *De la hâra à la Hafsia: histoire urbaine d'un quartier de la Médina de Tunis* », *Architecture Méditerranéenne - Tunisie*, 1997, pp 89-98.

BEGUIN F., *Arabisances, décor architectural et tracé urbain en Afrique du Nord (1830-1950)*, Paris, 1983, 169 p.

BEGUIN F., *Arabisances, limites et grands tracés*, Paris, 1978, 199 p.

BINOUS J., BEN BECHER-DJELLOULI F. and ABDELKAFI J., *Tunis*, Tunis, 1985, 153 p.

BREITMAN M., *Nationalisme et tradition : le cas Marmey (Tunisie 1943-1949)*, Liège, 1986, 239 p.

CULOT M. et THIVEAU J-M., *Architectures franchises d'Outre-Mer*, Liège, 1992, 407 p.

Général DOLOT, « *L'architecture moderne à Tunis* », *Revue tunisienne*, n° 138, 1920.

- ELOY G., *La ville de Tunis à l'exposition coloniale internationale de 1931*, Tunis 1931, 87p.
- GANIAGE J., *La population européenne de Tunis au milieu du xix^e siècle*, Paris, 1960, 101p.
- GIUDICE Ch., « *La construction de Tunis -ville européenne- et ses acteurs de 1860 à 1945* », Correspondances (IRMC).
- GUY R., *L'architecture moderne de style arabe*, Paris, s.d.
- LAPRADE A. and ZEHRFUSS B., « *Urbanisme et reconstruction en Tunisie* », Architecture d'Aujourd'hui, n° 1, 1945.
- LESAGE, Denis. « *La protection de l'architecture du xix^e/xx^e siècles : une ère nouvelle pour le patrimoine* », Archibat, n° 3, 2001, pp 100-103.
- LESAGE D., « *Le retour du patrimoine* », Architecture méditerranéenne, n° 45, 1995, pp 28-31.
- LESAGE D., « *Tunisie : un patrimoine architectural plusieurs fois millénaire* », Archibat, n° 4, 2002, pp 78-89.
- MOSBAH Ch., *L'héritage colonial de la ville de Tunis entre 1900 et 1930 : Etude architecturale et décorative des édifices de style néo-mauresque*, Thèse soutenue en 2006, Sorbonne Paris IV, 303 + 360 p.
- MOUHLI Z., « *Vers le cœur de la ville : la veine de sauvegarde* », Architecture Méditerranéenne-Tunisie, 1997, pp 124-135.
- MOUHLI Z., and MCGUINNESS J., *Tunis 1800-1950, portrait architectural et urbain*, Tunis, 2004, 95 p.
- Ouvrage collectif. *Architectures italiennes de Tunisie*, Tunis, 2002, 206p.
- QUATTROCCI L., *L'art nouveau à Tunis (1900-1905)*, Tunis, 1998, 41 p.
- QUATTROCCI L., *Tunisie déco : architecture 1925-1940*, Tunis, 1994, 31 p.
- QUATTROCCI L., « *Tunisie 1 : l'art déco-Borghesia e geometrica* », Art e Dossier, n° 108, 1996, pp 22-27.
- QUATTROCCI L., « *Tunisie 1 : l'art nouveau* », Art e Dossier, n°106, 1995, pp 34-39.
- REVAULT J L *e Fondouk des Français et les consuls de France à Tunis (1660-1860)*, Paris, 1984, 104 p.

- SANTELLI S., *Tunis, le creuset méditerranéen*, Paris, 1995, 126 p.
- SEBAG P., *Tunis, histoire d'une ville*, Paris, 1998, 685 p.
- SIGNOLES P., BELHEDI A., MIOSEC J. M. and DLALA H., *Tunis, évolution et fonctionnement de l'espace urbain*, Tours, 1980, 259 p.
- VALENSI J., VINCENT et D^r CONSEIL, *La Municipalité de Tunis à l'exposition de Lyon*, Tunis, 1914, 152 p.
- VALENSI V., *L'habitation tunisienne*, Paris, 1928.
- VALENSI V., *Projet d'aménagements, d'embellissements et d'extension de la ville de Tunis. Vlan établi à l'échelle 1/200(1 esquisses d'aménagement, notice explicative*, Tunis, 1920.
- ZAHRA E., *Tunis et les Maltais (1830-1956)*, Vallauris, 2002, 121 p.
- ZEHRFUSS B., « *Etudes et réalisations d'architecture et d'urbanisme faites en Tunisie depuis 1943* », Architecture d'Aujourd'hui, n°20.

MUSIQUE

En langue arabe :

- ABDELWAHAB H. H., *Waraqât 'an al-hadhâra al-'arabija bi-Ifriqiya at-Tûnisiya* (Papiers sur la civilisation arabe en Ifriqiya), Tunis, librairie al-Manar, 2^{ème} édition, 1981, 532 p.
- ERLANGER Baron Rodolphe d'et Collaborateurs, Manuscrits divers non édités, près de 2900 feuillets, Tunis, Bibliothèque du Centre des Musiques Arabes et Méditerranéennes Ennejma Ezzahra.
- ESSKANJI M., *ar-Kâshîdijya, madrasat al-mûsîqa wa al-ghinâ' al-'arabiFi Tûnis* (La Rachidia, école de la musique et du chant arabe en Tunisie), Tunis, Ed. Kahia, Nov. 1986, 120 p.
- GRITLI A. K., BEN AHMAD GHARBI A., BEN ABDALLAH A. Sh., et BEN at-TAYYIB GHLIB at-Tâhir, *Dhawâbit ta'lîm al-'âlât wa nawbât al-mâlûf* (Règles de l'enseignement des instruments et des suites de mâlûf), Manuscrit de l'Ecole Militaire du Bardo, Tunis, 1872, 482 f.
- KHERAIEF M., *ash-Shi'r ash-sha'bi at-tûnisî* (La poésie populaire tunisienne), Tunis, La Maison Arabe du Livre, 1992, 268 p.

SAKLI M., *al-Mûsîqâ at-Tûnisijya wa Tahaddijât al-Qarn al-Jadîd* (La musique tunisienne et les défis du nouveau siècle), Tunis, Académie Tunisienne des Sciences, des Lettres et des Arts Beyt al-Hikma, 2008, 83p.

REZGUI S., *alAghâni at-Tûnisiya* (Les chansons tunisiennes), Tunis, S.T.D., 1968, 458 p.

En langue française :

BEN ABDALLAH Ch., *Fêtes religieuses et rythmes de Tunisie*, Tunis, Ed. J.P.S., 193 p.

BEN ABDERRAZAK M.-S., *Les orchestres arabes modernes-, influences de l'organologie occidentale et problèmes d'acculturation*, Thèse de Doctorat nouveau régime en Histoire de la musique et Musicologie, France, Université de Paris IV Sorbonne, 1999, 724 p.

BEN MANSOUR S., *La musique à travers la mosaïque romaine*, in *Africa*, n°17, Tunis, 1999, Tunis, pp 31-46.

BOUYAHYIA Ch., *La vie littéraire en Ifriqiya sous les Zirides*, Tunis, S.T.D., 1972, 459 p.

CHELBI M., *Musique et société en Tunisie*, Tunis, Ed. Salammbô", 1985, 200 p.

CHOURAQUI A., *Les Juifs d'Afrique du Nord, marche vers l'Occident*, Paris, P.U.F., 1952, 400 p.

CENTRE DES MUSIQUES ARABES ET MEDITERRANEENNES, *Les instruments de musique en Tunisie* (Catalogue du Musée des Instruments de Musique du Centre des Musiques Arabes et Méditerranéennes à Sidi Bou Said), Tunis, Ed. Centre des Musiques Arabes et Méditerranéennes, 1992, 110 p.

DARMON R., *Un siècle de vie musicale à Tunis*, in : *Bulletin économique et social de la Tunisie*, n°53, Tunis, Juin 1951, pp. 61-74.

DECRET F. et FANTAR M.-H., *L'Afrique du Nord dans l'antiquité*, Paris, Payot, 1981, 391 p.

ENNABLI A. et Collaborateurs, *Carthage retrouvée*, Tunis, Cérès édition, 1995, 408 p.

- ERLANGER Baron Rodolphe d', *Mélodies tunisiennes hispano-arabes, arabo-berbères, juives, nègres*, Paris, Lib. Paul Geuthner, 1937, 22p.
- FANTAR M.-H., *Carthage les lettres et les arts*, Tunis, Alif, 1991, 116 p.
- GUETTAT M., *La musique classique du Maghreb*, Paris, Ed. Sindbad, 1980, 400 p.
- GUETTAT M., *La musique arabo-andalouse, l'empreinte du Maghreb*, Paris / Montréal, Ed. El Ouns / Fleurs Sociales, 2000, 528 p.
- LAPIE P., *Les civilisations tunisiennes, Musulmans, Israélites, Européens : Etude de psychologie sociale*, Paris, Ed. Félix Alcan, 1898, 305 p.
- LAFFAGE A., *La musique arabe, ses instruments et ses chants*, fascicule 1, Tunis, 1905, XXXVII p., fascicules 2 et 3 (mission en Tripolitaine), Tunis, 1906, 67 p.
- MUSEE DU BARDO, *Inventaire du Musée du Bardo*, Tunis, Bibliothèque du Musée du Bardo, document non publié en cinq tomes.
- PICARD C., *Les représentations du cycle dionysiaque à Carthage dans l'art punique*, in : *Antiquités Africaines*, Paris, CNRS, Tome 1, 1967, pp. 9-30.
- SAKLIM., *La chanson tunisienne, analyse technique et approche sociologique*, Thèse de Doctorat nouveau régime en Histoire de la musique et Musicologie, France, Université de Paris IV Sorbonne, 1994, 480 p.
- SAKLI M., *L'interprétation du mâlûf tunisien, tradition et innovation*, mémoire de D.E.A. en Histoire de la musique et Musicologie, France, Université de Paris IV Sorbonne, 1989, 89p.
- SAKLI M., *Eemme et musique au XX^{ème} siècle*, in : *La femme tunisienne à travers les âges*, Tunis, Institut National du Patrimoine, 1997, pp. 55-62.
- SAKLI M., et BEN ABDERRAZAK S., *La présence musicale italienne en Tunisie*, in : *Mémoires italiennes de Tunisie*, Tunis, Ed Finzi, 2000, pp 219-224.
- SLIM H., MAHJOUBI A. et Collaborateurs, *Histoire de la Tunisie, l'antiquité*, Tunis, S.T.D., s/d, 408 p.
- SNOUSSI M., *Initiation à la musique tunisienne*, vol. 1 Musique

Classique, Document établi par SAKLI M., KRIAA L. et SELLAMI R., Tunis, Centre des Musiques Arabes et Méditerranéennes Ennejma Ezzahra, 2003, 154p.

PEINTURE

Ouvrages

ALAZARD J. : *L'Orient et la peinture française au XIX^e siècle, d'Eugène Delacroix à Auguste Kenoir*. Paris, Librairie Pion, 1930 ;

BARRUCAND V. : *L'Algérie et les peintres Orientalistes* ;

BENEZIT E. : *Dictionnaire critique et documentaire des peintres, sculpteurs, dessinateurs et graveurs*. Paris, Librairie Gründ, 1976. Grenoble ;

CHITELAIN Y. : *La vie intellectuelle en Tunisie, de 1900 à 1937*. Paris, Librairie Orientaliste Paul Gueuthner, 1937. Editions Arthaud, 1930 ;

LOUATI A. : *L'aventure de l'art moderne en Tunisie*. Tunis, Simpect Editions, 1999.

Thèses

BEN CHEIKH N. : *Peindre à Tunis. Pratique artistique maghrébine et histoire*. Thèse de troisième cycle. Université de Paris, 1979 ;

EL GOULLIS. : *La peinture en Tunisie, origines et développement*, ouvrage publié en 1994 d'après une thèse de troisième cycle soutenue à Paris en 1974 ;

LASRAM Z. : *Naissance d'un langage et élaboration d'une identité picturale en Tunisie*. Thèse de 3^e cycle, Université de Paris 1 Sorbonne, 1978 ;

SOUISSI M., *Les peintres européens en Tunisie (1900-1931)*. U.E.R. d'Art et d'Archéologie. Paris 1981.

Etudes

LOUATI A. : (en arabe)

Table des Encadrés

157	Le Théâtre Municipal de Tunis
188	La Khaldounia
193	L'Association des Anciens Elèves du Collège Sadiki
206	L'Institut de Carthage
212	L'Institut des Belles Lettres Arabes
236	L'Institut Pasteur de Tunis
305	Les Ministres Résidents et les Résidents Généraux
372	L'Espérance Sportive de Tunis
390	L'AEMNA
426	Le Croissant Rouge Tunisien
430	Les Tunisiens dans les deux Guerres Mondiales
531	La création de l'Union Générale des Etudiants Tunisiens
546	Motion de Politique Générale du Congrès de Sfax

Table des Illustrations

19 et 21	L'occupation militaire et la résistance à l'occupation	278-279	La Rachidia
24	La résistance de Sfax	298	Moncef Bey
36	Les capitaux	299	Lamine Bey, le dernier souverain Husseinite
43	L'exploitation agricole	327	Le Grand Conseil
45	Le monde rural	359	L'ouverture de l'année judiciaire
101	L'artisanat tunisien	369	Les Jeunes Tunisiens
124	L'exploitation minière	373	Chadli Zouiten
125	Le développement du transport	377	Les fondateurs du syndicalisme tunisien
152	Plan de la ville de Tunis au début du protectorat	378	Le premier Destour
153	Urbanisme et architecture	392	Les étudiants tunisiens à l'AEMNA en 1930
159	Théâtre Municipal de Tunis	396	Le Congrès Eucharistique
163-167	Les styles d'architecture	401	Les Néo Destouriens
179	L'enseignement	408	Les premiers diplômés des Universités
181	Une classe de filles musulmanes	411	8 et 9 avril 1938
189	Le Comité de h Kbalounia en 1905	414	Radio Tunis
205	Trois symboles du protectorat	419	La campagne de Tunisie
207	Charles Saumagne	472	La Résistance armée
209	Le journalisme militant	479	Internationalisation de la question tunisienne
213	Demeerseman et Hassan Husni Abdelwahab	498-499	L'autonomie interne
218-219	Le monde des lettres	501	Le 1er Juin 1955
233	Arthur Pellegrin, Charles Nicolle, William Marçais	525	Farhat Hached et la CISL
261	Musique ethnique	552	L'ascension de Bourguiba
266-267	Figures de la vie musicale		

Sommaire

CHAPITRE I : **L'installation du protectorat et la résistance à l'occupation.** 9

La perte de l'autonomie interne 13, La résistance à l'occupation française 17, La résistance dans le Nord de la Tunisie 17, La résistance dans le Centre 20 [*La résistance au Sahel* 20, *La prise de Kairouan* 20], La lutte dans le Sud 22 [*La résistance des Hmamma* 22, *La poursuite de la résistance aux confins de la Tripolitaine* 26, *La mort d'Ali Ben Khelifa et le retour des résistants* 28, *Louanges à Dieu* 29, *Ce Rabia elAoual (29 décembre 1884)* 30]

CHAPITRE II : **La mainmise coloniale sur l'espace agricole tunisien** 35

La colonisation par les capitaux 1881-1900 35, La domanialisation 37, La colonisation officielle et l'accélération du processus de domanialisation 1892-1940 41, Les conséquences de la colonisation sur la population rurale 44, [*La paupérisation de la paysannerie tellienne* 44, *La formation d'une bourgeoisie agraire à l'école des colons* 48, *Le centre : La colonisation par l'olivier dans les basses steppes et l'arrière-pays de Sfax* 54, *Les territoires du Sud : occupation militaire et exploitation*

des ressources hydrauliques 57, *réorganisation de l'usage de l'eau* 61], La domanialisation et la mainmise coloniale sur les terres habous 62, La domanialisation des espaces forestiers 64, La mainmise sur les terres collectives 67, Les moyens mis en œuvre pour atteindre les buts de la colonisation officielle 72, [*Financement et soutien de l'agriculture coloniale* 72, *Le développement d'un puissant outillage* 73, *Equiper les campagnes : infrastructure routière et ferroviaire* 76, *Les villages de colonisation* 76, *Equiper hydraulique et sanitaire* 77, *Equiper scientifique* 78], La grande crise de 1930-1934 79, Les dernières années de la colonisation : consolidation des acquis et maintien de la trilogie spéculative : céréales, huile, vin 83, Conclusion 86.

CHAPITRE III : L'invasion de la production industrielle et la ruine de l'artisanat.....90

L'évolution du régime douanier et ses conséquences sur l'artisanat 92, La désaffectation des produits de l'artisanat 94, La chute des exportations des produits de l'artisanat 97, La dégradation de la qualité des produits de l'artisanat 99, La réduction ou l'abandon de la fabrication 102, Les effets d'adaptation 103, La dégénérescence des institutions corporatives 104, L'artisanat et les pouvoirs publics 105, La création avortée des coopératives artisanales 108, Le syndicalisme dans l'artisanat 109, L'artisanat pendant et après la Deuxième Guerre Mondiale 113, La résistance de l'artisanat 117.

CHAPITRE IV : L'économie et le commerce extérieur.....120

La prédominance du capital étranger 122, L'industrie extractive 123, Les autres gisements miniers 126, Le commerce extérieur 127, Le tarif douanier de 1898 128, L'Union douanière de 1928 129, L'évolution de l'Union douanière de 1928 131, Le régime douanier avec les pays étrangers 132, Le règlement du commerce extérieur 133, Le régime douanier 134, Le déficit chronique de la balance commerciale 135.

CHAPITRE V : L'accroissement démographique et le fait urbain.....138

La population européenne 143, Les lotissements urbains 145, le nouvel aspect de la capitale 146, Le patrimoine urbanistique et architectural de l'époque coloniale 149, Le développement urbain de la ville de Tunis 150, Les communautés étrangères de la ville de Tunis 154, [*Les Juifs de Tunis et de la Hara* 154, *Les Chrétiens de Tunis et le quartier franc* 155], Les villes et leurs principales caractéristiques urbanistiques 155, Le début du programme constructif du protectorat 156, La Direction générale des Travaux Publics 161, Les grands courants de l'architecture 161, [*Le style éclectique* 162, *Le style art nouveau* 162, *Le style déco* 168, *Le style néo-mauresque* 168, *Le style moderniste* 168], La naissance et les spécificités du style néo-mauresque 169

CHAPITRE VI : L'enseignement et l'évolution intellectuelle 172

L'enseignement 172, Les écoles modernes et l'organisation nouvelle de l'enseignement 172, La Zitouna 185.

CHAPITRE VII : L'évolution culturelle.....197

L'évolution de la situation politique 199, L'évolution de la vie culturelle de l'instauration du Protectorat à la veille de la deuxième guerre mondiale 204, La nouvelle littérature tunisienne 217, La contribution intellectuelle des français 232.

CHAPITRE VIII : L'évolution de la tradition musicale.....255

Une présence musicale millénaire 254, Le paysage musical vers la fin du XIX^e s. 255, [*Le système mélodique* 256, *Le système rythmique* 258, *L'interprétation* 259, *L'intonation musicale tunisienne* 259] Principales expressions musicales 260, [*Le Mâlûf* 260, *La musique confrérique* 262, *La musique ethnique* 262], Autre expression musicale 263, [*La musique classique européenne* 263], Faits saillants de la période 1881-1956 264, [*De nouvelles formes d'expression musicale* 264, *La chanson* 264, *Les harmonies* 269, *Tes Lbaybiya* 269, *Le théâtre musical arabe* 270, *Instruments nouveaux et mélanges de timbres* 271], Formations orchestrales avec instruments mélodiques à sons non fixes 211, [*Le*

mizwid 271, *La firqa classique* 272, *La firqa moderne* 272], Formations orchestrales avec instruments mélodiques à son fixes 272, [*L'orchestre de l'harmonium* 272, *l'orchestre de mandoline* 273], Formations orchestrales hétérogènes avec instruments mélodiques des deux types 273, [*Le jawq nouveau* 273, *U ensemble moderne* 274], Autres faits saillants 275, [*Présence marquée de la musique classique européenne* 275, *L'usage de la partition musicale* 275, *Les travaux de l'équipe du Baron Rodolphe d'Erlanger* 276, *Ea création de l'Institut de la Rachidia* 277, *La fondation de la Radio Tunisienne* 277, *De nouveau contextes de consommation musicale* 280, *Hégémonie culturelle et orientalisme musical* 281], Conclusion 281.

CHAPITRE IX : **La peinture de chevalet** 283

Le Salon Tunisien 284, Peintres orientalistes 286, Peintres « modernistes » 287, La peinture tunisienne 288, Les pionniers 289, L'Ecole de Tunis 293.

CHAPITRE X : **L'organisation administrative de la Régence** . . . 296

Le pouvoir central tunisien 297, [*Le Bey* 297, *Le Premier Ministre* 300, *Le Ministre de la Plume* 302, *L'ère des réformes dans l'exécutif tunisien* 302, *Les directions techniques* 303], Les organes centraux du protectorat 304, [*Le Résident général* 304, *Le Secrétariat générale du gouvernement tunisien* 308, *Le Délégué à la résidence générale* 312], L'organisation de l'administration provinciale 314, L'évolution de l'administration provinciale 315, Les attributions des Caïds 316, Les attributions administratives 317, Les attributions judiciaires 317, Les attributions financières 318, L'organisation des territoires du sud 318, Les contrôleurs civils 320, Les attributions des contrôleurs civils 321, Les contrôleurs régionaux 323.

CHAPITRE XI : **Les Institutions représentatives** 325

La Conférence consultative 325, Le Grand Conseil 326, Le Grand Conseil après les réformes de 1945 329, Les Attributions du Grand Conseil 330, Les Attributions législatives 331, Le fonctionnement du Grand Conseil 331, Les Municipalités 333, Les Conseils de caïdat et de Région 334, Les Conseils de Caïdat 335,

Les Conseils de région 336, Les Communes rurales 337, Les chambres françaises 338, [*La chambre de commerce française de Tunis* 338, *La chambre de commerce française de Bizerte* 338, *La chambre d'agriculture française du nord* 339], Les chambres tunisiennes 339, [*La chambre de commerce tunisienne du nord* 339, *La chambre d'agriculture tunisienne* 340, *La chambre des intérêts miniers* 341, *La chambre des métiers traditionnels* 341].

CHAPITRE XII : Les grands services publics.....342

Les Finances 342, La dette publique 343, Le budget 344, Les Travaux Publics 347, [*Le réseau ferré* 348, *Le réseau routier* 350, *L'équipement hydraulique* 352], La Santé Publique 353, La Police 354, L'Armée 356, La Justice 358, [*La justice militaire* 358, *La justice tunisienne* 358, *Le Charâa* 360, *Le tribunal rabbinique* 361, *La justice française* 361]

CHAPITRE XIII : Le Mouvement national.....364

De 1881 à 1920 364, Le mouvement «Jeunes Tunisiens » 368, Lucien Saint et le Destour 380, La crise d'avril 1922 382, La naissance du néo-Destour 400, Le 9 avril 1938 410, La campagne de Tunisie (9 novembre 1942 - 12 mai 1943 417, [*Les opérations militaires* 417, *La Tunisie sous l'occupation allemande et italienne* 423], Le mouvement national de 1945 à 1951 434, Le front extérieur 436.

CHAPITRE XIV : La lutte de libération nationale.....440

Le déclin du système colonial en Asie 441, L'effort de décolonisation en Afrique 448, La spécificité Nord Africaine 453, La résistance armée 468, L'internationalisation de la question tunisienne 475, Le sombre intermède du gouvernement Baccouche 478, Les cent jours du gouvernement Mzali 488, Mendès France : le tournant 493.

CHAPITRE XV : Le Mouvement syndical tunisien.....507

L'hétérogénéité ethnique du monde ouvrier 508, La question du droit syndical 509, La lutte pour un syndicalisme autonome

tunisien 501, La première CGTT : 31 octobre 1924 513, La
seconde CGTT : 27 juin 1937 516, Farhat Hached et la naissance
de l'UGTT 518, 20 janvier 1946 : l'UGTT 520, L'affiliation de la
FSM 522, L'adhésion à la CISL (1951) 523, L'impact historique du
mouvement syndical tunisien 529.

CHAPITRE XVI : De l'autonomie interne à l'indépendance	533
Conclusion générale.....	556
Annexes.....	562
Bibliographie	570
Table des encadrés.....	580
Table des illustrations.....	581
Sommaire	582

Achevé d'imprimer sur les presses de

FINZI USINES GRAPHIQUES®

1500 Ex. - R.T. N° 805 Mai 2010

L'Époque Contemporaine

Le quatrième tome de l'Histoire Générale de la Tunisie couvre la période coloniale. Cette période s'inscrit dans la suite du XIXe siècle qui a marqué l'occupation de l'Algérie, la faiblesse croissante de l'Empire Ottoman et le déclin de l'Etat tunisien. Les progrès industriels et l'accroissement consécutif de la puissance militaire des États européens leur a permis de dominer l'ensemble de la Méditerranée non européenne et, au-delà, d'immenses territoires d'Asie et d'Afrique. En dépit de cette expansion qui a considérablement accru leur potentiel économique, le jeu de la puissance a fini par opposer entre elles les principales métropoles coloniales qui se sont irrémédiablement affaiblies dans deux guerres particulièrement meurtrières.

L'entre deux guerres a constitué un tournant pour la Tunisie qui a progressivement institué depuis lors un contre-pouvoir basé sur la philosophie de la liberté et sur la force populaire et qui a fini par briser l'ordre colonial. Entraînée dans les deux guerres mondiales par le sacrifice forcé de ses enfants pour une cause qui n'était pas la sienne, la Tunisie a pu affirmer une volonté nationale symbolisée par le Néo Destour, imposer et légitimer sa propre cause, surmonter le tête-à-tête avec la France et entraîner toute l'Afrique du Nord dans l'affrontement décisif avec le système colonial, jusqu'à l'indépendance.

Le Tome IV ne se limite pas à décrire les institutions, à analyser les innovations et les transformations induites par la domination politique et technique de la colonie européenne, il présente également les résistances, les adaptations et les évolutions sociales et politiques. Le mouvement national, y compris sa composante syndicale, est présenté dans sa genèse, ses évolutions et son action intérieure et extérieure. Le livre analyse également l'émergence de la modernité tunisienne dans le fond de la culture traditionnelle et dans le sillage du protectorat. Des chapitres substantiels sont consacrés à l'enseignement, à la vie culturelle, notamment à l'architecture, à la musique et à la peinture. Le livre, richement illustré, est complété par des encadrés qui présentent synthétiquement les principales institutions et les événements majeurs qui ont déterminé l'évolution de la Tunisie contemporaine.

*Théâtre Municipal de la Ville de Tunis
construit par Jean-Emile Resplandy entre 1901 et 1904.
Photo Nicolas Fauquet*

